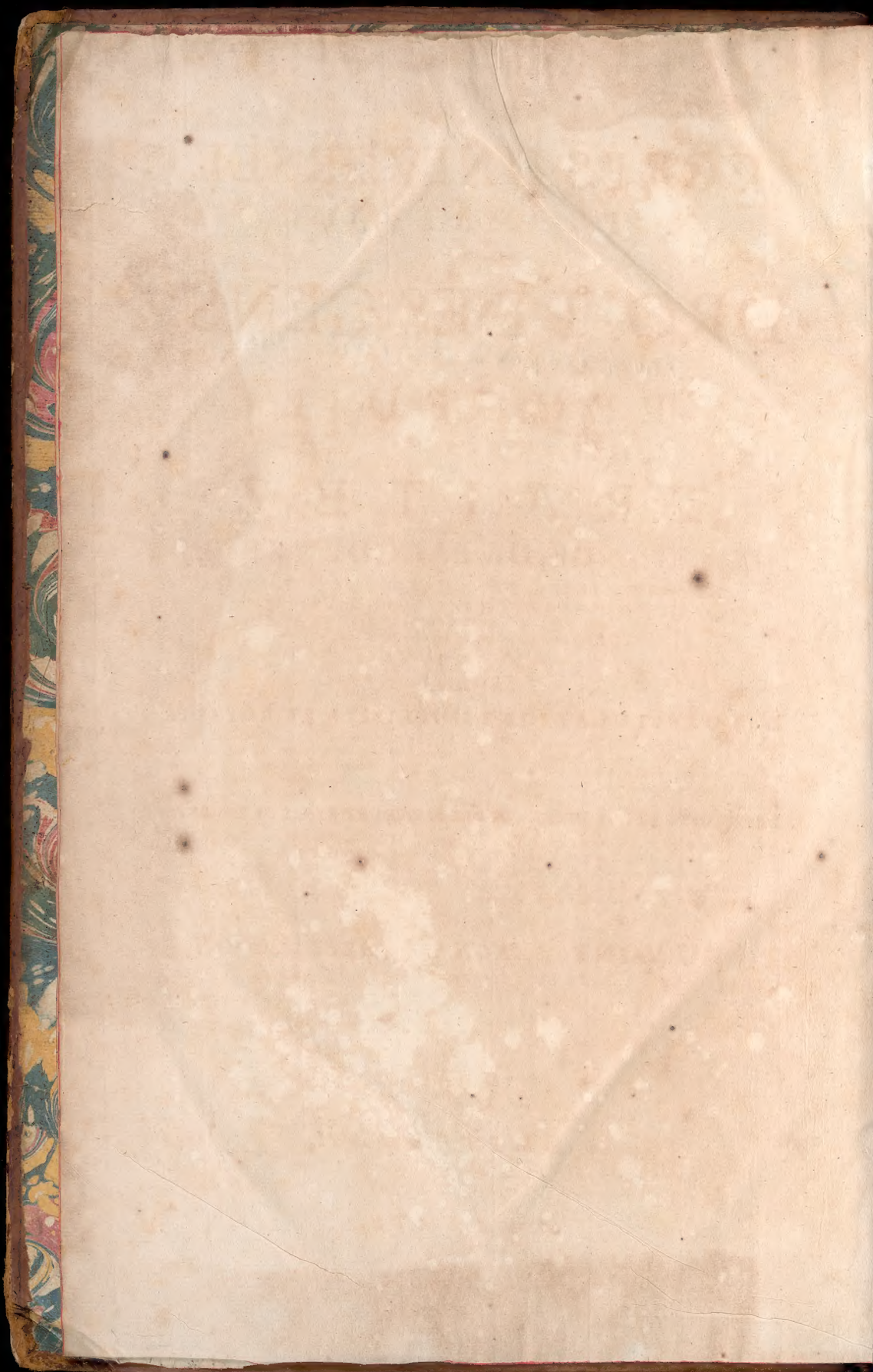




e.c.

XVIII + 366 p. + II (loc.) + XIV + 319 p.



CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
D U
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEIL
DES
T R A I T E Z
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,
de Protection & de Garantie, de toutes les Conventions, Transactions,
Paixes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en
EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLE-
MAGNE jusques à présent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;

les Sentences Arbitrales dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, & en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleurs Collections, qui ont déjà paru tant en ALLEMAGNE, qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs; sur tout des Actes de RYMER; & enfin des AUTEURS les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;

P A R

J. DU MONT, BARON DE CARELS-CROON,
ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTÉ IMPERIALE
ET CATHOLIQUE.

TOME II. PARTIE I.



A AMSTERDAM,

Chez P. BRUNEL, R. ET G. WETSTEIN,
les JANSSENS-WAESBERGE, L'HONORE ET CHATELAIN.

A LA HAYE,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXVI.

COBBES UNIVERSITEIT

DIE OMAT

DROIT DES GENS

PAR

J. R. A. T. R.

PARIS

LA BIBLIOTHEQUE

DE LA FACULTE

DE DROIT

DE LA FACULTE

DE DROIT

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES PIÈCES

CONTENUES

Dans la I. Partie du II. Tome.

ANNO 1359.	L ettres de l'Empereur CHARLES IV. par lesquelles il érige le Comté de Luxembourg en Duché en faveur de WENCESLAS, son Frere. Sans date 1
10. Mars.	Trêve pour trois ans, conclue entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & PHILIPPE Duc de Bourgogne, Donné à la Ville de Guillon en Bourgogne le 10. Mars 1359. 2
10. Mars.	Obligation de PHILIPPE Duc de Bourgogne, pour 200000. Moutons d'or, qu'il s'engage de payer au Roi d'Angleterre EDOUARD III. en consideration de la Trêve précédente faite avec lui, & pour la Cession de la Ville de Flavigny. Donnée à Guillon en Bourgogne le 10. Mars 1359. 3
—	Pareille Obligation des Seigneurs, & Bourgeois de BOURGOGNE, qui se rendirent Caution pour leur Duc au susdit Traité. 4
1360.	Traittatus Pacis inter ANGLIÆ, & FRANCIÆ Reges; quo Regi ANGLIÆ diversæ Civitates & Castella ceduntur. 5
7. Mai.	Trêve conclue entre la FRANCE & l'ANGLETERRE par CHARLES Dauphin de France & EDOUARD Prince de Gales, à Chartres le 7. Mai 1360. 6
8. Mai.	Traité de Paix entre EDOUARD Prince de Gales d'une part, & CHARLES Dauphin de France, & Duc de Normandie, pour la délivrance de JEAN Roi de France, prisonnier en Angleterre. Fait à Bretigny le 8. Mai 1360. 7
8. Mai.	Lettres Patentes de JEAN Roi de France, contenant la Cession & Renonciation des Terres, qui, en conséquence du Traité de Paix fait à Bretigny le 8. Mai 1360. doivent être delivrés à EDOUARD III. Roi d'Angleterre. Donnés à Calais le 24. Octobre 1360. 17
24. Octob.	Lettres Patentes d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre, contenant les Renonciations qui se devoient faire à JEAN Roi de France, en vertu du Traité de Bretigny. Données à Calais le 24. Octobre 1360. 20
24. Octob.	Cession & Transport du Comté de Guienne, fait par JEAN Roi de France à EDOUARD III. Roi d'Angleterre en suite du Traité de Bretigny. A Calais le 24. Octobre 1360. 22
24. Octob.	Confirmation & Amplification de la Cession & Renonciation de JEAN Roi de France faite à EDOUARD III. Roi

TOM. II. PART. I.

d'Angleterre. Donnée à Boulogne le 26. Octobre 1360. 24	ANNO 1360.
Confirmation & Amplification des Renonciations d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre faites à JEAN Roi de France. Donnée à Calais le 24. Octobre 1360. 27	24. Octob.
Traité de Paix conclue entre JEAN, Roi de France, & EDOUARD III. Roi d'Angleterre, & confirmé par CHARLES Dauphin de France. Donné à Boulogne le 26. Octobre 1360. 29	26. Octob.
Testament de JACQUES de Savoye Prince d'Achaïe, en date du 16. Mai 1360. 31	16. Mai.
Imperatoris CAROLI IV. Investitura, Ducibus Austrie RUDOLPHO FRIDERICO ALBERTO, & LEUPOLDO, de Ducatibus Austrie, Styriae & Carinthiae cum omnibus & singulis Comitibus; item Dominis Carniole, Marchie & Portus Naonis, omnibusque Feudis, quæ iidem Duces, eorumque Progenitores in Suevia, Alsatia & alibi ab Imperio tenuerunt, necnon de Feudis quæ Duces ALBERTUS & OTTO ab Imperatore LUDOVICO Bavaro habuerunt concessa. Datum. Serveld die XII. Kalend. Junii 1360. 32	21. Mai.
Diploma KAROLI IV. Imperatoris, quo omnia Jura & Immunitates Civitatibus & Judiciis Austrie, Styriae & Carinthiae, olim concessas eisdem nunc, in favorem Ducis RUDOLPHI, & Fratrum suorum FRIDERICI, ALBERTI, & LEUPOLDI, confirmat. Nuremberg Anno 1360. Indiit. 13. XVI. Kal. Januar. 33	17. Dec.
Reversales BOLKONIS Silesie Ducis erga CAROLUM IV. Romanorum & Bohemie Regem; quod donata sibi à prefato Rege media Civitas Glogoviae atque appertinentie, post obitum suum, ad memoratum Regem, aut Heredes vel Successores ejus reverti debeant. Datum Sweidnitz Dominica Oculi. 1361. 33	1361.
LUDOVICI Regis Ungarie Litteræ Fœderis inter se & Ducem Austrie RUDOLPHUM contra quoscunque tam Cæsarea quam Regia Dignitate præfuentes, quibuscum litem & Guerram inire contingeret, hoc pacto, ut Opida, Castra & Fortalitia in hoc Bello acquirenda, equaliter, sub pari numero ac valore, inter se dividantur. Dat. Bude die 10. Martii 1362. 34	28. Fevr.
	1262.
	10. Mars.
	LU.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1362.	LUDOVICI Hungarie Regis Diploma Cessionis, quo Castrum Suertzenpach Duci Austrie RUDOLFO assignat & restituit, Purchutamque, seu Pensionem, pro Castris custodia à Civitate nova solvendam relaxat, & simul omnibus Juribus & actionibus in dictum Castrum & Purchutam sibi competentibus renunciat. Dat. Wuda die 10. Martii 1362.	34	PE son quatrième Fils, qu'il crée Pair de France, faite le 6. Septembre 1363. & confirmée par CHARLES V. Roi de France, Frere de PHILIPPE, au Louvre le 2. Juin 1364.	42	ANNO 1363.
10. Mars.			Projet d'union du Royaume d'Ecosse avec celui d'Angleterre, concerté entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & DAVID DE BRUYS Roi d'Ecosse. Donné à Westmunster le 27. Novembre 1363.	44	
21. Mars.	Lettres de GODEFROI Evêque de Passau, par lesquelles il promet & s'oblige, envers RODOLPHE Archiduc d'Autriche, & envers FRIDERIC, ALBERT & LEOPOLD Ducs d'Autriche ses Freres, de les assister de toutes ses forces contre leurs Ennemis dans tous les cas de nécessité & à leur requisi- tion, comme aussi de tenir ses Places ouvertes, pour leur service en tems de guerre & de nécessité, le Lundi avant l'Annoncia- tion de la Vierge 1362.	34	Pax & Reconciliatio inter CAROLUM IV. Imperatorem, WENCESLAUM Regem Bohemie, & JOANNEM Marchionem Moravie ab una, atque LUDOVICUM Regem Ungarie & RUDOLFUM, & LEOPOL- DUM Ducs Austrie ab altera parte. Actum Brunne in die S. Scholasticæ Vir- ginis 1364.	45	1364. 10. Fevr.
26. Mars.	Sentence Arbitrale rendue par quelques Elec- teurs entre FRIDERIC, Burgrave de Nuremberg, & la Ville de NU- REMBERG, touchant le Bois appelle la Forêt de Nuremberg, comme aussi au sujet des Péages &c. A Nuremberg le Samedi après la St. Benoît 1362. Avec le Diplôme d'Investiture donné par AL- BERT I. au Burgrave FRIDE- RIC, pour le Burgraviat de Nurem- berg, avec ses Dépendances & Apparte- nances en Fief de l'Empire. Donné à Strasbourg aux Ides de Mai, Indiction 13. Anno 1300.	35	Union Hereditaire entre CHARLES IV. Empereur des Romains, WEN- CESLAS Roi de Boheme & JEAN Markgrave de Moravie d'une part, & les trois Freres Archiducs d'Autriche RO- DOLPHE, ALBERT, & LEOP- OLD, avec MARGUERITE leur Sœur d'autre part, touchant leurs respectives Successions, en telle sorte que les survivans devront succeder aux défunts dans leurs Biens, Terres & Seigneuries, au défaut d'Hoirs legitimes. Fait à Brin le jour de Ste. Scholastique 1364.	46	10. Fevr.
18. Mai.	Reversales WENCESLAI Ducis Si- lesie & Domini Lignicensis, quibus Ro- manorum Imperator CAROLO IV. tanquam suo vero Domino Hereditario promittit, nihil de Castro aut Civitate Lignitensis, ejusque districtu, se unquam alienaturum. Datum in Piska anno 1362.	35	CAROLI Francorum Regis Confirmatio Donationis de Ducatu Burgundie, per JOANNEM suum Patrem, ejus Fra- tri PHILIPPO factæ. Dat. in La- para propè Parisios 2. Junii 1364.	46	2. Juin.
	15. Calendas Junii	36	Traité de Mariage entre ESMON Comte de Cambridge, Fils d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre, & MAR- GUERITE Duchesse de Bourgogne, Fille de LOUIS Comte de Flandres & Duc de Brabant &c. Donné au Châtel de Dovor le 19. d'Octobre 1364.	47	19. Octob.
22. Juin.	Traictatus pro colenda mutua amicitia inter EDUARDUM III. Regem Anglie & PETRUM Regem Castella & Le- gionis. Dat. Londini 22. Junii 1362.	37	Lettres d'ALBERT IV. Evêque de Pas- sau & de son CHAPITRE, par les- quelles ils promettent & s'obligent envers RODOLPHE Archiduc d'Autriche, & envers ALBERT & LEOPOLD, Ducs d'Autriche ses Freres, de les assister de toutes leurs forces contre leurs Ennemis, dans tous les cas de nécessité, & toutes les fois qu'ils en seront requis, comme aussi de leur ouvrir toujours leurs Places, Châteaux & Forteresses, ladite Obligation devant pas- ser à leurs Successeurs, comme un Statut perpetuel de l'Evêché, en sorte que nul Evêque ne soit reçu & établi, sans en promettre l'observation avec Serment. A Vienne le jour de Ste. Agnès 1365.	49	1365. 21. Janv.
16. Juill.	Contrat de Mariage de JAKUES de Sa- voye, Prince d'Achaïe, & de MAR- GUERITE de Beaujeu, fait le 16. de Juillet 1362.	39	WENCESLAI Bohemie Regis Confir- matio præcedentis Venditionis. Dat. Pra- ge XIV. Calend. Martii 1365.	50	16. Fevr.
26. Dec.	Traité de Ligue, entre AME IV. Comte de Savoye surnommé le Comte Verd, & GALEAS Viconte de Milan, contre le Marquis de Montferrat, fait à Milan, le 26. Decembre 1362.	40	Venditio Sylvæ Regalis distæ Kunigswalde, per Romanorum Imperatorum CARO- LUM IV. Communitati ZITTA- VIENSI pro quingentis sexagenis Gros- forum Pragensium facta. Prage 7. Ka- lend. Martii 1365.	49	23. Fevr.
31. Dec.	Confederatio inter Ducs Austrie RU- DOLPHUM, FRIDERICUM, ALBERTUM, & LEOPOL- DUM, necnon MEINHARDUM Bavarie Ducem ab una, & LUDO- VICUM Hungarie, atque CASIMI- RUM Polonia Reges à parte altera. Quæ illi dictos Reges, Heredes & Terras eorum contrà omnes Homines cunctis viri- bus & substantia defendere atque adjuvare promittunt, uti & ad nullam Brigam vel Guerram absque communi consensu moven- dam se obligant. Datum Posonii ultima die Decembris anno 1362.	41	Traité entre les trois Villes de STRAS- BOURG, de WORMS, & de SPIRE, pour leur commune assistance & dé-	41	11. Mai.
1363. 6. Sept.	Donation du Duché de Bourgogne faite par JEAN Roi de France, à PHILIP-				

DE LA I. PART. DU TOME II.

ANNO 1365.
30. Juill. *Et défense contre toute hostilité & violence injuste. A Weissenbourg le Jeudi après le Dimanche Cantate 1365. 50*
Paix de Succession entre BERTHOLD Comte de Henneberg de la Ligne de Hartenberg, & HERMAN aussi Comte de Henneberg de la Ligne de Aschbach, portant qu'eux ou leurs Fils devront se succéder mutuellement en cas d'extinction des mâles. Fait le Mercredi avant la Fête de St. Pierre aux liens 1365. Avec les Lettres de Fief de l'Empereur CHARLES IV. sur les Biens de l'un & l'autre Comte, & Confirmation dudit Paix.
A Nuremberg la veille de la Fête de St. Simon & Jude 1366. 52
17. Dec. Privilegium CAROLI IV. Romanorum Imperatoris, pro LAMBERTO Episcopo Spirensi & Successoribus ejus, de non solvendis Vettigalibus, à vinis, frugibus & lignis, aliisque ad suam alimonia necessariis. Datum in Monte ad Kbunium die Mercurii proxima post Festum S. Lucie Anno 1365. 53
1366.
25. Fevr. Littere Absolutorie Regis Hungarie LUDOVICI, quibus Ducs Austrie ALBERTUM & LEOPOLDUM omnibus verbis, Juramentis & promissionibus, necnon obligationibus ipsi factis quietos, expeditos & solutos pronuntiat atque declarat. Date Wude die 25. Februar. 1366. 53
20. Mars. Diplome de l'Empereur CHARLES IV. par lequel il about les Ducs d'Autriche ALBERT & LEOPOLD, comme aussi leurs Prélats & Etats Provinciaux de tous les liens d'Alliance & de Serment qu'ils avoient contractés avec LOUIS Roi de Hongrie tant à l'égard du secours reciproquement promis, qu'à l'égard du Mariage déjà conclu & fait entre ledit Duc ALBERT & ELISABETH Fille d'ESTIENNE Frere dudit Roi de Hongrie, lesquelles Alliances & Serments il casse & annule. A Prague le Vendredi après le Dimanche Laxare 1366. 53
26. Mars. Litteres d'assurance données par l'Empereur CHARLES IV. aux Ducs d'Autriche ALBERT & LEOPOLD, par lesquelles il se charge de leur faire rendre par LOUIS Roi de Hongrie, dans un certain terme, les Lettres ou Revers de leur Alliance avec lui. A Prague le Jeudi avant le Dimanche des Rameaux 1366. 53
26. Mars. Renouvellement des Paixes reciproques entre CHARLES IV. Empereur, WENCESLAS Roi de Boheme & JEAN Margrave de Moravie d'une part, ALBERT & LEOPOLD Ducs d'Autriche d'autre part, portant que si l'un des Contractans vient à deceder sans Heirs de son Corps, les autres devront succeder en ses Etats & Principautés. Ils se promettent de plus une Assistance mutuelle dans les cas de nécessité. Fait à Prague le Jeudi avant le Dimanche des Rameaux 1366. 54
14. Avril. JOANNIS Marchionis Moravie Littere, quod nec ipse nec Successores sui Marchiones Moraviae, Regnum Bohemiae & pertinentias ejusdem invadere permittunt

sint, quodque Marchionatum ipsum à Rege Bohemiae, ejusque Successoribus Regibus in Feudum illustre & insigne recipere & tenere debeant. Praga in die S. S. Tiburtii & Valeriani, Anno 1366. 56
Imperatoris CAROLI IV. Confirmatio ALBERTO & LEOPOLDO Austrie Ducibus concessa, omnium Jurium, Libertatum, Gratarum & Consecutionum, quae & quas ipsi vel Priores eorum in suis Terris & Hominibus habuerunt. Datum Vienna Sabbato ante Pancracii 1366. 56
Privilege de l'Empereur CHARLES IV. accordé aux Ducs d'Autriche ALBERT & LEOPOLD, portant que si quelques-uns de leurs Sujets reçoivent chez eux par ignorance des Proscrits, & des Bannis ou d'autres Criminels, & qu'avec le couvert ils leur fournissent la subsistance, ils ne seront point cités ni jugés pour cela hors du Pais. à Vienne le Lundi avant la Fête de l'Ascension de notre Seigneur. 1365. 57
Litteres d'Investiture accordées par l'Empereur CHARLES IV. aux Ducs d'Autriche ALBERT & LEOPOLD, pour les Duchés d'Autriche, de Stirie, Carinthie, & Carniole, pour les Seigneuries de Windismarc & Portenau, & pour tous les Fiefs qu'ils possèdent en Suabe, en Tyrol, en Alsace, & aux Montagnes, comme aussi pour tout ce qu'eux, ou leur Pere le Duc ALBERT, ou leur Frere le Duc OTTON, ont obtenu ou tenu de l'Empereur LOUIS de Baviere. A Vienne la veille de l'Ascension de notre Seigneur 1366. 57
Traité pour dix ans entre ROBERT le vieux Eleveur Palatin, & ROBERT le jeune Comte Palatin d'une part, & les Villes de WORMS & de SPIRE d'autre part, pour leur commune défense & pour l'administration de la Justice. A Gernersheim le Mercredi après la Fête des Liens de St. Pierre l'an 1366. 58
Conventions inter PETRUM Regem Castellae, CAROLUM Regem Navarrae, & EDUARDUM Principem Walliae & Aquitanie, pro prestando sibi invicem mutuo auxilio. Dat. in Villa Liburniae prope Burdegalam die 23. Septembris 1366. 59
Donationes Terrarum quarundam, à PETRO Rege Castellae, EDUARDO Principi Walliae & Aquitanie pro prestando auxilio factae. Datum apud Liborniam die 23. Septembris 1366. 62
Accord entre ALBERT Archevêque de Brême, & le Magistrat de la Ville de BRÊME sur leurs anciens Differents. La Vigile de St. Côme & St. Damien 1366. 64
Renonciation d'ALBERT Archevêque de Brême à toutes les prétentions qu'il avoit sur la Ville de BRÊME. La Vigile de St. Côme & St. Damien 1366. 64
Accord entre ALBERT Archevêque de Brême avec son Chapitre d'une part, & la Ville de BRÊME d'autre part, touchant la moitié de la Forteresse de Stolt. 64

ANNO 1366.

9. Mai.

11. Mai.

13. Mai.

5. Août.

23. Sept.

23. Sept.

26. Sept.

26. Sept.

16. Octob.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO	re. A Winsen le jour de St. Gall & Lulle 1366.	65	Duc de Bourgne. Fait à Gand le 12. Avril 1369.	72	ANNO
1367.	Traité d'Alliance entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & LOUIS Comte de Flandres &c. Donné la veille du jour de l'Ascension 1367.	65	Interpretationes quorundam Articulorum, in Confederatione CAROLI V. Regis Francie cum HENRICO Rege Castellæ, supra ad 20. Nov. 1368. allata, contentorum, Dat. Toleti die 8. Junii 1369.	74	1369.
27. Mai.	Foi & Hommage rendu à JEAN Roi de France par JEAN Duc de Lorraine, pour la Terre & Château de Passavant. A Paris le 28. Septembre 1367.	65	Traité de Paix entre JEAN I. Duc de Lorraine & JEAN Comte de Salm, le 10. Decembre 1369.	74	8. Juin.
28. Sept.	Revers donné par ALBERT II. Evêque de Passau, & par son Chapitre aux Ducs d'Autriche, ALBERT & LEOPOLD, par lequel lesdits Evêque & Chapitre s'engagent à ne faire ni Paix ni Accord avec leurs Sujets rebelles & desobéissans, sans le Consentement desdits Ducs ALBERT & LEOPOLD; leur cedant & transportant en outre, la moitié des Biens desdits Sujets de Passau situés principalement dans la Haute & Basse Autriche, & cela pour dédommagement des Pertes & Domages qui leur ont été causés par cette Guerre. Fait à St. Hippolite le Jour de St. Gall. 1367.	66	Lettre d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre aux Grands Seigneurs de l'Aquitaine, dans laquelle il déclare les raisons, qui l'avoient obligé de reprendre le Nom de Roi de France. Donnée à Londres le 30. Decembre 1369.	75	10. Dec.
16. Octob.	Regis Ungarie LUDOVICI Litteræ Absolutorie, quibus iam suo, quam Genitricis sue Reginae ELISABETHÆ nomine, cassat, annullat & mortificat Litteras Federis inter se & Ducem Austrie RUDOLPHUM, FRIDERICUM, ALBERTUM & LEOPOLDUM permutatas, dictosque Ducs ab omnibus & singulis Obligationibus, Promissionibus, Pactis, Juramentis, & Ligis, quibus vigore harum Litterarum ipsi adstricti extiterent, absolvit, quitat & liberat. Dat. Wude die 20. Octobris 1367.	66	Declaration de CHARLES V. Roi de France qui confisque sur EDOUARD III. ou VI. Roi d'Angleterre, & sur EDOUARD Prince de Gales son Fils le Duché de Guienne. Donnée à Vincennes, le 14. Mai 1360.	75	30. Dec.
20. Octob.	Compromis d'HENRI Roi de Castille & de Leon qui remet à CHARLES Roi de France la decision de tous les différens qu'il a avec le Roi d'ARAGON. Donné le 20. Novembre 1368.	67	Emptio & Incorporatio Marchionatus Lusitaniæ, & Dominiorum Milberg, Strel, & Verdenheim, Regno Bohemie facta per Imperatorem CAROLUM IV. tanquam Bohemie Regem. Datum Kalend. Augusti Indict. VII. Anno 1370.	75	1370.
1368.	Confederatio CAROLI V. Regis Francie cum HENRICO Rege Castellæ, pro prestando sibi mutuo auxilio, preferim contra Regem Angliæ. Dat. in Obisdione Toletana die 20. Novembris 1368.	68	Hommage rendu par FERRY, Comte Sauvage de Kirbourg, à JEAN I. Duc de Lorraine, pour se racheter de la prison, le 10. Mars 1371.	79	14. Mai.
20. Nov.	Privilegium Imperatoris CAROLI IV. Episcopo Spirensi LAMBERTO, ejusdemque Episcopatus indultum, quo sex Grossos Turonenses de quolibet Fasse vini & aliis mercantiis in & super Telonio in Udenheim, ab Imperatoribus olim levatos, postea ab Imperatore LUDOVICO Bavaro Episcopatus Spirensi pro mutuo acceptis quadraginta quinque Florenorum millibus oppignoratos, memorato Episcopo & Episcopatus in veram & perpetuam Hereditatis & Proprietatis possessionem largitur. Luce Anno 1369.	70	Contrat de vente passé entre BERTHOLD Comte de Henneberg de la Ligne de Hartenberg, & HERMAN aussi Comte de Henneberg de la Ligne d'Aschach, par lequel BERTHOLD vend toutes ses Terres & Seigneuries à HERMAN pour le prix & Somme de 85000. Livres d'oboles. Le Mardi après le Dimanche Quasimodo 1371.	79	1. Août.
1369.	Traictatus Pacis & Amicitie colende inter EDOUARDUM III. Regem Angliæ, & PETRUM Regem Arragonie conclusus. Dat. Westmonasterii die 10. Januarii 1368.	71	JOANNIS Marchionis Moravia Litteræ, quod nullum Subditum Regni Bohemie, aut bona eorum citra voluntatem Regum in servitium suum aut defensionem suscipere possit & valeat. Datum Pragæ 15. Calendas Maii Anno 1371.	80	1371.
1369.	Contrat de Mariage de PHILIPPE Duc de Bourgne, dit le Hardi, avec MARGUERITE, Fille unique de LOUIS III. Comte de Flandre, & Veuve de PHILIPPE dit de Rouvre	71	ALBERTI Archiepiscopi Magdeburgensis, & CAPITULI ejusdem Ecclesiæ Litteræ, quibus protestentur, quod Venditio Marchionatus Lusitaniæ Magdeburgensi Ecclesiæ per THEODORICUM Juniores Landgravium Thuringie facta, nunquam in effectum realem fuerit deducta, & quod idem Marchionatus legitime à Marchionibus Brandenburgensibus per CAROLUM Regem Bohemie, & ejusdem Regni Coronam sit entus, Renunciantes in perpetuum omni impetitioni & actioni in predicto Marchionatu Lusitaniæ. Dat. Magdeburg. in die Assumptionis Beati. Virginis Gloriosæ 1371.	81	10. Mars.
12. Avril.			Ligue offensive & défensive entre CHARLES VIII. Roi de France & ROBERT Roi d'Ecosse, contre l'Angleterre. Donné au Château d'Edimbourg le 28. Octobre 1371.	81	15. Avril.
			Mariage d'AME, depuis Comte de Savoie VII. du nom, Fils d'AME VI. Comte de Savoie, avec BONNE de BER-	81	1372.
					7. Mai.

DE LA PART. I. DU TOME II.

ANNO

1372.

23. Mai.

BERRI, *Fille de JEAN de France Duc de Berri, fuit le 7. Mai 1372.* 83
LUDOVICI *Hungarie & Polonie Regis Literæ, quibus, pro se, sua Conjugæ ELISABETHA & Successoribus suis, promittit, nunquam ad Regnum Bohemie in protectionem & Principatus ejusdem Regi aspirare, nec quicquam ex Subditis Regum Bohemie in protectionem & subjectionem recipere. Dat. in Vissigrad in Festo Sanctæ Trinitatis 1372.* 84

19. Juill.

Ligue offensives & défensive entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & JEAN Duc de Bretagne conclusé à Westmünster le 19. Juill. 1372. 84

3. Août.

Sententia, per Romanorum Imperatorem CAROLUM IV. contra GALEATIUM Vicarium Mediolani & ejus complices tanquam invasores Terrarum Sacre Romane Ecclesiæ, & reos Criminis lese Majestatis, lata. Qua illi omnibus & singulis præminentiis & gratiis privantur. Datum Prage anno 1372. 87

23. Nov.

Indictione X. tertio Nonas Augusti Privilegium Vicariatus Imperii per Imperatorem CAROLUM IV. concessum AMADEO Comiti Sabaudie super omnibus Italie partibus. Cum DECLARATIONE Imperiali super hoc Privilegio. Data Pyrn anno 1372. Indictione decima, & nono Kalendas Decembris 80

après le 25. Novemb.

Lettres de FREDERIC, BALTHASAR, & GUILLAUME Landgraves de Thuringe, & Margraves de Misnie, contenant les Conditions de leur Alliance avec CHARLES IV. Empereur comme Roi de Bohême, & WENCESLAS son Fils aussi Roi de Bohême, par laquelle ils leur promettent de les assister pour la conservation de leurs Domaines, & de les servir, & défendre eux & le Royaume contre toute sorte d'hostilité & d'attaque, Le tout sans préjudicier ni déroger aux anciennes Alliances, lesquelles doivent demeurer dans leur force & vigueur. A Pirne après la Sainte Catherine 1372. 91

1373.

16. Juil.

Tractatus Pacis & Amicitie mutue inter EDUARDUM IV. Regem Angliæ & FERDINANDUM Regem Portugallie & Algarbie conclusus. Dat. Londini die 16. Junii Anno 1373. 92

1374. Août.

CAROLI V. Francie Regis Edictum perpetuum de Pubertate seu Majorennitate Regum Franciæ, quod nimirum illi decimum quartum annum attingentes pro pueribus seu Majorennibus reputari, Regimen & Administrationem Regni suscipere & habere, ac omnia facere possint, quæ ad verum Regem pertinent. Datum in Castro Memoris Vincennarum, mense Augusto Anno 1374. 94

19. Août.

Tratado de Paix & Alliance entre WENCESLAS de Bohême Duc de Brabant, & ALBERT Duc de Bavière, Comte de Hollande &c. Fait à Gertrudenberg le 19. d'Août 1374. 96

1375.

4. Juil.

Instrumentum Publicum Treugæ inter Sanctissimum Papam GREGORIUM undecimum ab una, & Dominos BERNABOVEM, atque GALEATIUM Vicecomites Mediolani, & Vicarios Imperiales initæ. Datum Bononiæ 4. Junii Indictione decima tertia, anno 1375. 98

Tratado de Treves pour un An, conclu entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & JEAN Roi de Castille & de Leon d'une part, & CHARLES VI. Roi de France de l'autre. Fait à Bruges le 27. Juin 1375. 104

Additions & changemens de quelques Articles dans le susdit Traité de Treves. Donné à Bruges le 27. Juin l'An 1375. 106

Statut Hereditaire & établissant le Droit de Primogeniture dans la Maison des Comtes DE HANAU, Fait par ULRICH DE HANAU le jour de Saint André 1375. Avec la Confirmation, Elucidation, & Illustration dudit Statut par l'Empereur RODOLPHE II. A Prague le 19. Decembre 1667. Comme aussi la Confirmation de l'Empereur FERDINAND II. Donnée à Vienne le 26. Octobre 1620. 108

Lettres d'Assurance données par WENCESLAS Roi de Bohême à ALBERT Duc d'Autriche, & qui doivent lui tenir lieu de Serment, portant que, s'il vient à être couronné Roi des Romains, il lui donnera l'Investiture de toutes les Terres & Pais qu'il tient de l'Empire, & lui confirmera tous ses Privileges, A Egra le jour de Noël 1375. 109

Bulle de l'Empereur CHARLES IV. pour le Droit & la Succession des Electeurs de Saxe. Donnée à Francfort, le 10. Juillet 1376. 109

Capitula Pacis inter Summum Pontificem GREGORIUM XI. pro se, & nomine JOHANNÆ Siciliæ Regine, necnon Principum AMADEI Comitis Sabaudie, SCANDOTI Marchionis Montisferrati, NICOLAI & ALBERTI Marchionum Estensi, & omnium Abberentium ab una, & GALEATIUM Vicarium Imperialem pro se, atque ejus genito Comite VIRTUTUM, necnon AZONE dicti Comitis Filio, & Francorum Regis Nepote, ac pro omnibus eorumdem Colligatis parte ab altera, conclusa. Actum in Territorio Oliveti Vallis Salmorie Diocesis Bononiensis anno 1376. Indictione 14. die 19. Julii. 111

Accord entre ROBERT le Vieux, Electeur Palatin, d'une part, & les Villes de MAYENCE, de WORMS & de SPIRE, d'autre part, sur les dommages reciproquement faits & soufferts entre eux à l'occasion de la Guerre desdites Villes contre le Comte de Linange. A Heidelberg le Lundi avant la Fête St. Simon & Jude 1376. 116

Lettres d'Indemnité données par la Ville de REUTLINGEN, à la Ville d'ESLINGEN touchant son Alliance avec elle, & avec les Villes d'ULME, de ROTHWEIL, & de WEIL, & le dommage qui pourroit lui en arriver. A Reutlingen le jour appelé Ewigtag 1377. 117

Revers donné par OTTON Electeur Palatin, 25. Janv.

ANNO

1375.

27. Juil.

27. Juil.

30. Nov.

25. Dec.

1376.

10. Juil.

19. Juil.

27. Oct.

1377.

25. Janv.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO				ANNO
1377.	latin, & par les Comtes Palatins & Ducs de Baviere à l'Evêché de PASSAU, par lequel ils promettent de n'exiger & même de n'accepter aucune sorte de Collèges des Ecclesiastiques dépendants de l'Evêché de Passau, qui sont en Baviere. Fait à Landshut le jour de la Conversion de St. Paul 1377.	117	haute & basse Suabe pour la Somme de 40. mille Florins monnoye d'or & de bon poids, comme aussi la Ville d'Augsbourg & Gingen pour les tenir avec ladite Landvogtie. A Francfort sur le Meyn l'an 1379.	1379.
7. Juill.	Tractatus Pacis inter Illustrissimos Principes, GALEAZ Vicecomitem de Mediolapo, Comitem VIRTUTUM, Ipsorumque Complices ab una, & secundum OTTONEM Marchionem Montisferrati, & OTTONEM Ducem Brunsvicensis suo proprio nomine, & Curatorem prefati Domini Marchionis & Tutorem Fratrum, Horumque Adherentes ab altera parte, initi in Civitate Papie, in Castro Illustrissimi GALEAZ, die 7. Julii, Indictione quinta decima, anno 1377.	118	Traité de Mariage de ROBERT, Fils de ROBERT, Duc de Baviere & Comte Palatin, avec CATHERINE Fille de CHARLES V. Roi de France. A Francfort, le 20. Fevrier 1379.	20. Fevr.
1378.	Testament de JEAN I. Duc de Lorraine, fait en l'année 1377.	121	Pax & Concordia inter Dominum BERNABOVEM Vicecomitem Mediolani, pro se & ejus Coniuge REGINA DELASCALA ab una, atque ANTONIUM & BARTHOLOMEUM DE LA SCALA, Dominos Verone ab altera parte, mediante AMADEO Comite Sabaudie inita. Actum Mediolani Anno 1379. Indictione secunda, die 26. Februarii	26. Fevr.
5. Avril.	Convention entre RICHARD II. Roi d'Angleterre & JEAN Duc de Bretagne, par laquelle celui-ci cede au premier, sous de certaines conditions, le Château de Brest. Donné à Westmunster le 5. Avril 1378.	122	Traité de Mariage entre FERRY Fils de JEAN Duc de Lorraine & BONNE Fille de ROBERT Duc de Bar. Du 5. d'Avril 1379. Avec la Procuration de CHARLES Duc de Lorraine, pour sommer le Duc de Bar d'accomplir, ou d'annuler ledit Mariage. Du 20. Avril 1302.	5. Avril.
7. Avril.	Constitution de l'Empereur CHARLES IV. pour le Droit de l'Electorat, appartenant aux Rois de Boheme, donnée à Prague le 7. Avril, 1378.	123	Bulle, par laquelle le Pape CLEMENT VII. établit & érige une partie des Terres de l'Eglise en Royaume qu'il nomme le Royaume d'Adria, & en fait Roi, LOUIS Duc d'Anjou. Donné à Spelunca, le 17. d'Avril 1382.	17. Avril.
17. Juin.	JOANNE Jerusalem & Sicilia Regine Diploma, quo septuaginta duo Florenti assignantur, titulo pensionis, GUIGONI DE ROMOLIS, suisque Heredibus super redditibus Gabelle Nicie. Actum die 17. Junii 1378. Cum Litteris Executionis Nicie 7. Novembr. 1380.	124	Conventiones inter Dominum GALEAZ Comitem Virtutum Mediolani, & Dominos ANTONIUM atque BARTHOLOMEUM DE LA SCALA de custodiendis per prefatum Comitem Bastitiis & Fortalitiis, que vigore Contractus Pacis inter hos & Dominum BERNABOVEM die 25. Februarii anno 1379. conclusi, Comitii Sabaudie expediri debebant. Datum Papie 14. Maii 1379. Indictione secunda.	14. Mai.
29. Août.	Traité de Paix entre AME VI. Comte de Savoie & JEAN GALEAS Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan &c. Fait le 29. d'Août 1378.	125	Lettres de WENCESLAS Roi des Romains, par lesquelles il confirme à LEOPOLD, Duc d'Autriche, tous les Privilèges, accordés à lui, ou à ses Prédecesseurs par l'Empereur CHARLES IV. & par les précédents Empereurs & Rois des Romains. A Sneyen la veille de la Fête de St. Jean 1379.	23. Juin.
30. Août.	Sentence de Pacification rendue par l'Empereur CHARLES IV. entre GERARD Evêque de Wurtzbourg, EBERARD & ULRICK Comtes de Wirtemberg, & CRAFT DE HOHENLOE avec leurs Adhérants & Assistants d'une part, & les Villes Impériales de SUABE avec celle de ROTENBURGH sur le Tauber & leurs Adhérants & Assistants d'autre part, par laquelle toutes les Guerres, & toutes les Inimitiés survenues entr'eux sont terminées. A Nuremberg le Lundi avant la St. Gilles. 1378.	126	Confederation entre les Comtes Palatins du Rhin, ROBERT le jeune OTTON, ETIENNE, FRIDERIC, JEAN & ROBERT le plus jeune de tous, avec BERNARD Margrave de Bade, tant pour lui, que comme Tuteur de RODOLPHE son Frere d'une part, & les Villes Impériales de SUABE y dénommées d'autre part, pour leur commune sûreté, défense & assistance. A Bade le jour de St. Ulrich 1379.	4. Juill.
26. Octob.	Ratificatio Locationis, ad duos annos, redditus & Gabelle Civitatis Nicie, per Senescallum & Magistros Rationales suos facta, precio Florenorum duorum millium quadringentorum singulis annis solvendum. Actum die 26. Oct. 1378.	126	Privilege de WENCESLAS Roi des Romains accordé à LEOPOLD Duc d'Autriche portant qu'aucun de ses Sujets, Officiers, & Hommes ne pourra être jugé, cité, ni accusé devant un Tribunal étranger, non pas même devant celui de l'Empereur, & que lui Duc, ses Successeurs,	16 Octob.
21. Nov.	Traité de Ligue entre AME VI. Comte de Savoie & JEAN GALEAS Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan &c. Fait le 21. Novembre 1378.	126		
1379.	Lettres de WENCESLAS Roi des Romains, par lesquelles il engage à LEOPOLD Duc d'Autriche la Landvogtie Imperiale ou Bailliage Provincial de la			

DE LA I. PART. DU TOME II.

ANNO
1379.

ceffeurs, Officiers, Habitans & Bourgeois, pourront publiquement, recevoir, loger, & entretenir, les Proscrits dans leurs Places fortes, Châteaux, Villes & Lieux. A Prague le jour de St. Gall.

1379. 144
WENCESLAI Romanorum Regis Diploma absolutorium ab omni Prouinciatione & Declaratione precatonis contra JOANNEM GALEAZ Vice-Comitem, & Mediolanensem Vicarium Imperialem vel ejus Predecessores lata. Datum Prage anno 1380. Indictione tertia, 16. Kalendas Februarii.

1379. 144
WENCESLAI Romanorum Regis Concessio Vicariatus Generalis, facta JOANNI GALEAZ, Vice-Comiti Mediolani ejusque Heredibus, super variis Sacri Romani Imperii Civitatibus, Districibus, atque Territoriis. Data Prage anno 1380. Indictione tertia, 15. Kalendas Februarii.

1379. 145
Traité de Ligue Offensive & Défensive conclu entre RICHARD II. Roi d'Angleterre & JEAN Duc de Bretagne, contre CHARLES VI. Roi de France. Donné à Westmünster le 1. Mars 1379.

1380. 146
1. Mars. Capitula Lige, Unionis, & Confederationis contracta inter Dominum JOANNEM GALEAZ Vice-Comitem Mediolani, & Vicarium Imperialem Generalem ab una, atque Rempubicam VENETAM parte ab altera, contra Ducem & Commune JANUÆ. Actum Prage anno 1380. 23. Aprilis, Indictione tertia.

1380. 149
29. Juin. Adoption de LOUIS Duc d'Anjou, par JEANNE I. Reine de Sicile; faite au Château de l'Oeuf près de Naples, le 29. Juin 1380.

1380. 151
29. Juin. Confirmatio CLEMENTIS VII. Pape super hac Adoptione, scilicet quoad Regnum Siciliæ, jure directi Domini, & quoad Comitatus Provincia, Forcalquerii & Pedimontis &c. in præsentia superioritate in Imperio, & præsentio jure succedendi in Locum Imperatoris, Imperio vacante. Dat. in Castro Ovi die penultima mensis Junii. Anno à Nativitate Domini 1380.

1380. 152
1. Novemb. Tractatus Induciarum inter RICHARDUM II. Regem Angliæ & ROBERTUM II. Regem Scotiæ in anni spatium conclusarum. Dat. apud Berewicum die 1. Novembris Anno 1380.

1380. 153
7. Novemb. JOANNES Siciliæ Regine Literæ Executionis, super septuaginta duobus Florenis per eam titulo pensionis, GUIGNIDEROMOLIS assignatis. Data Nicæ 7. Novembris 1380.

1381. 154
20. Mars. Confederation entre les Villes de MAYENCE, SRASBOURG, WORMS, SPIRE, FRANCFORT, HAGUENAU, & WEISSENBURG, pour leur commune défense, à l'occasion d'une Alliance faite entre quelques Eleveurs & Princes de l'Empire contre les Villes Libres & Imperiales de Suabe & de Baviere. A Spire le Mercredi avant l'Annonciation de la Sainte Vierge 1381.

1381. 154
17. Avril. Revers donné par JEAN Evêque de Pas-

seu, & par son Chapitre à ALBERT Duc d'Autriche, portant promesse & obligation de s'entr'aider, de toutes leurs forces, contre leurs Ennemis & de le recevoir lui ou ses Troupes dans leurs Châteaux & Places fortes. A Passau le Mercredi de Pâques 1381.

1381. 155
Tractatus inter WENCESLAUM Romanorum Imperatorem & RICHARDUM II. Regem Angliæ super Matrimonio inter dictum Regem & ANNAM, Sororem præfati Imperatoris, contrahendo. Dat. Londini die 2. Maii Anno 1381.

1381. 156
Confederation pour trois ans faite entre quarante & une VILLES LIBRES & IMPERIALES des Cercles de SUABE & du RHIN, pour leur commune défense & sûreté. A Spire le Lundi avant la Nativité de Saint Jean 1381.

1381. 159
Tractatus Induciarum inter RICHARDUM II. Regem Angliæ & ROBERTUM II. Regem Scotiæ in biennium prorogatarum. Dat. apud Abbeville die 18. Junii Anno 1381.

1381. 160
Ulterius Declaracion des cas dans lesquels les Villes Imperiales du RHIN seront tenues, de secourir celles de SUABE & les autres Villes Imperiales même contre les Princes & les Comtes qui font exceptés dans le Traité. Fait le Samedi après la Fête de St. Jean Baptiste 1381.

1381. 160
Instrumentum Publicum de Capitulis Pacis inter Dominum JOANNEM GALEAZ Vice-Comitem Vicarium Mediolani, atque THEODORUM Marchionem Montis-Ferrati fanciæ. Actum Prage in Castro magno anno 1382. die Jovis 16. Januarii, quinta Indictione.

1381. 161
Bulla Pape URBANI VI. quâ WENCESLAUM Romanorum Imperatorem omnibus Fœderibus cum Principibus Schismaticis & Hereticis contractis exsolvit omniague talia Fœdera ipso jure nulla pronunciat. Dat. Kal. Aprilis Anno 1382.

1382. 168
Confederation entre EBERHARD Comte de Wurtemberg, & les Trois Sociétés, savoir la LEONINE, celle de ST. GUILLAUME, & celle de ST. GEORGE, avec LEOPOLD Duc d'Autriche, & les Villes de la Confederation de SUABE, pour le maintien de la Paix, & de la tranquillité dans leurs Terres, & parmi leurs Sujets. Faite le Mercredi après Pâque l'an 1382.

1382. 169
Traité d'Alliance fait & conclu entre les Villes de MAYENCE, de STRASBOURG, de WORMS, de SPIRE, de FRANCFORT, de HAGUENAU, de WEISSENBURG, de SCHLETSTAD, d'EHINHEIM, & de PFEDERNESHEIM, pour dix ans, par lequel elles se promettent une assistance reciproque contre toute Agression & hostilité, & conviennent du nombre des Troupes qu'elles devront s'envoyer l'une à l'autre. A Mayence le Vendredi après la St. Boniface 1382.

ANNO
1381.

2. Mai.

17. Juin.

18. Juin.

29. Juin.

1382.
16. Janv.

30. Mars.

9. Avril.

16. Mai.

172
Access

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO				ANNO
1382.	Accession de la Ville de WETZLAR à la précédente Alliance. Du Vendredi avant la St. Michel 1382.	174	RICHARD II. Roi d'Angleterre. Donné à Leninghem le 26. Janvier 1383.	1384.
26. Sept.	Accession de la Ville de GELLNHAUSEN à la précédente Alliance. Du Vendredi après la Fête de tous les Saints 1382.	174	Renouciation de ROBERT Pains, Comte Palatin du Rhyn, à toutes ses prétentions sur la Ville de SPIRE au sujet des Dommages qu'elle lui avoit causez. A Heidelberg la sixième Ferie après la separation des Saints Apôtres 1384.	16. Juill.
7. Nov.	Accession de la Ville de FRIDBERG à la précédente Alliance. Du Samedi après la St. Martin 1382.	175	Confederation entre ROBOLPHE Archevêque-Chancelier du St. Empire en Allemagne, ROBERT Pains Comte Palatin du Rhyn, BERNARD Evêque de Wurzburg, LEOPOLD Duc d'Autriche, FREDERIC Burgrave de Nuremberg, & EBERARD Comte de Wurtemberg d'une part, & les VILLES Libres & Imperiales de SUABE & du RHIN, Confederés, d'autre part, par Commandement de l'Empereur WENCESLAS, pour le maintien de la Paix publique & pour leur défense & assistance mutuelle, jusqu'à la Pentecôte prochaine, & trois ans après. A Heidelberg le Mardi après la St. Jaques 1384.	26. Juill.
15. Nov.	Litteræ RUPERTI, & WOMISLAI Ducum Lignicensium, de acceptis anno 1301. in Foudum Terris suis, à WENCESLAO Imperatore tanquam Bohemie Rege. Datum Prage in die Paschatis 1383.	175	Instrumentum Publicum contrainte Ligue & Societatis inter Dominum JOANEM GALEAZ Vice-Comitem Mediolani & Vicarium Imperialem Generalem, Dominos NICOLAUM & ALBERTUM Marchiones Esenses, utrumque FRANCISCUM Dominos de CARRARIA, atque FRANCISCUM DE GONZAGA Dominum Mantue, ad defensionem suorum Statuum contrâ quacunq. Gentis ultramontanas. Actum anno 1385.	1385.
1383.	Revers donné par JEAN Evêque de Passau, & par son Chapitre à ALBERT Duc d'Autriche par lequel ils lui cedent & transportent, pour lui & ses Successeurs, le Droit d'ouverture & de préférence de Vendition, sur les Châteaux & Places de Viechtenstein, Obernwiesen, Niederwiesen, Ranarigl, Haichenbach, Velden, & Riedeggen, situés sur le Danube, avec promesse de ne les vendre jamais, ni aliéner de l'Evêché sans les avoir premierement offerts à la Maison d'Autriche. A Lintz l'an 1383.	175	Traité ou Contrat de Vente, par lequel EBERHARD, Comte de Deux-Ponts, cède & transporte à ROBERT Pains, Eleveur Palatin, la moitié du Château & Ville de Deux-Ponts & de Hornbach, & du Château & Ville de Bergzabern pour la Somme de 25000. Florins, lui cedant & transportant de plus l'autre moitié desdits Châteaux & Villes en pur Don, à condition néanmoins que cette moitié donnée lui sera renduë par l'Eleveur en Fief masculin, ledit Eleveur y gardant le Droit de Retrait & de Préférence. Fait à Heidelberg le Mercredi avant la St. Fabien & Sebastien 1385.	19. Janv.
27. Fevr.	Testament d'AMEVI. Comte de Savoie fait au Château St. Etienne, le 27. Fevrier 1383.	176	Confederation entre cinquante & cinq Villes des Cercles de FRANCONIE, de SUABE & du RHIN, & autres, pour leur commune Défense contre toutes sortes d'Hostilité, d'Injures, & de Violence. A Constance le Mardi avant la St. Matthias 1385.	22. Fevr.
6. Avril.	MARIÆ Reginae Ungarie Diploma, quo in favorem Civitatis RAGUSII, de consilio & consensu Reginae ELISABETHÆ Genitricis sue, & Prelatorum Baronumque Regni Ungarie, sancit, ne ullus Incolarum suorum Regnorum deinceps Vinum & Sal in novum Castrum in Loco Dracovizza situm, contrâ RAGUSII Libertatem & Jus, Consuetudinemque portare seu inferre præsumat. Dat. Bude post quindenas Pasche Domini Anno 1383.	178	Renouciation d'ISABEAU DE LORRAINE & d'ENGUERRAN DE COUCY, Comte de Soissons, son Mari, portant qu'elle se tient contente de la Dot qu'elle a reçue en Mariage, & qu'en ce regard elle renoncë à tout ce qu'elle pourroit prétendre au Duché & Principerie de Lorraine, avec reserve néanmoins de son Droit de Succession, en cas que ses Freres, ou leurs Fils après eux, vinsent à deceder sans Hoirs mâles, auquel cas, la Duché de Lorraine devoit lui revenir	8. Mars.
20. Sept.	Testamentum LUDOVICI I. Regis Jerusalem & Sicilie, Ducis Andegavia & Turonie, Comitis Provincie, Forcalquerii, Cevenonie, Pedemontis & Rossiaci. Act. in Civitate Tarenti, Indictione VII. die 20. Mensis Septembris Anno 1383.	178		
16. Octob.	Litteræ de WENCESLAS Roi des Romains, par lesquelles il confirme à LEOPOLD Duc d'Autriche le Privilege portant que nul Autrichien ne peut, & ne doit être appellé, accusé, & jugé devant un Tribunal étranger, soit Provincial, soit Aulique. A Nuremberg le jour de St. Gal. 1383.	184		
17. Octob.	Litteræ de HENRI Comte de Schwabenberg, par lesquelles il reconnoit, qu'en conséquence du Traité fait entre OTTON Duc d'Autriche & lui, il avoit remis à JEAN Evêque de Passau tout ce qu'il tenoit de son Eglise, entr'autres les Châteaux de Schwomberg, Stouffen, Newnhauf & Esferding; lequel en avoit d'abord investi ledit Duc, après quoi il les a de nouveau reçus de lui en Fief. A Lintz le Samedi après la St. Gall. 1383.	185		
1383.	Traité de Trêves pour six mois, conclu entre			
1384.	CHARLES VI. Roi de France, &			
26. Janv.				

DE LA I. PART. DU TOME II.

ANNO
1385.

23. Août.

18. Dec.

1386.
4. Avril.

29. Avril.

11. Mai.

22. Mai.

14. Juillet.

4. Août.

revenir à elle & aux siens par preference à leurs Filles. Fait le 8. jour de Mars 1385.

194
Capitula Serenissimo ac Inuictissimo CAROLO IV Romanorum Imperatori per Dominum GUIDONEM DE GONZAGA Mantue oblata, postulata, ab eoque, ut videtur, impetrata, quibus ipse GUIDO cum LUDOVICO & FRANCISCO ejus Filiis promittit se præbere fidelem & obedientem erga suam Majestatem & Imperium, eumque in Civitatem Mantue receptare tanquam Dominum, atque illi tradere Claves & Dominium totius Territorii.

195
Traité de Paix entre PHILIPPE de France, Duc de Bourgogne, de Flandres, d'Artois, &c. & la Ville & les Bourgeois de GAND. Fait à Tournay le 18. de Decembre 1385.

198
Lettres de JEAN Comte de Sayn, par lesquelles il renvoie le Comte SALENTIN de Sayn son Vassal, pour la Seigneurie de Vallendar, à CUNON Archevêque de Trèves, dont il devra reprendre à l'avenir son Fief. Du 4. Avril 1386.

200
Lettres, par lesquelles SALENTIN, & JEAN Comtes de Sayn, engagent à DITHERIC Seigneur de Runkel, pour lui, sa femme & ses Héritiers, la moitié du Château, & du Bourg de Vallendar & de la Jurisdiction qui en dépend pour la somme de six mille petits Florins du grand poids. Fait le Dimanche Quasimodo geniti 1386.

201
Compromissum SIGISMUNDI Marchionis Brandeburgi, JODOCI & PROCOPII Marchionum Moravie & Dominarum MARIE & ELISABETHÆ Hungarie Reginarum, in WENCESLAUM Romanorum & Bohemie Regem, super Controversiis inter se vertentibus, & in Instrumento enarratis. Datum in Campis prope Faurinum die 11. Maii anno 1386.

201
Confirmation generale de tous les Privileges des Ducs & de la Maison d'AUTRICHE accordée par WENCESLAS Roi des Romains, en faveur du Duc ALBERT. A Vienne le Mardi après le Dimanche Cantate 1386.

202
Accord passé par Arrêt du Parlement de Paris sur les différends qui étoient entre PHILIPPE dit le Hardi, Duc de Bourgogne, & les Habitans de la Ville de DIJON. Fait le 14. Juillet 1386.

202
Sentence Arbitrale sur les différens survenus entre FREDERIC Burg-Grave de Nuremberg, GERARD Evêque de Wurtzbourg, ETIENNE Comte Palatin, & Duc de Baviere, EBERHARD Comte de Wirtemberg, FREDERIC Duc de Teck, & LOUIS, & FREDERIC Comtes d'Oettingen d'une part, & les Villes Imperiales Confédérées de NUREMBERG, ROTENBURG, WINDESHEIM, SCHWEINFURT, HALLE, HEYLBRUN, ESLINGEN, NORDLINGEN, AUGSBOURG,

TOM. II. PART. I.

GEMOND, MEMINGEN, DUNCKELSPIEL, BOPFINGEN, & AAL, d'autre part, rendue à Mergentheim la 6. Ferie après la Fête de St. Pierre aux Liens Anno 1386.

207
Mariage conclu entre AME, depuis premier Duc de Savoie, & VIII. Comte du nom d'AME & MARIE de Bourgogne, Fille de PHILIPPE le Hardi. Fait à T'Escluse en Flandres, le 11. Novembre 1386.

206
Lettres d'Assurance données par l'Empereur WENCESLAS aux Villes Imperiales de RATISBONNE, d'AUGSBOURG, de BASLE, de CONSTANCE, d'ULM &c. par lesquelles il leur promet de les protéger dans la jouissance de leurs Droits, Libertés & Immunités, contre tous leurs Adversaires. A Nuremberg le Mercredi après le Dimanche Laxare 1387.

207
Lettres des Villes Imperiales mentionnées en celles de l'Empereur WENCESLAS, par lesquelles elles promettent de lui être fidèles, & de l'assister de leurs forces contre tous ceux qui s'avroient la Dignité Imperiale ou qui voudroient l'en dépouiller. Données le jour de St. Benoit Abbé 1387.

207
Conventio inter RICHARDUM II. Regem Anglie & GUILLIELMUM Primogenitum Ducis Juliacensis & Gelrie facta, qua bice, sub certis conditionibus, promittit se Bellum CAROLO VI. Regi Francie ejusque Patruo Duci Burgundie, in gratiam Regis Anglie illaturum. Dat. Londini die 10. Julii Anno 1387.

208
Lettres de HERMAN Doyen & du Chapitre même de PASSAU, par lesquelles ils s'obligent envers ALBERT Duc d'Autriche, de l'assister lui, & ses Héritiers après lui, de toutes leurs forces, & toutes les fois qu'ils en seront requis, comme aussi de tenir leurs Places ouvertes pour son service. A Passau le jour de St. Coloman 1387.

209
Paix publique établie & ordonnée par l'Empereur WENCESLAS de l'avis & conseil des Electeurs, Princes, Comtes, & Villes de l'Empire pour la conservation de la sûreté & tranquillité publique. A Egge le jour de Ste. Walpurga 1388.

210
SIGISMUNDI Hungarie Regis Littere, quibus Regi Bohemie WENCESLAO Fratri potestatem & libertatem concedit, ut Regnum Boemie alterutri Fratrum vel sibi SIGISMUNDO, vel JOHANNI Duci Gorlicensi & Marchioni Lusatie, qui ipsi magis placuerit, dare, donare, & legare possit. Dat. Semphe 3. Julii 1388.

212
Conventio inter RICHARDUM II. Regem Anglie & CONRADUM ZOLNER de ROTHEUSTEIN, Magistrum Generalem Ordinis Teutonici in Prussia, Commercioium ordinationem concernens. Dat. in Castro de Marienburg die 21. Augusti Anno 1388.

212
Conventions entre AME VII. surnommé le Rouge ou le Roux, Comte de Savoie, & ceux du Comté de NICE, par lesquelles

ANNO
1386.

11. Nov.

1387.
20. Mars.

21. Mars.

10. Juill.

13. Octob.

1388.
25. Fevr.

3. Juill.

21. Août.

28. Sept.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO		ANNO
1388.	ils se donnent à lui. Fait le 28. Septembre 1388. 214	1391.
vers 1388.	Statut & Obligation de GEORGE Evêque de PASSAU, & de son Chapitre, par lequel ils s'obligent envers ALBERT Duc d'Autriche de l'assister lui & ses Héritiers après lui de toutes leurs forces & en toute occasion de nécessité, comme aussi de lui ouvrir leurs Places & Châteaux, ladite obligation devant passer à leurs Successeurs, comme Statut perpétuel de l'Evêché, en sorte que nul Evêque ou Chanoine, ne soit reçu & installé, sans en promettre l'observation avec Serment. Fait &c. 218	7. Août.
ou 1389.	1389. Accord entre FRIDERIC Evêque de STRASBOURG, & la Ville de STRASBOURG, portant que les Pfaltz-bourgeois n'y seront plus reçus ni protégés. Fait en 1389. 219	1. Nov.
2. Mai.	Diplôme de l'Empereur WENCESLAS, par lequel il casse & annule la Confédération des Villes du Rhin, de Suabe, de Franconie, & de Bavière, avec menace du Ban de l'Empire. Donné en Diète générale à Egra le jour de St. Sigismond 1389. 220	29. Dec.
5. Mai.	Paix publique ordonnée par l'Empereur WENCESLAS du Conseil des Princes Electeurs assemblés avec lui en Diète générale; par laquelle, entr'autres choses, la Confédération des Villes est cassée & annulée, avec défense d'en faire de semblables à l'avenir. A Egra le Mercredi après la Fête de Saint Philippe & St. Jacques, Avec la Declaration des Villes Confédérées sur cette Paix publique. 221	1392.
28. Juin.	Traité de Trêves entre CHARLES VI. Roi de France & RICHARD II. Roi d'Angleterre, conclu pour deux ans. Donné à Lenningham le 18. Juin 1389. 223	20. Avril.
3. Octob.	Revers donné par GEORGE Evêque de PASSAU au Duc ALBERT d'Autriche, portant que les Places du Danube nommées Viechtenstein, Oberwefen, Niederwefen, Ranarigl, Haigenbach, Velden, & Riedegg, ne pourront jamais être rendues, engagées ni aliénées de l'Evêché, & que si la nécessité oblige à le faire, ce ne pourra être qu'en faveur dudit Duc, ou de ses Héritiers. A Vienne le Dimanche après la St. Michel 1389. 227	25. Nov.
3. Octob.	Revers donné par GEORGE Evêque de PASSAU, à ALBERT IV. Duc d'Autriche, par lequel il s'oblige à l'assister de toutes ses Forces contre ceux qui voudroient l'attaquer à cause de l'assistance qu'il lui a donnée pour l'établir dans son Evêché. A Vienne le Dimanche après la St. Michel 1389. 228	24. Dec.
1390.	Partage entre CHARLES I. Duc de Lorraine & FERRY Comte de Vandemont, des biens de la Succession de leur Pere JEAN I. l'an 1390. le Jeudi après la Fête St. Gregoire. 228	1393.
Mars,	1391. Revers donné par GEORGE Evêque de PASSAU, & par son Chapitre à ALBERT Duc d'Autriche, par lequel ils s'obligent de l'assister de toutes leurs forces, lui & ses Successeurs, contre tous leurs Ennemis, de leur ouvrir toujours leurs Châteaux & Places fortes, & de n'en vendre ni aliéner aucune; Que si néan-	10. Juill.
	moins la nécessité veut que l'Evêque & le Chapitre en vendent ou alienent quelque-une, ils ne pourront le faire, sans l'avoir premièrement offerte aux Ducs d'Autriche, & à leur refus, à quelqu'un de leurs fidèles Sujets, lequel refusant aussi de l'acheter, ils pourront en traiter avec quelque autre, mais toujours sous l'obligation de les tenir ouvertes, pour le service de l'Evêché & de l'Autriche. Fait l'an 1391. 229	
	Accord & Convention passée entre EBERHARD Comte de Wirtemberg, & son Neveu du même nom d'une part, & la Ville d'ESLINGEN d'autre part, pour le maintien de la Paix, & la conservation de leurs avantages, jusqu'au jour de St. George, & six ans après, le Lundi dit After-montag avant la St. Laurent 1391. 230	
	Testament d'AME VII. surnommé le Rouge, Comte de Savoie, fait à Ripaille, le 1. de Novembre 1391. 231	
	Traité d'Alliance entre RAOUL DE COUCY Evêque de Metz, FERRY Evêque de Strasbourg & Administrateur de l'Evêché de Basle, & CHARLES Duc de Lorraine & Marquis, chacun pour soi & de sa part, contre HENRI BAYER DE BOPPART Chevalier, le Vendredi après la Nativité de notre Seigneur 1391. 232	
	Procuracion de CHARLES Duc de Lorraine, pour sommer le Duc de BAR d'accomplir ou d'annuler le Traité de Mariage fait le 5. d'Avril 1379. entre FERRY & BONNE Fille de ROBERT Duc de Bar. Du 20. Avril 1392. 233	
	Paix de Succession entre les Freres ETIENNE II. FREDERIC, & JEAN Ducs de Bavière, par lequel ils conviennent du Partage de leurs Etats, & que si l'un d'eux vient à mourir sans Enfants mâles légitimes, les autres, ou leurs Descendants mâles légitimes lui succéderont. A Munich le jour de la Fête de St. Catherine 1392. 233	
	Confédération des Seigneurs, Comtes, Barons, Chevaliers & Nobles, pour la défense de l'Etendard de Saint GEORGE dans les Expéditions de Guerre à l'occasion de quelques Difficultés nées à ce sujet aux Allemands de la part des Bohémiens dans une Campagne en Hongrie, la veille de la Nativité de notre Seigneur 1392. 234	
	Quelques Articles du Traité de Partage des Biens de PHILIPPE Duc de Bourgogne, & MARGUERITE de Flandre entre leurs Enfants, fait en 1393. 235	
	Articles faits entre les neuf Cantons de ZURICH, LUCERNE, BERNE & SOLEURE, ZUG, URY, SCHWITZ, UNDERWALDEN & GLARIS, après le Combat donné devant Sempach contre les Seigneurs d'Autriche, touchant l'ordre qui se doit tenir aux Guerres, où lesdits Cantons tront avec leurs Bannières déployées; du 10. Juillet 1393. 235	

DE LA PART. I. DU TOME II.

ANNO 1395.
4. Mars. Accord entre RAOUL DE COUCY Evêque de Metz, & CHARLES Duc de Lorraine & Marquis, touchant ce que ledit Evêque devra tirer de la Ville & Châtellenie de Ramberviller, non obstant que par autres Traitez précédents il ait donné au Duc les trois quarts de ladite Ville & Châtellenie & du Ban d'Espinal en Engagement, pour certaines sommes d'or. Fait le 4. Mars 1395. 236

11. Mai. Erektion de la Seigneurie de MILAN en Duché par l'Empereur WENCESLAS en faveur de JEAN GALEAS premier Duc de Milan. Fait à Prague le 11. Mai 1395. 236

31. Août. Traité d'Alliance & Confederation entre CHARLES VI. Roi de France, & JEAN GALEAS Comte de Vertus & Seigneur de Milan. Fait à Paris le dernier d'Août 1395. 237

14. Sept. Transaction ou Accord pour dix ans, entre la Ville de FRANCFORT sur le Meyn, & l'Archevêque de MAYENCE, portant que toutes les inimitiés & hostilités arrivées au sujet des trois Eglises de St. Barthelemi, de St. Leonard & de la Bienheureuse Vierge cesseront; & que pendant ledit tems les Revenus, Fruits, Vins & autres Demeures appartenant à ces Eglises, seront libres de toute Accise. Fait le jour de l'Exaltation de la Ste. Croix 1395. 238

5. Dec. Accord entre GUILLAUME Evêque de Strasbourg & son CHAPITRE d'une part, sur les anciens differends de ladite Ville avec l'Evêque FREDERIC de pieuse memoire. L'Evêque & le Chapitre y renoncèrent à leurs prétentions, & promettent, pour eux & leurs Successeurs, de garder & maintenir les Droits & Privilèges de la Ville. Fait à Strasbourg le Samedi avant la St. Nicolas 1395. 239

1395.
1396.
11. Mars. Traité de Mariage conclu entre CHARLES VI. Roi de France & RICHARD II. Roi d'Angleterre, où celui-ci s'oblige d'épouser ISABELLE Fille aînée audit Roi de France. Donné à Paris le 11. Mars 1395. 241

1396.
1. Mai. Accord entre les Princes du Sang Royal d'ANGLETERRE, & ceux du Sang de FRANCE, touchant le Mariage de RICHARD II. Roi d'Angleterre, avec ISABELLE Fille de CHARLES VI. Roi de France. Fait à Windsor le 1. Mai 1396. 245

14. Sept. Traité d'Union entre le Magistrat de la Ville de COLOGNE d'une part, les Communes & les Mériers de ladite Ville, d'autre part, par lequel on conviend de ce qui regarde l'Election du Magistrat, l'obéissance qui lui est due, & l'ordre que lesdites Communes & Mériers doivent observer avec promesse reciproque de s'y conformer. A Cologne le jour de l'Exaltation de la Sainte Croix 1396. 245

25. Oct. Instrumentum Deditionis, quo salvis Juribus Imperii Romani, Dux, Consilium, & Officia Communis JANUAE, Juris omnia Domini & Jurisdictionis que habent & habere possunt in se & suis, in CAROLUM VI. Francorum Regem suosque Successores transferunt. Actum Janue in Palatio Anno Domini Nativitatis 1396. In-

ditione IV. secundum cursum Janue die 25. Octobris. 248

Ejusdem Instrumenti aliud Exemplum. Necnon Acceptationis Regie in Consilio placite Anno Nativitatis 1396. Indictione V. die 11. Decembris. Cum alia Ratificatione Regia, per Litteras Patentes facta eodem die & loco, nimirum Parisiis, Anno 1396. die undecima Decembris. 251

Ejusdem Deditionis aliud Exemplum à præcedentibus valde dispar, non quidem in substantia, sed in verbis & forma, atque in Dato, hoc enim est actum Janue in Palatio Communis, Anno 1395. 4. Novembris, Indictione 4. Cum Regis CAROLI Facultatibus seu Plenipotentiis. Dat. Parisiis die 4. Octob. 1395. 256

Transumptum Confederationis inter ALBERTUM Romanorum Regem, & PHILIPPUM Pulchrum Regem Gallie anno 1397. initæ per Notarios Publicos confectum anno 1327. 260

Diplome de LEOPOLD Duc d'Autriche, par lequel il reçoit la Ville d'ESLINGEN dans la Confederation conclue auparavant pour le maintien de la Paix publique avec les Villes d'Ulme, Rotweil, Nordlingen, Memmingen, Hal, Gemund, Biberac, Kempent, Kaufbeyren, Isny, Aulun, Leutkirch, & Bopfingen. A Rothenbourg sur le Neckar l'an 1397. 260

Diploma Romanorum Regis WENCESLAI, Domino JOANNI GALEAZ Vice-Comiti & Duci Mediolani, de titulo, & Comitatu Anglerie concessum. Datum Prage 25. Januarii anno 1397. 260

Erektion JOANNIS GALEATII Vicecomitis Ducis Mediolani, ejusque Heredum in Duces Lombardie per Romanorum Regem WENCESLAUM, cum facultate eis data deferendi Insignia Imperialia, videlicet, Aquilam nigram in campo aureo. Dat. Prage die 30. Martii anno 1397. 262

Instrumentum Publicum, quo RUPERTUS Senior, Dux Bavaria, proficitur se Vassallum & Hominem Ligium RICHARDI II. Regis Anglie devenisse pro annua solutione 1000. Librarum Dat. in Castro Oppenheim die 30. Maji Anno 1397. 262

Lettres de Remission accordées par CHARLES Roi de France, à CHARLES Duc de Lorraine, au sujet de la réssistance faite à main armée aux Prévôts de Coiffi & de Passavant, & autres Gens dudit Roi, qui étoient venus faire une Exécution militaire à Beaumenil. Donné à Paris au mois de Decembre 1397. 264

Paix publiée & ordonnée pour dix ans, dans tout l'Empire, par WENCESLAS Roi des Romains, de Paris & confesi des Electeurs, Princes, Seigneurs, & Villes du Saint Empire Romain, pour la sreté des chemins par Terre & par Eau, contre toutes sortes de Brigandages & de violence. A Francfort en Diète Generale le jour des trois Rois 1398. 265

Conventio inter RICHARDUM II. Regem Anglie & RUPERTUM Junorem Comitem Palatinum Rheni & Ducem

ANNO 1396.

4. Nov.

1397.

25. Janv.

30. Mars.

30. Mal.

Dec.

1398.

6. Janv.

25. Avr.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO
1398.

Ducem Bavaria, qua hic dicti Regis Homo Ligius fit, ipſique certo militum numero auxilium ferre promittit. Pro quo Rex ei annuatim primo 1000. Marcas, poſt mortem vero RUPERTI Senioris 1000. Libras Moneta Anglicana ſolvere pollicetur. Dat. apud Weſtmonaſterium, die 25. Aprilis 1398. 266

17. Mai.

Inducie ad Decem Annos inter FRANCISCUM DE GONZAGA Dominum de Mantua, ejusque Affociatos, ab una, & JOANNEM GALEATIUM Ducem Mediolani & ejus Colligatos à parte altera factæ. Paduæ 17. Maii 1398. Indictione ſexta. 266

6. Nov.

Traité pour l'exécution de la Trêve conclue entre RICHARD II. Roi d'Angleterre & ROBERT III. Roi d'Ecosſe. Fait à Clochemanſtane le 6. Novembre 1398. 269

1399.

17. Juin.

Tractatus Lige & Confederationis inter LUDOVICUM Ducem Aurelianenſem, & HENRICUM Ducem Lancaſtrie, ita ut alter alteri ſit Amicus Amicorum, & Inimicus Inimicorum. Actum Pariſii die 17. Junii 1399. 271

15. Sept.

Traité d'Union entre les ELECTEURS du St. Empire, par lequel ils ſe promettent reciproquement de ſe tenir étroitement unis tout le tems de leur vie, de ſe prêter une aſſiſtance mutuelle pour le maintien de leur Droit d'Ellection, & de ne conſentir à aucune diminution de l'Empire, ſoit de la part du Roi des Romains, ou de quelque autre que ce ſoit. A Mayence le Lundi après l'Exaltation de la Sainte Croix. 1399. 271

Confederation particuliere, entre les Electeurs de l'Empire, ETIENNE Duc de Baviere, BALTHASAR & GUILLAUME Freres Marcgraves de Miſnie & quelques autres Princes contre WENCESLAS Roi des Romains. A Mayence 1399. 272

1400.

æ. Fevr.

Confederation entre ETIENNE Comte Palatin, BALTHASAR & GUILLAUME Marcgraves de Miſnie, LOUIS Comte Palatin, HERMAN Landgrave de Heſſe, FRIDERIC Burgrave de Nuremberg &c. & les ELECTEURS de l'Empire, contre WENCESLAS Roi des Romains, pour le depoſer, & pour en élire un autre. A Francfort ſur le Mein la veille de la Purification de la Sainte Vierge 1400. Avec un Acte d'aſſurance de GUILLAUME Marcgrave de Miſnie touchant l'Acceſſion des Marcgraves FRIDERIC, GUILLAUME & GEORGE ſes Oncles à la preſente Confederation. A Francfort le jour de la Purification 1400. 272

23. Juill.

Prolongation pour ſept ans de la Confederation faite entre EBERHARD Comte de Wirtemberg d'une part, & les Villes de SUABE, Ulm, Eſſingen, Rutlingen, Weil, Nordlingen, Biberac, Gemund, Duncckelſpiel, Pfulendorf, Kaufbeyrn, Bopfingen, Aulon, & Giengen, pour le maintien de la Paix publique le Vendredi avant la St. Jacques 1400. 273

20. Août.

Inſtrumentum Publicum de Depoſitione Imperatoris WENCESLAI, facta per

ELECTORES Sacri Romani Imperii in preſentia multorum Principum, Comitum, aliorumque Dominorum ad hoc ut Teſtes requiſitorum, publicata apud Oberlonſtein ad Rhenum, in Territorio Trevirienſis Dioceſis, die 20. Auguſti, Anno 1400. Indiſt. 8. per Nicolaum Bertholdum de Frideberg conſectum. 274

Confederation entre les Electeurs JEAN de Mayence, FRÉDERIC de Cologne, WERNER de Trèves, & ROBERT Palatin, par laquelle, après avoir déclaré qu'ils ont depoſé WENCESLAS Roi des Romains, & qu'ils ont élu ledit ROBERT en ſa place, ils ſe joignent à lui, aux Electeurs de Cologne, & de Trèves, & lui promettent de l'aſſiſter, pour le maintien de ſa Dignité, & de ſon autorité. Fait à Laynſtein, le Samedi après la Fête de l'Assomption de la Sainte Vierge 1400. 276

Trêves pour dix ans, faites & conclues entre LOUIS II. Roi de Sicile & Comte de Provence, & AMÉ Comte de Savoie Duc de Chablais & d'Aouſſe, en préſence du Duc de Bourgogne, à Paris le 12. Juill. 1400. Avec la Ratification dudit Comte de Savoie du 25. d'Août 1400. 276

Lettres de ROBERT Roi des Romains, par lesquelles il accorde ſa Protection & celle des trois Electeurs Eccleſiaſtiques à la Ville de FRANCFORT, en conſideration de ce que, de ſa franche & libre volonté, elle s'eſt ſoumiſe à ſon autorité, & lui a promis fidélité, le Roi & les Electeurs lui promettent de plus de la défendre & maintenir en tous ſes Droits, tant Judicielement qu'extra-Judicielement. Fait au Camp devant Francfort le Mardi avant la Fête Simon & Jude 1400. 277

Conventio inter HERVOYE ſupremum Voyvadam Regni Bosnie, & Commune Civitatis JADRÆ, Qua ille, dictam Commune adverſus omnes defendere, quando Vexillum Regis ULADISLAI elevaverint, promittit. Datum in Campo. Anno Domini 1401. 277

Privilegium Imperatoris RUPERTI Episcopo Spirenſi RABANO indultum, quo Telonium in Oppido Udenheim per ſuos Prædeceſſores Episcopatus Spirenſis donatum cum reliquis veſtigialibus, pedagiis conductibusque ad eundem adpertenentibus conſirmit, & perpetuo poſſidenda & tenenda conſert, cum inhibitione, ne quis, præſertim vero Civitas SPIRA, non obſtantibus quibuscumque Privilegiis, memoratum Episcopatum contra hoc Privilegium turbare præſumat. Nuremberg feria ſecunda proxima poſt Dominicam Reminiſcere. 1401. 279

Vente du Comté de GENEVE faite à AMÉ VIII. Comte de Savoie par ODO de VILLARS Seigneur de Beaux & Comte d'Avelin, faite à Paris en l'Hôtel de Neſle, le 5. Août 1401. 278

Diploma Vicariatus, per quod Imperator RUPERTUS Filium ſuum LUDOVICUM Comitem Palatinum, interea temporis, quo pro Corona Imperiali juſci-

ANNO
1400.

21. Août.

25. Août.

26. Octob.

1401.

28. Fevr.

5. Août.

13. Sept.

DE LA I. PART. DU TOME II.

ANNO
1401.
1401.
1402.
7. Mars.
1402.
1403.
7. Janv.
29. Mai.
27. Juin.
5. Octob.
19. Octob.
27. Nov.
1404.
15. Avril.
30. Juin.
1405.
23. Mars.

fuscienda in Italiam abiturus esset, per Sacri Romani Imperii, in Germania, Gallia & Regno Arelatensi, Provincias, Vicarium Generalem constituit, Gubernationemque hanc certo modo eisdem commendat. Datum Augspurg 3. feria post Festum Nativitatis B. Mariæ Virginis 1401. 280
Traictatus inter RUPERTUM I. Romanorum Imperatorem & HENRICUM IV. Regem Angliæ, pro contrahendo Matrimonio inter LUDOVICUM Filium Imperatoris natu maximum, & BLANCHIAM Filiam dicti Regis natu maximam, conclusus. Dat. Londoniæ die 7. Martii Anno 1401. 281
Litteræ LUDOVICI Comitis Palatini ad Rhenum, quibus BLANCHIÆ Sponsæ suæ, Filie HENRICI IV. Regis Angliæ, Loca quedam pro Dotæ addidit. Dat. Heidelbergæ feria sexta Dominica Paschatis Anno 1402. 283
Hommage prêté par JEAN Duc de Bretagne à CHARLES VI. Roi de France le 7. Janvier 1403. 284
Acte par lequel la FRANCE qui s'étoit soustraite de l'obéissance du Pape BENOIT XIII. rentre sous cette obéissance. Fait à Tarascon, le 8. Janvier 1403. 285
Renovatio Treugarum inter CAROLUM VI. Regem Franciæ & HENRICUM IV. Regem Angliæ conclusa. Dat. apud Lulinghem die 27. Junii Anno 1403. 286
Constitution de l'Empereur SIGISMOND par laquelle, en qualité de Roi de Hongrie, il accorde la Paix aux Infidèles & aux Rebelles de ce Royaume. Fait à Bude de l'an 1403. 288
Cautio LADISLAI Regis Ungariæ, Civitatibus SIBENICI & TRAGURIENSIS data, quod nullum Castrum seu Fortalitium ibi construendum, sed potius omnia earum Privilegia & Immunitates conservanda sint. Data Jadre Anno 1403. 19. Octobris XI. Indictione. 289
Traité de Partage fait par PHILIPPE de France II. du nom Duc de Bourgogne & MARGUERITE sa Femme, de leurs biens à leurs Enfants mâles JEAN Duc de Bourgogne, ANTOINE Duc de Brabant & de Limbourg, & PHILIPPE de Bourgogne. A Arras, le 27. Novembre 1403. 289
Traité entre CHARLES VI. Roi de France, & GABRIEL MARIE Frère du Duc de Milan & Seigneur de Pise. Fait en 1404. 290
Donation faite par MARTIN, Vicomte de Milan, Fils de BARNABE, à HARTMAN Evêque de Coire, & au Chapitre dudit Lieu, de la Ville, Châteaux, & Vallée de Chiavenna & de Pivry. A Coire le dernier jour de Juin 1404. 291
Confédération entre le Doyen, le Chapitre & la Ville de STRASBOURG, contre l'Evêque GUILLAUME, pour le recouvrement des Lieux & Places de l'Evêché aliénés par ledit Evêque, &

ANNO
1405.
14 Sept.
1406.
8. Janv.
8. Janv.
6. Juin.
26. Août.
11. Sept.
23. Nov.
1. Dec.
11. Dec.

pour une Assistance mutuelle contre tous ceux qui, de quelque manière que ce fût, voudroient les y troubler ou empêcher. Fait le Lundi avant la Fête de l'Annonciation de la Vierge 1405. 292
Confédération pour cinq ans entre divers Princes & Villes de l'Empire, savoir 1. JEAN Electeur de Mayence, 2. BERNARD Margrave de Bade, 3. EBERHARD Comte de Wirtemberg, 4. la Ville de STRASBOURG, & 5. les Villes d'ULM & de REUTLINGEN, pour leur commune défense, & pour la meilleure Administration de la Justice. A Marbach le jour de la Sainte Croix 1405. Avec l'Accession de la Ville de SPIRE à cette Confédération par Adherence à l'Electeur de Mayence. Le Dimanche après la St. Severin 1406. 293
Bulle, par laquelle le Pape BENOIT XIII. convient de la Cession du Papat, pour la Paix de l'Eglise. Donnée à Tarascon près d'Avignon le 8. Janvier 1406. 295
Bulle de BENOIT XIII. pour la Convocation du Concile. Donnée à Tarascon, le 8. Janvier. 296
Traité de Paix & de Confédération entre ANTOINE Duc de Brabant & les Magistrats, Echevins, & Consuls de la Ville d'AIX LA CHAPELLE. Fait le 6. Juin. 1406. 296
LADISLAI Ungariæ Regis Diploma, quo Regi Bosnia TUERTKONI suisque & Regni Bosnia Baronibus & Magnatibus, omnes & singulas Consuetudines, statum & Jura antiquitus observatas, & observata, Confinia item & Metas dicti Regni confirmat. Dat. Anno 1406. die 26. Augusti 297
Arrêt du Parlement de Paris, au nom de CHARLES VI. Roi de France, contre l'abus des Annates, & contre les autres usurpations de BENQIT XIII. Donnée à Paris, le 11. Septembre 1406. 297
Instrumentum Contractus initii inter Sacre Romanæ Ecclesiæ CARDINALES, pro futura Electione summi Pontificis celebranda; ut si quis eorum ad apicem summi Apostolatus assumptus fuerit, is pro integratione unitatis Christianorum renunciet, & cedat Papatus, dummodo id similiter Anti-Papa BENEDICTUS XIII. nuncupatus faciat. Actum Romæ intra Conclavæ consuetum die Martis 23. Novembris, Indictionis XIV. anno 1406. Cum Ratificatione GREGORII Pape XII. noviter electi. Atque ejusdem Epistola ad PETRUM DE LUNA inter nonnullas Gentes BENEDIOTUM XIII. nuncupatum, promittens se Pontificatus abdicaturum, si & quando ille BENEDICTUS rum die 1. similiter abjurer. 299
Instrumentum publicum de Ratificatione, & Confirmatione hujus Contractus, per prefatum GREGORIUM Papam. Actum die 1. Decembris 1405. 301
GREGORII Pape XII. Epistola, ad PETRUM DE LUNA inter nonnullas Gentes BENEDICTUM XIII. d. nun-

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1406.	nuncupatum, promittens se Pontificatui abdicaturum, si quando ille BENEDICTUS similiter abjurer. Datum Romæ apud S. Petrum die XI. Decembris anno 1406. 301	DE COUCI Evêque de Metz, CHARLES Duc de Lorraine, ROBERT Duc de Bar & EDOUARD de Bar Marquis du Pont, contre FREDERIC Comte de Meurs, qui s'étoit emparé de la Comté de Salverne, sur l'Evêché de Metz. Ils y conviennent de prendre les Armes en commun, pour regagner ladite Comté, & de la partager ensuite en trois parties égales. Le 2. Juillet 1408. 320	ANNO 1408.
1406.	Traité de Commerce réglé entre HENRI IV. Roi d'Angleterre & JEAN sans peur Duc de Bourgogne & Comte de Flandres. Donné à Westminster le 10. Mars 1406. 302	Confœderatio & Liga inter JOANNEM II. Castellæ & Legionis, & CAROLUM VI. Franciæ Reges. Actum Valledolei die 7. Decembris 1408. 321	
1407. 10. Mars.	Union au Douvaine de France des Places limitrophes du Royaume, en indemnifiant ceux qui les possèdent, faite par CHARLES VI. Roi de France, à Paris au mois d'Avril 1407. 306	Traité d'Alliance entre RENAUD IV. Duc de Gueldre & ANTOINE de Bourgogne Duc de Brabant. Fait à Bol-duc le 14. Decembre 1408. 321	7. Dec.
1407. Avril.	BENEDICTI PAPA XIII. Bulla Excommunicationis ad Regem FRANCORUM missa, contra omnes quacunque Dignitate præfulgentes, etiam Reges & Principes, qui se & Dominia sua ab obedientia ejus subtraherent. Datum Massiliæ XIV. Calendas Junii. Anno Pontificatus XIII. 306	Renouvellement & Prolongation pour trois ans de l'Union entre l'Evêque de CONSTANCE & la Ville de ce nom, le Duc de TECK, le Comté de MONTFORT, & quelques autres Comtes, Barons & Nobles, pour le maintien de la Paix & du Repos public, & pour la défense de leurs Privilèges & Droits contre les Gens d'APPENZEL, avec promesse & engagement de s'aider, protéger, & défendre réciproquement contre toute injuste violence qui leur viendrait de ce côté-là. Fait le Jeudi avant le Dimanche Reminiscere 1409. 323	14. Dec.
19. Mai.	Instrumentum publicum de Oblatione & Traditione Equi Gusroris, nomine Communis FLORENTIÆ pro Civitate PISARUM, JOANNILEMEINGRE dicto BOUCICAUT, tanquam Locumtenenti CAROLI VI. Francorum Regis, in recognitionem devotionis & fidei. Actum Januæ die 6. Octobris 1407. Cum Plenis Mandatis necnon Episcopi Communis FLORENTIÆ ad hoc Negotium pertinentibus. 308	Traité de Mariage entre ANTOINE Duc de Brabant, & ELIZABETH Fille d'JEAN Duc de Gorlitz. Fait à Prague le 27. Avril. 1409. 325	1409. 23. Fevr.
6. Octob.	Lettres de Protection accordées par l'Empereur ROBERT à la Ville de SPIRE, avec Clausules de Transaction sur la reciproque Administration de la Justice. A Heidelberg le Lundi après le Dimanche Invocavit 1408. Avec un Revers de la Ville de SPIRE, par lequel elle promet à cet Empereur une perpétuelle fidélité, transigeant aussi avec lui sur les différends qui pourroient être survenus entr'eux. De la même Date. 308	Concilli Pisani Sententia Definitiva contra PETRUM DE LUNA, BENEDICTUM XIII. & ANGELUM CORARIUM, GREGORIUM XII. olim appellatos, de Patratu contententes, qua Schismatici notorrique Heretici & sic omni honore & dignitate indigni declarantur, & propter has iniquitates eadem Dignitate privantur, abjiciuntur & ab Ecclesia grescinduntur. Lata 5. Mensis Junii in Sessione XIII. Anno 1409. 326	
1408. 5. Mars.	Traité d'Alliance pour quinze ans entre ROBERT Roi des Romains, LOUIS Electeur Palatin du Rhin & les Villes Imperiales d'ALSACE, comme aussi celle de STRASBOURG, par laquelle on convient non seulement de toute abstinance d'hostilité pendant ce tems-là de part & d'autre; mais aussi des moyens propres à maintenir la Paix & l'Amistie, & en particulier de remettre au Jugement de certains Arbitres la décision des Prétentions que les Seroiteurs, ou autres Sujets de Sa Majesté ou de l'Electeur, de quelque condition qu'ils soient, pourroient former pendant ledit tems contre ladite Ville de STRASBOURG. Fait le 5. Avril 1408. 312	Fragmentum Contractus Pentionis de Civitate JADRÆ cum Fortalitio per Regem Ungariæ LADISLAUM, pro Ducatis centum millibus, Dominio VENETORUM factæ. Datum 9. Junii Indi. II. Anno 1409. 327	5. Juin.
5. Avril.	Renouvellement de l'Union entre ULRIC Duc de Teck, ALBERT Evêque de Constance, EBERARD Comte de Nellenbourg & quelques autres Comtes, Barons, & Nobles, contre le Canton d'APPENZEL, portant promesse reciproque de s'entraider & assister fidèlement en cas que ceux dudit Canton vou-lussent entreprendre quelque chose contr'eux, leurs Droits & Libertés. Fait à Wals le Samedi après la Fête de St. Vitus 1408. 316	LUDOVICI II. Regis Jerusalem & Siciliæ, & Comitissæ Provincie Sic. Plenipotencia super quatuor Consiliariis ejus, ad tractandum, transigendumque de differentiis omnibus inter ipsum & Comitem SABAUDIÆ, circa Civitatem NICIÆ, diversasque alias Terras, Villas & Castra, atque hunc in finem comparandum, nomine suo, coram Dominis Ducibus Bituriæ & Burgundiæ, Arbitris constitutis. Actum 5. Julii 1409. 327	9. Juin.
16. Juin.	Alliance & Confœderation entre RAOUL	Tractatus Federis & Concordiæ inter HENRICUM V. Angliæ & Franciæ Regem ab una, & HENRICUM DE PLAWE Magistrum Generalem Ordinis Theutonici ab altera parte, quo utriusque Partis Ligeis aut cujuscunque conditionis Homini-bus conceditur, per eorum Terras atque Dominia libera	5. Juil.
2. Juill.			4. Dec.

DE LA I. PART. DU TOME II.

ANNO
1409.

*libere mercari; porro etiam, de cunctis
damnis & gravaminibus antehac invicem
causatis transigitur. Datum Londonie 4
Decembris Anno 1409. Cum utriusque
Partis Ratificatione hujus Tractatus. Da-
tum anno 1410.* 328

1410.
5. Oct.

*Instrument du Partage fait, entre les quatre
Fils de l'Empereur ROBERT, par
les sept Arbitres qu'ils avoient nommés,
où l'on voit quels sont les Biens insepара-
blement attachés à l'Electorat Palatin, &
ceux qui, comme Hereditaires & pure-
ment Allodiaux, ont été partagés & peu-
vent l'être encore. A Heidelberg le Ven-
dredi après la St. Michel 1410.* 330

2. Nov.

*Traité de Paix fait entre les ORLEA-
NOIS & les BOURGIGNONS,
au Château de Wicestre près de Paris, le
2. Novembre 1410.* 334

7. Nov.

*Renouvellement de la Confederation faite en-
tre EBERARD Comte de Wirtem-
berg, & la Ville d'ESLINGEN,
pour le maintien de la Paix publique, avec
quelque Amplification en faveur du Com-
merce, maintenant renouvelée pour huit
ans. A Stuttgart le Mercredi avant la
Saint Martin 1410.* 335

1411.

*Traité de Paix & Alliance entre JEAN
II. Roi de Castille & JEAN Roi de
Portugal, fait l'an 1411.* 336

13. Avril.

*Fragmentum Tractatus, quò D. SANDA-
GLI Bosnia Woywoda supremus, &
sua Conjug. CATHARINA, Duci
& Dominio VENETORUM Cas-
trum Ostrovia in Croatia situm pro
pretio Ducatorum quinque millium auri
boni vendit & tradit. Datum 13. Apri-
lis Indiæ. IV. 1411.* 343

18. Juill.

*Défi des Enfans de la Famille d'OR-
LEANS à JEAN Duc de Bourgogne,
fait le 18. de Juillet 1411.* 343

3. Août.

*Traité d' Alliance entre WENCES-
LAS Roi des Romains & de Boheme,
& ANTOINE Duc de Brabant,
par lequel ledit Roi cede audit Duc le
droit qu'il pourroit avoir sur le Duché de
Brabant. Fait à Prague, le 3. Août
1411.* 344

13. Août.

*Réponse de JEAN Duc de Bourgogne au
défi des Enfans de la Famille d'OR-
LEANS. Fait à Douay le 13. Août
1411.* 343

11. Oct.

*Déclaration d'AME Comte de Savoye &
de Geneve, portant qu'il a racheté de
FERRY de Lorraine Comte de Vau-
demont, & de MARGUERITE de
Joinville sa Femme les Châteaux, Villes,
Villages &c. de la Roche, Rumilly sous
Cornillon & Balaison au Comté de Ge-
neve, lesquels aussi lui ont été delivrés,
restitués & remis, dequoi il se tient con-
tent & les décharge. A Ambröuay le 11.
d'Octobre 1411.* 344

3. Nov.

*Traité entre LOUIS Electeur Palatin &
la Ville de SPIRE, concernant le se-
cours & l'assistance que ledit Electeur se-
vra donner à ladite Ville. Le Samedi
après la Fête de tous les Saints l'an 1411.* 345

1412.

*Extrait du Traité de Paix fait à Bour-
ges entre la Famille d'ORLEANS
& celle de BOURGOGNE 1412.* 346

*Pax & Fœdus inter SIGISMUN-
DUM Romanorum Regem ab una, nec
non WLADISLAUM Regem Polo-
nie, atque ALEXANDRUM,
alias WITHAWDUM, ejus Fra-
trem, Lithuanie Ducem perire ex altera,
contra quoscunque homines eos hostiliter in-
vadere volentes. Actum Liblio die 15.
Martii anno 1412.* 346

*Transaction faite sur le Contrat de Maria-
ge de PHILIPPE Comte de Nassau
& de Sarbruch avec ISABELLE de
Lorraine Fille du Comte de Vandemont,
portant que si ladite Dame ISABEL-
LE vient à deceder avant lui, sans l'as-
senter des Enfans procréés de leur Mariage,
il sera obligé de restituer la Dot qu'il en
aura reçue, mais que pourtant, il en jouira
sa vie durant. Le 8. Mai 1412.* 347

*Conventio inter HENRICUM IV.
Regem Angliæ & Principes Confedera-
tos Franciæ, scil. JOHANNEM
Ducem Biturie, CAROLUM Ducem
Aurelianensem, JOHANNEM Ducem
Borboni, & JOHANNEM
Comitem de Alancion facta, fissa & dicto
Regi restitutionem integram Ducatus A-
quitaniæ, & Rex Angliæ ipsis vicissim
defensionem contra JOHANNEM
Ducem Burgundie promittunt. Dat. Bi-
turiæ die 18. Maii Anno 1412.* 348

*Capitula à Duce Venciorum MICHAË-
LE STENONE & Comuni VE-
NETIARUM Civitati SIBENI-
CI concessa, quibus hanc Civitatem sese
ipsis subijcientem in protectionem atque
defensionem recipiunt, & de modo forma-
que Regiminis conveniunt. Dat. Venetiis
in Ducali Palatio 1412.* 350

*Extrait du Traité de Paix fait à Pontoise
entre la Famille d'ORLEANS & celle
de BOURGOGNE, l'an 1413.* 352

*Lettres de Remission accordées par CHAR-
LES VI. Roi de France, à CHAR-
LES Duc de Lorraine, & à plusieurs de
ses Hommes & Serviteurs nommés dedites
Lettres, au sujet de plusieurs Executions
militaires faites en son nom dans les Villes
de Neuchâtel, de Meuse, Taillan-
court, Landeville, Amenti, Vauden-
court, & autres Lieux & Terres qu'il te-
noit du Roi comme Fiefs du Comté de
Champagne, comme aussi au sujet de di-
vers autres Exces commis contre l'honneur
audit Roi & de sa Couronne. A Paris
au mois de Fevrier 1412.* 353

*SIGISMUNDI Romanorum & Hun-
garie Regis Diploma, quò HER-
VOYEM Ducem Spalatii ob Rebellio-
nem & infidelitatem suam omnibus suis
Possessionibus, Honoribus & præsertim
Titulo & Honore Ducalis Dignitatis pri-
vat & deponit, Civitatem verò SPA-
LATI ob suam fidelitatem tanquam fi-
dele & principale Membrum Coronæ
Hungariæ reseruit, & de novo incorpo-
rat, Tali lege, ut à dicta Corona nun-
quam alienetur, Titulo tamen Ducalis
Dignitatis ab eadem penitus remoto. Da-
tum in Pulsano in Festo B. Petri ad Vin-
cula 1413.* 357

*Investiture du Comté de TOGGEN-
BURG donnée par l'Empereur SI-
GIS-*

ANNO

1412.
15. Mars.

8. Mai.

18. Mai.

1413.

1412.

1413.
Fevrier.

1. Août.

1. Sept.

TABLE CHRONOLOGIQUE &c.

ANNO			ANNO
1413.			1413.
1. Sept.		GISMOND au Comte FREDE- RIC. A Coire le jour de Saint Gilles 1413. 358	turi infra tempus unius anni initiandi, om- nesque ad quos pertinet invitantur, ut, tempore prescripto, ad Locum premissum se conferant. Datum in Villa vocata Vigliud, in vulgari Vegui. Die Lune penultima mensis Octobris 1413. 363
		Accompagnement, ou Convention entre RAOUL DE COUCY Evêque de Metz & CHARLES Duc de Lorrain- ne, par lequel ils se transportent recipro- quement partie des Revenus de quelques- unes des Terres de leurs Dépendances, pour le temps de trois années. Fait le 7. Sep- tembre 1413. 359	Epistola SIGISMUNDI Romanorum Imperatoris ad CAROLUM VI. Gallie Regem, quâ ei Concilium Constan- tense pro reformatione Ecclesiæ Dei cele- brandum denunciat, cumdemque ad illud fraternè invitât. 363
25. Sept.		Treuge seu Inducie inter HENRICUM V. Regem Angliæ, & CAROLUM VI. Regem Franciæ in aliquot mensès con- clusæ. Dat. apud Lenlingham die 25. Sep- tembris Anno 1413. 359	Epistola Romanorum Regis SIGIS- MUNDI ad GREGORIUM Papam XII. Quâ eum ad Concilium pro reformatione Ecclesiæ Dei Constantiæ celebrandum vocat & invitât, necnon ad hunc effectum promittit & dat ei & suis plenum Salvum conductum & securitatem. Datum Laude &c. 365
2. Octob.		Instrumentum publicum de Incorporatione magni Ducatus LITHUANIÆ, ex- celsæ Regni Poloniæ facta per WLA- DISLAUM Poloniæ Regem, necnon ejus Fratrem ALEXANDRUM alias WITHAWDUM magnum Li- thuanie Ducem. Actum in Oppido Hrod- to circa Flumen Bugh die 2. Octobris Anno 1413. 361	Bulla JOHANNIS Papæ XXIII. Quâ Electionem Locî & temporis, pro Concilio super reformatione Ecclesiæ Dei celebrando per Legatos suos cum Romano- rum Rege SIGISMUNDO factam approbat & ratificat, necnon omnes Pa- triarchas, Archiepiscopos & Episcopos, Prælatos, Abbates, Duces & Marchiones ad illud invitât. Datum Laude V. Idus Decembris, Pontificatus annò quarto. 365
30. Octob.		SIGISMUNDI Romanorum Regis E- dictum universale, quo, de assensu & con- sensu Legatorum Apostolicæ Sedis, Civi- tas CONSTANTIA designatur & assignatur, pro loco generalis Concilii fu-	9. Dec.

FIN DE LA I. PART. DU II. TOME.





CORPS DIPLOMATIQUE
D U
DROIT DES GENS;
O U
R E C U E I L
D E S
TRAITÉS D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

ANNO
1359.
LUXEM-
BOURG.

I.

Lettres de l'Empereur CHARLES IV., par lesquelles il érige le Comté de Luxembourg en Duché en faveur de WENCESLAS son Frere.
(1) Sans date. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 207.]

R AROLUS Illustri Duci * gratiam. Scep-
trigera Caesaræ dignitatis sublimitas, sicut
in inferioribus potestatibus & auctoritati-
bus elatione præfertur, ut commissis sibi
fideles optimè gubernet consolationis præ-
sidio; quo thronus Regius tanto solidetur felicius, &
uberiore prosperitate proficiat, quando indeficienter suæ
virtutis donaria largiori benignitatis munere subditur in
subiectos: sic à coruscante splendore regalis solis nobi-
liter ille, velut à Sole radii, prodeuntes fidelium status
& conditiones illustrant, & primæ lucis integritas in-
violatè luminis detrimenta non patitur, imò amplioris
utique scintillantibus iubaribus ex inspecto decore perfundi-
tur, dum in circuitu Sedis Angustæ Illustrum Prin-
cipum numerus ad Imperii Sacri decorem feliciter ad-
augetur.

(1) G. G. Leibnitz, met ce Traité sous l'année 1358. Mais d'autres
disent que le Comté de Luxembourg fut érigé en Duché le 15, Mars
1354.

§. 2. Sanè attendentes multiplicia merita probitatis, ANNO
& præclaræ devotionis insignia, quibus tu, & præclaræ
memoriæ progenitores tui Domus LUCENBURGEN-
SIS, Sacrum Romanum Imperium dignis quidem stu-
diis honoribus venerari, illum etiam servidum tuæ
mentis amorem, quo ad Imperii procurandos honores
inclinaris attentius, Regiæ considerationis intuitu lim-
pidius intuentes, animo deliberato, sano etiam venera-
bilium Episcoporum, & Illustrum Baronum & Proce-
rum Imperii prædicti accedente consilio, Te, Frater cari-
ssime, non carnalitatibus affectu, sed originis tuæ nobi-
litate poscente, permoti, cum hæc latitudo Domini &
ampla subiectæ tibi ditionis spacia, & inextinguibile fides
tuæ universalitatis & Populi, quo vetusto jam tempore
Sacrum honorarunt Imperium non immerito require-
bat; hodie in nomine Domini & Salvatoris nostri, à
quo omnis honor & principatus provenire cognos-
citur Illustravimus, Illustramus, & in verum Prin-
cipem & Ducem sublimavimus, creximus, decora-
vimus & erigimus, Romanæ Regiæ solemnitudi-
ne potestatis, decernentes expressè, quod tu, He-
redes & Successores tui Duces perpetuo omni dignita-
te, nobilitate, jure, potestate, libertate, honore &
consuetudine gaudere debeatis & frui continuo, quibus
alii Sacri Imperii Principes & nominati Duces illustres
freti sunt hæcenus, & cotidie possunt. Teraque
tuas, Oppida, Castra, Munitiones, Villas, Provin-
cias, Districus, Montes, Colles, & plana, cum om-
nibus silvis, ruberis, pratis, aquis, aquarumve decur-
sibus, pascuis, piscinis, piscatoriis, Thelonis, Ju-
deis, Moneris, Judiciis, Bannis sive inhibitionibus ven-
nationum, quæ vulgariter *Wilepane* nominatur, & pec-
nis

ANNO
1359.

nis inde sequentibus, consuetudine vel Jure, Baronibus, Baroniis, Feudis, Feudatis, Vassallis, Vassallagiis, Militibus, Clientibus, Judicibus, Civibus, Nobilibus & Plebeis, Rusticis, Agriculis, pauperibus & divitibus, & omnibus eorum pertinentiis, sicut prædicta & eorum qualibet latitudo Domini tui comprehendit, in verum Principatum & Ducatum L. creximus & erigimus, insignimus, ac de prædicta Regia potestatis plenitudine decoramus: tibi illustri videlicet prædicto, Ducatum sive Principatum hujusmodi, cum omnibus honoribus, Juribus, Privilegiis & emunitatibus, quemadmodum Ducatus sive Principatus insignes ab illustribus Sacrosancti Romani Imperii possidentur, vel tenentur, vel possideri consueverunt hæcenus, & in quantum Sacro Romano Imperio in Feudum dependet: de benigntate Regia conferentes.

§. 3. Decrevimus etiam, & hac edictali Constitutione sancimus, quod tu, Hæredes & Successores tui, perpetuo Duces L. nominari & appellari debeatis in antea, & tanquam ceteri Sacri Imperii Duces & Principes teneri & honorari, & ubicunque ab omnibus reputari, omniique Jure, Privilegio & honore, gratia & dignitate, & emunitate, absque impedimento peritur, quibus alii Sacrosancti Imperii Duces & Principes, in dandis sive recipiendis Juribus & conferendis seu suscipiendis Feudis, & omnibus aliis, illustrem suum & conditionem Ducum seu Principum concentuentibus, freti sunt hæcenus, seu quomodolibet potiuntur. Et ut Ducatus seu Principatus L. solido firmamento, magis firmaretur & tanto se Romano Imperio magis obligatum confentiat, quanto ampliori fuerit Regie liberalitatis munere decoratus: Te, Hæredes & Successores tuos Duces L. perpetuo infra scripto claro quidem officio gratiosius insignimus ut quoties, nos aut Successores nostros Romanos Imperatores sive Reges ad reprimendam rebellium nostrorum superbiam, vel ad nostros seu Imperii procurandos honores, armatos contingerit incedere, Tu, Hæredes aut Successores tui, Duces L. qui pro tempore fuerint, frenum Imperialis seu Regalis dextrarii nostri, à latere dextro gubernare, & prospicere debita fidei diligentia debeatis, & in recubitu mensæ nostræ cibos Regios, qui in solemnibus Curiis administrati fuerint, coram nobis (a) incedere ut sic tanquam Principes & fideles Imperii, Guerrarum & Pacis in tempore, nostri curam & custodiam habeatis.

(a) On croit
qu'il faut li-
re incedere.

§. 4. Et quia tu, charissime Frater, tanquam Dux L. Sacri Imperii Vassallus & Princeps, dum eundem tuum Principatum seu Ducatum L. à Regia Majestate in Feudum susciperes, nobis velut Romanorum Regi, & vero tuo Domino, fidelitatis, obedientiæ & subjectionis debita jura menta solita præstitisti, quod in Principatu seu Ducatu tuo prædicto Pacem & Justitiam omnibus & singulis, æque pauperibus & divitibus procurare velis & debeas, efficaciter & fideliter juxta posse; decernimus, & hoc Regali Edicto succimus perpetuo statuendum, quod tu, Hæredes & Successores tui, Duces L. Ducatum sive Principatum L. prædictum, cum omnibus suis pertinentiis, sicut expressatur superius, à nobis nec non à Serenissimis Imperatoribus seu Regibus Romanis Successoribus nostris, & ab ipso Romano Imperio, quoties opportunum fuerit, debito solemnitatis honore, cum vexillis, ut moris est, & solita reverentia suscipere debeatis: nobisque, ac eisdem nostris Successoribus, & in casibus præmissis, sicut alii Imperiales Duces & Principes, prefatur & facere fidelitatis, Homagii obedientiæ & subjectionis debita corporalia jura menta.

§. 5. Nulli ergo omnino homini liceat hanc nostræ illustrationis, erectionis, insignitionis, decorationis & collationis paginam infringere, seu ausu temerario quovis contrahe, sub pœna mille marcarum auri pœni, quas ab eo, qui contrahe præsumserit, iremissibiliter exigi volumus, & eorum medietatem nostræ Regalis Camerae fisco, residuum verd partem injuriam passorum usibus applicari.

II.

10. Mars. Trêve pour trois ans, conclue entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & PHILIPPE Duc de Bourgogne. Donné à la Ville de Guillon en Bourgogne le 10. Mars 1359. [RYMER, Fœderum, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 161. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui y est mise par erreur sous l'année 1360, & qui se trouve aussi dans le *Thesaurus novus Anecdotorum*, Tom. I. col. 1415.]

ANNO
1359.

CESSE ENDEMENTURE, Faite parentre nous Edward, par la grace de Dieu, Roi de France & d'Engleterre d'une part, & le Duc de Bourgogne, par lui & pur les Duchee & Countee de Bourgogne, & pur la Baillage d'Isles, & pur les Gentz de meismes les Duchee, Countee, & Baillage, demorantz en yeulx, d'autre part,

TESMOIGNE les Pointz & Articles, traitez & accordez parentre Nous, Roi & Duc susditz,

PRIMEREMENT, que nous, avantdit Roi, pur Nous & pur touz noz Subgiz, Aliez, Aidantz, Adherantz, & Obeissantz, avous octroie, & octroions, bones & loiales Trieves & Soeffrances de Guerre as devantditz, Duc, Duchee, & Countee, de Bourgogne, & a la Baillage d'Isles, & a routes les Persones demorantz & habitantz en yeulx, & dedeinz les Metes & Boundes du dit Duchee.

Et dureront les dites Trieves, du jour de la Date de cestes, tanque a la fin de trois anz prochains a venir.

Et pamy les avantdites Trieves & Soeffrances, & aussi par cause que nous serons liverer au dit Duc la Ville de Flavigny, qui est maintenant occupe par noz Gentz, le dit Duc de Bourgogne paiera, ou fera paier, a Nous, ou a noz Heirs, ou a celui qui a ceferra depute especialment depar Nous, en la Ville de Caleys, si elle soit adonc de l'Obeissance, ou en la Seignurie, possession, & puissance de Nous, ou de noz Heirs, & autrement en la Citee de Loundres, deux centz mill Deniers d'Or, ou Moutouns, des droitz Poys & Coyn de France, & de la value que tieu Mouton d'Or court au present au Roialme de France, ou autre Or a la value, as termes desouzeescriz; cellaavoit.

A la Feste Saint Johan le Baptistre, prochain a venir, cynquante mill Moutouns,

Et, a la Feste de Noel, adonc prochain ensuant, cent mill Moutouns.

Et, a la Feste de Pasques, deslors prochain ensuant, cynquante mill Moutouns,

E, pur parfaire bien & loialement les devantditz Paiementz, par manere come ils sont par desus limitez, le Duc de Bourgogne devandit, & aussi les Prelatz desouzeescriz; cellaavoit.

Les Evsques,

De Chalon,

Et de Oslun,

Et les Abbés,

De Saint Benigne, de Duon,

De Saint Martin, de Oslun,

De Saint Pierre, de Chalon,

De Saint Seigne, de Flavigny,

De Tornuz,

De Cisseaul,

De Fontenoy,

De Masferes,

De la Forté,

De la Bussiere,

De Chastillon,

De Saint Estienne de Duon,

Duogey,

Et de Sainte Margarte,

Et aussi les Communes des Citez & des bones Villes,

De Chalon,

De Oslun,

De Duon,

De Beaulme,

De Seiver,

De Montbar,

Et de Chastillon,

Et nientmoins Quinze Nobles de Bourgogne desousomez; cellaavoit,

Othier Sire de Grantjon,

Jacques de Vienne, Sire de Louvi,

Hugh de Vienne, Sire de Saint George,

Henrix de Vienne, Sire de Mirebel en Montaigne,

Hugh de Montaigne, Sire de Coiches,

Gibaulz de Mellon, Sire Despoise,

Jehan, Sire de Soubernon,

Guy de Fronloet, Sire Darceet,

Jehan, Sire de Senec,

Geffroy de Blaissey, Sire de Manoilly,

Guilleum de Montagu, Sire de Marrigoy,

Symon, Sire de Chasteaulauf,

Jehan, Sire de Montmartin,

Guilleum de Pailley,

Et Girard de Thory, Esquier,

Et aussi sept Bourgois; cellaavoit,

Hugh

ANNO
1359.

*Hugh Aubriet,
Poinceart Bourgoisse,
Guillel de Marceille de Dnon,
Guet Fourner, Bourgois de Seicour,
Maistre Jehan Dondé,
Hugh de Clugny, Bourgois Dofnon,
Et Maistre Phelip Paillart; Bourgois de Beaune,*

Et chescun d'eulx principalement & pur Peintier des dites Sommes;

Se obligeront a Nous, & a nos Heirs, par leur Foi, Serement, & Lettres, seales de leur Seal, en la meillour manere que nostre Conseil yourra ordener.

Et, a toutes les foiz, que aucune defaute des ditz Paiementz se fera, le dit Duc, & aussi les Prelatz, Nobles, Communes des Citez & des bones Villes, & aussi quinze Nobles & sept Bourgois fusnommez, se obligeront, & chescun d'eulx desvement se obligerà, de paier, ou noun de peine, a Nous, & a nos Heirs, & en le devandit Lieu, la doublee des sommes, les queles le Duc & les autres oblize auront ensi failliz de paier; la quele peine sera encorue & (a) connue a Nous, & a nos Heirs, tantost apres ticle defaute, & a toutes les foiz que se fera.

Et, la peine paie ou noun le Duc & les autres fusnommez, demorront oblizez pur les Sort & Sommes principales, que ensi restent a paier.

Et, nientmoins, a toutes les foiz, que aucune defaute des Paiementz avantditz se fera, le devandit Duc fera les quinze Nobles & sept Bourgois fusnommez, par leur propres Persones, entrer Hostages en la Prison de Nous, ou de nos Heirs, a la Ville de Calais, si elle soit odone en nostre poissance, come dit est pardessus, & autrement en la Citee de Loundres en Engleterre, dedens un Moys prochain apres ticle defaute, sanz autre requeste ent a leur faire, a demorer illoques, ou ailleurs que nous plerra, sanz vilaine Prison, en Hostages; sanz partie d'illoque tanque les Sommes, lesqueles le Duc & les autres oblize auront ensi faillies de paier, & les peines, par celle cause (b) connues & encorues, soient enterement paieez, & a ce faire les ditz Hostages, a leur entrer, feront Serement par lui Foi & sur les Seintz Evangelies.

Et si aucun des ditz Hostages, apres ce q'il fera entrez, ou en aucun temps devant, devault, ou s'en parist sanz avoir sur ce la Congie de Nous, ou de nos Heirs, par nos Lettres Patentes, que le Duc susdit donra ou devandit Lieu, autres, un ou plusieurs, aussi suffisant, ou lieu de deffailantz, dont Nous ou nos Heirs en seront contentz; dedenz un Moys prochain apres ce que le dit Duc, ou les Heirs, fera depar Nous, ou nos Heirs, en quelcun manere sur ce requis.

Et est Accordé parentre Nous, Roi & Duc devandit, que, ou cas que les devandomez Persones ne entrent leur Corps en Hostage ou Lieu establi, & par manere que dessus eldit, & aussi si les avantdites Sommes principales, & les peines encorues & (c) connues, ne fussent enterement paieez au darreher des Termes avantditz, les avantdites Trièves & Soeffrances cesseroient de tout, & deslors pardenent leur force, demorantz touzelois les Obligacions, quant a toutes autres choses y compris, en leur effect & vertue; mes les avantditz Paiementz, des Sommes principales, & des peines connues & encorues, par le dit Duc, ou aucun des avantditz oblizez, par manere que dessus est compris, faites, touz les autres oblizez par celle cause soient deslors queles de leur Foi, Serement, & Obligacions, & les Lettres ent faites de tout pardenent leur force.

ITEM, Acorde est parentre Nous, Roi & Duc devandit, que le dit Duc, & aussi touz les Nobles & Subgiz des avantditz Duchee, Countee, & Baillage, non obstantes les avantdites Trièves, se puissent fraunchement armer (c'est a savoir) ceuz des avantditz Duchee & Baillage avec & pur q'il leur appartendra, & ceuz de la Countee de Bourgoigne avec & pur q'il leur plerra, excepte le dit Duc, hors du Pais de Bourgoigne, sanz estre reprochez, ne damagez, de nulli par celle cause; toutesfoiz nulles Gentz d'Armes, ne autres des Marches de Bourgoigne, ne seront Guerre, de leur Pais, ne des Forteresses & Lieux, q'ils tiennent dedenz les Boundes & sur les Frontieres de Bourgoigne, sur Nous, nos Heirs, ne sur nos Gentz, queque part q'ils soient, durant les Trièves devandites.

ITEM, parmy cest present Acord toutes maneres des Gentz, desarmez, & sans Arcs & Setes, & autres, tant de Bourgoigne, come de queque Pais q'ils soient, q'il veullient venir en aide de Nous, ou de nos Heirs, ou de nos Gentz.

Etaufi toutes maneres des Engleis, & autres de nostre amitie, de quele estat ou condicions q'ils soient,

TOM. II. PART. I.

ils Messages envoiez a Nous ou a nos Gentz, ou envoiez par Nous, ou par nos Gentz as Princes, Seignurs, ou autres Gentz quelconques, durant les avantdites Trièves, par leur busoignes faire, purront fraunchement, par palantz leur Frees resonables, passer, repasser, aler, venir, demorer & sejourner, avec leur Chivalz, Biens, & Hérnois, en les Duchee, Countee, & Baillage devandit, a toutes les foiz que leur plerra, sanz estre arestuz, damagez, grevez, destourbez, n'empechez par le dit Duc, ne par ses Gentz, Aidantz, ne Adherentz, ou Subgiz aucuns, & sanz overir ne regarder les Lettres des avantditz Messages par nulle cause;

Et aussi toutes maneres des malades, Engles & autres, nos Alliez, Aidantz, Adherentz, & Obeissantz, q'il pur leur recreation & aise se veullient reposter & demorer dedenz le Pais du dit Duc, y purront fraunchement venir, & demorer seurement & paisiblement, tantcome leur plaira, & a toutes les foiz que busoigne en auront; & a leur departir ils & les autres avantditez auront sauf Conduit du dit Duc & de ses Gentz, si ils le vourront requerre, & seront aussi avant salvement conduz, a leur Mission, par eux, come les Terres & Pais avantditez s'extendent.

Et est assavoir que les defusdites Gentz ne purront entrer en Ville fermee, ne es Forteresses des ditz Terres, Pais, & Baillage, ne passer ensemble que au nombre de cinquante Persones a Chivalz, ne arrester ne sejourner y purront forsque un jour entier & deux nuytz, s'ils n'ont juste cause pur quoi il les coviegne necessairement plus demorer.

ITEM, Acorde est exprellément que, ou cas que Nous nous vourrions faire sacrer, par l'Accord de la plus grant partie des Pierres de France, & le Duc de Bourgoigne contredit, ne en vorroit faire a nous, come au Roi de France, ce q'il doit faire, que les avantdites Trièves ne adonc pardenent leur force; & nous purrons si avant proceder encontre le dit Duc & son Pais, come si les ditz Trièves ne eussent este prises ne accordez.

ITEM, Nous ferons bailler au dit Duc, ou a son certain Depute, la dite Ville de Flavigny en l'estat d'elc est, & les Biens que dedenz sont; & les rancouns des Prisoners de la dite Ville, & aussi des Persones & des Villes environ, que ne sont mie uncore paieez, nous ferons cesser & quiter desore.

Et nous, Roi devandit, promettons loialment & en bone foi, par le tenour des presentes, & par nos expresses paroles, de tenir & garder fermement, quant q'a nous touche, les avantdites Trièves, sanz venir aucunement a l'encontre.

Et, si aucun de nos Subgiz, Alliez, Aidantz, Adherentz, & Obeissantz, face au contraire, nous y mettrons nostre loiale diligence, sanz fraude & sanz mal engin, que le damage sera amende & redresce par ceux q'il auront fait.

Et, si nous faisons si notable negligence, que ensi fait damage ne soit amende par nos Subgiz, Alliez, Aidantz, & Adherentz q'il auront fait, adonc nous le ferons amender du nostre si avant, come purra estre accordez entre nos Gentz & les Gentz du dit Duc, a ce par Nous & lui en especial Deputez, & par queux resonable estimation de ticle damage purra meulz estre fait;

Et promettons aussi de tenir & accomplir tout ce que nous avons pardevant promis.

En Testmognance des queles choses nous avons fait faire ceites nos Lettres Patentes.

Don. sous nostre Grant Seal, a la Ville de Guillon, en Bourgoigne, le x. jour de Mars, l'An de nostre Regne de France vynt primer, & d'Engleterre treinte quart.

III.

*Obligation de PHILIPPE Duc de Bourgoigne, 10 Mars.
pour 200000 Moutons d'or, q'il s'engage de
payer au Roi d'Angleterre EDWARD III en
consideration de la Trêve precedente faite avec
lui, & pour la Cession de la Ville de Flavigny.
Donnée a Guillon en Bourgoigne le 10. Mars 1359.
[RYMER, Fœdera, Conventiones, &c.
Tom. VI. pag. 164.]*

PHILIP Duc de Bourgoigne; Comte de Bourg, Palatin Sire de Salms, a touz ceux, qui ces Lettres verront, Salut.

Haut Prince & puissant le Roy d'Angleterre, procedant sur la demande q'il fait pour la Couronne & Royaume de France, feist son chemin avec grant Oit

(a) Sans
double con-
nuiss.(b) Li com-
munes.(c) Li com-
munes.ANNO
1359.

ANNO
1359.

par nostre Pais de Bourgoigne, Nous, considerant les tres grans mauz & domage, qui auient pourroient a nostre dit Pais, se le dit Roy demourast longuement en ycellui, & pour eschever les diz domages : & aussi pour ce que le dit Roy nous a otroye Treves & Souffrance de Guerre, par l'espace de trois Anz prochains auient, pour nostre Duchie, & Conte de Bourgoigne, & pour le Bailliage d'Isles, & aussi pour toutes les personnes des diz Duchie, Contee, & Bailliage, pour eulz, & pour leurs Biens, & Nous, & a Nous sera aussi baillier la Ville de Flavigny, qui est present occupee par ses Genz; les quell chosez tournent & tournent a tres-grant profit & quiete de Nous & de nos Pais dessus diz; concourant & entrevenant touz ceulz qui de Droit & de coustume doivent a ce entrevenir, & de nostre certaine & expresse science, & agreable volente, sanz aucune force ou coaction, pour les causes dessus dites.

Nous promettons & creancons loyalement & en bonne foy, a donner & paier au dit Roy, ou a ses Hoirs, ou a leurs certains Deputez en celle part, ou aians cause, & poir d'eulz, en la Ville de Calais, si elle est adonc en l'obeissance & en la puissance & possession du dit Roy, ou de ses Hoirs, ou autrement dedens la Cite de Londres en Angleterre, deux cens mille Deniers, nomez & appelez Moutons d'Or, bons & loyaux de loy & de pois, & du droit coign de France, & de la value que ceulz Deniers courent & valent a present en Royaume de France, ou autre Or, a la value, aus termes dessus escripts; cest assavoir,

A la Feste Saint Jehan Baptiste prochain venant cinquante mille Moutons d'Or tielz comme diz sont,

Et a la Feste de Noel, prochain ensuant, cent mille Moutons, tielz comme devisez sont,

Et a la Feste de Pasques, apres ensuant, cinquante mille Moutons telz comme diz sont.

Et, outre, promettons, en bonne foy que, se aucune defaute soit des diz paiemens faire en tout, ou en partie, selonc la maniere que promis l'avons, Nous au dit Roy, ou a ses Hoirs, paierons, au Lien ou Lieux dessus nommez, par & en non de peine, le double des Sommes des quelles nous aurions deffailli de paier; la quelle paine sera (a) connue, encorue, & escheue au dit Roy, ou a ses Hoirs, tantost apres icelle defaute, toutes foiz & quantes foiz, que nous saurons des paiemens en aucun des termes dessus diz.

Et, a la paine paiee ou non, nous demourrons obliges au Sort, & es Sommes principales, a paier en la maniere que dit est; promettons, par la Foy de nostre corps, que se aucune defaute soit en ce que promis est, quant ce soit, de parfaire les paiemens avantditz, que Dieu ne veuille, nous serons realment & de fait livrer & baillier en Hostages du dit Roy, ou a ses Hoirs, en la Ville de Calais, se elle est adonc en la main & possession du dit Roy, ou en la Cite de Londres, dedenz un Mois prochain apres quant tele defaute seroit de paiement, comme dit est, sanz aucune Monicion ou Requeste a nous faire, quinze Nobles hommes; c'est assavoir,

Othe Sire de Granton,
Jaque de Vienne, Sire de Louvy,
Hugh de Vienne, Sire de Saint George,
Henry de Vienne, Sire de Mirabel,
Hugh de Montagu, Sire de Conchei,
Gibaut de Mello, Sire Despoisse,
Guilleme Sire de Succy,
Jehan, Sire de Saubernon,
Gay de Frelais, Sire Darceis,
Geoffroy de Blaisy, Sire de Manoiller,
Guilleme de Montagu, Sire de Marrigne,
Poincet, Sire de Chasteaunues,
Jehan, Sire de Montmartin,
Guilleme du Pailler,
Givart de Thory,
Escuier,
Huguenin Anbriog,
Poincart Bourgoise,
Guillot de Marceilly Bourgois de Dijon,
Guis Fourmen, Bourgois de Setour,
Maistre Jehan Dondry,
Huguenin de Clugny Bourgois d'Ornus,
Et Maistre Philibert Paillart Bourgois de Beaune,

Les queux, touz & chacun d'eulz, entreront personnellement au dit Lieu, ou es Lieux, dedens le dit Mois, en la Prison du dit Roy, ou de ses Hoirs, & demourront Hostages, en quelconques Lieu ou Lieux, sanz vilaine Prison, que le dit Roy leur vouldra assigner ou baillier, sanz d'illecques partir tant que les som-

mes, failles de paier, & les paines (b) connuises & encourues, seront entierement paiees.

Et promettons loyalement que, se aucuns des diz Hostages, apres ce qu'il fera baillie au dit Roy, ou a ses Hoirs, ou en aucun temps devant il devialt, ou s'en partist sanz avoir licence sur ce especial par Lettres du dit Roy, ou de ses Hoirs, que, dedenz un Mois apres ce qu'il fera repete a nostre congnoissance, en quelque maniere que se soit, nous & nos Hoirs donnerons & delivrerons au dit Roy, ou a ses Hoirs, d'autres, un, ou plusieurs, aussi suffisants, tel ou telz, dont le dit Roy ou ses Hoirs seront content, qui demourront en Hostage en la maniere dessus dite.

Les quelles choses, toutes & singulieres, nous promettons loyalement, & de ce nous faisons fort de tenir & accomplir, sanz fraude & sanz mal engin, & sanz faire ou venir a l'encontre, de parole ou de fait; Et a ce obligons nous, nos Hoirs, toutes nos Citez, Villes, Chateaux, Terres, Forteresses, Villes, Pais, Seigneuries, & Biens, presents & auient, quels que il soient, sont, ou seront, les Biens de nos Hoirs, les Corps & les Biens de touz nos Subgis, en quelque part qu'il soient & seront, vers le dit Roy & ses Hoirs, & les soubzmettons a la Jurisdiction, contrainte, & compulsion de touz Juges & Cours, Seculier & de sainte Eglise.

Et voulons & creancons que les diz Juges & Cours, & chacun d'eulz, nos Hoirs, nos Subgis, nos Hommes, nos Biens, & les Biens de nos Hoirs, & les Biens de touz nos Subgis, puissent destreindre, & contraindre, de tenir & accomplir toutes les choses devant dites, tant par Paines, Sentences de Excommunication, & Censures de sainte Eglise, comme par arrest de Corps, de Biens, ou autrement comme il leur plaira.

Et volons & creancons que, toutes les foiz, que aucun d'eulz sera de faire les paiemens dessusditz, que le dit Roy, par lui & ses Ministres, porra franchement, sanz requerre ou faire requerre nostre assent, de sa autorite propre, entrer, saisir, & tenir nos Citez, Villes, Chateaux, Forteresses, & en tous autres Biens que a nous appartiennent en Bourgoigne, & en iceulx occuper pour droit de Gage, comme les Biens propres, tant que plaine satisfaction soit faite au dit Roy, ou a ses Hoirs, des Somes & Paines avantdites.

Et renuncons, par la teneur de ces presentes Lettres, & par nos expresse paroles especial, aus exceptions de force, de pavor, & au Privilege de la Croix, & a la Epistre Dyvi Adrien, qui plus ou moins ait este dit que escript, & a touz les Privileges & Lettres du Pape, dont Empereur, & d'autre Prince quelconque, empetres, ou a empetrer, & a leur force, effect, & vertu, & a l'Exception de meindre d'age, de compensation, & de restitution a Pentier, & generalment a toutes Exceptions, Remedes, Canteles, & Defenses de Droiz Canons & Civils, de Lieux, Personnes & de coustumes, par les quelles nous nous pourrions en aucune maniere aidier & defendre encontre aucune des Convenances & choses avantdites, & especialment a la Loy qui dit general Renunciacion non valoir se especial (c) ny procede.

Voulans & creancons que ceste general Renunciacion ait autant de force, effect, & vertu, comme se touz les Cas, Pains, & articles des Loys, Canons, & de toutes autres Loys, y feussent de mot a mot en ses Lettres expressees.

Et a parfaire & tenir loyalement, sanz fraude & sanz mal engin, toutes les choses avantdites & chacun d'icelles, sanz jamais faire ne dire a l'encontre par nous, ne par autre, en Jugement, ne dehors, nostre Amie & Feal Cousin & Conseiller Othes, Sires de Granton, a jure en nostre Ame sur les Evangilles de Dieu, par lui corporelement touchees, au quel nous donnasmes expres & especial poir de ce faire, par la maniere que dessus est compris, par le Tesmoigne de ces Lettres, faites & donnees a Guillon en Bourgoigne, le dixiem jour du Mois de Mars l'An de Grace Mill. CCC. cinquante & nuf.

Pareille Obligation des Seigneurs & Bourgeois de Bourgoigne, qui se rendirent Caution pour leur Duc au susdit Traite. [Thesaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. col. 1419. Ex Autographo in Divionensi Camera Computorum asservato.]

A Tous celz qui ces presentes Lettres verront Nous Othe Sire de Granton, Jacques de Vienne Sire de Louvy, Hugue de Vienne Sire de Saint George, Henry de Vienne Sire de Mirabel, Hugue de Montagu Sire Couches, Gibaut de Mello Sire d'Espoise, Guillaume Sire de Senecy, Jean Sire de Sombornon, Guy

ANNO
1359.
(b) L'inf. commise.

(a) L'inf. commise.

(c) L'inf. ny procede.

ANNO
1359.ANNO
1359.

de Frolois, Sire d'Arcis, Geoffroy de Blaisey Sire de Mavouilly, Guillaume de Montagu Sire de Marrigny, Simon de Châtel-neuf, Jehan Sire de Montmartin, Guillaume du Palier, Girard de Thury Escuyers, Huguenin Aubrioz, Poinlat Bourgeois, Guillot de Marciilly bourgeois de Dijon, Guyot Fornier bourgeois de Semur, M^r. Jehan Dondry, Huguenin de Chigny bourgeois d'Ortun, M^r. Philibert Panslat bourgeois de Beaulne, salut en nostre Seigneur.

Comme tres-puissant Prince le Roy d'Angleterre, allant sur la demande qu'il fait au Royaume, & pour la Couronne de France, seist son chemin avec son grand loit pour le Pais de Bourgogne; & nostre redouté Seigneur le Duc de Bourgogne considerant les tres-grands maux & dommages que pourroient avenir à son dit Pais, le ledit Roy demorast plus longuement en icels: pour evicher les avantis maux & dommages, & aussi pour cause que ledit Roy a donné audit Pais Trieves & droiffances de Guerre, à durer pour trois ans prochains avenir, laquelle chose tournera à tres-grand profit doudit Pais, & quierd au Peuple demorans en icelle: nostre dit Seigneur le Duc pour tres grant deliberation & avis, & hens sur ce avec les Prelats, Nobles, & Communes de son dit Pais, a promis de paier audit Roy & à ses Hoirs, pour les fusdites causes, deux cent mille deniers d'or à mouton, à certains jours & termes accordez, comme ès Lettres nostre dit Seigneur le Duc fur ce faite & contenues plus à plain. Nous dessus nommez acceptans les devantites promesses, quant à chacun de nous tuiche; & desirans que la besoigne se face par maniere que accordée est entre ledit Roy & nostre Seigneur le Duc devantits, & voulant pourveoir à plus grande seurté dudit Roy, & de ses Hoirs, de leur tenir & accomplir les payements, & toutes les autres choses pour nostre dit Seigneur le Duc devantit, accordées & promises; nous & chacun de nous de nostre franche & agreable volonté, & sans aucune force ou coaction fur les fusdites causes, grantons & promettons, & chacun de nous promet & grance lealement & de bone foy, de donner & payer audit Roy, ou à ses Hoirs, ou à leurs certains Deputez en cette partie & ayans cause & pouvoir d'eux, en la Ville de Calais, si elle soit adonc de l'obeissance & en la possession dudit Roy, ou de ses Hoirs, & autrement en la cité de Londres en Angleterre, deux cens mille deniers d'or appellez Moutons, des droits, pois & coin de France, & de la valeur que tieux deniers court & vaut à present au Royaume de France, ou autre ou à la valné, aus termes dessus escrits: c'est assavoir à la Feste de Saint Jean le Baptiste prochain, cinquante mille moutons, tels comme dit est, & à la Feste de Noël adonc prochain ensuivant, cent mille moutons; & à la Feste de Pasque de lors prochain ensuivant, cinquante mille moutons. Et plus, grantons & promettons en bone foy, que se aucune deusdits payemens se fait en partie ou en tout, & par maniere que nous les avons par-dessus promis, que nous payerons, & chacun de nous payera audit Roy ou à ses Hoirs, & en Lieux dessus-dits, pour & en non de peine, le double des sommes lesquelles nous aurons ainsi faillis de payer: laquelle peine sera encouruë, commise audit Roy, ou à ses Hoirs, tantost après tieux deffauts, & à toutes les fois que nous faudrons des payemens en aucuns des termes devantits, & la peine paier au non, nous demourons obligés pour le fort & les sommes principales avantites à payer pour maniere que dessus est dit. Et grantons & prometons aussi pour les fois de nos corps; & chacun de nous promet, que en cas de tiele deffaute, se aucune se face, & à toutes les fois que ce faute (ce que Dieu ne vuëlle) que nous & chacun de nous, sans autre requeste eut à nous faire, entrerons nos corps en otage en la prison dudit Roy, ou de ses Hoirs, à ladite Ville de Calais, si elle soit adonc de l'obeissance & possession dudit Roy, ou de ses Hoirs, ou autrement, en ladite Cité de Londres en Angleterre, dedans un mois prochain après tiele deffaute du payement, se aucune avendra: & illecques, ou ailleurs que plaira audit Roy, ou à ses Hoirs, demourons holtage sans partir d'illecques, tant que les sommes, lesquelles nous aurons ensi faillis de payer, ensemblement avec les peines pour celle cause encouruës & commises, soient entierement & pour maniere que dessus est dit, paiez: lesquelles choses, toutes & singulieres, nous promettons lealement, & nous-mesmes faisons fort, de tenir & accomplir sans fraude & sans mal engin, & sans venir, ou faire venir à l'encontre, de parole ou de fait. Et à ce nous obligons nos per-

sonnes & nos Hoirs, tous nos Cités, Villes, Chastiaux, Forteresses, Terres, Pais, Seignories, preffens & aveux, quelconque ils soient, soit ou seront, les corps & les biens de tous nos Subgés, en quelque part qu'ils soient trovés, vers ledit Roy, & à ses Hoirs, & les surmettons, à la jurisdiction, contrainte, compulsion de tous Juges, & Cours Seculiers & de sainte Eglise. Et grantons & volons, que lesdits Juges & Cours, & chacun d'eux, nous & chacun de nous, & nosdits Hoirs & Subgés puissent delraindre & contraindre de tenir & accomplir toutes les choses devantites, tant pour arrest de corps & de biens, comme pour quelconque autre maniere. Et aussi volons & grantons, que toutes le fois que aucune deusdite sera de faire les payements dessusdits, que ledit Roy & ses Hoirs, pour luy & pour ses Miniitres, pourra franchement, sans requerrir nostre assent, de sa propre auctorité, entrer & saisir nos Cités, Villes, Chastiaux, Forteresses, & tous autres biens que à nous appartiennent, & iceux occuper pour droit de gaiges, comme ses biens propres, tan que pleinné satisfaction soit faite audit Roy, ou à ses Hoirs, des sommes & peines avantites. Et renoncons pour la teneur de ses presentes Lettres, & pour nos expres-fes paroles, aut exceptions de force, de paour, & au Privilege de la Croix, & à la Epistole d'un Adrian, que plux ou moins eut esté dit, que escript; & à tous les Privileiges & Lettres du Pape, & d'Empereur, & d'autre Prince quelconque, empetrés ou à empetrer, & à leur force, effect, ou vertu, & à l'exception de moindre d'age, de compensation, & de restitution à l'entier, & generalement à toutes Exceptions, Remedes, Canteles, & defenses de Droit Canon & Civil des lieux, personnes, & de coustume, pour lesquelles nous nous pouvons en aucune maniere aider & defendre encontre aucune des convenances & choses devantites, & especialement à la Loy, qui dit que general Renonciation ne vult, se especial n'y precede; voulant & creant que ceste generale Renonciation ait tant de force, effect & vertu, comme si tous les cas, points & articles de Loix, Canons, & de toutes autres, y fussent de mot en mot expressement en ces presentes, & de mieux parfaire & tenir loyaument, sans fraude, & sans malengin, toutes les choses devantites, & chacune d'icelles, sens jamais dire, ne faire au contraire pour nous, ou pour autre, en jugement, ne dehors, nous & chacun de nous avons pleins, & creantés nos fois en la main destre de noble homme Messire prenant nos fois pour & en non du Roy fusdit, & de ses Hoirs, pour especial pouvoir à luy donné, & aussi à nous jures sur les saintés Evangiles-Dieu, pour nous corporelement touchés de tout ce qui dit est. Et si aucune chose seroit faite au contraire, nous voulons & grantons, que nous soions tenus & reputés pour fau & perjus, & compis de foy faillie en tous lieux pour devant toutes personnes. Entes-moing de ce, nous avons mis nos seals en ces presentes Lettres, faites & données le disme jour de Mars, l'an de grace mil trois cens cinquante neuf, en la Ville de Gueuillon en Bourgoigne; l'an & le jour dessusdiz. Laditte Lettre est scellée de vinge-deux seaux en petites quenies de cire rouge.

IV.

Treatatus Pacis inter ANGLIÆ, & FRANCIE REGES, Quo Regi Anglie diverse Civitates & Castella ceduntur. 1360. [HENRICUS DE KNYGHTON Canonicus Leycestrensis de Eventibus Anglie Libro quarto. Inter Anglicane Historie Scriptores X. à. ROGERO TWISDEN editos. Col. 2624.]

REX Angliæ habere debet totam Aquitaniam & Vasconiam pro perpetuo absque reverso, Civitatem quoque de Peytres cum Castello, cum toto Comitatu & Patria de Peytres: Item totum feodum de Durward: Item totam terram de Belvill: Item Civitatem cum Castello de Saintrona cum tota Patria de Saintrona tam ultra aquam de Charent quam citra aquam: Item Civitatem Andegavie cum Castello cum tota Patria Andegavie: Item Civitatem cum Castello de Paragors cum tota Patria in circuitu: Item Civitatem cum Castello de Caours cum Patria de Caoursina: Item Civitatem & Castellum & terram de Tark: Item Civitatem & Patriam de Wigornesia: Item Civitatem & Castellum & terram cum Patria de Caurs: Item Civitatem & Castellum cum Patria de Angelmofia: Item Civitatem & Castellum

ANNO
1360.

Castellum de Rodesia & Patriam de Vergia : Item homagia, servicia & honores Comitum de Foy & Arme-
nak de Paragorensi & Vice Comitibus de Lyngesia ; Et
Servicia de dictis Dominis pro terris quas habent in ante-
dictis Patriis : Item Moltrellum super mare cum suis
pertinentiis : Item integrum Comitatum de Pountif.
Item Castellum cum Villa de Calcia cum Dominis &
Castellis Merk, Sandegate, Colne, Hammes, Wald,
Sex cum terris, mariscis, boscis, rivulis, redditibus &
cuna velturis Ecclesiarum & omnibus pertinentiis.
Item omnes Infulas appendentes ante dictis Dominis.
Item Castellum cum toto Comitatu de Gyas cum suis
pertinentiis. Item Castellum & Villam de Rochell cum
omnibus suis pertinentiis. Et ad ita firmiter & invio-
labilitate perpetuis temporibus observanda juraverunt
utrique Reges super Sacramento Corporis Jesu Christi.
Simili modo juraverunt Magnates utriusque partis pro
se & Hereditibus atque Successoribus suis coram III.
Archiepiscopis & VIII. Episcopis cum Indenturis per
Sigilla ambarum Partium munitis, & pro redemptione
Regis Francie darent.

V.

7. Mai. *Treue conclue entre la France & l'Angleterre par*
CHARLES Dauphin de France & EDOUARD
Prince de Galles, à Chartres le 7. Mai 1360.
[RYMER, *Fœdera, Conventiones, &c.*
Tom. VI. pag. 175.]

Charles, aînése Filz du Roy de France, Regent le
Royaume, Duc de Normandy, & Dalphin de
Vienne, a touz ceulz, qui ces presentes Lettres ver-
ront, Salut.

Savoir faisons que,
Come entre, noz amez & feaulz,

Le Elecl de Beaumais, nostre Chancelier,
Monseigneur Charles, Sire de Montmorency,
Monseigneur Jehan le Meingre, dit Boncheant, Mar-
echal de France,

Monseigneur Eymart de la Tour, Sire de Vinay,
Monseigneur Raoul de Ravenal,
Monseigneur Symon de Bacy, Chivaliers :
Maistres Estienne de Paris,
Et Pierre de la Charite,
Noz Conseillers,

Et avecques eulz plusieurs autres Chivaliers, Clercs,
& Sages de nostre Conseil.

Noz Procureurs & Messages especiaux, a ce faire de-
par Nous, pour Monseigneur, & pour nous, especial-
ment establez,

Et aians depar nous Povoirs de faire traictier, acor-
der, promettre, & jurer en l'Amé de nous, & pour
Monseigneur, & pour Nous, bonne Pais & Acort,
bonnes Treves, & loials d'une part,

Et Monseigneur Regnant de Cobham,
Monseigneur Barthelmi de Burghab,
Monseigneur Franc de Hale,
Baneretz :
Monseigneur Miles de Stapleton,
Richard la Pache,
Et Noel Loreng,
Chivaliers :

Proceureurs & Messages especiaux de Monseigneur Ed-
ward Filz Aînése du Roy d'Angleterre, especialment
a ce establez, & aians semblable Povoir,

Et avec eulz plusieurs autres Chivaliers, Clercs, &
Sages du Conseil, du dit Roy d'Angleterre d'autre
part,

Sur touz les Descors & Articles, pour les quelz
estoit Guerres, qui lonc temps ent dure, entre les
deux Roys, leur Royaumes dessusdys, & Nous, les
Aîlez, Aîdians, & Amis, d'une Partie & d'autre, ait
este traictiee bonne Pais & Concorde final, touz jours
durer, au plesir de Dieu, contenant plusieurs Articles,
les quels ne pevent mie estre accompliz en brief temps ;

Et pour ce convient que, ce pendant, bonnes Tre-
ves & loials soient prises, accordees, tenues, & gar-
des, d'une part & d'autre, tant de leurs Royaumes,
que de Gens leur Royaumes,

Nous, pur l'honneur & reverence de nostre Seint
Pere le Pape, qui pour ce a envoie devers nous ses es-
pecials Messagers (c'est assavoir)

L'Abbe de Clugny,
Monseigneur Hugues de Geneve,
Et le Maistre de l'Ordre des Freres Precheurs,

ANNO
1360

Qui sur ce nous ont requis, a grant instance,
En nous, de Monseigneur, & de Nous, pour lui &
pour nous, & pour les Subgez, Aîlez, Aîdians, &
Amis, & pour les noîtres, avons otroie & accorde, a-
cordons & otroions, au dit Roy d'Angleterre, a ses
Subgez, Aîlez, Aîdes, & Amis, bonnes Treves &
loials, du Date de ces Lettres, jusques au Jour de la
Saint Michel prochain venant, & d'icellui Jour jusques a la
Saint Michel qui ferra l'An M. CCC. LXI. & tout
le Jour de la dite Feste, jusques au Soleil couche.

Et accordons, voulons, & otroions, es noms de
Monseigneur & de nous, & pour tous les dessus dis,
de nostre Partie, que les dites Treves soyent tenues &
gardees, & les procureurs, en bonne foy, sanz fraud
& sanz mal engyn, es noms devant dit, tenir & faire
tenir fermement par tout le Povoir de Monseigneur &
le nostre.

Parmi les queles touz les Subgez d'une Partie & d'aut-
re, & de l'un Royaume & de l'autre, purront fran-
chement, sanz contredit, aler & venir paisiblement
de l'une Royaume & l'autre, & Marchans marchander &
faire touz Coutumz de bonne foy, sanz blasme & sanz
reproche, tout en la manere que l'en pavoit & souloit
en temps de bonne Pais ferme, & que il onquez Guer-
re n'eut este entre les diz Roys, Nous & les Royaumes.

Et ne procurent, ne devront les dys Roys, ou leurs
Subgez, Aîlez, ou Aîdians, durans les dites Treves,
prendre, ou embler, es choler, ou autrement occuper
ou empeschier, en quelque manere, aucune Ville,
Chasteiz, Forteresces, ou autre Lieu ; Mais cesseront
routes Robberies, Pilleries, Prises de Personnes, Armes,
Ravissements, Prises, Reprisailles, Marques, &
Contrirprises, & touz autres Malefices par Terre & par
Mer.

Et, se aucune chose estoit fait ou attempte de la par-
tie de Monseigneur, ou de la nostre, ou d'aucun, ou
par aucun du povoir de Monseigneur, & de nostre,
contre ce que dessus est dit, encontre les dites Tre-
ves, Monseigneur & Nous le ferons repaier, & met-
tre au premier & deu estat sanz delay, si tost come
Nous, ou noz Deputes en ferons requis.

Et ferons rendre & restituer ce que seroit robe,
pris, ravi, ou pillie, ou l'estimation d'icelles choses,
se elles n'estoient trouvees ;

Et pour aucun des Faiz ou Attemptz dessusdiz, se
aucuns y avoient, ou suiz esvoient, ne ferroient ou
pourroyent estre enfrainstes ou brisies les dites Treves,
ne Guerre pour ce estre fuscitee, mais seront repaie
& mis au primer & deu estat, come dessus est dit, & les
Maltraicties en feront puniz dueument.

Mais ceulz, qui seroient ignorans des dites Treves,
& araient just cause de la dite ignorans, ne ferroient
pas puniz se il sefoient ou avoient fait aucune chose
contre les dites Treves.

Les quelles Treves tenir & garder, & faire loialement
tenir & garder, & les attemptatz, come dit est, repa-
ier & faire repaier, & mettre au primer & deu estat,
nous avons fait promettre & jure, en l'Amé de Nous,
par noz diz Procureurs & Messages, Traicteurs de la
dite Pais, a ce fait especialment establez.

Et, pour plus diligentment les faire tenir & garder
come dit est, & pour faire droiture de Prisons & de
toutes complaints, qui povent ou pourront avenir en
temps a venir, en temps de Treves, & pur les at-
temptatz repaier, nous avons depute & commis, depu-
tons & commettons, Conservateurs des Treves,

Le dit Monseigneur John le Meingre Mareschal de
France,
Monseigneur Guachier de Lor,
Monseigneur Raoul de Ravenal,
Monseigneur Jaques de Blanz,
Monseigneur Regnant de Gouillons,
Et Monseigneur Guichart d'Angle,
Tous Chivaliers,
Et chacun d'eulz,

Et nient mains, les Baillies, Capitaines, pour Mon-
seigneur, & pour Nous, des Lieux, Baillages, & Pais,
ou les avendront, & chescun d'eulz,

As quelz Nous, de par Monseigneur, & depar
Nous, mandons, & commettons par ses presentes
Lettres, que diligentment & loialement tiennent & gar-
dent, & fassent tenir & garder fermement, les dites
Tre-

DU DROIT DES GENS.

7

ANNO 1360. Trieves par le temps dessusdit, & facent droiture tant de Prisons, non gardans leurs Convenances, come en autre cas appartenans a faire, en temps de Treves, aus Conservateurs d'iceiles.

Et n'est mis nostre entent, que se les Gens de l'Ost du dit Roy d'Engleterre purvoient Vitailles, Aumailles, Bestes, Vin, Char, ou autre chose, pout la necessitee de leur Vivre, ou de leurs Chevaux, en son alant hors du Royaume de France ou Engleterre, de cy a un Moys, que il en soient, ou aucun d'euls, repris, ou approchez, ou empeschiez; mais que il ne fassent autre prise, arsure, occupation de Forteresse, ravissement de Femmes, ou autre malefice, que de prendre pour leur Vivre, durant le dit Moys tantoulement.

ITEM, pour ce, que aucuns Garnisons, de Gens du Roy d'Engleterre, demouront, par aucun temps, en aucune Forteresse, ou Chasteaux en France, ou ailleurs, ou Royaume de France, nous voulons & accordons que ils puissent lever telles Racons, & en tele maniere, come eulz les ont levees & tenues avant ces heures, pour leur Vivre & pour la Garde des dys Chasteaux & Forteresces, sans ycelles croistre, tant come il demourront es Lieux dessusditz,

Et que il puissent franchement acheter & enporter Vitailles, & les aient a leur raisonnable, aussi come les autres Gens des diz Lieux, & des Pais environ, les acheteront, sanz fraude & sanz malice; mais que il ne preignent, ou pillent, ne embient Forteresces, ou facent autre malefice.

Sur toutes les queles choses, & leurs dependences & appartenences, nous voulons & mandons a touz les Justices, Subgiz, & Feault de Monseigneur, & de Nous, requerant tous autres que il obeissent & intendent aus diz Conservateurs, Baillies, Capitains, & autres dessusditz, & a leur Deputes & a chacun d'eulz.

En Tesmoing de la quelle chose nous avoms fait mettre nostre Seel a ces presentes Lettres.

Donne a Chastres le vii. iour de May, l'an de Grace M. CCC. LX.

Par le Conseil, estan a Chastres.

N. DEVIERES.

ANNO 1360.

VI.

VI.

8. Mai. *Traité de Paix entre EDOUARD Prince de Gales d'une part, & CHARLES Dauphin de France, & Duc (1) de Normandie, pour la delivrance de JEAN Roi de France, prisonnier en Angleterre. Fait a Bretigny (2) le 8. Mai 1360.* [G. G. LEBNIZ, Codicis Diplomatici, pag. 208. en François. DU CHESNE, Hist. d'Anglet. d'Ecosse & d'Irl. Tom. I. pag. 684. RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 178. d'où l'on a tiré cette Pièce, en Latin & en François, parce que la Copie en paroit plus ancienne, & plus exacte, outre que le Latin peut servir à entendre divers endroits du François.]

ANGL-
TERRE ET
FRANCE.

ANGL-
TERRE ET
FRANCE.

8. Mai. *Traſtatus Pacis inter EDUARDUM Wal-
lia Principem ex una parte, & CARO-
LUM Delphinum Viennæ, Ducemque
Normanniæ ex altera parte, pro libera-
tione JOANNIS Francorum Regis in
Anglia captivi, Bretigniaci, prope Car-
notum, conclusæ die 8. Maii Anno
1360.*

CHARLES, ainsne Filz du Roy de France, Regent le Royaume, Duc de Normandie, & Dauphin de Vienne, a touz ceulz, qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Nous vous faisons sçavoir que, De touz les Debaz & Descorz quelconques, amenez & demenez, entre Monseir le Roy de France & Nous d'une part,

Et le Roy d'Engleterre d'autre part, Pour bien de Pais, est accorde le viii. iour de May, l'An de Grace Mill. CCC. soixante, a Bretigny de les Chartres, en la maniere qui s'enluit,

I. PREMIEREMENT, que le Roy d'Engleterre, avec ce que il tient en Guyenne & en Gascoigne, aura, pour lui, & pour ses Hoirs, parperpetuelment & a touz jours, toutes les choses qui s'enlissent, a tenir par la maniere, que le Roy de France & son Filz, ou aucun de ses Aneestres, Roys de France, les tindrent, c'est assavoir,

CE QUE EN SOUVEREINETE EN SOUVEREINETE, CE QUE EN DEMAIN EN DEMAIN.

Et par les temps & manieres au dessous declares, La Cité, & le Chastel, & la Conte de Poitiers, & toute la Terre & le Pais de Poitou, ensembles les Fiez de Thoart, & la Terre de Beleville,

La Cité & le Chastel de Xainctes, & toute la Terre & le Pais de Xainctonge, par deçà & par delà la Charente,

La Cité & le Chastel d'Agen, & la Terre & le Pais d'Agenois,

La Cité, & le Chastel, & toute la Conte de Pierregort, & la Terre & le Pais de Pierreguys,

La Cité & le Chastel de Limoges, & la Terre & le Pais de Limosin,

La Cité & le Chastel de Caours, & la Terre & le Pais de Caourcin, La

(1) Il avoit été pris par le Prince de Gales à la bataille de Poitiers le 10. Septembre.

KAROLUS, Primogenitus Regis Francie, Regens Regnum, Dux Normannie, & Delphinus Viennæ, Universis, presentes Literas inspecturis, Salutem.

Notum vobis facimus quod, Super omnibus Libris & Dicordis quibuscunque, motis & agitati, inter Dominum meum Regem Francie & Nos ex parte una,

Et Regem Anglie ex parte altera, Propter bonum Pacis, est concordatum, octavo die Maii, Anno Domini Millesimo, trecentesimo, & sexagesimo, apud Bretigny juxta Carnotum, modo qui sequitur.

PRIMO, quod Rex Anglie, cum illo quod tenet in Aquitania & Vasconia, habebit, pro se & Hæreditibus suis, semper & in perpetuum, omnia quæ sequuntur, remota per eundem modum, quo Rex Francie, & Filius suus, aut aliquis de Prædecessoribus suis, Regibus Francie, tenebant illa, videlicet,

ILLUD QUOD IN SUPERIORITATE IN SUPERIORITATE, ET ILLUD QUOD IN DOMINIO IN DOMINIO,

Et per modos & tempora inferius declarata, Civitatem, Castrum, & Comitatum Picavie, & totam Terram & Patriam de Picavie, una cum feodo de Thonart, & Terrâ de Belleville, Civitatem & Castrum Cantons, & totam Terram & Patriam Cantonsensem, citra & ultra Charenton,

Civitatem & Castrum Agennen, & Terram & Patriam Agennensem,

Civitatem, & Castrum, & totum Comitatum Petragoricensem, & Terram & Patriam Petragoricensem,

Civitatem & Castrum Lemovicensem, & Terram & Patriam Lemovicensem,

Civitatem & Castrum Caturcensem, & Terram & Patriam Caturcensem,

Citoi.

(2) C'est un Village à une lieue de Chartres.

ANNO
1360.

La Cité, & le Chastel, & le Pais de Tarbe, & la Terre, Pais, & Conte de Bigorre, La Conte, la Terre, & le Pais de Gaure, La Cité & le Chastel d'Engolesme, la Conte, la Terre, & le Pais d'Engolesme, La Cité & le Chastel de Rodeis, Et la Terre & Pais de Rovergue, Et s'il y a aucuns Seigneurs, comme le Conte de Foix, le Conte d'Armignac, le Conte de Lille, le Conte de Pierregort, le Viconte de Limoges, ou autres, qui tiennent aucunes Terres ou Lieux, dedenz les Metes des diz Lieux, il feront Hommage au Roy d'Engleterre, & toutz autres Services & devoirs, deuz a cause de leur Terres ou Lieux, en la maniere que il ont fait ou temps passé.

2. ITEM, aura le Roy d'Engleterre tout ce que le Roy d'Engleterre, ou aucun des Roys d'Engleterre anciennement tindrent en la Ville de Montfrel sur la Mer, & les Appartenances.

3. ITEM, aura le dit Roy d'Engleterre toute la Conte de Pontieu entierement, sauf & excepte que, se aucunes choses ont esté aliénées, par les Roys d'Engleterre, qui ont esté pour le temps, de la dite Conte & appartenances, & autres Personnes, que aus Roys de France, le Roy de France ne fera pas tenu de les rendre au Roy d'Engleterre.

Et, se les dites Aliénations ont esté faites aus Roys de France, qui ont esté pour le temps, senz aucun moien, & le Roy de France les tiegne ad present en sa main, il les lessera au Roy d'Engleterre entierement; excepté que, se les Roys de France les ont euz par Echange pour autres Terres, le Roy d'Engleterre delivra au Roy de France ce que l'on a eu par Echange, ou il lessera les choses ainsi aliénées.

Mais, se le Roys d'Engleterre, qui ont esté pour le temps, en avoient aliéné, ou trausporte, aucunes choses en autres Personnes, que es Roys de France, & depuis soient venues es mains du Roy de France, ou aussi par Partage, le Roy de France ne fera pas tenu de les rendre.

Aussi, se les choses dessus dites doivent Hommage, le Roy les baillera a autre, qui en fera Hommage au Roy d'Engleterre; & se il ne doivent Hommage, le Roy de France baillera un Tenant, qui li en fera le devoir dedenz un An prochain, apres ce que il fera partie de Calais.

4. ITEM, le Roy d'Engleterre aura le Chastel & la Ville de Calais.

Le Chastel, la Ville, & Seignourie de Merch, Les Villes, Chasteaux, & Seignouries de Sangate, Couloigne, Hames, Wals & Oye.

Avec Terres, Bois, Marais, Rivières, Rentes, Seignouries, Advousoins d'Esglises, & toutes autres Appartenances, & Lieux, entregisanz dedenz les Metes ou Boundes qui entviuent, c'est assavoir,

De Calais jusques au Fil de la Riviere par devant Gravelinghes; & aussi, par le Fil de mesme la Riviere, tout entour Langle; & aussi par la Riviere qui va par delà Poil; & aussi, par mesme la Riviere, qui chiet ou grant Lac de Guignes, & jusques a Fretun; & d'il-leuc par la Vallee entour la Montaigne de Calkully, encloant mesme la Montaigne, & aussi jusques a la Mer.

Avec Sangate, & toutes les Appartenances.

5. ITEM, le dit Roy d'Engleterre, aura le Chastel, & la Ville, & tout entierement la Conte de Guignes, avec toutes les Terres, Villes, Chasteaux, Forteresses, Lieux, Hommes, Hommages, Seignouries, Bois, Foréz, Droitures d'icelles, aussi entierement comme le Conte de Guignes, derrenement mort, les tint ou temps de sa Mort; & obeiront les Eglises & les bonnes Genz, estans dedenz les Limitations du dit Conte de Guignes, de Calais, & de Merch, & des autres Lieux dessus diz, au Roy d'Engleterre, aussi comme il obeissoient au Roy de France, & au Conte de Guignes qui fu pour le temps.

Toutes les quelles choses, de Merch & de Calais, contenues en cest present Article & en l'Article prochain precedent, le Roy d'Engleterre TENDRA EN DEMOURNER: Excepté les Heritages des Eglises, qui demourront aus dites Eglises entierement, quelque part qu'il soient assiz; & aussi exceptés les Heritages des autres Genz des Pais de Merch & de Calais, assiz hors de la Ville de Calais, jusques a la value de cent Livres de Terre par An, de la Monnoye courant ou Pais, & au dessouz: les quels Heritages leur demourront jusques a la value dessus dite, & au dessouz.

Mais les Heritages & Heritations, assiez en la dite Ville de Calais, avec leur appartenances, demourront,

ANNO
1360.

Croizatam, Castrum, & Patriam de Tarbe, & Terram, & Patriam, & Comitatum Bigorre, Comitatum, Terram, & Patriam de Gaure, Croizatam & Castrum Engolismense, Comitatum, Terram, & Patriam Engolismensem, Croizatam & Castrum de Rodeis, Et Terram & Patriam de Rovergue, Et si ibi sunt aliqui Domini, sicut Comes Fuxi, Comes Armaniaci, Comes Insularum, Comes Petragoricensis, Vicecomes Lemovicensis, aut alii, qui tenent aliquas Terras vel Loca, infra Metas dictorum Locorum, ipsi faciant Homagium Regi Anglie, & omnia alia Servitia & Deveria, debita causis Terrarum & Locorum suorum, modo quo ipsi fecerunt temporibus retroactis.

2. ITEM, habebit Rex Anglie totum illud, quod Rex Anglie, aut aliqui ex Regibus Anglie antiquitus tenebant in Villa de Montfrel supra Mare, & Pertinentias suas.

3. ITEM, habebit dictus Rex Anglie totum Comitatum de Pontieu integraliter, salvo & excepto quod, si aliqua fuerint alienata per Reges Anglie, qui pro tempore fuerint, de dicto Comitatu & Pertinentiis, & aliis Personis, quam Regibus Francia, Rex Francia non teneatur illa reddere Regi Anglie.

Et, si dicte Aliénationes facte fuerint Regibus Francia, qui fuerint pro tempore, sine aliquo medio, & Rex Francia illa tenet ad presens in manu sua, ipse illa dimittet Regi Anglie integre; excepto quod, si Reges Francia illa habuerint per Escambium pro aliis Terris, Rex Anglie liberabit Regi Francia illud quod habuerit per Escambium, vel dimittet sibi hujusmodi alienata.

Sed, si Reges Anglie, qui fuerint pro tempore, alienaverint, vel transulerint, aliqua aliis Personis, quam Regibus Francia, & postea decesserint ad manus Regis Francia, vel etiam per Partitionem, Rex Francia non tenebitur illa reddere.

Tum, si supradicte debeant Homagium, Rex Francia dabit illa alteri, qui faciet Homagium Regi Anglie; & si illa non debeant Homagium, Rex Francia tradet unum Tenantem, qui sibi faciet Deveria infra unum Annum proximum, postquam ipse recesserit de Calais.

4. ITEM, habebit Rex Anglie Castrum & Villam de Caley, Castrum, Villam, & Dominium de Merch, Villam, Castra & Dominia de Sandgate, Coloigne, Hammer, Wals, & Oye.

Cum Terris, Boscis, Marais, Rivis, Redditibus, Dominis, Advocacionibus Ecclesiarum, & omnibus aliis Pertinentiis, & Locis, interjacentibus infra Metas & Boundas que sequuntur, videlicet,

De Caley usque ad Filum Rivi coram Graveling; & etiam, per Filum ejusdem Rivi, totum in circuitu Langle; Et etiam Rivi qui vadit ultra Poil: Et etiam per eundem Rivum, qui cadit in magnum Lacum de Gynnes, & usque Fretun; & exinat per Vallem, in circuitu Montis Calkully, includendo eundem Montem, & etiam usque ad Mare,

Cum Sangate, & omnibus suis Pertinentiis.

5. ITEM, dictus Rex Anglie habebit Castrum, & Villam, & totum integraliter Comitatum de Gynnes, cum omnibus Terris, Villis, Castris, Fortalitiis, Locis, Hominibus, Homagiis, Dominis, Boscis, Forestis, & Juribus eorundem, ita integre sicut Comes de Gynnes, ultimo mortuus, illa tenebat tempore Mortis sue: & obediant omnes Ecclesie & probe Gentis, existentes infra Limitaciones dictorum, Comitatus de Gynnes, de Caley, de Merch & de omnibus aliis Locis supradictis, Regi Anglie, similiter sicut obediebant Regi Francia, & Comiti de Gynnes, qui pro tempore fuit.

Que omnia, de Merch & de Caley in presenti Article & proximi precedentis contenta, Rex Anglie TENEBIT IN DOMANIO: Exceptis Hereditatibus Ecclesiarum, que manebant dictis Ecclesiis integre, ubicunque site fuerint; & etiam exceptis Hereditatibus aliarum Gentium de Patria de Merch & de Caley, extra Villam de Caley positis, usque ad valorem centum Librarum Terrarum per Annum, Moneta currentis in Patria, & infra, que Hereditate illis remanebunt usque ad valorem supradictam, & infra;

Sed Hereditates & Mansiones, posite in dicta Villa Caley, cum suis Pertinentiis, remanebunt, in DOMANIO

ANNO 1360. ront, en DEMAIN, au Roy d'Angleterre, pour en ordonner à sa volonté; & aussi demourront aus Heritiers, en la Contee, Ville, & Terre de Guignes, touz leurs Demeines entierement, & revendront plaine- ment; sauf ce que dit est des Confrontations, Metes, & Bondes en l'Article prochain precedent.

6. ITEM, Accordé est que le dit Roy d'Angleterre, & ses Hoirs, auront & rendront toutes les Illes, ad- jacentes aus Terres, Pais, & Lieux avant nommez, en- samble avecques toutes les autres Illes, les quelles le dit Roy d'Angleterre tient a present.

7. ITEM, est Accordé que le dit Roy de France, & son Aîné Filz, le Regent, pour euls, & pour touz leurs Hoirs & Successeurs, au plustot que bien pourra, senz fraude & senz mal engin, & au plustart dedenz la Feste Saint Michiel, prochain venir, en un An, ren- dront, bailleront, & delivreront au dit Roy d'Engle- terre, & a touz ses Hoirs & Successeurs, & transpor- teront en euls, toutes les Honneurs, Obediences, Hom- mages, Ligeances, Vassalls, Fiez, Services, Recog- noissances, Droitures, mere & mixte Impere, & touz manieres de Jurisdictions hautes & basses, Ressors, & Sauvegardes, Avoisions & Patronnages d'Eglises, & TOUTES MANIERES DE SEIGNURIES ET SOUVERAINETEZ, & tout le Droit qu'il avoient ou poroient avoir, appartenoit, appartenient, & po- vent appartenir, pour quelque cause, filire, ou cou- leur de Droit, a euls, aus Roys & a la Couronne de France, pour cause des Citez, Contes, Chastiaux, Villes, Terres, Pais, Illes, & Lieux avant nommez, & de touz leur Apparences & Appendices, quel- que part qu'il soient, & chascune d'iceles, senz y riens retenir a euls, a leurs Hoirs ne Successeurs, aus Roys ne a la Couronne de France;

Et aussi manderont le diz Roy & son Aîné Filz, par leurs Lettres Patentes, a touz Archevesques, Eves- ques, & autres Prelatz de Sainte Eglise, & aussi aus Contes, Viscontes, Barons, Nobles, Citoyens, & autres quelconques des Citez, Contes, Terres, Pais, Illes, & Lieux avant nommez, qu'il obeissent au Roy d'Angleterre, & a ses Hoirs, & a leur certain Com- mandement, en la maniere qu'il ont obeï aus Rois & a la Couronne de France:

Et, par mesmes les Lettres, leur quittront & absol- dront, au mieulx qu'il se pourra faire, de touz Hom- mages, Fois, Serementz, Obligations, Subjections, & Promesses, faiz, par aucun d'euls, au Roy & a la Couronne de France en quelque maniere.

8. ITEM, Accordé est que le Roy d'Angleterre aura les Citez, Contes, Chastiaux, Terres, Pais, Ylles, & Lieux avant nommez, avec toutes les Apparences & Appendices, quelque part qu'il soient, a tenir a Luy, & touz ses Hoirs & Successeurs, heritable- ment & perpetuellement, en DEMAIN ce que le Roy de France y avoit en DEMAIN, & aussi en Fie, Ser- vice, SOUVERAINETE ou RESSORT, ce que les Roys de France y avoient; sauf tout ce qui est par dessus en l'Article de Calais & de Merch.

Et, des Citez, Contes, Chastiaux, Terres, Pais, Illes, & Lieux avant nommez, SOUVERAINETES, Drois, mere & mixte Impere, Jurisdictions, & Proffz quelconques, que tenoit aucuns Roys d'Angleterre il- lovesques, & en leur Apparences & Appendices quelconques, aucunes Alienations, Donations, Obliga- tions, ou Charges ont este faiz par aucuns des Roys de France, qui ont esté pour le temps puis lxx. Anz en ca, par quelque fourme ou cause que ce soit, toutes teles Donations, Alienations, Obligations, & Charges sont desormais, & seront du tout, rappelees, cassées, & annulees, & toutes choses, ainsi don- nées, aliénées, ou chargées, seront realment & de fait rendues & baillées au dit Roy d'Angleterre, ou a ses Deputes especiaux, a mesme l'entiere, comme il furent aus Roys d'Angleterre depuis lxx. Anz en ca, au plustot que l'en pourra, sanz mal engin, & au plus- tart dedenz la Saint Michiel, prochain venant, en un An, a tenir au dit Roy d'Angleterre; & a touz ses Hoirs & Successeurs, parpétuellement & heritablement, par maniere que dessus est dit: Excepté ce qui est dit par deffous en l'Article de Pontieu, qui demoura en sa force: & sauf & excepte toutes les choses données & aliénées aus Eglises, qui leur demourront paisiblement en tous les Pais & Lieux, ci dessus & deffous nom- muez; si que les Personnes des dites Eglises prent diligement pour les diz Roys, comme pour leurs Fon- deurs; sur quoy leur consciences en seront char- gées.

9. ITEM, est Accordé que le Roy d'Angleterre touz les Citez, Villes, Chastiaux, & Pais deffous

MANIO, Regi Anglie, ad inde ordinandum pro sua vol- untate; Et citius remanebunt Habitantes in Comitatu, Villa, & Terris de Guynes omnia sua Domania in- tegre, & reventient plene; excepto illo quod dictum est de Confrontationibus, Metis, & Bandis in Article proximo precedente.

6. ITEM, Concordatum est quod dictus Rex Anglie, & Heredes sui, habebunt & tenebunt omnes Insulas, adjacentes Terris, Patriis, & Locis super nominatis, simul cum aliis omnibus Insulis, quas dictus Rex tene- de presente.

7. ITEM, est Concordatum quod dictus Rex Francie & sui Primogenitus, Regens, pro ipsi, Heredibus & Successoribus suis, citius quo fieri poterit, absque fraude & dolo malo, & ad ultimum citra Festum Sancti Michaelis, proximo venturum, in unum Annum, reddent, tradent, & deliberabunt dicto Regi Anglie, & univer- sis Heredibus & Successoribus suis, & transferent in eos omnia, Honores, Obedientias, Homagium, Ligeantias, Vassillos, Feoda, Servitia, Recognitiones, Jura, merum & mixtum Imperium, & omniomodo Jurisdictiones al- tas & bassas, Ressorts, Salvaguardias, Advocaciones, & Patronatus Ecclesiarum, & OMNIMODA DOMINIA ET SUPERIORITATES, & totum Jus quod habent vel poterant habere, que pertinebant, pertinebant, & po- terant pertinere, per quancunque causam, titulum, aut colorem Juris, illis, Regibus & Coronis Francie, occasione Comitatum, Comitatum, Castorum, Villarum, Terrarum, Patriarum, Insularum, & Locorum supra- nominatorum, & omnium Pertinentiarum & Dependen- tiarum suorum, ubicunque fuerint, & aliquis eorumdem, abique aliquo inde retinendo illis, Heredibus & Successoribus suis, Regibus vel Coronis Francie:

Et citius mandabunt dicti Rex & sui Primogenitus, per Literas suas Patentes, omnibus Archiepiscopis, Epis- copis, & aliis Prelatis Sancte Ecclesie, & citius Com- mitibus, Vicecomitibus, Baronibus, Nobilibus, Circu- bus, & aliis quibuscunque Cognitionem, Comitatum, Terrarum, Patriarum, Insularum, & Locorum super nominatorum, quod obediunt Regi Anglie, & Heredi- bus suis, & eorum certis Mandatis, modo quo obediunt Regibus & Coronis Francie:

Et, per easdem suas Literas, illos acquiescant & absolvent, melius quo fieri poterit, de omnibus Homagiis, Fidelitatis, Juranctis, Obligationibus, Subjectionibus, & Promissionibus, factis, per aliquem illorum, Regi & Coronis Francie quomodocunque.

8. ITEM, Concordatum est quod Rex Anglie habeat Civitates, Comitatus, Castra, Terras, Patrias, Insu- las, & Loca supradicta, cum omnibus Pertinentiis & Dependentis, ubicunque fuerint, tenenda sibi, & He- redibus suis, & Successoribus suis, hereditarie & per- petuo, in DOMANIO illud quod Rex Francie ibi habuit in DOMANIO, & etiam in Feodo, Servitio, SUPERIORITATE vel RESORTO, illud quod Re- ges Francie ibi habuerunt; salvo toto quod dictum est su- perius, in Article de Calais & de Merch.

Et, si de Civitatibus, Comitatus, Castris, Terris, Patriis, & Insulis, & Locis supranominatis, SUPERIORITATIBUS, Juribus, merito & mixto Imperio, Jurisdictionibus, & profectis quibuscunque, que tene- bat Rex aliquis Anglie ibidem, & in eorum Pertinen- tiis & Dependentis quibuscunque, aliqua Alienationes, Donaciones, Obligaciones, aut Ovationes facte fuerint per aliquem ex Regibus Francie, qui fuerint pro tem- pore, citra septuaginta Annos, per quancunque for- mam vel causam, omnes tales Donaciones, Alienaciones, Obliga- tiones, & Ovationes sint debite, & erunt in toto, revocate, cassae, & annullate; & omnia sic donata, alienata, aut onerata, erunt realiter & de facto rescissa & tradita dicto Regi Anglie, vel Deputatis suis specialibus, in eadem integritate, sicut fuerunt Regibus Anglie ante & citra predictos septuaginta Annos, citius quo fieri poterit, sine dolo malo, & ad ultimum citra Festum Sancti Michaelis proximo venturum, in unum Annum, tenenda dicto Regi Anglie, & omnibus Heredibus & Successoribus suis, per- petuo & hereditarie, per modum supradictum; illo ex- cepto quod dictum est super in Article de Pontieu, qui remanebit in suo vigore; & salvo & exceptis omnibus donatis & alienatis Ecclesiis, que illis remanebunt: pa- cifice in omnibus Patriis & Locis, hic superius & inferius nominatis; ita quod Personae dictarum Ecclesiarum preceantur diligenter pro dictis Regibus, sicut pro suis Fundatoribus; super quo erunt eorum conscientie onerata.

9. ITEM, Concordatum est quod Rex Anglie omnia, Civitates, Villas, Castra, & Patrias, nominata superius,

ANNO 1360.

ANNO 1360. nommez, qui anciennement n'ont esté des Roys d'Angleterre, aura & tendra, en l'estat & aussi, comme le Roy de France, ou ses Filz, les tiennent a present.

10. ITEM, est Accordé que, se, dedenz les Metes des diz Pais, qui furent anciennement des Roys d'Angleterre, auroient aucunes choses, que autrefois n'eussent esté des Roys d'Angleterre, dont le Roy de France estoit en possession le jour de la Bataille de Poitiers (qui fut le xix. jour de Septembre, l'An mill CCCLVI.) elles seroient & demourront au Roy d'Angleterre, & a ses Hoirs, en la maniere que dessus est dit.

11. ITEM, est Accordé que le Roy de France, & son Aîné Filz, le Regent, pour euls, & pour leurs Hoirs, & pour touz les Roys de France, & leurs Successeurs, a touz jours, au plustost que pourra faire, sanz mal engin, & au plustart dedenz la Saint Michiel, prochain venant, en un An, rendront & bailleront au dit Roy d'Angleterre, & a touz ses Hoirs, & Successeurs, & transporteront en euls touz les Honneurs, Regalitez, Obediences, Hommages, Ligeances, Vassauls, Fiez, Services, Reconnoissances, Seremens, Droictes, mere & mixte Impere. toutes manieres de Jurisdicions hautes & basses, Reffors, Sauvegardes, & SEIGNEURIES & SOUVERAINETES, qui appartiennent, appartient, ou pourroient en aucune maniere appartenir, aus Roys & a la Couronne de France, ou a aucune autre Personne, a cause du Roy & de la Couronne de France, en quelque temps, es Citez, Contes, Chasteaux, Terres, Pais, Illes, & Lieux avant nommez, ou en aucun d'euls, & a leur Appartenances & Appendances quelconques, ou es Personnes, Vassauls, ou Subgiez quelconques d'iceuls, soient Princes, Dux, Contes, Vicontes, Archevesques, Evêques, & autres Prelats, d'Eglises, Barons, Nobles, & autres quelconques, sanz tiens a euls, leurs Hoirs, & Successeurs, la Couronne de France, ou autre que ce soit, retient ne reserver en yeuls, pour quoy liz, ne leurs Hoirs, & Successeurs, ou autres Rois de France, ou autre que ce soit, a cause du Roy ou de la Couronne de France, aucune chose ne pourront chalongier ou demander, ou temps avenir, sur le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs, ou sur aucun de Vassauls & Subgiez avantdiz, pour cause des Pais & Lieux avant nommez.

Ensi que tous les avant nommez Personnes, & leurs Hoirs, & Successeurs, perpetuellement seront Hommes Liges & Subgiez du Roy d'Angleterre, & a touz ses Hoirs, & Successeurs.

Et que le dit Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs, toutes les Personnes, Citez, Contes, Terres, Pais, Illes, Chasteaux, & Lieux avant nommez, & toutes les Appartenances & Appendances, tendront, auront, & a euls demourront pleinement, parpétuellement, & franchement, en leur SEIGNEURIE, SOUVERAINETE, & OBEISSANCE, Ligeance & Subjection, comme les Roys de France les avoient & tenoient en aucun temps passez.

Et que le dit Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs, auront & tendront perpetuellement touz les Pays avant nommez, avec leur Appartenances & Appendances, & les autres choses avant nommes, en toute Franchise & Liberte parpétuelle, comme SEIGNEUR SOUVERAIN & LIGE, & comme VOISINS AU ROY & AU ROYAUME DE FRANCE.

SENZ Y RECOGNOISTRE SOUVERAINTE, ou FAIRE AUCUNE OBEEDIENCE, HOMMAGE, RESSORT, SUBJECTION, ET SENZ FAIRE, EN AUCUNE TEMPS AVENIR, AUCUNS SERVICES ou RECOGNOISSANCE, AUS ROIS NE A LA COURONNE DE FRANCE, des Citez, Contes, Chasteaux, Terres, Pais, Illes, Lieux, & Personnes avant nommez, ou pour aucun d'iceles.

12. ITEM, est Accordé, que le Roy de France, & son Aîné Filz, RENOUVERONT expressement aus diz RESSORTS & SOUVERAINETES, & a tout le Droit qu'il ont, ou povent avoir, en toutes les choses qui, par ce present Traitté, doivent appartenir au Roy d'Angleterre.

Et, samblablement, le Roy d'Angleterre, & son Aîné Filz, renouvelleront expressement a toutes les choses qui, par ce present Traitté, ne doivent estre baillées, ne demourer au Roy d'Angleterre, & a toutes les Demandes qu'il faisoit au Roy de France.

Et, par especial, au Nom & au Droit de la Couronne & du Royaume de France,

Et a l'Omage, Souverainete, & Demeine du Duchie de Normandie, de Touraine, des Contes d'Anjou & du Maine,

rius, que antiquitus non fuerunt Regum Anglie, habebat & tenebat, in eo statu & taliter, sicut Rex Francie & Fili sui teneat ad presens.

10. ITEM, Concordatum est quod si, infra Metas dictarum Patriarum, que fuerint antiquitus Regum Anglie, essent aliqua, que aliis non fuerint Regum Anglie, in quoriam erat possessio Rex Francie die Iohis Picta. ten. (que fuit decima nona die Septembris, Anno Domini Millesimo, Trecentesimo, Quingagesimo Sexto) illa erunt & remaneant Regi Anglie, & Heredibus suis, modo quo superius dictum est.

11. ITEM, Concordatum est quod Rex Francie, & Primogenitus suus, Regens, pro se, & Heredibus suis, & pro omnibus Regibus Francie, & Successoribus suis, in perpetuum, citius quo fieri poterit, sine dolo malo, & ad ultimum citra Festum Sancti Michaelis proximo venturum, in unum Annum, reddent & tradent dicto Regi Anglie, & omnibus Heredibus, & Successoribus suis, & transferent in eos omnia Honores, Regalitates, Obedientias, Homagium, Ligeantias, Vassallos, Feoda, Servitia, Recognitiones, Juramenta, Jura, merum & mixtum Imperium, omnimodas Jurisdictiones altas & bassas, Reforta, Salvagardias, & DOMINIA & SUPERIORITATES, que pertinebant, & pertinent, vel poterunt quomodolibet pertinere, Regibus & Coronis Francie, vel alicui alteri Personne, causâ Regis & Coronæ Francie, quocumque tempore, in Civitatibus, Comitatibus, Castris, Terris, Patriis, Insulis, & Locis superius nominatis, vel in aliquo eorumdem, & Pertinentiis & Dependenciis suis quibuscumque, vel in Personis, Vassallis, aut Subditis quibuscumque eorumdem, sine Principes, Duces, Comes, Vicomites, Archiepiscopi, Episcopi, & alii Ecclesiarum Prelati, Barones, Nobiles, & alii quicunque, ab uno illo ipse, Heredibus & Successoribus suis, Coronæ Francie, vel alteri, quicunque sit, retinendo vel reservando in eisdem, preter quod ipse, nec Heredes, & Successores sui, aut alii Reges Francie, aut alii quicunque fuerint, occasione Regis & Coronæ Francie, non poterint aliquid vendicare vel petere, in futurum, a Rege Anglie, Heredibus, & Successoribus suis, vel ab aliquo Vassallorum & Subditorum supradictorum, causâ Patriarum & Locorum superius nominatorum.

Ita quod omnes superius nominate Personne, & Heredes & Successores sui, erunt in perpetuum Homines Liges & Subditi Regis Anglie, & omnium Heredum, & Successorum suorum.

Et quod dictus Rex Anglie, Heredes, & Successores sui, omnia Personarum, Civitates, Terras, Insulas, Castra, & Loca prenotata, & omnes Pertinentias & Dependencias, tenebunt, habebunt, & eis remanebunt plenè, in perpetuum, & libere, in suo DOMINIO, SUPERIORITATE, & OBEIENTIA, Ligeantia & Subjectione, sicut Reges Francie illa habuerunt & teneverunt aliquo tempore preterito.

Et quod predictus Rex Anglie, Heredes, & Successores sui habebunt & tenebunt, in perpetuum, omnes Patrias superius nominatas, cum Pertinentiis & Appendenciis, & alia supra nominata, in omni Franchisia & Libertate in perpetuum, sicut DOMINUS SUPREMI ET LIGES, & SICUT VICINUS REGIS & REGNI FRANCIE.

ABSQUE INDE RECOGNOSCERE SUPERIORITATEM, vel FACERE ALIQUAM OBEIENTIAM, HOMAGIUM, RESORTUM, SUBJECTIONEM, ET ABSQUE FACERE, ALIQUO TEMPORE FUTURO, ALIQUA SERVITIA VEL RECOGNITIONES, REGIBUS VEL CORONÆ FRANCIE, de Civitatibus, Comitatibus, Castris, Terris, Patriis, Insulis, Locis, & Personis antedictis, vel pro aliquo eorumdem.

ITEM, Concordatum est quod Rex Francie, & suus Primogenitus, RENUNCIABUNT expresse dictis RESSORTIS & SUPERIORITATIBUS, & omni Juri quod habent, vel poterunt habere, in omnibus que, per presentem Tractatum, debent ad Regem Anglie pertinere.

Et, consimiliter, Rex Anglie, & suus Primogenitus, renunciabunt expresse omnibus que, per presentem Tractatum, non debent tradi, vel remanere Regi Anglie, & omnibus Petitionibus quas ipse fecerit Regi Francie.

Et specialiter Nominis & Juri Coronæ & Regni Francie.

Et Homagium, Superioritatem, & Dominium Ducatum Normannie & Thronie, Comitatum Andegavia & de Mayne,

DU DROIT DES GENS.

ii

ANNO
1360.

Et a la Souveraineté & Hommage du Duchie de Bretagne,
A la Souveraineté & Hommage du Conte & Pais de Flandres,

Et a touz autres Demandes, que le Roy d'Engleterre faisoit, ou fairo pourroit, au Roy de France, pour quelconque cause que ce soit, oultre ce, & excepte que, par ce presente Traitté, doit demourer & estre baillé au dit Roy d'Engleterre, & a ses Hoirs.

Et transporteront, cesseront, & delaisieront l'uns Roys a l'autre, parpetuellement, tout le Droit que chascun d'eulx peut avoir en toutes les choses, qui, par ce present Traitté, doivent demourer ou estre baillées a chascun d'eulx; & du temps & lieu, ou & quant les dites Renunciations se feront, parleront & ordeneront les deux Roys a Calais enflamble.

13. ITEM, est Accordé, a fin que ce presente Traitté puisse estre plus brièvement accompli, que le Roy d'Engleterre fera amener le Roy de France a Calais, dedenz III. Semaines après la Nativite Saint Jehan Baptiste, prochain venant (ceffant tout juste empeschement) aus despens du Roi d'Engleterre; hors les fraiz de l'Ofstel du dit Roy de France.

14. ITEM, est Accordé que le Roy de France paie-
ra au Roy d'Engleterre III. Millions d'Escus d'Or; dont les II. valent un Noble, de la Monnoie d'Engleterre,

Et en seront paiey au dit Roy d'Engleterre, ou a ses Deputez, VI. Mille Escuz a Calais, dedenz quatre Mois, a compter depuis que le Roy de France sera venu a Calais :

Et, dedenz l'An, deslorz prochain ensueuvant, en seront paiey IV. Mille Escuz, tels comme dessus, en la Cite de Londres en Engleterre :

Et deslorz, chascun An prochain ensueuvant, IV. Mille Escuz, tels comme devant, en la dite Cité, jusques a tant que les dix III. Millions seront parpaiez.

15. ITEM, est Accordé que,

Pour paiey les dix VI. Mille Escus a Calais, & pour baillant les Otages, a dessus nommez, & delivrant au Roy d'Engleterre, dedenz les IV. Mois, a compter depuis que le Roy de France sera venu a Calais, comme dit est, la Ville & les Forteresces de la Rochele, & les Chasteaux, Forteresces, & Villes de la Conte de Guyennes, avec toutes les Appartenances & Appendances,

La Personne du dit Roy sera toute delivre de Prison, & pourra partir franchement de Calais, & veür en son pouvoir, senz aucun empeschement; mais il ne ne se pourra armer, ne ses Genz, contre le Roy d'Engleterre, jusques a tant qu'il ait accompli ce qu'il est tenu de faire par ce present Traitté : Et sont Otages, tant Prisons pris a la Bataille de Poitiers, comme autres, qui demouront pour le Roy de France, ceulx qui s'ensuit; c'est assavoir,

Monsire Loys, Conte d'Anjou,
Monsire Jehan, Conte de Poitiers,
Le Duc d'Orliens,
Le Duc de Bourbon,
Le Conte de Blois, ou son Frere,
Le Conte d'Alencon, ou Monsire Pierre d'Alencon,
son Frere,
Le Conte de Saint Pol,
Le Conte de Harcourt;
Le Conte de Portien,
Le Conte de Valentinois;
Le Conte de Brene,
Le Conte de Vandemonz;
Le Conte de Forez,
Le Viconte de Beaumont,
Le Sire de Conci,
Le Sire de Fienles,
Le Sire de Preant,
Le Sire de Saint Venant;
Le Sire de Garentieres,
Le Dauphin d'Auvergne,
Le Sire de Hangest,
Le Sire de Montmorency,
Monsire Guillelm de Craon,
Monsire Loys de Harcourt,
Monsire Jehan de Ligny;

Ces sont les noms des Prisons, qui furent pris en la Bataille de Poitiers,

Monsire Philippe de France,
Le Conte de Eu,
T^om. II. PART. I.

1.c

Et Superioritati & Homagio Ducatus Britannia, ANN^o
Superioritati & Homagio Comitatus & Patrie Flan- 1360.

Et omnibus aliis Petitionibus, quas Rex Anglie fecit, vel facere poterit, Regi Francie, pro quacunque causa que fuerit, ultra illud & illo excepto quod, per hunc presentem Tractatum, debet remanere & tradi dicto Regi Anglie & Haredibus suis.

Et transferent, cedent, & dimittent unus Rex alteri, in perpetuum, totum Jus quod quilibet eorum potest habere in omnibus, que, per hunc presentem Tractatum, debent remanere & tradi cuilibet eorum, & de tempore & loco, ubi & quando dicte Renunciationes fient, loquentur & ordinabunt duo Reges simul Calesii.

13. ITEM, Concordatum est, ad finem quid ista presentis Tractatus possit brevius compleri, quod Rex Anglie faciet duci Regem Francie Calesii, infra tres Septimanas post Festum Sancti Johannis Baptiste, proximo futurum, (cessante omni iusto impedimento) Expensis Regis Anglie; exceptis Expensis Hospitalii Regis Francie.

14. ITEM, Concordatum est, quod Rex Francie solvet Regi Anglie Tres Miliones Scutorum Auri; quorum duo valebunt unum nobile Monetæ Anglicanæ;

Et solventur dicto Regi Anglie, vel Deputatis suis, sexcenta Milia Scutorum Calesii, infra quatuor Menses; computandos postquam Rex Francie venerit Calesii.

Et, infra Annum, extunt proximo sequentem, solventur quadringenta Milia Scutorum, talium sicut superius, in Civitate Londonia in Anglia:

Et ex tunc, quolibet Anno proximo sequenti, quadringenta Milia Scutorum, talium sicut ante, in Civitate predicta usque dicte tres Miliones fuerint persoluta.

15. ITEM, est Concordatum quod, Solutis dictis quadringentis Milibus Scutorum Calesii, & traditis Obfidibus, hic inferius nominatis, & liberatis Regi Anglie, infra quatuor Menses, computandos postquam Rex Francie venerit Calesii, sicut dictum est, Villa & Fortalitium de Rupella, Castris, Fortalitiis, & Villis Comitatus de Graynes, cum suis Pertinentiis & Dependentiis universis;

Persona dicti Regis de toto liberabitur de Carcere; & poterit transire liberè de Calesio, & venire in suam potentiam, absque aliquo impedimento: sed ipse non poterit armare se, nec Gentes suas, contra Regem Anglie, donec compleverit illud quod tenetur facere per hunc presentem Tractatum: & sunt Obfidei, idem Prisonarii capti in Bello Picthaveni, quam alii, qui remanebunt pro Rege Francie, illi qui sequuntur; videlicet,

Dominus Lodowicus, Comes Andegaviæ,
Dominus Johannes, Comes Picthavenis,
Dux Aurelianensis,
Dux Burbonæ,
Comes de Bloys, vel Frater suus,
Comes de Alencon, vel Dominus Petrus de Alencon, Frater suus,
Comes Sancti Pauli,
Comes de Harcourt,
Comes de Portien,
Comes de Valentinois,
Comes de Brene,
Comes de Vandemon;
Comes Forestarum,
Vicecomes de Bellomonte,
Dominus de Couciaco,
Dominus de Fienles,
Dominus de Pratis,
Dominus de Saint Venant;
Dominus de Garentiers,
Delphinus Alvernensis,
Dominus de Hangest,
Dominus de Montmorenci;
Dominus Willielmus de Craon;
Dominus Lodowicus de Harcourt;
Dominus Johannes de Ligny;

Hæc sunt nomina Prisonariorum, qui fuerunt capti in Bello Picthaveni,

Philippus Francie,
Comes Ewe,

B

Comes

ANNO
1360.

Le Comte de Longueville,
Le Comte de Pontieu,
Le Comte de Tancarville,
Le Comte de Joigny,
Le Comte de Sancerre,
Le Comte de Dommartin,
Le Comte de Ventadour,
Le Comte de Salebruche,
Le Comte de Ancourris,
Le Comte de Vendosme,
Le Sire de Craon,
Le Sire de Derval,
Le Mareschal de Denham,
Le Sire d'Aubigny.

16. ITEM, est Accordé que les dix seze Prisons, qui vendront demourer, en Hostage, pour le Roy de France, comme dit est, seront parmi ci delivres de leurs Prisons, senz paier aucune Racon pour le temps passé, se il n'ont esté a Acort de certaine Racon par Convenances, faites par avant le tiers jour de May darren passé; & se aucunes d'eulx est hors d'Engleterre, & ne se rent a Calais, en Ostage, dedenz le premier Moys apres les dites III. Sepmaines de la Saint Jehan (cessant juste empeschement) il ne sera paz quite de la Prison, mais sera contrains, par le Roy de France, a retourner en Engleterre, comme Prisonnier, ou a paier la Peine, par luy promise, & encourue, par deffaut de son retour.

17. ITEM est Accordé que, en lieu des dix Ostages, qui ne vendront a Calais, ou qui demourront, ou se departiront senz Congie hors du pover du Roy d'Engleterre, le Roy de France sera tenu de en bailler d'autres, de samblable estat, au pluspres qu'il pourra estre fait, dedenz IV. Moys, prochain apres que le Baillif d'Amiens, ou le Maire de Saint Omer, en fera sur ce par Lettres du dit Roy d'Engleterre certefie: & pourra le Roy de France, a son departir de Calais, amener, en sa Compaignie, x. des Ostages, tels comme les deux Roys accorderont; & souffira que, du nombre de XL. dessus diz, en demeure jusques au nombre de xxx.

18. ITEM, est Accordé que le Roy de France, dedens III. Moys apres ce qu'il fera parti de Calais, rendra a Calais, en Ostage, IV. Personnes de Paris, & II. Personnes de chacune des Villes, dont les noms s'en suivent; c'est assavoir,

De Saint Omer,
Arras,
Amiens,
Beauvez,
Lille,
Douay,
Tournay,
Reims,
Chaalons,
Troyes,
Chartres,
Thoulons,
Lyon,
Orleans,
Compiègne,
Rouen,
Caen,
Tours,
Bourges,

Plus souffisanz des dites Villes, pour l'accomplissement de ce present Traictié.

19. ITEM, est Accordé que le Roy de France sera amene d'Engleterre a Calais, & demorra a Calais par IV. Moys apres sa venue; mais il ne paiera riens, du premier Moys, pour cause de sa Garde, & pour chascun des autres Moys ensuit, qu'il demorra a Calais, par deffaut de lui ou de ses Gens, il paiera, pour ses Gardes, X. Mil Roials, tels comme il courent ad present en France, avant son departir de Calais; & ainsi au fuer du temps, qu'il y demourra.

20. ITEM, est Accordé qu', au plustost que faire se pourra, dedenz l'An prochain apres ce que le Roy de France fera parti de Calais, Monfieur Jehan Comte de Montfort, aura la Conté de Montfort, avec toutes ses Appartenances, en fassant Hommage Lige au Roy de France, & Devoir, & Service en tous cas, tels comme bon & loial Vassal Lige doit faire a son Seigneur Lige, a cause de la dite Conté; & aussi si seront renduz ses autres Heritages, qui ne sont mie de

Comes de Longavilla,
Comes de Ponticu,
Comes de Tankervilla,
Comes de Joigny,
Comes de Sancerre,
Comes de Dommartyn,
Comes de Ventadour,
Comes de Salubruc,
Comes de Danceurs,
Comes de Vandome,
Dominus de Craon,
Dominus de Derval,
Marescallus de Denham,
Dominus d'Aubigny.

ANNO
1360.

16. ITEM, Concordatum est, quod dicti sexdecim Prisonarii, qui veniunt remanere, ut Obsides, pro Rege Francie, sicut dictum est, erunt per hoc liberati de Carceribus suis, sine solutione alicujus Redemptionis pro tempore preterito, si illi non fuerint concordati de certa Redemptione per Conventiones, factas ante tertium diem Maii ultimo preteritum; Et, si aliqui illorum est extra Angliam, Et se non reddat Calest, ut Obses, infra primum Mensem post dictas tres Septimanas Sancti Johannis (cessante justo impedimento) ipse non erit quietus de carceribus, sed erit compulsus, per Regem Francie, ad reverendum in Angliam, sicut Prisonarius, vel ad solvendum Panam, per ipsum promissam, Et incursum, propterea quod non revertatur.

17. ITEM, Concordatum est quod, loco Obsidum dictorum, qui non venerint Calest, vel qui morantur, aut recedant sine licentia extra potestatem Regis Anglie, Rex Francie tenebitur ad tradendum alios, similis status, quam citius quo fieri poterit, infra quatuor Menses proximos, postquam Baillivus Ambiani, vel Major Sancti Andomari, fuerit super hoc, per Literas dicti Regis Anglie, certificatus: Et poterit Rex Francie, in suo recessu de Calest, adducere, in sua Comitiva, decem de Obsidibus, tales sicut duo Reges concordabunt; Et sufficiet quoddam, de numero quadraginta supradictorum, remaneant usque ad numerum triginta.

18. ITEM, est Concordatum quod Rex Francie, infra tres menses postquam recesserit de Calest, reddet Calesti, in Obsides, quatuor Personas Villa Parisiensis, Et duas Personas de singulis Villis, quarum nomina sequuntur; viz.

De Sancto Andomaro,
Atrabato,
Ambianis,
Beauves,
Lille,
Dovay,
Tornaco,
Remis,
Chaalanis,
Trecis,
Carnoto,
Tholosi,
Lugduno,
Aurelianis,
Compiègne,
Rothomago,
Cadoimo,
Thuronis,
Et Bituria,

Maximè sufficiet de dictis Villis, pro completionem hujus presentis Tractatus.

19. ITEM, Concordatum est quod Rex Francie erit ductus de Anglia ad Calestem, Et morabitur Calesti per quatuor Menses post suum adventum; sed nichil solvet, primo Mense, causa sue Custodie; Et, singulis aliis Mensibus, quibus morabitur Calesti, propter defectum suum vel Gentium suorum, ipse solvet, pro sua Custodia, Decem Milia Regalia, talia sicut currunt ad presentem in Francia, ante suum recessum de Calesti; Et sic pro rata temporis, quod ipse ibidem morabitur.

20. ITEM, Concordatum est quod, citius quo fieri poterit, infra Annum proximum postquam Rex Francie recesserit de Calesti, Johannes Comes de Montforti, habebit Comitatum de Montforti, cum omnibus suis Pertinentiis, faciendo inde Homagium Ligenum Regi Francie, Et Deveria, Et Servitia, in omnibus casibus, talia sicut bonus Et fidelis Vassalus Ligenus debet facere Domino suo Ligeo, causa Comitatus predicti; Et etiam restituentur sibi alia Hereditates, que non sunt de Duca.

ANNO
1360.

ANNO
1360.

la Duchie de Bretagne, en faisant Hommage ou autre Devoir qui appertendra.

Et, s'il veut aucune chose demander, en aucune des Heritages, qui sont de la dite Duchie, hors du Pais de Bretagne, bonne & brief raison li sera faite par la Court de France.

21. ITEM, que sur la Question, du Demaine de la Duchie de Bretagne, qu'est entre le dit Monfieur Jehan de Montfort d'une part, & Monfieur Charles de Blois d'autre part, accorde est que les II. Roys, appeles pardevant eulx, ou leurs Deputez, les Parties principals, de Blois & de Montfort, par eulx, ou par leur Deputez especialz, s'enfourmeront du Droit des Parties; & s'enforceront de mettre les Parties a accord, sur tout ce qu'est en debat entre eulx, au plusloft qu'il pourront.

Et, en casque les ditz Roys, par eulx, ne par leurs Deputez, ne les pourrout accorder, dedans un An, prochain apres que le Roy de France sera arrivee a Calais, les Amis, d'une Partie & d'autre, s'enforment diligemment des Droits des Parties, par manere qui dessus est dit, & s'afforceront de mettre les dites Parties a Accord, au mieulx que faire se pourra, a plus toft qu'ils pourront.

Et, se ilz ne les poyent mettre a Accord, dedenz demi An, adonc prochain ensuivant, ils rapporteront aus ditz II. Roys, ou a leurs Deputez, tout ce qu'il auront trouve li le Droit des dites Parties, & sur quoy le debat demoura entre les dites Parties, & adonc les II. Roys, par eulx, ou par leurs Deputez especialz, au plusloft qu'il pourront, mettront les dites Parties a accord, ou diront leur final aviz sur le Droit de l'une Partie & de l'autre, & ce sera execute par les II. Roys.

Et, en cas qu'il ne les pourroient faire, dedenz demi An prochain ensuivant, adonc les II. Parties principals, de Blois & de Montfort, feront ce que mieulx leur semblera; & les Amis d'une Partie & d'autre aideront quelque part qu'il leur plaira, sanz empeschement des ditz Roys, & sanz avoir en aucun temps dommage, blâme, ne reproche, par aucun des ditz Roys, pour la cause dessus dite.

Et, se ainsi estoit que l'une desdites Parties ne vauflist comparoir suffisamment devant les ditz Roys, ou leurs ditz Deputez, ou temps qu'il y sera establi,

Et aussi en cas que les ditz Roys, ou leurs Deputez, auroient ordene, ou declare, que les dites Parties fussent a Accord, ou qu'il auroient dit leur aviz pour le Droit d'une Partie, & aucune des dites Parties ne se voldroit accorder ad ce, ne obeir a la dite Declaration,

Adoncques les II. ditz Roys feront encontre lui de tout leur pouvoir, & en aide de l'autre qui se voldroit accorder & obeir; mais, en nul cas les II. Roys, par leur propres Personnes, ne par autres, ne pourront faire ne entreprendre Guerre, l'une a l'autre, pour la cause devant dite.

Et touz jours demoura la Souverainete & l'Omage de la dite Duchie au Roy de France.

22. ITEM, que toutes les Terres, Pais, Villes, Chasteaux, & autres Lieux, baillies aus ditz Roys, seront en telles Libertes & Franchises, comme elles sont ad present, & seront confirmees par les ditz Seigneurs Roys, ou par leur Successeurs, & par chacun d'eulx, toute fois qu'il en seront sur ce requis, se contraires n'estoient a cest present Accord.

23. ITEM, que le ditz Roy de France rendra, & fera rendre & establi de fait, a Monfieur Philip de Navarre, & a tout les Adherenz en apert, au plusloft que l'en pourra, senz mal engin, & au plusloft, dedenz un An prochain, apres que le Roy de France sera parti de Calais, toutes les Villes, Chasteaux, Fortescres, Seignouries, Droiz, Rentez, Profiz, Jurisdicions, & Lieux quelconques, que le dit Monfieur Philip, tant pour cause de lui, come pour cause de sa Femme, ou ses ditz Adherenz, tindrent, ou devoient tenir ou Royaume de France, & ne leur fera jamais le dit Roy reproche, damage, ne empeschement, pour aucunes choses, faites avant ces heures; & leur pardonera toutes offenses & mesprises, du temps passe, pour cause de la Guerre; & sur ce auront ses Lettres, bonnes & souffisanz; si que le dit Monfieur Philip & ses avant ditz Adherenz retournent en son Hommage, & li soient bons & loiauls Vassaux, & li fassent ses Devoirs.

24. ITEM, est Accordé que le Roy d'Angleterre pourra donner, c'este fois tant seulement, a qui lui lui plaira, en Heritage toutes les Terres & Heritages, qui furent de feu Monfieur Godefroy de Harecourt, a tenir

Ducatu de Britannia, faciendo inde Homagium aut aliam Deverium quod pertinebit.

Et, si aliquid vellet petere, in aliquibus Hereditariis, que sunt de dicto Ducatu, extra Patriam Britannia, bona & ceteris Justitia sibi fiet per Curiam Francie.

21. ITEM, quod super Questione, de Dominio Ducatus Britannie, que est inter dictum Johannem de Montforti ex una parte, & Carolum de Blois ex alia parte, concordatum est quod Duo Reges, vocatis coram eis, vel Deputatis suis, Partibus principalibus, de Blois & de Montforti, per eos, vel eorum Deputatos speciales, se informabunt de Jure Partium, & nitentur ponere Partes in Concordia, super omni illo quod est in litigio inter illos, citius que poterint.

Et, in casu quo dicti Reges, per suos vel per suos Deputatos, non ponerint illos ponere in Concordia, infra unum Annum, postquam Rex Francie applicaverit Calestis, Amici, amici Partis & alterius, diligenter informabunt se de Jure Partium, per modum supradictum, & interponunt vires suas ad ponendum Partes predictas in concordia, melius que fieri poterit, quantocius poterint.

Et, si ipsi non poterint illos ponere in Concordia, infra medium Annum, extunc proximo sequentem, ipsi reportabunt dictis duobus Regibus, vel eorum Deputatis, totum illud quod invenerint super Jure dictarum Partium; & de quo Discordia remaneat inter dictas Partes; & tunc dicti duo Reges, per se, vel per eorum Deputatos speciales, citius que poterint, ponent dictas Partes in Concordia, vel dicent suum Avisamentum finale super Jure unius Partis & alterius; & illud mandabunt executioni per ipsos duo Reges.

Et, in casu quo illi hoc non possint facere, infra medium Annum proximo inde sequentem, tunc ambo Partes principales, de Blois & de Montforti, facient illud quod melius eis videbitur; & Amici unius Partis & alterius jurabunt quatenusque Partem, quam sibi placebit; & abque impedimento dictorum Regum, & abque dampno, culpa, vel reprehensione, per aliquem ipsorum dictorum Regum, aliquo tempore habendi, ex causa supradicta.

Et, si ita fuerit quid una dictarum Partium nollet comparere sufficienter coram dictis Regibus, vel eorum Deputatis, statuente tempore.

Et etiam in casu quod dicti Reges, vel Deputati sui, ordinarent, vel statuerent, vel declararent, quod Partes predictae forent in Concordia, vel quod dicerent dictam suam Avisamentum pro Jure unius Partis & alterius ex dictis Partibus nollet ad hoc concordare, nec parere dictae Declarationi.

Tunc dicti duo Reges erunt contra illam cum tota sua potentia, & in adiutorium alterius qua vellet concordare & obedire; sed, in nullo casu, dicti Reges, in propriis Personis, nec per alios, possint facere nec suscipere Bellum, unum contra alterum, ex causa antedicta.

Et semper remanebit Superioritas & Homagium dicti Ducatus Regi Francie.

22. ITEM, quod omnia Terrae, Patrie, Villa, Castra, & alia Loca, tractata dictis Regibus, erunt in talibus Libertatibus & Franchisiis, sicut sunt in presenti; & erunt confirmata per dictos duo Reges, vel per suos Successores, & per quemlibet eorum, quandoque inde fuerint requisiti, si non sint contrarie huius Tractati.

23. ITEM, quod dictus Rex Francie reddet, & reddi faciet & confirmari de facto, Domino Philippo de Navarra, & omnibus suis Adherentibus in publico, citius que fieri poterit, sine dolo malo, & ad ultimum, infra unum Annum proximum, postquam Rex Francie recesserit de Calestis, omnia Villas, Castra, Fortalitia, Dominia, Jura, Redditus, Proficui, Jurisdicciones, & Loca quacunque dictus Philippus, tam causa sui, vel causa Uxoris sue, vel dicti Adherentes tenent, vel debent tenere in Regno Francie, nec eis unquam faciet dictus Rex unquam, dampnam, vel impedimentum, pro quibuscunque antehac factis; & ipsi condonabit omnes Offensas & Misfessiones, de tempore praeterito, occasione Guerrarum; & super hoc habebunt Literas suas bonas & sufficientes, ita quod dictus Dominus Philippus & dicti Adherentes sibi revertantur in suum Homagium, & sint sibi boni & fideles Vassalli, & sibi faciant Deveria sua.

24. ITEM, Concordatum est quod Rex Anglia poterit donare, hac vice solummodo, in Hereditatem, cuiusque sibi placebit, omnes Terras & Hereditates, quas fuerunt quondam Domini Godefridi de Harecourt,

ANNO
1360.

du Duc de Normandie, ou d'autre Seigneur, de quel-
les doivent estre tenues par raison, parmi les Homma-
ges & Services, anciennement accoustumez.

25. ITEM, est Accordé que nul Homme, ne Pais,
qu'il ait esté en l'obéissance d'une Partie, & vendra par
c'est Accord a l'obéissance de l'autre Partie, ne soit
empesché pour chose faite ou temps passé.

26. ITEM, est Accordé que les Terres des Banniz
& Adhérents, de l'une Partie & de l'autre, & aussi des
Eglises, d'une Roialme & de l'autre, & que touz ceulz
qui sont desheritez ou oistes de leurs Terres ou Heri-
tages, ou charges d'aucune Pension, Taille, ou Re-
devance, ou autrement grevez, en quelque maniere
que ce soit, pour cause de ceste Guerre, soient resti-
tuez entierement en meisme le Droit & possession,
qu'il eurent devant la Guerre commencée:

Et que toutes manieres de Fourbaiseurs, Trespaz,
& Mesprisions, faiz par eulx, ou aucun d'eulx, en
moien temps, soient du tout pardonnez:

Et que les choses soient faictes au plusloft que l'en
pourra bonnement, & au plustart, dedenz un An,
prochein apres ce que le Roy sera partiz de Calais;

Excepte ce qu'il dit en l'Article de Calais,
de Merch, & des autres Lieux, nommez ou dit Article:

Excepte aussi le Visconte de Froussac, & Monfieur
Jehan de Galard; le quels ne seront paz compris en
c'est Article, mais demourront leurs Biens & Herita-
ges en l'estat, qu'il estoient par avant cest present
Traicté.

27. ITEM, est Accordé que le Roy de France deli-
vrera au Roy d'Angleterre, au plusloft qu'il pourra
bonnement, & donra, & au plustart, dedenz la Feste
Saint Michel, prochain venant, en un An, apres son
partir de Calais, toutes les Citez, Villes, Pais, &
autres Lieux dessus nommez, qui par ce present Traite-
ment doivent estre baillies au Roy d'Angleterre.

28. ITEM, est Accordé que,
En baillant au Roy d'Angleterre, ou a autre pour
luy par especial Depute, les Villes & Forteresces, &
toute la Conte de Pontieu,

Les Villes & Forteresces, & toute la Conte de
Montfort,

La Cite & le Chastel de Xainctes,
Les Chasteaux, Villes, & Forteresces, & tout ce,
que le Roy tient en Demaine, ou Pais de Xainctonge,
deca & dela Charente,

Et la Cite d'Engolesme, & les Chasteaulx, Forte-
resces, & Villes, que le Roy de France tient en De-
maine, en Pais d'Engolesmois,

Avec Lettres & Mandementz des Delaissementz des
Fiez, & Hommages,

Le Roy d'Angleterre, a ses propres couz & fraiz,
delivrera toutes les Forteresces, propiez & occupez par
lui, par ses Subgiez, Adherenz, & Aliez, es Pais de
France, & de Touraine, d'Anjou, de Maine, de Ber-
ri, d'Auvergne, de Bourgoigne, & de Champaigne,
de Picardie, & de Normandie, & de toutes les autres
Parties, Terres, & Lieux du Royaume de France;
Excepte celles du Duchie de Bretagne, & des Pais &
Terres qui, par ce present Traicté, doivent apparte-
nir & demourer au Roy d'Angleterre.

29. ITEM, est Accordé que le Roy de France fera
bailler & delivrer au dit Roy d'Angleterre, ou a ses
Hoirs, ou Deputez, toutes les Villes, Chasteaulx,
Forteresces, & autres Terres, Pais, & Lieux avant
nommez, avec leurs Appartenances, aus propres
fraiz & couz du dit Roy de France.

Et aussi que, se il y avoit aucuns Rebelles, ou Des-
obeissances, de rendre, bailler, ou restituer au dit Roy
d'Angleterre aucunes Citez, Villes, Chasteaulx, Pais,
Lieux, ou Forteresces, qui par ce present Traicté li
doivent appartenir, le Roy de France sera tenu de les
faire delivrer au Roi d'Angleterre, a ses despens.

Et, samblablement, le Roy d'Angleterre fera deli-
vrer, a ses despens, les Forteresces, qui, par ce pre-
sent Traicté, doivent appartenir au Roy de France.

Et seront tenez les ditz Roys, & leur Genz, a eulx
entraider, quant ad ce requiz en seront, aus Gages de
la Partie qui le requerra; qui seront,

D'un Flourin, de Flourence, par Jour, pour Chi-
valier,

Et demy Flourin pour Eschier,

Et pour les autres au Feur,

Et du souppis des doubles Gages, est accordé
que, se les ditz Gages sont trop petiz, en regard au
marchie des vivrez en Pais, il en sera a l'ordenance
de IV. Chivaliers, pour ce eleuz; c'est asçavoir, II.
d'une Partie, & II. d'autre.

30. ITEM,

ad tenendum de Duce Normannie, vel de alio Domino, ANNO
de quo ille debent teneri de Jure, per Homagium & Ser- 1360.
vitiu, antiquitus consuetu.

25. ITEM, Concordatum est quod nullus Homo vel
Patria, qui fuit de obedientia unius Partis, & per
istam Concordiam veniet ad obedientiam alterius Partis,
erit impediens pro re facta tempore retroactio.

26. ITEM, Concordatum est quod Terre Bannitorum
& Adherentium, unius Partis & alterius, & etiam
Ecclesiarum, unius Regni & alterius, & quod omnes
illi, qui sunt exhereditati aut detruhi a Terris suis vel
Hereditatibus, vel sint onerati aliqua Pensione, Vecti-
gale, Debito, aut aliter gravati qualitercumque, causâ
istius Guerre, restituantur integrè in eisdem Jure &
Possessione, que habuerunt ante Guerram inceptam;

Et quod omnimodo, Forisfactura, Delicta, & Mis-
prisiones, facta per eos, vel per eorum aliquem, medio
tempore, sint ex toto remissa:

Et quod ista fiant citius quo poterit bono modo, & ad
ultimum, infra unum Annum, proximum postquam Rex
recedet de Calestio;

Excepto eo quod dictum est in Articulo de Calestio, &
de Merk, & de ceteris Locis, nominatis in Articulo pre-
dicto:

Exceptis etiam Viscomite de Froussaico & Johanne
de Galard; qui non comprehendantur in isto Articulo,
sed remaneant sua Bona & Hereditates in statu, quo
fuerunt ante presentem Tractatum.

27. ITEM, Concordatum est quod Rex Francie libe-
rabit Regi Anglie, citius quo commode poterit, & ad
ultimum, circa Festum Sancti Michaelis, proximo ven-
turum, in Annum, post suum recessum de Calestio, omnia
Civitates, Villas, Patrias, & Loca alia supranomi-
nata, que, per hunc Tractatum presentem, debent
trahi Regi Anglie.

28. ITEM, Concordatum est quod,
Traditis Regi Anglie, vel alteri propter ipsum specia-
liter Deputato, Villis, & Fortalitiis, & toto Comitatu
de Pontieu,
Villis, Fortalitiis, & toto Comitatu de Monteforti,

Civitate & Castro de Xanctonis,
Castris, Villis, & Fortalitiis, & omni illo quod Rex
tenebat in Dominio, in Patria Xanctonsi, circa & ultra
Carentan,

Civitate Engolismensi, & Castris, Fortalitiis, & Vil-
lis, que Rex Francie tenet in Dominio, in Patria En-
golismensi,

Cum Literis & Mandatis Relaxationum Feodorum,
& Homagiorum,

Rex Anglie, suis propriis sumptibus & impensis, li-
berabit omnia Fortalitia, capta & occupata per ipsum,
suis Subditos, Adherentes, & Aliquos, in Partibus
Francie, Turonie, Andegavia, de Mayne, Biturie,
Alvernie, Burgundie, & Campanie, Picardie & Nor-
mannie, & in omnibus aliis Partibus, Terris, & Locis
Regni Francie; exceptis illis Ducatibus Britannie, & Pa-
triis & Terris que, per hunc presentem Tractatum, de-
bent ad Regem Anglie pertinere & remanere.

29. ITEM, Concordatum est quod Rex Francie faciet
trahi & liberari dicto Regi Anglie, aut Hereditibus, vel
Deputatis suis, omnia Villas, Castra, Fortalitia, &
Loca supranominata, cum suis Pertinentiis, propriis
sumptibus & expensis Regis Francie.

Et etiam quod, si ibi sint aliqui Rebelles, vel Inobe-
dientes, ad reddendum, tradendum, & restitutum
dicto Regi Anglie aliqua Civitates, Villas, Castra, Pa-
trias, Loca, vel Fortalitia, que, per hunc presentem
Tractatum, sibi debent pertinere, Rex Francie tenebitur
illa facere liberari Regi Anglie suis expensis.

Et, consimiliter, Rex Anglie faciet liberari, suis
expensis, Fortalitia que, per ipsum Tractatum, debent
pertinere Regi Francie.

Et tenebuntur dicti Reges, & Gentis sue, sibi invicem
opulari, cum ad hoc requisiti fuerint, Vadis
Partis illius que id requirit; que erunt,

Unius Florene de Florentia, per Diem, pro Milite,

Et dimidie Florene pro Armigero,

Et pro aliis juxta Ratam,

Et, de residuo duplicem Vadiorum, concordatum est
quod, si Vadia predicta sint nimis parva, habito respectu
ad forum vicinalium in Patria, stabitur ordinatio
quatuor Milium, ad hoc electorum (videlicet) duorum
ex Parte una, & duorum ex alterâ.

30. ITEM,

ANNO
1360.

30. ITEM, est Accordé que tous les Archevesques, Evêques, & autres Prelatz de Sainte Eglise, a cause de leur Temporalité, seront Subgiez de ceulz des II. Roys, souz qu'il tendront leur Temporalité; & se il ont Temporalité souz touz les II. Roys, il seront Subgiez de chascun des II. Roys pour leur Temporalité, qu'il tendront souz chascun d'eux.

31. ITEM, est Accordé que bonnes Aliances, Amitiez, & Confederations soient faites entre les II. Roys de France & d'Angleterre, & leurs Royaumes, en gardant l'onneur & la Conscience de l'un Roy & de l'autre; non obstant quelconques Confederations qu'il nient, deçà & delà, avec quelconque Personnes, soient d'Escoce, de Flandres, ou d'autres Pais quelconques.

32. ITEM, Accordé est que le dit Roy de France, & son Aîné Filz, le Regent, pour eulz & pour leurs Hoirs, Roys de France, si avant comme il pourra estre fait, se delairont & departiront de tout des Aliances, qu'il ont avec les Escos; & prometteront, si avant comme faire se pourra, que jamais eulz, ne leurs Hoirs, ne les Roys de France, qui pour le temps seront, ne donneront, ne feront, au Roy, ne au Royaume d'Escoce, ne aus Subgiez d'icelui, prestens & a venir, Aide, Confort, ne Faveur contre le dit Roy d'Angleterre, ne contre ses Hoirs, ne Successeurs, ne contre son Royaume, ne contre ses Subgiez, en quelconque maniere; & qu'il ne feront autres Aliances avec les diz Escos, en aucun temps a venir, encontre les diz Roy & Royaume d'Angleterre.

Et, samblablement, si avant comme faire se pourra, le Roy d'Angleterre, & son Aîné Filz, se delairont & departiront des Aliances, qu'il ont avec les Flamenz; & prometteront qu'eulz, ne leurs Hoirs, ne les Roys d'Angleterre qui pour le temps seront, ne donneront, ne feront, aus Flamenz, prestens ou a venir, Aide, Confort, ou Faveur contre le Roy de France, ses Hoirs, & Successeurs, ne contre son Royaume, ne contre ses Subgiez, en quelque maniere; & qu'il ne feront autres Aliances avec les Flamenz, en aucun temps a venir, contre les Roys & Royaume de France.

33. ITEM, Accordé est que les Collations & Provisions, faites d'une partie & d'autre, des Benefices, vacanz tant comme la Guerre a dure, tiengent & soient valables; & que les Fruez, Vifuz, & Revenuez, recevez & levees de quelconques Benefices, & autres choses quelconques, & des diz Royaumes de France & d'Angleterre, par l'une Partie & par l'autre, durant les dittes Guerres, soient parties d'une Partie & d'autre.

34. ITEM, que les Roys dessus diz seront tenus de faire confermer toutes les choses dessus dites par notre Saint Pere, le Pape, & seront valables par Serement, & Sentences, & Censures de Court de Rome, & tous les autres Lieux, en la plusfort maniere que faire se pourra.

Et feront empétrées Dispensations, & Absolutions, & Lettres de la dite Court de Rome, touchant la perfection & accomplissement de ce present Traicté, & seront baillies aus Parties, au plus tart, dedenz les III. Semaines apres ce que le Roy sera arrives a Calais.

35. ITEM, que touz les Subgiez des diz Roys, qui voldront estudier es Eftudes & Universites des Royaumes de France & d'Angleterre, joyront des Privileges & Libertez des dittes Eftudes & Universites, tout aussi comme il pouvoient faire avant ces presentes Guerres, & comme il font ad present.

36. ITEM, a fin que les choses dessus dites, traictées & parées, soient plus fermes, stables, & valables, seront faites & donnees les Fermetez qui s'ensuivent; c'est assavoir.

Lettres sceellées de Seaux des diz Roys, & des Aînez Filz d'eux, les meillours qu'il pourront faire & ordener par les Conseils des diz Roys.

Et jureront les diz Roys, & leurs Enfans Aînez, & autres Enfans, & aussi les autres des Linages des diz Seigneurs, & autres Granz des Royaumes, jusques au nombre de XX. de chascune Partie qu'il tendront, & aideront a tenir, pour tant comme a chascune d'eulz touche, les dittes choses traictées & accordées, & accompliront, senz jamais venir au contraire, senz fraude, & senz mal engin; & senz faire nul empeschement.

Et se il avoit aucun, du dit Royaume de France, ou du Royaume d'Angleterre, qui fussent Rebelles, ou ne vauissent accorder les choses dessusdites, les II. Roys feront tout leur poyoir de Corps, de Biens, &

ANNO
1360.

30. ITEM, Concordatum est quod omnes Archiepiscopi, Episcopi, & alii Ecclesiarum Prelati, ecclesiarum, parum Temporalium, erunt Subditi illi ex auctoritate Regibus, sub quo tendunt sua Temporalia, & si habeant Temporalia sub utroque Rege, erunt Subditi utriusque auctorem Regum pro Temporalibus suis, quae ipsi tenebant sub quolibet eorum.

31. ITEM, Concordatum est quod perennes Allegantiae, Amicitiae, & Confederationes, fiant inter duos Reges Franciae & Angliae & sua Regna, conservando Honorem & Conscientiam utriusque Regis & aliorum, non obstantibus quibuscunque Confederationibus quas habent, utrinque, cum quibuscunque Personis, sive sunt de Scotia, de Flandria, vel de alia Patria quacunque.

32. ITEM, Concordatum est quod Rex Franciae, & suus Primogenitus, Regens, pro ipsis & pro Haeredibus suis, Regibus Franciae, in quantum fieri poterit, dimittent & recedent in toto de Allegantiis, quas habent cum Scotis: & promittunt, in quantum fieri poterit, quod nunquam illi, vel Haeredes sui, nec Reges Franciae, qui pro tempore erunt, dabunt vel foverent Regi, nec Regno Scotiae; nec Subditis ejusdem, praesentibus vel futuris, Auxilium, Consilium, vel Favorem contra dictum Regem Angliae, nec contra Haeredes & Successores suos, nec contra suum Regnum, vel Subditos suos, quocunque modo; & quod ipsi non faciant alias Allegantias cum dictis Scotis, in futurum, contra dictum Regem & Regnum Angliae.

Et, consimiliter, in quantum fieri poterit, Rex Angliae, & suus Primogenitus, se dimittent & recedent de Allegantiis, quas habent cum Flamengis: & promittunt quod ipsi, nec Haeredes sui, nec Reges Angliae qui pro tempore erunt, dabunt vel foverent Flamengis, praesentibus vel futuris, auxilium, consilium, vel favorem contra Regem Franciae, Haeredes, vel Successores suos, nec contra suum Regnum, vel Subditos suos quocunque modo; & quod ipsi non faciant alias Allegantias cum Flamengis, in futurum, contra Reges & Regnum Franciae.

33. ITEM, quod Collationes & Provisiones factae ex una parte & altera, de Beneficiis vacantibus quodcumque Guerra duravit, teneant & sint validae: & quod prius, extus, & obventiones, recepti & levati de quibuscunque Beneficiis, & de alii temporalibus quibuscunque, in dictis Regnis Franciae & Angliae, per unam Partem & per alteram, durantibus dictis Guerris, sint quatenus ex una Parte & altera.

34. ITEM, quid Reges supradicti tenebuntur facere confirmari omnia supradicta per nostrum Sanctum Patrem, Papam, & erunt vallata per Juramenta, & Sententias, & Censuras Curiae Romanae, & omnia alia ligamenta, fortiori modo quo fieri poterit.

Et erunt impetrata Dispensationes, Absolutiones, & Litterae a dicta Curia Romana, tangentes perfectionem & completionem hujus praesentis Traictatus: & erunt tradita Partibus, ad ultimum, infra tres Septimanas postquam Rex applicaverit Calasii.

35. ITEM, quod omnes Subditi dictorum Regum, qui voluerunt studere in Majestis & Universitatibus Regnorum Franciae & Angliae, gaudebant Privilegiis & Libertatibus dictorum Musaeorum & Universitatum, omnino sicut poterunt facere ante praesentes Guerras, & sicut faciunt ad praesens.

36. ITEM, ad finem quod supradicta tractata & proloquuta sint firmiter & stabiliora, & validiora, erunt condita & tradita Securitates quae sequuntur; & videlicet.

Litterae sigillata Sigillis dictorum Regum, & Primogenitorum suorum, meliores quae poterunt fieri & ordinari per Concilia dictorum Regum.

Et jurabunt dicti Reges, & eorum Primogeniti, & alii Filii, & alii etiam de Sanguine dictorum Dominorum, & alii Magnates Regnorum, usque ad numerum viginti ex qualibet parte, quod ipsi tenebunt, & jurentur tenere, in quantum quolibet eorum tangeret, haec dicta tractata & concordata, & complerent, sine eo ut nunquam venerint in contrarium, sine fraude & dolo malo, & sine eo quod fecerint aliquod impedimentum.

Et si fuerint aliqui, de dicto Regno Franciae, vel de Regno Angliae, qui forent Rebelles, vel nullatenus concordare ad praedicta, duo Reges facient totum suum poyoir, de Corpore, & de Bonis, & de Amiciis, ad pueniendum dictos

ANNO
1360.

& d'Amis, de mettre les diz Rebelles en vraie obeissance, selon la forme & teneur du dit Traictie.

Et, avec ce, le submettront les diz Roys, & leurs Hoirs, & Royaumes, a la cohesion de nostre Saint Pere le Pape, a fin qu'il puisse contraindre, par Sentences, Censures d'Eglises, & autres voyes deuez, celui qui sera Rebelle, felon ce qu'il sera de raison.

Et, parmi les Fermetz & Seurtez dessus dites, renouueront les diz Roys, & leurs Hoirs, par Foy & par Serement, a toutes Guerres & a touz Proces de fait.

Et, se par desobeissance, rebellion, ou puissance de aucuns Subgiez du Royaume de France, ou autre juste cause, le Roy de France, ou ses Hoirs, ne pouvoient accomplir toutes les choses dessus dites, le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou aucun pour eulz, ne feront, ou devront faire Guerre contre le dit Roy de France, ses Hoirs, ne son Royaume; mais touz ensemble s'efforceront de mettre les diz Rebelles en vraie obeissance, & de accomplir les choses dessus dites.

Et aussi, le aucuns, du Royaume & obeissance du Roy d'Angleterre, ne voloient rendre les Chasteaux, Villes, ou Forteresces, qu'il tiennent ou Royaume de France, & obeir au Traictie dessusdit, ou pour juste cause ne pourroit accomplir ce qu'il doit fere par cest present Traictie, le Roy de France, ne ses Hoirs, ou aucun pour eulz, ne feront point de Guerre au Roy d'Angleterre, ne a son Royaume, mais touz II. ensemble feront leur povoir de recouvrer les Chasteaux, Villes, & Forteresces dessusdites, & que toute obeissance & accomplissement soient faitz es Traictiez dessus dites.

Et seront aussi faites & donnees, d'une part & d'autre, selon la nature du fait, toutes manieres de Fermetz & Seurtez, que lon saura en pourra deviser, tant par le Pape, le College de la Court de Rome, comme autrement, pour tenir & garder perpetuellement la Paix, & toutes les choses par dessus accordees.

37. ITEM, est Accordé que, par ce present Traictie & Accort, touz autres Accorz, Traictiez, ou Prolocutions, le aucuns en y a fait ou pourparlez ou temps passe, sont nuls, & de nulle valeur, & du tout miz a nant, & ne s'en pourront jamais aider les Parties, ne faire aucun reproche l'un contre l'autre, pour cause d'iceulz Traictiez ou Accorz, se aucuns en y avoit, comme dit est.

38. ITEM, que ce present Traictie sera approuve, jure, & conferme par les II. Roys a Calais, quant il y seront en leurs Personnes.

Et, depuis que le Roy de France sera parti de Calais, & sera en son povoir, dedenz un Moys, prochain ensuivant le dit departement, le dit Roy de France en fera Lettres confirmatoires, & autres necessaires Ordonnez, & les envoyera & delivra, a Calais, au dit Roy d'Angleterre, ou a ses Deputez au dit lieu.

Et aussi le dit Roy d'Angleterre, en prenant les dites Lettres confirmatoires, en baillera Lettres confirmatoires, pareilles a celles du dit Roy de France.

39. ITEM, est Accordé que nul des Roys ne procurera, ne fera procurer, par lui, ne par autre, que aucunes Nouveletez ou Griets fe fassent par l'Eglise de Rome, ou par autres de Saint Eglise, quelconques il soient, contre ce present Traictie, sur aucun des diz Roys, leurs Coadjuteurs, Adherenz, ou Alliez, quelques il soient, ne sur leurs Terres, ne de leurs Subgiez, pour achaisin de la Guerre, ou pour autre cause, ne pour Services que le diz Coadjuteurs ou Alliez aient fait aux diz Roys, ou aucun d'iceulz; Et, se nostre dit Saint Pere ou autre le vouloient faire, les II. Roys le desfourberont, felon ce qu'il pourront, bonnement, sanz mal engin.

40. ITEM, des Oisages, qui seront baillies au Roy d'Angleterre a Calais, de la maniere & au temps de leur departement les II. Roys en ordeneront a Calais.

Toutes les quelles choses dessus escriptes, & chascune d'icelle, furent faites, ordenees & accordees par & en la presence,

De Reverent Pere en Dieu, nostre Trescher & Feal Chancelier,
Jehan par la Grace de Dieu, Esleu de Bianvoez, Per
de France
Nor Amez & feaulx Confeillers,
Maistre Esleu de Paris, Chanoine,
Pierre de la Charite, Chantre de l'Eglise de Paris,
Jehan de Angerent, Doien de Chartres,

Messire

dictos Rebelles in vera obedientia, secundum formam & ANNO
tenorem Tractatus predicti.

Et, cum hoc, dicti Reges submiserunt se, & Heredes 1360.
& Regna sua cohesioni nostri Sancti Patris Papae, ad suam quod ipse possit infringere, per Sententias & Censuras Ecclesiasticas, & alias vias debitas, illum qui fuerit Rebells, secundum quod infra studebit.

Et, mediantibus Firmatibus & Secretariis predictis, renunciabant dicti Reges & Heredes sui, per fidem & Juramentum, omnibus Gueris & omniui Processibus facti.

Et, si per inobedientiam, rebellionem, vel potentiam alienius Subditi Regis Francie, vel per aliam justam causam, Rex Francie, vel Heredes sui, non poterint complere omnia supradicta, Rex Anglie, & Heredes sui, vel aliqui pro eis, non facient, nec debent facere, Guerram contra dictum Regem Francie, suos Heredes, vel Regnum suum; sed omnes simul se fortificabunt, ad ponendum dictos Rebelles in vera obedientia, & ad complendum supradicta.

Et, consimiliter, si aliqui, de Regno & obedientia Regis Anglie, nollent resistere Castra, Villas, & Fortalitia, que tenent in Regno Francie, & obedire Tractatui supradicto, vel ex causa justa non possent compleri illud quod deberet fieri per presentem Tractatum, Rex Francie, nec Heredes sui, vel aliqui pro eis non facient Guerram Regi Anglie, vel Regno suo; sed ambo facient suum posse ad recuperandum Castra, Villas, & Fortalitia supradicta, & quod omnis obedientia & complementum fient in Tractatibus supradictis.

Et erunt similiter facta & tradita, ex una parte & ex altera, secundum exigentiam facti, omnimode firmatas & securitates, quas fecerint vel poterint auferri, tam per Papam, & Collegium Romanæ Curie, quam aliter, ad tenendum & conservandum perpetuo Pacem, & omnia superius concordata.

37. ITEM, Concordatum est, per hunc presentem Tractatum & Concordatum, quod omni alia Concordata, Tractatus, & Prolocutiones, si aliquæ fuerint factæ vel prolata, temporibus retroactis, sunt nulle & nullius valoris, & de iure annihilata, nec inde poterunt Partes unquam se juvare, nec facere aliquod Vitiuperum una contra alteram, occasione dictorum Tractatum vel Concordatarum, si aliquæ forent, ut dictum est.

38. ITEM, quod presentis Tractatus approbabitur, jurabitur, & confirmabitur per duos Reges Castellæ, cum ibidem fuerint in propriis Personis.

Et, postquam Rex Francie recesserit de Castellæ, & fuerit in sua potestate, infra unum Mensem, proximè sequentem dictum recessum, dictus Rex Francie faciet mittere Literas confirmatorias, & alias necessarias Parentes, & illa mittet & liberabit, Castellæ, dicto Regi Anglie, vel Deputatis suis in loco predicto.

Et similiter, dictus Rex Anglie, receptis dictis Literis confirmatoriis, tradet Literas confirmatorias consimiles dictis Regis Francie.

39. ITEM, Concordatum est quod nullus dictorum Regum procurabit, nec faciet procurari per se, vel per alium, quod aliqua Novitates seu Gravamina fiant per Ecclesiam Romanam, vel alios de Sancta Ecclesia, quicunque fuerint, contra presentem Tractatum, super aliquem ex dictis Regibus, eorum Coadjutoribus, Adherentibus, vel Alligatis, quicunque fuerint, nec super eorum Terras vel Subditos, occasione Guerræ, vel pro alia causa, nec pro Servitio quod dicti Coadjutores vel Alligati fecerint dictis Regibus, vel alicui eorum; &, si nosster dictus Sanctus Pater vel alius illud vellent facere, dicti duo Reges illud impedirent, in quantum poterint, bono modo, sine dolo malo.

40. ITEM de Oisidibus, qui tradentur Regi Anglie Castellæ, de modo & tempore recessus eorum duo Reges Castellæ ordinabunt.

Que omnia & singula, superius descripta, facta fuerint, ordinata & concordata per & in presentia,

Reverendi Patris in Deo, nostri carissimi & Fidelis Cancellarii,
Johannis, Dei Gratia, Bavocensis Electi, Paris.
Francie
Dilectorum & Fidelium Consiliariorum nostrorum,
Magistri Stephani Canonici Parisiensis,
Petri de la Charite, Cantoris Ecclesie Parisiensis,
Johannis de Angerent, Decani de Carnoto,

Do-

ANNO
1360.

Messire Jehan de Mengre, dit Boucicant, Mareschal de France,
Charles, Sire de Mountmorency,
Euart de la Tour, Sire de Vinay,
Jehan de Groulee,
Regnault de Gouillons,
Pierre d'Ormont,
Symon de Bucy,
Chivaliers :
Maîtres,
Guillaume de Dormans,
Et Jehan des Marez,
Jehan Maillart,
Bourgeois de Paris :
Maîtres,
Mate Guehery,
Et Nichole de Verres,
Noz Clercs, Secretaires,
Commitz & Deputez, de par Nous, sur ce, avec les
Commitz & Deputez du dit Roy d'Angleterre, ci des-
sous nomez, c'est ainsi avoïr,

Monsieur Henry, Duc de Lancastre;
William, Conte de Northampton,
Thomas, Conte de Warwick,
Raoul, Conte de Stafford;
William Conte de Salebriz;
Monsieur Gautier, Sire de Manny;
Monsieur Regnault de Cobham,
Monsieur Jehan de Beauchamp,
Monsieur Guy de Brian;
Jehan Capital de Buch,
Bertholomeu de Burghoise,
Francis de Hale,
Guillaume de Granfon,
Jehan Chandonas,
Noel Loreng,
Richard la Vache,
Miles de Stapelton,
Chivaliers :
Monsieur Jehan de Wynewyk, Chancelier du Roy d'Angleterre,
Maître Henry de Ashton,
Maître William de Loughteburgh,
Maître Jehan de Branketre,
Adam de Hylton,
Et William de Tyrringham,
L'An, & le Jour, & au Lieu dessusdit:

Domini Jo. de Mengre, dicti Bucecand, Marescalli
Francie,
Charoli, Domini de Mountmorency,
Everardi de la Tour, Dom. de Vinay,
Jo. de Groulee,
Reginaldi de Gouillons,
Petri de Omont,
Simonis de Buiy,
Militum :
Magistrorum,
Guilmi de Dormans,
Et Jo. de Marez,
Jo. Maillart,
Burgensium Parisiensium :
Magistrorum,
Marei Guehery,
Et Nicolai de Verres,
Noftrorum Clericorum, Secretariorum,
Commissariorum & Deputatorum per Nos, super hoc,
cum Commissariis & Deputatis dicti Regis Anglie infra-
nominatis (viz.)

Domino Henrico, Duce Lancastrie,
Willielmo, Comite Northamptonie,
Thoma, Comite de Warwick,
Radulpho, Comite de Stafford,
Willielmo, Comite Sarum,
Domino Gualtero, Domino de Manny,
Domino Reginaldo de Cobham,
Domino Johanne de Beauchamp,
Domino Guidone de Brian,
Johanne Capitali de Buch,
Bartholomeo de Burghash,
Francisco de Hale,
Guilmo de Granfon,
Jo. Chandonas,
Noel Loreng,
Richardo la Vache,
Milone de Stapelton,
Militibus :
Domino Johanne de Wynewyk, Cancellario Regis
Anglie,
Magistro Henrico de Ashton,
Magistro Willielmo Loughteburgh,
Magistro Johanne de Branketre,
Adamo de Hylton,
Et Willielmo de Tyrringham.
Anno, Die, & Loco supradictis.

VII.

*Lettres Patentes de JEAN Roi de France, conte-
nant la Cession & Renonciation des Terres, qui,
en consequence du Traité de Paix fait à Breigny
le 8. Mai 1360. doivent être delivrees à E-
DOUARD III. Roi d'Angleterre. Donnés à
Calais le 24. Octobre 1360. [RYMER, Fœ-
dera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 237.]*

Jehan, par la grace de Dieu, Roy de France, a touz
ceulz, qui ces presentes Lettres verront; Salut.
Comme,
Pour les discentions, debas, Guerre, & descoirs,
meuz, & esperz a mouvoir entre Nous, & nostre
treschier Frere, le Roy d'Angleterre,
Certains Traicteurs & Procureurs de Nous & de
notre treschier aïné Fil, Charles Duc de Norman-
die, & Dalphin de Vienne, aiant a ce souffisant Po-
voir & Autorite, pour Nous, & pour lui, & nostre
Royaume, d'une part,
Et certains autres Traicteurs & Procureurs de nos-
tre treschere Neveu, le Prince de Gales, Fil aïné de
notre dit Frere, le Roy d'Angleterre, aiant Po-
voir & Autorite de son dit Pere, en partie, pour son
dit Pere, & pour lui,
Se feussent assamblez a Breigny pres de Chartres,
En quel lieu fu parlez, traitee, & accorde final
Pais & Concorde, le VIII. jour de May, darreniment
passe, par des Traicteurs & Procureurs de l'une & de
l'autre partie, sur les discentions, Guerres, & descoirs
devant dis,
Les quelz Traitee & Pais les Procureurs de nostre
dit Fil, pour Nous & pour lui, & les Procureurs de
Tom. II. PART. I. nostre

VII.

Eadem Litteræ Latine redditæ:

Johannes, Dei gratia, Francorum Rex; universis,
presentes Literas visuris, Salutem.
Cum,
Pro dissensionibus, litibus, Guerris; & discordiis,
motis, & ut speratur, movendis inter Nos & carissi-
mum Fratrem nostrum, Regem Anglie,
Certi Traditores & Procuratores nostri & carissimi
Primogeniti nostri, Karoli, Ducis Normannie, & Del-
phini Viennæ, habentes ad hoc sufficientem Potestatem
& Auctoritatem, pro Nobis, & pro ipso, & Regno nos-
tro, ex parte una;
Et certi alii Traditores & Procuratores carissimi
Nepotis nostri, Principis Wallie, Primogeniti dicti
Fratri nostri, Regis Anglie, habentis Auctoritatem &
Potestatem a Patre suo predicto, in parte, pro dicto suo
Patre, & pro ipso,
Fuisent congregati apud Breigny prope Carnotam,
In quo loco fuit locuta, tractata & concordata finalis
Pax & Concordia, octavo die Maii, proximo preterito,
per Traditores & Procuratores ex una parte &
alterâ, super dissensionibus, Guerris, & discordiis ante-
dictis,
Quos Traditorem & Pacem Traditorem; & Procurato-
res dicti Filii nostri, pro Nobis, & pro ipso, & Procura-
toribus

ANNO nostre dit Neveu, pour le dit nostre Frere d'Angleterre, & pour lui, jurerent, aux sains Evangiles, tenir
1360. & garder,

Et apres le jurerent solennelment nos dis Filz & Neveu, es noms que dessus.

Et depuis nous & nostre dit Fil l'avons conferme & jure solennelment.

Parmi le quel Accord, entre les autres choses, Nous & nostre dit Fil sommes tenus, & avons promis, bail-
ler, delivrer, & delaisier a nostre dit Frere pour

Nous, nos Hoirs & Successeurs, a toujours, les Citez, Contes, Villes, Chasteaux, Forterces, Terres, Rentres, revenues, & autres choses, qui s'enfuient, avec-
ques ce que nostre dit Frere tient en Guienne & en Gascoigne, a tenir & possider parpetuelment a lui, & a ses Hoirs, & Successeurs, CE QUE EN DEMAIN-
NE EN DEMAINNE, & ce que en Fie en Fie, & par le temps & manieres cy apres esclaries.

La Cite, le Chastel, & la Conte de Poitiers, & toute la Terre & le Pais de Poitou, ensamble le Fie de Thovarts, & la Terre de Beleville.

La Cite, & le Chastel de Xainctes & toute la Terre & le Pais de Xandonge, par deca & par dela la Char-
ronte avecques la Ville, Chastel, & Forterce de la Rochelle, & leurs Appartenances & Appendances, &c.

comme dans le Traicte de Paix jusque au fin de l'Article 6.

Et eust este pourparle que Nous, & nostre dit ainsne Filz, renoncions aux Reflors, & Souverainetes, & a tout le Droit, que Nous pouvies avoir en toutes les choses dessus dites; & QUE NOSTRE FRERE LES TENIST, COME VOISIN, SENZ RESSORT ET SOUVERAINNETE DE NOUS OU DE NOSTRE ROYAUME: & que tout le Droit, que Nous avons es choses dessusdites, Nous il cedissions & transpor-
tions parpetuelment & a tous jours.

Et aussi eust este pourparle, que samblablement nostre dit Frere le Roy d'Angleterre, & son dit Fil, renoncassent expressement a toutes les choses qui ne doivent estre baillees, ou demourer, a nostre dit Frere le Roy d'Angleterre par le dit Traicte; & par especial, au Nom & au Droit de la Couronne & du Royaume de France: & l'Omage, Souverainete, & Domaine du Duché de Normandie, & du Duché de Thourainne: des Contes d'Anjou, & du Maine: a la Souverainete & Homage du Duché de Bretagne: a la Souverainete & Homage du Conte & Pais de Flandres, & a toutes autres demandes, que le dit nostre Frere nous feroit, & faire porroit, pour quelconque cause que ce soit: Excepte les choses dessus dites, qui doivent demourer & estre baillees a nostre dit Frere & a ses Hoirs.

Et qu'il nous transportast, cessast, & delaisast tout le droit, qu'il pouvoit avoir en toutes les choses qu'il ne lui doivent estre baillees.

Sur les quelles choses, apres plusieurs altercations eues sur ce, &, par especial, pour ce que les dites Renoncations ne se feront pas de present, avons finalement accorde a nostre dit Frere, par la maniere qui s'ensuit: c'est assavoir,

Que Nous & nostre dit ainsne Filz renoncerons, & ferons, & avons promis a faire, les Renoncations, Transports, Cessions, & Delaisemens dessus dis, quant & si tost que Nous & nostre dit Fil aurons baille a nostre dit Frere, ou a ses Genz, par lui especialment deputez, la Cite & le Chastel de Poitiers, & toute la Terre & le Pais de Poitou, ensamble le Fie de Thovart, & la Terre de Beleville: la Cite & le Chastel d'Aggen, & le Pais d'Aggenois: la Cite & le Chastel de Pierregort, & le Pais de Pierreguis: la Cite & le Chastel de Caours, & le Pais de Caourin: la Cite & le Chastel de Limoges, & toute la Terre & le Pais de Limolin: & toute la Conte de Gaure; les quelles choses, nous & nostre dit Fil promettons baillier a lui, ou a ses dites Genz, dedens la Feste de la Nativite Saint Jehan Baptiste prochain, se nous pouvons.

Et, apres ce, devant certaines Personnes, qui seront deputees depar nostre dit Frere, ferons & nostre dit Fil sera, en nostre Royaume, icelles Renoncations, Transports, Cessions, & Delaisemens par Foy & par Seremens solennelment.

Et d'icelle ferons Nous & nostre Fil ainsne bones Lettres Ouvertes, sceelles de nostre Grant Seal & du Seal de nostre dit Fil, par la fourme & maniere, comprise en nos autres Lettres, sur ce faites, & que compris est ou dit Traicte.

Les quelles nous enverrons, a la Feste de l'Assumpcion nostre Dame prochain ensuant, en l'Egli-

se, & pro se, juraverunt, ad sancta Dei Evangelia, ANNO
1360. teneo & observare.

Et postea illud juraverunt solemniter dicti Filius noster & Nepos, in quibus supra.

Deinde nos & predicti Frater noster illud confirmavimus & juravimus solemniter.

Per quam Concordiam, inter alia, Nos & dictus Filius noster tenemus, & promissimus, tradere, liberare, & dimittere, dicto Fratri nostro, pro Nobis, nostris Hereditibus, & Successoribus, in perpetuum, Civitates, Comitatus, Villas, Castra, Fortalitia, Terras, redditus, obventiones, & alia, que sequuntur, cum illo quod dictus Frater tenet in Aquitania & Vasconia, ad tenendum & possidendam perpetuo sibi, & suis Hereditibus, & Successoribus, ILIUD QUOD IN DOMANIO IN DOMANIO, & illud quod in Feudo in Feudo, & per tempus & modos hic inferius declarata.

Civitatem, Castrum, & Comitatum Pictaviæ, & totam Terram & Patriam de Pictaviis, cum Feudo de Thovart, & Terra de Beleville.

Civitatem & Castrum de Xandun, & totam Terram & Patriam Xandun, circa & ultra Charent, cum Villa, Castro, & Fortalitiis de Rupella, & Pertinentiis & Dependentiis suis, &c. ut in Tractatu Pacis usque in finem sexti Articuli.

Et fuit prolocutum quod Nos, & dictus Primogenitus noster, renunciavimus Refloris, & Superioritatibus, & omni Juri, que Nos possemus habere in omnibus supradictis; & quod dictus FRATER NOSTER ILI TENERET, SICUT VICINUS, ABSQUE RESORTO ET SUPERIORITATE DE NOBIS VEL DE REGNO NOSTRO: & quod omne Jus, quod nos habemus in rebus supradictis, Nos in eam cederemus & transferemus ad semper & in perpetuum.

Et etiam fuit prolocutum, quod consimiliter dictus Frater noster Rex Anglie, & dictus filius filius, renunciarent expresse omnibus que non deberent tradi, vel remanere, dicto Fratri nostro Regi Anglie per Tractatum dictum, & in specie nominis & Juri Coronæ & Regni Francie: Homagii, Superioritatis & Dominio Ducatus Normannie & Ducatus Thauranie: Comitatum Andegavie & de Mayna: Superioritatis & Homagii Ducatus Britannie: Superioritatis & Homagii Comitatus & Patria Andragia; & omnibus aliis pertinentiis, quas dictus Frater noster nobis faciebat, vel facere poterat, per quacunque Causa que illa fuerit; Exceptis rebus supradictis, que debent remanere & tradi dicto Fratri nostro & Hereditibus suis.

Et, quid Nobis ipse transferret, cederet, & dimitteret omne Jus, quod potuit habere in omnibus rebus, que non sibi tradi deberent.

Super quibus rebus, post plures altercationes super hoc habitas, &, specialiter, quia dictæ Renunciaciones non sunt factæ de presenti, finaliter concordavimus cum Fratre nostro predicto, per modum qui sequitur; videlicet,

Quod Nos & dictus Primogenitus noster renunciabimus, & faciemus, & promissimus facere, Renunciaciones, Translationes, Cessiones, & Dimissiones supradictas, quando & tam citò quam Nos & dictus Filius noster tradidimus dicto Fratri nostro, vel gentibus suis, per ipsam specialiter deputatis, Civitatem & Castrum Pictaviæ, & totam Terram & Patriam Pictaviensem, similiter cum Feudo de Thovart, & Terra de Beleville: Civitatem & Castrum de Aggenno, & Patriam Aggenensem: Civitatem & Castrum de Petragoria, & Patriam de Petragoria: Civitatem & Castrum de Caori, & Patriam de Caorin: Civitatem & Castrum de Lemoviciis, & totam Terram & Patriam de Lemoviciis: & totum Comitatum de Gaour; que Nos & dictus Filius noster promissimus tradere sibi, vel suis gentibus, citra Festum Nativitatis Sancti Johannis Baptiste proximi venturam, si possumus.

Et, statim post hoc, coram certis Personis, per dictum Fratrem nostrum deputandis, faciemus, & dictus Filius noster faciet, in Regno nostro ipsas Renunciaciones, Translationes, Cessiones, & Dimissiones, per fidem & juramentum solemniter.

Et de hoc faciemus Nos & dictus Primogenitus noster bonas Literas Patentes, sigillatas nostro Magno Sigillo & Sigillo dicti Filii nostri, per modum & formam, comprehensas in aliis Literis nostris, inde factis, & qui comprehendantur in Tractatu predicto.

Quas Nos mittemus, in Festo Assumptionis beate Virginis proximo sequenti, in Ecclesia Angustinensi apud Bruges;

ANNO 1360. Ye des Augustins a Bruges, & lez ferons baillier a ceulx, que nostre dit Frere y envoiera lors pour les recevoir.

Et, se dedens la dite Feste de Saint Jehan Baptiste, Nous ne pourrions baillier les dites, & prochaines dessus nommees, Citez, Contes, Chastels, Villes, Terres, Pais, Illes, & Liex, nous les baillerons dedens la Feste de Toussaints prochain en un An.

Et icelles bailliez, ferons nous, & nostre dit Filz, les dites Renonciations, Transports, Cessions, & Delaissement par devant les Genz qui seront deputez de par lui, come dit est; & en ferons Lettres teles & par la maniere dessus dite, & les ferons baillier a ses Genz, au jour de la Feste Saint Andrieu lors ensuivant, en la dite Eglise des Augustins a Bruges, par la maniere dessus dite.

Et aussi Nous a promis nostre dit Frere, que il & son dit Filz renonceroient, & seront fiamblable, lors & par la maniere dessus dite, les Renonciations, Transports, Cessions, & Delaissement, accordees par le dit Traitte, a faire de sa partie, si comme dessus est dit: Et en envoiera ses Lettres Patentes, sceelles de son Grant Seel & du Seel de son dit Filz, aux dis Lieux & Termes, pour les baillier aux Genz, qui de par nous y seront deputez, fiamblable come dit est.

Et aussi accordons & promettons a nostre dit Frere, que Nous & nos Hoirs, surferons, jusques au Termes des dites Renonciations dessus esclaries, de user de Souverainete & Ressort, en toutes les Cites, Contes, Chastels, Villes, Terres, Pais, Yles, & Liex, que tenoit, en temps du dit Traitte, nostre dit Frere, les quelles li devoient demourer par le dit Traitte: & es autres, qui, a cause des dites Renonciations, & du dit Traitte, li seront bailliez, & doivent demourer; senz ce que Nous, nor Hoirs, ou autre a cause de la Couronne de France, jusques aux Termes dessus esclaries, & icellz durans, ne ne puissions user d'aucun Service ou Souverainete, ne demander subjection sur nostre dit Frere, ses Hoirs, leurs Subgez d'iceulz lieux, presentz & avenir; ne Querelles ou Appiaux en nostre Court recevoir, ne rescrepire a icelles, ne de Jurisdiction aucune user a cause des Citez, Contes, Chastels, Villes, Terres, Pais, Illes, & Liex prochain nommees.

Et accordons aussi a nostre dit Frere, qu'il, ne ses Hoirs, ne aucuns de leurs dis Subgez, a cause des Citez, Contes, Chastels, Villes, Terres, Pais, Illes, & Liex prochain avantdis, comme dit est, soient teus, ne obligiez, de Nous recongnoistre leur Souverainete, ne de faire aucune subjection, Service, ne devoir a Nous, a nos Hoirs, ne a la Couronne de France, jusques aux termes de Renonciations avantdis.

Et aussi nous a promis & accorde nostre dit Frere, que il & ses Hoirs surferont d'eux appeller & porter Roy de France, par Lettres, ne autrement, jusques aux termes dessus nommez, & icellz durans.

Et, combien que es Articles du dit Accord & Traitte de la Pais, en ces presentes Lettres, ou autres, dependanz des dis Articles, ou de ces presentes, autres quelconques, quelles que elles soient, soient, ou fessent, aucunes paroles, ou fait aucun, que nous ou lui tressiens ou deliens, qui sentissent Translation ou Renonciation, taillables ou expresse, de Ressors ou Souverainetez,

C'est l'entencion de Nous, & de nostre dit Frere, que les avantdis Souverainetez & Ressors, que nous avons es dites Terres, qui seront bailliez a nostre dit Frere, come dit est, demourront en l'estat, en quel elles sont a present; mais, toutes fois, Nous surferons d'en user d'aucun Service, & demander Subjection, par la maniere dessus dite, jusques aux termes dessus declaires.

Toutes les quelles Citez, Contes, Chastels, Terres, Pais, Villes, Illes, & Liex, par avant divisees; & aussi tour les autres, qui devront baillier a nostre dit Frere, par force du dit Traitte, & leurs appartenances & appendances quelconques, avecques toute Souverainete & Ressort (apres le temps que nostre dit Frere aura renonce, transporte, & delaisse, par la maniere que dessus est dit, & bailliez les dites Lettres de Renonciation, aux dis jour & Lieux, a nos Deputez) demourront entierement a nostre dit Frere, a tenir a lui & a ses Hoirs, perpétuellement, comme Vassaux au Roys & au Royaume de France, & senz recongnoistre Souverainete pour yeulx, & aussi franchement, comme les Roys de France les tindrent en aucuns temps paisibles & passez.

TOM. II. PART. I.

Bruges, & illas faciemus tradi illis, quos dictus Frater noster ibi tunc mittet ad eas recipiendas.

ANNO

1360.

Et, si citra dictum Festum Sancti Johannis Baptiste, non poterimus transire dicta, & proximo supra nominata, Civitates, Comitatus, Castra, Villas, Terras, Patrias, Insulas, & Loca, Nos illa trademus circa Festum omnium Sanctorum proximo venturum in unum Annum.

Et, ipsi traditis, faciemus Nos & dictus Filius noster dictas Renunciationes, Translationes, Cessiones, & Dimissiones eorum Gentibus que deputabuntur per ipsum, prout dictum est; & inde faciemus tales Literas & per suas, in Festo Sancti Andree tunc sequenti, in dicta Ecclesia Augustinensi apud Bruges per ipsam supradictam.

Et etiam nobis promisit dictus Frater noster, quod ipse & dictus Filius sui renuntiabant & facerent consuetudinem, tunc & per modum supradictam, Renunciationes, Translationes, Cessiones, & Dimissiones, concordatas per Tractatum predictum, sicut ex parte sua, sicut supradictum est: Et inde mittet Literas suas Patentes sigillatas de suo Magno Sigillo & Sigillo dicti Filii sui, ad dictos Locum & terminos, ad tradendum illis Gentibus, qui per nos ibi deputabuntur, similiter sicut dictum est.

Et etiam concordamus & promittimus dicto Fratri nostro, quod Nos & Heredes nostri supersedebimus, usque ad terminos dictarum Renunciationum superius declaratorum, uti Superioritate & Ressort in omnibus Civitatibus, Comitatus, Castris, Villis, Terris, Patriis, Insulis, & Locis, que tenebat, tempore dicti Tractatus, noster dictus Frater, que sibi debent remanere per dictum Tractatum: & in aliis, que, occasione dictarum Renunciationum, & dicti Tractatus sibi traduntur & debent remanere; aliquo hoc quod Nos, Heredes nostri, aut alius occasione Corone France, nique ad terminos superius declaratos, & ipsi durantibus, non possimus uti aliquo servitio vel Superioritate, nec petere subjectionem super dicto Fratre nostro, Heredibus suis, & eorum Subditis, presentibus & futuris, nec Querelas vel Appellationes in Curia nostra recipere; nec rescindere aut eadem, nec Jurisdictionem aliquam uti occasione Civitatum, Comitatum, Castrorum, Villarum, Terrarum, Patriarum, Insularum, & Locorum proximo nominatorum.

Et concordamus etiam cum dicto Fratre nostro, quod nec ipse, nec Heredes sui, nec aliquis ex eorum Subditis predictis, occasione Civitatum, Comitatum, Castrorum, Villarum, Terrarum, Patriarum, Insularum, & Locorum antedictorum, ad dictum est, teneantur nec obligentur Nos recognoscere suam Superioritatem, nec facere aliquam subjectionem, servitium vel deverum Nobis, Heredibus nostris, vel Corone France, nique ad terminos Renunciationum antedictos.

Et etiam nobis promisit & concordavit dictus Frater noster, quod ipse & Heredes sui supersedebant ipsos appellare & gerere Reges France, per Literas, vel alio modo, usque ad terminos supranominatos, & ipsi durantibus.

Et, licet in Articulis dictorum Concordie & Tractatus Pacis, in presentibus Literis, vel aliis, pendensibus ex dictis Articulis, vel de presentibus, aut aliis quibuscumque, qualescumque fuerint, sint, vel forent, aliqua verba, vel factum aliquod, quod Nos vel ipse sentissemus vel dixissemus, que sentirent Translationem vel Renunciationem, tacitas vel expressas, de Ressortibus vel Superioritatibus,

Hec est intentio nostra, & dicti Fratris nostri, quod antedicta Superioritates & Ressort, que Nos habemus in dictis Terris, que traduntur dicto Fratri nostro, ut dictum est, remaneant in statu in quo sunt de presentibus; sed, nichilominus, Nos supersedebimus uti aliquo servitio & petere subjectionem, per modum supradictum, usque ad terminos superius declaratos.

Quia omnia, Civitates, Comitatus, Castra, Terras, Patrias, Villas, Insulas, & Loca ante limitata; & etiam omnia alia, que debent tradi dicto Fratri nostro, vigore dicti Tractatus & Dependencie sua quacumque, cum omni Superioritate & Ressort (per tempus quo dictus Frater noster renuntiaverit, transulerit, & dimiserit, per modum quo superius dictum est, & tradiderit dictis Literis Renunciationum, dictis Die & Locis, nostris Deputatis) remaneant integre dicto Fratri nostro, tenenda sibi & Heredibus suis in perpetuum, sicut Vicinis Regibus & Regno France, non recognoscendo Superiorem pro eisdem, & ita libere sicut Rex France illa tenebat aliquo tempore pacifico & tranquillo.

Et,

C 2

Et,

ANNO
1360.

Et, par habundant, nous renonçons, des lors par expres, aux dis Souveraineté & Ressors, & a toutes les autres choses, que Nous devons renoncier par force du dit Traicte.

Et voulons que les dites Renonciations soient tenues pour faites, ou cas dessusdit, si avant comme profiter porra a nostre Frere devant dit & a ses Hoirs.

Et voulons & accordons que, par ces presentes, le dit Traicte de Pais & Accord, fait entre Nous & nostre dit Frere, les Soubgez, Alliez, & Adherens d'une Partie & d'autre, ne soit, quant aux autres choses contenues en iceli, empire ne effoibloie en aucune maniere;

Toutes les quelles choses, cy dessus en ces presentes Lettres escriptes, Nous, Roy de France dessusdit, voulons, octroions, & promettons loyaument, en bonne foy, & par nostre fairement, sur ce fait sur sains Euvangiles, & le Corps nostre Seigneur Sacre, tenir, garder, enteriner, & accomplir senz fraude & senz mal engin de nostre partie.

Et a ce & pour ce faire obligans a nostre dit Frere le Roy d'Angleterre Nous, nos Hoirs, & tous noz Biens, presens & avenir, en quelque lieu qu'il soient; Renonçans, par nostre dite Foy & Serement, a toutes Exceptions de Fraude, Deceuvance, de Crois prise & a prendre, & a impetier Dispensation du Pape, ou d'autre, au contraire; la quelle, se empetrez estoit, nous voulons estre nulle & de nulle valeur, & que Nous ne nous en puissions aidier: Et aux Drois, disant que Royaume ne porra estre trenche, & general Renonciacion non valoir fors en certaine maniere; & a tout ce que nous pourrions dire ou proposer, en jugement, ou dehors, au contraire.

En Tesmoignage des quelles choses Nous avons fait mettre nostre Seel a ces presentes Lettres.

Don. a Calais le xxiv. jour d'Octobre, l'An de grace Mil, Trescentz, Soixante.

Par le Roy.
J. MATH.

Sub Sigillo Cere viridi impresso, a Filis sericis viridis rubetque coloris.

ANNO
1360.

Et, ex habundanti, Nos renunciamus exnunc expressis dictis Superioritatibus & Ressors, & omnibus aliis, quibus Nos renunciare debemus vigore dicti Tractatus.

Et volumus quod dictae Renunciaciones habeantur pro factis, in casu supradicto, in quantum proficere poterit Fratri nostro supradicto & Heredibus suis.

Et volumus & concordamus quid, per presentes, dicti Tractatus Pacis & Concordiae, facti inter Nos & dictum Fratrem nostrum, Subditos, Alligatos, & Adherentes unius Partis & alterius, quantum ad alia, contenta in eisdem, non pejoventur nec infrmentur quodlibet; sed volumus, & nobis placeat, quid sint & remaneant in suo pleno vigore & virtute.

Quae omnia, hic superius in praesentibus Literis descripta, Nos, Rex Francorum, supradictus, volumus, concedimus, & promittimus fideliter, in bona fide, & per nostrum Juramentum, de hoc factum super sancta Evangelia, & Sacramentum Domini nostri Corporis, tenere, observare, integrare, & complere sine fraude & sine dolo malo ex parte nostra.

Et ad hoc & pro hoc faciendum obligamus dicto Fratri nostro Anglie Nos, Heredes nostros, & omnia Bona nostra, praesentia & futura, ubicunque locorum fuerint; Renunciantes, per nostram dictam Fidem & Juramentum, omnibus Exceptionibus Fraudis, Doli, Crucis acceptae & accipiendae, impetrandae Dispensationis Papae, vel alterius in contrarium, quam, si impetratura fuerit, volumus esse nullam & nullius valoris, & quid Nos non possumus inde adjuvari: Et etiam Juri, dicenti quod Regna non possunt dividi, & generalem Renunciacionem non valere exceptis certis casibus, & omni illi quod Nos possemus dicere vel apponere in contrarium, in Judio, sive extra.

In quorum Testimonium Sigillum nostrum fecimus hiis apponi.

Dat. Calaisi vicesimo quarto die Octobris, Anno Domini Millesimo, Trecentesimo & Sexagesimo.

Instrumentum Nancii Papae super praesata Litera datur ad eundem Locum vicesimo quinto die Mensis ejusdem.

VIII.

Lettres Patentes d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre, contenant les Renonciations qui se devoient faire à JEAN Roi de France, en vertu du Traité de Bretigny. Données à Calais le 24. Octobre 1360. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 243. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le LVI. Vol. des MSS. de la Biblioth. Royale de Berlin. pag. 223.]

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & d'Aquitain, as touz eux, q' ces Lettres verront, Saluz.

Come,
Par les Dissensions, Debaz, & Discors, meuz, & esperez a movoir entre Nous & nostre trescher Frere le Roi de France,

Certains Traicteurs & Procureurs,
De Nous & de nostre treschere Aïnsne Filz Edward Prince de Gales, aïanz a ce souffisant povoir & auctorite, pur Nous, & pur Lui, & nostre Roialme d'une part,

Et certains autres Traicteurs & Procureurs,
De nostre dit Frere, & de nostre treschere Neveu Charles Duc de Normandie, Dauphy de Vienn, Filz Aïnsne de nostre dit Frere de France, aïantz povoir & auctorite de son dit Pere en ceste partie, pur son dit Pere & pur Lui,

Se fessent assemblez a Bretigny pres des Chartres, Ou quel lieu fuz parle, traicte, & acorde final Paix & Concorde, le viii. jour de May, darrein passe, des Traicteurs & Procureurs de l'une & de l'autre Par-

tie, sur les Dissensions, Debaz, Gueitres, & Discors devandantz,

Les queux Traicte & Paix les Procureurs, de Nous & de nostre dit Filz, pur nous & pur lui, & les Procureurs, de nostre dit Frere & de nostre dit Neveu, pur son Pere & pur lui, jurerent aux saintz Euvangiles tenir & garder,

Et apres ce, le jurerent solennellement nos dits Filz & Neveu en noun qui dessus,

Et depuis Nous & nostre dit Frere l'avons confermee & jure solennement:

Parmy le quel Acord, entre les autres choses, nostre Frere & son Filz devandantz sont tenuz & oint promis bailler, delivrer, & deslaïsser a nous, noz Heirs, & Successeurs, a touz jours, les Citees, Contees, Villes, Chasteaux, Forteresses, Terres, Illes, Rentes, Revenues, & autre chose qui s'enfuient, avec ce qui nous tenons en Gyenne & en Gascoigne, a tenir & possider perpetuellement a Nous, & a noz Heirs, & a noz Successeurs, ce qui en DEMAIN EN DEMAIN, & ce qui en Fee en Fee, & par les temps & maneres cy apres esclarciz,

La Citee, & le Chastel, & la Countee de Poytiers, & toute la Terre & le Pais de Poitou, ensemble le Fee de Thouars & la Terre de Belville,
La Citee & le Chastel de Xaintes, & toute la Terre & le Pais de Xaintonge, par deca & par dela la Charente, avec la Ville, Chastel & Forteresses de la Rochelle, & leurs Appartenances & Appendances,
La Citee & le Chastel d'Agen, & la Terre & le Pais d'Agenois,
La Citee, & le Chastel, & toute la Countee de Pierregort, & la Terre, & le Pais de Pierregins,
La Citee & le Chastel de Lymoges, & la Terre & le Pais de Lymoissin,

ANNO
1360.

La Citee & le Chastel de Caours, & la Terre & le Pais de Caourin,

La Citee, le Chastel, & le Pais de Tarbe, & la Terre, le Pais, & la Countee de Bigorre, La Countee, la Terre, & le Pais de Gaure, La Citee & le Chastel d'Engolisme, & la Countee, la Terre, & le Pais d'Engolemois,

La Citee & le Chastel de Rodés, & la Terre & le Pais de Rovergue,

Et, si il y a aucuns Seignurs, come le Conte de Foix, le Conte d'Armignac, le Conte de Lille, le Conte de Pierregort, le Visconte de Lymoges, ou autres, qui tiegnent aucunes Terres ou Lieux dedein les Metes des ditz Lieux, il en feront Homage a nous, & touz autres Services & Devoirs deuz a cante le leur Terres & Lieux, & en la maniere q'il les ont fait en temps passe.

Tout ce que nous ou aucuns des Rois d'Engleterre anciennement tienent en la Ville de Montfrel sur la Meer, & es Appartenances,

Toute la Countee de Poitou tout entierement.

Sauf & excepte qui, si aucunes choses ont este alienes par les Rois d'Engleterre, qui ont este pur le temps, de la dite Countee & Appartenances, & as autres Parsonnes qui aus Rois de France, nostre dit Frere, ne ses Successeurs, ne feront pas teins de les rendre a nous,

Et, si les dites Alienacions ont este faites aus Rois de France, q'ont este pur le temps, sanz aucun moien, & nostre dit Frere les tiegne a present en la main, il les laissera a Nous entierement,

Excepte qui, si les Rois de France les ont euz par echange as autres Terres, nous delivrons ce qui on en a eu par echange, ou nous laisserons a nostre dit Frere les choses enli alienes,

Mais, si les Rois d'Engleterre, qui ont este pur le temps, en avoient aliene ou transporte aucunes choses en autres Parsonnes, qui es Rois de France, & depuis autres venues en les mains de nostre dit Frere, ou aussi par partage, nostre dit Frere ne fera pas tenuz de les rendre,

Et aussi, si les choses dessusdites devoient Homages, nostre dit Frere les baillera as autres qui en feront Homage a Nous,

Et, si il ne devoient Homage, il nous baillera un Tenant, qui nous en fera le devoir, dedein un An prochain apres ce qui nostre dit Frere fera departiz de Calais,

Le Chastel & la Ville de Calais;

Le Chastel, & la Ville, & la Seignurie de Merk, Les Villes, Chateaux, & Seigneurs de Sangate, Coloinne, Hames; Wale, & Oye,

Avec Terres, Bois, Marrois, Rivers, Rentees, Seigneurs, Avocations d'Eglises, & toutes autres Appartenances & Lieux, entregaintz dedein les Metes & Boundes qui s'enfient; c'est assavoir,

De Calais jusques au Fil de la Rivere pardevant Gravelinges,

Et aussi, par le Fil de meisme la Rivere; tout entour Langie,

Et aussi, par la Rivere qui va pardela Poil, & par meisme la Rivere qui chiet ou Grant Laq de Guines, jusques a Fretun,

Et; d'icec par la Valee entour la Montaigne de Caluly, encloant meisme la Montaigne,

Et aussi jusques a la Meer,

Avec Sangate, & toutes ses Appartenances, le Chastel & la Ville, & tout entierement la Countee de Guynes, avec toutes les Terres, Villes, Chateaux; Forteresses, Lieux, Hommes, Hommages, Seigneuries, Bois, Forez, Droitures d'ycelles, aussi entierement le Conte de Guynes, darrenement mort, les tint au temps de la mort,

Et obeiront les Eglises & les bones Gentz, estanz dedein les Limitacions du dite Countee de Guynes, de Calais, & de Merk, & des autres Lieux dessusditz, a nous aussi come il obeissent a nostre dit Frere; & au Countee de Guynes q'ist pur le temps,

Toutes les choses, comprises en cest present, & en l'Article prochain precedent de Merk & Calais, nous tendrons en Demaine; Excepte les Heritages des Eglises, qui demouront aus ditz Eglises entierement, quelque part que il soient assis; & aussi excepte les Heritages des autres Gentz des Pais de Merk & de Calais, assis hors de la Ville de Calais, jusques a la value de cent Livres de Terre; par An, de la Monote courant ou Pais, & au dessous; les queles Heritages leur demourront jusques a la value dessusdite & au dessous.

Mais Habitacions & Heritages, assis en la dite Ville

de Calais, avec leur Appartenances, demourront en ANNO Demaine a nous, pur en ordener a nostre volente,

Et aussi demouront as Habitanz en la Countee, Ville, & Terre de Guynes touz leur Demaines entierement, & y reverront plainement, sauf ce qui est dit par avant des Confrontacions, Metes & Boundes dessusdites, en l'Article de Calais,

Et toutes les Isles, adjacentes aus Terres, Pais, & Lieux avant nomez, ensemble avecques toutes les autres Isles, queles nous tenions ou temps du dit Traitie,

Et eust este purparle qui nostre dit Frere & son Ainsne Filz renoucaissent as Ressors & Sovereinitez, & a tout le Droit q'il purroient avoir en toutes les choses dessusdites, & qui nous les tenissions, come voisin, sanz Ressort & Sovereinite de nostre dit Frere, ou du Roialme de France, & qui tout le Droit, qui nostre dit Frere avoit es choses dessusdites, il nous cediffast & transportast perpetuellement & a touz jours;

Et aussi eust este purparle qui, semblablement, Nous & nostre dit Filz renoucaissions expressement a toutes les choses, que ne doivent estre baillies ou demourer a nous par le dit Traitie, & par especial,

A nous & au Droit de la Coroinne & du Roialme de France,

A Homage, Sovereinite, & Demaine du Duchie de Normandie, du Duchie de Touraine, des Countees d'Anjou,

Et Demaine, & Sovereinite, & Hothage du Duchie de Bretagne,

A la Sovereinite & Homage du Conte & Pais de Flandres,

Et a routes autres Demandes, qui nous faisons & faire purrons, pur queconque cause qui ce soit, excepte les choses dessusdites, qui doivent demorer & estre baillies a Nous & a noz Heirs,

Et qui nous lui transportassons; cessassons, & delaisassons tout le Droit, qui nous purrons avoir en toutes les choses, qui a nous ne doivent estre baillies;

Sour les queles choses, apres plusieurs alteracions enes sur ce, & par especial pur ce qui les dites Renouciacions ne se font de present, avons finalement accorde avec nostre dit Frere par la maniere qui s'enfuit; cessassavoir,

Qui Nous & nostre dit Ainsne Filz renuncerons & ferons, & avons promys a faire, les Renouciacions, Transportz, Cessions, & Delaisementz dessusdites, quant & si tost qui nostre dit Frere aura baillie a Nous, ou a noz Gentz, especialment depar nous deputez, la Citee & le Chastel de Poitiers, & toute la Terre & le Pais de Poitou, ensemble le Fie de Thouarce & la Terre de Bellville: la Citee & le Chastel d'Agen, & toute la Terre & le Pais d'Agenois; la Citee & le Chastel de Pierregort, & toute la Terre & le Pais de Pierregins: la Citee & le Chastel de Caourz, & toute la Terre & le Pais de Caourcin: la Citee & le Chastel de Lymoges, & toute la Terre & le Pais de Lymosin; & toute la Countee de Gaure; les queles choses nostre dit Frere nous a promys a baillier, ou a nos especials Deputez, dedein la Feste de la Nativite Saint Johan Baptiste prochain, s'il puet;

Et tantost apres ce, devant certaines Parsonnes, qui nostre dit Frere deputera, Nous & nostre Ainsne Filz ferons, en nostre Roialme, ycelles Renouciacions, Transportz, Cessions, & Delaisementz par Foy & par Serement solennement,

Et d'ycelles ferons bones Lettres overtes, scealles de nostre Grant Seal, par la maniere & fournie, compris en noz autres Lettres, sur ce faites, & qui compris est ou dit Traitie,

Les queles Nous envoierons, a la Feste de l'Assumpcion nostre Dame, prochain ensuivant, en l'Eglise des Augustins a Bruges, & les ferons baillier a ceulz, qui nostre dit Frere y envoiera lors, pur les recevoir,

Et, se dedein la dite Feste Seint Johan Baptiste, nostre dit Frere ne pvoit baillier les Citees, Countees, Chateaux, Villes, Terres, Pais, Isles, & Lieux dessus prochains nomez, il les doit baillier dedein la Feste de Toussaintz prochain venant en un An;

Et, ycelles baillies, ferons Nous & nostre dit Filz les dites Renouciacions, Transportz, Cessions, & Delaisementz, par devant les Gentz qui seront deputez par nostre dit Frere come dit est.

Et en ferons Lettres cieles, & par la maniere dessusdite; & les ferons baillier a ses Gentz au jour de la Feste Saint Andrew; lors ensuivant, en la dite Eglise des Augustins a Bruges; par la maniere dessusdite.

ANNO
1360.

ANNO
1360.

Et aussi Nous a promis nostre dit Frere q'il & son Aïnsne Filz renunceront & feront, semblablement lors, & par la maniere dessusdite, les Renunciations, Transportz, Cessions, & Delaissementz, accordez par le dit Traicte a faire de sa partie, sicome dessus est dit, & envoiera ses Lettres Patentes, sceillies de son Grant Seal, aus ditz Lieu & Termes, pur les baillier aus Gentz, que depar nous y seront deputez semblablement come dit est.

Et aussi Nous a promys & accorde nostre dit Frere qui Lui & ses Heirs surferont, jusques aus termes des dites Renunciations, dessus esclarez, de user de Souverainete & Ressort en toutes les Citees, Countees, Chasteaux, Villes, Terres, Pais, Isles, & Liex qui nous tenions ou temps du dit Traicte (les queles nous devoient demourer par le dit Traicte) & es autres, qui a cause des dites Renunciations & du dit Traicte nous seront baillies, & doivent demourer a Nous & a nos Heirs, sanz ce qui nostre dit Frere ou ses Heirs, ou autre a cause de la Couronne de France (jusques aus termes dessus esclarez, & ycelz durantz) puissent user d'aucune Service, ou Souverainete, ne demander Subjection sur Nous, nos Heirs, nos Subgiz d'ycelles, present & a venir, ne queeles, ou appeaux, en leur Court recevoir, ne rescrire a ycelles, ne de Jurisdiction aucune user a cause des Citees, Countees, Chasteaux, Villes, Terres, Pais, Isles, & Liex prochein nomez.

Et nous a aussi accorde nostre dit Frere qui Nous, ne nos Heirs, ne aucuns de nos ditz Subgiz, a cause de dites, Citees, Countees, Chasteaux, Villes, Terres, Pais, Isles, & Liex, prochains avanditz, come dit est, soions tenuz ne obliges de le reconnoître nostre Soverain, ne de faire aucune Subjection, Service, ne Devoir, a Lui, a ses Heirs, ne a la Couronne de France, jusques aus termes des Renunciations devant-dites.

Et aussi accordons & promettons, a nostre dit Frere, qui Nous & nos Heirs surferons de nous appeler & porter Roys de France par Lettres, ne autrement, jusques aus termes dessus nomez & yceulz durantz.

Et, combien qui es Articles du dit Acord & Traicte de la Paix, en ces presentes Lettres, ou autres dependences des ditz Articles, ou de ces presentes, ou autres quelconques q'elles soient ou fussent, aucunes paroles ou fait aucun, qui Nous ou nostre dit Frere deffiens ou fissions, qui fissent Translations ou Renunciations, taillables ou expressees, des Ressortz & Souverainetez, c'est l'intencion de Nous & de nostre dit Frere, qui les avanditz Souverainetez & Ressortz, qui nostre dit Frere se dit avoir es dites, qui nous seront baillies come dit est, demeurent en l'estat ou quelle elles sont a present.

Mais toute fois il surterra de en user aucun Service ou Souverainete & demander Subjection, par la maniere dessusdite, jusques aus termes dessus esclarez.

Et aussi volons & accordons a nostre dit Frere qui, apres ce q'il aura baillie les dites Citees, Countees, Chasteaux, Villes, Terres, Pais, Isles, & Liex, q'il nous doit baillier par mi sa Deliverance, & Renunciations fustices, & les dites Renunciations, Transportz, & Cessions, qui sont a faire, de sa partie, par Lui & par son Aïnsne Filz, faites & envoies aus ditz jour & Lieu a Bruges les dites Lettres, & baillies aus Deputez depar nous, qui la Renunciacion, Transport, Cession, & Delaissement, a faire de nostre partie, soient tenues par faites.

Et, par abondant, nous renuncons, deslors, par expres, au noun & au Droit de la Couronne & du Roialme de France, & a toutes les choses, qui nous devons renuncier par force du dit Traicte, si avant come profiter pourra a nostre dit Frere & a ses Heirs.

Et volons & accordons qui, par ces presentes, le dit Traicte de Paix & Accord, fait entre Nous & nostre dit Frere, les Subgiz, Allieez, & Adherentz, d'une partie & d'autre, ne soit, quant as autres choses, contenues en ycelli, empire ou affoiblie en aucune maniere; mais volons, & nous plect, q'il soient & demouront en leur plaine force & vertu.

Toutes les queles choses, en ces presentes Lettres escriptes, Nous, Roi d'Angleterre dessusdit, volons, otroisons, & promettons loialment, & en bone foy, & par nostre Serement, fait sur les Corps Dieu & sains Evangiles, tenir, garder, enteriner, & accomplir sanz fraude, & sanz mal engin, de nostre partie.

Et, a ce, & pur ce faire, obligeons a nostre dit

Frere de France Nous, nos Heirs, & touz nos Biens, presents & avenir, en quelque Lieu q'il soient; Renunciant, par nostre dit Foy & Serement, as toutes exceptions de fraude, decevance, & croiz pris & a prendre, & a impetier dispensacion de Pape ou d'autre, au contraire; la quele, si impetie estoit, nous volons estre nulle & de null valeur.

Et qui nous ne nous en puissions aider as Droitz, disantz qui Roialme ne pourra estre devisee, & general Renunciacion noun valoir fors en certaine manere, & a tout ce qui nous porrions dire ou opposer au contraire en Jugement ou dehors.

En Tesmoign des queles choses Nous avons fait mettre nostre Grant Seal a ces presentes Lettres.

Don. a nostre Ville de Calais souz nostre Grant Seal, le xxiv. jour d'Octobre, l'An de grace Mill, Troiscenz, Soixante.

IX.

Cession & Transport du Comté de Guienne, fait par JEAN Roi de France à EDOUARD III. Roi d'Angleterre, en suite du Traité de Bretigny. A Calais le 24. Octobre 1360. [RYMER, Foedera, Conventions, &c. Tom. VI. pag. 247. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le LVI. Vol. des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin reliez en rouge pag. 255.]

JEHAN, par la grace de Dieu, Roy de France, a tous ceulz, qui ces presentes Lettres veront, Salut.

Sçavoir faisons que nous avons promis & promettons baillier, ou faire baillier, & deliverer, reaulment & de fait, au Roy d'Angleterre, nostre treschier Frere, ou a ses Deputez especiaulz en celle partie, aux Freres Augustinz dedens la Ville de Bruges, au Jour de la Feste de Saint Andrieu, prochain venant en un An, Lettres sceillees de nostre Grant Seal, en Laz de Soye & Cire vert.

En cas que nostre dit Frere aura faites les Renunciations, q'il doit faire de sa partie & de nostre treschier Neveu son Filz Aïnsne, & ycelles bailliez a nos Gens ou Deputez au dit Lieu & tette, par la maniere que obliges y sont.

Des quelles Lettres la teneur de mot a mot s'en suit,

JEHAN, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons a touz, presents & a venir, que, Comme Guerres mortelles aient longuement dure entre, nostre treschier Seigneur & Pere, jadis Roy de France, lui vivant, & apres son Deces, entre nous d'une partie, & le Roy d'Angleterre, nostre Frere, le quel reclamoit foy avoir Droit en dit Royaume, d'autre partie, ayent porte mult grans dommages non pas seulement a Nous & a tout nostre Royaume, mais aus Royaumes voïnz & a toute Chriltiente,

Car, par les Guerres, sont mainteïens avenues Batailles mortelles,

Occisions de Gens, Pillemens, & arsurez, & destruccions de Gens, Et perilz de Ames, Defloracions de Pucelles & de Vierges, Dehonnestacions de Fammes mariees & Voves, Arsurez de Villes, d'Abbayes, de Manoirs, & Edifices,

Roberies & oppreïssions, & guyetemens de Voyes & de Cheminz,

Justice en est faillie, Et la foy Crestienne refroidie, Et Marchandise perie, Et tant d'autres malesces & orribles faiz s'en sont ensuiz, q'il ne pourront estre diz; nombre, ne escriptz,

Par les quelz nostre dit Royaume & les autres Royaumes par Crestiente, ont soufrenu mult d'affliccions & de dommages irreparables,

Pourquoy Nous, Consideranz & pensanz les Maultz dessusditz, & que vray semblable chose estoit, que plus grans s'en pourroient ensuyvre ou temps a venir.

Et aians grant pitie & compassion de nostre bon & loyal Pueple, qui, si fermement & si loyaument, s'est tenu,

ANNO
1360.

ANNO 1360. tenu, si longuement, en vraye constance & obeissance envers Nous, en exposant leurs Corps & leurs Biens a tous perils, sans eschaper despens & mises, dont nous devons bien avoir perpetuel memoire.

Avons pour ce foustenu par plusieurs foiz Traitie de Paiz,

PREMIEREMENT, par le moyen d'Honnorables Peres en Dieu plusieurs Cardinalz & Messages de nostre Saint Pere, le Pape, qui, a grant diligence & instance, y travailleroient pour lors.

Et, depuis ce, y ait en plusieurs Traittez, Parlez, & plusieurs voies touchiez, entre Nous & le dit Roy d'Angleterre nostre Frere;

Finalement, en moys de May, dernièrement passe, vindrent en France, depar nostre Saint Pere, le Pape, noz Ainez & Feaulz, l'Abbe de Clugny, Frere Symon de Lengres, Maistre en Divinite, Maistre de l'Ordre des Freres Precheurs, & Hugue de Geneve, Seigneur d'Auton Chivale, ou estoient lors le dit Roy d'Angleterre & son Oist,

Et tant alerent & vindrent les diz Messages, devers Charles nostre treschier Ainsne Filz, & devers le dit Roy d'Angleterre nostre Frere, qu'en plusieurs Lieux s'assemblerent d'une partie & d'autre, pour parler, & traitter de Paiz entre Nous (qui lors estions en Angleterre) & le dit Roy d'Angleterre & les Royaumes de l'une & de l'autre,

Et au dernier l'assemblerent les Traitteurs & Procureurs, depar Nous & depar nostre dit Filz, aux choses deffous escriptes par especial Deputez, & les Procureurs & Traitteurs de nostre Neveu le Prince de Gales, Filz Ainsne du dit Roy d'Angleterre, nostre Frere, ayant pouvoir & auctorite de son dit Pere en cest partie, a Breginy pres de Chartres;

En quel Lieu fu traittie, parle, & accorde final Paiz & Concorde, des Traitteurs & Procureurs, de l'une & de l'autre Partie, sur tous les descors, discontions, & Guerres, que Nous & le dit Roy d'Angleterre nostre Frere avions l'une contre l'autre,

Le quel Traitte & Paiz les Procureurs de nostre dit Filz, pour Nous & pour Lui, & les Procureurs du dit nostre Neveu, le Prince de Gales, pour le dit Roy d'Angleterre, nostre Frere, & pour Lui, jurerent, aux Sainz Evangiles, tenir & garder,

Et, apres ce, le jurerent solennellement nostre dit Filz, pour Nous & pour Lui,

Et le dit nostre Neveu, le Prince de Gales, aiant a ce pouvoir, pour son dit Pere, nostre Frere, & pour Lui,

Et Nous, Apres ces choses, ainsi faites, & a nous rapporteez & exposees, considere que le dit Roy d'Angleterre, nostre Frere, s'accordoit & consentoit au dit Traitte, & vouloit ycelui & la Paiz tenir, & garder, & accomplir de la partie,

Yceluz Traitte & Paiz, Du conseil & consentement de plusieurs de nostre Sanc & Linage, Prelas de sainte Eglise, Dux, Contes, tant Pers de France que autres, Clercs & Gens d'Eglise, de Barons, Chivaliers, & autres Nobles, Bourgois, & autres Saiges de nostre Royaume.

Pour apaiser les Guerres, & les maulz, & douleurs deffusdiz, dont le Pueple estoit si malmené comme deffus est dit, plus que pour nostre delivrance,

A l'honneur & a la gloire du Roy des Roys, & pour reverence de sainte Eglise, de nostre Saint Pere, le Pape, & de ses diz Messages,

Avons consenti, & concitons, & les ratiffions, greons, & approuvons.

Et, comme par le dit Traitte & Paiz Nous doions delivrer & delaisier, & aions baillie, delivre & delaisie, si comme il est contenu en noz autres Lettres, sur ce faites, plus plainement, a perpetuite, a nostre dit Frere le Roi d'Angleterre, pour Lui, ses Hoirs, & Successeurs, a tenir perpetuellement, & a tous jours, toutes les choses qui s'ensuivent, a tenir par la maniere que Nous, ou nostre dit Filz, ou aucuns de nos Aneestres Roys de France les tindrent en aucun temps passe (c'est a favoir, CE QUE EN SOUVERAINETE, A TENIR EN SOUVERAINETE, ET CE QUE EN DEMAIN EN DEMAIN) c'est a favoir,

La Cite, le Chastel, & la Conte de Poitiers, & toute la Terre & le Pais de Poitou, ensamble le Fiez de Thouars, & la Terre de Beleville,

La Cite, & le Chastel de Xainctes & toute la Terre & le Pais de Xandonge, par deca & par dela la Charente,

La Cite & le Chastel d'Agén, & la Terre & le Pais d'Agénois,

La Cite, le Chastel, & tout la Conte de Pierregort, ANNO 1360.

& la Terre & le Pais de Pierreguis,

La Cite & le Chastel de Linoges, & toute la Terre & le Pais de Lymosin,

La Cite & le Chastel de Caours, & la Terre & le Pais de Caourcin,

La Cite, le Chastel, & le Pais de Tarbe, la Terre, & le Pais, & la Conte de Bigorre,

La Conte, la Terre, & le Pais de Gaure,

La Cite & le Chastel d'Angoulesme, la Conte, la Terre, & le Pais d'Angoulesmois,

La Cite & le Chastel de Rodes, & la Terre & le Pais de Roergue.

Et ce, que le Roy d'Angleterre, ou aucuns des Roys d'Angleterre anciennement tindrent en la Ville de Montereul sur la Mer, & es Appartenances,

3. ITEM, la Conte de Pontieu tout entierement; sauf & excepte & selon la teneur de l'Article, contenu ou dit Traitte, qui de la dite Conte fait mention.

4. ITEM, le Chastel & la Ville de Calais.

Le Chastel, la Ville, & Seigneurie de Merli.

Les Villes, Chastiaux, & Seigneuries de Sangate, Couloigne, Hammes, Wale, & Oye; avec les Terres, Bois, Marez, Rivières, Rentes, Seigneuries,

Et autres choses, contenues en l'Article, faisant de ce mention, ou dit Traitte, & selon la teneur du dit Article.

5. ITEM, le Chastel, la Ville, & tout entierement la Conte de Guines, avec toutes les Terres, Villes, Chastiaux, Forteresses, Lieux, Hommes, & Hommages, Seigneuries, Bois, Forcz, & Droitures (selon l'Article, faisant de ce mention plus plainement, ou dit Traitte) & avec les Ysles, adjacens aux Terres, Pais, & Lieux avant nommez, ensamble avec toutes les autres Ysles, les quelz le dit Roy d'Angleterre tient a present, & tenoit au temps du dit Traitte.

Et comme, par la forme & teneur du dit Traitte & de la Paiz, Nous & nostre dit Frere le Roy d'Angleterre devons & avons promis, par Foy & par Serement, l'un a l'autre yceluz Traitte & Paiz tenir, garder, & accomplir, & de non venir encounter,

Et solons tenuz Nous, & nostre dit Frere, & noz Filz Ainsnez deffusdiz, par Obligation & Promesse, par Foy & par Serement, faiz d'une partie & d'autre, certaines Renouciations l'un pour l'autre, selon la forme & teneur de deux Articles, contenuz entre les autres ou dit Traitte & Paiz, dont la forme est cele; viz.

7. ITEM, est accorde que le Roy de France & son Ainsnez Filz le Regent, pour eulz, & pour leurs Hoirs, & pour tous les Roys de France, & leurs Successeurs, a tous jours, au plusloft que le pourra faire, sanz mal engin, & au pluslart dedens la Saint Michel prochain venant en un An, rendront & bailleront au dit Roy d'Angleterre, & a tous ses Hoirs & Successeurs, & transporteront en eulz tous les Honneurs, Regalitez, Obediences, Hommages, Liegeances, Vassaux, Fiez, Services, Reconnoissances, Seremens, Droitures, mere & mixte Empire, toutes manieres de Juridicions hautes & basses, Ressors, Sauvages, Seigneuries, & Souverainetes, qui appartiennent, appartinrent, ou pourroient en aucune maniere appartenir anz Roys & a la Couronne de France, ou a aucune autre Personne a cause du Roy & de la Couronne de France, en quelque temps, & Citez, Contez, Chastiaux, Terres, Pais, Ysles, & Lieux, avant nommez, ou a aucuns d'iceulz, & a leurs Appartenances & Appendances quelconques, ou es Personnes, Vassaulz, ou Subgez quelconques d'iceulz, soient Princes, Dux, Contes, Vicontes, Archevesques, Evesques, & autres Prelaz d'Eglises, Barons, Nobles, & autres quelconques, sanz riens a eulz, leurs Hoirs, & Successeurs, la Couronne de France, ou autre que ce soit, retenir & reserver en yceluz; pour quoy ilz, ne leurs Hoirs, & Successeurs, ou autres Roys de France, ou autre que ce soit a cause du Roy ou de la Couronne de France, aucune chose y pourront chengier ou demander, en aucun temps avenir, sur le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs, ou sur aucun des Vassaux & Subgez avantdiz, pour cause des Pais & Lieux avant nommez; ainsi que toutes les avant nommez Personnes, & leurs Hoirs, & Successeurs, parperchement seront Hommes liges & Subgez du Roy d'Angleterre, & a tous ses Hoirs, & Successeurs.

Et que le dit Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs, toutes les Personnes, Citez, Contez, Terres, Pais, Isles, Chastiaux, & Lieux avant nommez, & toutes leurs Appartenances & Appendances tiendront, & auront, & a eulz demourront plainement & fran-

ANNO
1360.

franchement en leurs Seignories, Souverainetez, & Obeissance, Ligeance, & Subjection, comme les Roys de France les avoient & tenoient en aucun temps passe.

Et que le dit Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs auront & tendront, paisiblement & parpetuellement, tous les Pais avant nommez, avec toutes leurs Appartenances & Appendances, & les autres choses avant nommees, en toute Franchise & Liberte parpetuelle, comme Seigneur Souverain & Lige, & comme Voisin au Roy & au Royaume de France, sanz y recognoistre Souverain, ou faire aucune Obedience, Hommage, Ressort, Subjection, & sanz faire, en aucun temps avenir, Service ou Reconnoissance aux Roys, ne a la Couronne de France, des Citez, Contez, Chastiaux, Terres, Pais, Yles, Lieux, & Personnes avant nommez, ou par aucuns d'icelles.

12. ITEM, est accordé le Roy de France & son Ainsne Filz RENONCERONT expressement aux diz RESSORTS & SOUVERAINETEZ, & a tout le Droit qu'il ont ou povent avoir en toutes les choses, qui par ce present Traittie doivent appartenir au Roy d'Angleterre.

Et, semblablement, le Roy d'Angleterre, & son Ainsne Filz renonceroient expressement a toutes les choses, qui par ce present Traittie ne doivent estre bailliez, ne demourer au Roy d'Angleterre, & a toutes les demandes, qu'il feroient au Roy de France.

Et, par especial, au Nom & au Droit de la Couronne & du Royaume de France,

A l'Ommage, Souverainete, & Demaine du Duchie de Normandie, du Duchie de Touraine, des Contez d'Anjou & du Maine,

A la Souverainete & Hommage du Duchie de Bretagne,

A la Souverainete & Hommage du Conte & Pais de Flandres,

Et a toutes autres demandes, que le dit Roy d'Angleterre faisoit, ou faire pavoit, a Nous, pour quelque cause que ce soit, oultre ce & excepte que par ce present Traittie doit demourer au dit Roy d'Angleterre, & a ses Hoirs.

Et en transportons, cessons, & delaissons, & il a nous, & l'un a l'autre, au mielz que Nous povons, tout le Droit, que chascune de Nous pavoit & puet avoir en toutes les choses, qui par le dit Traittie & Paix devoient demourer ou estre bailliez a chascune de Nous.

Sauf & reserve aux Eglises, & Gens d'Eglise, ce que en a eulz appartient; & que tout ce, qui a este occupe & est detenu du leur pour occasion des dites Guerres, leur soit rendu & delivre.

Et que les Villes & Forteresces, & tous les Heritans d'icelles, seront & demouront en telles Libertez & Franchises, comme elles estoient par avant en nostre main & Seignorie, & leur seront confirme par le dit Roy d'Angleterre s'il en est requis, le contraires ne sont aux choses devant dites.

Et foubmettons, quant a toutes ces choses, Nous, nos Hoirs, & Successeurs, a la Jurisdiction & Cohesion de l'Eglise de Rome.

Et voulons & consentons que nostre Saint Pere, le Pape, confirme toutes ces choses, en donnant Monitions & Mandemens generaulz, sur l'accomplissement d'icelles, contre Nous, nos Hoirs, & Successeurs, & contre tous nos Subgiez, soient Communes, Colleges, & Universites, ou Personnes singuliers quelconques: & en donnant Sentence generaulz d'Escommuniement, de Suspension, & de Interdit, pour estre encouruz par Nous & par eulz pour ce fait.

Et, si tost comme Nous ou eulz ferons, ou attempterons, en occupant Forteresces, Villes, ou Chastiaux, ou autre quelconque chose faissant, ratifiant, & agreant, ou donnant conseil, confort, faveur, ou aide, selement ou en appert, contre la dite Paix;

Des quelles Sentences il ne puissent estre absoulz, jusques qu'il aient faite plener satisfaction a tous, qui par celui fait auroient soutenu ou soutiendroient domage.

Et, avec ce, voulons & consentons que, nostre Saint Pierre, le Pape, pour ce que plus fermement soit tenue & gardee la dite Paix a parpetuite, toutes Pactions, Confederations, Aliances, & Couvenances, comment qu'elles puissent estre nommees, qui pourroient estre prejudiciables ou obvier par quelque voie a la dite Paix, en temps present ou a venir (suppose qu'elles fussent fermees ou bailliez par paine; ou par Serement, & confirme de l'autorite de nostre Saint Pierre, le Pape, ou d'autre) soient cassez, irritees, & mises a

ANNO
1360.

rien, comme contraire au Bien commun, & au Bien de Paix commune & prouffitabile a toute Crestiente, & desplaisant a Dieu; & tous Seremens, fait en telz cas, soient relachez, & soient decerne, par le dit nostre Saint Pierre, que nul soit tenuz a telz Seremens, Aliances, ou Couvenances tenir & garder,

Et defendre que, ou temps a venir, ne soient faites telles, ou semblables.

Et, se dit fait aucun attemptoit ou faisoit le contraire, que des maintenances les casse, & irrite, & rende nul & de nulle vertu,

Et mentions Nous le punirons, comme violateur de Paix, par Pain de Corps & de Biens, si comme le cas le requerra & que raison vendra,

Et, se nous faisons, procurerons, ou souffrons estre fait le contraire (que Dieu ne veuille) Nous voulons estre tenuz & reputex pour desloyal & menfongier, & voulons encourrir blame & Diffame comme Roy sacre doit encourrir en tel cas,

Et jurons, jur le Corps de Jezu Christ, les choses dessus dites tenir, garder, & accomplir, & encontre non venir par Nous, ou par autre, par quelque cause & maniere.

En Tesmoing de la quell chose Nous avons fait sceller ces Lettres de nostre Seel.

Donne a Calais le xxiv. jour d'Octobre, l'An de grace Mil, trois cens, soixante.

X.

Confirmation & Amplification de la Cession & Renonciation de JEAN Roi de France faite à EDOUARD III. Roi d'Angleterre. Donnée à Boulogne le 26. Octobre 1360. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. VI. pag. 251.]

JEHAN, par la grace de Dieu, Roy de France, a touz ceulz, qui ces Lettres verront, Salut.

Scavoir faisons que Nous avons promis, & promettons, baillier, ou faire baillier & delivrer, realment & de fait, au Roy d'Angleterre nostre Frere, ou a ses Deputez en celle partie, aux Freres Augustins dedens la Ville de Bruges, au jour de la Feste de Saint Andrieu prochain venant en un An, Lettres, sceelles de nostre Grant Seel, en laz de foye, & en cire vert.

En cas que nostre dit Frere aura faites les Renunciations, que il doit faire de sa partie, & de nostre treschier Neveu son Filz Ainsne, & ycelles baillies a noz Genz, ou Deputez au dit Lieu & terme, par la maniere que obligiez y sont,

De quelles Lettres la teneur de mot a mot s'en suit,

JEHAN, par la grace de Dieu, Roy de France, a noz bien amez, les Arcevesques, Evques, Abbez, & autres Prelaz: les Doiens, Prevos, Chapitres, & Convenz, & autres Personnes d'Eglises, tant Cathedraux & Collegiaux, que Conventuals & autres Regulares, & Seculieres: Et a noz Amez & Feauls, les Dux, Contes, Vicontes, Barons, Chivalers, & autres Nobles: les Maïres, Eschivins, Jurez, Consuls, & Universites, & Communautez, & autres Personnes, tant Nobles, que non Nobles, noz Subgiez en Temporalite, & tenans de Nous, ou fouz nous,

Temporalite de la Citee, Chastel, & Counte de Poytiers, & de toute la Terre & Pais de Poitou,

Des Fiez de Thovaz & de la Terre de Belleville,

De la Citee & Chastel de Xaintes, & de toute la

Terre & Pais de Xaintonge, par deça & par dela la Charente,

De la Cite & Chastel d'Agen, & de la Terre & Pais d'Agenois,

De la Citee, Chastel, & de toute la Counte de Pierregort, & de la Terre, & Pais de Pierreguis,

De la Cite & Chastel de Limoges, & de la Terre & Pais de Limousin,

De la Cite & Chastel de Caourz, & de la Terre & Pais de Gaourcin,

De la Cite, Chastel, & Pais de Tarbe,

De la Terre, Pais, & Conte de Bigorre,

De la Conte, Terre, & Pais de Gaure,

De la Cite & Chastel d'Engoulesme, & de la Conte, Terre, & Pais d'Engoulesmois,

ANNO
1360.

De la Cite & Chastel de Rodeis, & de la Terre & Pais de Roergne, Salut & Dilection.

Les Guerres, qui ont longuement dure entre, nostre Treschier Seigneur & Pere, jadis Roy de France, lui vivant, & apres son decez, entre Nous d'une part, & le Roy d'Angleterre, nostre Frere, lequel reclamait foy avoir Droit ou dit Roialme, d'autre part, porte mult grans damages, non pas seulement a Nous & a Vous, mais a tout le Peuple de nostre Royaume, & des Roiaumes voisins, & a toute Cristiantie, si come vous meismes le savez bien;

Car, par les dites Guerres, sont mainteifois venues Batailles mortelles,

Occisions de Gens,
Pillemens d'Eglises,
Destructions de Corps & Peril de Ames,
Destoracions de Pucelles & de Virges,
Dehonnestation de Fammees mariees & autres,
Arsons de Villes, de Manoirs, & Edifices,
Roberies & Oppressions, Guyetemens de Voyes & de Chemins,

Justice en est fallie,
Et la Foy Cristianne refroidie,
Et Marchandise perie,
Et tant d'autres malx & horribles faiz s'en sont ensuiz, qu'il ne pourroient estre diz, nombre, ne escrips,

Par les quels non pas seulement les deux Roiaumes, mais les autres Roiaumes par Cristiane, ont souffert mult d'agissions & damages irreparables,

Pourquoy Nous,
Consideranz & pensanz les maulx dessusdiz, & que vray semblable chose estoit, que plus grans s'en poient ensuyvre en temps a venir, & que le Monde souffroit tant d'eugouilles & de douleurs par les dites Guerres,

Et aians pitie & compassion de nostre bon & loyal Peuple, qui, si fermement & si loyaument, s'est tenu, si longuement, en vraye constance & obeissance envers Nous, en exposant leurs Corps & leurs Biens a tous perils, & senz eschiver despens & mises, dont nous devons bien avoir parpuel memoire,

Avons pour ce pieca soutenu Paroles & Traittie de Paix,

Premierement, par le moyen d'Honorables Peres en Dieu plusieurs Cardinaux & Messagers depar, nostre Saint Pere, le Pape, qui, a grant diligence & instance, y travailleront pour lors :

Et, depuis ce, y ait en plusieurs Traittiez, Parlez, & plusieurs voies touchiez, entre Nous & le dit Roy d'Angleterre nostre Frere :

Finablement, en mois de May, dernier passe, vindrent en France, Messagers depar, nostre Saint Pere, le Pape, noz chiers & feauls Amis, l'Abbe de Clugny, Frere Symon de Lengres, Maistre en Divinite, Maistre de l'Ordre des Freres Prescheurs, & Hugue de Geneve, Seigneur d'Arton Chivalier, ou estoit lors le dit Roy d'Angleterre & son Oïl,

Et tant alerent & vindrent les diz Messages, devers Charles, nostre treschier ainsne Filz, & devers le dit Roy d'Angleterre nostre Frere; qu'en plusieurs Lieux s'assemblerent Traiteurs, d'une part & d'autre, pour parler & traitter de Paix entre Nous (qui lors estions en Angleterre) & le dit Roy d'Angleterre & les Roiaumes de l'une & de l'autre,

Et, au dernier s'assemblerent les Traiteurs & Procureurs, de Nous & depar nostre dit Filz, aians Povoïr & Auctorite souffrir de Nous & de nostre dit Filz, & les Procureurs & Traiteurs de nostre Neveu, le Prince de Gales, Filz ainsne du dit Roy d'Angleterre, nostre Frere, aiant Povoïr & Auctorite de son dit Pere en ceste partie, a Bregigny pres Chartres.

Ou quel Lieu fu parlee, traittie, & accorde final Paix & Concorde, des Traiteurs & Procureurs, de l'une & de l'autre Partie, fur tous les Descors, Disensions, & Guerres, que Nous & le dit Roy d'Angleterre nostre Frere avions l'une contre l'autre,

Lequel Traittie & Paix les Procureurs de Nous & de nostre dit Filz, pour Nous & pour Lui, par souffrant Povoïr donne a eulz fur ce, & les Procureurs du dit nostre Neveu, le Prince de Gales, pour le dit Roy d'Angleterre, nostre Frere, & pour Lui, jurerent, aus Saints Evangiles, tenir & garder.

Et, apres ce, le jurerent solennelment nostre dit Filz, pour Nous & pour Lui,

Et le dit nostre Neveu, le Prince de Gales, aiant a ce Povoïr, pour son dit Pere, nostre Frere, & pour Lui,

Et Nous,

TOM. II. PART. I.

ANNO
1360.

Après ces choses, ainsi faïtes, & a nous rapportees & exposees, considere que le dit Roy d'Angleterre s'accordoit & consentoit au dit Traittie, & vouloit ycelui & la Paix tenir & accomplir de sa partie, yceuls Traittie & Paix,

Du conseil & consentement de plusieurs de nostre Sanc & Linage, Prelaz de sainte Eglise, Dux & Contes, tant Pers de France qu'autres, de Clercs & Gens d'Eglise, de Barons, Chivaliers, & autres Nobles, Bourgois, & autres Sages de nostre Roiaume.

Pour apaiser les Guerres, & les mauls, & douleurs dessusdiz, dont le Peuple estoit si malmene comme dessus est dit, plus que pour la delivrance de nostre Personne,

A l'honneur & a la gloire du Roy des Roys, & de la Virge Marie, & pour reverence de Sainte Eglise, de nostre Saint Pere, le Pape, & de les Messages,

Avons consenti, & consentons, & les ratifions, greons, & approuvons.

Et, comme par le dit Traittie & Paix, le dit Roy d'Angleterre, nostre Frere, pour Lui, & pour les Hoirs, & Successeurs, ait renuncie expressement a la Succession & Eschoite de nostre dit Roiaume, qu'il demandoit.

Au Nom & a la Couronne dicelui, & a tout le Droit, qu'il reclamait, & pouoit reclamer & demander, en quelque maniere, a tous jours,

Et a toutes les choses, qui, par le dit Traittie, ne li doivent estre baïlles,

A toutes autres Demandes & Acons, qu'il nous pouoit faire,

Et en ceste meismes maniere y ait renuncie le dit Prince de Gales, son Filz ainsne, nostre Neveu.

Et expressement ont renonce a plusieurs Terres, Duches, Contes, Hommages, & Souverainetes de nostre dit Roiaume, que le dit Roy d'Angleterre nostre Frere demandoit a avoir & es quelle il le disoit avoir Droit,

Et, parmi ce, Nous li aions otroie & promis a baillier, delivrer, & delaisier, pour Lui, & pour les Hoirs, & Successeurs, a tous jours, certaines Terres, Cites, Chasteaux, Villes, Contes, & Seignuries en nostre dit Roiaume, si comme plus a plain est contenu en dit Traittie & Accord; entre les quelles Terres, Cites, Contes, & Seignuries, sont celle qui ci apres sont escriptes,

Premierement, que le Roy d'Angleterre, avec ce qu'il tient en Guienne, & en Gascoigne, aura, pour Lui & pour les Hoirs, parpuellement a tous jours; toutes les choses qui s'enfuivent, a tenir par la maniere que le Roy de France, & son Filz ou aucun de ses Aancestres, Rois de France les tindrent; c'est ascavoir;

CE QUE EN SOUVERAINETE, EN SOUVERAINETE, CE QUE EN DEMAIN EN DEMAIN, & par le temps & manieres au dessouz declairées, La Cite, & le Chastel, & la Conte de Poitiers, & toute la Terre & le Pais de Poitou, enflamble les Fiez de Thouars, & la Terre de Beveille,

La Cite & le Chastel de Saintes, & toute la Terre & le Pais de Xaintonge, par deca & par dela la Charente,

La Cite & le Chastel d'Agen, & la Terre & le Pais d'Agenois,

La Cite, & le Chastel, & tout la Conte de Pierregort, & la Terre & le Pais de Pierreguis,

La Cite & le Chastel de Lamoignon, & toute la Terre & le Pais de Lymosin,

La Cite & le Chastel de Caours, & la Terre & le Pais de Caourcin,

La Cite, & le Chastel, & le Pais de Tarbe, & la Terre, Pais, & Conte de Bigorre,

La Conte, la Terre, & le Pais de Gaur,

La Cite & le Chastel d'Engoulesma, le Conte, la Terre, & le Pais d'Engoulesmois,

La Cite & le Chastel de Rodeis, & la Terre & le Pais de Roergne.

Et, se il y a aucuns Seigneurs, come le Conte de Foix, le Conte d'Armignac, le Conte de Lilla, le Conte de Pierregort, le Visconte de Lymoge, ou autres, qui tiennent aucun Terres ou Lieux dedens les Metes des diz Lieux, il seront Homage au Roy d'Angleterre, & tous autres Services & Devoirs, douz a cause de leurs Terres ou Lieux, en la maniere qu'il ont fait ou temps passe.

ITEM, aura le Roy d'Angleterre tout ce que le Roy d'Angleterre, ou aucuns des Rois d'Angleterre l'ancienement tindrent en la Ville de Montfereux sur la Mer, & es appartenances.

D

ITEM,

ANNO
1360.

ITEM, il est accordé que le Roy de France, & son aîné Filz, le Regent, pour eulx, & pour tous leurs Hoirs, & Successeurs, au plus tost que l'en pourra, fenz fraude & fenz mal engin, & au plus tart dedenz la Feste de saint Michiel, prochain venant, en un An, rendront, bailleront, & delivreront au dit Roy d'Angleterre &c. *prout in Trattatu, Bretigniaci habito, nique ad finem undecimi Articuli, &c. sunt sic.*

Nous, voulans le Traittie, Accorde, & Paiz dessus diz tenir, garder, & accomplir, sur tous les Articles ci dessus escripts, & chascun d'iceulx, touz les Pais, Citéz, Terres, Contes, & choses dessus nommées es diz Articles, & toutes les Appartenances & Appendances, quelque part que il soient, baillons, rendons, delivrons, & delaissons, pour nous, noz Hoirs, & Successeurs, Rois de France, au dit Roy d'Angleterre, par ces presentes Lettres, pour Lui, & pour ses Hoirs, & Successeurs, & les transportons en Lui, avecques toutes les Honneurs, Regalitez, Obediences, Hommages, Ligeances, Vassaux, Fiez, Services, Reconnoissances, Seremens, Droitures, mere & mixte Impere, & toutes manieres de Jurisdicions hautes moyennes, & basses, Ressors, Sauvegardés, Seigneuries, & Souverainetés, qui appartoient, appartiennent, ou pourroient en aucune maniere appartenir aus Rois & a la Couronne de France, ou a aucune autre personne a cause de Nous & de la Couronne de France, en quelque temps, es Citéz, Contes, Chasteaux, Terres, Pais, Ylles & Lieux avant-nomméz, ou en aucun d'eulx, & a leurs Appartenances & Appendances quelconques, ou es Personnes, Vassaux, ou Subgiez quelconques d'iceulx, soient Princes, Dux, Contes, Archevesques, Evesques & autres Prelaz d'Eglises, Barons, Nobles, & autres quelconques, fenz riens a Nous, noz Hoirs, & Successeurs, la Couronne de France, ou autre que ce soit, retenu en reserve en yeuls.

Pourquoy Nous, ne noz Hoirs, & Successeurs, ou autres Rois de France, ou autre que ce soit, a cause de Nous ou de la Couronne de France, aucune chose ne pourroient challenger ou demander, ou temps a venir, sur le dit Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs, ou sur aucun des Vassaux & Subgiez avant diz, pour cause des Pais & Lieux avant nommez, ainsi que tous les avant-nommés Personnes, & leurs Hoirs, & Successeurs, parpetuellement seront Hommes, Liges, & Soubgiez du Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs, toutes les Personnes, Citéz, Terres, Contes, Pais, Ylles, Chasteaux, & Lieux avant nommez, & toutes les Appartenances & Appendances, auront, & tendront, & eulx demourront plainement, parpetuellement, & franchement en leurs Seigneuries, Souverainetés, & Obeissance, Ligeance, & Subjection comme les Roy de France les avoient & tenoient en aucun temps passé.

Et que le dit Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs, auront & tendront parpetuellement touz les Pais avant nommez, avec leurs Appartenances & Appendances, & les autres choses avant nommées, en toute Franchise & Liberté parpetuele, comme seigneur Souverain & Lige, & comme Voisins au Roy & au Royaume de France, fenz y reconnoistre Souveraineté, ou faire aucune Obeissance, Hommage, Ressort, Subjection, & fenz faire, en aucun temps a venir, aucun service ou reconnoissance, aus Roys, ne a la Couronne de France, Citéz, Contes, Chasteaux, Terres, Pais, Ylles, Lieux, & Personnes avant nommées, ou pour aucun d'icelles.

Et se des Citéz, Contes, Chasteaux, Terres, Pays, Ylles, & Lieux avant nommez, Souverainetés, Drois, mere & mixte Impere, Jurisdicions, & profits quelconques, que tenoit aucune Rois d'Angleterre illeques, & en leurs Appartenances, & Appendances quelconques, aucun Alienations, Donations, Obligacions, ou Charges ont esté faites, par aucun des Rois de France, qui ont esté pour le temps, puis sexante dix Anz ença, par quelconque fourme ou cause que ce soit, toutes telles Donations, Alienations, Obligacions, & Charges Nous des ores rappellons, cassons, & annulons da tout, & toutes choses, ainsi données, alienées ou chargés, rendrons & baillerons, realment & de fait, au dit Roy d'Angleterre, ou a ses Deputez, spécialement, a merme l'ontierre, qu'il furent es Roys d'Angleterre de puis sexante dix Anz ença, & au plus tost que l'en pourra, fenz mal engin, & au plus tart dedenz la Feste de Toussains prochain venant en un An, a tenir au dit Roy d'Angleterre, & a touz ses Hoirs, & Successeurs, par-

petuellement & heritablement, par maniere que dessus est dit.

Et toutes les Citéz, Contes, Chasteaux, & Pais dessus nommées, qui anciennement n'ont esté des Roys d'Angleterre, aura & tendra en l'estat, & aussi comme Nous, ou noz Filz, les tiennent a present.

Et, se dedenz les metes des diz Pais, qui furent anciennement des Rois d'Angleterre, avoit aucunes choses qui autres foiz n'eussent esté es Rois d'Angleterre, dont nous fussions en possession le jour de la Bataille de Poitiers (qui fu le xix. jour de Septembre l'an Mill. CCC. cinquante six) Nous les baillons, delivrons, & delaissons a tous jours au dit Roy d'Angleterre, pour Lui, & pour ses Hoirs, en la maniere que dessus est dit;

Exceptées toutes les choses, donnés & alienées es Eglises, qui leur demourront paisiblement en tous les Pais & Lieux dessus nommez si que les Personnes des dites Eglises prient diligemment pour Nous & notre dit Frere, comme pour leurs Fondeurs;

Et seront subgiez les Archevesques, Evesques, & autres Prelaz de sainte Eglise, a celui des deux Roys fouz qu'il tendront l'or Temporalite;

Et, se il ont l'emporalite fouz touz les deux Rois, il seront Subgiez de chascun des deux Rois, pour leur Temporalite qu'il ont fouz chascun des deux Roys.

Et toutes les Citéz, Villes, Chasteaux, Lieux, & Pais dessus dis, & les Eglises, Prelaz, Chapitres, & toutes les Communes, & Universités, & singulieres Personnes d'icelles, auront tous leurs Libertez, Franchises, & Privileges, que il avoient au temps du dit Traittie & Paiz, & enjoiront paisiblement, & leur seront confirmées par le dit Roy d'Angleterre, se il en est requis, se contraires ne sont aus choses dessus dites.

Et mandons, & estreitement commandons, & avec ce, se mestier est, commettons, par ces presentes Lettres, a touz noz Seneschaulx, & Juges, Baillis & Prevosts, Capitaines, Chastellains, Gardes des Pais, Villes, & Lieux dessus diz, & a chascun d'eulx, ou a leurs Lieux tenans, que chascun en la Seneschalerie ou Jagerie, Capitainerie, Chastellerie & Garde, ou il sont établis, & es Ressors, sur la Loy & Obeissance qu'il nous doient, & sur paine d'en courir notre Indignation, & d'estre privés de noz Offices, contrainnent reidement touz les contredizans, desobeissans, & Rebelles, par toutes les voies & manieres, que mestier sera & que a faire sera, obei paisiblement, fermement, & entierement aus choses dessus escriptes, & a chascun d'icelles, selon la teneur de ces presentes: & contrainnent les desobeissans & Rebelles, en telle maniere, qu'il ny conveigne autrement, pour tenir.

Sur toutes les quelles choses, & chascune d'icelles, & es Dependances & Appendances, Nous voulons & commandons que touz noz Feauls & Subgiez, Capitaines, Chastellains, & Gardes obeissent & encedent a noz diz Seneschaulx, Baillis, Juges, & Prevosts, & a leur Deputez, & a chascun d'eulx.

Et jurons que jamais ne ferons ne souffrirons estre fait, par Nous, ne par autre, en prive ne en appert, aucune chose contraire es choses devant dites, & aucun d'icelles.

En tesmoing de la quele chose Nous avons fait mettre nostre Seel a ces presentes Lettres.

Donn. a Bouloigne le xxvi. jour d'Octobre, l'An de grace Mill. CCC. sexante.

Et, pour ce que les dites choses & chascune d'icelles soient, de point en point, & par la maniere & forme dessus dites, tenues & accomplies, Nous obligons Nous, & noz Hoirs, & tous les Biens de Nous & de noz Hoirs, a notre dit Frere, le Roy d'Angleterre, & a ses Hoirs.

Et jurons, sur saintz Envangiles, depar nous corporelement touchees, que Nous passerons, accorderons, & accomplirons, ou cas dessus dit, toutes les devant dites choses, par Nous promises & accordees, comme devant est dit.

Et voulons que, ou cas que notre dit Frere & notre dit Neveu auroient faites les dites Renunciations, & envoies & bailliez, comme dit est, & les dites Lettres ne fussent baillies a notre dit Frere au Lieu, & terme, & par la fourme & maniere, que dessus est dit, des lors, en cas dessus dit, noz presentes Lettres, & quantque est compris dedenz, aient tant de vigueur, effect & fermeté, comme auroient noz autres Lettres, par nous promises a baillier, comme dessus est dit.

Sauf,

ANNO
1360.

ANNO 1360. Sauf, toute voies, & reserve pour Nous, noz Hoirs, & Successeurs, que les dites Lettres, dessus encorporées, n'aient aucun effect & ne Nous puissent porter aucun prejudice ou domage, jusques a ce que nostre dit Frere & nostre dit Neveu auront faites, envoies, & baillies les dites Renonciations, par la maniere dessus dite, & que il ne s'en puissent aidier contre Nous, nos Hoirs, & Successeurs, en aucune maniere, se non ou cas dessusdit.

En tesmoing de la quele chose Nous avons fait metre nostre Seel a ces presentes Lettres.

Donne a Bouloigne le xxvi. jour d'Octobre l'an de grace Mill. CCC. soixante.

Par le Roy.

J. MARH.

Isiat, de Renunciatioibus, Litera, per Carolum Primogenitum, Confirmatio datur ut supra.

XI.

Confirmation & Amplification des Renonciations d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre faites à JEAN Roi de France. Donnée à Calais le 24. Octobre 1360. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. VI, pag. 256.]

EDWARD, &c. a touz ceux, qui ces presentes Lettres verront. Salut.

Savoir faisons qui Nous avons promis, & promettons, bailler, ou faire bailler, & delivrer, realment & de bon cuer, au Roy de France, nostre trescher Frere, ou a ses Deputez especialement en celle partie, aus Freres Anghilins dedans la Ville de Bruges, au jour de la Feste de Saint Andreu, prochain venant, en un An, Lettres, sceelles de nostre Grant Seel, en laz de soi, & cire vert,

Ou cas qui nostre dit Frere aura fait les Renonciations, qu'il doit faire de sa partie, & nostre trescher Neveu, son Filz ainsne, & ycelles bailliez a noz Gentz, ou Deputez audit Lieu & terme, par la maniere qui obligez y font,

Des queles Lettres la teneur de mot en mot, s'en suit,

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & d'Aquitain, s'avoir faisons a touz, presents & a venir, qui,

Come Guerres mortieles aient longuement durrez entre Nous, qui avons reclamez avoir Droit au Roialme & a la Couronne de France, d'une part, & le Roi Pheip de France, lui vivant, & apres son deces, entrez, nostre trescher Frere, le Roi de France d'autre part, aient porte moult grantz damages, non pas seulement a Nous, & a tout nostre Roialme, mes aus Roiaumes voisins, & a toute Cristiente,

Cir, par les dites Guerres, sont mainteffoiz avenues Batailles mortieles,

Occisions des Gentz,

Pillennenz, & arsures, & destruccions des Gentz,

Et paril d'Almes,

Desolacions des Puelles & de Vierges,

Desponsellacions des Femmes mariees & veuves,

Arsures des Villes, d'Abberies, de Manoirs, & Eglises,

Roberies & Oppressions, Guyetement de Voies & de Chemyns,

Justice en est faillee,

Et la foy Cristienne refroidie,

Et Marchandise perie,

Et tant d'autres malesces & horribles faiz s'en sont ensuiz, qui ne pourroient estre ditz, nombrez, ne escriptz,

Par les queles nostre dit Roialme, & les autres Roialms par Cristiente, ont soustenu molt d'afflictions & de damages irreparables,

Par quoy Nous,

Considerantz & pensantz les maux dessusdiz, & qui vrais semblable estoit, qui plus grantz s'en porroient ensuyvre en temps a venir,

Et alantz grant plue & compaignon de nostre Poesle, qut, en la prosecution de noz Guerres, ont exposes

TOM. II. PART. I.

leurs Corps & leur Biens a touz perils, sanz eschiver despens & mises, dont nous devons bien avoir perpetuel memoire,

Avons pur ce sustenu, par plusieurs foiz, Traittie de Paix,

Premierement, par le moyen de, Honorables Peres en Dieu, plusieurs Cardinaux & Messages de nostre Saint Pierre, le Pape, qui, a grant diligence & instance, y travailloient pur lors,

Et, depuis ce, y a't en plusieurs Traitties, Parles & plusieurs voies toucheez, entre Nous & nostre Frere de France,

Finablement, en Mois de May, darrenement passe, vindrent en France, Messages depar nostre Saint Pierre, le Pape, nostre chere & foial, l'Abbe de Clugny, Frere Symon de Lengres, Maistre en Divinite, Maistre de l'Ordre des Freres Prescheurs, & Hugue de Geneve, Chivalier, Seigneur d'Auron, ou nous estoions lors en nostre Host,

Et tant alerent & vinrent les ditz Messages, devers Nous & devers nostre treschere Neveu, le Duc de Normandie, lors Regent le Roialme de France, qui en plusieurs Lieux s'assemblerent Traiteurs, d'une part & d'autre, pur parler & traier de Paix entre Nous & nostre dit Frere de France, & les Roialmes de l'un & de l'autre,

Et, au darreiner, s'assemblerent les Traiteurs & Procureurs,

Depar Nous & depar nostre Ainsne Filz, le Prince de Gales, as choses dessus escriptz par especial Deputez,

Et les Procureurs & Traiteurs,

De nostre dit Frere & son Ainsne Filz, alant a ce Povoit & Andorite de l'un & de l'autre,

A Breigny pres de Chartres,

Ou quel Lieu feu parles, & acordee, de Traiteurs & Procureurs, de l'une & de l'autre Partie, sur touz le Discors, Dissentions, & Guerres, que Nous & nostre dit Frere avoions l'une contre l'autre,

Le quel Traite & Paix les Procureurs, d'une part & d'autre, par l'une Partie & par l'autre, jurerent, aus saintz Evangiles, tenir & garder,

Et, apres ce, le jurerent solennement nostre dit Filz pur Nous & pur Lui,

Et le dit nostre Neveu, le Duc de Normandie, alant a ce povoit, pour son dit Frere, nostre Frere, & pur Lui,

Et Nous,

Apres ces choses, ainsi faites, & a nous reportees & exposees, considere qui nostre dit Frere de France s'accordoit & consentoit au dit Traite, & vouloit ycelui & la Paix tenir, garder, & accomplir de sa partie,

Icelles Traite & Paix,

Du conseil & contentement de plusieurs de nostre Sanc & Lignage, Dux, Countes, Clercs & Gentz d'Eglise, de Barons, Chivaliers, & autres Nobles, Bourgois, & autres Sages de nostre Roiaume.

Pur appaier les Guerres, & les maux, & douleurs dessusdiz, dont le Poesle estoit si malmene, come dessus est dit,

A l'honneur & a la glorie du Roy des Roys, & pur Reverence de Sainte Eglise, de nostre Saint Pierre, le Pape, & de ses Messages,

Avons consenti, & consentons, & les ratifions, greons, & approvons,

Et, come, par le dit Traite & Paix, nostre dit Frere de France doit delivrer & delaisser, & ad baillie, delivre, & delaisse, si come il est contenu es Lettres, sur ce faites, plus pleinement, a perpetuite, a Nous, pur Nous, & pur noz Heirs, & Successeurs, a tenir perpetuellement & a touz jours, toutes les choses qui s'ensuyvent, par la maniere qui nostre dit Frere ou ses Filz, ou aucun de ses Auncelres Rois de France les tindrent, en aucun temps passe (c'est assavoir, CE QU'EN SOVERAINETE, A TENIR EN SOVERAINETE, CE QU'EN DEMAINE, A TENIR EN DEMAINE) c'est assavoir,

La Cite, le Chastel, & toute la Counte de Poitiers, & toute la Terre & le Pais de Poitou, ensemble les Fees de Thouartz, & la Terre de Beleville,

La Cite & le Chastel de Xaintes, & toute la Terre & le Pais de Xaintonge, par deca & par dela la Charente,

La Cite & le Chastel d'Augen, & la Terre & le Pais d'Aginois,

La Cite, & le Chastel, & toute la Counte de Perregort, & la Terre & le Pais de Pierregutz,

ANNO 1360.

ANNO
1360.

La Cite & le Chastiel de Limoges, & toute la Terre & le Pais de Lymosin,
La Cite & le Chastiel de Caours, & la Terre & le Pais de Caoucin.

La Citee, le Chastiel, & le Pais de Tarbe, & la Terre, Pais, & Conte de Bigorre,
La Conte, la Terre, & le Pais de Gaure,
La Citee & le Chastiel d'Angoiesme, le Conte, la Terre, & le Pais d'Angoiesmois,
La Citee & le Chastiel de Rodeis, & la Terre & le Pais de Rovernec.

Et ce que Nous, ou aucuns des Rois d'Engleterre anciennement tindrent en la Ville de Montreull sur la Meer, & les Appartenances.

ITEM, la Conte de Pontiu tout entierement; sauf, & except, & selon la teneur de l'Article contenu ou dit Traicte, qui de la dite Conte fait mencion.

ITEM, le Chastiel & la Ville de Calais,
Le Chastiel, la Ville, & Seigneurie de Merk,
Les Villes, Chastielx, & Seignuries de Sangate, Couloigne, Hammes, Wale, & Oye; avec les Terres, Bois, Marois, RIVERS, Rentes, Seignuries,

Et autres choses, contenues en l'Article, faisant de ce mention, ou dit Traicte, & selon la teneur du dit Article.

ITEM, le Chastiel, la Ville, & tout entierement la Countee de Guines, avec toutes les Terres, Villes, Chastielx, Forteresces, Lieux, Hommes, Homages, Seignuries, Bois, Forez, & Droitures, selonc la teneur de l'Article, faisant de ce mencion plus planelement, ou dit Traicte.

Et, avec les Iles adjacentes aus Terres, Pais, & Lieux avant nommez, ensemble avec toutes les autres Iles, les queles Nous tenons au present, & tenions au temps du dit Traicte.

Et come, par la forme & teneur du dit Traicte & de la Paix, Nous &, nostre dit Frere, le Roy de France doions & avons promis, par Foy & par Serement, l'un a l'autre, yceux Traicte & Paix tenir, garder, & accomplir, & non venir encontre,

Et soient tenuz, Nous & nostre dit Frere, & noz Filz Ainsnez dessusditz, par Obligation & Promesse, par Foy & par Serement, faitz d'une partie & d'autre, certains Renoncians, l'un pur l'autre, selonc la forme & teneur des deux Articles, contenuz, entre les autres, ou dit Traicte & Paix; dont la forme est tielle.

ITEM, est acorde que le Roy de France & son Eisnez Filz le Regent, par eux, & par leurs Heirs, & par touz les Rois de France, & leur Successeurs, a touz jours, a plusieurs fois se purra faire, sanz mal engin, & a plusieurs delains la Saint Michel prochain venant en un An, rendront & bailleront au dit Roi d'Engleterre, & a touz ses Heirs & Successeurs, & transporteront en eux touz les Honeurs, Regalites, Obediences, Homages, Ligeances, Vassaulx, Fiez, Services, Reconnoissances, Serementz, Droitures, mere & mixte Impere, toute maniere de Juridictions hautes & basses, Ressors, Sauvegards, Seignuries, & Souverainetez, qui appartiennent, ou pourroient en aucune maniere appartenir aux Roys & a la Corone de France, ou a aucune autre parsonne a cause du Roi & de la Corone de France, en quelque temps, es Citees, Contees, Chastelaux, Terres, Pais, Iles, & Lieux avantnommez, ou en aucuns d'ycelles, & a leur Appartenances & Appendantz quelconques, ou es Parsonnes, Vassaulx, ou Subgiz quelconques d'ycieux, soient Princes, Dux, Contes, Viscontes, Ercevesques, Evesques, & autres Prelatz d'Eglise, Barons, Nobles, & autres quelconques, sanz riens a eux, leurs Heirs, & Successeurs, la Corone de France, ou autre que ce soit, retenir ne recevoir en yceux; pour quoi ils, ne leur Heirs, & Successeurs, ou aucuns Rois de France, ou autre que ce soit a cause du Roi ou de la Corone de France, aucune chose y pourront challenger ou demander, ou temps a venir, sur le Roy d'Engleterre, ses Heirs, & Successeurs, ou sur aucun des Vassaulx & Subgiz avantditz, pur cause des Pais & Lieux avant nommez;

Ainsi qui toutes les avant nommez Personnes, & leurs Heirs, & Successeurs, perpetuellement seront Hommes liges & Subgiz du Roi d'Engleterre, & a touz ses Heirs, & Successeurs.

Et qui le dit Roi d'Engleterre, ses Heirs, & Successeurs, toutes les Personnes, Citees, Contees, Terres, Pais, Iles, Chastielx, & Lieux avant nommez, & toutes leurs Appartenances & Appendantz, auront, & tendront, & a eux demourront pleinement, perpetuellement, & franchement en leur Seignuries, Souve-

rainete, & Obeissance, Ligeance, & Subjection, come les Rois de France les avoient & tenoient en aucun temps passe.

Et que le dit Roi d'Engleterre, ses Heirs, & Successeurs auront & tendront, paisiblement & perpetuellement, touz les Pais avant nommez, avec leur Appartenances & Appendances, & les autres choses avant nommez, en toute Franchise & Liberte perpetuelle, come Seigneur Souverain & Lige, & come Voisins au Roi & au Roialme de France, sanz y reconnoistre Souverain, ou faire aucun Obedience, Hommage, Ressort, Subjection, & sanz faire, en aucun temps a venir, Service ou Reconnoissance aus Rois, ne a la Corone de France, des Citees, Contees, Chastielx, Terres, Pais, Iles, Lieux, & Personnes avant nommez, ou pur aucun d'icelles.

ITEM, est acorde que le Roi de France & son Eisnez Filz RENONCERONT expressement aus dirz RESORS & SOVERAINETEZ, & a tout le Droit qu'il ont ou pvoient avoir es toutes les choses, que par ce present Traicte doivent appartenir au Roi d'Engleterre.

Et, semblablement, le Roi d'Engleterre, & son Eisnez Filz renonceroient expressement a toutes les choses, qui par ce present Traicte ne doivent estre bailliez ne demourer au Roi d'Engleterre, & a toutes les demandes, qu'il faisoit au Roi de France.

Et, par especial, au Noun & au Droit de la Corone & du Roialme de France,

A Hommage, Souverainete, & Domaine du Duche de Normandie, du Duche de Touraigne, des Contees d'Anjou & du Maine,

A la Souverainete & Homage du Duche de Bretagne,

A la Souverainete & Homage du Conte & Pais de Flandres,

Et a toutes autres demandes, que le Roi d'Engleterre faisoit, ou faire pourroit, au Roi de France, pur quelque cause que ce soit,

Outre ce & except, qui, par ce present Traicte, doit demourer & estre baillie au dit Roi d'Engleterre, & a ses Heirs.

Et en transporteront, cesseront, & delaisseront l'un Rois a l'autre, perpetuellement, tout le Droit, qui chescun d'eulz a, ou puet avoir, en toutes les choses, qui par ce present Traicte doivent demourer ou estre bailliez a chescun d'eulz.

Et du temps & Lieu, ou & quant les dites Renoncians se feront, parleront & ordonneront les deux Rois a Calais ensemble.

Et,

Pur ce qui nostre Frere de France & son Eisnez Filz, pur tenir & accomplir l'Articles & la Paix & Accord dessusditz, ont renunciez, expressement, as Ressors & Souverainetes, compris es dirz Articles, & a tout le Droit qu'il avoient, ou pvoient avoir, es toutes les choses dessus dites, qui nostre dit Frere Nous ad baillie, delivre, & delaisie, & es autres qui d'ores en avant nous doivent demourer ou appartenir par les dirz Traicties & Paix,

Nous, parmi les dites choses, renuncions, expressement, a toutes les choses, qui, par les dirz Traicte & Paix, ne doivent estre bailliez ne demourer a Nous, pur Nous, & pur noz Heirs,

Et a toutes les demandes, que nous faisoies & pouvoies faire envers nostre dit Frere de France,

Et, par especial, au Nom & au Droit de la Corone & du Roialme de France,

A l'Omage, Souverainete, & Domaine du Duche de Normandie, du Duche de Touraigne, des Countees d'Anjou & du Maine,

A la Souverainete & Homage du Duche de Bretagne, Et a la Souverainete & Homage du Conte & Pais de Flandres,

Et a toutes autres demandes, que Nous faisoies, ou faire pvoies, a nostre dit Frere, pur quelque cause que ce fust,

Outre ce & excepte qui, par ce present Traicte, doit demourer a Nous, ou a noz Heirs,

Et en lui transporteront, cessons, & delaissons, & il en Nous, & l'un a l'autre, au mielz qui nous pvoies, tout le Droit qui chescun de Nous pvoit & puet avoir en toutes les choses, qui, par le dit Traicte & Paix, doivent demourer ou estre bailliez a chescun de Nous,

Sauf & reserve aus Eglise, & Gentz d'Eglise, ce que a eux appartient, & que tout ce, qui a este occupe & est detenu de leur, pur achoison des Guerres, leur soit rendue & delivre,

ANNO
1360.

Et

ANNO
1360.

Et que les Villes & Fortereſſes, & touz les Habitantz d'icelles, ſeront & demourront en tieles Libertés & Franchiſes, come elles eſtoient par avant en nostre main & Seigneurie, & leur ſeront confermees par nostre dit Frere de France, ſi il en eſt requiz, ſi contrers ne ſont aus choſes devandites.

Et fouzmetrons, quant a toutes ces choſes, Nous, & noz Heirs, & Successeurs, a la Jurediction & Cohercion de l'Eglise de Rome.

Et voulons & conſentons qui, nostre Saint Pere, le Pape, conſerne toutes ces choſes, en donnant Monicions & Mandementz generaux, ſur l'accompliſſement d'icelles, contre Nous, noz Heirs, & Successeurs, & contre touz noz Subgez, ſoient Communes, Colleges, & Univerſites, ou Perſonnes ſinguliers quelconques.

Et en donnant Sentences generaulz d'Eſcommuniement, de Suspension, & de Entredit, pur eſtre encorreiz par Nous & par eux, pur ce fait :

Et ſi toſt qui Nous ou eux ſerons ou attemperons, en occupant Fortereſſe, Ville, ou Chasteil, ou autre quelconque choſe, faiſant, ratifiant, ou agreant, ou donnant conſeil, confort, faveur, ou aide, ſelement ou en appert, contre la dite Paix ;

Des quelles Sentences ils ne puiſſent eſtre abſous, juſques ils aient fait plenerie ſaiſſaſſion a touz ceulx, qui par celui fait auroient ſouſtenu ou ſuſtendroient damages.

Et, avec ce, voulons & conſentons que, nostre Saint Pere, le Pape, pur ce que plus fermement ſoit tenue & gardee la dite Paix a perpetuite, toutes Pactions, Confederacions, Alliances, & Covenances, coment qui elles puiſſent eſtre nomeez, qui purroient eſtre prejudiciables ou obvier par quelque voie a la dite Paix, ou temps preſent, ou a venir (ſuppoſe qui elles fuiſſent fermees ou valles par Peines, ou par Serementz, & confermees de l'Autorite de nostre Saint Pere, le Pape, ou d'autre) ſoient caſſes, irrites, & miſes a nient, come contrains au Bien commun, & au Bien de Paix commun & profitable a toute Chreſtiente, & deſplaiſant a Dieu ; & touz Serementz, ſaiz en tiel cas, ſoient relachez.

Et ſoit decerne, par le dit nostre Saint Pere, qui nul ſoit tenu a tiel Serementz, Alliances, ou Covenances tenir ou garder,

Et defendre qui, en temps a venir, ne ſoient faiſes tieles, ou ſemblables,

Et, ſi dit fait aucun attemptoit ou faiſoit le contraire, qui, des maintenant, les caſſe, & irrite ; & rende nuls & de nulle vertu.

Et nientmoins Nous les punirons, come Violateurs de Paix, par peines de Corps & de Biens, ſicome le cas le requerra & que raiſon voudra,

Et, ſi nous faiſions, procurions, ſouſcriptions eſtre fait le contraire (que Dieu ne veuille) Nous voulons eſtre tenu & reputé par delloyal & menſongier, & voulons encourreur blaſme & diſſame come Roi Sacre doit encourre en tiel cas,

Et jurons, ſur le Corps de Jehu Chriſt, les choſes deſſus dites tenir, garder, & accomplir, & encontre non venir par Nous, ou par autre, par quelque cauſe ou manere.

En Teſmoign. &c.

Don. &c.

Et, pur ce qui les dites choſes, & chascune d'icelles, ſoient, de point en point, & par la forme & maniere deſſusdites, tenues & accomplies, Nous obligons Nous, noz Hoirs, & touz les Biens de Nous & de noz Heirs, a nostre dit Frere le Roi de France, & a ſes Heirs.

Et jurons, aux ſainctz Evangiles, par nous corporellement touchez, qui Nous perſerons, accordons, & accomplirons, en cas deſſusdit, toutes les devant dites choſes, par Nous promiſſes & accordees, come devant eſt dit.

Et voulons qui, en cas qui nostre dit Frere & nostre dit Neveu auroient faiſes les dites Renunciacions, & envoiez & baillees, come dit eſt, & les dites Lettres ne fuiſſent baillees au nostre dit Frere, aux Lieu & terme, & par la forme & maniere, que deſſus eſt dit, des lors, en cas deſſusdit, Nos preſentz Lettres, & quant que eſt compris dedein, aient tant de vigueur, effect, & fermete, come aroient noz autres Lettres, par nous promiſſes a bailler, come deſſus eſt dit.

Sanſ, toutes voies, & reſerve pur Nous, noz Heirs, & Successeurs, que les dites Lettres, deſſus encorporees,

n'aient aucun effect, ne Nous puiſſent porter aucune prejudice ou damage, juſques a ce qui nostre dit Frere & nostre dit Neveu auroient faiſes, envoies, & baillees les dites Renunciacions, par la manere deſſusdite, & qu'il ne puiſſent aider contre Nous, noz Heirs, & Successeurs, en aucune maniere, ſi nous en cas deſſusdit.

En teſmoignance de quelle choſe Nous avons fait mettre nostre Seal a ces preſentes Lettres.

Donne a Calais le xxiv. jour d'Octobre, l'An de grace, mil, trois cens, ſoixante.

XII.

Traité de Paix conclu entre JEAN, Roi de France, & EDOUARD III. Roi d'Angleterre, & confirmé par CHARLES Dauphin de France. Donné à Boulogne le 26. Octobre 1360. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 260.]

CHARLES, Ainsne Filz du Roy de France, Duc de Normandie, & Dauphin de Vienne, ſçavoir faiſons a touz, preſens & a venir, que nous avons veu & diligement aviſé les Lettres de notre treschier Seigneur & Pere contenant la forme qui ſ'enſuit,

JEHAN, par la grace de Dieu, Roy de France, a touz ceulx, qui ces preſentes Lettres verront, Salut.

Sçavoir faiſons que Nous, Penſant & conſiderant que les Roys & les Princes Chreſtiens, qui veulent bien gouverner le Peuple qui leur eſt ſubgez, doivent fuir & eſchiver Guerres, Diffenſions, & Discordes (dont Dieu eſt offendu) & querre & avier, pour eulx & pour leurs Subgez, Paix, Unite & Concorde,

Par la quelle l'Amour du Souverain Roy des Roys doit eſtre acquieſce, les Subgez ſont gouvernez en tranquillite, & aux perilz des Guerres eſt obvie,

Et recordans les grans maux, damages, & afflictions, que notre Royaume & noz Subgez ont ſouſtenu par long temps, pour cauſe & occasion des Guerres & Discordes, qui ont dure longuement entre Nous & notre treschier Frere le Roy d'Angleterre, & les Royaumes, Subgez, Amis, Aydenz, & Alliez d'une Partie & d'autre,

Sur les quelles entre Nous & notre dit Frere finalement eſt fait bon Accord & bonne Paix reformee,

Et deſirant ycelle tenir, & garder, & perſeverer en vraye Amour parperpetuelment, par bonnes & fermes Aliances entre Nous & notre dit Frere, noz Hoirs, & les Royaumes, & Subgez de l'une & de l'autre,

Par les quelles pourroit la dite Paix, Accorde, & bonne Amour eſtre plus fermement & plus entierement en Concorde garde,

Justice mieux eſtre exercee, Les Droix & Seignories de l'une & de l'autre mieulx deſſenduz,

Les Rebelles, Malfaiteurs, & Desobeiſſans a l'une & a l'autre, eſtre plus aſſeſment contrains a obeir, & ceſſer des Rebelions & Exces,

Toute Chreſtiente eſtre maintenue en plus paisible eſtat,

Et la Terre ſaincte en pourroit mieulx eſtre ſecourue & aidee,

Et toutes ces cauſes & autres attenduz, & conſiderans que, nostre Saint Pere, le Pape ait diſpenſé, par grant deliberation, avec Nous & notre dit Frere, c'eſt alſavoir :

Avec Nous & touz noz Subgez, tant Genz d'Eglise, comme Seigneurs, ſur toutes les Confederacions, Aliances, Conventions, Obligacions, Lettres, & Serementz, qui eſtoient entre Nous, notre Royaume, & noz Subgez, d'une partie, &, nostre treschier Conſein, le Roy d'Eſcoce, ſon Royaume, & ſes Subgez, d'autre part, comme le bien & l'effect de la dite Paix, entre Nous & notre dit Frere d'Angleterre, les Royaumes & Subgez de l'une & de l'autre, peulx eſtre ampeſchees par icelles, & pour ce les ait le dit nostre Saint Pere caſſees, offees, annulees, & irrites du tout,

Si come en ſes Lettres, & es Proces, ſur ce fait, eſt plus platement contenu,

Pour conſideration des cauſes & choſes deſſus dites, & auſſi voulens accomplir, en tant come nous toucher Nous peut, le dit Accord fait ſur les dites Aliances,

ANNO
1360.

ANNO
1360.

ces, si comme otroïe l'avons, comme dit est, eue, sur ce, tresgrant & meure deliberation,

Avons fait, & par ces presentes faisons, pour Nous, noz Enfantz, noz Hoirs, & noz Successeurs, nôtre Royaume, & noz Terres quelconques, & nos Subgiez, d'une part, avec nôtre dit Frere, ses Enfans, ses Hoirs, & Successeurs, son Royaume, ses Terres, & ses Subgez d'autre partie, parpuelles Alliances, Considerations, Amitiez, Païctions, & Convenances qui apres s'ensuivent; c'est assavoir,

Que Nous, noz Enfantz, noz Hoirs, & Successeurs, nôtre Royaume, noz Terres, & noz Subgez quelconques, presens & a venir, nez, & a naistre, serons, a toutz joursmais, a nôtre dit Frere, ses Enfantz, ses Hoirs, & Successeurs, son Royaume, ses Terres, & Subgez quelconques, bons, vrsys, & loyaux Amis & Alliez, & leur garderons, de tout nôtre pouvoir, leurs Honours, & leur dishonneur, leur vitapere, & leur dommage empeschérons loyaument de tout nôtre pouvoir,

A aucuns de leurs Ennemiz, presens & a venir, nez, ou a naistre, quelqu'il soient, aucun conseil, confort, ou aide encounter eulx, ou aucun d'eulx, pour quelconques cause ou occasion que ce soit ou pult estre, par Nous celement ou en appert, Nous ne donnerons, ne ferons.

Ne vueulx Ennemiz, au damage ou prejudice de nôtre dit Frere, ses Hoirs, ou son Royaume, s'ieument receptrons, recevrons, ne receptr ne recevoir ferons ou souffrirons, en aucune maniere, en nôtre Royaume, ou autres noz Terres ou Seignories,

Ne, par iceux Royaume & Terres, ou aucun d'eulx, en prejudice ou damage de nôtre dit Frere, ses Hoirs, Successeurs, son Royaume, ses Subgez, & ses Terres, leurs diz Ennemiz passer ne demorer s'ieument souffrirons,

Ne autrement yceux Ennemiz par Nous, ou par autres, en appert ou en reposit, sous quelconque tiltre ou couleur que ce soit, contre nôtre dit Frere, ses Hoirs, & Subgez, & son Royaume, & autres Terres, ne porterons ne foudlerons,

Noz Amiz & noz Alliez a leur Amour & Alliance, s'il Nous en requierent, de nostre pouvoir enduirons,

Et ne souffrirons aucuns de noz Subgez, ne autres quelconques, aler ou entrer en Royaume ou autres Terres de nôtre dit Frere, ses Enfans, Hoirs, ou Successeurs, pour y faire Guerre, domage, ne offense aucune, a Gaiges ou Service d'autrui, ou autrement, par quelque maniere & cause que ce soit, aliois les empeschons & deltourberons de tout nôtre pouvoir,

Et se aucuns de nos Subgez faisoient le contraire, ou aucune Guerre, villenie, ou dommage a nôtre dit Frere, a son Royaume, par Terre ou par Mer, ne a ses Enfantz, Hoirs, Successeurs, ou Subgez, nous les en punirons & ferons punir, si grandement, qu'il sera exemple a toutz autres,

Et, de tout nôtre pouvoir, ferons adrecler & reparrer toutz les damages, attemptz, ou emprises, faictes contre ces presentes Alliances, se Nous en sommes requis,

Et toute fois, que nôtre dit Frere, ses Hoirs, ou Successeurs auront mestier de nôtre ayde, & il Nous en requerront, ou feront requier, Nous, encounter toute personne, qui pult vivre & morir, leur aiderons, & donnerons tout le bon conseil, confort, & aide, a leurs propres fraiz & despens, que Nous ferions & pourrions faire pour nôtre propre fait & besoigne, & sanz fraude & mal engin,

Non contrestant quelconques autres Alliances, Amitiez, ou Considerations, que Nous, ou noz Predecesseurs, aions eues, en temps passe, a quelconques autres personnes; aux quelles toures, & chascune d'icelles, Nous renoncerons du tout, pour Nous, noz Successeurs, Royaumes, Terres, & Subgiez, a tous joursmais, par presentes:

Reserve toute fois & excepte le Pape & le Saint Siege de Rome, & l'Empereur de Rome qui ores est; les quelz Nous ne voulons estre compris en ces presentes Alliances en aucune maniere.

Et, pour ce que Alliances, Considerations, Convenances, Païctions, & autres choses dessus dites, & chascune d'icelles, soient plus fermement reneues, gardees, & accomplies, Nous avons jure sur le Saint Corps Jesu Crist, & encores jurons & promettons par la foy de nôtre Corps, & en parole de Roy, les choses dessus dites & chascune d'icelles tenir fermement & accomplir a toutz jours, sanz enfreindre en tout ou en partie, en aucune maniere, par quelconque cause ou occasion que ce soit.

Et se Nous faisons, procurions, ou souffrirons s'ieument le contraire estre fait (ce que Dieu ne vaille) Nous voulons estre tenu & repate, en tout Lieux, & en toutes Places, & en toutz Pais, pour faux, maures, & delloial parjur, & encourir tel blasme & diffame comme Roy Sacre doit encourir en tel cas.

Et, par ces presentes Alliances, nous n'entendons, ne voulons, que aucun prejudice se face a Nous, a noz Hoirs, & Subgez, par quoy Nous, & eux, pourrions & pourront receptr, porter, & tenir toutz les banniz & fultis hors du Royaume d'Angleterre. presens & a venir, nez & a naistre, par quelconques cause ou occasion que ce soit, par maniere que a este fait, & acoustume de faire en temps passe.

Et fourmettons, quant a toutes ces choses, Nous, & noz Hoirs, & Successeurs a la Jurisdiction & Cohercion de l'Eglise de Rome.

Et voulons & consentons que, nôtre Saint Pere, le Pape, confirme toutes ces choses, en donnant Monitions & Mandemens generaux, sur l'accomplissement d'icelles, contre Nous, noz Hoirs, & Successeurs, & contre toutz noz Subgez, soient Communes, Colleges, Universitez, ou Personnes singulieres quelconques,

Et en donnant Sentences generaux d'Escomenement, de Suspension, & de Intredit, pour estre encouruz par Nous & par eulx, pour celui fait, si tost que Nous ou eulx ferons ou atremptons, en occupant Forteresce, Ville, ou Chastel, ou autre quelconque chose faisant, ratifiant, ou agreant, ou donnant conseil, confort, faveur ou aide, celement ou en appert, contre la dite Paiz & cestes presentes Alliances.

Et avons fait semblablement jurer toutes les devant dites choses par,

Noz treschers Enfantz,
Le Duc d'Anjou & du Maine,
Le Duc de Berry, & d'Auvergne:
Le Duc de Thouraine,
Le Duc d'Orliens, nôtre Frere:
Et, noz Cousins, le Duc de Bourbon,
Monsire Jaque de Bourbon,
Jehan d'Artois,
Monsire Pape d'Alencon,
Monsire Jehan d'Estampes,
Guy de Blois,
Le Conte de Saint Pol,
Le Conte d'Harcourt,
Le Conte d'Auencourt,
Le Conte de Tancarville,
Le Conte de Sancerre,
Le Conte de Joigny,
Le Conte de Saligny,
Le Conte de Breil,
Le Sire de Concy,
Le Sire de Craon,
Le Sire de Fienles,
Le Dauphin d'Auvergne,
Le Sire de Montmorancy,
Guillaume de Craon,
Le Sire de Saint Venant,

Et ferons aussi jurer, semblablement & au plusost que faire pourrons bonnement, la plus grant partie des Prelaz, Pers, Dux, Contes, Barons, & autres Nobles de nôtre Roiaume.

En tesmoing des quelles chose Nous avons fait mettre nôtre Seel a ces presentes Lettres.

Donne a Bouloigne le xxvi. jour d'Octobre, l'An de grace Mill. CCC. sexante.

Et Nous, Charles dessusdit, Voulens de tout nôtre pouvoir enteriner & accomplir tout ce, que nôtre dit Seigneur & Pere a promis & conveancie,

Promettons, loyamment & en bonne foy, & avons jure, & jurons, sur le Corps Jesu Crist sacre, tenir, garder, & accomplir, pour tant comme il Nous touche & pourra toucher, toutes, & chascune, les choses, contenues es Lettres ci dessus transcriptes, & par la forme & maniere que compris y est, sanz venir, ne faire venir, en aucune maniere, a l'encontre.

En tesmoing de ce Nous avons fait mettre nôtre Seel a ces presentes Lettres.

Donne

ANNO
1360.

D U D R O I T D E S G E N S .

31

ANNO 1360. Donne a Bouloigne le xxvi. jour d'Octobre l'An de grace Mill. CCC. lxxante.

Par Monfieur le Duc.

N. DE VENES.

Sab Sigillo, Cera viridi impreſſo, a Filis ſcribit.

Teſtificatur per Abbatem Andrymum ſub eadem Data.

XIII.

16. Mai. Teſtament de JAQUES de Savoye, Prince d'Achaie, en date du 16. Mai, 1360. [S. GUTHENON, Hiſtoire Généalogique de la Maifon de Savoye. Preuves. pag. 114.]

In nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen.

ANNO ejusdem Domini milleſimo trecentefimo ſexageſimo, Indictione quarta, die ſexdecima menſis Maji, per hoc præſens publicum Inſtrumentum, cunctis appareat, tam præſentibus quam futuris. Cum Illuſtris Dominus Jacobus de Sabaudia Princeps Achaye Filius, & Heres reſcedende memorie Domini Philippi de Sabaudia Principis Achaye quondam, conſiderans, & attendens quod nichil eſt certius morte, & nichil incertius hora mortis, volens providere ſaluti ejus animæ, & de bonis ſuis ſibi à Deo collatis ordinare taliter, quod poſt ejus deceſſum, de ipſis bonis ſuis, inter liberos ſuos impoſſitum nulla contentio oriatur: Idcirco idem Dominus Jacobus ſanus mente, & corpore, per Del gratiam, de bonis ſuis omnibus, ſive ſint mobilia, vel immobilia, nomina, jura, & actiones, vel alia quæcumque coram me Notario, & teſtibus infra ſcriptis masculis, & pueribus præſentibus, audientibus, & intelligentibus, vocatis, & rogatis ſpecialiter per ipſum Dominum Jacobum Principem, pro infra ſcriptis, & ad infra ſcripta, ut de ipſis veritas perpetuo habeatur, ſuum præſens Teſtamentum nuncupativum, ſicet in ſcriptis redactum, & ſuam ultimam voluntatem, & diſpoſitionem facit, diſponit, & ordinat in modum qui ſequitur, & formam. In primis animam ſuam cum à corpore ſuo exiverit recom mendat Altifimo Creatori, & Gloſioſe Virgini Mariæ Matri ſuæ, & toti Cœleſti Curie Supernorum. Item ſepulchrum ſuum eligit in Cimiterio Fratrum Minorum Ordinis Beati Franciſci Convenus Pinarolli, videlicet in Capella per ipſum inchoata ibidem, & ibi vult ſepeliri ſecundum ſtatum ipſum, ad ordinationem ſuorum Executorum infra ſcriptorum, quibus Fratribus Minoribus, tam pro remedio animæ ſuæ, & parentum ſuorum, quam pro faciendâ, & conſtruendâ dictâ Capella una cum tumulo, in quo vult ſepeliri, tria miſſa ſtoremorum boni auri, & magni ponderis, per Heredem ſuum univerſalem infra ſcriptum ſolvenda ſemel dat, & legat. Item Pauperibus Chriſti dividendum per dictos ſuos Executores infra ſcriptos pro remedio animæ ſuæ, & parentum ſuorum, centum libras groſſorum Turonenſium ſemel dat, & legat. Item vult, ordinat, & diſponit, quod ordinationes, & legata facta, & facta per inclitæ recordationis Dominum Philippum de Sabaudia, & Dominam Catharinam ejus parentes, de quibus apparebit per Teſtamenta ipſorum, plenarie obſerventur, per Heredem ſuum univerſalem ad quorum omnium plenariam obſervationem, ipſum Heredem ſuum obligat. Item Dominam Margaretam de Bellipeto ejus Conjugem, dotalicium ſuum, & dotalionem propter nuptias, & in augmentum Dotis per eum ſibi factam, una cum aſſignatione, de ipſis per eum ſibi facta, de quibus conſtare aſſert Inſtrumento publico recepto, manu Anthonii Becconis de Yenna, Notarii publici dat, & legat, & caſu quo de ipſo aſſertamento non appareat, ipſum dotalicium, & augmentum ejusdem Domini Margaretæ aſſignat, de præſent ſuper Caſtris, & Villis Taurini, Montiscaleſtri, & Cariniani una cum Jurisdictione omnimoda, Hominibus, Homagis, Fidelitatibus, Redditiſus, Cenſis, Uſagiis, & omnibus aliis Juribus, & pertinentiis Locorum prædictorum, quæ omnia eidem Domine Margaretæ pro ſuis, dotalicium, donatione, & augmento hypothecâ tenenda, per ipſam, poſt ejus obitum, quamdiu ſe abſtineat, ad ſecundas nuptias convolvendum, & in caſu quo ſecundario nuber, vult, & ordinat idem Teſtator, quod dictum dotalicium, cum donatione, & augmento præ-

dictis, eidem Domine Margaretæ, per Heredem ſuum univerſalem infra ſcriptum, integrè perſolvatur, & quod ipſa Dominâ Margaretâ in eodem caſu dictâ Caſtra, Villas, & cætera ſibi aſſignata, ipſi Heredi ſuo univerſali remittere teneatur. Item Dominum Philippum ejus Filium, quem ſuſcepit à Domina Sibilla de Bacio ejus Conjuge, quondam in Caſtris, & Villis Vigoni, Ville-Franche, Mirobolli & Briquerati, una cum Jurisdictione omnimoda dictorum Locorum, & una cum omnibus Hominibus, Homagis, Fidelitatibus, Redditiſus, Poſſeſſionibus, Uſagiis, Tributiſus, & aliis omnibus Juribus, & pertinentiis ipſorum Locorum, nec non, & in reacheis, & racheorum Juribus, quæ habet in Caſtris, & locis Moreze, & Briquerati, quorum racheorum præſia per Heredem ſuum univerſalem infra ſcriptum ſolvantur. Heredem ſuum inſtituit, & pro tanto ipſum ejus Filium, de bonis ſuis omnibus, vult eſſe contentum, & quod aliquid ulterius aliqua cauſa, de Hereditate ſua, non poſſit petere, ita tamen quod ipſa Caſtra, Villas, & Loca prædicta cum Juribus & pertinentiis ipſorum Locorum teneat in Feudum ab Herede ſuo univerſali infra ſcripto, & ſub Homagio Ligio ad quod præſtandum ipſi Heredi ſuo univerſali ſit efficaciter obligatus, præcipiens idem Teſtator, & per fidei, requirens ipſum Dominum Philippum Filium ſuum, quod in caſu quo ipſum decedere contingeret ſine Heredibus legitimis, & naturalibus masculis, à ſuo proprio corpore procreatis, quod prædicta Caſtra, Villas, atque Loca, cum Juribus, & pertinentiis ipſorum Locorum, reſtituat dicto Heredi ſuo univerſali infra ſcripto, & ad ipſa omnia reddenda dicto Heredi ſuo univerſali in caſu prædicto, ipſum obligat, & quod ſi forſan decederet, remanentibus ſibi Filiabus, una vel pluribus naturalibus, & legitimis, & de ſuo proprio corpore procreatis, ipſas vult, & præcipit maritari per dictum Heredem ſuum univerſalem, ad ordinationem Illuſtris, & Magnifici Principis Domini Anedei nunc Comitis Sabaudie Domini ſui caſtrillum, vel Succellorum ſuorum Comitum Sabaudie, quas quidem Filias omnino prohibet, ne ad ſucceſſionem dicti Domini Philippi eorum Patris in Caſtris, Villis, & locis prædictis aliquæ admittantur. Item Ludovicum ejus Filium quem ſuſcepit à dictâ Domina Margâ, nunc conjugem ſua, in quingentis ſtoremis auri annuatim ſibi aſſignandis, per Dominum nunc Comitem Sabaudie, aut ejus Succellores, qui fuerint Comites Sabaudie, in loco vel locis aliis ipſius Teſtatoris, ubi eis videbitur, Heredem ſuum inſtituit, & pro tanto ipſum Ludovicum ejus Filium ab omni Hereditate ſua, vult eſſe contentum, & quod res quæ ſibi aſſignabatur, per dictâ ſtoremorum ſumma ut ſupra, à dicto Herede ſuo univerſali tenere debeat in Feudum, & ſub Homagio Ligio, & quod ſi ipſum Ludovicum decedere contingeret ſine liberis legitimis, & naturalibus à ſuo proprio corpore procreatis, quod dictâ res ſibi aſſignata, per dictâ quantitate ſtoremorum, ad dictum Heredem ſuum univerſalem infra ſcriptum plenarie revertantur, rogans, per fidei, ipſum Ludovicum ejus Filium, ut in dicto caſu, prædicta omnia reſtituat Heredi ſuo univerſali. Item Domino Aymoni de Sabaudia Fratri ſuo caſtrillum Caſtrum, Villam, & Mandamentum Combæ Vienne, cum Jurisdictione omnimoda, Hominibus, Homagis, Fidelitatibus, Redditiſus, Servitiis, & omnibus aliis Juribus, & pertinentiis, & de quibus idem Teſtator jam aſſert ordinari, ut ea habeat, dat, ita tamen quod ſi ipſum decedere contingeret ſine Heredibus masculis naturalibus, & legitimis à ſuo proprio corpore procreatis, quod prædicta omnia ad dictum Ludovicum ejus Filium perveniant, & pervenire debeant pleno jure, & dictus Ludovicus in eo caſu omnia ea tenere debeat à dicto Herede ſuo univerſali infra ſcripto in Feudum, & ſub eodem Homagio quo ſupra, rogans idem Teſtator ipſum Dominum Aymonem Fratem ſuum, ut in caſu prædicto, prædicta omnia reſtituat eidem Ludovicum ejus Filio. Item vult, & diſponit idem Teſtator quod ſi contingeret ipſum habere, & procreare plures Filias, unam vel plures à dictâ Domina Margaretâ nunc uxore ſua, vel à quacumque alia uxore ſua legitima, quod ipſa Filia, vel Filie maritentur ſemper per Dominum nunc Comitem Sabaudie, vel per ejus Succellores qui Comites Sabaudie fuerint, etiam de jure, & voluntate ipſorum, expenſis tamen, & ſumptibus dicti Heredis ſui univerſalis infra ſcripti, & quod Filia primogenita detur, & conſtitutur dos, videlicet viginti quinque millium ſtoremorum auri, & alteri Filie ſecundogenitæ detur, & conſtitutur dos, videlicet decem millium ſtoremorum auri, & ſic ſucceſſive cuiſbet ex ipſis Filiabus ulterius naſcentibus detur, & conſtitutur dos decem millium ſtoremorum auri, quarum quicunque Filiam

ANNO 1360.

ANNO
1360.

rum sic nascentium, & nascentiarum Dotes, per dictum Hæredem suum infra scriptum solvi debeant, & in casu quo decederent dictæ Filiæ sine liberis naturalibus, & legitimis, ipsa dos, seu dotes sic solutæ, ad ipsum Hæredem suum universalem infra scriptum revertantur, ipsasque tales Filias sic nascentes, & nascentias, & ipsarum quamlibet in dictis quantitatibus sibi Hæredes instituit, & pro tanto vult ipsas, & earum quamlibet à tota Hereditate sua tacitas, & contentas. Item vult, ordinat, & disponit idem Testator, quod omnibus familiaribus, & servitoribus suis utriusque sexus fiat, ad ordinationem Executorum suorum infra scriptorum, & per ipsos Executores suos condigna remuneratione de suis serviciis, & labore, taliter quod meritis sint contenti, & debeant contentari. In omnibus autem aliis bonis suis mobilibus, & immobilibus quascunque sint, & quocunque nomine censeantur, *Amedeus Filius suum* quem à dicta Domina Margareta nunc conjugæ suæ primogenitum suscepit Hæredem suum universalem sibi instituit eo modo, jure, & forma quibus melius potest, & vult, & præcipit omnia legata, & ordinata per ipsum Amedeum Hæredem suum universalem persolveri, nec non omnes clamores suos emendari, & quascunque male ablata per ipsum antedictum, de ipsius mandato plenarie restitui ad arbitrium, & ordinationem dictorum Executorum suorum infra scriptorum: Et in casu quo idem Amedeus Filius, & Hæres suus universalis prædictus decederet in pupillari ætate, vel aliter quandocunque sine liberis masculis naturalibus, & legitimis de suo proprio corpore procreatis, dictum Ludovicum ejusdem Testatoris Filium eidem Amedeo vulgariter, & pupillariter, & per fideicommissum substituit. Et in casu quo idem Ludovicus decederet absque liberis masculis naturalibus, & legitimis ex suo proprio corpore procreatis in pupillari ætate, vel aliter quandocunque, eidem Ludovico sic decedenti, primogenitum Filium suum masculum eidem substituit vulgariter, & pupillariter, & per fideicommissum, & per consequens omnes alios suos Filios nascituros gradatim, sicut & quemadmodum nascerentur, alterum alteri substituit, & in casu quo non haberet ulterius Filios aliquos masculos, naturales, & legitimis natos, & nascituros, eo casu eidem Ludovico Dominum Aymonem de Sabaudia Fratrem suum carissimum substituit, & ubi idem Testator Filios haberet nascituros, ultimo decedenti in pupillari ætate, vel aliter quandocunque sine liberis masculis naturalibus, & legitimis de suo proprio corpore procreatis, dictum Aymonem Fratrem substituit. Si vero dictus Dominus Aymo à dicta Hereditate, per formam substitutionis prædictæ decederet sine liberis masculis naturalibus, & legitimis, *Illustrem, & Magnificum Principem Dominum Amedeum nunc Comitem Sabaudie* Dominum suum carissimum, si vixerit, alium suum Successorem Comitem Sabaudie eidem Dominum Aymoni substituit; Et si forsan dictus Dominus Philippus ejus Filius ex tunc viveret, videlicet adveniente loco dictæ substitutionis per mortem dicti Domini Aymonis quem vetat, & prohibet ne ad aliquam successorem prænominatorum admittatur, vult, ordinat, & requirit idem Testator, quod in eo casu dictus Dominus Comes Sabaudie, eidem Domino Philippo Filio suo teneatur assignare, & assertare ultra montes in partibus Sabaudie, videlicet in locis quibus sibi Domino Comiti placuerit, in alia sua Terra, sex mille florenos auri, in redditibus sufficientibus, annuatim percipiendis, per ipsum Dominum Philippum, una cum Jurisdictione omnimoda Locorum omnium quæ assignarentur eidem, & idem Dominus Philippus dicta Caltra, & loca cum redditibus, hominibus, Homagiis, fidelitatibus, & aliis pertinentiis ipsorum, in quibus ut supra eundem instituit, Domino Comiti reddere, & dimittere teneatur. Item dictis liberis suis utriusque sexus, tam natis quam nascituris Tutorem Testamentarium ordinat, & constituit, videlicet dictum Dominum Comitem Sabaudie, absque tamen redditione Computi, & Inventarii confectione, quem rogat humiliter, & requirit, ut onus tutelæ ipsorum liberorum suorum dignetur, & sibi placeat assumere, quousque ad tempora pervenerint pubertatis, & ultra ipsorum liberorum suorum bona regere, & administrare, donec, & quousque fuerint ætatis legitime, scilicet viginti quinque annorum, & quod sciant se regere, & bona sua administrare decenter. Item vult, & ordinat idem Testator quod quandocunque altissimo placuerit Creatori, ipsum Testatorem ab hoc sæculo migrari, quod omnia Caltra, Villas, Loca, & quæcumque alia bona ipsius Testatoris, in manibus dicti Domini Comitis Sabaudie realiter ponantur; Et mandat idem Testator, tenore præsentis Instrumenti, omnibus, & sin-

gulis Castellans, & Officiariis suis, qui tunc erunt, ut dicta Caltra, Villas, & Loca, & alia bona sua eidem Domino Comiti Sabaudie realiter expediant, & omnibus suis fidelibus, Vassallis, & Subiectis, ut eidem Domino Comiti in omnibus pareant, & obediant, tanquam ipsi, si tunc viveret in humanis. Executores vero suæ præsentis ultimæ voluntatis constituit, & ordinat idem Testator, videlicet R.R. in Christo Patres Dominos Joannem Dei gratia Episcopum Taurinensem, Eduardum eidem gratia Abbatem Secusæ, Dominum Ruffinum Priorem Novalesiæ, & Joannem Bartholomæum, Fratres Joannem de Lucerna, & Martinum Caynæ, & dans eidem Executoribus suis plenam, & liberam potestatem contenta in præsentis Instrumento exequendi, prout in talibus fieri debet, non obstantibus aliquibus contradictionibus per Hæredem suum, seu per alterum quemcumque faciendis, requirens idem Testator per formam hujus Instrumenti dictum Dominum Comitem Sabaudie Dominum suum carissimum, quatenus dictos Executores suos fortes faciat, ad ipsam executionem plenarie faciendam, & quod de bonis suis ipsi Executores faciat expedire, pro executione plenaria facienda suæ præsentis ultimæ voluntatis; & si forsan aliqui ex ipsis prænominationis Executoribus, ad ipsam executionem faciendam, adeffe nequiverint, vel noluerint, ceteri nihilominus prædictam executionem faciant, & in solidum super hoc habeant potestatem. Hoc autem suum ultimum Testamentum, & suam ultimam voluntatem, & dispositionem esse vult, quod, & quam valere vult jure Testamenti nuncupativi, & si forsan non valeat jure Testamenti nuncupativi, vult quod valeat jure Codicillorum, vel jure Donationis causa mortis, vel ejusque alterius ultimæ voluntatis, secundum, & prout quod melius, & fortius valere poterit secundum jura, & Canonicas Sanctiones: Revocans, cassans, irritans, & annullans omnia alia sua Testamenta, & Codicillos, quæ reperirentur hætenus per eum fuisse facta, & ipsa vult fore, & esse nullius valoris, & momenti. Requirit humiliter dictum Dominum Comitem Sabaudie per seriem hujus Instrumenti, ut sibi placeat Testamentum confirmare, & quod ipsum, cum locus eveniret, faciat plenarie attendi, & adimpleri, & in suis singulis capitulis firmiter observari. Requirit, & rogans idem Testator testes infra scriptos præsentem masculos, & puberes, quorum nomina inferius describuntur, ut huic suo ultimo Testamento, & suæ ultimæ voluntati, testes interfiant, & quod de prædictis omnibus, loco & tempore perhibeant testimonium veritatis. Actum apud Rippolas in Domo Wilhelmi Dro. videlicet in Camera juxta aulam, præsentibus Dominis Francisco de Longa-Comba Ballivo Vallis-Seculæ, Petro Bovardi, Aymone Bernardi Militibus, Fratre Joanne de Crofo Ordinis Fratrum Minorum, Fratre Petro de Castromonte, & Fratre Dominico de Castromonte Ordinis Predicatorum, Antonio de Monte-majori, Bartholomeo Marcynt de Fossano, & Petro Bernodi dicto Rosset Secretario dicti Domini Comitis vocatis, & rogatis testibus ad præmissa, per Testatorem prædictum. *Signé DE ALLENIS.*

XIV.

Imperatoris CAROLI IV. Investitura, Ducibus 21. Mai.

Austrie RUDOLPHO, FRIDERICO, ALBERTO & LEOPOLDO, de Ducatibus Austriæ, Styriæ & Carinthiæ cum omnibus & singulis Comitibus; item Dominis Carniolæ, Marchiæ & Portis Naonis, omnibusque Feudis, quæ iidem Duces, eorumque Progenitores in Suevia, Alsatia & alibi ab Imperio tenuerunt, necnon de Feudis quæ Duces ALBERTUS & OTTO ab Imperatore LUDOVICO BAVARO habuerunt concessa. Datum Sevel die XII. Kalend. Junii 1360. [Pice tirée des Archives Impériales du petit Trésor de la Régence & de la Chambre à Vienne.]

KAROLUS Quartus divina favente clemencia Romanorum Imperator semper Augustus, & Boemie Rex, Notum facimus tenore presentium universis, quod pure fidel, & preclare devotionis insignia quibus Illustris Radolfus Dux Austrie, Styrie & Karinthie Princeps, & Gener noster dilectus nos, & Sacrum Romanum Imperium sincerius veneratur, & obsequia fructuosa, quæ nobis,

ANNO
1360.

ANNO
1360.

nobis, & eidem Imperio exhibuit & que ipse Rudolphus Dux, nec non Illustris Fridericus, Albertus & Leupoldus Duces, ejus Fratres, & ipsorum Heredes in futurum impendere poterunt & debebunt, clare nostre mentis intuitu limpidius intuentes, ipsi Rudolpho Duci Austrie, Stirie & Carinthie, ac Fratribus suis, Friderico, Alberto & Leupoldo Ducibus predictis, ceterisque eorum Heredibus, presentibus & futuris, Ducatus Austrie, Stirie & Carinthie, cum omnibus & singulis Comitatus, Advocacis ac Dominiis, necnon Judiciis, Mutis, Theolonis, Monetis, Nemoribus, & Silvris & omnibus Juribus, ac Bonis feodalibus, ad eisdem Ducatus Austrie, Stirie & Carinthie pertinentibus, quocunque nomine censeantur, necnon Dominiis Carniole, Marchie & Portus Naois, & omnes Comitatus & Dominiis, cum omnibus eorum Juribus & Bonis feodalibus, omniaque Feoda, Jura & Libertates, quas vel que ipsius Duces Rudolphus, Fridericus, Albertus & Leupoldus habuerunt, vel adhuc habent, ac singula que a Romanis Imperatoribus seu Regibus hactenus tenuerunt & possederunt, universa quoque Dominiis, Comitatus, & Civitates cum omnibus suis Juribus & pertinentiis super quibus a divisi Imperatoribus seu Regibus Romanorum Duces predicti habent testimonium litterale, omnia quoque & singula Feoda, que jam dicti Duces ipsorumque Progenitores in Svevia, Alfacia & alibi ab Imperio hactenus tenuerunt & possederunt, velud Romanorum Imperator, nomine, & vice Sacri Romani Imperii, contulimus & conferimus, cum omnibus Juribus predictis, Libertatibus, Consuetudinibus, ac pertinentiis universis, prout ab antiquis temporibus & modernis, hucusque devolutum fore dinoscitur & deductum, necnon universa Feoda que felices recordationis Illustris Dux Albertus Genitor ipsorum, & Orto quondam Dux Frater ipsius ab olim Ludewico de Bavaria, qui fuit Imperatorem nominavit, tenuerunt & possederunt per omnia juxta suarum tenorem & continentiam Litterarum, cum ejusdem Ludewici Infeodaciones & Littere sint & fuerint invaide & nullius vigoris penitus, vel momenti, predictis Rudolpho Duci, necnon Friderico, Alberto & Leupoldo ipsius Fratribus, ac ipsorum Heredibus, de novo contulimus & conferimus de liberalitate Celsare & gracia speciali, ac eundem Rudolphum Ducem, suo & predictorum Friderici, Alberti & Leupoldi Fratrum suorum ac Heredum eorumdem nomine atque vice, Sceptro nostro Imperiali investivimus & investimus de Feodis supradictis, adhibitis solemnitatibus debitis & confectis; conditione tali quod Illustris Fridericus, Albertus & Leupoldus Duces, Fratres Rudolphi Ducis prescripti, ceterique ipsorum Heredes, Ducatus, Principatus, Dominiis, & Terras predictas, cum omnibus suis pertinentiis, prout superius sunt expressa, a nobis in Feodum debebunt accipere modo debito & consueto, quando ad ipsos fuerint Hereditarie devoluta. Nos quoque promittimus & spondemus, quod in casu predicto, Ducatus, Principatus, Dominiis, & Terras easdem, cum omnibus suis pertinentiis predictis, Friderico, Alberto, & Leupoldo Ducibus, & eorum Heredibus, conferre volumus & tenemus, quolibet recusacionis seu dilacionis diffugio pretermisso, quamprimum ad ipsos, vel eorum aliquem, ut premititur, Jure Hereditario fuerint devoluta, presencium sub Imperiali nostre Majestatis Sigillo testimonio Litterarum. Datum Sevel. Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo, Indictione tercia decima XII. Kalend. Junii, Regnorum nostrorum Anno quattodecimo, Imperii vero sexto.

Per Dominum Cancellarium.

JO. EYSTETTEN.

XV.

17. Dec. Diploma KAROLI IV. Imperatoris, quo omnia Jura & Immunitates Civitatibus & Judiciis Austrie, Styrie & Carinthie, olim concessas, eisdem nunc, in favorem Ducis RUDOLPHI, & Fratrum suorum FRIDERICI, ALBERTI, & LEUPOLDI, confirmat. Nuremberg Anno 1360. Indict. 13. XVI. Kal. Januar. [Piece tirée des Archives Imperiales & Archiducals du petit Tresor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

TOM. II. PART. I

ANNO
1360.

KAROLUS Quartus divina favente clemencia Roman. Imperator semper Augustus, & Boemie Rex, Norum facimus, tenore presencium, universis. Quod nos Illustris Rudolpho Austrie, Styrie & Carinthie, Duci, Generoso & Principi nostro dilecto, nec non Illustribus Friderico, Alberto & Leupoldo Fratribus suis, Heredibus & Successoribus eorum, intuitu obsequiorum, que nobis & Romano Imperio, possunt & debent impendere, confirmavimus, & confirmamus Imperiali auctoritate, omnia Jura, gratias & libertates, ac etiam bonas consuetudines, quas eorum Civitates, & Judicia, ab Imperatoribus, & Romanorum Regibus, ad ipsos, usque in diem, quo electi fuimus, sunt deducte. Insuper debent eadem, Juri, qui in ipsorum Civitatibus, vel Munitionibus resident, aut in eis domicilium contrahant, sub Juribus & consuetudinibus permanere, quibus ab antiquis, usque ad nos in hec tempora, venerunt, presencium, sub Imperiali nostre Majestatis Sigillo, testimonio Litterarum. Datum Nuremberg Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo, Indictione tercia decima XVI. Kalend. Januarii, Regnorum nostrorum Anno quinto decimo, Imperii vero sexto.

Per Dominum Cancellarium.

HEINR. AUSTRALIO.

XVI.

Reversales BOLKONIS Silesie Ducis erga CAROLUM IV. Romanorum & Bohemiam Regem, 28. Febr. 1361. Quod donata sibi a prefato Rege media Civitas Glogoviae atque appertinentie, post obitum suum, ad memoratum Regem, aut Heredes vel Successores ejus reverti debeant. Datum Sweidnitz Dominica Oculi 1361. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abf. III. pag. 316.]

Nos Bolko Dei Gratia Dux Silesie de Furstenberg, & Dominus in Sweidnitz, notum facimus universis presentes Litteras inspecturis. Quod quia Serenissimus, ac Illustrissimus Princeps, & Dominus Carolus IV. divina favente clemencia Romanorum Imperator semper Augustus, & Boemie Rex, Dominus noster gratiosus, ob singularis amoris affectum, quo nos gratiosè complectitur, medietatem Civitatis Glogoviae ad se & Regnum suum Bohemiam ejusdem Regni Coronam immediate spectantem cum Villis, Curis, Censibus, Utilitatibus, Honoribus, Creditibus, Vassallis, Incolis & Ruricis, ac Universis pertinentiis predictae Civitatis mediae ac districtus ejusdem, nobis dedit atque donavit tenendam, habendam, ut fruendum, per nos & ad vite nostrae tempora pacifice possidendam. Ita quod post nostrum obitum ad ipsum, seu Heredes, & Successores Reges Boemie, & ad Regnum Bohemiam omnimodo reverteretur. Ideoque suae gratiae grati esse volentes, eidem Domino nostro promissimus, & presentibus ex certa nostra scientia, bona fide nostra, sincere absque omni fraude promittimus, quod quamprimum ad presentiam suam (Deo volente) venerimus, ex tunc juxta suam, vel non extante (quod absit) Heredis, & Successoris sui Regis Boemie informationem & pro nobis & Heredibus nostris ipsum & Heredes, aut Successores suos Reges Boemie, cum literis & promissis fidelibus Illustrissimae Principis Domine Agnetis Ducessae Silesie & in Sweidnitz & Janrov: sufficienter certificare, sibi que cavere volumus, & debemus, quod post obitum nostrum dicta medietas Glogoviae cum universis pertinentiis suis praefatis, absque omni contradictione, impedimento, & difficultate, ad memoratum Dominum nostrum Dominum Imperatorem, & Regem Bohemiam seu Heredes & Successores suos Reges Bohemiae & ad Regnum Bohemiam ejusque Coronam infallibiliter & omnimodo reverteretur. Et si quicunque cujusconque conditionis, dignitatis vel status, post nostrum obitum, ipsum Dominum nostrum Imperatorem, aut Regem Bohemiam, Heredes & Successores suos Reges Bohemiae, qui pro tempore fuerint, in receptione & recuperatione dictae Civitatis mediae Glogoviensis nec non Districtus, & pertinentiarum omnium praedictarum, quomodolibet impedire, vel eas occupare tentaverit, eadem contumacia nostra, Heredes nostri nec non & Nobiles, Civitates, Vassalli, & terrigenae Sweidnicenses & Janroveses, praedicti eos ad obtinendum, recuperandum, ac plenissime capi-

E

ANNO
1361.

capendum, Civitatem mediam antedictam cum suis pertinentiis prelibatis fideliter & efficaciter tota sua potentia adjuvabunt. Illud autem specialiter expresse promittimus bona fide, quod ad regimen & ad gubernationem Civitatis & Districtus praedictorum, honestum virum statuere volumus & debemus, qui cum eisdem Domino nostro Imperatori ut Regi Bohemiae, Heredibus & Successoribus suis Regibus Bohemiae, jurata fide promittit, quodcumque nos mori contingeret, ea sine omni dolo ipsis fideliter assignare & in ipsorum reddere potestatem. Et quodcumque uno deposito alium in eodem Regimine statuamus, toties similem promissionem juratam ipsis fieri procurabimus bona fide à quolibet qui per nos illis fuerit constitutus. In cujus rei testimonium praesentes Literas Fratri, & Sigilli nostri de certa nostra scientia iussimus appensione muniri. Data Svedinitz. Anno Domini M. CCCLXI. Dominica quadagesimali qua cantatur: *Oculi mei.*

XVII.

1362. LUDOVICI Regis Hungariae Litterae Federis inter se & Ducem Austriae RUDOLPHUM contra quoscunque tam Caesarea quam Regia Dignitate praesurgentes, quibuscum litem & Guerram inire contingeret, hoc pacto, ut Opida, Castra & Fortalitia in hoc Bello acquirenda, aequaliter, sub pari numero ac valore inter se dividantur. Dat. Bude die 10. Martii 1362. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

Nos Lodovicus Dei gratia Rex Hungariae, ad omnium & singulorum quorum interest, vel in futurum intererit iusticiam, deducimus per presentes, quod nos, sano consilio & matura deliberatione prehabitis, pensantes debite odia amputari, & discordias ac amicitias & unitatem mentium solidari, si res future, praesertim bellice quarum eventus est dubius, eque lance moderamine praevideantur, cum Serenissimo Principe Domino Rodolpho Duce Austriae, Stiriae & Carinthiae &c. Fratre nostro Karissimo concordavimus, & convenimus in hunc modum. Quod in casu quo ipsum, & nos, cum quovis seu quibuscumque hominum cuiuscunque status, conditionis, vel preeminencie existant, eamdem Imperiali vel Regia fulgeant Dignitate, litem & guerram contingere vel inire continget, quod omnes homines, Civitates, Opida, Castra & Fortalitia seu Munitiones Partis adversae, quos & que capiemus, acquiramus, & expugnabimus, divino praesidio suffragante, cum dicto Domino Duce, Fratre nostro, dividere debemus, & volumus, aequaliter, & sub pari numero, ac valore, post quam eam divisionem Pars utraque de portione, que sibi cesserit, ordinare & disponere poterit, ad suae placitum voluntatis, hominibus & rebus exceptis duntaxat, qui & que, ad Terras & Dominia alterius nostrum pertinebant quorum & quarum capio & adquisicio illi ex nobis ad quem prius pertinebant debebant integraliter remanere. Ceterum promissimus & per presentes bona fide promittimus nomine prestiti Juramenti, quod si cum dicto Fratre nostro Duce, contra nostros hostes & adversarios in campis manere contingeret, exercitu instaurato, nunquam sine ipsis voluntate & scitu ab eo discedere volemus nec debebitus, quousque in causa litis, votum sui animi assequatur. Cum ipse ad praemissorum observanciam nobis obligaverit consimiliter viceversa. Et in huius rei testimonium evidens atque robur praesentes Sigillo nostro fecimus communiri. Datum & actum Bude decimo die Martii. Anno Domini Millesimo CCC. LX secundo.

XVIII.

10. Mars. LUDOVICI Hungariae Regis Diploma Castionis, quo Castrum Suertzenpach Duci Austriae RUDOLPHO assignat & restituit, purchutamque, seu pensionem, pro Castrensi custodia à Civitate nova solvendam relaxat, & simul omnibus Juribus & actionibus in dictum Castrum & purchutam sibi competentibus renunciat. Dat. Wude die 10. Martii 1362. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

ANNO 1362. Nos Lodovicus Dei gratia Hungariae Rex, &c. Recognoscimus & notum facimus publice per presentes. Quod cum Illustri Princeps Frater noster Karissimus, Rodolphus Dux Austriae, Stiriae & Carinthiae, &c. se nobis fraterna dilectione, & amicitia confederaverit, ac eiam adunaverit, dignum reputamus, & concedens, quod ipse voto uberius debeamus descendere, in cunctis negociis, que ipsum, & suas Terras concernere dinoscuntur, Cumque eiam sibi, suo & Illustrium Fratrum suorum, ipsorumque Heredum omnium, nomine, assignaverimus & restituerimus Castrum Suertzenpach, quod nos & nostri Progenitores habebant, & tenuerunt, a longis temporibus retroactis, purchuta seu pensionem pro Castellania vel Castrensi custodia deputata, ad idem Castrum de nova Civitate per nos relaxata, nichilominus & dimissa, remissaque liberaliter eadem pensione seu purchuta, que de dicta nova Civitate hactenus soluta non exiit & neglecta. Nos pro nobis & universis nostris Heredibus & Successoribus renunciavimus, absolute & simpliciter ac expresse, & ex certa scientia renunciamus presentibus omnibus & singulis Juribus, actionibus, & impetitionibus, que in dictum Castrum Suertzenpach & ad purchutam praedictam de nova Civitate habuimus, vel habere possumus (quovis modo) Promittentes quo supra nomine, quod in dictum Castrum & purchutam praetactas, nullam unquam actionem, impetitionem seu causam de Jure vel de facto movere, habere, seu intentare debemus, nec volumus quiesco quovis ingenio, vel colore. Eo tamen adhibito moderamine, quod per praesentem renunciacionem, seu cessacionem, nobis seu nostris Terris in suis metis, ibidem nullum prejudicium generetur, verum ipse mete permanent, & permanere debeant in Juribus, quibus ab antiquis temporibus permanent. Volumus eiam quo supra nomine, Litteras supra dicto Castrum Suertzenpach, & purchutam prehabitas, datas, seu editas in nostra potestate, vel alibi depositas, seu servatas, quoad idem Castrum & purchutam, fore mortuas, inanes, & irritas, & nullius roboris, seu momenti, nec ipsas dictis Ducibus Austriae, vel eorum Heredibus, ullum penitus asserere prejudicium sive dampnum. Si vero in eisdem Litteris forent aliqua de causa, seu rebus aliis comprehensa, que dictum Castrum, & purchutam praenotata non concernerent, ea debent in suo vigore, & robore perpetuo & integraliter permanere, dolo & fraude quibuscumque, in praemissis & praemissorum singulis, penitus relegatis, harum testimonio Literarum. Datum & actum Wude decimo die Martii. Anno Domini Millesimo CCC. LX secundo.

XIX.

Bischof GOTTFRIED von Passau Brief, wodurch Er Erzbischof RUDOLF den IVten von Oesterreich und seinen Herren Brüdern Herzogen FRIEDRICHEN, ALBRECHTEN, und Leopolden zu Oesterreich mit aller seiner Macht wider alle Ihre Feinde zu helfen / auch alle seine Besten zu allen ihren Kriegen und Nothen offen zu halten verspricht. Geben zu Wien am Montag vor Unser lieben Frauen Tag Verkündigung 1362. [HUNDI Metropolis Salisburg. Tom. I. pag. 263. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Spicileg. Ecclesiast. im II. Theil. pag. 791.]

C'est-à-dire,

Lettres de GODEFROI Evêque de Passau, par 21. Mars. lesquelles il promet & s'oblige, envers RUDOLPHE Archiduc d'Autriche, & envers FRIEDRIC, ALBERT, & LEOPOLD Ducs d'Autriche ses Freres, de les assister de toutes ses forces contre leurs Ennemis dans tous les cas de nécessité & à leur requisiion, comme aussi de tenir ses Places ouvertes pour leur service en tems de guerre & de nécessité, le Lundi avant l'Annonciation de la Vierge 1362.

W. G. Gottfried von Gottes Gnaden Bischof zu Passau / bekennen und thun kundt öffentlich / mit dem Briefe / allen den / die ihn sehen / oder hören lesen nu oder hernach / dass wir / mit guten Rath und Verberathung / durch Gottes und

gemeines Nuzes und auch Gemachs unserer Herrschafft / und aller unser Unterthanen / für uns / und für unsere Nachkommen Bischöfe zu Passaw / verbanen und verlorb haben / bey unsern Leuten / und mit Vortre unserer Festeilichen Wüthel / verbanen und verlorb auch mit dem Brieffe / das wir den Herrn / Herrn Adolff / Erzbischoffen zu Colmar / zu Straß / zu Ranten / Herrn zu Eran / auff der Rindschiffen / auch zu Portenaw / Grave zu Habsburg / zu Püret / und zu Ainburg / Margrave zu Purgaw / und Landgrafen in Elßassen / und seinen Hochgebornen Brüdern / unsern gütlichen Herrn / Friderichen / Albrechten / und selbollen / Herzogen und Herrn der ehegenanten Lande / und allen ihren Erben und Nachkommen / geholfen sein sollen und wollen / firdelich und erdlich / mit aller unserer Macht / zu allen ihren Ehren / Wüthen / Rechten / und Femeine / wider aller meniglich / niemand außgenommen / wann in der Noth geschicht / und wir darne geordnet und gemant werden / ohn alles verziehen / und das wir ihn auch alle unsere Besien offen haben sollen / zu allen ihren / und ihrer Lande Kriegen und Wüthen / ohn Geuerde . Wer aber / das jemand / der uns angehört / wider die vorgenannten unsere Herren / Herzoge Adolff / sein Bruder / ihre Erben und ihre Nachkommen / oder wider die ihren / ider ehen / darumb stellen sie uns zu Red setzen / und sollen denen vor dem unsern minne und Recht thun / nach Gelegenheit der Sache / ohn Geuerde / weit adt der unsre des wider sein / und minne und Rechens für uns nicht geschick sein / so sollen wir unsern vorgenannten Herrn ihren Erben und Nachkommen / auff denselben geschick sein / als lang / unq / er darumb gehesert wider / und binden auch verbiglich zu den vorgeschribenen Gelüben und Dingen alle unser Nachkommen / ewigliche / mit dem Irthumb des Brieffes / den wir darüber geben / besigelt mit unserm anhangenden Insignel . Und wir Albrecht von Binde / Thunprobst / Gundacker Dechant / und das Capitel gemeinlich des Gorthaus zu Pessaw / verziehen und betemen öffentlich mit dem Brieffe / das die vorgeschribne Bindung und Gelübe mit unserm Wissen und Willen und Rathe geschick ist / und globen auch die stat zu haben / für uns / und alle unser Nachkommen / ewigliche . Und zu Sicherheit der Sache / haben wir unser Insignel / zu unser ehegenannten Herren Bischoffs Gorthaus zu Pessaw / Trisigelt / gehesert an dem Brieffe / der geben ist zu Wien / am Montag vor unsern Heuren Tag / zu der Kündigung / nach Christi Geburt / 1362. Jahr .

XX.

26. Mars. Instrument des Rechts-Anspruchs einiger Churfürsten über unterschiedliche Streitigkeiten Burggraf Friderichs zu Nürnberg / mit der Stadt Nürnberg wegen des Wals der Nürnberger Forst genannt / Jolls 12. Geben Nürnberg am nechsten Samstag nach St. Benedicten Tag Anno 1362. Dabey auch des Römischen Königs ALBERTI I. Diploma, worinnen Er Burggraf Friderich zu Nürnberg das Burggraffthum Nürnberg mit seiner Zugehörung zu Lehen gibt. Geben zu Straßburg den 15. May Anno 1300. Indictione 13. [CHRIST. GAS- TELIUS, de statu Public. Europ. Univerf. Cap. XXIV. pag. 786. Ex Gravaminibus Senatus Noribergensis in causa Revisionis contra Brandenburg, anno 1585, impressis. d'ou l'on a tiré ces 2. Picces, qui se trouvent aussi dans LUNIG, Teutsch. Reichs-Arch. Part. Spec. Cont. I. Abtheil. IV. Absatz III. pag. 232. & 236.]

C'est-à-dire ,

Sentence Arbitrale rendu par quelques Eleuteurs entre FRIDERIC, Burgrave de Nuremberg, & la Ville de NUREMBERG, touchant le Bois appelle la Forêt de Nuremberg, comme aussi au sujet des Péages &c. A Nuremberg le Samedi après la St. Benoît 1362. Avec le Diplôme d'Investiture donné par ALBERT I. au Burgrave FRIDERIC, par le Burgraviat de Nuremberg, avec ses Dependances & Appartenances en Fief de l'Empire. Donné à Strasbourg aux Ides de Mai, Indiction 13. Ann. 1300.

IN Gottes Namen / Amen: Nach seiner Geburt / dreys- zehn hundert und ein ywen und Schillingen Salde / des nechsten Freytags vor dem Sonntag Oculi in der Follen / wurden gefordert die Burger des Rathes zu Nürnberg / für unsern Herrn / Herrn Carl den Römischen Kayser / also das sie gen

TOM. II. PART. I.

Grafte Friderich den Burggraffen von Nürnberg / der sich mit seiner Tochter zu seinem Sohn verheiratet hat / verantworten solten / vor unsern Herrn / dem Kayser / und vor den Churfürsten / und andern Fürsten / die bernach geschickte Sache . Darne befanden die Burger des Rathes die Genanden / und legen den selbollen Sache für / des kommen die Genanden überein / das sie den Rathe von dem Schepffen / die Sache in die Hand geben / des erst der Kayser wider / Herrn Gerlach Ertz-Bischoff zu Mainz / Herzog Albrechten den Elßen / und Herzog Albrechten in Bayern / Herzog Adolff von Sachßen / Herrn Gun von Faldenstein / Coadvator und Pfleger des Willhims zu Trier / Bischoff Albrecht von Würzburg / Bischoff Johannes von Straßburg / Herzog Dietrich von Nassau / Herrn Friderich und Herrn Wilhelm Burggraffen von Nürnberg / und den Landgraffen von Hessen . Und des geben die Burger vom Rathe daran Ulrich den Stromer zu der gulden Nossen / Albrecht den Ertz-Berthold Gallen / Herthold Ruder / Herman Dordiel / Peter Stramer / Henrich Gander / und Frisen Koppfen / die ehegenannte Sache zu verantworten . Da trat dar der ehegenannte Burggraf Friderich / und klagt gen die Stadt zu Nürnberg / das die Burggraffschafft Nürnberg das Recht hat / das der Burggraffschafft Nürnberg das Recht das Recht besigen solt / mit dem Schultheiß / und von allen Fällen an dem Gerichte / wann oder wie die kommen und geschick / sie wären geoff oder klein / die ywen Theil solten aufheben und nehmen / und hat auch die Herrschafft / 10. Pfund Nürnberg Pfennig Jährlicher Gilt / von dem andern dritten Theil des Schultheiß Amtes / die wären der Herrschafft alle Jahr worden / ohn bey den Schultheissen der selbst war / der hat sie der Herrschafft vorgehalten und nicht geben . Es hat auch die Burggraffschafft 10. Pfund Nürnberg Pfennig Jährlicher Gilt / vom Zoll zu Nürnberg / die hat man auch der Herrschafft vorgehalten .

Das verantworten die Burger also : das Gerichte und auch der Zoll wären des Reichs / und unser Herr Carl der Kayser hat seinen Richter und seinen Zollner da sitzen / dieselben solten das verantworten / mit welchen Rechten und Genobheiten sie die herbracht hätten . Item auch klagt der Burggraf / das die Burger vom Rathe solche neue Gebot bey großer Fein festen / ob das sie das Gerichte trenkten / und seine Recht benamen / also das das wäre / das der Burger ihr einer oder mehr / viel oder wenig / freuel begangen / darumb sie den Gerichte Buschuldig wären und büßen solten / das sie das vor Gerichte und dem Schultheissen nicht klagen dorften / und müßen das klagen und bringen für die Burger / in den und auch das dem Rathe dann beschick wie der wolt . Das verantworten die Burger also : Sie hätten ihm zu diesen Zeiten die nicht zu antworten / und also / das sie ihm das solten verantworten / so wolten sie das also verantworten / sie hätten das von Alters also herbracht / was sie Gese durch Friedes und Eins willen festen / darinnen nehmen sie dem Richter / und dem Kläger adweg ihr alte Recht vorant .

Item er klagt aber / das die Burger / und des Schultheissen Gewalt / der Herrschafft ihr Freyheit auf der Wesse zu Nürnberg überfahren / und getrennt hätten / und einen Gefangen daraus genommen hätten / mit Gewalt an Recht . Des ward er unterweist / das die Burger daran unschuldig waren / und er ließ sich davon weisen freudlich .

Item auch klagt der Burggraf über die Burger zu Nürnberg / das ihm seine Wesse verbanen und verschollen wäre / also das niemand / wider der Burger Willen / darvon oder daru kommen mochte / bey Tag oder bey Nacht . Das haben die Burger also verantworten : Des Reichs Wesse hätte keine andere Einhalt / dann daselbst Thor / und das Reich hätte das beschieden / und den Schultheissen daru besien machen / und die mocht das Reich wieder abdecken / ob das Reich wolt . Auch haben die Burger unsern Herrn den Kayser und die Churfürsten / das sie daru giengen und das besahen / durch sie dem Reich / dem Reich und des Reichs Wesse Schade wäre / das sie dann das abthäten / daselbst besied und gattern lassen sie also beschieden . Item er klagt auch / das ein jedliche Schminen in der Stadt geben solt der Herrschafft alle Jahr 12. Pfennig / und jedliche Postlad in St. Lorenz Pfarr ein Schminen . Des antworten die Burger also / das sie nicht gehört / das einige Schminen in St. Sebalds-Pfarr ein Schminen geben hat / und hat auch in Lorenz-Pfarr keinen Schminen gehabt / wol hätten sie gehört / das in St. Lorenz-Pfarr je die Postfrat alle Jahr ywen Heller geben hat / und in verbißene Pfarr jede kleine Schminen vier Heller / und eine große Schminen ein Schilling Heller . Item auch klagt er / das der dritte schminen Baum / und alles liegendes Holz im Forst in St. Lorenz Pfarr sein wäre / und das man die Herrschafft daran rir / und es klagen auch der Herrschaffen auffen ihre Rechten von Kelen / Pechbrennen / Wagnen und Wüthen / und das jetzt er auch seine Irthumb in latein geschriben / von Wort zu Wort also :

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex, semper Augustus, universis præsentem Litterar inspecturis salutem & credere subnotatis. Regalis præminenzia requirit honestas, ut singulis & universis nobis devotè & fideliter famulantes dignis debeamus præmiorum retributionibus prævenire, ut spe remunerationis

ANNO
1362.

ceteri ad nostra & Imperii obsequia confidentius amineantur. Notum igitur esse volumus, & presentibus publicè protestamur, quod nos advententes devotionem & fidelitatem dilecti nobis Frederici Burggravi de Nürnberg universa bona infra scripta videlicet Comitatum Burggravia in Nürnberg, Castrum quod tenet ibidem, cuiusdam portæ sitæ prope idem Castrum, Judicium Provinciale in Nürnberg, cui etiam vice Imperatoris omne Judicium judicans præstabit, Officialis etiam ejusdem Burggravi, una cum Scultero nostro in Civitate Nürnberg judicio præstabit, & quicquid emolumentum de ipso judicio, vel per homicidium vel quemcunque casum alium pervenerit, idem Officialis duas partes ejusdem lucri per se tollit. Dictoque Burggravi quoque fabrica in Nürnberg solvet unum solidum annuatim. Censum quoque tollit de omnibus areis ab altera parte pontis, & de quolibet tempore messis unum messorum, tertiam feram, tertiam arborem de foresta, ac omnia ligna jacentia in eodem, Officium foresti ab ista parte pontis, cum suis attinentiis. Villam Werde, Villam Puch, Oppidum Swand, Castrum Creusen, Advocatiam Cenobii in Steina, Reditus decem librarum Denariorum de Officio Scultei in Nürnberg, & decem libras de Telonio ibidem, cum reliquis Feudis, quæ idem & sui progenitores à nostris antecessoribus habuisse cognoscuntur: titulo Feudali in Feudum duximus concedenda. Ad majorem itaque observantiam premissorum & roboris firmitatis, scripta presentia nostri Sigilli charactere justissimus roborari. Datum apud Argentinam, Idus Maji, Indictione 13. An. Domini MCCXC. Regni vero nostri Anno 11.

Da nun diese Urkund also verhöret worden/ da melleten die Burger/ daß in keinem Brief geschriben stund/ daß der Burggraff das Forst- und holtz solt/ über den Forst hinter der Burg in St. Schalts Pfar/ und auch von Alters her anders Rechten daran nicht gehabt hätte/ und sie baten auch die Churfürsten und andere Fürsten/ die dabey waren/ daß sie das also gedenten wolten/ wann sein Brief anders nicht sagten/ n. und um die Wäldt besonderis der Pfar/ das veranworteten die Burger also/ daß dieselben zween Wäldt des Reichs wären/ und war auch die Stadt damit gestift/ und die hant noch Recht dar ein/ und die Stadt von Alters her hant dieselben Wäldt genossen/ und etliche Dorffer auch die dabey legen/ und der Stroem und ander Forstmeister wiesen auch ihr urkund/ daß sie oberste Forstmeister des Wäldt in St. Lorenz Pfar von des Reichs wegen/ und sagten die Forstmeister mit samt den Burgern/ daß sie von Alters her nie gehört hatten/ von keinem dritten Mann/ oder von keinerlei solchen Rechten/ als der Burggraff firsagen hätten/ die er auf dem Wäldt haben solt/ und um die Forst/ Weidweiser/ Bogner und Wiltner/ verantworten die Burger also/ daß Kayser Ludwig die abgenommen hant/ auf beiden Wäldten/ mit Graff Johannis des Burggraffen Willen und Wissen/ und hant auch die widerlegt dem Burggraffen und andern Forstmeistern jensit und disseit mit filzeuten auf beiden Wäldten.

Item auch saget der Burggraff unter andern Klagen/ Er wäre des Reichs Burggraff/ und hiesse davon ein Burggraff von Nürnberg/ daß er des Reichs Burg ob Nürnberg solt einnehmen/ wann ein Kayser abgien/ und solt der pflegen/ und auch inne haben/ bis an ein künfftiges Reich. Das veranworteten die Burger also: Die Burg und die Stadt zu Nürnberg gehört zu einander/ und wären des Reichs/ und hant auch die Stadt das also herbracht von Alters/ und hant auch des gut Urkund/ also wer des Reichs Wileger war auf der Burg/ der solt den Burgern solch Sicherheit thun/ wann ein Reich abgien/ daß der Wileger die Burg einantworten solt den Burgern/ und die solten sie dann inthalten/ bis an ein künfftiges Reich/ und sie wisten auch desselben der Stadt Urkund/ von Kaysern und Königen/ von Kayser Heinrich/ Kayser Ludwig und von Kayser Carl/ und da hant der Burggraff seinen Brief über dieselben Burg/ und also urtheilten die obgenannten Fürsten also/ daß die Briefe/ die die Stadt hant/ Krafft solten haben/ und daß sie auch darben bleiben solten/ darnach machten die Churfürsten zween Brief/ und gaben der einen dem Burggraffen/ und den andern der Stadt/ der stund je einer als der ander/ von Wort zu Worten gleich also:

Wir von Gottes Gnaden Gerlach Erzbischoff zu Mainz/ des H. Reichs Erzbischoff in Teuffchen landen/ Vaprede der Ältere Palgraff bey Rhein/ des H. Reichs Oberster Truchseß und Herzog von Bayern/ Rudolph Herzog zu Sachsen/ des H. Reichs Oberst Marfchalck/ und Cane von Faldenstein Coadjutor des Ehrwürdigern Herrn Boemung Erzbischoff zu Trier/ und von seinen wegen/ bekennen und thun kund mit diesem Brief öffentlich allen daron die wir sehn oder hören sehn/ das unsere an Augustin und Michaelung/ als paffen den Ertzen Friedrich Burggraffen zu Nürnberg/ unsern lieben Rhein an einen Theil/ und der Stadt und Burgern von Nürnberg/ unsern lieben Freunden an dem andern Theil/ gewesen seyn/ und derselben bey uns und andern des Reichs Fürsten zu beiden Theilen/ mit uns freyen Willen seyn begeben/ daß wir

in Gegenwertigkeit des Allerdurchleuchtigen Fürsten und Herrn Herrn Carl Kön. Kayfers/ allerley Weiser des Reichs/ und König zu Böhmen/ unsern lieben gnädigen Herrn/ und mit Rath und Rath anderer des Reichs Fürsten/ dieselben Augustin und Michaelung als hernach geschriben ist/ haben entschieden. Zu dem ersten/ um den Wäldt genannt Nürnberger Forst/ und gelegen bynen der Terrinen und Geirer der Pfar zu St. Lorenzen zu Nürnberg solt der Burggraff bleiben/ bey den Freyheiten und Rechten/ die er und seine Eltern bey Kön. Kaysern und Königen bisher gehabt haben/ und mit den unterschied/ wie es/ daß das Reich in denselben Wäldt lege Soler/ Püner/ Pecherer oder Pecher/ was Gesälle dem Reich davon gefallen/ der solten dem Burggraffen ein Drittel gefallen/ die Burggraffen solten Bauholz und Brennholz in den Forst hant/ als das von alter Herkommen ist/ und darüber solten die Burggraffen den Wäldt nicht verkaufen/ noch schädlich verbanen. Der Waldstromer und Otto Forstmeister/ und ihre Erben solten Oberst Forstmeister seyn des obgenannten Waldes/ mit solchen Rechten/ als sie das vor Alters hergebracht hant/ und nach ihrer Briefe laut.

Die Stadt zu Nürnberg/ die Dorff/ und alle die von Alters her Recht gehabt han/ in denselben Wäldt/ solten bey ihren Rechten/ die sie von Alters bisher gehabt haben/ bleiben/ und gehalten werden. Es solt jegliche Hoffstall in St. Lorenz Pfar/ den Burggraffen von einen Tag in dem Jahr in der Erndte leihen einen Schinmer und einen Pfening. Es solt jeglicher Schinmer in denselben Pfar/ der ein Eise hat/ von Burggraffen geben alle Jahr einen Schilling Pfening. Auch mag der Burggraff bey des Reichs Schultzeissen in der Stadt zu Nürnberg einen Schin hant/ und was Wapf gefallen/ von Gerichts wegen/ derselben Wapf solten zwey Theil der Burggraffen seyn/ und das dritte Theil des Reichs Schultzeiß/ und von denselben dritten Theil/ solt der Schultheiß den Burggraffen geben 10. Pfund Pfening Nürnbergers Beherung. Des zu Urkund 10. Pfund Pfening Nürnbergers Beherung. Des zu Urkund und ewiger Ertigkeit/ haben wir unser Inseel an diesen Brief thun henden. Geben und entschieden vor an Reich zu Nürnberg/ nach Christi Geburt dreizehen hundert Jahr/ und darnach in dem zwey und Sechzigsten Jahr/ an dem nächsten Umbstag/ und S. Benedicten Tag.

Und da man nun die Brief verhöret/ da lamentierten die Burger gegen den Churfürsten und andern Fürsten/ daß der vorgenante Artikel von der Burg/ in den Briefen nicht geschriben stunde. Da sprachten die Churfürsten/ der Kayser wolt nicht hengen/ daß man das den Burgern vertribt/ sie solten sich lassen genügen an den guten Briefen/ die sie darben hätten. Auch lautereten die Burger den Artikel/ der in dem vorgenanten des Burggraffen Brief geschriben stunde/ daß er anders Rechten nicht hat über den Wäldt hinter der Burg in St. Schalts Pfar/ dann daß er Forstmeister darüber wolt/ und baten/ daß ihn die Churfürsten denselben Artikel also vertriben. Das veranworteten sie aber also/ der Kayser wolt das nicht hengen/ doch baten sie die Churfürsten fleißlich/ daß sie die Artikel/ und auch des vordern Artikels um die Burg gebenten wolten/ ob es ihnen darzu kommen mocht/ daß ihn die vertriben wurden mit der Churfürsten Briefen/ das veranworteten sie genugsam und sprachten: Sie wolten sein gen gebenten/ n. Darum die & anno, quo supra.

XXI.

Reversales WENCESLAI Ducis Silesie & Do-18. Maii, mini Lignicensis, quibus Romanorum Imperatori CAROLO IV. tanquam suo vero Domino Hereditario promittit, nihil de Castro aut Civitate Lignitensi, ejusque districtu, se unquam alienaturum. Datum in Piska, anno 1362. 15. Calendas Junii. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abf. III. p. 317.]

NOS WENCESLAUS Dei gratia Dux Silesie & Dominus Lignicensis, promittimus bona nostra sine omni dolo, praestitibus, & spontemur Serenissimo Principi & Domino Carolo quarto, divina favente clementia Romanorum Imperatori semper Augusti & Bohemia Regi, tanquam Domino vere Hereditario & naturali, Legitimo tam Castrum, quam Civitatem, cum ejus districtu, cumque suis pertinentiis univervis & singulis, nunquam vendere, neque a nobis, & nostris Hereditibus quomodolibet alienare. Harum notarum sigillo nostro sub appenso testimonio Literarum. Datum in Piska Anno Domini M. CCLXII. Quindecimo Calendas Junii.

XXII.

Tractatus pro colenda mutua amicitia inter EDUARD. 22. Junii. DUM

ANNO
1362.

DUM III. Regem Angliæ & PETRUM Regem
Castellæ & Legionis. Dat. Londini die 22. Junii
1362. [RYMER, Fœdera, Conventiones,
&c. Tom. VI. pag. 369.]

UNIVERSIS, præsentibus Literas inspecuris, Willielmus Dominus de Larymere Miles & Baro, ac Johannes de Streteley Decanus Lincolnensis, Legum Doctor, Ambassadors & Procuratores, Illustrissimi Principis, Domini Edwardi, Dei gratia, Regis Angliæ, Domini Hiberniæ & Aquitanie, Salutem in Domino sempiternam.

Inter cætera, quibus Regnorum procuratur Exaltatio, & quietudini consultius Subditorum, illud probatur fore precipuum, ut sibi invicem Reges & Regna unitatis & indissolubilis amicitie Fœdere conjungantur, quo alter alteri libenter assitit in prosperis, & impendendo fructuosa subsidia, nunquam deficiat in adversis.

Præmissa igitur, Necnon quod incerti Reges Castellæ & Legionis, qui pro tempore fuerant, ac Dominus ipsorum tota, clare memoria, Anglorum Regibus, Progenitoribus præfati Domini Regis nostri, ipsorumque Domui, consimilibus unitatis & amicitie nexibus antiquitus mutuo jungebantur.

Idem Dominus noster Rex internis meditationibus revolvens, & quod per eodem sinceris affectibus gestum erat, volens continuatis temporibus prosequi opere pariter & sermone,

Super præmissis, & ea concernentibus, cum, circumspexit Viris, Dominis, Didaco Sancio de Torraças Milite, & Alvaro Sancio de Cueller Bacallario in Decretis.

Procuratoribus, Serenissimi Principis, Domini Petri, Dei gratia, Regis Castellæ & Legionis Illustris, Consanguinei ejusdem Domini nostri Regis.

Et, ad inveniendum & faciendum secum & nobiscum Confœderationes & Ligas subscriptas, a præfato Rege Potestatem sufficientem obtinentibus,

Ac nobiscum multa deliberatione præhabita,

Pro eodem Domino nostro Rege, & Domino Edwardo, Filio suo, ejusque Primogenito, eorumque Hæredibus & Successoribus, Regno, Dominiis, Terris suis & Subditis quibuscumque, præsentibus & futuris, ubicumque fuerint vel erunt,

Cum præfato Domino Petro, Rege Castellæ & Legionis,

Pro se, ac Domino Alfonso Filio suo, ejusque Primogenito, eorumque Hæredibus, Successoribus, Regno, Dominiis, Terris, eorumque Subditis quibuscumque, præsentibus & futuris, ubicumque fuerint vel erunt, ac eorum Procuratoribus prædictis,

Perpetuas Alligantias, Confœderationes, Pactiones, Ligas, & Amicitias, vigore Potestatis nostræ (cujus tenor continetur inferius) ininus & facinus in hac forma; videlicet,

Quod dictus Dominus noster Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ & Aquitanie, ac dictus Dominus Edwardus Primogenitus suus, Hæredes & Successores, Regnum, Dominia, Terræ, & Subditi sua quæcumque, præsentia & futura, erunt, cunctis futuris temporibus, præfato Domino P. Regi Castellæ & Legionis, ac præfato Domino Alfonso, Primogenito suo, eorum Hæredibus, Successoribus, Regno, Dominiis, Terris, & Subditis quibuscumque, Terra Marique, boni, veraces, & fideles Amici & Alligati,

Et eis conservabunt, posse suo, honores & jura quælibet, ubicumque sciverint ea fore,

Dampnum ipsorum impediunt fideliter pari modo,

Quibuscumque suis Inimicis, Persecutoribus, & Æmulis, præsentibus seu futuris, aliqua, consilium, auxilium, vel favorem contra ipsos, aut eorum aliquem, quacumque causa vel occasione, præsentem vel futuram, per se, vel per alios, publicè vel occultè, nunquam dabunt nec facient,

Nec Inimicos hujusmodi, ad dampnum seu præjudicium dicti Regis Castellæ & Legionis, Filii sui, Hæredum, Regni, Dominiis, seu Terrarum suorum scienter non receptabunt nec recipient, receptati aut recipi facient nec permittunt quomodolibet,

Nec in Regno, Dominiis & Terris suis prædictis morari scienter patentur,

Nec alios Inimicos, Persecutores, & Æmulos hujusmodi, per se vel alios, publicè vel occultè, quibuscumque titulo vel colore, contra dictum Regem Castellæ & Legionis, Filium suum, Hæredes, & suc-

cessores, Regnum, Terras, Dominia sive Subditos, ANNO
sustinebunt, nec juvabunt quovis modo.

A præsentibus Alligantiis Dominum Papam, Romanorum Imperatorem, modernum Dominum Regem Franciæ, ipsius Hæredes, Liberos, & Successores, Regnum, & Subditos, præsentibus & posteris, excipimus specialiter & expressè.

Si tamen prædicti, aut aliqui, vel aliquis eorum, juverint, vel juverit, per se, vel per Gentes suas, Inimicos, Persecutores, ac Æmulos dicti Regis Castellæ, & Legionis, seu dicti Domini Alfonsi Filii sui, aliorumque Hæredum, & Successorum suorum, aut dederint, seu dederit, eis, vel eorum cuiuscumque, consilium, auxilium, vel favorem, idem Dominus Rex Angliæ, & dictus Dominus Edwardus Filius suus, alique Hæredes, & Successores sui, juvabunt per se & Gentes suas dictum Regem Castellæ & Legionis, & dictum Dominum Alfonso Filium suum, Hæredes, & Successores suos (ipsorum, Regis Castellæ & Legionis, Filii, & Successorum suorum, sumptibus & expensis) eisque dabunt, super his, consilium, auxilium, & favorem ad tuitionem & protectionem Regnorum & Dominiis suorum prædictorum.

Subditos suos, & alios qualescumque, Regnum Castellæ & Legionis, aut alia Terras & Dominia dicti Regis, per Terram vel per Mare offendere, vel invadere molientes, resistebunt etiam toto posse, & dictum Regem Castellæ & Legionis, ac dictum Alfonso Filium suum, Hæredes, & Successores eorum, juvabunt, ut est dictum;

Et hæc omnia & singula, quotienscumque dictus Dominus Rex Castellæ & Legionis, Hæredes, & Successores sui, super his, præstatum Dominum nostrum Regem Angliæ, aut ejus Primogenitum prædictum, vel Hæredes & Successores eorum, duxerint requirendum, & eis necesse fuerit, aut indigeant ipsorum auxilio, in hac parte, bonâ fide admiplebunt;

Ut contra omnes homines Mundi, qui possint vivere sive mori, qui dictum Regem Castellæ & Legionis, Filium suum, Hæredes, Successores, seu Subditos, Regnum, Terras, seu Dominia prædicta, Terrâ Marive offendere, invadere, impugare, aut in ipsis Guerram facere præsumpserint (ipsorum, Regis Castellæ & Legionis, Filii, & Successorum suorum, sumptibus & expensis) eos juvabunt toto posse, ut est dictum, & in his eis dabunt consilium, auxilium, & favorem, prout melius sciverint aut poterint quovis modo, bonâ fide, & sine fraude, & malo ingenio, & sicut pro factis & negotiis ipsorum facerent.

Ad hæc, promittimus, bonâ fide, vice & nomine quibus supra, quodd,

Si contingat Dominum Regem Castellæ & Legionis, Alfonso Filium suum, aut ipsorum Hæredes, Homines ad Arma, Castellanis, Sagittariis, Gueitibus, Vandalenibus, aut aliis indigere, ac subsidium præfati Domini nostri Regis, in hac parte, quotienscumque & quandoque duxerit vel duxerint requirendum per se aut Nuncios eorumdem,

Idem Dominus noster Rex, & Edwardus Filius suus, eorumque Hæredes, absque difficultate aliqua, juvabunt bonâ fide, & secundum modum & formam superius annotatos, dictos, Dominum Regem Castellæ & Legionis, & Alfonso Filium suum, ac eorum Hæredes, de Gentibus hujusmodi, & usque ad numerum quem a se commodè poterint dimittere.

Et etiam sustinere, considerati eorum necessitate propria, quæ contingere poterit temporibus successuris (sumptibus tamen & expensis præfatorum, Regis Castellæ & Legionis, Alfonsi Filii sui, & Hæredum suorum) secundum statum hominum armorum, Sagittariorum, & aliarum Gentium prædictarum;

Infra XV. dierum spatium, a tempore requisitionis hujusmodi,

Ad forum vidualium, qui pro tempore continger in partibus, respectu habito, bonâ fide taxandum, ac etiam moderandum per quatuor Legales Milites, qui ad hoc assumuntur (videlicet) duo ex una parte & duo ex alia, qui sciant & arbitrentur, taxent & moderentur, sumptus & expensas secundum temporis & loci vel locorum ubertatis vel sterilitatis circumstantias, ut præstetur,

Servientque Gentes hujusmodi legaliter præfatis Dominiis, Regi Castellæ & Legionis, & Alfonso Filio suo, & eorum Hæredibus, in Guerris ipsorum, quandiu eos secum duxerint retinendos, & eis satisfecerint de stipendiis, sicut præmittitur, moderandis.

Per præsentibus tamen Alligantias dicto Domino nostro Regi Angliæ, Domino Hiberniæ & Aquitanie, ejusque Filio prædicto, Hæredibus, aut Subditis ipsorum,

ANNO
1362.

rum, presentibus & futuris, nullum volumus prejudicium generari, quin poterunt omnes & singulos fugitivos, exules, & forbanitos, presentes & posteros, quibuscumque occasione sive causa, a Regno Castellæ & Legionis predicto receptare, sustinere, & fovere in Regno, Dominis, Terrisque suis predictis, modo & forma quibus retroactis temporibus factum erat & fieri super his exitis consuevit.

Et, ad hæc omnia & singula supradicta effectualiter adimplenda, eundem Dominum nostrum Regem, Hæredes, & Successores, Subditos suos, Regnum, Terras, & Dominia ipsorum qualibet, presentia & futura, prefatis Dominis, Regi Castellæ & Legionis, & Alfonso Filio suo, eorumque Hæredibus, Successoribus, & Subditis, tenore presentium, efficaciter obligamus.

Et nunc, ad majorem securitatem eorumdem, vice & nomine supradictis, promittimus bonâ fide, ac in animam dicti Domini nostri Regis Angliæ corporale præstamus Sacramentum, quod idem Dominus Rex Alligantia, Ligas, Amicitias, Confederationes, Conventiones, & Pacta, ceteraque prædicta, in omnibus & per omnia, tenebit, adimplebit, & inviolabiliter observabit, teneri, adimpleri, & inviolabiliter observari faciet, eaque in toto vel in parte nunquam rumpet nec violabit, rumpi nec violari faciet nec permittet, nec ipsis contravenire in futurum.

Et quod, in propria persona sua, easdem Alligantias, ac omnia & singula supradicta, pro se, ejusque Filio Primogenito, & eorum Hæredibus, acceptabit, approbabit, & denud confirmabit, assistantibus Consiliariis suis, Prelatis, Proceribus, Nobilibus, & aliis Regni Angliæ, & aliorum Dominorum suorum.

Et, super his omnibus, Literas suas, Sigillo suo munitas, prout Antecessores sui, Reges Angliæ, fecerunt in similibus, circa Festum Resurrectionis Dominiæ proximum, eidem Regi, vel Nunciis ejusdem Regis Castellæ, ad recipiendum easdem deputandis, inter Fontem Radium & Bayonam, tradet, tradi seu realiter librari faciet, eodem Jurejurando, totaque nostrâ potentia curabimus nos facturos.

Tenor quidem predicti Procuratorii, sive predictæ Postulatis, est iste qui sequitur,

EDWARDUS, Dei gratiâ, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ & Aquitanie, omnibus, ad quos presentis Litera pervenerint, Salutem.

Sciatis quod Nos,

De discretione & industria, dilectorum & fidelium nostrorum, Willielmi Domini de Laymer Militis & Baronis, ac Johannis de Stretleye Decani Ecclesiæ Lincolnienfis, Legum Doctoris, presentium exhibitorem, confidentes.

Ac tenentes sine dubio quod ea, quæ sibi committimus, fideliter ac laudabiliter curabunt adimplere.

Eosdem, Willielmum & Johannem, & eorum quemlibet in solidum (ita quod occupantis conditio melior non existat) facimus, constituimus, creamus, seu etiam ordinamus nostros veros, certos, legitimos, sufficientes, & indubitatos Procuratores, Actores, negotiorum Gestores, ac etiam Nuncios speciales; videlicet,

Ad tractandum, ordinandum, disponendum, conveniendum, concedendum, ineundum, faciendum, contrahendum, comprobandum, firmandum, & roborandum, perpetuo vel ad tempus, nostro nomine, & pro Nobis, Regnis, & Dominis nostris, ac pro nostris Subditis & Vassallis, cum Excellentissimo, ac Magnifico Principe, Domino Petro, Dei gratiâ, Rege Castellæ, Legionis, Toleti, Galleciæ, Cordubiæ, Murcia, Glentiæ, Algarbiæ, & Algefiæ, ac Visicayæ, & Comitatus Molinæ Domino, pro se, suisque Regnis, & Dominis, Hæredibus, & Successoribus suis, ac suis Subditis, & Vassallis.

Necnon cum ejus Procuratore, seu Procuratoribus, Nunciis specialibus, ab eo habentibus ad infra scripta meram, plenam, & liberam Potestatem, Mandatum etiam speciale.

Quoscunque Tractatus, Confederationes, Pacta, Conventiones, Alligantias, Amicitias, Pactiones, Promissiones, Fœdera, & Ligamina quæcumque, & omnia alia & singula quæ in præmissis & circa præmissa necessaria fuerint seu etiam opportuna, prout ipsis Procuratoribus nostris vel eorum alteri visum fuerit expedire.

Damus insuper & concedimus prefatis Procuratoribus nostris, & cuilibet ipsorum in solidum, plenam, meram, & liberam Potestatem & speciale Mandatum præmissa omnia & singula, cum dependentibus ex eis,

emergentibus, incidentibus, & connexis, faciendi, firmandi, roborandi, ac etiam vallandi per Juramentum in animam nostram, aut alias qualitercunque, prout prædictis Procuratoribus nostris, & eorum alteri, visum fuerit expedire.

Necnon & bona nostra, & Subditorum nostrorum, mobilia & immobilia, presentia & futura, modis, formis, & conditionibus quibus voluerint, obligandi super præmissis omnibus & singulis tenendis & observandis.

Quæ omnia & singula supradicta, per prefatos Procuratores nostros, & eorum alterum, tractata vel tractanda, firmata vel firmanda, roborata vel roboranda, vallata vel vallanda, seu alias facienda, juranda, & obliganda in præmissis, & circa præmissa, ac præmissorum quodlibet, ut præferat, Nos, de certa scientia, exnunc prout tunc laudamus, concedimus, firmamus, roboramus, & comprobamus, atque ratificamus.

Et etiam promittimus pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, sub bona nostra fide, præmissa omnia & singula perpetuo tenere, non contrariare vel venire per Nos, vel alium, seu alios.

Set ea firmiter & inviolabiliter observare, ac si per Nos præsentialiter & personaliter facta, tractata, ordinata, & roborata fuissent, ac etiam vinculo Juramenti seu quavis aliâ firmitate fuscita, etiam si expressis & superius nominatis fortiora seu graviora existant, vel etiam talia quæ de jure sive consuetudine Mandatum exigant speciale.

Quicquid autem, per dictos Procuratores nostros, aut speciales Nuncios, gestum, actum, procuratum, initum, compositum, ordinatum fuerit seu quomodolibet attemptatum, promittimus ratum, gratum, firmum Nos perpetuo habituros, ac etiam inviolabiliter observare, sub Hypotheca & obligatione omnium bonorum nostrorum.

Relevamus etiam eosdem Procuratores nostros, in præmissis & præmissorum singulis, & in his, quæ, sub dicta forma Mandati, possent concedi verisimiliter, vel alias quomodolibet contineri, ab omni onere satisfaciendi.

Dat. in Palatio nostro Westm. sub Magni Sigilli nostri testimonio, vicefimo secundo die Mensis Junii, anno Domini Millesimo, CCC, sexagesimo secundo, assistantibus & presentibus,

Venerabilibus Patribus,
Willielmo, Wyntonienfi,
Simoni, Eliensi
Nostris Cancellario & Thesauro, ac
Johanne Wygornienfi,
Episcopis:
Roberto, Comite Suffolciæ,
Johanne de Bokingham, Decano Lichfeldensi,
Willielmo de Wykeham, Canonico Lincolnienfi,
Et Johanne de Branketre, Thesauro Eborum, No-
tario nostro,
Testibus in præmissis.

E. REX.

Et ego Johannes de Branketre, Clericus Norwycensis Diocesis, Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius Publicus, constitutioni, factioni, & ordinationi dictorum Procuratoriorum, & potestatis dationi, necnon omnibus aliis & singulis supradictis, per præfatum Dominum nostrum Regem recitatis, factis, & gestis, sicut superius continetur, unâ cum Reverendis Patribus, Dominis Episcopis, aliisque Testibus, præfens sui, eaque omnia & singula, necnon scripturam (E. REX) manu Domini Regis propria factam, die vicefimo secundo dicti Mensis, in Camera sua, in dicto Palatio, & coram Dominis Cancellario & Thesauro supradictis, sic fieri vidi, & audivi, multis occupatus Negotiis per alium scribi feci, & publicavi, meoque consueto Signo signavi, de mandato ejusdem Domini Regis, in testimonium eorumdem. B. A.

Facta & data fuerant hæc predicta per nos Procuratores, superius recitatos, sub Sigillis nostrorum Testimonio, in Cathedrali Ecclesia Sancti Pauli Londoniensis, die xxii. Mensis Junii, anno Domini Millesimo, CCC. LXII. Indictione quintadecimâ: Pontificatus Domini Innocentii Papæ VI. anno X. Presentibus, tunc temporis, in eisdem,

Reverendo Patre,
Domino Johanne, Dei gratiâ, Wygornienfi Episcopo:
Ac,

Nobi-

ANNO
1362.

ANNO
1362.

Nobilibus potentibusque Viris,
Dominis
Michaele de Powynges,
Richardo de Stafford,
Baronibus:
Girardo de Tortas de Payana,
Johanne de Pomercii,
Johanne de Sancto Claro,
Nicholao de Popham,
Et *Johanne de Walays,*
Ac,
Venerabilibus Viris,
Dominis
Johanne de Bokyngham, Decano Lichefeldensi,
Johanne de Branketre, Thesaurario Eboracensi,
Johanne de Bamburg, Archidiacono Northumbriae in
Ecclesia Dunelmensi,
Et *Willielmo de Tyrington, Canonico Londoniensi:*
Petro Johanni de Olabiffeta,
Martino Johanni de Acorda,
Burgensibus de Bermeo:
Francisco Ferandi de Medina Celi,
Egidio Fernandi de Cueller:
Johanne Albon, Cive Londoniensi,
Johanne Batalla Domicello,
Johanne Clernaus, Notario Publico,
Et pluribus aliis Testibus in praemissis.

Et Ego Johannes de Branketre, Clericus Norwicensis Diocesis, Apostolicæ et Imperialis auctoritate Notarius Publicus, Alligantis, Confederationibus, Pactionibus, Promissionibus, Obligationibus, Juramentorum praestationibus, cæterisque praemissis, per Dominos, Didacum & Alvarum, dicti Domini Regis Castellæ & Legionis, ac Dominum Willielmum de Larymer & Johannem Decanum Lincolnensem, Anglorum Regis, Domini Hiberniæ & Aquitanie, Procuratores, sicut praemittitur, factis, recitatis, & gestis, unâ cum Notario & Testibus subscriptis, praesens interfui, eaque omnia & singula sic fieri vidi & audivi, multis regalibus occupatus Negotiis per alium scribi feci, & ad requisitionem Procuratorum eorumdem, publicavi praemissa, & ea, in hanc publicam Scripturam & formam redigens, meis consueto Signo & nomine roboravi in fidem & testimonium eorumdem.

Et Ego, Willielmus de Tyringtons, Clericus Lincolnienfis Diocesis, publicus auctoritate Apostolicæ Notarius, Alligantis, Confederationibus, Pactionibus, Promissionibus, Obligationibus, Juramentorum praestationibus, cæterisque praemissis, per Dominos, Didacum & Alvarum, dicti Domini Regis Castellæ & Legionis, ac Willielmum Dominum de Larimer & Johannem Decanum Lincolnensem, Anglorum Regis, Domini Hiberniæ & Aquitanie, Procuratores, sicut praemittitur, factis, recitatis, & gestis, unâ cum Notario & Testibus subscriptis, praesens interfui, eaque omnia & singula sic fieri vidi & audivi, multis regalibus occupatus Negotiis per alium scribi feci, & ad requisitionem Procuratorum eorumdem, publicavi praemissa, & ea, in hanc publicam formam redigens, meis consueto Signo & Nominis roboravi in fidem & testimonium eorumdem.

XXIII.

16 Juill. *Contrat de Mariage de JACQUES de Savoye, Prince d'Achaïe, & de MARGUERITE de Beaujeu, fait le 16. de Juillet, 1362. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 117.]*

In Nominis Domini Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem M. CCC. LXII. & die XVI. mensis Julii, apud Bellijocum, in Domino Episcopali dicti loci, praesentibus Viris Nobilibus Dominis Jacobo Marefcalci, Guillelmo de Chalamount, Girardo d'Estres Legum Doctore, & Johanne de Charles Militibus, testibus ad hoc vocatis, per praesens Instrumentum publicum, omnibus evidenter appareat: Quod cum Tractatus habitus fuerit, ut dicitur, de Matrimonio contrahendo, inter *Magnificum Virum Dominum Jacobum de Sabaudia Principem Achaïe* ex una parte, & *Domicellam Margaritam de Bellijoco* ex altera. Inde est quod dictus Dominus Princeps ex una parte, & Vir *Magnificus Dominus Anthonius Domi-*

nus Bellijoci, Frater dictæ Domicellæ ex altera, coram dictis testibus, & me subscripto Notario constituti personaliter, propter ea quæ sequuntur, Tractatum praedictum deducere volentes ad effectum, idem Dominus Princeps, suo proprio nomine juratus corporaliter ad Evangelia Dei sancta, se, & bona sua quaecumque mobilia, immobilia, praesentia, praeterita, & futura obligando promissit, & convenit dicto Domino Anthonio Dominio Bellijoci, michique subscripto Notario, ut publicæ personæ praesentibus stipulanti, & recipienti vice, nomine, & ad opus praedictæ Domicellæ omniumque, & singulorum aliorum quorum interest, & poterit in posterum interesse, ducere & accipere in suam Sponsam, & Uxorem legitimam dictam Domicellam Margaritam, ipsamque in facie sanctæ Ecclesiæ desponsare, Sanctæ Matre Ecclesiæ concedente, nihilque fecisse vel facere impediens dicti Matrimonii complementum: dictus vero Dominus Anthonius Dominus Bellijoci scienter, & sponte promissit & convenit dicto Domino Jacobo Principi praesenti, & stipulanti, corporali praestito per eum juramento, ad Evangelia Dei sancta, sub suorum obligatione bonorum mobilium, immobilium, praesentium, & futurorum quorumcumque, facere, & procurare cum effectu, quod dicta Domicella Margarita Soror sua, nubet dicto Domino Principi, ipsum in Virum suum, & Sponsum legitimum accipiet, & in facie sanctæ Matris Ecclesiæ desponsabit, nisi sit aliud Canonum rationabile quod obstat, nihilque facere vel fecisse propter quod dictum Matrimonium, & ipsius complementum valeat impedire: praeterea dictus Dominus Bellijoci dat, & constituit, dareque, & solvere promissit, & convenit sub juramento, & obligationibus praedictis, dicto Domino Principi pro se, & suis stipulanti in Dotem, ac nomine, & ex causa Dotis, dictæ Domicellæ Margaritæ Sponsæ futurae dicti Domini Principis, quindecim mille florenos auri boni ponderis solvendo terminis, per *Illustrem Principem Dominum nostrum Dominum Amedeum Comitem Sabaudie* ordinandis, & statuendis, de, & super quibus terminis ordinandis, & statuendis, nec non, & quantitate qua in quolibet termino taliter ordinando solvi debet, de dictis quindecim millibus florenis, dicti Domini Principis, & Bellijoci ipsi Domino nostro Comiti plenam, & liberam dederunt, & concesserunt potestatem, quibus mediantibus dicta Domicella Margarita quitare, & remittere debeat dicto Domino Bellijoci, omnia jura, partes, portiones, actiones reales, personales, meras, mixtas, utiles, directas, & alias quascumque sibi competentes, & competenti quicumque occasione, & quibusvis titulis, seu causis, in omnibus, & singulis Hereditariis, rebus, bonis, & Juribus quibuscumque, quæ fuerunt bonæ memoriae Domini *Eduardi, & Domine Marie de Tri Domina quondam Bellijoci Patris, & Maris dictorum Domini Anthonii Domini nunc Bellijoci, & dictæ Domicellæ Margaritæ*, quaecumque sint ipsa bona & jura, ubicumque, & quocumque nomine nuncupentur, salva dictæ Domicellæ, & expressè reservata, si & quando continget legitimam successionem, & escheatâ, salvis etiam, & expressè reservatis eidem Domicellæ, quod in casu quo dictus Dominus Bellijoci, quod abbit, sine liberis masculis legitimis, uno vel pluribus, ex suo proprio corpore procreatis, decederet, eidem Domicellæ salva sint, & remaneant omnia jura sua, omnesque actiones quaecumque, & qualescumque sint, quæ, & quas nunc habet, & pro futuro tempore poterit habere, ex quibuscumque causis in omnibus, & singulis Hereditariis, bonis, rebus, & Juribus Paternis, & Maternis supra dictis, nonobstante fienda quitatione praedicta, quia sic ut praemittitur actum, & conventum exitit inter Partes praedictas. Item dictus Dominus Princeps pro se, & suis Successoribus quibuscumque dedit, & constituit dicto Domino Bellijoci michique dicto Notario stipulanti, & recipienti vice, nomine, & ad opus dictæ Domicellæ Margaritæ Sponsæ suæ futurae in Dotalitium, & nomine Dotalitii ejusdem, in casu quo dictum Dominum Principem, ante ipsam decedere contingeret, tria millia florenorum auri annualium ad vitam ipsius Domicellæ, dum vixerit post ipsius Domini Principis decessum percipiendâ, & habenda singulis annis dum vixerit ut supra. Quæ quidem tria millia florenorum annualium ut supra, dictus Dominus Princeps promissit, & convenit dicto Domino Bellijoci assignare, & assignare competenter eidem Domicellæ, vel ejus certo mandato. Item dictus Dominus Princeps scienter, & sponte pro se, & suis Hereditibus, & Successoribus quibuscumque causamque habentibus, & habituris ab ipso dedit, donavit donatione pura, mera, simplici, & irrevocabili inter vivos, sicut

ANNO
1362.

melius,

ANNO
1362.

40

CORPS DIPLOMATIQUE,

melius, & fortius potest intelligi seu dici, liberis masculis, uni vel pluribus, ex hujusmodi Matrimonio, concedente Domino, nascituris, dictoque Domino Belljoci, & michi Notario ut publica persona stipulanti vice, nomine, & ad opus dictorum liberorum, & omnium, & singulorum aliorum quorum interest, & impoterum poterit interesse, à sex usque ad septem millia florenorum auri, per ipsum Dominum Principem sufficienter assignanda promittens, pactumque, & conventionem faciens per suum juramentum, & sub obligationibus quibus supra dicto Domino Belljoci, & michi dicto Notario stipulanti nomine, & ad opus Filiarum nasciturarum, Deo dante, ex Matrimonio supra dicto, ipsas Filias, unam, & plures sufficienter maritare, secundum decentiam status ipsius Domini Principis, & Filiarum predictarum, acto, & convento, & in pactum expressum deducto, inter ipsos Dominum Principem, & Dominum Belljoci nominibus quibus supra, quod Dominus Philippus Filius dicti Domini Principis predictis omnibus, & singulis debeat consentire, suumque præbere consensum, & assensum, & ea omnia, & singula laudare, approbare, & etiam confirmare cum juramentis, promissionibus, obligationibus, renunciacionibus, & aliis solemnitatibus opportunis, quæ omnia, & singula supra dicta dicti Domini Princeps, & Dominus Belljoci, nominibus quibus supra promiserunt, & conveniunt alter alteri solemnibus stipulationibus intervenientibus hinc inde, michique dicto Notario stipulanti, & recipienti vice, nomine, & ad opus omnium, & singulorum quorum interest, & impoterum poterit interesse sub juramentis suis, & obligationibus predictis rata, grata, & firma habere, tenere, attendere, solvere, & observare cum effectu prout superius exprimuntur, nunquam contra præ se vel per alium in judicio, vel extrâ facere vel venire, nec contra facere vel venire volenti consentire aut præbere consilium, auxilium vel favorem, dictusque Dominus Belljoci de dictis quindecim millibus florenis satisfacere, prout superius declarat, dicto Domino Principi, vel ejus certo mandato terminis, per ipsum Dominum nostrum Commitem, ut superius ordinandis; dictus vero Dominus Princeps promisit, & convenit michi Notario stipulanti pro ipsa Domicella, & aliis omnibus, & singulis quorum interest, & interesse poterit sub juramentis, & obligationibus predictis, dictum Dotaticum assidere compietur ut supra, & dictam Dotem restituere ipsi Domicellæ vel alteri, cui de jure pertinebit in omni casu, quo locum habebit restitutio ejusdem per eosdem terminos, & similes quibus sibi satisfactum fuerit de eadem restitutione, & refarcire alteri alteri omnia damna, gravamina, expensas, & interesse quæ, quod, & quas alter per defectum alterius, in observatione predictorum, fecerit aut incurritur quoquo modo super eis, quæ alter alteri credere verbo simpliciter omnia alia probatione cessante, pro qua quidem Dote solvenda firmus ipsi Domino Principi dicti Domini Belljoci præcisus, & mandato, & pro ipso Domino Belljoci se fidemque constituerunt, quibus in solidum erga Dominum Principem supra dictum stipulantes pro se, & suis Hæredibus, & Successoribus quibuscumque, necnon ad requisitionem, & præces dicti Domini Principis, & pro ipso erga dictum Dominum Belljoci, meque dictum Notarium stipulantes, & recipientem pro dicta Domicella Margarita, & aliis quorum interest, & poterit interesse de, & pro restitutione dictæ Dotis, ac dicto Dotatico assatando, manutendo, defendendo, & conservando dicta Domicella Principales & Fidejussores intercesserunt quilibet in solidum, & se constituerunt Princeps Illustri Dominus noster Amedeus Comes Sabaudie, Viri Nobiles Domini Guillermus de Grandifono, Dominus de Sancta Crucce, Ludovicus Revoire, Dominus Domeffini, Humbertus Maisti Dominus Sancti Stephani Nemorosi, Joannes de Laia, Hugo de Chales, Stephanus de Taneu Milites, & Petrus Gerbailli de Bellicio Theaurarius Sabaudie, qui omnes, & singuli jurati corporaliter ad Evangelia Sancta Dei pro predictis omnibus, & singulis de quibus se obligaverunt specialiter, & expressè dictis Domino Principi, & Domino Belljoci predictis nominibus se & omnia, & singula bona sua mobilia, immobilia, præsentia, præterita, & futura. Item Dominus Hugo de Gletens Miles de dicta solutione Dotis pro dicto Domino Belljoci, erga dictum Dominum Principem, & de ipsius restitutione, & assatamento Dotatici, & ipso manutendo pro dicto Domino Principis erga dictum Dominum Belljoci, meque Notarium stipulantes ut supra se obligavit, & bona sua quacumque præsentia, & futura, cum præstatione juramenti corporalis ad Evangelia Dei Sancta per hunc modum, videlicet quod in defectu Principalium, &

cujuslibet ipsorum non observantium prædicta, de quibus se dictus Dominus Hugo obligat ad requisitionem Partis ipsium requireritis, qui non observaverit prædicta, præmissa, & conventa circa solutionem restitutionis dictæ Dotis, assatamentum, & conservationem Dotatici memorati, ipse Dominus Hugo teneat, promissit, & convenit ipsis Domino Principi, & Domino Belljoci, & michi Notario stipulanti ut supra, sub juramentis & obligationibus predictis personaliter in quolibet termino, in quo esset defectus, tenere Hostagia apud Castillionem in Dombis, donec fuerint observata promissa, & conventa pro terminis nunc elapsis, vel donec ab illo qui ipsum requirivisset de dictis Hostagiis tenendis licentiam haberet ab ipsis Hostagiis recedendi, quos Fidejussores, & Principales ac dictum Dominum Hugonem de Gletens, & quemlibet ipsorum promissurunt, & conveniunt eisdem, & collibet ipsorum dicti Domini Princeps & Dominus Belljoci sub eorum juramentis, & obligationibus predictis, prout per quolibet ipsorum se obligaverunt ut supra de predictis omnibus, & singulis indemnes penitus observare, de quibus ipsi Dominus Princeps, & Dominus Belljoci, pro utroque ipsorum dicta Domicella, & aliis quorum interest vel intererit, Instrumenta publica tenoris ejusdem fieri requisiverunt. Signè BEZON.

XXIV.

Traité de Ligue entre AMÉ VI. Comte de Savoie 26. Dec. surnommé le Comte Verd, & GALEAS Vicecom- te de Milan, contre le Marquis de Monferrat, fait à Milan, le 26. Décembre 1362. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves, pag. 209.]

In Nomine Domini, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem M. CCC. LXII. Indictione quinta decima, die vigesima sexta mensis Decembris. Magnificus Dominus Dominus GALEAS Vicecomes, Filius quondam recolenda memoria Domini Stephani Vicecomitis Mediolani, &c. Imperialis Vicarius generalis, pro se ac Filiis suis masculis legitimis, ex una parte; Et egregii Milites Domini Ludovicus Revoiria Dominus Domeffini & Gerbailli, & Humbertus bastardus de Sabaudia, Dominus Altiwillari & Moletarum, Procuratores ad iustia scripta omnia & singula peragenda, Illustri Principi Domini AMÉ VI Comitis Sabaudie, prout de hujusmodi procuracione constare dicitur publico Instrumento, rogato per Joannem de Allenis Notarium & Secretarium Domini Comitis predicti, anno millesimo trecentesimo sexagesimo primo, Indictione quartadecima, die octava Decembris, vice & nomine dicti Domini Comitis ac Filiorum mascululorum legitimorum ejus, & pro eis ex altera parte; Fecerunt inter se sibi ad invicem Confederationem, Fraternitatem, Unionem & Ligam perpetuam duraturam, cum Padis, Conventionibus, conditionibus, modis, formis & tenoribus infra scriptis; videlicet: Primo namque, quod prædicti Domini Comes & Galeas teneantur & debeant tota ipsorum posse, ad invicem se defendere contra quancumque personam de mundo; Excepto Domino Imperatore quem ambo prædicti Domini exceperunt communiter, & excepto Domino Barnabone Vicecomite Fratre dicti Domini Galeas, quem exceptit idem Dominus Galeas, ac exceptis Domino Papa & Domino Rege Francie, & exceptis illis qui nunc sunt Domini alieius dictorum Dominorum Comitis & Galeas, seu Vassalli pro iis quæ nunc tenent ab ipsis Dominis Comite & Galeas, vel aliquo eorum. Item quod uterque dictorum Dominorum Comitis & Galeas habere, tenere & tractare debeat pro inimicis Marchionem Montisferrati, & quoscumque alios dictorum Dominorum, vel eorum alterius inimicos citra montes, tam præsentem quam futuros, ac Vassallos, Subditos, Terras, adherentes, complices & sequaces eorum, & contra ipsos tanquam contra inimicos procedere, & ad invicem se juvare & Guerram facere, exceptis superius exceptatis. Item quod nullus dictorum Dominorum Comitis & Galeas, cum dicto Marchione sive cum aliquibus aliis dictorum Dominorum, vel eorum alterius inimicis citra montes, tam præsentibus quam futuris, seu adherentibus, complices seu sequacibus eorundem; Pacem seu Treugam facere possit, nisi utriusque ipsorum Dominorum Comitis & Galeas concordæ accedente consensu & voluntate.

Item

ANNO
1362.

ANNO
1362.

Item quòd, durante guerra cum dicto Marchione, & quibuslibet sex mensibus æstivis, incipiendis in medio mensis Aprilis ejuslibet, ejuslibet duorum proximè subsequèntium annorum, & finendis in quolibet medio mensis Octobris; Præfatus Dominus Galeas suis expensis propriis, teneatur & debeat dare dicto Domino Comiti, ad offensam dicti Marchionis Montisferrati ac Vassallorum, Subditorum, Terrarum, complicitum & sequacium ejus, Bannerias quinquaginta Gentium armigerarum equestrum, & Bannerias viginti peditum; ac quolibet mense quorumlibet dictorum sex æstivorum mensium, ejuslibet dictorum duorum proximè subsequèntium annorum, sex millia florenorum. Præfatus enim Dominus Comes dicto æstivo tempore ejuslibet dictorum duorum proximè subsequèntium annorum, habere & tenere teneatur ad offensam prædictam Barbutas mille, quibus per dictum Dominum Comitem satisfiat; reliquo vero tempore hiemali dictorum duorum proximè subsequèntium annorum, dicta Guerra durante, & ipsis duobus annis finitis, toto tempore hiemali & æstivo continuè usque ad ipsam Guerram finitam, præfatus Dominus Galeas teneatur & debeat, suis propriis expensis, dare dicto Domino Comiti solum Bannerias viginti quinque Gentium armigerarum equestrum, & Bannerias viginti peditum. Et præfatus Dominus Comes dicto hiemali tempore dictorum duorum proximè subsequèntium annorum, & ipsis duobus annis finitis, toto illo tempore quo dicta Guerra durabit, habere & tenere teneatur suis expensis solum Barbutas recentum. Item quòd omnes prædictæ Gentes tam illæ prædicti Domini Comitis, quam illæ præfati Domini Galeas, primò & ante omnia intendere debeant ad destruentum, & de Territorio utriusque dictorum Dominorum Comitis & Galeas expellendum Societatem Anglicorum, quæ nunc est in partibus Canapii; & quòd cum dictis Gentibus ad nihil aliud intendi debeat, quousque Societas prædicta erit aut destructa, aut de Territorio utriusque dictorum Dominorum Comitis & Galeas expulsa, nisi majori necessitate cogente; destructa autem Societate prædicta, aut de Territorio prædictorum Dominorum expulsa ut supra, debeant Gentes præfate intendere ad faciendum & fieri faciendum vastâ super Territorio & Districu Civitatis Astenfis. Postmodum vero præfatus Dominus Comes possit uti servitio Gentium prædictarum, ad damna Marchionis prædicti, in ea parte in qua idem Dominus Comes maluerit, tanto tempore quanto ipsæ Gentes steterint occupatæ circa vastâ prædicti Territorii & Districtus Astenfis; & ipso tempore finito, possit dictus Dominus Galeas vel Capitaneus ejus, similiter uti tantundem temporis servitio dictarum Gentium ad damna Marchionis prædicti, in ea parte in qua maluerit; & similiter tantundem temporis facere possit postea dictus Dominus Comes, & deinde similiter Dominus Galeas præfatus, quousque dicti sex menses æstivi ejuslibet dictorum duorum proximè subsequèntium annorum erunt finiti; finitis autem dictis duobus annis, debeat dictus Dominus Comes sex mensibus æstivis ejuslibet annis, incipiendis & finendis ut supra, servitio illarum Gentium quas tunc habere debet tam de suis quam à Domino Galeas præfato, ut ad damna dicti Marchionis, in ea parte in qua quovismodo acquiruntur sive acquiritur per Gentes dicti Domini Comitis, sive per Gentes dicti Domini Galeas, fiat & fieri debeat ut infra sequitur: videlicet, Civitas Asti cum universo ejus Territorio & Districtu, omnes Terræ quas præfatus Galeas seu Domini Luchinus vel Joannes Archiepiscopus ejus Antecessores tenuerunt in partibus Pedemontium, tota Terra Filizani, omnes illæ Terræ Marchionis Montisferrati quæ sunt inter Tanegrum & Territorium Januense, Terra Casalis Sancti Evassii, Frassanetum, Terra Valentia, omnes Terræ quas Marchio prædictus tenet de Districtu Vercellarum, omnes Terræ quas Marchio prædictus tenet de Districtu Papiæ; omnes Terræ quas Marchio prædictus seu quivis alius tenet de Districtu Alexandriae, tam ab una parte Tanegri, quam ab alia, cum omnibus Territoriis, Districtibus, Pertinentiis, Honoribus, Feudis, Retrofeudis, Homagiis, Fidelitatibus & Juribus universis earum & ejuslibet earum communiter & divisim, sint & esse debeant præfati Domini Galeas; Omnes autem Terræ Marchionis Montisferrati, exceptis supra specificatis in parte Domini Galeas; totum Canapicium cum omnibus Terris quæ teneantur per Marchionem prædictum seu Vassallos suos, quæ sunt inter Padum & Duriam quæ labitur per Iporegam; Castrum Luzonum, tota Terra Ripæ Cherii, totum Territorium Cherii cum omnibus Territoriis, Districtibus, Pertinentiis, Honoribus, Feudis,

TOM II. PART. I.

Retrofeudis, Homagiis, Fidelitatibus & Juribus universis earum & ejuslibet earum communiter & divisim, sint & esse debeant præfati Domini Comitis. Item quòd acquisitis Terris & Castris supra scriptis, tam illis quæ esse debent prædicti Domini Galeas, quam illis quæ esse debent dicti Domini Comitis, ut superius dictum est; intelligatur esse finitum tempus, quò dictus Dominus Galeas præfatus Domino Comiti dare debet pecuniam & Gentes, de quibus superius est facta mentio; Et sic etiam tunc acquisitis Terris & Castris prædictis, intelligatur esse finitum tempus, quò Dominus Comes prædictus suis expensis tenere debet Gentes Armigeras, de quibus superius dictum est. Item quòd de Caistro Albani fiat & fieri debeat, prout ipsi Domino Comiti placebit. Item quòd Dominus Galeas dat puram & liberam potestatem dicto Domino Comiti, quòd de Feudo Fossani, Cavallarii majoris & summa Ripæ faciat & ordinet pro sua libito voluntatis, sic quod sit in ejus arbitrio libero ordinare, vel quòd remaneant Domino Galeas supradicto, vel quòd sibi appropriet, & in se ipsum transferat tanquam in Dominum in solidum, quandocumque ordinare voluerit, nullius personæ consensu vel presentia requisita. Quia dispositio vel ordinatione facta, dictus Dominus Galeas, si Dominus Comes pro seipso duxerit ordinandum, ex nunc Jus Feudi & Homagi prædicti, eidem Domino Comiti dat & cedit & in eum transfert; & ex nunc prout ex tunc se constituit ejus nomine possidere vel quasi, & dictum Dominum Principem pure solvit & liberat de Feudo & Jure Feudi & Homagi prædicti; Mandans & præcipiens eidem Domino Principi, ut dictum Feudum ab ipso recognoscat, & eidem fidelitatem & Homagium faciat sibi debitum pro eisdem in casu prædicto. Item quòd nullus prædictorum Dominorum Comitis & Galeas, receptare debeat seu receptari permittat in aliqua parte Districtus vel Territorii sui, aliquem proditionem vel rebellem alterius ipsorum Dominorum. Item quòd de Mercatoribus & Casanariis Astenfis, & Territoriis ac Marchionatus Montisferrati converfantibus & morantibus infra Sabaudia Comitatum, Dominus Comes possit facere ad suam voluntatem; & Dominus Galeas non possit nec debeat se intromittere quovismodo, de ipsis vel de bonis eorum quæ habentur infra dictum Comitatum: Et hoc Capitulum & contenta in eo vindicent sibi locum solum illo tempore quò Marchio prædictus tenebit occupatam Civitatem Astensem, & alias Terras dicti Marchionatus, ad dictum Dominum Galeas perventuras ex forma divisionis supradictæ, & in personis & bonis illorum tantum qui non sunt obedientes præfato Domino Galeas: Adveniente autem tempore, quò dictus Dominus Galeas haberet Dominium dictæ Civitatis Astenfis & dictarum aliarum Terrarum, fiat de prædictis omnibus Mercatoribus, & Casanariis & de ipsorum bonis, prout fieri consuevit antequam dictus Marchio occuparet Civitatem præfatam. Item quòd supra scripta omnia & singula intelligi debeant secundum purum & sanum intellectum, & per utramque partem bona fide sine fraude servari. Actum Mediolani, in Palatio dicti Domini Galeas, in quadam Camera cubiculari dicti Domini Galeas sita in parte inferiori dicti Palatii: Presentibus Dominis Joanne de Pulpis de Bononia, Filio quondam Domini Tadei, habitatore Mediolani, Manfredo Marchione Salutarum, Filio quondam Domini Manfredi, habitatore Mediolani; Protofio de Caymis, Filio quondam Domini Stephani, Cive Mediolani; Roberto de Frouzola, Filio quondam Domini Grure, habitatore Mediolani, Militibus; Manuelle de Pontano de Terdonia Legum Doctore, Filio quondam Domini Carboni, habitatore Mediolani; Petro de Mucis Legum Doctore, Filio quondam Domini Petri de Cambracio Comitatus Sabaudie; & Antonio dicto Prapofito de Aladio. Filio quondam Domini Joannis ex Comitibus de Sando Martino, Testibus vocatis & rogatis.

XXV.

Confederatio inter Duces Austriæ RUDOLPHUM FRIDERICUM, ALBERTUM, & LEOPOLDUM, nec non MEINHARDUM, Bavarie Ducem ab una, & LUDOVICUM Hungarie, atque CASIMIRUM Polonie Reges à parte altera. Quæ illi dictos Reges, Heredes & Terras eorum contra omnes Homines cunctis viribus & substantia defendere atque adjuvare promittunt;

ANNO
1362.

ANNO
1362.

mittunt; uti & ad nullam Brigam vel Guerram
absque communis consensu movendam se obligant.
Datum Possionii ultima die Decembris anno 1362.
[LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part.
Special. Continuât. I. Abſatz IV. von Österreich
pag. 16.]

NOS RUDOLPHUS FRIDERICUS, Albertus,
& Leopoldus Dei gratia Duces Austriae, Stiriae,
Carinthiae, Fratres. Notum facimus universis prae-
sentibus Literas inspecturis, quod nos attendentes, quantum
ex concordia & unitate rerum, non tam magnarum,
quam etiam parvarum solet provenire augmentum,
volentesque nos & inclutos Principes Meinhardus, Dux
superioris Bavariae & Comes Tyrolis, Frater & Socer
noster charissimus, & unione, colligatione & con-
nexione fraterna una cum Excellentibus & Magnificis
Principibus Dominis Ludovico & Casimiro Ungariae
& Poloniae Regibus, Fratribus nostris & eorum com-
modis, indemnitatibus & profectibus attentius providere,
de maturo & deliberato consilio Praelatorum & Majorum
nostrorum Baronum pro nobis, & pro eodem Duce
Meinhardo & Haeredibus & Successoribus nostris, &
eiusdem Ducis Meinhardi, promittimus bona fide, cum
omni sinceritate & dilectione, absque omni fraude &
dolo, talis sacrosanctisque Evangelicis Corporali prae-
statio Jumento, Nos cum praedictis Dominis Regibus
Fratribus nostris velle esse nunc & semper indissolubili-
ter unitos, & fraternae dilectionis vinculo connexos,
ita videlicet, quod nos & dictus Dux Bavariae, nostri-
que & sui Haeredes, praedictos Dominos Reges Fratres
nostros, eorumque Haeredes & Successores Terras ac
ipsorum Dominia, cum suis Juribus & pertinentiis,
quas & quae in praesenti habent & possident, vel in pos-
terum possidebunt, contra omnes homines cujusvis sta-
tus, conditionis & praerogativae existant, & si Regali
aut Imperiali fulgeant Dignitate, nullo penitus dempto &
excepto, defendari, tueri, adjuvare, & protegere te-
neamur, eisque & ipsorum Haeredibus ac Successoribus
adesse, si etiam oportebit propria in persona cum tota
nostra potentia, militia ac substantia, non parcendo re-
bus, laboribus & expensis, quin omnia eorum negotia
tanquam propria nostra fere reputantes, toto nostro posse,
eisdem Fratribus nostris praedictis ipsorumque Haeredi-
bus contra omnes Invasores dampnificantes & occupa-
re volentes eorum Terras & Dominia, omni dilatione,
tergiversatione & colore quaesito procul amotis, conti-
nuo praesidio usque ad finalem rei exitum, quotiescu-
que requisiti fuerimus per eosdem Fratres nostros ac
ipsorum Haeredes ante dictos, omnibus & postpositis
omnibus aliis propriis, vel aliorum fidelis aut negotii,
quibus pro tunc essent occupati, ipsis fraternaliter
succurremus. Ita tamen quod nullam Brigam seu
Gueram praedicti Reges Fratres nostri, absque nostro
consilio & beneplacito, voluntate acque scitu, movere
intendant; quo more simile nos & dictus Dux Mein-
hardus nullam Brigam vel Gweram cuique movebimus
sine eorumdem Fratrum nostrorum consilio, scitu &
consensu. Praeterea promittimus bona fide ut supra,
quod nullam assinationem, parentelam, seu consanguini-
tatem cum aliqua persona contineamus, sine volunta-
te, scitu & consensu Fratrum nostrorum Regum eo-
rundem. Insuper omnes ipsi Regibus Fratribus nostris
& ipsorum Haeredibus, nec cum aliquo amulorum,
inimicorum & eis malevolentium, Pacem, Concor-
diam, Unionem, nec aliquam Colligantiam inea-
mus sine beneplacito & expressa voluntate Fratrum
nostrorum ante notatorum, modo quo superius est ex-
pressum. Ceterum sub virtute potestatis Juramenti pol-
licemur, quo ad ipsorum Fratrum nostrorum commo-
da amplianda, honorumque ipsorum augmentum dictis,
factis, opere & voluntate semper assilemus & eorum
honori, famae, statui & profectui derogare volentibus,
totis viribus volumus esse contradictores & Imperato-
res. Praeterea etiam omnem Concordiam, Unionem ac
Colligantiam cum quibuscunque personis initam & firmatam
que praemissa Unioni, Confederationi & obliga-
tioni in tota vel in aliqua sui parte derogaret seu posset
in futurum derogare irritam esse volumus & inanem,
omnem vero Concordiam, Pacem, Ligam & Unionem
cum praedictis Regibus Fratribus nostris charissimis quo-
cunque tempore initas & contractas, quae huic praesen-
ti Confederationi robur possint tribuere aequale in
sua firmitate & vigore per seipsum decernimus fore
permanuras. Et ut praemissa rata & inconvulsa per-
manent serventurque, praesentes Literas nostras appo-
sitione Sigillorum Ducalium, nec non Sigillorum Prae-
latorum nostrorum, qui etiam super ratihabitione pra-

missorum Jumenta corporaliter praestiterunt sequuntur
communita. Nomina autem principalia Praelatorum
& Baronum Ducatum nostrorum, quorum Sigilla prae-
sentibus appendunt, sunt haec, venerabiles in Christo
Dominus Gosfridus Patavensis, Dominus Joannes
Gurgen nostrae Curiae Cancellarius, Dominus Ulrichus
Seccovienf. & Dominus Petrus Laventin; Ecclesiarum
Episcopi, Petrus S. Lamberdi Joannes Medicensis; Ul-
ricus S. Pauli Vallis Laventinae, Albertus Admoten
Clemens Scotorum Viennae, Ulrichus in Rotwico in
Chremsmunster Monast. Abbates. Item Jacobus Perichs-
tergadienf. Ordolfus Neumburgensis Ecclesiarum Prae-
positi, Item speciales & generosi Meinhardus de Gor-
ricia Palatinus Carinthiae, Otto de Ortenburg, Ulri-
cus de Schauberg Comes Avunculi nostri charissimi,
Nobiles ac fideles nostri dilecti Berchtoldus de Maid-
burch, Joannes de Phannberch, Ulrichus de Cilia etiam
Comites. Stephanus Dominus Meiffae summus Ma-
reschalcus, Albertus, Dominus de Puecham summus
Dapifer, Petrus, Dominus de Eberforch summus Ca-
merarius, Haidenricus, Dominus de Meiffaw summus
Pincerna, Wilhelmus, Dominus de Creuspach sum-
mus Magister Venatorum Austriae, Joannes de Traun,
Capitaneus super Anasum, Eberhardus Dominus de
Walfee de Anaso, Joannes dictus Comes de Pernitain,
Leopoldus, Dominus de Städech Provincialis Mares-
chalcus Austriae, Eberhardus Dominus de Cappella Ca-
pitaneus Anisi. Perchtoldus Dominus de Pergow Ju-
dex Curiae nostrae, Heinrichus Dominus de Raunfain,
Joannes Turlo, Dominus de Rauchenek. Eberhar-
dus, Dominus de Dachsparg, Joannes Dominus de
Zelckino, Albertus Stachs Dominus de Trautmansdorf,
Conradus Dominus de Pottendorf, Pilgerinus Dominus
de Strewen, Fridericus Dominus de Winchel, Catholdus
senior Dominus de Ekeratz, Ulrichus Dominus Krafen-
berg, ... Dominus de Hokenberg, Heinrichus, Dominus de
Hackenberg, Wolfgangus Dominus de Widen, Otto Do-
minus de Walzendorf, Gosfridus Dominus de Wildings-
mar, Catholdus Dominus de Haslowe. Item de Stiria,
Fridericus, Dominus de Petrowia summus Marchschalcus,
Fridericus Dominus de Walfee, de Grez, summus Dapifer,
Rudolfus Otto, Dominus de Lichtenstein summus Ca-
merarius, Fridericus, Dominus de Stubenberch, summus
Pincerna Stiriae, Item Fridericus Dominus de Aussenstein
summus Marchschalcus & Capitaneus & Herthidus Do-
minus de Grey, summus Dapifer, Hermannus Domi-
nus de Oratrowitz summus Pincerna Carynthiae, Item
Conradus, Dominus de Aussenstein, Capitaneus Car-
niolae, Heinrichus Dominus de Monte Parisio, Eberhar-
dus Dominus de Walfee, de Grez. Heinrichus de Rap-
pach, nostrae Curiae Magister. Joannes de Lasperch
nostrae Camerae Magister. Datum & actum Possionii
ultima die Mensis Decembris Anno Domini Millesimo
trecentesimo sexagesimo secundo.

XXVI.

Donation du Duché de Bourgogne faite par JEAN 1363.
Roi de France, à PHILIPPE son quatrième 6. Sept.
Fils, qu'il crée Pair de France, faite le 6. Sep-
tembre 1363. & confirmée par CHARLES V. FRANCE
Roi de France, Frère de PHILIPPE, au Lou- ET BOUR-
vre, le 2. Juin 1364. [AUBERT LE MIRE, GOGNEZ,
Donationum Belgicarum, Cap. CV. pag. 364.
d'où l'on a tiré cette Pièce. qui se trouve aussi
dans G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici
pag. 220. & dans RYMER, Foedera,
Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 421. mais
sans la Confirmation de CHARLES V.]

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, notum fa-
cimus universis praesentibus, pariter & futuris, nos
vidisse Literas clare memoriae Domini Genitoris nostri,
formam quae sequitur continentes.

JOANNES Dei gratia Francorum Rex. Ad Subdi-
torum quietem & pacem curam gerentes sollicitam,
facti didicimus experientia, non modicum proficere,
fideles & strenuos habere Vassallos. Ipsorum enim me-
ritis, propulsis injuriis & amulis, Pacis tranquillitas
acquiritur, & iustitia, omnium Regnorum fundamen-
tum, pacifice (a) administratur, ad regnatum glori-
am & honorem: unde fervor oritur dilectionis ad
Dominum, cujus etiam crescit vigor subjectionis in
(b) eisdem.

Novimus insuper Coronam stabiliri Regiae Majestatis,
dum personae praecleari generis, moribus utique & ho-
nestate

ANNO
1362.(a) cu
ministratur,
(b) cu
eodem.

ANNO
1363.

(a) La fin de ce Paragraphe nuanque dans le Code Diplomatique, ce que G. G. Lehuic a reconnu marquer entre de deux écolles.
(b) Il y a ici bien des mots différens, mais on a suivi l'Anteur le Mors, qui semble avoir eu un meilleur Exemplaire.
(c) ou Pichavium.

neſtate vernantes, dignitatibus inclitis præſeruntur. (a) Iſorum igitur adſidentia laterali non minus ſcepta coruſcant regnantium, quam gemmis corona.

(b) Laudabilia igitur Prædeceſſorum noſtrorum Regum, qui ſolita magnificentia dignis conſueverunt digna rependere, ſequentes veſtigia, eſſi ſingulos, juxta ſuorum exigentiam meritum, deſideremus proſequi ſavioſibus gratioſis, digniores tamen cenſemus debere dignioribus inſigniri. Attendentes quòd eſſi naturaliter noſtris tenemur liberis aſſignare, unde ſtatum juxta ſuæ perſpicuitatem proſapia, honorificè continent; ad hoc tamen impendendum eò liberaliùs inducimur; quòd inſtantius eorum continuata merita id expoſcunt.

Et deſiderantes aſſeſſionibus gravamina & oppreſſiones, irruentibus hoſtibus, illatas Subditis noſtris Ducatus Burgundie, qui ex ſucceſſione bone memorie Philippi, ultimi Ducis ejusdem, in nos, ut in propinquoſiſſimo genere, noviter eſſi delatus, amputare, & ipſorum providere quieti: & ad memoriam reducentes grata & laude digna ſervitia, que caſſimus Philippus, Filius noſter quardò genitus (qui ſponte expoſitus mortis periculo, nobiſcum impertiteris & impavidus ſteſſit in acie prope (c) Pichavium, vulneratus, capſus & detentus in hoſtium poteſtate) ibi & poſt liberationem noſtram hæcenus exhibuit, indeſſe, & vero amore filiali doctus: ex quibus ſuam merito cupientes honorare perſonam, perpetuoque præmio fulcire, ſibi paterno correfpondentes amore, ſpem & fiduciam gerentes in Domino, quòd ipſius creſcente providentia, dicti noſtri Subditi Ducatus ejusdem, à ſuis oppreſſionibus releverunt.

Notum itaque facimus univerſis, præſentibus pariter & futuris, quòd nos his & aliis juſtis conſiderationibus excitati, & ad humilem ſupplicationem Subditorum noſtrorum dicti Ducatus, prædictum Ducatum Burgundie in Pariatu, & quicquid juris, poſſeſſionis & proprietatis habemus, & habere poſſumus, & debemus, in eodem, nec non & in Comitatu Burgundie, & in quacumque parte ipſius, ex ſucceſſione prædicta, cum univerſis & ſingulis Honoribus, Juribus, Rediſibus & Proventibus, Hominiſbus, Homagiis, Feudis & Retrofeudis, Jurisdicſionibus aliis, mediſis, & baſſis, mero & mixto Imperio, Civitatibus, Villis, Caſtris, & Caſtellanis, Domibus, Maneris, Stagis, Fluviiſ, ſeu Ripariis, Memoribus, Foreſtis, Vinetis, Terris, Praiſis, Caſtibus, & aliis Poſſeſſionibus quibuscumque dicti Ducatus, & juris, quòd habere poſſimus ex cauſa prædicta in Comitatu prædicto, quocumque nomine nuncupetur, & cuſcumque valoris exiſtant, dicto Filio noſtro conceſſimus, donamusque & concedimus, tenore præſentium, de noſtris ſpeciali gratia, certa ſcientia, auctoritate Regia, & noſtre Regie poteſtatis plenitudine, præmiſſaſque in eum tranſferimus tenenda, poſſidenda per eum, & Heredes ſuos, in legitimo Matrimonio, ex proprio corpore procreandos, perpetuò, hereditariè, paciſicè, & quietè.

Ponentes ex nunc dictum Ducatum Burgundie, & jus, quòd ex ſucceſſione prædicta habemus in Comitatu prædicto, cum ſuis prædictis pertinentiſ, extra noſtrum Dominium, & ſeparantes omnino: cui ſiquidem Dominio præmiſſa duxeramus (d) adjungenda, non obſtante, ſi voluerimus & ordinaverimus, ſub quibuscumque modo, obligatione, ſubmiſſione & forma verborum, vel quòd ejusmodi ordinatio præceſſerit, vel ſi habitatoribus dictorum Ducatus & Comitatus, ſeu Communitatibus Villarum, Caſtorum, vel Locorum aliorum eorundem, vel perſonis ſingularibus conceſſerimus, præmiſſa in toto vel in parte, à noſtro & Coronæ noſtræ Dominio, nullatenus ex tunc in antea ſeparari. Quorum dictum Filium noſtrum Ducem, primique Parentem Francie facimus & creamus. Volentes & concedentes eadem, ut ipſe ſuiſque Heredes ex proprio corpore, in legitimo, ut prædictur, Matrimonio procreati, qui ſi ſuccedent in Ducatu prædicto, utantur & fruantur perpetuò & paciſicè univerſis & ſingulis Privilegiis, Franchiſis, Juribus, Libertatibus, & Frerogativis, quibus uſi ſunt hæcenus & utuntur ceteri Pares Francie, omni modo & forma, quibus tenebant dictum Ducatum, & dictis Privilegiis uſi fuerunt hæcenus Duces Burgundie, & uteretur dictis deſunctus ultimus Dux Philippus, dum vivebat; ſalvis tamen Donationibus & Conceſſionibus, ſi quas fecimus, poſtquam dictus Ducatus devenit ad manum noſtram, ut prædictur, quas volumus eſſeſſu fruſtrari. Salvis inſuper, & retentis nobis & Succeſſoribus noſtris Francie Regibus, ſuperioritate & reſortu dictorum Donatorum; ſide etiam ac homagio Ducis præſtandis nobis & Succeſſoribus noſtris prædictis, modo debito & con-

TOM. II. PART. I.

ſueto fieri & præſtari per Duces Burgundie temporibus anteaſſis, regalibusque & Juribus aliis Regis ad nos pertinentibus ad cauſam noſtræ Coronæ, & que habebamus vivente dicto ultimo Duce deſuncto, in Ducatu prædicto.

Pro quibus donatis prædictis, dictus Filius noſter nobis fecit Homagium tanquam Dux & primus Pares Francie prædictis & eo modo, quò deſuncti Duces Burgundie tenebantur; & conſueverunt facere nobis, & noſtris Prædeceſſoribus. Ad quòd Homagium admittimus eundem: quem per hoc emancipavimus, & extra poteſtatem noſtram paternam poſuimus, & ponimus per præſentes. Salvo inſuper & retento, quòd ſi dictus Filius noſter, vel ſua poſteritas; ut prædictur, procreanda deceſſerint, quòd abſit, abſque Herede ex proprio corpore, ſuccedente in dicto Ducatu, præmiſſa univerſa & ſingula ſic donata, pleno jure integraliter revertentur ad nos, & Succeſſores noſtros Reges, qui pro tempore fuerint, noſtræ Coronæ Dominio applicanda.

Per hanc autem conceſſionem noſtram præſentem & donum, Ducatum Turonie, quem cum ſuis pertinentiſ dicto Filio noſtro aliis donavimus, ad manum noſtram ponimus, & retinemus, ordinaturi de eodem ad noſtræ beneplacitum voluntatis. Quapropter damus præſentibus in mandatis univerſis Prelatis, & aliis perſonis Eccleſiaſticis, univerſis Ducibus, Comitibus, Baronibus, & aliis Nobilibus, aliſque Clericis & Laiſcis, ad quos pertinuerit, quatenus Homagia & deſerviſ, honores, ſervitia, & obedientias, in quibus nobis tenebantur ante donationem præſentem, ratione Ducatus & aliorum donatorum prædictorum, præſent & faciunt indilare & de cetero dicto Filio noſtro, ſuiſque Heredibus anteaſſis, de legitimo Matrimonio procreandis, modo & forma, quibus ipſa fecerant, & facere debebant dicto ultimo deſuncto Duci: per quorum præſtationem nos inde abſolvimus penitus, & quitamus coſdem, volumusque obediant dicto Filio noſtro, tanquam Duci dicti Ducatus & Pari Francie primo, plenariè, & abſque difficultate quæcumque.

Mandamus inſuper dilectis & fidelibus Conſiliariſ noſtris, Præſidentibus, & aliis Gentibus noſtri Parlamenti Pariſienſis, univerſis inſuper Juſtitiariſ & Officialiſ noſtri Regni præſentibus & futuris, quatenus dictum Filium noſtrum & Heredes ſuos, prædictos Duces Burgundie & Pares Francie, in omnibus caſibus arque locis, in judicio & extra, ut Duces & primos Pares Francie recipiant & admittant, ipſosque faciant & permittant uti & gaudere paciſicè Frerogativis, Franchiſis, Libertatibus, Honoribus, & Juribus Ducatus & Pariatus, & noſtram præſentem ordinationem teneri perpetuò inviolabiliter: nihil facientes vel attentantes in contrarium quocumque modo; non obſtantibus Conſuetudinibus, Statutis, Uſibus, & Privilegiis contrariis quibuscumque, donisque & gratis dicto Filio noſtro factis aliis, & que in præſentibus non fuerint expreſſa.

Quod ut firmum & ſtabile permaneat in futurum, noſtris præſentibus Litteris fecimus apponi ſigillum: ſalvo in aliis jure noſtro, & in omnibus alieno. Datum Germiaci ſupra Maternam in die ſexta Septembris, anno Domini milleſimo trecentefimo ſexageſimo tertio. Per Regem. Jno.

Nos igitur memores, quòd ipſo Domino Genitore noſtro adhuc ſuperſiſte, attentis cauſis & conſiderationibus, quibus ipſe Dominus Genitor noſter, in donatione dicti Ducatus Burgundie, caſſimus Frater noſter Philippo, de quo in eiſdem Litteris ſi mentio, ducebatur, quas veras & efficaciſ fuiſſe & eſſe cognovimus, amore inſuper ſpeciali, quem ad ipſum Fratrem noſtrum ſemper habuimus, & adhuc gerimus & habemus, dictam donationem, & cetera contenta in Litteris ſupra ſcriptis grata habuimus, ex tunc pro futuris temporis bona fide promittentes in contrarium non venire, quovis exquiliſto colore & occasione, ad quemcumque ſtatum nos venire, vel aſcendere contingeret. Et ſuper hoc noſtras ſibi Litteras recolimus conceſſiſſe, ipſas Litteras, donationem, & cetera in eis contenta, rata habentes, & grata, eas volumus, laudamus, approbamus, & de ſpeciali gratia, auctoritate noſtra Regia, & certa ſcientia, tenore præſentium, confirmamus, volentes & concedentes, ut ipſe Frater noſter dicto Ducatu, & aliis ſibi donatis prædictis, ſuiſque Heredibus, ex ſuo corpore, in recta linea, & legitimo Matrimonio procreandi gaudeant & utantur, juxta præſcriptum ſeriem Litterarum.

Et ex abundanti, ipſius & ſuorum ſecuritati providere volentes, dictum Ducatum, & alia ſibi præſcriptarum ſerie Litterarum donato, tenenda & poſſidenda,

F. a

modo

ANNO
1363.

ANNO
1363.

modo & forma, quibus in eisdem continentur Litteris, eidem Fratri nostro donamus & concedimus, de nostris, gratis, scientia & auctoritate predictis. De quibus ipse Frater noster, ut Dux & Par Francie predictus nobis fecit homagium, sub forma in præscriptis inserta Litteris: ad quod ipsum admissus: falsis & retentis eis, que dictus Dominus Genitor noster decrevit, per præscriptas Litteras, sibi & suis Successoribus retineri: Quapropter damus præsentibus in mandatis universis & singulis Prelatis, & aliis personis Ecclesiasticis, Ducibus, Comitibus, Baronibus, & aliis Nobilibus, ceterisque Clericis & Laicis, ad quos pertinebit, quatenus Homagia, Fidelitates, Honores, Servitia, & Deveria, quibus Duci dicti Ducatus tenentur, & teneri possunt & debent, præsent & faciant indilate, & de cetero dicto Fratri nostro, & suis Heredibus, in legitimo Matrimonio procreandis, modo & forma in suprascriptis Litteris expressatis. Per quorum præstationem nos inde absolvimus penitus, & quitamus eisdem, eidemque obediunt tanquam Duci.

Quem siquidem Fratrem nostrum in Parlamento nostro Parisiensi, & ubique in Regno nostro, in iudicio & extra, & suos Heredes predictos Duces Burgundie volumus in omnibus casibus, ut *Duces Burgundia & primos Pares Francie* admitti, recipi & tractari, ac uti & gaudere Privilegiis, Juribus, & Honoribus Ducatus & Pariaris perpetuo, pacifice & quiete.

Et ulterius donum & gratiam dicti Domini Genitoris nostri prædictam & nostram præsentem ampliantes, *Donum Burgundie*, sitam in monte S. Genovefa Parisius, que à longis temporibus citra fuit Ducum Burgundie, eidem Fratri nostro pro se & suis Heredibus predictis donamus, de gratia & auctoritate predictis, tenendam cum suis pertinentiis, eo modo & forma, quibus dictus ultimus Dux Burgundie eam tenuit, quoad vixit.

Non obstantibus eis, que dictus Dominus Genitor noster voluit in suis præscriptis Litteris non obitare, & donis per ipsum, vel nos dicto Fratri nostro aliis factis, que pro exorressis in præsentibus haberi volumus & censeri: Quod ut firmum & stabile perpetuo perseveret, nostrum, quo ante susceptum Regni nostri regimen utebamur, præsentibus Litteris fecimus apponi Sigillam; salvo in aliis jure nostro, & in omnibus alijs.

Datum in Lupara prope Parisios, die secunda Junii, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo quarto.

XXVII.

27. Nov. *Projet d'union du Royaume d'Ecosse avec celui d'Angleterre, concerté entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & DAVID DE BRUYS Roi d'Ecosse. Donné à Westmunster le 27. Novembre 1363. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 426.]*

Fait remembrer l'Endenture present que, L'An de grace M. CCC. lxxviii. le xxvii. jour de Novembre, a Weymontier,

En la presence des Excellens Princes, Messires Edward, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, & David, par celle mesme grace, Roi d'Ecosse,

Parle fu, en manere que s'ensuyt, entre les privez Conseillers des ditz Rois,

Non pas come de chose (par offerte) assentue, ne afferme d'une part ne d'autre,

Mais, Protections sur ce faites expressees, que ce seroit comme de chose touchie, pur attemper se, par la grace de Dieu, bone Pes & Concorde en pourroient fourdre entre les Roialmes & Peuples des ditz Rois, les quelles ilz desiroient durement; c'est assavoir;

Parle fu que le dit Roi d'Ecosse eslieroit ententivement les Comunales de son Roialme, s'ils se voudroient a ce assentir & affermer, que, ou cas que le dit Roi d'Ecosse trespassa du siecle, sanz Hoir engendre de son corps, le devant dit Roi d'Angleterre, ou quelconques qui alors en seroit Rois, & ses Hoirs Rois d'Angleterre, aient Succession heritable du dit Roialme d'Ecosse.

Et puy fu parle, que, ou cas que les dites Comunales pourroient eslire a ce traitees, le Roi d'Angleterre seroit delivrer la Ville de Berwic, le Chastel & le Palais environn la Ville,

Et le Chastel de Roxburgh, & le Palais environn,

Les Chastiaux de Jedworth & de Lochmabane, & Anno
les Palais environn.

1363.

Et outremer & entierement toutes les Terres occupiees & detenees par ly & les Siens, es quelles, jadis le Roi, Robert Pere du dit Roi d'Ecosse, morut veu & faisi.

Item, qu'il voudroit du tout pardonner toute la Somme d'Argent, que ly est due pour la Rançon du dit Roi d'Ecosse, & quitement delivrer Oltages, Obligations, & Monumens, qu'il a par devers ly pur cause de la ditte Rançon.

Item, que le Roi d'Angleterre voudroit faire satisfaction plenerie & agreable as Seigneurs desouz nomez; c'est assavoir,

Au Conte de Arboile,

As Sires,

De Biamont,

De Percy,

De Ferrereis.

As Hoirs du Talbot,

Et a touz autres, qui Terres challengent en Escocce, des Terres qu'ilz y chalengeront, tant du Doun ou Otroi du dit Roi d'Ecosse, faitz puis qu'il fu Prisonnier au dit Roi d'Angleterre, come autrement, a fin que ceux, qui celles Terres ont ore en possession, & leur Hoirs, les joissent quitement sanz grief, challenge, ou desfourbance de eus ne de leur Hoirs.

Item, que le Roi d'Ecosse seroit mys en possession & en eltat Heritable de la greindre partie des Terres & Rentes, que ses Auncelles eurent en Roialme d'Angleterre, & auroit fausfaction du remanant, en Lieu convenable; en faissant au Roi d'Angleterre Service deu pur icelles Terres seulement.

Item, que le Noun & le Tytle du Roialme d'Ecosse seroit tenu & garde, en honneur & en propre difference, sanz union ne anexion faire au Roialme d'Angleterre; ayns fe nomeront ly Rois, en ses Lettres & autrement, Roi d'Angleterre & d'Ecosse.

Item, que, apres qu'il seroit coronnez Roi d'Angleterre, il vendroit ou Roialme d'Ecosse ordenement, & seroit coronnez Rois a Scone EN STERES ROIAL (le quel il fera delivrer hors d'Angleterre) & par ceux d'Ecosse, qui a ce faire sont Deutez par la Court de Rome. Et yleques, ou auroit par dit Roialme d'Ecosse, tendroit Parlement, toutes les foiz qu'il seroit tenu des choses touchanz l'Estat & Ordenement du dit Roialme d'Ecosse.

Item, que, a son Corounement, il seroit serement de garder & maintenir entierement la Franchise de sainte Eglise d'Ecosse, si qu'a nul Archevesque ne soit souzmis ne obeissant fors au Se de l'Apostle:

Et si jurerait qu'il garderoit & maintendrait les Loix, les Estatuz, & les Coustumez du Roialme d'Ecosse, faites & establies par les bons Rois d'Ecosse trespassiez:

Ne poynt ne seroit, par nulle voie, les Gens d'Ecosse semondre, ne contraindre, pur compoier en Angleterre, ne ailleurs, fors la ou ilz doivent ou Roialme, selonc leur Loix & Coustumez.

Item, qu'il seroit a lors Serement. qu'il n'assentiroit jamais que les Esveschees, Digueetes, ou autres Benefices de sainte Eglise d'Ecosse, seroient donnees, fors as Persones du Roialme d'Ecosse, de tant comme en ly iert.

Item, que son Chancer, Chamberlayn, Justice, Viscontes, Provoz, Baillis, Gardiens des Villes & Chastiaux, & autres Ministres, il seroit faire & establis des bones Gens du mesme Roialme d'Ecosse, & nonne d'autres.

Item, qu'il tendroit & maintendrait Prelaz, Contes, Barons, & touz Franctenanz du dit Roialme d'Ecosse, de viel & de novel, quitement & entierement, en leur Franchises & Seigneuries, de Terres, Rentes, & Possessions, & Offices, selonc leur fcoissement, & selonc ce qu'ilz ont este acoustumez.

Item, que le Conte de Douglas auroit possession & Estat heritable des Terres & Rentes en Angleterre, des quelles son Pere & son Oncle eurent Estat & possession, dont il a Chartres & evidences, selonc le teneur d'icelles, ou la value en Lieu convenable.

Item, que le Roi d'Angleterre ne seroit nulle revocation, nul temps, des Dons ou Confirmations du Pere du dit Roi d'Ecosse, ou de soi mesmes, ou d'aunc de ses Predecesseurs.

Item, que les Marchans d'Ecosse nseroient leur Franchises de marchander, & qu'ilz ne seroient contrainz a aler a Cales, ne ailleurs, fors a leur voloir, & qu'ilz

ANNO 1363. qu'ilz ne paient fors demi Marc du Sac de Laine a la grant Coustume.

ITEM, qu'il seroit jure, comme dit est, qu'il ne seroit nulle alienation par dona, ne autrement, du dit Roialme d'Escoce, ne nulle division, a nully du monde, qui en seroit tenu a faire Hommage ou Service, quelque soit, au Roi d'Engleterre, comme Roi d'Engleterre, ne a autre; mais tendra le Roialme d'Escoce auxi franc & entier, comme il fu en aucun temps du Roi Robert.

ITEM, qu'il auroit Conseillurs des Peres & Seigneurs du dit Roialme d'Escoce, en ce que touchent ycel, & nome d'autres.

ITEM, qu'il ne mettroit nulles Impositions, Prises, Taillages, ou Exactions ou dit Roialme d'Escoce, autres ne autrement, quelles n'ont este faites & mises es temps des bons Rois d'Escoce passez.

ITEM, qu'il ne feroit mie les Genz d'Escoce travailler as Guerres autrement, que Coustume n'en ait este devant ces heurs: Et que, passez les xl. jours, es quelz ilz font tenuz a servir a leur despens, il leur seroit delivrer suffizanz Gages, selonc les Estatz des Personnes, & la quantite & maniere du travail.

ITEM, que les Abbates & autres lieux de Religion, de l'un Roialme & de l'autre, aient pleniere restitution de leur Terres, Rentes, & Benefices, qu'ilz soloient avoir en temps de Pes, ou qu'elles soient.

ITEM, qu'il ne seroit nulle foison, ne chalenge, ne nulle maniere de moleste, a quiconques Personnes du Roialme d'Escoce, espoir, ont este, autrefois, a sa Foi, pour cause qu'ilz l'aient puyz deguerpie.

ITEM, que, quiconques foiz que le Roi seroit couronne a Scone, les Lettres, que seroient faites & confirmees sur ce Traytie, seroient yleques leues devant tout le Puele, le Roi present; & que illecques a touz Poinz, Articles, & Conditions, contenuz en icelles, tenir, maintenir, & parfaire il seroit personel serement.

ITEM, qu'il se vouldra aviser, par l'avisement de son Conseil, a granter & confermer queconques autres Poinz, Conditions, & Articles, en fourme & en effeit, les quelz & quoment les III. Comunales d'Escoce vouldroient demander, pour le profit comun du Roialme, & pur le plus ferme establisement de tranquillite a durer.

Et fu, finalement, parle que le dit Roi d'Escoce assidera son Puele, sur la parlanco & collacon fuscite & touchiee.

Et en certifiera, de leur voloir, le devant dit Roi d'Engleterre, & son Conseil, dedans xv. jours prochains apres Pasques, prochain a venir, ou plus tost, se faire le puyse bonement.

Et, en apres, parle fu entre les ditz Conseuz des Rois, hors de leur presence, & demande comme, pur remembrez, a en toucher autrefois as Rois, & a leur Comuns d'une part & d'autre, quelle recompensation devoit estre faite au Roi d'Engleterre pur la Ville de Berwic, Chastel, & Pais, & pur les autres Chastiaux & Terres, susrendues au Roi d'Escoce, en cas que le dit Roi d'Escoce ait Hoir male engendre son corps, que Diex vueille.

Escript l'An, le jour, & le lieu devantditz.

XXVIII.

ANNO 1364. 10. Fevr. Pax & Reconciliatio inter CAROLUM IV. Imperatorem, WENCESLAUM Regem Bohemie, & JOANNEM Marchionem Moravia ab una, atque LUDOVICUM Regem Ungarie & RUDOLFUM, ALBERTUM & LEOPOLDUM Duces Austria ab altera parte. Actum Brunne in die S. Scolastice Virginis 1364. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

Nos KAROLUS Dei gracia Romanorum Imperator semper Augustus. Nos Wenceslaus eciam Dei gracia Rex Boem. & Marchio Brandenburg., jam dicti nostri dilecti Domini & Patris Karoli Imperatoris Filii. Et nos Johannes eadem Dei gracia Marchio Moravia predicti Domini nostri Imperatoris Frater, pro nobis & pro omnibus nostris Heredibus Filiis & Filiabus ex parte una, & nos Lu-

dowicus Dei gracia Rex Ungarie, ac Nos Rudolfus, Albertus & Leopoldus eciam Dei gracia Duces Austria, Styrie & Carinthie Domini Carniole, Marchie, Slavice & Portus Naonis, Comites in Habsburg, Tyrolis, Ferretis & in Kyburg, Marchiones Burgovie, & Lantgravi Alfacie, pro nobis omnibusque nostris Heredibus, Filiis & Filiabus; virtute nostre specialis Lige ex parte altera, fatemur, recognoscimus, & notum facimus publice, per hanc Litteram omnibus eam insipientibus, legentibus vel legi audientibus. Quod nos in parte utraque, bonapremeditatione previa, scienter, de consilio nostrorum fidelium Ecclesiasticorum & Secularium Principum ac Baronum nostri Jurati Consilii, per Tractatus & manus Screnissime, Illustris, honeste & sapientis Katherine de Boemia nostri predicti Karoli Imperatoris Filie & nostri prelati Rudolfi Ducis Austria legitime Conjugis factos super pronuntiatione, quam prius Illustris Principes Dominus Kazimirus Rex Polonie, & Dominus Bolko, Dux Swidnicensis inter nos utrobique ordinasse noscuntur, hinc inde ad invicem, pro nobis & omnibus nostris Amicis, Auxiliatoribus & Servitoribus sumus uniti, expedit & reconciliati, amicaliter & benivole super omnibus diffensionibus, discordiis & controversiis quas adversus invicem habuimus, verbis, factis & gestibus, usque in hodiernum diem, ex causis quibuscunque, Et debent eciam sublata esse totaliter omnes actiones & impetitiones quas ex nobis pars altera ad reliquam pro suis Terris, hominibus seu bonis, usque in presentia tempora habuit quovismodo, propter quod ad firmam securitatem, perpetuum & integram stabilitatem ejusdem Amicie & Reconciliacionis, nos predictæ Partes sponsumus, & promissimus alterutrum per fidem nostram & verbis dignitatum nostrorum Principatum, ac pro eo eciam ad Sanctos juravimus juramentis corporalibus Sacrosanctis Evangelii, ac signo sancte Crucis manibus nostris tactis, quod neutra Parsculi litigiose, vel contra alterius Partis voluntatem, ad ejusdem alterius Partis Terras nec Homines Principatus nec Dominia, Libertates, Jura, Dignitates, nec Honores, quos & quas nunc habet & possidet vel acquirere impofterum ubicunque sitentur, vel quibuscunque censentur nominibus, ullis umquam temporibus conari, seu ipsam in eisdem debilitare, dampnificare debet, aut per vias aliquas impedire, & eciam nulli consulere auxilium vel consentire, tacite vel expresse, qui ipsam in huius quovismodo vellet aggravare, offendere vel angariare, omni dolo & fraude penitus circumscriptis. Et in premissorum omnium & singulorum testimonium evidens & robur perpetuum. Nos Karolus Romanorum Imperator. Nos Wenceslaus Rex Boem., & Nos Johannes Marchio Moravia predicti, pro nobis & nostris Heredibus ex una, Nos quoque Ludowicus Rex Ungarie, & nos Rudolfus, Albertus & Leopoldus, Duces Austria prenotati, pro nobis & nostris Heredibus parte ab altera, ut predictum, Sigilla nostra pendit fecimus ad presentes, Actum & datum Brunne in die sancte Scolastice Virginis. Anno Domini Millesimo trecentesimo sexagesimo quarto.

Imper. Rex Boem. Marchio Morav. Rex Ungar.
(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)
Dux RUD. Dux ALBER. Dux LEOP.
(L.S.) (L.S.) (L.S.)

XXIX.

Erbbereinigting zwischen EMME den IV. Römischen 10. Febr. Kaiser/ Wenzel König in Böhmen/ und Johann Marggraf zu Mähren an einem/ dann Rudolph Morav. und Leopold Herzogen zu Oesterreich/ wie auch Margaretham zu Oesterreich andern Theils/ wegen der Succession, in fall/ dass die eine Parthey ohne Eheliche Leibes-Erben solte abgeben/ dass als dann dero Land und Leuthe auf die andere fallen sollen. Geben zu Brunn an der Heiligen Jungfrau Scholastica Tag 1364. [LONDORP II, Acta publica Tom. IV. Cap. XC. pag. 629. col. 2.]

C'est-à-dire,

Union Hereditaire entre CHARLES IV. Empereur des Romains, WENCESLAS Roi de Bohême, & JEAN Markgrave de Moravie d'une part, & les trois Freres Archiducs d'Autriche RODOLP.

RODOLPHE, ALBERT & LEOPOLD,
avec MARGUERITE leur Sœur d'autre part,
touchant leurs respectives Successions, en telle sorte
que les survivans devront succéder aux défunts
dans leurs Biens, Terres & Seigneuries, au défaut
d'Hoirs légitimes. Fait à Brin le jour de
Ste. Scholastique 1364.

[illegible][illegible]

„Dann ist zu in solcher Gestalt, mit diesem Brief, wissen-
 schaftlich Anschlag, vernünftig, rathen und widererfahren, göttlich
 und alß allein dieser Brief, und beßen gleichen, vor und nach
 allen andern, die dieser Sachen, und in keiner, dieser
 göttlich und menschlichen, der Gerechtigkeit, der Gerechtigkeit
 der vorgenante Kayser Carl Kun, haben auch als ein Königlich
 Kayser untrüglich, mit Kayserlicher Mangelhaffter Macht voll-
 kommenlich dieses vorgeschriebene Gemacht, Ordnung, und
 Sach, durch Friedens willen, und gemeines guten, nach dem
 der Fürsten des Heiligen Reichs, Fürstlicher und Weltlicher, die
 dazumahl bei uns waren, beyder Willen widerlegt, vergunt,
 bewahret, befestigt, befähiget, rathen und vey, stark und redeli-
 ch, ungern, benehmen, besteuern und besattigen auch für uns
 und unsere Nachkommen an den Heil. Kein ewiglich mit diesem
 Brief, in aller der maß als vorgeschrieben ist, ohne alle gehrde,
 und ob es wäre, daß kein Kayserlich Geheiß oder Recht, die uns
 funden und geschrieben sind, oder hernach funden und geschrie-
 ben werden, wider diese vorgeschriebene, untr. Gemacht, und
 Ordnung, und Sachen in keinen weß, vollständig oder theil
 weise, die thun Wir als, widererfahren und vernünftigen die
 in diesen Sachen mit unsern Kayserlichen Gewalt, göttlich und
 menschlich, der Gerechtigkeit, der Gerechtigkeit, der Gerechtigkeit
 und gehalten werd, aller der maß als vorgeschrieben und
 den ist, ohn alle gehrde, darnach von beyden Theilen ge-
 heil, sich freiwillig bei unsen Hohen, und auch allen unsern Fürstlichen
 und Weltlichen Fürsten, Prälaten, Grafen, Propsten,
 Fürstlichen, landherren, Ritters und Knechten, Bürgern und
 Landtsassen, auff den land und in Städten, und allen unsern
 Unterthanen, in welchen weßen wir sie, gewant haben, daß
 sie alle vorgeschriebene untr. Gemacht, Ordnung und Sach,
 auff alle göttliche, als vorgeschrieben, sicher, lea, und in Ge-
 raum zu zu schütten, halten, und zu verwalten, anstehen,
 wann es zu schütten, oben weß, in rathen und geschied,
 und darnach so geß, Wir in offener, ertheilt den Brief, mit
 darüber zu ein Urkünd, und wahren, ertheilt, seitwärts, aller
 der vorgeschriebenen Ordnung und Sach, haben Wir, die vor-
 genannten, Kayser, Carl zu Rom, Könige, Heilige, in die
 heimlich, und Marggraf, Johannes von Waden, für uns, als
 unsere Erben und Erben, Erben, als vorgeschrieben ist, ein emen-
 del, und wie the, eigenhandlich, und die, und die, und die,
 Marggrat, für die Erben, für uns, als unsere Erben und Erben,
 Erben, als vorgeschrieben, sicher, an dem andern Theil, im
 Ingeß, gehalten, an diesen Brief, das ist, geschrieben und der
 Brief, geben zu Prin nach Christi Geburt 1564. Jahr, an den
 Heiligen, Jungfrauen, Tag S. Scholastica, unsern, Kayser,
 Karls, Kaisers, in den 17. und des Kayserthums, im 9ten
 Jahr.

XXX.

CAROLI Francorum Regis Confirmatio Dona- 2. Juin.
tionis de Ducatu Burgundiae, per JOANNEM
suum Patrem, ejus Fratri PHILIPPO facta.
Dat. in Lupara prope Parisios 2. Junii 1364.
[Voyez-la ci-devant pag. 42-44. sous le 6. Sep-
tembre 1363.]

XX XI.

Traité de Mariage entre ESMON Comte de Cam- 19. OEt.
bridge, Fils d'EDOUARD III. Roi d'Angle-
terre

ANNO
1364.

terre, & MARGUERITE Duchesse de Bourgogne, Fille de Louis Comte de Flandres & Duc de Brabant &c. Donné au Chastel de Dourvoir le 19. Octobre 1364. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. VI. pag. 445.]

A La Reverence de nostre Seigneur, pour nurrir perfaict Amour & Concorde entre Treshaut Prince, Monsieur Edward, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, Seigneur de Irland & Aquitaine, & Noble & Puissant Seigneur, Messieur Loys, Coante de Flandres, Duc de Brabant, Counte de Nyvers, & de Rechelt, & Sire de Malynes, leur Heirs & Successeurs, & pour quiete, bien, & profit des Subgitz, d'une colle & d'autre, & de touz les repairanz a les Pais & Seignuries de l'une & l'autre, par l'avis & consentement des Prelaz, Nobles, & autres de leur Conseils, trettees, passées, & accordees sont les choses deusouz escriptes ;

PRIMEREMENT, que le dit Counte de Flandres donna, & ferra avoir en Mariage, a Noble & Puissant Sire, Messieur Esmon, Counte de Cantebrigg, Filz au dit Roi, Dame Margarete Duchesse de Bourgogne sa Fille.

Et la ferra & soffera marier au dit Messieur Esmon, en la Ville de Bruges en Flandres, le Marsdi prochain apres la Feste de Purification de nostre Dame, prochain a venir, en face d'Esglise, par my la Dispensation suffisante du pape & l'accomplissement des choses, accordees a faire pour lors, dont le dit Roi s'ad chargea.

Et deslors soffera que la dit Messieur Esmon possede, & enjoisse, & tiegne la dite Dame en vrai Matrimoine, & la gouverne par manere qu'il devra faire sa droite Compaignie & Femme, sans y mettre contredit ou empeschement en temps avenir.

ITEM, a promis, accorde, & convenencez le dit Roi au dit Counte, qu'il donra, baillera, & delaissera au dit Messieur Esmon son Filz, & as Heirs, issanz du dit Mariage, & transportera en eulx, a perpetuite, toute la Comte de Pountieu, la Chastiel de Helicourt, Calesis, la Countee de Guynes, & la Terre de Merk, avec toutes les Appurtenances, Attenances, Appendances, toute Justice & Seigneurie, touz Honours, & touz autres choses appartenantes as ditz Lieux, a joir des dites choses heritablement ; reserve, par expres, au dit Roi, ces Hoirs, & Successeurs, Rois d'Angleterre, l'Oinage & la Souverainete du dit Messieur Esmon, & de ses Hoirs, & le Reffort des Terres & Pais deusluiditz, & des Subgitz d'eulx.

Et puis donra le dit Roi ou dit Messieur Esmon, & a ses Hoirs deusluz touches le Chastiel de Knaresburgh, avec toutes ses Appurtenances, de la valne de quatre mill Franks par An, & le Chastiel sanz pris, tenir & possider, paisiblement apres le trespas de ma Dame la Roine d'Angleterre, ensemble sis mill Franks par An heritablement a joir & asseoir, en Engleterre, insulfisantment & presentement, en Terres, en Rentes, en Possessions, & en Seigneuries.

Et, avec ce, tout le Droit, que le dit Roi a & poet avoir, a cause de la ma Dame la Roine sa Femme, es Countees de Henau, Holand, & Zeland, & en la Seigneurie de Frise.

Et si ensi fust que le dit Roi, par Tretee & Accord, eust pour son Droit des dites Countees & Seignuries, a Counte de Henau entierement, si l'aura en Heretage le dit Monsieur Esmon, pour en joir & posseder lui & ses Heirs deusluiditz, apres le deces & trespas de la dite Dame la Roine.

Et, si ensi avoient que le dit Roi conquessat les ditz Countee & Seigneurie, si n'auroit le dit Monsieur Esmon, fors la Comte de Henau, a joir come dit est :

Et, par queconque manere que la dite Comte de Henau vienne a la possession du dit Roi tordis demorra audit Comte de Flandres, & a ses Heirs, Comte de Flandres les Terres de Ceffines & de Flourbergh, que on dit Terre de debat.

ITEM, accorde est que, par my le dit Mariage, la dite Dame de Bourgogne aura & tendra paisiblement a sa vie, pour son Douaire, la Comte de Pountieu, le Chastiel de Helicourt entierement avec toutes Honours, Seignuries, & Justices, Chastiaux, Forterches, & toutes autres choses appartenens & attenans a la dite Comte & Chastiel.

Et, se la dite Comte de Haynnau fust au dit Monsieur Esmon entierement & par la maniere deusluidite, si aura & devra avoir la dite Dame de Bourgogne, s'il li plaira, la dite Comte de Haynnau, en laissant la Comte de Ponthieu & Chastiel, sans que demander ne reclamer aucun Droit a cause de sa dite Doyare.

ITEM, parmi le dit Mariage a promis le dit Roy, & loyamment en convent, de paier, ou faire paier, au dit Comte, ou a son certain Depute, en la Ville de Bruges, au jour deusluidit, cent mille Francs, & a la Fille de Saint Michel, lors prochain ensuivant, trente & sept mill Franks, & a la Feste de Saint Michel, adonc prochain ensuivant, trente & oyt milles Franks, tielx come deusluz, pour ent faire & dispoier a sa franche volente.

ITEM, est accorde & promis le dit Comte, si avant come la chose lui touche, ou poet toucher, qui la dite Dame de Bourgogne, sa Fille, aura & devra avoir & tenir presentement, & tendra en apres, quatorze mille Livres de Terres, a Tournoy, en Doyare (c'est assavoir) sis mill Livres de Terre tant en Artoys come en Flandres ; & un Chastiel avec quatre mill Livres de Terre en la Comte de Bourgogne ; & un Chastiel avec quatre mill Livres de Terre en la Duchie de Bourgogne.

Et, se la Dame d'Artoys moroit devant le dit Comte de Flandres, la dite Dame de Bourgogne aura, joira, & possedera dys mill Livres de Terre heritablement.

Et, se cas avoient que la Duceffe de Brabant morust devant la dite Dame d'Artoys, & la Countesse de Flandres, la dite Dame de Bourgogne aura & tendra sis milles Livres de Terre ; dont les quatre milles Livres serrent assises en Brabant, & les autres deux milles Livres en Lieu convenable, ou il plaira au dit Comte.

Et, si ensi estoit que la dite Dame d'Artoys morust apres la Duchesse de Brabant, & devant les ditz Comte & Countesse de Flandres, la dite Dame de Bourgogne n'auroit mie les dites mill Livres de Terre par Succession de la dite Dame d'Artoys, mais en aura quatre mill Livres de Terre.

Et, se ensi estoit que la Duchie de Brabant escheist a la dite Dame de Bourgogne, avant la mort du dit Comte, ce, que elle auroit pour cause de la mort la dite Dame d'Artoys, elle iaira.

Et, se tant feust que le dit Comte de Flandres eust un Filz en Mariage, la dite Dame sa Fille aura son Droit Naturel es Pais du dit Comte.

Et toute la Terre, que devant il fust baillie, ferra dedue a Elle de son Droit naturel ; si quel est en Flandres le tierz, en Artois le quint, & es autres Pais selonc la culture.

ITEM, est accorde que, en cas que le dit Comte de Flandres aist, en temps a venir, Heir Male de son Corps en Matrimoine, que adonques, apres le trespas du dit Comte de Flandres, le dit Monsieur Esmon, a cause de sa Femme, ferra & devra estre content d'avoir & prendre, es Pais du dit Comtee de Flandres, le droit tiel qu'il doit avoir selonc la constitution & coutume des Pais, & plus avant il ne demandra, ne prendra par quelconque maniere.

Et que, avec ce, il ferra & devra estre eidant loyamment au dit Hoir Male, a sauver & garder son droit Heritage, par tele maniere, que, le dit Hoir Male, li venu a son eage, soit samblablement, & par toutes les voies qu'il pourra ; aidant au dit Monsieur Esmon, & sa Femme, & leur Heirs, a tenir, posseder, & joir paisiblement quant qu'il tenront, & devront tenir & avoir, par force de cest present Accord, & autrement de Droit ou de Costume, & en serront toudis aidants & confortants l'un a l'autre, en toutes leur affaires & necessites, come bon & vrais Amis & Alliez, toutesfoiz que buloigne ferra, & sanz fraude & sanz mal engin.

ITEM, est accorde que le dit Roi Messieur Esmon, ne aucuns de ses Freres, ne demanderont, ne purcheront en aucune maniere, par eulx, ne par autres, contre le gree du dit Comte de Flandres, a avoir Seignourie, Domination, ou Gouvernement aucun es Pais du dit Comtee de Flandres, de la Dame sa Mere ne la Countesse de Flandres, jusques a ce que, par droite Succession, de mort naturelle, li leur escheira & le devront avoir.

ITEM, est accorde que, si tant feust que la dite Dame de Bourgogne eust du dit Matrimoine Heir femelle, le dit Heir ne pourra, ne ne devra, estre mariee a nulle Personne de Mound, si non par la volonte & contentement expres des ditz Roi & Comte, ou de leur Hoirs : & en touz cas celui, qui la devra avoir en

Mariage,

ANNO
1364.

ANNO
1364.

Mariage, jurera, accordera, & promettra pour Lui, & pour ses Heirs, avant le dit Mariage, les Alliances, & quant que compris est en cest present Accord, si avant temps a venir, & sanz fraude & sanz mal engin; & sur ces choses, donra & fera avoir au dit Roi, & a ses Heirs, ses Lettres Patentes, sceelles de son Grant Seal, le Roi faisant a lui semblablement.

Et, si tant feust que le dit Messieur Esmon morust avant la dite Dame de Burgoigne, si sera la dite Dame de Burgoigne rendue & laissie aler tout a delivre, & delivre, sanz delay ou contredit aucun, au dit Comte, ou a son Heir Comte de Flandres, queu part que lui plaira, sanz aucune obligation ou promesse de Mariage, ou autrement; sanz tant que, si elle se voloit marier, celui, qui la prendra en Mariage, devra jurer, accorder, & promettre toutes les dites choses, touchantes les Alliances, & sur ce passer ses Lettres, que feront baillies au dit Roi, & a ses Heirs; & le dit Roi fera a lui semblablement, si come dessus est dit, avant l'accomplissement du dit Mariage.

ITEM, est accorde que, si ensi feust que la dite Dame d'Artois & le Conte de Flandres son Filz morissent, par quoi les Pais, q'ils tiennent, escheussent au dit Monsieur Esmon, a cause de la dite Dame de Burgoigne, que adonques le dit Messieur Esmon relevera du Roi de France, en manere q'il appertient les Pais que moeuent du Roialme de France, sanz contredit ou reclamation.

ITEM, est accorde que, si tant feust (que ja n'aviegn) que la dite Dame de Burgoigne morust sanz Heir de son Corps, ou devant le dit Esmon, ou que le dit Monsieur Esmon morust devant la dite Dame de Burgoigne, adonque sera baillie, outre, rendue, & delivree, & delaissee, quittement, & sanz aucun contredit, ou empeschement, tant au Roi d'Engleterre, come au Conte de Flandres, & a leur Heirs, & a leurs, a qui il appertendra, dedens un moye prochain apres la dite mort, toutes les Terres, Pais, Forteresses, Chasteaux, & Lieux, qui bailliez seront a cause du dit Matrimonie, ou escheront a lui, ou a l'autre, par Succession de Heritage, a cause de Doaire, come autrement, tant es Contes, Terroirs, Pais, & Seigneuries de Pontieu, en Chastel de Helicourt, de Guynes, Calais, Merks, en Roialme d'Engleterre, de Flandres, d'Artois, de Burgoigne, en Roialme de France, & ailleurs, queu part q'ils soient assis, au profit & pour ceulx, a qui ils appartiennent a present, ou doivent de Droit ou de aucune appertienir en aucun temps a venir, reserve la Doaire la Dame a sa vie, comme dit est perdessus.

ITEM, est accorde que, par my le dit Mariage, toutes demandes & autres choses, que poent estre ou avoir este, en queconque manere que ce soit, entre les ditz, Roi & Comte, avant le jour present, dont aucuns contencions, questions, ou debatz purroient avenir en queconque manere, en aucun temps a venir, soient de tout a mises a neant; & toutes obligations (s'aucunes en y a) rendues a l'une Partie & a l'autre, au jour du dit Mariage.

Et en seront les ditz Roi & Comte, leur Heirs, Enfantz, & Subgiz bons, vrais, & loiaux Amys & Allez, & eideront, conseilleront, & conforteront l'un a l'autre quant requis seront; & parfaieront & accompliront l'un a l'autre, sanz fraude & sanz mal engin, quant que compris est en cest present Accord.

ITEM, est accorde que le dit Roi & ses Enfantz seront aidantz & confortantz, quant le cas avendra, & messer sera, a conquerre, sauver, & defendre Heritage, que doit escheoir au dit Comte de Flandres, a la Countesse, & a leur Filles; & par especial, la Duchee de Brabant & de Leinburgh, & a la Countee de Burgoigne, & par especial, au cas que lui Duc de Burgoigne se vouist aider du don, que l'Empereur lui a fait de la Countee de Burgoigne, & pour ce guerroyer la dite Dame ou ses Heirs; & en ce cas, & en toutz autres, eidera, consillera, & confortera l'un a l'autre, & gardera, & sustendra tout la quiete & le profit, de l'un & de l'autre, toutesfoiz & quantefoiz messer sera, envers touz & contre toutes les Persones de Mond, nez & a neistre.

Et garderont le dit Roi, Messieur Esmon, & ses autres Enfantz, & le Conte de Flandres, & ses Heirs, les Corps & Persones des uns & des autres, de tout damage & villenie.

Et, s'ils scieussent ou pussent enquerre que aucune autre Personne leur vouist mal ou grever en Corps ou en Biens, par queconque manere, ils les destourberont de toute leur puissance, & sanz mal engin, & en sui-

seront & contregarderont lui uns a l'autre, come il feront leur propres Corps & Persones, si avant come ils pouront faire, sanz prejudice des Alliances q'ils ont as autres Persones (c'est assavoir) les Alliances que le dit Roi a envers le Pape, l'Empereur q'ore est, le Roi de France, le Roi d'Espaigne, & Johan Duc de Bretaigne & Comte de Mountfort; & sanz tudy, par expres, l'Omage, Foi, & Service que le dit Conte de Flandres a & doit au Roi de France, a l'Empereur, & l'Evesque de Lege.

ITEM, il est accorde que toutes les dites choses seront acceptez, promises, & jurez, accordez, & confermez, tant par la Dame la Roine, le Prince, les autres Enfantz du Roi, par le Comte & la Countesse de Flandres, & la Duchesse de Burgoigne, leur Fille, & toutz autres q'il appertendra, & que bon & profitable semblera a l'une Partie & a l'autre, pour la seurtee des toutes les dites choses, & pour l'accomplissement & perfection d'icelles: ou seront & donront les Parties dessusdites l'un a l'autre, a leur especials Commis & Deputez, en la dite Ville de Bruges, a jour du dit Mariage, Lettres particulieres overtes, sceelles de leur Grantz Sealz, bones & suffisantes, & en due forme, & per manere que le cas requiert, & a toutes & iceles, dont les dites Parties se tieignent pour contentz, si seront toutes les dites Lettres passies & sceelles en la Ville de Bruges quinze jours avant le dit Mariage.

Et toutes cestes choses & chescun d'icelles les Roi, & Conte de Flandres, & Messieur Esmon dessusditz, pour eulx, & pour leur Heirs, sicome le fait leur touche, ou poet toucher; Et, par especial, l'article du Mariage del Heir femelle, issante du Mariage de Monsieur Esmon & de la Dame de Burgoigne dessusditz, ont promis & en covenant l'un a l'autre, en leur foiz, serement, & honneur, de persaire, tenir, accomplir, & enteriner sanz fraude, & sanz male engin, & sanz jamais venir, dire, ne faire, en appert, ne en reposit, taiblement, ne expressement, aucune chose al encontre.

Et, pour la partie du dit Roi, si ad promis, accorde, & jure a faire toutes les dites choses, Noble & Puissant,

*Sire Johan Duc de Lancastre, Filz au dit Roi,
Et Messieur Richard, Comte d'Arondel & de Surry,
Et pour la partie du dit Comte de Flandres,
Nobles Sires, Messieurs,
Henri de Flandres,
Et Messieur Loys de Namur,*

Les queux Henri & Loys ont fait mettre leur Sealz a ces presentes.
Et feurent & estoient presenz, en toutes les choses, si come elles sont perdessus recitees,

Honourables Peres en Dieu,
*William de Wyncestre,
Simon de Ely,
Chancellor,
Johan de Baa & de Welles,
Tresorer,
d'Engleterre,
Simon de Loundres;
Et William de Wincestre,
Evesques:
Nobles & Puissant Sires,
Humbrey de Herford,
Robert de Suffolke,
Thomas de Oxenford,
Countes:
Edward, Sire Despenfer,
Rauf, Sire de Neville,
Et Henri, Sire de Perce,
Ronland, Sire de Ponkes,
Henri le Scrop Banerets,
Bartholome de Burgherhe, Archidiakne de Nicole,
Sire William de Wykeham,
Gardein du prive Seal de le dit Roi,
Messire Johan de Branketre, Tresorer d'Everwyk,
Gerard de Rasyngheem,
Godfrey de le Delf,
Rauf Spigurnel,
Et Alein de Boxbull,
Chivalers,
Tesmoignes en toutes les choses dessusdites.*

Donne au Chastel de Dovoir, le dys & noestmeis jour d'Octobre, l'an de grace mille, troiscenz, sexante & quatre.
E. Johan

ANNO
1364.

ANNO E. Johan de Branketre, Clerc de la Dioceſe de Nor-
wicz, par les autoritès du Pape & de l'Empereur,
1364. tabellion public, pour ce que jeo fu present es Pac-
tions, Promesses, Covenances, Obligacions, Serementz,
& en toutes les autres choses desluis recitees & escriptes,
adjouſte tiele condicion,

Si les choses se facent & accomplissent, d'une coſte
& d'autre, sanz fraude, & sanz mal engin, as Lieux
& termes & par manere & forme desluis compris,

Et, les viz & oyz enſi eſtre faites, je les ay mys en
ceſte publique forme, par commandementz expres de
Roi & Conte deſſusdiz, & a ce mis mon Signe en plus
grande evidence & tesmoignage de toutes les choses
deſſusdites.

B. R.

XXXII.

1365. Bischof Albrechts des II. zu Passau / und seines Dom-
capituls Brief / wodurch ſie Erz-Herzog Rudolph den
21. Janv. den IVten. von Oesterreich dessen Herren Brüdern
Herzogen Albrechten und Enpolden von Oesterreich
wider alle ihre Feinde mit aller ihrer Macht in allem
Nothfall und so offit ſie gefordert werden / beyzustehen /
auch ihre Besten ihnen offen zu halten versprechen; wol-
len auch daß dieses ein ewiges Statutum des Bisthums
sey / und daß kein Bischof solte angenommen werden / er
habe es dann zu halten beschworen. Dat. Wien an St.
Agneten-Tag 1365. [HUNDII Metropolis Sa-
lisburgensis Tom. I. pag. 264. d'où l'on a tiré
cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG,
Teutisches Reichs-Archiv. Spicileg. Eccles. im
2. Theil. pag. 792.]

C'est-à-dire,

*Lettres d'ALBERT II. Evêque de Passau & de
son CHAPITRE, par lesquelles ils promettent
& s'obligent envers RODOLPHE Archiduc
d'Autriche, & envers ALBERT & LEOPOLD Ducs d'Autriche ses Freres, de les assister
de toutes leurs forces contre leurs Ennemis, dans
tous les cas de nécessité, & toutes les fois qu'ils en
seront requis; comme aussi de leur ouvrir toujours
leurs Places, Châteaux & Fortresses; ladite
Obligation devant passer à leurs Successeurs, com-
me un Statut perpétuel de l'Evoché; en sorte
que nul Evêque ne soit reçu & établi, sans en
promettre l'observation avec serment. A Vienne
le jour de Ste. Agnès 1365.*

Wir Albrecht von Gottes Gnaden Bischoff zu Passau /
Befennen und thun kundt öffentlich / mit dem Briefe /
allen den / die ihn sehen / lesen / oder hörend lesen / nu oder
hernach / daß wir mit gutem Rath und zehiger Vorbedachtung /
durch freies und gemeines Raths und auch Genads willen
unser Herrschafft / und aller unser Luthen / für uns / und
für unser Nachkommen Bischoffe zu Passau / verhasſen und
verlebt haben / den unsern Erben / und mit Boeten unsere
Fürstlichen Würdigkeit / verhasſen und verloben auch mit die-
sem Briefe / daß wir den Durchlauchten und Hochgebornen
Fürsten / unsern gnädigen Herrn / Herrn Rudolphen / den vier-
ten von Gottes Gnaden / Erzherzogen zu Oesterreich / zu
Steier / zu Kärnten / zu Crain / Herrn auff der Windischen
Marche / und zu Ortenau / Grauen / zu Habsburg / zu Ty-
rol / zu Pfardt / und zu Tißburg / Margrauen zu Burgau / und
Landgraven in Hessen / und seinen Hochgebornen Brüdern /
unsern gnädigen Herrn / Albrechten / und Enpolden / Herzogen
der eugenainen Lande / und allen ihren Erben und Nachkom-
men / geholfen sein solten und wollen / fürerblich und ewlich /
mit aller unser Macht / zu allen ihren Ehren / Würden / Re-
chten / und Gummern / wider alle menſchlichen / nienandts aus-
genommen / wann in des Noth geschiet / und wir darumb von
ihm geordert und genant werden / ohn alles versiehen / und daß
wir ihnen auch alle unser Besten offen haben sullen / zu allen
ihren Landt Kriegen und Nothen / ohn Gewerde. Doch haben wir
in dieser Bündnisse wissentlich vorbedacht und ausgenommen
unsern heiligen Vatern den Pabst / in allen Geistlichen Sachen /
als das billich ist. Wobey aber jemand / der uns angehort /
wider die vortgen unsern Herrn / Herzogen Rudolphen / sein Bräu-
der / ihre Erben / oder ihre Nachkommen / oder wider die ihren
idit theten / darumb sullen sie uns zu Noth sezen / und solten wir
dann von unsern minne und Reche thun / nach Belegen

TOM. II. PART. I.

heit der Sache / ohn Gewerde. Wolt aber der unser diß wider
seyn / uno minne und Rechten vor unser nicht gehorsam seyn /
so solten wir unsern vorgeannten Herren / ihren Erben und
Nachkommen / auff denselben geholfen seyn / als lang uns er
darumb gebietet wirt. Und binden auch ewiglich zu dem vor-
geannten Heilbden und Dingen alle unser Nachkommen ewig
flidic / darüber / durch ein vesse Eidarbeit und ewig Belubnis
der obgeschriben Pflichtunge / Bindtungen / und Tünnung / ha-
ben wir der vorgeannt Bischoff Albrecht / wir der Thunproß /
der Dechant / und gemeinlich die Eochern / des Capituls zu
Passau / für uns unser Nachkommen / in unser ewig / unwi-
derreufflich geschworen Statut gesetzet und genonnen / und sezen
und nennen auch / mit dem Briefe / recht und rechtlich alles das
an disen Brief geschriben steht / so beschiedentlich / daß wir die
hegenannten Bischoff / Thunproß / Dechant / und die Eoch-
hern gemeinlich / und jedlicher besunder / unser vorgeannt und
dieses gegenwertig Statut, jegund wissentlich geschworen haben /
und die auch alle unsere Nachkommen jeglichz in seinen Na-
men und Wesen / ewiglich schwören solten zu halten / rechtlich
und genlich ohn Gewerde / und sullen wir auch fürbait seinen /
der Eochern zu Passau wider zu unser Handlung oder Sachen
unser Capituls / und zu seiner Stünne in denselben unserm
Capitel / noch zu unsern Pfirndt zu Passau mit nennen / nur
er schwore zu dem ersten die ſirgenannt Statut zu halten / in al-
der der Maß als hiewor geschriben ist. Wenn auch geschiet /
daß das Bisthum zu Passau ledig wurde / und darselb nicht
Bischoff were / so sullen wir die eugenannten Thunproß / De-
chant / und gemeinlich die Eochern des Capituls zu Passau /
einen unsern Dite Eochern unser Capituls zu einem Bis-
thum und Verreiser des Bisthums wohlen und nennen / der
unser vorgeannt Statut geschworen hab zu halten / und der die
Pleg des Bisthums dann halt und innehab / uns auff ei-
nen künſtigen besetzen Bischoff zu Passau / in solcher Bind-
tunge / Tünnung / und Maß / als hie ist beschriben. Und soll
der Bischoff und Verreiser / und auch wir / einen künſtigen
besetzen Bischoff zu Nuß und Gewer des eugenannten Bis-
thums zu Passau nicht nennen / er schwore dann des ersten
unser Statut zu halten / als ſirgeschriben steht. Auch solten wir
seinen Thunproß / und Dechant mit nennen zu Nuß und Ge-
wer der Thunproß und Dechant / er schwore dann zu dem
ersten / unser vorgeannt Statut zu halten schiedentlich und recht-
lich / ohn Gewerde / auch haben wir in dem Namen / als darsit
vor uns / unser Nachkommen / geschworen einen leblichen Ahe-
mit angerirten Händen auff das heilig Ewangeli / sit zu ha-
ben / und zu volbrhen ewiglich mit ganzen Erben / diſe
Bindtunge / Tünnung / und Tünnung / in aller der Maß / als
vorgescriben steht / ohn Gewerde / auch solten die vorgeannten
unser Enebig Herrn / die Herzogen von Oesterreich und all ihre
Nachkommen und Erben / ewiglich / uns / unser Gots-haus und
unser Nachkommen ſchirmen / versprechen und triten ewiglich / vor
allen Gewalt und Thurd / wie und wann uns des Noth geschiet /
als die brief sagend / die wir darüber von ihnen haben / ohn alle Ge-
werde. Wir ist und des briefs den wir darüber geben / besiget mit
unsern anhangenden Inſiegel. Und wir der Thunproß / der De-
chant / und das ganz Capitul gemeinlich des Gots-haus zu
Passau / versiehen und betemien öffentlich / mit dem brief / daß
die vorgeschriben Bindtunge und Gelübde mit unserm Willen /
Wissen / und Kathe geschehen ist / und loben auch die sit zu
haben / für uns / und alle unser Nachkommen / ewiglich / bey
den Aiden / die wir darumb geschworen haben / wissentlich / mit
angerirten Händen auff das h. Ewangeli / und darüber zu vesse
Eidarbeit haben wir des eugenannten unser Capituls Inſigel /
zu unsern vorgeannten Herrn Bischoff Albrechts zu Passau In-
ſigel / gehengt an disen Brief. Der geben ist zu Wien an St.
Agneten Tag der heiligen Jungfrawen / nach Christi Geburt
1365. Jahr.

XXXIII.

*Venditio Sylvar Regalis dictæ Kunigswalde, per 23. Febr.
Romanorum Imperatorem CAROLUM IV.
Communitati Zittaviensi pro quingentis sexagenis
Grosforum Pragensem scab. Prage 7. Kalend.
Martii (1) 1365. [CHRIST. GODOF.
HOFMANNUS, in Appendice Diplom. atque
Documentor. Historiam Lusatiae illustrantium,
Tom. IV. Scriptor. Lusatiorum. pag. 199.]*

CAROLUS IV. divina favente clementia Romano-
rum Imperator semper Augustus & Bohemiae Rex,
notum facimus tenore praesentium universis, esse nos-
trae Majestatis circumspicienda benignitas universorum fa-
luti de innata sibi clementia dignatur intendere, ad illa
temper praecipue ex quadam specialis favoris inclinatio-
ne meditari inclinatur, quae Civitatum atque Universi-
tatum utilitatem respiciunt & profectum; praesentium
G.

(1) Je ne ſai quelle Date est la plus vraie, on celle de cette Pièce,
on celle de la Confirmation du Roi Wenceslas; mais l'une ou l'autre
est fautive; autrement il faudroit que la Confirmation de l'Acte eût
précédé l'Acte même, de sept jours. [D W.]

ANNO
1365.

ANNO
1365.

filiarum, quas intemerata fidei immota constantia & indefessis laboribus grata obsequia claris testimoniis recommendant. Sane consideratis multiplicibus studiosis obsequiis, quibus Jurex, Jurati, totaque Communitas Civitatis Zittaviensis sollicita probitate nostrae Celsitudini placuisse noscuntur, & tanto uberius placere poterunt in futurum, quanto se a nostro culmine perpexerint generosis proleptis, ipsis & Communitati Civitatis praecedente animo deliberato, Principum, Baronum ac Procerum nostrorum accedente consilio, non per errorem aut improvide, sed de certa nostra scientia Sylvam nostram Regalem, dictam *Kunigswalde*, sitam inter Villas Heinrichsdorff & Oderwitz, Zittaviensis Districtus rite ac rationabiliter vendidimus, cum omnibus lignis stantibus crescentibus, viridibus, aridis, jacentibus & aliis quibuscunque, cum venationibus, aucupationibus, mellicidiis, pratis, pascuis, aquis aquarumve decuribus, piscatoriis & omnibus suis pertinentiis, quibuscunque specialibus nominari poterunt vocabulis, prout in suis limitibus & gradibus circumferentialiter distincta existit, ac prout Nos, Progenitores nostri, Reges Bohemiae illam huc usque possedisse dignoscimus, pro quingentis sexaginta grossorum Pragensium numeratis effectualiter & solutis. Cupientes igitur ex praefato venditionis contractu supra dictae Civitatis Zittaviensis conditionem fieri meliorem, Sylvam praedictam cum omnibus suis pertinentiis superius expressatis & non expressatis, supra nominatis Judici, Juratis, ac toti Communitati praefatae Civitatis concedimus, conferimus & auctoritate Regia Bohemiae appropriamus habendam, tuendam, possidendam, ac in suos usus & utilitates, prout ipsis congruentius & melius expedire videbitur, libere convertendam perpetuis temporibus affuturis, volentes nihilominus ipsis eandem Sylvam evincere, liberare, & ab impugnationibus ac arrestationibus quorumlibet cuiuscunque etiam status praeminentiae aut conditionis existant, effectualiter disbrigare. Mandamus igitur universis ac singulis Burggravibus, Camerariis, Sub-Camerariis, Capitaneis, Officialibus, Judicibus acque omnibus, ad quorum notitiam praesentes pervenerint, fidelibus nostris dilectis, gratiae nostrae sub obsequio, quatenus hanc paginam nostrae venditionis, concessionis seu collationis & appropriationis nullatenus infringere praesument, aut usui temerario contraire. Si quis autem contra hanc paginam & nostrum mandatum quicquam attentare praesumpserit, indignationem nostram gravissimam, & cum hac poenam centum sexagenarum grossorum Pragensium se noverit irremissibiliter incursum. Quorum medietatem Regali nostrae Camerae & aliam medietatem praefatae Civitatis annumerari passis, applicari volumus & praesentibus declaramus, Praesentium sub nostrae Majestatis Sigillo testimonio Litterarum. Datum Pragae anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo quinto, Indictione III. VII. Kalendar. Martii Regnum nostrorum anno decimo nono, Imperii vero decimo.

16. Fevr. WENCESLAI Bohemiae Regis Confirmatio praedictis Venditionis. Dat. Pragae XIV. Calend. Martii 1365. [CHRIST. GODOF. HOFFMANNUS, loco cit. pag. 200.]

WENCESLAUS Dei Gratia, Bohemiae Rex, Brandenburgensium Lusatie & Budissinensis Marchio, Silesiae & Lucemburgensis Dux, & Comes in Sultzbach. Notum facimus tenore praesentium universis, quod attendentes multiplicia probiatis merita, quibus Jurex & Jurati, nec non tota Communitas Civitatis Zittaviensis claris testimoniis commendantur, nec non grata fidelitatis obsequia, quibus nostris Progenitoribus complacere poterunt & debebant, ipsis Venditionis Contractum de Sylva *Kunigswalde* sita inter Villas Heinrichsdorff & Oderwitz, Zittaviensis Districtus, cum Serenissimo Principe & Domino, Carolo Romanorum Imperatore semper Augusto & Bohemiae Rege, Illustri Domino & Genitore nostro percharissimo initum, quam quidem Sylvam ab eodem Domino & Genitore nostro quingentis sexaginta grossorum Pragensium & numeratis & solutis rite & rationabiliter comparauerunt, deliberato animo, Procerum nostrorum accedente consilio, & de certa nostra scientia, auctoritate Regia approbamus, & omnes Litteras praefati Domini & Genitoris nostri super eodem Contractu Venditionis confectas, atque eis traditis ratificamus, & tenore praesentium in omnibus suis tenoribus, punctis & clausulis de verbo ad verbum, prout praecedunt, proinde confirmamus,

praesentium sub majori nostro Sigillo testimonio Litterarum.

Datum Pragae, Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo quinto XIV. Calend. Martii Regni nostri anno secundo.

XXXIV.

Verständniß zwischen denen drey Städten/ Straßburg/ 11. Mai. Worms und Speyer zu gemeinschaftlichem Beystand und Vertheidigung wider alle Feindliche Gewalt. Geschehen zu Weissenburg am Donnerstag nach dem Sonntag Cantate. 1365. [LEHMANN Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. LII. pag. 716. col. 2.]

C'est-à-dire,

Traité entre les trois Villes de STRASBOURG, de WORMS, & de SPIRE pour leur commune assistance & defense contre toute hostilité & violence injuste. A Weissenburg le Jeudi après le Dimanche Cantate. 1365.

In Gottes Namen/ Amen. Wir die Räte und die Burger gemeinlichen der Stadt von Straßburg/ Worms und Speyer/ thun kund allen den/ die diesen Brief sehen oder hören lesen/ daß wir durch lumbische Nachbarn/ Rats/ Freiden und Gemeinen unser Städte und Burger gemeinlichen/ uns zusammen hant gemacht und verbunden/ mit den Eyden/ die wir darun gethan haben/ von dem Tage als dieser Brief geschet ist bis zu S. Martini Tage der allernächst kommt/ und von demselben S. Martini Tage über der ganze Jahr/ die darnach allernächst kommen/ one Unterlaß/ mit so geheimer Verschwiegenheit/ Bürgern und Verbündnissen/ als hernach geschrieben steht/ daß wir einander getruwlichen gerathen und beholfen sollen und wollen sin/ zu allen den Kriegen/ die wir in dem vorgenannten Ziel gewinnen oder uns anfallen/ von wem das beschet/ one alle Geferde. Geschehe/ daß wir die vorgenante drei Städte/ oder beheim unter uns von desselben Angreiff megen widerum angreiffen müden/ von den sie vor die Verwundniß geschädigt hant/ uff den und uff die sollen wir die vorgenante Städte uff den Eyd beholfen sin in alle Weise als zu den Kriegen/ die wir in dem vorgenanten Ziel gewinnen/ und sol noch in mag sich beheim Stadt damit bestürmen/ daß sie freche/ es sie von eines allen Kriegs wegen/ one alle Geferde. So ist berecht und übereinkommen/ Wer es/ daß beheim Stadt unter uns geschädigt würde in dem vorgenanten Ziel von jemanem/ wer der were/ und daß der Nach desselben Stadt/ oder das mehrer Theil in demselben Rache sich uff den Eyd erkennen/ daß sie geschädigt weren wider dem Rechten/ und daß man in unrecht thete/ der sollent die andern Städte beholfen sin uff den Eyd/ gleich der Weise als ihn das Unrecht und der Schade geschehen were. Doch sol die Stadt die da geschädigt ist/ verhoffen lassen der meisten Stadt da der Schade geschehen ist/ daß sie geschädigt se/ und sol wanne die Stadt der es verhoffen wird/ als davor geschrieben steht/ sich erlösen und ohne Verzug uff den Eyd die angreiffen die den Schaden hant gethan/ daß es gerichtet werde one alle Geferde. Und sol auch die Stadt der es verhoffen wird als davor geschrieben steht/ beheim der andern Städte dazu manen/ sie erkenne dann et uff den Eyd/ daß sie es allein mit bezwingen mögent/ und wanne sie das erkennen/ welcher Stadt sie dann manent/ die sol dann beholfen sin uff den Eyd/ als davor geschrieben steht/ ohne alle Geferde. Were auch/ daß jeman der vorgenanten Städte beheim Schaden thete in dem vorgenannten Ziel/ dem soll man in den vorgenanten Städten seinen Theilantiff geben. Und tene auch eine in der vorgenanten Städte/ dar ein derselben Städte schädigt hette/ den soll die Stadt angreiffen/ da er in kommt/ in alle die Weise als ihr der Schaden geschehen were/ danach so es ihr verkindet wird von der Stadt die geschädigt ist/ ohne alle Geferde. Geschehe auch/ daß jeman/ es sie Her/ Ritter oder Knecht/ oder wer er ist/ der vorgenanter Städte eine Schaden thete in dem vorgenanten Ziel/ und ihn verhoffen würde/ wideret er dann mit/ uff den und uff die/ soll man beholfen sin/ als davor geschrieben steht/ und wer ihn oder sie entloset/ lüset oder löset/ oder ihn kober oder hülfet/ mit Worten/ oder mit Werken/ uff den und uff die sollent die vorgenante Städte beholfen sin uff den Eyd/ in alle die Weise/ als uff den der der Schaden gethan hett/ und uff alle die sie die Stadt erkennen/ der der Schaden geschehen ist/ zu dem sie Recht haben ohne alle Geferde. Was Kriegs auch in dem vorgenanten Ziel uffstünde/ diene die Verwundniß were/ und von einer der vorgenanten Städte angefangen oder begriffen würde/ der Stadt sol man beholfen sin/ als lang uns der Krieg verfähret wird. Es ist auch nemlichen berecht/ daß beheim Stadt der vorgenanten dreier Städte beheim Herren von dieser Verwundniß wegen beholfen sol sin/ sie thun es dann gerne. Were aber/ daß beheim Stadt das vorgenante Städte beheim

ANNO
1365.

dehente Herrn diesen wolle / was der Stadt in dem Dienst beschehe / darzu sollen die andern Städte mit beschaffen sin / sie thun es dann gerne. Man soll auch dehente Herrn oder Stadt in diese Verbindungs beschaffen / die vorgeannten Städte sint es dann einwilligen übereinkommen / und treuend daß es nuß und gut si / aufgenommen der Stadt von Mense / denn wir die von Worms und von Spire das behalten han / daß sie hernach in diesen Bünd kommen mögen / ob sie wollen / Also das / wann vor die Stadt vorgeannt / oder der mehrer Theil unter uns sprechend daß es nuß und gut si / doch mit solchen Bescheide / daß sie in diesen Bünd zu der Landvord si sie genant werden / mit vierzig Helmen / und auch mit andern Dingen dienen soltent / als von den vorgeannten drien Städten begriffen ist / one Geferbe. Würde auch ein Stadt der vorgeannten drier Städte die andern manende / daß sie ihr ein Gefinde inbunt zu leinere / darzu sollen die von Straßburg vierzig Helme / die von Worms desvillig Helme / und die von Spire desvillig Helme / und nit mehr / und muere mag man sie auch wol manen / ohne alle Geferbe. Würde aber der vorgeannten Städte etliche so sie genant würde / der vorgeannten Bal der Helme dar mit geschiffen von ehaffaffigen Sachen / so soll und mach die Stadt / die also genant wurde / die Helme gewinnen uff der Kost dort bi der Stadt die die Manung gethan hat / oder andere Städte die Manung hat gethan / was sie bi ihn gewinnen uff der Städte Kosten / die also genant wurde / in solcher Bescheidenheit / als ob es si selbst anginge / ohne Geferbe. Glicher Weise als die beiten dargeschicket / und den Kosten / mit Namen den Soltsoll die genante Städte geben und geben / bi den Eide / in den nächsten Wande darnach / so das an sie von der Stadt bi den Eide dargeben / und geliehen hat / gefordert würde / ohne Geferbe. Und wiewil Städte die andern also manet um ein Gefinde / die soll den Gefinde halben Solde geben / dewille es in jrene Dienste ist / darnach als je die Städte ihr Diener dann gewinnen und geinigt hat / one Geferbe. Würde man zu jell ligen / so soll je die Stadt ihren funfden Kosten han / ohne alle Geferbe. Welch Stadt auch die andern manet zu ein Gefesse / eine Wess zu gewinnen / oder zu schaffene / den Kosten dann man dann vor der Wess halbe wird / mit Greden / mit Zumbeln / Wess / Wess / oder mit andern Wuse der daz hiet / soll die Stadt liden / die da genant hat. Doch wiewil ein Eesse an den Städten / das eine Stadt gegeben wurde / die nit genant hätte / so soll doch die Stadt / die dem Eesse gegeben ist / als davor geschriben ist / ihr den Werg und andern ihren Zug darzu schickten / oder man sin bedarffe / als ihren Ehren wol anseht / ohne alle Geferbe. Manet auch ein Stadt die andern zu einem Witzoge / oder zu ein Eesse / da soll die Stadt / die da genant wird / erkennen uff den Eyd / nach den Dingen an die Städte da si hin genant ist / wie ihr das gegeben ist / daß si darnach diene / als ihren Ehren wol anseht / ohne alle Geferbe. Welch Stadt auch genant wird / als davor geschriben ist / und desvill Städte / die da genant wird / spricht / es si von einer Parthe wegen / und erkennen dann der Parthe oder das mehrer Theil des Rathes der Stadt / die da genant hat / uff den Eyd / daß es von einer Parthe wegen nicht en ist / so soll man ihr beschaffen sin ohne alle Geferbe. Auch ist berecht / daß beheim Städte der vorgeannten Städte uff die andere Eyse soll geben. Und wiewil das jenan der vorgeannten Städte dehente schädige / oder Eyse wolte schickten den / die uff si jorgeten / oder ihn Schaden thut / das sollent die andern Städte wehren und wenden uff den Eyd / als ferre si kömment oder ungen / und sollent auch die Herren hindervort ansehten / die uff der Städte Schaden gezogen sind. Wer auch / daß beheim Stadt unter uns die vorgeannten Städte eine oder mehr rten wolte / ihre Fride darzu zu schädigen / das soll man ihr die Wol gewinnen / und die auch darzu gerathen und beschaffen sin / ohne Geferbe. Auch ist berecht und uffgesetzt / Wer es / daß ein Stadt unter uns ein andere Stadt auch unter uns manende würde / daß si angreife oder schädige jenan / der ein Stadt unter uns angreiffen oder geschädigt hätte / den mag die Stadt / die da genant wird / angreiffen und schädigen / unverboffene ob sie wil / Wille aber sie es ihm verpfefften / es si in angreiffe / das mag sie wol thun / und soll sie das an jrene Eyd noch an drier Verbindungs mit schaben / daß er wider thut ohne Verzog / das er gethan hat der Stadt / die er angreiffen oder geschädigt hat / there es das nit / so soll ihn die Stadt / die also genant ist / angreiffen und schädigen ohne Verzog / gleicher Weise / als wer ihr der Städte geschien. Es ist auch berecht / wer es / daß ein Stadt der vorgeannten drier Städte eine Verbindungs medt mit jrene Herrn dem Witzhoff und dem Stifte / des jgliche Stat unter uns sol Wacht han zu runde / würde dann der vorgeannten drier Städte eine oder mehr es genant um einen Witzog von jrene Herrn dem Witzhoff und dem Stifte / dann von uns den vorgeannten Städten / so sollen sie ihre beschaffen sin / und soll in das an jrene Eyd / noch an drier Verbindungs mit schaben. Wann si aber von der Hesse wider her kommen / so sollent sie den andern Städten beschaffen sin / in aller der Masse / als die Verbindungs steht / one alle Geferbe. Welche Stadt auch unter drier Städte dehente belegen wird / da sollent die andern Städte uff jre Eyd begehlichen und unverboffenen zu tun / nach aller jrer Macht si zu beschützen. Auch han wir die vorgeannten drier Städte in drier Verbindungs aufgenommen das Witz / mit solcher Bescheidenheit / Wiewil das jeman / wer der vor / uns die vorgeannte drier Städte / oder beheim unter uns schädige wider den Rathen / daß wir wider den ist den Eyd getwölich einander gerathen und beschaffen sollen

Tom. II. Part. I.

sin / in alle die Witz / als davor geschriben ist / one alle Geferbe. Auch han die von Straßburg in drier Verbindungs aufgenommen ihren Herrn den Witzhoff von Straßburg / und darzu die von Basel / Freiburg und Weisach / ihre Eydenossen / also daß die Dreie und Verbindungs / die si vormalt unter einander geben und gemacht han / stet und unverbrochen vor drier Verbindungs wegen sollen bilden / als si begriffen sin / one alle Geferbe. Und mögen auch die Verbindungs / die si mit den selben ihren Eydenossen han / erkennen ob sie wollen / und soll sie diese Verbindungs daran mit hindern / noch Schade sin die Geferbe. So han die von Worms und Spire in drier Verbindungs aufgenommen die von Wenz ihre Eydenossen / und darzu die von Oppenheim mit jren Zugehorden / als ihn und ihren Eydenossen von Wenz / die in Pfandschaft versetzt sint / nach Leistung der Dreie / die si über dieselbe Pfandschaft han / dervill dieselbe Pfandschaft weret one alle Geferbe. Wer es auch / daß die von Straßburg von ihres Herrn wegen des Witzhoffs / oder von der wegen von Basel / von Freiburg / und von Weisach es genant werden um einen Witzog / dann von den andern jrenen Städten Worms und Spire / oder von den von Wenz / ob sie in diese Verbindungs kennen / so sollen sie jrene Witzhoff / den von Basel / von Freiburg / von Weisach mit dem Witzog beschaffen sein / und wanne si davon ledig werden / so sollent si auch den andern Städten mit dem Witzog gereit sin / als vorgeschriben ist. Glicher Weise unter auch die von Wenz / von Worms oder von Spire um die Verbindungs / die si vor mit einander han / es genant um die Witzog / so sollent si auch ein einander mit dem Witzog beschaffen sein / und wanne si auch des Witzhoffs entladen werden / so sollen si darnach den andern / die sie um Witzog von drier Verbindungs wegen genant han / siederlichen beschaffen sin / one alle Geferbe. Doch soll je die Stadt die andern genant wird / dann von drier Verbindungs wegen / um einen Witzog / bereit sin zu helfen / und die Helme zu senden / zu der Landvord / in alle die Witz / als davor geschriben ist / aufgenommen wider die davor aufgenommen sind / als davor beschriben ist / ohne alle Geferbe. Daß auch wir die vorgeannte Städte desse trüchlich und freundlich geben mögen / so haben wir mit gemeinen Witz gemacht und berecht / daß drey Bürger oder Bürgerin der vorgeannten Städte die andern beschaffen sollen / dann die wahren und Selbstliden. Wollen aber drey Bürger oder Bürgerin der vorgeannten Städte die andern zu Rechten setzen / in der Stadt bi der Schulthei sin / geschien sind / um dehente han Schulden / oder um dehente Eade / die si mit ihn zu schaffen gewinnen / in den Zile / dewille diese Verbindungs weret / den sol man rechten ohrtverzoeliche. Soulent aber der Schulden der Schuld / oder der Klage darum er angesprochen wird / und wil ihn der Klager erügen / das sol er thun mit dreyen Eiden / die daß si sint gereit / die mit die Schuld oder um die Ansprach wissen / oder mit Dreieffen die billig helfen sollen und mögen / und soll man die auch hören / und den Klager darnach richten / one alle Geferbe. Wer eine Stadt oder um andere Ansprach / die vor drier Verbindungs gemacht / oder urchenken und / sol jglicher der vorgeannten Städte an jrene alten Rechte / Gewonheit und Freigheit werden bleiben ohne Geferbe. Es ist auch berecht / daß beheim Städte unter uns den vorgeannten Städten / noch dreyen Bürgern oder Bürgerin drier vorgeannten Städten / beheim Städte noch Bürger oder Bürgerin unter uns angreifen sol / noch beschließen ihre Gerichte / Wande hat jeman unter uns den vorgeannten Städten Bürgern oder Bürgerin mit den andern je zu schaffen oder anzurechen / in welchen Wege das were / das sollent si thun mit Gerichte von dem Städten / da inne janz / den si anspredent / zu Recht soll sein / und sol man ihne da richten unverzoelichen / als vorgeschriben steht. Doch en sol sich beheim Stadt annehmen / dehente ihren Bürger oder Bürgerin zu schirmen / oder die andern der vorgeannten Städte Bürger oder Bürgerin / von dehente Freiges oder Angreiffes wegen / der jrene Bürger oder Bürgerin geschickte / es je Bürger oder Bürgerin werden. Gesche auch beheim Angreif unter uns den vorgeannten Städten / ohne Gerichte / denn soll die Stadt / der Bürger oder Bürgerin den Angreif gethan hat / solich halten / daß si wider thun / das si ohne Gerichte gethan han / Wande jeder Bürger und Bürgerin unter uns den vorgeannten drien Städten / sollen von einander Recht nehmen / an den Städten / da si zu Rechten thun sollent / als davor geschriben steht / one Geferbe / doch soll je die Stadt daran ihren Rechten Freigheit / und Gewonheit verbleiben / als si von alter her ist kommen. Und mögen auch die Bürger von jglicher Stadt ihren Herrn und Freunden dienen / ob si wollen / als von alter her kommen ist / ohne alle Geferbe. Und herüber so hat beheim Stadt unter uns den vorgeannten Städten Macht über die andern zu erkennen / von ihres Bürgers oder Bürgerin wegen / anders / dann davor geschriben ist. Wir sind auch überein kommen / wer es / daß beheim Bürger unter uns drien Städten sin Bürgerrecht verzeilt würde / daß er mit kommen soll in die Stadt / von eilicher Hand / oder umhine wegen / und der beheim in unser die vorgeannten Städte dehente tene / und Bürger da würde / die sollt ihn doch mit beschaffen sin noch schirmen von der Stadt wegen jegen der Stadt / dann er vertrieben ist / und sin Bürgerrecht verzeilt ist / ohne Geferbe. Es ist auch berecht / wer es / daß beheim Stadt unter uns den vorgeannten drien Städten / mit der andern Stadt eine Span gewinne / von dehente Reiches wegen / an diesem Brief geschriben steht / und wer es / daß die Ansprache von der Stadt von Straßburg beschickte / von desvill Spanes wegen / so sollent si den Dreien bringen für eine der

G 1

ANNO
1365.

ANNO
1365.

52

CORPS DIPLOMATIQUE

ANNO
1365.

andern zweien Städte / welche sie wollen / und den Resten dem Rath derselben Stadt fürlegen / und wie es derselbe Rath der Stadt / oder das mehrtheil unter ihn urtheilt uff den Rath / damit sol sie jeglicher sile begnügen. Wäre aber der Spanwischen den andern zweien Städten / nicht dann dieselbe pro Seite das unter ihn selbst nicht gerichten / so sollet sie das bringen für den Rath zu Straßburg / und wie es auch derselbe Rath / oder das mehrtheil unter ihn urtheilt uff den Rath / damit sol den Städten auch begnügen. Und sol auch der Rath / für den das bracht wird / das urtheilt obverwogenlichen ohne alle geuerde. Und sol doch je die Stadt in ihren Rechten / Freheiten und Gewonheiten verbleiben / und sollen ihn daran die vorgeschriebene Artikel nicht schaden. Diese vorgeschriebene Verbündnisse geloben wir uff die Thede / die wir in jeglicher der vorgenannten Städte darumb geschworen und gehalten haben / getreu zu halten / stet und veste zu halten / das je der alte Rath unter uns den vorgenannten dreien Städten / diese Verbündnisse / und diesen Brief stet und veste zu halten uns zu den vorgenannten Ziel ohne alle geuerde. Alle dierre vorgeschriebene Dinge zu einem wahren urtheil / das je von uns ehegenannten dreien Städten stet und vest gehalten werden / so han wir unser drier Statt Insigne an diesen Brief gehängt. Geben zu Wissenburg nach Christus Geburt / driesenhundert Jahre / und in dem 65. Jahr / an dem Dinstag / nach dem Sunntage / so man singet Cantate / nach Ostern.

XXXV.

30. Juill. Erb-Vertrag Zwischen Graf Berthold von Hennenberg / Hartenbergischer Linie / und Graf Hermann von Hennenberg / Aschbacher Linie / das zu einer von ihnen ohne Mann. Leibes-Erben abgietze / der andere oder des andern ohne succediren solten. Geben am nächsten Mittwoch für St. Peters-Tag / Vincula genant. 1365. Mit Kaylers ERNST. V. lehen-Brief über beyder ob benannten Grafen Güter und Confirmation dieses Erb-Vertrags. Geben Nürnberg am St. Simon und Judas-Abend 1366. [MULLER Reichs-Tags Theatrum Vorstell. I. Cap. XIX. pag. 256.]

C'est-à-dire,

Paite de Succession entre BERTHOLD Comte de Hennenberg de la Ligne de Hartenberg, & HERMAN ausi Comte de Hennenberg de la Ligne de Aschbach, portant qu'eux ou leurs Fils devront se succeder mutuellement en cas d'extinction des males. Fait le Mercredi avant la Fête de St. Pierre aus liens 1365. Avec les Lettres de sief de l'Empereur CHARLES IV. sur les Biens de l'un & l'autre Comte, & Confirmation dudit Paite. A Nuremberg la veille de la Fête de St. Simon & Jude 1366.

Wir Berthold von Gottes-Gnaden / Graf von Hennenberg / Herz zu Hartenberg / und wir Hermann von denselben Gnaden Graf von Hennenberg / Herz zu Ascha / bekennen besamtlich an diesen Brief allen denen / die ihn sehen / hörend / oder lesen / das wir mit gesundem Iub / mit vereinten und wohlbedachten Muth / nach Rath unserer Herren / und Freunde / alle unser Erb und Gut / es sey lehen / oder eigen / oder fahrend / Saab / Dessen / Städte / Gerichte / Willkühr / Wasser und Fisch / Land und luffte / besitzet und umbsetzt / wie es genant sey / ob der Erben oder unter der Erben / gesamtlich verweisen / machen und geben / unter jeglicher dem andern / und setzen auch unser jeglicher den andern ein in miltich lyplich Gewere / in alle die Gut / es sey Erbe / eigen oder lehen / ohne Gescheide / also hernach geschrieben steht / also beschiedentlich / ob unser einer abgietze / da Gott lange vor sey / ohne lhyes-Erben / das nicht Solyne da waren / so solt er fürbach gefallen uff den andern / und auf seine Erben / ohne Gescheide / und ob das wer / das der / der abgietze wer / Tochter ließe / die solt man ausrichten / nach Rath ihrer besten Freunde / ohn Gescheide / und ist auch geschehen worden / das wir alle Hiltz besamtlich mit einander einnehmenden solten / auf beiden Seiten ohne Gescheide / und solten die wir einander besitzten und einseßen / ohne Gescheide. Auch ist geordnet worden / ob unser einer ehlich wolt werden / welcher der wäre / der möchte ein Jügel machen / nach der Freunde Rath / ohne Gescheide. Auch ist geordnet worden / ob unser einer verkräufft oder verpfanden wolt / oder wüßte / das solte unser keiner ohne des andern Rath thun. Würden wir dann zu Rathe / das unser einer verkräufft oder verpfanden wolt / das solte er dann andern anbieten / mocht dann derselbe / oder seine Erben / oder seine Diener / von seiner wegen darzu kommen / das er das gekaufte mocht / so soll er ihn darzu lan kommen vor andern leuten. Wäre aber / das er darzu nicht kommen mocht / so soll er ihn

fürbach dann nicht hindern / weder in verkräuffen noch in verlehnen ohne Gescheide. Und wäre / das unser einer rechts verkräufft / so sollt unser jeglicher und sein Erben sein Lösung daran haben. Auch solt unser Ding alles ein Ding seyn an allen Sachen / und sollt unser jeglicher dem andern helfen / und ratzen / mit guten Tuten / ohn Gescheide / mit solchem Unterfisch / das unser jeglicher stet und bleiben solt bey allen den Gütern / die sein Vater auf ihn geerbt hat / und die herbracht hat / oder die er noch gewinnen mocht / und wäre das / das unser einer schuldig wäre / oder Schulden machte / die von seiner wegen wären / der solt die Schuld ausrichten / und bezahlen von seinen Gütern / die sein Vater auf ihn geerbt hat / und die er hergebracht hat / und noch gewinnen mocht. Auch ist geordnet worden / ob wir vorgenannter Graf Hermann von Hennenberg ohne Erben ehe abgietzen / dann unser vorgenannter Vater / Graf Berthold zu Hennenberg / Herz zu Hartenberg / so sollt unser Bruder / Graf Berthold von Hennenberg / Thumher zu Bamberg / stet und bleiben in allen Dingen und Gütern zu den halben Theil zu seinen leib / die wir gelassen hätten / ohne Gescheide. Auch reden wir vorgenannter Graf Berthold von Hennenberg / Herz zu Hartenberg / vor uns und alle unsere Erben / ob das wolt / das unser vorgenannter Vater / Graf Hermann von Hennenberg / ohne Erben ehe abgietze / dann unser vorgenannter Vater / Graf Berthold von Hennenberg / sein Bruder / Thumher zu Bamberg / das wir alle die lehen / die er gelassen hat / treulich tragen solten und wolt zu den halben Theil / in Gut und in Ding dem vorgenannten unsern Vater / Graf Berthold zu Hennenberg / Thumher zu Bamberg / und soll das halbe Theil ihnen und niesen zu seinen leib / dieweil er lebt / ohne Gescheide. Auch ist geordnet worden / wann der vorgenannte Graf Berthold zu Hennenberg / Thumher zu Bamberg / abgietzt / das für das alle die Güter und lehen / die er ungen gehabt hat / und die thune von seinem Bruder anfallen seyn / auf den vorgemelten Graf Berthold von Hennenberg / Herz zu Hartenberg / oder auf seine Erben / oder wenn es giet / oder vermachet / gefallen solten / ohne alle Widerrede / und ohne Gescheide. Und wir vorgenannter Graf Berthold von Hennenberg / Herz zu Hartenberg / und wir vorgenannter Graf Hermann zu Hennenberg / Herz zu Ascha / bekennen öffentlich / das wir einen gelobet haben / und zu denen Heiligen geschworen haben / alle diese vorgeschriebene Diner / und alle diese vorgeschriebene Artikel stet zu halten mit guten Tuten / und nimmermehr darwider zu thun / ohne alles Gescheide. Dessen zu Urkund geben wir diesen Brief versiegelt mit unsern und des Ehrwürdigen Herrn / Herrn Friedrich / Bischoffen zu Bamberg / und des Edlen Herrn Grafen Heinrichs von Truhendingen / seines Bruders / unsers Ohnens / anhangenden Insignen / die / durch unser beyder Bitte wolt / ihre Insigne an diesen Brief gehängt haben. Und wir Friedrich von Gottes Gnaden / Bischoff zu Bamberg / und wir Heinrich von denselben Gnaden / Graf zu Truhendingen / sein Bruder bekennen / das wir bey den Truhendingen gewest sind / die geschehen seyn zwischen unsern vorgenannten Ohnen / Grafen Berthold zu Hennenberg / Herrn zu Hartenberg / und Grafen Hermann zu Hennenberg / Herrn zu Ascha / des haben wir unser Insignel offensichtlich durch ihrer beyder Bitte wolt zu ihren Insignen an diesen Brief gehängt / der geben ist nach Gottes Geburt driesenhundert Jahre / darnach in dem 65. Jahr / an den nächsten Mittwoch für St. Peters-Tag / Vincula genant / des heiligen zwölf Bothen.

Kaylers Caroli IV. lehen-Brief und Confirmation
ver-interrent. Paite.

Wir Carl von Gottes Gnaden Römischer Keyser / in allen Reichen Mecker des Reichs und König zu Böhmen / bekennen und thun kund öffentlich mit diesem Brief allen denen / die ihn sehen / oder hören / lesen / das für uns kommen sind die Ehen / Berthold Graf von Hennenberg / Herz zu Hartenberg / an einem Theil / und Hermann Graf zu Hennenberg / Herz zu Ascha / am andern / unter uns und des Reichs lieben Getreuen / und haben alle ihre Erben und Güter / die sie von uns und dem Reich zu lehen haben / zusammen getragen und gemacht / und seind des mit guten Willen und rechten Wissen und einmiltich überein kommen / das welcher unter ihnen ohne leibes lehen / Erben fürbe / das dann alle solche lehen und Güter auf den andern und seine Erben ohne alles Hindernis gefallen solten. Des haben sie uns getreuen beyderley mit allen Fleiß / das wir ihnen mit einander dieselbe ihre Erben sämtlich verkräuffen / und die ehegenannte Aufgab / Vermachung und Ordnung / von unsern sonderlichen Gnaden und mit Keyserlicher Miltie Vollkommenheit gerichten gnädiglich bestatigen / bestellen und confirmiren. Des haben wir angesehen ihre redliche Bete und getreue Dienst / die sie uns und dem Reich offte miltich gethan haben und fürbach thun solten und mögen / in künftigen Zeiten. Und haben ihn beyde mit einander alle die ehegenannte ihre lehen und Güter / die sie von uns und dem Reich halten und zu lehen haben / von unser sonderlichen Gnade / mit rechten Wissen und Keyserlichen Miltie samt / verlehnen und verkräuffen / also wo sie einer also fürbe / das er ehliche lehen leibes-Erben hinter ihn nicht entlaß / das dann alle dieselben lehen auf den andern und seine Erben ohne alle Hindernis gefallen solten / und dazu die ehegenannte Aufgab / Ordnung und Vermachung bestatigen / bestellen und confirmiren wir in aller der maß / als vor begriffen ist.

ANNO 1365. Mit diesem dieses Briefes versiegelt, mit unser Keyserl. Majest. Inseel. Der gegeben ist zu Nürnberg nach Christi Geburt / dreihundert hundert Jahr und darnach in den fünften Jahr / am 8. Simon und Judas Abend / der Heiligen zwölf Wochen / unserer Reiche im 21. und des Keyserthums im 12ten Jahr.

P. Dominum Cancellarium
NICOLAUS DE CRAPICZ.

XXXVI.

17. Dec. *Privilegium CAROLI IV. Romanorum Imperatoris, pro LAMBERTO Episcopo Spirensi & Successoribus ejus, de non solvendis Vectigalibus, à vinis, frugibus & lignis, aliisque ad suam alimoniam necessariis. Datum in Monte ad Khunium die Mercurii proxima post Festum S. Lucie: annis 1365. [JULII BELLI Laurea Austriaca Libr. II. pag. 89. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung III. Continuat. I. Fortsetzung III. Absatz XIX. pag. 259. in Allemand.]*

NOS CAROLUS, Dei gratia, Rom. Imperator, semper Augustus, Rex Boemie, &c. Palam his Litteris testatur, & notum facimus omnibus, qui eas legent, aut legi audient, nos recolentes utilem & fidem operam, quam Reverendus Vir, Lambertus Episcopus Spirensis, dilectus nobis Princeps ac Præsul; nobis & S. Rom. Imperio multoties prompte ac libenter præstitit, & in futurum præstare potest ac debet, consulto ex certa scientia & plenitudine Cæs. potestatis hoc singulare Privilegium ipsi concessisse, & harum Litterarum vigore concedere; ut ipsi & omnibus ejus Successoribus Episcopis Spirensibus in perpetuum liceat, sua vina, fruges, ligna, & alia, quibus ad suam alimoniam aliosque usus in suis munitis opus habent, quocunque ea nomine appellentur, sine dolo & fraude, secundo & adverso flumine Rheno in sua Munimenta & Arces ante omnia Telonia libere absque ullo vectigali & impedimento transvehere & transvehenda curare.

Secundum hæc omnibus Principibus, Ecclesiasticis & Politicis, Comitibus, Baronibus, Equitibus, Nobilibus, Urbibus & omnibus, qui jus Telonii in Rheno tunc habent, aut deinceps consequentur, mandamus, ut supra memoratum nostrum Privilegium firmiter, accurate & invariabiliter observent, qui contra fecerit, quocunque id ratione fiat, in nostram & Imperii gravem indignationem incurrit.

In cujus rei fidem his Litteris nostræ Cæs. Majestatis Signillum apponi curavimus. Datum in Monte ad Khunium Anno à Christo nato M. CCC. LXV. proxima die Mercurii post Festum S. Lucie nostri Regni vigesimo, & Imperii undecimo Anno.

XXXVII.

1366. 25. Fevr. *Littera Absolutoria Regis Hungarie LUDOVICI, quibus Duces Austrie ALBERTUM & LEOPOLDUM omnibus verbis, Juramentis & promissionibus, nec non obligationibus ipsi factis quietos, expeditos & solutos pronuntiat atque declarat. Date Wude die 25. Februar. 1366. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]*

NOS LUDOVICUS Dei gratia Rex Ungarie Notum facimus tenore presentium universis, quod nos bona fide & sincera, absque omni dolo & fraude, Illustres, & incultos Principes Dominos Albertum & Leopoldum, ejus Fratrem Germanum, Duces Austrie, Styrie, & Carinthie super omnibus verbis, Juramentis, promissionibus, obligationibus, ligis, realibus & personalibus, nobis per ipsos sub quorumcunque verborum materis, & formis tacite vel expresse factis, tum sub fidei pollicitatione, quam Literis utroque vallatis & firmatis, quietos, expeditos & solutos reddimus & committimus, harum sub nostro Majestatis Signillo Litterarum. Datum Wude die vicesima quinta Februar. Anno Domini 1366. Regni autem nostri vigesimo quinto.

XXXVIII.

ANNO 1366.

Diploma Kayfers CAROLI IV. wodurch Er die Herzogen zu Oesterreich ALBRECHTEN und LEOPOLDEN auch ihre Prälaten und Landesherrn aller Uyd und Windauß mit König Ludwig in Ungarn sowohl wegen Hüßß / als Heyrath zwischen Elisabeth / Herzog Stephans Königs UNNERS Bruders Tochter / und vorgenannten Herzog Albrechten aufgerichtet / losspricht und alle solche Uyd und Windauße aufhebt und cassiret. Gegeben zu Prag den Freytag nach Lætare 1366. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Diplome de l'Empereur CHARLES IV, par lequel il abolit les Ducs d'Austrie ALBERT & LEOPOLD, comme aussi leurs Prélats & Etats Provinciaux de tous les liens d'Alliance & de Serment qu'ils avoient contractés avec LOUIS Roi de Hongrie tant à l'égard du secours reciproquement promis, qu'à l'égard du Mariage déjà conclu & fait entre ledit Duc ALBERT & ELISABETH Fille d'ESTIENNE Frere aîné Roi de Hongrie, lesquelles Alliances & Serments il casse & annulle. A Prague le Vendredi après le Dimanche Lætare 1366.

WIr Carl von Gottes Gnaden Römischer Kayser zu allen Zeiten Meher des Reichs und König zu Böhmen. Be-
teihen und thune kund öffentlich mit diesem Brief / allen den die ihn lesen / oder hören lesen / daß wir mit dem gewalt / den uns der wolgeborn Uladislaus Herzog zu Druil unser lieber Schwager und Fürst vollkommenlich geben hat in kraft des Genossens / den Er uns von dem durchleuchtigen Fürsten und Herrn Ludwig König zu Hungarn unsern lieben Vötern und Frauen Elisabeth / der seiner Mutter der Eltern Königin zu Hungarn / unter ihren anhangenden Insegen bracht und gegeben hat / mit wohlbedachten Muth / und mit Rath unser Fürsten und Getreuen der hochgebornen Albrechten und Leopolden Herzogen zu Oesterreich / zu Steyr / zu Kärnten / der Prälaten und Landherren ihrer Fürstenthumb und Herrschaften / leib / queit und los gesagt und gelassen haben aller Uide / Gelübe und Bündnis / der sie sich gegen dem neuen König von Ungarn in der großen Wunt-brief / da ihre und ihre ehegenannten Prälaten und Landherren Insegen anhangen / verbunden / verlobt / und verschworen haben / damit sie und hilf ihrer Landherren mochten genant werden / und mit namen der Gelübe und Uide die sie und seliger gedächtnis Herzog Rudolph ihre Brüder den ehegenannten König von Hungarn / und den Heirath und Frumbstätt zwischen den hochgebornen Elisabeth / Wyland / Herzog Stephan seines Bruders Tochter / und Herzog Albrecht den vorgenannten geben beten / und wollen / und sprechen in kraft desselben Gewalts / daß derselb Bundes-Brief mit alle solche Gelübe / Bündnis und Uide / die darinn geschrieben stehen / todt / vertilgt / untröstlich / und unnuß sein sollen / und kein kraft haben ewiglich / mit diesem dieses Briefes versiegelt mit unserm Keyserl. Majest. Inseel. Gegeben zu Prag nach Christi Geburt 1366. an dem Freytag nach Lætare in der ersten unsers Reichs im zwanzigsten / und des Kayserthums im Fünfften.

XXXIX.

Kayfers CAROLI IV. Versicherunges Brief an die 26. Mars; Herzoge von Oesterreich Albrecht und Leopolden ausgestellt / daß Er ihnen ihren Gegensbundes Brief / den sie König Ludwig zu Ungarn gegeben / binnen gewisser freit wieder schaffen wolle. Gegeben zu Prag am nächsten Dornstag vor dem Heiligen Palmstag 1366. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Lettres d'assurance données par l'Empereur CHARLES IV. aux Ducs d'Austrie ALBERT & LEOP.

ANNO
1366.

schaffen in der Waise und Gerechtigkeit / als davor begriffen ist / wol für die künen haben / nennen / und haben mag / und wir auch derselbe Lande haben Seiten / gemein vereinte und ungetrennte Dörfer sein / die wir billig / das wir jedweder feste einander / dieselben unsere Lande und Herrschaften helfen zu schützen / zu wehren und zu retten / und das wir uns selbst und sie bey allen Nutzen und ihren Rechten / Würden / Ehren / Freyheiten / und guten Gewonheiten halten versichert mit guten Treuen ohne alle Geseheide.

Darum wir der vorgenannte Kaiser Carl von Rom / als ein König zu Rheims / König Königin von Böhmen sein Sohn / und Marggraf Johanns zu Wäthern / beß Egehenden unser Herren des Kaisers Bruder / als ay ein Theile / und wir die vorgenannten Albrecht mit Leopold Schreyder / Herzogen zu Oesterreich / an dem andern Theile / sind nach Rath unser Getreuen / als vorgeschrieben sehet / durch die egehenden Vermachung in deren Ruffe / wir aller der egehenden / unsere Lande / Fürstenthum und Herrschaften gemein / vereinte und ungetrennte Dörfer sein mit einander versichtlich übereinkommen einer solchen Bündnisse / als hiernach bescheiden ist:

Das wir zu werden / auf auf jedweder Theile wir alle unser Erben und Erbes-Erben ewiglich mit allen unsern Landen und Herrschaften / wo die gelegen / und wie sie genant sein / die wir nun haben / oder hiernach gewinnen / bey einander als ein Person / das ist als gleiche Besitzer gemeiner Lande leben / und einander mit aller unsern Macht getreuen und gehorsamen seyn sollen und wollen / getreulich / fiederlich und freundlich mit seyn und mit guten wider alle Leute / niemand ausgenommen / in welchen Würden / Ehren oder Bissen die sein / die jedweder Theil unter uns oder die Unsern an seyn oder an Gutes an unsern Erbliden Landen oder Leuten / Rechten / Würden / Ehren / Freyheiten / oder guten Gewonheiten / die wir und die Unsern mit haben oder hiernach gewinnen / bestimmet / freuen / beschwerten oder bedrängen / oder die uns daran treten / angreifen / beschädigen / beschweren oder bedrängen wollen / in keinem Wege / wo die gelegen und wie sie genant sein ohne alle Geseheide.

Und was der ist oder wird / den also von solcher angriebe und Schaden wegen einer unter uns seind ist oder seind wird / den sollen wir die andern alle zu gleicher weise seind sein / und sollen auch einander darum in allen Sachen begehend und gehorsamen seyn mit ganzer Macht / ewiglich / endlich / ernstlich / getreulich und unverzogenlich ohn alle Geseheide und arge List.

Wann es unter aller gemein / vereinte / ungetrennte / und eigene Sach ist / als davor geschrieben sehet / und zu welchem Krieg wir also mit einander fallen / oder kommen / gegen wem oder wo das sey oder werde / da soll sich unser keiner mit vortrungen noch bestritten / oder sitzen ohne des andern und der andern aller Ruffe / Rath und Willen.

Auch soll unser keiner mit niemand keinen großen und nützlichen Krieg / darum er der andern oder ihr keines Hülfes bedürftig / anfallen noch andern / noch seine Bündnisse mit jemand andern machen ohne der andern aller Ruffe / Rath und Willen.

Und soll auch unser keiner sich selber noch seine Kind / die wir nun haben oder hiernach gewinnen / die nicht verlobet sin / verheirathet / denn mit der andern aller Rath und Willen.

Beide aber / das wir unser einen solche zu viel Schaden und Angereist thun / als vorgeschrieben sehet / der soll und mag sich beß / wasdort der andern / widersetzen und wehren / und die andern zu Hülfen darzu mahnen und fordern / die ihn auch darzu zu Hülfen kommen sollen unverzogenlich / als vor bescheiden ist / ohn alle Geseheide.

Was auch Pfaffen / Fürsten / und Prälaten sind / die Herrschaften / Bissen / oder Städte / in unser eins Lande habende / die sollen hülflich und dienlich bey unser jeglichen / in dem Lande sie nicht haben / beileben / als das von Alter in guten Gewonheiten bestommen ist / ohne Geseheide.

Darüber sollen wir auch beden haben einander getreu und gewer sein ohne Geseheide / und solle jeglicher des andern Schaden wenden / sein Ruh und seine Frey funder / und sollen auch einander ehren und verpflegen getreulich und freundlich wider aller Mächtigkeits / niemand ausgenommen mit Worten und mit Werken / heimlich und offenkundig / als fern wir können und mögen ohne alle Geseheide.

Auch soll unser jeglicher in seinen Landen / Herrschaften und Gebieten beß andern Prälaten und Land-Herren geistlich und weltlich / Dienere / Ritter und Knechte / Bürger und Landleute / schirmen und fristen an ihren Leuten und Gütern vor allem Gewalt und Unrecht als getreulich / als fiederlich und als ernstlich als sein selbst seint und Dienere ohn alle Geseheide / wann es unser aller gemein vereinte ungetrennte und eigene Sach ist / als davor geschrieben ist / ohne Geseheide.

Was wir auch vormalt vor Machung und Bündnisse mit jemand / was der ist / getreu und genant haben / die sollen dieser Vermachung und Bündnisse allerding unerschölich seyn. Wann wir in denselben Vermachung und Bündnisse als vor als ein Person und gleiche Besitzer gemeiner Lande ewiglich bey einander bleiben sollen und wollen. In aller der Weise / als vor bescheiden ist ohn Geseheide.

Wir haben auch inn den Nahmen / als davor auff beiden Theilen versichtlich ist alle unsere Erben und Erbes-Erben / als vorgeschrieben ist / geschwornen leibliche Eyde zu den Heiligen mit angelernten Dörfern / auff das heilige Evangelium und auch gelobt mit unsern Treuten / und mit den Worten unserer Fürsten

lichen Würdigkeit / daß wir auf jedweder Theile wieder diese vorgeschriebene unsere Gemächnisse / Ordnung und Bündnisse mit uns selbst noch mit andern Leuten / weder mit Gericht noch ohne Gericht noch mit keiner andern Sachen beß Rechten oder der Gerechtigkeit noch öffentlich immer getreu sollen noch wollen / und auch niemand bestrafen / der dawider thun wolle ohne alle Geseheide. Und verzeihen uns auch darum begehend halb solcher Listigkeit und Finde / damit wir in den Nahmen / als davor auf jedweder Theile / hiernach kommen und sprechen möchten / daß wir dieser Gemächnisse und Bündnisse bewahren werden: Oder das jedweder Theil den andern untreulich und unbillig darhinter bracht hette / Oder das sie nicht recht und redlich geseheiden werden: Und verzeihen uns darum Hülfen und Rathes aller geistlicher und weltlicher Fürsten / Richte und Gerichte / sonderlich des Reiches / damit man beschwären und entwerden leuten zu Hülfen kommt / und wider ihr Gerichte seht / und des Reiches das da freucht / gemeine Verzeihung verzeihet nicht / es gebe denn eine gesünderte vorher / und aller andern geistlicher und weltlicher / geschwiebener und ungeschwiebener sündner und unsündner Rechte / Freyheiten / Landrechte / und Gewonheiten / und aller Handvesten und Briefe / die wir nun haben oder hiernach gewinnen möchten / damit wir auf jedweder Theile / oder jemand von unsen wegen wieder diese vorgeschriebenen unser Ordnung / Gemächnisse und Bündnisse alle gleich oder bey theilen immer getreu mögen in treuen Wege ohne alle Geseheide.

Und wäre / daß wir auf jedweder Theile uns selber verzeihen / und es einer der andern nicht getreuen / da Es vor sey / oder das wir nicht getreuen / ob unser jedweder Theil vornehmlich Briefe geben hette / oder hiernach andere Briefe gebe / die wider diese vorgeschriebenen unser Ordnung / Gemächnisse und Bündnisse / in einigen Wege weren / die sollen irrig / tippig / todt / und ab sein / und kein Krafft haben noch gewinnen / wann wir sie in solcher Geseheide mit diesen Briefe versichtlich abnehmen / vernichten / toden und widererufen / gänzlich / und sollen dieser Briefe und dergleichen Gegens-Briefe in ihren Kräften ewiglich bleiben ohne alle Geseheide.

Wir seyn auch auf beiden theilen beß übereinkommen / und haben uns selber vorgeseht versichtlich / daß wir mit einander gemeinlich mit unser aller einwilligen Wissen und Rath / Ruffe und Willen diese vorgeschriebenen unser Ordnung / Gemächnisse und Bündnisse mehrren / bessern / frecken / und leutern mögen / wann und wie uns gemeinlich düncket / das uns das beedentlich nützlich / ehlich und nützlich sey / ohn alle Geseheide.

Darum von beiden den vorgenannten Theilen gebieten wir versichtlich bey unsern Hulden allen unsern geistlichen und weltlichen Fürsten / Prälaten / Grafen / Freyen / Dienstherren / Landherren / Rittern und Knechten / Bürgern und Landleuten / auf den Landen und in den Städten / und allen unsern Unterthanen gemeinlich / in welchen wesen / und wie sie genant sein / und daß sie die vorgenannten unser Ordnung / Gemächnisse und Bündnisse / loben und schirmen zu den heiligen seyn zu haben und zu vollführen gänzlich ohn alle Widerreden und Geseheide / in aller demasse / als vorgeschrieben sehet / und auch darüber geben ihre offene versiegelte Briefe / behalten doch allen ihren Rechten / Freyheiten und guten Gewonheiten / die sie von Alter gehabt / und herbracht habend ungeschädlich.

Wir die vorgenannten König Königin von Böhmen / und Marggraf Johanns von Wäthern an ein Theile / und die Egehenden Albrecht mit Leopold Herzogen zu Oesterreich an dem andern Theile / die hoch in der vorgeschriebenen unserer Gemächnisse und Bündnisse ein Person madent / als gleiche Besitzer gemeiner Lande / haben gegeben gegemeinlich und bitten auch mit diesen Briefe gemeinlich den vorgenannten unsern allernadrigsten Herren und Battern / Herren Carl Königlich Raster / das er von sein selbst und des heiligen Königlich Reichs wegen / dieselben unsere Ordnung Gemächnisse und Bündnisse verhegen / bewahren / wesen und besteten gerne gänzlich in jeder maffe / das sie ewiglich in allen jren Pünkten / Meinungen und Willen unverruckt / ganz und stet bleiben. Wir der vorgenannte Kaiser Carl von Rom haben auch als ein König / Kaiser versichtlich in Kaiser / Majestät Vollkommenheit / mit wissen und Rath / Willen und Gunst des heil. Königlich Reichs Churfürsten und anderer beileben heil. Reichs Fürsten / Prälaten und Herren geistliche und weltliche / die dazumale bey uns waren / durch sechste Bett der vorgenannten theilen beyenthalben / die in solcher Meinung / als vor bescheiden ist / eine Person als gleiche Besitzer gemeiner Lande madent / diese vorgeschriebene Ordnung / Gemächnisse und Bündnisse durch Friedes und gemeines guten willen verhegen / gegunnen / bewahrt / und bevesten / und bestatet recht und redlich / verhegen / gunnen / bewahren / wesen / und bestatet sie auch für uns und unsere Nachkommen an dem heil. Königlich Reich ewiglich / mit diesen Briefe / in aller der maffe / als vorgeschrieben ist ohn alle Geseheide. Und ob das wäre / daß da eine Kayserliche Reide oder Geseh die erfinden und geschrieben sind / oder hiernach finden und geschrieben werden / wider diese vorgeschriebene Gemächnisse / Ordnung und Bündnisse / in einigen Wege allig oder beßer theilen wären / die nehmen wir ab / und widererufen / toden und vernichten sie in diesen Sachen als ferre sie dawider seyn mit unser Kaiserl. Macht gänzlich und ewiglich.

Wann wir meinen und wollen in den Nahmen als davor / das diese Gemächnisse / Ordnung und Bündnisse auf beiden theilen ewiglich in ganzer und vester stetigkeit unverbrochentlich bleiben und gehalten werden / in aller der maffe / als vor bescheiden ist / ohn alle Geseheide.

ANNO
1366.

ANNO
1366.

CORPS DIPLOMATIQUE

56

und darüber zu einem waren / dessen / offnen und ewigen Wirt-
thum alle der vorgeschriebenen Ordnung / Genadignisse und
Gnaden / haben wir die vorgenannten Kaiser Carl von Rom /
König Heinrich von Böhmen und Marggraf Johanns von
Mähren / für uns und alle unsre Erben und Erbes Erben
ewiglich / als vorgeschrieben ist / an ein Theil / und wir die vor-
genannten Albrecht und Leopold / Erbkönig zu Oester-
reich ic. für uns und alle unsre Erben und Erbes Erben ewig-
lich / als vorgeschrieben steht / an dem andern Theil / als eine
Person und Besitzer gemeiner Länd / unsre Justiz / gehend
an diesen Brief. Das ist geschieden / und ist dieser Brief geben
zu Prag nach Christi Geburt dreihundert Jahr und dar-
nach in dem sechs und sechzigsten Jahre an dem nehesten Don-
nersage vor dem Palmstage / unser des Ehebrennen Kaisers
Könige in dem Röm- und des Kaiserthums in dem Christen
Jahre.

XLI.

14. AVT. JOANNES Marchionis Moraviae Littera, Quod
nec ipse nec Successores sui Marchiones Moraviae,
Regnum BOHEMIE & pertinentias ejusdem
invadi permittuntur sint, quodque Marchionatum
ipsum à Rege Bohemiae, ejusque Successoribus Re-
gibus in Feudum illustre & insigni recipere & te-
nere debeant. Praga in die S. S. Tiburtii & Va-
leriani annis 1366. [BALBINI Miscellancor.
Historicor. Regni Bohemiae Decad. I. Libr.
VIII. Epistolae. Part. II. Epist. VI. pag. 173.
LUNIG, Teutsches Reichs- Archiv. Part.
Special. Cont. I. Abtatz II. von Mähren pag.
257. d'ou. l'on a tiré cette Pièce.]

Nos JOANNES Dei gratia Marchio Moraviae.
Notum facimus tenore presentium Universis;
Quod licet alias serenissimus ac invictissimus Princeps
& Dominus Dominus Carolus IV. divina favente Cle-
mentia Romanorum Imperator semper Augustus & Boe-
mia Rex Illustris, Dominus noster gratissimus, tanquam
Boemia Rex, nobis, Haredibus & Successoribus nos-
tris legitimis Marchionibus Moraviae Sexus Masculini
insignem & Illustrem Principatum Marchionatum Mo-
raviae cum attinentiis & pertinentiis ejusdem Principa-
tus, Vener. Olomucensi Ecclesia, & Illustri Oppavie
Ducatu duntaxat excepit, propter Bernam Regiam
Generalem, in bonis Episcopalibus dicta Olomucensis
Ecclesiae qua ad nos Haredes & Successores nostros
Marchiones Moraviae pertinet, prout in aliis Literis de-
super editis plenius est expressum, in Feudum Illustre &
insigne concesserit. Nosque dictum Marchionatum
cum suis pertinentiis, ut praefertur, à praefato Domino
nostro Imperatore ut à Rege Bohemiae, in Feudum sus-
ceperimus, & fidelitatis, homagii, subjectionis & obe-
dientiae sicut in susceptione Feudorum consuetum est
fieri, sibi, ut Regi Bohemiae, praestiterimus corporalia
juramenta, sicut etiam nostri Haredes, & Successores
legitimi Marchiones Moraviae masculini sexus eundem
Marchionatum cum attinentiis ejusdem ab ipso, ut à
Rege Bohemiae & à Corona Regni ejusdem in Feudum re-
cipere tenebimus & habere, ea tamen conditione notan-
ter adjecta, quod idem Marchionatus cum pertinentiis
suis in eum casum, ubi nos, Haredes & Successores
nostri legitimi Marchionatus Moraviae Sexus masculini
sine Haredibus masculini Sexus legitimis decederemus,
ad ipsum, ut ad Regem Bohemiae Haredes & Successo-
res suos, Reges Bohemiae & ad Coronam ejusdem Regni
immediate devolvatur, sicut praemissa omnia in aliis
Literis desuper concessis sunt expressa. Nos tamen ex
fidelitate & dilectione debitis commoditatibus dicti Do-
mini Imperatoris, Haredum & Successorum suorum
praedictorum providere cupientes, sibi bona fide absque
omni dolo, & sub Jramento, quod desuper viva voce
ad sancta Dei Evangelia corporaliter praestitisse dignos-
cimus, pro nobis nostrisque Haredibus & Successori-
bus Marchionibus Moraviae praemissimus, quod homines
ipsorum Feudatarios, Vassallos, & alios quoslibet sub-
jectos, Barones, Nobiles, & Ignobiles, Ecclesiasticos &
Seculares contra ipsorum voluntatem & in praedictum
ipsorum quantum in nobis est, quae in Regno Bohemia
obtinere, nunquam defendemus, protegemus, prolo-
quemur, manurebimus, nec ipsos tuebimur in futu-
rum. Sicut etiam ipse, Haredes & Successores sui
praedicti contra nostram Haredum & Successorum nos-
trorum Marchionum Moraviae voluntatem, & in nos-
trum praedictum ipsorum homines Feudatarios, Vassal-
los, & alios quoslibet Subiectos Barones, Nobiles, &

Ignobiles, Ecclesiasticos & Seculares, qui in Marchio-
nata Moravia bona obtinent, & in eisdem bonis defen-
dere, manu tenere, protegere, proloqui, aut tueri ali-
qualiter non debent. Notanter etiam pro nobis, dictis
nostris Haredibus & Successoribus nostris Marchionibus
Moraviae, five Haredibus & Successoribus suis,
Bohemiae Regibus animo deliberato, & de certa nostra
scientia bona fide sine omni dolo promissimus, & super
eo Baronum & fidelium nostrorum communicato con-
silio sano & maturo promittimus per haec scripta; quod
nos & dicti nostri Haredes, & Successores Marchiones
Moraviae praefatum Regnum Bohemiae, attinentias &
pertinentias ejusdem singulas à dicto Domino nostro,
Haredibus & Successoribus suis praedictis, Jure Eccle-
siastico, vel civili, aut facto, tacite vel expresse, per
nos, alium seu alios, aliqua occasione ratione vel cau-
sa, directe vel indirecte, quantum in nobis est, sine
omni dolo, invadi non permittemus, nec ipsum Regnum
Bohemiae aliquoties impetemus, nisi in eum casum ubi
dictum Dominum nostrum Imperatorem, Haredes &
Successores praefatos absque Haredibus legitimis mas-
culini Sexus decedere contingeret, quia tunc dictum
Regnum Bohemiae cum suis attinentiis & pertinentiis suis
ad nos, Haredes & Successores nostros Marchiones
Moraviae esset devolutum, & nos, Haredes & Succes-
sores nostri praefatum Marchionatum cum attinentiis &
pertinentiis suis à dicto Domino nostro Imperatore, ut
à Rege Bohemiae Haredibus & Successoribus Regibus Bo-
hemiae & à Corona Regni praedicti in Feudum illustre &
insigne recipere & omni tempore tenere debebimus,
prout in aliis Literis desuper traditis plenius est expres-
sum. Quas Literas in omnibus suis clausulis, senten-
tiis, tenoribus & punctis, sicut scriptae sunt, in suo ro-
bore per omnia volumus remanere & ad omnia & sin-
gula praedicta, & eorum quodlibet prout expressantur
superius, observanda, nos bona fide absque omni dolo
virtute corporalis Juramenti praedicti de certa nostra
scientia obligamus, Praesentium, sub appenso majori
nostro Sigillo, testimonio Literarum. Datum Pragae
Anno 1366. in die sanctorum Tiburtii & Valeriani
Martyrum.

XLII.

Imperatoris CAROLI IV. Confirmatio ALBER- 9. Mai.
to, & LEOPOLDO Austriae Ducibus conce-
ssa, omnium Jurium, Libertatum, Gratiarum &
Consuetudinum, quae & quas ipsi, vel Priores
eorum in suis Terris & Hominiibus habuerunt. Da-
tum Vienne Sabbato ante Pankracii 1366. [Pê-
ce tirée des Archives Imperiales du petit Trê-
sor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

KAROLUS Quartus divina favente clementia Ro-
manorum Imperator semper Augustus & Boemie
Rex. Notum facimus tenore presentium universis
quod nos Illustribus Alberto Duci Austriae, Styriae, Ka-
rinthiae & Karniole Comiti Tyrolensi. &c. Genero &
Principi nostro, nec non Leopoldo Fratri suo Avunculo
nostro dilecto, Haredibus & Successoribus eorum obse-
quiorum intuitu que nobis & Sacro Romano Imperio
possint & debent impendere auctoritate Imperiali con-
firmavimus & confirmamus omnia Jura, Libertates &
Gracias ac Consuetudines que & quas ipsi vel Priores
eorum, in suis Terris, Hominiibus, Civitatibus & Judi-
ciis hactenus habebant, usque ad nostram electionem.
Insuper Judei qui in ipsorum potestate resident ad pres-
sens vel in antea residuunt in omnibus Juribus & per-
tinentiis permanent quemadmodum ipsi vel eorum
Priores Judeos in hec tempora deduxerunt presentium,
sub Imperiali nostre Majestatis Sigillo, testimonio Lit-
erarum. Dat. Vienne Sabbato ante Pankracii. Anno
Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo sexto,
Regnorum nostrorum vicesimo, Imperii vero, duo-
decimo, annis.

per Dominum Imperatorem,
Werden. Episcopus RUODOLPHUS.

XLIII.

Kaiser CAROL IV. Privilegium / welches Er de 11. Mai.
nen Herzogen von Oesterreich Albrechten und Leopold-
ten ertheilet und die quade gethan hat / ob jemand
ihnen

ANNO
1366.ANNO
1366.

irer Unterthanen geächte/ verſchriebene und ſchädliche Leuthe unweiſſentlich hietle/ hauſte/ egte oder trändete/ daſſ Er deswegen vor ſein Land-gericht oder andres gericht zu beſprechen/ oder ein ſolches über ihn zu richten macht haben ſolle. Geben zu Wien am Montag vor dem H. Auffahrt-Tag 1366. [Pièce tirée des Archives Impériales du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Privilege de l'Empereur CHARLES IV. accordé aux Ducs d'Autriche ALBERT & LEOPOLD, portant que ſi quelques-uns de leurs Sujets reçoivent chez eux par ignorance des Proſcrits, & des Bannis ou d'autres Criminels, & qu'avec le couvert ils leur fournissent la ſubſiſtance; ils ne ſeront point cités ni jugés pour cela hors du Pais. A Vienne le Lundi avant la Fête de l'Ascenſion de notre Seigneur 1366.

Wir Karl von Gottes Gnaden Römischer Kaiſer/ in allen Theilen Mehrer des Reichs/ und Rönig zu Böhmen/ Böhmen/ Böhmen und thumt ſamt offentlich mit dieſem Brief/ allen den die in ſelben/ oder hören ſehen. Das wir nach guter vorbedingung mit rechte wiſſen durch rechtlicher nothdurft/ und von wiſſlicher liden wegen/ für uns/ und unſer nachkommen an dem Heiligen Römischen Reich ewiglich mit Reſerliche macht vollkommenheit/ den Hochgeborenen unſer lieben Söhne und Fürſten Albrecht/ den ſelbigen Gebürden Herzogen zu Oſterreich/ zu Steyer/ zu Kärnten/ und zu Krain/ ſiez auf den Römischen Märc/ und zu Portenau/ Grafen zu Salzburg/ zu Tirol/ zu Pöyrt/ und zu Kyburg/ Märggrafen zu Burgou und landgrafen in Elſaß/ und in erben und nachkommen durch beſunder grad/ ſolch freisheit und grad getan haben/ und tun auch mit dieſem Brief/ were das ir künftigen/ Riter oder Knecht/ Püzer und künſtigen in allen uren länden/ Herrſchaften und Erenten/ und ſunderlich zu Gnaden/ zu Elſaß/ zu Ergou/ zu Turgou/ zu Glarus/ und auf dem Emmenthal reichte/ verſchriebene und ſchädliche Leuthe/ unweiſſentlich hietle/ hauſte/ egte oder trändete/ daſſ Er deswegen vor ſein Land-gericht oder andres gericht zu beſprechen/ oder ein ſolches über ihn zu richten macht haben ſolle. Geben zu Wien am Montag vor dem Heiligen Auffahrt tag. Nach Chriſtus geburd dreizehnen hundert Jar/ darnach in dem Sechß und ſchzigſten Jar. Unſer Reich in dem Zwanzigſten/ und des Reichthums in dem Zwanzigſten Jar.

Per Dominum Cancell.

P. JAVEN.

XLIV.

13. Mai. Kaiſers ALBERT IV. Lehen-Brief/ wodurch Er denen Herzogen von Oſterreich Albrecht und Leopolden die Herzogthum zu Oſterreich/ zu Steyer/ zu Kärnten und Krain/ die Herrſchaften Windiſche Märc/ und Portenau/ auch ihre Grafsund Herrſchaften/ inglichen alle die Lehen/ die ſie und ihre Vorfahren zu Schwaben/ in Elſaß/ zu Tyrol im Gebürg/ und welche Herzog Albrecht ihr Vater und Herzog Ott der Bruder von Kaiſer Ludwig ihm gehabt/ von neuem verleyhet und beſtätet. Geben Wien am unſers Herrn Auffarths-Abend 1366. [Pièce tirée des Archives Impériales du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Inveſtiture accordées par l'Empereur TOM. II. PART. I.

CHARLES IV. aux Ducs d'Autriche ALBERT & LEOPOLD, pour les Duchés d'Autriche, de Stirie, Carinthie, & Carniole, pour les Seigneuries de Windismarc & de Portenau, & pour tous les Fiefs qu'ils possèdent en Suabe, en Tirol, en Alsace, & aux Montagnes; comme aussi pour tout ce qu'eux, ou leur Pere le Duc ALBERT, ou leur Frere le Duc OTTON, ont obtenu ou tenu de l'Empereur, ou ſoit diſant Empereur, Louis de Baviere. A Vienne la veille de l'Ascension de notre Seigneur 1366.

Wir Karl von Gottes Gnaden Römischer Kaiſer/ in allen Theilen Mehrer des Reichs/ und Rönig zu Böhmen/ Böhmen/ Böhmen und thumt ſamt offentlich mit dieſem Brief/ allen den die in ſelben/ oder hören ſehen. Das wir nach guter vorbedingung mit rechte wiſſen durch rechtlicher nothdurft/ und von wiſſlicher liden wegen/ für uns/ und unſer nachkommen an dem Heiligen Römischen Reich ewiglich mit Reſerliche macht vollkommenheit/ den Hochgeborenen unſer lieben Söhne und Fürſten Albrecht/ den ſelbigen Gebürden Herzogen zu Oſterreich/ zu Steyer/ zu Kärnten/ und zu Krain/ ſiez auf den Römischen Märc/ und zu Portenau/ Grafen zu Salzburg/ zu Tirol/ zu Pöyrt/ und zu Kyburg/ Märggrafen zu Burgou und landgrafen in Elſaß/ und in erben und nachkommen durch beſunder grad/ ſolch freisheit und grad getan haben/ und tun auch mit dieſem Brief/ were das ir künftigen/ Riter oder Knecht/ Püzer und künſtigen in allen uren länden/ Herrſchaften und Erenten/ und ſunderlich zu Gnaden/ zu Elſaß/ zu Ergou/ zu Turgou/ zu Glarus/ und auf dem Emmenthal reichte/ verſchriebene und ſchädliche Leuthe/ unweiſŢentlich hietle/ hauſte/ egte oder trändete/ daſſ Er deswegen vor ſein Land-gericht oder andres gericht zu beſprechen/ oder ein ſolches über ihn zu richten macht haben ſolle. Geben zu Wien am Montag vor dem Heiligen Auffahrt tag. Nach Chriſtus geburd dreizehnen hundert Jar/ darnach in dem Sechß und ſchzigſten Jar. Unſer Reich in dem Zwanzigſten/ und des Reichthums in dem Zwanzigſten Jar.

XLV.

Verbandnuß zwischen Churfürst Ruprecht den ältern/ und Ruprecht den Jüngern/ beyder Pfalzgrafen am Rhein eines/ und den Städten Worms und Speyer andern Theils/ zu gemeinſchaftlicher Deſenſion und Erthaltung der Fuſſitz/ auf 10. Jahr eingegangen. Germersheim auf dem nächſten Mittwoch nach den tag Vincula Sti. Petri genannt 1366. [L. EHMANN Chronicon Spirenſe Lib. VII. Cap. LIII. pag. 719. Col. 1.]

C'est-à-dire,

Traité pour dix ans entre ROBERT le vieux Electeur Palatin & ROBERT le jeune

H

Comte

ANNO
1366.

58

CORPS DIPLOMATIQUE

Comte Palatin d'une part, & les Villos de
WORMS & de SPIRE d'autre part, pour
leur commune defense & pour l'administration de
la Justice. A Cerneseim le Mercredi après la
Fête des Liens de St. Pierre l'an 1366.

Wir Ruprecht der Ältere von Gottes Gnaden / Pfalzgraf
by Rhne / des R. Röm. Raths oberster Truchse / und
Herzog in Bayern / Und wir Ruprecht der Jüngere / von densel-
ben Gnaden Pfalzgraf by Rhne / und Herzoge in Bayern / Und
wir die Burgemeister / Räte / und Bürger gemeinlich der
zweyer Stätt / Wormessen und Spire / verjehen öffentlich an
diesen gegenwertigen Brief / und thun kund allen den die ihn in-
mer sehen / lesen / oder hören lesen / daß wir mit wol vorbe-
dachten Wilsen / durch fründlicher Beseyn und Irbesiden willen /
die jetzt in dem Lande in unsern Kreissen sind / uff daß wir uns
und die unsern sit und Gut / vor unredlicher Gewalt und Kriegen
deßhalb beschützen und beschirmen mögen / darumb haben wir uns
mit redlicher Willen zusammen verbunden / und verbinden uns zu-
sammen mit diesem Brief / in aller Maß als hernach geschriben
steht: Zum ersten han wir gelobet / und geloben ein gemein Hilff
zu thun: unser jegliche den andern / unredliche Krieg und Gewalt
zu wehren / und sol die Hilff und Verbindnisse jetzt angeben
von dem Tage als dier Brief geben ist / und sol weren von nun
an. Martini Tag der nächst kommt / aber 10. Jahr / da nächst
nach einander kommen. Und ist mit Namen gerät / daß wir
einander getruemlich und verschiden / ohne allen Hindernus
und Verzug / linder alle erge ist / wie dieß des Noth geschicht /
in denselben 10. Jahren wider alle ungemachlich / der uns sun-
der oder sammt schädigt / leibigt / oder leset / an unsern Her-
schaften / Freyherten / Rechten und Gewonheiten / die unsere
Ältern bisher uns ir bracht haben / oder an unsern Eiden oder
Gütern / mit Raub / mit Brand / mit Gefangnis / mit Mord
oder mit welchem Schaden oder Saden das gesin oder geschehen
möchte / bescholten sollen wesen. Und wir die vorgenanten bede
Herzogen sollen und wollen den vorgenanten beden Stätten sun-
der und sammt von dier Hilff und Verbindnisse vollen / wann
und wie dieß uns oder unsere oberste Amptleute einen
oder mehr des emanent / in den nächsten acht Tagen nach der
Dienstag / ohne Hindernus und Verzug / zu allen ihren Nothen
und Kriegen / uff unser Verlust / Kosten und Schaden / mit
Namen wir Herzog Ruprecht der Ältere vorgenant mit 40.
Glehen / Und wir Herzog Ruprecht der Jüngere / mit zwanzig
Glehen wolgerüstet lide dienen zu ihren teglichen Kriegen / ohne
geverde / Doch also / biwile wir dieselben sechzig Glehen in je-
nem Dienst haben / so sin wir ihn mit schuldig thue darzu zu ste-
hen / wir thun es dann gern. Darwider sollen wir die vorge-
nante bede Stätt mit Namen wir die von Wormess mit 25.
Glehen / Und wir die von Spire auch mit 25. Glehen / von dier
Hilff und Verbindnisse vollen / den vorgenanten beden Herzo-
gen linder oder sammt / wann und wie dieß wir des linder
oder sammt von ihn oder ihren obersten Amptleuten eine oder
mehr 8. Tage vor einmahet werden / zu ihren Nothen und Krie-
gen uff unser Kosten / Verlust und Schaden / auch mit wol-
gerüsteten Eiden / einen Hindernus und ohne alle goverde.
Doch also / biwile wir dieselben 50. Glehen in jeme Dienst
haben / so sind wir ihn mit schuldig mehr darzu zuschicken / wir
thun es dann gerne / one goverde. Auch sollen wir die vorge-
nante bede Herzogen mit unsern Amptleuten / die wir jetzt ha-
ben oder hernach gewinnen / beschel / daß sie mit unsern Stät-
ten / Wesen und andern unsern Landen / die wir umb den Rhne
jeweher Stätt sin / alle Wege oben herab von Stalhoven biß zu
Wesseln linder haben / den vorgenanten Stätten Wormes
und Spire gehorsamlich sollen sin / und ihn die offne / sich
daruff und darin zu beschelne / gleich uns selbst / zu allen ihren
Kriegen und Nothen / die sie selber angeht / ohne unsern und der un-
sern Schaden / ohne goverde / Und auch mit der vorgenanten unser
Hilff / denselben Stätten zu dienen / in denselben Jarzahlen und
Jalen / als vorgeschriben steht / ohne alle goverde / Und jeweder Stätt
sinn alle Wege von dem Rhne / oben herab von Stalhoven biß zu
Wesseln / sollen wir die vorgenante Stätt Wormes und Spire den
vorgenanten beden Herzogen mit der vorgenanten unsern Hilff
dienen / und darzu offen wir ihn unser Stätt Wormes und Spire
zu allen ihren Nothen und Kriegen / die sie selber angeht / sich
daruff und darin zu beschelne / die sie selber angeht / gleich
uns selbst / ohne unsern und der unsern Schaden / ohne goverde.
Auch auch / daß uns jeman schädigt / oder leibigt / mit
Brand / Raub / Mord / oder mit andern Dingen / in den vor-
genannten Jalen / als sie unterzehen sind / der uffwendig den-
selben Jalen gefessen oder geschut were / uff den uns und die sollen
wir einander getruemlich und verschiden / bescholten und nachfolgende
sin / zu gleicher Wile / als ob er in den obgenanten Jalen
und Kreissen gefessen und geschut were / ohne goverde. Es ist auch
beere / ob uns den vorgenanten Herzogen sammt oder linder /
oder den vorgenanten Stätten Wormes und Spire / sammt oder
linder Schaden geschicht / wenn die Schade unter uns geschicht /
so bald er das den andern verurtheilt / oder sie darinn einmahet /
so sol man sinen Nothen glauben / und thue oder thue ohne
Widerrede und Hindernus fründlich darzu bescholten sin / als
vorgeschriben ist. Was Krieges auch in diesen Jalen / biwile
dieser Bund weret / uffersinde / der uns gemein / oder jeman
einer uns befunder angenge / darzu sollen wir nach den vorge-
nanten Jarzahlen einander bescholten sin / unse an die Stätt / daß

der selbe Krieg geschlichen verurtheilt und gesinnet wüde / und sol
sich auch unser keiner ohne den andern finden oder sinen / ohne
alle goverde. Auch ist beere / Obere es / daß uns der vorge-
nante Herzogen Wormes / Burgmann / Diener oder Unterthan
ich zu schaffen hetten oder gewinnen an die vorgenante zwei Stät-
te / eine oder bede / oder an ihre Bürger oder Diener / darum
sollen sie ritten in die Stätt / an die sie also zu sprechen oder zu
schaffen haben / und sollen darumb nennen / was der Rath in
der Stätt / nach Anspruch und Widerreuer sprechen uff den
Rath / das recht ist. Doch also / ob dieselbe unsere Name /
Burgmann / Diener oder Unterthan / die wir jetzt haben /
oder hernach gewinnen / die vorgenante Stätt / ihre Bürger oder
Diener angereissen hetten / oder angereissen ohne Gerichte / daß
sie dasselb solent widerreuen / eh dann man nach Anspruch und
Anworte ein Gerichte darumb verhöre / als vorgeschriben steht /
und solent das thun binnen vierzehn Tagen / ohne goverde.
Wanne sie auch also widerreuet haben / was sie dann zu spre-
che haben an die vorgenanten Stätt eine oder mehr / ihre Bür-
gere oder Diener / so soll man ihn Recht sprechen / nach Anspruch
und Widerrede in vierzehn Tagen ohne Verzuge und goverde.
Und widerreuet sie dann mit als vorgeschriben steht / so
sollen wir den Stätten wider sie bescholten sin / wann sie uns
darum emanent / ohne Verzuge und goverde. Aere auch / daß
wir die vorgenanten Stätte eine oder bede / unsere Bürger oder
Diener ich zu sprechen hetten oder gewinnen an die vorgenante
Herzogen / ihre Name / Burgmann / Diener oder Unterthan
ich / darum sollen wir nach Anspruch und Widerrede nennen / was
sinn uff der selben Herzogen Rath / die wir dann nennen sollen /
auff den Abt wissend / was Recht darumb ist / und dieselbe sinn /
die wir benne nennen / sollen sie solich halten ohne goverde. Es
were dann / ob derselben sinn / die wir gemenet hetten / einer
oder mehr ohngeschehen verlobt hetten / uff den Abt / Recht
zu sprechen / an daß oder der stalt sollen wir andere benennen / die
uns das Recht sprechen / die auch die vorgenanten Herzogen dar-
zu halten sollen / daß sie uns Recht sprechen / als vor und her-
nach geschriben steht / ohne alle goverde / doch also / ob unsere
Bürger oder Diener sie / ihre Name / Burgmann / Diener
oder Unterthan angereissen hetten / oder angereissen ohne Ge-
richt / das solent sie widerreuen in 14. Tagen / nach Anspruch
und Widerrede / eh dann man sein Gerichte darumb verhöre /
als davor geschriben steht / Wanne auch widerreuet wird / als
vorgeschriben steht / so soll man ihn Recht sprechen binnen 14.
Tagen / ohne goverde. Aere auch / daß sie mit widerreuet
als vorgeschriben steht / so sollen wir derselben Herzogen wider
sie bescholten sin / wann sie oder ihre Amptleute uns darum e-
manent / ohne allen Verzug und goverde. Auch ist beere / Obere
es / daß beien Gesellschaftt uffstehen wer / oder zu oder her-
nach in den vorgenanten Jarzahlen uffstehen / wie die genant
oder wer die werent / oder jeman anders / wer der weret / oder
sinnlichen oder fründlichen an unsern Eiden / Landen / Eiden /
Gütern / Herkschaften / Freyherten / Rechten / Gewonheiten oder
Zugehörigen / wie die genant werent / leibigen / schädigen / oder
irren wolte / in welchem Noth / das were / das sollen und wollen
wir alle / wenn das unter uns noch thut / getruemlich unser
jeglicher mit ganzer Macht / gleich sinen eigenen Landen / Eiden
oder Gütern helfen / entschulden / schirmen / verentwerten / und
werden wider allermainglich und einen jeglichen ohne alle goverde
/ Doch mit Behaltunge uns den vorgenanten Stätten Wormes
und Spire / in allen diesen vor- und nachgeschribenen Sulten
und Artzeln solcher Verbindnisse / als wir vor dier Verbind-
nisse mit unsern Eigensinnen von Wile und von Stetigkeit
verbunden sin / ohne alle erge ist und Geschel. Und auch /
daß wir dieselben unsere Eigensinne von Wile und von Stetig-
burg in dieß gegenwertige Verbindnisse in diesen nächsten Jahr /
anzugehen von diesem hitigen Tage / als dier Brief geben ist /
zu uns nehmen und empfangen mögen / ob sie darinn kommen
wollent und darnach nicht / es sy dann gemein Wile und Ver-
hengnisse der vorgenanten beden Herzogen und Stätte / Wormes
und Spire / ohn alle goverde. Und darzu haben wir die vorge-
nante 2. Stätte Wormes und Spire jegliche ihren Bischof und
Sinn uffgenommen / ohne goverde. Und wir Herzog Ruprecht
der Ältere vorgenant / han auch uffgenommen dieselbe 2. Bischof
zu Wormes und Spire / ohne goverde. Und nennen auch uff un-
sern Herrn und Oheim Herrn Eitelich / Erzbischof zu Wense /
und den Eiden Graf Eitelich von Bittenberg / ohne goverde.
So han wir Herzog Ruprecht der Jüngere vorgenant / uff-
genommen unsere Graf Eitelich von Bittenberg zu Eiden und in Eiden
und unsern Oheim Graf Eitelich von Bittenberg vorgenant /
ohn alle gefed. Doch were es / daß die vorgenante 2. Stätte
Wormes oder Spire mit ihren Bischofen trugende wüden / so
sollen wir Herzog Ruprecht der Jüngere ihn mit sechzig Glehen
wider sie / linder oder sammt / zu dem Krieg bescholten sin / wann
ne wir oder unsere Amptleute von ihn lide emanent werden / als
vorgeschriben steht / ohne alle gefed. Und in alle dier Ver-
bindnisse so haben wir die vorgenanten bede Herzogen Ruprecht
der Ältere / und Ruprecht der Jüngere / und wir die vorgenante
2. Stätte Wormes und Spire / fründlich uffgenommen den
Ältesten Erbschickten Herrn Herrn Eitelich / Röm. Raths /
zu allen Zeiten Mehrten des Raths / und auch das R. Röm. Raths.
In denselben unsern Herrn Raths Eitelich / und by dem R. Röm.
Raths wollen wir allzeit getruemlich verhalten / in aller Maß /
als unsere Eiden und Vorhaben das uf uns bracht haben / und
als wir herkommen sin / unde als wir billig sollen / und wollen
uns davon nieman lassen verurtheilt / dungen oder irren / mit de-
heinen Saden / ohne alle gefed. Wir glauben by guten Tumen
für

ANNO
1366.

ANNO
1366.

für uns/ unsre Erben und Nachkommen/ diese Verbündnüss mit allen/ vntzen/ Punkten und Artickeln/ als sie an diesem Brief/ unterschriben und begriben und/ flets/ genen und velt zu haben/ vertriblichen/ funder alle erge ist und Geschehe. Und das in wahren lreuer und Besunge haben wir die vorgenante ded. Vergeben unsr jeglicher sin groß Zusigel/ und wir die vorgenante also statts Bornes und Eyre jegliche ihre Stätt/ Jnuel an diesen Brief/ gehen. Der geben ward zu Germerseyen/ do man zehlt von Christi Geburt/ dufant/ byghum dars/ fchwig und sechs Jahre/ uff die nächste Wintwoche nach St. Petrus/ Tag/ den man nennet Vincula Petri.

XLVI.

23. Sept. *Conventiones inter PETRUM Regem Castellæ, CAROLUM Regem Navarræ, & EDUARDUM Principem Walliæ & Aquitanie; pro prestando sibi invicem mutuo auxilio. Dat. in Villa Liburnia prope Burdegalam die 23. Septembris. 1366. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 514.]*

PETRUS, Dei gratiâ, Rex Castellæ & Legionis, Carolus, eadem gratiâ, Rex Navarræ, Comes Ebroicensis, & Edwardus, Primogenitus Regis Angliæ, Principes Aquitanie & Walliæ.

Notum facimus universis, presentibus & futuris, quod,

Cùm Henricus Comes Traftamere, falso sibi nomen Regis Castellæ affumens, occupasset Regna, Terras, Loca, Civitates, & Castra, ad Nos, Regem Petrum, tanquam ad verum Regem Castellæ, pertinencia, & ea detinuit & detinet indebitè occupata, Notum Regem Petrum spoliando dictis Regnis, Terris, & Locis, contra Jus & Justitiam, indebitè & injustè.

Idcirco idem Rex Petrus rogavit ac etiam requisivit, tanquam Amicos & Parentes, Nos, Carolum Regem Navarræ, & Edwardum Principem, supradictos, ut contra illum Henricum, Occupatorem & violentum Detentorem, & contra suos Valitores, Auxiliatores, & Fauctores, procederemus per Guerram, unâ cum eodem, taliter quod ad occupata & illicitè detenta restitui valeat idem Rex Petrus, cùm per Nos melius & commodius, quàm per alios, promissa fieri possint & haberi.

Nos igitur, Petrus Rex Castellæ & Legionis, Carolus Rex Navarræ, & Edwardus Princeps Aquitanie, supradicti, convenientes in unum, in Civitate Baiocensi, ratione predictâ, Tractatum, Compositiones, Confederationes, Pacta, & Amicitias fecimus, formam, que sequitur, continentem;

IN DEI NOMINE AMEN.

Estos son los Artículos, de la Liga, ordenada, fecha, & firmada entre, les Seynores; Don Pedro Rey de Castiella, & Don Karlos Rey de Navarra, & Don Eduard Princep de Aquitania & de Gualles;

PRIMERAMENTE, que ellos seran buenos, leales, & verdaderos Amigos, & se ayudaran, bien & fielment, cada uno al otro, sin engano & sin color de algun engano, contra todos los que fueren, o qui fieren ser contra ellos, & contra cada uno d'ellos, & contra el Valedor o los Valedores, Captenedor o Captenedores, & Ayudador o Ayudadores, Favorable o Favorables, specialment en la Guerra, que entienden fazer en Espanna, contra el Conde Don Henrique, sobre la Entrada que ha fecho en la dicha Espanna, & Ciudades, & Villas, & Logares, & Senorios, que ha ocupado, de los Regnos & Senorios del dicho Rey Don Pedro, en qualquiera cosa, que sobre ello pue de acaecer a los dichos Senorios, o cada uno dellos; & non farian algunos, nin alguno dellos, con los sobredichos, nin con alguno d'ellos. Paz, Tregua, Confederaciou, Abstinencia ni Sobresfeymiento de Guerra, sin consentimiento del otro, o de los otros.

ITEM, por razon que el dicho Rey de Navarra ha de ayudar al dicho Rey Don Pedro, en la dicha Guerra, a cobrar las Tierras & Senorios, quel dicho Conde Don Henrique ha, & tiene ocupados, en los sus Regnos, el dicho Rey Don Pedro, en gualardon de la dicha aynda, que le ha de fazer, cognosce quele da, por pura & irrevocable Donation, que es llamada ente vivos, las Tierras de Guipuzcoa, con todos sus Puertos de Mar enterament: Et Vitoria, & toda Alana en

TOM. II. PART. I.

terament: Et Logroño & Navarre fitero: Et Guaduzen, con todos sus Terminos & Aldeas enterament: Et Calahorra & Alfaro con todos sus Terminos & Aldeas enterament: Et todo & Derecho, que ha, o puede aver, en los dichos Logares, Terminos, & Aldeas, traspasado en lo dicho Rey de Navarra perpetuamente, desvitiendo asi de los dichos Logares & del Derecho dellos, & vitiendo al dicho Rey de Navarra:

Et desta sobredicha Donation seran fechas Cartas, las mayores & mas fuertes que fazer fe podran. Et dara Cartas de Mandamiento a los Oficiales & Moradores ey los dichos Logares, que obedezcan & guarden, por Senor natural, al dicho Rey de Navarra, & a sus Successores; quitand los del Omenage & Naturaliza, que han a el: Et de Trenino con sus Aldeas, & de n'agera, haro, Briones, la Batida, & de todo lo, que el dicho Rey de Navarra dice que fue de Navarra antiguament, dexauo los dichos Reyes, al cognoscimento del dicho Princep; salvo Roia & Burueina.

ITEM, quanto a la Posseccion delos dichos Logares, el dicho Rey Don Pedro dara luego Posseccion Real al dicho Rey de Navarra, o a los que el mandare, de los Logares que por el estan do, sin escandalo lo pudiere fazer quelos, tangan oms del Rey de Navarra, con Jura & Homenage, secretament en su nombre, & publicament por el Rey Don Pedro;

Et esto meline de los Logares, que se cobraren o aquivieren pero, si publicament pudiere dar la Posseccion sin escandalo, que sea teindo de dar la luego que seran aqueridos & rendidos; & los otros Logares do fazer, non fe pudiere sin escandalo, seran teindos en nombre del Rey Don Pedro.

Et, quando el sera apoderado de Burgos, o antes, si antes pudiere, sin escandalo, sera teindo de dar la Posseccion de todos los dichos Logares al Rey de Navarra publicament, trayendo los Rebeldes a la obediencia del Rey de Navarra; Et esto mesmo prometera el Princep de fazer & complesier a costa & a mission del dicho Rey Don Pedro.

Pero por tract los Rebeldes a obediencia non sera dexada la principal Guerra del Rey Don Pedro, que es contra el Don Henrique & sus Valedores; & si, continuando le dicha Guerra, lo pudiere complier, el dicho Rey Don Pedro, que sea teindo de compir lo.

ITEM, el Princep & el Rey Don Pedro juraran & prometeran al Rey de Navarra Villas sobredichas, & de todos agllos que perteneron al Rey oppresos, o ocupados, por qualquier via o manera que seer puede, por ellos, o por sus Gentes, o Aliados, o Adherentes, o Ayudantes, que Lieugo, sin dilacion, las rendran & faran render realment & de fecho, al Rey de Navarra, o a sus Gentes, a esto ordinados, & en la Posseccion pacifica d'ellos, le ayndaran realment gardar & manz...

ITEM, si el Rey Don Pedro, en lo tiempo venidoro, faziâ Guerra al Rey de Navarra, o a sus Successores, en su Regno, o en las Tierras sobredichas, que aura de nuevo, el Princep sera teindo de ayudar al Rey de Navarra contra el dicho Rey Don Pedro, & sus Successores, non contrastando Alianças fechas entro los es de present renuncia en esta cosa el dicho Rey Don Pedro expressament, si en ello cayere.

ITEM si, pendient la dicha Guerra, algun Rey, Princep, o Senor, o otra Persona, de qualquier estado o condicion que sea, moviesse Guerra al dicho Rey de Navarra, en su Regno, o en qualquier de sus Senorios, doquier que sean, que los dichos Tres Senores luego caten & pongan Remedio en ello; & si non pudiesen en lo Remedio concordar, que esten & sinquen por el Remedio, que el dicho Senor Princep acordare, & cumplan lo que sobrello mandare, mas que la ordenanca de este Remedio sea puesta por el Princep, lo mas autens que seer podra bonamente, sin malicia & sin cangono.

ITEM, por sostener & mantener la Guerra sobredicha, que al Rey de Navarra mas peligrosa, costosa & danosa, que a algun otro, el Rey Don Pedro pagara al Rey de Navarra dozientas vezes mil Florines de Oro, delos quales a present tomara el Rey de Navarra veynte mil Florines, los quales ha de dar el dicho Princep: Et del remanent pagara el Rey Don Pedro, dentro a feys Meses primeros veindoros, la tercera parte, & la otra tercera dentro los otros feys Meses, & la otra tercera dentro los otros seis Meses, assi que toda la Summa sea pagada dentro

H a

ANNO
1366.

ANNO
1366.

en Ano & medio compido : & a esto se obligara el Rey Don Pedro por tal manera quel dicho Rey de Navarra sea bien seguro.

ITEM, camara luego el Rey de Navarra del dicho Princep, por los Gages de un mes de mil Omms a Cavallo, & mil Omms a Pie, treynta & seys mil Florines, & luego como el Princep & el Rey Don Pedro & el Rey de Navarra fueren en Logrono, o'en qualquier parte de su Senorio, por entrar en Castiella, o ocho dias despues al mas tardar, el Rey Don Pedro pagara al Rey de Navarra los Gages de mil Omms a Cavallo, & mil Omms a Pie por dos Meses adelantados, es a saber, por cada Omme a Cavallo treynta Florines cada mes, & por cada Omme a Pie siete Florines cada mes, & de adelante de dos meses en dos meses pagara el Rey Don Pedro al Rey de Navarra los Gages sobredichos adelantados, en la manera sobredicha, quanto la dicha Guerra durare; Et, a esto se obligara el dicho Rey Don Pedro, por tal manera que el dicho Rey de Navarra sea bien seguro; Et si los sobredichos Princep & Rey de Castiella non fueren y con sus proprias Personas, embiaren sus poderes, & el Rey de Navarra entrare con ellos, comme dicho es, aya sus Gages en la manera que sobredicha es.

ITEM, por seguridad de las cosas sobredichas, todas & cada una d'ellas, el Princep terna & guardara los Rehenes & otras Seguridades, que recibira, assi por el Rey de Navarra, como por su proprio fecho.

ITEM, jurara el dicho Rey Don Pedro & se obligara en buenas Cartas, & focas mas fuertes penas, que ser podra, de tener, guardar, & completer bien & lealment de fecho, sin malicia o malengano alguno, todas las cosas sobredichas, & cada una d'ellas, bien & enterament, & de nunca venir contra en todo, nin en perdita, por si, o por otro, en algun tiempo, publicamient nin occultament, directement o indirectement, o en algun otra manera.

Et el Rey de Navarra prometra & jurara que al dicho Rey Don Pedro ayudara por las razones sobredichas & otras muchas, contra el dicho Don Henrique, bien & lealment commo bueno Rey, Amigo, & Verdadero, mientras la dicha Guerra durare, a cobrar las Ciudades & Villas & Logares & Tierras & Senorios, quele sin o le fueren ocupados por el dicho Don Henrique, & sus Valedores, & Ayudadores, en los sus Regnos del dicho Rey Don Pedro.

ITEM, prometra & jurara el Princep al Rey de Navarra, que el fara tener, guardar, & complir de fecho, commo desuso dicho es, bien & lealment, al dicho Rey Don Pedro, todas & cadaunas cosas sobredichas, & todas otras, que por el dicho Rey Don Pedro seran prometidas al Rey de Navarra;

Et, en caso que el Rey Don Pedro el contrario fiziese, o fazez quiexiese, en todo o en partida, que el dicho Princep sera, coul dicho Rey de Navarra, contra el Rey Don Pedro, en todo & por todo.

Et esse mesmo prometra & jurara al Rey de Castiella, que sera tener & guardar & complir de fecho, commo desuso dicho es, bien & lealmente el dicho Rey de Navarra al dicho Rey de Castiella, todas & cada unas cosas sobredichas, & todas otras, que por el dicho Rey de Navarra seran prometidas al dicho Rey de Castiella;

Et en caso que el Rey de Navarra el contrario fiziese, o fazez quiexiese, que el dicho Princep sera coul dicho Rey de Castiella, contra el dicho Rey de Navarra, en todo & por todo:

Et para esto renunciaran & renuncian, desde agora, todos los tres Senores sobredichos, & cada uno d'ellos, en uno del consentimiento del otro, a todas Aliancas, fechas entre ellos, que pueden prejudicar, o contrariar, al execucion de todas las cosas sobredichas, o cada una d'ellas.

Et, por special, renuncia el dicho Rey Don Pedro, a todas Aliancas, que ha, o puede aver, coul Rey de Inglaterra, si lo sobredicho non guardare, quanto a este caso;

Et, sobre estas cosas todas, seran fechas buenas Cartas & Obligaciones, focas mayores Penas, que ser puedan, a la Camera del Papa, & en otras maneras, segunt al Princep bien visio sera.

ITEM, el Rey de Navarra dara al Rey Don Pedro de Castiella, & al Rey de Inglaterra, & al Princep de Aquitania, & a sus Gentes & Valedores & Ayudadores, que vanan a la dicha Guerra, passage por su Regno, luego que y llegaren, & les seran dar Viandas por sus Dineros, a su poder, sin embargo alguno en buena fe.

ITEM, todos los Presoneros, que los Senores, Princep & Rey de Navarra, o sus Gentes, tomaren, seran de a aquellos qui los auran tomados; & los Senores auran y tal paecho, como ellos an acostumbrado de aver en las Guerras de Francia; salvando los Traydores, judgados por el Rey Don Pedro, Tello & Don Sancho, sus Hermanos, & sus Mugerres, & sus Firos; los quales, o algunos del los, si presos fueren, seran dados al Rey Don Pedro, pagando el tal summa commo el Princep ordenara.

ITEM, cada uno de los Senores sobredichos aura la cognoscentia de sus Gentes, si mal fiziesen entre ellos; &, si mal fiziere con las Gentes de los otros Senores, los dichos sus Senores ordenaren cada uno un Comisario, los quales cognoscan del los.

Et, quia pluribus aliis Negotiis occupati, ad aliquorum Dubiorum declarationem, & ad subscripta Tradatum, Compositiones, Confederaciones, Pacta, & Amicitias, firmada personaliter intendere comode non potuimus, nostrum quilibet suos certos veros & legitimos Procuratores fecit & constituit, sub forma que sequitur,

IN NOMINE DOMINI AMEN.

Don Pedro, par la grace de Dieu, Roy de Castelle, de Lion, de Toledo, de Gallice, de Seville, de Cordone, de Murcie, de Jehanne, del Algarbe, de Algezire, de Viscaye, & de Molina, a touz ceuls, qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Savoir faisons que nous,

Contianz a plain du sens & de la loyale de, nos amez & foials Conseillers,

Don Frere Martin Lopez, Maistre de l'Ordre de la

Chevalerie d'Alcantara,

Mathews Ferrandiz, Chancellor de nostre Prive

Secl,

Alvar Sanchez,

Maistre Paule Gabriel,

Yceuls avons fait & establi, faisons & establissons, par ces Presentes, nos Procureurs generals, & Messages especiales,

Aus quels ensemble, ou aus deux de euls, Nous avons donne & donnons plain pouvoir, de delivre volunté, autorite & mandement especial de faire, traictier, & accorder Confederaciones, Aliances, & Amistiez, & toute autre maniere de Traidiez, & de Couvenances, que bon leur semblera, pour Nous, nos Royaumes, & Seignories, avec, Excellans & Puissans Princes, nos treschers & tresamez Cousins, le Roy de Navarre, & le Prince d'Aquitaine & Galles, & avec chascun de euls, conjointement, ou disvement,

Et de ycelles Traicties & Acordes affermer, & jurer, en nostre Ame, a tenir & accomplir toutes les choses qui seront contenues ou diz Traictie, Acort, & Aliances, & chascune d'icelles, bien, & loyalmment, & planierement, senz jamais venir encontre,

Et de obliger, pour Nous, & en Nom de nous, Nous, nos Royaumes, & nos autres Seignories, quel que part que elles soient, & touz noz Subgez d'iceuls, & touz nos autres Biens meubles, & de nos diz Subgez, a la Jurisdiction & Cohercion de nostre Saint Pere, le Pape, & de l'Auditeur de sa Chambre, & de chascun autre Juge d'Eglise, pour Nous en nostre Parsonne Excommenger, & mettre ces & entendre en nos diz Roiaumes & nos autres Seignories,

Et, ou cas que nous fussions deffailans es choses passees, promises, & acordes par nos diz Procureurs, ou deux de euls, ou aucuns d'icelles, a consentir & acorder a prendre merque sur Nous & touz nos Subgez, de quelque estat ou condition & quelque part qu'il soient.

Et de faire en outre toutes autres choses, que bons & leyauls Procureurs puen ou doivent faire, & que nous serions & faire pourrions se parsonnelment presens estions, suppose que elles requierent Mandement especial,

Et tout ce, que par nos Procureurs dessusdiz, ou les deux de euls, sera fait, traictie, acorde, afferme, & jure, aurons ferme & estable & agreable, & desmaintenant le approvons & ratifions,

Et les relevons touz, & deux d'iceuls, de toute charge de satisfaction, souz l'obligacion de tous nos biens, presens & a venir;

Et, en outre, aussi promettons loyalmment, en Parole de Roy, que les diz Traictiez, Aliances, & Confederaciones, & tout le contenu d'icelles, ratifierons, appro-

ANNO
1366.

ANNO 1366. approuverons, & confermerons, par Serement, & en autre maniere suffisamment, a toutesfoiz que par nos diz Cousins, ou l'un de euls, serons sur ce duement requis.

En tesmoignance de ce Nous avons fait faire cell present Instrumēt publicque, par les Notaires Publicques cy dessoubz escriptz, les quels nous avons sur ce priez & requis, pour ce que Nous n'avons nostre Grant Seel a present.

Acta fuerunt hæc in Villâ Liburniæ, prope Burdegalam (videlicet) penes Fratres Minores ipsius loci Liburniæ, in Camerâ dicti Domini Principis Aquitanie, Anno ab Incarnatione Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo sexto, die vicefima tertia Mensis Septembris, circa horam primam, Indictione quarta, & Pontificatus Sanctissimi Patris & Domini nostri, Urbani, Divina Providentiâ, Papæ quinti, Anno quarto;

Præsentibus,

Honorabili & Magnifico Viro, *Domino Johanne de Harrewell*, Archidiacono Balistichæ in Ecclesia Saresburiensi, Cancellario Aquitanie;
Nobilibus Viris, Domois,
Rogero Domino de Louara,
Petro de Caston, Domino de Gordonio,
Et Guisbardo Dangle,
Militibus;
Et pluribus aliis ad præmissa vocatis Testibus & rogatis.

Subscriptio Notariorum Publicorum ad hæc vocatorum.

Ego verò Guilielmus Decunarij, Clericus Engolismensis Diocesis, Apostolicâ auctoritate Publicus Notarius,

Cui constat de dictionibus superius (videlicet) in xiv. lineâ in rasura scriptis (videlicet) *a prendere Merque,*

Premiis omnibus & singulis, dùm per dictum Dominum Regem, ut præmittitur, fierent, unâ cum Publico Notario subscripto, & supradictis Testibus, præsens personaliter interfui, & ea sic, ut præmittitur, fieri vidi & audivi, præmissa manu propriâ scripsi, publicavi, & in hanc publicam redigendo formam, Signo meo solito consignavi requisitus, unâ cum subscripto Notario in testimonium præmissorum.

Et ego Johannes de Londoniis, Clericus Wintoniensis Diocesis, Publicus Apostolicâ auctoritate Notarius, quia præmissis omnibus & singulis, dùm per dictum Regem, ut præmittitur, fierent, unâ cum Notario Publico superscripto & Testibus prænotatis, præsens personaliter interfui, & ea sic, ut præmittitur, fieri vidi & audivi, de Mandato ac requisitione dicti Regis me hic subscripti, Signoque meo solito præsentem consignavi Literas, unâ cum superscripto Notario in fidem & testimonium præmissorum.

ITEM, Charles, par la grace de Dieu, Roy de Navarre, Conte d'Eureux, a tous ceuls, qui ces presentes Literes verront, Salut.

Savoir faisons que Nous, confians a plain du sens & de la loyauté de, nos amez & feauls, Conseillers,

Mestre Martin Henricquiz, Sire de la Carre, nostre Cousin & Alferiz de nostre Royaume,

Mestre Simon de Descourrey, Abbat de Falces,

Mestre Martin Michiel, Abbat de Sangosse la Vieille,

Et *Sanche Lopez Duriz,* nostre Huissier d'Armes,

Yceuls avons fait & establi, faisons & establissions, par ces presentes, nos Procureurs generaux, & Messages especiaux,

Aus quels ensemble, on aus deux de euls, Nous avons donne, & donnons plain pouvoir, de delivre volente, autorite, & Mandement especial de faire, traictier, & acorder Confederaciones, Aliances, & Amisties, & toute autre maniere de Traictiez & de Convenances, que bon leur semblera, pour Nous, nos Royaume, & Seignories, avec, Excellens & Puissans Princes, nos treschers & tresamez Cousins, le Roy de Castelle Don Pedro, & le Prince d'Aquitaine & de Gualtes, & avec chascun de euls, cojointement, ou divinement.

Et de ycelles Traicties & Acordes affermer, & jurer, en nostre Ame, a tenir & accomplir toutes les choses qui seront contenues ou dit Traictie, Acort, & Aliances, & chascune d'icelles, bien, loyalement, & planerement, senz jamais venir encontre,

Et de obliger, pour nous, & en nom de nous, Nous, nostre Royaume de Navarre, & nos autres Seignories, quelque part que elles soient, & touz nos Subgez d'iceuls, & de touz nos autres Biens meubles, & de tous nos diz Subgez, a la Jurisdiction & coercion, de nostre Saint Pere, le Pape, & de l'Auditeur de la Chambre, & de chascun autre Juge, pour nous en nostre Parsonne excommenier, & mettre ces & entredit en nostre dit Royaume & autres Seignuries,

Et, ou cas que nous feussions defaillans es choses passees, promesses, & acordes par nos diz Procureurs, ou deux de euls, ou aucune d'icelles, a consentir & acorder a prendre marque fur Nous, & tous nos Subgez, de quelque estat ou condition & quelque part qu'il soient,

Et de faire, en oultre, toutes autres choses, que bons & loyaux Procureurs peuent & doivent faire, & que nous serions & faire paurions se personellement presens estions, suppose que elles requierent Mandement especial,

Et tout ce, que par nos Procureurs dessus diz, ou les deux de euls, sera fait, traictie, acorde, afferme, & jure, aurons ferme, estable, & agreable, & desmaintenant le approuvons & ratifions,

Et les relevons touz, & deux de euls, de toute charge de satisfaction, soubz l'obligacion de tous nos Biens, presens & a venir;

Et, en oultre, aussi promettons loyaulment, & en Parole de Roy, que les diz Traictiez, Aliances, & Confederaciones, & tout le contenu d'icelles, ratifions, approuverons, & confermerons par Serement, & en autre maniere suffisamment, a toutes les foiz que par nos diz Cousins, ou l'un d'euls, serons sur ce duement requis,

En tesmoign de ce Nous avons fait metre nostre Seel a ces presentes.

Donne a Bastelle le v. jour de Septembre, l'An de grace Mil, CCC. sexante & sex.

Et est istud Procuratorum sic signatum, Por le Roy en son Conseil,

P. GODEILLE.

Dupl.

ITEM, Edward, ainsne Filz du Roy d'Angleterre, Prince d'Aquitaine & de Gualtes, Duc de Carnoille, & Conte Cestres, a touz ceuls, qui cestes presentes Lettres verront, Salut.

Savoir faisons que nous, confians a plain du sens & de la loyauté de, nos amez & feauls, nostre treschere Cousin,

Le Conte d'Armanbac,

Sire Arnaut Amanyon Sire de Lebrer,

Sire Johan Chandos, Visconte de Saint Saviour, Connestable d'Aquitaine,

Et *Sire Thomas de Felton,* Senescalle de Aquitaine,

Yceuls avons fait & estable, faisons & establissions, par ces presentes Lettres, Nos Procureurs generaux, & Messages especiaux,

Aus quels ensemble, on aus deux de euls, nous avons donne, & donnons plain pouvoir, de delivre volente, autorite, & Mandement especial de faire, traictier, & acorder Confederaciones, Aliances, & Amisties, & toute autre maniere de Traictiez & de Convenances, que bon leur semblera, pour nous, nos Principautes & autres Seignuries, avec, Excellens & Puissans Princes, nos treschers & tresamez Cousins, le Roy de Castelle Don Pedro, & le Roy de Navarre, & au chascun d'euls, conjointement, & divinement.

Et de ycelles Traicties & Acordes affermer, & jurer, en nostre Ame, a tenir & accomplir toutes les choses qui seront contenues ou dit Traictie, Acort, & Aliances, & chascune d'icelles, bien, & loyalement, & plainement, senz jamais venir encontre,

Et de obliger, pour Nous, & en nom de nous, Nous, nos Principautes, & nos autres Seignories, quelque part que elles soient, & touz nos Subgez d'iceuls, & touz nos autres Biens meubles, & de noz diz Subgez, a la Jurisdiction & coercion de nostre Saint Pere, le Pape, & de l'Auditeur de la Chambre, & de

Fi 3

chas-

ANNO
1366.

chascun autre Juge d'Eglise, pour nous en nostre Par-
sonne excomenger, & mettre ces & entredit en nos
diz Principautez & nos autres Seignories,

Et, ou cas que nos fuissions defaillans es choses pas-
sees, promises, & acordes par nos diz Procureurs, ou
deux de euls, ou aucun d'iceles, a consentir & acor-
der a prendre marque sur Nous, & touz nos Subgez,
de quelque estat ou condicion & quelque part qu'il
soient,

Et de faire, en oultre, toutes autres choses que bons
& loyaux Procureurs pouent & doivent faire, & que
Nous ferions & faire pourrions se parsonnement pre-
sens estions, suppose que elles requierent Mandement
especial,

Et tout ce, que par nos Procureurs deffus diz, ou
les deux de euls, sera fait, traicte, & acorde, affer-
me, & jure, aurons ferme, estable, & agreable, &
desmaintenant le approuvons & ratifions,

Et les relevons touz, & deux d'iceuls, de toute char-
ge de satisfaction, soubz l'obligacion de touz noz Biens,
presens & a venir,

Et, en oultre, aussi promettons loyalement, en Pa-
role de Prince & Fil du Roy, que les diz Traictez,
Alliances, & Confederaciones, & tout le contenu d'i-
celles, ratifions, approuvons, & confermerons par
Serement, & en autre maniere souffisamment, a toutes-
foiz que par nos diz Cousins, ou l'un de euls, serons
sur ce deument requis.

En tesmoign de ce Nous avons fait metre nostre
Grant Seel a ces presentes.

Donne a Liborne le xxiii jour de Septembre, l'An
Mil, CCC. sexante fex.

*Quod quidem Procuratorium sic est signatum. Visa.
CANT. Par le Prince en son Conseil.*

Desmier.

*Et Dominus Frater Martinus Lupi, Magister Ordinis
Militie de Alcantara,
Mathews Ferdinandi, Cancellarius nostri Regis Cas-
tellæ Privati Sigilli,*

*Alvar. Sancii, Juxta Curie nostræ,
Et Magister Paulus Gabrielis,
Procuratores nostri Petri Regis Castellæ,
Primò,*

*Dominus Martinus Henrici, Dominus de la Carra,
Confranguineus noster, & Vexillarius Regni nostri
Caroli Regis Navarra,*

*Magister Simon de Escorciaco, Rector de Fal-
cibus,*

*Magister Martinus Michaelis, Rector de Sarigossa
Veteri,*

*Et Sancius Lupi de Uriceo, Hostiarius Armorum,
Procuratores nostri Caroli Regis Navarra,
Secundò,*

*Et, Confranguineus nostri Edwardi Principis Aquita-
niæ, Comes Armaniaci,*

*Dominus Arnoldus Annaseni Dominus de Lebreto,
Dominus Johannes Chandos, Vicecomes Sancti Salva-
toris, Conestabularius Aquitanie,*

*Et Dominus Thomas de Felton, Senescallus Aquita-
niæ,*

*Procuratores nostri Edwardi Principis Aquitanie,
Subsequenter,*

Jurârunt, super Sancta Dei Euvangelia & Cruce,
corporaliter per eosdem manibus tacta, & sub Jura-
mento, per eosdem præstito, promiserunt, pro nobis,
& in animas nostras, quod quilibet nostrum faceret,
compleret, & teneret omnia & singula, in Articulis
suprascriptis, prout ad Nos & quemlibet nostrum per-
tinet, contenta, integrè, fideliter, & sine fraude, sub
Pœnis & obligationibus, in dictis Procuratoriis con-
tentis, de quibus, si necesse fuit, fiant Literæ ad Par-
tem, taliter quod contra illum, vel illos, qui venerit,
vel venerint, contra prædictum Tractatum, Confæde-
rationes, Pacta, & Amicitias, valeat procedi firmiter,
& Excommunicationi mandari.

Firmatus & juratus fuit Tractatus suprascriptus, &
omnia & singula, in eo contenta, per supernominatos
Procuratores, ut dictum est, in Domo Fratrum Mino-
rum Villæ Liburnie, Diocese Burdegalensi, vicesimo
tercio die Septembris, Anno Domini millesimo, tres-
centesimo, sexagesimo sexto, in quorum omnium Tes-
timonium, Sigillorum nostrorum præfentes Literas fa-
cimur robore communi.

*Sub Sigillo Plumbeo, cui Arma Castellæ impressa, pen-
dente a filis flavi purpureique Colorum.* ANNO
1366.

XLVII.

*Donationes Terrarum quarundam, à Petro Rege 23. Sept.
Castellæ, Eduardo Principi Wallie & A-
quitaniæ pro præstito auxilio factæ. Datum apud
Liborniam die 23. Septembris 1366. [Rymer,
Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag.
521.]*

Petrus, Dei gratiâ, Rex Castellæ & Legionis, om-
nibus, præsentibus pariter & futuris, ad quos præ-
fentes Literæ pervenerint, Salutem, & fidem plenariam
præsentibus adhibere.

Cum, ex Confederationibus & Alligantiis Regum
& Magnorum Principum, quieti Reipublicæ providè
consulatur, & in magnum Justitiæ & Pacis obsequium,
scandalosis occurratur periculis, quæ, Regnorum &
Gentium turbatione subortæ, seminant Inimico, Patre
Discordie, possent pro tempore suboriri, Homines in-
super & Vassalli, eorum Ditioni subiecti, in tranquilli-
tate permanent, plenèque gaudeant securitate, sic
quod nunquam aliquid possint subire discrimen, virtus
namque unita fortior est seipsa dispersa.

Ad quod, inclitæ recordationis, quondam Reges
Angliæ & Castellæ salubriter advertentes, seipsos invi-
cem, ac Domos Regias Regnorum ipsorum, eorumque
Hæredes & Successores, Matrimoniali & indissolu-
bili Conventionis ac Pacis hæcenus vinculo alliga-
runt,

Nosque etiam, ipsorum Prædecessorum nostrorum
vestigiis inhærentes, Confederaciones & Alligantias
easdem renovantes cum Dominis, Edwardo Rege An-
gliæ Illustri, ac Edwardo Principe Aquitanie & Walliæ,
ejus Primogenito, consanguineis nostris, dudum
inherimus,

Et, propter Inimicorum nostrorum hostiles, duros,
& graves, contra nos noviter exhortos, Incurfus, vene-
nerimus & recursum habuerimus ad dictum Dominum
Edwardum Principem Aquitanie & Walliæ, consan-
guineum nostrum, tanquam ad Portum tutissimum &
Refugium opportunum, necessitatis tempore nobis a Deo
paratum, pro petendo & habendo ab eodem consilium,
auxilium, & favorem contra Henricum, olim Comitem
de Tristemare, qui, sibi sacro nomen Regis assumens,
invasit & occupavit Regna nostra, Civitates, Villas, Lo-
ca, & Castra, & ea indebitè desinet occupata (& quibus
sumus per eundem Henricum contra Jus & Justitiam
expoliati) nec non contra suos Complices, Valiores,
Sustentatores, Auxiliarios, Consiliarios, & Fautores,

Et ipse Princeps, cum propter vinculum sanguinis,
quo Illustrissimo Regi Angliæ, Progenitori suo, & ei-
dem Principi attinemus, & ipsi nobis, tam etiam propter
dictarum Confederationum & Alligantiarum vincu-
lum, quinyndò sui benignè liberalitate & gratiâ, ad
Nos nobilibus mentis sue oculos direxerit, & nostræ
compatiens desolationi, benivolo affectu Nos fuerit
profecturus,

Nobis insuper obtulerit & promiserit auxilium suæ
proprie Personæ & suarum Gentium.

Et jam, realiter & de facto, seipsum in Persona pro-
pria & Gentes suas exposuerit ad recuperandum præ-
dicta, quibus sumus expoliati,

Nos,
Præmissorum intuitu & consideratione, in recompen-
sationem aliqualem, quæ, si ad condignum non suffi-
ciat, saltem in parte accipiat,

Damus & concedimus, de nostrâ certâ scien-
tiâ, & especiali Dono, ac Regiâ Donatione & Potesta-
te, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris,
dicto Domino Edwardo, Illustrissimi Regis Angliæ
Primogenito, Principi Aquitanie & Walliæ, Consan-
guineo nostro antedicto, pro se, Hæredibus, & Suc-
cessoribus suis, ac ORDINO,

Castrum & Locum de Vermeo, Loca de Vilbau, de
la Queyte,

Totam Terram, Patriam, & Dominium de Castro
de Ordialibus, cum omnibus suis Perinentiis perini-
tegrè,

Necnon Terras, Villas, & Loca, cum omnibus
eorum Dominis & Perinentiis universis, quæ sunt in-
ter Patriam & Loca de Biscaye, & de Castro de Ordia-
libus (videlicet) dictas Terras & Loca intermedia,
prout se extendunt, in longitudine, a fine dictæ Patriæ
& Lo-

ANNO 1366. & Locorum de Biscaye, versus & usque introitum Terræ & Patriæ Castri de Ordialibus, & unam Leucam in Latitudine, & durante dictâ Longitudine, incipit Latitudo dictæ Leucæ a Mari continuando sursum versus Terram.

Necnon omnia alia Castra, Villas, Loca, Aldeyas, Fortalicia, Nemora, Prata, Molendina, Aquas, Riparias, Servitutes, Prestationes, Pascua, Virguta, Terras cultas & non cultas, & omnes Res alias & Bona que sunt infra Terram Patriæ & Domini de Biscaye & Ville Castri & Domini de Castro de Ordialibus, Villarum, Locorum, & Domini Terræ & Patriæ intermedia, prout in Longitudine & Latitudine superius est expressum, cum omnibus suis Redditibus, Exitibus, Censibus, Ageris, Proventibus, Hominibus Quæstabilibus & Affeatis, & omnibus aliis Deveris, quæcumque sint, quocumque nomine censeantur, & in quibuscumque rebus consistant, & cum ipsorum Sporlis, Landumino, mero ac mixto imperio, alta media & bassa Jurisdictione,

Ad HABENDUM & TENENDUM PERPETUO per dictum Principem, Hæredes, & Successores suos, id quod de omnibus & singulis præmissis Nos Rex Petrus tenemus vel tenere debemus, in DOMANIO QUOD IN DOMANIO, ET IN SUPERIORITATE QUOD IN SUPERIORITATE.

Et ad dandum cui voluerit, in toto vel in parte, cum omnimoda Domini Nobilitate & Superioritate, adeo liberè & nobiliter sicut nos unquam habuimus vel tenuimus, aut tenere debuimus, & aut aliqui Genitorum nostrorum habuerunt, vel tenuerunt, aut tenere debuerunt.

Et absque aliquo Restorto, Superioritate, Recognitione, aut alio Deverio, vel Homagio, indè nobis faciendo, aut Successoribus nostris Regibus Castellæ, aut alicui alteri Personæ pro tempore futuro,

De quibus omnibus & singulis Bonis & Rebus præmissis, per Nos dicto Principi donatis & concessis, Nos Rex Petrus ponimus eandem Principem, per præsentem, & traditionem præsentium, in veram, realem, & corporalem, naturalem, & civilem Possessionem & Sayzinam, ipsamque Dominium Principem dictorum Bonorum & Rerum, Superioritatis, ac Restorti, verum Possessorem & Proprietarium consituimus Rei sue.

Dictaque Res & Bona, Superioritatem & Restortum, si quid de ipsis tenemus vel possidemus, ea præcario nomine, ac vice & loco ipsius Domini Principis, tenemus & possidemus, ac tenere & possidere recognoscimus, nihil ex hoc Juris, Possessionis, aut Proprietatis Nobis, Hæredibus, aut Successoribus nostris rentinentes.

Et præmissas Donationes fecimus, ac nos fecisse recognoscimus, & fatemur, pro utilitate & honore Coronæ Regnorum nostrorum Castellæ & Legionis, & ex causis superius declaratis; mandantes, tenore præsentium, omnibus Hominibus, Subditis & Vassallis dictorum omnium & singulorum Locorum, Patriæ, Terrarum & Domini, quod dicto Principi, tantum eorum vero Domino, obediant & intendant, ac eidem solvant omnia Deveria, faciant Homagia, & præsent Fidelitatis Sacramenta, quæ ipsi & Prædecessores sui Nobis & Prædecessoribus nostris, Dominis dictorum Locorum, Domini, Terrarum, & Patriæ, sunt solvere & præstare consuevit, & quæ facere, solvere, & præstare tenentur.

Nos eosdem Homines & Vassallos quitamus & absolvimus, & quemlibet eorum, ab omni Homagio & Fidelitatis Sacramento, & ab omni alio Deverio, Superioritate, & Restorto, in quibus Nobis, Prædecessoribus, Hæredibus, aut Successoribus nostris teneantur, & essent aliquoties affecti, seu etiam obligati, dicto, ut dictum est, obediendo Principi, ipsumque, ut suum Dominum, recognoscendo.

Et juramus, ad Sancta Dei Evangelia, a nobis corporaliter manu tacta, & in verbo promittimus Regio, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, dictam Donationem firmiter tenere & inviolabiliter observare, nec contravenire, in toto vel in parte, ratione Ingratitudinis, immensæ Donationis, Læsonis levis vel enormis, aut quod dicta Bona essent, in toto vel in parte, Coronæ dictorum Regnorum adeo annexa, quod ea conferri vel donari non possent, in toto vel in parte, vel alia quacunque ratione, causâ, vel occasione, propter quam Donatio de Jure vel Consuetudine possit aut valeat, in toto vel in parte, revocari vel etiam retractari; quos Casus omnes & singulos, in Jure expressos, pro enumeratis hic haberi volumus & expressis.

Et quod omnia & singula præmissa tenebimus & inviolabiliter observabimus, sine infractione quacumque, sub virtute, per nos, prædicti Sacramenti,

Quodd, si contigerit nos venire contra præmissa, aut aliquid præmissorum (quod ablit) in toto vel in parte, haberi volumus pro Perjuro & Infami,

Ita quod omni Nobis audientia denegetur, & quod dictus Princeps, omnibus viis & modis, quibus sibi placuerit, contra Nos, Hæredes, & Successores nostros, Regna nostra, ac Terras, & omnes nostros Subiectos, cujuscumque status seu conditionis existant, & omnia Bona nostra, mobilia & immobilia, præsentia & futura, quæcumque, sub quocunque nomine censeantur;

Et, pro præmissis omnibus & singulis tenendis, adimplendis, & firmiter observandis, Nos, dictus Rex Petrus, obligamus dicto Principi, & suis Hæredibus, & Successoribus, Nos, Hæredes, & Successores nostros, Regna nostra, ac Terras, & omnes nostros Subiectos, cujuscumque status seu conditionis existant, & omnia Bona nostra, mobilia & immobilia, præsentia & futura, quæcumque, sub quocunque nomine censeantur;

Submittentes Nos, Regna nostra, ac Terras, & omnes nostros Subiectos, super præmissis omnibus & quolibet ipsorum, Cohercioni, Compulsioni, & Jurisdictioni, Sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri, Domini Urbani, Divinæ Providentiæ, Papæ Quinti, Successorum suorum, Summorum Pontificum, & ipsius Sacri Collegii Dominorum Cardinalium, necnon Camerarii, Auditoris, & Subauditoris Cameræ dicti Domini nostri Papæ, & Sanctæ Sedis Apostolicæ;

Supplices Nosque, Rex Petrus, eisdem, quod, si contigerit Nos, Hæredes, aut Successores nostros, facere vel venire contra præmissa, per Nos, ut præmittitur, Juramento vallata, in toto vel in parte, quod iidem, nobis non vocatis nec auditis, ferant Excommunicationis Sententias in personam & Interdicti in Regna, & alias compescant per Censuras Ecclesiasticas Nos, Hæredes, & Successores nostros ad prædictas Sententias & Ecclesiasticas Censuras, quantum poterint, aggravando.

Et, in Testimonium omnium & singulorum præmissorum, & ad majorem ipsorum roboris firmitatem, Signillum nostrum, quo utimur in talibus, præsentibus independenti in Plumbo & Filo Serici viridisque coloris duximus apponendum,

Volentes, & consentientes, ac etiam requirentes Vos, Magistrum Johannem de London, Publicum Notarium, quatinus, ad perpetuam omnium & singulorum memoriam, vos, cum præsentibus Testibus, subscribatis, præsentisque Literas Signo vestro solito consignetis.

Datum apud Liborniam, Diocèse Burdegalenf, die vicesima tertia Mensis Septembris, Anno Domini millesimo, tricesimo, sexagesimo sexto,

Præsentibus,

Præclarissimo Consanguineo nostro,
Domino Johanne, Duce Lancastrie, Illustris Regis
Angliæ Filio, ac Fratre dicti Principis:
Reverendis in Christo Patribus,
Domino Helia, Archiepiscopo Burdegalenf,
Domino Bernardo, Episcopo Cantuarienf,
Johanne, Electo Bathoniensf & Wellensf,
Johanne Chaundos Conflabulario,
Thoma de Felton Senescallo,
Aquitaniæ,
Nigello de Loereyn Camerario dicti Principis,
Balduino de Frevilla, Senescallo Xanctonenf,
Et aliis Testibus ad præmissa.

Yo EL REX.

Et ego Johannes de London, Clericus, Wintoniensis Diocesis, Publicus auctoritate Apostolica Notarius, undecima die Mensis Februarii, Anno Domini supradicto, Indictionis quinta, Pontificatus, Sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri, Urbani, Divinæ providentiæ, Papæ quinti, Anno quinto, in Castro Civitatis Bayonæ, in Capella ejusdem Castri, unâ cum Testibus infrascriptis, sui præsentis quando dictus Dominus Petrus præmissa omnia & singula innovavit, confirmavit, & Juramento suo vallavit, tangendo, propriis manibus suis, sancta Dei Evangelia, quando ipsi propria manu se subscripsit, meque requisivit & mandavit, ut præsentibus Literis me subscriberem, & Signum meum apponerem consuevit.

Testes, qui fuerint præsentibus ad ista unâ mecum,

ANNO 1366.

ANNO
1366.

Dominus Frater Martinus Lupi,
Magister Militie Domus de Alcantara, Ordinis
Cisterciensis,
Rogerus Dominus de la Ware,
Gomerius Gassio de Rojas,
Miles,
Galfridus Fernand de Villodry,
Vexillarius Major Domini Sancii, Filii dicti Domini
Regis,
Matheus Fyrmadi,
Cancellarius Sigilli Secreti dicti Domini Regis,
Magister Paulus Gabriels,
Civis Ispalensis,
Johannes Gutterii,
Decanus Ecclesie Segobienfis,
Es Magister Robertus Fregandi,
Notarius Domini mei Principis Aquitanie & Wallie
supradicti.

XLVIII.

26. Sept. Vertrag zwischen Erzbischof Albert zu Bremen und dem Nach wie auch den Bürgern alda; wodurch alle zwischen denselben bisher sich erhaltene Forderungen und Freiheitsrechten beigelegt werden. Gesehen im Jahr 1366. an dem abend St. Cosmae und Damiani. [LUNIG, Teutisch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf. V. p. 447.]

C'est-à-dire,

Accord entre ALBERT Archevêque de Brême, & le Magistrat de la Ville de Brême sur leurs anciens Différends. La Vigile de St. Côme & St. Damien 1366.

Wisset hi all den ghenen die desen Brieft lesen ho-
ren: dat wy Albert van der Gnade Godes Erke-Bischof
der hilghen Kercken tho Bremen/ na rade und wilhoft unses
leuen Vaders Hertogen Wilhelm und Juncteren Iodowig
unses Vaders/ Hertogen tho Amelborch. Uns ghan-
liche verpichtet unde vuntlichen voreret habbet/ vuntliche alle-
sele fiele unde timacht de hi wesen heist/ bette an desen Dagh
zwischen uns unde unsre Helpe/ wye eine zit/ unde zwischen
de Raemman unde Borge van Bremen/ Greven Kerstene van
Juncteren Kerstene van Amelborch/ Greven Kerstene van
Delmenhorst/ unde alle ere Helpe wye de anderen zit/ in deser
Wise. Tho den ersten wache fiele wy den Raemman unde
den Borge van Bremen weder antwoerden ane Borch dat
Schloth tho Stoltz/ unde ere Helpe des Edlores tho
Hedeburg/ mit der Borge/ unde der halben Molen/ mit
allene Rechte und mit allen Edlosheden/ also se Gotte unde
Edelkintzen hebben/ en en Bremen affgewonnen wart. Dat
fiele wy de Borge van Bremen weder imwehen/ in all ere
ghud/ dat hi Erke-gud/ lehnad oder Bededichat/ dat wy
offte unsre Helpe se wye wehret hebet/ unde fiele se dar
freichsten an heissen laten/ also se wye beseten/ unbedoren.
Wet mehr fiele wy den Raemman/ weder antwoerden/ unde
weder antwoerden laten/ alle de breve de wy offte de unsre/ en
der unsre Helpe/ en und een Borge affgedebinghet/ af-
ghebrungen/ offte nohen hebet/ van den Dage dat wy en
Bremen affgewonnen/ se hin twelvet oder envelt/ se spreken
woutp se spreken/ se luden wo se luden/ de fiele wy en alto-
male weder antwoerden/ ane Borch. Dat fiele wy en geven
unsre opzeken beschietel/ wye dat na dessene Dage an-
ders hant Brieft vorendacht wude/ de dene Kasse offte den
Borge van Bremen affgedebinghet offte nohen wye na
der hyte offte in der tyt/ dat en Bremen affgewonnen wach/
de schall dat unde machlos wesen/ of fiele de Raemman
unde Borge van Bremen/ van uns unde van den unsen/
unde van unsen Helpe/ lehdit unde los wesen/ alt der Ede-
losses unde Breve/ de en in dessem Deloghe affgedebinghet off-
te affgedebinghet hin/ Dat fiele alle Bangehen/ de nach in
den Stoden hin/ lehdit unde los wesen in me Jyt/ unde wach
den Borge van Bremen hantelken affgewonnen ist/ in
dessem Deloghe/ unde nach nicht utghekommen ist/ des fiele
se lehdit unde los wesen. Vortmer fiele wy de Raemman/
Borge unde Stadt van Bremen lassen/ by alle een-
elken Rechte/ Dreytel/ Breve/ Borch und Beden/ dat se hi wese
hebet by unsre Borcharen ruden/ unde fiele en alle unsre
Breve imme beschietel/ imd unsen groten Seghele/ de wy en
vor besegelt hebet/ eer wy tho Erkebischope wyher wurden/ Dat
hebet wy bedegebinget in deser Eone/ unsen Domtroest
Sepynste unde Haren Alverste den Elwer Domherm/ offte se
darinne wesen wille. Billeet se ave niet/ so en fiele wy offte
de unsre/ en unde een Helpe/ mit mehr tho helpe wer-
den/ gelinde offte werlich. Vortmer hebet wy unde unsre Hel-
pe/ offte hebet de Borge van Bremen/ unde ere Helpe/

den landreide verghen ane broten/ dat schall gunt wesen/ mer
we na dessene Dage den landreide mer bracht/ dene schall
men volgen na des landreides Rechte. Vortmer schall Greve
Gude van Amelborch/ verghen besitten sine ghehandt/ in
deme ghude tho Middelt Hamelwiden/ dat eine bedeghe-
dinget ward/ do wy uns sonden mit Harn Mauritio unsen
Domdeane/ wam aver Greve Gude doet ist/ so schall dat Ghud
unseme Stadte behget los wesen. Dat schall Greve Kerstene van
Delmenhorst und sine Erven/ fridlichen besitten unde bruten/
des Ghudes in deme lecherlande/ also se dat beseten heist/ eer
unser tydt/ also lange wende eine dat ghud affgelost werde/ na
unde siner Breve. Vortmer so en schall desse gegenwartige Brieft
tho neuerliche schaden offte hinne kommen/ den Breven/ de de
Greven van der Dopen/ van Amelborch/ van Delmenhorst/
van Brochusen/ unde de Raemman van Bremen/ unde alle beset-
schelt hebben. Al desen vorendene Stude hebet wy vort-
schrewe Bischof Albert/ lovet an ruden/ den vorendene
den Raemman unde Borge van Bremen/ Greven Kerstene
van Amelborch/ Kerstene van Amelborch/ Greven Kerstene
van Delmenhorst/ unde alle ere Helpe/ de in dessem Dyr-
loge begrepen sind/ rindochten tho holdende/ vast und un-
broten/ und tho ene orenbaken beridmisse/ so ist unsre grote
Inghetigelt/ mit unsen Willen unde Borchup/ hangen tho
desen Breve. Unde wy Hertoge/ Willhelm/ Junghere Iode-
wig/ Hertogen tho Amelborch vorgenoemt/ Harn Harnich
Pravet tho eine/ Harn Seghele van den Borge/ Harn Harnich
van Amelborch/ Harn Kerstene van Amelborch/ Harn
Dre van Harn Kerstene/ Harn Kerstene van Bremen/ unde Thierich
van Harn/ Knapen/ tho einer groten beridmisse all deser
vorendene stude/ dat de allst gebandelt und ghebede-
get sind/ so hebet wy offte unsre Inghetighele hangen tho beseten
Breve. De so geben unde bedeginget ist/ na Gades Borch/
dreyndert Jahr/ in deme seff unde seffghen Jare/ in
den hilghen avende Sante Cosmae unde Damiani/ der hilghen
Martelere.

ANNO
1366.

XLIX.

Erz-Bischofs Alberti zu Bremen Bericht-Brief über 26. Sept.
alle ihne wieder die Stadt Bremen zusehende Forde-
rungen. Gegeben im Jahr 1366. am Heiligen St.
Cosmae und Damiani abend. [LUNIG, Teutisch.
Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abf.
V. pag. 446.]

C'est-à-dire,

Renonciation d'ALBERT Archevêque de Brême à
toutes les prétentions qu'il avoit sur la Ville de
Brême. La Vigile de St. Côme & St. Damien.
1366.

Wisset hi all den ghenen die desen Brieft lesen ho-
ren: dat wy Albert van der Gnade Godes Erke-Bischof der hil-
ghen Kercken tho Bremen/ Besetmet unde beridichtt egen-
bake in desen Breve/ dat wy dem Kere und den Mene Borge-
heren tho Bremen/ weder antwoerden hebet/ alle de Breve unde
Handverdringe/ de wy unde de unsre/ unde unsre Helpe en
affgedebinghet hebben/ do wy en Bremen affgewonnen haben.
Wye aver/ des wy nicht en hopen/ dat anders penighere
leye Brieft/ na deser tho vorendacht wude/ den wy offte
de unsre unde unsre Helpe/ en offte een Borgeheren/ in
der tyt offte na te tyt/ do wy Bremen en affgewon-
nen hehen/ affgedebinghet offte nohen hebben/ den en
fiele en nider mehr/ tho unperlele schaden. offte hinder
tomen/ unde schall se so dar nicht mehr manen. Warden se
of dat mede manet/ so fiele wy en des so beseten wesen/
na all unser macht. Tho eine vorendaken beridmisse so ist unsre
grote Inghetigelt/ mit unsre wirtshup unde Bulhor/ gebangen
an desen Brieft/ de se geven ist na Gades Borch/ byndt Jahr/
dreyndert Jahr/ unde in deme seff unde seffghen Jare/ in
deme hilghen avende Sante Cosmae unde Damiani/ der hilghen
Martelere.

L.

Vertrag Erz-Bischofs Alberti und des Capituls zu 16. Oct.
Bremen/ mit dem Nach und der Stadt alda/ von
wegen des halben Edloflosses zu Stottle/ beschien zu
Winsen am tag St. Galli & Lull anno 1366.
[LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part.
Special. Continuat. II. Abf. V. pag. 447.]

C'est-à-dire,

Accord entre ALBERT Archevêque de Brême avec
son Chapitre d'une part & la Ville de Brême
d'autre

ANNO
1366.

d'autre part, touchant la moitié de la Forteresse de Stotie. A Wusfen le jour de St. Gall & Lulle 1366.

Wilhelm Albert van der Gade Godes / Erke-Bischof der hilsigen Kerken tho Bremen / Beseinen unde beizigen opendake an besten Breve / dat wy uns gheslendet hebben / myd benne Kade unde der Stad van Bremen aldus / dat de Defen unde dat Capitul der hilsigen Kerken tho Bremen / schalt unde scholen anwenden benne Kade unde der Stad tho Bremen / dat halve Schot tho Stotie / also also se dare hebben myd alseme Nochte / mer ofte Se des nicht en deden / So scholen wy en dat Schot tho Stotie helpen wedder winnen / myd aller unser Macht. Unde wat se darvor vortreeden eider vortosscheden / offre yunigerleze schaden welckerleze wyse se en neyemen / dat scholen se recken uppe des Capitels helste / unde scholen dat Schot tho Stotie so lange holden / bet se dat Gelt hebben van erer helste / unde of dat gelt van des Capitels helste / unde des scholen Wy Albert van der Gade Godes / Erke-Bischof der hilsigen Kerken tho Bremen / en sinnen openen Brev gaven dat Se an bendicht sin. Dit tho holden / des hebbe wy uns gante Singhegell gheganen an besten Brev. Datum Wusfen anno Domini M. CCC. LX. sexto, in Galli & Lulle.

L I.

1367.
27. Mai.

Traité d'Alliance entre EDOUARD III. Roi d'Angleterre & LOUIS Comte de Flandres &c. Donné la veille du jour de l'Ascension, 1367. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 560.]

Nous Edward, par la grace de Dieu, Rois d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & d'Aquitaine, faisons savoir a tous que,

Pur accroître & nourrir Paix, Amisté, & Concorde, entre Nous & nos Subgitz, & Noble & Puissant Sires, Loys Contes de Flandres, Duc de Brabant, Contes de Nevers & Rechin, & Sires de Malyns,

Et pour profit evident de Nous & de nos ditz Subgitz & Paix,

Nous, par bon avis & meur conseil, sur ce eus, & par grant deliberacion, avons ordonnee, & accordee, & fait Alliances, avec le dit Conte, par la manere que s'ensuiut,

C'est assavoir, que Nous Rois & Lui dessus nomez Contes, tout nostre vivant, & les Subgitz d'une couste & d'autre, ferons bon, vrais, & entiers Amis & Allies, & garderons, iustendrons, & supporterons lui uns l'autre, & les Subgitz d'une couste & d'autre, nos Terres, Paix, & Lieux, de greif, domage, & prejudice, a tout nostre poair;

Et ne souffrirons, sciement, aucuns Gentz d'Armes, Archiers, Balestiers, ne autres, passer par nos dites Terres, Paix, ne Lieux quelconques, pour faire Guerre, Domage, ou Vilenie sur aucun de nous dites Parties, ne sur nos Persones, ne Biens, nos Amis, & Alliez a nostre Amour & Alliance, de toute nostre poissance, & par toutes les bones maneres que nous purons & savrons, endiurons & entreaidrons Lui uns l'autre, de Corps, de Biens, & d'avoir, de toute nostre poissance, contre toutes Gentz & personnes qui puissent vivre & morir;

Exceptez tant seulement par especial, Pour la partie de nous, Rois d'Angleterre, Le Roi de France & le Roialme de France, Dom Pierre, Roi d'Espagne, & le Roialme d'Espaigne,

L'Emperour de Rome qui ores est;

Et pour la partie du dit Contes de Flandres sont exceptez especialment l'Emperour de Rome qui pur le temps ferra,

Le Roi de France & son Roialme, Et l'Evesque de Liege, par cause de l'Esglise Saint Lambert;

Les queux ne sont point compriz, pur l'une Partie ne pur l'autre, en ces presentes Alliances.

ITEM, que, a tout temps & heure, que lui uns de nous aura affaire de l'Aide de l'autre, c'ils de nous, qui requiz ferra, envoieira, a plus tost que on pourra bonement, a l'autre as cous & frais de requierant, & en aide de celui mesmes, tantz des Gentz d'Armes, & autres, a Chival, & a Pee, come il pourra bonement, en bon foi & conscience, sanz fraude & mal engin, despoiter en regarde a la distance & prochainete de Lieu, & terme ou quel la Guerre se ferra,

TOM. II. PART. I.

& aussi en regard a l'estat du Pais de Nous qui requis ferra.

ITEM, que en cas que les Subgitz, d'une couste ou d'autre, leveroient ou desobeiroient contre leur Seigneur, (est assavoir de nos, Rois d'Angleterre, ou le Conte dessusdit) par aucune cause que se feust, la Partie, qui requise ferra, mettra, en bon foi & conscience, toute loiale paine & diligence, que faire saura ou purra, d'apeier la Riote, & de faire l'Accord entre eux a mieulz que faire se pourra; mes ne ferra point tenuz d'envoier aucuns Gentz d'Armes, n'autres, en aide del dit Partie requierante, ne faire aucune Guerre a tieux Subgitz par celle cause, en aucune manere, & ne devra aider ne conseter tieux Subgitz contre leur Seigneur.

ITEM, que, en cas que nous, Rois & lui dessusdit Contes, de nostre comune concorde, entreprenions aucune Guerre sur aucune Seigneur, Pais, ou Lieu, a nos communs despens: & Chastel, Ville, ou Forteresse se preigne par aucun de Nous, ou de nos Gentz; la Ville, Chastel, ou Forteresse, ensi prise, demoura a la Partie de Nous, qui l'aura pris, entierement & sanz contredit.

Mes si l'un de nous, en son chief, & pur son Droit recouvrir, face Guerre, a ses propres frais & cous: & Chastel, Ville, ou Forteresse se preigne par l'autre Partie; tieu Chastel, Ville, ou Forteresse demoura a la Partie, faizante les despenses, sanz aucune difficultes.

Et, en cas que accordee seroit entre Nous, Rois & le dit Conte, que la Guerre se fessit pur hayne ou vengeance prendre sur aucun contraire, pur greif, ou damage, ou deshonneur, fait a cause de lui a l'un de Nous, ou a nos Subgitz, par quelconque cause que ce soit: & Chastel, Ville, ou Forteresse se preigne par l'un des dites Parties; tieu Chastel, Ville, ou Forteresse demoura a celui, a qui il ferra ajugies par l'Ordinance ou Arbitrage des certains Gentz, qi a ce feront estuz d'une couste & d'autre.

Et, en cas que le Chief Adversaire de la Guerre seroit pris, par force de Guerre, ou autre aventure, par aucuns Gentz de nous, Rois ou de dit Conte, il ferra determines, a qui le dit Chief de la Guerre demoura, par forme & manere que dessus est esclazit du Chastel, Ville, ou Forteresse prise, parmi covenable regard faisant a celui, qi l'aura pris par manere q'il appartendra.

ITEM, que certains Persones ferront deputez, d'une couste & d'autre, qi, en regard au Marchee des Vivres ou Paix. taxeront & limiteront les Gages, que les Gentz d'Armes, Archiers, Balestiers, & autres, a Chival, & a Piee, prendront par la journe d'une couste & d'autre, sicome de raison ferra & il appartendra, selonc l'estat des dites Gentz.

Les queles Alliances, Pointz, & Articles dessus escriptz & esclazit, & chescun par lui, Nous, Rois d'Angleterre dessus nomez, avons promis & jureez, promettons & jurons, par nos Foi & Serement, sur ce baillies, a tenir, enteriner, & accomplir au dit Conte, bien & loiaument, par la mesme manere & forme que dit est, sanz aler, venir, ne faire a l'encontre par aucune manere, ou trover voie, ou catele aucune, secretement ou en apert, contraire as Alliances & promesses dessus dites, ou aucune d'icyelles.

En tesmoignance de ce, & pur tant que nous volons que les choses dessusdites soient bien & fermement tenues, Nos Rois dessusdit, pur nostre partie, avons fait apendre a ces presentes Lettres nostre Grant Seal.

Faites & donnez, la veille du jour de l'Ascension, l'An de Grace mille, CCC. soixante & Yept, & de nostre Regne quarantisme premier.

L II.

Foi & Hommage rendu à JEAN Roi de France, 28. Sept. par JEAN Duc de Lorraine, pour la Terre & Château de Passavant. A Paris le 28. Septembre 1367. [La Véritable Origine des Maisons d'Allace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves, pag. 168. numerotée par erreur 268.]

Nous JEAN Duc de Lorraine & Marchis, faisons scavoir a tous que nous avons reconnu & reconnoissons pour nous & pour nos Successeurs Ducs de Loherrene, tenir en Fief & en Hommage de tres-Excellent & tres-Puissant Prince le Roy de France nostre Sire, ou nom de il & de ses Successeurs Rois de France,

ANNO
1367.

ANNO
1367.

ce, nostre Chastel de Passavant, avec toute la Chastellerie d'icelluy, & des maintenant l'avons repris & en sommes devenus son homme, & ly avons fait Hommage. Et comme nous ly fissions demande à cause de feu nostre Seigneur & Pere, que Dieu absoille, de la Somme de treute mille florins, & aussi de plusieurs courtes & chevauchées, & de pilleries, roberies & domages, que nous disions avoir esté faits en nostre Duchie de Lorraine & ailleurs sur nos Sujets, par maniere d'hostilité, ou nom & par plusieurs Officiers & Sujets dudit Seigneur. Nous de nostre bonne volonté avons quitté de tout le Roy nostre dit Seigneur & ses Successeurs, de toutes les demandes dessusdites, & autres quelconques que nous ou nos Successeurs Dux de Lorraine pourrions faire pour occasion des debtes devandites, ou d'autres quelconques, tant pour lesdites courtes & chevauchées, comme pour quelque autre cause, couleur & occasion que ce soit. Sauf en ce le Droit de nos Sujets poursuivre civilement. Et voulons que tous les faits sur les choses dessus dites ou avenues d'iceles soient & demeurent cancellez & de nulle valeur, sans que jamais action ne demande en puisse estre faite, par nous ou par autres ou temps avenir. En tesmoin de ce nous avons fait mettre nostre Seel à ces presentes. Donné à Paris le vingthuitième jour de Septembre l'an de grace mil trois cens soixante & sept.

LIII.

16. Oct. Revers Bischof Albrechts II. zu Passau und seines Doum-Capituls gegen die Herzoge von Osterreich Albrecht und Leopold, daß sie ohne dieser Willen und Wissen seinen Fried noch Richtung mit ihren ungehorsamen Bürgern zu Passau wollen machen; geben auch denen beiderseits Herzogen zu Ersekung ihres in dem zwischen dem Stifte Passau und den gedachten ungehorsamen Bürgern geführten Krieg, erlittenen Schadens, den halben Theil aller der Passauer Häuser und Güter, die in derselben Erbherzogen landen und Städten, sonderlich in Ober- und Unter-Osterreich gelegen sind. Geben zu St. Völten, an St. Gallen Tag 1367. [HUNDI Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 268. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIGS Spicileg. Eccles. im II. Theil. pag. 708.]

C'est-à-dire,

Revers donné par ALBERT II. Evêque de Passau, & par son Chapitre aux Ducs d'Autriche ALBERT & LEOPOLD, par lesquels ledits Evêque & Chapitre s'engagent à ne faire ni Pain ni Accord avec leurs Sujets rebelles & desobéissans, sans le consentement desdits Ducs ALBERT & LEOPOLD; leur cedant & transportant en outre, la moitié des Biens desdits Sujets de Passau situés principalement dans la haute & Basse Autriche, & cela pour dédommagement des Pertes & Dommages qui leur ont été causés par cette Guerre. Fait à St. Hippolite le jour de St. Gall 1367.

W. Albrecht von Gottes Gnaden Bischof zu Passau, verzeihen, bekennen und thun kund öffentlich mit diesen Briefe, wann die Durchleuchtigen Hochgeborenen Fürsten, unsere liebe Herren Herzog Albrecht und Herzog Leopold, Brüder zu Osterreich, zu Steyr, zu Kärnten und zu Krain, Grafsen zu Tyrol, etc. uns und unserm Gotteshaus zu Forderung und zu Hilfe, sich angenommen und überwunden haben, mit sammt uns, freundlich und ernstlich unserm Kriegs, den wir haben mit unsern widersemmigen und ungehorsamen Bürgern zu Passau, die sich mit freveler Geurigkeit, unbillig und unredlich wider uns und das vorgenant unser Gotteshaus gesetzt haben, daß wir darumb den vorgenanten unsern Herren von Osterreich verzeihen und gelobt haben, wesentlich mit unsern treuen, an Gewerde, verpfaßen und geloben auch versiglich mit diesen Briefe, daß wir von den vorgenanten Bürgern zu Passau minner Fried noch Erlaubnis oder Richtung annehmen sollten noch wollen in keinen weg, an der vorgenanten unsern Herren von Osterreich Rath, Wissen und Willen. Als auch uns und den ehegenanten unserm Gotteshaus, von den Gerichten des

ANNO 1367.
St. Röm. Reichs, mit theil und mit Recht erkennen, ertheilet und gefallen ist, alle der vorgenanten unsern ungehorsamen Bürger zu Passau liggende und fahrende Haab, wo die gelegen, und wie die genant ist, nach Säge unserer Schab-Briefe, die wir darumb haben, darüber uns die vorgenanten unsere Herren von Osterreich, in ihren landen, zu Eiden und schreimen gegeben seind von des St. Raths wegen, haben wir nach billiger Betrachtung erkannt und bedacht die großen Schäden, die unser vorgenant Herrn von Osterreich, und ihre kinde und ihr leute, neme von des ehegenanten Kriegs wegen, an ihren Mäkten, und in ander Wege, mannigfaltig, und geben ihnen auch mit diesem Briefe wesentlich und willig, den halben Theil aller der vorgenanten Passauer Gründen und Häuser, Acker, Wein-garten, und Wiesen, und aller der Fruchte, Musse, und Dienste, liggender und fahrender Haab, wo sie die haben, und wie sie benant ist in der vorgenanten unsern Herren von Osterreich landen und Städten, sonderlich in den land und Städten zu Osterreich, allenthalben ob der Enß, under der Enß, und auch in andern ihren landen und Städten, daß wir zu aller der ehegenanten Bürger zu Passau fahrenden Haab, wie die genant ist, und zu allen ihren Fruchten, Zinsen und Zehenden, Müssen und Diensten, sie seind an Erben, an Weib, an Vennig, an Gewand, an Viehe, und an allerhand Kaufmannschafft, und wie ihr fahrende Haab genant ist, greiffen sollten, jeunder unverzogenlich, und die mit einander gleich theilen, als vor beschriben steht, und was aber auß das Abkommen, Feren, und Einbringen derselben Misse und fahrender Haab nachfürstige und gemölicher Rest und Zehrung gehet, die sollen unserer Ambtleute und Diener, die wir baldenthalb darzu schreien, vor abnehmen von gemeinen gut, ohn alles Gewerde, und sollen wir die übrigen Misse und fahrende Haab gleich mit einander theilen, also, daß den vorgenanten unsern Herrn von Osterreich der halbe Theil, und der ander halbe Theil uns richtiglich und willig gefalle, ohn alle Freung und Gewerde, was aber darüber ist an Gründen und Häusern, und Wein-garten und Ecken, und an ander liggender Haab, wie die genant ist, die sollen wir baldenthalb legen in unsern gemeinen Gewalt, ziehen und neme, und sollen die also in unserm Gewalt ungetheilt ligen lassen, uns auß die Zeit, daß wir baldenthalb mit einander zu Rath werden, wie und wenn wir die angreifen, also, daß es uns baldenthalb redlich, ehlich, und willig sey, und wann wir des also mit einander überant kommen, so sollen wir dieselbe liggende Haab auch theilen, gleich in zwei Theil, der einer gefallen soll der vorgenanten unsern Herrn von Osterreich, und der ander uns, gleich als auch die ehegenant fahrende Haab. Und sollen dieselben Theilung der Gründe und aller liggender Güter thun nach Rath und Erkenntnis, der Eiden und Erben Herrn, Graf Ulrich von Schaumburg, Herrn Eberharts von Waldburg, von uns Hauptmanns ob der Enß, und Herrn Eberharts von Dachsperg, und woer der dheiner, davor Gode sey, in der Zeit ab, oder sonst darzu nicht kommen möcht oder wolte, an des statt sollen und mögen die vorgenanten unsere Herren von Osterreich geben ein andern erbaren Herren ihres gewornen Raths, welchen sie wolend, die gemeinlich, oder der mehrer Theil darumb sprechen und erkennen mögen und sollen, wann wir das baldenthalb an sie vordere, ohn alles Gewerde, und wann sie dieselbe Theilung also genand, so soll unser jeunder mit dem Theil, so ihm gefallen, seinen Trunnen schaff, und thun, wie ihre das anders faget. Wurde auch der vorgenant unser Krieg als lang weret, und die ehegenanten unsern Herren von Osterreich so großen Schaden neme, daß sie billig dencke, und an uns vordere, daß wir in aller der ehegenanten fahrender und liggender Haab mehr, denn den halben Theil sollen fallen lassen, das sollen und wollen wir auch gern thun, nach Erkenntnis und Rathe der vorgenanten breier Herrn, oder des mehrer Theils unser ihm, und welcher wider dencken z. darzu nicht kommen möcht oder wolte, an des stat sollen die vorgenanten unsern Herrn von Osterreich auch einen andern Herren ihres gewornen Raths geben, als vor beschriben ist, ohn alles Gewerde. Rant auch wir des vorgeschriben Gehir und Ladung, durch des ehegenanten unsern Gotteshaus und unser sichten Monarch, mit Willen, Rath und Wissen unser Capitel, gethan haben, darumb binden wir darzu wesentlich dasselbe Gotteshaus, unser Nachkommen, und unser Capitel festiglich zu halten alles das vorgeschriben steht, ohn alles Gewerde. Darüber zu Überkund geben wir diesen Brief, versigelt mit unsern anfangenden Nittel, der geben ist zu E. Völten, an S. Gallen Tag, nach Christi Geburt 13. hundert Jahr, darnach in dem 67. Jahr.

LIV.

Regis. Hungarie LUDOVICI Littere Absolutive, 20. Oct. quibus tam suo, quam Genitricis sue Regine ELISABETHÆ nomine, castas, annuall & mortificat Litteras Federis inter se & Duces Austria, RUDOLPHUM, FRIDERICUM, ALBERTUM & LEOPOLDUM permutatas, distoque Duces ab omnibus & singulis obligationibus, promissionibus, pactis, Juramentis, & Ligis, quibus vigore harum Litterarum ipsi adstricti extiterent,

ANNO
1367.

titre, abolit, quittas & liberat. Dat. Wude die 20. Octobr. 1367. Cum Inſertione dictarum Litterarum irritarum. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Tréſor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

Nos Ludovicus Dei gratia Rex Hungar. &c. Et Elizabeth eadem gratia Senior Regina ejusdem Regni ſua Genitrix, quia de ſacili à memoria labitur hominum, quod non ſeruat lucida ſeries Litterarum; Eapropter ad cunctorum noticiam deducimus per preſentes, quod nos publice fatemur in hiis ſcriptis, Litteras Sereniſſimorum Principum Dominorum Rodolphus, Fridricus, Alberti & Leopoldi Ducum Austrie, Stirie & Carintie, &c. Sigillis ipſorum necnon Episcoporum, Prelatorum, Baronum & Civium earundem vallatas & communis habuisse ſub hiis verbis. Nos Rodolphus, Fridricus, Albertus & Leopoldus, Dei gratia Duces Austrie, Stirie & Carintie, &c. Notum facimus univerſis, preſentes Litteras inſpecturis, quod nos attendentes quantum ex concordia & unitate rerum non tam magnarum, quam eiam parvarum ſoleat provenire augmentum, volentesque, ex unione, colligantia & connexione fraternali, unà cum Sereniſſimo Principe Domino Lodovico Dei gratia Rege Hungarie, Fratre nostro Kariffimo, noſtris & ſuis commodis, indempnitatibus & profectibus, attentius providere, de maturo & deliberato conſilio Prelatorum & Waronum pro nobis, noſtriſque Heredibus & Succelloribus promittimus bona fide, cum omni ſinceritate & dilectione, abſque omni fraude & dolo, taſtis Sacroſanctis Evangelis, corporali preſtito Jramento, nos cum predicto Domino Rege Fratre nostro velle eſſe, nunc & ſemper indiſſolubilitate unitos, & fraternali dilectionis vinculo connexos, ita videlicet, quod nos, noſtrique Heredes predictum Dominum Regem Fratrem noſtrum, ſuosque Heredes & Succelloribus, Terras, ac ſua Dominia, cum ſuis Juribus & pertinentiis, quas & que in preſenti habet & poſſidet, vel impoſſiter poſſidebit, contra omnes homines, cuſque ſtatus conditionis & preheminentie exiſtant, eiam ſi Regali aut Imperiali fulgant Dignitate, nullo penitus dempto & excepto, defendere, tueri & adjuvare, ac protegere teneamus, eique ſi eiam Heredibus ac Succelloribus, adeſſe, ſi eiam oportebit propriis in perſonis, cum tota noſtra potentia, militia ac ſubſtancia, non parendo rebus, laboribus & expenſis, quin eiam ſua negocia tanquam noſtra propria fore reputantes, toto noſtro poſſe, ſibi ſuiſque Heredibus contra omnes invaſores, dampnificantes, & occupare volentes ſuas Terras & Dominia, omni dilacione, tergiverſione, ac colore queſito procul motis, continuato preſidio, uſque ad ſinem & ſualem rei factum quocienſcunque requiſiti fuerimus per eundem Fratrem noſtrum ac ſuos Heredes, obmiſſis eiam poſſiſſet omnibus aliis, propriis, vel aliorum factis aut negotiis, quibus pro tunc eſſemus occupati, eidem fraternaliter ſuccurremus. Ita tamen, quod nullam brigam ſeu guerram preſectus Dominus Rex, Frater noſter, abſque noſtro conſilio & beneplacito voluntate, atque ſcitu movere intemptabit, quod modo ſimili nos nullam brigam ſeu guerram, cuiſque movebimus ſine ejusdem Domini Regis Fratrſ noſtri conſilio, ſcitu & conſenſu; Preterea proinitimus bona fide ut ſupra, quod nullam aſſinitatem, parentalam & conſanguineitatem, cum aliqua perſona contrahemus, ſine voluntate, ſcitu, & conſenſu, Domini Regis Fratrſ noſtri prenotati. Inſuper omnes ipſi Domino Regi Fratri noſtro, & ſuis Heredibus inimicantes inſidiantes, & ſuos emulos, noſtris habebimus pro emulis & inimicis ſpecialibus, nec cum aliquo emulorum, inimicorum, & eidem Domino Regi malevolencium Pacem, Concordiam, Unionem, nec aliquam Colligantiam inuenimus, ſine beneplacito, & expreſſa voluntate Domini Regis Fratrſ noſtri ſupradicti, modo quo ſuperius eſt expreſſum. Eiam ſub virtute preſtiti Jramenti pollicemur, quod ad ejusdem Domini Regis Fratrſ noſtri comoda amplianda, honorique ſui augmentum, dictis, factis, opere & voluntate ſemper aſſilemus, & ſuo honoris, fame & ſtatu, ac proſpectui derogare volentibus, totis viribus volumus eſſe contradicere & impugnatores: Preterea eiam omnem Concordiam, Unionem & Colligantiam, cum quibuscumque perſonis, initam & firmatam, que premiſſe Unioni, Confederacioni, & Colligacioni in toto vel in aliqua ſui parte derogaret ſeu poſſet in futurum derogare, irritam eſſe volumus & inanem, omnem vero Concordiam, Pacem, Ligam & Unionem, cum predicto Rege Fratre noſtro Kariffimo quocunque tempore initas & contractas que huc preſenti Confederacioni robar poſſent tribuere aliquale in ſua firmitate

TOM. II. PART. I

& vigore perhempnaliter fore decernimus permanſuras. Verum quia preſati Domini Duces Austrie, Litteras Colliganciarum & Confederacionis, tenoris ſuperius expreſſati, quas ipſis alias donavimus, ſanas & integras reddiderunt, ob quod ad reſtitucionem ſuarum Litterarum conſimilis tenoris, quas nobis donaverunt, ipſis nos ex dicta ordinacione, inter nos & eos habita conſpicimus obligari, prout eiam illuſtris Princeps Uladyſlaus Dux Opulentiſſis, conſanguineus noſter Kariffimus, ſe noſtro nomine & de ſpeciali noſtro mandato, ad manus Sereniſſimi Principis & Domini Domini Karoli quarti Romanorum Imperatoris, ſemper Auguſti & Bohemie Regis, Fratrſ noſtri Kariffimi predictis Ducibus ſuis Litteris & promiſſionibus bona fide firmiter obligavit, Et quia dictæ Littere preſatorum Dominorum Ducum in noſtro conſervatorio, caſu accidentis fortuito, deperditæ, alienatæ, exiſtunt & amiſſæ, nec eandem habito exinde diligenti ſcrutinio invenire potuimus de preſenti quocummodo. Eapropter, ne ex deperditione, alienacione, ſeu amiſſione dictarum Litterarum ſupradictis Ducibus, ac eorum Heredibus & Succelloribus aliquod periculum, & ſcandalum ſeu inſectacio poſſit futuris temporibus imminere, aut aliquatenus evenire, talibus malorum & fortuitorum caſuum eventibus debito aminiculo obviare cupientes, habita deliberacione, unacum eadem Sereniſſima Principe Domina Elizabeth Regina Hungarie Genitricis noſtra Kariffima, Prelatiſque & Waronibus noſtris, prematura, dictas Litteras preſatorum Dominorum Ducum, modo quo ſupra caſualiter deperditas, alienatas & amiſſas, quod omnes ipſarum continencias, clauſulas, capitula & puncta, de certa noſtra ſciencia, caſſamus, anulamus, mortificamus, irritamus, viribusque & vigoribus per omnia decernimus carituras, Renunciantes expreſſe predictis Litteris, & omni Juri ſeu beneficio, quod nobis Heredibus & Succelloribus noſtris poſſet ex ipſis, futuris temporibus, competere vel aliquoties provenire, preſatosque Dominos Duces Austrie, &c. & eorum quemlibet ipſorum Heredes & Succelloribus, nec non Prelatos, Warones & Cives eorundem quorum Sigilla preſatis Litteris preallegatorum Dominorum Ducum, propter firmiorem & uberiorem obſervanciam, ac tenacitatem validiorem promiſſorum appenſa fuerunt & annexa, ab omnibus & ſingulis obligacionibus, promiſſionibus, Pactis, Jramentis & Ligis, quibus vigore predictarum Litterarum, nobis, Heredibus & Succelloribus noſtris, aſtricti extiterunt & obnoxii, abſolvimus, quitamus, liberamus, & auctoritate preſentium omnino liberos reddimus & ſolutos. Inſuper promittimus pro nobis Heredibus & Succelloribus noſtris Regibus Hungarie, quod predictis Litteris, ſi unquam futuris in temporibus invente fuerint, vel in lucem prodierint quovismodo uti in Judicio & extra non velimus vel aliquoties debeat, ſed predictæ Littere tanquam frivole, irritæ, & vacue haberi debeant & perpetuo reputari, in cujus rei evidens teſtimonium & fidem premiſſorum, noſtrum Regium, & ejusdem Domine Regine, Matris noſtre precare, Sigilla autentica appendi juſſimus ad preſentes. Datum Wude vigesima die Menſis Octobris, Anno Domini Millefimo, trecentefimo, ſexageſimo ſeptimo.

LV.

Compromis d'HENRI Roi de Caſtelle & de Leon, 1368.
qui remet à CHARLES Roi de France la déciſion de tous les différens qu'il a avec le Roi (1) d'ARAGON, donné le 20. Novembre, 1368.
[G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 222.]

20. Nov.
CASTILLE
ET ARAGON.

HENRICUS Dei gratia Rex Caſtellæ & Legionis; Univerſis & ſingulis preſentes Litteras inſpecturis ſalutem. Cum quicunque verus Catholicus, maxime mundi Principes, amore, amicitiam, pacem & dilectionem cum cæteris Principibus fidelibus habere, ponere & nutrire pro ſuis poſſe & viribus teneantur, ut ex hinc ipſi cum ſubditis in ſincera tranquillitate Pacis vivant. Notum facimus quod nos amicitiam & dilectionem Sereniſſimi Principis & Regis ARAGONUM deſiderantes intimè, de debito, diſſenſione & discordia que ſunt aut poſſe ſperantur oriri, inter dictum Regem ARAGONUM ex parte una, & nos ex altera, in arbitrium, voluntatem, ordinacionem atque dictum illuſtris & magnifici Principis Caroli eadem gratia Regis Francie

I 2

(1) C'étoit Pierre IV. ſurnommé le Cérémonieux.

ANNO 1368. Fratris nostri charissimi, compromissus & compromittimus; & juramus verbo Regis, nec non super inaginem & memoriam Domini nostri Jesu Christi crucifixi, Evangelique sua sancta corporaliter tactam & tacta, ordinationi voluntatis & dicto dicti Regis Francie Fratris nostri charissimi, penitus stare, ipsasque inviolabiliter observare * rata & grata ea nunc habemus & habebimus perpetuo, quicquid per dictum Regem Francie Fratrem nostrum charissimum ordinatum super dicto debato fuerit sive dictum.

§. 2. Et hoc sub obligatione omnium Regnorum, bonorum, Hæredum & Successorum, & insuper super penis per dictum Regem Francie Fratrem nostrum charissimum & ejus arbitrio declarandis & etiam applicandis; dum tamen idem Rex Arragonum in dictum Regem Francie Fratrem nostrum charissimum, infra Festum purificationis beate Mariæ proximè instantis, de facto per suas Litteras modo simili compromittat. Qui quidem Rex Francie, Frater noster charissimus, infra unum annum, à die purificationis beate Mariæ proximè venientis computandum, ut arbitet de istis prædictis tenebitur ordinare, dicere & pronunciare. Volumus tamen & consentimus quod idem Rex Francie Frater noster charissimus dictum tempus pro arbitrio prorogare possit & valeat, ut pro ambarum Partium utilitate & commodo sibi videbitur melius expedire.

§. 3. Quod si idem Rex Arragonum concesserit in præmissis, volumus & consentimus per presentes, quod inter ipsum Regem Arragonum & Filium suum Primogenitum, Regna, Terras & Subditos suos ex parte una, nosque, Filium nostrum Primogenitum, Regna & Subditos nostros ex parte altera; ex nunc amicitie & Fratritatis, & plenius sicut Ligæ & Confederationes contra quoscunque personas, quas possunt vivere sive morti, excepto prædicto Rege Francie Fratre nostro charissimo, & Successoribus ejus Francie Regibus; sic quod idem Rex Arragonum, aut filius Primogenitus, contra dictum Regem Francie Fratrem nostrum charissimum, Filium, natum aut nasciturum, Primogenitum, sive Regni primam Hæredem, Regnum, Terras & Subditos suos, nosque Filium nostrum Primogenitum, natum aut nasciturum, Regna, Terras & Subditos nostros, Guerram, dampnum, detrimentum, vituperium aut dedecus non faciant, inferant aut procurant; faciat, inferat aut procuret; sive fieri, inferri aut procurari faciant, aut faciat per alium, quovis modo.

§. 4. Quod si idem Rex Arragonum, aut Filios ejus Primogenitus, contra faciant, (quod absit) aut faciat, cessabit prædicta exceptio sive expectatio, & nos, Primogenitus noster, una cum Rege Francie Fratre nostro charissimo, ejusque Primogenito nato aut nascituro, sive primo Regni sui Hærede, erimus, prout sumus, unanimiter Confederati contra dictum Regem Arragonum & suum Primogenitum prædictos.

§. 5. In quorum omnium testimonium præsentem istas Litteras Sigilli nostri majoris, una cum signo propriæ manus nostræ, & subscriptione Notarii infra scripti, iustissimè appenditione muniti. Datum in Palatio nostro, in oblatione nostra supra Civitate Toletana, die vigesima Mensis Novembris, Anno Domini 1368. secundum computationem Romanam, Regni vero nostri anno tertio. *Insit Signè; NOS EL REX. Et plus bas est escript.*

§. 6. Et ego Theobaldus Royers Diocesis Antissiodorensis publicus aque auctoritate Apostolica Notarius, compromisso, juramenti præstationi ac omnibus & singulis supra dictis, dum sic agerentur & fierent per dictum Dominum Regem Castellæ, anno, die, mense & loco prædictis, præfens interfui, eaque omnia & singula sic fieri vidi & audiui; & ad requisitionem dicti Domini Regis Castellæ in hanc publicam formam redegi, signum manu consuetum ibidem apponens. Et fuerant ad promissa sic faciendæ testes: Dominus Infans Arragonum Archiepiscopus Toletanus & alii subscripti. *Insit Signè ROYERS. Et sur le reply est escript Per Regem in suo Consilio Dominus Petrus Ordinarius Fratrum Minorum Infans Arragonum compromissus Archiepiscopus Toletanus, Petrus Ferdinandus de Velasco Camerarius major, Fernandus Gomezus Murcia Thesaurarius major, Petrus Loyol, Fernand Petrus de Ayala, Didacus Gomezus de Tolero, Gundisalvus Messia de Miengna Decanus Burgensis, Petrus de Cevorio Archidiaconus de Tauro, Joannes Ferdinandus de Padolla Consiliarii. Insit Signè ROYERS et scilicet sur lacs de soye jaune et rouge d'un grand Seel sur aïre jaune et rouge.*

Confederatio CAROLI V. Regis Francie cum 20. Nov. HENRICO Rege Castellæ, pro præstando sibi mutuo auxilio, præsertim contra Regem Angliæ. Dat. in oblatione Toletana die 20. Novembris 1368. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI, pag. 598. Voyez l'explication de quelques Articles de ce Traité sous le 8. Juin 1369.]

IN NOMINE DOMINI AMEN.

AD perpetuam, Fratritatis, Confederationis, & Amicitie.

Inter, Illustrum & Magnificum Principem, Karolum, Dei Gratia, Regem Francorum, Fratrem nostrum charissimum, ex parte una, & Nos Henricum, eadem Gratia, Castellæ & Legionis, ex parte altera, initarum,

Memoriam, Et ut, Nonnullorum dementia, more Serpentis inficientis venenosæ Terras, cornibus elatis & effrenato capite, discurrentium hinc inde, insanie & furore, nutu divino, totaliter extirpatis.

Populus fidelis in tranquillitate Pacis vivat, Diciturque Rex Francie, Frater noster charissimus, & Nos vires corporis, substantiam, & Subditos, nullo obviant contrario, contra infideles exponere valcamus.

Ligæ, Confederationes, Pacta, Fratritates, Amicitie, Conventions, & Tractatus facti, & facta, sunt.

Inter Nos, prædictum Henricum, Regem Castellæ & Legionis, ex una parte,

Et Nobiles, Franciscum de Perillolibus, Vicecomitem Rodæ, Admirallum Francie, Johannem de Rya Dominum de Nebbors, Milites, Consiliarios & ut Procuratores dicti, Fratris karissimi, Regis Francie, virtute potestatis sibi data, ex altera,

Qui & quæ secuntur,

PRIMò (videlicet) quòd Nos Henricus, Rex Castellæ, prædictusque Filius noster Primogenitus, natus aut nasciturus, Regna, Terræ, Patria, & Subditi nostri, sumus, & erimus ex nunc de cætero, una cum dicto Karolo, Rege Francorum, Fratre nostro charissimo, Filioque Primogenito, nato aut nascituro, seu primo Regni sui Hærede, Regno, Terræ, Patria, & Subditis suis, boni, veri, fideles Confederati, & adherentes Amici, tamquam nostro vero Fratri naturali & Germano, tali modo; videlicet,

Quod Nos, & Filius noster Primogenitus, natus aut nasciturus, dampnum, vituperium, detrimentum, aut dedecus, dicti Fratris nostri karissimi, Regis Francie, Filii Primogeniti, nati aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, Regni, Terræ, Patriæ, & Subditorum suorum, non procurabimus ullo modo,

Nec cuicunque Personæ viventis, cujuscunque status, conditionis, præminentie, aut dignitatis existat, Etiam si Persona Regalis fuerit, aut alia,

Quæ dicto, Fratri nostro karissimo, Regi Francie, Filio Primogenito, nato aut nascituro, seu primo Regni sui Hæredi, Regno, Terræ, Patriæ, & Subditis suis, Guerram, dampnum, vituperium, detrimentum, aut dedecus facere, perpetrare voluerit aut inferre,

Consilium, auxilium præstabimus seu favorem;

Quæ quidem Ligæ, Confederationes, Pacta, Amicitie, Conventions, & Tractatus, supra & infra scripti & scripta, durabunt quo ad vitam, Fratris nostri karissimi, Regis Francie, Filii masculi Primogeniti, nati aut nascituri, & primi Regni Hæredis, suorum, nostrique Regis Castellæ & Legionis, Filii Primogeniti, nati aut nascituri nostri, prædictorum, & quamdiu ipsi & nos vitam duxerint, aut duxerimus, in humanis.

ITEM, prædictum Fratrem nostrum charissimum, Regem Francie, & Primogenitum, natum aut nasciturum, & primum Regni sui Hæredem, Regnum, Terras, & Subditos suos, tam per Mare, quam per Terram, contra quoscunque Personas, quas possunt vivere sive morti, cujuscunque status, conditionis, præminentie, aut dignitatis existant,

Etiam si Persona fuerit Regalis aut alia, Quæ dicto Fratri nostro charissimo, Regi Francie, Filio

ANNO 1368. Filio Primogenito, nato aut nascituro, & primo Regni sui Heredi, Regno, Terræ, Patriæ, & Subditis suis, Guerram, dampnum, vituperium, detrimentum, aut dedecus facere, perpetrare voluerit aut inferre, Bonâ fide iuvabimur, & iurare tenebimur, absque fraude,

Nosque Guerram dicti, Fratrîs nostri carissimi, Regis Franciæ, Filii Primogeniti, nati aut nascituri, aut primi Regni Franciæ suorum, in Nos, & in Personam nostram, tamquam propriam nostram, recipiemus & recipere tenebimur, ac in Regnis nostris, tamquam nostram propriam, facere præconizari & jubere:

Sic tamen quod dictus, Frater carissimus, Rex Franciæ, Primogenitus, aut Regni sui Hæres primus, five alter eorumdem, Nos, aut Primogenitum nostrum, natum aut nasciturum, requiserit: seu, per eos, aut eorum alterum, fuerimus, de certo Regni nostri & Subditorum nostrorum armatorum numero, ad opus Guerræ suæ, subvenire requisit; Nos, Primogenitus noster, natus aut nasciturus, hoc facere, ipsaque Gentes ad servitium & iuvantes, Fratrîs nostri carissimi, Regis Franciæ, Filii Primogeniti, nati aut nascituri, & primi Regni Franciæ, suorum prædicatorum, eorum tamen sumptibus & expensis, mittere teneamur.

ITEM, Guerrâ, nomine, Fratrîs nostri carissimi, Regis Franciæ, Filii Primogeniti, nati aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, aut nostri nomine, five Filii nostri Primogeniti, nati aut nascituri, contra quemcunque inceptâ, Nos, & Primogenitus noster, cum Parte adversâ Pactum, Tractatum, Accordiam, Treugam, seu Pacem facere, tractare, accordare (absque consensu & voluntate expressis dicti Fratrîs nostri carissimi, Regis Franciæ, Filii Primogeniti, nati aut nascituri, seu primi Regni Franciæ) & firmare non poterimus seu poterit quomodolibet aut inire.

ITEM, si dictus, Frater noster carissimus, Rex Franciæ, pro isto præsentî Anno, in Æstate seu Vere proximi venientibus, Guerram habere contra Regem Angliæ, & pro dictâ Guerra decem Galeas armare voluerit & armaverit supra Mare, Nos viginti Naves teneamur armare:

Et, si dictus, Frater noster carissimus, Rex Franciæ plures Galeas aut pauciores armaverit, nos in duplo Naves armare tenebimur secundum quantitatem prædictam:

In casu verò dum & quando Civitatem Ypsalensem recuperavimus: visumque bonum & expediens fuerit duobus Admirallis, Franciæ & Castellæ, pro utilitate & comodo nostris, aut Fratrîs nostri carissimi, Filii Primogeniti, primi Hæredis: & quâdâ pro Expeditione dictæ Guerræ debeat, & quanta Armata fieri supra Mare; quantas Galeas dictus, Frater noster carissimus, Rex Franciæ, aut Filius Primogenitus, natus aut nasciturus, five Regni sui primus Hæres, armaverit, Nos, aut Filius noster Primogenitus, tantas Galeas teneamur & teneamur armare, & in hoc casu Naves non teneamur seu teneamur armare: quæque, si in Anno præsentî minimè (quod absit) Civitatem Ypsalensem recuperare valeamus, & dictis duobus Admirallis expediens supra Mare videatur Armata, quantas Galeas, carissimus Frater noster, Rex Franciæ armaverit, Nos Naves in duplo teneamur armare.

Volumus tamen quòd Admiralli prædicti & ipsorum quilibet, de Consensu, Licentia, & Mandato expresso dicti Fratrîs nostri carissimi, Primogeniti, aut primi Hæredis, nostrique aut Primogeniti nostri, prædictorum, Juramentum solemne facient & præstabunt, si quod ipsi & eorum quilibet utilitatem, commodum, & honorem ambarum Partium procurabunt, & tam unius quam alterius communitæ & divisi bonâ fide totaliter observabunt, seu quod Navium & Galearum Armata prædictâ Admiralli prædicti Guerram habeant facere in Partibus & Locis illis, ac pro tanto tempore, quibus pro ambarum Partium commodo & utilitate eis magis videbitur expedire.

ITEM, volumus quòd, quandiu dicti Admiralli committivâ navigabunt infirmis, quicquid super inimicos, tam in Terrâ, quàm in Mari, acquisiverint, inter ipsos duos Admirallos per medium dividetur, aequali portione distribuendum, secundum morem & consuetudinem Regnorum Franciæ & Castellæ prædictorum.

Si verò contingat quòd, per ipsos, sic infirmis committivâ navigantes, aliquis, de Sanguine Regali Angliæ, aut Petrus inimicus noster, qui se olim Regem Angliæ usurpative nominavit, caprus fuerit, ad arbitrium, ordinationem, & voluntatem, dicti, Fratrîs nostri carissimi, Regis, Primogeniti, aut primi Regni Franciæ suorum, nostrique, aut Filii nostri Primogeniti, nati

unâ cum dicto Fratre nostro carissimo, super expeditione & deliberatione dicti captivi ordinare, prout ambarum Partium pluerit voluntati.

Quippe cum dicti Admiralli non committivâ sed particulatim navigabunt, quicquid eorum alter, tam in Mari, quàm in Terrâ, acquisiverit, erit suum, absque alteri Admirallo Distributione faciendâ, & hoc secundum Consuetudinem Regnorum Franciæ & Castellæ prælibatam.

ITEM, Castra, Civitates, Villæ, Fortalitia, five Loca, quæ & quas Nos aut Gentes nostræ, in Regno & Terrâ Angliæ, & Ducatu Acquitaniæ, acquisiverimus, occupaverimus, acquisiverint, seu occupaverint, Nos, dicto Fratri nostro carissimo, Regi Franciæ Primogenito, aut primo Hæredi, five suo certo Nuncio aut mandato, Nos, & Gentes nostræ prædicte; & Filius Primogenitus noster, liberè dare & restituere tenebimur, & etiam tenebuntur;

Supra quibus & eorum quolibet, tam super Guerrâ, quàm Personis supradictis, & omnibus aliis ad hoc necessariis, factum Guerræ, utilitatem & commodum dicti, Fratrîs nostri carissimi, Regis Franciæ, Primogeniti, nati aut nascituri, five primi Regni sui Hæredis, Regni, Terræ, & Subditorum suorum, concerneantibus, Nos, aut Primogenitus noster, relationi simplicis & acceptioni, per dictum, Fratrem nostrum carissimum, Regem Franciæ, aut Primogenitum, five Regni sui primum Hæredem, five Literis super hoc, aut suo certo Nuncio, ad hoc habentis specialem potestatem, Nobis aut Primogenito facili, absque alia probatione seu informatione quacunque, per dictum, Fratrem nostrum carissimum, Regem Franciæ, Primogenitum, & primum Hæredem, suos facientis, fidem indubiam plenariè tenebimur, & tenebitur, & promittimus nobis; intimationeque, prout prædictur, nobis facili, Nos, & Primogenitus noster, prædictum, Fratrem nostrum carissimum, Regem Franciæ, Primogenitum, & primum Hæredem, Regnum, Terram, & Subditos suos, secundum formam superius præfertam, de facto tenebimur, & tenebitur, viriliter adjuvare.

Sanè a Ligis, Confederationibus, Pactis, Conventionibus, & Tractatibus prædictis excipimus & excipi volumus Personas, Sanctissimi in Christo Patris, Domini nostri Romani Pontificis, & Illustrissimi Principis, Karoli Imperatoris semper Augusti, pro nunc viventium, necnon similes Regem Arragonum, & Filium suum Primogenitum, qui nunc sunt; dum tamen idem Rex Arragonum, & Filius suus Primogenitus, eorundem alter, contra Fratrem nostrum carissimum, Primogenitum, natum aut nasciturum, five Regni sui Hæredem, Regnum, Terram, & Subditos suos, five Nos, Primogenitum, natum aut nasciturum, Regna, Terras, & Subditos nostros, Guerram, dampnum, & vituperium, aut dedecus, five detrimentum non faciant, inferant, aut procurant, faciant, inferant, aut procurant, suis fieri, interiri, aut procurari faciant, aut faciant, per alium quovismodo; quod si (quod absit) idem Rex Arragonum, aut suus Primogenitus contrarium facerent, cessabit prædicta exceptio, & Nos, & Primogenitus noster, aut primus Regni nostri Hæres, cum, dicto Fratre nostro carissimo, Rege Franciæ, ejusque Primogenito, nato vel nascituro, seu primo Regni sui Hærede, erimus, prout sumus, unanimiter Confederati contra Regem Arragonum & suum Primogenitum prælibatos.

Quæ omnia prædicta & singula Nos, prædictus Henricus, sanè & proviâ deliberatione Consilii super hoc præhabita, pro Nobis, Primogenito, nato aut nascituro, Regnis, Terris, & Subditis nostris, iuramus, in animam nostram, super ymaginem & Memoriam Domini nostri Jehu Christi crucifixi, Evangelique sua Sancta, corporaliter tactam & tacta: promittimusque, verbo Regis, bonâ fide, prædictis Procuratoribus, Francisco & Johanni, vice & nomine dicti, Fratrîs nostri carissimi, Regis Franciæ, Filiique sui Primogeniti, nati aut nascituri, five primi Hæredis Regni, Terræ, & Subditorum suorum, & pro ipsis, facere, tenere, &, de puncto ad punctum, fraude & malo ingenio cessantibus, adimplere ac inviolabiliter observare; & hoc, sub obligatione omnium Bonorum, Hæredum & Successorum nostrorum futurorum, necnon & sub Poenâ Parjurii, quam Rex potest incurrire tali casu, insuperque sub Poenâ centum mille Marcharum auri:

In quibus obligationibus & Poenis Nos, dictus Rex Castellæ & Legionis, Regna, & omnia Bona nostra, Hæredum & Successorum nostrorum, dicto, Fratri nostro carissimo, Regi Franciæ, ejusque Primogenito, nato aut nascituro, applicanda, tamquam pro iudicato, condemnato, & concessato, & in ipsis Poenis,

ANNO
1368.

nas, si contra prædicta Nos aut Primogenitus noster fecerimus aut fecerit, confitemur Nos & Primogenitum nostrum non ad iudicamus incurrisse, & tam de iure, quam de facto totaliter incidisse.

Et Nos ipsos, Primogenitum, Hæredes, & Successores nostros, Regna, & bona nostra, Hæredum & Successorum nostrorum, præsentia & futura, pro præmissis firmiter adimplendis, subpositum & supponimus cohercitioni & compulsioni Camere Sedis Apostolicæ.

Volumusque & consentimus quod, ad maiorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum, Literas Apostolicas & Publicas, super ipsi fortiores & meliores, dicto Sapientum, substantiā non mutatā, Nos, & dictus Primogenitus noster, natus aut nasciturus, dicto, Fratri nostro carissimo, Regi Franciæ, Filio Primogenito, nato aut nascituro, sive primo Regni Hæredi, suis facere & concedere teneamur, & etiam teneantur, quotiens per dictum Regem Franciæ, Fratrem nostrum carissimum, sive Primogenitum, aut primum Regni Hæredem, suos, Nos, aut Primogenitum, fuerimus, aut fuerit, requisiti, seu etiam requisitus.

In quorum omnium & singulorum prædictorum firmitatem maiorem atque robur præsentis istas Literas Sigilli nostri Majoris, unā cum Signo propriae manus nostræ, Subscriptionemque Notarii infra scripti, iussimus appenditione muniri.

Datum in Palatio nostro, in obsidione nostrā supra Civitatem Toletanam, die vicesimā Mensis Novembris, Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo octavo, secundum computationem Romanam.

Tenor vero Potestatis dictorum Procuratorum sequitur in hac verba,

KAROLUS, Dei Gratia, Francorum Rex, universis, præsentis Literarum inspecturis, Salutem.

Notum facimus quod Nos,

De diligentia, fidelitate, & prudentia, dilectorum & fidelium nostrorum, Francisci de Perilliolibus Vicecomitis de Rode Cambellani nostri & Admiralli Franciæ, ac Johannis de Rie Domini de Rie Militis, & Consiliarii nostri, plenarie confidentes,

Ipsos nostros Consiliarios, Tractatores, Procuratores, & nostros Nuncios speciales facimus, deputamus, & constituimus per præsentis,

Eisque damus & concedimus plenam & liberam Potestatem, Auctoritatem, & Mandatum speciale ad tractandum & firmandum, pro Nobis & nostro nomine, Hæredumque, Subditorum, & Adherentium nostrorum, cum Regibus quibuscunque, sacrosanctæ Fidei Catholice Zelatoribus, super faciendis Pactis, Conventionibus, Ligis, Confœderationibus, & Amicitis perpetuis, ad tempus, vel imperpetuum, cum præfatis Regibus, & quolibet ipsorum, modo, conditionibus, & formā, quibus dictis nostris Consiliariis utilius pro Nobis & Regno nostro videbitur expedire.

Necnon Tractus, cum præfatis Regibus per dictos Consiliarios nostros factos & inibitos, Pacta, Conventiones, Ligas, Confœderationes, & Amicitias perpetuas prædictas, ad tempus, vel imperpetuum, Pœnis, Juramentis, Stipulationibus, Promissionibus, Obligationibus, & aliis quibuscunque securitatibus & firmitatibus, vallandum, munendum, asscurandum, & firmandum,

Ac, de tenendo, firmando, & fideliter observando condita & concordata, per dictos nostros Consiliarios & Legatos, in hac parte, Juramentum in animam nostram præstandum,

Ac ad omnia & singula faciendum, exercendum, & expediendum quæ in præmissis & ea concernentibus utilia, necessaria, vel opportuna fuerint, & quæ nosmet possemus facere si præsentis effemus, etiam si mandatum exigant speciale;

Promittentes Nos, sub obligatione omnium bonorum nostrorum, pro Nobis & Successoribus nostris, Regibus Franciæ, Subditis & Adherentibus, ratum & gratum, firmum & stabile habituros quicquid per dictos nostros Consiliarios actum fuerit in præmissis, sive gestum, ac per nostras Patentes Literas confirmare, si sit opus, & super hoc fuerimus requisiti.

Datum Parisius die decimā nonā Julii, Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo octavo, Regni verò nostri quinto.

Per Regem Thoric.

Privilegium Imperatoris CAROLI IV. Episcopo Spirenſi LAMBERTO, ejusdemque Episcopatuſi indultum; quò ſex Groſſos Turonenſes de quolibet Vaſe vini & aliis mercantiſ in & ſuper Telonio in Udenheim, ab Imperatoribus olim levatos, poſtea ab Imperatore LUDOVICO BAVARO Episcopatuſi Spirenſi pro mutuo acceptis quadraginta quinque Florenorum millibus oppignoratos, memorato Episcopo & Episcopatuſi in veram & perpetuam Hæreditatis & Proprietatis poſſeſſionem largitur, Luca. Anno 1369. [LEHMANNI Chronicon Spirenſe Libr. IV. Cap. XXII. pag. 322. Col. a.]

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

AD perpetuam rei memoriam Carolus IV. divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, & Bohemæ Rex. Venerabili Lamberto Episcopo Spirenſi Principi, Consiliario devoto suo dilecto, gratiam suam & omne bonum. Dudum celebranda memoria Domini Romanorum Imperatores & Reges, Prædecessores nostri, habito respectu ad multiplicia studiosa fidelitatis obsequia, quibus Antecessores tui sacrum Imperium honorarunt, multa quidem beneficia eidem impenderunt Ecclesiæ, inter quæ sex Grossos Turonenſes super Telonio Rheni de quolibet vase Vini & aliis mercantiſ quibuscunque, pro rata juxta morem & consuetudinem Teloniorum, super alveo Rheni eidem Ecclesiæ donaverunt: Er sicut de talibus Imperiali nostra Serenitas relatione veridica plenam informationem accepit, præfati sex Grossi Turonenſes sub modo & conditione expressarunt *superius, nondum fuerunt Ecclesiæ prædicta proprietates, sed pignorum titulo habiti sunt, pro quadraginta quinque millibus florenorum, ea conditione, quod usufructus & omnia percipienda & percepta non deberent in summa principali deduci, eo quod fructus, obventiones & percepta hujusmodi, præfati Prædecessores nostri tuis Antecessoribus propter multa grata servitia, quæ ab ipsis acceperant, in donum, prudenti deliberatione prævia, liberaliter erogarunt, sicut etiam Imperiali nostra Majestas Rex Regio Romano & Imperiali titulis, hæc omnia & quævis ab eis dependentia & eisdem connexa, de certa scientia approbavit, ratificavit, de novo concessit, & auctoritate Cæsareæ confirmavit. Nos igitur attendentes, quod Spirenſis Ecclesiæ nobile sit & insigne Membrum Sacri Romani Imperii, & adeo dulci conata & affectu sincero Divi Prædecessores nostri ejusdem Ecclesiæ complexi fuerunt, gratiosam prosecutionem honoris & status, ut plerique ipsorum sicut evidens facti demonstrat notum, suas inibi elegerint sepulturas, etiam considerantes attentè, quod ante dicta Spirenſis Ecclesiæ adeo sit attenuata redditibus & solutionibus annuis, quod fructus, obventiones & proventus ipsius custodiis Calstrum & Munitionum minime valeant convenienter sufficere: nedum quod inde Sacri Romani Imperii promovendis & manutenendis honoribus serviant. Animo deliberato, non per errorem aut improvidè, sed sano Principum, Comitum, Baronum & Procerum Sacri Romani Imperii Fidelium nostrorum accedente consilio, magnæ tue fidei gratum nobis advertentes indicium, eo quod multo jam tempore ad Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ & Sacri Romani Imperii honorum & status incrementa felicia, juxta donatam sibi celsitus indultam, fidelissimo studio laborasti, de Imperiali potestatis plenitudine, ac de certa nostra scientia tibi & Successoribus tuis Episcopis ibidem, qui pro tempore fuerint, & eidem Spirenſi Ecclesiæ in perpetuum supra dictos sex Grossos Turonenſes de quolibet vase Vini & aliis mercantiſ, juxta modum expressarum superius in & super Telonio in Udenheim fluminis Rheni, ubi recipiuntur ad præsens in veram & perpetuam Hæreditatem, proprietatem, nec non justæ & veræ Hæreditatis & proprietatis possessionem & titulum benigne largimur, damus & conferimus, & donamus cum auctoritate, Baylia & potestate plenissima prædictos sex Grossos Turonenſes antedicti Telonii super & in præfato Flumine, ibidem in Udenheim accipendi, levandi & tollendi per eos, quos industria tua præficiendos duxerit, & eosdem sex Grossos per omnem modum prædictum, dum & quotiens tibi & Successoribus tuis Spirenſibus Episcopis pro utilitate & commodo Spirenſis Ecclesiæ visum fuerit expe-

ANNO
1369.

expedire, in Luteburg seu alibi, ubicunque in tuo & tuæ Ecclesiæ Dominio locare & instituire possis & valeas, & tui Successores possint & valeant, impedimento quolibet procul moto, Decernentes, & hoc Imperiali perpetuo valituro firmiter Edicto, quod Officialis tui & Successorum tuorum, ad mandatum tuum & ejus Episcopi, qui pro tempore fuerit, absque alia requisione nostræ vel Successorum nostrorum, omnes & singulos, qui contento præsentî Privilegio adversus nostræ gratiæ Imperialis indultum præstatum Telonium non solverit & expedierit ad plenum, eo modo, quo expressatur superius, impignorare, detinere & arrestare corporibus & rebus possint & valeant, ut moris est, & in hoc & circa omnia & singula facere, quæ cæteri Principes Sacri Romani Imperii consimili gaudentes Privilegio facere & exequi possunt, de consuetudine vel de jure. Mandamus igitur universis & singulis Principibus, Comitibus, Nobilibus, Baronibus, Militibus, Clientibus, nec non Judicibus, Scultetis, Consilibus, Juratis, Civibus & Universitatibus Civitatum, Oppidorum & Locorum quorumlibet Sacri Romani Imperii, qui pro tempore fuerint, fidelibus nostris dilectis, quatenus te, Successores tuos, & eandem Spirensem Ecclesiam circa prædictæ nostræ Donationis, Concessionis & Largitionis, Collationis, Approbationis, Ratificationis, Confirmationis & Mandati gratiam, sub omni modo, forma & conditione, prout expressatur superius, pro suis viribus, bona fide, & absque cusulibet contradictione obire manteneant & conferant. Neque à modo te, Successores tuos, & eandem Spirensem Ecclesiam, directè vel indirectè, publicè vel occultè, quovis ingenio vel colore questus, molestent, impediunt, turbant, vel inquietent, aut molestari, impediri, turbari seu inquietari permittant quomodolibet in futurum. Sub pœna perditionis & amissionis omnium Privilegorum, Jurium, Libertatum & Gratiarum, quæ & quas à nobis Sacro Imperio seu Romanorum Imperatoribus & Regibus, Prædecessoribus nostris, sub quibuscunque tenoribus, sententiis, punctis & clausulis obtinuisse possunt, quæ & quas in casu ubi contravenire præsumperint, annullamus, cassamus, irritamus, & pro nullis, cassatis, irritatis haberi volumus & teneri & sub pœna mille Marcarum auri purissimi, quæ præter pœnas expressatas superius, ab eo qui contrafecerit, totiens quotiens contrafactum fuerit, irremissibiliter exigi volumus, & earum medietatem nostræ Imperiali Auri sive Fisci, residuum verò partem tuis & Successorum tuorum usibus applicari, suppletes omnem defectum, si quis in præmissis vel eorum altero obfcuritate sententiarum, verborum, solennitatum omnium, aut alias quovis modo compertus fuerit, de certa nostra scientia & de plenitudine Imperatoris potestatis. Signum Serenissimi Principis & Domini, Domini Caroli Quarti, Romanorum Imperatoris invictissimi & gloriosissimi Bohemæ Regis. Testes hujus rei sunt, Reverendissimi in Christo Pater, Dominus Guido, Portuensis Episcopus, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis, pro Majestate nostra Cæsarea in partibus Italiæ Locum tenens, & Generalis Vicarius: Venerabiles Johannes Olonicensis, Imperialis nostræ Aulæ Cancellarius: Wilhelmus Lucanus Franciscus Tormentinensis: Et Johannes Rupertonensis, Ecclesiarum Episcopi: Illustres Ruperto Lignicensis, & Henricus, Lituanie Duces, Joannes dictus Zoweslanus, Moravia Marchio, Spectabilis Franciscus de Prato, Comes, Nobilis Bernhardus, Burggravius de Donin, pro Majestate Cæsarea Civitatis Lucanæ Capitaneus, Petrus de Wartenberg, Imperialis nostræ Curie Magister: Bohuslaus de Wilharz, Imperialis nostræ Curie Marschallus: Andreas & Benefichius, Fratres de Duba, Imperialis Cameræ nostræ Magistri: Joannes de Wartenberg, Imperialis Pincerna, Andreas de Bruneck, Lupoldus de Nortenbergh, Imperialis coquina Magister, Lucanus de vice Comitibus, Johannes de Castellora, Sdencko de Sternberg, Gotzo de Rein, Henricus Schenck de Lutershufen, Michael & Hermannus de Sanesheim, Colmannus de Donnerstein, Petrus de Lisiki, & alii quam plurimi nostri & Imperii Sacri Nobiles & Fideles, præsentium, sub Bulla Aurea tipario nostræ Majestatis impressa testimonio Literarum. Datum ut supra.

LVIII.

1368. *Tractatus Pacis & Amicitie colende inter EDU-
ARDUM III. Regem Angliæ, & PETRUM
1369. Regem Aragonie conclusus. Dat. Westmonasterii
10. Janu.*

die 10. Januarii 1368. [RYMER, Fœdera, ANNO
Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 606.]

1368.
1369.

REX omnibus, ad quos &c. Salutem.
Ad Regum & Regnorum omnium exaltationem, & continuum ipsorum ac stabile fulcimentum, a multis retrò temporibus, ex naturalis Ordinis providentiâ, semper hæcenus extitit observatum, ut propinqui Reges & Principes Orbis Terræ, Confoederationum vinculis & Amicitiarum continuis Fœderibus, sibi invicem mutuis nexibus jungerentur, quibus alter alteri libenter assisteret in prosperis, & prout possibilitas exegerit temporis, nunquam deficeret in adversis.

Præmissa igitur ponderantes ex intimis, quodque Incliti Reges Arragonum, qui pro tempore fuerant, necnon Dominus Petrus, Dei gratiâ, Rex Arragonum, qui nunc est, ac Domus ejus tota, strenuitas probata ac fidelitatis solidissimæ præconis per universum Terrarum Orbem quamplurimum attolluntur, cum eodem Rege Arragonum, Hæredibus, & Successoribus, Regno, Dominis, Subditis, & Vassallis ipsorum, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus, Regno, Dominis, Subditis, & Vassallis nostris, tam præsentibus, quam futuris, Fœderum & Amicitiarum Confoederationes, Alligantias, & Amicitias perpetuas, de consilio & assensu Prælatorum, Ducum, Comitum, Baronum, & aliorum Procerum & Nobilium, Majorumque Communium, Civitatum, & Villarum Regni nostri, intimis & fecimus, valituras perpetuis temporibus, sub hac forma; videlicet,

Quod Nos, aut Edwardus, Princeps Aquitaniæ, Frimogenitus noster, nunquam gravabimur nec invadimus, per Terram, nec per Mare, Personas dicti Regis Arragonum, nec ejus Primogeniti, Subditos suos, Regna, Terras, nec Patrias ipsorum, præsentia, nec futura,

Nec unquam juvabimus aut sustinebimus, nec dictus Primogenitus noster Princeps jurabit aut sustinebit, inimicos dictorum Regis Arragonum, aut ejus Primogeniti, nec eisdem inimicis unquam præstabimus, nec præstabit idem Filius noster Princeps, auxilium, consilium, vel favorem, pro dampnificando aut invadendo Personas ipsius Domini Regis Arragonum, aut Primogeniti sui, Subditos suos, Regna, Patrias, & Terras eorumdem, quæ tenent & possident, tenebunt & possidebunt.

Et, insuper, Nos Edwardus, Rex Angliæ supradictus, tam pro Nobis, quam, Primogenito nostro, Principe Aquitaniæ supradicto, bonâ fide, & prout iustè & honestè potuimus, dolo & fraude cessantibus, fecimus quod Duces, Comites, Barones, Milites, & alii, cujuscunque status aut conditionis fuerant, Homines, Vassalli, & Subditi nostri, nunquam præstabant auxilium, consilium, vel juvamen inimicis dicti Domini Regis Arragonum, seu ejus Primogeniti, pro dampnificando aut invadendo Personas dicti Regis, aut ejus Primogeniti, Subditos suos, Regna, Patrias, & Terras eorum, præsentia, & futura; immò ipsos Subditos, & alios quoscunque, nè per Terras suas, aut de Mare, transitum facient pro dampnificando aut invadendo Personas, Subditos, Regna, Terras, & Patrias ipsorum Regis Arragonum, seu ejus Primogeniti, seu Subditorum ipsorum, pro viribus impediunt bonâ fide.

Volumus, insuper, & concedimus, pro Nobis, Primogenitoque nostro prædicto, & expresse protestamur quod omnes Alligantias, olim per Nos factæ cum quibuscunque Regibus, Principibus, & Personis, in quantum sunt & esse possint contrariæ præsentibus Alligantiis, a Nobis, eodemque Primogenito nostro, sint factæ penitus & exceptæ.

Et promittimus, insuper, pro Nobis, & Hæredibus nostris, bonâ fide & in verbo Regio, easdem Alligantias, prout superius describuntur, in omnibus & per omnia tenere & inviolabiliter observare, & eis nunquam contra facere vel venire quovis modo.

In quorum Testimonium præsentibus Alligantiarum Literas Magno Sigillo nostro Regio fecimus consignari.

Datum & Actum in Palatio nostro Westm. die decimâ Mensis Januarii, Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo octavo, & Regni nostri anno quadragésimo secundo.

LIX.

ANNO
1369.

LIX.

12. Avril. *Contrat de Mariage de PHILIPPE Duc de Bourgogne, dit le Hardi, avec MARGUERITE Fille unique de LOUIS III. Comte de Flandre, & Veuve de PHILIPPE dit de Rouvre Duc de Bourgogne. Fait à Gand le 12. Avril 1369. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 223. d'où l'on a tiré cette Pièce, dont PIERRE d'ODERGHESST rapporte un Extrait dans ses Chroniques & Annales de Flandres, Chap. CLXVIII. Feuill. 282.]*

Traictié & accordé est par nous Pierre Evêque d'Aufferre, Gauchier Seigneur de Chastillon & Arnaud de Corbie, ou nom & pour le Roy nostre Sire, qui estoient envoyez de par luy pour traictier du mariage de Monsieur le Duc de Bourgogne, & de Madame MARGUERITE Fille de Monsieur le Comte de Flandres Duchesse de Bourgogne, par vertu de certaine Commission & Pouvoir à nous sur ce baillié de par le Roy d'une part, & de par le Conseil de Monsieur le Comte de Flandres, ou nom & pour le dict Comte d'autre, en la maniere qui s'ensuit.

§. 2. Premièrement pour satisfaire & faire raison à Monsieur de Flandres tant de dix mil livres de Terre à Héritage, qu'il demandoit au Roy nostre Seigneur par Lettres du Roy Jean de bonne memoire son Pere dernier trespasé, que Diex abolive, & les siennes sur ce faictes & des arrearages d'icelles par plusieurs années, comme de cent mil deniers d'or à l'escu pour la recompensation de sa monnoye de Clamecy, & pour le paiement de certaine quantité de Gens d'armes tenus par long temps à Gravelines.

§. 3. Nous au nom du Roy pour faire raison au dict Monsieur de Flandres de la dicte demande, & pour le Roy en acquitter vers luy avons accordé, que le Roy nostre Sire donnera & baillera pour les dictes dix mil livres de Terre en Héritage perpétuel au dict Monsieur de Flandres, & à ses Hoirs & Successeurs Comtes ou Comtesses de Flandres, les Villes, Chasteaux, Chastellenies de l'Isle, de Douay & d'Orchies, & toutes leurs appartenances, baillies, patronages, noblesses & appendances quelconques, que les Predecesseurs du dict Monsieur de Flandres Comtes de Flandres tenoient ou temps, qu'elles furent transportées ex Predecesseurs du Roy nostre Sire par la maniere & conditions, qui ensuivent.

§. 4. C'est à sçavoir, que ou cas que le dict Monsieur de Flandres n'aurait hoir mâle de son corps en loyâl mariage, les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances quelconques seront Héritage de Madame la Duchesse de Bourgogne sa Fille, les Hoirs mâles procrez de Monsieur de Bourgogne, & aussi les Hoirs mâles procrez & descendants en droicte ligne & en loyâl mariage de leurs dictes Hoirs mâles.

§. 5. Et que ou cas que le dit Monsieur de Flandres en loyâl mariage n'aurait Hoir mâle, ne la dicte Madame la Duchesse de Bourgogne sa Fille aussi n'aurait Hoir mâle procréé du corps du dict Monsieur de Bourgogne, comme dessus est dict, & que la droicte ligne en descendant des Hoirs mâles du dict Monsieur de Flandres & de la dicte Madame de Bourgogne procréé du corps du dict Monsieur de Bourgogne, comme dict est, faudroit, parquoy en aucun temps à tenir le Comte de Flandres elcheit à Fille, ou à autres Hoirs mâles ou Femelles; le Roy & ses Successeurs Roys de France pourrout en ce cas ravoir les dictes Villes, Chastellenies, appartenances & appendances, en baillant dix mil livres de Terre à Héritage par monnoye de Flandres, courant le sixiesme jour du mois de Novembre, l'an mil trois cens cinquante cinq, c'est à sçavoir le Marc d'argent au Marc de Troyes pour cent dix huit sols, aux Hoirs de Monsieur de Flandres assises en franc demaine bien & suffisamment, c'est à sçavoir les cinq mil livres dedans le Royaume de France entre la Riviere de Seine & Flandres, en descendant jusques à la Mer; & les autres cinq mil livres de Terre près des Comtez de Nevers ou de Rethel.

§. 6. Et ou cas qu'il plaira au Comte ou Comtesse de Flandres, qui sera au temps du rachat, il aura pour les cinq mil livres de Terre dessus dictes, qui se debvront adjoir près des Comtez de Nevers ou de Rethel,

comme dict est, argent. C'est à sçavoir pour le denier de Rente quinze deniers payez à une fois monnoye de France, ou vingt deniers payez tout à une fois de la dicte monnoye de Flandres, lequel qu'il plaira mieulx au Comte ou Comtesse de Flandres, qui sera au temps du dict rachat; lequel rachat, se le Duc de Bourgogne alloit de vie à trespasement sans laisser Hoirs mâles procrez de son corps & du corps de la dicte Duchesse, que Diex ne vueille, le Roy ne ses Successeurs ne pourrout tant faire durant la vie de la dicte Duchesse de Bourgogne, tant qu'elle se tendra de remarier, ou qu'elle se marie de la volenté & assentement du Roy nostre Seigneur ou de ses Successeurs Roys de France.

§. 7. Et tendront les Successeurs du dict Comte de Flandres Comtes ou Comtesses de Flandres, les dictes cinq mil livres de Terre, qui seront assises entre la Riviere de Seine, la Comté de Flandres & la Mer, comme dessus est dict, en un Hommage avecques la Comté de Flandres, & en Pairie aussi noblement comme la dicte Comté de Flandres est & doit estre tenue de la Couronne de France. Et avecques ce ils tendront les autres cinq mil livres de Terres, qui seront assises, comme dict est, près des dictes Comtez de Nevers ou de Rethel à une foy, & à un Hommage a par luy, aussi noblement comme celles des dictes Comtez, dont elles seront plus pres assis, ont à estre tenues de la Couronne de France.

§. 8. Et les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies de l'Isle, de Douay, d'Orchies, & toutes les appartenances & appendances d'icelles tendront le dict Monsieur de Flandres, les Hoirs mâles, la dicte Duchesse de Bourgogne sa Fille, ses Hoirs mâles, leurs Hoirs & Successeurs Comtes & Comtesses de Flandres en un Hommage & en Pairie avecques la Comté de Flandres, & aussi noblement, que le dict Monsieur de Flandres tient & doit tenir la dicte Comté; réservé au Roy & à ses dictz Successeurs Roys de France le fief, ressort & souveraineté des dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies de l'Isle de Douay & d'Orchies & des appartenances & appendances d'icelles, & les droitz Royaux, que les Predecesseurs du Roy y avoient ou temps qu'elles estoient ex mains des Comtes de Flandres Predecesseurs du dict Monsieur de Flandres. Et aussi réservé au Roy & à ses Successeurs dessus dictz Roys de France le rachat des dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances, ou cas & par la maniere & conditions dessus dictes.

§. 9. Et ne seront tenus les Hoirs du dict Monsieur de Flandres Comtes ou Comtesses de Flandres de baillier & rendre iceux Chasteaux, Villes, Chastellenies, appartenances & appendances ex mains du Roy ou de ses Successeurs Roys de France jusques à ce que les dictes dix mil livres de Terre paies monnoye de Flandres dessus dicte leur seront assises pleinement en franc demaine & delivrees par la maniere dessus declarée, & qu'ils aient la paisible possession réellement & de fait.

§. 10. Lesquelles Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances quelconques de Lille, de Douay & d'Orchies le Roy & ses Successeurs Roys de France seront tenus de descharger de toutes charges & assignations faictes sur icelles à Héritage, à vie, à termes, ou autrement, depuis qu'elles furent baillies à ses Predecesseurs Roys de France, & en prendra le Roy nostre Sire dès maintenant la charge sur luy & en acquittant & sera garant au dict Monsieur de Flandres, ses Hoirs & Successeurs vers tous ceux, qui aucune chose luy en pourroient ou voudroient demander, sauf que se aucunes Rentes en sont aliénées en Héritage à Eglises depuis le dict temps, le Roy fera tenu d'en faire recompensation au dict Monsieur de Flandres en autre Terre assise bien & suffisamment entre la Riviere de Seine & la dicte Comté de Flandres en franc demaine, près des dictes Villes, Chasteaux & Chastellenies; à tenir avec icelles Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances quelconques tout en un Hommage avecques ladicte Comté de Flandres; ou le Roy payera au dict Monsieur de Flandres pour mil livres Paris de Terre par an, se tant y a, vingt mil florins d'or ou francs de France pour une fois, & se plus ou moins y a, à l'advenant.

§. 11. Laquelle assiete en payement, le Roy fera faire & accomplir, comme dict est, au dict Monsieur de Flandres dedans le jour de la Feste saint Remy en Octobre prouchain venant au plus tard, & de ce assieura bien & suffisamment le dict Monsieur de Flandres par bons peiges, souffisans & agreables au dict Comte, & qui s'en feront depositeurs principaux avant le dict mariage.

§. 12. Et

ANNO
1369.

ANNO
1369.

§. 12. Et pour ce que depuis, que les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances vindrent es mains de ses dictz Predecesseurs Roys de France, iceux Predecesseurs ont acquis la Terre & le Chastel de l'Escluse emprès Douay, qui meurent & sont d'ancienneté du fief du ressort du Chastel de Douay, le Roy voudra, promettra & consentira que le dict Comte de Flandres & ses Hoirs par la maniere dessus dictée, en ayant l'Hommage d'un Homme Heritier de la Terre dessus dictée & tout autre Droit, Ressort & Souveraineté sur les dictes Chastel & Terre de l'Eglise, comme ses Predecesseurs Comtes de Flandres y avoient, quand les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances de Lisle, de Douay & d'Orchies estoient en leurs mains, non obstant, que les Predecesseurs du Roy aient acquis le Demaine.

§. 13. Et sera tenu le dict Comte de Flandres de faire derechief Hommage au Roy de la Comté de Flandres & des dictes appartenances & appendances d'icelles adjoindes à icelle Comté à tenir en un Hommage & en Parrie comme dict est, en la maniere, que dernièrement il fait Hommage au Roy de la Comté de Flandres. Et il assurea le dict Monsieur de Flandres le Roy, & obligera luy, ses Hoirs & Successeurs & tous les biens & Terres quelconques presens & à venir de luy, de ses Hoirs & Successeurs, quelle part qu'ils soient ou dict Royaume, de rendre & baillier au Roy & ses Successeurs Roys de France les dictz Chasteaux, Villes, Chastellenies, appartenances & appendances de Lisle, de Douay, & d'Orchies, ou cas que les conditions dessus dictes avoient, que Dix ne vaille, & que on les racheteroit par la maniere dessus dictée. Et quant à ce foubzmettra le dict Comte soy, ses Hoirs & Successeurs sus dictz & les biens & Terres de luy & d'eux à la Jurisdiction & contrainte du Roy & de ses Successeurs Roys de France & de sa Court; Par lesquelles ses dictz Hoirs & Successeurs seroient contrainctz à ce & non autrement, le dict rachapt premierement fait par la maniere que dessus est dict.

§. 14. Et les Hoirs & Successeurs du dict Comte ayans premierement reaultment & de fait la possession paisible de la dictée recompensation dueement faite & sans fraude, & par especial; voudra le dict Monsieur de Flandres, se ses Hoirs estoient defaillans de rendre & de baillier les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies & appartenances de Lisle, Douay & Orchies & des appendances quelconques; que adonc le Roy & ses Successeurs Roys de France puissent, s'il leur plaisoit, saisir & arrester toutes leurs Terres dessus dictes & contraindre les Hoirs du dict Comte par toutes voyes raisonnables par la Jurisdiction temporelle & non autrement, afin que les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances d'icelles luy fussent rendues. Et icelles rendues le Roy fera tenus de tantost rendre & mettre au neant les arrefts & saisines & tous empeschemens mis aux Terres, biens & possessions dessus dictes sans nul contredit; & en baillera le dict Comte ses Lettres.

§. 15. Et en outre baillera le Roy au dict Comte de Flandres pour plusieurs grandes sommes d'argent, en quoy il est tenu à luy pour les demandes dessus dictes, deux cens mille deniers d'or francs, desquelz le Roy luy payera cent mille francs huit jours avant le dict Mariage. Et les autres cent mille francs luy fera le Roy payer en la Ville de Bruges dedans deux ans après le dict Mariage fait à quatre termes & à quatre fois, c'est à sçavoir vingt cinq mille francs dedans demy an apres le dict Mariage, & après de demy an en demy an à chacun terme vingt cinq mille.

§. 16. Et de celuy donnera le Roy ses Lettres obligatoires & bons pleiges souffisans & agreables au dict Comte de Flandres, qui de ce s'obligent au dict Comte bien & souffisamment en leurs propres & privez noms, & chacun pour le tout, s'aucune difficulté avoit ou payement des dictz cent mille francs aux termes dessus declarez, & de ce donneront bonnes Lettres & souffisans, telles qu'ilz souffissent au dict Monsieur de Flandres.

§. 17. Et parmy baillant reaultment & de fait au dict Comte de Flandres les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances & la possession d'icelles, comme dessus est dict; le Roy & ses Successeurs Roys de France & autres pour ce obligez sont & seront quittes envers luy, ses Hoirs & Successeurs des dix mille livres de Terre dessus dictes. Et aussi par luy payant, comme dict est, les deux cens mille francs, fera le Roy quitter envers luy & ses dictz Successeurs de tous les arrearages d'icelles dix mille livres de Rente, &

TOM. II, PART. I.

des dessus dictz cent mille escus pour les Gens d'Armes qu'il tint à Gravelingues & pour le restant de sa dite monnoye de Clamecy. Et sera tenu le dict Monsieur de Flandres rendre au Roy toutes les Lettres, qu'il a sur ces choses du Roy Jehan Pere du Roy à present & de luy ou d'autres pour ce obligez, & dès maintenant veult, qu'elles soient nulles; & jamais n'en pourront le dict Comte ne ses Successeurs aucune chose demander au Roy ne à ses Successeurs ou autres pour luy obligiez, comme dict est.

§. 18. Et avec ce promettra le Roy au dict Monsieur de Flandres, que la possession des dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances quelconques de Lisle, Douay & d'Orchies, il luy fera baillier & delivrer reaultment & de fait & luy payer pleinement les premiers cent mille francs dessus dictz, avant que le Mariage se face en sainte Eglise.

§. 19. Et iceluy Mariage fait en sainte Eglise, comme dict est, la dictée Duchie de Bourgogne demourra ou Pais de Flandres par un an après le dit Mariage fait, ou par tant de temps d'iceluy an, comme il plaira au dit Monsieur de Flandres.

§. 20. Et voudra & consentira le Roy pour luy ses Hoirs & Successeurs Roys de France, que toutes Lettres & munimens, qu'il a ou puet avoir ou autres de par luy du dict Monsieur de Flandres, ou de ses Predecesseurs, ou dict Pays de Flandres touchans, en quelque maniere que se puit estre, le transport fait par le dict Comte ou ses Predecesseurs aux Predecesseurs du Roy des dictz Chasteaux, Villes, Chastellenies de Lisle, de Douay & d'Orchies, des appartenances & appendances quelconques; soient nulles & de nulle valeur, & des maintenant les annullera & cassera & cognoitra & voudra estre de nul effect, force ou vertu foubz quelconques teneurs qu'elles soient en tant comme elles puent ou pourroient estre au temps à venir contraires ou prejudiciables; & que d'icelles le Roy ne ses Successeurs, ne autres pour luy ne pour lez dictz Hoirs & Successeurs ne se pourra ayder par quelque maniere que se soit à l'encontre des dictes choses ou d'aucunes d'icelles.

§. 21. Toutes les quelles choses dessus dictes & chacune d'icelles, en la maniere que dessus elles sont declarées de point en point, eue sur ce meure deliberation avecques plusieurs de son sang & autres de son Conseil, le Roy promettra pour luy & ses Successeurs, & aussi pour le dict Duc de Bourgogne son Frere, dont il sera fort, en bonne foy & loyaute & parole de Roy tenir, garder & accomplir de point en point sans enfreindre, & que il ne ses dictz Hoirs & Successeurs, ne aussi son dict Frere le Duc de Bourgogne ne vendront par eux ne par autre en aucun temps à venir à l'encontre. Et à ce obligera ses dictz Hoirs & Successeurs Roys de France loyaument & en bonne foy sans fraude: Non obstant que les dictz Chasteaux, Villes & Chastellenies de Lisle, de Douay & d'Orchies, les appartenances & dependances quelconques d'icelles fussent appliquées au Demaine de la Couronne de France, & en iceluy Demaine aient esté & demouré par long temps; quelconques revocations generales ou especiales, que le Roy ou ses Predecesseurs aient fait, & que il ou ses dictz Hoirs & Successeurs fissent, ou pussent faire ou temps à venir, par droit Royal ou autrement, des dons ou alienations faictes ou à faire du Demaine de la dictée Couronne de France, ou de quelconques autres dons ou graces faitz au dict Comte de Flandres ou ses dictz Predecesseurs par les Predecesseurs du dict Roy de France ou luy mesmes, que iceux autres dons ou graces ne soient specifies & esclairez en Lettres qu'il en donna; & quelconques Constitutions, Edits ou Ordonnances, Coustumes, Stiles ou Usages de la Court de France ou autre choses quelconques contraires à ce: lesquelz Revocations, Constitutions, Edits, Ordonnances, Coustumes, Stiles ou Usages & toutes autres choses, en tant comme ils sont ou pourroient estre contraires ou prejudiciables aux choses dessus dictes ou aucune d'icelles, le Roy cassera, rapellera & mettra du tout au neant pour luy, ses Hoirs & Successeurs par la teneur de ces Lettres.

§. 22. Et pour les choses dessus dictes faire & accomplir au dict Monsieur de Flandres par la maniere dessus declaree, & pour bailler toutes Lettres & serment à ce appartenans d'un costé & d'autre, seront les Gens du Roy à Lille au dimanche prouchain avant la Pentecouste prouchain venant. Et toutes ces dictes choses parfaites entierement au dict Monsieur de Flandres, il veult & consent dès maintenant en ce cas le Mariage des dessus dictz Monsieur le Duc de Bourgogne & de la Fille, & que dès lors en avant on pro-

K

cede

ANNO
1369.

ANNO cede à la solennisation du dict Mariage à tel jour, qu'il plaira au Roy, & le plus brief, qu'il se pourra faire bonnement.

1369.

§. 23. En tesmoing de ce nous Pierre Evesque d'Assier, Gauchier Seigneur de Chastellon, & Arnaud de Corbie pour la partie du Roy, pour lequel nous faisons forts. Et nous Henry de Benie Chastellain de Diquenne, Bandovins Sire de Praet & Rouland Sires de Poulies, Conseillers de Monsieur de Flandres pour sa partie & pour lequel nous faisons forts, ce qu'il promettra pour luy & pour ma dicte Dame de Bourgogne, de tenir & accomplir toutes les choses dessus dites & chacune d'icelles, en tant comme elles touchent à eux & à chacun d'eux; avons plaqué nos sceaux à ce present Traicté, lequel fut fait à Gand le Juedy douzième jour du mois d'Avril après Pasques, l'an de grace mil trois cens soixante neuf.

LX.

8. Juin. *Interpretationes quorundam Articulorum, in Confederatione CAROLI V. Regis Francie cum HENRICO Rege Castellæ, supra ad 20. Nov. 1368. allata, contentorum. Dat. Toleti die 8. Junii 1369. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 622.]*

HENRICUS, Dei gratiâ, Rex Castellæ & Legionis, universis & singulis, presentes Literas inspecturis, Salutem.

Cum certæ Confederationes & Amicitie sint & fuerint factæ & inhiat in Nos ex una parte, & Nobiles, Franciscum de Perillous Vicecomitem Rodæ & Admirallum Francie, ac Johannem de Ric Dominum de Balencon, Milites & Consiliarios, Nuncios & Procuratores, ad eadem specialiter, Illustris & Magnifici Principis Domini Karoli, Dei gratiâ, Regis Francie, Fratris nostri Carissimi, Deputatos, Nomine suo & pro ipso ex parte alterâ,

Prout in Literis utriusque Partis latius continetur, Verum quia, dictarum Literarum apparatu, aliqua dubia erui & ex obscuritate verborum emergi possint, in futurum, per quæ ambarum Partium facta retardari valerent,

Notum facimus quod, dictis Confederationibus iterum perlectis & auditis, sanâ & provisa deliberatione Consilii, & in presentia, dilectorum, Johannis de Barquetis Militis Cambellani, & Yvonis de Lzatrarnbarz Hostiarum Armorum & Nunciorum dicti Regis Francie, Fratris nostri Carissimi, apud Nos, super dictis Confederationibus jam factis, destinatum, super hoc præhabita, ambiguitatem omnino amovere cupientes, & ut factum dubium emergens præcedat provisiô, & ante vulnerationem occurramus in tempore, quadam obscura, in dictis Confederationibus contenta, pro parte nostrâ, & in quantum nos tangunt, ad ipsarum Confederationum incrementum & augmentum, declaramus (videlicet)

Quod super Articulo mentionem juvenis Navigii faciente,

Si quod, quantas Galeas Rex Francie Frater noster carissimus armaverit supra Mare, Nos tantas Galeas aut Naves in duplo tenemur armare,

Et sic intelligimus & intelligi volumus quod, quamdiu Galeæ dicti Regis Francie, Fratris nostri carissimi, erunt supra Mare, Galeæ nostræ aut Naves erunt supra Mare similiter, & pro illo tempore erunt nostris propriis sumptibus & expensis.

ITEM, super Articulo, faciente mentionem, *Quid Guerram Regis Francie, Fratris nostri carissimi, contra quemquam incepit, aut incipiendam, in Nos & in Personam nostram, ut Capud Guerre, tenemur recipere, & in Regni nostri præconizari jubere,*

Declaramus & intelligi volumus quod, Cum per Literas Patentes, Sigillo dicti Regis Francie, Fratris nostri carissimi, aut sui Primogeniti, seu primi Regni Hæredis, certificati plenè fuerimus quod Guerra fuerit aperta, & in Regno Francie præconizata, inter Regem Francie, aut suum Primogenitum, seu primum Regni Hæredem, ex parte una, & Regem Angliæ, seu Principem Walliæ, seu quemcumque alium ex parte alterâ,

Nos dictam Guerram, tanquam nostram propriam, & ut Capud Guerre, in Nos & in Personam nostram,

tam per Terram, quam supra Mare, recipimus, & ANNO infra decem Dies, in nostris Regiis præconizari faciemus, a Data prædictæ Certificationis, ut dictum est, 1369. Nobis factæ.

ITEM, super dicto Articulo, de Captivitate Regis Angliæ, aut Principis, seu alterius de suo Sanguine Regali, mentionem faciente.

Declaramus & intelligi volumus quod, Si per Nos, aut Genes nostras, Regem Angliæ, aut suum Primogenitum, seu quemcumque Hæredem Regni sui & Ducatus contingeret captivari,

Nos, Filius noster Primogenitus, natus aut nasciturus, aut Regni nostri primus Hæres, & Genes nostræ, supradictos Captivos Regi Francie, Fratris nostri carissimo, aut suo Filio Primogenito, nato sive nascituro, seu primo Regni sui Hæredi, aut suo certo Nuncio seu Mandato, in sua potestate liberè dare & restituere tenebimur, & etiam tenebuntur, absque fraude; ut exinde Rex Francie, Frater noster carissimus, aut Filius suus Primogenitus, seu Primus Hæres Regni, suam meram voluntatem valeat ordinare.

Si verò aliquis, de Sanguine Regali Angliæ, Princeps, Dux, Comes, seu quicumque alter fuerit (exceptis proximè dictis) Caprus & Captivatus, consentimus & volumus quod sit Capientis & Occupantis, & eidem concedatur.

Non est autem intentionis nostræ Confederationes & Amicitias, inter Nos & Procuratores, de quibus supra sit mentio, factas, corrigere, diminuerè, nisi solum in præfatis Declarationibus, aut ab ipsis discedere quocummodo; quinimo ipsas, cum supradictis Declarationibus, & cum Pœnis, & aliis in ipsis ambabus Confederationibus contentis, volumus, pro nostra parte, in suo robore, prout sunt, permanere.

In quorum Testimonium presentes Literas Sigilli nostri Magni jussimus munimine roborari.

Datum in Palatio nostro Civitatis nostræ Tolletanæ, die octavæ Junii, Anno Domini Millesimo, trecentesimo, sexagesimo nono, secundum computationem Romanam, & Regni nostri Anno quarto.

Sic signata, per Regem in suo Concilio.

NOIERS.

LXI.

Traité de Paix entre JEAN I. Duc de Lorraine, 10. Dec. & JEAN Comte de Salm, le 10. Decembre 1369. [Traité Histor. & Critiq. sur l'Orig. & la Général. de la Maison de Lorraine, &c. Aux Preuves, pag. cxxxvii.]

NOUS JEAN Dux de Loherenne & Marchis, faisons savoir à tous, que sur tous les discord que sont & puellent avoir eue entre nous & notre Cousin Monsieur Jehan Comte de Salmes, tant pour li comme pour Monsieur Jehan le jeune de Salmes son Cousin, cui Deus pardon, fuir plusieurs parrenement, waigemens, domaiges & injuresseles quil par li ou ses Gens nous puellent avoir fait on temps passé, & de toutes demandes, raison & action que nous li pulriens faire pour quelconque cause & en quelque maniere que ce fuit, dez lai confession de ces presentes en arrières bonne Paix & bon Accord finauble en sunt dez mementant à tousjoursmaix, sens cen que nous ou nous Hoirs, ou aultres, ou nom de nous, en puixiens jamais rien demander à li, à ces Hoirs, ne à aultres en nom de li; fauf & reservé toutes choses que toucheroient ou pourroient toucher à Homage ou à Heritagez, desquels Homages & Heritagez nos ne faisons point quittance ne renunciation, mais ladite Paix & Accord des autres choses dessusdites promettons nous pour nous & pour nos Hoirs Dux de Loherenne & Marchis, tenir & warden en bonne foy, comme loyal Prince, sus l'obligation de tous nos biens mobiles & Heritagez, presens & avenir. En signe de verité, avons nous mis nostre Seel pendant en ces presentes Lettres, que furent faites l'an mil trois cens lxxante & neuf le dixième jour du mois de Decembre.

LXII.

ANNO
1369.

LXII.

30. Dec.

Lettre d'EDOUARD III. Roi d'Angleterre aux Grands Seigneurs de l'Aquitaine, dans laquelle il déclare les raisons, qui l'avoient obligé de reprendre le Nom de Roi de France. Donnée à Londres le 30. Decembre 1369. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 643.]

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi de France & d'Angleterre, & Seigneur d'Irland, a, nostre chere & foial, le Seigneur de Salutz.

Avez est notoirement conuz coment jadis le Roialme de France, a Nos acquis & deuolt come nostre Heritage par droite Succellion, Nous purvismes mesme nostre Droit par fort main, par defaute d'autre Justice, contre Philip de Valoys, lors tortenous occupeur du dit Roialme, & puis apres encontre Johan son fitz Successeur en vice,

Et, combien que, au plesier de Dieu, le dit Johan, par fait de Guerre, estoit mys & renduz en nostre poair Prisoner, nientmoins, par eschuer effusion du Sank Cristien, a la Reverence de Dieu & de la Saint Siege de Rome, Nous entrasmes Treitee de Pees,

Et estoit, par Mediation des Messages, nostre Saint Pierre le Pape, la Pees ordenee, soutz certaine fourme, entre Nous, & le dit Johan, & Charles, son Fitz, ja tortenous occupeur du dit Roialme, & afferme, par serement sur le Corps nostre Seigneur, & les Seintz Ewangiles,

Parmy la quele Pees les ditz, Johan & Charles, estoient tenus, entre les autres choses, as Lieux & termes acordes, de nous baillier, tout plein, des Terres & Possessions, Renonciacions des Soverainetes & Refortz faire, certaines Sommes de Monnoie a nous paier, & pur l'accomplissement des dites choses, certains Hostages a nous donner,

Adjoustez par expres que, si aucuns des Hostages, sanz nostre Congie, s'en departissent de nostre Hostage, ou trespaslaient, de compeller les departantz de retourner en nostre Hostage, & de subroger autrues, de esgale value, en lieu des mortz,

Mais, certes, les ditz Johan & Charles n'avoient, sicom il apparut, ne cure de garder & entreiner le dit Accord, par manere que la dite Pees demandoit,

Eux lui, fusmes Charles, par lieu & temps convenables & depar nous s'ont requis sur mesmes les choses, nous fist au darrein, par ses Messages de parole, seulement offrir, pur liverree des Terres, & plene de liverance des Hostages, certaines Terres, entrelestant tout outrement les Paiement de les Sommes, restitution & subrogacion des Hostages, departiz & mortz, & les Renonciacions avantditz,

Et tant come entre Nous & lui avoit este tretement & parlance, & pendante sur ce Responc finale, la quele il nous devoit avoir donne & faite a la Feste de Pentecoste darrein passe, dedanz quele terme riens ne deult avoir este innovez ou attempez d'une partie ne d'autre,

Defouz la demoeure & expectacion de quele Responc, nous esperantz sanz fraude bon issue de la Pees, si fist il mouz grant defaute devers Nous par colour de Soverainete & Refort, les queux il dit a lui mesmes appartenir, & les queux, par sa notoire default, Nous demoeurent, prendre, par puissance d'Armes, Chastiaux, Villes, & Forteresces, a nous liverrees par la Tretee de mesme la Pees, tant en Aquitaine, com en Ponrieu, & les ad appliquez a ses poair & Signuris, & ensi les detient il de fait occupeur,

Et, que plus est, il ad fait tuer cruelment noz Gentz, & les uns de quel mettre en tresfort Prison, & s'afforce, par toutes les voies q'il pourra deviser, n'oun pas tantieusement a destruire Nous & nostre treschere Fitz le Prince, eins de nous & toutz les noz ouster de tout recordacion & memoire,

Enfreignant, par tiele manere, outrement de sa part la fusdite Paix, la quel Nous ne pensasmes unges d'avoir offendu ne blemy en aucun point, come Dieu le sciet, en cas que les choses, a Nous promises, come dit est, nous eussent este gardez,

Et, estre ce, nous fait toudis force & Guerre overtement, & par tout ce q'il ne purroit, ne ne deveroit faire par aucun colour.

TOM. II. PART. I.

Et pur ce que lui, devantdit Charles, rumpue par lui tout outrement la Paix fusdite, ne n'ad tenuz a nous, ne gardez sa foi ne lealte, einz (ce que Nous en desplest a dire) l'ad blemy overtement & violez, come dit est,

Par ount nous ne sumes arriereain obligez ne tenuz de lui garder foy en ce cas, mesmement que, en fesant le serement, sur la Paix, Nous disismes & protestasmes de nostre bouche, & adjoustasmes expressement que nous ne pensasmes, ne ne veuillies unges, estre par nostre serement obligez, si n'oun en tant que les choses, a nous promises par la Tretee de la dite Paix, nous feussent par les ditz, Johan & Charles, de point en point, loialment gardez,

Si avons REPRIS LE NOUN RENOMEE ET TITRE DU ROI ET DU ROIALME DE FRANCE, les queux, avant la Tretee de la Pees, nous usasmes come nous devions, & il nous leust de clere Droit, ET AS QUEUX NOUS NE RENONCIASMES UNQUES TEISELEMENT NE EXPRESSEMENT,

Et pensons a poursuivre nostre Droit en ce cas, par toutes les bones voies que faire purrons, & de contrefreier & reboter, a nostre poair, la malice & violence du dit Charles, a l'aide de nostre Seigneur tout puissant, sicome lui perra a nous donner la grace,

Toutes les queles choses Nous vous signifions en verite, au fyn que, par tant entrelestant chescune manere de scruple de conscience, vous soiez excitez, a forcez, & encouragez a demoeurer toudis noz vrais & loialx Subgietz, & de faire velle devoire, & par toutz voz Subgietz faire aussi envers Nous & nostre dit Fitz le Prince, come promise avez & tenuz y estes; de quoi nous avons ferme esperance;

Ne ne vueillez croire ne accepter flussons, enformes, bealx, plances, ou promesses de nullui que vous ad par cas excitez, ou vous purra en apres exciter, au contraire, de vous mettre hors de nostre obeliance, affection, & bon amour; car, certes, Nous vous monstrerons & ferons toudis, & a toutes noz bones & vrais Subgietz, tiel amour, faviour, & Justice, dont vous & eux en devriez bien loier & vous en pur contentz.

Don. par tesmoignance de nostre Grant Seal, a nostre Tour de Loundres, le trentisme jour de Decembre, l'an de Grace mill, troiscentz, sessante & noef.

LXIII.

Déclaration de CHARLES V. Roi de France qui confisque sur EDOUARD III. ou VI. Roi d'Angleterre, & sur EDOUARD Prince de Galles son Fils le Duché de Guienne. Donnée à Vincennes, le 14. Mai (1) 1370. [G.G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 228.]

1370.

14. Mai.

FRANCE

ET AN-

GLETERRE.

RE.

CAROLUS &c. Universis &c. cum dudum ad nostrum pervenisset auditum: quod licet nonnulli Prelati, Barones, Nobiles, Consules & habitantes & certi alii singulares de Ducatu nostro Aquitania, ac de Terris & partibus quondam traditis & assignatis per inclite recordationis Dominum Genitorem nostrum, dum viveret, & nos, EDOUARDO de Anglia & EDOUARDO ejus primogenito in Tractatu Pacis novissime factæ & initæ inter dictum Genitorem nostrum & nos ex una parte, & dictos de Anglia ex altera; ad nos, & nostram superiorem Parlamentum Curiam, à dictis de Anglia ac certis loca eorum tenentibus & aliis Officialis in dictis Ducatu & Terris quem seu quas in puro dominio sub nostra superiortate & refortio tunc tenebant & tenere debebant, appellassent, ratione plurimorum gravaminum, oppressorum & excessuum eisdem & eorum singularis tortionarie & indebitæ contra Jus & Justitiam per dictos de Anglia & eorum Officiales antedictos factorum & illatorum; nosque pro debito Justitia eisdem appellantisbus adjonamentum requireribus in causis appellationum prædictarum tamquam superior Dominus, ut moris est, concessimus, ut facere poteramus, & secundum justitiam tenebamur; cum per dictum Tractatum Pacis superiortas & refortum totius Ducatus prædicti & aliarum Terrarum per prædictum Tractatum eisdem de Anglia traditarum & assignatarum dicto Genitori

K 2

(1) Metraux & les autres Historiens parlent d'un semblable Ecrit ou Déclaration, qu'ils mettent en 1369.

ANNO
1369.

ANNO
1370.

tori & nobis ac Successoribus nostris salvi essent & fuis-
sent, siquæ & fuerint specialiter & expresse reserva-
ti, & ad nos spectarent & pertinerent ac spectent &
pertineant; tota illa intriguitate cum qua ad nos & Co-
ronam nostram temporibus retroactis pertinuerunt ante
Tractatum supradictum.

§. 2. Nihilominus tamen dicti Edouardus Pater, &
Edouardus Filius & eorum Officarii prædicti, quan-
quam de consuetudine, usu, stilo & communi ac ge-
nerali observantia Curie nostræ antedictæ ac totius Regni
nostræ, appellantes antedicti ac eorum gentes, Subdi-
ti & Officarii quicumque, appellationibus antedictis
pendentibus, in omnibus casibus essent, & esse deberent
exempti à dictis de Anglia & eorum Officariis supradic-
tis; nec cuiquam nisi nobis & dictæ Curie nostræ dumtaxat
obedire tenerent post & contra dictas appellatio-
nes interpositas; nostram Superioritatem usurpare vo-
lentes, eosdem appellantes, & alios appellare seu ap-
pellantibus adhærere volentes, ac alias gentes dictorum
Ducatus & Terrarum ad obediendum sibi, & ad resis-
tendum nobis minis & muneribus commoverent
contra nos & etiam concitaverunt, publicè edicentes
quod nobis & gentibus nostris in nullo pareretur.

§. 3. Nonnulli etiam ex dictis appellantis, simplici-
tate vel ignorantia aut aliâ sua temeritate ducti, eis-
dem obediabant & nostris Iusticiariis & Officariis obedire
formidabant & recusabant; & quod erat & est deterius,
post appellationes multas à dictis de Anglia & eorum
Officariis antedictis ad dictam Curiam nostram interpo-
sitas, occasione & in odium appellationum ipsarum, in
magnum & grave præjudicium Superioritatis, & Iuris-
dictionis nostræ contemptum & lationem Regiæ Ma-
jestatis, appellantes ipsos à Jurisdictione sua propter
easdem appellantes exemptos, ut præmittitur, dicti
de Anglia & gentes ac Officarii ipsorum irrationabiliter
& crudeliter ac spreta reverentia nobis debita tractave-
runt ac tractabant, & multos ex eisdem appellantis
inhumaniter mortem subire fecerant, nuncios etiam
nostros solemnes, quod ad dictum Eduardum Filium
destinaveramus nostras Patentes Litteras deferrentes,
per quas dictum Edouardum & ejus Officarios a quibus
fuerat appellatum, ad instantiam dictorum appellantium
adornabatur & adornari mandabamus coram nobis seu
in dicta nostra Curia superiori in causis appellationum
prædictarum processuros, & ulterius facturos ut esset ratio-
nalis, ipse Edouardus Filius prisonarios detinuerat & adhuc
detinebat seu detineri faciebat. Licet etiam per alias Li-
teras nostras in Villis & Locis publicis convinctis par-
tibus in quibus dictus Edouardus Filius ac sui & Geni-
toris ejusdem loca tenentes & Officarii conversari dice-
bantur, publicato nostra citationis Edicto certam diem
seu certos dies eidem Edouardo Filio ac ejus Officariis
à quibus, ut præmittitur, existerat appellatum, in causis
appellationum prædictarum assignari fecissemus co-
ram nobis seu in Curia nostra superiori prædicta, ad
diem tamen seu dies eisdem assignatos per se, vel per
aliam comparere contemnerant nec comparuerant, ut
debeant; quare ipsos exigente iustitia contumaces
reputavimus, & posuimus in defectu. Et præterea
dicti Pater & Filius ac alii de domo sua & adherentes
eisdem, ad deteriora prorumpentes, dictum Tractatum
& Pacem, eorundem propriis juramentis solemneriter
præstitis firmatam, violantes, & contra eadem temerè
& de facto venientes, elata obstinatione ac obstinata
elatione, Superioritatis & Resorti nostrorum usurpatione
antedicta non contenti, contra nos & Coronam
nostram prædictam evidenter & manifestè rebelles
& inimicos nostros se reddiderant, nobisque & Regno
nostro Guerram notoriè ac permanentè & apertè indixe-
rant & fecerant, sicut adhuc faciunt, ac per diversas
Regni nostri partes, tam in dicto Ducatu quam alibi,
multos hostiles insultus fecerant & fieri mandaverant
ad huc faciunt, dictasque partes totis suis viribus ne-
quiter invadere nisi fuerant, incendia & alia innumera-
bilia facinora & damna gravissima inferendo.

§. 4. Propter quæ & alia multa scelera per eosdem
de Anglia & eorum Adhæreres & Coadjutores notoriè
perpetrata & commissa, nos cum nostro Consilio ac
pluribus peritissimis ac magnæ scientiæ viris, delibera-
tione super hoc præhabita diligenti, per nostras alias
Litteras in mense Novembris novissimè præterito con-
fectas, diximus & declaravimus dictum Ducatum Aquita-
nie & alias Terras, quas dicti de Anglia in dicto
Regno nostro & sub nostris Superioritate & Resorto ante
rebelliones antedictas tenere & possidere dicebantur, &
quas de facto occupabant, nobis causa fore scilicet con-
fiscatas & applicatas fuisse & esse, & eosdem Ducatum
& Terras qui seu que ad nos per dictam confiscatio-
nem, ut præmittitur, devenerunt & ceciderunt in com-

missum nostro Domanio applicavimus; decernentes, ANNO
omnes & singulos Vassallos homines & Subditos dicto-
rum Ducatus & Terrarum & qui eisdem Patri & Filio
Juramento fidelitatis ante rebellionem antedictam tene-
bantur, quitos esse & liberatos perpetuo

1370.

§. 5. Et quia, ut intelleximus, nonnulli de dicto Du-
catu & aliis Terris supradictis in commissum deventis
ac nobis confiscatis & applicatis, & ad Domanium nos-
trum unitis, ut est dictum, quibusdam coloribus exquisi-
tis, licet de prædictis tam notoriè & manifestè ignoran-
tiam non possent aut debeant præterdere qualemcum-
que, cum talia sint quæ nulla tergiversatione celari pos-
sunt, aut non notoria vel manifesta dici vel fieri ne-
queunt; prædictis de Anglia, vel eorum gentibus &
Officariis quamquam in suis rebellionibus, guerris &
inimicitis evidenter & notoriè contra nos perseveran-
tibus adhuc obedire, & eorum partem fovere præsum-
unt; quidam vero ex ipsis, licet nos verum Superi-
orem ac directum & immediatum Domanium dicto-
rum Ducatus & Terrarum recognoscunt, nondum
tamen fidelitatis Homagium & alia deveria ad quæ no-
bis tanquam vero & immediato Domino pro suis
Feudis, Possessionibus, & Terris tenentur, præstare-
runt, vel fecerunt; & eisdem inimicis notoriè guer-
ram facere & pro suis viribus nocere distulerunt; ex
quibus damna quam plurima & scandala ac irreparabilia
pericula nobis & toti reipublicæ Regni nostri ulterius
contingere possent, & sequi, nisi eisdem celeriter ob-
viatur.

§. 6. Notum igitur facimus, nos urgente Iusticia,
pro jure & honore Coronæ nostræ ac totius Reipublicæ
& Subditorum dicti Regni nostri utilitate ac Privilegio-
rum omnium in dictis Ducatu & Terris habitarum con-
servatione; præmissa ulterius absque competenti reme-
dio tolerare nolentes cum dicto Consilio nostro & aliis
litteratis & prudentibus viris super hoc deliberatione ha-
bita, Ducatum prædictum & omnes alias Terras ante-
dictas ex causis & factis & rationibus antedictis & aliis
manifestis & notoriis, ac nos & dictum Consilium nos-
trum in hac parte rationabiliter & iuste moventibus, ex
abundanti decernimus & declaramus, ut antedictum est,
in commissum nobis cecidisse, & erga nos confiscatos
fuisse & esse, eosdemque nostro Domanio Regio appli-
cavimus; decernentes tenore præsentium, prout alias de-
cernimus ut est dictum, omnes & singulos Vassallos,
homines & Subditos dictorum Ducatus & Terrarum a
quibuscumque Juramentis fidelitatis & subjectionibus
quibus ante dictam rebellionem & confirmationem eis-
dem de Anglia & sibi adherentibus tenebantur, fuisse
& esse quitos & in perpetuum liberatos & ** in-
jungen-tes omnibus & singulis dictorum Ducatus & Terra-
rum Subditis, cuiuscumque status, præsentiam, di-
gnitatis aut conditionis existant, ut & ipsi nobis tan-
quam superiori & immediato ac vero Domino dictarum
Ducatus & Terrarum, ac Gentibus & Officariis nostris
in omnibus casibus de cætero obediant, expresse in-
hibentes eisdem sub penis amissionis bonorum suorum
quorumcumque, & aliis quas erga nos incurrere pos-
sunt, ne deinceps prædictis de Anglia, & eorum Offi-
cariis in casibus quibuscumque obedientiam præbeant
aliqualem, nec consilium, auxilium vel favorem eis-
dem quomodolibet præstare præsumant; eisdemque
eorum singulis expresse injungimus, ut ipsi de cætero
dictos de Anglia & omnes & singulos eisdem adhæren-
tes & eorum partem foventes & tenentes, erga nos re-
belles ac nostros & Regni nostri ac suos teneant ac re-
putent notorios inimicos. Qui verò contrarium fece-
rint ipsos ex nunc nostros & Coronæ nostræ inobedien-
tes & rebelles reputamus & tenemus.

§. 7. Et ut deinceps nullus de prædictis ignorantiam
possit præterdere aliqualem, omnibus Senescallis, Bail-
livis, cæterisque Iusticiariis & Officariis nostris dicta-
rum Ducatus & Terrarum ubicumque constitutis, aut
eorum Locatenentibus & ipsorum cuilibet ad quem
pertinuerit districte præcipimus & mandamus: quatenus
ipsi & eorum singuli in Villis & Locis insignibus dicti Du-
catus & aliis eorum Jurisdictionibus subditis, declaratio-
nes, confiscationes, injunctiones & inhibitiones nostras
supradictas ac omnia & singula, prout superius sunt præ-
dicta, publicent & publicari solemneriter faciant; ac omni-
bus & singulis Prælati, Baronibus, Militibus, Consulis
& aliis ubilibet in Ducatu & Terris antedictis constitutis
significent, internent, eisdemque eorum singulis ex parte
nostra inhiibere sub omni pena, quam erga nos incurrere
possint, ne quicquam eorum de cætero dictis de Anglia
vel eorum Officariis in casibus quibuscumque pareant
aliquamiter vel intendat; prædictisque Prælati ac Ba-
ronibus, Militibus, Consulis, & omnibus aliis qui-
bus intererit ex parte nostra præcipiatur, ut ipsi absque
morosa

ANNO
1370.

morosa dilatione quacumque, ad nos seu charissimum nostrum Germanum Ducem Andegavensem, nostrum Locumtenentem in dicto Ducatu & partibus Occitanicis, seu ad alios Locumtenentes & Officiarios nostros in Terris prædictis ad quos spectabit personaliter accedant, pro fide & Homagio & Juramentis fidelitatis, cæterisque juriis & deveris nobis per ipsos debitis, pro suis temporalibus, Feudis, Terris & Possessionibus ante dictis faciendis & præstandis, aut ad sufficientiam requiringdum si sit opus. Quæ sic fieri & executioni effectualiter demandari volumus, jubemus & etiam ordinamus per presentes. In cujus rei testimonium &c. Datum in Castro nostro Vincennarum XIV. die Maji anno Dom. M. ccc. lxx. & Regni nostri septimo. Sic signatum per Regem in Magno Consilio suo, VILHELMER.

LXIV.

ANNO. *Emptio & Incorporatio Marchionatus Lusatie, & Dominiorum Milberg, Strel, & Werdenheim, Regno Bohemæ facta per Imperatorem CAROLUM IV. tanquam Bohemæ Regem. Datum Kalend. Augusti Indict. VIII. Annis 1370.*
[CHRIST. GODEF. HOFMANNUS in Appendice Diplomatum atque Documentorum. Historiam Lusatie illustrantium, Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 203. (1) BALBINUS inter Literas publicas de Bohemia Miscellaneis Historicis ejusd. Regni adjectas Vol. I. Part. V. Epist. III. pag. 264. LUNIG, Teutsches Reichs- Archiv. Part. Special. Continuatur. II. Abtheil. IV. Absatz II. in Supplement. des Anhangs zu der Laufitz pag. 88. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

CAROLUS IV. divinâ favente Clementiâ Roman. Imperator semper Augustus & Bohemæ Rex, ad perpetuum rei memoriam; Inter meditationes alias quæ nostræ mentis oculis occurrunt variis modis, ad hoc præcipue consideratio nostra dirigitur, qualiter ad honorem omnipotentis DEI, & Sacri Rom. Imperii decus & gloriam, Regnum & Coronam Bohemæ augmenti felici proficiant & nostræ diligentæ laboribus augentur. Ut in hoc celebris & recolendæ memoriæ Progenitorum nostrorum imitemur vestigia & nostros Hæredes ac Posteris consolari possimus, & magnificatâ Regno & Coronâ prædictis, sub Magnifici Regis potentis regimine subiectis nobis Populus in antenissimâ Pacis speciosa pulchritudine conquiescat.

Sanè quum alias insignis Principatus Marchionatus Lusatie cum certis aliis contemnis eidem & vicinis Regionibus ex præsentium debili quidem & inordinatâ Regimine, adeo Guerrarum, seditionum & aliarum tempestatum gravarentur periculis, in manifestam circumadjacentium Dominorum perniciem, ut etiam ex his præfatorum Regni & Coronæ Bohemæ deberent non immerito gravia dispendia formidari: Nos ad procurandam commoda quietis tranquillæ supradictum Marchionatum Lusatie nec non Dominia, videlicet Milberg, Strel & Werdenheim cum suis pertinentiis à veris acque legitimis Principibus, Dominis ac Possessoribus eorum comparavimus & emimus nostrâ pecuniâ ad gloriam S. Romani Imperii & Regni nostri ac Coronæ Bohemæ commoda pariter ac tutelam. Ideoque animo deliberato, sano Principum, Comitum, Baronum ac Procerum S. Imperii fideliū nostrorum accedente consilio, de Imperiali potestate plenitudine ac de certa nostra scientia insignem acque illustrem Principatum antedictum Marchionatum Lusatie, nec non Dominia Milberg, Strel & Werdenheim cum omnibus Civitatibus, Oppidis, Vallis, Districtibus, Territoriis, Comitibus, Baronibus, Militibus, Clientibus, Vassallis, Vassallatibus, Feudis, Feudatariis,

ANNO 1370.
rariis, Judicibus, Schultetis, Civibus, Rusticis, Emphyteutis & ad glebam adstrictis, & Universitatibus Civitatum, Oppidorum, Villarum & Locorum quorumlibet, cum agris cultis & incultis, vis, invis, sylvis, nemoribus, virgultis, rubetis, pascuis, pratis, venationibus, aucupationibus, aquis, aquarumve decursibus, Stagnis, Lacubus, Paludibus, Piscinis, Piscatoriis, Molendinis, Censibus, Redditibus, Proventibus, Obventionibus, Utilitatibus, Honorantibus, Emolumentis, Teloniis, Conductibus, Ungeltis, Tallis. Exactionibus, Judiciis, Jurisdictionibus, altis & bassis, penis & mulctis de Judicio provenientibus seu aliis undecumque, Monetis & auctoritate cudenti Monetæ, auri, argenti, grossorum Hallensium seu alterius conii, impressionis sive characteris cujuscumque.

Quam quidem auctoritatem per antedictum Marchionatum Lusatie & Dominia Milberg, Strel & Werdenheim & eorum pertinentias universas plene extendi volumus. Ubicumque etiam nos, Hæredes, Proheredes, Posterii aut Successores nostri Bohemæ Reges, qui pro tempore fuerint, statuere ac ordinare decreverimus antedictum Monetam cudentem fore seu quomodolibet faciendam, nec non metis, gadiis, granitiis, limitibus & omnibus circumferentiis suis, sicut ab aliis aliorum quorumcumque bonis circumadjacentibus circumferentialiter sunt distincta, Dominis directis & utilibus, Homagiis, Homagialibus, æque auri, argenti, stanni, cupri & alterius cujuscumque metalli mineris, Judeis quoque Cameræ nostræ servis, tributis & Servitutibus eorum & omnibus aliis in-sub- & super Terra existentibus, quibus etiam possint seu valeant specialibus vocabulis designari, antedictum Regno nostro Bohemæ, & ejusdem Regni nostri Bohemæ felici Coronæ Majestatis nostræ Bohemæ Regibus in perpetuum, auctoritate Cæsareâ, & de Imperiali potestate plenitudine adjungimus, attribuimus, incorporamus, invisceramus & unimus perpetuè & irrevocabiliter sub modo, jure & forma, sicut hoc unquam facere possumus meliori. Decernentes & hoc Imperiali perpetuo stantes Edicto, quod non liceat quavis ratione aut causa alicui Illustr. Regum Bohemæ, Hæredum & Successorum nostrorum antedictum Marchionatum Lusatie in Milberg, Strel & Werdenheim Dominia nec non Castra, Civitates, Munitiones, Terras, Oppida, Villas, Vassallagia, Dominia & pertinentias eorum, ut præmittitur, in toto vel in parte, quibusvis etiam ingenio, excusatione seu colore quævis, vendere, alienare, scindere, obligare, permutare, dividere, vel alio quovis modo à potestate & Dominio Regum, Regni & Coronæ Bohemæ removere. Et quod si quis Illustr. Regum Bohemæ in contemptum hujusmodi Imperialis Edicti & in præjudicium Regni & Coronæ Bohemæ, antedictum Marchionatum Lusatie nec non Milberg, Strel & Werdenheim, Dominia, Civitates, Castra, Munitiones, Vassallos, Vassallagia, Jura, Jurisdictiones & alia que exprimentur superius in toto vel in parte, quibusvis ingenio, titulis seu coloribus quævis, vendere, scindere, obligare, alienare, permutare, seu à Regno & Coronæ Bohemæ removeret, nulli penæ corporali reddatur obnoxius, cum non sit conveniens, quod Regiam Majestatem corporalis penæ constringat, sed ipsum Regem penam & notam perjurii ipso facto incurrisse decrevimus. Principes verò, Barones & Nobiles alii quicumque, cujuscumque dignitatis, gradus, conditionis vel status existant, qui ad venditionem, scissionem, obligationem, alienationem, permutationem seu remotionem hujusmodi quomodolibet niterentur auxilium, consilium, favorem, adiutorium seu consensum præstiterint, ipso facto sint & reddantur infames, & cadant ab omnibus suis Juribus, Privilegiis & honore, & universa bona ipsorum, mobilia & immobilia, possessiones & prædia, ubicunque seu in quibuscumque rebus consistant, ad usum Regum, Regni & Coronæ Bohemæ confiscentur, ac ipsi tanquam proditores infideles, rei læsæ Majestatis Criminalis, turbatores Pacis & quietis, fidelium dissipatores, Regni & Coronæ Bohemæ, & honoris Regalis contemptores sint, ab omnibus impune usque ad mortem inclusive & finale supplicium persequendi, atque ad hujusmodi persecutionem ipsorum omnes indifferenter Regnicolæ præfati Regni & Coronæ Bohemæ teneri debebunt, & ad persecutionem eorum modo prædicto intendere diligenter sub penâ perditionis omnium Jurium, Privilegiorum, Libertatum, gratiarum & honorum, quibus unquam eis Regum Bohemæ Liberalitas providit hæctenus & duxit providendum. Teneantur etiam Reges Bohemæ qui pro tempore fuerint & sint, virtute hujus Imperialis Edicti ad hoc specialiter obligati, ut videlicet hunc Articulum de non vendendis, scin-

(1) Balbinus ne donne de ce Trinité que le commencement & la fin. Ce sont deux Règnes, dont le premier finit à ces mots: *sermo sunt huiusmodi sacre passionis multarum* & l'autre commence par ceux-ci, *attentius deprecamur*, & de nos Edicts Cæfere dignum duximus etc. La raison qu'il en donne est, que l'Exemplaire qui lui étoit tombé entre les mains étoit extrêmement vicieux. Sic duo falsa omnia, dicit, quæ mendacius Exemplar fuit natus, ex quo nisi menda imprimebant, nihil intelligere potui. [LXXIV.]

ANNO
1370.

78

CORPS DIPLOMATIQUE

ANNO
1370.

scindendis, alienandis, permutandis seu etiam reinovendis prædictis omnibus jurent in Principum, Baronum & Nobilium, Regni Bohemæ prædicti præsentia, rectis corporaliter Sacrosanctis Evangeliiis prius, & antequam de manibus venerabilis Archi-Episcopi Pragæ, seu alterius Episcoporum Regni Bohemæ præfati nostrorum Principum coronati fuerint, seu Sacram Regiam acceperint Undionem, & prædictis pœnis per nos inflictis, servatis vel non servatis, prædicta nihilominus omnia & eorum quodlibet, prout sunt expressa superius, in suo robore perseverent. Præterea omnibus & singulis in prædictis, Marchionatu videlicet Lusatiæ, nec non Milberg, Strel & Werdenheim, Dominis, Civitatibus, Castris, Terris, Munitionibus & pertinentiis suis residentibus seu qui pertinent ad eadem, hac edictali Cæsarea Lege districtius inhibemus, ne quis cujuscunque conditionis existat, occasione debitorum seu cujuscunque causæ alterius in bonis, prædiis seu possessionibus alterius auctoritate, imò vero temeritate propria pignurare seu pignora presumant accipere, nisi auctoritatem hujusmodi eorum nostris Judicibus per definitivam sententiam obtinuisset noscatur, cujus tamen sententie vigore ad receptionem talium pignorum nonnumus aliqua ratione procedi, nisi in præsentia corporali judicialis Nunci, quem nostri Judices, quorum interfuisset, ad executionem talium duxerint destinandum. Habitatores etiam præfati Marchionatus Lusatiæ, nec non Dominiorum Milberg, Strel & Werdenheim & pertinentiarum quarumlibet, vel qui Castra, Munitiones, Curias, Domus aut Possessiones ibidem haberint, non audeant presumptione quacunque, quibuslibet occasione ingenti seu colore quavis, adversus Marchionatum Lusatiæ prædictum, nec non in Milberg, Strel & Werdenheim Dominia nostra & ceteras Regni & Coronæ Bohemæ pertinentias aliqua quæ in damnum s. dispendium Regni, Regnicolarum & Terrarum vergere possent, quomodolibet attentare. Nulli etiam talium habitantium seu possidentium Bona, Castra, Domos, Munitiones seu Prædia in Marchionatu Lusatiæ prædicto, nec non Milberg, Strel & Werdenheim, Dominis nostris & eorum pertinentiis, etiam si talia hæreditatis, proprietatis, seu quovis alio titulo possiderent, aliqua ratione liceat de bonis & rebus hujusmodi sitis infra limites Marchionatus Lusatiæ & Dominiorum Milberg, Strel & Werdenheim expressatoe superius, & si alicui alteri Dominio seu Dominio cujus etiam præminentia, Status seu Nobilitatis existant, Vasallagio, Homagio, Feudo, aut alio quovis titulo subijcere, sub pœna perditionis omnium bonorum suorum quæ tunc temporis in eisdem Principatu ac Dominis nostris quomodolibet obtinerent. Ut etiam insignis Marchionatus Lusatiæ præfatus, nec non in Milberg, Strel & Werdenheim, Dominia, Castra, Civitates, Terræ, Munitiones & Loca quælibet, quæ de pertinentiis eorum aliquo respectu constituunt, eo uberiori prosperitate gaudeat & augmentis prosperentur felicitibus, quo eadem contigerit. Virtuosa iustitia deliberatione virtuosius Principis attentius, decernimus & de hoc Edicto Cæsareo dignum duximus perpetuo statuendum. Quod nullus Princeps Elector seu alter Princeps, Dux, Marchio, Comes, Baro, Ministerialis, Miles, Client, Clericus sive Laicus, Civis aut Civilis, Universitas sive Clericale Collegium, seu alia quæcunque persona Ecclesiastica vel Secularis, cujuscunque dignitatis, excellentie, præminentie, nobilitatis seu conditionis existat, quoscunque homines nostros Marchionatus Lusatiæ & Dominiorum expressatorum superius, cujus etiam gradus, status aut conditionis existant, pro quacunque causa civili, criminali seu mixta, ad alia quæcunque iudicia secularia quoruncunque iudicium extra Marchionatus Lusatiæ præfati & Dominiorum prædictorum districtus, iudicia seu Territoria citare seu evocare presumat, seu quemcunque hominem etiam reum notorie aut quem in ipso maleficio actuali fugitivo pede conantem evadere fuerint persequuti, de prædictis Marchionatu atque Dominis & eorum iudiciis poterit auferre presumant, aut illum alibi iudicare nisi de iudicio & Officialium nostrorum ibidem quorum interfuerit, mandato, scientia seu licentia speciali. Inhibemus etiam auctoritate præfata omnibus & singulis in præfato Marchionatu Lusatiæ, nec non in Milberg, Strel & Werdenheim Dominis & eorum pertinentiis residentibus, ne super bonis, possessionibus & rebus quibuscunque sitis in Terris, Districtibus, Territoriis & pertinentiis Marchionatus & Dominiorum hujusmodi alibi præterquam nostris iudiciis quorum interfuerit, Consistoriis & scannis iudiciorum nostrorum audeant respondere. Quodque omnes & singuli cujuscunque status, gradus, præminentie seu conditionis

existant, qui se adversum nostros Subditos jus aut actionem habere contenderint, ibidem & non alibi teneantur accipere iustitia complementum, in defectum vero iustitiæ, puta, si Judices nostri in administranda iustitia, (quod absit) negligentes redderent, aut si propter iniquitatem sententia se aliquis conquereretur oppressum, ex tunc liceat ei cujus interfuerit in casum dictorum gravaminum ad nostrum, Hæredum ac Successorum nostrorum Regum Bohemæ auditorium appellare, qui demum causam sive causas hujusmodi delegare poterant alicui fide digno ex suis Subditis, sine iuridico terminandum, à cujus tamen sic delegati sententia non aliàs, nisi ad Illustrium Bohemæ Regum, qui pro tempore fuerint, Regalem Cameram, aliqua ratione concedimus appellari. Reservatâ nihilominus nobis, Hæredibus & Successoribus nostris Regibus Bohemæ, facultate & potestate libera, quoscunque homines Marchionatus Lusatiæ in Milberg, Strel & Werdenheim Dominiorum & pertinentiarum omnium dum & quoties nobis placuerit, quacunque ratione seu causa pro nostro beneplacito ad nostri præsentiam evocandi seu per Judices nostros citari, constituendi, & in iudicio tali juxta morem procedendi, sicut Regni Bohemæ antiqua & datum observata tenet consuetudo. Si quid autem adversus prædicta, seu alterum ipsorum in contemptum Imperialis nostri Decreti, nec non in Regum, Regni & Coronæ Bohemæ præjudicia fieret, per quemcunque in quacunque dignitate vel statu manente, Nos omnia & singula attentata seu attentanda, quomodolibet seu qualitercunque fierent, annullamus, cassamus, destruimus & auctoritate Imperiali ac de certa nostra scientia viribus vacuumus & pro non factis haberi volumus, neque ex his aliquid ad observantiam, falsationem, seu quodcunque aliud quomodolibet volumus obligari. Si quis verò in Terra nostra prædicta residentiam faciens, aut bona, res & possessiones habens ibidem, se in præjudicium nostri Marchionatus Lusatiæ & Dominiorum, quæ sunt expressa superius, ad aliena iudicia traxerit seu alibi Residentes de possessionibus suis sitis ibidem sub alterius cujuscunque iudicio duxerit respondendum, aut si quis persona & rebus ad dictum Marchionatum Lusatiæ & prædicta Dominia nostra pertinentes homines nostros ad aliena iudicia citaverit, decernimus, & hoc Imperiali perpetuo fancimus Edicto, quod Citatores ejusmodi & qui se voluntarii citari sustinuerint, nec non Procuratores, Judices & Causidici qui se alterius cujuscunque protectionem commiserint seu qui tales in protectionem susceperint ut quilibet eorum specificè & singulariter quadraginta Marcas puri Auri nomine pœna componant, ab eisdem & eorum quolibet, quoties contra factum fuerit, irremissibiliter exigendas, quas Illustrium Regum & prædicti Regni ac Coronæ Bohemæ usibus decernimus applicandas, non obstantibus quibuscunque Privilegiis, Literis, ab Imperio sacro seu aliunde obtentis, Libertatibus, Exemptionibus seu Indultis, Statutis, Reformationibus & Juribus communibus municipalibus seu privatis, edictis seu edendis in posterum loquentibus in contrarium, Quibus omnibus si & in quantum præsentibus adversari censentur, sub quibuscunque etiam verborum expressioibus dici vel enucleari valeant. Ac si etiam de his jure vel consuetudine deberet in presentibus de verbo ad verbum fieri mentio specialis auctoritate Imperiali & de Cæsare potestatis plenitudine ac de certa nostra scientia derogamus. Nulli ergo penitus hominum liceat hanc nostræ attributionis, incorporationis, inviscerationis, unionis, decreti, inhibitionis, Statuti, pœnarum adjectionis & derogationis paginam infringere, seu ei quovis ausu temerario contraire sub pœna mille Librarum auri puri quas ab eo & ab his qui quavis presumptione contraverint, super omnes pœnas superius adjectas quas in suo robore manere nostra decrevit Serenitas, statim & immediate componi & irremissibiliter exigi volumus, toties quoties fuerit contrafactum & eorum medietatem Imperialis ærarii sive fisci, residuum vero partem Regem Bohemæ qui pro tempore fuerint, Cameræ seu usibus applicare.

Signum Serenissimi Principis,

Et Domini,
rol Roman.
vidissim. &
Bohemæ

Domini Ca-
Imperat. In-
gloriosissimi
Regis &c.

Testes hujus rei sunt Illustres, Rudolphus Dux Saxoniæ, Sacr. Rom. Imper. Archi-Marchialis, Otto Marchio Brandenburgensis, Sacr. Roman. Imper. Archi-Ca-

ANNO
1370.

chi-Camerarius, Principes, Electores, venerabiles, Johannes Pragensis Ecclesiæ Archi-Episcopus, Apostolicæ Sedis Legatus, Albertus Magdeburgensis Archi-Episcopus, Johannes Olmucensis Episcopus, Sacra Imper. Aula nostra Cancellarius, Lambertus Spirensis & Petrus Luchomislensis, Ecclesiarum Episcopi Illustres: Johannes Marchio Moravia, Rupertus Lignicensis, Johannes Oppavienis, Bolko Opulensis, & Henricus Lithuanie Duces, Spectabiles, Fridericus Burgravius Nürnbergensis, Johannes & Ulrichus Landgravi Leuchtenbergensis, Ulrichus de Helfenstein, Johannes & Burchardus de Peckz, Engerandus de Chusfin, Dominus in Bedefort & in Soyffan, Comes, Nobiles: Petrus de Wartenberg Imperialis Curia nostra Magister, Borso de Risenburg, Capitaneus Terrarum nostrarum Bavarie & Franconie, Thymo de Coldyck Capitaneus Terra nostre Polonie, Andreas & Beneficus Cameræ nostre Regalis Bohemia Notarius, & alii quam plures nostri & Imperii Sacri Nobiles & fideles. Præsentium sub Imperiali nostra Majestatis Sigillo testimonio Literarum. Datum Prage, Anno Domini millesimo, trecentesimo septuagesimo, Indictione octava, Calendis Augusti, Regnorum nostrorum Anno Roman. vicesimo quinto, Bohemiæ vicelimo quarto, Imperii vero sexto decimo.

LXV.

1371. *Hommage rendu par FERRY, Comte Sauvage de Kirbourg, à JEAN I. Duc de Lorraine, pour se racheter de la prison, le 10. de Mars 1371.*
[Traité Histor. & Crit. sur l'Orig. & la Généalog. de la Maison de Lorraine, &c. Aux Preuves. pag. cxxxviii.]

UNIVERSIS præsentibus Litteras inspecturis, Ferricus Miles des Sylvestris, Comes de Kirbergh, salutem & omne bonum. Com illustris & potens Princeps Dominus Johannes Dux Lotharingie & Marchio michi nuper sua nobilitate talem & tantam gratiam intulit, quod meum proprium corpus in suis carceribus & vinculis ex certis rationabilibus & legitimis causis arrestatum, vinculum, captivatum & detentum; ab hujusmodi carceribus & vinculis gratis & complacentibus præstis restitueret libertati; hic est quod ego attendens & considerans ejusdem gratie magnificentiam . . . propter hoc quod absque vi, coactione aut violentia quibusque, imò potius ex mea propria, merita, spontanea & libera voluntate, factus sum pro me & Hæredibus meis Dominis seu Comitibus de Kirbergh, homo ligus dicti Domini Ducis, pro se & suis Hæredibus Ducibus Lotharingie & Marchionibus, ex nunc in perpetuum. Ejusmodi Homagium ego aut dicti Hæredes mei poterimus redimere; retrahere seu recuperare; pro & ex somma quatuor millium florenorum veterum auri & ponderis bonorum, justorum & legitimorum, in manibus dicti Domini Ducis, aut suorum dictorum Hæredum, seu alicujus alterius eorumdem causam specialem in hoc habentis, solvendum, reddendum & computandum. Et si post decessum meum, dicti Hæredes mei hujusmodi Homagium facere, seu dictam summam auri solvere, quod abest, recusarent; ego ex nunc pro tunc privo, & privatos esse volo & ordino dictos Hæredes meos à successione omnium & singulorum bonorum meorum mobilium & immobilium quorumcumque. Quæ quidem bona mea volo & ordino ex nunc pro tunc fore obligata, capta, arrestata & detenta in manibus dicti Domini Ducis, seu suorum dictorum Hæredum, usque ad debitum complementum omnium & singulorum præmissorum. Hoc etiam addito cum præmissis, quod ex causa seu occasione hujus mee arrestationis, captivitatis seu detentionis, aut dampnorum quorumque etiam exinde secutorum seu incursum, non evenient nec erunt facta per me nec per illos qui mecum erant seu venerant tempore & loco hujusmodi mee arrestationis, nec etiam per alias quascumque personas aliqua dampna seu mala, dicto Domino Duci nec illi seu illis qui me arrestaverunt, captivaverunt seu detinuerunt, nec etiam aliquibus hominibus seu bonis ad dictum Dominum Ducem seu dictos suos Hæredes quovis modo spectantibus aut spectaturis. Hoc etiam addito quod invito ejusdem gratie, per dictum Dominum Ducem, etiam ut præfertur, quitavi & quitto per præsentibus pro me & Hæredibus meis dictum Dominum Ducem, & dictos Ha-

redes suos de quibuscumque debitis, querelis & impositionibus, in quibus dictus Dominus Dux, aut sui Prædecessores Duces Lotharingie & Marchiones, potuerunt & possunt temporibus retroactis usque ad consecutionem præsentium etiam aut Hæredibus meis teneri, aut etiam comodoliter obligari. Omnia autem & singula præmissa promitti & promitto pro præsentibus pro me & dictis Hæredibus meis firmiter tenere & inviolabiliter observare, dicto Domino Duci & suis Hæredibus prædictis per fidem meam loco juramenti corporaliter præstitam, & sub obligatione omnium & singulorum bonorum meorum mobilium & immobilium, præsentium & futurorum quorumque & ubicumque existentium seu existenturum. Quæ quidem bona si ego seu dicti Hæredes mei deficeremus in præmissis aut aliquo præmissorum (quod Deus avertat) dictus Dominus Dux, seu dicti sui Hæredes, aut eorum causam habens in hac parte, possit capere seu capi facere per se vel per alios quosque iustitiam mediantem vel non mediantem, vendere, distrahere, & alienare, absque strepitu iudicii, usus aut consuetudinis cujuscumque usque ad complementum & reintegrationem inclusivè omnium & singulorum præmissorum, & restitutionem, restauracionem, seu reparationem omnium dampnorum prædictorum, missorum & expensarum propter hoc emissorum seu incursum, de quibus lator præsentium credi debet & credetur per suum solum & simplex juramentum, absque aliqua alia probatione, testium productione, aut aliis documentis quibuscumque. Renuntiavi insuper & renuntio quantum ad omnia & singula præmissa, omnibus exceptionibus mali, fraudis, circumventionis & lesionis, omnibus cautelæ allegationibus, defensionibus, propositionibus, rationibus juris & facti Canonici, & cujuslibet scripti in favorem captivorum aut alias constituti, & specialiter renuntiavi & renuntio pro me & Hæredibus meis prædictis, proponere seu allegare in futurum causas dictæ mee arrestationis, captivitatis seu detentionis iustas, rationabiles & legitimas, dictam gratiam etiam à dicto Domino Duce factam, ut præmittitur, fuisse & esse, & omnibus & singulis aliisque, in hoc etiam aut dictis Hæredibus meis possent prodesse, & dicto Domino Duci seu suis Hæredibus prædictis vel eorum causam in hoc habenti quomodolibet obesse, & specialiter juri dicenti generalem renuntiationem nil valere. Et in testimonium & robur omnium & singulorum præmissorum, duxi sigillum meum præsentibus apponendum; rogavi insuper viros nobiles Dominos Jacobum de Monte Claro & Thielman de Petra, Milites, quatinus ipsi cum dicto meo sigillo sua sigilla præsentibus apponant ad majus testimonium veritatis. Nos autem Jacobus & Thielman Milites præstati, ad instantem rogationem dicti rogantis, pro majori Testimonio veritatis, ut præfertur, sigilla nostra duximus præsentibus apponenda. Acta fuerunt hæc anno Domini M. CCC. LXXI. decima die Martii.

LXVI.

Kauf-Brieff zwischen Graf Bertholden zu Henneberg 15. Avr. Hartenberg / und Graf Hermann zu Henneberg. Aschach / wodurch jener diesem alle seine Lände um 8,000. Pfund Heller verkauft. Geben am nächsten Dienstag nach dem Sonntag Quasimodogeniti 1371. [MULLER Reichs-tags Theatrum Vorstellung I. Cap. XIX. pag. 257.]

C'est-à-dire,

Contrat de vente passé entre BERTHOLD Comte de Henneberg de la Ligne de Hartenberg, & HERMAN aussi Comte de Henneberg de la Ligne d'Aschach, par lequel BERTHOLD vend toutes ses Terres & Seigneuries à HERMAN, pour le prix & Somme de 8000 Livres d'oboles. Le Mardi après le Dimanche Quasimodo. 1371.

Wir Bertholt von Gotes Gnaden Graf von Henneberg / bekennen öffentlich mit diesem Brieff für uns und alle unser Erben / allen den / di in sehen / hören / oder lesen / daß wir redt und redlich verkauft haben / und geben zu Kauf redt Kaufes mit diesem Brieff se wörter und ewiglich / den Ebeln / unsern lieben Vettern / Grafen Hermann von Henneberg / und allen seinen Erben / alle unser Schloze / Dörfer / Grot / Gerich / Dörffer / Werwerd / Höfte / Wiesen / Zäfer / Wälder / Bawer / Lände und Lüt / und alles das wir haben / mit Namen unser Huß Hartenberg / unser Stat Kömpe / unser Huß Stierberg / unser

ANNO
1371.

ANNO
1371.

unser Stat halbe zu Thennar/ unser Huz Habenber/ unser Huz Schwartza/ und alles das zu den vorgenanten Hufen und Ecten gehort/ kantzgerichte/ Statgerichte/ Dorgerichte/ lände und lüt/ lehenhöf/ Mannschafft/ Kirchse/ Dorfe/ Kirchhöfe/ Dorwerck/ Hofe/ Wäsen/ Ecker/ Wälder/ Wildparr/ Bagger/ Wunne und Weide/ und alles das dorzu gehort/ es si ein oder grozze/ wir das genant si/ oder Namen hot/ besuchet und umbesuchet/ und fünf und achtzigtausend Punt Heller/ guter Lantwerc zu Francken/ und wir gar und genlich von im bezale und gewert sin worden/ und dy in unsern Muzen und Frumen gerende und gekert haben/ on Geverd. Auch sehen wir den vorgenanten unsern Deyter/ und sin Erben mer in nütlich lütlich Geverd aller der vorgeschribene Deyten/ Ecten/ Dorfe/ Gerichte/ lände und lüt/ und haben uns der verichen/ und verschogen/ mit Munde/ Hande/ und Palme/ und süßen in der Wezen und Berschafft tun/ nach des Landes zu Francken Recht und Gewonheit/ on alles Geverd/ doch ist geret und gedeibend in diesem Kauff/ das wir mit unsern vorgenanten Deytern inne süßen süßen in allen Muzen und Guden der vorgenanten Schlozze/ Ecten und Dorfe/ und auch in allen den Muzen/ dy er vor von andern sinen Schlozzen/ Ecten/ und Dorfern gehabt hat/ und noch hot/ also/ das wir dieselben Muzunge alle mit in/ oder sinen Erben/ inne haben/ müßen und süßen süßen/ zu unserm Erbe/ bi wol das wir leben/ on alles Geverd. Auch ist geret und gedeibend in diesem Kauff/ wer es/ das wir zu Rat wüßden mit unsern Frunden/ das wir etlich möden werden/ oder müßen/ so solten wir oder möchten eine Frauwen oder Jungfrawen nemen/ bi unser Genoginne wer/ und wer danne/ das wir etz Erben ließen/ das Sun wer/ so solde in volgen und beliben/ und us si erben das Huz Osterberg/ und das Huz Schwartza mit ihren Angehoren/ und wer es/ das dieselben Erben abgingen/ so solten si wider gefallen us unsern vorgenanten Deytern oder sin Erben/ on Geverd/ wer aber das dieselben unser Erben bi vorgenanten Kaiser Osterberg und Schwartza/ verkauffen wolten oder müßen/ so solten si den vorgenanten unsern Deytern oder sin Erben antworten/ möchten si danne darzu tun/ so solten si in geben wer andern kien/ on alles Geverd. Wer auch/ das wir etz werden/ und das wir nicht ein Kost oder Hufe gehalten möchten mit unsern vorgenanten Deytern/ So solten wir/ us oben siten/ unser igitliche einen siner Fründe dorzu gebn/ und bi solten bedanken/ nach dem/ als unser vortiger Deyter mit uns gekaufft hot/ was er uns zu unserm Erbe Muzung gebn solde/ zu den vorgenanten Schlozzen Osterberg/ und Schwartza/ als vorgeschriben stet on alles Geverd. Auch ist geret und gedeibend in diesem Kauff/ wer es/ das unser vorgenanter Deyter an etz Erben/ das Sun wer/ und unser Deyter/ Graf Bertholt/ sin Bruder/ es abginge/ dann wir/ so süßen alle diese vorgeschribene Deyten/ Ecten und Dorfe/ und alles/ das si us gehort haben/ gar und genlich us und uns unser Erben gefallen/ on alles Geverd. Wer auch welcher unser einer on etz Erben/ das Sun wer/ es abging/ dann der ander/ und das dieselbe Deyter litz/ so solte der ander dieselben Deyter igrichen nach der Fründe Rat/ on Geverd. Auch ist geret/ wer es/ das wir vor Krantheit oder silt in unsern Schlozzen andersins Huz haben wolten/ danne bi unsern vorgenanten Deytern/ das möchten wir tun/ und solten auch das tun/ also das wir bederfste zutomen und gewesen möchten/ on Geverd. Auch süßen wir mit unsern vorgenanten Deytern/ oder sinen Erben/ alle Hufe haben und inneuen/ und bi mit in besetzen/ und ensen/ zu unserm Erbe/ bi wol das wir leben/ on Geverd. Auch besennen wir vorgenanter Graf Bertholt/ das wir alle diese vorgeschriben Ecten/ Ecten und Ackerl mit Trumen gelobt haben den vorgenanten unsern Deytern/ an sin Hand/ und globt mit diesem Brief/ und er uns wider auch en Trumen globt hot/ das wir das alles/ als bi vor geschriben stet/ süßen und wolten volziehen/ stet und ganze halten/ und dawider nimmer zu tun/ on Geverd. Des zu Urkund haben wir unser Insigel zu den vorgenanten unsern Deytern Insigel wuzentlich an diesen Brief gehendet/ und wir vorgenant Graf Herman bekennen offentlich/ das wir den vorgenanten unsern Deytern en Trumen globt haben alle diese Ecten/ Salze und Ackerl/ stet und ganz zu halten/ und das zu volziehen in aller der Weis als bi vor geschriben stet/ on alles Geverd/ des haben unser Insigel zu den vorgenanten unsern Deytern Insigel wuzentlich an diesen Brief gehangen. Des sin Geylige/ und sin dy sinen Teydingen gewest die ersamen wisen elst/ bi Schöpffer und der Kat gemeinlich der Stat zu Munsstat/ unser liden Geyruwen/ und die wesen Manne/ Hanse von Rosenal/ Die Muzer/ Heynze Keiner von Komelt und Hanse von Kugelheim/ bi durch unser Deyte alle in Sigel zu unser beder Insigel an diesen Brief gehenge haben. Und wir di vorgenanten Schöpffer und der Kat gemeinlich der Stat zu Munsstat bekennen/ das wir bi diesen Teydingen gewest sin/ und das haben wir zu Geygung/ und/ durch des willen der vorgenanten unser Muzer unser Insigel zu uren Insigeln an diesen Brief gehengt. Der geben ist nach Godes Gout dreihundert Jar/ und darnach in dem eint und sibenzigstem Jar an dem neyßten Dingstag nach dem Sonntag als man singet Quasimodogeniti.

LXVII.

ANNO
1371.

17. AVT.

JOHANNIS Marchionis Moraviae Litera, quod nullum Subditum Regni Bohemie, aut bona eorum citra voluntatem Regum in servitium suum aut defensionem suscipere possit & valeat. Datum Prage 15. Calendae Maii Anno 1371. [BALBINI Miscellanea Historica Regni Bohemie Decad. I. Libr. VIII. Epistolar. Part. II. Epist. VII. pag. 175. LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Cont. I. Abtheil. I. Abtatz II. von Mähren pag. 258. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

JOHANNES Dei gratia Marchio Moraviae. Notum facimus tenore presentium. Licet alias Serenissimus Princeps ac Dominus Dominus Carolus Romanorum Imperator semper Augustus & Boemie Rex, Dominus & Frater noster preclarissimus, Nobis, Haredibus & Successoribus nostris legitimis, Marchionibus Moraviae, Sexus masculini, insignem & illustrem Principatum, Marchionatum Moraviae, cum attinentiis & pertinentiis ejusdem Principatus, venerabilis Olomouensis Ecclesiae & Illustri Oppavie Ducatu duntaxat exceptis; Nos tamen commoditatibus dicti Domini nostri & Fratr, Haredum & Successorum suorum, Fratres dilectionis Judicio providere cupientes, eisdem bona fide, absque omni dolo, & sub juramento, quod desuper viva voce ad Evangelia sancta Dei, nostrisque Haredibus, & Successoribus Marchionibus Moraviae, Joanne, & Procopio, Filiis nostris, nec non aliis nostris Filiis fortasse nascentis, eorum Haredibus, & Proharedibus, conjuncunc conditionis, status vel preeminentie forent, seu ad quemcunque gradum Dignitatis, Principatum, sive Dominiorum pervenire possent; promittimus per presentes, quod predictorum Regum Bohemie homines, Feudatarios, Vassallos, & alios quoslibet Subjectos, Barones, Nobiles, Ignobiles, Ecclesiasticos sive Seculares eorumdem, contra voluntatem & in praedictum ipsorum in nobis, quae in Regno Boemia obtinent, unquam defendemus, manu tenebimus, protegemus, proloquemur, aut ipsos tuebimur in futurum. Sicut etiam idem Dominus noster & Frater, Haredes & Successores sui, Reges Boemie, ac etiam alii sui Filii nati, & nascenti, eorum Haredes & Proharedes, conjuncunc gradum Dignitatis Principatum, sive Dominiorum pervenire possent, contra nostram, Haredum & Successorum nostrorum predictorum voluntatem & in nostram praedictum nostrorum homines, Feudatarios, Vassallos, Barones, aliosque Subjectos &c. Nec ipsum Regnum Boemia cum suis pertinentiis nobis vendicabimus, applicabimus, aut eidem Regnum aliquialiter impetemus, pollicemur insuper & promittimus sub fide & Juramentis, quibus supra nominato Domino & Fratri nostro, Domino Imperatori ut Regi Bohemie, Haredibus & Proharedibus suis praefatis, in casu quo ipsi, seu ipsorum aliquis vel etiam eorum, Principes, Barones, Nobiles, Vassalli, Homines, Familiares & Subditi conjuncunc conditionis forent, quocunque ductu, imperio, vel ingenio quocunque seu ipsos, sive Dominii, Terras, Possessiones & bona ipsorum acceptare, fuscipere seu nobis vendicare quomodolibet non debeamus, sed potius ad hoc consilios, auxilios, & juvamentis operari pro viribus, ut ipsi Principes, Barones, Nobiles, Vassalli, Familiares & Subditi una cum Terris, Dominis, Hareditatibus, Possessionibus, & bonis omnibus sub ipsis & eorum Dominis remaneant. Ita tamen, quod Marchionatus Moraviae ab ipso Rege Boemie, qui pro tempore fuerit, & ipsius Regni Corona suis loco & tempore fuscipiat in Feudum. Et ipsi Reges Bohemie, qui pro tempore fuerint, nos, Haredes & Successores nostros in ipso Marchionatu & omnibus ipsis Juribus & pertinentiis, quae ad ipsum ab antiquo spectabile noscuntur, favere, manuteneere debeant, effectualiter defendere, sicut hoc idem in aliis nostris Literis, quas muris desuper scribi dedimus, lucidius est expressum. Et in eum casum, ubi dictum Dominum nostrum & Fratrem, Haredes, & Successores nostros praefatos, absque Haredibus legitimis masculini Sexus, decedere contingeret, quod tunc dictum Regnum, ad nos, Haredes, & Successores nostros Marchiones Moraviae esset legitime devolutorum, ut in aliis Literis desuper traditis plenius est expressum, quas Literas in omnibus suis clausulis, sententiis, tenoribus, & punctis, sicut scriptae sunt, in suo robore per omnia volumus reman-

ANNO remanere, & ad omnia & singula & eorum quodlibet, prout expressantur superius, observanda, Nos bona fide
1371. absque omni dolo, & in virtute corporalis juramenti prædicti, de certa nostra scientia firmiter obligamus, Præsentium, sub nostro majori pendenti Sigillo, Testimonio Literarum. Datum Prage, Anno Domini M. CCC. LXXI. Indictione 9. 15. Calend. Maji.

LXVIII.

s. Aodt. ALBERTI Archi-Episcopi Magdeburgensis, & CAPITULI ejusdem Ecclesiæ Literæ, quibus profitentur, quod Venditio Marchionatus Lusatiae Magdeburgensis Ecclesiæ per THEODORICUM Juniores Landgraviæ Thuringie facta, nunquam in effectum reale fuerit deducta, & quod idem Marchionatus legitimè à Marchionibus BRANDENBURGENSIBUS per CAROLUM Regem Bohemiæ, & ejusdem Regni Coronam sit emtus, Renunciantes in perpetuum omni impetitioni & actioni in prædicto Marchionatu Lusatiae. Dat. Magdeburg, in die Assumptionis Beati Virgini Gloriosa. 1371. [CHRIST GODOF. HOFMANNUS, in Appendice Diplomati. & Documentor. Historiam Lusatiae Illustrantium. Tom. IV. Scriptor. Lufaricor. pag. 207. LUNIG, Teutiches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz II. in anhang von der Laufitz. pag. 10. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

Nos Albertus Dei gratia sanctæ Magdeburgensis Ecclesiæ Archiepiscopus, Germaniæ Primas, nec non Hermannus Præpositus, Gerhardus Decanus, & totum Capitulum ejusdem Magdeburgensis Ecclesiæ. Notum facimus tenore præsentium universis. Licet à longis retroactis temporibus recolenda memorie, quondam Venerabilis in Christo Pater Dominus Burchardus pro tunc Magdeburgensis Episcopus, Prædecessor noster, quendam emtionis Contractum cum illustri clarè recordationis Domino Theodorico Juniore, Thuringie Landgravo Orientali, & Lusatie Marchione pro Domino & Terra Marchionatus Lusatiae ac earundem pertinentiis, pro quibusdam certis pecuniis, sex Millibus, videlicet Marcharum Argenti scilicet & missis dicatur. Tamen considerantes & perinenter attendentes, quod Contractus ejusmodi ex defectu notabilium & certarum conditionum in ipso notanter expressarum, in effectum nunquam deductus, neque rationaliter consummatus dignoscitur, & præsertim quod antedictus Landgravius Theodoricus, Principatus & Dominium Marchionatus Lusatiae prædicti, Divis quondam Regibus Romano & Imperio sacro ad manus prædictorum Archi-Episcopi, Successorum ejus, & Ecclesiæ Magdeburgensis, nullo unquam tempore resignaverit, sicut hoc in forma Contractus hujusmodi nominatim & singulariter est expressum, eo enim, quod exinde prædictus Archi-Episcopus Prædecessor noster, Successores sui, nos ipsi, & præfata Magdeburgensis Ecclesia in possessionem realem Principatus & Domini supra dicti Marchionatus nunquam missi sumus, nec ipsam adepti vel ejus gubernatione functi quomodolibet, seu potiri. Perpendentes quod ratione prævia qualiter idem Marchio Theodoricus Marchionatum prædictum, Marchionibus Brandenburgensibus supradicti Landgravi Theodorici legitimis Successoribus, & ejusdem Domini veris & quietis possessoribus cessit, nunc serventissimus Princeps & Dominus, Dominus Carolus IV. Divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex, Illustris Dominus noster gratissimus, Marchionatum prædictum præsentem piæ recordationis quondam Domino Theodorico Archi-Episcopo ejusdem Ecclesiæ immediato nostro Prædecessore, & de ejusdem factu & consilio rite & rationaliter comparaverit, ipsamque tanquam Rex Bohemiæ, sibi & Illustri Principi Domino Wenceslao Bohemiæ Regi, ejus Filio, Haereditibus & Successoribus suis Bohemiæ Regibus & ejusdem Regni Coronæ iusto vendicationis titulo vendicaverit, qui etiam ex superabundante benignitatis ipsius clementiæ, ne nos & Ecclesiam Magdeburgensem in perditione pecuniarum sex millium videlicet Marcharum Argenti prædictarum dispendiose remanere contingeret, licet ad hoc faciendum non teneatur, supradictas sex mille Marchas, nobis

TOM. II. PART. I.

& Ecclesiæ restituit, & donavit in integrum & compietè. Id circo pro nobis & Ecclesia nostra Magdeburgensi, nostris Successoribus, nec non omnibus & singulis præsentibus & futuris, quorum interesse poterit, consideratis præmissis omnibus, & in examen rationis rite deductis, animo deliberato, diligentique & solemniter tractatu communiter, & sæpius inter nos, & in nostro Capitulo habito, nostris nihilominus & Ecclesiæ Magdeburgensi, Ministerialibus & Privilegiis recensitis, nobis & Successoribus nostris à quæstionibus & vexationibus præcavere volentes, recognoscimus publicè protestantes Contractum præfatum, sicut hoc etiam ex præcessis omnibus perfectè colligitur, nullius fore simpliciter, nec unquam fuisse roboris, vigoris & efficacæ, Nosque Ecclesiam Magdeburgensem Prædecessores vel Successores nostros quocunque, nullum penitus in Principatu, proprietate vel Dominio Marchionatus Lusatiae antedicti aliquid jus habere, habuisse, seu unquam ex Contractu hujusmodi posse habere perpetuis temporibus adfuturis. Renunciantes expresse pro nobis & Ecclesia Magdeburgensi prædicta & omnibus Successoribus nostris in perpetuum omni impetitioni, arrestationi seu actioni, quas adversus supradictos Dominum Imperatorem, velus Regem Bohemiæ, Dominum Wenceslao ejus Filium Bohemiæ Regem, eorum Haereditas & Successores, Bohemiæ Reges & ipsius Regni Coronam, ratione Principatus, Marchionatus & Domini prædictorum unquam facere vel habere possemus, quocunque ingenio, indicio, colore per nos vel per alios directè vel indirectè, tacitè vel expresse, in eundem. In testimonium præmissorum, nostrum & Capituli nostri Sigilla præsentibus sunt appensa. Datam Magdeburg Anno M. CCC. LXXI. in die Assumptionis Beatissimæ Virginis Gloriosa.

LXIX.

Ligue offensive & défensive entre CHARLES 28. Oâ.
VIII. Roi de France & ROBERT Roi d'Escoffe, contre l'Angleterre. Donné au Châteaue d'Edinbourg le 28. Octobre 1371. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 696.]

ROBERT, par la Grace de Dieu, Roy d'Escoce, sçavoir faisons à touz, prestens & à venir, que,

Comme, entre les autres choses, par les quelles les Roys regnent & Royaumes sont gouvernez, convenable chose soit & nécessaire que Princes s'aliënt ensemble par lien d'Amitié & de Bienveillance, pour les grevances de ceulx, qui grever les veuillent, plus efforcement refraindre, & la paix & tranquillité d'eulx & de leurs Subgez plus paisiblement purchailler & maintenir.

Nous, considerans les Amities & Aliances, Considerations & Bienveillances,

Qui, de tres long temps, ont este contraiñtes, gardées, & maintenues entre le Roy de France, notre Cousin, & ses Prædecessors, & Nous, & noz Prædecessors, & noz Royaumes, Communautez & Subgez,

Voullans d'icelles estre renouvelées, gardées, & fortifiées,

Avons avec le dit Roy de France, pour Lui, & ses Hoirs, & Successors, traictie & acorde, pour Nous, & noz Heirs, & Successors, par la maniere qui s'ensuit; c'est assavoir,

Que le Roy de France dessus dit, & ses Hoirs, & Successors. Roys de France, & Nous, noz Hoirs, & Successors, Roys d'Escoce, les Communautez & Subgez des diz Royaulmes de France & d'Escoce, sommes des maintenant, & serons pour le temps à venir, par lien de Union & Amitié, en bonne Foy liez & obligiez ensemble, & dorsenavant serons, donnerons, & procurerons Amour, Aïde, Conseil, & Confort de tout, quanque Nous pourrons, comme loialux Allies, les uns aux autres.

Et, pour ce que le Roy d'Angleterre & ses Prædecessors se sont souventoiz efforcies & penes de grever & dommagier, de tout leur povoir, les diz Royaulmes de France & d'Escoce, le dit Roy de France, ses Hoirs, & Successors, Nous, noz Hoirs, & Successors sommes & serons ensembles liez & obligiez pour refraindre & empêchier les grevances dessus dites, que, toutes foiz, que le Roy de France dessus dit, ses Hoirs, & Successors dessusdites auront à faire d'Aide ou de

ANNO
1371.

Conseil, en temps de Paix ou de Guerre, contre le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Successeurs, & ses Subgez, Nous, noz Hoirs, & Successeurs dessusdiz, aiderons & conseillerons, en quelque Nous pourrons, comme loyaux Allies, le dit Roy de France, ses Hoirs, Successeurs, & ses Communautés.

Et aussi, semblablement, toutes fois, que Nous, noz Hoirs, & Successeurs, Roys d'Escoce, aurons affaire d'Aide ou de Conseil, en temps de Paix ou de Guerre, contre le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ses Successeurs, & ses Subgez, le Roy de France, & ses Hoirs, & Successeurs dessusdits, aideront & conseilleront, en quelque il pourront, comme loyaux Allies, Nous, noz Hoirs, & Successeurs, notre Royaume, & noz Communautés.

ITEM, se Guerre estoit mené, ou mouvoit, entre le Roy de France, ses Hoirs, & Successeurs dessusdites, & le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs, nous, noz Hoirs, & Successeurs dessusdiz, serons tenus & obligés à faire Guerre, de toute notre puissance, au dit Roy d'Angleterre, & ses Hoirs & Successeurs ou Royaume d'Angleterre, si tost comme de la dicte Guerre meurt Nous, noz Hoirs, & Successeurs en serons certifiés par Escrip suffisant, ou par relation certaine, ou par renommée commune; les Treves toutefois, priées & pendans a présent entre Nous & le Roy d'Angleterre, finies, ou par quelque maniere annulées, ou rompues par le fait des Anglois.

Et aussi le Roy de France, & ses Hoirs, & ses Successeurs, Roys de France, seront tenus, semblablement, à faire Guerre, de toute leur Puissance, au Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs, ou Royaume d'Angleterre, si tost comme il sera certifié au dit Roy de France, ses Hoirs, & ses Successeurs, que Guerre soit esmue entre Nous, noz Hoirs, & Successeurs, & le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Successeurs, comme dit est; les Treves toutefois dessus dits finies, ou par quelques maniere annulées ou rompues par le fait des Anglois comme dit est.

ITEM, que le dit Roy de France, ses Hoirs, & ses Successeurs, Roys de France, ne laisseront, souffriront, ou souffriront, par aucune voie, aucuns de leurs Subgez faire ou donner aucun Aide, ou Conseil, ou faveur au dit Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Successeurs, ses Allies, ou aidans, ne aler, ou estre en aide, a gages, par quelque voie que se soit, avec luy, ou autre personne quelconque, qui soit Ennemy, Adversaire, ou Rebelle de Nous, noz Hoirs, ou Successeurs, notre Royaume, ou Communautés, ou Grief, Prejudice, ou Dommaige de Nous, de noz Hoirs, & Successeurs, ou de noz Subgez, & de noz Communautés.

Et semblablement Nous, noz Hoirs, & Successeurs, ne laisserons, souffrirons, ou souffrirons, par aucune voie, aucuns de nos Subgez faire, ou donner aucun Aide, Conseil, ou faveur au dit Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Successeurs, ses Allies, ou aidans, ne aler, ou estre en Aide, a gages, ou sans gages, par quelque voie que se soit, avec luy, ou autre personne quelconque, que soit Ennemy, Adversaire, ou Rebelle du dit Roy de France, ses Hoirs, ou Successeurs, son Royaume, ou ses Communautés, ou Grief, Prejudice, ou Dommaige du Roy de France, ses Hoirs, & Successeurs, ou de ses Subgez & de ses Communautés.

Et se, après inhibition ou défense généralement sur ce faite, aucun des diz Royaumes de France & d'Escoce peult estre trouve, qui ait fait, ou face le contraire, il sera prins & pugné comme Traître & Rebelle contre son Prince & son Pais, sans en avoir grace, faveur ou remission aucune.

ITEM, que les Adversaires & notoirement Rebelles du dit Roy de France, de ses Hoirs, & Successeurs, & de Nous, nos Hoirs, ou Successeurs, ou de nos Royaumes, ne seront aucunement receus ou receptes, en appert ou en repoit, dedens le Royaume ou les Seigneuries, l'un ou de l'autre, si tost & deslors en avant que l'un en sera requis de l'autre; mes garderons & procurerons, les ungs es autres, le dit Roy de France & Nous, noz Hoirs, & Successeurs, l'onneur, Proufit, Droit, Privileges, & Franchises l'un de l'autre, & de noz diz Hoirs & Successeurs, & enuidrons & attrairons, de tout notre povair, noz Amis, Allies, & Adherens a l'amour & a l'aide l'une de l'autre, & de noz Hoirs & Successeurs, noz Royaumes & Communautés, & le vitupere, deshonneur, villennie, & dommaige l'un de l'autre empêcherons a nostre povair.

ITEM, que Nous, noz Hoirs, & Successeurs, ne pourrons prendre Treves au Roy d'Angleterre, ses

Hoirs, ou Successeurs, sans le consentement du dit Roy de France, de ses Hoirs, ou Successeurs, ou sans ce qu'il, son Royaume, & ses Communautés y soient compris, se ainsi ne estoit que il ny voulsissent mye estre compris:

Et pareillement le dit Roy de France, ses Hoirs, ou Successeurs, ne pourront prendre Treves au Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Successeurs, sans le consentement de Nous, de noz Hoirs, ou Successeurs, ou sans ce que Nous, notre Royaume, & noz Communautés y soient compris, se ainsi n'estoit que Nous, noz Hoirs, & Successeurs, & Communautés, ny voulsissions mye estre compris.

ITEM, que le dit Roy de France, ses Hoirs, & Successeurs, ne pourront faire Paix avec ce le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Successeurs, sans expres consentement de nous, de noz Hoirs, ou Successeurs, ou sans ce que Nous, notre Royaume, & noz Communautés y soient compris entièrement:

Et aussi Nous, nos Hoirs, ou Successeurs, ne pourrons faire Paix avec le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Successeurs, sans expres consentement du dit Roy de France, de ses Hoirs, ou Successeurs, ou que il, & son Royaume, & ses Communautés y soient compris entièrement.

ITEM, que, si il avenoit que nous allions de vie a trespassement sans Lignée procees de notre Corps, & que debat feust entre aucuns sur le Droit de la Succession de l'Eritage de notre Royaume d'Escoce, en ce cas le Roy de France, ses Hoirs, ou Successeurs dessusdiz, ne aideront aucune d'iceux, ne par les leurs, ne souffriront aidier comment que se soit; Mais seroit faite la decision de ce debat par les Prelas & autres Grans de notre Royaume d'Escoce selon les Loys, Droiz, & Estars d'icelui; & celui, qui la plus grant & la plus saine partie aproveroit pour Roy, le dit Roy de France, ses Hoirs, & Successeurs le tendront aussi pour Roy, & pour leur Alie & Confedere.

Er, se aucun de ses Adversaires, par la Puissance du Roy d'Angleterre, de ses Hoirs, ou Successeurs, faisoient Guerre contre ycelui, ainsi aprove pour Roy, le dit Roy de France, ses Hoirs, ou Successeurs de toute leur Puissance le souffriront & defendront contre son dit Adversaire, & contre ses Adherens & aidans, selon la fourme de l'Alliance dessusdicte.

ITEM, que ceste Alliance sera ratifiée & confirmée de notre Saint Pere le Pape: Et que le dit Roy de France, ses Hoirs, ou Successeurs, Nous, nos Hoirs, ou Successeurs ne ferons, ou procurerons, en appert ou en repoit, par Nous, ou par autre, Nous, nos Hoirs, & Successeurs, les Royaumes de France & d'Escoce, ou nos Subgez estre abolis du serment fait, ou a faire sur ceste Alliance tenir, garder, & parfaire.

ITEM, que, se le Saint Pere, de sa volente & de son propre mouvement, ou par indication d'aucunes personnes quelconque, vouloit abolir le dit Roy de France, Nous, ou nos Hoirs, & Successeurs, les diz Royaumes, ou Subgez, du serment dessusdit, ou icelui serment anuler, le dit Roy de France, ses Hoirs & Successeurs, Nous, nos Hoirs & Successeurs ne userons, pourrons, ou devons user, par aucune voie, du benefice de telle abolition; Mais tendrons & garderons loyaument & entierement ceste Alliance en touz poins, sans fraude & mal engin, & sans jamais faire, ou dire aucun chose au contraire, tout & ainsi come celle abolition ou annulation ne feust onques faite ou donnée.

Et toutes les choses dessusdites & chascune d'icelles, en tant comme elles pevent toucher Nous, noz Hoirs, & Successeurs, Nous avons promis, & promettons en bonne foy, garder, tenir, & accomplir, & ainsi l'avons fait jurer, en la presence du dit Roy de France, par notre ame & feal Cousin, Archibault de Douglas Chivalier, en notre ame & aux Saints Euvangilles de notre Seigneur, pour ce corporellement touchees.

Donne soubz notre Seel, en notre Chastel de E-dynbouch, le xxviii. jour du Mois d'Octobre, l'an de grace mil, CCC. LXXI. & de notre Regne le premier.

LXX.

Mariage (1) d'AME', depuis Comte de Savoye VII. 1372.
du SAVOYE ET BERRA.

(1) Ce fut le dernier Comte de Savoye, Amé VII. son fils ayant fait ériger la Savoye en Duché. 7. Mai.

ANNO
1371.

du nom, Fils d'AME' VI. Comte de Savoye; avec
BONNE DE BERRI, Fille de Jean de Fran-
ce Duc de Berry, fait le 7. Mai 1372. [S.
GUICHENON, Histoire Généalogique de la
Maïson de Savoye. Preuves. pag. 235.]

In Nomine Domini, Amen.

PAR cest present publique Instrumēt soit manifeste à
tous: Que l'an de la Nativité de Nostre Seigneur
M. CCC. LXXII. le VII. jour de May: En la pre-
sence de nous Jaque de Montbelliard Clerc & Secre-
taire de Tres-excellent Prince Monsieur Jean Fils Roy
de France, Duc de Berry & d'Auvergne, Comte de
Mascon; & de Antoine Bezon Clerc & Secrétaire de
Tres-excellent Prince de Monsieur AMEY Comte de
Savoye, tous deux Notaires, & des tesmoins cy-des-
sous escripts: Personnellement establis les dessusdits
Monsieur le Duc de Berry d'une partie, & ledit Mon-
sieur le Comte de Savoye d'autre partie: Iceles Parties
sachans & advisés, sans fraude n'y barat, de & sur le
Traité eü de contraire Mariage entre Amey Fils dudit
Monsieur le Comte, & Madame BONNE Fille dudit
Monsieur le Duc, ont fait ensemble les pactions, pro-
missions & convenances se suivent. Premiere-
ment, que ledit Monsieur le Comte promet que il fera
& prochassera avec tout effort, que ledit Amey son Fils
prendra à Femme pour Mariage Madite Dame Bonne,
se Dieu & Sainte Eglise s'y accordent; Et aussi Mon-
sieur le Duc dessusdit promet que il fera & prochassera
avec tout effort, que Madite Dame Bonne sa Fille
prendra en Mary & Espoux ledit Amey. Et pour con-
templation dudit Mariage, & entretenement d'icel
Monsieur le Duc dessusdit donna & donne audit Amey,
en nom & cause de Dot de sa Fille, & pour tout le
Droit, partage & droiture qu'elle pourroit avoir es
biens Paternels, & Maternels, cent mille francs d'or
par une foy à payer audit Monsieur le Comte en nom
dudit Amey son Fils à Bagüé aux Termes cy dessous
escripts. C'est assavoir, le jour qu'ils seront espou-
sés rente mille francs d'or, & l'an apres de compter du
jour dudit Mariage l'an revolu, dix mille frans; & de
là en outre un chacun an dix mille frans, jusques à
l'accomplissement & paiement de la Somme de cent
mille frans dessusdite. Item accordé, que au cas que
ledit Monsieur le Duc vroit de vie à trespassement sans
avoir Hoirs males descendants de son propre corps de
loyal Mariage, ladite Madame Bonne sa Fille fera sa
Heritiere en tout si elle estoit seule, & s'il en avoit
plusieurs elle heritera selon sa portion tant seulement,
ce en quoy il la peut heriter: & aussi au cas que Ma-
dame la Duchesse Mere de ladite Madame Bonne iroit
de vie à trespassement sans Hoirs males de son corps,
ladite Dame Bonne fera sa Heritiere, en tout si elle
estoit seule, & si elles estoient plusieurs Filles, selon sa
portion qui luy pourroit & devoit avenir selon le nom-
bre des Filles. Item accordé est entre lesdites Parties,
est desduit en pact, que Mondit Seigneur le Comte,
fait & consumé ledit Mariage, baillera & deslivrera au-
dit Amey son Fils pour tenir son estat, tant de Terre
qu'il vaudra seize mille frans de revenu par an, Chas-
teaux & Forteresses non comptés en valüé; lesquels
seize mille frans par la maniere que dessus est contenu,
luy seront assis & assignés en la Terre de Bresse: & au
cas que ladite Terre ne seroit de si grand valüé, le sur-
plus luy sera assis & assigné sur l'autre Terre de Mondit
Seigneur le Comte au plus près de Bresse. Item que
pour cause aussi & contemplation dudit Mariage, ledit
Monsieur le Comte vouldra & consentira, veut & con-
sent deja par expres, que ledit Amey de Savoye son
Fils soit son Heritier Comte de Savoye apres le decés
dudit Monsieur le Comte, & aura Savoye, Morianne,
Tharentaise, Beugeys, Valbonne, Revermont, Bresse,
& Dombes, avec les Rentres, Yffues, Honneurs, No-
blesse, Fiefs, Homages, Richefies, Baronnie, Juri-
dictions, merces & mixtes Imperes, Souverainetés, Res-
sorts, & toutes autres choses qui sont dedans lesdites
Terres, appartenans & pout appartenir audit Monsieur
le Comte pour cause d'icelles; & aussi les Fiefs &
Homages, Souverainetés, & Ressorts des Barons,
qui tiennent Fiefs & doyvent Homage audit Monsieur
le Comte; & pourtant le tiendra pour content ledit
Amey son Fils, réservé la bonne volüité & liberalité
de Mondit Seigneur le Comte. Item accordé & con-
venü entre lesdites Parties, que au cas que ledit Amey
iroit de vie à trespassement, ledit Monsieur le Comte
survivra, & auroit Enfans males, un ou plusieurs de

son propre corps & de loyal Mariage de ladite Madame
Bonne; en cest cas son premier Fils, & les autres des-
cendants males de luy, abiles & souffisans de personne
pour estre Comte, auront tout, ou tel & semblable
Droit, & seront Heritiers de Mondit Seigneur le Com-
te, par la forme que fuik ledit Amey son Fils s'il fut
en vie, comme dessus est déclaré. Item accordé est
entre lesdites Parties, & a voulu & convenü ledit Mon-
sieur le Comte, que au cas que ledit Amey son Fils
iroit de vie à trespassement, que Madite Dame Bonne fa
Femme à venir soit dotée, & l'y constitüé en Dotiäre
dix mille francs d'or de revenu chacun an en Justice
& Seignorie, non comptés ne compris Chateaux &
Forteresses, en revenue de Terre; par telle condition
& maniere, que Madite Dame Bonne ne prendra ne
recevra à cause dudit Dotiäre, s'il n'avenoit tant
comme Mondit Seigneur le Comte qui est à present
vivra, fors tant seulement six mille francs de revenue
par an par la maniere que dessus; & luy allé de vie à
trespassement, au cas ou elle surviroit, elle prendra
& recevra entierement les dix mille francs dessusdites
par la fourme devant ditte; lequel Dotiäre au cas que
dessus sera assis en & sur la Terre de Foucigny; & au
cas aussi que ladite Terre de Foucigny ne vaudroit lors
dix mil francs de revenue de Dotiäre comme dit est,
ledit Monsieur le Comte veut, consent & promet, par
luy & ses Successeurs, supplir & assigner ce qui foudroit,
en & sur les Terres & lieux plus prochains de la Terre
de Foucigny: Et dudit Dotiäre se le cas avenoit, Ma-
dite Dame Bonne fera foy & Homage à Mondit Sei-
gneur le Comte de Savoye qui est à present: Et luy allé
de vie à trespassement, Madite Dame Bonne le recon-
noitra tant seulement à tenir de Fief, Souveraineté &
Ressort de cely qui sera Comte par le temps sans luy
faire foy ne Hommage. Item que s'il avenoit que ledit
Amey alast de vie à trespassement sans avoir Enfans
males, descendants de son propre corps & de ladite
Madame Bonne sa Femme, ou males descendants des
males, & qu'ils eussent une Fille tant seulement; le-
dit Monsieur le Comte veut & consent, que luy ou ses
Heritiers seront tenus de donner en Mariage du sien
propre à ladite Fille cent mil francs pour une fois, ou-
tre le Droit qu'elle auroit es cent mille francs donnés
en Mariage à ladite Madame Bonne sa Mere: Et au
cas qu'il y auroit plusieurs Filles, la premiere aura en
Mariage sur les biens dudit Monsieur le Comte soixan-
te mille francs pour une fois, outre le Droit que elle
auroit au Dot & es autres biens de ladite Madame Bon-
ne sa Mere; & fera rena ledit Monsieur le Comte de
marier les autres Filles selon son estat; & pourtant lesdites
Filles seront contentes & exclüses de tous les biens
Paternels de Mondit Seigneur le Comte. Item est ac-
cordé & convenü entre lesdites Parties, par Convenan-
ces & Pactions expresse, que au cas que ledit Amey
iroit de vie à trespassement; ladite Madame Bonne sur-
vivra, & que restitution de Dot auroit temps & lieu;
ledit Monsieur le Comte ou ses Heritiers & Successeurs
seront tenus de restituer à Madite Dame Bonne ou à
ses Heritiers, lesdits cent mille francs donnés par elle
en Mariage comme dit est, se payé avoient esté, & au-
tremment ce que payé en seroit, à semblables termes
qu'il aura esté payé: Et au cas que ladite Dame Bonne
iroit de vie à trespassement sans Hoirs descendants de
son corps, ledit Monsieur le Comte ou ses Heritiers
seront tenus de rendre ce que de ladite Somme de cent
mille frans aura esté payé aux Hoirs de madite Bon-
ne, ou à ceux qui auront cause d'elle. Item est ac-
cordé que ledit Monsieur le Duc garnira ladite Madame
Bonne, & ledit Monsieur le Comte la enjoindra selon
son Estat. Lesquelles Pactions & Convenances ainsi
faites, lesdits Messieurs le Duc de Berry & Comte de
Savoye, ont promis & juré par leurs loyaux Seremens
sur les Saintes Evangiles donnés & prestés corporale-
ment, & sur l'obligation de tous leurs biens, & sur la
foy de leurs corps baillée de l'un à l'autre: & pour le
faire plus à plein, Mondit Seigneur le Duc promet de
payer audit Monsieur le Comte, au nom de Amey son
Fils à Bagüé, la Somme de cent mille frans dessusdits
aux termes establis: & a donné ledit Monsieur le Duc
pour ladite Somme en pleiges, & fiances, cest assa-
voir, Tres-excellent Prince Monsieur Jean Comte
d'Armigniac, Messire Jean de la Personne Vicomte
d'Aunoy, Messire Guillaume de Bourbon, Renaud de
Brezoles, Vellian de Lomagne, Etienne du Fay,
Guichart de Marzé, Chevaliers; Messires Pierre de
Grac Chancelier de mondit Seigneur de Berry, & Im-
bay Seigneur du Pefchin. Et aussi d'autre partie ledit
Monsieur le Comte, de ce pour la restitution desdits
cent mille francs donnés en Mariage, & pour ledit

Dotiäre

ANNO
1372.

Dolaire attendre & enteriner, baillie & donne en pleiges le fudist Monfieur le Comte d'Armignac, Messire Philibert de la Baume, Guillaume de Chalamont, Gaspart de Montmayour, Chevalliers; & Humbert Seigneur de Fromentes, Escuyer. Lesquelles pleiges & fiances, preffens & consentans, c'est assavoir, ceux de Monfieur le Duc, & chacun d'eux par soy & par le tout, de leur bonne volonté, fans fraude ne barat, se font constitués & establis fiances & pleiges de la Somme de cent mille frans fisdits, au cas que mondit Seigneur le Duc defaudoit & payemens d'icelle Somme, aux termes establis, & ce en les mains de mondit Seigneur le Comte present & recevant; & ont promis lesdits Pleiges de faire les payemens de ladite Somme de cent mille frans, aux termes & lieux dessusdits, ou venir personnellement à Bourg en Bresse, en cely lieu tenir Hostages continuellement, & dudit lieu non partir fans congé de mondit Seigneur de Savoye, ou de son certain Message, jusques à ce que ledit Monfieur le Comte soit pleinement payé des Sommes deues, & seront tenus venir & dits Hostages. C'est assavoir, Monfieur le Comte d'Armignac dedans deux mois prochains, apres ce qu'il en sera requis par ledit Monfieur le Comte de Savoye, ou par son certain Message, ou y envoyer quatre Chevalliers; Et tous les autres Pleiges dudit Monfieur le Duc dedans un mois prochain, apres ce que eux en seront requis: & semblablement lesdits pleiges & fiances dudit Monfieur le Comte, & un chacun d'iceux par le tout, de leurs bonnes volontés sans barat ou contrainte, ont promis & juré par les foy de leurs corps & sur l'obligation de tous leurs biens, de rendre & restituer à Madite Dame, ou à ceux qui auront cause d'elle, ledit Dot de cent mille frans, ou ce qui en sera payé audit Monfieur le Comte, & aussi de faire affecter & assigner à elle le Dolaire dessusdit à l'y donné par ledit Monfieur le Comte: Et ont aussi promis & juré, de faire tenir & accomplir les choses fisdites, ou d'aller tenir Hostages en leurs propres personnes en la Ville de Mascon, c'est assavoir, un mois prochain apres ce que par mondit Seigneur le Duc ou son certain Message, en seront requis; & là tenir Hostages, & de là non partir sans licence dudit Monfieur le Duc: & se Messire Philibert de la Baume dessusdit ne pouvoit ou vouloit tenir lesdits Hostages, que il y pût envoyer un Chevallier souffisant qui illec tiendra lesdits Hostages, pour & en nom de luy, par la maniere que dessus. En tesmoins desquelles choses, & pour ce que elles soient fermes & estables à tousiours, Nous Duc de Berry, & Comte de Savoye dessusdits, avons fait mettre à c'est present Instrumēt nos grands Seaux, & ont esté faites & données ces choses à Valence sur le Rosne en la Maisson de la Bergerie à l'Enseigne de l'Image de Saint George, l'an & jour que dessus: Preffens à ce Messire Jaques Lomp Chambellain, Guillaume de Guisay, Jeoffroy de Germeles Maîtres d'Hostel de mondit Seigneur le Duc, Guichard de Sure, Chevalliers, Colas Meugnin, & Guillaume Seguin Secretaires de mondit Seigneur le Duc, tesmoins à ce appellés. *Signé DE BORDIS.*

LXXI.

23. Mai. *LUDOVICI Hungarie & Polonie Regis Literæ, quibus, pro se, sua Coniuge ELISABETHA & Successoribus suis, promittit, nunquam ad Regnum Bohemie & Principatus ejusdem Regni aspirare, nec quemquam ex Subditis Regum Bohemie in protectionem & subjectionem recipere. Dat. in Wissegrad in Fello Sanctæ Trinitatis 1372. [BATTINI Miscellaneor. Historior. Regni Bohemie Decad. I. Libr. VIII. Epistolæ. Epist. XI. pag. 193. LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheil. I. Absatz III. von Schlesien. pag. 318. d'où l'on a tiré cette Pièce.]*

NOS Ludovici Dei Gratia Rex Hungarie, Dalmatie, Polonie &c. Notum facimus univerfis quibus interest, vel interesse poterit in futurum, per presentes; quod ob singularem internæ charitatis ardorem, quo Serenissimum ac Invictissimum Principem & Dominum, Dominum Carolum IV. Romani Imperii semper Augustum & Bohemie Regem Illustrum, Serenissimum Principem, Dominam Elisabeth Romanorum Im-

peratricem & Bohemie Reginam Sororem nostram, & Illustrum ac Magnificum Principem Dominum Wenceslaurum Bohemie Regem prefati Domini Imperatoris Filium, ac Illustris Principes, Dominos Joannem, & Joannem ejus Primogenitum, Marchiones & Dominos Terre Moravia Fratres nostros charissimos, ceterosque Filios & Hæredes ipsorum, pio fraternoque sinceritatis zelo complectimur ipsis, animo deliberato non per errorem aut improvide, sed maturo Principum Ecclesiasticorum & Sacularium, Comitum, Baronum & Nobilium nostrorum fidelium accedente consilio, & ex certa nostra scientia, pro nobis ac Serenissima Principe Domina Elisabetha conjorte nostra charissima, Hungarie, Polonie, Dalmatie &c. Regina, nec non Hæredibus, Hæredum Hæredibus, & Successoribus nostris Hungarie, Polonie, Dalmatie, &c. Regibus in perpetuum promissimus, & promittimus bona fide, dolo & fraudibus quibuscumque procul motis, & sub eo Juramento corporali quod nos & prædicta Domina consors nostra charissima Regina Hungarie super lignum vivificæ Crucis, & super Dei Evangelia in manus Reverendi in Christo Patris Domini Joannis Patriarchæ Alexandrini, Apostolicæ Sedis Legati, præstitimus, quod tam nos quam eadem Domina Regina, Hæredes & Successores nostri, nunquam nos, vel Hæredes nostri & Hæredum Hæredes & Successores aspirare debemus, nec volumus ad vendicandum, aut usurpandum nobis, vel ipsis, aut alicui ex nobis Regnum Bohemie, Principatus seu Principes, aut Prælatos Ecclesiasticos sive seculares. Et signanter specificæ & expresse ejusdem Regni & Corone Bohemie Principes, Principatus & Ducatus videlicet Wratislaviae, Suidnicie, Jaurensis, Munsterbergensis, Lignicensis, Bragensis, Olmicensis, Glogowensis, & Crassii, Saganiensis, Oppolitiensis, Falkenbergensis, Stralitzensis, Theßensensis, Ratiboriensis, & Oppavia, Koelenfis, Byronensis, Scinaviae, & Gorenfis, nec non Marchionatus Moraviae, Lusatiae Budissinensis & Goricensis, seu alios eorum quoscunque Principatus, Ducatus, Terras, Homines, Domina, Civitates, Castra, seu quolibet pertinentias eorum communiter & dividim, in genere seu in specie, sive in Bohemia, Moravia, Silesia, Polonia, Saxonia, Bavaria, Franconia, seu alias ubicunque locorum existent, vel ad vendicandum seu usurpandum nobis quascunque vel alicuius eorum metas, granitias, gades seu terminos aut Jura, libertates, pertinentias, consuetudines, vel observantias, quæ, seu quas ad præsens tenent, habent, & possident, seu Authore Domino adipisci, habere, tenere, obtinere vel possidere poterunt, aut debebunt, quomodolibet, in futurum; Seu etiam quascunque alia ad ipsos quovis modo spectantia, ubicunque sita, quæ non sunt nominatim inclusæ præsentibus, etiam si talia forent, de quibus hic fieri deberet vel posset mentio specialis. Et in eum casum, si hujusmodi eorum Principes, Principatus, Ducatus, Ducer, Comitatus, Barones, Nobles, Milites, Giver, Civitates, Oppida, Castra, aut Universitates Terra seu Homines, aut eorum aliquis, vel aliqui se voluntarii, seu sponte, libere offerrent, offerre vellent, vel quovis modo delibarent, subdere, subicere, vel offerre, quod ex nunc, prout ex tunc, promittimus & spondemus, pro nobis & omnibus & singulis prædictis sub Juramento & fide præstatis, tales vel talem nullatenus assumere, recipere, seu aliquatenus acceptare, quibusconque ad inventionibus ingenio vel colore quaesitis. In ejus rei testimonium præsentibus nostræ Majestatis & ejusdem Domine Regine, consorts nostræ charissimæ Sigillis authenticis simplicibus appensione justissimum committitur. Datum in Wissegrad in Fello sanctæ Trinitatis Anno Domini M. CCC. LXXII.

LXXII.

Ligue offensive & défensive entre EDOUARD III. 19. Juill.
Roi d'Angleterre & JEAN Duc de Bretagne,
conclue à Westmunster le 19. Juillet 1372.
[RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom.
VI. pag. 738.]

A PERPETUELLE REMEMBRANCE ET MEMOIRE.

Conue chose soit à toutz, par la tenur de ceste Endenture, qui,

Par l'advis & meure deliberacion de Grantz, Noblez, & Sages, du Conseil de, Treshaute Prince, Tresnoble Seigneur, Monfieur Edward, par la grace de Dieu, Roi de France & d'Engleterre,

Par monstrant les grantz amours, affection & bienveillances

ANNO
1372.

ANNO 1372. veillantz qui ont este, picea sont, & seront toutdis, a l'aide de Dieu, par-entre le dit Roy, & Noble & Poissance Seigneur, Messieur Johan Duc de Bretaign, Comte de Mounfort, son Filz,

ANNO 1372.

Ycelle Duc, Recordant freschement les tresgrantz honurs, aides, bienfaites, & bonnes, les quels ils ad sovient resseu du dit Roi son Pere, tant come il estoit meindre d'age, & en sa premiere Noreture, come autrement, jusques au parolos de l'avancement de tout son Estat,

Et desirant, a tout son poair, pursuivre en bien leures, de l'estat, honur, profit, & quiete du dit Roy son Pere, & pur lui faire pleisir y avant come sa poissance s'estent, & come tenuz y est par fine nature,

Entre, lui Noble Seigneur, Johan Sire de Nevill Seneschal del Monstiel le dit Roi d'Engleterre, & Sire Thomas de Melburn Chanoign de l'Eglise de Nichole,

Procureurs des avantdis Seigneurs, Roi & Duc, a faire & pourfuir toutes les choses aval escriptz,

Aiantz tousfaisantz Poair, sicome compris est en certaines diverses Lettres, seallez des Sealz des ditz Seigneurs Roi & Duc, dont la tenur est au dessouz encorpoze,

A l'honneur de Dieu, & en affermement des Alliances, n'adgaires faites entre les susditz Seigneurs Roi & Duc, quiete & repos des Subgiez de l'un & de l'autre,

Tretes, purpaires, & accordes sont les choses qui s'ensuivent; c'est assavoir,

Qui les ditz Seigneurs, Roi & Duc, leurs Heirs, & Enfantz, illantz & descendantz des Corps de l'un & de l'autre & leurs Heirs, neez & a naistre, toutz leur Subgiez, & les Subgiez de leur ditz Enfantz & de leur Hoirs, seront toutz joursmais, a perpetuite, bons, vrais, leals, & entiers Amys & Alliez,

Et garderont, maintendront & sustendront li uns les autres, par Terre, & par Mier, de Corps, de Biens, & d'Amis, & de toutes leurs seus & poissance, en toutes leurs necessites, encontre touz & envers toutz, qui purront vivre ou morir, de quelconque Estat ou Poissance q'ils soient, sans forsprise de nulle Parfonsse du Mounde, qui desore, en aucun temps a venir, se voudra afferce, ou s'afforceiroit de porter, moivoir, ou faire Guerre, Damage, Prejudice, Vilenie, ou Greuvance aucune, par quelconque maniere, ne par quelconque cause, ou occasion, a les Parfons des ditz Seigneurs, Roi ou Duc, ou a leurs Hoirs, ou Enfantz, ou les Hoirs de leurs Enfantz, leur Terres, Pais, ou Lieux, ou a leur Subgiez quelconques, neez ou a naistre, sans faire en aucune temps, l'un Seigneur vers l'autre, default aucun, ne esloine a l'encontre des dites Alliances, sans tant qui, a toutes les foiz, qui l'une Partie aura mestier de l'autre, l'en aura regard, de bone foy, & sanz malveisie en couverture, a les necesses affaires, occupations, & charges qui l'un ou l'autre des ditz Seigneurs, Roi ou Duc, covendra necessairement supporter & souffrir, au temps lors currant, pur la defense & salvation de leurs Pais & Subgiez & recoverer de leurs Droitures, coudre leurs Enemys, presentz ou a venir.

Et, par my cestes Alliances, toutz les Subgiez, de quelque estat ou condition q'ils soient, des avantditz deux Seigneurs, Roi ou Duc, de leur Hoirs, & de leur ditz Enfantz, & de les Hoirs de leur Enfantz, pourront franchement, seurement, & paisiblement, par Terre, & par Mier, entrecomuner, & entreconverler, passer, repasser, sejourner, & demourer.

Et les Marchantz marchander & amesner leur Marchandises en toutz les Portz, Havenes, Pais, ou Lieux de chescun des ditz Seigneurs, & hors d'yeux, les uns a les autres, & ailleurs, toutesfais & tantefoiz q'il leur perra, par paiant les Devoirs & Costumes, a l'un les & a l'autre, sanz Guerre, riote, contention, ne debat faire, mener, exciter, ne moivoir.

Et yeux seront toutdis suseulz, recueillez, aidez, trettez, desmenez, refreschez, & confortez, d'une costee & d'autre, tout aussi amiablement & paisiblement come en leur Pais propre estre le purroient, seroient, ou deveroient, & come en temps passe de bone Paix.

La quele chose sera notifie & publie es Pais & Seigneuries, de l'un les & de l'autre, le plus toste qui faire se pourra, & au temps qui semblera bon ou expediente a les avantditz deux Seigneurs, Roi & Duc, a fin que la chose soit le plus overtement connue.

ITEM, qui les avantditz Seigneurs, Roi & Duc, &

leurs Hoirs, & Enfantz, & les Hoirs des ditz Enfantz, & toutz leur Subgiez avantditz, eschiuront & empescheront, coudreiteront & desfourberont, de parole & de fait, & a tout leur leal poair, sanz fraude & sanz mal engin, & come bons, vrais, & lealx Amis & Alliez faire le devront, l'un & l'autre, tout le mal, damage, & vilenie qui en aucune temps pourra ou devra avenir a l'un les ou a l'autre, & de ce seront hastivement garnir, aviser, & savoir l'un a l'autre, par Terre, & par Mier, par Messages, Lettres, & autrement, par la meilleure & plus haile maniere, qui faire le purront, par aucune voie de Mounde.

ITEM, Accorde est, par entre les Procureurs devanditz, es nouns qui dessus, qui en toutes les Trieves, Abstinences, Paiz, ou Soeffrances de Guerre, Paiz, ou Accordances quelconques,

Qui se feront ou prendront parente le dit Roi, ses Hoirs, ses Enfantz, & les Hoirs de leur Enfantz, & Subgiez, leurs Pais, & Seigneuries, susditz, d'une part, oveque leur Enemys, mal-veillantz, ou Adversaires de France, ou d'ailleurs, qui ja sont, ou seront en apres, de l'autre part.

Le dit Duc, ses Hoirs, & ses Enfantz, & leur Hoirs, & Subgiez, Pais, & Seigneuries, avantditz seront expressément compris, & leurs Honurs, Estatz, Droitures, Seigneuries, Jurisdicions, Noblesces, Franchises, Libertez, Possessions, & tout leur Estat, en toutes choses, salvez, gardees, & reservees aussi entierement come ils unques furent en temps passees, & come en temps de leur Predecessours, & par autiele maniere come les ditz, Roi, ses Hoirs, ou Enfantz, voudront avoir fait, ou auront, pur leurs propres faites ou boisoignes,

Et qui le dit Roi, ses Hoirs, Enfantz, & leur Hoirs, le dit Duc, ses Hoirs, Enfantz, & leur Hoirs, & Subgiez, Pais, Seigneuries, & Droitures, susditz, toutditz, garderont, aideront, sustendront, & maintendront, par toutes les voies resonables & honestes q'ils sauront ou purront, encontre touz leur Enemys, Mal-veillantz, ou Adversaires quelconques, presentz, ou a venir.

Et, semblablement, en toutes les Trieves, Abstinences, Paiz, ou Soeffrances de Guerre, Paiz, ou Accordances quelconques,

Qui se feront ou prendront parente le dit Duc, ses Hoirs, ses Enfantz, leur Hoirs, leur Pais, & Seigneuries, & Subgiez, susditz, d'une part, oveque leur Enemys, Mal-veillantz, ou Adversaires, quelconques qui ja sont, ou en apres seront, d'autre part;

Le dit Roi de France & d'Engleterre, ses Hoirs, leur Enfantz, & les Hoirs de leur Enfantz, & leur Pays, Seigneuries, Droitures, & Subgiez quelconques, seront expressément compris, & leurs Honurs, Estatz, Droitures, Seigneuries, Jurisdicions, Noblesces, Franchises, Libertez, Regalies, Possessions, Pais, Subgiez, & Droitures, & tout leur Estat, en toutes choses, salvez, gardees, & reservees aussi entierement come ils unques furent en temps passees, & come en temps des Progenitours du dit Roi, & par autiele maniere comes les avantditz Duc, ses Hoirs, ou Enfantz, ou les Hoirs des ditz Enfantz, voudront avoir fait, ou auront, en leur propre fait ou boisoigne,

Et qui le dit Duc, ses Hoirs, Enfantz, & Subgiez, & les Hoirs de ses Enfantz, a toutz jours, garderont, aideront, sustendront, & maintendront le dit Roi, ses Hoirs, Enfantz, & les Hoirs de ses Enfantz, leurs Droitures, Subgiez, Pais, & Seigneuries, susditz, par toutes les voies resonables & honestes q'ils sauront ou pourront, encontre touz leur Enemys, Mal-veillantz, ou Adversaires quelconques, presentz, ou a venir.

ITEM, ne seront desormais, en aucun temps, scientement receptez, refreschez, aidez, counsailliez, confortez, ne favorez, en l'un Pais ne en l'autre, par aucune couverture, les Adversaires, Malveillantz, ou Enemys, privez, ou appertez, de l'un Seigneur ne de l'autre, soient ils de leur Pais ou de l'autre, ou de quelconque autre Pais, Nacion, ou condition q'ils soient, sanz aucune forsprise ou exception de Parfonsse, ne de Lieu.

Ne yeux Enemys, Malveillantz, ne Adversaires soeffrent scientement passer, sejourner, ne demourer en l'un Pais ne en l'autre, par quelconques cause ou occasion qui ce fait; mes toutz les Enemys, Malveillantz, ou Adversaires des dits Roi ou Duc, esloiant ja hors des Pais de l'un ou de l'autre, seront tantost, reelment & de fait, comandez, chargez, amoneitez, & ajournez de retourner, vers leur Pais, sur peine de Corps, de Biens, & d'Erriages, & de tout autre chose q'ils

ANNO
1372.

q'ils porront forfaiture envers leur Seigneur, sanz plus faire damage, par quelconque maniere, sur l'un Partie, ne sur l'autre, & sanz doner aide, conseil, ou confort, a les Enemys de dit Roi ou Duc; & s'ils ne voudrent a ce obeir, en tien cas, ils seront deslors bannis, exilz, & forjugez de leur dit Pais, Biens, & Heritages, sanz espoir de retour.

ITEM, est accorde q, si tant soit qui le Roi, en sa propre parsonne, alati en France, sur ses Enemys illoeges, le dit Duc lui accompagnera & ira, en sa propre parsonne, ovesque milles Hommes d'Armes, as Gages du dit Roi, de c.l.x. Francs par An, par chescun au feur, & por le rat du temps qui les ditz milles Hommes d'Armes fourjournent avec Roi hors du Pais de Bretain:

Mais, se le Roi ne passe, en sa parsonne, mais envoie ses Gentz, de par dela, pur grever les Enemys, si seront mesmes les Gentz, qui ensi seront envoyez, de l'eure q'ils vendront vers le Pais de Bretain, bonement & amiablement receuz, recueillez, & recepez es Chasteuz, Fortescues, Villes, & autres Lieux du dit Duc, & illoeges, & ailleurs, par tout sa poissance & Seignurie, en amiable maniere trefez, refrefchez, vitaillez, & confortez, a leurs despens, a toutes les foiz, & par tout le temps, q'ils y vendront, seront, ou demourront:

Et le dit Duc ordeinera, porchaiera, & fera, de tout sa poissance, sanz nul engyn, & indura ses Gentz & Subgiez, sanz destourber ou empelcheinent aucun, a toutes les foiz qui leur plerra aler, a l'enforcement des avantditz Gens du Roi, pur guerroier & grever, par tout & quien part que meultz leur semblera, les Enemys du dit Roi, a plus grand & hastie Exploit de la Guerre;

Et ceste Article, ovesque les autres paramount, il fera aussi publier par toute sa Terre de Bretain, & le plus tost qui bonement faire le pourra.

Toutesfoiz les ditz Gentz du Roi, passantz ou demorantz ou dit Pais de Bretain, auront leur Vitaille & Vivres, par painz ent resonablement les pris, ou valeur, & le plus allement & a meindre damage qui faire se pourra sur les Subgiez, vrais obeissantz de dit Duc, tenanz sa partie; Et, si aucuns soient trevez illoeges, faisantz la contraire, la punissement d'eulx appartiendra au dit Duc; appelez toutditz ceulx, qui pur le dit Roi a ce seront deputez & ordeinez.

Et, par semblable manere, seront puniz les Gentz du dit Duc, selonc le quantite du meffaite, si aucuns d'eulx soient trevez faisantz Grief ou Damage aucun a les Gentz du Roi avantditz.

ITEM, est accorde qui le dit Roi envoieira, vers Bretain, troiscenz Hommes d'Armes, & troiscenz Archers, a ses propres despenses, & jusques a tant q'ils soient arrivez en la Terre de Bretagne, & deslors ils seront tantoft paieiz des propres gages & despens du dit Duc.

ITEM, est accorde qui, par cause des Alliances & Covenances avantditz, le dit Roi donra au dit Duc la Countee de Richemund, a tenir du Roi & de ses Hoirs par Homage lige, & par les anciens services, ent duez & accoustumez, avoir en Heritage au dit Duc, & a Madame Johanne la Compaignie, & a les Hoirs du corps le dit Duc engendrez, ovesque les Fees, Advocsoins, Hommes, Hommages, Vassalz, Tenanz, Reliefs, Services, Retenues, & Devoirs, Boys, Marreys, Pefcherries, Molyns, Chasteaux, Forteresces, & toutes autres Appartenances & Appendences, par maniere & fourme qui l'en faudra meultz ordeiner.

Et, par cause des dites Alliances, & par maniere & fourme come le fait le requiert, le dit Roi lui donra ce q'est Marche entre Breain & Poitou, a tenir a li, & a ses Hoirs de son corps, engendrez, seul & pur le tout reserve & retenu au dit Roi, & a ses Hoirs, la declaration des boundes, & aussi la Sovereinte & le Resort de la dite Marche, par fourme & maniere q'ils estoient, en temps pafiez, aus Rois & a la Coronne de France.

Et, neantmoins, acquiettera le dit Roi au dit Duc, par ses Lettres souffisantes, de quant que il pourra demander a li, & a ses Hoirs, ou autres quelconques, a cause de la reste d'une grosse Somme, en la queles mesme le Duc estoit obligz au dit Roi par ses Lettres obligatoires, ou par autre cause ou encheffon quelconque (sanz l'effect de cestes) les queles Lettres & toutes autres, s'aucunes soient trevez, lui seront renduez & rebailles.

ITEM, aura le dit Duc de bones Lettres particulieres, contentantes qui, ou cas qui aucun des Subgiez le dit Duc lievent ou rebellent encontre lui, ou soient aidantz ou adherantz as Enemys ou Adversaires, en

apport ou en covert, des ditz Roi ou Duc, ou de leur Hoirs, ou Enfantz, en France, ou ailleurs, quelque part q'il soit, encontre la fourme des ditz Alliances, en tien cas le dit Duc n'encourage aucune forfaiture vers le dit Roi; mais les punira & fera punir par li, & par ses Officers, & Ministres, par leur Corps & Heritages, & par toutes les autres maniers qui faire pourra, & li semblera bon, pur garder les ditz Alliances, sanz blame, reproeve, ou offense aucune avoir n'en encourir devers le dit Roi par celle cause, en aucune temps a venir, non obstant aucunes paroles contreres comprises es Alliances avantdites.

Et semblables Lettres aura le Roi, pur sa partie, du Duc avantditz.

Toutes les queiles choses & chescune d'yeelles les avantdites Procureurs, & chescun pur partie, ont, par leur serement & foys, jureiz, promys, en covenances l'un a l'autre, es Nouns & Ames de leur Seignurs, & par force de leur Poissance;

Et por ce ils sont obligz leur ditz Seignurs, & leur Hoirs, Terres, Pais, Lieux, Seignuries, Subgiez, & biens quelconques, presentz, & a venir, a tenir, garder, enteriner, & accomplir, de point en point, lealment & de bone foy, & sanz fraude, & sanz mal engyn, & sanz dire, alлегer, ne purpoufer, en Juggement, ne dehors, fausement, ne expressement, aucune chose a l'encontre, en aucune temps a venir.

Et les ditz Procureurs feront leur leal diligence qui mesmes les Alliances & Covenances, en toutz leur pointz & articles, en soubsiance, & par les dites causes, come elles touchent les Parties de leurs Seignurs, les avantditz Seignurs, Roy & Duc, pur eulx, leur Hoirs, & Enfantz, & les Hoirs de leur Enfantz, toutz leur Subgiez, Terres, Pais, & Lieux avantditz, accorderont, passeront, seront, & renouvelleront en leur propres parsonnes, prometteront & jureront a les tenir, a perpetuite, envers toutz & cointre toutz, sicome dessus est escript, par leurs foys & serementz, & par Lettres desoutz leur grantz sealz, & yeelles envoieront & feront bailler l'un a l'autre, a plus tost qui faire se pourra bonement, par aucune maniere; Et autrement tout cest present Accord, & quantque compris est en yeelly, soit tenu por nul & de nul valeur; vigeur, ne sermette, ne ne pourra obligier l'une Partie vers l'autre, ne porter prejudice, vileine, ne damage, en aucun point, pur temps a venir, a aucun des deux Seignurs, Roi ou Duc avantditz.

Les tenurs de la Poissance des Procureurs avantditz cy ampres, de mot a mot, s'ensui,

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi de France & d'Engleterre, & Seigneur d'Irland, a nostre chere & feal, Johan Seigneur de Nevill, Seneschal de nostre Houstel, Salutz.

Confiantz de vostre sen, loialte, & discretion, donnons a vous autorite, plain poir, & mandement especial, par la tenur de nos presentes Lettres, de traiter, accorder, prendre, & recevoir.

Por Nous, & por noz Hoirs & Enfantz, & les Hoirs & Enfantz de leur corps descendantz, noz Subgiez, & les leurs, d'une part,

Et, nostre treschere & tresame Filz, Johan Duc de Breain, Comte de Montfort, les Hoirs & Enfantz, de leur corps issantz, & leur Hoirs, Enfantz, & Subgiez, d'autre part,

Les Seignuries, Terres, & Pais, & Lieux d'une couste & d'autre;

Bones, fermes, & perpetuelles Alliances envers toutz & cointre toutz, de quelque Estat ou Poissance q'ils soient, en la meillure manere, fourme, tenure, ou expression des paroles, que sera ou pourra estre devise ou ordeine par l'adviz de nostre Conseil, ovesque l'accord du Procureur & Depute par la partie de nostre dit treschere Filz, le Duc,

Et yeelles Alliances, ovesque toutes autres pointz, clauses, & articles touchantz celle matiere, en la maniere & fourme qui accorderz ou pafiez seront, affermer, affermer, & affermer par bones obligations, serementes, & seurties, tielx que pourra souffire.

Et de promettre, en l'aine de Nous, en bone foy d'Armes & de Gentilece, & en Parole de Roy, toutes les dites choses, qui ensi, come dit est, es noms qui dessus, & por nostre partie, seront traies, accordez, pris, ou receues, tenir & avoir fermes & estables, a perpetuite, envers toutz & cointre toutz, qui porront vivre ou morir, a tout nostre leal poair, & sanz jamais venir a l'encontre;

ANNO
1372.

ANNO 1372. Et de promettre, semblablement, que yeelles choses toutes, en fourme & maniere susdites, nous ferons & renouvellerons en nostre propre parsonne, en cas qui, nostre dit Filz, le Duc yeelles choses toutes aura agreables; & les face & renouvelle, parcelllement & semblablement, en sa propre parsonne, & por sa partie, Et de faire, expedier, & executer toutes autres choses, qui sont ou estre pourront necessiers ou profitables en tieu cas, supposez qui plus especial Mandement en serroit requis.

Don. par tesmoignance de nostre Grant Seal, a nostre Palais de Westm. le premier jour de Juin, l'an de grace mille, troiscentz, soixant & douze, & de noz Regnes, de France trente & trois, & d'Engleterre quarant & sis.

Par le Roy & son Conseil.

Jehan Duc de Bretagne & Counte de Montford, faisons savoir a touz, qui nous avons oüieigne & establi, & par ces presentz, ordeignons & establissons, nostre bien ame Clerc, Thomas de Melburn, nostre Procureur, AGenir, & Messagier especial, quant a treiter & acorder ou, nostre tres-redoute Seigneur & Pier, le Roy d'Engleterre, sur certains Articles, des quex en avons charge nostre dit Clerc, tant par bouche, quant par Lettre seale de nostre prive Seal & Signet, touchant le fait du dit Treite.

A quele nostre Clerc avons donne & donnons plein Pouer, & Mandement especial, de ceo faire, en le manere & comme nous luy avons charge,

Et promettons, en bone foy, d'avoir & tenir ferme & estable, tout quanquez nostre dit Clerc accordera, & fera, sus cestez, pour Nous, & pour noz Heires de nostre corps, procurez.

Don. en nostre Chastel de Aulrey souz nostre prive Seal & Signet, le xxv. jour de FEVERER, l'an mille, troiscentz, sexante & onze.

En passe par le Duc.

En tesmoignance des quicles choses les Procureurs dessusditz a cestes Endenteurs ont mys & appozez entrecchangeablement leur Seals.

Ce fu fait en la Chapelle Roiale de Westm. le xix. jour du Moys de Juin, l'an de grace mille, troiscentz, soixante & douze,

Presentz,

En le faisant le routes les choses susscriptz, Messieur Johan Knyvet, Chancelier, Et Nichol Carreu, Gardein de Privee Seal, Du Roi d'Engleterre: Richard de Ravenes, Arceadeacre de Nichole, Johan de Humbelton, Arceadeacre de Sudbury en l'Esglise de Norwicz: Bryan de Stapelton, Robert de Teye, Et William de Bruys, Chivalers: Johan Filz, Nichole Esquier; Et tout plein des autres Chivalers, Clercs, & Esquiers, Tesmoignes en routes les choses avantditz.

Et Jeco Johan de Brankettre, Clerc de la Diocise de Norwicz, par les autoritez du Pape & de l'Emperour Notaire Publique, por ce qui je fui present sur le faisant des choses avantdites, & les viz & oyz ensi estre faitz par les Procureurs avantditz, les jour & Lieux avantditz, ovesque les Tesmoigns, & Maistre William de Tyngton Notaire Publique, je les ai fait escrire & mis en ceste poublique fourme, en evidence & tesmoignance de choses avantditz.

Approvan la rasure faite dessus en les paroles, de jour du Moys de Jul.

B. R.

Approvan l'enterline, sans l'effeiz de cestez, Et aussi la rasure, en la vintisme line, a compter montans.

B. R.

LXXIII.

ANNO 1372.

3. Aout.

Sententia, per Romanorum Imperatorem CAROLUM IV. contra GALEATIUM Vicarium Mediolani, & ejus complices tanquam invasores Terrarum Sacre Romane Ecclesie, & reos Criminis lese Majestatis, lata. Quia illi omnibus & singulis suis privilegiis, preeminentiis & gratiis privantur, atque in banum declarantur. Datum Praga anno 1372. Indictione X. tertio Nonas Augusti. [Picce authentique, tiree des Archives Royales de Milan. Registre V. V.]

KAROLUS QUARTUS &c. Universis, & singulis Regibus, Principibus, Electoribus Imperii, Ecclesiasticis & Secularibus, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Judicibus, Civibus juratis, & Universitatibus Regnorum, Principatuum, Ducatum, Marchionatum, Comitatum, Provinciarum, Civitatum, quos, & quae Sacri Imperii latitudo complectitur, fidelibus suis dilectis gratiam suam, & omne bonum. Licet alias nobili Galeatio de Vicecomitibus Mediolani &c. pro Imperiali Maestrate nostra Generali Vicario, eundem Vicariatum Civitatum praefatarum, & aliorum Locorum, & Terrarum nostra commiserit Imperialis Serenitas sub certis tenoribus Litterarum, quas desuper erogavimus, sperando quod latitudine beneficiorum, quae sibi impendimus, ejus erga nos, & Sacrum Imperium deberet augeri devotio, ut tanto fidelius nostris, & ejusdem Imperii prosequeretur honores, quanto se intelligeret amplioribus Imperiali Magnificencia beneficis preveniri; Ipse tamen, velut aspis surda, gratitudinis aures obturans, tantorum beneficiorum oblitus & immemor, quae sibi, & suo Genitori Divis Henricus quondam Romanorum Imperator Augustus Avus noster impendit, & eorum, quae de Magnificencia nostra noscitur recipere, in contemptum Maestatis Caesaris, irreverenti animo, & impudico conatu tam ipse Galeaz, quam colligati, adherentes, complices in hac parte, & sequaces ejusdem ha notorie, & publice, quod nulla potest tergiversatione celari, Sacrosanctam Romanam Ecclesiam, & ejus Terras, cujus, ex Dignitate Caesarea nobis est celsitus attributa defensio hostiliter audent invadere, & ejusdem Ecclesiae colligatos, complices, adherentes, fideles, eorumque Terras demolicione cotidiana semper invadere per se, & alios, & invadere, molestare, perturbare non cessant adversus eam Pacem, quae inter praefatam Sanctam Romanam Ecclesiam, colligatos, adherentes, complices, & fautores, & fideles ipsius ab una, & eundem Galeatium, colligatos, adherentes, sequaces, & fautores ipsius parte ab altera tractata, conclusa, & nostra interpositione firmata, & confirmata fore dignoscitur, de directo venientes, quam plurimas offensiones, & injurias, guerras, dampna, depraedationes, & invasiones indefinenter intulerunt, & indignante animo inferre quotidie non verentur eidem Sanctae Matri Ecclesiae, Terris, & colligatis, adherentibus, & fautoribus fidelibus ejusdem in nostram, & Sacri Romani Imperii, sicut praemissimus, irreverentiam, & contemptum, praefertim cum sibi, & cuicumque fideli constet, & constare debeat, quod ad nos pertineat libertatum, & jurium Ecclesiae Romanae defensio antedicta, & tamen idem Galeaz, colligatique, & adherentes, sequaces, & fautores sui pridem ad requisitionem, & monitionem Venerabilis Lamperti Argentinensis Episcopi, quem ad eosdem, & ad quemlibet eorundem ex hac causa accurate transmissit Imperialis nostra Serenitas, a dictis offensionibus, tediis & dispendiis, invasionibus, molestiis, rapinis, guerris sanctae Romanae Ecclesiae colligatarum, adherentium, & fautorum, fideliumque ipsius respicere noluerunt, quamvis ex parte nostrae Maestatis per eundem Episcopum caritativo, & paternali affectu requisiti, propter quod idem Argentinensis Episcopus auctoritate speciali, quam à nobis acceperat, certum Procuratorem statuit, quem praefatum Galeacium, nec non praefatos, & singulos colligatos, adherentes, complices, sequacesque suos in hac parte peremptorie, & ad nostri citaret personalem praesentiam, super hiis omnibus, & aliis coram nostra Maestatis praesentia infra triginta dierum spatium à die factae Citationis continue computandorum ad certam diem, quae quidem fuit prima dies Aprilis, personaliter, ac peremptorie in certo Loco in dicta Citatione comprehenso, comparerent responsuros coram nobis, & justis.

ANNO 1372. iustitiam recepturos pro præmissis; qui si quidem Procurator metu, qui cadit in Virum constantem, non aus dens dicti Galeacii, sequacium, colligatorum, adherentium, fautorumque ipsius personalem adire præsentiam, manifestam eorum tyrannidem, potentiam, & malitiam metuendo, propter quod, quemadmodum à nobis specialem potestatem acceperat, in Locis tam vicinis publicè, & multorum Testimonio, videlicet in Civitate Mutinà, quæ est Imperialis, & vicina Terris, quas detinet idem Galeaz, & ipsius in hac parte complices, sequaces, adherentes, atque fautores supradicti, publicè, & peremptoriè, & personaliter citavit eosdem allegaturos, & ostenduros coram nobis, si aliquam rationabilem causam, aut colorem habent in præmissis, & recepturos super eisdem tam notoriis, & manifestis excessibus à nobis iustitiæ debitum complementum, & specialiter visuros, & audituros privationem Vicariatum, quos tenent à nobis, & Sacro Imperio, Terrarum, & Civitatum, & aliorum quorumcumque Locorum, & omnium privilegiorum, libertatum, & immunitatum, honorum, potestatum quorumcumque, & quocumque nomine nuncupentur, cujus quidem Citationis publicatio tam publicè in dicta Civitate Mutina facta extitit, ut impossibile fuerit, & sit Citationem eandem Galeaz prædicto, ejusque colligatis, adherentibus, sequacibus, & fautoribus supradictis aliquatenus occultari, quia lata divulgatione multorum ad eorum notitiam perveniret, dando nihilominus eisdem in veniendo, stando, & redeundo ad nostram Imperialem Serenitatem per omnes Terras nostras, & Sacri Imperii, fidelitatemque nostrorum, spondentes, & promittentes eisdem prout de salvo, & securo conductu, & contrafacta sufficienti usque ad nostræ præsentiam, & in stando, & reverendo usque ad Terras suas, si, & quando fuissent requisiti, pro ut in Literis dictæ Citationis, & Imperialis Potestatis expressè dicto Nuntio nostro Argentinenfî Episcopo plenius continetur. Verum quia idem Galeaz, colligati, adherentes, complices, & sequaces ipsius in assignatis sibi Loco, & termino non comparuerunt, ut debeant, Procuratore generali nostræ Curie dicti Galeatii, colligatorum, adherentium, sequacium, fautorumque ejusdem contumaciam evidentem coram nobis accusante. Pro Tribunali sedentes in Civitate nostra Pragenfî, quæ fuerat locus ad comparandum eisdem personaliter, & peremptoriè in dicta Citatione assignatus, assistentibus nobis Illustri Wenzelao Boemia Rege Filio nostro, Venerabili Johanne Archiepiscopo Moguntinensi, & Illustri Wenzelao Duce Saxonie Electoribus Imperii, & aliorum Principum, Prælatorum, Comitum, atque Baronum multitudine copiosa, eundem Galeazium, colligatos, adherentes, sequaces, fautoresque ipsius extra fores nostri Palatii per loca diversâ sollicitudine Magistrî Curie nostræ, juxta Imperialis Audientie consuetudinem vocari, & inquiri fecimus diligenter, qui cum per se, aut per Procuratorem legitimum minime comparere curassent, inobedientiâ tali eorumdem ritè pensatâ, eundem Galeacium, complices, colligatos, adherentes, sequaces, & fautores supradictos contumaces pronunciamus, & per Venerabilem Johannem Olomuccensem Episcopum Cancellarium nostrum mandamus eundem Galeacium, complices, colligatos, adherentes, & sequaces ejusdem in hac parte contumaces publicè nuntiari, pro ut idem Cancellarius, nostrum exequendo mandatum, ibidem, & in nostri præsentia eosdem contumaces publicè pronuntiavit, & denuntiavit, & quamvis, tali eorumdem contumacia poscente, adversus eosdem super hujusmodi causa, & tam notoriis eorumdem excessibus nostra Maestas potuisset, & procedere debuisset, tamen de superabundanti gratia, tunc processus ipsos distulimus ad ipsorum malitiam convincendam, & de Imperialis potestatis plenitudine eundem Galeazium, complices, colligatos, adherentes, fautores, & sequaces ipsius præfatos per Edictum publicum de novo, & iteratò citavimus ad secundam diem mensis Julii sequentis, ubicumque nos infra Germaniam tunc esse contingeret, ut personaliter, & peremptoriè comparerent coram nobis ad purgandum suam rebelliam, & contumaciam, visuri, & audituri privationem tam Vicariatuum, quam privilegiorum, honorum, præminentiarum, potestatum, officiorum, ut supra dictum est, & ultra hoc recepturi pro præmissis notoriis excessibus, & transgressionibus certas alias penas tam arbitrias, quam ordinarias, pro ut iustitia expostulat, & jura exigunt, & Curia Imperialis consuetudines approbatæ requirunt, tenorem Citationis ipsius ad expressam, & magis evidentem notitiam Imperiali Curie nostræ valvis, & postibus affigendum, eisdem in veniendo, stando, & redeundo Imperialem se-

ANNO 1372. curitatem, & securum conductum per Terras nostras, & Sacri Imperii, si requisiti fuissimus, concedendo; Cumque dicta diæ secundâ mensis Julii nos in Civitate Colonienfî Imperiali tunc ageremus, diffususque Galeaz, siquæ in hac parte colligati, adherentes & sequaces præfati, nec per se, nec per Procuratorem, aut Nuntium suum coram nobis comparere curassent, quamvis ipsum in portis Hospicii, & Palatii, in quo tunc in Colonia habitabamus per Magistrum Curie nostræ, ut cit moris, eosdem, si ibidem adessent, evocari fecissimus diligenter, sedentes pro Tribunali, & assistentibus nobis Venerabilibus Johanne Moguntinensi, & Frederico Colonienfî Archiepiscopis, & Illustre, & Magnifico Wenzelao Rege Boemia, Electoribus Sacri Imperii, & Gulielmo Duce Juliacensi, Principibus, & aliis nostris Imperii Sacri Comitibus, Nobilibus, Baronibus, & fidelibus, ipsos præfatos, exigente iustitia, reputavimus contumaces, adhuc tamen de Cæsareâ pietatis clementiâ, dicti Galeazii, suorumque colligatorum, complices, adherentium, fautorum, & sequacium proterviam, & contumaciam supponentes, eosdem per Edictum publicum, ut cit moris nostræ Camere, citavimus personaliter, & peremptoriè ad primam diem instantis mensis Augusti, vel, si illa feriatâ esset, ad immediate sequentem, ubicumque nos infra Germaniam tunc adesse contingeret, & personaliter, & peremptoriè comparere coram nobis curarent, quoniam eisdem peremptoriè assignavimus coram nobis, omni dilatione, excusatione, & occasione quibuscumque procul motis, super molestiis, dampnis, injuriis, & invasionibus tam notoriis, & etiam manifestis, quod nulla, ut præmissum est, valeant tergiversatione elari, quæ, & quos præfatos Galeaz, colligati, complices, adherentes, & sequaces ejusdem in hac parte præfati in multis adversus Pacem firmatam, & per eos juratam iniquè venientes, eidem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & colligatis, adherentibus, fidelibus, & fautoribus, ac Terris ipsorum pedem intulerunt, & inferunt quotidie, & inferre non desistunt, omnimodè responsuri, excusationem, fere coloracionem sui reatus, si quam habere, ostensuri ibidem; alioquin, non obstante eorumdem absentia, adversus eosdem, juxta Imperialis nostræ Curie Leges & approbatas consuetudines, sine quavis dilatione, ad Sententiam vellemus procedere, prout iustitia, & reatus ejusdem pravitas exigit, & ut cæteris transeat in exemplum, ex officio nostro super tam notoriis, & evidenter excessibus ad privationem Vicariatuum, honorum, libertatum, præminentiarum, privilegiorum, & alias penas legales, & consuetudinarias, & arbitrias, ut præmissum est, procedendo, cujus Citationis tenorem, quo minus ignorantiam dictus Galeaz, dictique complices, adherentes, colligati, & sequaces ejusdem possent prætereundere, in valvis portarum nostrarum mandavimus affigendum, dando nihilominus eisdem in veniendo, stando, & redeundo securitatem Imperialem per omnes Terras nostras, & Sacri Imperii, spondentes, & promittentes eisdem de securo conductu securissime providere, ipsis verb, nec aliquo ipsorum, in ultimo termino peremptorio prænotato non comparentibus in Civitate nostra Pragenfî Regni Boemia ubi tunc devenimus, Procuratore nostræ Curie generali presente, & inobedientiam, ac contumaciam jam trinam præfatorum reorum accusante, pro Tribunali sedentes, assistentibus nobis Illustri Wenzelao Rege Boemia Nato nostro, & Sacri Imperii Electore, & aliis Principibus, Prælati, Comitibus, Baronibus, & Procera multitudine copiosa, ipsum Galeacium, nec non valiores, complices, colligatos, sequaces, & adherentes ipsius in hac parte contumaces, rebelles, hostesque nostros, & Republicæ, & reos Læsæ Majestatis crimine pronunciamus, & declaramus, & quia ad vocem misericordis monitionis nostræ de malis facti sunt pejores, & de pejoribus pessimi, & de pessimis, more Diaboli, in malum obstinati iniquitatem iniquitatis super accumulantes in præfatâ Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, Terrarum, Dominiorum, libertatum, colligatorum, adherentium, & fautorum ipsius notam perniciem, & publicæ nocumta, ac in nostræ Maestatis obprobrium, & contemptum: Nos igitur Sanctæ Matris Ecclesiæ piè compatiendo pressuras, animo deliberato, non per errorem, sed sano, atque maturo Principum, Comitum, Baronum, & Procera nostrorum accedente consilio, de certâ nostra scientiâ, & de plenitudine Cæsareâ potestatis in hiis Scriptis, Dei nomine invocato, pronunciamus, decrevimus, & declaramus, pronuntiamus, decernimus, & declaramus præfatum Galeacium, adjuutores, complices, valiores, fautores, adherentes, & sequaces ipsius in hac parte, etiamfî Ducis, Comitibus, Vice-

ANNO 1372. Vicecomitis, Baronis, aut alterius Dignitatis, seu Nobilitatis honore præfulgent, qui eidem Galeacio adversus eandem Sanctam Marem Ecclesiam, colligatos, adherentes, & fautores ipsius, verbo, nutu, aut opere, consilium, auxilium, aut juvamen, publicè vel occultè, directè vel indirectè, in supradictis Guerris, molestis, invasionibus, rapinis, & dampnis præfiterint, & hæcenus præfaverunt, in illas penas ipso facto incidisse realiter, quæ à sacris Legibus promulgatae sunt in eos, qui rei sunt Læse Maestatis crimine, & auctoritate præfata antedictos Galeaz, colligatos, complices, adherentes, fautores, & sequaces ipsius Mandatorum Imperialium contemptores notissimos, qui monitiones, & exhortationes benignitatis Cæsareæ præsumptuosa malignitate contempserunt, nec non Hæredes, & Successores ipsius in perpetuum Vicariam, & Vicariatus Civitatis Mediolani, & omnium aliarum Civitatum, Districtuum, & Territoriorum, Terrarum, Castrorum, & Locorum, quæ alias suo, & ipsorum Vicariali Regimini, tam per nos, quam per quovis alium Prædecessorum nostrorum Romanorum Imperatorum, specialiter vel generaliter, ac quovis modo commissa fuissent, privamus, & eximus, privatos, & exutos legitimè, & ex certa scientia declaramus, & præsentibus nunciamus, & ad nos, & mensam nostri Sacri Imperii reducimus, & revocamus, ac eundem Galeatium, & Successores suos in perpetuum, nec non adjuutores, complices, valitores, fautores, & adherentes ipsius, ac omnes, & singulos supradictos, etiam Ducis, Comitibus, Vicecomitis, Baronis, aut alterius Dignitatis, seu Nobilitatis honore præfulgent, nec non uxores, & liberos eorumdem, nec non qui, sic ut præmittitur, eidem verbo, nutu, vel facto consilium, auxilium, aut juvamen, publicè vel occultè, directè vel indirectè, sive per modum stipendii, vel Societatis, aut Lige, aut alter, à tempore dictarum nostrarum Citationum, & prohibitionum huiusmodi, præfiterint, præstant, seu præstant in futurum, proferibimus, banimus, & verberamus, & eos, & eorum quemlibet omnibus, & singulis Privilegiis, præeminentiis, gratiis, indultis, iuribus, & honoribus, quibus ex indulto Principum, & origine gentium, seu aliis quibuscumque titulis gaudebant, seu fruebantur hæcenus, penitus eximus, & privamus, ac privatos, & exutos legitimè præsentium tenore declaramus, & præsentibus nunciamus, nec non universa, & singula Feuda, bona mobilia, & immobilia, possessiones, Civitates, Castra, Villas, Oppida, Terras, & Dominia supradictorum, quæ titulo alio, quam Vicariali obvenirent eisdem, & ex quacumque causa obtinebant, nec non fructus, redditus, & proventus eorumdem in quibuscumque rebus, seu ubicumque locorum noscantur consistere nostri Imperialis Erarii, & Fiscii usus applicavimus, & confiscavimus. Præterea ipsum Galeatium, Filios, & Hæredes, & omnem posteritatem ipsorum, complices, fautores, adherentes, & sequaces supradictos ipsius inhabiles reddimus, declaramus, & pronuntiamus, & ad obtinenda, regenda quævis Officia publica Imperialia, sive quæcumque alia, sive Vicariatus, sive alia quæcumque sumenda, ita ut nullam indulgentiam valeant ad præmissa, vel eorum alterius aliquo modo, & tempore quocumque reduci, seu habilitari quomodolibet in futurum. Insuper Vassallos, Subditos, & fideles eorum, qui ad ipsos, sive titulo Vicariali, Hæreditarij, aut alio quovis modo, pertinerent nocebantur, & noscantur ab omnibus fideiustariis, promissionibus, & fidelitatis Homagio, seu obligationibus, aliisque subjectionibus quibuscumque denominari vocabulis, quibus præfatus Galeazio, & Filiis suis, aut suis in hac parte Complicibus, Fautoribus, Colligatis, Sequacibus teneri quovis modo poterant, absolvimus, & auctoritate Cæsareæ, & Imperialis potestatis plenitudine penitus liberamus, mandantes eadem auctoritate, & sub penis in præsentibus processibus contentis, eisdem, & eorum cuilibet, ut in nullo præfato penitus deinceps aliquibus coloribus, seu titulis obediant, aut obedire, aut eis juvamen, favorem, auxilium, servitium, consilium impendere quovis modo præsumant, & quod omnia bona supradictorum, mobilia & immobilia, quæ alio, quam Vicariali titulo obtinebant, sacro Erario confiscata censuimus, & declaramus, auctoritate prædicta eadem bona cuilibet concedimus occupandi, dando, & concedendo singulis fidelibus, & Subditis Sacri Imperii, & quibuscumque aliis plenam, & omnimodam potestatem, ipsos, & eorum quemlibet tamquam rebelles Sacri Imperii hostes, & inimicos Reipublicæ, ac Læse Maestatis crimine reos, & condemnatos imponi capiendi, captivandi, mutilandi, & interficiendi, ita ut exinde gratiam, & honorem expectent, & munificentiam Cæsareæ Maestatis; inhibemus etiam

TOM. II. PART. I.

universis, & singulis nostris, & Sacri Imperii fidelibus sub penis expressis superius, ne antedicto Galeazio, Filiis, Hæredibus, ac Successoribus suis, Adjutoribus, Sequacibus, Complicibus, Adherentibus, & Fautoribus eorum aliquod deinceps in perpetuum exhibeant, sive præstant, publicè vel occultè, directè vel indirectè, per se vel alios, consilium, auxilium, subsidium, favorem, præsidium, seu juvamen, suppetentes omnem defectum, si quis in præmissis, seu præmissorum aliquo dubietate, defectu, aut sinistra interpretatione verborum, vel sententiarum, seu solemnitarum omnibus, aut ex non servato Juris ordine, vel alio quovis modo captus fuerit de certa nostra scientia, & plenitudine Imperatoris potestatis, non obstantibus quibuscumque Legibus, Constitutionibus, Statutis, & Reformationibus, publicis vel privatis, Privilegiis, Litteris, gratiis, indulgentiis, consuetudinibus, usibus, & observantiis, quibus etiam specialibus vocabulis valeret extirpi, etiam si hiis jure, vel consuetudine deberent in præsentibus expressè, distictè, & specificè fieri mentio specialis; quibus omnibus, & singulis, si, & in quantum præfate intentioni vestre in toto, seu in aliquà sui parte obviare, contraire, seu adversari censentur, de certà nostra scientia, & Imperialis potestatis plenitudine per omnia derogamus, & expressè revocamus, ac si de hiis, & singulis in præsentibus processibus expressa, & specialis mentio facta esset, quæ omnia volumus pro expressis haberi; & ne præfatus Galeaz manifestus invasor Sanctæ Matris Ecclesiæ, & reus crimine Læse Maestatis, ac Sacri Imperii, & Reipublicæ inimicus, & hostis, adjuutores, complices, valitores, fautores, & adherentes ipsius, ut præmittitur, simulatam ignorantiam contraham suis fraudibus, & dolosis ingenis prætereundere valeant, universis, & singulis Principibus, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Civitatibus, Communitatibus, & cæteris quibuscumque nostris, & Sacri Romani Imperii Subjectis fidelibus, ad quos nostri processus, & sententie per quoscumque, & qualitercumque pervenerint, mandamus, præcipimus, & injungimus præsentibus seriose, quatenus antedicta omnia sub omnibus sententiis, tenoribus, punctis, & clausulis, sicut expressantur superius, antedicti Galeatii, & suorum complicum, & adherentium, si commodè poterint, deducant notitiam, & eadem sibi intimare velint, & debeant tali sollicitudine, tali quæ frequentia, quod non verisimile quin ad notitiam dicti Galeatii, & suorum sequacium, complicum, fautorum, & colligatorum perveniant omnia supradicta, sicut & nos tenore præsentium eisdem intimamus, denunciamus, & publicamus, nec non supradicta publicent, & publicari faciant sine mora in suis Curis, Civitatibus, Locis, & Terris, ut in omnem Terram exeat fama, & noticia nostrorum præsentium processuum, & Imperialis in tam pestiferos, & criminosos promulgata sententia ultionis, sub pena mille marcharum auri purissimi, quam illos, & quemlibet eorumdem, qui nostris mandatis non obediunt cum effectu, nostro Erario applicandam incurere volumus ipso facto, indignationem nihilominus Maestatis Cæsareæ, nec non & alias penas tam legales, consuetudinarias, quam arbitrarias, prout nostræ Serenitati videbitur, se corpore incurere ex tali inobedientia non immerito formidantes, præsentium &c. Datum Prage anno Domini millesimo tricentesimo septuagesimo secundo, Indictione decima, tertio Nonas Augusti, Regnorum nostrorum anno vigesimo septimo, Imperii vero decimo octavo.

Extracta sunt præfata Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archivi Officialis.

LXXIV.

Privilegium Vicariatus Imperii per Imperatorem 23. Nov.

CAROLUM IV., concessum AMADEO Comiti Sabaudie super omnibus Italie partibus. Cum DECLARATIONE Imperiali super hoc Privilegio. Data Pyrn anno 1372. Indictione decima, Et nono Kalendas Decembris. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan, Registre V. V.]

KAROLUS QUARTUS Divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, & Boem

ANNO

1372.

ANNO
1372.

CORPS DIPLOMATIQUE

90

mie Rex. Illustri Amedeo, Comiti Sabaudie, Sacri Imperii Principi, ac fidei, & Conſanguineo ſuo caſiſſimo gratiam ſuam, & omne bonum. Conſanguineus Princeps, & fidelis caſiſſime. Conſiderantes turbationes multiplices Sacroſanctæ Romanæ Eccleſiæ Matris noſtræ, quibus verſuta, & pravitate Barnabovis de Vicecomitibus noſtris, & Imperii Sacri Rebellis, ac Reipublicæ inimici indefinenter affligitur, eidem ſanctiſſimæ noſtræ Mari tamquam devotus Filius pio compariens affectu, inter ceteros noſtros, & Imperii Sacri Principes, & fideles, quorum ad nos pervenit familiaris noſtra, & tanquam Conſanguineum noſtrum, de cujus fide, & virtutis conſtantia, nativa ſanguinis præſumptione conſidimus in partem tantæ ſollicitudinis noſtra quidem elegit Serenitas, ut Majeſtati noſtræ velut conſanguineus, natio poſſent decreto, & tamquam Princeps, & fidelis Imperii debito fidei perſuadente ad honorem, commodum, & deſenſionem ſanctæ Matris Eccleſiæ in tantis opportunitatibus tuæ virtutis induſtria ſuffrageris, præſertim cum Dominus noſter ſummus Pontifex adeo grandem erga te gerat benignitatis affectum, ut pro tua perſona ac Sacri Imperii, noſtrorum fidelium accedente conſilio, animo delibetato, de plenitudine Imperatoriæ poteſtatis, ac de certâ noſtrâ ſcientiâ, te in omnibus partibus totius Italiæ, quæ nos, & Sacrum Romanum Imperium jure, vel conſuetudine, ſeu quavis ratione, conſpiciunt, facimus, conſtituimus, & ordinamus noſtrum, & Sacri Imperii Capiteanum, Locumtenentem, & Vicarium Generalem; dantes ex nunc, & concedentes tibi plenam, & liberam, & omnimodam auctoritatem temporalem, & generalem Jurisdictionem, & gladii poteſtatem, merum, mixtum, & abſolutum imperium, & etiam adminiſtrationem, & Jurisdictionem omnimodam, contentioſam & voluntariam, vice, & auctoritatis, æque nomine noſtris in Provinciis, Principatibus, Dominis, Diſtrictibus, Civitatibus, Oppidis, Caſtris, & eorum pertinentiis quibuſcumque vocabulis nominatis, & ubique locorum, nihil penitus excluſo, conſiſtentibus in certis metis, circumſcriptis, & limitibus ſupradictis, per te, vel alium, ſeu alios exercendi, animadvertendi in facinorofos, & reos homines, eoque, & rebelles quoscumque puniendi, relegandi, deportandi, ultimo ſupplicio addicendi, & aliter cohercendi ratione prævia, & mediante juſtitia, prout criminis qualitas erigit, & delicti, ac culpa rebellium, & excuſus, fures, prædones, & quolibet maleficos inquirendi, inſequendi, puniendi, laqueandi, ſuſpendendi, membra detrahendi, in facie bullandi, ad beſtias, & fullenum condempanandi, in exilium perpetuo, ſeu ad tempus relegandi, & te etiam apud, & pro te, ac tuum, ſeu tuos Commiſſarios merum, & mixtum imperium, adminiſtrationem, & Jurisdictionem hujusmodi, contentioſam, ſeu voluntariam, in loca, & homines cujuſcumque ſtatus, præſentia, vel conditionis exiſtant infra terminos, & limites prædictos conſiſtentia, & conſiſtentes, ſalva ſemper in omnibus Sacroſanctæ Eccleſiaſtica Libertate, exercentur liberè ſecundum quod jus, & ratio perſeadebunt, cum auctoritate pleniffima penas imponendi, augendi, diminuendi, & remittendi, multas imponendi, & cohercitionem quamlibet exercendi, concedentes nihilominus tibi, & illis, quibus hæc commiſeris, & in te, illum, vel illos jure plenario tranſferentes auctoritatem, poteſtatem, & licentiam generalem monetes eudendi, Theolonea, pedagia, vectigalia, & alia quævis onera inſtaurandi, levandi, accipiendi, & dum placuerit, tollendi, & remittendi, collectas, & datæ conſuectæ, onera realia, & perſonalia, ac mixta nobis, & noſtro Imperio debita, nec non omnes cenſus, redditus, jura, proventus, emolumenta, obventiones, conductus, Theolonea, & pedagia dictorum Principatum, Dominiorum, Monafteriorum, Civitatum, Terrarum, Territoriorum, Diſtrictuum, Oppidorum, Caſtrorum, Villarum, & Locorum prædictorum ad nos, & Sacrum Imperium pertinentium, exigendi, levandi, & recipiendi, penas, & multas, ratione prævia, imponendi, levandi, & ex cauſis rationabilibus arguementandi, minuendi, remittendi in judicio, & extra, Indices, Camere noſtræ ſervos acceptandi, & defendendi, bona dampnatorum, rebellium, & reorum juſtitia exigendi, conſiscandi, publicandi, Officiales quoscumque inſtituendi, & deſtituendi, & de omnibus criminibus ordinariis, & extraordinariis, enormibus, levibus, publicis, & privatis cognoscendi, puniendi, & executionem faciendi tam ſecundum jura municipalia, quam communia, ſeu Legis conſtitutionem, & deſiſionem hujusmodi committendi,

in integrum reſtituendi, abolicionem concedendi, iſtaſia tam juriſ quam facti notatas publicandi, cauque tollendi, & ſuper ea diſpenſandi, de cauſis principalibus, & appellacionum ad nos, & Sacrum Imperium interpoſitarum, ſeu interponendarum quibuſlibet, tamquam noſter, & Imperii in dictis Italiæ partibus Capiteanus, Locumtenens, & Vicarius Generalis cognoscendi, examinandis, decidendis, & diſſidendi, & alia, quæ cauſarum merita requirunt, exercendi, & exequendi, Ferias, & Nundinas inſtituendi, imponendi, collocandi, & concedendi, rebelles Sacri Imperii perſequendi, & puniendi, privandi, & exuendi Feudis, gratis, libertatibus, indulſtis, & juribus quibuſcumque temporalibus, inſames, & inhabiles reddendi, pronunciandi, ac declarandi, ac deſtitutos, privatos, vel exutos per te, vel alium, ſeu alios etiam per quacumque judicia dampnatos, ut extra jus, ut moris eſt, ſeu aliter conſtitutos, & poſitos, ad honores, ſtatus, officia, jura priſtina in integrum liberè reſtituendi, bellum indicendi, Decreta, Statuta, & Provisiones in prædictis omnibus, & quolibet prædictorum faciendi, de novo corrigendi facta, etiam tollendi ſemel, & pluries, & toties quocumque opportuno fuerit, & ordo declaraverit rationis, omnia, & ſingula Feuda vacantia, & etiam vacaverint infra terminos, & limites prædictos committendi, & conferendi Feudis inſignibus Episcoporum, Comitum, & Baronum, ac ſpecialiter, & expreſſe illis, qui cum vexillis conſueverunt recipi, & de quibus Officialibus Curie Imperialis ſervitur, duntaxat exceptis, & à recipientibus Feuda hujusmodi, dum, & quoties ſe cauſis obtulerit, Homagii, fidelitatis, & devotionis debita juramenta, noſtro & Imperii Sacri nomine, poſtulandi, & recipiendi, ad Canoniciatus, & Præbendas, ac Dignitates Eccleſiaſticas, etiamſi Curatæ exiſtant, Perſonas, Eccleſias Parochiales, & Beneficia, ac Officia Eccleſiaſtica, ſeu temporalia, dum, & quoties vacaverint, dum tamen ad nos, & Sacrum Imperium pertineant, & nobis, & Imperio in illis jus, & patronia debeantur, perſonas aptas, & idoneas præſentandi & eas, & ea conferendi, dotes, & dotalia, ac donationes propter nuptias admittendi, approbandi, & confirmandi, mente capitis Curatores, pupillis, orphanis, & viduis Tutores, & Deſenſores præſciendi, ac Tutores, & Deſenſores minus legitime datos confirmandi, devolutiones ſcales quoruncumque Dominiorum, Prædiorum, Agrorum, Hæreditatum, ſeu etiam rerum mobilium, dummodò jus, & ratio illud exegerit, noſtro & Imperii nomine, exigendi, tenentium & poſſeſſionem talium capiendi, ita ut generaliter omnia, & ſingula Regalia, & alia quæcumque ex Lege, jure, Conſtitutione, Edicto, ſeu Conſuetudine, aut aliter quæcumque Maieſtati noſtræ, & Sacro Imperio competere diſcuntur, ad te Capiteanum, Locumtenentem, & Vicarium Generalem noſtrum, & eos, quibus hoc commiſeris pertineant pleno jure, & generaliter omnia, & ſingula, quæ ad legitimum, & verum Sacri Romani Imperii Capiteanum, Locumtenentem, & Vicarium Generalem in Locis, & Terris, ſic ut præmittitur, pertinent, liberè faciendi, exercendi, & exequendi, etiam ſi qua ex eis jure, vel conſuetudine ſpeciale mandatum exigent in præmiſſis, non obſtante quod prædicta, ſeu aliquod prædictorum dicerentur eſſe dampnoſa fiſco, vel juri contraria, ſeu quod ſecunda juſſio non diceretur interceſſiſſe, & etiam non obſtante quibuſcumque Legibus, Conſtitutionibus, Conſuetudinibus, Juribus, & Statutis municipalibus & localibus, generalibus vel ſpecialibus, publicis vel privatis, in contrarium ſacientibus, quibus omnibus, & ſingulis, in quantum præſentibus obviare poſſent in toto, vel in aliqua ſui parte, ac ſi talia exiſtent, in ſiſis Capitulis, & punctis hæc forent inſerta, & nominatim expreſſa Decreta, noſtrâ ſcientiâ, & de plenitudine poteſtatis Caſareæ ſpecialiter derogamus, ſupplentes omnem defectum, ſi quis in præmiſſis, ſeu præmiſſorum aliquo, dubietate, defectu, aut ſiniftra interpretatione verborum, aut ſententiarum, ſeu ſolempnitatis omnibus, ſeu in alio quovis modo compertus fuerit, de certâ noſtrâ ſcientiâ, & plenitudine Caſareæ poteſtatis, Mandantes nihilominus firmiter, & diſtrictè univerſis, & ſingulis Eccleſiaſticis, etiamſi Pontificali Dignitate præfulgeant, & ſecularibus Principibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Miniſterialibus, Militibus, Clientulis, Vaſſallis, Civitatibus, Oppidis, & eorumdem Univerſitatibus, Locorum Reſtoribus, & eorumdem Communitatibus, Caſtris, Villis, Subditis, Terrigenis, Incolis, Habitatoribus, Caſtellanis, Cuſtodibus, Officialibus, & hominibus quibuſcumque pertinentiarum, Diſtrictuum, Dominiorum, Terrarum, Territoriorum, circumſerentiarum, & ſinitum Italiæ prædictorum, & nominatim univerſis, & ſua-

ANNO
1372.

ANNO & singulis, qui de Jurisdictione, Baylia, seu Distric-
 1372. tionem Vicecomitum Mediolanensium, Bernabo-
 vis, & Galeaz, colligatorum suorum, seu eis adhe-
 rentium, Vicariis, seu alio quovis titulo fuerint, vel
 sint, quibuscumque specialibus vocabulis appellentur,
 cujuscumque praeeminentiae, dignitatis, status, gradus,
 seu conditionis existant, praesentibus, & futuris, qua-
 tenus te praesatum Amedeum Comitem Sabaudie, Prin-
 cipem, & Consanguineum nostrum carissimum tam-
 quam generalem Capitaneum, Locumtenentem, at-
 que Vicarium obedienter, benigne, & absque diffi-
 cultate qualibet recipiant, & admittant, tibi, & Of-
 ficialibus tuis, quos ibidem stansdem duxeris loco tui
 in omnibus, & singulis, qua Officium tale respiciunt,
 nostro & Imperii Sacri nomine, fideliter, & effectuali-
 ter, tamquam nobis, obediunt, pareant, & intendant
 sub poena criminis Laesae Maestatis, rebellionis, pro-
 ditionis, & perjurii, nec non perditionis Feudorum,
 possessionum, rerum mobilium, privilegiorum, gratia-
 rum, & indultorum, & omnium simpliciorum, quae
 a Sacro Romano tenent Imperio, & haecenus tenuerunt,
 & sub poena privationis nobilitatum, honorum, digni-
 tatum, & fame, quas in contrarium quovis modo fac-
 iant, ipso facto volumus idicasse. Igitur, Consangui-
 nee carissime, dilectionem tuam affectuose requirimus,
 & rogamus, quatenus ad honorem, commodum, &
 defensionem Sanctae Matris Ecclesiae, & pro Sacri Im-
 perii exaltatione, decore, & gloria, ad comprimendum
 rebellium, & malorum contemptum, & superbiam, &
 ut modestis, & bonis pacis amantibus procuretur, dictos
 intrepide velis adire labores, ut exinde Divinam gra-
 tiam, & benedictionem veram populi, auxiliante Do-
 mino, merearis, praesentibus ad nostrum demtaxat bene-
 placium valutaris. In cuius rei Testimonium praesen-
 tes fieri, & Imperialis nostrae Maestatis sigillo Testi-
 monio roborari.

DECLARATIO Imperialis super Privi- legio supra scripto.

KAROLUS QUARTUS &c. Illustri Amedeo Co-
 miti Sabaudia, Principi, & Consanguineo suo cari-
 ssimum gratiam suam, & omne bonum. Consanguine
 carissime, Quamvis Imperiales Litterae nostrae, quas
 pridem Dilectioni tuae super Vicariatu Italiae nostrae deli-
 beravit erogare Serenitas, etiam ad iustitiam Domini
 nostri omnipotentis, adeo generaliter favent, ut in eis
 nihil penitus sit exceptum; quia tamen ejusdem Vica-
 riatu institutio facta est in favorem, & pro defensione
 Sanctae Matris Ecclesiae, intentionis nostrae fuit, & est
 hodie, quod idem Vicariatu tibi concessus auctoritate
 Caesarea, solum ad eas Civitates, Castra, Terras, Dis-
 trictus, & pertinentias, quae a nobilibus Bernabovae,
 & Galeaz de Vicecomitibus Mediolanensibus, fratribus,
 complicibus, sequacibus, seu adiutoribus eorum quo-
 vis tenent, seu distinguuntur titulo, & non aliter se ex-
 tendant, neque unquam fuit intentionis nostrae collig-
 gatis, confederatis, amicis, & adiutoribus Sanctae Ma-
 tris Ecclesiae ceteris Vicariis nostris, aut Communibus,
 seu Communitatibus Tusciae, seu aliarum partium ali-
 quod praedictum generari, cum solum medium ante-
 dictorum Vicecomitum Mediolanensium velut destruc-
 torum publicae Pacis, & invasorum Libertatis Eccle-
 siasticae qui etiam Privilegiis Imperialibus adeo abusi
 sunt, ut ab eis ceciderint penitus, & ex toto antedicti
 Vicariatus processerit ad mala patranda eo minus suffi-
 ciant, quo auxiliante Deo tui laboris, & fidelitatis pra-
 sidio humiliter fortius fuerunt, & redditi viribus imbe-
 cilles, quia propter, carissime Consanguinee, licet ante-
 dicti Vicariatus lata sit comprehensio sub Litterarum
 Imperialium tenoribus, ut praefertur, declaramus nihil-
 ominis auctoritate Caesarea, & de Imperiali potesta-
 tis plenitudine, & de certa nostra scientia volumus, vir-
 tute praesentium, & quaevis jurisdictionis, non obstante gene-
 rali-
 tate praedicta, ad Terras demtaxat antedictorum nobi-
 lium Bernabovis, & Galeaz Vicecomitum Mediola-
 nensium, complicum, colligatorumque, confedera-
 torum, adherentium, & sequacium suorum, & non
 ulterius se extendant; quia propter, auctoritate Imperiali,
 & de Caesarea potestatis plenitudine, ac de certa nostra
 scientia, inhibemus tibi, ne per te, vel alium alibi, pra-
 terquam in Civitatibus, Terris, Castris, Districtibus,
 & pertinentiis, quae, & quas antedicti Vicecomites Mediola-
 nenses, complicum, sequaces, seu adiutores eorum dis-
 tringunt, auctoritatem, potestatem, seu jurisdictionem

TOM. II. PART. I.

Vicariam exercere virtute Litterarum Imperialium, ANNO
 quas desuper obtinuisse dinosceres, quibus quod ad pra-
 1372. misit, & in quarum aliis nostris Vicariis, colligatis,
 & coadiutoribus Sanctae Romanae Ecclesiae in
 toto, vel in aliqua sui parte praedictant, plenissime, ac
 de certa scientia derogamus, decernentes auctoritate
 Caesarea, & de Imperiali potestatis plenitudine, & de
 certa nostra scientia irritum, & inane, & viribus va-
 cuum existere, & nullius momenti, seu roboris, si quid
 per te, seu quempiam alium, quovis jure, ingenio, seu
 colore quaestis, adversus praesentis nostrae scriem fuerit
 attemptatum, praesentium sub Imperiali Maestatis nostrae
 sigillo Testimonio Litterarum. Datum Pyri anno Do-
 mini millesimo tricentesimo, septuagesimo secundo, In-
 dictione decima, nono Kalendas Decembris. Regnorum
 nostrorum anno vigesimo septimo, Imperii vero decimo
 octavo.

Ad Mandatum Domini Imperatoris. NICOLAUS
 Cameracensis Praepositus.

Extracta sunt praesens Copia à Registro inscripto sub
 Litteris V. V. BERNABOVIS Vicecomitis existente
 in Regio Archivio Castri Portae Jovis Mediolani in papi-
 ro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octo-
 bris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRI-
 GELLIVS Regii Archivii Officialis.

LXXV.

Einung Friedrichs/ Balthasars/ und Wilhelmus Land- après le
 grafen in Thüringen/ und Marggrafen in Meissen/ 25. Nov.
 mit Kayser Carl dem IV. als König in Böhmen/
 und seinem Sohn König Wenzeln in Böhmen/ wo-
 durch sich jene gegen diese verbinden/ Sie bey allen
 ihren Landen und Leuten erhalten zu helfen/ und
 wieder Ihre und des Königreichs Böhmen Ber-
 gewaltiger zu vertheidigen: bedingen auch/ daß diese
 Bündniß denen vorigen Bündnissen nichts derogiren
 solle. Geben zu Pirne nach St. Catharinen Tag 1372.
 [MULLER: Reichs-tags Theatrum, Vorstel-
 lung II. Cap. IX. pag. 526.]

C'est-à-dire,

Lettres de FREDERIC, BALTHASAR, &
 GUILLAUME Landgraves de Thuringe, &
 Margraves de Misnie, contenant les Conditions
 de leur Alliance avec CHARLES IV. Empe-
 reur comme Roi de Boheme, & WENCESLAS
 son Fils aussi Roi de Boheme, par laquelle ils leur
 promettent de les assister pour la conservation de
 leurs Domaines, & de les servir & defendre eux
 & le Royaume contre toute sorte d'hostilité & d'a-
 taque; Le tout sans prejudicier ni deroguer aux
 anciennes Alliances, lesquelles doivent demeurer
 dans leur force & vigueur. A Pirne après la Sain-
 te Catherine 1372.

Wir Friedrich/ Balthazar und Wilhelm Schrifft/ von
 Gottes Gnaden Landgraven in Thüringen/ Marggraven
 zu Meissen/ in den Ostlanden und zu Landesherrn Gewen zu
 Orlamünde/ und Herren des Landes zu Blisitz/ bezeugen und
 thun kund öffentlich mit diesen Briefe allen den/ die die Briefe
 ober hören lesen/ daß wir mit wolbedachten Mute/ mit Rate
 unser getreuen Ritterschafft/ in guten treuen/ one Geuerde/
 uns verbunden haben/ und verbinden uns auch ewiglich mit
 den alserburchlauchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Karlen/
 Römischen Keyser/ zu allen Zeiten Meier des Ruchs und Köni-
 ge zu Böhemen/ unsern lieben angedigen Herrn/ als einem
 Könige zu Böhemen/ den Durchlauchtigsten Fürsten/ Herrn
 Wenzeln/ Könige zu Böhemen/ Marggraven zu Brandenburg
 und Herzogen zu Gessitz/ seinem Sone und allen vren Erben
 und Nachkommen Königen zu Böhemen/ inn allemasse als
 hiernach geschriben steht: Zu dem ersten so globen wir für
 uns/ unser Erben und Nachkommen/ Marggraven zu
 Meissen/ in guten Treuen/ one alles Geuerde/ und bey den
 Eyden/ die wir darüber leylich zu den heiligen geschworn haben/
 daß wir den genannten unsern Herrn den Keyser/ als einem
 Könige zu Böhemen/ Könige Wenzel/ seinem Sone/ vren Er-
 ben und nachkommen Königen zu Böhemen/ getreuen und behu-
 fen sein sollen und wollen/ ewiglich zu behalden wie Fürstentum
 me/ Lande/ Herrschafft/ Erbe/ Gut/ Ede/ Recht und Ge-
 wonheit.

ANNO

1372.

wonheit / und die Hülffte sollen und wollen wir yn thun mit al-
 ler unſer Macht / ane Gewerde / wider allemeniglich / mynandes
 auſſerwehen / von den ſie angreifen / gehindert oder beſchädigt
 wurden / und an yre liebe Fürſtentum / Herrſchafft /
 Erbe-Gute / Rechte / Frey / Gemenheit / Lande oder Leute /
 geſittlich oder werltlich / greiffen wulden / und ſie dazum in kei-
 ne Weſſe hindern oder beſchädigen / by namen an das Königs-
 reich zu Behemen / die Kure und Erbmune / die eyn König zu
 Behemen von wegen ſeyner Lande hab / und haben ſall an der
 Male eines Königs Königs und Fürſtenhumb / an die
 Mannſcheffe und Lehenſcheffe der nachgeſchriebten Fürſtentum /
 der Marck / zu Merhern / der Herzogthum zu Troppan / zu
 Mandorff / zu Lufitz / zu den Weſen / zu Mühlberg / zu der
 Oſten / zu Glogow / zu den Sagan / zu Oppel / zu Raden-
 berg / zu Zehſitz / zu der Roſel / zu Drenthum / zu der Steynaw
 und zu Lufitz / die von dem Königsre / den Königen und
 der Cronen zu Behemen zu lehen ruten / und an die Fürſten der-
 ſelben Lande / an die Lande und Herzogthum Schwedens
 Jauer / und alle yre Zugehörunge / an die Marz und Lande
 Buiſen und Goriſ / und was dazzu gehört / an die Stete
 Preſlaw / Neumemact / Frantenstein / Manſlaw / Glogow /
 Steynaw / und gar an das Land zu Lufitz / mit den Cſtern
 und Schloſſen Luban / Gubin / Sommerſeld / Spremburg / Ka-
 law / Lubin / Goliſ / Priſke / Luban / Fürſtenberg / Straſ-
 ſen / und an alle beſſen Lande Derſcheffe / Mannſcheffe und
 Zugehörunge / an die Stete und Schloſſe Pien / Behm / Stol-
 burg / Mien / Radenbad / Schonne / Gatendorff / Spar-
 renberg / Karſthalde / Meyenſtein / Brandenburg ihre Mann-
 ſcheffe und Zugehörunge an Polberg und Werdenheim mit yren
 Mannſcheffen und Zugehörungen / als ſie die von Sachſen und
 die von Pyrenſtut verkauft haben / an Etroel / Herſtein /
 Olmütz / Treſeman / Oſterwerde / Dolan / Leſſen / Grobe /
 Freidmannsbalde / und alle andere Hove / Güter und Zugehör-
 runge / als ſie der Biſchof von Mündurg verkauft hat / an die
 Weſen / Stete und Schloſſe / Hrehorn / Wendenſlad / Bernau /
 Storenſtein / und Jüterbo / die der hochgeborenen Fürſten /
 Herrn Ruprecht des Älteren / und Herrn Ruprecht des jüngern /
 Pfaltzgraven bey Rhein / und Herzogen zu Bayern / unſer Oheim-
 nen / rechts Erbe geweſen ſeyn / und die dem obgnanten unſer-
 ſern Herrn / dem Keyſer / wiſſentlich und rechtlich verkauft ha-
 ben / an die Lande und nachgeſchriebene Stete / Schloſſe und
 Marcke / Sulzbach Roſenberg / Muhlſtein / Hirtenſtein / Horn-
 ſtein / Nollpoſſen / Eſchneit / Dorndorff / Frantenberg / Auer-
 bach / Herſburg / Kottenberg / Blawſ / Weiden / das Pleß
 Eichenbad / Weſnitz / Holzet / Werbenſtein und Ruprechtſtein /
 die einem des hochgeborenen Fürſten / Herrn Ruprecht / ſeyn /
 die einem des hochgeborenen Fürſten / Herrn Ruprecht / ſeyn /
 Herrn des Keyſers Schwager / und unſers Oheimen / geweſen
 ſeyn / und auf die obgnanten Herrn Ruprecht / den Älteren / und
 Herrn Ruprecht / den Jüngeren / unſer Oheimen / nach Tode
 Herzog Rudolfs des obgnanten / erlich verfallen waren / und
 ſie dem obgnanten unſern Herrn dem Keyſer wiſſentlich / rechtlich
 und rechtlich verkauft haben / an die Stet Weiden und die Schloſſe
 Pargſtein und Floß / an die Feſten und guter Erlange / Wrieſen-
 dorff / Wilsandshausen / Werbenheim / Heynrichſt / Weſenſtut /
 und auch alle andere Lande / Feſten und Güter / die der obgnan-
 te unſer Herr der Keyſer und ſein Erbe in Francken und in
 den vorſchriebten Landen haben / und allen yren Zugehörungen / auch
 vornehmlich an die Mannſcheffe der Ebeln von Pader / und
 von Baden / an die von Plawen mit Plawen Haus und Stet /
 Johans Ebeln und Ebel / mit Mannſcheffen und andern Zu-
 gehörungen / die von der Cronen zu Behemen zu lehen ruten / an
 die Schönenburg mit Glichow mer und yre Zugehörunge / die
 von der Cronen zu Behemen zu lehen ruten / an die von Bal-
 denburg mit Harz und Stet und yre Zugehörungen / die von der
 Cronen zu Behemen zu lehen ruten / an die von Kolditz / yre Mann-
 ſchafft / Weiden / und was dazzu gehört / die von der Cronen zu
 Behemen zu lehen ruten / an die von Mühlberg / und ſeinen
 Zugehörungen / die von der Cronen zu Behemen zu lehen ruten /
 Burg und Stet Rudolfsbad Chummen und zu Brodſtein / mit
 yren Zugehörungen / die von der Cronen zu Behemen zu lehen ruten /
 Erbe Heinrich von Schmardtburg mit Lauenburg und
 Rende und yre Zugehörungen / die von der Cronen zu Behemen
 zu lehen ruten / den Kuffen zu Plawen mit dem Stet bey Al-
 denburg und ſeiner Zugehörunge / die von der Cronen zu Behemen
 zu lehen ruten / den andern Kuffen zu Plawen mit drußen und
 ſeinen Zugehörungen / die von der Cronen zu Behemen zu lehen
 ruten / die von Dornitz mit der eynen veſten Dornitz und allen
 yren Zugehörungen / die von der Cronen zu Behemen zu lehen ruten /
 den von Gera ſam Lehenſtein und ſeinen Zugehörungen /
 die von der Cronen zu Behemen zu lehen ruten / die Sparrnacke
 mit dem dritten Teil der Stet Mühlberg / und der Feſten
 Walsſtein und yren Zugehörungen / die von der Cronen zu Be-
 hemen zu lehen ruten / Herrn Warden mit Hoenſtein und Schwarz-
 berg und yren Zugehörungen / den von Mühlberg mit ſeinen
 Weſen und yren Zugehörungen / die alle des Königsreichs und
 der Cronen zu Behemen ſeyn / auch an die Pfandſcheffe zu Eger /
 zu Pirſberg / Mühlberg / und alle andere Pfandſcheffe / die ſie
 von dem Reiche haben / wie die gantz ſeyn / Tunkaw / das
 vom Eſtitz zu Reginsburg Pfand ſit / Pöbboen / das vom Eſtitz
 zu Mühlberg Pfand ſit / und an alle andere yre Herrſcheffe /
 Mannſcheffe / Lehenſcheffe / Lehen / Weſen / Burgen / Stete /
 Marcke / Lande / Leute und Güter / und alle yre Zugehörunge
 wo oder in welchen Landen die gelegen ſeyn / die ſie yndum haben

ANNO
 1372.
 ober fürbaß in dheyner Weiſe genomen / und ſollen auch Wir
 unſer aller Erben / Marggraven zu Meiſſen / ſie und yre
 Erben / Könige zu Behemen / dazum alſelich aber bey Teilen
 nimmer in dheyner Dingen iren / hindern oder anſprechen ſollen
 in dheyner Weiſe / ſondern ſie dazum getrewelich beſtehen zu be-
 ſchirmen und zu handhaben wider alle nemiglich / als vorge-
 ſchrieben ſtehet / und wann wir / aber unſer eyner / unſer Erben /
 und nachkommen Marggraven zu Meiſſen / von wegen des ob-
 gnanten unſers Herrn des Keyſers / ſeiner Erben und nach-
 kommen Könige zu Behemen / des ernant werden / ſo ſollen
 und wollen wir / inwendig vierzehn Tagen / oder ſo wir ſchick
 mogen / nach dem als der Hülffte noch geſchick / ane Gewerde
 nach dem Tage ſolcher Manunge yn zu Hülffte kommen / in der
 Maß / als davor geſchrieben iſt. Wann auch wir den obgnan-
 ten unſern Herrn dem Keyſer / oder ſeinen Erben / Königen zu
 Behemen / zu Hülffte kommen / aber unſer Volk yn zu Hülffte
 ſenden / ſo ſollen ſie uns oder dieſelbigen / die Wir ſenden / mit
 Vier / mit Brode / Ridenſcheffe / und roo man nicht in Felle
 lege / mit Feiner beſorgen / ane Gewerde. Nennen wir aber die
 unſern Erben / den ſend ſie uns nicht vürſchick auszuſuchen /
 gewinnen Wir aber untereinander Weſen / die in unſern Landen
 bederſt nicht gelegen weren / oder von uns bederſt nicht zu
 lehen gingen / die ſollen wir brechen / oder füllen ſie gleich mit
 einander teilen / wie uns das allerbeſte gültig / nennen wir Fro-
 man an Weſen / die in unſern Landen gelegen / oder von uns zu
 lehen gingen / der Frome ſoll uns allein bleiben / vore aber
 daß wir / oder die unſern Fromen nemen an gefangen / die ſol-
 len wir nach yrlidich Manal genapener Leute gleich mit eynan-
 der teilen / auch globen Wir vornehmlich in alle der Weiſe / als
 vorgeſchrieben ſtehet / daß dieſe gemeintige Wundniß und Bri-
 ve den vorigen Wundniß / mit der Wir und unſer Vater ſel-
 ſiger Schicknis / und yren Erben / Königen zu Behemen /
 vergeiten verbunden geweſen ſeyn / und auch den Weiden / die dar-
 über gegeben ſeyn / an ſeynen yren Eucken teinen Schaden aber
 Tre ſal brengen ſollen / oder mogen / ſondern beſte ihemige Wund-
 niß / und auch dieſe / mit ſampt den Weiden / die darüber ge-
 geben ſeyn / ſollen allezt zu yren Wundniß und Eimen / als ſie
 von Wörte zu Wörte begreifen / und gemacht ſeyn / ausgenom-
 men allein in der vorigen Wundniß die Artikel und die Lande zu
 Luſitz / zu der Schwedens / und zu dem Jauer / und auch Pfand-
 ſchafft des Schloß Hrehorn / dieſelbigen Artikel in den alten
 Weiden / barich in yren Kreſſen nicht bleiben mogen / das
 ſind der Zeit beſchriebene Lande Luſitz / Schwedens und Jauer
 erlich / und auch Hrehorn in Pfand weißt an die genannten
 unſern Herrn / den Keyſer / König Wenzel / ſeinen Eone / yre
 Erben / Könige der Cronen / und das Königtum zu Behemen /
 rechtlich und rechtlich teinen / aus ſollen die alten Briwe und
 Wundniß unſern Herrn / den Keyſer / König Wenzel / ſeinem
 Eone / und yren Erben / Königen zu Behemen / und auch uns
 an allen den Weſen / Mannſcheffen und Güten / die in dieſen
 gemeintigen Wundniß und Weiden bederſt beſchrieben ſeyn /
 ſeinen Schaden bringen / als daß dieſelbigen unſer Herr / der
 Keyſer / König Wenzel / ſein Eone / und yre Erben / Könige
 zu Behemen / an den / die wir in ſeynen Weiden genant haben /
 und Wir und unſer Erben / an den / die in dieſen unſern
 Briwe genant hab / mynmer emiglich dreyerley Anſpruch ha-
 ben ſollen. In dieſen vorgnant Wundniß und Eymune ne-
 men wir den Erwidrigen in Got Vater und Herrn / Herrn
 Ludwig / Biſchof zu Bamberg / unſern lieben Herrn und Bru-
 der / und den Ebeln / Friederich Burggraven zu Mühlberg /
 unſern lieben Swager / und alle ſeine Erben / die alle Sachen
 halben ſollen / gegen unſern Herrn / den Keyſer / ſeinen Erben
 und der Cronen zu Behemen / als wie und als hievor geſchrieben
 ſtehet / doch also / daß alle Wund-Brieffe / die beſalle unſer
 Swager / der Burggraven / unſern Herrn / den Keyſer / ge-
 ben hab / bey yren Kreſſen und Mäßen ſollen bleiben. Dazum
 auch / do Got lange ſit ſey / daß unſer lieber Herr und Bru-
 der / Herr Ludwig / ſtirbe / demnach ſollen dieſe gemeintige
 Wundniß und Briwe in voller Macht beſehen und bleiben. Wie
 ſtunde dieſes Briwes verſiegt mit unſern Fürſtlichen Im-
 ſiegel / der gegeben iſt zu Pirne nach Sanct Katharin Tag der hei-
 ligen Jungfrauen / nach Eſtre Geburt dreyßig hundert Jare
 darnach in dem jreyn und ſiebzehntigen Jare.

LXXVI.

*Tractatus Pacis & Amicitie mutue inter EDUAR- 1373.
 dum III. Regem Anglie & FERDINAN-
 dum Regem Portugallie & Algarbie conclusus. 16. Jun.
 Dat. Londini die 16. Junii Anno 1373. [RY-
 MER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom.
 VII. pag. 17.]*

Universis, presentis Paginae seriem inspecturis,
 Willielmus Dominus de Latimer Miles & Baro
 Camerariusque regis, & Thomas Juuenis Curia
 Cantuariensis Officialis, Illustrissimi Principis & Metuen-
 dissimi Domini nostri, Domini Edwardi, Dei gratia,
 Regis Anglie & Francie Procuratores, & Negotiores
 Gestores,

ANNO 1373. Gestores, ad infra scriptum negotium specialiter deputati, in omnem eventum, temporibus quibuscumque, Salutem in Domino, & firmam, si placet, credentiam presentibus adhibere.

Dudum siquidem,

Ex parte, Illustris & Magnifici Principis, Domini *Fernandi*, Dei gratia, *Regis Portugaliae & Algarbii*, & Illustrissime Femine, Domine *Alanora*, Regine & Conjugis ejusdem, Ambassadors, Procuratores, & Nuncios speciales.

Nobilis Vir, *Johannes Fernandi de Andeiro* Miles, & venerabilis & discretus Vir, Dominus *Velasco Domini* Cantor Ecclesie Bracarensis;

Ad supradicti Domini nostri Regis presentiam personaliter accedentes,

Alligantias, Adunationes, Confoederationes, & pure dilectionis Fœdera,

Inter dictos Regem Portugaliae & Reginam, & Illustris & Magnificum Principem, Dominum *Johannem*, Dei gratia, *Regem Castelle & Legionis*, Ducem Lancastrie, dicti Domini nostri Regis Anglie Filium prædictum, ad invicem initas, contratas, & ordinatas,

Et præconceptum, non solum exinde, set ex vinculo propinquo Consanguinitatis & amicitias antiquatis, inter ipsos & recolenda memoria, eorumdem Progenitores, sinceræ dilectionis affectum,

Quem tam erga Personam dicti Domini nostri Regis, quam ejus Filios, Jura, & Subditos eorumdem, dicti Domini Rex Portugaliae & Regina piis gerebait, & gerunt omni tempore, visceribus,

Eorumdem zelantes ferventius commodum & honorem & inimicorum suorum malitiam, & fraudulentis machinationibus, seu molitionibus, contra prædictos Dominum nostrum Regem, ejus Filios, Regnum, Dominia, Terras, & Subditos, nequit machinatis, obstando resistere,

Ac cum ipso Domino nostro Rege, & ejus Filio Primogenito, Domino *Edwardo Principe Wallie*, cæterisque Filiis ejusdem Domini nostri Regis (cum quibus nondum Alligantias contraxerunt) Regno Anglie, futurisque Successoribus suis quibuscumque in dicto Regno Anglie, ac cum aliis Terris, Dominis, Locis, suis Vassallis & Subditis, fideliter obedientibus, Amicitias, Alligantias, Adunationes, Confoederationes bonas, & puri amoris Fœdera, contra omnes Homines qui possunt vivere vel mori, cujuscumque status, conditionis, præeminentie, seu dignitatis existant, Regia, Dominia, Terras, & Provincias eorumdem (Sedis demtaxat Apostolicæ & Domini nostri Papa Statu illibato & integro specialiter reservato) inire, contrahere, & copulare cordialiter affectantes,

Non tantum vivâ voce, quinimò Literis prædictorum, Domini Regis, & Domine Regine, Conjugis ejusdem, exhibitis & oblatis, elegantius exponebant;

Instrumentum etiam Publicum, cujusdam Procuratoris, dictorum Regis & Regine sigillis communivum, in medium proferentes,

Potestatem continens, ab eisdem Rege & Regina ipsis traditam & concessam, dictas Alligantias, vice & nominibus Dominorum suorum prædictorum, inlendi, contrahendi, consummandi, & firmitate debita roborandi, cum adjectione Articulorum, Pactorum, Conventionum, Conditionum, & Clausularum, quas utilisset Parti, Regnis, Terris, Provinciis, Dominis, & Subditis sibi viderint expedire, prout, ex dicti Instrumenti tenore, manifestius & plenius constare poterit cultibet intuenti,

Circa præmissa dicti Domini nostri Regis propositum & benivolentiam eisdem declarari, exprimi, & impendi reperitis Instantis exorantes,

Dominus verò noster Rex,

Præmissis omnibus & singulis, propositis per eosdem & oblatis, visis benigniter & prout aurius asculatis, diligenter circumspicis & debite consideratis, clausulis cordialibus, intimâ meditatione, revolvens quam generosum sit & regale, sinceris affectibus regalibus, mero motu proprio, gratantius dilatare, eos, dignis attollendo laudum præconiis, & gratiarum actionibus, recompensare similes seu majores! quàmque sit tutum & indeficiens in arduis & adversis, & gloriosum in prosperis, Reges & Principatum tenentes Alligantias, Adunationes, & pure dilectionis Fœdera mutuo copulare!

Per quæ Principum & Regnorum prosperitas & gloria, in sublimem provecta, grata sibi tranquillitate latantur, Subditorum salus & incoluntia procurantur, Adversariorum malitie & perversæ machinationes multoties reftrenantur, & postmodum infinitis periculis jaculis prævisis, communicatis Consiliis & Auxiliis,

nè impetuosè feriant, obviari & præveniri, exacti temporis discrimina & experientia, efficac rerum Magistra, lucidiùs attestantur,

Præhabita super præmissis deliberatione providâ cum Regni sui Prælati & Proceribus,

Cum & de comuni consilio eorumdem,

Nos prædictos, Willielmum & Thomam,

Ad contrahendum, ordinandum, consummandum,

& sufficienter securitate vallandum

Vice & nomine suo, Regi sui Anglie, & Successorum suorum in dicto Regno, Terrarum, & Dominiorum, Provinciarum, Vassallorum, & Subditorum suorum quorumcumque, fideliter obedientium,

Alligantias, Amicitias, Adunationes, Confoederationes bonas, & pure dilectionis Fœdera, cum præscriptis, Nobili Viro Domino *Johanne Fernandi* Milite & Venerabili & discreto Viro *Velasco Domini* Cantore Ecclesie Bracarensis, Procuratoribus, Regis & Regine in hac parte specialiter deputatis, vice & nominibus eorumdem, Regnorum etiam Portugaliae & Algarbii, Terrarum, Dominiorum, Vassallorum, & cæterorum Subditorum quorumcumque, dicto Regi Portugaliae fideliter obedientium,

Cum adjectione & interpositione Clausularum, Articulorum, Pactorum, Conventionum, & Conditionum, quos utrique Parti, & earum Successoribus, Regnis, Terris, Dominis, Provinciis, Vassallis, & Subditis supradictis, in reportatione commodi, prosperitatis, & honoris, futuris temporibus quibuscumque, viderimus expedire,

Veros & legitimos constituit Procuratores, Negotiorum Gestores, & Organum vocis sue, prout in Literis Procuratoris Patentibus, inde confectis, Magno Sigillo suo Regio sigillatis (quarum principium & finis inferius describuntur) plenius continetur.

Nos verò,

Volentes Mandatis regalibus supradicti Domini nostri Regis, ex fidelitatis debito, firmiter obedire, & ea que ad nostrum in hac parte spectant Officium, debite executionis effectui mancipare,

Vigore nobis in hac parte tradite Potestatis & suscepti Officii,

Alligantias, Confoederationes, Amicitias, Adunationes, & pure dilectionis Fœdera, cum prædictis Ambassadors, & de expresso consensu eorumdem, vice & nominibus quibus supra, sub modis & formulis inferius annotatis, præhabita deliberatione competenti, contrahimus, facimus, & stabilimus, perpetuis temporibus, Altissimo concedente, inviolabiliter observanda,

IN PRIMIS, ordinamus & concordamus quod, inter prædictum Dominum nostrum *Edwardum Regem Anglie & Francie*, Dominum *Fernandum Regem Portugaliae & Algarbii*, & Dominam *Alanoram*, Reginam & Conjugem suam, eorum Successores in Regnis prædictis Anglie & Portugaliae, Regna, Terras, Dominia, Provincias, Vassallos, & Subditos quoscumque, fideliter obedientes, erunt hinc inde veraces, fideles, constantes, mutue & perpetue Amicitie, Adunationes, Alligantie, & pure dilectionis Fœdera, & velut Amici fideles & veraces, & mutuo hinc inde Amicis Amici, & Intimicis Intimici; contra omnes Homines qui possunt vivere vel mori, cujuscumque dignitatis, status, præeminentie, seu conditionis existant, eorum Terras, Regna, & Dominia, invicem se juvabunt, manutenebunt, & sustinebunt, per Terram, & per Mare, mutuo:

Procurabunt, & pro viribus conservabunt, Personalem incoluntiam, securitatem, commodum, & honorem; Jurium suorum, honorum, rerum, & amicorum, ubilibet existentium, indehincitatem, salvatorem, recuperationem:

Dampnis & Injuris, dedecori seu, ut ita loquamur, vitie, quæ sciverint, vel altera Pars sciverit, alteri Parti aliquotiens imminere, seu contra eandem excogitari, provis remedii, hinc inde, fideliter occurrentes; Parti, contra quam talia machinantur, quam citò commode fieri poterit, per Literas, vel per Nuncium, aut aliis modis melioribus excogitatis, integrè & plenariè revelantes, præmuentes, &, super præmissis, salubriter consulentes.

Item, neutra Pars cum Intimicis, Emulis, vel Persecutoribus Partis alterius Amicitias copulabit:

Scienter, in alterius Partis detrimentum, dampnum, seu præjudicium aliquale, eisdem Intimicis, Emulis, seu Persecutoribus communicans, per se, vel alios, consilium, auxilium, vel favorem:

Eisdem quovismodo confortans, receptans in Regno, seu Regnis, Terris, Dominis, Provinciis, Locisve suis; confortari, receptari, sustineri scienter patiens

ANNO 1373.

ANNO
1373.

vel morari, publicè vel occultè, exquisitis sgmentis, occasione quibuscumque seu colore;

Fugitivis, exulatis, forbanatis, præsentibus & futuris, quibuscumque occasione sive causâ, a Regno, aut ab aliis Provinciis, Terris, Dominis, seu Locis alterutris eorumdem Regum, appellatione Inimicorum, Æmulorum, seu Persecutorum, nullatenus subinclu-
sis; quin in Regno, & quibuscumque Terris & Locis, alteri Regi subiectis, hinc & inde receptari, sustineri liberè valeant & foveri; nisi fortè tales fugitivi, exulati, & forbanati forent pro Crimine Læsæ Majestatis, ut Regis & Regni proditores sententialiter condemnati, aut aliâ taliter suspecti quod per eos utriusque Partis vel alterius earum detrimentum, dedecus, iniuria, vel discordiæ procurari verisimiliter formidentur, & idèd, ut inimici & persecutores, deberent merito evitari; quo casu una Pars, per alteram requisita, tales, sicut prædictum est, ad Partem requirentem, si petatur, remittere, aut a se, Regnis, Dominis, & Terris suis expellere, forbanare, & dimittere teneatur.

ITEM, si contingat Regnum alterius, Terras, Domina, Loca, offendi, opprimi, vel invadi, per Terram, vel per Mare, per Inimicos, Persecutores, vel Æmulos, aut eosdem Inimicos saltem offendere, opprimere, vel invadere molientes, machinantes, aut quomodolibet properantes,

Et Pars alia, vel ejus Successores, pro auxilio seu subsidio impediendo & impendendo, in Hominibus Armorum, Sagittariis, Ballistariis, Navibus, Galeis ad Guerram sufficienter preparatis, aut alio genere defensionis quocumque (si tamen illud genus, vel ali-
quod præmissorum, in Regno, a quo petitur prædictum subsidium, habeatur vel fuerit usitatum) per Partem, contra quam talia machinantur, per Literas, vel per certos Nuncios, fuerit requisita, quotienscunque & quandocumque dicta Pars, taliter requisita, Parti requirenti,

Ad defensionem Regni, contra quod hujusmodi invasiones preparantur, aut aliarum Provinciarum, Dominiorum, vel Locorum, & recuperationem eorumdem, per hujusmodi Invasiones deperditorum, contra dictos Inimicos, Invasores, Persecutores, seu invadere vel persequi molientes, cujuscunque status, conditionis, præminentie, dignitatis existant.

Juxta numerum & modum, in præmissis Hominibus Armorum, Sagittariorum, Ballistariorum, Navium, Galearum ad Guerram competentem in omnibus requisitis intructuram, & alterius generis defensionis, quem (salvis semper ordinatâ caritate & propriâ necessitate) a se dimittere poterit, vel absque gravi præjudicio sustinere.

Dictum subsidium bonâ fide præstabit, impartietur, & mandabit.

Sumptibus, expensis, & stipendiis requirentis, Per quatuor expertos Milites, aut idoneos, legales, & discretos Viros (duos ex utraque parte deputandos seu eligendos) subtiliter arbitrandis, secundum Personarum mittendarum & graduum earumdem qualitatem, temporum conditionem, & forum Locorum, in quibus hujusmodi mittendos virtutem seu Opera bellica contigerit exercere.

Tempore infra quod, post requisitionem prædictam, hujusmodi Subsidium debeat preparari & mandari, juxta celerem necessitatem Partis requirentis, & possibilitatem convenientem Partis requisitis;

Vacatis in omnibus fraude & malo ingenio, Æquitate tramite benigniter estimato.

ITEM, ad hæc omnia & singula supradicta effectua-
liter adimplenda & fideliter conservanda, vice & nomi-
nibus supradictis, Nos, Procuratores prædicti, promittimus bonâ fide, & in animam dicti Domini nostri Regis Angliæ, tactis Sacrosanctis Evangelis, juramus quod ipse, Dominus noster Rex, Alligantias, Amicitias, Adunationes, Confoederationes, Conventiones suprascriptas, & quoscumque Articulos seu Clausulas eorumdem (salvis semper præcontractis Alligantiis) in omnibus & singulis, pro viribus totis & sensibus, tenebit, adimplebit, & inviolabiliter observabit.

Teneri, adimpleri, & inviolabiliter faciet observari, Præmissa vel eorum aliquod, in toto, aut in parte, rumpendo, infringendo, vel violando, infringi, violari, aut rumpi scienter procurando seu tolerando, vel jussus excusationis prætextu vel exceptionis, fraudis vel doli, erroris, coercionis, juris scripti, consuetudinis, facti, vel intentionis, privilegii imperatui vel imperandi, aut quibuscumque machinatis fraude, dolo, aut malo ingenio, re aut verbo, nullis unquam temporibus contraveniet in futurum, aut contraveniri scienter quomodolibet patietur.

Tenor verò Mandati nostri Procuratorum, de quo supra fit mentio, sic incipit, ANNO
1373.

EDWARDUS, Dei gratiâ, Rex Franciæ & Angliæ, Dominus Hiberniæ, Notum facimus universis quod Nos,

De fidelitate, circumspectione, & industria, dilectorum & Fidelium nostrorum, Willielmi Domini de Laysmer Consilii nostri, & Magistri Thome Juvenis Officialis Curie Cantuariensis, plurimum confidentes, Ipsos, Willielmum & Thomam, insimul, & eorum quembet in solidum (ita quod occupantis primitus negotium non sit potius conditio, sit quod unus eorum inceperit alter prosequi mediare valeat & finire) facimus, constitutus, ac etiam ordinamus Procuratores nostros negotiorumque Gestores.

Dantes & concedentes dictis nostris Procuratoribus, & eorum cuilibet, plenam & liberam potestatem tractandi & paciscendi cum, Magnifico & Illustri Principe, Domino Fernando, Dei gratiâ, Portugaliæ & Algarbii Rege, & cum, Illustri Domina, Domina Elianorâ Regina, ejus Consorte, &c. prout supra de Dat. 1. Jun. & deinde sequitur hoc modo (viz.)

In quorum omnium fidem & Testimonium præsentibus nostras Literas fieri & publicari fecimus per Magistrum Johannem de Branketre, Notarium Publicum, Scribamque regium infra scriptum, ac Sigillorum nostrorum appensione muniri.

Datum & Actum, in Civitate Regiâ Londoniæ, apud Majorem Ecclesiam Cathedralẽ ibidem, in Festo Novæ solemnitatis Corporis Christi (videlicet) decimo sexto die Mensis Junii: Anno Domini millesimo, trescentesimo, septuagesimo tertio: Indictione undecima: Pontificatus verò Domini Gregorii, Papæ undecimi, Anno tertio.

Præsentibus,

Nobilibus Viris,
Dominis,
Johanne Knyvet, Cancellario Angliæ,
Nicholao Carren, Cultode Privati Sigilli Regii:
Domino Johanne Gostery, Decano Ecclesiæ Segobien-
sien-
Thoma Orgrave, Archidiacono Cornubiæ in Ecclesiâ Exoniensi,
Rogero Holme,
Waltero de Alderbury,
Et Willielmo de Dygton,
Canonicis dictæ Majoris Ecclesiæ Londoniæ:
Nicholao de Tanworth,
Matheo Redmane,
Mililibus:
Magistro Simone de Mulson, Legum Doctore,
Ac,
Petro Didaci, Milite, Comendatore Ordinis Sancti Jacobi in Portugaliâ;
Testibus in omnibus supradictis.

Ego Johannes de Branketre, Clericus Norwicensis Diocesis, Apostolicæ & Imperiali Auctoritatis Notarius Publicus, ipsiusque Domini nostri Regis Scriba, quia Alligantibus, Contractibus, Juramentorum Prestationibus, Sigillorum Appositionibus, ceterisque omnibus & singulis, per Procuratores supranominatos habitis, factis, & gestis, Anno, Indictione, Pontificatu, Mense, die, & loco superius annotatis, una cum Testibus antedictis, præfens interfui, eaque omnia & singula sic fieri vidi & audiui, per alium scribi feci (aliis Regaliibus Negotiis occupatus) & publicavi, & in hæc publicam scripturam & formam redegi, meis consuetis Signo & Nomine roboravi in fidem & Testimonium Veritatis.

B. Ri.

LXXVII.

CAROLI V. Franciæ Regis Editum perpetuum de Pubertate seu Majorennitate Regum Franciæ, Quod nimirum illi decimum quartum annum attingentes post pubertatem seu Majorennitatem reputari, Regimen & Administrationem Regni suscipere & habere, ac omnia facere possint, quæ ad verum Regem pertinent. Datum in Castro Nemoris Vincemmarum, mense Augusto annò 1374. [LEIBNITZ, Codex Juris Gentium Diplom. Tom. I. pag. 231. dont la Copie est très-défectueuse. DU PUY, Traité de la Majorité des Rois de France, & des Regences du Royau-
Aout. 1374.

ANNO
1374.

Royaume. Aux Preuves, pag. 155. d'où l'on a tiré cette Pièce, qu'il avoit prise lui-même, comme il le marque, du Trésor des Chambres, Numero 6.]

CAROLUS, Dei Gratia, Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam. Filios Regum per Parentes educari & erudiri debere, ut Deum timeant, virtutum & virium profectum celeriter attingant, sincere diligant, & primogenitos maximè magnis donis & altis honoribus decorari, Republicæ commodum, & status Regnorum & Subditorum concernentibus, & tranquillitatis augmentandæ, Prædecessorum Illustrum fecundum vestigia, clarè liquet. Bona enim terra diligenter colitur, ut fructus optimus reportetur. Multò magis sunt Filii Regum per Patres studiosius nutriendi & docendi, ut virtutibus imbuantur, fortificentur & crescant; & cum in adultam ætatem pervenerint, pueritia redolent bonos mores, qui ad majoris honoris culmen sunt in Populis erigendi. Altius nempe præcepta sumunt, quæ teneris imprimuntur ætatibus. Illa verò utilis censetur doctrina ac prudentia quæ ab ætatis initio, auge ab infantia ipsius exordiis inchoatur; unde Sapiens: *Fili, à juventute tua excipe doctrinam, & ad canos invenies Sapientiam.* Ceterum æquum censetur Reges Filios suos ut seipsos diligere, tanquam suæ necessitudinis Patres, & Custodes domus suæ; cum natura eadem persona reputetur cum ipsis; & Filii si non bene vivant, ad interitum Patris essent. Sanè Filios Regum generaliter magnificandos, & honorandos plus quàm alios Jura clamant. In quibus Parentes cæteris munificentiores esse debent. Nam ipsis solis remanentibus, post mortem memoria, & spe ducti quodammodo immortalitatem participant; unde non magnificando vel honorando eosdem, donum Dei sibi in Filiis præstitum negligere viderentur. Rursus quod in honoribus sunt aliis fratribus primogeniti præferendi paternæ benedictione pinguiori, suis patet ex benedictione, quam dedit Isaac ipse Jacob, sic inquit: *Det tibi Deus de rore Cæli, & de pinguedine Terræ abundantiam frumenti, & vini & olei. Serviant tibi Populi, & adorent Tribus; esto Dominus Prætorum tuorum, & incurvantur ante te Filii matris tuæ.* Porro summè debent Reges attendere, quod beneficia Filiis suis præcipue primogenitis impensa cum publica utilitate concurrant; cum hæc duo puto Deum sibi debeant existere chariora, confidentes in Filiis Republicam, post ipsorum obitum, feliciter conservari in ipsis negotiis peragendis; sic intendentes solet ea quæ periculosa sunt, nequaquam sine remedio reformationis accommodè relinquunt. Sed sic respiciant oculatè, quod Populus ab opprimimentis protegens incurfus, exuberantia virtutum quiescat in pulcritudine pacis, in tabernaculis fiduciæ, & Regine temporaliu opulentia, res quoque publica sit suis temporibus in bona prosperitate. Postremo super regimine Regni debemus Prædecessorum nostrorum vestigiis inherere, & inter bonos meliores, & inter meliores optimi sunt sectandi. Hinc est quod nos considerantes attentè ætatem quatuordecim annorum, seu & minorem, nullatenus repugnare Regiæ Dignitati, vel administrationi nascendæ vel suscipiendæ Regnum; Joas enim unctus fuit, & regnavit ætatis suæ anno septimo. Josias annorum octo erat, quando regnare cepit. David parvulus in Regem unctus est; & Salomonem elegit Deus adhuc puerum & tenellum; & isti Reges fecerunt placitum coram Domino. Hieremias puer super Gentes constitutus est. Considerantes quod annus decimus quartus discretionis existit, & in ipso quod ad plures ætus legitimos, exercendi & affuscendi sunt nobiles ad labores militares & opera bellicosæ; & quod nonnulli Reges, tam Prædecessores nostri, quàm alii hac ætate, seu paulò ante, vel post Regnum gubernacula assecuti, magnificè & utiliter regnaverunt: Quod Filii Regum Franciæ solent curâ pervigili instrui & educari in bonis moribus, virtutibus & honore. Quapropter ipsos verisimiliter tradidit plus illo tempore profectis, quàm alios minoris staturis ætate longè majori, juxta illud quod scribitur, *Cæsaribus virtus contigit ante ætem*, atque in corde nostro indelebiter est scriptum, qualiter sanctissimus Atavus, & Prædecessor noster, Patronus, Defensor, & Dominus singularis beatus Ludovicus, flos, decus, lumen, & speculum, nedum regalis Prosapie, sed omnium Gallicorum ejus memoria in benedictione est, & non relinquere in secula, ac divina protegente gratia nullius mortalis criminis sensisse contagium perhibere, Regnumque & Republicam sic laudabiliter gubernavit, quod gesta ipsius præclara (quæ mundus mirabitur, quandiu Sol permittat) per nos ad Successores

nosros merito ad consequentiam trahi debent: sic, quod sua actio nostra instructio videatur. De ipso enim legitur, quod Regni maximi & potentes inimici, agente Deo, ipsius pueri Regis viribus sunt repulsi, ætatis suæ quarto decimo anno Regni regimen assumpsit, recepit Homagium, seu fidelitatis juramenta Prælatorum, Parium, & aliorum Vassallorum, fuitque sacra regali unctione inunctus & coronatus. Videntes, & diem crescente malitia mundi jugiter in deteriora prolabi, & non ex divinæ providentiæ defectu, seu debiti rerum ordinis, sed ex propriis demeritis, in hominum passim cumulum superaddi, atque quasi damna infinita per Administratores alienos minoribus illata & irrogata fuerant temporibus retroactis; nec cessant, prohi dolor! incessanter inferri. Exactique temporis consideratio edocet, & pensata evidentè discrimina manifestant, quot & quantis aliena, longeva, & peregrina Regimina plena periculis extiterunt. Quibus de causis & aliis, ut minorum indemnitatibus succurratur, & ipsi frequenter veniam tacite impetrant; & nos, & Prædecessores nostri in concedendo eandem, consuevimus nos exhibere petentibus liberales; quodque Rex & Dominus naturalis ac legitimus plus diligitur à Subditis quàm quicumque Regens, pro eo videtur libentius, & sibi ab eisdem promptius obeditur, retrahunturque à facinorosis, & delictis solum Dominum videndo, & ut frequenter visum est, puerum, juvenem, vel infantem, ad bonum obedientiæ & servitorum promptitudinem excitantur, audaces ac magnanimi sunt, ac magis in omnibus virtuosus. Macedones enim prælio pulsi Rege suo, Regis defuncti Filio existente in cunis, penè in aciem posito acris repetière certamen, & viatores fuerunt propter præsentiam ejusdem; offendentes priori bello Regem, non virtutem Macedonibus defuisse; & Gallici Chilpericum Regem Franciæ, cujus auctoritate & nomine ætatis quatuor mensium existentis Regnum regi voluerunt, invuentes per Reginam Matrem suam ad exercitum inter brachia portari, ita strenuè bellaverunt, quod dictus Chilpericus gloriosissimum habuit & obtinuit triumphum. Pacifico statui Regni nostri, nedum pro nostris, sed perpetuis temporibus cupientes sinceris affectibus providere, ad vitandas discordias, removenda scandala, & alta inconvenientia, & detrimenta maxima, quæ, nisi provideretur, timerentur verisimiliter evenire: præmissis omnibus & singulis, quantum nobis ex alto permittitur, mediatis prudenter, ut agere consideratè possimus: ad omnem dubitationis materiam submovendam, habita super hoc deliberatione matura, & consilio pleniori, cum pluribus Prælati, personisque notabilibus, Clericis & Laicis, declaramus, decernimus, ordinamus, & hac edictali Lege nostra irrefragabili, & in perpetuum valitura definimus, consiliis & fœderibus de nostra certa scientia, de Regiæ plentudine potestatis, ut si nos vel Successores nostros nunc divo decedere, vel ab hac luce migrare contigerit, Filio nostro masculo primogenito, seu primogenitis Regum Successorum nostrorum pro tunc existentibus minoribus quatuordecim annis, eo ipso quod dictus Primogenitus noster, seu Primogeniti prædictorum Successorum nostrorum quartumdecimum annum suæ ætatis attigerint, vel eisdem decedentibus, si Filiis masculis Fratres sui ab eodem Patre procreati, naturales & legitimi, secundum debitum ordinem originis eorumdem dictum annum decimum-quartum attingentes, quos ex nunc, propt ex tunc, quo ad infra scripta, puberes statim & decernimus, reputari habeant & habere debeant regimen & administrationem Regni, Homagii, & juramenta fidelitatis per Prælatos, Fratres, Patres, Principes, seu quascumque personas alias, Ecclesiasticas vel Sæculares, præstanda & facienda, etiam si Archiepiscopali, Episcopali, Regia vel alia quacunque præfulgeant Dignitate, recipiant, & admittant. Illi verò qui ad eadem præstanda vel facienda erunt quomodolibet adstricti, illa dicto tempore sibi facere, & præstare necessario teneantur: Donumque munificum sacre unctionis regalis, Sceptram, Coronam, Diademata, Vestimenta, & alia insignia regalia universa & singula recipere valeant pro sue libito voluntatis: teneant, ac plenum sortiantur effectum juramenta tam in sacra unctione vel Coronatione, quàm aliis tunc per eosdem præstita, nec non Gratia, Pacta, Conventions, & Promissiones factæ suis Subditis & Vassallis, seu aliis personis, Ecclesiasticis vel Sæcularibus quibuscunque, ac si effectus majores viginti quinque annis, faciantque & disponant in omnibus & per omnia, prout bonus Rex Francorum facere potest, & eidem competit ratione sui præcessi culminis, ac Dignitatis suprema suæ Regiæ Majestatis, consuetudinibus non obstantibus quibuscun-

ANNO
1374.

que:

ANNO

1374

que: cùm enim fiat ac fuerint ab antiquo pro Domino Regni regendo & conservando, actibus bellicis ad laudem, honorem & vindictam malorum, si opus fuerit, exercendis & ad Provinciarum regimen, ac pro debita iustitia, quæ hucusque (laus Deo) in Regno nostro dicitur floruisse absque acceptione personarum, omnibus & singulis ministranda Officia ordinata, Virique spectabiles, illustres & superillustres, litterati, prudentes, & scientifici, quorum opinionibus & operationibus floret Orbis commissi & deputati ad huiusmodi Officia gubernanda, impendenda obsequia, ac ministranda consilia Majestati Regiæ, in omnibus quæ ius publicum concernunt, & super adeptione vel administratione Regni non reperiatur certa ætas constituta vel præfixa à Jure in Rege, qui solutus est Legibus, cùm Jura dicentia etatem exigi in minoribus, loquantur Jurium ditioni subiectis, dignum prorsus & congruum arbitramur, tam ex his, quàm ex superadditis, in dicto anno quarto decimo supra scripto Filios nostros, vel Successores nostros in calibus superius declaratis, regimen & administrationem Regni nancisci, suscipere & habere, ac omnia facere, quæ ad verum Regem pertinent, ut superius est præmissum. Si quis autem in tantam proterit temerarie præsumptionis audaciam, quòd præmissa vel aliquod præmissorum per se vel per alium, publicè vel occultè, nixus fuerit impedire, seu super eisdem se inobedientem reddiderit vel rebellem, omni jure Successionis, & Regni regiminis vel administrationis ejusdem, quod pro tunc & futuro tempore sibi competere possit, nec non Dignitatibus, Terris, Feudis & Domaniis, quæ in Regno nostro tenebunt, & etiam mandantes, consulentes, agentes, & contententes, seu ratum habentes, eo ipso noverint se privatos. Ne autem nostra præfens Lex vel Constitutio deinceps in disputationis materiam deducatur; sed si quæ super ipsa prætenderetur ignorantia, crassa dici debeat & supina: volumus & decernimus eandem solemniter publicandam, & in Archivo Chartarum nostrarum

ad perpetuam memoriam redigendam. Datum in Castro nostri Nemoris Vincennarum mense Augusto, Anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo quarto: 1374.
Regni vero nostri undecimo. Per Regem in Consilio suo, P. BLANCHET. Duplicita. Imprimé dans les Ordonnances de France de Fontenay.

Cette Loy ou Constitution Royale fut publiée au Parlement du Roy en sa presence de par luy, tenant sa Justice en son dit Parlement, en sa magnificence ou Majesté Royale, le vingtième jour de May, l'an de grace mil trois cens soixante quinze. A ce furent presens Monsieur le Dauphin de Viennois Fils aîné, Monsieur le Duc d'Anjou Frere du Roy nostre Sire, le Patriarche d'Alexandrie, les Archevêques de Rheims & de Tholoz, les Evêques de Laon, de Meaux, de Paris, de Commaillie, d'Auxerre, de Nevers & d'Evreux, les Abbez de Saint Denis en France, de l'Estouffe, de Saint Waast, & de Sainte Colombe de Sens, de S. Cyprien, & de Vendôme Chancelier du Duc d'Anjou, le Recteur & plusieurs Maîtres Docteurs en Theologie, Docteurs & Decrets, & autres sages Clercs en l'Université de Paris, le Doyen & Archidiacre de Brie, le Chancelier & Penitencier, & plusieurs autres notables personnes de l'Eglise de Paris, Monsieur le Chancelier de France, les Comtes d'Alençon, d'Eu, & de la Marche, Messire Robert d'Artois, le Comte de Brenne & de l'Isle, & Messire Raymond de Beaufort, le Prevost des Marchans & les Echevins de la Ville de Paris, & plusieurs autres gens Sages & notables, tant Clercs comme Laiz en grand nombre. Et est cette Loy ou Constitution Royale enregistrée au Parlement, & l'Original mis au Tresor des Chartes du Roy; & la Copie d'icelle par maniere d'Original sous le grand Seel Royal, baillée aux Religieux de Saint Denis en France, pour la mettre & garder en leur Thesoir; & tout afin de perpetuelle memoire d'icelle Loy, ou Constitution Royale. Ainsi est-il contenu en une Cedule attachée à icelle, par le Greffier du Parlement.

LXXVIII.

19. Août. *Traaht van Vrede en Verdrach tusſchen WEN-CELEN VAN BEMEN Hertoge van Lymborch, van Loibryck en Brabant enz. neſſen JOANNE deſſels Huyſvorowen ter eenre, en ALBRECHT Hertoge in Beyeren enz. ter ander, door Raad en goede Manſchap van Perſonen, van hyde zyde geſeelt, geſloten den 19. Auguſti 1374.* [DYNTER, Chroniques de Brabant. Liv. V. fol. 50.]

WENCELEN VAN BEMEN by der gracie Godts, Hertoge van Lymborch, van Lothrick, ende van Brabant, ende Lymborch Marckgrave des heylige Rijckx, Joanne by der ſelver gracie Godts, Hertoginne des Hertochdomme, ende Merckgravinne des Merckgravenſchap vorſz, ende ALBRECHT van Gods genaden, Hertoge in Beyeren, Falgrave by den Rynen, Ruwaert van Henegouwen, van Hollandt, Zelandt ende Heusden, ſoo dat pandinge arreſtment, ende oock brandt aen beijen ſijen geſchiet waren, ende te duchten was, dat meer onraets in gevallen mochte ſijn, hadden de ſaken iet langer ſoo geſtaen in onraſen, ſoo dat wy aen beyde de ſeyden omme de onruſte af te leggen, ende alle andere ſaken ende onruſten, die tuſſchen ons in beyde ſyden ende onſer beyder Landtſtede, ende lieden weſen mochte van voorden tijden tot op den daech des daets des Briefs, geſamentlick overdragen ende te rade worden ſijn, dat wy Hertoghe ende Hertoginne van Lutemborch, ende van Brabant, coſen ende namen uyt den naem ons Neven Hertoge Albrechts vorſz Heeren Philips Pollanen, ende Heeren Conrardus Deken van S. Marien in den Hage, ende wy Hertoge Albrechte coſen ende namen uyt ons even rade des Hertoges van Lutemborch ende Brabant, uyt ons moeye rade des Hertoghe

LXXVIII.

Traité de Paix & d'Alliance entre WENCESLAS DE BOHEME Duc de Brabant, & ALBERT Duc de Bavière, Comte de Hollande &c. Fait à Gertrudenberg, le 19. Août 1374. [DYNTER, Chroniques de Brabant. Liv. V. Feuill. 50.]

WENCESLAS DE BOHEME, par la grace Dieu, Duc de Limbourg, de Lorraine, & de Brabant, Margrave du St. Empire; Jeanne, par la même grace de Dieu, Duchesse & Margravine des susdits Duchez & Margraviat; & ALBERT, par la grace de Dieu, Duc de Bavière, Comte Palatin du Rhin, grand Bailly de Hainaut, de Hollande, de Zelande, de Frise; à tous ceux qui ces presentes Lettres liront ou erront lire, ſavoir faisons, que discorde & inimitié étant survenues entre nous & nos Pais, Villes & Peuples de Brabant, de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Heusden, jusques là que contributions avoient été levées, des personnes avoient été arrêtées, & des embrasements avoient été faits, & qu'il étoit à apprehender qu'il n'en arrivât de plus grands desordres, si les choses étoient demeurées plus long tems dans cet état de discorde, nous, pour d'un & d'autre côté y mettre fin, aussi bien qu'aux autres affaires & divisions & troubles qui ont été & peuvent être entre nous de part & d'autre, & nos Pais, Villes & Peuples jusques au jour de la date de ces presentes, sommes convenus & avons trouvé à propos, que nous Duc & Duchesse de Luxembourg & de Brabant, choiſſions & prenons, du conseil de notre Neveu le Duc Albert susdit, les Sieurs Philippe Pollanen & Conrard Doyen de St. Marie à la Haye, & nous Duc Albert choiſſions & prenons, du conseil de notre Oncle le Duc de Luxembourg & de Brabant & du conseil de ladite Duchesse

19. Août.
BRABANT,
ET BAVIERE.
RZ.

ANNO
1374

Hertoginne voorz, den Heere van Gruythuyse, ende den Heere van Butersem, ende cōfen ende namen samentlick noch den Heere vander Leek Van Breda, als tot eenen Overman ende gavens, dese vijve volcomen machte alle saken die in geschiede stonden te laten, ende iegickelien die welcke daer op raet gehadt hebben, ende hebben met onser al te wille weten ende consēten die saken geseit ende verkeken inder manieren, als hiert naer volcht.

In desen eersten soo sullen alle de oude clagen ende pādinghe die gedaen ende over gegeven waren, voor onse Liwrouwen dach Assumpcie anno 1373. af wesen sonder ons ende onser beyder onderlaet, die een den anderen siet daer af te heffchene, maer elck van ons Heeren sal sijn onderlaet stellen, vanden voorgaende clagen ende pādingen, ende des sal elck van ons sijn onderlaeten mogen nemen, soo wes sy ten pant te pant hebben, om andere die clagen sijn mede te stillen, hier int is genomen die brandtschade, die Jan van Moderonne dede aen Laureys buyt ende Goede vanden Putte te Honschurde, nader daer sullen elck van Partien een min of twee bewegen, ende nemen dat te verlicken ende wel daer inne geschit, des soude wesen die Heere vander Leek, een Overman dat te scheiden. Item vanden pādinghe die Heer Claes van Brussel, Jan van Renisse, ende Heer Floris van Borssele, gedaen hebben op die lieden ende Poeters van Brabant, dat tot Breda af overdragen was, dat syt weder keeren souden op Sint Jacobs dach leestleden, daer af is geaccordeert wat die voorz Heer Claes, Heer Jan, Heer Floris, Erfgenenen meffaken dat sy des Godis niet alsoo vele gepant en hebben noch gehadt hebben, als die voorz Poeters ende lieden van Brabant, in schrift over gegeven hebben, dat meheer Claes, Heer Jan, ende eenen van Heer Floris erfgenenen, ende hare lieden die dit goet op gehouden hebben, ende oock Heer Seger van Oefkerke ontbieden sal te komen te Breda, op nu onse Liwrouwen dach nativitat, ende daer salmen weten by haren eede soo wat goet sy gehadt of hare lieden ende Knapen, ende alle soo verre als men vindt by haren ende ter waerheyt, oft metten scheepieder dat sy gehadt hebben, dat sullen sy betalen, ende dat sal men nemen an hare gelt, dat sy in Brabant hebben sullen van hare schade des strijts van Baetwillen, ende daer voor sal haer gelt voorz, inder Stede handen van Brabant blijven staen, tot goudet rekeninge, ende die lieden ende Poorteren ut Brabant sullen haere goet groten by haren eede, soo wat hare eerst roops gecoft heeft. Item sullen sietende blijven ende te niet wesen, die schade die lieden ut Henegouwe geleden hebben, by arreste des Meyers van Lovene, der saken wille des Heeren van Gemppe, ende oock die schade, die die lieden ut Henegouwe gedaen wert, doen wy Hertoge van Lutzemborch ende van Brabant, te Velde gewapent lagen, tot Valenpont tegen den Ommergonde syde, die de Heeren van Gemppe deden, ende hune hulperen mit wonen doen hy die brandt dede tot Sintachtenrode. Item die lieden ende Poorteren van Borssele tot ewelicken dage behouwen, alsulcken palinge als de Heeren van Bruyswael pacide ende beschende, tuschen die van Borssele, van Ingelen ende van Blynen, terwyl die Landebende ons des Hertogen, ende der Hertoginnen van Lutzemborch, ende van Brabant, waren alsoo onse Brieven die wy daer af gegeven ende besegelt hebben, dat beschyden maer hebben, die van den Borssele dese palen war voordere gegraven oft begrepen, dat sal men uitworpen ende dat sal blijven de Lande van Heusden. Voort die vande Borssele haer palen wel gehouden, ende comen daer dan Beesten over die mach men schieten op eenen redelicken schoot, voort soo sullen die vanden varen voort den Tol tot Heusden op hare oude rechte, ende om dat die palen voorz den Lande van Heusden, naer stecken by Hertoge Jans tijden, ende die Brieven begrepen, daer Heusden mede over gegeven was, dat wy Hertoge Albrecht dat Landt van Hoerden hebben souden, alst an Hertogen Jan gecomen was, soo weert verwaerdet dat wy Hertoge ende Hertoginne van Lutzemborch ende van Brabant, voor al sulcken gebreck ende leetel als onse Nieve Hertoge Albrecht daer in hebben mach, hem verfer ende rasoit doen stellen, anderre stucken in al sulcker manieren als Heer Cennraet Delken

ANNO
1374.

Duchesse nōtre tante, le Sieur de Gruythuyse & le Sieur de Butersem, & choisissons & prenons ensemblement encore le Sieur de la Leek de Breda pour Sur-arbitre, & donnons à ces cinq plein pouvoir d'accommoder toutes les affaires qui sont en different, lesquels, après avoir là dessus delibéré, ont, de nōtre volonté, seu & consentement, dit & déclaré comme s'ensuit.

Premierement demeurront les plaintes & contributions, qui ont été faites avant l'Assomption de nōtre Dame de l'an 1373. assoupies, sans qu'aucun de nos Sujets de part & d'autre puisse en rien demander, mais que chacun de nous Souverains, indemnifera ses Sujets desdites contributions & plaintes, & sera une repartition sur ses Sujets pour avoir dequoy fournir à ladite indemnité, & apaiser les plaintes. En cōcy est compris le dommage du feu que mit Jean de Moderonne à la maison de Laureys & de laquelle Godde vander Putte étoit locataire; mais chacune des Parties prendra une personne ou deux pour faire l'accommodement, & s'il arrivoit qu'ils ne pussent s'accorder, Monsieur de la Leek comme Sur-arbitre les mettra d'accord. Item quant aux contributions qui ont été levées par les Srs. Nicolas de Bruxelles, Jean de Renesse & Floris de Borssele, sur les gens & Bourgeois de Brabant, & surquoy il avoit été proposé & convenu à Breda qu'ils les rapporteroient au jour de St. Jacques dernier, surquoy les heritiers desdits Nicolas, Jean & Floris nioient qu'il eût été reçu avant que lesdits Bourgeois de Brabant ont mis dans leurs écrits, que les heritiers desdits Sieurs Nicolas, Jean & Floris, & ceux qui ont eu cet argent, comme aussi le Sieur Seger d'Oefkerke seront ajournés à Breda pour le jour de la nativité de nōtre Dame, pour sçavoir ce qu'eux, leurs gens, & leurs serviteurs ont eu, & ce que l'on trouvera, par la declaration de la vérité, qu'ils auront eu, ils le payeront, & cela sera pris sur l'argent qu'ils ont en Brabant, pour le dommage qu'ils ont souffert au combat de Baetwillen, & pour ces effect les susdits deniers qu'ils ont dans les Villes de Brabant seront arrêtés à bon compte; & les gens & Bourgeois de Brabant estimeront leurs biens sur le pied de ce qu'ils leur ont coûté en premier achapt. Item demeurra assoupi & annulé le dommage qu'ont souffert ceux de Hainaut, par l'arrêt des Maïres de Louvain à cause de l'affaire des Seigneurs de Gemppe; & aussi le dommage qui a été fait aux dits de Hainaut, lors que nous Duc de Luxembourg & de Brabant étions campez avec nos troupes à Valenpont à côté de Ommergonde, & lequel les Seigneurs de Gemppe firent avec leurs adhérents, lors qu'ils mirent le feu à Sintachtenrode. Item les gens & Bourgeois de Boisleduc retiendront à toujours les limites que les Seigneurs de Brayswael avoient entre ceux de Boisleduc, de Ingelen, & de Blynen, du temps que les troupes de nous Duc & Duchesse de Luxembourg & de Brabant y étoient, ainsi que les Lettres que nous en avons donné & scellé le déterminent. Mais si ceux de Boisleduc ont creusé plus avant ou étendu davantage lesdites limites on les comblera pour rendre à ceux de Heusden, ce qu'ils doivent avoir. Ceux de Boisleduc ayant ainsi leurs limites, si les bêtes viennent à les passer, on les pourra arrêter. Item ceux de Heusden demeureront à l'égard de la Douane dans leur ancien droit. Et parce que lesdites limites & bornes étoient plus avant vers Heusden du temps du Duc Jean, & qu'il est dit dans la Capitulation qui fut faite lors de la reddition dudit Heusden, que nous Albert aurions ledit Pais de Heusden comme & ainsi qu'il étoit devenu au Duc Jean, Il est convenu que nous Duc & Duchesse de Luxembourg & de Brabant, indemnifions nōtre Nieve Duc Albert dans l'empêchement & dommage qu'il pourroit recevoir en cela, en la manière que le Sr. Conrad

ANNO
1374.

Deken van Sintē Marien in den Hage; ende Rutger Willemanssoen die wy daer toe uyt ons neven rade Heer Albrecht gecoren hebben, ende die Heer van Gruythusen voorz. ende Godefroide vander Cou die onse Nef voore genoemt uyt onsen rade gecoren hebben, ordineren selen oft die Heere vander Leck onser beyder Overman waeren, Sijs met een die wel vijf personen aldus van onse gecoren incomen selen tot Breda, op nu Sint Remeyns dach naefcomende, ende selen sekeren met van dan te scheiden, eer dat sy dit verlijck ende verclaert hebben, ende oock die andere poincten die mochte verlijcken sijn, dat Heer Diederick ende Heer Claes tot Hemwaert hebben. Oock ist verwaerde gemelt, alsoo dat Godt bieden moet dat eenich van desen perloonen voorz., die wy aldus gecoren hebben oft die Overman alyvich werden, oft anders met nootfaken belet werden, eer sy tot Breda in quamen, oft eer dese sake verclaert oft verlijck worden, dat dan elck van ons Heeren an dies syde dat gebreck waere, eenen anderen an die Stadt kiesen soude die schuldich soude sijn in te comen tot Breda alsoo voorz., ende te doen al dat andere gedaen soude hebben, in dies Stadt dat hy gecoren is. Item is geacordeert van den brande die tot Einghten ende tot gedaen wert, ende van den brande die de Heere van Gemppe dede tot Sintachtenrode, dat die sullen staen d'een tegen d'andere tot den verclaeren der voorz. Raetslieden ende des Overmans best voorz., ende die gene die den brandt deden oft doen deden sullen die smaetheyt betren ons Hertoge Albrechts voorz., naer ordiantie der voorz. 4. Raetslieden ende Overmans. Item is geacordeert vande smaetheyt ende misdaet des Heeren van Gemppe, geloven sal te voldoen al sulcken beteringe, alsoo de 4. Raetslieden ende Overmans voorz. hem toe seggen sullen te doene ons Hertoge ende Hertoginne van Lutsemborch ende van Brabant, ende daer mede sal die Heere van Gemppe ende sijn hulperen tegen ons verstoet sijnde van desen saken. Item sal men van den 1200. ouwe schilden, alsoo vande geschutte ende Provantien van Hageden, noch van 1100. mottoenen die Lant van Henegouwe ons Hertoge van Brabant gaef, geen eyfinge of betalinge doen aen d'een syde of aen d'ander, maer d'oen sal tegen d'andere quyt sijn. Welcke punten verwaerde ende accoorst voorz., wy Hertoge ende Hertoginne voorz. gelooft hebben, en geloven in goeder trouwen elckander vast ende gefecht te houden onverbrekelijck, gelijk dat sy geordineert sijn ende noch geordineert sullen worden, by den Maenslieden ende Overman voorz. In oorconden ende vastheden welcker dunck wy onse segelen famentlijck gehangen aen desen Letteren. Gegeven tot Sintē Gertrudenberge den 19. dach in Augusto anno 1374. Hier naer volcht de uytprake van de 4. Segslieden.

ANNO
1374.
rad Doyen de St. Marie à la Haye, & Rutger Willemanssoen lesquels nous avons pris du conseil de notre Neveu Albert, & le Sieur de Gruythusen surmentionné, & Godefroi vander Cou que notre dit Neveu a pris de notre conseil, en ordonneront, ou le Sieur de la Leck que nous avons les uns & les autres nommé pour cinquième au cas que les autres ne pussent s'accorder. Les cinq personnes ainsi nommées par nous se rendront à Breda à la St. Remi prochain, & affirmeront de n'en point partir & de ne point se separer avant qu'ils aient accommodé les susdits différends, & aussi les autres points qui sont à accommoder, & qu'ont les Sieurs Diederick & Nicolas de Hemwaert. Il est aussi convenu, que s'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise, que quelqu'une de ces personnes que nous avons ainsi élues, ou le cinquième lassent de vie à trepas, ou qu'elles vinssent à recevoir quelque empêchement nécessaire, avant de se rendre à Breda ou avant d'avoir terminé ces affaires, qu'alors celui de nous, du côté duquel ladite personne viendrait à manquer, en choisira une autre en la place qui sera tenue de se rendre à Breda, comme dit est, & de faire ce qu'aurait dû faire l'autre en la place à laquelle il l'aurait choisi. Item il est accordé à l'égard de l'embrasement arrivé à Eington & à & à l'égard de celui que firent les Seigneurs de Gemppe à Sintachtenrode, que les Parties seront en présence pour informer les susdits Conseillers & ledit cinquième, & ceux qui ont fait ou fait faire ledit embrasement en indemniseront nous Duc Albert suivant ce qu'en ordonneront lesdits quatre Conseillers & le Sur-arbitre. Item a été accordé qu'à l'égard du dommage des Seigneurs de Gemppe, il sera promis d'en faire tel dédommagement que les quatre Conseillers & le Sur-arbitre susdits aygeront devoir être fait à nous Duc & Duchesse de Luxembourg & de Brabant, moyennant quoy lesdits Seigneurs de Gemppe & leurs adhérens seront avec nous reconciliés à cet égard. Item on ne fera l'un à l'autre aucune demande ni paiement des 1200. vieux écus, schilden, non plus que du Canon & des munitions de bouche de Heusden ni des 1100. montons, que le Pais de Hainaut donnoit à nous Duc de Brabant, mais ils en demeureront quittes les uns envers les autres. Lesquels points, conditions & accord, nous Duc & Duchesse susdits avons promis & promettons en bonne foy de tenir l'un l'autre pour ferme & inviolable ce qui est & sera ordonné par les Conseillers & Sur-arbitre susdits. En témoin & fermeté dequoy avons trouvé bon d'attacher nos Sceaux à ces présentes Lettres. Donné à Gertruydenberg le 19. d'Août 1374.

LXXIX.

1375. Instrumentum Publicum Tregue inter Sanctissimum Papam GREGORIUM undecimum ab una, & Dominos BERNABOVEM, atque GALEATIUM Vicecomites Mediolani, & Vicarios Imperiales initæ. Datum Bononiæ 4. Junii. Indictione decimā tertiā, annō 1375. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Châteaue de Milan. Registre V. V.]

In Nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen.

N Overint universi præsens Instrumentum publicum inspecturi, quod anno à nativitate ejusdem millesimo trecentesimo septuagesimo quinto, Indictione decima tertia, die Lunæ quarto mensis Junii, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri Domini Gregorii Divina providentia Papæ undecimi, anno quinto. In mei Notarii Publici, & Testium subscriptorum ad hoc vocatorum specialiter, & rogatorum

præsentia constituti personaliter Reverendissimus in Christo Pater, & Dominus Dominus Guilielmus miseratione Divina sancti Angeli Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Diaconi Cardinalis in nonnullis Terris Italianæ Romanæ Ecclesiæ immediatè subiectis pro Domino nostro Papa, & eadem Ecclesiæ Vicariis Generalis, ac Commissariis præfati Domini nostri Papæ ad omnia, & singula infra scripta specialiter deputatus, prout constat per Literas Apostolicas ejus veræ Bulla bullatas, quarum tenor inferius describetur. Attendens, & considerans, quod plerumque Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ laudabiliter concepta, & consilite ordinata, suadente postmodum subiectionum animarum pericula, ac reum, & guerrarum dispendia consultius, & rationabilius revocant, & in melius commutat, ac condonans in filiorum lenitate pietatis ad redeundum eos invitavit irremissè, & gratulantiis, cum reditum sperat fructuosum, & non otioso præmeditans quod, & quanta discrimina afferant guerrarum anfractus, ut mundus hodie in maligno positus plurimum manifestat cum lacrymis in maxillis; Ex his enim frigescat caritas in Populo Christiano, insurgunt homicidia, incendia, depredationes, & demum omnis machina malorum erulat devotio populorum; & quod detestabilis est auctor

Pacis

ANNO
1375.

Pacis coli perturbatur, speransque exinde subsegi non solum bonum, quietem, & tranquillum statum Partium infra-scriptarum, & ejuslibet earum, ac Subditorum ipsorum, sed etiam totius Italie, & Subditorum ipsius, idem Dominus Cardinalis nomine sanctissimi Patris, & Domini Domini nostri Papæ supradicti, ac Sacri Collegii Dominorum Cardinalium, & Romanæ Ecclesiæ, atque suo, ac pro se, & omnibus Colligatis, Adherentibus, & Sequacibus eorumdem, pro omnibusque Provinciis, Subditis, Terris, & Civitatibus eorumdem, seu quas tenent, & gubernant, & pro Illustrissima Domina Johanna Regina Jerusalem, & Sicilia &c., & Subditis, Provinciis, & Terris ejusdem, ac pro Illustri Principe Domino Amadeo Comite Sabaudia, & pro Illustribus Viris Dominis Marchionibus Montisferrati, ac pro omnibus Terris, & Subditis eorumdem, nec non circumscriptus Vir Dominus Antonius de Mazonis de Mutina Licentiatum in Jure Civili, Vicarius, & Procurator Illustrium Dominorum Nicolai, & Alberti Marchionum Effenium, ac Vicariorum Ferraria, & Mutina &c. Colligatorum Domini nostri Papæ, & Ecclesiæ prædictorum pro dictis Dominis Marchionibus, ac pro Civitatibus, Terris, Castris, & Locis, quas, & quæ tenent, regunt, aut gubernant, & pro suis Subditis, Colligatis, Adherentibus, Sequacibus, Fautoribus, & Recommendatis, & ipsorum omnium, & singulorum Terris, Castris, Locis, & Fortaliciis, & Territoriis quibuscumque ex una parte, Et sapientis Viri Domini Tomafius de Cropolio de Soneino Vicarius Magnifici, & Excelli Domini Domini Bernabovis Vicecomitis Mediolanensis &c. Imperialis Vicarius Generalis & Adarnus de Curatis de Mediolano Legum Doctor, & Nobilis Vir Vassalonus de Bossis de Mediolano Procuratores, & Procuratorio nomine præfati Domini Bernabovis pro eodem Domino Bernabovo, ejusque Filii, Colligatis, Adherentibus, Sequacibus, Fautoribus, & Recommendatis, ac Subditis, Civitatibus, Terris, Castris, Fortaliciis, & Territoriis quibuscumque, seu quas, & quæ præfatus Dominus Bernabovis tenet, regit, aut gubernat, ac sapiens Vir Dominus Ludovicus de Bombellus de Valencia Legum Doctor, Vicarius Magnifici, & Excelli Domini Domini Galeaz Vicecomitis Mediolani &c. Imperialis Vicarii Generalis, & Nobilis Vir Antonius de Lucino de Cumis præfati Domini Galeaz Cancellarius Procuratores, & Procuratorio nomine ejusdem Domini Galeaz pro ipso Domino Galeaz, ejusque Filiis, Colligatis, Adherentibus, Sequacibus, Fautoribus, & Recommendatis, ac Subditis, Civitatibus, Terris, Castris, Fortaliciis, & Territoriis quibuscumque, seu quas, & quæ præfatus Dominus Galeaz tenet, regit, aut gubernat ex parte altera, prout de dictorum Procuratorum omnium, ac singulorum Procuratoris, seu Mandatis constat per Instrumenta publica ibidem exhibita, quorum tenores inferius sunt inserti, de, & super discordiis, guerris, & dissensionibus præteritis, & vigentibus inter dictas Partes, pervenerunt, & perveniunt ad infra-scriptam Concordiam, atque Treguam, quam fecerunt, & faciunt cum omnibus Pædis, formis, modis, & tenoribus infra-scriptis, videlicet:

In primis quod dicta Tregua à die hodierna duret, & durare debeat, atque intelligatur usque ad annum unum proximè venturum, & post continuè, & semper, donec una Pars eam alteri Parti, scilicet Dominus noster Papa ejusdem Domini Bernabovi, & Galeaz, vel ipsi Domini Bernabovis, & Galeaz eidem Domino nostro Papæ contramandaverint, & post contramandata per duos menses, actio expresse, quod Dominus Dominus noster, & Successor, atque Collegium Sede vacante possit infra annum, & etiam post annum quodcumque, durantibus Treguis, dictas Treguas prorogare ad sex menses, vel infra illos ad tempus, de quo sibi videbitur, & post tempus prorogatum durent etiam continuè, & semper, donec una Pars eam alteri, ut supra, contramandaverit, & post contramandatum per duos menses, quam prorogationem præfatus Dominus noster notificari faciat Partibus infra mensem à die prorogationis, infra quem mensem cesset, & cessare debeat omnis offensæ, & novitas inter Partes, prædicta autem Tregua præconizetur, & publicetur in Civitatibus, & Locis Frontierarum die Lunæ undecimæ præsentis mensis; Et si post diem præsentem infra dictam diem Lunæ fieret aliquid contra Treguam, non imputetur alicui Partium, nec pœna committatur, nec restitutio dampnorum fiat, sed si caperentur, vel occuparentur interim per unam Partem aliqua Civitates, Terræ, vel Castra alterius Partis, vel forum Colligatorum, Adherentium, Sequacium, Fautorum, & Recommendatorum &c. restituantur illis, qui hodie possident, seu sub cujus

obedientia sunt, & hoc libere, & absque aliqua contradictione.

Item quod, durante dicta Tregua, cullibet dictarum Partium, & Colligatorum, Adherentibus, Fautoribus, Recommendatis, & Sequacibus eorum liceat, ac possint prædicta cum effectu tenere, & possidere pacifice, & quietè, sine offensâ, & contradictione alicujus alteræ partè, absque eo quod possit ad recuperationem alicujus Civitatis, Castris, Fortalicii, Locis, vel Villæ, seu eorum, vel alicujus earum Districuum, Territoriorum, seu Villarum per modum Guerræ, vel Tractus tenentibus ipsa Fortalicia, Civitates, Castra, Loca, seu Villas cum eorum, vel eorum Districibus, Territoriis, ac Villis volentibus, vel invitè procedi, nec etiam recipi, si Populi subditi uni Parti, seu habitantes, vel commorantes sub obedientia unius Partis, ac Locis, in quibus commorantur, seu degunt, voluntariè vellent ad obedientiam alterius Partis venire, omnia, & singula Fortalicia, & Loca, Civitates, Castra, & Villas cum earum, & eorum Districibus, & Territoriis, atque Villis, jura, res, & bona, quæ nunc tenent, & possident, seu in quibus habent obedientiam, præsentiam, custodiam, superioritatem, vel guardiam qualemcumque, præsentiales & actuales, per se vel alium, seu alios non occultas, & cum omnibus, & singulis, quæ eisdem Partibus obediunt, his dumtaxat exceptis, quæ inferius in sequentibus Capitulis declarantur, & quod quilibet de dictis Partibus, durante dicta Tregua, possit libere, & securè, per se vel alium, ire & mittere victualia, & gentes etiam armigeras, & quolibet alia pro custodia, & commoditate necessaria, & utilia, seu sibi grata, vel placita ad Civitates, Castra, Villas, Loca, & Fortalicia, quæ tenent, & possident, & quæ sub ejus Dominatione, & obedientia sunt, seu degunt, etiam per Territoria alterius Partis sine aliqua contradictione, vel offensâ, solvendo datâ, & pedagio pro tempore ordinata generaliter in singulis Terris Partium, per quas transitum fieri contingit, sicut in impositione, & exactione cesset omnis fraus, & machinatio; Ita tamen, quod si gentes armigeræ transire volentes sint ultra numerum viginti, debeant Officiales Locorum, de quibus recedunt, notificare per unam diem ante Officiales Terrarum, per quas, seu quarum Territoria transire voluerint, & in omni casu, & in quocumque numero sic transire volentes habeant, & secum portent Literas Testimoniales Officialium ipsorum Locorum de quibus recedent, & Officiales Locorum, per quæ, seu quorum Territoria transibunt dictæ gentes armigeræ, debeant, & teneantur eis facere ministrari in eorum Territoriis victualia pro pretio competenti.

Item, durante dicta Tregua, neutra Partium possit contrā alteram Partem, aut Colligatos, Adherentes, Fautores, Recommendatos, seu Sequaces ipsius, Subditum, Colligatum, Adherentem, Recommendatum, seu Fautorem alterius Partis recipere, in suam subjectionem, obedientiam, colligationem, adhaerentiam, recommendationem, seu fautoriam, etiam si vellent voluntariè venire, & se subijcere, colligare, recommendare, vel quomodolibet adherere.

Item quia in partibus Placentinis, & alibi sunt aliquæ Villæ apertæ, & propter Guerram inhabitatæ ad præsens, ad quas Habitatores, & Incolæ dictarum Villarum redire poterunt, Tregua durante, & possit esse postea questio de, & super eis inter Partes, convenirent, atque conveniant, quod Homines, qui retraxerunt se ad Fortalicia, & sub obedientia Ecclesiæ unâ cum ipsorum bonis, possessionibus, & rebus omnibus remaneant sub Jurisdictione, & obedientia Ecclesiæ, & forum Officialium; Illi verò, qui retraxerunt se ad Fortalicia, & sub obedientia dictorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, seu alterius eorum unâ cum bonis, rebus, & possessionibus eorum remaneant sub Jurisdictione, & obedientia dictorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, actio tamen, quod, durante Tregua, neutra Partium possit Fortalicia quocumque modo facere in eis Villis, vel aliqua eorumdem, aut in Territoriis eorum.

Item quod, durante hujusmodi Tregua, dicti Domini Bernabovis, & Galeaz servent, & servari faciant plenè, & libere in omnibus, & singulis Terris, quæ per ipsos tenentur, & possidentur, nec non in Terris, seu Dominiis aliorum eis uti superioribus Dominis obedientium Prælati, & omnibus Personis Ecclesiasticis Jurisdictiones suas spirituales, & Ecclesiasticas libertates, ut possint bona, quæ tenent, & possident, seu quæ tenebant, & possidebant tempore motæ præsentis Guerræ, libere, & pacificè possidere, & fructus, redditus, & proventus eorum percipere, & habere etiam absque eo quod eis tales, vel collectas, vel exactiones quascum-

ANNO

1375.

ANNO
1375.

que imponant, seu exigant, vel qualitercumque recipiant ab eisdem, nec pro hæcenus impolitit exigant; & Apostolicos, ac etiam ordinarios impetrantes ad eorum gratias, & beneficia admittere permittant absque impedimento quocumque, & si per ipsos impetrantes, vel eorum parte, vel alios pro eis invocetur eorum brachium faculare admitti, & in possessionem beneficiorum huiusmodi liberè faciant, quibuscumque impedimentis remotis, de ipsis etiam beneficiis, & Dignitatibus Ecclesiasticis non se impediant, nec alios impedire permittant quocumque modo.

Item quod præfati Domini Bernabos, & Galeaz per se, vel per alios non molestant, nec inquietent, nec per suos Officiales, vel Subditos molestant, inquietari, seu turbari permittant Prælatos, & alias Personas quascumque Ecclesiasticas Terrarum, seu Dominiorum, & Districuum, quas, seu quæ ipsi Domini Bernabos, & Galeaz coniungunt, vel divisi habent, regunt, seu gubernant in Castris, Terris, Dominis, Jurisdictionibus, rebus, redditibus, possessionibus, seu bonis, quas, seu quæ dicti Prælati, seu Personæ Ecclesiasticæ habent, & tenent, seu possident, seu quæ tempore mortis Guerræ habebant, tenebant, & possidebant, sed circa facta Episcopi Lunen. severent tantum Capitula, quæ specialiter loquuntur de factis Episcopi Lunen. & factis Lunifan.

Item quod, dicta Tregua durante, omnes Colligati, Adherentes, & Subditi, Recommendati, Sequaces, seu Fautores utriusque Partium possint liberè per Territorium alterius Partis mercari, & aliter, sine offensione tamen, negociari, in omnibus, prout fiebat antè motam præsentem Guerram, solvendo dacia, & alia doveria pro tempore ordinata generaliter in singulis Terris Partium, per quas transitum fieri, vel in quibus mercari contigerit, ita quod in impositione, & exactione cesset omnis fraus, & machinatio, sic tamen, quod granum, & bladum cujuscumque manerici de Territoriis Partium prædictarum absque licentia earundem extrahi non possit.

Item quod pro meliori, & securiori observatione Treguarum, & pro honore etiam Domini nostri Papæ dictus Dominus Bernabos permittat liberè, & sine contradictione Episcopum Lunen. ut sua spirituali Jurisdictione, & eidem servet, & servari faciat, per gentes, & Officiales suos plene, & liberè omnes Ecclesiasticas libertates.

Item quod permittat eundem Episcopum Lunen. & ipsius Episcopi, & Ecclesiæ Lunen. homines, & Subditos, qui sibi adhererunt in præfata Guerra, plene, & liberè gaudere omnibus Possessionibus, Redditibus, Fructibus, Proventibus, & Juribus, quibus utebantur, & gaudebant antè motam præsentem Guerram, dummodo se non intromittant, nec intromittere possint, pendente Tregua, de fructibus, redditibus, & proventibus perceptis, & habitis à tempore mortis Guerræ usque ad diem celebrationis præfatis Contractus, nec circa ea, vel eorum aliquid sibi, vel eis præstet, vel præstari permittat aliquod impedimentum, nec aliàs ipsam, gentes suas, aut Subditos molestant, vel inquietent per se, vel Officiales, aut qualitercumque, vel quocumque modo, sed de Castris, & Fortaliciis in Jurisdictione temporali se non intromittat Episcopus, durante Tregua, sed fiat prout in proximo sequenti Capitulo continetur, & quod Homines, & Subditi dicti Episcopi, qui sunt verifimiliter suspecti Domino Bernabovi, & possint nocere Statui suo, quod in determinatione, & declaratione esse debeat illius Militis, qui ad gubernationem Castrorum, & Locorum secundum tenorem infra proximi Capituli deputabitur, non accedant personaliter ad ipsa loca.

Item quod dictus Dominus Bernabos ponat in manibus unius Domini Cardinalis eligendi per ipsum Dominum Bernabovem, Basilam de Cexio contra Murinam, nec non omnia Castra, & Fortalicia Ecclesiæ, & Episcopatus Lunen. in quibus non intelligatur Sarzana, Castrum, Sarzanæ, & Aventia, quæ Castra, Basilam, & Fortalicia ponenda, ut supra, in manibus Cardinalis, ipse Dominus Cardinalis custodiri faciat expensis ipsius Domini Bernabovis per aliquem probum Militem placibilem, & non suspectum Domino Bernabovi; Et ipse Dominus Cardinalis, & Milites promittant, & teneantur eidem Domino Bernabovi ea reddere, & restituere, Tregua finita, si Pax non sequeretur; si autem sequatur Pax, facere de eis, prout per Pacem fuerit ordinatum; hoc actò quod Milites, qui deputabuntur ad custodiam, provideant in octo dies, postquam habuit possessionem Basilæ, quod per Canale possint navigia cum personis, & rebus quibuscumque liberè, & absque ulla solutione, vel impedimento duci, & reduci, & etiam

hoc actò, quod Dominus Bernabos in Sarzanâ, Castro Sarzanæ, & Aventia ponat pro toto tempore Treguæ Officiales placibiles, & non suspectos Domino nostro Papæ, qui jurent, & promittant, quod per ipsas Terras, & ipsarum Territoria liber erit transitus, & securus transitibus, maxime in transitu Domini nostri Papæ, toto suo posse, bonâ fide, & sine fraude, & quod tenebunt passus, & fratas securas, & banuitus Ecclesiæ Romanæ scienter de cætero non receptabunt, & si receptarent, requiriti expellent, & Treguas servabunt, & volentes eas rumpere impedient suo posse.

Item quod dicti Domini Bernabos, & Galeaz, seu eorum alter, & Colligati, & Adherentes non procedant quoquo modo contra aliquem ex Subditis, Colligatis, Adherentibus, seu Sequacibus suis, qui cum Domino nostro, vel suis Officialibus, vel Gentibus, aut Colligatis, Adherentibus, Sequacibus, vel Fautoribus Domini nostri, vel eorum Officialibus, vel Gentibus de veniendo ad ipsos, vel eorum obedientiam, vel subjectionem, Tractatus aliquos habuerunt, vel fuerunt in hoc participes, vel contentes, & quod omnes processus durante Guerra dictis ex causis inchoati nondum terminati, sint suspensi, & effectum non habeant Tregua pendente, & contenta in præfati Capitulo intelligantur, & locum habeant in Domino Cardinali, & in omnibus Officialibus Ecclesiæ Romanæ, & Colligatis, & Adherentibus ut procedere non possint in causis superscriptis; & si processus inchoati essent, & nondum terminati, sint, & esse debeant, durante Tregua, suspensi, hoc etiam expresse convento, quod jam banniti Partium prædictarum ad Loca ipsarum Partium, à quibus sunt banniti, personaliter non accedant.

Item quod qualibet Partium prædictarum faciat jurare, & aliàs obligare Rectores, Capitaneos, & principales Caporales Civitatum suarum, & aliorum Fortiliciorum, quæ sunt in Fronteris, videlicet Dominus nosse illos, qui per eum, seu pro ejus parte sunt, seu essent ordinati in Civitate, ac Comitatu Vercellarum, ac in Territoriis, Novariensi, Papiensi, Placentinensi, Alexandrinensi, & Terdonensi, & ipsi Domini Bernabos, & Galeaz similiter illos, qui per ipsos, vel eorum parte sunt, vel erunt ordinati in Civitatibus, Territoriis, ac Districibus Parmensi, Regii, Placentinensi, Alexandrinensi, Vercellensi, Novariensi, Papiensi, & Terdonensi de plene, & fideliter observando Treguas huiusmodi, & omnia contenta in eis, & de impediendo posse suo omnes illos, qui eos infringere vellent. Et si illos mutari ex quavis causa contingeret, quod simili modo alios, qui subrogarentur, faciat jurare, & se obligare ad Treguarum huiusmodi plenam, & fidelem observationem, & ad volentes eas infringere toto posse, & bonâ fide impedendum, & similiter sub eadem formâ prædicti Marchiones Effenses faciant promittere, & jurare Rectores, Capitaneos, & principales Caporales Mutinæ, & partium vicinarum præsentis, & futuros.

Item quod qualibet Partium prædictarum promittant præsentem Treguam, & omnia, & singula ipsius Capitula tenere, & observare, & etiam ea à suis Colligatis, Adherentibus, & Sequacibus facere inviolabiliter observari suo posse, bona fide, sine dolo, & omni fraude cessante, & ad hoc se obligent, & jurent, ut moris est; Et dicti Procuratores prætorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz nominibus quibus supra obligant dictos Dominos suos, & promittunt eorum nominibus in, & sub fide Nobilitum, quod si præfati eorum Domini, vel alter eorum contravenirent, seu contravenirent, quod contravenientes, seu contraveniens possent, seu posset ubique appellari fidei fragi, fidei mentiri, atque perjuri.

Item quod si per dictos Dominos Bernabovem & Galeaz, aut eorum alterum, vel eorum, seu alterius eorum Subditos, Officiales contra Treguam prædictam fieret aliquid, vel attemptaretur in causis inferius descriptis, vel aliquo eorum, videlicet Civitatem, Castrum, vel Fortilicium, Villam, vel Locum alterius Partis, vel suorum Colligatorum, Adherentium, Subditorum, vel Sequacum per modum Guerræ tractate, vel aliter capiendi, vel ad rebellionem, vel inobedientiam reducendum, vel Subditum Colligatum, Adherentem, vel Sequacem, Civitatem, Castrum, Fortilicium, Villam, vel Locum alterius Partis etiam voluntarie venire volentem recipiendo, seu Territorium alterius Partis, vel suorum hostiliter invadendo, vel invadi faciendo, aut suorum hostiliter auxilium, consilium, vel favorem, ipsi Domini Bernabos, Galeaz, & ipsorum quilibet teneantur infra duos menses, postquam fuerint requisiti, attemptata, vel facta contra Treguam in præmissis causis, vel eorum aliquo, ad statum pristinum reducere,

ANNO
1375.

ANNO 1375. cere, & facere reduci, & dampna data emendare, & ita servare, & adimplere promittunt dicti Procuratores praefatorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz dictis nominibus, bonâ fide, & sine fraude, & dolo quibuscunque; & si infra dictos duos menses post requisitionem factam, eis contra facientibus, vel alteri eorum, qui contra fecerit, attemptata, vel facta contra Treguam in praemissis casibus, vel eorum aliquo ad statum pristinum reducerint, vel reduci fecerint, & dampna data quomodocunque emendaverint, seu emendari fecerint, Tregua ipsa remaneat in sua firmitate, & ipsi Domini Bernabos, & Galeaz nullam penam incurrant; si verò praefati Domini Bernabos, & Galeaz infra dictos duos menses post hujusmodi requisitionem quicquid attemptatum fuerit contra Treguam in aliquo ex casibus superius in hoc Capitulo nominatis non reducerint, seu reduci non fecerint ad pristinum statum, & dampna qualitercumque data non emendaverint, seu non fecerint emendari, incidunt ipsorum videlicet quilibet qui contra fecerit, totiens quotiens venerint, seu venerit contra Treguam hujusmodi, faciendo contra Treguam in aliquo ex casibus superius in hoc Capitulo expressis & nominatis, in penam centum millium florenorum auri apportionatam pro Treguae observatione, & de ea solvenda caveant, ut in ordinato super hoc Capitulo inferius continetur, & nihilominus teneantur dampna data resarcire, vel facere resarciri, sic tamen, quod si alter ipsorum tantummodo faceret, vel veniret contra aliquem ex casibus superius nominatis, ille solum penam incurrat, & ad dampnorum datorum restitutionem teneatur, ac remaneat obligatus; & etiam quod eorum Colligati, & Adhaerentes ipsorum ipsos juvare ad praemissa nullatenus teneantur, nec possint, & etiam quod, pena soluta, vel non, sit in optione Domini nostri, & Partis suae utrum velit Treguam in sua firmitate manere, an eas totaliter esse fractas, hoc actio expressè, quod Colligati fidei-fisae Romanae, qui non obligantur ad penam pecuniariam, praefati Domini Bernabos, & Galeaz ad penam pecuniariam non obligentur.

Si verò per parte dicti Domini nostri videlicet per Subditos, vel Officiales, vel Gentes ipsius fieret, vel attemptaretur aliquid contra Treguam in casibus inferius descriptis, vel aliquo eorum, videlicet Civitatem, Castrum, vel Fortalitium, Villam, vel Locum alterius Partis, vel suorum Colligatorum, Adhaerentium, Subditorum, vel Sequacium per modum Guerra tractata, vel aliter, capiendo, vel ad rebellionem, vel inobedientiam reducendo, vel subditum, colligatum, adherentem, vel sequacem Civitatem, Castrum, Fortalitium, Villam, vel Locum alterius Partis etiam voluntarie venire volentem recipiendo, vel Territorium alterius Partis hostiliter invadendo, seu invadi faciendo, aut praestando in his auxilium, consilium, vel favorem, ipse Dominus noster teneatur attemptata facere ad statum pristinum reduci, & dampna data emendari infra duos menses, postquam fuerit requisitus; & si infra dictos duos menses fecerit innovata, vel attemptata contra Treguam in praemissis casibus, vel eorum aliquo ad pristinum statum reduci, & dampna data emendaverint, vel fecerint emendari, remaneat Tregua in sua firmitate, alter Tregua habeatur pro fracta, si dicti Domini Bernabos, & Galeaz voluerint, & nihilominus ipse Dominus noster ad dampnorum restitutionem teneatur, & remaneat obligatus; & ulterius quod Domina Regina, Comes Sabaudiae, Marchio Montisferrati, Marchiones Estenses, & alii Colligati ipsum quantum ad hoc juvare non teneantur, nec possint; si verò per aliquem ex Colligatis, Adhaerentibus, vel Sequacibus alicui Partium praedictarum fieret aliquid contra Treguam, seu aliquid ex Capitulis contentis in ea per modum superius expressatis, vel aliquem ex modis praedictis, per hoc non intelligatur rupta Tregua inter dictas Partes, sed sic committens teneatur ad restitutionem, & emendam dampni infra duos menses postquam fuerit requisitus, & si restituito dampni per talem fiat infra terminum antedictum, remaneat in Tregua, si non, sit privatus ipso facto beneficio Treguae, & nihilominus possit prosequi ad restitutionem dampni, injuriarum, & interesse per dampnum passum, & Partem suam, & tam per modum Guerra, quam aliter, & quod Pars cujus erat adherens, colligatus, subditus, & sequax ad praemissa ipsum juvare non debeat, neque possit.

Si verò aliter, quam supradictum est, fieret, aliquid contra Treguam omni casu attemptans, vel faciens, sive de Colligatis, Adhaerentibus, Fautoribus, vel Sequacibus ipsorum Partium, vel alterius earumdem, teneatur infra duos menses, postquam fuerit requisitus, reducere, vel reduci facere attemptata ad pristinum statum, & ad restitutionem dampnorum, & ad hoc possit

ANNO 1375. compelli per omnia Juris remedia opportuna; Et si sic faciens contra Treguam ipsam requisitus per aliam Partem infra dictos duos menses post requisitionem non emendaverit dampna data, & attemptata ad pristinum statum non reducerit, seu dampna data emendari, & attemptata ad pristinum statum reduci non fecerit, possit eidem sic contra Treguam venienti per Dominos Cardinales, & Comitum inferius nominatos, vel eorum majorem partem penam imponi quadrupli, vel eorum dampnis emendabilibus, seu restaurabilibus; In dampnis verò non emendabilibus, seu restaurabilibus sit quantitas, & determinatio poenae, ac dampni in dispositione, & arbitrio Dominorum Cardinalium Commisariarum, & Comitum, seu majoris partis ipsorum, juxta dampni, & injuriae, ac personarum qualitatem, & conditionem, & Tregua nihilominus remaneat in sua firmitate, hoc actio specialiter inter Partes, quod praedicta determinatio quantitatis poenae, ac dampni in dampnis non emendabilibus, seu non restaurabilibus fienda per dictos Dominos Cardinales Commisarios, & Comitum, vel majorem partem ipsorum ut supra intelligatur, & locum habeat in omni Capitulo, & quolibet parte, secundum quod infra ponitur, ubi de dampnorum emendatione fit mentio.

Si verò aliquis ex Subditis alterius Partium praedictarum, seu Colligatorum earumdem, aliter quam in casibus superius nominatis contingeret aliquid fieri, vel attemptari contra Treguam, praefati Principales, & Colligati teneantur, & debeant quilibet eorum attemptata a suis Subditis facere ad statum pristinum reduci, & dampna data emendari, & aliter de illis attemptationibus tamquam de fractoribus Treguae facere iustitiam complementum suo posse, bonâ fide, & omni fraude cessante, & nihilominus possint contra sic facientes, vel attemptantes contra Treguam per Ecclesiasticam Censuram procedi.

Item si altera Partium praedictarum frangeret Treguam, vel faceret frangi per aliquem ex modis superius declaratis, & alia Pars contra quam esset fracta Tregua, cognito tamen prius, per duos inferius nominatos, & per modum inferius descriptum, quam factum fuerit contra Treguam, velit ipsam ex toto esse fractam, & ipsam amplius non servari, teneatur Pars alteri Parti debite notificare, & donec notificaverit, & de uno mense post non possit alteri Parti Guerram facere, nec aliquam aliam novitatem, hoc expressè convento inter Partes, quod per praefens Capitulum non derogetur in aliquo potestate, & arbitrio circa prorogationem Treguarum Domino nostro supra in primo Capitulo concessa, & attributa.

Item quod in casu quo praefati Domini Bernabos, & Galeaz, seu eorum alter, vel Subditi, Officiales, vel Gentes eorum, vel eorum alterius per se, vel alios Treguam praedictam frangerint, seu fecerint frangi quoad casus expressatis in Capitulo, quod incipit: *Item si per praedictos Dominos Bernabovem & Galeaz* &c. inferius descriptos, videlicet Civitatem, Castrum, vel Fortalitium, Villam, vel Locum alterius Partis, vel suorum Colligatorum, Adhaerentium, Subditorum, Recommendarum, vel Sequacium, vel alterius earumdem per modum Guerra, Tractus, vel aliter accipiendo, vel ad rebellionem, vel inobedientiam reducendo, vel subditum, colligatum, Adhaerentem, vel sequacem Civitatem, Castrum, Fortalitium, Villam, vel Locum alterius Partis etiam voluntarie venire volentem recipiendo, seu Territorium alterius Partis, vel suorum Colligatorum, Adhaerentium, Subditorum, Recommendarum, Sequacium, vel Fautorum hostiliter invadendo, vel invadi faciendo, aut praestando in his auxilium, consilium, & favorem, etiam si Dominus noster vellet Treguam nihilominus in sua firmitate manere infra duos menses post requisitionem factam eis contra facientibus, vel alteri eorum, qui contra fecerit, attemptata, vel facta contra Treguam in praemissis casibus, vel eorum aliquo ad statum pristinum non reducerint, seu reduci non fecerint, & dampna qualitercumque data non emendaverint, seu non fecerint emendari, incidunt ipsorum quilibet, videlicet illi, vel ille, qui contra fecerint, vel contra fecerit in penam centum millium florenorum auri ponderis Camerae Apostolicae, & pro solutione hujusmodi poenae semel tantum pro quolibet eorum in casu quo ipsam dicti Domini Bernabos, & Galeaz incurrerent, vel alter eorum incurreret, veniendo contra Treguam hujusmodi in casibus superius in hoc Capitulo expressatis, vel aliquo eorum, dabunt Fidejussores, & principales Debitores ipsorum quilibet sex Milites, & sex Mercatores, vel plures bonos, & sufficientes, qui non sint de Terris, nec Dominis ipsorum, nec eorum alterius, aut Colligatorum, seu Sequacium earumdem, vel Commune Venetiarum, aut Commune Januae; Ita tamen quod Fidejussores, & princi-

ANNO
1375.

principales Debitores, qui se obligabant pro prædictis, teneantur pro illa summa, & quantitate, pro qua se obligabant expresse, & quilibet dictorum Fidejussorum, & principalium Debitorum habeant in bonis duplum quantitatis, seu summa, pro qua se obligabit, vel pro ipsa summa, & quantitate dentur duo Fidejussores, & principales Debitores in solidum, quorum uterque habeat in bonis tantum capit. summa, seu quantitas, pro qua se obligabit, & ad prædictam summam solvendam submittant, & obligant prædicti Procuratores præfatorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, nominibus, quibus supra, prædictos Dominos Bernabovem, & Galeaz, quorum Procuratores sunt, & utrumque ipsorum ad vices, & Cohorem Camera Apostolicæ sub penis, & sententiis Censuræ Ecclesiasticæ; Et ex nunc nominibus dictorum Dominorum suorum, quorum, Procuratores existunt, constituerunt, & fecerunt, ac faciunt, & constituunt, omnibus via, modo, & forma, quibus melius poterunt & possunt, eorum, & cujuslibet eorum in solidum suos veros, certos, & legitimos Procuratores Venerabiles Viros Dominos Subdiaconum Domini nostri Papæ, Correctorem Litterarum Apostolicarum, Correctores Litterarum Penitentialiæ, Registratores Litterarum Apostolicarum, & Supplicationum signatarum, nec non Magistrum Raymundum Scini, Bernardum de Bugneto, & Aureliam de Monte Granario, absentes tamquam presentes, & quemlibet eorum in solidum, ita tamen quod non sit melior conditio occupantis, sed quod unus ipsorum incæperit, alter prosequi, mediare valeat, & finire, ad comparandum coram Audite Curie Camera Domini nostri Papæ, ejusque Locumtenente, vel Vice-audite totiens quotiens opus erit, & ad confitendum coram dicto Audite, seu Vice-audite, postquam fuerit declaratum, & judicatum per Dominos Cardinales Commissarios, & Comitem Sabaudie infra scriptos, seu subrogandum, vel mittendum ab eo, seu majorem partem ipsorum, de qua majori parte sit præfatus Dominus Comes, vel subrogandus, vel mittendus ab eo, dictos Dominos Bernabovem, & Galeaz, seu alterum eorum incidisse in penas, & sententias tam pecuniarias, quam alias in præfenti Contractu contentas, ipsas commissiones penarum, & ipsos contravenisse in casibus supra scriptis, & ad recipiendum in fe, nominibus dictorum Dominorum post dictam declarationem, monitiones, mandata, præcepta, & sententias Censuræ Ecclesiasticæ quasunque super prædictis, & ex nunc juraverunt, & jurant in animas dictorum Dominorum suorum dictos Procuratores suos minime revocare, usque ad satisfactionem integram prædictorum, promittentes etiam, nominibus quibus supra, se gratum, ratum, firmum perpetuo habituros quicquid per dictos Procuratores, vel eorum alterum actum, factum, dictum, vel confessatum fuerit in præmissis ut supra, ac volentes eosdem, & quemlibet eorumdem relevare ob omni onere satisfaciendi, promiserunt, eisdem nominibus, iudicio fisci, & iudicatum solvi cum suis clausulis universis, sub ipso theca, & obligatione omnium bonorum præfatorum Dominorum suorum, presentium & futurorum, & dicti etiam Fidejussores, & principales Debitores submittent, & obligant se pro dicto Domino Bernabove in centum milibus Florentis auri solvendis semel tantum, & pro dicto Domino Galeaz in centum milibus Florentis auri solvendis semel tantum, modo & forma, quibus dicti Domini Bernabovis, & Galeaz, & uterque eorum se obligant, & ex Contractu præfenti obligati sunt in casibus contentis in præfenti Capitulo, & quolibet eorum pro illis partibus, pro quibus se obligabant expresse, & ad standum declarationi, & liberæ voluntati Dominorum infra nominatorum, vel ipsorum majoris partis, si quod dubium super incursum penarum, vel solutionum ipsius, aut alteri oriretur, & ad solvendum dictam penam semel tantum in casu, quo incurretur ut supra, & ultra quod, dimissis dictis Dominis Bernabove, & Galeaz, dicti Fidejussores, & eorum quilibet possint, seu possint discuti, seu erigi, in toto vel in parte, & uno, vel pluribus dictorum Fidejussorum dimisso, vel dimissis, alius vel alii possint, seu possint discuti, vel erigi, sicut Domino nostro videbitur faciendum pro ea Parte videlicet, pro qua se quilibet ipsorum Fidejussorum, & principalium Debitorum obligabit, ac se submittent, & obligant ad vires Camera Apostolicæ, & ad Censuras Ecclesiasticas, & renunciant quomodolibet se tueri, ac Procuratores in Romanâ Curia constituent, & alia facient in constitutione dictorum Procuratorum, & etiam mandata eorum in formâ superius expressata contra personas Dominorum Bernabovis, & Galeaz prædictorum, sic tamen quod si alter dictorum Domi-

norum Bernabovis, & Galeaz, seu eorum alterius Subditi, Officiales, vel Gentes venient contra Treguam hujusmodi in casibus superius nominatis, vel altero eorumdem, & alter, ac Subditi, Officiales, & Gentes ipsius plenè observaret Treguam ipsam, in dictis casibus ille solum penam prædictam incurrat, qui, seu ejus Subditi, Officiales, vel Gentes Treguam ipsam rumperent.

Item quod si prædicti Domini Bernabovis, & Galeaz, aut eorum alter, per se vel Officiales suos, quoquo modo procedant, vel procedi faciant, durante Tregua, contra illos, vel aliquem ex illis, qui, durante Guerra præfenti, cum Domino nostro, vel Gentibus suis, vel aliis suo nomine, aut Colligatis, Adherentibus, Sequacibus ipsius, vel aliis eorum nomine de veniendo ad ejus, vel alicuius ex ipsis Colligatis servitia, vel obedientiam Tractatus aliquos habuerunt, vel teneant, seu fuerint in hoc consentientes, vel participes, aut præstitit in hiis auxilium, consilium, & favorem, ipsi Domini Bernabovis, & Galeaz, seu eorum alter, qui contra fecissent, incurrat penam centum millium Florentinorum auri ponderis Camera Apostolicæ, nisi dampna emendaverint, & ad statum pristinum redeverint, facta, & attemptata per illos, ut supra, infra terminum duorum mensium post requisitionem eis factam, vel alteri eorum, qui contra fecissent, seu contra fecisset; si verò aliquis ex Subditis, vel Gentibus eorum, durante præfenti Tregua, offenderent aliquem ex prædictis, qui dictos Tractatus habuerunt ut supra, teneantur, & debeant præfati Domini Bernabovis, & Galeaz, seu eorum alter, ut supra, facere emendari dampna, & reduci ad pristinum statum, facta, & attemptata infra duos menses, postquam fuerint requisiti, & de offendentiis facere, & fieri facere justitiae complementum; & si eo casu requisiti, ut supra, infra dictos duos menses non fecerint emendari dampna, & facta, & attemptata, non fecerint, seu fieri non fecerint justitiae complementum, incurrant penam videlicet illi, vel ille, qui contra fecerint, vel contra fecerit, florenorum alii centum millium, hoc actò expresse, quod jam banniti prædictorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, seu alterius eorum, ad Loca ipsorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz personaliter non accedant; & si accederent, & in illis Locis offenderentur, non incurrant prædicti Domini Bernabovis, & Galeaz dicta occasione penam prædictam, & simili modo banniti Terrarum Ecclesiæ, seu Colligatorum suorum ad Loca ipsius Ecclesiæ, seu Colligatorum personaliter non accedant, & si accederent, & in illis Locis offenderentur, non teneatur Ecclesiæ, nec ipsi Colligati.

Item quod quilibet Partium prædictarum nominare debeat Colligatos, Adherentes, Recommendatos, & Sequaces suos infra duos menses tantum à die præfatis celebrati Contractus computandos, hoc actò, quod prædicta nominatio fiat, & fieri debeat in scriptis in Civitate Bononiæ coram Domino Cardinale sancti Angeli, aut deputando, seu deputandis per eum, & quod pro Adherentibus, Sequacibus, & Recommendatis per neutram Partium deatur, seu nominetur Subditi Partis alterius, qui se palam non immiscuerunt de Guerra; & de contentis in præfenti Capitulo stetur declarationi Dominorum Cardinalium Commissariorum, si dubium oriretur.

Item dicti Procuratores præfatorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, nominibus quibus supra, promiserunt solemniter, & promittunt præfato Domino Cardinali stipulanti, & recipienti nominibus quibus supra, se, dictis nominibus, facturos, & curaturos cum effectu, quod præfati Domini Bernabovis, & Galeaz eorum Domini præfentes Treguas, & omnia, & singula in eis contenta personaliter ratificabunt, & approbabit, & facient ratificari, & approbati per eorum Uxo- res, & Liberos masculos quatuordecim annorum majores, & eas, ac ipsos obligare, & jurare videlicet de non veniendo, seu faciendo contra Treguam simili modo, & forma, sicut ipsi Domini Bernabovis, & Galeaz obligantur, excepta Fidejussionis dacione, & hoc infra tertiam diem, postquam ipsi, vel uterque eorum pro parte præfati Domini Cardinalis fuerint requisiti.

Item quod quilibet Partium procuret, quod Colligati, Adherentes, & Sequaces sui infra duos menses postquam fuerint nominati, excepta Domina Regina Sicilia, quæ habeat quatuor menses, ratificent, approbent, & confirmant præfatum Contractum, & omnia Capitula contenta in eo, & de hujusmodi ratificatione certificent Dominos Cardinales Tusculan. Gebu- nen. Munacen. sancti Martialis, & sancti Eustachii, qui Treguas hujusmodi tractaverunt, vel alterum eorum

ANNO
1375.

eorundem, seu Dominum Cardinalem sancti Angeli, quas ratificationes, & certificationem illi Domini Cardinales, vel ille, quibus, seu cui notificata fuerit dicta ratificatio, seu approbatio, debeant, seu debeat infra mensem post certificationem, seu notificationem eis, vel ei factam, Partibus intimare. Ad quod si aliqui ex supradictis ratificare debentibus presentem Contractum approbare nollent, non propterea illa Pars, cujus erat colligatus, adhaerens, vel sequax, videatur aliquid contra presentem Contractum, vel promissiones in eo contentas fecisse, vel venisse, sed solum illi, qui hoc approbare noluissent, non gaudeant beneficio huiusmodi Tregue.

Item quod eligantur, & deputentur ab utraque parte Conservatores Itegrarum, qui eas faciant inviolabiliter custodiri, & nihilominus, si esset inter Partes quæstio de terminis, vel limitibus Civitatum, Castrorum, Villarum, vel Locorum, vel Territoriorum, ipsi Conservatores habeant cognoscere, & si non possent concordare, decidere, vel definire, remittatur ad Dominos Cardinales & Comitem Sabaudie superius nominatos.

Item si aliquid dubium emerget, vel occurreret circa presentem Contractum, vel aliquid ex Capitulis in ipso contentis, seu intellectum verborum positorum in presenti Contractu, seu etiam si occurreret aliquid dubium inter Partes, utrum Tregua censereur facta, vel non, seu si poena esset incuria, vel non, seu aliud quodcumque, vel quæcumque dubium, stetur, & stari debeat, tam per Principales, quam per Fideiussores ipsorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, declarationi concordi, & libera voluntati dictorum Dominorum Cardinalium, & Comitum Sabaudie, vel maioris partis ipsorum, sic tamen quod ipse Dominus Comes debet unius esse ex ipsis, quibus ex nunc Partes ipse de hoc plenam potestatem tribuant, & concedant. Ad quod eo casu dictus Dominus Comes ad præfatos Dominos Cardinales debeat venire, vel si ex aliquâ causa venire non possit, vel nollit, debeat loco sui unum Militem destinare, qui loco sui unâ cum dictis Dominis Cardinalibus habeat potestatem, & si requisitus nollit, vel non possit venire, nec mittere, dicti Domini Cardinales soli procedere valeant prout supra, & si contingere unum ex dictis Dominis Cardinalibus, seu plures, vel omnes quomodolibet abesse, Dominus noster Papa, loco deficientis, vel deficientium, alium, seu alios pro suo velle poterit liberè subrogare.

Quæ omnia, & singula suprascripta antefatus Reverendissimus Pater, & Dominus Dominus Guilhelmus Sancti Angeli Cardinalis Commissarius, nominibus, quibus supra, & pro omnibus, & singulis de parte Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, de quibus supra fit mentio, & suprascriptus Dominus Antonius Procurator, & Procurator nomine præfatorum Dominorum Nicolai, & Alberti Marchionum Estensium, & pro ipsis, ac pro omnibus, & singulis suis Colligatis, Subditis, Adherentibus, Sequacibus, Favoritibus, & Recommendatis, & aliis, de quibus supra fit mentio ex parte una, & prescripti Domini Thomæ, & Addoradus, & Vassallinus Procuratores, & Procurator nomine antefati Domini Bernabovis, & pro ipso, & dicti Domini Ludovicus, & Antonius Procuratores, & Procurator nomine suprascripti Domini Galeaz, & pro ipso, & pro omnibus, & singulis eorum Colligatis, Subditis, Adherentibus, Sequacibus, Favoritibus, & Recommendatis ex alterâ, sic, & prout convenit, actum, ordinatum, scriptum & expressum est in Capitulis suprascriptis, debere promitti, obligari, fieri, & facere fieri per suprascriptos, & quemlibet eorum, communiter aut singulariter, aut conjunctim & divisim, & sub modis, formis, Pactis, tenoribus, adjectionibus, ac obligationibus quibuscumque superius appositis, & declaratis, expressis, & contentis promitterent sibi invicem, & promittunt altera Pars alteri, & altera alteri, solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus, facere, adimplere, attendere, & effectualiter observare bonâ fide, & omni dolo, & fraude cessantibus, per se, & alios quoscumque suprascriptos, quibus secundum suprascripta tenentur, & obligati sunt, & prout, & sicut pro eis tenentur, & obligati sunt secundum contenta, & expressa in Capitulis, seu Articulis suprascriptis, & in nullo contra facere, vel venire, per se vel alium, seu alios, de jure vel de facto, directè vel indirectè, publicè vel occultè, vel alio quocumque quæstio colore, & qualibet ratione, vel causâ, sub penis, modis, formis, & qualibet ratione superius contentis, & expressis, & prout, & sicut specialiter conventum, actum, & declaratum est in Capitulis, seu Articulis suprascriptis, prædictos, & eorum quemlibet se abstringere, & obligare debere.

Et quod poena, seu poenæ, & alia, sub quibus dictæ Partes, & quælibet earum, ac quælibet ex prædictis se obligare, & abstringere conveniunt ut supra, committantur, exigantur, & exigi valeant cum effectu per observantem, & observantes à contra facientibus, seu contra faciente juxta conventa, scripta, & expressa in Articulis, seu Capitulis suprascriptis, & prout, & sicut in ipsis Capitulis * ferius continetur.

Quâ, seu quibus poenâ, seu penis, ac aliis obligationibus supra contentis, & specificatis in Capitulis, seu Articulis prædictis, commissa, vel commissis, ac soluta, vel soluti, semel, vel pluries, nihilominus præfatus Contractus in sua remaneat firmitate, prout, & sicut est in dictis Capitulis, seu Articulis contentum, & expressatum.

Renuntiaverunt insuper dicti Domini Commissarius, & Procuratores, nominibus quibus supra, exceptioni prædictorum omnium, & singulorum non sic factorum, conventorum, & promissionum ut supra, exceptioni de illi mali, in factum conditioni siue causâ, vel ex iniusta causâ, fori privilegio, feris quibuscumque, appellationis, nullitatis, & restitutionis in integrum remedium, & omni juris communis, & municipalis auxilio, & privilegio cuicunque, per quod tueri se possit quocumque modo, aut contra prædicta, vel aliquid prædictorum aliquantulum facere, vel venire, & specialiter iuribus dicentibus, & continentibus generalem renuntiationem non valere.

Et pro præmissorum omnium, & singulorum observacione juxta supra contenta, & expressa, obligaverunt, & hypothecaverunt specialiter, & expresse sibi invicem præfati Domini Commissarius, & Procuratores, nominibus quibus supra, omnia & singula, mobilia & immobilia, præsentia & futura, eorum quorum Commissarius, & Procurator existunt, videlicet dictus Dominus Commissarius bona Ecclesiæ Romanæ, & dictus Antonius bona præfatorum Dominorum Nicolai, & Alberti Marchionum Estensium, & uniuscujusque eorum pro dictis Procuratoribus Dominorum Bernabovis, & Galeaz, pro eis, & eorum, & cujuslibet eorum nomine, stipulantibus, & recipientibus, & dicti Procuratores Dominorum Bernabovis, & Galeaz bona præfatorum Dominorum Bernabovis & Galeaz, & utriusque eorum præfati Domino Guilhelmo Cardinali Commissario, & Domino Antonio dictorum Dominorum Nicolai, & Alberti stipulantibus, & recipientibus, nominibus Commissario, & Procuratorio præscriptorum, quorum Commissarius, & Procurator sunt, quæ bona prædicti Commissarius, & Procurator, & quilibet eorum, nominibus, antedictis in casu, vel casibus contraventionis, & commissis, cum effectu constituerent se pro Parte, contra quam fienda esset, & cujus obligatio quæsitâ esset prædictis possidere usque ad satisfactionem integram eorum, ad quæ tenentur, & obligati essent.

Insuper iuraverunt prædicti, videlicet Reverendissimus Dominus Cardinalis, & Commissarius, ut moris est, Commissario, & suo nominibus, & prædicti Procuratores omnium, & singulorum supradictorum, Procuratoris nominibus, quibus supra, ad Sancta Dei Evangelia corporaliter scripturis tactis, in animas, & super animas eorum, quorum Procuratores existunt, prædicta omnia, & singula, prout & sicut Dominos suos concernunt, & obligati sunt, inviolabiliter observare, & nullatenus contra facere, prout supra.

Tenores verò Literarum Apostolicarum, ac Instrumentorum Procuratorum, de quibus supra fit mentio, sequuntur per ordinem, & sunt tales.

Acta sunt hæc Bononiæ in Palatio residentia Reverendissimi Patris, & Domini Domini Cardinalis sancti Angeli supradicti, sub anno, Indictione, die, mense, & Pontificatu, quibus supra præsentibus.

In Christi nomine Amen. Noverint universi &c. constituit, &c., ac considerantes, & attendentes quod cum in, de, & super guerris, discordiis, & diffusionibus præteritis, & tunc vigentibus inter ipsas Partes, fuerit, & sit, Divina favente clementia, perventum ad Concordium, seu Treguam sub certis modis, formis, tenoribus, & obligationibus, prout de hiis omnibus constat publico Instrumento stipulato, & publicato inter dictas Partes per me Notarium infra scriptum sub anno, Indictione, die, mense, Pontificatu, & loco quibus supra, quodque pro bono, tranquillitate, & utilitate præscriptorum omnium, & quorumcumque Colligatorum, Adherentium, Favorum, & Recommendatorum, Sequacum, & Subditorum ipsorum, & cujuslibet ipsorum, & totius Italie, & Populorum ipsius expedire ordinare, ac providere de, & super Gentibus amigeris, stipendiariis, equestribus, & pedestribus, quæ de præfatis sunt ad stipendium, seu servitium prædictorum, & cujuslibet eorum, & alijs quibuscumque

* Pen-ère
spatioius.

ANNO
1375.

104

CORPS DIPLOMATIQUE

ad rapinas, & aliena stipendia, seu dampna dispositis, & anclantibus, ut ab eorum pravis conatibus retrahantur & cesset prædictorum contrahentium, & aliorum suprascriptorum molestia, & inquietas qualescumque, & ex hoc inter dictos contrahentes, & alios suprascriptos tollatur omnis occasio discordiæ, dissensionis, perturbationis, & cujuslibet noxiæ novitatis.

Idcirco præfati Reverendissimus Pater, & Dominus Dominus Guillelmus, & Dominus Antonius Commissarius, & Procurator, nominibus suprascriptis ex una, & antefcripti Domini Thomaxius, Adoardus, & Vassellinus, Procuratores præfati Domini Bernabovis, ac præfatus Dominus Ludovicus, & Antonius Procuratores antefati Domini Galeaz ex altera suprascriptis periculis, & malis occurrere, & remedium adhibere volentes, & cupientes, ad Conventiones, Promissiones, & Obligationes infrascriptas deveniunt, & deveniunt, videlicet, quod qualibet Gentium Partium prædictarum de Gente armigera, quam habet de præfenti, taliter disponat, providebit, & ordinabit, quod, Treguâ, de qua supra fit mentio, durante, non possit esse ipsa Gens contra Partem alteram, nec in ejus Territoriis commorari per modum sociatis, stipendii, vel alio quocumque modo, nec ad prædicta, aut aliquid ex eis, præfatum ipsi armigeris auxilium, consilium, & favorem, immò eos suo posse, bonâ fide, & sine fraude impedire, & resistere, cassabuntque gentes illas, quas cassare voluerint per partes, & tempore competenti intermedio, & faciendo per diversas partes discedere, sicut verisimiliter postea reverte non possint, & aliis modis convenientibus, aut utilis, toto posse suo, & omni fraude cessante; Et quia hoc suis esset difficile, si de alio remedio non provideretur, ad hoc ut omnes offensæ cessent, & ut puritas animorum ipsorum contrahentium circa fidem observationem Treguæ prædictæ melius manifestetur pro conservatione status Partium prædictarum, & cujuslibet earum, & tranquillitate totius Italiæ, voluerunt, & convenerunt specialiter, & expresse, quod omnes armigeri in Italia, in Terris, Dominis, seu Territoriis ipsorum contrahentium, Colligatorum de præfenti, & pro istâ Guerrâ Lombardiæ Sequacium, seu Factorum existentes forenses, & non Subditi Partis illius, videlicet tam illi, qui per ipsas Partes cassabuntur, quam illi, qui ad præfens non sunt ad stipendia alicujus Partium prædictarum, illis tantum exceptis, qui per Partes ipsas, vel ipsarum alteram ad sua stipendia, & servitia retinebuntur, & expellantur de Terris, & Territoriis ipsarum Partium in Italiâ existentibus per Concordiam cum ipsis armigeris ficiendam, vel aliter, prout utilis ipsis Partibus videbitur, communibus expensis Partium prædictarum, hoc modo videlicet, quod Dominus noster Papa prædictus, & sui Colligati, Adhærentes, & suprascripti solvant de quinque partibus duas partes, & dicti Domini Bernabovis & Galeaz, cum suis Colligatis, Adhærentibus, & Sequacibus solvant de dictis quinque partibus alias tres partes, quas debant solvere infra mensem à tempore Concordiæ habite super dictis gentibus expellendis in totum, vel in parte. Hoc actò quod statim, & sine mora ad executionem suprascriptarum effectualiter procedatur bona fide, & quod modus, & forma dictæ Concordiæ sit, & esse debeat in dispositione, & ordinatione Partium prædictarum, si poterunt, & voluerint concordare, & si Partes non essent concordæ, eligantur per ambas Partes duo probi viri de partibus istis, qui sint inter dictas Partes Arbitri, & amicabile Compositores super modo, & forma Concordiæ, & ubi prædicti duo sic eligendi, ut supra, non concordarent, eligi debeat, & eligatur per dictas Partes concorditer tertius, quorum duo declarationibus voluntati Concordiæ circa prædicta, & eis discordantibus declarationi, & voluntati tertii suprascripti concordanti cum altero ex duobus suprascriptis stari debeat, & sic ex nunc præfatus Commissarius, & Procurator suprascriptus, Commissario, & Procuratorio nominibus, invicem solemniiter conveniunt, & promiserunt, & eos, quorum Commissarius, & Procurator sunt, obligaverunt. Hoc etiam expresse convento, quod, pro gentibus existentibus in Dominis, seu Territoriis Domine Regniæ Jerusalem, & Siciliæ, non teneatur ad aliquid etiam ex omnibus præfatis nominibus suprascriptis ad superius contenta, nisi ad procurandum, & operandum bonâ fide, hoc etiam specialiter adjecto, quod Subditi Partium, qui essent ad sue Partis stipendia de præfenti, vel, Guerrâ durante, fuissent, ardentur, & abstringantur ab eorum Dominis suo posse, & bonâ fide, per Fidejussorum dacionem, proscriptum seu bannum, poenarum impositionem, bonorum publicationem, seu aliis modis expeditibus, quod ad dampna Partis alterius nullatenus accedent.

Que omnia, & singula suprascripta præfati Domini Guillelmi Cardinalis, & Dominus Antonius ex una, & præfati Domini Thomaxius, Adoardus, Vassellinus, & Ludovicus, & Antonius ex altera, Commissario, & Procuratoriis nominibus quibus supra, & pro illis, promiserunt sibi invicem, videlicet una Pars alteri, & altera alteri, super fide, ac legalitate Dominorum suorum, quorum Commissarii, & Procuratores existunt, ac etiam solemniiter stipulationibus hinc inde intervenientibus, facere, adimplere, & inviolabiliter observare toto eorum posse, bonâ & purâ fide, ac omni dolo, fraude, & circumventionem cessantibus, Treguâ durante, & in nullo de jure, vel de facto, directè vel indirectè, tacitè vel expresse, publicè seu occultè, seu aliâ quacumque ratione, durante Treguâ, contrafacere, vel venire, nec in prædictis, aut eorum aliquo cavillationibus, dilacionibus, aut inducias, seu subterfugiis quæretis, adinvenire, ponere, vel aliquatiter allegare, dictâ Treguâ pendente, nec etiam societatem, conventiculas, vel congregaciones quascumque Gentium armigerarum in Italiâ, durante Treguâ, ordinare, emergere, mittere, favere, defendere, seu quocumque modo manuteneri, nec eis, & de ipsarum corpore exeuntibus præbere favorem, auxilium, vel consilium quocumque modo, immò ipsas impedire ne fiant, & factas destruire, & annihilare suo posse, & bonâ fide, sub ænâ, & obligatione dampnorum, expensarum, & interesse à Parte contrafaciente Parti observanti debendum.

Extrahta suis præfens Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Porta Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.
Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivii Officialis.

LXXX.

Traité de Trêves pour un An, conclu entre E. 27. Juin.

EDOUARD III. Roi d'Angleterre & JEAN Roi de Castille & de Leon d'une part, & CHARLES VI. Roi de France de l'autre. Fait à Bruges le 27. Juin 1375. [RYMER, Fœdèra, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 68.]

JOHAN RÔY DE CASTILLE ET DE LEON, Duc de Lancastre, à touz ceulx, qui ces Lettres verront, Salut.

Savoir faisons qui, come nostre tresseint Pierre le Pape, a plusieurs fois prie & requis, par ses Lettres, & fait prier & requerer, par ses solennels Messages, & darcinement, par, reverent Pierres en Dieu, l'Ercevesque de Ravenne, & l'Ercevesque de Capenetrar, nostre tresredoubte Seigneur & Pierre, de encliner & condescendre à bone Paix & Accord ovesque son Adversaire de France,

Et, pur ceo, nostre dit tresredoubte Seigneur & Pierre, a la request des ditz Messages de nostre dit Saint Pierre, nous eit comise & envoié, par devers eux, ces Parties de Flandres, pur traicteur de la dir Paix ovesque, nostre Cousin, le Duc de Burgoign, Frere au dit Adversaire, sicome il appert par ses Lettres, des quelles le tenour s'ensuit,

EDWARD, par la grace Dieu, ROY DE FRANCE ET D'ENGLETERRE, Sire d'Irlande, & nostre treschere & tresame Filz & foial, Johan Roi de Castille & de Leon, Duc de Lancastre, Salut.

Parmy la tresgrant experience & paisait coignoissance, qui nous avons & tenous de voz avilement, discrecion & loialte &c. prout supra in Potesfate Dat. 8. Jun. deinde sequitur hoc modo; videlicet,

Et, pur traicteur de la dite Paix & Accord, Nous & nostre dit Cousin; & plusieurs autres, du Conseil de nostre dit tresredoubte Seigneur & Pierre & de son dit Adversaire, avons eeste, par plusieurs jours, avec les ditz Messages en la Ville de Brugges,

Finablement,
A lour request, en esperance de bon Paix & bon Accord estre mis prochainement entre les dites Parties,

Nous,
Pur l'honneur de Dieu, & reverence de nostre Saint Pierre, le Pape, & pur la grante pite & compassion qui
AYONS

ANNO
1375.

ANNO 1375. avons du Poëble, qui par cause des dites Guerres a tant ad este, & seroit, si plus d'uroient, grevez, oprimez, & damages.

Avons ottoïe, promis, & accordez, & par ces presentes Lettres, ottoïons, promettons, & accordons, ovesque nostre dit Cousin, par vertu du Povoïr, a Nous donnez par nostre dit tresredoute Seigneur & Pierre.

Et lui aussi, avec nous, par vertu du Povoïr, a ly donez, sur ceo, par son dit Seigneur & Frere, du quel le tenour s'enfuyt,

CHARLES, par la grace de Dieu, ROY DE FRANCE, a touz ceux, qui ces Lettres verront, Salut.

Savoir faisons qui,

Côme, nostre *Seint Pierre, le Pape* Nous a, plusieurs foiz, prie & requis, par ces Lettres & Messages solemnez, &, darrenement, par reverentz Pieres en Dieu, *l'Archevesque de Ravennes, & l'Evesque de Carpentras*, qui nous voufissions condescendre & encliner a bone Paix & accorde entre Nous & nostre *Adversaire d'Angleterre*, Nous,

Enclinans as Prières de nostre dit *Seint Pierre*, par honur de Dieu, & de *Seint Siege* de Rome, & auxi par le bien de Paix, que nous & touz bones Parloñes devons voloïr & desirer,

Requis, par les ditz Reverentz Pieres, d'envoier par devers eux, es Parties de Flandres, ou ailleurs illec environ, de noz Genz, tieltz come bon nous sembleroit, par traitier de la dite Paix avec *Jehan Duc de Lancastre*, Filz de nostre dit *Adversaire*,

Confians pleinement de, nostre treschere & tresame Frere, *Philip Duc de Bourgoign*, iceulx avons ordene & comis a aler en dices Parties de Flandres, ou ailleurs, par devers les dites Messages de nostre dit *Seint Pierre*,

Et ly avons done, & donons, par le tenour de ces prezents, plein Poir, & Auctorite, & Mandement special de accorder, prendre, & fermer, par Nous & en nostre Noun, avec le dit *Duc de Lancastre*, & autre de la partie de nostre dit *Adversaire*, par ly specialment a ceo comis, Treves ou foëffiance de Guerre, en esperance de Paix entre Nous, noz Subgiz, Amis, Alliez, Bienveillantz, & Adherens, noz Roialme, Terres, & Seignuries d'une part, & nostre dit *Adversaire*, & ceux de la Partie, d'autre part, de faire, mettre, & accorder, en nostre noun, & par nous, avec nostre dit *Adversaire*, bone Paix pur nous, noz Roialme, Terres, & Seignuries, Alliez, Subgiz, Amiz, & Bienveillantz dessusditz.

Et aussi de convenir, traitier, pacifier, transiger, & accorder, avec eux, de & sur touz les descors, cotens, diffensions, questions, & debatz, meues ou esperees a movoir entre nous, noz ditz Amys, Alliez, Bienveillantz, & Adherens, noz Roialme, Terres, & Seignuries d'une part, & nostre dit *Adversaire*, & ceux de la Partie, d'autre part, de faire, mettre, & accorder, en nostre noun, & par nous, avec nostre dit *Adversaire*, bone Paix pur nous, noz Roialme, Terres, & Seignuries, Alliez, Subgiz, Amiz, & Bienveillantz dessusditz.

Et ycelle Paix, & toutes les choses, contenuz en celle, ou es Articles, ou Scriptures, fait sur ceo, bali, fermer, & jurer en l'Alme de nous, & promettre, tenir & accomplir, & sur ce d'otroïer ses Lettres,

Et generalment de faire es choses dessusditz, & en leur circonstances & dependences, tout ceo q'il verra estre a faire, & qui fere purrions si nous y estoïmes en Parloñe, ja ceo soit qui ce soient choses qui requiront Mandement plus special,

Et tout ceo, qui par luy sera traite, fait, & accorde, es choses dessusditz, & en leur circonstances & dependences, tant par Terre, come par Meer, Nous prometrons, en Parole de Roy, & sur obligation les biens meubles & non meubles, de Nous & de nostre Roialme, avoir ferme & agreable, & faire tenir, garder, & accomplir, de point en point, loialment & veritablement, sanz fraude ou mal engyn, & sanz venir ou souffrir venir encontre par quelconque voie, & confermer, par noz Lettres, touz fois qui requis en ferons.

En tesmoignance de ceo nous avons fait mettre nostre Seal a ces Lettres.

Donn, a Paris, en nostre Oufiel de *Seint Poul*, le premiere jour de Marce, l'An de grace Mille, CCC. LXXIV. & de nostre Regne le XI.

TREUX GENERALX,

Par, nostre tresredoute Seigneur & Pierre, le Roy,

TOM. II. PART. I.

Et pur, nostre treschere Seigneur & Frere, le ANNO

Prince, Pur, noz treschere Freres, le Comte de Cantebrigg, 1375:

Messire Thomas de Walefolk,

Pur Messire Johan de Montfort, Duc de Bretagne;

Et par nous;

Et, nostre dit Cousin, le Duc Burgoign,

Pur, son Seigneur & Frere, le *Adversaire* de nostre

tresredoute Seigneur & Pierre,

Pur Henri nostre *Adversaire* de Castille,

Pur, son Seigneur, son Neveu le *Douphine* de

Vienne,

Pur, ses trescheres Freres, le *Duc d'Anjou* & de

Berri,

Et pur ly mesmes,

Et put touz leur Roialmes, Duchies, le *Douphine* de Vienne, Countees, touz les Terres, & Seigneurs, de l'un part & de l'autre, tant par Terre, come par Meer,

A commencer les dites Treves, en & par les Treves,

Païs, & Lieux, & as jours qu'enfuont; C'est assavoir,

En *Picardie* & *Vermoudoy*, & par toute la *Païs* de

cea la *Riviere Doy*, & en tout le *Roialme d'Angleterre*,

le jour de la Dai de ces Lettres,

Exceptez les Portz de la Meer, ou les Treves com-

menceront a courre as jours dessusditz declarer,

En *Normandie*, en *France*, en *Champagne*, en *Bur-*

goign, en *Douphinee*, le ii. jour de Juylet prochain

a venir,

En *Bretagne*, en *Anjou*, en *Mayne*, & en *Torayne*

le vii. jour de dit Mois de Juylet,

En *Polon*, *Santonge*, *Englemois*, *Alverne*, *Ly-*

moisin, & *Berri*, *Bourbonnois*, & le Comte de *Ferois*,

le xvi. jour d'icelz Mois de Juylet.

En *Agénou*, en *Bardelou*, en *Bayonnois*, en *Roergne*,

en *Bigorre*, & es autres parties de *Guianne* & de *Lan-*

guedoc, & generalment en touz ces autres parties du

Roialme de France, nonn nomez & declarez cy dessus,

le xxii. jour de dit Mois Juylet,

Et en le *Roialme de Castille*, le ii. jour d'Aost, pro-

chein, a venir,

Et par Mer, de l'Ecluse, en *Flandres*, jusques a la

Bouche de Sayne, & par les Portz qui sont a l'opposite

en *Angleterre*; a le ix. jour de Mois de Juylet des-

susditz,

De la dite *Bouche de Sayne* jusques a la *Rochele*, &

par les Portz, qui a l'opposite sont en *Angleterre*, le

xvii. jour de dit Mois de Juylet,

Et de la *Rochele* jusques a *Bourdeaux* & *Bayonne*, le

xxii. jour d'icelz Moys de Juylet,

Et generalment, par touz les autres Portz & Parties

des *Roialmes de France*, & d'*Angleterre* & de *Castille*,

& des autres Seignuries des Roys, & de leur Alliez,

Eidantz, & Adherens, tant par Terre, come par Meer,

le ii. jour de dit Mois d'Aost.

Et dureront ycelles Treves, de les jours dessus

declarez, en checun Païs, jusques a darrein jour de

Juyd, Soleil levant; qui sera l'An Mille, CCC. fol-

xante, & xvi.

Et avons promis & jurez, sur les *Seintz Evangelez*

de Dieu, par nous touchez, & ancotre promettons,

loialment & en bone foy, par ces presentes, tant en

noun de nostre dit tresredoute Seigneur & Pierre, par

vertue du dit Povoïr, de ly a nous sur ceo done, come

en nostre, tenir & garder, bien & loialment, & faire

tenir & garder, les dites Treves, tant par Mer, come par

Terre, par touz les Lieux & Païs dessusditz, sanz faire,

ou souffrir estre fait, aucune chose au contraire.

Mes; d'anz les dites Treves, cessera, & ferons

cesser, generalment & universellement, touz prises de

Parloñes, de Forteresses, & autres Lieux, pilleries,

roberies, arceures, & tout autre fait de Guerre, par

touz les Roialmes, Terres, & Seignuries de l'une Par-

tie & de l'autre.

Et purront, durant le temps des ditz Treves, touz

les Subgiz, de l'une Partie, & de l'autre, desarmez;

aler, venir, demourer, marchandier, & faire tous au-

tres euvres & bofoignes liables, seurement les uns es

Parties des autres, sanz estre empeschez, arestez, ou

molestez par Merque, ou Represaille, ou Contrepris,

comment qui soit, en païant, toute foiz, les devoirs or-

denez en Lieux & Païs, ou ils seront, ou par les

queulx ils passeront, sanz ceo qui paieront autre chose

que les Subgiz des Seignurs, ou ce sera.

Toutefois ne purront il entrer es Chasteux de Gar-

de, les uns des autres, sanz Licence des Seigneurs ou

Capitains des Lieux, ou des Conservateurs des Tre-

ves, ou autres alanz povoir a ceo.

ANNO

1375.

Et ausi ne pourront entrer es Villes fermées, ou autres Forteresses, si ils ne sont desarmez, & en petit nombre.

Et, avec ceo, nostre dit tresredoubte Seigneur & Piere, ou aucun de ses Alliez ou Subgiz dessusditz, ou nous, ne endurons, ou ferons enduir, aucun des Alliez ou Subgiz, du dit Adversaire de nostre dit tresredoubte Seigneur & Piere, a laisser son Partie ou son Alliance, durant le temps de la dite Trieve.

Et ne souffront aucunes Parsones estre prises, a cause de Guerre, arrestez, ou empescheez.

Ne estre prise, assaillie, combatu, eschiele, ou emble aucun Fort & Terres & Paix de l'obeissance du dit Adversaire de nostre dit tresredoubte Seigneur & Piere, ne ses dites Amys, Alliez, Aidanz, & Adherens.

Et, si aucuns Parsones ou Lieux estoient prizez, nostre dit Seigneur & Piere les ferra delivrer les Parsones avec leur Biens, & les Lieux rendre & restituer sanz delay, contredit, ou difficulte aucun, si tost qui requis en ferra.

Et ausi ne souffrons aucun Fort estre fait, ou enforce, de novel, en aucuns des Terres & Paix, de l'obeissance du dit Adversaire de nostre dit Seigneur & Piere, ou de ses Alliez ou Subgiz devant diz, par les Genz de l'obeissance de cely nostre tresredoubte Seigneur & Piere, ne d'aucun de ses Alliez, pur porter damage ou prejudice, en temps a venir, a son dit Adversaire, ne a aucune de ses Subgiz ou Alliez.

Et ne souffrira nostre dit Seigneur & Piere, ne nous ausi, en aucune maniere, qui aucun de ses Alliez ou Subgiz aille a faire aucun damage ou prejudice en la Terre de son dit Adversaire, ne de son obeissance, ne de aucun de ses Alliez, Amys, Bienveillanz, ou Subgiz, soit par maniere de Compaignie, de roberie, ou autrement, par fait, parole, confort, conseil ou aide, scientement ou taiblement, en aucune maniere, par quelconque voie qui ceo soit; mes ferons punir, generalement, & universellement, touz manieres de crimes, excesses, debatz, & autres meffaitz quelconques, touchants fait de Guerre, qui, duranz les dites Treves, seront faitz, commises, ou perpetres par aucunes des Subgiz de nostre dit tresredoubte Seigneur & Piere, ou de ses Bienveillanz, ou Alliez dessusdit.

Et, uncore en especial, Nous, ne le fousdit Henry nostre Adversaire de Castille, ne pourrons fere, duranz les dites Treves, aucun damage, grief, ou empeschement a quelconques Subgiz, Alliez, Amys, Aidanz, ou Bienveillanz del autre, ne a leur Terres, Pais, Seigneuries, ou Biens quelconques, par quelconques maniere, colour, ou occasion qui ceo soit.

Et, seront puniz les malefactours & attempteurs, cointre dites Treves, si aucuns en y a, si tost qui viendra a la cognolissance des Seigneurs, sanz autre prier, summonicion, ou request.

Et, outre ceo, touz attemptatz, faitz cointre les dites Treves, par Meer, ou par Terre, apres les jours dessus limitez, en chescun Pais, par les Subgiz, Alliez, ou Aidanz de nostre dit tresredoubte Seigneur & Piere, cely nostre tresredoubte Seigneur & Piere & nous les ferons repaier sanz delay ou difficulte aucun; & se les malefacteurs ne puissent restituer les damages, le dit nostre tresredoubte Seigneur & Piere les restituera, ou ferra restituer.

Et se aucun Compaignie des Genz d'armes se metoit en aucunes des Terres du dit Adversaire de nostre tresredoubte Seigneur & Piere, il pur obvier a la dit Compaignie, aidera, si requis en est, son dit Adversaire raisonablement a la faire vuidier.

Et ne souffrons Ly ou Nous, duranz les dites Treves, aucuns demolicions de Maisons, ou abatemens d'Arbres fruit portanz, faitz par aucuns de ses Subgiz, en prejudice ou damage de son dit Adversaire.

Et si ferons confermer les dites Treves par le dite nostre tresredoubte Seigneur & Piere, & sur ce doner & otroier ses Lettres de confirmation, as quelles noz presentes seront acorporez de mot a mot.

Et, avec ce, nous ferons que nostre dit Seigneur & Frere le Prince, & noz autres Freres dessusditz, & leur Lieutenants, & Capitains, & Officers principalz de Guerre, & autres Officers & Capitains, du Partie de nostre dit tresredoubte Seigneur & Piere, des quelles Ly ou Nous serons requis par les Conservateurs des dites Treves, prometteront & jureront a les tenir & garder, loialement & veritablement, sanz fraude, & sanz mal engin.

Et avons promis & acorde, come dessus, qui, pur aucun meffait, attemptat, ou entreprise, si aucun entrevenoit, (qui Dieu ne le voille) contre les choses

dessusditz, ou aucun d'icelles, ne seront, ou pourront estre, tenuz ou reputez pur enfreintes ces prezinz Treves, ne Guerre pur ceo estre fait d'une Partie ou d'autre; mes seront reparez & remis au premier & de-hu estat les ditz meffaitz, attemptatz, & entreprises, faitz par ceux de la Partie de nostre dit tresredoubte Seigneur & Piere, tant par Terre, come par Meer, par les Conservateurs ou Commissaires, qui par noz autres Lettres nous ordenons, en chescun des diz Pais, sur le fait des dites Treves; & seront les Malefacteurs puniz, selonc le cas, sicome dessus est dit.

En tesmoignance de ce nous avons fait seeler ces presentez Lettres de nostre Seal, & avons requis les ditz Messages, de nostre saint Piere le Pape, qu'il y fissent mettre leur Seals.

Donn. a Brugges, le xxvii. jour du Moys de Jun, l'An de grace Mille CCC. Lxxv.

Additions & changements de quelques Articles dans le susdit Traité de Trèves. Donné a Brugges le 27. Juin l'An 1375. [Rymmer, Fœdera Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 75.]

JOHAN, par la grace de Dieu, Roy de Castille & de Leon, Duc de Lancastre, a touz ceulx, qui ces Lettres verront, Salut.

Savoir faisons que, Apres ceo qui Nous & nostre Cousin le Duc de Bourgogne,

Messagers & Traitiers, envioiez par nostre tresredoubte Seigneur & Piere le Roy & par son Adversaire du France, sur la fait de la Paiz,

Avons longement traite & parlemente ensemble, Par la grante diligence & bone Mediation des Reverenz Pieres en Dieu, l'Evesque du Ravennes & l'Evesque de Carpentras, Messages enviez sur le dit fait par, nostre saint Pere, le Pape,

Ount estez avizez, sur le fait du dit Traitie, les Chapitres, ou Articles, aveques les mutations, declarations, & modifications qui s'ensuiant,

Apres ce qui les Messages, qui envioiez estoient, devers les Rois, par noz Seigneurs les Dues, sur le fait des Treves, ount estez retournez a Brugges, apres la Feste de la Trinite, est avise & regarde par Nous, P. Archevesque du Ravennes & G. Evesque de Carpentras, Messages de nostre saint Piere le Pape, par maniere de supplemen, mutation & declaration, en la maniere qui s'ensuiet,

PRIMEREMENT, qui la Trieve general d'un An, & touz les choses,

Purparlez & advisez a Bruges, appointees par nous, Messages dessusditz, quant au fait du Traitie, de la dite Trieve, le Samedy xxvi. jour de May,

Demouront touz en leur effect, selonc la fourme & teneur de la Scripture, sur ce fait,

Savez & exceptes les modifications, mutations, & declarations, cy apres escriptes, de la quelle Escriptrue la teneur s'ensuiet,

PRIMEREMENT, qui les dites Treves se tignent & soient parfaitement gardez entre nos Seigneurs les Roys, en touz & par touz leur Roialmes & Seigneuries quelconques, tant par Meer, come par Terre.

ITEM, soient entenduz & compris en yeelles Treves tant le Roy Henry de Castille, & les Roialmes & Terres qu'il tingt, come touz autres Alliez, Aidanz, Aidons, & Adherens quelconques de Roy de France.

ITEM, semblablement y soient compris tant le Duc de Bretagne, come touz autres Alliez, Aidanz, Aidons, & Adherens quelconques du Roi d'Engleterre.

ITEM, qui, ces diz Treves duranz toute Guerre cesse en Bretagne, & n'en y puisse faire le Duc de Bretagne aucune par luy, ne par autre, le dit temps durant; mais face le Roy d'Engleterre & le Duc briefment, touz delais & excusacions cessantz, retourner en Engleterre, ou autre part, hors de Bretagne, & de Roialme de France, tout son Armee & Gentz d'Armes, qui sont presentement en Bretagne: toutesfoiz, les dites Treves duranz, le dit Duc purra tenir en Bretagne aucunes Gentz d'Armes, jusques au nombre de deux centz Hommes d'Armes, pur la garde covenable de ses Villes & Lieux qu'il tient, soient Englois ou Bretoins, ausi qui mieux lui plerra, aveques les autres

ANNO

1375.

ANNO
1375.

autres Gentz, pur son Estat covenable; lesquelles tou-
tevoies ne facent aucune Guerre.

Et, pur la provision & munition de ces Villes & Lieux q'il tient presentement en Bretagne, come dit est, est advise qui purra lever & recevoir, & faire lever & recevoir, le dit temps duranz, toutes rauncens & patts, qu'il avera au jour qui les Seigneurs Traiteurs parteron de Brugges, a cest premiere foiz, pur aler, depar nous Seigneurs les Ducs, devers les Roys.

ITEM, qui le Siege de saint Savour, en Normandie, fera caiffe & leve, & s'en parteront touz Gentz d'Armes du Roy du France:

Toutefois, ce non obstant, les Bastides, faites & enforcies ou lieu & environ la muraille de saint Sauveur, les quelles laisseront desmaintenant les Frauncoys vuydes & sanz aucun etablie, demourront, le dit temps, par ainsi qui des dites Bastides soient otez les Escailles & Empartimentz, & soient mises en l'estat, qui elles estoient avant qu'elles fussent enforciez, entriez (cest assavoir) en dit estat qui les Frauncoys les laisseront:

Et ne les devront, ne ne purront aucunement, prendre ne a eux appliquer les Anglois, ne leur Gentz, ne ycelles ou aucune d'ycelles demoler, rompre ou empirer par quelconque voie;

Mais les purront & devront ravoir les Fraunceys, a la fin des Treves, en l'estat qui les laisseront, & sanz ces qui les ditz Anglois, par eux, ne par autres, y ayant aucunement attempte ou empirie;

Et, ovesque ce, les Villes, qui ont este etabliez & enforciez pur les Fraunceys, qui ont tenu la Siege, & aussi les Bastides, estaunz hors de lieu & arrier de la muraille de saint Sauveur, ferount & demourront en l'estat qui elles sont, & les purra faire garder le Roy du France aussi come bon li semblera.

ITEM, qui le Lieu de Coynak sera mys, durant le dit temps, es mains de nostre Saint Pierre & de nous Messages dessusditz, & aussi fera rendu & baillie, apres le dit temps, le dit Lieu de Coynak a celui, a qui il devra appartenir.

ITEM, de la partie des Englois, ad este prie & requis tresafectueusement, a fin qui les buoignes pussent mieulx & plus gracieusement estre purifiez, le Capital Monsieur Rogier de Beaufort, & Monsieur Johan de la Roche, son Neveu, soient retieuz pur aler ou il leur plera, duranz les ditz Treves, & pur purchaier leur delivrance, aussi come plus covenablement purront, sous bones Seutees; si fu accorde & promys, par les Traiteurs de la partie du France, de faire route diligence, devers le Roy du France, sur la fait de la dite retraence, & de envoyer desmaintenant pur en faveur sa volonte.

Et retourneront les Traiteurs, sur le fait des dites Treves, a Brugges, ou a Burborough. se nos Seigneurs les Ducs ne estoient a Brugges, le Dymenche jour de la Trinite prochain venant.

Ly apres s'enferment les modifications, declarations, & mutations, faites sur le Traite des Treves dessusditz, le xxvii. jour de Juyn, l'An mille, troys centz, soixante & quinze, quant au fait de Bretagne, & de saint Sauveur, & eslargissement des Prisonniers,

PRIMEREMENT, qui, pur le paiement de deux centz Hommes d'Armes, qui le Duc de Bretagne purra laisser pur la Garde de ses Forteresses, durant la dite Trieve, il leva, ou fera lever & recevoir, duranz ycelles Treves, generalz d'un An, touz patts & touz rauncens qu'il avoit le dit xxvii. jour de Juyn, ou quel les dites Treves ont este accordez & jureez.

ITEM, ad este touche & advise, par nous Messages dessusditz, qui, pur cause de ceo qui les choses touchent le Duc de Bretagne, le dit Duc vigne au Traite de la Paix a Brugges, ou en Engleterre au Roy, pur raunt qui plus pretement en puet recorre a lui, pur les buoignes qui le purront toucher en dite Traite.

ITEM, quant au fait de saint Sauveur, les Gentz du Roy d'Engleterre ferount delivrer, a la journee emprise, le dit Fort de saint Sauveur a nous, Messages de nostre Saint Pierre dessusditz, ou a nos Comyssaies & Deputez, pur le tenir en noun de nostre Saint Pierre.

En paiant, a la dit journee, par les Gentz du Roy de France, au Gent du Roy d'Engleterre, qui rendront ou ferount rendre le dit Fort, quarant milles Franks.

Les quelles ont este promys & accordeez, pur rendre ycelle Forteresce, outre x. milles Franks, qui la part du Roy de France ont ja paieez, sicome ils dient, a cause de la Forteresce du dit saint Sauveurs,

TOM. II. PART. I.

aux Englois de la dite Forteresce, ou aux Gentz de la partie des Englois,

Parmy ceo qui, si le Paix est fait, durant la dite Trieve, le dit Fort demurra ou il fera ordene par la dite Paix,

Et, si ycelle Paix n'estoit fait, durant la dite Trieve (qui Dieux ne veuille) le dit Fort de saint Sauveur fera rendu & delivrer, franchement & quitement, au Roy de France, ou a ses Deputez, le xv. jour de Juyn prochain venant, en paiant par lui, ou par ses Gentz, au Roy d'Engleterre ou a ses Comyssaies & Deputez, autres xl. milles Franks, le primere jour de dit Moys de Juyn, a Brugges.

Et, en cas qui le Roi du France ne paiea, aux diz jour & Lieu, come dit est, les diz quarant milles Franks, nous, Messages dessusditz, ou ceux qui tendront le dit Fort en noun de nostre Saint Pierre, le rendront ou ferount rendre au Roy d'Engleterre, franchement & quitement, ou a ces Comyssaies & Deputez.

Et, a faire & recevoir, en cas dessus dit, la restitution du dit Fort, le dit Roy de France, par li, ne par autre, ne fera, ou souffera estre fait, aucune delivrier ou empelchement; aincois fussira les Gentz, qui ferount ordeinez, par le Roy d'Engleterre, pur recevoir le dit Fort, aler, seurement & peiblement, parmy les Terres & Seigneuries, a recevoir le dit Fort de ceux, qui devront faire la dite restitution.

Et, parmy ces choses, cessera la journee emprise a saint Sauveur a li. jour de Juliet prochain venant, & ne ce tendra de une Partie, ne d'autre.

Et aussi l'Article, contenu en dite Traite de la Trieve, parle le xxvi. jour de May, faisant mention de saint Sauveur, sera tenu & repete pur non parle & pur non escript de tout, sans ce qui au dit Article l'en ait regart en aucune chose.

ITEM, quant a Traite, parle le dit jour, sur le fait de la Paix, accorde est qui les Roys envoieront au dit Lieu de Brugges, le xv. jour de Septembre, prochain venant, parsonnes notables, aiantz pleine pover de eux, & pleinement instruis de leurs entencions, pur proceder & aler avant, sur la Traite de la Paix, par les voies convenables en dite Traite, & par toutes autres voies, justes & resonables, qui bon semblera tant a nous, Messages dessusditz, come as Traiteurs, q'il plaira envoier aux Roys, dont dessus est fait mention.

ITEM, le Capital Monsieur Rogier de Beaufort, & Monsieur Johan de la Roche, son Neveu, seront retenez & elargiz, jusques a quatre Moys, sous bones caucions & seutees, pur aler un chascun d'eux ou il lui plaira & bon lui semblera; pourveu qui, duranz les diz quatre Moys, le dit Capital ne Monsieur Rogier de Beaufort ne pourront entrer en Guienne.

Les quelles Chapitres ou Articles, ovesque les declarations, mutations, & modifications, faitz sur yceulx, & les choses dedens contenues, selonc leur form & teneur, Nous, en nom de dit Monseigneur le Roy & pour lui, aujourduy avons passees, voliez, & otroiez, promifez, & jurez solempnelement, sur les Saintz Evangelles de Dieu, en les mains des dites Messages de nostre Saint Pierre,

Et ycelles volons & otroions, consentons & accordons, jurons & promettons, en bone foie, a tenir, & faire tenir & garder,

Loier, appover, & confermer, par le dit Monsieur & Pierre le Roy, chelerier & accomplir,

Sanz decept, fraude, mal engyn, ou cavillacion aucunes, loialment & veritablement, pur lui, ses Subgiz, Amys, & Alliez, & Bienveillanz dessusditz, sanz faizre, venir, ou souffrir estre fait, aucune chose au contraire, a nostre poair.

En tesmoign. de ce nous avons fait mettre nostre Seal a ces Lettres, avesses les Seaulx des dites Messages, qu'ilz y ont mys a nostre request.

Don. a Brugges le 27. jour de Juyn dessusditz, l'An de grace Mill, troiscent; soixante & quinze.

Et protestons & disons qui,

Come bien qui es Articles, contenanz en nos presentz Lettres & Accordz, les dites Reverenz Pierres l'Archevesque de Ravenne & Evêque du Carpentrai ayent intenz, le Adversaire de nostre dit Seigneur & Pierre le Roy, CHARLES ROY DU FRANCE, & nostre Adversaire de Castille, HENRY ROY DU CASTILLE,

Non est nostre entencion appoverer les dites Titres des dites Adversaires, ne prejudicier, en aucune manere, au Droit qui, nostre dit Seigneur & Pierre, le Roy & nous

ANNO
1375.

ANNO nous avons en dix Roiaumes & chescun ou aucune de
1375. Donn. come dessus.

LXXXI.

30. Nov. Erb-Statutum und Jus Primogenituræ des Hoch-
Gräfl. Hauses Hanau von Herrn Ulrichen zu Hanau
aufgerichtet / und geben ipso Die Andree Apostoli
1375. Nebst Kaysers RUDOLPHI II. Con-
firmation, Erläuterung und Erklärung darüber:
geben Prag den 19. Decembr. 1607. wie auch
Ihro Kayserlichen Majest. FERDINANDI II.
Confirmation, geben Wien den 29. Octobr. 1620.
[Nischen/warum der Gräfl. Hanauischen Vormund-
schaft Witvornmündere sich des Stammhauses Lich-
tenberg versichert &c. in Beilag. sub Lit. B. sub
Append. Diar. Europ. Contin. 19. pag. 15.
LUNG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec.
Cont. II. Abtheil. VI. in Supplement. von
Grafen von Hanau pag. 531. d'ou l'on a tiré ces
Pièces.]

C'est-à-dire,

Statut Hereditaire, établissant le Droit de Primoge-
niture dans la Maison des Comtes de HANAU, fait
par ULRICH DE HANAU le jour de l'Aps-
tre Saint André 1375. Avec la Confirmation,
Elucidation, & Illustration audit Statut par
l'Empereur RODOLPHE II. A Prague le 19.
Decembre 1607. Comme aussi la Confirmation
de l'Empereur FERDINAND II. Donnée à
Vienne le 29. Octobre 1620.

Wir Ferdinand / der Auber / von Gottes Gnaden / er-
wehler Römischer Kays / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Ger-
manien / in Burgund / in Ungarn / Böhmen / Dalmanien / Croa-
tien und Slavonien &c. König / Erb-herzog zu Oester-
reich / Herzog zu Burgund / Brabant / zu Savoyen / zu Kärnten
zu Craan / zu Friburg / zu Niderberg / Ober-und Nier-
der-Schlesien / Herz zu Schwaben / Marggraf des Rhei-
nischen Reichs / zu Burgund / zu Nider- / Ober-und Nier-
der-kaußien &c. Erbkaiser Graf zu Habsburg / zu Tyrol /
zu Pfirz / zu Kyburg und Gorg &c. Land-Gräf in Elß /
Herr auf der Windischen Marz / zu Portenau und zu Salins &c.
bekennen öffentlich mit diesem Brief / und thun kund
allermänniglich / daß uns die Wohlgebohrne / unsere liebe an-
dächtige / Catharina Belgica / Gräfin zu Hanau / gebohrne
Gräfin zu Nassau / weyl Gräff Philips Ludwigens zu Hanau/
hinterlassene Wittib / als vorordnete Vormündere ihrer un-
mündigen Kinder / in glaubwürdigen jedem scheinbaren laffen
einen Confirmation und Bestätigungs-Brief / von weyland
Kays Rudolphem dem andern / unsern geliebten Herrn Vete-
ren und Väteren / loblichster Gedächtnis / Jahres sechzig
hundert Seben / erßberühret ihren verstorbenen Ehe-Wirtch /
über der Grafen zu Hanau uthalte Erb-Statuten gegeben wor-
den / welcher Brief von Wort zu Worten hernach geschrieben
steht / und also lautet:

Wir Rudolph der Auber / von Gottes Gnaden / erwehler
Römischer Kays / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / in Ger-
manien / in Burgund / Böhmen / Dalmanien / Croa-
tien / Slavonien &c. König / Erb-herzog zu Oester-
reich / Herzog zu Burgund / Brabant / zu Savoyen / zu Kärnten / zu Craan /
zu Friburg / zu Niderberg / Ober-und Nier-der-kaußien / Ge-
richts-Gräff zu Habsburg / zu Tyrol / zu Pfirz / zu Kyburg
und zu Gorg &c. Land-Gräff in Elß / Herr auf der Win-
dischen Marz / zu Portenau und zu Salins &c. bekennen öf-
fentlich mit diesem Brief / und thun kund allermänniglich / daß
uns der Wohlgebohrne / unser und des Reichs lieber Ereruer /
Philips Ludwig / Gräff zu Hanau und Herr zu Nienberg /
unser Nach / ein wirtcher / wegen der primogenitur, und Erb-
gebürche-Berechtigkeit / in der Gräffschaft Hanau / ohne tünd-
lichen Anfang hergebrachtes / und darauf für etliche hundert Jah-
ren aufgerichtet / stehen in stetiger unverrückter Obervanz, auch
durch unterschiedliche veranlassig Anspruch / und sonst in mehr
der gewöhnlichen und beträchtigen Statuten in glaubwürdiger
Form führung laffen / welches von Wort zu Wort lautet /
wie hernach geschrieben:

Wir Ulrich Herr zu Hanauwe / bekennen / und Freunde El-
ernehmen Gesein zu Wirtcheyn / dem GdE gnade / unser ehe-
liche Nuss-Frauwe bekennen uns öffentlich mit diesem offen Briefe
vir uns und alle unsre Erben und Nachkommen / daß wir uns

wohlbedachten Beraden / Witbe / mit gesunden Eide / mit ge-
raten Eynen und mit Nade unser Freunde und lieben Ereruen/
einmündigen sin überkommen und gemacht und gesagt han / und
machin und seyn das mit Kraft und Macht dieses Briefs / daß
unser ewigliche nimmte dann ein Herr sin in sal zu Hanauwe
und in der Herrschaft zu Hanauwe / und mit Nöhen so sal Ul-
rich unser Son der yungst an ist der Eldeste und sine lebens-
Erben der Eldeste eyn Herr sin zu Hanauwe / und in der Her-
schaft zu Hanau / nach unserm Dobe / und were es Sade / daß
der von Dobewegen abginge er dann ym die Herrschaft wirtbe/
oder er dann he lides lebens Erbin hette oder gewonne / So sal
darnach der Eldeste unser Son / wer der dann ist / eyn Herr
sin zu Hanauwe / und seyne me / also dicke als das nod gescheit
von eyne zu den andern / also das allwegen ewiglichen nimmte dann
eyn Herr sin in sal zu Hanauwe und in der Herrschaft zu Ha-
nauwe / wann das von unsern Väteren auch also auff uns ist
kommen. Heutso so byden und gerichten wir allen unsern Man-
nen / Burgmannen / Knechten / Bürgern / Schreibern / Bors-
hütern / Porthern / Bechern und wie ir anders ist genant
über die wir han zu gegeben und zu yppen die ymund sin / ober
die hernach kommen / daß ir Ulrich unser Son hütet / sweret
und gelobet / ob es nod gescheit nach unserm Dobe / und seyne
unser Sime me / Er in wirt dann das he von Dobewegen abes-
ginge / ee dan ym die Herrschaft wirtbe / oder er dann he lides le-
bens Erbin hette / oder gewonne / so selbet ir darnach hüten
sweren und geloben eyne unsern Sone / der bander der Eldeste
were / und abir nimmte me also dicke als das nod ist / ane alle Ge-
werbe / und das sal immer ewiglich von eyne zu den andern also
bliben / und stete und feste gehalten werden. Aber es abir
das Ulrich uns Son lides lebens Erbin macht / oder der andern
uns Sime eyne / aus den die Herrschaft also ewigliche als vorgese-
schriben stet / So sulde man abir den Eldesten Sone hüten /
sweren und geloben / und seyne me / also dicke als das nod were/
und also ewiglichen / und zu bliben uff eyne Herr zu Hanauwe
und auff seyne me / in aller der meiste als vorgeschriben stet /
also dicke als das nod ist. Auch welch unser Son / unser Her-
schaft wird beynen nach unserm Dobe / der sal sine andern Br-
uder / wie viel he der hette oder gewonne / ir nischen sime ma-
chen und wol beynen iney hundert Gulden Selts Francien-
ner Rente sin lide Tage vor Erbe Teil zu nemen und be-
stemp sal he von der Herrschaft und von dem Erbe der Herrschaf-
te sin gescheyden / und welcher von Dobewegen abget / das Ge-
lange friste / des zweyhundert Gulden Selts solle wieder uff
den gefallen der die Herrschaft dann best / also dicke als des
nod gescheit / auch welcher ein gesillig Forst wurde / oder du-
sint Gulden Selts Pfaffenich Selts gemonne / des zweyhun-
dert Gulde Selts sollen ym lebig werten sin / der dann ein Her-
re ist zu Hanauwe / und diesel sal immer ewigliche von eyne zu
den andern also gehalten werden / also dicke als es nod gescheit.
Auch soll der oder die / der oder der der zweyhundert Gulden
Selts gemonne werden / sinen / geben und wol verynnen /
dyse vorgenannte Artikel und Statute stete und feste zu ha-
len und iryt ba wieder zu unde an eyne Dyse / also dicke
als des nod gescheit / one alle Gewerbe und Angelt. Wir
es auch Sade / daß wir Ulrich Herr zu Hanauwe vorgenant
oder wer die Herrschaft zu Hanauwe nach unserm Dobe inne-
hat / Dochter hette oder gewonne / eine oder me / wirtbe he dye
in die Rente beraden / dyr sal he uprichten mit gerepen Gelde
oder mit Pfand-Gude / als dye Herrschaft dann vermagt vum
Erbeheil zu nemen / und das sal auch immer ewiglich also ge-
halten werden / ane alles Gewerbe. Des zu Urkunde und zu er-
ne ewigen stetigen Denckzeil / so han wir Ulrich Herr zu
Hanauwe und Freunde dye vorgenante Elk alle dyse vorgeschriben
Artikel und Artikel mit guten Treuen an Erb stat gelobet
vir uns und alle unsre Erbin und Nachkommen stete und feste
zu halten immer ewigliche / und han des unsre beyder Insegle
zu Zeugnyß vor uns und alle unsre Erben und Nachkommen
don hongnim / und han darzu gegeben dye Erfame vester Eide
Herr Johanne von Belersheim Commether zue Rudinckeyn/
Herr Gotfrid von Stogheim den Eldesten / Herr Friderich von
Rudinckeyn Kitter unser lobn Geruuen / daß sie ir Insegle
durch unser Dobe wilsen / zu merem Zeugnyß / by uns In-
ges an dyen Brief han gegeben / und wir Johann von Bel-
ersheim / Gotfrid von Stogheim und Friderich von Ru-
dinckeyn die vor genant / bekennen / daß wir uns Inges durch
Dobe mit unsern gnadigen Herrn und unser gnadigen Frau-
wen der vorgenant / by ir Inges an dyen Brief han ge-
ganz. Datum Anno Domini Millesimo trecentesimo septua-
gesimo quinto ipso die Andree Apostoli.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

Und uns darauf geschonst angereffen und gegeben / weil beß-
wegen sich obaligst wirtchen Inne und freies danach noch
unwidergigen Vindes / des Wohlgebohrnen unsers und des
Reichs lieben Ereruen Albrechten / Grafen zu Hanau und
Herrn zu Nienberg Vormündern / Ernt- und Irungen
erzeugt / auch verglichen uns künstigen zu unfriedliebenden Leuten
erweckt werden mochte / wir geruhen zu Verpachtung besten und
Erhaltung dieser Gräffschaft uthalten loblichen Herbergens /
nicht allein angeregtes Statutum, als regierender Römischer
Kays / zu confirmiren und zu bestatigen / sondern auch die
denselben / von Unterhaltung und alimentation der Wohlgebohr-
nen / einverleibte Clausal, als dem Majorat ohne das gemäß /
auch weil beytügen künstigen und Jaten den Nachkommen eine
gewisse

ANNO
1375.

[illegible]

Und uns darauf obgenannte verwittwete Gräfin von Hanau demnächst anerkennen und gebeten, daß wir, als ihre regierende Künftiger Ämpter, derselben folgenden Brief gnädiglich confirmiren und befehlen wollen, insonnen jüngst hievor wegen unsern geliebten Herr Peter und Vater / Käyser Mathias/ Gräfinnlicher Gedächtnis/ gleicher gehalten haben. Des haben wir angesehen, so als der Gräfinn heimliche Pitt, und darumb mit wohlbedachten Muth, guten Rath, und rechter Bescheiden/ derselben Catharina Belgica, Gräfin zu Hanau/ obberubten Brief gnädiglich erletzt/ confirmirt und befehlet. Ernewern/ confirmiren und befehlen hiemit und hienit widerföndlich in Krafft des Briefs/ das wir der von Renss und Willigst wegen darmit confirmiren und befehlen sollen. Und wir haben auch demselben Gräfinn befohlen, daß sie diesen Brief in allen Räten, Pöden / Arctulen, Meynung, Inhalt- und Begreiffung/ ganz treulich und inändig fromt/ frei/ unverbrüchlich gehalten und volligen werden, und die gedachte Gräfin von Hanau / bei solchen Freyheiten ruhiglich bleiben/ sich deren gebrauchten und gemessen soll und möge, von allem Ansehung/ unverbündet. Und gebieten darauf allen und ieden Churfürsten/ Fürsten/ Erbtürken und Welschen/ Präla-

Bulle de l'Empereur CHARLES IV. pour le 1376.
Droit & la Succession des Electeurs de SAXE. 10. Juin.
O 3 Don-

ANNO
1376.L'EMPERE
ET Saxe.Donné à Francfort, le 10. de Juin. 1376.
[GOLDAST, Tom. I. pag. 372.]In Nomine sanctæ & individuæ Trinitatis feliciter,
Amen.

CAROLUS Quartus divina favente clementia Romanorum Imperator, semper Augustus & Bohemie Rex, ad perpetuam rei memoriam. Quamvis sublimitas Cæsareæ Dignitatis, in quam Conditor Orbis Nos sue pietatis clementia feliciter collocavit, jugiter mentem nostram sollicitet, ut cura pervigili, & laborum studiis accuratis, nostrorum & Imperii sacri fidelium amputemur incommoda, eisque desiderata Pacis amonitatem salubriter procuremus: ferventiori tamen affectu cor nostrum accenditur penes ea, quæ sacri decus Imperii, & Illustris ipsius Principes Electores, quadam singularitate concernunt; eos præcipue, quos generis Nobilitas, multiplicitas virtutum insignia, & præclara fidei devotio, laudabilius recommendant.

1. Sane sicut alias à Principibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Proceribus, ac multis aliis nostris & Imperii sacri fidelibus, informationem certissimam, ac luce testimonio clariora accepit Cæsareæ Celsitudo, qualiter felicis memorie, Illustris Albertus, quondam Saxonie Dux, avus Illustris Wenceslai, moderni Ducis Saxonie, Sacri Romani Imperii Archimareschalli, Principis Electoris, necnon Lunaburgensis Ducis, avunculi nostri charissimi, velut Archimareschallus ejusdem Imperii, & verus Princeps Elector, voluntate, consensu, & votis aliorum suorum Coelectorum Principum unanimiter accedentibus, clara memorie serenissimos quondam Rudolphum, Adolphum, & Albertum, ejusdem Rudolphi Filium, Ducem Austriæ, Romanos Reges, Prædecessores nostros, quadam consequentia ordinata, ritè & rationabiliter, juxta debitam Sacri Romani Imperii observantiam, in Romanos Reges elegit, ac Imperatoriam Celsitudinem promovendos; & post obitum ipsius Alberti, Romanorum Regis, dum aliquandiu nonnullis erroribus Sacrum Imperium fluctuaret, recolende memorie Rudolphus, quondam Saxonie Dux, dicti Ducis Alberti Filius, & moderni Wenceslai, Saxonie & Lunaburgensis Ducis, Pater, celebris recordationis Serenissimum Principem Henricum, avum nostrum dilectum, cum suis Coelectoribus, in Romanorum Regem dignoscitur elegerit: qui etiam avus noster post electionem, eandem adeptus fuit feliciter Cæsaream Dignitatem. Cumque manifestissimum existat, & longè, latè per Orbem Terrarum lucidissime divulgatum, nec unquam possit in dubium revocari, quomodo etiam dictus Rudolphus quondam Saxonie Dux, moderni Wenceslai, Ducis Saxonie & Lunaburgensis, Pater, felicibus nostris temporibus, cum ceteris suis Coelectoribus Sacri Imperii nos in Romanorum Regem elegit solenniter: prout etiam post eandem Electionem, auspice Deo, in Romanorum Imperatorem sumus promoti, ac feliciter coronati; quemadmodum hæc omnia & singula, Principum, & fide dignorum multorum sunt testimonis fidelibus approbata. Ejusdem Wenceslai, moderni Saxonie Ducis, Sacri Imperii Archimareschalli, & Principis Electoris, necnon Lunaburgensis Ducis, tam claro, tanque manifesto, & notorio jure considerato; inspecto nihilominus & diligentius pensato, qualiter idem Wenceslaus modernus, tanquam Dux Saxonie, Sacri Imperii Archimareschallus, & Princeps Elector, cum aliis Principibus & Coelectoribus suis, & ipsi cum eo Serenissimum Principem, Dominum Wenceslaum, Regem Bohemie Primogenitum nostrum charissimum, in Romanorum Regem unanimiter & concorditer, in Ecclesia collegiata Sancti Bartholomæi Francensford. Moguntinen. Diececesos, nullo penitus reclamante, Spiritus Sancti gratia invocata, hodie elegerunt.

2. Quodque præfati, Albertus avus, & Rudolphus Pater, dicti Wenceslai, quondam Saxonie Duces, diuturna temporum præscriptione inconcussa habuerunt, & possederunt legitime, prout etiam ipse Wenceslaus in præsentiarum ad instar illorum, ex successione paterna & hereditaria, dignoscitur iusto titulo possidere jus, vocem, dignitatem, & potestatem eligendi Rom. Regem in Imperatorem promovendum, sano tam Ecclesiasticorum, quam Secularium Principum Sancti Imperii Electorum (a) consensu, & consilio accedente, non improvide, neque per errorem, sed animo deliberato, aliorum etiam plurimorum Ecclesiasticorum, & Secularium Principum, Baronum, Nobilium, & Procerum nostrorum, & Imperii Sacri fidelium, maturo communicato consilio, cupientes, autore (b) Domino, futuris obviare periculis, & materiam omnium suc-

(a) al.
concessio.(b) al.
Deo.

cidere dubiorum, de certa nostra scientia, & plenitudine potestatis Cæsareæ, in his scriptis pronunciamus, decernimus, statuimus, declaramus, & etiam hoc Imperiali perpetuo valituro sancimus Editio, quod jus, vox, dignitas, & potestas eligendi Romanorum Regem in Imperatorem promovendum, eidem Wenceslao, moderno Duci Saxonie, tanquam Imperii Sacri Archimareschallo, ac Principi Electori, Hæredibus, & Successoribus suis legitimis, Laicis duntaxat, ab eo descendentibus, quoties casus hujusmodi electionis emergerit, in perpetuum debeat competere, sicut & ritè sibi tanquam Duci Saxonie, ac Imperii Archimareschallo, competere manifestè, ac ipse velut Saxonie Dux, Sacri Romani Imperii Archimareschallus, verus & legitimus Princeps Elector, & post obitum ejus, Hæredes & Successores sui legitimi, modo & forma submissis, Ducatum, Principatum & Comitatum Palatinum Saxonie, ac Archimareschalliam Imperii sacri, cum omnibus & singulis eorum Terris, Dominis, proprietatibus, (c) Valastagiis, Libertatibus, Honoribus, & pertinentiis, in quibuscunque rebus consistant, & quibuscunque specialibus possint vocabulis designari, necnon jus, vocem, dignitatem, & potestatem eligendi Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, sine impedimento quolibet debeat obtinere.

3. Et ne inter Hæredes & Successores ipsius, eo defuncto, super jure hujusmodi, futuris temporibus dubitationum, questionum, seu litium quavis materia oriatur, decernimus, statuimus, & præfati Imperiali sancimus Editio, in perpetuum valituro, quod post dicti Wenceslai Saxonie moderni, & Lunaburgensis Ducis obitum, primogenitus ejus Filius; & post primogeniti obitum, ejusdem primogeniti senior Filius ex ordine gentituræ, & sic deinceps à seniore Filio descendentes, ex ordine gentituræ semper senior: Si verò primogenitus Ducis Wenceslai præfati decesserit, masculini sexus, Laicis duntaxat, legitimis Hæredibus non relictiis, ex tunc secundogenitus Filius Wenceslai Ducis prædicti, & post obitum ejus, secundogeniti Filius senior, Laicis; & si secundogenitus sine Hæredibus legitimis, masculini sexus, Laicis, decesserit, tertio-genitus dicti Wenceslai, & senior ejus Filius Laicus, post mortem ipsius, & deinceps per talem modum, directà linea gentituræ descendentes ab eo, Laici duntaxat, jus, vocem, dignitatem, & potestatem eligendi Romanorum Regem, promovendum in Imperatorem, & Officium Archimareschallie, cum omnibus & singulis suis Dominis, Honoribus, Juribus, Privilegiis, Dignitatibus, & pertinentiis, perpetuis temporibus, obtinebunt, per Successionem hereditariam & paternalem, ut præmittitur, ex ordine gentituræ.

4. Si verò præfatus Wenceslaus, modernum Saxonie, & Lunaburgensem Ducem, sine legitimis, masculini sexus Hæredibus, Laicis, de lumbis ejus directà linea gentituræ descendentes, mori contingeret, ex tunc Principatus, & Comitatus Palatini Saxonie, necnon Archimareschallia Sacri Imperii, ac jus, vox, dignitas, & potestas eligendi Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, ad Illustris Albertum, Filium Ottonis, quondam Ducis Saxonie, Ducem Saxonie & Lunaburgensem modernum, Patrum dicti Wenceslai, Ducis Saxonie & Lunaburgensem, & ad legitimos ejus Hæredes, masculini sexus, Laicos duntaxat; ita videlicet, quod post ejusdem Alberti obitum, primogenitus ejus Filius, & post primogeniti ejus obitum, ejusdem primogeniti senior Filius, ex ordine gentituræ, & sic deinceps à seniore Filio descendentes, ex ordine gentituræ, semper senior: Si verò primogenitus Ducis Alberti præfati decesserit, masculini sexus, Laicis duntaxat, Hæredibus non relictiis, ex tunc secundogenitus Filius Alberti Ducis prædicti, & post obitum ejus, secundogeniti Filius senior, Laicus: Et si secundogenitus sine Hæredibus legitimis, masculini sexus, Laicis, decesserit, tertio-genitus dicti Alberti, & senior ejus Filius Laicus, post mortem ipsius, & deinceps per talem modum directà linea gentituræ, descendentes ab eo, Laici duntaxat, jus, vocem, dignitatem, & potestatem eligendi Romanorum Regem, promovendum in Imperatorem, & Officium Archimareschallie, cum omnibus & singulis suis Dominis, Honoribus, Juribus, Privilegiis, Dignitatibus, & pertinentiis, perpetuis temporibus obtinebunt per Successionem hereditariam & paternalem, ut præmittitur, ex ordine gentituræ.

5. Quibus omnibus non exstantibus, ad proximorem Hæredem, secundum lineam paternalem, duntaxat Laicum, seniores Ducem Saxonie, pro tempore, ac ejus Hæredes secundum modum superius expressatum, in perpetuum legitime devolvuntur.

6. Et talis successio & devolutio, ne in his committantur errores, futuris temporibus, debet, ut præmittitur,

ANNO
1376.(c) al. Vm.
salutis.

NO titur, in omnibus & singulis præscriptis, sine innova-
76. tione, perpetuo observari inviolabiliter; taliter videli-
cet, quod si aliquem ex eis, modo præmissis, ab hac
luce migrare contingeret, qui masculini sexus Hæredes
legitimos, Laicos, post se relinqueret, debita patien-
tiam defectum ætatis, ex tunc senior Frater, Nepos, aut
Confanguineus proximior, in linea genitura, si (a) Fra-
ter non extiterit, ejusdem defuncti, Laicus duntaxat,
didi pupilli & juvenis, ad quem præscripta devolven-
tur, de jure Tutor esse debeat, & Curator, tam diu, do-
nec debitam pertingat ætatem. Cui etiam juveni, quam
cito ætatem debitam pertingenti, vocem, jus, dignita-
tem, & potestatem, præscripta devolventur, de jure
Tutor esse debeat, & Curator, tam diu, donec debitam
pertingat ætatem. Cui etiam juveni, quam cito ætatem
debitam pertingenti, vocem, jus, dignitatem, & po-
testatem, prædictæ Electionis, ac omnia & singula ab
ipsis dependentia, idem Tutor sine difficultate, & reni-
tencia qualibet tenebitur, & debet propterea assignare.
Ætatem autem debitam, in hoc casu, eligendi videlicet
Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum,
decem & octo annorum censeri volumus, & haberi. In
Principibus autem, Ducibus, & Dominis aliis tem-
poralibus gubernandis, ætatem observandam decerni-
mus, prout à Divis Romanis Imperatoribus, & Regi-
bus, nostris Prædecessoribus, esse sanctum.

8. Porro ne super jure, voce, dignitate, & potestate
Electionis hujusmodi, nec non Ducatu, Principatu, &
Officio Archimarchialis prædictis, ullo unquam tem-
pore contingat scandala fuscitari, vel attentari valeant
novitates, de Imperatoris plenitudine potestatis, & de
certa nostra scientia, omnia & singula præmissa, prout
in suis clausulis, membris, articulis, atque punctis su-
perius designantur, autorisamus, approbamus, ratifi-
camus, & tenore præcedentium, de certa nostra scientia
confirmamus. Insuper Wenceslao, & Alberto, mo-
dernis Ducibus Saxonie & Lunaburgensium prædictis,
nec non eorum Hæredibus, & legitimis Successoribus,
quemadmodum prius donavimus, sic hujusmodi dona-
tionem iterum innovantes, damus, concedimus, con-
ferimus, & donamus auctoritate Imperiali prædicta,
Ducatum & Principatum Lunaburgensem, cujus, au-
thore Deo, possessionem jam obtinent, cum omnibus
& singulis eorum Terris, Civitatibus, Caltris, Oppi-
dis, Fortalitiis, Dominis, Proprietatibus, (b) Vasa-
lariis, Juribus, Jurisdictionibus, Uibus, Utilitatibus,
Fructibus, Redibus, Proventibus, Emolumentis, Li-
bertatibus, Usufructibus, Attinentiis, Appendiciis, &
Pertinentiis universis, in quibuscunque consistant, qui-
busve possint specialibus, & expressis vocabulis designa-
ri, nihil proflus exeluso, prout Ducatus, & Principa-
tus Lunaburgensium, prædicti in suis terminis, finibus, li-
mitibus, & granitis circumferentialiter antiquitus sit
distinctus, non obstantibus Legibus, Juribus commu-
nibus, municipalibus, & privatis Consuetudinibus, Privi-
legiis, vel Statutis quibuscunque, in contrarium editis, &
servatis, etiam si forent talia, de quibus specialis & ex-
pressa præcedentibus esset mentio faciendi, quibus omni-
bus & singulis, in quantum præmissis, aut alicui eorum
posset quolibet obviare, de dictæ plenitudine Impera-
toris potestatis penitus & omnimodò derogamus, sup-
plentes de præfata Imperatoris plenitudine potestatis
omnem defectum, si quis in præmissis, aut eorum ali-
quo, ex verborum defectu, sententiarum obscuritate,
solemnitatum omissione, seu alio quovis modo nunc &
inante reperiretur admittimus.

9. Nulli ergo penitus hominum liceat, hanc nostræ
Profundationis, Decreti, Statuti, Declarationis, Sanc-
tionis, Authorisationis, Approbationis, Ratificationis,
& Confirmationis paginam infringere, aut ei ausu re-
merario quolibet contraire, sub poena mille marcarum
auri purissimi, quas ab eo, qui contrafecerit, toties,
quoties fuerit contrafactum, irremissibiliter exigi vo-
lumus, & eorum medietatem Imperialis nostræ Cam-
eræ fisco, residuum vero partem injuriarum passorum usibus
applicari.

Sigilli Serenissimi Principis & Domini, Domini
CAROLI QUARTI, Romani Imperatoris, &
gloriosissimi Bohemie Regis.

Testes hujus rei sunt

Venera-
biles Ludovicus Archiepiscopus
Moguntinensis, Sacri Im-
perii per Germaniam,
Fridericus Colonien-
sis Archiepiscopus, Sacri Imperii
per Italiam, Cuno Treverensis Archiepiscopus,
Sacri Imperii per Gal-
liam & Regnum Arelatense,

Illus-
tres Ruperts Senior, Comes Pala-
tinus Rheni, Sacri Imperii Ar-
chidapifer, Dux Bavarie,
Sigismundus Marchio Brande-
burgensis, Sacri Imperii Archi-
camerarius,
Joannes Archiepiscopus Pragensis, Apostoll-
ice Sedis Legatus.
Venera-
biles Theodorus Metensis, & Ec-
clesiarum
chardus Wormatiensis,
Eberhardus de Wirten-
berg,
Theodoricus de Catzen-
elnbogen, & Henricus
de Sponheim,
Spectabiles Petrus de Wartenberg, dictus de Cost, Im-
Nobiles perialis Curie nostre Magister.
Thimo de Colditz, Camera nostre Magister.
Et alii quam plures nostri & Imperii Sacri Principes,
Nobiles & fideles. Pronunciatum sub Bulla aurea, ti-
pario nostre Majestatis impressa, testimonio Literarum.
Datum Franckenford: (r) super Mogano, anno Do-
mini millesimo trecentesimo septuagesimo sexto, In-
dictione quarta decima, quarto Idus Junii: Regno-
rum nostrorum anno tricesimo, Imperii vero viciesimo
secundo.

Et nos Ludovicus Dei gratia Moguntinensis Eccle-
siæ Archiepiscopus, Sacri Romani Imperii per Germa-
niam Archicancellarius, recognovimus.

LXXXIV.

Capitula Pacis inter Summum Pontificem GRE-
GORIUM XI. pro se, & nomine JOHANNÆ
Sicilie Regine, nec non Principum AMADEI
Comitis Sabaudie, SCANDOTI Marchionis
Montisferrati, NICOLAI & ALBERTI
Marchionum Estensium, & omnium Adherentium
ab una, & GALEATIUM Vicarium Imperialem
pro se, atque ejus genito Comite VIRTUTUM,
nec non AZONE dicti Comitis Filio, & Fran-
corum Regis Nepote, ac pro omnibus eorumdem
Colligatis parte ab altera, conclusa. Adum in
Territorio Oliveti Vallis Salmorie Diocesis Bo-
noniensis anno 1376. Indictione 14. die 19. Julii.
[Pièce authentique, tirée des Archives Royales
du Château de Milan, Registre V. V.]

AD laudem, & gloriam illius summi Boni, à quo
omne datum optimum, & omne donum perfectum,
cujusve immensa clementia fors aspera manifes-
cit, Populorum cessat afflictio, sit poena solatium, dul-
cis labor, odium vertitur in amorem, & malorum re-
rum eventus placide terminatur. Quoniam procurante
malivolo prævaricationis auctore, Christianæque con-
versationis emulo infelici, qui tranquillitati hominum,
ac vite pacificæ Bellorum furiosis tumultibus, ut ani-
mas illaqueet, & demergat jugi versucia adversatur.
Multo tempore jam exactio in partibus Lombardie in-
ter partes nominatas interitus, letalis discordia agebatur,
qua ne dum innumeralis Populi vehementi strage exi-
tuit causata perniciēs, rerumque atrox depopulatio, &
Castro-
rum, verum etiam, quod est scelerius, multimo-
da periclitatio animarum. Idcirco Pax inextinguibilis
virtutis principium, spes, & summa laborum, Belli Par-
tium jam sedati calorum stabilitas, terrestrium bono-
rum ageries, & hic hæreditas sola Christi, nique laudes
ipsius brevibus prosequantur sermonibus, Pax summum
bonum in Terris, sine qua nil stabile, nil utile, vel jo-
cundum, tanti discriminis in remedium, favente Altis-
simo, est adepta, ut fletus mueretur in risum, dolor in
gaudium, necessitati copia, & quies tot, & tantis sudo-
ribus suffragetur, & ut mentes, quæ importabilibus
fessæ laboribus defecerunt, pie, & devotis operibus ad
Dominum revertantur. Invocato itaque Sanctæ, Indi-
viduæque Trinitatis auxilio Patris, & Filii, & Spiritus
Sancti, ac Beatissime Virginis Matris Mariæ, Sancto-
rumque Apostolorum Petri & Pauli, & Johannis
Baptiste, nec non solemmnissimi Doctoris Sancti Am-
broxii, omniumque Sanctorum, sine quibus nullum ritè
fundari exordium repertum est, ad reverentiam ulter-
rius, & honorem Sanctissimi, & Beatissimi Patris Do-
mini Gregorii undecimi Sacrosanctæ Romanæ, & uni-
versalis Ecclesiæ dignissimi summi Pontificis, sacræque
Collegii Reverendissimorum Cardinalium, atque ad
prospe-

ANNO
1376.

prosperum, & tranquillum statum Magnifici, & Excelli Domini Domini Galeaz Vicecomitis Mediolani &c. Imperialis Vicarii Generalis, & Illustri Natii ipsius Dominum, Comitum Virtutum, & Domini Azonis Filii dicti Domini Comitis Virtutum, Nepotis Serenissimi Principis Regis Francorum, & ad solamen, & requiem Subditorum Partium superscriptarum. Universis, & singulis inspecturis hoc publicum Instrumentum liquidò innotescat, quod Reverendissimus in Christo Pater, & Dominus Dominus Robertus Basilicæ duodecim Apostolorum, digna Dei providentia Præbyter Cardinalis, in nonnullis partibus Italiae pro Sancta Romana Ecclesiæ Apostolicæ Sedis Legatus, ac Vicarius Generalis, ut constat Literis Papalibus vera bulla plumbea munitis, quarum tenor inferius annotatur, nomine, & vice præfati Sanctissimi Domini nostri Domini Gregorii Papæ undecimi, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, atque suo, nec non nomine, & vice Serenissima Domine Johanne Jerusalem, & Sicilia Regine, Illustrissime Principum Dominorum Amadæi Comitis Sabaudie, Scandoti Marchionis Montisferrati, Nicolai, & Alberti Marchionum Estensium, ac Colligatorem, Sequacium, Adherentium, Officialium, Gentium, & Subditorum omnium, & singulorum dicti Domini nostri Papæ, & aliorum quorumcumque Locorum ad ipsum Sanctissimum Dominum nostrum, Romanam Ecclesiæ, & Colligatos prædictos mediât, vel immediatè spectantibus, & pertinentibus quoquo modo, & quæ vice, & nomine dicti Domini nostri Papæ, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, ac dictorum Dominorum Colligatorem, Adherentium, & Sequacium, Castellatorum, Officialium, Familiarium, Subditorum, & Stipendiatorum eorumdem etiam divinum regantur, & gubernantur nomine Domini Papæ, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, in quibus præfatus Sanctissimus Dominus noster Papæ, seu prænominati Colligati, Adherentes, & Sequaces ipsorum, tam conjunctim, quam divisim, habent aliquam superioritatem præherentiam, vel custodiam ex parte una. Et Egregius, & Sapiens Vir Dominus Pinoris de Pinoris, Legum Doctor, natus quondam Domini Bonifacii de Regio, Procurator, & Procuratorio nomine Magnifici, & Excelli Domini Domini Galeaz Vicecomitis Mediolani, Papæ, Comarum, Placentiæ, Alexandriæ, Terdonæ, Novariæ, Vercellarum, ac Bobii &c. Imperialis Vicarii Generalis, ac Illustris Principis Domini Galeaz Vicecomitis, Virtutum Comitum, Gentis sui, de quibus quidem Procura, & mandato constat publico Instrumento tradito, & rogato per Pasquinum de Capellis Notarium Filium Domini Baldesarii, cuius tenor inferius est descriptus; & Egregius, & laudandæ scientiæ Vir, Dominus Philippus de Caxolis de Regio, famosus Legum Doctor, & prudens Vir Pasquinus de Capellis Cancellarius, Ambaxiatores præfatorum Dominorum, nomine, & vice ipsorum Magnifici Domini Galeaz, & Illustri Domini Gentis sui Domini Comitis Virtutum, & Domini Azonis Filii dicti Domini Comitis, Nepotisque Serenissimi Domini Regis Francorum, Filiorumque, Hæredum, & Successorum eorumdem per rectam lineam ex eorum corporibus procreandorum, & descendendum, & insuper nomine, & vice omnium, & singulorum Colligatorem, Adherentium, Sequacium, Castellatorum, Reclorum, Officialium, Familiarium, Subditorum, Stipendiatorum, ac singularium personarum præfatorum Dominorum Galeaz, & Comitum Virtutum, & pro Civitatibus, Castro, Terris, Burgis, Villis, & aliis quibuscumque Locis mediât, vel immediatè spectantibus, & pertinentibus quoquo modo, & quæ vice, & nomine dictorum Dominorum Galeaz & Comitum Virtutum, vel ipsorum alterius, seu Colligatorem, Adherentium, & Sequacium ipsorum regantur, vel gubernantur, mediât vel immediatè, & in quibus ipsi, seu ipsorum aliqui, habent superioritatem, præherentiam, vel custodiam qualemcumque ex parte alterâ; spontè, deliberatè, purè, benivolè, ac ex certâ scientiâ, omnibus viâ, modo, & jure, & formâ, quibus melius poterunt, & possunt, fecerunt & faciunt, inierunt & iniunt, contraxerunt & contrahunt, ad invicem & vicissim, puram, veram, liberam, stabilem, & solemnem, & irrevocabilem Concordiam, atque Pacem, favente Altissimo, duraturam perpetuè inter prædictos, eorumque Successores, de omni guerrâ, discordiâ, offensione, læsione, & perturbatione vigentibus, seu quæ vigerint, & ortæ, agitata, ventilata, seu illata fuerint inter Partes prædictas hinc retro usque ad præsentem diem, vel inter aliquem prædictorum, & ipsorum, & cujuslibet eorum Colligatos, Adherentes, Subditos, & Sequaces, vel aliquas quascumque Gentes, & Personas Partium prædictarum, quæ in prædictis, vel aliquo prædictorum se intrinse-

rint, vel innisuerint usque in diem præsentem quacumque occasione, vel causa, sub modis tamen, formis, Conventionibus, Pactis, & Capitulis infrascriptis.

In primis namque dicti contrahentes, dictis nominibus, fecerunt, & faciunt sibi invicem, & vicissim remissionem, liberationem, quietationem, renuntiationem, & solemnem finem, & refutationem de omnibus, & singulis guerris, odiis, rancoribus, inimicitis, dissensionibus, depopulationibus, injuriis, homicidiis, incendiis, robariis, dampnis, rapinis, pœnis, interesse, expensis, & offensis, & quibuscumque læsionibus, & nocementis quommodocumque, & qualitercumque inter dictas Partes, seu alteram ex ipsis, seu Colligatos, & Adherentes, Complices, Sequaces, Subditos, Cives, Homines, Districuales, vel alias quascumque Gentes Partium prædictarum, vel alterius eorum, communitur, vel divisim, hinc retro datis, factis, committis, perpetratis, illatis, vel qualitercumque obvenientibus, vel occurrentis, ita quod ex nunc remissa, sopita, extincta, illata generaliter, vel specialiter ipso jure, & facto sint, & esse intelligantur inter Partes prædictas, eorumque, & cujuslibet eorum Colligatos, Adherentes, Sequaces, Complices, & Subditos prædictos omnia odia, omnes injurias, extorsiones, & dampna quæcumque, ac omnes pœnæ conventionales, seu legales, homicidia, crimina, & delicta etiam magna, vel maxima facta, data, illata, vel occurrentia, vel qualitercumque, vel quomodocumque obvenientia dicti, verbo, vel scripto, seu quæ evenierint in Guerrâ prædictâ, & ejus occasione per unam Partem alteri, vel alteram alteri, vel per ipsarum Partium Complices, Adherentes, & Sequaces, Homines, Subditos, vel Stipendiatos, vel alias ejusquocumque generis firmi persona, usque in præsentem diem, salvis tamen, ac firmis remanentibus infrascriptis Capitulis, & omnibus, & singulis contentis in eis, & quolibet eorum.

Item præfatus Dominus Cardinalis, Legatus, & Vicarius, considerata bonâ voluntate, & firmâ constanti dictorum Dominorum Galeaz, & Natii sui Comitum Virtutum, quam per experientiam monstraverunt circa observationem Treguarum, nec non ad honorem, & contemplationem Serenissimi Principis Regis Francorum, qui pro hac Pace, tam per Literas, quam solemnes Ambaxiatas Domino nostro summo Pontifici sæpius supplicat, contentatur, promittit, & vult tradere, seu restituere, & assignare, seu tradi, restitui, & assignari facere prædicto Domino Azoni, Filio ejusdem Domini Comitis Nepoti ipsius Serenissimi Regis Francorum, & ejus Hæredibus, & Successoribus, infra duos menses à die publicata Pacis, omnibus illas, & singulas Terras occupatas in præfenti Guerrâ eidem Domino Galeaz, & Domino Comiti Virtutum, seu Adherentibus, Colligatis, vel Sequacibus, seu Subditis eorumdem, & quæ tempore inchoatæ præfentis Guerræ per ipsum Dominum Galeaz, vel ipsum Dominum Comitem Virtutum, seu per alium eorum nomine, sive per Adherentes, Colligatos, Subditos, & Sequaces tenebantur, regerantur, & gubernantur in Diocesi Placentina, & præfenti Terdonenfi, Alexandrina, Novariensi, vel in Diocesi Vercellorum, & alibi ubicumque, quæ præfatus Dominus noster Papa duntaxat tenet, seu quæ ejus nomine, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ tantummodò tenentur, & gubernantur, ut præfatur. Exceptis tamen Terris cum earum exitibus, Districibus, & Territoriis Bugellæ, & Sanctæ Agathæ, pro parte videlicet dictæ Terræ Sanctæ Agathæ cum suis pertinentiis, quæ reperiuntur per ipsum Dominum Cardinalem, Legatum, & Vicarium, esse Ecclesiæ, & Domini Episcopi Vercellensis, seu alterius Ecclesiæ, & ad ipsas spectare; & exceptis aliis Terris, si quæ essent, quæ spectarent ad aliquas Ecclesias, de quibus cognoscere habeat dictus Dominus Cardinalis, & disponere prout sibi videbitur summarè, & de plano, & sine lite, remotis exceptionibus quibuscumque; salvo, & hoc specialiter dicto, quod ipse Dominus Cardinalis debeat, & teneatur, publicata Pace, infra tres menses computandos à die dictæ Proclamationis, accipere in se liberè, & expeditè Civitatem Vercellarem cum Cittadella, & Castro, & cum omnibus aliis Terris Diocesis Vercellarum occupatis in præfenti Guerrâ præfato Domino Galeaz, seu Domino Comiti Virtutum, vel eorum Adherentibus, Colligatis, Subditis, & Sequacibus, quæ nunc tenentur, & gubernantur nomine præfati Sanctissimi Domini nostri, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ; quas quidem Civitatem, Cittadellam, & Castrum, & alias Terras prædictas non spectantes ad aliquas Ecclesias, de quibus ipse Dominus Cardinalis cognoscet ut supra, teneatur, & debeat præfatus Dominus Cardinalis, cum per se ipsum occupatum ad majora, eandem regere non possit, infra

ANNO
1376.

ANNO
1376.ANNO
1376.

infra alios duos menses immediatè, & proximè securos ponere in manibus alicujus prohi, & valentis viri non suspecti Partibus superscriptis, qui dictas Civitatem, Citadelam, & Castrum, & Terras bene, & diligenter custodire debeat nomine, & vice præfati Sanctissimi Domini nostri, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ usque ad annum unum incipit post tres menses à die publicationis præsentis Pacis numerandos, & qui Gubernator, seu Rector Civitatem, Citadelam, & Castrum Vercellarem, & Terras prædictas, elapso dicto anno, in continentem teneatur, & debeat tradere, seu restituere superscripto Domino Azoni nato dicti Domini Comitis Virtutum, Nepotice præfati Serenissimi Principum Regis Franchorum, & Hæredibus, & Successoribus suis, exceptis tamen Terris superscriptis spectantibus Ecclesiæ uti suprà, & qui Dominus Rector, seu Gubernator teneatur, & debeat jurare super fide sui corporis hoc inviolabiliter observare; & in casu quo Episcopus Vercellensis, sive Capitulum Vercellense, aut alius nomine Episcopi, ac Capituli prædictorum dicentium Civitatem prædictam spectare ad Ecclesiam Vercellensem, quò ad Dominium temporale, teneantur, & debeant infra ipsum annum de jure suo docere eorum dicto Domino Cardinali, vel deputando, & deputandis ab eo tali tempore, quod infra dictum annum possit pronunciari, possitque ipse Dominus Cardinalis, vel deputandus, & deputandi ab eo in hujusmodi causa procedere summarie, & de plano, sine strepitu, & figurâ iudicii, solâ rei veritate inspectâ, juris ordine servato, & non servato, prout sibi videbitur expedire, & ubi per eventum causa reperit fuerit, & pronunciatum per ipsum Dominum Cardinalem, vel deputandum, aut deputandos ab eo, dictam Civitatem ad Episcopum, & Capitulum Vercellarem, conjunctim vel divisim, in temporalibus pertinere debere, ipse Dominus Cardinalis teneatur, & debeat operari cum effecta, quod Dominus noster Papa dignetur dare licentiam Episcopo Vercellensi, & Capitulo, conjunctim vel divisim, infundandi dictam Civitatem quò ad temporalia prædicto Domino Azoni nato Domini Comitis Virtutum Nepoti præfati Serenissimi Principum Regis Franchorum, ejusque Hæredibus, & Successoribus sub certo annuo censu, de quo dicto Domino Cardinali videbitur, & placebit, & dictus Dominus Episcopus, sive Capitulum, uti suprà, teneatur, & debeat infundare dictam Civitatem, & Terras Diocæsis Vercellarum superscriptas ipsi Domino Azoni, seu Hæredibus, & Successoribus ejus, qui teneatur ipsam infundationem dicti Domini Cardinalis Gebennensis acceptare, omologare, & approbare, & censum annum solvere in terminis, & prout per ipsum Dominum Cardinalem Gebennensem fuerit ordinatum; Ita tamen quod ipse Dominus Cardinalis teneatur, & Dominus Papa dignetur procurare, quod prædicta infundatio, & census solutio fieri, & recipi possit de consensu, & licentia Serenissimi Domini Imperatoris, sine præjudicio aliquorum Imperialium Privilegiorum concessorum dicto Domino Galeaz, & Comiti Virtutum; Si verò infra annum prædictum probatum, aut pronuntiatum non fuerit, aut dictus Dominus Episcopus, seu Capitulum, communitur vel divisim, non investiverit, aut licentia à Domino Imperatore obtenta non fuerit, tunc, & eo casu dictus Gubernator teneatur, & debeat libere restituere, & tradere superscriptam Civitatem cum Castro, Citadelâ, & Terris, prout superius in hoc Capitulo continetur.

Item præfatus Dominus noster Papa, seu dictus Dominus Cardinalis teneatur, & debeat in continentem publicare Pace prædicta procurare suo posse, quod quicumque ex Colligatis, Adherentibus, Sequacibus, & Subditis ipsorum, vel qui adhaeruerint ipsi in præfati Guerra, & qui teneant, seu quorum nomine teneantur aliterque alie ex Terris occupatis in præfati Guerra pertinentibus ad ipsum Dominum Galeaz, vel Comitem Virtutum ejus natus, vel de eorum Colligatos, Sequaces, & Subditos, tempore inchoatæ Guerra præsentis, tenebantur, regebantur, & gubernabantur, eas Terras non spectantes ad aliquas Ecclesias, de quibus Dominus Cardinalis cognoscit uti suprà, ipsi Domino Azoni Filio dicti Domini Comitis Virtutum Nepoti Serenissimi Regis Franchorum, & Successoribus suis liberè, & expedite infra duos menses restituant, aut Adherentibus, Colligatis, Sequacibus, & Subditis dictorum Dominorum Galeaz, & Comitis Virtutum, quorum ipsæ Terræ essent, & ad quos spectarent, vel quorum nomine tenebantur tempore inchoatæ præsentis Guerra in, & super Territorio Domini Galeaz, & Comitis Virtutum; & si restituere recusarent juxta declarationem dicti Domini Cardinalis, quam facere teneatur, & debeat infra alios duos menses, tunc, & eo casu præfatus Sanctissimus Dominus noster Papa, & ipse Dominus

Cardinalis, & alii eorum Colligati, Adherentes, Sequaces, Stipendiati, & Subditi non possint, nec debeant ipsi tenentibus aliquam, vel aliquod ex Terris, seu Castris ipsis spectantibus, uti suprà dictum est, dare auxilium, consilium, vel favorem contra prædictos Dominos Galeaz, & Comitem Virtutum, & Dominum Azonem, eorumque Hæredes, & Successores, seu Adherentes, Colligatos, Sequaces, & Subditos eorum, quorum essent ipsæ Terræ, seu Castra, vel quorum nomine tenebantur uti suprà; & è contra si dictus Dominus Galeaz, seu Dominus Comes Virtutum, seu sui Adherentes, Colligati, Sequaces, Subditi, vel eorum aliquis, etiam qui adhaeruerint ipsis, & eorum cuilibet in præfati Guerra teneant, sive teneat, seu eorum nomine teneantur aliqua Loca, Castra, vel Terræ ad præfatum Sanctissimum Dominum nostrum Papam, & Romanam Ecclesiam, sive Colligatos, Adherentes, Sequaces, & Subditos ejus, vel qui adhaeruerint ei in præfati Guerra, spectantia occupata in præfati Guerra, seu quæ per ipsum Dominum nostrum, seu Sanctam Romanam Ecclesiam, seu per Colligatos, Adherentes, Sequaces, & Subditos, aut eorum nomine tempore inchoatæ Guerra præsentis tenebantur, regebantur, seu gubernabantur, teneantur eas Terras, Castra, & Loca restituere, & tradere illi, vel illis, quorum dicta Loca erant, & ad quos spectabant, vel quorum nomine tenebantur, regebantur, seu gubernabantur; & si non restituerint juxta declarationem dicti Cardinalis infra duos menses, tunc, & eo casu præfati Domini Galeaz, & Comes Virtutum, & Dominus Azo, vel eorum Colligati, Adherentes, Sequaces, & Subditi, & Stipendiati, seu ipsorum aliqui non possint, nec debeant ipsi tenentibus aliquam, vel aliquod ex Terris, seu Castris eisdem spectantibus, uti suprà dictum est, dare auxilium, consilium, vel favorem contra præfatum Dominum nostrum Papam, seu dictum Dominum Legatum, eorumque Colligatos, Adherentes, Sequaces, & Subditos, quorum essent dictæ Terræ, vel dicta Castra, vel quorum nomine tenebantur uti suprà, & quod eo casu tales nolentes restituere non gaudeant beneficio præsentis Pacis, hoc addito, quod si de Terra Cuneii dubium aliquod moveretur, ipse Dominus Cardinalis Gebennensis super hoc declarare, & determinare possit, prout sibi videbitur, & placebit.

Item quod dictus Dominus Galeaz, & ejus Filius Dominus Comes Virtutum, ac prædictus Dominus Azo Nepos Serenissimi Regis Franchorum, & ille in cujus manibus dictæ Terræ tradentur, seu restituantur, & quilibet alius Successor ipsorum, ad quem spectabit, seu cui dicta restitutio fiet, teneantur, & debeant immediatè, Pace publicata, rebellibus, & omnibus, & singulis, qui in præfati Guerra adhaeruerint præfato Domino nostro, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, vel qui in favorem dicti Domini nostri, & Ecclesiæ, ac Adherentium, Colligatorum, Sequacium, & Subditorum suorum, & cujuslibet eorum aliquid operati sunt, vel fecerunt contra ipsum Dominum Galeaz, vel Comitem Colligatos, Sequaces, vel Subditos suos, & eorum, & cujuslibet eorum statum parcere, remittere, & indulgere, & ex nunc parcent, quietant, remittunt, & indulgent omnes, & singulas injurias, dampna, delicta, & offensas quaslibet, quæ ipsis Dominis, vel eorum Colligatis, Adherentibus, Sequacibus, vel Subditis, vel contra Statum ipsorum etiam divisim illatæ fuissent, vel commissæ, vel perpetrata dici possent quomodolibet in præfati Guerra Ecclesiæ, & ante, quodcumque, & qualitercumque, & quomodocumque usque in præsentem diem firmata Pacis, ita quod nihil de præteritis commissis, excessibus, delictis, aut factis possit, aut debeat eis aliquo modo quocumque colore quesito imputari, vel imponi, & processus, & condemnationes, atque banna contra ipsos, vel aliquem ipsorum facta, promulgata, seu data facere liberè cancellari, & annullari, & pro cancellatis, & annullatis ex nunc, & nullis reputari, haberi, & teneri; & ipsos, & eorum quemlibet restituere ad omnia, & singula bona, & jura sua quæcumque, ac permittere stare in Terris; & etiam quod possint, & debeant gaudere, & uti bonis, juribus, & rebus suis, sicut poterant, & debebant ante præsentem Guerram, ita quod in omnibus, & per omnia sint in pristino statu restituti, & reintegrati, prout erant ante præsentem Guerram, quantum esset ad res mobiles extantes tempore publicatæ Pacis penes occupatores, & etiam ad res immobiles in eo statu, quo esse reperirentur, omni fraude cessante; & quod aliqui eorum Fidejussores obligati pro ipsis de tenendo ipsorum Fortaliciorum, & Castra ad honorem, & obedientiam præfatorum Dominorum Galeaz, & Comitis Virtutum, occasione dictarum Fidejussionum, seu promissionum

ANNO
1376.

nullatenus molestantur, nec molestari aliquoties debeant, five possint propter rebellionem ipsorum, seu aliequos ipsorum, qui immo tam ipsi, quam eorum Fideiussores sint liberi, & quieti ipso jure, & ipso facto, & quod pro aliquibus hinc retro commissis, seu quocummodo perpetratis, aliqua eorum Castra, seu Fortalicia, vel Loca non diruantur, nec dirui possint; & quod omnia, & singula suprascripta, & infra scripta, & omnia in presenti Contractu contenta ratificare, & amologare, ac jurare teneantur infra quindecim dies à die publicatæ Pacis dictus Dominus Galeaz, & Dominus Comes Virtutum proprio Sacramento, & per fidem corporis sui, & etiam permittere per patentes Litteras ipsorum sigillis sigillatas, & in manibus aliequos deputandi per præfatum Dominum Cardinalem, ut hoc possit perpetuo demonstrari, & similiter Officiales præfatorum Dominorum, & prædicti Domini Azonis Filii dicti Domini Comitis, qui pro tempore erunt in Terris prædictis, jurare debeant, & observare prædicta omnia, & singula teneantur, ac etiam dicti Subditi tractari debeant æque bene, & favorabiliter, prout tractabuntur alii Subditi præfatorum Dominorum, & quod nulla gravamina ipsis restituitur imponantur, ac si nunquam contra Statum dictorum Dominorum Galeaz, & Comitis Virtutum fecissent, vel attemptassent, & non obstantibus aliquibus commissis per eos; & similiter versa vice Adhærentes, Colligati, & Subditi dictorum Dominorum Galeaz, & Comitis Virtutum, seu qui pro parte, & in favorem ipsorum, vel alterius eorum aliquid contra Ecclesiam, seu Colligatos, Adhærentes, Sequaces, & Subditos suos fecerunt, & operati fuerunt, possint, & debeant gaudere, & uti omni omnibus bonis, juribus, & rebus suis, sicut poterant, seu debebant ante præsentem Guerram, quantum sit in potestate Ecclesiæ, seu Adhærentium, Colligatorum, Sequacum, & Subditorum suorum; & quod eis, & eorum ipsorum parcentur, remittantur, & indulgentur, & ex nunc remittantur, & indulgentur omnes, & singule injuriæ, dampna, delicta, & offensæ que Status Ecclesiæ, vel præfatorum Adhærentium, Sequacum, & Subditorum suorum illate fuissent, vel commissa, seu perpetrata dici possint quocumquolibet in presenti Guerra, & quod processus, condemnationes, atque banna contra ipsos, vel ipsorum aliquem facta, promulgata, seu data libere cancellentur, & annullentur, & pro cancellatis, & nullis ex nunc habeantur, teneantur, & reputentur, ita quod in omnibus, & per omnia sint in pristino statu restituti, & reintegrati, prout erant ante præsentem Guerram, quantum est ad res mobiles extantes tempore publicatæ Pacis penes occupatores, & etiam ad res immobiles in eo statu, quo esse reperirentur, omni fraude cessante, ut supra; salvo tamen, quod illi ex prædictis, qui essent de Terris Romanæ Ecclesiæ immediatè spectantibus in ipsis stare, & habitare non possint, nisi si, & prout placuerit sanctissimo Domino nostro Papæ.

Item in casu quo aliquis seu aliqui ex illis, qui vigore præsentis Pacis restituendi veniunt, & restitui debent præfato Domino Azoni Filio dicti Domini Comitis Virtutum, Nepotisque Serenissimi Regis Franchorum ad eum non venient cum eorum Terris, Locis, & Terras, quas habent, tenebunt, & regent sub Dominio, & Territorio Dominorum Galeaz, Comitis, & Azonis præfatorum, & aliequos ipsorum non facient ipsis Dominis, sub cujus Dominio erant, obedire, requisi ipsi tales ad obedientiam venire nolentes vel non facientes ipsorum Terris obedire ut supra, non gaudeant beneficio hujus Pacis, sed ab ipsa Pace sint, & esse intelligantur, tanquam protinus inobedientes, exclusi, & quod Dominus noster Papa, seu dictus Dominus Legatus, vel aliquis ex Colligatis, Adhærentibus, & Sequacibus suis non possint, neque debeant dare ipsis inobedientibus aliquid auxilium, consilium, vel favorem; & similiter versa vice, si restituendi vigore præsentis Pacis, & Capitulum ejus præfati Sanctissimo Domino nostro, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, seu Colligatis, Adhærentibus, & Sequacibus suis ad ipsorum non venient, cum eorum Locis, Terris, & hominibus obedientiam, vel Castra, Loca, possessiones, & Terras, quas tenebunt, & regent sub Dominio præfati Domini nostri Papæ, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, seu Colligatorum, Sequacum, & Adhærentium ejus non faciant, ei, & ipsis, sub cujus Dominio erant, obedire, requisi ipsi tales, ad obedientiam venire recusantes, seu nolentes, & non facientes ipsorum Terras, & Castra obedire, non gaudeant beneficio hujus Pacis &c. ut supra.

ANNO
1376.

Item quod processus Papales, si qui facti sunt, occasione præsentis Guerræ, contra dictos Dominos Galeaz, & Comitem Virtutum, eorumque Adhærentes, Colligatos, Officiales, Subditos, & Sequaces, seu alios, qui dederint eis auxilium, consilium, vel favorem, tollantur tam contra personas Ecclesiasticas, quam Seculares, ita, & taliter quod absolvantur ab omnibus Sententiis, Excommunicationibus, & irregularitatibus quibuscumque, & quod in statum pristinum per omnia reducantur, & reduci debeant, servata tamen forma juris, & quod Dominus noster Papa, etiam ipse Dominus Cardinalis procurabunt suo posse, quod processus, & Sententiæ Imperiales, si qui fuerint contra eos occasione præsentis Guerræ, tollentur, & cancellabuntur, ita, & taliter, quod ipsi Dominus Galeaz, & Comes Virtutum sint in eodem statu, & in eodem suo jure, in quibus erant tempore inchoatæ Guerræ prædictæ.

Item quod tempore quo fiet restitutio Civitatis Vercellarum prædictæ, & Terrarum Diocesis ejusdem, juxta Capitula prædicta, debeant Partes dictæ Civitatis, videlicet Pars illorum de Advocatis cum dicta illorum de Tizonibus pacificari ad invicem per dictum Dominum Legatum, & Vicarium, & per dictum Dominum Comitem Virtutum, aut eorum Commisarios, & ita taliter ordinari, quod simul ambe Partes prædictæ possint in dicta Civitate, & Diocesi cum eorum amicis pacifice commorari, & æqualiter communicare in dignitatibus, & honoribus, pro ut ipsis videbitur convenire, & hoc infra duos menses à die factæ restitutionis prædictæ.

Item quod dictus Dominus Galeaz, ejus Filius Dominus Comes Virtutum natus dicti Domini Comitis, Nepos Serenissimi Principum Regis Franchorum, Hæredes, & Successores, ac Officiales ipsorum, seu aliqua alia persona pro eis, vel eorum nomine, vel aliqui eorum Colligati, Adhærentes, Sequaces, & Subditi sub aliquo colore questio non possint, nec debeant quocummodo, publicè vel occultè, directè vel indirectè, turbare, inquietare, exigere, vel extorquere, capere, tenere, aut usurpare, vel injurias, aut dampna inferre, vel inferri facere per se, vel alium, seu alios, contra Ecclesiæ, vel Ecclesiasticas personas, vel ipsorum Jurisdictionibus, jura, & bona quæcumque ad ipsas personas Ecclesiasticas, & Ecclesiæ spectantes, & pertinetes quoquo modo, sed quod dictæ Ecclesiæ, & personæ Ecclesiasticæ suis Juribus, Jurisdictionibus, redditibus, & bonis pacifice gaudeant, & bene tractari, & manuteneri debeant per dictos Dominos, eorumque Successores, & Officiales cum pura, & mera Ecclesiastica libertate, prout, & secundum quod jure caveatur, & cautum est.

Item quod per aliqua agitata, & facta in presenti Contractu non prejudicetur, vel derogetur, nec prejudicatum esse intelligatur, seu derogatum aliquibus Juribus, Privilegiis, & Honoribus Imperialibus datis, seu concessis Ecclesiis, seu personis Ecclesiasticis, nec non præfatis Dominis Galeaz, & ejus genito Comiti Virtutum, salvo tamen Capitulis supra, & infra scriptis in presenti Contractu.

Item quod dampna restitabilia data hinc inde à die publicationis Treguarum usque in diem publicationis præsentis Pacis, pro observatione ipsarum Treguarum restituantur, & emendantur per illos, qui dicta dampna fecerunt, ad arbitrium tamen, & ordinationem præfatorum Dominorum Cardinalis, & Comitis Virtutum.

Item quod pro bono Pacis prædictæ, & pro majori roboris firmitate ipsius, & ad hoc ut tollatur omnis materia litis, & questionis, & recidive Guerrarum, actum est, quod prædicti Magnificus Dominus Dominus Galeaz, & Illustris Dominus Comes Virtutum ex una parte, & Illustris Dominus Marchio Montisferati, ejusque Frater ex altera, de omni lite, questione, contentione, debato, pericione, & reque, qua inter Partes prædictas hæctenus mota fuisset, vel esset de presenti, vel moveri contingeret quomodolibet in futuro occasione Guerrarum antiquarum, que inter Partes, & Predecessores, seminate sator Zinzanie, motæ, ortæ, & apitæ fuerunt, compromittunt se se sollemniter, de alto & de basso, de jure & de facto, in præfatum Dominum Cardinalem Gebennensem secundum formam Compromissi, seu Instrumeti Compromissi inferius denotati, & ex nunc præfatus Dominus Pinotus Procurator habens ad hoc plenum, & sufficientem Mandatum, pro ut constat publico Instrumento scripto per Pasquinum de Capellis de Cremona Notarium publicum tenoris inferius descripti, compromittit nomine Procuratorio quo supra in eundem Dominum Cardi-

ANNO 1376. Cardinale de alto, & de basso, ac de jure & de facto, modo, predicto. Hoc addito, & adjecto in presenti Contractu inter Partes predictas, quod si predicti Marchio, & Fratres alia Pars non se compromittant similiter, & eodem modo, & forma, & secundum tenorem dicti Instrumenti Compromissi inferius anpotati per se, vel eorum Procuratores habentes plenum, solempne, & sufficiens mandatum, intra tres menses, in predictum Dominum Cardinalem, tunc, & eo casu careant omni beneficio Pacis quo ad Guerras ante presentem Guerram Ecclesie agitas, & motas, ac movendas inter Partes predictas, & si facto dicto Compromisso non declararetur, & pronunciaretur inter Partes predictas per ipsum Dominum Cardinalem, in termino limitando in dicto Instrumento Compromissi, tunc, & eo casu non sit, nec intelligatur Pax ipsa facta esse, quantum inter prefatos Dominos Galcaz, & Marchionem Montisferrati, nisi pro presenti & de presenti Guerra Ecclesie tantum, & quod hac Pax quantum ad contentiones antiquas agitas inter dictas Partes ante motam presentem Guerram Ecclesie non vendit sibi locum, nec aliquid operetur, sed eo casu liceat dicto Domino Galcaz, & Comiti Virium, eorumque Successoribus agere, & facere contra Dominum Marchionem Montisferrati, & ejus Fratres, & Successores pro suis iuribus consequendis, & recuperandis, absque eo quod dici possit, quod per hoc hanc Pacem infringunt; nec eo casu possint, nec debeant dictus Dominus noster Papa, seu Colligati, Adherentes, & Sequaces sui dare, vel prestare dictis Domino Marchioni, & Fratribus auxilium, consilium, vel favorem, salvo tamen, & hoc adjecto, quod si ipse Dominus Cardinalis occasione iusti impedimenti infra dictum terminum sententiarum non possit inter Partes predictas, tunc, & eo casu debeant dictas Partes intra unum mensem a die expirati Compromissi eligere duos communes amicos, videlicet unum pro qualibet Parte, qui infra duos alios menses incepturos in fine dicti primi mensis sententiarum, pronunciare, & declarare inter predictas Partes super omnibus suprascriptis, & si dicti eligendi invicem concordare non possent, Sanctissimus Dominus noster Papa debeat dare eis de confidentibus Partium tertium, qui confidentes per Partes ipsas dari debeant prefato Domino nostro Papa infra primum mensem dictorum duorum mensium, & quicquid per dictos tres, vel majorem partem pronunciatum, & arbitratum fuerit infra terminum suprascriptorum duorum mensium debeat per Partes invariabiliter observari; Et in casu quo predicta electione non fierent modo predicto, vel si fiant, & non pronuncietur per eligendos ut supra, tunc, & eo casu utrique Parti remaneant iura sua salva, sicut erant ante presentem Guerram Ecclesie; & si pronuncietur, & pronunciamens non stent, & pareant, Pars non parens, & non stans dictis pronunciamens incidat in poenam contentam in Instrumento dicti Compromissi.

Item quod omnes, & singuli carcerati, & detenti in presenti Guerra, seu ejus occasione hinc inde liberet, & sine solutione etiam expensarum aliquarum relaxentur infra quindecim dies a die publicationis presentis Contractus numerandis.

Item conveniunt dictas Partes nominibus, quibus supra, quod si aliquod dubium emergeret, vel oriretur in presenti Contractu, aut circa eum, vel aliquod ex Capitulis supra & infra scriptis, in intellectu verborum, aut aliter quomodoocumque, stetur, & stari debeat ordinationi, & declarationi prefati Domini Cardinalis Legati, & Vicarii ut supra.

Item quod utraque Partium teneatur, & debeat nominare, & in scriptis dare Domino Cardinali, aut deputando, & deputandis per eum infra duos menses a die publicationis presentis Pacis omnes Colligatos, Adherentes, Complices, & Sequaces; & neutra Partium possit, vel debeat nominare, vel in scriptis dare pro Colligato, Adherente, vel Sequace aliquem, qui sit de Civitate, Territorio, vel Comitatus, seu Districtibus, quae reguntur, & gubernantur per aliquem de alia Parte, qui nunc itet, vel habitet in ipsis Civitatibus, vel Terris, & Territoriis, seu Districtibus, qui reguntur, & gubernantur per aliquem ex alia Parte; Hoc addito, quod omnes, & singuli, qui per dictas Partes pro Colligatis, Adherentibus, Complicibus, & Sequacibus nominabuntur, & dabuntur in scriptis ut supra, teneantur, & debeant infra duos menses a die, quo dati in scriptis fuerint, per se, vel eorum legitimos Syndicos, seu Procuratores plenum, & sufficiens mandatum habentes ad hoc, comparere coram Domino Legato predicto, seu alto, & aliis per ipsum ad hoc deputando, & deputandis, & ipsam Pacem, ac presen-

tem Contractum, & omnia, & singula Capitula, & quaecumque in ipsis contenta, in quantum quolibet ipsorum tangit, ratificare, emologare, & approbare, & promittere, & se solempniter ad observationem Pacis ipsius obligare in iis, quae Adherentes ipsos respiciant, & prout obligantur Partes predictae nominibus, quibus supra, per quas ut Adherentes, Colligati, Complices, & Sequaces fuerint nominati, & si infra dictum terminum predicta non fecerint, vel etiam si fecerint, & per eos promissa observata non fuerint, vel in aliquo contrafecerint, beneficio, & lenitate Pacis minime possint, quin immo habeantur, & sint penitus exclusi. Et nihilominus Pars, quae illos tales nominaverit pro Adherentibus, ut supra, non possit, nec debeat ipsos adjuvare, nisi, & pro ut in proximo sequenti Capitulo continetur; Illi autem, qui nominati sunt specialiter in presenti Contractu pro Adherentibus, Sequacibus, & Colligatis infra duos menses, excepta Domina Regina, quae habeat quatuor a die Contractus, & publicationis presentis Pacis, teneantur, & debeant similiter comparere, seque obligare, & omnia facere, quae superius, & inferius continentur, aliis exclusi sint, & pro exclusis habeantur ut supra.

Item quod si questio aliqua, vel dubium aliquod oriretur inter Partes predictas, vel aliquem ipsorum, seu Adherentes, & Sequaces Partium predictarum, eo quod per aliquem ipsorum diceretur Pacem sibi ruptam esse, tunc, & eo casu super tali questione, vel dubio procedatur, cognoscatur, & decidatur modo suprascripto, videlicet quod si talis ruptio esse clara, & notoria, utpote quia unus auctoritate propria de facto invaderet, occuparet, acciperet, vel accipit, seu occupari faceret, Civitatem, Castrum, vel Terram alterius, liceat Parti laesae, & offensa se defendere quoquo modo, & sine alia denuntiatione, vel solempnitate recuperare Civitatem, Terram, vel Locum cum toto exortio suae Partis, & ejus, cujus fuerit Adhaerens, Colligatus, vel Sequax, & etiam invalores expellere, & nihilominus denuntiatio fiat, si placebit offenso, & per Partem laesam ad exactionem poenae quomodo libet procedatur. Si vero aliter, quam dictum sit, clare pateret eum non servasse promissa, tunc ad requisitionem talis offensi teneantur omnes alii de parte offensi tali non servanti per eorum Nuncios, & Litteras intimare, ut statim quicquid contrafecerit resarciat, & restituat, & poenam promissam, quam incidit talia committendo, persolvat. Et si hoc non fecerit intra mensem, tunc omnes alii de Parte predicta esse possint, & debeant in favorem, & subsidium offensi contra eum, & contra ipsius Subditos, & Terras bonae fide ad predictorum observantiam, & poenae solutionem; Si vero adhuc super predictis talis, cui foret denunciatio facta, praeponderet excusationem aliquam, quae rationalis esse aliquoties videretur, tunc ad requisitionem laesae Partis, duo pro qualibet Partium eligantur, qui jurare teneantur, & debeant in manibus dicti Domini Legati, vel cui duxerit committendum, ad sancta Dei Evangelia, talem excusationem in dictum tempus, immorari, & expedire, ac sine ullo litigio decidere, & quod ipsum decissioni stetur, & quaecumque praecerint, si concordare poterint, observentur, & si discordaverint, tunc prefatus Dominus Legatus determinet quicquid sibi videbitur una cum eis, vel saltem duobus ex eis; & hoc in casibus restaurabilibus; in casibus vero inrestaurabilibus ius commune fervetur, & ultra secundum quod dicto Domino Legato videbitur convenire; Si autem dubium aliquod foret in aliquo puncto, vel negligentia praemissorum hinc inde factorum, vel de aliquo re, vel de jure debendo juxta promissa in presenti Contractu per unam alteri, vel alteram alteri, tunc eligantur per Partes contententes duo valentes Viri, videlicet unus pro una Parte, & alter pro altera Parte, qui convenient, & jurent, ac terminent ut supra, & si non essent concordēs, prefatus Dominus Legatus pro tercio sit, & quicquid terminabitur per eos, vel majorem partem ipsorum, hinc inde firmetur, & fideliter observetur.

Item cum Dominus noster Papa, & Sancta Romana Ecclesia cum aliquibus Colligatis, & Adherentibus suis Ligas habeat, ut asseritur, sub diversis terminis, & temporibus finiendis, conveniunt dictas Partes nominibus quibus supra, quod per aliqua contenta in Capitulis suprascriptis, & in toto presenti Contractu, non teneatur Dominus noster Papa, seu Romana Ecclesia facere ullo modo contra formam, & tenorem alicujus Ligae, quam hodie cum aliquibus habeat, nec obligetur quomius dictas Ligas usque ad tempus, ad quod factae sunt, possit, & debeat absque laesione presentis Pacis plenarie observare; Ita tamen quod prefatus Do-

ANNO 1376.

ANNO
1377.

Geben zu Heißenberg uff den Montag vor Sant Simonis und
Juda Tag/ nach Christi Geburt/ deneighenhundert Jahr und in
den sehs und siebenzigsten Jahr.

LXXXVI.

Schadlos-Brieff welchen die Stadt Reutlingen der
Stadt Eslingen wegen dessi mit Ihr und denen an-
dern Städten Ulm/ Rotweil/ und Weyl/ aufge-
richteten Bündes und alles daher ohngefahr entschie-
den Schadens gegeben. Reutlingen an dem tag des
angehenden Jahres den man nennet den Ewigtag. 1377.
[JOH. PHILIP. DATT, Volumen rerum
Germanicar. novum Libr. I. Cap. VI. pag. 35.
§. 24. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trou-
ve aussi dans LUNIG., Teutisch. Reichs Ar-
chiv. Part. Special. Contin. IV. Abth. VIII.
von Reichs-Städten pag. 502.]

C'est-à-dire,

*Lettres d'Indemnité données par la Ville de REUT-
LINGEN à la Ville d'ESLINGEN touchant
son Alliance avec elle, & avec les Villes d'UL-
ME, de ROTHWEIL, & de WEIL, & le
dommage qui pourrait lui en arriver. A Reutlin-
gen le jour appellé Ewigtag 1377.*

Wir der Burgermeister/ die Richter und der Rait der Stat
ze Eslingen/ baldi clainer Rait und großer Rait/ und
mit uns die Gemeinde baldi Rait und Rait zu Reutlingen/ ver-
gehen öffentlich mit irum diß Brieff und tugen sunt allen
den/ die in lesent oder hörent lesen/ daß wir den Ertamen wi-
sen/ den Burgermeister und den Rait der Stat ze Eslingen/
wunsen ließen getruenen Freunden und Nachbarn/ gelobt und
versprochen haben/ wir uns selbe und für andere des heiligen
Reichs Stett/ unser Nachbarn des nachgesetz Stett und Ar-
tikel/ ze haltende und ze vollbringende ungeworlich. Des Ersten:
Von aller der Geste und Schadens wegen/ die us des Reichs
Stett/ die in diesen Runden sint/ gegangen ist/ uns uff des-
sen Tag/ als dieser Brieff gegeben ist/ daß die von Eslingen dar-
an nicht geben sollen/ noch bekainen Schaden des haben sollen.
Das Ander: Daß die von Eslingen zween usser irem Rait zu
dem Ertame seyn sollen/ wenn die Stett anander seynen ma-
nent/ als es von alter Herkommen ist. Das Dritte: Von des
Reichs Stett/ die in diesen Runden sint/ Soldener und Spieße
hant usgesetzlicher Stett/ nach Altes herkömmlichen Sitte-
re/ das die Stett in diesen Runden die von Eslingen darzu mit
erringen/ noch gewinnen sollen/ das zu solcher Soldener oder
Spieße habint/ denne als verre sie gerne umb. Das Vierte:
Daß die Stett in diesen Runden die von Eslingen sullen uss-
bringen und entleihen fünf Tausend Gulden/ das zu die haben
uns us unser Fromm Tag Verpflucht/ der nun nützt kumpt/ und
was man Schadens/ oder Verlussts/ von denselben fünf Tausend
Gulden geben wirt/ von denselben unser Fromm Tag/ der nun
nützt kumpt/ ain gantes Jar/ denselben Schaden sullen alle
Stett/ die in diesen Runden sint/ gemainlich haben: Und sullen
uns die von Eslingen in Brieff und Geschreift geben/ daß
sie fünf Tausend Gulden geben und geben/ us das vorge-
schriben ist. Wir der Burgermeister/ die Richter und der Rait/
bald clainer Rait und großer Rait der Stat ze Reutlingen/
vergehen: daß wir gelobt haben us unser Rait/ alle diese vorge-
schriben Stett und Artikel an diesen Brieff war und sitze ge-
haltende und ze vollbringende ungeworlich/ als ob es unser eigen-
lich Ding und Sache were: Und wäre/ daß wir/ oder ander
Stett unser Nachbarn sunderlich die von Ulme/ von Rotweil/
und von Weile/ die uns mit iren Brieffen/ vollen Ge-
walt in diesen Sachen gegeben hat/ sinig wören an den vorge-
nanten vier Stetten und Artikeln und denselben vier Stett
und Artikel/ oder sie sullen sunderlich mit vollsirt/ in
der Rait als vorgegeschrieben ist/ daß wir doch je Rait mit ge-
truen/ in welchen Schaden/ den die von Eslingen davon
kumen/ da sullen wir und die eigenanten drei Stett/ von Ulme/
von Rotweil und von Weile inen von helfen one allen iren Schaden
ungeworlich. Und hetten auch deme die von Eslingen/
und die Richter/ Recht und Gewalt/ uns und denselben die Stett
re angesetzt/ und mit geschilt und mit weltlichen Gerichte/ und
an Gerichte/ und in welchen Schaden sie desf komet/ da sullen
in denselben drei Stett und auch wir inen von helfen/ an allen
iren Schaden/ ungeworlich: Und des alles zu einen woren Ver-
trund und offener Bezeugnis/ so haben wir der Burgermeister
und der Rait ze Reutlingen/ bald clainer Rait und großer Rait
unser Stett ze Reutlingen großes gemaines Amtgesicht öffentlich
gedenket/ an diesen Brieff/ der geben wort des Jars/ da man
zalt von Christi Geburt druzehen hundert Jar und in dem
Sibenn und Sibenzig Jar/ an dem Tag des angehenden Jars/
den man nennet/ den Ewigtag.

LXXXVII.

ANNO

1377.

25. Janv.

Beschreibung Churfürsts Ottonis und derer Pfalzgraffen
und Herzogen Stephan/ Friedrich und Johann von
Bayern gegen das Hochstift Passau/ daß sie hin-
süßro von der Clerisy im Lande zu Bayern/ so unter
hochgedachtes Hochstift gehörig/ keine Stett mehr
fordern/ noch nehmen wollen. Geben in Landsbutt
an St. Paulus-tag da er befehrt ward 1377.
[HUNDI Metropolis Salisburgensis Tom. I.
pag. 271. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se
trouve aussi dans LUNIG., Teutisches Reichs
Archiv. Spicileg. Ecclesiast. Part. II. von Stifft
Passau, pag. 299.]

C'est-à-dire,

*Revers donné par OTTON Electeur Palatin, &
par les Comtes Palatins, & Ducs de BAVIE-
RE à l'Evêché de PASSAU, par lequel ils pro-
mettent de n'exiger & même de n'accepter aucune
sorte de Collecte des Ecclesiastiques dépendants de
l'Evêché de Passau, qui sont en Baviere. Fait
à Landsbutt le jour de la Conversion de St. Paul.
1377.*

Wir Ot/ des heiligen Römischen Reichs Erstammerer/
Churfürst/ und wir Stephan/ und wir Friedrich/ und
wir Johanns/ des vorgenannten Herrn Otten Vaters/ alle von
Gottes Gnaden Pfälzgraven bey Rhein/ und Herzogen in
Bayern/ u. verzeihen und betennen für uns/ all unser Erben und
Nachkommen/ öffentlich mit dem Brieff/ und thun funde allen
den/ die ihn sehen/ lesen/ oder hörend/ die nun lebend/ und
hernach künftig sind/ daß uns die Ertwürdig/ unser lieben
Freunde/ Herr Albrecht Bischoff zu Passau/ und der Christen-
men/ der Thumpfproß/ der Dechant/ und das ganz Capitel
dasselbs zu Passau/ gesagt/ und ruhigen und wolbedachtigen
fürbracht habend/ daß wir zu dieser Zeit ein Stett auff sie und
auff ihr egegnantes Gotteshaus und Capitel zu Passau/ und
darzu auff alle Pfaffheit in unserm Lande zu Bayern leut und
Güter/ gelegt hetten/ wider Christlich Freyheit/ des wir mit
recht hetten/ und das auch sündlich was/ wider die gemaine
Brieff/ die sie/ und gemeinlich alle Pfaffen in denselben un-
serm Lande zu Bayern/ von unsern Vornunden seliger Ged-
denmus/ darumb haben/ die wir nun gehöret und gesehen/ und
baten uns demütiglich/ und mit Fleiß/ daß wir sie/ ihr Gottes-
haus/ und Capitel zu Passau/ alle ihre/ und darzu Pfaff-
heit liberal/ in unserm Lande zu Bayern leut und Gütern/ wie
die genant/ und wo die gesessen sind/ auff der Gottesheuer
Schindten/ oder hinder andern leuten/ solcher und ander Stett
sich nicht man der erbenen möcht/ und sunst aller andere unbillig-
der Beschwerunge/ die da sind und weren wider Christlich Frey-
heiten/ seynd und hinfür begaden/ und darzu unerschrit lies-
sen/ so sie uns wol getrauten/ und daß wir ihn auch die ege-
gnanten ihr Brieffe/ und sunst alle ander ihr Brieffe/ die sie/ ihr
Gotteshaus/ und Capitel zu Passau/ von allen unsern Vor-
vordern/ und von uns haben/ und darzu alle ihre Rechte/ Frey-
heiten/ und gut Gewonheit/ ruhigen gunstlich zu besteynen. Nu
haben wir angesehen ihr demütig gerecht beitte/ und das ihr
Vorvordern selig/ und sie/ in unsern Vorvordern seligen/ und
uns/ wo wir sie gebeten haben/ monigfaltiglich und erbarlich
haben gefallen/ und noch hinfüran gefallen mögen/ und wir ver-
heissen ihn/ bey unsern Gnaden/ und wir verbinden uns auch
irsentlich/ bey unsern Erben/ für uns/ und für alle unser
Erben und Nachkommen unerschädlich/ daß wir/ all unser
Erben und Nachkommen/ noch niemand von unsern wegen/ von
den egegnanten/ dem Bischoff/ dem Capitel/ und ihrem Gottes-
haus zu Passau/ von allen ihren leuten und Gütern/ wie die
genant/ oder wo die gesessen sind auff denselben ihres Gotteshaus
und Capitel zu Passau gründeten/ oder anderstwas hinder an-
dern leuten/ und darzu von aller ander Pfaffheit/ und ihre
leut und Gütern/ liberal/ in unserm Lande zu Bayern/ kein Stett/
noch Vorvordern/ wie die Namen hobent und genant sind/ nichts
underwegen gelassen/ seynd und hinfür eniglich nicht anlegen/
noch nennen sollen noch wollen/ weder mit Bene/ noch in kein
ander Rait/ noch das sullen noch schaffen oder ordnen/ ihn an-
legen und zu nennen/ keines wegs/ ohn alles Gewerde. Auch
besteynen wir ihn irsentlich/ und mit Namen die vorgenan-
ten ihr Brieffe/ wie so die genant sind/ die sie/ ihr Gotteshaus/ und
Capitel dasselbs zu Passau/ von unsern Vorvordern seligen/
und von uns habend/ und darzu an ihre Rechte/ Freyheit/ und
gute Gewonheit/ die sie von Recht/ Christlich und weltlichen
Rechten/ oder von Gnaden habend/ und manen und wollen
noch sullen darumb in kein weis nicht zuthun/ sonder sehen und
wollen ir/ daß die egegnanten ihr Brieffe/ was der sind/ und
umb wen die sagend/ mit allen ihren Dincken/ Stücken/ und
Artickeln/ so darüber begriffen sind/ bey allen ihren Kräften
unver-

ANNO
1377.

unverrückt / und alles überfahren bleiben / und das dawider / noch wider all ihre Rechte / Freiheit und gut Gemeinheit / so die oben berurt sind / von uns / und allen unsern Erben und Nachkommen / noch von allen den unsern gegenwertigen und künftigen nichts versucht / noch gethan werde / in kein weis / ungeschicklich / wir gebieten auch strenglich mit Ernst / bey unsern Gnaden und Gnaden / unsern getreuen lieben / allen unsern Ambtleuten / Rathsleuten / Pflögern / Herren / Ritters / und Knechten / Rethen / Edlen und Inckeln / und gemeinlich allen den unsern / wie so die genant sind / und wollen / das sie mit keiner uns / unsern Erben und Nachkommen / die vorgeannten / den Bischof / das Capitel / und ihr Gotteshaus zu Passaw / alle ihre ihres Gotteshaus und Capitels dafelb / und alle ihre Pfaffen / Rethen / Edlen und Inckeln / und gemeinlich allen den unsern / und guten Gewonheiten / so vorbegriffen ist / sehung und hinfort ewiglich lassen beileiben / und die nicht überfahren / weder heimlich noch öffentlich / von unserm Reite / oder Gefesse / noch an unser Reite und Gefesse / in keinem Wegen / ohn alle Gewerbe. Was aber dawider gehon were / oder noch hinfuro ewiglich in denselben unsern Reite zu Passaw dawider gehon wurde / von den das were / niemand ausgenommen / das nicht befehlen soll : mannet und gebieten wir ernstlich / das das alles oblen / und kein Macht / Jurgang und Kraft habe zu keiner Zeit schlichtlich / on alles Gewerbe. Und des zu einem endlichen Urtheil / und zu einer ewigen Steuigkeit aller vorverriebeter Sade / Ründe und Handlung / geben wir wissentlich den abgenanten / dem Bischof / dem Capitel / und ihrem Gotteshaus dafelb zu Passaw / den Brief versiegelt mit unsern anhängenden Inseeln / der geben ist an Sankt Paulus Tag / als er befehl ward / in der Statt zu Landshut / nach Christi Geburt dreizehnhundert Jahre / darnach in den siben und siben und sibenzigsten Jahren.

LXXXVIII.

7. Juil. *Tractatus Pacis inter Illustrissimos Principes, GALEAZ Vicecomitem de Mediolano, Comitem VIRUTUM, Ipsorumque Complices ab una, & Secundum OTTONEM Marchionem Montisferrati, & OTTONEM Ducem Brunsuicensis suo proprio nomine, & Curatorem prefati Domini Marchionis, & Tutorem Fratrum, Horumque Adherentes ab altera parte, iniri in Civitate Papiæ in Castro Illustrissimi GALEAZ die 7. Julii, Indictione quinta decima, anno 1377.* [Piece authentique tirée des Archives Royales de la Ville de Milan, Registre V.V.]

In nomine Domini Amen.

MULTIPPLICATA longo discursu temporis gravis animarum dissensio inter Magnificos, & Excellos Principes, & Dominos, videlicet Dominum Galeaz Vicecomitem de Mediolano Imperialem Vicarium Generalem, ac Illustrem Dominum Comitum Virtutum, ac suos Complices, Auxiliatores, Valitores, Fautores, Adherentes, Subditos, & Sequaces ex una parte, & bona memoria quondam Dominum Joannem Marchionem Montisferrati Imperialem Vicarium, & post ipsum Dominum secundum Ottonem Marchionem Montisferrati ejus primogenitum, ac Illustrem Principem, & Dominum Dominum Ottonem Ducem Brunsuicensis suo proprio nomine, Curatorem prefati Domini Marchionis, & Tutorem Fratrum, suosque Complices, Pantores, Valitores, Auxiliatores, Adherentes, Sequaces, & Subditos ex parte altera, dudum ex diversis causarum suborta generibus, totam quasi Lombardie Provinciam in discrimina posuit, & magnam animarum, & corporum quamplurimum personarum lationem, & stragem induxit. Verum cum Partes ipsæ, earumque Terræ, Subditi, & Fideles, Valitores, Adherentes, Complices, & Sequaces innumeris afficerentur angustis, ac multiplex molestia vexarentur, cupientes Partes ipsæ exemplo illius, qui de Populo suo, fomitos odiorum exclusis, voluit in eos Pacis seminare consilia, sollicitudinem posuerunt diligentem, & ipsorum studia converterunt, ut, sedatis scandalis, Pacis, & Concordiam inter Partes easdem reformatio perveniret. Placuit igitur illi, qui gratiosos fructus Ministrorum suorum laboribus impartitur, quique ad gratiam facile flectitur, dum apud ipsum quaeritur bonum Pacis, & suæ propter hoc Maestatis benignitas imploratur, quod Partes ipsæ, & quælibet Partium ad Pacem, ac Concordiam, & ad infrascripta faciendam, & faciendam, peragendam, & peragenda, & executioni mandanda concorditer, & unanimiter pervenirent, videlicet prefatus Magnificus Dominus Galeaz suo proprio nomine ex una parte, & Nobiles Viri Nicolettus de Ca-

vagnolio, & Dominicus de Montilio, nec non Egregii Viri Domini Ugolinus de Falchionibus de Regio, & Frayllinus Guarlet de Alt, Legum Doctores, Procuratores, & Procuratorio nomine prefatorum Illustrum Dominorum Dominorum Ottonis Ducis Brunsuicensis suo nomine, ac secundi Ottonis Marchionis Montisferrati, & Adiores, & Adorio nomine prefati Domini Ottonis Ducis Brunsuicensis, Tutoris, & Tutoria nomine, Joannis, Teodori, & Guillelmi Filiorum bona memoria quondam Illustris Domini Joannis Marchionis Montisferrati ex parte altera, cum pleno, ac speciali, & generali mandato, ac omnimoda potestate super omnibus, & singulis suprafcriptis, & infrascriptis juxta tenorem, & formam publici Instrumenti rogati, & traditi manu mei Antonii de Pasquario de Montebello Notarii Publici infrascripti anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo septimo, Indictione decima quinta, die penultimo mensis Martii à me Pasquino Notario infrascripto viso, & lecto; qui Magnificus Dominus Dominus Galeaz suo nomine, nec non Nicolettus, Dominicus, Ugolinus, & Frayllinus Procuratores, Ambaxiatores, Adiores, & Nuntii, & Procuratores, & Adiores nominibus quibus supra, Deum habentes præ oculis, & in mente, attendentes etiam quod Pax est serenitas mentis, tranquillitas cordis, simplicitas animi, abundantia rerum, amoris vinculum, & consortium caritatis, & quod beati sunt pedes portantes Pacem, sub spe Concordiæ, ac perpetuæ Pacis inter Partes prædictas stabilitur intendere, & perpetuo confirmare. Ad laudem Dei Omnipotentis, Beatæque Mariæ Virginis, & omnium Sanctorum, ac statum prosperum, & tranquillum dictarum Partium, & gaudium Populorum, qui Pacem in Terrâ diligens, illam in Illis nomine, gratissimum derelinquit, Pacem, concordiam, unitatem, & veram amicitiam inter Partes prædictas, suosque Valitores, Complices, Sequaces, Fautores, Auxiliatores, Adherentes, Colligatos, & Subditos, Communitates, Universitates, Populos. Homines, Vassallos, & Fideles fecerunt inter se se nominibus antedictis, & inter Partes prædictas, & prout supra, Deo propitio, perpetuo, inviolabiliter observandam, & ad infrascripta Pacta, Conventions, Promissiones, & Ordinationes solemniter pervenerunt etiam observandas ut supra; Partes namque prædictæ in Dei nomine, & Beatæ Mariæ Virginis gloriæ completæ, perfectæ, ac firmato Matrimonio per verba de præfati inter Illustrum Principem, & Dominum Dominum secundum Ottonem Marchionem Montisferrati, solempnibus Procuratoribus ejus nomine firmantibus, & contententibus, & Illustrum Dominam Dominam Violantem præfati Magnifici Domini Domini Galeaz [Filiam], prout apparet in Instrumento rogato, & tradito manu Antonii de Montebello publici Imperiali auctoritate Notarii fecerunt, & faciunt, inierunt, & ineunt, contraxerunt, & contrahunt puram, veram, & irrevocabilem, ac, Deo propitio, semper duraturam Pacem, & Concordiam de omnibus Guerris veteribus, acque nova, & de omnibus discordiis, dissensionibus, injuriis, acque dampnis, sub Pactis, modis, & conventionibus infrascriptis.

Primo namque ad invicem, & vicissim remisissent sibi ad invicem Partes prædictas omnia, & singula dampna, injurias, rancores, & odia &c.

Item volentes Partes prædictæ dudum tractata pro Pace inter Ambaxiatores Partium prædictarum tam in Janâ, quam in Curia Romanâ fortiri effectum, & executioni mandari, convenerunt, & ad invicem promiserunt, & promittunt quod, qui habet, teneat, salvo quod disposita, & firmata in Pace publicata per Reverendissimum in Christo Patrem Dominum R. Gebennensem Cardinalem &c. in quantum restitutionem Terrarum, & Locorum, seu Forisitorum concernunt, & ipsas Partes, vel ipsorum Subditos, vel Sequaces vindicent sibi locum, & in omnibus, & per omnia debeant attendi, & observari, ac executioni mandari.

Item convenerunt, & ad invicem promiserunt Partes prædictæ, quod occasione dicti Matrimonii præfatus Magnificus Dominus Dominus Galeaz teneatur dare, & numerare prefato Illustri Principi Domino Secundo Ottoni Marchioni Montisferrati florenis triginta milia.

Item convenerunt, & promiserunt, quod præfatus Magnificus Dominus Dominus Galeaz prædictæ Illustri Filiæ suæ Dominæ Violanti Uxori præfati Illustris Principis Domini Secundi Ottonis Marchionis Montisferrati dabit, & assignabit, jocalia quæ habet, & quæ ipsa habuit ab Illustri Principe Domino Duce Clarentiæ olim ejus Viro.

Item

ANNO
1377.

ANNO 1377. Item convenerunt, & ad invicem promiserunt, quod præfatus Magnus Dominus Galeaz restituet, & dabit dicto Illustri Domino Marchioni infra-scriptas Terras, videlicet Fortilicium Quarti cum Territorio, Castrum, & Villam Malemortis cum Territorio, & Fortilicium, & Villam Anzani cum Territorio, quas ad præfens ipse Magnus Dominus Galeaz teneret in Territorio Afi.

Item convenerunt Partes prædictæ ad invicem, quod Illustri Princeps, & Dominus Dominus Otto Dux Bravvicensis debeat remanere Tutor, & Curator dicti Illustri Principis Domini Secundi Ottonis Marchionis prædicti, & Fratrum, & Terrarum eorum secundum quod in Testamento quondam Illustri Principis Domini Joannis quondam Marchionis Montisferrati dicitur contineri; Et quod Legata ipsi Domino Duci, & Fratribus dicti Domini Marchionis facta in Testamento præfati Illustri Principis Domini Joannis quondam Marchionis superscripti debeant sortiri effectum contra ipsam Dominum Secundum Ottonem, sine præjudicio tamen aliquorum jurum dictorum Dominorum Magnifici Domini Galeaz, & Illustri Principis Domini Comitissæ Virtutum, ita quod præfati Domini Galeaz, & Comes Virtutum se non intromittant.

Item quod omnes iniuriæ, dampna, crimina, & offensæ, quæ per aliquem bannitum, vel forensitum, vel quemcumque alium Subditum Partium prædictarum, vel aliquos earum illatæ, & illata, & commissæ, vel perpetratæ fuerint tempore Guerrarum veterum, vel novæ, quæ inter Partes prædictas seminata, auctore zizanæ, dudum viguerunt, remittantur, & ex nunc intelligantur, & sint remissæ, & indultæ, & remissæ, & indultæ penitus, & in totum per omnes illos, & singulos, quos ipsæ iniuriæ, dampna, crimina, & offensæ possunt, seu possent concernere quoquomodo, ita quod querelans, vel accusans nullatenus audiat, nec querela ullatenus admittatur; & quod omnes processus, condemnationes, multationes, & banna quæcumque prædictarum Guerrarum temporibus contra prædictos facta, illata, vel promulgata cancellentur, & annullentur, & debeant cancellari, & annullari, & ex nunc pro cancellatis, & annullatis habeantur, teneantur, & respectentur.

Item quod omnes Cives, & omnes banniti, vel forensi Partium prædictarum, ac quicumque alii Colligati, Adherentes, Sequaces, & Subditi Dominorum, & Partium prædictarum ex utraque parte habentium domos, sedimina, Terras, & possessiones, prædiales, ac credita, seu nomina debitorum in Terris, & Territoriis Dominorum antedictorum ad eas, & ea redire possint, ac restituantur libere, & eis liceat uti, frui, & gaudere, & fructus percipere, & percipiendis de Terris, & possessionibus superscriptis eorum conducere ad Terras, & habitationes eorum ad ipsorum liberam voluntatem, & restituantur, & pro restituti habeantur in eo statu, in quo erant tempore initii Guerrarum prædictarum, non obstante aliquo cursu temporis, seu prescriptione, dummodo completæ non fuissent ante inchoatas dictas Guerras, seu ante tempus exitus ipsarum.

Item quod in prædicta restitutione non veniant fructus præsentis anni extantes, nec præteriti.

Item convenerunt quod creditoribus quibuscumque, & aliis omnibus, qui in personis, vel rebus bannitorum, vel forensitorum, vel aliquos ipsorum potuissent, vel quoquo modo possint aliquod jus prætere, seu habere, antequam fuerint forensiti, vel banniti, vel si forensiti, & banniti non fuissent ullo tempore intelligantur esse, & sint actiones, & iura ipsorum salva, & de eis possint, & valeant agere, & experiri, & ipsi uti in iudicio, & extrâ, quemadmodum poterant, possent, vel potuissent, si dicti, contra quos jus prætenditur, nullo tempore fuissent banniti, vel forensiti quacumque prescriptione, dummodo completa non sit ante inchoatas Guerras prædictas, cursu temporis, & dilatione non obstantibus, & quocumque impedimento cessante.

Item convenerunt, quod nullus possit contra bannitos, vel forensitos, vel bona ad ipsos, vel aliquem ipsorum spectantia ut aliquo iure, vel aliqua actione, quod quæsitum sit, postquam fuerint forensiti, vel banniti à Communi, vel Domino, ejus ipsi restituti fuerint banniti, vel forensiti contra ipsos, vel ipsorum bona, seu iura; Et è converso dicti forensiti, vel banniti non possint uti aliqua actione, vel iure, quod sit quæsitum à Communi, vel Domino, quibus postquam fuerint forensiti, vel banniti adhererunt.

Item quod dicti banniti, vel forensiti, & omnes alii restituendi non possint pro aliquibus taleis, vel oneribus, realibus vel personalibus, seu mixtis, conveniit, nec in personis, seu rebus molestari pro tempore, quo fuerint

banniti, vel forensiti, sed omnia talia onera intelligantur, & sint remissa, & cassata, & non possint exigi.

Item convenerunt quod possessiones, & iura adjacentes alicui Castro, seu Fortilicio, quod restitutioni non subjaceat vigore præsentis Pacis, & quæ sunt in eodem Dominio cum Castro, vel Fortilicio non restituantur, sed per illum, vel illos teneri possint, qui dictum Castrum, vel Fortilicium tenere habebit vigore Capitulum præsentis Pacis.

Item quod forensiti, & banniti Partium prædictarum non possint, nec debeant intrare Civitates, nec Suburbia, nec Terras, de quibus sunt forensiti, seu banniti, nec etiam appropinquare Loca prædicta per medium milliare, nisi cum per prædictos Dominos fuerit de ipsorum reditu, & modo, redeundi deliberatum, & provisum.

Item convenerunt Partes prædictæ ad invicem, quod nullus Partium prædictarum possit, nec valeat pro Colligato, Adherente, vel Subdito recipere ad suam Adherentiam, Colligationem, vel Subjectionem aliquem, qui sit de Colligatis, Adherentibus, vel Subditis alterius Partis, nec etiam Civitatem, Castrum, Fortalicium, vel Terram, quæ alteri Parti subjaceat, vel obediat.

Item quod omnes restituendi vigore Capitulum prædictorum teneantur, & debeant solvere omnia onera, & factiones pro illis possessionibus, quæ restituendæ veniunt in illis Locis, in quibus dictæ possessiones situate sunt post annum unum à die publicationis præsentis Pacis computandum.

Item quod statim publicatâ Pace prædictâ eligantur pro qualibet Partium prædictarum quatuor probi, & discreti Viri, ac sapientes, qui sint Executores, ac Conservatores præsentis Pacis, & qui eam faciant per prædictas Partes, & quemlibet de dictis Partibus integraliter observari; Et si qua obscuritas, vel contentio, aut dubium oritur inter Dominos, & Partes principales, seu Colligatos, Adherentes, Subditos, vel Sequaces Partium prædictarum, occasione Pacis prædictæ, in, & super Capitulis dictæ Pacis, illud decidatur per prædictos sic eligendos ut supra, qui jurent prædicta facere ad Sanctâ Dei Evangelia manu tactis Scripturis fideliter, & bonâ fide, non habito respectu ad quem Partium sit molestum infra duos menses à die dicti dubii computandos, quorum declarationi, & decisioni stare, & parere teneantur, & debeant Partes prædictæ.

Item quod pro prædictis omnibus, & singulis exequendis quatuor ex ipsis sufficiant, videlicet duo pro qualibet Partium prædictarum, qui possint prædicta exequi, & adimplere, & ipsorum declarationi, & decisioni stare debeat per prædictas Partes pro ut supra, sub penâ amissionis rei, de quâ est questio, quæ pena veniat in aliam Partem, quæ prædictam declarationem, & decisionem observabit.

Hoc tamen specialiter, & expressè actô, & convento inter Partes prædictas, quod per superscripta Capitula, vel ipsorum aliquod non præjudicetur, nec præjudicatum in aliquo esse intelligatur, seu intelligi possit Capitulis Pacis tractatæ, factæ, & publicatæ per Reverendissimum in Christo Patrem & Dominum Dominum Robertum Gebennensem Dei, & Apostolicæ Sedis gratiâ Basilicæ duodecim Apostolorum Præbiterum Cardinalem, in nonnullisque Italiane Partibus pro Sanctâ Romanâ Ecclesiâ Vicarium, & Legatum dno decimo nono Julii millesimo trecentesimo septuagesimo sexto inter Sanctissimum Dominum nostrum Dominum Gregorium Undecimum summum Pontificem, Sanctam quoque Romanam Ecclesiam præbistam, ac ipsorum Colligatos, Adherentes, Sequaces, & Subditos ex una parte, & præfatum Magnificum Dominum Dominum Galeaz, ipsius quoque Illustrem Natum Dominum Comitem Virtutum, ac ipsorum Colligatos, Adherentes, Sequaces, & Subditos ex alterâ, nec etiam aliquibus extindæ vigore Capitulum antedictæ Pacis fecitis, & factis.

Infrascripti sunt Adherentes, & Sequaces Illustrium Dominorum Ducis Bravvicensis, & Marchionis Montisferrati, ac etiam eorum Colligati.

Primo, Domini Episcopi Athesis, & Aquis, & Terræ, & Feuda dictarum Ecclesiarum pro Colligatis, Domini Marchiones Incise, Ponconi, & Ceve.

Præceptor Morani, & Locis Morani.

Filii quondam Domini Thomæ Marchionis Malaspinae.

Manfredus de Buscha.

Jacobus, & Tere de Carreto.

Domini de Azello.

Viter Guandus.

Domini de Pontibus.

Ruffinetus de Troya cum Loco Meleti de Troya.

Uxor,

ANNO

1377.

ANNO

1377.

Uxor, & Hæredes quondam Lanzoni Palidi de Ast.
 Bernardus Malabayla cum Loco Castellarii.
 Domini Seorii cum Loco Seorii.
 Jacobus Blanchus, & alii de Blanchis de Novis cum
 Castro Pastorana.
 Dominus Albertinus, & alii de Guasconibus de Pa-
 pia, & cæteri Forensiti de Papiæ.
 Forensiti Garlaschi.
 Forensiti Viqueria.
 Forensiti Casinarum.
 Forensiti Maxii.
 Forensiti Castri novi de Rivalbâ.
 Forensiti de Casali.
 Dominus Balthianus de Montezochæ de Papiæ.
 Michael de Montafia, & Hæredes.
 Filii quondam Rugerii de Montafia.
 Franciscus, Joannes, & Frater, ac Villanus, & cæ-
 teri eorum Confortes de Ysnardis de Gualfenaria cum
 Loco Gualfenariæ, ac cum Loco Tornanaxiæ.
 Qui omnes dantur pro Subditis Illustri Domini Mar-
 chionis Montisferrati prædicti pro iis, quæ ab ipso te-
 nent, si aliquid tenent à prædicto, & pro Adhærenti-
 bus pro iis, quæ non tenent ab ipso.
 Infra scripti sunt Colligati, Adhærentes, Sequaces,
 & Recommendati Magnifici, & Excelsi Domini Do-
 mini Galeaz Vicecomitis Mediolani &c., ac Illustri
 Domini Domini Galeaz Vicecomitis Comitibus Virtutum
 &c. ejusdem genti, & cujuslibet ipsorum.
 Primò Dominus Manfredus Marchio Salutarum cum
 Filii suis, cum Loco Fariglavi.
 Georgius Filius quondam Domini Theodori de Salu-
 tiis cum Loco Mulazani.
 Henricus de Carreto, & Filii sui cum suis Locis,
 Castris, & Villis, ac Fortaliciis.
 Nomina Dominorum de Choconato Comitum Ra-
 dicato.
 Dominus Bonifatius.
 Dominus Abellonus.
 Joannonus.
 Henricus.
 Guidetus.
 Ubertus.
 Ricardinus.
 Gulielmus.
 Raynerius.
 Antonius.
 Petrus.
 Conradus.
 Petrus.
 Opius.
 Joannes, & cæteri alii de dictâ Domo, si qui alii sunt.
 Religiosi de dictâ Domo.
 Dominus Frater Guido Abbas Sancti Bartolomei de
 Alzano.
 Dominus Frater Thomas Ordinis Sancti Joannis Ye-
 rosolimitani.
 Dominus Frater Percinatus Monachus Cisterciensis.
 Antonius, &
 Migeletus ex Confortibus Aramengi cum eorum
 Castris, Villis, & Fortaliciis infra scriptis.
 Infra scripta sunt Castra, Terræ, Villæ, Fortalicia,
 & Loca dictorum Dominorum de Choconato, & quæ
 per ipsos possidentur, videlicet:
 Cochonatum cum Curte.
 Rubella cum Curte.
 Broxolium cum Curte.
 Plebata.
 Marmoretum.
 Primeliolum.
 Cerretum.
 Passaranum.
 Castrum Vaprum.
 Cerrealium.
 Mainotium.
 Castrum Cafalis Bergoni.
 Crapiliolum.
 Eagnaschum.
 Grazerum.
 Zongum.
 Aramengum.
 Vialium, & cætera alia quæ per præfatos Dominos
 possidentur.
 Nobiles de Frassaneto pro se, & locis Frassaneti,
 Guardapassi, & Varmachæ.
 Nobiles de Frassaneto de Ruffinenghis, Salvaticis,
 & Cicognonibus.
 Aymonerus de Ticineto, cæterique alii Confortes
 eorum, omnes Comites Cabaliatæ.

ANNO 1377.
 Infra scripti sunt Subditi, & Adhærentes de Territo-
 rio Astensi, & Albeni videlicet:
 Domini de Solerio de Tegolis cum dicto Loco.
 Domini de Solerio de Gouono cum dicto Loco, &
 generaliter omnes illi de volario.
 Abellonus Malabayla cum Locis Cantaranæ, & Ser-
 ra Longæ.
 Jacobus Franciscus de Malabaylis cum Loco Castri
 Aynaldi.
 Guidetus Malabayla cum Loco Bellegardi, & cum
 ejus parte Subrici, & Publicearum.
 Bernardus Malabayla cum Loco Castellarii.
 Catellanus, & Bernardus de Malabaylis.
 Secundinus Filius quondam Bernardi de Ritiis cum
 Loco Sancti Pauli.
 Andreonius, Perrotus, & Paulonus de Ritiis Fratres
 cum Loco Sancti Michaelis.
 Et generaliter omnes illi de Ritiis cum omnibus suis
 Locis.
 Domini de Borgogninis, & de Sobonengis de Sur-
 brico cum dicto Loco.
 Domini de Montafia cum dicto Loco Montafia.
 Rossinetus de Troya cum Loco Meleri de Troya.
 Domini de Roatis cum Loco Melleti Roati.
 Locus, & Homines Viali.
 Domini, & Homines Castri, & Villæ Plezæ cum
 dicto Loco Plezæ.
 Nicolinus de Playa cum Loco Sepuniti.
 Simoninus de Brayda cum Loco Cornagiani, & cæ-
 teri de Brayda cum omnibus suis Locis.
 Omnes alii Forensiti de Alba qui Guerram fecerunt
 pro præfatis Domino Galeaz, & Comite.
 Obertinus de Montafia, & cæteri de dicto Loco.
 Domini de Asteris de Magliano cum dicto Loco
 Magliani.
 Domini de Palidis cum eorum parte Loci Castri Ay-
 naldi.
 Antonius, & Thomas de Afinariis de Duxino cum
 dicto Loco Duxini, & aliis Confortibus.
 Locus Veranæ, qui tenetur per Guionim Provanam.
 Gaspar, & Fratres de Pelletis cum ejus parte Loci
 Corsembrandi.
 Henricus Pelleta cum ejus parte dicti Loci Corsem-
 brandi.
 Locus, & Homines Loci Cortasani, qui tenetur
 per Henricum Pelletam prædictum nomine præfati Do-
 mini.
 Omnes Forensiti Montis vici, qui Guerram fecerunt
 pro Dominis antedictis.
 Bartholomeus, & Rossinetus de Pelletis cum Loco
 Burii.
 Domini de Pelletis de Loco Turris Vallisgorariæ
 cum dicto Loco.
 Bonionus Pelleta cum Castro Prælorini immediatæ
 Villæ dicti Loci.
 Petrus Cachayranus cum Loco Cavazoli.
 Opezanus, & Fratres de Cachayranis, & Jacobus de
 Cachayranis de Rocha de Ayrazio cum ipso Loco
 Rochæ.
 Franciscinus.
 Joannes, & Frater, ac
 Villanus, & cæteri eorum Confortes de Ysnardis de
 Villafenaria cum dicto Loco Vallisfenariæ, ac cum
 Loco Ternasii.
 Hæredes Guieri Ysnardi cum Loco Insulæ bellæ.
 Domini de Ysnardis de Sinfredo cum dicto Loco
 Sinfredi.
 Domini de Ysnardis de Somarippa de Paterno cum
 dicto Loco Somarippæ.
 Domini de Pelletis de Seorio cum dicto Loco Seorii.
 Omnes illi, qui sunt extrinseci dictæ Civitatis Asten-
 sis tam de populo, quàm de hospitio.
 Domini de Guttuariis de Agliano cum dicto Loco
 Agliani.
 Prædicti cum Castro novo Calzæ.
 Dominus Petrus Guttuarius, & ejus Confortes cum
 Loco Quarodearum.
 Prædicti de Guttuariis cum Loco Casinaschi.
 Prædicti de Guttuariis cum Monasterio Sanctæ
 Ziliæ.
 Prædicti de Guttuariis cum Loco Mayrana.
 Prædicti de Guttuariis cum Loco Melzelli, & gene-
 raliter omnes illi de Guttuariis, qui sunt extrâ Civi-
 tatem Ast cum eorum Locis.
 Nicolinus Scarampus, & ejus Confortes cum Loco
 Ridibovis.
 Dominus Antonius de Tizonibus tamquam Subditus,
 & omnes alii de Tizonibus Subditi similiter de Locis
 Riparum, & Balzæ.

Dicitur

ANNO 1377. Dicitur Dominus Antonius tamquam Adhærens, & sequax de Loco Crefentini.

Maranus, & Vicentius, & Fratres de la Cavana cum Loco Gazii. Illi de Falleris de Alba cum eorum Caltris, & Fortificis, cum quibus fecerant Guerram pro præfato Magifico Domino Galeaz.

Martinus, & Bonifarius de la Baistata, & alii eorum Confortes de domo sua cum eorum Loco Baistata, & aliis suis Locis.

Filippellus de la Capella de Montebazuzio. Sozonus ejus Frater.

Hæredes quondam Domini Francischini de Brayda. Omnes Forentii Cunel. Omnes Forentii Montivici. Raynaldus, & Manuel Fratres de Spinolis. Berardonus Malabayla cum loco Palatii Vallis Gorarino.

Francischiinus, Joannes, & Frater, ac Villanus, & ceteri eorum Confortes de Ysnardis de Valfenaria cum dicto Loco Valfenarie, ac cum Loco Tornavalli.

Georginus de Salutis Dominus Mulazani pro se, Loco, & Hominiibus Mulazani factus est Adhærens, & Recommendatus præfati Illustris Domini Cornis Virtutum, & præfatus Dominus eum assumpsit in Adhærentia sua millesimo trecentesimo octuagesimo primo, die vigesimo nono Martii manè.

Quæ omnia, & singula supràscripta prædictæ Partes, videlicet præfatus Magnificus Dominus Dominus Galeaz, & præfati Nicollus, Dominicus, Ugolinus, & Fraylinus nominibus quibus suprà sibi ad invicem, & vicissim solemnibus stipulationibus intervenientibus promiserunt attendere, & observare perpetuo, ac effectualiter adimplere, & contra ipsa, vel ipsorum aliquod nullatenus facere, vel venire, per se vel alium, directè vel per oblicum, aliquâ ratione vel causâ, de jure vel de facto, sub refectione omnium, & singulorum damnorum, expensarum, & interesse litis, & extra, de quibus credi voluerunt Parti observanti, & ipsas, & ipsa incurrenti contra Partem non observantem nudo, & simpliciter verbo, sine testibus, & Sacramento, & aliâ probatione quacunque; Et sub obligatione omnium, & singulorum bonorum dictarum Partium, videlicet præfati Magnifici Domini Domini Galeaz, ac præfatorum Illustrum Dominorum Ducis Brusvicensis, & Marchionis Montisferati, & Fratrum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum, quæ proinde sibi ad invicem, & vicissim, & mihi Notario infra scripto Offitio publico stipulanti, & recipienti nomine, & vice omnia, & singulorum, quorum intererit, vel poterit intererit, pignori obligaverunt. Renuntiantes in præmissis omnibus, & singulis, spontè & ex certâ scientiâ, omni exceptioni doli, mali, metus, & in factum conditioni sitæ causâ, & ex injustâ causâ, rei non feci gestæ, vel aliter scriptæ, quàm gestæ, beneficio minoris ætatis, ac restitutionis in integrum, nec non Legibus, & Constitutionibus, tam Canoniceis, quàm Civilibus, ac omni alii auxilio, quibus contra præmissa, vel aliquod præmissorum posset quomodolibet fieri, vel venire; præcipientes de prædictis Partes prædictæ fieri publicum Instrumentum per Antonium de Pasquarato de Mombello Notarium, ac per me Pasquinum de Capellis de Cremona Notarium, ejusdem tenoris.

Acta sunt hæc in Civitate Papæ in Castro Magnifici Domini Domini Galeaz, in sala magnâ inferiori versus Zardinum Anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo septimo, Indictione quintâ decimâ, die septimo mensis Julii, præsentibus egregiis, & sapientibus Viris Domino Pinotto de Pinotis de Regio, & Bartholomeo de Jacobo de Janua Legum Doctoribus, ac nobilibus Viris Castellino de Pasqualibus de Mediolano, & Acorsolo de Landriano de Mediolano, Testibus ad præmissa vocatis, & rogatis.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archivi Officialis.

LXXXIX.

Testament de JEAN I. Duc de Lorraine, fait en l'année 1377. [Traité Hist. & Crit. sur l'Orig. & la Genèse de la Maison de Lorraine, &c. Aux Preuves, pag. cxlii.]

Au Nom du Pere & du Fil & du S. Esprit. Amen.

TOM. II. PART. I.

ANNO 1377. JE JEHAN Duc de Loherreine & Marchis, en bon sens & bonne memoire de mon entendement, & bonne prosperite de mon corps Deu merci, rewardeant & considerant qu'il n'est chose plus certaine de la mort, & de chose moins certaine de l'ore de la mort, pour ce feix & ordonne des maintenant mon Testament ou darsine volonte per la forme & meniere que s'enxut. Premier, je rend mon ame à Deu mon Createur, que la creait, & li suppli devotement qu'il la veuille monder de tout pechie, & recevoir an son saint Paradis. Item, je eli ma sepulture en l'Englise Collegial de Monsieur Saint George de Nancey, de la Diocèse de Toul, devant l'autel de la Chapelle N. Dame, laquelle Chapelle j'ai fondée & douée de mes biens, ensi com il appoit plus pleinement en certaines Lettres sur ce faites, que je en ai donnee à mes amis Chapelains en Deu. Prevost & Chapitre de ladite Englise. Item, je veuille & ordonne que le jour de mon oit, soit fait l'office de Deu, & ausi tel luminaire & telle offrande, comme à mon esait appartient. Et especielement soient offerts trois de mes melours chevatz; le premier en hernois de Werre, le second en hernois de Joltes, & le tier en hernois de Tournois, en signe que tous Estais terriens tant soient grant & haultz, convient il à la fin retourner à Deu & à sainte Englise. Item, je donne & ordonne à chascun Prestre que dirat messe en ladite Englise de S. George le jour de mon oit, ung petit florin vief de boin or & de juste pois; à chascun Clerc que dirat les vigiles des mors, cinq gros Tournois d'argent; à chascun Clerc que dirat les sept Psalmes penitentialx, trois gros Tournois d'argent, & à chascun petit Escolier que dirat *Pater noster*, *Ave Maria* & *Credo*, ung gros Tournois d'argent, & aux polvres Gens mendiant, le pain de ving réalz de froment, à mon septième jour de deiz réalz de froment, & à mon trentième jour de cinq réalz de froment. Item, je veul & ordonne que tous mes debtes soient payez, & mes tort fais emendels par tout là où ils seront apparant, prouveis, declareis ou enformeis suffisamment. Item je veul & ordonne que les fondations & ordinations des Chapelles de Nostre Dame & de Mouffir Saint Charle mon Oncle le Duc de (1) Bretagne, que j'ai fondées & ordonnées en ladite Englise de S. George, ce tennent fermement & establiement à toujours-mais perpetuellement par la forme & meniere que je les ai fondées & ordonnées, ensi comme il puet apparoir plus pleinement par les Lettres sur ce faites, que je en ai donnés auxdits Prevost & Chapitre de ladite Englise de S. George, & avec ce que la donation de mil florins vief de boin or & de juste pois, que j'ai fait darsinement à ladite Englise de S. George, lesquels mil florins j'ai assignés à parre à deiz ans continuel & escomplis l'une après l'autre, chacun an cent florins sur ma rente de port, pour les convertir en l'ourage & edifice de ladite Englise, ensi comme il puet apparoir plus pleinement en certaines Lettres sur ce faites, que je en ai donnés auxdits Prevost & Chapitre de ladite Englise de S. George, se tienne & soit escomplie per la forme & meniere que lesdites Lettres sur ce faites, se devises plus pleinement. Item, je veul & ordonne que les Testaments de mon tres chier Signour Monsieur le Duc de Raoul mon Pere & de matres chier Dame ma Dame la Duchesse Marie ma Mere, soient asservis & escomplis entierement chacun en droit soy per la forme & meniere que les Lettres faites sur lesdits Testaments le devisent plus pleinement. Item, je veul & ordonne que le Douaire de ma tres chiere Suer la Duchesse ma Femme & leal esponse, se tienne par la forme & meniere que les Lettres sur ce faites le devisent plus pleinement. Item, je donne & ordonne en l'Englise de Belprei, près de Luneville, en laquelle Englise mon dit Signour le Duc Raoul mon Pere, & plusieurs autres de mes Anceffours Ducs de Loherrenne, ont esté & sont ensevelis, pour prier Deu pour les ames d'eux & de moy, & pour faire nous Aniverfaires chascun an à tousjoursmais, .deix petits florins vief de boin or & de juste poids de Terre annuel que je leur ai assigné & assigne

(1) C'est Charles de Blois, Duc de Bretagne, à qui Jean Comte de Montfort enleva la Couronne. Les austères, les penitences de Charles pendant sa vie, & durant sa prison d'Angleterre, les miracles qui se firent à son tombeau après sa mort, lui méritèrent les honneurs de Saint. Urbain V. & Grégoire XI. ordonnèrent à l'Evêque de Bayeux, aux Abbés de Marmoutier, &c. de S. Aubin, d'Angers, d'informer de la vie, des mœurs & des miracles de Charles de Blois, pour procéder à sa Canonization. Quand les témoins eurent été ouïs & la procédure instruite, Jean de Montfort s'opposa si fortement aux projets de la Canonization de son Rival, que Grégoire XI. pour ne point aggraver les Puissances, fit mettre le procès à l'écart en 1371. Il n'a pas été revellé depuis; mais on n'a pas pour cela discontinué le culte; comme il se voit par le Testament du Duc Jean I.

ANNO
1377.

assigne à panre & leveir au terme de Pasque sur la table de Luneville pour ledit terme chacun an à tous jours maix. Item, je donne & ordonne à Religioses personnes Labbei & le Convent de l'Englie de Cleirieu prez de Nancy, pour prier Dieu pour moy, quarante petits florins vief de boin or & de juste pois. Item, je donne & ordonne à Religioses & devotes personnes les Prescheresses de Nancy, pour prier Dieu pour moy, cinquante petits florins viefs de boin or & de juste pois. Item, je donne & ordonne à Religioses personnes le Priour & ses Compagnons du Priorei de Notre Dame de Nancy, pour prier Dieu pour moy, deiz petits florins viefs de boin or & de juste pois. Item, je donne & ordonne aux Freres Menours du Convent de Toul, aux Freres Preschours du Convent de Toul, aux Freres Menours du Convent de Mes, aux Freres Preschours du Convent de Mes, aux Freres Carmes du Convent de Mes, pour prier Dieu pour moy, à chacun desdits Convents, six petits florins viefs de boin or & de juste pois. Item, je donne & ordonne à Religioses personnes Labbei & le Convent de l'Englie de S. Martin devant Mes, & aussi à Religioses Dames Abbeffe & Convent de S. Pierre de Mes, à chacune desdites Englies, pour prier Dieu pour moy, vingt petits florins viefs de boin or & de juste pois. Item, à Religioses Abbeffe, Dames & Convent de Buxerres aux Nonains pres de Nancy, pour prier Dieu pour moy, deiz petits florins viefs de boin or & de juste pois. Item, je donne & ordonne à l'Hôpital de Nancy, pour la sustentation des polvres, vingt petits florins viefs de boin or & de juste pois. Item, je veul & ordonne que la pension de vingt florins de terre que j'ai donnee & ordonnee à Religiose personne Frere Jehan de Tierperc, mon Confesseur, & li ai assignee à panre chacun an, toute sa vie durant, sur mes Salines de Dueze, pour prier Dieu pour moy, se tienne fermement par la forme & maniere que les Lettres que je l'en ai donnee sur ce faites, le devissent plus pleinement. Item, je donne & ordonne à ma Mesniee de mon Hôtel, pour eux restablir & recompenser, se je les avoit mal paiee au temps passe, dous cents petits florins viefs de boin or & de juste pois, à ordonneir, & distribuer pour chacun endroit foy, tel portion comme par mes Executeurs cy après escripts serait ordonnee & avisee. Et pour executeur, assevir & escomplir ce mien present Testament ou darrienne volonte, je eul, fais & continue mes Executeurs madite sœur la Duchesse ma Femme & leal esponse & mes ameis & feables Conseillers Monsieur Ferry de Parroyes, & Monsieur Jehan de Tello; en la main desquels je mes & ordonne des maintenant pour à donc, tous mes biens mobiles & non mobiles, presens & avenir, pour assevir & escomplir toutes les choses dessusdites, & chascunes d'icelles. Et se aucun de mes dix Executeurs ne s'en peoit ou voloit entremettre, je veul & ordonne que celui ou ceux que s'en voudroit ou voudroient entremettre, ait ou aient poissance pleniere en ce fait, altretant, comme eulx tous avoient, se eulx tous s'en entremettoient. Aussi je veul & ordonne que ce mien present Testament ait force, vertu & valour par toutes les voies que boin Testament de fable Cristien puet & doit avoir, & rapelle tous autres Testament que je pourrois avoir fait ou temps passe. Et pour ce mien present Testament ou darrienne volonte estre de bonne valour en toutes les choses dessus dites & chascune d'icelles, ai je fait mettre mon grant Seel pendant en ces Presentes. Et en la presence du Notaire publique & des tesmoins cy-dessus escripts, ai prie & requis à discrete personne l'Official de la Cour de Toul, en qui Jurisdiction, coercion, & confrentre j'ai submis & submet tous mes hors & tous mesdits biens, mobiles & non mobiles, presens & avenir, pour eulx estre confrents & demeneis par Sentences d'excommunication, on cas que mesdits hors seroient rebelles en tout ou en partie à l'execution & accomplissement de ce mien present Testament ou darrienne volonte, qu'il veuille faire mettre le Seel de sadite Cour avec le mien en ces Presentes. Et nous Official de la Cour de Toul, à la priere & requeste de tres excellent Prince Montaigneur Jehan Duc de Loherre & Marchis, Testateur dessusdit, & per la fiable relation du Notaire publique cy-dessus escript Notaire jurci de notre dite Cour, auquel nous adjouons & avons accoustumez adjoudre foi pleniere en ce fait & en plus grant; & Avons fait mettre le Seel de notre dite Cour avec le Seel dudit Testateur en ces Presentes. Ce fut fait en l'an de l'Incarnation Notre Signour mil CCC LXXVII.

XC.

ANNO
1378.

Convention entre RICHARD II. Roi d'Angleterre. 5. Avr. re & JEAN Duc de Bretagne, par laquelle celui-ci cede au premier, sous de certaines conditions, le Château de Brest. Donné à Westminster le 5. Avril 1378. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 190.]

JOHAN, DUC DE BRETAGNE, Conte de Montfort & de Rychemond, a touz ceaux, que cestes Lettres verront, Salutz.

Nous avons veu certain TREITEE,

FAIT & acordee par entre, nôtre trespuissant Seigneur, Monsieur Richard Roy d'Angleterre, & de France, & son Conseil d'une part, & Nous d'autre part,

En la FORME que ensuit,

Ces sont les Articles.

PRIMEREMENT, que nôtre dit Seigneur le Roy avera le Chastiel de Brest, ou touz les appartenances, si bien les Brechs de Bretagne, a prendre illoques, comme Seicheries, & touz autres Seigneuries & profitz queconques;

Et ferra garder bien & furement, a ses propres custages, mesme le Chastiel, durant les Guerres;

Et, les Guerres finies, ou par Treitee, ou par long Trewe, ou autrement, par quecunque voie que ce soit, nôtre dit Seigneur le Roy est tenuz & obligez, pour lui, & pour ses Heirs, de rendre, bien & loialement, le dit Chastiel de Brest, ou touz les appartenances, avantditz, au dit Duc, ou a ses Heirs de son corps, ou a sa Femme, sanz fraude ou mal engin, franchement & quietment, sanz aucun empechement, pour defaute de Paiement, ne pour autre cause quecunque, que poet estre dit ou fait a l'encontre, quant nôtre dit Seigneur le Roy ou ses Heirs ent seront requis par le dit Duc, ou par les foens eantz poiz de lui, ou par ascun de eulx, ou touz ensemble;

Et, a ce faire & accomplir, en maniere fuisdite, nôtre dit Seigneur le Roy a promys, loialement en Parole de Roy, pour Lui, & ses Heirs, & aussi ont promys, en Foy de Chevalier, pour eulx, & pour leur Heirs, de l'assent de nôtre dit Seigneur le Roy, le Duc de Lancastre, les Contes de la March, d'Arundel, Warwick, Stafford, & Suffolk, par leur Lettres, enfeales de leur Seals, qu'ils metront leur loial diligence, par devers nôtre dit Seigneur le Roy, & ses Heirs, de bien & loialement accomplir les choses fuisditz, & les fermen tenir.

ITEM, en cas que le dit Duc devie, sanz Heir de son Corps, adonques, apres le mort de dit Duc & sa Femme, le dit Duc VOET & GRANTE que le dit Chastiel de Brest, ovesque touz les Appartenances, demorge a nôtre dit Seigneur le Roy, & a ses Heirs de son Corps.

ITEM, que nôtre dit Seigneur le Roy donera & assignera au dit Duc un Chastiel covenable, a la value de sept centz Marcs, annuellement en Terres & en Rentes, en Engleterre, en bon assiete, & a plus pres ensemble qu'ils porront bonement, ovesque touz Seigneuries, Comoditees, Gardes, Mariages, Fees, Avocations, & touz autres profitz queconques, as ditz Terres & Seigneuries appartenantz, a avoir & tenir au dit Duc, & sa Femme, & as Heirs issantz du Corps de dit Duc, tant comme le dit Chastiel de Brest demorrera en la main de nôtre dit Seigneur le Roy, ou de ses Heirs, en la manere fuisdite.

ITEM, en cas que le dit Duc devie, sanz Heir de son Corps, adonques, apres le mort de dit Duc & sa Femme, le dit Duc VOET & GRANTE que le dit Chastiel de Brest, ovesque touz les Appartenances, demorge a nôtre dit Seigneur le Roy, & a ses Heirs de son Corps.

ITEM, avera le dit Duc franche entree, issue, & demore en le dit Chastiel de Brest, toutes les foiz que lui plerra, sanz aucun empechement.

ITEM, avera le dit Duc franchement, hors de dit Chastiel, touz ses Joals & autres Biens, a lui appartenantz en icelle, quant & quel hure qu'il voudra, par lui, ou par ses Deputes.

ITEM, ferra faites Endentures des Vitailles & Artelleries, que as Gentz de nôtre dit Seigneur le Roy seront deliverez, ovesque le dit Chastiel, a syn que a tant

ANNO
1378.

tant soit renduz au dit Duc, ou a foens, qant le dit Chastiel leur ferra rebaillez.

ITEM, que les Brefs, & autres Noblesses de dit Duc, & Breff, nostre dit Seigneur le Roy usera en noun de dit Duc, & noutrement.

ITEM, le dit Duc avra Lettres de nostre dit Seigneur le Roy, a ses Officiers a Burdeaux, qu'ils lui fustrent & facent enjoyer ses Brefs qu'il ad a Burdeaux, si comme lui & ses Auncestres ont fait.

ITEM, si le dit Chastiel de Breff soit venduz, ou par aucun voie perduz sous le main de nostre dit Seigneur le Roy, ou de ses Heirs, avant que mesme le Chastiel de Breff soit restitué au dit Duc ou a ses Heirs, ou a sa Femme, en manere comme dit est; Nostre dit Seigneur le Roy, & ses ditz Heirs feront tenez a faire ce qu'ils porront a regainer & recoverer le dit Chastiel, a fin qu'il soit restitué au dit Duc, ou a ses Heirs, ou a foens, en manere defuisite:

Et les autres Seigneurs, avant nomez, promettront, & feront tenez, a faire ce qu'ils porront loialment, devers nostre dit Seigneur le Roy, & ses ditz Heirs, a ce faire:

Et que, tanque le dit Chastiel soit restitué au dit Duc, ou a ses Heirs de son corps, ou a sa Femme, comme defuz est dit, le dit Duc, & sa Femme, & ses ditz Heirs tendront le dit Chastiel, & les sept centz Marcs de Terre & de Rente, que leur seront assignez en Engleterre comme dit est, ovesque touz leur appartenances fuisditz parfournez, jusques a la value de dit Chastiel de Breff, ovesque les appartenances d'ycelle:

Et, a quel hure que le dit Chastiel de Breff ferra renduz & restitué au dit Duc, ou a sa Femme, ou a ses Heirs de dit Duc de son corps, que nostre dit Seigneur le Roy puisse franchement reprendre a sa main, sanz contredit du dit Duc, le Chastiel & les Terres & Rentes ovesque touz les appartenances, que nostre dit Seigneur le Roy lui avera assignez en Engleterre pour la cause avandite.

ITEM, que les Aliances, avant ses hures faites par entre le Roy Edward, que darrein morust, & le dit Duc, seront confermez & raisez par nostre dit Seigneur le Roy q'ore est.

ITEM, le dit Duc avra retourner des Brefs, en tout sa Terre, appartenant a la Contie & Honour de Rychemond, & les autres Fraunchises appartenantz a ycelles, as termes des Vies de dit Duc & de sa Femme.

Et,

Quant a ce, que en le quarte Article defuisdit est contenuz, que nostre dit Seigneur le Roy doneroit au dit Duc, pour le dit Acord, milles Livres d'Estelins, les quels seront baillez a sa ditte Femme, ou a son Receivoir, qele hure que le nostre Seigneur le Roy seroit en poecession de dit Chastiel,

Etoit acorde, apres la failliance des Articles avanditz, parente le dit nostre Seigneur le Roy & le dit Duc, que la ditte Somme seroit paiee, par le dit nostre Seigneur le Roy, a Soudiours que estoient demoranz en le dit Chastiel de Breff, en partie du paiement de ce que as ditz Soudiours estoit deheus, de leur Gages, avandite le dit Duc fist la livre de dit Chastiel, hors de sa main, a cause de l'Acord fuisdit; & que le dit Duc tendroit nostre dit Seigneur le Roy pour quite & descharges qant a paiee a lui les mille Livres avanditz; & que le dite quarte Article soit desore de nulle vertue.

Nous avant dit Duc, touz les fuisditz Articles, en manere comme defuz sont acordez, traitez & specifiez, eantz fermez & agreables, ycelles en tout ce, que a nous & a nostre Partie touche, & poet toucher en queuncque manere, promettoms & grantoms, de nostre franche & liberal volente, pour Nous, & pour nos Heirs, en bone foy, de bien, & serment, & loialment garder, tenir, & accomplir, de nostre part, en touz Poyntz, sanz fraude & mal engin, & sanz ren faire ou fustier estre fait a contraire par nous, ne par autres queuncques, par queuncque voie que se soit, que puisse estre dit ou fait.

Et, par especial, veuilloms & grantoms que, si nous devions sanz Heir de nostre corps, adonques, apres la mort de nous & de nostre ditte Femme, le dit Chastiel de Breff, ovesque touz les appartenantz, remeine a nostre dit Seigneur le Roy, & a ses Heirs de son corps, par tout jours, comme defuz est contenuz.

Et ausi voloms & grantoms, pour Nous & pour nos Heirs, que, en cas que le dit Chastiel soit a nous, ou a nostre ditte Femme, ou a nos ditz Heirs de nostre

TOM. II. PART. I.

corps, restitué, solonc le purport de dite Treite, que adonques nostre dit Seigneur le Roy, & ses Heirs puissent franchement, sanz contredit de Nous, ne de nostre dite Femme, ne de nos ditz Heirs, seisir a lout main le Chastiel, ovesque toutes les Terres, Seigneuries, & appartenantz queuncques, que nostre dit Seigneur le Roy nous avera baillez & assignez, en Engleterre, a cause de dit Chastiel de Breff, par vertue de Treite fuisdit, en manere comme il estoit parle, treite, & acorde. En Tesmognance de quele chose Nous avons a ces presentz fait mettre nostre Seal.

Don. a Westmoutier le quinte jour d'April, l'An du Regne de, nostre dit Seigneur, le Roy Richard premier.

Et ce veuilloms & outre jours avons parfornyant les choses defous escriptes.
Passe de nostre main.

Sub Sigillo Ducis Cera rubra expresso, & a cauda Pergamene pendens.

XCI.

Constitution de l'Empereur CHARLES IV. pour 7. Avt. le Droit de l'Electorat, appartenant aux Rois de BOHEME, donnee a Prague, le 7. Avril, 1378. [GOLDAST, Tom. II. pag. 93.]

ANNO
1378.

KAROLUS Dei gratia Romanorum Rex, semper Augustus, & BOEMIAE Rex, ad perpetuum rei memoriam.

1. Innata cordi nostro benignitas circa fidelium & devotorum nostrorum honores & commoda continuis intenta vigilis, votis ipsorum annuere nos juxta inducit, quoties poscentium vox est iusta. In hoc enim liberalitatis nostrae non errat intentio, sed Regalis sceptri fastidium attollere salubriter arbitrat.

2. Sanè ad nostrae Celsitudinis, venerabiles, Archiepiscopus Pragensis; Olomucensis, Wratislaviensis, & Lytomilensis, Episcopi, necnon Illustres, Johannes Carinthiae, Comesque Tyrolis & Coriciae, germanus noster charissimus, ac Nicolaus Opaviae & Ratiboriae Duces, ceterique Praelati, Duces, Principes, Barones, Procures, & Nobiles Regni nostri Bohemiae, & pertinentiarum ejusdem, praesentiam accedentes, Nobis humiliter supplicarunt, ut quasdam Literas Divi Romanorum Regis, Praedecessoris nostri, Nobis per ipsos exhibitas, quarum tenor & series sequitur in hac verba: RUDOLPHUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus &c. Quanta iura personarum &c. nostra confirmare auctoritate Regia dignaremur.

3. Nos itaque praefatorum Praelatorum, Ducum, Principum, Baronum, Procurem, & Nobilium (quos honoris & felicitis status Romanorum Regni & Sacri Imperii fideles & sollicitos praeter novinus zelatores, ipsumque Regnum Bohemiae Romanorum Regum nobilium membrum fore) supplicationibus, benignius inclinati, praefatas Literas, ac omnia & singula contenta in eisdem, laudamus, ratificamus, approbamus, confirmamus, ac de novo ex certa scientia de nostra Romanorum Regiae plenitudine potestatis, praefatis Regno, Praelatis, Ducibus, Principibus, Baronibus, Procurem & Nobilibus, ac universitati Regni ipsius, & pertinentiarum ejusdem, ad usum & opus Regum Bohemiae in perpetuum damus tenore praesentium, conferimus, & donamus; omnem diminutionem & defectum, si quis in praemissis fuerit, reparantes omnimodè & supplementes, ac omne dubium & obscurum pro parte & in favorem ipsorum Regni & Regum Bohemiae, de uberiore dono Majestatis Romanorum Regiae plenitudinis potestatis, interpretantes, & etiam declarantes: non obstantibus Legibus, Consuetudinibus, Usibus, Observantiis, Juribus Municipalibus vel Communibus, Statutis seu Edictis, factis & editis in contrarium quibuscumque; quas & quae, quantum ad hac, ac si forent nominatim & de verbo ad verbum scripta praesentibus & inserta, revocamus, cassamus, irritamus, annullamus, & de dicta ratione Regiae plenitudinis potestatis decernimus firmiter fore nullius penitus momenti.

4. Nulli ergo omnino liceat hanc nostrae Laudationis, Ratificationis, Approbationis, Confirmationis, Donationis, Reparationis, Supplementi, Interpretationis, Declarationis, Revocationis, Cassationis, Irritationis, & Annulationis paginam infringere, vel ei ausu temerario aliquo contraire. Contrarium vero facientes si qui fuerint

ANNO
1378.

fuerint (quod absit,) ultra indignationem nostræ Celsitudinis Regiæ, quam ob hæc se noverint graviter incus-
suros, mille Marcas auri puri nostri & Romani Regni
fisco componant; ipsarum videlicet medietatem nostræ
& Successorum nostrorum, Romanorum Regum & Im-
peratorum, Curie seu Camere, & reliquam partem in-
juriam itremissibiliter applicandas. In quorum omnium
Testimonium, & ad certitudinem plenior, præsentis
facti iussimus, & Bulla Aurea typario nostræ Majestatis
impressa præcepimus communiri.

Hujus rei Testes sunt:

Gerlacus Archiepiscopus Moguntinensis, per Ger-
maniam S. Imperii Archicancellarius,
Rudolfus senior Dux Saxonie, Sacri Imperii Ma-
jesticus.

Rudolphus Junior, Saxonie, & } Duces.

Fridericus de Deck

Johannes Burgavivus Norimbergensis.

Ulricus Landgravius de Luykenberg.

Fridericus de Ollremund,

Ulricus de Helfenstein, & } Comites.

Rudolfus de Wertheim

Petrus de Hedwig,

Crafftus de Holoci

Gottfridus de Prunes

Eberhardus de Walse

Fridericus de Walse

Eglof de Fryberg & } Romani Regni præfati

Burchardus de Eirbach } Principes & Barones.

* Leg.
LXXVIII.

Datum Prage, anno Domini M. CCC. * XLVIII.
Indictione prima, septimo Idus Aprilis; Regnorum
nostrorum anno secundo.

XCII.

17. Juin. JOANNE, Jerusalem & Sicilia Regine Diploma,
quo septuaginta duo Florenti assignantur, titulo
personis, GUIGONIDE ROMOLIS, suisque
Hereditibus super redditibus Gabelle Nicie. Ac-
tum die 17. Junii 1378. Cum LITTERIS
Executionis Nicie 7. Novemb. 1380. [Du
Puy, Traitez touchant les Droits du Roi
T. C. aux Preuves des Droits sur le Comté de
Nice. pag. 60.]

Furco de Agonto Vicecomes Relame. Comitatu-
um Provincie & Forcalquerii Senescallus, egre-
gis Viris Magistris Rationalibus magne Regie Curie
Aquis residentibus, Thesaurariisque Comitatum jam
dictorum, nec non Gabelloribus & quibuscunque Recep-
toribus jurium, reddituum & proventuum Regie Ga-
belle Civitatis Nicie ad quos spectat, cullibet, vel Loca-
tamentibus eorumdem presentibus & futuris cum dilectio-
nis salutem. Pro parte Nobilis Viri Domini Guidonis
de Romolis Militis fuerunt nobis noviter quedam Paten-
tes Littere Regiales prefate, magno sue Majestatis
Sigillo pendenti, ac parvo cadrato ad exhibitionem fis-
calis pecunie deputato, necnon anulo secreto in cera
rubea more solito communitate, hujus per omnia seriei:
JOANNA Dei gratia Regina Jerusalem & Sicilie, Ducas
Apulie & Principatus Capue, Provincie & Forcalquerii
a Pedemontis Comitissa, Senescallis, & Magistris Ra-
tionalibus magne nostre Curie, & Thesaurariis Comi-
tatum nostrorum Provincie & Forcalquerii, vel eorum
Locatamentibus, nec non Clavariis, ac quibuscunque
Receptoribus jurium, reddituum & proventuum Gabel-
le Civitatis nostre Nicie, Gabelloribus seu Credencieris,
presentibus & futuris, fidelibus nostris gratiam & bon-
nam voluntatem. Scire vos facimus quod Guigoni de
Romolis Militi dilecto Cambellano, familiari & fideli
nostro, Patentes Litteras nostras nuper concessimus,
subscripte per omnia seriei: JOHANNA Deigratia Re-
gina Jerusalem & Sicilie, Ducatus Apulie, & Principatus
Capue, Provincie & Forcalquerii ac Pedemontis Co-
mitissa, universis presentes Litteras inspecturis tam pre-
sentibus quam futuris benemeritis gratias libenter im-
pendimus: illasque ut eis cedant realiter fructuosè ad
ipsorum devotas instantias libenter communicamus.
Sanè olim attentis meritis obsequiose ac precipue devo-
tionis & fidei Guigonis de Romolis Militis dilecti Cam-
bellani, familiaris & fidelis nostri, nec non gratis utili-
bus placidisque serviciis per eum Majestati nostre fide-
liter prestitis, que ipsum gratum nostro conspectui red-
diderunt, sub in aliqualem sustentationem vite sue ac
supportationem status ipsius, de annuis uncis duode-
decim pondere generalis in argento vel florento auri flo-

renis boni & iusti ponderis septuaginta duobus perci-
piendos per eum supra proventus Trezenorum & con-
demnationum, & aliis quibuscunque proventibus Cu-
rie nostre Pugei Theneaurum, & ejus Vicarie five Dis-
trictus, duximus de certa nostra scientia providen-
dum, factis asque concessis eidem per nos opportunis
Patentibus Litteris nostris sub datum Neapoli in Camera
nostra anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo
quinto, die primo Maii tertie Indictionis, Regnorum
nostrorum anno vicesimo tertio. In quibus hæc & alia
ponuntur contineri. Noviter autem attento quod idem
Guigo nihil de dicta provisione sua unciarum duodecim
in argento five in dictis florentis septuaginta duobus &
certo preterito tempore usque nunc potuit five potest
percipere vel habere, nos in debita consideratione du-
centes servitia per progenitores suos & ipsum progeni-
toribus nostris, & nobis fideliter & laudabiliter prestita
in diversis partibus tam hic in Regno quam in Comita-
tibus nostris Provincie & Forcalquerii cum multis la-
boribus & expensis, & provide nolentes ipsum Guigo-
nem ejusdem annuæ provisionis sue in totum reali per-
ceptione carere, quem premisiis suis & suorum exigen-
tibus servitiis reputamus majori gratia nostra dignum
perceptionem dictarum annuarum unciarum duodecim
in argento five in florentis auri septuaginta duobus, ut
** de illis prout impedimus satisfiat, ad florentos tan-
tùm sexaginta reduximus, & illorum perceptionem dic-
tarum unciarum de dictis proventibus ad jura redditus
& proventus Gabelle Nicie de Comitibus antedictis,
de certa nostra scientia harum ferie commutemus, ac
illos & pro se & suis Hereditibus utriusque sexus ex suo
corpore legitime descendendis natis etiam & inantea
nascentur super eisdem juribus stabilibus percipiendos
per eos ex nunc inantea, singulis videlicet annis super
juribus antedictis, renunciata prius ex nunc inantea,
per eundem Guignonem perceptioni dictarum annuarum
unciarum duodecim in argento five in florentis auri sep-
tuaginta duobus, quas exant in ejus vita super dictis
proventibus ad dictas nostras Litteras sicut predictur
percepturus, ac resignatis per eum in nostra Curia pre-
dictis nostris Litteris & de dicta provisione concessis,
quas lacerari iussimus, & de Registris ipsius Curie can-
cellari. Sic equidem quod idem Guigo ac præfati sui
Heredes eosdem annuos Florentos sexaginta immediate
& in capite à nobis & nostra Curia teneant, & possideant,
nullumque alium preter nos ac Heredes & Successores
nostros in dictis Comitibus in Superiorem & Domi-
num eidem recognoscant, ac servire teneant nobis
ac dictis Hereditibus, & Successoribus nostris in Comi-
tatibus prelibatis, de feudali servitio propterea ipsi Cu-
rie nostre debito secundum usum & consuetudinem
Comitatum jam dictorum. Quod servitium idem
Guigo in nostri presentia constituit prestare & facere
nobis & dictis Hereditibus, Successoribus nostris obtulit
& promisit, ipso Guigone de presenti nostra gratia per
nostrum annulum prefentialiter investito, quam investi-
turam, vim & vigorem vere donationis ac realis per-
ceptionis volumus obtinere. In cuius rei Testimonium
presentes Litteras exinde fieri & pendenti Majestatis nos-
tre Sigillo iussimus communiri. Datum in Casa sana
prope Castrum Maris Delabia per virum magnificum
Ligornum Luculium de Neapoli Militem Logothetham
& Frotonotarium Regni Sicilie, dilectum Collateralem,
Consiliarium, & fidelem nostrum anno Domini mille-
simo trecentesimo septuagesimo sexto, die decimo sep-
timo Junii decime quartæ Indictionis, Regnorum no-
strorum 34. Ut itaque jam dictus Guigo ac ipsi sui He-
redes eorumdem annuorum florentorum sexaginta eis
per nos, ut premititur, concessorum reali perceptione
fruantur, volumus, & fidelitati vestre de dicta scientia
certa nostra serie mandamus expresse quatenus tenore
præscriptarum nostrarum Litterarum per vos diligenter
attento & in omnibus efficaciter observato juxta illum
vos predicti Clavarii ac Perceptores, Cabeloti seu Cre-
dencieris, presentes videlicet & futuri, eidem Guigoni,
ac dictis suis Hereditibus, vel ipsorum pro eis Procura-
tori seu Nuntio jam dictos annuos florentos de auro sex-
aginta de florentis boni & iusti ponderis provisos eis per
nos, velut premititur, exhiberi quolibet scilicet anno
à die date præscriptarum nostrarum Litterarum inantea
numerando & de pecunia jurium, reddituum & proven-
tuum dicte Gabelle Nicie silenti & futura, per manus
vestras, prout ad vos spectaverit officiorum vestrorum,
temporibus, integre & sine diminutione aliqua vigore
presentium, exsolvatis, & receptis ab eis de hiis que
ipsis solvatis exinde suis vicibus more solito apodix.
quam vobis sufficere volumus ad cautelam, illamque
una cum solutione hujusmodi in vestro com-
puto acceptari prout & admitti nullis cautelis aliis,
quam

ANNO
1378.

ANNO
1378.

quàm presentibus nostris Litteris cum apodixa jamdicta à vobis propterea quomodolibet requirendis : vosque predicti Senecalli ac Magistri Rationales & Thesaurarii vel Locumtenentes presentes similiter & futuri, non impediatis in aliquo solutionem eandem, imò jamdictos Clavarios ac Perceptores, Cabellotos seu Credencieros, ad illam, sicut predictur, faciendam, si & prout opus fuerit, acriter compellatis; Et nihilominus vos predicti Senecalli vel Locumtenentes significare curetis per Litteras vestras, Clavariis seu Perceptoribus pecunie proventuum dictorum Trezenorum & condemnatorum, ac aliorum quoruncumque proventuum ipsius Curie, Curia Pugeti Theneurum, quòd nihil eidem Guigoni vel alii pro ipso ex nunc inantea, prefatis annis unciis duodecim in argento seu in florenis auri septuaginta duobus vigore præstatarum, ac quarumcumque Litterarum nostrarum, seu transumpto assumptorum, vel assumendorum, forsitan ex illis quas lacerari iussimus, & de Registro Curie cancellarii, quomodolibet perfolvant, quòdque retineri ac recipi faciat suis vicibus dictum feudale servitium propterea ipsi nostre Curie debitum secundum usum & consuetudinem Comitatum jamdictorum, super quo vobis duximus totaliter incumbendum, quibuscumque Ordinationibus, Litteris, Mandatis, vel Edictis in contrarium forte factis, vel inantea faciendis sub quacunque forma vel expressione verborum ac temporum & dierum per que & quas effectus presentium impediri possit, in aliquo vel differri, etiam si de illo vel aliqua illorum, seu illarum clausula, de verbo ad verbum esset hic specialis & seriosa mentio faciendi, & presentium Mandatis vel Edictis nostris, vel alterius cujuscumque de non solvendo alicui de pecunia iurium præstatorum in ea toto ad nostram Curiam dictorum Comitatum destinanda, vel in usus alios convertenda, executioni presentium nullatenus obstituris. Presentes autem Litteras post opportunam inspectionem earum, transumpto ipsarum per vos predictos Clavarios ac Perceptores, Cabellotos, seu Credencieros si publica forma recepto, pro cautela restitui volumus presentium premisso modo efficaciter inantea valituras. Datum in Casa sana prope Castrum Maris Delstaba in Camera nostra, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo sexto die 24. Junii decime quartæ Indictionis, Regnorum nostrorum anno tricesimo quarto. In quarum quidem Reginalium Litterarum executionem realem, ad quam procedere cupimus reverenter ut debemus, volumus, & vobis, ad quem seu quos pertineret, Reginali auctoritate qua fungimur tenore presentium expresse mandamus, quatenus mente & forma prescriptarum Reginalium Litterarum diligenter attentis & in singulis suis partibus efficaciter observatis ipsas servetis, exequamini diligenter, ac servari & exequi vestris temporibus inviolabiliter faciatis, prout in eisdem scribitur, precipitur & mandatur, nihil exinde de contingentibus obmittendo: sic quòd inde propterea nostra non expediat iterata mandata presentibus opportune jus . . . Quarum transumpto vobis alterutrum assignare volumus, impendenti remanentibus presenti modo premisso inantea valituras. Datum Nicie per virum nobilem Dominum Leonardum de Afficio de Scalas Juris Civilis Professore, magne Reginalis Curie Magistrum Rationalem, Majorem & secundarum Appellationum Iudicem Comitatum predictorum, anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo, die septima mensis Novembris quartæ Indictionis.

XCIII.

29. Août, *Traité de Paix entre AMÉ VI. Comte de Savoie, & JEAN GALEAS Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan &c. Fait le 29. d'Août, 1378.* [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves, pag. 211.]

In Nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem M. CCC. LXXVIII. Indictione prima, die vicesima nona mensis Augusti: Per præsens publicum Instrumentum cunctis appareat evidenter, quòd in præsentia nostrorum Notariorum publicorum & testium subscriptorum, constituti personaliter propter ea que sequuntur, *Illustres & Magnifici Principes & Domini Domini Amedeus Comes Sabaudie*, ex una parte; & *JOANNES GALEAS Vicecomes Virtutum, Mediolani &c.* Imperialis Vicarius generalis, ex parte altera: Ipsi quidem Domini Comites ex

certa eorum scientia, non vi, dolo vel metu ad hac induciti, nec ab aliquo sicut asserunt circumventi, unà simul ad invicem mutuis consensibus, solemnibus stipulationibus vallis intervenientibus hinc inde, pro se & suis Hæredibus & Successoribus quibuscumque Pacta, Conventiones & Capitula inter se vicissim fecerunt & inierunt, nobis dictis Notariis publicis stipulantibus, & recipientibus pro ipsis DD. & utroque ipsorum, & omnibus aliis quorum interest & interesse poterit in futurum, qua & prout inferius declarantur. Primò, quòd dictus Dominus Joannes Galeas Vicecomes, Comes Virtutum, Mediolani, &c. Imperialis Vicarius generalis vult & consensit & contentus est quòd præfatus Dominus Amedeus Comes Sabaudie ejus Avunculus, possit & valeat disponere & facere pro se libito voluntatis, de Castris, Villis, Fortalitiis, Feudis, Homagiis & aliis bonis que idem Dominus Comes Sabaudie tenet vel possidet per se vel alium in Diocesi Vercellensi & Ypsigie. Quæ quidem Castra, Villa, Feuda & bona alia, fuerunt recolende memoriæ Domini Galeas Vicecomitis Mediolani, &c. quondam Patris dicti Domini Virtutum Comitis, & in prædictis omnibus plenè consentit dictus Dominus Comes Virtutum, confideratis amore consanguinitatis, honoreque & legalitate præfati Domini Sabaudie Comitis. Secundo, quòd predicti Domini Comites Sabaudie & Virtutum, remittunt sibi ad invicem & vicissim omnes & singulas injurias, damna & discrimina quæcumque, que per unam Partem & alteram, alteri seu eorum Subditis & eorum Territorio quomodolibet facta, illata & perpetrata fuerunt seu dici possunt; ita quòd ab inde in antea dicti Domini firmam & validam Pacem pro se & ipsorum Subditis inter se habeant & teneant perpetuò inviolabiliter duraturam. Tertio, quòd prænominati Domini Comites sibi promittunt ad invicem & vicissim, non præbere aliquo modo palam vel secretè, directè vel indirectè, auxilium, consilium vel favorem alicui seu aliquibus cujuscumque conditionis, excellentiæ vel status existant, volenti seu volentibus offendere alteram Partem, modo aliquo, in persona, statu seu bonis, salvo tamen & reservato honore cujuslibet Partium prædictarum in præmissis. Quarto, quòd dicti Domini Comites promittunt, contra quoscumque volentes offendere alteram Partem, quòd juvabunt & tractabunt se ad invicem sicut bonus Pater debet tractare bonum Filium, & bonus Avunculus Nepotem, & è converso; & hoc tantum quantum cum honore utriusque Partis fieri poterit. Quæ omnia & singula supradicta dicti Domini Comites Sabaudie & Virtutum, & uterque ipsorum promiserunt nobis dictis Notariis infra scriptis, stipulantibus & recipientibus omnia & singula supra & infra scripta vice & nomine ipsorum & suorum Hæredum & Successorum quoruncumque, & omnium aliorum quorum interest & interesse poterit in futurum, per juramenta sua ad sancta Dei Evangelia corporaliter præfata, & sub expressa hypotheca & obligatione omnium bonorum suorum mobilium, immobilium, presentium & futurorum quoruncumque, rata, grata, firma & irrevocabilia habere perpetuò & tenere, & contra non facere per se vel alium seu alios quomodolibet venire, seu contra facere vel venire volenti consentire, seu præbere consilium, auxilium vel juvamen; sed ea omnia & singula attendere & complere, firmiterque & inviolabiliter observare cum effectu sicut superius destinabuntur, omni juris, consuetudinis & facti exceptione remota. De quibus omnibus & singulis dictas Partes petierunt à nobis subscriptis Notariis unum exemplum præsentis Instrumenti sibi dari, ejusdem tenoris, seu facti substantia non mutata. Acta fuerunt hac in Castro Papie præfati Domini Comitis Virtutum, in camera cubiculari *Illustri Domina Blanca de Sabaudia, Relictæ quondam dicti Domini Galeas*; Præsentibus ipsa *Illustri Domina Blanca de Sabaudia*, Magnifico viro Domino Manfredo Marchione Saluciarum Domino Cardeti; egregiis & sapientibus Viris Domini Girardo d'Estrez Domino Bannenci, Cancellario Sabaudie, Jacobo de Verme; Bartholomeo de Chignino, Militibus, & Antonio de Porris de Mediolano, Testibus. Signè RAVASII, & DE LUCIO.

XCIV.

Friedens-Ausspruch Kaisers Caroli IV. über alle Zwey-30. Août.
ungen/ Stöck und Kriege/ die sich zwischen Eberhard
Bischoffen zu Würzburg/ Eberhard und Ulrich/
Grafen von Biretemberg/ und Grafen von Ho-
henlohe und dieser Helfer an einem/ dann denen
Q3 Reichs-

ANNO
1378.

Reiche-Städten in Schwaben und Rotenburg an der Tauber und deren Helfern am andern Theil/verkauft haben. Geschehen zu Nürnberg den nechsten Montag vor St. Agidien tag Anno 1378. [JOH. PHILIP. DATT, Volumen rerum Germanicar. novum Libr. I. Cap. VI. pag. 36. §. 29.]

C'est-à-dire,

Sentence de Pacification rendue par l'Empereur CHARLES IV. entre GERARD Evêque de Wurzburg, EBERARD & ULTRICK Comtes de Wurtemberg, & CRAFT DE HOHENLOE avec leurs Adhérants & Assistants d'une part, & les Villes Imperiales de SUABE avec celle de ROTENBURG sur le Tauber & leurs Adhérants & Assistants d'autre part, par laquelle toutes les Guerres, & toutes les Inimicités survenues entre eux sont terminées. A Nuremberg le Lundi avant la St. Gilles 1378.

Wir Karl von Gottes Gnaden Römischer Keyser / zu allen Zeiten Meere des Reichs und Künig zu Rheim: Befehlen und tun kund offentlich mit diesem Brieffe / allen den / die zu sehen / oder hören lesen / daß wir mit wolbedachten Müttern / reicher Wissen / und nach Rate unser und des Reichs Fürsten und lieben Geyrewe / und alle Freyungen / Michael / Seiche und Keyser / die sich von wegen des Erwidrigen Ercharths Bischoffs zu Würzburg und der Edeln / Eberharts und Ulrichs Grafen von Würtemberg und Crafft von Hoenloh / aller Frey Freunde / Diener und Helfer / die in diesen Krieg durch Frey Willen kommen sint / an einem Theil / und unser und des Reichs Stetten in Schwaben / Rotenburg uff der Tauber / und andern Stetten / wo die gelegen sein / und allen Frey Freunden Helfern und Meyern / die in diesen Krieg durch Frey Willen kommen sint / an dem andern Theil / verkaufen hant / eine ganze Summe und Achtung mit beyder genannten Theil Wissen und Willen freylich und gemeynlich ausgesprochen und gemacht haben / und die sie auch uff beide Sate uffgenommen und gelobt haben zu haben / in guten Treuen und an alles Geyerde: in aller der maßen / als hernach von Worte je Worte geschrieben stet: Bey dem ersten / von Worte je Worte geschrieben stet: Wir auch / daß die von Eßlingen an dem von Würtemberg suliche Güter vorbereten / daß den von Würtemberg dauchte / die er in nicht genommen hette / noch Einpar / Steuerpar und Vogtepar gemacht hette / seit der Achtung zu kaufen / so sol der von Würtemberg Ewene dar geben / und die von Eßlingen zweene unvorzogenlichen. Und die unge fallen alles tre Vermögen thun / ob sie die Sachen richten mögen / bey Frey guten Treuen. Wäre aber / daß sich die Stette nicht vereinigen möchten / so haben wir den Hochgeborenen Friedrich Pfalzgrafen bey Remy und Herzogen in Bayern darzu gegeben. So haben auch die Sate Ulrichs Befehrer Bürger zu Ulmen darzu gegeben / und die zweene sollen ein Mann sein unvorzogenlichen / und sollen uff Sente Michaels Tag / der schierest kumpt / sein zu Eßlingen / und sollen die Stöße und Sachen vorrichten bey Frey Treuen. Wäre auch Sade / daß die zweene uff Sente Michaels Tag gen Eßlingen nicht kommen möchten / durch chaffter Not willen / so sollen sie dahin kommen uff einen andern Tag hinweg und Sente Martins Tag der schierest kumpt / und sollen je suliche Sachen richten als davor geschrieben stet. Starbe auch dazwischen der gegen Herzog Friedrich / so sollen wir oder unser Son / der Römisch Künig einen andern / als schidlichen / als in unser sene sat unvorzogenlichen geben. Starbe auch der genannte Ulrich Befehrer / so sollen die genannte Stette einen andern / als schidlichen an seine Statt unvorzogenlichen geben / und es sol auch von In nicht kommen / sie haben denne die Sachen vorrichtet: Und wie es die zweene richten und machent / da sol der von Würtemberg und auch die von Eßlingen bey bleiben. Auch sprechen wir uff / von wegen der Kloster / die zu uns und dem Reiche gehören / daß die und Frey leute / ire Gülte / ire Wein und Korn füren mögen / wo sie hin wollen / ungeschindert und ungezwungen des von Würtemberg und aller seiner Antheile und allermeistens an alles Geyerde

— und sollen alle Geungen zu bederthe mit einer schlechten Urtheide ledig sein / getrewlich an alles Geyerde. Wäre auch / ob ich Bürgerschaft wäre / von Schwaben oder Bordingen wegen / daß uff diesen heiligen Tag nicht bezalt wäre / daß sol auch zu bederthe abgeben und gemeynlich ledig sein. Mit unser Kaiserlicher Majestat Umgehil / der geben ist zu Nürnberg nach Christi Geburt / dreizehnhundert Jar / darnach in dem acht und Ebenhundertigsten Jar / des nechsten Montages vor Sente Agidien Tage / unserer Reiche in dem drei und dreißigsten / und des Kaiserthums in dem vier und zwanzigsten Jar.

XCV.

ANNO
1378.

JOANNAE Jerusalem & Sicilia Regine Ratificatio Locutionis, ad duos annos, redditus & Gabelle Salis Civitatis Nicie, per Senescallum & Magistros Rationales suos facta, pretio Florenorum duorum millium quadringentorum singulis annis solvendum. Actum die 26. Octob. 1378. [DU PUY, Traitez touchant les Droits du Roi T. C. aux Preuves du Droit sur le Comté de Nice. pag. 60.]

JOANNA Dei gratia Regina &c. tenore presentium notum facimus universis earum seriem inspecturis tam presentibus quam futuris, quod olim Vir magnificus Fulco de Agonto Miles prefens Comitatum nostrorum Provincie & Forcalquerii Senescallus, dilectus Consiliarius & fidelis noster, nitens jura nostra Curie de bono in melius promovere, vendidit ac locavit Lugueto de Girardinis de Pistorio & ejus sociis jura omnia redditus & proventus Gabelle Salis & Ripagii Civitatis nostre Nicie pro annis duobus incipiendis & numerandis post finitum tempus quatuor annorum, pro quibus ipsa jura, & redditus eis vendita extiterunt per Senescallum & Magistros Rationales magnae nostre Curie Comitatum eorundem per satisfactionem pecunie debita viro magnifico Comiti Armanici inante per pretio & nomine pretii florenorum duorum millium quadringentorum per annum: pro quorum juriur venditione, idem Luguetus florenorum auri mille nobis per manus dicti presentis Senescalli Provincie de sua propria pecunia mutuavit, facto de venditione, & locatione dictorum juriur publico Instrumento debitis solemnitatibus roborato: In quo hec & alia ponuntur plenius contineri. Et licet successu temporis dicta venditio & locatio posset minus valida reputari: Nos tamen considerantes quod idem Senescallus ad hujusmodi venditionem & locationem cum maturo nostri Consilii deliberatione, & pro commodo Curie nostre processit; idcirco ad quelibet in hac parte obfuscula remotionem, que dicto Lugueto & prefatis sociis super venditionem & locationem hujusmodi factam per dictum nostrum Provincie & Forcalquerii Senescallum eidem Lugueto ac dictis sociis suis de prefatis juriuribus pro dicto biennio, ac pro dicto pretio, ut prefertur, de nostra certa scientia juxta seriem Instrumenti jamdicti tenore presentium confirmandam, ac confirmationis nostre presidio roboramus. Et nihilominus prefatam quantitatem pecunie Florenorum mille per dictum Luguetum nobis per manus dicti Senescalli, sic ut predictum mutuate, ratam, & gratam habentes, illam sibi in ejus computo de dicta certa nostra scientia, vigore presentium acceptari pariter & admitti, absque cautelis aliis ab eo propterea quomodolibet requirendis; quibuscumque Ordinationibus, Litteris, Mandatis vel Edictis, huic forte contrariis, nullatenus obstituris. Datum in Castro Ovi prope Neapoli in camera nostra anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo octavo, die vicesima sexta Octobris, secunde indictionis, Regnorum nostrorum anno tricesimo sexto.

XCVI.

Traité de Ligue entre AME'VI. Comte de Savoie, 21. Nov. & JEAN GALEAS Viconte des Vertus, & Seigneur de Milan, &c. Fait le 21. Novembre 1378. [S. GUICHENON, Histoire Générale de la Maison de Savoie. Preuves pag. 212.]

In Nomine Domini, Amen.

ANNO ejusdem m. ccc. lxxviii. die vigesima prima mensis Novembris, Indictione secunda. Universis & singulis ad quos presens publicum Instrumentum adveniret, pateat evidenter; Quod Illustres Principes & Magnifici Domini AMEDEUS Comes Sabaudie, &c. & JOANNES GALEAS Vicecomes Virtutum, Comes Mediolani, &c. Imperialis Vicarius generalis, moti tam ex stricto sanguinis vinculo, quam ex intima dilectionis & mutue caritatis compagine, quibus sunt simul Deo disponente conjuncti, ad infrascriptas Conventiones & Pacta, ex nutu Dei durante

ANNO
1378.

rante perpetuo, ad invicem devenerunt. Primo namque Illustri & Magnifico Dominus Dominus Amedeus Sabaudie Comes, &c. promittit & promittit & per fidem sui corporis suo sacramento juravit & firmavit, nunquam facere, & quod nunquam faciet Ligam, Juram, Unionem vel aliam Confederationem, quocumque nomine censetur, cum aliquo Principe, Domino, Communitate, vel quovis alio Presidente ejusdemque preeminentie, status & conditionis existat; nisi prius in omnibus & per omnia ac in omnem casum exceptatis prefato Illustri & Magnifico Domino Joanne Galeas Vicecomite Comite Virtutum, &c. Nepote & Filio suo carissimo, omnibusque Civitatibus, Terris, Castris, & Subditis suis, quas ad presens tenet & possidet, & quas etiam ipsum in futurum tenere & possidere contingeret, ab omnibus offensionibus, injuriis, damnis atque molestiis, quae per prefatum Illustrem & Magnificum Dominum Joannem Comitem Sabaudie, &c. & quocumque seu quocumque colligandos, jurandos, uniendos & confederandos cum eo, vigore alicujus Ligae, Jurae, Unionis vel Confederationis fendarum ut praefertur, prefato Illustri & Magnifico Domino Joanne Galeas Vicecomiti, Comiti Virtutum, &c. Subditis antedictis, fuisse Civitatibus, Terris, Castris, & Subditis antedictis, possent quomodolibet directe vel per indirectum inferri. Item promittit & promittit & per fidem sui corporis suo sacramento juravit & firmavit Illustri Dominus Amedeus Comes Sabaudie supradictus, quod se nunquam alicui taliter obligabit, quin casu quocumque adveniente possit prefato Illustri Domino Joanne Galeas Vicecomiti, Comiti Virtutum, &c. contra quocumque, ipsum & Statum suum ledere volentem, dare toto posse suo auxilium, consilium & juvamen: Versusque Vice prefatos Illustres & Magnificos Dominos Dominos Joannes Galeas Vicecomes, Virtutum Comes, &c. promittit & promittit & per fidem sui corporis suo sacramento juravit & firmavit, nunquam facere & quod nunquam faciet Ligam, Juram, Unionem, vel aliam Confederationem quocumque nomine censetur, cum aliquo Principe, Domino, Communitate, vel quovis alio Presidente ejusdemque preeminentie, status & conditionis existat: nisi prius in omnibus & per omnia ac in omnem casum exceptatis prefato Illustri & Magnifico Domino Joanne Amedeo Comite Sabaudie, &c. Avunculo & Patre suo carissimo, omnibusque Civitatibus, Terris, Castris, & Subditis suis, quas ad presens tenet & possidet, & quas etiam ipsum in futurum tenere & possidere contingeret, ab omnibus offensionibus, injuriis, damnis, atque molestiis, quae per prefatum Illustrem & Magnificum Dominum Joannem Galeas Vicecomitem, Comitem Virtutum &c. & quocumque seu quocumque alligandos, jurandos, uniendos & confederandos cum eo, vigore alicujus Ligae, Jurae, Unionis vel Confederationis fendarum, ut praefertur, prefato Illustri & Magnifico Domino Joanne Amedeo Comite Sabaudie, &c. fuisse Civitatibus, Terris, Castris & Subditis antedictis, possent quomodolibet directe vel per indirectum inferri. Item promittit & promittit & per fidem sui corporis suo sacramento juravit & firmavit Illustri Dominus Joannes Galeas Vicecomes, Virtutum Comes praedictus, quod se nunquam alicui taliter obligabit, quin casu quocumque adveniente, possit prefato Illustri & Magnifico Domino Joanne Amedeo Comite Sabaudie, &c. contra quocumque, ipsum & Statum suum ledere volentem, dare toto posse suo auxilium, consilium & juvamen. Quae quidem omnia & singula supradicta promiserunt sibi invicem prefati Illustres Principes & Magnifici Domini Domini Amedeus Sabaudie Comes, &c. & Joannes Galeas Vicecomes, Comes Virtutum, &c. attendere & inviolabiliter observare: Non intendentes propterea prefati Illustres Principes & Magnifici Domini Domini Comites praebati, quod propter praemissa vel aliquod praemissorum, possit vel debeat aliquibus Conventionibus & Pactis alias inter eos solemniter celebratis & factis, aliquoties derogari. Adum in Civitate Papiae, videlicet in magistro Castro ipsius Civitatis, in Turri posita super angulo dicti Castris versus Citadellam ab intra: Praesentibus spectabilibus & egregiis Dominis Manfredo Marchione Salutarum, Girardo d'Estresio, Jacobo de Verme, Militibus, & Linoto de Pinotis, ac Antonolo Porro, testibus, & nobis Notariis infra scriptis, ad haec vocatis specialiter & rogatis, appositis huic Instrumento Sigillis Illustrium Dominorum Comitum praedictorum, in majus robur omnium praemissorum.

XCVII.

ANNO
1379.

Versatz-Brief Wenzeslai Römischen Königs/ wodurch er Herzog Leopolden zu Oesterreich des Reichs Landvogtgeyen in Obern- und Nidern Schwaben vor 40000 gulden von Florenz gut von gold / und schwere von gewicht verpfändet / auch solchem Augsbürg und Gingen empfielt / die er mit den Landvogtgeyen innehaben solle. Geben Franchfurt an dem Meyn Anno 1379. [Information aus was Ursachen das Kaiserl. Landgerichte in Schwaben nicht aboliert / noch dem Erzg. Haus Oesterreich wider seine freyheiten der Auftrags halber nichts neuerliches zugemuthet werden könne de Anno 1678. in Beysagen sub Num. 1. apud LUNIG in Grundveste Europäischer Gerechtsamen Part. II. Cap. IV. pag. 12. Item pag. 35. in Documentis der gegen s Information des 1661. Schwäbischen Creyses interessirter Stände &c. sub Num. 11.]

C'est-à-dire,

Lettres de WENCESLAS Roi des Romains, par lesquelles, il engage à LEOPOLD DUC d'Autriche la Landvogtie Imperiale, ou Bailliage Provincial de la haute & basse Suabe pour la somme de 40 mille Florins monnoye d'or & de bon poids, comme aussi la Ville d'Augsbourg, & Gingen, pour les tenir avec ladite Landvogtie. A Franchfort sur le Meyn l'an 1379.

Wir Wenzeslaw von Gottes Gnaden Römischer König / zu allen Zeiten Vicer des Reichs / und König zu Böheim, Böhmen und thun kundt öffentlich mit diesen Brief allen denen / die ihn ansehen oder hören lesen / daß Wir uns gütlich verainet und verrichtet haben mit dem Hochgebornen edelholben Herzogen zu Oesterreich / zu Stett / zu Keuten / u. unsern lieben Oheim und Fürsten / also daß Wir Ihne und seinen Erben durch der getrewen Dienst willen / die Er unserm Vatern seligen Kayser Carlen / uns / und dem heiligen Reich oft ohnewiderstentlich gethon hatt / und noch thun soll und mag in künfftigen Zeiten / von rechter / redlicher Schuld / schuldig sein und gelten sollen 40000. fl. von Florenze / gut von Gold und schmeit an Gewicht: Dohir Wir Ihne und seinen Erben versetzt und verpfändt haben / in rechter Pfandschulde / versien und versien in Graff bi Riechs Unser und des Reichs baß Landvogty in Obern und Nidern Schwaben / darzu haben Wir Ihne empfohlen / Augspurg und Gingen / die Er mit unserm Vatern voigz innehaben soll / als hernach geschrieben sthet / und haben Ihn darzu beweiset und beschaiden 672. fl. die Er selbs das selbs auffheben soll / mit allen Stücken / Punkten / als hernach begrieffen ist. Also daß Er dieselbe Landvoigt in Obern und Nidern Schwaben mit den ehegenannten Städten Augspurg und Gingen / und mit andern des Reichs Städten daselbs / Clostern / Dörffern und Leuten / mit allen Würden / Ehren und Rechten / Korn-gülten / Getraidt und andern Zugehörungen als ander Landvoigt die bishero innegehabt haben / innehaben / nutzen / messen und besien soll / Anpflicht / die uns und dem Reich angehörend / seyn und entstehen / und alle Er darzu thun soll und mag / als Wir selbs / und was Er darzu thun / das soll ganz und sthet besien ohn alle Widerredt / Auch sollen Wir Ihne der Guldin und der Münze nit minder machen / noch sie niemand anders verschicken und verschreiben / die recht ledig sind / oder ob uns fürbaß in den ehegenannten Landvoigtzeiten recht Gülte von jemandts ledig wurde / die Wir vormals verschickte oder verschrieben hätten / die sollen Ihn volgen und gefallen.

Wir haben auch Ihne die besondere Gnad gethan / wer es each / daß uns und dem Reich in denselben Landvoigtzeiten in Obern und Nidern Schwaben von Kirchnerischen Leuten / Knechten / Sängern / oder andern armen Leuten / die ehen- Gner haben / und uns und dem Reich yetzt ledig wird / und an uns und das Reich geset oder gefallen solten / das haben Wir Ihn und seinen Erben / ewiglich versien und verleiht Ihn das / in Graff biß Riechs zuhaben und subseien in alle der Massen / als sie die gehabt und besien haben von den / die sy uns ledig worden sind ungewerd. Auch soll der vorgenante Herzog sempolt unser lieber Oheim und sein Erben die ehege- namten Landvoigt in Obern und Nidern Schwaben mit den Städten als darvor geschrieben sthet / innehaben und besien / und die jemandts zu lösen geben / und wir sollen auch niemandts gestatten oder gütten / daß die von ihnen gelöst werden / es wez dan / daß Wir selbs oder unser Nachkommen an den Reich die von Ihn mit unsern selbs Penningen und zu unsern Händen ledigen und lösen wolten ohne Gewerd. Und was Wir denne

die

ANNO
1379.

die obgenannten beide landvoigteyten mit samet den Städten / als von Ihm und seinen Erben gleichet und gelöst haben / um die vorgedachte Summa Geldts / so soll Er und sein Erben uns und den Räte derselben landvoigtey mit den Städten gütlich abtreten / und löss lassen / eyn alle Widerrid und ohne gerd.

Auch soll der vorgenannte Herkog kempolt und seine Erben alle Jude inhaben in Oern und Aldern Schwaben / und in den ehegenannten Städten mit allen Zinsen / Gültten und Renten / so Er der beste gemessen mag / und was Er oder sein Erben des gemessen / dasselb soll Er oder sein Erben uns und dem Reich halss reichen und antworten / und den andern halben Theil soll Er und sein Erben aufheben / und in ihren Nutz verwenden / und weren nach ihrem Willen. Were auch / das ehegenannte Herkog kempolt unser Oheim und sein Erben oder sein Under landvoigt in Oern und Aldern Schwaben gen uns Jars besaget / oder beschuldiget wirdt / darinnen sollen wir Sie gütlich in Red sehen / und Ewe gütlich verheeren / und ihnen uns Reichens ginnen / von des Reichs wegen / ohnschädlich doch iderem an seinen Rechten. Auch sollen wir alle Jahr vor St. Martins-Tag als bey Zeiten und gewonlich Stad und Gült Amtung geben / das Ewe daran innerhalb icht gesäumt werden. Auch ginnen und erlauben wir dem ehegenannten Herkog kempolt unsern Oheim und sein Erben / was Beste Güter oder Gülte in den ehegenannten landvoigteyten in Oern und Aldern Schwaben von uns oder unsern Vorfahren Könighen Käyken oder Künigen in Pfandweis versetzt waren / das Ewe die lösen mögen / wann Ewe wollen / und soll damit Er und sein Erben dieselben Pfanden mit Gütern / die si also gelöst haben / inwechseln / und die quieschen ohn Ablosung / als lang / um das wir oder unser Nachkommen an dem Reich die erledigen und erlösen und als vil Geldts / als die versetzt waren / das Er oder sein Erben küniglich mit den Briefen beweisen mögen / die über dieselben Pfandschafften von uns oder unsern Vorfahren gegeben sind. Were auch / das unser Vatter sel. Kayser Carl in den obgedachten landvoigteyten veranbt icht Gült oder Juden verpfecht / und vorverpfanden hetten / das wir nit widerrufen / oder dieselben sollen dabei beleiden ohn alle Hindernis / nach laus selcher Brief / die Sie von unserm Vatter seligen dancet haben. Wir irschribt big Briefs / versiegelt mit unsern Künig. Man. Insel / der geben ist zu Frankfurt auf dem Main nach Christi Geburt 1379. Jahr / an dem neuchten Freytag nach St. Matthias Tag / des heiligen Jweysofen. Unser Reichs des Rheimischer in dem 16. und des Römischen in dem dritten Jahre.

XCVIII.

20. Fevr.
BAVIERE
ET FRAN-
CE.

Traité de Mariage de ROBERT, Fils de ROBERT Duc de Bavière & Comte Palatin, avec CATHERINE Fille de CHARLES V. Roi de France. A Francfort, le 20. Février. 1379. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 235. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abth. IV. Abf. I. pag. 13.]

UNIVERSIS presentes Litteras inspecturis, Rupertus senior, Comes Palatinus, Dux Bavarie, Elector sacri Imperii, Rupertus junior ipsius Domini Ruperti Nepos Comes Palatinus, Dux Bavarie; & Fridericus Burggravius Nurembergensis; & nos Aimericus permissio divina Parisiensis Episcopus, & Carolus de Boivilla Gubernator Delphinatus Viennensis, Nuntii & Procuratores illustrissimi & serenissimi Principis Domini Caroli Regis Francorum, salutem in Domino sempiternam.

§. 2. Notum facimus universis, quod nos considerantes & intra cordis nostri precordia recententes singularem internae caritatis ardorem sanguinisque propinquitatem, unionem & connexionem, quas illustrissimi Principes Reges Francorum & domus regalis Francie, ac magnifici & prepotentes Principes Domini Comites Palatini, Duces Bavarie hactenus continuo habuerunt; volentes insuper, & quantum possumus affectantes, quod verus amor & perpetuus fit inter Reges Francorum & Comites Palatinos, & unio & connexio sanguinis & generis domorum Francie & Comitum Palatinorum propagine firmissima renovetur & roboretur, ac viceratur & attentius perpetuis temporibus observetur.

§. 3. Nos Rupertus senior Comes Palatinus, Rupertus junior ejus Nepos, & Fridericus ex una parte; & nos Aimericus & Carolus Procuratores & Nuntii predicti nomine dicti Regis Francie, & pro ipso ex altera parte; Tractatum, Conventiones Matrimoniales & Pactiones fecimus ad invicem inivimus promissimusque

& juramus, quae sequuntur: Videlicet, quod infans Rupertus, Filius Domini Ruperti, Filii nostri Ruperti, (a) Nepotis nostri Ruperti senioris, Comitibus Palatinis; habebit in Sponsam & Uxorem Dominam CATHARINAM filiam dicti Domini Regis Francie. Quo mediante nos Rupertus senior, Comes Palatinus, Rupertus ejus Nepos, & Fridericus volumus & accordamus; vultque & accordat nostrum quilibet, quod dictus Infans Rupertus sit unicus Haeres & universalis Successor nostri Ruperti Senioris Comitibus Palatinis.

§. 4. Et promittimus & juramus tactis per nos sacrosanctis Evangelis videlicet nos Aimericus & Carolus Nuntii & Procuratores predicti, pro & nomine dicti Domini Regis Francie, quod procurabimus viis omnibus & modis quibus poterimus, quod Matrimonium inter ipsos Infantem Rupertum & Dominam Catharinam perficiatur & consummatur, & quod dictus Dominus Rex Francie per nos Ducem Bavarie & Burggravium predictos seu alterum nostrum requisitus, absque contradictione promittit & jurabit promissa tenere, facere & complere, & Matrimonium hujusmodi inter ipsos Infantem Rupertum & Dominam Catharinam ejus Filiam lapsa septennio facere & conservare, & per ejus Filiam perfici, impleri & conservari facere absque difficultate seu contradictione quibuscumque, ut impedimento aliquo in hoc directè vel indirectè, seu aliis quovis modo interponendo; dictusque Dominus Rex suas super iis omnibus Litteras concedat, & fieri faciet suo sigillo regio roboratas, nobisque prestat Ducibus Bavarie eadem tradi faciet & expedire. Quoque dictam Dominam Catharinam ejus Filiam dotabit secundum statum & decentiam Filiae Regis Francie ornatum & munus localibus & aliis suis necessariis, prout consuetum & decens est Filiabus Regis Francie, cum in Matrimonium collocatur, per Reges Francorum elargiri.

§. 5. Et nos Rupertus senior, Comes Palatinus & Rupertus ejus Nepos, & Fridericus prenominati vice versa juramus & promittimus per nostra juramenta ad sancta Dei Evangelia super hac praestita, quod Matrimonium hujusmodi inter ipsos, Infantem Rupertum & Dominam Catharinam septennio, ut praemittitur, elapso, absque difficultate vel contradictione quibuscumque seu impedimento in hoc directè vel indirectè aliquoties interponendo consummabitur, perficietur & penitus complebitur; & quod dictae Domina Catharina Donationem propter nuptias ac Dotatitium aequivalens & in valore consimili Doti, per dictum Dominum Regem Francie dictae Dominae Catharinae ejus Filiae dandae & assignandae dabimus & assignabimus, in Castris, Villis, Dominis, Redditibus, Nobilitatibus, Justitiis, & etiam in Terris.

§. 6. Et quia dictus Dominus Rupertus Pater dicti Infantis Ruperti est de praesenti abens ex partibus istis, nos Rupertus senior Comes Palatinus, Rupertus Nepos ipsius, & Fridericus prenominati, juramus & promittimus, in vim praestiti a nobis juramenti, quod prope infra mensem a data praesentium computandum, praemissa omnia & singula ratificabit & approbabit, eaque tenere, facere & complere, & adimpleri facere & consummari promittit & jurabit, & suas super hac Litteras concedat & fieri faciet suo sigillo roboratas.

§. 7. In quorum omnium & singulorum testimonium praesentes Litteras per Notarios publicos infra scriptos fieri, & eorum sigis & subscriptionibus signari mandavimus ac sigillorum nostrorum impressionibus communiri. Actum & datum in Franchkenfordi, in domo Religiosorum & honestorum virorum Fratrum Sancti Joannis Hierosolymitani, anno nativitate Domini 1379. Indictione secunda, mensis vero Februarii die 20. circa horam sextam; praesentibus spectabilibus & potentibus viris Dominis Friderico (b) de Lingen, Wilhelmo de Bathemi lu Rogem, Henrico de Spanheim Comitibus; ac venerandis discretionis viris Dominis Nicolao de Vuilsbades Canonico Ecclesiae Wormatiensis. nostri Rupertus senioris Prothonotario, Joanne de Bozavello Decretorum Doctore, Priore Prioratus Sancti Martini in valle Carnoten. Hugone Lenvoisse in sacra pagina Professore, & nonnullis aliis testibus ad praemissa vocatis specialiter & rogatis.

XCIX.

Pax & Concordia inter Dominum BERNA- 26. Fevr. BOYEM Vice-comitem Mediolani, pro se & ejus Conjugem REGINA DE LA SCALA ab una, atque ANTONIUM & BATHOLOMAEUM DE LA SCALA, Dominos Verone ab altera

ANNO
1379.
(a) Ex fia.
16.

(b) On doit lire de Lingen: ce qui suit est si corrompu, qu'il seroit bien difficile de le rectifier.

ANNO
1379.

tera parte, mediante AMADEO Comite Sabaudie inita. Actum Mediolani Anno 1379. Indictione secunda, die 26. Februarii. [Pièce authentique tirée des Archives Royales du Château de Milan, Registre V. V.]

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus Sancti. Amen.

ANNO à Nativitate Domini millesimo trecentesimo septuagesimo nono, Indictione secunda, die vigesimo sexto mensis Februarii. Ad honorem, & reverentiam Sanctæ Matris Ecclesiæ, & Sacri Imperii. Super omnibus, universis, & singulis petitionibus, questionibus, litibus, controversiis, & demandis, diffidiis, & querelis, quæ, & quas Illustris, & Magnificus Dominus Dominus Bernabos Vicecomes Mediolani, Laude, Cremonæ, Parmæ, Pergami, Brixie &c. Dominus, ac Imperialis Vicarius Generalis, in quantum eum concernit, & tangere potest; nec non Illustris Domina Domina Regina de la Scala ipsius Magnifici Domini Domini Bernabovis Consortis nomine suo proprio, & dicti Domini Conjuges nomine omnium, & singulorum Filiorum, & Hæredum fuorum ex una parte petebant habere, poterant, & debebant, & se habere quomodo libet prætendebant contrâ, & adversus Magnificos Dominos Dominos Bertholameum, & Antonium Fratres de la Scala Veronæ, Vicentie &c. Dominos, & Imperiales Vicarios Generales tam in Civitatibus Veronæ, & Vicentie, & aliis Castris, Terris, Villis, & Locis, quàm in possessionibus, hæreditatibus, & bonis ipsorum Fratrum de la Scala, & quæ fuerant quondam Magnifici Domini Consignori de la Scala, & ejus Fratrum, videlicet Domini Canisgrandis, & Domini Pauli Abuyini, & eorum Parentum, & Prædecessorum utriusque sexus ubicunque constitutis, quàm etiam aliis qualitercumque, realiter, & personaliter, & generaliter super aliis quibuscumque ipsorum bonis, juribus, & jurisdictionibus ad eos, & quolibet ipsorum spectantibus, & pertinentibus, & quæ ad ipsos spectare, & pertinere possent, & possent, ac possant, videlicet ex tantum, & in eis, quæ tenent, & possident, & quæ tenebant, & possidebant dicti Domini Veronæ per mensem unum, antè tempus iuchoræ Guærræ præsentis, & super omnibus, & singulis, quæ dicti Domini Veronæ petere, & requirere poterant, & possent præfatos Magnificos Dominos Dominos Mediolani &c., ejusque Consorti, & Filiis, seu alteri eorum qualibet occasione, quæ dici posset, vel excogitari. Nobilis, & Egregius Miles Dominus Antonius de Auria Filius quondam Domini Hectoris, & sapiens, & Nobilis Vir Dominus Faustinus de Lantani Legum Doctor Vicarius præfati Magnifici Domini Domini Mediolani ambo Procuratores, & Nuntii speciales præfati Magnifici, & Excelli Domini Domini Bernabovis Vicecomitis Domini Mediolani &c. Imperialis Vicarii Generales pro se, & præfata Illustris, & Excella Domina Domina Regina ejus Consorte, ac Patris, & legitimi Administratores Inclytorum Domini Domini Marchi, Ludovici, Harolti, Rodulphi, & Mastini Filiorum fuorum, & pro eis ex una parte; de quo Procuratorio constat publico Instrumento tradito, & subscripto per Tomasium de Capitaneis de Vicomercato Notarium, & Cancellarium præfati Domini, & nomine, & vice prædictorum, & cuiuslibet eorum, & pro eis, & spectabiles Milites Dominus Spineta Marchio Malaipina, & Dominus Guillelmus de Bivillacquis Procuratores, Factores, & legitimi Nuntii speciales præfatorum Domini Domini Veronæ, ut constat publico Instrumento rogato, & tradito per me Basilam de Marzasio Notarium infrascriptum ex alterâ, tractatu, promotione, ac procuracione Illustris, ac Magnifici Principis, & Domini Domini Amadei Comitis Sabaudie, Ducis Cablassi, & Augustæ, & in Italia Marchionis. Ad pacem finem, transactionem, concordiam, & compositionem amicabilem, in hunc, qui sequitur, modum, devenerunt.

In primis quod præfati Domini Bartholameus, & Antonius de la Scala Domini Veronæ, Vicentie &c. Imperiales Vicarii Generales dare, & solvere teneantur Illustris Domine Domine Regine, & suis Successoribus, seu legitimæ personæ pro eis recipienti, scilicet tantum, quadringenta, & quadraginta millia Florenorum boni auri, & ponderis solvendum ad terminos infrascriptos, videlicet triginta millia Florenorum die, quæ præfatus Magnificus Dominus Dominus Mediolani &c. tradet, & expediet, vel tradere, & expedire faciet, vel die immediatè sequenti, dicto Domino Comiti Sabaudie Bassitas factas per ipsum Dominum Dominum Medio-

lani &c., & quæcumque Fortilicia, quæ tenet, & quæ capit à prædictis Dominis Veronæ in Veronensi Districtu, & alibi ubicunque, & quæ caperit, seu capere contigerit à tempore præsentis Guærræ inceptæ usque ad tempus firmatæ Pacis præsentis, & quas Bassitas, & Fortilicia teneatur idem Magnificus Dominus Dominus Mediolani &c. in continenti, videlicet infra quindecim dies à tempore hujus Contractus Pacis celebratæ proximè dicto Domino Comiti Sabaudie, vel legitimæ personæ pro eo tradere, & expedire; quæ triginta millia Florenorum præfati Domini Veronæ mittere teneantur ad alterum Locorum Montisclavi, vel Lonadi, Salodi, vel Materni, Rivoltella, vel Patengularum, quæ præfati Magnificus Dominus Dominus Mediolani, vel Illustris Domina Domina Regina elegerit infra decem dies à die firmatæ Pacis præsentis, & quod dictus Magnificus Dominus Dominus Mediolani, vel Domina Regina ad requisitionem dictorum Domini Domini Veronæ teneantur mittere super Territorio suo tantum, bonam, & sufficientem sortam pro dicta pecunia securè portanda, & conducenda ad alterum Locum electum de prædictis; & alia triginta millia Florenorum præfati Domini Veronæ solvere teneantur usque ad duos menses integros inde proximè subsequentes dictæ Domine Regine, seu ejus Successoribus, & Hæredibus, vel legitimæ personæ pro eis recipienti in altero Locorum prædictorum, qui fuerit electus ut supra, & si casus contingeret, quod præfati Domini Veronæ, durante præfati Guærræ, capessent, vel caperent aliquam ex Terris, vel Fortaliciis præfati Magnifici Domini Domini Mediolani &c., seu quæ tenebantur per eum tempore iuchoræ præsentis Guærræ, eam, vel eas libere restituere teneantur præfato Domino Mediolani, & de converso congrua congruis referendo; & quod si Locus jam electus efficeretur suspectus, & non securus possit mutari, & unus alius Locus ex prædictis securus eligi, dum tamen fiat notitia ut infra.

Acto, & in pactum expressum deducto, quod si contingeret, quod aliqua quantitas, quæ portaretur cum dicta sortâ pro faciendâ solutionem in aliquo dictorum terminorum, vel aliorum terminorum infrascriptorum caperetur, vel aufereretur qualitercumque per violentiam per aliquos ex Gentibus, vel Stipendiariis, vel aliis personis de parte dicti Domini Mediolani super Territorio dicti Magnifici Domini Domini Mediolani, & dictæ Domine Regine, vel Filiorum fuorum, quod eo casu illa quantitas ablata, seu capta cederet in onus dicti Magnifici Domini Domini Mediolani, & dictæ Domine Regine; si verò e contra talis quantitas caperetur, vel aufereretur qualitercumque per violentiam per aliquos ex Gentibus, vel Stipendiariis, vel aliis personis Domini Domini Veronæ super Territorio ipsorum, eo casu cederet talis præda in onus, & præjudicium ipsorum Fratrum de la Scala Domini Domini Veronæ.

Item quod à festo Paschæ resurrectionis Domini proximo usque ad annum annum proximè subsequentem dicti Fratres de la Scala Domini Veronæ solvere debeant eidem Illustri Domine Domine Regine, vel legitimæ personæ pro ea, Hæredibusque, & Successoribus suis, causamque habentibus, & habiturâ ab ipsis quadraginta millia Florenis auri boni ponderis, & sic deinceps annis singulis in festo dicti Paschatis, vel antè, & si ante solvere voluerint, notificare teneantur per quindecim dies antè diem solutionis, & declarare diem, quæ solvere voluerint quadraginta millia Florenos auri boni, & iusti ponderis usque ad plenam solutionem, & satisfactio-nem dictorum quadringentorum, & quadraginta millium Florenorum bonorum, excepto ultimo termino, in quo non cedent nisi viginti millia Florenorum dumtaxat; & prædictæ solutiones fiant in altero Locorum prædictorum, vel si maluerint in Venetiis, quem, & pro ut dicta Illustris Domina, ejusque Hæredes, vel causam habentes ab ipsa elegerint quolibet anno, seu una vice pro pluribus annis, seu pro omnibus annis, secundum quod melius placuerit præfata Domine, vel ejus Hæredibus, dum tamen eligatur Locus securus, in quo dicta pecunia solvenda possit securè portari, de qua electione fiat notitia pro parte præfatorum Magnifici Domini, vel Domine, seu Hæredum eorum, vel habentium causam ab ea alteri ex dictis Magnificis Dominis Veronæ, vel Domino Potestati Veronæ, vel Dominationi Venetiarum, in casu quo dicta notificatio fieri non possit præfatis Dominis, vel Potestatibus Veronæ, qui pro tempore fuerit, & antè tempus solutionis fiende, & si non fecerint, non currat tempus dictis Dominis Fratribus de la Scala, donec per unum mensem antè eis, vel aliis ut supra notificarent, & ipsi Domini, & Potestas Veronæ debeant præstare patientiam, quod eis notificatio fiat.

R

Item

ANNO

1379.

Item quod lapsis omnibus, & singulis terminis solacioum prædictorum quadringentorum, & quadraginta millium Florenorum præfati Domini Veronæ, & sui perpetui successores dare, & solvere teneantur dictæ Illustri Domina Reginz, seu legitime persone pro ea decem millia Florenorum auri boni ponderis quolibet anno ad vicum ipsius Domina Reginz naturalem dumtaxat in festo Paschalis resurrectionis Domini solvendum per modum nominatum.

Item quod pro securitate, & firmitate omnium prædictorum dictus Illustris Dominus Dominus Comes Sabaudia in manibus suis tenere, & custodire debeat Basilas, & Fortilicia prædicta sibi tradendas, & expendendas ut supra per præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani sumptibus communibus Partium prædictarum, donec, & quo usque dicti Domini Veronæ infra scriptis prædictæ Domina, Regina per Commune Venetiarum de solvendis trecentis octuaginta millibus Florenorum relictum de quantitate totali, seu de illa quantitate tunc restante ad solvendum tempore dictæ satisfactionis. Quia securitate, & satisfactione facta per dictum Commune Venetiarum, & solutis prædictis Florenis sexaginta millibus solvendis in primo, & secundo terminis ut supra prædictis Fortiliciis, & Basilas tradendas per præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani reddere, & restituere debeat idem Dominus Comes Sabaudia eisdem Dominis Veronæ, seu Factoribus, vel Procuratoribus ipsorum, ut de ipsis disponere, & facere possint ad ipsorum libitum, & etiam securitate non præstita, solutis tamen integrè dictis trecentis octuaginta millibus Florenorum auri, & aliis Florenis sexaginta millibus ut supra, idem Dominus Comes ea restituere teneatur.

Item quod dicti Fideiussores per ipsos Dominos Veronæ dandi ut supra se se obligent, & eorum bona folempniter cum promissionibus, juramentis, renunciacionibus, & aliis solemnitatibus, & clausulis opportunis, & hoc tamquam Promissores, & principales Debitores se constituunt de solvendo dictas pecunias quantitates eidem Illustri Domina Domina Reginz, seu legitime persone pro ea terminis prædictis, & in casu quo Commune Venetiarum solveret, possit fieri ipsa solutio in Civitate Venetiarum, & per modum prædictum, omni exceptione remoto.

Hoc actio etiam, quod dicti Fideiussores non possint uti ulla retentione, compensatione, inhibitione, seu excusatione, nec aliqua alia defensione, propter quas, vel quam d negare possint, vel differre solutiones prædictas ex quavis causa, quæ dici, vel excogitari possit quovis modo in bona, & sufficienti forma. Ita quod huiusmodi intentio plenum sortitur effectum, nisi in quantum per formam præsentis Pacis in contrarium specialiter sit provisum quò ad dictos Dominos Veronæ, & Venetos eorum Fideiussores, & similiter se obligent Fideiussores præfati Magnifici Domini Domini Mediolani &c., quos dare teneatur in casibus suis ut infra congrua congruis referendo.

Item quod præfati Domini Veronæ restituant Dominis Tebaldo de la Scala, & Jacobo de Cavallis, & omnibus de domo, & agnatione dicti Domini Jacobi de Cavallis bona, quæ ad eos pertinebant de iure quovis modo, quæ fuerint ipsis occupata per dictos Dominos Veronæ, vel ipsorum nomine, & quod ab omni bannimento sint remoti, & quod processus facti contra eos cancellentur, & ipsis bonis omnibus uti possint, & gaudere per se, & per alios quoscumque.

Item quod si aliqui sint revelati contra præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani &c., & pro præfati Guerra, qui antea non essent banniti, vel rebelles, ipsi revelati restituantur, vel Loca dicto Magnifico Domino Domino Mediolani &c., ita quod Magnificus Dominus Dominus Mediolani &c. parcat, & remittat eis omnes offensiones, & restituat eorum bona immobilia eis ablata in, & pro Guerra præfati, & in pristinum statum reducantur.

Item & converso si aliqui essent revelati contra dictos Dominos Veronæ in, & pro præfati Guerra, qui antea non essent banniti, & rebelles dictorum Dominorum Veronæ restituantur ad eorum bona immobilia eis ablata in, & pro Guerra præfati, & in pristinum statum reducantur, & ita quod eis parcantur omnes offensiones eo modo, quo supra.

Item quod mediantibus, & adimpletis omnibus prædictis solutionibus dictorum quadringentorum, & quadraginta millium Florenorum, vel siccatis oblationibus, protestacionibus, & deposicionibus, pro ut in Capitulo de hac materia loquente continetur, non obstatet per præfatos Dominos Veronæ, quo minus solutiones præ-

dictæ fierent, & parati essent solvere cum effectu, dicti ANNO

1379.

Illustris Dominus Dominus Mediolani &c. & Domina Regina, & uterque ipsorum, & eorum Filii, & ipsorum quilibet quierent, & remittant, cedant, & manent, quietare, remittere, & cedere teneantur, quietantque, remittunt, cedunt, & cedere teneantur, quietatores præfati Magnifici Domini Domini Mediolani &c., nominibus quibus supra dictis Procuratoribus dictis nominibus, & nobis Notariis infra scriptis stipulantibus, & recipientibus nomine præfatorum Dominorum Veronæ, & hæredum suorum, non tamen derogando aliquibus aliis Capitulis præsentis Contractus, ex tunc pro ut ex tunc præsentium tenore pro se, & Successoribus eorum perpetuo omnes actiones, rationes, dictiones, & iura, reales & personales, civiles & prætorias, directas, utiles, & mixtas, & alias quascumque, quæ, & quas ipsi Magnificus Dominus Dominus Mediolani &c., & Domina Regina, & ipsorum uterque, ac eorum Filii habent, vel habere possunt, communiter vel divisim, contra præfatos Dominos Veronæ, & eorum utrumque, & bona, quæ ipsi Domini Veronæ tenent, & possident, videlicet ea, quæ tenebant, & possidebant per unum mensem ante tempus inchoate Guerræ præsentis, afferentes se dicta iura, & bona nulli cessisse, vel aliquo modo alienasse; & si appareret præfatum Illustris Dominum Dominum Regiam cessisse, vel alienasse aliqua bona, & iura prædicta à morte Magnifici Domini Domini Malini Patris dictæ Domina Regina, citrà quod de ipsis cessione, & alienatione dictos Dominos Veronæ indemnes servare teneatur; hoc actio, quod si dicti Domini Veronæ, vel eorum Hæredes, vel habentes causam ab eis deficerent in aliqua solutione terminorum prædictorum, vel eorum Fideiussores post terminum non solverent infra octo dies tunc proximè subsequentes, quod eo casu dictæ quietaciones, cessiones, & remissiones iurium, & actionum prædictarum factæ per præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani &c., & Dominam Regiam, & eorum Filios nullæ sint, sed cassæ, & pro nullis, & cassis, & irritis habeantur proinde ac si facta non essent, omniaque iura, & actiones remaneant salva, & integra dictis Magnifico Domino Domino Mediolani, & Domina Regina, & Filiis, pro ut erant, & esse poterant ante præsentem Contractum. Actio etiam quod si ipsi Domini Veronæ, seu eorum Nuncii die qua deberent solutionem facere in Loco, in quo ipsam facere deberent, non repirent aliquem potestatem sufficientem super hoc habentem de ipsa pecunia recipienda, & quietatione danda, qui vellet ipsam pecuniam recipere, quod eo casu dicti Fratres Domini Veronæ, seu dictam solutionem parati facere pro ipsis possint, & valeant dictam quantitatem solvendam consignare, & deponere penes Commune Venetiarum; & si Commune Venetiarum nollet dictum depositum recipere, penes aliam idoneam personam, si solutio fieri debeat in Veneciis, & si alibi in aliquo Locorum prædictorum, quod sufficit oblatio, & protestatio per Instrumentum publicum, qualiter parati sunt solvere potestatem sufficientem habenti, & dictis casibus, vel aliquo ipsorum non incurrantur pænæ in huiusmodi Pacis Contractu descriptæ; & nihilominus dicti Domini Veronæ, & eorum Fideiussores ipsam quantitatem solvere teneantur infra mensem, cum fuerint debite requisiti, vel interpellati ipsi, vel aliqui eorum, vel Potestas Veronæ pro eis, qui pro tempore fuerit, vel Dominacio Venetiarum, in casu quo præfati Domini Veronæ, vel Potestas Veronæ non possint requiri, vel interpellari.

Et versà vice prædicti Procuratores præfatorum Dominorum Veronæ fecerunt, & faciunt quietationem, liberationem, remissionem, & cessionem dictis Domino Antonio, & Faustino dictis nominibus recipientibus, & per eos præfato Magnifico Domino Domino Mediolani recipienti pro se nominibus quibus supra, & nobis Notariis infra scriptis stipulantibus, & recipientibus nomine, & vice præfati Domini Mediolani, & Illustris Consortis ejus, & Filiorum, & Hæredum suorum de omni, & toto eo, quod præfato Domino Mediolani, ejusque Consorti, & Filiis, vel alteri eorum quolibet occasione, quæ dici, vel excogitari possit, quovis modo dicere, seu petere possint, seu in bonis, quæ per eos, vel alterum eorum tenentur, exceptis Basilas, & Fortiliciis deponendis, & falsis contentis in aliis Capitulis.

Item quod præfati Domini Domini Veronæ possint, & eis licitum sit attendere Serenissimo Domino Domino Regi Hongarie Capitula, quæ sequuntur, & ultra ea quæ in eis Capitulis continentur contra Magnificum Dominum Dominum Mediolani, & Dominam Regiam, seu Filios ipsorum, favorem aliquem prebere

ANNO
1379.

ANNO
1379.

bere non possint. Dista Capitula sunt hac in effectu.
Primo quod durante tempore quatuor annorum in-
captorum die octava Augusti M. CCC. LXXVIII. In-
dictione prima, qua die dicti Domini Verone, seu
eorum Procuratores interunt dicta Capitula cum eodem
Domino Rege Hongarie, seu cum Procuratoribus pra-
fati Domini Regis, praefati Domini de la Scala exhibe-
bunt omnes passus suos liberos, & apertos omnibus
Gentibus dicti Domini Regis, quae sunt, vel venient
ad partes Italiae pro factis dicti Domini Regis.

Item quod durante tempore dictorum quatuor anno-
rum praefati Domini de la Scala dari facient Gentibus
venientibus ut supra per totum Territorium suum vic-
tualia pro eorum denariis, & etiam in alieno Territorio
conduco. Territorio dictorum Dominorum Verone
juxta posse suum pro eo pretio, pro quo dicti Domini
Gentibus suis dari facient, dum tamen dicti Domini Ve-
rone non habent Guerram, propter quam eis necesse
esset tenere victualia sua pro eorum Gentibus.

Item quod durante dicto tempore praefati Domini de
la Scala non permittent stipendiari Gentes aliquas super
eorum Territorio, nec alibi stipendiatas vel alias Gentes
per ipsorum Territoria posse suo transire, quae irent
ad damna Gentium dicti Domini Regis, & in casu quo
dictae Gentes violenter vellent transire, inimicabunt eis
tamquam inimicis propriis.

Item quod durante tempore praebato, praefati Do-
mini de la Scala, ipsis Dominis non habentibus Gentes
Regias & contingat praefatum Dominum Regem habere
Gentes armigeras in partibus Italiae pro factis suis, ip-
sis tamen Dominis Guerram non habentibus, dabunt
ipsi Domino Regi annuatim, & in ratione anni viginti
millia Ducatorum auri in subsidium expensarum regni-
lium pro rata singulis mensibus solvendum, videlicet
pro illo tempore tantum, quo dictae Gentes erunt in
Italia, & non pro pluri.

Item quod Adhaerentes, & Sequaces possint dari per
utramque Partem itam die celebrationis hujus Con-
tractus nominandi in ipso Contractu, qui Adhaerentes
dandi sunt tales, qui Guerram fecerint palam, & actua-
liter pro Partibus in Guerra praesenti, dum tamen dicti
Adhaerentes in scriptis dandi, ut supra, ante tempus in-
choate Guerra praesentis non essent banniti, vel rebel-
les aliquis dictarum Partium, vel aliter eorum Sub-
diti ad ejus obedientiam existentes, & quod nominandi
teneantur ratificare hanc Pacem in unum mensem a die
praesentis Contractus numerandum, & qui non ratifica-
bunt in dictum terminum non gaudeant beneficio praesentis Pacis.

Nominati vero pro parte Domini Mediolani sunt
hi: Dominus Antonius de Archo, Dominus Guillel-
mus, & Antonius Frater de Castrobarcho, Dominus
Guido Savina de Foliano, Dominus Gabrionus de Ca-
nossa, Dominus Azco, & Dominus Guido ejus Filius
de Corigia, Dominus Johannes, Dominus Franciscus,
Dominus Prendeparte, Dominus Spineta, & Thomaxi-
nus de la Mirandola, Dominus Manfredinus, & Do-
minus Franciscus Frater de Saxollo, Dominus Az-
zollinus, & Nicholaus Frater Marchiones Malaspina,
Dominus Jacobus, & Dominus Antonius Frater de
Pis, Antonius, & Frater Marchiones Vialis de
Mulacio, Luchinus Marchio Vialis de Olivola.

Nominati vero pro parte praefatorum Dominorum
Verone sunt hi: Dominus Spineta, & Dominus Leo-
nardus Frater, & Filii quondam Galeotti Marchiones
Malaspina, Dominus Ricardus quondam Domini Ope-
cini Marchio Malaspina, Petrus, Zocus, & Jacobus
Johannes Frater de Castro Romano, Petrus Zocus de
Lodrono, Dominus Mercabrinus de Castrobarcho,
Dominus Azo Aldrighet, Albertus, & Dominus
Franciscus de Castrobarcho, Dominus Gilbertus Preg-
nanus, & Frater de Sesto, Dominus Ludovicus de
Purzellis de Perovilli.

Item quod dictae Partes videlicet praefati Illustri
Domina Domina Regina, & eorum Filii majores qua-
tuordecim annis, & praefatus magnificus Dominus Do-
minus Bernardus tamquam Pater, & legitimus Admi-
nistratores Domini Malini Infantis ratificare teneantur
praedicta, & infra scripta, infra duodecim dies a tem-
pore hujus Contractus celebrati, & quod dicta ratifica-
tio facienda precedat per tres, vel duos dies ante pri-
mum terminum solutionis sciendae, & eodem modo
dicti magnifici Domini Verone ratificare, & confirma-
re teneantur praedicta omnia infra quindecim dies supe-
rius nominatos, & hoc cum juramentis, & solempni-
tatis opportunis per publicum Instrumentum.

Et quas ratificationes praedictas praedicti Procuratores
Magnifici Domini Domini Mediolani &c., & dicti Pro-
curatores dictorum Dominorum Verone debeant, &
Tom. II. Part. I.

teneantur procurare, & fieri facere cum effectu, quod
fiant per modum, & personas supra scriptas cum so-
lempnitatibus opportunis.

Item est adum, & in Pactum expressum deductum
pariter, & conventum inter Partes praedictas, quod si
contingeret, quod ablit, imposterum, quod dicti Do-
mini Verone, seu alter eorum aliquid facerent, vel
incurrerent contra formam Compositionis, & Trans-
actionis praesentis, communiter vel divisim, quod eo
casu, quo apparuerit eos contrafecisse, simul vel dis-
junctim, incurrant penam centum millium Floren-
orum dictis Magnificis Dominis Mediolani &c.; & Il-
lustri Domina Domina Reginae ejus Consorti ut se-
mel applicandorum, salvo quod propter cessationem
solutionis hujus terminum tantum non incurrant dictam pen-
nam centum millium Florenorum una cum aliis infra-
scriptis penis, & ultra liceat Magnifico Domi-
no Domino Mediolani, & Illustri Consorti ejus, &
eorum Filiis, & cuilibet eorum Guerram facere, &
movere contra dictos Dominos Verone, & eorum Ci-
vitates, & Fortilicia, & Subditos, quae quidem Guer-
ra iusta, & rationabilis censetur, & cum praedicta poe-
na centum millium Florenorum, eadem Illustri Do-
mina Domina Regina sibi, & suis perpetuo Successoribus
retineat, & ad eam, & suos Succesores pertineat
totalis quantitas, quam pro tunc receperit per se, vel
alium ejus nomine de Somma dictorum quadringento-
rum, & quadraginta millia Florenorum; & nihilominus
residuum quantitatem remanentem ad solvendum de dictis
trecentis octuaginta millibus Florenorum auri solvere,
& satis facere dictae Dominae Reginae teneantur dicti
Domini Verone, & Fidejussores, & Haeredes ipsorum,
& cum praedictis remissio, & quietatio facta per dictos
Magnificum Dominum Dominum Mediolani, & Il-
lustrem Dominam Dominam Regnam, & ipsorum Con-
jugum Filios de praedictis juribus, rationibus, actioni-
bus, & dictionibus nulla sit, sed ex tunc in antea sit cassa,
& irrita, & praedicta iura ad praedictos Conjuges, & ip-
sorum Filios, & Succesores perpetuo pertineant, &
pertinere debeant pleno jure, prout & quemadmodum
ante quietacionem, cessionem, & remissionem praedi-
ctam, & ad eos ex quacunque causa pertinere poterant,
& debebant; & nihilominus Baltha, & Fortilicia praedi-
ctae tradentur dicto Illustri Principi Domino Comiti
Sabaudiae per praefatum magnificum Dominum Domi-
num Mediolani ut supra, ipse Dominus Comes redde-
re, & restituere debeat eidem Domino Domino Medio-
lani &c. praefatae Dominae Dominae Reginae, & eorum
Successoribus, & habentibus causam ab eis vigore, &
ex causa Pacis violatae praedictae. Et hoc in casu quo
eadem Fortilicia, & Baltha nondum restituta essent in
manibus dictorum Dominorum Verone, sed adhuc es-
sent in manibus dicti Domini Comitibus, de, & pro quib-
us centum millibus Florenis poena nomine adjectis ut
supra, ultra dicta trecenta octuaginta millia Florenorum
dicti Domini Verone satisfacere debeant idonee per dic-
tum Commune Venetiarum, seu singulares personas
dictae Civitatis sufficientes, & idoneas ad praedicta, &
hoc sub modis, & solempnitatibus praedictis, & hoc in-
fra tres menses a tempore praesentis Contractus.

Et viceversa si contingeret, quod Dens avertat, quod
praefatus magnificus Dominus Dominus Mediolani &c.
seu Illustri Domina Domina ejus Consortis, aut aliquis
Filiorum suorum praesentem, eo casu incurrant, & com-
mittant penam centum millium Florenorum auri boni
ponderis, quae sit, & applicetur dictis Dominis Ve-
rone & causam habentibus ab ipsis semel duntaxat; &
nihilominus cessio, & remissio dictis Fratribus Dominis
Verone facta per praenominatos Magnificum Dominum
Dominum Mediolani, Dominam Regnam ejus Con-
sortem, & ipsorum Filios de praedictis juribus, ratio-
nibus, & dictionibus ut supra, eo casu fiat, & remaneant
in suis juribus, & in sui roboris firmitate, absque eo
quod ab illo tunc in antea dicti Domini Conjuges, vel
Filii ipsorum, seu causam habentes ab ipsis quicquam
petere debeat, vel habere in rebus, & bonis remissis,
& quietatis ut supra, de, & pro quibus quantitates dic-
torum centum millium Florenorum nomine poena ad-
jectis debeant satisfacere idonee praefati Domini Conju-
ges per Commune Venetiarum, vel sufficientes perso-
nas dictae Civitatis infra tres menses a die praesentis
Contractus numerandos; salvo quod dictum tempus
trium mensium non currat, donec praefati Domini Ve-
rone notificaverint per unum mensem ante praefatis
Domino Mediolani, vel ejus Consorti qualem satisfac-
tionem ipsi Domini Verone dare voluerint; & si dictae
Partes, vel altera eorum non satisfacerint infra dictos
tres menses ut supra, eo casu Pars, quae non satisfacit,

ANNO
1379.

132

CORPS DIPLOMATIQUE

derit, incurrat in poenam Florenorum decem millium alteri Parti, quæ dictam satisfactionem dedisset, applicandorum; quæ poena Florenorum decem millium etiam committatur deinceps singulis tribus mensibus, usque quod dicta satisfactio data fuerit, dum tamén dictæ poenæ Florenorum decem millium non excedant deluper toto; Et nihilominus promissiones poenæ Florenorum centum millium firmæ remaneant ut infra proxime. Quæ satisfactio poenarum per utramque Partium adjectarum durare debeat dumtaxat per decem annos proximè futuros, Pace nihilominus perpetuò duraturâ etiam cum promissione poenæ prædictæ centum millium Florenorum quod ad principales Partes tantum pro qualibet Parte.

Et quod ex nunc fracta Pace per eosdem Dominos Coniuges, aut Filios ipsorum, vel aliquem eorundem, nihil ulterius de his, quæ remanent ad solvendum dictæ Domina Reginae qualitercunque prædicti Domini Veronæ solvere teneantur, salvis semper infrascriptis; & ultra prædicta dictæ Basilicæ, & Fortilicia sint, & remaneant perpetuò eisdem Magnificis Dominis Veronæ, si, & ubi pro tunc restititio sibi facta fuerit de ipsis per dictum Dominum Comitem Sabaudie; quod si tunc facta non fuerit, eo casu ipsas Basilicas, & Fortilicia dictus Dominus Comes Sabaudie reddere, & expedire debeat eisdem Dominis Veronæ, & causam habentibus ab ipsis in continent, postquam apparuerit Pacem, & Transactionem prædictam fractam, aut violatam esse per dictos Magnificum Dominum Dominum Mediolani &c., & Dominam Regnam, vel Filios eorundem, vel aliquem ipsorum, & si forsan per aliquem dictarum Partium aliquid factum esset, vel attentaretur contrâ formam Pacis præsentis alteri quam per cessationem solutionum prædictarum, vel aliquis earum, non propter hoc intelligitur, nec dici possit Pax huiusmodi aliquâter violata, dummodo dampnum, quod propter hoc fuerit illatum, emendetur per dampnum tantum, vel alium pro eo, Parti offensæ infra duos menses à tempore quo fuerit cognitum, & decusum per Conservatores Pacis, & ad cognitionem dictorum Dominorum Conservatorum huius Pacis inferius descriptorum, & pendente cognitione dictorum Conservatorum, & donec cognitum fuerit, & terminatum, ipsæ Partes debeant, & teneantur omnia, & singula Capitula Pacis, & Contractus observare; & si infra terminum supradictum dampnum datum non emendaretur, tunc intelligatur, & dici possit Pax huiusmodi violata, & poenæ prædictæ committantur, & incurrantur per contra facientes ut supra.

Item, & ut prædicta melius, & fortius attendantur per dictas Partes hinc inde voluerunt, & volunt dictæ Partes pro conservatione Pacis huiusmodi eligantur videlicet pro parte Magnifici Domini Domini Mediolani Illustris, & Magnificus Dominus Dominus Galeaz Vicecomes Comes Virtutum, Mediolani &c. Imperialis Vicarius Generalis, & pro parte Magnificorum Dominorum Dominorum Veronæ Magnificus Dominus Dominus Galeatus de Malatestis Arimini &c. pro Sanctâ Romanâ Ecclesiâ Vicarius Generalis; quos etiam eligunt, & nominant de præfati, qui sint, & esse debeant abinde in antea Conservatores Pacis præsentis, cognitoresque, & decidores contentionum, discordiarum, obscuritatum, & dissidiorum, si quæ pullularent, vel orirentur inter Partes superius nominatas, & qui cognoscere debeant, si Pax, & Transactio fuerit, vel ne aliquâter violata infra tempus, & terminum trium mensium à die notificationis, seu querelæ factæ dictis Conservatoribus, & notitiæ factæ per Conservatores Parti contrâ quam fuerit querelatum, computandorum, nisi dictas terminus per dictos Conservatores ex causâ fuerit prorogatus, qui tamen prorogari non possit ultra alios tres menses proximè subsequentes. Quæ querela fieri debeat per Partem, contrâ quam factum esset, coram dictis Conservatoribus infra duos menses à tempore contradictionis computandos.

Hoc actio quod si per prædictos Conservatores pronunciaretur, & declararetur dictam Pacem fore ruptam per præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani &c., vel ejus Consortem, & Filios, & pendente cognitione prædictorum aliqua solutio alicujus termini lapsi fieret post contradictionem, propter quam pronunciaretur dictam Pacem fore ruptam, talis pecunia soluta ut supra proximè restitueretur præfatis Dominis Veronæ, & nihilominus alia poenæ committantur, & hoc in casibus, in quibus intelligatur Pacem esse ruptam absque remedio emendationis damni, quibus Conservatoribus dictæ Partes, & quælibet ipsarum Partium dant, & concedunt, tenore præsentis Instrumenti, plenam & liberam potestatem, & liberum arbitrium di-

cendi, cognoscendi, & declarandi prout ipsis videbitur, & illud, quod promissum fuerit, & declaraverint, ipsæ Partes teneantur inviolabiliter observare; & si dicti Domini Conservatores, vel aliquis ipsorum decederet, eo casu Pars, cujus esset Conservator, teneatur, & debeat subrogare alium loco ipsius infra duos menses à die obitus ipsius incendoans.

Item quod si aliquis de dictis Adherentibus Partium nominatus in præfati Contractu contrafaceret Pacem, quod per hoc non intelligatur Pax rupta, nisi respectu talis contrafacientis tantum, qui contrafacientes teneantur infra duos menses à tempore declarationis factæ per Conservatores, qui debeant hoc cognovisse, & terminasse à tempore notificationis eis factæ infra duos menses dampnum emendare, & attentata revocare, quæ nisi adimpleverint sint exclusi à beneficio Pacis, nec talibus contrafacientibus debeat, neque possit illis, de ejus parte fuerit, præbere auxilium, consilium, vel favorem.

Item concordaverunt unanimiter dictæ Partes, videlicet prænominati Domini Spineta Marchio Malaspina, & Guilielmus de Bivialisque Procuratores, & Procuratorio nomine dictorum Dominorum Veronæ, & se facturos, & curaturos cum effectu promiserunt, quod Gentes, quæ sunt ad stipendia dictorum Dominorum Veronæ, non invadent, nec aliquod dampnum dabunt, nec per modum Societatis, nec alio modo præfati Domino Mediolani, dictæ Domina Reginae, Filii, & Gentibus suis, & Territoriis ipsius Domini Mediolani, Confortis, & Filiorum suorum durantibus sex mensibus à datâ præsentium numerandis.

Hoc intellecto, quod si aliquis ex prædictis stipendiariis transiit per Territoria dicti Domini Mediolani in modicâ quantitate forsitan aliquod dampnum darent, non propter hoc intelligatur contrafactum fuisse promissioni prædictæ.

Et verâ vice prædicti Procuratores Magnifici Domini Domini Mediolani &c. nominibus, quibus supra conveniunt, & se facturos, & curaturos promiserunt cum effectu, quod Dominus Comes Lucius de Lando, & Dominus Johannes Hanchud, & eorum brigata, quæ cum eis redierunt de Veronensi Districtu in transitu Athesis, & etiam quæ sunt ad stipendia ipsius Domini Mediolani, Domina Reginae, & Filiorum suorum, non invadent, nec aliquod dampnum dabunt, nec per modum Societatis, nec alio modo dictis Dominis Veronæ, Gentibus, & Territorio ipsorum in Territorio dictorum Dominorum Veronæ, durantibus consummatis sex mensibus à datâ præsentium numerandis; hoc etiam intellecto, quod si aliqui ex dictis stipendiariis dicti Domini Mediolani, qui recederent de suis stipendiis, transiit per Territoria dictorum Dominorum Veronæ in modicâ quantitate forsitan aliquod dampnum darent, non propter hoc intelligatur contrafactum fuisse promissioni prædictæ.

Quæ omnia facta sunt, & sunt eo actio, & ea Lege, & Pacto, quod per præfatos Contractus dictorum quædringentorum, & quadraginta millium Florenorum, & aliorum Florenorum decem millium in anno ad vitam præfate Domina Reginae debendorum ut supra promissorum dictæ Illustri Domina Domina Reginae, aquiratur, & quæstam esse intelligatur dictæ Domina tantum, & ad eam tantum perveniant ea vivente; & post ejus obitum id quod restaret ad solvendum pertineat ad ejus Successores, seu habentes causam ab ea, non obstante Statuto Communis Mediolani, quod caverit, quod si qua Mulier rem aliquam, vel ipsa aliquod acquirere, constante Matrimonio, quod acquiratur Marito, exceptis certis casibus descriptis in dicto Statuto, nec alio Jure communi, vel municipalis in contrarium disponente, quibus Statutis, Juribus, & Ordinationibus ex certa scientia, & expresse dicti contrahebentes renunciarunt, & renuntiant, etiam si talia forent, de quibus oporteat fieri mentio specialis, non derogando aliis Capitulis, & contentis in præfati Pace facientibus pro ipsis Dominis Veronæ.

Item eo Pacto, quod si per aliquam Partium prædictarum occuparetur aliqua Civitas alterius Partis, quod postquam fuerit manifestum de tali occupatione, censetur Pax rupta, & poenæ committantur in præjudicium contrafacientis; Si verò non Civitas, sed aliquod Castrum, Fortilicia, vel Terra occuparetur ut supra, de qua sit manifestum, teneatur ille, qui taliter occupaverit, restituere dictam Terram, Castrum, & Fortilicia alteri Parti, & damna manifestâ dictâ occasione data infra terminum duorum mensium, aliquoquin censetur quod ad præjudicium contrafacientis Pax rupta, & poenæ committantur in præjudicium contrafacientis; Si verò Gentes armigeræ alicujus dictorum Dominorum Mediolani,

ANNO
1379.

ANNO 1379. ANNO 1379.

diolani, & Veronæ de voluntate Dominorum suorum invadent hostiter Territorium alterius Partis pro accipiendi aliquam Civitatem, vel Fortilicium alterius Partis, licet non caperint, & etiam Gentes alicujus dictorum Dominorum cum Capitaneis, vel Vexillis revēra, & sine fraude in magna quantitate invadent hostiter Territorium alterius, quod hæc intelligantur de voluntate Domini, de cujus parte essent prædictæ Gentes, vel Capitanei, vel Vexilla omni fraude cessante ut supra, si Gentes prædictæ iverint causâ accipiendi aliquam Civitatem, intelligatur Pax rupta ut supra; Si verò causâ accipiendi Castrum, Terram, vel Fortilicium, tunc teneantur damna data emendare infra terminum trium mensium ad cognitionem Dominorum Conservatorum; & si emendatum non fuerit, censetur Pax rupta ut supra; si verò fieret offensâ per unum ex Partibus principalibus in personâ alterius, vel de converso, tunc censetur Pax rupta; Si verò in personâ Subditorum fiat jus per Dominum offensentem contrâ delinquentem, & puniatur toto posse, nec per hoc intelligatur Pax rupta, nec ulla poena committitur, & sit, & esse debeat in cognitione Conservatorum, & cognitorum, si fuerit dubium, utrum Pax fuerit rupta, vel non, cognoscere, & terminare de talibus dubiis, & similibus; Si verò alter damnum, vel offensâ fieret, tunc etiam sit in cognitione Conservatorum, & damni restitutio fiat, prout in Capitulo continetur, & mentionem faciente de Conservatoribus continetur, & poena non committatur, nec Pax fracta intelligatur.

Item quod si aliqua Partium principalium contraface-ret alicui ex Adherentibus alterius Partis, teneatur infra duos menses à tempore declarationis factæ per Conservatores ut supra Pars contrafaciens damnum datum emendare, & attemptata revocare, & nullam aliam poenam incurat.

Item quod mediantibus, & falsis prædictis sit bona Pax, & perpetua tranquillitas inter Partes prædictas, & earum Subditos, Valitores, Adjutores, Adherentes, & Sequaces superius nominatos, videlicet Adherentes, Valitores, & Sequaces qui in præsentî Guerrâ Partibus palam auxilium præberent, vel alteri eorumdem, & qui ante tempus inchoatæ Guerræ præsentis non essent bantur, vel rebelles alicujus Partium prædictarum, vel ejus Subditi ad ejus obedientiam existentis.

Item quod infra proximè scriptis parcantur omnes injurie, & offensæ per eos factæ, vel illatæ in præsentî Guerrâ dictis Partibus, vel alicui earum, & restituantur eis bona immobilia eis ablata per dictos Dominos, vel alteram ex eis in, & pro præsentî Guerrâ. Quorum nomina sunt hæc: Cathelanus de Griffis, Izellinus de Poncarali, Johannes Arzelini de Tusculano, Bertolinus de Medicis de Gavarado, Bertolinus de Vifinancia, Bertolinus de Poncarali, Manfredinus de Moris, Bie-minus de Pedezochis, Quilites de Bonzanis, Antonius de Gref, Aymericus de Cinberghis, Melotus de Bren, Baroncinus de Locio, Bonivetus ejus Confanguineus, Cavillata de Coronibus, Caprius ejus Frater, & Dominus Aymerinus de Lulino, Dominus Paganinus de Panicho, Nicholaus de Tercis, Mathæus de Lendena-nima, Jordanus de Alticheris, Hæredes quondam Dani-elis Abulatis, Lanzarotus de Sommaripa, Benedictus de Malfesino, Nannes Pegolottus, Petrus Symon de Pegolottis, Dominicus de Verona, & Jacobus de Ca-raria.

Item quod omnes offensæ, poenæ, damna, rancores, injurie, inimicitie, & querelæ hinc inde quæsitæ, datæ, & illatæ sint remissæ, & remissa, & quod una Pars non possit alterius damnum abinde in antea procurare, nec per modum Societatis, nec alio quovis modo, sed sint, & remaneant dictæ Partes boni, & veri amici, & affines, falsis semper Capitulis superscriptis, & ipsorum quolibet.

Item quod aliqua verba narrativa, vel enunciativa posita in præsentî Contractu, quæ non fiat de substantiâ præsentis Contractus nullum afferant præjudicium Partibus, nec alicui ipsarum.

Item quod omnia, & singula Capitula præsentis Contractus, & contenta in ipso Contractu debeant intelligi bonâ fide, & secundum bonum, & sanum intellectum, omni dolo, fraude, & cavillatione cessantibus.

Quam quidem Transactionem, Pacem, finem, quietationem, remissionem, & Concordiam, & dictorum Pacis Conservatorum electionem, & nominationem, & omnia alia, & singula supra dicta dictæ Partes, videlicet dicti Procuratores Magnifici Domini Domini Mediolani &c. dictis nominibus ex una parte, & prænominati spectabiles Milites Dominus Spineta Marchio Malaspina, & Dominus Guilielmus de Bivlaquis Procuratores, & Procuratorio nomine prædictorum Magnificorum Dominorum Domi-

norum Veronæ ex alterâ promiserunt, & juraverunt, nobis Notariis publicis infra scriptis stipulantibus & recipientibus, ea omnia, & singula superscripta vice, nomine, & ad opus dictarum Partium, & cujuslibet ipsarum, suorumque Hæredum, & Successorum quæcunqueque, causamque habentium, & habiturorum ab ipsis, & omnium aliorum, quorum interest, intererit, & interesse poterit in futurum, per juramenta sua ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præstita dicti Procuratores in animas dictorum Dominorum suorum, & omnes sub fide, & legalitate corporum suorum, & sub penis aliis superius declaratis, una simul ad invicem altera alteri, & vicissim solemnibus stipulationibus, & juramentis intervenientibus hinc inde, & sub expressâ, & speciali hypothecâ, & obligatione omnium bonorum dictorum Dominorum Conjugum, & Filiorum suorum, & dictorum Dominorum suorum mobilium, immobilium, presentium, & futurorum quorumcunque ratam, ratas, & rata, gratam, gratas, & grata, firmam, firmas, & firma habere perpetuò, & tenere, & contrâ non tacere ullo umquam tempore quomodolibet vel venire, nec contrariare, vel venire volenti per eos, vel alios consecutice, aut dare, præbere auxilium, consilium aliquod, vel favorem, palam vel apertè, tacitè vel expressè, directè vel indirectè, vel alio quovis modo; sed ea omnia, & singula attendere, & complere, firmiterque, & inviolabiliter observare cum effectu perpetuò pro se, & suis perpetuò Successoribus, pro ut, & sicut superius describuntur, omni juris, consuetudinis, & facti exceptione remota, prædictaque omnia, universâ, & singula ratificari, & confirmari facere dictis Magnificis Dominis Dominis Mediolani &c. per dictam ejus Illustrum Consortem Dominam Dominam Regiam, & eorum Filios majores quatuordecim annis &c. ut supra, & prænominati Domini Procuratores per præfatos Magnificos Dominos Veronæ cum promissionibus, juramentis, obligationibus, fidei corporum dationibus, & aliis juris solemnitatibus, & clausulis opportunis infra scriptis, & terminum superius declaratum, volentes, & conficientes ex Pacto convento Partes prædictas, quod si quovis casu, vel tempore per aliquam dictarum Partium aliquid contrâ præmissa, vel præmissorum aliquid aliquoties diceretur, vel fieret, aut si alicui offensenti, vel offendere volenti, vel dicenti, aut auxilium, consilium, vel juvamen præbenti alterutri Partium in Territoriis, personis, rebus, & bonis ipsorum præberetur auxilium, consilium, vel juvamen, quod ei sic contrariarent, venienti, vel dicenti, aut auxilium, consilium, vel juvamen præbenti omnis audientia in judicio, & extrâ, ac judiciorum aditus penitus denegetur tamquam venienti contrâ proprium juramentum, & nihilominus ipsa omnia, & eorum singula semper, & perpetuò sint firma, & valida, & remaneant per modum, & formam superius declaratum. Renuntiantes dictæ Partes, & earum quælibet sub juramentis, fidei dationibus, & obligationibus prædictis omni actioni, & exceptioni doli, mali, merus, & in factum conditioni sine causâ, vel ex injustâ causâ, conditioni ob causam, juri dicenti, si doli dat causam contraetur, vel incidit in Contractum, Contractum rescindi posse, beneficio in integrum restitutionis, Senatus Consulto Velleiani, fori Privilegio, omnique Juri Canonico, & Civili, Consuetudini, & Statuto, per quæ contrâ prædicta, vel ipsorum aliquid facere possent, vel in aliquo scelerari, & maxime juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi præceperit specialis. Quæ omnia acta fuerunt coram Illustri Principe, & Magnifico Domino Domino Amadeo Comite Sabaudie &c. ibi præsentè, laudante, & disponente dictam Pacem, & contenta in eâ, & in omnibus, & per omnia fieri debuissent, ac servari debere pro ut superius continetur. Actum Mediolani in aulâ habitationis Magnifici, & Excelsi Domini Domini Galeaz Vicecomitis Comitum Virtutum Mediolani &c. Imperialis Vicarii Generalis sub quadam lobâ parvâ inferiori posita juxta Cameram cubiculariam quondam Magnifici, & Excelsi Domini Domini Galeaz Vicecomitis &c. presentibus Pronotariorum Johannino de Cermenare Filio quondam Domini Dionisii Porte Vercellense Parochie Sanctæ Mariæ ad Portam, & Johannolo de Antegnate Filio quondam Forli Portæ novæ Parochie Sancti Andree ad Pusterlam novam amobus Civitatis Mediolani Notariis; & pro Testibus Egregio, & Potente Milite Domino Juberto de Calanti. Domino Montis Oneri Filio quondam Domini Johannis, & Nobilibus Militibus Domino Jacoto Provana Filio quondam Domini Thomæ, & Domino Gorucio de Fronzola Filio quondam Egregii Militis Domini Roberti, & sapiente Legum Doctore Domino Calvino de Sancto Gallo de Pergamo Filio quondam Domini Petri noto, & Prudente

ANNO 1379. dente viro Vassallino Boffio Filio quondam Domini Jacobi Cive Mediolani similiter noto, Ser Petrucio de Agatapanis de Canis Filio quondam Domini Andreae, & Axerholo de Sexto Filio quondam Domini Facii Cive Mediolani omnibus ad præmissa vocatis, idoneis, & rogatis.

Ego BATISTA.

Extracta sunt præsens Copia à Registro inscriptio sub Litteris V. V. BERNARDI Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1379.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRICELLUS Regii Archivii Officialis.

C.

5. Avril. *Traité de Mariage entre FERRY, Fils de JEAN Duc de Lorraine, & BONNE Fille de ROBERT Duc de Bar. Du 5. d'Avril 1379. Avec la Procuration de CHARLES Duc de Lorraine, pour sommer le Duc de Bar d'accomplir, ou d'annuler ledit Mariage. Du 20. Avril 1392. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, & d'Autriche. Aux Preuves. pag. 189. Tiré des Archives de Lorraine.]*

Nous JEAN Duc de Loherrene & Marchis d'une part, Et Nous Robert Duc de Bar Marchis du Font, d'autre part, Faisons sçavoir à tous que nous par bon Conseil & meure deliberation sur ce devant eue sur le fait du Mariage esperé à faire & advenir entre FERRY Fil de nous Duc de Loherrene dessusdit & BONNE Fille de nous Duc de Bar dessusdit, Avons fait & faisons l'un de nous à l'autre les convenances que s'ensuivent. Premier que si tost comme le plus jeune desdits Enfans seroit en l'âge de sept ans escomplis, Nous Duc de Loherrene dessus dit devons faire & ferons ledit FERRY nostre Fils fiancier ladite BONNE, & pareillement nous Duc de Bar dessus dit devons faire & ferons ladite BONNE nostre Fille fiancier ledit FERRY par paroles de futur ad cause de loyol Mariage advenir entre iceulx Enfans, & au plus tost que lesdits Enfans seront apes à contrahier Mariage par paroles de present, C'est assçavoir ledit FERRY en l'âge de quatorze ans escomplis, & ladite BONNE en l'âge de douze ans escomplis, ou plus tost par Droit & par Dispensation, parce que le malice desdits Enfans pouloit suppleier le deffault de l'âge, ou autrement peoit estre fait bonnement. Nous les dous Signour dessusdit devons faire & ferons espouser & contrahier Mairiage nos dis Enfans par paroles de presens, ensemble tel solennitez comme au fait de celi Mairiage & à l'establissement desdits Enfans appartenait. Item, Nous Duc de Bar dessus dit avons donné & donnons ad cause de celi Mairiage auxdites Fille pour li ses Hoirs, neis & procees audit Mairiage, & pour ceux qui en descenderont, trois mil florins de Florence vieis de bon or, & de juste poiz, & les tenir hereditablement tel li seront assises, assignées & delivrées en nostreudit Duchief de Bar ou autre part en l'erre appartenant à nostreudit Duchief de Bar, toutevoie en Roman Pais en toute haultour, Noblesse, Justice, Signories avecq les autres profits, & seroit faite la prise & assise desdites trois mil florins de Terre par la Coutume & usage de leur Pais ou l'assignation seroit faite. Desquels trois mil florins de Terre Nous Duc de Bar dessusdit assignerons & delivrons à nostre dite Fille mil & cinq cens florins de l'erre en faisant & celebrant lesdits Mairiage par parole de present, & les autres mil cinq cens florins de Terre devront estre & seront assignées & delivrées à nostre dite Fille tantost apres nostre decés par nostre Successeur sans moien Duc de Bar. Item, pouront estre recheues lesdites trois mil florins de Terre es temps & par maniere que seuxent. C'est assçavoir les mil & cinq cens florins de Terre que premier seront assignez & delivre en faisant ledit Mariage par paroles de present comme dit est, per nous Duc de Bar dessusdit pour la Somme de quinze mil desdits florins tout à une fois, tant comme nous viverons, & deiz ans aprez per nostre Successeur, sans moien Duc de Bar. Et les autres mil & cinq cens florins de Terre que doivent estre assignées & delivrées à nostre dite Fille

tantost apres nostre decés comme dit est poutront estre receptes pour la Somme de quinze mil desdites florins tout à une fois par nostredit Successeur Duc de Bar, tant comme il vivra & non autrement. Item, ou cas que lesdits trois mil florins de Terre seroient recheues ou la moitié comme dit est l'argent deceli reschait devrait estre & serait mis en acquiet de Terre tout à une fois ou à plusieurs fois aux plus grands profits de ladite Fille aux regards & ordonnances de bonnes Gens, & se tantost le reschait fait on ne peoit bonnement troveir l'acquest affaire, en cely cas l'argent de celi reschait se devrait assigner & assigner en certaine main pour faire celi acquiet au regard & ordonnance de bonnes Gens comme dit est. Et ce serait celle assignation en la main des Justices de la Citei de Reims, & ne poutront ou deveront ceux que seront celi reschait, emander ne avoir ladite Terre que se puet leshier comme dit est, jusques à ce que ladite assignation seroit faite, & adonc dès lors averant droict de la reclaimer & avoir. Item, si ladite Fille trespasloit de ce siecle sans laxier Hoir de son corps procees audit Mairiage, en celi cas doivent & devront demoreir & retourner demoultour & retourneront audit Duchief de Bar lesdits trois mil florins de Terre que doivent estre assignez & delivrez ad cause dudit Mariage à ladite Fille, ou ce que à celle casste en averoit eiet & delivrei à ladite Fille, ou l'argent de la assignation pour celi reschait se acquiet n'en estoit encore fait, ou l'acquest que fait en seroit sans y mettre empeschement ou debat aucun. Item, nous de Loherrene dessusdit, avons donei & ordeui, donnons & ordenons à ladite Fille ad cause dudit Mairiage advenir pour & en nom de Doeraire especial & devis, dous mil florins de Terre petits florins de l'orence vieis de bon or & de juste poiz que li seront assise & assignées & delivrées en nostreudit Duchief de Loherrene ou autre part en Terre appartenant audit Duchief de Loherrene, toutevoie en Roman Pais, en route haultour, Noblesse, Justice & Signourie avecq les autres profits, & seroit faite la prise & assise desdits dous mil florins de Terre per la Coutume & usage des Leus & Pais où l'assignation seroit faite, desquels dous mil florins de Terre Nous Duc de Loherrene dessusdit ou nous Hoirs Ducs de Loherrene en assignerons & delivrons à ladite Fille mil florins tantost apres le decés dudit FERRY & les autres mil florins li seront assignez & delivrez tantost apres nostre decés per nostre Successeur Duc de Loherrene sans moien, & si nous trespasissions de celi siecle devant le decés dudit FERRY, en celi cas devront estre & seront assignez & delivrez à ladite Fille lesdits dous mil florins de Terre tout à une fois, tantost apres le decés dudit FERRY par nostredit Successeur Duc de Loherrene pour le temps. Mais tantost en solennisant ledit Mairiage seroit denommé & declariez, specifier & ordonnei le Leu & la Terre où ladite Fille aurait & percevrait lesdites mil florins de Terre pour fondit Douaire, seurement & sans deffaut, afin qu'elle en puxe meux & pleux seurement joyr & exploier le le cas y escheoit. Lesquels dous mil florins de Terre revenront & retourneront audit Duchief de Loherrene tantost apres le decés de ladite Fille ou cas qu'elle trespaseroit de ce siecle sans laxier Hoirs dudit Mairiage, lesquels Hoirs s'il y estoit emporeroit la Terre dudit Doeraire comme son propre Heritage. Item, nous Duc de Bar dessus dit en solennisant ledit Mairiage devons adorneir, jollier & estoffier, adorneirons, jollierons & estoffurons nostre dite Fille bien & soiffamment, à l'onour & selon l'estat de nous & desdits Enfans. Item, parmy les convenances dessusdites touchant le Mariage à faire ou advenir entre lesdits FERRY de Loherrene & BONNE de Bar, Nous les Soignours dessusdits nous acquitons pleinement l'ung l'autre de toutes les convenances, creances, seremens, peines & obligations que nous aurions fait, l'un à l'autre en tout le temps passé des le jour dehu en arriere, touchant le Mariage adonc esperé à faire ou advenir entre HENRY de Bar aîné Filz de nous Duc de Bar dessusdit & ISABEL de Loherrene Fille de Nous Duc de Loherrene dessusdit, & voulons que toutes Lettres & escripts & autres enseignemens ensemble, tous points & obligations que sur ce ont esté faites entre nous ou temps passé des le jour dehu en arrier soient des maintenant adneanties & de nulle valeur. Item, nous les dous Signours dessusdits, avons promis, createz & jurez aux Sainte Evangelies de Deu solennellement, faire pour heffier & entretenir & accomplir par œuvre de fait & autrement chacun en tant comme ali touche & puet touchier toutes les choses dessusdites & chacune d'elles bonnement & loyalement sans fraude ou fiction

1379. tion aucune, sub especial poine de vingt mil desdits Florins que celi de nous ferait encouru de faict, en qui le desait seroit trouue de faire aduenir & escomplir ledit Mariage en toutes autres choses touchant celi Mariage, par la forme & maniere qu'il est dessus devisee & escript. Lesquels vingt mil Florins seront acquis à l'autre de nous ou à son ayant cause que ne seroit point renies ne detellant descomplir toutes les choses dessusdites chacun endroit soy, pour lesquels mil Florins pourvoir & percevoir, Nous les dous Signours dessusdits avons obligé & obligons l'ung en main de l'autre, tous biens de Nous & de tous noz Subjects, mobles & non mobles, presens & advenir. En signe de veritei avons nous faict mettre nos Grands Seels pendans en ces presens, que furent faictes en l'an de l'Incarnation nostre Seigneur mil trois cens soixante & dix neuf, le cinquiesme jour du mois d'Avril. Seellées de deux Seels cire rouge sur doubles queuez.

Nous CHARLES Duc de Loheraine Marchis, faisons sçavoir à tous que nous avons fait, constitué & establi & par la tenour de ces presentes faisons, constituons & establissons nos amez Chevalliers & fidelles Conseillers Monsieur Liebald du Chasteller nostre Bailly de Nancy, & Monsieur Jehan de Ludes, & chacun d'eul per soy nos Procureurs generals & Messages especiaux, especialement, pour & ou faict cy apres escript, touchant un Traicté & Accord per autres fois traicté & accordei per feu nostre tres-chier & amei Signour & Pere Monsieur JEAN Duc de Loheraine & Marchis quand il vivot d'une part, & mei Cousin Monsieur Robert Duc de Bar Marquis du Pont d'autre part, de & sur ung certain Mariage escrei advenir entre nostre tres-chier & amé Frere FERRY de Loherenne Fil jadis de feu nostre dit Signeur & Pere le Duc de Loheraine, & nostre tres-chiere & amée Cousine Bonne Fille de nostre dit Cousin le Duc de Bar ensi comme celuy Traictié, & Accord pueent apparoir plus plennement par le contenu de certaines Lettres que sur ce furent faictes, iceelles des Grand Seels de feu nostre dit Signeur & Pere le Duc de Loheraine, & de nostre Cousin ledit Duc de Bar, & avons donnei & concedei & per ces presentes donnons & concedons à nosdis Procureurs & à chacun d'eulx per soy plenne poissance, sience, autorité & mandement especial de signifier, declarer, presenter & offrir pour & en nom de nous, comme ja per autres fois ait esté faict à nostre dit Cousin le Duc de Bar que nous voulons, affectons & desirons efficacemēt, tant & si à certes comme nous peons entendre, assseur, escomplir & entretenir envers nous ledit Traictié & Accord, ensemble toutes les communiteas, appartenances, dependances & circonstances quelconques touchant celluy Traictié & Accord tant par la forme & maniere qu'il est contenu plus plennement esdites Lettres sur ce faictes, de faire obtention & demonstration d'iceelles Lettres à nostre dit Cousin s'il luy plaist, & de luy donner copie d'iceelles se il le requiert, de requerir & accepter leu & temps convenables pour entendre & proceder audit faict selon ce qu'il appartenat, de requerir à nostre dit Cousin le Duc de Bar responce finable s'il veult proceder avant outdit faict ou non, ou se il veult que ledit Accord soit enternei de luy rendre lesdites cassées & adnullées que nous avons de luy sur ledit Traictié & Accord, pourveu qu'il pareillement nous rende les Lettres qu'il a de feu nostre dit Signour & Pere sur celuy Traictié & Accord, de faire plenne quittance de la penne que sur ceulx fuit ordonné contenu plus plennement esdites Lettres proveu qu'il nous face quittance pareille d'icelle penne, & généralement de faire autretant en toutes les choses dessus dites, & chacune d'elles, & en toutes lours appartenances, dependances & circonstances quelconques, comme nous mesmes en personne seriens, faire poulriers & debveriens se nous y estiens present en promettant loyalement & sur l'obligation de tous nos biens mobles, presens & advenir à avoir agreable, ferme & estable des maintenant & à tousjoursmais, sans rappeller tout cen que par nosdis Procureurs ou par l'un d'eulx seroit dit, faict, ordonnei & procurei en toutes les choses dessusdites, & chacune d'elles & en toutes lours appartenances, dependances & circonstances quelconques selon ce qu'il est cy devisei & escript. En signe de veritei avons nous faict mettre nostre Seel pendant en ces presens, que furent faictes en l'an de l'Incarnation nostre Seigneur mil trois cens quatre vingt & douze, le vingtiesme jour du mois d'Avril. Seellées d'un Grand Seau de cire rouge sur double queue.

CI.

ANNO
1379.

Bulle, par laquelle le Pape CLEMENT VII. établit & érige une partie des Terres de l'Eglise en Italie en Royaume, qu'il hommelle Royaume d'Adria, & en fait Roi, LOUIS Duc d'Anjou. LE Pape Donné à (1) Spelunca, le 17. d'Avril (2) 1382. ET AN- [G. G. LEIBNITZ. Codicis Diplomatici. JOU. pag. 239.]

CLEMENS Episcopus Servus Servorum Dei, charissimum in Christo Filio nostro LUDOVICO Regi Adriæ, Duci Andegavorum & Tironensis, ac charissimum in Christo Filium Nostri Caroli Regis Francorum Illustris germano, salutem & Apostolicam benedictionem. Constituti in suprema militantis Ecclesiæ statione ab eo per quem Reges regnant, & Principes imperant, & qui solus habet super universam Creaturam plenitudinem potestatis, necesse habemus, interdu de Regnis & Terris ipsis, & specialiter, quæ Romanæ Ecclesiæ juris & proprietatis existunt, cum Fratribus nostris ad pacem & justitiam populorum perpetua stabilitate disponere, Terras ipsas dignitate decorare Regia, & in earum solis ad regimen Gentium subiectarum, quos dignos credimus sublimare; ut evulsis spinosis vepribus plantas inferamus proficuas, fructus uberes suo tempore in domo Domini allaturas; instructi celestis Regis exemplo, qui terrenis Regibus potestatem tribuit, ut assumto officio dominandi in equitate judicent Populos, & dirigant in Terris sibi subditis Gentium Nationes, sique eorum voluntas in executione justitiæ, & meditatio in Lege rectitudinis & observantia sanctæ Pacis.

2. Ea propter Terras nostras & Ecclesiæ Romanæ, quas habemus in Italia respicientes oculo pietatis, & conspicientes eas seu habitatores earum retrò jam lapsis temporibus adeo esse laxitatis, & dominantium in eis jure & auctoritate Sedis Apostolicæ crebra mutatione effecta, multitudine Tyrannorum tam circa, quam infra eas ipsas occupare conantium sic esse afflictas, quod penè ad exinanitionem Clerus & Populus est deductus in eis; nosque utpote Orbis regimine occupati ad debitam earum reformationem intendere nequeamus.

3. His & aliis justis considerationibus moti, de Fratrum nostrorum consilio & assensu, Terras ipsas videlicet Provincias Marchiæ Anconitanæ, Romandiolæ, Ducatus Spoletani, Massæ Trabari, nec non Civitates Bononiæ, Ferrariæ, Ravennæ, Perusium, Tuderum, cum earum omnibus Comitibus, Territoriis & Districibus, & omnes alias & singulas Terras, quas ad presens nos & Ecclesiæ Romana in Italia extra Regnum Siciliæ habemus & habere debemus, per quoscunque & quacunque auctoritate possideantur seu detineantur ad presens, exceptis duntaxat Urbe Romanæ cum ejus Districtu & Provinciis Patrimonii Sancti Petri in Tuscia, Campania & maritima ac Sabina, seu Receptoribus dictarum Provinciarum (a) Regi solis quæ Terræ specialium commissionum vocantur, nostrisque Successoribus & Romanæ Ecclesiæ expresse & specialiter retinemus, in unum Regnum erigimus, ipsas Provincias & Civitates cum earum Comitibus, Districtibus seu Territoriis, Dignitate Regia decoramus, ac Regnum Adriæ ordinamus, statumus & decernimus perpetuo nuncupari.

4. Et considerantes, quod personam tuam, qui de illa præclarissima Domo Franciæ, quam benedixit Dominus, traxisti originem, strenuitate, magnanimitate ac prudentia, aliarumque virtutum donis multiplicibus Dominus dignatus est adornare, prout Index veritatis, experientia, ac præclaræ famæ præconium luce clarius manifestant; & propterea ipsam personam tuam honorare & sublimare volentes, ad honorem Dei Omnipotentis Patris & Filii & Spiritus Sancti, beatæ & gloriosæ semper Virginis Mariæ, beatorumque Apostolorum Petri & Pauli, Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, nec non ad utilitatem Regni seu Terrarum ipsarum, pacificumque ac tranquillum statum Incolarum seu habitantium in Regno seu Terris prædictis, Regnum Adriæ prædictum, & omnes Terras, quas extra Regnum Siciliæ nos & Romana Ecclesiæ in Italia habemus seu habere debemus,

(a) Per
Receptores.

(1) Qu'on nomme aujourd'hui Spelunca.

(2) Je ne sai comment cette date, faite par G. G. Leibnitz, se peut accorder avec celle qui est à la fin de cette bulle, que nous suivons ici, & qui masque quelle fut donnée la première année du Pontificat de Clement VII. puis qu'il fut élu Pape le 16. Septembre, 1378. Au reste chacun sait, que ce Clement VII. est mis au rang des Antipapes.

ANNO 1379. mus, per quoscumque, & quacumque ac cujuscumque auctoritate possideantur seu detineantur ad presens; exceptis Urbe Romana cum suo Territorio & Districtu, ac Provincia patrimonii beati Petri in Tuscia Sabina, Campania & maritima, cum earum Reclinatoribus & Terris speculium commissionum per Rectores dictarum Provinciarum gubernari hactenus solitis; cum dignitate, honore, prerogativis, præminentis, privilegiis, immunitatibus & libertatibus quibuscumque Regis, & sub Regni titulo in eandem perpetuum, seu perpetuo habendum, tenendum & possidendum tibi tuisque Hereditibus ex te legitime, sicut infra dicitur, descendenti- bus, sub infra scriptis modis & conditionibus auctoritate Apostolica, ac de Apostolica plenitudine potestatis, de Fratrum nostrorum consilio & consensu, conferimus, concedimus & donamus, teque Regem Regni prædicti constitutimus & creamus.

5. Conditiones autem sunt hæc: Si in tuo vel Heredum tuorum obitu legitimam Heredem, prout infra scribitur, te aut ipsos, quod abest, non habere contigerit, Regnum ipsum ad Romanam Ecclesiam ejusque dispositionem libere revertatur. Descendentes autem ex te & tuis Hereditibus, scilicet Regibus, maribus & feminis, in eodem Regno succedant, sic tamen quod de liberis pluribus maribus in eodem gradu similiter concurrentibus, masculis omnibus aliis præferatur. Quod si Nepotem ex Filio primogenito præmortuo cum Filio, vel Nepotem ex Filia primogenita præmortua cum Filia, ad successionem hujusmodi concurrere forte contingat, Nepotem Patruo, & Nepotem Amitæ volumus anteferri. Si verò Nepos cum Amita vel Neptis cum Patruo forsitan ad hujusmodi successionem concurrant, marem feminae volumus anteferri.

6. Si verò te, quod abest, sine liberis ex te legitime descendenti- bus mori contigerit; possit tibi in Regno prædicto succedere unus de descendenti- bus ex Regia stirpe Regum Franciæ masculus dumtaxat, quem tu quodcumque ad successionem hujusmodi qualitercumque duxeris nominandum; & si te, quod abest, absque liberis ex te legitime procreatis & nullo per te de stirpe prædicta Regum Franciæ ad successionem hujusmodi nominato, ut dictum est, vel etiam nominato, si ipsum per te nominandum, sine liberis mori contigerit, Regnum ipsum ad Romanam Ecclesiam ejusque dispositionem libere revertatur. Sed si aliquem de aliis Successoribus tui Regem vel Reginam Adriæ sine prole- gitima sui corporis mori contigerit, in futurum succe- denti sibi servatis gradibus, si superfluit fuerint hæc per- sona fideliter Regis vel Regine sine prole legitima sui corporis decedentis, Frater vel Soror ac Collaterales supe- riores, mares & feminæ, utpote Patruus & Avunculi, Amitæ & Materteræ, & sursum usque ad quartum gradum dumtaxat. Collaterales etiam inferiores succedent similiter mares & feminæ, utpote Nepos vel Neptis ex Fratre vel Sorore, & inferius usque ad eandem tantum modo quartum gradum.

7. Quod autem de Feminis recte lineæ & collatera- lium superius expressum, intelligimus tam de nuptis quam etiam innuptis, dummodo nuptæ sint fidelibus & Ecclesiæ Romanæ devotis; & sicut inter has personas collateralium linearum ad successionem hujusmodi venientes gradus servari volumus ut scilicet prior gradus posteriori gradui præferatur; sic & in eodem gradu plu- ribus concurrentibus priorem natu & marem feminae in hujusmodi successibus volumus anteferri.

8. Personarum autem ipsarum nulla superfluit, Reg- num ipsum, sicut prædictum, ad Romanam Eccle- siam & ejus dispositionem libere revertatur. Quod si forte deficientibus masculis contingat feminam innup- tam in Regno ipso succedere, illa maritabitur personæ quæ ad ipsius Regni regimen & defensionem existat ido- nea, Romani Pontificis tamen super hoc consilio requi- sito; nec nubet nisi viro Catholico & Ecclesiæ Roma- næ devoto; & si contra hoc fecerit, licebit eidem Romano Pontifici contra ipsam ad privationem sine fi- gura iudicii, & absque omni juris solemnitate, in qua- cumque ætate femina ipsa consistat, procedere, si hoc ei videbitur expedire. In Regnum verò prædictum nul- lus succedet, qui non fuerit de legitimo Matrimonio procreatus.

9. Ad hæc, tam tu, quam tui in Regno hujusmodi Heredes & Regnum prædictum nullatenus divideris, sed semper illud unum tantum sub ipsis modis & conditioni- bus immediate & in capite ab Ecclesiæ Romana tenebis. Tu autem Romanæ Ecclesiæ & nobis recipientibus juras ad presens ac modo simili tam tu quam tui in Regno hujusmodi Successores cultibus Romano Pontifici, qui pro tempore fuerit, Juramentum fidelitatis præstabis, & Homagium ligium facietis, & prædicta juramentum

& Homagium faciendo mentionem de præsentibus Litte- ris facietis in hunc modum.

10. Ego Ludovicus Dei gratia Adriæ Rex plenum & ligium Vassallagium faciens Ecclesiæ Romanæ pro Regno Adriæ prædicto, ab hac hora inantea fidelis & obediens ero beato Petro & Domino meo Domino Cle- menti Papæ suisque Successoribus canonicè intrantibus, sanctæque Romanæ Apostolicæ Ecclesiæ; non ero in consilio, aut consensu vel facto, ut vitam perdat aut membrum, aut capiantur mala capivione; consilium, quod mihi creditur fieri per se aut Nummos suos vel per Litteras ** ad eorum dampnum, illud pro posse impe- diam, & si impedire non possum, illud eis significare curabo. Papatum Romanum & Regalia Sancti Petri tam in Regno Adriæ prædicto, quam alibi existentia, adiutor eis ero ad defendendum & retinendum, ac re- cuperandum & recuperata manuteneundum contra om- nem hominem. Univerfas conditiones contentas in præsentibus Litteris plenarie adimplebo & inviolabiliter observabo, nec ullo unquam tempore veniam contra illa: Sic me Deus adjuvet & hæc sancta Dei Evangelia.

11. Hujusmodi autem Homagium sacre & Juramen- tum fidelitatis præstare tu & dicti tui Heredes secundum præscriptam formam, si Romanus Pontifex in Italia fue- rit infra sex menses, si verò extra Italiam ipsum esse contigerit infra annum, postquam Regni domini- um adepti fueritis, teneamini; & singulis ipsis Successori- bus nostris & eidem Romanæ Ecclesiæ renovabitis tam ipsum homagium quam hujusmodi juramentum. In optone autem & beneplacito erit Romanæ Ecclesiæ, te & Heredes tuos vocare ad præstandum personaliter Ju- ramentum fidelitatis & Homagium ligium Romano Pontifici & Ecclesiæ Romanæ prædictæ, dummodo ad hoc vobis locum tutum statuant & assignent: vel ali- quem Cardinalem ipsius Ecclesiæ Romanæ, aut alium, qui vice Romani Pontificis Juramentum juxta eandem formam & Homagium recipiat destinare.

12. Tu quoque nobis & Ecclesiæ Romanæ in nostris manibus juras ad presens, te ad hoc specialiter obligan- do; & tam tu singulis nostris Successoribus ac prædictæ Ecclesiæ, quam tui in dicto Regno Heredes, nobis & singulis nostris Successoribus & prædictæ Ecclesiæ, quando præstabis hujusmodi Juramentum fidelitatis ju- rabis, vos ad hoc specialiter obligantes.

13. Quod si contigerit pro tempore vos, seu vestrum aliquem, in Regnum Romanum seu Alamanniæ vel Teutoniæ, seu in Regem vel Dominum Lombardiæ, aut majoris partis ipsius Lombardiæ eligi, seu qualiter- cumque nominari vel assumi, vobis seu aliquo vestrum per vos, vel alios quovis modo pro vobis, vel aliquo vestrum quocumque studio vel aliis procuratoribus, seu sine vestra vel vestrum alicujus procuracione ad procu- rationem alterius cujuscumque, seu sine procuracione alicujus, motu proprio Principum, vel aliorum seu al- terius cujuscumque ad quos seu quem electio hujusmo- di, nominatio seu assumptio noscitur pertinere, nec alios quomodocumque vel qualitercumque: vos electioni seu nominationi aut assumptioni hujusmodi nullatenus con- sentietis, nec de Regno hujusmodi Romanæ, Alaman- niæ, seu Teutoniæ, aut de Regno seu Dominio Lom- bardiæ, seu majoris partis ipsius, de ipsorum Regno- rum vel eorum alterius regimine vel administratione in toto vel in parte aliquoties vos intromittetis, nisi prius is vestrum qui sit electus, nominatus fuerit vel assum- ptus, in manibus Romani Pontificis, vel illius quem ad hoc idem Romanus Pontifex duxerit deputandum, Fi- lium suum successurum in Regno, vel Filium, si forte Filium non haberet, cujuscumque fuerit ætatis emanci- pet & Regno renuntiet, nihil juris in eo retinens clam vel palam nec cujuslibet etiam potestatis; nec ipsum Filium seu Filiam ad aliquod servitium, seu subsidium faciendam, juramento vel voto, stipulatione vel pacto sibi vel suis Successoribus adstringat, sique factus Fi- lius vel Filia sui juris, ab eodem Romano Pontifice, vel alio destinato ab ipso proinus investitur de Regno, ad cujus Successionem, si forte decederet sine liberis, nullo unquam tempore Pater veniat Imperator, vel Rex alicujus prædictorum Regnorum. Sed si Imperio vel Regno & omnibus quæ ad ipsum Imperium seu Reg- num pertinent idem Pater renuntiare voluerit, & Reg- no Adriæ prædicto tantum esse contentus, post renun- tiationem hujusmodi ad illius Successionem libere ad- mittatur: & tunc ab ipso Romano Pontifice vel alio De- putato investituram recipiat Regni prædicti.

14. Quæ verò de Filio d. autor vel Filia, ut videli- cet eis possit sub observatione præmissa à Patre, ad Impe- rium vel Regnum Romanum, vel Alamanniæ, seu Reg- num vel Dominium Lombardiæ transeunte Regnum di-

ANNO
1379.ANNO
1379.

dimitti; si Rex liberos non habeat, in aliis personis, quas supra diximus, liberis non extantibus, in Regno ipso Adria possit succedere si aliqua personarum prædictarum superstes fuerit, observetur; excepto dumtaxat emancipationis articulo, quæ in solis ipsis personis procedere potest, quæ capaces emancipationis existunt ratione potestatis; nec nisi de Romani Pontificis, qui pro tempore fuerit, licentia speciali; nec etiam post obtentam licentiam, nisi formam, condiciones & modos in concessione licentiæ expressatos plenariè adimplendo; & si contrarium, quod abest, feceritis, vel vestrum aliquis faceret, nos electionem, nominationem & assumptionem hujusmodi, ac præstationem consensuum, tamquam contra tenorem præsentis Contractus, te ad hoc pro te & singulis tuis in Regno ipso Successoribus specialiter & expressè consentiente, decernimus irritas & inanes: decernentes ut, occasione talis electionis, nominationis seu assumptionis, de Regimine vel administratione Imperii vel Regnorum hujusmodi Romani, Alemannie seu Teutoniarum, vel Regni seu Domini Lombardiarum vel ipsius majoris partis vos vel vestrum aliquis intramittere non valeatis; & si contra feceritis vel aliquis vestrum fecerit, electioni, nominationi, vel assumptioni hujusmodi, (nisi prius Regno per modum præmissum dimisso, vel nisi de licentia Romani Pontificis) consentiendo, & administrationi Imperii vel Regni Romani, Alemannie seu Teutoniarum, sive Regni seu Domini Lombardiarum vel ipsius partis majoris pro parte vel pro toto vos immiscendo: eo ipso cadatis à jure Regni Adria præfati, & ad Romani Pontificis, qui pro tempore fuerit, & Ecclesiæ Romanæ dispositionem liberè revertatur.

15. Cæterum si contigerit aliquem de vestris Heredibus, qui deberent in Regno succedere memorato, in Imperatorem, vel Regem Romanæ, aut Alemannie seu Teutoniarum, vel in Regem seu Dominum Lombardiarum vel majoris partis eligi, nominari, vel assumi, antequam Regni hujusmodi sibi Successio deferretur, dum casus Successionis ipsius Regni Adria obveniet, nullatenus Successionem ipsius Regni acceptet, nec possessionem vacanscat ejusdem, nec de ipsius Dominio, cura, administratione vel regimine per se vel alios aliquem se intramittat, nisi prius Imperio vel Regno Romanæ, Alemannie seu Teutoniarum vel Regno seu Dominio Lombardiarum vel majoris partis ipsius, ad quodcumque eorum electus, nominatus fuerit vel assumptus, & omni juri sibi competenti in ipso vel eis, verbo & facto omnino renuntiet, & nec de jure nec de facto illud gerens vel retinens omnino dimittat, ipsum nullo unquam tempore resumpturus, nisi de Romani Pontificis licentia speciali: alioquin cadat ab omni Successione & jure, quæ in Regno præfato sibi competere ipso facto; ita quod ipsum Regnum ad Romanam Ecclesiam ejusque dispositionem liberè revertatur.

16. Si verò aliquem de vestris Heredibus, qui in Regno deberent succedere memorato in Imperatorem vel Regem Romanæ, aut Alemannie seu Teutoniarum, vel in Regem seu Dominum Lombardiarum, vel majoris partis ipsius contigerit eligi, nominari vel assumi, antequam sibi Regni Successio deferretur & ipse Imperio, Regno Romanæ, Alemannie seu Teutoniarum, vel Lombardiarum voluerit esse contentus; sic quod in Regno Adria prædicto nullum velit sibi jus quomodolibet vendicare, tunc quando casus Successionis obveniet, ad illum proximè sequens in Successionis gradu secundum formam superius annotatam, dummodo superstes sit aliqua de personis, quas supra diximus posse succedere in Regno præfato Adria, succedat, alias ad Romanam Ecclesiam ejusque dispositionem plenè & liberè revertatur.

17. Quod si non extantibus masculis femina in eodem Regno successerit, quæ maritata non esset, illa Imperatori vel Regi Romanæ, seu in Imperatorem vel Regem Romanum electo, aut Regi seu electo in Regem Alemannie seu Regi vel Domino Lombardiarum aut in ejus Dominum aut Regem electo, aut majoris partis ipsius, nunquam matrimonialiter copuletur, & si contrarium fecerit, eo ipso cadat à Regno Adria, maneatque ipsius jure prorsus privata, ipso Regno ad eandem Ecclesiam devolutio. Si verò, non extantibus masculis, femina in Regno hujusmodi successura, antequam hujusmodi Successio deferretur eidem, fuerit matrimonialiter copulata Imperatori, vel Regi Romanæ, aut Regi Alemannie, seu in Regem aut Dominum Lombardiarum electo vel assumto, non succedat in Regno Adria prædicto, sed ad illas personas servatis gradibus Regnum perveniat, quas prænotavimus in Regno posse succedere, si Regi præmortuo liberi non superint: cum nostræ intentionis existat, ut præfatum Regnum Adria

Imperio aut Regno Romanæ vel Alemannie, aut Regno vel Dominio Lombardiarum aut ejus majoris partis, nullo unquam tempore subiciatur, vel quod ipsum Regnum Adria cum Imperio, vel Regno Romano aut Alemannie, vel cum Regno seu Dominio Lombardiarum prædicto quomodolibet in unam personam uniantur, ut scilicet unus & idem simul sit Imperator & Rex Adria, vel Rex Romanæ, aut Alemannie, seu Lombardiarum, & Rex Adria. Et super hoc articulo cavebitur tam per penas spirituales; quam alias idoneas cautiones; quomodocumque hoc Romanus Pontifex duxerit requirendum.

18. Ad hæc volentes ut ipsum Regnum Adria nullo tempore careat legitimo defensore; volumus & Apostolica auctoritate ordinamus, ut si in Regno hujusmodi succedens ætatis decem octo annorum fuerit, liberè administret; sed quædam minor fuerit, tam ipse quam Regnum in balisio & custodia Romane Ecclesiæ maneat, donec Rex ipse compleverit prædictam ætatem; fructibus & emolumentis ipsius Regni, ex quibus sumptus necessarij faciendi pro Statu Regis & ipsius Regni custodia deducantur, Regi conservandis eidem, & lucri alterius ratione hujusmodi custodia non cesset.

19. Tu autem & tui in Regno præfato Adria Heredes in Urbe Romanæ, aut ejus Territorio vel Districtu, aut in Provinciis Patrimonii beati Petri in Tuscia, Sabina, Campania, vel Maritima, aut in Terris specialium Commissionum, quæ per Rectores dictarum Provinciarum solite sunt gubernari, aut aliis Dominis seu Feudis ipsius Romanæ Ecclesiæ ubilibet constitutis, ex Successione vel Legato aut quocumque alio jure, Titulo vel contractu, nihil unquam vobis acquirere, vel vindicabit, recipietis, habebitis vel retinebitis, seu poteritis acquirere, vindicare, habere, recipere, vel retinere: nullam etiam Potestariam, Capitaneam, Rectorem, vel alium honorem, nullamque Dignitatem seu Potestatem Senatoriam, vel quancumque aliam Administrationem, Commendam, vel quocumque aliud Officium recipietis, habebitis, vel retinebitis; seu recipere, habere vel retinere poteritis in eisdem.

20. Præfatum etiam Urbem; aut Provinciam Patrimonii beati Petri in Tuscia; Sabina, Campaniam, vel Maritimam, nec Terras specialium Commissionum prædictas, aut earum vel ipsarum aliquam partem non occupabitis, nec occupari facietis nec in eis offendetis, vel quomodolibet molestabitis Romanam Ecclesiam, aut molestari facietis: quod si contrarium feceritis, & moniti vel requisiti per Romanum Pontificem, & ipsi commodè requiri vel moneri nequiveritis, juxta ipsius Romani Pontificis assertionem vel dictum, postquam ipse publicè & solemniter de hoc vos monuerit, infra sex menses, habita, acquisita, vindicata vel capta hujusmodi realiter & de facto non dimiseritis, ea postmodum nullatenus repetituri; vel si à præfatis molestationibus, iniquitatibus & impedimentis omnino non destiteritis, seu si per vos vel alios pro vobis occupata seu invasa non restitueritis integrè & perfectè, eo ipso ab ejusdem Regni jure cadatis totaliter, ipsumque Regnum prorsus amittatis, & ad Romanam Ecclesiam liberè devolvatur. Quod si restitueritis occupata, nihilominus de universis injuriis & damnis illatis ad mandatum Romani Pontificis ad plenum satisfacere debeat.

21. Alii verò Heredes vestri, qui non sunt successuri in Regno, si in Urbe & aliis Terris prædictis aliquid acquirere vel vindicare, recipere, vel retinere ex quocumque titulo, vel Capitaneam vel Potestariam, aut quocumque aliud Officium, præeminentiam vel honorem in eisdem acceptare, recipere, vel retinere præsumperint; aut si aliquas de prædictis Provinciis sive Terris, aut earum aliquam vel per se, vel per alios occupaverint, vel fecerint occupari, aut si Romanam Ecclesiam molestaverint in eisdem; si moniti vel requisiti aut (si secundum dictum vel assertionem Romani Pontificis moneri vel requiri non possunt commodè) postquam ipse Romanus Pontifex eos publicè & solemniter monuerit, infra sex menses, habita, acquisita, vindicata quocumque titulo vel causa non dimiserint, vel si à præfatis molestationibus vel iniquitatibus quibuscumque non destiterint, seu si occupata vel invasa plenè non restituerint; eo ipso Sententiam Excommunicationis incurrant, & nihilominus ipsi vel eorum posterius in perpetuum non possint in Regno ipso succedere, si ipsis in casu aliquo eadem Successio deferretur, sed ab illo tanquam indigni prorsus & totaliter excludantur; & nihilominus illi, qui tunc ejusdem Regni Adria gubernaculis præderent ** Romano Pontifici patenter & cum effectu assistere teneantur.

ANNO

1379.

22. Rursus cum non expediat Romanæ Ecclesiæ ejusdem Feuda in unam personam uniri, volumus & te pro te & tuis Successoribus universis expresse consentiente, disponimus & irrefragabiliter ordinamus, ut tu vel tui in posterum Successores in Regno hujusmodi, Regi seu Reginæ Siciliæ, qui pro tempore fuerit in Regno Siciliæ & Terris, quod & quas ab Ecclesiâ Romana tenet in Feudum, ex quacunque causa, jure live titulo non possitis succedere, vel alias ad dicti Regni Siciliæ & dictarum Terrarum Dominium vel Successionem venire; nec è converso scilicet Rex Siciliæ, qui pro tempore fuerit, tibi vel alicui tuorum in Regno Adriæ prædicto Heredum, ex quacunque causa, jure live titulo non possit succedere, vel aliis ad dicti Regni Dominium vel Successionem venire. Quod si contingeret, ut propter propinquitatem generis, vel aliis Rex vel Regina Siciliæ, Regi vel Reginæ Adriæ deberet in Regno succedere, vel è converso, Successio hujusmodi ad sequentem in gradu, illum videlicet qui deficiente Rege vel Regina Siciliæ esset successurus Regi Adriæ vel è converso, qui scilicet deficiente Rege vel Regina Adriæ esset successurus Regi Siciliæ, Successio hujusmodi transferatur ** Pacta infundationum possint succedere in eisdem Regnis: aliis ad Romanam Ecclesiam & ejus dispositionem ipsum Regnum, de cujus Successione agitur, libere devolvatur, non movebitur.

23. Præterea tu, nec aliquis tuorum in Regno Successorum pro te vel alio quocunque, ex quacunque causa, titulo vel occasione Guerram vel aliam per viam facti quamlibet novitatem contra Regem Siciliæ, qui pro tempore fuerit, Vassallos, Subditos vel Valitores ipsius, vel de ipso Siciliæ Regno existant, facietis: nec facientis alteri dabis auxilium, consilium vel favorem; nec ipse Rex Siciliæ contra te seu aliquem tuorum in ipso Regno Heredum, Vassallos, Subditos vel Valitores tuos, & ipsorum tuorum Heredum, qui de ipso Regno existant; sed si quid dissensionis, questionis vel querelæ inter vos Reges scilicet Adriæ & Siciliæ contingeret exoriri; Regum Dominus adeatur, qui Romanus Pontifex vobis Regibus, per concordiam vel litigii viam, seu alias, ut sibi videbitur, justitiam administret. Si autem contra aliquem vestrorum Vassallorum seu Subditorum ex quacunque causa quascunque per alterum Regum prædictorum querimonia proponatur; is Regum pro ministranda justitia adeatur, contra cujus Subditi vel Vassalli fuerit querimonia deferenda; qui si dissulerit justitiam ministrare, Romanus Pontifex ejusdem Regis justitiam fectum.

24. Si autem tu vel aliquis tuorum in Regno Adriæ prædicto Heredum, contrarium, quod abis, attentaveris contra Regem Siciliæ, ejus Subditos vel Vassallos, Guerram movendo, vel novitatem facti aliam faciendo, seu facienti aut moventi dando auxilium, consilium vel favorem, publicè vel occultè, aut si Rex Siciliæ, qui pro tempore fuerit, contrarium attentaverit contra te vel aliquem tuorum in ipso Regno Adriæ Heredum, seu contra vestros Subditos vel Vassallos Guerram movendo, vel faciendo per viam facti novitatem aliam, seu facienti vel moventi dando auxilium, consilium vel favorem, publicè vel occultè, ipse Guerram vel novitatem attentans, aut moventi vel facienti dans auxilium, consilium vel favorem; ad emendationem damnorum datorum in Guerra hujusmodi plenariè reneatur, & nihilominus eo ipso Sententiam Excommunicationis incurrat, quam si animo indurato per tres menses sustinuerit non cessando totaliter & effectualiter à Guerra, auxilio, consilio, vel favore prædictis, vel si de damnis vel injuriis in Guerra seu novitate hujusmodi irrogatis infra sex menses postea immediatè sequentes ad plenum non satisfecerit, Ecclesiastico subiacet Interdictio.

25. Nullam etiam Confederationem vel Pactionem seu Societatem cum aliquo Imperatore vel Rege, Principe vel Barone, Saraceno, Christiano vel cum Græco, aut cum aliqua Provincia, Civitate & Communitate, vel aliquo Loco, scilicet contra Romanam Ecclesiam, vel in damnum Romanæ Ecclesiæ facietis; & si eam feceritis ignorantes, ad mandatum Romani Pontificis revocare teneamini, & si scilicet tale quid feceritis, & ad mandatum Romani Pontificis nolueritis revocare; eo ipso Sententiam Excommunicationis incurrais, quam si animo indurato per mensem sustinueris, ex tunc totum Regnum Ecclesiastico subiacet Interdictio, donec ipsam effectualiter duxeris revocandam.

26. Si quis præterea Imperator, Rex vel alius Princeps quicumque, Universitas, Communitas, Tyrannus vel quævis Persona Ecclesiastica vel Secularis Provincias Patrimonii Sancti Petri in Tuscia, Sabina, Campania, Maritima, aut ipsarum aliquam, seu partem alicujus

ANNO 1379.

ipsarum vel aliquam de Terris specialium Commissionum, quæ per Rectores dictarum Provinciarum sunt solite gubernari & quas nos nobis, Ecclesiæ Romanæ & nostris Successoribus expresse & specialiter retinemus, occupaverint, aut fecerint occupari, seu in eis aliquo modo Romanam Ecclesiam aut nos vel nostros Successores molestarint vel fecerint molestari; seu si Urbs aut Provincie ipsæ seu Terræ vel earum aliqua contra Romanam forsan rebellarent Ecclesiam; vos ipsam Ecclesiam Romanam ejusque honores & jura in eisdem Urbe, Provinciis atque Terris & aliis semper bonâ fide teneamini custodire; & nihilominus, quodcumque Romana Ecclesia indigebit, super qua indigentia stabitur Romani Pontificis simplici assertioni vel dicto, tunc tu aut tui in dicto Regno Heredes requisiti ab eo, ad Urbem, Campaniam, Maritimum, aut Provinciam Patrimonii Sancti Petri in Tuscia, seu alias Terras, quas nobis, Romanæ Ecclesiæ & nostris Successoribus specialiter retinemus, trecentos milites equis & armis bene & decenter munitos & paratos, ita quod unusquisque ipsorum habeat quatuor equitatus bonas vel tres ad minus, in ipsius Ecclesiæ Romanæ auxilium transmittitis, per tres menses integros & continuos, postquam illam ex Provinciis, vel Terris, in qua ipsi indigebit Romana Ecclesia, ingressi fuerint, in tuis vel tuorum in dicto Regno Heredum sumptibus & expensis semel in quolibet anno bene & fideliter servituros; quorum si aliquos interim pendente servitio mori, vel alias quomodocunque defecere contigerit, tu & tui in Regno Heredes tenebimini numerum trecentorum militum modo consimili statim supplere; vel post lapsum dictorum trium mensium, cum tot quot defuerint, & pro tanto tempore, quanto defuerint, Romano Pontifici & Ecclesiæ Romanæ teneamini bene & fideliter facere deserviri.

27. Sanè omnibus Ecclesiis tam Cathedralibus, quam aliis Secularibus & Regularibus, nec non omnibus Prælati & Clericis ac universis Personis Ecclesiasticis, Secularibus & Religiosis in dicto Regno Adriæ injuriarum passis plenariè dimittantur & restituatur integrè eorum bona immobilia, à quibuscunque ablata vel occupata sint, & per quoscunque detineantur. Hæc autem restitutio fiet sine contradictione & difficultate qualibet sicut nactus fueris ipsius Regni possessionem, hoc modo, scilicet quod statim in illa parte Regni, qua tibi obedire restituito ipsa fiat, & postmodum successivè consummabitur, sicut habebis restituendi facultatem.

28. Ne autem super his rebus restituendis ingeri possit aliqua difficultas, deputabuntur à nobis seu Romano Pontifice, qui tunc fuerit, aliqui discreti Viri, ad quorum mandatum & arbitrium restitutio ipsa fiat, ita quod ea de quorum Dominio vel proprietate aut possessione notorium fuerit, ad eorum mandatum & arbitrium mox redderent. In dubiis verò per ipsos de plano, & absque judicii figura & strepitu diligentius inquiretur, sufficere autem vocari Rectorem seu Thesaurarium vel Procuratorem, in cujus Jurisdictione vel Administratione seu Territorio bona de quibus agitur consistere, ad videndum jurare testes, qui in hujusmodi inquisitione deponent: hujusmodi quoque temporalia & mobilia bona quacunque, etiam Civitates, Castra, Jurisdictiones existant quacunque & quocunque nomine censentur Rectores Ecclesiarum tam Cathedralium quam aliarum, Regularium & Secularium, & universæ aliæ Personæ Ecclesiasticæ, tenebunt liberè, absque eo, quod ab eis possit ratione ipsorum temporalium, per te vel aliquem tuorum Heredum, peti seu exigi Homagium, juramentum fidelitatis vel recognitio aliqualis; nec dissalientur Ecclesiæ Cathedralis, & alia Regulares & Sæculares, nec earum Prælati seu ceteræ Personæ Ecclesiasticæ per te vel aliquem tuorum Heredum vel Officiales vestros quocunque nomine nuncupentur, eorum temporalitate vel parte ipsius, nec poterunt defalsari; nec in eorum Domibus, vel eorum bonis mobilibus vel immobilibus visitatores seu custodes ponentur, nec poni debeant seu poterunt quoquo modo; sed omnes Ecclesiæ & Personæ Ecclesiasticæ omnino erunt liberæ, & in nullo Regi vel Principi subiacent.

29. Nullas insuper tailias vel collectas imponetis Ecclesiis, Monasteriis, Clericis & Viris Ecclesiasticis, seu bonis vel rebus ipsorum, & in Ecclesiis vacantibus tu vel tui de Regno Adriæ Heredes nullam habebitis Regaliam, nullisque fructus, redditus & proventus; nullas etiam obventiones, nullaque alia percipientis ex eisdem: custodia earum Ecclesiarum interim libera remaneant penses Personarum Ecclesiasticarum juxta Canonicas Sanctiones.

ANNO
1379.ANNO
1379.

30. Omnes insuper Ecclesie, tam Cathedrales, quam alie Regulares & Sæculares, nec non & omnes Prælati & Clerici, ac universæ Personæ Ecclesiasticæ, Sæculares & Religiosæ, ac quæcumque Loca Ecclesiastica cum omnibus bonis suis in electionibus, postulationibus, nominationibus, provisionibus, & omnibus aliis plena libertate gaudebunt; nec ante electionem, sive in electione, vel post, Regius assensus vel consilium aliquatenus requiratur; quam utique libertatem tu & tui in Regno Heredes semper mantenebis & conservabis, ac manteneri & conservari facietis ab omnibus Subditis vestris plenarie sine fraude; salvis semper circa Ecclesias Cathedrales & alias tam Sæculares quam Regulares, ac alias Personas & Loca Ecclesiastica, tam in faciendis provisionibus & electionibus confirmandis, quam in omnibus & quibuscumque aliis Romani Pontificis & Ecclesiæ Romanæ Jurisdictione & auctoritate plenaria & libera potestate.

31. Omnes etiam Causæ ad Forum Ecclesiasticum pertinentes libere & absque ullo impedimento agitentur, tractantur & ventilantur coram ordinariis & delegatis Judicibus Ecclesiasticis; & terminantur per eos; & si ad Sedem Apostolicam super hujusmodi Causis appellari contigerit, tam appellantes quam appellati ad eandem venire Sedem pro appellationum suarum prosecutionibus libere & absque inhibitione aliqua permittentur. Et si qui sint Prælati vel alie Personæ Ecclesiasticæ, qui bona aliqua teneant à te Rege prædicto, & Successoribus tuis, vel ab aliis Dominis temporalibus tibi subditi, & qui ratione hujusmodi bonorum ab antiquo confueverunt nobis nostrisque Prædecessoribus & ipsis Dominis temporalibus aliqua servitia pecuniaria, vel alia exhibere; hujusmodi antiqua & honesta servitia tibi tuisque Successoribus, & eisdem Dominis secundum antiquam & rationabilem consuetudinem, & sicut Statuta patiuntur canonica, impendantur.

32. Poterunt insuper omnes Habitatores & Incolæ Regni Adriæ prælati libere & absque omni impedimento ad Curiam Romanam ubicumque eam esse contigerit, pro suorum negotiorum commoditatibus venire, stare & redire ad propria, nec non ad ipsam Curiam Romanam blada, vina, carnes, pisces, & alia victualia quæcumque pro ipsis Romani Pontificis, Cardinalium Sacro-Sanctæ Romanæ Ecclesiæ & aliarum Personarum Ecclesiasticarum Curiam Romanam sequentium, & in ea & in loco, ubi Curia residet commorantium provisionibus portare & portari facere libere & sine impedimento, per Terram vel per Mare, prout duxerint eligendum sine solutione Tractæ, Pedagii, Leude, Gabellæ, Impositionis, vel quæcumque alio costagio, vel onere vel redibentia aliquali. Et de provisionibus Romani Pontificis & suorum familiarium & aliarum Personarum Ecclesiasticarum, Litteris Camerarii nostri & Ecclesiæ Romanæ; de provisionibus vero Cardinalium & familiarium suorum, cujuslibet ipsorum Camerarii Litteris statuitur & credetur plenarie & absque omni difficultate.

33. Promittis insuper pro te & tuis Successoribus in Regno hujusmodi universis, quod nullus Clericus, vel Persona Ecclesiastica ejusdem Regni in civili vel criminali Causa convenietur coram Judice sæculari, nisi de Fendo & petitorio civiliter forsan ageretur. Non facietis quoque seu edictis, seu fieri aut edi facietis aut permitteis in Regno hujusmodi Statuta, Constitutiones vel Leges contra Ecclesiasticam libertatem, seu per que juri aut libertati Ecclesiasticæ in aliquo derogetur.

34. Comes vero, Baronēs, Milites & universi Homines totius Regni prædicti, vivant in ea libertate, & habebunt illas Immunitates illaque Privilegia, ipsisque gaudebunt quales & quæ antiquis temporibus habuerunt. Præterea exules & exiliti Regni prædicti, seu Provinciae, Civitatum, Comitatum ac omnium Locorum ipsius, cujuscumque conditionis existant, ad mandatum Ecclesiæ redeuntur in Regnum, ac etiam in suis Civitatibus, Castris, seu Locis aliis quibuscumque restituentur eis possessiones & quæcumque immobilia bona, & jura ipsorum, quæ non essent legitime confiscata. In hujusmodi autem restitutione secundum formam in Capitulo de bonis Ecclesiarum restituentis præscriptam tam in notoriis quam in dubiis procedetur.

35. Habebis autem tu & tui in Regno Successores ipsam Regnum, sicut ad Romanam Ecclesiam noscitur pertinere; ea videlicet, quæ de Dominio sunt Romanæ Ecclesiæ, in Dominium; & alia illo jure, modo & forma quibus ad nos & Romanam Ecclesiam pertinere noscuntur; cum nostre intentionis existat, ut per præ-

sentem Concessionem alicui in suis possessionibus vel proprietatibus nullum præjudicium generetur. Regio in iis jure semper salvo.

36. Pro toto vero generali censu ipsius Regni quadraginta millia Florenorum boni auri ad pondus Cameræ Apostolicæ in Festo Beati Petri, ubicumque Romanus Pontifex fuerit, ipsi Romano Pontifici & Romanæ Ecclesiæ annis singulis persolventur. Si verò tu vel tui in dicto Regno Heredes quocunque termino non solveritis integrè censum ipsum, & expectati per duos menses terminum ipsum immediate sequentes de illo ad plenum non satisfeceritis, eo ipso eritis Excommunicatiois Sententiæ innodati; quod si in secundo termino & infra duos subsequeutes menses eundem censum sine diminutione aliqua non persolveritis, totum Regnum Adriæ Ecclesiastico erit suppositum Interdicto. Si verò nec in tertio termino nec infra duos menses proximos per plenum satisfactionem ejusdem census vobis duxeritis consulendum; ita quod transacto eodem tertio termino infra duos menses ipsum tertium terminum sequentes ipsi Romanæ Ecclesiæ integrè non fuerit satisfactum; ab eodem Regno ipsiusque jure cadatis ex toto, & Regnum ipsum integrè & plenarie ad Romanam Ecclesiam revertatur. Si autem de censu quadraginta millium Florenorum prædicto hujusmodi primi termini infra dictos tertium terminum, & duos subsequeutes menses plenarie satisfeceritis, nihilominus semper pro singulis quadraginta millibus singulorum terminorum, si simili modo in eorum solutione cessaveritis, vel illa non solveritis, similes penas incurreritis, salvis aliis penis & processibus, quæ vel qui de jure inferri vel fieri poterunt per Romanum Pontificem in hoc casu.

37. In quolibet etiam triennio dabitis tu & tui in Regno hujusmodi Heredes Romano Pontifici unum Palastrum album, pulchrum & bonum, in recognitionem dicti Domini ejusdem Regni.

38. Ad hæc postquam tu prædictum Regnum acquisiveris, vel tantum de ipso quod etiam si aliqua Civitates vel Munitiones, aut aliqua alia Loca ipsius Regni adhuc tibi rebella fuerint, reputeris & possis ipsius Regni Rex & Dominus reputari, ad dicta quadraginta millia Florenorum & Palastrum terminis supra dictis, & sub penis annotatis superius tenearis, & tui subsequeutes Heredes in Regno hujusmodi perpetuo teneantur.

39. Ad hæc si Romanus Pontifex, qui pro tempore fuerit, vellet cum sua Curia in aliqua Civitate vel aliarum Terrarum vel Locorum ipsius Regni Adriæ morari, hoc possit libere & absque impedimento quocunque, & cum eisdem Libertatibus, Privilegiis & Immunitatibus, quas Ecclesiæ Romanæ tam de jure quam de antiquis observantibus habere debet, & usæ et temporibus retroactis; & tam circa solutras ordinandas cancellos & - - - - - ta, rationes domorum, Jurisdictione Mariscalii libera & aliorum Officialium Romanæ Curie, quam alias in quibuscumque consistant & qualitercumque retrò temporibus fuerit observatum.

40. Tu etiam ad presens & singuli tui in Regno Heredes quando facient Homagium & juramentum fidelitatis præstabit, dabitis Privilegium vestrum aurea bulla bullatum Romano Pontifici & Romanæ Ecclesiæ in quo proprio juramento fitebimini & recognoscetis expressè Regnum Adriæ prædictum ex sola gratia & mera liberalitate Sedis Apostolicæ, vobis de novo fore concessum, vosque recepisse & tenere Regnum hujusmodi à Romana Ecclesiæ sub Pactis & conditionibus supradictis.

41. Habebis autem tu Militum, Ballistariorum & aliorum belligerorum Hominum comitivam talem & tantam, quod ad prosecutionem & perfectionem Negotii acquisitionis ipsius Regni sufficiens reputetur, & cum arripiendo & prosequendo iter versus Italiam pro prosecutione Negotii quam citius commodè poteris, & ad longius infra duos annos, à data præsentium computandos, debeas Regnum Franciæ exivisse legitimo impedimento cessante; quod si in tua persona effies forsitan impeditus, ut infra dictum terminum personaliter non posses præfato negotio acquisitionis vacare, loco tui talem Substitutum seu Locum tenentem debeas ordinare, qui iudicio Romani Pontificis ad tale & tantum negotium idoneus & sufficiens reputetur. Et si tu personaliter, vel, ubi effies in persona propria impeditus, per Substitutum vel Locum tenentem, ut est dictum, idoneum intra dictum terminum per modum præscriptum, vel saltem infra duos menses finem termini immediate sequentes, non inceperis & prosecutus fueris acquisitionis negotium antedictum; vel si, quod Deus avertat, te interim mori contingeret, ex tunc præfatus

ANNO
1379.

præfens Concefio, Infendatio, & omnia quæ in præfentibus Litteris continentur, fint nulla, caffa & irrita ipfo jure, liceatque Romano Pontifici & Romanæ Ecclefiæ de Regno & Terris ipsis difponere & ordinare, prout placuerit, & eis videbitur rationabiliter faciendum.

42. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam noftræ Ordinationis, Statuti, Decreti, Concefionis, Donationis, Conftitutionis, Creationis, Voluntatis, Difpofitionis, Collationis & Retentionis infringere, vel ei aufu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præfumpferit, indignationem Omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoftolorum ejus fe noverit incurfurum. Datum Spelunga Cajetanæ Dioceffis, xv. Kal. Maji. Pontificatus noftri anno primo.

CII.

14. Mai. *Conventiones inter Dominum GALEAZ Comitem Virtutum Mediolani, & Dominos ANTONIUM atque BARTHOLOMÆUM DE LA SCALA de custodiendis per præfatum Comitem Bafitis & Fortalitiis, quæ, vigore Contractus Pacis inter hos & Dominum BERNABOVEM diæ 26. Februarii annò 1379. conclusi, Comiti Sabaudia expediri debebant. Datum Papie 14 Maii 1379. Indictione fecunda.* [Pièce authentique tirée des Archives Royales du Château de Milan, Registre V. V.]

In Nomine Domini,

ANNO à Nativitate ejusdem millesimo trecentesimo feptuagesimo nono, Indictione fecunda, diæ Sabati quarto decimo menfis Maii horâ nona. Cum ad promotionem Illuftris Principis, & Magnifici Domini Amadei Comitiss Sabaudia &c. facta & celebrata fuerit Pax inter Procuratores Magnifici, & Excellsi Domini Domini Bernabovis Vicecomitis Mediolani &c. Imperialis Vicarii Generalis, Nati quondam recolendæ memoriæ Magnifici, & Potentis Militis Domini Stefani Vicecomitis pro eo, & Illuftræ Domina Domina Regina ejus Conforte, ac Ingenui Domini Marco, Ludovici, Harolo, Rodulfo, & Maffino ejus Filiis, & nomine, & vice prædictorum, & cujuslibet eorum ex una parte, & Procuratores Magnificorum Domini Bertholomei, & Antonii Fratrum de la Schala Natorum quondam bonæ memoriæ Magnifici Domini Canfegnorii de la Schala ex altera, in quo quidem Contractu Pacis inter affa continetur, quod præfati Domini Bertholomeus, & Antonius dare, & folvere teneantur diæt Illuftri Domina Domina Regina, & fuis Succelforibus, feu legitime perfona pro eis recipienti femel tantum Florenos quatuor centum quadraginta millia bonos auri, & ponderis, folvendos per terminos in Inftrumento Pacis defcriptis, videlicet triginta millia Florenos diæ, qua præfatus Magnificus Dominus Dominus Mediolani traderet, & expedire faceret, vel diæ immediate fequenti Domino Comiti Sabaudia Bafitis factas per ipsum Magnificum Dominum Mediolani, & Fortalizia, qua tenebat, & cepit à prædictis de Verona in Veronenfi Diftrictu à tempore incæpte Guerræ tum præfentis usque ad tempus firmatæ Pacis prædictæ, & quas Bafitas, & Fortalizas teneretur idem Magnificus Dominus Dominus Mediolani in continenti, videlicet infra quindecim diæ à tempore dicti Contractus dicto Domino Comiti Sabaudia, vel legitime perfona pro eo tradere, & expedire; & alios triginta millia Florenos prædicti Fratres de la Schala tenerentur folvere usque ad duos menfes integros inde proxime febquentes, & refiduum per terminos in dicta Pace contentos, & quod pro fecuritate, & firmitate prædictorum omnium dictus Illuftris Dominus Dominus Comes Sabaudia in manibus fuis tenere, & custodire deberet Bafitas, & Fortalizas prædictas fibi tradendas, & expediendas ut fuprà per præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani fumptibus communibus Partium prædictarum, donec, & quo usque dicti Domini Veronæ affecuraffent, & fatisfeciffent idoneè, modo, & formâ in Inftrumento Pacis defcriptis prædictæ Domina Regina per Commune Venetiarum de folvendo trecentum octuaginta millia Florenorum refistant de quantitate totali, feu de illa quantitate tunc refante ad folvendum tempore dictæ fatisfactionis,

ANNO
1379.

vel integraliter totalem fummam promiffam, & convenratam, ipsis Domina Regina, vel ejus Hæredibus folverent, & in omnibus, & per omnia, prout, & ficut in Capitalis contentis in Inftrumento dicti Contractus plenius continetur, rogato, & tradito per Thomafium de Vicomercato Notarium Mediolanenſem, ac Cancellarium præfati Magnifici Domini Domini Mediolani, & Batifam de Marafio Notarium, & Scribam præfatorum Dominorum Fratrum de la Schala; Cumque præfatus Dominus Sabaudia Comes dictas Bafitas, & Fortalizas recipere omiferit, & recuſaverit, modò Nobiles, & Sapientes Viri Dominus Fauſtinus de Lantani Legum Doctôr Vicarius præfati Magnifici Domini Mediolani, & Vaffalini Boſſius Comes Palatinus Procuratores, & Nuntii ſpeciales præfati Magnifici, & Excellsi Domini Domini Mediolani nomine præfati Magnifici Domini Mediolani, pro ut conſtat Inftrumento uno Procura tradito, & rogato per Thomafium de Capitaneis de Vicomercato Notarium, & Cancellarium præfati Domini Mediolani hoc anno, diæ quinto præfentis menfis Maii Indictione fecunda, ibidem exhibitò, & ſpectabiles Milites Domini Spina Marchio Malafpina, & Guilielmus de Bivilaquis Cives Veronæ Procuratores, & Nuntii ſpeciales præfatorum Magnificorum Domini Bertholomei, & Antonii Fratrum de la Schala nomine præfatorum Dominorum ex altera, pro ut conſtat publico Inftrumento inde rogato per Batiftam de Merzafio Notarium Veronenſem, & Scribam prædictorum Dominorum Fratrum de la Schala hoc anno, diæ vigefimo ſexto menfis Aprilis, Indictione fecunda, ibidem exhibitò. Spontè, liberè, & ex certâ ſcientiâ volentes ſuper prædictis amicabiliter providere, & componere, conſiſſi de Magnificentiâ, & Legalitate Illuftris Principis, & Magnifici Domini Domini Galeaz Vicecomitis Comitiss Virtutum, Domini Mediolani &c. Imperialis Vicarii Generalis, eligerunt, & eligunt præfatum Illuftræ Principem, & Magnificum Dominum Dominum Comitem Virtutum ad prædicta, & eum ſubrogaverunt, & ſubrogant loco dicti Domini Comitis Sabaudia ſuper prædictis, & infraſcriptis, & dependentibus, & connexis ac eis, & ſe ſe conveniunt, & conveniunt, & concordaverunt, & concordant in hunc modum videlicet: quod dictæ Fortalizia, & Bafita, quæ ſunt hæc videlicet, ſummæ Campanæ, & Montisfortis tradantur, & expediantur per præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani, ſeu ejus mandato, præfato Illuftri Principi, & Magnifico Domino Domino Galeaz Vicecomiti Comiti Virtutum, Mediolani &c. Imperiali Vicario Generali, ſeu legitime perfona pro eo; & quod per eum Dominum Comitem Virtutum, ſeu quem, vel quos ad hoc duxerit deputandos dictæ Bafita, & Fortalizia cuſtodiant communibus ſumptibus Partium prædictarum eo modo, & pro ut in dicto Contractu continetur, debuiſſet, ſeu debere tradi, & expediri dicto Domino Comiti Sabaudia, ſeu legitime perfona pro eo, & ad ejus manus teneri, & cuſtodiri, reſtitui, & relaxari, & de eis fieri, & relaxari ſecundum quod in dicto Contractu Pacis continetur, ita quod præfatus Dominus Comes Virtutum in omnibus, & per omnia quò ad contenta, & convenia in dicto Contractu Pacis intelligatur eſſe, & fit ſubrogatus loco dicti Domini Comitiss Sabaudia, & proinde habeatur, ac traditò, & expeditò ſicndæ in manibus dicti Domini Comitiss Virtutum de dictis Fortaliziis, & Bafitis, eundem effectum operetur, ac ſi dictæ traditò, & expeditò factæ fuiſſent dicto Domino Comiti Sabaudia, & de eis fiat, & fieri debeat per præfatum Dominum Comitem Virtutum in omnibus, & per omnia, pro ut fieri debuiſſet, ſecundum formam dicti Contractus Pacis, per dictum Dominum Comitem Sabaudia, ſi ea recepiſſet. Et inſuper dicti Procuratores Magnifici Domini Mediolani, & Illuftris ejus Conſortis conceſſerunt, & concedunt de gratiâ dictis Procuratoribus dictorum D. D. Fratrum de la Schala, quod ſi per aliquos diæ, qui non excedant octo, vel decem diæ proximos poſt decimam quartam diem præfentis menſis, differant ad ſolvendum Florenos ſexaginta millia primi, & ſecundi terminorum, quos ſolvere debent præfate Domina Regina, vel legitime perfona pro ea, quod propter hoc non incurrant penam aliquam, dum tamen dicta ſolutio fiat infra dictos diæ decem tunc proxime ſequentes, & quam ſolutionem dicti Procuratores dictorum Dominorum de la Schala facere promiſerunt, & promittunt hinc ad dictum terminum; Et inſuper dicti Procuratores dictis nominibus ſpontè, & ex certâ ſcientiâ conveniunt ad iuvicem, & contenti fuerunt, quod de infraſcriptis Capitalis in dicto Contractu Pacis contentis ſiant correccionès, declarationes, mutationes, & additiones,

ANNO
1379.

nes, & reformationes pro ut inferius per ordinem continetur; ceteris in ipso Contractu Pacis contentis in suo robore permanerunt; ad quas quidem correctiones, declarationes, mutationes, additiones, & reformationes supradictas, & infraScriptas remissiones penarum, dampnorum, & interesse facienday præstatis Magnificus Dominus Mediolani descendit amore, & contemplatione præfatorum Dominorum Bertholomei, & Antonii Fratrum de la Schala, quæ capitula, correctiones, declarationes, additiones, mutationes, & reformationes factæ eisdem sunt hæc videlicet: Primo quod licet in Capitalis, & Contractu dictæ Pacis continetur, quod utraque Pars teneatur satisfacere per Commune Veneriarum, vel singulares personas idoneas in Veneriis infra tres menses de solvendo semel tantum penam Florenorum centum millium auri in dicto Contractu Pacis appositam, vel committeretur &c., pro ut in ipso Contractu Pacis latius continetur, tamen dicti Procuratores dictis nominibus ad invicem conveniunt, & contenti fuerunt, quod promissio, & obligatio de dicta satisfactione præstanda de solvendo dictam penam ut supra ex toto remittatur, & sublata esse intelligatur, ratis, & firmis nihilominus remanentibus promissionibus, & stipulationibus dictæ penæ quod ad principales Partes. Item quod in ea parte dictorum Capitulorum, in qua continetur quod Gentis Dominorum de Verona non invadent, nec aliquod dampnum dabunt, nec per modum Societatis, nec alio modo, præfato Domino Mediolani, dictæ Domina Regine, Filiis, & Gentibus, & Territoriis ipsius Domini Mediolani, Confortis, & Filiorum suorum, quod illa dictio & præposita dictioni *Territoriis ipsius Domini*, intelligatur cassa, & ejus loco intelligatur *in*, & quod illa verba apposita post verba *per modum Societatis* contineantur, nec alio modo, intelligantur cassa, & pro non appositis habeantur, & similiter quod licet in dictis Capitalibus continetur, quod dicti Procuratores præfati Magnifici Domini Mediolani conveniunt, & promiserunt se facturos, & curaturos cum effectu, quod Dominus Luzius Comes de Lando, & Dominus Johannes Anchud, & eorum Brigata, qui cum eis redierunt de Veronensi Districtu, & in transitu Athicis, & etiam Gentis, quæ erant ad stipendium ipsius Domini Mediolani, & Domina Regine, & Filiorum suorum, non invadent, nec aliquod dampnum dabunt, nec per modum Societatis, nec alio modo dictis Dominis Verone &c., quod illa verba posita post dicta verba *per modum Societatis*, videlicet nec alio modo, intelligantur cassa, & pro non appositis habeantur. Item quod licet adhaerentes, & sequaces nominati in Contractu Pacis, vel aliqui ex eis non ratificaverint Pacem infra terminum, pro ut debebant secundum Capitula dictæ Pacis, quod adhuc ipsam Pacem ratificare possint infra mensem proximè futurum, & gaudeant si ratificabunt infra dictum mensem, vel ratificaverint hinc retro, etiam post primum terminum, beneficio dictæ Pacis, pro ut, & quemadmodum si ratificassent dictam Pacem in primo termino ordinato; & insuper dicti Procuratores dictis nominibus sponte, & ex certa scientia sibi ad invicem pacto expresse solemniter remiserunt omnes, & singulas injurias, contumelias, & offensas, reales & personales, quomodocumque hinc retrò illatas, & factas, si quæ factæ apparent per unam Partem alteri, vel aliquem seu aliquos dictarum Partium, vel alicui, seu aliquibus dictarum Partium, & quolibet penas incurfas, si quæ incurfas appaerunt à tempore dicti Contractus Pacis citrà usque ad diem hodiernam, & quælibet dampna, expensas, & interesse, quæ peti possent per dictas Partes, seu aliquam ex eis, videlicet per unam Partem alteri, & alteram alteri à dicto tempore dictæ celebratæ Pacis citrà; ac omnia, & singula jura, & actiones, quæ occasione hujusmodi prænarum, vel injurarum quomodolibet ipsis Partibus competere possint, ita quod à præmissis ipse Partes, & quolibet earum quævisque sint, & esse intelligantur. Promittentes insuper dicti Procuratores dictis nominibus una Pars alteri, & altera alteri, solemniter stipulatione hinc inde interveniente; sub obligatione omnium bonorum præfatorum Dominorum suorum vicissim, quod prædicta omnia, & singula rata, grata, & firma habebunt, & tenebunt, & contra non facient, nec venient aliqua ratione, vel causa, quæ dici possit, vel excogitari; Reveniantes dicti Procuratores dictis nominibus exceptioni prædictorum omnium, & singulorum non ita actorum, & factorum, & omni probationi, & defensioni in contrarium. Et insuper supraScripti Procuratores præfatorum Magnifici Domini Domini Mediolani, & illustis Confortis ejus juraverunt, & jurant in animas, & super animas dictorum Domini, & Domina, & cujuslibet eorum ad Sancta Dei Evan-

gelia corporaliter tactis Scripturis, quod contra non facient aliqua ratione, & quod attendent, & observabunt omnia, & singula, quæ in hoc Contractu continetur, & verba vice dicti Procuratores dictorum Magnificorum Dominorum Dominorum Fratrum de la Schala juraverunt, & jurant ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis, in & super animas dictorum Fratrum de la Schala sunt majores, & dictus Dominus Antonius annis quindecim, & quod contra non venient ratione, causa, vel beneficio minoris ætatis, nec aliqua ratione, nec beneficium restitutionis implorabunt; & quod prædicta omnia, & singula attendent, & observabunt in omnibus, & per omnia, pro ut supra continetur. Quæ omnia facta, & gesta fuerunt coram præfato Illustre Principe, & Magnifico Domino Domino Galeaz Vicecomite Comite Virtutum Mediolani &c., Imperiali Vicario Generali prædicta omnia acceptante, & prædictis omnibus contentiente, in quantum eum concernunt, & ejus factum, juxta conventa inter Partes prædictas in presenti Contractu; Ac mandante Nobilibus Viris Jacobo quondam Spinolotis de Tholomeis de Senis, & Betino de Hausino, & utrique eorum in solidum, absentibus tamquam præsentibus, quos ejus missos, Nuntios, & Procuratores ad apprehendendum, & custodiendum, & custodiri faciendum dictas Bassitas, & Fortalizias eo modo, & forma, de quibus supra fit mentio, constituit per præsentis, quatenus accedant ad dictas Bassitas, & Fortalizias, quæ per præfatum Dominum, & ejus nomine tenentur in Veronensi Districtu, & eas apprehendant, & retineant nomine præfati Domini Comitis Virtutum tenend, & custodiend. per eos, & per alios, quos ad hoc duxerit deputandos modo, & forma in dicto Contractu Pacis appositis; & eisdem concessit, quod de traditione, & expeditione, & receptione dictarum Fortaliziarum, & Bassitarum confessionibus, & protestationibus opportunas facere possint, pro ut eisdem videbitur expedire; Reservante tamen præfato Domino Comite Virtutum sibi plenariam potestatem mutandi dictos suos Procuratores, & Deputatos ut supra, & alios de novo constituendi ad prædicta semel, & pluries, pro ut sibi placuerit. Et de prædictis præfatis Dominus Comes Virtutum, & dicti Procuratores dictis nominibus mandaverunt mihi Johanne de Cermenate Notario Mediolanensi, Thomasio de Capitaneis de Vicecomercato Cancellario præfati Magnifici Domini Domini Mediolani, Andriolo de Artibus Cancellario præfati Domini Comitis Notariis Mediolanensibus, Bassita de Marzasio, & Nicolao de Schachis Notariis Veronensibus, & Cancellariis præfatorum Dominorum de Verona, & cuilibet nostrum, ut de præmissis omnibus conficeremus unum, & plura ejusdem tenoris publica Instrumenta. Actum in Castro Magno Papie in sala superiori præfati Domini Comitis, præsentibus Reverendo in Christo Patre Domino Fratre Angelo Episcopo Pensauriensi, & Spectabilibus, & Egregiis Dominis Teodoro de Monteferrato Filio quondam Illustris Principis Domini Johannis olim Marchionis Montisferati, Manfredi Marchione Saluciarum Filio quondam alterius Domini Manfredi, Bonifacio de Chochonate Filio quondam Domini Guillelmi, Domino Bertolomeo de Placentia Filio quondam Domini Rolandi, Domino Filippo de Casolis de Regio Filio quondam Domini Jacobi Legum Doctore, & Antonolo de Porris Filio quondam Domini Steffanoli, Testibus notis, rogatis, & ad præmissa specialiter vocatis.

Extracta sunt præfatus Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS Vicecomitis existente in Regio Archivio Caspri Porte Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivi Officialis.

CIII.

Des Römischen Königs Wenzeslai Diploma Hertog 23. Juin.
Leipolten zu Oesterreich ertheilt; wodurch Er diesen alle die Handvesten und Briefliche Urkunden die seinen Vordern und Ihn vom Kayser Carolo IV. und allen andern Kaysern und Röm. Königen gegeben werden / confirmirt. Geben zu Eneyn an Sanct Johans Abend zu Sonnenwendenden Anno 1379.
[Pièce tirée des Archives Imperiales du pe-

C'est-à-dire,

*Lettres de WENCESLAS Roi des Romains,
par lesquelles il confirme à LEOPOLD, Duc
d'Autriche, tous les Privileges, accordés à lui, ou
à ses Prédecesseurs par l'Empereur CHARLES
IV. & par les précédents Empereurs & Rois des
Romains. A Sneyen la veille de la Fête de St.
Jean 1379.*

Wir Wenzlaw von Gottes Gnaden Römischer König / zu
allen Zeiten Meherer des Reichs / und König zu Bo-
heim. Bekennen und thun funt öffentlich mit diesen Briefe
allen den / die yn sehen oder hören lesen / daß Wir dem Hoch-
gebornen teupolnen Herzogen zu Osterreich / zu Steyer / zu Kärn-
ten / und zu Krain / Grauen zu Tyrol / x. Unsern lieben
Oheim und Fürsten besien / und confirmiret haben / bestet-
tunt und confirmiret / und besien auch mit Erbst bis Vires
des / alle die Santwesen / Rechte und urkund / die seinen vordern
und yn von weilt den Allerdurckleuchtigsten Fürsten unserm
lieben Vorn und Vatter / Vorn Karlus Kaiser Godeskuns
Römischen Kaiser und allen unsern Vordern an den Heiligen
Römischen Reich Kaysern und Künigen / über alle sachen / Rechte /
Freiheit / Pfandscheit und Eeren gegeben sind / also daß die bey
allen Vorden / Erben / werden / und eren fürbaßer / ewiglich
stet und unzerbrochen / besien sollen / yn aller may als die vor-
genante Brief von wort zu wort lauteit / und heilt / und des
zu urkund haben wir unser gros Majestat / Insigil geschent an
diesen Briefe / der geben ist zu Sneyen nach Cristes Geburt /
dreizehnhundert Jar / darinn yn den Vorn und Eiden-
schafft Vorn an sand Johans Abent zu Snywenden / unsers Reichs
des Römischen yn den Eidenenden / und des Römischen yn
dem dritten Jar.

per Dominum WITKONE
DE LANTSTEIN MARTINUS.

CIV.

4. Juill. Bündnis zwischen Churfürst Ruprecht dem Ältern /
Ruprecht dem Jüngern / Ott / Stephan / Friedrich
Johanns / und Ruprecht dem Jüngsten / allerseits
Hochgrafen von Rhein / wie auch Bernharden / Mar-
grafen von Baden vor sich und in Vermandtschaft
seines Bruders Rudolphi eines / und denen in Tractat
benannten Schwabischen Reichs / Eriden andern
theils / zu beyderseits sicherheit und reciprocirlichen
bestandt geschlossen zu Baden am St. Ulrichs Tag.
Anno 1379. [JOH. PHILIP. DATT, Vo-
lumen rerum Germanicar. novum Libr. I. Cap.
VI. pag. 39. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui
se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches
Reichs Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Ab-
satz I. pag. 574.]

C'est-à-dire,

*Confederation entre les Comtes Palatins du Rhin,
ROBERT l'aîné Eléveur, ROBERT le jeune,
OTTO, ETIENNE, FRÉDÉRIC, JEAN &
ROBERT le plus jeune de tous, avec BERNARD
Marckgrave de Bade, tant pour lui, que comme
Tuteur de RODOLPHE son Frere d'une part,
& les Villes Impériales de SUABE y dénommées,
d'autre part, pour leur commune sûreté, défense,
& assistance. A Bade le jour de St. Ulrich
1379.*

Wir Ruprecht der Elter / Ruprecht der Jung / Ott / Ste-
phan / Friedrich / Johans und Ruprecht der Jüngst von
Gottes Gnaden Pfälzgraven bey Rhein und Herzogen in Rheinen
und wir Bernhard Marckgrave zu Baden / bekennen offenbar
mit diesen Brief / darne versprechen wir vorgeant Bernhard
besunderlich für unsern Bruder Marckgraf Rudolff von Baden /
der noch zu seinen Tagen nicht komen ist / wann wir mit
ganzer Begierde davor genügt sein / zu Fried und gemeinem Vorn
der Lande / und daß Wir den und Waisen / Arm und Reich /
Pulzeim / Kaufleit / kassir und Chausmanfeng / Goshpfer

und ander Geistlich late / beschirmt werden / sicher sein und bey
Gnaden beliben: So haben wir mit wolbedachten Muth / dem
heiligen Römischen Reich zur Stetung / je Nuz und auch zu
Eren / uns selber und auch den unsern / und den gemeinen Lande /
zu Fried und zu Gnaden / uns mit den Erben und Waisen leu-
ten / des heiligen Römischen Reichs / Eriden / Osterreich / Stey-
ringen / Kärntlingen / Korothe / Hertzogen / Pfälzen / Böhmen /
Böhmen / Nordlingen / Dinstschpül / Nordberg auf der Ru-
ber / Gemündt / Halle / Hailbrun / Wimpfen / Weinsberg /
Woyfingen / Kalen / Stengen / Wyle in Türgow / und Wey-
zell / daß Land / scheinlich und gediglich verainiget / undt ver-
ainiget auch uns selb mit in / mit rechter Wijsend / in Krafft des
Briefs: Wir vorgeant Fürsten / mit unsern guten Eren und
Christlichen Eren / und wir vorgeant Marckgraf Bernhard / mit
guten Eren und geschornen Late / den wir darinn liblich / mit
aufgehoben Dingen und geleiten Worten zu den Heiligen
geschworen haben / mit uns selber / und allen unsern Eriden /
Böhen / Schloffen / Landen und Kiten / Dienern / Künen und
Knechten / himan von heut den Tag / als der Brief geben ist /
bis auf Erid Jorgen Tag den nächsten / und darnach fünf ganz
Jar / die nächsten rad einander / In solcher Bescheidenheit / als
hemach geschrieben stat. Zu dem ersten sehen und nennen wir
uns / unsern Eren den Römischen König / und den heiligen Rö-
mischen Reich seine Recht zu tued an Gewer / den Erid zu
Rhein / den König von Ungen / Herzog Albrecht von Bayern
unsern Vornen / unser Herzog Otten Bruder / unsern Erben /
den Erben von Hailberg / und unsern Erben der
Grauen von Gerg / des als: ob man vor die war / dy vor-
genanten Eridt gemainlich oder ir ein oder mer bescheiden / von
Jren Eriden / Freheuten / guten Geshchichten / oder sie von
einander dringen oder zerrennen wolt / und davon die vorgeant
Eridt des Reichs geschwört wurden / bes fällen wir in samen-
lich und besunder / nach allem unserm Vermögen / getwiltich
vor sein / und auch darne beraten und gesholt sein / an alle
Gewer / als lang / bis si bey nren solchen Freheuten / Eriden /
guten Geshchichten und bey einander beliben sind. War aber
Eridt / daß jeman vor der wer / die vorgeant Eridt gemainlich
oder ir eine oder mer besunder / angriff und beschädigte / mit Na-
me / mit Wande / mit Roub / oder mit andern Eriden: Wann
dann wir / oder unser Amptleit / dy den Angriff und Beschä-
digung aller nächst geken oder gelegen sind / von den vorgeant
Eriden / oder von den / den der Eridt geschien oder vorgeant
war / darinn genant / oder zu frischer Eridt gassen wir
den / oder / als bald wir / oder unser Amptleit / des fust pman /
oder gewar wurden: So sollen wir / und die unsern / unwer-
glich zu frischer Eridt darne greiffen / dyen und tun / one alle
Gewer / von einem Dincmarg / an den andern / an alle Ge-
wer: Zu gehet Reich / als ob uns das selb bescheiden war /
nach allem Jren besien / bis daß der Angriff und Beschädigung
se frischer Eridt erobert und widerert wird. War aber Eridt /
daß dy Angriff und Beschädigung als gefalt und geschast wain /
daß se vor frischer Eridt nicht erobert / noch usgetragen werden
sollen / noch nöthen: oder / das si unser Eridt fust zu kahlen
Krieges bedarffen und hat müssen: So müssen dinstelben Eridt
oder Eridt / uns Herzog Ruprecht den Elter / Herzog Ruprecht
den Jungen und Herzog Ruprecht den Jüngsten / und Marckgraf
Bernhard vorgeant oder unser Amptleit / die wir zu Hail-
berg haben / manen gen Hailberg / in die Eridt / und uns
Herzog Otten / Herzog Stephan / Friedrich und Johans /
oder unser Amptleit / die wir zu Sinsheim haben / manen gen
Sinsheim in die Eridt / oder ob se uns / oder dinstelben unser
Amptleit / näher finden / an Gewer / si selber / oder mit Jren
Woten oder Briefen: Und so wir / oder unser Amptleit / von
in also erant werden / So sollen wir Ruprecht der Elter / Ru-
precht der Jung und Ruprecht der Jüngst / und Marckgraf Bern-
hard vorgeant an einem Teil / oder unser Amptleit vorgeant:
und wir Ott / Stephan / Friedrich und Johans: oder unser
Amptleit vorgeant von unsern wegen / an dem andern Teil /
unser Reichs Teil besunder / welcher Teil dann erant wirdt /
unwändig den nächsten acht Tagen darnach / in hundert mit Glä-
sen erberg leut besien und haben / und die auch wir unser Reichs
Teil in halb / in den nächsten acht Tagen / darnach ander Eridt /
dy uns / oder unser Amptleit vorgeant von in dann be-
nante werden / schicken und senden sollen: Und den andern hal-
ben Theil derselben Gläsen aber / in den nächsten acht Tagen
darnach / ob se des beschieden / auf unser ager Eridt und Zern-
ung / aufgenommen alleit Jols / Jern / Eridt / Jern und
sicht / daß se in / alsald si in Jols Jern / geden sollen
an all Gewer: Und sollen auch daß si in / als lang / bis die Eridt
aufgetragen wirdt / und der Eridt wai erledigt / an alle Ge-
wer: Auch sollen si denselben unsern Vorn in Jren Eriden
redlich vailn chaff geben / umb ir Gek / an all Gewer: War
aber / daß solich Angriff und Beschädigung also gefalt wain /
daß se mit den obgenant Reichs Theils hundert mit Gläsen
nicht erobert / noch usgetragen werden nöthen: Und daß se un-
ser Reichs oder eins Theils Hilt fürbaß beschirren / und widerer-
fig wurden / so mögen sie si beschirren zu unser Vorkamdem Teil /
oder zu unsern Amptleit vorgeant schicken und senden / uns
in der Eridt / der si notdurfftig sein / je widerer / und
darauff uns Hilt pmanen / und sollen wir unser Reichs Teil
welcher dann erant wirdt / nach der Mannung in den nächsten
acht Tagen / mit unsern Vorn über die Eridt fien und uns er-
deimen nach unsern Eriden und Eren / woß Hilt in darne not-
durfftig

ANNO
1379.ANNO
1379.

hießest sey: nach dem/ als uns/ und unsre Rät hindert und
erkennt/ als hißlich sein/ das die Sach gesalt sey und als ob
es unsrer igeilichs Theils angeht/ von den Stetten/ oder der
Statt/ je Hiß je kommt mit so vil Beläst/ als wir uns
igeilichs Theils erkennen haben/ das in hißlich sey; und damit
die Sach erobert und aufgetragen werden mag/ an alle Gewer-
der/ und die Hiß soll beschreiben/ von unser igeilichem Theil in den
nächstlichen vierzehn Tagen/ nach den vorgenant adt Tagen/ an
alle Gewer. Was es auch/ das wir die vorgenant Fürsten und
Herren/ wegen dem unser igeilichs Theils Ansecht/ mit Na-
men/ der Dignität je Heubtberg/ oder der Dignität zu Lande-
recht/ oder welche von ren wegen da Ansechtlich wänt/ von den
vorgenant Stetten und Hiß erant werben/ als vorgeschrieben
stet/ beschreiben unser igeilichs Theils Dignität und Ansecht/ sollen
in dieselben Hiß unvorgezogen tun und vorziehen/ zu gleicher
Beiß/ als hiß hier von uns geschrieben stät/ an all Gewer.
Es sollen auch den vorgenant Stetten allen/ alle unser bederlei
Fürsten und Herren vorse Stett und Sloss offen sein zu allen
reinen Notdurften/ als vorgeschrieben stet/ an alle Gewer. Was
Sach/ das in der Rät/ als die unsrer Vereinigung werden soll/
solch Sack uns aufstehen/ das man Geleget und Belas-
set/ uns aber mehr/ für ein Satz/ Weß oder Sloss/ bedürffen
und haben müssen/ beschreiben dann solch Geleget/ uns den
vorgenant wogen Fürsten Fürsten und Herren/ welchem Teil das
unser uns wär zu Dienst und zu Lieb/ und von denselben Theils
wegen/ so selb Teil wider uns/ welchen Teil das angien/
was Sloss oder Schaden darüber wien/ und wachsen wird/ von
Gewogen und Wechschlich wegen/ bargehen und anrichten dem
andern Teil der Rät/ und auch der obgenant Stett an Schat-
ten. Doch welches Teil das/ unser uns/ den Fürsten mit
Hern angat/ das die obgenant Stett denselben Teil von Ge-
wogen/ als daffelb Theil der Rät beschreiben/ lassen sollen/ an
alle Gewer/ und den auch/ wie baide Teil der obgenant
Fürsten und Herren/ in Tren Stetten helen/ und wider derau
antworten sollen mit unser angien/ an Gewer/ und was
auch daffelb Teil unter uns/ Fürsten und Herrn vorgenant/ Stett/
Weßten oder Sloss gewonnen/ so der Rät unser der vorgenant
Fürsten und Herrn an amant Teil wär/ und von unser wegen/
welches Teil das wär/ dattin angien/ als vorgeschrieben stät/
und ob daffelb Teil/ in denselben Stetten/ der gesangen wien-
den/ mit denselben Sloss und Gewogen/ wügen wir daffelb
Teil/ unter uns den Fürsten und Herren/ das die angat/ leben
sollen/ Fürsten und Herren/ und auch die obgenant Stett darat wider
sollen/ gegen oder dengen in doren Rät/ doch also/ das das-
selb Teil/ mit Namen also beschreiben soll/ das dem andern Teil
Friede und Herren/ und auch den Stetten/ von denselben
Sloss und Gewogen darat sein Schad wir aufstehen/ an
alle Gewer/ und daffelb Teil/ so dem andern Teil/ Fürsten
und Herren/ wider uns vorgenant/ und auch den Stetten obge-
nant/ herwid und auch recht sein. Beschreiben aber solch Ge-
leget und Belas/ von uns baide Teil den obgenant Fürsten
und Herren/ und auch von den obgenant Stetten/ von der
Teil aller drey/ gemains Zug wegen/ und mit gemains Rath/
so sollen wir dieselben drei Teil den Schaden und Sloss/ der von
Gewogen und Wechschlich darüber gien/ gemainslich leben und
tragen/ also/ das igeilich Rät/ unser der vorgenant Fürsten
und Herren/ einen Drittel/ und die obgenant Stett auch einen
Drittel richten sollen/ und was also gemains wien/ Stett/
Sloss/ Weßten/ oder Gewogen/ da soll igeilich Teil unser vor-
genant Fürsten und Herren einen Drittel/ und die obgenant
Stett auch einen Drittel annehmen/ und haben. Beschreiben aber/
das von einem Teil unser der vorgenant Fürsten und Herren/
und von den obgenant Stetten/ an den andern Teil/ so soll
daffelb Teil unser vorgenant Fürsten und Herren/ und auch
die obgenant Stett/ mit Sloss und Schaden/ von Gewogen und
Wechschlich wegen/ und auch den Zug und Feind/ an
Sloss und Gewogen/ als vorgeschrieben stet/ gemains-
lich leben und tragen/ haben und nemen/ also/ das igeilich
Teil daran ein halb Teil tragen und nemen soll/ Und
als bald auch der Zug und Rät/ ein End mit/ so sollen Her-
ren und Stett vorgenant in einem Monach den nächsten darat
zusamen kommen oder in Rät mit Wäde darstücken/ Also wär/
das die Sach uns die vorgeschriben Herzog Ruprecht den Eltern/
Herzog Ruprecht den Jüngern/ Herzog Ruprecht den Tüngeln/
und die Marggrafen vorgenant/ und die egnante Stett an-
gien/ so sollen wir des Theils kommen/ oder unser Rät mit
Wäde schicken/ gen Fürstgen in die Statt/ Was aber/ das
es uns obgenant Herzog Dren/ Herzog Stephan/ Herzog
Friedrich/ und Herzog Jansen/ und die egnante Stett die
wogen Teil besunder/ oder auch den Teil unser der vorgenant
Fürsten und Herren und die egnante Stett die Teil alle drei an-
gien/ so sollen wir by der Theil kommen oder unser Rät mit
Wäde senden gen Hün in die Statt/ und sollen by hoch da an-
legen und in dem nächsten Monach darat bejal/ an alles
Zerlegen an Gewer. Was ist bederet/ ob das wär/ das wir
die vorgenant Fürsten und Herren/ von welchem Teil das wär/
oder bejal unser Mann/ Dient/ Wärdeman/ Stett/ oder
Stetten/ Kloster oder Gerichlich Rät/ oder Schaufmanne/
zu den vorgenant Stetten gemainslich/ oder zu in einer oder
mehr besunder/ oder die denselben Stett Burger/ Kloster/ Kloster-
fürsten/ oder Schaufmanne/ und die doch auch in guten ge-
woren besetzen Gerichten gesagen wien/ zu clagen/ zu sprechen
oder zu vordern heien/ oder gewinnen/ darumb sol man Rät

von in nehmen/ und nachvoren vor dem Schultheizen in den
Stetten/ oder vor den Gerichten/ da sie dann gesagen sind/ und
sol man in auch des Rethen beholffen sein/ das in das nicht ver-
zogen werd/ an alle Gewer. Was auch/ das die vorgenant
Stett an unser der vorgenant Fürsten und Herren/ von wel-
chem Teil das wär/ in dheim/ eine oder mehr/ oder derselben
Stett Burger/ Schaufmanne/ Kloster oder Klosterfürsten/ die
unser Stetten/ oder Stetten/ oder dheim unser Schauf-
manne/ oder Klosterfürsten/ und by hoch in guten ge-
woren besetzen Gerichten gesagen wien/ zu clagen/ zu sprechen
oder zu vordern heien/ oder gewinnen/ darumb sollen sie denselben un-
ser Stetten/ Stetten/ Klosterfürsten oder Schaufmanne
auch nachvoren und Recht von in nehmen/ an den Gerichten/
vor dem Schultheizen und an den Stetten/ da sie dann gesagen
sind/ doch/ das man in des Rethen auch beholffen sey und in
das nicht verzogen werd/ als vorgeschrieben stät/ Beschreiben aber/
das der vorgenant Stett dheim/ eine oder mehr/ oder dheim
in Burger löß wie uns/ oder zu unser Dienten/ zu wägen Herren/
Klät/ oder Knecht/ Kloster oder Gerichlich Rät/ zu sprechen
oder zu clagen heien/ oder gewinnen/ das sollen denselben Stett/
oder derselben Stett Burger/ die die Sach antrif/ bringen/ an
uns/ die obgenant Fürsten und Herren/ welches Teil dann
unser uns die Sach angat/ oder an unser Ansechtlich/ Also/
ob by Sach uns vorgenant Fürsten und Herren/ Herzog Ru-
precht den Eltern/ und die von denselben Teil angat/ so sollen sie
das bringen an unser Dignität zu Hadelberg/ oder wer an ferner
stät zu der Rät da ist/ Es wär dann das es uns vorgenant
Marggraf von Baden antrif/ so sollen sie das bringen an
unser Ansechtlich zu Pforzheim/ Was aber das/ das uns
vorgenant Fürsten Herzog Dren/ Herzog Stephan/ Herzog
Friedrich/ und Herzog Jansen antrif/ so sollen sie das ver-
schreiben unser Dignität zu Lande/ oder wer an ferner stät
zu der Rät da ist/ und sollen wir obgenant Fürsten und Herrn/
von denselben Teil/ welchem Teil unser uns den also zugespro-
chen wär/ nach dem/ als sie das an uns oder an unser Ansecht-
lich bracht haben/ als vorgeschrieben stet/ inwiewig den näch-
sten vierzehn Tagen/ an alle Gewer/ drei auf unser Rät/
welch drei dann by vorgenant Stett oder by Tren/ die die Sach
angat/ benennen/ und die schicken an die Stett/ als bernard ge-
schrieben stet. Also/ Was/ das die Sach uns obgenant Für-
sten und Herren Herzog Ruprecht den Eltern/ und die die den-
selben Teil gebort/ als vorgeschrieben stet/ angien/ Es sol-
len wir denselben drei unser Rät schicken und senden/ gen
Schwabsheim/ (selicet/ in nunc scribitur Einheim) oder gen
Pretzheim/ wösi Stett uns dan von in/ oder den Tren kennt
wäre/ Gien es aber uns vorgenant Marggrafen an/ so sol-
len dieselben drei Rät reiten gen Pforzheim in die Statt. Was
aber/ das die Sach angien uns vorgenant Fürsten Herzog
Dren/ Herzog Stephan/ Herzog Friedrich/ und Herzog
Jansen/ oder by unser/ als vorgeschrieben stet/ da sollen wir
denselben drey unser Rät schicken und senden gen Schwabsheim
Wösi/ gen Weygenhorn/ oder gen Landspere/ in wösi Stett
unser den drei/ oder die Tren/ by dem hin vordere
manne/ und sollen auch wir obgenant Fürsten und Herrn schi-
cken/ das wir/ und by unser/ zu den Rät/ auf die obgenant by
unser Rät/ by dann die vorgenant Stett oder by Tren also
darzu genommen heien/ gesagen und widerwärt an/ so sol-
len auch das nicht verzogen werd/ an alle Gewer/ und sollen
auch dieselben drey unser Rät das Rät darat sprechen/ auf in
Wäde/ ob sie das nicht freundlich/ mit baider Partien Willen
und Wissen/ verrichten mochten/ und sollen auch auf drei Stett
sichkommen und bestellen/ an alle Gewer/ das darüber beinander
angriff noch Pfandung an Rät/ nie geschick/ Beschreiben aber/
das darüber/ das sollen wir auf drei Stett schicken vordere und leben
lassen/ und das sie darat zu den Rethen kommen/ in aller Weß/
als vorgeschrieben stät/ Doch haben wir alleminglich und
Jedermann/ umt alt verdriff Schuld/ unlangenbar Gült/ und
umt Hauptgelt/ Vogtrecht/ Stener umt Rins/ alle tre Rechte
behalten und aufgesetzt/ als by von Alter bißher chomen ist/
an alle Gewer/ Was auch/ das wir vorgenant Fürsten und
Herren auf baide Thail/ und die egnante Stett mit reman
zu Chrieg setzen/ wer der wär/ und das der Krieg in der Zeit/
als wir uns mit in veramt haben/ nicht aufgetragen wurden:
So sollen wir obgenant Fürsten und Herrn/ und die egnante
Stett/ nach der Einigung Aufgang/ einander darat behol-
ffen sein/ bis das der Krieg verricht wirt an Gewer. Es sol-
len wir denselben drei unser Rät schicken und senden/ gen
Hün/ an unser obgenant Fürsten und Herren/ aller/ zu bai-
den Thail/ an unser Dignität und Ansechtlich/ und Schultheizen/
in allen unser Landen/ si sein auf Wägen/ in Stetten oder in
Dörfen gesagen/ diese Einigung auch schreien mit geleten Wor-
ten und aufgehoben Dingen zu halten/ getreulich an alle Ge-
wer/ als vorgeschrieben stet/ Und wann sie dabien nicht wägen/
by dann an in stät wägen/ an alle Gewer/ und was in einer
oder mehr abgien/ oder antrif wird/ an Gewer/ so sollen
wir vorgenant Fürsten und Herrn/ von welchem Teil das wär/
allegen einen oder ander an denselben stät/ in dem nächsten Mo-
nach darat/ darstücken und geben/ und der auch by Veremung
finnen wir wägen/ an alle Gewer/ als vorgeschrieben stet.
Was vorgenant Fürsten und Herren alle/ nemen auf by Kant-
fried zu Franken und zu Räten/ besunder nemen wir Ruprecht
der Eltern/ Ruprecht der Jüng/ und Ruprecht der Tüng/ und
auch die Marggrafen vorgenant auf die Landgrafen in der We-
teran/ bey dem Keim und in Elßgen und by Herrn und Stett/
by darat sein/ in aller der Weß/ als dieselben Landgrafen stät/
an

ANNO

1379.

an alle Geverd. Und wir Künreche der Jung / nemen auß / die Erblichkeit von Eöln und von Trier von den wir beletzt sint: So nemen wir Herzog Dt / Herzog Stephan / Herzog Fridrich und Herzog Johannes vorgenant aus unsren Swager Graf Erbarthen und Graf Ulrichen von Rutenberg / zu den wir uns verbunden haben / diweil dyseiben Fürnunge werden. Und des alles zu waren Urkund geben wir vorgenant Künreche der Elze / Künreche der Jung / Dt / Stephan / Fridrich / Johannes und Künreche der Jüngst / von Gottes Genaden alle Pfalzgraven bey Rhen und Herzogen in Bayern: Und wir Bernhart Margraf zu Baden für uns / und für unsren Bruder Margraf Rudolffen / der noch zu seinen Tagen nicht kommen ist / den vorgenanten Setten gemainlich disen Brief / besigelen mit unsren eigin Jnnigeln: dy alle öffentlich zu gegen hangent: der geben ist zu Baden an Sand Ulrichs Tag / da man jalt von Christi Geburt dreihundert Jar und darnach in dem Rhen und Sibenzigsten Jar.

CV.

16. Oct. Des Römischen Königs Wenceslai Privilegium

Herzog Leopolden von Oesterreich ertheilet / daß dieses Unterthanen / Diener / Landleuth zu ewigen Zeiten von niemanden weder für den Königl. Hofgericht oder einig fremd Land-Gericht können geladen / besprochen und beklagt werden. Ferner ertheilet Er besagtem Herzog die besondere gnade / daß Er und seine Erben / Ihr Diener / Landleuth und Bürger in Ihren Stetten / Dörfern / Märkten und Dörffern offene Echter haufen und hoven mögen. Geben Prag an santt Gallen Tag 1379. [Picce tirée des Archives Impériales dupetit Trésor de la Regence & Chamber à Vienne.]

C'est-à-dire,

Privilege de WENCESLAS Roi des Romains accordé à LEOPOLD Duc d'Autriche portant qu'aucun de ses Sujets, Officiers, & Hommes ne pourra être jugé, cité, ni accusé devant un Tribunal étranger, non pas même devant celui de l'Empereur; & que lui Duc, ses Successeurs, Officiers, Habitans, & Bourgeois, pourront publiquement, recevoir, loger, & entretenir, les Proscrits dans leurs Places fortes, Châteaux, Villes & Lieux. A Prague le jour de St. Gall 1379.

Wir Wenzlaw von Gottes Gnaden Römisch Künig zu allen Zeiten Herrscher des Reichs und Künig zu Böhmen / Erbkemen und thunen kundt öffentlichen mit diesen Briefe allen den die zu sehen oder hören lesen / daß wir durch sich und freundschaft / der wir uns versehen und erkunden haben an dem Hochgebornen kaiserlichen Herzogen zu Osterreich / zu Steier und zu Karnten etc. Unsren lieben Oheimen und Fürsten / und auch durch dienste und treuen die Er uns und dem Reich erzeiget und gethan hat / und fürdas thun soll und mag in thünförmigen Zeiten / uns / und seinen Erben mit volbedachttem mutet / uns queren rate unser und des Reichs Fürsten Edehn und gemeinen / und mit rechter wissen / die gnad und freyhait gegeben / geben auch mit / crafft dises Briefs und Römisch Küniglich wechse / also daß wir / unser Diener / Landleut / Bürger und gebawen für / daß wir ewiglich niemanden / wer der sey und in welchen Eren wurden Er sey / miteinander oder besunder / fürtreiben / vordern / ansprechen / beklagen oder beschumen / urteilen oder agten solle / oder möge / für unser Küniglich Hofgericht / oder an dem kundsgerichte zu Rotweil / oder an keinen andern kundsgerichten / oder gericht / wo die gelegen / und wie die genant sein / besunder die auf den kunds geschien / die nicht Bürger sein / Er sey man oder weib / zu sprechen / zu klagen und vordern hat / oder gemermt / der soll das thun für des vorgenannten unsers Oheim kundsgerichte dy denn besch sein / welchem denn ein oder aller nicht gegeben ist / Er sey Edel oder unedel und von den Bürgern vor dem Richter und Rate derselben Stadt do Er gegeben sein / und selbst recht nehmen und mindert anderwo / es were denn daß den Elegen oder Elegenmen thünlichen und öffentlichen recht verlegt wurde / und nicht vorderechte möchte von den vorgenanten kunds-Richtern / und Richtern / auch weilen wir von besondern gnaden / daß derselbe unser Oheim und sein Erben / unser Diener / Landleute und Bürger / in Ihren Stetten / Dörfern / Märkten und Dörffern offene Echter haufen und hoven mögen / und mit in alle gemainschaft haben / also were das niemand derselben Echter einen oder zwen / vil oder wenig in denselben freien Elossen / Stetten / Dörfern / Märkten und

Dörffern ansetzt / dem soll man ain unverzogen Recht thun nach des kundsgerichte dastalt oder gericht gewonheit. Und also oft solche Echter in dieselben fre Eloss / Stett oder Märkte thömen / und wider darauß / daß Er niemand ansprecht mit dem Richter / das sol dem Egenanten unser Oheim / seinen Erben / Dienern / Landleuten / Bürgern und gebawen keinen schaden bringen von der Gemainschaft wegen. Darum gerieten wir allen Fürsten / Bischöfen und Weltlichen / Erben / Freyen / Herren / Dienstleuten / Ritters / Knechten / Stetten / Gemainschaften / dem kunds-Richter zu Rotweil / und allen andern kunds-Richtern / und Richtern / und den die an den kundsgerichten und gericht zu dem rechten sitzen / und urteil sprechen / die gesund sein / oder in thünförmigen Zeiten werden / unser und des heiligen Reichs lieben getreuen / erwünschten und vörsiglich / sey unsern und des Reichs hulben / daß Er fürdas mit ewiglichen feinen der vorgenanten unsers Oheimen oder seiner Erben Diener / Landleute / Bürger und gebawen / allen oder man oder weib / fürdas genant unser Küniglich Hofgericht / kundsgerichte und gerichte nicht eigin loben / vordern / fürtreiben / oder them urchel über / zu lob / oder über / zu gut sprechen oder in die adre thun sollen / oder mögen / in thün weis / und wo das gesche wider die genant Gnade und freyhait / So nemen wir und thun abe mit rechter wissen und Küniglich Macht vollkomenheit / alle solche lobung / erseinnung / vordernung / ansprache / urchel und die adre / uns / einsehen / leuten / cleren und sprechen / daß Er miteinander und besunder alle unfestig und untüchtig sein sollen / und thun Er auch abe und vernichten Er gänzlich und gar an allen freien Begreifungen / Meinungen und Punkten / wie Er dar thömen / gesprochen oder geteilt werden oder wurden / und ob jemand were / der wider sichel unsere Gnade vorderechte teile / der oder die sollen in unser und des Reichs ungnade / und dazu einen rechten Rhen küniglich Warts kongs Golds verfallen sein / als ofte der dambor thuet / die halb in unser und des Reichs Cammer / und das ander halb Teil den Er also überfaren wurden gemüthlich und an alle minner / soll gefallen. Mit urkundt dises Briefs versegelt mit unser R. M. Jnnigsl / der geben ist zu Prage nach Christi Geburt 1379. Jar. an santt Gallen Tag / unser Reichs des Römischen im 17. und Römischen in dem vierdten.

ANNO

1379.

CVI.

WENCESLAI Romanorum Regis Diploma Ab- 1380.

solutorium ab omni Pronunciacione & Declaratione privationis contra JOANNEM GALEAZ Vice-Comitem, & Mediolanensem Vicarium Imperialem vel ejus Prædecessores lata. Datum Prage annō 1380, Indictione tertia, 16. Kalendas Februarii. [Picce authentique tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre V. V.] 17. Janv.

WENCESLAUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, & Boemie Rex. Nobili Johanni Galeaz de Vicecomitibus de Mediolano nato quondam Nobili Galeaz Mediolanensis Vicarii fidei suo dilecto gratiam Regiam, & omne bonum. Habito respectu benigno ad nonnulla gratuita, & accepta servitia, nec non immore, & sincera fidei puritate, quibus idem tuus Genitor, dum in humanis ageret, in conspectu Divorum quondam Proavi, & Genitoris nostrorum à longis temporibus multipliciter claruisse dicitur, & quibus tu, spectabilis Azo natus tunc consanguineus noster, ac vestri descendentes, & posterii erga nos, & Sacrum Imperium clarere debebitis, & poteritis uberius in futurum. Animo deliberato, non per errorem, aut improvidè, sed maturo nostrorum, & Imperii Principum, & Procerum accedente consilio, de certà nostra scientià, nec non Regiæ potestatis plenitudine, auctoritate, baylia, tam ordinaria, quam absoluta, omnibusque aliis modis, quibus melius possumus, omnem, & quamlibet pronunciacionem, declarationem privacionis, & quamlibet privacionem, qua reperitur pronunciaciata, lata, seu facta, & quoscunque processus, & quoscunque agitata ipsarum, seu ipsius occasione factos, seu facta, & cogitata, & etiam secutos, seu secuta contra Prædecessores tuos, & eorum descendentes, contra te, & tuos descendentes, vel contra aliquem prædictorum tuorum Prædecessorum, & eorum descendendum, ac toi, & tuorum descendendum, vel aliter, declaramus fuisse, & esse nullam, nullas, & nullas, & irritam, irritas, & irritas, nullius valoris penitus, & momenti esse volumus, jubemus, & decernimus, ac ipsos, teque, ac descendentes tuos, & omnes, & singulas personas in eis, vel in aliqua, vel in aliquo ipsarum, vel ipsorum nominatas generaliter, vel specialiter in statum pristinum restituis, & in eis statu, & gradu esse volumus, & decernimus, ad eosque statum, & gra-

ANNO & gradum, in quibus erant, vel eras ante ipsos, vel
1380. ipsa, reduximus, & reducimus de Regiæ plenitudine
potestatis, præsentium sub Regiæ Maestatis nostræ Sig-
gillo Testimonio Litterarum. Datum Præge anno Do-
mini millesimo trecentesimo octuagesimo, Indictione
tertiâ, decimo sexto Kalendas Februarii, Regnorum
nostrorum anno Boemici decimo septimo, Romanorum
verò quarto.

*Extracta sunt præsens Copia à Registro inscripta sub
Litteris V. V. BERNABOVIS Vicecomitis existente
in Regio Archiepo Caslri Portæ Jovis Mediolani in pa-
piro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octo-
bris anni 1719.*

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRI-
GELLIUS Regii Archiepi Officialis.

CVII.

18. Janv. WENCESLAI Romanorum Regis Concessio Vica-
riatus Generalis, facta JOANNI GALEAZ
Vice-Comiti Mediolani ejusque Heredibus, super
omnibus Sacri Romani Imperii Civitatibus, Dis-
trictibus, atque Territoriis. Data Præge anno
1380. Indictione tertîa, 15. Kalendas Februarii.
[Picce authentique tirée des Archives Royales
du Château de Milan. Régistre V. V.]

WENCESLAUS Dei Gratia Romanorum Rex sem-
per Augustus, & Boemici Rex. Nobili Johanni
Galez de Vicecomitibus de Mediolano nato recolende
memoriæ Sacri Imperii dilecti Nobilis Militis quondam
Galez olim Genitoris tui, nostro, & Sacri Imperii fi-
deli dilecto gratiam Regiam, & omne bonum. Dum
inter claustra nostri pectoris provida consideratione per-
pendimus, qualiter superius Majestatis dignatio nos
quavis immeritis, sua pietate prorexit ad apicem Re-
giæ Dignitatis, gubernacula nobis Sacri Romani con-
cedens Imperii, quod super Principatus, & Dignitates
alias Orbis Terræ ad supremum Excellenciæ gradum
Divina Sapientia more insimilabilis sublimavit, inveni-
mus liquide ex injuncto nobis officio Regalis sollicitu-
dinis humeris nostris incumbere, qualiter virga virtu-
tis nostræ Reges, & Regna regere, & in statu tran-
quillo Populos sui Pacis, & Justitiæ regula debeamus
salubriter gubernare; Quoniam autem nostram simul in
diversis partibus, quas Sacri Imperii ambitus continet,
non possumus exhibere præsentiam, ne aliquibus desit
nostra vigilantia ad gubernandum eas, in quibus non
adsumus, personas idoneas generis nobilitate, & mo-
rum honestate conspicuas, ac rerum experientiâ circum-
spectas nostra consuevit Majestas eligere, & in partem
sua sollicitudinis evocare. Sanè nobilis olim Mathei
Vicecomitis Proavi tui sincera devotionis affectum,
gratitudo, & utilitas promptæ fidelitatis obsequia, quibus
eius celebris, ac recolende memoriæ Dominum Hen-
richum quondam Romanum Imperatorem Augustum
Proavum, Prædecessoremque nostrum claruisse dignos-
citur, similemque devotionis affectum, ac similia obse-
quia, quem, & quæ præfatus quondam Genitor tuus
habuit erga fidem, ac recolende memoriæ Dominum
Haroldum Romanorum Imperatorem, ac olim Genito-
rem nostrum carissimum gratiosius recolentes, conside-
rantes etiam fidem, & devotionem ipsorum in te esse
successione quadam hereditaria propagatam, quibus ad
prosperitatem, & salutem nostræ sublimitatis Regiæ
placido Successionis ordine jugiter anelasti, & pro nos-
træ Majestatis honore personæ sapientis, atque rerum
discriminiæ mihi refugium, habito de innata nobis be-
nignitatis clementiâ, maxime ad præmissa benigno res-
pectu, ac de fidei constantiâ, legalitate, & prudentiâ
plurimum præsumentes; etiam ad cautelam, iterato,
& de novo, sponte, & ex certâ scientiâ, & animo deli-
berato, te, tuosque Heredes, & descendentes tuos,
& quilibet tui Hæredum, & descendendum tuorum
in solidum pro Sacra nostra Maestate Regiâ Romanâ,
nostris, & Sacri Imperii facimus, constituimus, ordi-
namus, & creamus Vicarios Generales irrevocabiles,
& perpetuo duraturos per omnia tempora vitæ nostræ,
dum tamen in nostra, & Sacri Imperii fide, & obe-
dientia persistatis, Civitatum, & in Civitatibus, Terri-
toriorum, & Districtibus, videlicet Civitate Papie, & ejus
Territorio, & Districtu, & eorum pertinentiis, & su-
per Comitibus de Lomello, etiam quantum ad Caslra,
possessiones, & bona ipsorum, quæ in Territorio Pa-
piensi consistere disconcurrunt, tam in Terrâ, quam in
Aquâ, tam in Monte, quam in plano, Civitatibus, seu
in Civitate Placentiæ, Civitatibus, seu in Civitate Nova-

TOM. II. PART. I.

ria, Civitatibus, seu in Civitate Vercellarum, Civitatibus, seu
in Civitate Terdonæ, Civitatibus, seu in Civitate Alexan-
driæ, Civitatibus, seu in Civitate Pöbii, seu Bobii, Civitatibus,
seu in Civitate Asti, seu Astensi, Civitatibus, seu in Ci-
vitate Albæ, & de omnibus aliis Terris, Caslris, Locis,
& Villis Pedemontium, Civitatibus, seu in Civitate
Cumarum, Terræ, seu in Terra Cuiel, Terræ, seu
in Terra Montis vici, Terræ, seu in Terra Cevæ,
Terræ, seu in Terra Demontis, Terræ, seu in Terra
Canolei, Terrarum, seu in Terris Viglevani, Casli-
narum, Badiguanne, seu Balthimanæ, Locarni, Cana-
lis, Barmoi, seu Barmis, Blandrate, Frassinelli, Cla-
raichi, Povei, Valencia, Caxalis, Sancti Evaxii, Cas-
tri, seu Terræ, seu in Caslro, seu in Terra Novi, five
Avoni, Terræ, seu in Terra, Caslri, seu in Caslro de
Pontibus, Terræ, seu in Terra de Biascha, seu Habias-
cha, Pontis, seu Pontium, seu in, & de Pontibus su-
per Flumine Ticini, cum omnibus, & aliquibus Terris,
Caslris, Locis, Villis, Communitatibus, Territoriis, &
Districtibus ipsarum, & ipsorum, & aliquibus ipsarum, &
ipsorum. Item in, & de quibuscumque, quolibuscum-
que, quomodocumque, & quocumque jure, quacum-
que ratione, causa, vel occasione pertinentibus, specun-
tibus, seu adjacentibus Civitatibus, Terris, Caslris, Vil-
lis, & Locis prædictis, seu alicui eorumdem. Item de
aliis Civitatibus, Caslris, Communitatibus, Terris, &
Locis, quæ in citramarinis, & ultramarinis partibus ad Sa-
crum Imperium pertinentibus per vos, vel pro vobis, &
vestro nomine tenent, tenentur, reguntur, & possidentur,
& in quibuscumque juribus, & pertinentiis earundem;
& item in, & de omnibus Civitatibus, Terris, Terri-
toriorum, Villis, & Caslris, Honoribus, Infeudationibus;
Hominibus, & beneficiis, in quibus, de quibus, & su-
per quibus præfatus Genitor tuus per præfatum Genito-
rem nostrum creatus, & constitutus fuit Vicarius; &
item de omnibus Juribus, Infeudationibus, & Sub-
jectionibus quibuscumque, & quacumque jure, & quocum-
que causa, vel occasione pertinentibus, vel spectantibus prædictis Civitatibus, Cas-
tris, Villis, Terris, & Locis, & omnibus, & singulis
prædictis, & cullibet, vel alicui ipsarum, & ipsorum,
vel ipsarum, vel ipsorum. Et cum noscamus plenius
quod recolende memoriæ quondam Serenissimi Geni-
tor, & Prædecessor noster D. Haroldus eundem tuum
Genitorem, ac ejus Hæredes, & per consequens te,
qui ejus Hæres existis, prædicatorum, & prædictorum
omnium Terrarum, Dominiorum, Civitatum, Caslro-
rum, & Districtuum suos, & Sacri Imperii Vicarios
creavit, fecit, & realiter constituit, pro ut certarum
Litterarum tenore ab eodem nostro Genitore, & Do-
mino per tuum præfatum Genitorem per te, & ejus
Hæredes obtente clariùs edocent, quas in sui roboris
firmitate ipsius Genitoris tui meruit, ac tua potuit pro-
mereri perseverata fidei constantia permanfuras. Idcir-
co si varietate negotiorum innumera, aut importuna
præcùm infantia, seu aliter quomodolibet contra
præfatos nostri Genitoris Litteras, & eorum tenores,
quis aliquas Litteras à sape dicto nostro Genitore quo-
vis modo impetrasset, aut à nobis in futurum quom-
modolibet impetraret, seu concessio per Prædecessores
nostros facta fuisset, seu per aliquem eorum processisset,
vel per nos fieret, seu procederet in futurum, quæ
tibi in Vicariatu, Infeudationibus, Jurisdictionibus, Ho-
noribus, & Juribus quancumque Terrarum, aut ali-
cujus, vel aliquarum earum Civitatum, Terrarum,
& Locorum, quas, & quæ præfatus quondam Genitor
tuus à præfato Genitore nostro, seu à nobis, & Impe-
rio quovis modo tenuit, possedit, seu aliquo tempore,
quo in humanis agebat tamquam Sacri Imperii Vicarius
gubernavit, quovis modo aliquibus possent, seu valeant
præjudicium generare, ipsas quidem Concessionis, &
Litteras per alium quencumque quovis modo impe-
tratas, vel quas in futurum impetrari contingent per
quencumque alium, ac etiam quancumque constitu-
tionem, creationem, ordinationem, & concessionem
Vicariatus, & infeudationem, ac etiam quascumque
Immunitates, Libertates, nec non Privilegia quancum-
que ejus alteri personæ super, vel in ipsis Civitatibus,
Terris, Territoriis, Districtibus, Infeudationibus, Ho-
noribus, Jurisdictionibus, Imperiis, Juribus, & perti-
nentiis factas, & factas, concessas, & concessas, præter
quam præfato quondam Genitori tuo, tibi, & descen-
dentibus tuis, vel alicui vestrarum, vel in futurum faci-
endis, & faciendis, concedendis, seu concedenda cui-
cumque alteri ex, & de nostræ Regiæ Romanorum po-
testatis plenitudine, omni modo, quo melius, & abso-
lutè possumus, ex nunc, pro ut ex tunc revocamus, irri-
tamus, annullamus, nullas & nullas, irritas & irri-
tas, nulliusque valoris, & momenti esse, & esse debe-
re.

T

centa-

ANNO
1380.

conferemus, volumus, jubemus, mandamus, & decernimus ex certâ scientiâ, deliberato animo, & cum consilio ponderato, non obstantibus aliquibus in contrarium, & maxime quibus in ipsis Concessionibus, Constitutionibus, Immunitatibus, Libertatibus, Infeudationibus, Privilegiis, Beneficiis, & Litteris, seu in aliqua, vel aliquo eorum, vel earum contineatur, seu contineretur, vel in futurum contineri reperitur, seu reperiretur, quod nisi totus tenor ipsarum Constitutionum, Concessionum, Creationum, Immunitatum, Libertatum, Infeudationum, Privilegiorum, Beneficiorum, & Litterarum sit in ipsarum, seu ipsorum revocatione, annullatione, irritatione, & declaratione de verbo ad verbum inferius, seu specificè descriptus, quod ipse revocationes, annullationes, irritationes, & declarationes sint nullius valoris, & momenti, ac etiam non obstantibus in eisdem apposta foret aliqua alia clausula derogatoria, & maxime ista videlicet, non obstantibus quibuscumque Legibus, Constitutionibus, Confectionibus, Statutis, & Juribus Legalibus, Municipalibus, generalibus, vel specialibus, quibus omnibus Juribus per Concessionem, Constitutionem, & Creatorem ipsarum, & ipsarum foret quovis modo derogatum, ac etiam non obstantibus, quæ in eis continentur; non obstantibus aliquibus aliis clausulis derogatoriis in ipsis, seu in ipsa quovis modo inferitis, nominatis, vel specificatis, vel de quibus in eis, vel in ea fieret quovis modo mentio, ac etiam non obstantibus aliquibus aliis clausulis derogatoriis quæ in ipsis reperiantur infera, quarum habentis plenam notitiam per respectum ad concessas, seu concessa, ex certâ scientiâ de eis obmittimus facere specialem mentionem. Volentes præsentem revocationem, & omnia, & singula prædicta vires, robur, & effectum fortiri, ac si ipse clausula de verbo ad verbum forent in ea, & in eis inferre, & specificare, & eis taliter specificatis foret per nos specialiter derogatum. Inque nostra præsentem Vicariatus constitutione, creatione, & ordinatione tibi, & tuis descendens, & cuilibet vestrum auctoritate Regia, & de nostra concedimus plenitudine potestatis etiam in prædictis Civitatibus, Terris, Communitatibus, Castris, & Locis, quibus harum serie estis vos, & vestrum quilibet constituit Vicarii, in vos, & vestrum quemlibet transferimus plenam, meram, liberam, & omnimodam temporalem gladii potestatem, & jurisdictionem, nec non merum, militum, & absolutum imperium, vice, & auctoritate nostris, & Sacri Imperii in eisdem Civitatibus, Terris, Communitatibus, Locis, Territoriis, & Districtibus, & ipsarum, & ipsorum, & cujuslibet ipsarum, & ipsorum pertinentiis, & Juribus universis, nec non in rebus, & personis quibuscumque eorumdem, & earundem quibuscumque dignitatis, status, ordinis, præminentie, vel conditionis existant; salva semper Ecclesiastica libertate, & plenam, ac omnimodam potestatem exercendi prædicta, & infra scripta per vos, vel alios Officiales, & Ministros vestros ad hoc deputatos, seu etiam deputandos, animadvertendi in facinorosos homines, & coercionem quamlibet quantumcumque magnam, vel modicam, ratione prævia, & mediante iusticiâ, exercendi, ut omnino sitis vos, & Hæredes vestri, vestrumque, & eorum quilibet quod ad omnia, & singula, quæ dici, & appellari possint, seu sint de mero, absoluto, & misto Imperio, ac Jurisdictione quilibet generaliter quod ad omnia, & specialiter quod ad singula, quæ in hujusmodi Jurisdictionibus, & Imperiis includerentur generaliter vel specialiter, Vicarii, Judices, Rectores, & speciales auctoritate nostra Regi constituiti irrevocabili; dum tamen, ut præmittitur, in nostra, & Imperii Sacri fide, & obedientiâ persistatis; damus insuper, & concedimus tibi, & descendens tuis, vestrumque cuilibet, & in te, & vestrum quemlibet transferimus plenam jure omnem auctoritatem, licentiam, & potestatem generalem, & specialem, impositiones penarum, augmenti, & diminutionis, ac remissionis ipsarum, multas imponendi, & remittendi in causis, & Negotiis contingentibus gladii potestatem, & coercionem quamlibet exercendi; Ita quod in Civitatibus, Communitatibus, Terris, Castris, Locis, Territoriis, & Districtibus quibuscumque prædictis omnem vires nostrâ superioritatem obtineatis, Jurisdictionem latissimam, & Imperia tibi, & descendens tuis, vestrumque cuilibet à Lege, velut & à nobis Lege animata in Terris commissa pleno jure, & generaliter, ac specialiter demandata. Et ut etiam apud vos, & Hæredes vestros, vestrumque quemlibet, & coram vobis, & Hæredibus vestris prædictis, vestrumque quolibet possint tam contentiosa, quam voluntaria iudicia exerceri ubique in Locis prædictis, & etiam extra

Territoria prædicta, de rebus dumtaxat contractis, ANNO
vel quali contractis, seu de maleficiis, criminibus, & delictis, vel quali, commissis, & perpetratis inter Subditos, & Incolas, vel per Subditos, & Incolas prædictorum Locorum, vel etiam inter non Subditos, & Incolas, sed in prædictis Territoriis contractis, vel perpetratis. Volumus etiam, & concedimus, quod tu, & descendentes tui, & vestrum quilibet possitis omnia, & singula prædicta, & infra scripta exercere per vos ipsos, & per alios Judices à vobis, & vestrum quolibet generaliter constitutos, & specialiter delegatos; Ita quod omnino habeatis specialiter, & expresse, simpliciter, & de plano, & cum causæ cognitione iudicis dandi licentiam semel, & sæpius, ac etiam removendi datum, & alium vel alios, cum causâ, vel sine causâ, quociens vobis, & cuilibet vestrum videbitur, subrogandi, possitisque vos, & Hæredes vestri prædicti dare, & datos declarare Tutores, & Curatores nedom personis, sed etiam rebus, & bonis, possessionem bonorum concedere, & in ipsam mittere ex quacunque causâ quantumcumque maxima, seu magna. Causas quascumque Capitales, Criminales, vel Civiles, maximas, magnas, vel minimas, etiam bonorum omnium, seu partis; aut status cujuslibet, vel libertatis, vel servitutis, personarum scientiam, & cognitionem requirant tibi, & vestrum cuilibet per vos ipsos, vel alios, quos elegeritis, committimus, & mandamus, & ipsorum decisionem, cognitionem, delegationem, & subdelegationem concedimus pleno jure, fugitivorum inquisitionem, & insecutionem, ac punitiorem, laqueationem, furium suspensionem, membrorum truncationem, ballationem in facie, fastium, & idcus perussione, Patrie propriæ temporaliter, & perpetue, ac fori interdictionem, ad bestias, & aculeum damnationem, ignis incremationem, & totius corporis, vel partis debilitationem, & quamlibet aliam vitæ condemnationem, ademptionem, relegationem quamlibet temporalem, vel perpetuam, etiam extra Territoria prædicta, linitum tuicionem, bonorum publicationem, Officialium constitutionem, & omnium criminum ordinariarum, publicorum & privatorum, enormium, & facilius cognitionem, & decisionem, ejusdem decisionis, & cognitionis commisionem, in integrum restitutionem, abolitionem quamlibet in iudicio, & extra, exercendi, & disponendi plenariam licentiam, & liberam facultatem, quodque ad te Vicarium, & descendentes tuos, & ad Judices per vos, & quemlibet vestrum deputandos devolvatur, & pertineant appellationes in quibuscumque causis criminalibus, vel civilibus, enormibus, vel facilibus, etiam nominatis, & expresse ad nostræ Maestatis audientiam fuerint interpositæ, & illas tamquam à nobis generaliter, aut specialiter appellationum ipsarum etiam ad nos interpositarum Judices, & Commissarii deputati possitis cognoscere, & per vos, vel alium, vel alios examinare, terminare, & definire, decretorum primi, & secundæ interpositiones, declarationis Domini utilis, vel directæ, ac cujuslibet alterius Juris, vel servitutis fendas per nos, & vestrum quemlibet, vel alios committimus pleno jure expeditionem, impositionem, exactionem omnium Vedigationum tam solitorum, quam novorum, Tholoneorum, Monetarum, Gabelarum, Dationum, & aliorum onerum tam realium, quam personalium, ac mistorum, angariarum, perangariarum, & censuum in Terrâ, & in Aquâ, impositionem; Feriarum, Nundinarum indictionem, Consuetudinum, & Jurium Municipalium institutionem, constitutionem, & renovationem; Officiorum, & Beneficiorum collationem, insuper rebellionum, qui sunt, vel fuerint, vel erunt tam Imperii, quam Urbium Imperialium, & præsertim prædictorum Locorum insecutionem, & punitiorem; & generaliter omnia, & singula regalia quacumque, quæ à Lege, Jure, vel Constitutione, vel Edicto, seu Consuetudine, aut alter qualitercumque nostræ Serenitati, & Sacro Imperio competere dinoscuntur, ad te nostrum Vicarium, & tuos descendentes, & illos, quibus commiseris, pertineant pleno jure, ita quod omnia emolumenta, redditus, & proventus qualitercumque propter publicationes, vel confiscationes bonorum, impositiones penarum, exactiones Vedigationum novorum, vel veterum, vel alter quoquo modo provenient de Civitatibus, Comitatus, Terris, Locis, Juribus, & pertinentiis prædictis ad vos, vestrumque quemlibet pertineant pleno jure, sine aliqua restitutione, & ratione nobis, & Sacro Imperio deinceps feriant, & in vestrum privatum patrimonium, seu earum sicut volueritis, convertantur; quæ omnia, & singula prædicta facimus, habita deliberatione procerum nostrorum, & ex certâ scientiâ omni auctoritate, baylia tam ordinaria, quam absoluta, & omnibus aliis modis, quibus melius possumus,

ANNO
1380.

ANNO 1380. mus, de nostra plenitudine potestatis, dum tamen Civitates, Terræ, Castra, Communitates, Fortalicia, Loca, Loca, Loca, & Territoria supradicta, & eorum quodlibet cum omnibus pertinentiis supradictis de nostra, & Sacri Romani Imperii Jurisdictione, Dominio, & proprietate consistant, non obstant quod prædicta, seu aliqua præmissorum dicerentur esse damnoisa Fisco, vel Juri contraria, & non obstante quod secunda jussio dicatur non intercessisse, & non obstante quod de aliquibus debuisset fieri mencio specialis, & omnibus aliis Legibus, Juribus, vel Consuetudinibus generalibus, vel specialibus, quæ possent prædictis in aliquo obviare, non obstantibus quibuscumque; quibus omnibus, & singulis, in quantum obviare reperebantur quovis modo, de nostra plenitudine potestatis, specialiter & expresse, ac ex certa scientia derogamus, & ipso jure derogatum esse per præsentem volumus, & jubemus. Insuper etiam similibus modo, & forma, & ad cautelam constituimus, facimus, & creamus, & ordinamus te, tuosque Hæredes, & descendentes, & quemlibet vestrum in solidum nostros, & Sacri Imperii Vicarios Generales in, & de Civitate Mediolani, & ejus Comitatu, Territorio, & Districtu cum omnibus Jurisdictionibus, Imperiis, Honoribus, Libertatibus, Privilegiis, Beneficiis, Juribus, & pertinentiis prædictorum Civitatis, Comitatus, Districtus, & Territorii, ac etiam damus tibi, & prædictis Hæredibus tuis, & etiam transferimus in te, Hæredesque tuos omnimodo, & liberam potestatem faciendi, exercendi, gerendi, & exercere faciendi omnia, & singula, quorum tibi, & Hæredibus descendentes tuis supra concessimus generaliter, vel specialiter potestatem, vel facultatem faciendi, exercendi, & gerendi, & exercere faciendi respectu dictarum aliarum Civitatum, & Terrarum, & dictorum aliorum Jurium, ut ea possis, & possitis, & quilibet vestrum possit ita facere, gerere, & exercere, & exercere facere in prædictis Civitate, Comitatu, Territorio, & Districtu, sicut posses, possitis, & quilibet vestrum possit in dictis aliis Civitatibus, & Terris, in quibus concessa est potestas tibi, & prædictis Hæredibus tuis, qualis supra est contenta; & hoc sine præjudicio aliquo, & sine læsione aliqua nobilibus Militibus, ac Honorandi Patrum tui Bernabovis de Vicecomitibus, & ejus Hæredum, ac alienis ipsorum, & aliquis gratia, & privilegii, ei, vel eis, vel alicui ipsorum concessa, vel concessi, vel alicujus juris ipsis, vel alteri ipsorum competendi, pertinenti, vel spectanti in prædictis Civitate, vel in ejus Comitatu, Territorio, & Districtu; Ita tamen quod præsens Concessio, quæ fit tibi, & Hæredibus tuis de prædictis Civitate Mediolani, ejus Comitatu, Territorio, & Districtu habeat talem, tantum, & non minorem effectum, qualem, & quantum haberet, si ipsa Concessio facta foret præfato Bernabovi, & tibi, & Hæredibus ipsis Bernabovis, & tuis, & utrique vestrum in solidum. Et hæc omnia facimus ex certa scientia, & cum similibus deliberatione, auctoritate, baylia, & modis quibus supra, & cum non obstantis illis, de quibus supra fit mentio. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostræ Majestatis paginam, quæ de singulari nostro mandato, & de certa nostra scientia rite processit, infringere, seu ei, & contentis in ea quovis auxilio temerario contraire, & sub pena centum marcharum puri auri, quas ab eo, qui contravenierit, tocies, quociens contrafactum fuerit, irreversibiliter exigi volumus, & cum plena integritate componi, ac earum medietatem nostri Regalis Erarii, seu Fisci, residuum verò dictorum Vicecomitum Vicariorum, & fidelium nostrorum usus applicari, præsentium sub Regiæ Majestatis nostre Sigillo Testimonio Litterarum. Datum Prage anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo, Indictione tertia XV. Kal. Februarii, Regnorum nostrorum Boemæ anno decimo septimo, Romanorum verò quarto.

Extraxit suis præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Porte Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archivii Officialis.

CVIII.

1379. 1380. 1. Mars. *Traité de Ligue Offensive & Défensive conclu entre RICHARD II. Roi d'Angleterre & JEAN Duc de Bretagne, contre CHARLES VI. Roi de France. Donné à Westminster le 1. Mars TOM. II. PART. I.*

1379. [RYMER, Foedera, Conventiones, ANNO &c. Tom. VII. pag. 236.]

1379. 1380.

SUR les choses,

Parlez & trectes parente Messieurs William Sire de Latimer, Guy de Brian, Hanscetta, Richard le Scrop Chivalier, & Maître Johan de Shaperey Docteur en Loys, Procureurs des Tresnoble & Trespuissant Prince, Richard Roy d'Angleterre & de France, d'une part; & Monsieur Johan Sire de Beaumaireri, Monsieur Estephien de Guyon, Monsieur Enghace de la Housaye, Mathieu Rogoncel, Johan Valey, Johan de la Chapelle, & Richard Clerk Procureurs & Messages de, Noble & Puissant Seigneur, Johan Duc de Bretagne, Conte de Rychemond & de Montfort, d'autre part,

Est apointez & accordez, parente les ditz Procureurs & Messages, eiantz à ce Poair, en Noun de leur Seignurs, en la manere qui ensuit,

PRIMEREMENT, que le dit Duc, ses Heirs, & touz ses Subgitz, & Obeissantz, q' ore sont, ou en apres seront de la Duchee de Bretagne, & de toutes les autres Seignuries, seront desore a perpetuite vrais Amys & Alliez a, Trespuissant Prince, Richard, par la grace de Dieu, Roy d'Angleterre & de France, & a ses Heirs Roys d'Angleterre, & a Roiaume d'Angleterre, & a touz ses autres Seigneuries & Obeissantz, encontre touz ceux q' purront vivre & morir,

Et, par especial, encontre celui, q' ore est, ou pur le temps a venir sera Adversaire au dit Roy, ou a ses Heirs, en la Royaume de France, & contre les Heirs, & touz les Amys, Aidantz, & Adherantz du dit Adversaire:

Et auxi contre touz altres, de quile estat, dignite, ou condition, qu'ils soient, q' ore sont, ou en apres seront, Enemys a dit Roy, ses Heirs, & a dit Roiaume d'Angleterre, & ses autres Seigneuries queconques; excepte nostre Pierre le Pape.

Et, en mesme le manere, le dit Roy, ses Heirs, & touz ses Subgitz & Obeissantz, q' ore sont, ou en apres seront, seront desore a perpetuite vrais Amys & Alliez au dit Duc, ses Heirs, & a son dit Pais de Bretagne, & a touz ses autres Seignuries, & Obeissantz, encontre le dit Adversaire de France, & encontre touz autres, de quiele estat, dignite, ou condition qu'ils soient, q' ore sont, ou en apres seront Enemys au dit Duc, ses Heirs, ou a son Pais de Bretagne, & autres Seigneuries queconques; excepte nostre Saint Pierre le Pape:

Et, desore en avant, le dit Roy, & ses Heirs, & Subgitz tendra & tendront les Enemys du dit Duc, & de ses Heirs, les siens & les leurs; & le dit Duc, & ses Heirs, & Subgitz tendront les Enemys du dit Roy, & de ses Heirs, les siens & les leurs semblablement:

Et souffrira, & souffreront, le dit Roy, & ses Heirs, q' leurs Hommes, Subgitz, & Alliez aillent ou secours du dit Duc, ses Heirs, Subgitz, & Alliez quant requis en seront; Et, semblablement, seront le dit Duc, ses Heirs, & Subgitz, devers le dit Roy, & ses Heirs, & Subgitz.

ITEM, que nul des Enemys du dit Roy, par especial de France, ou autres, de quile estat, dignite, ou condition qu'ils soient, ne seront par le dit Duc, ne par aucuns de ses Subgitz & Obeissantz de Bretagne, favorez, ne confortez, ne en dit Pais de Bretagne recepez, ne recuilliz, par Mere, ne par Terre, pur faire Guerre, ou porter damage au dit Roy, ses Subgitz & Alliez, si avant come le dit Duc, ses Heirs, Subgitz, & Alliez les purront, a leur loial poair, destourber; ainsi seront le dit Duc, ses Heirs, & Subgitz tenuz a faire dovers les ditz Enemys, come a leurs Enemys propres; & par semblable manere, le dit Roy, ses Heirs, & Subgitz seront tenuz a faire as Enemys de dit Duc, de France & autres quelconques:

Et purront les Nobles, Marchantz, & autres des Pais & Seigneuries des ditz Roy & Duc, & de leur Heirs, converser & demourer les uns ou les autres, come Bienveillantz, Amys, & Alliez; paizant les Custumes & Devoires au dit Roy, & au dit Duc, & autres, come il appertendra.

ITEM, que null des Subgitz, Obeissantz, & Attendantz du dit Duc de Bretagne, ne de ses ditz Heirs, q' sont, & seront, ne seront desore ovesque le dit Adversaire de France, ne ovesque aucuns autres Enemys du dit Roy, ne de ses Heirs, ne as ditz Adversaires & Enemys, aidantz ne confortantz encontre, le dit Roy, ses Heirs, ne le dit Roiaume d'Angleterre, si avant come le dit Duc, & ses ditz Heirs, Subgitz, & Obeissantz.

ANNO
1379.
1380.

Obeïssantz les pourrout empêcher; cessant tout fraude : Et, si aucuns des Subgitz & Obeïssantz du dit *Duc*, ou de ses Heirs, ent face le contraire, q'il soit puny solonc le Casteine du pais, sans dissimulation, fraude, ou mal engin; & semblablement fera de touz les Subgitz, & Obeïssantz du dit *Roy*, & ses Heirs, envers le dit *Duc* & ses Heirs.

ITEM, si le dit *Roy* passe, en sa Personne, ou envoie ses Gentz, devers les parties dela la Mer, puraler en France, Guyen, ou ailleurs, le dit *Duc*, les Heirs, & touz les Subgitz, & Obeïssantz de Lui, & de ses ditz Heirs, seront tenuz a recevoir & recueillir amiablement, par Mier, & par Terre, le dit *Roy*, & ses ditz Gentz, & les conforter & refrescher des Victailles, Vivres, & autres choses, qui leur besoigneront, pour leur deniers : Et aussi de les foieffer, franchement & amiablement, passer parmy son dit Pais de Bretagne, & a ses autres Seigneuries, en alant, demorant, sojourant, & retournant, & estre logez & recueillez courtoisement en ses Villes & Forteresses, la ou ils averont a passer, coms Amys & Bienveullantz, sans des-tourbance ou empeschement, toutes les foiz qui ils y vendront & vorront passer; paient resonablement pur leur Vitailles, Vivres, & autres necessaires, q'ils prendront : en savant au dit *Duc* la seurte des ses ditz Chateaux, Villes, & Forteresses, & de celles de ses Barons, Subgitz, & Alliez; & en mesme le manere, le dit *Roi*, ses Heirs, & touz les Lieges & Obeïssantz, seront tenuz a faire au dit *Duc*, & a ses Gentz, toutes les foiz q'ils vendront & averont a passer par son dit Roiaume d'Angleterre, ou autres de ses Seigneuries & Pais.

ITEM, que le dit *Duc*, ne ses Heirs, ne seront, ne prendront Pais, Tricues, Abstinences de Guerre, ne autre Traite, ne Alliance queconque ovesque le dit *Adversaire de France*, ne autre Enemy du dit *Roy*, ou de ses Heirs queconque, en prejudice ne au contraire de cestes Alliances, sans Accordé & Consentement expres du dit *Roy*, ou de ses Heirs : Et en touz les Traities & Accordances de Pais, Tricues & Abstinences de Guerre, ou autre Traite, ou Alliance queconque, que le dit *Roi* & ses Heirs feront ou prendront ovesque le dit *Adversaire*, ou autre de ses ditz Enemys, le dit *Duc* fera compris & appelez, & Lui, & son Pais, & touz ses Heritages, & de ses Subgitz & Alliez, tenantz la Partie des ditz *Roy* & *Duc*, & de leur Heirs, & les Honeurs, Droitures, Libertees, Noblesce, Seigneuries, & Jurisdicions, & d'Estat de Lui, & de ses Subgitz, & de son dit Pais, seront expressement compris, & en touz choses favez & gardez, deliverez & reservez aussi entierement, come ils estoient en temps de Lui & du bon *Duc Johan son Uncle*, & les Heritages de son *Piere & Mere*, & leur mys deliverez; & autrement la Pais ne se fera nullement sanz l'Assent & Accord du dit *Duc*, & ses Heirs, esteantz en leur franche volente; purveu toutefois que, quant as Tricues & Abstinences de Guerre particulieres, Pune Partie les purra prendre, sans l'assent de l'autre, a durer par xl. Jours tant seulement.

Et en cas que le dit *Adversaire de France*, ou ses Heirs, vorroit, ou vorroient faire Guerre au dit *Duc*, ou a ses Heirs, Subgitz, ou Alliez avanditz, en aucun temps, le *Roy* & ses Heirs, Subgitz & Alliez, sont & seront tenuz a les eider & secoure en perpetuite, come bons & vrais Amys & Alliez; & semblablement feront le dit *Duc*, ses Heirs, Subgitz & Alliez, au dit *Roy*, ses Heirs, Subgitz & Alliez.

ITEM, toute la Duchee de Bretagne entierement, & touz les Forteresses, q' y sont & seront faitz, conquises, & a conquerre, ovesque les Terres & Forteresses, q' seront a Lui, ses Subgitz & Alliez, hors la Duchee, q' seront en la possession des ditz Subgitz & Alliez puis c. Anz, sont & seront a dit *Duc*, ses ditz Subgitz & Alliez, tenantz overtment la Partie des ditz *Roy* & *Duc*, & de leur Heirs, come dessus, sans ce qui le dit *Roy*, ses Heirs, Subgitz & Alliez le pussent debater en nulle manere.

Et yeux, conquis par aucuns des Subgitz ou Alliez du dit *Roy*, les leur mettre le dit *Roy*, & fera mettre a delivre de Lui, & ses Subgitz, & Alliez, a la mayn d'iceux, a q' ils appertient & doivent appartenir, quant requis en sera, sanz les pooir occuper, ne faire occuper par Lui, ses Subgitz, ne Alliez; paient pur ceux, as queux les ditz Forteresses seront restituez, les custages, faitz pur la prise & gard, des ditz Forteresses, a ceux q' les prendront, a la gard de dit *Duc de Bretagne*, quant as Forteresses q' seront pris dedelz sa Duchee;

Et semblablement seront restituez les Forteresses,

Terres & Possessions des Subgitz, Alliez du dit *Roy*, q' ANNO
seront pris ou conquis par le dit *Duc*, ses Subgitz, 1379.
ou Alliez, paient aussi les collages a la garde du dit 1380.
Roy, ou de ses Heirs, ou de leur Lieutenantz, quant a les Forteresses q' seront hors de la dit Duchee;

Sauf les Forteresses de la *Dame de Ponten* en le Viscontee de Limoge, & les Forteresses de la *Viscontee de Roan* en Normandy, dont les collages seront paieez a la gard du dit *Duc*;

Purveu toutefois qe les Villes, Chateaux, Forteresses, Terres, & Possessions, q' seront conquis du propre Heritage & Domaine des ditz *Roy* & *Duc*, quel part q'ils soient, seront franchement deliverez as ditz *Roy* & *Duc*, & leurs ditz Heirs, a chescun le sien, sans rien paieez;

Et souz ceste Article ne sont compris la Ville & Chastell de Brest, pur ceo qe entre le *Roy* & le *Duc* est, & ad este, trete & accorde, paravant ces heures.

ITEM, en droit des Pais & Forteresses, q' seront conquis en Roiaume de France par le dit *Roi* & ses Gentz, & par le dit *Duc* & les Siens, les Rampfons & Patiz, q' primer les purra faire, sanz fraude & mal engin, par constraite des ditz Forteresses, & persifant Guerre hors d'iceux, seront & demoreront a ceux, q' primerement conqueront les ditz Rampfons & Patiz;

Et vaudront & seront tenuz, d'une & d'autre partie, les Sauveconduitz, que le dit *Roy*, le dit *Duc*, & chescun de leur Capitains & Chevetains, tenantz les ditz Forteresses, donneront quant as ditz Rampfons & Prisoners, sanz les enfreindre en aucun manere;

Et, si debat soit sur les ditz Rampfons, il sera determinee par le dit *Roy*, ou par son Lieutenant, Conestable & Marechal de l'Ost, q' seront pur le temps; dont l'un Marechal fera Depute par le dit *Duc*;

Et la Conqueste, des Forteresses & Pais, q' se fera, en France, & ailleurs,

Hors d'Aquitaine, Pontieu, & la Marche de Caley,

Et excepte le Domaine, & Patrimoine du *Roy*, & de la Corone de France, & del' Patrimoine de saint Eglise, queu part q'ils soient, & les Terres, Heritages & Droitz de ses Subgitz, Obeïssantz, & Alliez, es queux ils furent en possession puis c. Anz dernièrement passer;

Sera a q' les conquerra; fesant au *Roy* d'Angleterre Obeïssance & autres devoirs; & a Lui appartendront, come a SOVEREIN ET ROY DE FRANCE.

ITEM, si le *Roy*, ou ses Lieutenantz, passent par la Duchee de Bretagne, en esteant de Guerre, le dit *Roy*, ses Lieutenantz, & Officiers, averont la Jurisdiction, Conoissance, & Punishment, en tous Cas, de touz les Gentz & subgitz du dit *Roy* deinz l'Ost, sans ceo q'il tourne a prejudice du dit *Duc*, ne ses Heirs, ne des Franchises & Custumes de son dit Pais, en temps avenir; & par semblable manere le dit *Duc*, & ses Officiers conoistront & seront Juges de leur Gentz; & en tous Cas, Deliz, & Forfaitz, q' seront faitz en la Duchee de Bretagne, dedelz Ville ou Forteresses, & ailleurs, hors de la Jurisdiction & Governance de l'Host, de quelque Nation q'ils soient, le dit *Duc*, & ses Subgitz en seront Juges & feront la Punicion, solonc les Usages & Custumes de Pais;

Et, s'il avient qe ceux, q' tendront la Partie du dit *Adversaire*, preignent aucuns des Subgitz & Alliez du dit *Roi*, ou de dit *Duc*, & en face punicion corporelle; par semblable manere seront le dit *Roy*, & le dit *Duc* a ceux, q' seront pris de la Partie du dit *Adversaire*, de quelle Estar ou Condition q'ils soient, & a quelconques q'ils soient Prisoners.

ITEM, qe en Duchee de Bretagne ne seront imposes Rampfons, Patiz, n'autres Subventions, fors par l'Ordenance du dit *Duc*; Et semblablement ne seront faitz, ne imposez Rampfons, Patiz, ne autres Subventions en la Principaute d'Aquitaine, Pontieu, ne en la Marche du Caley forsque par l'Ordenance du dit *Roi*;

Et sont & seront les Honeurs, & Estatz, Noblesses, Franchises & Libertees du dit *Roy*, & les Usages & Custumes de touz ses Pais reservez & gardez entierement;

Sauf & excepte qe, si le dit *Roi* d'Angleterre, ou ses Heirs; viennent a la possession de la Corone de France, le dit *Duc*, ne ses Heirs, ne sera, ne seront tenuz a leur faire Homage, ne Obeïssance, en aucun temps, pur la dite Duchee de Bretagne.

Et sont & seront les Honeurs, Estatz, Noblesses, Franchises, Libertees du dit *Duc*, & de ses Subgitz, &

ANNO les Usages & Costumes de son Païs reservez entiere-
ment.

1379.

1380.

Et, a tenir fermement, & accomplir toutes les choses susditz, en le manere ci deffuis sont traitez & accordez, les deffusditz Procureurs, d'une part & d'autre, pur & en noun de leur ditz Seignurs, pur tant que a chescun de eux touche & appartient, ou poet toucher & appartenir, ont promis, & par ces presentes Lettres promettent loyalement & en bone foy les tenir sanz faillitise ou mal engin aucun.

Et, en oultre, est accorde & assenta, par les ditz Procureurs, d'une parte & d'autre part, que les ditz Roy & Duc seront & douront l'un a l'autre leur Lettres suffisantes, a faire desouz leur Grantz Seelx, des Alliances, Amisties, & de toutz les Pointz & Articles deffuis traitez & accordez :

Et que les Prelatz, Grantz & autres Nobles, s'ibien du Royaume d'Engleterre, come de Bretagne, jureront & promettont a garder, tenir, enteriner, & accomplir les dites Alliances, Amisties, Pointz & Articles, & quelconque compris est en ycelles, & que a les ditz Lettres, ensi a fere par les ditz Roy & Duc, come deffuis, mettront leur Seals.

En Tesmoingnace des quelles choses susdites, les avantditz Procureurs & Messages du dit Duc ont a ces presentes mys leur Seals.

Don, a Westm. le premier Jour de Marcz l'An de Grace Mill. troiscenz, septante & noef.

Sub Sigillis, septem Procuratorum Ducis Britannie, Cera rubra expressis.

CIX.

1380.

23. Avr.

Capitula Lige, Unionis, & Confederationis contrahite inter Dominum JOANNEM GALEAZ Vice-Comitem Mediolani, & Vicarium Imperialem Generalem ab una, atque REMPUBLICAM VENETAM parte ab altera, contra Ducem & Commune JANUÆ. Actum Papie anno 1380. 23. Aprilis, Indictione tertia. [Pièce Authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre V. V.]

Infra scripta sunt Capitula Lige, Unionis, & Confederationis contracta, celebrata, & solemniter firmata per Illustrē Principem, & Magnificū Dominum Dominum Galeaz Vicecomitem Comitem Virtutum, Mediolani &c. Imperialem Vicarium Generalem pro se, suisque Filiis, & Hæredibus ex una parte, & Nobilem, & circumspēctum Virum Dominum Petrum Cornario Honorabilem Civem Venetiarum, Procuratorem Sancti Marchi, solempnem Ambaxiatorem, Syndicum, & Procuratorem Illustris Domini Andrea Contareno Dei gratia Venetiarum &c. Ducis, nomine, & vice ipsius Domini Ducis, Communis, & Domini Venetiarum ex altera parte videlicet.

Primo namque conveniunt dictæ Partes, quod Illustris Dominus Comes Virtutum infra dies sex proximos teneatur, & debeat diffidare, & diffidari facere Ducem, & Commune Januæ, pro se, & omnibus Subditis, & fidelibus suis in personis, & ære, & expellere, & expelli facere de toto Territorio, & Dominio suo, suorumque Subditorum, & fidelium omnes, & singulos Januenses eorumque Subditos, & fideles cum eorum mercantiis, rebus, & aliis quibuscumque, præter illos, qui essent ad obedientiam Magnifici Domini Domini Bernabovis, vel ipsius Domini Comitis, suorumque Hæredum, & de quanto durabit præsens Guerra ipsos tractare, & tractari facere, & habere, & haberi facere tamquam publicos hostes, & inimicos ejus, durante præsentī Guerra Venetorum, & Januensium.

Item quod statim post factam diffidantiam supra scriptam teneatur, & debeat præstare Illustris Dominus Comes claudere, & claudi facere, & clausos tenere, & teneri facere juxta posse omnes ejus passus, ita, & taliter quod nullus possit transigere, seu negociari de Terris, seu per Terras, & Territoria ipsius Domini Comitis cum rebus, mercantiis, vel sine cum Januensibus prædictis, nec ire ad partes Januenses obediētes Comuni Januæ, nec abinde redire, & qui omnes, & singuli euntes, vel redeuntes ut supra capiantur in ære, &

personis per Officiales, & Gentes ipsius Domini Comitis ipsorum posse.

Item quod subsequenter ipse Dominus Comes teneatur, & debeat infra dies quatuor à die factæ diffidantiae movere Guerram, & moveri facere Januensibus super Territorio Januensi, & tenere suis expensis continuè ad offensam Januensium Lanceas quatuor centum de viris armigeris de tribus equis pro qualibet Lancea super Riperia, vel Territorio Januensi tanto tempore, quanto ibi habilitè stare poterunt ad offensam Januensium; quando autem super Territorio, vel Riperia habilitè stare non possent, tunc teneantur, & ponantur ipse Lancea super Fronteris, & in Terris ipsius Domini Comitis propinquieribus Territorio Januensi, pro ut secundum tempora eidem Domino Comiti melius videbitur, & placebit; hoc actio, quod si præfato Domino Comiti pro meliori videretur, & pro majori offensâ Januensium convertere aliquam partem expensarum dictarum Lancearum quatuor centum æque ad summan (sibi pendii) Lancearum octuaginta, aut in provisionibus dandis alicui ex Nobilibus, vel popularibus Januensibus, aut in Peditibus, liceat ipsi Domino Comiti hoc facere, & in ejus dispositione sit; & ad prædicta teneatur quousque de præsentī Guerra Venetorum, & Januensium Pax facta fuerit, seu Tregua.

Item quod si, & quodcumque casus occurreret, quod aliquæ Gentes armigeræ in magna quantitate de partibus ultramontanis, vel aliunde ingredi vellent Territorium præfati Domini Comitis, seu ingressa forent dictum Territorium; & intelligatur magna quantitas, quando essent Gentes in quantitate sufficienti ad tenendum Campum super Territorio ipsius Domini Comitis, vel quod eidem Domino Comiti, ejusque Filiis, & Hæredibus in partibus Lombardiæ, vel Pedemontium Guerra per aliquos moveretur, liceat sibi revocare Gentes suas in totum, vel in partem juxta opportunitatem, semper tamen guerrizando contra Januenses de Locis, Fronteris, Subditis, & Gentibus suis posse suo bona fide, & semper tenendo clausos passus, & itinera pro posse ut supra, ipsasque ponere, & operari ad custodiam, & defensionem Territorii, & Terrarum suarum, & ad offensionem offendentium, absque eo quod per hoc intelligatur præsentī Confederationi, & Lige in aliquo contrarium. Ita tamen quod cessantibus casibus supra scriptis teneatur ipse Dominus Comes dictas Gentes suas revocatas remittere, repñere, & reitnere ad offensam Januensium præ ut supra in alio Capitulo proximè dicto continetur, quo usque præsens Guerra duraverit.

Item quod liceat, & licitum sit prædictis Domino Duci, & Comuni Venetiarum facere, seu fieri facere pro sua beneplacito voluntatis de præsentī Guerra Pacem, vel Treguam non præjudicalem dicto Domino Comiti, nec ejus Hæredibus, nec ipsorum Statui, & honori cum Januensibus, & Colligatis eorum communiter vel divisim. Ita tamen quod prædicti Dominus Dux, & Commune Venetiarum teneantur, & debeant in omni Pace, seu Tregua ad quam ipsos cum Commune Januæ venire contingat, includere nominatim, & effectualiter præstatum Illustrē Dominum Comitem, ejusque Filios, & Hæredes, ejusque Colligatos, & Adherentes cum omnibus Civitatibus, Terris, Castris, & Locis, & quæ ad præsens tenet, seu gubernat, & regit, aut ejus, vel suorum Adherentium nomine teneantur, & reguntur, aut regentur, vel gubernabuntur, si eidem Domino Comiti, vel Hæredibus suis, notificatione sibi facta, antè conclusionem dictæ Pacis, vel Treguæ includi placuerit in ipsa Pace; seu Tregua cum Januensibus, & aliis, qui se immiscuerint in præsentī Guerra, & quod etiam similiter ipsum includere teneantur in Pace, seu Tregua, ad quam ipsos cum Colligatis ipsorum Januensium venire contingat, si ipsi Domino Comiti, vel Filiis, & Hæredibus ejus includi placuerit in ipsa Pace, seu Tregua, notificatione facta antè conclusionem ut supra; & etiam cum hoc Pacto expresso, quod quidem Pactum dicti Dominus Dux, & Commune Venetiarum teneantur, & debeant apponere in Contractu Pacis, vel Treguæ, in qua ipse Dominus Comes, vel sui Filii, vel Hæredes inclusi fuerint, & includi voluerint, videlicet quod Commune Januæ, vigore dictæ Pacis, vel Treguæ satisfaciāt integrè ipsi Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus infra illos terminos breviores declarandos in Pace, vel Tregua, qui poterunt obtineri per ipsos Dominum Ducem, & Commune Venetiarum, de Florentis ducentis viginti quinque millibus auri in una parte, quæ est pars, five restum summæ Florentinorum tricentorum millium, quos Januenses promiserant dare, & solvere Magnifico quondam Domino Galeaz Vicecomiti claræ memoriæ, tempore

ANNO
1380.

pore quo facta fuit Pax inter Magnificum, & Excelsum Dominum Dominum Bernabovem, & præfatum quondam Magnificum Dominum Galeaz ex una parte, & Januenses ex altera, pro ut constat Instrumento rogato, & imbreviato per Antonium de Credentia quondam Conradi Notarium, & scripto iussu ipsius per Antonium de Planis de Clavano quondam Symonis Notarium, & subscripto per Vassallum de Boxis filium quondam Domini Jacobi Notarium Mediolani anno Domini Nativitatis millesimo trecentesimo sexagesimo septimo, Indictione quarta secundum cursum Civitatis Januæ, & Indictione quinta secundum cursum Civitatis Mediolani die tercio mensis Julii; Ita tamen, & hoc specialiter appposito, quod si breviores termini obtineri non possent, declaratur per ipsos Dominum Ducem, & Commune Venetiarum in Pace, seu Tregua fienda, quod à die fiendæ Pacis, vel Treguæ, teneantur Commune, & Dominium Januæ, integrè satisfecisse eidem Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus infra quindecim annos post Pacem factam, sive Treguam, solvendo omni anno in Civitate Papiæ pro rata totam prædictam summam Florenorum ducentum viginti quinque mille auri. Salvo semper in qualibet parte presentis Capituli, quod si per Januenses probaretur, & ostenderetur, quod de dicta summa Florenorum ducentum viginti quinque mille auri solvissent præfato Domino Comiti, seu Magnifico quondam Domino Galeaz Genitori suo clara memorie, vel eorum Nuncios legitimis Florenorum septem mille quinque centum, quod tunc, & eo casu dicti Januenses non teneantur ad solutionem illius quantitatis, quam se solvissent legitime probarent ex dicta quantitate duxerat Florenorum septem mille quinque centum; & consimiliter, & etiam modo, forma, & pacis prædictis teneantur, & debeant ipsi Commune, & Dominium Januæ satisfecisse eidem Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus de Florentis quinque millibus quingentis auri occasione dampni certæ quantitatis falsis ipsius Domini Comitis, & quod aliter Pacem, vel Treguam facere non possint.

Item eo addito, & expresse declarato ad superscriptum proximè Capitulum, quod si dicti Januenses non solvissent singulas pecuniarum quantitates de dicta summa ducentum viginti quinque mille florenorum dicto Domino Comiti, seu Filiis, & Hæredibus suis per singulos terminos, quos apponi contingerat per dictos Dominum Ducem, & Commune Venetiarum in dicta Pace, vel Tregua, quam fieri contigerit inter dictos Dominum Ducem, & Commune Venetiarum ex una parte, & Januenses ex altera, in qua ipse Dominus Comes, seu Filius, vel Hæreses sui inclusi fuerint, & inclusi voluerint ut supra, tunc, & eo casu præfati Dominus Dux, & Commune Venetiarum teneantur curare, facere, & operari cum effectu dare, quod dicti Januenses infra tres menses post singulos terminos, quos apponi contigerit in dicta Pace, vel Tregua ut supra satisfaciunt integrè ipsi Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus dictam quantitatem pecunie dictorum ducentum viginti quinque mille Florenorum.

Item quod prædicti Dominus Dux, & Commune Venetiarum in prædicta Pace, seu Tregua fienda, in qua ipse Dominus Comes, seu Filius, vel Hæreses sui inclusi fuerint, & inclusi voluerint, addicere, & inferere teneantur, & debeant hoc pactum expresse videlicet, quod vigore ipsius Pacis, seu Treguæ dimittantur, relaxentur, & restituantur cum effectu eidem Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus, Adhærentibus, Sequacibus, arque Subditis omnes Terræ, Villæ, & Foriliciz, ac Territoria, quas, & quæ eisdem, seu alicui eorum aliquo modo, durante Guerra prædicta, per Januenses, seu eorum Colligatos, Sequaces, vel Subditos occupari contingeret, quod abut, & quod aliter Pacem, vel Treguam facere non possint sub pena, quam in Contractu Pacis, seu Treguæ apponi contingerit.

Item quod si forsitan præfato Domino Comiti, Filiis, vel Hæredibus suis notificatione facta antè conclusionem Pacis, vel Treguæ, ut præmittitur, non placuerit includi in ipsa Pace, seu Tregua, ut supra, & modo, & forma superius in aliis Capitulis contentis liceat Domino Duci, & Communi Venetiarum facere Pacem, vel Treguam pro beneplacito suo, non præjudiciale tamen dicto Domino Comiti, nec ejus Hæredibus, nec ipsorum Adhærentibus, Colligatis, Sequacibus, & Subditis, nec ipsorum Statui, & honoris. ut superius dictum est; salvis nihilominus semper Capitulis superscriptis, & infra scriptis in omnibus, & per omnia, sicut jacent.

Item quod intelligatur Pax, seu Tregua præjudicialis vigore cujus Dominus Dux, & Commune Venetiarum

darent, seu præberent, per se vel alium, palam vel occultè, alicui Communitati, vel personæ auxilium, vel favorem, vel contra ipsum Dominum Comitem, Civitates, Terras, Loca, & Subditos, seu ipsius Adhærentes, & bona eorumdem, vel in dampnum prædictorum, vel alicujus ipsorum, seu etiam cujus vigore obligarentur ipse Dominus Comes, ejus Civitates, Terræ, Loca, seu Subditi, Adhærentes, & Sequaces, & Loca, quæ tenerent, ad aliquid dandum, faciendum, vel remittendum prædicto Communi Januæ, aut alteri cuicumque Communitati, Universitati, seu Personæ, cujuscunque gradus, dignitatis, & conditionis existeret, seu etiam vigore cujus præfatus Dominus Comes, seu Civitates, Terræ, Loca, & Subditi, seu ipsius Adhærentes, & Sequaces, & Loca, quæ tenerent, remanerent extrà inclusionem Pacis, vel Treguæ, ac ipsius effectu, vel commodum. In casu quo eidem Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus inclusi placuerit in Pace, vel Tregua fienda, pro ut in superscriptis aliis Capitulis continetur; & generaliter vigore cujus status tam præsens, quam futurus tempore dictæ Pacis, vel Treguæ ipsius Domini Comitis, Civitatum, Terrarum, Locorum, & Subditorum ipsius, seu Adhærentium, & Sequacium suorum, & eorum, quæ tenent, vel tenerent, in aliquo laderetur, turbaretur, damnicaretur, vel diminueretur.

Item quod Adhærentes, & Sequaces præfati Domini Comitis, & Filiorum suorum, & Hæredum intelligantur esse illi, qui sunt, vel erunt usque ad tempus Pacis, vel Treguæ Adhærentes, & Sequaces sui in partibus Lombardie, & Pedemontium, & in Territorio, & Ripertis Januensibus, & in Diocesi Lunensi.

Item quod pro Tregua, quæ per dictos Dominum Ducem, & Commune Venetiarum cum Commune Januæ de præfata Guerra fieret ad sex menses, vel abinde infra pro una vice tantum, non teneantur ipsi Dominus Dux, & Commune Venetiarum dicto Domino Comiti, Filiisque, & Hæredibus suis ad ea, quæ in casu Pacis, vel majoris Treguæ fiendæ teneantur vigore Capitulum superscriptorum. Salvis semper superscriptis, & infra scriptis Capitulis.

Item quod Pace facta, seu Tregua inter prædictos Dominum Ducem, & Commune Venetiarum ex una parte, & Commune Januæ ex altera, si, & quando-cunque, & quocienscunque infra tempus sex annorum à die prædictæ Pacis, seu Treguæ per aliquem Dominum, seu Principem, cujuscunque status, gradus, vel preheminentiæ existat, nemine exceptato, vel aliquas Communitates, seu Congregationes Gentium præfati Domini Comiti, seu Filiis, & descendentibus suis, Guerra moveretur, vel aliter quoquo modo turbaretur Status ipsorum, teneantur, & debeant Dominus Dux, & Commune Venetiarum infra unum mensem à die, quo super hoc Dominus Dux, aut per Litteras, aut per Nuncios ipsius Domini Comitis, seu Filiorum, & Hæredum ejus fuerit requisitus mittere in subsidium ejusdem Domini Comitis pro defensione Status sui, Adhærentium, Sequacum, & Subditorum suorum, & offensione offensentium Lanceas quatuor centum bonorum virorum armigerorum de tribus equis pro qualibet Lancea, ipsasque manutene eorum dumtaxat in servitio dicti Domini Comitis ut supra in partibus Lombardie, & Pedemontium, quo usque novitas, & Guerra duraverit, intelligendo Guerram moveri eidem Domino Comiti, quando aliquis, quicumque sit, & cujuscunque conditionis existat, nemine exceptato ut supra, primò hostiliter invaserit Territorium, aut Locum occupaverit, seu Loca ipsius Domini Comitis, vel suorum Adhærentium, Sequacum, vel Subditorum in partibus dumtaxat superius declaratis; hoc addito, quod si ipsi Dominus Dux, & Commune Venetiarum in subsidium dicti Domini Comitis mittere non possint, aut non velint dictas Lanceas, teneantur infra terminum superscriptum mittere eidem Domino Comiti stipendium ipsarum Gentium in pecunia ad computum Florenorum viginti unius pro qualibet Lancea computatis provisionibus, & sic omni mense successe, Guerra, & novitate durante. Hoc addito, & expresse declarato, quod si contingeret infra tempus superscriptorum sex annorum præfatum Dominum Comitem, ejus Filios, & Hæreses, per se vel alium Guerram facere, vel movere contra Marchionem Montiserrati, seu contra Terras, Loca, vel Territoria, quæ per ipsum, seu ejus nomine tenerentur, vel regerentur, & casus contingeret, quod Commune Januæ aut faceret Ligam cum prædicto Domino Marchione, seu Adhærentibus, & Colligatis ejus, præstando sibi juvamen ex Liga prædicta, aut aliter quoquo modo, palam vel occultè, præberet auxilium, vel juvamen eidem Marchioni, seu Col-

ANNO
1380.

ANNO
1380.

Colligatis, & Adherentibus suis, quod tunc, & eo casu prædictus Dominus Dux, & Commune Venetiarum teneantur, & sint alitri infra unum mensem, postquam dictus Dominus Dux requisitus fuerit ut supra, mittere in subsidium ejusdem Domini Comititis supra scriptas Lancias quatuor centum, ipsasque manutene in ejus servicio ut supra, donec dicta Guerra durabit infra tempus prædictorum sex annorum, vel tantam pecuniam transmittere, quanta sit sufficiens ad solutionem dictarum Lanciarum quatuor centum ad computum supra scriptum. Hoc tamen declarato, quod per contributionem prædictam prædicti Dominus Dux, & Commune Venetiarum non intelligantur intrare Guerram cum illo, vel illis, contra quem, vel quos fiet dicta contributio; remanente tamen semper firma obligatio dictæ contributionis Lanciarum quatuor centum, ut supra in prædicti Capituli continetur.

Item quod Dominus Dux, & Dominium Venetiarum quo usque Pax facta fuerit, cum Januensibus, & post Pacem per annos tres teneantur, & debeant dare, seu dari facere prædicto Illustri Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus, seu eorum Officialibus omni anno pro dictis temporibus, videlicet de anno in annum, de tempore in tempus, secundum quod ab ipsis fuerit requisitus per præfatum Dominum Comitem, seu Officiales ejus, modio molla Veneta salis maris pro usu Civitatum, & Terrarum ipsius Domini Comititis, videlicet pro illo pretio, & aequalis bonitatis, de quo teneantur dare, seu dari facere Magnifico Domino Dominio Bernabovi secundum formam Ligæ contractæ inter ipsum Magnificum Dominum Dominum Bernabovem ex una parte, & Dominum Ducem, & Commune Venetiarum ex altera, vel pro illo pretio, quo dictus facti conductus in Papia non veniat carior eidem Domino Comiti illo, quem nunc habet à Januâ computatis expensis conductura à Januâ usque Papiam; quod quidem pretium est, facti calculo, Florenorum pro modio Veneto conducto Papiam; & in casu quo præfati Dominus Dux, & Commune Venetiarum non haberent de dicto sale maris, ita quod de ipso dare non possent, teneantur, & debeant dare eidem, aut suis Officialibus, de Sale Ythris, aut Scavonia pro illo pretio, quo ista ultimâ vice dederunt præfato Domino Comiti, aut Officialibus ejus, ita quod in arbitrio ipsorum Domini Ducis, & Domini Venetiarum sit facere alterum de supra scriptis duobus partitis pro eorum beneplacito voluntatis; Et factâ semel electione de altero ex partitis ab ipsa recedere non possint, nisi cum voluntate præfati Domini Comititis, declarando quantum venit, seu constat modium salis maris conductum à Venetiis Papiam, computatis omnibus expensis.

Item quod Dominus Dux, & Commune Venetiarum contribuere, & solvere teneantur, & debeant tertium deluceri, sui perditæ omnium victualium, que tam per Magnificum Dominum Dominum Bernabovem, quam per ipsum Dominum Comitem mittentur super Territorio Januensi pro victu Genitum dictorum Dominorum, ubicumque fuerint super Territorio Januensi, computatis expensis comore, conductura, perditæ, & periculi; Ita tamen quod dicta contributio dictæ tertie partis non excedat summam Florenorum mille singulo mense.

Item quod dictus Dominus Dux, & Commune Venetiarum teneantur, & debeant contribuere, & solvere tertium omnium expensarum fiendarum pro danno, & offensione Januensium, aut in provisionibus nobilium, vel popularium Januensium, aut in Tractatibus fiendis contra Januenses, aut prædictorum occasione in Gualatoribus, Guidis, Nunciis, & Spiis, & hujusmodi, & consimilium aliarum expensarum extraordinariorum, quæ necessariæ, vel utiles videbuntur ad dictum, & deliberationem concorditer fiendam per tres deputandos super hoc, videlicet unum per Magnificum Dominum Bernabovem, unum per ipsum Dominum Comitem, & alium per Dominum Ducem, & Commune Venetiarum.

Item convenerunt, quod Illustris Dominus Dux cum suis Consiliis per suas Patentis Litteras bullatas solita bullâ plumbeâ, prædicta omnia, & singula ratificabit, approbabit, & confirmabit, ac de novo complebit, & firmabit, præsentem, recipientem, & stipulante Nuncio, seu Procuratore præfati Domini Comititis ad hoc deputato, vel deputando; & hoc infra octo dies, postquam per Nuncium, seu Procuratorem præfati Domini Comititis fuerit requisitus.

Quæ omnia, & singula supra scripta pro ut supra specificata sunt, præfatus Illustris, & Magnificus Dominus Comes Virritum pro se, suisque Filiis, & Hæredibus ex una parte, & Nobilibus, & Circumpectus Vir

Dominus Petrus Cornario Honorabilis Civis Venetiarum ex altera parte, solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus, & concurrentibus omnibus solemnitatibus tam juris, quam facti, quæ in talibus requiri, & apponi consueverunt, seu sunt necessariæ, vel opportuna, sibi ad invicem promiserunt observare; curare, facere, & inviolabiliter attendere, & in nullo contrahere, vel venire sub pena, & in pena Florenorum centum millium auri per Partem contrahentem Parti servanti effectualiter persolvenda, quæ pena totiens committatur, & exigi possit cum effectu, quotiens fuerit contrahentem, seu non servatum, ratis semper, & in sua firmitate manentibus præfati Contractu, & omnibus, & singulis in eo contentis, & etiam sub pena refectiois damni, & expensarum exinde fiendarum, de quibus credatur nudo, & simpliciter verbo ejus, cui non esset servatum, absque Sacramento, & alia probatione.

Renunciantes supra scripti Dominus Comes, & Dominus Petrus, dictis nominibus, exceptioni prædictorum omnium, & singulorum non sic conventorum, promissorum, gestorum, & contractuum, ut superius continetur, ac exceptioni doli, mali, quod metus causa, sine causa, vel ex injusta causa, & fori Privilegio, ac etiam cuilibet auxilio Juris tam Canonici, seu Civium, quam Municipalis, & Juri consuetudinario, & cuicumque alteri Juri, per quod, vel cujus vigore contra prædicta, vel aliquid prædictorum, dicere, venire, facere, vel allegare posset quomodocumque, & specialiter Juri dicenti generalem renunciationem non valere.

Obligantes etiam sibi invicem pro validiori observatione omnium, & singulorum supra scriptorum, videlicet præfatus Dominus Comes omnia sua bona mobilia, & immobilia, & prædictus Dominus Petrus, dictis nominibus, omnia bona mobilia & immobilia antefati Domini Ducis, & Commune Venetiarum, & omnium eorum, quorum Nuncius, & Procurator est. Quæ bona omnia prædicti Contrahentes supra scriptis nominibus in casu, quo contractum fuerit in aliquo constituerunt se precario pro parte altera possidere usque ad integrum satisfactionem penæ, vel penarum commissæ, vel commissarum, mandantes dictæ Partes nominibus, quibus supra, Ser Desiderato Lucio de Venetiis Notario Ducalis Aula Venetiarum, & mihi Pasquino de Capellis Notariis infra scriptis, quatenus de prædictis omnibus, & singulis, & quolibet Capitulum supra scriptorum, si fuerit expediens, faciant unum, & plura ejusdem tenoris publica Instrumenta.

Actum Papie in Castro habitationis præfati Illustris Principis Domini Comititis Virritum in quadam Camera superiori ipsius Domini Comititis de versis Zardinum; presentibus spectabilibus Militibus Dominis Manfredo Marchione Salutarum, & Jacobo de Verme de Verona, ac Egregiis, & Sapientibus Legum Doctoribus Dominis Bartholomeo de Placentiis Legum Parma, Pinoto de Pinotis, Filippo de Caxolis ambobus de Regio, & Rizado de Villanis de Mediolano, ac Egregiis Viris Dominis Johannolo de Cafate Milite, & Antonolo de Porris, Thomario de Capitaneis de Vicomercato, & Petro de Stampis omnibus quatuor de Mediolano, nec non Sapiente Legum Doctore Dominio Desiderato Filio quondam Domini Henrici de Luschi de Vincenza, ac Prudenti Viro Gerardo de Guazonibus de Cremona, Testibus ad præmissa vocatis, & rogatis.

Anno Dominicæ Nativitatis millesimo tricentesimo, octuagesimo, die Lunæ vigesimo tertio Aprilis, hora vigesima secunda, Indictione tertia.

Extracta sunt præfata Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivii Officialis.

CX.

(1) *Adoption de Louis Duc d'Anjou, par 29. Juin. JEANNE I. Reine de Sicile; faite au Château de l'Ouse près de Naples, le 29. Juin. 1380. ANJOU ET SICILE.*

[G. G.]

(1) Malgré cette adoption faite dans toutes les formes, Charles de Durai, Cousin de Jeanne, ne laissa pas de s'établir sur le Trône, ce qui causa de grandes Guerres.

ANNO
1380.

ANNO
1380.

[G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 237. d'où l'on a tiré cette Pièce qui se trouve aussi dans l'Hist. de CHARLES VI. Roi de France, aux Annotations de DENYS GODEFROI pag. 542. & dans MULLERI Reichs-Tags Theatrum, III. Vorfell. pag. 681.]

JOHANNA Dei gratia Hierusalem & Sicilie Regina, Ducatus Apulie & Principatus Capue, Provincie & Forcalquerii, ac Pedemontis Comitissa, &c. Sanæ præfatum Dominum LUDOVICUM Ducem Andegavensem in nostrum legitimum Filium adoptavimus, recepimus, admisisimus, institutimus, & etiam ordinavimus; adoptamus, recipimus, admittimus, institutimus, & etiam ordinamus per præsentem: statuentes & ordinantes, quod ipse Dominus Ludovicus noster legitimus Filius omnibus & singulis Privilegiis, Libertatibus, Juribus, Immunitatibus, Justitiis, Dominationibus, Nobilitatibus, Dignitatibus, Honoribus, Præeminentiis & Prærogativis gaudeat & utatur, quibus Filii legitimi adoptivi uti & gaudere possunt & debent quomodocumque & qualitercumque, tam de Jure communi quam de quocumque Jure alio speciali.

§. 2. Quem dictum legitimum Filium uberibus maternis & intimis prosequi cupientes affectibus, quem inter nostra præcordia prærogativa dilectionis internæ merito debemus amplecti, ex causis superius designatis & aliis, utilitatem, defensionem & tranquillitatem Romanæ Ecclesiæ præbuit, nostri Status Regii, Regni, Terrarum & Subditorum nostrorum pacificæ manutentionem ac protectionem, & aliâs Rempubl. concernentibus, quas in nostro rectæ considerationis examine veras, evidentes, necessarias atque iustas scimus, habemus & reputamus, ipsum eundem Dominum Ludovicum Ducem legitimum Filium nostrum adoptivum, licet absentem, tanquam præsentem, petentem & requirentem per Procuratores & Nuntios supra dictos Procuratorio nomine & pro parte ipsius Domini Ludovici legitimi Filii nostri, de auctoritateque & beneplacito præfati Domini nostri Papæ Clementis, & vigore suarum Litterarum præscriptarum, nostræque Reginalis plenitudinis potestatis; etiam de consilio & consensu prædictis, deliberationeque diligenti, provida & matura, cum personis prædictis & aliis multis fidelibus nostris præhabita & præmissa, pro evidenti & communi utilitate Regni, Terrarum, Vassallorum & Subditorum nostrorum, ac provisione præscriptorum, ex nostra certa scientia, libero proposito, prævisis & certioratæ, non inducæ per aliquem vel aliquos fraude, deceptione, dolo, circumventionem, vi vel metu, sed de mera, libera ac spontanea voluntate, ac proprio motu, nostris, illisque melioribus modo & forma, quibus tam de jure, quam consuetudine ac aliâs possimus & valeamus in futurum Regem Siciliæ Heredem & Successorem nostrum (post obitum tamen nostrum) & eo deficiente, Ludovicum ipsum Dominum Ludovicum nostri legitimi Filii natum, & eodem Ludovico nato sublatum de medio, quencumque alium legitimum Filium & naturalem dicti Domini Ludovici Ducis legitimi Filii nostri, inter eos ordine gentituræ servato, in Regno, Terris, Locis, & Dominiis citra Farum, ac in Comitibus Provincie, Forcalquerii & Pedemontis, nec non in omnibus & singulis Terris, Locis & Dominiis eorundem ad nos & Antecessores nostros pertinentibus & spectantibus, pertinereque & spectare debentibus, & valentibus quomodocumque & qualitercumque, tenore præsentium nominamus, pronuntiamus, declaramus, facimus, institutimus, & ordinamus, ac pro futuro Rege Successore & Hærede nostro, post decessum nostrum, in Regno, Comitibus Provincie, Terris, Locis & Dominiis nostris omnibus & singulis præscriptis ordinamus, habemus, tractamus, tenemus & reputamus; habebimus, tenebimus, tractabimus & reputabimus, & ac si nosset esset legitimus Filius naturalis, haberi, teneri omnibus Vassallis, Subditis nostris & quibuscumque aliis Personis cujuscumque status seu conditionis existant, tractari ac reputari volumus & mandamus.

§. 3. Et amplius præsentium tenore fateamur, attestamur, & ad notitiam universorum deducimus, quod præfatus Sanctissimus in Christo Pater & Dominus noster Dominus Clemens Papa VII. clausulam de Successione Regni Siciliæ loquentem in Infæudatione facta claræ memoriæ Domino Carolo I. ipsius Regni Regi, qua cavetur, quod nullus in dicto Regno succedere possit, nisi sit de descendentibus à dicto Domino Ca-

rolo (omnibus aliis in dicta Infæudatione contentis in ANNO 1380. sua firmitate manentibus) de nostro pleno alienfū pariter & consensu, expresse per suas Apostolicas Litteras superius descriptas revocavit, & viribus vacuavit; ipsamque dictâ clausulam revocationem, & ejusdem iurium vacationem factas, sic & prout in ipsis Apostolicis Litteris continetur, ex nunc etiam, quantum in nobis est, approbamus, ratificamus, & ratas & gratas habemus, ipsisque assentimur, eisdem præstantes nostrum beneplacitum, voluntatem pariter & consensum, ut ex causis superius expressis prædicta omnia & singula post nostrum obitum, uti prædictum est, suum plenum sortiantur effectum.

§. 4. Dantes nihilominus, & etiam transferentes tenore præsentium in eundem Dominum Ludovicum legitimum Filium nostrum & ejus posteros ac prædictos suos Procuratores, & Nuntios, præsentem, recipientem & stipulantes, nomine dicti Domini Ludovici, & pro ipso ac suis posteris ex nunc in casu obitus nostri prædicti, Regnum, Comitatus, Terras, Loca & Dominiis prædicta, ac omnia & singula jura competentia quomodolibet in Regno, Comitibus, Terris, Locis & Dominiis antea; insuper declaramus, ordinamus & volumus, de auctoritate & beneplacito præfati Domini nostri Papæ, ac etiam nostra Reginali auctoritate ad eandem Dominum Ludovicum nostrum legitimum Filium, seu Ludovicum, ejusdem Domini Ludovici Filii nostri natum, ac eorum posteros, Regnum, Terras, Loca & Dominiis citra Farum; Comitatus Provincie, Forcalquerii & Pedemontis, Terras, Loca & Dominiis eorundem ad nos, & Prædecessores nostros quomodocumque pertinentia & spectantia, & pertinere ac spectare valentia & debentia spectare, & pertinere debere, post obitum tamen nostrum &c.

§. 5. Datum & actum in Castro nostro Ovi præpæ Neapolim, anno à Nativitate Domini millesimo trecentesimo octuagesimo, Indictione tertia, die penultima mensis Junii, Pontificatus Sanctissimi Domini nostri Papæ prædicti anno secundo; præsentibus Viris Magnificis, Jacobo Magno Regni nostri Siciliæ Camerario Minerbini, & Antonio Casertano Comitibus; nec non Ludovico de Constantino Milite Neapolitano, Locumtenente ejusdem Magni Camerarii, Consiliaris, & Magistro Angelico de Furno de Ravello, fidelibus nostris dilectis, Testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

CXI.

Confirmatio CLEMENTIS VII. Papæ super hac 29. Junii

Adoptione, scilicet quoad Regnum Siciliæ, jure directi Domini, & quoad Comitatus Provincie, Forcalquerii & Pedemontis &c. in præsentia superioritate in Imperio, & præsentio jure succedendi in locum Imperatoris, Imperio vacante. Dat. in Castro Ovi (1) die penultima mensis Junii. Anno à Nativitate Domini 1380. [Histoire de CHARLES VI. Roi de France, aux Notes de DENYS GODEFROI pag. 543. LEIBNITZ, Cod. Jur. Gent. Diplomatici. Part. I. pag. 238.]

CLEMENS Episcopus Servus Servorum Dei, carissimo Filio LUDOVICO Duci Andegavensi, Salutem & Apostolicam Benedictionem, &c. Quare pro parte tua nobis fuit humiliter supplicatum, ut cum Regnum & Terra citra Farum prædicta jure directi Domini ad præfatum Romanam Ecclesiam spectare noscantur, dictique Comitatus Provincie, Forcalquerii & Pedemontis ab Imperio teneantur in Feudum, ipsumque Imperium vacet ad præsens, nominationi, pronuntiationi, declarationi, factioni, institutioni, ordinationibus, translationi, & donationi prædictis, ac omnibus & singulis aliis in eodem Instrumento contentis, quoad Regnum & Terram, Auctoritate Apostolica, & quoad Comitatus Provincie, Forcalquerii & Pedemontis.

(1) Leibnitz date cette Pièce, Avignon II. Kal. Augusti. Anno Pontificatus II. la confondant par erreur avec une seconde Confirmation dont Godefroi fait mention, & qui contenoit par insertion toute l'Adoption de la Reine Jeanne. Pour celle-ci, elle fut faite au même Lieu, & le même jour que l'Adoption. C'est ce qui se voit par la Copie de Godefroi que nous donnons ici précédemment à celle de Leibnitz, & qui est aussi plus authentique, étant tirée, comme il le marque, des Trésors des Chartres de France gardée à la Ste. Chapelle de Paris. [D. U. M.]

ANNO 1380. Pedimontis, prædicta tam ex Superioritate quam ad ipsum Imperium habere dignoscimur, quam ex potestate qua, eodem vacante Imperio, Imperatori succedimus, ac etiam eadem Auctoritate Apostolica robur Confirmationis adicere cum suppletionem defectuum, si qui forsitan intervenierit in præmissis de benignitate Apostolica dignemur. Nos itaque, qui Adoptionem prædictam per alias nostras Literas confirmavimus, hujusmodi Supplicationibus inclinatis, Nominationem, Pronuntiationem, Declarationem, Institutionem, Ordinationem, Translationem, & Donationem prædictas, ac omnia & singula alia in prædicto Instrumento contenta, eas quomodolibet concernentia, rata & grata habentes, illa, quo ad Regnum Auctoritate Apostolica, ac Comitatus prædicta, ex Superioritate & Potestate prædictis, nec non illius plenitudine potestatis, quam Christus, Rex Regum, & Dominus dominantium, nobis licet immeritis in personam beati Petri concessit, de Fratrum nostrorum consilio & assensu, ex certa scientia confirmamus, & præsentis Scripti patrocinio communimus, suppletentes quemcunque defectum; si quis forsitan intervenierit in eisdem, &c. Acta fuerunt hæc in Castro Ovi prope Neapolim, in quo dicta Domina Regina inhabitabat, anno à Nativitate Domini millesimo trecentesimo octagesimo, Indictione tertia, die penultima mensis Junii, Pontificatus Sanctissimi Domini nostri Papæ prædicti anno secundo: Præsentibus Magnifico & Honorabilibus Viris, Antonio de Larat, Comite Castertano, Ludovico de Constantio Milite Neapolitano, magni Camerarii prædicti Regni Sicilia Locumtenente, Consiliariis, & Magistro Angeluco de Farno de Ravello, Reginali Secretario, Testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

CXII.

1. Nov. *Tractatus Induciarum inter RICHARDUM II Regem Angliæ & ROBERTUM II. Regem Scotiae in anni spatium conclusurum. Dat. apud Berewicum die 1. Novembris Anno 1380. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 276.]*

HÆC INDENTURA,

FACTA apud Berewicum, primo die Mensis Novembris, Anno Domini millesimo, trecentesimo, octagesimo, inter, Inclitum Principem, Johannem Dei gratia, Regem Castellæ & Legionis, Ducem Lancastrie, Locum tenentem in partibus Marchiarum Scotiae, ac Commissarium specialem, Serenissimi Principis, Domini Ricardi, Dei gratia, Regis Angliæ Illustris, ex una, & Venerabiles Patres, Walterum & Johannem, Dei gratia, Gloucestrensem & Dunelmensem Episcopos, ac, Nobiles Viros, Dominos Willielmum & Georgium de Douglas & Marchie Comites, & Archibaldum de Douglas Dominum Galvidie, Commissarios, Magnifici Principis, Roberti, Dei gratia, Regis Scotiae, ex parte altera.

TESTATUR quod,

Post multos & varios Tractatus ac Altercationes habitas apud Lylytrocche, Maxton, & Merchoullawe, xvii. die Mensis Octobris, proximo præteriti, cum quatuor diebus sequentibus, super diversis Articulis & Punctis, INDENTURAM Treugarum concernentibus, inter Commissarios Regis Scotiae supradictos, & Nobiles & Potentes viros, Dominos, Thomam & Willielmum, Warwic & Suffolcie Comites, ac nonnullos alios ipsius Domini Regis Castellæ Deputatos,

Demum Commissariis & Deputatis supradictis expediens videbatur quod, ad melius providendum pro quiete & securitate Populi utriusque Regni, & eis, quæ deducenda erant in questionem, congruentius apponendum, præfati Commissarii Regis Scotiae ad præsentiam ipsius Domini Regis Castellæ, apud Berewicum, sub securitate competenti, ultimo die dicti Mensis Octobris, personaliter declinarent,

Quibus quidem die & Loco, præfatis Commissariis Regis Scotiae ad præsentiam dicti Regis Castellæ venientibus, & consensu utriusque Partis, prorogatus fuit dies ille ad diem sequentem (videlicet) primum diem mensis Novembris suprascriptum,

In quo quidem die inter Partes prædictas extitit concordatum quod, pro quiete Populi utriusque Regni, a die Data præsentium, usque ad Festum Sancti Andreae Apostoli, Anno Domini millesimo, trecentesimo, octo-

TOM. II. PART. I.

tuagesimo primo, sit specialis Securitas, habens vim & effectum quos habuerunt MAGNÆ TREUGÆ, aliis initis inter Regna, & habent si non sint fractæ, tam per Terram, quam per Mare, inter Reges & Regna ac Subditos utriusque Regis; ita quod, durante Securitate prædicta, nec Caltra, nec Villæ, munitiones vel non munitiones, seu quævis Loca, Personæ, vel Bona alia per Partem unam vel alteram capiuntur,

Quam quidem Securitatem, tam præfatus Dominus Rex Castellæ, quam Commissarii Domini Regis Scotiae supradicti, promiserunt firmiter custodire, & sine dolo & fraude facere fideliter observari:

Et, si per Subditos unius Partis vel alterius, aliquid, contra Securitatem hujusmodi (quod abest) fuerit attemptatum, Custodes Marchiarum (de quorum parte fuerint hujusmodi attemptantes) infra mensem, a tempore requisitionis, in ea Parte, in formâ quæ sequitur faciendâ, dampnum passis plenam satisfactionem impendi facient, vel Personas delinquentes Custodi Marchiarum Partis adversæ, loco iatisfactionis, liberabunt:

Et nichilominus, loco Pœnæ, Capitaniæ, seu aliam Personam delinquentem, in electione dicti Custodis Partis adversæ, prout ei rationabile visum fuerit, puniendum, liberare & tradere teneantur.

In attemptatis autem, concernentibus Bundos Comitum Marchiæ, fiat Requisitio, pro parte Anglicorum apud Duno, pro parte Scottorum apud Berewicum.

In concernentibus Bundos Comitum de Douglas, fiat Requisitio, pro parte Anglicorum apud Melros, pro parte Scottorum apud Rokesburgh,

Ubi verò Bundi sui concernunt partes Occidentales, fiat Requisitio Anglicorum ad Domum Johannis Filii Thomæ apud Ardthane, Scottorum verò Requisitio fiat Anglicis ad Prioratum de Canonibz,

In concernentibus Bundos Domini Archibaldi de Douglas, fiat Requisitio, pro parte Anglicorum apud villam de Lochmabane, & pro parte illorum de Scotia apud Castrum ibidem.

ITEM, Concordatum est quod, ad majorem corroborationem & firmitatem præmissorum, uterque Rex hujusmodi Securitatem, in formâ qua suprascribitur, per eorum Literas, sub eorum Magnis Sigillis, approbent & confirmet; & Rex Angliæ Literas suas hujusmodi ad Monasterium de Melros, Rex verò Scotiae suas ad Monasterium de Kelkhowe, citra Festum Epiphaniæ Domini, proximo futurum, absque ampliori dilatione, transmittant.

ITEM, Concordatum est quod non liceat uni Parti vel alteri, durante Securitate prædicta, Subditis Partis adversæ aliquas Taxationes vel Redemptiones imponere, seu ab eis exigere; et occasione vel causâ ut se abstineant a Gravaminibus & Vexationibus hujusmodi Subditis inferendis.

ITEM, Partibus prædictis, pro quiete Subditorum utriusque Regis, videatur expediens quod unus dies Marchiæ, apud Ayton, absque multitudine & Armis, per præfatum Regem Castellæ pro parte Regis Angliæ, & Magnificum virum Dominum Johannem Comitem de Carryk pro parte Regis Scotiae, sufficienti Potestate in ea parte suffultos, duodecimâ die mensis Junii, proximo futura, teneretur; set de materia, modo, & forma, super & sub quibus dies illa teneri deberet, licet super hiis diutius inter Partes prædictas altercatum extiterat, consentire nequibant.

Volebat namque Pars Scotiae quod dies illa apponatur sub hac forma; videlicet, quod in illa die, ante omnia, haberetur cognitio an MAGNÆ TREUGÆ, aliis initis inter Regna, sint fractæ seu violatæ, & culpa cujus, vel non? & si repererant non violatæ, quod tunc procedatur super observatione earundem imposterum, & earum firmatione, ac reparatione attemptatorum contra easdem; & si repererant fractæ, tunc procedatur super Tractatu Treugarum, noviter incundum, prout tunc inter Partes poterit concordari:

Placuit autem præfato Domino Regi Castellæ, & Parti Anglicorum, quod, in illa die, statim procederetur ad reparationem attemptatorum contra Treugas, si Pars adversa ad hoc vellent consentire, quia præfatus Dominus Rex Castellæ ad reformandum quæcumque, attemptata contra ipsas Treugas, pro Parte illorum de Angliâ, paratum se obtulit; dumtamen consimiliter sibi fiat.

Et, si Pars Scotiae omnino vellent cognitionem, super Treugarum violatione, præferri, placuit prædicto Domino Regi Castellæ, pro Bono Pacis, quod procedatur primò ad cognitionem fractionis Treugarum, honestam & debitam in hoc casu; ita tamen quod si, contra culpam Partis Angliæ, Treugæ non probentur per cognitionem hujusmodi violatæ, quod statim procedatur

ANNO
1380.

154

CORPS DIPLOMATIQUE,

datur hab reformationem omnium & singulorum attemptatorum contra Treugas, & ad alios Articulos & Puncta, Indenturam Treugarum concernentia: si verò, per cognitionem hujusmodi, Treugæ repereantur violatæ, quòd tunc procedatur ad ea quæ fuerint rationis, & ad Tractatum novarum Treugarum, prout inter Partes poterit concordari.

Et, quia Partes prædictæ super materia, modo, & forma tenendi dictam diem, prout suprascribitur, discordant, placuit utrique Parti Regibus suis & eorum Conciliis hujusmodi varietatem referri; ita quòd dicti Reges Angliæ (videlicet) apud Melros, & Scotia apud Kelkhowe, voluntates suas in hac parte, per Literas suas, mutuò certificent citra Festum Purificationis beate Mariæ, proximo futurum, ut sic de agendis ad dictum diem poterit commodius ordinari.

In quorum omnium Testimonium arque fidem Parti hujus Indenturæ, penes partem Scotia remanenti, præfatus Rex Castellæ Sigillum suum, alteri verò Parti, penes partem Angliæ remanenti, *Wilhelmus & Georgius de Douglas & Marchia Comes*, ac Dominus *Archibaldus*, prædicti Sigilla sua alternatim apposuerunt.

Dat. apud Berewicum Anno, mense & die supradictis.

Sub tribus Sigillis: Cera rubea expressis, pendentibus a caudis. pergamenæ.

CXIII.

7. Nov. JOANNÆ Siciliæ Regine Literæ Executionis, super septuaginta duobus Florenis per eam titulo pensionis, GUIGNONI DE ROMOLIS, assignatis. Data: Niciæ 7. Novembris 1380. [Voyez-les ci-devant sous le 17. Juin 1378. pag. 124. col. 1.]

CXIV.

1381.
20. Mars. Verbündung der Rheinischen Städte: Maynz/ Straßburg/ Worms/ Speyr/ Frankfurt/ Hagenu und Weissenburg/ occasione des von etlichen Churfürsten und Fürsten des Reichs/ wider die Schwäbischen und Bayerische Frey und Reichsstädte gemachten Bundes/ zu allerseitigen Schutz und Schirm aufgerichtet. Speyr/ in der Wile Wochen vor Unser Frauen Elibeltag/ den man nennt Annuntiatio 1381. [LEHMANNI Chronicon Spirensis Libr. VII. Cap. LXVI. pag. 743. fol. 6. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. IV. Abtheil. VIII. von Reichs-Städten in gemein. pag. 30.]

C'est-à-dire,

Confederation entre les Villes de MAYENCE, STRASBOURG, WORMS, SPIRE, FRANCFORT, HAGUENAU, & WEISSENBOURG, pour leur commune defense, à l'occasion d'une Alliance faite entre quelques Electeurs & Princes de l'Empire contre les Villes libres & Imperiales de Suabe & de Baviere. A Spire le Mercredi avant l'Annonciation de la Sainte Pierre 1381.

In Gottes Namen. Amen.

Wir die Räte und die Buerge gemeinlich der Städte/ Maynce/ Straßburg/ Wormse/ Spire/ Frankfur/ Hagenu und Weissenburg/ tunc künde allen den diesen Brief sehen oder hören lesen/ daß wir dem Heiligen Römischen Kñde zu Ehren/ und durch kündliche Nothdurft/ uns/ Freiden/ und Frommen des landes/ unsere Städte und Buerge gemeinlich/ uns zusamen hant gemadet und verbunden mit den Eyden/ die wir daruñde gethan haben/ von dem Tage als dirre Brief geben ist bis Wohlgenaden über drei ganze Jahre/ die darnach allerechtfertigst kommen/ uns verloris/ uns so gethaner Beschandenheit/ Schworen/ und Verbündnisse als hienach geschrieben sint/ daß wir einander getruemlichen getothen und be-

ANNO
1381. helfen sollen und wollen für zu allen den Kriegen/ die wir in den vorgenanten Ziten gewinnen/ oder uns anfallen/ von wem wir das geschehe/ ohne alle Gesehe. Und ist bereet und überien kommen/ wie es daß diegen Stadt mit uns geschädiget oder geschädiget wurde in den vorgenanten Ziten von jeman der der wirt/ und was der Nach derselben Stadt oder das mehrertheil in demselben Kriege sich biß zu den End erkennen/ daß sie geschädiget werent wider den Nachen/ und daß man in unrecht thete/ das soll die Räte der vorgenanten Stadt den andern Städten verfürmbigen/ und sie darumben manen/ daß sie ihre uff die oder uff den die angreifen/ und geschädigehant/ beholfen sin/ und solent darnach zusunde dieselben gemanten Städte der Stadt/ die also geschädiget und angereiffen ist/ beholfen für imvergenlichen uff den Eyß/ daß in der Stadt und der Angreiff geleitet werde/ gleich Wiß als in den andern Stätten der Angreiffe mit der Stadt selbe geschehen were.

Obere es auch/ daß jeman die von Hagenuwe/ oder die von Weissenburg sinde oder kummen in der Zit dieser Verbündnisse geschädiget oder angereiffe/ oder sie ledigete/ und daß sie in iren beyden Räten derselben vorgen Städte und mit den mehrertheil in demselben Räten sich uff den End erkennen/ daß sie geschädiget und angereiffen weren wider den Nachen/ und daß man ihn unrecht thete/ das solent sie mit einander den andern Stätten verfürmbigen/ und sie darumben ermahnen/ daß sie in uff die oder den/ die sie angereiffen/ und geschädigehant/ beholfen sin/ und solent darnach zusunde dieselben gemanten Stätten in also beholfen für imvergenlichen uff den Eyß/ daß in der Stadt und der Angreiffe geleitet werde/ gleich Wiß/ als vorgeschrieben sint one alle Gesehe.

Obere es auch/ daß jeman der vorgenanten Städte deheime Schaden thete in den vorgenanten Ziten dirre Verbündnisse/ den soll man in den vorgenanten Städten keinen seilen Krieff geben/ und queime auch einer oder me in der vorgenanten Städte deheime/ der eine der vorgenanten Städte geschädiget und angereiffen hant/ da er in kummet/ in alle die Wiße/ als ihr der Schaden oder Angreiff selbe geschehen were/ darnach so es hier verfürmbet wird von der Stadt die geschädiget und angereiffen ist/ one alle Gesehe. Gesehe auch daß jeman/ es si Herr/ Ritter oder Knecht/ oder wer er ist/ der vorgenanten Städte einer Schaden thete/ in den vorgenanten Ziten/ und ihne verforbschaft wurde von der Stadt die er geschädiget und angereiffen hant/ daß er das widerthete/ widerthete er kann mit imvergenlichen auff den und uff die soll man beholfen sin/ als vor und hienach beschrieben stet/ doch so mag jegliche der andern Städte/ wann sie ermahnet wird/ ihre Eyde gegen dem oder den/ die die Stadt geschädiget hant/ bewahren mit Widerfagen/ und wer dieselben Angreiffe einhelset/ buhet oder howet/ oder in reitet oder hilset/ mit Worten oder mit Wercken/ uff den und uff die solent wir die vorgenanten Städte beholfen sin uff den Eyß in alle die Wiße/ als uff den der Schaden gethan hette/ und uff alle die so die Städte erkennen/ der der Schaden geschehen ist zu den sie Nothe haben/ one alle Gesehe.

Manen auch ein Stadt der vorgenanten Städte die andern wird manen/ daß sie ihr zu helfen kummen/ als vorgeschrieben stet/ darzu sollen lichen und finden die von Wense bundet Glenen/ die von Straßburg bundet Glenen/ die von Wormse fünf und sechzig Glenen/ und die von Spire fünf und sechzig Glenen/ die von Frankfurt fünf und sechzig Glenen/ die von Hagenu sechzehn Glenen/ und die von Weissenburg acht Glenen wol erzügeter Lute mit Werdin/ Sarnasch/ Huben und Bein-gewande/ und mögent auch die von Wense/ die von Wormse/ die von Spire und die von Frankfurt je zu 20. Glenen 10. Eimpennige gewapnet geben und finden/ für 5. Glenen ob sie molent/ nach Mayral murre oder ir. Auch solent die von Straßburg je wenigig Glenen/ jegliche Glenen mit den Werdin haben für fünf und wenigig Glenen nach Mayral/ als sie kummen gemaner werden/ doch also daß jegliche Glenen einen gewapneten Knecht/ oder einen mit einem Armbrust haben solent/ desselben gleichen mögent die andern Städte auch haben/ ob sie molent. Auch mögent die von Straßburg/ ob sie molent je zwen Eimpennige gewapnet geben für eine Glenen in der Form und Maß/ als die von Wense/ und die andern Städte stumt/ ohne alle Gesehe.

Wer auch/ daß eine Stadt die andere Städte manete/ um ihre Dienere/ die Stadt die also gemant hat/ die soll ihre Summe der Glenen/ darum sie dann die andern Städte gemant hat/ dri Tage fürhin haben für den Ziele/ als sie die andern Städte gemant hat/ von allen Glenen. Es mag auch ein jegliche der vorgenanten Städte/ ob sie wil/ mannen die andern Städte um ihre Dienere/ lütel oder viel Glenen/ uns an die Summe der Glenen als vorgeschrieben stet. Es ist auch bereet/ daß man je und zusund haben soll und täglich hant hundert und vier Glenen/ darzu sollen geben die von Wense fünf und wenigig Glenen/ die von Straßburg fünf und wenigig Glenen/ die von Wormse 16. Glenen/ die von Spire sechzehn Glenen/ die von Frankfurt sechzehn Glenen/ die von Hagenu vier Glenen/ und die von Weissenburg zwö Glenen/ nach der Masse als dazur geschrieben stet.

Und were es auch/ daß von deheime Stadt klüßab gemantet wirt/ uns an die große Summe über die hundert und vier Glenen/ oder unsere murre/ welche dann also ermahnet werden/ die solent dann ihr Ziele haben in vierzehn Tagen nach der Mahnung an den Städten/ da sie dann hin gemantet worden one alle Gesehe. Und was Glenen der Stadt nach ihre Mahnung also gesendet wird/ da wird die Stadt/ die also gemantet hat/

ANNO
1381.

hat / heiliger Gien / als Mozan / Kofen und Schoden geben zu dem Tage und zu der Nacht ein viertel eines Gilden / von dem Tage so sie ufristen angeheln / und uff die Zit bis sie wider heim kommen / one alle Gefeide. Also aber der vorgenannten Städte ehe / so sie gemanet wurden / der vorgenannten Zahl der Gien also mit geschickten von ehehaften Sachen / so soll und mag die Stadt die also emanet wird die Gien gewinnen uff ihren Kofen dort bey der Stadt / die die Manung gethan hat / oder aber dieselbe Stadt / die die Manung hat gethan / mag sie bi ihn gewinnen uff die Städte Kofen die also gemanet wird / in all solcher Beschaffenheit / als ob es sie selbe anginge / one Gefeide / gleicher Wijs als sie die besten dargegeben / und denselben Kofen / mit Hünen den Sold / soll die gemanete Stadt geben und geben / bi dem Eyde / in dem nächsten Manne darnach / so das an sie von der Städte / die den Sold dargeben und gelihen hat / gefordert wird / one Gefeide.

Welch Stadt auch also soll die andern / die sie gemanet hat / Gien gewinne / also soll sie gewinnen einen Mand / und were es / das man ihr darnach me bedürfte / so sollen sie je einen Mand dienen und dasselbe Gelt / als lang man ihr darme bedarf.

Were es auch / das beine Stadt beduchte / das es nochdurfftig were / das man me Bedarfs bedürfte / wann der grossen Summen als davor geschriben ist / die mag die andern Städte verhoffschaffen / und ihn Tage darumb machen / und was die Städte dann einseitlich überkommen / das soll man füberlichen thun und ohne Verzug / one alle Gefeide.

Were es auch / das ein Stadt der vorgenannten Städte Noth anginge / und die andern Städte mahnete / um ein Zahl Gien über die Halbe Summe der grossen Summen Gien / und ihre die Gien geschickt wurden / und darnach der andern gemaneten Stadt eine oder me Noth anginge / das sie der Gien auch bedürfte / und das die Städte / die zum ersten gemanet hat / lassen wissen / und in fund thuen uff ihren Eyd / so soll die Städte die zum ersten gemanet hat / das Theil der Gien / die er geschickt hat / über das halbe Theil der grossen Summen der Stadt oder Städte zu Hilff schicken / one alle Hinderkuffe. Und mag die Städte über Städte / die also Noth anget / die andern Städte um die übrigen Summe Gien / die sie der Städte die zum ersten gemanet hat mit gesant hant / manen / und sollent sie ihn auch die Gien an Verzug schicken. Und welche Städte die Diener bedarf / und die andern Städte um ihre Diener ernahet / die Stadt soll denselben Dienern allen einen Hauptmann geben / den die Diener auch sollent geforsam und gefolg sin zu riten / anzugreifen / und zu thun unvorsorgentlich / was sie der Hauptmann heisset / ohne alle Gefeide.

Auch ist bereit / das beine Städte unter der vorgenannten Städte uf die andern Gien / noch feinerley andern Noth noch Hilff geben noch thun soll / noch uff die andern dienen soll / in beine Wijs one alle Gefeide. Und were es das jeman der vorgenannten Städte beine schädige / oder Spiffe / Hilff oder andern Noth wolte schicken / den die uf sie jogeten / oder sie schädigen wolten / das sollent die andern Städte weren und wenden uff den Eyd / als fere sie tömten oder mögent / one Gefeide. Und sollent auch die angreifen / ihr Eib und ihr Gut / die den Städten Schaden gethan heten / oder sie schädigen wolten.

Were es auch / das beine Stadt unter uns in die andern der vorgenannten Städte eine oder me riten wolten / ihre Feinde darnit zu schädigen / das soll man ihr wol gemen / und ihre auch dazu gerathen und beholfen sin / one alle Gefeide. Was Reues auch in der vorgenannten Zit ufrschünde / dienle diese Verbündnis were / und von einer der vorgenannten Städte anfangen oder begriffen wurde / der Städte soll man beholfen sin / als lang / uns bis der Krieg verfinet wird / und soll sich auch keine Stadt ohne die andern Städte frieden noch sunen / in beine Wijs / ohne der andern Städte Willen / die in diesem Mund sind / one alle Gefeide.

Were auch / das beine Stadt der vorgenannten Städte / beine Herren oder jeman anders dienen wolte / was der Stadt in dem Dienste oder von des Dienst wegen geschehe / darzu sollent die andern Städte nicht beholfen sin / sie thun es dann gerne / one alle Gefeide.

Man soll auch beine Herren oder Städte in diese Verbündnis empfangen / die vorgenannten Städte sind es dann einseitlich überlein kommen / und geruuen das es nuß und gut sy.

Were aber / das beine Fürst oder Stadt / oder wer der were / in diesen Mund quene / den oder den soll man beraten und beholfen sin / zu gleicher Wijs / als uns den vorgenannten Städten / und in der Wijs als davor geschriben stat.

Und das wir auch desso feierlich mit ein gesin mögen / so han wir überkommen / das beine Städte unter uns den vorgenannten Städten noch bein Burger in der Burger in diese vorgenannten Städte / beine Stadt / noch Burger oder Burgerin unter uns angreifen soll / noch bekennen / one Gefeide / wann hat jeman unter uns den vorgenannten Städten Burger oder Burgerin mit dem andern rith zu schafen / oder sie anzugreifen / in welchen Allen das were / das sollent sie thun mit Gerichte. Geschehe auch beine Angriff unter uns den vorgenannten Städten / ohne Gerichte / den soll die Städte / der Burger oder Burgerin den Angriff gethan hat / solche halten / das sie wieder thun / das sie ohne Gerichte gethan hat / one Gefeide.

Und wir die vorgenannten Städte han auch alle mit einander aufgenommen den Würdichleuchtigen Fürsten und Herren / Herrn Wenceslau Königin / zu allen Ziten Richter

TOM. II. PART. I.

des heiligen Römischen Keyes / und König zu Böhmen / unsern lieben gnädigen Herrn / und das Heil. Römische Keye. So nemen wir die von Menze / die von Worme / und die von Spire auß / die Verbündnis / die wir von Alter unter ein bisher gehabet han.

So nemen wir die von Menze / funderlichen uff unsern Herren den König von Böhmen / und die Erben von Böhmen / den Bischoff und das Capitel von Menze / des Heiligen Römischen Keyes.

So nemen wir die von Straßburg uff den Hochgewerten Fürsten / Herrn Wenceslau von Böhmen / Herzogen zu Pfaffen und zu Ingelburg / und darzu den Ehrwürdigen Herrn den Bischoff von Straßburg / der jeund ist oder hernach wird / darzu den gemeinen Landfrieden im Elsas / und die Urfrage die wir han mit den Herrn von Bische / und mit Jünger Heinrich von Kranhingen.

So nemen wir die von Worme uff den Ehrwürdigen Herrn / unsern Herrn den Bischoff von Worme.

So nemen wir die von Spire uff das Bisthum zu Spire an eines Bischoffs stat / bis uff die Zit bis das wir einen Bischoff gewinnen / den wir für einen Bischoff han / ohne alle Gefeide. So nemen wir die von Straßburg uff den Ehrwürdigen Herrn und Abbot von Wolbe und sinen Erben / den Landfau in der Betsche / der jeund ist / oder zu Ziten wird / die von Freiberg / von Wehlar / und die von Euphranten / und den Freiden und Verbünd in der Betsche / als fere begriffen ist / ohne Gefeide.

Und wir die von Hagenowe und die von Wissemburg nemene uff einen Landfau / der dann zu der Zit des Keyes Landfau ist in Elsas / darzu den gemeinen Landfrieden im Elsas / und den Mund den wir han mit des Keyes Städten im Elsas / und darzu so nemen wir die von Wissemburg funderlichen uff den Ehrwürdigen Herrn / unsern Herrn den Abbot von Wissemburg / one alle Gefeide.

Dies Mund und Einmige auch wir die vorgenannten Städte aufgenommen haben / als davor geschriben stet / die sollent in allen ihren Kräften vertriben / nach den als die beiriffen sin / oder als die Brief besagent die darüber gemacht sind / ohne alle Gefeide.

Diese vorgeschribene Verbündnis geloben wir uff die Eyd / die wir ein jeglicher der vorgenannten Städte darumb geschworen und gethan haben / getruwlichen stete und wese zu halten. Und wann ein Rath usgeht in den vorgenannten Städten / das je der alte Rath den neuen Rath in den Eyd soll geben / diese Verbündnis und dessen Brief stete und wese zu halten / uns zu der vorgenannten Zit / und in alle der Wijs als davor geschriben stet / one alle Gefeide.

Alle diese vorgeschribene Ding zu einem wahren Irthum / das sie von uns den ehegenannten Städten stet und wese gehalten werden / so han wir unser Städte Ingezeig an diesen Brief gegeben / Geben zu Spire / da man jalt zu Christus Geburt / brighen hundert und eins und achtzig Jahr / in der milt Wochen uff unsern Frauen Eibelsag / den man nemet Annunciatio / in der Fasten.

CV.

Bischoff Johansens von Passau Revers gegen Herzog 17. Avr.
Ulrichen von Oesterreich / das er und sein Capitul Thine Herzogen mit aller ihrer Macht wider alle Feinde helfen und ihre Besten ihnen offen halten sollen. Geben zu Passau am Mittich in der Osterwoche. Anno 1381. [HUNDI Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 272. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIGS, Teutsches Reichs Archiv. Spicil. Eccles. in 2. Theil pag. 801.]

C'est-à-dire,

Revers donné par JEAN Evêque de Passau, & par son CHAPITRE à ALBERT Duc d'Autriche, portant promesse & obligation de s'entraider, de toutes leurs forces, contre leurs Ennemis, & de le recevoir lui ou ses Troupes dans leurs Châteaux & Places fortes. A Passau le Mercredi de Pâques 1381.

Wir Johannes von Gottes Gnaden Bischoff zu Passau / bekennen und thun fundt öffentlich / mit diesem Briefe / Allen den / die ihn ansehend / lesen / oder horend / lesen / nu oder hernach / das wir mit guten Ratte und zeitiger Vorberathung / durch Friedes und gemeines Nußes und auch Ermachs willen unserer Herrschaft / und aller unserer Unterthanen / für uns / und für unsere Nachkommen Bischofe zu Passau / verhasen und verlobt haben / bey unsern Treden / und mit Worten unserer Zel. Würdigkeit / verhasen und verlobt auch mit diesem Briefe / das wir den Durchleuchtigen und Hochge-

ANNO
1381.

ANNO
1381.

bornen Fürsten / unsern gnedigen Herrn Albrechten Herzogen zu Oesterreich / zu Steyer / zu Kärnten / und zu Craun / Grauen zu Tyrol / und allen seinen Erben und Nachkommen / gehörsam seyn sollen und wollen / fürderlich und endtlich / mit aller unser Macht / zu allen ihren Ehren / Würden / Rechten und Gemein / und das wir ihn auch all unser Besten offit habijustellen / zu allen ihren und ihren laide Kriegen und Dingen / ohn Gewerde. Aber aber / das jemand / der uns angehört / wider den vorbenannten unsern Herrn Herzog Albrechten / wider sein Erben oder Nachkommen / oder wider die ihren icht theten / darumb sollen sie uns zu Rede setzen / und sollen wir denen von den unsern Witne und Rechte thun / nach der Gelegenheit der Sade / ohn Gewerde. Solte aber der unser best wider seyn / und Witne und Rechte vor uns nicht gehorsam seyn / so sollen wir vorgehen mit unsern Herrn / und seinen Erben und Nachkommen / auff denselben gehörsam seyn / als lang uns das er darumb gebessert wurde. Und binden uns auch vestiglich in den vorgeschribnen Gebilden und Dingen alle unsere Nachkommen ewiglich. Wilt nicht den die Brief / den wir darüber geben / befestigt mit unsern anhangendem Inseel. Und wir der Ehunmroß / und wir der Bedacht / und das Gemind gemeinslich des Consensus zu Pilsen / versehen und betennen offentlich / mit den Brief / das die vorgeschribne Bindungen und Gebilde mit unsern Bischof / Bischof / und Räte beschehen ist / und loben auch die stat haben / für uns / und alle unser Nachkommen / ewiglich. Und zu Sicherheit der Sade / haben wir unser Inseel / zu unsern ehegenanten Herrn Bischof Johanen zu Passaw Inseel geneket an den Brief / der geben ist zu Passaw am Mittwien in der Osterwochen / nach Christi Geburt 1381.

CXVI.

2. Mai. *Tractatus inter WENCESLAUM Romanorum Imperatorem & RICHARDUM II. Regem Anglie super Matrimonio inter dictum Regem & ANNAM, Sororem prefati Imperatoris, contrahendo. Dat. Londini die 2. Maji Anno 1381.*
[RYMER, Feædera, Conventions &c.
Tom. VII. pag. 290.]

U Niversis Sanctæ Matris Ecclesiæ Filiis, præsentibus Literis inspecturis, Nos,

Præmissi Dux Teschensis, Conradus Kreyer Magister Curie, & Petrus Wartenberg Magister Cameræ, Serenissimi Principis & Domini Domini Wenceslai, Dei gratia, Romanorum & Bohemie Regis, Necnon Edmundus Comes Cantabrigie, Hugo de Se-grave Senescallus Hospitalis, & Albrechtus de Veer Camerarius, Illustrissimi Principis & Domini, Domini Richardi, Dei gratia, Regis Anglie & Francie, Milites, Ambassadors, Commissarii, seu Procuratores ad quasdam Amicitias, Ligas, seu Conföderationes inter, Serenissimos Principes, Reges predictos, Dominos nostros metuendissimos, tractandas, ineundas, & concordandas, cum Potestate sufficienti, prout ex infectione Mandatorum nostrorum, inferius discribendorum, clarius patebit, specialiter deputati,

Salutem & perpetuam memoriam rei gestæ. Illa consuetudo rectè regnantium, ille mos iustè principantium, semper fuit bonum commune Subditorum quibuscumque privatis præferre commodis, talibusque Rem Publicam munire præsidis, per quæ possent continuè, exclusis cæcis inquisitionum turbinibus, quæta persistere, & sub optatæ Pacis votivâ felicitate lætari, quod tunc satis utiliter creditur promoveri, cum Principes Christiani & Potentes, in unam Fidei Catholicæ Unitatem & veram Amicitiam conjuncti, in unam mentis consonantiam affectuose conveniunt, & infimul indissolubilis amoris fœdere copulantur.

Hoc siquidem, Serenissimi Principes & Domini nostri, Reges metuendissimi supradicti in discretæ considerationis examine laudabili Concilio revolventes, per nos, Ambassadors, Commissarios, seu Procuratores suos predictos, quedam Ligarum & Amicitiarum Capitula examinari, tractari, expediti, & concordari voluerunt eo, qui sequitur, sub tenore.

IN PRIMIS, tractatum est & finaliter concordatum quod Serenissima Domina Anna, præfati Romanorum & Bohemie Regis Soror Inclita, prædicto Domino Richardo Regi Anglie & Francie in Uxorem legitimam, per Parentes & Amicos ipsius Domine & de ejusdem spontaneâ voluntate, detur, assignetur, & matrimonialiter copuletur: & quod ad Regnum Angliæ, seu Vil-lam Castellæ, circa Festum Sancti Michaelis proximo futurum, prædicta Domina, expensis præfati Domini Regis Romanorum & Bohemie, & aliorum Amicorum suorum, traducatur, & eidem Domino Regi Anglie

sana & incolumis, quantum in Deo fuerit, effectualiter liberetur.

ITEM, quod dictus Romanorum & Bohemie Rex mitrat prædictam Sororem suam, competenter dotatam & apparatam, habito respectu ad Contrahentium Status & Personas, & secundum quod eidem Regi Romanorum pro honore suo & dictæ Sororis suæ videbitur faciendum.

ITEM, quod dicta Domina Anna, postquam dictum Matrimonium fuerit consummatum, tempore debito coronabitur, & in aliis tractabitur prout alim Regina Angliæ tractari consueverunt.

ITEM, cum dictus Dominus Rex Angliæ & Francie Parentelam contraxerit cum dicto Domino Romanorum & Bohemie Rege, recipiendo in Uxorem legitimam prædictam Domnam Annam Sororem suam, propter Fratrum Amorem & puram Amicitiam, inter ipsos Reges & Hæredes suos mutuo conservandos, inter Partes est expressè concordatum quod idem Rex Angliæ & Francie, Hæredesque sui, omnem Amicitiam, Benevolentiam, & Amorem Fraternalem eidem Romanorum & Bohemie Regi, Hæredibusque suis, futuris temporibus, continuè exhibebunt, & quilibet suo tempore exhibebit, nec unquam aliquis eorum erit inimicus eidem Romanorum & Bohemie Regi aut Hæredibus suis, nec contra eos, Regna, Terras, Dominia, Vassallos, aut Subditos suos stabunt quovis modo, nec etiam gravabunt, nec, quantum in eis est, per se, vel per suos, gravi permittent prædictum Romanorum & Bohemie Regem, Hæredes suos, Regna, Terras, Dominia, Vassallos, aut Subditos eorumdem quocumque colore:

Et, e converso, dictus Dominus Romanorum & Bohemie Rex, Hæredesque sui, omnem Amicitiam, Benevolentiam, & Amorem Fraternalem eidem Regi Angliæ & Francie, Hæredibusque suis, futuris temporibus, continuè exhibebunt, nec unquam aliquis eorum erit inimicus dicto Domino Regi Angliæ & Francie, vel Hæredibus suis, nec contra eos, Regna, Terras, Dominia, Vassallos, aut Subditos suos stabunt quovis modo, nec etiam gravabunt, nec, quantum in eis est, per se vel per suos gravi permittent prædictum Regem Angliæ & Francie, Hæredes suos, Regna, Terras, Dominia, Vassallos, & Subditos eorumdem quocumque colore;

Et eandem Amicitiam & Fraternalitatem inter se, de cætero, conservabunt, dolo & fraude cessantibus quibuscumque.

ITEM, quod, exnunc, sint inter dictum Dominum Regem Romanorum & Bohemie, & Dominum Richardum Regem Angliæ & Francie prædictum, Unio & Liga, contra omnes & quoscumque Scismaticos, & Rebelles Romanæ Ecclesiæ, & Domini Urbani Pape Sexti, & Successorum suorum canonice intrantium, & per Collegium Cardinalium, dicto Domino Urbano adherens, eligendorum, tam Ecclesiasticos, quam Seculares, quoscumque statûs, gradûs, dignitatûs, seu conditionis existant, præsentis & futuri:

Non est tamen intentio dicti Domini Regis Angliæ & Francie se, vel Hæredes suos, ex hoc, quovis modo, adstringere, nisi super quibuscumque aliis Questionibus, Controversiis, & Debatibus, cum quibuscumque inimicis, seu Adversariis suis, etiam Scismaticis, possit licet & libere transigere, pacisci, concordare, ac Pacem, seu Treugas cum eisdem facere & inire, prout & quando & quotiens sibi videbitur expedire; supradicta tamen & sinceritatem fidei conservando.

ITEM, quod nec dictus Rex Romanorum & Bohemie, nec Hæredes sui, aliquas Conföderationes, Amicitias, Pacta, seu Aliquantias cum quocumque Rege, Principe, aut Persona Mundana aut Ecclesiastica, quoscumque statûs, dignitatûs, aut conditionis existant, de cætero contrahant, aut inient in præjudicium præfati Regis Angliæ & Francie, ac Ligarum præsentium:

Et similiter nec prædictus Angliæ & Francie Rex, nec Hæredes sui, aliquas Conföderationes, Amicitias, Pacta, seu aliquas Aliquantias cum quocumque Rege, Principe, aut Persona Mundana aut Ecclesiastica, quoscumque statûs, dignitatûs, aut conditionis existant, de cætero contrahant, aut inient in præjudicium præfati Romanorum & Bohemie Regis, ac Ligarum præsentium.

ITEM, quod Vassalli & Subditi præfati Regis Angliæ & Francie possint libere, securè, & absque impedimento seu perturbatione quacumque, intrare, transire, morari, conversari, & mercari, itam per Terram, quam per Mare, in omnibus Terris Imperii, & in quibuscumque Terris, Regnis & Dominis ipsius Ro-

ANNO
1381.

ANNO
1381.

manorum & Bohemia Regis, & abinde liberè recedere & ire, quocumque voluerint, cum Rebus & Mercandis suis, absque impetitione, aresto, seu molestatione quacumque (salvis tamen Juribus Dominorum & Principum quorumcumque) & sic fiet Subditis ipsius Romanorum & Bohemia Regis, vice versa.

ITEM, quod non liceat eidem Romanorum & Bohemia Regi, nec alicui de ipsius Subditis aut Vassallis, quemcumque Subditum seu Vassallum dicti Regis Anglie & Francie, quocumque modo, detinere, capere, seu arestare, vel incarcerare, aut ipsius Bona quomodolibet sub aresto impedire, etiam ratione Repræsentationis seu Contrapositionis, nisi ratione Delicti vel Contractus, commissi seu intui infra Districtum suum, & hoc Juris ordine observato; Nec etiam liceat dicto Domino Regi Anglie & Francie, quoad Subditos præfati Romanorum & Bohemia Regis, vice versa.

ITEM, quod dictus Romanorum & Bohemia Rex præfentes Ligas Literis suis propriis firmare, & etiam, postquam Infulas Imperiales receperit & Coronam suam solemniter compleverit, innovare &, ut Imperator, de novo facere teneatur.

Quas quidem Amicitias, Confoederationes, seu Ligas Nos, Præmissas Dux Teschinentis, Conradus Kreyer Magister Curie, & Petrus Wartenberg Magister Camere, dicti Principis & Domini Domini Wenceslai, Dei gratia, Romanorum & Bohemia Regis Ambassadors prædicti, post plenam & exactissimam Examinationem omnium & singulorum, in præmissis Articulis contentorum, nomine Domini nostri Romanorum & Bohemia Regis prædicti & nostro, ex nostra certa scientia, inivimus, fecimus, & contraximus, inivimus, facimus, & contrahimus, eisdemque consentimus ac etiam consentimus, promissimusque, & adhuc promittimus, bonâ fide, quod idem Dominus noster Rex omnia & singula, per nos in hac parte facta, gesta, & concordata, sub Majestatis sue Sigillo ratificabit & approbabit, defectumque, si quis in Mandatis seu Procuratoris nostris habeatur, ac omnem alium defectum in præmissis, supplebit & emendabit, prout fuerit opportunum;

Et nichilominus, ad majorem præmissorum firmitatem, in prædicti Regis Anglie & Francie, Reverendissimi in Christo Patris Domini & Domini Pilei, Dei gratia, tituli Sancti Prædicti Presbyteri Cardinalis, ac, Reverendorum Patrum, Dominorum, Simonis Cantuariæ Archiepiscopi totius Anglie Primatis & Sedis Apostolicæ Legati, Willielmi Londoniæ, Willielmi Wyntoniæ, Johannis Herefordensis, Radulphi Sarum, Episcoporum, Illustribus Principibus Domini Johannis Regis Castellæ & Legionis Ducis Lancastrie, Richardi Arundellæ & Surrie, Hugonis Staffordie, Gnhelmi Sarum, & Willielmi Suffolcie, Comitum, ac plurium Baronum & aliorum Nobilium præsentia, ad Sancta Dei Evangelia, per nos corporaliter tacta, in Animam Domini nostri Regis prædicti juravimus, & juramus, Amicitias, Ligas, & Confoederationes prædictas, ac omnia & singula, contenta in eisdem, inviolabiliter observare & tenere, dolo & fraude cessantibus quibuscumque;

Et, ex habundanti, renunciavimus, & renunciamus nomine, quo supra, omnibus & singulis Exceptionibus, Cavillationibus, & Defensionibus, tam Juris, quam Facti, per quas contra præmissa, vel præmissorum aliqua, possemus, vel posset idem Dominus noster quomodolibet se tueri.

Nosque, Edmundus Comes Cantebriegie, Hugo, & Albrechtus, Ambassadors, Commissarii, seu Procuratores prædicti, prædictas Amicitias, Confoederationes, seu Ligas, nomine Domini nostri Regis prædicti, unâ cum eisdem, Præmissis, Conrado, & Petro, Ambassadors, Commissariis, seu Procuratoribus Romanorum & Bohemia Regis prædicti, inivimus, fecimus, & contraximus, inivimus, facimus, & contrahimus, eisdemque consentimus, ac etiam consentimus, promissimusque, & adhuc promittimus, bonâ fide, quod idem Dominus noster Rex, omnia & singula, per nos in hac parte facta, gesta, & concordata, sub Majestatis sue Sigillo, ratificabit & approbabit, ac defectum, si quis interveniret in præmissis, supplebit prout fuerit opportunum;

Et nichilominus in, metuendissimi Domini nostri, Regis prædicti, ac aliorum Prælatorum & Procerum prædictorum præsentia, juravimus, & juramus, Amicitias, Ligas, & Confoederationes prædictas, ac omnia & singula, contenta in eisdem, inviolabiliter observare & tenere, dolo & fraude cessantibus quibuscumque;

Et, ex habundanti, renunciavimus & renunciamus,

nomine quo supra, omnibus & singulis Exceptionibus, Cavillationibus, ac Defensionibus, tam Juris, quam Facti, per quas contra præmissa, vel præmissorum aliqua, possemus, vel posset idem Dominus noster quomodolibet se tueri.

Tenores verò Procuratoriorum, de quibus superius fu-
mento, sequuntur sub hac Forma,

Litera Procuratoria Anne Filie Caroli Imperatoris
& Regis Bohemia, ad tractandum de Matrimo-
nio contrahendo.

NOS Anna, Dei gratia, clara memoriæ, Serenissimi ac Invidissimi Principis & Domini, Domini Karoli, quondam Romanorum Imperatoris & Bohemia Regis, Patris nostri carissimi Filia,

Recognoscimus, tenore præsentium, universis quod, Ad consilia, requisitiones, necnon inductiones, Serenissimi Principis, Domini Wenceslai, Romanorum & Bohemia Regis, Domini & Fratris nostri pertinenti, necnon, Serenissimæ Principis, Domine Elizabeth, Romanorum Imperatricis, & Regine Bohemia, Domine & Matris nostræ carissimæ, necnon, animo deliberato, voluntate liberâ, & ex certâ scientiâ,

Constituendos duximus, & constitimus in his Scriptis, nostros veros, certos, & legitimos Procuratores, & Nuncios speciales, præfentes, & onus Procuratoris in se sponte recipientes, Illustrum Principum Dominum Præmissum, Ducem Teschinentem, Consanguineum nostrum carissimum, &, Nobiles, Conradum Kreyer, ac Petrum de Wartenberg, dicti Domini Regis & Fratris nostri Consiliarios, ad contrahendum Matrimonium, nostro nomine atque vice, per verba de præfenti, cum, Serenissimo Principe, Domino Richardo Rege Anglie duntaxat,

Et ad faciendum omnia & singula in hujusmodi Contractu, quomodolibet opportuna, etiam si Mandatum exigant speciale, & quæ nos facere possemus si personaliter adessemus,

Promittentes, bonâ fide & absque dolo, ratum & gratum tenere & inviolabiliter observare quodcumque, per dictos Procuratores & speciales Nuncios nostros, in Contractu dicti Matrimonii, actum, factum fuerit quomodolibet, sive gestum.

Et, quia proprio Sigillo nondum uti consuevimus, præmissa sub Majestatis Sigillo prædicti Domini & Fratris nostri Romanorum & Bohemia Regis, & in præsentia, Venerabilium Patrum, Dominorum, Johannis, Præfatis Archiepiscopi, & Conradi, Lubicensis Episcopi Ecclesiasticarum Illustrum Principum, Domini Henrici Ducis Slesie & Domini Bregensis, Domini Procopii Moysioboni Moravia, Consanguineorum: dilectorum nostrorum, & Nobilium, Andree & Henrici de Duba, Thymonis de Colditz, Bohonis de Czafolowitz, & Benessii de Duba, volumus & rogavimus roborari.

Et nos, Wenceslaus Romanorum & Bohemia Rex prædictus, publicè profiteamur, nos, ad petitionis instantiam, Serenissimæ Principis, Domine Anne prædictæ, Sororis nostræ præcarissimæ, Majestatis nostræ Sigillum præsentibus appendisse.

Datum in Castro Burgelehens, Anno Domini millesimo, trecentesimo, octuagesimo primo, Indictione Quarta, x. Kalen. Februarii.

Procuratoria Elizabethæ, Matris Anne prædictæ.

ELIZABETH, Divinâ favente Clementiâ, Romanorum Imperatrix semper Augusta, & Bohemia Regina, Recognoscimus, tenore præsentium, universis quod, De circumspectionis & legalitatis industria, Illustris Principis, Domini Præmissi Ducis Teschinentis Consanguinei nostri karissimi, ac Nobilium, Conradi Czerar, Serenissimi Principis Domini Wenceslai Regis Romanorum & Bohemia, Filii nostri karissimi, Curie Magistri, & Petri de Wartenberg al de Kost dicti Filii nostri Camerarii, plenam & indubitam fiduciam obtinentes, animo deliberato, & de certa nostra scientiâ,

In præsentia, Nobilium, Sdenkibus de Waldensfey Magistri Curie nostræ, Hermant de Kassyk Burgavii nostri Groten, & honorabilis, Martini Canonici Olomucensis, Theaurarii nostri,

Dicto Domino Duci & Nobilibus præfatis plenam, liberam, & omnimodam dedimus, & damus præsentibus,

ANNO
1381.

158
ANNO
1381.

CORP'S DIPL O M A T I Q U E

158

Facultatem, de & super Parentela, inter, Serenissimum Principem, Dominum *Richardum Regem Angliae*, & Excellentem Virginem, *Domicellam Annam Natam nostram*, nostro nomine, tractandi, ordinandi, disponendi, & in animam nostram, jurandi,

Et quicquid per dictos, *Ducem & Nobiles*, in ipso Parentela Negotio, pro hac vice, tractatum, ordinatum, dispositum, & qualitercunque juratum in animam nostram fuerit, hoc ipsum ratum, gratum, & firmum habere, tenere, & inviolabiliter observare volumus, promittimus, & debemus, praesentium (subappenso nostro Sigillo) testimonio Literarum.

Datum Prage, die penultimâ Mensis Januarii, Anno Domini millesimo, trecentesimo, octogesimo primo.

Commissio Imperatoris ad tractandum de Amicitia, & de Liga contra Scismaticos.

WENCESLAUS, Dei gratiâ, *Romanorum Rex semper Augustus & Boemia Rex*, Notum facimus, tenore praesentium, universis quodd, De, Illustris *Przemislai Ducis Teschinentis* Principis & Sororii nostri carissimi, ac etiam, Nobilium, *Conradum de Kreyger Magistrum Curiae nostrae*, & *Petrum de Wartenberg*, Consiliarium & Fidelium dilectorum nostrorum, legalitatis, virtutis, & probatae circumspicionis indultis plenam & indubitam fiduciam obtinentes,

Ipsos, animo deliberato, de certa nostra scientia, & sano Principum, Baronum & Procerum nostrorum accedente consilio, nostro Nomine, creavimus, constituitimus, fecimus, creamus, facimus, constituimus, & meliori modo & forma quibus fieri potest, praesentibus ordinam nostris Ambaxiatores, Procuratores, Negotiorum Gestores, & Nuncios speciales, Dantes & concedentes eisdem plenam & omnimodam Potestatem tractandi, contrahendi, inveniendi, faciendi, & consummandi, pro Nobis & Haeredibus nostris Boemiae Regibus, Amicitias, Uniones, & Ligas Fraternalis, & etiam Colligantias,

Statum & Honorem Sacrosanctae Romanae Ecclesiae, & Sanctissimi in Christo Patris & Domini, Domini *Urbani Papae Sexti*, concernentes, ad exterminium Scismaticorum, nunc vigentium & Rebellerum, praesentium & futurorum, ipsius Domini *Urbani Papae* praedicti, & Successorum suorum canonice intrantium, & per Collegium Cardinalium, dicto *Domino Urbano* adherens, eligendorum,

Cum, Serenissimo Principe, Domino *Richardo Rege Angliae* Illustri, Fratre nostro carissimo, pro se, & suis Haeredibus Angliae Regibus,

Et eisdem Amicitias, Uniones, & Ligas Fraternalis, necnon Colligantias pro Sacrosanctae Romanae Ecclesiae, & Domino nostro, *Urbano Papae* praedicto, nostro Nomine, & Haeredum nostrorum, Literis nostris firmandi, & in animam nostram jurandi,

Ac etiam, nostro Nomine, a dicto *Domino Rege Angliae* Juraamenta recipiendi, & de super praemissa servando, & etiam adimplendo,

Ac omnia & singula faciendi, quae pro consummatione seu factione Amicitiarum, Unionum, & Fraternalium Ligarum, necnon Colligantiarum praedictarum, necessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna; Et quae nos facere & concludere possemus si personaliter adessemus, etiam si Mandatum exigant speciale:

Promittentes nichilominus, pro Nobis, & dictis Haeredibus nostris Boemiae Regibus, ratum, gratum, atque firmum inviolabiliter observare, quicquid per praefatos Sororium & Consiliarios nostros, *Ducem Teschinentem*, *Conradum de Kreyger*, & *Petrum de Wartenberg*, nostro Nomine, in praemissis, actum, factum, seu consummatum fuerit quomodolibet, sive gestum, praesentium (sub Regiae nostrae Majestatis Sigillo) Testimonio Literarum.

Datum Nuremberg Anno Domini millesimo, trecentesimo, octogesimo primo, Indictione quarta, Kalen. mensis Februarii, Regnorum nostrorum Anno Boemiae decimo octavo, Romanorum vero quinto.

De Mandato Domini Regis, CACELL. Archiepiscopus Pragen.

RICARDUS, Dei gratiâ, *Rex Angliae & Francie*, & Dominus Hiberniae, ad quos praesentes Literae pervenerint, Salutem.

Inter gloriosae Reipublicae curas & Regalium sollicitudinum fructus uberes, altissimus praecipuum aliorum Principum & Regum sublimium sibi copulare Praesidia, ac cum talibus Ligarum, Amicitiarum & Amicitiarum specialium inire Federa, per quos Principatus, hinc inde Amoris indissolubilis nexu conjuncti, insurgentibus ex adverso resistere, & ab omni oppressionis clade, coadunatis viribus, poterunt se tueri.

Quod, dum intra mentis nostrae praecordia diligentius tractavimus, cum Serenissimo Fratre nostro Domino *Hencelao*, Dei gratiâ, *Romanorum & Bohemiae Rege* Illustrissimo, & Divina favente Clementia, *Imperatore futuro*, nedum hujusmodi Amoris Federa stringere, set Amicitiam & Parentelam contrahere, Ligasque firmas, speciales, & perpetuas, praeter ceteris, optabamus inire.

Unde, cum certi, super hoc, Ambaxiatores nostri Celsitudinis suae per nos primitus mitterentur, placuit modò eidem Serenissimo Fratri nostro, pro voluntate & desiderio nostris adimplendis, solemnibus Ambaxiatoribus & Consiliariis suis, Illustris *Przemislai Ducem Teschinentem*, *Conradum Kreyger Magistrum Curiae*, & *Petrum de Wartenberg Magistrum Camerae*, & Burgravium Prag. dicti Fratris nostri, nedum pro Ligis & Amicitia hujusmodi apponendis, set pro Tractatu Matrimonii, inter Nos & Serenissimum Dominum *Annam ipsius Fratris nostri Sororem Inlicitam* praelocuto, feliciter, Dei gratiâ, concludendo, in Regnum nostrum, ad nostram praesentiam destinare:

Nos, Volentes ulterius procedere in praemissis, Ac de circumspicione & legalitate, dilectorum & fidelium nostrorum, *Edmundi Comitis Cantabrigiae* Patris nostri carissimi, *Hugonis Segrave* Senescalli Hospitii nostri, & *Albredi de Veer* Camerarii nostri, Militum, plenius confidentes,

Ad tractandum, ordinandum, & concordandum cum Ambaxiatoribus, Procuratoribus, Nunciis, seu Deputatis praedicti Fratris nostri, Potestatem ad infra-scripta habentibus, super Ligis, Confederationibus, & Amicitia Fraternalibus, & specialibus, temporalibus, vel perpetuis,

Inter eundem Fratrem nostrum, Subditos suos, Regna & Dominia sua quaecumque, ex una, & Nos, Subditos nostros, ac Regna, & Dominia nostra quaecumque, ex parte altera, inveniendis,

Ac etiam de modo, forma, quantitate, & qualitate Auxilii, Subventionis, seu Subsidii, hinc inde, tempore necessitatis, mutuo ministrandi,

Et Communicationibus, inter Subditos, hinc inde, in Mercimoniis & aliis lictis, securè & fraternaliter faciendis,

Necnon super Sponsalibus seu Matrimonii, inter Nos & Serenissimum *Annam* supradictam feliciter, per Dei Gratiam, contrahendis, & de quantitate Dotis eidem assignanda, seu Arris in hac parte constituendis, ac etiam quomodo & quando praedicta Domina, per Parentes & Amicos suos, nobis transmitti, & in Domum nostram Regiam traduci debeat, ordinandum & disponendum,

Necnon ea, quae sic tractata, conventa, & concordata fuerint, tam super Ligis, quam super Contractu Matrimonii, praedictis, omni Securitate honesta & debita Nomine nostro firmandi,

Consimiliumque Securitatem pro Nobis, & Nomine nostro, petendi, stipulandi, & recipiendi,

Jurandique in Animam nostram quod tractata, conventa, & concordata hujusmodi rata habebimus atque grata,

Ceteraque omnia & singula faciendi, exercendi, & expediendi quae in praemissis & circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna, ac quae qualitas & natura Negotiorum hujusmodi exigunt & requirunt, & quae Nos faceremus seu facere possemus si personaliter praesentes essemus, etiam si talia sint quae Mandatum exigunt quantumcunque speciale.

Praedictos, *Edmundum*, *Hugonem*, & *Albredum*, & duos eorumdem, nostros veros, legitimos, & indubitatos Procuratores, Negotiorum Gestores, Commisarios, Deputatos, & Nuncios speciales, facimus, ordinamus, & constituimus,

Per praesentes promittentes, in verbo Regio, Nos ratum & gratum perpetuo habituros quicquid per Procuratores nostros praedictos, ac duos eorumdem, actum, gestum, seu procuratum fuerit in praemissis.

Dat. in Palatio nostro Westm. sub Magni Sigilli nostri Testimonio, viciesimo nono die Mensis Martii, Anno Regni nostri quarto.

In

ANNO
1381.

den Altburchleutigen Fürsten und Herrn Bencheslaun/
Königlichen König / zu allen ziten Meyer des Heil. Römischen
Reichs und König zu Böhmen anten gnädigen Herrn / und das
H. Römische Römische / darzu so nehmen wir us / die Durchleutigen
Hochgebornen Fürsten / Herzog Ruprecht den Ältern /
Herzog Ruprecht den Jüngern / Herzog Ruprecht den Jüngsten /
Herzog Stephan / Herzog Fridrichen / und Herzog Hansen alle
Pfalzgrafen by Rhine / und Herzogen in Bayern / und darzu
Herzog Eupold von Oesterreich / und darzu die Edlen Herrn /
Herrn Bernhart und Herrn Rudolph Marggrafen zu Baden /
Graf Rudolph von Hochenberg / Graf Rudolph von Montfort /
Herr zu Veldfried / Graf Heinrich von S. Gans genant von
Falden / Graf Ludwig und Graf Friedrich von Detingen / Ge-
brüdere / Graf Ewald von Montfort / Herr zu Weggis / un-
sere gnädige Herrn / und den Abbt von Murnhart / und sollen
auch alle Verabreichung / die wir mit den gethan haben / die wir
usgenommen haben / als vorgeschrieben stat / in ihren Kräften
verbliben / diemile die Bund weren / als sie jeho vergiffen sind /
und sollen auch fürbas keinen Bund machen / es werde dann
dieser Bund vor usgenommen.

Alle diese vorgeschriebene Stuck und Artikel sammentlich und
besunder dis vorgenanten Verbundes / hant wir vorgenanten
Stück gelobt bi guten Trumen und darnach zu den Heiligen ge-
schworen / stete / vest und unbrochenlich zu halten / zu leisten
und zu vollföhren / one alle arge list und Gerede / nach des
Briefs Ende.

Und des zu wahren Verträge und reffer Stätigkeit / so han wir
unser Stüde Ingesiegle thun henden an diesen Brief / der ge-
ben ist zu Spire / da man jete nach Christus Geburte / dreihien
hundert Jahr / und darnach in den ein und achtzigsten Jahr /
des nehesten Montags vor S. Johans Tag des Taufers
als er geboren wart / genant in latine Nativitas Joannis
Baptiste.

CXVIII.

29. Juin. Fernere Erklärung in was Fällen die Rheinische mit
denen Schwäbischen und andern Reichs-Städten
laut des vorhergehenden Tractats verbundene Städte
dieser letztern auch wider diejenige Herrschaften/
welche sie insonderheit aufbehalten / Hülffe leisten
sollen. Geben zu Speyr des nächsten Montags für
S. Johanness-Tag des Taufers als er gebohren
ward. 1381. [JOH. PHILIP. DATT, Vo-
lumen rerum Germanicar. novum Libr. I. Cap.
VIII. pag. 54. §. 12.]

C'est-à-dire,

Ulteriore Declaration des cas dans lesquels les Villes
Imperiales du RAIN seront tenuës de secourir celles
de SUABE & les autres Villes Imperiales, mè-
me contre les Princes & les Comtes qui sont ex-
ceptés dans le Traité. Fait le Samedi après la
Fête de St. Jean Baptiste. 1381.

WIr die Stette und alle Burger gemainliche der Stett de
Münze / Grafsburg / Wurns / Spier / Frankfurt / Ha-
genoue / Wisenburg und Wpderesheim / bekennen uns und ver-
sehen offentlich mit diesem Briefe / allen den / die yn ansehend /
oder horend lesen. Als wir uns mit den Seiden Augsburg /
Münze / Gossm / Egelingen / Wülzingen / Rothmyle / Ulberlingen /
Wimmslingen / Wpderes / Wotensburg / Andow / Saint Gallen /
Wülberdorff / Kempen / Kaufbeuren / Wülfrichen / Spitz / Ban-
gen / Buchhorn / Gumbde / Halle / Hainbroum / Wimpfen /
Wunsperg / Nordelingen / Dinkelsbühl / Rotenburg uff der
Reiter / Gengen / Wpplingen / Wülten / Wpstein / Durgow und Wp-
chow / dem heiligen Römischen Römischen zu Eeren / dem Lande und
uns zu Nütze / und zu Fromen verbunden haben / und einmütig
wurden sin / nach der Briefe sage / die wir einander darüber unter
uns Stette ingesigelt versigelt und gegeben han / Versprechen
wir uns besunderlich in diesem Briefe / und globin in guten Tru-
men / in der Eiden / die wir in dem vorgenanten Verbunde ge-
tan haben. Was (i. e. wer es) Galt / das jeman were der were
die vorgenanten Stette sammentlich / oder besunder / von dem Ver-
bunde / den sie mit uns haben / entzemen / oder daran
nütigen wolte / in welchen Weg das were / so sollen und wollen
wir yn da wider getruwen / auff die Eide / geroten und be-
hoffen sin / one alle Gewerde. Wann aber in dem vorgenanten
Verbunde und Einmütigkeit die vorgenanten Stette gemeyn-
liche alle miteinander usgenommen haben / nach lute und Uff-
sage des Handbrieffes des Verbundes / den wir von yn haben :
So verbunden und versprechen wir uns dess out / in diesem
Briefe / uff die Eide / als : Was Ende / daß die Herzogen /
Grafen oder Herren bekennen / mit Plagen / Herzog Ruprecht
des Älter / Herzog Ruprecht der Jünger / Herzog Ruprecht der
Jüngster / Herzog Stephan / Herzog Fridrich / oder Herzog Hans /
alle Pfalzgrafen by Rhine und Herzogen yn Bayern / Herzog Eit-

polt von Osterreich / Herr Bernhart und Herr Rudolph Marggrafen
zu Baden / Graf Rudolph Marggraf von Montfort / Herr
zu Veldfried / Grafe Heinrich von Saint Gans genant von
Bado / Grafe Ludwig und Grafe von Detingen / Grafe Con-
rad von Montfort / Herr zu Weggis / oder der Abbt von Murn-
hart bekennen / in einer oder mer / der sie in dem vorgenanten Ver-
bunde und Einmütigkeit usgenommen haben / und also die mit
Nahme sie in diesem Briefe benamet sind / wider die vorgenanten
Stette dyemte den oder mit denselben Stette kriegende oder proce-
de wurden / in welchen Weg das were / und das der Rat / oder
Röte / oder das merrecht unter yn / die dieselben also kriegend /
oder beschiedend / erkennen uff ihre Eide / das yn / von dem /
oder den / die sie usgenommen hant / — — — unrecht
gescheit : So wegen die vorgenanten Stette sammentlich mit yn /
oder der merer Teil unter yn / uns wol manen und sollen wir
yn dann wider dieselben gemündlich gerathen und behoffen sin
in aller der Maße / als ob der / oder die / in dem Verbunde mit
usgenommen weren. Und nach des vorgenanten Verbundes
Hauptbrieffe sage / den sie von uns darüber hant / one alle Ge-
werde. Wir urkunde dis Briefs / daran wir unser Stette an-
gene Ingesigelt hand thun henden. Der geben ist zu Spire / nach
Christus Geburte dreihienhundert Jar / darnach in den ein
und achtzigsten Jar / des nehesten Montags für S. Joh-
anness Tag / des Taufers / als er gebohren wart / genant zu
latine Nativitas Joannis Baptiste.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

CXIX.

Tractatus Induciarum inter RICHARDUM II. 18. Junii
Regem Anglie & ROBERTUM II. Regem
Scotie in biennium prorogatarum. Dat. apud
Abbeles die 18. Junii Anno 1381. [RYMER,
Foedera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag.
312.]

HÆC INDENTURA,
Facta apud Abbeles, juxta Ayton, decimo
octavo die mensis Junii, anno Domini millesimo, tres-
centesimo, octogesimo primo,
Inter, inclitos Principes & Dominos, Dominum
Ducem Lancastrie, Locum tenentem in partibus Ang-
lie versus Marchias Scotie, ac Commissarium specia-
lem, Serenissimi Principis, Domini Richardi, Dei gra-
tia, Regis Anglie illustris, ab una, & Dominum Jo-
hannem Gentilem de Currey, Primogenitum, ac Locum
tenentem, & Commissarium specialem, Serenissimi
Principis, Domini Roberti, Dei gratia, Regis Sctorum
illustris, a parte alia.

TESTATUR quod,
Cum ipsi convenissent, apud Ayton, die Mercurii
ultimo præterito (videlicet) duodecimo die præsentis
mensis Junii, cum continuatione dierum sequentium,
usque in præsens, pro habenda cognitione, primitus,
& ante omnia, modo debito & honesto, an MAONÆ
TREUGAR, alias inite inter Regna, fractas fuerint, &
culpâ ejus, vel non, prout alias, apud Berewicum,
primo die mensis Novembris, ultimo præterito, in
Tractatu fuerit inchoatum, & postmodum, per Literas
clausas Regum Anglie & Scotie, concordatum,
Et, cum a Parte Anglie, per Partem Scotie, pluri-
bus præfatorum dierum dictâ continuationis a dicto die
Mercurii citra, peteret instantius adimpletio præfatæ
cognitionis, dicendo se paratam adimplere eandem modis
debitis,

Quatinus tangebat ipsam Partem Anglie, quamvis
assereret se paratam adimplere dictam cognitionem,
juxta Tractatum præhabitu, rogabat tamen Partem
Scotie (quam, ut dixit, credebat super hoc avissitam)
quod exprimeret sibi Articulos, quibus innitebatur, per
quos reputabat Treugas fractas; & modum habendæ
dictæ cognitionis, quem Pars Scotie estimabat debitum
& honestum:

Ad quod respondit Pars Scotie, QUOD PRIMUM, quod,

Ubi, in INDENTURA TREUGARUM, conceditur
quod omnes Gentēs & Subditi Regis Scotie intercom-
municabunt, conversabuntur, & mercandisabunt cum
omnibus Gentibus & Subditis Regis Anglie, liberè, paci-
fice, sine arresta, vel alio impedimento, ita amicitia-
liter fieri deberet fieri tempore bone Pacis, & sine offen-
sione Literarum de salvo Conductu,

Contra istam concessionem denegata est Communio,
Subditi Regis Scotie cruciati, capti, & deprædati,
& dicta denegatio Communiois fuit proclamata in
Anglia, & quamvis illa esset intimata sapienti Com-
missariis Anglie, in Marchis, quandoque Regi Ang-
lie

ANNO
1381.

ANNO 1381. glie, ad finem ut cessaret ab hujusmodi Impedimento, & ut fervarentur Treugæ quo ad Communione, nunquam tamen fuit secuta aliqua Emenda, set denegatio Communions magis oblatæ, sine causa sufficiens, & injustissimè observata:

Hanc causam proposuit Pars Scotiæ tanquam sufficientem, etiam si sola esset, cum Protestatione adjungendi plures, cum super modo cognoscendi fuerit concordatum:

QUOD SECUNDUM, dicunt quoddam modum cognoscendi, debitus & honestus, est per utriusque Regni Pares numero & gradu statûs, Electos & Juratos, ita quoddam secundum magnitudinem Articuli, super quo habenda est cognitio, Pares, quoad statum, eligantur majores vel minores, set quo ad numerum semper sint æquales; nam in Controversiis inter Regna quibuscumque iste modus est solitus & consuetus Equitatis, & non diffusus Juri Communi:

Pars vero Angliæ asseruit Treugas prædictas non esse suâ culpâ violatas seu ruptas, ceteris se paratam ad reformandum & reformari faciendum, si que per eos fuerint in contrarium attemptata; dumtaxat consimiliter sibi fiat:

Et videbuntur Parti Anglicorum quoddam via cognitionis, oblata per Partem Scotiæ, non fuit rationabilis, debita, nec honesta, nec in illam consentient:

PRIMO, Quia nec usitata nec consuetudine in tam alta Questione, & propterea, cum non sit Juri consona, set contra Juris ordinem, in suis Casibus introducta, ad consequentiam trahi non debet,

SECUNDO, Quoddam Questio hujusmodi concernit Honorem & Vituperium Regis Angliæ, & sic cum terminari per ipsius Ligeos & Subditos non esset conveniens aut consuetum Rationi.

Et subsequenter dicta Pars Angliæ offerebat quoddam eligenter, de consensu utriusque Partis, unus Princeps Catholicus, neutri Parti suspectus, qui posset super Questione hujusmodi cognoscere, & eam sine debito terminare, absque præjudicio unius Regni vel alterius in aliis; cujus Principis determinationi dicta Pars Angliæ in omnibus vellet stare:

Illâ itaque via sibi videbatur rationabilis & honesta, PRIMO, Quoniam, ex quo Reges Angliæ & Scotiæ non habent ipsi Superiorem, qui possit Questionem hujusmodi terminare, justum est & æquum quod in alium compromittant,

SECUNDO, cum Intentio Partis Angliæ, per Indenturas, Literas, ac alias evidencias, ibidem exhibitas, fuit sufficienter fundata, & lucide declarata, ut videatur eisdem, rationabile est hujusmodi Questionem coram Arbitro indifferenter tractare, & contra rationem esse committere rem Fortune,

TERTIO, Consona est Juri Divino & Humano, & quasi communiter, ut dicitur, in omnibus Mundi partibus usitata,

Pars vero Scotiæ hunc modum cognoscendi dicebat non esse congruum vel honestum, quia vix vel non inveniretur Rex vel Princeps, gratus uni Parti, quin esset suspectus alteri Parti: & distantia Locorum & difficultas trahendi Exteros ad subeundum onera eis inutilia, potius forent impedimento quam promotioni expediende cognitionis: & forsân ille modus traheretur in exemplum, in posterum, in similibus Casibus, per quod posset Rex ille clamare sibi Jus esse Superioritatis super Regna; Quod Parti Scotiæ, propter exilitatem potentie, debeat esse timori, quamvis Pars Angliæ, consista de magnitudine potentie, hoc vel hujusmodi timere non haberet: & iste modus est inauditus & insolitus, quia non est solitum extra Regna seu Confinia eorundem, super querelis eorum, mendicari ab Exteris suffragia discussionis, consilii, vel terminationis, sed omnia, ut præteritur, suis Subditis, paribus numero & gradu, agere & implere; nec esset honestum Regnis quoddam Exteri intelligerent tantam debilitatem prudentiæ Regnorum, quoddam eorum querelas suis nescirent Consiliis discutere & terminare.

Tandem cum super hoc modo, debito & honesto, cognitionis præfati Articuli sic altercetur inter Partes, nec super hoc invicem concordarent, pro quiete Populi utriusque Regni, placuit præfatis Dominis, & eorum Conciliis, quoddam ab hinc, usque ad Festum Sancti Andree Apostoli, proximo futurum, prout est antea concordatum, & abinde, usque ad Festum Purificationis beate Mariæ Virginis, extunc per Biennium seculurum videlicet Anno Domini millesimo, trecentesimo, octagesimo tertio, sit specialis Securitas, habens vim & effectum quos habuerunt MAGNÆ TREUGÆ, aliis in ista inter Regna, & habent si non sint fractæ, tam per Terram, quam per Mare, inter Reges &

TOM. II. PART. I.

Regna ac Subditos utriusque Regis; ita quoddam (durante Securitate prædictâ) nec Castra, nec Villæ, munitiones vel non munitiones, seu quævis Loca, Personæ, vel Bona alia per Partem unam vel alteram capiuntur,

Quam quidem Securitatem, præfati Domini, Dux & Comes, una cum Custodibus Marchiarum utriusque Partis, promiserunt firmiter custodiendam, & sine dolo & fraude facere fideliter custodiri:

Et, si per Subditos unius Partis vel alterius, contra Securitatem hujusmodi (quod absit) fuerit attemptatum, Custodes Marchiarum (de quorum parte fuerint hujusmodi attemptantes) infra mensem, a tempore Requisitionis, sit ea Parte, in formâ que sequitur facienda, dampnum passis plenam satisfactionem impendi facient, vel Personas delinquentes Custodi Marchiarum Partis adversæ, loco satisfactionis, liberabunt:

Et nichilominus, loco Pæne, Capitaneum, seu aliam Personam delinquentium, in electione dicti Custodis Partis adversæ, prout est rationabile visum fuerit, puniendum, liberare & tradere teneantur.

In attemptatis autem, concernentibus Bundos Comitum Marchiæ, fiat Requisitio, pro parte Anglicorum apud Duns, pro parte Scottorum apud Berewicum,

In concernentibus Bundos Comitum de Douglas, fiat Requisitio, pro parte Anglorum apud Melros, pro parte Scottorum apud Roxesburgh,

Ubi verò Bundi sui concernunt partes Occidentales, fiat Requisitio Anglicorum ad Domum Johannis Filii Thomæ apud Ardkane, Scottorum verò Requisitio fiat Anglicis ad Prioratum de Canonib;

In concernentibus Bundos Domini Archibaldi de Douglas, fiat Requisitio, pro parte Anglicorum apud Villam de Lochmabane, & pro parte illorum de Scotia apud Castrum ibidem.

ITEM, Concordatum est quoddam, ad majorem corroboracionem & firmitatem præmissorum, uterque Rex hujusmodi Securitatem, per Literas eorum, sub Magnis Sigillis suis, hanc Indenturam, de verbo ad verbum, continentes, approbent & confirmet; & Rex Angliæ Literas suas hujusmodi ad Monasterium de Melros, Rex verò Scotiæ suas Literas ad Monasterium de Kellhowe (extra Festum Sancti Michaelis Archangelis, proximo futurum) absque ulteriore dilatione, transmittant.

ITEM, Concordatum est quoddam non liceat uni Parti vel alteri, durante Securitate prædictâ, Subditis Partis adversæ aliquas Taxaciones vel Redempciones imponere, seu ab eis exigere, ea occasione vel causâ ut se abstinant a gravaminibus & vexacionibus hujusmodi Subditis inferendis.

ITEM, Partibus prædictis, pro quiete Subditorum utriusque Regni, videatur expediens, & consentiant, quoddam unus dies Merceniarum apud Lilliot Crofs, absque multitudine & Armis, per, præfatos magnificos & incultos Dominos, Dacem & Comitem,

Aut, impedimento legitimo interveniente, per secundos Majores Regnorum post ipsos, sufficienti Potestate suffultos,

In Octabas Festi Nativitatis Sancti Johannis Baptiste (videlicet) primo die Julii Anno Domini millesimo, tricentesimo, octogesimo tertio, cum continuatione dierum sequentium, prout opus fuerit, teneantur,

Ad habendum cognitionem primitivâ & ante omnia de prædicto Articulo,

An MAGNÆ TREUGÆ, aliis in ista inter Regna, fractæ fuerint, & culpâ cujus, vel non?

Per modum cognoscendi, qui interim inter Reges & eorum Concilia videbatur debitus, vel saltem per modum, qui tunc per Commissarios & eorum Concilia reputabitur debitus, vel jussu debet reputari, nisi interim per Tractatum, habendum inter Partes, melius evenierit ordinatum,

Et ad tunc ibi tractandum pro quiete utriusque Regni ulterius, prout inter Partes poterit concordari.

In quorum omnium Testimonium atque fidem parti hujus Indenturæ (penes Partem Angliæ remanenti) præfatus Dominus Comes de Carry Sigillum suum, alteri verò parti (penes Partem Scotiæ remanenti) præfatus Dominus Dux Sigillum suum alternatim apposuerunt.

Dat. Apud Abcheftre Anno, mense, die, & Loco prædictis.

CXX.

Infrumentum Publicum de Capitulis Pacis inter Do- 1382.
minum 16 Janv.

X

ANNO
1382.

minum JOANNEM GALEAZ Vice-Comitem
Vicarium Mediolani, atque THEODORUM
Marchionem Montisferrati sancit. Actum Pa-
pie in Castro magno anno 1382. die Jovis 16.
Januarii, quinta Indictione. [Pièce authenti-
que tirée des Archives Royales du Château de
Milan. Registre V. V.]

In Christi Nomine Amen,

Quoniam omnia bene geruntur, & singula, si rei
principium fiat decens, & amabile Deo. Ideo ad
laudem Omnipotentis Dei, ejusque Matris
Sanctissime Mariæ Virginis gloriose, Johannis utriusque
Baptiste, & Evangeliste, & Beati Ambrosii, ac
Beati Antonii, totiusque Cælestis Curia.

Quoniam seminare infelici nefando auctore Zinzanie, & emulo conversationis humane, qui præmeditatis
maliciis, ut scelus materiam præparet, & inducat,
& ut pacificas, & recte dispositas mentes pervertat, &
& statum pacificum, & tranquillum revolvat, & ad pra-
vitas deducat, & homines intra scelus vias detineat,
& involvat: Dudum retroactis temporibus inter
Parentes, aliosque Prædecessores infra scriptorum Do-
minorum Guerræ, contempiones, discordia, & debata
multiplicia longis retroactis temporibus vixerunt,
quæ postmodum velut jus hereditarium ex jure quodam
successionis ad infra scriptos Dominos sint deducæ,
qui cum stricto cognationis vinculo connectantur,
& ex mutua, & diurna conversatione fraterno amore se
ad invicem diligant ex innato, volentes eam in totum
tollere, extinguere, & delere sic quod inter ipsos non
amplius materia debellandi, & quod Bellorem calamitas
introduxit, pacis lenitate profinus deleatur. Ideo Illustri
Princeps, & Magnus Dominus Johannes Galeaz
Vicecomes, Comes Virtutum, Mediolani, Papie &c.
Imperiali Vicarius Generalis, natus recolenda memora
ria quondam Magnifici Domini Domini Galeaz Vice-
comitis &c. pro se, Colligatis, Adhærentibus, Vassal-
lis, Subditis, & Sequacibus suis quibuscumque, & ip-
sorum nomine ex una parte, & Illustri, & Magnifico
Dominus Dominus Theodorus Marchio Montisferrati
pro se, & vice, & nomine Illustri Domini Guiljelmi Fratri
sui, & pro suis Colligatis, Adhærentibus, Vassal-
lis, Subditis, & Sequacibus quibuscumque, & ipsorum nomi-
ne, & specialiter vice, & nomine Terrarum, & Locorum, ac
Universitatum, & Communitatum infra scriptorum Lo-
corum, & cujuslibet eorum in solidum, pro quibus
Locis infra scriptis Dominus Marchio promittit, & pro-
mittit solemniter de rato nobis Notariis infra scriptis
stipulantibus, vice & nomine omnium quorum inter-
erit, & interesse poterit, quæ Terræ, Communita-
tes, & Loca sunt infra scriptæ, & infra scripta videlicet:
Civitas Alba, Monsivici, Vulpianum, Verolengium,
Calulium, Sanctus Rafael, Castignetum, & Villarium,
Piperagium, Bovium, Brusaporcellum, Margarita,
& Benna superiores cum omnibus, & singulis Fortili-
ciis, Subditis, & Villis Districtus cujuslibet dictorum
Locorum, qui, & quæ sunt sub obedientia præfati Do-
mini Marchionis, vel Communitatum dictorum Loco-
rum ex parte altera. Spontè, deliberatè, purè, beni-
volè, & ex certâ scientiâ, nullo errore ducti, omni-
bus viâ, modo, & formâ quibus melius, & efficacius
potuerunt, & possunt, ac etiam intervenientibus præ-
sentialiter solemniter quibuscumque tam facti,
quàm juris, quæ in talibus sunt necessariae, & oppor-
tuna, fecerunt & faciunt, inierunt & iniunt, con-
traxerunt & contrahunt ad invicem & vicissim, stipu-
lationem solemnem, puram, meram, liberam, stabilem,
solemne, & irrevocabilem Pacem, & Concordiam,
favente Altissimo, perpetuo duraturam inter prædictos,
eorumque Successores quoscumque de omnibus Guer-
ris, rixis, offensionibus, lésionibus, & perturbationibus
vigentibus, seu etiam quæ vixerunt, seu ortæ, agi-
tata, ventilata, seu illata fuerint inter Partes prædictas,
vel aliquam ex eis, seu eorum, seu aliquos eorum An-
tecessores, vel Prædecessores, seu eorum, vel aliquos
eorum Officiales, vel Administratores hinc retro usque
in præsentem diem, & etiam inter ipsorum & cujuslibet
eorum Colligatos, Adhærentes, seu ipsorum cujuslibet
Subditos, & Sequaces quoscumque, vel aliquas quas-
cumque gentes, & Personas Partium prædictarum, vel
aliquos eorum, quæ in prædictis, vel aliquo prædicto-
rum se intromiserunt, vel causam, seu occasionem ad
aliquid prædictorum præstiterint, vel quomodolibet
inmiscuerunt in prædictis, vel aliquo prædictorum us-
que in præsentem diem quacumque occasione, vel cau-

sa, sub modis tamen, formis, Conventionibus, Paçis, ANNO
& Capitulis infra scriptis videlicet ut infra.

Primò namque conveniunt dictæ Partes ad invicem,
& vicissim, quod de cætero ad invicem non moveant
Guerram, neque rixam, neque injurias, neque dampna in-
ferant, videlicet una Pars adversus alteram, vel aliquem ex
ea vel è contrâ, & quod etiam alicui inferenti, seu move-
re facere, vel inferre volenti, vel attemptanti ullatenus non
dabunt reditum, nec victualia, nec dari permittent, im-
mò pro posse prohibebunt, nec etiam præstabant prædictis,
nec alicui prædictorum auxilium, consilium, vel favorem.

Item quod dicti Contrahentes fecerunt, & faciunt, suo
proprio nomine, & vice, & nominibus, quibus supra,
solemnitatis quibuscumque intervenientibus ut su-
pra, etiam stipulationem solemnem ibidem interveniente,
sibi ad invicem & vicissim, remissionem, liberationem,
& quietationem, renunciationem, finem solemnem,
& refutationem de omnibus, & singulis Guerris, odiis,
rancoribus, inimicitias, diffensionibus, depopulationibus,
injuris, homicidiis, incendiis, robariis, dampnis,
spoliis, rapinis, penis, interesse, expensis, offensionibus,
lésionibus, & nocumentis quibuscumque, quomodocumque,
& qualitercumque inter dictas Partes, seu alteram
ex eis, vel aliquam, seu aliquos ex eis, five per se,
vel per alium, seu alios, seu etiam Colligatos, Adhæ-
rentes, Complices, Sequaces, Subditos, Cives, Homines,
Districtuales, vel alias quascumque Personas, seu Gentes
Partium prædictarum, seu aliquos eorum, communitur
vel divisim, hinc retrò factis, datis, commissis, perpetratis,
illis, vel aliter quomodocumque occurris; ita, & taliter
quod ex nunc remissa, sopita, extincta, abolita, & generaliter & specialiter, ipso jure
& ipso facto, perpetuo sint & esse intelligantur, inter
Partes prædictas, earumque, & cujuslibet earum
Colligatos, Adhærentes, Sequaces, Complices, & Sub-
ditos ipsorum, & cujuslibet prædictorum Hæredes, &
Successores prædictos, omnia odia, omnes injurias, ex-
torciones, & dampna quæcumque, ac etiam omnes penas
conventionales, seu legales, homicidia, crimina, & delicta
etiam magna, & maxima, facta, data, illata, vel occursa,
vel qualitercumque, vel quomodocumque obveniente
actu, verbo, vel scripto, seu quæ venerunt in Guerris præ-
dictis, & earum occasione per unam Partem alteri, & alteram
alteri, vel per ipsarum Partium Complices, Adhæ-
rentes, & Sequaces, Subditos, Stipendarios, & alias Per-
sonas quascumque sint generis usque in præsentem diem,
salvo tamen Capitulis infra scriptis, & contentis in eis.

Ad id tamen per Partes, & inter Partes prædictas per
factum expressum solemni stipulatione hinc inde val-
latum antè præsentem Pacem, & Contractum, & in
ipsa Pace, & Contractu, in principio, medio, & fine
præsentis Paçis, & Contractus appositum, & conven-
tum etiam cum protellatione solemni, & aliter non
factum, quàm per præsentem Pacem, & per præsentem
Contractum, remissionem, liberationem, quietationem,
renunciationem, finem, refutationem, & acceptationem
suprà, vel infra factam, seu factas de Guerris, injuriis,
depopulationibus, robariis, dampnis, spoliis, rapinis, in-
teresse, penis legalibus, & conventionalibus, offensionibus,
lésionibus, & nocumentis, & aliis supra scriptis, &
infra scriptis, & quod per aliquam in præfata Pace, & Con-
tractu supra scripta, vel infra scripta, & congrua non
intelligantur Domini prædicti, vel etiam aliquis ipsorum
principaliter contrahentes præjudicare, nec derogare
alicui juri, nec alicui actioni reali, personali, vel mix-
tæ, vel alii cuicumque competentibus, seu quæ com-
petant, vel competere possint aliqua occasione, ratio-
ne, vel causâ ipsis Dominis, vel ipsorum alteri tam ex
prædictis, & aliis supra, vel etiam infra remissis, qui-
tatis, vel acceptatis, & aliis quibuscumque supra
scriptis, & infra scriptis, vel prædictorum occasione,
quàm ex quacumque alia occasione, ratione, vel causâ
in aliquibus, vel aliquâ Civitate, Terrâ, Castro, Burgo,
Fortificia, vel etiam ad ipsas res, vel aliquam ipsa-
rum, vel etiam pro ipsis rebus, vel ipsarum, seu alterius
earum occasione, qui, & quæ ad præsens per dictas Partes,
vel alteram Partium prædictarum, vel aliquam ex ea
regantur, vel gubernantur, quin immò jura prædicta, &
actiones prædictæ, & Officium Judicis, & quodcumque jus
ipsis Partibus, vel alteri ipsarum competentes, & com-
petentia, & quæ competere possint in rebus prædictis,
seu ad ipsas res, vel pro ipsis rebus, vel ipsarum, seu
aliquos earum occasione ex causis prædictis, & aliis ra-
tionibus, & occasionibus quibuscumque intelligantur,
& sint, & censeantur, & fingantur, hujus Conventionis,
& reservationis vigore, & occasione, & de Partium vo-
luntate, & consensu, salva esse, & reservata in omnibus,
& per omnia illi, & illis ex Dominis antedictis cui, &
quibus competunt, seu competere possunt, præfati

Con-

ANNO 1382. Contraſta, & remiſſionibus, ac liberationibus, & aliis ſupraſcriptis, & infraſcriptis in aliquo non obſtantibus.

Quibus iuribus liceat utrique Partium prædictarum uti per modum, & viam juris, & non facti, ita quod ad Guerram, & rixam contra præſentem Pacem præveniri, vel promoveri non poſſint.

Item convenerunt, & ad invicem, & viciffim ſolempniter promiſerunt, & diſpoſuerunt, ac etiam nobis Notariis infraſcriptis ut perſonis publicis ſtipulantibus, & recipientibus vice & nomine omnium quorum intereſt, intererit, ſeu intereſſe poterit, promiſerunt pro omnibus, & ſingulis, qui in præſenti Guerrâ, ſeu Guerris præteritis, vel aliquâ earum, quæ inter prædictos Dominos, ſeu iſtorum Prædeceſſores aliquo tempore hinc retrò viguerunt, & adhæſerunt Partibus prædictis, ſeu alicui ex eis, vel iſtorum, ſeu alicujus iſtorum Prædeceſſoribus, vel qui in favorem alicujus Partium, & Adhærentium, Sequacium, Colligatorum, & Subditorum, & cujuſlibet eorum, vel Prædeceſſorum iſtorum Dominorum, vel alicujus iſtorum ſutorum, res, vel bona, ac iſtorum Hæredibus, & Succceſſoribus ſunt, vigore præſentis Contractus, remiſſa, & remiſſe, & acceptolata, & remittunt, & acceptoſerunt prædictis omnibus & ſingulis, omnes & ſingulas injurias, dampna, & offenſas quaslibet, quæ occasione, vel cauſâ Guerrarum prædictarum, vel alicujus iſtorum quovis modo illata, vel commiſſa, vel perpetrata fuiſſent, ac etiam que in ſervitium, vel favorem Dominorum prædictorum, vel alicujus iſtorum, vel Prædeceſſorum ſutorum, vel alicujus iſtorum, vel in ſervitium, vel favorem alicujus ex Colligatis, Adhærentibus, Subditis, vel Sequacibus commiſſa, illata, vel perpetrata fuiſſent, vel contra ipſos Dominos contrahentes, vel alicum iſtorum, ſeu contra aliquem Prædeceſſorem dictorum Dominorum, vel contra iſtorum Colligatos, Adhærentes, & Sequaces, vel contra Statum iſtorum, vel alterius eorum illata, commiſſa, vel perpetrata fuiſſent in præſenti Guerrâ, vel Guerris prædictis, ſeu in aliquâ ex prædictis Guerris, vel etiam quomodocumque, & qualitercumque, & quandocumque occaſionibus antedictis uſque in præſentem diem; ita, & taliter quod nihil de dictis præteritis commiſſis exceſſibus, dictis, aut factis poſſit, aut debeat eis, nec iſtorum Hæredibus, vel Succceſſoribus aliquo modo, nec etiam aliquo colore quaſito in iudicio, ſeu extrâ, agendo, vel excipiendo, ſeu replicando quovis modo obijci, imputari, vel imponi, quin immò quod omnes, & ſinguli proceſſus, condemnationes, conſcations, & bonorum publicationes, & banna, & etiam aliæ quævis novitates contra ipſos, vel alicum iſtorum, ſeu iſtorum Hæredes, vel Succceſſores facta, & facta, promulgata ſeu promulgata hinc retrò cancellentur, & annullentur, & ex nunc prout ex tunc ipſo jure pro cancellatis, & annullatis reputari, & teneri debeant, & ſint, ita quod obijcens, opponens, vel proponens, ſeu allegans aliquid ex prædictis non audiat ab aliquo judicente Partium, ſeu alterius Partium prædictarum, immò repellî, reſci, & audientia denegari debeat etiam ex officio à quocumque judicente, vel à quo, ſeu ad quos videbitur pertinere.

Item quod omnes, & ſinguli Forenſiti, & etiam alii quicumque, qui ſe intromiſerunt in Guerris prædictis, vel in aliquâ ex eis, & etiam omnes, & ſinguli, qui in ſervitium Dominorum prædictorum, vel Prædeceſſorum iſtorum Dominorum, vel alicujus ex eis, vel in ſervitium Colligatorum, Adhærentium, Sequacium, vel Subditorum Dominorum prædictorum, ſeu alicujus ex eis aliquid operati fuerint in Guerris prædictis, vel in aliquâ ex eis, & etiam iſtorum Hæredes, & Succceſſores reſtituantur, & reponantur in poſſeſſione, vel quaſi bonorum, & juriſ, quæ ipſi per ſe, vel alium tenebant, vel poſſidebant, vel quaſi, antequàm eſſent exiſſiti, vel antequàm ſe intromiſſerint in Guerris prædictis, vel aliquâ earum, de quibus fuerunt ſpoliati, privati, vel quaſi, ſeu amiſerint occaſionibus antedictis, & ex nunc, prout ex tunc, ipſo jure, & facto reſtituti, reſintegrati, & repoſiti, intelligantur eſſe, & ſint in eo ſtatu, & poſſeſſione, vel quaſi, quo, & quâ erant temporibus, ſeu tempore ſupradictis; & hoc quantum ad res immobiles prædiales in eo ſtatu, in quo ſunt, & etiam quantum ad res mobiles extantes, ita quod eis liceat redire ad prædicas res, & bona, & uti omni jure ſuo, quod eis competeat temporibus antedictis, aliquâ temporis præſcriptione, quæ tempore dictarum Guerrarum, vel alicujus ex eis poſt exitum iſtorum, ſeu poſt ſpoliationem, privationem, vel amiſſionem ſupradictas cucerent, & etiam quavis aliâ exceptione non obſtantibus, & non obſtante, de qua, vel quibus nemini liceat obijcere, vel excipere contra prædictos, vel aliquem ex prædictis, ſalvo quod ſi aliquis prædictorum aliquâ ſpontè alienaſſet, vel à ſe abdicat ipſe, vel

TOM. II, PART. I.

ejus Prædeceſſor, à quo cauſam haberet ex prædictis rebus, ſeu Juribus ſupradictis, poſtquam fuiſſent exiſſiti, vel forenſiti, vel ſe intromiſſerint in Guerrâ, vel Guerris prædictis, vel amiſſiſſent, vel deſeruiſſent ut ſuprà alicui, qui ſit in poſſeſſione, vel quaſi, vel qui cauſam habeat ab illo, vel illis, quibus alienaſſet, vel in quem, vel quos tranſmiſſiſſet aliquid ex rebus, vel Juribus antedictis, quod contra talem, vel tales ſic poſſidentes, vel quaſi non debeat ulla reſtitutio vigore præſentis Contractus concedi, immò potius communem vendiqet ſibi locum.

Eo tamen ſalvo, & exceptato, quod neuter Dominorum prædictorum, nec etiam iſtorum, vel alicujus eorum Colligati, Adhærentes, Vaſſalli, Subditi, vel Sequaces teneantur, nec aſtringantur ad reſtitutionem alicujus Civitatis, Villæ, Caſtri, Burgi, Rochæ, vel cujuſcumque Fortalicia vigore hujus Pacis, & Contractus, & contentorum in eis, nec etiam teneantur ad reſtitutionem aliquarum poſſeſſionum, quæ de jure publicæ, ſeu conſcatis fuerint, vel de jure publicari poterint, ſeu conſcari, quæ ſpectaverunt ad principales, contra quos principaliter retinentur dicta Caſtra, & Fortalicia, ſive Loca prædicta, remanentibus tamen ſalvis ipſis Dominis, & cuilibet iſtorum quibuscumque Juribus, & actionibus realibus, perſonalibus, atque mixtis, & aliis quibuscumque competentibus ipſis Dominis, & cuilibet eorum in Locis prædictis, & ad ipſa Loca, & cuilibet iſtorum, & iſtorum, & cujuſlibet iſtorum occaſione, quacumque occaſione, ratione, vel cauſa, ac ſalva remanente proteſtatione, & reſervatione ſuperius facta in Capitulo, quod incipit: *Ad tamen inter Partes prædictas* &c. quæ remaneant in ſui roboris firmitate.

Item quod factis reſtitutionibus antedictis, jus proprietatis, & quodcumque aliud ſalvum remaneat unicuique, qui reſtituerit in ipſis rebus reſtitutis, & ad ipſas, & ſuper eo ſiat juſ ſummarium & expeditum, & de plano, ſine ſtreptu & figura judicii, illi qui reſtituerit, ſi duxerit poſtulandum, & hoc per Conſervatores Pacis, vel ſaltem duos ex eis, videlicet unum de quolibet parte.

Item quod proceſſus facti, condemnationes, conſcations, & banna lata, & promulgata, & lata contra ipſos, quorum Caſtra, Loca, & Fortalicia, poſſeſſiones, & bona non reſtituantur, ſeu non veniunt reſtituenda virtute præſentis Pacis, remaneant in ſua roboris firmitate quantum ad ipſa Caſtra, Fortalicias, Loca, poſſeſſiones, & bona tantum quæ non reſtituantur, ſeu non veniunt reſtituenda ut ſuprà; quantum verò ad alia ſint, & intelligantur caſſa, & irrita, & penitus, & ipſo jure nulla ut ſuprà, & pro non factis habeantur.

Item quod proceſſus, condemnationes, bonorum publicationes, & banna per alterutram Partium prædictarum, vel aliquam ex eis ab hinc retrò quocumque tempore contra quoscumque, qui adhæſerunt in aliqua ex Guerris antedictis facti, prolata, & promulgata ex cauſa delictorum, vel criminum commiſſorum, vel perpetratorum per prædictos alia occaſione, quam occaſione alicujus ex Guerris prædictis, vel etiam alia occaſione, quam in ſervitio alterutrius Partium prædictarum, vel alicujus ex ea vigore præſentis Contractus non caſentur, nec annullentur, nec prædicti, vel aliquis prædictorum contra tales condemnationes, conſcations, & banna reſtituantur, nec reſtituti eſſe intelligantur vigore præſentis Pacis, immò ipſi tales, & talia proceſſus, condemnationes, conſcations, & banna, prout de jure fuerint, in ſua remanent roboris firmitate; ſalvo quod ſi aliquis ex dictis bannitis ſe velleſt ſubmittere juri, & defendere, quod hoc ſibi liceat per ſe, vel per legitiimum Procuratorem; & quod reſpectu talis ſe ſubmittere volentis, vel etiam ſic ſe ſubmittentis, & defendentis, dicta banna, & proceſſus habeantur pro ſuſpenſis uſque ad cognitionem diſſinitivam latam ſuper dicta deſenſione, & ipſa diſſinitiva fuerit abſolutoria, dicta banna, & proceſſus ſint ipſo jure nulla, caſſa, & irrita; ſi verò fuerit condemnatoria, ipſa banna, & proceſſus in ſua remanent roboris firmitate.

Item convenerunt quod exceſſus, & commiſſa per Homines de Sancto Salvatore, qui ſunt intrâ, & per Homines, ſeu Communitates Monticlarî, Cilaſi, & Zinali contra Illuſtreſt Dominum Marchionem Montisferrati, ſeu ipſius Prædeceſſores, vel Sequaces, Adhærentes, Colligatos, vel Subditos intelligantur commiſſa occaſione Guerrarum prædictarum, ſeu in ſervitio Illuſtris Domini Comitum Virtutum, ut ſic dictæ Communitates, & Homines quò ad remiſſiones bonorum, proceſſuum, ſententiarum, & omnium aliarum quarumcumque novitarum revocationes, annulationes, & cancellationes, & bonorum publicationes, & quò ad recuperationes, & reſtitutiones bonorum, & etiam quò ad alia beneficia præſentis Pacis gaudeant, & gaudere debeant beneficio præſentis Pacis, ſintque dicti

ANNO

1382.

processus, banna, sententia, & novitates ipso jure nullae, cassae, & irritae, non obstantibus aliquibus in praesenti Contractu superscriptis, vel infrascriptis, quae huic Capitulo videantur in aliquo derogare, teneantur tamen dicti de Montecarlo tempore novitatis nuper factae contra Castra, omnes illas res, & omnia illa bona, quae pervenerunt in eos de bonis dictorum Castellatorum, quae restitutione facta, seu parata fieri cum effectu, fiat eodem modo restitutio de bonis acceptis illis de Montecarlo, illis, quibus accepta sunt causa praedicta.

Item quod creditoribus quibuscumque, & aliis omnibus, qui in personis, vel rebus bannitorum, vel forensitorum, vel aliquorum, seu aliquis inclutorum in praesenti Pace pro altera Partium praedictarum, vel aliquibus ipsorum potuissent, vel quoquo modo possent aliquod jus praetendere, seu habere antequam forent forensiti, vel banniti, vel si forensiti, vel banniti non fuissent uti tempore, intelligantur esse, & sint actiones, & jura ipsorum salva, & eis possint agere, & experiri, & ipsi uti in iudicio, & extra, quemadmodum poterant, possent, vel potuissent, si dicti, contra quos jus praetenditur, nullo tempore fuissent banniti, vel forensiti, vel quemadmodum si ipsi nullo tempore impediti fuissent occasione Guerrarum praedictarum tam coram quocumque Iudice competente, quam coram Conservatoribus Pacis, seu duobus ex eis, uno viderelicet pro qualibet Parte, quos duxerit ad eundem, qui possint, & debeant de praedictis cognoscere, & decidere summarie, simpliciter, & de plano, sine strepitu, & figura iudicii, cavillationibus cessantibus quibuscumque, quacumque praescriptione, dummodo completa non sit ante inchoatas Guerras praedictas, sive ante exitum ipsarum, cursu temporis, & dilatione non obstant.

Item quod nullus possit contra bannitos, vel forensitos, vel bona ad ipsos, vel ipsorum aliquem spectantia uti aliquo jure, vel aliqua ratione, quod quicquam ab aliquo Communi, vel Domino sit, postquam fuerint forensiti, vel banniti, contra ipsos, vel ipsorum bona, seu jura, & è converso dicti forensiti, vel banniti non possint uti aliquo ratione, vel jure, quod sit quicquam ab aliquo Communi, vel Domino, postquam fuerint forensiti, vel banniti.

Item quod dicti forensiti, vel banniti, & omnes alii restituendi non possint, pro aliquibus talibus, vel oneribus, realibus vel personalibus, seu mixtis, conveniri, nec in personis, seu rebus molestari pro tempore, quod fuerint banniti, vel forensiti usque in praesentem diem, sed omnia talia opera intelligantur, & sint remissa, & cassata, & non possint exigi.

Item quod possitiores, & habentes possessiones, domos, vel sedimina, vel alia bona immobilia, vel qui resistentur ad possessiones, & bona praedicta, vel vigore praesentis Pacis in Territoriis, seu finibus, & Locis dictorum Dominorum, vel aliquis eorum teneantur subire, & solvere pro dictis possessionibus, & bonis in Loco, & Locis dictorum Dominorum, vel aliquis eorum, in quibus, & in quorum Territorio, vel finibus dictae possessiones, & bona posita, & situata sunt tantum, & non plus de talibus, quae in futuro imponentur in Locis praedictis pro rata quantum solvent alii homines dictorum Locorum pro possessionibus eorum situatis in ipsis Locis, sine finibus ipsorum Locorum aequipollentibus, & quod unus pro altero non teneatur, nec graveatur, & ad hoc sunt obligatae godiae dictarum possessionum, & non proprietates ipsorum. Loca autem, Domus Ghiroldorum, Marzalenghi, & Belreguardi cum possessionibus eis adjacentibus, vel spectantibus ad illos, quorum sunt Loca praedicta, non solvere, seu contribuere teneantur cum Commune Sancti Damiani, non obstantibus aliquibus in praesenti Contractu superscriptis, vel infrascriptis, quae huic Capitulo videantur in aliquo derogare.

Item quod homines, & familiares forensitorum de Ast Adherentium dicti Domini Marchionis possint ire, redire, stare, morari, & conversari, & negociari in Ast, & ubicumque Locorum sicut alii Astenses, habitare autem non possint sine Licentia Dominorum; Uxoribus vero, & Mulieribus, ac Massariis, & Laboratores dictorum Adherentium, & Forensitorum de Ast possint in dicta Civitate, & Territorio morari, & habitare, ire, & redire pro libito voluntatis, sicut alii Cives Astenses, & Massarii aliorum Astensium, personae aut ipsorum Forensitorum, & Adherentium, & Filii, & Fratres, & Nepotes non possint dictam Civitatem intrare sine licentia Domini, vel Officialium ipsius; & versa vice in omnibus, & per omnia intelligatur de Forensitis Albani, & Montis Vici, & Sancti Damiani, & aliorum quorumcumque Locorum dictorum Dominorum, &

Adherentium, & de hominibus, familiaribus, Massariis, & Laboratoribus suis.

Item quod possint praedicti Contrahentes, & quilibet ex eis, & omnes, & singuli Colligati, Adherentes, Sequaces, & Subditi Partium praedictarum, & quicumque ex eis, & etiam omnes, & singuli, qui veniunt ad res, vel bona immobilia restituendi, & remittendi, vigore Capitulum praesentis Contractus, qui habent, vel possident, seu habebunt, vel possidebunt res, & bona immobilia in Territorio, Districtu, vel posse alterius Dominorum praedictorum, vel alienius eorum, possint gaudere, & uti in dictis bonis immobilibus, molestia, & impedimento quocumque cessantibus, & etiam possint godias, fructus, redditus, & proventus dictarum possessionum vehere, ducere, & vehi, & duci facere, & exportare ad Loca alterius Partis, ubi eis placuerit, libere, & sine ulla solutione dacia, vel gabellae, cum licentia tamen ejus, ad quem spectabit, quam teneatur libere concedere, & sine aliqua solutione.

Item quod strata, & itinera Partium praedictarum, & cujuslibet earum tam per Terram, quam per Aquam, per omnes Terras, Passus, Loca, Districtus, Territoria, & Domina dictarum Partium sint libera, & aperta, & libera, & aperta quibuscumque Personis etiam cum mercanciliis, bellis, victualibus, & rebus quibuscumque, & quod omnes Subditi utriusque Partium praedictarum possint ire, stare, & mercari, redire, & negociari, & conversari libere, & impune per Terras, & Territoria cujuslibet Partium praedictarum sine impedimento quominuslibet inferendo, solvendo tamen dacia, & pedagia hactenus consueti, non faciendo tamen aliquid, propter quod defluerentur, fraudarentur, seu diminuerentur dacia, & lutrae aliquis dictarum Partium.

Item quod Reverendus in Christo Pater Dominus Episcopus Astensis sit inclusus, & includatur in praesenti Pace, ita quod in omnibus, & per omnia gaudet beneficio praesentis Pacis, & quod restitutor, & restitutus esse intelligatur ad possessiones, jura, Jurisdictiones, & Honores ejus, & Ecclesiae Astensis ubicumque sint, & etiam quod possit uti, & frui rebus, juribus, & Jurisdictionibus, & Honorantibus suis, & Ecclesiae Astensis, sine contradictione quacumque dicti Domini Marchionis, & suorum, & sine quavis alia contradictione tam Communitatis, quam singularium personarum.

Item quod omnes, & singuli carcerati, capti, occasione Guerrae dictorum Dominorum, vel alterius eorum, libere relaxentur, & quod detemptores eorum ad relaxationem dictorum carceratorum omnimodo compellantur per illum Dominum, cui subsum, seu extiterunt, dicta ultima Guerra durante.

Item quod ipsi Domini, & quilibet eorum teneantur nominare, & in scriptis dare alteri alteri ad invicem omnes suos Adherentes, Complices, & Sequaces in praesenti Contractu, qui omnes nominandi, & dandi in scriptis ut supra teneantur per publicum Instrumentum, & cum juramentis eorum, & cujuslibet eorum ratificare praesentem Pacem cum omnibus, & singulis Capitulis in ea contentis solemniter, & ad ipsius Pacis observantiam se se teneantur cum omnibus, & singulis, quae in ea singulariter continentur, solemniter obligare infra unum mensem, quorum omnium, & singulorum ratificationem ut supra teneantur dictae Partes altera alteri, & è converso mittere, & praesentare per publica Instrumenta infra quindecim dies post dictum mensem: Illi autem ex eis, qui non ratificaverint prout supra, excludantur à beneficio Pacis praesentis; & si contingeret aliquem, vel aliquos dari, & nominari pro utraque parte pro Adherente, vel Adherentibus, intelligantur esse Adherentes, vel Adherens illius Partis, sub qua, & ad cujus instantiam dictam Pacem ratificaverunt pro ut supra; & ex nunc praestati Domini, & quilibet ipsorum nominant, & in scriptis dant pro Adherentibus, Colligatis, & Sequacibus suis infrascriptis ut infra videlicet.

Infrascripti sunt Adherentes, Colligati, & Sequaces Illustris Principis Domini Comitum Virtutum &c. nec non in scriptis dati per eundem Illustrum Dominum Comitum pro parte sua, videlicet.

Dominus Episcopus Astensis pro se, & Ecclesiae sua Astensi, ac pro omnibus competentibus dictae Ecclesiae.

Dominus Episcopus Albensis pro se, & Ecclesiae sua, Castris, Terris, Villis, & Locis suis Verdini, Rodi, & Rodelli, ac pro omnibus suis Castellanis, habitatoribus, terrigenis, & incolis dictorum suorum Castorum, Villarum, Terrarum, & Locorum.

Dominus Manfredus Marchio Salutarum pro se, Castro, Terris, Hominibus, & finibus suis Feregiani. Zorinus de Salucis pro se, Castro Mulazani, & aliis suis Villis, Terris, & Locis, Hominibus, & habitatoribus ipsorum.

Anto-

ANNO
1382.

Antonius de Porris pro se, & Castris Pioperæ, Sanctæ Victorie, & aliis Terris, & Locis suis, ac pro Castellanis, Hominibus & Habitatoribus eorum.

Henricus de Carreto Marchio Saonenis pro se, Filiis suis, & pro Castris, Villis, & Locis suis, ac pro Hominibus suis, Castellanis, & Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis Castris, & Villæ Albareti, Castris, & Villæ Montibarcherii, Villæ Sancti Benedicti, Castris, & Villæ Melli de Valleberbi, Castris, & Villæ Faxolii, Castris, & Villæ Bozolaschi, Castris, & Villæ Serravallis, Castris, & Villæ Bosæ, Castris, & Villæ Casteni, Castris, & Villæ Munisti, Castris, & Villæ Julæ Sanctæ, Villæ Viofiæ, Villæ Cagnæ, Villæ Loyssi, & suæ partis Locis Millefimi, & Crutierriæ.

Lazarinus, & Harolus de Carreto ex Marchionibus Saonæ pro se, Filiis, Castris, Terris, Villis, & Locis suis, & Hominibus dictorum Locorum, & habitantibus in eis.

Dominus Manfredinus de Salucis pro se, & Filiis suis, & pro Castris, Villis, & Locis suis, ac pro omnibus suis Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis dictorum suorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum, videlicet pro Castro, & Loco Budini, pro Castro, & Villæ Belvideris, pro sua parte Castris, & Villæ Dolani, pro sua parte Castris, & Villæ Agiani, ac omnium, & singulorum Hominum suorum dictorum Locorum, & Castrorum.

Bertolameus de Salucis, & Georgius ejus Frater pro se, & Filiis suis, ac pro Villis, Castris, & Locis suis, ac pro omnibus suis Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis suorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum, videlicet pro Castro, & Villæ Leuci. Item pro parte ipsorum Castris, & Locis Dolani, pro parte Castrorum, & Villarum, & quilibet ipsarum Canezanæ, & Agiani, ac omnium, & singulorum Hominum suorum, & dictorum Castrorum, Villarum, & Locorum.

Manuel de Salucis pro se, & Successoribus suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis suis, ac pro Hominibus, Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis suis dictorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum.

Omnes Nobiles, & Domini de Cochonato pro se ipsis, & nomine, & vice omnium aliorum Consortum suorum pro se, & Filiis suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis suis, ac pro omnibus suis Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis dictorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum.

Matheus, Ubertus, Aleranus, & Gabriel ex Marchionibus Incisæ pro se, & Filiis suis, ac pro Castris, Terris, Villis, & Locis suis, Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis dictorum suorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum.

Domini Bertolameus, Stefanus, & Johannes Fratres Marchiones Malaspinae de Vartio Filii quondam Domini Pedrici pro se, & Filiis suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis suis, Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis dictorum suorum Castrorum, Terrarum, & Locorum.

Bonitaci Marchio Malaspinae de Vartio.

Omnes Marchiones Malaspinae de Auramala, de Godilatio, pro se, Castris, Terris, Villis, Locis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Franciscinus Marchio Malaspina Filius quondam Domini Azonis, pro se, Filiis suis, Castris, Villis, Terris, Locis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Spineta Marchio Malaspina de Villa Francha pro se, suis Filiis, Castris, Terris, Villis, Locis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Franciscinus de Carreto Filius quondam Domini Conradi ex Marchionibus Saonæ pro se, suis Filiis, Castris, Villis, Terris, Locis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Dominus Luchexius de Spinolis de Luchulo, Spineta Spinola de Luchulo, Antonius de Spinolis de Luchulo pro se, Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis, ac pro Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Dominus Violant, & Benedictus de Auria pro se, & Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis ut supra.

Dominus Antonius de Ticionibus pro se, Filiis suis, Terræ Cretenini, & pro aliis Castris, Terris, Villis, & Locis suis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Dominus Ubertinus de Lando pro se, Filiis suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis, suis Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Dominus Johannes de Salucis Marchio Cravezanæ, Vallis Rozie pro se, suis Filiis, & dictis Castris, Terris, Villis, & Locis, ac Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Symoninus de Brayda, & Frater pro se, & Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Antonius, Dominicus, & Jacobus Fratres de Rotariis pro se, & eorum Fratribus, Filiis, & Confortibus, nec non pro omnibus Castris, Terris, Villis, & Locis, Castellanis, Hominibus, Terrigenis, & Incolis suis, ac Habitatoribus ipsorum.

Faronus Rotarius Filius quondam Domini Spinetæ, Thomas Rotarius ejus Frater, Livor Filius quondam, & Heres Domini Bernardi Rotarii, Antonius, & Aymonetus pro se, & eorum Fratribus, Filiis, & Confortibus, nec non pro omnibus Castris, Terris, Villis, & Locis, Castellanis, Hominibus, Terrigenis, & Incolis suis, ac Habitatoribus ipsorum.

Dominus Petrus Gutuarius, Dominus Antonius Gutuarius, Bernabos Gutuarius, & omnes Nobiles de Gutuariis de Castello, & de Ritranchorio pro se ipsis, & Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis, Castellanis, & Hominibus suis, ac Habitatoribus ipsorum.

Aymo de Ticineto — omnes Nobiles de Frassaneto — omnes Nobiles ex Comitibus Cabaliacæ pro se ipsis, suis Filiis, Castris, Terris, Villis, & Locis, Castellanis, & Hominibus, & Habitatoribus ipsorum.

Omnes Nobiles de Maglano pro se, & suis ut supra.

Dominus Manfreon de Faletis pro se, & suis ut supra.

Dominus Jacobus Marcio Ceva pro se, Filiis suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis suis, ac pro omnibus suis Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis suorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum, videlicet pro sua duodecima parte Castris, & Villæ Ceva, medietate Castris, & Villæ Lefegni, medietate Castris, & Villæ Montisgrossi, Castris, & Villæ Staneigli, Villæ Lisi, medietate Castris, & Villæ Pauparati, quarta partis Rochæ Ziglerii, duodecima partis Castris, & Villæ Balfiæ, & sexta partis Castris, & Villæ Cluse, ac omnium, & singulorum suorum Hominum dictorum Locorum, & Castrorum.

Dominus Christoforus, & Jacobus ex Marchionibus Ceva pro se, Filiis suis, & pro omnibus Castris, Terris, Villis, & Locis, ac pro omnibus Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis dictorum omnium Castrorum suorum, Terrarum, Villarum, & Locorum.

Thomas, & Torellus de Turre ex Marchionibus de Carreto pro se, & Filiis suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis suis, scilicet Turris, & Bergulii, ac pro omnibus suis Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis dictorum suorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum.

Franciscinus Britonus pro se, & Castro Vad Ecclesiæ, & possessionibus, & Hominibus dicti Loci.

Guidetus, & Abbellonius de Malabaylis, Luyfius Malabayla, Jacobus & Franciscus de Malabaylis pro se, & Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis suis, ac pro Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Abbas Monasterii Fructuariensis, & Monaci pro se, & Ecclesiæ dicti Monasterii, Castris, Terris, Villis, & Locis suis, & pro Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Omnes Nobiles de Ysnardis pro se, & Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis suis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Berrardonus, & omnes alii Nobiles de Solario pro se, & Filiis suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Omnes Nobiles de Pelletis pro se, & suis ut supra.

Omnes Nobiles, & Condomini Planæ pro se, & suis ut supra.

Zarlonus Sibonengi, & alii Confortes Condomini dicti Locis pro se, & suis ut supra.

Ruffinetus de Troya pro se, & suis ut supra.

Johannonus Scarampus, Frater, & Nepotes, Matheus, & Antonius Fratres de Scarampis, Blaxius, & Gotofredus Fratres, Tomenus, & Jacomacius, Georgius, & Bernardus ejus Frater de Scarampis pro se, & suis Filiis, & Castris, Terris, Villis, & Locis ut supra.

Bernabos, & alii Nobiles de Sancto Alexio pro se, & suis Filiis, Castris, Terris, Villis, & Locis ut supra.

Omnes Nobiles de Ricis pro se, & Filiis suis, & pro Castris, Villis, Terris, & Locis ut supra.

Omnes Nobiles Rochetæ Tanagri pro se, & Filiis suis ut supra.

Jacobus, & Tadens de Garretis, Georgius Garretus pro se, & Filiis suis ut supra.

Thomas Afinarius, & Frater Filii quondam Domini Raxoni, Thomas Afinarius de Duxino, & Confortes Duxini pro se, & Filiis suis, Fratribus, Nepotibus, Castris, Terris, Villis, & Locis ut supra.

Domina Lezadra Uxor quondam Domini Amedei Rotarii, & Filii ejus pro se, & dictis Filiis, Castris,

ANNO
1382.

ANNO
1382.

Castri, Terris, Villis, & Locis suis ut supra.
Omnes Nobiles, & Condomini Montañe pro se,
& Filiis suis, Castri, Terris, Villis, & Locis ut supra.
Gabriel Palidus, & Filius, Ricardus, & Henricus
de Palidis pro se, & Filiis suis, Castri, Terris, Vil-
lis, & Locis ut supra.

Jacobus Bergognonus ex Condominis Castri Sulbrici
pro se, & suis ut supra.

Petrus de Graxellis, & Frater ex Condominis Cas-
torum, Septimarum, & Vialis pro se, & Filiis suis,
& dictis Castri, & Locis ut supra.

Petrus Cachayranus pro Castro Covazoli, & pro se,
& Filiis suis, & aliis Locis ut supra.

Guillelmus, & Antonius Fratres, Franciscus,
Guillelmus, & Fratres, & Confratres ex Condo-
minis Castri Ciglerii pro se, & Filiis suis, ut supra.

Quos omnes, & singulos præfatus Illustri Do-
minus Comes Virtutum dat, ponit, & nominat pro se,
& Confortibus ipsorum pro Subditis pro omnibus Cas-
tris, Locis, Feudis, & Hominibus, quæ tenent in
Feudum ab ipso Domino Comite; pro aliis verò Lo-
cis, Castri, Terris, & Hominibus, quæ non sunt de
Feudo dicti Domini Comitis dat, & nominat ipsos
omnes, & singulos pro Adherentibus, & Sequacibus suis.
Infra scripti verò sunt Adherentes, Colligati, & Se-
quaces Illustri Principis Domini Marchionis Montis-
ferrati &c.

Adherentes verò, quos præfatus Dominus Marchio
nominat, & dat in scriptis cum omnibus Castri, Lo-
cis, Terris, Villis, Vassallis, & Hominibus suis, &
qui, & quæ nunc tenentur, & possidentur per ipsos, &
quemlibet ipsorum sunt hi.

Primo Illustri Dominus Marchio Saluciarum, Bur-
gus, & Locus Cunei cum districtu, qui tenetur per Lo-
cum Cunei.

Nobiles Franciscus, & Fraylonus de Bolleris cum
Locis, Terris, & Hominibus suis.

Nicolaus de Urbe veteri, & Locus Cerveriarum.

Egregii Domini Marchiones de Ceva.

Egregii Domini Manuel, & Nepotes de Carreto
de Finario.

Egregius Dominus Bonifacius de Carreto.

Egregius Manfredus de Carreto.

Egregius Manfredus Marchio de Buscha.

Nobiles Jacobus, Tethe, & Gisa de Carreto.

Nobiles Manfredus, & Bertholomeus de Pontibus.

Egregii Marchiones de Ponzo.

Egregius Ynardus Marchio Malaspina.

Reverendus Dominus Episcopus Aquevis, & Loca
Episcopatus Aquevis.

Egregii Domini Marchiones Incise.

Egregius Antonius Turchus, Filii, & Nepotes.

Nobiles Antoninus, Godinus, Bertholomeus, &
Jacobus Fratres de Friugo.

Johannes, Petrinus, & Fratres de Turchis.

Nobilis Manuel Afanari.

Nobiles Antonius, & Filii, Franciscus, & Loyfius
de Afanari.

Nobiles Johannes, Petrinus, & Guillelmus de Af-
nari de Castascho.

Nobilis Bonifacius Rotarius.

Nobilis Georgius Rabia.

Nobiles de Garreis de Ferreris.

Froylinus Guarreta Legum Doctor.

Leoninus Deatus, & Uxor.

Johannes Deatus.

Nobilis Cathelina de Chacharanis.

Castrium, Portus, & Locus Morani.

Nobiles Domini de Azellio.

Nobilis Johannardus de Incisa cum Loco Cervi.

Nobiles Aymonetus, & Frater, & Nepotes de Ro-
tariis de, & cum Loco Gaureno.

Hector Rotarius.

Illi de Scarampis pro Feudis, quæ tenent.

Illi de Chataena pro Loco Rocheta Pellafera.

Domini de Salucis de Doliano de Cravexana.

Domini de Tonengo.

Domini Galeaz, & Fratres de Lanzangis cum Lo-
co Castri novi de Caxinis.

Quos omnes, & singulos dat, ponit, & nominat pro
Subditis pro omnibus Castri, Locis, Feudis, & Ho-
minibus, quæ tenent in Feudum ab ipso Domino Mar-
chione, & Marchionatu; pro aliis verò Locis, Castri,
Terris, & Hominibus, quæ non sunt de Feudo dicti
Domini Marchionis, ipsos omnes, & singulos dat,
& nominat pro Adherentibus, & Sequacibus.

Item quod processus, condemnationes, confiscationes,
& banna facti, lata, & lata, & data ex causa
criminum commissorum in Loco, & posse Sancti Da-

mani tempore quo dictus Locus fuit obediens Domino
Marchioni, & prædecessoribus suis per illudem Do-
minum Comitem Virtutum &c., vel ejus Officiales,
& alios quoscunque, qui præfuerint in Civitate Ast
usque in præfentem diem contra quoscunque homines,
& personas de Sancto Damiano, & Habitatores ipsius,
& alios quoscunque usque in præfentem diem sint casti,
casti, & casta, & pro cancellatis, abolitis, & annullatis
habeantur, & esse intelligantur ipso jure, & ipso facto.

Item quod præfatus Illustri Dominus Marchio nec
non Colligati, Adherentes, aut Subditi sui non possint,
seu debeant in Territorio Astensi exigere aliqua datia,
pedagia, vel gabellas, nisi pro ut, & sicut exigebant
antè initium Guerrarum supra scriptarum; & verba vice
præfatus Illustri Dominus Comes Virtutum, & sui
Colligati, Adherentes, aut Subditi non possint, seu
debeant in Ast, seu Territorio Astensi exigere aliqua
datia, pedagia, vel gabellas, nisi pro ut, & sicut exi-
gebantur antè initium Guerrarum supra scriptarum.

Item quod de controversiis quæstionibus, & debatis
vigentibus, seu quæ vigere possint inter Rugerium Ca-
nem, sive Jacobinam ejus Uxorem, ac Matrem dictæ
Jacobine ex una parte, & Antonium, Ludovichum,
& Franciscum de Afanariis ex altera, debeat dictus
Dominus Marchio, sive ejus Consiliarius cognoscere, &
definire summarie, simpliciter, & de plano, sine stre-
pitu, & figura judicii, cavillationibus cessantibus qui-
buscumque, & tali definitioni, & determinationi stari,
& pareri debeat, quacunque appellatione, & contra-
dictione cessante, cui si non parebitur, vel si aliquis
prædictorum non consenserit, & bastiam non dederit
de cognitione prædicta, liceat Dominiis antedictis, &
cullibet ipsorum procedere contra non parentem de Ju-
re, & de facto, pro ut ipsi, vel alteri ipsorum vide-
bitur, & placebit.

Item quia parum prodeffent conventiones inire, nisi
essent qui ipsas exequerentur, teneantur dicti Domini
infra dies triginta proximos venientes eligere, & nomi-
nare bona fide duos bonos, notabiles, & expertos Vi-
ros pro quolibet Parte Conservatores, & pro Conserva-
toribus hujus Pacis, & contentorum in ea, qui, vel duo
ex eis, unus videlicet pro quolibet Parte, super omnibus,
& singulis pertinentibus ad observationem præfentis Pa-
cis, plenariam habeant potestatem audiendi, citandi,
cognoscendi, & etiam exequendi.

Item quod præfatus Dominus Marchio curabit, &
faciet fideliter, & bona fide possit suo, quod Illustri
Dominus Guillelmus de Monteferrato Frater dicti
Domini Marchionis infra unum mensem proxime futu-
rum ratificabit, approbabit, & amologabit præfentem
Pacem, & omnia, & singula contenta in Instrumento
præfentis Pacis, & quod infra dictum terminum in ma-
nibus publicæ personæ recipientis, & stipulantis vice,
& nomine dicti Illustri Domini Comitis Virtutu-
rum &c., & omnium aliorum, quorum interest, seu
interesse poterit quomodo libet in futurum, solemniter
stipulatione promittit, & jurabit solemniter omnia,
& singula prædicta attendere perpetuo, firmiter, & ob-
servare, & non contravenire, seu contrafacere per se,
vel per alium, aliqua ratione, vel causa, quæ dici, vel
excogitari possit; In casu verò, quo præfatus Dominus
Guillelmus non ratificaverit, promiserit, & juraverit
ut supra, infra unum mensem ut supra, præfentem Pa-
cem, & contenta in ipsa, sit ipso jure exclusus ab omni
beneficio præfentis Pacis; & si ratificaverit ut supra,
teneatur infra quindecim dies post dictum mensem mit-
tere per Instrumentum dictam Ratificationem Domino
Comiti Virtutum &c.

Item quod infra scripti omnes, & singuli de Sancto
Salvatore non possint ullo modo venire, stare, vel mo-
rari ad Terras, & in Terris Sancti Salvatoris, & Cas-
tellei, nec ad Territorium, nec in Territorio dictæ
Terræ Sancti Salvatoris, & Castellei. Possint tamen
laborari, & coli facere Terras, & possessiones suas, &
godias percipere terrarum, possessionum, & bonorum
suorum, & de ipsis godiis facere quicquid eis place-
rit, ipsi solventibus pro dictis possessionibus, & bonis
juxta dispositionem Capituli duodecimi præfentis Pacis,
quod incipit: *Item quod possessiones &c.*

Nomina quorum sunt hæc videlicet.
Mafeus Merlus, & Filius.
Ghlonus Merlus, Filius, & ejus Nepos.
Johannes Merlus Rabella.
Andreas Merlus, & quondam Girardi.
Guillelmus Merlus Rabella.
Michellonus Merlus.
Rabellianus Merlus.
Conradus Merlus Jacobi, & Filius.
Johannes Merlus Jacobi.

ANNO
1382.ANNO
1382.

Accatus Merlus Jacobi.
Johannes Blanchus, & Filius.
Dominicus Blanchus, & Filius.
Ferrerius Merlus, & Nepos.
Antonius Merlus Georgii.
Raynerius Merlus Georgii.
Dominicus Merlus Raynerii.
Anserinus Merlus Raynerii.
Bonifacius Papievexius.
Vixinus Papievexius, & Filius.
Andreas Papievexius, & Filius.
Berreta Papievexius, & Filius.
Imerichus Papievexius.
Bonus Johannes Papievexius.
Stefanus Testa, & Filius.
Johannes Testa.
Guilielmus Testa, & Filius.
Jacobus Testa.
Franciscus de Monterucio, } Filius.
Thomas de Monterucio, }
Michael Rizius, & Filius.
Bertramus Rizius.
Guilielmus Rizius.
Matheus Rizius.
Bertholimus Rizius.
Antonius Rizius, & Filius.
Gabrius Gorgardus, & Fratres.
Antonius Gorgardus dictus Cantorarius.
Possunt esse in numero quatuoraginta.

Ceteri vero forenses de Sancto Salvatore, si qui tepe-
trentur, possint tute, libere, & impunè venire ad dicta
Territoria, & inde redire, colere per se, vel per alium
& utitur possessionibus eorum, dum tamen non intrent
in dictis Terris, vel aliqua earum.

Item quod de possessionibus, & bonis forensium
de Vigueria, & Garlascho, ac de fructibus, & pro-
ventibus earum fiat, pro ut ambo Domini in simul dis-
ponent, & concordabunt.

Item quia parum prodesset convenciones inire, nisi
essent, qui ipsas exequerentur, teneantur dicti Domini
infra dies triginta proxime venturos eligere, & nomina-
re bona fide duos bonos, notabiles, & expertos Viros
pro qualibet Parte Conservatores, & pro Conservatori-
bus hujus Pacis, & contendorum in ea, qui, vel duo
ex eis, unus videlicet pro qualibet Parte, super omnibus,
& singulis pertinentibus ad observationem presentis Pa-
cis, plenariam habeant potestatem audiendi, citandi,
cognoscendi, & etiam exequendi, ac attentata, si qua
fierent, contra Pacem, quod ablit, in statum pristinu-
m, & debitum reponendi bona fide, & sine fraude,
& omnia prædicta possint summarie, simpliciter, & de
plano, sine strepitu, & figura iudicii, etiam sola veri-
tate facti inspecta, qui Conservatores teneantur, & de-
beant acceptare, & simul convenire, vel saltem duo ex
ipsis, unus videlicet pro qualibet Parte, in Loco com-
muni, quocumque per alterutrum Partium prædica-
tarum, seu per aliquem ex Dominis antedictis princi-
paliter contrahentibus, vel ipsorum Procuratore legiti-
mum habente mandatum fuerint requisiti, & dicti sic
nominati, & electi ut supra teneantur, & debeant quilibet
ipsorum prima vice, qua simul convenierint, in manibus
publici Notarii, videlicet quilibet ipsorum jurare
ad Sancta Dei Evangelia, quod officium, & incum-
bentia officio antedicto cognoscat, discinet, & deter-
minabit pure, simpliciter, & bona fide, & à Sententis
per ipsos Conservatores latis, seu à determinationibus
per ipsos, vel duos ex eis, unum pro qualibet Parte,
factis non possit appellari, proclamari, vel nulla, seu
iniqua dici quoquo modo, imò debeant inviolabiliter
observari, & executioni mandari; & si aliquis ex sic
electis, vel nominatis Conservatoribus non acceptaret,
seu acceptarent, & sequi non posset, quia forte impe-
diretur, vel moriretur, loco illius non acceptantis
impediti, vel mortui alium eligere teneatur is, de cu-
jus parte sic deficiens fuerit; & si contingeret, quod
ablit, ex Colligatis, vel Adherentibus, seu Subditis alteri-
us Partis aliquis contra presentem Pacem committere,
vel inferre in dampnum, vel præjudicium alterius
Partis, vel alicujus ex Parte alterius, quod ad instan-
tiam, & requisitionem Partis læsæ, seu ejus, qui læ-
sus esset, teneantur dicti Conservatores, vel duo ex ip-
sis, unus pro qualibet Parte, ad invicem convenire, &
infra spatium unius mensis à die quo simul conveniunt
de dicto dampno, seu injuria cognoscere, & decidere;
& si reperierint dampnum, vel injuriam illatos fuisse
contra formam presentis Pacis, & per emendam resarci-
ri possit, mandare debeat illud emendari, & resarciri
per illum, vel illos, ad quos spectabit infra unum men-
sem; & si resarcita fuerint, & emendata infra tempus

prædictum, juxta mandatum prædictorum, tunc & in-
clusus remaneat, qui sic contrafecerit, & emendaverit
ut supra; si vero dampnum, vel injuria contra formam
presentis Pacis illatum, seu illata per emendam resarci-
ri non possit, vel possit, & dampnum; seu inju-
riam inferens juxta mandatum dictorum Conserva-
torum resarcire, vel emendare noluerit, vel in non
respondendo, & non satisfaciendo contumax fuerit,
& in contumacia perseveraverit per duos menses, tunc
omnis, qui intulerit, vel contumax fuerit ut supra, in-
telligatur esse, & sit extra Pacem, & gaudere non de-
beat beneficio hujus Pacis, & impunè offendi possit; &
nihilominus debeat, & teneatur ille ex Dominis princi-
paliter contrahentibus, ex cujus parte fuerit dictus con-
trafactor Pacis, ad requisitionem dictorum Conserva-
torum, vel majoris partis ipsorum, & etiam ad requisi-
tionem illius Domini, de cujus parte fuerit dictus læ-
sus, seu injuriam passus, toto posse auxilium, consi-
lium, & favorem præstare Conservatoribus prædictis,
vel Parti læsæ, seu ipsi læso, vel injuriam passæ, quo
usque dictus læsus, seu injuriam passus satisfactionem
debitam consecutus fuerit cum dampnis, & interesse;
& etiam jurare debeat, & teneatur, & quo usque ad
debitam damnationem realem, & personalem deven-
turus fuerit contra tales, & etiam teneatur, & debeat
tales contumaces, seu inobedientes reparare per inimi-
cis, & ipsis sic facientibus, & adimplentibus, ut in hoc
Capitolo continetur, non intelligatur, nec sit dicta Pax
rupta, imò omnia alia contenta in presenti Pace de-
beant observari, & executioni mandari.

Item si contingat, quod Deus avertat, fieri per ali-
quem ex Subditis, Adherentibus, Colligatis, & Se-
quacibus dictorum Dominorum, vel alicujus eorum
contra Pacem presentem, & contenta in ea, vel aliquid
ipsorum, quod propterea non infringatur ipsa Pax, sed
semper, & in perpetuum rata remaneat. Teneantur
tamen dicti Domini, & quilibet ipsorum punire contra-
facientem, ipsumque compellere ad debitam restitu-
tionem, & emendam dampnorum, pro ut Domini Con-
servatores Pacis duxerint ordinandum, & secundum
formam Capituli de ipsis Conservatoribus mentionem
facientis.

Item quod omnia verba, & omnia contenta, & nar-
rata in presenti Contractu, & ejus Capituli intelligan-
tur, & intelligi debeant, & interpretari simpliciter, &
bona fide, & si aliqua dubietas oriretur super præmissis,
vel occasione præmissorum, decideri debeat, cognosci,
& determinari per Conservatores Pacis, seu duos ex ip-
sis, unum videlicet pro qualibet Parte, ratas tamen ma-
nentibus omnibus, & singulis contentis in Capitulo po-
testatis Conservatorum presentis Pacis.

Que omnia, & singula dictæ Partes, videlicet Illus-
tris Princeps, & Dominus Dominus Johannes Galeaz
Vicecomes Comes Virtutum Mediolani &c. Imperialis
Vicarius Generalis, pro se, & suis Hæredibus, & Suc-
cessoribus, ac Colligatis, Subditis, Adherentibus, &
Sequacibus quibuscumque, & ipsorum nomine pro, &
ex una parte, & dictus Illustris Princeps, & Dominus
Dominus Theodorus Marchio Montisferrati pro se, &
nomine, & vice dicti Illustris Domini Guilielmi Fra-
tris sui, ac etiam pro suis Hæredibus, & Successoribus,
Colligatis, Adherentibus, Vassallis, Subditis, & Se-
quacibus quibuscumque, nec non pro Locis, Terris,
Fortificis superscriptis, & eorum nomine, ex, & pro
altera parte, sibi ipsis ad invicem, & vicissim, ac nobis
Notariis infra scriptis ut personis publicis stipulantibus,
& recipientibus, vice, & nomine omnium, & singulo-
rum superscriptorum, & omnium quorum interest, in-
tererit, seu interesse poterit in futurum, solemnitati-
bus omnibus intervenientibus tam juris, quam facti, &
solemnibus stipulationibus, & conventionibus interven-
ientibus promiserunt, & conveniunt attendere, ad-
implere, observare, & executioni mandare in omni-
bus, & per omnia, & in perpetuum, pro ut in presen-
ti Contractu, & Instrumento continetur, & superius
scripta sunt, & in nullo contra facere, vel venire quo-
vis modo, aliqua ratione, vel causa, sub pena Floren-
torum viginti quinque millium auri, quam penam ad
invicem solemniter promiserunt, & quæ pena totiens
committatur, quotiens contrafactum fuerit, vel con-
traventum; Et quæ pena semel, & pluries peti, & exi-
gi possit, rato manente presenti Contractu, & omni-
bus, & singulis in eo contentis. Pro quibus omnibus,
& singulis prædictæ Partes ad invicem obligaverunt se
se, & omnia, & singula sua bona immobilia, presentia,
& futura; & ad majorem roboris firmitatem, & ut præ-
dicta melius valeant, & efficaciorum, & irrevocabilem
effectum sortiantur, juraverunt prædicti Domini, &
quilibet ipsorum ad Sancta Dei Evangelia in manibus

ANNO
1382.

nostrum Notarium infra scriptorum, tactis corporaliter Sacrosanctis Scripturis prædicta omnia, & iungula attendere, & observare ut supra, & non contrariare, vel venire ut supra, ratione minoris ætatis, doli, mali, nec ratione modicæ, seu enormis læsionis, nec aliqua quavis ratione, occasione, vel causa, quæ dici, vel excogitari possit; Renuntiantes cum sacramento prædicto prædictæ Partes ad invicem, & vicissim exceptioni metus, & sine causa, vel ex iniusta causa, & exceptioni doli, mali, generalis, vel specialis, & culibet alii exceptioni, quæ ipsis contra prædicta quovis modo competit, seu competere possit. De quibus omnibus, & singulis præstat Illustres Domini Comes Virtutum, & Marchio Montisferrati præceperunt unum, & plura ejusdem tenoris publica confici Instrumenta per Antonium de Castello de Ponzano natum Domini Petri Diocesani Vercellensis, & me Pasquinum Notarium infra scriptum.

Actum in Civitate Papie in Castro magno, videlicet in sala nova superiori respiciente plateam ipsius Castri, anno à Nativitate Domini Nostri Jesu Christi millesimo trecentesimo octuagesimo secundo, die Jovis sexto decimo mensis Januarii, quinta Indictione, hora vigesima tertia. Præsentibus spectabilibus Mililibus Domini Manfredi Marchione Saluciarum, Bonifacio de Choconate Comite Radicata, ac Egreis, & Sapientibus Viris Domino Otorino de Mandello Milite, Antonio de Porris amobus de Mediolano, Dominis Bertholameo de Placentinis de Parma, Filippo de Cafolis de Regio, Rikardo de Villanis de Mediolano Legum Doctores, Johanne Bastardo de Monteferrato Milite, Antonio de Cornato, & Antonio de Gorrena Legum Doctores, nec non Nobilibus Viris Nicolao de Cavagnolo, Lanzia de Gabiano, Jacobino de Sancto Steffano, & Guilielmo de Grazano dicto Bogeri Domino Salæ, Testibus notis, ad præmissa vocatis specialiter, & rogatis.

Extraxit fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVI Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archivii Officialis.

CXXI.

30. Mars. *Bulla Papæ URBANI VI. quæ WENCESLAUM Romanorum Imperatorem omnibus Fœderibus cum Principibus Schismaticis & Hæreticis contrahiis exsolvit, omniaque talia Fœdera ipso Jure nulla pronuntiat. Dat. Romæ 3. Kal. Aprilis Anno 1382.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 352.]

URBANUS EPISCOPUS, Servus Servorum Dei, ad futuram rei memoriam.

Inter sollicitudines varias, quibus assidue premimur, illa potissimè pulsata & excitata mentem nostram, ut circa salutem Animarum Christi fidelium sollicitis studiis intendamus, & nè Fideles ipsi, ex consortio & participatione Schismaticorum seu Hæreticorum, labefactari valeant, adhibeamus remedia opportuna.

Sanè ad nostrum nuper pervenit auditum, quod tam, Carissimus in Christo Filius noster, Wenceslaus Romanorum & Bohemie Rex Illustris, quam etiam, clara memoriæ, Carolus Romanorum Imperator, & ipsius Regis Genitor, simul vel successive, nonnullas Confœderationes, vel Colligationes, seu Ligas, & Conventiones cum diversis Regibus, Principibus, Ducibus, Comitibus, ac Magnatibus, Nobilibus, & certis aliis, inierunt seu fecerunt, & quod aliqui ex hujusmodi Regibus, Principibus, Ducibus, Comitibus, Magnatibus, seu Nobilibus, aut aliis, tunc erant seu postea sunt effecti Schismatici seu Hæretici manifesti, & ab Unitate Sanctæ Romanæ & Universalis Ecclesiæ separati, quamvis per Nos aliis declarati non sint:

Nos igitur, Attendentes quod hujusmodi Confœderationes, Colligationes, & Ligas, seu Conventiones (factæ cum hujusmodi Hæreticis aut Schismaticis, postquam tales effecti erant) sunt temerariæ, illicitæ, & ipso Jure nullæ (est forte, ante ipsorum lapsum in Scisma seu Hæresim, inter seu factæ fuissent) etiam si forent Juramento vel Fide datâ firmatæ, aut Confirmatione Apos-

tolica vel quacunque Firmitate aliâ roboratæ, postquam tales, ut præmittitur, sunt effecti, eo ipso tam idem Rex, quam alii, qui forsân unâ cum eo hujusmodi Confœderationes, Colligationes, & Ligas, seu Conventiones cum talibus inierunt seu fecerunt, & ad quos hujusmodi Confœderationes, Colligationes, Ligas, seu Conventiones quomodolibet extendi possunt, & quorum interest vel interesse poterit, ab earum observatione absoluti existunt, illasque ipsis servare non debent,

Quinimo ipse Rex hujusmodi Schismaticos & Hæreticos, ratione Imperii, ad quod Electus & per Nos approbatus existit, in favorem Sanctæ Romanæ ac Universalis Ecclesiæ, cujus est Advocatus, pro posse persequi tenetur, quodque omnis Communio cum talibus Hæreticis seu Schismaticis nimis periculosa existit, cum nulla sit prorsus nec esse debeat participatio lucis ad tenebras, aut Christi ad Belial,

Et cupientes, super hiis, Animarum Saluti, & Honori, ac Statui ejusdem Regis & aliorum quorum interest, ut præstetur, salubriter providere, ac periculis & scandalis, quæ ipsis exinde provenire possent, utiliter præcavere,

Eundem Regem & omnes alios, quorum interest, vel interesse poterit, Auctoritate Apostolica, tenore præsentium, declaramus fuisse & esse ab earumdem Confœderationum, Colligationum, Ligarum, & Conventio-num observatione penitus absolutos, & ad earum observationem aliquatenus non teneri, illasque, quatenus de facto processerunt, cassamus, irritamus, & nullius esse decernimus firmitatis.

Et insuper, cupientes Animarum periculis obviare, tam eidem Regi, quam etiam omnibus hujusmodi aliis, quorum interest, seu interesse poterit, tenore præsentium, districtius inhibemus, nè Confœderationes, Colligationes, Ligas, aut Conventiones hujusmodi aliquatenus observent, seu ab aliis servari quomodolibet permittant:

Decernentes ex nunc irritum & inane quicquid in contrarium, a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attemptari.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Declarationis, Cassationis, Irritationis, Inhibitionis, & Constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contra ire; siquis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus, se noverit incursurum.

Dat. Romæ apud Sanctum Petrum III. kal. Aprilis Pontificatus nostri anno quarto.

Sub filis sericis flavi rubeique Coloris.

De Curia T. FRABLI.

CXXII.

Verbindung Graf Eberhards von Württemberg / und der drey Gesellschaften mit dem Hohen / Sant Wilhelm / und Sant Georgen / mit Herzog Leopold zu Oesterreich / und den genannten Reichs-Städten des Bundes in Schwaben / ihren Länden und Leuten / und gemeinlich zu Fried und zu Gemach geschehen an der nechsten Mittwoch nach den heyligen Oestertage / Da man jalt von Christi geburt 1382. [JOH. PHIL. DATT, Volumen rerum Germanicar. novum Libr. I. Cap. VII. pag. 44. §. 1. Ex Originali: d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. I. Fortsetzung II. Abtheil. II. pag. 23.]

C'est-à-dire ;

Confederation entre EBERHARD Comte de Wurtemberg, & les trois Sociétés, savoir la LEONINE, celle de St. GUILLAUME, & celle St. GEORGE, avec LEOPOLD Duc d'Autriche, & les Villes de la Confédération de SUABE, pour le maintien de la Paix, & de la tranquillité.

*quillité dans leurs Terres, & parmi leurs Sujets.
Fait le Mercredi après Pâque l'an 1382.*

ANNO
1382.

[illegible]

ANNO
1382.

wir zusammen sitzen wolten/ und was sich da jeglich ein Mann
bestand/ gemainlich/ oder mit dem merren Teil ist in Ere und
Tide erkannt/ oder nach Gelegenheit solcher Sach Hilt schaff-
ten/ oder ob wir all willklich bey einander gesessen waren/ Also
sullen wir beiden Teilen aber zuehden/ an all Gevörde/ und von
indem Teil wir vor genant werden/ an all Gevörde/ und von
den beiden Teilen sein wir unser Volsch zusprechen und senden/
ob wir darnach wol/ se schafften gemainen/ Also/ das mit
Namen die erste Meinung alweg vorgehen/ es wäre denn/
das sich die Nien oder die merail/ ist in Ere und Tide erkannt/
oder das mann mit solcher Hilt zu beiden Sachen gesellen und
getum mocht/ das soll man och dem tim beiden Teilen/ an all Ge-
vörde/ nach Erkenntnis derselben Nien oder in des merren-
teils/ an all Gevörde/ war aber/ das solch Infall und Angst/
mit Mord/ mit Peint/ mit Kap/ oder mit nurem Vider-
sagen/ in unsern landen und Reichen beschreyen/ an Goshaffen/
oder an gillischen luten/ an Hilgen/ an Gesen/ an lantaren/
oder an Kisten/ da sullen wir zu freier Stat zuschun/ mit
nachpulen/ mit Aufgraben/ als das vorgefunden ist. Wacht aber
das zu freier Stat nicht vortragen werden/ so sullen wir/ ob
das in unsern landen beschreye/ oder des ersten darnach angerueft
werden/ haben oder dem einen Teil der vorgeannten Eten und
unser Herr von Österreich darnach zusprechen und manen/
nach Gelegenheit solcher Sach/ Also/ das alweg der Teil/ by
dem oder in dem landen und Gebieten solch Sach beschreye/ die
andern Teil darnach manen sol/ ob der Teil das auch mit er-
obern mocht/ und sullen wir den/ ob wir in also ungeschickten be-
teit/ unser Herr Mann in der/ oder des Teils sein Mann/ die
wir genant setzen/ setzen in Ender Zeit als vorgefunden ist/
und an die Eten/ als das in Vinterzeit wesen und fagen/ die sie
gegeben haben/ und was in Vinterzeit Nien oder in der merren-
teil zu finden/ auch solch/ also sullen wir und sie zuspre-
chen und beschreyen/ an all Gevörde/ und in der Wile/ als vorge-
funden ist/ es sullen och bald Teil der vorgeannten Eten des
Vundes und unser Herr von Österreich und die ten gen Nien
und den Jren/ jeder Teil befindet behoten by ir selber über-
wacht/ verdracht/ Genen und beschreyen haben/ an all Gevör-
de/ Also unter des/ das die freundschaft und Verbrünnis der
frumlicher adelich und der unner Zugung und Unwillen in
Zien dieser Verbrünnis vortragen/ so haben wir genant Gra-
ve Gerhart von Wirtenberg und die Gesellschaft für uns und
die Unsen uns des Rechts/ gen den vorgeannten Eten des
Vundes/ verspricht und verbunden/ usgenamen allein der von
Koraburg ist der Tuber/ die das Recht nicht anrufen soll und by
ir Eten/ freiben/ beiben sullen/ also war das die vorgeannte
Eten des Vundes/ in Burger/ oder ir armen luten/ oder jeman/
die wir in schreyen/ ist nicht in finbas mehr/ an unser des vor-
geannten von Wirtenberg/ oder Gesellschaft/ Diener/ Ritter/ oder
Knecht/ die wir uns gehören/ oder sein in Eten/ Burger/ oder
Knecht/ in die armer oder wir/ freiben gemainen und die in
gemainen Ursachen gesellen waren/ marum das wir/ darnach
sullen sie/ und die Jren/ uns und den Unsen/ die zu uns gehören/
nachpulen/ in dieselben unser Eten/ und da Recht von den Unsen
suchen und nennen/ vor unsern Anpulen und Schultzeissen/
und och sich das da von den Unsen/ oder was in da mit Metail
und mit dem Rechten ertheilt wird/ benutzen lassen/ an all Ge-
vörde/ und doch also/ das wir der vorgeannten von Wirten-
berg/ und die Gesellschaft und die Unsen schaffen und besellen
sullen das in und den Jren/ in denselben unser Eten furch-
lich Gericht und Recht nicht verkonen werde/ an all Gevörde.
Wär aber/ das die vorgeannten Eten des Vundes oder in
Burger und Knecht/ und die zu in gehören ist/ an unser des
vorgeannten von Wirtenberg und die Gesellschaft unser Diener
oder unser Eten/ Dinge oder Arnen luten/ die zu uns gehören/
se freiben gemainen/ die in Mergen/ in Dörfern/ in Wäldern
oder in Höfen gesellen waren/ darnach sullen sich die vorgeannten
Eten des Vundes/ und die Jren/ die zu in gehören/ als vorge-
funden ist/ gen denselben mit dem Rechten halten/ als das
jegliche Eten/ gen Jn nachgeburt/ oder gen den/ den si über
die Jm zu in sprechen/ herten/ von Alter/ oder mit Gewonheit
bedacht hat/ an all Gevörde. Wäre aber/ das die vorgeannte
Eten des Vundes/ in ein oder mehr ist/ in finbas me/ in Zien
dieser Verbrünnis mit unsa des vorgeannten von Wirtenberg
Diener/ oder unser Herren/ Ritter/ oder Knecht/ oder in unsern
vorgeannt die Gesellschaften/ oder die beyden den Herren/ Rit-
te/ oder Knechten/ die darmit ist/ zu in selb/ oder zu beyden
in Dienen/ oder ganzen Etenen/ und das och anwagig Eten
angig/ se schafften gemainen/ umb Sach/ die zu finbas me
beschreyen/ darnach sullen dieselben Eten und die Jm zu einem
gemainen Mann nennen/ einen irsen den vorgeannten funffen
die von Unsen und der vorgeannten Gesellschaft benempe sint/
welchen sie wessen/ in solches Beschreibenheit/ war/ das mann
unser den vorgeannten von Wirtenberg und die Gesellschaft
Diener oder Etenen zusprechen wird/ so sullen sie den einen
zu einem gemainen Mann nennen/ unser den vorgeannten unsern
Rechten/ mit neuen Graue Rudolf von Gailz oder Heinrich
Rudolfen unser Hofmeister/ welchen sie unter den vamen we-
bente/ war aber/ das sol man den/ die in der vamen Gesellschaft
sint zusprechen wolte/ so soll mann zu einem gemainen Mann ne-
men/ Herr Gebharten von Reichberg/ war aber/ das mann den/

die in der Wiltelmer Gesellschaft sint zusprechen wolte/ so soll
mann zu einem gemainen Mann nennen/ Herr Wiltelmen von
Reichberg von Rehen Reichberg/ war aber/ das die vorgeannte
Eten des Vundes/ usgenamen Verbrünnis der Eten/ ist der
Tuber/ der Gesellschaft mit Eant Gerhart von Etenen/ was
den/ so sullen si zu einem gemainen Mann nennen Herr Hain-
rich den Etenen von Etenen/ und also sullen Jn/ unser des
vorgeannten von Wirtenberg Diener/ und ganz Eten/ und all
die vorgeannte Herren/ Ritter oder Knecht/ der drei Gesell-
schaften und alle ir Diener und ganz Eten/ zu wessen oder
welcher sie denn zu sprechen herten/ Rechts gesellen und wideran-
lassen/ by derselben gemain Mann anmen/ und uf die Schidlit/
die denn von beiden Theiln darzu geset werden/ in einer an-
der unser oder unser Diener Eten/ oder an andern gelegnen
Etenen/ die zu dem der gemain Mann darzu benempe und be-
schreiben/ und die dem Herren/ Ritter oder Knecht/ oder der Eten/
die man anspreden wil/ allergelegentlich ist/ und doch mit usge-
nommen worten/ das man uns noch bekennen unsern Dienern/
noch die in den vorgeannten der Gesellschaften sint/ die Grauen
oder freien sint/ und beyden ir Herschaft noch lante/ noch be-
hain Unsen/ noch den Jren/ ganzen Etenen mit kein Eten-
schaft/ umb Pfandschaft/ noch mit kein ir Eten/ noch Eten-
schaft mit zusprechen sol/ und och aber also war/ ob entweder
Teil in Andt oder in Name war/ das das an dem Rechten genstlich
sint ligen/ und einvoeren Teil zu dem Rechten mit schaden soll/
in bekennen Weg an all Gevörde/ und sullen och wir Namen die
gemain/ die als genommen werden/ die Sach versagen/ by dem
Teil/ den Teiln/ besunder darnach gesellen hat/ und och das
Recht/ ist den Teiln/ freiben/ und och nach dem als es erordnet
ist/ in dem nachpulen vortragen anmen luten/ also an all
Gevörde/ als vorgefunden ist/ war aber/ das die vorgeannte
Eten des Vundes/ oder ir Burger/ oder die Jm/ die zu in ge-
hören/ ir armer oder mehr/ ist/ an uns die vorgeannten von
Wirtenberg/ selbe bader oder den einen/ in Zien dieser Verbrünn-
nis zusprechen gemainen/ und Sach/ die in finbas beschreyen/
darnach sullen wir einen gemainen Mann nennen/ unser den funf
Namen/ die unser den Etenen benempe sint/ und darzu unser
Einreden den/ den Wäldern/ und Etenen/ und Etenen/ von
Dorffschaff/ reiben wir unter den Etenen wessen/ und die dem
Teil der uns zusprechen wil/ oder gelegentlich ist/ oder von irren
Namen benempe ist/ in denselben sullen wir einen Etenen
wessen/ und der oder die die uns anspreden wollen/ och/ wessen/
erkennt hat die sint/ nach unser beiden Teil/ Eten und Wirt-
enberg/ gemainlich oder mit dem merren Teil/ das mann uns/
von selcher Sach wegen/ mit zu sprechen sol/ des sullen wir
gemainen und och bald behoten/ Erkanten sich aber/ das solch
Sach als rechtlich wesen/ das wir Jn mit unser selb luten bi-
lich recht halten/ das sol och wir dem Teil/ in ir recht hal-
ten/ by der vorgeannten Mann anmen/ unser Etenen/ an selbigen
Etenen/ und in aller der Wile/ als das wir/ unterschreiben ist/ an all
Gevörde/ und och also/ das man uns mit kein unser Gesellschaft
noch lante/ mit zu freiben sol/ als vorgefunden ist/ und besel-
lichen sullen wir die vorgeannten von Wirtenberg und die Gesell-
schaften/ unser Diener und Eten/ und die zu uns gehören/
mit des Rechts von den vorgeannten Etenen des Vundes und
den Jren/ beiben lassen/ an den Etenen und uf die Gemainen/
als das in Jren Vinterzeit/ den sie uns beschalt hatt/ vol-
kommenlich begreifen ist/ an all Gevörde. Wäre aber/ Sach/
das von unsern und der vorgeannten wair Teil der Eten des
Vundes und unser Herr von Österreich siep wurden/ umb
anstellen anerkennen Eten/ und die entweder Teil in gewer
herbräut her/ die sullen bereit werden in solcher Maß/ war/
das der Aberlachen von dem das Eten gesellen war/ an Bur-
ger wir gesellen/ so sullen die/ die nach dem Gut sprechen/
das bereiten in der Eten/ by der vorgeannten Burger gesellen ist/
und nach derselben Eten/ was aber der Aberlachen/ von dem
das Gut gesellen war/ sein Burger gesellen und hie uf in dem
lande gesellen/ so sullen die/ die nach dem Gut sprechen/ das
bereiten hie uf in dem lande/ und uf der gemainen Mann einen/
in dem Teil/ uf des Teil der ist/ der nach dem Gut spricht
und der Sachen allerbeist gesellen ist/ an soliden gelegnen Eten-
en/ die zu dem der gemain Mann darzu benempe und beschreiben/ an
all Gevörde. Wir haben och besunder in dieser Verbrünnis den
Etenen des Vundes in Franken/ und den Jren gen uns der
vorgeannten Gesellschaft mit Eant Gerhart und gen den un-
sen und unsern armen luten/ und och unser selbigen Gesellschaft
und den unsern gen den vorgeannten Etenen des Vundes in
Franken/ und den Jren armen luten/ das mit Namen usgeset
und behalten/ was wir mit einander oder gen einander se sprechen
oder se schafften herten oder gemainen/ in Zien dieser Verbrünn-
nis/ das wir das beidenthal mit freundschaftlichen Rechten gen
einander ustragen und och der einander gesellen und halten sul-
len/ an den Etenen/ als es von aller dieser funnen ist/ nach
derselben lantes Gewonheiten und Rechten/ an all Gevörde/
und also sullen wir die vorgeannten von Wirtenberg und die Gesell-
schaften mit Namen besellen und verkennen/ so wir beste
mögen an all Gevörde/ das wir/ nach kein der Unsen/ die zu uns
gehören/ nieman von den vorgeannten wair Teiln der ege-
nanten Eten des Vundes und unser Herr von Österreich noch
der Jren/ und die zu in gehören/ uns Gut/ das den Rechten
der in aller gemainlicher nuremberger Gewer/ mit hat/ eine Recht/
mit entzehen noch nieman/ noch das beyden Aberlachen/ was
über an Recht/ von uns oder den Unsen mit beschreyen/ und
was das darüber von uns oder den Unsen beschreye/ so sullen wir
das unvorgegenglich und an all Gevörde/ schaffen vortreten

ANNO
1382.

ANNO
1382.

und widerstent / und das wir und die thusen / darnach zu dem
Rechen kommen / nach der Puntbriefe lue und sag / die wir und
die vorgenanten Stett des Pundes und unser Herrn von Oster-
reich einander zu aller der Tailn besagelt und gegeben haben / one
alle Gewerde; war aber / wie wir aint an haider / oder des an-
nen Tails der vorgenanten Stett und unser Herren von Oster-
reich Hilt / das mit geschafften / troden noch ungetrogen mög-
lich / so sullen und mögen wir wol haben / oder dem einen Tail
darum zusprechen und umb Hilt manen / so sullen den jeglicher
derselben Tail ir fünf Man bescheiden und besenden an die Stett /
die darzu bescheiden sint / nach der Puntbriefe lue und sag / die
sie uns darumb gegeben hat / und sullen wir zu jeglichem der-
selben Tail unser vier Mann setzen und geben / und wie sich
der Tail ir jegliches der zweier Tail / gemeinsam oder mit dem
anderen Tail erkennen oder darzu Hilt geschaffen / also sullen
sie und wir zu jechen bescheiden sint / als lang bis das wider-
wert wider / oder aber bis sich dieselben Mann gemeinsam oder mit
dem anderen Tail erkennen / das von solicher Sach wegen gnug
bescheiden si / an all Gewerde; doch usgenommen aller verbriefte
Schuld und ungelobten Gilt / und uns Hubgelt / Bogt-
recht / Sacrum und Jure sol lebernman und alterneniglich als
le sein Rechte bescheiden und mögen sein / als das von aller bis-
her kommen ist / an all Gewerde; denn so verre und allein das
mögich / was der vorgenant unser Herr von Osterreich oder sin
Vorber Schuld oder Gabe mit dem Tail verbriefen oder verbriefen
hant / das wir manen wider je Diener in unser Gesellschaft /
nach je Bürger innehmen / noch empfangen sullen / alle hien die
der Tail wert / den wir darumb gen in beraten oder bescheiden sin /
der in oder die einen darumb behans mögen noten oder pfen-
den / wann er mit Namen das gen uns verdinget und verdingt
hat; oder umb ander Schuld / und die im gelihen sint / sullen
Iedermann sin Rechte behalten sint / als im das den verbriefen
und verbriefen ist an all Gewerde; wir vorgenant von Wirten-
berg und die Gesellschaft und dahin unser Diener noch Stett /
sullen och von Anwesen dieser Verantung / gemainlich / noch unser
keiner Verantung / als lange bis Verbrünnung werden soll und ge-
mündt ist / als vorgefriben sint / seinen Bürger und das die vor-
genante jeder Tail der Stett des Pundes / noch unsere Herren
von Osterreich oder die Ten anwesend / innehmen / noch empfangen /
den die sich Hilt und hablich in dieselben Stett setzen und riehen / da
si Bürger worden sint; wie aber / das der keiner die also je Bürger
anfangen manen / iren Herren vorber verbriefen oder verbriefen
gehen / das möchten sie dieselben Herren wol in des ersten Jars
gestir umgelen von dem Tag / als die Bürger worden sint / in der
Stadt / da si Bürger worden wären / der Sach ubertommen / mit
Jungersbriefen / oder aber mit Brieven / daran jeden eber ein
verbriefen Man / die Bawens-genos wären / Pfaffen oder
Lopen / ir Inghel gehend / hien / das setzen uf ir Wile / das in
der Stadt und wogen wirt; hien oder der oder solich ir Herren
mit Recht / wie es den ein Jure / Gabe oder Frey / der das in-
bringen wolt / der mag das wol ubringen / mit sinem Man-
nanz / das das freyen sol zu den Hailigen / und zu in zwei er-
ber unversehren Manne / doch aber die derselb Herr / der Ampt-
mann das ubringen wil / nit je gehend hat / oder die sein eigen
mit sin / noch die im wider je Geh / noch je Gilt setzen / und
das die och freyen jeder Wile zu den Hailigen / das in das hant
und wissen si; wolt aber ein Ritter / ein Knecht oder ein ander
Mann das ubringen / der soll das wissen mit sinem Wile / und
aber die in den eber unversehren Mann och mit iren Widen /
wie die er mit je gehend hat / oder die sin eigen mit wären /
oder die im je Geh noch je Gilt mit setzen / in der Wile / als wie
gehehen ist an all Gewerde / und in welcher wile oder der Ge-
sellschaft oder Diener Stetten / solich Bürger ubertommen wer-
den / als vorgefriben ist / derselb Stett / noch ir Herr sol den saro
da vor / das im anhebet ist / mit fahnen in dem Wile / an
all Gewerde; doch usgenommen aller Soler lue / Closter und Pfaf-
fen / die mühen unser / Gesellschaft und Diener Stett wol je
Bürger innehmen und empfangen / in solichen Rechten / als sie
von aller bis her getan hant / an all Gewerde; und och aber das
mögich / od das war / das sein Gebur in unser / oder in unser
Diener und Gesellschaft Stetten Bürger wunde / es wile in ir
einer oder mehr / der kann Herren oder Stett Bürger / die zu
den vorgenanten jedem Tailn gehören / allen wile gemeinlich / und
derselb Gebur / ir wile ainer oder mer / an allen Stett hie zu uf
dem Ende der / oder uf ains andern Bawens eigen Gut ge-
setzen war / der mag wol hie us setzen uf dem lande in sollicher
Bescheidenheit; war / das er in die hiesigen Herren / Ritter oder
Knecht oder Stett Bürger / dieser Verbrünnung Dorffern / Ge-
richtern / Zwingern oder Bannern gesellen waren / das er och dieselben
Gerichte / Dorffern / Zwingern / Bann hant / und och zu als
ander lue von Jure und lunder nit ungewerlich / und nach dem / als
das selbe Gut von aller herkommen ist / an all Gewerde; war och
das kann in unsern oder in unser Diener oder Gesellschaft
Stetten ainer oder mehr Bürger wunde / der in eine andern der vor-
genannten jeder Tail der Stett des Pundes oder unsere Herren
von Osterreich oder die Diener Stetten gesellen war / derselb sol
sich in dieselben Stett da er Bürger worden ist / setzen und gehen /
doch also / das er den Herren oder der Stadt / darzu er dann jüher
Stüren / Gilt / Ansal und Graßmann usrichten sol / die sie rech-
lich und mit recht / uf den / oder die bringen möchten / ungewer-
lich / in des ersten Jars fest / in der Stadt / da er hingezogen
war / mit Knechten oder mit gesonnenen Mann / us der Stadt /
daran er gezogen war. Och sullen wir vorgenanten von Wirten-
berg und die Gesellschaft unser Diener und nach dahin der
unser der vorgenanten jeder Tail der Stett des Pundes und un-

ser Herr von Osterreich / noch ir Diener und Stett / und die zu
In gehören vünd mit halten / wider hien noch hofen / wider spie-
sen / aisen noch trennen / noch gewarlich hinführen in dem Tailn /
verbriefen und verbriefen; war / ob si baid / oder der ein Tail
mit jeman je Krige kennen / das wir / noch unser Diener / noch
die thusen / die zu uns gehören / uns kein ir Wile / Geschloß /
Definen / Stett oder Güter / alle / hienwie der Krige weret und
och in Jiten die Verbündes / gewarlich / durch Schirmes willen
nit undergehen noch innehmen sullen / noch in kein Wile an all
Gewerde; Es were denn / das wir und die thusen solch Geschloß /
Definen / Stett oder Güter ungewerlich / und durch keines Schir-
mes willen / mit Geliger / mit Stürmen / oder sijn mit verren-
der Hande / den Bienen abgebrochen und abgetöten möchten /
an all Gewerde; War och / das wir und die vorgefriben Stett
des Pundes / und unsere Herren von Osterreich an liden Tailn /
mit jeman je Krige kennen / in Jiten die Verbündes und von der
vorgefriben artickel wegen / wer der wile / und das der Krige in
der Jit / als dieser Punt weret sol / nit usgetragen wird / und dar-
umb doch vorhin / und es das bier Punt ein Ende hat / genannt
war / so sullen wir und och die zwei Tail / der vorgenanten Stett
des Pundes und unsere Herren von Osterreich einander / nach die-
ser Verbrünnung usgang / dennoch bescheiden sint / als lang / bis
nach Erkenntnis der Ritten / oder ir des merenteils / die von dem
flagenben und von dem hiesigen Tail darzu gesetzt werden /
darzu geschilt / als sich dieselben darumb erheit heien / das dar-
zu genug geholfen und gehen si / an Gewerde; War och / das
das man in der Jit / als dieser Punt weret sol / Geliger oder Ge-
setz vor einer Stett / Definen / oder Schloß ainst oder mer / be-
driffen wird / oder han milt; beschiden hant solch Geliger
uns vorgenanten von Wirtenberg und den Gesellschaften und
den Witen je Dienst / und je lieb / und von unsern wegen / so
sullen wir / was Cost oder Schadens darüber gien und waschen
wird / von Geuliges wegen dargeben und usrichten / den vorge-
nanten Stetten des Pundes und unsern Herrn von Osterreich an
baiden Tailn an Schaden; doch also / das si uns ir Verleide
mit irn Geselle hien sullen / an all Verleide; und den wir
in den Schloffen und Stetten hien und wider darin andern
sullen / wir unsse anget Cost an all Gewerde / und was och
Mann / Stett / Definen oder Schloß gewinnen / so der Joge wird
der vorgenanten von Wirtenberg oder der Gesellschaften war /
unde von unsern wegen dargen / und ob in denselben Schloffen
ist gefangen wurden / mit denselben Schloffen und gefangen
unser wir leben und tun / wie wir wessen / also das die vorge-
nante Stett des Pundes noch unser Herr von Osterreich von
baiden Tailn uns daran nicht sullen noch mögen trennen / engen
noch gebrennen / in dem hiesigen Weg; doch also / das wir mit Na-
men versehen sullen / das den abgenanten Stetten des Pundes /
unsern Herren von Osterreich / noch den Ten / von denselben
Schloffen und Gefangen schen Schaden darumb mehr usstans-
de / noch widerstent / an all Gewerde; und beschiden solch ab-
genanten Stetten des Pundes / und unsern Herren von Oster-
reich an baiden Tailn / von welches Tails wegen das beschide
her widerstent och (i.e. auch) recht sin. Beschiden aber sol-
cher Geliger von baiden Tailn den vorgenanten Stetten des Pundes
und unsern Herren von Osterreich und och von uns vorgenanten
von Wirtenberg und Gesellschaften / von der Tail aller bier / gemeines
Nuses wegen / und mit gemeinem Rat / so sullen wir dieselben Tail
alle bei den Schaden und die Cost / die von Krige und Verleide
wegen / darüber gien und waschen wurden / gemeinsam mit-
einander darstehen / usrichten und bezahlen / und och den Wilt
den Joten / an Schloffen und Gefangen / als vorgefriben sint /
och miteinander messen und haben; Also / das jeglicher Tail ein
Drittel daran tragen und nemen sol / an all Gewerde; und als
balde der Joge und die Kasse ein Ende jumpt / so sullen Her-
ren und Stett in einem Monat dort nächst darnach kommen
kommen oder ir Racht mit Macht schicken gen lth in der Stadt /
und sullen die Cost von dis Geuliges und der Verleide wegen /
da anlegen / unde in einem Monat den nächsten darnach beyn
an alles Verziehen / und an all Gewerde; Es sullen och alle im-
mer vorgenanten von Wirtenberg lader / und och der Gesell-
schaft Diener / und die dis Pundes gemeinlich wessen / es sin
Herren / Ritter oder Knecht / und darzu all unser Wilt und
Ampt / si sin in Stetten uf Bürgen in Dorffern oder in Wä-
lern / diesen Punt och freyen mit gerten Widen / den Hailigen
und och mit Namen die lue / die von unsern Tail zu in gemei-
nen liden zu dem Rechten / und mit Erkenntnis der Hilt / unde in
dem Rechten benemmt und geordnet haben / als vorgefriben sint /
einer oder mer in der Wile abgigen / sullen wir also ein
einer oder ander / als schidlich / von dem Tail / der abgangen war / mit
irem guten Willen und Wissen / in dem nächsten Monath / nach
dem / so das an uns erordert wolt / setzen und in si stat geben /
an all Gewerde; das selb / wenn / oder als dacht / der gemainer Mann
einer / oder mer / die von baiden vorgenanten Tailn der Stett

ANNO
1382.

ANNO
1382.

des Pundes und unsers Herren von Österreich zu dem Rechten oder zu Erkenntnis der Ruff abgingen; so sollen sie uns alweg in einem Monath dem nächsten darnach / so das an si erwidert wird / ainen oder anders / als schädlich / mit Plagen die Stat des Pundes unser ten Ruten / an der oder an desselben stat in der Ruten der abgingen wirt / mit unserm Bissen und guten Willen och seken und geben / an all Gewerde. Auch sollen und migen wir vorgenante von Wirtemberg und die Gesellschaft in Ruten des Verbundes / wol Ritter und Knechte je Diener und in unser Gesellschaft und unser Stat / je Burger inmenen / und empfangen / den sol dieser Punkt och schirmen und beholffen sin / Also das dieselben och schweren gelert Rade zu dem Heiligen / die Punturist je halten und je lassen an all Gewerde; doch also / das weder wir / noch si nu furbas mer nennam je Diener / noch in unser Gesellschaft noch je Burgern inmenen noch empfangen fullen / den wir uf allen der Tailn keiner alten Sach die er je schaffent hat gelobt / vor dem Tag / als er Diener in die Gesellschaft oder Burger worden war / beholffen sin / in dehein Wisse / an all Gewerde; darzu fullen mit Ruten weder wir / noch die zwen Tail der vorgenanten Stat des Pundes / und unsers Herren von Österreich der Tail aller Ruten / Ruten / Knechten / Grauen noch andern grossen Herren oder Bischoff in diesen Punkt in inmenen / den in solcher Beschaidenheit; welcher Tail die inmenen wolt und die doch in den vorgeschriben Ruten gesellen waren / derselbe Tail sol vier Mann und die andern Tailn funf Mann darzu seken und geben / und bekennt sich dieselben Ruten oder ir der merer Tail / das der oder die inmenen sin oder nit / oder wie man sich darinn halten sulle / daby sol es och beliben an all Gewerde; daru ist sonderlich mer berett / welcher unser vorgenanten von Wirtemberg und der Gesellschaften aller dreier / Diener / oder die in den Gesellschaften waren / diesen Punkt nit herten / oder sueren wolt / si wren Herren / Ritter oder Knecht / das och die diese Punkt mit schirmen solt / nach weder Herren / noch Stat / des Pundes nicht denken fullen sin / je heissen in deheimen Wisse / und fullen wir die andern Herren und Stat / von allen der Tailn des Verbundes / einander gen dem / oder gen denselben beholffen sin / och sie der Tail kennen / wider die vorgeschriben Artikel / angreifen oder raten; Es ist och daru mer gereth / och das war / das der Herren / Ritter oder Knecht keiner / die in der löwen Gesellschaft sin / wenn ir Wunturist nu uf die nächsten Weyennachten ufset / furbas nit lenger daru sin / oder die Wunturist furbas halten wolt / das der oder die wolt daru komen migen / als verre / das wir die Hoptlüt der löwen Gesellschaft / den ander zwain Tailn die verbunden fullen / und denselben sol man furbas och nicht mer gebunden sin gehalten; Es wirt den / das er in dieser Wunturist gen lenger beliben wolt / oder unsre als der vorgeschriben Stat des Pundes / oder unsers Herren von Österreich Diener / oder in ir / oder unsern Staten Burger wirt / so soll un bis Verbündnis furbas wol beholffen sin. Wir vorgenanten von Wirtemberg und wir die Gesellschaft / und all unser Diener und Stat / und alle die unsen / gemeinlich und och besunder / fullen beliben bei allen unsern Tailen / Ruten / Rechten und guten Gewonheiten / die wir uns si von Römischen Kisten und Künigen haben / und uch herbracht haben / an all Gewerde; wzhnomen allen der Stat und der Artikel / der wir uns hievor an diesem Buß verbunden haben / die zu dis Verbundes / als lang der wren solt; doch ungeschädlich den Ruten / die wir / die vorgenante von Wirtemberg und die Stat zu Eßlingen gen einander haben; und also haben wir vorgenante Grave Eberhart von Wirtemberg / und wir / Grave Ulrich von Wirtemberg sin Sum / und wir die Hoptlüt der vorgeschriben Gesellschaft aller dreier / und alle Herren / Ritter und Knechte / die daru sin / all ungewunlich geschorn gelert Rade / zu den Heiligen mit ufgeborenen Wajagen / all vorgeschriben Sach war und stat je halten / je lassen und je vollfuren / an all Gewerde; nach dis Briefs sag; doch so nemen wir vorgenante von Wirtemberg beide / und die vorgenanten Gesellschaften mit einander uf / unsern Herren den Römischen Künig und das heilig Ruch / die Herren von Bayern gemeinlich / den Bischoff von Mainz / zu den wir vorgenante von Wirtemberg vor verbunden sin; darzu nemen wir vorgenante von Wirtemberg beide und die Gesellschaft mit dem Ruten besunder uf / die Gesellschaft mit dem löwen an dem Ruten je Hiedelant / je Elßs und je Rißgön und die wider dieselben Hoptlüt und Gesellschaften gehort; darzu nemen wir die Gesellschaft mit Sant Georien och besunder uf / den Bischoff von Würzburg / den Bischoff von Babelberg / und den Burggraven von Nürnberg / und doch also / war / ob der Herren keiner / die wir sunder ufgenommen haben / den zwain Tailn der vorgenanten Stat des Pundes / oder unsers Herren von Österreich und den Ruten / wider die vorgeschriben Artikel angreifen oder raten / das dem wir die andern / die den oder dieselben nie ufgenommen haben / in gen den stat beholffen sin / an alle Gewerde. Und dis alles je waren Rkumbe geben wir der vorgenante Grave Eberhart von Wirtemberg / und wir Grave Ulrich von Wirtemberg sin Sum / und wir die vorgenante der Gesellschaften den zwain Tailn der vorgenanten Stat des Pundes und unsern Herrn von Österreich diesen Brief besigelt

mit unser vorgenanten von Wirtemberg beiden aigen Insigeln / und mit der vorgenanten der Gesellschaft anhangenden Umscheln. Der geben ist an der nächsten Wunturist / nach den löwen Heiligen Osterage / da man iast von Christi Geburt den zweihundert Jar und darnach in dem zwai und achtzigsten Jahre u.

ANNO
1382.

CXXIII.

Blindus; so die Städte Maynz / Straßburg / Worms / Le 16. Speyr / Frankfurt / Hagenau / Weissenburg / Mai. Schlettstadt / Ehinheim und Pfedersheim auf 10. Jahr unter einander aufgerichte / wodurch sie sich wider alle unbillliche Gewalt und Anfallung reciproirliche Hülffe und assistenz verprechen / auch wie stark die Volks-Hülffe seyn solle / benamen. Oben zu Menge / uff den Freitag nach Sant Bonifacius Tag des Heiligen Bischoffs 1382. [Diplomata ad ENEAS SILVI Historiam FRIDERICI III. Imp. illustrandam addita. pag. 237. LUNIG. Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. VIII. in addendis von Reichs-Städten in gemein. pag. 1435. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance fait & conclu entre les Villes de MAYENCE, de STRASBOURG, de WORMS, de SPIRE, de FRANCFORT, de HAGENAUE, de WEISSENBURG, de SCHLETTSTADT, d'EHINHEIM, & de PFEDERSHEIM pour dix ans, par lequel elles se promettent une assistance reciproque contre toute Agression, & hostilité, & conviennent du nombre des Troupes qu'elles devront s'envoyer l'une à l'autre. A Mayence le Vendredi après la St. Boniface 1382.

In Gottes Namen Amen.

Ob je die Rute und die Burgere gemeinlich der Statte Mainz / Straßburg / Worms / Speyr / Frankfurt / Hagenau / Weissenburg / Schlettstadt / Ehinheim und Pfedersheim / ant kint allen den / die diesen Brief sehen oder horen lesen / als wir den heiligen Römischen Künig zu Ern / und durch künliche Notdorff / Ruz / Freiden und Frommen des landes / unser Statte und Bürger gemeinlich und aller der wir uns wende sin / und uns zu veranortnen sin / uns vor Ruten zusamen gemacht und verbunden han / mit den Erben / die wir daru getan haben / nach Rute der Ruten-Wise / die daru gemacht und begriffen sin / dasselbe Ruten-Wise angang / an der ersten Wunturist vor unser Frommen Ritel-Tag des Jars / do man schreip noch Christi Geburt dreihundert und ein und achtzig Jar / und wren solle van derselben Wunturist bis off Wunturist nese darnach kumende / und von derselben Wunturist über drei ganze Jar / darnach allereist folgende / das sin wir daru seken mit guter Betrachting / und haben mit volkedachten Rute / guten Kute und vereintem Willen / denselben Römischen Künig zu Ern und durch künliche Notdorff / Ruz / Freiden und Frommen des landes / unser Statte und Bürger gemeinlich / und aller der / die by uns wende sin / und uns zu veranortnen sin / dasselbe Ruten-Wise von nunes verlang / und gestreht und uns zusamen gemacht / und verbunden mit den Erben / die wir daru getan han / von dem Tage an / als dieser Brief geben ist / bis off Sant Johanns-Tag des Ruten / als er geborn war / nese künner / und von denselben Sant Johanns-Tag über zehn ganze Jar / die darnach allereist nach einander kumende sin / an Underlas / mit so getaner Beschaidenheit / Ruten und Ruten-Wise / als hienoch geschriben stet / das wir einander getrunlich geraten und beholffen sollen und wollen sin / zu allen den Ruten / die wir in den vorgenanten Ruten gewonnen oder uns anfallen / von wen das geschehe / ane alle Gewerde. Und ist eret übereintommen / wren das beheine Stat under uns geschribet oder gleichidit wirt / in den vorgenanten Ruten von penan / wer der wren / und das der Rute derselben Statte oder das merer Teil in denselben Rute sich off dem Eid erlenen / das sie geschribet wren wider den Ruten und das man in Ruten stet / das sol die angereiffen Stat den andern Statten verbunden und je daru erinnen / das se ir / of die der / die sie angereiffen oder beschibet han / beholffen sin / und solent darnach zu Ruten denselben Statte / der Statte die also geschribet und angereiffen ist / beholffen sin ungewogenlich off den Eid / das in der Stat und der Angriff getet werde / glidre Wise / als in den andern Statten der Angriff oder der Statte selbst geschehen wren. Wren auch,

ANNO
1382.

[illegible]

ANNO
1382.

eins Bischoffs Stat/bis off die Zyt/bis daß wir einen Bischoff gewinnen/ den wir für einen Bischoff han/ ane alle Gewerde. So nemen wir die volk Franckfurt u/ den Erwürdigen Herrn den Ryt von Frobe und seinen Stifft/ den kaisant in der Weidense/ der Rind ist/ oder bei in Zeien wird/ die von Fridberg/ von Betslar/ und die von Gehlhusen. Und wir die von Wisenburg nemen u/ einen kaisant/ der den zu der Zyt des Rindis kaisant ist in Esch/ und den Rind/ den wir han mit des Rindis Stetten in Esch/ und darzu nemen wir die von Wisenburg funderlich u/ den Erwürdigen Herrn/ unsern Herrn den Ryt von Wisenburg/ ane Gewerde. So nemen wir die von Esch/ die von Ehenheim und die von Pederneheim u/ gemeinlich und funderlich alle die/ die wir vor ungenomen han/ in dem Bunde/ den wir mit disen vorgedachten Stetten han. Was Bunde und Einigung wir die vorgedachten Stette ungenomen haben/ als vorgeschriben stet/ die solen in allen Treffen verbleiben/ nach dem als die begriffen sint/ oder als die Briefe sagen/ die darüber gemacht sint/ ane alle Gewerde. Diese vorgeschriben Verbonnisse geben wir off die Eyde/ die wir in pölicher der vorgedachten Stette darumb gepörrt und getan haben/ getrimlich/ stet und feste zu halten. Und wann ein Rat ugeet in den vorgedachten Stetten/ daß jeder alte Rat dem neuen Rat in den Eyt sal geben/ die Verbonnisse und disen Brief stet und feste zu halten/ uns zu der vorgedachten Zyt und in aller der Myße/ als bevor geschrieben stet/ ane alle Gewerde. Aller dire vorgeschriben Dinge zu eine waren istkunde/ daß sie von uns den genannten Stetten stet und feste gehalten werden/ so hat wir die Rete der vorgedachten Stette unser pölicher Stette Ingefall an diesen Brief gehangen. Geben zu Wenz/ do man jale von Christi Schurte 1382. Jare/ uff den Freitag nach sint Bonifacien-Dag des heiligen Bischoffs.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)
(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

CXXIV.

26.Sept. Der Statt Weßlar Zutritt zu diesem Städte Bündnis. Geben off den nechsten Mittwoch vor Sant Michaels-Dag 1382. [Diplomata ad AENEAS SILVI Historiam FRIDERICI III. Imp. illustrandam addita, pag. 242. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. VIII. in addendis von Reichs-Städten in gemein. pag. 1439. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Accession de la Ville de WETZLAR à la précédente Alliance. Du Vendredi avant la St. Michel 1382.

Wir die Burgermeister/ Schessen/ Rat und Buzgere gemeinlichen der Stat zu Weßlar erkennen und sin sint offentliche an diesen Briefe/ als/ als die Ernamen Wizen lude/ die Rete und die Buzgere gemeinliche der Stette/ Wenzburg/ Straßburg/ Worms/ Speyer/ Frankensford/ Hagename/ Wisenburg/ Esch/ Ehenheim und Pederneheim/ unsere lieben Freunde/ uns durch unsere süßigen Rete willen empfangen han in iren Bunt/ den sie dem heiligen Römischen Riche zu Eren/ und in und dane lunde zu Nutz und zu Frommen gemacht han/ nach der Briefe Sage/ die darüber gegeben sint/ der Stette Ingefall verriegelt geben han/ und sal das Buntzisse angeen uff den Tag als dire Brief gegeben ist/ und sal weren/ bis off St. Johans-Dag Nupfisen/ gelegen zu mittin Sommer neste foinet/ und von denselben Sant Johans Baptisten-Dag löbr nurne ganze Jare/ die darnach neste folgende sint/ des haben wir alle fametlichen und funderlich in guten Treuen gelobt/ und darzu in den heiligen geschworn/ zu dem vorgenannten Bunde zu dienen/ beraten und behöffen zu sinde/ wann wir von denselben Bunde fametliche gemant werden/ mit jehen Glenten zu der großen Summe/ und in und den yren zu allen iren Noden utes Bundes/ die Stat zu Weßlar off zu tunde und sich darzu und darin zu beschöffen. Und ob in oder iren Helfsen oder Dienern/ die uns gebürt zu ligen/ so sollen und wollen wir yn unvorgenlichen mit unsern Beraden/ schenken/ ridenden und lauffenden Eren getruwenlichen beraten und behöffen sin/ nach aller unser Dirmige/ ane Gewerde/ und darzu alle andere Stucte/ Punkte und Artikel fametlichen und besunder die in dem vorgedachten Bunde/ nach derselbe utes Bundes-Briefe Sage/ begriffen sint/ als verre uns die antreffent/ stet/ velt und unverbodentlich zu halten und zu vollführen. Und vor es/ das wir uns in der Zyt des Verbonnisses befende wurden/ so sollen wir auch mit mit Glenten zu dem Bunde dienen/ nach dem als wir das han bas vurnodeten/ und sich derselbe Bunt erkante/ was wir über die jehen Glenten me dienen sulden. Auch erkennen wir uns mit diesen Briefe/ als sich die vorgenannte Ernamen Eren lude/ die Rete und Buzgere der vorgedachten Stet-

te zu den Erbern Wizen luten des Riches Stetten des Bundes in Schwaben vurnodeten han/ das selbe Buntzisse nach derselben Briefe Sage/ die sie darüber under utes Riche Ingefallen verriegelt geben han/ wir auch in allen iren Begriffen/ stet/ velt und unverbodentlich halten sollen und wollen/ by den vorgeschriben unsern Ede. Und wann die vorgenannten Stette/ Wenzburg/ Straßburg/ Worms/ Speyer/ Frankensford/ Hagename/ Wisenburg/ Esch/ Ehenheim und Pederneheim/ von des Riches Stetten des Bundes in Schwaben genant wurden/ und erkennen sich das die vorgenannten Stette des Bundes by dem Rime/ das wir es vurnodeten den Stetten des Bundes in Schwaben zu dienen/ so sollen und wollen wir yn dienen mit den Glenten wol eruzen/ in alle die Biese/ als das selbe Buntzisse uffwieset das sie jechu mit yn gemacht han. Wen auch die vorgedachten Stette fürte me in iren Bunt nennende weren/ das moget sy wol tun und sal das auch unser gute Wille sin. Wen wir auch nach Datum dieses Briefes zu Buzgere empfangen/ der sal vor allen Dingen/ te han wir yn zu Buzgere empfangen/ zu dem Heiligen sinen/ duffen Bunt side velt und unverbodentlich zu halten ane alle Gewerde. Und in diesem Buntzisse nemen wir uns den Allderachtichsten Pfaffen und Herrn/ Herrn Bengelant/ Römischen künig/ zu allen Eren Wier des Riches/ und künig zu Behorn/ unsern lieben anedigen Herrn/ das heilige Römische Riche/ den kaisant in der Weidense/ der ihm ist/ oder zu Zyt wirdet/ unsere guten Freunde und Genossen/ die von Franckensford von Speyerberg und von Gehlhusen/ den Edehen Herrn Johan/ Eraven zu Nassau/ und die Gesellschaft mit den Horen/ als lange sich dem Dinge zu werten istkunde und velt Stetebit/ han wir die Buzgeremeister/ Schessen und Rat der vorgenannten Stat Weßlar unser Stette Ingefall an diesen Brief gehangen/ der gein ist off den nesten Mittwoch vor sant Michaels-Dag/ in dem Jare/ da man schrey nach Christi Schurte duffen drunhundert und zwey und achzig Jare.

(L.S.)

CXXV.

Der Stadt Gellnhäusen Zutritt zu dem vorhergehenden Städte Bündnis. Geben auf dem nächsten Freitag nach aller Heiligen Tag 1382. [Diplomata ad AENEAS SILVI Historiam FRIDERICI III. Imp. illustrand. addita, pag. 241. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. IV. Abtheil. VIII. in addendis von Reichs-Städten in gemein pag. 1440. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Accession de la Ville de GELLNHAUSEN à la précédente Alliance. Du Vendredi après la Fête de tous les Saints 1382.

Wir die Burgermeister/ Schessin/ Rat und Buzgere gemeinlichen/ arm und ryde der Stette Gellnhusen/ bekennen und sin sint offentliche an diesen Briefe/ als/ als die Ernamen Wizen lude/ die Rete und die Buzgere der Stette/ Wenzburg/ Straßburg/ Worms/ Speyer/ Frankensford/ Hagename/ Wisenburg/ Esch/ Ehenheim/ Weßlar und Pederneheim/ unsere lieben Freunde/ durch unser süßigen Rete willen/ empfangen han in iren Bunt/ den sie dem heiligen Römischen Riche zu Eren/ yn und dem lunde zu Nutz und zu Frommen gemacht han/ nach der Briefe Sage/ die darüber gegeben sint/ des han wir uns widerum zu den vorgenannten Stetten fametlichen und besunder/ und darzu auch besunder mit in zu den Stetten des Bundes in Schwaben/ als lange die Bunde weren/ verbunden und verbinden uns zu in/ in diesen Briefe/ und han alle fametlich und besunder in guten Treuen gelobt/ und darnach lüch zu den heiligen geschworn/ zu dem Bunde/ den die vorgenannten Stette mit einander han/ zu der großen Summen der Glenten/ die in den Briefen des Bundes besand ist/ zu dienen mit Edeh/ mit Glenten/ molergeret lude/ und zu der Herten Summen der Glenten/ und zu dem Bunde zu Schwaben mit wozn/ mit Glenten molergeret lude/ und den vorgenannten Stetten des Bundes an dem Rime/ und auch den Stetten des Bundes in Schwaben und allen den iren/ zu allen iren Noden die Stat Gellnhusen uffzutun/ sich zu allen Jaden darzu und darin zu beschöffen/ nach Involung der Bunt-Briefe vorgedachte/ und darzu alle andere Stucte/ Punkte und Artikel fametlichen und it jechigen befendern/ die in den vorgenannten Verbunden nach Involung der Briefe/ die darüber gegeben und besigelt nach Anspöfung der Briefe/ die darüber gegeben und besigelt werden/ stet/ velt und unverbodentlich zu halten/ in aller der Masse/ als ob wir in den vorgenannten Briefen der vorgenannten Stetten bescheiden und begriffen weren. Wenn auch die vorgenannten Stette des Bundes an dem Rime in iren Bunt empfangen

ANNO
1382.

ANNO
1382.

empfangen han / oder empfangen / das ist und sal uns gader
Wille und Verheugnisse sin. Wers auch / das die vorgenan-
ten Städte oder die Iren bi uns und uns samentlichen oder
besunder ire Vriende / oder die / die sie oder die Iren geschicket
oder verurtheilt heizen / oder die Iren an Iude oder an Gude an-
griffen oder schickten wolten / und uns das ließen verken / dar-
zu soln wir in mit den unsern zu Pferde und zu Fuß / und
mit unsern Werken und Geuuen gerimelich beraten und be-
holfen sin / und mit in jehen / gleicher Wile / als uns die Sache
selber anginge. Und in diesen Verbunde nemen wir us das heil-
lige Römische Ruch / die Herren von Schwaburg und von Ho-
henfurt / nach der Briefe Sage / die sie von uns han / des Ruchs
Jankfur in der Metzerbich / der jehund ist / oder zu Joden wir /
unsere Eigensien die von Franckenfurt / von Friedberg und von
Weslar. Mit Urkunde des Briefes / versigelt mit unser Städte
anhangendem Insigel. Geben nach Christus Geburt druge-
hundert Jar / darnach in dem zwey und achtzigsten Jar / uff
den neyften Freytag nach aller Heiligen Tage.

(L.S.)

CXXVI.

15. Nov. Der Stadt Friedberg Zutritt zu der obstehenden Städte
Wändung. Geben off den neyften Samstag nach
Sant Martins Dag 1382. [Diplomata ad A-
NEA SILVII Histor. FRIDERICI III. Imp.
illustrandam addita pag. 244. LUNIG, Teut-
sches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. IV.
Abtheil. VIII. in addendis von Reichs-Städten
in gettein pag. 1440. d'où l'on a tiré cette
Pièce.]

C'est-à-dire,

'Accession de la Ville de FRIEDBERG à la pré-
cedente Alliance. Du Samedi après la St. Martin
1382.

Wir die Burgermeister / Schessen / Ruch und Burger ge-
meinslichen / arm und ruch der Stete Friedberg / erken-
nen und tun tunc offensichtlich mit diesen Briefe / für uns und
unser Nachkommen / also / als die Erkenen Wille Jure / die
Burgermeister / Räte und Burger der Stete Wende / Stras-
burg / Bering / Spire / Franckenfurt / Hagenauwe / Bissen-
burg / Schletstet / Ehinheim / Weslar / Gelnhausen und Pes-
derheim / unser lieben Freunde / uns durch unser süßigen Behe-
rissen empfangen han in iren Bund / den sie dem heiligen Rö-
mischen Ruche zu Eren / yn und dem Lande zu Nütze und zu
Froemmen gemacht han / nach der Briefe Sage / die darüber ge-
bit sint. Des han wir uns widerum zu den vorgenannten
Steten samentlich / und darzu auch besunder mit yn zu den
Steten des Runds in Schwaben / als lange die Bunde werit
verbunden / und verbunden und zu yn leßen Briefe / und han
alle samentlichen und besunder in guten Truuen gelobt und
darnach ersprochen zu den Heiligen gesprochen zu dem Bunde den die
vorgenannten Stete mit yn han / zu der grossen Summen der
Glenen / die in den Briefen des Verbundnis benant ist / zu die-
nen mit achte mit Glenen wol erzügete Iude / und zu der fley-
nen Summen der Glenen / und zu dem Bunde zu Schwaben /
mit groeßer mit Glenen wol erzügete Iude / und den vorgenan-
ten Steten des Verbundnis an dem Rine / und auch den Steten
des Verbundnis in Schwaben / und allen den Iren / zu allen iren
Nöden die Stat Friedberg insinuen / sich zu allen Joden darzu
und darzu zu beschaffen / nach Urkundung der Bunde-Briefe vor-
gedacht / und dar zu alle andere Stete / Punkte und Artzeile
samentlichen und ir jeheligen befinden / die in den vorgenannten
Verbunden / nach Urkundung des Briefe / die darüber gegeben
und besigelt sin / begiffen sin / als ferre uns die nach Marzal
amitten und amirande werden / fere / vese und unverbrotlich
zu halten / in aller der Wasse / als ob wir in den vorgenannten
Briefen der egenannten Verbunde / nemlich mit den egenannten
Steten beschreiben und begiffen waren. Wen auch die vorge-
nannten Stete des Verbundnis an dem Rine in iren Bund empfan-
gen han / oder empfangen werden / das ist und sal unser gader
Wille und Verheugnisse sin. Wers es auch / das die vorgenan-
ten Städte oder die Iren bi uns oder uns samentlichen oder
besunder ire Vriende / oder die / die sie oder die Iren geschick-
et oder verurtheilt heizen / oder die Iren an Iude oder an Gu-
de angreifen oder schickten wolten / und uns das ließen verken /
darzu soln wir in mit den unsern zu Pferde und zu Fuß / und
mit unsern Werken und Geuuen gerimelich beraten und be-
holfen sin / und mit yn jehen / gleicher Wile / als uns die Sache
selber anginge / doch also / das wir die Stat Friedberg mit den
unsern fürn wol beforget / besale und bewert haben / ane alle
Geweide / und auch / was Werde und Geuoue wir also darzu
nutzen oder schiden / das sal sin und geschien off der Stete des
Verbundnis an dem Rine unser Eigensien gemeinen Kosten / also /
daß je die Stat in denselben unsern Bunde süßigen Kostet von
den Werken und Geuouen nach Marzal / als ir dan gehores

TOM. II. PART. I.

zu gehen / besalen und gehen sal / ane alle Gewerde. Und an die-
sen Verbunde nemen wir us das heil. Römische Ruch / die Her-
ren von Schwaburg und von Hohenfurt / nach der Briefe
Sage / die sie von uns han / des Ruchs Jankfur in der Me-
tzerbich / der jehund ist / oder zu Joden wir / unsere Eigensien die
von Franckenfurt / van Gelnhausen und von Weslar / und den
alten Bunt / den wir mit den Burgmannen han. Mit Urkun-
de dieses Briefes / versigelt mit unser Städte anhangendem In-
sigel. Geben nach Christus Geburt drugehundert Jar /
darnach in dem zwey und achtzigsten Jar / off den neyften Samst-
tag nach sant Martins-Tage.

(L.S.)

CXXVII.

Littera RUPERTI & WOMISLAI Ducum 1383.
Lignicensium, de acceptis anno 1301. in Fendum
Terris suis, à WENCESLAW Imperatore tan-
quam Bohemiae Rege. Datum Pragae in die Pas-
chatis 1383. [Voyez-les ci-devant sous le 13.
Decembre 1301. Tom. I. Part. I. pag. 331.]

CXXVIII.

Bischoff Johannis und des Dom-Capituls zu Passau
Revers, gegen Herzog Albrechten zu Oesterreich / das
sie so wohl ihne als allen seinen Nachfolgern das off-
nungs-Recht und den Vorkauf an den Vesten / und
Geschlossen an der Donau / Biechtenstein / Obern-
wesen / Niedernwesen / Ranarigl / Haichenbach /
Velden / und Nideggen / hiemit eintraumen / Und
solche also ohne vorhergehendes anbieten an das Haus
Oesterreich / nicht veralieniren wollen. Ling Anno
1383. [HUNDI Metropolis Salisburgenis
Tom. I. pag. 272. d'où l'on a tiré cette Pièce,
qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches
Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil.
III. Absatz XVIII. pag. 255.]

C'est-à-dire,

Revers donné par JEAN Evêque de Passau, &
par son Chapitre à ALBERT Duc d'Autriche,
par lequel ils lui cedent & transportent, pour lui
& ses Successeurs, le Droit d'Ouverture & de
préférence de Vendition sur les Châteaux & Pla-
ces de Viechtenstein, Obernwesen, Nieder-
wesen, Ranarigl, Haichenbach, Velden, & Rie-
deggen, situés sur le Danube, avec promesse de
ne les vendre jamais ni aliéner de l'Evêché sans
les avoir premièrement offerts à la Maison d'Au-
triche. A Linz l'an 1383.

Wir Johans von Gottes Gnaden Bischoff zu Passau /
und wir der Dechant / und das Capitel gemeinlich des
Capitts dafelso / bekennen offensichtlich / für uns / und alle unsere
Nachkommen / allen denen / die den Briefe sehen / lesen / oder
hören lesen / ewigliche / daß wir / mit billiger Betrachtung /
angesehen und bedacht haben die lauter Treue / und Freundschaft /
Beschirmung / Nütz / Forderung / und mannigfaltige Güte / die
von den Durchleuchtigen Fürsten allen Hochgebornen Für-
sten / unsern lieben Herrn / Herzog Albrechten / Herzogen zu
Oesterreich / unsern Vorvordern / und unserm Capitt zu Passau /
widerfahren sind / und die auch noch fürbars von denselben un-
sern Herren / und seiner Nachkommen / uns und unsern Nach-
kommen widerfahren mögen / sonderlich und mit Namen / daß
der zekannt unser lieber Herr / Herzog Albrecht von Oester-
reich / zc. unser vesten und geschlossen auff der Donau / Biech-
tenstein / Obernwesen / und Niedernwesen / Ranarigl / Haichen-
bach / Velden und Nideggen die gar schwerlich von unserm
Guttschaff verloh und empfindet waren / geschlossen hat / sel-
bige wider in unsern Gewalt und Eren uberrigen / und dar-
umbe / nach billiger Dankbarkeit / mit guter Vorbedachtung /
nach Rathe unser getreuen / so haben wir uns gen dem vorge-
nannten unsern lieben Herrn / Herzog Albrechten Herzogen zu
Oesterreich / und allen seinen Erben und Nachkommen verbun-
den / und yn gelobt / und geloben auch wissentlich / mit dem
Briefe / das durch uns selber / und unserm Capitt / auch den ege-
nannten Herzog Albrechten / und seinen kunden und kenten zu
Oesterreich / solch Kriege und Anfälle minner außsetzen vor

ANNO

1383.

den ehegenanten unsern Geschlossen, als von ihrer Empfehlung vorwärts geschoben ist / daß wir dieselben unser Geschloß / als sie oben benant sein / fürbaß von unserm Gotschloß nimmerehe verpfen / verkaufen / empfinden sollen / sonder daß wir sie selber inne haben / unverkümnet / und auch damit den ehegenanten unsern Herren / und seinen Nachkommen / und Landen / und Leuten / ewiglich begreifend und beschaffen sein / und sie ihnen zu aller ihrer Noth offen haben / und damit bey ihn beileiben / nach laut der Bindnuß und Briefe / die zwischen unsern Vorvordern und uns / beidenhalb gemacht sein. Gesehe / daß uns / und unser Gasse / solch redlich Ehehast Noth anginge / daß wir dieselben Geschloß verpfen / und verkaufen müßten / so süßen wir denselben Saß oder Verkauf niemand thun / dann den vorgenanten unserm Herrn / dem Herzogen zu Deslerreich / oder seinen Erben. Was aber / daß der oder die / den nicht annehmen wolten / so süßen wir den thun / mit ihrem Willen und Günst / einem oder mehreren der ihren in dem Lande zu Deslerreich / der oder die zu ihn und ihrem Lande gehören / damit die ehegenanten Pfennig und Geschloß von dem Lande zu Deslerreich / und von unserm Gotschloß nicht entfremdet werden / in kein weß / und darüber zu ewigen Ruhm und Sicherheit / geben wir in den Brief begeltem mit unsern obgenanten Bischöfen / Johann und unsern beß Capitels anhangenden Insigeln. Geben zu Linz / nach Christi Geburt 1383.

CXXIX.

27. Fevr. Testament d'AME' VI. Comte de Savoie, fait au Château S. Etienne, le 27. Février 1383.
SAVOIE.
[S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves, pag. 216.]

In Nomine Domini nostri Jesu Christi, & Virginis Gloriosæ, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem Domini millesimo, trecentesimo, octagesimo tertio, Indictione sexta, die Veneris (1) vigesima septima mensis Februarii, in Castro sancti Stephani Bistuntina Dyocesis, & Camera in qua Illustris & Magnificus Princeps & Dominus Dominus AMEDEUS Comes Sabaudia, Princeps, Dux Chablasi & Anguste, & in Italia Marchio, pro sua residentia pernoctabat; Præsentibus Viris Egregiis, & Potentibus Dominis AMEDEO Domino Urteriarum, Gasparde de Montemajori Domino Villari Saleti, & Joanne de Verneto, Militibus, Viro venerabili & Religioso Fratre Deofecit Boulevardi Ordinis Minorum Conventus Chamberiaci, Petro Vicini de Confecto Taren. Mercurio Rongeti Bellicen. ejusdem Domini Comitibus Secretario, & Joanne de Cra dicto de Druyn Burgen. Aquiani Gebenn. Diocesis, dicti Domini Comitibus Testibus ad infra scripta vocatis per Testatorem subscriptum, eodem contextu præsentibus specialiter & rogatis; per præsens verum, publicum & autenticum Instrumentum cunctis appareat evidenter: Cum in præsentia Notarii publici infra scripti, more publicæ personæ stipulantis & recipientis omnia & singula supra & subscripta, vice, nomine & ad opus omnium & singulorum quorum inter, interit & interesse poterit in futurum, & Testium prædictorum, constitutus personæ alter & specialiter propter ea quæ sequuntur. Præfatus Illustris, & Magnificus Princeps & Dominus Dominus AMEDEUS Comes Sabaudia, Princeps, Dux Chablasi & Anguste, & in Italia Marchio, qui nolens decedere intestatus, suum facit, condit, disponit & ordinat nuncupativum Testamentum sine scriptis dictum, licet in scriptis redactum, seu ultimam dispositionem, in modum qui sequitur & in formam; quod quidem Testamentum & Testamentariam dispositionem valere vult, præcipit & intendit jure Testamenti, & si non valeat jure Testamenti, vult cum valere jure Codicillorum, seu Donationis causa mortis. In primis siquidem ipse Dominus AMEDEUS Comes Sabaudia, de munifica misericordia Patris & Filii & Spiritus Sancti, Beate Virginis Gloriosæ, Sanctorum Mauricii & Georgii, Sanctorumque & Sanctarum Dei merito confidens, corpus suum & ejus animam recommendat humiliter & devotè eidem Patri & Filio & Spiritui Sancto, Beate interemerate Virgini Mariæ, Beatissimæ Georgio & Mauricio, & toti Curie Supernorum. Item sepulturam suam vult, disponit & ordinat in Ecclesia Abbatiæ Altacombe, in Capella sua & Monumento in quibus Progenitores sui consepulverunt sepeliri, in qua sepultura vocari & adesse vult & præcipit omnes Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, Abbatissas, Prælatos, Ordines & Presbyteros, & alias Ecclesiasticas personas, qui & quæ haberi poterunt commodè; qui ibidem Missarum so-

(1) Cette Date est fautive. Le 27. Fevrier de l'An 1383, tombe un Jeudi. [D.V.M.]

lemnia & alia Divina Officia celebrent, pro remedio anime sue & Prædecessorum suorum; quibus Religiosis in universo vel particulari dentur ad arbitrium Executorum suorum interitus descriptorum. Item luminaria, & ornamenta sua fieri vult, præcipit & ordinat, prout suo statui congruit, ut arbitrium & dispositionem dictorum Executorum suorum, quatuor vel trium ex ipsis. Item debita persolvi, & clamores emendari vult & præcipit per Hæredem suum interitus nominatum. Item præfatus Dominus AMEDEUS Comes Sabaudia Testator, in sua mentis consideratione revolutus, honores, beneficia & commoda, suis temporibus habita & obienta gratia & misericordia omnipotentis Domini, qui ipsum cum laude & honore non modico tam contrā hostes Christianæ fidei, quā ejus inobedientes, rebelles & contrarios, sua mirabili potestate victorem fecit in pluribus, ad laudem Domini nostri Jesu Christi, Patris & Filii & Spiritus Sancti, & Gloriosæ Genitricis Beate Virginis Mariæ, Sanctorumque & Sanctarum Dei, & totius Curie Celorum, ut peccatis suis propitiores exsistant; Vult, disponit & ordinat, quod in Castro suo Petre Castri fundetur, fiat, construat & fabricetur unum venerandum Cenobium seu Monasterium, sub nomine & ad honorem Beate Virginis Mariæ, Fratrum Heremitarum Ordinis Carthusiensis, in quo sint & ordinentur & adesse debeant perpetuò quindædecim Fratres Carthusienses ad honorem quindædecim Gaudiorum interemerate Virginis Mariæ, qui ibidem singulis diebus debeant & teneant Missarum solemniam & alia Divina Officia celebrare, pro remedio anime sue & Prædecessorum suorum, nec non pro remedio animarum aliorum Dominorum & Militum, qui de ordine Colaris sui fuerunt, sunt & esse contigerit in futurum; cui quidem Monasterio totum Caltrum Petre Castri & ambitum suum, unā cum toto Territorio in quo situm est, ad introitu dicti Castri ubicunque supra Rupem, dat & legat, unā cum omnibus & singulis arboribus, pascuis, ingressibus, egressibus, pertinentiis & appendenciis universis; & ipsum Monasterium & Fratres prædictos in eis instituit. Item ut Fratres & familiares ordinandi ibidem obsequendo divino cultui, vivere valeant ibidem & sustentari honorifice sicut decet; ipse Dominus Comes Testator dictis Ecclesiæ & Monasterio, Fratribus & Conventui mille Florenos auri boni ponderis per annum in valore dat & legat, & eos instituit in eis, dictumque Monasterium, Ecclesiam & Fratres dotat in eis, & ipsos mille Florenos per annum dat, donat, cedit & concedit perpetuò in Dotem & nomine Dotis ipsorum; quos quidem mille Florenos auri boni ponderis assignat & affectat, & eos assignari, declarari & specificari vult, disponit & ordinat per Executors suos subscriptos, & tres vel duos ex ipsis inde & super Vincis, Pratis, Memoribus, Terris, Redditibus, Hominibus, Homagiis, Emphyteosis, Directis, Dominis propinquioribus, quæ & quas habet & habere potest in mandamentis, Castellanis & Districibus Petre Castri & Cordonis, ad veram assilam, arbitrium & dispositionem dictorum Executorum. Item volens ipsum Monasterium & Fratres ampliori beneficio communire, pro ædificiis necessariis construendis & reparandis ibidem, calicibusque, libris & aliis ornamentis emendis ad opus dicti Monasterii, quatuor millia Floren. de Camera Domini nostri Papæ semel dat & legat. Item pro Ponte lapideo construendo super Rhodano in porta Petre Castri, ultra ducentos Florenos jam traditos & solutos ea occasione, sex millia trecenta Floren. auri boni ponderis veteres semel dat & legat; Et pro una Capella in dicto Ponte construenda ad honorem B. Virginis Mariæ, in qua singulis diebus Miss. solemnitas celebrentur pro remedio anime sue & Prædecessorum suorum, & tam pro ædificiis & dotationibus ipsius Capellæ mille quingentos Florenos auri veteris semel dat & legat. Item fabricæ & operi Pontis construendi in Montemellano, supra ripam & Flumen Isaræ, sex mille Florenos auri boni ponderis semel dat & legat. Item vult, disponit & ordinat, quod in Hospitali Montisemellani construat una Capella, & quinque Presbyteri ordinentur, ibidem Missarum solemniam & alia Divina Officia celebrantes, ad honorem quinque plagarum seu quinque vulnerum Domini nostri Jesu Christi; pro quibus faciendis, & dotatione dictæ Capellæ, ac ornamentis emendis, quatuor mille Florenos auri boni ponderis veteres semel dat & legat. Item Capitulo & Canonicis Ecclesiæ Laufan. pro una Missa in eadem Ecclesia diebus singulis celebranda ad honorem B. Virginis Mariæ, quatercentum Florenos veteres semel. Item Fratribus & Conventui Minorum Laufan. tam pro reparatione suæ Ecclesiæ, quā pro una Missa in eadem Ecclesia diebus singulis celebranda, pro remedio anime

ANNO

1383.

ANNO
1383.

anima dicti Domini Comitiss & Antecessorum & Successorum suorum, quingentos Florenos veteres. Item Conventui & Canonicis S. Mauricii Agaunensis, tam pro una Missa ibidem singulis diebus perpetuo celebranda, quam pro una lampade accensa, tenenda perpetuo & continuo ante magnam altare dictae Ecclesiae, pro remedio animae suae, Antecessorum & Successorum suorum, quingentos Florenos veteres semel dat & legat. Item ipse Testator ad S. Mauricium Agaunensem habens affectionem merito singularem, vult, disponit & ordinat, quod Ecclesia S. Mauricii praedicti fabricetur & aedificetur integritate de novo, de & super bonis, rebus & Hereditatibus ejusdem, quae supponit & afficit ad perfectionem ipsorum. Item Conventui & Monasterio S. Engidii Jurensis, pro una Missa ibidem diebus singulis perpetuo celebranda, quater centum Florenos veteres semel dat & legat. Item Conventui & Fratribus S. Anthonii Vienn. tam pro una Missa ibidem perpetuo celebranda, Capella in qua est brachium S. Anthonii pingendum armis & signis suis, & pro una lampade ibidem accensa tenenda perpetuo, quingentos Florenos boni ponderis veteres semel dat & legat. Item Capitulo & Canonicis Ecclesiae Bellic. pro una Missa ibidem perpetuo celebranda, pro remedio animae suae & Antecessorum & Successorum suorum, tercentum Florenos veteres semel dat & legat. Item pro tribus Missis in loco Corderiacum in Mauriana. Septimana qualibet perpetuo celebrandis, septies viginti Florenos veteres semel dat & legat. Item pro una Missa in Capella B. Mariae Pontis-feculae, diebus singulis cantanda, & una lampade ante effigiem B. Mariae accensa tenenda perpetuo, tercentum Florenos semel dat & legat. Item pro una Missa in altari B. Mariae de Consolatione, una Missa in altari B. Mariae de Pace, & una alia Missa in altari B. Mariae de Gratia de Thaurino, diebus singulis perpetuo celebrandis, quater centum quinquaginta Florenos veteres semel dat & legat. Item pro una Missa in altari B. Mariae Annefiace, perpetuo diebus singulis celebranda, tercentum Florenos veteres. Item pro una Missa in altari B. Mariae S. Leodegarii Chamberiaci, diebus singulis celebranda, tercentum Florenos veteres. Item pro una Missa in Capella Vultus Domini Viviaei, diebus singulis perpetuo celebranda, quater centum Florenos veteres. Item Hospitali novo Chamberiaci, pro una Missa ibidem diebus singulis perpetuo celebranda, quater centum Florenos semel dat & legat. Item Dominabus Monialibus de Polletens in Elemosinam, ducentum Florenos semel dat & legat. Item Conventui & Fratribus Seillonis Cartusienfis pro una Missa ibidem perpetuo celebranda, ducentum Florenos semel dat. Item fabrica Pontis Conflenti, & una Capella ibidem construenda, & una Missa ibidem perpetuo celebranda singulis diebus, mille quingentos Florenos veteres. Item fabrica Pontis Dranciae inter Thononum & Aquianum, quatercentum Florenos veteres semel. Item Domino Joanni de Verneto Militi, in praemium & remunerationem servitiorum sibi impensorum per eum, tria millia Florenorum auri boni ponderis semel dat & legat. Item Domino Amedeo Domino Urteriarum, ultra tercentum Florenos sibi ad vitam annis singulis donatos, tercentum Florenos auri consimiles ejusdem dat, ad vitam suam annis singulis persolvendos, in & super Castellania Mauriana, per Castellanus qui pro tempore fuerit, termino quo dicti tercentum Floreni priores solvi debent, & eos eidem Domino Amedeo vult dum vixerit assignari, & hoc in praemium servitiorum & laborum sustentorum per ipsum. Item Joanni de Cressio, in praemium & remunerationem servitiorum & laborum sustentorum per eum, mille Florenos auri boni ponderis semel dat & legat. Item Petro Vicenti Secretario suo, in praemium servitiorum & laborum sustentorum per ipsum, mille Florenos auri boni ponderis semel dat & legat. Item Joanni de Cra aliis de Drayn ejus vallerio, in remunerationem servitiorum & laborum suorum sustentorum per eum, mille Florenos auri boni ponderis semel dat & legat. Item ipse Testator habens ad familiares & servitores suos domesticos quolibet in gradu suo affectionem singularem, volens eis pro meritis compensare, vult, disponit & ordinat, quod ipsi praemiantur & remunerentur consideratis ipsorum servitiis, ad ordinationem Dominae & Conthoralis suae, & Executorum suorum inferius descriptorum, & duorum ex ipsis. Item ipse Dominus Comes Testator, recognoscens se fore erga Dominum Gaspard. de Montem. Militem suum, & Mermetum Rogeti ejus Secretarium, merito obligatum, qui sibi perpetuo suo tempore fideliter & utiliter servierunt, ipsos Dominam Uxor suae, & Amedeo Filio suo carissimis expresse & specialiter commendat; volens, injungens

& expresse praecipiens ipsis Uxori & Filio, quatenus eisdem Domino Gasp. & Mermeto respondeant & remunerent condigne pro servitiis eorumdem, super quibus se exonerandum ipsos onerat, afficit & alitringit specialiter & expresse. Item ipse Dominus Comes Testator, considerans & attendens grata, fructuosa & laudabilia servicia sibi facta fideliter & impensa per *Illustram Consortem suam carissimam Dominam Bonam de Borbonio*, & quibus intrinsecis dilectionibus fuit per eam hactenus humaniter profecurus; eandem Dominam Bonam facit, vult, ordinat, nominat & disponit Dominam veram & Administratricem ac usufructuariam in Comitatu Sabaudiae, Ducatu Chablasi & Augustae, & Marchionatu in Italia, & Principatu, ac in omnibus universis & singulis Civitatibus, Villis, Castris, Oppidis, Locis, Hominibus, Homagiis, Superioritatibus, Reverentiis, Feudis, Retrofeudis, Jurisdictionibus, meritis, mixtis Imperiis, Jurisdictione omnimoda, Redditiis, Servitiis, Censis, Possessionibus, Proprietatibus, Dominis Dignitatibus praedictarum, & omnium & singularum Terrarum, Locorum, Castrorum, Villarum, Burgorum, Civitatum & Oppidorum, ad Comitatum Sabaudiae, Ducatum, Principatum, Marchionatum pertinentibus quocummodo, five citra five ultra Montes fuerint quomodolibet sita: ita quod ipsis omnibus & singulis utatur & uti debeat, & omnes fideles & Subditi sui eidem plenè, perfectè obedire debeant & teneantur, dum tamen in humanis vixerit, & ab aliis nuptiis abstinere; ita quod Amedeo de Sabaudia ejus Filius carissimus suum & ejus uxorem teneat, & cum ea vivat de bonis, rebus, exitibus, obventionibus & emolumentis praedictorum Comitatus, Ducatus, Principatus & Marchionatus: exceptis Villis, Castris, & Locis infra scriptis, & ipsorum pertinentiis, quae eidem Dominae Conthoralis suae, dum vixerit & ab iteratis nuptiis abstinere, vult esse praecipue expedita, & ea vult sibi modo praedicto propriè & specialiter pertinere, & eidem obediat & pareat & intendat tanquam verus, bonus & obediens Filius; ita quod eandem Matrem suam benigne, humaniter & favorabiliter prosequatur, quoniam ipsam eidem commendat specialiter & expresse; volens quod omnes fideles sui dictae Dominae dum vixerit obediant, pareant & intendat, ut sibi ipsi faciant, dum tamen in humanis fuerit, & ab aliis nuptiis abstinere. Item ipse Dominus Testator volens eandem Dominam Conjugem suam carissimam speciali favore & dilectione prosequi, eidem Dominae & Conjugi suae dat & legat, ad vitam ipsius naturalem, si ab iteratis nuptiis abstinere, Castra, Villas, Loca, Territoria, Mandamenta, Superioritates & Districus Aquiani, Fileriae, Ripailiae, Thononis, Allingiorum, Hermanciae & Burgeti in Sabaudia, cum omnibus & singulis Redditiis, Servitiis, Censis, Hominibus, Homagiis, Pratis, Vineis, Nemoribus, Terris, Stagnis, Pascuis, Molendinis, Baptoriis, Exitibus, Obventionibus, Emolumentis, meritis, mixtis Imperiis, & Jurisdictione omnimoda, pertinentiis & appendentiis ipsorum, & cujuslibet eorumdem; sic quod ipsius vita naturali durante, & ipsa ab iteratis nuptiis abstinente, praedictis omnibus & singulis ipsorum utatur & uti possit perpetuo, & suos fructus proprios facere, absque eo quod ex inde rationem vel computum facere vel reddere, vel collationem facere cum aliquo teneatur; volens quod omnes Subditi & Vassalli dictorum Castrorum, Villarum & Locorum praedictorum, eidem Dominae pareant, obediant, solvant & intendat dum vixerit, & ab aliis nuptiis abstinere, prout eidem Testatori facere teneantur. In Comitatu autem Sabaudiae, Ducatu Chablasi & Augustae, Marchionatu in Italia, Principatu, Dignitatibus, Seignoriis, Baronis, & in aliis omnibus & singulis rebus, bonis, Hereditatibus, Civitatibus, Locis, Castris, Villis, Oppidis Comitatus Sabaudiae, Ducatus Chablasi & Augustae, Marchionatus in Italia, & Principatu, ac Dignitatibus, Obedientiis, Superioritatibus, Reverentiis, Subjectionibus eorumdem, Hominibus, Homagiis, Fidelitatibus Principis Achay Domini Aymonis de Sabaudia, Comitiss Gebennensis, Domini Belli-joci, Domini de Villaritis, Domini Camerae, Domini de Aguis, Comitiss Grueriz, Domini Grandifonsis, Domini Guillermi de Grandifons, Comitum Vallis-pergie, Sancti Martini, Sancti Georgii, Domini Montisjoveti, & ceteris ad praedictas dignitates ad dictum Testatorem tam citra quam ultra Montes competentibus, meritis, mixtis Imperiis, & Jurisdictionibus omnimodis, Redditiis, Censis, Terris, Pratis, Vineis, Pascuis, Nemoribus, Molendinis, Baptoriis, Stagnis, Lacubus, Piscariis, Venationibus, Territoriis supra dictis, & ceteris omnibus ad ea pertinentibus quomodocumque & qualitercumque, pertinentis &

ANNO
1383.

ANNO
1383.

appendentis eorundem, *Illustrem Amedeum de Sabaudia Filium suum carissimum*, suum Hæredem universalem instituit, & suos liberos masculos naturales & legitimos, ex suo corpore & legitimo matrimonio descendentes, vulgariter, pupillariter & per Fideicommissum, ita quod semper prior natu succedat aliis Filiis masculis secundum decentiam generis honorificè sustinendis, & Filiabus honorificè maritandis; Volens, disponens & ordinans, adhaerendo semper dispositionibus Progenitorum suorum, quod stantibus Filiis masculis de genere & armis Comitum Sabaudie, & generis armorum suorum mente fatis & corporibus, nunquam Filie ad ipsius successionem vocentur; & si eundem Amedeum Filium suum carissimum sine liberis masculis legitimis & naturalibus, ut supra, mori contigerit, vel si habuerit, & eos mori contingat quocumque sine liberis naturalibus & legitimis; eo casu, *Illustrem Amedeum de Sabaudia Principem Achaye*, Nepotem suum carissimum, & suos liberos masculos, naturales & legitimos, ex suo proprio corpore & legitimo matrimonio descendentes, eidem substituit vulgariter, pupillariter & per Fideicommissum; & eo casu mediantibus prædictis, Ludovicus de Sabaudia Nepos suus carissimus terram Principatus habere debeat pleno jure, & sibi competat prout ad eundem Principem pertinet, & consuevit hæcenus pertinere; salvis tamen Homagio, Feudis, Retrofeudis Comitibus Sabaudie, & Pactis & Conventionibus habitis cum eodem; & ita quod semper natu prior mente compos succedat, & cæteris in successione præferatur aliis Filiis honorificè sustinendis, & Filiabus secundum decentiam generis maritandis. Et si forte eundem Amedeum Principem sine liberis masculis naturalibus & legitimis mori contingerit, eo casu Ludovicum de Sabaudia Nepotem suum carissimum Fratrem prænominati Principis, & suos liberos masculos ex suo proprio corpore & legitimo matrimonio descendentes, sibi substituit vulgariter, pupillariter & per Fideicommissum: Et si forte dictum Ludovicum de Sabaudia sine liberis masculis, naturalibus & legitimis, ex suo proprio corpore & legitimo matrimonio, mori contingerit, eo casu Dominum *Aymonem de Sabaudia Militem Dominum Ville-Franche*, & suos liberos masculos, naturales & legitimos eidem Ludovico, & eo præmoriendo, cæteris substituit vulgariter, pupillariter & per Fideicommissum; ita quod, ut supra, prior natu præ cæteris in Successione vocetur, & stantibus Filiis prædictorum, nunquam Filie ad Successionem vocentur. Executores vero sue hujus ultimæ voluntatis prænominatus Dominus Comes Testator facit, disponit, nominat & ordinat R. Patrem Dominum Guyl. Abbatem Sancti Michaelis Clusini, Dominum Guillemum de Grandifono Dominum Aubonæ, si adesse poterit, Ludovicum de Cossigny Dominum de Berthié, Amedeum Dominum Urteriarum, Dominum Joannem de Corgenon Dominum Mellionati, Dominum Gasparum de Montemajori Dominum Villarii Saleti, Humbertum de Columberio Dominum de Vuillermis, Bartholomæum de Chignino, Humbertum de Balma Dominum Fromentarum, Andream Bellatruche, & tres, & duos ex ipsis, pro prædictis omnibus & singulis exequendis; in quorum Executorum suorum manibus, hereditatis, resque & bona sua omnia ponit, & reliquit pro integro complemento & satisfactione ipsorum, & de ipsorum probitate & dilectione confidens, eos se exonerando onerat de prædictis. *Signé RAVASII.*

CXXX.

6. Avril. *MARIE Reginae Ungarie Diploma, quod in favorem Civitatis RAGUSII, de consilio & consensu Regine ELISABETHÆ Genitricis sue, & Prælatorum Baronumque Regni Ungarie, sancit, ne ullus Incolarum suorum Regnorum deinceps Vinum & Sal in novum Castrum in Loco Dracovizta situm, contra RAGUSII libertatem & Jus, Consuetudinemque portare seu inferre presumat. Dat. Bude pest (1) quindenae Pasche Domini Anno 1383. [JOHANN. LUCIUS de Regno Dalmatiae & Croatiae Libr. V. pag. 256.]*

NOS Maria D. G. Regina Ung. Dal. Croatiae &c.

(1) Le Jour de Pâques échu en 1383, au 22. de Mars, & la quinzaine au 1. d'Avril. On range ce Diplôme sous le 6. comme ayant été fait après la quinzaine. [DVM.]

Notum facimus tenore præsentium quibus expedit universis, quod fideles nostri Rector, Judices, Consilium & Commune Civitatis nostræ Ragusii missis ad nostram Majestatem providis viris Petro de Gondola, & Stephano de Luaccaro eorum concivibus Nunciis & Ambasciat, nobis humiliter significaverunt; quod nonnulli forent homines in dictis Regnis nostris Dalm. & Croat. qui vinum & saltem ad quoddam Castrum de novo per D. Regem Rascie & Bosnae inter prædictam Civitatem nostram Ragusii & Civitatem nostram Chatri appellatam in loco Dracavizta nominato constructum, & etiam ad alia loca inconjuncta contra libertatem & antiquam consuetudinem ipsius Civitatis nostræ Ragusii, & in opprobrium & diminutionem jurium ejusdem Civitatis nostræ portare & deferrent, supplicat nobis, ipsis super hoc providere de remedio opportuno. Nos itaque volentes dictam Civitatem nostram Ragusii in suis libertatibus, & consuetudinibus antiquis libere conservare, ut exinde dicti Cives nostræ Civitatis nostræ Principe glorioso devoti famulari, atque ab ipsis uti-
tibus, & honoris materia, lucrumque fructiferum perveniat Majestati de consilio, consensu & beneplacita voluntate Sermae & Ezermae Principis De. Elisabethæ, præmissa D. G. R. Ung. Pol. Dal. &c. Genitricis nostræ carissimæ, Prælatorumque & Baronum R. Nostrorum præmaturorum facientes duximus committendi, ut à modo, & deinceps nullus Incolarum Regnorum nostrorum memoratorum Vinum, & Salem ad prædictum Castrum Novum in loco Dracavizta, ut præfatur, constructum, & ad alia loca inconjuncta contra antiquam libertatem, & consuetudinem dictæ Civitatis nostræ Ragusii & diminutionem jurium ejusdem Civitatis nostræ portare præsumat, vel deferre sub poena amissionis & privationis vinorum & salium prædictorum, & hoc volumus in foris & locis publicari in dictis Regnis nostris Dal. & Croatiae palam ubique facere proclamari, prout etiam in formam nostri Privilegii redigi faciemus, dum nobis eadem in specie fuerint reportate. Datum Budæ sub magno nostro Sigillo Sabatho prox. post quindenae Festi Pasche Domini Anno ejusdem 1383.

CXXXI.

Testamentum LUDOVICI I. Regis Jerusalem & Siciliae, Ducis Andegavie & Tironie, Comitissæ Provincie, Forcalquerii, Cenomanie, Pedemontis & Rossaci, Ait. in Civitate Tarenti, Indictione VII. die 20. mensis Septembris Anno 1383. [THESAURUS NOVUS ANECDOT. Tom. I. Col. 1592. Ex Autographo in Tabulario Regio servato.]

In Nomine Patris & Filii, & Spiritus sancti. Amen.

LUDOVICUS Dei gratia Rex Jerusalem & Siciliae, Ducatus Apuliae, Principatus Capuae, Dux Andegavie & Tironie, Comitatus Provincie, Forcalquerii, Cenomanie & Pedemontis, ac de Rossacio Comes, universis præsentis Litteras inspecturis salutem.

Quotiam breves dies hominis sunt, numerus mensum ejus apud Altissimum, & constituit terminos ejus qui non poterunt præteriri, sanè hac celebri meditatione revolventes, & quod Deus statim hominem mori, qui suo proprio Filio non peperit, mors quoque omnia mordens necessitatis modo omnem superat illogismum, exceptiones non recipit, & dilaciones aliquas non admittit. Videmus enim vivos strenuissimos, Principes potestate terribiles totà die mori, mortis etiam omnes tributarii sumus, nec cessabit donec sodiatur peccatori fovea. Ille sub quo hodie fremit mandas, quem tremant Populi, Provincie aliene formidant, hodie moritur, & infra breve tempus in pulverem vilissimum redigetur. Jam certè advesperascit nobis, jam enim vitæ nostræ dimidium, & amplius peregrinus, jam venimus ad canos, & mortis præambulos festinantes accepimus; & cum fallax sit hic mundus, quia vita brevis, & finis dubius, de morte quidem certissimi sumus, nihil tamen nobis incertius horà mortis, & proinde in nostro & cujuslibet sapientis animo suspecta merito debet esse jugiter profectio in nostra mente gerentes quanta summus Largitor, Dominus dominantium, per quem Reges regnant, nobis fecerit, nos de Comitibus in Ducem, de Ducem in Regem, sub ineffabili gratia erigendo. Sumus siquidem in laboribus plurimis, in carceribus abundantius, in mortis periculis, frequenter, in interitibus sæpe, in periculis fluminum periculis

ANNO 1383. ricultis latronum, periculis ex genere, periculis ex gentibus, periculis in Civitate, in labore & æramma, in vigiliis multis, in fame & siti, in jejuniis plurimis, in frigore & nuditate. His itaque & aliis modis in arena hujus sæculi pugnantes, triumphum nostrum gladio consummavimus, & sanguinem nostrum in nomine JESU-CHRISTI Deo vespertinum offerentes sacrificium, qui postmodum multos & maximos cum eorum Provincialis nostræ ditioni miserabiliter subjugavit. Nos etiam licet immeritis honoribus & bonis mundanis innumeris exultit. Et quia incensurabilia sunt opera Domini, & ipsius miserationes sunt super omnia opera ejus, ne beneficiorum quæ nobis fecit, & suorum mirabilium quæ nobis ostendit videamus immemores, inde sibi devotissimas & gratiarum uberissimas corde purissimo referimus actiones; & ne nos (quod absit) interlati decedamus, sed de bonis à quo cuncta procedunt nobis collatis, & ipsius faciem dextera impolsterum conferendis ordinare, & etiam disponere cupientes, mente & intellectu sancti fulciti, ac etiam præmuniti.

Primitus, nostram animam, cum à corpore separata fuerit, summo Creatori flexis genibus devotissimè commendantes, gloriosissimæ Matri sue beatæ Virginis MARIE, beatæ Gabriellæ, Raphællæ, & Michaeli, ac ceteris beatorum Spirituum ordinibus Angelorum, Johanni Baptistæ, ceterisque Patriarchis & Prophetis, Johanni Evangelistæ, Petro & Paulo, Andræ, Jacobo, Bartholomæo, Mattheo, ceterisque Apostolis & Evangelistis, Sanctis Stephano, Laurentio, Dionysio, & Mauritio, cum sociis eorumdem, Georgio, Christophoro, Quintino, ceterisque Dei Martyribus, beatis Martino, Nicolao, Juliano, Ludovico de Francia, & Massiliensi, Antonio, Thomæ de Aquino, Petro Celestino, ceterisque Confessoribus, Sanctis Mariæ Jacobæ, & Salomæ, Katherinæ, Margalenæ, Marthæ, Agneti, Mariæ Egyptiacæ, Margaretæ, Cecilie, Sabina, Sanctæ Elisabeth, atque Clara, ceterisque CHRISTI Virginibus, ut eorumdem Sanctorum & Sanctorum intercessionibus, ipsa nostra anima de manu inferi liberata, in sinu sanctissimi Patris Abraham per eodem Angelos collocetur, nostrum fecimus, condidimus, & ordinavimus, facimus, condimus, & etiam ordinamus Testamentum, prout in decem foliis ibidem altâ voce in nostra Majestatis, Testium, & Notarii infra-scriptorum præsentia compendiosè narratis, & etiam intellectis, latius & seriosius continetur. Quorum foliorum tenor & contenta de verbo ad verbum inferius describuntur. Quod quidem Testamentum valere volumus jure Testamenti, & si non valeret jure Testamenti, valeat jure Codicillorum, vel jure cujuslibet alterius voluntatis, primo & ante omnia alia, quamvis Testamentum, etiam jure Testamenti, aut jure Codicillorum, seu jure cujuslibet alterius voluntatis valentia per nos hæcenus & ante nostri Regni Siciliæ tituli Regis assumptionem facta & condita sub quibusvis tenore atque forma revocando expressè irritantes cassando & etiam adnollendo volumus quod nullius existant roboris, efficacis, vel momenti. Tenor verò & contenta dictorum decem foliorum sequitur in hæc verba:

C'est Pordonnance de nostre Testament & derraine volenté.

Premièrement nous elisons notre sepulture pour notre corps en la basse Chapelle dessous la sainte Chapelle du Palais à Paris derrière le grand Autel, & voulons que notre cuer soit en l'Eglise d'Angiers, & nos entrailles en l'Eglise de Monseigneur S. Martin de Tours.

Item, voulons & ordonnons que pour la fondation & dotation que nous entendons à faire en ladite sainte Chapelle du Palais à Paris, il aura quatre Chanoines, quatre Chapelains, & quatre Clercs, outre ceux qui y sont de présent, y estre converti & employé jusques à la Somme de trois mil livres de rente, & des Prebendes qui en seront fondées, les deux seront à la collation & donation de notre tres-cher Seigneur & Neveu le Roy de France, & les autres deux à la nôtre & de nos Hoirs & Successeurs Roys de Sicile & Ducs d'Anjou. Et aussi voulons & ordonnons que du nôtre soient faites & édifiées les Maisons bonnes & suffisantes pour les habitations & demeures des Chanoines, Chapelains & Clercs en certaines places & lieux qui sont près de l'Hôtel de Messire Jay de Champdiver: c'est assavoir entre les murs des Jardins de la pointe, & les murs de la Rivière dont nous requérons la place à Monsieur le Roy.

Item, nous voulons & ordonnons estre fondées sept

Messes perpetuelles qui seront chacun jour célébrées en ladite Chapelle basse, en laquelle nous avons esleu notre sepulture, & sera en notre vivant la première de la Trinité, la seconde du Saint Esprit, la tierce de Notre-Dame, la quarte de Saint Loys, la quinte des Reliques, la sixième de la Croix, & la septième de Saint Denys. Et après nostre trespassement les quatre premierement nommées seront célébrées trois de mors pour nous & pour notre Compaigne la Roynie, pour nos Enfants, pour notre Saint Pere le Pape Clement VII. pour notre tres-chere Dame & Mere Madame JEHANNE Roynie de Sicille que Dieux absolve, pour nos Predecesseurs & Successeurs, & pour ceux qui nous ont aidé & aideront à conquieser nostre dit Royyaume.

Item, en ladite sainte Chapelle haute chacun Vendredy après Matines la grand-Messe, après Vespres sera chantée solemnellement deux Antiennes, l'une de la Croix, & l'autre des Reliques avec les versets & oraisons correspondantes, & chacun Samedi après lesdites Heures en ladite Chapelle basse sera chantée une Antienne de Notre-Dame, avec le verset & oraison, comme dit est.

Item, voulons que après nostre trespassement soit fait perpetuellement ce dit jour de nostre obit nostre Anniversaire solemnellement chacun an en ladite Chapelle basse, & ce jour tous les Chanoines & Chapelains dudit lieu seront tenus de celebrer ou faire dire une Messe des morts pour nous, & aussi icelui jour les Freres Prescheurs, Meneurs, Carmelites & Augustins de Paris iroint à Procession à ladite Chapelle, & devant ou après Vespres des Chanoines iroint tous ensemble Vigiles des morts solemnellement & à trait & lendemain pareillement la Messe.

Item, voulons que perpetuellement chacun Lundi soit fait solemnel Anniversaire pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne en ladite Chapelle basse, & semblablement le premier jour de chacun mois, & aussi quatre fois en l'an en chacune semaine de jeûnes de quatre-Temps, & chacun jour que lesdits Anniversaires seront faits, excepté ceux de chacun Lundi, chacun de la moitié des Chanoines & des Chapelains celebrera ou fera tenu de faire celebrer une Messe de morts pour nous ou pour la Roynie nostre Compaigne. Et aussi le jour de icelui Anniversaire excepté ceux de chacun Lundi, les Freres Prescheurs ou Meneurs, ou Augustins, ou Carmelites de Paris les uns après les autres iroint en Procession en ladite Chapelle basse, & devant ou après Vespres des Chanoines iroint Vigiles de mors solemnelles & lendemain la Messe, & commenceront le jour du premier desdits Anniversaires les Freres Prescheurs, le jour du second Anniversaire iroint à ladite Chapelle les Freres Meneurs, le jour du tiers les Augustins, & le jour du quart les Carmelites, & ainsi en suivent des autres: & pour ce sera donné à chacun d'eux ce qui semblera à nostre dite Compaigne la Roynie & nos Exécuteurs, laquelle chose nous remettons à leur discretion.

Item, voulons que perpetuellement chacun jour après la Messe de l'Anniversaire, ou après la grant Messe de ladite sainte Chapelle haute, & après Vespres les Chanoines, les Chapelains, & les Clercs d'icelle iroint à la Procession à Croix & eau benite en ladite sainte Chapelle basse, & entour notre sepulture chanteront solemnellement aucun respons de mors ensuivans.

Item, voulons que en ladite sainte Chapelle soient chantées à Prelat, selon qu'il est accoustumé, les Vespres & la grant Messe des Fêtes qui s'enluevent: c'est assavoir de l'invention & exaltation de sainte Croix, de la Nativité & Decolacion de Saint Jehan-Baptiste, de Saint Jehan l'Evangeliste, de tous les Apôtres, de Saint Loys & de sa translation, de Saint Denys & de son invention, de Saint Martin, de la glorieuse Madeleine, de sa translation, de Sainte Marthe & de Saint Loys de Marseille, & gaigneront les Chanoines, Chapelains & Clercs en icelles Fêtes telles distributions comme ils font les jours des quatre Fêtes annuelles.

Item, voulons que la rente que la Vicomté de l'eau de Roen soit convertie au fait de la fondation des Chanoines dessusdits en la sainte Chapelle, & ou cas qu'il plaira à la Roynie nostre Compaigne, la Terre que nous & elle avons à Bonne Ville, la Loette, à Laigle, & à la Roche-Mabile y soit aussi convertie, & que de la Roche-Mabile & de la Terre de Laigle l'en fine à nostre tante de Thouars pour son voyage que elle y a s'il se puet faire.

Item, à l'Abbaye de Saint Denys nous voulons qu'il soit

ANNO

1383.

ANNO
1383.

soit fondé trois Anniversaires, un pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne, un autre, & pour Monseigneur le Roy PHELIPES nostre ayeul, & pour Monseigneur nostre Pere un autre, & seront faits solemnellement les jours de nos obits. Et outre ce voulons estre fondées deux Chapelles esquelles perpetuellement chascun jour se celebreront deux Messes, l'une pour nostre tres-chier Seigneur & Pere le Roy JEHAN (que Dieu absoille) & l'autre pour nous, & pour la Roynie nostre Compaigne, nos Enfans & autres nommez & declarez ou tiers article de nostre present Testament.

Item, voulons que soit ordonné pour nous à perpetuité trois cierges ardans jour & nuit, l'un devant le corps Monseigneur S. Denys, l'autre devant les saintes Reliques en la Chapelle haute du Palais à Paris, & l'autre devant Nostre-Dame en la basse Chapelle.

Item, voulons que en l'Abbaye de Malbuisson lez Pontoise soit fondé un Anniversaire avec une Chapelle en laquelle on celebrera perpetuellement chascun jour une Messe de mors pour l'ame de nostre tres-chiere Dame & Mere Madame BONE Duchesse de Normandie que Dieu absoille, laquelle repose en l'Eglise d'icelle Abbaye & pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne, nos Enfans & autres nommez & declarez ou tiers article dessusdit.

Item au Couvens de Freres Prescheurs, Meneurs, Augustins, & Carmelites de Paris, d'Angiers, de Tours, des Freres Prescheurs, & Meneurs du Mans, & des Freres Prescheurs d'Auxerre, nous voulons estre fondé un Anniversaire pour nous, pour la Roynie nostre Compaigne à faire perpetuellement & solemnellement chascun an les jours de nos obits de nous & de elle: Et aussi en chascune Eglise d'iceux Religieux se fondera une Messe de mors qui sera dite chascun jour perpetuellement pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne. Et voulons que tout ce qui se donnera auxdits Religieux pour leur labour & cause dessusdite soit converti & mis es reparations des Eglises ou Maisons, clostures ou fermetures desdiz lieux, ou à faire aucuns nouveaux edifices necessaires ou profitables pour les Freres de iceux Couvents.

Item, que es Couvens des Chartreux & Celestins de Paris soit fondé un Anniversaire pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne en la maniere dessusdite & avec ce ou Couvent d'iceux Celestins, soit fondée une Messe de mors, qui sera celebrée perpetuellement chascun jour pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne, pour nos Enfans & pour les susditz declarez ou tiers article.

Item, es Eglises Cathedraux de Roen, de Rains, de Sens, d'Angiers, de Tours, du Mans, de Paris, de Laon, de Chartres, & en l'Eglise Collegiale de Saint Martin de Tours, de Nostre-Dame du Fay, & de Bologne sur la Mer, & de Lyence, & Saint Estienne de Toulouse sera fondé nostre Anniversaire & de la Roynie nostre Compaigne, à faire chascun an solemnellement les jours de nosdiz obits, & avec ce en chascune desdites Eglises sera fondée une Chapelle pour dire pour nous perpetuellement chascun jour une Messe de mors.

Item, nous voulons que en la Chapelle du Bois de Vincennes lez Paris, & en l'Eglise Parroissiale de Montreuil lez lesdits Bois soit fondé nostre Anniversaire avec une Messe de mors en chascune desdites deux Eglises Parrochiale & Chapelle à dire perpetuellement chascun jour pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne.

Item, nous voulons & ordonnons que en l'Abbaye de Verzelay soient donnez CCCC. francs pour une fois, pour la reparation de la chasle de la glorieuse Marie Magdalene laquelle repose en l'Eglise d'icelle Abbaye, si comme plusieurs croient & dient.

Item, nous voulons que en icelle Eglise de la Magdalene de Verzelay soit fondé une Chapelle de C. livres Tournois de rente pour y avoir une Messe chascun jour & chascun an quatre Anniversaires solemnez, lesquels seront celebrez lendemain de chascune des quatre Festes qu'ils feront de ladite Magdalene pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne.

Item, nous voulons que en l'Eglise de l'Abbaye de la Boissiere soit fondée une autre Chapelle de C. liv. Tournois de rente pour y avoir chascun jour deux Messes & chascun an deux Anniversaires solemnez lendemain de sainte Croix en May, & de sainte Croix en Septembre pour nous & pour nostre Compaigne la Roynie.

Item, en l'Eglise de Sainte Marthe de Tarascon une Chapelle de C. livres Tournois de rente pour y avoir chascun jour une Messe perpetuellement & chascun an

un Anniversaire solemnel, comme cydessus.

Item, à S. Maximin une Chapelle de C. liv. de rente Tournois pour y avoir chascun jour une Messe perpetuellement & chascun an un Anniversaire solemnel comme cy-dessus.

Item, une autre Chapelle en la Balme de L. livres de rente.

Item, nous voulons que le jour de la Feste du Saint en l'honneur duquel icelles Chapelles seront fondées, chascun Chapelain qui tendra icelle, soit tenu de faire Vespres & Messe solemnez avec autres Chapelains & Clercs qu'il procurera. Et pour ce faire ledit Chapelain gagne ledit jour XL. livres des C. dessusdis, & les LX. liv. soient pour l'Anniversaire & les Messes des mors.

Item, voulons que de nos Chapelles soient données quatre des meilleures en ladite sainte Chapelle du Palais à Paris: c'est assavoir une vermeille, une blanche, une verte, & une noire toutes complies, & quatre calices avec les burettes.

Item, nous voulons que ou Couvent des Religieuses de Prulhan de l'Ordre de Saint Dominique, soient fundez douze Anniversaires, chascun le premier jour du mois, se Feste solemnelle ne l'empeschoit, & le lendemain soit fait ou cas qu'il se differeroit pour icelle Feste, pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne, & seront fait obits solemnellement, & avec ce sera fondée une Messe perpetuelle de mors qui se dira chascun jour pour nous deux.

Item, nous voulons que certaine Somme d'argent soit baillie pour celebrer certaines Messes de mors le jour de nostre obit, & aussi pour dire Messes de mors jusques au jour de nos obseques & par aucun temps jusques à cent milles Messes.

Item, nous ordonnons que à S. Jehan d'Angely ou autre part selon nostre devotion, soit fondée une Chapelle en l'honneur du glorieux Saint Monseigneur Saint Jehan-Baptiste en laquelle se chantera perpetuellement chascun jour une Messe de mors pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne, & pour nos Enfans.

Item, nous voulons que aux pources Hospitaux & Maisons-Dieu de nosdiz Pays d'Anjou, de Touraine, & du Mayne, & aussi à la Maison-Dieu de Paris soient donnés de nos tapiz pour couvrir les pources de ceux qui leur seront plus necessaires, chascun du prix de trois à six frans ou environ, & s'il y en a aucuns grans qui fussent de grant prix, nous voulons qu'ils soient vendus pour donner aux pources Hospitaux ou cas que nous ferions le jour de nostre trepassement si mueblez qu'en en peut acheter d'autres du prix dessusdit, se il sembloit à nostre dite Compaigne & pour nos Enfans ce qui leur en seroit besoin pour leurs estats.

Item, voulons que pour accroître les rentes de ladite Maison-Dieu de Paris en la subvention des pources, ils aient CC. livres de rente.

Item, ou cas que le jour de nostre trepassement nous ne serions si mueblez, comme dessus, nous voulons semblablement que nos liages, prins premierement ce qui necessaire en sera pour les effas de nostre dite Compaigne la Roynie & de nos Enfans, soient vendus, & l'argent qui en ysera soit donné & distribué aux Hospitaux, maladeries & autres lieux de nosdiz Pays par l'ordonnance de elle principalement & de nos Exécuteurs, pour le salut & remede de nostre ame, & de tout ce qui sera necessaire pour nostre dite Compaigne la Roynie & de nos Enfans tant de tapiz & linges dessusdis voulons que tant seulement nostre dite Compaigne la Roynie en soit créu, & non autre, & que elle en pregne ce que pour sa necessité & estat & de nosdiz Enfans en sa conscience li semblera.

Item, & aussi voulons que de nos draps d'or & de soye soient faites des Chapelles & icelles données & distribuées aux Eglises de nosdiz Pays, ou ailleurs, où la Roynie nostre Compaigne, & nos Exécuteurs verront qu'il sera bien employé, & tant qu'il semblera à la Roynie, & les autres vendus, comme des tapiz & linges, ou cas que nous ne serions mueblez, comme dessus.

Item, Nous voulons que la Roynie nostre dite Compaigne, & nos Exécuteurs donnent telle Somme comme il leur semblera, à pources serveurs qui seroient entour nous, lesquels ne seroient pas remunerz selon les services qu'ils nous ont fais.

Item, Et afin que nostre ame puisse & doise mieulx estre deschargée, nous voulons que en nos Pays d'Anjou, de Touraine & du Maine, vint mille francs soient par nos Exécuteurs distribués à gens pources & miserables, & autres, ainsi que la Roynie nostre Compaigne principalement & nosdiz Exécuteurs verront qu'il sera bien

ANNO
1383.

ANNO
1383.

bien employé, en retour des charges & oppressions que nous y avons donné, tant à cause des Subsidies, Tailles, & Aides que nous y avons levées & fait lever, que autrement.

Item. Et afin que nostre ame puisse & doie estre mieulx deschargée de la Guerre que nos Gens firent pieça par nous en nos Contez de Provence & de Forcalquier, nous voulons que en icelles nos Contez de Provence & de Forcalquier soit donné & distribué jusques à la Somme de cinquante mille francs, tant aux Eglises, Hospitaux, Maladeries, comme pources Gens & Peuples d'icelles, especialement à ceux qui perdirent pour ladite Guerre tant de Bourgeois, Laboureurs, & autres, comme autrement, tout ainsi qu'il chera en la discretion de nos Executeurs, appelez le Senechal, nos Conseillers & Officiers, ou bons preud'hommes de nosdits Contez, qui les doivent informer des dommages portez & faits en icelles Contez pour cause de ladite Guerre, & par especial ou Territoire d'Arles & de Tarrascon, & aussi en l'Isle de Carmargue, & vers Nostre-Dame de la Mer, & autres lieux, desquels nosdits Executeurs seront informez, comme dessus.

Item. Au Pays de Senechaucies de Beaucuire, de Thouloute, & de Carcaïssone, autres cinquante mille francs, qui seront donnez & distribuez en la maniere que dit est, en retour des pertes & dommaiges que le Peuple y a soutenues & eus, tant comme nous en avons en le gouvernement, comme autrement, & aussi pour Execution rigoureuse sur les faits des Aides & Subsidies que nous y avons fait pour le salut des ames qui mors y ont esté ou fiers, ou rendus fugitifs de leurs Pays & propres Maisons, & mis à pourcé par Tailles outrageuses, & Executions rigoureuses faites en leurs biens, & dont nous pourrions avoir esté cause.

Et quant au Doüaire de la Reine nostre compaignie, pour cause duquel il appartient la tierce partie de toutes nos Terres ou Royaume de France, nous les y affeons en ceste maniere: c'est assavoir que elle aura & tendra les Châteaux, Terres, Villes, & Chastellenies de Saumur, de la Roche-sur-Yon, & du Chateau du Loir, avec leurs appartenances; & ou cas qu'ils ne vaudroient la tierce partie de nos Terres, nous voulons qu'il y soit fait au plus près de chacune desdites Terres & Chastellenies, en luy faisant bonne affecte & large. Et ou cas qu'il plairoit à Dieu, que nous conquiessons ce Royaume, nous voulons que outre les choses dessusdites, elle y preigne trente mille florins Ducats de rente, lesquels nous voulons qu'ils y soient tres bien assis, tant que elle s'en doie tenir pour tres-contente. Et encore outre toutes les choses dessusdites, nous voulons que en nos Contez de Provence & de Forcalquier il soient assis pour accroissement de fondit Doüaire dix mille florins de chambre de rente, & que ils y soient tellement assignez, que elle s'en doie tenir contente.

Item. Aussi declairons & voulons que les Conquestes que nous avons faites ou Royaume de France, elle tiegne, & ait sa vie durant, excepté la Roche-auduc, que nous avons donnée à vie à Pierre d'Avoir, & celle de Mirebeau, avec leurs appartenances, que nous avons données à vie à Messire Jehan de Buell, en telle maniere & condition comme il est contenu en nos Lettres de ladite Donation, mais après leur mort, elle les tendra, & elle les survivra.

Cy-aprés s'en suivent les Conquestes que nous avons faites.

Premierement les Contez d'Estampes & de Gyen, se nostre Cousin d'Estampes & de Gyen muert sans Hoir descendant de son corps; la Comté de Rouilly, la Terre de Lunel, le Chastel, Terre & Seigneurie de Sablé, le Chastel, Terre, Chastellenie de Mirebeau, les Chasteaux, & Terre de Champigny, la Raice * & le Coudray, compris avec la tierce partie de toute la Terre de la Dame de Baucay qui est encore à alloier, la Roche-auduc, le peage de Tons, les rentes & Maisons que le Sire de Raynval y avoit, & la rente sur le peage de Langez & de Monfouirau, & aussi la Terre de Thalemont, laquelle nous ne voudrions pas que nos Hoirs tenissent ou possédissent, senon que par grant Conseil fust veu que nous y eussions bon Droit.

Aussi voulons-nous que la Reine nostre compaignie ait le gouvernement de Loys nostre aîné Fils Duc de Calabre, jusques à tant qu'il soit en age de vint & un an accomplis, senz ce que à nul autre en appartienne administration ou gouvernement.

TOM. II. PART. I.

Et aussi voulons-nous que elle soit toujours conseilée par les Gens de nos Pays, & non par autres, lesquels Conseillers des maintenant nous declairons, & luy baillons. Et premierement pour le plus especial Conseiller & pour le premier Pierre d'Avoir Seigneur de Chateau-Fermont nostre grant Chambellan & Senechal en nos diz Pays, Jehan de Buell, Jehan Evêque du Mans nostre Chancelier, Harduin de Buell Evêque d'Angiers, les Abbez de Saint Aubin d'Angiers, & de la Coulture du Mans, Pierre de Chevreuse, Guillaume de Mathefelon lainsné, Pierre de Buell, Jehan Pellerin, Maître Jehan Hanceplé, & Maître Jehan le Begue.

Autre Ordonance.

Sur les partages de Loys Duc de Calabre, & de CHARLES nos enfans: c'est assavoir que Loys nostre Fils aîné aura pour son partage les Duchez d'Anjou & de Touraine, & la Comté du Maine, avecques les Contez d'Estampes & de Gyen, & aussi la Terre de Thalemont ou cas que nous y aurions bon Droit & bon titre comme dessus, & les Hostels que nous avons en la Ville de Paris, & semblablement nos Hostels de Vincloire & de Cachant.

Et CHARLES nostre second Fils aura pour son partage la Comté de Rouilly, la Terre de Guile & de Chaillay. Et s'il venoit que nous puissions conquerir (ce que Dieux vielle) le Royaume de Sicile, & les Terres qui y appartiennent, Loys nostre aîné Fils Duc de Calabre sera Roy & Comte de Provence, & avec ce Duc d'Anjou & de Touraine, & Comte du Maine, afin que s'il venoit besoning en nostre Royaume de Sicile, nostre tres-cher Seigneur Neveu le Roy de France, de qui il tendra les Duchez & Contez dessusdits, ly deust estre plus enclins à ly aider pource qu'il seroit son homme d'iceux Pays, & aussi le feroient les Subgiez desdits Duchez & Conté plus voutentiers.

Et nostredit aîné Fils Duc de Calabre venu à la Couronne dudit Royaume de Sicile, nous voulons que CHARLES nostre Fils ait en augmentant son partage, les Contez d'Estampes & de Gyen, avec les Terres de Rochefort, se nous l'acquérons.

Et outre nous voulons que nostredit second Fils ait la Duchie de Duras & la Comté d'Albo, ou cas que nous pourrions tant faire, que nostre Cousine la Duchesse s'en vouldist demettre, ou l'en feroient heritier après son decez.

Item. Voulons que accomplies les choses dessusdites de nostre Execution, & pourveu à l'estat de la Roynie nostre compaignie & de nos Enfans, reglement leur excec, & refaites les reparations avec Jardins necessaires pour iceux à faire en nos Chateaux de nosdiz Pays convenablement, & paies les gaiges des Officiers & Conseillers de ce qui den leur sera, le surplus de ce qui se levera, tant de l'ordinaire, comme d'aucunes aides qui se leveront en nos Pays, soit converti & distribué en satisfaction des oppressions & charges que nous avons données en Languedoc principalement & la plus grant part pour le déchargement de nostre ame, senz riens mettre en tresor, ne esparpigner, jusques à ce que nos Enfans soient en age de leur gouvernement, & donné pour Dieu à pources orphelins, pources Filles à marier, & Eglises reparer, calices & vestemens par le Royaume de France, & especialement en Pays de Languedoc, où nous avons plus converté.

Et outre pource que tant plus nous donne Dieu de biens & honneurs en ce monde, tant sommes nous plus tenus envers ly, & plus obligiez à faire biens & aumones, au salut & remede de nostre ame, de la Roynie nostre Compaignie, pour nos Enfans, pour nostre Saint Pere Pape CLEMENT VII. pour nostre tres-chiere Dame & Mere Madame JEHANNE Roynie de Sicile, que Dieu absolle, & pour nos Predecesseurs & Successeurs, & pour ceux qui nous ont aidiez & aideront à conquerir nostredit Royaume en lieux où nous semblera plus convenable, ou cas qu'il plairoit à Dieu que nous aquerriens paisiblement nostre Royaume de Sicile, & que nos facultez se estendroient à l'accomplissement des choses cy-dessus escrites, nous voulons & ordonnons par maniere de nostre Testament & derraine voutenté, comme dessus estre faites, & y adjointes les choses qui s'en suivent, & aussi au sauvement des ames des dessusdits.

Premierement, nous voulons estre fondez quatre Moutiers en ce Royaume: l'un sera de Moines noirs, jusques au nombre de cent Religieux, qui seront de l'Ordre de Saint Benoist, lesquels vivront selon l'Or-

A a

don-

ANNO
1383.

donnance & Statuts de l'Ordre de Clugny, & seront sous l'Abbaye de Clugny. Et voulons que iceluy Moutier soit assis en Terre de Labour, & fundé en l'honneur de la Trinité, & que au remede de l'ame de nous, de nosdite Compaigne la Roïne, & de tous les dessusdits, ils soient tenus de dire chacun jour vingt Messes de mors; & outre ils tendront à Paris en l'estude pour plus effaucher iceluy Moutier dix Religieux, & voulons qu'il soit doté de six mille florins de rente, ne nous ne voulons point que l'Abbé ait pour sa dignité & croisse outre cent onces, ne qu'il se entremette de recevoir les rentes d'iceluy Moutier, mais les Officiers qui seront ordonnez à les lever, il les contraindra de ly rendre compte de ce qu'ils recevront, & du surplus de ce qu'ils auront outre leur gouvernement, nous voulons que ils soient tenus de faire Hospitalité.

Le second sera de Religieux de l'Ordre de Chartreuse, & seront en nombre vint & quatre, & ordonnons que iceluy Moutier soit fundé en l'honneur de la vraie Croix, & voulons qu'il soit doté selon la dotation de ceulx de S. Martin près de Chastel S. Hermie auprès de Naples, & seront tenus iceulx Chartreux au remede & salut de nostre ame & des dessusdits de dire chacun jour six Messes de Requiem, lequel Moutier sera fundé près de Caput.

Le tiers Moutier sera de cent Suers de l'Ordre des Freres Prescheurs, & vivront selon la fourme & ordonnance de celles de Prulhan, & sera fundé près de Naples en l'honneur de Nostre-Dame, & doté de quatre mille florins de rente, lesquelles, au remede & salut des ames de nous & des dessusdits, ordonneront que chacun jour dix Dames dient dix Sauteurs à leur tour.

Le quart Moutier sera de Celestins, jusques au nombre de trente Religieux, & sera fundé à Naples en l'honneur de la glorieuse Magdelaine; ils seront tenus de dire chacun jour dix Messes & quatre sauteurs, au remede & salut comme dessus, & sera doté iceluy Moutier de deux mille florins de rente.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire en l'Eglise de Saint Nicolas du Bar, avec une Messe perpetuelle de mors, qui se dira chacun jour pour nous & pour la Roïne nostre Compaigne, & pour les dessusdits.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire en l'Eglise de Saint Jacques en Galice, avec une Messe perpetuelle de mors, qui se dira chacun jour pour nous & pour la Roïne nostre Compaigne, & pour les dessusdits.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire en l'Eglise de Nostre-Dame de Montserrat, avec une Messe perpetuelle de mors, qui se dira chacun jour pour nous & pour la Roïne nostre Compaigne, & pour les dessusdits.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire en l'Eglise du Veu de Luques, avec une Messe perpetuelle de mors, qui se dira chacun jour pour nous & pour la Roïne nostre Compaigne, & pour les dessusdits.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire en l'Eglise de l'Annonciade de Florence, avec une Messe perpetuelle de mors, qui se dira chacun jour pour nous & pour la Roïne nostre Compaigne, & pour les dessusdits.

Item. Semblablement nous voulons estre fundé un Anniversaire & Messes de mors comme dessus à Benevent, en l'Eglise où repose le benoist Corps Monseigneur Saint Barthelemy, & à Masse pareillement, en l'Eglise où repose le Corps Monseigneur Saint Mathieu; & voulons que en chacune de iceulles Eglises, devant les Corps Saints ait un Cierge perpetuellement ardent.

Item. Es Eglises de nosdredit Royaume de Sicile, en nos Pays d'Anjou, de Touraine, & du Maine, en nos Contez de Provence & de Forcalquier, qui auront defaut de calices & vestemens, nous y pourverrons comme bonnement nous pourrons.

Item. Les Eglises & Chapelles dudit Royaume de Sicile, esquelles reposent aucuns precieus Corps des Apotres, & autres Saints principaux où nous avons singuliere affection, lesquelles soient en ruine, nous ferons reparer, & mettre en estat selon nostre povoir, ou aucun bien à l'augmentation du luminaire & service divin d'iceles.

Item. Comme il ait douze ans passez que nous aïens singuliere devotion, propos ferme & voulement de faire le saint Passage à visiter le saint Sepulcre, & depuis comme il ait pleut à Dieu nous faire Roy de Jerusa-

lem, pour quoi nous devons estre plus devos, ardens & affectueux de faire & accomplir nosdredit saint propos & voulement, tant pour l'accroissement & exaltation de la Foy catholique, & exterminement des mecreans, comme pour nosdredit Royaume conquerir, se nostre Saint Pere, le saint College des Cardinaux, autres Prelats, Rois, Princes, personnes tres-notables, saiges, de tres-grant sens & autorité, nous conseilient & aident par maniere que nous puissions faire ledit passage, ou que sens leur aide le puissions faire; nous fermes en nosdits propos & voulement ferons iceluy passage, & visiterons ledit saint Sepulcre, avec les autres saints Lieux qui y sont, & ferons grant & notable don en la Chapelle dudit saint Sepulcre, pour l'accroissement du divin service & luminaire d'icelle, & aussi en l'Eglise de Nostre-Dame de Josaphat, & autres Eglises en iceluy Royaume de Jherusalem, jusques au nombre de trente. Et de toutes rentes qui nous appartiendroient & devroient appartenir pour cause de iceluy Royaume de Jherusalem, lesquelles seroient où nostre Seigneur enumbea en la glorieuse Vierge MARIE, où il naquit, & autres saints Lieux de pardela, nous n'avons entention d'en rien lever, mais voulons que toutes iceles rentes soient converties en fundations & reparations d'Eglises & povres Hospitalux.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire en l'Eglise de Nostre-Dame de Pié-de-croce, avec une Messe perpetuelle de mors, qui se dira chacun jour pour nous, & pour la Roïne nostre Compaigne.

Item. Diligemment & de tout nostre povoir nous poursuivrons à despens les Canonizations de sainte memoire Pape URBAIN V. de Messire CHARLES jadis Duc de Bretagne Pere de la Roïne nostre Compaigne, & celle de la femme Saint ELIZABETH Contre d'Arrian.

Item. Nous voulons funder à Paris un College de Escoliers en Grammaire, en Ars, en Decret, & en Theologie; & sera fundé iceluy College de plus grant rente, que nul autre qui soit à Paris, & voulons que chacune desdites quatre Facultez ait autant d'Escoliers d'un comme d'autre, & que le nombre soit d'autant comme en celuy de Navarre à Paris. Et combien que en la Faculté de Decret ne ait nul Escoliers en icelle College de Navarre, toutesfoiz nous voulons qu'il en y ait en nosdredit College, & chacun Estudiant & Maître en icelle Faculté preigne tant comme ceulx en celle de Theologie, & que les bourses de la Faculté de Decret & de Theologie soient pareilles; & seront iceulx Escoliers de trois Nations, une tierce partie de nostre Royaume de Sicile, l'autre de nos Pays d'Anjou, de Touraine, & du Maine; & l'autre tierce part de nos Contez de Provence & de Forcalquier. Et voulons que après nostre trespassement, quiconque sera Chancelier de nostre Royaume de Sicile, donne la part des Escoliers de Sicile. L'Abbé de la Boissiere donnera ceulx de nosdits Pays; & quiconque sera Juge mage de nosditz Contez de Provence & de Forcalquier, donnera ceulx de iceulx Contez. Et outre voulons que tant & tels Officiers ait en iceli College comme en celui de Navarre; & aussi qu'il y ait six Chapellains & six Clercs, pour faire & dire chacun jour le Service Divin, & prendront autant iceulx Chapellains & Clercs, comme font ceulx dudit College de Navarre, & se diront chacun jour en icelle Capelle deux Messes de mors pour le salut de nostre ame, de la Roïne nostre Compaigne, & des dessusdits.

Item. A Naples se fundera un solemnel Hospital, ou Maison-Dieu, doté de six mille florins de rente, pour recevoir & heberger, & charitablement traiter le povres Pellerins & autres, & chul administrer deument leurs necessitez. Et outre, s'il plaist à Dieu, que nous conqueissions le Royaume de Jherusalem, nous voulons y funder un Hospital nouvel, ou y accroirice celuy de Saint Jehan, & retenir bien deument, & voulons que la tierce partie de toute la rente qui nous pourroit appartenir d'icelle Cité de Jherusalem, y soit convertie.

Item. Nous voulons que pour l'augmentation du Luminaire, pour reparer l'Eglise de Madame sainte Katherine du Mont de Sinai, soient envoyez deux mille florins.

Item. Nous transporterons en la Cité d'Angiers l'Abbaye de la Boissiere en l'Hostel qui fut du Sire de Craon, & aux Religieux d'icelle Abbaye achepterons vignes à porter communs aus deux cens pipes de Vin, & d'autres Terres gaignables, & autres rentes suffisans pour leur vivre, & ferons unir, ou que ce soit une Chapelle de nostre Chastel d'Angiers, avecques les rentes d'icelle, & seront celebrées les Messes en ladite

Cha-

ANNO
1383.

ANNO
1383.

Chapelle selon la fondation, & sera fondée icelle Abbaye, l'Abbaye de sainte Croix d'Angiers.

Item. En l'Eglise Cathedrale de sainte Croix d'Orléans, nous voulons que soit fondée une Chapelle en l'honneur de la Croix, en laquelle l'en celebrera chacun jour perpetuellement une Messe pour nous, & pour la Roynie nostre Compaigne, nos Enfans, le Pape, & autres dessusdits, & un Anniversaire.

Item. Nous voulons estre donné douze mille frans, pour faire deux chaises à mettre les precieus corps des Be-nois Apotres Saint Pierre & Saint Paul, & pour mettre les chietes d'eulx, selon qu'il semblera plus expedient, & ceux que y fit faire Pape URBAIN V. ne estoient gatz.

Item. Nous voulons, que en l'Abbaye de Montecassin soient fundez fix Anniversaires & une Messe perpetuelle à dire chacun jour de Requiem. Et pareillement à la Maison-Dieu de Notre-Dame à Paris, pour nous & pour nostre dite Compaigne la Roynie, & les dessusdits, & faire chacun an solennellement le jour de nostre obit, & les autres de deux mois en deux mois; & pour ce voulons estre donné à ladite Maison-Dieu trois cens livres de rente, & que le jour que se fera l'Anniversaire, & chacun Vendredy de l'an, la Prievé d'icelle Maison-Dieu soit tenu de aller dire après la Messe aux pources, qu'ils prient Dieu pour nous & pour les dessusdits, & pour la prosperité de nos Successeurs.

Item. Nous voulons que chacun an, jusques à huit ans, soient donnez trente mille frans, dont les vint soient distribuez à povres gens de Languedoc, en la fourme & maniere comme dessus, & autres dix en nos Contez de Provence & de Forcalquier.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire en l'Eglise Cathedrale de l'Aigle, avec une Messe perpetuelle de mors, qui se dira chacun jour pour nous, & pour la Roynie nostre Compaigne, & pour les dessusdits.

Item, voulons semblablement estre fundé un Anniversaire en l'Eglise des Celestins de l'Aigle avec une Messe perpetuelle de mors qui se dira chacun jour, comme dessus est dit; & faire parfaire le moultier avec CC. livres perpetuelles de rente.

Item, en l'Eglise Cathedrale de Civit-Real semblablement voulons estre fundé un autre Anniversaire, avec une Messe perpetuelle comme dessus.

Item, nous voulons que toutes les rentes & possessions des Abbayes de la Victoire & d'Escephat que funda le Roy CHARLES I. que on trouvera avoir esté aliénées, ou qui seroient occupées, soient rendues aux moultiers d'icelles Abbayes, & d'icelles en nostre vivant recouvrer nous ferons tout povoir.

Item, s'il plaisoit à Dieu que nous acquerissions paisiblement nos Contez de Provence & de Forcalquier, & que nos facultez suffiroient à l'accomplissement des choses cy-dessus esrites, nous voulons que elles soient incorporées en nostre present Testament & derainie voulente, & les executer ou faire executer comme les autres dedessus.

PREMIEREMENT, pour l'accroissement & sustentation des Freres Meneurs en l'Eglise de Saint Loys de Marseille, nous voulons y estre donné DC. livres de rente, & seront tenus de dire dix Messes de Requiem chacun jour, desquelles l'une sera à note solennellement.

Item, nous voulons faire, parfaire & accomplir l'Eglise de Saint Maximin en Provence selon que premierement elle fut commencée & disposée du Roy CHARLES II. & avec ce les Maisons dudit lieu nous voulons estre reparées comme il sera necessité, & aussi ce qui conviendra en la Chapelle & Maisons fondées en la Roche en laquelle la glorieuse Magdalenne fit sa penitence.

Item, nous voulons estre fait aucun bel & bon ouvrage en l'Eglise de Sainte Marthe de Tarascon & estre reparee en icelle Eglise comme il sera de necessité & voulons que aucun augmentation de rente y soit faite pour l'accroissement du service.

Item, nous voulons estre fundé en la Ville de Tarascon un Hospital, auquel seront receus tous pources Nobles, Religieus, gens d'Eglise, & autres qui voudront estre de bonne vie, & soit soutenu au mieulx que l'on pourra, & ledit lieu voulons estre reuté de MM. livres de rente pour faire & accomplir les choses dessusdites, & ou se audit lieu a de present aucun Hospital, nous voulons qu'il soit accru de rentes suffisans pour accomplir les choses dessusdites, & sera nommé l'Hospital Sainte Marthe & l'Image à l'entrée dudit Hospital en la maniere comme elle reçut en son Hostel

TOM. II. PART. I.

nostre Seigneur JESUS-CHRIST entaillé où pain, ANNO & nous & la Roynie nostre Compaigne seront devant à genoux.

1383.

Item. Nous voulons que en l'Eglise de Saint Michiel ou Mont Gargan, soit fundé un Anniversaire pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne, à faire chacun an perpetuellement le jour de nostre obit, & avec ce soit fundé une Messe de mors, qui sera dite perpetuellement chacun jour pour nous, & aucun Luminaire de cire perpetuel en l'honneur de Monsieur Saint Michiel.

Item. Nous voulons que en l'Eglise de Saint Michiel, c'est assavoir ou Mont Saint Michiel en Normandie, soit fundé un Anniversaire pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne, à faire chacun an perpetuellement le jour de nostre obit; & avec ce soit fundé une Messe de mors, qui sera dite perpetuellement chacun jour pour nous, & aucun Luminaire de cire perpetuel en l'honneur de Monsieur Saint Michiel.

Item. Nous voulons que en l'Eglise de Notre-Dame de Tombellaine en Normandie près dudit Mont Saint Michiel, soit fundé un Anniversaire pour nous & pour la Roynie nostre Compaigne, à faire chacun an perpetuellement le jour de nostre obit, & avec ce soit fundé une Messe de mors, qui sera dite perpetuellement chacun jour pour nous, & aucun Luminaire de cire perpetuel en l'honneur de Notre-Dame.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire pour nous & pour nostre dite Compaigne, & pour les dessusdits, en l'Eglise de Notre-Dame de la Mer, en la fourme & maniere dessus escrete: & outre ce trois Messes perpetuelles, qui se diront chacun jour pour nous; l'une sera de Notre-Dame, & les autres deux seront des deux Surs à la glorieuse Vierge MARIE, qui reposent en icelle Eglise.

Item. Nous voulons que quant aucun grant solemnité sera le jour auquel nous ordonnons Messes de mors, ou autres quelconques à celebrer pour nous, pour la Roynie nostre Compaigne, & pour les dessusdits, ou pour autres personnes, comme devant est escript & exprinmé plus pleinement, toutes les Messes qui pour nous devront estre celebrées ce jour, seront de la Feste & solemnité qui sera ledit jour, & pour nous sera dite l'Oraison speciale en chascune Messe, qui pour nous ce jour sera celebrée.

Item. Nous voulons que en toutes les Eglises ou Chapelles qui seront fondées par nous comme dessus, nous & la Roynie nostre Compaigne en l'entrée de icelles soient à genoux devant les Saints ou Saintes, en l'honneur desquels icelles Eglises ou Chapelles seront fondées, & que les images soient entaillées, ou de tres-fines peintures.

Item. Combien que nous teniens & soiens seurs que se Dieu nous appelloit à sa part devant nostre dite Compaigne la Roynie, elle ne se marieroit point, selon que elle nous a promis & juré, toutesfoies se par induction d'aucuns par aventure se remarioit, laquelle chose nous ne pourrions croire, nous ne voulons point que l'accroissement que nous ly avons fait dessus de son Douaire ly vaille, ne que elle en ait point; & aussi nous ne voudrions pas que en iceluy cas elle eust le gouvernement de nos Enfans, mais nos Conseillers ordonnez cy-aprés.

Item. Comme feu Pape GREGOIRE XI. fust tenu à nous de soixante-dix mille frans restans de cent mille, que nous doit nostre Saint Pere Pape CLEMENT; & oultre nous ly avons presté quarante mille frans, qui furent baillez à son Chambellan pour le temps que nostre dit Saint Pere estoit à Fundes, comme il appert par ses Builles & Lettres du Chambellan, lesquelles nous avons devers nous, nous voulons que toutes les Sommes dessusdites soient demandées, & que icelles & toutes autres Sommes d'argent qui nous sont dîtes, soient mises & exposées, premierement pour faire & accomplir les choses dessusdites; & se ce ne suffisoit pour les faire de nostre povoir & selon nostre faculté que Dieu nous donnera, nous parlerons ce qui faudra pour les accomplir.

Et pour l'execution de toutes les choses dessusdites, & les faire & accomplir selon nostre desir, nous ordonnons nos Executeurs la Roynie nostre Compaigne premiere & principale, tres-Reverend Pere en Dieu Messire GUILLAUME du titre de saint Vital, nommé le Cardinal de Mende, PIERRE d'Avoir Sire de Chasteau-Fromont, JEHAN de Buell, Messire JEHAN Evesque du Mans nostre Chancelier, Messire JEHAN Evesque d'Alby, Messire PIERRE de Thury Evesque de Maillezes, Messire HAUDVIN de Buell Evesque d'Angiers nos Conseillers, PIERRE de

Aa 2

Che-

ANNO

1383.

Chevreus, GUILLAUME de Mathefelon l'ainé, PIERRE de Bueil nos Chambellans, JEHAN Pellerin Maître de nostre Hostel, Frere JEHAN l'Hermite nostre Confesseur, Maître JEHAN Haussepé, & Maître JEHAN le Begue.

Item. Afin que les choses dessus escrites, que nous voulons & ordonnons de faire en nostre Royaume, aient plus brieve & meilleure execution, laquelle se pourra mieulx faire par ceulx dudit Royaume, que par autres, nous avons ordonné & ordonnons en nos Exécuteurs les Archevesques de Naples & de Benevent, nos amez & feaux Collaterals Conscillers Messire VINYLAY Duc de Benoufe, HUGUES de Saint Severin Conte de Montaucous, NICOLLE d'Allemagne Conte de Bulcine, & NICOLLE Spinelle, dit de Naples, Chancelier du Royaume de Sicile; & en Provence Foulque Dagout, Marquis de Corfou, nostre Seneschal de Provence; RAYMOND Dagout Sire de Saut, Loys de ANDUYSE Sire de la Voultre, lesquels ne pourront rien faire sans le sceu & consentement de la Roynie nostre Compaigne, elle vivant. Et voulons que de tous nosdits Exécuteurs, quatre ou trois au moins, esquelz nous voulons estre la Roynie nostre Compaigne principale, elle vivant, & puis ledit Cardinal, & le Sire de Chasteau-Fromont après, puissent vacquer à ladite execution. Et se aucune chose en nostre present Testament estoient trouvées douteuses, sans attendre ne avoir autre jugement, nous voulons & donnons povoir & autorité aux dessusditz quatre ou trois de nos Exécuteurs, desquelz nôtredite Compaigne la Roynie fera la principale, de declarer tous iceux doubtés, & les interpreter, & ce nous mettons en leur discretion & vouloir qu'ils soient creuz. Et ou cas que iceulx Exécuteurs ne se pourroient accorder de iceulx doubtés, nous donnons à nôtredite Compaigne la Roynie povoir & autorité de toute feule les accorder & de determiner tous iceulx doubtés.

Item, comme nous aïens de nostre tres-cher Seigneur & Frere le Roy CHARLES, que Dieu absollie, Lettres de quittance avant que nous eussions nuls Enfants, comment il n'entendoit de prendre ne avoir aucun de nos biens ou cas que Dieu ordonneroit de nostre personne, mais nous & nos Hoirs quitoit purement de toute administration & gouvernement que nous avons eu en son Royaume, de toutes finances que nous aurïens eu & reçu en quelque maniere que ce soit, jusques au jour de nostre trespassement avec lesquelles Lettres nostre Saint Pere Pape GREGOIRE a aussi par ses Bulles où sont icelles Lettres incorporées donnée Sentence de escommuniement contre ceulx qui oseroient du nostre outltre dix frans après nostre trespassement, ou empêcheroient nostre Testament & derraine volonté, soit Rois & autres, & y est nommé expressement le Roy de France, lesquelles Bulles sont triplées, nous voulons que la Roynie nostre Compaigne en ait une devers soi & une en nostre Chambre des Comptes à Angiers & les autres demourrent en nostre Chastel d'Angiers, & sont pour ses choses tenir & garder deputer Juges & conservateurs perpetuels par nôtredit Saint Pere quatre Cardinaux, c'est à sçavoir trois Evresques & le Vice-Chancelier.

Nos enim ardenti desiderio affectantes ut supradicta omnia & singula efficaciter & debite compleantur, præscriptos Executores nostri præsentis Testamenti seu ultimæ voluntatis institimus, ordinavimus, statuimus & fecimus, institimus, ordinamus, statuimus & facimus illis melioribus modo & forma quibus de jure possumus cum auctoritate & potestate supradictis; dantes & concedentes ulterius eisdem & aliis ipsorum, prout in articulis de ipsis Executoribus mentionem facientibus latius & seriosius describitur & etiam continetur, quæ omnia in dictis articulis contenta juxta ipsorum seriem volumus tenaciter observari, plenam licentiam, liberam & omnimodam potestatem omnia & singula supradicta in presenti nostro Instrumento seu ultima voluntate descripta de bonis nostris quibuscumque, ubilibet sitis sitibus exequendi, adimplendi & etiam exsolvendi.

Ut autem præmissis omnibus & singulis fides valeat plenaria adhiberi per Arnulphum la Caille Notarium publicum & Secretarium nostrum infra scriptum præsens publicum Instrumentum fieri & publicari mandavimus & magni nostri Sigilli Regii, quo ante intitulationem nostram Regiam utebamur, jussimus munimine roborari.

Acta fuerunt hæc in nostra Civitate Tarenti in Domo Archiepiscopali quam nunc inhabitamus juxta Cameram nostram anno Domini MCCCCLXXXIII, Indictione VII. juxta dicti nostri Regni Siciliæ consuetudi-

nem, die vicesimo mensis Septembris, præsentibus ad hæc illustri Principe & egregio ac discreto viro Domino HENRICO de Britannia Romanæ Despotæ, Fratre nostro carissimo ROBERTO de Droci, Confratruo Moreto de Possent, Raymundo de Vallibus, & Polano de Estelan, Chambellans, Johanne de Beauveau Militibus, & Magistro Guillelmo Gualteri Secretario nostris fidelibus dilectis Testibus ad præmissa vocatis specialiter & vocandis.

Signé LOYS.

Et au dessus est écrit.

Ego Arnulphus la Caille Sylvanectensis publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius ac præfati Serenissimi Principis & Domini Domini LUDOVICI Dei gratia Jherusalem & Sicilia Regis illustris Secretarius, quia præsentis Testamenti factioni, conditioni, ordinationi, Executorum institutioni, ordinationi, præsentis dationi, & etiam concessioni, præmissisque omnibus & singulis supradictis, dum sic ut omnibus præscribitur, herent & agerentur per præfatum Serenissimum Principem unà cum prænominatis Testibus præsens interfui, eaque sic fieri vidi & audivi per hoc præsens publicum Instrumentum, licet per alium fideliter scriptum, in hanc publicam formam redegi, hinc me manu propria subscripsi, & in quinque locis signum meum solum apposui de mandato prædicti Serenissimi Principis unà cum ipsis appendione magni Sigilli quo ante suam institutionem regiam utebatur, in Testimonium præmissorum requisitus.

Et à costé est signé A. LA CAILLE. Au dessus duquel nom est figurée une Croix, Et au dessus desquels en faintoir.

Et scellé du grand Sceau en cire vermeille, représentant un homme à cheval tout armé, tenant une épée de la main droite, Et un bouclier de la main gauche, sur lequel est semé de France sans nombre à l'orle d'Anjou, le cheval caparassonné de même avec un lambel. Tout ce Testament contient trois peaux de parchemin.

CXXXII.

Des Römischen Königs Wenceslai Freyheitsbestättigung Herzog Leopolden zu Oesterreich/ gegeben/ daß dessen Unterthanen vor kein fremdes Hoff oder Landgericht geladen und gefordert werden können. Geben Wienberg an St. Gallentag 1383. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Lettres de WENCESLAS Roi des Romains, par lesquelles il confirme à LEOPOLD Duc d'Autriche le Privilège portant que nul Autrichien ne peut, Et ne doit estre appellé, accusé, Et jugé devant un Tribunal étranger, soit Provincial, soit Aulique. A Nuremberg le jour de St. Gal. 1383.

Wir Wenzlaw von Gots Gnaden Römischer Künig zu allen Zeiten Meere des Reichs / und Künig zu Behem / Böhmen / und thum kundt öffentlich mit diesen Brieffe allen den / die zu sehen / oder hören lesen / Als der Hochgeborn kaiser / Künig zu Oesterreich / unser lieber Onkel und Fürst / von unsern Vordern an den Römischen Kaysern und Künigen / und uns selbst Einad / Königlichem Kaysern und Künigen / das man sein Diener und die zu angehört / in welchem Wesen die sind / Clöster / oder Pfaffen und andern auf kain Landt-Gericht / noch Hof-Gericht / mayt geladen / noch geordert / nach laute seiner Brieffe / die Et von uns / und unsern Vordern / darüber hat / Also maghen und wollen wir / daß der Egenant kaiser / bey den vorgenannten Gnaden / und Freyheiten beleben sollt / und daß zu / noch allen den seinen / als vorgeschrieben stet / die von einander müget oder sollen gesont / oder darüber beschwert werden in kain weis / vor allen Landgerichten / die von alre herkommen sind / und sonderlich von Hofgerichten / die von neuen ding aufgesetzt wurden / als die von Zürich vor den Efor dazselb zu Zürich aines genant haben / und wurden darüber genant der seymen / oder die von seinen zugehörend / als oben verkindet ist / geordnet / und mit Landgerichten überzogen / das soll kein kraft haben / und genicht nicht seyn / wann wir die vernichtet haben / und vernichten und gepieten darumb allen Fürsten / Bischoffen / und Weltlichen / Erben / Freyherren / Dienstleuten / Ritters / Knechten / Stet-

ten/Genanden/ und allen andern/ unsern und des Reichs lie-
ben getreuen und umherthanen/ daß Ey den vorgenannten unsern
Oheim Herzog Leopolden/ und all ander obgeschriebenen/ bey den
vorgenannten Gnaden umgebenet bleiben lassen/bey verlust der
pen/ die in der vorgenannten unserer Vorfarn an dem Reiche/
Römischen Käyfern Briefe ist begriffen/ die Er über die abge-
schriebne Sach hat/ Mit Urkund dieß Briefs versigelt mit un-
ser Königlich Majestat Insignel/ der geben ist zu Nuremberg/
nach Christi Geburt/ dreihundert Jar/ darnach in dem
drey und achtzigsten Jar/ an Sanct Gallen tag/ unserer Reiche
des Römischen in dem ain und zwanzigsten und des Römischen
in dem achtien Jar.

CXXXIII.

7. 08. Graf Heinrichs von Schawenberg Recognitions-
Brieff/ daß Er alles was Er vom Bischof Passau
zu Lehen gehabt/ unter andern die Besten und
Schloße zu Schawenberg/ zu Stauffen/ zum Neuw-
haus/ und zu Eferdingen/ nach der wischen Herzog
Otten zu Oesterreich und ihme getrossenen theidigung/
dem Bischoffen zu Passau Johanssen aufgegeben/
Von diesem sey Herzog damit belehnet worden/ und
dieser Herzog habe sie Ihme alsdann wieder ver-
liehen. Geben zu Inng an Sambstag/ nach St.
Gallentag 1383. [Pièce tirée des Archives
Imperiales du petit Trésor de la Regence &
Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Lettres de HENRI Comte de Schawenberg, par les-
quelles il reconnoit, qu'en consequence du Traité
fait entre OTTON Duc d'Autriche & lui, il
avoit remis à JEAN Evêque de Passau, tout
ce qu'il tenoit de son Eglise, entr'autres les Châ-
teaux de Schowmberg, Stouffen, Newnhauls,
& Eferdingen, lequel en avoit d'abord investi le-
dit Duc, après quoi il les a de nouveau reçus de
lui en Fief. A Linz le Samedi après la St. Gall
1383.

W. Graf Heinrich von Schawenberg/ Beheimen mit dem
Brief für uns/ und all unser Erben und Nachkommen ewich-
lich/ und die Besten und Schloße zu Schawenberg ze Stauffen
zum Neuwhaus und zu Eferdingen mit sampt aller ir zugeho-
rung/ die uns her unser Lehen gewesen sin/ von dem Bischof zu
Passau/ oder was wir von demselben Bischof zu Lehen gehabt
haben/ was das gelegen oder wie es genant sey/ nichts aus-
namen/ daß wir dieselben Lehen alle/ nach redlichen tumbingen/
die wir unsern lieben Gnedigen Herrn dem durchleuchtigsten
Fürsten Herzog Albrechten zu Oesterreich zc. und uns
geschieden sind/ aufgeben haben/ dem Gnedigsten Fürsten und
Herrn Herrn Johansen Bischofen ze Passau und seinem Capitel/
und die gebeten/ daß si die verlihen/ dem genannten unsern Herrn
Herzog Albrecht/ und allen seinen Erben und Nachkommen/ die
auch das getan habend/ nach laut der Briefen/ die sie darüber
habend gegeben. Darnach haben wir dieselben Lehen von dem
jetzgenannten unserm Gnedigen Herren Herzog Albrecht zu Lehen
empfangen/ und empfangen auch die mit dem Brief. Also/ das
wir und all unser Erben und Nachkommen die von demselben un-
sern Herrn den Herzogen und von allen seinen Erben und Nach-
kommen/ und von seinem Fürstentum ze Oesterreich wollen und
sollen zu rechten Lehen haben und erben ewiglich/ als Lehen-
recht ist/ und des Landes Recht zu Oesterreich/ und uns in al-
ler Weis/ als wir all unser Hab von In zu Lehen haben. Mit
Urkund dieß Briefs/ versigelt mit unsern anhangenden Insignel/
der geben ist ze Linz an Samstag nach Sand Gallentag nach
Christi geburd dreuhundert Jar/ darnach in dem dreu und
achtzigsten Jare.

CXXXIV.

1383. Traité de Trêves pour six mois, conclu entre CHAR-
LES VI. Roi de France & RICHARD II.
1384. Roi d'Angleterre. Donné à Lenynghem le 26.
16. Janv. Janvier 1383. [RYMER, Foedera, Con-
ventiones, &c. Tom. VII. pag. 418.]

JOHAN, par la grace de Dieu, Roi de Castille & de
Leon Duc de Lancastre & Lieutenant de Monsieur
le Roi es parties de Picardie, par le fait du Treitee de
Paix entre Luy & son Adversaire de France, Henry

Conte de Derby, J. Evêque de Herford, Johan Holand,
William de Beauchamp, Thomas Percy, Johan Mar-
myon, Wanter Skirlawe, & Johan de Shepeye,
Commys & Deputez, depar mon dit Seigneur le Roi,
pur le dit fait du Treitee,

Aiant, entre les autres choses, depar Luy, plein
Poir, Autorite, & Mandement especial, de prendre
& affermer toute manere de Trêves, generalz, ou par-
ticuliers, entre Lui & son dit Adversaire, ainsi que par
ses Lettres, scealles de son grant Seal, a nous bail-
lees, poet apparoir plus a plain, & des quelles Lettres
la tenour s'ensuit,

LE Roy, a touz ceux, q' cestés Lettres, veyront ou
orront, Saluz.

Savoir vous faisons que,

Come Nous,

A l'honneur & reverence de Dieu, desiderantz nostre
Poeple mettre en Pees & en Tranquillitee, & eschaier
l'effusion du Sank Cristien, & les tresgrant malx,
que sont avenuz & purront avenir, par les Guerres, que
sont menes & continues parentre Nous & nostre Ad-
versaire de France,

Sumes encliner & assentuz au Tretee de bone Pees
& Accord parentre Nous & nostre dit Adversaire,

Et, par celle encheson, envofons, de present, de-
vers nostre Ville de Caley, & les parties de Pi-
cardie,

Pur y assembler & treter ovesque les Messages &
Deputez de nostre dit Adversaire,

Nostre treschere Uncle Johan Roy de Castille & de
Lion Duc de Lancastre: nostre treschere Cousyn Hen-
ri Conte de Derby: l'honorable Pierre en Dieu l'Evêque
de Herford: nostre treschere Frere Johan Holand: nos
trescheres Cousins, William de Beauchamp, & Thomas
Percy: nos trescheres & foiaux, Johan Sire de Cobe-
ham, Johan Marmyon, & Johan Devereux, Baneretz;
nos amez Clerz, Meistre Wanter Skirlawe Doctour en
Decret & Gardein de nostre Prive Seal, & Meistre
Johan Shepeye Dean de l'Eglise de Nicole Doctour
en Leys; & nostre chere & foial, Johan Philipos Chi-
valier,

As queux, unze, dys, neof, oyt, sept, fys,
cynk, quatre, troys, & deux de eux (des queux vo-
lons que nostre dit Uncle soit un) Nous avons donez
& commys, donons & commenrons, par cestés pre-
sentz, plein & franche Poir, Autorite, & Mandement
especial de treter, ovesque les ditz Messages &
Deputez de nostre dit Adversaire, elanz a ce plein &
sufficiant Poir & Mandement, des Trêves & Abli-
nences de Guerre, generales, ou particulieres, & par
tant de temps, come ils porront entre accorder;

Et de mesmes les Trêves ou ablinences bones, joia-
les, & seures grantier, accorder, otroier, & fermer
entre Nous, nos Roialmes, Subgiez, Alliez, Amys,
& Adherentz d'une part, & nostre dit Adversaire, les
Subgiez, Alliez, Amys, & Adherentz d'autre part, &
jusques a tiel temps & terme, & par la forme & man-
ere, que a noz ditz Messages bon semblers,

Et de les dites Trêves ou ablinences assieurer par foy
& par serement, a doner en l'ame de nous, & de o-
troier & doner sur ce, & les dependences d'ycelle, tou-
tes maneres de caucions, seuretees, promesses, obli-
gacions, & Lettres scealles, tantz & tielles que mest-
tier sera en tieu cas, les queles nous volons avoir tiel
effect, vigour, & fermetee come si Nous les eussions
donez & fait en nostre propre Personne,

Et aussi de doner, ordener, & constituer, pur nostre
partie, Conservateurs des ditz Trêves ou Abli-
nences, tantz & tieux come mestier sera, oue pleine poir
de les faire redrescer & reparer dument, si riens y soit
attemprez (que Dieu defende) par nostre Partie, en-
contre les dites Trêves ou Ablinences,

Et generalment de faire, pur Nous & en nostre
nour, toutes autres choses que as dites Trêves ou
Ablinences de Guerre seront ou purront estre expe-
dientes & covenables, combien que celles en requie-
rent Mandement plus especial;

Promettantz, en bone foy, avoir agreable, & tenir
ferm & estable toute ce que par noz ditz Messages,
unze, dys, neof, oyt, sept, fys, cynk, quatre,
troys, ou deux de eux (de queux volons que nostre dit
Uncle soit un) terra fait, tretee, accorde, promys,
& covenantes en ceste partie.

En Tesmoignance de quele chose as cestés nos Let-
tres Patentz nous avons fait mettre nostre Grant
Seal.

Aa 3

Don.

ANNO Don. a nostre Palays de *Westm.* le quart jour de
1383. Novembre, l'An du grace Mille, troiscenz, quater-
vintz, & tierce, & de noz Regnes septisme.

1384. *Per ipsum Regem & Concilium in Parlamento.*

A Toutz celx, q' ces Lettres verront, Saluz.

Come, par & a cause du dit Treitee, Nous atens este assemblez, par plusieurs journees, entre Boloigne & Caley, avec nostre Cousin le Duc de Berry, & les autres Gentz & Messages du dit Adversaire, & par venir au bone Paix & Acord, a plesir de nostre Seigneur, eient plusieurs choses estez purparles & avisees d'une colte & d'autre, & par entretenir & continuer le dit Treitee, certaine journee ad este prise par reassembler d'une partie & d'autre,

Savoir faisons que, d'une commune acorde & consentement, de Nous & de nostre dit Cousyn de Berry & autres defusditz, Nous avons pris & acordez, par nous & acordons, par ces presentes, avec nostre dit Cousin, par vertue du Poair, a Nous & autres, esteantz avec nous, donez sur ce par mon dit Seigneur, bones & loiales Trieves, Seurtees, & Abstinence de Guerre particuliers, pur le dit Monsieur le Roi,

Et en toute la Paix & Langue de *Picardie*,

Et en toute la Paix de *Flandres*,

Purveu que les Habitantz de *Gand* & de *Audenard* serrent & demuront en Pestat, ou ils sont a present, jusques a quinze jours prochain venantz & entrestantz, deins les queles, par nous & nostre dit Cousyn de Berry, en ferra autrement ordeinez,

Es Pais de *Normandie*, de *Bretaigne*, *Berry*, *Auvergne*, *Poitou*, *Burgoyne*, *Burboigneys*, *Lymosin*, & en tout *Guyen* & *Gascogne*,

Par Terre, pur les Subgitz, Amys, Alliez, & Adherantz d'une part & d'autre,

Et auxi par tout la Meer des Subgitz de mon dit Seigneur,

Et serrent les dites Trieves crieies de *l'Escluse* jusques a *Bayon*, par toutes les Havenes,

A commencer icelles Trieves, Seurtees, & Abstinence, es Terres & Paix defusdites, as jours q'enfuent (c'estaillavoir)

En toute la Langue & Paix de *Picardie*, & en dite Pais de *Flandres*, le second jour de Fevrier prochain venant,

En *Normandie* l'oyisme jour du dit Moys,

En *Bretaigne*, par Terre, & par Meer, & en tant que touche celz de *Brest*, le quinzisme jour du dit Moys,

Et, quant a la partie opposite d'Engleterre, le vint & tierz jour de celui Moys,

En *Berry*, *Auvergne*, *Poitou*, *Burgoyne*, *Burboigneys*, *Lymosin*, & en *Guyen*, *Gascogne*, & en la *Seneschalchie de Tholose* (hors le Paix d'*Albigois* & la *Seneschalchie de Comissanem* & de *Beaucaire*) le quinzisme jour du Moys de Marz prochain venant,

Et, par Meer, de *l'Escluse* jusques a *Saint Malow*, le quinzisme jour du dit Moys de Fevrier.

Et de *Saint Malow* jusques a la *Rochele*, & de la *Rochele* jusques a *Burdeaux* & *Baionne*, le dit quinzisme jour du Moys de Marz defusditz,

Et dureront ycelles Trieves & Abstinence jusques au premier jour d'*Ocobre*, prochain venant, Solail levant :

Et avons promys & jurez, sur les Saintz Evangelies de Dieu, promettons & jurons, loialment & en bone foy, par ces presentes, en l'ame de mon dit Seigneur, & par vertue du Poair a nous donez depar lui, tenir & garder, & fere tenir & garder, bon & loialment, les dites Trieves & Abstinence, es Lieux & Pais defus nommez, le dit temps durant (c'estaillavoir)

Par Terre, par les Gentz, Subgitz, Alliez, & Benvoillantz de mon dit Seigneur le Roy, & par tout, en la Meer, par ses Subgitz tant seulement come dit est, sanz fere ou souffrir estre faite aucune chose au contraire,

Mes durantz ycelles Trieves, Seurtees, & Abstinence, cesseront generalment toutes prises de Prisoners, de Fortereses, & d'autres Bons, ou Lieux queconques,

Demolacions de Melons,

Abatementz d'Arbres portantz Fruitz,

Touz Arfins, Pelleries, Robberies,

Et ne serrent ascuns Chastels, Villes, ou Fortereses assailliez, ou combatuez, eschelez, ou embiez, d'une colte ne d'autre, es Terres, Pais & Lieux defus ditz, soit souz cause ou colour de marque, represaillie, caucions, promesses, obligations, ou par autre manere queconques,

Et, si aucune Parfone, Bons, ou Lieux estoient prizez, ou aucune chose attemptee contre les dites Trieves, Seurtee, & Abstinence, par queconque manere que se feust, Monsieur le Roy le ferra rendre, restituer, & reparer sanz nulle defaute :

Et ausi avons acordez & acordons que touz les ranceons & patiz, que sont faitz & ont cours a present, tant d'une partie come d'autre, serrent & purront estre levez par les Gentz d'une colte & d'autre, pendant le temps des dites Trieves, sanz boter feu, ne tuer homme, en cas que celx, que les ont acordiez, soient refusantz de les paier, sanz ce q'ils pussent lesditz ranceons ou patiz croistre ne augmenter, ou fere nouvelles, mes q'ils demuront en manere come ils sont a present :

Et semblerement est acordez & acordons que chescun des Gentz & Subgitz, d'une colte & d'autre, que tiengnont ascunes Fortereses, les uns entre les autres purront achatre Vivres, pur leur argent, sur la Territoire d'autrui, durant le temps defusdit seulement, cessantz toute fraude & male engin :

Et ne ferra aucun Fort faite, ne de nouvelle enforceee, par les Gentz & Subgitz de mon dit Seigneur, en terreure de l'obeissance du dit Adversaire :

Et si aucuns, q' tiengnont ascunes Fortereses, de queles ils ont fait Guerre, robberies, & pilleries, sanz ce q'ils se soient avonez, par avant la Date de ces presentes, eux estre de l'obeissance du dit Adversaire, ils ne serront point compris en ces presentes Trieves :

Et si purront marchander les Subgitz, d'une colte & d'autre, les uns avec les autres, par Terre, de Marchandises lisibles, & non defenduz; come armures & autres choses defenduz en temps de Guerre :

Ne ne purra nul, des Subgitz du dit Adversaire, porter damage ne faire Guerre en ascuns des Portz, n'en la Coltere & Roialme d'Engleterre, par Terre, ne par Meer, & par especial en les Pais de *Cornewaille*, *Devonshire*, *Hampshire*, *Suffes*, *Kent*, *Essex*, & par tout *l'Isle de Wight*. Et, si aucuns, de la partie des Alliez dudit Adversaire, faisoient Guerre, sur la Meer, a mon dit Seigneur, ou a ses Subgitz, & ils se veulent aucune foiz retraire ou eux refeschir es Ports de l'obeissance du dit Adversaire, q'ils avoient ascunes choses gaignez ou conquizez sur celz de la partie de mon dit Seigneur es ditz Portz, ils les purront rendre, & ausi elx retraire s'ils estoient chacez de la partie de mon dit Seigneur; mes s'ils voient demurer & fournir es ditz Portz, & d'illoques partir pur fere Guerre & porter damage a celz de la partie de Monsieur fusditz, & apres retourner es ditz Portz, en ce cas ils ne serrent recetiez, eidez, ne confortez en aucun manere :

Et ausi avons acordez si aucun Vessel ou Vessier, de l'obeissance de mon dit Seigneur, vieigne ou viengnot marchandement, par force de tempeste, ou par faute de Vitaille, en ascun des Portz ou Havenes de l'obeissance du dit Adversaire, & q'ils eient mys l'Ancre, q'ils de lors em pussent salvement demurer tanque ils averont bufoigne, sanz estre mesfait ascunement par ascuns des Subgitz, Amys, Alliez, ou Adherantz du dit Adversaire :

Et touz les choses defusdites, & chescune d'ycelles, quant attient a la partie de mon dit Seigneur, fere, tenir, garder, & accomplir, de nostre loial poair, Nous promettons & jurons en nostre propre & prive noun, sur les Saintz Evangelies de Dieu, sanz fraude ou mal engin :

Et ausi avons otroie & acorde, otroions & acordons par ces presentes, que par aucun mesfait, attemptat, ou entreprise, si ascuns entrevenioient (que Dieu ne voille) contre les choses defusdites, ou aucune d'ycelles, pur ce ne serrent ou purront estre tenues les dites Trieves, Seurtees, & Abstinence enfreintes ou rumpues; mes demureront, touz jours, en leur force & vertue, le dit temps durant :

Et serrent reparer toutes les attemptees & mesfaites, & remettre en estat due, si ascuns estoient faitz au contraire, par les Conservateurs des dites Trieves, Seurtees, & Abstinence; les queux Nous nomons & elisons,

Pur les parties de *Picardie* & de *Flandres*, Monsieur *William de Beauchamp* Capitain de Caley, Monsieur *Johan Drayton* Capitain de Guyenes, & Monsieur *Esmon de la Pole*, Chivalers,

Pur les parties de *Normandie*, Monsieur *William de Wyndesore*, & ses Deputez pur le temps eiteantz,

Pur les parties de *Bretaigne*, Monsieur *Thomas Percy* Chivaler, *Johan Norbury*, *Richard Fodryngay*, & *Robert Bakton*,

Pur les parties de *Guyen*, le *Seneschal de Guyen*, le *Capital de Buche*, le *Sire de Leparritz*, le *Sire de Mucidan*, le *Sire de Duras*, Monsieur *Johan de Pomeri* *Seneschal de Landes*, & le *Maire de Burdeaux*,

En

ANNO 1383. En les Païs susdites, si bien par Meer, come par Terre, & chescun de eux en leur Parties,
En Tesmoignance de ces presentes Nous avons fait mettre noz Seals.

1384. Don. a *Lenlynghem* le xxvi. jour de Janvier l'An de grace Mille trois centz quatrevingtz & tierz.

CXXXV.

1384. 16. Juill. Verzicht-Brief Rupprechts des Lettern Pfalzgraffen bey Rhein auf die ihm wehrenden Kriege von der Stadt Speyer zugefügte Schaden und Geschicht. Geben zu Heidelberg feria sexta post divisionem Apostolorum 1384. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 15.]

C'est-à-dire,

Renoncation de ROBERT Painé, Comte Palatin du Rhyn, à toutes ses prétentions sur la Ville de SPIRE au sujet des Dommages qu'elle lui avoit causez. A Heidelberg la sixième Ferie après la separation des Saints Apôtres. 1384.

Wir Rupprecht der Letzer Pfalzgraf bey Rhein / des heil. Römischen Reichs Obrister Truchses und Herzog in Bayern / bekennen offenbar mit diesem Brief / das wir mit den Erben / weissen Letzen Burgemeister und Rath der Stadt Speyer / umb alle die Schaden und Geschicht / die uns und den unsren von ihnen / ihren Bürgern / Dieneten und den ihren in dem Kriege / die wir hatten mit den Erbsen von Mainz und von Speyer / geschehen und widerfahren seind / gültich und freündlich überkommen / gericht und geschlicht seind / und haben darumb auf die voregen Schaden und Geschicht / es sey umb Brand und Raub / oder wie die gewesen und ergangen seind / Inzwischen und gänzlich verziehen / und verziehen darauf eltschlich und ewiglich an diesem Brief / also / das wir und unsere Erben / noch die unsren / denen die Schaden und Geschicht widerfahren seind / darum an die Stadt von Speyer / ihre Burger und Nachkommen nimmer kein Anspruch / Forderung noch Klage haben sollen / noch jemand anders von unsretwegen / weder mit Gericht / noch ohne Gericht / heimlich noch öffentlich in keine Weise / ohn alle Gewerde. Item ist dieß Brief / versiegelt mit unserm anhangenden Inseigel. Datum Heidelberg feria tertia post divisionis Apostolorum. Anno M. CCC. LXXXIV.

CXXXVI.

26. Juill. Verbindungs zwischen dem Hochwürdigsten Fürsten Rudolph des Heil. Röm. Reichs in Teutschen Landen Erz-Canzlern / Rupert dem alten Pfalzgraffen bey Rhein / Bernhard Bischoffen zu Würzburg / Iupolit Herzogen zu Oesterreich / Friedrich Burggrafen zu Nürnberg und Eberhard Grafen zu Württemberg eines / dann denen Schwäbisch-Rheinischen / und anderen Frey- und Reichs-Städten andern Theils / auff beissen Wenceslai des Römischen Königs zu Handhabung des Landfriedens und reciprocirlicher assistenz bis auf das Pfingst-Fest und darnach bis auff nechstes 3. Jahr. Geschlossen zu Heidelberg Dienstags nach Jacobi 1384. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen rerum German. novum. Libr. I. Cap. VIII. pag. 55. §. 21. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. VIII. von Reichs-Städten in gemein pag. 35.]

C'est-à-dire,

Confederation entre RODOLPHE Archi-Chancelier de St. Empire en Allemagne, ROBERT Painé Comte Palatin du Rhyn, BERNARD Evêque de Wurzburg, LEOPOLD Duc d'Autriche, FREDERIC Burgrave de Nuremberg, & EBERHARD Comte de Württemberg, d'une part, & les VILLES Libres & Imperiales de

SUABE & du RHYN, Confederées, d'autre part, par Commandement de l'Empereur WENCESLAS pour le maintien de la Paix publique & pour leur Défense & assistance mutuelle, jusqu'à la Pentecôte prochaine, & trois ans après. A Heidelberg le Mardi après la St. Jacques 1384.

ANNO

1384.

Wir die Burgermeister / Räte und Burger gemeinlich der Stette Mainz / Straßburg und Frankensfort / für uns und alle andre Stett in dem Rhyn / in Elsaß und in der Pfalz / darumb die den Rind mit uns halten / in dem Rhyn / und edy wir die Burgermeister / Räte / und alle Burger gemeinlich / der Stett Augsburg / Nürnberg und Ulm / für uns und alle andere Stett / in Obern und Nideren Swaben / an dem Rhyn / in Frankenn und in Bayern / die den Rind mit uns halten in Swaben / bekennen öffentlich mit diesem Brief / und run funt allen den / die in sehent / oder hören lesen / das der Allerburchlichstige Fürst und Here / Her Wenclaw von Gots Gnaden Römischer Künig je Weheim / unser lieber gnediger Here / zwischen den Erwirbigen und Hochgebornen Fürsten und Herrn / Herrn Rudolff / des heiligen Römischen Reichs in teutschen Landen Erz-Canzler / Herr Rupert dem alten / von Gots Gnaden Pfälzgraven in Rhyn / des heiligen Römischen Reichs Oberrhein zu Würzburg / Herrn Iupolit von Gots Gnaden Herzog je Oesterreich / je Stett / je Franken und je Rhein / Graf je Carol / Herrn Friedrich Burggraff je Nuremberg Herrn Eberhart Grauff je Württemberg / und auch allen andern Fürstlichen und Fürsten / gänslichen und weltlichen / Grauffen / Herrn / Dienstluten / Ritters und Knechten und Stetten / wie die genant sint / die sich zu denselben unserm gnadigen Herrn / den Römischen Künig veranlagt haben / und auch zwischen uns vorgenanten Stetten und allen den / die mit uns verbunden sint / wie die genant sint ain freündlich Stallung gemacht und gescheit hant / die besten und beliben sol / hinnan / bis uff die heiligen Pfingsttage / die hiheret kommen / und darnach die nechst bey genay Jar / die nach andern folgen / umb dieselb Stallung sol in den Landen / Bayern / Graffen / als die hienach begriffen und benennet sint von beyden Syten getulich gehalten / gelast und vollfart werden an alle Gewerde. By dem Ersten / war es Sach / das jeman von den vorgenanten Fürsten und Herrn / oder die in inuversprechen seind / es waren Herrn / Ritter oder Knecht / oder Stett / oder wer die sint / die jeto in ir Beraynung bi in sint / oder noch suto je in foment / angegriffen oder beschädigt wurden / uff Wasser oder uff Lande / mit Raub / mit Mord / mit Brande oder mit urrechttem Widerlagen / das den wir vorgenante Stett und wer zu uns gehoret / in dazgi getulich beraten und befohlen sullen sin / als bald wir oder die unsern des inman oder gewar wurden / oder von in oder von den den der Schade widerfart und geschehen war / oder von inman anders von iren wegen darumb genant werden / zu frischer Stett / mit nachhoylen / mit inuversprechen / und mit allen andern Sachen / die dazgi gehoret / nach allen iren besten von ainem Mittag bis an den andern / gelider Wiß / als ob uns daselb anging und auch uns selber widerfart und geschehen war / ane alle Gewerde. War es aber Sach / das solich geschicht / und Angriff also gestalt und geschehen waren / das sie je frischer Stett mit erobert / noch uffgetragen mochten noch sullen werden / so sullen der oder die / den sollicher Schade widerfart und geschehen ist / die Sach bringen mit Klage an den oder die Fürsten oder Herrn der Dpner oder Burger / er ist oder den er inuversprechen stat / oder ob das ainig Fürst oder Herrn selber anging / bekennet sich den ain Fürst uff sin Fürstliche Trume und Ere / ain Grauff oder ain ander Here uff sinen Hobe / das in oder den Syten / als da vorgeschriben stat an den vorgenanten vier Stetten / oder mer inrecht bescheyen sie / so sullen und mügent dieselben Fürsten und Herrn / von welcher Partey die waren / uns vorgenanten Stett / welich den dem Angriff und Geschicht alernegste gesehen und gelegen sint / es sie die Partey der Stett von dem Rhyn / oder die Partey der Stett in Swaben / darumb zu sprechen und umb Hilff inman / und sullen wir dann den vorgenanten Fürsten und Herrn jeglicher Partey unter uns / welches denn besonder unter uns in künftig mit Spieszen je Noß erbar und wol ergruete hute ane Gewerde schicken und bestellen / und die auch nach derselben ir Ermannunge / in den nechten vierzehen Tagen von Huse usfriten / und auch fürzlich volenten sullen an die Stett / die uns denne von in benennet und verurundet werden ane alle Gewerde / und sullen auch dis run uff unser eigen Kest / Schaden und verlust / als lang / bis das solicher Schade wider abgeleit und widerert wort / ane alle Gewerde. Noch also / was die vorgenante Fürsten und Herrn / oder die zu in gehoret / als vorgeschriben stat / uffgetragen und gerechttragen mügent mit Hilff der künftig Spieszen von der Partey der Stett unter uns / die der Sach und Geschicht aller nechte gesehen waren / und auch mit den künftig Spieszen / die dieselben Fürsten und Herrn / die gemant waren / selber dabi haben sullen / das sy dann der andern Partey unter uns vorgenanten Stetten / und die Hilff der andern künftig Spieszen mit manen / noch darumb zusprechen sullen : Es war dann Sach / das sie sich beranten / ain Fürst bi sinen Fürstlichen Trumen und Eren / ain Grauff oder ain ander Here uff sinen Hobe / als vorgeschriben stat / das sy den dazgi notürfug wurden

ANNO
1385.

Imperialis Vicarii Generalis, nec non infraſcriptorum Magnificorum Dominorum Colligatorum ejus, ac etiam quorumcumque Subditorum, Civium, & Benivolorum Dominorum prædictorum, & cujusque eorum, & Civitatum, Caſtrorum, & Terrarum, quæ per ipſos Dominos, vel alterum, & quemvis eorum reguntur, & gubernantur.

Illuſtris Princeps, & Excellentiffimus Dominus Dominus Johannes Galeaz Vicecomes Comes Virutum, Mediolani &c. Imperialis Vicarius Generalis, pro ſe, ſuiſque Hæredibus, & Succelloribus; nec non pro Civitatibus, Caſtris, Terris, & Locis, Civibus, & Subditis ipſius Illuſtris Principis Domini Comitis, ſeu quæ, & qui per eum ad præſens gubernantur, & reguntur; & pro Adhærentibus ſuis prout infra ex parte una, & Egregii Militis Domini Donadaci de Malvicino de Fontana de Placentia, & Filippi de Robertis de Tripoli, ac ſapiens, & Nobilis Vir Dominus Girardus de Conſanoneris de Brixia cognominatus de la Frata Jurisperitus, Cives, & habitatores Civitatis Ferrarie, Procuratores, & Procuratorio nomine Illuſtrorum, ac Magnificorum Dominorum Nicolai, & Alberti Fratrum Marchionum Eſtenſium, Ferrarie &c. ad infraſcripta ſolempniter, & legitime conſtituti, prout conſtat publico Inſtrumento rogato, & tradito per Antonium Notarium Ferrarjenſem Filium quondam Pauli de Cavalleria anno Domini milleſimo tricenteſimo octuageſimo quinto, octava Indiſione, die primo menſis Julii, ibi oſtenſo, ac per me Notarium infraſcriptum viſo, & lecto nomine præſatorum Dominorum Marchionum, & pro eis, ſuiſque Hæredibus, & Succelloribus, nec non pro Civitatibus, Caſtris, Terris, & Locis, Civibus, & Subditis ipſorum Dominorum Marchionum, ſeu quæ, & qui per eos, vel alterum eorum ad præſens gubernantur, & reguntur; & pro Adhærentibus ſuis prout infra ex una alia parte; & ſapiens, & honorabilis Vir Dominus Valeranus de Lombardis de Scitonio Legum Doctör quondam Domini Veri, & nobilis Vir Bernardus de Scolariſ quondam Domini Lupi de Florentia, ac circumſpectus Vir Franciſcus Turchetus quondam Ser Antonii Turcheti de Padua, Procuratores, & Procuratorio nomine, & Nuntii ſeciales Magnifici, & Potentis Domini Franciſci de Carrara Padue &c. nec non ſpectabilis Militis Domini Franciſci de Carraria junioris natii prædicti Domini Franciſci de Carraria ſenioris, & pro eis, & quolibet eorum ad infraſcripta ſolempniter, & legitime conſtituti, prout conſtat publico Inſtrumento rogato, & tradito per Zilium Notarium Paduanum Filium Ser Facini Notarii de Calvis de Montagna anno Domini milleſimo tricenteſimo octuageſimo quinto, Indiſione octava, die Sabbati vigeſima quarta menſis Julii ibi oſtenſo, ac per me Notarium infraſcriptum viſo, & lecto, pro eis, ac Hæredibus, & Succelloribus ſuis, nec non pro Civitatibus, Caſtris, Terris, & Locis, Civibus, & Subditis ſuis, ſeu quæ, & qui per eos, vel alterum eorum ad præſens gubernantur, & reguntur, & pro Adhærentibus ſuis prout infra ex una alia parte, & Egregius Miles Dominus Franciſcus quondam ſpecialis Militis Domini Fentii Comes Prati, & Nobilis Vir Ludovichus quondam Nobilis Viri Lupardi de Urbis de Florentia, ac ſapiens, & Honorabilis Vir Dominus Oronellus quondam Domini Prandi de Deſcaltis de Padua Legum Doctör, & diſcretus Vir Galeazius quondam Domini Bertolamei de Buzonis de Mantua, Procuratores, & Procuratorio nomine, & Nuntii ſpecialis Magnifici Domini Domini Franciſci de Gonzaga Mantue &c. Imperialis Vicarii Generalis ad infraſcripta ſolempniter, & legitime conſtituti, prout conſtat publico Inſtrumento rogato, & tradito per Antonium Filium quondam Domini Maginardi de Bonais de la Volta Notarium Mantuanum anno Domini milleſimo tricenteſimo octuageſimo quinto, Indiſione octava, die Dominico ſecondo Julii, ibi oſtenſo, ac per me Notarium infraſcriptum viſo, & lecto, pro eo, ſuiſque Hæredibus, & Succelloribus, nec non pro Civitatibus, Caſtris, Terris, & Locis, Civibus, & Subditis ipſius Domini Franciſci, ſeu quæ, & qui per eum ad præſens gubernantur, & reguntur, & pro Adhærentibus ſuis prout infra, ex una alia parte.

Spontè, & ex certa ſcientia, & unanimi conſenſu, & voluntate fecerunt, interunt, firmaverunt, ac ſolempniſſimè ſupplacatione ad invicem contraxerunt Ligam, Unionem, Conſederationem, & Fratritatem, veramque Amicitiam, & Societatem, & hoc ad deſenſionem Statuum præſatorum Dominorum, & cujuſque eorum contra quacuſque Gentes Ultramontanas, & contra quacuſque Societates, & contra quocuſque Populos, & Cives Civitatum, quæ per prænomi-

TOM. II. PART. I.

ANNO
1385.

Dominos, ſeu alterum eorum reguntur, & gubernantur, qui aliquid attemptare, vel tractare præſumerent contra Statum ipſorum Dominorum, vel alterius eorum, cum, & ſub infraſcriptis formis, modis, pactis, conventionibus, & tenoribus videlicet.

Primo quod præſati Domini Colligati ut ſuprà, & Conſederati ut ſuprà non poſſint, nec debeant unus alterum, nec è converſo offendere, nec dampnificare, nec eorum Statum turbare circa regimen, & gubernationem Civitatum, & Terrarum, Comitatum, & Territoriorum quorumcumque, quos, quas, & quæ obtinent de præſenti.

Item quod ſi aliquæ Gentes Ultramontane cujuſcumque ſtatus, præheminentie, & conditionis exiſtant, quæ de cætero venient de partibus Ultramontanis, turbare, vel moleſtare, vel aliquoties immutare vellet ſtatum præſatorum Dominorum, vel alterius, & cujuſvis eorum, & præcipue circa regimen, & gubernationem Civitatum, & Terrarum, quæ per præſatos Dominos, vel alterum, & quemvis eorum ad præſens gubernantur, & tenentur, eorum, vel cujuſlibet eorum Territoria hoſtiliter invadendo, vel aliquo quovis modo, ipſi prænominati Domini teneantur, & debeant totis ſuis viribus cum eorum Gentibus uſque ad quantitates unicuique ipſorum Dominorum inferius limitatas, ſe ad invicem adjuvare, & deſenſare bona fide contra Gentes prædictas ad deſenſionem Statuum eorum, & regiminis, & gubernationis Civitatum, & Terrarum, quibus præſunt.

Item quod ſi aliquæ Gentes, undecumque ſint, per viam Societatis, motu proprio, vel ad inſtantiam cujuſvis alterius Perſone, vel Communitatis, cum ſtipendio, vel ſine ſtipendio, venient, vel præſentialiter eſſent in partibus Italiæ, quæ accedere vellet, vel attemptarent ſuper Territoriis præſatorum Dominorum, vel alterius eorum, præſati Domini cum eorum forſis, & Gentibus inferius unicuique ipſorum limitatis, teneantur, & debeant ſe invicem adjuvare contra dictas Societates, & ad eorum exterminationem, & deſtructionem intendere ſuo poſſe, & prohibere ne veniant ſuper Territoriis præſatorum Dominorum, vel alicuius eorum.

Item quod ſi aliqui Populi, vel Cives Civitatum, quæ per præſatos Dominos, vel alterum, & quemvis eorum præſentialiter gubernantur, tenentur, & reguntur, aliquid facerent, vel tractarent, ſeu facere, vel tractare præſumerent contra ſtatum præſatorum Dominorum, vel alterius eorum, teneantur, & debeant præſati Domini cum viribus, & Gentibus unicuique ad deſenſionem ſtatuum eorum ſe ad invicem adjuvare, & manutene in eorum ſtatu contra Populos, & Cives prædictos talia attemptare præſumentes.

Salvo quod ſi aliquis ex prædictis Dominiſ Colligatis haberet aliquam Guerram aliter quàm ex caſibus in præſenti Liga comprehenſis, propter quam aliqua Communia, Loca, Terræ, vel Caſtra, aut Cives, vel Subditi eidem rebellarent, ſi talia Communia, Terræ, Caſtra, vel Loca, ſeu aliquod vel aliqua ex eis tenerentur, vel occuparentur per Populos, vel Cives eorum, vel per Gentes Ultramontanas, vel aliquas Societates, tunc alii Domini Colligati teneantur ipſi Domino talem Guerram habenti ut ſuprà ſuum ſubſidium, & auxilium Gentium taxatarum per præſentem Ligam exhibere, & præſtare. Si verò ipſa Communia, Terræ, Caſtra, & Loca, vel aliquod ex eis aliter per quamvis aliam Perſonam, vel Communitatem occuparentur, vel vincantur, etiamſi aliquod Caſtrum, vel Fortilicia ex ipſis Locis, Caſtris, vel Terris adhuc tenerentur per illum Dominum, cujus erant, & ſunt ad præſens, tunc alii Domini Colligati nullatenus teneantur ad præſtandum Subſidium prædictum.

Item quod quilibet præſatorum Dominorum ſervire teneatur unus alteri viciffim pro obſervatione præmiſſorum, quancumque caſus exigerit de infraſcripta quantitate Gentium unicuique aliquis ex dictis caſibus accideret, & fuerit requiſitus infra decem dies dimidium ipſarum Gentium, & infra alios decem dies aliam dimidium mittere in Subſidium illius Domini ex prædictis, cui contingeret aliquis ex caſibus antedictis, & eas ibidem manutene ſuis expenſis uſque quò duraverit talis caſus.

Et ſi eodem tempore duo, vel plures ex Colligatis opprimerentur, quod ſubveniant de tota, vel majori parte conſtituto in majori neceſſitate, ſecundum declarationem aliorum Colligatorum non oppreſſorum.

Taſſa verò Gentium prædictarum et hæc videlicet: Illuſtris Princeps Dominus Johannes Galeaz Comes Virutum ponat, & contribuat Lanzeas trecentas; Illuſtres Domini Nicolaus, & Albertus Fratres Marchiones Eſtenſes contribuant Lanzeas centum quinquaginta; Magnificus Dominus Franciſcus de Carraria, Domi-

Bb

ANNO
1385.

Dominus Franciscus junior ejus natus Lanzcas centum quinquaginta; & Magnus Dominus Franciscus de Gonzaga Dominus Mantue Lanzcas quinquaginta; qua Lanzca fiat, & esse debeat de tribus equis pro quolibet Lanzca.

Item quod dictæ Gentes, quæ venerint in Subsidium ut supra teneantur, & debeant fideliter servire illi ex præfatis Dominis, in cujus subsidium venerint, & obedire præfato Domino, ejusque Capiteano, & Officialibus in omnibus, perinde ac si forent ad præfati Domini stipendia, durante aliquo ex dictis casibus; Et hoc quantum est in, & pro casibus superscriptis; & hoc specialiter dictis Gentibus imponatur, & mandetur per illum ex præfatis Dominis, qui ipsas Gentes miserit in subsidium ut supra.

Item quod quilibet præfatorum Dominorum teneatur, & debeat libere concedere Gentibus antedictis, quæ mittentur in subsidium ut supra passus, & victualia pro eorum denariis pretio competenti super suo Territorio, omnibus impedimentis, & exceptione cessantibus.

Item quod præfati Domini, nec aliquis eorum concedat passus, nec victualia aliquibus Gentibus undecumque sint, nec undecumque veniant, quo motu proprio, vel ad instantiam cujusvis alterius Personæ, vel Communitatis, cujuscumque conditionis, præhemi-nentia, vel status existat, cum stipendio, vel sine, venire voluerint super Territoriis præfatorum Dominorum, vel alterius, & cujusvis eorum causâ dampnificandi, vel invadendi ipsa Territoria, vel aliquod ipsorum, sed potius teneantur suo posse prohibere, & obviare, & operam dare, ne tales Gentes transirent, & si ille Dominus, per cujus Territorium illæ Gentes transire vellet, non esset potens ad obviandum, ne transirent, tunc alii Domini Colligati, si fuerint requisiti, teneantur subsidium de suis Gentibus præstare ad obviandum ne dictæ Gentes transirent ut supra.

Item quod præfens Liga, & contenta in eâ nullatenus se extendant ad aliquos Colligatos, vel Adhærentes præfatorum Dominorum, vel alterius eorum, nisi ut infra videlicet; quod aliquis ex præfatis Dominis Colligatis non possit, nec debeat offendere, nec dampnificare aliquem, vel aliquos ex Adhærentibus alterius Domini, nec è converso ipsi Adhærentibus ex sua parte verâ vice idem observantibus versus præfatos Dominos, & quolibet ex eis, ac eorum, vel cujuslibet eorum Adhærentes, vel Subditos.

Item quod si aliquis præfatorum Dominorum non possit, nec debeat acceptare pro suo Adhærente aliquem præsentialiter de Adhærentibus, vel Subditis, & Castellanis alterius Domini, nec è converso, contra voluntatem illius Domini, cujus est Adhærens, vel Subditus ad præfens.

Item quod non intelligantur aliqui esse Adhærentes alieus præfatorum Dominorum, nisi sint nominatim descripti pro Adhærentibus in præfenti Liga.

Item quod dictus Dominus Marchio Ligam, quam habet cum Communi Bononie, observare possit, sine tamen præjudicio præfentis Ligæ, & contentorum in eâ.

Item quod nullus possit recipi in dictâ Ligâ, nisi processerit de voluntate, & de consensu omnium Colligatorum.

Item quod dicta Liga duret usque ad decem annos proximè venturos.

Item quod omnia, & singula in præfenti Contractu hujusmodi Colligationis & Unionis descripta, & inserta intelligantur, & intelligi debeant secundum bonum, purum, & sanum intellectum, & bonâ fide, quibuscumque cavillationibus, dolo, fraude, machinatione, & qualibet malignâ, vel extraneâ interpretatione omnino cessante.

Quam quidem Ligam, Unionem, Confœderationem, & Fraternalitatem, nec non omnia, & singula superscripta prædictæ Partes modis, & nominibus quibus supra, & cum formis, modis, & limitationibus supradictis, & infrascriptis, solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus, sponte, & ex certâ scientiâ sibi ad invicem promiserunt, & conveniunt una Pars alteri, & è converso, ac mihi Notario infrascripto tamquam publicæ personæ stipulanti, & recipienti nomine, & vice dictarum Partium, & cujuslibet earum, nec non omnium, & singulorum, quorum interest, aut littererit quomodolibet, principaliter, seu secundariò, mediâ re vel immediatè, aut tacitè vel expressè, attendere, & inviolabiliter observare, & firmam, ratam, gratam, & firmam, rata, & grata habere, tenere, & adimplere, & contrâ ea, vel aliquod eorum non facere, vel venire per se, vel alium, aut alios, directè vel indirectè, nec aliquo modo, vel ingenio, nec aliquo quæstro colore, nec aliquâ ratione, vel causâ, de jure, vel de facto,

sub penâ Florenorum centum Millium, Solemni stipulatione præmissâ, & adjectâ, & quæ pena committatur, ac peti, & exigi possit cum effectu, si fuerit contractum, & penâ solutâ, vel non, rata semper, & firma sint, & remaneant præfens Liga, omnia, & singula superscripta, & infrascripta.

Item rescire, & restituere una Pars alteri ad invicem inter ipsas omnia, & singula dampna, expensas, & interesse, quæ, vel quas una Pars occasione alterius, sive culpâ contrahentis, vel prædicta non observantis fecerit, vel substinerit in judicio, vel extrâ judicium. Item promiserunt solemnem stipulatione dicti Procuratores prædictorum Dominorum Ferraria, Padua, & Mantua Colligatorum, & quilibet eorum prænominato Illustri Principi Domino Comiti Virtutum pro se, & nominibus quibus supra stipulanti, & recipienti, & mihi Notario infrascripto ut publice personæ stipulanti, & recipienti nomine quorumlibet quorum interest, vel intererit, aut interesse possit, ut supra se se facturos, & curaturos cum effectu, quod prædicti eorum Domini, & quilibet eorum personarum infra mensem unum proximè futurum approbarent, ratificarent, & solemniter confirmarent per publicam, & solemnem Instrumenta vallata solemnitatibus sacramentis, & clausulis opportunis in bonâ, & sufficienti formâ præsentem Ligam, & omnia, & singula contenta in eâ, ac actâ, & gesta per dictos eorum Procuratores, & quolibet eorum in prædictis, & circa prædicta, quodque dicta Instrumenta Ratificationum, & Confirmationum prædictarum taliter solemnizata, & roborata ut supra transmittentur, & tradentur præfato Domino Comiti infra dictum terminum, aliquo ipse Dominus Comes ad observationem dictæ Ligæ, & contentorum in eâ minime teneatur, pro quibus omnibus, & singulis se constanter, & firmiter attendendis; & observandis obligaverunt una Pars alteri, & altera alteri, nominibus quibus supra, omnium prædictorum constituentium Dominorum, & Principalium bona præsentia, & futura; Constituentes se se ea bona vicissim una alteri precario nomine mutuo possidere; Renunciantes exceptioni non ita actorum, & factorum omnium, & singulorum præmissorum, & cuilibet exceptioni, & defensioni in contrarium, & expressè, ac ex certâ scientiâ Privilegio sui fori, ita quod ipsi Contrahentes, & quilibet eorum præ præmissis, & eorum occasione ubique locorum teneantur, & conveniri possint, ac cogi, & compelli ad observationem omnium præmissorum, & ubi conveniri fuerint, se se adimpleturos, & observaturos omnia, & singula superscripta congrua congruis semper referendo sibi ad invicem solemniter promiserunt, ac omnibus, & singulis Legum, Juris Canonici & Civilis, Communis & Municipalis, auxiliis, & beneficiis, nec non quibuscumque Decretis, & Rescriptis, seu Privilegiis impetratis, vel impetrandis, & quibuscumque aliis, per quæ, vel quorum vigore ipsi Contrahentes, vel alter, & quicvis eorum, de jure vel de facto possint conveniri prædictis, vel aliqui prædictorum, seu contrâ ea, vel aliquod eorum tueri quomodocumque, etiam si requirerent renuntiam specialem, quam ex hunc prædicti Contrahentes habere voluit pro expressâ, & specificâ haberi; & insuper prædicti Contrahentes, videlicet prænominati Illustris Princeps, & Magnus Dominus Dominus Comes Virtutum in animam suam, & prædicti Procuratores aliorum Dominorum Colligatorum ut supra, & quilibet ipsorum in animas Dominorum suorum sponte, & ex certâ scientiâ juraverunt ad sanctâ Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis se se dictis modis, & nominibus observaturos omnia, & singula superscripta, & non contraveniunt per se, vel alium, seu alios aliquâ ratione, vel causâ, nec aliquo modo, vel ingenio, de jure vel de facto, & maxime, & specialiter prædicti Procuratores nominati Magnifici Domini Domini Francisci de Gonzaga, quod ipse Dominus Franciscus non contraveniet ut supra ratione, causâ, vel beneficio minoris ætatis viginti quinque annorum, afferentes, & jurantes ut supra ipsum Dominum Franciscum fore majorem decem octo annis certiorat ad plenum de prædictis; Mandantes ipsi Contrahentes, & quilibet eorum mihi Notario infrascripto, ac infrascriptis Antonio de Cavalleria, Zilio de Calvis, & Antonio de Bonatis Notariis, quatenus de prædictis omnibus unum, & plura publica confectionem, & consanciant Instrumenta. Actum &c.

Extracta sunt præfens Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Porta Jovis Mediolani scripto in papiro. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit. JOANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivi Officialis.

CXXXVIII.

ANNO
1385.

1385:

ANNO
1385.

ANNO
1385.

von Gmündt / von Halle / von Heilbrun / von Wimpfen / von Nördlingen / von Dinkelspuhl / von Rotenburg uf der Tauber / von Weinsheim / von Weissenburg / von Hirsburg / von Alton / von Woyringen / von Gengen / von Weil im Taunus / von Pfalldorf / und von Buchem bekennen öffentlich / das wir die vorgeschriebne Bündnus und getreue Gesellschaft gemacht und zufrucht und angelobt haben für uns selber / und für die Erwürdigen Weisen unsere liebe Eydt-genoszen / die Städte bey dem Rhein / Menze / Strasburg / Worms / Speyer / Frankfurt / Hagenuw / Weissenburg / Wehlart / Schlettstadt / Kienheim / Friedberg / Pfedersheim und Sala.

Darumb zu einer erkentlichen Bezeugnus / und offenen Urkunde / das die vorgeschriebne Bündnus / als sie an diesem Brief

begrieffen ist / wahr und stete bleibe / so haben wir die obgenannten Schwäbischen Stätt / unser Insiel für uns und für die obgenannten unser Eydt-genoszen die Rheinischen Städte öffentlich gesenkt an dieser Brief zween / die gleich geschrieben sind / jedwedern Theil einen / und wir die vorgenannten Städte / Zürich / Bern / Solothurn / Lucern / Zug / und das Amt daselbst / versehen alles das / so vor uns geschrieben ist. Und zu einem Insiel öffentlich gehenkt an dieser Brief zween gleich geschriebenen / jedwedern Theil einen. Das geschah und ward dieser Brief geben zu Costniz in der Stadt / an dem nechsten Zinstag von Sant Mathias-Tag des heil. Zwellbotten / Anno Domini M. CCC. LXXXV.

ANNO
1385.

Nota der Ordnung / in der gemeine Städte zu Rath worden.

Die erste Parthey.	Regensburg	zu Anzal	48. Spieß.	zu Zuschub.	72. Spieß.
	Nürnberg	zu Anzal	48. Spieß.	zu Zuschub.	72. Spieß.
	Nördlingen	zu Anzal	36. Spieß.	zu Zuschub.	24. Spieß.
	Rotenburg	zu Anzal	24. Spieß.	zu Zuschub.	20. Spieß.
	Weinsheim	zu Anzal	12. Spieß.	zu Zuschub.	12. Spieß.
	Winfurt	zu Anzal	12. Spieß.	zu Zuschub.	12. Spieß.
	Dinkelspuhl	zu Anzal	8. Spieß.	zu Zuschub.	12. Spieß.
	Weissenburg	zu Anzal	6. Spieß.	zu Zuschub.	10. Spieß.
	Woyringen	zu Anzal	4. Spieß.	zu Zuschub.	4. Spieß.

Summa CCC. minus 4. Spieß.

Von Welcher Stadt der Zug angehet / die soll dann mit Macht damit iehen / zu Rog und Zug.

Die andere Parthey.	Augsburg.	48.	72.	überall	Spieß.
	Ulm.	44.	26.		
	Memmingen.	18.	22.		
	Wibrecht.	14.	16.		
	Kaufbiren.	8.	8.		
	Kempten.	6.	6.		
	Repp.	2.	4.		
	Leitkirch.	6.	6.		
	Gengen.	6.	6.		

Summa CCC. Spieß.

Die dritte Parthey.	Eßlingen.	24.	26.	überall	Spieß.
	Neitlingen.	24.	16.		
	Nothweil.	24.	16.		
	Weil.	6.			
	Gmündt.	16.			
	Salz.	36.	14.		
	Heilbrun.	18.	14.		
	Wimpfen.	12.	überall		
	Beinsperg.	8.	8.		
	Aln.	4.	4.		
	Wäpfel.	40.	2.		
	Mühlhausen.	6.			
	Costenz.	36.		Spieß.	
	Überlingen.	18.			
	Kavenspuhl.	12.			
	Limburg.	12.			
	S. Gotten.	8.			
	Pfalldorf.	6.			
	Bangen.	4.			
	Buchhorn.	2.			

Summa CCC. XXX. Spieß.

CXL.

8. Mars. Renonciation d'ISABEAU DE LORRAINE & d'ENGUERRANT DE COUCY, Comte de Soissons, son Mari, portant qu'elle se tient contente de la Dot qu'elle a reçue en Mariage, & qu'en ce regard elle renonce à tout ce qu'elle pourroit prétendre au Duché & Principerie de Lorraine, avec reserve néanmoins de son Droit de Succession, en cas que ses Freres, ou leurs Fils après eux, vinsent à deceder sans Hoirs mâles; auquel cas, la Duché de Lorraine devroit lui revenir à elle & aux siens par preference à leurs Filles. Fait le 8. jour de Mars 1385. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine,

& d'Autriche. Aux Preuves. pag. 192. Tiré des Archives de Lorraine.]

ENGUERRAN Seigneur de Coucy & Comte de Soissons, & YSABEL de Lorraine Fille de halt & puissant Prince Monsieur JEAN Duc de Lorraine & Marchis, & Femme de halt & puissant Prince Monsieur ENGUERRAN Seigneur de Coucy & Comte de Soissons dessus nommez; Faisons sçavoir à tous que parmoi ce que nostredit Seigneur le Duc en traitant du Mariage entre nous ENGUERRAN & YSABEL dessusdit, ayt promis entre les choses à donner, octroyer & conceder à moy YSABEL dessus dite pour moy & mes Hoirs nez & procrez en nostredit Mariage, les choses cy apres escriptes. C'est à sçavoir les dous Chastels & Villes de Florines & de Pelz, feant en l'Eveschief de Liege, ensemble les dous Chastelleries & toutes

ANNO
1385.

tés les Villes, bans & fignages appartenants à iceulx Chabreils & Chastelleries, en tel haultour, Signourie, Jurisdiction, droit, raison & action, comme mondit Seigneur le Duc les avoit, tenoit & possédoit ou devoit avoir, tenir & posséder devant le Traictié de nostreudit Mariage, & avec ce la Somme de Oet mille francs de France de bon or & de juste pois, à payer à de certains termes par le mettre en acquet de Terre pour & au profit de moy YSABEL dessusdite, & de mesdits Hoirs de nostreudit Mariage, ensi tout c'en puet apparoir plus amplement en certaines Lettres contenant plus pleinement le pourparler, Traictié & Accord dudit Mariage, que furent faites en l'an de l'Incarnation nostre Seigneur mil trois cent quatre vingt & cinq, le vingt & hiesme du mois de Fevrier, & icelles des Seels de nostreudit Seigneur le Duc & de moy ENGVERRAN Seigneur de Coucy dessusdit. Et je ENGVERRAN Seigneur de Coucy dessusdit, pour & à cause de ladite YSABEL ma Femme & loyale Epouse que ad ce faire ay licentie & autorisée spécialement pour cette chose de mondit Seigneur & loyal Epoux Monsieur de Coucy; recongnoissons & confessons de nostre pleine & franche volonté sans aucune force & contrainte, que nous & chacun de nous endroit soy, entant comme il nous touche & puet toucher conjointement comme diversément avons fait & faisons pleine quittance, de tout le droit; raison & action que jamais puent odioient competer & appartenir à moy YSABEL de Lorraine dessusdite & à mes Hoirs, ou Duché, Prince, Baronne de Lorraine, & à tous les biens immeubles, & heritages qui appartiennent & appertennront à nostreudit Seigneur le Duc & à ses Hoirs tant au Royaume de France comme altre part en quel meniere que ce soit. Sals tant pour moy YSABEL de Lorraine dessusdite & mes Hoirs, que le mondit Seigneur le Duc, ou ses autres Enfants males, presents ou avenir, trespassoyent tuit de ceuty fiele sans Hoirs de leur propre corps nez & proceez en l'ecclie Marage, c'en que Dieu ne veille, & pareillement se mondit Seigneur le Duc laxoit une Fille ou plusieurs de son propre corps. En tous ces cas & chacun d'iceulx venroyent & tourneroyent lesdits Duché, Prince & Baronne de Loherrene, ensemble toutes leurs appartenances, & tous altres heritages, que celui qui seroit Duc de Loherrene pour le temps, laisseroit apres le trespassement; en la main de moy YSABEL de Loherrene ou de mes Hoirs comme vraye Heritiere dudit Duché de Loherrene & de ses appartenances, &c. En signe de verité sur toutes les choses dessusdites & chacune d'icelles, avons nous fait mettre nos Seels à ces presentes, & avons prie & requis à discrete personne le Tabellion public cy apres escrit, qu'il pour cause de tesmoignage veille mettre son Signe manuel avec nosdits Seels en ces presentes, qui furent faites en l'an de l'Incarnation nostre Seigneur mil trois cens quatre vingt & cinq, le Oetiesme jour du mois de Mars environ l'heure de Nonne, en l'Indiction Noviesme, en l'an Oetiesme du Pontificat de tres-sainct Pere en Dieu & Seigneur, Seigneur Clement par la Divine provence Pape VII. en la Ville de Nancy, en l'Hotel de nostreudit Seigneur le Duc: Presents Nobles hommes & Seigneurs Robert Viconte de Meaulx, Bidaill de Laiz, Jehan de Tellot, Jacques d'Amance Chevalliers avec plusieurs autres dignes de foy ad ce appeller & requis pour tesmoignage. Et ego Petrus Alberti de Nanceyo Clericus Talensis Diocesis, publicus auctoritate Imperiali & Curia Talensis Notarius, quia inveniendi quittance & alii omnino & alii predicti singuli domi se fierent & agerentur, una cum prenomatis testibus personaliter interfui, presens publicum Instrumentum inde confeci, & in hanc publicam formam redegi, ac legitime alii Negotiis impeditus per alium scribi feci. Signum meo publico solito, una cum Sigillis dictorum Domini & Domine de Concein conjungam, signavi in Testimonium veritatis, requisitus & rogatus.

CXLI.

23. Août. Capitula Serenissimo ac Invictissimo CAROLO IV. Romanorum Imperatori per Dominum GUIDONEM de GONZAGA Mantua oblata, postulata, ab eoque, ut videtur, impetrata, quibus ipse GUIDO cum LUDOVICO & FRANCISCO ejus Filiis promittit se præbere fidelem & obediendum erga suam Majestatem & Imperium; eumque in Civitatem Mantua receptare tanquam Do-

minum, atque illi tradere Claves & Dominium totius Territorii (1). [Pièce authentique tirée des Archives Archi-Ducales de Mantoue.] 1385.

1. Cum humili, devota ac debita subiectione Expōnentes Domini Guido de Gonzaga pro Sacro Imperio Mantua & Regii Vicarius generalis, nec non Ludovicus & Franciscus Fratres & Nati præfati Domini Guidonis dicunt quod casu existente quo Serenissimus Dominus eorum Dominus Imperator &c. velit ad Civitatem Mantua accedere; ipsum Dominum suum Dominum Imperatorem in ipsam Civitatem recipient & presto sunt ipsius adventum libenti animo acceptare ut teneantur & debent ipsamque Civitatem suam, & Sacri Imperii eidem Domino Imperatori, ac Claves ipsius Civitatis libere tradere, & consignare.

2. Volunt præfati Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus præfatum Dominum suum Dominum Imperatorem, quotiescumque ite vellet ad partes aliquas Lombardie sequi cum personis videlicet unus eorum cum gentibus & toto suo posse juxta eorum possibilitatem ad Mandata dicti Domini sui Domini Imperatoris; & alter ipsorum videlicet Dominus Ludovicus, vel Dominus Franciscus remaneant in Civitate Mantua pro custodiendo, & conservando eam ad honorem, & exaltationem ipsius Domini sui Domini Imperatoris veluti veri, fideles ipsiusmet Domini sui, & Sacri Imperii ab æterno ipsi, & sui Prædecessores.

3. Et semper debita subiectione præmissa Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus de Gonzaga introitus Daria, Pedaggia, Gabellas, five Thelonen, & proventus quoslibet dictæ Civitatis; & Districus ejusdem volunt tenere, & habere; ac gaudere, sicuti & qualiter nunc tenent & habent; & de ipsis disponere, & administrare sicut nunc præfentialiter possunt, & faciunt, & hoc expedit ipsis Dominis pro incumbendis sumptibus, personis, statui, honori, & conditioni ipsorum cumque etiam præfati Domini multos & multos habeant eorum caros Amicos & Nobiles per quos ipsi Domini sunt serviti impensa, quibus pro victu, & concedenti sustentatione oportet ipsos Dominos subvenire de denariis, & aliis, quos amicos suos deferere modo aliquo non valerent, & quam pluribus aliis causis, ut etiam melius casu quolibet melius oportuno dicti Domini sui Domini Imperatoris honorem facere valeant, & prosequi.

4. A prædicto autem Domino suo singularissimo Domino Imperatore humiliter, & devotè cum debita reverentia & subiectione supplicant, postulant, & requirunt dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus quod cum olim Dominus Loyvis de Gonzaga, ac Domini Guido, & Feltrinus Fratres, & Filii dicti Domini Loyvis propter Guerram, quam habebant cum Magnifico Domino Bernabov Vicecomite, necessitate & metu compulsi, de bonis suis fecerunt donationem ipsi Domino Bernabovi, deinde bona ipsa ab eo in Feudum acceperunt, ac etiam Civitatis Mantua & Regii, salvo tamen jure Imperii, quatenus ipse Dominus Imperator absolvat, & liberet ipsos Dominos Guidonem, Ludovicum, & Franciscum, ac Dominum Feltrinum, & ceteros de Domo sua a dicto Feudo, & obligatione ipsius omni modo; jure, & forma, quibus melius fieri potest, & poterit; & quod in casu quolibet, quod Dominus Imperator restituere Dominum Bernabovem ad jura sua, specialiter non restituet ipsum ad jura dicti Feudi, imò specialiter, & expressim dicta jura Feudi in restitutionem exceptabit.

5. Item a præfato Domino suo Domino Imperatore postulant, & requirunt dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus, quod dictus Dominus Imperator non ponet, nec stare vel habitare, nec aliquo modo venire, vel accedere, vel motam trahere permittit, vel consentiet Dominum Feltrinum de Gonzaga, & Filios, vel eorum aliquem consortem vel aliquam aliam personam extrinsecam suspectam dictis Dominis sine expressa voluntate, & beneplacito dictorum Dominorum Guidonis, Ludovici, & Francisci, in Civitate Mantua, nec in aliqua parte sui districtus. Et dato etiam quod ipsi Domini vel aliquis ipsorum postulerent; vel requirerent de gratia speciali a dicto Domino suo Domino Imperatore, quod aliqua persona extincta ut supra veniret, vel venire posset in Civitatem Mantua, vel ejus Districtum, sine in aliquibus aliis Locis, quæ ipsi Domini tenerent, vel possiderent, non faciet, neque aliquo modo consentiet, vel permittet.

6. Item

(1) La Date manque à cette Pièce; mais la Rubrique qu'on y a trouvée; y supplée, la marquant du 23. d'Août 1385. [D u m.]

ANNO

1385.

6. Item postulant, & requirunt prædicti Domini Ludovicus, & Franciscus a præbato Domino suo Domino Imperatore, quod absolvantur a Crimine quolibet, & à pena, quod, seu quam fecissent, vel incurissent, vel incurrere possent, vel deberent jure aliquo, & omnes eorum Fautores, Auctores, seu Consocios propter mortem quondam Domini Ugolini de Gonzaga, & eos Dominos, & prædictos omnes absolvat, & liberet à dicto Crimine, & qualibet ejus pena, ac restituat ad omnia, quibus dicti Domini & prædicti omnes essent privati, vel privandi dicta de causa & jure, omni modo, jure, & forma, quibus melius fieri potest, & ita & taliter, quod propter dictum Crimen per accusationem, vel denuntiationem alicujus personæ, five per inquisitionem, vel aliquo alio modo non possint dicti Domini, & prædicti omnes inquietari, molestari vel turbari nec in jus vocari coram ipso Domino Imperatore nec coram aliquo Judice, Magistratu, vel Officiali, nec per aliquem eorum aliquo modo, ratione, vel causa, five prætextu.

7. Item postulant, & requirunt dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus quod ad petitionem five instantiam dicti Domini Feltrini, vel Filiorum ejus, aut alterius sui consorts, vel cujuslibet alterius personæ, Communitatis, Colegii, vel Universitatis dictus Dominus Imperator non permittit in jus vocari ipsos Dominos Guidonem, Ludovicum, & Franciscum aliquo modo coram ipso, vel aliquo Magistratu, nec ipsos Dominos molestare, vel turbare realiter, vel personaliter, nec aliquid dicere, vel opponere contra eosdem Dominos tempore aliquo, aliqua occasione, vel causa criminali five Civili, nec propter aliqua commissam, vel perpetrata per eosdem Dominos, nec pro aliquibus bonis, rebus, Juribus, Possessionibus, Honoribus, Feudis, Jurisdictionibus, vel quasi, quas nunc tenent, vel possident five detinent modo quolibet, de jure vel de facto, scilicet ipsas res, & bona teneant, habeant & possideant, sicut nunc habent, tenent, & possident, five per ipsos habeantur, & possideantur, five per alios suo nomine, videlicet si res, bona, jura, & possessiones aliquas dederint titulo aliquo, vel modo aliquo, etiam sine titulo, quocumque modo dederint, vel concesserint aliquibus eorum familiaribus, vel domesticis, five alicui alteri personæ, tales personæ ipsas res, & bona habeant, teneant, & possideant, sicut nunc tenent, & possident; ita & taliter quod pro prædictis rebus & possessionibus in jus vocari non possint.

8. Item à dicto Domino suo Domino Imperatore postulant, & requirunt antedicti Domini Ludovicus, & Franciscus, quatenus ipse Dominus ipsos constituat, & decernat Vicarios suos in Civitate Mantuæ & Districtu adjungendo dicto Domino Guidoni Patri suo eos, qui propter temporis etatem otio se dare oportet, & non labori, ac etiam ipsos Dominos Ludovicum, & Franciscum Vicarios constituat de Terris, Locis, & Castribus, quorum prædicti Domini Ludovicus, Guido, Philippinus, & Feltrinus, & Ugolini fuerint constituti Vicarii postitis in Territoriis Brixie, & Cremonæ, ac Curia Quarentularum, Castri Mirandule, & Sti. Possidonii, & de quibus dicti quondam Domini Loyfius, Guido, Philippinus, & Feltrinus, & Ugolini fuerint Vicarii per Sacrum Imperium constituti exceptis domtaxat Civitate Regii, & ejus Districtu, & quod dicti Fratres de Gonzaga succedant unus alteri, & eorum Filii in Vicariatu prædictorum.

9. Item à dicto Domino suo Domino Imperatore postulant dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus, quatenus dictus Dominus in Feudum honorabile der, & concedat eisdem pro se & Filiis suis Masculis tali pacto, & de gratia speciali quod semel sufficit Investituram accepisse, & Sacramentum fidelitatis præstare specialiter Curiam Quarentularum, Castrum Mirandule, & Curiam Sti. Possidonii cum omnibus suis Juribus & Jurisdictionibus, quas Curias, & Castellum dictus Dominus Imperator aliis dedit in Vicariatu prædictis Dominis Loyfio, Guidoni, Philippino, Feltrino, & Ugolino, ac etiam omnes alias Terras, Loca, & Castra quas dicti Domini Loyfius, Guido, Philippinus & Feltrinus, & Ugolini vel alter eorum habuerunt in Feudum à dicto Domino Imperatore in Territoriis Brixie, & Cremonæ, ac Mantuæ, eximendo ipsas Curias, Castra, Loca, & Terras a potestate, & baylia qualibet Communium Brixie, & Cremonæ & Regii, & a qualibet potestate, & baylia cujuscumque Civitatis, & Communitatis.

10. Item à dicto Domino suo Domino Imperatore prædicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus postulant, quod cum dictus quondam Dominus Ugo-

linus investitus fuerit à dicto Domino Imperatore de aliquibus Castris, Locis, & Terris, & parte aliqua eorum, ipse Dominus Imperator investiat dictos Dominos de dictis Terris, Locis, & Castris, quæ tantummodo sunt super Territorio Mantuæ intelligendo super Territorio Mantuæ à Turri Vadi citrà inclusive, sicut & qualiter, & quomodo erat investitus dictus quondam Dominus Ugolini.

11. Item à dicto Domino suo Domino Imperatore postulant dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus quatenus eisdem Dominis der, & concedat in Feudum honorabile Castellum Roccam, & Fortalitium Seravallis Districtus Mantuæ cum omnibus suis Juribus, & cum libertate, jure, & baylia habendi, & colligendi Dacia quælibet de rebus omnibus de quibus sunt solita exigi Dacia consueta, quæ tam per Terram, quam per aquam Padi conducuntur, sicut nunc dicta Dacia ibi exiguntur pro se, & Filiis suis Masculis tali pacto, & de gratia speciali, quod semel sufficiat Investituram accipere, & Sacramentum fidelitatis præstare, eximendo dictum Castellum, & Fortalitium, ac exactionem dictorum Daciarum a qualibet potestate, & Jurisdictione Communis Mantuæ, &c.

12. Item à dicto Domino suo Domino Imperatore postulant dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus, quod cum ex necessitate incumbente propter Guernam, quam habuerunt tunc cum Magnifico Domino Bernabovo dicti Domini Loyfius, Guido, & Feltrinus pignori dederunt quondam Domino Canigrandi della Scala Castellum Bonifacii, & Canevoli Districtus Mantuæ pro certam summam pecunie circa XXXM. Ducatos si Canigregorius della Scala, qui nunc tenet ipsa Castra, non fuerit obediens dicto Domino Imperatore & Mandatis Sacri Imperii, quod ipse Dominus Imperator operabitur, & faciet cum effectu, quod dicta Castra deveniant in dictos Dominos Guidonem, Ludovicum & Franciscum, & ipsa habeant absque solutione aliqua. Si autem dictus Canigregorius obediens fuerit Mandatis Sacri Imperii, quod tunc ipsi Dominis Guidoni, Ludovico, & Franciscis dantibus, & solventibus quantitates pecunie debitas pro dicta pignoratione, vel paratis solvere cum effectu operabitur, & faciet dictus Dominus Imperator, quod dictus Canigregorius restitueret liberè, & relaxabit dicta Castra dictis Dominis Guidoni, Ludovico, & Franciscis antedictis.

13. Item à dicto Domino suo Domino Imperatore dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus postulant, & requirunt nonnullis urgentibus causis, & ut scandala mala & rixæ quælibet evitentur, quæ communio præsertim parere solet, quod Dominus Feltrinus prædictus, & ejus Filii, nec aliquis alius consors dictorum Dominorum Guidonis, Ludovici, & Francisci ullo modo, vel causa, five pretextu se impediunt, vel intromittunt aliquant, directè vel indirectè, de Civitate Mantuæ, Territorio ejusque Districtu, & Fortalitiis, Juribus, & Jurisdictionibus ejusdem, intelligendo dictum Territorium à Turri Vadi citrà inclusive nec de dicta Curia Quarentularum, Sti. Possidonii, & Castro Mirandule nec de Terris prædictis Territoriis Brixie, & Cremonæ. Cum etiam prædicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus sint contenti, se non impedire, seu intromittere modo aliquo, causa, vel pretextu, directè vel indirectè, de Civitate Regii ejusque Districtu, Fortalitiis, Juribus, & Jurisdictionibus ejusdem.

14. Item à dicto Domino suo Domino Imperatore supradicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus postulant, quod si contingat Dominum Imperatorem recedere, vel se personaliter abstinere à Civitate Mantuæ pro eundo ad aliquas alias partes & ipse Dominus Imperator vestit aliquem loco sui dimittere in Civitate Mantuæ; ipsi Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus tenebunt, habebunt, & tractabunt sicut Dominum illum talem, & cum honorabunt, & sequentur intuitu ipsius Domini Imperatoris, & Cæsareæ Majestatis. Sed quia ipsi Domini ita fideliter, & solite, & cum minori labore quam aliquis alius custodiret, & gubernabunt ipsam Civitatem, & Fortalitium ejus, volunt habere potestatem, & bayliam, & Dominium dictæ Civitatis & Claves ipsius, & Fortalitiorum ad exaltationem, & honorem semper dicti Domini Imperatoris, & Sancti Imperii. Et ad petitionem dicti talis ipsi Domini vel alter ipsorum non teneantur accipere in dicta Civitate nisi eas Gentes, quas volent dicti Domini, vel alter eorum, sunt tamen bene contenti dicti Domini, egente Domino Imperatore in partibus Lombardie, recipere omnes Gentes in Civitate Mantuæ secundum quod ipse Dominus mandaverit. Et si dictus Dominus Imperator noluerit loco sui dimittere in dicta Civitate aliquem, dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus similiter volunt Dominium liberum dictæ Civitatis Mantuæ, &

ANNO

1385.

Forte.

ANNO
1385.

Fortaliciarum tamquam ipsius Domini Imperatoris Vicarii.

15. Item postulant a dicto Domino suo Domino Imperatore debita subiectione præmissa quod primo, & ante omnia ipse Dominus Imperator ipsos Dominos Ludovicum & Franciscum absolvat, & liberet à Crimine Læsa Majestatis, & eos restituat, & reintegret ad honores, dignitates, successiones, & acquisitiones quaslibet non obstante aliquo, quod obstat posset, omni modo, jure, & forma, quibus melius fieri potest.

16. Item dicunt Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus, quod non volunt esse contra Sanctam Matrem Ecclesiam, Dominos Marchiones Estenses, & Dominum Padum quorum dicti Domini sunt colligati, durante Liga, volentes vivere, & esse legales.

17. Item postulant dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus, si Dominus Feltrinus de Gonzaga non esset obediens dicto Domino Imperatori, quod ipse Dominus Imperator det, & concedat prædictis Dominis Guidoni, Ludovico, & Francisco omne, & totum, quod spectat, vel pertinet ipsi Domino Feltrino in Civitate Mantuæ, & ejus Districu, & Civitate Regii, & omne, & totum id, quod tenet in dicta Civitate Regii & ejus Districu, ac omne, quod spectaret, & pertineret quibuscumque qui essent rebelles dicti Domini Imperatoris, vel inobedientes eidem, vel quod tenerent, & possiderent in dictis Civitatibus Mantuæ, & Regii & eorum Districibus.

18. Item debita reverentia præmissa, requirunt dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus, quod ipse Dominus Imperator ipsos defendat a qualibet persona inimicante, & offendente dictos Dominos, & eorum statum casu quolibet, ipsique talibus inimicantibus, & offendentibus dictos Dominos dictus Dominus Imperator inimicetur, & offendat eosdem.

Ista sunt quæ vult Dominus Imperator à Mantuano.

Primo quod dictus Mantuanus recipiat Vicariatum Mantuæ à Domino Imperatore, & eidem Domino faciat fidelitatis Juramentum.

Item idem Mantuanus debeat dare Domino Imperatori sex mille Florenos pro præsentii & deinceps de tempore in tempus eidem Domino Imperatori servire secundum possibilitatem suam.

Item dictus Mantuanus debeat ad præsens Domino mittere Naves duodecim de majoribus, quas habere potest, sub expensis suis sicut ipsi Mantuani.

Item quod Domino Imperatore existente in tali propinquitate ubi cum potest attingere sibi, & suis Vicariis, & alia necessaria mittere, & procurare ita tamen quod venditibus solvatur.

Item dictus Mantuanus debeat Passum Burgifortii tenere sic, quod Dominus Imperator, & Gentes sue, quoties, & quando ipsis placuerit, transire & redire libere valeant, ac per alia sua Fortalicia, & quod in hiis cum securitate recipiantur, & hunc præsentem Articulum jurabunt dictus Mantuanus, & ejus Filii ad Sancta Dei Evangelia ratum, & firmum habeburos, & ad horum securitatem maiorem procurabunt idem Mantuanus & Filii, quod Domini Veroneses, Nobiles de Castellario & Amfresus de Lando, ac etiam Commune Mantuæ una cum eis prædictum Articulum promittent, aique jurent.

Nos Guido de Gonzaga pro Sacra Imperiali Majestate Romanorum Mantuæ, &c. Vicarius generalis, ac Ludovicus, & Franciscus ejusdem genti tamquam humiles, & devotissimi fervientes Sereuissimi, ac Invictissimi Principis & Domini Nostri Generosissimi Domini Caroli Quarti Romanorum Imperatoris semper Augusti, & Beati Regis Gloriosissimi, ac Imperii Sacri fideles & nequaquam immemores, vel ingrati multiplicium beneficiorum, & munerum gratis, que nobis dudum impendit sua largifica Celsitudo, & quam speramus impensuram Nobis largientis in futurum per præsentem notum esse volumus universis, quod quemadmodum eidem Sereuissimo Domino Nostro Domino Imperatori per Nobiles, ac Sapientes Viros Dominum Odoinum de Pettenatis de Parma Legum Doctorem, & Ayacardinum de Capibus Nigris Procuratores nostros, & Nuntios speciales nuper exponi mandavimus, & jam dudum per Magistrum Andream de Paynellis de Godio Sacre ipsius Imperialis Aule Notarium, & familiarem, ac Cancellarium nostrum dilectum circa ipsius felicem accessum persona-

TOM. II. PART. I.

liter in Italiam pro Juribus Sacri Imperii repetandis, &

divina dispensatione que ipsius Sacri Imperii esse noscuntur toto vigili suo studio reformandis, dispositi sumus effectualiter, & parati præfatum Sereuissimum Dominum nostrum Imperatorem in Civitatem suam Mantuæ tamquam nostrum Dominum receptare, sibi que liberaliter tradere Claves, & Dominium Civitatis, ac unus ex nobis Fratribus scilicet, vel Ego Ludovicus, vel Ego Franciscus Eccellentiam ejus sequi cum eo posse quod valuerimus, si contingat eum non egrediendo Lombardiam ad partes aliquas equitare; altero nostrum in dicta sua Civitate Mantuæ pro ejus tutori remanente custodia Mandatis suis, ut Sacri Imperii fideles, devotius & perpetuo parituri. Eo maxime cum supplicationes nostras, quas sibi obnixè porreximus, admiserit generose videlicet: Primo ut si ad dictam suam Civitatem Mantuæ eum contingat accedere, quod quolibet Introitus sive proventus tam ex Theloneis, quam ex quibuscumque rebus aliis Civitatis sive Mantuæ supradictæ ejusque Districu percipi à Nobis, ac dispensari juxta nostre beneplacitum voluerimus, sicut præsentialiter habemus, & facimus, de sua liberalitate concedat, cum sibi evidenter appareat, nos eisdem introitibus sive proventibus carere non posse tamquam incumbentibus sumptibus Civitati jam dictæ ejusque Districu, quam pro sustentatione nostra, & Annorum nostrorum, quos pro receptis servitiis modo aliquo rationabili delectere non possemus. Secundo quod propter multiplices causas rationabiles, & iustissimas Dominum Feltrinum de Gonzaga, nec Filios ejus, nec quemcumque Consortem nostrum, neque personam, de qua nos aliquoties dubitare contingeret, seu quam haberemus quoquo modo suspectam non permittit in dictam Civitatem Mantuæ, vel in ejus Districu, aut Locum quem nos tempore aliquo teneremus, accedere, nec manere ulla ratione, vel causa, etiam si sibi de gratia specialis nos, seu aliquis nostrorum contrarium peteremus, cum Celsitudini sue consilet præfatum Dominum Feltrinum abusum fuisse Offitio Vicariatus, quod sibi sua contulerat Excellentia in usurpando, & occupando Civitatem Regii, ejusque Districu, ac multa ex Castris, & Villis Territori Mantuani, quarum Terrarum, & Locorum Nos Guido Vicarius eramus à dicti Domini nostri Celsitudine constitutus in solidum, sicut ipse, & quia Filii ejusdem Domini Feltrini, ac multi ex Consortibus nostris & Civibus in hac transgressione sibinaverunt, & contra debitum iustitiæ consilium ei, ac favorem, & auxilium præbuerunt, ex quibus causis de Mantua, & Locis illis omnibus, quos teneremus eos censet penitus rationabiliter excludendos. Tercio verò cum per auctores nostros Procuratores ipsi Sereuissimo Domino nostro suppliciter peteremus, quod ad instantiam ipsius Domini Feltrini de Gonzaga, vel Filiorum ejus, aut aliquis nostri Consortis, seu alterius cuiusvis personæ Nos, seu aliquem nostrum inquietari, vel turbari quoquomodo de Civitate Mantuæ, vel Districu nullatenus lineret, neque de Curia Quarantularum, Castro Mirandule, & Curia Sancti Possidonii, aut de aliquibus Locis Brisie, vel Cremonæ, in quibus Locis jus aliquod, vel potestatem ullam prætenderet se habere, neque eos aliquo tempore se de prædictis intrinicare ullo modo, nec quod per ipsam Dominum Feltrinum, aut Filios ejus, seu alios Consortes nostros, nec per aliquem alium, seu alios quoscumque status, vel conditionis, præsentiam, vel dignitatis existerent, sive Ecclesiastici, aut Seculares essent, aut per Commune, Collegium, & Universitatem, neque per ipsam Sereuissimum Dominum nostrum, seu aliquos Officiales suos, vel quoslibet alios Magistratus pro aliquibus actis, vel perpetratis, sive commissis per Nos, sive alios nostro nomine, sive Prædecessores nostros temporibus retroactis, seu pro aliqua Causa civili, vel criminali, vel quasi, aut pro aliquibus possessionibus, seu bonis, & rebus per Nos, aut alios nostro nomine possessis, & habitis, sive de jure, sive de facto, non pateretur in jus modo aliquo nos vocari, seu aliquos bona aliqua nostro nomine possidentes seu per Nos eisdem concessa, sed Nos, & eorum quemlibet in statu quo sumus, & sunt præsentialiter conservare; & eas res, & bona, nos & ipsos sic tenere & possidere dimitteret, quemadmodum Nos, & ipsi nunc teneremus & præsentialiter nos habemus. Præmemoratus Generosissimus noster Dominus super dicta petitione nostra continente quamplura sic duxit rationaliter statuendus; quod ipse Dominus Feltrinus, & Filii sui, aut aliqui nostri Consortes in supranominatis Locis, & Terris nos inquietare, vel turbare, & de ipsis modo aliquo, sive causa se intrinicare non habeant neque possint ex causis superius memoratis; quinam si

C

1385.

ANNO
1385.

præmemoratus Dominus Feltrinus Mandatis dicti nostri Domini Serenissimi integraliter non paruerit, jura ipsius, res, & bona & aliorum eorumque quorumcumque de Civitatibus Mantuæ, & Regii, earumque Districtuum, vel habitatorum similiter earundem, qui sue Celsitudinis rebellarent, ipsamque Civitatem Regii, & Districtum nobis de benignitate sua solita statuit conferendam. Et in casu, quo idem Dominus Feltrinus a Clementia sua restitutionis gratiam mercatur, tantomodo ad bona, quæ habebat in Civitate Regii ejusque Districtu, & non ad illa, quæ habeat, seu habere prætendat in Mantua, vel Territorio Mantuanum declarato jam per ipsum Dominum nostrum Territorium Mantuanum esse a Turribus Vadi citrà diversus Mantuam inclusivè, neque ad ulla alia bona, quæ alicubi alibi diceret se habere, vel ad eum spectare, five quomodolibet pertinere eundem ipse restituat. Et etiam pro aliquibus commissis, & perpetratis per Nos, aut alios nostro nomine, seu Prædecessores nostros temporibus retroactis criminaliter, vel quasi statuit, quod ut in nostra petitione continebatur, Nos seu aliquos nostrum in jus vocari modo aliquo non possumus, ex nunc ab omnibus commissis, & perpetratis ut supra per Nos, aut alios nostro nomine seu Prædecessores nostros hadenus absolvendo Nos, & totaliter liberando. Sed quia quod omnibus denegaretur, jus ad instantiam nostri fuisse quidem minime congrueret Majestati, in hoc tantum ex multis tamen, & rationabilibus causis atque dignis Nobis, & cuiuslibet nostrum, & Votis nostris debitè condescendit ejus Casarea Celsitudo videlicet, quod ab aliqua, seu ab aliquibus ex præmemoratis personis conveniri, aut in jus vocari Nos, & prædicti omnes coram eo, neque per ipsum, aut coram aliquo Iudice ordinario, seu delegato, vel delegando Officiali vel Magistratu aliquo usque ad quinquenium à die adventus sui in Mantum computandum ex aliqua re, vel causa five occasione modo aliquo non possumus. Quarto, quod Castra Districtus Mantuæ quæ olim tradita fuerunt pignori Domino Canigrandi della Scalla, solvendo nos pecuniam debitam ipse Dominus noster cohoperabitur bona fide, & sine dolo, quod dicta Castra nobis restituerent cum effectu, & si Canisignorius, qui nunc possidet ipsa Castra, non esset obediens, & fidelitatem debitam ipsi Domino nostro, & Imperio non servaret, ipse Dominus noster cohoperabitur bona fide, & sine dolo quod dicta Castra per Nos, & per Commune Mantuæ sine solutione aliqua habeantur. Quinto, in casu quo de Mantua ipse discedat, esto quod ibidem dimitteret aliquem loco sui, vult, ut Claves, & Dominium Civitatis, & Fortalitiorum in nostra remanere debeant libertate; Volens Nos teneri tantummodo recipere in Civitatem Gentes, quas Nobis per suas Litteras eo existente in Lombardia recipi demandabit, & non ad postulationem illius quem loco sui dimisisset, Nos fore adstrictos recipere ulla Gentes. Et si nullum loco sui dimitteret ipse, quod Nos tamquam sui Vicari in, & de dicta Civitate ejusque Districtu cum pleno Dominio maneamus, parati Nos quotiescumque, post recessus suos, cum redire contingeret, toties eum recipere cum illo honore, & Dominio, prout in Capitulo est expressum. Sexto verò cum fides omnibus semper & ubilibet sit servanda contra Colligatos nostros, qui sunt Sta. Mater Ecclesia, Illustres Marchiones Estenses, & Dominus Franciscus de Carraria, Ligis nostris durante tempore juxta requisitionem, quam Majestati sue fecerunt maxime quia dicta Liga facta fuit de ipsius consensu, & Mandato, contra eos quicquam facere, cogere non intendit. Insuper etiam prout *Septimo* devotius supplicavimus ab omnibus inimicantibus nobis, & nobis nocere querentibus protegere nos promissit, semper tamen iustitia fudante. Et quia præfatus generosissimus Dominus noster Dominus Imperator Procuratoribus Nostri prædictis presentibus, & recipientibus nostro nomine, & cuiuslibet nostrum & per consequens Nobis promissit efficaciter, ac solemniter, & de sua plenitudine potestatis, omni modo & jure, quibus melius posset, bona fide, sine fraude, & omni dolo, & cautella cessantibus, per Imperialia sua scripta, eum Nobis attentius fore omnia, & singula, quæ superius per ordinem continentur, dicens ex nunc, prout ex tunc de prædictis omnibus, & singulis responsonibus, promissionibus factis per eum ad petitiones, five supplicationes sue Majestati prædictas per Nos, seu Procuratores nostros prædictos, se fore contentum, ac plene, & integraliter observare, & in nullo contrafacere, vel venire jure aliquo, seu modo, vel aliqua ratione, five causa, volens, juxta nostram, seu nostrorum Procuratorum petitionem, prædicta omnia, & singula habere vim, & roboris firmitatem, & Nobis integrali-

ter attendere, & observare, posito etiam quod contrarium suprascriptum, vel modo alio peteremus, dato etiam quod in præmissis, vel aliquo præmissorum Juri nobis competenti ex eisdem in totum, vel in parte renuntiavimus, five derogavimus quoquo modo. Contentus similiter promittere Illustri Domino Nicolao Marchioni Eiteni, & quouslibet aliis, quos duximus eligendos, antequam in dictam suam Civitatem Mantuæ, & ejus Territorium ipse intret, hæc eadem se nobis servaturum, prout superius per ordinem expressantur. Versa vice omnia & singula eidem Domino nostro Serenissimo per dictos nostros Procuratores oblata nomine nostro, atque promissa, grata, & rata perpetuò habere promittimus, & nunquam in nullo contrafacere, vel venire, promittentes per præfatos nostras Sigillorum nostrorum munimine roboratas, Nos tradituros sibi fore Claves & Dominium Civitatis sue Mantuæ, si continget eum ad dictam ejus Civitatem accedere, & in totum attendere, & observare prout in singulis superius est expressum. In quorum omnium Testimonium atque robor præfatos scribi jussimus, & Sigillorum nostrorum appensione fecimus communiri, ac per subscriptionem infra-scriptorum Notariorum publicorum similiter roborari.



Primum & tertium in ordine ex præmissis Transumptis a Papyris; secundum verò à Membrana per simplices Copias simul junctim in pbsentia adscriptorum in secretori Mantuæ Archiducali Archivo fideliter, & de verbo ad verbum transcriptis fuisse, nil addito, vel diminuto, quod sensum veritas, aut metet, atestor fidei meæ facio.

Ego LUDOVICUS Nob. olim H.

OCTAVIUS MAZZIUS Filius, Civis publicusque Imperiali auctoritate

Mantuæ Notarius, ac prædicti Archiducalis Archivi Cancellarius, hic, solita

cum atestatione, subscripsi hac die ultima

Novembris 1719.



Ita verum esse affirmo

Ego JOSEPH MARIA CASTI-

LEONUS ejusdem Archivi secretori

Præfatus hac die 30. No-

vembris 1719.

CXLII.

Traité de Paix entre PHILIPPE de France, Duc de Bourgogne, de Flandres, d'Artois, &c. & la Ville & les Bourgeois de GAND. Fait à Tournay le 18. de Décembre 1385. [Continuation de l'Histoire & Chronique de Flandres, par DENIS SAUVAGE. pag. 21.]

18. Dec.

BOURGOGNE ET GAND.

PHILIPPE, Fils de France, Duc de Bourgogne, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgogne Palatin, Sire de Salins, Comte de Rethel, & Seigneur de Malines; & Marguerite, Duchesse & Comtesse desdits Pais & Lieux, à tous ceux, qui ces présentes Lettres verront & orront, salut. Savoir faisons, comme nous bien-aimés, & Sugeis, les Eschevins, Doyens, Consaux, & Communautés de nostre bonne-Ville de GAND, ayant humblement supplié à Nostre-Sire le Roy, & à nous, que d'eux voulsissions avoir pitié, mercy, & misericorde, & que nostredit Seigneur & nous leur voulsissions pardonner toutes les offenses & méfaits, par eux & leurs complices permis & perpetrés contre nostre-dict Seigneur & nous, & que nous, ayans pitié & compassion de nosdits Sugeis, par autres Lettres d'iceluy Seigneur & les nostres, & pour les causes contenues en icelles, ayons remis & pardonné à nosdits Sugeis de Gand, & à leurs complices, lesdites offenses & méfaits; & aussi leurs ayons confirmé leurs Privilèges, Franchises, Coutumes, & Usages: ou cas qu'ils viendront plainement à l'obéissance de nostredit Seigneur, & à la noire: laquelle grâce & pardon lesdits de Gand & leurs complices ont receu treshumblement de nostredit Seigneur & de nous: & par leurs Lettres & Messagers, qu'ils ont envoyés devers nostredit Seigneur & nous en grand nombre, estant à Tournay, ont renoncé à tous débats & Guerres, & sont retournés de bon cuer à la vraye obéissance

ANNO 1385. fance de nostre dit Seigneur & de nous : en promettant que doresnavant ils seront bons amis, & loyaux & vrais Sugets à nostre dit Seigneur le Roy, comme à leur Seigneur souverain, & à nous, comme à leur Seigneur naturel, à cause de Marguerite nostre Compaignie, comme leur Dame naturelle & héritière : pourquoy nostre dit Seigneur & nous, nosdits Sugets de Gand, & leurs complices, avons reconnu à nostre grâce, misericorde, & obéissance, & donné Lettres de grace, pardon, & remission, purement & absolument, avecques la restitution de leurs Privilèges, Coustumes, & Usages : si comme ces choses, & autres, plus-à-plain peuvent apparoir par le contenu desdites Lettres : apres lesquelles grâces, & remissions, nosdits Sugets de nostre dite bonne-Ville de Gand nous ont fait plusieurs supplications : lesquelles nous avons receues & fait veoir & visiter diligemment, par les Gens de nostre Conseil, par grande & meure deliberation : lesquelles venues, pour le commun bien de tout le Pais, & pour échever toutes diffensions, qui doresnavant se pourroyent ensuyvre, de nostre grace, pour amour & contemplation de noz bons Sugets, avons ordonné, sur lesdites supplications, par la maniere qui s'ensuyt.

Premierement, sur ce qu'ils nous ont supplié que voulussions confirmer les Privilèges de Courtray, d'Audenarde, de Grantmont, Meule, Termonde, Ruppelmont, Alloz, Haast, Arclo, Brevilles, Donze, & des Chastellenies & plat-Pais d'icelles Villes, nous avons ordonné, que les habitants d'icelles Villes viendront pardevant nous, & nous apporteront leurs Privilèges : lesquels nous ferons veoir par les Gens de nostre Conseil : & iceux veus, nous en ferons tant, que nosdits Sugets de Gand, & ceux des bonnes-Villes, en devront par raison estre contents : & si aucuns desdits Privilèges estoient perdus par cas de fortune, ou autrement, nous en ferons faire bonne information : & icelle veue, nous y pourvoyrons comme dict est.

Item, sur ce qu'ils nous ont prié du fait de la Marchandise, nous avons consenti qu'elle ayt cours par nostre Pais de Flandres, en payant les deniers accoustumés.

Item, sur ce qu'ils supplient, que s'aucuns des habitants de nostre dite bonne-Ville de Gand, ou de leurs complices, estoient arrestés au temps à venir en aucuns Pais, & hors de nostre dit Pais de Flandres, pour occasion des débats & diffensions dessusdites, que d'icelles siffions tenir paisibles chacun d'eux, nous leur avons otroyé, que, si aucuns d'entre eux estoient arrestés, comme dit est, nous les aiderons, conforterons, & defendrons de tout nostre pouvoir, contre ceux, qui par voye de fait les voudroient grever, ou empêcher : comme bons Signeurs doyvent faire à leurs loyaux Sugets.

Item, sur ce qu'il nous ont supplié que tous les prisonniers, qui ont tenu leur parti, & qui sont detenus par nous ou noz Sugers, siffions delivrer, nous avons ordonné, & ordonnons, que lesdits prisonniers (s'ils se sont mis à rançon) soient delivrés, en payant leur rançon, & despens raisonnables : parmy ce, que, si aucuns desdits prisonniers, ou de leurs parens, ou amis charnels, tiennent contre nous aucunes Fortereses, les mettent, avant tout œuvre, en nostre main : & seront pareillement delivrés nos prisonniers, detenus par nosdits Sugets de Gand, ou leurs complices.

Item, en amplifiant nostre dite grâce, avons ordonné, & ordonnons, que tous ceux, qui pour occasion des débats & diffensions, qui ont dernièrement esté en nostre dit Pais de Flandres, auroient esté bannis de nosdites bonnes-Villes de Bruges, d'Ypre, du Pais du Franc, & d'autres Villes & Lieux desquels ils ont esté bannis, & aussi tous ceux qui ont esté bannis par la Justice & Loy de nostre dite Ville de Gand, ou mis & jugés hors Loy, & qui se sont absentés, seront restitués, & pourront retourner & demourer en ladite Ville : pourveu que ceux, qui ont tenu la partie d'iceux de Gand, seront restitués es Villes & Lieux du Pais, comme dict est : & seront en la Ville de Gand le serment, cy-dessus escrit, es mains de noz Officiers, quand ils devront entrer es Villes, esuelles ils doyvent estre restitués : &, en outre, ils jureront qu'ils garderont la Paix & seureté desdites Villes, n'aux habitants d'icelles ne porteront, par aucune voye directe, ou oblique, mal ne dommage : & pareillement le jureront ceux, qui entreront en nostre dite Ville de Gand.

Item, que tous ceux, qui entreront en nostre Ville de Gand, & leurs complices, avecques tous ceux de la Ville, obeiront à la grâce de nostre dit Seigneur & de nous, & viendront presentement à nostre obéissance.

TOM. II. PART. I.

ce : & quant aux absens, dedans le temps, qui sera cy-apres ordonné, seront restitués à leurs Fiefs, Maisons, Rentes, & Héritages, en quelque lieu qu'ils soyent, (nonobstant quelconques forsaietures ou malescies, pour occasion des diffensions dessusdites) ainsi qu'ils les tenoyent avant icelles diffensions.

Item, que, si aucuns desdits habitants de ladite Ville de Gand, ou leurs complices, sont hors de la Ville dessusdite, es Pais de Brabant, Haynaut, Hollande, Zelande, Cambresis, & l'Evesché du Liège, ils viendront en l'obéissance de nostre dit Seigneur & de nous, & seront les fermens, qui cy-apres seront déclarés, à nous, ou à ceux que nous commettrons, dedans deux mois apres la publication de la Paix dessusdite, & jouiront des pardons & grâces dessusdites : & ceux, qui sont es Pais d'Angleterre, de Frise, d'Allemagne, & autres, deça la grand' Mer, viendront en nostre obéissance dedans quatre mois, apres la publication dessusdite : & ceux, qui sont outre la grand' Mer, ou à Rome, ou à Saint-Jaques, viendront à celle obéissance dedans un an, apres ladite publication, sans fraude : & jureront, comme cy-dessus est dict : & jouiront des grâces & pardons dessusdits : & aussi ceux, qui auront esté bannis, jugés hors Loy, ou absens de nostre dite Ville pour occasion des diffensions dessusdites, seront restitués en leurs Fiefs, Maisons, Rentes, & Héritages, toutesfoies qu'il leur plaira.

Item, que des biens meubles, qui ont esté pris d'une part & d'autre, ne sera faite aucune restitution : mais en demoureront quittes tous ceux, qui les ont pris, & aussi pour l'obligation, faite pour occasion de ces biens meubles : si aucunes faites en estoient pour décharger leurs consciences, & s'ils en vouloyent aucuns rendre.

Item, que les possesseurs, ou détenteurs des Maisons dessusdites (ausquelles seront restitués tant ceux de l'une partie comme de l'autre) ne pourront d'icelles Maisons rien oster, tenant à plomb, à cloux, ou à chevilles : & seront rendues les possessions d'icelles Maisons, Cens, Rentes, & Revenus des Héritages, demourant sans restitution ce qui en est deu : & ainsi doresnavant les frutes, rentes, & revenus des Héritages, seront levés paisiblement pour ceux, à qui ils doyvent appartenir.

Item, ja foyt ce que nos Sugets de Gand, & plusieurs de leurs complices, ayent fait Hommage des Fiefs, qu'ils tiennent, à autres Signeurs, qu'à ceux, à qui il appartient, & par ce leursdits Fiefs peuvent estre forsaietés : ce nonobstant nous voulons, de nostre grâce, qu'iceux Fiefs leur demeurent, en faisant les Hommages à nous, de ce qui avoit esté de nous sans moyen : & à noz Vassaux de ce, qui avoit esté tenu d'eux : & aussi nous otroyons de grâce especial, les desheritemens & (1) reconnoissances, faites par Loy entre Parties presentes.

Item, que nosdits Sugets de Gand, Eschevins, Doyens, Consaux, & toutes les Communautes de Gand, & leurs complices, par nostre Ordonnance, & de bonne volonté, ont renoncé, & renoncent, à toutes les Alliances, Serments, & Obligations, Pois, & Hommages, qu'eux, & aucuns d'eux, auroient faits au Roy d'Angleterre, ou à ses Commis & Députés, ou à leurs Officiers, & à tous autres, qui ne seroyent bienveillans de nostre dit Seigneur & de nous : & nous ont fait Serment d'estre doresnavant bons, vrais, & loyaux Sugets, & obéissans, de nostre dit Seigneur (comme leur Souverain) & de ses Successeurs Roys de France, & de nous, comme de leurs droictiers Signeur & Dame, & de noz Successeurs Comtes de Flandres : & de nous faire tels services, & à noz Successeurs, comme bons & loyaux Sugets doyvent faire à leurs bons Signeur & Dame, de garder leurs corps, honneurs, Héritages, & Droits : & empêcher tous ceux, qui empêcher voudroient le contraire, & le faire savoir à nous & à noz Officiers : sans leurs Privilèges & Franchises.

Item, afin que noz Sugets de nostre dite bonne-Ville de Gand demeurent à toujours en bonne Paix, & en la vraye obéissance de nostre dit Seigneur le Roy, de nous, & de noz Hoirs, Comtes de Flandres, pour échever tous débats, & diffensions, qui pourroyent survenir, nous voulons, & ordonnons, que tous les articles & points dessusdits soient tenus & gardés sans les enfreindre : & defendons à noz Sugets, sur quant qu'ils peuvent mesfaire envers nous, que, pour occasion des

(1) On lit dans un vieil abrégé de Froissart, *Des reconnoissances*, qu'il étoit aussi pourroit-on lire *héréditaires* & *reconnoissances*.

ANNO
1385.

debats & diffensions dessusdictes, ils ne mesacent, ou facent meisme, par voye directe, ou oblique, de fait, ne de parole, aux dessusdicts de Gand, n'a leurs complices : & ne leur en dient aucunes opprobres, reproches, n'injures.

Item, si aucun faisoit le contraire de ce que dessus est dict, & que pour nous il injuriait, ne portait dommages à aucuns des dessusdicts de Gand, ou à leurs complices, ou eux à aucuns de ceux, qui ont tenu nostre parti, pour occasion des anciens debats & diffensions dessusdictes, de telle offense, que par la congnoissance du Seigneur & des Loix, à qui il appartiendra, le faict soit criminel, le malfaiteur, ses aidans & complices, & ceux, qui les receleront, sans fraude soyent punis, en corps & en biens (comme estans convaincus de Paix enfreinte) tant par la Justice de noz Officiers, ou d'autres Signeurs, comme par les Loix du Pais, si comme à chascun appartiendra : & soyt faicte satisfaction, raisonnable à la Partie blecée, des biens du malfaiteur, & le surplus appliqué à nous, ou aux Signeurs, à qui il appartiendra : saufs les Privilèges des Villes.

Item, si aucuns des Bourgeois de nostre dicte Ville de Gand estoient faicts hors Loy, ou bannis, pour fraction de ladicte Paix, supposé que, par les Privileges d'icelle Ville par-avant ces presentes, ne deussent perdre leurs biens : neantmoins, pour mieux tenir ceste presente Paix, ils les perdront, & sur iceux biens sera faicte à la Partie satisfaction, qui aura esté blecée, comme dit est : & le résidu viendra aux droits Hoirs d'iceux, comme s'ils fussent trépassés : saufs, en tous autres cas, les Privileges de nostre Ville de Gand : & si tels malfaiteurs ne peuvent estre pris, ils soyent bannis, & faicts hors Loy, & privés de leurs biens : & en soit ordonné comme dict est.

Item, si aucun par paroles, ou autrement que dessus est dict, à la congnoissance des Officiers & Loix des Lieux vient contre nostre Ordonnance, nous voulons, & ordonnons, qu'il soyt puni d'amende arbitraire (telle & si grande, qu'il soyt exemplaire à tous autres) par les Officiers & Loy des Lieux, ainsi qu'à chascun par droit peut appartenir : saufs les Privileges & Franchises des Lieux.

Item, que, si aucune personne d'Eglise venoit contre la Paix dessusdictes, elle soit baillée à son Ordinaire, & qu'il en prenne vengeance, comme de Paix enfreinte, selon ce que le cas le requiert.

Item, que ceste dicte Paix, d'entre nous & noz bons Sugets de nostre dicte Ville de Gand & leurs complices, sera crisee & publiée solennellement en icelle Ville, & en noz autres Villes de nostre dicte Pais de Flandres.

Item, que, si aucunes doutes, ou obscurités, venoyent ou temps à venir sur les articles & points dessusdicts, circonstances, & dépendances d'iceux, nous les declarerons, & ferons declarer, & interpreter, par nostre Conseil, raisonnablement, & tellement que tous ceux, à qui il appartiendra, en devront estre contents.

Et nous, (1) Doyens & Communautés de la Ville de Gand, pour nous & noz complices quelconques, avons receu, & recevons semblablement, les graces, pardons, & clemences dessusdictes, à nous faictes par le Roy Charles nostre souverain Seigneur, & par lesdits Duc & Duchesse, Comte & Comtesse de Flandres, noz droicturiens & pardons nous remercions de bon cuer, tant que plus ne pouvons, le Roy nostre souverain Seigneur : & à ses Successeurs Roys de France, & à noz droicturiens & naturels Signeur & Dame dessusdicts, & à leurs Successeurs Comtes de Flandres, nous ferons les sermens, bons & loyaux Sugets doyvent faire à leurs droits Signeurs : & si garderons leurs corps & honneurs. En tesmoing desquelles choses, nous, Duc & Duchesse dessusdicts avons fait mettre noz Seaux à ces Lettres : & nous, Eschevins, Doyens, & Communautés dessusdicts de la Ville de Gand, y avons aussi mis le grand Seel de la Ville. Et, en outre, nous, Duc & Duchesse dessusdicts avons prieé, prions, & requérons, à nostre treschere & aimée Ante, la Duchesse de Luxembourg, & de Brabant, & à nostre trescher & tresaimé Frere, le Duc Aubert de Baviere, & aussi nous, Eschevins, Doyens, Conlaux, & Communautés de la Ville de Gand, supplions nous à treshaute & puissante Princeesse, Madame la Duchesse de Luxembourg & de Brabant, & à treshaute & puissant Prince, le Ddc Aubert de Baviere dessusnommé, &

(1) Cet Article est plus ample dans l'Abregé de Froissart dont on a parlé dans la note précédente.

en outre, nous, Duc & Duchesse de Bourgongne, & ANNO nous, Eschevins, Doyens, Conseil, & Communautés 1385, de Gand, prions aux Barons & Nobles du Pais de Flandres, cy-apres nommés, aux bonnes-Villes de Bruges, d'Ypre, au terroir du Franc, & aux bonnes-Villes de Malines & d'Anvers, que, pour le bien de Paix, & pour plus grande seurété & tesmoignage de verité de toutes les choses dessusdictes, & de chascune d'icelles, veulent mettre leurs Seaux, & les Seaux desdites Villes à ces presentes. Et nous, Jehanne, par la grâce de Dieu, Duchesse de Luxembourg, de Brabant, & de Lambour, & nous, Duc Aubert de Baviere, Bail, Gouverneur, & Héritier des Pais de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de la Signeurie de Frise, nous Guillaume, Fils aîné du Comte de Namur, Seigneur de l'Escluse, & Châtelain de Gand, Jehan, Seigneur de Guillelles & de Harves, Henry de Bruges, Sire de Disquemme & du Havre, Henry de Gonuseberge & de Jentoise, Arnout de Jehan, Sire d'Ekournay, Philippe, Seigneur d'Arxelle, Loys de la Halle, Balard de Flandres, Girard de Rasenhen, Sire de Baerode, Gautier, Sire de Halon, Philippe de Namur, Sire d'Eque, Jehan Vilain, Seigneur de Saint-Jehan-d'Outre, Châtelain d'Ypre, & Loys, Sire de Lambres, Chevalier, & nous Bourgmaître, avecques les Eschevins des Villes de Bruges & d'Ypre, nous, Philippe de Redehen, Chevalier, Eschevin du terroir du Franc, pour & ou nom d'iceluy terroir (lequel n'a point de Seel commun) & nous, Conseil des Villes de Malines & d'Anvers, avons, à ladicte priere & requeste, pour bien de Paix, & en plus grande seurété & tesmoignage de verité de toutes les choses dessusdictes, & de chascune d'icelles, fait mettre, & mis, noz Seaux, & des Villes dessusdictes, à ces presentes Lettres, faictes & données à Tournay, le dix-huitième jour du mois de Decembre, l'an de grâce mil trois cents quatre vingts & cinq.

CXLIII.

Anweisung-Brief / Krafft dessen Graff Johann zu 1386. Sayn / seinen Lehen-Mann / Graffen Salentin zu Sayn / auff seiner Herrschafft Vallendar / an Herrn Erzbischoff zu Trier / verweist fernerhin von ihm die Lehen zu empfangen. Geben den 4. April 1386. [LUNIG, Teutich. Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. Absatz XXVII. pag. 404.]

C'est-à-dire,

Lettres de JEAN Comte de Sayn, par lesquelles il renvoye le Comte SALENTIN de Sayn son Pafsal, pour la Seignurie de Vallendar, à CUNON Archevêque de Trêves, dont il devra reprendre à l'avenir son Fief. Du 4. Avril 1386.

Wir Johann / Grave zu Sayn / entbieten dem Edlen Herrn Salentin von Sayne / Graeven zu Witzgenstein / unsern lieben Neuen und Manne / unsern freundschaftlichen Gruß / und lassen ihn wissen / als ihr bisher die Burg / Dorff / Herrschafft und Gerichte von Vallendar / mit ihren Zugehörten / von uns und unser Graffschafft von Sayne zu Lehen hat gehabt und gehalten / das wir die Lehen schenke derselben Burg / Herrschafft und Gerichte von Vallendar / mit allen ihren Zugehörten / und was wir daran hatten oder haben möchten / vollständig auftragen und aufgeben han / den Erben und in SOLT Vater / unsern lieben Herrn / Euren / Erzbischoffen zu Trier / und sine Erben / von dem wir die vorgeschriebene Burg / Dorff / Herrschafft und Gerichte von Vallendar / mit ihren Zugehörten fort zu Lehen han gehalten / des heissen wir uch / das ihr und euer Erben die vorgeschriebene Burg / Dorff / Herrschafft und Gerichte von Vallendar / mit ihren Zugehörten / von dem eben genannten unsern Herrn von Trier / sine Nachkommen und Erben zu Lehen / und solches allezeit zu Lehen empfanget / bekennet und haltet / und die verdient und vernemen / als solches Lehen Recht und Gewohnheit ist. Und wie wir sagen darauf uch und euer Erben / für uns und unsere Erben / der Mannschafft / der Erben und Stube / die ihr uns von den eben genannten Burg / Dorff / Herrschafft und Gerichte von Vallendar / und von ihrer Zugehörten wegen hat getan und schuldig weert zu thun / quit / leib undt los / mit diesen Briefe / Behaltens doch uns und unsern Erben / und Graffschafft / solches Mannschafft und Stube / damit ihr uns von andern Dingen / Herrschaffen und Gutes / die ihr von uns zu Lehen hat / oder haben soltet / verpflichtet seyd. Zu Urkund dieser vorgeschriebenen

ANNO
386. nen Sache/han wie unser Inſiegel an dieſen Brief thun heſſen/
der gegeben iſt/ da man zählt nach Chriſti Geburt Dreyzehnen
hundert achtzig und ſechs Jahre/ auff den vierdten Tag des Monats
des/ genant Aprilis zu latine.

CXLIV.

o. Avr. Verſas-Briefſ der Graffen Salentinus und Johannis zu
Sayn; wodurch ſie Dietrichen Herrn zu Runkel
und ſeiner Gemahlin und Erben die Beſte und Dorff
zu Bollendar halb mit Herrſchaft und Hoch-nieder-
auch Geſil. und Weltlichen Gerichte/ und Sechs-
tauſend kleine Gilden ſchweres gewichts/ auff wieder-
kaufung verſetzt haben. Datum Dominica Quaſi-
modogeniti 1386. [L N I G, Teutlich. Reichs-
Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil.
VI. Abtatz XXVII. pag. 404.]

C'est-à-dire,

*Lettres, par lesquelles SALENTIN, & JEAN,
Comtes de Sayn, engagent à DITHERIC,
Seigneur de Runkel, pour lui, sa Femme & ses
Héritiers, la moitié du Château, & du Bourg
de Vallendar & de la Jurisdiction qui en dépend,
pour la Somme de six mille florins du grand
poids. Fait le Dimanche Quasimodo geniti.
1386.*

Wir Salentin von Sayne/ Herr zu Homburg/ und Elſa-
beth/ Frau zu Homburg/ ſeine eliche Haus-Frau/ und
Johann von Sayne/ unſer Salentinus vorgenant älteſter
Sohn/ Graue zu Witgenſtein/ Catharina ſeine eliche Haus-
Frau/ und Johann von Sayne/ unſer jüngſter Sohn/ be-
kommen vor uns und unſere Erben offentlich an dieſem Briefe/
daß wir mit wohlbedachten beſonnenen Muth und Sinnen ein-
trächtiglich ſind worden/ dat wir han verſetzt/ und verſehen in
dieſem Briefe/ unſern Eydam Dietrichen/ Herrn zu Runkel/
Tuten ſeiner elichen Haus-Frauen/ und them Erben/ unſere
Beſte und Dorff zu Vallendar halb mit Herrſchaften und Ge-
richte/ Höhe und Tieffe/ Geſilich und Weltlich/ mit Wä-
nien und Burgmannen/ Dienſt-leuten/ leuten/ Dienſten/ mit
den Knechten/ Soles/ der Knechten/ und allen andern geſilichen
Guten darinne gelegen/ und Dorſten/ Wittersberg/ Herte/
Eubelſch/ Hirtſchede/ Melberghausen/ und die landshobe/ mit den
Lehnden/ und den Lehnden zu Vallendar/ an Frucht und
Weinen/ mit Acken/ Felſen/ Wein-Garten/ Garten/ Wä-
nien/ Hoffſteden/ Häuſen/ mit Wälden/ Weiden/ Weſen/
Neu-Wagſchmied/ Weiheren/ Baſſen/ Fiſchereyen/ Wälden/
Wäſſen/ kuffen/ Bergen/ Stegen/ Graſſen/ Wännen/ Bergen/
Heulen/ Reuten/ Gärten/ Gefäßen/ Wäſſen/ Gebochen/ Folgen/
und allen andern Wäſſen und Gereten/ die zu der Beſten/ zu
der Herrſchaft zu Vallendar gehören/ und gehören inogen/ und
noch forter ſollen werden/ wie die genant ſind/ an eygen und
an lehen/ erliche und unerliche/ nichts angenommen/ und
ſechs tauſend kleine Gilden/ ſchweres gewichts von Wäſſen und
guten Gölts/ die uns der ehegenante unſer Eydam Dietrich
Herr zu Runkel/ Tuta/ ſeine eliche Haus-Frau/ und ihre Er-
ben gänzlich und vollſtommlich beſetzt han/ che dieſer Brief
gemacht wurde/ auch ſo han wie dieſe vorgenante Gute/ ſo wie
ſie vorgenant ſind/ aufgegeben und auffgetragen/ mit Wä-
nde und mit Wäſſen/ und die an ſie gewandt/ und in Schöffen
und leuten/ die an das Gericht daſelbſt gehören/ thun holden
und ſchwehren an vollen Gerichte zu Vallendar/ als gewöhn-
lich iſt/ auffſehen und aufftragen/ thun/ und wenden die an
unſern Eydam Dietrichen/ Herrn zu Runkel/ Tuta/ ſein eliche
Haus-Frau/ und ihre beſte eliche Erben/ die ſie mit einan-
der han/ mit dieſem Briefe der Zeugniſſen/ und zu gebrauchten voll-
ſtommlichen und gänzlich an allen Rechte/ als wir Salen-
tin/ Herr zu Homburg/ und Elſabeth ſeine elichen Haus-Frauen/
unſer Vorfahren der biß in dieſe Zeit gebrauchte und genoſſen han/
uns und unſer Erben ſeinerley leib noch Rechte an den vorge-
nanten halff Theyle/ wie wir das verſchrieben han/ zu behalten.
Und iſt geredt/ were Sache/ daß wir Salentin/ Herr zu Hom-
burg/ oder unſer Erben/ ſo wie wir vorgenant/ ſie unſer Beſten
und Dorff/ mit allen ſeinen Zugehör/ ſo wie das vor beſchre-
ben ſtehet/ verſtaffen oder verſehen wollen/ wie biß were/ das
ſollen wir unſern Eydam Dietrichen/ Herrn zu Runkel/ und
ſeinen Erben/ wie ſie vorgenant ſind/ ſagen und bieten ein vier-
tel Jahr zu vorende/ inogen ſie uns die Summa Gölts/ das
ſie wir es verkaufen oder verſehen wollen/ beſetzen und be-
zahlen/ binnen der vorgenanten Zeit/ ſo ſollen und wollen wir
es ihn baß gemen/ dann jemandes anders. Int geſchehe aber
das nit/ ſo ſollen wir ihnen den Punkten nicht mehr verbunden
ſeyn/ behaltens doch ihn und them Erben/ wie ſie vorgenant
ſind/ die wir den vorgedachten Kauff und Verſetzung thun/ ſo
ſollen wir ihnen inuorende die vorgenante Summa Gölts/ ſechs
tauſend Gilden/ kündlich und moß beſetzen/ zu Runkel oder

ein Weilwegs daherumb/ wie ihn dieſes alles eben kompt. Doch
iſt geredt/ wo Sach were/ daß ich Dietrich Herr zu Runkel/
oder meine Erben/ wie wir vorbeſchrieben ſind/ das vorgenant
unſer halff Theyl der Beſten und Dorff zu Vallendar/ wie
biß vorgenant iſt/ verſehen wollen/ wie das/ und wo/ das
ſollen wir dem vorgenanten Herrn Salentin/ und ſeinen Erben/
wie ſie vorgenant ſind/ ſagen und bieten ein vierthyl Jahr
inuorende/ vor die vorgedachte ſechs tauſend Gilden beſchlen/
und geben ſie uns die ſechs tauſend Gilden kündlich/ wie vor-
genant ſtehet/ ſo ſollen wir ihn ihre Beſten und Dorff Val-
endar mit allen ſeinen Zugehör/ wie vorbeſchrieben ſtehet/ ſo
biß und loß wieder geben/ ohn allerley Widerrede. Were Sach/
daß ſie uns die vorgedachten ſechs tauſend Gilden nicht beza-
len/ und geben können in der vorgenanten Zeit/ als vorge-
ſchrieben iſt/ ſo mögen wir uns unſers halften Theyls der vora-
genannten Beſten und Dorffs Vallendar/ wie das vorgenant
iſt/ gebrauchten und verſehen/ in allen unſern Wäſſen/ und wena
ne uns einer kumpt/ vor die vorgedachte ſechs tauſend Gilden/
bey dem oder den wir es verſehen han. Doch iſt geredt/ ba Sach/
daß wir Salentin und unſer Erben/ wie wir vorbeſchrieben ſind/
die vorgenante Verſetzung nicht lieſſen noch gedachten ihn ſo al-
le/ das nicht ſeyn ſoll/ wie vorbeſchrieben ſtehet/ ſo mögen ſie
und ihre Erben die Pfandſchaft und dieſen Brief weiden und
kehren/ an welche Hande ſie wollen/ und wenn ſie den Brief
geben/ oder innen hat von themwegen/ die ſoll dieſelbige möge
han/ ſo forter zu thun und zu laſſen/ gleich und in alle Weß/
als ſie mit them Erben thun inogen/ ohn uns und unſer Erben
Widerſprache.

Auch iſt geredt/ daß wir Salentin und unſer Erben/ wie
wir vorgenant ſind/ unſere Beſten und Dorff Vallendar/ wie
das vorgenant ſind/ loſen wollen. Wann wir dann kommen einen
Monat vor S. Johannis Tag Baptiſta/ als er gegeben worden/
mit den vorgenanten ſechs tauſend Gilden/ oder einen Monat
nach darnach umbefangen/ ſo ſoll uns Dietrich und ſeine Er-
ben/ wie ſie vorgenant ſind/ uns unſer Beſten und Dorff
Vallendar mit allen ſeinen Zugehör/ wieder zu loſen geben/ ohn
Widerrede/ und thaten wir dieſe ſagung/ ſo ſollen wir ihn die
vorgedachte ſechs tauſend Gilden kündlich beſetzen/ zu Runkel
oder ein Weilwegs da herum/ wie vorbeſchrieben iſt. Auch ſol-
len wir Salentin und Elſabeth vorgenant/ Johann/ unſer Sa-
lentinus älteſter Sohn/ Graue zu Witgenſtein/ und Catharina
ſein eliche Haus-Frau/ und Johann von Sayn/ unſer jüngſter
Sohn/ vor uns und unſer Erben/ dieſe Verſetzung/ wie ſie vor-
beſchrieben und benant iſt/ ſtat vmd ſeſte zu halten/ von Boert
zu Boert/ von Punkten zu Punkten/ von Arriekeln zu Ar-
riekeln/ und geloben das in guten Gereten an Eys ſtat/ und
mit aufgerichteten Fingern zu den Heiligen geſchworen/ zu thun
und zu halten/ wie vorgedachten ſtehet/ vmd verſprechen und
ſeynen allerley arge liſt/ die Menſchen Herr erbenken inog/ die
wider dieſen Brief ſeyn inogen. Auch wo Sache/ daß ein Siegel
oder mehr von dieſem Brief abſtehen/ oder geſteht wurden/ wie
das geſchrieben doch ſoll dieſer Brief in ſeiner ganten vollen Macht
kleiden und han wie Salentin/ Herr zu Homburg/ Elſabeth
ſeine eliche Haus-Frau/ Johann von Sayn/ unſer Salentinus
älteſter Sohn/ Graue zu Witgenſtein/ Catharina ſein eliche
Haus-Frau/ Johann von Sayn/ unſer jüngſter Sohn/ zu
Arbeit und rechtem Gezug dieſer verſchriebenen Dingen/
Punkten und Arriekeln/ und jegliches beſonder/ unſer Inſiegel
an dieſen Brief thun heſſen/ vmd han forter dazzu gehören
die Edlen unſer liebe Wäſſe vmd Bruden/ Herrn Wilhelm
Grauen zu Wäſſe/ vmd Proßit zu Wäſſen/ Johann Grauen zu
Solms/ Herrn Salentin/ Herrn zu Jenburg/ Herrn Reinhardt/
Herr zu Weſſelburg/ Johann von Sayne/ unſer Bruden
vmd Ohnen/ Herrn Johann/ Herrn zu Wäſſen/ Herrn
Eberhard von Jenburg/ daß ſie mit uns zu Gezuge/ und nach
mehrer Sicherheit ihre Inſiegel bey die unſern an dieſen Brief
han thun heſſen. Das wir Wilhelm Graue zu Wäſſe/ vmd
Proßit zu Wäſſen/ Johann Graue zu Solms/ Salentin Herr
zu Jenburg/ Reinhardt Herr zu Weſſelburg/ Johann von Say-
ne/ Johann Herr zu Wäſſen/ Eberhard von Jenburg/
Herr zu Grentenaw/ Gerlach von Wäſſe/ Herr zu Jenburg/
uns ſamlichen erkennen/ das wir und Wäſſe wollen der Edlen
unſer lieben Ohnen vmd Wäſſen/ Herrn Salentinus von Say-
ne/ Herr zu Homburg/ Elſabeth ſeine elichen Haus-Frauen/
Johanns von Sayne/ ſeines älteſten Sohns/ Graue zu Wä-
genſtein/ Catharina ſeine elichen Haus-Frauen/ vmd Jo-
hanns von Sayne ſeines jüngſten Sohns/ unſer Inſiegel an die-
ſen Brief han thun heſſen. Datum Dominica Quasimodo
geniti, anno Domini M. GCC. LXXX. sexto.

CXLV.

*Compromissum SIGISMUNDI Marchionis Bran-
deburgici, JODOCI & PROCOPII Marchio-
num Moraviae, & Dominarum MARIAE &
ELISABETHAE Hungarie Reginarum, in
WENCESLAUM Romanorum & Bohemie Re-
gem, super Controversiis inter se vertentibus, &
in Instrumento enarratis. Datum in Campis pro-
pe Jaurinum die 11. Maii Anno 1386. [BAL-
Cc 3 2181*

ANNO
1386.

202

CORPS DIPLOMATIQUE

BINI Miscellan. Histor. Regni Bohemie Decad. I. Lib. VIII. Epist. Part. II. Epist. IX. pag. 177. LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. I. Fortsetzung I. Abtatz II. von Mähren pag. 259. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

NOs SIGISMUNDUS Dei gratia Brandenburgensis Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius, Jodocus & Procopius Moraviae Marchiones,

Notum facimus universis tenore presentium, quod de sinceritate Amoris, fidei, legalitatis, ac Justitiae Serenissimi ac invictissimi Principis & Domini, Domini Wenceslai Regis Romanorum semper Augusti & Bohemiae Regis, Domini Fratris, & Patris nostri charissimi, indubie confidentes in ipsum compromissimus, & veluti sincerum, fidum & equum arbitratorem, amicabilem compositorem, & diffinitorem deliberate, bona fide, sine fraude & dolo, & virtute juramenti praestiti compromittimus ex certis nostris scientiis per presentes, de & super universis & singulis dispendiis, Guerris, litibus, discordiis & controversiis, pro parte nostra & omnium & singulorum nobis adherentium, prout fraternali dispositioni, & ordinationi suae receptae, ab una: nec non Serenissimarum Dominarum Maria, Consortis nostrae Sigismundi, & Elisabethae Matris dilectae, Ungariae, Dalmatiae, Croatiae &c. Reginarum, nec non Pralatorum, Baronum & singulorum Incolarum Regnum ipsorum & eis adherentium parte ex altera, habitis & subortis usque presentibus. Promittentes eandem bona fide nostra dicto Serenissimo Principi Domino & Fratri ac Patri nostro charissimo Domino Wenceslao Romanorum & Bohemiae Regi, quod quicquid ipse inter nos utrasque Partes praedicatas, auditis utrobique nostris intentionibus, informationibus, Articulis & motivis signanter super Capitulis subscriptis summarie, videlicet super restrictione, & ratificatione Dominae Mariae Reginae Hungariae nostrae Sigismundi praedicti Conthorali Charissimae. Item super Status nostri honorifica, prout nostra requirit conditio, provisione; item super bonis illis, quae sunt sua circa metas Austriae & Moraviae assignatione & illorum honorum libera & propria possessione; item super nostrorum debitorum universorum ratione Guerra, & dissensionis praesentis contrahendorum, hinc inde plenaria solutione; item super Literarum nostrarum Sigismundi praedicti quas Illustrissimi Marchiones Moraviae, Patris nostri charissimi, super bonis quae sunt inter flumina Wag & Danubium sita, a nobis obtinere noscuntur, confirmatione; item super certis bonis, quae adiutores nostri a nobis obtinent, corroboracione; item super certis dispendiis Regni Ungariae Incolarum, cujusunque status vel conditionis extiterint, & omnium aliorum ad Regnum Ungariae pertinentium, quae ex eo, quo nobis & nostris adiutoribus adhaeserint, se incurrisse formidant, plena & totali relaxatione; & circa bona, possessiones & hereditates eorum atque statum pristinum, Jura & Consuetudines Regni conservacione. Prout haec omnia in Articulis praefato Serenissimo Principi Domino Fratri & Patri nostro charissimo exhibitis & oblatis capitulatim, distincte & specificce sunt expressa, ordinabit, dictabit, pronuntiabit, faciet, diffinit & concludet, quod hoc ipsum volumus, debemus & tenemur, absque fraude & dolo, tenere, facere, adimplere, & inviolabiliter observare. Et nihilominus in omnibus, & singulis eidem nostro gratioso Domino Fratri, ac Patri nostro charissimo Domino Wenceslao Romanorum & Bohemiae Regi, tanquam arbitratori amicali, compositori & definitori, fide & virtute, quibus supra, deliberate, & ex certa nostra scientia dedimus & damus pro parte nostra, & omnium nobis adherentium, plenam, expressam & omnimodam potestatem super Capitulis & Articulis supradictis, & eisdem corrigendi, addendi, minuendi, declarandi, interloquendi, & etiam diffinendi secundum omnem aequitatem & etiam rationem, prout Regio honoris suo, & notae suae Majestatis industria videbitur, utilis, honestius, atque decentius expedire, ratum, gratum, firmum, stabile & incommutabile permanfurum, promittentes & habere volentes, sub data bona nostra fide praedicta, quicquid in praemissis, & eorum aliquem per dictum Serenissimum Principem gratiosum nostrum Dominum Fratrem & Patrem charissimum Dominum Wenceslao Romanorum & Bohemiae Regem, factum, declaratum, ordinatum, & quomodolibet fuerit diffinitum. Presentium sub nostrorum Sigismundi & Jodoci praedictorum Signillis Testimonio Literarum. Datum in Campis prope Taurinum Anno Domini M. CCCLXXXVI. Die undecima Mensis Maji.

CXLVI.

Des Römischen Königs Wenceslai Bestätigung aller 22. Mai
dem Haupte Österreich ertheilten Freiheiten über-
haupt/ an Herzog Albrecht von Österreich ertheilt
und geben Wien Anno 1386. Des nächsten Dienst-
tags nach dem Sonntag Cantate. [Pièce tirée
des Archives Imperiales du petit Trésor de la
Regence & Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Confirmation générale de tous les Privilèges des Ducs
& de la Maison d'Autriche accordés par WEN-
CESLAS Roi des Romains, en faveur du Duc
ALBERT. A Vienne le Mardi après le Diman-
che Cantate 1386.

Wir Bismarck von Gottes Gnaden Römischer König zu
allen Zeiten Meier des Reichs und König zu Böhmen/
Bestehen und thun thundt öffentlich mit diesen Brief/ allen
den die in sehen oder hören lesen: Das wir als Römischer Kö-
nig/ für uns und all unser Nachkommen an dem Heiligen Rö-
mischen Reich/ nach guter vorberachtung / und mit guten ra-
te unser Fürsten und Räte/ dem Hochgeborenen unsern lieben
Fürsten und Schwager Albrecht Herzogen zu Österreich/ zu
Steier/ zu Carinthien und zu Kren/ Grauen zu Tyrol &c. und
allen seinen Erben und Nachkommen an denselben launden / und
auch denselben Ihren Fürstenthunden und launden gemein-
lichen veranet/ bewert und bestet haben / Bewerten/ bewerten
und besteten auch mit Königlichder Macht/ öffentlich mit Gewisse
des gegenwertigen Briefes alle die Freyheiten/ Gnaden/ Rechte/
und guter gewonheiten / die Sy von vererbung unser Vorfö-
dern seliger gedechtnus Römischen Kaiserin / oder Königin gehabt
und herbracht haben / und auch die Handbrieffen und Brieffe / die
in von Kapsen und Römischen Königen unsern Vorföarn darüber
geben sein / und setzen und wessen / das alle dieselb Ihre Frey-
hait/ Gnad/ Rechte/ und guten gewonheiten mit launde den Hand-
brieffen / die darüber geben sind/ des Ihren Creyssen gemeinlich
bleiben / und stet / vest / und unverdrossen gehalten werden /
erwilt / on manigliche widerrede / auch sollen die Juden / die in
Ihren launden yegund fügen oder fügen werden / bei allen
den Rechten und Zugeworheiten bleiben / als sy und te forderen /
tre Juden uns auff die zeit herbracht haben. Wir untrunde
dies Briefes versiget mit unser Königl. M. Insigniel. Geben zu
Wien nach Crispi gepurdt dreizehnhundert Jar / darnach in dem
Sechs und achtzigsten Jare des nächsten Dienstags nach dem Son-
ntag als man singet Cantate, unser Reichs des Römischen im
27. und des Königlich in dem sechsen Jaren.

CXLVII.

Accord passé par Arrêt du Parlement de Paris, sur 14. Juill.
les différends qui étoient entre PHILIPPE I. dit
le Hardi, Duc de Bourgogne, & les Habitans de
la Ville de DIJON. Fait le 14. de Juillet 1386.
[ETIENNE PERARD, dans son Recueil de
Pièces Curieuses servant à l'Histoire de Bour-
gogne. pag. 374.]

KAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis
praesentes Literas inspecturis, Salutem. Notum
facimus, quod de & super certis, controversis & de-
batis in nostra Parlamenti Curia, inter carissimum Pa-
trum nostrum Ducem Burgundiae, inter carissimum Pa-
trum nostrum Ducem Burgundiae, ex una parte, &
Majorum, Scabinos & Communitem Villae DIVIO-
NENSIS, ex altera; notis & pendentibus inter dictas
Partes, de licentia dictae nostrae Curiae, tractatum, con-
cordatum & pacificatum extitit, prout in quadam ce-
dula ab eisdem Partibus seu ipsarum Procuratoribus in-
ferius nominatis dictae Curiae nostrae unanimiter & con-
corditer tradita continetur; cupis cedula tenor sequitur
sub hiis verbis.

Comme certains plaits & procès fussent me-
hez & pendans en la Court de Parlement, en-
tre le Procureur de hault & pussint Prince Mon-
seigneur le Duc de Bourgogne, Demandeur, d'une
part, & le Maire, & les Eschevins, Bourgeois & Ha-
bitans, & plusieurs singuliers & habitans de ladite Ville
de Dijon, Défenseurs d'autre part: sur ce que le Pro-
cureur dudit Monseigneur le Duc disoit, que icelluy
Monseigneur le Duc estoit Seigneur en demaine de
ladite Ville, & que lesdits Maire & Eschevins qui ont
certains Privilèges à eux octroyez par les Predecesseurs
dudit

ANNO
1386.

du dit Monseigneur le Duc, ne peuvent, ne doivent aucune chose entreprendre contre les Noblesses, Seigneuries, & droits dudit Monseigneur le Duc, & que si aucune chose ont entrepris contre la Seigneurie, ils en doivent estre punis, & contrains à ceïsser, & que ce nonobstant, lesdits Maire, Eschevins, & singuliers, en abusant de leurs Privilèges, avoient entrepris contre raison & la teneur d'iceux Privilèges, en plusieurs manieres contre la Seigneurie & droits dudit Monseigneur le Duc, & articles que cy-apres seront déclarés. Pourquoy concludoit ledit Procureur, que pour raison desdits abus & excès, lesdits Maire & Eschevins eussent fourfaicts tous leurs Privilèges: que la Commune de ladite Ville fust dissoute, & que la Justice de ladite Ville demeurast à plain en la main dudit Monseigneur le Duc, & fussent lesdits Défenseurs condamnés en grosses amendes envers ledit Monseigneur le Duc, & en ses dommaiges, & interest, & despens, en faisant plusieurs autres conclusions déclarées & escriptures sur ce baillées par maniere de Memoire par ledit Procureur en ladite Court de Parlement. Lesdits Défenseurs disant qu'ils estoient noblement fondez en corps & en commune par les Predecesseurs dudit Monseigneur le Duc, qui leur avoient donnez & octroyez leurs Privilèges, Franchises, & Droits, desquels ils avoient joy & usé depuis le temps de leur fondation, de si longtemps, qu'il n'estoit memoire du contraire, & en outre avoient plusieurs Usages, Coutumes, Possessions, & Saïssines plus larges que leurs Privilèges ne contiennent. Lesquels Privilèges, Franchises, Coutumes, Usages, Possessions, & Saïssine, ledit Monseigneur le Duc avoit promis tenir & garder. Disoient outre, que es faiz & articles desquels ils estoient pourvus par le Procureur dudit Monseigneur le Duc, ils avoient bien & dehument usé, sans mesfaire ne offenser contre la Seigneurie, Droits, & Noblesse dudit Monseigneur le Duc, en proposant plusieurs autres faiz & raisons: concludans, afin que ledit Procureur ne fust à recevoir, ou qu'il n'eust cause ne action de faire les demandes, requêtes, & conclusions par luy faictes, & que lesdits Défenseurs en fussent absols, avec autres conclusions plus à plain déclarées es Memoires bailliez par lesdits Défenseurs pardevers ladite Court. Finalement, par le moyen des Gens du Conseil dudit Monseigneur le Duc, & pource que lesdits Maire, Eschevins, Habitans, & singuliers vellissent tousjours demeurer en la bonne grace & obéissance dudit Monseigneur le Duc, duquel & de ses Predecesseurs ils sont fondez, & d'eulx ont les Privilèges, Franchises, & Libertez, desquels ils usent & ont usé. Pour bien de Paix, & nourrir bonne amour entre ledit Monseigneur le Duc leur Seigneur, & lesdits Maire, Eschevins, habitans ses Sujets, l'aité est accordé entre lesdites Parties, s'il plaist à ladite Court de Parlement, en la maniere qui s'ensuit. Premièrement, sur ce que ledit Procureur disoit, que ledit Monseigneur le Duc, qui est Fils de Roy, pouvoit user de prinse de vivres, & autres choses nécessaires en son Hostel, en ladite Ville de Dijon, & ailleurs, & que ce nonobstant, lesdits Maire & Eschevins entre eux ordonné avoient, que quiconques seroit Maire de ladite Ville de Dijon, il seroit tenu de pourchassier à ses perils & despens, que tout ce qui seroit prins par ledit Monseigneur le Duc en ladite Ville, seroit rendu & payé à tous ceulx à qui il auroit esté prins, & que le Maire en seroit faire satisfaction. Disoient outre, que lesdits Maire & Eschevins n'avoient pas puissance de faire Ordonnance ne Estatut, sans la licence & autorité dudit Monseigneur le Duc, & que ils avoient ordonné sans fa licence, que se aucun se faisoit partie pour estre Maire de ladite Ville, & il falloit à estre élu à Maire, il payera à ladite Ville cent livres tournois, & que aucun ne pourroit estre Maire de ladite Ville, s'il n'estoit si riche, qu'il peust rendre à icelle Ville tout le dommage que elle encourroit: se ladite Maire estoit mise en la main du Seigneur, tous les biens du Maire seroient mis en la main de ladite Commune, jusque à tant que la main du Seigneur en fust levée. Et outre, ordonnerent lesdits Maire & Eschevins; que aucun Advocat plaïdant pardevant eux, ne pourroit demander salaire, ne prendre profit, si la Partie ne luy donnoit volontairement. Et avoient faict plusieurs autres Constitutions & Estatut, contre raison & le gouvernement de ladite Ville, en prejudice dudit Monseigneur le Duc, & de ses Droits & Noblesses. Lesdits Maire, Eschevins, & Habitans disant, que tant de raison comme par leurs Privilèges, Coutumes, & Usages, ils pouvoient faire Constitutions, Statut, & Ordonnances raisonnables & prouffitables pour le gouvernement de ladite Ville, & que ils tenoient les Ordonnances, Con-

stitutions, & Statut icy recitez, & autres par eux faiz, estre raisonnables & prouffitables pour ladite Viffé, & bon gouvernement d'icelle. Accordé est, que les Ordonnances, Constitutions, & Estatut dessus recitez, seront mis au neant, & n'en useront doresnavant lesdits Maire, Eschevins, & Habitans, ne aucuns singuliers d'iceulx, ne autres. Derechief, sur ce que ledit Procureur disoit, que ledit Monseigneur le Duc, à cause de son Heritage & Domaine, prent chacun un certaine redevance en ladite Ville de Dijon; appellée les marz; & que lesdits Maire & Eschevins ne pouvoient aucun affranchir de ladite redevance, ne aussi des tailles, aides, & subventions ayant cours en ladite Ville, & que lesdits Maire & Eschevins avoient affranchy plusieurs des singuliers Habitans de ladite Ville, tant de ladite redevance des marz, comme de tailles & subventions qui avoient cours en ladite Ville: à quoy respondoient lesdits Maire & Eschevins, que oncques n'avoient aucun affranchy de ladite redevance des marz deheü audit Monseigneur le Duc, mais bien estoit vray, que des tailles & subventions qui avoient cours en ladite Ville, lesdits Maire & Eschevins avoient affranchy, ou faict tenir quites aucuns des Habitans singuliers d'icelle Ville, tant pour les services par eux faiz à ladite Ville, comme plusieurs autres justes causes, & que ce pourroient faire lesdits Maire & Eschevins licitement, par la teneur de leursdits Privilèges. Accordé est, que les affranchissemens dessusdits, tant des marcz, se aucuns en y a; comme des tailles & subventions de ladite Ville, donnez par lesdits Maire & Eschevins, seront mis à neant, & n'en useront doresnavant lesdits Maire & Eschevins, se n'est par le congé dudit Monseigneur le Duc, & de ses Successeurs. Item, disoit ledit Procureur, que lesdits Maire & Eschevins, & singuliers Habitans, avoient faict, & faict faire plusieurs Edifices & empeschemens en plusieurs Places communes estans en ladite Ville, en grant dommage & prejudice dudit Monseigneur le Duc, & de la chose publique; lesdits Maire & Eschevins disant, qu'ils ne sçavoient se aucuns Edifices ou empeschemens avoient esté faiz par eux, ou de leur commandement, qui ainsi fussent prejudiciables. Accordé est, que mondit Seigneur le Duc deputera aucune bonne personne en ce congnoissans, qui visiteront lesdits Edifices, Places, & empeschemens, se aucuns en y a qui soient en trop grant prejudice de luy, & de la chose publique; & se ils treuvent que ainsi soit, seront offer l'empeschement, & repare l'injure, & remettre en estat deheü: & s'il n'y a grant dommage ou prejudice, les euvres & edifices demeureront en l'estat qu'ils ont esté, & sont. Et outre, disoit ledit Procureur, que lesdits Maire, Eschevins, & Habitans estoient tenus de mettre en bon estat, & soutenir à leurs despens la Forteresse de ladite Ville, en laquelle convenoit faire plusieurs grandes reparations, desquelles faire lesdits Maire, Eschevins & Habitans estoient negligens; si requeroit, que par eulx fussent faizés. Lesdits Maire, Eschevins, & Habitans disant, que ladite Forteresse estoit en estat convenable, & que s'il y falloit aucune reparation, les Gens d'Eglise, Nobles, & autres tenants & possédans Heritaiges en ladite Ville, y devoient contribuer. Accordé est, que par l'Ordonnance dudit Monseigneur le Duc, & de son Conseil, lesdits Maire, Eschevins, & Habitans, & autres, qui de raison & usage doivent contribuer aux reparations de ladite Forteresse, la mettront en bon estat, se elle n'y est, & deresnavant contribueront aux reparations qui à ce seront nécessaires. Et aussi, lesdits Maire, Eschevins, & Habitans, & tous autres qu'il appartient de raison & d'usage, selon l'Ordonnance dudit Monseigneur le Duc, ou de son Conseil, contribueront aux frais nécessaires pour mondifier & nettoyer ladite Ville, les rues, & Places d'icelle, & les chemins communs qui sont environ ladite Ville, durant la banlieüe d'icelle, ensemble les Ponts & Ponceaulx estans en ladite Ville & banlieüe. Derechief, disoit ledit Procureur, que lesdits Maire, Eschevins, & Habitans avoient receus plusieurs grans Sommes de deniers, pour tailles, aides, & subventions impofées & levées en ladite Ville de Dijon, tant sur les Habitans d'icelle, comme par autres personnes, pour cause de ladite Forteresse, & autres fraiz de ladite Ville; desquels deniers ceulx qui les avoient receuz, n'avoient pas compté, mais avoient receu grand partie d'iceulx deniers, en prejudice dudit Monseigneur le Duc, & de ladite Ville. Si requeroit ledit Procureur, que les Comptes en fussent rendus, & les restes qui en seroient deheüz. Lesdits Défenseurs disant, que à eulx en appartient oir le compte, & que les Receveurs en avoient compté, & se compté rien

ANNO
1386.

ANNO 1386. avoient, ils en compteroient pardevant lesdits Maire & Eschevins. Accordé est, que ceux qui ont receu les deniers dessusdits, depuis trante ans dernièrement passez, ou leurs Hoirs & ayants cause, en compteroient devant certains Commissaires, que ledit Monseigneur le Duc y deputtera, qui ouura lesdits comptes, presens deux ou trois bonnes personnes de ladite Ville, telles que lesdits Maire & Eschevins eussent, s'il leur plaist :

& se lesdits Receveurs, leurs Hoirs, & ayants cause, sont trouvez devoir aucunes restes, ils seront contraincts de payer : & seront les deniers convertis au prouffit de ladite Ville, & ainsi sera fait dorénavant quant ceux pour ladite Ville recevront aucuns deniers, & ne pourront lesdits Maire, Eschevins, & Habitans imposer, ne lever dorénavant aucune taille, aide, ou subvention en ladite Ville, sans le faire savoir premiereement au Bailly de Dijon, ou à son Lieutenant, qui pour le temps sera en son absence, afin que l'un d'eux y soit present, s'il luy plaist, pour faire savoir tout le fait, & que aucun desdits Habitans ne soit chargé outre raison. Item, disoit ledit Procureur, que de raison & de usage notoire lesdits Maire & Eschevins ne pouvoient, ne ne devaient donner Sauvegardes generally, & que ils ne avoient donné à plusieurs personnes contre la teneur de leurs Privileges, en abusant d'eux ; à quoy respondirent lesdits Maire & Eschevins, qu'ils les pouvoient bien donner, veus leursdits Privileges, & que ainsi en avoient usé. Accordé est, que dorénavant lesdits Maire & Eschevins ne donneront telles Sauvegardes à quelque personne que ce soit, & celles qu'ils ont données, sont mises à neant. Disoit outre ledit Procureur, que lesdits Maire & Eschevins ne pouvoient recevoir Contraux convenables, ne Obligations, se n'estoit aus estans en jugement, exerceans fais judiciaires, & que en plusieurs cas leurs Clercs & Jurez y avoient fait le contraire ; si requeroit que tout ce qu'ils en avoient fait, fust mis au neant, qu'ils fussent condamnés à en cesser, & à l'amander. Lesdits Deffendeurs disans, que attendu qu'ils ont la Justice haute, moyenne, & basse en ladite Ville & banlieue, & qu'ils sont fondez par Privileges, comme dict est, ils pouvoient recevoir lesdites Obligations, Procurations, & Convenances, tant en jugement comme dehors, & que ainsi en avoient usé. Accordé est, que dorénavant lesdits Maire, Eschevins, & Bourgeois de Dijon ne usent des choses dessusdites, fors eux estans en jugement, comme dict est. Disoit outre ledit Procureur, que ledit Monseigneur le Duc estant pieça en son Chastel de *Rouvre*, lesdits Maire & Eschevins avoient baillé par escript une Supplication pardevant mondit Seigneur le Duc, contre les Gens de son Conseil, en les chargeant de les avoir esmeu contre lesdits Maire, Eschevins & Habitans, disans que ils n'avoient oncques heu propos de charger ou blâmer pour ladite Supplication, ne autrement, lesdits Gens de son Conseil : laquelle Supplication fut veue par ledit Monseigneur le Duc, par laquelle luy est apparu qu'elle estoit injurieuse contre l'honneur de sesdits Gens. Item disoit ledit Procureur, que lesdits Maire, Eschevins, & plusieurs singuliers de ladite Ville, de leur volonté, de fait, avoient abatu & desmoli ou temps passé grand partie des Edifices & murs du Chastel de Dijon appartenans audit Monseigneur le Duc, prius les pierres & autres matieres dudit Chastel, & les appliquer à leur singulier profit, en grand dommage dudit Monseigneur le Duc : Si requeroit ledit Procureur, qu'il en fut desdommagé, & lesdits Deffendeurs condamnés à l'amande. A quoy respondirent lesdits Deffendeurs, que ils ne vouloient point soutenir que lesdits Edifices & murs peussent desmoller ; & toutefois, si aucuns desdits Habitans avoient en ce offensé, l'amende ne pouvoir estre pour chascune fois que de soixante & cinq sols, par les Privileges de ladite Ville. Accordé est, tant sur cest article, comme pour toutes les autres entreprises faictes par lesdits Deffendeurs, ou aucun d'eux, ou prejudice dudit Monseigneur le Duc, de ses Seignories, Droits, & Noblesse, comme pour ses dommaiges & interets par luy soutenus pour occasion des fais dessusdits, comme aussi pour les fraiz & despens qu'il a fais en la poursuite desdits procès, & autrement ; que lesdits Maire, Eschevins & Habitans payeront audit Monseigneur le Duc à fa volonté, la Somme de huit mil francs d'or, & parmy ce demeureront lesdits Deffendeurs quittes & delivrez de toutes les choses dessusdites. Et quant à la main dudit Monseigneur le Duc, qui estoit mise à la Mairie de ladite Ville de Dijon pour les causes dessusdites, ou autres, ladite main est levée au prouffit desdits Maire, Eschevins & Habitans. Item, sur ce que lesdits Maire, Eschevins & Habitans ont suppleé audit

ANNO 1386. Monseigneur le Duc, qu'il leur veuille confermer leurs Chartres & Privileges es mains de Messire Jehan Potier Arcediacre de Lengres, Conseiller & Secrétaire dudit Monseigneur le Duc, à ce par ledit Monseigneur le Duc commis & député ; lesquelles Chartres & Privileges ledit Monseigneur le Duc confirmera par ses Lettres, entant que lesdits Maire, Eschevins & Habitans en ont decheument usé. Et des maintenant les Parties fe departiront de Court, & à tenir ce present Accord seront condamnés par Arrest, & veuillent & consentent lesdites Parties, que par ce present Accord tous ceux & celles qui estoient adjoins en Parlement, pour reprendre ou délaisser les Procès & arrements desdites causes qui n'ont point esté reprins, & autres quelconques qui estoient en ce Procès, & à qui ce touche ; & toutes les Parties dessusdites sont hors de Court, & de tous Procès, sans despens & sans amande.

Qua quidem cedula, sic ut prædicatur, Curie nostre tradita, ipsa Curia, contentente ad hoc Procuratore nostro generali pro nobis, ad omnia & singula superioris contenta, tenenda, complenda, ac firmiter & inviolabiliter observanda, Partes prædictas, & earum quemlibet, prout unamquamque ipsarum tangit seu tangere potest, ad Requisitionem, & de consensu Magistrorum Petri de Tornadore, dicti Patru nostri Procuratoris, ex una parte, & Hugonis Virtuosii Majoris dictæ Villæ Divionensis, propter hoc in dicta Curia nostri Parlamentarii personarum præsentis, nec non Aymonis de Vesoul Procuratoris, & nomine Procuratoris Scabinorum & Communitatis dictæ Villæ Divionensis, virtute certorum Procuratoriorum penes dictam Curiam nostram existentium, ac etiam Procuratorii inferioris inserti, ex altera : Per Arrestum condempnavit, & condempnat, eaque ut Arrestum ejusdem Curie teneri, compleri & observari, ac executioni demandari voluit & præcepit, manumque dicti Patru nostri in Majora dictæ Villæ Divionensis appositam, dicta Curia nostra levavit atque levat, si sit opus, secundum cedula super prædicta tenorem & formam. Tenor vero Procuratorii, de quo superius sit mentio, sequitur sub his verbis.

A tous ceux qui verront & ourront ces presentes Lettres : Nous le Maire, les Eschevins, & toute la Commune de Dijon, pour ce au cor & au cry, si comme il est accoustumé, spécialement assemblée au cimetiere de Saint Benigne de Dijon, le Diemeinche apres la Nativité Saint Jehan Baptiste, l'an mil trois cent quatre-vingt & six, salut : Savoir faisons, que nous, tant conjointement comme divèrsimant, sans rappeller nous autres Procureurs, avons fait, constitué, ordonné, & establi, & par la teneur de ces presentes Lettres faisons, constituons, ordonnons, & establissons nos Procureurs generaux, & certains Messagers especiaux, nos chiers & bien-amez honorables hommes, & faiges, Maître Ayme de Vesoul, Maître Pierre de Tournerre, Maître Nicole de l'Espoise, Maître Laurens Lamy, Maître Laurens de la Bruerie, Maître Laurens Survaunt, Maître Raoul Droille, Maître Raoul Rayer, Maître Guy de Villers, Maître Jehan Ponpari, Maître Thomas Laurens, tous Procureurs en Parlement du Roy nostre Sire à Paris, & Philippe Courtois de Dijon, & un chacun d'eux, un seul pour le tout, porteur & exhibeur de ces presentes Lettres, en telle maniere, que la condition de l'occupant ne soit meilleure du subsequnt, ou pire, mais ce que par l'un d'eux sera commencé, par l'autre puisse estre poursuivy déterminer, & mis à fin en toutes nos causes, querelles & besoignes meues & pendans en la Cour du Parlement du Roy nostre Sire, contre quelconque Seigneur ou personne que ce soit ; ausquels nos Procureurs cy-dessus nommez, & en un chacun d'eux, nous avons donné & donnons par ces presentes, plenièr, general & liberal puissance, auctorité, avec mandement especial, de faire les choses cy-apres narrées, escriptes, & devisées. C'est assavoir, de passer, octroyer, consentir, & accorder en ladite Court de Parlement du Roy nostre Sire à Paris, les pronunciations & rapports faicts & à faire par nostre tres-redoubté Seigneur Monseigneur le Duc de Bourgogne, & toutes Paissions, Traitez, Accords, & Convenances par nous & nos Procureurs, par nous & en nos noms, tant ceux nommez en ces presentes, comme autres fais & à faire, parmy le bon plaisir, licence, & consentement de ladite Court de Parlement du Roy nostre Sire, de tous debaz, questions, querelles, procès, controverses, & discors estans mehus & pendans en la Cour de Parlement, entre le Procureur, & en nom de Procureur de nostre dit Seigneur Monseigneur le Duc de Bourgogne, adjoint avec luy le Procureur du Roy nostre Sire,

ANNO
1386.

Sire, d'une part; & nous lesdits Constituteurs, tant conjointement comme divinement, d'autre part: Entre les Religieux, Abbé & Convent du Monastere de Saint Benigne de Dijon, adjoints avec eux lesdits Procureurs du Roy nostre Sire, & de nostre dit Seigneur Monseigneur le Duc de Bourgogne, d'une part; & nous lesdits Constituteurs, tant en commun comme en particulier, d'autre part: Et aussi entre venerables, sages, & discrettes personnes, Doyen & Chapitre d'Osium, d'une part; & nous lesdits Constituteurs, d'autre part: de procurer, pourchassier la licence & consentement de ladite Court de Parlement, & icelle obtenir, & de renoncer du tout en tout esdits Procès, & departir d'iceux, & de ladite Court, & generally de faire, octroyer, consentir, passer, & accorder toutes autres & singulieres choses, que nous lesdits Constituteurs, tant conjointement comme divinement, & tant en particulier comme en commun, ferions, & faire pourrions & devrions es choses dessusdites, les circonstances & dependances d'icelles, se presens y estions en nos propres personnes, mesmement se aucune y a, qui de la nature requiert mandement & commandement especial. Promettans, nous lesdits Constituteurs, & chacun de nous, partant comme il luy touche & appartient, peut toucher & appartenir, conjointement ou divinement, par nos sermens, les mains tendues & levées hault contre les Saints, & sous l'hypothèque & obligation des biens de nostre dite Commune, presens & avenir quelconques, avoir & tenir ferme, estable, & agreable, tout ce que par nosdits Procureurs, & chacun d'eux fera fait, dit, procuré, octroyé, consenty, passé, & accordé es choses dessusdites, les circonstances & dependances d'icelles, estre à droit, & payer l'adjudger le mestier est, & nosdits Procureurs, & chacun d'eux relever de toutes charges de satisfaction. En tesmoing de laquelle chose nous avons fait mettre à ces presentes le Seel de ladite Court. Faictes & données en presence de Regnaud Darney, Jehan Tournel, Jehan Poincarrey, Mathe Malpaie, Denisot Bourgeois, & Demoingeot Poincarrey, demeurans à Chastillon sur Seine. In ejus rei Testimonium Sigillum nostrum presentibus Literis duximus apponendum. Datum Parisius, in Parlamento nostro, decima quarta die Julii, anno Domini millesimo trecentesimo octagesimo sexto, & nostri sexto. Concordatum in Curia. JOUVENCE.

CXLVIII.

4. Août. Thedingung über die zwischen denen Fürsten und Herren Friedrich Burggrafen zu Nürnberg/ Eberhardt Bischof zu Würzburg/ Stephan/ Pfalzgraff bey Rhein und Herzog in Bayern/ Eberhardt/ Graf von Würtemberg/ Herzog Friedrich zu Teck/ Ludwig und Friedrich zu Dettlingen Grafen/ und denen Vereinten Städten Nürnberg/ Rotenburg/ Winsheim/ Schweinfurt/ Halle/ Heylbrunn/ Esslingen/ Augsburg/ Nördlingen/ Gemund/ Memmingen/ Dinkelspiel/ Boppingen und Aalen obhandenen Trungen. Aufgericht durch die Thedinginger zu Mergentheim feria VI. post Vincula Petri anno 1386. [LEHMANNI Chronicon Spirensis Libr. VII. Cap. LXIX. pag. 761. ex Additionibus JOH. MELCH. FUCHS, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. VIII. von Reichs-Städten in gemein pag. 43. & dans PHILIPP. DATT, Volumen rerum German. novum. pag. 186.]

C'est-à-dire,

Sentence Arbitrale sur les différens survenus entre
FREDERIC Burg-Grave de Nuremberg, GE-
RARD Evêque de Wurtzbourg, ETIENNE
Comte Palatin, & Duc de Baviere, EBER-
HARD Comte de Wirtemberg, FREDERIC
Duc de Teck, & LOUIS, & FREDERIC
Comtes d'Oettingen d'une part, & les Villes Im-
periales Confédérées de NUREMBERG, ROT-
TENBURG, WINDESHEIM, SCHWEIN-
FURT, HALLE, HEYLBRUN, ESLIN-
TOM. II. PART. I.

GEN, NORDLINGEN, AUGSBURG, ANNO
GEMOND, MEMINGEN, DUNCHEL-
SPIEL, BOPPINGEN, & AAL d'autre
part, rendu à Mergentheim le 6. Ferie après
la Fête de de St. Pierre aux Liens Anno 1386.

Wir diese hernach geschriebene/ Hantß von Steinach Ritter/ zu diesen Zeiten Burgermeister zu Regensburg/ Cunrad Ysing/ Burger zu Augsburg/ Berold Wisingen Burger zu Nürnberg und Peter des Burger zu Ulm/ bezeugen/ daß wir umß solch Sach und Hantß/ die zwischen Fürsten und Herrn hernach geschrieben auff einer seit/ und etlichen Stätten/ die den Bund haben in Schwaben auch hernach geschrieben/ auf der andern Seit gewesen sind/ beredt/ begriffen und bereyngt haben/ in aller der Maas als hernach geschrieben steht. Zu dem Erstem umß die Auepung als der Hochgeborne Herr/ Herr/ Friedrich Burggraf zu Nürnberg/ mit die Städte zu Nürnberg/ mit einander gehabt haben/ umß das Gehalt und Rolle umß Nürnberg/ darumb hat die Städte zu Nürnberg/ zu einem gemeinen Mann genommen/ den Durchlauchtigsten/ Hochgebornen Fürsten und Herrn/ Herrn/ Friedrichen von Odetz/ Erben Pfalzgrafen bey Rhein und Herzogen in Bayern/ unsern gnädigsten Herrn/ und soll der vorgenante Burggraf zwey Rathmann/ und die Städte Nürnberg auch zwey Rathmann dazu geben/ die Fürst sollen beider Brief darüber und Antwort/ und Fürlegung verheben und für sich nehmen/ und mag jegliche Partey fürziehen was sie duncket/ Noch seyn/ und die Fürst sollen beisehen/ ob sie beede Parteyen gütlichen mögen vereinen mit ihren Willen und Willen/ möcht das nit gütlich an seyn/ so sollen dieselben Fürst ein freundschaft Recht darüber aussprechen/ und was die Fürst der der mehrer Theil also sprechen zu dem Recht/ das soll von beiden Parteyen also gehalten werden/ one Geferte. Item umß die andern Brüche die in dieser Einung geschrieben sind/ die unser Herr der Römische König zu Heidelberg gemacht hat/ zwischen Fürsten/ Herrn und Städten/ die der Burggraf vorgenant zu der Stadt zu Nürnberg/ und den Städten Rotenburg/ und Winsheim zu sprechen hat/ und dieselben Städte wider an ihn/ als sie an einander beschrieben geben haben/ darumb haben dieselben einen gemeinen Mann genommen/ den vorgenanten unsern gnädigsten Herrn/ Herrn/ Friedrichen zu Bayern/ und soll der Burggraf zwey Rathmann und die obgenannten Städte je gleiche für sich selbst auch zwey Rathmann dazu geben/ dieselbe Fürst die Brüche auch hören sollen/ und die obgenannten Parteyen mit einem freundschaften Recht richten und entscheiden/ und das soll dann von beiden Theilen also gehalten werden/ ob sie die Fürst nicht gütlich vereinen möchten/ ausgenommen des Reichs zu Rotenburg/ das soll bleiben als hernach geschrieben steht/ Item umß die Zuspruch/ die der Erwidrig in Odetz/ Herr/ Herr/ Gerhart Bischoff zu Würzburg zu den Städten Rotenburg/ Winsheim/ Schweinfurt/ Halle und Heylbrunn zu sprechen hat/ und dieselben Städte und auch die von Nürnberg wider an ihn/ als sie die aneinander beschrieben haben geben/ darumb haben dieselben einen gemeinen Mann genommen/ den vorgenanten unsern gnädigsten Herrn/ Herrn/ Friedrichen zu Bayern/ und soll der vorgenante Burggraf zwey Rathmann dazu geben/ und sollen die obgenannten Parteyen je gleichen Recht auch verheben und aussprechen und entscheiden/ in aller der Maas als oben von den Burggrafen und den andern Stätten geschrieben steht/ ausgenommen des Reichs zu Rotenburg/ das soll bleiben als hernach geschrieben steht/ und ausgenommen der Lösung zu Schweinfurt/ den soll der Bischoff zu Würzburg einen Antw-Brief geben/ des die Stadt mit ihm überkommen sind/ und sollen ihnen die von Schweinfurt sein Gese gehen/ als bereit ist. Item umß die Brüche/ als der Hochgeborne Fürst/ Herr/ Stephan Pfalzgraff bey Rhein und Herzog in Bayern/ zu den Städten zu sprechen hat/ und die Städte wider an ihn/ als sie die gegen einander geschrieben geben haben/ darumb hat der vorgenante Herr/ Stephan zu einem gemeinen Mann gegeben/ nach vorgenanten Hansen von Steinach Rittern/ und sollen die obgenannten Parteyen je gleiche zwey Rathmann dazu geben/ die Fürst sollen dieselben Bruch auch aussprechen und entscheiden/ in aller der Maas/ als oben von dem Burggrafen und den andern Städten geschrieben steht/ ausgenommen/ und die Städte Giengen/ das ist zu diesem mal aufgesetzt/ doch unschädlichen jeglicher Partey ihres Rechts darumb/ auch umß die Klage die der Edle Graf Eberhart von Würtemberg/ von den von Esslingen gethan hat/ von der Hagen wegen zu Nördlingen/ haben wir geschriben/ das die von Esslingen den vorgenanten von Würtemberg an der gewöhnlichen Hallergilt/ Korngilt und ander Gilt/ die zu der vorgenanten Hagen gehören/ nun fürbas nicht tren sollen/ und wann derselbe Graf Eberhart mit unsern Herrn dem Römischen König umß/ das er bey derselben Hagen bleiben solle/ da sollen ihn dann die von Esslingen gerichtlich bey bleiben lassen/ als das von Alter herkommen ist/ ungeschädlich doch unschädlichen den von Esslingen und dem Probst an ihrem Burgrecht/ als sie das von Alter herbracht haben/ ohne Geferte. Item umß die andern Brüche die Graf Eberhart von Würtemberg zu den Städten unter der Aale zu sprechen hat/ und dieselben Städte wider an ihn/ als sie die gegen einander beschrieben geben haben/ und auch die von Ulm/ darumb haben dieselben Städte auch einen gemeinen Mann genommen/ den Eberwirdigen Herrn/ Herrn/ Erich von Dettlingen/

ANNO
1386.

nungen/ Meiser Teuffen Ordens in Teuffen landen/ und
sollen die obgenanten Partheien jegliche ihren Kathmann darzu
geben/ dieselben Jünff sollen dieselben Briefe auch richten und
entscheiden in aller der Maaß/ als da oben von dem Burggrafen
und andern Städten geschrieben steht. Item als der Edle
Herzog Friedrich zu Diet bei den von Augsburg/ von Nördlin-
gen/Gemünd/ Wemmungen zuspricht/ darum hat er zu einem ge-
meinen Mann genommen/ sich vorgenannten Hansen von
Steinach Ritters/ und soll jegliche Parthei ihren Kathmann geben/
die Jünff sollen auch zu dem Richter darinn aussprechen in aller
Maaß als vorgeschrieben steht. Item um die Bräute/ die die
Edlen Grafen Ludwig und Friedrich zu Detingen/ zu den Städ-
ten Nördlingen/ Ulm/ Speyer/ Worms/ und Kalen zusprechen
haben/ und dieselben Städte wieder an sie/ darum haben dieselben
von Detingen und dieselben Städte genommen/ Heinrich den
Gumpfenberger und Ulrich obgenanten von Steinach Ritters/ die
zwei als ein gemein Obmann sein sollen/ und sollen die obge-
nanten Partheien jegliche ihren Kathmann darzu geben/ dieselbe
zwei als ein gemein Obmann und auch die 4. Rathleut sollen
dieselbe Bräute verheirathen und die ausrichten gütlichen/ ob sie mö-
gen/ oder mit dem Richter/ mögen aber die Bräute/ die als ein
gemein Mann sind/ mit einträchtig werden/ so sollen dieselben
zwei bei ihren neuen eines gemeinen Manns überkommen/
und nehmen/ dieselben Eiden oder das mehrer Theil sollen dann
darüber aussprechen mit dem Richter in aller der Maaß/ als
vorgeschrieben steht. Auch um alle obgenante Bräute soll man
aussprechen/ sie wissen und Samst Martins Tag nicht kom-
mend eine Gefehre. Item man in der obgenanten Ärmung/ die
unser Herz der König gemacht hat/ zu Heidelberg bereite wart/
daß die von Kottenburg das Gericht dieselbst beschiedentlich sollen
halten/ gen dem Bischoff zu Würzburg und dem Burggrafen
vorgenant/ und gen ihren Dienern und den ihren/ und um die-
selben Herrn und Diener sich belagen/ daß damit an ihnen über-
fahren sey/ darum beissen Frieden zu machen/ so haben die ge-
meine Städte so den Bund halten in Schwaben/ die Stadt über-
sich genommen und gemacht/ also daß die von Kottenburg den
Bischoff von Würzburg und den Burggrafen vorgenant/ die
ihren (Beistand und Beistand) und ihre Diener und Schawer/
nicht fides mehr auff das obgenant landgericht zu Kottenburg
nicht laden sollen/ noch laden lassen/ als lang die obgenant Är-
mung/ die zu Heidelberg gemacht worden/ wäret/ doch den von
Kottenburg ungeschädlichen an ihren Freyheiten und Rechten/ und
an denselben Gerichten/ und auch ungeschädlich der obgenanten Är-
mung/ die unser Herz der König zu Heidelberg gemacht hat/ daß
die in allen ihren Rechten gegen Fürsten/ Herrn und Städten
in allen ihren Rechten bleiben soll/ one alle Gefehre. Was
auch bisshen in der Zeit der obgenanten Ärmung mit Gerichten
zu Kottenburg gehandelt/ erlitten und erlangt ist gen den obge-
nanten zwei Herren/ und den ihren und ihren Dienern/ das
soll die obgenant Zeit aus/ als lang die obgenant Ärmung wä-
ret/ aufgeschlagen sein und gütlichen gehalten werden/ also daß
die von Kottenburg oder der Richter dieselbst die obgenant Zeit aus/
dazu nicht thun sollen/ in keine Weise/ ohn alle Gefehre. Auch
als der von Kottenburg etliche Burger/ Soldner und Diener wi-
dersagt Marggraff Rudolph von Baden/ von Herrn Helfen
von Wirtingen wegen/ daselbst widersagen sollen die von Kotten-
burg schenken abgeben werden/ und soll auch darauff Marggraff Ru-
dolph gen der von Kottenburg Burger und Diener die Freundschaft
auch ablassen/ auch sollen alle Pfälz-Burger von beyden Frey-
steden/ die in der obgenanten Ärmung/ die zu Heidelberg gemacht
ist/ anzuhanen worden/ gänzlich aus und ledig seyn/ als die-
selbe Ärmung das ansehe. Und des zu Irkum der vier Heyn-
dingen Jüngel/ und der vier Städte/ Augsburg/ Nürnberg/
Ulm und Eßlingen Jüngel/ ic. Darum feria VI. post vin-
cula Petri, Anno &c. LXXXVI.

CXLIX.

11. Nov. *Marriage conclu entre (1) AME, depuis premier
Duc de Savoie, & VIII. Comte du nom d'AME
& MARIE de Flandre, Fille de PHIL-
LIPPE le Hardi. Fait à l'Ecluse en Flandres,
le 11. Novembre (2) 1386. [S. GUICHE-
NON, Histoire Genealogique de la Maison de
Savoie. Preuves, pag. 342.]*

SAVOYE
ET BOUR-
GOGNE.

PHILIPPE Fils du Roy de France, Duc de Bour-
goigne, Comte de Flandres, d'Artois & de Bour-
goigne, Palatin, Comte de Retel, Seigneur de Salins,
& de Malines; Et Nous Amey Comte de Savoie, Duc
de Chablais, & de Ose in Italie, Marquis, Prince, fai-
sons Pavois à tous, Que Nous considerans que nos Pays
sont voisins & prochains les uns es autres, & que l'affi-
nité & alliance de Nous & de nos Hoirs & Successeurs
est tres prouffituable à nos Pays, & à la Chouse publi-
que, en la presence, & du consentement de Mon-
seigneur le Roy, & par la deliberation des Seigneurs de

(1) Ce fut cet AME qui fit l'Acquis qui fit ériger le Comté de Sa-
voie en Duché en 1416. & qui ayant été fait Pape, quitta enfin
le Pape, pour terminer un Schisme, qui avoit déjà duré long tems.
(2) Ami n'avait alors que trois ans, le Mariage fut accompli en
1391.

ANNO
1386.
notre Sang & Lignage, & des Gens de nostre Conseil
de Mariage, au plaisir de Dieu, & de sainte Eglise,
de Marie Fille de Nous Duc de Bourgoigne, & de
Amey Fils de Nous Comte de Savoie, obtienne Pre-
mierement sur ce Dispensation de l'Eglise, laquelle
Nous Duc, & Comte prometons de present avoir telle
qu'il appartiendra. Avons traité & accordé par la
forme, & maniere que s'ensuit. C'est assavoir, que
Nous Duc de Bourgoigne devrons à nostre dite Fille
pour son Dot, pour toute Succession de Pere & de
Mere, sauve à nostre dite Fille & à ses Hoirs le droit
de Succession en ligne collateral avecques ce qui des-
sous est escript, là où Nous otroyons & accordons,
que ladite Marie & ses Hoirs puisse venir à la Succes-
sion de Nous Duc, & de nostre dite Compaignie la Du-
chesse, la Somme de cent mille francs d'or, de laquelle
Somme nous payerons vingt-cinq mille francs, quand
lesdits Enfants seront en âge de marier, mesmement la
Fille en âge de dix ans, & que le Mariage d'entre eux
sera parfait, & en la seconde année après le Mariage
parfait, autres vingt-cinq mille francs, & en chascune
des deux années ensuyvant vingt-cinq mille francs; les-
quels cents mille francs, le Mariage dissolu, retourne-
ront à nostre dite Fille ou à ses Hoirs, & Succession
de nostre costé, & ligne; laquelle Somme de cent mille
francs Nous Comte de Savoie assignons, & promet-
tons assavoir sur les Chasteaux, Villes, Chastellenies,
Mandement, & appartenances de Confens, de Eugie-
ne, de Tournon, de Faverges, & de Eguebelle, & au
plus pres les parfaire à compter en assiette, en valeur,
& revenus de Terre, mil francs de revenu pour douze
mil francs d'or à une fois, sans les Chasteaux ou Edifi-
ces qui baillé seront avec lesdites Terres; ainsi monte-
roit l'assiette ou assignation du Dot dessus dit à la va-
leur de huit mille trois cents trente-quatre francs de re-
venus ou environ; laquelle assignation & assiette Nous
Comte de Savoie ferons faire à nos despens par priée
convenable en valeur de Terre par Gens en ce com-
noissans avant la perfection dudit Mariage; & aussi à
ladite priée, & assiette, Nous Duc de Bourgoigne
envoierons de nos Gens, lesquels commettrons à ce
faire; desquels Chasteaux, Chastellenies, Villes, Man-
demens, & appartenances, ou de tant que monteront
les payemens qui fait seroit dissolu ledit Mariage,
ladite Marie & ses Hoirs dessusdits jouiront, & en per-
cevront les fruits & esmoluments jusques à la valeur
desdits huit mille trois cents trente-quatre francs de
revenu; & tendront les Chasteaux en tel estat de cou-
verture & reparations communes, qu'ils seront baillé
à ladite Marie, ou à ses Hoirs, jusques à tant que la-
dite Somme de cent mille francs soit rendue & ressi-
tuée à ladite Marie, ou à ses Hoirs par le Comte de
Savoie qui pour le temps sera, lequel pourra retenir
ladite Somme de cent mille francs dedans quinze-ans
après le Mariage dissolu à quatre payemens, en payant
à chascun payement vingt-cinq mille francs; & pour
chascun payement desdits cent mille francs. Ladite
Marie ou ses Hoirs delaisseront le quart de ladite
rente; & se dedans ledit terme de quinze-ans après le
Mariage dissolu, ladite Somme de cent mille francs
n'estoit du tout restituée, ladite assignation & assiette
pour tant qu'il en demeurerait à rachepter, seroit He-
ritage perpetuel à ladite Marie & à ses Hoirs du costé
& ligne de Nous Duc de Bourgoigne, sans ce qu'il
fussent tenu d'en faire Homage, ne que aucun autre y
eût Ressort & Souveraineté, & ce avant la perfection
dudit Mariage, Nous Duc de Bourgoigne pouvons
trouver Terre à vendre qui fust bienfaisant audit Comte
de Savoie nostre Neveu, nous la payerons s'il nous
plaisoit acheter, & y employer le Dot dessusdit de
nostre dite Fille, laquelle Terre seroit Heritage d'elle
& de ses Hoirs du costé de Nous Duc de Bourgoi-
gne, pourveu que d'icelle Terre nostre dit Neveu,
nostre dite Fille ou ses Hoirs ne fussent tenu de faire
service, obeyssance, ne Homage à aucun; Et s'il ad-
venoit que Nous Duc de Bourgoigne, ou nostre
Compaignie la Duchesse trespassass sans Hoir male lé-
gitime descendant de Nous, ou de nos Enfants males;
ladite Marie pourroit venir à la Succession de cely qui
ainsi trespasseroit, en rapportant son Dot. Et nous
Comte de Savoie pour le Doilaire de ladite Marie,
avons promis & accordé, que ce apres le Mariage per-
fait & consommé nostre dit Fils Amey trespassoit Nous
vivant, ladite Marie aura pour son Doilaire à sa vie
cinq mille francs de revenu à les prendre, assavoir, & des-
livrer es Pays & Terres de Beugues, Verromes, & Novale-
se, & à le parfaire au plus pres; & se Nous alions de vie
à trespas avant nostre dit Fils, & que ladite Marie le sur-
vesquit, elle auroit dix mille francs de revenus par an à
les

ANNO 1386. les prendre sur les Terres dessusdites sans compter Châteaux, ou Edifices en prise, lesquels seront bailliés avec lesdites Terres en chacun des cas dessusdits; lesquels Châteaux & Terres ladite Marie tendra à sa vie tant seulement, sous notre Souveraineté & Ressort, & de nos Successeurs Comtes de Savoye, & souffiendra les Châteaux en tel état de couverture & réparations, comme qu'il seront bailliés à ladite Marie; Et s'il avenoit que le Doüaire de Madame de Savoye Mere de Nous Comte, ou le Doüaire de la Comtesse nostre femme fut esloit par le trespassement de l'une d'eilles, au temps que le Doüaire de ladite Marie auroit lieu, il seroit en son election de prendre le Doüaire tel comme dit est, en & sur les Terres qui seront deschargés de l'un des Doüaires dessus dis; Et de present Nous Comte ferons tout nostre pouvoir, que nostre dite Dame & Mere preigne son Doüaire ailleurs, & la recompenserons suffisamment s'il l'y plaist. Item au cas que ledit Amey nostre Fils trespassoit Nous vivant, delaisoit Hoir masle pourceur dudit Mariage, iceluy Hoir masle seroit Hoir & Heritier principal de Nous Comte, jasoit ce que nous eussions autres Enfants masles, lesquels en ce cas seroient approuvés, selon leur état à nostre Ordonnance. Et ce de ce present Mariage ne yloist que Filles, & que le Pere trespassât vivant Nous, & que Nous eussions autres Fils masle, icelles Filles seroient mariées & apportionnées selon leur estat par nostre principal Heritier. Et en outre Nous Comte dessusdit, pour contemplation dudit Mariage donnons dès maintenant à nostre dit Fils pour ly, ses Hoirs & Successeurs perpétuels, les Châteaux, Villes, Chastellenies, Mandemens, Terres & appartenances de Baugie, & de toute la Terre de Bresse, sauf le Doüaire de la Comtesse nostre Compagne dessusdite, tel qu'il luy est assigné. Et ou cas que du Mariage de nostre dit Fils & de ladite Marie, ne demeureroit que Filles ou temps du décès de Nous Comte, & que nous aurions un Fils qui fut nostre heritier; il pourroit recouvrer lesdites Terres en assignant premierement à la Fille aisnée dudit Mariage huit mille francs d'or de revenu en Lieux bons & convenables, sans compter Edifices en prix, qui seront bailliés à la Fille; & les autres Filles se aucunes en y a, seront mariées par le Fils & Heritier dessusdit selon leur estat. Item Nous Duc de Bourgogne avons accordé de bailler nostre dite Fille pour contemplation dudit Mariage, à Nostredit Neveu de Savoye, & à nostre Niecepa la Femme, quand elle aura sept ans accomplis, se avoir la veillent, & aussi si leur plaist, lors fera le Mariage solennel, si comme raison le pourra souffrir. Lesquelz choses & chacune de icelles, en la forme & maniere que dessus sont escriptes & passées, Nous Duc de Bourgogne, & Comte de Savoye devant dis, havons promis & promettons par ces Presentes l'un à l'autre en bonne foy & par nos seremens, tenir & accomplir, & procurerons par effect faire tenir, & enteriner à nos Enfants; & renonçons quant à ce expressément per nos dis seremens, à toutes exceptions qui tant de fait, comme de Droit escript & non escript, aidier ou valoir porroient, venir à l'encontre des Accorts, Traictiés, & promesses dessusdites, sur les obligations des biens de Nous Duc, & Comte devant dis, & de nos Hoirs & Successeurs. En tesmoin desquelz choses, Nous Duc, & Comte dessusdits, avons fait seeler ces Presentes de nos propres Seaux. Données à l'Ecluse en Flandres, le 11. jour de Novembre, l'An de Grace M. CCC. LXXXVI.

ANNO 1387. CESLAS aux Villes Imperiales de RATISBONNE, d'AUGSBOURG, de BASLE, de CONSTANCE, de NUREMBERG, d'ULM &c. par lesquelles il leur promet de les proteger dans la jouissance de leurs Droits, Libertés & Immunités, contre tous leurs Adversaires. A Nuremberg le Mercredi après le Dimanche Letaire 1387.

Wir Benlaw von Gottes Gnaden Königlich Künig je als den Aiten Meier des Reichs und Künig je Behaim, bekennen und tun kunt öffentlich mit diesen Brief, allen den, die zu sehen / oder hören lesen; das wir unsern lieben getruwen den Ertzen Regenpurg und Bafel / pro Frey Stette und auch unsern und des heiligen Römischen Reichs Stetten / mit Namen Augspurg / Nuremberg / Ertzen / Ulm / Ertzen / Kuntlingen / Kottweil / Biele / Überlingen / Memmingen / Biberach / Ravenspurg / Lindaw / Sant Gallen / Rempten / Kottweil / Ertzen / Biele / Wangen / Pfaffenloren / Dornen / Nördlingen / Dünckelspühl / Kottburg auf dem Tauber / Bopfingen / Alen / Gernund / Hall / Hailbrunn / Bamberg / Weinspurg / Binsheim / Weissenburg / Ertzen / Biele / Schwemsfurt in Franken / und Wülzburgen im Elß / bekennen und tun kunt öffentlich mit diesen Brief, als wir voranmals dem Römischen König zu allen Aiten Meier des Reichs / und König zu Behaim, unsern lieben gnädigen Herrn gebietet und geschworen haben, als unsern Herren einen Römischen König, zukünftigen Kaiser / darumb derselben unser Huldigung nachzufolgen und gnug zuthun / so haben wir uns gegen dem ebenananten unsern Herrn den König des verbunden, ob das wäre, daß sich jemand wer der wäre, für einen Römischen König abwerfen / und denselben vorgenannten unsern gnädigen Herrn den König von dem Königreich erlangen wolle, (NB. hienaus ist des

CL.

Brieff dater in vorhergehenden Versicherung-Brieff 21. März genannten Reichs-Städten / wodurch sie sich verbinden gemeldtem König Wenceslau getreu zu seyn / und wider alle / die sich vor einen Römischen König aufwerfen / und ihn vom Reich dringen wolten / zu helfen. In die Sti. Benedicti Abbatis 1387. [LEHMANN: Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. LXIX. pag. 766. Col. b. ex Addit. JOH. MELCH. FUCHS, d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuât. IV. Abtheil. VIII. pag. 45.]

C'est-à-dire,

Lettres des Villes Imperiales mentionnées en celles de l'Empereur WENCESLAS, par lesquelles elles promettent de lui être fidelles, & de l'assister de leurs forces contre tous ceux qui s'arrogeroient la Dignité Imperiale, ou qui voudroient l'en dépouiller. Données le jour de St. Benoît Abbé 1387.

CL.

1387. 20. Mars. Versicherung-Brieff Wenceslai / Römischen Königs denen Freyen und Reichs-Städten / Regenspurg / Bafel / Augspurg / Ertzen / Nuremberg / Ulm &c. ertheilt / Sie bey ihren Gerechtigkeiten zu schirmen / und wider ihre widerfacher zu beschützen. Nuremberg des Mittwochs nach Letaire 1387. [JOH. PHILIPP. DATZ, Volumen rerum Germanicar. novum Lib. I. Cap. IX. pag. 59. §. 13. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LEHMANN: Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. LXIX. pag. 766.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Assurance données par l'Empereur WENCESLAS, TOM. II. PART. I.

Wir die von Regenspurg und wir die von Bafel / pro Frey Stette und auch wir des heiligen Römischen Reichs Stette mit Namen / Augspurg / Nuremberg / Ertzen / Ulm / Ertzen / Kuntlingen / Kottweil / Biele / Überlingen / Memmingen / Biberach / Ravenspurg / Lindaw / St. Gallen / Rempten / Kottweil / Ertzen / Biele / Wangen / Pfaffenloren / Dornen / Nördlingen / Dünckelspühl / Kottburg auf der Tauber / Bopfingen / Alen / Gernund / Hall / Hailbrunn / Bamberg / Weinspurg / Binsheim / Weissenburg / Ertzen / Biele / Schwemsfurt in Franken / und Wülzburgen im Elß / bekennen und tun kunt öffentlich mit diesen Brief, als wir voranmals dem Römischen König zu allen Aiten Meier des Reichs / und König zu Behaim, unsern lieben gnädigen Herrn gebietet und geschworen haben, als unsern Herren einen Römischen König, zukünftigen Kaiser / darumb derselben unser Huldigung nachzufolgen und gnug zuthun / so haben wir uns gegen dem ebenananten unsern Herrn den König des verbunden, ob das wäre, daß sich jemand wer der wäre, für einen Römischen König abwerfen / und denselben vorgenannten unsern gnädigen Herrn den König von dem Königreich erlangen wolle, (NB. hienaus ist des

ANNO
1387.

Kaisers Wöhen klar abzunehmen) das wir ilme dann gen demselben getreulich sollen und wollen getreulich und begehlich sein/ in Teutschen landen/ die bisser des Gebirges/ ohne alle Arglist und Gesehe/ aufgenommen Regenpurg und Basel/ als zwö frey-Städte/ die vormalis unserm Herrn dem König nicht geschworen haben/ als die vorgenanten des Reichs Städte/doch daß Regenpurg und Basel die vorgeschriebenen Bedingungen und Willen halten und vollführen sollen/ als andere die vorgenanten des Reichs Städte/ und des zu litzum/ geben wir den vorgenanten unsern gnädigen Herrn den König diesen Brief verligt. Datum Anno M. CCCLXXXVIII. in die Sancti Benedicti Abbatis.

CLII.

10. Juill. *Conventio inter RICHARDUM II. Regem Anglie & GUILIELMUM Primogenitum Ducis Juliacensis & Gelrie facta, qua bice sub certis conditionibus promittit se Bellum CAROLO VI. Regi Francie ejusque Patruo Duci Burgundie, in gratiam Regis Anglie, illaturum. Dat. Londini die 10. Julii Anno 1387. [RYMER, Foedera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 555.]*

HÆC INDENTURA,

FACTA inter Georgium Felbrigg Militem, & Johannem de Hermsdorff Clericum, Procuratores, Illustrissimi Principis & Domini nostri, Domini Ricardi, Dei gratia, Regis Anglie & Francie, ex una parte, & Venerabilem Virum Henricum de Steenbergem, Præpositum & Archidiaconum Ecclesie Sancti Salvatoris Trajectensis, Confanguneum, Nobilis Principis, Willielmi, Primogeniti Juliacensis, Ducis Gelrie, & Sirenum Walterum de Isendaren Militem, Magistrum Curie ipsius Ducis, Procuratores ejusdem Ducis, ad subscripta specialiter Deputatos, ex altera parte,

TESTATUR quod, iidem Procuratores, nomine Domini eorum suorum prædictorum, insimul concordant in forma, videlicet,

Quod præfatus Dux faciet Homagium dicto Domino Regi, vel ejus nomine Commissariis seu Deputatis suis, sufficientem ab ipso ad illum Actum habentibus Potestatem, & erit de sententia dicti Domini nostri Regis, ad deservendum sibi de Guerra, cum fuerit requisitus, in Persona ipsius Ducis,

Nisi inter ipsum & aliquem Principem Magnum imperium talis Guerra existat ita quod sit evidens & notorium quod Gentibus suis carere non possit, in quo casu de Servitio subscripto, dicta Guerra durante, pro excusato simpliciter habeatur,

Vel alias per Infirmitatem notabilem ipsum contingit impediri, in quem eventum, per sufficientem Locum suum tenentem, eidem Domino Regi deservire teneatur etiam cum quingentis Hominiibus Armorum, Militibus & Scutiferis honorabilibus,

Contra omnes Adversarios, presentes & futuros, ipsius Domini Regis, & Hæredum suorum, & præcipue contra Karolum Occupatorem Regni Francie, & omnes ejus Complices & Subiectos, durante vita præfati Ducis,

Imperatore Duce Juliacensi Patre dicti Ducis Gelrensis, Alberto Duce Hollandie, & Adalbo Comite Clevenensi, dumtaxat exceptis; Sed, si iidem, Imperator, Dux Juliacensis, Dux Hollandie, & Comes, vel eorum aliquis, armati, vel armatus, extiterint, seu extiterint, extra eorum Territoria, cum Adversario Francie, aut aliis Inimicis dicti Domini Regis, quod tunc prædictus Dux Gelrensis dicto Domino Regi Servitium prædictum facere teneatur, percipiendo pro dictis Militibus & Scutiferis, pro tempore quo sic eidem Domino Regi, & Hæredibus suis, ad Mandatum suum, deservierint, Italia Vadia, qualia Avus dicti Ducis Gelrensis a Domino Eduardo, nuper Rege, Avo dicti Domini nostri Regis, nunc defuncto, ex consimili causa, habuit & percepit;

Quodque præfatus Dux dictum Karolum, necnon Dacem Burgundie Patrum suum, per Literas ipsius Ducis Gelrensis, notorie, palam, & publice, tanquam Hostes dicti Domini Regis & dicti Ducis Gelrensis, diffidabit;

Et, ex habundanti, idem Dux Gelrensis Literas suas, Sigillo suo consignatas, dicti Homagii præstationem significantes, necnon hujusmodi diffidationis, dicto Domino Regi seu ejus Concilio faciet liberari;

Et consimiles Literas diffidationis dictis Adversario

Francie & Duci Burgundie, infra quatuor menses, datam Præsentium immediate sequentes, teneatur effectualiter liberare;

Concesserunt insuper dicti Procuratores præfati Ducis Gelrensis & fideliter promiserunt, nomine quo supra, quod, durante vita ipsius Ducis Gelrensis, aliqui Scutiferi seu alii non erunt armati, seu aliquo modo contra præfatum Dominum nostrum Regem, seu Gentem, aut Subditos ipsius Domini Regis, nomine suo, guerrantes cum præfatis Adversario Francie vel Duce Burgundie, seu quocumque alio ipsi Domino Regi Adversante, nec alicui ex eis concilium impendant auxilium vel favorem.

ITEM, concordatum est, per dictos Procuratores, quod dictus Dux Gelrensis, pro Homagio & Servitio prædictis, percipiat annuatim, durante vita sua prædicta, a præfato Domino nostro Rege Mille Libras Sterlingorum, ad Scaccarium ipsius Domini Regis in Anglia, ad terminos Sancti Michaelis & Pasche, per æquales portiones; unde, pro primo Anno, de quingentis Libris, super liberatione dictarum Literarum suarum, præfato Concilio dicti Domini nostri Regis faciendi, ut præfatur, præfatus Dux Gelrensis solutionem percipiet, postquam dicti Procuratores sui præsentem Indenturam, super præmissis, integraliter, pro parte ipsius Ducis Gelrensis, adimplendis fecerint, & dicto Concilio Domini nostri Regis liberaverint, Sigillis dictorum Procuratorum ipsius Ducis sigillatam; & residuas quingentas Libras, pro dicto primo Anno, idem Dux recipiet, apud Middelburgh, in quinquenda Sancti Michaelis, proximo futurâ, cum ipse Homagium Deputatis ipsius Domini Regis, nomine suo, fecerit & alia supradicta compleverit, prout superius continetur.

ITEM, concordatum est, per Procuratores supradictos, nominibus quibus supra, quod, durante vita præfati Ducis Gelrensis, omnes Mercatores & Subditi dicti Domini Regis pacifice possint, & eorum quilibet possit, cum Mercandisiis & Rebus suis, ad Ducatum Gelrensem & alibi infra Districtus & Potestatem ipsius Ducis Gelrensis, pro libito accedere, & ibidem morari, mercari, Mercandias licitas exercere, negotiari, & intercommunicare, & exinde, cum Mercandisiis & Rebus suis, quocumque voluerint, liberè recedere, absque molestia seu impedimento quocumque; solvendo Culturas, Subsidia, & alia Deveria debita & consueta;

Et quod, durante vita præfati Ducis Gelrensis, omnes Subditi prædicti Domini nostri Regis, tam Nobiles, quam Milites, Scutiferi, & alii quicumque, cujuscumque Dignitatis, Præeminentie, Status, Gradus, Nationis, seu Conditionis extiterint, & eorum quilibet, habere possint, seu possit, liberum, pacificum, & securum ingressum, moram, transitum, & regressum, cum eorum Armaturis, Bonis, & Rebus, quibuscumque, per Ducatum prædictum, & quacumque alia Domina & Districtus prædicti Ducis, quocumque pergere voluerint;

Et similiter quod, vita dicti Ducis Gelrensis durante, omnes Mercatores & Subditi ejusdem Ducis pacifice possint, cum Mercandisiis & Rebus suis, ad Regnum Anglie, & alibi infra Districtus & Potestatem dicti Domini Regis, pro libito accedere, & ibidem morari, mercari, Mercandias licitas exercere, negotiari, & intercommunicare, & exinde, cum Mercandisiis & Rebus suis, quocumque voluerint, liberè recedere, absque molestia & impedimento quocumque; solvendo Culturas, Subsidia, & alia Deveria debita & consueta;

Et quod, durante vita ipsius Ducis Gelrensis, omnes Subditi sui, tam Nobiles, quam Milites, Scutiferi, & alii quicumque cujuscumque Dignitatis, Præeminentie, Status, Gradus, Nationis, seu Conditionis fuerint, & eorum quilibet, habere possint, seu possit, liberum, pacificum, & securum ingressum, moram, transitum, & regressum, cum eorum Armaturis, Bonis, & Rebus quibuscumque, per Regnum prædictum, & quacumque alia Domina & Districtus dicti Domini Regis, quocumque pergere voluerint, in forma prædicta.

ITEM, concordatum est, inter Procuratores prædictos, nominibus quibus supra, quod, durante vita prædicti Ducis Gelrensis, nulla fiant Arestia, Repraesentia, seu Merca, pro contracta, vel quasi delicto, seu alia occasione vel causa quacumque, directè vel indirectè, quocumque colore, ante hæc tempora habito seu commissio, quovis modo.

ANNO
1387.

ANNO
1387.

Tenores verò Literarum Procuratoriarum, factarum per prædictos Dominum Regem & Ducem Procuratoribus prædictis, sequuntur in hunc modum;

RICHARDUS, Dei Gratia, REX ANGLIÆ & FRANCIÆ, & Dominus Hiberniæ, omnibus, ad quos præsentis Litteræ pervenerint, Salutem.

Sciatis quod Nos, de & super materia infra scripta, maturâ & plenâ deliberatione præhabita, ex certâ nostrâ scientiâ, constituimus, ordinavimus, & fecimus, creamusque, ordinamus, & facimus, per Præsentes, nostros veros & legitimos Procuratores, Negotiorum Gestores, ac Nuncios speciales, dilectos & fideles nostros, *Georgium de Felbrigg* Militem, & *Johannem de Hermeßborp* Clericum,

Ad tractandum, paciscendum, & finaliter concordandum cum carissimo Consanguineo nostro *Wilhelmo Duce Gelrensi*, vel ipsius Procuratoribus, Nunciis, seu Deputatis in hac parte, plenariam Potestatem ab ipso Duce habentibus, de & super quibuscumque Amicitiiis, Alligantiis, ac mutuis auxiliis (videlicet) inter Nos, pro Nobis, Regnis, Terris, Dominiis, ac Subditis nostris quibuscumque, ex parte unâ, & præfarum Ducem, pro se, Terris, Dominiis, & Subditis suis quibuscumque, ex parte alterâ, mutud in eundis & præstandis;

Et specialiter ad tractandum, paciscendum, & concordandum super retinentia sua, penes Nos, in omnibus Guerris nostris, & certis Servitiis per ipsum Ducem nobis impendendis, durante totâ vitâ ejusdem Ducis;

Dantes & concedentes, ex certa scientiâ & nostra libera voluntate, eisdem Procuratoribus & Nunciis nostris plenariam, sufficientem, & liberam Potestatem ad omnia & singula præmissa, seu ea quomodolibet concernentia, tractandum, concordandum, paciscendum, faciendum, expediendum, & finaliter concludendum;

Ac omnia & singula, sic tractata & concordata, firmandum & roborandum cautionibus quibuscumque, licitis & honestis,

Ac alia omnia & singula faciendum, exercendum, & expediendum, quæ circa præmissa necessaria fuerint seu oportuna, etiam si Mandatum exigant speciale;

Promittentes Nos omnia & singula, sic tractata & concordata, pro parte nostra, grata & rata habituros, & in bonâ fide firmiter & inviolabiliter observare, prout iidem Procuratores & Nunciis nostri nomine nostro fecerint & promiserint in præmissis, & sicuti Nos ipsa omnia & singula in Persona propria fecissemus.

Dat. in Palatio nostro Westm. sub Magni Sigilli nostri Testimonio, tertio decimo die Maii, Anno Regni nostri decimo.

WILHELMUS, Primogenitus Juliacensis, Dei gratiâ, Dux Gelrie, Comesque Zutphania.

Nostri facimus universis, præsentis Litteras visuris vel auditoris, quod Nos, de & supra materia infra scripta, maturâ & plenâ deliberatione præhabita, ex nostra certa scientiâ, constituimus, ordinavimus, & fecimus, creamusque, ordinamus, & facimus, per præsentis, nostros veros & legitimos Ambassadors, Procuratores, Negotiorum Gestores, ac Nuncios speciales, Venerabilem *Henricum de Steenberghe* Præpositum & Archidiaconum Ecclesiæ Sancti Salvatoris Trajectensis nostrum Consanguineum, & strenuum *Walterum de Tjenden* Militem Magistrum Curie nostræ, Secretarios & Consiliarios nostros dilectos,

Ad tractandum, paciscendum, & finaliter concordandum cum, Serenissimo & Excellentissimo Principe & Domino nostro, Domino *Richardo*, Dei gratiâ, Rege Angliæ & Franciæ & Domino Hiberniæ Illustrissimo, seu ipsius Venerabili Concilio, ejus nomine, vel ipsius Procuratoribus, Nunciis, seu Deputatis, in hac parte, plenariam Potestatem ab ipso Domino nostro Rege habentibus, de & super quibuscumque Amicitiiis, Alligantiis, ac mutuis auxiliis, præcipue ad servitiâ Domini nostri Regis (videlicet) inter præstatum Dominum nostrum Regem, pro se, Regnis, Terris, Dominiis, ac Subditis suis quibuscumque, ex parte una, & Nos, præfarum Ducem, pro Nobis, Terris, Dominiis, & Subditis nostris quibuscumque, ex parte alterâ, mutud in eundis & præstandis,

Et specialiter ad tractandum, paciscendum, & con-

cordandum super retinentia nostra cum præfato Domino nostro Rege, in omnibus Guerris suis, & certis servitiis præstatis super Nos eidem impendendis, durante totâ vitâ nostra;

Dantes & concedentes, ex certâ scientiâ & nostra liberâ voluntate, eisdem Ambassadors, Procuratoribus, & Nunciis nostris plenariam, sufficientem, & liberam Potestatem ad omnia & singula præmissa, seu ea quomodolibet concernentia, tractandum, concordandum, paciscendum, faciendum, expediendum, & finaliter concludendum;

Ac omnia & singula, sic tractata & concordata, firmandum & roborandum cautionibus quibuscumque, licitis & honestis,

Ac alia omnia & singula faciendum, exercendum, & expediendum quæ circa præmissa necessaria fuerint seu oportuna, etiam si Mandatum exigant speciale;

Promittentes Nos omnia & singula, sic tractata & concordata, pro parte nostra, grata & rata habituros, & in bonâ fide firmiter & inviolabiliter observare, durante vitâ nostra, prout iidem Ambassadors, Procuratores, & Nunciis nostri, nomine nostro, fecerint & promiserint in præmissis, & sicuti Nos ipsa omnia & singula in Persona propria fecissemus.

Et, in Testimonium omnium præmissorum, Sigillum nostrum, ex certa nostra scientiâ, præsentibus Litteris duximus apponendum.

Datum & actum in Castro nostro *Nonnagen*. Anno Domini Milleesimo, trecentesimo, octogesimo septimo, Feriâ quintâ post Octavas Paschæ.

In quorum omnium Testimonium atque fidem dicti Procuratores, in præsentia Dominorum de dicto Concilio Domini nostri Regis, Sigilla sua hiis *INDENTURIS* alternatim appoluerunt.

Dat. *Londoniæ* decimo die Julii, Anno Domini Milleesimo, trecentesimo, octogesimo septimo, & Regni dicti Domini nostri Regis decimo.

Et insuper Procuratores prædicti concordarunt & promiserunt, nominibus quibus supra, quod tam prædictus Dominus Rex, pro parte sua, per Litteras suas Patentes, sub Magno Sigillo suo, quam præfatus Dux Gelrensis, pro parte sua, per Litteras suas Patentes, sub Magno Sigillo suo, præsentem *INDENTURAM* & omnia contenta in eadem acceptabunt, approbabit, ratificabunt, & confirmabunt, & ea facient, quilibet ex parte sua, inviolabiliter observari.

Dat. ut supra.

CLIII.

Des Dechant's Hermann und seines Dom-Capituls zu Passau/ Brief an Herzog Albrecht zu Oesterreich ausgestellet/ daß sie ihn und seinen Erben mit aller Ihrer Macht/ so oft Sie gefordert werden/ bey stehen/ und Ihre Besten offen halten wollen. Geben zu Passau an St. Colomanns Tag 1387. [HUNDII Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 274. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG'S Spicilegium Ecclesiasticum Theil II. pag. 802.]

C'est-à-dire,

Lettres de HERMAN Doyen & du CHAPITRE même de PASSAU, par lesquelles ils s'obligent envers ALBERT Duc d'Autriche, de l'assister lui, & ses Heritiers après lui, de toutes leurs forces, & toutes les fois qu'ils en seront requis, comme aussi de tenir leurs Places ouvertes pour son service. A Passau le jour de St. Coloman 1387.

Wir Herman erböten und Dechant/ und das Capitel gesamtlich des Bisthums zu Passau/ bekennen und thuen tunde öffentlich mit dem Brie/ allen den die in segen/ lesen/ oder hören lesen/ nu und hernach/ daß wir mit gueten Rathe/ und zeitiger Vorberachtung/ durch Freies und gemeines Rathes und Rathes willen unserer Herrschaft/ und aller unserer Lint dethouen/ für uns/ und all unser Nachkommen/ Bischoff und Capitel zu Passau/ verhasstet und verlobt haben/ bey unsern

Ed 3

ANNO
1387.

ANNO
1387.

Treuen: verhaßten und verloben auch mit dem Bieff / das wir dem durchl. Fürsten unsern gnedigen Herrn Albrecht Herzogen zu Oesterreich / zu Eger / zu Leuten / zc. Graven zu Tyrol / und allen seinen Erben und Nachkommen / gescholten seyn sollen und wollen / färblich und endlich / mit aller unser Macht / zu allen ihren Ehren / Würden / Rechten / und Freummen / wider allerdinglich / niemand ausgenommen / wann in des Noth geschicht / und wie darum von in gewordet und gemant werden / ohn alles Verziehen / und daß wir ihn auch all unser obgenannten Gethauß Wesen offen haben sollen / zu allen ihrer und ihrer Lande Kriegen und Nothen / ohn Gewerde. Wer aber / daß jemand der uns angehort / wider den vorgenannten unsern Herrn Herzog Albrechten / wider sein Erben oder Nachkommen oder wider die ihren / idt thut / darumb sollen sie uns zu Noth sehn / und sollen wir dann von dem unsern Mäme und Recht thuen / nach Gelegenheit der Sache / ohn Gewerde. Welt aber bei uns / daß wider seyn / und Mämen und Rechten vor uns nicht gehorham seyn / so sollen wir dem vorgenannten unsern Herrn / und seinen Erben und Nachkommen / auff denselben gescholten seyn / als lang / uns daß er darumb begesert wirdt. Und binden uns auch verpflichtig zu den vorgeschriebnen Gütern und Dingen / alle unsere Nachkommen ewiglich. Auch verbinden wir uns / daß wir obgenanter erwerbt / noch des Capitel / kaiserley Teding noch Bericht von obgenannten Erwollen / und unser Bahl verzeihen / thuen / noch aufnehmen sollen / ohn des obgenannten unsern Herrn Herzog Albrechten Guntz und Willen / getwailt und ohn alles Gewerde. Mit Vermeidung des Bieffs / den wir darüber geben / befigt mit unserm effigiannten Erwollen / und auch des Convents abhangenden Inßeln. Geben zu Passaw / am S. Colmans Tag / nach Christi Geburt 1387.

CLIV.

1388.
25. Fevr.

Landfried von Wenceslas Römischen König mit Rath des Heyl. R. Reichs Churamb Fürsten / Grafen und Städten in Erhaltung der allgemeinen Sicherheit / und Ruhe auf 6. Jahr ausgerichet zu Eger auf Walpurgis 1388. [LEHMANN Chronicon Coloniense Libr. VII. Cap. LXIX. pag. 758. Sp. 1. & quidem ex Addit. JOHAN. MELCHIOR. FUCHS.]

C'est-à-dire,

Paix publique établie & ordonnée par l'Empereur WENCESLAS de Paris & conseil des Electeurs, Princes, Comtes, & Villes de l'Empire pour la conservation de la sûreté & tranquillité publique. A Egre le jour de Ste. Walpurgis. 1388.

Wir Wenzlas zc. bekennen zc. daß wir den Allmächtigen GdN / den H. Reich zu Ehren und sonst Landen und Leuten gemeinlich zu Nutz / Fried und Genad mit wohlbedachten Muth und guten Rath unser und des Reichs Chur- / Fürsten / Geistlichen und Beshliden / Grafen / Herrn und Städten mit rechten Wissen eines gemeinen Landfriedens übereinkommen seyn / und den gemachte haben / in aller der Maas als hernach geschrieben steht.

Zu dem ersten so sollen und wollen wir und die Fürsten / Grafen / Herrn und die Städte des Land- / Friedens aneinander zulegen / und behelfen seyn des rechten und rechtlichen Sachen / mit iren Treuen und ganzen Fleiß / nach Anweisung der nachgeschriebenen Artikel des Landfriedens als verre als aller Leib und Gut gereichen mag / ohn alle Arglist und Gesehe.

Auch haben wir uns mit den Churfürsten / Grafen / Herrn und Städten / die in diesem Landfrieden sind / umb Raub / Mord / Brand / Raub / und Unrecht widerlegen / die uns / und allen den / die in diesem Landfrieden und Bündung gehören / aufsetzen mögen / gänzlich vermahnt / daß sie / die über den Landfrieden geschicht / oder der mehrer Theil unter ihnen erkennen / darumb dieser Landfried bittlich richten soll / und darzu sollen die obgenannten Churfürsten / Grafen und Herrn zc. und die Städte zc. und haben wir obgenant König Wenzlas von Königl. Macht eines gemeinen Obman darzu erfordern und geben mit der Bescheidenheit / ob wir oder beheim Fürst / Graf / Herr oder Stadt oder die / die in diesem Landfrieden und Bündung gehören / von jemand beschädigt würden / wider die Artikel / die in diesem Landfrieden begriffen sind / das soll man an den Obman bringen / der soll den andern seinen Gefellen / die über den Landfrieden und Bündung geschicht sind / bescheiden in 14. Tagen zu den andern zu kommen gen zc. ob ihn daucht auf den Eyd / daß sein nothwendigste mühe / weß sie dann / oder der mehrer Theil erkennen auf ihren Eyd / daß dem die That wider Recht geschehen sey / so sollen dann die nachste Herrn / Städte / und auch Amtleute manen angehort wider dieselben zu helfen nach ihrem Erkenntnis auf ihren Eyd / und sie sollen ihn darzu behelfen seyn auf ihren Eyd getrenzlich / als lang biß ihn der Stad aufgerichte wird / on Gesehe / nach Erkenntnis der die über den Landfried und Bündung geschicht sind.

Daucht aber die / die über den Landfrieden und Bündung geschicht sind / oder der mehrer Theil unter ihnen auf ihren Eyd / daß sie es also ohne anderer ihrer Eidgenossen Rath nicht überkommen möchten / so sollen und mögen sie ihn der nachsten Herrn und Städte zu ihm nehmen ohn Gesehe / als viel sie dunckt daß sie derselben bedürffen werden / und dieselben sollen ihn dann auch behelfen seyn ohn Verziehen auf die Eyd als vorgeschrieben steht / ohn Gesehe. Auch sollen die / die über den Landfrieden geschicht seyn / auff ihren Eyd / den Fürsten / Herrn und Städten die in diesem Landfrieden seyn oder daren kommen / Hülf und Dienst / die man thun soll / anlegen / gerechtlich nach ihrem Vermögen ohne Gesehe. Auch sollen die über den Landfrieden geschicht sind / schweren zu den Heiligen gemein Richter zu seyn / getrenzlich dem Namen als den Richten ohne Gesehe.

Wäre auch / daß der Obman abgieng / so oft das geschicht / so sollen wir König Wenzlas / oder wenn wir das an unsern Rat befehlen / mit gutem Rath und wissen je einen andern setzen an denselben stat / der sich alles des verbindt und schwört / des sich der verbunden und geschworen hat / der abgangen war / und daucht die / die über den Landfrieden und Bündung geschicht sind / oder den mehrer Theil unter ihnen auf ihren Eyd / daß der Obman den wir dazu geschicht haben / den Landfrieden nicht befählich wäre / da sollen und mögen wir ihnen mit gutem Rath und Wissen einen andern darzu geben / in dem nachsten Monat / als es uns vermahnt wird ohne Gesehe / als oft ihnen und dem Landfrieden des Noth geschicht / der sich alles das verbindt und schwört / das hier und hernach geschrieben stet ohne Gesehe. Auch sollen die / die über den Landfrieden und Bündung geschicht sind / allenthal zusammen kommen an dem nachsten Sonntag nach jeder Sonntags Fasten in den obgenannten 4. Stätt / unter und den Landfrieden da besigen / und all Klag und was landen und Leuten anliegend ist / da verhören und aufrichten getrenzlich auf ihren Eyd one Gesehe / daucht aber den Obman daß sein offer noch wäre / so möchte er den andern seinen Eidgenossen zusammen gebieten / als oft das noch wird / in der obgenannten 4. Stätte einer / wo ihn daucht / da es allergelegest wäre.

Auch soll der geschworenen Schreiber noch jemand von seinetwegen niemand seinen Richter geben / es haben dann vor / die über den Landfrieden geschicht sind / oder der mehrer Theil unter ihnen bekant auf ihren Eyd / daß es umd solch Sache sey / darumb der Landfried bittlich richten soll.

Auch mag der mehrer Theil unter den Meinen / die über den Landfrieden und Bündung geschicht seyn / wol richten / ob der andern ein Theil nicht kommen möchten ohne Gesehe. Wäre auch daß ein Krieg oder Aufruhr zwischen Herren und Städten / oder andern die in diesem Landfrieden und Bündung seyn / oder noch daren kommen / auffstünde / da GdN vor sey / das soll man bringen an den Obman und an die / die über den Landfrieden geschicht seyn / und was die oder der mehrer Theil unter ihnen dann zu Rath werden und aussprechen / auff die Eyd / das solle ihnen begehnen Theilen getrenzlich seyn und solch Sachen als vorgeschrieben steht / und wer sich des widerst und kein mehr geschwin vor / so sollen die Herrn und die Städte / und alle die / die in diesem Landfrieden und Bündung sind / gegeneinander behelfen seyn und zulegen in der vorgeschriebnen Weise. Wäre auch daß die / die über den Landfrieden geschicht sind / oder der mehrer Theil unter ihnen daucht und erente / daß man besch bedürffe / es wäre Herr oder Stadt / wo man dann sein hin bedorffens / und daben sollen dann die nachsten drei Herrn und drey Städte den Kosten darlegen / den man dann bedürfft zu wercken und zu bauen / und wann dann das Besch erfordert / so sollen die / die über den Landfrieden und Bündung geschicht seyn / darnach in einem Monat zusammen kommen / und sie / oder der mehrer Theil unter ihnen die sollen dann die Kost anlegen jedem Herrn oder Stadt / die in diesem Besch gewesen seyn / die sollen in einem Monat darnach den Herrn und Städten die Kost aufreichen / die sie darlegen haben / one Gesehe. Auch welche nachste Herrn die Werckbühser oder andern Zeug / des zu dem Besch Noth ist / haben / die sollen das auch leihen zu dem Besch / so das von den Meum des Landfriedens an sie gebordert wirdt. Wäre auch daß das Heil. Römische Reich / oder dieser Landfried raffen / in denselben Rästen soll niemand anders mit nehmen / weder mit Drosen noch mit Besse / dann rechtlich Kost und Futter / das er zu seiner Nothdurft bedarff / und die er auff sein Feld mügen will / und soll auch das mact heimführen noch verkauffen / wer aber das überfüh / das soll man für einen Raub haben / und soll zu dem richten / als der Landfried steht. Auch ist er recht worden und wollen das vor allen Dingen / wann das Heil. Reich oder der Landfried also raffen / daß alle Straßen / Kirchhöfe / Clöster / Pfaffen / Kirchen / Wälden und besondere alle Flüg mit Herden und was dazu gehort / und die die Wegengarten / Acker und das Feld gebauen / sicher seyn und Fried haben sollen / und daß die niemand angreiff / leibig noch freibidig / und wer das überfüh / das soll man für einen Raub haben / und zu dem soll der Landfried richten / als vorgeschrieben steht. Es soll auch niemand raffen weder mit Besse noch mit Flamm / denn auff dem feinen / oder da er sein Anpflanzung ist / wer das überfüh zu dem soll man richten mit dem Landfrieden aufzunehmen so man reiff / als vorgeschrieben steht. Auch soll niemand in dem Reich nie nehmen den Fremden / weder solch Raub noch Futter vor Pferd noch nichts wie das genant ist / das er verkauffen soll / und meiner Kost darumb zu kauffen / das soll er nicht genieffen / das soll man für einen Raub haben / und soll darumb richten als der Landfrieden steht / on Gesehe.

Auch wann das ist / daß dieser Landfried also raffen / so sollen

ANNO
1388.

ANNO
1388.

in Thüringen und in Mecklen andere Landfrieden aufgesetzt haben / wollen wir / ob der Landfriede eine solche Sach anlossen / oder das der Landfriede allein das nicht genügt / noch beinahe / daß dann die andern Landfriede die eine oder mehr / so sie sich von der Hauptmann des Landfriedens / den das auser / künlich ernannt werden / mit ihr offen Briefsen / darin er sich mit seinen End-Gesellen / die mit ihm über den Landfrieden gesetzt sind / oder der mehrer Theil auf den End erement / daß sie dies oder der andern Landfrieden Hülff auch darzu bedürften / so sollen ihnen die andern Landfriede / die also ernant werden / auch beholfen seyn / die Sach zu recht fertigen / nach dem als der Landfrieden / der genant / duncet / daß sie ihm zu Hülff kommen sollen / one Geferbe. Es soll auch denselben Landfrieden eine in den andern nicht rächen / one Geferbe. Wer auch in einem Landfrieden veraltet wird / der sol in dem andern auch veraltet seyn / mit denselben Formen als der Landfriede siehet / one Geferbe.

Auch soll derselbe Landfriede / der nun zu einem gemeinen Mann erodet ist / uns und dem Heil. Reich und den obgenanten Churfürsten / Fürsten / Grafen / Herrn / Ritters und Knechten / Pfaffen / Schäten und Laven keinen Schaden bringen und gänglich ohne Schaden seyn / an unserm und ihrer Herrschaffen / Gerichten / Freyheiten / Rechten und andern unsern und ihren guten Gewonheiten / Gesellen und Weltlichen / aufgenommen / der Sach als vorgeschrieben steht / doch mit Behaltung unser als eines Königs / eines künftigen Kayfers Recht / die wir haben / und von Nachkommen haben sollen / oder mögen von künftiger Königlich Mächtigkeit / sie sein Gerecht über Reichlich. Und dieser Landfried soll wegen sechs ganzer Jahr nach annehmen / der / nach dato diß Briefs zu seihen / ohne Widerrufen / und darnach als lang bis wir ihn widerrufen.

Und wir König Benzlau ze. geloben bey unsern händlichen Treuen / und wir Churfürsten / Fürsten / Grafen / Herrn / wie die genant sind / geloben diesen Landfrieden mit allen seinen Punkten und Articulen / als er verchrieben / begriffen und verfiget ist / gänglich festlich zu halten und zu vollführen / one alle Geferbe / den das Eyden / die wir darüber leiblich gethan haben. Auch sollen wir bey den Eyden die wir darüber geschworen haben / befehlen und schäffen / daß all unser Amptler / Voge / Richter und Schultheis die in diesen Landfrieden gesessen sind / von uns oder dem wir es empfehlen / zu Behaltung des Landfriedens und Vertheil / die darinn begriffen sind / sammentlich und sonderlich one Geferbe / und daffel soll geschehen und vollführt werden / ungeschwiegen inwendigen zweyer Monaten nach dato diß Briefs / ba sollen auch all unser Diener / Mann / Grafen / Herrn / Ritter und Knecht / die in dem Landfrieden gesessen sind / denselben Landfrieden schweeren / inwendig den nächsten zweyer Monaten / welche das nicht thum wollen / die sollen des Landfriedens nicht genießen.

Auch sol ein jeglicher Herr und sein Zunverlet gebunden seyn bey den Eyden / welchen Diener und Amptler schweeren / daß sie es den Hauptmann zu wissen thun und beschreiben geben / und wer der wäre / der in diesem Landfrieden ist / und dem Landfrieden nicht geschworen hätt / den sol der Landfriede nicht rächen / und der sol auch des Landfriedens nicht genießen. Mit Istund diß Briefs / zu. Actum Walsburg / 11. Anno etc. LXXXVIII.

CLV.

3. Juill. SIGISMUNDI Hungarie Regis Literis, quibus Regi Bohemie WENCESLAO Fratri potestatem, & libertatem concedit, ut Regnum Bohemie alterutri Fratrurn vel sibi SIGISMUNDO, vel JOHANNI Duci Gorlicensi, & Marchioni Lusatie, qui ipsi magis placuerit, dare, donare, & legare possit. Dat. Semphe 3. Julii 1388. [CHRIST. GÖDOF. HOFMANNUS in Appendice Diplomat. & Documentor. Historiarum Lusatie Illustrant. Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 212. BALBINUS inter Literas Publicas de Bohemia Miscellaneis Historicis ejusdem Regni adjectas. Vol. I. Part. I. Epist. LXIV. pag. 80.]

SIGISMUNDUS Dei gratia Rex Hungarie, Dalmatie, Croatia, &c. Marchio Brandenburgensis, &c. Universis & singulis Principibus Ecclesiasticis & Secularibus, Vassallis Homagialibus, Comitibus, Nobilibus, Baronibus, Clientibus, Judicibus, Magistris Civium, Consulibus, Juratis, Rusticis, Villanis, & Incolis Civitatum, Oppidorum, & Villarum ac Locorum quorumcumque, nec non omnibus & singulis Subditis & Fidelibus Regni Bohemie cujuscumque status, conditionis vel preeminentie fuerint, aut quibuscumque specialibus vocabulis nuncupentur, presentibus & futuris, Nobis sincere dilectis Salutem & omne Bonum. Quia pridem Serenissimo Principi Domino Wen-

ceslao Romanorum Regi semper Augusto, & Boemia Regi Illustri Fratri nostro Charissimo, bona & sufficienti deliberatione prehabita, specialiter propter singulari amoris affectum, quem ad Illustrissimum Principem Dominum Joannem Ducem Gorlicensem, & Marchionem Lusatie Fratrem nostrum Charissimum naturae quadam inclinatione tenemus, ad ejus etiam honores, & profectus augendos ex vinculo sanguinis obligamur, scientes indulsumus, annuimus, consentimus, & plenam ac omnimodam facultatem, potestatem, & libertatem concessimus & donavimus, ut ipse insignis Regum Boemiae, & ejusdem Regni Coronam, in quo nobis ex donatione paterna ac Successionis ordine, tanquam post dictum Dominum Wenceslaum Fratrem nostrum, seniori, Imperatoris nostri Filio in casu quo ipsum (quod absit) legitimis Haereditibus non relidis, premortu contingeret, plenum Jus competit succedendi, uni nostrum, videlicet inter nos & praefatum Dominum Ducem Joannem, qui sibi ex nobis magis placuerit, & ad quem propria, & speciali affectione ac libera voluntate traheatur, sine alterius ex nobis, & signatur nostri reclamatione, & renitentia aliqua in vita vel in morte, quomodo vel quando sibi placuerit dare, donare, legare, & eundem ex nobis, cui legaverit se dederit Regnum praefatum, coronari facere, & subjectionem, & fidelitatem quorumvis Subjectorum Regni Bohemiae sibi fieri disponere, & ordinare valeat ac possit, prout hoc ipsum in aliis nostrae Majestatis Literis dicto Domino Wenceslao Fratri nostro, datis desuper sufficientibus continetur. Idcirco in casu, quo ipse Frater noster Dominus Wenceslaus Romanorum Rex in vita vel in morte praefato Fratri nostro Domino Duci Joanni Regnum Boemiae praedictum concederet, vel donaret, & non nobis, ex tunc vos omnes in genere, vel vestrum quemlibet in specie animo deliberato, & de certa scientia, ac nostra libera voluntate de omnibus, & singulis promissionibus juramento nobis factis, quibus nos ex fide facta, vel alias quomodolibet ex Successionis ordine, sive jure alitri tenemini quomodo absolvismus, liberos ducimus & dimittimus, ac tenore praesentium liberamus; Mandantes vobis virtute praesentium scribi, quatenus, sicut praemittitur, dictus Dominus Wenceslaus dicto Domino Duci Regnum Boemiae concederet vel donaret, quod ex tunc ad eundem Dominum Ducem Joannem ad quem vos, ex nunc prout ex tunc, transducimus, tanquam verum & naturalem, & ordinarium Dominum vestrum & Haeredes suos legitimos, & ad nullum alium respectum habere, & eidem fidelitatem, Juramenta & subjectionem facere & parere, & obedire modis omnibus debeatis. In casu vero quo vos omnes vel aliqui ex vobis praesentia Mandata nostra literalia non curaretis advertere, nec eidem forsitan obedire, ex tunc promittimus sine dolo bona Fide nostra, quod vos omnes, & vestrum quemlibet, dum ad nos personaliter veneritis, aut Nuncii, aut Procuratores vestri Mandatum vestrum ac potestatem habentes vestro nomine venerint, de juramentis, promissionibus & fidelitatibus, quibus Nobis alitri tenemini, quocumque virae nostrae vocis oraculo absolvemus & liberos dimittimus. Praesentium sub Regia Nostra Majestatis Sigillo Testimonio Literarum. Dat. Semphe Anno Domini 1388. Die 3. Mensis Julii.

CLVI.

Conventio inter RICHARDUM II. Regem Anglie & CONRADUM ZOLNER de ROTHEUSTRIN, Magistrum Generalem Ordinis Teutonici in Prussia, Commerciorum ordinationem concernens. Dat. in Castro de Marienburg die 21. Augusti Anno 1388. [RYMER, Foedera, Conventiones &c. Tom. VII. pag. 599.]

In Nomine Summe & individuae Trinitatis Patris & Filii & Spiritus Sancti Amen.

Cum Pacis Auctor, pacificos volens Filios esse beatitudinis, ac execrabili Pacis emulum a Christianorum finibus exulare, Ea propter ad PERPETUAM rei MEMORIAM, NOVERINT UNIVERSI, tenorem praesentium visuri & audiri, quod,

Orta dudum inter, Serenissimum Principem & Regem Ricardum, Dei gratia, Regem Anglie & Francie ac Dominum Hibernie, Ligeosque suos Anglie, parte ex una, necnon, Venerabilem & religiosum Dominum Conradum Zolner de Rotheuiste Magistrum

ANNO
1388.

21. Août.

ANNO 1388. Generale Ordinis beate Mariæ Domus Theutonice, Terrarum suarum Prussie, & Subditos ejusdem, parte ex altera, dissensionis seu discordiæ materiâ.

Predictus Dominus Magister Generalis, usus consilio, suos honorabiles Nuncios ad supradictum Serenissimum Principem & Regem versus Angliam destinavit, ad proponendum & querendum sibi violentias & injurias Pruchenis ab Anglicis, ut dicitur, illatas, propter quas nonnulla bona Ligeorum Angliæ arrestata fuerunt in Terra Prussie.

Quorum querelam dictus Serenissimus Princeps benivolenter & amicebiler admittit, recepit, & acceptavit, ac, post multa verba in Tractatu hujusmodi habita, eos ad propria benivolenter remisit, promittens literatori dicto Venerabili Magistro Generali quod suos Ambassiatores ad Terram Prussie vellet destinare.

Unde, de anno Domini millesimo, trecentesimo, octogesimo octavo, honorabiles & reverendos viros, *Magistrum Nicolaum Scket* utriusque Juris Licentiatum, *Thomam Graa*, & *Walterum Sibill*, Londoniensis & Eboracensis Civis Civitatem, cum sufficiente Potestate Mandatoque pleno, dictum Negotium tractandi, discutiendi, & finaliter terminandi, necnon cum Litera credentia, ad dictum Venerabilem Dominum Magistrum Generalem destinavit.

Quos quidem Ambassiatores, unâ cum *Johanne Beys* de Londonia, Informatore eorumdem, ac Literis predictis, & eorum Ambassiatâ, idem Venerabilis Dominus Magister Generalis in Castro suo de Marienburg, vicelesimo octavo die Julii, anni predicti, reverenter & honorifice recepit & admittit, animoque arbitrabatur digno dictas causas tractandi & decidendi.

Sicque Ambassiatoribus predictis tres de suo Concilio (videlicet) Honorabiles & Religiosos Dominos, *Conradum de Walrade* Magistrum Commendatorem, *Seiffridum Walpodi* de Bassenheim Samum Hospitalarium & Commendatorem in Elburgo, *Welicum Habenberger* Treasurarium Ordinis sui predicti, pro parte sua adjunxit.

Quibus sic tractantibus, post multos Tractatus inter se habitos, in hunc modum, & sub formâ quæ sequitur, unanimiter & concorditer exitit concordentium & concordatum.

PRIMO (videlicet) quod omnes Arrestationes, Repræhensiones, & Impignorationes, quorumcunque bonorum & mercandiarum, in Angliâ & Prussia ante Datam Præsentium factæ, sint de præsentii quietæ, liberæ, & solutæ, omni fitione & dissimulatione postpositis, adeo quod dampna, sumptus, & dispendia hinc inde, ratione hujusmodi arrestationum, in futurum a quoquam nultatenus repetantur; set inefficax sit & esse debet in hac parte ejusdemque repetitio: causæque hinc inde, si quæ occasione dictorum arrestationum intentatæ fuerint, mortuæ sint penitus & extinctæ.

ITEM, SECUNDO, concordatum est quod omnes & singuli Prucheni in Portu de Sven, ab Anglicis prætendentes se fuisse gravatos, vel etiam alibi ubicumque, quocumque, & quodcumque, ante Datam præsentium, acceptis Literis dicti Venerabilis Domini Magistri Generalis & Civitatum suarum habitationum, ire debent versus Angliam ad dictos Honorabiles Ambassiatores, qui ipsos jurare debent ut querelam eorum dicto Domino Regi deferant & proponant; Qui quidem Serenissimus Princeps & Rex operam ad hoc dare teneatur, ut dampnum passis fiat bonorum restitutio, vel saltem Justitiæ complementum & Judicium indilatum.

Et conformiter singuli de Angliæ, per Pruchenos ubicumque, quodcumque, & quocumque dicentes se gravatos, cum sui Regis ac Civitatum suarum Habitationum Literis, ad inspectum Venerabilem Dominum Magistrum Generalem ire tenentur, suas querelas & causas eidem proponituri; qui & consimiliter ut ablata seu dampna restituantur, vel saltem ut expeditum Judicium & indilatum fiat, eisdem operam dare teneatur.

Hoc præmissis in quibuslibet clausulis, quod saluum & liberum sit cuilibet, agere & civitatem querulari volenti, hoc posse facere per se, vel Procuratorem, sive Procuratores suos.

ITEM, TERTIO, concordatum est quod, si quis esset de Pruciâ, qui in Angliâ suas querelas criminales proponere vellet criminaliter (ut puta, Frater suus vel affinis interfecit, vulneratus, vel mutilatus sit ab Anglicis) ille idem ad Civitatem Londoniæ in Angliâ & ad dictos Ambassiatores transire tenetur, Literas deferens dicti Venerabilis Domini Magistri Generalis ac Civitatis sui Habitationis; qui liberam & plenam habere debent Potestatem, juxta querelas Hominum de Prus-

sia, & secundum responsa Anglicorum, amicebilerem reconciliationem, seu honestam emendam, inter Partes hujusmodi faciendi & sedandi: quam verò reconciliationem Partes, sic concordatæ, servari teneantur indubiè & indilate.

Si quis verò fuerit de Anglicis, qui dictorum Ambassiatorum compositioni seu arbitrio temerarius contradicitor extiterit vel etiam contemptor, extunc habent Ambassiatores predicti dictos Pruchenos conquerentes ad Regiæ Majestatis præsentiam deducere, necnon supplicare quod hujusmodi conquerentibus fiat Justitiæ complementum seu Judicium indilatum, prout hæc sunt placitata:

Si quis verò de Angliâ, contra quem aliquis de Prussia suas actiones vellet intentare, se in Terminis abfentaverit, dicti Ambassiatores, ad proximum Terminum, extunc sequentem, eundem Anglicum evocare seu constituere debent, ne Prucheni conquerentes sine Judicio seu Juris suffragio secedere seu recedere videantur: quod, si evocatus contumax extiterit, dicti Ambassiatores habent referre & requirere, prout superius dictum est:

Et conformiter per omnia fiat Anglicis in Prussia, conqueri volentibus (videlicet) in Civitate de Danzk, ubi Proconsules ejusdem Civitatis & Elburgen. Civitatis coassumptis sibi duobus Consulibus, uno de Danzk, altero verò de Elburgo, qui quidem quatuor consimilem per omnia habeant Potestatem omnes querelas criminales, criminaliter per Anglicos contra Pruchenum seu Pruchenos propositas, per amicebilerem reconciliationem, seu honestam emendam, si fieri poterit, decidendi, discutiendi, & terminandi:

Quod, si amicebiler fieri non poterit, seu si aliquis Pruchenus arbitrio seu compositioni hujusmodi non paruerit, immò contradicitor seu contemptor extiterit, extunc dicti quatuor Proconsules Domino Magistro Generali Terræ predictæ referre & debite requirere teneantur, quod dictis Anglicis conquerentibus fiat Judicium indilatum & Justitiæ complementum:

Si verò contingat aliquem aut aliquos reos principales mori hinc inde, aut esse jam defunctos, extunc liberum sit agenti prosequi jus suum in Bona sive Hæredes jam defuncti.

Ad præmissa verò exequenda Termini ponuntur infra scripti,

Primus (videlicet) in Dominicâ, quâ quasi modo genitii decantatur, proximò futurâ, cum septem diebus sequentibus.

Secundus, in Festo Sanctæ Trinitatis, proximò etiam futuro, cum septem diebus sequentibus.

Tertius, in Octavâ Sancti Johannis Baptistæ, extunc proximâ, cum septem diebus sequentibus.

Quartus Terminus, ultimus & peremptorius, erit in Festo Sancti Michaelis, proximò futuro, cum septem diebus sequentibus;

Et extunc omnes causæ, quæ tangunt mortem vel membri mutilationem, cum actionibus civilibus ex eisdem descendentes, sint perpetuò mortuæ penitus & extinctæ.

Et, si fortè aliquis dictorum Ambassiatorum interim moriatur, extunc duo Potestatem habeant tertium eligendi.

Et, si, post Datam præsentium, aliqua causâ infargat vel emergat, parva seu magna, debet judicari in Angliâ & in Prussia, sicut antiquitus & ab antiquo exitit usitatum.

ITEM, ULTIMO, concordatum existit quod Ligei Mercatores Angliæ quicunque liberam habeant facultatem se applicandi, cum Navibus, Bonis, & Mercandisiis quibuscumque, ad quæcumque Portum Terræ Prussie: necnon hujusmodi Bona & Mercandias ulterius ad quæcumque Locum in dictâ Terrâ Prussie se transferendi; ibique cum quacumque Persona liberè contrahere & mercari, sicut antiquitus & ab antiquo exitit usitatum: Quod quidem in omnibus & per omnia Pruchenis concessum est in Angliâ.

Et si, post Datam præsentium, inter dictum Regnum Angliæ & Terram Prussie aliqua dissensio seu discordia de novo emergerit (quod ablit) extunc dictus Serenissimus Princeps Rex Angliæ, & dictus Venerabilis Dominus Magister Generalis, habent se mutuo literatoriæ & per Nuncios certificare & intimare de hujusmodi materiâ, causam dissensionis seu discordiæ inducentem; quæ quidem intimatio, pro parte dicti Serenissimi Principis, fiet in dicto Castro de Marienburg, pro parte verò dicti Venerabilis Domini Magistri Generalis, fiet hujusmodi intimatio, in Civitate Londoniæ predictâ, Consulibus Civitatis ejusdem; ut extunc, factâ hujusmodi denunciatione seu intimatione, liberè & sùte in-

ANNO 1388.

ANNO
1388.

fra annum possint & valeant Liget Angliæ & Subditi Terræ Prussie, cum Bonis & Mercandis suis, ad propria redire & remeare, si interim saltem hinc inde compositio seu amabilis Tractatus non intervenerit quovismodo.

Et, ut premissa omnia solidius & sub fide hinc inde debite demandentur executioni, & pro Pace & tranquillitate firmiter & inviolabiliter observandis, necnon pro præmissorum omnium corroboracione & consolidacione, tres supradicti honorabiles & religiosi Domini, a dicto Venerabili Domino Magistro Generali Commissarii, pro hujusmodi Ordinacione seu Compositione assignati, sua Sigilla præsentibus appenderunt, dictamque Ordinacionem, consimilis tenoris Literam, de verbo ad verbum, per omnia, prout præsentibus inseritur, a supradictis tribus Ambassiatoribus Serenissimi Regis Angliæ suis sub Sigillis mutuo receperunt.

Datum in Castro de Marienburg, prædicto Anno Domini, ut supra, vicesima prima die Mensis Augusti.

CLVII.

28. Sept.

SAVOYE
ET NICE,

Conventions entre AME VII. surnommé le Rouge ou le Roux, Comte de Savoie, & ceux du Comté de (1) NICE, par lesquelles ils se donnent à lui. Fait le 28. Septembre, 1388. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 224.]

In Nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

ANNO à nativitate ejusdem millesimo tricentesimo octuagesimo octavo, die vicesima octava Mensis Septembris, duodecime Indictionis secundum cursum Provincie. Ex tenore hujus veri & publici Instrumenti, universis præsentibus & futuris elucescat: Quod cum Universitas & Homines Civitatis NICIÆ, attendentes & considerantes oppressiones & damna, læsiones, injurias, pradas, rapinas, offensas & vasta, factas & facta, illatas & illata hujus temporis Guerrarum discriminine, dictæ Civitatis, Civibus & singularibus personis tam dictæ Civitatis quam Districtus & Vicarie ejusdem, in personis & bonis eorumdem; & quæ futuro tempore fortis inferri parabantur per Illustrem Dominum Ludovicum Filium Illustris Domini Ludovici quondam Andegavia Ducis, ex eo quod se Regem Jerusalem & Siciliæ, & Comitatum Provincie & Forcalquerii Comitum se assensit, adeo videlicet, quod fames & carissima in dicta Civitate Nicie jam insurgebat, & fortius insurgere spectabatur, propter dictarum Guerrarum discrimina, & inimicorum suorum potentiam. Videntes & ab experto cognoscentes succursum Serenissimi Principis Domini Ladislaus Regis Jerusalem & Siciliæ, & Comitatum Provincie & Forcalquerii prædictorum Comitatum eorum Domini naturalis, habere non posse propter ipsius impotentiam, & dictorum suorum inimicorum robur & potentiam rapacem, qui jam majorem partem dictorum Comitatum Provincie & Forcalquerii vi sua usurparunt, & suo subjugarant Dominio; & quod ulterius vivere non poterant quin succursum alicujus Domini implorarent habendum: habito super hoc, inquam, pluribus colloquiis & Consiliis, deliberato proposito elegerint unanimes & concordēs, viam eligentes, saniores, implorare succursum Illustris & Incliti Principis & Domini Domini Amedei Comitis Sabaudie, Sacri Imperii Vicarii Generalis, à quo Sacro Imperio & ejus protectione ac de feudo moventur prædicti Comitatus Provincie & Forcalquerii, ut assensit, pro parte Civium prædictorum, & dictam Civitatem, Districtum & Vicariam ejusdem, personas, & bona singularum personarum ejusdem Civitatis, Districtus & Vicarie & Locorum eidem Civitati adjacentium, cum mero, mixto Imperio & omnimoda Jurisdictione eorumdem & singularum eorum, subijcere & ponere sub protectione, tuitione, regimine, defensione & tutela præfati Illustris Domini Comitis Sabaudie Imperialis Vicarii Generalis, ut ipsius Domini Comitis & Vicarii juveniam, viribus & potentia, se sueque valeant ab Hostium incuribus & ipsorum jugo defendere viriliter & tueri. Pro quibus à præfato Illustri Domino Comite & Vicario obtinendis, Oratores & Ambassiatores pluribus vicibus ad præfati Illustris Domini Comitis Sabaudie & Imperialis Vicarii Generalis præsentiam destinaverunt.

(1) On prétend que ce Comte s'empara de Nice par une voye peu légitime.

ANNO
1388.

Ecce quod dictorum Oratorum & Ambassiatorum dictæ Civitatis Nicie, ad dictum Dominum Comitum & Vicarium destinatorum pro præmissis & infra scriptis, suadentibus requisitionibus multifariis, expositis præfato Illustri Domino Comite Sabaudie Imperiali Vicario Generali, ad partes Provincie jam provento & in loco infra scripto; videlicet, ante Monasterium Sancti Ponticii Ordinis Sancti Benedicti, extra muros Civitatis præfate constituto & existente, cum sua Baronum, Militum & Scutiferorum, ut decet tantum Principem, generosa Comitiva; Nobles & discreti Viri Dominus Giraudus Rocamaure Jurisperitus, Antonius Blasii, Ludovicus Taloni, & Joannes Talhaferri de Nicia, Ambassiatores, Syndici & Procuratores, specialiter electi & ordinati per quadraginta Electos in generali Parlamento dictæ Civitatis Nicie, de Dominica vicesima septima mensis Septembris, tento in plano Regii Palatii, ut constat de ordinatione ipsa & potestate, super hoc ipsis supradictis concessa per ipsos quadraginta, quodam publico Instrumento scripto manu mei Joannis Trofferii subscripti Notarii, die vicesima septima prædicti mensis Septembris circa vespas; & de electione & potestate data & attributa in dicto Parlamento dictis quadraginta, alio constat Instrumento scripto dicta die vicesima septima Septembris circa tertiam, per Guillelmum Aloyfii de dicta Civitate Notarii, in præfati Illustris & Incliti Principis Domini Amedei Comitis Sabaudie Sacri Imperii Vicarii Generalis, Testium infra scriptorum & notrorum Notariorum subscriptorum præsentia personaliter constituti, suis & dictæ Universitatis & singularum personarum dictæ Civitatis Nicie, & Locorum totius sue Vicarie nominibus, humiliter præfato Illustri Domino Comiti & Imperiali Vicario supplicarunt; Quatenus attento quod præfatus Serenissimus Dominus Ladislaus ipsorum naturalis Dominus, eosdem à suis inimicis jam defendere non potest ut supra dictum est, & qui funt ad tantam extremitatem deducti, quod ipsos necessario oportet alicujus Domini implorare succursum, vel in manus incidere inimicorum suorum; dignaretur & vellet velint eorum tutum & supremum refugium eosdem, Civitatem, Homines & singulares personas ipsius Civitatis Nicie & totius Vicarie sue, res & bona ipsorum, cum mero, mixto Imperio & omnimoda Jurisdictione alta, media & bassa, cum singulis Honoribus, Exitibus, Proventibus & Emolumentis, ad Curiam dictæ Civitatis Nicie & Vicarie sue pertinentibus & spectantibus quoquo modo, recipere & habere in ipsius Domini Comitis Imperialis Vicarii Generalis protectionem, tuitionem, regimen, defensionem & tutelam, cum Pædis, Promissionibus, Capitulis & Conventionibus infra scriptis; & ipsos omnes & singulos tanquam suos & sue protectioni & tutelæ suppositos protegere & defensare suis propriis sumptibus & expensis, à quibuscumque ejusvis modi, conditionis existant, volentibus prædictam Civitatem, Loca & Terras prædictas invadere & usurpare, & suo Dominio & Imperio subjugare; & præsertim à Ducibus Andegaviae Liberesque ejus, & cæteris personis tam Ecclesiasticis quam Secularibus, & nomine ipsius & ipsorum Officia ministrantibus; & à Comitibus Vintimillii, scilicet Tendæ & Brigue. Et ex nunc dicti Syndici suis & nominibus quibus supra, se se & dictam Universitatem, Civitatem Nicie, Civitatemque, Homines & singulares Personas ipsorum Locorum, res & bona ipsorum & cujuslibet ipsorum, cum mero, mixto Imperio & omnimoda Jurisdictione alta, media & bassa, ac singulis Honoribus, Exitibus, Proventibus & Emolumentis dictæ Civitatis & Locorum Vicarie ejusdem, & cujuslibet eorum, ad Curiam dictæ Civitatis pertinentibus & spectantibus, & debitum pertinere ac haberi & exerceri solum per eandem; pollicerent & submisserunt protectioni, tutelæ, regimini & defensionem præfati Illustris Domini Comitis Imperialis Vicarii ibidem præsentis, cum dictis subscriptis Pædis & Conventionibus. Quorum Syndicorum prædictorum nominibus, supplicationes pariter & requisitiones, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudie, Imperialis Vicarius Generalis, gratis favoribus inclinatissimis non designans preces supplicum exaudire, ipsos, Universitatem, Civitatem, Homines & singulares Personas dictæ Civitatis Nicie & totius Vicarie ejusdem & Locorum adjacentium sibi, res & bona ipsorum & cujuslibet ipsorum, cum mero, mixto Imperio & omnimoda Jurisdictione alta, media & bassa, ac singulis Honoribus, Exitibus, Proventibus & Emolumentis ejusdem, ad Curiam pertinentibus & spectantibus, & spectare & pertinere debentibus quoquo modo, cum subscriptis Pædis & Conventionibus in suam protectionem, tuitionem, regimen, defensionem & tute-

ANNO
1388.

& tutelam gratanti animo & deliberato proposito recepti: Promittens bona fide dictis Syndicis & Procuratoribus suis, quibus supra nominibus stipulantibus, & recipientibus more publicarum personarum, vice & nomine & ad opus omnium & singulorum quorum interest & interesse poterit in futurum, dictos Civitatem, Universitatem, Homines & bona dictæ Civitatis Niciæ & Locorum totius Vicariæ suæ, protegere, regere & defendere suis sumptibus & expensis, ab omnibus & contra omnes cuiuscunque conditionis existant, volentibus prædictam Civitatem, Loca & Terras prædictas invadere & usurpare, & loco Dominio & Imperio subigere; & præsertim, ad dicta Domina Ducissæ Andegaviæ Libericis ejus, & cæteris personis tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, & nomine ipsius & ipsorum Officia ministrantibus; & a Comitibus Vintimilli Dominis Tendæ & Brigas. Et ultra supplicationibus & requisitis dictorum Syndicorum inclinatius, favore benigno tendens ad Unionem sicut decet bonum pacificum & tranquillum Statum Comitatum Provinciarum & Forcalquerii, præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius Generalis, bona fide promissit, & convenit dictis Syndicis & nobis dictis Notariis ut supra stipulantibus, quod ipse suo possit facere quod cætera Loca & Civitates dictorum Comitatum Provinciarum & Forcalquerii, quæ præsentialiter occupantur per dictam Dominam Ducissam & Liberos ejus, eruet ea & eas suis specificè sumptibus & expensis à manibus prædictæ Dominæ Ducissæ Liberiorumque suorum & Locatenentium eorumdem, & cæterarum aliarum personarum tam Ecclesiasticarum quàm Secularium, & Officialium ipsorum, & cuiuslibet eorum tenentium & possidentium, seu qui in futurum teneant & possiderent aliquas Terras seu Terram in prædictis Comitatibus; & prædicta faciet & facere teneatur præfatus Dominus Comes, cum vexillo Serenissimi Principis Domini Regis Boëmiæ Romanorum Imperatoris patris suo. Item ad ipsorum Syndicorum humilem supplicationem & requæstam, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudia, Imperialis Vicarius Generalis, solemnè stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus, recipientibus & requæstibus; quod si contingeret dictum Dominum Regem Ladizlaus ad tantum futuro tempore resistere potentius, quod infra tres annos à die crastina inchoandos continuos & completos restituere possit præfato Domino Comiti omnes expensas, sumptus & missiones, per ipsum Dominum Comitem factis, & quas & quos ipsum & suos contingeret facere, tam in recipiendo protectionem Civitatis prædictæ & Locorum Vicariæ ejusdem, quàm pro conservatione, custodia & defensione eorumdem; de quibus expensis, sumptibus & missionibus factis & fiendis, creatur & stetur dicto & solo simpliciter verbo dicti Domini Comitis & suorum, sine alia probatione & juramenti præstatione quibuscunque. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis promissit, & solemnè stipulatione convenit dictis Syndicis & Procuratoribus, stipulantibus & recipientibus, suis & quibus supra nominibus, & nobis dictis Notariis ut supra stipulantibus; quod ipse & ejus Hæredes impotestum & Successores, durante dictorum trium annorum tempore, vel postea, quascunque prædictas Civitatem Niciæ, Terras & Loca Vicariæ suæ, quæ sub dicti Domini Comitis Imperialis Vicarii protectione se posuerunt, non remittit seu remittent, restituat seu restituent, dabit seu dabunt, tradet seu tradent, desamparabit seu desamparabunt, vender seu vendent, alienabit seu alienabunt ratione Domini, possessionis vel tenentis, vel etiam quocunque alio titulo, modo seu via, qua excogitari possent prædictæ Ducissæ Libericisque suis, Domino Regi Franciæ, nec alicui Principi, Comiti, Baroni vel

TOM. II, PART. I.

Marchioni, seu alteri Domino pari, majori vel minori prædictis, nisi prædicto Domino Regi Ladizlaus vel Hæredibus suis. Item ad humilem supplicationem & requæstam dictorum Syndicorum præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudia, Imperialis Vicarius, solemnè stipulatione promissit, pepigit & convenit eisdem Syndicis ut supra stipulantibus; quod dictorum trium annorum durante tempore, dictas Civitatem, Terras & Loca Vicariæ ejusdem, quæ sub dicti Domini Comitis Imperialis Vicarii protectione se posuerunt, non compellet vel astringat ad faciendum eidem aliquod Homagium, nec fidelitatis Sacramentum; remaneant tamen libero arbitrio Civium qui eidem Domino Comiti Homagium facere voluerint, quod Homagium vel Homagia possit & valeat recipere; teneantur tamen ex nunc promittere & corporaliter jurare præfato Domino Comiti eidem ut Vicario Imperiali, & Officialibus suis in dicta Civitate & Vicaria constituendis per eundem, obedire, prout Regibus Jerusalem & Siciliæ, Provinciæ & Forcalquerii Comitibus, & Officialibus suis obedire consueverunt; & teneantur eidem Domino Comiti Imperiali Vicario in Civitate prædicta & Vicaria ejusdem, concedere merum, mixtum Imperium, & omnimodam Jurisdictionem altam, mediam & bassam, cum omni exercitio per ipsum Dominum Comitem Imperialem Vicarium & ejus Officiales exercendo & exequendo, cum receptione, perceptione & habitatione omnium bonorum, obventionum & emolumentorum quorumcumque, quas & quæ & prout Reges Jerusalem & Siciliæ, Provinciæ & Forcalquerii Comites, & Officiales ipsorum erant exercere, percipere & habere consuevi in Civitate & Vicaria prædictis. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis solemnè stipulatione promissit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut supra stipulantibus, quod ipse & Hæredes sui specialiter & expresse teneantur revocare, irritare & cancellare quancunque venditionem seu Feudi donationem & aliam quancunque alienationem, si quam vel quas facit alicui persona vel personis tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, de Civitate prædictæ Niciæ, Terris, Villis & Locis Vicariæ ejusdem, seu de aliquo Imperio mero, mixto, & Jurisdictione quancunque dictæ Civitatis & Locorum suæ Vicariæ de Dominio existentibus. Item præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudia, Imperialis Vicarius, solemnè stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut supra stipulantibus, quod ipse Dominus Comes & ejus Hæredes teneantur dare passagium, & concedere licentiam & auctoritatem, quibuscunque præbere seu dare volentibus auxilium, consilium, succursum, juvamen vel favorem, per Mare vel per Terram, de Victualibus, Hominibus, Armigeris vel quibuscunque aliis necessariis, prædicto Domino Regi Ladizlaus, per totam Terram dictorum Comitatum Provinciarum & Forcalquerii, quæ est seu erit sub ejus protectione vel Dominio, & præsertim dictis Civitati Niciæ, Locis & Terris Vicariæ ejusdem. Item præfatus Illustris Comes Sabaudia, Imperialis Vicarius, solemnè stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus, quod ipse & ejus Hæredes teneantur juxta posse vetare & prohibere quoscunque Reges, Principes, Duces & Barones & alias quascunque personas, & eorum exercitus & comitivas tam maritimas quàm terrestres, volentes seu intendentes ire & transire per Terras dictorum Comitatum contra dictum Dominum Regem Ladizlaus, & ejus Civitates & Loca invadere seu usurpare. Item præfatus Illustris Comes Sabaudia, Imperialis Vicarius, solemnè stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis, quod si præfatus Dominus Rex Ladizlaus vel ejus Hæredes, infra dictum tempus dictorum trium annorum, expensas, sumptus, & missiones factas per ipsum Dominum Comitem & suos, & fiendas, tam pro defensione quàm receptione dictarum Civitatis Niciæ & Locorum suæ Vicariæ, & aliarum Terrarum & Locorum sub obedientia dicti Domini Regis Ladizlaus existentium, quæ sub protectione dicti Domini Comitis se posuerunt, restituerint dicto Domino Comiti, & ipsis restituit dictus Dominus Comes dictas Civitatem, Terras & Loca dicto Domino Regi restituere, tradere, & remittere recuset, vel ipsas expensas & missiones ut supra declaratas accipere contradiceret; eo casu sit licitum Hominibus dictarum Civitatis, Locorum & Terrarum & cuiuslibet earum, propria auctoritate ad Dominium dicti Domini Regis redire, & de manibus dicti Domini Comitis se movere, absque eo quod in crimen rebellionis seu proditoris dicentur incurrisse; prius tamen præfato Domino Comiti observatis & adimpletis omnibus & singulis insuper & infra scriptis Capitulis, Pactis & Conventionibus contentis &

E e 2

designa-

ANNO
1388.

ANNO

1388.

designatis. Item prefatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemnī stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut supra stipulantibus; Quod ipse & ejus Hæredes & Officiales eorum qui pro tempore fuerint in Civitate, Locis & Terris predictis, non possint aliqua occasione seu causa aliquam personam requirere, extrahere seu remittere de uno Loco ad alium, vel de una Curia ad aliam, tam in causa criminali quàm in civili; sed in singulis Locis Civitatis, Locorum & Terrarum prædictarum ubi Jurisdictiones exercentur; unusquisque Civitatis, Locorum & Terrarum prædictarum conveniatur & reconveniatur prout fuerit requisitus, nisi causa dictum Dominum Comitem tangeret. Item prefatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ad ipsorum Syndicorum humilem requisitionem, eisdem Syndicis ut supra stipulantibus & recipientibus dedit, donavit, concessit licentiam & auctoritatem, quod dicta Civitas Nicia, seu universitas ejusdem, gabellas, revas & cæteras impositiones, quarum commodum & emolumentum ad ipsam Civitatem cateraque Loca ejusdem Vicarie pertinet & spectat & consuevit spectare, factas pro necessitatibus Guerra & aliis oneribus dictæ universitatis Nicia & Locorum Vicarie ejusdem, & casibus eorum in dicta Civitate & Vicaria ejusdem, possint Homines dictæ Civitatis & Vicarie tenere & servare, tollere & destruere & annullare, prout eisdem Hominibus pro bono dictæ Civitatis & Vicarie videbitur expedire; dum tamen gabellæ & cætera obventiones & emolumenta, per Curiam percipi consueta & eidem Curie spectantia, præfatus Dominus Comiti persolvantur. Item prefatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemnī stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus, quod major Curia Senescalli & aliorum majorum Officialium in prædictis Comitibus Provincia & Forcalquerii, si ipse Dominus Comes acquiesciverit, per eos constituendos, tenebitur & regatur in dicta Civitate Nicia, sicuti tenebantur & regebantur in Civitate Aquisi tempore regiminis quondam Dominae Joanne Reginae, juxta Privilegium dictæ Civitatis concessum per dictum Dominum Ladizlaus Regem; durante tamen beneplacito Domini Comitis antedicti. Item prefatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, promissit & convenit solemnī stipulatione eisdem Syndicis, quod ipse Dominus Comes & ejus Hæredes teneantur concedere marcham & reprefalias, contra quascunque personas quæ Hominibus dictæ Civitatis & Locorum Vicarie ejusdem jus & justitiam denegabant, juxta solum & consuetudinem Italiae. Item prefatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, promissit, pepigit & convenit solemnī stipulatione, dictis Syndicis stipulantibus ut supra, quod ipse gabellam salis Civitatis Nicia tenebit sufficienter munitam sale, nec ipsam alibi transportabit vel mutabit aliquo modo, & quod Cives Nicia habeant, habere debeant & possint sal in gabella prædicta salis pro pretio consueto, scilicet duorum solidorum & dimidii pro festario quolibet, tam pro usu eorum quàm piscibus salandis & carnibus vendendis, & sicut hactenus sunt habere consuevi; & modo similes Homines dictæ Vicarie Nicia sal in dicta gabella habere debeant & possint, de pretio quo sunt in illa habere consuevi, tempore Dominae Joanne bonæ memoriæ Reginae Jerusalem & Sicilie, & prædictorum Comitatum Comitisse; servato tamen, quod tempore Guerra remaneat & sit de pretio dicti salis in arbitrio dicti Domini Comitis, & Syndicorum Nicia. Item prefatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis solemnī stipulatione; quod ipse non faciet Treugam neque Pacem cum prædicta Domina Ducissa Andegavia nec Liberis ejus, quoadiu stabit in acquisitione Civitatum, Terrarum & Locorum Comitatum Provincia & Forcalquerii, nisi super hoc participato consilio Civium Nicia. Item prefatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemnī stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus; quod ipse durante dictorum annorum tempore non perturbabit Homines dictæ Civitatis Nicia & Locorum suæ Vicarie, qui se sub protectione dicti Domini Comitis posuerunt, quominus possint succurrere, succurrere & juvamen dare dicto Domino Regi Ladizlaus; dum tamen non cederet contra honorem dicti Domini Comitis & dictæ Civitatis Nicia vel alterius eorum. Item prefatus Comes, Imperialis Vicarius, solemnī stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus, quod ipse nullo tempore futuro Homines dictæ Civitatis & Locorum suæ Vicarie, directi vel indirecti, coercebit vel compellet ire contra dictum Dominum Regem Ladizlaus, nisi ipse Dominus

Rex faceret Guerram contra dictum Dominum Comitum & suos, vel facere præsumeret ipsis Hominibus & Civitate existentibus dicti Domini Comitis, servata etiam quod hæc forma Capitulorum supra & infra scriptorum. Item prefatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemnī stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus; quod si contingeret dictam Civitatem & Loca Vicarie se declarare pro aliquo summo Pontifice, quod ipse Dominus Comes suo possit procurabit dictam Civitatem & Loca Vicarie suæ, absolvi ab omni Sententia Excommunicationis & Interdicti, quam forte Homines & personæ dictæ Civitatis & Locorum Vicarie sua incurrerent, qui bona, jura & redditus Ecclesiæ receperunt, & domos, Castra & alia ædificia Ecclesiæ disruerunt, & etiam de quibus redditibus & bonis Ecclesiasticis receptis & occupatis per dictam Civitatem & Loca Vicarie suæ, suo possit procurare & facere quitari & absolvi, & remissionem fieri ab ipso Domino summo Pontifice, pro quo se declaravit. Item prefatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemnī stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus; quod ipse teneatur Comes Vitimilii Dominos Tendæ & Bigne, suo possit cohercere & removere per Cambium vel conquestum, à Dominio & tenuta ac possessione dictorum Locorum & aliorum quæ in dicto Comitatu tenent, ad hoc ut passus de Nicia usque in Pedemontem itinerantibus sit apertus. Item prefatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ad supplicationem & requestum dictorum Syndicorum, voluit & induxit ac præfatus largitus est, quod omnes & singuli extranei per mare ad dictam Civitatem Nicia victualia adducentes, sint franchi & immunes à solutione Rippagii & Quaranteni, durante tamen beneplacito dicti Domini Comitis. Item prefatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemnī stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus, quod si contingeret ipsum Dominum Vicarium acquirere alia Loca Comitatum Provincia & Forcalquerii, quod Juxex Civitatis Nicia habeat primas appellationes causarum Civilium & Criminalium, & ad ipsum devolvantur; videlicet, Locorum circa Ciancham, ac de Vallibus Barconia & Sancti Stephani, Vicarieque Pugeti, Then, & Bajulia, de Sigala; & super hoc Judicem Civitatis Nicia constituere promissit & teneatur dictus Dominus Comes, ipsarum primarum appellationum Judicem per Privilegium perpetuum, in casu quo Curia major dictorum Comitatum in dicta Civitate Nicia non reduceretur, vel ipsam Curiam pro meliori Patria non ordinaret reducendam in Civitate prædicta Nicia. Item prefatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemnī stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus, quod Castra, Jurisdictiones & bona ablatas & ablata infra dictum dictæ Civitatis Nicia & suæ Vicarie, & etiam prædictorum Comitatum, quibusdam Civibus & Incolis dictæ Civitatis Nicia, & aliquibus dictæ suæ Vicarie, per aliquos de facto, & per aliquos ratione Guerra quæ fuit in dictis Comitibus inter prædictum Dominum Ladizlaus Regem & quondam Ducem Andegavia, & Natum ejus prædictum, restituere teneatur & debeat præfatus Dominus Comes, his quibus ablata fuerunt, & restitui facere & mandare quæcunque contigerit illa ad sui Dominium & obedientiam venire. Item prefatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemnī stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus; quod si contingat ipsum non acquirere totam aliam Terram prædictorum Comitatum Provincia & Forcalquerii, præter Civitatem Nicia & Loca & Terras dictæ Vicarie, & alia quæ sub protectione sua se posuerunt; quod ipse Dominus Comes nullo tempore concedere teneatur nec permittere, quod quidam Cives & Incolæ prædictæ Civitatis Nicia, & bona in ipsa Civitate & ejus Territorio habentes, qui rebelles fuerunt prædicto Domino Ladizlaus Regi, & contra dictam Civitatem venerunt, & quæcunque mala quæ potuerunt, traxerunt & opposuerunt se, sibi & suæ Vicarie venire possint in eadem, nec bona sua ullo tempore sibi remittere sine præjudicio creditorum. Item prefatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemnī stipulatione promissit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus, ad ipsorum supplicationem humilem; quod quando contingeret dictam Civitatem Nicia se declarare pro aliquo summo Pontifice, quod tunc dictus Dominus Comes teneatur cum dicto Domino summo Pontifice obtinere suo posse, quod Hospitia sitentia infra dictam Civitatem Nicia, quæ tenentur sub majori directo Domino Monasterii Sancti Petri extra muros Nicia, sub certis annis

ANNO

1388.

servi-

ANNO
1388.

servicis, dictus Dominus summus Pontifex affran-
chabit, dato competenti Cambio pro ipsum Dominum Co-
mitem de aliquo illorum Castrorum quæ fuerunt rebel-
lia prædicto Domino Regi Ladislaus, acquirendorum
per dictum Dominum Comitem, uno videlicet & plu-
ribus ad sufficientiam excambii prædicti. Item præfatus
Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ad humilem
dictorum Syndicorum supplicationem & requestam, eis-
dem Syndicis ut supra stipulantibus concessit, quod in
dicta Civitate Nicia fiat & fieri possit & ordinari una
Cazana, prout fit & consuetum est fieri in pluribus Lo-
cis Italiae. Item quod frequenter contingit, quod Mercatores
destinantes Ballas Mercimoniorum, aliqui ad
partes Orientales, aliqui ad partes Occidentales, & ali-
qui ad partes Aquilonis, ipsas mandant recipi in Nicia,
præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudie, Imperialis
Vicarius, eisdem Syndicis ut supra stipulantibus con-
cessit, quod nulla persona dictas Ballas quas ut supe-
rius in Civitate Nicia mitti contingerit, recipiat nec
recipere possit, nisi fuerit Civis vel oriundus dictæ Ci-
vitatibus Niciæ, ut commodum Civibus & non forenibus
applicetur. Item præfatus Illustris Dominus Comes,
Imperialis Vicarius, ad humilem supplicationem & re-
questam dictorum Syndicorum, voluit, iussit & ordi-
navit omnes Inquisitiones & Processus Criminales, factos
& formatos hæctenus in Curia dictæ Civitatis, & qui
formari possent occasione quacunque præterita vel de-
fectu, contra quoscunque, esse cassos & nullius mo-
menti: Et in signum nullitatis, voluit & iussit, quod
omnes libri & cartularia processuum in dicta Curia fac-
torum hæctenus, igne comburantur, Parti læsæ jure in
omnibus reservato, remanentibus rebellibus in banno
in quo erant & reperebantur esse de præsentibus. Item præ-
fatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, prom-
issit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipu-
lantibus; quod si contingat ipsum Dominum Comitem
acquirere alia Loca Comitatum Provinciarum & Forcal-
querii, quod ipse Dominus Comes faciat suo posse
quod Beneficiati dictorum Locorum suæ protectioni
suppositum & supponendum, a Beneficiis suis ex-
pulsis & expoliatis quacunque, redeantur in posses-
sionem dictorum suorum Beneficiorum. Item quia præ-
fatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, requi-
rebat quod virtute protectionis prædictæ omnia Caltra
tam dictæ Civitatis quam Locorum Vicariæ ejusdem, in
suis manibus, custodia & potentia ponerentur: Hinc est
quod præfatus Dominus Comes & dicti Syndici, ad ta-
lem concordiam pervenerunt; videlicet, quod de dictis
Caltris ponendis in manibus præfati Domini Comitis,
sit & remaneat in potestate & ordinatione Magnifici Vi-
ri Joannis de Grimaldis Domini Baronis Boffi, & dicto-
rum Syndicorum; quod Dominus Boffi, & Syndici
ordinaire valeant, an dicta Caltra ponenda sint in dicti
Domini Comitis manibus vel ne; Viceversa prædicti
Syndici Universitatis prædictæ Niciæ, suis & nominibus
quibus supra, & suorum Hæredum & Successorum in
futurum quorumcumque, promiserunt & conveniunt
præfato Illustri Domino Comiti Imperiali Vicario, præ-
senti, stipulanti, & recipienti solemniter pro se & suis
Hæredibus & Successoribus in futurum, & nobis Notariis
infra scriptis stipulantibus & recipientibus solemniter
ut publicis personis, Officiis publicis, vice & nomine
omnium & singulorum quorum interest & interesse po-
terit in futurum; & juraverunt corporaliter ad sancta
Dei Evangelia, sub suorum obligatione bonorum quo-
rumcumque; quod durante termino dictorum trium
annorum, ipse Universitas Civitatis Niciæ & Locorum
suæ Vicariæ, & singulares personæ earum, dicto
Domino Comiti Imperiali Vicario & suis Successoribus
obedient, merum, mixtum Imperium, & omnimoda
Jurisdictionem altam, mediam & bassam, in dicta
Civitate & Universitate ejusdem, ac in Vicariatu Niciæ
supra scripto, in eosdem & singulos sine contradictione
quacunque, administrabunt & exercerebunt per se & suos Of-
ficiales per eum deputandos in dictis Civitate & Vicaria-
tu: Dantes & concedentes dicti Syndici, suis & quibus
superius nominibus, præfato Domino Comiti Imperiali
Vicario ibidem presenti, stipulanti & recipienti pro se
& suis Hæredibus & Successoribus; merum, mixtum
Imperium, & omnimodam Jurisdictionem altam, me-
diam & bassam in dicta Civitate Niciæ, Vicariatu ejus-
dem, cum potestate & actu percipiendi, recipiendi
& habendi omnes Obventiones, Redditus, Censui, Exi-
tus, Proventus, Jura, Hogores & Emolumenta quæ-
cumque, quæ & quas Serenissimus Dominus Rex &
Regina Jerusalem & Siciliæ, & Comitatum Provinciarum
& Forcalquerii Comites, retroactis temporibus in dictis
Civitate & Vicariatu toto ejusdem exercebant, habebant
& percipiabant, exercere, percipere & habere debebant,

& erant exercere, percipere & habere consuevit. Item
quod dicto durante tempore trium annorum, Crida seu
Præconizationes in dicta Civitate & Vicariatu fiant, no-
mine & ex parte præfati Domini Comitis Imperialis Vi-
cariorum. Lapso vero dicto tempore trium annorum, non
facta per dictum Dominum Regem Ladislaus ut supra
restitutione & solutione præfato Domino Comiti Impe-
riali Vicario, de sumptibus, expensis & missionibus
factis & fiendis per ipsum in acquisitione & defensione
dictæ Civitatis Niciæ, Locorum & Terrarum dicti sui
Vicariatus, & altarum quæ sub protectione sua se po-
suerint ut supra scriptum est; dictæ Civitas, Loca, Ter-
ræ & Homines ipsarum Civitatum, Locorum & Ter-
rarum, teneantur Homagium & fidelitatem facere, ac
Homagii & fidelitatis præfato Domino Comiti & suis
Hæredibus debitum præstare juramentum, ut eorum
Domino naturali & ligio præ cæteris Dominis quibuscum-
que, & ipsum in eorum naturalem & ligium Do-
minum recognoscere ut supra, ad ipsius Domini Co-
mitis vel sui certi Nuncii requisitionem. Et dictus Do-
minus Comes Imperialis Vicarius teneatur eidem Civi-
tati & Locis Vicariæ ejusdem, Universitatibus, Ho-
minibus cujuslibet dictorum Civitatum & Locorum,
confirmare omnia & singula Privilegia, Franchisias,
Libertates, Statuta quæcumque, tam Regalia quam
Municipalia, & Consuetudines scriptas & non scriptas,
quæ & quas prædicta Civitas Niciæ & Loca suæ Vi-
carie, per scripturam vel alium quemvis modum legiti-
mum ostenderent & monstrarent se habuisse & habere,
tam à Domina Joanna recolendæ memoriæ Regina Jeru-
salem & Siciliæ, & prædictorum Comitatum Comiti-
tissa, & ejus Prædecessoribus; quam à Domino Carolo
bonæ memoriæ dicti Regni & etiam Ungariæ Rege, &
prædicto Domino Ladislaus ejus Nato. Item quod
si contingeret præfatum Dominum Regem Ladislaus
ad tantam futuro tempore resiliere potentiam, quod sol-
veret præfato Domino Comiti Imperiali Vicario dictos
infra tempus dictorum trium annorum, dictos sum-
ptus, missiones & expensas declarandas ut superius, per
ipsum, ut prædicatur, factos & fiendos in acquisitione &
defensione prædictorum Locorum; & facta restitutione
dictorum Locorum, dictus Dominus Comes vel sui,
propter protectionem dictorum Locorum pro ipsum
susceptam, remaneret in Guerra cum dicta Domina
Ducissa Andegavia, vel Liberis ejus seu Successoribus
ipsorum, seu per eosdem vel alterum ipsorum con-
tingeret futuro tempore fieri Guerram contra ipsum
Dominum Comitem occasione prædictorum: dicti
Syndici suis & nominibus prædictis, promiserunt
dicto Domino Comiti ut supra stipulanti, & jurave-
runt corporaliter ad Evangelia Dei Sancta, quod
dicta Civitas Niciæ & Loca Vicariæ ejusdem, dabit
& dare tenebitur in auxilium pro dicta Guerra subli-
tenda, eidem Domino Comiti & suis Successoribus,
singulis annis durante ipsa Guerra, usque ad
ipsam quantitatem & valorem omnium obventionum,
redditionum, exituum, & emolumentorum in dicta Ci-
vitate & Vicaria Niciæ per Regiam Majestatem &
Curiam olim percipere consuetorum quovis modo. Item
prædicti Syndici suis & quibus supra nominibus, pro-
miserunt dicto Domino Comiti Imperiali Vicario, ut
supra stipulanti & recipienti pro se & suis Successoribus,
ad Sancta Dei Evangelia corporaliter juraverunt;
quod si contingeret, quod dictus Dominus Ladislaus
Rex vel alter suo nomine, hiis super hoc potestatem
infra terminum dictorum trium annorum, remitteret
seu quittaret, cederet, alienaret, vel aliter transferret
dicto Domino Comiti jura quæ habet in dicta Civitate
Niciæ & Vicaria ejusdem, mero, mixto Imperio &
Jurisdictione eorundem; quod eo casu statim ad ipsius
Domini Comitis vel sui certi Nuncii requisitionem,
dictæ Civitas, Universitas, Commune, & singulares
personæ ejusdem Civitatis & Vicariatus, teneantur
& debeant facere præstareque recognitionem, Homagium
ligium & fidelitatem ligiam, & Homagii & fidelitatis
debitum Juramentum dicto Domino Comiti & suis præ
cæteris Dominis quibuscumque, seu ejus certo Nuncio
super hoc potestatem habenti, termino prædicto trium
annorum eo casu remisso, & in aliquo nonobstante.
Quibus sic factis, initis & conventis, præfatus Illustris
Dominus Comes Sabaudie Imperialis Vicarius ex una
parte, & dicti Syndici Universitatis dictæ Civitatis Niciæ
ex parte altera, in præsentia Testium & notrorum
Notariorum subscriptorum constituit, promiserunt so-
lemniter una Pars alteri, & altera alteri, & e converso,
suis & quibus supra nominibus, videlicet, præfatus Il-
lustris Dominus Comes Sabaudie, Imperialis Vicarius,
dictis Syndicis, suis & quibus supra nominibus, stipu-
lanti & recipienti solemniter pro se & suis Successoribus,

ANNO
1388.

ANNO
1388.

bus, à dicta Universitate Nicie & personis singularibus ejusdem: & dicti Syndici suis & quibus supra nominibus, prefato Illustri Domino Comiti Sabaudia Imperiali Vicario, stipulanti & recipienti solemniter pro se & suis Successoribus & Hæredibus universis, & ad Sancta Dei Evangelia amba Partes corporaliter juraverunt, sub suorum omnium obligatione bonorum, mobilium & immobilium, presentium & futurorum quorumcumque prædicatorum submissionem Protectionis, Protectionem, Pacta, Conventiones & Promissiones prædictas, & omnia & singula supra & infra scripta, prout superius & inferius expressa sunt, & divisim utraque Pars tangitur habere rata, grata, firma, valida & irrevocabilia, ratas, gratas, firmas & irrevocabiles perpetuò, & in nullo contrariare vel venire, sed ea omnia & singula tenere, attendere, servare & adimplere prout superius expressa sunt; nec alicui contravenient, dicenti vel facienti, seu contra dicere, facere, venire vel opponere volenti quovis modo in aliquo consentire, clam vel palam; aut auxilium, consilium vel favorem præbere quomodolibet; renuntiantes prefatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, & dicti Syndici, suis quibus supra nominibus, ex eorum cujuslibet certa scientia, per juramenta sua pro eos & ipsorum quemlibet præstita; exceptioni dictarum Protectionis, Promissionum, Pactationum & Conventionum, non sic factarum, initiarum & stipularum, omniumque promissionum non sic ut promittitur factorum, & non ritè & legitime factorum; doli mali, metus & in factum actioni, & conditioni, sine causa, & ex iniusta causa, juri per quod deceptis & in contrariis laesis subvenitur, beneficio restitutionis in integrum, & omni alio Juri Canonico & Civili, Privilegiis & Statutis, sibi & cuilibet ipsorum in hoc facto competentibus, per quæ possint contra prædicta vel ipsorum aliqua facere, dicere vel venire, aut se tueri quovis modo; juri que dicenti generalem renunciationem non valere nisi præcesserit specialis. De quibus præfatus Illustris Dominus Comes, & dicti Syndici, præceperunt per nos Notarios subscriptos, duo vel plura fieri publica Instrumenta, videlicet per Petrum Ducis Notarium, & Secretarium prefati Domini Comitis, & per me Joannem Troffenii dictæ Civitatis Nicie Notarium, ad opus dictæ Universitatis Nicie. Acta fuerunt hæc ante Ecclesiam Monasterii Sancti Poncii extra muros Civitatis Nicie: presentibus spectabilibus Militibus Dominis Aymaro Domino de Claromonte, Otrone de Grandifono Domino Sanctæ Crucis; Egrejjs Dominis, Joanne de Miolano, Guillermo de Rossillione Domino Boscagii, Joanne de Coloniaco Domino de Andelo, Bonifacio de Chaland, Joanne de Veneto, & Guygone Ravayssi Domino Sancti Mauriti, Militibus; Domino Joanne de Consilio Legum Doctore, Ludovico de Grimaldis Barone de Bolio, Domino Egidio Seche Legum Doctore, Domino Sadoc Sapiè Licentiatum in Legibus, & Antonio de Croso Secretario dicti Domini Comitis, testibus ad præmissa vocatis & rogatis.

CLVIII.

vers
1388.
ou
1389.

Bischoff Georgens und seines Capituls zu Passau Statutum und Brief an Herzog Albrecht zu Oesterreich ausgestellt; daß sie Ihn und seinen Erben mit aller ihrer Macht helfen und ihre Bestungen offen halten wolten; mit dem zusage; daß diese Pflichtung ein ewiges Statut des Bisthums seyn; und daß weder ein Bischoff noch Chorherr angenommen werden solle; Er habe denn dieses Statutum beschworen. Geben ic. [HUNDII Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 277. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Spicileg. Ecclesiast. in II. Theil vom Stift Passau pag. 806.]

C'est-à-dire,

Statut & Obligation de GEORGE Evêque de Passau, & de son CHAPITRE, par lequel ils s'obligent envers ALBERT Duc d'Autriche de l'aider lui & ses Héritiers après lui de toutes leurs forces, & en toute occasion de nécessité, comme aussi de lui ouvrir leurs Places & Châteaux; ladite Obligation devant passer à leurs Successeurs,

comme un Statut perpetual de l'Evêché, en sorte que nul Evêque ou Chanoine, ne soit reçu & installé, sans en promettre l'observation avec serments. Fait &c. (1).

ANNO
vers
1388.
ou
1389.

W. Georg von Gottes Gnaden Bischoff zu Passau/ bes-
Nennen und thun fundt offentlich/ mit dem Bischoff/ al-
len den/ die in seht/ lesen/ oder hören lesen/ mit oder hin-
nach ewiglich/ daß wir mit gutem Rathe/ und jenger Ber-
trachtung/ durch Freide und gemaines Nutzens und auch Ge-
machtes willen unserer Herrschaft/ und aller unserer Undertho-
nen/ für uns/ und für all unser Nachkommen/ Bischoff zu Passau/
verhasst und verlobt haben/ bey unsern Treuen/ und
mit Worte unserer Fürstl. Würdigkeit/ verheissen und verloben
auch mit diesen Bischoff/ daß wir den Durchleutigen Fürsten/
unsern gn. Herrn/ Herrn Albrechten Herzogen zu Oesterreich/
zu Steyer/ und Kärnten/ und zu Crain/ Graffen zu Tyrol/ und
allen seinen Erben und Nachkommen/ geholfen sein solten und
wöllen/ fürderlich und ewiglich/ mit aller unser Macht/ in al-
ler ihren Ehren/ Würden/ Rechten/ und Frommen/ wider al-
ler meniglich/ niemand ausgenommen/ wann in des Not ge-
scheit/ und wir darumb von ihm geordert und genannt werden/ ohn
alles verzihen/ und daß wir ihn auch alle unsere Besten offen haben
sollen/ in allen ihren und ihrer Lande Kriege und Nothen/ ohn Ge-
werde. Doch haben wir uns in dieser Bindungswissentlich vorbe-
halten und ausgenommen/ unsern H. Vatern der Dabst/ in allen
Geistlichen Sachen/ als das bißhitz ist. Aber aber jennand/ der uns
angehet/ wider den vorgenanten unsern Herrn Herzog Albrechten/
oder sein Erben oder Nachkommen/ oder der wider die ihren icht
gehet/ darumb solten so wir zu Rechte sehen/ und solten wir des-
wegen vor den unsern Minne und Recht thun/ nach der Gelegen-
heit der Sache/ ohn Gewerde/ wölte aber der unser das wider
seyn/ und Minne und Rechtens vor uns nicht gehorsamlich seyn/
so solten wir unsern vorgenanten Herrn/ seinen Erben und Nach-
kommen/ auff denselben geholfen seyn/ als lang/ uns er dar-
umb gebessert wirt. Und binden auch festiglich/ zu den vorge-
nanten Gelüben und Dingen alle unsere Nachkommen/ ewig-
lich. Darüber durch ein vesse Eiderbait/ und ewige Belob-
niß der obgeschriben Pflichtung und Änning/ haben wir der
vorgenant Bischoff Georg/ und wir der Domprobst/ der De-
chant/ und gemainlich die Chorherren des Capitels zu Passau/
für uns/ und unser Nachkommen in unser ewig und uninder-
rueßlich geschworen Statut gesetzt und genommen/ und sehn und
nennen auch/ mit dem Bischoff/ recht und reblich/ alles das an
diesen Brief geschriben steht/ so beschaidentlich/ daß wir die ehe-
genanten Bischoff/ Domprobst/ Dechant/ und die Chorherren
gemainlich/ und jeglicher besondere/ unser vorgenante und dise
gegenwertige Statut, jekundt wissentlich geschworen haben/ und
die auch all unsere Nachkommen/ jeglicher in seinen Namen und
Besten/ ewiglich schweren solten zuhalten/ treulich und gän-
zlich/ ohn Gewerde. Und solten auch wir fürbasz keinen/ der
Chorherren zu Passau wirtet/ zu unser Handlung/ oder Sachen
unser Capitels/ und zu unser Gemine in denselben unserm
Capitel/ nach zu unserm Priebst/ zu Passau nicht nennen/ nur
er schwer zu dem ersten/ die vorgenanten Statut zuhalten/ in al-
dermass als die dieroben geschriben ist. Darnach auch geschreibe
daß das Bistumb zu Passau lebzig wurde/ und bestellst nicht Bischoff
were/ so solten wir die ehegenanten Domprobst/ Dechant/ und
gemainlich die Chorherren des Capitels zu Passau/ einen un-
sern Mit-Chorherren unser Capitels zu einem Bistumb und
Verweser/ des Bistumbs wehlen und nennen/ der die fürge-
nanten Statut geschworen hat gehalten/ und der die Pfleg des
Bistumbs dann halt und ernen hat/ uns auf einen konftigen
bestanten Bischoff zu Passau/ in solcher Bindung/ Änning/
und Pfleg/ als die ist geschriben. Und soll der Bistumb und
Verweser/ und auch wir/ einen konftigen bestanten Bischoff
zu Passau/ und auch wir/ einen konftigen bestanten Bischoff
zu Passau/ nicht nennen/ zu unser Statut gehalten/ als vor-
geschriben steht. Auch solten wir keinen Domprobst und
Dechant nicht nennen/ zu uns und Gewer der Domprobst und
Dechant/ er schwer dann des ersten/ unser vorgenant
Statut gehalten/ schlechentlich und getreulich/ ohn Gewer.
Auch haben wir/ in dem Namen als daruf/ vor uns und un-
ser Nachkommen/ geschworen einen leblichen Aid/ mit ange-
richten Henden auff das H. Evangelii/ stet gehalten und zuvol-
führen/ ewiglich/ mit ganzen Treuen/ diese Bindungswiss-
entlich/ und Änning/ in aller vernunft/ als vorgeschriben stet/
ohn Gewerde. Auch soll der vorgenant unser Herr/ der Herzog
von Oesterreich/ und alle seine Nachkommen und Erben ewig-
lich/ uns und unser Nachkommen/ schirmen und verpflegen/
und triffen/ ewiglich/ vor allen Gewalt und Unruehen/ so
und wen uns das Not geschicht/ als die Brest sagt/ die wir
von ihnen haben/ on alle Gewerde. Mit urkundt des Bischoffs/
den wir darüber geben/ befestigt mit unsern anhangenden In-
sigel. Und wir der Domprobst/ der Dechant/ und das Capitel
gemainlich des Gottesbanis zu Passau/ verjehen und befehlen
offent.

(1) La Date manque à cette Pièce; mais comme l'Evêque George fut élu en 1388, on peut la ranger sous cette année-là; & pour le plus tard sous l'année suivante, c'est-à-dire après la réduction de la Ville de Passau, par les Armes du Duc d'Autriche, & la réunion de tout le Chapitre en la faveur. Sur quel on peut consulter le même H. u. d. v. in Can. Episcoporum Passaviensium pag. 215. [D. u. M.]

offentlich mit dem Brief / daß die vorgeschriebene Bündnisse
und Schilde / mit unserm Bischoff / Büllen / und Rath ge-
schrieben ist / und loben auch die sie gehalten / für uns / und unse-
rer Nachkommen / ewiglich / bey den Thiden die wir darüber
geschworen haben / mit angereicherter Handen auf daß
d. Evangelii. Und darüber / je mehrer Sicherheit / haben wir
des Eheganten unser Capetels Insigel / zu unserm vorgenan-
ten Herrn Bischoffs Georgen ze Passau Insigel. u.

CLIX.

Vertrag zwischen Friedrich Bischoff zu Straßburg/dann
der Stadt des nahmens / von wegen der Pfälzburger /
So sich in besagten Bischoffs gebieten begeben / auf-
gerichtet im Jahre 1389. [LUNIG, Teutsch.
Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fort-
setzung III. Abtatz XX. pag. 284.]

C'est-à-dire,

Accord entre FRIDERIC Evêque de Strasbourg,
Et la Ville de STRASBOURG, portant que les
Phaltzbourgeois n'y seront plus requis ni pro-
tégés. Fait en 1389.

Wir Friedrich von Gottes Gnaden Bischoff zu Straß-
burg / verkehrt und tumbet mangelndem mit diesem Briefe.
Als etwas stoffes und Missetheile sehet gewesen ist zwi-
schen uns und den Erben Thiden den Weiser den Räte und
den Bürgern gemeinde der Stat zu Straßburg von besagten
Statte zu Straßburg Pfälzburger wegen die unter uns und in
allen unsern Statzen / Dörfern und Gebieten geschehen sind / daß
also durch unsern Frumtschafft / und durch daß / das wir und sie
deß Frumtschafft mit einander gegeben müget / und auch wir Frum-
tschafft umbe daß sie sich auch zu tiebe derselben ihre Pfälzbur-
gere / allerfamant / die sie in allen unsern Statzen / Dörfern / Dor-
fern und Gebieten hant / begeben haben / und sie uns hant ge-
lassen volgen in die Wisse / also sie nach geschriben stat / wir
frumtschafft gerichtet und übertragen sind / mit denselben dem Weis-
ser / den Räte und den Bürgern gemeinde der Statte zu Straß-
burg / in alle die Wisse / also das sie nach geschriben stat. Das
burg / in alle die Wisse / also das sie nach geschriben stat. Das
ist also / daß die Friderich Bischoff zu Straßburg süßten den
von Straßburg alle ihre Wissegerne nach Pfälzburger / die un-
sern sie beschafft sind / und die sie uns gelassen hant / bis nachste
Jare nach der Date des Briefes zu zehende lassen süßen mit son-
derem Dienste / und in aller derauffen also sie uns har gefessen
sint / und nach demselben Jare so süßten Wir noch die unsern
sint / myener nie unvorfalt getrogen noch genötigen / noch in keine
sunder getrogenmisse getun noch schafften getan werden / dane
unverweilliche alle andere unsern Euten die in sie bannne süßen / ane Ge-
werbe / und süßten auch die von Straßburg keinen Wfburger ge-
nannt Pfälzburger nie empfangen die uns zuachrent. Es süßten
auch alle unsere Leute / die unter uns beschafft sint / was die gefessen
sint einen freien Geiz haben mit iren Eute und Güte zuverche
in die Stat zu Straßburg / oder wohin es in süßen / und süßten
wir noch die unsern das mit weren / noch sie daran iren in de-
heinen Weg. Und heiten auch die unsern jergent abernime
verschoren oder Wurfgeschafft darinn gesetzet / die süßten wir und
die unsern in diesen nächsten achtzig Tagen leib und loß tun sagen /
Were es aber daß eine huan fuder es verschuldet / das er uns
mit rechten Gerichte sit und Gut verlei / verbunde sich der ugit
daß sol er halten / were aber er uns vormalis sit und Gut ver-
fallen / was sich der verbunden hente / das sol er halten / heite
auch deheine soliche Schuld gebolffen machen / darzu er beru-
fent were worden mit einer geluteten Clouen / aber heite er mit
Hande oder mit Munde deheine Schuld gelope zu getende / die
sol er auch heissen bealen. Das sol aber mit angan sanctliche
Schulde also die Eute uns abernime gelope hant / und die von
Abernime wegen darreiffet. Were es auch das jeman wer der
were / sine Eute die unter uns süßen / trengen und thengen wolte /
oder sie biße har getrenget heiten / das dieselben keinen freien Ge-
zoz haben solten / uf den und uf die süßten Wir Bischoff Fried-
rich den vorgenannten Weiser und Räte zu Straßburg geraten
und bescholffen sind / das er sine Eute der Gemeingemüß / Eute und
Wurfgeschafft und Schulde biße sage / die sie Jare darinne ge-
tan hant / und daß er sie insse sey jehen mit iren Eute und Güte
wohin sie wellent also auch das biße reht und gewinlich ist / us
genommen eigen Eute die man begehrt sol mit den Euten rehten
also das von Alter har dan gewinlich und reht ist. Wir der
vorgenannte Bischoff Friedrich wellent auch mit das deheine un-
ser Amptman noch neman der unsern beheimen der / der von
besagten Bürger gütere lehen / und in gute davon git / von
besagten Bürger / oder der Güten wegen nicht nie trenge oder nöthi-
ge zu dienende / andere darme also er vormalis dienende / e darme
er das Gut lehen / es were dann / das er sich an sinen Gütern
bessere / oder ergete / nach Erbenmisse der Wanlute da er darme
gelesen ist / der vorgenannte von Straßburg lehen Eute munt-
gen der Bürger von Straßburg Wische / Pferde / Kintere / Schoff
und andere Dinge uf unser Wunne / Rinde / und Alwende müget

was die süßen also uns har gewinlich ist gewesen. Welke auch
unter uns / der Bürger von Straßburg Gütere lehen oder ge-
lehen het / gieng der von den Gütern / e darme die Zil usse-
giengent also er dieselben Gütere gelehen het / oder so die Zil ober
die misgebunde uskommet / so sol derselbe lehenan noch neman
der unsern dieselben Bürger von Straßburg / der darme das
selbe Gut ist / an den Gütern vrbasser zu lehen mit iren noch
hindern / welke das darüber derte oder also von den Gütern gieng
ge / e darme das selbe Zil uskommet oder die Bürger also an iren
Gütern zu verheinde irrete / uf den süßten Wir unsere Amptlute
und die unsern / nach der von Straßburg verkündende / den von
Straßburg und iren Bürgern geraten und gescholffen sind / das das
mit geschehe und in auch verbesert werde / unverzogenliche / also
gieng es uns den Bischoff selber an. Wir süßten auch das
Gesinde und die Knechte / die die Bürger von Straßburg usse
iren Gütern und Höfen hant / die unter uns dem Bischoff ge-
logen sint / deheine derte trengen zuheinde / noch sie las süßen /
noch neman von unsern wegen / da solliche Knechte oder Gesin-
de uns vormalis jehen Schillinge Straßburger Pfenninge / oder
minre gebieten hant / welch aber under denselben me darme je
hen Schillinge Jares gebieten heiten / die süßten uns derte ge-
ben / also harnach von den Bürgern die usser der Stat zu Straß-
burg unter uns süßen / geschriben stat / Wande wir süßten sie an
dieselben damit lassen bliben in iren alten Rechten und guten Ge-
winntheile also sie von alter harkommen sint ane alle Gewerde.
Wir der vorgenannte Bischoff Friedrich wellent auch mit das man
von deheinen Bürger von Straßburg / sinen Gütern / Frachten
und den Jren in unsern Gerichten urrideten solle / wande Jure
ir Freiheit wol gesehen und selber gelesen hant / das sie das von Re-
mischen Keysern und Künigen gesehet sint / das man davon nicht
richten sol / und darumb so wellent Wir / werne beheimen un-
sern Amptmanne oder dem unsern in dem Gerichte da die Eute das
Gut oder das ire verboten sint / es zu dem ersten male veründert
wird / mit der Statte zu Straßburg Briefe oder gewinlichen Worten /
daß sie darme die Eute oder das Gut oder das ire / das darme
verboten ist / leibig sagen süßten / und das süßten auch unsere
Amptlute und die unsern verurtheile und ane Verzog tun / und
süßten unsere Amptlute den ober die / wo die Bürger von Straß-
burg / in Gut oder das ire verboten heiten / den den Bürger
nachwissen in die Stat zu Straßburg / und sol man den un-
sern die in die Stat also gerichtet werden / in der Stat zu Straß-
burg unverzogenliche des rechten heissen ane alle Gewerde. Und
süßten auch wir der Bischoff und unsere Oberehen Amptlute alle
die Schultheissen die unter uns zu jamaale sint / oder die wir her-
nach machent / tun süßen an den Heiligen / das vorgeschriben
Stunde also zu halten / und zu vollfurende unverweillich / wo
aber der von Straßburg Bürger darüber einen Brief vordere
an Weiser und Räte / das Jure sine Güte verboten rezent / und
Jure das Gut von den unsern also darme entschlagen wurden.
Dimeb sich darme von Weiser und Räte das das Gut / das be-
sagten Bürger entschlagen were / nit sin eigen Gut were / sie süßten
in Weiser und Räte darumb straffen / und in es tun beissen alle
iren Eren wol anstat / were es auch / das unsere Schultheisse
eime der Bürger von Straßburg Gut / von dem ersten verun-
dende nit entschlage / und also verbrochen wurde / den süßten wir
darumb tun straffen und in tun beissen / also unsere Eren das
darme wol anstat. Es ist auch bereit / were es das die von Straß-
burg reizen voren wellent / oder reizende wurden / bedurffent sie
danne Pferde / Wägen / Karren / und famelicher Bereitthafft von
den unsern in unsern Lande / das wellent Wir in wol gumen
und ist unser ganz Wille / umbe fameliche Pfenninge also sie uns
har solichen Euten darumb gegeben hant / und süßten wir das
also allen unsern Amptluten befehlen. Wir der vorgenannte Bi-
schoff Friedrich wellent auch / welch der von Straßburg Ange-
seßen Bürger hinfanfuder nach dem Tage also darme derte ge-
ben ist / uf der Stat hinder uns in unsere Statte / Gerichte und
Gebiete ziehet / derselbe und sine Nachkommen süßten uns Jares
dienet eine alte gemeine Randere / und dieselben süßten den un-
sern da sie darme beschafft sint / heissen maren Wulen / Osen-
huster Burnen / Stäge und Wege nach der Margal also sie darme
daran gebürt unverweillich / sie süßten auch alle gemeine
Eymungen heissen halten / und süßten mit den unsern in unsern
Gerichten da darme solliche Bürger süßen / in unsern Gerichten
süßten auch den unsern heissen graben und machon nach iren Kintal
unverweillich / wir noch die unsern süßten auch sanctliche Bürger
über die vorgeschriben Dinge nit vurbasser trengen oder nötigen
uns vurbasser zu dienende oder zu tunde / sie deinet es darme ge-
ne / Wir süßten noch wellent auch nie gestatten das dieselben Bür-
gere jeman versee oder verbinde Gülte oder Zuse zu gedende
oder Schulde zu machende in denheimen Weg. Wu auch eime
der von Straßburg Bürger eine unsige tut / in unsern Gerichten
und Gebieten / kommet der mit dem Eute davon / so sol auch
alles sin Gut fry und leibig sin und bliben / es were dann / das
derheime der unsern der von uns in die Stat zu Straßburg ge-
zogen were / sie der Zeit das Wir Bischoff zu Straßburg gewe-
sen sint / jugent dieselben also wider under uns und unser Luter Ge-
biete / die süßten uns dienen alle andere unsere Eute ane Gewer-
de. Welch auch der von Straßburg ingekessen Bürger sine Kint-
de oder Gesinde uf der Stat in unsere Gebiete Jares vren sine
Gütere zu bumeinde oder andern sinen Nuz zu werbende / der doch
sine beste Hufere in der Stadt zu Straßburg het / der und die
selben / süßten sey hinder uns sin alles Dienstes und aller der Woz-
dermachten / so die unsern an sie gewordern oder getun mög-
tent / Wande wir wellent das sie sey sint / und auch unser
Wunne und Wille wirt allem irgen Dorte mugent machen und
missen /

ANNO
1389.

niesen / und zu aller ired Notdurft brauchen alle alle andere Un-
sere Lute / und alle das auch hartkommen ist ane Geverde. Were
es aber das wir und die von Straßburg sich mit einander bau-
men wurden / so soll schwere Theil under uns derselben sa-
chen kommen / auf jenen erbere Name / und fallen die Bischoff
Friedrich dazu einen zu einem Vornamen nehmen / us den vier
Theilern und den Nannamessen die darne zu Straßburg sint /
und was der meze Theil under denselben fünfen darumb erken-
nent / und freudent / das sullen wir / und die von Straßburg
zu beiden Eiten halten / und vollstehen / und wenn das ein-
mal von unserm Bischoff Friedrich wegen geschehen ist /
wurdent wir darne die von Straßburg von solcher Scil-
ke wegen anderwerbe anlangende / so sullen wir zu beiden
Eiten aber zwene erbere Name darzu setzen und sullen
darne die von Straßburg einen under diesen setzen / die hienach
geschriben stant / zu einem fünften Name darzu nehmen / und
vns dieselben fünfte darumb erkennen und freudent / und sint die
vns auch zu beiden Eiten halten und vollstehen / und sint die
dieselben sechs / Herr Walter von Mühlheim Probst zu Ma-
we / Herr Johann von Schaffelsheim / Wolmar von Bickersheim /
und Johans Bloppelsheim / und od merwegent also einmal nach
dem andern / wie diese wir die von Straßburg von denselben
Stuetes wegen anlangende wurdent / so soll es alle wegent also
darumb sin und bliben und in gleicher Weise / als es davor dar-
umbe schreiben ist / doch soll dieselbe Anspache allewegent mit me-
sin / darne von einer Personnen wegen je zu einem male. Und
wann auch wir Bischoff Friedrich eine solche Anspache an die
von Straßburg sint / und wie einen us Jren wir diesen / und
den Nannamessen die darne sint / darzu nehmen / so sullen
die Dage darumb sin in der Stat zu Straßburg und niegent an-
derens. So aber unser Anspache anderwarbe darumb ist / und
die von Straßburg einen under den vorgenannten setzen zu einem
fünften Name nehmen sullen / so sullen dieselben Dage sin
zu Holsheim / und od merwegent anderswo / ane alle Geverde /
Wenne auch die vorgeschriben sechs alle sechs gesterbent / und ver-
sahrent / wenn wir darne die von Straßburg von einer solchen
Sachen wegen aufsehent / so sullen allewegent / jedweder Theil
under uns zwene Erbate Name darzu setzen / und sullen die
von Straßburg darne einen darzu nehmen us unserm Bischoff
Friedrichs Räte / der darne unser Räte geschworen hat / wel-
chen se wollen / und was darne das merze Theil under denselben
fünfen von des vorgenannten Stuetes wegen erkennen und freu-
dent / das sullen wir zu beiden Eiten darumb halten und voll-
stehen an alle Geverde. Wenne auch die von Straßburg ier
Stat verberiet / die mugent hinder uns ziehen / in welche unser
Stat oder Gerichte se wollen / und wahn sie hinder uns zie-
hent / so sullen sie ire Lute und Gesinde / diervile die zle we-
rent alle in darne die Stat verberien / ist sy seen alles Dienstes
und aller der Vordereungen / und sullen wir es gegen den halten alle
von der von Straßburg Edeln Burgern barisch geschriben stat /
diervile se under uns sigen / es were darne / das se es mitren
Lutten gegen und ober den Lutten verfuhrerent / die mugent
wir von uns heissen ziehen / ungehindert ane Geverde / Belit die
von Straßburg vns Belitte empfangen oder sus vns Belitte
hant / und die unter uns under unsere Gebieten jugent und die
da feschafft werent oder se Kenoge da feschafft sint / ane die / die
vormals in unsern Eitten / Dorffern und Gebieten Rete ge-
geben hant / die sullen Rete-sy da sin / und sullen wir noch nie-
mals von Lutten wegen se nit nengen noch trengen zu timde an-
ders darne alle andere Belitte tun / die under uns gesellen sint /
ane alle Geverde / vns der vorgenante Bischoff Friedrich noch un-
sere Anspache / noch nieman von Lutten wegen sullen / noch wul-
lent den Lutten mit verberien das se den Burgern von Straßburg
Anspachen oder usgesellen noch den ten mit nellen / buben oder
arbeiten sullen in welken Weg das se / wande wir welkent das
die Lutten in malent / bachen und arbeiten umbs ire Pfenninge al-
se andern Lutten ane Geverde. Und durch das / das die vorgenant
frumliche Richtunge und der Uerregg / und alles das / das da
vorgeschriben stat siet sol sin und bliben in alle die Wise also da-
vor geschriben stat / alle diervile das wir der vorgenant Bischoff
Friedrich lebent / und Bischoff zu Straßburg sint ane Underlas /
Wande wir es auch also und dieselbe sit us / mit usgeheter Hant /
hupliche geschoren hant an den Heiligen unuerbrochenliche zu ha-
tende / So hant wir des zu einem wortet Urkunde unser Inge-
sel an diesen Brief geschicket / Und durch merze Sicherheit und
ganze Bestetunge willen / aller der vorgeschriben Dingen / so
hant wir der vorgenant Bischoff Friedrich gebeten den zum
Probst / den Dehan und das Capitell unser Weren Stifte zu
Straßburg / das se dasselbe unser und ired Capitells Inge-
sel zu dem Lutten hant geschicket an diesen Brief / des auch wir
Bischoff von Lugsheim der zum-Probst und Wolmar von Lugs-
heim Geborene Dehan des Weren Stifte zu Straßburg von un-
sern / und denselben unser Capitells wegen verheint an die-
sem gegenwertigen Briefe / Und des zu einem Urkunde so ist
des vorgenant unser Capitells Inge-
sel durch Rete willen des vo-
genant unsern gnuogen Herren Bischoff Friedrichs zu Straß-
burg zu denselben unsern Herren Bischoff Friedrichs / der Stete
zu Straßburg Inge-
sel an diesen Brief geschicket. Wir Der-
delin Manne der Richter und der Rat von Straßburg verheint
und fundent mengelich mit diesen Briefe / das wir von unsern
und der Gemeinde wegen zu Straßburg frumliche gerichtet / ge-
schlichtet und ubertommen sint / mit dem vorgenant unserm gne-
digen Herren Bischoff zu Straßburg aller der Dinge die da vor
an diesem Briefe geschriben stant / wande wir dieselben vorge-

schriben Dinge allesament halten welkent unuerbrochliche die von
unsern wegen darvorgescriben stant / alle diervile das der vorgenant
Bischoff Friedrich lebent / und Bischoff zu Straßburg ist / und es
auch alle Jahre der Name Rat / der in unsere Stat zu Straß-
burg wirt / sieren sol also zu haltende / Und des zu einem wortet
Urkunde so ist unsere Stete Inge-
sel zu des vorgenant unsern
Herren Bischoff Friedrichs und des Capitells Inge-
sel zu
Straßburg an diesen Brief geschicket / Der wirt gegeben an
dem ersten Wendtage nach Sant Martins Dage des heiligen
Bischoffs. In dem Jare da man jaltet von Gots Geburte Dreize-
henhundert Jare Tzigh und Nune Jare.

CLX.

Diploma WENCESLAI Römischen Königs / wo. 2. Mai.
durch Er das Bündnuß der Rheinisch. Schwäbisch.
Bayeran. Fränk. und Bayrischen Städte / unter
der Bedrohung der Reichs-acht cassirt / auf den
Reichstag zu Eger an St. Sigismunds tag 1389.
[JOH. PHIL. DATT, Volumen rerum Ger-
manicar. Novum Lib. I. Cap. IX. pag. 61.
§. 27. Ex Archivis. LUNIG, Teutches
Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Ab-
theilung VIII. von Reichs-Städten in gemein
pag. 46.]

C'est-à-dire,

Diplome de l'Empereur WENCESLAS, par le-
quel il casse & annule la Confederation des Villes
du RHYN, de SUABE, de FRANCONIE,
& de BAVIERE, avec menace du Ban de
l'Empire. Donné en Diète generale à Egra le
jour de S. Sigismund (1) 1389.

Wir Wenzlaw K. Entbieten den Burgermeistern Räten /
und Burgern gemainlich unser und des Reichs Steten in
obern und nidern Enaben / in Eßfere / an dem Rine / in der
Wobert in Francken und in Baiern gelegen / unsern lieben ge-
trouwen / unser gnad und alles gut. Ecken geruemen / also als je
ich wider unser und unsern Rätters seligen willen / aussonn ge-
büden und verant hant bi einander se beliben / darmit ir vns und
das heilig Riche usgesonnen hant / das wir wider vns und das
heilig Riche nicht sin solle / also wenne wir geshicht erkennen
und wissenlichen versien / daß solch bünntuße wider Gott / wider
vns / und das heilig Riche und wider das Riche ist / So gebieten
wir uch allen gemainlich vns Jumer reglichen sumderlichen bi vn-
sern und des Reichs hilden / und ermanen uch auch solicher aide
und treuen / als ir vns und dem heiligen Riche verbunden und
pflichtig sind / das wir Jumer brief haben / und uch silt funt-
lichen ist / daß ir alle selich bünde / wocherlay die sind / die ir ge-
samen geschet hant / und mit namen den gemeinen bünde von sinich
an geschnitten lassen ab sin / ablegen und absetzen / vns uch an
niemand anders / darne an vns und das heilig Riche haltent und
in den gemainen Landen bin vns gemadet haben treuen. Wam
wa ir das nit rätent / be wir nit glauben / So benamen / ent-
wergen und privieren wir uch in Crafft dis briefs aller freihen /
rechten und gnade / die uch von vns und unsern vorkan an dem
Riche Römischen Kaisern und Königen geliben vns gegeben sin /
vns setzen uch in unser und das heiligen Riche vns aller der vn-
sern unsre vns und ungnade / als mannaider / vngeruene und un-
gerechte lit. Mit urkunde dis briefs versigt mit unsern anhan-
genden Insignel. Geben zu Eger an sant Sigismunds tag Anno
Domini MCCCLXXXVIII.

(1) Mr. Luvig date ce Diplome de l'an 1388; mais comme Mr. Datt est
le premier qui l'a mis au jour, & que c'est de lui qu'on le tire, on a
eu aussi de voir s'en tenir à sa Date, qui est de l'an 1389, comme elle
est marquée ici. [D. M.]

CLXI.

Kaysers WENCESLAI Landfrieds mit Rath der 5. Mai.
Churfürsten / Land und Leuten in Aug / Friede und
Gemein aufgericht / wodurch unter andern auch der
vereinigten Städte gemeiner Bund cassirt und der-
gleichen sinesin zu machen verboten wird. Eger den
nächsten Mitwochen nach Philippi und Jacobi tag
Anno 1389. Mit der Städte Declaration über
diesen Landfrieden. [JOH. PHIL. DATT,
Volumen rerum Germanicar. novum. Lib. I.
Cap. IX. pag. 66. §. 51. d'où l'on a tiré cette
Pièce,

389.

Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abtatz I. pag. 38.]

C'est-à-dire,

(1) Paix publique ordonnée par l'Empereur Wenceslas, du Conseil des Princes Electeurs assemblés avec lui en Diète générale, par laquelle, entre autres choses, la Confédération des Villes est cassée & annulée, avec défense d'en faire de semblables à l'avenir. A Egra le Mercredi après la Fête de Saint Philippe & St. Jacques 1389. Avec la DECLARATION des Villes Confederées sur cette Paix publique.

Wir Beschlau. und im Funst offentlich mit disen briefe allen den zu sin schen hören oder lesen / das wir dem Allmechtigen Gotte zu loben/dem Heiligen Nyche zu Ehren/und sust lande und luten gemeinlich zu nusse/seyde und gemache/unt wolbedachten mure und gutem Kate unfern und des Nyche Kurfürsten geistlichen und weltlichen und Herren/und von rehter wise eins gemeinen lantfrideis überkommen sin und den gemache haben in aller der maß als hernach geschriben stet.

1. Zum ersten so sollen und wollen wir beide Kurfürsten Fürsten Herren und Stetide die in dis lantfride sin/einander zulegen und beholsen sin des rehten und redlichen sachen mit stet truwen und mit ganhem sisse nach ußwysung der nachgeschriben Artikel dis lantfrideis / als ferre uns allen lid und gut gereichen mag ane alle argeliste und geverde.

2. Auch haben wir uns mit den Kurfürsten / Fürsten / Grauen / Herren und Stetide die in dis lantfride sin/unt Xaub / more / prant / daben und unredt widerlegen die uns und allen den die in disen lantfride und buntnisse geboren/uff ersten grungen geschlichen vereint / das die die über den lantfriden geset sit / oder der merre teil under yn erkennen darunt dis lantfride billich richen solt. und darzu solent die obersten Kurfürsten / Fürsten / Grauen vierre / und die Stetide auch viere geben / Darüber haben wir obgenant Konig Beschlau von Königlich macht einen gemeinen Obman darzu erkorn und geben / mit der bescheidenheit ober kein Kurfürste / Graue / Herr oder Stat / oder die in disen lantfride und buntnisse hehoren / von jeman beschediget worden widder die Artikel die in disen lantfride begreifen sin / Das sol man an den Obman bringen / der sol dann andere sine gefellin die über den lantfride und buntnisse geset sin befinden in vieseigen tagen oder je zueinander yßkommen in der Hirt Stetide eine gelin Hirtgrou / Hirtmans / Hirtoberg oder Hirtenberg / ob yn dichte uff den er das sit notdurfftig were / und wes sich dann die oder der merretail under yn erkennen uff ir eide das dem die erwidder reht geschet ist / so sollen sie dann die neyßen Herren / Stetide / Kimpelute und Nichte manen ane geverde widder dieselben zu heissen nach irem bekenntnisse uff ire eide / und sie sollen yn dann darzu beholsen sin / uff den eit / getruwelich / als lange die bisz das yn der schade ußgerichtet wirt / ane geverde / nach erentnisse der / die über den lantfride und buntnisse geset sin / oder den merren teil under yn uff ire eide / das sie also an eins ander ir eigenossen hulffe mit überkommen mochten / so sollen und wogen sie den neyßen Herren und Stetide yn nennen / ane geverde / als vil sie duntet / das sie dieselben beholten werden / und die selben solun yn dann auch beholsen sin / uff die eide / als vorgechriben stat.

3. Auch sollen die die über den lantfride geset sit / uff ir eide den Fürsten / Herren und Stetiden / die in disen lantfride sin / oder die darin komen / hulffe und dienste / die man tun sol / anlegen getruwelich / nach irem vermogen ane geverde.

4. Auch sollen die Nüne / die über den lantfride und buntnisse geset sit / siocren zu den Heiligen gemaine Nühter zu sin getruwelich / den armen als den richen ane geverde.

5. Were auch / das der Obman abginge / als oft das geschet / so sollen wir Konig Beschlau / oder wenn wir das an unferre stat bevelhin/unt gutem Kate und wissen / ie einen andern legen / an des selbst stat / der sich alles des verbinde / und siocre / das sich der verbunden und geschorn hat / der abgangen were. Und dunt die / die über den lantfride und buntnisse geset sit / oder den merren teil under yn / uff iren eide / das der Obman / den wir also darzu geset haben / den lantfride mit bequemelich were / so sollen und mogen wir yn / mit gutem Kate und wissen / ein andern darzu geben / in dem neyßen Manne / als es uns verkimdet wirt / ane geverde / als oft und den lantfride des not beschet / der sich alles des verbinde und siocre / das sie vor und nachgeschriben stat / ane geverde.

(1) Ce Traité se trouve aussi dans LEHMANN, Chronicon Spirensis pag. 761, et additione FUCHSII, mais avec des différences assez grandes, et date de l'an 1388. [DUM.]

ANNO

1389.

6. Auch sollen die die über den lantfride und buntnisse geset sit / allenthal zusammen kommen an dem Geringe nach jeder freyheit sin in der vorgechriben viere Stetide eine / und den lantfride daru besen / was landen und luten anligende ist / daru verporen und ußwischen getruwelich / uff ire eide / ane geverde. Dunt aber den Obman / das sin oft not were / so mochte er sin andern eigenossen zusammen gebieten / als oft des not wirt / in der obgenanten viere Stetide eine / da yn dunt die das es aller gelegenlich ist.

7. Auch sol der geschorn schreibe / noch jeman von sinen wegen / ten sorgebot geben / Es haben dann für die Nüne / oder der merre teil under yn erkant / uff die eide / das es und solliche sache so / darumb der lantfride billich richen solte.

8. Auch mag der merre teil / under den Nünen / die über den lantfride und buntnisse geset / wol richen / ob der andern teil nit kommen mochten / ane geverde.

9. Were auch / das ein Krieg oder Klauf / zwischen Herren und Stetiden / oder andern / die in disen lantfride und buntnisse sin / oder nach darzu komen / ußerlunde da Got für sit / das sol man bringen an den Obman / und an die / die über den lantfride geset sin / und was die / oder der merre teil under yn / dann zu Kate werden und ußsprechen / uff ire eide / das sollen yn beide teil gewolig sin / und solliche sache / als vorgechriben stat / und wer sich des widert / und sin nit gehorhan were / so sollen Herren und Stetide / und alle die / die in disen lantfride und buntnisse sin / den andern zulegen und beholsen sin / in der vorgechriben wise.

10. Were auch / das die / die über den lantfride geset sit / oder den merren teil / under yn / dunt und erenten / das man geschet bedurfft / es were Herr oder Stat / wo man sin danhin bedurfftende were / da by sollen dann die neyßen drey Herren und drey Stetide die Kost dann darzu liden / der mann dann bedurfft zu werden und zu bringen und wann dann das geß jagat / so sollen die / die über den lantfride und buntnisse geset sin / dann nach in einem Manne zu samen kommen / und wie sie / ob das merre teil under yn / dieselbe Kost dann anlegen jedem Herren oder Stat / die in dem geset gewesen sin / so sollen sie darnach in einem Manne den Herren oder Stetiden die Kost ußrichten / die sie dat geluben haben / ane geverde. Auch welicher neyße Herr oder Stetide die Werde besessen und andere geuge / das zu dem beset note ist / habent / die sollent das auch liden / zu dem beset. So das von den / die über den lantfride geset sit / ges vordert wirt.

11. Wer auch das H. N. Nide / oder dieser lantfride Reisend / in denselben Reisen sol manant mit andern nemen / weder mit trauwen / oder mit bette / dann zithliche Koste / und nute / das er nit siner Notdurfft bedurfft / und die er uff dem Bede bitten wil / und sol auch des nit heime füren / noch verlossen. Were aber das überfure das sol man haben für einen raup / und sol zu une richen / als der lantfride stat.

12. Auch ist gerecht worden und wellen das vor allen dingen / wann das H. Nide oder dieser lantfride also reisen / das alle itaßten / Kirden / Clöster / Phaffheit / Kirdowe / Mülten und besunder alle Präge mit Heden und was darzu gehöret / und die die Hinganten / Zeten / und das Hest bringen / sicher sin und fiden haben sollen / und das die niemand angreife / ledige noch schetige / und in das überfure / das sol man für ein raup haben / und jil dem sol der lantfride richen / als vorgechriben stet.

13. Es sol auch niemand filtern / weder mit bette / noch mit nemein / dann uff dem sinen / oder do er Nymman ist / wer das überfure / zu dem sol man richen mit dem lantfride / ußgenommen / so man reiste / als vorgechriben stet.

14. Auch sol niemand in deheiner reise nit nemen den fremdden / weder sache / raup / blumber / pferde / noch nuch / wie das genant ist / das verlossen reise und nemein koste darumb zu lossen / das sol er nit genießen / und das sol man für ein raup haben / und sol darumb richen / als der lantfride stet / ane geverde.

15. Auch wannne das ist / das dieser lantfride reiset / So sollen Herren und Stetide iren Nubilitäten / die von Hest geben uff dem Bede sin / bevelen uff die eide / ane geverde / das sie den iren getruwelich und mit ernste weren / das sie den fremdden nit anders nemen / dann zithliche böße und filter / in der wis als vorgechriben stat / und wer / das sich jemand des widerseht / das sie nit gewalliger mochten sin / das sollen sie bringen an den Houtman des lantfride / und der dann darzu tun / das das wider stat werde / und sol dann der der das getan hat / gepreist werden / wie die igit an dem lantfride oder der merretail under yn erkennen under in / darnach wieder die sache gehantelt het.

16. Auch sol niemand keinen brant in die reise nit tun / wer das überfure / zu dem sol man richen als reht ist / Es were dannne das das der Houtman des lantfride / der dann uff dem Bede ist / hieße unde erkante zu tun / uff den vieren 17.

ANNO

1389.

17. Wer auch / das Got mit en welle / das keine böse gesellschaft auffunde / in diesen kantschiden keine oder jube / wider die sollen wir und die Fürsten / Herren und Stete mit aller unfer und irre mach zu ziehen und widerstan zu zu vertreiben / ane alles gevede.

18. Auch ist gered worden / wann der kantschide einen redelichen zuge oder besetz tun wolte / so sol ein jegliche Here und Stat / die in diesen kantschiden und Puntnisse sint / mit dem fuchen / die an denselben kantschiden von iren wegen segent / die da bi sulent sin / als lange / bis das derselbe zug und besetz weret / und ein ende mymet / und ob derselbe keine die an denselben kantschiden sitzen / von charfren note dabi mit gesin mochte / So sollen dieselben Herren mit Stete einen andern biderman / der den kantschiden gesworn hat / an denselben stat / der dabi mit gesin in mag / setzen und fuchen / als oft des not were / und sol auch der Houbtman des kantschiden / der dann uff den velle ist / unfer und des Ruches Poner haben / auch als oft das not were.

19. Were auch / das jemand in diesen kantschiden ist / oder noch darin funet beschiget wurde wider rehte / als der kantschiden stat / von wene das geschehe / und wann die die über den kantschiden geset sind darumb irren erkennen / So sollen dann dieselben die dorrer gefaget sint / das Herren und Stete / und ander die in diesen kantschiden und Puntnisse sin / funt machen und verbotstrecken mit dem Ruch / oder mit in selbes / und wann also die des alles gehendet werden / zu wene dann derselben keine / der den schaden getan hat / kompt / der sol uff den eie gebunden sin / denselben auffhalten und auffgeben / mit ganhem ernste / getrinwelichen / ane alles gevede und sol daran kein geleit furdagen.

20. Wer auch uns / und den / die über den kantschiden und Puntnisse gefaget sin / keinen schaden tut / mit moide / raup / brande / diebstal / vohlen und mit unrechte widerlegen und mit andern sachen / als vorgeschrieben stat / wer die oder keinen hufet / ehet oder drecker / oder leinse / mit wisse / derselbe sol in denselben schulden sin / als der selb schuldig ist.

21. Wer auch / das jemand mit dem rehten verdreret wurde / wolte jemand darumb vigen sin / der sol in denselben schulden sin / als der / der mit dem rehten verdreret ist / und were auch einen kantschiden verlannden schelichen man / das vor dem kantschiden kantschiden viernachte were / wo man den weis / und unthelhet oder angreift / der ist daran nit schuldig noch gebunden / Were sich aber jult vor den kantschiden verantworten wolte / oder solte / den sol der kantschide geleit geben / dar und dan / ane gevede.

22. Wer auch / das der pfiffel über Stosse were / wurde dann eiter unde solliche sache / als vorgeschrieben stat / so sol man den die über den kantschiden und Puntnisse gefaget sind / darumb zu sprechen / und was dann die oder der mer teil under in zu hat werden / uff die eide / das notdurfftige sie anzugreifen / das sol man in gewolg und gehorsam sin.

23. Wer auch / das jemand / der in diesem kantschide und Puntnisse ist / oder noch dort yn kanten wurde / von den sachen / die in diesen kantschiden geschehen / sein vigen schaff wisse / der man an denselben nach diesen kantschiden und Puntnisse zukomen wolte / so sullen die denselben Herren und Stete / die in diesem kantschide und Puntnisse sint / zulegen und getrinwelichen beholffen sin / uff den eie / also lange bis das er seinen vigen schaff ledig wirt / ane gevede.

24. Were auch jemand / kantschid redelich / miltich / unlaugenber schult schuldig / So sol er es vor dem Houbtman des kantschides zu wissen tun / Er darfur pfende / das er den / der da schuldig ist / darumb verpforte / und das er dann dem man schuldig weret / gutlichen bezalte und risten wolte / wurde darnach der darzu pfenden und angriffen / mit den pfanden sol er pfentlich gefaren und in das neiste Siof triden / da ein gewist yime ist / das doch derselben der da gepfendet ist / mit so / und sint es essend pfand / die sol er sin lan den dag / und der nacht / Were es aber ander pfant / die sol er lassen sin wie wurden / Ist das jemand kompt / der die pfant welft upnehmen / den sol man sie uff reht oder gemisheit / oder Burgen aufsehen / mit kantschid das Ruchters oder Anpman in der Gerichte sie sint / oder ander erber lude darzu nennen / und da by sin / und nennen sy aber der Pfant nit us / in der vorgeschrieben yte / So mag er sy verkaufen in ungewerlichen so er turet mag / auch mit kantschid des Anpman / in des gerichte sie gefurt sint / oder ander erber lude / da selbst / und das selbe geleit sol dann derselbe / der gepfendet hat an siner schulte abgen / was aber unredelich daran were / das sol man sin den kantschiden bringen / und wie es dann der kantschid erkennet / de by sol es beliben / Were auch / das von sollicher Pfandunge wegen / jemand gevangen wurde / dieselben gesungen sullen auch nit reht uffsehen werden.

25. Doch so sehen wir / das alle und jeglicher / uns befunde und des R. Ruches des Ranges des zu Behem / aller Kurfürsten / Fürsten / Grafen / Herren und der Stete lute / geistliche und weltliche / Pfaffen / Sehen / Ritter / Knechte / Bürger und Kauslute / Pilger / Schurn und aller menschele Erben unversprochen lute / die die straffen buwen oder wandeln / in welchem

Land die sint / it lip und it gut in diesem kantschiden siche sin solent / were aber das derselbe keiner beschiget wurde / uff wasser oder uff land an lide oder ane gute / So sol der nechte Here oder Stat / oder ander die in diese kantschiden und Puntnisse geporent / bi den es geschien ist / alsbalde sie das innen oder ermant wurden / zu den / mit allen iren vermogen / und sollen auch darzu getrinwelich tun ane alles gevede / So sol man dertan werde / und mögen sie es nit also überkommen / So sol man in firebas nach der Rute / die über den kantschiden gefaget sint / oder das mer teil under in / als unse ein raup beholffen sin als vorgeschrieben stet.

26. Auch sollen alle Clöster Pfaffen / und ander Geistliche lute / it lip oder it gut mit pfant sin / vor inman in deheine wisse.

27. Es sol auch niemant es si Fürst / Here / Ritter oder Knechte / oder Stete / die in diesen kantschiden sint oder dar in kament / niemant verantworten oder verprechen weder diese Ordnung oder kantschide.

28. Es sol auch keiner verlannter schelich man / das vor dem kantschiden kantschiden gemacht were / niemant weder fride oder geleit haben / und wa man den mymp / und uffhebet / daran sol man wider niemant tun / noch getan haben / und wer in auch hufet / oder helfet wisselichen / oder in gewerlichen hin hilfet / der sol in denselben rehten sin. Man sol auch einen verlannter kantschiden schelichen man in allen Gerichten / Wesen / Steden wol verdreret und aufffallen ist reht von den und den sol man rehts unverglichen helffen.

29. Es ist auch gered / were / das die Herren oder ander lude Note nemet in des Ruches oder in andern Steden / so mag man allen den / die des muten und das fordern / ein frage siche geleit geben / die wile den hofe weret.

30. Were auch / das jemand sin Eie pfentlich verantworten wolte / oder musse sin den Herren oder Steden / den und iren kanten mohte man auch ein frage siche geleit geben / uff den dage / als er furkommen solte.

31. Auch ist gered worden / welch Knecht ein kensig Pfert hat / oder mer / und keinen Herren hat / oder ane Erben gekessen man / der diesen kantschiden gesworn habe / der sit in sprech / das er landen und liden imschelich sin / den sol der kantschid vigen sin / und sol darzu tun / als der kantschid stet.

32. Auch ist gered worden / das man umb seinen alten krieg / noch mit kantschid ander sache die sich verkaufen haben vor date diß Dreiss mit diesem kantschide nit kanten noch beholffen sin.

33. Auch mag der Oberman des kantschides / in diesen kantschiden nennen und auffsehen wer daryn kanten wolte / der in bedumet / den kantschiden nuse te finde und sulent auch geloben und schworen / mit iren versagten Dreiss gegen den kantschiden zu halten / als der pfiffel / und die sulent dann auch des kantschides gesessen / als ander die rege darumb sint / und so sie der Houbtman also empahet / der sol das in dem nächsten monat darnach den Fürsten / Herren und Steden verhanden.

34. Auch sol der Gemeine Ruch der gemeiner Stede der bisher gewesen ist / ablin / und sulent furbas beheim mere machen. Auch sol die eynunge die wissent uns und den Fürsten und Herren geschehen ist / auch ablin / in der unse als hernach geschriben stet. Also welch Stat eie oder sie sich rihen mit den Fürsten und Herren / die igo in den krieg gegen den Steden sint / eiter weder gutlichen oder mit den rehten / als vor inmerne Rute gered ist / zu Mergenheim / die selben Stede oder Stat sol und mag man dann in unser kantschiden den wir igit zu Ege gemacht haben / nennen und empahen / und die also empahen werden / sein denselben steten oder stat / sol unfer und der Fürsten und Herren eynunge vorgelant auch geselich ablin / welche aber Stede oder Stat des nit derten und ungeschosam bliben und sich nit risten wolten / wir mynen oder mit rehte / als vorgeschriben stet / gen denselben sol unfer und der Fürsten / Grafen und Herren eynunge bliben / in iren kreften / als die upweisen / bedorfsten dann dieselben Stede die also in den kantschiden kommen oder kommen wolten / des rehten widerumb von den obgenannten Fürsten oder Herren / so solten sie das denselben Steden auch widerum tun / als in Mergenheim sint unsern Rute gered ist.

35. Auch welcher Fürste / Here oder Stat igit oder furbas zu uns in diß kantschiden kanten wolte / den kantschiden oder vrientschaft darumb tragen wolte / oder yn bekenelich schaden darumb tungen / den oder denselben solten wir und die obgenannten Kurfürsten / Fürsten / Herren und Stete zulegen und beholffen sin getrinwelichen / mit unse vermogen ane gevede.

36. Auch sollet alle Pfalburger / wer die heten / geschiden abe sin / und soll die niemant furbas halten / noch empahen.

37. Auch sol niemant des andern eiten lute / ungewerliche Anpman / te oder die nachfolgen krieg heten / oder für das diß Dreiss abet / trunkeit jede verporen oder verdreret heten / zu Burgen empahen / und wurde darumb kein fof das sol der kantschide erkennen.

38. Auch

ANNO

1389.

ANNO
1389.

38. Auch sol der Landfride gan und sin an dem Rhyne/in Swaben/in Franken/in Baiern/in Hessen/in Thüringen und in Wittenberg/ als er begriffen ist in ein teyl Briefen die darüber gemacht und geben sint.

39. Auch als wir uff dem Rhyne/in Swaben/in Baiern/in Franken/in Wittenberg/in Hessen den Landfriden auch gesetzet und geteilt haben/ wollen wir ob der Landfriden einige solche sache ansehe das der Landfriden die alleme nit geweltigen noch beargen mochte/das dann die andern Landfriden ir einer oder mer/ so sie des von dem Hauptmanne des Landfrides den das angat künlich ermanet wurde mit sinen offen Briefen/ darinne er sich mit sinen eigenossen die mit yme über den Landfriden gesetzet sint/ oder der merre teyl uff ire eide erkennen das sie des über der andern Landfriden darzu bedorffend/ So sollen ynde Landfriden die also ermanet werden auch behelfen sin die sache zu rechtvertragen/ nach dem als der Landfride der gemant wurde/dumcket das sie yn zu helfe kommen sollen ane gewerde.

40. Es sol auch derselbe Landfriden eyner in dem andern man rithen oder ein frey machen ane gewerde.

41. Wer auch in einen Landfriden gezalt wird/ der sol in dem andern Landfriden auch verteilt sin mit denselben Penen als der Landfrid stet ane gewerde.

42. Auch sol diser Landfriden der nu zu gemeinen nuzze erachtet ist/ uns und dem heiligen Rych und den abgenanten Fürstlichen/ Grauen/ Herren/ Ritters und Knechten/ Pfaffen/ Secden und Leuten keinen schaden bringen/ und geschiden ane schaden sin an unsern und iren guten gewonheiten Geistlichen und Weltlichen/ usgenommen der sachen die vorgeschrieben stet/ von Römischer Königlich macht/ doch mit vorgewisse unser als eins Römischen Königs eins zukünftigen Kessers aller reht die wir haben/ und von reht wegen haben sollen und mugen/ Sie sin Geistlich oder Weltlich.

43. Ind diser Landfride sol weren in allen Vunden und Artickeln als er begriffen ist VI. ganz Jare die nehen nach einander nach dann die Briefe zu jalinne und underwissen/ und darnach also lange bis wir In underwissen.

44. Ind wir Benedictus Römischer Künig und Künig zu Böhme vorgeant geloben bi unsern Künig/ trauen/ und wir Lamprecht zu Bamberg/ Erhart zu Würzburg Bischof/ Cessan/ und Frederich Pfalzgraven bi Kine und Herzogen in Peigern Lamprecht des Jungsten Pfalzgraven bi Kine und Herzogen in Peigern/ Johann zu Regenpurg und Gole zu Augspurg/ Bischove/ Wilhelm der Junge Margrave zu Witten/ Herman Landgrave zu Hessen/ Frederich Burggrave zu Wittenberg/ Erhart Er. zu Wittenberg/ Frederich Er. zu Witten/ Albrecht Landgr. in Hessenberg/ Frederich von Heideck und wir die Burger und Räte der Stette Regenspurg/ Nurnberg und Wittenburg geloben diesen Landfriden in allen sinen Vunden und Artickeln als er beschriben/ begriffen und vergeltet ist/ geistlichen und weltlichen zu halten und zu vollstrecken ane gewerde bi den eiden die wir liplichen darüber getan haben etc.

45. Auch sollen wir bi den eiden die wir darüber geschworen haben befehlen und schassen das alle unser Künigliche/ Boger/ Rhyter/ und Schultheissen die in diesen Landfriden gesetzet sint/ vor uns/ oder von wir des empfehlen/ zu behelffung des Landfrids und der Artickeln die darinne begriffen sint/ samlische eide sworn innwendig zwen Manoten nach dann die Briefe/ so sollen auch alle unser Diener/ Manne/ Grauen/ Herren/ Ritter und Knechte/ die in dem Landfriden gesetzet sin/ denselben Landfriden sworn innwendig zwen nehen Manoten/ welch des nit tun wollten/ die sollen des Landfrides nit genießen etc.

46. Auch sol ein ieglicher Herr und sin Künigliche gebunden sin bi den eiden/ welch ir Diener und Künigliche sworn/ das sie die dem Hauptman des Landfrids zu wissen tun und beschreiben geben/ und wer der were die in diesen Landfriden sitzen und den Landfriden nit geschoren haben/ den sol der Landfride nit rithen/ und der sol auch des Landfrids nit genießen. Ind wir Künig Benedictus haben des zu bekennen/ und waren gequassie unser Künig. Majestät Jungesegel an diesen Brief geschendet/ der geben ist zu Eger/ nach Cristus Geburt drutchen hundert Jare und darnach in dem nun und achtzigsten Jare des nehen Wttwoch nach Philippi und Jacobi der zweier zwölff Woten dag.

Der Stette Declaration.

Zum Ersten ist der Stette Meynung uff den 9. ten Artickel des Landfrids der da soget/ ob ein Krieg zwischen Herren und Steten des Landfrids usstunde etc. das man Fürsten/ Herren und Stette Freiheit/ und gute Gewonheit ussteme etc. Nu ist zu wissen/ das zu behelffung aller Fürsten/ Herren und Stette/ Freiheit und gute Gewonheit diesen Artickel/ und allen andern Artickeln dieses Landfrids usgenommen ist. Ind eigentlich geschriben in dem XLII. Artickel der da angest/ Auch sol dieser Landfriden der zu einem gemeinen nuz etc. also das nit notdurfft

TOM. II. PART. I.

ist/ das man den an diesen Artickel verschriebe als der Stette Meynung ist.

XXIV.

Item in deme Artickel von der Pfandunge wegen der angest/ Wer man auch ymand künlich redeliche schuld schuldig etc. zu deme Artickel mag man sehen. It. Ist yman guise/ oder ymre schuldig/ die sol man rechen als biher/ hette auch yman Briefe darüber/ derselbe mag siner Briefe und rechte genießen.

XXVI.

Item der Artickel. Auch sollen alle Clöster etc. derselbe Artickel ist begriffen das man sie für ymand spenden sol/ und ist nicht darin begriffen ob sie yman icht schuldig weren/ Darumb darff man nicht darzu sehen.

XXXIII.

It. der Artickel. Auch mag der Oberman etc. derselbe Artickel blidet also/ das der Oberman der da Fürsten/ Herren/ und Steten sworn wurde/ mag in den Landfriden nemen wen yn duncket/ der dem Landfriden nuz etc. Wann es were ein gros hindernisse und sinenisse/ wann ein Fürst/ Herr/ Ritter/ Knechte/ oder Stete in den Landfriden wolde/ das der Oberman darumb die andern achte besenden solte. Doch mag man den Oberman wol underwissen/ wie er es darinne halten solte.

XXXIV.

Item der Artickel. Auch sol der gemeine bund etc. der muss ist/ den also das sie keinen gemeinen bund nie machen/ und das der gemeine bund ist/ abt. Abant von der gemeinen eynung/ und des gemeinen Bundes wegen diese Kriege in Dinsten vanden usstenden sin/ und darumb hat unser Herr der Künig als ein Künigliche Künig die eynung abt. genommen und auch gesetzet das der gemein bund abt. sp. Des yme auch die Fürsten und Herren gefolget haben und von der eynung gelassen haben/ und auch erwiewil Steten den bund auch abgelassen haben/ und durch das das allermenglich Friede und Gnade habe diesen Landfriden gemacht und usgesetzet von Künigliche mehte/ und wann auch in allen Eynungen und Buntnissen ein Künigliche Künig/ und das Niche usgenommen ist/ und darumb hat er auch geboten das die Eynung/ und gemeine bund abt. sin solte/ und hat auch geboten und gesetzet diesen Landfriden/ und wer kann sonet und den swert/ als er begriffen ist/ der oder die solten gerichtet sin mit allen Fürsten/ Grauen/ Herren/ Ritters und Knechten etc.

XXXV.

Item der Artickel. Auch sollen alle/ und pliche Pfalburger etc. Derselbe Artickel blidet also. Wann unser Herr der Kesser selige darüber ein rechte gesetzet hat/ das alle Pfalburger solten abt. sin/ und sie yman nie empfehlen solte/ da wider mag oder kan yman getun.

XXXVII.

Item. Von der versuorn und verdröben lute wegen/ das ist von sache wegen darin gesetzet/ die das getan heten vor dann dieses Landfrids den unser Herr der Künig zu Eger gemacht hat/ nach deme datum desselben Landfrids blidet ye das ant by sinen guten Gewonheiten und Rechten.

XLII.

Item der Artickel. Wer auch das Got nicht emvolle etc. Das ist zu wissen/ das dieser Landfrid ist wider Raub/ Mord/ Brand/ und unrecht widerfagen/ und sachen/ darun ist nicht not/ das man reht darzu sehe/ dann wer des rede/ er were in gesellschaft wise/ oder sust/ wider den oder die musset die/ in diesen Landfriden sin behelfen sin.

XLIII.

Item. Das der Landfride sechs Jare steyhet were etc. Item. Und den binst sol man ussetzen und beschreiben. Item. Und die Werke des Landfrids die sal man auch bezeichnen.

Item. Weliche diesen Landfrid nicht sworn/ der wynt ist unser Herr der Künig von des Römischen Rids wegen/ und alle die/ die in diesen Landfride sin/ oder konen/ es sint Fürsten/ Herren/ Ritter/ Knechte/ oder Stete/ und wider die sol unser Herr der Künig nach des Rids rechte/ und gerichte tun/ als reht ist zu tunc/ wider den die yme und deme Niche ungeschoren sin/ also ist man zu Eger davon geschriben und ist auch verdröben sin/ und vergeltet.

XXXIX.

Item. Dieser Landfride sol den andern Landfriden nicht furbas verbunden sin zu helffen/ dann wer in einen andern Landfriden verorretet und vertriebet wurde/ der sol auch die verorretet/ und vertriebet sin/ und sol man dan den rithen als es reht ist.

Item. Der begriff und Kreise des Landfrids der sol anfangen zu Kolmar und bis gem Basel und iegweder stt. Rhod. XII. mile weges.

Item. Von des dienstes wegen darzu solten/ die von Straßburg dienen mit XL. glenen und die andern.

CLXII.

Traité de Trêves entre CHARLES VI. Roi de 18. Juin; France & RICHARD II. Roi d'Angleterre, conclu pour deux ans. Donné à Lenningham le 18. Juin 1389. [RYMER, Foedera, Conventions, &c. Tom. VII. pag. 622.]

Nous, Nicol, par la grace de Dieu, Evêque de Bayeux: Wals.

ANNO
1389.*Waleran Conte de Liney & de Seint Pol,
Raul Sire de Raynaval,
Chivalers:**Tier de Martail, Archidiaque de Diron en l'Esglise
de Lengres,**Et Pierre Fresvel,**Clers, Contilleiers, & Maîtres des Requestes de**l'Ofiel du Roy nôtre Seigneur,**Et Lancelot de Longuilliers, Chivaler, Sire d'An-**godeffant,**Aians Povoir du Roy nôtre dit Seigneur a faire ce**que s'enfuit,**Et Nous,**Alvaro Martin Chivaler, Auditeur de l'Audience du
Roy de Castelle, de Leon, & de Portugal, Alie du
Roy de France dessus nomme, & son Vice Chancel-**leur,**Et Pierre Loup, Archidiaque de Alcarag en l'Esglise**de Tolette,**Doteurs en Decrees,**Aians de nôtre dit Seigneur le Roy Povoir & Man-**dement especial a faire les choses que ensuient,**Faisons Savoir a tous que,**Comme par le commandement & ordenance des
Rois noz ditz Seigneurs, nous foions n'agaires venue
a Bouloigne sur la Mer, pour traitier de Paix, ou de
Trieves generales, avecque l'Adverfaire d'Angleterre
de noz ditz Seigneurs, ou ses Messages, qui pour ce
font venus a Calais,**Et foions assemblez par plusieurs journees avecques les
ditz Messages du dit Adverfaire d'Angleterre a Leu-
Linghame, entre les ditz Lieux de Bouloigne & de
Calais,**Et aions parie ensemble de plusieurs choses, touchans
les ditz Trieves,**Nous, pour obvier a tout empeschement, qui porroit
furneier au dit Traitie de la Paix, & par vertu du Po-
voir a nous donne de nôtre dit Seigneur le Roy de
France,**Du quel Povoir la teneur de mot a mot s'enfuit,*

CHARLES, par la grace de Dieu, *Roy de France,*
A tous ceulx, qui ces Lettres verront, Salut.

Savoir faisons que,
Pour honneur de Dieu, & pour eschuir l'effusion de
Sanc Christien, & les maux & damages irreparables
qui par le fait des Guerres d'entre Nous & nôtre Ad-
verfaire d'Angleterre pourroient ensuir ou temps aven-
ir, sicome ensuis font ou temps passe,

*Desfrans venir a bonne Paix & Concorde avecques
nôtre dit Adverfaire,*

Et confians a plein des sens, & loyalez, & diligen-

ces de noz amez & foiaux Conseillers, Nichol Ever-

que de Baieux,

Le Conte de Saint Pol nôtre Cousin,

Le Sire de Raineval nôtre Chivaler & Chambellain,

Maistre Jehan Canart, Vidame de Reines,

Maistre Tier de Martail, Archidiaque de Diron,

*Et Maistre Pierre Fresvel, Maîtres des Requestes de
nôtre Hostel,*

Le Sire d'Angodeffant,

Le Sire de Rembures,

Et le Sire Disque,

Chivalers,

*Yceux avons ordenez & commettons, pour & en
lieu de Nous, pour assembler avecques les Commis &
Deputes de nôtre dit Adverfaire, en quelconques Lieux
& Places que busoigne serra, sur les faitz qui en-*

suient,

*Et avons donne & donnons a noz ditz Commis, &
aus huit, aus sept, aus sis, aus cinq, aus quatre, &
aus trois d'eulz, plain povoir, auctorite, & mande-*

ment especial de convenir, traitier, composer, trans-

*iger, pacifier, & plainement & finablement accorder &
venir a bonne Paix & Accord, sur tous debatz, con-*

tentions, questions, Guerres, Riotes, & Discors

*Moves & a movoir entre Nous, noz Oncles, nôtre
Frere, & autres Personnes de nôtre Sanc, noz Soub-*

*gier, Amis, Aliez, Aidans, & Adherens quelconques,
deca & dela la Mer, d'une part, & nôtre dit Adver-*

*faire, ses Oncles, & autres Personnes de son Sanc,
ses Soubgier, Amis, Aliez, Aidans, & Adherens quel-*

*conques, en general, & en especial, decà & dela la
Mer, d'autre part.*

Et de tout ce, qui serad ansy parle, traitie, compo-

se, transige, pacifie, & accorde sur les choses dessus

dittes, & chascune d'icelles, pour Nous & nôtre Par-
tie, avecques les Commis & Deputes de nôtre dit Ad-
verfaire, affermer & assurer par Foy & par Serement, a
donner en l'Alme de Nous,

Et de otroier & donner sur cestes choses & leur de-
pences toutes manieres de cautions, seurtés, pro-
mettes, Obligations, & Lettres sceles de leur Seauz,
telles comme le cas les requerra, les quelles Lettres
Nous voulons avoir tel effet, vigour, & fermete com-
me se Nous les avoions donnez & faites en propre
Personne,

*De faire, executer, expedier, & accomplir, pour &
ou Nom de Nous, de nôtre Partie, tout quantque a*
faire serra sur le fait dessusdit, & les dependences,

*Et, a bon fin & conclusion de Paix, de accorder,
donner, otroier, & accepter, avecques les Deputes
de nôtre dit Adverfaire, bonne & suffisant Puissance de
par ly, bonnes, fermes, & loyales Trieves, souffran-*
ces, & abstinenes de Guerre, generales, ou particu-
*liers, par Mer, & par Terre, par la meilleur forme,
maniere, & condition que ilz se pourra faire, tant pour*
*Nous, comme pour noz Royaume, noz Seigneuries,
Terres, Pais, & Lieux quelconques, & nôtre dit*
*Adverfaire, son Royaume, ses Soubgier, Amis, Aliez,
Aidans, & Adherens, & pour leurs Seigneuries, Ter-*
res, Pais & Lieux quelconques, a durer ycelles Trie-
ves, souffrances, & abstinenes tant & si longement
*comme bon leur semblera, avecques tous les Clauses,
conditions, modifications, & circumstancs qui pur-*
roient estre necessaires, expediens, & seront ac-
cordez,

De mettre, ordener, & establir Commissaires, De-
putes, Gardes & Conservateurs des ditz Trieves, tant,
& tiex, & en telz Lieux & Pais, comme ils verront
que sera a faire,

*De affermer & assurer, par Foy & Serement, en
l'Alme de Nous & sur les Sains Evangilles de Dieu, &
autrement au mielx que il pourra estre fait, ycelles Trie-*
ves, souffrances, & abstinenes, si avant comme tenus y se-
rons, par ainsi que nôtre dit Adverfaire fera a Nous
& a nos Soubgier les cas semblables,

De veoir jurer, affermer, & assurer les ditz Trie-
ves, & autres choses dessus dites, & chascune d'ycel-
les, en semblable maniere, par les Gens de nôtre dit
Adverfaire,

*Et generalment de faire, pour & ou Nom de Nous,
en nôtre Partie, toutes autres choses, en general, &
en especial, que Nous mesmes, se nous estions en Per-*
sonne, fairsions & pourrions faire, suppose que elles
feussent plus grans ou telles que requerront Mande-
ment plus especial,

*Et de jurer & prometter, en l'Alme de Nous, &
Nous mesmes promettons, en bonne Foy, en Parole
de Roy, & sur Obligation de tous nos Biens presens &
a venir, que nous aurons agreable, & tendrons, & fai-*
rons tenir ferme & estable, a tous jours, & accom-
plirons tout ce que par noz ditz Commis & Deputes, les
huit, les sept, les sis, les cinq, les quatre, & les
trois d'eulz, sera fait, accorde, & y mis sur les choses
*dessus dites, & chascune d'ycelles, fairsions jamais dire,
faire, ne proposer en Jugement, ne dehors, aucune*
chose au contraire,

*Et les confermerons & en donnerons noz Lettres
toute fois que requis en serons.*

*En tesmoign de ce Nous avons fait mettre nôtre
Seel a ces Lettres.*

Donne a Paris le xxii. jour de May, l'An de grace

*Mil. CCC. quatre vins & neuf, de nôtre Regne le
neufiesme.*

Item sensuit le Povoir a Nous Messages de

Castelle, donne par nôtre dit Seigneur le Roi.

JOHANNES, Dei gratia, Rex Castellæ, Legionis,

& Portugalitæ, Universis, presentibus Litteras in-

spexitur, Salutem.

Nosum facimus quod Nos, ob honorem Dei, sibi

Subditos fore pacificos disponentis, ut effusio sanguinis

Christiani & alia gravia & irreparabilia dampna, quæ ex

com-

ANNO
1389.

ANNO
1389.

commotione Guerrarum inter Nos & Adversarios nostros possent contingere in futurum, sicut hactenus evenerunt, ipso Duce, de cetero evitentur, ad pacem & concordiam venire cum ipsis desiderabiliter affectamus.

Ea propter, Confidentes ad plenum de fidelitate, discretionem, & industriâ, dilectorum & fidelium nostrorum, *Alvari Martini* Militis Auditoris nostre Audientie & Vice Cancellarii, *Petri Lupi* Archidiaconi de Alcaracon in Ecclesia Tolletanenſi, Decretorum Doctorum, Præsentium exhibitorum,

Facimus, constitimus; & ordinamus eosdem veros, certos, & indubitatos Procuratores nostros, ad, & pro Nobis, & loco nostri, conveniendum cum Gentibus dictorum Adversariorum nostrorum, & cujuslibet eorum, super Tractatum Pacis, in quibuscumque locis necessarium sibi videbitur seu etiam oportunum,

Concedentes eisdem nostris Procuratoribus plenam, meram, liberam Potestatem, & speciale Mandatum, proloquendi, tractandi, accordandi, inhibendi, & firmandi, nostro nomine, pro Nobis, Heredibus, Successoribus, Regnis, Patriâ, Dominis, Subditis, Colligatis, Adherentibus, Fautoribus, & Benivolis nostris, meliori modo & formâ quâ fieri poterit, bonas, legales, & firmas Treugas, Sufferentias, seu Abſtinentias Guerræ, generales, vel etiam particulares, per Mare & per Terram, cum clausulis, conditionibus, modificationibus, & circumstantiis expediendis vel etiam oportunitas, ad tempus longum vel breve, prout eis videbitur expedire, cum omnibus & singulis Adversariis nostris Regnorum, Patriæ, Dominiorum, & Subditorum nostrorum, pro ipsis Adversariis, Heredibus, Successoribus, Regnis, Patriâ, Dominis, Subditis, Colligatis, Adherentibus, Fautoribus, & Benivolis ipsorum, & cujuslibet eorum, & cum Deputatis ab eis, & eorum quolibet, super hoc Potestatem habentibus, cujuscumque gradus, præminentiæ, vel dignitatis existant omnes prædicti, & eorum quilibet (etiam si Regalis Dignitatis prærogativâ latentur) ex quibuscumque causis vel occasionebus, principaliter, seu etiam adherenter, nos sibi vel eorum quolibet Nobis, Regnis, Patriâ, Dominis, & Subditis nostris adversari contigerit vel etiam inimicari,

Necnon dandi, ordinandi, & stabilendi Commissarios, Deputatos, Custodes & Conservatores dictarum Treugarum, tot, & tales, & in talibus Locis & Terris, sicut eis videbitur expedire,

Faciendi etiam eas publicari, præconizari, & custodire ubicumque fuerit expediens vel etiam necessarium, Reparandi & emendandi, faciendique reparari & emendari, omnia attemptata & gravamina, contraria Treugis, Sufferentis, & Abſtinentis Guerræ prædictæ, ea tenus quantum tenebimur; ita tamen quod prædicti Adversarii nostri, & eorum quilibet (cum quibus dictæ Treugæ, Sufferentia, & Abſtinentia, per dictos nostros Procuratores, fuerint accordata & firmata) faciant Nobis & Subditis nostris idem in simili casu,

Dandi etiam Salvum Conductum Gentibus, Commissariis, & Deputatis, & eorum cuilibet dictorum Adversariorum nostrorum, & cujuslibet eorumdem, & quibuscumque aliis, cujuscumque status & conditionis sint, & in quocumque loco, in Terra sive in Mari, sub quacumque forma eis placuerit & videbitur expedire,

Faciendi quoque custodiri & teneri dictos Salvos Conductus, compellendo & compelli faciendo ad hoc omnes Subditos nostros,

Faciendi etiam reparari & emendari quicquid contra hoc fuerit factum vel etiam attemptatum,

Præstandi quoque in animam nostram, super omnia Dei Evangelia, & aliter sicut melius fieri poterit, Juramentum, & Juramenta, unum, vel plura, qualescunque, vel qualescunque, & etiam penas promittendi, ad firmitatem, efficaciam, valorem, & effectum omnium præmissorum, & connexorum, & cujuslibet eorum dependentium ab eis vel eorum quolibet, sicut eis videbitur expedire,

Recipiendique, nomine nostro, pro Nobis, Heredibus, & Successoribus, Regnis, Patriâ, & Dominis, Subditis, Colligatis, Adherentibus, Fautoribus, & Benivolis nostris, ab ipsis Adversariis nostris, & eorum quolibet, & Deputatis ab eis, & quolibet eorumdem, pro se, & Heredibus, Successoribus, Regnis, Patriâ, Dominis, Subditis, Colligatis, Adherentibus, Fautoribus, & Benivolis ipsorum, & cujuslibet eorum, super omnibus & singulis prædictis, connexis, & dependentibus ab eisdem, & eorum quolibet, similia

Juramenta, promissiones; & alias firmitates quascumque, ad prædicta omnia & singula necessaria seu etiam opportuna,

Dandi etiam super præmissis, & quolibet præmissorum, prædictis omnibus & singulis, quorum intererit, competentes Literas & Patentes, suis Sigillis munitas, seu etiam publicâ auctoritate confirmatas, sicut eis videbitur expedire,

Recipiendique ab ipsis, & eorum quolibet, pro Nobis, & aliis omnibus & singulis, quorum intererit, Literas confirmatas,

Præterea generalem, meram, & liberam eis concedimus Potestatem dicendi, faciendi, promittendi, in præmissis, & circa ipsa, & eis connexa, & dependentia ab eis & eorum quolibet, omnia & singula quæ Nos facere possemus si principaliter interessemus, etiam si talia sint quæ aliud Mandatum exigant magis speciale,

In fide & verbo Regio promittimus ratum, gratum, & firmum perpetuâ habituros quicquid per dictos Procuratores nostros, in & super præmissis omnibus & singulis, dependentibus, & connexis, & eorum quolibet, actum, tractatum, concordatum, promissum fuerit & firmatum, sub nostrorum obligatione bonorum,

Et nichilominus dictis Adversariis, & Colligatis eorum, & ipsorum cuilibet, & Deputatis ab eis, & ipsorum quolibet, sicut per dictos nostros Procuratores cum eis & eorum quolibet fuerit concordatum & firmatum, Literas nostras Patentes, nostrâ manu roboratas, & Sigilli nostri Plumbei appensione munitas, tradere promittimus requiriti; dumtaxat Nobis ab ipsis similes Literas offerantur,

In quorum omnium Testimonium præbentes Literas, nostrâ manu roboratas, Sigilli nostri Plumbei appensione jussimus communiri.

Datum in Villa de Otey de Siellar, die viceſimâ Mensis Julii, Anno a Nativitate Domini Milleſimo, CCC. octogesimo septimo.

Avons octroie, promis, & accorde, & par la teneur de ces Presentes octroyons, promettons, & accordons, par vertu des ditz Povoirs, a nous donnez, deffus transcriptes, Trieves generales, par Terre, & par Mer, pour noz ditz Seigneurs les Rois, leurs Royaumes, Terres, Seigneuries, & Subgiez,

Et, outre ce, Nous, de la Partie de France, pour les autres Aillez du Roy nostre Seigneur (c'est à sçavoir):

Pour le Roy des Romains,
Le Roy d'Escoce,
Le Roy d'Arragon,
Le Roi de Navarre,
Le Comte de la Marche d'Escoce,
Pour le Seignerie de Man,
La Duceſſe de Brabant,
Et le Duc & le Comune de Jannez,
Ses Alliez,

Et pour leurs Roiaumes, leurs Terres, Seigneuries, & Subgiez,

Les quelz Alliez fermeront & assureront les ditz Trieves, chascun par soy, dedens les termes & jours cy apres limites, es quelz les ditz Trieves sont ordonnez a commancier avoir leur vertu,

Au dit Adversaire d'Angleterre pour ly, son Roiaume, ses Terres, Seigneuries, & Subgiez, deca & dela la Mer,

Et pour le Roi des Romains,
L'Adversaire de Portugal,
Le Roi d'Arragon,
Le Comte de Salesbery,
Pour le Seignerie de Man,
Le Duc de Guerne,
Jehan de Yles,
Et le Duc & le Comune de Jannez,
Ses Alliez,

Et pour leurs Roiaumes, Terres, Seigneuries, & Subgiez, par Mer & par Terre, deca & dela la Mer:

Et commenceront ycelles Trieves, par Meer & par Terre, ou Pails de Guyenne, de Gascongne, & es autres Terres, Pails, & Seigneuries, qui sont entre les Rivières de Loyre & du Rosne, le premier jour d'Aoust, prochain venant, Soleil levant,

Et en toutes les autres Pails de ditz Rois, & de leur ditz Alliez, & Subgiez, & generalement par tout, par Mer & par Terre, le xv. jour d'Aoust ensuant, Soleil levant:

Et dureront ycelles Trieves jusques au xvi. jour du mois d'Aoust, qui sera en l'An Mil CCC. quatrevingt, & douze, Soleil levant.

ANNO
1389.

ANNO
1389.

Et avons promis & jute, es Almes de nos ditz Seigneurs les Rois, par vertu des ditz Pvoirs, a nous donnez par eux, que il tendront & garderont, & feront tenir & garder, bien & loiaument, les ditz Trièves, tant par Mer, comme par Terre, par tous les Lieux, Pais, & Terres du dit Adversaire d'Angleterre, & de ses Alliez, & Subgiez, par tout, comme dessus, sans faire, ou souffrir estre fait, aucun chose au contraire par eux & leur Subgiez.

Et nous promettons & jurons; en nos propres & privez noms, que, a noz loiaux Pvoirs, nous les tendrons auxi & garderons, & ferons tenir & garder, comme cy dessus & dessous est contenu; & semblablement feront les Alliez, d'une Partie & d'autre (qui voudront joier de ces presens Trièves) ou leurs Lieuxtenantz, ou Procureurs, ou cas qu'ilz seront absens du Pais.

Et, durans les dites Trièves, cesseront, & seront noz ditz Seigneurs les Rois cesser, par eux & leur Subgiez, & auxi le seront les ditz Alliez, par eux & par leurs Subgiez, cesser, generalment & universellement, tous Prises de Personnes, de Biens, de Chastiaux, Villes fermées, Fortereffes, & autres Lieux, pilleries, robberies, & arsins, demolitions de Maisons & de murailles, abatemens d'arbres portans fruitz & autres, & tout autre fait de Guerre, par tous les Roiaumes, Terres, & Seigneuries du dit Adversaire d'Angleterre, & de ses Subgiez, & de ses ditz Alliez, deca & dela la Mer, pour quelconque cause ou occasion que ce soit, soit pour cause de Scisme de l'Eglise, ou autrement, cessans tout fraud & mal engyn.

Et pourront, durant le temps des dites Trièves, tous les Subgiez du dit Adversaire d'Angleterre, & de ses ditz Alliez, aller, venir, & marchander (de Marchandises loissibles, & non defendues comme sont Armes, Artillerie, & autres choses semblables & invissibles) par Terre & par Mer: & auxi pourront faire tous autres euvres & besongnes loissibles seurement es Roiaumes, Terres, Pais, & Seigneuries de noz ditz Seigneurs les Rois, & Alliez dessus nommes (desarmez exceptes d'Espee & de Contell) sans estre empeschez, arrestez, ou molestez par voie de marque, les Devoirs anciens & accoustumez, tiels comme sont les Alliez & Beneveullans de noz ditz Seigneurs les Rois Estrangers; & les autres Devoirs, ordenez & a ordonner, comme les propres Subgiez de noz ditz Seigneurs les Rois paient ou paieront es Lieux & es Pais, ou il seront: Toutefois ne pourront il entrer es Chasteaux de Garde, Villes fermées, ou autres Fortereffes, sans licence des Seigneurs, ou Capitaines, & Gardes des ditz Lieux ou autres aians pvoir a ce.

Et auxi pourront les Gens des Fortereffes, de l'une Partie, acheter Vivres de ceux de l'autre Partie.

Et pourront ceux, d'une Partie & d'autre, lever toutes voies, sans bouter feu, & auxi sanz tuer Homme,

Se ce n'estoit celui ou ceux, qui, par force ou violence, voudroient resister ou rebeller, par voie de fait, les Paatz qu'il avoient & levoient.

C'estallavoir, en Pais de Guyenne & de Gascongne & d'entre les Rivieres de Layre & Rosne, depuis le jour que les premiers Trièves furent accordez, ou dit Pais, entre les Messages du Duc de Berry, pour la Partie de France d'une part, & de Duc de Lancastre, pour la Partie d'Angleterre d'autre part, qui fu le xviii. jour d'Aoust l'An Mil CCC. quatrevingt & oet, & en Bretagne, & en Normandie, & ailleurs par tout,

Les Paatz qu'il ont a present, ou ont eu depuis le premier jour de May darcienier, as Terres & Seigneuries l'un de l'autre, avecques les arerages qui deux en font de temps passe, sans croistre les ditz Paatz, ou y mettre aucuns nouveaux.

Item, est accorde que, se aucun Fortereffe, de l'un Partie ou de l'autre, ou de leurs Alliez, estoit sanz avoir aucuns raneons ou Paatz, ne avoir eu depuis un An, en cas & aucuns Subgiez, de l'un cost ou de l'autre, qui auroient Heritage plus pres de le dit Fortereffe, que autre Fortereffe adverse, venoient demourer & cultiver leurs ditz Heritages, ou autres profitz prendre, celui ou ceux, qui ainsi y vendroient demourer & cultiver leurs ditz Heritages, ou autres profitz prendre, seront tenus de paier a Seigneur ou Capitain de la dicte Fortereffe, qui n'averait aucuns raneons ou Paatz, les devoirs deuez d'anciennete au Seigneur de celle Fortereffe, pourveu que les Heritages du Dimesne du dit Chastel, dedans les termes dessus dites, nul ne pourra labourer ne y habiter sanz le congie du Seigneur ou Capitain du dit Chastel,

Et puez que nul Banhy ne forjuge, par nomme expressément, & par bone Proce, ne sera souffert y habiter ne labourer les ditz Heritages, ne autres profitz prendre, d'une Partie ne d'autre, sanz congie ou licence du Capitain ou du Seigneur du dit Chastel,

Et se ceulz, qui y habiteront ou laboureront, comme dit est, sont aucuns deliz, excessives, ou mesfaires es ditz Lieux ou mettez, le Seigneur ou le Capitain de la dicte Fortereffe en avra tout couffiance & punition.

Item, est accorde que aucun Ville ou Fortereffe ne sera fait de novel, ne viel Fortereffe, qui n'est tenuz a present, en force de novel, par l'un des ditz Parties ne par leurs Subgiez, dedans le space de sept Lieues de Chastel, Ville fort, ou autre Fortereffe de l'autre Partie, sans leur congie, durans ces presens Trièves.

Et, se le contraire estoit fait, que tout soit tantost repare,

Et ne souffrent noz ditz Seigneurs les Rois, ne aucun Allie dessus nommez, ne souffrira, en tant comme a eux appartendra, & chascun, par soi, ou ses Subgiez, aucuns Personnes ou Biens estre pris, a cause de Guerre, ou autrement, ne arrestez, molestez, ou empeschez, ne estre pris, assaiz, combartz, eschellez, ou embiez aucuns Chasteaux, Villes fermées, ou autres Fortereffes, ou Possessions usurpees es Terres & Pais du dit Adversaire d'Angleterre, ne de ses ditz Alliez, ne de leur Subgiez, contre le teneur de ces presens Trièves:

Et, se aucuns Personnes, Biens, ou Lieux, ou Terres estoient pris, occupez, ou usurpez, durans les ditz Trièves, & contre le teneur d'ycelles, les Rois noz Seigneurs, & les Alliez dessus nommez, chascun en tant qu'il y touche, feront delivrer les Personnes, Biens, & les Lieux, & Terres rendre & restituer, sanz delay, contre dit ou difficulte aucun, si tost comme requis en seront; & ne sera aseen Fort, fait de novel, en force par les Gens & Subgiez de noz ditz Seigneurs les Rois, ne des Alliez de leur Partie dessous nommez, en tant comme a chascun de eux puet appartenir, es Terres & Seigneuries du dit Adversaire d'Angleterre, ne de ses ditz Alliez, durans les ditz Trièves.

Et est promis & accorde, comme dessus, que, par aucun meffait, attemptat, ou entrepris, se aucuns entrevenoient es aucun partie des Roiaumes dessus ditz, Terres, Seigneuries, & Pais des Rois noz ditz Seigneurs, de leurs Subgiez, ou Alliez, ou du dit Adversaire d'Angleterre, les Subgiez, ou Alliez, (que Dieux ne vueille) contre les choses dessus ditz, ou aucun d'ycelles, ne seront ces presens Trièves, ne pourront estre tenu ou reputez, ne en ycelles Parties, ne ailleurs, par enfreintes, ne Guerre pour ce estre fait d'une Partie ou d'autre, ne prise ou assiege Ville fort, Chastel, ou Fortereffes, ne mort donnee, ne murdre commis, ne raneon de Personne, Marchandise, empeschie, n'autre greve quelconques fait; mes seront repares & remis au premier & due estat les ditz meffaitz, attemptatz, ou entrepris, faitz par ceulx de la Partie de noz Seigneurs les Rois, & des Alliez de leur Partie dessus nommez, tant par Mer comme par Terre, en tant comme a chascun de eux par son touchera, par les Conservateurs ou Commissaires, que noz ditz Seigneurs les Rois, & les Alliez, de leur Partie, dessus nommez seront ordonner, en chascun des ditz Pais, sur le fait des dites Trièves; & seront les malfaitours puny selonc ce que le cas requiert.

Item, est accorde, que se aucun, ou aucuns, des Alliez, d'une part ou d'autre, ne voilloit, ou ne veulloient, jurer ou assurer de tenir & garder ces presens Trièves, ainsi accordez par entre les deux Seigneurs Principaux, leurs Subgiez, & Alliez, selonc la teneur de ycelles, & aux termes limites comme dessus, ou si tost apres comme faire se purra, sanz fraude & mal engyn, que adonques cely, ou ceux, qui ce faire ne voudroient, sera, ou seront, exclus & mis hors de tous les manieres de benefice des dites Trièves; & quant a tous autres, d'une Partie ou d'autre, qui ces presens Trièves veullent ou voudront garder, tenir, assieuer, & jurer, ces mesmes Trièves tendront & auront leur force & effect, en tous choses, sanz fraude ou mal engyn.

Item, que tous les Alliez, d'une part ou d'autre, qui se voudront accorder tenir, assieuer, & jurer ces mesmes Trièves, que a ce a faire facent leure tel & en la meillour maniere que faire se pourra, & que ad este accoustume devant ces heures, en chascun Marche ou els feront affermez; & ou n'est accoustume, le facent comme sont les Parties principales.

Item, que entre ceux d'Angleterre & d'Escoce, les Trièves prises comme dessus est dit & jurees soient eslues certaines Personnes, bones & loials, & de bone & notable Estat, aians plein Pvoir de ambe d'eux

ANNO
1389.

ANNO
1389.

les Parties, les queux seroient solempnellement de faire droit a ceux qui demanderoient leurs dettes, d'une Partie ou d'autre, de repaier sanz fraude ou mal engyn tous les attemptatz, faitz, commis, & parpetrez de l'une Partie ou de l'autre, durans les Trieves, jadis prises a *Lenlyngham*.

Par entre les *Dux de Berry & de Borgoigne* pour la Partie de France,

Et le *Duc de Lancastre & le Duc de Gloucestre* (a Iors Count de *Buckyngham*) pour la Partie d'Angleterre,

Et le feu *Cardinal de Glasco*, & l'*Evesque de Donkelden*, pour la Partie d'Escoce,

Mes pour ce ne seront les dittes Trieves rompues, retardez, ou empechiez.

Et, avecques ce, est accorde que nous ferons confermer ces presens Trieves par noz ditz Seigneurs les Rois, & sur ce donner & octroyer leurs Lettres de confirmation, es quelles noz presens Lettres seront encorporez de mot a mot,

Et les jureront les deux Seigneurs, chascun en Personne; c'est assavoir,

Le Roy nostre dit Seigneur presens les Messages du dit Adversaire d'Angleterre,

Et yceluy Adversaire d'Angleterre en la presence de Messages de nostre dit Seigneur,

Et semblablement le feront les Alliez, d'une part & d'autre, entre eux qui averont Guerre les uns avecques les autres,

Et, avecques ce, ferons que les Capitayns & Officiers principaulx de Guerre, de la Partie de noz ditz Seigneurs les Rois, des quelles ilz seront requis par les Conservateurs des dittes Trieves, pour la Partie Adversaire, prometteront & jureront les tenir, & faire tenir & garder, loialement & veritablement,

Et semblablement les jureront les ditz Conservateurs.

Cessans en tous les choses dessusditz, & chascun d'ycelles, tous fraudes & mal engyn.

Et sont & seront ordenez & deputez Conservateurs de ces presens Trieves,

PRIMEREMENT, en & par tout le Mer, de tous les Costiers du Roiaume de France, *Messire Jehan de Vyenne* Amiral de France, & *Robert de la Hogue* Vis-ammiral & Lieutenant du dit Amiral,

En Pais de Flandres le Gouverneur de Flandre, qui est ou sera, le *Sire de Gysselle* le Capitayn de l'Escluse, & chascun d'eux,

Ou Pais de Pycardie, le Capitayn General, ou ses Lieutenanz,

Ou Pais de Normandie outre Soane, le *Sire de Hambye*, le *Sire de Lafferte*, & le *Sire de Thorigny*, & chascun d'eux,

Ou Pais de Caux le *Sire de Blainville* Marechal de France, & le *Sire de Torcy*, & chascun d'eux,

En la Duchie de Bretagne, *Messire Estienne Goyon*, & *Sire de Rieux*, & chascun d'eux,

Es Pais d'Anjou, du Mayne, & de Turayne, *Messire Guillaume de Craon* Sire de Marcellak, & le *Sire de Mathefellow*, & chascun d'eux,

Ou Pays de Poitou, le *Sire de Portenay*, & le *Seneschal de Poitou*, & chascun d'eux,

En Berry, *Messire Guillem le Bouteillier*, & le *Seneschal de Berry*, qui est ou qui pour le temps sera, & chascun d'eux,

En Pirregort, Xantonge, & Angellois, le *Sire de Concy*, le *Sire de Pals*, & les *Seneschaux* des ditz Pays, ou leurs Lieutenanz, qui sont, ou qui pour le temps seront, chascun *Seneschal* en la *Seneschaulce*,

Ou Pais de Limosyn, *Messire Aymer de Rochetmarc*, *Seneschal* illeuc, *Messire Andre de Chauvigny*, & *Messire Guillem le Bouteillier*, & chascun d'eux,

Ou Pais d'Auvergne, le *Conte Dauphin d'Auvergne*, le *Seneschal de Xantonge*, & le *Bailif de Saint Pierre le Moustier*, qui sont ou qui pour le temps seront,

En Bourbonnois, le *Sire de Breauvoir*, & le *Bailif de Bourbon*, qui est ou qui pour le temps sera,

En Agenois, Gasconge, Bourdelois, Bayonnois, & en tout la Duchie de Guyenne, & en tout le Lanredok, le *Conte d'Armignak*, & *Messire Loy de Sarterre* Marechal de France, generaux Conservateurs des dittes Trieves, & les *Seneschaux* des *Seneschaulces* des ditz Pais, chascun en la *Seneschaulce*, avecques les ditz *Conte & Marechal*, ou leurs *Commys*:

ITEM, ou Roiaume de Castelle, de Leon, & de Portugal, es parties de *Gurpuzca*, *Messire Bertran de Guevara*, & *Messire Pierre Loppes* de Ayala Merino, Major de *Gurpuzca*, & son Lieutenanz, & chascun d'eux,

Es parties de Biscaya, *Messire Jehan Alfonso* de Mexico, & *Messire Jehan Furtado* de Mendoza, le *Jenne Prishamero* de Bizcaya, & son Lieutenanz, & chascun d'eux,

Es parties de Castelle Viellie, & de Asturias de Sain-te Ylana, *Messire Diego Furtado* de Meddoça, & *Messire Garci Sanchez Darze*, Curatours de *Jehan de Velasco*, & les Lieutenanz, & chascun d'eux,

Es parties de Asturias de Oviedo, *Messire Alvar Pieres de Oforio*, & *Messire Pierre Snaier* de Quinonnes Adelantado de Leon, & les Lieutenanz, & chascun d'eux,

Es parties de Galice, *Messire Gomes Marcique* Partigvero de l'Archevesque de Saint Jacques, & *Messire Ferrand Perres d'Andrado* Chevetayne de la Curmia, & les Lieutenanz, & chascun d'eux,

Es parties de Sevilla & del Algarbie, *Messire Jehan Alfonso* Conte d'Einebla & Adelantado de l'Andaluzie, & *Messire Jehan Furtado* de Mendoza le Major Amiral de Castelle, & les Lieutenanz, & chascun d'eux,

Es parties du Roiaume de Murcie, *Messire Alfonso Tanes Fainado* Adelantado du mesme Roiaume, & son Lieutenanz, & chascun d'eux,

Et chascun des Conservateurs dessus nommez ont & oront pouvoir en leurs Marches, seaulx & pur le tout, pour faire repaier & amender tout trespas & dommages, qui seront faitz ou donnez encontre le teneur de ces presens Trieves, & de punir tous malfaitures selon que le cas le requirront.

En tesmoignance de ce Nous avons fait mettre noz Seaulx a ces presens Lettres.

Donne a *Lenlyngham* le xviii. jour de Juyn, l'An de grace M. CCC. quatre vins, & neuf.

CLXIII.

Bischoffs Georgen von Passau Revers, gegen Herzog 3. OÖ.

Albrecht von Oesterreich / daß Er die Schloßer an der Thonau Viechtenstain / Oberwefen / Niederwefen / Ranarigl / Haigenbach / Velden und Riedegg vom Bistumb niemahl veralieniren wolle; im fall aber ja solches geschehen müste / solche niemanden als Herzogen Albert zu Oesterreich oder seinen Erben zu veräußern. Geben Wien am Sonntag nach St. Michaels Tag 1389. [HUNDII Metropolis Salisburgensis, Tom. I. pag. 277. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LUNIGS Spicilegium Ecclesiasticum im II. Theil pag. 805.]

C'est-à-dire,

Revers donné par GEORGE Evêque de Passau au Duc ALBERT d'Autriche, portant que les Places du Danube nommées Viechtenstain, Oberwefen, Niederwefen, Ranarigl, Haigenbach, Velden, & Riedegg, ne pourront jamais être vendues, engagées ni aliénées de l'Evêché, & que si la nécessité oblige à le faire, ce ne pourra être qu'en faveur dudit Duc, ou de ses Heritiers. A Vienne le Dimanche après la St. Michel 1389.

Wir Georg von Gottes Gnaden Bischoff zu Passau und wir der Zeitant / und wir das Capitel gemeinlich der Stiff dafelbst. Bestemen öffentlich / für uns / und all unser Nachkommen / allen den / die den Bistof schenkt / lehen / oder lörent lehen / meniglich / daß wir mit billicher Betrachting angesehen und bedacht haben die lauter Treu und Freundschaft / Beschirmung / Hilff / und Fürderung / und manigfaltige Gutthat / die von dem Durchleuchtigen Fürsten / den alten Herzogen zu Oesterreich / seliger Gedechtnis / und auch den Hochgebornen Fürsten / unsern lieben Herrn / Herzog Albrechten zu Oesterreich / u. unsern Vorvorden und unserm Stiff zu Passau / unterhandelt sind / und die auch nach fürbat von denselben unserm Herrn / und seinen Nachkommen / uns und unsern Nachkommen / wider

ANNO
1389.

widerfahren moget; sonderlich und mit Namen; daß der vorgenant unser lieber Herr Herzog Albrecht von Oesterreich unsern Weisen und Geschlossen auff der Thonau Nieschtenstein / Oberröwen und Nidermessen / Kanarig / Jagenbach / Welden / und Nibegg / die gar schwerlich von unsern Gotschafft verkehrt / und entfreundet worden / geholfen hat / seliglich / wider unser Gotschafft Gewalt und Gewer zu bringen. Und darumb nach billicher Danckbarkeit / mit guter Vorbedachtung / nach Rathe unserer Getreuen / so haben wir uns gen den vorgenanten unsern lieben Herrn Herzog Albrechten Herzogen zu Oesterreich / und als von neuen Dingen / als auch das vormalis weiland unser lieber Herr und nächster Vorfahr / Bischoff Johannes selig gethan hat / und geloben auch wissenschaftlich mit dem Brieff / durch daß uns selber / und unsern Erbsitz / und auch dem vorgenanten Herzog Albrechten / und seinen Erben und Zeiten zu Oesterreich / solche Kriege und Anfälle fürdas nimmer aufstehen von den vorgenanten unsern Geschlossen / als von ihrer Entfreundung vormalis begeben ist / dieselben unsere Geschlossen / als sie oben benant sein / fürdas von unserm Gotschafft nimmer verkehrt / verkehrt / oder entfreundet sollen; in tant weiß / sonder daß wir sie selber umhauen / unwertsummen / und auch damit dem vorgenanten unsern Herrn mit seinen Nachkommen und Lenden und Leuten / emiglich beyseendig und geholfen sein / und sie in zu aller ihrer Noth offen haben / und damit bey im bleiben / nach laut der Bündnis und Brieffe / die zwischen unsern Vorfahren und uns / beedenthal genant sind. Geschehe aber; daß uns und unser Erbsitz / solch redlich und ehelich Noth angien / daß wir dieselben Geschlossen verkehrt und verkauffen müssen / so sollen wir denselben Saß oder Kauff niemand thuen; dan dem vorgenanten unsern Herren / dem Herzogen zu Oesterreich / oder seinen Erben. Wer aber; daß der oder die / dann nicht aufstellen wolten / so sollen wir den thuen / mit ihren Willen und Gunt / ainen / oder mehrer der thren in dem Lande zu Oesterreich / der / oder die zu ihr oder thren Lande gehören / damit die vorgenanten Weisen und Geschlossen von dem Lande zu Oesterreich / und von unserm Gotschafft / und der vorgenanten Herrschafft zu Oesterreich nicht entfreundet werden / in tant weiß. Und darüber / zu ewigen Urkunde und Eiderkeit / geben wir ihn den den Brieff / besigelt / mit unserm obgenanten Bischoff Georgen / und auch unserm des Capitels anhangenden Insigel. Der geben ist zu Wien / am Sonntag nach S. Michaels Tag / nach Christi Geburt 1389. Jahr.

CLXIV.

3. Oß. Bischof Georgens von Passau Revers gegen Herzog Albrechten zu Oesterreich; das / weil Er ihme zu seinen Wistumb geholfen / Er deswegen dem Herzog / trosten Er dieser beförderung wegen sette angegriffen werden / mit aller macht beystehen solle. Geben zu Wien am Sonntag nach St. Michaels Tag Anno 1389. [HUND II Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 277. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Spicil. Ecclesiast. im II. Theil. pag. 807.]

C'est-à-dire,

Revers donné par GEORGÉ Evêque de Passau, à ALBERT IV. Duc d'Autriche, par lequel il s'oblige à passer de toutes ses Forces contre ceux qui voudraient l'attaquer à cause de Passiance qu'il lui a donnée pour l'établir dans son Evêché. A Vienne le Dimanche après la St. Michel. 1389.

Wir Georg von Gottes Gnaden Bischoff zu Passau / bekennen öffentlich mit dem Brieff / wann der durchleuchtig Hochgeborn Fürst / unser lieber gn. Herr / Herzog Albrecht Herzog zu Oesterreich / zu. zu gehorsamen Ehren und Treuen unsern Herrn / Vater des Papsts von Rom und der heiligen Römischen Kirchen / uns gnediglich und gütiglich ernannt haben / hat zu unserm Wistumb und unser Würdigkeit / und uns furdertlich geholfen und beyseendig ist / und auch hinfür sein will / als wir seinen gn. getrauen / damit wir zu Gewer und Gewalte unser Gotschafft / und seiner Geschlossen und Herrschaffen / Weisen und Erben / selte und Gütet / kumen sein / daß wir darumb betrachte haben die großen Gnaden und Fürderung / die unser obgenanter lieber Herr uns / und unsern Gotschafft / daran thut. Und geloben wir wissenschaftlich mit dem Brieff / ob geschähe / darvor S. O. / daß derselb unser gnediger Herr / oder sein Erben / oder sein Land / von solcher Fürderung und Schwerm wegen / den sie uns also thuen / oder thuen thien werden / damit wir bey unserer Würdigkeit und unsern Gewalten werden erhalten / in dynein mercklichen Krieg kumen / daß wir darumb

be mit allen unsern Geschlossen / Weisen / Erben / Leuten und Büren / gar uns gnedlich / ohn alle Aufspize / bey denselben unsern Herrn / und seinen Lande / beleben sollen und wollen / nach allen unsern Vermögen. Und ob auch damit / desselben Kriegs / Er oder sein Land / in solchen mercklichen Schaden kumen / daß wir der beleiben sollen und wollen bey unsern lieben Brüdern / Herrn Erbsitzen von Hohelach / und dem Edlen unsern lieben Freunde Herrn Kammern / von Nieschtenstein von Nieschenstein / unser obgenanten Herrn des Herzogen Hoffmaister / also / was die finden und erkennen / daß wir / und unser Erbsitz / und solch Schaden gegen denselben unsern Herrn / und seinen Lande thien sollen / das sollen und wollen wir thien / furdertlich / und ohn alle Widerrede. Mit Urkunde des Brieffs / versigelt mit unserm anhangenden Insigel / der geben ist zu Wien / am Sonntag nach S. Michaels Tag. Nach Christi Geburt. 1389. Jahr.

CLXV.

Partage entre CHARLES I. Duc de Lorraine, 1390.
& FERRY Comte de Vandemont, des biens de Mars.
la Succession de leur Pere JEAN I. l'an 1390.
le Jeudi après la Fête S. Gregoire. [Traité Hist. & Crit. sur l'Orig. & la Général. de la Maison de Lorraine, &c. Aux Preuves. pag. cxlix.]

Nous CHARLES de Loherrenne & Marchis, pour nous & nos Hoirs d'une part, & Nous FERRY de Loherrenne Frere Germain de mondieu Seigneur le Duc, pour nous & nos Hoirs d'autre part; sçavoir faisons à tous, que nous & chacun de nous en droit soy, de nos plainnes & franchises volentes, & de certaine science, sans aucune force ou contrainte, mais par bonne & meure deliberation sur ce devant cheue, & par bonne avis & conseil de plusieurs de nos Amys charnels, & de plusieurs de nos Hommes feaux Chevaliers & Ecuyers de notre Conseil, & d'autre, avons fait & faisons pleins Accords de tous les biens meubles & Héréditaires que nous font venus & escheus de par & par le trespassement de feu notre chier & tres-ami Seigneur Monseigneur JEAN Duc de Loherrenne & Marchis notre Pere, qui Dieu pardonne, par la forme & maniere qui s'ensuit.

C'est à sçavoir, que nous CHARLES de Loherrenne defusdit, pour nous & nos Hoirs avons donnee, cedei, transporté, delaisié, renoncé & quitte; & par la teneur de ces presentes, donnons, cedons & transportons, delaisions, renonçons & quittons audit FERRY de Loherrenne notre Frere, pour son partage & portion, pour luy & ses Hoirs dès maintenant a toujours-mais, en Heritage propre & perpetuel, toutes les choses que cy-aprés s'ensuivent & chacune d'elles; c'est à sçavoir, premier, le Châtel & la Ville de Rumigny en Thierache, & toutes les Villes que y appendent & appartiennent, comme sont la Ville de Neuville au Tournoux, la Ville de Bay, la Ville de Liart, la Ville de la Fere, la Ville de Hanapes, la Ville de Boffu, la Ville de Aubigny, & la Ville de Laugny près d'Oubanton. Item, le Châtel & la Ville de Martigny en Thierache, & toutes les Villes qui y appendent & appartiennent, comme sont les Villes de Leuze, de Beaumeis & de Bemont. Item, la Villeferme & tous les Bourgs d'Aubenton en Thierache. Item, le Châtel & la Ville de Boffence en Thierache. Item, les Villes de Remouche, de Marlemont, de Mauberfontaines, de Beaulieu, de la Rouelle, & de Havir, qui sont aussi assises en Thierache. Item, le Châtel & la Ville de Bove en Picardie, & toutes les Villes qui y appendent & appartiennent, comme sont la Ville de Gratiere, la Ville & Forteresse de Contancy, la Ville & Forteresse de Harbonnieres, la Ville & Forteresse de Cais, la Ville de Kaigroy, la Ville de Rouvray, la Ville de Foingnaut, la Ville de Seneville, la Ville & Forteresse de Remicourt, le Pont en tenué, la Ville de Routiere, & la Ville de Verviller. Item, les Travers de Bove, de Toulloy, de Sains & de Traatrepen. Item, la Ville & Forteresse de Walleis en Hainaut. Item, les Dix huit cent livres de rente qui nous font deus chacun an sur la Coutume & le toulieu du Dans & de l'Ecluse. avec toutes & singulieres choses qui appartiennent, puent ou doivent appartenir à tous les lieux defussdits, & chacun d'eux; c'est à sçavoir en tel Haultour, Signorie, Jurisdiction, Droit, raison & action, comme feu notredit Seigneur notre Pere, qui Dieu pardonne, les tenoit, avoit & possedoit, ou devoit tenir, avoit & posseder quant il vivoit, en tout Homage & tous Fiefs & arriere-Fiefs en toutes Vniversités d'Englize & d'autres Lieux, en Varennes, en Hommes,

mes, en Femmes, en Maisons, en Bois, en Eaux, en Etangs, en Rivières, en Fours, en Moulins, en Halles, en Colombiers, en Prey, en Champs, en Vignes, en Jardins, en Meis, en Vergiers, en Terres arrables, & non arrables, en Tailles & Rentas, en Censés de Bled, de Vin, d'Or, & d'Argent, de Cire, d'Epices, de Chapons, de Gelines, d'Oyes, de Porcs, & en toutes autres revenus, droitures, debites, illués, profits & émoluments quelconques, en toutes Haulteurs, Souveraineté, & Domination, en toutes Juridictions, & en toutes Justices Haulte, Basse & Moyenne, & généralement en toutes autres choses qu'elles soient, & comment que on les puisse nommer, sans riens ne augens à retenir par maniere que ce soit.

Et est à sçavoir que Nous CHARLES Duc de Loherenne dessusdit, pour nous & nos Hoirs devons & sommes tenus descharger, despechier, & decombrier toutes lesdites Terres & chacunes d'elles, de tout ce que notredit Seigneur notre Pere, qui Dieu pardoient, les obliçait & chargeait quand il venoit es mains de notre tres chiere & amé Frere Enguerrand Seigneur de Coucy & Comte de Soissons, & de notre tres chiere & amée Suer Dame Isabelle de Loherenne sa Femme, pour & accausé du Mariage d'entre notre dit Frere & notredit Suer, mais de toutes autres charges, pensions, & assignations ou debtes, ne d'aucunes d'elles que sont assises ou assignées par especial & Lieux dessusdits, ou aucuns d'iceulx ne sommes-nous point tenus de les descharger ou decombrier, mais toutes autres debtes que feu notredit Seigneur notre Pere, qui Dieu pardoient, devoit quant il vivoit, demeurans nous tenus de les payer & decombrier sans ce que ledit FERRY de Loherenne notre Frere y soit de rien tenu, exceptei tant seulement les Cens que feu notre dit Seigneur notre Pere, qui Dieu pardoient, devoit à Valenciennes quand il vivoit, lequel Cens ledit FERRY de Loherenne notre Frere ou ses Hoirs doivent descharger & decombrier, sans ce que nous, ou nos Hoirs, y soient de riens tenus.

Encor il est à sçavoir que nous CHARLES de Loherenne dessusdit, pour nous & nos Hoirs sommes & seront tenus de garantir à nos frais, dépens, cottanges & missions, toutes les choses dessusdites & chacunes d'elles, ainsi par nous données, cedées, & transportées audit FERRY de Loherenne notre Frere, comme dit est, pour luy & ses Hoirs, vers tous & contre tous, jusques à droits, & en delaisier l'Hommage, feauté, possession & saisine au profit dudit FERRY de Loherenne notre Frere, & de ses Hoirs, en priant & requérant affectueusement tous nos Seigneurs de qui lesdites Terres sont tenus par chacuns endroits, que veuillent recevoir ledit FERRY de Loherenne notre Frere en Hommages, feauté, possession & saisine desdites Terres pour luy à son profit & ses Hoirs.

Et Nous FERRY de Loherenne dessusdit, pour & à cause des choses dessusdit, ainsi à nous données, cedées, transportées, delaisiées, renoncées & quittées par notredit Frere pour notre partage & portion, comme dit est, avons fait & faisons par la teneur de ces Presentes, pour nous & nos Hoirs, dès maintenant & à toujours, sans rappeller en la main de notre dit Frere, pour luy & ses Hoirs, pleine quittance, cession, & renonciation de tout le droit, raison, action que nous competoit & peoit competer & appartenir au Duché, Princesse & Baronnie de Loherenne, tant en Romans Pays, Allemagne, & autres part en tout, autres biens meubles & Heritages que venu & eschus nous sont ou puent être de par feu notredit Seigneur notre Pere, que Dieu pardoient, quels qu'ils soient, & en quels lieux qu'ils soient, & comment ou par quelle maniere que on les puisse nommer, sans en jamais rien en demander, impeter ou en querreller par maniere que ce soit, sauf tant pour nous Ambedous les Parties dessusdites chacun en droit soy, que si l'un de nous trespassoit de cestuy Siecle sans Hoirs de son propre corps nées & procréés en loyal Mariage, ce que Dieu ne veuille, en celuy cas seroit l'autre de nous qui survivroit, ou ses Hoirs vrayx & loyaux, Hoirs Successeurs & Heritiers de tous les biens meubles & Heritages de quoy celuy qui trespasseroit seroit possédant & tenant, encorre de son trespassement, sauf le droit de la Femme de celuy qui trespasseroit, le marié étoit, & toutes les choses dessusdit, & chacune d'elles endroit soy, avons nous les Parties dessusdites pour nous & nos Hoirs chacun en droit soy promis & promettons loyalement, en bonne foy, & en parole de Prince, & sous l'obligation de tous les biens meubles & de tous nos Sujets, meubles & Heritages presens & advenir, tenir, vuarder & accomplir l'un de nous à l'autre, par la forme & maniere qu'il est cy-dessus de-

TOM. II. PART. I.

vizé & escrit, en nous soubmettans à toutes Jurisdiccions, cohercions & contraintes qu'il appartient, & apartinra pour chacune chose en droit soy; & quant à ce nous avons renoncé & renoncions expressement de certaines sciences à toutes exceptions de maul, de fraude, de baret, de lezion, de circonvention, à toutes propositions & raisons de fait & de Droit Canon & Civil, écrit & non écrit; à toutes allegations, cauelles, malengins, défenses, aydes, & généralement à toutes autres choses que on fait pourroit audier & conferer ce luy de nous ou ses Hoirs, qui n'iroit au contraire des choses dessus dites ou d'aucunes d'elles, & à l'autre que ne vuroit de rien, au contraire ou à ses Hoirs veure ou grever, & especiallement au Droit, disant generale renonciation non valoir le special non precedent. En signe de verité avons nous les Parties dessusdites fait mettre nos Seel pendans en ces Presentes, & avons prié & requis à notre tres chier & amé oncle Monsieur Gauchier Seigneur de Fere & Vicomte de Blengny, & à notre tres chier & amé Cousin Jean de Salines, que ont été presens en cet Accord, faisant avec nous autres amis Conseillers & feaux dessusdit, qu'ils pour cause de témoignage veuillent mettre leur Seel pendans en ces Presentes. Et nous Gauchier Sire de Fere & Vicomte de Blengny, & Jean Comte de Salines dessusdit, à la priere & requête desdites Parties, avons mis pour cause de témoignage nous Seels pendans avec les leurs en ces Presentes, que furent faites en l'an de l'Incarnation notre Seignour 1390, le Jedy après la Fête Saint Gregoire, fellées de quatre Seaulx, tant grands que petits de Cire, à sçavoir deux de verte, & les deux autres de rouge, pendans sur simple queüe de parchemin.

CLXVI.

Bischof Georgens und seines Dom-Capituls zu Passau 1391.

Revers, gegen Herzog Albrechten zu Oesterreich / und seinen Nachkommen / das sie ihnen mit aller macht wollen beystehen / alle Besten offen halten / keine Besten / oder Schloß verkauffen oder verlegen / es sey dann / das sie solche denen Herzogen zu Oesterreich / und wo solche nicht wolten / einem Oesterreichischen Unterthanen zuvor angeboten; und wenn auch dieser keiner nicht wolte / so solle es ihnen frey stehen einem andern / wo der sey / solche zu veräußern / doch das derselbe sich verbinde dem Stifft / und dem Haus Oesterreich solche Deyrter zu aller Notdurfft offen zu halten. Anno 1391. [HUNDI. Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 278. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Spicilegium Ecclesiasticum Part. II. pag. 807.]

C'est-à-dire,

Revers donné par GEORGE Evêque de Passau, & par son CHAPITRE à ALBERT Duc d'Autriche, par lequel ils s'obligent de l'assister de toutes leurs forces, lui & ses Successeurs, contre tous leurs Ennemis, de leur ouvrir toujours leurs Châteaux & Places fortes, & de n'en vendre ni aliéner aucune; Que si néanmoins la nécessité veut que l'Evêque & le Chapitre en vendent ou alienent quelque'une, ils ne pourront le faire, sans l'avoir premierement offerte aux Ducs d'Autriche, & à leur refus, à quelqu'un de leurs fidèles Sujets, lequel refusant aussi de l'acheter, ils pourront en traiter avec quelque autre, mais toujours sous l'obligation de les tenir ouvertes, pour le service de l'Evêché & de l'Autriche. Fait l'an 1391.

Wir Georg von Gottes Gnaden Bischoff zu Passau / be-
theemen und thun fundt öffentlich / mit dem Brieff / als
ten den / die ihn sehen / lesen / oder hören lesen / nu oder hin-
nach erichtlich / das wir mit gutem Rathe / und zeitiger Be-
trachtung / durch Freie und gemaines Nutzens und auch des
macheden willen unsere Herrschaft / und aller unser Unterthanen / für uns / und für all unser Nachkommen / Bischoff zu Pas-
sau / verhaissen und gelobt haben / bey unserm Tzodent und mit
Worte unser Brl. Würdigkeit verloben und verhaissen auch mit
diesem
G

ANNO

1391.

diesem Brief/ unserm zu. Herrn/ Herrn Albrechten Herzogen
zu Österreich/ zu Steyr/ zu Kärnten/ und zu Crain/ Grafen
zu Tirol/ und allen seinen Erben und Nachkommen/ daß wir
geholfen seyn sollen und wollen/ fürerblich und endlich/ mit
aller unser Macht/ zu allen ihren Ethen/ Rechten/ Willen/
und frommen/ wider aller menschlich/ niemand ausgenommen/
wann in des Not geschieht/ und daß wir ihn auch alle unsere
Besen und Geschloß/ wo die gelegen/ oder wie die genant seyn/
offen haben sollen und wollen/ zu allen ihren und ihrer lände
Kriegen und Nothurfft getreulich/ ohn alles Geuerde. Ge-
schick aber/ daß uns/ oder unser Stifft/ solch redlich ehehaft
Not anginge/ das Got weide/ daß wir dieselbe unser Besen
und Geschloß oder ihr dhains (ausgenommen Dichtenstain/
Dernowfen/ und Nidermessen/ Kanarigel/ Naichenbach/ Del-
den/ und Niedeck) verkauffen müssen/ so sollen wir das nie-
mande theuen/ dann unsern ehegenanten/ Herrn von Österreich/
oder seinen Erben/ oder/ ob sie das mit wollen/ einem oder
mehrern ihrer gehorsamen Underthanen/ oder die zu ihrem
lande zu Österreich gehören/ und darinn gewesen seyn. Was
wir aber das verlegen/ oder in ein ander weis verkommen/ so
sollen wir das aber unsern ehegenanten Herrn von Österreich/
oder seinen Erben/ vor redlich anbieten und ihn das vor menig-
lich gönnen. Wollen aber er/ oder sein Erben/ das nicht auf-
nehmen/ so sollen wir den Satz zu gleicher weis unvergleich theuen
einen oder mehrern ihrer getreuen und gehorsamen Underthanen/
der/ oder die zu ihrem lande dafelbst zu Österreich gehören/
und darinn gewesen seyn. Wer aber/ daß derselbe einer/ oder
mehrere/ ohn Geuerde/ das auch nicht aufnehmen wolle/ so
mögen wir/ in solches Geschick/ den Satz wohl einem andern
thuen/ mit solchem Gehinge/ wenn wir solch Lösung theuen/ er
sey in Österreich/ oder anderswo gewesen/ daß der/ oder die
vor woll versichern und gewis machen/ daß sie uns/ und unsern
Gothaus zu aller unser Nothurfft/ und unsrer ehegenanten
Herrschafft von Österreich/ zu allen ihren Nothurfft/ diefel-
ben Geschloß offen haben/ und damit gewertig seyn/ wider aller
menschlich/ niemand ausgenommen/ getreulich/ und ohn alles
Geuerde/ nach laut und Weisung der Bündnis und Briefe/
an den gegenwertigen begreifen ist. Dann innb die obgenanten
unsern Geschloß Dichtenstain/ Nidermessen/ und Nidermessen/
Kantarigel/ Naichenbach/ Delden/ und Niedeck/ sollen wir/
unser Stifft/ unser ehegenanten Herrschafft von Öster-
reich sich und beliden/ nach laut der Briefe/ die vormalis
sonderlich darinn sind. Wir haben auch in der vorgeschriben
Bündnis weislich vorbehoht und ausgenommen unsern H.
Dietern den Pabst/ in allen geistlichen Sachen/ als das bißlich
ist. Wir irschindt biß Briefs/ den wir darüber geben/ ver-
sigelten mit unsern anhangenden Insignel. Und wir der Hüm-
probst/ der Decan/ und das Capitel gemeinlich des Gots-
haus zu Passaw/ versehen und bekennen öffentlich/ mit dem
Brief/ daß die vorgeschriben Bündnis und Gelübde mit uns-
ren Willen/ Willen/ und Rathe geschien ist/ und loben auch
die stet zuhaben/ sie uns/ und zu unser Nachkommen/ ewig-
lich/ bey den Leben/ und wie darinn geschworen haben/ wissen-
lich/ mit angelernten Händen auf das heilig Evangelist. Und
darüber wir selber Eidegethet/ haben wir des ehegenanten Herrn
Bischoff Georgius zu Passaw Insignel gehenkt an diesen Brief/
der geben ist zu Wien/ am nächsten Sonntag. Nach Christi Ge-
burt. 1391. Jahr.

CLXVII.

7. Aout. Vergleich zwischen Graff Eberhart von Württemberg/
und seinen Enkel gleiches namens/ dann der Reichs-
Erbe Eßlingen/ gemeines nutz und Friedens wil-
len bis auff den nächsten Sanct Georgii tag/ und
die folgende 6. Jahr/ geschlossen am nächsten Affter-
montag vor S. Laurentii tag Anno 1391. [JOH.
PHIL. DATT, Volumen rerum Germani-
car. novum. Libr. I. Cap. IX. pag. 64. d'où
l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans
LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part.
Spec. Contin. II. Fortsetzung Abtheil. IV.
Abtatz VII. pag. 680.]

C'est-à-dire,

Accord & Convention passée entre EBERHARD
Comte de Wurtemberg, & son Neveu du même
nom d'une part, & la Ville d'ESLINGEN d'autre
part, pour le maintien de la Paix, & la
conservation de leurs avantages, jusqu'au jour
de St. George, & six ans après. Le Lundi dit
Afftermontag avant la St. Laurent 1391.

Wir Graf Eberhard von Württemberg und wir Graf Eber-
hard von Württemberg seines Enkels Sun versehen öffentlich
für uns und für alle unser Erben mit diesem Brief und mit uns

ANNO 1391.
allen den die in anseht/ lesent oder hörent lesent. Das wir
mit guten willen/ durch gemeins nutz und selbst willen und
durch luter güt/ mit den Erben/ Willen/ Rechten/ Willen/ dem
Nutz und allen Burgern gemeinlich Nutz und Arme/ der Statt
ze Eßlingen/ solicher sache als hernach geschrieben stat/ lieplich
und gütlich überain kommen seyn. Des ersten was losse/ Krieg oder
Erdbe/ sich erhuben und usfunden/ daß benne die vorgezanten von
Eßlingen noch in nachkommen/ noch wir und die Herrschafft ze Wirt-
temberg bis zu Sanct Georgii tag der schiereit kompt/ und dar-
nach sechs ganze Jare/ die nachst/ mit wider einander sin ful-
ten/ und ein anander füten sin fulen. Und fulent die egenan-
ten zu unser entweder taile des andern Bunde mit halten/ hufen/
hören/ noch geordlich helfen noch hushüben/ mit keinen sachen/
in keinen wege/ an ergeisse und gewalde. Wäre auch/ daß wir
baider site nun fürbich niet ischit zusammen sprechen gewinnen
von sache wegen/ die sich nun fürbich erhuben/ sprechen benne
die vorgezanten von Eßlingen oder in nachkommen und vorgezan-
ten von Württemberg/ oder unsern Erben zu: So fulent diesel-
ben von Eßlingen von iren wegen zween daruigen und geben/ wel-
chen sie wolent/ doch daß dieselben die sach mit anirre/ noch in
angen einig ding mit si. So fulen wir die von Württemberg von
unsern wegen zwei zween daruigen geben/ welchen wir wol-
len und von iren wir wolent/ doch also/ daß dieselben zwei die
sache alsait nach eigenlich auch mit angangen/ noch anirre. Die-
selben vier fulent allwegent also die sache si dazzu geben werden/
in den nachsten vierzehn tagen/ je dazzu si geben tröwen/ al-
len iren ernt und vermiligt dazzu tun und verdingen/ ob sie die
sache/ je in den egenanten vierzehn tagen/ mit baider taile wisen
und willen gütlichen vertragen mögen/ und fulle also darumb
allwegen/ als diee das not wurd/ gen unsern Dürckheim je tagen
gesamen kommen/ und die sach da also usfichten/ es wäre dem/ daß
wir uf baider site andern gelegentlicher Stette mit gutem willen
überain kommen/ als diee das beschad/ an denselben Stetten
fulen benne die sachen usftragen werden/ in allen dem Rechten/
als zu unser Dürckheim/ an gewerde. Wäre aber/ daß die viere
die sachen behändig in der egenanten site mit der Wille mit also
verdröten möchten: So fulen wir dannen die egenanten von Eß-
lingen allwegen einen gesamen man darumb nemen/ unser unter
der egenanten von Württemberg Räte/ welchen sie wolent/ und
doch einen sollichen/ der das vormalis ungewollt/ nicht ver-
worfen hat/ und da fulen wir die egenante von Württemberg auf die
nachbenempten unser gelübde allen unsern ernten getreulich zu
tun/ daß sich die beselbe/ der also zu einem gesamen Man
gesamen wirt/ der sach anmeine und allwegen in der egenanten
site an die egenanten Stetten dazzu kommen und die sache fulent
benne nachdem/ so sie zu der sach gesamen werden/ in einen
Monat den nachsten an den egenanten Stetten nach baider taile
süßlegung/ Rede/ und widerrede uf ir Rede Rede darüber usfpre-
chen und wie auch die sache fulent/ oder mit den merer taile
dazzu usfprechen/ dazzu sol es beliden/ und fulen auch all-
wegen in der egenanten site die sache fulen und jellig sach Brief
darüber geben/ daß es also belide/ ungewollt. Es aber wirt/
war es/ daß wir die vorgezanten von Württemberg/ den egenan-
ten von Eßlingen/ nun fürbich iren von bekainen sachen wegen/
wie die genant waren/ und die sache nun fürbich erhuben/ zu
sprechen hetten/ darumb fulent aber in den vorgezanten Rede/
die vorgezanten von Eßlingen zween dazzu. Und wie die vor-
genanten von Württemberg fulen von unsern wegen auch zween
dazzu/ welche wir wolent/ uf baider site/ doch daß dieselben
die sach eigenlich alsait von ir selb wegen mit angange/ als vor-
beschaiden ist/ und die vier fulen benne allwegen in der egenan-
ten site/ so sie dazzu beschaiden und genant werden/ gesamen
kommen gen unsern Dürckheim/ oder an andern gelegentlicher Stette/
der wir mit willen usfichten können mören. Und die fulent in
vierzehn tagen den nachsten dorinne allen iren ernt und vermil-
gend by iren guten tröwen tun/ ob sie der sach mit baider taile
wissen und willen vertragen mögen. Wäre es aber/ daß die viere
je in der egenanten site die sach also mit der Wille mit also
verdröten möchten/ so fulent wir die egenante von Württemberg und
unser Erben allwegen in den egenanten site und Jaren/ einen
gesamen Man darumb nemen unser den Räten ze Eßlingen/ je
Rätigen/ je Räte/ oder je Räte/ oder je Räte/ oder je Räte/ oder je Räte/
Stette/ Räte/ oder welcher Stet wir benne wollen/ eine solli-
chen Räte/ oder benne Räte/ oder benne Räte/ oder benne Räte/
gemeinlich gewesen wäre/ und demochte des Rats ist in der egenan-
ten Stette Räten/ und doch einen sollichen/ der das also allwegen in
der egenanten site/ von uns oder den unsern wirt genommen/ ful-
lent die von Eßlingen uf die gelübde/ als die sach gelobt ist/ so
halten allen iren ernt und vermiligt getreulich je runde.
Daz sich dieselbe/ der also zu einem gesamen Man genomen
wirt/ der sach anmeine und allwegen in der egenanten site dazzu
tröwen/ an die egenante Stet und die sache fulent den/ nachdem/
so sie der sach genant werden/ in einen Monat den nachsten an
den egenanten Stetten/ nach baider taile süßlegung/ Rede/ und
widerrede/ uf ir Rede Rede darüber usfprechen/ dazzu sol es
belide/ ungewollt. Wäre auch/ daß unser Diener bekainen von
sach wegen die sich nun fürbich erhuben in der egenanten site/ der
genanten Stet ze Eßlingen zu sprechen hetten/ warumd daß wir
es ungewollt/ darumb fulent allwegen in der egenanten site
wir egenanten von Württemberg von unser Diener wegen zween
dazzu/ und die von Eßlingen fulen von iren wegen auch zween
dazzu.

ANNO
1391.

dargehen / in allen vorgeschriben Rechten. Und die süßen auch
in vierzehen tagen den nehesten / nachdem so die sach an sie
bracht wirt / und als sie darzu beschiden und geben werden /
darumb können an die eiganen Stetten und die süßen in der-
selben zite zu guten truen allen ernst und vernünftigen tun / ob sie
die sach vernichten möchten / als vorgeschriben stät. Welche aber
ei also mit der minne nit vernichten werden / so sol ein gemain
Ment darumb genommen werden / uff der eiganen Stätt Räte
se anten / und sol auch die Sach demne uffgetragen und verhan-
delt werden / in aller der wise / als von uns den eiganen von
Bürtenberg vorgeschriben stät / an alle gewerbe. Neuen aber
unser Diener behaltet zu der vorgeanten von Eplingen Bürger
amen oder mehr und das die gemainen Stet mit ausgenie ist
gesprochen / darumb süßen sie sich Rechts von in benigen lassen
und Recht von in neuen je Eplingen in der Stätt / als das her-
kommen ist / ungeworlich. Wäre aber das die von Eplingen oder
die iren zu dhanen unsern dienen ist / sprechen ketten oder ge-
nehmen von Sach wegen / die nun siet in der eiganen zite / wir ege-
nanten von Bürtenberg abwegen in der eiganen zite / wir ege-
nanten von Bürtenberg von unser Diener wegen puen darge-
hen / und die von Eplingen und die iren von iren wegen auch
puen dargehen / und insigen die vier die Sach bei iren guten treu-
en mit hader thalle wissen und wollen vernichten in vierzehen
tagen an den eiganen Stetten / dabi sol es bleiben: Nachden
aber einest die Sach mit der Minne nit vernicht werden / so süßen
die von Eplingen / und die iren einen gemainen Mann darumb
nennen / uff unser eiganen von Bürtenberg Räte / die süß
sollend auch in einen Monat / den nehesten / nachdem so die
Sach an sie bracht wirt / an den eiganen Stetten / uff in ege-
recht darumb uffsprechen / in aller der maß / als vorgeschriben
stet / wie alle gewerbe. Und mit eiganen von Bürtenberg sol
unser Diener darzu halten / daß sie bei dem Rechten also be-
stehen. Wäre aber / daß wir etlich unser Diener in der eiganen
zite / nit gehalten noch gewissen möchten ungeworlich / daß sie
also zu dem Rechten nit kommen wolten / umb sollich unser Die-
ner sollen wir uns nicht annehmen / noch die siet wider halten /
halten / hosen / noch gewarlich beissen / noch hinführen / mit thainen
Sachen in thainen wege / an all gewerbe. Wo auch unser ege-
nanten von Bürtenberg oder ir Diener arme leute oder die von
Eplingen oder ir arme leute ist / süßen uffsprechen ketten oder ge-
nehmen / darumb süßen uff hader ketten die leute einander
nachführen und sich recht von einander benigen lassen / an den
Stetten / da jedlicher gesehen ist / und da belegen Gerichte sind /
oder an den Gerichten / da jedlicher eingehort / als das von alter
und mit gemöthlich herkommen ist / ungeworlich. Wäre auch /
das unser vorgeanten von Bürtenberg leute oder unser Diener
leute / oder die von Eplingen / oder ir Bürger thain ebe und
gute angelle / uff wider ketten das were / und das anspredig
were / daß sol verdracht werden / an den Stetten / da es gewal-
ten ist / und in den Gerichten / da er eingehort / ungeworlich. Und
es soll mit Namen das lehen allwegen den eigan nachführen / als das
von alter und mit gemöthlich herkommen ist / ungeworlich. Es
sollen auch mit namen beide vorgeanten Parteyen bleiben bei
iren Ehren / Verschaffen / Rechten / Freyhaiten / Rechten und
Gemöthlichkeit: als sie die herdracht handt also daß in hie thain
ding voran ketten haben bringen soll / in ketten weg ungewor-
lich. Die eiganen Graf Eberhard von Bürtenberg / und
Graf Eberhard von Bürtenberg seines Sums Sume haben auch
jelo gelobt auf unser ayde / für uns und unser Herrschaft / alle
vorgeschriben Sach / die eiganen zite und siet geröthlichen
wege / stet / vest halten und vollführen in aller der wise / so vor-
geschriben stet / an all gewerbe. Und doch so nemen wir vorge-
nanten Parteyen uff in diesen sachen / unser Herrn den Röm-
schen Künig / in mit Rechte zu halten und zu thain / und auch den
Landfrieden / den unser Herr der Römisch Künig gemacht hat /
auch zuhalten als bei begriffen und verdrichen ist / und als wir
den gesehen han / ungeworlich. Und diese freundschaft und sach
sol ween / pleien und bestan / hman bis je Sant Gorien tag /
der jehrsicht Kompt / und dornach Seds ganze Jar die nehesten
nacheinander volgend. Und bei alles je waren urkund haben
wir vorgeante von Bürtenberg für uns und all unser Erben
unser aigne Insigel zu meier gegückstuzen der Sach öffentlich
gehehen an diesen Brief / der geben ist an den nehesten Hf-
montag vor Sant Laurenten tag / da man jalt von Christi ge-
burt dreizehnhundert Jar / und dornach in dem nitten und
neunzigsten Jar.

CLXVIII.

x. Nov. Testament d'AME VII. surnommé le Rouge,
Comte de Savoie, fait à Ripaille, le 1. de No-
vembre 1391. [S. GUICHENON, Histoire
Généalogique de la Maison de Savoie. Preu-
ves. pag. 232.]

In Nomine Domini, Amen.

ANNO natiuitatis ejusdem millesimo trecentesimo
nonagesimo primo, Indictione decima quarta, in Ca-
mera qua jacere solitus est Dominus Comes infra scrip-
tus; presentibus Viro Nobili Domino Ottone de Gran-

TOM. II. PART. I.

dissono Domino de Sancta Cruce & Aubona, Religio-
so Viro Fratre Guillermo Franconis Ordinis Minorum,
Magistro Luquino Pascalis, & Magistro Hommebono
de Ferrara Philico, ac Viris Nobilibus Aymone de
Asperomonte, Guidone de Grolea, Petremadone de Ra-
vayfio, Joanne de Chignino, Humberto d'Arvillars,
Henrico de Flecheria, & pluribus aliis Testibus ad in-
fra scripta vocatis, & propter ea que sequuntur rogatis
specialiter per Dominum Testatorem subscriptum.
Hujus publici Instrumenti tenore cunctis appareat tam
presentibus quam futuris; Quod Illustris Princeps &
Dominus noster Dominus AMEDEUS Comes Sabau-
die, sanus mente, memoria & intellectu, licet corpo-
ris infirmitate gravetur, in presentis dictorum testium,
& mei Notarii infra scripti personaliter constitutorum;
considerans quod presentis vite conditio statum habet
instabilem, & ea que visibilibus habent essentiam tendunt
visibilibus ad non esse, nolens intestatus decedere, sed
cupiens, ut asserit, de rebus & bonis sibi à Deo collatis
more prudentum virorum disponere, de sui certa scien-
tia, facit & ordinat suum Testamentum nuncupativum
sine scriptis, licet in scriptis redactum, in hunc qui se-
quitur modum. In primis animam suam humiliter &
devotè recommendat Deo omnipotenti, Beatæ Mariæ
Virginis, ac toti Curie Supremorum. Item sepulcrum
sui corporis eligit, nominat, esse vult & jubet fieri in
Monasterio Altacombæ Cisterciensis Ordinis, videlicet in
tumulo quo recolenda memoriæ Illustris Dominorum
quondam Sabaudie Comitum corpora requiescunt. Item
omnia & singula relicta ad pias causas, concernentia
provisionem animæ suæ, devotè committit & relinquit
ordinationi & dispositioni Illustris Domine nostre Do-
mine Bone de Borbonio Comitisse Sabaudie ejus ca-
rissimæ Genitricis, cum consilio Viri Nobilis, & po-
tentis Domini Ludovici Domini de Coffonay, qui su-
per præmissorum ordinatione quanto citius poterunt
post obitum ipsius Testatoris providere debeant, inten-
dere & vacare cum deliberatione qua decet, eosdem
Dominam Comitissam ejus Matrem Carissimam, &
Dominum de Coffonay, ac eorum conscientias super
hoc totaliter onerando. Item Joanni Chabod ejus Scuti-
fero quingentos Florenos auri semel dat & legat.
Item Anequino de Bruxella ejus Scutifero quingentos
Florenos auri semel dat & legat. Item remuneratio-
nem cæterorum scutiferorum, servitorum & famulo-
rum suorum, de quibus mentio non est facta, aut fiet
inferius, committit & relinquit præfatus Dominus Bo-
næ de Borbonio Comitisse Sabaudie ejus carissimæ Geni-
trici, qua quanto citius poterit commodè ad comple-
mentum remunerationis hujusmodi procedat & proce-
dere debeat, secundum meritum ejusdem exigentiam,
consilio dicti Domini de Coffonay, & aliorum de
eius consilio quos viderit evocandos. Item Luquino
de Salucis ejus scutifero, ea ratione videlicet quod
nulla alia bona possidet, & attentis obsequiis sibi per
eundem Luquinum exhibitis, sex millia Florenorum
auri semel dat & legat, de quibus emere & acquire-
re teneatur & debeat in Comitatu Sabaudie, Terram
& redditus quos ab ejus Herede infra scripto teneat &
tenere debeat in Feudum Ligium & nobile, & sub Ho-
magio Ligio præ cæteris Dominis quibuscunque, &
pro quibus Fidelitatis & Homagii Sacramentum præstare
teneatur eidem. Item Bastardo de Sabaudia donat, legat
& relinquit mille quingentos Florenos auri, per annum
in perpetuum sibi & suis assignandos per suum infra
scriptum universalem Hæredem, aut per præfatam Do-
minam Comitissam ejusdem Testatoris Matrem Carissi-
mam; quos in Feudum Ligium & Nobile dictus Bas-
tardus teneat, & tenere debeat à præfato Amedeo de
Sabaudia & suis Successoribus, & pro quibus mille
quingentis Florenis annualibus dictus Bastardus præfatus
Amedeo de Sabaudia Homagium Ligium facere teneatur
& debeat, ac Homagii Ligii & Fidelitatis Ligii Sa-
cramentum præstare. Item præfatus Dominus Comes
Testator de suo motu proprio laudat, emologat & con-
firmat Testamentum seu ultimam voluntatem præfati
Domini nostri quondam Genitoris sui carissimi, & omnia
contenta in eo juxta ipsius Testamenti seriem & ef-
fectum, illudque jubet & præcipit expressè teneri, at-
tendi & observari per suum Hæredem universalem
subscriptum, in qualibet sui parte & in singulis ejus pun-
tis & capitulis, perinde ac si in præfatis Instrumentis
essent expressa & specificata specialiter & expressè,
omnia que in ipso Testamento sunt inserta. Item Il-
lustrem Dominam Bonam de Borbonio Sabaudie Co-
mitissam Matrem ejus carissimam, in mille Florenis
auri annualibus dum in humanis fuerit sibi Hæredem
instituit, ultra sibi relicta & ordinata per præfatum
Dominum Genitorem ipsius; quos mille Florenos an-

Gg 2

nuaies

ANNO
1391.

nales eidem Domine Comitissa jubet, vult & ordnat dictus Testator sufficienter assignari per suum Hæredem universalem infra scriptum, ad requisitionem ejusdem Domine Comitissæ; & post ejus obitum dicti mille Floreni annuales ad Hæredem universalem dicti Testatoris in solidum revertantur & debeant pertinere. Item *Illestem Bonam de Sabaudia ejus Filiam carissimam*, in quinquaginta millibus Florenis auri sibi Hæredem instituit, pro quibus eam vult esse tacitam & contentam de omnibus & singulis bonis & rebus suis, ita quod nichil ultra dictam summam super ipsis bonis petere possit vel debeat quoquomodo. Item Posthumum ab *Ilustri Domina Bona de Biturio ejus consorte carissima* Comitissa, si quem vel quos masculos nasci contingat in Baronia & tota Terra Vuaudi, sibi Hæredem & Hæredes instituit, de & pro qua Terra debeant esse taciti & contenti de omnibus & singulis bonis suis; ita tamen quod de & pro dicta Terra ejus infra scripto Filio & Hæredi fidelitatem, Ligium præ cæteris, & contra omnes facere & recognoscere teneantur, & ad fidelitatis & Homagii debitum sint astricti; salvis & reservatis ejus Filio & Hæredi, in prædicta Terra Vuaudi & Juribus dictorum Posthumorum, superioritate & ressorto ac superioritatis & ressorti præminentis quibuscumque, ac jure feudi & directi Domini in præmissis. Item Posthumum vel Posthumas si quam vel quas ab eadem Domina ejus Conjuge carissima nasci contingerit, quamlibet ipsam in quinquaginta millibus Florenis auri semel solvendis sibi Hæredes instituit; de & pro quibus ipsas & quamlibet ipsarum dictus Testator esse voluit tacitas & contentas de omnibus & singulis bonis suis; sic quod ab inde nihil ultra dictam summam super prædictis petere possint vel valeant quoquomodo. Item præfatam Domine Bonæ de Biturio Sabaudie Comitissæ ejus carissimæ Conjugi, viginti mille Florenos semel tanquam bene meritis dat, legat & relinquit. Item vult & ordnat præfatus Dignus Comes Testator, dari & assignari post ipsius Testatoris obitum præfatam Domine Bonæ de Biturio ejus Consorti carissimæ, ipsa tamen in viduitate manente, & quando in statu viduitatis manebit, & non aliter, per ejus universalem Hæredem infra scriptum, & præfatam Dominam Comitissam Matrem ipsius Testatoris carissimam, consilio dicti Domini de Cossoney, & aliorum de consilio, dotaticium bonum & sufficientem in eo valore annuo, quanti valoris est dotaticium assignarum & constitutum præfatam Bonæ de Borbonio ejus Matri carissimæ; per præfatam Dominum nostrum quondam in ejus ultimo Testamento; sic quod de hujusmodi dotaticio extra limites Comitatus Sabaudie nichil transferri valeat vel portari, nec ejus fructibus gaudeat vel utatur præfatam Domina Comitissæ consors ejus Testatoris, nisi quando in Comitatu Sabaudie residentiam fecerit personalem. Item in omnibus & singulis aliis bonis suis mobilibus, immobilibus, Principatibus, Dignitatibus, Comitatibus, Ducatibus, Marchionatibus, Provinciis, Baronis, Civitatibus, Castris, Villis, Jurisdictionibus, Hominibus, Homagiis, & generaliter aliis omnibus & singulis Juribus & actionibus quibuscumque, de quibus superius non disposuit, & in his de quibus disposuit salvis superius ordinatis, & de quibus aliter non ordinabit inferius, *Amedeum ejus Filium carissimum* suum Hæredem universalem sibi nominat, eligit, esse vult & instituit tenore hujus sui Testamenti & Instrumenti præsentis; ita tamen ut taliter quod in prædictis seu ipsorum aliquibus nunc vel in futurum perpetuo Filia seu Filia non succedant vel succedere possint vel debeant quoquomodo; per quem Hæredem suum universalem, & præfatam Dominam Comitissam Matrem suam carissimam, vult, mandat & præcipit expressè, seu legata omnia, provisionem annuam suam, & relicta ut supra solvi, & clamores ipsius emendari & pacificari breviter, & de plano, sine Judiciali strepitu & figura. Item præfatam Dominam Bonam de Borbonio Comitissam ejus Matrem carissimam, quando vitam duxerit vidualem, facit & ordnat Tutricem, & Administratricem præfati Amedei ejus Filii carissimi & Hæredis sui universales; & Bonæ ejus prædictæ Filia, & cæterorum Posthumorum suorum prædictorum, quorum tutelam, personarum custodiam & administrationem eidem Domine Bonæ de Borbonio Comitissæ ipsius Testatoris carissimæ Genitrici deputat & committit, ac totius Comitatus & allarum Terrarum suarum administrationem & regimen sibi relinquit, vocato & assistente sibi dicto Domino Ludovico Domino de Cossoney ejus carissimo Consanguineo, de quo etiam gerit idem Testator, ut dicebat, fiduciam specialem, & quos Dominam Comitissam & Dominum de Cossoney precatur humiliter & requirit, quod circa educationem personarum dictorum pupillorum, ac regimen & gu-

bernacula totius Terræ suæ, ut supra exprimitur, dignentur & velint diligenter & fideliter se habere; & si contingeret præfatam Dominam Matrem suam decedere ab humanis, vel ad secunda vota transire antequam dicti pupilli ad annos pervenerint pubertatis, in utroque casu prædictorum, ad dictam tutelam gerendam, ac regimen Comitatus & Terræ suæ prædictorum, dictus Testator subrogat, ordnat & esse vult præfatam Dominam ejus confortem carissimam Comitissam, quamdiu vitam servaverit vidualem; ita quod dictus Dominus de Cossoney eo casu sibi debeat assistere in gerenda tutela & administratione prædictis, fideliter tanquam probus; & eo casu quo medio tempore, hoc est, ante tempora pubertatis pupillorum prædictorum, dictus Dominus de Cossoney forsan decederet ab humanis, & dicta Domina Comitissa consors ejus carissima, ante dicta pubertatis tempora ad secunda vota transiret, ante dicta pubertatis forent omnino tutoris auxilio destituti, vel propter mortem dictarum Dominarum Comitissarum, vel propter ipsarum convalescentiam ad secunda Nuptias; vult & ordnat dictus Testator, quod consilio Illustrissimi Domini Ducis Biturii, & Domine Bonæ de Borbonio Comitissæ Sabaudie ejus Matris carissimæ, si in Comitatu Sabaudie fuerit, vel ipsi Comitatu sit propinqua, & odio Militum de dignioribus & magis in consilio pollentibus totius Comitatus prædicti, eligatur & ordinetur communi illorum consilio & consensu unus valens & strenuus Miles de Comitatu prædicto, qui onus tutelæ prædictæ habeat, & regimen gerere debeat, & etiam supportare, donec dicti pupilli annos attigerint pubertatis; de qua quidem tutela taliter provisio dictis pupillis dictus Testator ex nunc prout ex tunc casu ipso illam laudat, emolocat, & confirmat. Item quod quandocumque præfatus Amedeus de Sabaudia ad hanc pubertatis ætatem pervenerit, casu quo præfata Domina de Borbonio Comitissa, ipsius Testatoris Mater, decessisset, vel ad secunda vota transisset, ipse solus Amedeus de Sabaudia carissimus ejus Filius & Heres universalis, suorum Prælatorum, Baronum, Militum, & in Jure peritorum consilio, regimen gerat & habeat totius Comitatus & partium singularum & adjacentium quoquomodo; salvis semper & reservatis administratione & regimine præfatæ Domine Bonæ de Borbonio Comitissæ suæ carissimæ genitrici. Hanc autem dictus Testator suam ultimam voluntatem, solam & unicam, revocat omni alia si quam alias fecisse reperitur, & penitus annullata, vult valere jure Testamenti nuncupativi; quæ si non valet vel valebit eo jure, eam valere vult jure donationis irrevocabilis inter vivos, vel donationis causâ mortis, & si non valet, vel valebit eis Juribus, valeat jure Codicillorum, aut cujuslibet alterius ultimæ voluntatis, aut secundum Leges, & Canonicas Sanctiones. De quibus omnibus & singulis dictus Testator seri voluit & mandavit unum & plura Instrumenta publica tenoris ejusdem per me Notarium infra scriptum, ad opus & pro interesse omnium & singulorum quorum interest & interesse poterit in futurum. *Signè DECRESO.*

CLXIX.

Traité d'Alliance, entre RAOUL DE COUCY 29. Decr. Evêque de Metz, FERRY Evêque de Strasbourg & Administrateur de l'Evêché de Basle, & CHARLES Duc de Lorraine & Marchis, chacun pour soi & de sa part, contre HENRI BAYER DE BOPPART Chevalier, le Vendredi après la Nativité de notre Seigneur 1391. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine & d'Autriche. Aux Preuves. pag. 172.]

NOUS RAOUL DE COUCY par la grace de Dieu & du Saint Siege de Rome Evêques de Metz, & FERRY par icelle grace Evêques de Strasbourg & Administrateur de l'Evêché de Basle, confirmé du Siege de Rome, & nous CHARLES Duc de Loherenne & Marchis faisons içavoir à tous que comme Seigneur HENRY BAYER DE BOPPART Chevalier, nous ait fait du temps passé & fait de jour en jour plusieurs grans & grieux dommages contre droit & raison; pour resister à iceluy & à ses aidans & complices, & pour escheoir iceux dommages lesquels nous ne pohns plus souffrir bonnement: Avons nous accordé & accordons ensemble par cesdites presentes Lettres unes certaines Alliances encontre ledit Sieur HENRY & ses aidans,

par

ANNO 1391. par ainsi que nous li devons faire la Guerre & ne pouvons faire Paix, ne Trêves audit Sieur HENRY ne à ses Alliances, nous devons tous ensemble assieger & aller devant la Forteresse Dalbestorf que ledit Sieur HENRY tient en Vassage de l'Eveschié de Mets, à force de Gens d'Armes, & ainsi qu'il lui appartient. C'est assavoir chacun de nous à tout cent Lances de Gens d'Armes, & quatre cens Sergens, & y mener Artillerie & habillemens chacun selon sa puissance, & se ainsi estoit que ladite Forteresse Dalbestorf estoit vaincue par nous ou par nos Gens elle doit demourer à nous Raoul Evesque de Mets dessusdict, & à nostre Eglise de Mets, & à nous CHARLES Duc de Loherenne dessusdict. C'est assavoir que nous Evesque de Mets dessusdict ou nom de nostre Eveschié devons avoir les deux parts de ladite Forteresse & des appartenances, & nous CHARLES Duc de Loherenne devant dit devons avoir par maniere de gagiere un tiers de ladite Forteresse & des appartenances; laquelle partie partie nostre Cousin l'Evesque de Mets dessusdit ou son Successeur puent racheter toutesfoi & quantesfoi que il leur plaira, parmy la Somme de sept cens Florins de bons & de juste poix, & doions nous Evesques de Mets & CHARLES Duc de Loherenne dessusdits jurer de tenir une bourgfride ensemble en ladite Forteresse, & doions donner l'un l'autre bonnes Lettres de ladite bourgfride, & avec ce doions donner nous Evesque de Mets dessusdit, bonnes Lettres à nostre Cousin Duc de Loherenne devant dit, que il doit tenir par maniere de gagiere, la tierce partie de ladite Forteresse & des appartenances d'icelles pour lesdits sept cens Florins jusques à rachat de ladite Somme. Et en demourant maniere devons nous Duc de Loherenne dessusdit donner aussi Lettres à nostre Cousin l'Evesque de Mets, qu'il puent racheter la tierce partie de ladite Forteresse pour la Somme de sept cens Florins dessusdit, toutesfoi & quantesfoi qu'il lui plairait ou à ses Successeurs Evesques de Mets. Aussi nous Evesques de Mets & de Strasbourg & Duc de Loherenne dessusdits avons accordé ensemble & accordons que tous prisonniers qui seroient prins en ladite Forteresse Dalbestorf ou en autres, soient Capitaines ou autres Gens, soient esfre à nous trois ensemble de tiers en tiers, & les meubles qui seroient prins esdites Fortereses, soient Chevaux, harnois, ou autres choses qui appartiennent à butin, soient esfre un commun butin entre les compagnons ou si appartenoient, qui seroient au fait avec nous les Parties dessusdites. Et nous Parties dessusdites devons aider à petite force & à grand contre ledit Sieur HENRY, ses aidans & complices toutesfoi & quantesfoi que besoing fera selon ce que le cas le desirera toute la Guerre durant. Et se ladite Forteresse Dalbestorf estoit gagnée ou non; Neantmoins nous devons maintenir la Guerre, & doions mettre Gens d'Armes en Garnison en nos plus prochaines Fortereses de ladite Forteresse Dalbestorf, ou d'autres Fortereses chascun pour sa partie vingt Lances, tout à ses fraix, couits, millions & despens. Aussi est-il assavoir que se nous les Parties dessusdites, gaigniliens autres Fortereses sur ledit Sieur HENRY, ses aidans & complices, icelles Fortereses soient esfre de tiers en tiers, & les presens aussi soient esfre de tiers en tiers, & les meubles qui seroient pris dedans debveroit esfre à butin, ainsi & par la maniere que dessus est escript. Assavoir est que se ledit Sieur HENRY, ses aidans & complices gaignent aucunes Fortereses à nous trois Parties dessusdites ou à l'un de nous, nous devons aider lement l'un à l'autre, & regaigner la Forteresse qui seroit prinse, & quand elle seroit regaignée, elle doit demourer à celui qui elle estoit paravant, & les prisonniers que on y perroit debveroit esfre de tiers en tiers : & les biens & meubles que on y perroit seroient & debveroit esfre commun butin, par la maniere devant dite. Et aussi quant nos Gens chevaucheroient ensemble les prisonniers que ils perroient soient esfre de tiers en tiers, & du butin ce qu'il appartenoit par la maniere devant dite. Et se les Gens de l'un de nous alloient ou chevaucheroient l'un sans l'autre, les prisonniers qu'ils prandroient debveroit esfre & seront à celui qui y auroit ehu ses Gens. Encore est assavoir se ledit Sieur HENRY, ses aidans & complices, prrenoient aucuns des servans Hommes & Subges de l'un de nous, nous ne debverions prendre nulles Trêves audit Sieur HENRY, ses aidans, & se ceulx qui seroient pris ne ont aultre tant de respit que les troubles d'areroient, ne ne devons aussi prendre point de Paix se lesdits prisonniers ne esloient tous quittes. Toutes les choses dessusdites & une chascune d'icelles avons nous Raoul & Ferry Evesques de Mets & de Strasbourg & CHARLES Duc de Lo-

heraine dessusdit promis, juré & creanté, promettons, jurons & creantons en bonne foy & en vraye parolle de Princes, de tenir bonnement & lealment fermes & stables, tout par la forme & maniere que dessus est dit, escript & devisé contre ledit Sieur HENRY, ses aidans & complices sans malengin. En tesmoing de verité & que ces choses soient fermes & estables Nous Raoul & Ferry Evesques de Mets & de Strasbourg, & CHARLES Duc de Loherenne & Marchis dessusdits, avons fait mettre nos Seels pendans en ces presentes Alliances, que furent faictes l'an de grace nostre Seigneur, mil trois cens quatre vingt & onze, le Vendredy apres le jour de la Nativité nostre Seigneur JESUS-CHRIST. Seellées de trois petits Seells de cire rouge sur doubles queueus.

CLXX.

Procuracion de CHARLES Duc de Lorraine, pour sommer le Duc de BAR d'accomplir ou d'annuler le Traité de Mariage fait le 5. d'Avril 1379. entre FERRY Fils de JEAN Duc de Lorraine, & BONNE Fille de ROBERT Duc de Bar. Du 20. Avril 1392. [Voyez-la ci-devant sous le 5. Avril 1379. pag. 135. Col. 1.]

CLXXI.

Vertrag zwischen Stephan II. Fridrich/ und Johann/ 25. Nov. sen Gebrüdern Herzogen zu Bayern ausgerichtet wegen Theilung ihrer Länder/ und dafi/ wann einer von Ihnen ohne Geliiche Söhne abgehe/ die andere/ oder deren Söhne/ erben sollen. Gegeben in München am Erihtag St. Catharinen tag 1392. [MÜLLER I Reichs-Tags Theaterum Vorstellung I. pag. 18. LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Abtatz I. pag. 583. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Paite de Succession entre les Freres ETIENNE II. FREDERIC, & JEAN Ducs de Baviere, par lequel ils conviennent du Partage de leurs Biats, & que si l'un d'eux vient à mourir sans Enfants mâles legitimes, les autres, ou leurs Descendans mâles legitimes lui succederont. A Munich le jour de la Fête de Ste. Catherine 1392.

Wir Stephan/ Fridrich und Johans/ Gebrüder/ von Gots Gnaden Pfalzgraven bey Rheine/ und Herzogen in Bayern etc. Betreuen und thun kunt öffentlich mit diesem Briefe/ für uns/ für alle unser Erben und Nachkommen/ dafi/ wir mit wolbedachten Mute/ rechter Wissen/ und guter Vorberachtung/ darzu mit Willen/ Guntz/ Richte aller unser getreuen/ Erben/ Freyen/ Kamt/ Herrn/ Ritters und Knecht/ Edele und Mergel/ von namhafter Sach und Notdurfft wegen über ain worden sein/ unser Land zu Oberr- und Niderr-Bayern mit einander zu theilen/ darzu wir vierzig unser Getreuen/ die hernach benennet sinde/ erwelt und geben haben/ die uns zu den Heiligen haben geschworen/ solch Teilung unser ehegenannten Lands zu machen/ und die auch gemacht haben/ als hiernach geschriben steht.

Wir betreuen auch mer/ dafi/ wir unser Lande zu Oberr- und Niderr-Bayern etc. mit Erbschaft auf einander vermachet haben/ und vermachden auch mit dem gegenwertigen Briefe in solcher Maß/ ob unser einer oder mer von tods wegen abgieng/ do Gd/ lang vor sey/ und nicht ehelich Sime liessen/ so sollen die andern unter uns/ oder yr Erben/ das elich Sime weren/ desselben/ der da abgangen were/ Land und lewhe Vest und Schloß/ als wir die ydt miteinander geteilt haben/ oder die er nach der Teilung gemene/ oder in sein Gewalt bracht/ gleich erben/ mit aller yren Zuehörung. Welcher aber unter uns oder unsern Erben Todt er ließ/ die nicht betaten wärent/ dieselben Tochter sollen die andern Herrn verheirathen/ betaten/ und versorgen/ nach yren Eren/ als so yr selbs Kind weren/ on alles Gewerde/ also/ dafi/ unser aller Landt und Slos/ alzeit bei dem Namen und Fürstenthumb ze Bayern bleiben. Auch betreuen wir/ ob sich keiner unter uns vorgenannten Herrn zu dem andern besunder verpunden/ oder unser Erbtal auf einander vermachet hetten/ vor diesen gegenwertigen Brief/ das soll gantzlich absein/ und kein Krafft nicht haben/ und sollen des

ANNO 1392. von Eßersbach / Herr Hermann Bissliß / Herr Ulrich und Herr Heinrich von Horing / Conrad und Walther Hage / Walther und Burch von Laubenberg / Heinrich Woge von Eyspolt / Hans von Langen Esch / Burchard von Weyler / Conrad und Hermann von Laubenberg / Freis von Eichenhofen / Eberhard von Haßterbach / Hans von Wälsheim / Conrad Herzog Diepolt von Eiterach / Benk und Wierch von Eimenhofen / Jiel Schönmach / Herr Hermann und Egli von Wülmen / Freid von Kallenberg / Georg von Wandenstein / Wolff von Kallenberg / Hans Herzer / Hans und Heinrich Dierke / Egli und Jost von Alsteten / Jost und Wilhelm von Stadion / Ludwig von Adelsböhren / Herr Conrad und Diepolt von Adelberg / Ulrich von Melchornen / Herr Conrad Brandtsch / Herr Wilhelm von Helfingen / Jüng und Heinrich von Wadingen / Herr Conrad von Stain / Rudolff von Wadingen / Freis von Würling / Heinrich Stadler / Conrad und Heinrich von Wiedingen / Hans von Wiedingen / Hans und Burchard Bissliß / Conrad und Hans Bissliß / Christian Burchard Bissliß / Eberhart Hirscher von Kallenberg / Hans Guntam von Lobman / Hans von Lobman / Hans von Herenberg / Beyerle und Conrad und Heinrich Bissliß / Conrad und Heinrich Bissliß / Egli und Burchard Bissliß / Ota und Burchard Bissliß / Eberhard und Dietrich Bissliß / Ulrich Brüche / Freisliß und Conrad Brandtsch / Ulrich Berthold und Marquart Schmueler / Hans und Wilhelm von Halingen / Euz und Eberli von Halingen / Burchard und Jüng und Bernhard von Egingen / Walther von Bayern / Michel von Truben / Egli und Ulrich von Humberg / Herr Ulrich von Trudelingen. Ulrich sein Sohn / Hans von Trudelingen / Hans Bollenber / Roland von Altham / Jörg und Hans Schaffhauser / Hans Berthold / Eberhart von Wiedingen / Heinrich Spatt von Zinnenbergen / Heinrich von Zinnenbergen der Jung / Wolff von Wilsflingen / Hans und Heinrich von Schutten / Conrad von Stein / Hans von Egingen / Gog Schultschiß und Hans von Humberg / und Ulrich von Eichenhofen / Gog von Humberg / und des Jost und Wierch von Eimenhofen / Herr Rüter und Knecht alle gepeten die Eßel Herrn / Graf Hans von Habsburg / Graf Albrecht von Werbenberg / Herrn zu Bludenz / Graf Conrad von Humberg / Graf Albrecht von Werbenberg Herrn zum heiligen berg / Herrn Walther von der alten Klingen / und Herrn Hans von Auer beide freischeren / daß sie die aigen Innigeli öffentlich für uns alle gehend hand / an disen Brief / der geben ist an den heiligen abend zu Weyden / in dem Jar da man fast von Christi geburt breyden hundert und vierzig Jar und bernard in dem andern Jar.

ANNO 1393. & GLARIS, après le Combat donné devant Sempach contre les Seigneurs d'Autriche, touchant l'ordre, qui se doit tenir aux Guerres, où lesdits Cantons iront avec leurs Bannières déployées, du 10. Juill. 1393. [G.G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 255.]

Nous les Bourgeois, Conseil & les Bourgeois généralement de la Ville de ZURICH, les Advoyers, Conseillers & Bourgeois généralement des Villes de LUCERNE, BERNE & SOLEURE, l'Amman & Conseil de ZUG, & tous ceux des Offices généralement du dict Zug, les Ammans & Payfians généralement des trois Pays d'URY, SCHWITZ & d'UNDERWALDEN, l'Amman & les Payfians de GLARIS: faisons sçavoir à tous ceux qui verront & oyront lire ces presentes Lettres: comme il soit, que ayons esté en Guerre ouverte & actuelle contre les Seigneurs d'Autriche, & ceux qui luy appartiennent à cause de plusieurs bonnes & equitables demandes & querelles, que le temps passé on auroit mis en avant contre la dicte Seigneurie, au moyen desquelles s'en seroit ensuivi un combat devant Sempach, pour ces causes pour le bien de Paix & tranquillité de tous, nous avons advisé de tenir & observer les uns envers les autres certains points & articles inviolablement & fermement au temps avenir, ainsi que contenus sont en ces presentes Lettres pour obvier & prévenir aux accidens futurs, sauf & réservé, ce qui ne portera aucun dommage ne prejudice aux devoirs, Alliances & Confederations, esquelles nous sommes perpetuellement liez.

§. 2. Premièrement voulons & entendons, qu'une chascune Ville & un chascun Pays de nous des Liges par nos sermens qu'avons jurez, soyons tenus observer & tenir le contenu des presentes: sçavoir est, que aucun de nous les dictes Alliez ne pourra ne devra temerairement & par force courir dedans les Maisons des autres pour leur prendre leurs biens, & soit en temps de Guerre ou de Paix; afin que par cy apres nous puissons tant mieux vivre paisiblement & en bonne concorde les uns avec les autres, & en toutes choses & necessitez nous ayder & secourir fidellement, comme avons faict du passé, & que encores d'ores en avant nous voulons faire, tous dols exceptez.

§. 3. Celuy qui apportera Marchandise en nos Pays fera sa personne & son bien preservé & assuré.

§. 4. Nous ne devons nous mettre pour gaiges les uns pour les autres en aucune maniere.

§. 5. Et quand par cy apres nous marcherons avec nos Bannières desployées contre & sur nos Ennemis, soit tous en general, ou aucuns de nos dictes Villes ou Pays particulierement; tous ceux qui suivront la dicte Bannière demeureront auprès d'icelle, comme Gens de bien, & comme tousjours ont faict nos Predecesseurs pour obvier aux inconveniens, qui nous pourroient advenir; fust ce en combattant ou en assaillant. Et si quelqu'un abandonnoit la dicte Bannière & s'enfuyoit, ou qu'il feist contempst de ce qui est escrit en ces presentes, qu'il entrast temerairement en la Maison d'un autre comme dict est, ou qu'il perpetrast quelque autre chose, qui fust diffame, ou qu'il eust merité punition en vertu des presentes Lettres, & que cela fust prouvé par deux tesmoins non suspects par devant les Juges ordinaires, sera à leur discretion & grace son corps & son bien escheu pour le punir selon qu'il aura merité sans nul delay; & bailleront Sentence sur luy par le serment qu'ils auront juré à la Ville ou Pays, dont ils sont; afin que chascun y prenne exemple, & se garde de telles transgressions; & tout ainsi que une chascune Ville ou Pays punira les siens, s'en devront les autres contenter sans contradiction.

§. 6. Nous entendons aussi, que si quelqu'un s'estoit bleié en quelque façon que ce fust en combattant ou assaillant; de forte qu'il seroit inutile pour se defendre il demeurera nonoblant aussi avec les autres, jusques à ce que la bataille soit expirée; & pour cela ne sera estimé fuyard & ne l'en fischerat-on en sa personne ny en son bien aucunement.

§. 7. Il est aussi notoire, que au dessus dict Combat beaucoup des ennemis eschaperont lors que temons la victoire, lesquels fussent tous demeurez sur la place, si les nostres, qui y estoient les eussent pourfuivis & ne se fussent point amusez à piller jusques à ce que la bataille fust entièrement gagnée. Pour cette cause voulons mettre une resolution & ordre en tel cas, afin que les Gens de bien, qui auront gagné sur les Ennemis soient assurez de leurs personnes & de leurs biens, & que cependant qu'ils s'amuseront à piller, les Enne-

CLXXIII.

1393. Quelques Articles du Traité de Partage des Biens de PHILIPPE Duc de Bourgogne & MARQUERITE de Flandre entre leurs Enfants, fait en 1393. [PIERRE D'OUDEGERHEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXXXIV. Feuill. 314.]

BOURGOGNE ET FLANDRE.

ORDonnans que ledict Conte Jean leur Fils aîné, lors Conte de Nevers, auroit la Duché de Bourgogne, les Contés de Flandre, Artois, Bourgogne, Palatin, avec les Seigneuries de Salins & Malines. Et que Anthoine leur second Fils, auroit les Duchez de Lotric, Brabant & Lembourg, avec le Marquisat d'Anvers: mais Philippe leur Fils maisné, auroit les Contez de Nevers & de Rehel, sous condition que sy ledict Anthoine mourroit sans Hoir de son corps, lesdicts Duchez avec le Marquisat d'Anvers, viendroyent audit Philippe; lequel estoit le plus mal party. Lesquelles conditions ont depuis causé les questions & debatz que voyez cy apres. Lesquels partais ainsi faicts, ledict Duc Philippe, pour assurer le fustdict Anthoine, son second Fils, desdicts Duchez de Lotric, Brabant, & Lembourg, besoigna de forte que les Estats desdicts Pais receurent ledict Anthoine, du consentement de ladite Duchesse Jehenne, pour leur Rewaer & Gouverneur, & comme Hoir d'icelle Duchesse. Le tout nonoblant l'empeschement, qu'en celuy pretendoyent faire & donner les Ambassadeurs de Wencelin Roy des Romains, aux fondans sur un certain Traité de Maltrecht, dont cy devant est faicte plus ample mention: & par ce moyen ledict Anthoine se porta tousjours de la en avant pour Duc audit Lembourg.

CLXXIV.

10. Juill. Articles faits entre les neuf Cantons de ZURICH, LUCERNE, BERNE & SOLEURE: ZUG, URY, SCHWITZ & UNDERWALDEN

SOUSSES.

ANNO 1393. mis ne s'assembleront & ayent la victoire sur eux. Nous entendons & voulons, que quand une telle nécessité nous surviendra au temps advenir, qu'un chacun fasse son devoir en Homme de bien, endommageant l'Ennemy, & prétendant la Victoire sans aucunement entendre à piller, soit aux Châteaux, Villes ou sur le Pays, jusques à ce que la Bataille soit entièrement gagnée, & que les Capitaines donnent à un chacun congé de piller. Cela fait, pourront tous ceux, qui auront esté presens au conflict piller, & soient iceux arrivez, & sera un chacun tenu apporter le pillage à son Capitaine, lesquels Capitaines partiront à leurs Soldats au pro rata tels butins ou pillages esgalement, & selon le département, qui en sera fait s'en devra un chacun contenter.

§. 8. Et pour ce que Dieu tout puissant par sa divine bouche a dict, que ses Maisons doivent estre appellées Maisons d'oraïson & de prières; nous ordonnons à la louange de Dieu, que nul des nôtres n'ouvrira aucunes Abbayes, Eglises ou Chapelles, ny estant ouvertes entrera dedans pour brusler, gaster ou piller secrettement ou apertement; si non que nos Ennemis ou leurs biens fussent trouvez dedans les Eglises, en ce cas les pourront bien piller & endommager.

§. 9. Nous ordonnons aussi à la louange de nostre Dame, que nul d'entre nous ne s'ingérera de tuer avec les armes, battre ou diffamer les Femmes ou Filles, si non qu'elles fussent trop de troubles & crieries, qui nous pourroit porter dommage, à l'encontre de nos Ennemis, ou qu'elles se missent en dessein ou assaillissent quelqu'un; telles pourra-t-on bien punir, ainsi que requis en sera.

§. 10. Finalement avons tous d'un mesme consentement advisé & conclud, que aucuns de nos dits Villes & Pays généralement ou particulièrement n'entreprendra témérairement sans occasion aucunes Guerres, que premierement sur ce ne soit advisé selon le contenu de nos Alliances jurées, ainsi demeureront les dessus escripts Statuts & Ordonnances d'oresenavant en leurs forces & vigueur pour nous & nos Successeurs, & seront tenus les observer & garder les uns envers les autres, toutes fois & quantes, que le cas & la nécessité le requerra, fidelement & irrévocablement. En confirmation desquelles choses nous avons fait pendre nos Seaux à ces presentes Lettres, qui furent faictes le dixiesme jour de Juillet 1393.

CLXXV.

1395. *Accord entre RAOUL DE COUCY Evêque de Metz, & CHARLES Duc de Lorraine & Marquis, touchant ce que ledit Evêque devra tirer de la Ville & Châtellenie de Ramberviller, nonobstant que par autres Traitez précédents il ait donné au Duc les trois quarts de ladite Ville & Châtellenie & du Ban d'Espinal en Engagement, pour certaines sommes d'or. Fait le 4. Mars 1395. [La Véritable Origine des Maisons de Lorraine, d'Alsace, & d'Autriche. Aux Preuves. pag. 169. marquée par erreur 269. Tiré des Archives de Lorraine.]*

Pourparlé, traité & accordé est entre nous RAOUL DE COUCY, par la grace de Dieu & du Saint Siège de Rome, Evêque de Metz, pour nous, nostre Eveschié de Metz, nos Successeurs eueux & confermez de Metz d'une part. Et nous CHARLES Duc de Lohéraine & Marchis, pour nous, nos Hoirs, ou ayans cause, d'autre part. Que jaoit ce que nous Evesque de Metz dessusdis aïens mis en gage en la main de nostre tres-chier & amé Cousin le Duc de Lohéraine dessusdis, la moitié du Chastel de la Ville & de toute la Chastellerie de Ramberviller, avec la moitié du ban d'Espinal, pour une certaine Somme d'or, & par certaine forme, maniere & modification que plus plainement apparet en certaines Lettres que nos en avons donné à nostre Cousin le Duc de Lohéraine sur ce faites & sceillées, & depuis estre cette premiere gaigiere faite comme dit est, aïens encor mis en gage en la main de nostre Cousin le Duc de Lohéraine, pour & en nom que dessus, la moitié de l'autre moitié desdits Liens que fait la quatre partie desdites choses engaigées pour une

ANNO 1395. autre certaine Somme d'or, & par certaine forme, maniere & modification que plus plainement apparet en autres certaines Lettres que nous en avons donné à nostre Cousin le Duc de Lohéraine, sur ce faictes & sceillées de nostre dit grand Seel devant la Datre de ces presentes. Neantmoins nonobstant les dous gageries dessusdites & faictes comme dit est, nous Evesque de Metz dessusdit, devons avoir & percevoir pour nous & à nostre profit, tous les fruis, chapiteils, debites, revenus, ylluses, droicures & emolument quelconques, que ordinairement seront, ylleront & vanront de ladite quatre partie engagée, comme dit est, dès le temps que lesdites gageries sont faictes, jusques au jour de la Nativitei Saint Jean Baptiste prochain venant, sans debat ou contredit de nous Duc de Lohéraine dessusdis, ou d'autre de par nous. Sauf que se aucune ayde extraordinaire estoit accordée, baillée & délivrée à nous, les dous Signours dessusdis, ou à nos certains commandemens par les bonnes Gens dessusdites, aux leus engaigiez, comme dit est, de ce que ladite ayde seroit accordée & retue, averoit nous Evesque de Metz dessusdis sous & pour le tout la quatre partie entièrement sans contredit de nous Duc de Lohéraine dessusdis, & l'autre quatre partie seroit mise & demoureroit en despoit jusques audit jour de la Nativitei de Saint Jean Baptiste inclufivement, dedans lequel jour de la Nativitei Saint Jean Baptiste se nous Evesque de Metz dessusdis avons païé à nostre Cousin le Duc de Lohéraine la Somme de dous mille franc d'or en bonne monnoye d'or lealement courable & prenable aux changes des Citez de Metz, de Toul, ou de Verdun, liquel des ces leux que mieus plairait à nostre Cousin le Duc de Lohéraine. En celuy cas deverons nous Evesque de Metz dessusdit penre, avoir & percevoir seul & pour le tout la dite quatre partie que seroit mise en despoit comme dit est, sans debat ou contredit de nous Duc de Lohéraine dessusdit, ou d'autre de par nous. Et se nous Evesque de Metz dessusdit n'avions fait le paiement dessusdis dous mille franc ou d'autre monnoye d'or dedans le temps & par la forme & maniere que dit est; en celuy cas ne deverons nous penre, avoir ou percevoir ladite quatre partie mise en despoit, aincois la penroit, averoit & percevoir nousdis Cousin le Duc de Lohéraine seul & pour le tout sans debat ou contredit de nous Evesque de Metz dessusdis, ou d'autres de par nous. Et ledit jour de la Nativitei de Saint Jean pasci & les choses dessusdites escomplies doit estre cest present Escript cassei, destruit & mis à neant. Toutes lesquelles choses dessusdites chacune endroit soy, avons nous Evesque dessusdis promis & creanté l'un à l'autre en parole d'Evesque & de Prince, & sub l'obligation de tous les biens de nous & de nos Subges, chacun de nous endroit soy, tenir, garder & escomplir par la forme & maniere que il est cy dessus devisé & escript. En signe de verité avons nous fait mettre nous Seels plaqueis en cest present Escript. Que fuit fait double pour chacune desdites Parties le sien, en l'an l'Incarnation nostre Seigneur, mil trois cens quatre vingz quinze, le quatre jour du mois de Mars.

CLXXVI.

Erection de la Seigneurie de MILAN en Duché le 11. Mai. par l'Empereur WENCESLAS en faveur de l'Empereur JEAN GALEAS premier Duc de Milan. Fait à Prague, le 11. Mai 1395. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 257.]

WENCESLAUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemie Rex, Illustri JOHANNI GALEAS Duci Civitatis & Diocesis MEDIOLANI, Comiti Virtutum, suo & Imperii Sacri Principi, gratiam Regiam & omne bonum. Augulus potentie Monarchia, cujus Regimini, omnipotentis Dei bonitate misifica, quamvis meritis insufficientibus, praesidemus, ad hoc animum nostrum sollicitudine quotidiana fatigat, ut ea, quae dignitatem Romani Imperii felibus incrementis amplificat, assidue continua medietur. Quod quidem tunc feliciter adimple credimus, dum in circuitu Sedis Augustae Illustratum Principum numerum ad Imperii Sacri decorem feliciter adaugemus.

§. 2. Verum si ex labore dignitas provenire consuevit, si laudabilis sollicitudo Actuum publicorum parit gratiam liberaliter servienti, summa gratificatione personam tuam merito credimus efferendam, in qua Pa-

ANNO
1395.

tem dedisse tibi imaginem corporis, quam signa fudisse virtutis. Scimus enim & longo temporis experimento didicimus, quod ardui tui fidei corpore palatim fenescante, non deficit; fed vergente deorsum conditione corporea, fervor conditionis internae in sublimiora confendit: scimus etiam, quod à longis retroactis temporibus nobiles quondam Progenitores tui, ac demum tu, pro tuendis nostris ac Imperii Sacri Juribus, quas diversorum Magnatum & Procerum in Italia & aliis finibus consensuum turpis conculari tentavit ambitio, propria aperite non horruerunt araria, infidiolis Bello- rum fe submiserunt eventibus, ipsorumque sollicitudine actum est, ut ipsa jura stabili & fixo remaneret in robore, & pro eisdem recuperandis Imperium quiesceret à labore.

§. 3. Hæc igitur & alia multiplicia probitatis merita & præclaræ devotionis insignia, quæ in te & eisdem Primogenitoribus tuis Domus Mediolanensis pia Mater radicavit antiquitas, & grata novitas solidavit, limpidius intuentes; non per errorem aut improvidè, sed animo deliberato, sano Principum, Comitum, Baronum, Nobilium, Procerum & aliorum nostrorum & Sacri Imperii fidelem accedente consilio, te, Princeps dilecte, non ad tuæ petitionis instantiam, sed de benignitate Regia, morique proprio, ac tuæ originis nobilitate poscente, prout præsertim laudato tui Domini & amplæ tui Ditionis subiecta spata, nec non & intermerata fides tuæ universalitatis & Populi, quæ vetusto jam tempore Sacrum honoraverat Imperium, non immerito requirebant.

§. 4. Hodie in nomine Domini & Salvatoris nostri, à quo omnis Principatus & honor provenire cognoscitur, illustravimus & illustramus, & in Ducem Civitatis & Diocesis Mediolani sublimavimus, creximus, decoravimus, & sublimamus, erigimus & decoramus de Romanæ Regiæ plenitudine potestatis; decernentes expressè, quod tu, Heredes & Successores tui Duces Mediolani perpetuis in antea temporibus omni Dignitate, Nobilitate, Jure, Potestate, Libertate, consuetudine & honore gaudere debeatis & frui continuo, quibus alii Sacri Imperii Principes & nominatim Duces Illustres frui sunt hæcenus & quotidie potiuntur. Terras quoque tuas, Oppida, Castra, Munitiones, Villas, Provincias, Districtus, Montes, Colles & Plana, cum omnibus Silvæ, Ruberis, Aquis, Pratis, Aquarumve decurribus, Pascuis, Piscinis, Piscariis, Teloneis, Monetis, Judiciis, Bannis, sive inhibitionibus venationum & pœnis inde sequentibus, consuetudine vel de Jure, Baronibus, Baronis, Feudis, Feudatariis, Vassallis, Vassallitiis, Militibus, Clientibus, Judicibus, Civibus, Nobilibus, Plebeis, Rusticis, Agricolis, Pauperibus & Divitibus, & omnibus eorum pertinentiis, sicuti prædicta & eorum quælibet latitudo tui Domini comprehendit, in verum Principatum & Ducatum creximus, erigimus, insignimus, ac de prædicta Romanæ Regiæ Potestatis plenitudine decoramus; tibi Illustri Johanni Galeas Duci Mediolanensi Ducatum seu Principatum hujusmodi in omnibus Honoribus, Nobilitatibus, Juribus, Privilegiis & Immunitatibus, quemadmodum Ducatus seu Principatus insignes ab Illustribus Romanis Imperatoribus seu Regibus possidentur vel teneantur, seu possideri consueverunt hæcenus & à Sacro Romano Imperio dependant in Feudum, de beniguitate Regia conferentes.

§. 5. Decernentes & hoc Romano Regio statuentes Edicto, quod tu, Heredes & Successores tui perpetuò Duces & Principes Civitatis & Diocesis Mediolanensis nominari & appellari debeatis; & tanquam ceteri Imperii Duces & Principes teneri & honorari, & utique ab omnibus reputari, omnique tunc Privilegio, honore, gratia, dignitate & immunitate absque impedimento perfrui, quibus alii Sacro-Sancti Imperii Duces & Principes in dandis sive recipiendis Juribus, in conferendis seu suscipiendis Feudis & omnibus aliis illustrem statum & conditionem Ducum sive Principum concernentibus frui sunt hæcenus; seu quomodolibet potiuntur, quodque quidem tu, Heredes & Successores tui Duces Civitatis & Diocesis Mediolanensis, Ducatum seu Principatum eundem cum omnibus suis pertinentiis, sicut superius expressatur, à nobis nec non à Serenissimis Romanorum Imperatoribus & Regibus Successoribus nostris, & ab ipso Romano Imperio, quoties oportumum fuerit, debito solemnitate honore cum vexillis, ut moris est, & solita reverentia fuscipere debeatis, nobisque ac eisdem nostris Successoribus in casibus præmissis, sicut alii Imperiales Duces & Principes, præstare & facere Fidelitatis, Homagii, Obedientia & Subjectionis debita corporalia juramenta.

§. 6. Gaude igitur, Princeps novelle, & de impensio

TOM. II. PART. I.

tibi per nostram Celsitudinem munere tua proles exul-
teret; lætare, Comes Virtutum, quem nostra Serenitas
speciali & ampla retributione prævenit, quem hac us-
que aliis tibi paribus imò etiam & majoribus denegavit.
Operatio tua tam grato concordet cum nomine, ut
auctore Deo concessa tibi per nos potiri valeas feliciter
Dignitate; tende ad laudum celsa vestigia, ut priores
tuos, quos honore superas, virtute transcendas, bo-
norum exempla sequere & ingenuitate memor tue per
viam probitatis incide; incumbere per amplius constan-
tie simul ac fidei, sicut ut te prior honor dignum fecit
altera, ita secundus tertia faciat dignitate.

§. 7. Supplemus etiam omnem defectum, si quis
obscuritate sententiarum vel cujusvis solemnitatis omis-
sione compertus fuerit quomodolibet in præmissis.
Nulli ergo Hominum liceat hanc nostram Illustratio-
nis, sublimationis, erectionis, decorationis, seu decreti
paginam infringere, seu ei quovis ausu temerario quo-
modolibet contraire; si quis attentare fecus præsumpserit,
præter indignationem nostram gravissimam, pœnam
centum marcharum auri possit, toties quoties
contra factum fuerit, se noverit irreversibiliter incursum;
quarum medietatem Regalis nostri avarii fidei fisci,
residuum verò partem supra dicti Ducis, Heredum
& Successorum suorum usibus decernimus applicari,
præsentium sub nostra Regiæ Majestatis Sigillo Testi-
monio Litterarum. Datum Pragæ anno Domini 1395.
undecimo Maii, Regnorum nostrorum anno Bohemiarum
trigesimo secundo, Romanorum vero decimo nono.
Signat: JOANNES WRATISLAVIA. Collata &
concordata cum Originali proprio sigillato Sigillo Cesareo
ad verbum convenit, ut supra scripta & emendata est per
me TRISTANUM CHALCUM Regium & Ducalem
Mediolani Secretarium.

CLXXVII.

Traité d'Alliance & Confédération entre CHARLES VI. Roi de France, & JEAN GALEAS Comte de Vertus & Seigneur de Milan.

LES VI. Roi de France, & JEAN GALEAS Comte de Vertus & Seigneur de Milan.
Fait à Paris le dernier d'Août 1395. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 259.]

Nous JEHAN GALEAS Comte de Vertus & Seigneur de Milan, sçavoir faisons: que nous considérons droict & d'inventive cure le bien d'amitié, qui de long temps est contrainct & ferme entre mon très redoubté Seigneur Monsieur le Roy, ses Predecesseurs Roys, & la Couronne de France & autres de son sang & lignage avec nous; & ausly les grands honneurs & biens, que mon dict Seigneur le Roy, ses Predecesseurs Roys & autres de leur sang & lignage m'ont fait le temps passé, & sont encore chacun jour en maintes manieres, comme chacun sçait & peut appercevoir; ainz que ses Royaume de France & feaux & Subiects d'ice-luy, & ausly noz Terres, Possessions & Seigneuries & Subiects soient & demeurent plus fermement & seurement unis par cette presente Union, Confédération & Alliance encontre tous Ennemis & haineux de l'un & de l'autre: avec mon dict Seigneur le Roy & son premier Filz né en loyal Mariage & Heritier en principal Seigneurie, avons faictes & fermées les Confédérations, Amitiés, Colligations, Pactions, Convenances, & Alliances en la maniere qui s'enluit.

§. 1. Premièrement que nous promettons & jurons en bonne foy en l'ame de nous & sur les Sainctes Evangiles de nostre Seigneur corporellement touchés, sans aucune fraude, malice ou malengin quelconques, à mon dict Seigneur le Roy & à son dict premier (1) Filz né en loyal Mariage & Heritier en nostre principale Seigneurie. li serons vrayz, loyaux & bons amis, & son honneur, son bon estat, son utilité & son profit, & celi ausly de son dict premier Filz & Heritier & Successeur au dict Royaume, & de ses feaux & Subiectz, nous procurerons par toutes les voyes & manieres, engins & aydes, que mieulx faire le pourrons; & tout le dommage que l'on pourroit faire à leurs personnes, à leur honneur, à leur Royaume, Terres, Seigneuries & biens, les feaux & Subiects d'iceux, nous empêcherons & détournerons loyalement si tost qu'il viendra à nostre cognosciance; & les ayderons & fortifierons de nostre pouvoir, conseil, faveur & ayde à résister

(1) G. G. Leibnitz. soupçonne qu'il faut lire, *second premier Fils* de Heritier au Royaume, que nous & nostre premier Fils, &c.

ANNO
1395.

miteinander / gutliche und liebliche gerichtet und gestiftet / wie
hernach geschrieben stat.

ANNO

I 395.

CLXXIX.

gr. Dec. Vertrag zwischen Wilhelm Bischoffen und dem Capitul eines / dann der Stadt Strassburg andern Theils / von wegen der Rechts- Vorrömungen / so weyl. Friedrich Bischoff zu Strassburg an benannte Stadt geliebt / worin dieselbe all-befagten forderungen renunciren; und verspricht anbey befagter Bischoff vor sich und seine Nachkommen; die Stadt und Burger bey ihren Freyheiten ungehindert bleiben zu lassen. Erthen zu Strassburg am Sambtag vor St. Nicolaus Tag 1395. [LUNIG, Teütsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continu. I. Fortsetzung III. Abtatz X. pag. 288.]

C'est-à-dire ,

Accord entre GUILLAUME Evêque de Strasbourg, & son CHAPITRE d'une part, & Ville de STRASBOURG d'autre part, sur les anciens différends de ladite Ville avec l'Evêque FRIDERIC de pieux memoire: L'Evêque & le Chapitre y renoncent à leurs prétentions, & promettent, pour eux & leurs Successeurs, de garder & maintenir les Droits & Privilèges de la Ville. Fait à Strasbourg le Samedi avant la St. Nicolas 1295.

In Gottes Namen Amen.

Mir Büchlein von Gottes Gnaden / Erweilet und be-
 stignen Bischof zu Straßburg / von Inßen und Inßens
 Nijßmes wegen an einen Eitel. Wir Dolmar von Inßenslin /
 Deßan und das Capittel genüßlich / der Weren Eßte zu
 Straßburg / von Inßen / Inßere Eßte / und Capittels we-
 gen / also wir euch des zu offenen Capittels besant und beruffen
 wurdent / und in Capittels rufe / nach Inßens Capittels / und
 Inßere Eßte Rcht und Gewonheit zu den andern Eitel. Und
 also wir Johans Sturm von Sturmeit der Maßer / Clar
 Derman der Minnmerle und der Kat von Straßburg / von
 Inßen / Inßere Burger / und der Inßere wegen / an demen
 Rchte. Derichent und tun lunt allen den die diesen Brief lunt
 außent oder geßehen lunt / also der Erwirdige Herr Fre-
 derich Rlanck von Inßenslin Bischof zu Straßburg / Inßere
 der vorgedachten Bischoffs Dilectio. Wir Dolmar von Inßenslin
 die eiganen Stat Straßburg erigete / die rufe / Bischof zu
 Straßburg was / unde solich Eitel / Duncen und Artikel /
 daran er meinde / das die Stat / den Duncen / und der Eßte
 inßere geßehen were / von demselben Bischoff / und den Duncen
 des Kreges fe verurtheit wurdent / und der Sachen fe be-
 derfste / von dem Alverdruchßigen / Hocherbornen Fürßen
 und Hrn. Herrn Benckeslam Kom. Künig und Künig zu Re-
 heim gegen Bischof von das Rcht / und solte unen bederfste
 das Rcht beset wurdent zu Hageneu / von hern Burgles
 von Spimar / des vorgedachten Inßere heren / des Kunges lant-
 rucht in Eßts / mit der Kurßraten Rte / und soltent auch be-
 derfste re Vorordnungen aneinander / also / hern Vorordnig ge-
 geßehen geden / das fe also lunt / und was das / unde unen
 eitel Fröndt / die zu dem Bischoff / der do was / in dem Jere
 1407 / mit dem Bischoff geßehen / umbereit Jere / Künig
 und den Jere. Und meide die Sache / und was die Sache
 getragen wurdent / und doch Bischoff Friedrich / das also der
 eitel / und umberrant an die gemainen Capittels Geßelß / wiffende
 Wille / und Gheßell / und Eßts / das Bistum / die Stat / und
 re Burger von Straßburg und das lant zu Eßts / beses-
 sen groffen verberßlichen Schaden tonen sint / bede an Rande /
 Nijß / Kozellen / und mangeler Rcht. Das denne solich
 fchweblicher verberßlicher Schade wurdent dem Bistum der Eßts
 der Stat / und den lant zu Eßts / hinan fueret mit me
 wessens / noch besche / So ist zu wiffende / das die
 gedachten drei Tze luntane sint geßessen / und hant also die Bressen
 zu inßer ein Teil / an das ander bette / oder geßehen mochte /
 in wien Teil das were / wir uns genoumen / und fundelich / die
 Vorordnungen / Bischoff Friedrich zu Hageneu / Hern Dor-
 mar / gegen den die die Stat Straßburg / und die Stat /
 und Vorordnungen / die die Stat Straßburg / und die Stat /
 schiden gup / die Hern Doromar als vorgeschribt sint. Und
 hant die betroffene lunt mit guten Rte / Rchte wiffende / und
 mit Rte andere / inßere Burger / Rte / bede Geßellß /
 und Rchßigen / gegen inßere glutter und inßeren. Und
 sint auch genelich daruf also Sade inßere inßere hürten Eitel

miteinander / gutliche und liebliche gerichtet und gestiftet / wie
hernach geschrieben stat.

Zum ersten: Es haben wir Wilhelm Bischof zu Straßburg
von unsern und unser Vorgesetzten wegen, und wir uns, und alle
unser Nachkommen, der dessen Vorgesetzten, dem wir Dolman
von Straßburg, Dechan und das Sappelk. gemeinde der St. St.
Straßburg, von unsern, und alle unser Nachkommen wegen,
durch uns und Nachkommen unsern unsern Vorgesetzten und der St.
gegen den vorgenannten Meister, Annahme seiner / St. /
Vorgesetzten, und der Gemeinde gemeinde der St. zu Straßburg,
und allen ihre Nachkommen uns vergibt, und verleiht uns mit
diesem gemeindlichen briefe, der Antraden, Reches, und Ver-
einigung, die Bischof Friedrich, von des Vorgesetzten, und der
gemeindlichen St. gegen, an diesen Meister und St. und
Straßburg zu Straßburg, vordere, und in Gegenwart, Herrn
Bischof gegeben, daß also die gemeindliche hat kein gegeben. Und

[illegible][illegible]

H h

ANNO
1395

salte von Gosh Gebirte / Drückshenbunt Jar achzig und neun
Jare. Und aller der andern Ansprachen und Vordereungen / die
wir Herrn Borsiboy / desselben mals an Bischoff Friderich ge-
schrieben gaben / das wir / noch unser Nachkommen / noch neman
von unsren wegen / die nemer sullent / noch emvollet geuorden /
noch schafen getut werden / heimlich / noch offentlich / mit Wor-
ten oder Wercken / mit Gerichte / oder irgerding Gerichtes / nu
oder hernach / in denkenen weg one alle Gewerde.

Dennach so ist zu wissende / das wir / vnr Uns / und alle un-
sere Nachkommen / mit einander fruntliche überkommen sint / diser
hinach geschriben Stude / und die gegeneinander gelutert habent /
Also / das sie himanfuerer eweliche also gehalten sollent wer-
den / Zum ersten / so wissent wir Bischoff Wilhelm / Volmar
von Lüneburg der Dechan / und das obenanant Capittel ge-
meinnliche / wande das von aler her also gehalten ist / so lange /
das das neman vurdereket / das ein jeglich Bischoff zu Straß-
burg / der do zu Bischoff zu Straßburg erwelet / oder erkosen /
oder von Lüneburg Heligen Vatter / dem Babesse zu dem Bischof-
tum / oder von Straßburg verlesen wirt / fueren sol an dem Heligen
Epistole mit abgeschriben Punt / uff sin Herche / die Stat von Straß-
burg / ire Burger / und die iren / lassen zu belibende bi allen iren
Freiheten / Gerichten / Rechten / und Gewohnheiten / also sie die her-
bracht hant / mit nman die zu merende / und nit zu minere /
und auch wider sie nit je timde / das selbe alles / und was davor /
und hiernach an isem briefe geschriben stat / wir der vorgeant
Bischoff Wilhelm gesworen hant. Wir wissent auch / das Un-
ser / des vorgeant Bischoff Wilhelms Obersten Amptlute
alleinlich / mit Namen / unser Dikeum / unser Hofmeister /
unser Schultheise zu Zabern / unsere Dögte zu Molles-
heim / Bensheim / und Dranberg ginselte Kines / und alle
die Schultheisen und Schenken / in unsren Steten und Dösten /
und alle andere Dögte und Amptlute in den Steten der Vögen /
die herant an uns wissent / fueren sullent / an den Heiligen die
Stat von Straßburg / ire Burger / ire Diener / und die iren /
alle diemle wir lebet / und Bischoff zu Straßburg sint us / und
in je lassene / in alle unsre Stette / Schlosse und Dösten zu al-
len iren Dösten / so bi Tage / so bi Nacht / wie dicke es in fuget /
oder not befehlt / und sich des nit widernde / noch zu hunderde /
noch das schafen getut werden / in denheinen Weg / one alle Fur-
wort / und one alles verbieten und verzeihen / one wider uns / den
vorgeant Bischoff Wilhelm one Gewerde / lnd auch zu belib-
ende / und zu verzeihen / das des Bischoffs Schlosse / Stette /
oder Dösten / noch die Lute / darmit nit tugent / oder schaffent
getut werden / wider die Stat / Straßburg / ire Burger / oder die
iren / ingewerliche / und auch darmit / das das gehindert wurde
oder geirret / der vorgeant Amptlute deheimt von sine Ampte
zu gande / oder ufzuehende. Wir der vorgeant Bischoff Wil-
helm wissent auch / das es die jegigen Ambachtlute also fueren
zu haltende / also sie es auch ingenote / alle gesworen habent. Und
wissent darzu / were das der vorgeant Amptlute deheimt abe-
ginge / oder wie in von sine Ambachte entlassen / oder verandert
wurde / in welchen weg das were / Welchen wir demne / an sine
stat setzen / oder machent / oder schaffent gemacht / den sollen wir
selich haben / das er in den nehesten vierheben Tagen darnach
in die Stat Straßburg wirt / und vor allerer / und Kate fueren
zu haltende / zu timde und zu vollkome / one alle andere Fur-
wort / alles das / das der / an des stat er demne gelehet der
gemacht ist / und diser Brief sit gesworen heite zu timde / und des
eine bekennisse / mit eine briefe der Stat gebe ingewerliche.
Wir der vorgeant Bischoff Wilhelm wissent auch neman /
diemle wir lebet / und Bischoff zu Straßburg sint / unsres Bischof-
tums und der Stifte / Schlosse / Stette oder Dösten / jener verlesen /
verfunckert / verkonnen / oder ingeben / one titlop / Wissende und
Wille / Meister und Rates zu Straßburg / die demne sint / und
wemne si iren willen hant / demnach so sollent wir sollent wir vor-
zogen und befallen das der demne wir seliche Stette / oder Dösten
ingeben / darff / noch darin / noch dieselben Stette / Schlosse
oder Dösten / neman genant / wider die Stat / und die Burger
von Straßburg / und das Meister und Kate / und den iren / so-
liche Schlosse / Stette oder Dösten offen sint / und bliben / zu al-
len iren Dösten / glide also vorgeschriben stat one alle Gewerde.

Es sollent auch alle unsre des Bischoffs und der Stifte Lute
die under uns seßhaft sint / wo die geßessen sint / einen freyen
Gegog haben / mit irem eide und Güte zu zehende in die Stat
Straßburg / oder wohnen es in silget / und sollent wir noch die
Unsren das mit wren noch sie daran irren in denheinen weg. Und
herant auch die Unsren gegen Abtrinne verhoern / Burgschafft
darff gelehet / oder gelibete darzu getun / wie das were / die
sollent wir / oder die Unsren in disen nehesten acht Tagen dar-
selben ire Eide und Burgschafft leib und los tun sagent. Wende
es auch bei jemand der unser Bischoff Wilhelms und der Stifte
Man oder Diener weren / sine Lute / die unter ihme seßent /
trogen oder twengen wolte / oder sie bißher getrenget heite / das
sie feinen freyen Gegog haben sollent / uf den / und uff die solent
Wir Bischoff Wilhelm den vorgeant Meister / Rat
und iren Nachkommen / gesafen und behoffen sin / das er sine Lute
der Getrengeten / Eide / Burgschafft und Gelubete / die sie dar-
zu gegeben / gelehet / oder getan herant / und die von Abtrinne
wegen darff / leib sagent / die sie wie darmit getan haben / und
das er sie sey lasse liben mit irem eide und Güte / wohnen sie wol-
lent / als auch das blidit / recht und gemönnlich ist / wgenom-
men eigen Lute / die man besetzen soll mit den ibereinen / als das
von aler her bann gemönnlich und reht ist. Der von Straß-
burg seßliche mögent der Buzgere von Straßburg / Dieh / Vre-
de / Kinder / Schaffe und ander Dieh uf unser Wonne / Weyde

und Almenne treiben / wo die seßent / also unthar gemönnlich ist
gewesen ingetrasst. Item der von Straßburg Gesinde und
Knechte / die si under uns / uf iren Eiden und Höfen seßent
haben / sollent in unsren Dörfern und Gerichten / do demne selich
Gesinde oder Knechte seßent / den Unsren helffen machen / Mullen /
Dienst / Wege / Stete und Burgen / und auch helffen graben
und machon / nach Margal / und alle gemeine Eynungen helffen
halten / und sollent mit den Unsren zu Gerichte gon / in den Ge-
richten / do sie diemle seßent / und sollent wir / noch unser Ampt-
lute / oder die unsren / noch neman / von unsren / oder iren we-
gen / sie darüber fürbesser irigen / oder trengen / one zu diene-
de / oder je timde / demne als vorgeschriben stat / an alle Gewer-
de. Wir der vorgeant Bischoff Wilhelm wissent auch mit das
man von deheimen Burger von Straßburg / sinen Burgen / Gerich-
ten / und dem iren irtreihen solte / wande wir ire Freiheit selber
wol gesehen und gesehen hant / das sie des von Deheinen / Kon-
nischen Keßern und Künigen geseht sint / das man davon mit
reihen sol.

Und darmit so wissent wir / wemne deheimen unserne Ampt-
lute / oder den Unsren / in den Gerichte / darmit die zu-
gen von Straßburg / ire Burger / oder das sie verbotten ist / es zu
dem ersten male / vertribet wirt / mit der von Straßburg Bur-
gen / oder gewissen hant / das sie demne / die Lute / das Stat /
oder das wir / das demne verbotten ist / leibig tagen sollent / one
allen Schaden fürerliche und ane verzog / und sollent unser
Amptlute den oder die / die die Buzgere von Straßburg in Güte /
und das wir / verbotten herant / den burgen nachwisen in die Stat
Straßburg / und sol man demne / den unsren / die in die Stat
also nachgewisnet werden / in der Stat zu Straßburg unser-
genliche des Rechten helffen ane Gewerde. Und sollent unser De-
heinen Amptlute / die davor benannt sint / das also fueren zu
haltende / und sollent alle die Schultheisen und Amptlute im-
der in sint / es auch tun fueren / zu haltende zu sinen / so sie zu-
eine Amptmanne seßent / oder machent / alles ingewerlich. Wir
der vorgeant Bischoff Wilhelm wissent auch / welcher der von
Straßburg ingeseßten Burger / uff der Stat / hinder uns / in
unsre Stette / Dörffer / Gerichte / und Gebiete zuset / berliche
und sine Nachkommen sullent uns Gutes dienen eine alte gemei-
ne banbere / und dieselben sullent den unsren da sie diemle seßhaft
sint / helffen machen / Mullen / Dienst / Wege / Stete und
Wege nach der Margal also sie demne daran an geburt un-
verlich / sie sullent auch alle gemeine eynungen helffen halten /
und sullent mit den unsren in unsren Gerichten / da demne solche
Buzgere seßent / zu Gerichte gon. Sie sullent auch den Unsren
helffen graben und machon nach iren Anhoil ingewerlich / wie
noch die Unsren sullent auch samliche burger über die vorgeschri-
ben Dinge nit vurdere trengen oder nötigen uns vurdere / zu
dieneode oder zu timde demne als vorgeschriben stat. Wir sollent
noch emvollet auch nit gesellen / das dieselben burgere / neman
versehe / oder verbinde Güte / oder Zins / ingebe / oder Schul-
de je machende / in denheinen Weg. Wo auch eine / der von
Straßburg burgere eine Unruhe tut in unsren Gerichten und
Gebieten / kommet der mit dem eide darvon / so sol auch alles
sin Güte sey und leibig sin den bliben / und sollent wir sit darff
fueren / führen / und handhaben / also ander unsre Lute ane
Gewerde. Welcher auch der von Straßburg ingeseßten Burger / sine
Kinde oder Gesinde uff der Stat in unsre Gebiete / oder
sine Gütere zu burnde oder andern sinen Müß zu merende / der
hoch sine beste Hure in der Stadt zu Straßburg het / der mit
dieselben / sullent sey hinder uns sin alles Dienstes und aller der
Vordereungen / so die Unsren an sie geuorden oder getut möch-
tent / wande wir wissent das sie sey sint / und auch unsre Wun-
ne und Weide mit allem irem Diehe ungenutz nagen und niesen /
und zu aller irre Notdurft beuden / also alle andere unsre Lute
und / und alle das auch hartkommen ist ane Gewerde. Welche die
von Straßburg / vnr Geballe zu Burger empfangen / oder sus
von Geballe hant / und die under uns und unsre Gebiete zu-
gent / und die do seßhaft weren / oder Yegente do seßhaft
sint / die sullent wir / noch neman von unsren wegen / sie mit
nötigen / noch trengen / zu timde anders demne alle andere Gebal-
lure sint / die under uns geßessen sint ane Gewerde. Demne auch
die von Straßburg Tre Stat vertribent / die mögent hinder uns
seßent / in weloge unsre Stat / oder Gerichte sie wissent / und
wohin sie hinder uns seßent / so sullent sie ire Kinde und Gesein-
de / diemle die Zile werent / also in demne die Stat verbotten
ist / sey silen alles Dienstes / und aller Vordereungen / und sol-
lent es gegen den halten / also von der von Straßburg Eiden
Buzgere das vorgeschriben stat. Wir der vorgeant Bischoff
Wilhelm / noch unser Amptlute / noch neman von unsren we-
gen sollent noch emvollet / den Unsren nit verbieten / die sie
den Buzgere von Straßburg ingeseßten und usgeßessen / nach
den iren / nit mullen / baden / oder arbeiten sollent / in welchen
Weg das sie / wande wir wissent / das die Unsren in malten / ba-
chen / und arbeit / umbe ire Pfenninge als andern Luten / ane
Gewerde. Unsere Jollere / die in der Stadt zu Straßburg / uf
den Brucken / und bi den Thuren / von unsren wegen Zol ne-
ment / die sullent von Wine und von Korne / noch von deheimen
andern dingen nit me Zolles nemen / demne als man von Alter
her / vor wenig / oder driffig Jaren desselbe genomen het one
alle Gewerde. Wir der vorgeant Bischoff Wilhelm / noch
neman von unsren wegen / oder noch emvollet himanfuerer
in allen unsren Gerichten / Dörfern / und Gebieten / so sie
Basser oder uff Lande / deheimen nagen / uf die Buzgere
von Straßburg noch uf die Gut machen / noch von in heissen
und getunt wir oder die Unsren / samliche nunde Zölle gemacht

ANNO
1395

ANNO
1395.

die süßent alle sin ane Geverd. Es soltent auch alle Geistlichen/ und Welischen Gerichte/ die wir in der Stat zu Straßburg haben/ in der Stat Straßburg erwiltliche bliben/ und sin/ als sie unsz hant gegeben sint ane Geverd.

Wir wellent auch mit Namen/ die Stat zu Straßburg lassen bliben/ umgebenet bi der Pfaffenheit in aller der massen/ also si die darbracht haben one alle Geverd. Wir auch die vorgenannten Meister/ Ammanmeister und Rat zu Straßburg/ verheben/ wande die vorgeschriben Erwiltliche Herren/ Herr Wilhelm der Bischoff/ Herr Bolmar von Eufenstein der Dechan/ und das Capitul gemeinlich/ uns/ unsere Stat/ unsern Burgern/ und den unsern/ die Gnade/ und Freundschaft geton hant also vorgeschriben stat. So wellent wir in dagegen zu liebe und Freundschaft/ das niman der unsern/ der Tumbherren der sogenannten Schiffe guter/ wie die genant sin/ angestiffe ungesolget und ane Gerichte. Wir wellent auch mit/ das yenan der unsern den vorgenannten Tumbherren der Schiffe/ mit Kates Boten/ wir uns/ uf unsere Walsche Gebiete/ weder umbe Jeheniden/ Selegere/ oder Jins/ die zu iren geistlichen Pfanden gehören/ die tumblich sint das es Jeheniden/ Selegere/ oder Jins so. Noch das in kein weltlich Gerichte/ in ihre Hofe gesehet werdent. Wir wellent si auch mit iren abgezumben an den tumblich legen Pfanden/ die si uf ire Schiffe hant/ also das es doch geschwe/ mit der Pfanden Wille. Was auch den Tumbherren wechset/ es si uf iren eigin/ oder von iren Pfanden/ in gancz oder besunder/ es si Jins/ Koen/ oder andere dinge/ das in iren Pfanden ges/ uf iren Spier oder Seiz/ oder in andere ire Hofe/ davon soltent si keinen Zol geben. Wer aber umbe sie splich/ Gut kauft/ do sol der Koffer von Zol geben also dem gewonlich ist ane Geverd/ und sie nit. Darin soll ein jeglicher Schaffner/ den si haben in Bruderhoff kein Pfert haben/ von Geborn wegen unsere Stat/ weime er des erlassen sol sin/ Alle vorgeschriben dinge/ und ir jegliches besunder die von unsern Bischoff/ Wilhelm/ unsern Bischoff/ und unsere Schiffe wegen da vorgeschriben stant/ gelobet wir Bischoff Wilhelm von uns/ und alle unsere Nachkommen des sogenannten Rhynes/ bi dem vorgenannten unsere Eide/ fiete/ veste/ und unverbredentliche zu halten/ zu haben/ und zu vollstend. Uns funderliche die Dergnisse/ erwiltliche/ und neuer da wider zu uns/ noch zu kommen/ mit Worten/ oder Breden/ mit Gerichte/ oder upwändig Gerichte/ noch das schafften getan werden/ in oder hernach in denheim weg one alle Geverd. Wanne wir unsz uf diesen heutigen Tag/ umbe die vorgenannten Stat/ und umbe alle andere Ansprachen und Vordereungen/ so wir an die genannten Meister und Rat/ ire Burger/ Gemeine oder besunder gehet hant/ oder haben mochten/ in welchen weg das gesin mochte/ mit ynen geistlich gerichte/ geschlichtet und lüerungen sint. Wir Bolmar von Eufenstein/ Dechan/ und das Capitul gemeinliche der vorgenannten Stat zu Straßburg verheben. Als der Erwiltliche/ Herr Wilhelm erwiltet und bestetiget Bischof in Straßburg unser lieber Herr/ von sins Rhynes wegen/ wir von unsere Statte wegen die erbern/ Wifen/ Herr Johannes Sturm der Meister/ Herr Claus Bernander Ammanmeister/ und der Stat zu Straßburg zusammen gesellen sint/ und wir unsz genommen hant/ die Gebrechen/ so unser ein Teil an das ander hette/ und auch die Vordereungen und Ansprachen/ so Bischof Friedrich an die Stat Straßburg zu Hagelowe Herr Wozibon geschriben gap/ und auch die Vordereungen/ so die Stat Straßburg an Bischof Friedrich/ do wider geschriben gap Herrn Wozibon/ und das gegenander gelutet und usgetragen haben/ und mit einander geistlich gerichte/ und geschriben sint in di Wisse also darvon bescheiden ist. Das des also alles mit unsern guten Gunste/ Willen und Gheile geschriben ist. Und gelobet es auch/ wir unsz und alle unsere Nachkommen an der vorgenannten Stat/ und funderliche die obgeschriben Dergnisse/ fiete/ veste/ und unverbredentliche zu halten/ in aller der Wisse und Masse/ als von dem obgenannten unsern Herren/ Bischof Wilhelm da vorgeschriben stat. Wir auch Johannes Sturm der Meister/ Claus Bernander der Ammanmeister der Rat/ und die Burger gemeinliche der Stat zu Straßburg verheben was von unsern wegen darvon geschriben stat/ das wir das auch halten/ und vollstend wellent one alle Geverd/ und zu eine manen Wfunde/ und einiger Statte/ so haben wir Bischof Wilhelm unser grozses Ingesel/ und auch wir die vorgenannten Meister/ Ammanmeister und Rat der Stat zu Straßburg unsere Statte groz Ingesel an diesen Brief gehendet. Der geben ist zu Straßburg an dem nehesten Samelstage von St. Nicolaus Tage des S. Wifhofes/ des Jares do man galt von Gones Geburte drutchen hundert Jar nungig und funff Jare. Und sint dirc Briefe der geliche/ der eine bi unsz Bischof Wilhelm/ der ander bi unsz den vorgenannten Capitul/ und der dritte bi unsz den vorgenannten Meister und Rat/ und der Stat zu Straßburg beibent.

CLXXX.

ANNO
1396.
11. Mars.

Traité de Mariage conclu entre CHARLES VI. Roi de France & RICHARD II Roi d'Angleterre, où celui-ci s'oblige d'épouser ISABELLE Fille aînée audit Roi de France. Donné à

Paris le 11. Mars 1395. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 813.]

ANNO
1395.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France, SAVAIR FAISONS a touz preiis & a venir, Nous avoir veu & fait lire, de mot a mot, devant Nous, & en la presence de, nos treschiers & tesaners Oncles & Frere, les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans, & de Bourbonnois, & de nostre grant Conseil, les Lettres, de nos ditz Oncles, & Frere, accordees, passees, & faites par nostre commandement, volente, & ordonnance, & par vertu du Povoir, par Nous donne & attribue a nos ditz Oncles & Frere, incorpore en leurs devant dites Lettres, contenans ceste forme,

JEHAN Duc de Berry & d'Auvergne, Conte de Poitou, d'Auvergne, & de Bouloingne, PHELIP Duc de Bourgogne, Conte de Flandres, d'Artois, & de Bourgogne, LOYS Duc d'Orleans, Conte de Valois, & de Beaumont, touz Filz de Roy de France, Et LOYS Duc de Bourbonnois, Conte de Clermont & de Forez, Oncles & Frere de Monseigneur le Roy,

FAISONS SAVOIR A TOUZ QUE, Pour consideration & en esperance que les tresgrans, & comme innombrables, esclandes, maux, inconveniens, dommages, & effusion du Sanc Humain,

Qui ainsi, comme il est notoire, sont avenuz, es temps passez, a cause & par les descors, debaz, discontions, & Guerres d'entre le dit Monseigneur le Roy & Predecesseurs d'une part, & treshault & puissant Prince, le Roy d'Angleterre nostre Cousin & ses Antecessors d'autre part,

Cessent, & que mieus plus brief & convenablement puissent les dites Parties de & sur ce venir a bonnes conclusion, Paix, & Accord, estre & durer, es temps a venir, longuement entre eulx & leurs Successeurs lien d'affinite & de Linage, & y estre nourroies ensemble leurs Royaumes, Terres, Seignories, & Subgiez, Amistie, conversation & unite, forcloies divisions, haines, & malatens,

A ESTE PROCEDE traitier & pour parler du Mariage, a presente accordee, & qui, au plaisir de Dieu & de Seinte Eglise, se fera & sera sollempnise entre nostre dit Cousin le Roy d'Angleterre, & nostre treschere tresame Niece Madame Ysabel de France, ainsine Fille de mon dit Seigneur le Roy,

Et, Pour ces causes & considerations, & les autres tresgrans biens, apaisemens, & proufiz, qui par ce moyen sont, a l'aide Dieu, disposez d'enluir, non seulement aux dites Parties, & a leurs Royaumes, Terres, Seignories, & Subgiez, mais aussi a route Chrestiente, au bien & union de l'Eglise universelle, & a la confusion des Mescreans & Adversairs a la Foy Catholique,

ONT par & entre Nous, Ducs devant dit, pour & ou nom de mon dit Seigneur le Roy, & par vertu de la Puissance, par lui a Nous attribue & otroie en ceste partie, par ces Lettres, contenans ceste forme,

KAROLUS, Dei gratia, Francorum Rex, UNIVERSIS, presentes Literas inspecturis, Salutem.

Inter Prothoplaustas, per Matrimonii Fœdus, a Summo rerum omnium Conditor, primævis temporibus ordinatur, nedum Generis humani Propagatio legitime successe in Mundo, verum etiam inter Reges & Populos (Hofis antiqui veritatis interdum ad invicem dissidentes) Discordia in Concordiam, Guerreque & Dissensiones, in Pacis amenitatem, de facili, fuerunt sapissime commutate.

Nos igitur, Attendentes quod Serenissimus Princeps, carissimus Consanguineus noster, Richardus Rex Anglie, prout Nobis nuper, per solennes suos Ambaxiatores, Procuratores, & Nuncios, insinuare voluit, cum, carissima Filia nostra Primogenita, Isabella Francie (licet nondum Annos pubertatis attingat) afficitur Conjugali Vinculo sociari,

Super quo jam, inter ipsos dicti Consanguinei nostri Ambaxiatores & Procuratores ex una parte, & Nos & certos a Nobis deputatos ex altera, certi Tractatus & modi prolocuti, certaque Capitula in scriptis redacta fuere,

Sperantes in illo, per quem omnia bona succedunt, per Negotium hujusmodi, si sine prospero concludatur,

H h 3

Salu.

ANNO

1395.

1396.

Salutem, Pacem, & prosperitatem utrisque Populis, Nobis & dicto Consanguineo nostro Subditis, bonumque permaximum toti Christianitati, futuris temporibus, provenire,

Et, ob hoc, cupientes, quantum in nobis est, effectuosas in his operum efficacias impendere, potissimè cum ad nostram, de presenti, notitiam devenit ipsum Consanguineum nostrum suos denudò solemnes Ambasiatores, Procuratores, & Nuncios ad nostram, pro continuatione processu hujusmodi & ipsius Negotii complemento, presentiam destinare,

NOTUM FACIMUS quòd,

De, carissimis Patris & Germano nostris, *Johanne Bistricensi, Philippo Burgondie, Ludovico Aurelianensi, & Ludovico Borboni*, Ducibus integrè, plenè, ac etiam firmissimè, meritò confidentes ut, eorum mediante concilio (qui dicta Primogenita nostræ tam propinqui nexu Sanguinis conjuncti sunt) Tractatus ipse, favente Domino, valeat felici conclusione firmari,

IPSOS Patruos & Germanum nostrum, ac tres vel duos ipsorum in solidum, nostros veros & indubitatos Procuratores, Negotiorum Gestores, & Nuncios speciales FACIMUS, CONSTITUIMUS, ac etiam ORDINAMUS per Præsentes,

Eisque, & tribus, aut duobus ipsorum, DAMUS, ATTRIBUIMUS, & CONCEDIMUS plenam & liberam Potestatem, & Mandatum speciale, TRACTANDI, nomine nostro, pro dicta Primogenita nostra, Sponsalia per verba de futuro, vel Matrimonium per verba de presenti, cum dictis Nunciis & Procuratoribus dicti Consanguinei nostri, nomine ipsius & pro ipso, prout commodius, firmius, & convenientius de jure fieri poterit, & per utroque Procuratores supradictos ac inter eos concordatum & conventum,

Verba Sponsaliorum de futuro, seu Matrimonii de presenti, per ipsos Procuratores & Nuncios dicti Consanguinei nostri, nomine ipsius proferri petendi,

Et CONSENSUM, in ipsam Filiam nostram, per eos, dicti Consanguinei nostri nomine, præbendum, recipiendi & acceptandi,

Cum ipsique Procuratoribus & Nunciis ejusdem Consanguinei nostri, de Dote, Dotatio, Donatione propter Nuptias, necnon de Arris, & cæteris in hac parte constitutis, eorumque qualitate & quantitate, ac etiam de terminis, locis, & modis solutionum & satisfactionum de eisdem, & quanto tempore præfata Filia nostra nobiscum manebit, ac ubi, & quando, cujusque expensis, & sub qua forma transmitti debet, conveniendi & concordandi,

Tractata etiam & concordata, super his, inter ipsos Patruos & Germanum nostros & tres vel duos ipsorum ex una parte, & dictos Procuratores & Nuncios dicti Consanguinei nostri ex altera, quatenus nos tangit, omni securitate, legitimâ & honestâ, nomine nostro firmandi,

Similèmq; securitatem ab eisdem Procuratoribus & Nunciis præfati Consanguinei nostri petendi, stipulandi, & recipiendi,

Ab ipsique Procuratoribus & Nunciis, quòd idem Consanguineus noster a dicto Tractu, si, Deo permitte, ipsum firmari contigerit, nullatenus deviet, securitatem petendi,

Cæteraque omnia & singula faciendi, gerendi, & exercendi, quæ in præmissis & circa præmissa necessaria fuerint seu quomodolibet opportuna, & quæ tanti Negotii qualitas exigit, ac etiam quæ Nos faceremus & facere possemus si præsentem personaliter interfessemus, etiam si Mandatum exigere magis speciale;

Promittentes, in verbo Regis, Nos ratum, gratum, & firmum perpetuò habituros quæcunque per dictos Patruos & Germanum nostros, & tres vel duos ipsorum in solidum, acta, gesta, conventa, concordata, promissa, firmata, & procurata fuerint in præmissis & quolibet præmissorum, ac contra ea, seu eorum aliqua, non venire, nec in eis variare,

Quòdque dicta Filia nostra hujusmodi Contractum, si ipsum conclusi contigerit, ratum & gratum habebit dum ad annos devenit pubertatis,

Ipsique Procuratores nostros, nec Potestatem, eis per Nos per præsentem attributam, nullo unquam tempore revocare volumus;

Insuper quòd dicti Patruo & Germanus nostri, de Personis de Genere nostro, & de Conciliariis nostris, quales quantoque numero sibi placuerit, ac quotiens voluerint, secum evocent, qui dictis Negotiis eisdem assistant, & ea faciant quæ sibi duxerint iungenda;

Quibus mandamus ut eis, in his, pareant tamquam nobis.

In quorum Testimonium nostrum præsentibus Literis fecimus apponi Sigillum.

ANNO

1395.

1396.

Datum *Parisius* die *xxix. Octobris*, Anno Domini Millesimo trecentesimo nonagesimo quinto, & Regni nostri decimo sexto,

D'une part,

Et par & entre, noz treschères Cousins, *les Contes Roteland, & Marechal*, Cousins, & Messieurs *William le Scrop Chambellan du dit Roy d'Angleterre*, pour & en Nom d'icelui, & par l'autorité & vertu du Povoïr, par lui a eulx donne, & attribue en ceste partie, par ses Lettres, dont la teneur ensuit,

RICARDUS, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ*, & Dominus *Hiberniæ*, omnibus Christi fidelibus, ad quos præsentis Literæ pervenerint, Salutem & fidem indubiam præsentibus adhibere.

Plasmator hominum ipse Deus, Matrimonii bona piâ consideratione prospiciens, Primo dominantium Legem dedit, quâ & ejus frueretur bonis, & speciem continuaret in posteris, Adjutorii sibi dari legitimâ gaudens conjunctione, sub sincerâ dilectionis ac Animæ & Corporis unitatè, ex cujus legalis conjunctionis Fœdere plerumque provenit Deo grata Sobolis Procreatio, linealis Successio, Consanguineorum hinc & inde laudabilis Alligantia, Amoris soliditas in dilectis, & discordantibus via Pacis.

Hæc dum internâ considerationis oculo renovamus, appetentes prædicta proficia nobis & nostræ Reipublicæ pro nostro tempore divinis nobis evenire, divulgante fama celebri, & credibilium personarum crebra relatione nostris auribus inculcant, quanta in præcarissima nobis *Dominæ Ysabella Filia Primogenita Domini Karoli carissimi Consanguinei nostri Franciæ* restorat Generis nobilitas, viget & morum honestas (licet sub annis adhuc teneris fuerit constituta) ipsam, ad laudem Dei & prædictorum bonorum explicationem, summâ median- te gratiâ, peroptamus habere Conjugem divini & humani domus pariter & Consortem,

Hinc est quòd,

De fidelitate & legalitate, prudentiâ & circumspectione, carissimorum Consanguineorum nostrorum, *Edwardi Comitis Rotelandiæ, Thomæ Comitis Marchiæ & Nottinghamiæ, & Willielmi le Scrop Camerarii nostri*, & eorum cujuslibet, plenariè confidentes,

Ad contrahendum Sponsalia per verba de futuro, seu Matrimonium per verba de presenti, cum prædicta Domina, quocunque modo convenientius & ordinatius de jure fieri poterit, & in eandem, jure Sponsalium ut in Sponsam, seu Matrimonii ut in Uxorem, nomine nostro consentiendum,

Ac verba Sponsaliorum seu Matrimonii de presenti, per ipsam vice mutuâ proferenda, & CONSENSUM, in nos per ipsam præbendum, recipiendum & acceptandum,

Necnon ad tractandum, cum Procuratoribus, Parentibus, & Amicis ejusdem Domine, de Dote, Dotatio, Donatione propter Nuptias, ac Arris in hac parte constitutis, & eorum singulorum qualitate & quantitate, ac etiam de terminis, locis, & modis solutionum & satisfactionum de eisdem, ac etiam quanto tempore expensis Parentum & Amicorum debeat sustentari, necnon ad quod locum prædicta Domina, & quando, ac cujus expensis, & sub qua forma, per Parentes & Amicos debeat transmitti, conveniendum & concordandum.

Et ea, que sic TRACTATA, CONVENTA, & CONCORDATA fuerint, quatenus ad nos attinet, omnimodâ securitate, honestâ & legitimâ, nomine nostro FIRMANDUM,

Similèmq; securitatem nomine nostro, PETENDUM, STIPULANDUM & RECEPIENDUM, JURANDUMQUE, in Animam nostram, quòd CONTRACTUM hujusmodi RATUM habebimus, nec Potestatem præsentem eis datam revocabimus, aliquid vel faciemus aut procurabimus, per quod CONTRACTUS hujusmodi, seu ejus debita Consummatio, in casu quo per dictos Procuratores seu eorum aliquem sic, ut præmittitur, contrahi contigerit, quomodolibet poterit impediri,

Ac etiam ad PETENDUM securitatem, debitam & sufficientem, a Parentibus & Amicis dictæ Domine Ysabelle, quòd ipsa a CONTRACTU hujusmodi nullatenus variabit,

Cæte-

ANNO 395.
396. Ceterique omnia & singula FACIENDUM, EXCERENDUM, & EXPEDIENDUM quas in præmissis ac circa ea necessaria fuerint vel oportuna, & qua qualitas hujusmodi Negotii & natura exigunt & requirunt, & quas nos faceremus seu facere possemus si personaliter ibi præsentem essemus, etiam si Mandatam exigant quantumcunque speciale.

Prædictos, Edwardum, Thomam, & Guillelmum, ac quolibet eorumdem per se & in solidum, nostros veros, legitimos, & indubitatos Procuratores, Negotiorum Gestores, & Nuncios speciales, organumque vocis nostre, in præmissis & eorum singulis, FACI-MUS, ORDINAMUS, CREAMUS, & CONSTITUIMUS per præsentem;

Præmittentes, in verborum Regio, Nos RATUM & GRATUM perpetuis temporibus HABITURUM quicquid per Procuratores nostros prædictos, vel ipsorum aliquem, ACTUM, GESTUM, seu PROCURATUM fuerit in præmissis & singulis prædictis;

Ipsosque Procuratores & Nuncios nostros, & eorum quolibet, ab omni onere faciendi expressè, tenore præsentium RELEVAMUS.

In quorum omnium & singulorum Testimonium atque fidem pleniorum has Literas nostras Patentes fieri fecimus, & Signilli nostri magni appendicione muniti.

Datum apud Mancernum nostrum de Chilterne Langelle, trecesimo die Decembris, Anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto. Er Regni nostri decimo nono.

D'autre part,

ESTÉFAITES & CONTRAICTES FIANSAI-LES & ESPOUSAILLES du dit Roy d'Angleterre, & de nostre dite Niece.

Et, a ceste cause, les ditz Contes & Chambellan, pour & au Nom du dit Roy d'Angleterre, & par vertu de leur Povoit dessus transcript, ONT ACCORDE, PROMIS, ENCOVENANCIE, & JURE, ACCORDENT, PROMETTENT, ENCOVENANCENT, & JURENT que le dit Roy d'Angleterre PRANDRA nostre dite Niece a Femme, & Epouse, PAR LOYAL MARIAGE.

Et desmaintenant eulx, pour & au Nom du dit Roy d'Angleterre, & par vertu du dit Povoit, L'ESPOUS-ent par Paroles de present.

Et, par mi ce, Nous, Ducs dessus nommez, pour & au nom de mon dit Seigneur le Roy & de nostre dite Niece, avons accordé & promis, accordons & promettons, que nostre dite Niece prandra a Mari & Epouse le dit Roy d'Angleterre.

Et desmaintenant l'espouseront, par paroles de present, en la presence des ditz Contes & Chambellan.

Et sur ce ont esté obtenues Dispensacions, sousinsans d'un couste & d'autre.

ITEM, que le dit Monseigneur le Roy, a l'onore & pour contemplacion du dit MARIAGE & pour sa dite Fille, & les Enfants qui iustont & feront procrez d'icelui MARIAGE, & les Descendans d'eux, baillera & paiera au dit Roy d'Angleterre, ou a son certain Mandement, la Somme de huit cens milles Francs d'Or, ou la valeur, quil ont cours en France de present, & selon le Marc d'Or par ceste forme; C'est-à-favor.

Trois cens milles Francs a l'Anell & Solennificacion du dit MARIAGE.

Et cent milles Francs en la fin de l'An, apres ycelle Solennificacion.

Et ainsi des loirs en avant, cent milles Francs, d'An en An, jusques a plain paiement d'iceux huit cens mil Francs.

Les quelz mon dit Seigneur le Roy donne & otroye a sa dite Fille pour & en lieu de touz partages, Appenages, Successions de Pere & de Mere, & autres Droits quelconques, que Elle, ses Enfants, & ses Descendans d'eux, leurs Hoirs, Successeurs, & aians cause, pourroient demander, reclaimer, & avoir, en Membres ou Heritages, ou Royaume de France, ou autre part.

Pourveu, toutesvoies, que, se ne porte aucun prejudice au dit Roy d'Angleterre, ne a ses Hoirs, Successeurs, ne aians cause quant au Droit & Querelle, que le dit Roy d'Angleterre maintient a present, & Monseigneur le Roy, ou contraire, pour Lui, ses Hoirs, Successeurs, & aians cause.

Et parmi ce que, des si tost que elle sera agiee de douze Ans accompliz, Elle, de l'autorite du dit Roy d'Angleterre, renoncera a touz les ditz partages, appen-

nages, Successions, & autres Droits quelconques, pour elle, ses ditz Enfants, Descendans, Hoirs, Successeurs, & aians cause; Et a ce l'autorifera, senz aucun contredit, refus, ou delay, le dit Roy d'Angleterre, par la meilleur & plus seure maniere que faire le pourra;

Et les ditz Contes, Roteland, Marechal, & Chambellan, ont promis & enconvenance, promettent & enconvenancent, desmaintenant, es Noms que dessus, que le dit Roy d'Angleterre autorifera nostre dite Niece, des si tost que elle sera on dit age de douze Ans, & si tost qu'il en sera requiz pour faire la dite Renonciacion, la lui fera faire par les meilleurs & plus seures forme & maniere que faire se pourra;

Pourveu, toute voies, que, se ne porte aucun prejudice au dit Roy d'Angleterre, ne a ses Hoirs, Successeurs, ne aians cause, quant au Droit & Querelle que le dit Roy d'Angleterre maintient a present, & Monseigneur le Roy, ou contraire, pour Lui, ses Hoirs, Successeurs, & aians cause.

Et reserve aussi a nostre dite Niece que, se on temps a venir, la Duché de Bayviere, ou autres Terres, assises hors le Royaume de France, du Confee & Ligne de ma Dame la Roynne sa Mere, lui eschierent par la Succession des Parens de ma dite Dame la Roynne, elle y puist succeder, non contrestant la Renonciacion dessus dite.

ITEM, Nous, Ducs devant ditz, accordons, otroyons, consentons, promettons, & enconvenancens, es Noms que dessus, & semblablement les ditz Contes & Chambellan, es Noms dessusditz, accordent, otroient, consentent, promettent, & enconvenancent que, se apres Solennizacion du dit Mariage le dit Roy d'Angleterre aloit de vie a trespassement, senz Enfants procrez d'icelui Mariage, & que nostre dite Niece le survesquist, elle estant soubz age, ou agiee de douze ans accomplis, la Some de cinq cens milles Francs, ou ce qui auroit esté paie de la dite Some de huit cens milles Francs, oultre la Some de trois cens milles Francs, sera rendu & restitué a nostre dite Niece.

Et, s'il avenoit que elle trespassast senz Enfants, procrez du dit Mariage, & que le dit Roy d'Angleterre la survesquist, il seroit tenu a rendre & restituer a mon dit Seigneur le Roy, ou a celui qui pour le temps seroit Roy de France, ou a leur certain Mandement, la Some de quatre cens milles Francs, ou ce qui seroit lors paie de la devant dite Some de huit cens milles Francs, oultre la Some de quatre cens milles Francs; & pour ces restitutions faire, es cas & par la maniere que dit est, le dit Roy d'Angleterre s'obligera, & les ditz Contes & Chambellan, es Noms que dessus, en ont desmaintenant obligé & obligent yeului Roy d'Angleterre, ses Hoirs, Successeurs, & aians cause, & touz leurs biens meubles & immeubles, presents & a venir.

ITEM, s'il avenoit que nostre dite Niece trespassast avant le dit Roy d'Angleterre, & que de ce Mariage demourassent Filles senz aucun Masle, & apres ce yeului Roy d'Angleterre eust enfans Males d'une autre Dame, considere que aucune restitution n'est ordonnee estre faite, de la Some dessusdite, aux Filles, se elles y estoient, se a l'Oir Masle devoit appartenir l'Orrie du Royaume d'Angleterre; En ce cas, le dit Roy d'Angleterre seroit & sera tenuz de appener & pourveoir, appenera & pourveira, ycelles Filles honorablement, selon leurs Estatz, & si comme il appartient a Filles de Roy.

ITEM, pour offer toutes questions & debaz, qui pourroient soudre ou temps a venir, les Enfants Males & Femelles, qui seront procrez ou dit Mariage, ne ceulz qui descendront d'eulx, ne pourront jamais avoir, demander, ne reclaimer aucun Droit de Succession, ne autre quelconque, ou Royaume de France, ne en la Dignite Royal, suppose que le cas adveinsi que eulx, ou aucun d'eulx, feussent, ou feust, les plus prouchains, ou prouchain, ou degre de Linage: Et desmaintenant les ditz Contes & Chambellan, es Noms que dessus, ont promis & promettent que le dit Roy d'Angleterre promettra & s'obligera, pour Lui, ses Hoirs, Successeurs, & aians cause, les quelz ilz ont, ou Nom que dessus, obligiez & altrains a ce, qu'ilz n'en feront jamais aucune action ne demande.

Pourveu, toute voies, que ce ne porte aucun prejudice au dit Roy d'Angleterre, ne a ses Hoirs, Successeurs, ne aians cause, quant au Droit & Querelle que le dit Roy d'Angleterre maintient a present, & Monseigneur le Roy, ou contraire, pour Lui, ses Hoirs, Successeurs, & aians cause.

ITEM, que, si tost que le dit MARIAGE sera solennise, nostre dite Niece aura acquiz & acquerra son Douaire

ANNO

1395.

1396.

ANNO 1395.
1396. Donaire ou Annuite de vint milles Nobles d'Angleterre de revenue par an, dont elle joira paisiblement, pour en faire la volente & plaisir; & lequel Donaire ou Annuite lui sera assis bien & soulement, a le prendre par sa main, aussi franchement & grandement que le Prist & ot onques Roynie d'Angleterre;

Et se le dit Roy d'Angleterre aloit de vie a trespassement, nostre dite Niece vivant, eiant aggee de douze ans, elle auroit & prandroit, aura & prandra, son dit Douaire ou Annuite, & en joiroit & joira paisiblement toute sa vie durant, tant comme elle se tendroit & tendra de remarier; suppose que elle s'en venist demourer ou Royaume de France, & qu'il eust Guerre (que Dieu ne veuille) entre mon dit Seigneur le Roy & le Roy d'Angleterre, ou leurs Successeurs.

Item, Nous, Ducs de Berry, de Bourgoigne, d'Orleans, & de Bourbonnois dessus nommez, nous sommes faitz & faisons fors, ou Nom, & pour mon dit Seigneur le Roy, que nostre dite Niece, venue a l'age de douze ans accompliz, consentira le dit MARIAGE: Et, s'il avenoit que elle le contredist, mon dit Seigneur le Roy ne pourroit, en ce cas, aucune chose demander ne r'avoit de la dessus dite Somme de huit cens milles Francs, mais seroit tenuz de la parpaier se elle ne l'estoit, & demourroit, ou dit cas, entierement au profit du dit Roy d'Angleterre.

Et, semblablement, se de la partie d'icelui Roy d'Angleterre demourroit que le dit Mariage ne feust parfait & consumme, les diz Contes, de Roteland, Marechal & Chambellan, ont voulu, accorde, consentu, & otroye, venient, accordent, consentent, & otroyent, que le dit Roy d'Angleterre fera, & soit tenuz de rendre & restituer, & de fait rendra & restituera a mon dit Seigneur le Roy, ou a celui qui pour le temps seroit Roy de France, ou a leur certain Mandement, la dite Somme de huit cens milles Francs, ou ce qui seroit paie d'icelle Somme; & avec se paiera au dit Monsieur le Roy, ou a celui qui lors seroit Roy de France, autre huit cens milles Francs;

Les quelles Sommes ont este eslimees & ordonnees es diz cas pour les dommages, intereltz, fraiz, & dispens des dites Parties.

Item, que le dit Roy d'Angleterre, & les prochains de la Couronne & de son Lignage, seront tenuz & s'obligieront expressément desmaintenant, & le dit Roy d'Angleterre le fera par eux faire & promettre, & eux en obligier donner & bailler leurs Lettres, en forme convenable & souffisant, que, se ycelui Roy d'Angleterre trespassoit avant la consummation du dit MARIAGE, nostre dite Niece, franche & deliee de touz liens & empeschemens de MARIAGE, & autres obligations quelconques, seroit & sera, ensemble touz ces Joyaux, meubles, & biens, rendue & restitue a mon dit Seigneur le Roy, ou au Roy de France qui pour le temps seroit.

Et, semblablement, s'il avenoit que le dit Roy d'Angleterre mourust apres la consummation du dit MARIAGE, nostre dite Niece, s'il lui plaisoit, s'en pourroit venir & retourner en France franchement, & apporter touz ses Joyaux, meubles, & biens, senz ce que elle feust ou peult estre detenu. Itee, ne obligee, ne que aucun empeschement lui feust mis, en sa Personne, ne a ses diz biens.

Item, que mon dit Seigneur le Roy sera tenuz de veillir, enjoiveller, & faire mener & accompagner, a ses fraiz & dispens, sa dite Fille honorablement, selon son estat, jusques a Calais, ou elle sera receve par le dit Roy d'Angleterre ainsi qu'il appartient.

Toutes lesquelles Convenances, Promesses, Traictiez, Accors, Otroyes, Pains, Articles & autres choses dessus touchees, & chacune d'icelles, Nous, Ducs de Berry, de Bourgoigne, d'Orleans, & de Bourbonnois, pour & ou Nom de mon dit Seigneur le Roy, & par vertu de la Puissance dessus incorporee, a nous & les diz Contes de Roteland & Marechal & le dit Messieur Guillaume Scrop, pour & ou Nom du dit Roy d'Angleterre, & par vertu de leur Povoit dessus transcript, ont par Noz & leurs Foiz & Seremens, sur ce bailliez les uns aux autres, fait, voulu, consentu, accorde, passe, otroye, promis, & enconvenancie, & par la teneur de ces presentes, Nous, diz Ducs, es Noms que dessus, les faisons, voulons, consentons, accordons, passons, otroyons, promettons & enconvenancons, & aussi les diz Contes & Chambellan, es Noms que dessus, les font, veulent, consentent, accordent, passent, otroyent, promettent & enconvenancent, & que elles soient & seront faites, enterinees, & accomplies, aient & fortiffient, auront & forriront, plain & entier effect, de point en point, senz enfreindre, & senz ce qu'il soit

ou puit estre fait, dit, allegue, ou venu par quelconque, ne pour quelconques cause, couleur, ou occasion, que ce soit, raisiblement, expressement, ou autrement, comment qu'il soit, au contraire, ores, ne ou temps a venir,

Et que mon dit Seigneur le Roy, & le dit Roy d'Angleterre, en tant qu'il touche & puet regarder chascun d'eux; les ratiffieront, approuveront, loveront, greeront, & confermeront, & les seront, promettront, enconvenanceront, & jureront, en Parole de Roy, par leurs foiz & loyautez, pour eux, leurs Hoirs, Successeurs, & aians cause, & les feront faire, tenir, enteriner, & accomplir entierement & a plain,

Et en obligeront eux, leurs diz Hoirs, Successeurs, & aians cause, ensemble leurs biens, meubles & immeubles, & a venir, quelconques ils soient, & quelque part qu'il soient situez & assiz, les quels Nous Ducs dessus diz avons, es Noms devandiz, & les diz Contes & Chambellan, es Noms que dessus, ont obligiez & assiz, obligons & ypothecons, obligent & ypothequent, pour toutes ces choses, & chascune d'icelles, citre faites, enterinees, & accomplies, plainement senz enfreindre.

Et en donront & bailleront mon dit Seigneur le Roy, & le dit Roy d'Angleterre, leurs Lettres seelles de leurs Seaulx, avec Instrumens publics, se mestier est, en la meilleur & plus seure forme & maniere que faire ce pourra, toutes & quante foiz que requis en seront.

En Tesmoing de ce Nous, Ducs de Berry, de Bourgoigne, d'Orleans, & de Bourbonnois, avons fait mettre noz Seaulx a ces presentes.

Donn. & faites a Paris, le ix. jours de Mars, l'An de grace mille, troiscens, quarevins & quinze.

LESQUELLES LETTRES, avec les Fiançailles, Esponsailles, & toutes les Convenances, Promesses, Traictiez, Accors, Otroyes, Solutions, Paiemens, Restitutions, Renunciacion, Autorisacion, Obligacions, Ypothecons, Pains, Articles, & autres choses quelconques, dont mention y est faite, ensemble leurs circumstances & dependances quelconques, & chascune d'icelles, en tant qu'il touche & regarde, puet & pourra, ores & ou temps a venir, toucher & regarder, Nous, noz Hoirs, Successeurs & aians cause. Nous, par nostre deliberacion sur ce eue, avons, de certaine science, ferme propos, & liberale volente, agreables, fermes, & estables, & par la teneur de ces presentes, les loons, approuvons, ratiffons, & confermons, voulons & otroyons pour Nous, noz diz Hoirs, Successeurs, & aians cause, que elles soient faites, gardees & tenues, perpetuellement & a tous jours, enterinees & accomplies, aient & fortiffient plain & entier effect, de point en point, senz ce qu'il soit ou puit estre dit, allegue, fait, ou venu par Nous, noz diz Hoirs, Successeurs, ou aians cause, ne autres quelconques, pour quelconques cause, couleur, ou occasion que ce soit, raisiblement, expressement, ou autrement, ores, ne ou temps a venir, aucunement au contraire.

Et, a greigneur, fermetee & seurete, les promettons, enconvenancons, & jurons, en bonne Foy & en Parole de Roy, pour Nous, noz diz Hoirs, Successeurs, & aians cause, en tant qu'il touchant Nous & eux, tenir, garder, faire, enteriner, & accomplir, & fere faire, garder, tenir, accomplir, & enteriner entierement & a plain,

Et en obligons & ypothecons expressement nous, noz diz Hoirs, Successeurs, & aians cause, ensemble noz & leurs biens, meubles & immeubles, & a venir, quelconques, & quelque part qu'il soient situez & assiz,

En rennucant expressement, sur ces choses & chascune d'icelles, pour Nous, noz diz Hoirs, Successeurs, & aians cause, a toutes subventions, aides, & faveurs de Droic, Canon & Civil, escript, Dispensacions, Privileges, Franchises, Libertez, Ulagés, & Coustumes generaux, especiaux & locaux, & autres choses quelconque de Droic, de fait, & de cause, par les quelles, ou aucune d'icelles, peust estre dit, allegue, propose, fait, ou venu, en partie, par quelconque maniere que ce feust, ou soit, contre la teneur & perpetuite de ces Lettres, & meismement au Droic, disant generale Renunciacion non valoir;

Et a fin que ce soit ferme & durable a tous jours, Nous avons fait mettre nostre Seel a ces presentes.

Donn. a Paris le xi. jour de Mars, l'An de grace mille, troiscens, quarevins & quinze, & le xvi. de nostre Regne.

245

Wir Burgemeister und Rath der Stadt von Elßn / und
 vort wir die Gemeinthe alle gemeinlichen von allen und
 jeglichen Aemtern und Gaffel-Geldschüssen / arm und reich / ge-
 segnet und wohlhabend binnen Elßn hernach geschrieben. Als
 mit Namen wir den Willen-Amt Fürstburg und Krieg-
 mact / mit den Aemtern / so uns verbunden / und wir mit ihnen /
 mit Namen Schwoer / Waffnerherber und Ertzer. Von dem
 Hserrmact mit den jenen / die zu uns verend und verbunden
 sind / mit Namen / Von den Schwanen Hsffe / mit
 den Bpsheren und Aemtern / mit den jenen / die zu uns
 verbunden send / und wir mit ihnen. Von den Goldschlügen
 mit den Goldschlügen die zu uns verbunden und verend send /
 wir mit ihnen. Von der Runderen mit den jenen / die zu uns
 verbunden send / und wir mit ihnen. Von den Winderweeren
 mit den jenen zu uns verbunden / und wir zu ihnen. Von dem
 Hsmeirele mit den jenen / die zu uns verbunden send / und
 wir mit ihnen. Von den Schiltbern mit den Aemtern zu uns
 verbunden / und wir mit ihnen / mit Namen Bapfseiler / So
 die Aemter und Gaffelherren. Von den Aemtern mit denen jenen /
 die zu uns verbunden und verend sind / wir mit ihnen. Von
 den Steinherrn mit den Aemtern Aemterherren / So die Aemter
 Aemterherren / Aemterherren und Schloßherren / verbunden /
 und wir mit ihnen. Von den Bpshern mit den jenen zu uns ver-
 bunden und wir mit ihnen. Von den Bpshern mit den jenen /
 die zu uns verbunden send / und wir mit ihnen. Von den Bpshern

ANNO
1396.ANNO
1396.

fall / und fall darzu gehorsam seyn / ind zu Kade sigen / sonder
weber Kade / id en betheime ihn dann dieser Droit of Herren Droit /
dat kundig were sonder Argeliff / ind were Sach / dat theman
von uns darnoben mit gehorsamen weher / noch zu Kade sigen
en wolte / als ihne darzu gegeben wurde / eins anderswerff / ind
drinen werff / so wie sich dat darzu bescheft und geboert / dat die
tug hosam als dan ein Jar lang unten ihn eyne der Stede-
Thorne liegen fall / sonder emmerliche bede vnt ihn jo geschehen.

Dort hant wir overdragen einbrechtlichen / dat gheim Mann
von vurschreven Ambten / Gassen und Gemeinden in Colnen /
die also vurs / steyt / so Kade geboeren ist / hie sie wie die sie / so
Kade sigen en fall in gheimen Weise / die ein baslaff off schynus
eygen / of auch in dem Wanne fess / off auch der emderley Gade
Gade / of die Gade / wehe / bescheft of Gesehe / mit einiger
Argeliff / of behendich darum von sam Amt / of sein Gassen-
len / of von jeman anders / of auch um jeman Wort of beste
eine Kade jo dorn off zu sprechen / nehmen noch unterfangen
fall / so gehen Jhen / anders dann ihne in Kathstatt na
gewonne und herkommen der Stadt vurs / geboeren mach.

Dort hant wir Amt und Gassen eyne mit der gantzen Ge-
meinden in Colne vurs / einbrechtlichen untereinander vertragen
und uns auch williglichen darzu verbunden / also wehre Sache
dat ein Amt off Gassen von uns vurschreven Ambten und
Gassen / of auch jeman anders id were von der Gemeinden in
Colnen / of hie were / wie hie were / mit of bernachdals / in ei-
nigen Jhen / ein Kade zur Zeit der Stede von Coln mit ge-
meintlichen Sachen widerstande in einiger Weise / und ihn nit
moeglich noch moeglich aller Sachen sigen lieff / so wie wir dar-
von erklaert und geschriben steyt / so sollen wir alle andere Ambte-
/ Gassen und Gemeinde vurs / alsbann unverzoeh / sonder
Widerred / eine Kade zur Zeit mit seive und Golde beynendich
seyn / die Gendal und Widerstand treudlichen mit gantzen Ernst
helfen so feren / also das man von bene / of den / die den Kade
vurs / und gemeintlicher Byssen also widerloeden / of wider-
standen beyen / ofsonderlich richten fall / als von midschiden
Linden / sonder erunden verzoeh off bede wir ihn jo geschehen.

Dort so hant wir gemeintlichen und einbrechtlichen overdragen
ind uns williglichen darzu verbunden / of Sach were / da unter
Gode vor seyn moesse / dat nun off bernachdals in einiger
Jhen einiger Uplaff of Gerichte en binnen Colne / binnen
Nachts of Tage geschehe / of iustituelle treffende wider den Rath
und die Gemeinde vurschreiben / darum der Stadt Bannier und
Wimperl so den Jhen uffgeworffen wurde / off weren / So sol-
len wir alle Amt / Gassen / Gassen / und Gemeinde vurs /
unverzoeh / wann wir dat vernemen / unterthuligen begeh-
en trecken / als nach von uns den andern jo helfen jo be-
schuden / und seive und Guit beynendich jo lassen / und den
Bannier und Wimperl nach jo volgen / ihn nix / wider und be-
hoeff der Stede und Gemeinden vurs / sonder Argeliff.

Dort um alle Zwurunge und Unverzoehigkeit unter uns jo
verbunden / so hant wir vertragen / und uns darzu verbunden /
off Sach were / das jeman von uns Amt / Gassen / und Gemeinde
vurs / hie were / wie hie were oben diese vurs / uns
gehe und vertragen / mit einiger Partheyen Argeliff off behen-
dich nit oder bernachdals zu einigen Jhen / einiger Uplaff
uff gerunden binnen Colnen machen off jo brechen / es were
Nachts off Tag / dat man den vurs / von den die be Pflaus und
gewunde also gemacht hetten / und man des huldlichen gewahr
wilde / ofsonderlich richten fall.

Were auch Sache dat jeman von uns hie were / wie hie were
um einanderley Byss / Zwurungen / Bors / Nach of Heyds
willen / sich mit den andern / en hymen Colnen / zwenne off schli-
ge / id were mit Worten off mit Werken / so wer dat thete / dat
der Rath zur Zeit darne aufstehen fall / na Recht und Gewan-
den der Stede von Colne / als dat von Alters bisher gewon-
lich und gehalten gewest ist / ind auch nach inhaft der Stede und
des Rathes moege sprechen / ind darum so en fall nieman von uns
Amt / Gassen / noch von der Gemeinden vurschreiben / hie sie
wie sie sie / sen Harnisch andon / noch gewapen darzu laufen /
noch auch en der lude gewapen darzu doin / of heissen laufen
of brengen in einander Werff.

Ind were Sach das jeman darnoben sein Harnisch ande
und darzu lieff / und in den Anlauf / um solcher vurschreiben
Zuriff und Zwurunge Wille mernde und jobrecht / dat man von
den of von den darum man des huldlichen gewahr wurde / ofson-
derlich richten fall / so wer ein Rath zur Zeit sitende / nae us-
wessinge der Wriden dat Recht und Recht ind duinct.

Dort haben wir sammentlichen vertragen und uns mit diesen
Briefe verstanden darzu verbunden / das nieman von uns Amt
/ Gassen / und Gemeinden vurschreiben / noch von einigen
andern Lunden in Colne / sie seyn wie sie seyn / gemeyntlichen Ver-
bundnisse / Parthey noch Vertrag machen / setzen noch anagen
en sollen / heimlich noch offendliche / in gene Weise / vorber dan
die und gawemurliche Verbundt inne helt ind begrafft.

Und were Sach das jeman von uns Amt / Gassen / und Gemeinden
vurs / of von einigen andern Lunden darwider beden /
ind ihre Eyde und Ehren darinnen verstellen / so sollen wir alle
andere Amt / Gassen / und Gemeinde vurs / bey unsern Ey-
den hierinne begraffen den Rath zur Zeit von Colne / getreu-
lichen darzu helfen ratzen und beschieden fess / dat man von dem
of von den / da man salder neue Verbundnisse und Partheyen
gewahr wurde / ofsonderlich richten fall.

Dort so haben wir sammentlichen unter einander gelosse
und vertragen / das gene Amt noch Gassen von uns Amt
und Gassen gefat ind verbunden seynd / ind dasir wir andere

Amt und Gassen diese Verbundt Briefe mit unsern segell
besegelt hant / dat sich die jo denselben Amt und Gassen so
den sie verbunden seynd / behalten sollen / ind mit von ihn sigen
den noch brechen / so gehen Jhen mehr sich jo regieren und jo
halten / wie sie nur bey einander gefat ind geschriben stant /
sonder weberede.

Dort um dat die ungewemurliche Verbundt und alle ind jegli-
che Puncten darinn begriffen / unter uns the verstand gehalten
werden / ind ungewemurlich blyven / zu ewigen Tagen / So hant
wir sammentlich overdragen / ind Willen / dat alle die senge /
die mit en binnen Colnen wohnent / of bernachdals binnen
Colnen zu wohnen kommen / zu einigen Jhen / dat die binnen
den nachsten 24. Nachten / nae den des von ihn gesunden wird /
ein Amt off ein Gassen dieselben sollen / darzu sie sich halten ind
verbunden sollen / gleich wie andern darzu verbunden seynd / ind
wann sie sie alsbann also ein Amt off ein Gassen gefat hant /
als vurschreven steyt / so sollen sie vorch die selbe Verbundt und
alle ind jegliche Puncte darinne bescrieben / vurschreiben und ge-
lossen ihn guten treuen und na lieftlichen zu den heiligen schmecken /
vass / stede und unverbrudlichen zu halten / wie wir ind nahe in
diesem Verbundt-Briefe geschriben steyt / zu ewigen Tagen / son-
der Argeliff.

Were aber Sache dat jeman von uns Amt / Gassen / und
Gemeinden vurschreiben / off jeman anders / hie wir wie hie
were / mit of bernachdals zu einigen Jhen en buten Colne zu
wohnen kommen / so hant wir vertragen / dat die binnen in die-
sen selben Verbundt und nicht wider noch mehr verzoeh nach
verbunden seyn en fall / sonder Argeliff.

Und hant wir vertragen / dat wir ein Rath zur Zeit der Stede
von Coln / und wie alle andere Amt und Siegel an diesen
Brief gehangen hant / als ein jeglich von uns dieser Verbundt-
Brief eine mit der Stede weisse Siegel / und uns alle Amt und
Gassen Siegel besegelt hant / ind in unser Gewalt behalten
sollen / von Warte zu Warte inne haltende / so wir vor und na
da uns geschriben steyt.

Dort were Sach / dat einander dieser Verbundt-Briefe nun off
bernachdals zu einigen Jhen von ungeschickte off von einigen
andern Sachen wegen bey einigen uns vurs / Amt / Gassen /
len verwarlost / verbrannt / off an ihren Siegeln gequert / so-
triffen off jobroden wurde / dat Gott vor seye / das alsbann wir
andere Amt und Gassen vurschreiben / jo gesunden / ind beiten
des Amtes of der Gassen / die denselben Brief also verwarlost
hetten / einen andern Brief wider in des fall doin geben / schrei-
ben und besegelt sollen / in alle der Formen und Byss / so wie
byss Brief von Warte zu Warte inne helt und besegelt ist / son-
der Widerred / mehr doch nit Goff des Amtes of der Gassen
von uns die den vurschreven Brief also verwarlost hetten / son-
der Argeliff.

Alle und jegliche Puncte ind Gesehe vurs und nach in diesem
mit gawemurlichen Briefe geschriben / hant wir Burgermeistere
und Rath der Stadt von Coln vurschreiben / ind vort mit alle
den gheimen die zu uns verbunden und verzoeh seynd / ind wir mit
ihn / als vurschreiben steyt / sammentlichen und sonderlichen vurs
in guten gangen treuen verstanden geloset und geschert / ind nach
mit ogerechten Dingen lieftlichen und mulliglichen zu den
Zeigen geschworen / geloset / sieren und sieren overmit diesen
Brief / dat wir die gentlichen und unwohl / so wie die vurs und
nach in diesem selben Verbundt-Briefe klardlichen geschriben steyt /
vass / stede / und unverbrudlich halten / doin und volbrinnen
sollen / zu ewigen Tagen / ind darwider niet zu raden / so doin
noch jo sprechen / zu einigen Jhen / mit einiger Argeliff /
neuen Fanden / of gander behendich / die eracht sind / of
noch eracht werden mogen / in einiger Byss. Und um
dass dieselbe Verbundt und alle und jegliche puncta darinne
begriffen / in ganz vollkommener Moege und Macht zu einigen
Tagen / unter uns te verstand gehalten werden. Ind auch man
dieser Verbundt overmit uns und mit unsern Willen / Wissen
und volbert geschert / gesert / und geschriben geloset / gesert
und geschworen werden seynd. So haben wir Burgermeistere
und Rath vurschreiben in einer erklardt bestandigen aller vurs-
Sachen / unter unser weisse Siegel an diesen Brief been han-
gen. Ind wie alle andere Amt / Gassen / und Gemeinden
vurs / hant vort zu mehrer schickat und gonker vollkommener
Macht und sicherheit bys Verbundts / ind alle und jegliche puncta
darinne begriffen / mit uns aller Will / Willen und Gesehe /
unser Amt und Gassen Siegel vurs / ind auch zu beden
ind Gheimen der andere Amt und Gemeinde vurschreiben die
gene Siegel en hant und zu uns verbunden seynd / als vurs-
schreiben steyt / unterthuligen / als diesen Brief doin hangen
zu einigen Tagen / und wie alle andere Amt und Gemeinde vurs-
schreiben die gene Siegel en haben ind zu Amt und Gassen
die ihre Siegel hant / verzoeh und verbunden seynd / wie wir von
uns geschriben steyt / bekennen dat wir alle und jegliche Sach
und Puncten / in diesem Verbundt-Briefe geschriben / eine mit
den vurschreven Puncten und Sachen bys Verbundts einbrech-
lich gebrauchet / zu einigen Tagen / welche Siegel darinn zu un-
ser aller beden Gheimen an diesen Brief gehangen seynd / die ge-
ben und gewacht ist / in den Jaren unser Herr / da man schreibet
tausend drey hundert sech und neunzig Jar / uff des heiligen
Creutz-Tages den man zu Latine schreibet Exaltatio sec.

ANNO
1396.

CLXXXIII.

25. Oct. *Instrumentum Deditiois, quo salvis Juribus Imperii Romani, Dux, Consilium, & Officia Communis Januæ, Jura omnia Domini & Jurisdictionis que habent & habere possunt in se & sua, in CAROLUM VI. Francorum Regem suosque Successores transferunt. Actum Januæ in Palatio Anno Dominice Natiuitatis 1396. Indictione IV. secundum cursum Januæ die 25. Octobris. [Picce tirée des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin.] Cum ACCEPTATIONE & RATIFICATIONE Regis Parisiis in Consilio facta, & per Notarium Publicum Instrumentata Anno Natiuitatis Domini 1396. Indictione quinta (1), die verò undecima Decembris.*

In Nomine Domini Amen.

NOVERINT universi & singuli quod anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo nonagesimo sexto, Indictione quinta, die undecima mensis Decembris Serenissimo Principe & Domino nostro Domino CAROLO, Dei gratia, Francorum Rege, Consilium suum super infrascripto negotio, assistentibus sibi illustribus & præpõentibus Dominis Principibus, Johanne Bituricensi, Philippo Burgundie, Ludovico Borbonii Patris suis & Johanne Britannie Ducibus, Reverendissimisque Patribus & Magistris, Dominis, Prælati, Magnatibus & aliis Nobilibus Dominiis, & notabilibus Personis, quorum nomina inferius sunt subscripta, nobis Notariis Publicis, ad hæc vocatis, presentibus, tenenti in eodem Consilio, pro parte dicti Serenissimi Domini nostri Regis, propositum extitit: Quod cum Magnificus Vir Antoniotus, Adurnus Dux honorabilique Consilium Ancianorum, atque Officium Provisionis Civitatis & Communis Januensis, certis, iustis & rationabilibus causis ipsos ad hæc moventibus, & inter eos maturâ deliberatione digestis, eorumque & Civitatis prædictæ, sicut dicto Domino nostro Regi scripserant & intimaverant, evidentem utilitatem, tranquillitatem & Pacem concernentibus, ipsam Serenissimum Dominum nostrum Regem & Successores suos Reges Franciæ transferre se offerbant & volebant, sperantes sub suo regimine in bona fultitia & Pacis amicitia fore, idem Dominus noster Rex, pro se & dictis Successoribus suis, adumere, acceptare & recipere dignaretur, quique præfatus Dominus noster Rex præsentia & considerans & specialiter attendens, quot & quibus Franciæ, retroactis temporibus & Populus & Commune Januense græta plurimum, & adhuc impendere desiderabant, ut dicebant, & ob hoc præfatorum Ducis Ancianorum, & Officii Provisionis requisitioni obtemperare cupiens, ad tractandam super hoc cum prænominitis vel aliis ad hoc pro parte sua potestatem habentibus, certos suos solennes Ambasciatores & Procuratores Januam plures duxerat transmittendos: in quo quidem negotio in tantum processum extiterat, quod in dicta Civitate Januæ de mense Julii ultimo præteriti, inter Reverendum in Christo Patrem, & Dominum Dominum Petrum Episcopum Cheldensem, ac Dominum Franciscum Dominum Cassenatici & de Vitorio, Militem & Cambellanum, ac Petrum Beaulé utriusque Juris Professorem, ipsius Domini Regis Consiliarios, Ambasciatoresque, & Procuratores suos ex una parte, & præfatos Magnificum Antoniotum Adurnum Ducem, Consilium Ancianorum & Officia Provisionis, & Pacis dictæ Civitatis Januæ, ad hæc a dicto Communi specialem Balmum habentes ex altera, certa Capitula super dicta translatione Domini Civitatis Januensis & Districus Juriumque & pertinentiarum ejusdem per ipsos, Ducem, Consilium & Officia Civitatis Januæ, in ipsam Dominum Regem & Successores suos Franciæ Reges fenda, tractata & concordata fuerint. Quæ quidem Capitula pro tunc certis supervenientibus causis, minime formati potuerant, sed demum dicto Domino Cassenatici ac honorabilibus, & prudentibus Viris Domino Seifredo Chollen, Legum Doctore, & Arnulpho Boucheiri, Thesaurario Guerraum, Consiliariis & Subditis dicti Domini Regis tunc in partibus Lombardiæ

(1) Cette Date est fautive. On doit lire comme dans l'Instrument fait à Gènes, Indiction quarte. [Duc.]

ANNO
1396.

pro negotiis Regis existentibus ad requisitam dictorum Ducis, Consilii & Officiorum dicti Communis ad Civitatem Januæ accidentes, prædicti Domini Dux, Consilium & Officia dictæ Civitatis, nomine dicti Communis Januensis & in præsentia dictorum Dominorum Cassenatici, Seifredi & Thesaurarii, nomine ipsius Domini Regis & pro ipso & dictis suis Successoribus in Regno se ad hoc interponendum, agentium & recipientium de mense Octobris ultimo præteriti iam dictum Serenissimum Principem Dominum Carolum Regem, & ejus Successores Franciæ Reges elegerunt, habuerunt & tenerunt in verum Do nimum dictæ Civitatis Januæ, Districus, Territorii & pertinentiarum ejusdem ac in ipsos Dominum Regem, & dictos Successores suos transtulerunt, omne Jus, Proprietatem & Jurisdictionem, possessionem & præminetia & honoris quod habebant & habere poterant & possent quomodolibet in dicta Civitate, Districu, Territorio & pertinentiis Januæ ubique constitutis prout hæc omnia in dictis Capitulis concordatis, ut præfertur, & insertis in quodam Instrum-nto publico ad requisitionem dictorum Ducis, Consilii & Officii Provisionis & Pacis Communis Januæ die 25. mensis Octobris per Antonium de Credentia & Martinum Pelenchi Notarios publicos recepto, factò & signato plenius continetur: cujus tenor talis est.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris, Filii & Spiritus Sancti & ad Laudem & Gloriam ipsius, Beataque Mariæ Virginis Matris ejus & totius Curia celestis. Amen.

AD honorem, augmentum, & exaltationem Serenissimi & semper Illustris Principis & Domini Domini Caroli, Dei gratia, Francorum Regis, & ad pacem, tranquillitatem & bonum statum felicem Communis & Populi Januæ & ad laudem & honorem Illustris & Magnifici Domini Domini Antonoti Adurni, divinâ gratiâ Januæ Ducis, & Populi Defensoris & Consilii Ancianorum & omnium Civium & Individuum dicti Communis Januæ. Amen. Noscat Modernorum præsentis & futurorum posteritas non ignoret, quod ortis in Patria Januensi inter Januenses, hoste humani generis instigante, cujus nefas ingenium continâ seductione molitur ad suggerendum lites, & discordias seminandum, odiosis inimicitis, & partialibus Recloribus, & deinde Bellis Civilibus subsecutis, & proinde Januensis attritis pariter & afflictis in tantum quod de ipsius Patria civili exitio poterat, ob imminentes scandalorum afflictiones Proh! dolor! formidari, quod forte divina Justitia permittebat contra obfluentium delictorum ut bellorum flagellis emender pravorum hominum mores, præfatos Serenissimum Principes & Dominus Dominus Carolus, Dei gratia Francorum Rex, amencæ Pacis author, & sedulus exquisitor, ad præmissa exigens, per ipsos compassionis intentum & interponens suæ operose sollicitudinis incrementum ut, suffragantis Pacis auctore, Civiliu Bellorum scandalosa afflictio exularet, ut quod Belli Civilis calamitatem introductum extiterat, Pacis lenitate sopiretur: quodque ut ipse Serenissimus Rex, in promptioris sibi devotionis & amoris plenitudine Commune Januæ & singulos Januenses adstringat, & proinde sibi & Januensi Communitati prosperi status mutus proveniant incrementa, retroactis temporibus quamplurimum Oratores & Nuncios speciales prædictæ Pacis interpositione transmissit, & tandem accedentibus ad dictam Urbem spectabilis ac Magnifico Milite Domino Francisco Domino Cassenatici & Vivarii, Cambellano Regis, & egregio Legum Doctore Seifredo Tholoni, ac honorabili Viro Arnulpho Boucheiri Thesaurario Regis Subditis & Nunciis, prælibati Serenissimi Regis nomine, ad infrascripta se se interponentibus: Hinc est quod præfatus Illustris Dominus Dux in præsentia, consensu, voluntate sui venerabilis Consilii Dominorum decem & octo Ancianorum, Officii octo Provisionis & Officii octo Pacis & dicta Consilium & Officia, in præsentia, autoritate & decreto præfati Magnifici Domini Ducis, in quibus Consilio & Officio Provisionis interfuit plenus & totaliter sufficiens & legitimus numerus & quorum Ancianorum qui fuerunt, nomina sunt hæc:

Antonius de Saulo Prior, Laurentius Marcellus, Nicolaus de Pradis, Obertus Squarciaficus, Nicolaus de Pastino de Bavacio, Johannes Todifus de Arenano, Antonius de Fontanegro Notarius, Leo Faxanus, Bartholomæus Salmonita, Petrus Scotus, Dexoronus Bustarinus, Antonius de Valetarii, Petrus Dentatus, Johannes Brimis de Pulciferâ, Mattheus de Nigro, Lodivius

ANNO
1396.

Lodivus Pauzanus, Mattheus de Grollalo & Mattheus de Caodo.

Et dictorum Officialium octo Provisionis quæ inter fuerunt sunt hæc:

Antonius Beccarius Prior, Dominus Antonius Iustinianus Miles, Johannes de Trani, Stephanus Catancus, Dominus de Oria, Dominus Adurnus & Ducianus Spinola. Absente reliquo octavo videlicet Manuele de Robio propter infirmitatem, habentes ad infra scripta peragenda omnimodam & sufficientem Potestatem & Balliam tam ex eorum Officialium quam ex eorum Potestate & Ballia eisdem concessa conjunctim & divisim, juxta formam plurimum & diversorum Consiliorum Civium Januæ, diebus infra scriptis celebratorum de quibus apparet in Actis Cancellarie Publicæ. Uno videlicet XI. Novembris præscripto manu Antonii de Credentia, Notarii infra scripto; Alio 1396. die 7. Julii scripto manu Conradi Mazurii Notarii; Alio dicto 1396. die 8. dicti mensis Julii; Alio eodem 1396. die 9. ejusdem mensis Julii; Alio 13. mensis Septembris scripto manu dicti Antonii de Credentia Notarii infra scripti; Alio eodem 1396. die 19. mensis Septembris prædicti; Alio die nono præsentis mensis Octobris, & alio die 19. ejusdem præsentis mensis Octobris, supra dicti Mazurii Notarii manu scripto; Alio præsentis sæpe dicto anno 1396. die 22. dicti mensis præsentis Octobris; & alio die 23. prædicti mensis Octobris præsentem scripto manu sæpe dicti Antonii de Credentia Notarii. Quæ quidem Consilia fuerant, ut supra, more solito celebrata, prout in magnis & arduis negotiis, dicti Communis est fieri solitum & consuetum, & omni modo, viâ, jure & formâ, quibus melius & validius potuerunt & possunt conjunctim & divisim nomine & vice Communis Januæ, præcedentibus pluribus & diversis scripturis & tractatibus, inquisitionibus & deliberationibus super infra scriptis pro evidenti utilitate Communis Januæ celebrandis, ex una parte, & dicti spectabiles & Magnifici Miles Dominus Franciscus, Dominus Cassenatici & Vivarii, Cambellanus Regis, & egregius Doctor Dominus Siffridus Tholoni atque honorabilis Vir Arnulphus Bouchieri Thesaurarius Regis, Subditi & Nuncii præfati Serenissimi Regis, nomine & vice ejusdem Serenissimi Regis, ex parte altera, Sponte & ex eorum certa scientia, nullo duci errore, juri vel facti, ac omni metu, dolo, & fraude cessantibus, divinâ suffragante gratiâ, pervenerunt & sibi invicem dictis nominibus pervenisse consensu fuerant, solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus, per dictas Partes, & nos Notarios infra scriptos, officio publico stipulantes & recipientes nomine præfati Serenissimi Regis & Successorum in Regno ac Communis Januæ, ad infra scriptam electionem & translationem Domini Paçta, Conventions & Compositiones de quibus tenor sequitur in his verbis.

1. Primo videlicet quod salvis Juribus & Honoribus quæ & quod habet Sacrum Romanum Imperium in Civitate Januæ & Districtu, Dux & Consilium & Commune tam Nobilium & Popularium quam aliorum habitantium Civitatis Januæ, cujuscunque status, honoris, præminentie vel conditionis existant, in nostrorum Notariorum infra scriptorum præsentia stipulantium & recipientium vice & nomine præfati Serenissimi Regis & Successorum suorum in Regno, eligunt, habent, recipiunt, tenent & tenebunt jam dictum Serenissimum Principem & Dominum Dominum Carolum, Franciæ Regem, & Successores suos in Regno, verum Dominum dictæ Civitatis & Districtus, Territorii, & pertinentiarum ejusdem, & in ipsum Dominum Regem Francorum & Successores suos dictos in Regno & in nos Notarios publicos prædictos infra scriptos, stipulantes & solemniter recipientes vice & nomine Regis prædicti & Successorum suorum in Regno transtulerunt & transferunt omne Jus proprietatis & possessionis Domini, Jurisdictionis, præminentie, & honoris, quod habent & habere possunt, quomodolibet, in prædicta Civitate, Districtu, Territorio, & pertinentiis Januæ, ubiqueque suis & confutis, in modum & formam quæ infra sequuntur. Partes & concedentes præfati Illustris Dominus Dux, Consilium & Officia dicto nomine plenam & liberam potestatem, licentiam & auctoritatem præfato Serenissimo Domino Regi, seu ejus certo Nuncio vel Procuratori inde potestatem habenti, apprehendi, intrandi & recipiendi corporalem & actualem possessionem, vel quasi dicti Communis Januæ, Domini, Districtus, Territorii, & pertinentiarum ejusdem Jurisdictionis, pertinentie, honoris, & aliorum Jurium, in præfati Tractatu concessum & translatorum, si & quando sibi placebit & fuerit opportunum, constituentes ipsi Dominus Dux, Consilium & Officia,

ANNO
1396.

nomine quo supra, & de pacto expresso solemniter stipulato, inter Partes prædictas, penes nos Notarios infra scriptos, recipientes vice & nomine Serenissimi Regis præfati, & Successorum suorum in Regno, omnia jura præfato Serenissimo Regi in præfati Contractu translata, precario nomine dicti Serenissimi Regis & Successorum suorum in Regno interim possidere.

2. Item quod præfatus Rex & Successores sui in Regno quilibet in tempore suo ponet & instituet pro libitu suo voluntatis in dicta Civitate Gubernatorem, qui sit de Subditis Regis ultramontanis, qui accipiet & tenebit regimen dictæ Civitatis & Districtus nomine præfati Regis Domini Januæ pro ejus parte & Consilii Ancianorum mandata fiant, quod Gubernator & Anciani regant & gubernent Civitatem & Districtus ejus, nomine præfati Regis Domini Januæ, & ponant in dicta Civitate, Territorio & pertinentiis Potestates & alios Officiales, qui reddant justitiam unicuique secundum jura, usus, & consuetudines, ordinationes, & statuta Civitatis Januæ & Districtus, & qui Gubernator & Anciani nomine præfati Regis Januæ Domini, temporibus & terminis consuevis, eligant duodecim vel plures Cives, secundum quod eis videbitur, qui vocantur Anciani, qui sint tales, quales nunc sunt, & eorum Ancianorum Prior semper sit de parte Gbellina.

3. Et si contingat dictum Gubernatorem adeo graviter infirmari quod commode non possit vacare ad consulendum cum dictis Ancianis, vel quod aliqua causa quæ sibi & Ancianis videretur rationalis, vellet se absentare à dicta Civitate, tunc ex dictis causis vel altero eorum, possit eligere & dimittere alium loco sui de Subditis tamen Regis Ultramontanis.

4. Et si dictus Gubernator vel Locum tenens non velit vel possit esse in Consiliis, requisitus primò ab Ancianis quod tunc ex eo casu Anciani possint consulere & deliberare, consulta & deliberata per eos valeant & teneant, ac executioni mandentur quemadmodum si dictus Gubernator præfatus fuisset. Qui Gubernator vocetur Gubernator Regius, Communis & Populi Defensor, & habeat salarium Ducis & Officialis, teneat & familiam prout faciebat expensis suis.

5. Item quod Commune Januæ de cetero semper ad mandatum Regis habeat, teneat & tractabit pro inimicis quoscunque Inimicos Regis, cum quibus habeat Guerram, & contra omnes illos, cum quibus Rex & Successores sui haberent Guerram, prædictum Commune Januæ tenebitur facere, & facit Guerram tam per Terram quam per Mare, expensis tamen Regis ut ad dictam Guerram faciendam tenebitur readere navigia, gentes, & alia necessaria juxta possibilitatem Communis, expensis Regis, salvis Legibus & Conventionibus quas Commune Januæ habet cum Imperatore Romanorum & Rege Cyprî.

6. Item quod Januenses in locis honorabilibus & ordinatis & Galeis & ceteris Navigiis portabant in uno vexillo arma Regis Franciæ ab uno latere, & arma Imperii ab altero, non removendo propterea arma Communis Januæ a locis consuevis.

7. Item quod Commune Januæ seu Syndici dicti Communis ab ipso Communi potestatem habentes nomine Communis Januæ, & Januenses faciant sacramentum fidelitatis dicto Domino Carolo Regi Francorum, & suis Successoribus in Regno, seu Gubernatori aut alteri nomine Regis quod dictum Commune & Januenses erunt boni & legales Regi Franciæ & Successoribus in Regno, & eisdem bene & legaliter observabunt præmissa, & renovabunt dictum sacramentum semper ad requisitionem Regis vel Gubernatoris sui.

8. Item quod Cives districtuales Januæ exhibere debeant Gubernatori Regis illos honores, obedientiam, & reverentiam quos & quas facere & exhibere eorum Duci consueverunt & quod dictus Gubernator in ipsos habeat imponere, & coercionem omnimodam quam in ipsos habere consueverunt Duces.

9. Item præfati Domini, Dux, Consilium & Officia dicti Communis Januæ promittunt bona fide, Dominum Regem & Successores suos in Regno mantenere & defendere & tueri pro posse in Juribus, possessione Domini, Jurium & Jurisdictione, in præfati translatione concessorum & translationum contra quoscunque, nemine excepto cujuscunque gradus, dignitatis, vel præminentie existat.

10. Item quod præfati translatione Domini dictum Commune Januæ consilium ponere teneatur realiter & de facto in manibus Regis Domini Januæ dicti Gubernatoris Regis, seu alterius, nomine Regis, octo Castella, seu Fortalitia, dicti Communis, videlicet Castrum Vultabii, Castrum Novaram, Castrum Unade, Castrum Stella, Castrum Vinicelli, in manu Communis existen-

ANNO
1396.

250

CORPS DIPLOMATIQUE

ANNO
1396.

erilentia, nec non duos Portus pro uno & Castrum Gavii extra manum Communis Januæ exilentia, quam cito erunt in manu Communis, vel quam primum præfatus Dominus Rex ipsa recuperaverit. Quo casu brevi manu intelliguntur esse posita in manu Regis per dictum Commune. In quibus quidem octo Caltris Rex, vel alius nomine ipsius, ponat Castellanos de Subditis Regis Franciæ Ultramontanis & custodiant dicta octo Caltra seu Fortalitia, expensis dicti Communis pro custodia dictorum Castrorum dari consuetis. Qui Castellani jurent in introitu sui Officii facere honorem & favorem dicti Communis & pro Communi contra quoscunque inobedientes seu rebelles, sive inimicos Communis Januæ, salvo semper & reservato juramento præstando seu præstatio Regi seu Officialibus suis, in ceteris autem Caltris seu Fortalitis dicti Communis ponantur Castellani & Custodes tales de quibus videbitur dicti Gubernatori & Ancianis. Qui quidem Custodes & Castellani in introitu sui Officii, datâ cautione consuetâ, præstent Juramentum in manu Gubernatoris, vel ipsius Locum tenentium, quod si aliqua novitas fieret aut insurgeret in Civitate aut Districtu contra Regem, Dominum Januæ, aut præsentem Pacationem, dicti Castellani & Custodes dictorum Castrorum & Fortalitiorum se tenebunt pro Domino Rege & suis Officialibus contra quoscunque insurgentes, & in casu quod dicta novitas fieret in Civitate vel per Civitatem Januensem contra Regem seu ejus Statum aut Dominium, ut supra eadem Caltra seu Fortalitia in manibus Domini Regis seu ejus Gubernatoris vel alterius, nomine Regis, ponere tenebuntur exponere realiter & cum effectu, omni excusatione cessante.

11. Vice versâ præfati speciales Domini, Franciscus Siffredus & Arnulphus, conveniunt post stipulationem solemnem Magnifico Domino Duci, Consilio, & Officiali, & nobis dictis Notariis publicis stipulantibus & recipientibus vice & nomine dicti Communis, quod præfatus Serenissimus Rex & Successores sui in Regno promittit defendere Civitatem & Districtum Januæ & quoscunque Januenses Districtuales & eorum bona ac statum Communis & Populi a quibuscunque injuriis & violentiis iis illatis vel factis, ipsosque & eorum bona salvare & manu tenere pro posse bonâ fide, & quemadmodum quisque verus & bonus Dominus suos Subditos & fideles defendere & tueri tenetur.

12. Item quod omnes & singulos Subditos, Vassallos & Conventionatos dictæ Civitatis & Communis Januæ, ac Civitatis, Caltra, Loca, & Jura quæ a quatuor annis circa mare ab obedientia dictæ Civitatis & Communis Januæ se subtraxerunt & subtrahunt, sive subtraxerint, subtrahant vel subtrahant fuerint, præfatus Rex Dominus Januæ pro suo posse & bonâ fide, per bonos, opportunos & expeditos modos ad obedientiam & subjectionem dictæ Civitatis & Communis Januæ quibus erant ante subtrahentem prædictam reduci faciet, quam citius fieri poterit etiam per potentiam armorum si opus fuerit.

13. Item quod præfatus Serenissimus Rex & Successores sui in Regno, dictam Civitatem Januensem, Districtum, Territorium, & pertinentias ejusdem nec aliquam partem, seu Dominium, vel possessionem seu Jura earundem sibi tradita non alienabit, nec in alium transferet quovis titulo seu modo, nec etiam a Jurisdictione, obedientia, & Gubernatione Civitatis prædictæ quomodolibet separabit, & quod in Civitate Januæ prædicta, Districtu, seu pertinentiis ejusdem seu in Civibus vel Districtualibus ipsis non imponet, nec imponi faciet, per se vel per alios, aliquam collectam daticam seu anaxiam, realem seu personalem vel mixtam, nec aliquam angariam, nec etiam aliquam gabellam, seu quocunque nomine censeantur vel nuncupentur exceptis omnibus supra specificatis, & etiam quod aliquos redditus Civitatis Januæ vel Districtus, vel pertinentiarum non percipiet per se vel per alios quovismodo, exceptis salario Gubernatoris & expensis Custodiæ Castrorum supra specificatorum, & quod Terras & Loca, Jura & redditus atque bona quoscunque Communis Januæ ad obedientiam & utilitatem dictæ Civitatis & Communis Januæ manutenebit & salvabit pro posse & bonâ fide.

14. Item quod si præfatus Serenissimus Rex vel Successores sui in Regno faciet vel facient Pacem seu Treugam cum aliquo ex inimicis suis, quod Civitas Januæ & Januenses in dicta Pace seu Treuga erunt inclusi.

15. Item quod Gubernator & Gubernatores venturi jurabunt in introitu sui Officii, servare omnia supra & infra scripta singulis referendo, ac suum Officium bene & fideliter exercere, & honorem Regis, utilitatem & commodum Communis facere & procura-

re ac Jura dicti Communis defendere, salvare, & manu tenere, & ita dicti Ancianis jurabunt in manu Gubernatoris, & omnes Officialis dicti Communis.

16. Item quod omnes & singuli Januenses & Januæ Districtuales de cetero possint ire, stare, negotiari, & mercari, frui, & gaudere iisdem Privilegiis & Libertatibus, Franchisiis, & Universitatibus in omnibus Terris & Locis subditis dicto Regi quibus utuntur & gaudent Subditi dicti Regis & undecunque sint.

17. Item quod, durante præsentis Schismate, præfatus Serenissimus Rex non cogat Januenses in aliquo de facto Ecclesiæ contra eorum opinionem.

18. Item quod præfatus Serenissimus Rex dabit favorem possibilem & honestum, sine expensis, Communi Januæ & Januensibus, ad recuperationem & satisfactionem consequendam omnium & singulorum bonorum, rerum & Jurium in Commune Januæ & Januensium tam ante rebellionem quam post quomodocumque proventorum, etiam ac bonorum, & rerum ablatorum seu ablatorum Januensium seu Communis prædicti in Savona, cum, verâ vice, dictum Commune Januæ & Januensium offerant se paratos facere similem restitutionem & satisfactionem Savonensibus ante dictis realiter & cum effectu.

19. Item quod Serenissimus Rex pro se & Successoribus suis in Regno prædicta omnia & singula attendet & observabit, non contrariet vel veniet quovis modo, ipse vel Successores sui, nec alius pro eis.

20. Item non obstantibus prædictis actum est inter Partes quod præfatus Serenissimus Rex vel alius seu alii pro eo inde potestatem habentes possint seu possint eligere in Gubernatorem Regium Dominum Antoniotum Adurnum nunc Ducem Januensem, usque ad beneplacitum Regis.

21. Et est actum & solemniter conventum inter dictas Partes in præfati Instrumento & qualibet parte ipsius, tam in principio quam in fine non obstantibus aliquibus supra vel infra scriptis cum aliter præfatus translatio & contractus facta & factus non fuissent, quod quia præfati Domini Franciscus Siffredus & Arnulphus non habent à Serenissimo Rege potestatem sufficientem ad faciendum contenta in præfati Instrumento, quod nisi præfatus Serenissimus Rex infra menses tres proxime venturos, per publicum, solemne, & efficax Instrumentum, cum solemnitatibus debitis & opportunis habendum & consignandum in publicam formam, præfato Domino Duci & Consilio ratificaverit & approbaverit & se solemniter obligaverit de attendendo & observando omnia & singula contenta in præfati Instrumento & omnia & singula promissa per ipsos Dominos Franciscum Siffredum & Arnulphum vel quod infra tempus prædictum præfatus Serenissimus Rex miserit personam, vel personas habentem vel habentes sufficientem baliam & potestatem ab ipso Serenissimo Rege, qui firmabit & de novo (a) fecit prædictas Compositiones, Conventiones, & Pacta infra tempus prædictum, & nullius valoris, efficaciz vel momenti.

22. Item est actum simul & conventum quod non obstantibus his quæ dicta sunt de traditione dictorum Castrorum fienda dicto Serenissimo Regi seu alii pro eo, quod interim & donec per personam vel personas habentem seu habentes baliam & sufficientem potestatem fuerint prædicta Conventiones & Pacta firmata, & de novo facta, prout supra, dicta Caltra Vultabii, Unade, Stellæ, Vinicelli in manibus Communis existentia, deponi debeant in manus & virtutem egregiæ & potentis Viri Domini Caroli Marchionis de Carreto qui prædicta Caltra teneat in depositum, sub modo & forma scriptis, & ita se debeat obligare dictus Dominus Carolus per publicum Instrumentum videlicet quod factâ ratificatione prædicta seu prædictorum de novo factorum infra dictum tempus, ea dare & tradere debeat dictis Dominis Carolus præfatus Serenissimo Regi seu legitimæ personæ pro eo & eidem possessionem vacuum & expeditam tradere dictorum Castrorum in observatione & pro observatione præsentis Contractus & dictæ ratificationis vel firmationis seu prædicti Pacti; & Conventionis de novo non facta, infra dictum tempus, prout supra, debeat dictus Dominus Carolus dicta Caltra restituere & tradere præfatis Magnifico Domino Duci & Consilio suo seu Communi Januæ seu legitimæ personæ pro ipso.

23. Item est actum & solemniter conventum inter dictas Partes in præfati Instrumento, & qualibet parte ipsius, tam in principio, medio, quam in fine, cum aliter præfatus translatio & contractus facta & factus non fuissent, quod non obstantibus aliquibus supra vel infra scriptis, & specialiter dictâ translatione Domini, potestatis & possessionis apprehensione, ut in primo Capitulo

(a) On plus
faciet.

ANNO
1396.

pirulo continetur, & non obstantibus, quod prefatus Illustris Dominus, Consilium & Officia predicta constituerit precario nomine possidere, ut supra, quod interim donec fuerit predicta Ratificatio facta & predicta Ratificationem instrumentum ut supra dictum est, vel donec dicta Conventiones & Pacta fuerint firmata vel de novo facta per personam vel personas habentem vel habentes potestatem, ut supra, quod prefatus Illustris Dominus Dux & ejus Consilium possint & debeant regere & gubernare Civitatem Januæ & Districtum per se vel per alios Officiales, prout, sicut, & secundum quod faciunt presentia littere & facere consueverunt, ita quod per predictum interim usque ad Ratificationem, ut supra, sciendam vel novam Capitulum superius nominatorum firmationem ut supra in nihilo prejudicetur ac deroget regimini prefati Illustris Domini Ducis & reliquorum Officialium Civitatis & Communis Januæ.

Quæ omnia & singula premissa ut supra scripta sub Pactis, formis, modis, conditionibus & conventionibus supradictis D. Dux, Anciani, & Officia, dictis omnibus predictis Dominis Francisco Siffredo & Arnulpho, nec non nobis Notariis Publicis infra scriptis, ut publicis personis stipulantibus & recipientibus vice & nomine prefati Serenissimi Francorum Regis, Hæredum & Successorum suorum in Regno, attendere, complere, & inviolabiliter observare, contraque non facere aut dicere per se aut penales personas inpositas, de Jure vel de facto, aliquo ingenio, aliqua via, occasione, ratione seu causa, bona fide promitterent & ad sancta Dei Evangelia per ipsos & in ipsorum animas corporaliter manu tactis Scripturis juraverunt sub obligatione bonorum dicti Communis Januæ, presentium & futurorum, Districtus & pertinentiarum ejusdem, & sub omni Jure & facti ad hoc necessariâ renunciatione pariter & cautela est. Quam quidem stipulationem & Juramenta predicta dictæ Partes in singulis Capitulis supra dictis voluerunt habere per expressis & specialiter repetitis.

De quibus omnibus & singulis supra dictis predictæ Partes, & earum quælibet petierunt, mandaverunt, & rogaverunt fieri unum vel plura Instrumentum vel Instrumenta ejusdem tenoris per nos Martinum Polenchii Gapineensis Diocesis Notarium Publicum & Imperialem & Antonium de Credentia Notarium & Communis Januæ Cancellarium & quælibet nostrum ad dictam sententiam facti substantiam in aliquo non mutare. Ad hæc, lecta, publicata fuerunt predicta in Palatio Communis Januæ in quo habet prefatus Dominus Dux vitæ Terræ anno Domini Nativitatis 1396. Indictione IV. secundum cursum Januæ, die 25. mensis Octobris, presentibus Dominis Georgio Aduano, Germano dicti Domini Ducis; Domino Emanuele Grillo, Juri utriusque Doctore; Do. Gabriele de Castellione, Legum Doctore; Do. Siffredo de Tholacis, Milite; Johanne Pallido, Cive Aostensi; Joanne Armerici, Cive Albigenensi; Conrado Maruccio, Notario & Communis Januæ Cancellario; Guicaldo Spinula de Luculo, Filio Domini de Lucheren; Joanne Culdaye, Cive Parisiensi; Francisco Alunchaud; Symoneto Symno; & Mattheo Gavono de Servitine; Symoneto de Seradio, testibus ad premissa vocatis.

Ego Antonius de Credentia, quondam Conradi, publicus autoritate Imperiali Notarius & supra dictorum Magnifici Domini Ducis, Consilii & Communis Januæ Cancellarius, predictis omnibus, dum sic agerentur & fierent, interfui, & rogatus una cum supra scripto Notario prefatus interfui, subscriptum Instrumentum composui & scripsi, meque subscripsi & publicavi cum signo & nomine meo in Instrumentis apponi solito, in testimonium premisorum.

Ego Martinus Pellenchii Clericus Guauxensis Diocesis autoritate Apostolica & Imperiali Notarius, supradictis omnibus interfui, & una cum supra scripto Notario, Antonio de Credentia, prescriptum Instrumentum composui, ideo me scripsi cum signo & nomine meis Instrumentis apponi solitis ad veriorem corroboracionis plenitudinem omnium premisorum.

Quæ quidem propositione sic lecta idem Serenissimus Dominus noster Rex, lecto & ad plenam expositio in sua presentia dicto Instrumento, habitisque super his deliberatione & consilio maturo cum dictis Dominis Patris suis ceterisque in dicto Consilio tunc astantibus, quorum nomina inferius, ut præfertur, scripta sunt super hujusmodi negotio Electionis dicti Domini, Civitatis Januæ, Districtusque, Territorii & pertinentiarum ejusdem ubique constitutarum de se & dictis Successoribus Regibus Franciæ ac translationem in ipsum & dictos Ducem & Consilium & Officia Commu-

nis Januæ ad hoc, ut præfertur, potestatem & bailiam specialem habentes, pro se & dictis suis Successoribus, Franciæ Regibus, factâ consideratione servitiorum sibi & Progenitoribus suis retroactis temporibus per Populum & Commune Januensium multipliciter exhibitum, quorum memoria sit semper aspectibus refrigerata, eorum requeis super hoc, ut præmittitur, pluries sibi factis favorabiliter annuens, grater acceptavit & acceptat, recepti & recipit & Tractatum predictum & omnia & singula in ipsis Capitulis contenta ratificavit ac etiam approbavit, promittitque idem Dominus noster Rex pro se & dictis Successoribus suis in verbo & fide Regis nobis Notariis Publicis infra scriptis & publicis personis vice & nomine & ad opus dictorum Ducis, Consilii, & Officiorum dicti Communis & omnium Civium & Districtualium dictæ Civitatis Januensium omniumque aliorum & singulorum quorum interesse poterit in futurum stipulantium & recipientium omnia & singula in dictis Capitulis contenta & declarata, juxtaque formam ipsam ipsorum Capitulorum tenetur & prout predictas Gentes suas cum dictis Duce, Consiliis & Officiis juxta contenta in dictis Capitulis tractatum, concordatum, & promissum existit, tenere, complere, & firmiter & inviolabiliter nuncupare, & nunquam contra facere vel venire per se, vel per alium seu alios quovis modo, sequæ ad hoc idem Dominus Rex, Hæredesque & Successores suos Reges Franciæ ac bona sua Hæredumque & Successorum suorum, mobilia & immobilia, presentia & futura, dictis Duci, Consilio & Officiis, nobisque Notariis Publicis stipulantibus & recipientibus prout supra, specialiter & efficaciter obligando, cum & sub omnium juris & facti renunciatione, pariter & cautela; de quibus acceptatione, receptione, ratificatione, & approbatione dictus Dominus noster Rex præcepit nobis Notariis Publicis infra scriptis, & voluit per nos fieri unum vel plura Instrumenta publica.

Facta fuerant, acceptatio, receptio, ratificatio & approbatio predictorum per ipsum Dominum nostrum Regem Parisiis, in Domo Regia, situata in quadam Camera Parlamenti, Anno, Indictione, die & mense quibus supra, adstantibus ibidem & presentibus Dominis Duclibus supradictis, nec non Reverendissimis in Christo Patribus Dominis Simone Patriarcha Alexandrino, Johanne Archiepiscopo Bisuntino, Nicolao Baccenensi, Philippo Novionensi, Michaele Antiodoniensi, Ludovico Beluacensi & Johanne Aretensi Episcopis, Illustribusque, Magnificis & Nobilibus Viris Petro de Navarra, Valeramo S. Pauli, & Johanne de Sacro Casare Comitibus, Amadeo Domino de Lebreto, Arnoldo de Corbeja, Cancellario Franciæ, Guillelmo Vicecomiti Meloduni, Petro Domino de Giat, Guillelmo Martelli, Joanne de Burlio, Hercule le Cocq & Americo de Hordeomonte Militibus, nec non venerabilibus Viris Magistris Odoardo de Molino, Petro Antifabri, Joanne de Popincourt, pluribusque aliis Testibus ad premissa vocatis.

Ego Johannes de Monerolio Præpositus Insulensis Apostolicæ Regiæque autoritate Notarius premissis acceptationi, receptioni, ratificationi, promissionibus, omnibusque aliis & singulis, dum per prefatum Dominum nostrum Regem & aliis, ut supra expressum est, designatis cum prænominatis Reverendissimis ac Magnificis Testibus interfui, eaque vidi & audiui & ad ipsius Domini Regis nostri jussionem in hanc publicam formam alienâ manu scriptam per supra scriptum Notarium & me redacta sunt, perindeque publico Instrumento nomen, signum meum, quo uti soleo in talibus, apposui, ut testimonium & fidem facerem de premissis.

CLXXXIV.

Ejusdem Instrumenti aliud Exemplum. Nec non 25. Oct.

ACCEPTATIONIS Regiæ in Consilio placitæ Anno Nativitatis 1396. Indictione V. die 11. Decembris. Cum alia RATIFICATIONE Regiæ, per Litteras Patentes factâ, eodem die & loco, nimirum Parisiis, Anno 1396. die undecima Decembris. [LE NOBLE, Relation de l'Etat de Gènes, pag. 108. en Latin avec une Traduction Française.]

In Nomine Domini, Amen;

Noverint universi, & singuli, quod anno à Nativitate Domini 1396. Indictione quinta, die 11. Decembris,

ANNO
1396.

ANNO cembri, Serenissimo Principe, & Domino nostro D.
1396. Karolo Dei gratia Francorum Rege, Consilium suum

& Potentibus Principibus, & D. D. nostris D. D. Joanne Biturigen. Philippo Burgundia, Ludovico Borbonii Patris suis, & Joanne Britanni Ducibus; Reverendissimisque Patribus, & Magistris D. D. Prelatis, Magnatibus, & aliis Nobilibus Dominis, & notabilibus Personis, quorum nomina inferius sunt subscripta: Nobis Notariis Publicis ad hæc vocatis, & presentibus, tenente, in eodem Consilio pro parte dicti Serenissimi D. nostri Regis propositum existit. Quod, cum Magnificus Vir Antoniquus Adurnus honorabilique Consilium Ancianorum, ac Officium Provisionis Civitatis, & Communis Jannensis, certis, iustis, & rationabilibus causis, ipsos ad hoc moventibus, & inter eos maturâ deliberatione digestis; eorumque, & Civitatis prædictæ, sicut dicto D. nostro Regi pluries scriperant, & intimaverant evidentem Utilitatem, Tranquillitatem, & Pacem continentibus ipsum Serenissimum Dominum nostrum vicibus literatis requisivissent, ut Dominum dictæ Civitatis Januæ, Districtus, Territorii, & pertinentiarum ejusdem, quod in dictum Dominum nostrum Regem, & Successores suos Reges Franciæ transferre se offerbant, & volebant, sperantes sub suo regimine in bona justitia, & Pacis amentate fore; idem Dominus noster Rex pro se, & dictis Successoribus suis assensere, acceptare, & recipere dignaretur; quique præfatus noster Rex præmissa considerans, & specialiter attendens, quod sibi, & Domini Franciæ retroactis temporibus, & Populus, & Commune Jannense grata plurimum utilitatem, & notabilia Servitia in Guerris Regni sui, & aliis plurimodè sinceris affectibus impenderunt, & adhuc impendere desiderabant, ut dicebant; & ob hoc præfatorum Ducis, Ancianorum, & Officii Provisionis, requisitioni obtemperare cupiens, ad tractandum super hoc cum prænominationis, vel aliis ad hoc pro parte sua potestatem habentibus, certos suos solemnes Ambaxiatores, & Procuratores Januam pluries duxerat transmittendos: in quo quidem negotio in tantum processum extiterat, quod in dicta Civitate Januæ, de mense Julii ultimo præteriti inter R. in Christo Patrem & D. D. Petrum Episcopum Meldensem, ac Dominos Franciscum Cassenatici, & de Viario Militem, & Cambellanum, ac Petrum Beauble utriusque Juris Professore ipsius Domini Regis Consiliarios Ambaxiatoresque, & Procuratores suos ex una parte; præfatos Magnificum Anthoniolum Ducem, Consilium Ancianorum, & Officia Provisionis & Pacis dictæ Civitatis Januæ ad hæc dicta Communi Bailliam specialem habentes, ex altera, certis Capitula super dicta translatione Domini Civitatis Jannensis, & Districtum, Juris, & pertinentiarum ejusdem per ipsum Ducem, Consilium, & Officia Civitatis Januæ in ipsum Dominum Regem, & Successores suos Franciæ Reges fidele tractata, & concordata fuerint; que quidem Capitula pro tunc certis causis supervenientibus minime firmare poterant; sed demum dicto Domino Cassenatici, ac honorabilibus, & prudentibus Viris Domino Siffredo Tholone Legum Doctore, Arnulpho Boucherii Thesaurario Guernarum, Consiliariis, & Subditis dicti Domini Regis, tunc in partibus Lombardiæ pro negotiis Regis existentibus ad requestum dictorum Ducis, Consilii, & Officiorum dicti Communis ad Civitatem Januæ accedentes, prædicti Domini, Dux, Consilium, & Officia dictæ Civitatis, nomine dicti Communis Jannensis; & in presentia dictorum D. Cassenatici, Siffredi, & Thesaurarii, nomine ipsius Regis, & pro ipso, & suis dictis Successoribus in Regno, se ad hoc interponendum, & agentium, & recipientium de mense Octobris ultimo præteriti. Jam dictum Serenissimum Principem D. Karolum Regem, & Successores suos Franciæ Reges elegerunt, habuerunt, & teneant in verum Dominum dictæ Civitatis Januæ, Districtus, & Territorii, & pertinentiarum ejusdem, ac in ipsum D. Regem, & dictos Successores suos transtulerunt omne Jus, proprietatem, & possessionem Jurisdictionis, & preeminentiæ & honoris, quod habebant, & habere poterant; & possent, quomodolibet in dictis Civitate, Districtu, Territorio, & pertinentiis Januæ ubicunque constitutis prout hæc omnia in dictis Capitulis concordatis, ut præfatur, & insertis in quodam Instrumento publico ad regulacionem dictorum Ducis, Consilii, & Officii Provisionis, & Pacis Communis Januæ vigesima quinta die dicti mensis Octobris per Antonium de Credentia, & Marinum Pellencii Notarios Publicos, recepto, facto, & signato plenius continetur: cujus Instrumenti tenor talis est.

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis, Patris, Filii, & Spiritus Sancti, & ad laudem, & gloriam ipsius Beateque Virginis Mariæ Matris ejus, & tamen
ANNO 1396.

AD honorem, exaltationem, & augmentum Serenissimi, & super Illustri Principis & D. D. Karoli Dei gratia Francorum Regis, & ad pacem, tranquillitatem, & bonum statum felicem Communis, & Populi Januæ, & ad laudem, & honorem Illustri, & Magnifici D. D. Anthonioli Adurni divina gratia Januæ Ducis, & Populi Defensoris, & Consilii Ancianorum, & omnium Civium, & Districtualium dicti Communis Januæ, Amen. Noscat modernorum presentia, & futurorum posteritas non ignorare, quod ortis in Patria Jannensi inter Jaqueles, hoste humani Generis instigante, cujus nephas ingenium continua seductione molitur, ad suggerendum lites, & discordias seminandum odiosis inimicis, & partialibus Recltoribus, ac inde Bellis Civilibus subleccis, & proinde Jannensibus autilis, pariter & afflictis, in tantum, quod de ipsius Patriæ civili exitio poterat ob imminentes scandalorum afflictiones proh dolor formidari, quod fortè Divina Justitia permittebat contra obstinantiam delictorum, ut Bellorum flagellis emendaret hominum praves mores; præfatus Serenissimus Princeps, & D. D. Karolus Dei gratia Francorum Rex amantè Pacis author, & sedulus exquisitor, ad præmissa cogens per ipsius compassionis intentum, & interponens suæ operose sollicitudinis incrementum, ut, suffragante Pacis author, Civiliam Bellorum scandala lora afflictio exularet, ac quod Belli Civis calamitate introductum extiterat, Pacis lenitate sopiretur; quodque & ipse Serenissimus Rex in promptioribus sui devotionis, & amoris plenitudine Commune Januæ, & singulos Jannenses alstringat, & proinde sibi, & Jannensis Communitatis prosperi status mutua proveniant incrementa, retroactis temporibus, quamplures notabiles Oratores, & Nuncios speciales pro dicta Pacis interpositione transmissit, & tandem accedentibus ad dictam Urbem spectabili, & Magnifico Milite D. Francisco Domino Cassenatici, & Viniaci Cambellanæ Regio, & egregio Legum Doctore D. Siffredo Tholoni, ac Honorabili Viro Arnulpho Boucherii Thesaurario Regio, Subditis, & Nunciis prælati Serenissimi Regis, ac Regio nomine ad infra scripta se interponendum, hinc est, quod præfatus Illustri D. Dux in presentia, consensu, & voluntate sui Venerabilis Consilii Dominorum decem octo Ancianorum, ac Offici octo Provisionis, & Offici octo Pacis, & dicta Consilium, & Officia in presentia, autoritate, & decreto præfati Magnifici D. Ducis in quibus Consilio, & Officio Provisionis interitui plenus, & totaliter, ac sufficiens numerus, & in dicto Officio octo Pacis interitui sufficiens, & legitimus numerus, & quorum Ancianorum, qui interfuerunt, nomina sunt hæc: Antonius de Paulo Prior, Laurentius Marcellus, Nicolaus de Predis, Ubertus squarzafeus, Nicolaus de Passino, de Bavocio, Joannes Thodifus de Arzenzo, Antonius de Fontanegro Notarius, Leo Farinus, Bartholomæus Salmonica, Petrus Scotus, Dexterinus Bustrarius; Antonius de Valerari, Petrus Dentatus, Joannes Brimis de Bulciferia, Mathæus de Nigro, Lodovicus Pauzanus, Manfredus de Grollallo, & Mathæus de Carto; & dictorum Officialium octo Provisionis qui interfuerunt, nomina sunt hæc: Dominus Georgius Honestus Legum Doctor, Dominus Segnatus de Nigro Juris utriusque Doctor, Lucianus Panicus, Dominicus Becarius, D. Luchi Upperinus de Cazanæ, Manuel de Grafulis, Thomas Catheneus, & Petrus de Persio. Et nomina Officialium de dicto Officio octo Pacis, qui etiam interfuerunt, sunt hæc: Antonius Becarius Prior, D. Antonius Justinianus Miles, Joannes de Trani, Stephanus Cattaneus, Dominicus de Aurla, Dominus Adurnus, & Duclanus Spinula, absente reliquo octavo videlicet Manuele de Robio, propter infirmitatem, habentes ad infra scripta peragenda omnimodam, & sufficientem Potestatem, & Bailliam, tam ex eorum Officiis, quam ex Potestate, & Baillia eisdem concessa conjunctam, & divivam, juxta formam plurium, & diversorum Consiliorum, Civium Januæ diebus infra scriptis celebratorum, de quibus apparet in Actis cancellariæ Ducalis anno videlicet 1396. 11. Junii præscripto manu Antonii de Credentia Notarii infra scripti, alio 1396. die 7. Julii scripto manu Conradi Muzurri Notarii, alio dicto 1396. die 8. dicti mensis Julii, alio eodem 1396. die 9. ejusdem mensis Julii, alio die 13. mensis Septembris dicti anni 1396. alio 16. ejusdem mensis Septembris scripto manu dicti Antonii de Credentia Notarii infra scripti, alio eodem 1396. die 19. mensis

ANNO
1396.

mensis Septembris prædicti, alio die 9. mensis præsentis Octobris & alio die 19. mensis ejusdem Octobris præsentis scripto manu supradicti Conradi Mazurii Notarii, alio præsentis sæpe dicto anno die 22. dicti mensis præsentis Octobris, & alio die 23. dicti mensis Octobris præsentis scripto manu sæpe dicti Antonii de Credentia Notarii, quæ quidem Consilia, ut supra, fuerunt more solito celebrata, prout in magnis, & arduis negotiis dicti Communis est fieri solitum, & consuetum, & omni modo, via, jure, & formâ quibus melius, & validius poterunt, & possunt conjunctim & divisim, nomine & vice Communis Januæ, præcedentibus pluribus, & diversis scripturis, & tractatibus, Inquisitionibus, & deliberationibus super infra scriptis, pro evidenti utilitate Communis Januæ celebrandis ex una parte, & supra scripti Spectabilis, & Magnificus Miles D. Franciscus, Dominus Cassenatici, & Vinia-ci, Cambellanus Regius, & egregius Legum Doctor, D. Siffredus Tholoni, ac Honorabilis Vir Arnulphus Boucherii Thesaurarius Regius, Subditi, & Nunci præfati Sereniff. Regis ex parte altera, sponte & ex eorum certa scientia, nullo duci errore juris, vel facti, ac omni metu, dolo, & fraude cessantibus, Divinâ gratiâ suffragante, pervenerunt, & sibi invicem dictis nominibus pervenisse confessi fuerunt, solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus per dictas Partes, & nos Notarios infra scriptos Officio publico stipulantium, & recipientium nomine præfati Sereniff. Regis, & Successorum in Regno, ac Communis Januæ, ad infra scriptam electionem, & translationem Domini, hæc, Conventions, & Compositiones de quibus tenor sequitur in his verbis.

Primo videlicet quod, salvis Juribus, & Honoribus, quæ, & quos habet Sacrum Romanum Imperium in Civitate Januæ, & Districtu, Dux, & Consilium, ac Commune, tam nobilium, & popularium, quàm aliorum habitantium Civitatis Januæ, cujuscumque statûs, honoris, præminentiæ, vel conditionis existant, in nostrum Notariorum infra scriptorum præsentia stipulantium, & recipientium tanquam publicarum Personarum, vice & nomine præfati Sereniff. Regis, & Successorum suorum in Regno, eligunt, habent, recipient, tenent, & tenebunt jam dictum Serenissimum Principem & D. D. KAROLUM Regem Francorum, & Successores suos in Regno in verum Dominum dictæ Civitatis, & Districtus, Territorii, & pertinentiarum ejusdem, & in ipsum Dominum Regem Francorum, & dictos Successores suos in Regno, & in nos dictos Notarios publicos infra scriptos stipulantes, & solemniter recipientes, vice, & nomine Regio prædicto, & Successorum suorum in Regno, transulerunt, & transferunt omne Jus proprietatis, & possessionis, Domini, & Jurisdictionis, præminentiæ, & honoris, quod habent, & habere possunt, quomodolibet, in dicta Civitate, Districtu, Territorio, & pertinentiis Januæ ubicunque constitutis in modum, & formam, qui infra sequuntur.

Dantes, & concedentes præfati D. Dux, Consilium, & Officia, dicto nomine plenam, & liberam potestatem, licentiam, & auctoritatem præfato Sereniff. Domino Regi, seu ejus certo Nuncio, vel Procuratori inde potestatem habenti, apprehendendi, intrandi, & recipiendi corporalem, & actualem Possessionem sæpe jam dicti Communis Januæ, Domini, & Districtus, Territorii, & pertinentiarum ejusdem Jurisdictionis, præminentiæ, & honoris, & aliorum Jurium in præfati Tractatu concessorum, & translatorum, si & quando sibi placuerit, & fuerit opportunum. Constituentes se dicti Dominus Dux, Consilium, & Officia, nomine quo supra, & de pacto expresse solemniter stipulato inter Partes prædictas penes nos Notarios infra scriptos præfatos, stipulantes, & recipientes, nomine & vice Serenissimi Regis prælibati, & Successorum suorum in Regno, interim possidere.

Item quod præfatus Rex, & Successores sui in Regno quilibet pro tempore fuo, ponet & instituet pro libito suæ voluntatis in dicta Civitate Januæ Gubernatorem, qui sit de Subditis Regis Ultra-montanis, qui accipiet, & tenebit regimen dictæ Civitatis, & Districtus nomine præfati Regis Domini Januæ, pro cujus parte, & Consilii Ancianorum mandata fiant, quod Gubernator, & Anciani regant, & gubernent Civitatem, & Districtum ejus nomine præfati Regis Domini Januæ secundum Ordinamenta, & Statuta dictæ Civitatis Januæ, & ponant in dicta Civitate, Territorio, & pertinentiis Potestates, & alios Officiales, qui reddant Justitiam unicuique secundum Jura, Utus, & Consuetudines, Ordinamenta, & Statuta Civitatis Januæ, & Districtus, & qui Gubernator, & Anciani, nomine præfati Regis Domini Januæ, temporibus, & terminis consuetis, eligant duodecim, vel plures Cives secundum quod eis videbitur, qui vo-

cabuntur Anciani, qui sint tales, quales nunc sunt, & eorum Ancianorum semper sit Prior de parte Ghibellina, & si contingat dictum Gubernatorem adeo infirmum, quod commode non possit vacare ad consulendum cum dictis Ancianis, vel quod aliquâ causâ, quæ sibi, & dictis Ancianis videretur rationabilis, veller se absentare à dicta Civitate; tunc & dictis casibus, vel altero eorum, possit eligere, & dimittere alium loco sui, de Subditis tamen Regis Ultra-montanis: Et si dictus Gubernator, vel Locum tenens, non veller, vel posset esse in Consiliis, requisitus primo ab Ancianis, quod tunc eo casu Anciani possint consulere, & deliberata per eos valeant, & teneant, ac executioni mandentur; quemadmodum si dictus Gubernator præfatus fuisset, qui Gubernator vocetur Regius, & Communis, & Populi Defensor, & habeat salarium Ducis, & teneat Officiales, & familiam prout faciebat expensis suis.

Item, quod Commune Januæ de cætero semper ad mandatum Regis habeat, teneat, & tractabit pro inimicis quoscunque inimicos Regios, cum quibus Rex habeat Guerram, & contra omnes illos, cum quibus Rex, & Successores sui haberent Guerram, dictum Commune tenebitur facere, & faciet Guerram tam per Terram quàm per Mare, expensis tamen Regis, & ad dictam Guerram faciendam tenebitur tradere Navigia, Gentes, & alia necessaria, juxta possibilitatem Communis expensis Regis, ut supra, salvis Ligis, & Conventionibus, quas Commune Januæ habet cum Imperatore Romanorum, & Rege Cypri.

Item quod Januenses in Locis honorabilibus, & ordinatis, & Galeis, & cæteris Navigiis portabunt in uno Vexillo plena arma Regis Franciæ ab uno latere, & arma Imperii ab alio, non removendo propere arma Communis Januæ Locis consuetis.

Item quod Commune Januæ, seu Syndici dicti Communis, ab ipso Communi potestatem habentes, nomine Communis Januæ, & Januenses faciant Sacramentum fidelitatis dicto Domino Karolo Regi, & Successoribus suis in Regno, seu Gubernatori, aut alteri nomine Regis, quod dictum Commune, & Januenses erunt boni, & legales Regi Franciæ & Successoribus in Regno, & eisdem benè, & legaliter observabunt præmissa & renovabunt dictum Sacramentum semper ad requisitionem Regis, vel sui Gubernatoris.

Item quod omnes Vassalli, & Conventionati Communis Januensis, & eorum Successores, qui ante præsentem translationem ei tenebantur facere Homagium, seu Fidelitatis Juramentum, illa eadem faciant de cætero dictis Gubernatori, & Ancianis, modo, & forma antea consuetis, nomine dicti Communis.

Item quod Cives, & Districtuales Januæ exhibere debeant Gubernatori Regis illos honores, obedientiam, & reverentiam, quos, & quas facere, & exhibere eorum Duci consueverunt, & quod dictus Gubernator in ipsos habeat illam impositionem, & coercionem omnimodam, quam in ipsos consueverant habere Duces.

Item præfati Dominus Dux, Consilium, & Officia, vice, & nomine dicti Communis Januæ, promittunt bona fide Dominum Regem & Successores in Regno manu tenere, defendere, & tueri pro posse in Juribus, & Possessione Domini, Jurium, & Jurisdictionum in præfati translatione concessorum & translatorum, contra quoscunque, nemine excepto cujuscumque gradûs, dignitatis vel præminentiæ existat.

Item quod, factâ præfati translatione Domini, dictum Commune Januæ confestim ponere teneatur realiter, & de facto in manibus Regis Domini Januæ, dicti Gubernatoris Regii, seu alterius nomine Regis, octo Castra, seu Fortalicia dicti Communis, videlicet Castrum Vutabil, Castrum Novarum, Castrum Vade, Castrum Stellæ, Castrum Vintemilli in manu Communis Januæ silentia, nec non duo Sæones pro uno, duo Portus Veneris pro uno, & Castrum Gravæ extra manum Communis Januæ existentia, quam citò erunt in manu Communis, vel quam primùm præfatus Dominus Rex ipsa recuperaverit, quo casu brevi manu intelligantur esse posita in manu Regis per dictum Commune, in quibus quidem octo Castris, Rex vel alius nomine ipsius ponat Castellanos de Subditis Regis Franciæ Ultra-montanis; & custodiantur dicta octo Castra seu Fortalicia expensis dicti Communis, pro Custodia dictorum Castrorum dari consuetis, qui Castellani porent in introitu sui Officii facere honorem, & favorem Communis, & pro Communi contra quoscunque inobedientes, inimicos, vel Rebelles Communis Januæ, salvo semper, & reservato Juramento præstando, seu præfatio Regi seu Officialibus suis, in cæteris autem Castris seu Fortaliciis dicti Communis ponantur

ANNO
1396.

ANNO
1396.

tur Castellani, & Custodes, tales, de quibus videbitur expedire dicto Gubernatori & Ancianis; qui quidem Castellani, & Custodes in introitu sui Officii, datâ Cautione consueta, præstabit Juramentum in manu Gubernatoris, vel ipsius Locum tenentium. Quod si aliqua novitas feret, aut insurgeret in Civitate aut Districtu contra Regem, Domini Januæ, & præfentes Pactiones, dicti Castellani, & Custodes dictorum Castrorum, & Fortaliciorum se tenebunt pro Rege, & suis Officialibus contra quoscunque insurgentes; & in casu quod dicta novitas fieret in Civitate, vel per Civitatem Januensem contra Regem seu ejus Statum, aut Dominium, ut supra, eadem Castra seu Fortalia in manibus D. Regis, seu ejus Gubernatoris, vel alterius nomine Regis ponere tenebuntur, & ponent realiter, & cum effectu, omni excusatione cessante.

Verâ vice præfati spectabilis Dominus Franciscus Siffredus, & Arnulphus convenerunt per stipulationem solemnem præfatis Magnifico Domino Duci, Consilio, & Officiis, & nobis dictis Notariis Publicis stipulationibus, & recipientibus, vice & nomine dicti Communis, quod præfatus Serenissimus Rex, & Successores sui in Regno, promittere defendere Civitatem, & Districtum Januæ, & quoscunque Januenses Districtuales & eorum bona, ac statum Communis, & Populi à quibuscunque injuriis, & violentiis eis illatis, vel factis, ipsosque, & eorum bona salvare, & manu tenere pro posse, & bona fide, & quemadmodum quisque verus, & bonus Dominus suos Subditos, & fideles defendere, & tueri tenetur.

Item quod omnes, & singulos Subditos, Vassallos, & Conventionatos dictæ Civitatis & Communis Januæ, ac Civitates, Castra, Loca, & Jura quæ à quatuor annis citra Mare ab obedientia dictæ Civitatis, & Communis se subtraxerunt, & subtrahunt, sive subtrahi, subtrahi, vel subtrahenda fuerunt, præfatus Rex Dominus Januæ suo posse, & bona fide, per bonos, opportunos, & expedientes modos, ad obedientiam, & subjectionem dictæ Civitatis, & Communis Januæ, quibus erant ante subtrahentem prædictam, reduci faciet quàm citius fieri poterit, etiam per potentiam armorum, si opus fuerit.

Item quod præfatus Serenissimus Rex, & Successores sui in Regno dictam Civitatem Januensem, Districtum, Territorium, seu pertinentias ejusdem nec aliquam partem, seu Dominium, vel possessionem, seu Jura earundem sibi tradita non alienabit, nec in alium transferet quovis titulo, sive modo, nec etiam à Jurisdictione, obedientia & Gubernatione Civitatis prædictæ quomodolibet separabit.

Et quod in Civitate Januæ prædicta, Districtu, sive pertinentiis ejusdem, seu Civis vel Districtuales ipsius non imponet, vel imponi faciet, per se, vel per alios, aliquam Collectionem, Daciam, seu Anatum, realem, vel personalem seu mixtam, nec aliquas Angarias, vel Perangarias, nec etiam aliquam Gabellam, vel quocumque nomine censetur, vel nuncupetur, exceptis oneribus supra specificatis, & etiam quod aliquos redditus Januæ, Civitatis, seu Districtus, vel pertinentiarum non percipiet per se, vel per alios quovis modo, exceptis salario Gubernatoris, & expensis Custodia Castrorum supra specificatorum, & quod Terras, & Loca, & Jura, & Redditus, atque bona quæcumque Communis Januæ ad obedientiam, & utilitatem dictæ Civitatis & Communis Januæ manu tenebit, & salvabit, pro posse, & bona fide.

Item quod si præfatus Serenissimus Rex vel Successores sui in Regno faciet, vel facient Trengam seu Pacem cum aliquo ex inimicis suis, quod Civitas Januæ, & Januenses in dicta Pace seu Trenga erunt inclusi.

Item quod Gubernator & Gubernatores venturi jurabunt in introitu Officii sui servare omnia, & singula supra infra scripta, singula singulis referendo, ac suum Officium bene & fideliter exercere, & honorem Regis, utilitatem, & commodum Communis facere, & procurare, ac Jura dicti Communis defendere, salvare, & manu tenere; & ita dicti Anciani jurabunt in manibus Gubernatoris, & omnes Officiales dicti Communis.

Item quod omnes, & singuli Januenses, & Districtuales Januæ de cætero possint ire, stare, negociari, & mercari, frui, & gaudere iisdem Privilegiis, Libertatibus, Franchisiis, & Universitatibus in omnibus Terris, & Locis subditis dicto Regi, quibus utuntur & gaudent Subditi dicti Regis, ubique, & undequaque sint.

Item quod durante presenti Schismate, præfatus Serenissimus Rex non cogat Januenses in aliquo de facto Ecclesiæ contra eorum opinionem.

Item quod præfatus D. Sereniff. Rex dabit favorem

possibilem, & honestum, sine expensis suis, Communi Januæ, & Januensibus, ad recuperationem, & satisfactionem consequendam omnium, & singulorum bonorum, & rerum in Commune Savonia vel Savonenfium, tam ante rebellionem, quàm post, preventorum quoquo modo, ac etiam bonorum, rerum, & ablatorum seu ablatarum Januensibus, & Communi portatarum in Savona, cum dictum Commune Januæ, & Januenses offerant se paratos facere similem restitutionem, & satisfactionem Savonenfibus antedictis realiter, & cum effectu.

Item quod Serenissimus Rex pro se, & Successoribus suis in Regno prædicta omnia & singula attendet, & observabit, & contra non faciet, vel veniet quovis modo ipse vel Successores sui, nec alius pro eis.

Item, non obstantibus prædictis, actum est inter Partes, quod præfatus Serenissimus Rex, vel alius, seu alii pro eo inde Potestatem habentes, possit seu possint eligere in Gubernatorem Regium D. Anthonium Adurum nunc Ducem Januensem usque ad beneplacitum Regis; & est actum & solemnitè conventum inter dictas Partes in presenti Instrumento, & qualibet parte ipsius, tam in principio, medio quàm in fine, non obstantibus aliquibus supra vel infra scriptis, cum aliter præfatus Translatio, & Contractus facta & factus non fuissent, quod quæ præfati Domini Franciscus Siffredus, & Arnulphus non habent à præfato Serenissimo Rege Potestatem sufficientem ad faciendum contenta in presenti Instrumento, quod nisi præfatus Sereniff. Rex intra menses tres proximos venturos, per publicum, solemne, & effectum Instrumentum cum solemnitatibus debitis, & opportunis tradendum, & consignandum in publicam formam præfatis D. Duci, & Consilio ratificaverit, & approbaverit, & se solemnitè obligaverit, de attendendo, & observando omnia, & singula contenta in presenti Instrumento, & omnia, & singula præmissa per ipsos D. Franciscum, & Siffredum, & Arnulphum, vel nisi infra tempus prædictum præfatus Sereniff. miserit Personam vel Personas habentem, vel habentes sufficientem Bailliam & Potestatem ab ipso Serenissimo Rege, qui firmet, & de novo faciat prædictas Compositiones, Conventiones, & Pacta infra tempus prædictum, quod omnia & singula supra dicta & præfata Contractus habeantur pro non factis, & sint cassa & irrita, & nullius valoris, efficacie, vel momenti.

Item est actum simul & conventum, quod non obstantibus his quæ dicta sunt de traditione dictorum Castrorum fienda præfatus Sereniff. D. Regi, seu alii pro eo, quod interim, donec per præfatum Sereniff. Regem fuerit Ratificatio prædicta facta, vel per personam aut personas habentem vel habentes Potestatem, fuerint prædictæ Conventiones & Pacta firmata, & de novo facta prout supra, dicta Castra Vultabii, Novarum, Vaide, Stellæ, & Vintimilii, in manibus Communis existentia, deponi debeant in manus, & virtutem egregiæ, & potentis Viri D. Caroli Marchionis de Carretto, qui prædicta Castra teneat in depositum sub modo & forma scriptis, & ita se debeat obligare dictus D. Carolus per publicum Instrumentum, videlicet quod facta Ratificatione prædicta seu prædictorum de novo factorum infra dictum tempus ea dare, & tradere debeat dictus D. Carolus præfato Serenissimo Regi seu legitima Personæ pro eo, & eidem possessionem vacuum, & expediat tradere dictorum Castrorum in observatione, & pro observatione præfatis Contractus, & dictæ Ratificationis, vel firmationis, seu prædicti Pacti, & Conventionis de novo non factæ infra dictum tempus prout supra, debeat dictus D. Carolus dicta Castra restituere, & tradere præfatis Magnifico D. Duci, & Consilio suo, seu Communi Januæ, vel legitima Personæ pro ipso.

Item, est actum & solemnitè conventum inter dictas Partes in presenti Instrumento, & qualibet parte ipsius, tam in principio, medio, quàm in fine, cum aliter præfatus Translatio, & Contractus, facta, & factus non fuisset, quod non obstantibus aliquibus supra vel infra scriptis, & specialiter dicta translatione Domini, & possessionis, & potestatis apprehendere possessionem, ut in primo Capitulo continetur, & non obstantibus quod præfatus Illustris D. Dux, Consilium, & Officia prædicta constituerint se precario nomine possiderent supra interim donec fuerit prædicta Ratificatio facta, & traditum Instrumentum prædictæ Ratificationis, ut supra dictum est, vel donec dictæ Conventiones, & Pacta fuerint firmata, vel de novo facta per Personam vel Personas habentem Potestatem, ut supra; qui præfatus Illustris D. Dux, & ejus Consilium possint, & debeant regere & gubernare Civitatem Januæ, & Districtum per se & alios Officiales, prout, & sicut,

ANNO
1396.

ANNO
1396.

sicut, & secundum quod faciunt præsentialiter, & facere consueverunt, ita quod per prædictum Interim usque ad Ratificationem, ut supra fiendam, vel novam Capitulorum superius nominatorum formationem, ut supra, in nihil præjudicaret, nec deroget regimini præfati Illustris D. Ducis, & reliquorum Officialium Communis, & Civitatis Januæ.

Quæ omnia & singula præmissa, & supra scripta sub pactis, modis, formis, conditionibus, & conventionibus prædictis, prædictus D. Dux, Anciani, & Officia, nominibus prædictis, Dominis Francisco Siffredo, Arnulfo, nec non nobis Notariis Publicis infra scriptis, ut publicis Personis stipulantibus & recipientibus, vice & nomine præfati Serenissimi Francorum Regis, & Hæredum, & Successorum suorum in Regno, attendere, complere, & inviolabiliter observare contra non facere aut dicere per se, aut per alias personas interpositas, de jure vel de facto, aliquo ingenio, aliqua via, occasione, ratione, seu causa, bona fide promiserunt, & ad Sanctæ Dei Evangelia per ipsos, & in ipsorum animas, corporaliter manu tactis Scripturis, juraverunt, sub obligatione honorum dicti Communis Januæ præsentium & futurorum, Distinctis, & pertinentiarum ejusdem, & sub omni juris, & facti ad hoc necessaria renunciatione, pariter & cautela, & quam quidem stipulationem, & juramenta prædicta, dictæ Partes in singulari Capitulis supra dictis voluerunt haberi pro expressis, & specialiter repetitis: De quibus omnibus, & singulis supra dictis, prædictæ Partes, & eorum quilibet petierunt, mandaverunt, & rogaverunt fieri unum & plura, publicum & publica, Instrumentum & Instrumenta ejusdem tenoris, per nos Marinum Pellenchi Gavincensis Diocesis Notarium Publicum, & Imperialem, & Antonium de Credentia Notarium, & Communis Januæ Cancellarium, & quemlibet nostrum ad dictam Sagientium facti substantiam in aliquo non mutare; acta, lecta, publicata fuerint prædicta Januæ, in Palacio Communis Januæ, in quo stat præfatus D. Dux, videlicet in Camera Cubicularii dicti D. Ducis juxta Turrim, anno D. Nat. 1396. Ind. 4. secundum Cursum Januæ die 25. mensis Octobris, præsentibus D. Georgio Adurno Germano dicti D. Ducis, D. Emanuele Grillo Juris utriusque Doctore, D. Siffredo de Tholacis Milite, Joanne Pallido Cive Astensis, Barth. Aymerici Cive Albigenensis, Conrado Maruero Notario, & Communis Januæ Cancellario, Guicardo Spinala de Luculo, Filio Domini Luchexen, Joanne Cudage Cive Parisiensis, Francisco Alunchamp, Symonetto Simus, & Mathæo Ganovo de Fervilius, de Seradio Testibus ad præmissa vocatis.

Ego Antonius de Credentia publicus, Imperiali auctoritate, Notarius, & præfatorum Magnifici Domini Ducis, Consilii, & Communis Januensis Cancellarii, prædictis omnibus, dum sic agerentur & fierent, interfui, & rogatus unâ cum supra scripto Notario, præfatus supra scriptum Instrumentum composui & scripsi, meque subscripsi, & publicavi cum signo, & nomine meis in Instrumentis apponi solitis in testimonium præmissorum.

Ego Marinus Pellenchi Clericus Gavincensis Diocesis, auctoritate Apostolica & Imperiali Notarius, prædictis præmissis omnibus interfui, & unâ cum supra scripto M. Antonio de Credentia Notario præfatum Instrumentum composui, ideo me scripsi cum signo & nomine meis in Instrumentis apponi solitis ad veriorem roborationis plenitudinem omnium præmissorum.

Qua quidem Propositione sic dicta, idem Serenissimus Dominus noster Rex, lecto, & ad plenum exposito in sui præsentia dicto Instrumento, habitisque super hoc deliberatione, & Consilio maturè cum dictis D. D. Patris suis, cæterisque in dicto Consilio tunc assistantibus, quorum nomina insertis, ut præfatur, scripta sunt, super hujusmodi negotio, electionem dicti Domini Civitatis Januæ, Distinctisque, Territoriis, & pertinentiarum ejusdem ubicumque constitutarum, de se, & dictis Successoribus suis Regibus Franciæ, ac translationem in ipsum, & dictos Successores suos, per eodem Duce, & Consilium, & Officia Communis Januæ, ad hoc, ut præfatur, Portentem & Bailliam specialem habentes, pro se & dictis Successoribus suis Franciæ Regibus, facta consideratione servitorum sibi, & Progenitoribus suis retroactis temporibus per Populum, & Commune Januensem multipliciter exhibitum, quorum memoria fit semper aspectibus reflicta; eorum requisitis super hoc, ut præmittitur, pluries sibi factis, favorabiliter annuens, granter acceptavit & acceptat, & recepit. Et Tractatum prædictum, ac omnia & singula in ipsis Capitulis contenta ratificavit, ac etiam approbavit. Promissisque idem Dominus noster

TOM. II. PART. I.

Rex pro se & dictis Successoribus suis in verbo, & fide Regis nobis Notariis Publicis infra scriptis, vice, nomine, & ad opus dictorum Ducis, Consilii, & Officiorum dicti Communis, & omnium Civium, & Districtualium dictæ Civitatis Januensis, omniumque aliorum, & singulorum, quorum interesse poterit in futurum, stipulantium, & recipientium, omnia singula in dictis Capitulis contenta, & declarata, ad quæ juxta formam ipsorum Capitulorum tenetur; & prout prædictas gentes suas cum dictis Duce, Consilii, & Officiis juxta contenta in dictis Capitulis tractatum, concordatum, & promissum extitit, tenere, complere, ac firmiter, & inviolabiliter observare, & nunquam contra facere, vel venire, vel per se, vel per alium seu alios quovismodo, se, quo ad hoc, idem D. Rex, Hæredesque, & Successores suos Reges Franciæ, ac bona sua, Hæredumque, & Successorum suorum prædictorum, mobilia & immobilia, præsentia & futura, dictis Duci, Consilii, & Officiis, nobisque Notariis Publicis stipulantibus, & recipientibus, prout supra, specialiter & efficaciter obligando, cum & sub omni juris, & facti renunciatione, pariter & cautela; de quibus acceptatione, receptione, ratificatione, & approbatione dictus Dominus noster Rex præcepit nobis Notariis Publicis infra scriptis, & voluit per nos fieri unum vel plura, publicum Instrumentum, vel publica Instrumenta; Facta fuerunt acceptatio, & receptio, ratificatio, & approbatio prædictorum, per ipsum D. nostrum Regem, Parisiis, in Domo Regia, prope Ecclesiam Parochialem Sancti Pauli, sita in quadam magna Camera paramenti anno, Indictione, die, & mense, quibus supra; assistantibus ibidem, & præsentibus Dominis Ducibus supra dictis, nec non Reverendissimis in Christo Patribus Dominis Simone Patriar. Alexandrino, Joanne Archiepiscopo Bifuntino, Nicolao Bajocensi, Philippo Noviomensi, Michaële Antiodorensi, Ludovico Belvacensi, & Joanne Atrebatensi Episcopis, Illustribusque, & Magnificis, & Nobilibus Viris Petro de Novaria, Valerano Sancti Poli, & Joanne de Sacco-Cæfare Comitibus, & Amadeo Domino de Lebreto, Arnoldo de Corbeia Cancellario Franciæ, Guilielmo Vice-Comite Meldani, Petro D. de Cyac, Guilielmo Martelli, Joanne de Burlio, Hervey le Coq, & Almarico de Ordeomonte Militibus, nec non venerabilibus Viris Magnificis Odarde de Molins, Petro Aurifabri, Joanne de Bonpau-court, pluribusque aliis Testibus ad præmissa vocatis.

Ego Joannes de Montlerolio Propositus Infulensis, Apostolicæ, Regiæque auctoritate Notarius, præmissis donationi, acceptationi, receptioni, Ratificationi, & promissioni, ac aliis omnibus, & singulis, dum per præfatum D. nostrum Regem, & aliis, ut supra expressum, designatis fierent, cum prænominatis Reverendissimis, ac Magnificis Testibus interfui, eaque fieri, & agi vidi, & audivi, & ad ipsius D. nostri Regis jussionem in hanc publicam formam alienâ manu scriptam per supra scriptum Notarium, & me redacta, perindeque publico Instrumento nomen signumque meum, quo uti soleo in talibus, apposui, ut testimonium, & fidem facerem de præmissis.

RATIFICATIO

supra scripti Tractatus.

KAROLUS Dei gratiâ Francorum Rex, etsi iustis petitionibus omnium fidei Christianæ professorum innatæ nostræ Celsitudini benignitas annuere consuevit, illorum præcipue votivis acquiescere desideris, uberius est attenta, quos zelus sinceræ dilectionis, fidesque probata per obsequiorum frequens impendium, acceptabilis integritas gratos nostro conspectui representant, potissimè cum illinc nostri Culminis auspicio, & illinc prosperitatem potentium perspicimus adaugeri, dudum siquidem pro parte dilecti, & fidelis Consilarii nostri Anthoniotti Adurni tunc Ducis, nunc vero nomine nostri Gubernatoris, fideliumque nostrorum Consiliorum, & Officiorum Provisionis & Pacis famosæ Civitatis nostræ Januæ, per frequentes eorum scripturas, & solemnes Ambaxiatores ad nos per ipsos cum certis ad hoc opportunis Commissionibus & Baillis destinatis, Majestati nostræ sæpius extitit intimatum, quod ex certis, & rationabilibus Causis eos ad hoc moventibus, & inter eos matura deliberatione digestis, propter eorum, & dictæ Civitatis nostræ Populique, & Communis, & Districtualium ejusdem evidentem utilitatem pro modernis temporibus, & futuris, & ut ipsi sub nostræ protectionis clypeo securi deciperent, & in bona iustitiæ foveri debeant, & tueri, in nos, & nostros in Regno nostro Successores Dominum dictæ Civitatis

Kk 2

vitalis

ANNO
1396.

ANNO
1396.

vitatis nostræ Januæ, Districtusque Territorii, & pertinentiarum ipsius transire unanimiter affectabant, Excellentiam nostram per Litteras ipsas, & Ambaxiatores prædictos, ut ad electionem, & translationem prædictas vellemus attendere repetitis vicibus requiringdo, nos vero requestas dictorum fidelium nostrorum mentaliter attendentes, quodque etiam nobis, & Progenitoribus nostris Regibus Franciæ prædictorum annorum decursibus Populus, & Commune Januense grata cum omni alacritate servitia impenderunt: delectabiliter in nostras mentis acie revolventes, & ob hoc fideles nostros prædictos, supernâ largiente gratiâ, quietæ securitatis amenitate, sub nostrâ tutelâ iustitiæ affectantes in posterum recreari ad tractandum de, & super ipsâ translatione Domini Civitatis, Districtus, Territorii, & pertinentiarum prædictarum in nos & Successores nostros Reges Franciæ fœdera certos de nostro Consilio duximus deputandos; super quo quidem negotio per plura temporum intervalla in tantum processum extitit, quod mensis Julii ultimo transacti inter dilectos, & fideles Episcopum Meldensem, Franciscum Dominum Cassenatici Militem, & Cambellanum, & Petrum Beaubié utriusque Juris Professore, Consiliarios, Ambaxiatores, Procuratores, & Nuncios nostros, ad hoc à nobis Potestatem habentes, & per nos propter hoc ad Civitatem nostram prædictam transmissos, ex una parte; ipsosque Anthoniolum tunc Ducem, & nunc nomine nostro Gubernatorem, Consiliaque, & Officia sæpè dicta ad hoc à dicto Comuni Potestatem habentia, ex altera; Certa Capitula super dictâ Domini translatione prædicti in nos, & dictos Successores nostros fœdera, facta, & concordata fuerunt, que licet pro tunc, certis supervenientibus causis, firmari minime potuerunt, tamen demum dicto Domino Cassenatici, & dilectis, & fidelibus Consiliariis, & Subditis nostris Siffredo Tholoni, & Arnulpho Boucherio Thesaurario Guerrarum nostrarum tunc in partibus Lombardiæ pro certis negotiis nostris existentibus, & ad requestam dictorum tunc Ducis, Consilii, & Officiorum Ducis dicti Communis ad dictam nostram Civitatem Januam accedentibus, prædicti tunc Dux, Consilium, & Officia, nomine dicti Communis, & in præsentia dictorum D. Cassenatici, Siffredi, & Arnulphi nomine nostro, & pro nobis, & Successoribus nostris in Regno nostro, se ad hoc interponerunt, & recipientium, mense Octobris ultimo præteriti: Nos, & dictos Successores nostros in dicto Regno nostro elegerunt, receperunt, & tenuerunt in Dominum dictæ Civitatis nostræ Januæ, Districtusque Territorii, & pertinentiarum ejusdem, & in nos & Successores nostros prædictos transulerunt omne Jus, proprietatem, & possessionem Domini, Jurisdictionis, Præminentiæ, & Honoris quod habebant, & habere poterant quomodolibet in dictis Civitate, Districtu & pertinentiis Januæ ubicumque constitutis: Prout hæc omnia in dictis Capitulis contentis in quodam publico Instrumento ad requisitionem dictorum tunc Ducis, Consilii, & Officiorum Provisionis & Pacis dicti Communis Januæ 25. mensis Octobris, per Antonium de Credentia, & Marinum Pellenchi Notarios Publicos confecto, recepto, publicato, & signato plene constant: quorum Capitulum tenor est talis: *Primò videlicet*, &c. Postmodum autem pro parte dictorum tunc Ducis, Consilii, & Officiorum Communis Januæ, fidelium nostrorum prædictorum nobis fuit iterum requisitum, quatenus electionem, & translationem prædictas, & capta super hoc, & tam longo tractu temporis agitata, per eosque diu desiderata compleri sine sibi pacis conclusionatur, acceptare, ratificare, ratique, & grata juxta formam Capitulorum prædictorum habere designarent.

Notum igitur facimus universis, quod habita per nos in nostro Consilio cum clarissimis Patribus nostris Bituricensi, Burgundia, & Borboni Ducibus, pluribusque aliis de nostro genere nobis assistentibus, & cum multis Prelatis, Nobilibus, & aliis Personis notabilibus hodie in nostro magno Consilio constitutis deliberatione maturâ, ad omnipotentis Dei, à quo cuncta bona procedunt, laudem, gloriam, & honorem, ad exaltationem Culminis nostræ Coronæ Franciæ, & ad tutamen, pacem, & tranquillitatem Civitatis nostræ, Populique, & Communis Januæ, Electionem, & Translationem superius ad plenum declaratas, acceptamus, ratificamus, ac etiam approbamus per præsentem, omnique, & singula per ipsos Anthoniolum tunc Ducem, Consiliaque, & Officia, ac Cives Januæ fideles nostros prædictos, super hoc facta, & concordata, prout in Capitulis prædictis continentur, rata habemus, atque grata; eaque promittimus in verbo, & fide Regis, in quantum nos tangunt, tenere, complere, at-

tendere, ac inviolabiliter observare, & nunquam contra facere, vel venire per nos, seu alios, verbo, aut facto, publicè, vel occultè, nos quo ad hoc Hæresesque, & Successores nostros, bonisque nostrâ, ac etiam dictorum Hæredum, & Successorum nostrorum, mobilia & immobilia, præsentia & futura specialiter obligando, cum, & sub omni Juris, & facti renunciatione pariter & cautè; quod ut perpetuæ firmitatis robur obtineat, nostram præsentibus Litteris fœcimus apponi Sigillum: Actum & datum Parisiis die 11. Decembris, ann. Domini 1396. & Regni nostri 17.

Sic signatum per Regem in suo Consilio, I. DE SANCTIS.

CLXXXV.

Ejusdem Deditionis aliud Exemplum, à præceden-4. Nov. tibus valde dispar, non quidem in substantia, sed in verbis & forma, atque in Dato; hoc enim est actum Januæ in Palatio Communis, Anno 1396. 4. Novembris, Indictione 4. Cum Regis CAROLI Facultatibus seu Plenipotentis. Dat. Parisiis die 4. Octob. 1396. [Pièce authentique tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

IN nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, & ad laudem, & gloriam ipsiusque Beate Virginis Dei Genitricis Mariæ, Beatorum Johannis Baptiste, & Evangelistæ, Beatorum Principum & Apostolorum Petri & Pauli, Beatorum Symonis, & Tadei Protectors Communis, & Populi Januæ, Beati Laurentii Martyris Patroni Ecclesiæ Januensis, Beati Georgii Martyris viciorumissimi Vexilliferi Communis Januæ, & totius Curie Cælestis, ad honorem, & exaltationem, & augmentum, ac sublimationem perpetuam Serenissimi, & super Illustri Principis, & Domini Domini Karoli Dei gratiâ Francorum Regis, & ad pacem, tranquillitatem, & felicitatem status augmentum Communis, & Populi Januæ, & ad laudem, & honorem Illustri, & Magnifici Domini Domini Antonii Adorni eadem gratiâ Januensis Ducis, & Populi Defensoris, & Consilii, Ancianorum, ac omnium Civium, & Districtualium Communis Januæ, Amen. Concernentes anxio mentis intuitu ipsi Magnificus Dominus Dux, Consilium, atque Cives Januensem Patriam, que inter alias Catholicas Nationes, oris præsertim maritimi, triumphales sui roboris vires expandit, Commerciorum etiam Navigationibus quàm maximè frequentata, & Portus, & Janua Navigationibus, & lucrorum agendis, quibus humanum aliter genus, abundans Magistra, hanc aliquot jam exactis, aut ira Dei, exigentibus mortalium noxiis, aut acerbe sortis finitris auspiciis, ferali civium partialitatum contagiata morbo, seu solitis debilitata viribus, quod Januense Reipublicæ corpus suis artibus plurimis peste læsis, nisi salubri succurreretur remedio, fœdilis excidii perniciem damneretur, ipsius quidem remedii medellam ab intimis anhelantes diurnis cogitationum curis hinc inde versarunt. Tandem prudentissimis consiliis advertentes præfati Serenissimi, ac invictissimi Principis Domini Francorum Regis laudabilem justitiam, quâ sua felix Regio floret, intemperabilem potentiam, quâ quicumque tenentur iniqui scelesti, domitantur raptiores, & barbarica reprimunt feritas, ad suam amplissimam clementiam suarum deliberationum aciem direxerunt, ita demum, quod miserranda Januensis Nationis ciniba, que horrendis jam diu fluctuationum turbulibus agitata, nimis confusionis ambitus, & odiorum lacerata dissidis, se cautebus non parum aliendis formidabile subversionis periculum vix evasit: Ecce terribis obversa nubibus longè titubans pelago, clarum pietate cælesti clementiæ Regiæ jubar prospectans fux salutis portum attingit exoptatum, seque Januensis ipsi præfata Corona se se recommittere imperio, cui obtemperare libertas est, quæ & ipsos idem Reverendissimos, ut Gestorum Annalium Scripta revoicamus, velut Filios, benigna semper caritate confexist, paterno confovit affectu, nunc extinctis solitarum discordiarum rancoribus, salubris Accordi commodo, & amena pace fruuntur, gaudia, felices, lucrorum augmenta fuscipient, & favore Regio coadjuti, læti, incolomesque per Orbem Terrarum solito, & multo majori emolumento, cum prærogativis, & honoribus resultabunt. Ipsa igitur Regia Maestas prædictis Januensium compassa malis,

ANNO
1396.ANNO
1396.

malis, pro conferendâ ope, & reformandâ Pace Territorio Januensi, suos sæpe Januam solennes Ambasiatores transmissit, & Nuncios speciales, & præsertim speciatim, Magnificumque Militem Dominum Franciscum Dominum Casenatici, & Vinayti Cambellarium Regium, ac Honorabilem Virum Arnoldum Boncherii Theaurarium Guerrarum, Consiliarios, Ambasiatores, Procuratores generales, & Nuncios speciales præfati Serenissimi Domini Regis Regio nomine ad inscripta se interponentes. Hinc est, quod præfati Speciatim, & Magnificus Miles Dominus Franciscus Dominus Casenatici, & Vinayti Cambellarius Regius, ac Honorabilis Vir Arnoldus Boncherii Theaurarius Guerrarum, Consiliarii Regii, Ambasiatores, ac Procuratores generales, & Nuncios speciales præfati Serenissimi Regis, habentes ad inscripta plenum, sufficientem, ac speciale mandatum de prædictis apparet publicis, & solennibus Litteris patentibus Regis in pergameno Sigillo Regio pendenti in cera crocea appensione munitis dat. Parisiis anno præfati, die quarto mensis Octobris, quarum tenor de verbo ad verbum inferius est inferus. Karolus Dei gratia Francorum Rex. Universis præfentes Litteras inspecturis Salutem. Cum ad requiritum multiplicem, & frequentem Ducis, & Consiliorum Civitatis, & Communis Januæ, qui fuerunt pro tempore super modis assumendi pro nobis, & Successoribus nostris Dominum dictæ Civitatis, & pertinentiarum, quos in nos, & Successores nostros dicti Dux, & Consilia pro sua evidenti utilitate transferre cupiebant, ut dicebant, inter solennes nostros Ambasiatores ad hoc parte nostra, & dictos Ducem, & Consilia pro parte Communis Januæ specialiter deputatos super modis translationis, & assumptionis dicti Domini, præhabita deliberatione maturâ, & tractatu multiplici, certa fuerunt Capitula concordata, quorum contentiva, seu effectus, supervenientibus, non sine magnâ displicentia dictorum Ducis, Consiliorum, & quamplurimorum Civitatis, impediuntur, ut nobis exitit nunciatum, nondum potuit executioni debitæ de mandari, notum facimus, quod nos præfatorum Ducis, & Consiliorum Republice Communis Januæ, & singulorum, quantum commodè possumus, inclinati, de fidelitate, prudentiâ, probitate, & diligentia dilectorum, & fidelium nostrorum Francisci Domini Casenatici, & Vinayti Militis Cambellani, Sifredi Tholoni utriusque Juris Doctoris, & Arnoldi Boncherii Theaurarii Guerrarum, Consiliorum nostrorum, confidentes ad plenum, ipsos fecimus, constituimus, & ordinavimus, & per præfentes constituimus, & ordinamus Ambasiatores, & Procuratores nostros generales, & Nuncios speciales; dantes ipsi, aut duobus ipsorum exhibitoribus præsentium Potestatem, auctoritatemque, & mandatum speciale conveniendi, tractandi, pacificandi, concordandi, & firmandi pro nobis, & nomine nostro, & dictis Successoribus nostris cum prædictis Duce, Antianis, Officiis Provisionis & Pacis, & aliis quibuscunque Potestatem, seu Mandatum ad hoc habentibus, intendi, & faciendi cum eis tales Tractatus, Pacta, & Conventiones, quales dictis Ambasiatoribus, Procuratoribus, & Nunciis nostris, aut duobus ex ipsis videbitur expedire super dictis Dominio, & superioritate dictæ Civitatis Januæ; Territorii, Districtus, & pertinentiarum ejusdem per nos suscipiendis, & habendis amodo, & in perpetuum pro nobis, & dictis Successoribus nostris Regibus Franciæ sub modis, & formis per dictos Ambasiatores, Procuratores, ac Nuncios nostros, & præfatos Ducem, Antianos, Officia Provisionis & Pacis, ac alios ad hoc Potestatem habentes invicem agendi, concordandi, & firmandi, & insuper dictos Tractatus, Pacta, & Conventiones redigendi in scriptis sub sigillis eorum, vel duorum ipsorum exhibitorum præsentium, vel in formam publici Instrumenti, & aliter per omnia faciendi, pro ut eis utile, & conveniens apparebit: nec non hujusmodi Tractatus, Pacta, & Conventiones affirmandi, convallandi, promittendi, & jurandi in animam nostram, & fidem Regiam, & ad hoc nos, & bona nostra, & dictorum nostrorum Successorum in Regno obligandi, sufficientemque securitatem, & obligationem ab eisdem Duce, Antianis, & Officiis Provisionis & Pacis, aliisque Mandatum ad hoc habentibus petendi, stipulandi, & recipiendi, & quod prædicti à Tractatu, aut Accordo, si illum super præmissis firmari contingerit, nullatenus deviant, & generaliter omnia alia faciendi in præmissis omnibus, & quolibet præmissorum circumstantiis, & dependentiis eorumdem tenorem, & taliter, quantum, & qualiter faceremus, & facere possemus, si ibidem præfentes essemus in persona, etiam si Man-

datum exigant magis speciale. Quæ præmissa omnia, & quodlibet eorum, ac quicquid per dictos Ambasiatores nostros, & Nuncios, aut duos ex eis factum, & actum fuerit in præmissis, vel aliquo præmissorum, circumstantiisque, & dependentiis eorum, seu aliter quomodolibet tractatum, concordatum, firmatum, & factum fuerit pro nobis, & nomine nostro, & dictis Successoribus nostris, ex nunc pro ut ex tunc, promittimus bona fide, & in verbo Regis, ac sub ippotechâ, & obligatione bonorum nostrorum, & dictorum Successorum nostrorum Regum Franciæ, ratum, gratum, firmumque, & placidum omnino tenere, habere, attendere, & adimplere secundum eorum formam, & tenorem, quodque Litteras, seu Cartas, vel Instrumenta, quas, seu quæ dicti Ambasiatores, Procuratores, & Nuncii nostri, aut duo ipsorum super præmissis, & quolibet præmissorum, vel aliter quomodolibet facient, confirmabimus per ipsas nostras Patentes Litteras, & aliis fuerit opportuno pro negotii permanentiâ, & perpetuâ stabilitatis firmitate. In cujus rei Testimonium nostrum Sigillum præfentibus Litteris est appensum. Dat. Parisiis die quarto Octobris anno Domini millesimo tricesimo nonagesimo sexto, & Regni nostri decimo septimo. & erant sic signatæ per Regem in suo Consilio. DE SANCTIS. Quæ quidem Regis Litteræ scriptæ sunt in pergameno, & manitæ Sigillo magno pendente in cera crocea, in alterâ cujus Sigilli facie sculpta est imago præfati Serenissimi Regis sedentis in folio cum diademate in capite, & Sceptro Regio in utraque manu, & sub pedibus imagines duorum Leonum, & in dicti Sigilli circumferentia, talis post Crucem legebatur superscriptio. ✠ KAROLUS DEI GRATIA FRANCORUM REX. Aergo autem dicti Sigilli, seu in alterâ facie ejus impressum est aliud parvum Sigillum, in quo sculpta est imago cujusdam Angeli alis expensis, & tenentis Clypeum juxta pectus pendentem à collo, habentisque in manu dexterâ baculum cum Cruce in cacumen, ut apparet: In quo quidem Clypeo sunt sculpta arma præfati Serenissimi Domini Regis, scilicet tres flores liliorum. Procuratorio nomine præfatio ex una parte, & Illustris, & Magnificus Dominus Dominus Antoniotus Adurnus Dei gratia Januensium Dux, & Populi Defensor in præfentia, consilio, & consensu, & voluntate sui Venerabilis Consilii Dominorum decem octo Antianorum, ac Officii octo Provisionis, & Officii octo Pacis, & dicta Consilium, & Officia in præfentia, auctoritate, & consensu præfati Domini Ducis. In quibus Consilio Antianorum, & Officio octo Pacis interfuit legitimus, & sufficiens numerus ipsorum Antianorum, & Officialium dicti Officii Pacis, & in dicto Officio octo Provisionis plenus, & totalis numerus interfuit, & quorum de dicto Consilio Antianorum, qui interfuerunt, nomina sunt hæc: Laurencius Mallocellus Prior, Nicolaus de Predis, Obertus Squarraficus, Nicolaus de Pallino de Bavaro, Antonius de Fontanegio Notarius, Leo Faxanus, Bertholomeus Falamonica, Petrus Scottas, Descrius Boltarinus, Antoniotus de Valetarii, Johannes Brunus de Pulcitera, Mathes de Nigro, Bernabos de Urtutus subrogatus loco Petri ejus Fratris absentis, Ludovicus Panzanus, Manfredus de Gropallo, & Marheus de Karolo, absente reliquo decimo octavo, videlicet Johanne Todisco de Arenzano tantum, & dictorum Officialium octo Officii Provisionis, qui omnes interfuerunt, nomina sunt hæc: Dominus Georgius Honestus Legum Doctor, Dominus Seguranus de Nigro Juris utriusque Doctor, Lucianus Panicus, Dominicus Lercarius, Dominus Luchi Oppicianus de Cassana, Manuel de Guisulvis, Thomas Cattaneus, & Petrus de Persio. Nomina verò illorum de dicto octo Pacis, qui etiam interfuerunt sunt hæc: Antonietus Lercarius Prior, Dominus Antonius Justinianus Miles, Johannes de Trani, Steffanus Cattaneus, Dominicus de Auria, Manuel de Bobbio, & Damianus Adurnus, absente reliquo octo tantum videlicet: Luciano Spinula nunc inhabili de persona, habentes ad inscripta peragenda omniomodo, & sufficientem Potestatem, & Balia tam ex eorum Officiis quam ex potestate, & Balia eisdem concessa conjunctim, & divisim juxta formam plurium, & diversorum Consiliorum Civium Januæ diebus inscriptis celebratorum, de quibus apparet in Actis Cancellariæ Ducalis anno videlicet millesimo tricesimo nonagesimo quinto die decimâ Novembris, scripto manu Antonii de Credencia Notarii inscripti, alio, millesimo tricesimo nonagesimo sexto die septimâ Julii anni præfentis, alio die decimo nono mensis Septembris anni præfentis, scriptis manu Antonii de Credencia Notarii inscripti, alio eodem anno præfentis millesimo tricesimo

ANNO
1396.

258

CORPS DIPLOMATIQUE

fimo nonagesimo sexto die decimo nono Septembris, alio die nono mensis Octobris, & alio die decimo nono jam dicti mensis Octobris proximè præteriti, scriptis manu suprascripti Conradi Manzuri Notarii, ac alio die duodecimo dicti mensis Octobris proximè præteriti, & alio die vigesimo tertio ejusdem mensis anni præsentis, scriptis manu sæpè dicti Antonii de Credentia Notarii infra scripti. Quæ quidem Consilia ut supra fuerunt more solito celebrata, pro ut in magnis, & arduis negotiis dicti Communis est fieri consuetum; & omni modo, jure, viâ, & formâ, quibus melius, & validius poterunt, & possunt, conjunctim & divisim, nomine & vice Communis Januæ, præcedentibus pluribus, & diversis Scripturis, & Tractatibus, Inquisitionibus, & Deliberationibus super infra scriptis pro evidenti utilitate Communis Januæ celebrandis ex parte alterâ; spontè, & ex certâ scientiâ eorum, nullo ducti errore juris, vel facti, & omni metu, dolo, & fraude cessantibus, Divinâ gratiâ suffragante, pervenerunt, & sibi ad invicem dictis nominibus pervenisse confessi fuerunt solennibus stipulationibus hinc inde intervenientibus per dictas Partes, & nos Notarios infra scriptos Officio publico stipulantes, & recipientes nomine, & vice præfati Serenissimi Regis, & Successorum suorum in Regno, ac dicti Communis Januæ ad infra scriptam electionem, & translationem Domini, Facta, Conventions, & Compositiones, de quibus tenor sequitur, ut in his verbis: Primò videlicet, quod falsis Juribus, & Honoribus, quæ, & quos habet Sacrum Romanorum Imperium in Civitate Januæ, & Districtu, præfati Magnificus Dominus Dux, Consilium, & Officia, ac Commune tam Nobilium, & Popularium, quàm aliorum habitantium in Civitate Januæ, cujuscumque status, honoris, præminentie, vel conditionis existant, in nostrum Notariorum præsentia infra scriptorum stipulantium, & recipientium tamquam communium, & publicarum personarum, vice, & nomine præfati Serenissimi Regis, & Successorum suorum in Regno, eligunt, habent, recipiunt, tenent, & tenebunt jam dictum Serenissimum Principem, & Dominum Dominum Karolum Regem Francorum, & Successores suos in Regno in verum Dominum dictæ Civitatis, Districtus, Territorii, & pertinentiarum ejusdem, & in dictos Dominos Ambassadors, & Procuratores dicto nomine, & per ipsos in dictum Serenissimum Regem Francorum, & dictos Successores suos in Regno, & in nos dictos Notarios Publicos infra scriptos stipulantes, & recipientes solenniter vice, & Regio nomine prædicto, & Successorum suorum in Regno, transulerunt, & transferunt omne Jus proprietatis, & possessionis Domini, Jurisdictionis, præminentie, & honoris, quod habent, & habere possunt quovismodo in dictis Civitate, Districtu, Territorio, & pertinentiis Januæ, ubicumque constitutis, in modum, & formam, qui infra sequuntur; dantes, & concedentes præfati Illustri Dominus Dux, Consilium, & Officia, dicto nomine, plenam, & liberam Potestatem, licentiam, & auctoritatem præfatis Dominis Ambassadoribus Procuratoribus dicto nomine, & per ipsos præfato Serenissimo Domino Regi, seu ejus certo Nuntio, vel Procuratori inde Potestatem habenti apprehendendi, intrandi, & recipiendi corporalem, & actualem possessionem, vel quasi dicti Domini Communis Januæ, Districtus, Territorii, pertinentiarum ejusdem, Jurisdictionis, præminentie, & honoris, & aliorum jurium in præfati Contractu concessorum, & translationum, si, & quando sibi placuerit, & fuerit opportunum. Constituentes se dicti Dominus Dux, Consilium, & Officia nomine quo supra, & de Pacto expresso solenniter stipulato inter Partes prædictas penes, & per nos Notarios infra scriptos præfatos, stipulantes, & recipientes nomine, & vice Serenissimi Regis præfati, & Successorum suorum in Regno omnia jura in præfatum Serenissimum Regem in præfati Contractu translata Procuratorio nomine dictorum Dominorum Ambassadorum, & Procuratorum dicto nomine, & per ipsos dicti Serenissimi Regis, & Successorum suorum in Regno interim possidere.

Item quod præfatus Serenissimus Dominus Rex, & Successores sui in Regno, quilibet pro tempore suo, ponet, & instituet pro libito suæ voluntatis in dicta Civitate Januæ Gubernatorem, qui sit de Subditis ipsius Serenissimi Regis Ultramontani, qui accipiet, & tenebit regimen dictæ Civitatis, & Districtus nomine præfati Serenissimi Domini Regis Domini Januæ, pro cujus Gubernatoris parte Consili Antianorum mandata fiant, qui Gubernator, & Antiani regant & gubernent dictam Civitatem Januæ, & Districtum ejus nomine præfati Serenissimi Regis Domini Januæ, secundum ordinamenta, & statuta dictæ

Civitatis Januæ, & ponant in dictis Civitate, Territorio, & pertinentiis Potestates, & alios Officiales, qui reddant justiciam unicuique secundum jura, usus, consuetudines, & ordinamenta, & statuta Civitatis Januæ, & Districtus, & qui Gubernator, & Antiani nomine præfati Serenissimi Domini Regis Domini Januæ temporibus, & terminis consuetis elegant duodecim, vel plures Cives, secundum quod eis videbitur, qui vocabuntur, & vocentur Antiani, qui sint tales, quales nunc sunt, & eorum Antianorum semper sit Prior de parte Ghibellina, & si contingat dictum Gubernatorem adeo graviter infirmari, quod commodè vacare non possit ad consulendum cum dictis Antianis, vel pro aliqua causa, quæ sibi, & dictis Antianis videretur rationabilis, vellet se absentare à dicta Civitate, tunc, & dictis casibus, vel altero eorum, possit eligere, & dimittere alium loco sui, de Subditis tamen Regis Ultramontanis; & si dictus Gubernator, vel Locumtenens non esset, vel non possit esse in Consiliis requisitus primò ab Antianis, quod tunc, & eo casu Antiani possint consulere, & deliberare, & consulta, & deliberata per eos valeant, & teneant, ac executioni mandentur, quemadmodum si dictus Gubernator præfatus fuisset, qui Gubernator vocetur Gubernator Regis, & Communis, ac Populi Defensor, & habeat salarium Ducis, & teneat Officiales, & familiam, pro ut faciebat Dux expensis suis. Item quod Communis Januæ de cetero semper ad Mandatum Regis habeat, & teneat pro inimicis quocumque inimicos Regios, cum quibus Rex haberet Guerram, & contra omnes illos, cum quibus Rex, & Successores sui in Regno haberent Guerram, dictum Commune Januæ tenebitur facere, & faciet Guerram tam per Terram, quàm per aquam, expensis tamen Regis, & ad dictam Guerram faciendam tenebitur tradere Navigia, Gentes, & alia necessaria, juxta possibilitatem Communis, expensis Regis ut supra, falsis Ligis, & Conventionibus, quas Commune Januæ habet cum Imperatore Romanorum, & Rege Cyprici. Item quod Januenses in Locis honorabilibus, & ordinatis, & Galeis, & ceteris Navigiis portabunt, & portare teneantur in uno Vexillo plena arma Regis Francie ab uno latere, & arma Imperii ab altero, non revocando. Propterea Sindici dicti Communis ab ipso Comuni Potestatem habentes, nomine Communis Januæ, & Januensem, facient Sacramentum fidelitatis dicto Serenissimo Domino Karolo Francorum Regi, & suis Successoribus in Regno, seu Gubernatori, aut alteri, nomine Regio, quod dictum Commune Januæ, & Januenses erunt boni, & legales Regi Francie, & Successoribus suis in Regno, & eidem bene, & legaliter observabunt promissa, & præstabit dictum Sacramentum semper ad requisitionem Regis, vel sui Gubernatoris. Item quod omnes Vassalli, & Conventionales Communis Januæ, & eorum Successores, qui ante præsentem translationem ei tenebantur facere Homagium, seu fidelitatis juramentum, illa eadem facient de cetero dictis Gubernatori, & Antianis modo, & formâ antea consuetis nomine dicti Communis. Item quod Cives, & Districtuales Januæ exhibere debeant Gubernatori Regis illos honores, obedientiam, & reverentiam, quos, & quas facere, & exhibere eorum Duci consueverunt, & quod dictus Gubernator in ipsis habeat dictam Jurisdictionem, & coherctionem omnimodam, quam in ipsos consueverunt habere Duces. Item præfati Dominus Dux, Consilium, & Officia, vice & nomine dicti Communis Januæ, promiserunt, & promittunt præfatis Dominis Ambassadoribus, & Procuratoribus, & nobis Notariis infra scriptis stipulantibus, & recipientibus nomine Regis, ut supra, bonâ fide præfatum Serenissimum Dominum Regem, & Successores suos in Regno manutenerent, defendere, & tueri pro posse in Juribus, & possessione, vel quasi Domini, Jurium, & Jurisdictionum in præfati translatione concessorum, & translationum, contra quoscumque nemine excepto, cujuscumque gradus, dignitatis, vel præminentie existat. Item quod dictum Commune Januæ consensum ponere teneatur realiter, & de facto in manibus dicti Serenissimi Regis Domini Januæ; dicti Gubernatoris Regi, seu alterius, nomine Regis, octo Castra, seu Forticia dicti Communis, videlicet Castrum Vultabii, Castrum Novarum, Castrum Vuadæ, Castrum Stellæ, Castrum Vintimilli in manu Communis Januæ existentia, nec non duo Saone pro uno, duo Portus Venetris pro uno, & Castra Gæccii extrâ manus Communis Januæ existentia, quæ citò erunt in manu dicti Communis Januæ, vel quàm primum præfatus Serenissimus Rex illa recuperaverit, quo casu brevi manu intelligantur esse posita in manum Regis per dictum Commune; In quibus quidem octo Castris præfatus Serenissimus

Rex,

ANNO
1396.

Rex, vel alius nomine ipsius ponat Castellanos de Subditis Regis Francie de Ultramontis, & custodiantur ipsa octo Castra, seu Fortilicia expensis Communis pro Custodia dictorum Castrorum dari consuetis; qui Castellani jurent, & jurare debeant in introitu sui Officii facere honorem, & favorem Communis, & pro Comuni Januæ contra quoscunque inobedientes, inimicos, & rebelles Communis Januæ, salvo semper, & reservato juramento præstando, seu præstito Regi, seu Officialibus suis. In cæteris autem Castris, seu Fortiliciis dicti Communis ponantur Castellani, & Custodes tales, de quibus videbitur dicto Gubernatori, & Antianis; qui quidem Castellani, & Custodes in introitu sui Officii, datâ cautione consuetâ, præstabit, & præstare teneantur Juramentum in manu Gubernatoris, vel ejus Locumtenentis; quod si aliqua novitas fieret, vel insurgeret in Civitate, aut Districtu contra Serenissimum Regem Francorum Dominum Januæ, & præsentis Pactionis, dicti Castellani, & Custodes dictorum Castrorum, seu Fortiliciorum qui tenebunt pro dicto Domino Rege, & suis Officialibus contra quoscunque insurgentes, & in casu quo dicta novitas fieret in Civitate, vel per Civitatem Januæ contra Regem, seu ejus Statum, aut Dominium ut supra, eadem Castra, seu Fortilicia in manibus dicti Regis, vel ejus Gubernatoris, vel alterius nomine Regis ponere teneantur, & ponant realiter & cum effectu, omni excusatione cessante; versa vice Specabilis, & Magnificus Dominus Franciscus Dominus Casenatici, & Vinayel Cambellaris Regius, & Honorabilis Vir Dominus Arnoldus Boncherius Thesaurarius Guerrarum, Consilarii Regii, Ambasiatores, & Procuratores generales, & Nunciis speciales præbati Serenissimi Domini Regis dicto ipsius Procuratorio nomine promiserunt, & conveniunt per stipulationem solemnem præfatis Magnifico Domino Duci, Consilio, & Officiis, & nobis dictis Notariis Publicis stipulantibus, & recipientibus, nomine & vice dicti Communis Januæ, omnia, & singula infra scripta; primo videlicet defendere dicto nomine, & quod præfatus Serenissimus Rex, & Successores sui defendunt Civitatem, & Districtum Januæ, & quoscunque Januenses, & Districtuales, & bona eorum, ac statum Communis, & Populi Januæ à quibuscunque injuriis, & violentiis eis illatis, vel factis, ipsosque, & eorum bona salvare, & manutene, & quod præbatus Rex salvabit, & manutenebit pro posse, & fide bona, & quemadmodum quisque verus, & bonus Dominus suos Subditos, & fideles defendere, & tueri tenetur. Item quod omnes, & singulos Subditos, Vassallos, & Conventionatos dictæ Civitatis, & Communis Januæ, ac Civitates, Castra, Loca, & Jura, quæ ab annis quatuor, & mensibus quatuor citrà, citrà Mare ab obedientia dictæ Civitatis, & Communis fide subtraxerunt, & subtrahunt, five subtraxit, subtrahet, vel subtrahat fuerint, præfati Domini Ambasiatores, & Procuratores dicto nomine promiserunt, quod præfatus Serenissimus Dominus Rex Dominus Januæ suo posse, & bona fide, pro bonis, opportunis, & expedientes modos, ad obedientiam, & subjectionem dictæ Civitatis, & Communis Januæ, quibus erant ante subtraktionem prædictam, reduci faciet, quam citò fieri poterit, etiam per potentiam armorum, si opus fuerit. Item quod præfatus Serenissimus Rex, & Successores sui in Regno dictam Civitatem Januæ, Districtum, Territorium, seu pertinentias ejusdem, nec aliquam partem, seu Dominium, vel possessionem, vel quasi, seu Jura eorundem sibi tradita non alicnabit, nec in alium transferet quovis titulo, seu modo; nec etiam à Jurisdictione, obedientia, & Gubernatione Civitatis prædictæ quomodolibet separabit, & quod in Civitate Januæ prædictâ, Districtu, seu pertinentiis ejusdem, seu in Cives, vel Districtuales ipsius non imponet, vel imponi faciet, per se, vel per alios, aliquam Collectam, Daciam, seu Avariam realem, vel personalem, seu mixtam, nec aliquas Angarias, vel Perangarias, nec etiam aliquam Collectam, seu Gabellam, seu Munus, quocunque nomine censetur, vel nuncupetur, exceptis oneribus supra specificatis, & etiam quod aliquos redditus Civitatis Januæ, seu Districtus, vel pertinentiarum non percipiet per se, vel per alios quovis modo, exceptis salario Gubernatoris, & expensis Custodiæ Castrorum supra specificatorum, & quod Terras, & Loca, Jura, redditus, atque bona quacunque Communis Januæ ad obedientiam, & utilitatem Communis Januæ manutenebit, & salvabit pro posse, & bona fide. Item quod si præfatus Serenissimus Rex, vel Successores sui in Regno faciet, vel facient Pacem, seu Treugam cum aliquo ex inimicis suis, quod Civitas Januæ, & Januenses in dicta Pace, seu Treugâ erunt inclusi,

& includentur. Item quod Gubernator, & Gubernatores venturi jurabunt in introitu sui Officii ad Sancta Dei Evangelia manu tactis Scripturis servare omnia, & singula supra, & infra scripta, singula singulis ut supra referendo, ac suum Officium bene, & fideliter exercere, & honorem Regis, utilitatem, & commodum Communis Januæ facere, & procurare, ac Jura dicti Communis defendere, salvare, & manutene, & ita dicti Antiani jurabunt in manu dicti Gubernatoris, & omnes Officiales dicti Communis similiter jurabunt. Item quod omnes, & singuli Januenses, & Districtuales Januæ de cætero possint ire, stare, negociari, & mercari, frui, & gaudere iisdem Privilegiis, Libertatibus, Franchisiis, & Immunitatibus in omnibus Terris, & Locis subditis dicto Serenissimo Regi, quibus utuntur, & gaudent Subditi dicti Regis undecumque sint. Item quod, durante præfati fismate, præfatus Serenissimus Rex non coget Januenses in aliquo de factis Ecclesiæ contra eorum opinionem. Item quod præfatus Serenissimus Rex dabit favorem possibilem, & honestum suis expensis suis Comuni Januæ, & Januensibus, ad recuperationem, & satisfactionem consequendam omnium, & singulorum bonorum, rerum, & mercium ablatorum, seu ablatarum Januensibus, & Comuni portatarum in Saonâ; Cum versa vice dictum Commune Januæ, & Januenses offerant se facere similem restitutionem, & satisfactionem Saonensibus antedictis realiter, & cum effectu. Item quod præfatus Serenissimus Rex per se, & Successores suos in Regno prædicta omnia, & singula attendet, & observabit, & contra non faciet, vel veniet quovis modo ipse, vel Successores sui, nec alius pro eis; quodque præfatus Serenissimus Rex pro se, & Successoribus suis in Regno confirmabit, approbabit, & ratificabit solemniter, & per publicum Instrumentum, vel ejus Patentes Litteras omnia, & singula in præfati Instrumento supra, & infra contenta, cum solemnibus clausulis, & juramentis necessariis, & opportunis, secundum consuetudinem præfati Serenissimi Regis infra menses quatuor proxime futuros. Item non obstantibus prædictis actum est, & solenniter conventum inter prædictas Partes, quod prædicti Domini Ambasiatores dicto nomine, seu præfatus Serenissimus Rex, vel alius, seu in Potestatem habentes pro ipso Serenissimo Domino Rege possint, & valeant, seu possint, & valeant eligere in Gubernatorem Regium dictæ Civitatis Januæ, Territorii, & Districtus pro ipso Domino Serenissimo Rege præfatum Illustrem Dominum Antonietum Adurnum nunc Ducem Januæ usque ad beneplacitum Regis; quæ omnia, & singula, & supra & infra, sub Padis, modis, formis, condicionibus, & Convencionibus prædictis, prædicti spectabiles Dominus Franciscus, & Arnoldus Ambasiatores, & Procuratores prædicti nomine Regio, & suorum Successorum in Regno, & præfati Illustres, & Magnificus Dominus Dux, Antiani, & Officia, seu Officiales nomine Communis Januæ sibi invicem, & vicissim, solennibus stipulationibus hinc inde interventientibus, ac nobis Notariis infra scriptis tamquam personis publicis Officio publico stipulantibus, & recipientibus, nomine & vice præfati Domini Serenissimi Regis, & Successorum suorum in Regno, & dicti Communis Januæ promiserunt ad Sancta Dei Evangelia manu tactis Scripturis per ipsos, & quemlibet ipsorum juraverunt, videlicet ipsi spectabiles Dominus Franciscus, & Arnoldus dicto nomine in animam præfati Serenissimi Regis, & in fidem Regiam, & præfati Magnificus Dominus Dux, Antiani, & Officiales nomine Communis, attendere, complere, & inviolabiliter observare, contraque non facere, vel dicere per se, aut per alias interpositas personas, de jure vel de facto, aliquo ingenio, aliquâ viâ, ratione, occasione, seu causâ, & perinde ad se observandum præfati Domini Ambasiatores, & Procuratores dicto nomine dictum Serenissimum Dominum Regem, & Successores suos in Regno, ac omnia bona ipsius & ipsorum, præsentia, & futura, & se prædicti Magnificus Dominus Dux, Consilium, & Officia dicto nomine, & omnia bona dicti Communis Januæ, præsentia & futura, & dicta bona, pertinentiarum ejusdem sibi ad invicem, & vicissim hypothecaverunt, & obligaverunt sub omni Juri, & facti ad hoc necessaria renunciatione pariter & cautellâ. Quas quidem stipulationes, & juramenta prædicta dictæ Partes in singulis Capitulis prædictis voluerunt haberi pro expressis, & specialiter repetitis. De quibus omnibus, & singulis supra scriptis prædictæ Partes, & earum qualibet petierunt, mandaverunt, & rogaverunt fieri unum, & plura publica Instrumentum, & Instrumenta ejusdem tenoris per nos Symonem Symus Beluaten. Diocesis Notarium Imperialem, & Antonium

ANNO
1396.

de Credentia Notarium, & Communis Janus Cancellarius, & quemlibet nostrum ad dictamen sapientium, facti substantia in aliquo non mutata. Acta, lecta, & publicata fuerunt predicta Janus in Palatio dicti Communis, in quo habitat prefatus Illustris Dominus Dux, videlicet in Camera cubiculari ipsius Domini Ducis juxta Turrim, anno Dominicæ Nativitatis millesimo tricesimo nonagesimo sexto. Indictione quarta secundum cursum Janus, die Sabbati quarta mensis Novembris; presentibus Domino Sifredo de Arcis, & Othone Rulcha Militibus, Domino Dominico de Imperialibus Legum Doctore, Domino Emanuele Grillo Juris utriusque Doctore, Domino Adurnino Adurno nato prefati Magnifici Domini Ducis, Contrado Manzuro Notario, & Communis Janus Cancellario, Guilielmo Loth Secretario Illustris Domini Ducis Aurilianensis, Francisco Archimandi, Antonio Salvagio quondam Cosina, Lodojio de Mozaficis de Monteuigro, & Christophoro de Albertis Notario, Testibus ad præmissa specialiter vocatis, & rogatis.

Ego Antonius de Credentia quondam Contradi publici Imperiali auctoritate Notarius, & Communis Janus Cancellarius predictis omnibus interfui, & rogatus suprascriptum præfens Instrumentum unà cum dicto Symone composui, imbreviavi, & scripsi, pluribus tam agilibus publicis occupatus per alium Coadjutorem meum extrahi, exemplari, & in hanc publicam formam ut supra redigi fideliter feci, idem me subscripsi, & publicavi cum signo, & nomine meis in Instrumentis apponi solitis in Testimonium præmissorum.

Extracta sunt præfens Copia à Registro inscripto sub Litteris D. D. Ducis PHILIPPI MARIE ANGLI Vicecomitis existente in Regio Archivio Casfri Porte Jovis Mediolani in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivii Officialis.

CLXXXVI.

1397. Transsumptum Confederationis inter ALBERTUM Romanorum Regem, & PHILIPPUM Pulchrum Regem Gallie annò 1299. inite, per Notarios Publicos confectum anno 1397. [Voyez le ci-devant sous le 5. Septembre 1299. Tom. I. Part. I. pag. 323. col. 2. §. 3.]

CLXXXVII.

Diploma Herzog Leopoldts zu Oesterreich/wodurch Er die Stadt Eßlingen in seine vordin mit Ulm/ Rotwil/ Nördlingen/ Memmingen/ Hall/ Gmünd/ Hibrach/ Kempfen/ Kaufboyren/ Sßing/ Aulim/ Leutkirch und Bopfingen gemachte Vereining eines Landfriedens aufnimmt. Geben zu Rotenburg am Necke Anno 1397. [JOH. PHIL. DATT, Volumen rerum Germanicar. novum. Libr. I. Cap. XII. pag. 89. Col. 1. §. 10.]

C'est-à-dire,

Diplome de LEOPOLD Duc d'Autriche, par lequel il reçoit la Ville d'ESLINGEN dans la Confederation conclusè auparavant pour le maintien de la Paix publique avec les Villes d'ULME, ROTWEIL, NORDLINGEN, MEMMINGEN, HAL, GEMUND, BIBERAC, KEMPEN, KAUFBEYREN, ISNY, AULIM, LEUTKIRCH, & BOPFINGEN. A Rotenbourg sur le Necke l'an 1397.

Wir seligste von Gots Gnaden Herzog zu Oesterreich/ zu Steyr/ zu Kärnten/ und zu Krain/ Graf zu Tyrol etc. Bekennen für die Hochgeborenen Fürsten unser liebe Brüder/ Herzog Wilhelm/ Herzog Ermsen/ Herzog Friderichen/ und unsern lieben Vettern Herzog Albrechten/ Herzogen zu Oesterreich etc. als sich unser lieber Bruder Herzog Wilhelm und wir für uns und unsern Vettern Herzog Albrechten und ander unser Brüder mit unsern Länden/ Ertzst/ Bischof/ Sunigern/ Erz-

gowe/ Emperknecht/ Burgunden/ Fröburg in Oechelant/ Turgow/ Schwaben und Schwanen/ zu den Erben und Ältern den Bürgermeistern Räten und allen Bürgern gemeinlich der heiligen Römischen Rids Stetten/ mit Namen Ulme/ Rotweil/ Nördlingen/ Memmingen/ Halle/ Gmünd/ Hibrach/ Kempfen/ Kaufboyren/ Sßing/ Aulim/ Leutkirch und Bopfingen versapnet haben/ und wes sy und auch wir uns gen in verscriben haben/ als auch das die Rids/ die darumb gegeben seind/ aigentlich upweisen/ und sagen das wir durch den willen/ die vorsegenanten Rids Stetten die Erben und Witen/ die Bürgermeister/ Räte und alle Bürger gemainlich der Statt zu Eßlingen in der vorsegenante vereynung aufgenomen und genomen haben/ und verscriben auch in bey unsern Fürstlichen treuen/ Erben und Gnaden/ die eegantne vereynung und weß sich der vorsegenante unse Bruder Herzog Wilhelm und wir gen den Eegantnen Rids Stetten verscriben haben/ für denselben unsern Vettern und ander unsern brüder/ und auch für uns gen den eegantnen von Eßlingen und gen den iren getreulich gehalten/ nach lute und sag der Rids/ die den eegantnen Rids Stetten darumb gegeben seind/ und je gelider wise/ als ob sie in denselben Vereyn mit newlichen worten begriffen weren und verscriben stunden/ an alle geberde. Mit Istund by Rids/ Geben zu Rotenburg am Necke an Sambstag nach Sant Valentins tag/ nach Christi Geburt deuchelndunbert Jar und darnach in fien und naltigsten Jar.

CLXXXVIII.

Diploma Romanorum Regis WENCESLAI, Do-25. Janv.
miso JOANNI GALEAZ Vice-Comiti & Duci Mediolani, de titulu & Comitatu Anglieræ concessum. Datum Prage 25. Januarii annò 1397. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre R. R.]

WENCESLAUS Dei Gratia Romanorum Rex semper Augustus, & Boemæ Rex Illustris Johanni Galeaz Duci Mediolani Papæ Anglieræque Comiti suo, & Imperii Sacri Principi gratiam Regiam, & omne bonum. Cum ex multis, & fide dignis Cronicis, & autenticis Scripturis quæ ad remiscenciam, & memoriam rerum, clarissimorumque Virorum, & temporum scripæ sunt, certissime teneamus antiquam prosapiam Illustris Comitem de Angleria Mediolanensis Diocesis Regibus, Ducibus, Comitibus, & multis Viris Illustris floruisse quos propter eorum strenuitates, & Virtutes summamque devotionem, quam erga Sacrum Romanum Imperium habuerunt nonnulli Prædecessores nostri Gloriosissimi Imperatores, & Reges magnis Beneficiis, & nobilissimis Privilegiis extulerunt, nec solum hoc à Caesaribus consecuti sunt, sed nonnulli Summi Sacræ Pontificis Virtutum magni æstimantes illos splendidissimis Privilegiis munibus illustrarunt, habemusque firmiter, & teneamus à certo te Johannem Galeaz majores antiquosque tuos nec non antiquorum tuorum Prædecessores à præfata Illustris, & Nobilissima antiqua prosapia Comitem de Angleria descendisse, & originem pariter protraxisse. Cumque tu Johannes Galeaz vetustis his laudibus prosapiæ tuæ prædictæ tantum splendorem propriæ Virtutis addideris, & ad eam quam semper majores tui Romano Imperio exhibuerunt devotionem, & fidem accumulaveris, personam tuam non immerito credimus eferendam. Cupientes itaque tibi Johanni Galeaz, cui propter generis tui tuarumque Virtutum nomen apertum est iter ad omnes amplissimas Dignitates, dignam gratiam de Trono nostræ sublimitatis impendere, & erga personam tuam, tuorumque descendencium munificentiam Cesaream exercere, ac volentes Terram illam Anglieræ quæ, quondam sub majoribus tuis prædictis Civitatis & Comitatus honore fulgebat, cujus fere memoria ex longo cursu temporum aboluit, reducere ad naturam sui propriæ, ne veritate temporis dignitas hujusmodi Principii tuæ Domus Illustris memoria deleatur sed potius nostro beneficio, & claritate tui nominis ad æternam rei memoriam relucescat, pariter & respiret, non per errorem aut improvide, sed animo deliberato & ex certa scientia sano Principum, Comitum, Baronum, ac Procerum, ac nostrum nostrorum Imperii Sacri fidelium accedente consilio, te, Principis dilecte, non ad tua petitionis instantiam sed de benignitate Regia motaque proprio, ac tuæ originis nobilitate poscente, hodie in nomine Domini, & Salvatoris nostri, à quo omnis Principatus, & honor provenire dignoscitur, Illustravimus, & Illustramus, ac Comitem Anglieræ fecimus, creavimus, excrevimus, Illustravimus, & sublimavimus, facimus, decoramus, creamus, & virtute præsentium erigimus, Illustramus, & sublimamus, Dece-

ANNO
1397.

Decernentes quod, tu, Hæredes, & Succesores tui Duces Mediolani & Comites Anglierie, perpetuis in antea temporibus, omni Dignitate, Nobilitate, Iure, Potestate, Libertate, & Jurisdictione, Imperio, Honore, & Consuetudine gaudere debeatis, & frui continuo, quibus alii Imperii Principes, & nominati Comites Illustris frui sunt hæcenus, & quoties poterint, dictam quoque Terram Anglierie ejusque Districtum cum & singulis suis sibi pertinentibus Villis, Oppidis, Castris, & Terris, Aquis, Aquarumque decuribus, Juribus, Jurisdictionibus, & Regalibus, & eorum infra scriptis Terris, videlicet Terra de sexto Calendario, Terra de Lalanza, Terra de Burgo de Anglieria, Terra de Roncho, Terra de Yspera, Terra de Cerro, Terra de Arolio, Terra de Monale, Terra de Salsabalaro, Terra de Laveno, Rocha Travalia, Terra de Portu, Terra de Asinalo, Terra de Castello, Terra de Cernegnana, Terra de Luyno, Terra de Macagnio superiori, Terra de Macagnio inferiori, Terra de Saffoxini, Terra de Vira, Terra de Ranza, Terra de Magadino, & Terra de Centono: que Terra sunt ab una parte Lacus Majoris versus Mediolanum, licet antea de Districtu, Diocesi seu Comitatu Mediolani esse dicerentur, vel reputarentur, cum infra scriptis Terris, videlicet Terra de Tignola, Terra de Arona, Terra de Meyna, Terra de Lefia, Terra de Buzirate, Terra de Sirela, Terra de Isella superiori, Terra de Isella inferiori, Terra de Margutio, Terra de Sima, Terra Burgi de Palanza, Terra Burgi de Intro, Terra de Bignizolis, Terra de Ogiabio, Terra Burgi de Taverro, Terra Burgi Canobilli, Terra de Trelluvio, Terra de Brislago, Terra de Roncho, Terra de Seona, Terra de Losona, Terra de Soldulo, Terra de Locarno, Terra de Menusio, Terra de Tenero, Terra de Gordora, & Terra de Brozoli, que sunt ab alia parte dicti Lacus versus Novariam, licet antea de Districtu, & Diocesi Novariensi esse dicerentur, & cum toto ipso Lacu Majori ejusque ripis à principio dicti Lacus usque ad finem dicti Lacus, & cum omnibus aliis Terris, & Locis situatis, & positis prope, & super ripas dicti Lacus, & consstantibus dicto Lacu cujuscumque Diocesis, & Districtus, ejusque foret Lacus ipse, in verum Comitatum creavimus, creavimus, & erigimus, & creamus, ac de prædicta Romanæ Regiæ M^{te} plenitudine ex certa scientia decoramus tibi Illustri Johanni Galeaz Duci Mediolani & Comitatu hujusmodi Anglierie, cum omnibus Honoribus, Commoditatibus, Nobilitatibus, Juribus, Privilegiis, & Immunitatibus, quemadmodum Comitatus insignes, ab Illustribus Romanis Imperatoribus, sive Regibus possidentur vel teneantur, seu possideri consueverunt hæcenus, & à sacro Romano Imperio dependent in Feudum, de benigne Regia concedentes, decernentes, & Regio Romano statuentis Edicto quod tu, Hæredes, & Succesores tui prædicti propter Comites Anglierie Terrarumque prædictarum nominari, & appellari debeatis in antea, & tanquam ceteri Sacri Imperii Comites teneri, & honorari, ac ab omnibus reputari omnique Jure, Privilegio, Honore, Dignitate, Immunitate absque impedimento perfrui, quibus alii Sacro-Sancti Romani Imperii Comites in dandis seu repetendis Juribus, & Jurisdictionibus; in conferendis, seu suscipiendis Feudis, & omnibus aliis Illustris statum & conditionem Comitatus carentibus frui sunt hæcenus, & Succesores tui prædicti Comites Anglierie Comitatum eundem cum omnibus suis pertinentiis, sicut expressatur superius à Nobis, nec non à Serenissimis Romanorum Imperatoribus, & Regibus Successoribus nostris, & ab ipso Romano Imperio quando opportunum fuerit, & Nos, & Succesores nostros in dicto Comitatu Anglierie, vel in Ducatibus esse continget, debito solemnitate honore, cum Vexillis, ut moris est ac solita reverentia sic suscipere debeatis, & Sacramentum fidelitatis facere consueverunt, dum vero Nos, & Succesores nostros extra prædictos Comitatus, & Ducatus esse continget; quod tu, Hæredes, & Succesores tui prædicti per solemnem Procuratores, & Nuncios tam prædicta Feuda suscipere, quam etiam consueta Juramenta facere valeatis, cum solemnitatibus debitis & consuetis, quemadmodum alii Sacri Romani Imperii Comites Feuda sua suscipere consueverunt; decernentes, & hoc Romano Regio Edicto statuente, quod tu Johannes Galeaz, & tui descendentes Duces Mediolani teneatis, & tenere debeatis dictum Comitatum Anglierie sub nomine Comitatus, & tanquam Comites Anglierie, & quod non possitis, nec valeatis dare, concedere, nec aliquo modo transferre dictum Comitatum Anglierie in aliquam personam, etiam collateraliter, nec ipsum Comitatum à vobis aliquoties abdicare nisi in personam il-

TOM. II. PART. I.

lius descendenti qui post obitum Ducis Mediolani &c. succedere debere in Ducatibus prædictis, & qui tunc sit, & vocetur Comes Anglierie, possitis tantum, tu, & tui descendentes Comites Anglierie, post ætatem viginti quinque annorum, dentis, & locis prædictis, dare, & in Feudum concedere illis personis de quibus vobis videbitur, & placuerit, veterumque Arma & Insignia dicti Comitatus Anglierie Viperam in forma quæ majores tui prædicti, & tu Viperam ipsam in bellorum actibus, & ubique strenue detulistis, tibi tuisque descendentiis, & Successoribus in infinitum, quos Comites Anglierie esse continget: Tenore præsentium damus, concedimus, & confirmamus, quam Viperam ubique tenere, deferre, & portare, ac teneri, deferri, ac portari facere valeatis cunctis temporibus affuturis. Et prædicta omnia, & singula valere volumus, & obtinere effectualiter roboris firmitatem, non obstantibus aliquibus Legibus, Juribus, Constitutionibus, Consuetudinibus, & Clausulis, & aliis Concessionibus, vel Titulis per Nos sive Prædecessores nostros in Imperio sive aliis factis, collatis, vel concessis super prædictis, vel aliquo prædictorum, etiam si talia forent de quibus in præsentibus oportere fieri mentio specialis. Quibus omnibus, & singulis quo ad sublimationem & erectionem, concessionem, infestationem, & alia supradicta, de plena & absoluta potestate ex certa scientia, derogari volumus, & etiam derogamus, suppletes omnem defectum si quis obscuritate verborum solemnitate omisit seu alias quomodolibet repertus fuit in præmissis; Jus tamen ex dicta concessione, & creatione in Feudo dicti Comitatus habemus nobis, & Successoribus nostris in Imperio. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostræ Illustrationis, Sublimationis, Creationis, Collationis, Decorationis seu Decreti paginam infringere, seu ei quovis alio temerario contraire: si quis autem secus attentare præsumpserit, præter indignationem nostram gravissimam, poenam centum Marcarum purissimi auri le noverit irremissibiliter incursum, quarum medietatem nostri Erarii regalis sive fisci, reliquam vero partem injuriam passorum usibus decernimus applicari præsentium sub Regiæ Majestatis nostræ Sigillo Testimonio Literarum. Datum Praghe anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo septimo, die vigesima quinta Januarii. Regnorum nostrorum anno Boemiarum trigesimo quarto, Romanorum vero vigesimo primo.

Ad Mandatum Domini Regis
V. O. DECIMUS UCULL Cancellarius.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris R. R. BERNABOVIS Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivi Officialis.

CLXXXIX.

Ereſſio JOANNIS GALEAZ DUCIS Mediolani 30. Mars.

Ducis Mediolani, ejusque Hæredum in Duces Lombardiæ per Romanorum Regem WENCESLAUM, cum facultate eis data deferendi Insignia Imperialia, videlicet, Aquilam nigram in campo aureo. Datum Pragæ die 30. Martii anno 1397. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan, Registre N.N.]

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus Sancti. Amen.

ANNO à Nativitate Domini Nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo quadragelimo quinto, Indictione octava, secundum cursum Inclytæ Urbis Mediolani, die verò Jovis undecimo mensis Martii. Cum propter frequentem casum necessitatem Juris utriusque provisione sit sanctum, quod Exemplaria ab Originalibus fideliter transumpta ubique locorum fidem faciant, expeditaque fidem facere, qualiter infra scriptum Privilegium Imperiale fuit confectum, datum, subscriptum, & sigillatum, pro ut infra, ea propter cunctis præsens Instrumentum inspicitur pateat evidenter, quod ego infra scriptus Laurentius de Margonibus Notarius ut infra, ad hoc requisitus infra scriptum Transumptum ab Originali Privilegio infra scripti

L 1

Sere-

ANNO
1397.

ANNO 1397. Serenissimi Domini tunc Imperatoris Romani, infra-

scripti tenoris, dato, subscripto, & sigillato ut infra, penes me tunc existente in bonâ & autentica formâ, & non vitiato, nec cancellato, nec in aliqua sui parte suspecto, transumptum, & in hanc publicam formam redigi feci per Stephanum de Gallatis Notarium infra-scriptum, ipsūque Transumptum diligenter examinavi, & ascultavi unâ cum infra-scriptis Notariis inferioribus, nobis tunc simul existentibus, & præfens Exemplar cum dicto originali Privilegio diligenter alcultantibus, & examinantibus in præsentia etiam, & cum auctoritate, & decreto sapientis, & egregii Legum Doctoris Domini Cedronis de Româ Vicarii, & Locumtenentis spectabilis Domini Leonardi de Aurea Potestatis præfate Inclytæ Urbis Mediolani, & Ducis ejus pro Illustrissimo Principe, & Excellentissimo Domino nostro Domino Duce Mediolani &c. pro Tribunali sedente super quodam banco sito in Camera una posita in Domibus Regiminis præfati Domini Potestatis in Brolecco novo Communis Mediolani, eoque Domino Vicario, & Locumtenente auctoritatem suam, & decretum suum interposcente, dante, & præstante ad convalidationem præsentis Autentici, atque etiam decernente, & jubente præfens Transumptum, & Autenticum fidem plenariam facere debere ubicumque locum in iudiciis, & extra; Et cum hoc sit, quod præfens Transumptum cum dicto Originali Privilegio alcultato, & examinato ut supra, repertum fuerit in omnibus, & per omnia concordare, & in nullo discrepare; Ideo in Dei nomine Ego idem Laurentius de Martignobus Notarius ut infra, ac requisitus, & rogatus, ut supra, de hujusmodi authenticatione publicum Instrumentum confici, & tradidi, signe aliis Negotiis occupatis ad scribendum dedi dicto Stefano de Gallatis Notario ut infra, ipsūque authenticum Instrumentum mea propria manu subscriptum ut infra, cum appositione signi mei Tabellionatus confecti, in fidem, & Testimonium omnium in eo Instrumento contentorum, & etiam subscripti feci per infra-scriptos alios Notarios, qui dictæ examinationi, alcultationi, & authenticationi præfentes fuerunt ut infra; Cujus quidem Privilegii Imperialis tenor talis est, videlicet: VENCESLAUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, & Boemia Rex, Illustri Johanni Galeaz Duci Lombardiæ, Papie, & Angliæ Comiti, suo, & Imperii Sacri Principi gratiam Regiam, & omne bonum. Recolentes alias nos te, tuosque Descendentes, & Successores in Ducem Civitatis Mediolanensis, Diocesis, & pertinentiarum, & postea in Ducem multarum aliarum Civitatum, & Diocesium, Districuum, Terrarum, & Territoriorum, & maxime infra-scriptarum Civitatum, & Terrarum, videlicet, Veronæ, Brixie, Parmæ, Cremonæ, Pergami, Cumarum, Placentiæ, Vincenziæ, Novariæ, Vercellarum, Alexandriæ, Regii, Laudæ, Tredonæ, Feltri, Bellini, Bobii, Ripæ propè Tridentum, Bassani, Cremæ, Soncini, Burmi, Burgi Sancti Domini, Pontremuli, Massii, Novi, Felizani, Terræ, & Rochæ Aracii, Serravallis, Sarzanæ, Lavenziæ, Carariæ, & Sancti Steffani gratiosius sublimasse, pro ut datæ super hoc nostræ Majestatis Litteræ manifestè declarant. Volentes personam tuam, tuorumque Descendentium, Ducem, & Ducatum Mediolanensem, dictumque alium Ducatum dictarum Civitatum, Diocesium, Districuum, Terrarum, & Territoriorum per nos postea tibi concessum, & collatum simul speciali, & ampliori titulo decorare, & super dictis Ducatibus dictæ Mediolanensis, dictarumque aliarum Civitatum, Diocesium, & Terrarum, notabile, & congruum nomen imponere, Ducatus ipsos in Ducatum, & Principatum Lombardiæ, hodie in nomine Domini, & Salvatoris nostri, à quo omnis Principatus, & honor provenire dignoscitur, eximus, illustravimus, sublimavimus, & decoravimus, ac erigimus, illustramus, sublimamus, & decoramus, ita videlicet, quod tu, tuique Descendentes, & Successores Duces, respectu Ducatum prædictorum cunctis temporibus Duces Lombardiæ ab omnibus, & singulis Regibus, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Dominis, Civitatibus, Communitatibus, Vicariis, Præfidentibus, & Regentibus, ac aliis quibuscumque nominari, tractari, & appellari debeatis in antea, intendentes quod sub hoc titulo Ducatus Lombardiæ comprehendantur ea tantum, de quibus supra, & in præfatis Litteris Majestatis nostræ seriosius continentur, reliquis contentis in memoratis nostris Litteris manentibus semper salvis. Cipientes insuper tibi, tuisque Descendentibus, & Successoribus Ducibus Lombardiæ pro nobis, & Ducatu Lombardiæ prædicto de Armis, & Insigniis providere, præsertim de Insigniis nostris Imperialibus, quas Majores

res tui, & tu nostros, & Serenissimorum Prædecessorum nostrorum Romanorum Imperatorum, & Regum nomine retroradâs temporibus, in Bellorum actibus, & ubique strenue destulerunt, non ad tua petitionis instantiam, sed de benignitate Regiæ, motuque proprio, ac Romana Regiæ plenitudine Potestatis, tibi, tuisque Descendentibus legitimis, & legitimis ad nos, sive à Successoribus nostris, Romanorum Imperatoribus, & Regibus, eorumque Descendentibus in futurum, quos Duces Lombardiæ esse continget, concessimus, & concedimus, ac tenore præfentis nostri Privilegii licentiam largimur, quatenus pro dicto Ducatu Lombardiæ Armam, seu Insignia nostra Imperialia, videlicet Aquilam nigram in Campo aureo, in forma, qua ipsa Arma Serenissimi Romanorum Imperatores portare consueverunt, aut per quateriam tuam, tuis, tuorumque Descendentium Armis, pro ut tibi, Descendentibus, & Successoribus tuis Ducibus videbitur, & placuerit, ubique tenere, deferre, & portare, ac teneri, deferri, & portari facere valeatis cunctis temporibus affuturis, ut per hoc inter Nos, Successoresque nostros in Imperio, ac te, tuosque Descendentes, & Successores Duces memoriale perpetuum, vinculumque unionis maneat, & perduret; nolentes, sed potius inhibentes, te, tuosque Descendentes, & Successores Duces ut supra in Armorum ipsorum delatione per quemcumque, cujuscumque Dignitatis, & Auctoritatis exsistat, potius successive quomodo libet impediri. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostræ Erectionis, Illustrationis, Sublimationis, Decorationis, Concessionis, Largitionis, & Decreti paginam infringere, seu ei quovis aut temerario quomodo libet contraire. Si quis autem contrarium attentare presumpserit, præter indignationem nostram gravissimam, penam centum marcarum auri purissimi se noverit incursum, quas ab eo qui contraxerit, totiens quotiens contrafactum fuerit, irreversibiliter exigi, & eorum medietatem Regalis nostri Aerarii, sive Fisci, residuum verò partem injuriam passorum decernimus usibus applicari, præsentium sub Regiæ Majestatis nostræ Sigillo Testimonio Literarum. Datum Pragæ anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo septimo, die XXX. Martii. Regarum nostrorum anno Boemiæ trigesimo quarto, Romanorum verò vicelesimo primo. Ad mandatum Domini BENESSI DE CHUSUL. Et erat dictum Privilegium sigillatum Sigillo pendenti præfati Domini Imperatoris per me Laurentium Notarium infra-scriptum, & alios Notarios infra-scriptos vixi, & diligenter inspecto. Et de prædictis rogatum fuit per me sæpe dictum Laurentium Martignonum Notarium infra-scriptum publicum debere confici Instrumentum unum, & plura tenoris ejusdem. Acta fuerunt superscripta omnia, & singula in dicta Camera sita in dictis Domibus Regiminis præfati Domini Potestatis Mediolani ut supra coram præfato Domino Vicario ut supra, & coram infra-scriptis Notariis, videlicet Johanne de Giramis, Francischino de Zerbis, Christoforo de Gallatis, Francischino de Regnis, Gasparino de Regnis, Leone de Ferrariis, & Petro de Marliano omnibus Notariis Mediolani unâ cum me Laurentio Notario infra-scripto alcultantibus, & examinantibus ut supra, & præfentibus etiam ibi pro Testibus sapiente Viro Domino Johanne de Buisio Legum Doctore Filio quondam Domini Antonii Portæ novæ Parochiæ Sancti Bartolomei intus Iudice præfati Domini Potestatis, Zanoto de Castiglione Filio quondam Domini Ottonis Portæ Ticiensis Parochiæ Sanctæ Mariæ in Valle, & Dionisio de Galiano Filio quondam Domini Johannini Portæ Romane Parochiæ Sanctæ Tegie Mediolani, omnibus notis, & idoneis, & ad præmissa specialiter vocatis, & rogatis.

Extracta suis præfens Copia à Registro inscripto sub Litteris N. N. Ducis PHILIPPI MARIE ANGLI Vicecomitis existente in Regio Archiepis Casiri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripta. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719
Examinavit JOHANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archiepis Officialis.

CXC.

Instrumentum Publicum, quo RUPERTUS Se-30. Mai. nior Dux Bavarie proficitur se Vasallum & Hominem Ligum RICHARDI II. Regis Angliæ deventisse pro annua solutione 1000. Librarum. Dat.

ANNO 1397.

ANNO 1397. *Dat. in Castro Oppenheim die 30. Maji Anno 1397. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 854.]*

In Nomine Domini, Amen.

PER hoc præfens Publicum Instrumentum, cunctis ipsi subintendunt, pateat evidenter.

Quod, sub Anno ab Incarnatione Domini, millesimo, trecentesimo, nonagesimo septimo, Indictione quinta, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Bonifacii, divina Providentia, *Pape Nomi*, Anno octavo, die penultima Mensis Maii, hora vespertina vel quasi, constituti personaliter, in Castro Oppenheim, Argunc. Diocese, coram Illustri Principe, *Domino Ruperto Seniore*, Comite Palatino Rheni, Sacri Romani Imperii Electore, & Bavarie Duce, me Notario publico infra scripto ibidem præfente, desuper requisito, & Testibus infra scriptis, itrenus Miles, *Nicholas Rybenus Chivaler*, & *Johannes Parant*, Procuratores & Sindici, Serenissimi Principis & Domini, Domini *Richardi Regis Anglie & Francie*, & Domini *Hibernie*, prout de Mandato Procuratoris eorumdem ad infra scripta, per Patentes Litteras dicti Domini *Richardi Regis*, plenè constabat atque constat, quandam Litteram ejusdem Domini *Richardi Regis*, Sigillo Majestatis suæ sigillatam & roboratam, in suis tenentes manibus, dicto Illustri Principi, *Domino Ruperto Seniore*, Duci de Bavaria, præfentaverunt, & ad manus & receptam ejusdem assignaverunt, desiderantes & requentes quatenus præfatus Illustris Princeps, *Dominus Rupertus Dux Senior*, ipse, nomine Procuratorum dicti Domini *Richardi Regis*, Juramentum corporale super Homagio, in dicta Regia Littera, tacto, præstare dignaretur, secundum tenorem & formam Litterarum ejusdem.

Qui quidem Illustris Princeps & Dominus, Littera hujusmodi, de manibus præfati Domini *Nicholai Rybenus Militis*, Procuratoris & Sindici, cum reverentia qua dequit, ad se recepta, mox in præsentia & audientia suis legi præcepit, & tenore ejusdem intellecto, statim idem Illustris Princeps, *Dominus Rupertus Dux Senior*, manus suas inter manus Domini *Nicholai Rybenus*, Procuratoris & Sindici prædicti, interposuit, quas idem *Nicholaus* inter suas ambas manus, in forma in talibus usitata, recepit & tenebat;

Et tunc idem Dominus *Rupertus Dux Senior*, in præsentia dicti Domini *Nicholai*, ac mei Notarii publici subscripsi, & Testium infra scriptorum, præfati Domini nostri Regis Anglie devenit Vassallus, & Homageus, & eidem Domino nostro Regi, in Personam dicti Domini *Nicholai* Procuratoris sui, & dicto Domino *Nicholao* in Personam præfati Domini nostri Regis Homagium ligium fecit, adque fidem & fidelitatem eidem Domino Regi durante tota vita sua servabit, & faciet, ac facere sua fide promittit, sicut Vassallus Infocodatus, bonæ fide, Domino suo facere tenetur, secundum tenorem complementum & formam Litterarum, tam præfati Domini *Richardi Regis*, quam etiam ipsius Domini *Ruperti Ducis Senioris*, sub invicem super hujusmodi Homagio ante mutuo traditarum, & ad hoc corporaliter juravit, SACRUS DEUS IPSUM ADJUVET ET OMNES SANCTI EIVS;

Et immediatè postea præfatus Dominus Dux dicto Domino *Nicholao* osculum dedit juxta morem Patriæ in talibus usitatum.

Tenor autem præfate Regie Litteræ, ipsi Domino *Ruperto Duci Seniore*, per præfatos Procuratores & Sindicos præsentatæ, de verbo ad verbum sequitur, Et est talis,

RICHARDUS, Dei gratiâ, Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ, dilectis & fidelibus suis, *Nicholao Rybenus Chivaler*, & *Johanni Parant*, Servienti suo ad arma, Salutem,

Sciatis quod, Cum, *Rupertus Senior* Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Elector, ac Archidapifer, & Bavarie Dux, Conlangueus noster carissimus, devenit efficaciter Homagialis noster, pro termino vite suæ, ac bonâ fide nobis promiserit, quamdiu viveret, sinceram fidelitatem, bonum nostrum quantum poterit procurare, & de nostro malo, quando ei inde constituerit, avifando ac fideliter præmuniendo, sicut Homagialis fidelis suo Domino de præmissis solitus est facere & obligari;

TOM. II. PART. I.

Promiserit etiam se, contra Nos, Dominum nostrum, aut Regnum nostrum, nunquam facturum, & insuper adinaverit se Nobis fideliter astare, & esse adiutorem contra & adversus Injuriores nostros; quotiens per Nos super hoc fuerit legitime requisitus seu admonitus;

Ac etiam promiserit se, post requisitionem hujusmodi, diffidaturum eosdem nostros Injuriores, eis palam & publicè intimando ipsum velle nobis assistere, nosque juvare eorum malâ & iniquâ voluntate quomodolibet non obstantè;

Quodque idem Dux, per Nuncios nostros certificatus, de numero & multitudine Hominum Armatarum, quem Nos ab eo desiderabimus, ac concordato, inter ipsum Ducem & dictos Nuncios nostros; quantum pro singulis Lanceis Hominum Armatarum, quantum pro Militibus, quantum pro Baronibus, quantum pro Comitibus, quantum pro Duce Belli rationabiliter, per mense assignari, & quomodo illis de dicto stipendio satisfieri debeat, teneatur nobis fideliter providere, de ipsis Hominibus Armatis; Comitibus, Baronibus, Militibus, & Clientibus, usque ad exactam & petitarum numerum Lancearum;

Voluerit insuper idem Dux & concessit, quod ipse, universos & singulos Subditos nostros, Nobiles & ignobiles, Clericos & Laicos, & alios quoscunque nostre Ditioni subiectos, cujuscunque Dignitatis, Status, Gradus, seu conditionis extiterint, per Terras & Dominia ipsius Ducis transientes, vel morantur facientes, fideliter defendet, & saluum Conductum eis, quotiens super hoc per eosdem fuerit congruè requisitus, vel aliquis Officiariorum ipsius Ducis fuerit debitè requisitus; salvo quod consueta Pedagia & Theolonia debita, persolvantur;

Promiserit etiam præfatus Dux, ipsum, omnia & singula præmissa, & eorum quodlibet, in specie, nobis, medio Juramento, firmiter & inviolabiliter, seclusis fraude & dolo, observaturum;

Excepit tamen in præmissis idem Dux; Sanctam Sedem Romanam, & Inclitum Principem, *Wenzeslaus Romanorum Regem*, & Sacrum Imperium, ac *Coelectores suos ejusdem Imperii*, ac Patres suos *Bavarie Duces*, *Ducem Lotharingie* Generum suum, *Episcopos Wormaciensem & Spirenses* *Marchionem Baden*, *Comitem Simonem de Spanheim*.

Et Nos, Premissorum consideratione, & ita quod idem Dux Homagialis, Vassallus, & fidelis Homo Ligeus noster fiat, & deveniat, & existat, ac Homagium suum, cum super hoc ex parte nostra fuerit requisitus, nobis in forma pro hujusmodi Vassallis & Ligeis nostris consueta faciat, ac omnia & singula alia Servitia præmissa, Pacta & Conditiones in Litteris ipsius Ducis, inde confectis, specificata & contenta, benè & fideliter absque fraude & dolo faciat, perficiat, compleat, observet, & ad hoc Sacramentum corporale, cum inde ex parte nostra fuerit requisitus, nobis præstet;

Volentes ipsum Ducem favore repensivo prospicere & gratiofo,

Concesserimus eidem Duci mille Libras, percipiendas, singulis annis, ad Scaccarium nostrum, ad terminos Sancti Michaelis & Pasche, per æquales Portiones, ad totam vitam ipsius Ducis; ita tamen quod, si Nos ante ipsum Ducem subtrahi fuerimus ab hac luce, tunc statim, post decessum nostrum, tam prædictum Homagium, ac alia præmissa; per præfatum Ducem sic facienda, quam solutio dictarum mille Librarum penitus cessent & terminentur, prout in Litteris nostris Patentibus, inde confectis, plenius continetur;

Nos, De vestra providentia, circumspectione, & industria plenissime confidentes,

Assignavimus, deputavimus, & constituimus vos, & quemlibet vestrum, Commissarios nostros, five Commisariam nostrum, ad Homagium Ligium ipsius Ducis in hac parte, ac etiam ad Sacramentum corporale ejusdem Ducis, pro observatione omnium & singulorum præmissorum, Vice & auctoritate nostris, capiendum & recipiendum, ac, ad Instrumentum Publicum, sub Magno Sigillo ipsius consignatum, super præstatione & factura Homagii & Juramenti prædictorum, petendum, recipiendum, & ad præsentiam nostram deferendum, ceteraque alia & singula faciendum & exequendum, quæ in præmissis & aliquo præmissorum necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna;

Et ideo vobis, & cuilibet vestrum mandamus, quod circa præmissa cum omni efficacità diligenter faci-

ANNO 1397.

ANNO
1397.

tendatis, & ea faciatis & exequamini in forma prædicta.
In cujus rei Testimonium, has Litteras nostras fieri fecimus Patentes.

Datum in Palatio nostro Westm. duodecimo die Aprilis, Anno Regis vicefimo.

Per ipsum Regem.
SCARLE.

Saper quibus omnibus & singulis, præfatus Illustrius Princeps, Dominus Rupertus Dux Senior ex una, necnon supra scripti Procuratores & Sindici parte ex altera, requisiverunt cum instantia me Notarium Publicum infra scriptum, ut super singulis præmissis ipsis & eorum cuilibet conficerem una vel plura Publica Instrumenta.

In quorum etiam præmissorum omnium evidens Testimonium, Nos, Rupertus Dux Senior præfatus, Magnum Signillum nostrum, præfati Publico Instrumento duximus apponendum.

Acta sunt hæc, Anno, Indictione, Pontificatu, Mensis, die, hora, & loco superius expressatis.

Præsentibus ibidem,

Dominis,
Nicholas Probo. Sacre Theologie,
Et Nicholas Bisinga Decretorum,
Doctores:
Ac,
Strenuis Militibus,
Johanne de Hirsborn,
Johanne Camerarii,
Tham Kuvel,
Rudulpho de Zeisbounz;
Necnon,
Domino Matbia, Prothonotario præfati Illustrius Principis Domini Ruperti Ducis Senioris, pro Testibus ad præmissa vocatis pariter & rogatis.

Et ego Johannes Perator de Winheim, Wormaciensis Diocesis, Publicus Imperiali autoritate Notarius, quia præmissis omnibus & singulis, dum sic, ut præmittitur, ageretur & fierent, una cum prænommati Testibus, præfatis interfui, eaque modo præmissa fieri vidi & audiui, ideo hoc præfati Publicum Instrumentum exinde confeci, quod etiam manu propria scripsi, publicavi, & in hæc publicam formam redegi, Signoque & Nomine meis soliti & consecuti, una cum appensione Magni Signilli, præfati Illustrius Principis, Domini Ruperti Ducis Senioris, de Mandato ipsius, signavi rogatus & requisitus, in fidem & Testimonium omnium & singulorum præmissorum.

CXCI.

Dec. Lettres de Remission accordées par CHARLES Roi de France, à CHARLES Duc de Lorraine, au sujet de la résistance faite à main armée aux Prevôts de Coiffy & de Passavant, & autres Gens dudit Roi, qui étoient venus faire une Exécution militaire à Beaumenuil. Donné à Paris au mois de Decembre 1397. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine & d'Autriche; aux Preuves. pag. 173. Tiré de la Chambre des Comptes de Paris. Regist. 153. Num. 18.]

CHARLES, &c. Savoir faisons à tous présents & avenir, nous avoir oye la supplication de nostre tres-chier & feal Cousin CHARLES DUC DE LORRAINE, Marchis, contenant comme la Ville & les appartenances de Beaumenuil soient assis ou Duchie ancien & propre Demaine de nostredit Cousin en la plus grant partie, & l'autre partie tenue de ses fief, & non d'autre & de tout temps appartenent & doivent ycelles appartenir à nostredit Cousin & à ses Predecesseurs. Neanmoins trois ans a ou environ, noz Prevôts de Coiffy & de Passavant accompagné de tres-grand nombre de Gens à cheval & à pié, tant de communes comme d'autres, sans avoir aucune commission sur ce, ou au moins sans ycelle monstrier aux Gens & Officiers de nostredit Cousin, pource que yceulz nos Prevôts disoient ladite Ville estre en nostre garde, & nous d'avoir pource chacun un Marc d'argent, à

force d'armes & par maniere d'ostilité eussent brisé & efforcé ladite Ville de Biomesnil, & illec prins plusieurs Hommes avec les bestiaux d'icelle Ville, & les menez & mis là où il leur pieut. Dont il se fist cry & hayay en ladite Ville & environ, comme eût acqoullumé de faire au pays où fait de telles courtes & aiaux, qui souvent s'y font, pource que c'est és marches de Lorraine, & és extremitez de Bourgogne & d'Allemagne. Pourquoy le Bailliy de nostredit Cousin ignorant quels Gens c'estoient, & tendant faire rescouffie desdis Hommes, Bèfies, & Chastels qu'ils emmenojent, comme il lui loiset par la Coustume dudit Pays, & accompagné d'aucunes Gens d'armes, & autres, eussent trouvé nosdiz Prevôts, & les eussent assailli l'un l'autre, & tant que en ce conflit furent mors un ou deux de nos Hommes, & plusieurs autres bleciez, & les autres emprisonnez en la Ville de Dampaire és prisons de nostredit Cousin. Et lesquelz icellui Bailliy, si tost qu'il sceut ladite cause & exploit avoir esté faites par noz Gens, pour honneur & reverence de nous, & à la requeste de nostre Bailliy de Chaumont, les eust delivrez & mis hors de prison avec tous leurs biens. Pour lesquelz cas dessusdiz nostre Procureur General a fait convenir & appeller ycelui nostre Cousin à comparoir personnellement en nostre Cour de Parlement, & avec ce fait mettre en nostre main toute la Terre que nostredit Cousin tient de nous. En laquelle nostre main ladite Terre est encores detenue. Et pource soit ycelui nostre Cousin trait par devers nous, en nous humblement suppliant, que nous vueillions avoir regart & consideration aux bons & agreables services que ses Predecesseurs ont fait longuement & loyaument à nous & aux nostres és Guerres de nostre Royaume, & autrement, & qu'il est prest & appareillé de faire toutesfoiz qu'il nous plaira, & au grant & special droit qu'il a tousjours eu, & a estre & demeurer en nostre grace. Il nous plaist ycelle elargir à lui, foudit Bailliy & à ses complices oudit fait. Pource est-il que nous enclainant à sa supplication, eût consideration aux choses dessusdites, & pour contemplation de nos tres-chers & tres-amez Oncles & Freres, les Ducs de Berry, de Bourgogne, & d'Orleans; qui de ce nous ont aussi tres-humblement supplié, A ycelui nostre Cousin LE DUC DE LORRAINE, foudit Bailliy, les complices, & chacun d'eulx, de nostre autorité Royal, certaine science, & grace especial, avons quité, remis, & pardonné, quittons, remettons, & pardonnons par ces presentes tout ledit fait ou cas dessusdit, avec toute peine, amende, & offense corporelle, criminelle, & civile, en quoy eulx, & chacun d'eulx sont, & peuvent estre pour ce encourus envers nous & Justice. Et les restitutions à leurs bonnes fames & renommées, à nostre Royaume, au Pays, & à leurs biens non confisque, en imposant sur ce silence perpetuel à nostre Procureur. Satisfaction faite à partie premierement, & avant toute chose, à l'arbitrage dudit Bailliy de Chaumont, se ja n'est faite. Si donnons en mandement à noz amez & feaulx Conseillers les Gens tenans nostre present Parlement à Paris, & que tendront ceulx avenir, & audit Bailliy de Chaumont ou à son Lieutenant, que de nostre presente grace, quittance, remission & pardon ou cas dessusdit, fassent, laissent, & souffrent nostredit Cousin le Duc de Lorraine, foudit Bailliy, & tous sesdis complices, & chacun d'eulx user & faire jouir pleinement & paisiblement, & à tousjours, sans pour ce les travailler, molester, ou empeschiez, faire ou souffrir estre travailléz, molestiez, ou empeschiez, en corps ou en biens, ne autrement comment que ce soit au contraire. Mais les Terres, possessions, & autres biens non confisque de nostredit Cousin, de foudit Bailliy, de sesdis complices, ne de chacun d'eulx, & leurs corps, s'aucuns sont pource prins, saisis, detenus, empeschiez ou arretiez, mettent & fassent mettre sans delay à delivrance. Et que ce soit ferme chose & estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre Seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Decembre l'an de grace M. CCC. XCVII. & le XVIII. de nostre Regne.

Par le Roy en son Conseil, auquel Messieurs les Ducs de Berry, de Bourgogne, & d'Orleans, avec les Evêques de Bayeux, de Noyon, & d'autres, & plusieurs autres estoient. I. BERTAUT.

CXCII.

ANNO
1398.

CXCII.

5. Janv. Landfried von Wenceslao, Römischen König mit Rath der Chur- und Fürsten, Herren- und Städte des Heil. Röm. Reichs; zu Sicherheit der öffentlichen Straffen sowohl zu Wasser als zu Land; Abwendung aller Raubereyen und Abschaffung aller eiginmächtiger/ angemessener Gewaltthätigkeiten durch das ganze Röm. Reich aufgericht auf 10. Jahr. Auf dem Reichstag zu Frankfurt am Heil. 3. König tag. 1398. [LEHMANNI Chronicon Spirensis Lib. VII. Cap. LXIII. pag. 739.]

C'est-à-dire,

Paix publiée, établie & ordonnée, pour dix ans, dans tout l'Empire, par WENCESLAS Roi des Romains, de Paris, & conseil des Electeurs, Princes, Seigneurs, & Villes du Saint Empire Romain, pour la sûreté des chemins par Terre & par Eau, contre toutes sortes de Brigandages & de violence. A Franckfort en Diète Générale le jour des trois Rois 1398.

Wir Wenceslaus von Gottes Gnaden Röm. König/ zu allen Zeiten Meher des Reichs/ und König in Böhmen/ bestemen und thun funde öffentlich mit diesen Briefe allen den ihu sehen oder hörent lesen. Inwiewol das si/ das wir fürmalz erwie die Landfriede gemacht haben/ das damit schädlichen Lüten widerstanden würde/ und Land und Lüte zu Friede und Gnaden quamen. Jedoch so haben wir mercklich erkunden/ das sich schädlich Lüte solich Fände ersuchen und erkunden/ das je die Rathen Fortgang hat und geschwäre wird/ davon Land und Lüte gemeinlich zu verderblichen Schaden kommen/ und darvornen das solich missechtigen Lüten widerstanden werde/ und die schädliche Sünde quersüßer werden/ so haben wir mit wolbedachten Rathe/ guten Rathe unser und des H. Roms Churfürsten/ Fürsten/ Herrn und Städte/ die nachgeschickte Ordnung/ und Gesetze gütlichlich gehalten/ gemacht und geschicket/ setzen/ machen/ und führen die zu Rauff/ die Römischer und Böhmischer Könige/ der Rechte Rathsamkeit/ und von rechter Weisheit.

Dum ersten: So setzen wir das alle Pfaffen und Geistliche Lüte/ Mönche/ Chlöster/ Kirchen/ Kirchowe und andere Goteschüler und die Zugehörigen bi ihren Rechten und Freiheiten bleiben/ und sol sie niman daran hendern oder schädigen daruber/ mit Gewalt.

Auch sollen die Straffen zu Wasser und zu Lande/ und die gemeinen Freyen Zugmarchen und Märkte in Städten und Dörfern frey sin/ und sol niman off die Straffen zu Land und zu Wasser die gehen die zu den Märkten/ und davon zu ihren Hülfern wandern und auch Geistlich Lüte/ Notzen die Kaufmannen mit ihr Kaufmannschafft/ die Bürger die des Pfarres Briefe haben one geferbe/ si sin Name oder Weibe/ schädigen oder angreifen/ in beheim Wisse/ one geferbe.

Auch so soll niman den Pfaz zu seinen Pferden/ oder ander Vieh wenig oder viel/ und woyen Menschen die zu dem Pfaz gehören/ und gleicher Wisse die Ege/ und anders si sin Name oder Weib/ das das Velt oder Wüngarten dumen/ von Hufe biß uff das Velt und Wüngarten/ uff dem Velt und Wüngarten/ und von dannen hen in ir Hüfer/wolven/ angreifen/ oder sie heßig dainen in beheim Wisse.

Auch so soll niman den andern/ und die in widersprechend sein/ angreifen noch beschädigen/ er habe den zu den er zu sprechen hat/ vorhin darumb ersucht/ Und gienge er ihme dann Rechten und Beschädigkeit uff/ wulste der Kläger darumb angreifen/ so soll sich der der also angreifen wil erbetlich die Tage und die Nacht vorhin bewahren mit sinen offenen Brief/ und gewissen Notzen/ in des Schloß/ Stadt oder Huf/ da derselb/ den er beschädigen wil/ mit sinen Lüte zu der Zeit wonhaft ist/ oder jme selber in sin Gegenwartig geben ohne Geferbe.

Auch heite jemand zu dem andern zu sprechen und Schuld/ der sol nit darumb angreifen noch beschädigen/ er habe dann den/ zu dem er die Schuld fordert/ vorhin darumb ersucht/ und gienge er ihme dann Rechten und Beschädigkeit uff/ wulste dann der Kläger darumb penden/ so sol er ihu das vorhin lassen wissen/ den Tage und die Nacht mit sinen offenen Brief/ und gewissen Notzen/ in des Schloß/ Stadt oder Huf/ da derselb/ den er penden wil/ mit sine Lüte zu der Zeit wonhaftig ist/ oder ihme selber in seiner Gegenwartig geben ohne Geferbe. Und were es/ das der der dann also penden/ und angreifen/ der sol die Name in das nechte Gerichte führen/ und damit pendenlich gefahren/ und das nit ungeraten in beheim Wisse/ und dörft er die Pfande in das nechte Gerichte/ so sol der/ des die Pfand

de sind/ mit wehren noch geschädigen hindern/ und wurden die Pfand abberet/ so mögen sie zu andern Frey penden/ und die dörben anders wögen/ doch das si damit pendenlich gefahren.

Auch so soll niman den andern brennen in Feindschafft/ oder siniges were dann das man vor ein Schloß oder Märkte queme/ darin schädliche oder verunmet Lüte weren/ und die wider die vorgenant Artikel tzen/ die mag man gewinnen/ angreifen/ und nöten mit Feuer und anders/ wie das Not sein wird.

Auch were es Sach/ das jemand dem andern ein Schloß angewonne das Pfand were/ so sol der/ der das Schloß gewonnen heite dem/ des das Schloß eigen ist/ in allenmassen gewinnen sin/ als der der das Schloß verloren hat/ und sol auch mit me Recht off den Schloß verloren haben/ dann also viel der geholt hat/ der das Schloß verloren heite. Auch wenn der/ des das Schloß eigen ist/ das sich Schloß lösen wölle/ so sol er jme das zu lösen geben im das Geld/ darumb es seht/ und ihm das nit verhalten ohne Geferbe.

Auch soll sich niman rechtig machen noch sin/ er sy dann zu dem Bapen geboren/ oder habe einen Herrn/ Geistlichen oder Weltlichen/ oder Städte die dem Land gegeben sin/ und die in zu dem Rechten versprechen wöllen/ und zu dem Rechten mögig sin.

Auch so soll niman in einichen Ryt und Märkte/ wie die beschehen/ zu gleich Theile sehn/ oder glück Theil fordern oder nehmen/ er sy dann des Rits und der Sachen ein Herrman/ und habe das vererbtet/ und sich des erbtlich in demant/ als vorgeschrieben seht. Und were jemand/ der die vorgenant Artikel gemeinlich oder beider überfahre und nicht heite in allen Punkten als vorgeschrieben seht/ der sol in unser und des H. Roms Rechte zu stund verfallen sin/ und von allen Ehren und Würden/ und wir sollen die nicht uff der Acht kommen lassen/ si haben dann vorhin mit den Klägern oder ihren Erben oder Nachkommen übereinkommen/ und sollen auch vergelt und vererbtet sin/ das si zu keinen erben/ Thaten mit beglich sin/ sondern vermerkt sin sollen/ und sollen auch je sehn/ die si haben von den Fürsten/ Grafen und Herrn/ Geistlichen und Weltlichen/ ob si in den nechten grozen Menden/ als sie ermahet wurden/ nit mit ihrem Herrn und den Klägern rechtig oder fründlich gerichtet werden/ verfallen und jre sehn lebig sin.

Were aber das jemand/ er were Graf/ Ritter oder Knecht/ Städte-Bürger oder Gehür/ der sehn von uns und dem Rysse heit/ auch also wider die ehegenante Satz gemeinlich oder besunder thete/ der sol auch also in die ehegenante Peen und von sinem Leben verfallen sin.

Und sollen auch solliche missechtige Lüte in keinen Länden/ Schloß/ Städten/ Dörfern oder Dörfern kein Geleite haben/ sondern man sol mag von ihu richten als von missechtigen Lüten ohne alles versprechen/ und jederman mag sie und ihre Güter anfallen/ und zu ihu richten oder dar richten/ als von missechtigen Lüten.

Auch so soll solliche missechtige Lüte niman hufen noch hoven/ heimlich noch öffentlich/ noch in keinen feylen Rauff ergeben/ oder ihu Geleite geben/ noch fuß in byslandig sin/ und wer sie verhofflich hufet oder hoven/ in feylen Rauff gebe/ oder in fuß byslandig were/ der sol in alle Peen gefallen sin/ als necht geschriben seht/ ohne Geferbe.

Wir wollen auch/ das die egeanten Artikel solliche seht/ ganze und unversehrt bleiben und gehalten werden/ und wöllen si handhaben/ führen und führen. Und were es/ das wir aber jemand von unser wegen biemah beheimen Brief geben/ die biemah weren/ die sollen kein Rauff noch Macht haben in des beheim Wisse/ und darvornen/ das die vorgenante Ordnungen und Gesetze gehalten werden/ und das Arme und Rysse bi Friede/ Gnaden und Rechten bliben mögen/ si haben wir unser und des Roms Churfürsten und allen Fürsten und Herrn/ Geistlichen und Weltlichen/ und Städten/ unsern und des Roms Herrn die beheim Gnade gezean/ und thun sin die von Römischer Königlich Rechte/ das je jehtlicher in sinen Lande/ als oft sich das heissen werden/ einen biemahen Mann zu einem Richter in unsern Rechten/ und von unsern und des Roms wegen tiefen und seht sol mag/ der ein jehtlicher Richter mit alle ehegenante Saden und Aufzucht des Rechten unversehentlich beholffen sin sol/ der Kläger wäre dann in des Roms Rechte oder verlandtschrid/ die sollen dieser Gnaden mit gebunden/ als lang sie in der Rechte oder verlandtschrid sin. Und were es Sach/ das der Richter einer oder wech also dem Kläger das Rechte geschlecht verzoge/ und sinig were/ so sol und mag der nechte Richter dabi von unser wegen dem Kläger des Rechten beholffen sin.

Und were es Sach/ das deheim Fürst/ Herr oder Städte were solche Gnade und Gesetze wegen zu byndhaftig quame/ den sollen wir gütlichlich beholffen sin/ und sie führen und führen/ bis das solliche Rede abe were/ und in davon genug geschehe.

Wir wollen auch das jehtlicher Fürst/ Graf und Herr in zwey Menden mit ihren Anpöhlen schiden/ das si schweren solch Sade und Gesetze zu handhaben und zu führen. Und beglichen soll auch unser und des Roms Städte/ si sin frey oder nit/ Meister und Rede als si die sehn/ je zu den Frey schweren/ die vorgenannten Duntzen oder Gesetze seht zu halten und zu handhaben/ und zu vollführen. Doch si unser Meinung nicht/ das wir Fürsten/ Herrn/ Geistliche oder Weltliche/ oder Städte/ die Rechten/ Freyheit mit den vorgenannten Artikeln megen zu schwächen oder trennen/ in keine Wisse.

Die

ANNO
1398.

ANNO 1398. Diese Ordnunge und Befehle sollen weren von Datum biß zu dem Jar und nit lenger. Und gheören darumb allen unsern und des Ruchs Churfürsten und Fürsten / Geistlichen oder Weltlichen / Bischofen / Freyen / Herrn / Vnschlichen / Ritters und Knechten / Adelen / Ritters / Schultheissen / Burgmeistern / Raths / und Bürgern gemeinlich / unsern und des Ruchs Erben / Mäntzen und Dorffern / und allen andern unsern und des Ruchs Getruwen und Thuerhancn erschlichen und vrschlichen mit diesem Brief / daß sie diese vorgelegte Ordnungen / Befehle und Erhaltunge genau und flete halten / vollensühren / sörgen und sichern / und die auch allernemlich verstanden / und darwider nit thun in teine Weise / als ich zu ih unser und des Ruchs schwere Ungnade. Mit Irthumb diß Briefs bezogelt mit unser Künig. Majest. In-rißel. Geben zu Frankfurt uff dem Meyn / nach Christi Geburt an ruz. hundert Jarre / und darnach in dem hundert Jarre / an der Heiligen drei Künig-Zage / in unser Jarre des Rosenkrantz in dem xxv. Jarre / und des Roms Jarre in dem xxx. Jarre.

CXCIII.

25. Avril. *Conventio inter RICHARDUM II. Regem Anglie & RUPERTUM Juniores Comitem Palatinum Rheni & Ducem Bavarie, quò hic dicti Regis Homo Ligius fit, ipsique certo militum numero auxilium ferre promittit, pro quo Rex ei annuatim primo 1000. Marcas, post mortem vero RUPERTI Senioris 1000. Libras Monete Anglicane solvere pollicetur. Dat. apud Westmonasterium, die 25. Aprilis 1398. [R. V. MER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VIII. pag. 36.]*

R. EX Omnibus, ad quos &c. Salutem.

Sciatis quòd, Cum *Rupertus Junior* Comes Palatinus Rheni, & Bavarie Dux, Confrangineus noster carissimus, fiat, effici velit, & efficiatur Homagialis noster, & Nobis, ut Homo Homagialis, obligetur quamdiu vitam duxerit in humanis,

Promiseritque bonà fide, quamdiu vixerit, nobis sinceram fidelitatem, nostrum bonum quantum poterit procurando, & de nostro malo, quando ei inde contingerit, aversando ac fideliter prœmunendo, sicut Homagialis fidelis suo Domino de prœmissis solitus est obligari,

Promiserit etiam se contra Nos, Domum nostram, aut Regnum nostrum, nunquam facturum, Et insuper adinvenit se Nobis fideliter altare & esse Adjutorem contra & adversus Injuratores nostros, quotiens per Nos super hoc fuerit legitime requisitus, seu admonitus.

Ac etiam promiserit se, post requisitionem hujusmodi, dissiduum eisdem nostris Injuratores, eis palam & publice innotando ipsum velle nobis assistere & invare, eorum mala & iniqua voluntate quomodolibet non obstante,

Quoque idem Dux, Per Nuncios nostros certificatus de numero & multitudine Hominum Armatorum, quem Nos ab eo desiderabimus,

Ac concordato inter ipsum Ducem & dictos Nuncios nostros quantum pro singulis Lanceis Hominum Armatorum, quantum pro Militibus, quantum pro Baronibus, quantum pro Comitibus, quantum pro Duce Belli, rationabiliter pro Mense assignari, & quomodo illis de facto stipendio satisfieri debeat,

Teneatur nobis fideliter providere de ipsis Homini-bus Armatis, Comitibus, Baronibus, Militibus, & Clientibus, usque ad exactionem & petitarum numerum Lancearum,

Voluerit insuper idem Dux & concessit quòd ipse universos & singulos Subditos nostros, Nobiles & Ignobiles, Clericos & Laicos, ac alios quoscumque nostræ Ditioni subiectos, cujuscumque dignitatis, status, gradus, seu conditionis extiterint, per Terras & Dominia ipsius Ducis transeuntes, vel moram facientes, fideliter defendent, & saluum Conductum eis præstabit, quotiens super hoc per eisdem fuerit congrue requisitus, vel aliquis Officiariorum ipsius Ducis fuerit debite requisitus; salvo quòd consueta Pedagia & Theolonia debite persolvantur.

Promiserit etiam præfatus Dux ipsum omnia & singula præmissa, & eorum quodlibet in specie, Nobis, medio Juramento, firmiter & inviolabiliter (seclusis fraude & dolo) observaturum,

Exceperit tamen in præmissis idem Dux *Sanctam Se-*

dem Romanam, & Inclitum Principem *Wenzelau Romanorum Regem, & Sacrum Imperium, singulosque Electores ejusdem Imperii, ac Patruos suos Bavarie Duces, Duces Lotringie Generum suum, Episcopos Wormaciensem, & Spirensem, Burgravius Nurembergensem, Marchionem Badenensem, & Comitem Sionensem de Spanhem,*

Et Nos nuper, Præmissorum consideratione, & ita ut idem *Rupertus Dux Bavarie Homagialis Vassallus & fidelis Homo Ligeus* noster fiat, deveniat, & existat, ac Homagium suum, cum super hoc ex parte nostra fuerit requisitus, nobis in forma pro hujusmodi Vassallis & Ligeis nostris consueta, ac omnia & singula alia Servitia præmissa, & conditiones, in Literis ipsius *Ruperti Ducis Bavarie*, inde confectis, specificata & contenta, benè & fideliter, absque fraude & dolo, faciat, perficiat, compleat, observet, & ad hoc Sacramentum corporale, cum inde ex parte nostra, per legitimos Procuratores nostros, fuerit requisitus, nobis præstet,

CONCESSERIMUS ei mille Marcas de Moneta Anglicana, percipiendas singulis Annis, ad Scaccarium nostrum, ad terminos Paschæ & Sancti Michaelis, per æquales portiones, per totam vitam ipsius *Ruperti Ducis Bavarie*,

Et ulterius, de uberosiori gratia nostra, CONCESSERIMUS & ASSIGNAVERIMUS quòd, si *Rupertus Senior*, Comes Palatinus Rheni, prædicti Sacri Imperii Elector, & Bavarie Dux, Genitor ipsius Ducis Bavarie Junioris, ante ipsum Ducem Bavarie Juniores, subtrahat fuerit ab hac luce, tunc statim, post decessum præfati Ducis Bavarie Senioris, dicta Pensione mille Marcarum penitus cessante, idem Dux Bavarie Junior mille Libras de Moneta Anglicana percipiat, & habeat, singulis Annis, ad dictum Scaccarium nostrum, ad terminos prædictos, per æquales portiones, ad totam vitam ipsius Ducis Bavarie Junioris, prout in Literis nostris Patentibus, inde confectis, plenius continetur,

Nos, Attendentes qualiter prædictus *Rupertus Senior*, prout certitudinaliter informamur, jam transit ab Humanis,

Et volentes proinde cum præfato *Ruperto Duce Bavarie Junior*, pro majori securitate Solutionis dictarum mille Librarum, agere gratiosè,

De gratia nostra speciali, & pro eo quòd prædictus *Rupertus Dux Bavarie Junior*, tam Literas nostras, præfato *Roberto*, nuper Duci Bavarie Seniori, quam Literas nostras, eidem *Ruperto Duci Bavarie Juniori*, de Pensionibus prædictis, sic factas, Nobis, in Cancellaria nostra, restituit cancellandas,

VOLUMUS & CONCEDIMUS quòd prædictus *Rupertus*, Dux Bavarie Junior, habeat & percipiat, singulis Annis, ad Scaccarium nostrum, mille Libras, ad terminos Paschæ & Sancti Michaelis, per æquales portiones, ad totam vitam ipsius *Ruperti Ducis Bavarie Junioris*,

Ita tamen quòd ipse omnes & singulas condiciones prædictas, & earum quamlibet in forma prædicta, benè & fideliter, absque fraude & dolo, faciat, perficiat, compleat, & observet.

Volamus insuper quòd, si Nos, ante ipsum *Rupertum Ducem Bavarie Juniores*, subtrahat fuerimus ab hac luce, tunc statim, post decessum nostrum, tam prædictum Homagium, ac omnia alia & singula præmissa, pro ipsum *Rupertum Ducem Bavarie Juniores* sic facienda, quam Solutio dictarum mille Librarum, penitus cessent & terminentur.

In cujus &c.

Teste Rege apud *Westmonasterium* vicefimo quinto die Aprilis.

Per ipsum Regem.

CXCIV.

Induciè ad Decem Annos inter FRANCISCUM 17. Mai. DE GONZAGA Dominum de Mantua, ejusque Associatos; ab una, & JOANNEM GALEATIUM Ducem Mediolani & ejus Colligatos à parte altera factæ. Padue 17. Maii 1398. Indictione sexta, [Pièce authentique tirée]

ANNO
1398.tirée du Registre N. des Archives Royales de
la Ville de Milan.]*In Christi Nomine Amen.*

ANno Nativitatis ejusdem millesimo tercentesimo nonagesimo octavo, Indictione sexta, die undecimo mensis Maii, hora vigesima, incumbit munitis potestate Domini appetere, totisque sensibus procurare quietem, & commodum Animorum, & Subsectorum atque Fidelium, hoc Mandatis Divinis, & humanis Legibus expressè clamantibus; hinc est quod Illustrissimus Princeps, & Excelsum Dominus Dominus Antonius Venerio Dei gratia Inclitus Dux Venetiarum, & Illustris Princeps, & Excelsum Dominus Dominus Joannes Galeaz Inclitus Dux Mediolani &c. Papæ atque Virtutum Comes, advententes ex Guerris, & Discordiis, quæ fuerunt & seviunt ad præsens in partibus Lombardiæ, & Tusciæ, aliisque partibus circumstantibus, ipsis perdurantibus nil aliud suboriri, vel sequi posse, quam cædes Hominum, facultatum consumptionem, Civitatum depopulationem; & totius Italiae ignominiam, & cupientes toto cordis affectu dictis Guerris, & Discordiis, tantisque futuris malis possunt obviare, voluerunt, & mandaverunt suis Commissariis, & Ambasiatoribus Papæ infamam congregari ut salubre remedium apponeretur, & fieret in prædictis. Inter quos quidem Commissarios, & Ambasiatores fuit matura, & diligens disputatio, & plurius diebus collatio, & advertentia specialis, interveniente continuo sapientia, consilium, persuasio, atque presentia magnifici & potentis Domini Domini Caroli de Malatestis Ariminii &c. Vicarii, nec non Provincia Romandiola Generalis Rectoris, pro Sancta Romana Ecclesia Legati Papiam, ob causam antedictam a Sanctissimo Domino nostro Domino Bonifacio digna Dei providentia Papa nono, & iuxta mandatum præfatorum Principum cognitum fuit ibidem infrascriptum modum esse utilem, & expedientem ad sedandum, & sopiendum subito Guerras, & Discordias antedictas, ac esse optimum, & laudabile principium bonæ & veræ Paci, dante Domino, sequetur. Quapropter constituti coram præfato Magnifico Domino Carolo de Malatestis, spectabiles & egregii Viri Dominus Petrus Aymo Miles, & Dominus Michael Sceno Procuratores Ecclesiæ Sancti Marci Ambasiatores destinati ad hoc pro præfato Domino Duce & Communi Venetiarum Sindici, & Procuratores legitime constituti, facti, & ordinati per præfatum Dominum Ducem Venetiarum pro se & Successoribus suis, & per dictum Commune Venetiarum suo nomine proprio, & nomine & vice magnificarum, & potentium Communitatum Florentiæ, & Bononiæ, & ejuslibet earum pro se, Colligatis, Adherentibus, Subditis, Reccomendatis, Sequacibus, & Complicibus suis, & pro quolibet ejuslibet earum, & nomine, & vice magnificarum, & potentium Dominorum Domini Francisci de Carrariæ, Paduæ, &c. Domini Nicolai Marchionis Effenfis, Ferrariæ, &c. Domini Francisci de Gonzaga Mantuæ, &c. pro se, filiis, Hæredibus, & Successoribus suis, & ejuslibet earum, & pro Colligatis, Reccomendatis, Subditis, Adherentibus, Sequacibus, & Complicibus suis, & pro quolibet ejuslibet earum, ac nomine, & vice omnium aliorum Colligatorum, Adherentium, Subditorum, Reccomendatorum, Sequacium, & Complicium dicti Domini Ducis, & Communitatis Venetiarum, & ejuslibet earum, ut patet publico Instrumento Sindici scripto manu prudentis, & circumspæcti Viri Domini Bernardi Notarii infrascripti in præfati millesimo & Indictione, die verò vigesimo septimo mensis Martii ex, & pro una parte; & Reverendus in Christo Pater Dominus Dominus Petrus, Dei & Apostolicæ Sedis gratia Episcopus Novariensis, & Comes, & spectabilis, & strenuus Miles Dominus Jacobus de Verme, ambo Honorabiles Consilarii præfati Domini Ducis Mediolani, & ex Commissariis deputatis ad hæc pro præfato Domino Domino Duce Mediolani Procuratores legitime constituti, facti, & ordinati per præfatum Dominum Ducem Mediolani, Papæ, atque Virtutum Comitem, suo nomine proprio, ac Filiorum, Hæredum, & Successorum suorum ejuslibet earum, ac nomine & vice magnificarum, & potentium Communitatum Pifarum, & Senarum, & ejuslibet earum, pro se, Colligatis, Subditis, Reccomendatis, Adherentibus, Sequacibus, & Complicibus suis, & quolibet ejuslibet earum, ac vice, & nomine omnium aliorum Colligatorum, Adherentium, Subditorum, Reccomendatorum, Sequacium, & Complicium ipsius Domini Ducis Mediolani, & ejuslibet earum, ut patet Instrumento publico rogato per me Ca-

tellanum de Christianis genitum quondam Domini Francisci Jurisperiti Scribam præfati Domini Ducis Mediolani, in præfati millesimo, Indictione infrascripta & die, hora verò decima septima, ex & pro altera parte, Sindicis, & Procuratoris nominibus quibus supra, sponte, & non per errorem, per solemnem stipulationem fecerunt & faciunt, contraxerunt & contrahunt, firmaverunt & firmant, inter præfatos Principes, & Partes prædictas, nominibus suprascriptis, puram, veram, & bonam Træquam quæ durare, & observari inviolabiliter debeat bona fide, sine fraude, per quemlibet, & quamlibet dictarum Partium a die publicationis hujus Contractus usque ad decem annos proxime futuros, tum hiis tamen etiam Conditionibus, Declarationibus, atque Pactis. Primo quod toto dicto tempore decem annorum quælibet dictarum Partium, & quilibet ipsarum eum Colligatis, Adherentibus, Subditis, Reccomendatis, Sequacibus, & Complicibus suis, se abstinere, & cessare, & cessare, & abstinere debeant ab offensis, & quod quilibet personaliter cum rebus suis, & etiam quilibet Mercator cum mercantibus, & rebus suis secure ire, transire, stare, & redire, mercari, & conversari valeat, & valeant hinc inde in & per omnes Terras, Castro, Loca, Villas, passus, & Territoria dictarum Partium, & quilibet earum, ut ante præsentem Guerram, seu Discordiam faciebant, vel facere poterant. Item quod præfatus Dominus Dux Mediolani infra unum mensem proxime futurum debeat assignare, & deponere, vel assignari & deponi facere in manibus, potestate, & balia Magnifici Domini Caroli de Malatestis tot alia Castro, & Fortilitia de hiis, quæ tenet, & possidet, ad numerum, vel ad valorem deponendorum per præfatum Dominum Ducem Mediolani; quæ quidem Castro, & Fortilitia per quemlibet dictorum Dominorum deponenda debeant teneri, custodiri, salvari, & gubernari in conditione, & illo statu quibus sunt, expensis illorum, qui ipsa Castro, & Fortilitia deponunt, videlicet quilibet dictorum Dominorum solveret pro illis, quæ deponent, durante termino Treguæ, vel donec per Pacem, vel Concordium, quod fieret, vel sequeretur inter Partes infra terminum dictæ Treguæ fuerit declaratum, quid de eis esse, vel fieri debeat, quo casu Pacis, vel Concordii dicta Castro, & Fortilitia restitui, dari, & assignari debeat per dictum Dominum Carolum depositarium secundum formam Pacis, & Concordii prædicti; & si interim Pax, vel Concordium non sequeretur, tunc in fine dictorum decem annorum Castro, & Fortilitia depositata per ipsum Dominum Ducem Mediolani restitui, & assignari debeant per dictum Depositarium dicto Domino Duci Mediolani; & viceversa fiat Domino Mantuæ de Castro, & Fortilitiis depositatis per eum scilicet restitui, & assignari sibi debeant similiter per Depositarium antedictum. Item quod remaneat, & sit in arbitrio, & libertate dicti Depositarii declarandi pro custodia Castrorum, & Locorum prædictorum, quæ deponentur quantitate Gentium quæ sibi videbitur necessaria, & quantitate stipendii earum, prout sibi videbitur, considerato situ, & conditionibus Castrorum, & Fortilitiorum prædictorum. Item quod Depositarius prædictus, & Castellani, & Officiales deputandi per dictum Depositarium in dictis Castris, & Fortilitiis deponendis, & quilibet eorum teneatur observare Capitula hujus Treguæ pro parte eos, & quemlibet eorum tangente, & non receptare, nec tenere in Castris & Fortilitiis prædictis alias Gentes quam quæ declarate fuerint, & deputate pro custodia ipsorum, durante tempore dictæ Treguæ. Item si casus occurreret (quod absit) quod dictus Depositarius decederet infra tempus Treguæ, aliquo Concordio non securo, Castellani, & Officiales deputandi in dictis Castris, & Fortilitiis, & quilibet ipsorum debeant dicta Castro, & Fortilitia custodire, & conservare, gubernare, ac tenere per modum ordinatum superius, donec per Partes provium erit de alio Depositario, quod ipse Partes facere teneantur infra duos menses abinde sequendos. Item quod Dominus Mantuæ prædictus sine contradictione vel oppositione possit suum Serailum, & suum pontem Burgi fortis, & omnia sua Fortilitia tam in Terra quam in Aqua, quæ tenet, & possidet, & tenebit, & possidebit, fortificare, claudere, & reparare,

ANNO
1398.

ANNO
1398.

ac fortificari, claudi, & reparari facere ad suum beneplacitum, & Territoria sua quaecunque tam in Berallio quam extra, tam citra Padum, quam ultra, facere laborari, & colli, ac usufructuari, ut ante Guerram faciebat, vel facere poterat, sine contradictione vel molestia alicujus, exceptis possessionibus, & bonis jacentibus in Terris, & Territoriis dictorum Calthorum, & Fortiliorum deponendorum per prefatum Dominum Ducem Mediolani, & possessionibus, & bonis, quas, & quae haberet dictus Dominus Mantuae super Territorio Cermorum salvo si per Pacem, vel Concordium interim aliter fuerit declaratum, vel terminatum de dictis possessionibus. Item quod praebitus Dominus Dux Mediolani, durante dicta Tregua, permitrat aquam Fluminis Mentii labi, & fluere, nec aliquid faciat, vel fieri faciat, quo minus dicta aqua labatur ad Civitatem Mantuae, & quae dicta aqua dicti Fluminis erat solita labi, & fluere ante tempus praesentis Guetree: & si qua clausura vel opus, facta vel factum esset ad praesens, quae, vel quod vetaret cursum dicti Fluminis, ad Loca & partes confectas, quae per dictum Dominum Ducem Mediolani, vel deputatos ab eo ita aperta, & per talem modum teneantur, quod aqua dicti Fluminis labatur, & fluat, & labi, & fluere possit per Alveum suum ad Civitatem Mantuae, & Loca consueta, & facere cursum suum ut superius dictum est. Item quod praefatus Dominus Mantuae non possit, nec debeat de cetero receptare de Rebellibus, vel Bannitis praefati Domini Ducis Mediolani pena ultimi supradicti, vel mutilationis alicujus membri, & versa vice praefatus Dominus Dux Mediolani idem facere teneatur de Rebellibus, & Bannitis praefati Domini Mantuae pena ultimi supradicti, vel mutilationis alicujus membri; teneanturque praefati Domini licentiae de suis Territoriis omnes Bannitos, & Rebelles praedictos, qui de cetero irent ad Terras, & Loca sua infra octo dies post sibi factam notitiam de praedictis talibus Rebellibus, vel Bannitis per partem illius ex dictis Dominis, cujus essent Rebelles, vel Banniti, & si non recedent infra triduum post Licentiam ipsi datam eos assignare teneantur in manibus Officialium ipsos requirendum, & in casu aliquo ex Bannitis, vel Rebellibus dictorum Dominorum vel alicujus eorum, qui ante Contractum praesentem steterint, & habitassent in Territorio alicujus praefatorum Dominorum de cetero committerent aliquid proprii quod bannirentur, vel condemnarentur per Officiales alicujus ex Dominis praedictis, eo casu tales Banniti, vel condemnati non possint nec debeat teneri nec receptari per alterum Dominum super ejus Territorio; sed excomiari debeat, & consignari ut supra. Item quod toto tempore dictae Treguae, vel donec per Pacem aliter superinde provissum esset, suspendatur, & suspensa remaneat solutio annualis Florenorum decem millium, quae requiritur debere fieri per Dominum Paduae tam de tempore praeterito, quam futuro. Ita quod nihil per ipsum Dominum Ducem Mediolani, vel alios suo nomine sibi requiri, vel peti de illa possit usque ad complementum Treguae praedictae, vel usquequo per Pacem, vel Concordium aliter provideretur superinde, salvo quod in quolibet Tractu Pacis, vel Concordii dicere, & allegare Jura sua pro favore suo, non derogando propter hoc Juribus dicti Domini Ducis Mediolani, nec dicti Domini Paduae, quae remaneant in eo statu, quo sunt. Item quod quilibet dictarum Partium & dictae Partes teneantur, & debeant prohibere toto posse transitum, receptum, & Victualia Gentibus armorum, quae transire velint ad offensas, five damna alicujus dictarum Partium, nec eis praebere auxilium, consilium, vel favorem. Item quod quilibet, & quilibet dictarum Partium possit laborare, & edificare, ac laborari, & edificari facere super eo quod habet, vel distringit ad ejus liberam voluntatem, reservatis aliis Capitulis suprascriptis, & infra scriptis. Item quod toto tempore dictorum decem annorum qualibet, & quilibet Partium praedictarum in omnibus, & singulis, quae infirmal ultra contenta in suprascriptis Capitulis habentur, vel possint agere, vel contendere, petere, vel negare debeat esse & remanere, ac sint & remaneant in eo statu, jure, & conditione ac termino in quibus sunt ad praesens, nec tamen possint, vel debeant una Pars contra alteram, vel altera contra alteram vel aliquo jure suo, vel petere, agere, vel movere aliquam litem, vel controversiam, vel questionem alteri Parti ob differentias nunc existentes inter Partes, vel quae moveri possent per aliquem, vel aliquam ex dictis Partibus occasione alicujus rei factae, vel occurrere usque in praesentem diem, salvo, quod in quolibet Tractu Pacis, vel Concordii dicere, & alle-

gare Jura sua pro favore suo, sed debeant vivere, & conversari in simul quieto animo per totum tempus dictae Treguae prout faciebant ante praesentem Guetram. Item quod praebitus Dominus Dux, & Commune Venetiarum teneatur, & debeat facere cum effectu, quod infra tres menses proxime futuros Magnifica Communitas Florentiae, & Bononiae, & Magnifici Domini Paduae, Ferrariae, & Mantuae pro se, Colligatis, Adherentibus, Reccomendatis, Sequacibus, & Complicibus suis, & quolibet eorum, & Colligati, Adherentes, Reccomendati, Sequaces, & Complices praebiti Domini Ducis, & Communis Venetiarum, & quilibet eorum approbarent, & ratificarent per publica Instrumenta omnia & singula contenta in hoc Instrumento Treguae, & vice versa praefatus Dominus Dux Mediolani teneatur & debeat facere cum effectu quod infra dictum terminum dictorum trium mensium proxime futurorum Magnifica Communitas Pisarum, & Senarum pro se, Colligatis, Adherentibus, Reccomendatis, Sequacibus, & Complicibus suis, & Colligati, Adherentes, Reccomendati, Sequaces, & Complices praefati Domini Ducis Mediolani, & quilibet eorum approbarent, & ratificarent per publica Instrumenta omnia, & singula contenta in hoc Instrumento Treguae, quae quidem Instrumenta Ratificationum una pars alteri, & altera alteri, videret dictus Dominus Dux, & Commune Venetiarum dicto Domino Duci Mediolani, & e converso, debeat infra quatuor menses proxime futuros facere praesentari, & si aliquis praedictorum infra dictum tempus non ratificaverit, & approbaverit ut dictum est, ille talis ex nunc intelligatur esse, & sit exclusus a dicta Tregua, nec beneficio ejus debeat gaudere, remanente tamen firma Tregua praedicta in omnibus aliis, qui ipsam ratificassent, & debeant dictae Partes, & quilibet, & quilibet earum facere dictam Treguam publicari in illis suis Civitatibus, & Locis ubi consueverit, & necesse fuerit in die Pentecostes, quae erit vigesima sexta mensis praesentis ut omnibus nota sit, & possit, & debeat observari; quam quidem Treguam, & omnia, & singula suprascripta, & infra scripta promiserunt, & solemniter stipulatione conveniunt praefatae Partes, dictis nominibus & modis, & quolibet eorum sibi ad invicem, & vicissim singula singulis referendo, firma, & rata habere, & tenere, & inviolabiliter observare, & adimplere, & contra non facere, vel venire de jure vel de facto, per se vel alium, seu alios, directe vel indirecte, tacite vel expresse, quocumque modo, causa, vel ingenio, nec aliquo quaesito colore, in judicio vel extra, sub pena Ducatorum centum millium auri solemniter stipulatione praemissa cum refectione omnium, & singulorum damnum, & expensarum, ac interesse litis, & extra, quae pena toties committatur, & debeatur, & peti, & exigi possit, & valeat cum effectu per Partem observantem praedicta a Parte non observante, vel contraveniente quoribus in aliquo Capitulo praesentis Contractus contrafactum fuerit, seu ventum, vel non fuerint praedicta omnia, & singula integraliter observata, quae pena soluta vel non, exacta vel non, praedicta omnia, & singula nihilominus firma perdurent, & inviolabiliter observentur. Pro quibus omnibus, & singulis observandis, adimplendis firmisque tenendis per totum tempus dictorum decem annorum, & pro poena solvenda si comissa fuerit, obligaverunt praefatae Partes dictis nominibus & modis, sibi ad invicem, & vicissim, videlicet dicti Sindici, & Procuratores dicti Domini Ducis, & Communis Venetiarum nominibus quibus supra dictis Procuratoribus dicti Domini Ducis Mediolani nominibus quibus supra recipientibus praebitum Dominum Ducem Venetiarum & Successores suos, ac dictum Commune Venetiarum, & Communia eorum bona, mobilia & immobilia, praesentia & futura, pignori; & praedicti Procuratores praefati Domini Ducis Mediolani nominibus quibus supra dictis Sindici, & Procuratoribus dicti Domini Ducis & communis Venetiarum nominibus quibus supra recipientibus praebitum Dominum Ducem Mediolani Filios, Haeredes, & Successores suos, & ipsius, & ipsorum bona omnia, mobilia & immobilia, praesentia & futura pignori, Renuntiantes dictae Partes, & quilibet earum in praedictis omnibus, & singulis nominibus quibus supra, exceptioni non factae, vel aliter factae dictae Treguae, non sic vel aliter factorum dictorum Capitalorum, Declarationum, & Conventionum, non sic vel aliter celebrati Contractus, vel gestae Rei, exceptioni doli mali, conditioni sine causa, & ex injusta causa, in factum Actioni, exceptioni quae metus causa, Privilegio fori, & omni, & cuiuslibet alii Juris, Legum, & Constitutionum auxilio, & eisdem dictis modis, & nominibus,

ANNO
1398.

ANNO
1398.

bus, & vel dictis Principalibus, & vel alicui ipsorum quomodolibet competenti, vel competitori, & Juribus, & Legibus dicentibus generalem Renuntiationem non valere. Et insuper dicti Procuratores, & Sindici, modis & nominibus quibus supra, sponte & ex certa scientia, juraverunt in animas prefatorum suorum Confratrum, videlicet dicti Domini Sindici, & Procuratores dicti Domini Ducis, & Communis Venetiarum in animas ipsorum Domini Ducis & singularum personarum Civitatis Venetiarum, & dicti Procuratores dicti Domini Ducis Mediolani in animam ipsius Domini Ducis Mediolani, suprascripta omnia, & singula, & quodlibet ipsorum attendere, & adimplere, & effectualiter observare per totum dictum tempus decem annorum, bona fide, & ad sanum, bonum, & purum sensum, & intellectum, omni cavillatione & absurditate, mala interpretatione, dolo, fraude, & exceptione cessantibus penitus, & remotis; de quibus omnibus, & singulis suprascriptis predictis Partes, & quolibet earum, quibus supra nominibus, mandaverunt, & voluerunt per dictum prudentem Virumque circumspexit Bernardum de Andallo Notarium Imperialem, & Scribam Ducatus Venetiarum, & me Cartellanum Notarium infrascriptum debere confici, & fieri unum, & plura publica Instrumenta ejusdem substantie, & effectus prout fuerit opportunum. Actum in Civitate Papie in Capella Sancte Marie Novae Portae Laudensis Parochie ejusdem Ecclesie, presentibus spectabilibus & generosis Viris Domino Carolo de Branchatis Comite Campanie, Domino Filippino de Miles Legum Doctore facundissimo Consiliario prelati Domini Ducis Mediolani, egregijs, ac prudentibus Viris Cavallino de Cavallis, & Andriolo de Arfisis prelati Domini Ducis Mediolani Secretariis, nec non egregijs, & eruditissimis Legum Doctoribus, Domino Aymerico de Aymericis de Pennisur, Domino Raffaello de Perleconibus de Arimino, & Domino Marco de Marchis de Arimino inde Testibus ad hoc vocatis, specialiter, & rogatis.

Subscripti cum signo Tabellionatus ante posito Ego Catechianus de Christianis genitus quondam Domini Franciscini Jurisperiti publicus Papiensis Apoftolica Imperialique auctoritatis Notarius Scribaque prelati Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Ducis Mediolani &c. hanc cartam mihi fieri jussam rogatus tradidi, & subscripsi.

Examinauit IOANNES FRANCISCUS STRIGELLIVS Regii Archivi Officialis.

CXCIV.

5. Nov. *Traité pour l'exécution de la Trêve conclue entre RICHARD II. Roi d'Angleterre & ROBERT III. Roi d'Ecosse. Fait à Clochmabanestane le 6. Novemb. 1398. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VIII. pag. 58.]*

AT CLOCHMABANESTANE, the vi. day of November the Yere of Grace M. CCC. nynty and aucht,

BETWEX Sire Willame of Borthuyk, Knyght, and Roger of Gordown Squire, Commissaires of the Hey and Mychty Prince the Kyng of Scotlande, on the t. parte, And Sire John Bussie, and Sire Henry Grene Knychtez, Maistre Willame Pirby Clerc, and Lawrence Drewe Squire, Commissaires of the Hey and Mychty Prince the Kyng of England on the tothir parte, It is accordit in this manere efter folowand,

IN THE FIRST, forthly that it was accordit and ordanit throw, Mighty Princes and Lords, the Dukys of Rothsay and of Lancastre, that al manere of Prisoners, that has bene takyn on bath the syds, syn the begynnyng of the Trewes, takin, at Lollyngham, the Yhere and the last aucthy and nine, shuld be frely deliverit, and that that Ranfowne had pait the Raunfon til half bene restorit to thaim before the Feeite of Mydformer last past, as it appers plainly be the Endentures thereof made, Of the quilk Ordenance ful Execution is noth made to this tyme,

And thairfore the Commissaires forsaid wil and ordanit that ful and due Execution be made of the said Ordenance in this manere (that is to say) that al Prisoners, that are undeliverit be frely deliverit before the Feeite of Saint Martin that nest commys, And al that, that Raunfon has payit, shal haf thair Ranfom restorit til thaim before the fallyngange Sunday that nest commys.

TOM. II. PART. I.

ANNO
1398.

To the fulfilling of the quills Sire John of Johnstoun, Sire John of Coriel, Sire Willame Stewart of Castelmyke, Knychts, Harbarte of Corry, John of Carruthrie, John of Glendowynne, Symown of Glendowynne, Nicol Lital, Alexander Armysfrang, Gessy Armysfrang, Dewy Armysfrang, and Willame Nykles are Borowis for the Erlis Bownds of Douglas of the West Marche of Scotlande.

And the samyn Knychts and Sqwiers has Heytht, before the said Commissaires, be thare gude Faithis, that thai sal wele and trewly kepe thir presentz Trewis that ar accepts be bathe the Kyngs, and at thai sal redress, and ger be redressyt, wele and trewly, efter thair lele powair, al the Attemptats done syn the begynnyng of the said Trewis takyn at Lollyngham, without frawde or gyle, efter the fourme and the effect of the said Endenturs, made at Hawdenstank, the xvi. day of March last passit, be the forsaid Dukys of Rothysal and Lancastre, and the fourme of the Trewes forsaid; and at thai sal, with thair poware, lett al Men, of the Party of Scotland, that wuld pass thrw thair Bownds to do harme in England or til any Inglishman.

And John of Skelton Lewtenant of the West Marche of England is Borgech in the of the samyn Marche semblably to do, and fulfil the said Ordenance.

And Sire Peris Talsoll, Sire Willame Caloway, Sire Willame of hee, Sire John of Simovill, Sire Willame of Sussburgh, and Robert Umfraville, Knychts, Willame of Stappiton, Giffrey Talsoll, Rolland the Vaux, John of Dalmon, Richard of Salchela, Thomas of the Sands, Dikker of Skelton, and Willame of Temndulawre erre Borowis, for the samyn Bownds, to do and fulfil that that to thaim longys in this Marche, at thaire lele poware, without fraude or gyle.

And the samyn Knychts and Sqwiers of Ingland has Heytht, before the said Commissaires, be thaire gude faythe, that thai sal well and trewly kepe thir presentz Trewes that ar accepts be bath the Kyngs, and at thai sal redresse, and ger be redressyt, wele and trewly, efter thair lele poware, al Attemptats syn the begynnyng of the saidz Trewes, takin at Lollyngham, withouten fraude or gyle, efter the fourme and the effect of the forsaid Endenturs madz at Hawdenstank, the xvi. day of Marce last passyt, be sye forsaidz Duykys of Rothysal and of Lancastre, and the fourme of the Trewes forsaid; And at thai sal, with thair powair, lett al men of Ingland, that wuld passe thrw thair Bownds, to do harme in Scotlande, or to any Scottis man,

And the forsaid Commissaires ar bundyns, in thir Kyngs name, for al Prisoners and Ranfowns of without the Bounds of the West Marche,

And gif it happys that ony Prisownere or Prisowners be withalden agaynis this Ordenance, he or that that halds yaim shal be confreynt be the Lords Commissaires, to bathe Kyngs, at thair Meyng at Day and Place, that thai sal and ordeine, at thair meynge at the Eft March, before thair departing, for to be at the West Marche, in thaire awyne Prisowne, or be susthand Commissaires of thaire Kyngs, to deliver the saidz Prisoners and astyhe thaim of the Harmes that thai haf sustenynt, in defawte of thair Deliverance, efter this Ordenance, and for to pay the value of the Prisoners Ranfown to the said Lordis Commissaires, for thair disobeyffance.

At quilk Daiz and Place the said Lords, or the said Commissaires, shal redresse, and ger be redressyt, al manere of Trespasse and Attemptatz done agayus the Trewis, and the fourme of the Endenturs, made, at Hawdenstank, the xvi. day of Marce, and the xxvi. day of Oghober last passyt.

And, gif ony Ranfown be unresorit at Fastigange Sunday forsaid, the Withaldare, or the Withaldars, shal be confreynt, be the said Lords, to restore the Ranfown or the Ranfowns to the Partize, and-to pay the double to the Lords for thair disobeyffance.

ITEM, it is accordit and ordanit that al Prisoners, that has bene takyn on bath the Partis, syn the xvi. day of the Moneth of Marce at last was, er and shal be quicly and frely deliverit with thair Hors and yair Harnes, restorand the Harnes that thai dyd in the tyme of thair takyng qwen thair reslave thair Hors and thair Harnes,

And gyf ony be ranfown'd, and thair Ranfown pait party or al, that Ranfowne shal be restorit to thaim befor Fastigange Sunday forsaid, in the payne of paying the double in the manere forsaid.

M m

And

ANNO
1398.

And al Prisoners that are latyn to Borgh, and all men that are Borrowis for Payment of Ranfowns, sal be frely dischargit of Payment, and of entre withoutin Reproft.

And al Obligations, Seures, and Promesses, generale or speciale, made for Prisoners or Ranfons, and al other Chargs that is put to thaim, be ony colour of Band or Borowe, be cawit of thair taking, sal be voyde, and want thair strenthe and effect.

And wa fa dois agayne this Ordenance, he sal be confreyngit, be the saidz Lords, or their Commissairs, to pay the double to thaim of that, that he ask.

ITEM, forthei that commowne voici is, on bath the fyds, that Scotts-men-borne, resavnt to the Fewte of Inglande, and dwelland on the Marches of Ingland, and Inglis-men borne, resavnt to the Fewte of Scotland, and dwelland on the March of Scotland, ar principall causes of the distorbance of the quiete of bathi the Rewmez.

It is ACCORDIT and ORDANYT that, fra hyn forwarde, there sal na Scotts-man be resavnt til the Fewte of Ingland, ne nane Inglisman til de Fewte of Scotland, the quilles that the said Commissairs mak relation til bath that Kyngs of the Kyngs, dis Odenance sal be kept endurand the Trewez.

Add thaim, yf it lik to bath the Kyngs, dis Odenance sal be kept endurand the Trewez.

And tha Scotts borne men, that now ar resavnt syn the begynnyng of the Trewez till the Fewte of Ingland, sal be confreyngit to dwelle and mak residence alseir fra the Marches, as Pebles, Crawford, or Cornecon, be the samyn tyme.

And til the Inglis-borne men, resavnt to the Fewte of Scotland, syn the begynnyng of the saidz Trewez sal be confreyngit to dwelle and mak residence alseir fra the Marches, as Pebles, Crawford, or Cornecon, be the samyn tyme.

And gylf ony, of either fyde, be fundyn dweland, command, or gangand nerrar the Marches thane the Bownds forsaide, the Officers of that Contre he bels fundyn in, sal be halidin, be the vertue of thair Othys and Obeis, to tak hym or thaim twa brokand this Ordenance, and to deliver hym or thaim to the Wardays of the Marche of the Parthy aders, to del mayne at thair liking.

And this Ordenance to be kept at the liking of the Kyngs as is forsaide.

ITEM, it is ACCORDIT, that al Merchands and thaire Guds, that has bene takin be See or be Lande syn the begynnyng of the said Trewez, sal be frely delivered, withouten obstacle, on bath the Partize, with all gudly haste (that is to fa) tha that ar unassychit this day.

ITEM, fore alsmecht as there has bene money and gret Attemptatz done, syn the begynnyng of their Trewez, on bath the fyds, the quilk ar unredressit to this tyme, the reformation of the quilk requers gret lassere and tyme, the quilk the saidz Commissairs ne may nocht at this tyme particlarly ger be reformyt and amendit.

It is ACCORDIT and ORDANYT that the Wardays of the Marches, thirw thaim self, or thirw thair Deputz, sal everilk Moneth hald certene Daiz of Redresse, and ger reforme and redress al Attemptatz and Mysfakynys that has bene adone aganez thir Trewez, efter the renour of the Endentors made at Hawdenestank the xvi. day of Marce-last passit.

And gylf it hapnis, (as God forbede) that ony Attemptatz or Attemptatz bene unrefourmyt or unredressit in default or negligence of the Wardays of the Marches or thair Deputz on owthir Parthy, the saidz Lords or the said Commissairs, at thair Metyng at the East Marches, sal tak knawledge, and ger try in quais default the Attemptatz levys unreparet and unamendit, and sal penyis hym or thaim that beis fond in default in swilk manere, that it be Ensample til al thair Officers in tyme to com; and this sal be done at the Metyng of the grette Lords or thair Commissairs befor al other thing.

And for to mak clere knowyng to the Lords in quais default the said Redress levys unmade, it is ACCORDIT that the Wardays or thair Deputz sal endent at ilk Day and Place the maner of thair departyng.

ITEM, it is ACCORDIT and ORDANYT that, for the mar switt kipping of the Trewez in tyme to com, that gylf any man of the re Rewme do thairne withut thair Rewme (as taking or slaying of Men, or taking of Guds, or burning of Howses, or the kyng of Castel or Fortreys) the Wardays of the Mar-

che, yf he be within thair Bownds, fra thair be requierit, sal be halidin for to bring the Mysdoer or Mysdoers to the knawlege of Marches; and gwa fa bels fundyn culpabill of ony ilk trespas done in tyme to com, he or that sal be deliverit to the Parthy that has sulleyn the seach, to ba on ranfown at thair liking, and Castel and Fortreys fra takin sal be deliverit.

And gylf Plait be that ony ilk Mysdoer be withouten the Bownds of the Marche, the Conservatours, or thair Deputz, sal be halidin to do and fulfill in the manere forsaide of bath the Partize; puvail that Haringtoun ba bath the fyds, stand in the fourme and vertue as is comprisid within the Trewez.

ITEM, it is ACCORDIT and ORDANYT, that to the Execucon of the Articles abovyn writin, that the Wardays of the West Marche of Scotland, or his Deputz, sal mete at Clowmabancellan for Galway, Nythvedale, and Annalredendale with the Wardane of the West Marche of Ingland or his Deputz, the Thorsday the xiv. day of November, for to redresse and reforme al Attemptatz done agayne the vertue of their Trewez efter the fourme of the saidz Endentors, and fra Moneth to Moneth, at Daiz and Places to be ACCORDIT betwix the saidz Wardanes or thair Deputz, quillez sal Attemptatz be fully redressit. And at the same Day and Place thair Crawford-Mare sal appere to do and mak redress in the manere forsaide.

Add in the semblable manere sal the saidz Wardanes, or thair Deputz, assemble at Kircander, cho Moanownday, the xviii. day of this same Moneth, for Eskdale and Lyddalsdale.

And that of Tyndale and Ryddalsdale sal mete at the same Place of Kircander with thair of the West Marche of Scotland, ar al thair daiz of Redresse, fra Mychelmes to Qwylinday, and fra Qwylinday to Mychelmes, thair daiz of Redresse sal be halidin at Cressloche Bryg.

ITEM, it is ACCORDIT, be the Commissairs forsaide, that the Deputes of the Erie of Douglas, Terydale, and Jedworth Forest, sal assemble with the Deputes of the Wardane of the West Marche of Ingland, the xvi. day, the xxvi. day of this Moneth of November, at the said Cressloche Bryg, and fra fra Moneth to Moneth to reforme and redress al Attemptatz done on bath the fyds.

And the forsaide Commissairs of the Kyngs of Scotlande has heyrth, in thair Kyngs Name, that, at the said Day and Place, and fra fra Moneth to Moneth, the forsaide Deputes of Terydale and Jedworth Forest, sal appere and do thair redress al Attemptatz after the hyume of the Trewez and the saidz Endentors; and in the same wyse the Commissairs of Ingland has heyrth to be done on thair fyde.

It is, for alsmecht as the Commissairs of Scotland has allegit that den Reformation and Redress of Attemptatz has noith bene done before this tyme, for that that, on the Parthy of Ingland, has bene gret chaunging of Wardays on the West Marche syn the tyme of this Trewez, the quilk wil noith redress bot like man for agawyne tyme.

It is ORDANYT, be the Commissairs of Ingland, that the Lewtenant of the West Marche of Ingland sal haf suffizand poware alseir of his Legys Lord, the Kyng of Ingland, as of the Wardane of the said West Marche, within twa Moneths efter this day, for to repait and redress al maners of Attemptatz langand to his Bownds, syn the begynnyng of this Trewez.

And alwa that, be the same tyme, thair sal be ordanyt Deputz of the Conservatours, to smete at ilke day of Redress, what the Deputz of the Wardays to do and fulfill that y to thair Office, withoutin the Bownds of the Marches.

ITEM, it is ORDANYT and ACCORDYT that al manere of Men, of bath the Rewmes, sal haf freedom to folowe thair Guds, that bels hostin or resit fra thaim, with Hunde and Horne, ow of the re Rewme into the toyr, at thair liking, or in what gudly manere that thaim lyfte, withoutin Bawe and Spere, and at na Man be fa hardy to distroble ony Man in syk following, of payne of ryndale of Lyfe and Lynne.

ITEM, it is ACCORDYT, that al Seachis, that has bene recevrit before Wardays or thair Deputz, or gylf thair sal be paid and assyth be Fallyngang Sonnday forsaide.

ITEM, it is ACCORDIT and ORDANYT that na Man, on nouthir fyde, sal gylf ne tak Tribute ne Ranfowne.

ANNO
1398.

ANNO Ranfawne for Protections ne Affurances endurant this
1398. Trewes; but at ilk man fail leylly kepe and ger kepe the
the Kyngs Trewes, without fraud and gyle.

In the witness of the quill things the Seale of Sire
Willame of Borthwike, and the Signet of Roger of
Gordownz, for the Party of Scotland; and the Seel
of Sire John Buslhy, and Sire Henry Grene, and the
Signet of Maistre Willame Ferby, and Lawrence
Drewe for the Party of England, to the Partize of this
Endenturs entrenchablye ar put, the Day, Yhere, and
Place forsaidez.

Sab Sigillo, rubea cera expresso, pendente a cauda
pergamene.
Alterum desideratur.

CXCVI.

1399. *Traictatus Lige & Confederationis inter LUDO-*
vicum Ducem Aulaniensem, & HENRI-
cum Ducem Lencastrie, ita ut alter alteri sit
Amicus Amicorum, & Inimicus Inimicorum.
Añum Parisius die 17. Junii 1399. [Pièce
tirée du LVI. Volume des Manuscrits de la
Bibliothèque Royale de Berlin. pag. 375. Elle
se trouve aussi dans Du Chesne, *Hist.
d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande*. Tom. I. p.
797. en François d'une traduction ancienne.]

LUDOVICUS Regis quondam Francorum Filius,
Dux Aurelianensis, Comesque Valesii, Blesensis &
Bellimontis, universis & singulis presentes Litteras in-
specturis, Salutem, & sinceram dilectionis affectum,
notum facimus per presentes quod quamvis inter Il-
lustrem, Magnificumque Principem Henricum Ducem
Lencastrie & Herfordie, Comitem Derbyæ, Lincolnæ,
Leycestrie & Northampton, Dominum Breken & Se-
nescallum Angliæ, Consanguineum nostrum carissi-
mum, & nos sincere dilectionis & benevolentie liber
& bonus foveatur affectus; tamen nos ambo honesto
firmioris & affectionis, & amicitie & confederationis
artioris desiderio ducti; quia rebus in humanis vix
quidquam melius, jucundius, aut commodius reperit-
ur. In nomine Omnipotentis & Sanctissime Trinita-
tis, quæ perfectæ Charitatis & Amicitie pulcherrimum
exemplar, & solidum & stabile procul dubio esse
dignoscitur fundamentum vite cujus gratia & favoris
brachio, nec rite, nec feliciter aliquid maturatur, ad
Ligam, Confederationem, & Alliantiam, tali scilicet
forma & modo, ut iusta, laudabilis & honesta hec in-
ter nos Amicitia censetur, invicem deventre curavimus
& devenimus in hunc modum. Primo quidem uterque
nostrum æquum censeat, & apprime probat ut in hac
Liga & Confederatione excipiantur omnes illi qui
utriusque Parti honestatis respectu decere excipi videan-
tur, itaque ex parte nostra excipiendos diximus qui se-
quantur: Imprius Serenissimum & Excellentissimum
Principem, ac metuendissimum Dominum meum Caro-
lum, Dei gratia Francorum Regem; Dominum
Delphinum ejus primogenitum; Et ceteram ipsius
Domini mei Regis prolem, Dominam Reginam Fran-
ciæ, Carissimos Avunculos nostros Duces, Bituriz,
Burgundia & Borbonii; Serenissimos Principes Consan-
guineos nostros Carissimos, Regem Romanorum &
Bohemie, & Regem Hungariæ Fratrem suum, nec
non eorum Avunculos Jodocum & Procopium Mar-
chiones Moravia. Item omnes nostros Consanguineos
proprios, nec non & ceteros ex prosapia nostræ san-
guine genitos & rigendos, sexus pariter utriusque,
Carissimum Patrem nostrum Ducem Mediolani, cujus
Filia Carissima Consors nostra legitimo Matrimonio co-
pulatur, cujus affinitatis Confederatione decet & move-
mur illius commodum & honori favere; Illusterrimos
Principes Consanguineos nostros Carissimos, Regem
Castellæ, Regem Scotiz, & reliquos omnes Confe-
deratos & Colligatos prelati Domino mei Francorum
Regis, quibus unâ cum ipso Domino meo Rege nos
oportet & expedit adherere; Carissimum Consanguineum
nostrum Ducem Lotharingie, Comitem de Cleves,
Dominum de Clifsono, & reliquos Vassallos
nostros, ac nobis necessitudine sacramenti & fidelitatis
obnoxios, quos ita ab injuriis & jacturis arbitramur
esse ruendos, ut ipsi se obsequiis, iustis & manda-
tis nostris quibuslibet dediderit; Denique omnes nobis
Confederationis vinculo Colligatos quibus decet re-

TOM. II. PART. I.

nere & servare jam invicem constituta. Item in-
ter ipsum Lencastrie Ducem & nos sincerus vera di-
lectionis, & puri amoris affectus, sine intermissione
mutuo permanebit, qualis inter mutuos & honestos
permanere debet amicis. Item alter alterius amicorum
& benevolorum semper & ubique erit benevolus &
amicus, inimicorum autem inimicus, quemadmodum
utriusque laudi & honori conveniet. Item quibus-
libet & temporibus & locis & casibus & negotiis & re-
bus alter alterius salutem, commodum, honorem, &
statum amabit & capiet, curabit, tenebit & custodiet
tam veris quam factis, diligenter & summo opere, quoad
laudabiliter fieri poterit & honestè. Item tempore &
casu discordia & contentions & Belli quibuscumque
poterimus & sciemus remediis, viis, ingenis, consi-
liis, viribus, auxiliis, copiis, exercitiis & cæteris ad-
miniculis contra & adversus quemlibet Principem, Do-
minum & Magnatem, ac contra quamcumque singu-
larem personam, Commune, Collegium, & Universi-
tatem, cujuscumque Principatus, Dignitatis, Autho-
ritatis, Status, Gradus & Conditionis existat, ex fervido
desiderio, pura voluntate & efficaci atque perfecta opera
adjuvabimus, muniemus & defendemus; & alter contra
alterius Adversarios, Hostes & Inimicos quoscumque
insurgere, adversabitur & pugnabit atque omnimoda co-
gitatione, consilio & opera, honestis tamen & licitis,
molietur; supranominatis, uti prædictum est, semper
exceptis. Item præmissa utrinque fient, tenebuntur,
servabuntur & prædurabunt quamdiu hac præsens Treua
inter prælatum Dominum meum Regem Franco-
rum, & prælatum Regem Angliæ stabilita, & Pax
melior, si successerit inter ipsos, inviolabiliter perdurabit.
In quorum testimonium & robor, presentes fieri feci-
mus & conscribi, & nostri Sigilli appensione muniri.
Datum Parisius die xvii. mensis Junii anno Domini
M. CCCXCIX. Per Dominum Ducem.

DE MILLIS.

CXCVII.

Churfürsten-Verein! wodurch Sie sich beste verbinden! 15. Sept.
Ihr Lebenlang beyeinander zu bleiben/ und einander in
Beschützung ihres Wahl-rechts zu helfen/ auch nicht
zu lassen/ daß das Römische Reich geschmälert
oder verringert werde/ weder vom Römli. König/
noch jemand andern. Geben zu Wenge auf den
Monttag nach des Heil. Creutges tag Exaltationis
1399. [MULLER: Reichs-tags Theatrum
Vorstellung I. Cap. XXIII. pag. 289. L u-
nig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec.
Abtheil. II. pag. 219. d'où l'on a tiré cette
Pièce.]

C'est-à-dire,

Traité d'Union entre les ELECTEURS du St.
Empire, par lequel ils se promettent reciproque-
ment de se tenir étroitement unis tout le tems de
leur vie, de se prêter une assistance mutuelle pour
le maintien de leur Droit d'Élection, & de ne
consentir à aucune diminution de l'Empire, soit
de la part du Roi des Romains, ou de quelque au-
tre que ce soit. A Mayence le Lundi après
l'Exaltation de la Sainte Croix. 1399.

WIr von Gots Gnaden Johann des Heiligen Stuls zu
Wenke Erzbischoff des Heiligen Römischen Kychs in
Dürschen landen Erzkantler / Friedrich der Heiligen Kychen
zu Colne Erzbischoff des Heiligen Römischen Kychs in Ita-
lien Erzkantler Herzog von Nassauen etc. Weitem Er-
bischoff zu Trier des Heiligen Römischen Kychs durch Beisitz-
land Erzkantler / Ruprecht Pfalz-Gräf by Rhyn des Hei-
ligen Römischen Kychs oberster Truchseß und Herzog in Bayern/
und Rudolf zu Sassen / zu Lüneburg / Herzog / Burggrave zu
Magdeburg / Graue zu Breime / Pfalz-Grave zu Sassen / und
dieselben Heiligen Römischen Kychs Erzkantler. Alle des
obgenannten Heiligen Römischen Kychs Churfürsten / befehlen
und thun kund mit diesen Brieffe / daß wir Gote zu lobe / der
Heiligen Kychen und den Heiligen Römischen Kyche zu Ehren
und zu fromen und wunnen und den gemeinen Lande zu Nutz und
zu Troste uns freitlich zusammen verbunden haben / unser be-
trage bey einander zu bliben in den Sachen und Artickeln / als
hienach stet geschriben. Zum ersten daß wir Heren obgenant
in allen Sachen und Handlungen die die Heilige und den Hei-
ligen

M in 2

ANNO
1399.

ligen Stelle von Rom als von des Papststuhls wegen und die des Heiligen Römischen Raths und uns Kurfürsten als von des Heiligen Römischen Raths und uns Kurfürstenthums wegen anstehende und verordnende und in ganzen Träumen bey einander blieben und die sammentlichen handeln sollten, und unser ein jeder oder jemand von uns wegen sol da uns nicht werden, dunt oder ein jeder fürteil suchen an die andern noch an iren Bissen/Willen und gütlichen in einher Weise. Und were es, daß jemand wer der were, nach dem Heiligen Raths sinde oder stende würde, und sich des unterwinden wolte an unser aller obgenannten Herren sammentlichen Bissen/Willen und Verhengniß, es were mit vicariats oder anders in welcher Weise das were, darwider sollten wir obgenannte Herren sammentlichen getruwelichen und vestlichen sin, und dazu solt unser einer an die andern sinen Bissen/Willen/Consilium oder Verhengniß mit dem, noch geben in einherley Weise an alle Gewerde. Es emere dann, daß das Heilige Raths ledig wurde, so sollten wir Herren und unser jeglicher besunder alsdann uns rechte und Cur da an behalten und haben als yme das zugehöret. Darnach auch ein jeder bedingte Rede oder Werbung an einen von uns vorgenannten Herren von der vorgenannten Stelle und Artikel wegen, dazu soll der Herr unter uns den das anque mit einlich antworde geben, noch darnach einherley dunt an des andern und unser aller Bissen/Willen und was wir alsdann in den Sachen sammentlich zu Rede werden zu tun, das solt vor sammentlichen dunt und unser einer nie an die andern, an alle Gewerde. Und sinde auch unser Herr der Königs König oder jemand von uns wegen oder jemand anders das Heilige Römische Raths oder ein jeder sine zugeschrangte zu sinen/abewenden oder dem Raths zu entfremden oder das Raths zu zerlegen, darwider sollten wir sammentlichen sin und solen unsern Bissen/Willen/Consilium und Verhengniß dazu mit dem noch geben in einherley Weise, und wer des gheys zu geschehen vor Datum die Weises an unsere Bissen/Willen und Verhengniß dazu sollten wir Herren obgenannt auch zu fürdas kein Verhängnis dunt und sinde, die Sachen von des von Weilan wegen umbe das Land von Weilan sollen wir mit bestetigen. In allen diesen vorgeschriebenen Statuten/Puncten und Artikeln sollten wir Herren ley einander bleiben, als zugeschrangt sind. Und were daß darunt jemand, wer der were, sine Angunst/Unnade und argen Bissen/Willen es wer mit Freundschaft oder anders, was zugehören uns sammentlichen oder besunder legen wolte oder tere, das sol uns Herren glich sammentlichen antreffen und sollt unser einer sich von dem andern nie scheiden. Mer jeglicher von uns Herrn sol dem andern sonder Verbot da inne und darwider bystun/ helfen und rathen mit Schlossen/landen/ rathen und mit sine ganzer Macht getruwelich als lange des Noit ist an allerley Inbarg/Widerrede/ Hindernisse und Gewerde. Alle und jegliche diese vorgeschriebenen Puncte/ Statute und Artikel haben wir obgenannte Herren jeglicher von uns dem andern ablot bey unsern gesesslichen Träumen und Eren und han die lüchlich zu den Heiligen geschworen jeglicher dem andern die were schlichlich sin und unverbrochlich zu halten, zu tun und zu sollesiten und darwider nit zu sicken Geistlich oder Wemlich in einherley Weise sinde alle Argelich und Gewerde. Und des zu strende und ganzer Geertheit hat unser jeglicher von uns Herren obgenannten sin Zugelich an diesen Zugelich dem henden. Geben zu Weins uf den Montag nach des Heiligen Cruces-tag, Exaltacio zu Laten, nach Christi Geburt dreizeghundert und in dem nunt und münzighen Jar.

CXC VIII.

Besondere Verein des Heil. Römischen Reichs Churfürsten mit einigen andern Fürsten, als Herzog Stephan in Bayern/ Balthasar und Wilhelm Gebrüder, Marggrafen zu Meissen etc. wieder den Römischen König Wenzel/ Beschehen zu Weins 1399. [MULLER Reichs-tags Theatrum Vorstellung I. Cap. XXIII. pag. 293. LUNIG Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. II. pag. 220. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Confederation particuliere, entre les Eleveurs de l'Empire, ETIENNE Duc de Baviere, BALTHASAR & GUILLAUME Freres Marggraves de Misnie, & quelques autres Princes, contre WENCESLAS Roi de Romains. A Mayence 1399.

Wir von Gots Gnaden Johan des Heiligen Stuhls zu Weins Erzbischoff des Heiligen Römischen Raths in Dürchen landen Erzbischoff/Friedrich der Heiligen Kirchen zu Colne Erzbischoff des Heiligen Raths in Italien Erzbischoff/ Herzog von Weibalen etc. Bernher Erzbischoff zu Trier des Heiligen Raths durch Weislande und des Königs

reich zu Weibal Erzbischoff/ Kurfürst von Gots Gnaden Pfalz-Grave by Rome vorgenannten Heiligen Raths Oberster Kurfürst und Herzog in Weien und Rindolf zu Sadfen und Pfalz-Grave zu Sadfen und des Heiligen Römischen Raths Erzbischoff/ alle Kurfürsten des vorgenannten Heiligen Raths/ bekennen und dunt mit diesen Beden/ wan in dem Heiligen Römischen Raths lange Zeit her vil großer und trefflicher gebrechen/Wissheit und Trunge irerhanden und kommen sin, den zu widerstehen und umbe daß das Heilige Römische Raths sin werden und Eren und by sinen Rechten gehandhabt werde und kiben möge, so hant sich die Hochgeborenen Fürsten Herr Stephan Pfalz-Grave bey Rome und Herzog in Bayern etc. Balthasar und Wilhelm Gebrüder Marggrafen zu Meissen und langtraven Döringen/ Ludowig Pfalzgrave by Rome und Herzog in Bayern etc. Hermann langtrave zu Meissen/ Marggrave Friederich zu Nürnberg/ Friedrich Wilhelm und Jerg Gebrüder/ und Marggraven zu Meissen und langtraven in Nürnberg zu uns obgenannten Kurfürsten verbunden und sinen einen Römischen König zu erwelen und zu sinen/ und mit andern Dürchen und Artikel by uns vorgenannten Kurfürsten zu bleiben und uns getruwelich bystendig und besolich zu sin denken Sachan alles nach iure res Weises den dieselben vorgenannten Fürsten uns obgenannten Kurfürsten darüber gegeben hant, und darunt so han wir vorgenannte Kurfürsten sammentlich und sinderlich Ort zu solbe/ der Heiligen Kirchen und dem Heiligen Röm. Raths zu Hilfe und zu Tröste und unsern und den gemainen Lande zu Noth und zu Tröste uns auch wiederum zu den obgenannten Fürsten sammentlich und je jeglichem besunder verbunden und verbunden uns mit diesen Beden in allem als herand geschriben stet. Zum ersten ob jemand wer der were/ sin Angunst/ Unnade und argen Bissen legen und tere wolte an die obgenannten Fürsten und sie ledigen und scheiden wolte/ von solches vorgenannten Verbunds und Bystandes wegen/ mit Freundschaft oder anders wie das zugehört/ sammentlich oder besunder, so sollten wir obgenannte Kurfürsten sammentlich und besunder yn und ir igittelein darwider auch getruwelich mit dbe/ mit Guts und mit Lande und mit lüchlichen bystendig/ geraten und besolich sin/ und yn unser Nothe zu teglichem Krige sicken nach Nothdurft und Nothdurft/ an Gewerde. Und sinde aber jemand, wer der were/ die obgenannte Fürsten sammentlich oder besunder zu überziehen oder zu bestien von des obgenannten Verbunds und Bystandes wegen, so sollten wir obgenannte Kurfürsten sammentlich und sinderlichen derselben vorgenannten Fürsten darwider auch getruwelich mit unser ganzen Macht besolich und zugehen auch sinderlich an alle Gewerde. Und sollten uns in diesen vorgeschriebenen Sachen nie von yn scheiden/ sinen/ noch ussinen/ dann wir sollen schlichlich und getruwelich darnach yn wir verweisen uns geschehen allerley Argelich und Gewerde. Alle und jegliche diese vorgeschriebenen Puncte/ Statute und Artikel han wir obgenannte Kurfürsten und jeglicher von uns den obgenannten Fürsten und je jeglichen besunder ablot by unsern gesesslichen Träumen und Eren/ und han die auch lüchlich zu den Heiligen geschworen/ ablot/ sin und unverbrochlich zu halten zu tun und zu sollesiten und darwider nit zu tun noch zu sicken/ Geistlich oder Wemlich/ in einherley Weise/ sinde alle Argelich und Gewerde. Des zu Weins und ganzer stetigkeit hat jeglicher von uns obgenannten Kurfürsten sin eigin Zugelich an diesen Beden dunt henden/ der geben ist zu Weins da man salt nach Christi Geburt duseht dreihundert und in dem nunt und münzighen Jar.

CXCIX.

Verbindnis Pfalzgraf Stephans bey Rhein/ Balthasar und Wilhelms Gebrüder Marggrafen zu Meissen/ Pfalzgrafs Ludwigs bey Rhein/ Land-Gravs i. Fevr. Hermann zu Hessen/ Marggraf Friedrichs von Nürnberg etc. mit des Heil. Röm. Reichs Churfürsten wider den Röm. Königl. Wenzeslaus/ umbe solchen ab- und einen andern einfügen. Geben zu Frankfurt uf dem Main uf unser Frauen Abend Lichtmess 1400. Mit Marggraf Wilhelms zu Meissen Versicherung wegen seiner Bettern Friedrich/ Wilhelm und Georgens Eintritt in diese Verbindnis. Geben zu Frankfurt an unser Freientags Lichtmess 1400. [MULLER Reichs-tags Theatrum Vorstell. I. Cap. XXIII. pag. 294. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG Teutisches Reichs Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 221.]

C'est-à-dire,

Confederation entre ETIENNE Comte Palatin, BALTHASAR & GUILLAUME Marggraves de Misnie, Louis Comte Palatin, HER-

ANNO
1399.

NO
00.

HERMAN Landgrave de Hesse, FRIDERIC Burgrave de Nuremberg &c. & les ELECTEURS de l'Empire, contre WENCESLAS Roi des Romains, pour le déposer, & pour en élire un autre. A Francfort sur le Mein la veille de la Purification de la Sainte Vierge 1400. Avec un Aste d'assurance de GUILLAUME Margrave de Misnie, touchant l'Accession des Margraves FRIDERIC, GUILLAUME, & GEORGE ses Oncles à la présente Confederation. A Francfort le jour de la Purification 1400.

gerne beten. Alle und igitliche diese vorgenante Puncte / Stulde und Artikel haben wir obgenanten Herren / und igitlicher von uns den egenanten Herren / den Kurfürsten / und 3r igitlichen besunder / glosb mit unsern Heilighen Trunnen und Erzen / und han die auch lichtlich zu den Heiligen geschworn / Glosben / sichern und stören in Crafft dis Briefs / die ware / feste siet und unverbroschentlich zu haben / zu tun und zu solten / und dar wider nit zu tun / noch zu suchen / Gesslich oder Wellich / in einherley Wyse / funder alle Argelich und Geverde. Des zu Urkunde und ganzer Stetigkeit hat igitlicher von uns obgenanten Herren sin Insigel von siner rechter Wist und Willen an diesen Brieff dun henden / der geben ist zu Francfurt uff dem Meine / nach Christi Geburt duseint vierhundert Jare / uff unser Frauen wend Abend dachmese / genant Purificatio zu latine.

ANNO
1398.

Wir von Gots Gnaden Stephan Palgrave by Rine und Herzog in Baiern / Balthasar und Wilhelm Schreiber Marggraffe zu Nissen / und Landgraffen in Doringen / Ludewig Palgrave by Rine und Herzog in Baiern zc. Herman Marggraffe zu Hessen / Burgrave Friedrich von Nuremberg / und Friedrich des egenanten Marggrafen Balthasars Sohn auch Marggraffe zu Nissen und Landgrave in Doringen. Befahren und run kum mit diesen Briefs / wann in dem Heil. Röm. Riche lange Jar yet grose und vielfeliche Gebrechen / Missethat und Feindt auf herstanden und können sint / den unio bersten / und um das des Heil. Röm. Riche in sinen Widen und Erzen und by sinen Richten gehandhabt werde und liden möge / so haben wir / Got zu lob / der Heiligen Kirchen und dem Heil. Röm. Riche zu Erzen und zu Frommen / und unsern und den gemeinen lanten zu Nuz und zu Trost / uns samenlichen und unser igitliche von uns besunder verbunden / und verbunden uns in Crafft dis Briefs / inden Erwidrigen und Hochgebornen Fürsten von Gots Gnaden Herrn Johann des Heil. Erbs zu Wien Erbschot / des Heiligen Röm. Riches in Deutschen landen Gesant / Herrn Friedrich des Heiligen Roms zu Geln Erbschot des Heil. Röm. Riches in Italien Erbschot / Herzogen von Böhmen zc. Herrn Werner Erbschot zu Triere / des Heiligen Roms Riche durch Belschande Erbschot / Herrn Kunrechten / Palgraven by Rine / des Heil. Röm. Riches Oberster Truchsen / und Herzogen in Baiern / und Herrn Adolph Herzogen zu Sassen und zu Lüneburg / des Heil. Röm. Riches Erbschot / alle des Heiligen Roms Riche Christen / unsern lieben Herrn Vettern / Oheimen und Niden / in den Steten und Artickeln / hiennach geschrieben. Zu den Ersten / und einen andern Röm. König zu erwelen und aussen / und melch si den einen zu eine Königin Könige uff den Geschlech und Geburten von den Riapan von Bayern / von Sassen / von Nissen von Hessen / von dem Burggraven von Nuremberg / oder von dem Wirttemberg / so solen wir und igitlicher von uns vorgenanten Herren by der Rure und by dem / den si also nennen / uffnehmen / und zu eine Königin Könige welen / getruulich und festlich bliben / und denselben auch und nymand ander für einen gewaren rechten Röm. König und für unsern rechten Herrn nennen / halten / und haben / in allen den rechten / Erzen und Widen / als einem rechten und gewaren Röm. Könige von Richte uns Gewaltigkeit zu gebort und gehors / und damit si uns und unsern obgenanten Herren / den Kurfürsten / und beliben / und wir getruulich beschützen / liden by dem Riche / als einen Königin Könige / zu behalten / und zu hanthaben / mit lide und Gute und mit allem dem / das wir vermögen / und davon nit fallen oder zu abessen / in einherhande Wyse / noch uns einanderhand Sachen willen / die geschewen sind / oder geschewen möchten / funder alle Argelich und Geverde / und woite herüber oder darwider / wer der were / nach dem Heiligen Riche stat / und sich des vermindern / es were mit vicariate oder anders / in welcher wise das were / darwider sollen wir obgenante Herren / samenlich und unser igitliche besunder / mit den egenanten unsern Herren / den Kurfürsten / getruulich und festlich sin und bene widerst / und sollen wir darzu helfen / das zu weren / mit lide und Gute / mit Slossen / lanten und liden / und mit unser ganzer Macht / das das nit geschehe / oder Fugang habe / in einher Wyse / an alle Geverde und Argelich / und were es / das uns dieser vorgenanten Sachen willen nymand / wer der were / sine Ungunst / Ungnade und argen Willen / es were mit Feindschaft oder anders wie das mag / an die obgenannten Herren / die Kurfürsten / samenlichen oder besunder / legen wolte / oder tette / das sal uns obgenanten Herren / samenlichen und igitlichen von uns bekunden / mit uns samenliche und it igitliche besunder gleich antreffen / und wir sollen uns von den obgenannten Kurfürsten / noch einen von ihnen / darmit nit Feindt / und geschide von uns sal by den obgenanten Herren und by den igitlichen bekunden bliben / und wir sonder Bezug darmit und darwider bystan / raten / und helfen / mit lide und Gute / mit unsern Slossen / lanten und liden / und mit unser ganzer Macht getruulich und festlich / als lange des Noit geschide / an allerley Intrag / Widerrede / Hindernis und Geverde. Were aber / das die obgenanten Herren / die Kurfürsten / einen andern zu eine Königin Könige nennen / offneuen und füren / der mit von der Geburt und uff den Geschlechten were / die davor sint beurne / so in sollen wir / von solcher Verbundnis wegen / nit verbunden sin / by demselben / den si also füren / der nit von den vorgenanten Geschlech were / zu welen / als fingschriben stet / wir welen denn das gerne tun / oder derselbe arende dann sie als samenlich mit uns / oder der uns als liche / das wir uns

Marggraf Wilhelm zu Meissen Versicherung wegen seiner Betren Eintritt in die Verein 1400.

Wir Wilhelm von Gots Gnaden Marggrave zu Nissen / und Landgrave in Doringen zc. Befahren öffentlich und dunt kum mit diesen Briefe allen den / die In sehen oder hören sehen / als wir uns mit den Erwidrigen in Gots Nuten / Herrn Johann des Heiligen Erbschot zu Wien / Herrn Friedrich der Heiligen Kirchen zu Geln / und Herrn Werner der Heiligen Kirchen zu Triere / Erbschoten / unsern lieben Herren und Freunden / und den Hochgebornen Fürsten Herrn Kunrechten Palgraven by Rine und Herzogen in Baiern / und Herrn Adolph Herzogen zu Sassen und zu Lüneburg / des Heiligen Roms Riche Kurfürsten / unsern lieben Oheimen / mit andern unsern Freunden / mit einen andern Königin Könige zu welen / und zu tiefen verbunden und veranet haben / als das solch Bündnis / Briefe die gar kein einander von uns gegeben sin / eigentlicher uffweisen / das wir den obgenanten unsern lieben Herren und Oheimen / den Kurfürsten / gerecht und glosb han / reden und glosb yn in Crafft dis Briefs für die Hochgebornen Fürsten / Herrn Friedrich / Wilhelm und Jorgen Schreiber / Marggraven zu Nissen / zc. unser liebe Vettern / das sie auch in diesen Sachen by denselben unsern lieben Herren und Oheimen / den Kurfürsten / unsern Freunden / und uns selbstliche bliben und uns hyschuldig zc. getruulich besenden und beschützen sin sollen / in allermaße und nach Umschunge solcher Briefe / die die Kurfürsten vorgeschrieben und unser Freunde und wir darüber kein einander gegeben haben / an alle Geverde / und die obgenante unser lieben Vettern / Herrn Friedrich / Wilhelm und Jorgen sollen hiennach und diesen nachsten zukommenden Offern unsern Herren und Oheimen / den Kurfürsten / Tre Rure geben mit ihren eigen / Insigel verriegelt / das sie in den Sachen mit uns byn zu bliben und das so halten und solten / und wollen / als es darun under uns begriffen und verbriefet ist / und unser Vettern und Oheimen / die Kurfürsten / sollen yn auch solcher Briefe wider geben / als si unsern Freunden und uns gegeben haben / und wann yn unser Vettern die Briefe so gegeben haben / so sollen wir dis gelobtes lops sin / und dier Brief sol darn beburne Krafft noch Macht mer haben. Des zu Urkunde haben wir unser Insigel an diesen Brieff wissentlich lassen henden / der geben ist zu Francfurt nach Gots Geburt duseint Jare / darnach in dem vierhundertsten Jare an unser Frauen Tag dachmese.

Nota: Marggrave Friedrich obgenant hat dazu sin Brief für sich auch gegeben / als die andern Fürsten den Kurfürsten gegeben han.

CC.

Graf Eberharts von Württemberg Erlangerung der 23. Juill.
Vereinigung eines Landfriedens mit denen Schwäbischen Städten Ulm / Eßlingen / Ruttlingen / Wilt / Nordlingen / Diberach / Gemund / Dünckelspiele / Pfullendorf / Kauffbeuren / Döpsingen / Aulon und Gengen / auf 7. Jare beschehen an dem nachsten Freytag vor St. Jacobs-tag Anno 1400. [JOH. PHIL. DATT, Volumen rerum Germanicar. novum. Libr. I. Cap. XII. pag. 90. §. 12. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Special. Contin II. Abtheil. IV. Absatz VII. pag. 682. von Haus Württemberg.]

C'est-à-dire,

Prolongation pour sept ans de la Confederation faite entre EBERHARD Comte de Württemberg d'anne part, & les Villes de Suabe ULM, ESSLINGEN, RUTLINGEN, WEIL, NORDLINGEN, DIBERACH, GEMUND, DÜNKELSPIEL, PFULENDORF, KAUFFBEUREN, BOPPINGEN, AULON, &c.
Mm 3 GLEN

ANNO
1400.

GIENGEN, pour le maintien de la Paix publi-
que le Vendredi avant la St. Jaques 1400.

CORPS DIPLOMATIQUE

W^r Eberhart Graf zu Birenberg verhehen und tun
tunt offensichtlich mit diesen Brieffen, allen den / die In ym-
mer ansehend lesend oder hörend lesend / wann wir eigentlich
mercken und künzlich ersanden haben / daß wir der vereynung die
wir bißher mit den Ertzherren / Bischofen / unsern befreundten guten
freunden den Burgermeistern / Räten und allen Burger gemein-
schaffen / Riden und armen dieser hie nachgenannten des Heiligen
Römischen Rids Stetten / mit Namen / Illne / Eßlingen / Rüt-
lingen / Bile / Miedlingen / Bibrach / Gemeinde / Dinstel-
shausen / Pfaffenhoß / Kottbühren / Dörsingen / Kalln / und
Giengen gehebt und gehalten haben und fürbasser halten sullen
und wollen / biß zu Sant Martins-tag / der schönste kontzt /
und darnach ein Jar das niste / uns und gemeinen lände / nuch-
tride und gemache geschähen und gegangen ist / und daß so ha-
ber wir bereitlich mit wolbedachten müt / Gott zu lob / dem
Heiligen Römischen Rids zu wirde und zu Eren / uns selbe und
gemeinen lände zu fride und zu gemache dieselben vereynung gen
den vorbenannten Rids Stetten erlangert: also daß die wils-
schen mit uns / Jren mit sich / nach den genannten Jren den
ersten Sant Martins tagen / weren / beßten und besten sol
Eben ganße Jar / die dann darnach nachste nacheinander vol-
gen / mit allen linden / puncten und Strichen / als die Brieffe
das besagen / die wir denselben Rids-stetten darüber beßelt
und geben haben / darinnen eigentlich begriffen ist / was wir und
die unser Jren und den Jren schuldig sin zu haltend und zu
tun / daß sol es auch sirsas die genannten zu und Jar be-
stehen / je gleicher wise / als ob die genannte Eben Jar / die nach
den ersten Jren Sant Martins tagen allerhöchste kommen /
in denselben Brieffen begriffen weren / an alle gesehe. Were
auch / daß der allerbüchsigste Fürst und Herr Herr Wen-
slaw von Böhme geden Römischer Rids 12. wider gnediger Herr
zu darsitzen vor toh abtunge / oder daß in der genannten Jre
dehnerlich erndung oder unwirung urchünde / also daß ein
andere zu Römischen Rids oder Kaiser geseht wurde / oder sich
nischirte / daß es dann zwischen den genannten Rids Stetten
und den Jren / und uns und den unsern / gen dem / oder densel-
ben beßten und besten sol / je gleicher wise / als von dem genannten
unser Herr Römischen Rids wegen in den Brieffen be-
griffen ist / die wir Jren und sie uns je bederfelt einander be-
seßelt und gegeben haben / und auch von dem gels wegen / daß sie
uns selb gelihen hand an alle geseht. Und also haben wir
obgenante Eberhart Graf zu Birenberg sirsich und un-
zungenlich gesehen einen gelteten abt zu Gott und zu den
heiligen mit usschoßen vingen / daß alles war und sät zu hal-
ten / zu lassen / zu wilsen nach der genannten der vor-
drigen Brieffe und nach biß Brieffe sage / an alle geseht. Und
den zu lrschund / so haben wir genannten Eberhart Graf zu
Birenberg unser eigen Junsich offensichtlich geseht an diesen
Brieff / der geben ist an dem nisten Freitag vor Sant Jacobs-
tag / da man salt von Christo geburt in dem vierhundert-
golgigen Jar.

CCI.

20. Août. *Instrumentum Publicum de Depositione Imperatoris*
WENCESLAI, facta per ELECTORES
Sacri Romani Imperii in praesentia multorum
Principum, Comitum, aliorumque Dominorum
ad hoc ut Testes requisitorum, publicata apud Ober-
loffenheim ad Rhenum, in Territorio Trevirensis
Diocesis, die 20. Augusti Anno 1400. Indict. 8.
per NICOLAUM BERTHOLDUM DE
FRIDBERG confectum. [GOLDASTI Con-
stitutiones Imperiales Tom. I. pag. 379. d'où
l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans
LEHMANNI Chronicon Spirense. Lib. VII.
Cap. LIX. p. 733. ex Additionibus JOANNIS
MELCHIORIS FUCHS, en Allemand; dans
MULLERI Reichs-Tags Theatrum pag.
269. aussi en Allemand, & dans RAYNAL-
DI Continuatio Annalium CÆSAR. BARO-
NI Tom. XVII. anno 1400. par Ex-
trait.]

In Nomine Domini, Amen.

Interprete
Christiano
Vitiolo.

NOS JOANNES Dei gratia sanctæ Moguntinensis
Ecclesiæ Archiepiscopus, Sacri Romani Imperii per
Germaniam Archiepiscopus, notum facimus univer-
sis, praesentibus & futuris.

1. Quam varia, multiplicia & gravia cum incommoda
tum dissidia multis abhinc annis, in sacram Eccle-
siam invecita sint, etiamnum durantes, atque in dies

uberius pullulantes, in sacri Romani Imperii (quod ANNO
Ecclesiæ Dei & Orbi Christiano praesidio esse debebat) 1400.
gravissimam convolutionem, imminutionem, & dissipati-
onem: id omne ut scribi nequit, sic mala in dies in-
gredientia, manifestè satis docent atque comprobant.
Eamque ob rem sacri Romani Imperii Domini Electo-
res, intervenientibus sacra Ecclesiæ, Principum, Dy-
nastarum, Civitatum, Provinciarum, & Subditorum
sacri Imperii, prudentem Moderatorem expetentium,
ardentibus precibus, Illustrissimum Principem Domi-
num WENCESLAUM Bohemie Regem, tum sua
tum amicorum opera, Literis denique, jampridem per-
sapè & scribè nobiscum admonere, eique diligenter ob-
oculos posuere, privatim ac publicè, indecentes ac de-
testabiles ejus in imperando mores & actiones, necnon
ejusmodi Ecclesiæ Orbisque Christiani defectus, incom-
moda atque dissidia, gravissimas item Membrorum sa-
cra Imperii avulsiones diminutionesque, contra nominis
sui dignitatem damnosè factas, serierque permixtas; nempe
quod Pacem in Ecclesiæ non promoveret, quamquam
ad summam Orbis Christiani necessitas, necnon ipsius cu
Advocati & Defensoris Ecclesiæ munus efflagitaret, &
ad id faciendum sæpius rogatus, requisitus & admonitus
esset: ipso nihilominus Imperium Membris aliquot per-
niciose mutilante, & mutilum reddi permittente. In
quorum numero sunt Mediolanum & Provincia Longo-
bardiae, quæ Juris sacri Romani Imperii fuerant, re-
ducentibus inde ad Imperium amplissimis emolumentis,
in qua ditione Mediolanensis, veluti Minister, sacri
Imperii partibus fungebatur: eum is, contra quam ejus
sublimitatem & dignitatem decebat, accepta pecunia
Mediolani Ducem & Comitem Papiensem creavit.
Complures insuper Urbes Terrasque, tam in Germa-
nia quam Italia, ad Imperium pertinentes, quarum
quædam ad imperium redierant, alienavit: parum pensi ha-
bens, ut eas sacro Imperio retineret.

2. Præterea membranas perperles nudas rasantque,
sua, tantæ Majestatis Sigillo munitas, amicis pecunia
vendidit, in quibus cum illis tum aliis, in quorum ma-
nus istiusmodi membræ venerunt, sub Regio Sigillo,
quæ scribere vellent, licuit. Quæ ex re, ob sacri Ro-
mani Imperii Jurium & emolumentorum damnosam
imminutionem & dissipationem, graves querelæ subor-
tæ sunt.

3. Controversias porro Bellaque, quæ (proh dolor)
Germaniam, aliasque sacri Imperii Terras, misere af-
fixerunt & perfunderunt, atque etiamnum perfundant,
nil unquam curæ habuit. Hinc praedationes, in-
cendia, & latrocinia orta, adeo funestis vel hodie in-
crementis, ut nulli necque Clerici, necque Laici, necque
Mercatores, necque Mulieres, five Terra five Mari, tui
versentur: Tempia, Conobia, & Domus sacra, quæ
sacrum Imperium masq. afferre atque mereri decebat,
rapinis & incendiis pateant, & ad interitum redigantur.
Eo res abiit, ut quis contra Juris & æqui rationem,
alium pro arbitrio tradiderit, ac etiamnum traheret, abs-
que ulla sacra, spreteque diu, Imperiali Auctoritate
reformidatione: sic ut & locus conveniendi quæpiam,
ubi nomine Imperii Juris defensio & patrocinium fuscip-
iatur, planè ignoretur.

4. Denique, quod horrendum & immane dictu, cum
propria, tum aliorum facinorosorum, quos secum ha-
bet, manu Reverendos Sacrorum Antidites, Sacerdo-
tes, & Spirituales Personas, alios item plures honestæ
notæ Homines, contra Juris normam, secus quam Ro-
manorum Regem decebat, neci dedit, aquis submersit,
igne cremavit, miserabiliter ac truculenter peremit.

5. Quæ quidem memorata, aliasque multa gravia fa-
cinora atque damna adeo divulgata sunt & palam nota,
ut excusari vel celari nullatenus queant. Nos igitur,
ut præscripimus, sæpius eum perquam studiose oravi-
mus, admonuimus, & requisivimus, ut indecenti hac
vitæ ratione repudiata, id sibi studii & laboris sumeret,
quod sacra Ecclesiæ, opem ejus veluti Romanorum
Regis & Advocati sui multoties implorantis, pacem &
tranquillitatem; sacro autem Imperio pristinum hono-
rem, Terras, Ditiones, Emolumenta denique sua recu-
peraret, in subsidium & consolationem Orbis Christiani
hoc nomine graviter debilitati atque oppressi.

6. Et si verò prædicto Domino Wenceslao, hos
aliosque graves defectus, ipsum tanquam Romano-
rum Regem Imperique concernentes, clarissime ex-
pliciturimus, ac scriptis exhibuerimus: auditis tamen
illis responsis, reiteratisque scribis nostris exhortationi-
bus, communicato quiescenti Sacrae Sedi Romanæ ne-
gotio, nunquam adhuc deprehendimus eum, sicut Ro-
manorum Regem decet, mores composuisse, scilicet
ad Ecclesiæ pacem, Orbi Christiano summè neces-
sariam; sacro item Imperio Dignitatem, Terras ac Diti-
ones

ANNO nes suas recuperandas, & fructuose conservandas, id quod per universas Imperii Provincias est notissimum.

400. 2. Quoniam igitur commemoratos pluresque alios defectus, Sacram Ecclesiam & Imperium gravi cum damno genuitque tangentes, ob instantes prædictorum preces, maxime verò Sacramenti ratione, quo nos, ceu Sacri Imperii proximè superiora Membra, eidem obstringimur nec reticere nec sustinere diutius posuimus. Idcirco ex officio debito cogitandum annitendumque nobis fuit, ut Sacro Imperio, ejus vecordi & negligent-administratione incommoda isthæc irreperant, in Orbis Christiani præsidium & consolationem, rectius & salubrius provideretur. Et sanè ut is parendo nobis rem-gratiam præstitisset, sic eum sufficienter & seriò vocavimus atque citavimus, adeò ut ei significaverimus, nisi loco, & die definitis præsto esset, fore ut cum exhibitum nobis precum cum juramenti nostri respectu, ejusmodi consilia capere & insinueremur, quibus Sacrum Imperium melius constitueretur, Literis id nostris clarissime attestantibus. Ea propter loco & tempore præscriptis, una cum Coelectoribus nostris fuisse inter oratis, cæteris item Sacri Imperii Principibus & Urbibus, comparuimus de die in diem expectantes, num præstatis Dominus Wenceslaus comparitura esset, nobis prædictis remediis adhibiturus, ac Sacri Romani Imperii rebus rectius deinceps consulturus. At is nec comparere, nec quemquam Procuratorio nomine ad nos destinare dignatus est. Quare cum tot prægnatium & perniciorum defectuum causa, cum crebris privatim & benigne; inde verò, cum nil proficeremus, coram Principibus, Optimatibus & Urbibus Imperii, in diversis Conventibus non sine magnis gravibusque expensis absque tamen ullo fructu, admonuerimus & redarguerimus: idè commemorata omnia ad Sacram Sedem Romanam delatimus. Cæterum cum nec tum cuncta hæc quicquam pensi haberit, nil aliud inde conjicere posuimus, quàm eum & Ecclesie & Christiani Orbis, in primis autem Sacri Imperii curam deposuisse. Idcirco malum hoc, toti Christianæ Reip. exitiale, minime diutius ferendum & tolerandum censentes, animo bene confirmato, post multos variosque Tractatus consultationesque, tum inter nos ipsos tum etiam cum aliis Principibus & Optimatibus Sacri Imperii, seriò habitis, pro Ecclesie salute, Christiani Orbis consolatione, Sacri Imperii honore & utilitate, præstatum Dominum Wenceslaum, tanquam negligentem & destructorem Imperii, eoque indignum, à Sacro Romano Imperio, omnique ejus Dignitate hoc tempore penitus removendum esse duximus.

8. Nos itaque Joannes Archiepiscopus, nomine prædictorum Dominorum Sacri Romani Imperii Coelectorum, nostrisque, tum commemoratis, tum pluribus aliis insignibus defectibus causisque moti, hac nostra Sententia, eam præsentem Scripto damus atque ferimus, prædictum Dominum Wenceslaum, ceu inutilem, negligentem, dissipatorem, & indignum Sacri Romani Imperii Defensorem, eodem Romano Imperio, omnique ejus gradu, Dignitate ac Ditione ad idem pertinente, privamus & submovemus: cunctis Principibus, Optimatibus, Equitibus, Ingeniis, Urbibus, Provinciis, & Subditis Sacri Romani Imperii denunciantes, eos ab omni Homagio & Juramento, Personæ Wenceslai nomine Imperii præstito, prorsus esse liberos: requirentes atque monentes eos sub Jurisjurandi fide, quæ Sacro Imperio adstricti tenentur, ne prædicto Domino Wenceslao, tanquam Romanorum Regi, deinceps obediant & obsequantur; neque illi jus ullum, obsequium, censum, reditum aut ullam aliam obventionem, quocunque nomine tandem appellanda veniat, ceu Romanorum Regi, pendant; exhibeant, aut exhiberi permittant: sed ejusmodi debita utili & idoneo Romanorum Regi, divino favente Numine deinceps sufficiens, asservent.

9. In quorum omnium fidem & Testimonium, nos Joannes Archiepiscopus Moguntinus, præfens Instrumentum, per subscriptos Notarios, hac forma parenti, confici, & majus nostrum Sigillum appendi curavimus.

10. Lecta & renunciata fuit Sententia præmissa per nos Joannem Archiepiscopum Moguntinensem, nostro & Dominorum Coelectorum nostrorum antememoratorem nomine, sub Castro Lonsheim ad Rhenum, Treverensis Diocesis, Brubachium versus progressi, & publico solo in Tribunalis usum erecto. Dominis Coelectoribus nostris ibidem judicio assidentibus, anno Dominice incarnationis millesimo quadringentesimo, Indictione octava, feria sexta, die vigesima mensis Augusti, paulum ante Nonarum tempus: Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris ac Domini, Domini Bonifacii Noni, Divina Providentia, Papæ, anno un-

decimo: præsentibus Illustrissimis Principibus ac Do- ANNO minis, 1400.

Joanne, Illustrissimi Principis ac Domini Ruperti Ducis Bavarie & Comitis Palatini ad Rhenum Filio:

Friderico Burgravio Norimbergensi:

Nobili Philippo, Domino in Nassau &

Sarbrücke,

Emichione de Linsingen,

Joanne de Zigenhain,

Conrado Burgravio, Canonico nostro Moguntinensi,

Bernhardo à Wetterburg,

Joanne à Limburg,

Reinhardo de Hanowe,

Dominio Nicolao Browin Sacre Pagine,

Joanne à Witenburg, &

Nicolao Burgman, Decretorum

Dominio Hermannio Præposito S. Geronis Colonienfis, Legum

Item, strenuo Equite Sigfrido de Lindowe, Vice-

Dominio nostro in Ringaigia,

Joanne Bollen à Waldeck, burgravio nostro in Beckelshaim:

Et fidelibus, Henrico Rulmanno à Dadenberg,

Gerardo ab Emenberg, Dominio in Lautscrôn,

Friderico de Sachtenheim,

Kulmanno à Goneren,

Joanne de Dalburg,

Rudolfo de Zeilikon,

neon pluribus aliis Dominis, Equitibus, & Ingeniis,

spiritualibus & secularibus, magno numero astantibus,

ad suprascripta vocatis atque rogatis.

11. Et ego Nicolaus Hierarchus Fridbergensis, Clericus Moguntinus Diocesis, Pontifici & Imperiali auctoritate Notarius Publicus, ac prædicti Clementissimi Domini mei, Domini Joannis Archiepiscopi Moguntinensis, Scriba juratus, quoniam tum temporis, cum judicialis isthæc, quam præscripsimus, Sententia lata & renunciata fuit, una cum subscriptis publicis Tabellionibus, Testibusque commemoratis, præfens interfui, easque omnia fieri vidi atque audi: idè rubente atque petente prædicto Moguntinensi, Dominio meo Clementissimo, publicum hoc Instrumentum bona fide percriptum, in publicam redegi formam, illudque consueti mei Notariatus Signo ac nomine, appenso etiam prædicti Moguntinensis, Domini mei Clementissimi, majore Sigillo, in fidem & Testimonium prædictorum omnium, subsignavi atque munivi.

Nomina Notariorum sunt:

Nicolaus Berchtoli Fridbergensis.

Joannes Meier Junior Gasterfeldensis.

Conradus à Leiborn, Clericus Paderbornensis Diocesis.

Hedricus Stalberg Rotenbergensis.

Tilmanus à Honberg.

Conradus Coler Zulfensis, Colonienfis Diocesis.

CCII.

Verbindungs der Churfürsten Johannis zu Maynz, 21. Aoß.

Friedrichs zu Cölln / Wernhers zu Trier / und Ruprechts zu Pfalz / wodurch sie anfangs bekennen den Römischen König Wenzel ab- und eben diesen Churfürst Ruprecht zum Römischen König eingesetzt zu haben; darauf die Churfürsten von Maynz / Cölln und Trier zu Ruperto sich verbinden / ihn wider männiglich bey seiner Wahl zu schützen. Geben zu Lantzheim 1400. auf den Sambstag nach unter lieben Frauen-tag Assumptionis. [Lüne, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 222.]

C'est-à-dire,

Confederation entre les Electeurs JEAN de Mayence, FREDERIC de Cologne, WERNER de Trèves, & ROBERT Palatin, par laquelle, après avoir déclaré qu'ils ont depose WENCESLAS Roi des Romains, & qu'ils ont élu ledit ROBERT en sa place, ils se joignent à lui, eux Electeurs de Mayence, de Cologne; & de Trèves, & lui promettent de l'assister, pour le maintien de sa Dignité, & de son autorité.

Fait

ANNO
1400.

Fait à Lâynstein le Samedi après la Fête de l'Assomption de la Sainte Vierge 1400.

Wir von Gottes Gnaden Johann des Heiligen Stuls zu Mainz Erzbischoff des Heiligen Römischen Kaysers in Deutschland Landen Erzbischoff / Friedrich zu Cöllen Erzbischoff des Heiligen Römischen Kaysers in Italien Erzbischoff und Herzog von Böhmen etc. Bernher zu Trent Erzbischoff des Heiligen Römischen Kaysers in Böhmen Landen Erzbischoff und wir Ruprecht Pfalz-Grave by Rhine des Heiligen Römischen Kaysers Oberster Truchseß und Herzog in Bayern / bekennen und thun öffentlich kint mit diesen Briefen / want in der Heiligen Kirchen und in den Heiligen Römischen Kaysen lang Jre by groß Peinung und mannigfaltige Gebrechlichkeit sehr schädlich gewesen sin / und wir den Hochgeborn Fürsten Herrn Benzlam einen Römischen König und Künig zu Beheim dick und vil angereiffen / esucht und velschlich emanet han / so lichen Trungen und Gebrechlichkeiten zu widerstehen und der Heil. Kirchen und dem Heiligen Kaysen davor zu sin / als er schuld mer zu sin / als ein Vogt der Heil. Kirchen und ein Römischer König von Recht und bittlich den selte / daß er doch nicht getan noch dazu verlan wolte. Darumb han wir angesehen die vorgeannten großen Trungen und mannigfaltige Gebrechlichkeit und Schäden / und daß das Heilige Kays mit als gar verderblich werde / und daß wir als Kurfürsten des Heiligen Römischen Kaysen wegen schuldig sin und uns angehort das Heilige Kays anders zu bestellen und zu versehen / und han endbrechlich und mit wol fürbedachten Rade und Mute als sich von rechte dargu heisset / den vorgeannten König Benzlam / von dem Heiligen Römischen Kaysen und von denselben Königlichem Bischof entsetzt und abgesetzt. Und han wir Johann / Friedrich und Bernher Kurfürsten obgenant mit der Gewannen des Durchleuchten Hochgebornen Fürsten Herrn Ruprechts obgenant als unsern rechten Mit-Kurfürsten denselben Herrn Ruprecht in dem Namen der Heiligen Privatheit und von Gabe und inbegreifung des Heiligen Geyßes luterlichen dem Allmächtigen Gott zu lobe und der Heiligen Kirchen und dem Heiligen Kaysen zu Verbesserung / zu eyne rechten Römischen Könige göttlich recht und redlich getren / getren / und gemacht / Rufen / sehen und machen mit Tracht des Briefes / und darumb so han wir Johann / Friedrich und Bernher Erzbischoffen und Kurfürsten obgenant / und unser teglicher befunder / zu denselben Herrn Ruprecht Römischen Könige unsern sechen gnedigen Herren und mit guten Willen und Willen und mit wol fürbedachten Rade und Mute verbunden / und verbunden uns mit Tracht des Briefes / in allem / als hernach geschrieben stet.

Zum ersten sollen und wollen wir samentlich / und unser teglicher befunder / den vorgeannten Herrn Ruprecht vor einen rechten Römischen Künig und vor unsern rechten Herren gerunlich haben / und gerunlich an yme bliben und yn by dem Kaysen hanthaben und behalden / ufgeschreiben allerley Argelst und Geverd. Auch mer es / daß kein man der der were / in ymand uffgenommen / den vorgeannten unsern Herrn König Ruprecht an dem Heiligen Römischen Kaysen unbedenke in iren / zu hindern oder zu trengen / und yn darumb unbedenke angereiffen / zu fesseln und zu kriegen / wie das geschet / so sollen und wollen wir Erzbischoff Johann / Friedrich etc. Bernher obgenant und unser teglicher befunder yne gerunlichstet stetlich und unbedencklich wider alle dieselben oder denselben und alle Irer Helfer befohlen und beständig sin / mit unsern Slossen / landen / Ruten / mit Eyde und mit Gude / und mit unser ganzer Macht / als diese yne das wort dnt / als lange die Furchtschafft und seche Zusehen dem vorgeannten Herrn Benzlam / oder yemand von sinen wegen und dem vorgeannten unsern Herrn dem Könige wert / an alle Geverd und Argelst. Wir sollen und wollen auch samentlich und unser teglicher befunder yne zu allen des Kaysen Geden und Ruten allezeit gerunlich geraden und befohlen sin / als Kurfürsten eyne Römischen Künige von rechte und bittlich dnt sollen / ufgeschreiben allerley Argelst und Geverd. Und alles das hiezor geschrieben stet / han wir Johann / Friedrich und Bernher Erzbischoffen / obgenant unsern gnedigen Herren / König Ruprecht / in guten Trumen / und by unsern Fürstlichen Eren / Recht und redlich gelobt / und geloben mit Tracht des Briefes feste / stet / und unverbrechlich allezeit zu tun und zu halten / und fetschlich daby zu bliben / und mit darumb zu tun / noch zu suchen noch stoffen getan oder gesche werden Genslich oder Berner / in gewisse Briefen ufgeschreiben allerley Argelst / Widerrede und Geverd. Und des alles zu voren irunde und ganzer fetscher Stetheit hat unser teglicher by eigen Inseegel an diesen Brief gehangen. Der geben ist yn Lâynstein nach Christi Schutte / vierzehnhundert Jare off den Samst-Dag nach unser lieben Frauen-Dag Assomptions.

CCIII.

25. Août. Trêves pour dix ans, faites & conclues entre Louis II. Roi de Sicile & Comte de Provence, & Amedée Comte de Savoie Duc de Chablais & d'Aoste, en présence du Duc de Bourgogne, à Paris le 12. Juillet 1400. Avec la Ratifica-

tion dudit Comte de Savoie du 25. d'Août 1400. ANNO
[Du Puy, Traictz touchant les Droits du Roi T. C. aux Preuves des Droits sur le Comté de Nice. pag. 48.] 1400.

Nous Amedée Comte de Savoie Duc de Chablais & d'Aoste, & en Italie Marquis Vicars General de l'Empire, faisons sçavoir à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Que nous venis considerées & avisées par bons & sages advis, deliberation & conseil les choses Paix & Conventions avisées en la presence de nostre tres-cher Seigneur & Pere Monseigneur le Duc de Bourgogne à Paris le douzième jour de Juillet l'an present mil quatre cens, par les Gens de Monseigneur le Roy Loys de Jerusalem & de Sicile, & en la presence d'une partie, & nostre Gens d'autre partie. Desquels Paix & Conventions la teneur s'en suit. Premièrement pour prolonger la Trêve qui fut faite & accordée entre Madame la Roynne de Sicile, & le Roy son fils d'une partie, & nous Comte de Savoie d'autre partie, en la forme & en la maniere que l'autre Trêve fut accordée entre lesdites Parties, & autres juxta l'ordonnance de Monseigneur de Berry, & de Bourgogne. Item, ladite Trêve dove durer par l'espace de dix ans ou de douze ans, juxta l'ordonnance desdites Parties. Item sur le Sel qui est necessaire chacun an pour la Gabelle de Nice, que Monseigneur de Savoie, & les Gabeliers de Nice foyent pour le prix qu'ils l'avoient au temps de la Trêve premiere faite entre lesdites Parties: Mais que les Officiers dudit Monseigneur de Savoie ne fussent que ledit Sel soit porté en la Terre du Roy Louis, ne au Dauphiné, à & sur peine de perdre le Sel & les Bestes qui le porteroient, & en outre sur peine de cent Livres cor. Et s'il advenoit qu'ils fussent trouvez faillans, & lesdits Officiers du Comte de Savoie ne le voulsissent repaier, que ledit Monseigneur de Savoie soit requis de le faire repaier: & en cas qu'il ne se repaieroit, que depuis ledit Sel leur soit defendu qu'ils ne le preignent à Yeres, prouvée clerelement qu'il fut trouvé defaillant & prouvée par personnes dignes de foy. Item, que les Officiers du Comte de Savoie ne fussent bailleur Sel par les Gabeliers de Nice ou autres durant ladite Trêve aux Subjets du Roy Louis. Item, que durant lesdites Trêves que aucunes marques ne soient données par lesdits Seigneurs ou Officiers l'un sur l'autre, ne sur leurs Subjets, & soient tenus faire Justice & raison chacun endroit soy à ceux qui les requerront formellement & de plain, sans plaidoyerie longue. Et en cas que ne se feroit Justice, comme dit est, la Partie demandant fist requierir les Officiers de l'autre Partie: & en cas que lesdits Officiers ne voudroient faire Justice, soient requis les Seigneurs qu'ils le fassent faire: & en cas qu'ils ne le feroient en defaillant de Justice se puisse octroyer marque, repaillée ou gagerie, jusques à la Somme qui seroit demandée, & les dépens faits raisonnablement. Item, que durant ladite Trêve que nul truage nouvel ne soit mis par lesdits Seigneurs Officiers ny Subjets sur le Pays, & que s'aunc y avoit esté mis depuis la premiere Trêve soient nuls & rappelés. Item, que certaine Alliance se face entre les Seigneurs, par telle maniere que ceux de leur Pays & Subjets durant lesdites Trêves puissent demourer en bonne paix, & resister à leurs Adversaires. Pour laquelle chose faire font avisées les choses qui s'en suivent: Premièrement que nul desdits Seigneurs ne puisse ne doye donner retrait, Vives, Port, ne passages, armures, Atilleries ny autres aydes ne confort en quelque maniere que ce soit à l'Adversaire l'un de l'autre, qu'ils auront ou pourront avoir pour le temps present ou le temps avenir, & contre le Pais de Provence durant lesdites Trêves. Item, se ordonneront chacun endroit soy durans lesdites Trêves par toutes les voyes & manieres qu'ils pourront bonnement, de garder le Pais, & passages & entrées dudit Pays, allencontre de celui ou ceux qui par dure œuvre de fait y voudroit ou tenteroit entrer: Et qui plus est, y resisteront à toute la force qu'ils pourront. Item, s'il avenoit que l'un desdits Seigneurs eust mestier de l'ayde de l'autre, il seroit tenu de secourir pour les cas desdits, toutes & quantes fois que l'un en seroit requis par l'autre, ou les Officiers durant lesdites Trêves. Item, sera tenu ledit Monseigneur de Savoie de garder les entrées de cest Pais & faire comme dessus est dit. Et en cas que pour la defense qui le seroit, aucuns leur fissent Guerre ou Pais de Piemont, ou autre part es Comtez de Provence, de Savoie, & autre part; ledit

ANNO 1400. Iedit Roy Loys leur seroit tenu de aider en toute fapulliance, pourue que il soit deuement certifié que la Guerre que ledit Comte auroit leur seroit aduenue pour la chose dessusdite: car après lesdites choses parlées & arrestées, en la presence dudit Monseigneur le Roy Loys, de Monseigneur de Bourgogne, comme dessus est dit, ait esté parlé, & arresté que ledit Roy Loys vint en Provence, nous dit Comte de Savoye devons envoyer par devers luy, pour confermer les choses dessusdites, & luy bailler nos Lettres Patentes sur ce: & semblablement ledit Monseigneur le Roy Loys nous doit bailler ses Lettres pareilles, pour cause de ce nous dit Comte de Savoye veuillons obtemperer en toutes & singulieres les choses dessusdites, parlées & arrestées, comme dessus, entant comme à nous & à nostre Pais, & Subjets touchent, & pourront appartenir en quelque maniere que ce soit icelles choses & chacune d'icelles, par la teneur de nosres presentes Lettres, & de nostre certaine science & libere volonté, nous ratifions, loions, confirmons & approuvons entierement durant l'alongement & estat de ladite Trieve par les dix ans dessus escrits, & promettons par nostre bonne foy, & sur toutes les obligations de nos biens, fésdites choses & Trièves & chacune d'icelles avoir, tenir, & observer fermes & agreables, & non alencontre faire ne venir en aucune maniere par nous, ne par autres, ne à nuls qui seroient ne vendroient alencontre en nulle maniere consentir: & renouons à tous Droits, Privilèges, Adions & Exceptions par lesquelles ou aucunes d'elles nous pourrions faire dire ou venir aucunement alencontre. Et en plus fort & en plus pleine observation, execution & attendue desdites choses & Trièves par nous ratifiées comme dessus & octroyées, nous dit Comte de Savoye par la teneur de nosres presentes Lettres voulons, mandons & commettons expressément à nous nos Barons, Banneres & Gentilshommes & Feaulxhommes, Conseillers & Subjets de nostre Pais en Provence, presens & avenir, & aussi à tous nos Gouverneurs, Capitaines, Baillis, Juges, Vicaires, Prestes, Chastellains, Procureurs, Commissaires, Sergens generaux & especiaux, & à tous nos autres Officiers presens & avenir de nostre dit Pais en Provence, & à tous aures & chacun d'eulx qui nosres presentes Lettres, & que les semblables, & le contenu d'icelles & dudit Monseigneur le Roy Loys par nous ratifiées & accordées aussi comme dessus en observant & attendant entierement sans aucune volenté, & en nulle maniere ne facent ne viennent alencontre; mais icelles publient, & notifient, pource que icelles soient notoires à tous ceux ausquels peut ou pourroit appartenir au temps avenir. Donné au Chastel de Soumaux le Chamberau, le vingt-cinquiesme jour d'Aoust, l'an dessus dit mil quatre cens, dessous nostre Grant Seel à Cheval, en témoignage & force de toutes les choses dessusdites.

Par Monseigneur, presens Monsieur l'Evesque Desfilais de Savoye, Jehan de Conflans, Chancelle Girart Sire de Terrier, Jehan Salagave, Jacques Sotron, Ambers Grobais, & Pierre Andraner Tresorier de Savoye.

CCIV.

Oct. Brieff Röm. Königs Ruperti / und der drey Geistlichen Churfürsten; wodurch die Stadt Frankfurt von denselben in Schirm angenommen wurde / von wegen / daß dieselbe sich mit freyen willen Ihre Königl. Majestet ergeben / und gehorsamb zu seyn sich erboten / versprechen ferners Ihre Majestet und besagte Churfürsten dieselbe zu handhaben / auch im Gerichte / und außser Gerichte / in was weise es geschehen mag / ihre gehorsam zu seyn und bey zu stehen. Geben auff dem Felde vor Franckfort am den Dienstag der S. Simonis und Juda Tag. 1400. [LUNIG, Teutesches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abf. I. p. 48.]

C'est-à-dire,

Lettres de ROBERT Roi des Romains, par lesquelles il accorde sa Protection & celle des trois Electeurs Ecclesiastiques à la Ville de FRANCKFORT, en consideration de ce que, de sa franche & libre volonte, elle s'est soumise à son autorité, TOM. II, PART. I.

ANNO 1400. Et lui a promis fidelité, le Roi & les Electeurs lui promettent de plus de la défendre & maintenir en tous ses Droits, tant judicialement qu'extra-judicialement. Fait au Camp devant Franfort le Mardi avant la Fête Simon & Jude. 1400.

Wir Ruprecht von Gottes Gnaden Römischer König / zu allen Zeiten Meher des Reichs / bekennen und thun kund allen denen die diesen Brieff ymmer gesehendt oder hörent lesen / was mit die Churfürsten / der Rhat und die Bürger gemainlich der Stadt Franckfurt Wirt und des Reichs heben Getramen guntwiltig sich mit einmütigen Willen ergeben und erboten handt / uns als einem Römischen König brügerlich und gehorsamb zu seyn und zu werden / nach altem herkommen / als sie bey unsern Vorfahren an dem Reiche herkommen seindt / und haben wir darumb die Churfürsten / Rhat und Bürger gemainlich / der vorbeschriben Stadt und die ihren samentlich und sonderlich in Irser und des Heil. Reichs Schirme genommen / empfangen und geseht / nemen / entfangen und sehen sie auch darumb / mit Irser und mit Grosse dieses Briefs / also wer es Sacht / daß sie mandt wer der wehre / die Churfürsten / Rhat und Bürger der eben genannten Stadt Franckfurt / oder die ihren samentlich und sonderlich und solche gemainlich gehorsamb / als sie uns geizet haben / thun sollen und werden / oder umbe kein Sacht / die dazumt ergehe oder entziehen magte / über lang oder über kurz argwöhnen / ledigen / stehigen / kriegen / angreifen / oder anders anlangen würden / es wehre mit Gerichte / Gemiltich oder Berrlich / oder ohne Gerichte / in welche Weise das geschehe / daß wir sie darvor / und wider allemänniglich / gerüchlich / sternen / schirmen / handhaben und versprechen sollen / nach altem Irseren Vermögen ohne Gefeyde / und uff daß die vorgeschriben Stadt / ihre Bürger und die ihren Rhat / Trosts und Schirms darumb desto sicherer seyn mögen / so haben wir / und mit uns Irser und des Heiligen Reichs Churfürsten / mit Namen Johann des Heiligen Raths und die ihren Rhat / Friederich der Heiligen Raths in Colen / und Werner zu Trier / Erzbischoffe des Heiligen Reichs in Teuschen / in Braben und in Belschen landen Erzbischoffe / uns gein der eben genannten Stadt ihren Bürgern / und den ihren samentlich und sonderlich versprochen und geredt / versprochen und haben ihnen auch verghalt in diesem Brieff / daß wir samentlich und sonderlich / ihn wider alle und jaldiche / die jene / oder die sie in vorgeschribener Rasse besambt oder besonder / sind die vorgeschriben Sacht / oder umbe kein Sacht / das geschehe / getrenlich und verghaltlich / brügerlich / besohlen und bestrahten zu seyn / mit widersagen und hülfflicher samptlicher Gnade und uns nit von ihnen zu sondern / noch wie werden / noch sie nit zu lassen / und in behorsam zu seyn / nach altem Irser Vermögen in Geladen / und wer es Sacht / daß wir oder sie von der vorgeschriben Sacht wegen / mit jeunant zu Ansehung der Bruchschafft oder Kriege kommen würden / so sollen wir und die abgenante Irser und des Reichs Churfürsten / in allen Frieden / viertarten / Irser und in Nahungen / die wir darvon wünschen werden / die eben genannten Sacht / gleich uns selbst versorget / und sollen wir besambt noch besonder / uns gein niemand Frieden stürmen sinnen noch rächen / die vorgeschriben Stadt / so dann mit uns darim begreifen / und gleich uns selbst verorget / ohn alle Geverde / und wir König Ruprecht / Johann / Friederich und Werner Erzbischoffe eben genannt / sprechen und reden alle und jegliche fürgeschriben Stüde / getrenlich veste und stete zu halten / und han das zu Irserhandt und vester Steingerte / unsere Ingeheile an diesem Brieff thun henden. Der geben ist uff dem Felde vor Franckfort / am den Dienstag vor Sante Simonis und Juda Tage / nach Christi Geburt / tausend und vierhundert Jahr / und Irser Reichs in dem ersten Jahr.

CCV.

Conventio inter HERVOYE supremum Voyvodam Regni Bosnie, & Commune Civitatis JADRÆ, Quæ ille, dictum Commune adversus omnes defendere, quamdiu Vexillum Regis ULADISLAV elevaverint, promittit. Datum in Campo. . . . Anno Domini 1401. [JOHANN. LUCIUS de Regno Dalmatiz & Croatia Lib. V. pag. 259.]

NOS HERVOYE supremus Voyvoda Regni Bosniæ, ac Vicarius Generalis Principum Sereniss. Regum Regis Uladislavi & Regis Orfove, memoriam commendamus, & significamus quibus expedit universis, quod nos, non vi, dolo, metu vel alio ingenio, ducti, sed nostra propria voluntate & arbitrio coacti, Egregios Rectores, Nobiles, Consilium & Commune Civit. Iadræ per Fratres nostros speciales recipimus, & assumptimus, promittendo & obligando fide nostra militari mediante præfatos Rectores, & Nobiles

ANNO 1401.

les de eadem Civitate totis viribus nostris, omnibus locis, & temporibus opportunis, contra & adversus quolibet prædictos Nobiles subiectare iuste, vel iniuste volentes, non parcendo persona nostra & nostrorum fervitorem, neque bonis, adjuvabimus & toto nostro posse defendere obligamus; & quod nunquam temporis in processu per nos, neque per alios quospiam præfatos Rectores, Nobiles & Commune prædictæ Civitatis & sic per præfatos Privilegiales Literas valoris volumus, si prædicti Rectores & Nobiles elevarunt vexillum Serenissimi Regis Ladislavi, & si elevaverint præfatum vexillum jurando super Sanctam Crucem & reliquias ad fidelitatem Vladislavi & non deponere præfatum vexillum usque mortem. Nos promittimus cum præfata fide nostra militari, quod Serenissimus D. Noster R. Ostoya Bone vult jurare super S. Crucem & reliquias quod nunquam in vita sua ad minus. . . . prædictos Nobiles & Civitatem Iadren. nec nos Heroye cum consorte nostra, cum Filio nostro unico, Fratibus, & familiaribus nostris vid. cum Draghisca Fratre nostro Voyslavo, Voyaco, Petro Voyvoda & Tuartco & Fratre suo Voyco, & cum aliis familiaribus nostris vobis placidis jurare volumus super Sanctam Crucem & reliquias prædictas Nobiles universos de prædicta Civitate viribus nostris semper cum potentia d. Domini Hung. Regis contra ipsorum æmulos semper jurare volumus usque mortem nostram non dimittendo, sed semper promptè & paratè vos prædictos Nobiles defendere & vindicare contra omnes Homines: Immo volumus præfatis Nobilibus assignare Privilegia D. N. Regis & nostra sub pendenti Sigillo in ejus rei Testimonium. Datum in campo. . . . A. D. 1401.

CCCVI.

5. Août. *Vente du Comté de Genève faite à AME VIII.*
SAVOYE ET GENEVE. Comte de Savoie par (I) ODO DE VILLARS Seigneur de Baux & Comte d'Avelin, faite à Paris en l'Hôtel de Nesle, le 5. Août 1401. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 249.]

In Nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

PER hoc Instrumentum publicum, Universis & singulis notum fiat, quod dudum inter Illustrissimum Principem Dominum AMEDEUM Comitem Sabaudie ex una, & spectabilem Militem Dominum ODOEM DE VILLARIIS Dominum Baucci, ex alia partibus; materia quæstionis exorta, super eo videlicet, quod idem Dominus Comes assererat, & judicialiter proposuerat, seu proponi fecerat per circumspæctum Virum Dominum Lambertum Oddineti Legum Doctorem, ipsius Domini Comitis Advocatum, & Generalem Procuratorem fisci; Comitatum Gebennensem cum omnibus Juribus & pertinentiis suis ad ipsam Dominum Comitem Sabaudie pertinere & spectare debere, multis causis & rationibus in processu inde formato latius declaratis: præfatus Dominus Odone contrarium dicente, & asserente quod Illustris quondam Humbertus de Villariis, qui fuit ultimus dicti Comitatus Gebennensis Comes, & ipsum Comitatum tempore obitus sui tenebat & possidebat, ad ultimos dies sicut Domino placuit perveniens, ipsum Dominum Odonem Hæredem instituit in casu non existentis posthumi; quem casum idem Dominus Odo contigisse, & eundem Comitatum Gebennensem ad se spectare assererat, subiungens, quod post obitum dicti Comitis Humberti fuerat de ipso Comitatu Gebennensi per ipsum Dominum Comitem Sabaudie, ex certis contemplationibus & sub certis conventionibus investitus, quibus non obstantibus, præfatus Dominus Comes Sabaudie, processum de quo supra contra ipsum Dominum Odonem formari fecerat, & dictum Comitatum Gebennensem ad manum suam ex tunc reducere voluerat realiter & de facto; & quamquam per hujusmodi quæstionis & disceptationum materia, plerumque inter Partes ipsas ratiocinatum sit de concordia, & plerique tractatus super hoc habiti fuerint maxime in loco Burgi in Bressia ut asseritur; nullum tamen hujusmodi tractatus potuerint sortiri effectum. Hinc autem est, quod anno à Nativitate Domini millesimo

(1) Cét Odo de Villars avoit hérité le Comté de Genève d'Humbert de Villars son Nèveu, au mois de Mars de l'année précédente 1400.

quadragesimo primo, & hac die quinta mensis Augusti, tractante Illustrissimo Principe Domino Joanne Regis Francorum Filio, Duce Bituriae & Arvernæ, Comiteque Pictaviæ, Stamparn, Bolonia & Arvernæ, præfente quoque Reverendissimo in Christo Patre Domino Petro, miseratione Divinâ tituli Sanctæ Sufannæ S. R. E. Presbytero Cardinali de Thureyo vulgariter nuncupato, presentibus etiam aliis Dominis Testibus infra scriptis, Partes prædictas volentes tandem ob reverentiam ipsius Domini Ducis, tractare ad finalem, & plenam, ut dixerunt, super præmissis & emergentibus ex eis devenire concordiam, & pro vitandis scandalis sumptibusque, omnem materiam controversiæ & quæstionis sopiri, in Christi nomine convenerunt, transegerunt, pepigerunt purè, libère, ac simpliciter, ac, prout dixerunt, ex certa eorum scientia concordarunt, omni machinatione omnique animo & voluntate retractionis seu irritationis penitus amputatis, in omnibus & singulis prædictis & ex eis dependentibus, prout infra. Et primò, hujusmodi mediante Tractatu, præfatus Dominus Odo gratis & spontè, & ex sua certa scientia, ut asserunt, per se & suos Hæredes ac Successores quoscumque, dedit, donavit & cessit eidem Domino Comiti ibidem præfenti, stipulanti & recipienti, pro se, & suis Hæredibus ac Successoribus quibuslibet, & etiam in eundem Dominum Comitem ejusque Hæredes & Successores transfudit omne Jus, & Dominium ac etiam Dignitatem Comitalem, omnemque actionem realem & personalem, mixtam, utilem & directam reique resecutoriam, quod & quam præfatus Humbertus Comes, & inde dictus Dominus Odo ad causam ipsius Humberti Comitis habet seu habere videtur est in Comitatu Gebennensi prædicto, omnibusque Membris, Juribus & pertinentiis suis; exceptis hiis quæ Domini quondam Comites Gebennenses habebant, tenebant & possidebant in Greyfivadano, Viennensio, & toto Dalphinatu, & aliis que non sunt de Juribus & pertinentiis Comitatus ejusdem; quæ omnia, prout sunt, sibi remanere & retinere voluit, ac idem Dominus Comes consentit etiam pro retentis haberi; sic de prædicto Comitatu Gebennensi, omnibusque Juribus & pertinentiis suis, de toto jure quod in eo habet seu habere potest, idem Dominus Odo ratione prædicta, se, & suos Hæredes & Successores ex toto devotiens, & quatenus pertinet ad eundem de ipsis investiens præfatum Dominum Comitem, pro se, & suis Hæredibus & Successoribus Investituram & Juris translationem hujusmodi acceptantem; constituens se ex nunc idem Dominus Odo Comitatum Gebennensem, cum Juribus & pertinentiis supra dictis prout Comitatus; & Jura hujusmodi rationibus antedictis tenet pro dicto Domino Comite Sabaudie præcaris possidere, donec videlicet idem Dominus Sabaudie Comes, ejusdem Comitatus Gebennensis, Juriumque & pertinentiarum prædictorum possessionem prout ipse Dominus Odo illam tenet acceptèrit corporalem. Et vice versa, ut inter Partes ipsas perpetua concordia maneat, ac perpetuum amicitie vinculum nutriatur, præfatus Dominus Comes Sabaudie dedit, cessit & donavit in Feudum purè & irrevocabiliter, memorato Domino Odoni præfenti, stipulanti & recipienti, Castrum, Villam, Mandamentum & Territorium Caltrinovi in Verremosio Gebennensis Diocesis, cum omnimoda Jurisdictione, mero, & mixto Imperio eorundem, ac etiam cum omnibus Hominibus & Vassallis, Homagibusque & cæteris ad eundem Dominum Comitem spectantibus quomodolibet; quod quidem Castrum, Villam, Mandamentum, Territorium, Jurisdictionem & Imperium, cum cæteris supra dictis, dat idem Dominus Comes & dare promittit, ab omni impedimento & obligatione solutum, Dominium plenum Jurisdictionemque omnimodam, merum & mixtum Imperium Castri, Villæ, & Mandamenti prædictorum sub hujusmodi Feudo penitus transferens in eundem Dominum Odonem; quem idem Dominus Comes, de Castro, Villa, Mandamento, Territorio, Jurisdictione, & Imperio prædictis se devotiens, de illis solemniter investivit, constituens etiam se, donec idem Dominus Odo Caltri, Villæ, Mandamenti, Territorii, Jurisdictionis, & Imperii prædictorum possessionem realem affectus fuerit, præcaris possidere. Item cessit, dedit & donavit eidem Domino Odoni stipulanti ut supra, ac in eum transfudit omne Jus omnemque actionem recapiti, quod & quam idem Dominus habet in & super Castro seu loco de Lomes diocesis Gebennensis Diocesis, ab olim sub conditione recapiti alienato; quod Castrum seu locum idem Dominus Odo recapitare habebit, & inde ab ipso Domino Comite tenere in Feudum; ita quidem, quod post obitum ejusdem Domini Odonis, si moriatur sine Libèris masculis & legitimis, Castrum, Villa,

ANNO 1401.

ANNO
1401.

Villa, Mandamentum & Territorium Castrinovi, cum Juribus & pertinentiis præfatis, ad præfatum Dominum Comitum, & ejus Hæredes masculos ex suo corpore legitime descendentes, reventur liberè & sine contradictione quacunque, etiam Castrum seu locus de Lonnes, solum tamen pro eo, Hæredibus & Successoribus ipsius Domini Odonis, pro parte dicti Domini Comitatus summam pecunie, quam Dominus Odo solverit pro recapito dicti Castr. Præterea ad majus Pacis & Concordiæ vinculum, abundantioreque compensationem prædictorum, idem Dominus Comes Sabaudia promittit & convenit præfato Domino Odoni stipulanti & recipienti ut supra, dare & solvere realiter in pecunia numerata, semel tantum ac simul & non per partes, quadraginta quinque milia Francorum auri boni & legitimi ponderis, de cuncto Serenissimi Domini Francorum Regis, in Castris de Gordans Lugdunensis Diocesis, videlicet infra proximum Festum Paschæ. Fuit autem conclusum de consensu & voluntate Patrum, quod ipse Dominus Comes Sabaudia omnia & singula, tam Castra, quam alia exrenita de Jure, Dominio & Proprietate ipsius Comitatus Gebennensis, ad Jus, Domanium & Proprietatem ejusdem Comitatus revocet & reducat: Et fuit actum inter Partes ipsas, ac solemnè & valida hinc inde stipulatione vallatum, quod præfatus Dominus Odo teneat & possideat Comitatum Gebennensem prædictum, eo modo quo illum tenet & possidet de præfatis, donec ipse Dominus Comes dicti Castrinovi, & ejus Jurisdictionis, ac aliorum prædictorum possessionem corporalem tradiderit, pacificam & quietam ac ab omni obligatione solutam; donec etiam ipsi Domino Odoni de dicta pecuniarum summa fuerit integrè satisfactum: Habitis tamen possessione Castrinovi & aliorum prædictorum, ac hujusmodi solutione pecunie, idem Dominus Odo dicti Comitatus Gebennensis, ac Jurium & pertinentiarum prædictorum omnium, exceptis eis quæ supra retinuit, possessionem integram prout illum tenet reddere & consignare, etiam Litteras, Instrumenta & Munimenta quacunque concernentia Comitatum prædictum; exceptis Litteris, Instrumentis & Munimentis tangentibus ea quæ supra retinuit in Greyfvedano, Viennensi & Dalphinatu prædictis, expedire tenebitur Domino Comiti supra dicto vel suis, sine quacunque difficultate, & non aliter neque antè. Fuit actum actum inter Partes ipsas, ac solemnè hinc inde stipulatione vallatum, quod eo casu quo præfatus Dominus Comes plenam & pacificam dicti Castrinovi cum suis Juribus & aliis prædictis, expeditionem ab omni, ut præfatur, obligatione solutam, nec non & summæ pecuniarum prædictæ integram solutionem non faceret eidem Domino Odoni infra prædictum proximum Festum Paschæ hujusmodi transactionem, Conventio & Concordia sit cassa & irrita, ac nullius efficacia, roboris vel momenti. Fuit insuper actum inter Partes easdem, & expressa ac valida stipulatione conventum, quod ipse Dominus Comes sabaudia tenebitur supportare omnia & singula onera, quæ idem Dominus Odo tenebatur quovismodo ad causam dicti quondam Humberti Comitatus, & aliorum supportare ratione Comitatus Gebennensis prædicti, & insuper eundem Dominum Odonem contra quascunque personas, ipsum quovis modo ratione dicti Comitatus Gebennensis offendere vel vexare volentes, tenebitur defendere & tueri, ipsius Domini Comitatus propriis sumptibus & expensis. Promittentes nihilominus Domini Comes & Odo prædicti, se non dixisse vel fecisse in præteritum, nec dicturos vel facturos in futurum, aliquid quominus præmissa omnia & singula prout scripta sunt plenum fortiantur effectum, & perpetuum obtineant roboris firmitatem: & præmissa omnia & singula ipse Partes concorditer & unanimiter, supra veram Crucem quam in manibus suis tenebat Illustrissimus Dominus Dux Biturice supra dictus, tactam devotè manibus eorum propriis, juraverunt attendere, implere & inviolabiliter observare, & nunquam contrà dicere, facere vel venire, de jure vel de facto, directè vel indirectè, publicè vel occultè, sub obligatione expressa omnium bonorum suorum & cujuslibet eorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum: renuntiantes proinde Domini Comes & Odo prædicti, omni Privilegio forti, omni que exceptioni doli mali, vis, metus, & in factum injuria & turpem causam, jurisque quo deceptis in Contrahibus subvenitur, exceptioni quoque plus dicti quam scripti, & è contrà, & demum omni alii Juri Canonico & Civili, Divino & Humano, novo & veteri, Usui, Statuto & Consuetudini, Privilegioque & Rescriptis quibuscunque, quo vel quibus contra præmissa vel præmissorum aliquid

TOM. II. PART. I.

se possint defendere quomodolibet vel tueri: volentes ANNO
& intendentes Partes ipsæ, quod tantum valeat hæc Renunciatio generalis, quantum si casus singuli necessarii 1401.
signanter fuissent expressi. De quibus omnibus & singulis, idem Domini Comes & Odo, petierunt & voluerunt fieri publicum & publica Instrumenta, quæ producta vel non producta in iudiciis vel extrà possint dictari, corrigi, resciri & meliorari consilio & dictamine cujuslibet sapientis, facti substantia tamen in aliquo non mutata. Voluerunt etiam ad majorem fidem & robor perpetuum præmissorum, quod hujusmodi Instrumenta sigillari debeant & sigillentur Sigillis ipsorum, prout consueverunt eorum Patentes & authenticas Litteras sigillare. Acta hæc fuerunt Partibus, in Domo habitationis ejusdem Domini Ducis Biturice nuncupata de Neclia, videlicet in magna Galerâ battâ prope Jardium ipsius Domus: Præsentibus prædictis Dominis Duce & Cardinali, nec non egregio Milite Domino Francisco de Mentone Gebennensis Diocesis, Nobili vero Aymone Domino Asperimontis Gratianopolitane Diocesis, & Petro Andrevei præfati Domini Comitatus Consiliariis, Testibus ad præmissa vocatis.

CCVII.

*Privilegium Imperatoris RUPERTI Episcopo Spi- 28 Fevr.
rensi RABANO indultum, quo Telonium in
Oppido Udenheim per suos Prædecessores Episcopatus
Spirensis donatum cum reliquis vestigialibus,
pedagiis conductibusque ad eundem adpertinentibus
confirmat & perpetuo possidenda & tenenda
conferit, cum inhibitione, ne quis, præsertim
verò Civitas Spira, non obstantibus quibuscunque
Privilegiis, memoratum Episcopatum contra hoc
Privilegium turbare presumat. Nuremberg feria
secunda proxima post Dominicam Reminiscere. 1401. [LEHMANNI Chronicon
Spirensis Libr. IV. Cap. XXII. pag. 324. Col. a.]*

RUPERTUS, Dei gratiâ Romanorum Rex, semper Augustus, ad perpetuam rei memoriam. Etsi Regiæ Majestatis circumpecta benignitas universos & singulos fideles, quos Romanum ambit Imperium, ex innata clementia pio favore prosequitur: ad illorum tamen honores & commoda promovenda uberius aspirare tenetur, quorum fides est amplius comprobata operibus, quique pro exaltandis nostris & Sacri Imperii Juribus non desinunt sustinere sollicitudines continuas, & labores. Ea propter ad universorum tam præsentium quam etiam futurorum volumus notitiam pervenire, quod nos attendentes sincera devotionis affectum, fidei puritatem, ac multiplicia fidelitatis obsequia, quibus venerabilis Rabanus, Spirensis Ecclesiæ Episcopus, Princeps & Consiliarius noster fidelis & devotus, & sui Prædecessores, erga nos & Sacrum Romanum Imperium constantibus animis fidelissimè claruerunt, præstantes quoque, qualiter Antecessores nostri Divi Romanorum Principes Ecclesiam Spirensis antedictam gloriosissimè & intemeratè Virginis Genitricis Dei Mariæ decoratam titulo notabilibus exulterunt insignis, suam etiam inibi eligendo sepulcrum. Ad ipsius Rabani Episcopi supplicationem, & suæ intuitu Ecclesiæ nostrorum in his Prædecessorum inhærentem vestigiis, Vestigial seu Telonium in Oppido suo Udenheim olim per nostros Prædecessores super Rheni alveo concessum & donatum Episcopis pro tempore existentibus, & Ecclesiæ Spirensi prædictæ. In cujus possessione plures Episcopi sui Prædecessores fuerunt, & ipse Episcopus nunc est, & ipsum tenet & possidet, nec non universa & singula alia Vestigialia, Telonia, Pedagia & Conductus, quæ Dominus Episcopus & ipsius Spirensis Ecclesiæ in Oppidis, Villis, viis ac fratribus publicis, soli & Terrarum Districibus Ecclesiæ Spirensis, ac in ipsa Civitate Spirensi & aliis habent, tenent, & possident, seu ad eos pertinent, & spectare dignoscuntur, eidem Episcopo, suisque Successoribus ac Ecclesiæ Spirensi, in perpetuum ex nostra certa scientia & de plenitudine Regiæ Potestatis in eo valore in quo sunt, & erunt in posterum, confirmamus, & de uberiori nostre munificentie gratia eadem Vestigialia seu Telonia, Pedagia & Conductus eidem Episcopo suisque Successoribus & suæ Spirensi Ecclesiæ possidenda perpetuo, & tenenda conserimus

N^o 2

ANNO
1401.

ferimus & donamus. Inhibentes universis & singulis Principibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Militibus, Clientibus, Civibus, Incolis & Universitatibus Terrarum & Districtuum, Civitatum & Locorum Sacri Imperii, qui pro tempore fuerint, cujuscunque etiam dignitatis, præmentientie seu status existant, fidelibus aut Subditis nostris, & præsertim Magistratuum Consulis, Civibus & Incolis universis & singulis Civitatis Spirensis, ne præfatum Episcopum, Successores suos, Ecclesiam Spirentem, Monasteria, Ecclesias, Prælatos & alias Personas Ecclesiasticas Civitatis & Diocesis Spirensis, seu aliquem aut aliquid eorum in perpetuum contra eorum Privilegia, Indulgentias, Sententias, Largitiones, Concessiones, Declarationes, Libertates, Exemptiones, Donationes, Observantias, Consuetudines, Statuta, Literas seu Gratias prædicta & prædictas, vel aliquid eorum, seu etiam adversus præsentis nostræ Approbationis, Ratificationis, Confirmationis, Donationis, & de novo Concessionis Indultum molestant, perturbent, aut impediunt, seu finant quomodolibet molestari, perturbari, aut impediti, vel impediendibus, molestantibus aut perturbantibus præsentem auxilium, consilium & favorem, non obstantibus circa omnia & singula præmissa quibuscunque Privilegiis, Libertatibus, Gratiis vel Indultis, etiam Imperiali vel Regia aut alia quavis autoritate prædictis, seu alicui aut aliquibus eorum communiter vel divisim sub quacunque verborum forma concessis, vel in posterum concedendis, cujuscunque tenoris existant, etiam de eis de verbo ad verbum facienda mentio foret specialis, & clausulas quascunque derogatorias continerent. Nec non Consuetudinibus, Statutis, Observantiis, Juris Civilis aut Canonici adminiculis generalibus aut specialibus, usurpationibus & præscriptionibus contrariis quibuscunque, quas præfatis Principibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Clientibus, Civibus, & præsertim Magistris Civium, Consulis, Civibus & Civitati Spirensi prædictis, seu aliquibus aut alicui eorum possent in præmissis vel contra ea quomodolibet infringari, quas & quæ omnia ex tunc prout ex nunc, & ex nunc prout ex tunc, tanquam Ecclesie Spirensi præjudicialia, damnosa & contraria, decernimus fuisse, & esse, & fore cassa, irrita, atque nulla, ipsasque & ipsa de certa nostra scientia atque de plenitudine Regie Potestatis perpetuo cassamus, irritamus, annullamus, & eis & cuilibet eorum etiam quoad omnia & singula præmissa, volumus, ac si de verbo ad verbum hic inserta essent, præsentibus derogare. Declarantes nostræ intentionis non fuisse, esse aut fore, quod prædicta seu aliquid eorum dicto Spirensi Episcopo, ejus Successoribus, Ecclesie Spirensi, Clero aut Subditis eorundem, seu alicui eorum in aliquo præjudicent ullo modo. Datum Nuremberg, Anno Domini millesimo quadringentesimo primo, feria secunda proxima post Dominicam quæ cantatur in Ecclesia Dei, Reminiscere: Regni nostri Anno primo. Ad Mandatum Domini Regis. NICOLAUS Provin. Sacre Theologie Professor.

CCVIII.

13 Sept. *Diploma Vicariatus, per quod Imperator RUPERTUS Filium suum LUDOVICUM Comitem Palatinum, interea temporis, quò pro Corona Imperiali suscipienda in Italiam abiturus esset, per Sacri Romani Imperii, in Germania, Gallia & Regno Arelatensi, Provincias, Vicarium Generalem constituit, Gubernationemque hanc certò modo eidem commendat. Datum Augspurg 3. ferià post Festum Nativitatis B. Marie Virginis 1401.* [MARQUARD FREHERI Origines Palatinæ Part. I. pag. 133. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LEBNITZ Codex Diplom. Tom. I. pag. 263. dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. IV. Abtheil. I. Absatz pag. 594. dans JOH. DATT, Volumen rerum Germanicarum novum. pag. 727. §. 12. & dans GOLDASTI Constitut. Imperiales Tom. I. pag. 381.]

RUPERTUS Dei gratiâ Romanorum Rex semper Augustus, universis nostris & Sacri Imperii fidelibus, ad quos presentes pervenerint, gratiam nostram & omne bonum. Regiam decet Majestatem illis præcipue exquisitis intendere laboribus, illis etiam jugibus

pervigillis mentis vacare considerationibus, per quæ ANNO
Sacrum Romanum Imperium nostris præcipue temporibus optata fugeat incrementa, res ipsa publica debitis fovetur subsidis, & divorum nostrorum more Prædecessorum Regie Majestatis gladius cunctos vibrantes terreat acerbis insequentes expellat, atque pæfectis calumniantium iniquitates expellat, atque pæfectis verpibus sub sacro militantes Imperio desiderata Pace fruatur. Sanè cum disponere Altissimo, pro Corona Imperiali Diadematis suscipienda ad præsens partes Italie sinus ingrederetur, & ut Sacri Romani Imperii status salubris, tranquillitas & res publica interim in Germania, Gallia & Regno Arelatensi, in absentia nostri, copiosius atque fructuosius procuraret, de Illustris & Magnifici Principis LUDOVICI Comitis Palatii Rheni & Bavarie Ducis, Filii nostri carissimi, legalitatis & gratæ circumspectionis industria presumptionem & fiduciam utique habentes indubiam, præcipue etiam advertentes ad divi Romanis Imperatoribus & Regibus Prædecessoribus nostris hæcenus extitisse observatum, ac etiam de Jure Comitatus Palatinatus Rheni fuisse & esse, quod cum Romanus Imperator vel Rex ultra montes Italiam ingrederetur fuerit, in ipsius absentia Vicarium Imperii in Germania, Gallia & Regno Arelatensi, ad Comitem Palatinum Rheni pertinuisse & pertinere: eundem dilectum Filium nostrum Ludovicum, animo deliberato, non per errorem aut improvide, sed sano & maturo Electorum & aliorum Principum, Comitum & Nobilium, nostrorum & Imperii Sacri fidelium freti consilio & consensu, de certa nostra scientia & Regie plenitudine potestatis, per Sacri Romani Imperii, in Germania, Gallia & Regno Arelatensi, Provincias, Principatus, Dominia, Districtus, Civitates, Oppida, Castra, Villas, & eorundem pertinentias, qualitercunque nominatis, omnibus, jure, via & modo quibus melius & efficacius possumus & debemus, facimus, constitimus & ordinamus, nostrum & Sacri Romani Imperii in Germania, Gallia & Regno Arelatensi Vicarium Generalem. Dantes ex nunc, & tenore præsentium concedentes eidem plenam, liberam & omnimodam auctoritatem, temporalem & generalem Jurisdictionem, & gladii nutu & providentia Altissimi nobis contradidit potestatem, merum & mixtum Imperium, ac etiam administrationem & Jurisdictionem omnimodam, contentiosam & voluntariam, vice & auctoritate atque Nomine nostri, in præfati Sacri Romani Imperii Provincias, Principatus, Dominia, Districtus, Civitates, Oppida, Castra, Villas & eorundem pertinentias, qualitercunque etiam nominatis, per se vel per alium seu alios, exercendi, animadvertendi, exequendi in facinorosos & delinquentes & reos homines, eosque & rebelles quoscunque puniendi, relegandi, deportandi, ultimo supplicio addicendi & deputandi, & alias coherentis, ratione prævia & mediante Justitia, prout criminis qualitas exegerit, & delicti ac culpe rebellium & excessus. Et ut etiam apud & per eum, per se ac suum seu suos Commissarios, & ad hoc per eum deputandos, merum & mixtum Imperium, administrationem & Jurisdictionem hujusmodi, contentiosa sive voluntaria, in loca & homines, cujuscunque status, præmentientie vel conditionis existant, infra terminos & limites supradictos consistentes vel consistentia (salva tamen semper Sacro-Sancta Ecclesiastica libertate) liberè exercentur, secundum quod Jus, seu ratio persuadent. Concedentes nihilominus eidem & illi seu illis, quibus hoc commiserit, & in ipsam, illum vel illos jure plenario transferentes auctoritatem, potestatem & licentiam generalem, ne suis quis militet stipendii, collectas & datas, consueta onera, realia & personalia & mixta, quocunque nomine censeantur, nobis & nostro Imperio debitas seu debita, debendas seu debenda, nec non omnes Census, Reditus, Jura, Proventus, Emolumenta, Oblationes, Conductus, Telonia & Pedagia Principatum & Dominiorum, Monasteriorum, Civitatum, Terrarum, Territoriorum, Districtuum, Oppidorum, Castrorum, Villarum & Locorum, ad nos ratione Imperii, & ipsam Sacrum Romanum Imperium in Germania, Gallia & Regno Arelatensi, de Jure, consuetudine aut alias pertinentes & pertinentia exigendi, levandi & recipiendi, & ad usus suos pro defensione Sacri Imperii, & pro ipso Imperio ac evidenti expensarum necessitate, supportandi & applicandi: penas & multas ratione prævia imponendi, levandi, & ex causis rationabilibus augmentandi, minuendi, remittendi in iudicio & extra: Judeos Cameræ nostræ servos acceptandi & defendendi: bona damnatorum, rebellium & reorum Justitia exigente confiscandi & publicandi: Officiales quoscunque & præsertim nostri Imperialis iudicii Iudices (sine eorum Juris præjudicio,

ANNO 1401. ipsi in suis Officiis competentis, & usque ad præsens in eisdem habiti & quæsti) instituendi & deservendi: nec non de omnibus criminibus, ordinatis & extraordinariis, enormibus, levibus, publicis & privatis, cognoscendi, puniendi, & executionem faciendi tam secundum jura municipalia quam communis, seu Legis cognitionum: & decisionem hujusmodi committendi, ut integrum restituendi bannum Imperiale pronuntiandi, absolutionum concedendi; infamia tam Juris quam facti notatos publicandi, eamque Juris infamiam tollendi & super ea dispensandi; de causis principalibus & appellationem ad nos & Sacrum Imperium interpositarum seu interponendarum quibuslibet, tanquam noster & Imperii Sacri Vicarius Generalis cognoscendi, examinandi, decidendi, & diffinendi; & alia quæ causarum merita requirunt, exercendi & exequendi: Peras & Nundinas instituendi, imponendi, collocandi & concedendi: rebus belles Sacri Romani Imperii persequendi & puniendi, privandi & exuendi Feodis, Gratis, Libertatibus, Eminentibus, Indultis, Juribus quibuscunque temporariis; infames & inhabiles reddendi, pronuntiandi, declarandi; atque deservitos, privatos vel exutos, per se vel per alium seu alios, etiam per iudicium dictum *Seignioris* aut alia quæcunque iudicia damnatos & extra Jus (ut moris est) sententiarum constitutos & depositos, ad Honores, Status, Officia, Jura pristina integrum liberè restituendi: Decreta, Statuta ac Provisiones in predictis omnibus & quolibet faciendi, de nostro corrigendi facta, & in totum tollendi, semel, pluries, & toties quoties opportunum fuerit & ordo dictaverit rationis: Omnia & singula Feoda Sacri Imperii vacantia, vel cum vacaverint, committendi & conferendi, ac de aliis infocandis & invetiendis (exceptis duntaxat Feodis insignibus Archiepiscoporum, Ducum & Marchionum, & qua cum vexillis seu gladiis recipi consueverunt, & de quibus Officialibus Imperialis Curie de more servitur) & ab illis sic recipientibus Feoda, dum & quous se casus obtulerit, Homagii, Fidelitatis, obedientie & devotionis debita Juramenta nostro & Sacri Imperii nomine & vice postulandi & recipiendi: ad Canonicatus & Præbendas ac Dignitates, etiam curatæ ac electivæ & majores Pontificales in Metropolitans & Cathedralibus ac principales in Collegiis existant, Personatus, Ecclesias Parochiales & Beneficia & Officia Ecclesiastica seu temporalia, dum & quoties vacaverint, personas aptas & idoneas præferendi, & eas & ea conferendi: Dotes, Dotallicia, Sponsaliorum largitates ac Donationes propter Nuptias, admittendi & confirmandi: mentecapiti, furiosis, & aliis Personis quæ sui Juris non exsunt, Curatores, Orphanis, Pupillis & Viduis Tutores & Defensores præficiendi, ac Tutores & Defensores minus legitime datos confirmandi, devolutiones Fiscales quorumcunque Dominiorum, Prædiorum & Agrorum aut Hereditatum, seu etiam rerum mobilium, dummodo Jus & ratio illud exegerit, nostri & Imperii nomine exigendi, tennam & possessionem talium accipiendi. Dantes etiam & Regia concedentes auctoritate & de certa scientia, nostro ac Sacri Imperii Romani Vicario Generali supradicto Potestatem plenissimam, Notarios Publicos & Tabelliones cum auctoritate & potestate plenariis creandi, faciendi, & de Tabellionatus Officio instituendi seu invetiendi (ut moris est) per pennam & calamarium: recepto ab ipsis prius & eorum quolibet pro nobis ac Sacro Imperio debite fidelitatis solito Juramento: hoc ipsum etiam eadem auctoritate aliis concedendi & committendi, eosque eorum exigentibus demeritis privandi & deservendi: ac etiam Naturales, Manferes, Spuriis, Bastardos, & quoslibet de damnato sive illicito coitu procreatos, viventibus seu mortuis eorum Parentibus, rite legitimandi: etiam forent Filii Illustrum Principum, Ducum, Comitum & Baronum, & eos natalibus & omnibus legitimis Juribus restituendi, omnemque genturæ maculam & natalium defectum abolendi: ad omnia & singula Jura Successionum etiam ab intestato cognatorum & agnatorum, Honores, Dignitates, Officia, & ad singulos actus legitimos admittendi & admitti mandandi (sine tamen legitimorum Heredum præjudicio) ac si essent de legitimo Matrimonio procreati. Et generaliter omnia & singula liberè faciendi & exercendi, quæ ad verum Sacri Imperii Vicarium Generalem pertinent: etiam quæ ex eis Jure & consuetudine specialius exegerint mandatum, etiam si majora fuerint supra & infra expressis, & quæ ad nos & Sacrum Imperium faciendi & agendi pertineant dinoscuntur de Jure, consuetudine, seu plenitudine Regie Potestatis: non obstantibus quibuscunque Literis datis vel dandis, Legibus, Constitutionibus, Consecutionibus, Statutis & Juribus Municipalibus & Lo-

calibus, generalibus & specialibus, contrariis, quacunque firmitate roboratis. Quibus omnibus & singulis, in quantum presentibus obviare seu eis derogare possunt, ac si talia specificè in suis capitulis & punctis de verbo ad verbum hic forent inserta & nominatim expressa, de nostra certa scientia & de plenitudine Regie Potestatis specialiter derogamus, ac viribus carere decernimus. Mandantes nihilominus firmiter, & districte præcipientes universis & singulis Ecclesiasticis & secularibus Principibus, etiam Pontificali præfulgent Dignitate, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Ministerialibus, Militibus, Clericis, Vassallis, Civitibus, Oppidis & eorum Universitatibus, Locorum Rectoribus & eorum Communitatibus, Castris, Villis, Subditis, Terrigenis, Incolis, Habitoribus, Castellanis, Custodibus, Officialibus, & Hominibus quibuscunque, cujusque etiam præminentie, dignitatis, status, gradus seu conditionis existant, presentibus & futuris; quatenus prædictum Ducem Ludovicum, Filium nostrum carissimum, nostrum & Imperii Vicarium Generalem taliter (ut prædicitur) à nobis constitutum, & personam nostram figurantem, benignè & absque difficultate quolibet recipiant, & sibi ac Officialibus suis, quos constituit loco sui, omnibus & singulis nostro & Imperii nomine fideliter & effectualiter, tanquam nobis, in omnibus obediant, pareant & intendat realiter & cum effectu, ut exinde eorum sincera devotio per operum efficaciam elucescat. Sub penis per præfatum nostrum & Imperii Vicarium constitutendis, inflegendis; nec non sub penis nostre indignationis gravissimæ, & mille Marcharum auri purissimi: quas ab ipsis, qui secus attentare præsumserint ault temerario, totiens quotiens contra factum fuerit, irrevocabiliter per ipsum seu substitutos ab eodem exigi volumus, suisque ubi prout sibi videbitur applicari. Harum sub nostre Regie Majestatis Sigilli appendione Testimonio Literarum. Datum Augspurg, tertia feria post Festum Nativitatis beate Mariæ Virginis gloriosa, anno Domini MCCCCI. Regni verb nostri anno secundo.

Ad Mandatum Domini Regis

JOHANNES WEINHEIM.

CCIX.

Tractatus inter RUPERTUM I. Romanorum Imperatorem & HENRICUM IV. Regem Angliæ, pro contrahendo Matrimonio inter LUDOVICUM FILIUM Imperatoris natu maximum, & BLANCHIAM Filiam dicti Regis natu maximam, conclusus. Dat. Londoniæ die 7. Martii Anno 1401. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VIII. pag. 179.]

1401.

1402.

7. Mars.

NOVERINT UNIVERSI, ad quos præsentia pervenerint, & præsertim quorum interest, vel interesse poterit in futurum, quod Nos, Johannes, Dei gratia, Herefordensis, Johannes, eadem gratia, Rossensis, Ecclesiarum Episcopi: Henricus Northumbrie Constabularius, Radulphus Westmerlandie Marefcallus Angliæ, Comites: Serenissimi & Invicissimi Principes, Domini Henrici Angliæ Franciæque Regis ac Domini Hiberniæ, necnon Ingenue & Præclarissimæ Filie sue Senioris Domine Blanche, ex una,

Nosque, Johannes Camerer, alias dictus de Dalburg, Thieramo Kuchel Scultetus in Oppenheim Milites, ac Tilmannus de Smalenburg Decanus Ecclesiæ beate Mariæ ad gradus Coloniæ. Illustrissimi ac Christianissimi Domini Regis Romanorum, semper Augusti, necnon Filii sui Senioris, Domini Ludovici Comitis Palatini Rheni ac Ducis Bavarie,

Super Matrimonio sive Sponsalibus & Matrimonio, inter memoratos Dominum Ludovicum & Domini Blanche contrahendis, Procuratores & Tractatores legitimi, & utriusque Partium Potestates pariter & Mandato subfulti,

Parte ex altera,

Post diversos, per nos habitos, Tractatus super præ-

N n 3

missis,

ANNO missis, novissimè, post multas deliberationes habitas, super Punctis, Membris, & Articulis sequentibus CONVENIMUS, & ex certâ scientiâ CONCORDAVIMUS, & CONCORDAMUS, ut sequitur,

1402.

INPRIMIS, quòd Dominus *Henricus Rex Anglie* prædictus dabit, & dare promittit, memoratam Dominam *Blanchiam* Seniore[m] suam Filiam ipsi Domino *Ludovico* Seniori Filio Domini Regis Romanorum, & non alteri, in Uxorem legitimam,

Ipsæque Dominus *Ludovicus* ducet & accipiet eandem Dominam *Blanchiam* sibi in Uxorem legitimam, & non aliam, sub modis & formis sequentibus.

PRIMO, quòd memoratus Dominus *Henricus Rex Anglie* dabit ipsi Domino *Ludovico*, cum Filiâ suâ Domina *Blanchia*, & pro Dote ejusdem, xlii. Nobilium Cunei Anglie, ac valoris & ponderis usualis in Regno Anglie, ad Terminos per Partes concordandos.

ITEM, quòd mittet eandem suam Filiam ipsi Domino *Ludovico* taliter fulticat Parafarnalibus, Jocalibus, & Ornamentis, prout decet Regiam Magestatem utrobique, ac Senioribus Filio ac Filia Regum utriusque cedit ad honorem & decorem,

ITEM, quòd, in compensationem præmissorum, Dominus *Rupertus Rex Romanorum*, & ejus Filius Dominus *Ludovicus* respectati, assignabunt præfatæ Domina *Blanchie* ad vitam suam, &, post ipsius obitum, Hæredibus de hujusmodi Matrimonio procreatis dabunt, propter Nuptias, Castra, Domina, Possessiones, Villas, Curias & Prædia juxta Renum, vel in Ducatu Bavarie, ad valorem annuum iv. M. eorundem Nobilium, ipsamque in Dominis, Castris, Terris, Possessionibus, Villis, Curis & Prædiis hujusmodi, sibi, & Hæredibus suis hujusmodi possidendis, sufficienter & legitime sufficiant, & clam facient, & afficiant congruis Literis Parentibus, ac in Possessionem eorundem ipsam Dominam *Blanchiam* seu ipsius ad hoc Attornatos immittent, ponent, & inducent realiter & cum effectu, ante Solemnizationem Matrimonii prædicti,

ITEM, quòd præfatus Dominus *Henricus Rex Anglie*, Anno a Nativitate Domini computato Millesimo, quadringentesimo secundo, proximo venturo, post Festum Paschæ, & ante diem Dominicam, quo decantari solet, pro introitu Missæ, JUBILATE (videlicet) tertium diem Dominicam post idem Festum, ducet aut duci faciet ipsam suam Filiam Seniore[m] Dominam *Blanchiam*, animo perficiendi Matrimonium & cetera præmissa, suis expensis, periculis, & curis, ad Civitatem Metropolitani Coloniam super Renum.

ITEMQUE, in dictâ Civitate Colonien[s]i, Dominus *Rupertus Rex Romanorum* ac dictus *Ludovicus* ejus Filius, ipsam Dominam *Blanchiam*, ut Sponsam desideratam, per suos condignè fuscipient, ac honorificè, ac, Christo auspice, feliciter eorum expensis & curâ ducent ad Castrum & Opidum Heidelberg, pro Matrimonio ac Nuptiis hujusmodi, extunc proximè sequenti Dominica, celebrandis & perficiendis, ad laudem Dei & communem lætitiâ Regnorum prædictorum.

ITEM, ne oriatur dubium super assignatione Castrorum, Dominiorum, Terrarum, Possessionum, Villarum &c. de quibus præmittitur, ADJECTUM est, quòd Dominus *Henricus Rex Anglie* prædictus poterit, cum voluerit, mittere suos Nuncios, & præsertim de proximo inter Festa Assumptionis & Nativitatis Virginis Almam, ad experiendum de eisdem, & cum Mandato & Potestate recipiendi, vice & nomine dictæ Domina *Blanchie*, in forma prædictâ, Possessionem eorundem prout id expedierit modo meliori.

ITEM, si (quod Deus diu avertat) post consumationem ipsius Matrimonii, & datâ summâ xlii. Nobilium pro Dote (de quo latius & clariù infra fit mentio) contingeret ipsum Dominum *Ludovicum* ab hac vita decedere, ipsa Domina *Blanchia* superstitè (Prole susceptâ vel non susceptâ) & ipsa Domina forsan decederet, seu vellet recedere de Dominio ipsius Domini *Ludovici*, causâ vel occasione quibuscumque,

CONCORDATUM est inter Nos expressè quòd ipsa Domina *Blanchia* libere recedere, & Locum mutare poterit, cum suis Parafarnalibus, Jocalibus &c. seque divertere quo libuerit aut voluerit, absque eo quòd Nomine, causâ, vel ex parte prædicti Domini *Rupertus Regis*, aut ipsius Domini *Ludovici*, Hæredum & Successorum suorum, & causam ab eis vel aliquo eorundem habentium, super receptione iv. M. Nobilium seu fructuum, proventuum, Dominiorum, & Possessionum suorum, sibi ut supra assignatorum, quomodolibet propterea impediatur vel molesteur.

ITEM, si (quod absit) ipsa Domina *Blanchia* fortè decederet ab hac vita, Prole non susceptâ, ante Terminum Solutionis ordinatum & præfixum, forsan partis Summæ nondum solutæ, restantis pro Dote sua solvenda si vixerit, ipso Domino *Ludovico* superstitè,

CONCORDATUM est quòd, eo casu, Summa hujusmodi partis restantis, de speidictis xlii. Nobilibus, vendicari non debet seu requiri quovis modo.

ITEM, si contingat eundem Dominum *Ludovicum* (quod absit) præmori & Summâ xlii. Nobilium, pro Dote ipsius *Blanchie* danda, soluta non fuerit, quia forsan Terminum Solutionis nondum advenit, aut subterfugio, dilatione, negligentia, culpâ, vel desidia Domini Regis, vel alias, Partis ipsius Domina *Blanchie*,

CONCORDATUM est quòd in Summâ quatuor miliarum Nobilium, Donatione propter Nuptias sibi assignatâ, tantum defalcari poterit, quantum restat solvendum de speidictâ Summâ xlii. Nobilium, habito respectu quòd pro decem Nobilibus summæ restantis Dotis unum Nobile defalcet annuatim, causâ Donationis propter Nuptias &c.

ITEM, Et, si ipsa Domina *Blanchia* Locum voluerit mutare, libera erit, cum omnibus suis Bonis, Parafarnalibus, & Jocalibus, unâ cum perceptione Donationis propter Nuptias hujusmodi, sibi competentis, absque impedimento seu molestatione quacumque, de Partibus illis recedere ut supra memoratur.

ITEM, quia nondum determinatum & concordatum est de modo Solutionis Summæ quadraginta miliarum Nobilium prædictorum, potissimè quòd pro parte Domini Regis Anglie & Filie sue oblata sunt in tribus futuris terminis & temporibus solvenda (videlicet) in Additione dictæ Filie xvi. M. Nobilium, & ex post Anno proximè futuro xii. M. extunc sequenti Anno contiguo immediato xii. M. Nobilium, & pro parte Domini Regis Romanorum & Filii sui petitur etiam Summam solvi in Additione Filie prædictæ,

VOLUMUS & CONCORDAVIMUS, quòd quilibet Dominorum nostrorum Regum prædictorum, tam Dominus *Rex Romanorum* & dictus *Filius* suus, quam Dominus *Rex Anglie* pro se & Filia sua prædictis, mittat ad Dordracum tres vel quatuor Procuratores, cum plenariâ Potestate ad CONCORDANDUM de modo Solutionis Summæ xlii. M. Nobilium prædictorum, & in Festo Pentecostes proximò futuro, vel in crastino, salvis præmissis CONCORDIIS & VOLUNTATIBUS nostris, quas in suo robore volumus permanere & efficaciter servari.

Quinquimo ADJECTUM est, & expressè PROMISSUM & CONCORDATUM est, quòd circa variationem, mutationem, suspensionem, vel infectionem speidicti concepti Matrimonii, nichil interin debeat immutari, per quod familiaritas & Amicitia, inter speidictos Reges per ipsum Matrimonium jam contractâ, in nullo debeat medio tempore violari seu diminui, sed potius augeri; salvo tamen quòd in Dordrac, de ipso modo Solutionis ipsius Summæ xlii. M. Nobilium per ipsos Procuratores in toto CONCORDATUR, & ea, de quibus ibidem CONCORDATUM & CONVENTUM fuerit, sigillabuntur, nedum Procuratorum, ab utraque parte illuc mittendorum, sed per utroque duos Reges & Dominos, ad hoc etiam de utroque Regum Regis eligendos, Sigillis, & modis, firmitatibus, vel Penis congruis, & ibidem exprimentis.

In quorum omnium & singulorum Testimonium, Sigilla nostra seu cujuslibet nostrâ Præsentibus duimus appendenda & appendimus eisdem.

Dat. *Londoniæ*, Anno ab Incarnatione Domini, secundum Stilum Ecclesiæ Anglicanæ, Millesimo, Quadringentesimo Primo, Mensis Martii die septimâ.

Confirmatur 12. die Augusti.

Dießelbe Verschreibung
Deutsch.

Wir Ludwig / von Gots gnaden / Pfalzgrave by Rhine / und Herzog in Bayern / des Heiligen Richeß Marie in Dürschen lande / zc. Gebieten den Erkommen unsern lieben getreuen Bürgermeistern / Richten / Burgern und luten gemeinlich zu Murenburg und zu Hagenbach /

Darzu gehorent / unser gnade und alles gut. lieben getreuen unser lieber Here und Vater:

Und wir hand des Königs Tochter von Engeland Frauwe Blanche genant / die uns zu unser elichn Husr Frauen gelobt und verheyrod ist / Heymbringt off Germersheim / Burg und stat und off Murenburg und Hagenbach /

Das dieselben Ehele mit allen uren rechten und zugehörungen / luten und guten / in vordum sin sollen / nach lute der briefe die wir ir darüber geben han:

Und also han wir mit unsern getreuen Diethern von Engelschen Richter ubertonen / das es uch euer glücke und eyde die ir sin getan han / von der Pfanzschick wegen / Als unser lieber Here und Vater uch yune vor in Pfanzschick innegeset / und umgeben hat / geschickten ledig und losser sagen und lassen sal ane alle genbe. Herumb heßen und gebieten uch allen gemeinlich und sündelich vestlich mit crast dißes briefs an unsern lieben Heren um vatters stat / als Wir des auch sine ganz macht han / als halbe der obgenant Diether uch uren glückde und eide als vorgeschriben stet / ledig gesagt hat / das ir dann zusamt ane alles verzeihen der obgenanten Frauwe Blanche unser elichen husr Frauen und an uren dem Erkommen Meister Johann Kintzen Procuratore des Kuning von Engeland husr den / globent und furent ir vordum sin / und wo es darzu fane das Wir von dobes wegen ee abgelegen dann sie / das ir und euer nachkommen gemeinlich und sündelich mit den steten Murenburg und Hagenbach und mit allen uren rechten / sellen und zugehörungen der obgen. Frauwe Blanche genicklichen underteng gehorsam und gewarrende sin solent ane alle gevede / als lange sie gelebet / nach lute uren vordums briefe die sie darüber hat. Erlunde diß. briefs versegelt mit unsern anhangenden Ingesigel.

Geben zu Heidelberg off den freitag in der osterwochen nach Cristti geburte vitzighundert Jarre und darnach in dem andern Jarre.

Super Dotatio Blanchie memorato.

Wir Ludwig / von Gots gnaden / Pfalzgrave by Rhine / und Herzog in Bayern / des Heiligen Richeß Marie in Dürschen lande / Gebieten unsern lieben getreuen Bürgermeistern / Rade und Burgern. gemeinlichen der Stad Germersheim unser gnade und alles gut. lieben getreuen unser lieber Here und Vater:

Und wir han des Königs Tochter von Engeland Frauwe Blanche genant / die uns zu unser elichen Husr Frauen gelobt und verheyrod ist / Heymbringt off Germersheim / uff Murenburg / und uff Hagenbach / Burge und Stet / und uff Meßeraume / das Dorffe / das dieselben Ehele und Dorffe mit allen uren rechten und zugehörungen / luten und guten / ir wedome sin solent nach lute der briefe die wir ir darüber geben han. Darumb befehlen und gebieten wir uch allen gemeinlich und sündelich vestlich mit crast diß. briefs an uns. lieben Heren und vatters stat / als Wir des auch sine ganz macht han / das ir zusamt ane alles verzeihen der obgen. Frauwe Blanche unser elichen Husr Frauen und an ir fad dem Erkommen Meister Johann Kintzen unser Erwehrs des Königs von Engeland und Frauwe Blanche obgen. Procuratore habent globent und furent ir wedom sin sin und obe ir darzu fane das Wir dobes wegen ee abgelegen dann sie / das ir und euer nachkommen gemeinlichen und sündelich danant der Stad Germersheim und mit allen uren rechten müssen wollen und zugehörungen der obgen. Frauwe Blanche genicklich underteng / gehorsam / und gewarrende sin solent.

Littere LUDOVICI Comitis Palatini ad Rhenum, quibus BLANCHIE Sponse sue, Filie HENRICI IV. Regis Anglie, Loca quedam pro Dote addidit. Dat. Heidelberg feria sexta Dominica Paschatis Anno 1402. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VIII. pag. 246.]

Nos LUDOVICUS, Dei gratiâ, Palatinus ad Rhenum, & Dux Bavarie, Sacri Imperii Vicarius in Germania, &c. Nobis Dilectis, Fidelibus Consulis, Judicibus, Civibus, & Incolis in communi, in Civitatibus Norinberga & Hagenbach.

Charî & boni fideles Subditi Dilecti Domini & Parentis nostri;

Habentes Regis Angliæ Filiam, Dominam Blanchiam dictam, nobis in nostram Conjugem datam & desponsatam, Dominam in Germersheim, in Archibus & Civitatibus Norinberga & Hagenbach,

Volumus ut eadem Arces & Civitates, cum omnibus suis Appertinentibus, Fundis, & Bonis, eidem Feudo teneantur, juxta tenorem Literarum, ei desuper a nobis traditarum:

Et sic, nostro dilecto, fidei Dieterico de Engelsheim Judici injunximus ut vos a vestro Juramento, eidem a vobis, ratione pignoris (cûm vos noster Dilectus Dominus & Parens ei in pignus tradidisset) præstito, totaliter liberos dimittat; Et contra vobis omnibus, in communi & in particulari, iterum scribî mandamus, & strictè præcipimus, virtute harum Literarum, & vice Dilecti Domini & Parentis nostri (utpotè super hoc ejus plenariam Potestatem & Authoritatem habentes) ut, quampriûm vos prædictus Dietericus a vestro Juramento & Subscriptione liberos denunciaverit, vos ab omni ejusdem de futuro Obedientia subtrahatis; sed & contrario memoratæ Domine Blachie Conjugi nostræ, vel, vice ejus, Honorabili Domino Johanni Kintzen, Regis Angliæ Procuratori, Obedientiam & Homagium, exhibere, ei credere & jurare indilatè teneamini.

Casu quo autem Nos, si vè in brevi, si vè longè post, morte interveniente, ex hac vitâ decedere contingeret, volumus ut vos & Successores vestri, in communi & in particulari, unâ cum Civitatibus Norinberga & Hagenbach, ac omnibus earundem appertinentibus, præmemoratæ Domine Blachie totaliter Subditi, & Obedientes, & Fideles sitis quoad usque illa vixit, juxta tenorem Literarum Feudalium quas desuper habet.

In quorum fidem & robur has Literas Sigillo nostro communivimus.

Datæ in Heidelberg feriâ sextâ Dominicæ Paschatis, Anno post Nativitatem Christi 1402.

Latine.

Nos LUDOVICUS, Dei gratiâ, Palatinus ad Rhenum, & Dux Bavarie, Sacri Imperii Vicarius in Germania, Nobis Dilectis, Fidelibus Consulibus, Senatoribus & Civibus in communi Civitatis Germersheim, nostram Gratiam, & omnem Prosperitatem.

Charî & Fideles Dilecti Domini & Parentis nostri;

Habentes Regis Angliæ Filiam, Dominam Blanchiam dictam, nostram Conjugem datam & desponsatam, Dominam in Germersheim, in Norinberga, & Hagenbach, Archibus & Civitatibus, & in Villâ Neckerau,

Volumus ut omnino ille memoratæ Arces, Civitates & Villæ ejusdem iterum sint, & ad eandem pertineant:

Ea propter, vice Dilecti Domini & Parentis nostri (cujus plenariâ Authoritate & Potestate super hoc fungimur) &, in virtute Literarum præsentium, omnibus vobis in communi, & singulis in particulari, strictè mandamus & precipimus ut eidem Domine Blachie Conjugi nostræ, vel vice ejus Honorabili Domino Johanni Kintzen, Regis Angliæ & dictæ Domine Blachie Procuratori, indilatè, Obedientiam & Homagium exhibere, ei concedere & jurare teneamini quod ejusdem fideles Subditi esse & permanere velit.

Casu quo autem Nos, morte interveniente, ex hac vitâ decedere contingeret, mandamus & volumus ut vos & Successores vestri omnes in genere, & singuli in specie, & vel maximè Urbs Germersheim, cum omnibus appertinentibus, jam memoratæ Domine Blachie omnino subditi, obediens, & fidelis esse teneatur.

Quod,

ANNO

1402.

Die alle gewerde als lange sie gelebet / nach lute in wodemest
Brieffe die sie daruber hat und wann sie dann von dobes wegen
abgegangen ist / so salten sie aber unser lieben Heren und Vaters
und sin Erben Psalmen by Kinc / und Herogen in Bergen
sin / in aller mase als ir bißher vor Datum dieß. Brieffes gewest
sin / ane alle gewerde.

Urfunde dieß. Brieffes versegelt mit unsern anhangenden
Inseigel. Geben zu Gernersheim uff den Dinstag nach dem Son-
tage als man singet in der Heiligen Kirchen Quasimodogeniti
nach Christi geburte vierzehnen hundert Jare und darnach in
dem andern Jare.

Quod, si verò eandem pariter vitā defuncti contige-
rit, volumus ut iterum Dilecti Domini & Parentis nos-
tri, ejusdemque Heredum Palatinorum ad Rhenum &
Dominiorum in Reinslein omnimodo, prout hactenus
ante Datum presentium Litterarum, fideles Subditi per-
maneat.

Has Literas, sine omni dolo & fraude, pendulo Si-
gillo Heredum de Gernersheim signavimus.

Dat. proximo die Lunae post Dominicam, cum in
Sacra Ecclesia cantabatur *Quasimodo geniti*, Anno post
Nativitatem Christi 1402.

CCXI.

1403. *Hommage prêté par JEAN Duc de Bretagne à
CHARLES VI. Roi de France, le 7. Janvier*
1403. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplo-
matici. pag. 272.]

FRANCE
ET BRE-
TAGNE.

In Nomine Domini Amen.

Hujus presentis publici Instrumenti serie cunctis
presentibus & futuris pateat evidenter, quod anno
ejusdem Domini millesimo quadringentesimo tertio se-
cundum morem & computationem Ecclesie Gallica-
ne, Indictione duodecima, die septima mensis Janua-
rii, hora quasi tertia post meridiem, Pontificatus sanc-
tissimi in Christo Patris, & Domini nostri Domini Be-
nedicti Divina Providentia Papae tredecimi, anno deci-
mo, Serenissimo Principe Domino Domino Carolo Dei
gratia Francorum Rege, stante in Camera sua in Hos-
pitio suo, vocato vulgariter Hospitium Sancti Pauli,
assistentibus sibi Prelatis, Baronibus, Militibus, & aliis
Personis notabilibus in multitudine copiosa; Magnifi-
cus & potens Dominus Dominus JOHANNES Dux Britan-
niæ & Par Francie ibidem exiens pro faciendo, ut
dicebatur, Homagium dicto Domino Regi de Ducatu
& Pareria supra dictis, ad ipsius Domini nostri Regis
presentiam personaliter accessit; & ibidem flexis geni-
bus primitus, & deinde sibi dicto pro ipsum Dominum
Regem, quod surgeret supra pedes, junctis manibus
suis; caputque sublatum posuit dictas manus suas
iunctas inter manus dicti Domini Regis. Et sic stans
Nobilis Vir & potens Dominus Guillelmus Comes
Tancarville, ipsius Domini Regis consanguineus, Con-
siliarius & Cambelanus, dixit alta voce & intelligibili
ita quod ad aures circumstantium potuit devenire, in
vulgari & Gallico idiomate verba formalia que sequun-
tur: *Monseigneur de Bretagne, vous faictes Hommage
au Roy vostre Souverain Seigneur, & le vostre qui cy
est, de toute la Duché de Bretagne, & de la Pairie de
France, en la forme & maniere, que vos Predecesseurs
Ducs de Bretagne l'ont faict à ses Predecesseurs Rois de
France.*

§. 2. Quibus verbis per ipsum Dominum Comitem
Tancarville sic dictis & prolatis, prefatus Dominus
Dux Britannie proprio ore respondit in vulgari: *Sic
ego ipsum facio.* Et his dictis, Dominus Rex oscula-
tus est ipsum Dominum Ducem, prout in talibus est
fieri consuetum: quibus sic actis, in eodem instanti
Nobilis & potens Vir Dominus Arnaldus de Corbeia,
Miles, Cancellarius Francie dictus exposuit alta & in-
telligibili voce verbis Gallicis subsequencia in effectum.
Domine Dux Britannie, Homagium, quod fecisti Do-
mino Regi hic existent, intelligit ipse Dominus Rex,
quod dictum Homagium sit Ligium. Quoniam omnia
Homagia, que sibi faciunt, & prestant Vasalli sui, &
maxime Pares Francie, de quibus estis unus, sunt Li-
gia etiam: & Dominus Dux Burgundie fecit dicto Do-
mino Regi & Predecessoribus suis Homagium Ligium
pro Ducatu Burgundie: & similiter pro Pareris, quas
habet, & tenet ipse Dominus Dux ratione Ducatus &
Comitatus predictorum. Et ut sciatis, quod ita est,
verbi Predecessores Duces Britannie Homagia talia fe-
cerunt Predecessoribus dicti Domini Regis, vos audite
lecti legere certas Literas, quas dicti Predecessores vestri
olim fecerunt, & tradiderunt Regi Francie pro
tempore existent, que de hoc faciunt expressam men-
tionem. Et illico tunc per me Joannem de Sanctis No-
tarium infra scriptum de Mandato ipsius Domini Re-
gis, & dicti Domini Cancellarii fuerunt lectæ due Li-
teræ sanæ & integræ, tam in membranis, quam in scrip-
toris & Sigillis, prout prima facie apparebat: quarum
prima tenor talis est,

§. 3. Arturus Dux Britannie & Aquitanie, Comes
Andegavensis, & Cenomanensis universis ad quos Li-
tere presentes pervenerint, salutem. Noveritis, quod
ego feci charissimo Domino meo Philippo Regi Fran-
cie Illustri Homagium Ligium contra omnes, qui pos-
sunt vivere vel mori, de Feodo Britannie, & de Ande-
gavensi, & de Cenomanensi, & Turonensi, quan-
do Deo volente ipse vel ego prædicta acquisivimus;
salvis omnibus teneamentis, de quibus ipse Dominus
Rex, & homines sui tenentes erant eo die, quo ipse
diffiduciavit Joannem Regem Anglie, & pro intercep-
tionibus, quas ei fecerat de hac ultima Guerra, & de
qua ipse obedit Boutavant; tali modo, quod quando
ego recipiam Homagia de Andegavensi & de Cenoma-
nensi, & de Turonensi, ego recipiam Homagia illa
salvis Conventionibus inter ipsum & me factis; ita quod
si ego resilerim à Conventionibus inter ipsum & me
factis, * ipsi cum Feodis suis ibunt ad Dominum Re-
gem, & ipsum juvabunt contra me. Insuper autem de
Dominio Pictaveni feci eidem Domino meo Regi Ho-
magium Ligium, si Deus dederit, quod ipse vel ego
cum quocunque modo acquisivimus, Barones vero
Pictavenes, qui Imperii Domini Regis sunt, & alii
quos ipse voluerit, facient ei Homagium Ligium de
Terris suis contra omnes, qui possunt vivere vel mori:
& de præcepto ipsius facient mihi Homagium Li-
gium, salva fide ejus. Si autem Illustri Rex Castellæ
in Terra aliquod jus clamaverit, per iudicium Curie
Domini nostri Regis Francie diffinietur, si ipse Domi-
nus noster Rex Francie prædictum Regem Castellæ, &
me de utriusque nostrorum assensu, non poterit pacifica-
re. De Normannia sic erit, quod Dominus noster Rex
Francie hoc quod acquisivit, & de eo, quod Dominus
ipsi dabit acquirere, ad opus suum retinebit, quantum
sibi placuerit de Terra Normanie. Actum apud * Gar-
nocum, anno Domini millesimo ducentesimo secundo,
mense Julio.

§. 4. Tenor verò secundarum Litterarum sequitur
in his verbis. Ego Joannes Comes Britannie notum
facio universis, tam presentibus quam futuris, quod
ego charissimo Domino meo Ludovico Regi Francie
Illustri, tanquam Domino meo Ligio promisi & jura-
vi, quod nullo unquam tempore Guerram ei faciam,
nec Heredibus ejus, nec per me nec per alium, nec
alicui inimicorum ejus adharebo, qui Guerram cum
ipso habeat, vel cum Heredibus ejus, vel in Treu-
ga sit erga ipsum vel Heredes ipsius. De his autem
omnibus à me toto tempore vite mee firmiter obser-
vandis feci securum Dominum Regem per homines
meos videlicet Andream de Vitriaco, Radulphum de
Fougeris, Hervæum de Avaugorio, Draconem de
Mellico, Gaudrillum de Poencejo, & Dominum Cas-
tribientii, qui de Mandato meo eidem Domino Regi
promiserunt & juraverunt, & suas Patentes Literas ipsi
dederunt: quod, si ego ab observatione Conventionum
predictarum deficerem, ipsi cum totis Feodis & Ter-
tis, que de me tenent, ad ipsum vel Heredes ejus ve-
niant, & cum ipsis contra me se teneant, donec ad
voluntatem ipsorum esset emendatum; & ad hoc per
totam vitam meam tenebuntur, & post decessum meum
ab hac peregrinatione, erunt liberi & immunes. Si
autem aliquis dictorum Plegiorum decederet, ego He-
redem ejus, vel alium competentem in eadem forma
tenor substituere loco ejus. Juravi insuper, & pro-
misi eidem Domino Regi tanquam Domino meo Ligio,
quod omni tempore vite mee ipsi, tanquam Domino
Ligio & Heredibus ejus fideliter serviam, & quod ab
eorum fideli servitio ullo unquam tempore non recedam:
quod ut firmum sit & stabile in futurum, præ-
sentes Literas, Sigilli mei maxime confirmavi. Actum
anno Domini millesimo ducentesimo trigesimo
nono, mense Martio.

§. 5. Qua lectura utriusque dictarum Litterarum sic
ad audientiam omnium facta, translationes ipsarum
factæ

1403.

ANNO
1403.

ANNO
1403.

facta de verbo ad verbum in vulgari sermone etiam lecta fuerunt. Post quarum Literarum & earum translationum lecturam sic factam, Bernardus de Carohan dicti Domini Ducis Consiliarius prefato Domino Duci tunc assistens, dixit, quod ipse Dominus Dux, & Gentis secum existentes bene intellexerant contenta in Literis supra lectis: de ipsique petiti copiam pro parte Domini Ducis supra dicti; dixique postmodum, quod ipse Dominus Dux dictum Homagium fecerat salvis Libertatibus, Prærogativis & Honoribus Ducatus Britannie. Et etiam prefatus Dominus Cancellarius Francie tunc dixit, quod Rex receperat & recipiebat Homagium prædictum, salvo jure suo & alieno. De quibus omnibus & singulis dictus Dominus Cancellarius Francie nomine dicti Domini nostri Regis, & pro ipso, ut decebat, petierat, & petiti fieri ad opus ipsius Domini nostri Regis unum publicum Instrumentum, seu publica Instrumenta.

§. 6. Acta fuerunt hac Anno, Indictione, die, mensis & Pontificatu supra dictis: præsentibus inclito & potenti Domino Carolo Domino Dalbreto Constabulario Francie, dicto Domino Cancellario, Reverendis Patribus Joanne Novimensi, Joanne Carnotensi Episcopis, nec non Magnificis & Potentibus Dominis Jacobo de Bourbonno, Domino de Preaux, dicto Domino Comite de Tancarville, Joanne de Montagu vice-Domino Laudunensi Hospitii dicti Domini nostri Regis superiori Magistro, Joanne de Hangeſto, Domino de Hacqueville Magistro Balliatorum, Reginaldo de Tria Admiralio Francie, Nobilibus quoque Dominis Hurino Domino de Tivonea, Guillemo Martelli Domino de Basqueville, Collardo de Estouteville Domino de Torcy, Strabone de Heufa, Collardo de Callevilla, Oliverio de Mauny Domino de Lesnen & Miniac, Carolo Domino de Savoyis, Joanne Chanteprune dicti Domini nostri Regis Consiliario, pluribusque aliis Militibus & Scutiferis, & aliis personis in multitudine magna pro parte dicti Domini nostri Regis, & cum ipso ibidem existentibus. Et cum ipso Domino Duce Britannie Reverendis in Christo Patribus Ancello Rhedonensi Cancellario dicti Domini Ducis, Bernardo Nanetensi, Guillemo Briocensi Episcopis, ac Joanne de Pontbriand Abbate Monasterii de Rhedon Ordinis Sancti Benedicti, nobilibusque & potentibus Viris Dominis, Joanne Domino de Rieux, Mareſchallo Francie, Joanne de Laval Domino du Gavre, Carolo de Dinan, Domino Castribandi, Guillemo Domino de Mantelbano, Joanne Raguenel Vicecomite de la Belliere, Joanne Viarri, Guidone de Laval, Hervoe de Caldrogrono, Petro Eder, & Joanne le Barbu Militibus, Guillemo de Rieux, Petro de Rieux, Tristano de Landa, Joanne Meschinot, Joanne de la Muffe, & Petro de Chastellay Scutiferis, pluribusque aliis Testibus ad præmissa vocatis.

CCXII.

29. Mai. *Acte par lequel la France, qui s'étoit soustraite de l'obéissance du Pape (1) BENOIT XIII, rentre sous cette obéissance. Fait à Tarascon, le 8. Janvier, 1403. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 274.]*

LA Declaration faite par le Roy nostre Sire le vingt huitiesme jour de May mil quatre cens trois, sauve & demeurant en la vertu, & le serment sur ce par luy fait présents &c. Le Roy étant à nostre Dame le plus solennellement que faire se pourra, fera publier son entention & Declaration dessus dictes presens Nosseigneurs les Ducs.

§. 2. Item Monſieur le Duc d'Orleans se fait fort d'avoir des Bulles de nostre Saint Pere de l'acceptation de la voye de cession & de trois cas, contenus en l'Instrument, que mon dict Sienr d'Orleans a sur ce.

§. 3. Item mon dict Sienr d'Orleans se fait fort comme dessus d'avoir Bulles de nostre dict Saint Pere; par lesquelles il revocquera toutes protestations, & aucunes en a faites contre la voye de cession, & revocquera & annullera tous Procès, & aucuns en a

(1) Ce Benoit est mis au rang des Anti-papes. Il avoit juré, avant que d'être Pape, avec les autres Cardinaux de la même Faction, que celui qui seroit élu, seroit obligé de céder, s'il étoit jugé nécessaire, pour faire le schisme; mais il se moqua de ce serment; ce qui fit, qu'il fut résolu dans une Assemblée de Prélats, qu'on soustrairait le Royaume de l'obéissance de Benoit, jusqu'à ce qu'il eût accepté la voye de cession, & que cependant l'Eglise Gallicane, conformément à ses anciennes libertés, seroit gouvernée par ses Ordinaires & suivant les Canons.

faits ou fait faire, pour occasion de la dicte subtraction, & qu'il n'en fera, ne fera faire aucuns dorenavant.

§. 4. Item que des autres Articles contenus au Traicté des Cardinaux, en tant qu'il regarde le Roy & son Royaume, mon dict Seigneur se fait fort d'avoir Bulles, comme dessus, afin que le Roy & ceux de son Royaume s'en puissent aider.

§. 5. Item que nulle discussion ne sera jamais faite de la subtraction, au Concile général ne autre part; & toutes injures, qui ont esté faites ou dites à cause d'icelle, ou empeschemens donnés d'une part & d'autre, seront adnüllés & pardonnés, & mon dict Seigneur se fait fort d'avoir Bulles comme dessus.

§. 6. Item le Roy nostre dict Seigneur suppliera à nostre dict Saint Pere, qu'il veuille moderer les charges, qui sont sur l'Eglise de France, & nos dict Sieurs les Ducs par le commandement du Roy feront la diligence de se poursuivre par devers nostre dict Saint Pere.

§. 7. Item le Roy ne l'Eglise de France n'entend point qu'aucune chose soit innovée en collations & promotions faites par les Ordinaires durant la subtraction, toutes fois & toutes manieres de collations & promotions estoient alleguées estre nulles ou non valables ou adnüllées pour Synonisme ou autre cause raisonnable, selon droit non touchant la subtraction, le Pape en fera ou pourra faire ce qu'il appartiendra de Droit, Justice & raison, & aussi il pourra confermer s'il luy plaist les dictes promotions ou collations, ou aucunes d'icelles au profit & faveur de ceux qui les ont eues par les dictes Ordinaires, toutes voyes aucun empeschement sera mis pour quelconque reservation ou vacation en Cour des Benefices, qui ont acquis durant la subtraction.

§. 8. Item le Pape celebrera un Concile general de son obéissance, dedans un an selon la forme de droit, le plusloft que faire se pourra, auquel sera traicté & appointié de la poursuite de l'union dessus dict, & des Reformatons & Libertés de l'Eglise, & des Subsidies & charges quelconques, qui sont de par de Cour de Rome sur l'Eglise de France; & le Pape mettra à execution ce qui sera appointié & ordonné au dict Concile.

§. 9. Item pour adviser aucuns expedients sur la dicte moderation, & sur la poursuite de l'Union, Reformation, & bon regime de l'Eglise, seront de par le Roy & l'Eglise de France en cette Assemblée commises aucunes bonnes personnes de grand sçieux & bonne conscience; afin que la maniere, qui pourra estre traictée au dict Concile soit aucunement par eux advisée. Charles, Jean, Loys & autres signateurs qui ne se peuvent lire.

§. 10. KAROLUS Dei gratia Francorum Rex. Summus omnium bonorum dispositor & creator, qui sua miseratione nos ad Regni fastidium sublimare dignatus est, cuiusque Imperio curia creata subiecta sunt, sicuti (prout) sibi placuit est de his que inter mortales agitantur ordinat, ita que per sapientiam huius mundi concluduntur, interdum mutari disponit, hominum quoque mentes ad hac optat, (apat) ut prudentia virtutem insequentes, prout rerum ac temporum varietas exigit, sic se temporibus accommodent.

§. 11. Sanè satis & merito meminimus, nostreque mentis acies continua lugubrique meditatione revolvit, quæ & quanta, quam dura quamque nefanda pessis huius virulenti schismatis pro dolor, nunc & ab inveteratis diebus in Ecclesia Sancta Dei discrimina parturit, quibus etiam per illud periculum labyrinthi orthodoxorum animarum subiecta sunt, pro cuius extirpatione ferventi desiderio caritateque succens, quibuscumque viis & modis possibilibus, nullis parcendo laboribus aut expensis, pluribus congregationibus frequentisque consultationibus Prælatorum, Magnatum, Cleri & Procerum Regni, Delphinatusque nostrorum super hoc habitis, nec non ambaxiatis solemnibus quam plurimis apud Reges multos & Principes Christianissimos hoc factis, totis nitibus curavimus laborare.

§. 12. Et tandem usque ad hoc devenit est, quod dictis Prælati & Clero dicti Regni & Delphinatus nostrorum in hac nostra Civitate Parisiensi quinquennio fere jam exacto congregati conclusum est, summo Pontifici Papæ Benedicto XIII, obedientiam sibi jam exhibitam debere subtrahit, quia viam cessionis non acceperat sibi oblata, sub illa spe, quod per hoc unio ipsius Ecclesie velocius sequeretur.

§. 13. Qua quidem conclusio ad effectum deducta, & si ad eam inducendam multe causæ & rationes apparerent, tamen fructus optatus ac exinde speratus minimè

ANNO
1403

minimè secutus est, intrususque, cujus pertinacia propter hoc per subtrahitionem suorum sequacium flecti credebatur, nedum in aliquo depresso est, sed in sua dicitur pertinaciis, ut afferunt, perseverat, didique sui sequaces non modo se à sua obedientia minimè subtraxerunt, verum in sua oblatione magis ac magis cotidie roborantur.

§. 14. Quamobrem his in interiori nostra meditatione penitus fructum illam à dicta subtrahitione speratum sublequi non videntes; attendentes etiam, quod prout ad nostras aures per Instrumenta publica & carissimorum amicorum nostrorum Prencipum & Salutarium Cardinalium aliorumque fide dignorum relatus jam devenit, prestatum summum Pontificem viam cessionis ab eo requisitam accepit, ad finem quod per hoc vera unio in Christi Ecclesia sublegetur; quam quidem viam cessionis intrusus super hoc pluries cum instantia maxima requisitus accipere pertinaciter recusavit, quod Sacrum Collegium Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, quos inter ceteros Interfensens rei hujus penetratio mentalis accuratius proutgeri videtur, præcedentibus maturis confultisque deliberationibus, prout tantorum virorum discretionum interest & opus est tanto facto, inter ipsum suum Pontificem & eos agitari & conclusis; à subtrahitione per eos dudum facta omnimodè desistentes præfato summo Pontifici suam plenam obedientiam restituere decreverunt, firmissimè confidentes, ut afferunt, quod per hoc ad dictam unionem citius poterit deveniri.

§. 15. Quapropter præmissis præmotus & merito noster animus, quem semper ad ea quæ dictæ unioni proficere videntur promissimum habuimus & habemus; vestigia progenitorum nostrorum imitantes, qui nunquam in factis universalis Ecclesiæ defuisse leguntur, sed semper in iis adhaesisse veritati, notum facimus universis præsentibus & futuris, quod nos in Domino, cujus causa agitur, spem ponentes, quod per restitutionem obedientie per nos dicto summo Pontifici faciendam amenæ Pacis Ecclesiæ Sanctæ Dei solatio, nobis ceterisque Principibus hujus obedientie invicem fidei caritate unitis poterit facilitius & citius procurari; & consilio & assensu carissimorum Patrum nostrorum Ducum Buriæ & Burgundie, Germanique nostri Ducis Aurelianensis, & Avunculii nostri Ducis Borbonii, de consilio præterea Prelatorum, Universitatum Parisiensium, Aurelianensium, Tholosani, Andegavensium & Montipessulani, Procerum & Nobilium plurimorum Regni nostri, super hoc ex intentione à nobis evocatorum, in ipsius Dei nomine, quem solum habemus præ oculis, ipsam subtrahitionem in dictis Regno & Delphinatu nostris de cætero cessare & nullius roboris in futurum esse decernentes, veram obedientiam præfato summo Pontifici Benedicto XIII. pro nobis, toto Regno & Delphinatu prædictis, Subditisque nostris quibuscumque & cujuscumque status & conditionis existant, de nostra certa scientia, matureque deliberatione habita cum prædictis restituimus, eidemque summo Pontifici tanquam Papæ & vero Vicario Domini nostri Jesu Christi, deinceps per ipsos Subditos nostros obediri volumus, declaramus, sancimus, præcipimus & mandamus; sicuti antea temporibus Pontificibus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ per eosdem extitit obeditum.

§. 16. Distinctis inhiibentes cunctis Subditis nostris jam dictis, quatenus Sanctionem & Declarationem nostram nullatenus infringere, nec eis ausu temerario contra præsumant, Quod si quid aliqui ipsorum, contra præmissa facere præsumperint, indignationem nostram cum gravi animadversione se sentiant incursum. Mandamus insuper & expressius iungimus universis Justitiariis nostris & eorum cultibus, prout ad eum pertinuerit, quatenus restitutionem hujusmodi & omnia supra scripta in cunctis locis famosis & notabilibus Jurisdictionum suarum, ut ad omnium notitiam deducantur, faciant solemniter ac etiam celeriter publicari; & quos contra facere repererint, graviter sic puniant, quod cæteris cedat in exemplum. Quod ut perpetua soliditatis robur obtineat nostrum præsentibus fecimus apponi Sigillum. Datum Parisi die penultima Maii anno Domini 1403. & Regni nostri 22. Sic Signatum per Regem, Dominis Ducibus Buriæ, Burgundie, Aurelianensium & Borbonii, nobisque & quam pluribus aliis de magno Consilio præsentibus. P. FERDINAND. Lecta & publicata in Curia 19. Junii, anno 1404. BAYE.

CCXIII.

27. Juin. Renouatio Treugarum inter CAROLUM VI. Re-

gem Franciæ & HENRICUM IV. Regem Angliæ conclusa. Dat. apud Lulinghem die 27. Junii Anno 1403. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VIII. pag. 305.]

ANNO
1403.

HÆC INDENTURA,

FACTA apud Lulinghem, die Mercurii viceima septima mensis Junii, Anno Domini Millesimo, quadringentesimo tertio.

Inter, Reverendum in Christo Patrem, Dominum Johannem Episcopum Carnotensem, ac, Honorabiles Dominos, Dominos, Johannem de Heugueville, Dominum de Heugueville, Ancellum de Longoilli, Dominum de Angoudesten, Milites, Consiliarios, & Magistrum Johannem de Sanctis, Cancellarium Ecclesiæ Ambianensis, Secretarium, pro parte Franciæ ex una parte; Et Reverendum in Christo Patrem, Dominum Henricum Bathoniensem & Wellensem Episcopum, ac, Honorabiles Dominos, Dominos, Thomam Ramphos Admirallum Angliæ versus le Well, Willelmum Heron Dominum de Say, Milites, & Magistrum Nicolaum de Riffert, utriusque Juris Professore, pro parte Angliæ ex altera,

Ambaxiatores & Nuncios, in Marchiis Picardiæ inter Boloniam & Calesium, pro repARATIONE Attemptatorum, tam per totum Mare, quam per Terram, in partibus Picardiæ & Normanniæ, contra formam Treugarum præsentium, olim inter Regna Franciæ & Angliæ, viz, Anno Domini Millesimo trecentesimo, nonagesimo quinto, initarum, destinatos.

TESTATUR quod, ut ipsæ Treuge in suo robore perseverent & consistent, & ne, per nonnullorum perverforum utriusque Partis cupidam ac etiam affectatam malitiam (quæ jam in tantum invaluit, quod per eos contra Treugas præstas multa dampna, in prejudicium ipsarum Partium, & Subditorum, perpetrata fuerit) amplius contra Treugas ipsas valeant impostum aliquotiter attemptari, præfati Ambaxiatores & Nuncii per utramque Partem prædictarum destinati, in vim Potestatis eis attributæ, pro conservatione tranquillitatis & Pacis Regnorum prædictorum, ac etiam Dominorum, Incolarum, & Subditorum eorundem A-PUNCTAVERUNT invicem ea quæ sequuntur,

ET PRIMO, quod omnes Mercatores, Marinarii, Piscatores, & alii Subditi amborum Regnorum prædictorum (cujuscumque Status, Conditionis, aut Sexus existant) ab utraque parte capiti, tam per Terram, quam per Mare, quacumque occasione sive causâ, contra formam dictarum Treugarum, libere & absque exactione & solutione cujuscumque Financiarum, pro Compositionibus aut Redemptionibus, sint penitus effectualiter liberati.

Didique Prisonarii, sic liberati, illi (videlicet) de Regno Franciæ detenti in Angliâ apud Calesium, & illi de Angliâ detenti in Franciâ apud Boloniam, in primâ die proximi mensis Septembris realiter adducantur;

Et per Conservatores Treugarum seu Admiraltos utriusque partis, vel eorum Locatenentes, aut alios pro parte cujuslibet dictorum Dominorum in suo Dominio, seu per utramque partem Ambaxiatorum ipsorum Deputatos aut Deputandos (qui propter hoc in presenti Loco de Leninghem, in quintâ die dicti mensis Septembris, invicem convenient) taxabuntur rationabiliter expensâ quas fecerunt tam in Carceribus in quibus detenti fuerunt, quam veniendo ad dicta Loca:

Et promittunt Conservatores, & Admiralli, vel eorum Locatenentes, aut alii Deputati prædicti, dictam Taxationem facere bonâ fide & sine dolo, statum Personarum attendendo;

A dieque præsentis, in antea, nullus dictorum Prisonariorum ponetur neque compelleret ad Redemptionem aliqualem;

Et, si quis ipsorum Prisonariorum ad Redemptionem positus fuerit tempore præterito, & ipsam Redemptionem, vel partem ipsam non solverit, de cætero à dicta Redemptione, etiam totali & a parte, siqua solvi remanserit, quiti penitus remaneant: Interim autem tractabuntur, & conservabuntur honestè, & cum omni tutamento Personarum earundem;

Et, si qui capiti, sive in Carceribus inclusi, sive alias detenti, seu qualitercumque elargiti, a Carceribus exterioribus, seu ab Elargimento eis concessio receperint, a dictorum Carcerum, & cujuslibet Arrelli, aut Elargimenti inractione, & a quibusvis Poenis, pro dicto Arresto seu Elargimento tenendis, impositis, & per eos pro-

ANNO
1403.ANNO
1403.

promissis (etiāsi ad hoc & propter hoc fuerint obligati) Quitti permanēnt assemper & immunes; absque eo quod deinceps, horum occasione, per quoscūque capi debeant, arretrari, seu aliā in Personis sive Bonis quomodolibet molestari.

ITEM, quōd, si qui Depradatores, Piratæ, Prædones sive Robatores supra Mare per utramque Partium prædictarum, a tempore dictarum Treugarum, usque ad diem præsentis Indenturæ capti sint, & detenti, Personæ ipsorum, istā vice, de gratiā liberabuntur realiter cum effectu: sit postea Partes (quibus Dampna intulerunt) poterunt eos prosequi, juxta formam Treugarum ipsarum, super restitutione bonorum & rerum, per eos ab ipsis depradatorum & depradatarum, & de Dampnis per eos propter hoc passis, si sua crediderint interesse:

Et, si qui, post Datam præsentis Indenturæ, capti fuerint per utramque Partium prædictarum, quoad illos servetur forma Treugarum prædictarum.

ITEM, quōd omnia Navigia, quomodocūque vocata, quācumque occasione, per utramque dictarum Partium, & per quoscūque ipsarum capta, contra formam Treugarum prædictarum, & confiscata erunt illis, quorum sunt, effectualiter restituta, & ad hoc Captores ac etiā Detentores rigide compellantur.

Pro quorum Navigiorum restitutione prosequenda & habenda, ubicumque fuerint, illi, quorum interest & intererit, securè poterunt adire ambo Regna prædicta, & quodlibet eorumdem, absque novo Salvo conductu quācumque.

ITEM, quōd omnia Bona, & Mercimonia, sive Mercandisæ, ab utraque dictarum Partium contra formam dictarum Treugarum capta & confiscata, plenè, & liberè, & absque aliquā diminutione sui retentione illis, a quibus capta fuerunt, restitueantur.

Et quoad Bona & Mercimonia, sive Mercandisæ, capta supra Mare,

De & pro quibus Partes, in ultimā Congregatione, in dicto loco de Lenlingham (viz. in mensibus Julii & Augusti, Anni proximo præteriti) & in Congregationibus præcedentibus, inter Ambaxiatores utriusque Regnorum prædictorum facta, contrariè remanserunt, vel de & pro quibus dissensio aliquā inter Partes orta est, five imposterum orietur,

Etiā & quoad Casus seu Articulos, in Rotulis Attemptatorum per utramque Partium earundem, in dictā ultimā Congregatione, traditos in Scriptis, de quibus Partes nondum fuit appunctuata,

Commissarij per Admirallios Regnorum ipsorum, & si opus fuerit, per Consiliarios de Douvre, Magistrum quinque Portuum Angliæ (si & in quantum tangere poterit Jurisdictionem dictorum quinque Portuum, vel eorum Locatenentium) deputabuntur; qui de & super Casibus & Querelis prædictis veritatem inquirent, & super hiis se informabunt diligenter, de ipsisque summarè & de plano cognoscent, & per eorum Sententias vel alias Partibus, infra primū diem mensis Martij proximo futuri, si fieri poterit, ministrabunt & facient quod fuerit rationis:

De hiis vero, de quibus Questiones interim determinari non poterunt, Partes per Admirallios, aut Magistrum quinque Portuum (in quantum ipsum ratione suæ Jurisdictionis tangere poterint) vel eorum Locatenentes, aut Commissarios prædictos, citabuntur comparituri dictā diem primā mensis Martij proximo futuri, apud dictum locum de Lenlingham, coram Ambaxiatoribus, Nunciis, aut Commissariis (quos Dominis utriusque Partis ad hoc committere & destinare placuerit) proposituræ & dicturæ quicquid super hoc & propter hoc dicere & proponere voluerint, & super hiis recepturæ Justitiæ complementum:

Quā die Admiralli, & Magister quinque Portuum prædictorum, seu eorum Locatenentes, referent seu remittent Informationes & Processus, super præmissis factos, ut ibidem sit per præfatos Ambaxiatores, Nuncios, seu Commissarios super hiis determinatum & definitum prout fuerit rationis:

Verū, quoad Attemptata, facta per Terram, Conservatores dictarum Treugarum, ab utraque Parte deputati (quibet eorum, videlicet, in partibus in quibus deputati sunt) super dictis Attemptatis Partes audient, eisque Justitiam ministrabunt;

De Querelis verò, quæ per ipsos Conservatores, infra dictam primam diem mensis Martij proximo futuram, non fuerint appunctuata, Conservatores ipsi Informationes & Processus facient, eosque ad dictam diem coram dictis Ambaxiatoribus, & Nunciis, seu Commissariis referent, aut remittent, ut per eos tunc,

prout æquitatis fuerit, Partibus, ad dictam diem citatis, super hiis Justitia ministretur.

ITEM, quōd, ut ipsæ Treugæ, secundum earum formam & tenorem, de cætero serventur illasæ, Treugæ prædictæ de novo per ambo Regna prædicta publicabuntur; poteruntque Personæ quæcūque, Mercatores, & aliæ (cujuscumque statūs, aut conditionis existant) ire & navigare liberè, pacificè, & securè, secundum formam dictarum Treugarum; per ambo Regna prædicta, per Terram, & per Mare, pro Mercandisæ, seu Mercimoniis, & quibuscumque aliis suis Negotiis exercendis, absque eo quod in hoc per quemcūque, quāvis occasione sive causā, valeant aut debeant quomodolibet impediri.

ITEM, quōd Infractores ipsarum Treugarum punientur secundum formam earundem.

ITEM, quōd aliqui, Banitti a Regnis prædictis, neque Piratæ, Prædones, seu Depradatores supra Mare, in aliquibus Portuum, aut Navigiorum, ipsorum Regnorum, nullatenus recipiantur, neque receptabuntur:

Quinymō, si contingerit ipsos in aliquo dictorum Portuum vel alibi reperiri, statim per Admirallios, vel Magistrum quinque Portuum (si in Jurisdictione sui reperti fuerint) vel eorum Locatenentes, vel, in eorum absentia seu negligentia, per Justiciarios locorum capientur; de ipsisque fiet Justitia concedens per eos ad quos spectabit, juxta formam Treugarum prædictarum:

Proclamabiturque, in omnibus Portibus dictorum amborum Regnorum, quōd nullum ipsorum Banittorum, Piratarum, seu Depradatorum quis receperit, nulla Victualia aut alia eis necessaria sibi ministret, nec eis præstet auxilium, consilium, aut favorem; Et hoc sub pœna Corporis & Bonorum.

ITEM, quōd omnes Marchæ, & Reprisaliæ, per utramque dictarum Partium, a die Datæ dictarum Treugarum citra, quāvis occasione sive causā concessæ, cessabunt omnino, eruntque revocatæ, cassatæ, & penitus annullatæ, unā cum omnibus Litteris, pro & super Marchis & Reprisaliis prædictis, per quemcūque seu quoscūque utriusque Partis quāvis Auctoritate concessis; & quoad hoc servabitur forma Treugarum prædictarum.

ITEM, quōd, dictis Treugis durantibus, omnes Mercatores & aliæ Personæ (cujuscumque statūs aut conditionis) poterunt ire per Regna prædicta, juxta formam ipsarum Treugarum, sine novo Salvo Conductu; Et, si qui petierint saluum Conductum ab aliquo Dominorum prædictorum, seu Officiorum eorumdem, sibi dari, petentibus sine difficultate quācumque concedetur.

ITEM, pro majori securitate utriusque Regnorum prædictorum, & ut Mare omnibus dictis Subditis, in eo navigare volentibus, deinceps sit securum, fuit insuper inter dictos Ambaxiatores concordatum quōd, quancūvis fieri poterit, in omnibus Portibus dictorum Regnorum proclamabitur quōd, infra dictam primam diem dicti proximi mensis Septembris, omnia Navigia armata utriusque Regnorum dictorum, quæ sunt & erunt super Mare, consensim reducantur ad Portus realiter cum effectu; Et hoc sub magnis Pœnis contra inobedientes & ab eis exigendis.

ITEM, quōd Conservatores Treugarum amborum Regnorum in quantum concernet Terram, & Admiralli ipsorum Regnorum, necnon dictos Magister quinque Portuum, in quantum concernet Mare, jurabunt, ad Sanctā Dei Evangelia, quōd ipsi, & quilibet ipsorum, in suā Potestate & Jurisdictione, quā citius & quā diligentius fieri poterit, postquam aliqua Persona vel aliquæ Personæ unius Partis conquireretur seu conquirentur de aliquo Dampno, seu aliquibus Dampnis, sibi illatis per aliquem, vel aliquos Partis alterius, præfata Parti conquerenti, seu Partibus conquerentibus super hoc, secundum quod fuerit rationis, promptam Justitiam ministrabunt, compellentque, aut compelli facient, omnibus viis & modis ad hoc concedentibus, illum vel illos, qui dictā Dampna fecerit aut fecerint, ad ea restituendum Parti læsæ vel Partibus læsis; favore, amore, odio, fraude, & dolo cessantibus quibuscumque.

ITEM, quōd dictis Admirallis, Custodi quinque Portuum Angliæ, omnibusque Senescallis, Ballivis, Præpositis, ac aliis Justiciariis, & Officiariis amborum Regnorum prædictorum, quocumque nomine censentur, Custodibusque dictorum Portuum dictorum Regnorum, per utramque Dominorum prædictorum, in suo Dominio præcipitur & mandabitur quōd, si aliquis Pirata, Prædo, vel Malefactor, seu aliqui Piratæ, Prædones,

ANNO
1403.

vel Malefactores, supra Mare, contra formam dictam Treugurum, ex una, vel altera parte, in aliqua seu aliquo Civitatum, Villarum, Districuum, vel Portuum suar Jurisdictionis devenere seu devenirent; Item Admiralli, & Custos quinquae Portuum predicti, quilibet in sua Jurisdictione, vel eorum Locatentes, aut, in eorum absentia seu negligentia, Senescalli, Baillivi, Præpositi, alique Judicarii, Officarii, & Custodes Portuum amborum Regnorum supradictorum, ipsam Piratam, Prædonem, vel Malefactorem, seu ipsos Piratas, Prædones, vel Malefactores, cum omnibus Bonis eorum, Navibus, Bargiis, Balcanis, & aliis Navibus quibuscunque, & quocunque nomine censeantur, tam suis propriis (si quæ habeant) quam per eos captis, raptis, seu deprædatis, capiant & detineant, aut capi & detineri faciant, & in ruti Custodi deputari; de bonisque & aliis superius designatis Inventarium legitimum faciant, aut fieri faciant, & ea omnia & singula in tuto etiam custodiri, ad conservationem Juris illorum, quoniam interierit, quousque per Dominum Superiorem, cui subierint, vel ejus Officiarium, vel Officiarios, ad quos spectabit, aliud super hoc fuerit ordinatum.

Item, quod omnia & singula, in præfati Indentura contenta, & declarata, per omnes Portus utriusque Regnorum predictorum, infra dictam primam diem dicti proximi mensis Septembris, publicabuntur, ut ad omnium notitiam valeant devenire.

Item, quod Admiralli, Custos quinquae Portuum, Senescalli, Baillivi, Præpositi, ceterique Judicarii, & Officarii, necnon alii Custodes Portuum amborum Regnorum supradicti, jurabunt, ad Sancta Dei Evangelia, quod ipsi, & eorum quilibet, consentia in Articulis supradictis, bene & fideliter observabunt, & observari facient posse suo; fraude & dolo cessantibus quibuscunque.

Item, Protestatum est, per utramque Partem Ambaxiatorum predictorum, quod præ præmissis, nec per præmissa, aut eorum aliqua, non intendunt aliquid innovare in Treugis predictis, nec contra formam ipsarum; ymo quod ipsi Treugis in omnibus suis Punctis & Articulis integre remaneant & illæse, absque innovatione quacunque.

In quorum Testimonium præfati Ambaxiatores seu Nunci Francie præfentem Indenturam propriis suis manibus signaverunt, cum appositionibus Sigillorum, cujuslibet eorundem, Anno & die predictis.

Joannes Episcopus Carnoten.,
J. de Hangeh.
A. de Longuiller,
J. de Sanctis.

Sub Sigillis Commissariorum predictorum de eorum rubricis, pendantibus a cordis pergamena.

CCXIV.

s. OCT. Constitution de l'Empereur SIGISMUND par laquelle, en qualité de Roi de HONGRIE, il accorde la Paix aux Infidèles & aux Rebelles de ce Royaume. Fait à Bude Pan 1403. [GODAST, Tom. III. pag. 417.]

NOS SIGISMUNDUS Dei gratia, Rex HUNGARIE, Dalmatie, Croatia, Ramie, Servie, Gallicie, Lodomerie, Comanie & Bulgaria: Marchioque Brandeburgensis, &c. Sacri Romani Imperii Generalis Vicarius & Regni Bohemie Gubernator; Memoria commendantes ad universorum notitiam volumus serie præfentem pervenire, quod quia nos ad instantem & denotatam supplicationem fidelium nostrorum Baronum, Procerum & Nobilium, Regni nostri Hungarie, hic nobiscum personaliter existentium, quorum precibus propter eorum fidelitatem & gravissimam servitiam, atque fidelitatem eximiam, consensum non possumus denegare; decrevimus cum omnibus Rebellibus, armis & Adversariis nostris, in Regnis nostris Hungarie & Sclavonia, necnon in partibus Transylvanien-sibus constitutis & existentibus veram Pacem facere, & concordiam stabilire. Idcirco nos dictorum fidelium nostrorum supplicationibus favorabiliter annuentes, ex innata nobis clementia, omnibus & singulis Prælati, Baronib. Nobilib. Militib. Clientibus, necnon quibuscunque alterius præeminentie vel conditionis hominib.

(a) communement Va-lachie.

in Regnis nostris prælibatis Hungarie & Sclavoniae necnon partib. Transylvanien-sibus, commorantibus, ad eorundem pertinens, gratiam faciendi duximus in hunc modum.

ANNO
1403.

1. Primo namque, quod Regia pietate concedimus, quod omnes ipsi Prælati, Barones, Nobiles, Milites, Clientes, & alii præstulati, ac Haeredes eorum, & cujuslibet eorum occasione vel ratione erectionis banderif alieni nostri æmuli, & sub ipso contra nostram Majestatem & alios nostros fideles, diversarum pugnarum & conflictuum exercitationis, oblationis, etiam receptionis seu occupationis aliquorum Castrorum, Districuum, Villarum & Possessionum, sive combustionis & deprædationis illorum & illarum, necnon dissipationis & perceptionis bonorum seu Jurium nostrorum Regalium, seu Ecclesiasticorum, vel Nobilium, & generaliter quoruncunque Hominum, ac etiam occasione captivationis, spoliationis, interfec-tionis, seu mutilationis quoruncunque Hominum, tam Nobilium quam Ignobilium; nec non cussionis Monetarum seu Denariorum, & generaliter cujusvis enormis facti, per eos vel aliquem eorum, simul vel divisim, hucusque quomodocunque vel qualitercunque factorum, gestorum & perceptorum, nullo unquam tempore, quovis modo per nos aut alios possint vel debeant impediri seu aliquo modo aggravari. Sed idem à quibusvis Causidicis intra vel extra Judicium, absoluti penitusque supportati habeantur, nec (b) eos quisquam Judex ordinarius Regni ratione prævia judicare (c) valeat aut dampnificare, immo lites exinde subortæ vel oriundæ sopiantur & sedentur per Judices antea-tos.

(b) al. nos.
(c) al. va-leant.

2. Idem concedimus, quod si aliqui ex Regnicolis nostris predictis quævis Castra, Munitiones seu Fortalitia ipsorum vel invite manibus alienis tradidissent, vel etiam si aliqua assumpta ibi votis extraneorum aliqua damna Nobis vel Regnicolis nostris intulissent, aut super Civitates liberas, Villas, Oppida & Possessiones nostras, vel aliorum, Census, Collectas vel Taxas receperint, aut ad urburas Cameræque Salium, & lucrum Camere, sive aliorum quoruncunque redditum & proventum nostrorum Regalium, vel Regnicolarum, debet, vel indubite, se totomittentes dissipant, ratione horum nec nos per aliquem possint impediri, sed penitus habeantur absoluti.

* penes-tes, item.

3. Interea si qua Castra, Munitiones seu Fortalitia, Districus aut Possessiones ad nostram Regiam Majestatem culpam Hominum Regnicolarum predictorum forent obligata, ille vel illa à nemine recipiant, nisi prius facta debita solutione, etiam si ille, cui prius pignoretur fuerant, alterque ea nomine pignoris obligasset.

4. Concedimus quoque, quod omnes Donationes eis hætenus factæ majori Sigillo nostro de novo fiendo confirmantur pro eisdem.

5. Ceterum si conigerit in posterum per Regnicolas in Regno aliquam Congregationem generalem celebrari, in eademque ratione præmissorum, nos vel aliquis ex Regnicolis nostris aliquem ex predictis Baronibus, Nobilibus, Militibus, Clientibus, vel ad ipsos spectantibus, similiter conjunctim vel divisim, quocunque ex-quisto ingenio, condemnare aut aggravare vellemus, vel interire rebus & bonis universis facere, (d) valeamus atque possint.

(d) penes-tere dicitur-lic non va-leamus neque possint.

6. Insuper omnes Episcopatus, Dignitates, & Beneficia Ecclesiastica quælibet: Item Castra Robonch Jaurienf, Hrwlow & Padalayn in casu, quo Nicolaus, Filius Stephani de Liblio, & (e) partem Podolayn non in honorem, sed in perpetuum (f) habere dono scitur, necnon Munitiones & Possessiones à Viris Ecclesiasticis vel Secularibus, aut Nobilibus quovis modo ablatas, occupatas, & receptas, duximus eis, à quibus eadem abalienate fuerant, pleno jure remittendas, illis videlicet, pro quibus uterque Nicolaus, Waywoda, Transylvanien-ses, duxerunt obides nobis dandos.

(e) al. Pa-trem.
(f) al. ha-bet.

7. Demum omnibus & singulis Prælati, Baronibus, Nobilibus, Militibus, Clientibus, ceterisque cujusvis status & conditionis Hominibus, & Regnis, & Partibus superius nominatis, pro quibus ipsi Waywoda ipsos obides eorum stare voluerint, usque ad dies triginta à die datarum præfentium instantia * memorandis ipsi nobis in scriptis nominalim intinnaverint gratiam facere, & eo modo, quo ceteris Rebellibus, indulgere. De potioribus autem Proceribus ac Sociis, Secu-ribus, Fautoribus & Adherentibus ipsorum amulorum nostrorum, & cujuslibet ipsorum, pro quibus obides non habuimus: statuis, quod illi, si usque ad Festum Dominice Nativitatis nunc ventura eorum nostram Majestatem in dicto Regno nostro Hungarie (g) existentem comparuerint, debeant, cum consilio tamen Præla-torum,

* Sans doute; amercandis.

(g) al. exis-tent.

ANNO
1403.

torum, Baronumque nostrorum Consilii nostri, in forma aliis concessa, gratiam obtinere; si vero venire contempnerint, eis præcens gratia nihil suffragetur. De familiaribus vero quorumcumque amolitorum præfatorum, necnon de quibuscumque Nobilibus in præfatis Regnis nostris Hungariæ, Sclavoniæ, & in partibus Transylvanienfibus, Possessiones habentibus, decernimus, quod in præfens gratia ipsis generaliter computetur, ita tamen quod infra anni revolutionem proximè futuri, à die Datarum præsentium inchoando, causâ infidelitatis ostendendæ coram nostra Majestate se præsentando, Litteras nostras regales pro se obtineant superinde. Quod si forte nonnulli ex Rebelibus & æmulis nostris superius designatis, seu ex Sequacibus eorum, aliqua Spolia, Incendia, Damna, Maleficia, Rapinas, Cædes, seu alias cujuslibet generis offensiones deinceps commiserint, vel perpetraverint, seu quicquam contra Majestatem nostram attemptare præsumpserint, videbitur illi inter partes Transylvanienfibus & Drawam commorantes, post dies octo; illi vero de partibus Transylvanienfibus, post dies viginti; sed illi qui sunt trans Drawam, post dies quindecim, à die daturum præsentium inantea computando, volumus quod possint, non obstantibus contentis in Literis nostris, secundum formam juris & iustitiâ condemnari.

8. Postremo Donationes universas per nostram Majestatem de Possessionibus, Castris, Oppidis, & Districtibus dictorum Prælatorum, Baronum, Nobilium, Milium, Clientum, & ad eos pertinentium præscriptorum, quibus durante præfenti Guerra hæcenus factas, simul cum omnibus Literis exinde scriptis vel confectis, irritantes atque annullantes, à prioribus possessionibus earundem censum eo Jure, quo antea possederant, eas tenere, ac etiam gubernare: spondentes atque promittentes omnia præmissa, & singula eorum, eis & quibuscumque eorum, & ad ipsos pertinentibus Hæredibusque ipsorum, purè & sincerè, sine omni dolo & fraude aliquâ, bona fide & invariabiliter mediante, firmiter observare, ita videlicet, ut ibi aliquis eorum quovis modo resiliendo contra nostram Majestatem rebellantes niteretur atque vellet, tunc nos talem cum Prælati & Baronibus nostris, qui tunc ipsi de Consilio nostro fuerint, simul & conjunctim, non autem divisim, agnitis fidei demeritis, prout qualitas exiger, juxta Regni nostri antiquum consuetudinem punire valeamus. Datum Budæ feria proxima post Festum S. Francisci Confessoris, Anno Domini millesimo quadringentesimo tertio.

CCXV.

19. Oct. Cautio LADISLAI Regis Ungariæ, Civitatibus SIBENICI & TRAGURIENSIS data, quod nullum Castrum seu Fortalitium ibi construendum, sed potius omnia earum Privilegia & Immunitates conservanda sint. Data Jadræ Anno 1403. 19. Octobris XI. Inditione. [JOH. LUCIUS de Regno Dalmatiæ Libr. V. pag. 261.]

LADISLAUS D. G. Hung. Hyernus: & Siciliæ Dal. & Croatia &c. Rex, Provincia & Forcalquerii ac Pedemontis Comes, Mo. viro Pereto de Andreis, Comiti Troja, Consiliario & fidelis nostro dilecto gratiam, & bonam voluntatem. Licet fructibus certis rationibus atque causis firmum propositum, & intentio nobis fuerit construendi, & consueci faciendi in Civitatibus nostris Sibenici & Trag. aliquod Fortalitium, seu Castrum; nunc vero cessantibus ipsis rationibus, atque causis consulto deliberavimus ipsa Castra in prædictis Civitatibus fieri non debere; nosque totaliter removimus ab intentione, & proposito auctoris; De quibus volentes Regimina, Communitatem, & universitatem & homines dictarum Civitatum de prædictis certiores cautos reddere, & securos, tibi de quo in omnibus plenè confidimus quam promptè valeas, atque possis prælibatis Regiminibus, Communitatibus, Universitatibus & Hominibus quod Castra ipsa seu Fortalicia per nos aut alios nullo unquam tempore faciemus, seu fieri mandabimus, quodque omnia illorum Privilegia per nos, aut alios eis concessa, Libertates, Immunitates, & Consuetudines perpetuò observabimus, & mandabimus ab aliis observari, tenore præscriptum de certa nostra scientia licentiam damus, & omnimodam & plenariam Potestatem committentes tibi in præmissis, & circa præmissa totaliter & plenèrè vices nostras, ac promittimus ratum, gratum, firmum, validum habere perpetuò & tenere, quicquid per te in præmissis & circa præmissa actum, promissum, ac factum fuerit, sive gestum; nullo unquam tempore contrariare, vel venire, tantum si persona nostra id egisset, quin imò ad validiorem roboris firmitatem nos etiam sub verbo, & fide Regalibus prælibatis Regiminibus, Communitatibus, Universitatibus & Hominibus promittimus & firmiter pollicemur, quod prædicta Castra, seu Fortalicia in ipsis Civitatibus fieri ullo unquam tempore faciemus; quin imò prædicta eorum Privilegia, Immunitates, Libertates & Consuetudines observabimus, & observari ab aliis perpetuò faciemus. Præfentes autem Literas, quas pro cautela in manibus prædictorum Communium volumus remanere, magno pendenti nostro Sigillo iussimus communiri. Datum Jadræ per Antonium Pemi Secretarium familiarem, & fidelem nostrum dilectum Anno D. 1403. die 19. men. Octobris. XI. Ind. Regno nostrorum anno 17.

LADISLAUS Rex manu propria.

CCXVI.

(1) *Traité de Partage fait par PHILIPPE de 27. Nov. France II. du nom Duc de Bourgogne, & MARGUERITE sa Femme, de leurs biens & leurs Enfants mâles JEAN, Duc de Bourgogne, ANTOINE Duc de Brabant & de Limbourg, & PHILIPPE de Bourgogne. A Arras, le 27. Novembre, 1403.* [DYNTER, dans les Chroniques Manuscrites de Brabant. Chap. LXXX. Feuille 68. verso.]

Subsequenter vero prælibatus Dux Anthonius tradidit & exhiberi fecit prædictis duobus Oppidis Lovaniensibus & Bruxellensibus duas Literas in forma *Vidimus*, factas sub Sigillo Domini Everardi de Platea, Præpositi Sanctæ Ecclesiæ Sancti Jacobi frigidis montis in Bruxella, Ordinis Sancti Augustini Cameracensis Diocesis, per quas ipse notificat se vidisse unam Literam Patentem sanam & integram sigillatam Sigillis bonæ memoriæ quondam Domini Philippi Filii quondam Regis Franciæ, Ducis Burgundiæ, Comitibus Flandriæ, Arthesiæ & Burgundiæ, & Domine Margarietæ Ducissæ & Comitissæ Ducatus & Comitatum prædictorum, contentientem participationem inter ipsos factam & ordinatam inter Filios eorum masculos scilicet potentes Principes Dominum Johannem in præsentiarum Ducem Burgundiæ Filium ipsorum seniores, Dominum Anthonium nunc Ducem Brabantie & Lymburgis, ipsorum Filium secundum genitum, & Philippum de Burgundia in præsentiarum, scilicet tempore datæ *Vidimus*, Comitum Nivernensem Filium eorum juniorem; quæ quidem Littera fuit data Attrebat die 27. mensis Novembris anni Domini 1403. in qua quidem Littera continetur de verbo ad verbum clausula subsequens de Gallico in Latinum translata, & primò: Prædictus Johannes Senior Filius habebit, pro se & Hæredibus suis, Ducatum & Comitatum Burgundiæ cum Dominio & eorum pertinentiis & Comitatum Flandriæ cum Terris Alostensis, Dendremondæ & Mechliniensis, & eorum pertinentiis; & Comitatum Arthesiæ cum suis pertinentiis, & habebit dicta Domina Terras integras absque hoc quod Anthonius, & Philippus sui Fratres poterint petere aliquam portionem causâ participationis apanage nec alias nec alio modo videlicet dictum Ducatum post decessum nostri Ducis, & dictos Comitatus & alias Terras prædictas post decessum nostræ Ducissæ, & tunc dimittit Comitatum Nivernensem, & Baroniam de d'Ourchii & quam antea tenuit, & fuerint sibi in Matrimonium collati. Item dictus Anthonius Filius noster secundum genitus habebit pro se & Hæredibus suis Ducatum Brabantie, comprehensis Villa & Castellania Antwerpensi, cum pertinentiis, Ducatu Lymburgensi & aliis Terris nostris ultramontanis, & habebit dicta Domina eas Terras post decessum nostræ Ducissæ, & materteræ nostræ Ducissæ Brabantie, absque hoc quod alii Fratres prædicti poterint petere aliquam portionem ratione primogeniture, participationis omnis apanage nec alias nec etiam alio modo. Et si dicta materteræ nostræ Ducissæ Brabantie superviveret, dictus Anthonius gauderet Comitatu Arthesiæ usque post præfate materteræ nostræ decessum, & tunc erit Dux Brabantie & Lymburgis, & dimittit prædictum Comitatum Arthesiæ.

(1) Ce Traité pourroit bien être le même que celui, dont on a rapporté quelques Articles sous l'année 1393. page 235. No. CLXXIII.

ANNO
1403.

ANNO
1403.

thesiæ & etiam Comitatum Registrensem, qui sibi ad suum Matrimonium five Nuptias fuit collatus, dum haberet obedientiam & possessionem maioris partis bonarum Villarum & obedientiam maioris partis Nobilium Ducatum prædictorum juxta continentiam Litterarum sui Matrimonii. Item dictus Philippus noster posterior Filius habebit pro se & Hæredibus suis, Comitatum Nyvernesem & Baroniam d'Ourchil, Comitatum Registrensem, Castrum Rynaut Vranc, cum pertinentiis ipsorum, Terras nostras de Campania & earum pertinentiis, post decessum matertera nostra Ducissa Comitatum de Stampis, Villas, Castra, & Castellanas de Dondam & de Gryn, quæ nobis debent advenire, cedit ad Hæredes nostros, si decedat abque Herede masculino de suo corpore; & casu quo dictus noster Frater habebit Hæredem masculum, & dictus Contrañus & alia Terræ nobis non adveniant vel Hæredibus nostris, & dictus Philippus vel Hæredes pro eorum participatione non habere alias Terras de nobis Ducæ & Ducissa, quam illas quæ sunt in præsentis Article declarata, item habebit Castrum & Castellaniam de Montreuil, cum suis pertinentiis in Comitatu Burgundie Castrum de Chafelguyon, & tria millia Francorum in Reditibus de Saleveria de Salinis comprehensis in quos solebat levare five recipere Dominus Johannes de Thalem, in dicta Saleveria; quod quidem Castrum cum Reditibus, Proventibus, & pertinentiis nobis sunt acquisita ac per Judicium Sententias adjudicata, & sexaginta millia Francorum, quorum quadraginta millia solventur, per dictum Johannem Filium nostrum & ejus Hæredes, & viginti millia per dictum Filium nostrum Anthonium aut ejus Hæredes solventur post decessum nostrorum Ducis & Ducissa, absque hoc quod in dicta participatione alii sui Fratres prædicti poterant demandare five petere, per primogenituram five senioritatem participationem appanagiam, neque aliter vel alio modo, ut fuit dictum.

Vidimus sigillatum Sigillo Præpositi Ecclesiæ Sancti Jacobi Frigidii, montis prædicti, Datum die 21, mensis Junii anno Domini 1407.

CCXVII.

1404. *Traité entre CHARLES VI. Roi de France, & GABRIEL MARIE Frère du Duc de Milan & Seigneur de Pise. Fait en 1404. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 277.]*

15. Avril.
FRANCE
ET PISE.

CAROLUS Dei grati Francorum Rex, & Dominus Januæ, notam facimus universis præsentibus pariterque futuris, quod visis & attentis contentis in Litteris seu publico Instrumento, cujus seu quarum testor sequitur in his.

§. 2. Srenus Miles Dominus Joannes Dominus Caltrimorandi Sindicus, Ambasiator & Procurator Illustrissimi & Magnifici Domini Domini Joannis le Meindre dicti Boucicauli Marefcalci Francie Locumtenentis Serenissimi Domini Francorum Regis, habens ad infra scripta plenam Potestatem & Bailliam vigore publici Instrumenti scripti manu Juliani Panisarii Notarii & Communis Januæ Cancellarii die decima tertia præsentis mensis ex una parte; & Magnificus Dominus GABRIEL MARIA de Vicecomitibus Pisarum Dominus suo nomine & Successorum suorum ex altera; per venerunt & pervenisse sibi ad invicem confessi fuerunt ad infra scripta Pacta, Transactiones, Conventiones, & Compositiones, solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus; renunciantes sibi invicem exceptioni dictorum Pactorum & Conventionum, non factæ rei, sicut supra & infra * non esse non se habentis, doli mali, metus, in factum actioni, conditioni sine causa, & omni alii juri. Videlicet, quod dictus Magnificus Dominus Gabriel Maria Pisarum Dominus promittit & convenit dicto spectabili Domino Johanni Domino Caltrimorandi dicto nomine stipulanti, & ad cautelam nobis Juliano Panisario Notario & Communis Joannæ Cancellario, & Ramochio quondam Framochii Notario & Communis Pisarum Cancellario, tanquam personis publicis Officio publico stipulantibus & recipientibus, nomine & vice dicti Serenissimi Domini nostri Francorum Regis & Successorum suorum in Regno; se esse & perpetuo futurum, bonum & fidelem Vassallum ejusdem Serenissimi Domini nostri Francorum Regis & Successorum suorum pro & de Civitate Pisarum, & Districu, Castris, Juribus & Jurisdictionibus, Homi-

nibus, & Fidelitatibus Hominum, Terris, Locis & ANNO 1404.
pertinentiis suis, & quibuscumque aliis Terris & Locis per ipsum seu Successores suos de cætero recuperandis & acquirendis, & ipsa omnia cum mero & mixto Imperio & omnimoda Potestate & Jurisdictione tenere in Feudum Nobile & Gentile, Paternum & antiquum ab ipso Serenissimo Domino nostro Rege & dictis Successoribus suis, sub modis, pactis, formis & conditionibus infra scriptis.

§. 3. Videlicet quod salvis semper & exceptis his, quæ de Castro & Turri Liburni dicuntur inferius, teneatur dictus Dominus Gabriel Maria Investituram recipere de prædictis à dicto Domino Regio Locumtenente vel à dicto Domino Johanne Domino Caltrimorandi dicto Procuratore nomine, & eidem præstare debium fidelitatis juramentum.

§. 4. Item quod dictus Dominus Gabriel Maria teneatur Guerram & Pacem habere & facere cum omni Domino, Communitate, Persona & Nazione (exceptis tamen Fratribus ipsius Domini Gabrielis Mariæ, videlicet Dominis Duce Mediolani & Comite Papie, quos & dictus Locumtenens Regius, vel dictus Dominus Joannes Procurator dicto nomine propter parentelam, quam habent cum Illustrissimo Domino Duce Aurelianensi, & dictus Dominus Maria, quia Fratres ejus sunt, libenter excipiant) quandocumque, ad Mandatum vel simplicem requisitionem ejusdem Serenissimi Regis & cujuslibet Locumtenentis ejus, tam de persona ipsius Domini Gabrielis Mariæ, quam de dictis Civitate, Castris & Territorio Pisarum, quam etiam de Hominibus supra dictis; & alia etiam facere teneatur & debeat, quæ bonus & fidelis Vassallus, Gentilis & Nobilis de vero suo Domino facere teneatur & debet. Sanè tamen intellecto, quod si Serenissimus Dominus noster Rex aliquos ex dictis Hominibus in aliquâ Guerra ipsius Domini nostri, vel ejus Locumtenentis exercere voluerit, tunc dabit eidem Hominibus rationale stipendium vel expensas congruas faciet.

§. 5. Item quod dictus Dominus Gabriel Maria & ejus descendentes & Successores in dicto Feudo dabunt quolibet anno eidem Serenissimo Domino nostro Regi vel ejus Locumtenenti equum unum vel falconem unum peregrinum, in signum recognitionis veri Domini & Feudi prædicti.

§. 6. Item quod in Locis & Fortalitiis Pisarum & ejus Territoriis erigi & tenere facere possit, teneatur & debeat dictus Dominus Gabriel Maria diebus & horis solitis vexilla insignis Regii, in illis scilicet, in quibus vexilla aliqua, & specialiter Domini dictæ Civitatis, erigi & teneri consueverunt.

§. 7. Item quod dictus Dominus Gabriel Maria ponet statim in manibus & virtute dicti Johannis Domini Caltrimorandi dicto nomine, vel ordinari & constituendi ab eo, Cassam & Turrim Liburni custodiendas per dictum Serenissimum Dominum nostrum Francorum Regem, vel deputandos ab eo, aut ejus Locumtenente nomine Regio & Successorum suorum, per securitate Regis & observantia omnium prædictorum, & pro utilitate dicti Domini Gabrielis Mariæ; Acto etiam inter Partes, quod dictus Serenissimus Dominus noster Rex, aut alius pro eo non possit ponere ad custodiam dicti Castris five Fortalitis Liburni aliquem Januensem vel Subditos Communis Januæ, sed sint tales deputandi ad dictam custodiam Francigenæ, confidentes dicti Domini Gabrielis Mariæ, vel alii extranei, de quibus placuerit ipso Domino nostro Regi, vel ejus Locumtenenti.

§. 8. Item est pactum, quod dictus Serenissimus Dominus noster Rex non habeat neque exerceat Jurisdictionem aliquam in Terra Liburni & pertinentiis ejus, salvis supra scriptis & salvo in custodiendo & custodiendi faciendo proprio nomine ipsius Serenissimi Domini nostri Regis, & ad bonum & utilitatem dicti Domini Gabrielis Mariæ dictum Castrum & Turrim Liburni.

§. 9. Item est pactum, quod dictus Serenissimus Dominus Rex noster dictum Castrum & Turrim Liburni vendere, pignorare, aut alienare non possit contra & præter voluntatem dicti Domini Gabrielis Mariæ.

§. 10. Item est pactum, quod dictus Serenissimus Dominus Rex prædictus vel ejus Locumtenens mandet deputandis per eum ad custodiam dicti Castris & Turris Liburni, quos resciat & recipient in dictas Castrum & Fortalitium dictum Dominum Gabrielem Mariam, & Magnificam ejus Marem quoties voluerint Castrum & Fortalitium prædictum intrare.

§. 11. Item est pactum, quod dictus Serenissimus Domi-

ANNO
1404.

Dominus noster Rex vel ejus Locumtenens mandet dictis deputandis ad custodiam dicti Castri & Turris, quod non permittant aliquam Gentem, cujuscumque conditionis exsistat, intrare aut ingredi Portum aut Terram predicti Liburni contra consuetudinem dictæ Terræ, sine voluntate dicti Domini Gabriëlis Mariæ, aut ejus Vicarii in Terra prædicta, salvo si talis Gens missa esset vel mitteretur in dictam Terram per dictum Serenissimum Dominum Regem vel ejus Locumtenentem pro bono & salute dictarum Terræ & Fortalitiæ Liburni.

§. 12. Item est pactum, quod si (quod absit) dicta Terra Liburni capta vel obfessa esset ab inimicis Gabriëlis Mariæ, vel ipsa Terra quocumque modo rebelaret, ad castidiam dicti Castri deputandi teneantur dare transitum per dictum Castrum omnibus Armigeris & Gentibus, quos dicit Dominus Gabriël Maria in dictam Terram per dictum Castrum transmittere voluerit, pro defensione, salute & recuperatione dictæ Terræ Liburni, si opus fuerit.

§. 13. Item est pactum & promissum dictis Dominis Syndicis & Ambassadoribus dicto nomine, quod dictus Serenissimus Dominus noster Rex & Successores sui in Regno defenderent, mantinebant & conservabant dictum Dominum Gabriëlem Mariam & ejus Successores contra quoscunque ipsum offendere volentes, & similiter contra quoscunque ipsum præsentialiter offendentes, & ejus inimicos, sicut facere tenetur & debet quilibet Dominus erga verum & fidelem Subditum & Vassallum suum.

§. 14. Item est pactum, quod si defectu vel culpa dictorum deputandorum ad custodiam dicti Castri vel aliter, dictum Castrum perderetur vel perveniret in manus aut fortiam aliquis, dictus Serenissimus Dominus noster Rex per suam benignam gratiam habeat & teneat ipsum talem, in cuius virtutem ipsum Castrum, ut supra, pervenisset, pro inimico, & faciat Guerram contra ipsum, donec Castrum ipsum recuperatum, & in manus ejus vel ipsius Locumtenentis repositum fuerit.

§. 15. Item promissum dictis Dominis Joannes Dominus Caltrimorandi Procurator dicti Joannis le Meingre, proprio ipsius nomine, habens de hoc plenam Bailliam vigore Instrumenti predicti, quod ipse Dominus Joannes le Meingre ita faciat & curabit, quod dictus Serenissimus Dominus noster Rex habeat accepta, ratificabit solemniter & approbabit omnia & singula supra dicta & infra scripta infra menses sex proxime futuros & venturos.

§. 16. Dictus spectabilis Dominus Joannes Dominus Caltrimorandi, dicto nomine & vice Serenissimi Domini nostri Regis & suorum Successorum in Regno, acceptans omnia & singula supra dicta cum Pactis, modis, formis & conditionibus supra dictis, investivit ipsum Dominum Gabriëlem Mariam præsentem & recipientem, per annulum aureum, quem ipso Dominus Syndicus & Procurator, dicto nomine, digito ipsius Domini Gabriëlis Mariæ imposuit, in Feudum nobile, & quale supra, de dictis Civitate, Terris, Castris & Territorio Piskam, iuribus & Jurisdictionibus supra dictis, & quibuscunque aliis per ipsum Dominum Gabriëlem Mariam in futurum acquirendis & recuperandis; salvo tamen his, quæ de Castro & Turri Liburni superius dicta sunt; & promissum dictis Dominis Syndicis & Procurator dicto Domino Gabriëli Mariæ præsentem, stipulanti & recipienti, plenè attendere & observare omnia & singula supra dicta, & facere, quæ tenetur occasione Investituræ prædictæ.

§. 17. Quibus quidem legitime factis supra dictis Dominus Gabriël Maria dictam Investituram in modum prædictum flexis in presentia dicti Domini Procuratoris & Sindici genibus, recipiens reverenter & acceptans, juravit ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis, & præstitit eidem Domino Sindico & Procuratori nomine Regio, ut supra recipienti, fidelitatis debite Sacramentum, jurando & promittendo eidem Domino Sindico & Procuratori se futurum fidelem Vassallum predicti Serenissimi Domini nostri Regis de supra dictis infeudatis & investitis, & attendere, complere & observare omnia & singula, quæ vigore & occasione præsentis Infeudationis tenetur, & que in Capitulis veteris & novæ formæ fidelitatis Juris Canonici & Civiles continentur; salvo semper omnibus in præsentem Instrumentum contentis; quæ omnia & singula supra dicta Partes dictis nominibus sibi invicem promiserunt attendere, complere & observare, & contra non facere vel venire de Jure vel facto, aliqua ratione vel causa, sub hypotheca & obligatione bonorum ipsorum præsentium & futurorum, ratis semper manentibus supra dictis.

§. 18. Actum Pisis in Palatio Residentiæ dicti Domini Gabriëlis Mariæ in Camera magna inferiori, anno Dominicæ Nativitatis, millesimo quadringentesimo quarto, Indictione undecimâ, secundum cursum Piskarum, die decima quinta Aprilis horâ Vesperarum, præsentibus Comite Guidone de Mutiliana, Domino Gerone, * Marchione Esteu, Domino Joanne Domino de Capella Milite, Paulo de Sabellis, Joanne de Colonna, Domino Reynerio de Zazis de Pisis Milite, Petro Malherba, Guillelmo Alexi, Petro de Montorio Secretario Regio, & Benedicto de Andoria Notario Cive Januæ, vocatis & rogatis, Julianus Panzarius Imperiali auctoritate Notarius, Regius Secretarius & Communis Januæ Cancellarius prædictis omnibus unum cum dicto Framochio Notario interfu, & rogatus de eis præsens publicum Instrumentum composui, cum additione supra scripta in ultima linea apposita; quæ additio debet sequi illud verbum, *Marrum*; errore scriptoris ommissa, quod tamen Instrumentum per alium extrahi feci, aliis occupatis.

§. 19. Nos Litteras sive Instrumentum præsentum omniaque & singula in eis contenta, in quantum opus est ac nos, Heredes & Successores nostros Reges Franciæ concernunt & tangunt, concernereque & tangere possunt aut poterunt in futurum, atque pro nobis & Heredibus ac Successoribus nostris, nostroque & eorum nomine, promissa sunt & conventa, ratas & gratas habentes, easdem laudamus, approbamus, ratificamus & confirmamus per præsentem ex certa scientia apostolicæque Regiæ & gratia speciali volentes & concordantes expresse eas & ea valere, inviolabiliterque teneri & observari, perpetui & inviolabilis roboris firmitatem & stabilitatem nunc & perpetuis temporibus, absque variatione & infractione aliquibus obtenturas, & absque eo, quod Castrum & Turrim Liburni vendere, seu transferre, aut alias contra tenorem & formam Instrumenti supra scripti, nec non & præsentium dispendere in toto seu in parte, nos aut Successores nostri jam dicti valeamus, debeamus, aut nobis aut eis liceat præsentibus aut posteris temporibus, quibuscunque titulo, occasione, seu causa, tacitis vel expressis; quod si factum foret, aut fieri (quod absit) contingeret in futurum, nullius esse valoris, imò haberi tenerique volumus & ordinamus totaliter pro infectis, etiam si de ipsis in præsentibus oporteret expressam & distinctam facere mentionem.

§. 20. Et ut hæc omnia & singula superius contenta & declarata firma sint & stabilia & roboris perpetui obtineant firmitatem, præsentem Litteras nostri Sigilli fecimus appensione muniri. Datum Parisiis mensis Augusti, anno millesimo quadringentesimo quarto, & Regni nostri vigesimo quarto. *Sur le reply est écrit*, Per Regem, Domino Duce Bituriz, Domino Joanne de Montecuto Magistro Magno Hospitali & pluribus aliis præsentibus; *Et au dessous ainsi signé* FERRON. *A costé est écrit*, Collatio facta est, *Et au dessous*, Sigillata de mandato Regis expresso. *Spelle d'un sceau pendans à un cordon de soye verte & rouge.*

CCXVIII.

Donation faite par MASTIN, Vicomte de Milan, 30. Juin. Fils de BARNABÉ, à HARTMAN Evêque de Coire, & au Chapitre dudit Lieu, de la Ville, Château, & Vallée de Chiavenna & de Pivry. A Coire la dernier jour de Juin 1404. [La VALTELINE, ou Memoires, Discours, Traitez &c. sur le sujet des Troubles & Guerres survenus en la Valteeline. pag. 12.]

NOUS MASTIN Visconte de Milan, notifications a tous qui verront & liront la presente escriture, comme en cest an & jour, le 30. jour d'Avril l'an 1404 le dernier de Juin, ayant considéré l'utilité, & fidelles bienfaits, que nous a demostrez, & à nos Predecesseurs le Reverendissime Evêque de Couere Hartman, & qu'il peut encore d'oresnavant faire le mêmes, ainsi en vertu de la presente nous lui donnons, & approprions a son Evêché & Eglise de Couere, avec bon pensément, & meur conseil & bonne science, de posséder éternellement toute la Vallée de Chiavenna & Pivry, avec tous les Gens, Biens, Seigneurie, Utilité, Dependances, & Propriété, rien excepté. Et partant nous renonçons, avec tous nos Successeurs, par cette Donation,

ANNO 1404. tion, a toutes les raisons que nous avons eues esdites Terres, Biens, & Gens, & metons en éternelle possession, ledit Evêque Hartman, & ses Successeurs de tous lesdits Biens, & de jouir d'eux éternellement, sans jamais être molestés à l'éternité, ni de nous, ni de nos Successeurs. Nous réservons néanmoins en ceci, les Raisons qui peuvent concerner l'invincible Empereur. Et si Dieu nous faisoit la grace d'être remis en notre premier état, auquel nous sommes injustement déposés, nous promettons à cette heure, comme alors, audit Evêque & Egile de Couëre, que nous confirmerons de nouveau, tout ce qui est contenu cy-dessus. Pour corroboration de quoi, nous avons apposé notre Seel. Donné à Couëre, l'an & jour, comme dessus.

CCXIX.

1405. Verein des Decans und Capituls zu Strassburg/
23. Mars. mit dem Rath und der Stadt alda / wider den Bischoff von Basel, umd weilen derselbe einige umm Stifft gehörige Städte und Schloßer in fremdder Hände gegeben; Worin sich dieselbe verpflichten einander treulich beizustehen / falls der Bischoff oder jemand anders sic bey widernehmung der Städte und Bessen beschädigen wolte. Gegeben den Montag vor unser Frauen-tag Annuntiationis anno 1405. [L. UNIG. Teutich. Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortsetzung III. Abtatz XX. pag. 293.]

C'est-à-dire,

Confederation entre le Doyen, le Chapitre, & la Ville de STRASBOURG, contre l'Evêque GUILLAUME, pour le recouvrement des Lieux & Places de l'Evêché aliénés par ledit Evêque, & pour une Affiance mutuelle contre tous ceux qui, de quelque maniere que ce fût, voudroient les troubler ou empêcher. Fait le Lundi avant la Fête de l'Annonciation de la Vierge 1405.

Wir der Decan und das Capittel gemeinlich der Herren Stifft zu Strassburg funden nieniglich mit diesem Briefe / Als Herr Wilhelm von Dies vilent Bischof zu Strassburg / des Bystums und unser Stifft / Slosse / Stete / lant und lute / one unser Wissende und Wille in fremde Hände gegeben het / uns an die Stadt Overtürch / die von irer Erbschaft und Bybesitzer / sich mit von unser Stifft entfremden wolten lassen / das Herr Wilhelm doch getan het wider den Erb der uns gehöret het / eben Sloss / Stat / Beshit / oder lant unser Stifft zu entfremden / ze verandere / oder hinweg ze gebende / one unser Wissende und Willen / des wir ein gar offen Instrumente von Ihne haben / und das auch vom Richten nit sin sol / und domit gemacht het / und teglich machet / das das Bystum und unser Stifft irregelt wurt / und zerget / das wir besorgent / das dasein Edelich Bischof under uns nie werden fan und das wir unsere Irren Male verhöbet werden / darumb wir auch das Sloss Overtürch zu unsern Händen genommen haben / dargegen aber Herr Wilhelm von Dies / sich wider uns setze / und wenne wir diese Städte / den ertren Wissen / dem Meyster und dem Räte der Stat Strassburg / vursaget haben / und gelagert / als unsern guten Freunden / an den wir wol wissen und bekennen / das si uns und unser Stifft also clesich und fiedelich jegen sol / als wir das wol empfunden haben / und teglich empfunden / dem si mit irem Kosen in unsern Namen uns das Sloss Overtürch helfent behuten / darumb sint wir mit denselben Meyster und Rat zu Strassburg / und si mit uns darüber gesehen / und hant uns des mit einander verneet und insamen verbunden und verpflichtet / wer es das Herr Wilhelm von Dies / oder jeman anders wer der wete / me man usfgenommen / uns beherste / oder dajen Zeit under uns beschüt / oder joch unser vorgenanten Herren oder der Burger von Strassburg / einen oder nie beschüt / do von das wir Herrn Wilhelm von Dies wir dajenen Bischof hant / oder das wir das Sloss Overtürch nie haben / oder aber wir me Sloss / Stete oder Bessen unser Bystums zu uns gewonnen / oder an uns vilent / schidigent / ledigent / oder uns vorgenanten Herren / samentlich / oder unser dajenen besunder unser Freunden / Goss / Goss / Ambachten / Kirchen / oder unsern eigen / berobertent / entwertent / oder vorhehletent / oder die Stat Strassburg / Ire Burger oder die Iren / oder unser beherste Helfern ledigent / schidigent / Ire egen Erbe / oder lesen berobertent / entwertent / oder vorhehletent / das wir darumb einander nit sullen

ANNO 1405. noch wellen lassen / wenne wir sullen einander getruwelich geraten und behelfen sin gegen allen den / die uns beherste / schidigent / oder besunder / also ledigent / beschwertent / schidigent / oder das uns allen oder unser jechigen beschüt das / des er dann heroubet / entwertent / oder uns vorhehletent / wer / geminlich widerwert und widerstet wurde / one alle Gewerde / wir zu beden Eten sullen noch einwiltel in sinen Saden / nit von einander freien / noch schiden / und sol dajen Theil under uns haben / noch neman under uns den vorgenanten Herren des Capituls besunder sich in dieser Saden / mit unsern Widers-Parten die joch wider uns / von der obgenanten Saden wegen sind / oder hernach in dieser Saden / wider uns werent / weder Irden / Sinen / oder Durtworten one das an der Teil und one des andren Theils Wissen und Willen / in dajenen Weg / wie die vorgenanten Decan und Capittel / versprochen uns auch / die Stat noch die lute zu Overtürch neman heissen oder erlösen zu halende / in dajenen Weg / oder gehorsam ze sinde one Meyster und Räte zu Strassburg Wissen / de und Willen / wir sint / es dann gemeinlich und einmütiglich mit einander überkommen / das man es die von Overtürch heissen sol / zu gleicher Wile vilent oder gewonnen wir der Decan und das Capittel me Slosse / Stete / oder Beshit / unsere Stifft / darzu uns die von Strassburg behelfen weren / gegen den sullen wir das gleich halten / als von den von Overtürch do vor bescheiden ist / wer aber das die Stat Strassburg / dajen Slosse Stat / Beshit oder lute gewonnen / do si das halbe Theil / oder nit in unsern Namen wete / mit dem andren Teil der Stat und unsern Capittel zugehöret / mit dem andren Teil der Stat von Strassburg zugehöret / do mögent si iren Kosen ussühen / den si dieser Saden halb gehet hant / oder do mögent wir si getrimen das es in aller nütze ist / wer aber das si ein solch Sloss / das si also gewonnen / schidigent / in welchen Weg das wete / darumb sullen si uns / nit ze antwortende haben / oder men dajenen Schaden oder Durtwort gegen uns bringen in dajenen Weg / was Kosen auch die von Strassburg / uff solch Dinge legen uns zu helfe / darumb sullen wir Decan und Capittel noch unser jechigen besunder / noch die Stat von Overtürch / und ander Sloss / die si uns kennen / oder wir mit ir Dillst gewinnen / inen nit verbunden sin ze gewende / noch dajen si flahende / wir betent es demne gerne / wand was Dillst die von Strassburg uns joch bunt / bekennen wir wol / das si das wir lieben Frauen / unser Stifft / und uns ze Eten und zu Dingen tugent. Alle vorgeschriben Dinge und das Capittel / gemeinlich wir uns und alle unsere Nachkommen / gegen den vorgenanten Meyster und Rat und den Burger der Stete zu Strassburg / und iren Nachkommen / siet / veste und unverbodentlich by rechter Vorheit ze halende / und geminlich ze vollstehende one Gewerde / wir Claus Joren den man sprecht Schulteibe der Meyster und der Rat von Strassburg verspent / das die obgeschriben Herren / der Decan / und das Capittel / dajen / vursaget und gelagert haben / und do mit getumbt / in welcher nütze Herr Wilhelm von Dies / in in und irer Stifft / goaren und gehet / und der Stifft Slosse / in frönde Jende gegeben het / und noch vurbasser gern dote / wo er möchte / das er in versuoren het / nit ze tunde / das si uns nit liep / und wo er den Herren dem Capittel / der obgenanten Stifft anders dote / oder in gewisheit wurd er bittich sol / das si uns getruwelich leyt / wanne wir dajen tunden oder mögent gerum / das die Stifft by si selbes mit iren Eten blibe / beten wir gern / und bedurte uns darumb weber Kose noch Dajen / und noch bekennen uns die vorgenanten Herren ire Saden vursaget haben / und demne Meyster Herr Wilhelm von Dies / zu den Jiten do er zu eine Bybesitzer in Strassburg worden was / darzu wir uns mit unsern Iden und Gute hülffent / das uns das Bystum wart / Er uns mit Willen und gehelle der Herren des egenanten Capituls under anderen Dingen / auch sinu / der Sloss / Stete / und Beshit des Bystums und der Stifft nit ze entfremdende / oder jeman in ze gebende / one unsern Wissende und Willen / des wir auch sin Brief haben / beschiet sin sinen / und des Capituls Ingehegen / das er uns nit getan het / darumb das meglich demne gesche und empfunde / das wir by der Stifft / und die Herren der Stifft by uns wellent umgehenden stiben / und wir by der Stifft / ere geru / so haben wir uns in den vorgenanten Herren den Decan und das Capittel verspent / und insamen verbunden und verpflichtet in die Wile als vorgeschriben stat / und do von so versprechen wir uns auch wir uns und alle unser Nachkommen gegen den vorgenanten Herren den Decan und Capittel / und jeren Nachkommen / diese Veremunge / Verbrunnisse / und verpflistung sette und veste ze halende / unverbodentlich by rechter Vorheit / alle Gewerde und Argelise in allen vorkommenden Stücken und Duntzen darinne uffgelossen. Und des zu eine Veremunge / so hant wir der Decan und das Capittel / unsern gemeinen Capittuls Ingehegen / und wir der Meyster und der Rat zu Strassburg unter diese Ingehegen acten besenden an diesen Brief / geben des nächsten Montag vor unser Frauen Tag Annuntiation in der Dajen / in dem Jar do man jaltze von Christus Geburte vierzehnhundert Jar und funf Jare / und sint dieser Briefe jwene gleich / eine by dem Capittel und der ander by der Stat Strassburg / die auch by in blident.

ANNO
1405.

Städten off. ihre Rechte verschrieben hat an alle Gesehe. Dann fürdas wollen wir die vorgenante von Straßburg und die ehegannte Riche-Städte / des Rechten gegen einander pflegen in solcher Maasse / was wir die von Straßburg oder unsere Bürger / und die unsern zu den vorgenannten Riche-Städten / Bürgern oder den yren / das einseilige Personen antreffen / zusprechen genommen oder sie oder die yren widerumb gen die unsern / daß in Teil dem andern nachfolgen solle in die Städte oder Gerichte / da die gestift sind oder darinne sie gehören / und das auch mit Rechte erforschen und vtragen in aller der Wiße / als es vor begreiffen ist / genommen aber wir vorgenante von Straßburg oder die unsern heßes zu der vorgenannten Riche-Städte ein / oder me / das eine gemeine Stadt angienge / zu fordern / oder ir behende oder die yren widerumb zu uns vorgenante Stadt Straßburg / und daß auch unser gemeine Stadt angienge zu sprechen / darinn soll der klägende Teil unter uns einen gemeinen nehmen auß der Stadt Räte / da er zusprechen will / und soll das dann auß derselben gemeinen Mann und off eine glichen Zufuß vtragen in aller der Maasse als vorgeschrieben stet / an alle Gesehe. Vor in den Sachen allen ist funderlich brecht und an gefallen Gut und die der Teile heime in Gewehr gehabt han / daß die herde solten werden / an den Städten / da sie dann gezogen sind / es sie dann in Städten oder off dem Lande / es were auch dann / daß dasselbe Gut von yman zu legen gienge / so soll es darinn vgetragen werden / von dem lehen Herrn / und deme das zu legen rüret an alle Gesehe / und also soll mit denselben Teil unter uns vorgenannten fünf Teilen den die in tugehören / und zu versprechen seime / bene verhegen noch gehalten / bene oder den andern Teilen unter uns theimen vtragen handt zu thun / und soll auch das selbs nicht thun / an alle Gesehe. Beschehe es aber darüber / so soll aber derselbe Teil / der den vbertrag gehen heit / bene übergriffenen Teil das unverpögenlich schafen widerbrecht und widerbar / und daß man darnach zu dem Rechten komme / an alle Gesehe / doch daß man mit denselben pfanden penlich gefahren solle / an alle Gesehe / were es aber / daß yman der unsern der vorgenannten Teile / oder nie tugehört / oder zu versprechen sinde / bey diesen Rechten nicht bleiben / oder den vorgeschriebenen Sachen und Ertellen nicht gungitun wollen / so sollen wir die andere Teile denselben Teile / ob er das an uns begehrt / mit ganzen Tumpen behöflichen sin / biß daß derselbe ungeschon daru bracht wird / daß er dieser dinge auch gungitun thet / an alle Gesehe. So haben dann wir vorgenante Margrav Bernhart / und wir die vorgenante Riche-Städte in Schwaben uns des uns besundern Freundschaft / für uns und die unsern gegen einander auch vereint / daß unser entweder Teil den andern die sinen zu Bürgern nicht annehmen noch empfangen solle / dann in der Forme und Maasse / als die Einmüge upweist und saget / die wir ehegannte Graue Eberhart von Württemberg / und wir ehegannte Riche-Städte vormalt mit einander haben / und zu gleicher Wiße / als ob die beselben Artikel in diesen Briefen begreiffen weren und verschrieben sin / an alle Gesehe.

Und also geloben wir vorgenante Erzbischoff Johann / Bernhart Margrave zu Baden / Eberhart Graue zu Württemberg / Burgemeister / Räte und alle Bürgere gemeinlich der ehegannten Städte Straßburg / Ulme / Nürtingen / re. mit unsern guten Tumpen und geschwornen Eyde / die wir alle darinn treulich zu Gode und zu den Heiligen mit gelehrten Worten / wir Erzbischoff Johann mit unser Hand off unser Heß gelegt / und wir die andern Teile mit offgeschriebenen Fingern an get und geschworen haben / diese Vereinmüge die vorgeschriebene Eyde und Fingern getrunken / was und siere zu halten / zu leisten / und auch zu vollföhren / an alle Artikel und Gesehe / nach Urweisung und die Briefes sage. Doch nehmen wir Erzbischoff Johann und Margrav Bernhart vorgenante in dieses Briefes Einmüge off solche Bündnisse und Einmüge / als wir kein einander haben. So nehmen wir Erzbischoff Johann funderlich auß diese hernach geschriebene Herrn und Städte mit Namen die Cron und das Könige zu Vohmen / die Erbsürbigen Herrn Johann Erzbischoff zu Würzburg und sinen Stifft / Friedrich Bischoff zu Eßlingen / und die Hochgebome Fürsten / Herrn Johannes und Herrn Friedrich Burgere und Friedrich Grafen zu Detingen / Spinn Graue zu Spangheim und zu Wanden / und die Erbsürmen Burgemeister / Räte und Bürgere gemeinlich der Stadt zu Menge / unsere lieben Getrunnen / mit den allen wir vor Datum dieses Briefes verbunden sin.

So nehmen wir Margrav Bernhart vorgenant besunder auß die Pfalz an dem Rine / und die Hochgebome Fürsten / Herrn Ludwig / Herrn Hannsin / Herrn Ertessen und Herrn Duen Gebreide / Pfalzgraven bey Nrn und Herbergen in Meyen / des sollen wir unverbrun sin. So nehmen wir Graue Eberhart von Württemberg vorgenant auß / unsern lieben Herrn und Oheim / Herrn Gert Herbergen zu Körtlingen / und Margrave und Herrn Friedrich von Körtlingen / Herrn zu Romanie / zu Bone und Grauen zu Wenden und als fere / daß dieselben Fürsten / Herrn / Stifft und Städte / die wir also usgenommen haben / als vorbeschrieben ist / uns obgannte drey Herrn / die Städte zu Straßburg und die Riche-Städte in Schwaben by unsern Freyheiten und Gewonheiten / als vorgeschrieben stet / bleiben lassen. So nehmen wir die obgannten Meister / Räte und Bürgere der Stadt zu Straßburg / in diese Einmüge auch auß einen Bischoff und den Stifft Straßburg / auch als fere / daß sie die ehegannte drey Herrn die Städte in Schwaben / und uns by unsern Freyheiten / Rechten und Gewonheiten bleiben lassen / als vor-

Tom. II. PART. I.

geschrieben stet. So nehmen dann wir vorgenante Graue Eberhart von Württemberg und wir die ehegannten Riche-Städte in Schwaben in diese Vereinmüge auß mit Namen und besunder die Einmüge / die wir vor mit einander und mit andern Riche-Städten haben / daru nehmen wir die ehegannten von Straßburg / aber auß die Vereinmüge die wir haben mit unsern Ertogossen / denen von Basel und denen von Sarburg / also daß uns iglich diese Vereinmüge / an denselben Vereinmungen nicht schädlich sein solle / noch die theimes Wegs verferen an alle Gesehe / und des allen zu waren und offenen Urkund haben wir obgannte Herrn alle drey unsere eigen Ingesiegel / und wir obgannte Städte alle unsere Ingesiegel öffentlich gehendet an diesen Brief / der geben ist zu Marbach an des H. Ertogers Tag / zu Herse / als es ertret was / da man jalle nach Christi Geburt 1405. Jahr / und wann die ehegannte Burgemeister / Räte und Bürgere gemeinlich der Städte zu Spire uns obgannten Partien über solche Einmüge und Bündnisse ire versiegelte Briefe geben / und daru in trauen gelobt und zu den Heiligen geschworen han / dieselbe Einmüge und Bündnisse nach allen irne Inhalt / und als fere sie das antreffen mag / zu halten und zu vollföhren in aller Maasse / als vorgeschrieben stet / darinn gereden und versprochen wir in auch off die Städte und Eyde / die wir ehegannte Partien über dasselbe Bündnisse gethan han / den vorgenannten Burgemeister / Räte und Bürgern gemeinlich zu Spire / alle und ichtige Artikel / wie die in berthe die der andern in denselben Briefen verbunden ist / und ein Teil das gen den andern halten soll / nach iglich vorgenannten Teils ertentnisse / also daß si sich ices Rechten erklagen / erkennen und darnu manen mögen / als wir Herrn und Städte / die in denselben Bündnisse sin / das untereinander tun mögen / nach Urweisung derselben Briefe / siere zu halten / und unverbrechlich zu vollföhren (sunder alle Arglist und Gesehe) / und diese vorgeschriebenen dinge alle zu waren Urkund und besser Ertentnis / so haben wir Erzbischoff Johann / Margrav Bernhart und Graue Eberhart von Württemberg / unsere Ingesiegel an diesen Brief tun henden / und wir der Meister und der Räte zu Straßburg haben auch diese vorgeschriebenen dinge zu waren Urkunde der Städte zu Straßburg Ingesiegel an diesen Brief gehendet / und wir die Burgemeister / Räte und die Bürgere gemeinlich der Stadt Nürtingen / haben auch zu waren Urkund aller vorgeschriebenen dinge / für uns und die obgannten andern der Riche-Städte in Schwaben / die mit Namen daru geschriben sin / den den vorgenannten Stett Nürtingen Ingesiegel un te Bete wollen / so biß vorgeschriebenen Ding zu bringen / auch gehendet an diesen Brief / darunter wir uns die obgannten des H. Riche-Städte / diese vorgeschriebenen dinge also betamen / in aller der Maasse / als das daru geschriben stet / Geben auff dem Sonntag nach S. Severi Tag / als man jalle nach Christi Geburt vierzeh hundert / und darnach in deme sechssten Jahre.

ANNO
1405.

CCXXI.

Accession der Stadt Speyr / zu der zwischen ver- 1406.
scheidenden Fürsten und Städten des Reichs / aufgerichteten Fünfzig-jährigen Einmüge / und war zu des Churfürstens von Maynz Theil. Geben Sonntags nach St. Severi Tag 1406.

C'est-à-dire,

Accession de la Ville de SPIRE à la Confederation
conclue entre divers Princes & Villes de l'Empire,
& par Adherence à l'Electeur de Mayence.
Le Dimanche après la St. Severin 1406.
[Voyez-la ci-devant sous le 14. Septembre
1405.]

CCXXII.

Bulle, par laquelle le Pape BENOIT XIII. con- 8. Janv.
vient de la Cession du Papat, pour la Paix de
l'Eglise. Donnée à Tarascon près d'Avignon le
8. Janvier 1406. [G. G. LEBNITZ, Co-
dices Diplomatici. pag. 281.]

LE PAPE
ET LA
FRANCE.

BENEDICTUS Episcopus servus servorum Dei
Universis Christi fidelibus ad quos presentes Litterae pervenerint, salutem & Apostolicam Benedictionem. Scrutator mentium & omnium cognitor secretorum Dominus Jesus Christus, cujus vices in Terris gerimus, licet immeritis, clare novit, quod a principio assumptionis nostrae ad Apostolicum Officium ad sedationem pestiferi schismatis (proh dolor!) in Dei Ecclesia

ANNO
1406.

clefia nunc vigentes, quod diu ante ortum habuerat, nec tamen potuerat obviante inimico generis humani extirpari, & procurandum Sanctæ Dei Ecclesiæ salutiferam unionem, totis affectibus & omnimoda sinceritate diligenti sollicitudine cupimus & incepimus laborare firmiter in nostro proponentis animo id, quod expediens esset unioni Ecclesiæ, adimplere pro viribus secundum eos modum & ordinem, quos Divina Iustitia, sincera caritas, animarum salus, & ipsius Ecclesiæ utilitas exigissent, de quibus etiam satis innotescere potuit diligenter & solite intuentibus, responsiones quasdam quas circa materiam procurandæ unionis huiusmodi aliis motam, & viam nobis cessionis apertam, recolimus nos fecisse; verum quia hiis non obstantibus, ut ex relatis fide dignorum & præsertim dilecti Filii nostri Nobilis Viri Ludovici Aurelianensis Ducis percepimus, nonnulli, tam Ecclesiastici, quam Seculares, conati fuerunt hactenus & etiam conantur nobis impingere, quod eminentiam huius status, quem nobis, teste Deo, non procuravimus sic inordinata affectione contendimus retinere, quod nonquam finimus intentionis nec sumus, pro unione Ecclesiæ, Papali cedere Dignitati, nos præfati Filio nostro Duci Aurelianensi, qui super hiis & nonnullis aliis Negotiis Ecclesiæ & ipsius unionem tangentibus ad nostram accessit presentiam, sinceritatem nostræ intentionis, quam semper habuimus & habemus, & affectum quem gestimus, gerimus, & gerere intendimus ad salutem animarum omnium & Ecclesiæ unionem & pacem per ordinem & confidenter expressimus oraculo vivæ vocis.

2. Quia expressione sic facta ipse nobis cum instantia supplicavit, quatenus exposita sibi de huiusmodi intentione & affectu nostris sub Bulla nostra plumbea & tradi faceremus in scriptis, per quam ipse carissimum in Christo Filio nostro Carolo Regi Francorum Illustri Fratri suo, sinceritatem nostræ intentionis huiusmodi & affectum melius posset & convenientius intimare, & obduram ora eorum, qui, conficta obloquendi materia, veritati contraria divulgantes nos de sinistra intentione in prosecutione unionis Ecclesiasticæ diffamabant.

3. Nos igitur ne ex silentio & obmissione nostris Sanctæ Dei Ecclesiæ & nobis aliquod possit imposturæ præiudicium generari, pro ipsius Ecclesiæ & nostri Iuris conservatione ante omnia præmittentes, quod per declarationem huiusmodi nostræ intentionis seu huius nostre Bullæ traditionem non intendimus, sicut nec debemus, quomodocunque restringere Ecclesiæ libertatem, nec clavium potestatem, & nostram in aliquo derogare, nec nos Iudicio hominis cuiuscunque submittere, per cuiusquam alii necessitati astringere, nec ad aliud obligare quam ad id, ad quod sumus ex Divinæ Legis Iustitia, dispositione Iurium, & in iuncta nobis servituti officio obligati, nec in aliquo penitus consentire, quod rectæ & Catholicæ fidei non conveniat vel sit contra bonos mores, seu in Divinæ Majestatis offensam, cum nostram intentionem sit declarare, & declarationem ipsam dicto Filio nostro Duci, ut petiit, voluerimus tradere; solum ad servandum mentem prædicti Filii nostri Regis & aliorum, ad quos notitia huius nostre declarationis pervenerit, quibus forsitan notum non erat nostre intentionis propositum in hac parte, & ad imponendum silentium nos diffamantibus, ut præfatur, & quieti status Ecclesiæ, prout melius possumus, consulendum; quod in præfatis nostris responsionibus aliis factis erat impliciter explicantes: declaravimus tenore presentium nostræ intentionis semper fuisse & esse, ubi cessio de Papali Dignitate & Officio per nos fienda esset, & erit expediens Ecclesiæ Sanctæ Dei, & per eam & ex ea celeris & indubitata unio in Dei Ecclesiæ utiliter & salubriter sequeretur, & Papali Dignitati & statui, ac nostro indolui, * quod in eis habemus, pro Dei reverentia & animarum salute cedere affectu spontaneo, & personam insuper & vitam exponere corporalem, sicut ejusdem intentionis nostræ fuerit & sit, Iuris & Iustitiæ vias, ubi per eas utiliter & salubriter unio Ecclesiæ fieri possit & possit, non excludere, tanquam consonas Divinis & Canonicis Institutis, animabus salubres & honestati Sanctæ Matris Ecclesiæ concedentes, quasquunque præstationes, si quas huiusmodi cessionis * cum sic, ut præmittitur, expediret, per nos fienda contrarias vel adversas sublequatur, sub quacunque serie forma, seu expressione verborum forsam, ut aliqui suspicantur, hactenus fecimus ad tollendam suspicionem huiusmodi, cassantes & annullantes, ac habentes penitus pro infectis.

4. Obsecramus igitur præfatum Regem & alios quoscunque Reges & Principes cunctosque fideles, ad quos declaratio huiusmodi nostræ intentionis pervene-

rit, per viscera misericordie Jesu Christi, ejus causâ agitur, & deprecamur ac hortamur in Domino, ut pro Dei servitio & Apostolorum Petri & Pauli & Sedis Apostolicæ reverentia & animarum salute præfatum nostram declarationem affectione filiali suscipiant, & Christo, benigno compatiens affectu, ad extirpationem præsentis scismatis, & futuram prosecutionem Ecclesiasticæ unionis, nobis velis suam benignum & favorabile impartiri auxilium, ut teneatur, ut per illud nobis & Ecclesiæ militanti favorabiliter præstitui, & alla pia opera, quæ Domino inspirante præstitui, & transitoria vitæ cursum permanfurum fecerint, post premium & gaudium Ecclesiæ triumphantis.

5. Nulli ergo omnino Hominum liceat hanc paginam nostræ Præmissionis, Explicationis, Declarationis, Cassationis, Adnullationis, Intentionis, Obsecrationis, Deprecationis & Hortationis infringere, vel ei ausu temerario contraire; si quis autem hoc attemptare præsumserit, indignationem Omnipotentis Dei, Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Tarascon, Avinion. Diocesi. sexto Id. Januarii, Pontificatus nostri anno decimo.

CCXXIII.

Bulle de Benoît XIII. pour la Convocation 8. Janvier d'un Concile. Donnée à Tarascon, le 8. Janvier [G. G. LEHNITZ, Codicia Diplomatici. pag. 282.]

BENEDICTUS Episcopus servus servorum Dei, universis Christi fidelibus, ad quos præsentis Litteræ pervenerit salutem & Apostolicam benedictionem. Nuper siquidem cum dilectus Filius noster Nobilis Vir Ludovicus Dux Aurelianensis, Carissimus in Christo Filius nostri Karoli Regis Francorum Illustris Germanus, super nonnullis Negotiis Ecclesiæ & ejus unionem tangentibus ad nostram presentiam accessisset, inter cætera pro parte dicti Regis nobis exposuit, quod pro directione & prosecutione unionis Ecclesiæ Sanctæ Dei eidem Regi videbatur expediens celebratio Concilii generalis, nobis propterea ex parte ipsius Regis, & sua cum instantia supplicando, quatenus dignaretur generale Concilium, secundum formam sacrorum Canonum celebrare. Nos autem qui à pluribus antea temporibus hoc capta opportunitate gereramus in votis, supplicationem huiusmodi gratam habentes pariter & acceptam, dictique Regis modum & zelum in Domino commendantes eidem supplicationi omni promptitudine duximus annuendum, & quia ad celebrationem huius Concilii favorem præfati & aliorum fidelium Regum & Principum nobis & Ecclesiæ Dei consensuum & censens fore multipliciter opportunum, super nonnullis circumstantiis concernentibus ipsam Concilium ipsius Regis honori in hiis & aliis cupientis juxta posse deferre, prædicto Duci aperimus latius mentem nostram, paterno cum deprecantes & exhortantes affectu, quatenus apertum sibi nostræ mentis propositum Serenitati Regis ipsius seriofius vellet per ordinem explicare, ut sic de omnibus necessariis & opportunis tanto Negotio habitis provisione Deo grata, Ecclesiæ utili, & ipsius & aliorum Regum fidelium honestati congrua & honori, ad ulteriorum tanti Negotii executionem salubrius & commodius, Divina nobis suffragante clementia, procedere valeamus. Datum Tarascon, Avinion. Diocesi. sexto Id. Januarii, Pontificatus nostri anno decimo.

CCXXIV.

Traité de Paix & de Confédération entre ANTOINE Duc de Brabant & les Magistrats, Rechevins, & Consuls de la Ville d'AIX LA CHAPPELLE. Fait le 6. Juin, 1406. [D'INTER, dans les Chroniques Manuscrites de Brabant. Chap. LXXXII. Feuille 71.]

ANNO Domini 1406. mensis Junii die sextâ supradictus Dux Antonius Dux Limburgensis Comes Registerensis, ipso tunc Gubernatore Ducatus Brabantie existente, pepigit sive inijt certam amicabilem concordiam, & unionem cum prudentibus & honestis Viris Magistris Civium, Scabinis, Consulibus, & cæteris Civibus

ANNO
1406LE PAYS
ET LE
CONCILEBRABANT
ET AIX LA
CHAPPELLE

ANNO
1406.

Civibus regalis Sedis Civitatis Aquisgranensis continentem inter cetera quod si sibi, & Terris suis Lymburgensibus Daclem, & de Rode Guerra supervenerit & sibi notorie opus fuerit Castra sua de Lymborch, de Daelhem & de Rode, cum Militibus & Militariis communiendi quod tunc ipsa Civitas Aquisgranensis, cum per ejusdem Ducis Anthonii Litteras patentes requisita fuerit, in dictis Castris destinare tenebitur quinquaginta Arballarios bene armatos, ut moris est, cum suis pertinentiis, & ibidem propriis ejusdem Civitatis expensis pro custodia Castrorum perseverare quamdiu dicti Milites, & Militares ibidem manerent, nisi notorie timerent obsideri vel aliquod Oppidum five Castrum propter Guerram ipsi illatam obidire vellent tunc suos Arballarios transmittere non tenebantur; duos quidem Arballarios, idem Dux suis expensis eundo & redeundo, & earum Vicualia conducere five conducti facere debet, possent etiam si opus esset dicti Milites & Militares, & Arballarii aequali numero dividi, & ad dicta Castra transmitti, sed ipsi Arballarii aliunde & ad aliquos dampnum extra dicta transire non tenebantur; item si praelibatus Dux propter Guerras Vicualium indigeret, quod illa in dicta Civitate posset facere comparari, in prompta pecunia pro tali pretio, sicut unus Civis contra alium Civem emere deberet, & illa extra eandem Civitatem ad Loca sibi necessaria facere duci & transportari; item quod memoratus Dux Anthonius propter assistentiam tam Arballariorum quam Vicualium, sibi pactam praedictam Sedem & Civitatem regalem, & ejus Incolas five Cives tanquam Subditos proprios conservare, promovere, & tueri; & dum requisierint ejus favorem, consilium suum & assistentiam impertiri debebit; sed quod omnes Cives, Incolas, & Mercatores Civitatis Aquisgranensis praedictae ejusdem Civitatis verum signum deferentes de omnibus suis Mercimoniis, five Mercantiis qualescumque fuerint per totam Terram Brabantiae & Lymburgis, ab omni teloneo ita liberi erunt sicut fuerunt tempore Ducis Wenceslai bona memoriae prout in Litteris desuper confectis plenius continetur.

CCXXV.

26. Oct. LADISLAI Ungariae Regis Diploma, quo Regibus Bosnie TUERTKONI suisque & Regni Bosniae Baronibus & Magnatibus, omnes & singulas Consuetudines, Statum & Jura antiquitus observatas & observata, Confinita item & Metas dicti Regni confirmat. Dat. Anno 1406. die 26. Augusti. [JOH. LUCI de Regno Dalmatiae & Croatiae Libr. IV. pag. 261.]

LADISLAUS D. G. &c. universis praesentes Litteras inspecturis tam praesentibus quam futuris &c. Et si in concedendis gratis prout debemus existere, ad confirmandum quidem quae sunt possessa per alios, tenemur promptiores nos in casibus exhibere. Sanè venientes noviter ad Majestatis nostrae praesentiam M^{os} & Nobb. Viri Georgius Vayoda de Terra Holm, Comes Vulkó & Thomas Miles Consiliarii, & fideles nostri dilecti missi ad nos per Illustrum Principem D. Tuertko Regem Bosniae affinem nostrum carissimum, tamquam Fratrem ac spectabiles, M^{os} & Nobiles Viros Hervoyam Ducem Spaleti, & Comitum partium inferiorum, Sandalum summum Vayodam dicti Regni Bosniae, aliosque Barones, Magnates, Proceres, & Communitatem dicti Regni, Consiliarios, & fideles nostros dilectos culmini nostro quo supra nomine supplicaverunt humiliter, ut confirmare jam dictis Regni Baronibus, Proceribus, Magnatibus & Communitati dicti R. Boz. omnes & singulas consuetudines, statum & jura antiquitus eis observata, & observata; nec non confinia, & metas ipsius Regni Boz. possessa, & possessa per q. spec. Culin olim dicti Regi Boz. & possessa, illasque & illa eis observari jubere benignius dignaremur. Nos vero ad dictum Regem Boz. gerentes fraternam dilectionis affectum, ac alios praedictos ejusdem Regni Boz. Barones, Magnates, Proceres, & Com. propter merita fidelitatis eorum, & servitia gratia, fructuosa, & utilia, quae nobis haecenus in eventibus dubiis praestiterunt, & assidue praestare non cessant prosequi favorabiliter disponentes, ut qui nostris se promptis obsequiis exhibuerunt continē. Nos eis propitios possint in quibuscunque rerum eventibus invenire, jam dictos Illustri Regi Boz. & ejus Successoribus, nec non Baronibus, Magnatibus, Proceribus,

& Communitati dicti Regni Boz. per dictum q. Culin olim dicti Regni Boz. & signanter a partibus Hungariae possessos, & possessa de certa nostra scientia tenore praesentium confirmamus, illasque & illa eis observari inviolabiliter volumus, & jubemus, decernentes, declarantes, & jubentes expresse, quod dictus Rex Boz. & ejus Successores, praetique Barones, Magnates, Proceres, & Communitas dicti Regni Boz. in ipsum etiam R. consuetudines, statuta, jura, confinia, & metas omnes praedictas habeant, de cetero teneant & possideant, prout, & quemadmodum eisque modo & forma quibus illas & illa dictus q. Culin Banus & maxime a dictis Hon. partibus dum vixit, habuit, tenuit, & possedit, nec ullam in praedictis vexationem incurrant oblatulum vel aufractum, fidelitate, & superioritate nostra aliis nostris Juribus semper salvis. In cujus rei Testimonium praesentes Litteras exinde fieri & pendenti Majestatis nostrae Sigillo justissimum communi. Dat. in Caistro nostro qui prope Neap. per Virum Mag. Gurell. Aurelii de Neap. . . . Militis Logothetam & Protom. R. Nostri Siciliae Collateralem Consiliarium & fidelem nostrum dilectum. A. Domini 1406. die 26. Augusti 14. Ind. Regnorum nostrorum anno 20.

ANNO
1406.

CCXXVI.

Arrêt du Parlement de Paris, au nom de CHARLES VI. Roi de France, contre l'abus des ANNOTATIONS, & contre les autres usurpations de BENOIÏT XIII. Donné à Paris, le 11. Septembre 1406. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 283.]

CAEOLUS Dei gratia Francorum Rex, universis praesentes Litteras inspecturis salutem. Norum facimus, quod cum nuper pro parte quam plurimum numero grandi Regni nostri Praetorum Parisiensium existentium, nec non Filiae nostrae dilectae Universitatis Studii Parisiensis, nobis querulose fuisset expositum, quod Ecclesiae nostrorum praedicti Regni & Delphinatus Viennensis pro magnitudine gravium exactionum & onerum eisdem Ecclesiis tam per BENEDICTUM Papam XIII. quam suos Antecessores, & contra communis dispositionem juris impostarum, oppressae atque in tantum gravatae haecenus fuerant & erant, quod eadem in magnam pauperiem ac ruinam corruerant, & in delationem undequaque vergebant, nisi per nos de remedio sublevarentur; finantiae etiam super iisdem Ecclesiis exactae de eodem Regno nostro in magnum & irreparabilem Reipublicae Regni ejusdem nostri praedicti ex portabantur.

§. 2. A nobis quibus Ecclesiam, praesertim supradictorum Regni & Delphinatus nostrorum, ab omni oppressione praeservari incumbat, & unde specialiter astricti & obligati Deo, Creatori nostro, rationem eramus reddituri, humiliter supplicando, quatenus providere dignaremur: ut Ministri & aliae Ecclesiasticae Personae Divinis insistentes & famulantes, vivere, Ecclesiae sibi concessas regere, earum aedificia in bono & decenti statu tenere, aliosque actus suam professionem & fundatorum suorum dispositionem concernentes exercere valerent. Et ob hoc nonnulli & plures de nostro magno Consilio, ad videndum & deliberandum super his & aliis Ecclesiam praedictam tangentibus, quid rationabiliter fieri posset & deberet dum commissi & deputati, aliqua nobis super dictis exactionibus referenda viderent, & adfuerant seu deliberassent.

§. 3. Quia tamen Praetatis & Filiae nostrae praesatis videbatur dictam deliberationem largius declarandam fore, iidem Praetati & Filia nostra aliquas declarationes & additiones cum deliberatione & adviamento supra dictorum nostrorum Consiliariorum fecissent; easque nostrae Parliamenti Curiae cum nominibus dictorum nostrorum Consiliariorum, qui dictae deliberationi praesentes affuerunt in quadam scheda sub nostro contrasigillo misissimus, & per Litteras nostras Patentes eidem Curiae nostrae mandavimus, & eidem potestatem & auctoritatem impartiendo expresse inunxissimus, quatenus ad eandem Curiam advocatis & accessitis de nostro praedicto magno Consilio & Requisitioni nostri Hospitii, tot & talibus, prout eidem Curiae nostrae bonum videretur; ipsa nostra Curia Ecclesiae praedictorum Regni & Delphinatus nostrorum super contentis in dicta scheda provideret, secundum quod nobis esse faciendum consuleret; prout haec & alia latius & luculentius ex ipsarum

ANNÔ ipſarum noſtrarum ſerie ac tenore Literarum liquebant: conſtituit propter hoc in eadem noſtra Curia Procuratore noſtro generali, nec non chariſſimi Patris noſtri Ducis Bituricensis, & ipſa Filia noſtra Univerſitate Parisienſi, pro parte ejusdem Filie noſtræ, ſub his verbis Apoſtolicis: *Subtrahatis vos ab omni Fratre ambulante inordinatè.*

§. 4. Propoſitum fuit, quòd Sacroſancta Mater noſtra Eccleſia, entium ad inſar naturalium & politiarum, macroſoſmi videlicet & microſoſmi (qui ſunt major & minor mundus) in pondere, numero & meſura à ſummo Creatore (Philophis atteſtantibus) dirigi debeat aique regi in ordine; quorum elementis quatuor primam diſtribuerat materiam idem Creator omnium, in ſuam grandem naturæ portionem eorum cuilibet totaliter conferendo, quantum alteri; & iſdem ex ſe invicem viciffitudinem ſui alimentum & ſuſtentamenti referendo; adeò ut quod unum ipſorum ſub Equivocali (aut) Polo per alterius converſionem deperdiſſet, de alio recipere & ſibi reſtituere ipſius naturæ munere & inſtitu & increate Sapientie Providentia dignoſceretur, ſic Regalis, ſic Aſtocratice & Democratice, politiarum nullius quarum * reſtorem nutrimentum ſeu ipſorum majorem partem omnium ſubjectorum ſeu inferiorum abſorbere ullus unquam ſufficeret. Quemadmodum in microſoſmo, ſi ad exceſſum alterum membrorum alimoniam cæteris egentibus ſumeret, unde corpus ipſum in languorem & exinanitionem vergere contingeret, medio ſubſtrativo ſeu reſtrictivo hujusmodi ſuperabundanti membro eſſet occurrendum.

§. 5. Sed Benediſtus ſupra dictus neque modum, neque pondus, neque meſuram in Eccleſia & Eccleſiæ ſubjectis obſervare conſueverat, quin magis ipſis jugis & ſervitutibus importabilibus, à nonnullis deſunctorum Succelloribus ſpella auferendo, ab aliis Prælaturarum & Beneficiorum Eccleſiaſticorum vacantias extorquendo, à quibusdam exigendo arceragta tanquam debita præteritorum & incognitorum temporum, à Beneficiis ſuorum, quæ de novo obtinebant, Beneficiorum, primam expetendo, & percipiendo annuatim; ab his qui tempore ſubſtraktionis obedientie dudum ſibi per nos & Clerum Regni ac Delphinatus noſtrorum prædicatorum factæ, ad Prælatas ſeu Dignitates, aut alia Eccleſiaſtica Beneficia promoti fuerant, fructus (quos dictæ ſubſtraktionis tempore malè perceptos fuiſſe dicebat) recipere intendo; & Procuraciones capiendæ Prælati, Archidiaconi, & aliis Ordinariis pro viſitatione debitas; aliisque exactioibus ac extorſionibus indebitis adegerat, affecerat & contorſerat, adigebat, afficiebat & contorquebat.

§. 6. Contra jura non tam Chriſticoliarum, quam Ethnicorum quorumcumque, apud quos & ab omni tempore Clerum, ab omni munere & ſervitute fuiſſe liberum compertum erat. Eos enim non ancille Filios, ſed libera * qua libertate Chriſtus eos liberaverat, teſte Apoſtolo, ipſosque ſub his adhortante verbis: *ſtate & nolite iterum jugo ſervitutis contineri.* Nam ut eadem noſtra Filia dicebat: in Politia ſeculari quis Principem tam à nobili quàm ignobili annatas primas omniſum Hereditariorum in aliquem quoquo titulo tranſlatorum excipere & extorquere ſatagentem, non tyrannum aut ſuæ Politie everſorem cenſeret, & talem Regem ſuſtinere valeret? Quanto minus erat idem Benediſtus (qui Miniſter & non Dominus Eccleſiæ ab Evangelica veritate aſſeretur) primarum annatarum fructus ſibi tyrannicè approprians Beneficiorum tolerandus.

§. 7. Illud parvipendens Samuelis in Regum libro populum alloquens & dicentis; loquimini de me coram Domino & coram Chriſto ejus, utrum bovem aliquis tulerim vel aſinum, ſi quempiam calumniatus ſum, ſi oppreſſi aliquem, ſi de manu cujuſquam munus accepi, & reſtitui vobis; & dixerunt: non es calumniatus, nec oppreſſiſti nos, neque tulisti de manu alicujus quippiam, exemplo tamen cujus inſtrui & terminis rationabilibus contentari, non exactio & conſuſſioni pecuniarum tyrannicis iniuriæ debebat, Evangelio exhortante. Neminem concutere neque calumniā facere, & contentum eſſe debere ſtipendiis, ipſius Apoſtoli exemplo, in Apoſtolorum Actibus dicentis; argentum & aurum nullius concupiſci, ſicut ipſi ſcitiſ, quoniam ad ea, que mihi opus erant, & his qui mecum ſunt miſtraverunt manus iſtas. Ego, inquit Apoſtolus, ſcio, quoniam poſt deceſſum meum intrant lupi rapaces in vos non parentes gregi. Quam rapacitatem Spiritu Prophetico clare proponere pronuntiæſſe Filia noſtra, Prophetam Ezechielem ſuis ſub his verbis: facti ſunt greges mei in rapinam, & oves

meæ in devorationem, eo quod non erat Paſtor; neque enim quaſierant Paſtores gregem meum, ſed paſcebant Paſtores ſemetipſos, & greges meos non paſcebant. Propterea, inquit Dominus, ceſſare eos faciām, ut ultra non paſcant gregem meum, & libero gregem meum ab ore eorum, & non erit eis ultra in eſcam.

§. 8. Ex quo clarum eſt Prophetia Domino Benediſto ſupra dicto, qui tanta conſuſſione & inordinatione cupiditatis debacchabatur, ſubſtraktionem, nedum ſanciarum ſupra dictarum ſibi fieri debere, ſed plenariam; quamvis alios & dudum ſibi factam, & jure & facto durare ac tenere cenſeret, & in eadem ſe permanere proſtebatur eadem Filia noſtra, ex eo præſertim, quod reſtitutionem obedientie per nos eidem Benediſto factam nullam eſſe, ſub conditione non impleta, & ſub cauſa, cujus nullus ſequatur effectus factam, prout per ſeculas quaſdam, in ipſa reſtitutione contentas apparere dicebat. Eccleſia etiam Regni ac Delphinatus noſtrorum prædicatorum auctoritate dictam reſtitutionem minime factam & per conſequens ipſam ſubſtraktionem durare, ſeu ipſam aut ſaltem dictarum pecuniarum & ſanciarum eidem Benediſto fieri debere; cum idem Benediſtus ad deſtruendam Eccleſiaſticam poteſtatem * non hominis Apoſtolo teſte; contra Sanctæ Synodi auctoritatem diſſimilis; nullum Episcopum expetere debere aurum & argentum à Parentibus vel Clericis vel Monachis, qui ſub eo ſunt; Gregorii, Bernardi & aliorum Sanctorum Doſtorum, imo Evangelii auctoritatem; dictas ſancias in Eccleſiæ prædictæ ſubverſionem & exitium extorqueret.

§. 9. Eandem autem ſubſtraktionem per eandem noſtram Curiam & Prælatorem & dictæ Filie noſtræ conſilio faciendam eſſe dicebat eadem Filia noſtra exemplo Regis Joas, qui conſilio Joſade Sacerdotis pecunias ad iſtæ reparationem deſtinatis, quibus Sacerdotes ſui temporis abſorbantur manum appoſuerat, & earum partem ad neceſſitatem Divinis Famulantiis, partem ad mercedem Latomorum, & partem in Architectorum ſalarium partiēbatur. Unde dictum in ipſius laudem proſiderat, quod Rex Joas rectum fecerat coram Domino cunctis diebus, quibus cum docuerat Joſada Sacerdos, per quem eadem Filia ſummos Doſtores intelligi dicebat.

§. 10. Et quod ejusdem Filie oppreſſioni providere nobis aut eidem Curia noſtra incumberet, & auctoritate & naturali ratione & proprii jurisjurandi debito & Anteceſſorum noſtrorum exemplo apparere, eadem Filia noſtra oſtendebat * Ambroſii in libro de Patriarchis neceſſitatem deſenſionis Eccleſiarum Regi pertinere aſſerentis. Recto præterea rationis diſtamine, quo gentes etiam quæ legem non habent eidem Benediſto dictarum ſanciarum exactioem eſſe ſubſtrahendam diſſimulant; ad quod proprii vinculum Juramenti noſtræ Coronationis (in qua unicuique de Prælati & Eccleſiis ſibi commiſſis Canonicum Privilegium & Juſtitiam ſervare, & deſenſionem pro poſſe contra oppreſſores adhibere promiſeram) nos adigebat ac ſpecialiter aſtringebat.

§. 11. In exemplum erant Rex Joas prædictus, Prædeceſſores noſtri temporibus Bonifacii, Clementis, Gregorii, & aliorum quondam Summorum Pontificum, per hujusmodi, dum iniuſtas exactioes pietæ fundatorum Beneficiorum fraudabantur intentiones, & à ſua ſalute & gloria deſundorum anime morabantur captivæ. Quod ſi eorum hoſtes & veritatis ſuppreſſores hanc perſecutionem & inobedientiam eſſe prætenderent; (cum Deo magis, quam hominibus eſſet obediendum) hæc Hominum vaniloquia (Papa Pelagio aſſerente) nos nequaquam retardare deberent: Errat, inquit, hujusmodi erroris ſcalatores; non perſequitur, qui malum jam factum puni, aut prohibet, ne fiat, ſed diligit.

§. 12. Ex quibus conformiter ad ſui thematis verba eadem Filia noſtra requirendo concludere, quatenus ſubſtraccio fieret eidem Benediſto Obedientie aut ſaltem dictarum ſanciarum & pecuniarum exactiois. Quodque pecunie in manibus Colledorum aut Subcolledorum exiſtentes in noſtra manu arreſtarent, & his quibus eidem Benediſto aliquid occasione prædicatorum debere imponitur, ne ſolverent, inhiberetur.

§. 13. Procuratoribus generali noſtro, ac dicti noſtri Patris ſub excuſatione proteſtantibus, ſe non affectionis inordinatæ libidine aliqd dicere velle, & ſe ſi notæ aut reprehentionis dignum aliqd dicent debita correptioni ſubmitterent, ac ulterius proponentes: quod Eccleſiæ fuerant & erant per Principes temporales fundatæ ac dotatæ, quarum dos ſeu Patrimonium auctoritate cepi nequibat aut debebat. Licet enim Conſtantinus

ANNO
1406.

tantum Ecclesie Romanae Sedis praesentiam, quam fuit dari Constantinopolitana, Alexandrinaeque, & aliae nonnullae Ecclesiae continebant, tribuissent: ratione suaderet & vellet, ut Praelati, qui fidem publicarent, Divinis inessent, Ecclesiastica frequentarent officia, & Sacramenta ministrarent, necessaria referrent sui status & vitae: non tamen intelligebat, quod ipsi exactiones imponerent, nulla praesertim urgente necessitate. Nam Archiepiscopus (quo nomine Romanae Urbis Episcopus Scriptura nominat) super suis suffraganeis seu eorum subiectis exactiones imponere jura vetabant.

§. 14. Quod si Ecclesia Romana ceterarum caput & principalis existens, ut sicut seculi varietates & vicissitudines, & temporum, mentium, & animorum malitia, in aut a suo (quod majus & auctius Regno nostro possidebat) Patrimonio forte aliqua disturbabatur, quo minus ipso libere uteretur; ceteras movere debebat Ecclesias, excitare, adnotari & requirere de Subsidio charitativo, quod eidem Ecclesiae Romanae annui posset & deberet; cum tamen consilio, moderamine & iusta causa, absque praedictis, culpa non praecedente, durante necessitate, ac de consensu & benignitate Principum, Patronorum, & aliorum Praelatorum, & non cum gravamine assidue & indistincto ceterarum Ecclesiarum; quas utique & praesertim horum nostrorum Regni & Delphinatus supra dictus Benedictus passim & Pharisaeorum more, qui decimas indifferenter de Plantulis, Herbis, Bacis, & omnis generis fructibus exigebat, cum gravi compulsionis Subsidii & exactionibus insolitis, & contra libertates Ecclesiae, exagibat & premebat.

§. 15. Quibus, cum secularis Iustitia Ecclesiastica subsidio & iuvamini semper fuisset (alterum enim alterius semper egere auxilio) necessitas occurrendum impellebat, suadebat aequitas, exigebat ratio, ac totius clamor populi incubebat, interesse praeterea nostrum huic ruinae impendens, nos stimulabat, ne venerabili huius nostri Regni Ecclesiarum, tanto charitatis ardore structarum; & quarum fundatores & auctores dicebamur; tam misera, tam febilis & tam neglecta subreperet destructio; Exemplisque instrueremur egregiis, Theodosii, Honorii, Constantini, Caroli Magni, aliorumque Antecessorum, qui corruptellis contra Ecclesiam ipsam, quandoquaque attentatis, solerter obviaverant ac succurrerant liberaliter. Subsidium autem quod Ecclesiae eidem conferre poteramus & debebamus erat, eidem Benedicto in huiusmodi abusionibus non obedire, obedientiamque subtrahere. In quo nullatenus, juxta Beati Thomae de Aquino & aliorum Ecclesiae Doctorum authenticorum Doctrinam, peccabamus.

§. 16. Ex quibus aliis pluribus auctus rationibus concludebant ac requirebant: quatenus eadem Curia nostra, juxta nostras mandatorias Literas, inhibendo dicti Benedicti Officiariis, ne qua ratione praemissorum exigere in dictis Regno ac Delphinatu nostris pecuniis ac exactis, & penes eosdem Officiarios existentes arrestari, usque ad Praelatorum congregationem faciendam, provideret.

§. 17. Pro parte Benedicti & suae Camerae Officiarium, ab adverso exitu requirendo propositam, quod cum materia praegitata, grandis & alta Jura Sedis Romanae, cujus erat ipse Benedictus caput, suamque Cameram, & antiqua Deveria sua ac Cardinales concerneret & tangeret; idemque Benedictus & Cardinales nullo in eadem nostra Curia Procuratore fulcitur, quo causa praesens deduci, foret posset aut defendari; & Praelati nostri Regni ad proximum omnium Sanctorum Festum congregandi dicerentur, in cuius temporis interstitio nullum vertebatur periculum; eadem nostra Curia supersedere vellet, prout tenebatur.

§. 18. Praefata Filia nostra in contrarium proponente ac dicente, quod radix pro parte ipsius Benedicti propositorum invalida censeretur debebat, eo quod eadem Filia nostra processum subire ordinarium non intendebat, sed sibi ab ipsa nostra Curia provisionem fieri, quam absque mora referre debebat. Nam quantuscumque esset Papa seu Praelatus, non erat suus, sed omnis eius potestas fuit Dignitas & alius cujuslibet magis Ecclesiae quam Personae. De jure igitur Benedicti sive Ecclesiae Romanae faciendum erat, quod ad processum pertinere videbatur Ecclesiae, & non ipsius praedictum, teste Apostolo, Ecclesiae supposita sub his compellente verbis: *Templum Dei estis vos, & Spiritus Sanctus habitat in vobis, si qui illud violaverit, disperdet illum Dominus*, subdit: *Non gloriatur quis in hominibus, omnia enim vestra sunt sive Cepha, sive Paulus, sive Apollo. Pecunia autem sive finantia, quae*

idem Benedictus exigebat non ad Ecclesiam processum, sed ipsius & animarum tendebat interitum, cujus interitus & praesentis horridi Schismatis erat medium & fomes. Quare a nobis & eadem nostra Curia, quibus iudicium ministrare erat necesse huiusmodi mortifera Pestilentia, non tam rejicienda, quam penitus & absque ulla mora tollenda erant; cum & unumquemque Jure Gentium, gladium de manu interfectoris confestim erueret, & vim vi repellendo interfecisset.

§. 19. Ex his prout supra requirendo, dictis nostro & patri nostri Procuratoribus suam requestam fieri requiruntibus, attento per notorias exactiones saepe dictas, Respublica ex defectu Praedicationum & subditorum visitationum & correctionum & alias, ut supra, multipliciter contra sacrorum Canonum Institutiones gravabatur; quodque querelas suas non processum inituri, sed remedio Provisionis imminentes intentabant, nec erat qui contrarium opponeret, ad hoc & ut supra concludentibus.

§. 20. Officiariis ipsius Benedicti in contrarium contenduntibus, & ut negotium absque praecipitatione proleatur, quantum pro abfentibus supplicari fas erat, prout supra instantibus nec quicquam innovaretur concludentibus. Tandem auditis hinc inde ad plenum Partibus antedictis in omnibus, quae dicere ac proponere circa praemissa voluerunt & in Arresto appunctuatis ad audiendum Jus.

§. 21. Congregatis igitur ejusdem nostrae Curiae nostri Parlamenti Cameris, convocatisque & instantibus in notabili numero de Gentibus nostri Magni Consilii, ac visis supra dictis Literis & Scedula; confederatis insuper & artentis diligenter, & cum magna & longa deliberatione omnibus circa hac attendendis & considerandis, & quae eandem nostram Curiam in hac parte poterant & debebant movere; per praefata Curiae nostrae Arrestum, praedictis obtemperando Literis per eandem Filiam nostram impetratis dictum fuit.

§. 22. Quod dictus Benedictus & Officiarii sui cessabant in nostris Regno & Delphinatu ab exactionibus annatarum primarum, fructuum & emolumentorum Praelatarum, Dignitatum, & aliorum Beneficiorum quorumcumque vacantium, seu quae vacaverant aut vacabant, tam per primis annis, quam etiam fructuum & emolumentorum, qui tempore subtractionis alias eidem Benedicto factae & vacationis Praelatarum, Dignitatum, & aliorum Beneficiorum obvenierunt, seu obveniunt qualitercumque, nec non Procuratorum pro visitationibus debitum & arragiorum quorumcumque ratione praemissorum vel aliarum exactionum in debitum. Ipsasque Procuraciones potuerunt Praelati, Archidiaconi & alii Ordinarii, quando ipsos suos subiectos visitare contingeret & levare. Cessabant etiam Cardinales & Camerarius Collegii a perceptione illius partis, quam in vacationibus Praelatarum pro primis annis vel alias ante praesens Arrestum perciperant, & arragiorum quorumcumque occasione praemissa debitorum.

§. 23. Et si aliquid ex his, quae levata seu exacta fuerant occasione praedictorum apud Collectores seu Subcollectores aut alios quoscumque existit seu remanet, sub manu nostra arrestabitur, & id arrestavit ipsa Curia nostra.

§. 24. Et per idem Arrestum eadem Curia nostra ordinavit & ordinauit, quod Excommunicationis Sententia praemissorum occasione illigati relaxabuntur; & haec quousque alias per eandem Curiam nostram extiterit super praemissis ordinatum.

§. 25. In cuius rei Testimonium praesentibus Literis nostrum iussimus apponi Sigillum. Datum Parisiis, in Parlamento nostro, die undecima Septembris, millesimo quadringentesimo sexto & Regni nostri vigesimo sexto. Per Arrestum Curiae, BAYE.

CCXXVII.

Instrumentum Contractus initii inter Sacrae Romanae 23. Nov.

Ecclesiae CARDINALES, pro futura Electione Summi Pontificis celebranda; ut si quis eorum ad apicem summi Apostolatus assumptus fuerit, is pro integratione unitatis Christianorum renunciet, & cedat Papatus, dummodo id similiter Antipapa BENEDICTUS XIII. nuncupatus faciat. Alium Rome intra Conclave consuetum die Martis 23. Novembris, Indictionis XIV. anno 1406. Cum Ratificatione GREGORII Papae XII.

ANNO
1406.

300

CORPS DIPLOMATIQUE

XII. noviter electi. Atque ejusdem Epistola ad PETRUM DE LUNA inter nonnullas Gentes BENEDICTUM XIII. nuncupatum, promittens se Pontificatus abdicaturum, se & quando ille BENEDICTUS similiter abjuret. [PHIL. LABBÆI Conciliorum Collectio Tom. XII. in Append. Concilii Constantiensis. pag. 1840. SURITA Indices rerum de Aragoniæ Regibus gestarum, Lib. III. pag. 391. RAYNALDI Continuatio Annalium CÆS. BARONII Tom. XVII. anno 1406.]

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Amen.

ANNO à Nativitate Domini nostri Jesu Christi 1406. Indictione decima quarta, die Martis vigesima tertie mensis Novembris in die Sancti Clementis, Apostolica Sede vacante per obitum felicitis recordationis Domini Innocentii Papæ septimi, congregati ad invicem collegialiter coadunati pro futura electione Summi Pontificis celebranda infra scripti Reverendissimi in Christo Patres & Domini, Domini Angelus Ostiensis Florentinus, Henricus Tusculanus Neapolitanus, Antonius Prænestinus Aquilegensis Episcopi, Angelus tituli Sanctæ Potentianæ Laudenensis, Conradus tituli Sancti Chrysogoni Milentis, Angelus tituli Sancti Marci Constantinopolitanus, Jordanus tituli Sancti Martini in Montibus de Urbinis, Joannes tituli Sanctæ Crucis in Jerusalem Ravennas, & Antonius tituli Sanctæ Præsedis, Tudertinensis Presbyteri, Reynaldus Sancti Viti in Macello de Brancacis, Landolphus Sancti Nicolai in Carcere Tulliano Barenis, Oddo Sancti Georgii ad velum aureum de Columna, Petrus Sancti Angeli, & Joannes Sanctorum Cosmæ & Damiani Leonensis vulgariter nuncupati Diaconi S. R. E. Cardinales in communis Capella Sacri Palatii Apostolici, Romæ apud Sanctum Petrum infra Conclavem constituti, quam pro loco ad infra scripta idoneo elegerunt, ac etiam deputarunt in presentia mei Clementis, & aliorum Notariorum, & Testium infra scriptorum, considerantes Christianam Religionem infirmam, detrimenta, & graves fidei molestias, ac pericula, quæ eatenus emeruerunt, & emergere verisimiliter est censendum, nisi salubriori remedio in tempore, Divina favente Clementia, cujus res agitur, occurratur ex postremo, & damabili Schismate quod tantis (proh dolor!) temporibus in scissura Christianæ fidelitatis, gravissime perduravit, & durat, nec piam provisionem alias pro ejusdem Schismatis remotione per eos factam effectum aliquem produxisse; ac intendentes ad remedia fortiora non quid Juris pro parte eorum iustitia suadet, quod ius verissimum est plena veritate fultum, sed quid, pro integratione & unitate Christianorum & malitia temporis, de facto, etsi non de jure, expedit eligentes, & in speculum eorum considerationem extollescentes, quanti possit esse discrimini, si dilatio in electione Summi Pontificis fiat, temporum malignitate pensata, universaliter singuli, & singulariter universi, unanimiter & concorditer, nemine discrepante, ex certa scientia, conveniunt, voverunt Deo, & ejus Mariæ Virgini gloriosæ, ac Sanctis Apostolis Petro & Paulo, totique cœlesti Curie juraverunt, ad invicem unus alteri, & e converso, se obligandi solemniter promiserunt; Quod si quis eorum assumptus erit ad apicem Summi Apostolatus, pro integratione unitatis Christianorum renunciabit, & cedet prætenso Juri suo & Papatu, sive decedat, dummodo Anti-Cardinales effectualiter velint, ut cum eodem Sacro Collegio, & ipsi consequatur iuste Canonice electio unius Summi Romani Pontificis, ac etiam promittentes se facturos, omni dolo & fraude, ac maligna interpretatione cessantibus, pro posse. Quod si quis ex Dominis absentibus, vel de extra Collegium per eos assumptum in Papam, eandem faciat Obligationem, ac quod infra mensem à die sue Inthronizationis intinam . . . per suas extensas Apostolicas Literas Regi Romanorum, Anti-papæ, ejus prætenso Collegio, Regi Franciæ, & omnibus aliis Regibus Illustrissimis, Principibus, Prelatis & aliis Universitatibus & Communitatibus Christianitatis secundum videre prædicatum Dominorum de Collegio præmissa omnia iudicabit, & ea se offeret implerum, & paratum ad Cessionem modo prædictam, & ad omnem aliam viam rationabilem per quam præfatum Schisma tollatur, & unionis sublegetur integritas in Ecclesia Christianorum. Et quod super omnibus prædictis ultra præmissa suos solemnes destinabit Oratores infra tres men-

ses à die Inthronizationis prædictæ computandos illis, quibus de consilio præfatorum Dominorum Sacri Collegii sui videbitur, & ipsi Ambassiatoribus fideliter imponet cum consilio eorundem Dominorum de locis decentibus eligendis ab utraque parte, eisdem potestatem plenariam dabit de loco convenienti, & habili, & decenti, ac etiam promittet similiter, ut præferatur, quod pendente Tractu hujusmodi effectualiter, & realiter ex utraque parte nec creabit nec faciet aliquem Cardinalem, nisi causa coequandi numerum sui Sacri Collegii cum numero prætenso Collegii Anti-Cardinalium prædictorum, nisi ex defectu sititit adversa Partis, quod unionis præstare conclusio infra annum à fine dictorum trium mensium computandum non fuerit subsecuta. Quo casu eidem licet Cardinales eligere ac creare prout pro statu Sanctæ Matris Ecclesiæ eidem videbitur convenire. Et hoc de non creando Cardinales nisi modo prædicto in forma congrua infirmabit Anti-papæ, & suo prætenso Collegio supradictis, ut ipsi similiter faciant; nec non quod omnia præmissa inchoata & inchoanda mediabit, prosequetur, & fine debito terminabit. Nichil de contingentibus, necessariis, vel quomodolibet opportunis omitendo, quantum in eo fuerit. Quodque statim post ejus electionem, & ante ipsos publicationem omnia & singula supradicta confirmabit, approbabit authenticis modo, & de novo similes promissionem faciet in omnibus, & per omnia eorum promissionem de Collegio, Testibus, & Notariis, & subscriptionem faciet manu propria Instrumentis prout infra de Cardinalibus constituit, & consilium hujusmodi Ratificationem, Approbationem, Votum, & promissionem effectualiter faciet in primo Consistorio publico, vel generali, quod post Coronationem suam ad hac modo consuetum, & congruo tempore celebrabit. Insuper præfati Domini Cardinales voverunt, juraverunt, & ad invicem promiserunt, quod per suas Literas infra mensem à die Inthronizationis prædictæ Collegialiter intimabunt de electione facta, nec non de voluntate & promissione, quoad unionem prosequendam, & omnia supradicta præfatis Dominis, prout & sicut facere tenetur, qui erit electus ac etiam inchoata mediabunt, prosequetur & finient, quantum in eis erit, nihil de contingentibus, necessariis, opportunis quomodolibet seu utilis omitendo. Quæ omnia & singula promiserunt inter se ad invicem & vicissim, ut supra, attendere, observare, facere, exequi & effectualiter adimplere bona, pura & sincera fide, omni dolo & fraude cessantibus. Et sic quilibet ipsorum juravit, corporaliter manus dedit Sacro-sanctis Evangelis coram eis præfentialiter positis, observare, adimplere, ac exequi, prout superius continetur. Quodque à prædictis promissionibus, voto, & obligatione ac juramenti protestatione, & ejus observatione, omnibusque aliis & singulis supradictis, nullus eorum absolutionem peter, seu impetrabit, per se vel alios, & impetrabit, & impetrandis petur, & sibi concessam nullatenus acceptabit, nec data potestate per ipsum alteri facit se absolvi, seu etiam secum in aliquo dispensari, sed vult perpetuo dicto vinculo remanere obligatus. Et nihilominus ad majorem certitudinem & firmitatem præmissorum quilibet ex Dominis de Collegio supradicto tenetur se subscribere manu propria, omnibus, & singulis Instrumentis conficiendis exinde, quorum Instrumentorum quilibet ex ipsis Dominis de Collegio munum vel plura habere valeat pro ejus arbitrio voluntatis. Acta in Capella prædicta, præsentibus venerabilibus & circumspiciis Viris Dominis Francisco de Duce Apostolicæ Camere Clerico, Jacobo de Calvis, & Petro Sacco Canonici Basilicæ Principis Apostolorum de Urbe, Joanne Caracolo Literarum Apostolicarum Scriptore, Nicolao Blasi Narniensi, Antonello Sur-racha, & Joanne Caracolo Literarum Sacræ Penitentiariæ Scriptoris, Laurentio Turnibacca Sanctæ Mariæ in Transtiberim, Nicolao de Leonibus Sanctorum Cosmæ & Damiani de Urbe, Joanne Præfati Sanctæ Crucis in Jerusalem Ecclesiarum Canonici, Andrea de Cancellariis de Sicilia, Galeato de Ricafolis de Florentia, Leyso Domino Gobacci, de Mornu-nis, de Neapoli Domicellis, Presbytero Paulo Petri de Tamenii de Roma, Materno Clerico Wormien-sis Diocesis, Francisco Pauluri Clerico Perusino, Petro Surmunt Clerico Trajectensi, & Salvato Lilli Cive Romano Testibus ad præmissa specialiter vocatis & rogatis.

Subscriptiones Notariorum.

Et ego Clemens de Boargiis Cumanus Literarum Apostolicarum Scriptor publicus Imperiali auctoritate Nota-

ANNO
1406.

ANNO
1406.

Notarius, quia præmissis omnibus & singulis dum sic, ut præfertur, ageretur, & herent per præfatos Reverendissimos Dominos Cardinales, una cum supradictis Testibus, & infra scriptis Notariis præfens fui, ideoque hoc præfens publicum Instrumentum confeci, publicavi, authenticavi, & in hanc publicam formam redelegi, signoque, & nomine meis solitis & consuetis signavi rogatus, & requisitus, in fidem & Testimonium omnium, & singulorum præmissorum.

Ego Barontus Philippi de Pistorio, Literarum Apostolicarum Scriptor & Abbreviator, ac Publicus Apostolicæ auctoritatis Notarius, præfens interui omnibus, & singulis supradictis cum aliis Notariis rogatus tradidi & confeci Instrumentum, & me propria manu subscripsi.

Et ego Stephanus Gerfi Boni de Prato, dicti Sacri Collegii Clericus & Publicus Apostolica & Imperiali auctoritatibus Notarius, præfens interui omnibus & singulis supradictis cum aliis Notariis rogatus tradidi & confeci Instrumentum, & me propria manu subscripsi.

Et ego Garlacus Buc de Esch, Clericus Colonienfis Diocesis, Literarumque Apostolicarum Scriptor, ac Publicus Apostolica auctoritate Notarius, præfens interui omnibus & singulis supradictis cum aliis Notariis, tradidi, & confeci Instrumentum, & me propria manu subscripsi.

Et ego Joannes Joanelus Bramorcus, Basilicæ Principis Apostolorum de Urbe Clericus Capelle Domini Pape Publicus auctoritate Apostolica Notarius, præfens interui omnibus & singulis supradictis cum aliis Notariis rogatus tradidi, & confeci Instrumentum, & me manu propria subscripsi.

Et ego Franco dictus Hosleger, de Buscodunus Leodiensis Diocesis, Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius, interui omnibus & singulis supradictis cum aliis Notariis rogatus tradidi, & confeci Instrumentum, & me propria manu subscripsi.

Subscriptions Dominorum Cardinalium.

Ego Angelus, Episcopus Ostiensis, Cardinalis Florentinus, sic, ut præfertur, vovi, promissi, & juravi & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Henricus, Episcopus Tusculanus, Cardinalis Neapolitanus, sic, ut præfertur, vovi, promissi & juravi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Antonius, Episcopus Prænestinus, Cardinalis Aquilegensis, sic, ut præfertur, vovi, promissi, & juravi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Et ego Angelus, tituli Sanctæ Potentæ Presbyter Cardinalis Laudensis, sic, ut præfertur, vovi, juravi, & promissi, & in Testimonium omnium, & singulorum præmissorum me manu propria subscripsi.

Ego Conradus, tituli Sancti Grisogoni Presbyter Cardinalis Militenfis, sic, ut præfertur, vovi, promissi, & juravi, & in Testimonium præmissorum me manu propria subscripsi.

Ego Angelus, tituli Sancti Marci Presbyter Cardinalis Constantinopolitanus, sic, ut præfertur, vovi, promissi & juravi, & in Testimonium præmissorum me manu propria subscripsi.

Ego Jordanus, tituli Sancti Martini in Montibus Presbyter Cardinalis de Urbinis, sic, ut præfertur, vovi, promissi & juravi, & in Testimonium præmissorum me manu propria subscripsi.

Ego Joannes, tituli Sanctæ Crucis in Jerusalem Presbyter Cardinalis Ravennas, sic, ut præfertur, vovi, promissi, & juravi, ac in Testimonium præmissorum me manu propria subscripsi.

Ego Antonius, tituli Sanctæ Praxedis Presbyter Cardinalis Tuderinus, sic, ut præfertur, vovi, promissi & juravi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Raynaldus, Sancti Viti in Macello Diaconus Cardinalis, sic, ut præfertur, promissi, vovi & juravi, ac in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Landolphus, Sancti Nicolai in Carcere Tulliano Diaconus Cardinalis Barrensis, sic, ut præfertur, promissi, juravi & vovi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Oddo, Sancti Georgii ad velum aureum Diaconus Cardinalis, sic, ut præfertur, vovi, promissi & juravi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

TOM. II. PART. I.

Ego Petrus, Sancti Angeli in Foro piscium Diaconus Cardinalis Sancti Angeli, sic, ut præfertur, vovi, promissi & juravi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Et ego Joannes, Sanctorum, Cosmæ & Damiani Diaconus, Cardinalis Leodiensis, sic, ut præfertur, promissi, vovi & juravi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Gregorius XII. hodie ultima die Novembris 1406. assumptus in Romanum Pontificem (1) omnia supradicta, sic, ut præmittitur, voveo, promitto & confirmo.

(1) Il y a dans l'Édition de SORTRA, sic, ut præmittitur, jure, &c. &c., præmitte, & confirmo omnia supradicta.

Instrumentum publicum de Ratificatione, & Confirmatione hujus Contractus, per præfatum GREGORIUM PAPAM, Actum die 1. Decembris 1406. [SURITA, Index rerum ab Aragoniæ Regibus gestarum. Lib. III. pag. 396.]

ANNO Domini M. CCCC. VI. Indictione XIV. die Mercurii prima die mensis Decembris hora XII. noctis ejusdem diei Sanctissimus in Christo Pater, & Dominus noster Dominus Gregorius Divina Providentia Papa XII. secunda die Creationis suæ, sua spontanea & libera voluntate, in præsentia Reverendissimorum Dominorum Cardinalium, Notariorum & Testium intus in isto Instrumento contentorum, & in Palatio, ac in Capella præfatis, & intra dictum Conclave ratificavit, approbavit & firmavit, ac de novo vovit, juravit & promisit, omnia & singula quæ in isto Instrumento continentur tenere, servare, protegere & effectualiter adimplere & finire, nec in aliqua sui parte contra venire. De quibus omnibus, & singulis, præfati Domini Cardinales, & ipsum quilibet petierunt per me Stephanum Notarium & quemlibet aliorum Notariorum rogatorum fieri unum & plura publica Instrumenta.

GREGORII PAPÆ XII. Epistola, ad PETRUM II. Dec. DE LUNA inter nonnullas Gentes BENEDICTUM XIII. nuncupatum, promittens se Pontificatui abdicaturum, si & quando ille BENEDICTUS similiter abjuret. Datum Rome apud S. Petrum die XI. Decembris anno 1406. [SURITA, Index rerum ab Aragoniæ Regibus gestarum, Lib. III. pag. 397.]

GREGORIUS SERVUS SERVORUM DEI PETRO DE LUNA, quem nonnullæ Gentes in hoc miserabili Schismate Benedictum XIII. appellant, Pacis, & unionis affectum. Qui se humiliter, inquit Veritas, exaltabitur; & qui se exaltat, humiliabitur: cujus saluberrimam monitionem, quanto nobis ex alto permittitur, obedienter secuti, decrevimus per Literas nostras, omni contentione seposita, benignè te affari, & ad reintegrationem Ecclesiæ cohortari: immo te invitare ad id consilium capessendum: quod nos ipsi pro Pace Christianorum accepimus. Vides quanta mala, quanta pericula, quanta incommoda, quanta denique Christianæ Religionis infamia jam per triginta annos, ex hac pessilenti, & nefaria Seditione, in Populo Dei pervenerint: quæque, nisi provideatur, sunt quotidie proveniura. Horum omnium malorum qui causa ab initio fuerint, certum videtur: quibus rigor iustitiæ non cesset: nec forsitan æquitas perluisset. Nihilominus tamen graves molestias Christianam Religionem perpeffam non dubitatur. Si ergo quoque nunc eodem modo fiat, dubius est remedi locus: quominus Ecclesiæ in solitis remaneat angustis: in qua re tu, de te ipso, ac de conscientia tua videris. Nos mentem nostram, atque intentionem apertissimè profitebimur. Non est consilii nostri tempus aliquo modo terere: sed quo validiora, certiora, & firmiora sunt jura nostra, tanto laudabilius ducimus ea pro Pace, & reintegratione Christianorum relinquere. Non enim semper de summo jure disputandum est: sæpè rigor ipse utilitati, & temporis cedit. Nam si mulier illa & juri suo renuntiare, & proprio filio spoliari se voluit, ne sectionem unius pueri videret: quanto magis nobis, si, malitia operante, ad optatam unitatem venire non possumus per iustitiæ vias piè cedendum videatur. Quare exurgamus ambo in unum unionis affectum: concurremus: iteramus salutem Ecclesiæ hoc diuturno morbo afflicta.

Q q

Ad

ANNO Ad hoc te hortamur: ad hoc te invitamus: paratique
1406. cedere, & offerimus nostro verissimo juri, & Papatu
cedere & renuntiare: & efficaciter faciemus, si & quan-
do tu renuntias, & cedas presentis juri, & Papatu tuo:
vel decedat, & quicunque Sacrorum renuntiabit, &
cedet presentis juri, & Papatu tuo: vel decedat, dum-
modo illi, qui apud partem tuam pro Cardinalibus se-
gerant, sic convenire, & concordare cum Venerabili-
bus Fratribus nostris S. R. E. Cardinalibus velint cum
efficiat: ut eadem Canonica unius Romani Pontificis
sequatur Elected. Itaque, ut predicta expeditorem
sequantur cunctum, ceteris in istis Oratores nos-
tros: qui totum de loco habili, & decenti ad hujus-
modi consuetudinem rei disponant. Et insuper, penden-
te hujusmodi unionis Tractatu, non faciemus, neque
creabimus aliquem Cardinalem, nisi forte causa ada-
quandi numerum istarum nostrorum cum numero illo-
rum, qui apud te pro Cardinalibus se gerunt: ut sic
paries ex utraque parte ad solemnem, & Canonicam
Electionem unius Romani Pontificis devenire possint.
Extra hunc autem conuocationis casum nullum, ut dic-
tum est, Cardinalem creare decernimus: nisi ex de-
fectu tuo, vel partis tue existerit, quominus unionis
prefate conclusio infra annum, & tres menses, à die
Intronisationis nostre computandos, fuerit subsoluta.
Hoc autem quod de non creandis Cardinalibus, Trac-
tatu hujusmodi pendente, diximus: si tu quoque idem
observaveris. Hoc vero oblationem, & infirmationem
de Cardinalibus non fencis, ac superiorem oblationem
renuntiationis, modo praedicto, ut strictiori vinculo
fieri, gravissimum, volumus, & promissimus autē E-
lectionem nostram eodem vinculo efficaciter implendas
cur. Singulis ex nostris Fratribus autē dictis, in casu,
quo aliquis nostrum ad apicem Apollolatus esset as-
sumptus, post ipsam assumptionem, id ipsum, ad fir-
miorem constantiam, denuo jurantes, voventes, prom-
ittentes, & argue ratificantes. De hoc autem, quod
Bulla sine impressione nostri nominis est appensa, praesentium
vultus debeat admirari, nam autē nostra Co-
ronationis sollemnitas, usus praefatae Bullae cum hujus-
modi impressione nominis non habetur. Datum Ro-
mae apud S. Petrum die XII. ab assumptione nostra:
XI. vel Decembris anno à Nativitate Domini
MCCCCVL. ZUCARUS.

CCXXVIII.

1406. *Traité de Commerce reglé entre HENRI IV. Roi*
d'Angleterre & JEAN sans peur Duc de Bour-
gogne & Comte de Flandres. Donné à West-
1407. *munster le 10. Mars 1406. [RYMER, Fou-*
20. Mars. *dera, Conventions, &c. Tom. VIII. pag.*
469.]

HENRY, par la grace de Dieu, Roy d'Angleterre
& de France, & Seigneur d'Irlande, à touz ceulx,
que cesles Lettres veront ou orront, Salutz.

Come Nous aioms ordonnez & establi, par nos
Lettres Patentes, nos Ambassadeurs & Messagers
par assemblee ou esque les Commys, Deputes, & Messagers
de l'unc de Burgoigne Count de Flandres, à ceo suffisant-
ment de Poair fandez, & ovesque eux trer &
accorder certain Trete & Accorde, pur Nous & nostre
dit Roialme d'Angleterre, & nos autres Villes,
Seigneuries, & Juridicions, d'une partie, & le dit Duc
pur luy, & sa Pais de Flandres, d'autre,

Et, par vertue du Poair & Auctorite, par nous com-
mys à nos ditz Ambassadeurs, mesmes nos Ambassa-
teurs, & les Commys du dit Duc, tant par vertue des
Licence, Poair, & Auctorite de nostre Adversaire de
France son Sovereigne Seigneur, à luy attribut, pour
traiter ovesque Nous, & nos Ambassadeurs, & De-
putes, come de luy mesmes, ont assemblez & te-
nez plusieurs journees, en tant que par nos ditz Am-
bassadeurs sient este delivrez à les ditz Commys cer-
tains Pointes & Articles, les quelles les ditz Com-
mys aient apportees au Court de nostre Adversaire de
France,

Par Licence, Auctorite, & Poair de qui, le dit Duc
de Burgoigne, par les ditz Commys, a empris & com-
mence le dite Traite,

Et en tant que les ditz Articles, par nos ditz Am-
bassadeurs baillez, n'ome peu passer, sanz autre avis
de ce prendre, pur aucuns causes & empesche-
ment.

A fin d'entretenir la dite Trete, & qu'il ne perist
mye, plusieurs journees du dite Traite, depuis de nos-

tre commandement, ont elle tenuez, sur le dit fait, ANNO
ovesque les ditz Commys, 1406.

Et, tant a elle en dit Traite procede entre eux, que,
pur les Marchandises avoir cours seurement entre nos-
tre dit Roialme d'Angleterre, & nos autres Pais, Vil-
les, & Juradicions, & la dit Pais de Flandres, & auxi
pour Pilerins, d'une cost & d'autre, passer & faire leur
Pellerinage, les Clerks de nostre dit Roialme d'Engle-
terre, aler au home, le space d'un an durant apres la
publication de ceu preient Accorde, suppose & non
obstant que la Guerre soit ou seult overt entre Nous &
nostre dit Adversaire de France. 1407.

Noz ditz Ambassadeurs de nostre seu & voluntee,
& les ditz Commys par Licence, Poair, & Auctorite
suisditz, ont consentez & accordez, chescun pur sa
Partie, sicome par nos ditz Ambassadeurs nous a este
rapportee, les Pointes & Articles que s'enfient.

PRIMEREMENT, que touz Marchanz, tant du
Roialme d'Angleterre, de Cales, d'Irlande, & d'autres
Pais, subgiez au Roy d'Angleterre, ou occupe par
eux, come les Marchans de Flandres & d'autres Pais
du Roialme de France, & d'autres Pais quelxconques
(soient Marchans de Lains, de Cuirs, de Vitailles,
ou de quelxconques autres Marchandises) & leurs
Facteurs, & Familiers, puissent seurement aler par
Terre, à pie, à chival, & autrement, & en passant
en & outre l'Eau de Givellinghes, de Cales en Flan-
dres, & de Flandres en Cales, ensemble leurs Biens
& Marchandises, en tenant leur chemin entre la Mer
& les Chateaux de Meike & d'Oye, & marchander les
uns avecque les autres de toutes manieres des Marchan-
dises, Vivres & autres, & mener & ramener ou faire
mener & ramener de Cales en Flandres, & de Flan-
dres à Cales, leurs ditz Marchandises, Vivres, &
autres (excepte Armes, Artilleries, Canons, & au-
tres choses semblables, & invaisibles) & que les ditz
Marchans, leurs Facteurs, & Familiers, puissent,
chescun d'eux à qui il sera necessaire, acheter, &
avoir franchement de ceulx de l'autre coll des Vivres,
& les amener par Terre en & outre l'Eau suisdite, les
uns aux autres (c'est assavoir) ceulx de Cales & autres
de la Partie d'Angleterre en Flandre & ceulx de Flan-
dres & autres de la Partie de France à Cales, par la
chemyn dessusditz, senz empeschement, deliourber, ou
defense quelconque, ne pur ceo encourrir aucune Pai-
ne, & sanz ce estre repris de leurs Seigneurs, de l'une
Partie ne de l'autre, ne de leurs Officiers.

ITEM, que touz Marchanz d'Angleterre, de Ca-
leys, d'Irlande, & d'autres Pais, subgiez au Roy d'En-
gleterre, ou occupe par eux (soient Marchans de
Lains, de Cuirs, Vitailles, ou de quelxconques
autres Marchandises) leurs Facteurs, & Familiers, Mes-
sagers de Niefs, & Maronniers, puissent aler, passer, &
repasser, converser, venir, estre, & demourer par Mer
seurement ou dit Pais de Flandres, & dedens les Por-
tes & Havres de ceulz Pais, avec leurs Biens, Mar-
chandises, & Niefs, marchander avec touz Marchans
de Flandres, & autres Marchans quelxconques, & leurs
Facteurs, & Familiers, de tous maners de Marchan-
dises, tant Vivres come autres (excepte Armes, Ar-
tilleries, Canons, & autres choses semblables, & in-
vaisibles) & en partir avec leurs ditz Biens, Marchan-
dises, Vivres, & autres, q'ils pourront ramener &
retourner seurement.

Et que pareillement touz Marchanz du dit Pays de
Flandres, ou demourans en ceulz Pais (soient Mar-
chans de Lains, Cuirs, Vitailles, ou de quelxconques
autres Marchandises) leurs Facteurs, Familiers, Mes-
sagers de Niefs, & Maronniers, puissent aler, passer,
repasser, converser, estre, & demourer par Mer seure-
ment, au Roialme d'Angleterre, à Cales, & es autres
Pais subgiez du dit Roialme d'Angleterre, ou occupe
par eux, & dedens les Portes & Havres de ceulz Roialmes
d'Angleterre, de Cales, & autres Villes & Lieux, sub-
giez ou occupez de la partie d'Angleterre, avec leurs
Biens, Marchandises, & Niefs, & marchander avec
touz Marchans Anglois, & autres Marchans quelxcon-
ques, & leurs Facteurs, & Familiers, de tous maners
de Marchandises, tant Vivres come autres (excepte les
ditz Armes, Artilleries, Canons, & autres choses
semblables, & invaisibles) & mener en Angleterre à
Cales, & es autres Villes & Lieux, subgiez ou occu-
pez de la dite partie d'Angleterre, leurs Biens propres,
Vivres & autres, & les Biens d'autres demourans ou
dit Pais de Flandres, & en partir & retourner (sanz
ment à tout leurs ditz Biens, Marchandises & Niefs.

Et auxi que les ditz Marchans, leurs Facteurs, &
Familiers, puissent, chescun d'eux, à qui il sera neces-
saire,

ANNO
1406.
1407.

faire, acheter, & avoir franchement de ceux de l'autre Partie des Vivers, & les amener par Mer les uns aux autres (c'est-à-dire) eux d'Angleterre & de Caléys en Flandres, & ceux de Flandres en Angleterre & a Caléys, sans en estre reprints de leurs Seigneurs, de l'une Partie ne de l'autre, ne de leurs Officiers,

Ne que par ceux de la Partie d'Angleterre aux Marchans de Flandres, ou demourans en Flandres, dommage, empeschement, ne desfourber soit fait, ne aussi par ceux du dit Pais de Flandres aux Marchans de la dite Partie d'Angleterre, par voie de fait, pour cause de Guerre, Pillerie, Robberie fait ou a faire, ne autrement en aucune maniere par cause quelconque, en paient d'une Partie ou d'autre les Toulieux & Devoirs duez & accoustumez,

Par unco que les ditz Marchans, d'une couste & d'autre, leurs Facteurs & Familiers, Maistres des Niefs, & Maroniers, aux queux sera bien loisible d'avoir avecques eux en leurs Niefs Armures & Artilleries, pour la garde & sauvement de leurs Corps & Biens, en allant par Mer, & ycelles amener avecques eux, en queconques Havres q'ils arriveront, a l'issu de leurs Niefs, laisseront leurs Armures en leurs ditz Niefs ou Vesselaux: Except Cotel, Dague, ou Espée q'ils porront porter, se bon leur semble; jusques a leur Hostielx; ou ils feront tenuz de laisser leurs ditz Espées.

ITEM, que les ditz Marchanz de la Partie d'Angleterre, leur Facteurs, & Familiers, Maistres des Niefs, & Maroniers, puissent estre, convertir, & demourer seurement au Pais de Flandres, & es Portes & Havres d'icelluy Pais, avec leurs Niefs, Biens, & Marchandises quelconques, Vivers, & autres, & semblablement les Marchans de Flandres, ou demourans en Flandres, & leurs Facteurs, & Familiers, Maistres des Niefs, & Maroniers, puissent estre, convertir, & demourer seurement, en Roialme d'Angleterre, a Caléys, & as autres Villes & Lieux, subgiez & occupez des Englois, sanz ceo que par ceux de Flandres, ne autres de la Partie de France, ou autres quelconques, soit mesfait, ou donne empeschement, ne desfourber as Marchans de la Partie d'Angleterre, ne par ceux d'icelle Partie d'Angleterre, ou autres quelconques, as Marchans de Flandres, ou demourans en Flandres, ne a leurs Facteurs & Familiers, Maistres des Niefs, & Maroniers, d'une couste & d'autre, par voie de fait, pour cause de Guerre, Pillerie, Robberie fait ou a faire, ne autrement en aucune maniere,

Auxveux que les Marchans de France, & d'autres Pais quelconques, soient aussi seurement, a tout leurs Niefs & Biens, ou dit Pais de Flandres, & es Portes & Havres d'icellui, sanz ce que par ceux de la Partie d'Angleterre leur soit illoques mesfait ou donne empeschement, ne desfourber,

Et auxi que les ditz Marchans de la Partie d'Angleterre & de Flandres, leurs Facteurs, & Familiers, Maistres des Niefs, & Maroniers, puissent ceux de l'une Partie entrer es Villes fermes de l'autre Partie, sanz en demander congie, fors le premier fois seulement a chescun venue q'ils feront de l'une Pais en l'autre.

Pourveu que aux Ports des dites Villes, ou il sera besoing aux ditz Marchans, leurs Facteurs & Familiers, Maistres des Niefs, & Maroniers, de demander congie, soient mys certains Gens qui aient pouer de leur donner le dit congie d'entrer,

Et, en cas q'ils ne trouveront aucuns tielx Gens aux ditz Ports, que eux porront licitement & sanz aucun empeschement, entrer, chevancer, ou aler jusques a leurs Hostielx, & illoques demourer sanz partir, jusques a ceo que leurs Hostes auroient signifie leur venue aux Capitains ou Officiers des dites Villes,

Les quelles Hostes ou leurs Servans, apres ceo q'ils en seront requis, seront tenuz tantost, sur la venue des ditz Marchanz, de faire signiffiance de leur venue aux ditz Capitains ou Officiers,

Et, en cas que par negligence, ou autrement la dite signiffiance ne soit fait, que les Marchans, dedens deux heures apres leur venue, puront departir, aler, & passer avant sur leur chemin & en leurs affaires,

Et se eulx trouvoient aux ditz Portes aucune Personne ou Personnes, & par leur congie ils feussent entrez es dites Villes fermes, que eulx ne forseront de riens, ja soit ceo que celluy ou ceux, que leur auroient donne le dit congie, n'en eust aucune puissance, mais l'eust fait par simplicité, fraude, ou mal engyn.

ITEM, que toutz Pelerins, d'une couste & d'autre, en allant en Pelerinage, & auxi les Clercs de dit Roial-

me d'Angleterre, en allant vers la Court de Rome pour faire leur besoingnes, puissent entrer par Mer, & auxi par Terre, a Pie, a Chival, ou autrement, ceux de l'une Partie ou Pais de l'autre Partie, & passer & repasser paisiblement par ycelx, & y estre seurement & franchement, & auxi aler, passer & repasser, par Terre, a Pie, a Chival, ou autrement, de Caléys en Flandres, & en outre l'Eau de Gravelinges, & de Flandres a Caléys, en tenant leur chemin entre la Mer & les ditz Chastelx de Merke & d'Oye, sanz ce que par ceux de Flandres, ou autres de la Partie de France, ne autres quelconques, soit mesfait, ou donne empeschement ne desfourber aux Pelerins ou Clercs de la Partie d'Angleterre, ne par ceux d'icelle Partie d'Angleterre ne autres quelconques aux Pelerins de Flandres, ou demourans en Flandres, par voie de fait, pour cause de Guerre, Pillerie, Robberie fait, ou a faire, ne autrement en aucune maniere,

Pourveu que, a l'entrer es Villes fermes, ils prendront congie aux Gardes des Portes de y entrer, & ne demoureront en une Ville ferme ou autre que un nuyt, se n'estoit que pour maladie, pur faur de Vent, ou de Navire, s'il advenoit sur Port ou Havre de Mer, ou par faire ou recevoir les changes de leur argent, il leur convenist faire plus longue demour,

Et si mestier estoit, & ils en estoient requis, a l'entrer es dites Villes fermes, ceux de l'une Partie feront seurement a l'autre Partie, que pour mal faire ou purchaser au Roy, ne a ses Roialme & Subgiez, ne as Villes, ou au Pais, ils ne passent par ycelles,

Et pourveu auxi que aux Portes des dites Villes fermes, ou il sera besoing aux dites Pelerins & Clercs de demander congie, soient mys certains Gens qui aient pouer de leur donner le dit congie d'entrer, & de recevoir d'eulx, se mestier est, le seurement par la maniere desuiddit,

Et, en cas q'ils ne trouveront aucuns telles Gens aux dites Portes, que eux porront licitement & sanz aucun empeschement entrer, chevancer, ou aler, jusques a leurs Hostielx, & illoques demourer, sanz partir, jusques a ce que leurs Hostes auroient signifie leur venue aux Capitains ou Officiers des dites Villes,

Les quelles Hostes ou leur Servans, apres ce q'ils en seront requis, seront tenuz tantost, sur la venue des dites Pelerins & Clercs, de faire signiffiance de leur venue aux ditz Capitains ou Officiers,

Et, en cas que, par negligence, ou autrement, la dite Signiffiance ne soit fait, que les dites Pelerins & Clercs, dedens deux heures apres leur venue, puront departir, aler, & passer avant sur leur chemin & en leurs affaires,

Et se eulx trouvoient aux dites Portes aucune Personne ou Personnes, & par leur congie ils feussent entrez es dites Villes fermes, que eulx ne forseront de riens, ja soit ceo que celluy ou ceux, qui leur auroient donne le dit congie, n'en eust aucune puissance, mais l'eust fait par simplicité, fraude, ou mal engyn.

ITEM, que toutz Pescheurs, tant d'Angleterre, de Caléys, & d'autres Pais & Lieux subgiez & occupez par les Englois, come de Pais de Flandres, de Picardie, Normandie, Bretagne, & generalment de tout le Roialme de France, porront paisiblement aler par tout sur Mer, pour peschier & gagner leur viver, sanz empeschement ou desfourber,

Et avec, se fortune ou autre aventure chassoit ou amenoit les ditz Pescheurs d'Angleterre, & des autres Villes & Lieux occupez & tenuz par les Englois, en aucuns des Havres, Portes, Destrois, ou Dangiers des dites Pais de Flandres, Picardie, Normandie, Bretagne, & autres de Roialme de France, ou les ditz Pescheurs d'icellux Pais de Flandres, de Picardie, de Normandie, Bretagne, & autres de Roialme de France, en aucuns des Portes, Havres, Destrois, ou Dangiers de Roialme d'Angleterre, de Caléys, & des autres Pais & Lieux subgiez ou occupez par les Englois, qu'ilz y soient paisiblement & franchement receuz & traitéz raisonnablement d'une couste & d'autre (en palant es Lieux, ou ils arriveront, les Toulieux & Devoirs aucunement accoustumez) & d'illoques puissent aler liberalment; pourveu que par les dites Pescheurs d'une couste & d'autre ne soit commise aucune fraude.

ITEM, que, es Portes & Havres de Flandres, aucuns Escumers, ne Gens labourans sur la Guerre; soient Francois, Flamens, ou d'autres Pais quelconques, ne seront soeffrez entrer, ne issir pur faire grevance a Marchans, leurs Facteurs, Familiers, Maistres des Niefs, & Maroniers, Pelerins, Clercs, & Pes-

ANNO
1406.
1407.

ANNO

1406.

1407.

Pescheurs, de la Partie de France, d'Angleterre, ne des autres Païs quelconques, ne a leurs Biens & Marchandises,

Et auxi que as Portes & Havres d'Angleterre, & de Caleys, aucuns Escumeurs, ne Gens labourans sur la Guerre, soient Engloys, Irlandois, ne d'autres Païs quelconques, ne seront suffez entrer, ne issir, pour faire grevance aux Marchans, leurs Facteurs, & Familiers. Maistres des Niefs, Maronniers, Pelerins, & Pescheurs de Flandres, ne a leurs Biens & Marchandises.

ITEM, se, durant le dit terme, aucune domage (que Dieu ne veuille) estoit fait, d'une coste ou d'autre, contre celle present Accord, par quoy il en convenist faire requeste ou pourfuite, que la Personne ou Personnes, de quelque estat q'ils soyent, jusques au nombre de dix Personnes, & au tant de Chevaux ou au dessoubz, qui de la Partie d'Angleterre (c'est assavoir) depar le Roy d'Angleterre, depar le Capitaine du Calais, ou depar la Compaignie de l'Estaple au dit Lieux de Caleys, & de la Partie de France, ou de Flandres, depar le Roi leur Seigneur, depar le Duc de Bourgogne, ou depar les quatre Membres du dit Païs de Flandres, ou aucuns d'iceulx, seront pour celle cause envoiez en Angleterre, a Caleys, en France, en Flandres, ou ailleurs d'une coste & d'autre, pourront passer par Terre & par Mer seurement, de demourer franchement, & entrer es Villes fermes, pareillement come desus est declare des Marchans, d'une coste & d'autre, & entendre a la poursuite de leur besoignes, par vertue de cest present Accord, sanz empeschement & avoir pour ce autre Sauf conduit.

ITEM que, le dit terme durant, les Marchans de Brabant, de Holland, Zeland, d'Italie, & autres (qui ont accoustume & frequenter l'Estaple des Lains a Caleys) purront, par Mer & par Terre, aler a dit Lieu de Caleys, & en retourner seurement a tout leurs Lains & Marchandises, & aussi aler & retourner en Flandres sanz empeschement ne destourbier: en paisant les Devoirs pour ceo duez & accoustumez; par ainsi qu'ils ne mescent ou portent Armuers, Artileries, Canons, ou autres choses semblables, & invasibles.

ITEM, s'il avenoit (que Dieu ne veuille) que, par aucune, de l'une coste ou de l'autre, aucune chose fust fait ou attempte contre l'estat de cest present Accord & Seurté, en quelconque Lieu ou par quelconque voie, ja par tant cest Accord ne sera tenu ne entendue enstraint, ne pour ceo Guerre, arrest, ne destourbier d'aucuns des Personnes, touchez en ceste Traite, ne sera fait ne meuz, mais sera le fait repaire par les Seigneurs de l'une & l'autre Partie, & mis en son premier estat & deu.

Savoir faisons que Nous,

Eu sur les ditz Pointes & Articles deliberation, par l'avis de nostre Conseil, pour le bien & utilite de la cours & l'avancement de les ditz Marchandises,

Tous les Pointes & Articles dessus declarez & chescun d'iceulx,

Les quelles, de nostre commandement & volonte, par noz ditz Ambassadeurs, oveques les Commys du dit Duc, ont ainsi este accordez,

Tant pour nostre dit Roialme d'Angleterre, come pour Ville de Caleys, & pour tout noz autres Villes, Seignuries, & Lieux a nous appartenans & obeissans, aians agreables, ycelles avoms loe, approve, & confirme, & par la tenure de ces presens leons, approvons, & confirmons.

Promettons en bone foie, & en parolle de Roy, a les tenir & faire tenir fermement & loialement sanz enfreindre, ne aler ou faire ou souffrir estre fait ou ale a l'encontre par Nous, noz Officers, Subgiz, Aliez, ou Bienveillans quelconques, durant le dit temps,

Si donnons en mandement a nostre Admiral de la Mer, a le Gardein de cinque Portes, & a tous Capitains, Viscountz, Maires, Baillifs, Conestables, Milnistres, Gardeins des Portes, Villes fermes, & autres Forteresces queconques, & autres noz Foiaux, Liges, & Subgiz a qi appertendra, que le dit Traite & Accorde, assemble toutes & chescun des choses, & Articles, & Pointz dessusditz, teignent & gardent, & facent tenir & garder, & en lassent, facent & souffrent joyer & user paisiblement les Marchans, leurs Facteurs, Familiers, Maistres des Niefs & Maronniers, Pelerins, Clercs, Pescheurs, & autres desguies en dit Traite & Accorde, & chescun d'eulx, d'une coste & d'autre paisiblement & pieusement, durant le temps, desdennie. Solonc le tenore des ditz Traite & Accordez sanz empeschement, ne faire ou aler, ne souffrir estre fait ou ale a l'encontre en aucune maniere,

Et les ditz choses publicent & facent publier en toutes les Villes, Portes, Havres & autres Lieux ou l'en a accoustume a faire Gruez & Publications depar Nous, ou il appartiendra, & dont ils seront requis, afin que aucun n'en puisse pretendre ignorance,

Et les transgressours, s'aucuns en ey a faisans au contraire, punissent vigorousement come il appertendra par raison, si que ce soit exemple aux autres, & oveque ce facent faire restitution des damages a celx, & par la manere qu'il appertendra, sanz deport ou delais, ne sur ceo attendre autre Mandement de Nous.

En Tesmoignance de quele chose Nous avons fait faire cesles noz Lettres Patentes,

Don. soubz nostre Grand Seal, a nostre Paleys de Westminster. le disme jour de Marcz, l'an de Grace Mill. quatreccens & soys, & de nostre Regne l'an oepstisme.

HENRY, par la grace de Dieu, Roy d'Angleterre & de France, & Seigneur d'Irland, a tous ceulx, qui cesles verront ou orront, Saluz.

Come par le Traite,

De nostre commandement & ordinance, fait, par noz Ambassadeurs, pour Nous & nostre Roialme d'Angleterre, & noz autres Païs, Seignuries, Villes, & Jurisdiction, oveques les Commys & Messages du Duc de Bourgogne, Count de Flandres, des Licences, Povoiz, & Autorite de nostre Aderseire de France, son Souveraigne Seigneur, a Luy attribue, pour li Païs de Flandres,

Plusours Points & Articles aient este passez & accordez, de nostre sceu & volonte, par noz ditz Ambassadeurs, oveques les Commys le dit Duc, par vertue des Licences, Povoiz, & Autorite dessusditz, pour les Marchandises avoir cours seurement entre nostre Roialme d'Angleterre & noz autres Seignuries, & Jurisdiction, & les ditz Countee & Païs de Flandres, par les Pelerins, d'une coste & d'autre, passer a Roialme d'Angleterre aler a Rome, & les Pescheurs generalment aler pescher par tout sur Mer le space d'un An durant, apres le publication du dit Accorde, suppose & non obstant que la Guerre soit ou fust overt entre Nous & nostre Aderseire de France,

Sicome par noz autres Lettres de Confirmation, sur ceo faitz, peut apparere,

Et fil soit ainsi que pur les ditz Marchandises estre exerce plus seurement, & obvier as plusours inconveniens, griefs, damages, & perils, que autrement eussent peu & pourroient ensuer as ditz Marchans, Pelerins, Clercs, & Pescheurs, tant en Corps, come en Biens, nos ditz Ambassadeurs, en outre & par dessus les ditz Points & Articles, compriez en noz ditz autres Lettres, aient aussi, de nos iceulx, volonte, & commandement, accorde, depar Nous, oveques les Commys du dit Duc les Pointes & Articles qui ensuivent,

PREMIERS, que, le dit terme d'une An durant, par ceulx de la Partie d'Angleterre sur la Partie de Flandres, ne par ceulx de Flandres sur la Partie d'Angleterre, ne sera fait aucune violence, deffait, ou damage aux Marchans, Maistres des Niefs, Maronniers, Pelerins, Clercs, Pescheurs, d'une coste & d'autre, ne a leurs Facteurs, Familiers, ou Serviteurs, ne a leurs Biens ou Vasseulx, en queconque Lieu qu'ils trouvent sur Mer, ne de quelconque Partiz q'ils veignent.

ITEM, par Escumeurs, ou autres Gens labourans sur la Guerre, aucuns Biens des Marchans, d'Angleterre, ou de Flandres, estoient prins sur Mer & amenez en aucuns des Portes ou Havres de l'une Partie ou de l'autre, que icelx Biens ne purront illoques estre venduz ne alienez sur Terre, ne mis a Terre:

Et, s'ils estoient ainsi venduz, alienez sur Terre, ou mys a Terre, que restitution sera fait des ditz Biens, ou de leur valeur, aux Marchans de qui on les auroit prins:

Et auront les Officers des Lieulx Mandement express, par Lettres Patentes, tel quel appertendra, de faire faire la dite restitution, toutes les fois que le cas escherra, sur paine de recouvre sur eulx, se les ditz Biens estoient ainsi venduz, ou alienez a Terre, ou mis a Terre de leur sceu ou seffiance:

Et, avec ce, sera faite deffense es Portes & Havres, d'une coste & d'autre, sur certains & grosses paines, que aucune, de quelconque Nacion qu'il soit,

ANNO

1406.

1407.

ANNO

1406.

1407.

ne achate a Terre, ne pour mettre a Terre aucuns des ditz Biens,

ITEM, que es Vitailles, Marchandises, & autres Biens, venans des Parties de l'Oist vers le Roialme d'Engleterre, ou a Caleys, ou devers Flandres, par quelconques Persones, non Ennemis a l'une Partie ou a l'autre, & en quelconque Vasseux ils soient menez, ne ferra, par ceulx de l'une Partie ne de l'autre, mis empeschement ne destourbier en quelconque manere.

ITEM, se, durant le dit terme d'un An, aucuns Vasseux des Marchans, de la Partie d'Engleterre, ou de Flandres, non ordenez pour Guerre, chargez, ou non chargez, estoient, par fortune du temps, par force de Vents, ou autrement chassiez, ceulx de l'une Partie, en aucuns des Ports ou Havres de l'autre Partie, que les ditz Vasseux, avec les Marchans & Maronniers, estans en yeueux, y seront receuz surement, & s'en pourront partir franchement, a tout leur biens & Marchandises, sanz contredit ne destourbier, purveu qu'ils ne mettent a Terre, n'en autres Vasseux, leurs ditz Biens & Marchandises, sanz congie & Licence des Officiers du Prince du Pais, ou d'autres aians Povoir a ce.

ITEM, que la dit Partie d'Engleterre fera designer chemin, grande & large, entre Caleis & Gravelynghes, pour les Marchans d'une coste & d'autre, & autres comprins en ceste feutee, y aler, passer, & retourner seurement.

Et le dessusdit Duc de Burgoigne, pour la Partie de Flandres, fera avoir & delivrer, pour les Marchans & autres Persones de la Partie d'Engleterre dessus exprumer, chemin, grande & large assez pour aler, passer, & retourner seurement, par les Dunes de Flandres, sanz y estre arretez ne empeschez, par ainsi qu'ilz ne amesnent avecques eux aucuns leurs chiens, ne fassent aucuns dommages ou prinle des Connis es ditz Dunes.

ITEM, en cas que aucuns Marchans, Maistres des Niefs, ou Maronniers, de la Partie d'Engleterre, ou de Flandres, estans es Portes & Havres de l'une Partie ou de l'autre, se traissent a aucun Nief, venant de la haute Mer, pur passer a ceux de la dit Nief, avant que l'Officier du Prince, a qui il appertient, y eust parle, que pour ce ils n'encurent en aucune forfaiture ou amend.

ITEM, que les Marchans d'Engleterre & de Flandres, leurs Facteurs, Familiers, Maistres des Niefs, ne aucuns d'eulx, pur nul trespas ou depredation, qui est este fait par l'une Partie a l'autre, sur Mer, ne sur Terre, par avant le temps de cest present Accorde, ne feront ceulx de l'une Partie ou Pais de l'autre grever ne delaisier en corps n'en Biens, ne pour ceo eux, ne leurs Niefs, ou Biens arrester, ne traier a Loi par aucuns Personnes de l'une Partie ne de l'autre, ne autres quelconques, par voi del Marque ou autrement.

ITEM, que les Villes de Calais & Gravelinghes seront misez, tenez, & gardez en telle Governance, & si loial & ferme seure, que les Marchans, leurs Facteurs, Familiers, Maistres des Niefs, Pelierins, & autres Personnes, comprifez en cest Seurete, d'un coste & d'autre, y seront & pourront estre amiablement & seurement receuz, en alant, demourant, & retournant en leurs boisoignes.

ITEM, que par les Gens des Garnisons de Calais, & des autres Fortereses, tenez & occupez de la Partie d'Engleterre, es Marches de Picardie, ne autres Gens de la Partie d'Engleterre, en ilant des ditz Fortereses, ou des Terres, tenues & occupees des Englois, es ditz Marches de Picardie, ne seront faites Courtes, ne autre fait de Guerre, sur la Pais de Flandres;

Et pareillement ne seront faitz Courtes, ou autre fait de Guerre, par aucuns de Pais de Flandres, ou des Garnisons de Gravelinghes, ou autres Fortereses de Flandres, ne aussi des Garnisons des autres Fortereses, tenues de la Partie de France, es ditz Marches de Picardie, en ilant de Gravelinghes, ou d'autre Lieux de Flandres, sur les ditz Fortereses & Terres, tenez & occupez de la dite Partie d'Engleterre & Picardie, le dit An durant.

ITEM, que les Maistres des Niefs & Maronniers de la Partie d'Engleterre, a leur venue es Portes & Havres de Pais de Flandres, pourront faire licitement lier leurs Niefs, es dits Portes & Havres, par le maner que seront Francois, Hollandois, Zelandois, & Eschois, sanz encourrir pour ce en aucune forfaiture ou amende:

Et semblablement pourront faire les Maistres des Niefs & Maronniers de Flandres, es Portes & Havres de la Partie d'Engleterre.

ITEM, que, le dit terme d'un An durant, les Marchans, Maistres des Niefs, & Maronniers, de dit Pais de Flandres, ou demourans en Flandres, ne amesront, pur fraude ne colore quelconque, aucune Biens ou Marchandises des Ennemis des Englis par Mer, & en cas qu'ils en soient demandez par aucuns Escumers, ou autres Gens, de la Partie d'Engleterre, eulx en feront juste & pleine confession,

Et que pareillement les Marchans, Maistres des Niefs, & Maronniers, de la Partie d'Engleterre eulx en feront juste & pleine confession.

Et que pareillement les Marchans, Maistres des Niefs, & Maronniers, de la Partie d'Engleterre, n'amesront, pur fraude ne colore quelconque, aucuns Biens ou Marchandises de Estrangers Ennemis des Flamens, & s'ils en estoient demandez par aucuns de Flandres, qu'ilz en feront juste confession come dit est.

ITEM, que les quatre Membres de Flandres, par l'Ordonance du dit Duc de Burgoigne, Conte de Flandres, se obligeront, par Lettres, sceles de leurs Seals, de tenir loialement & inviolablement tous les Poin de ceo present Traite, & chacune d'iceulx, qui tant par le Roy leur Seigneur Soverain come par le dit Duc seront accordez, & dont ils bailleront tous Lettres, sanz enfreindre ne aler ou faire a l'encontre.

ITEM, que totes les choses, & chacun d'icelles, accordees par ce present Traite, seront gardez & observez pour la Partie d'Engleterre ou Roialme d'Engleterre, a Caleys, & en toutes les autres Villes, Seignouries, & Lieux, appartenances & obeissans a Roy d'Engleterre, & pour la Partie de Flandres es Contre & Pais de Flandres, & es autres Villes, Seignouries, & Lieux, appartenans & obeissans au dit Duc de Burgoigne, entre Flandres & Couloigne sur le Rin, & y pourront seurement les Marchans & autres Personnes, comprins en ce Traite, aler, converser, estre, demourer, & marchander, par la manere dessus dit, sanz empeschement quelconque.

ITEM, que, pendant le dit Accort, l'en proceder ou fait principal du Traite, autres foiz en commenchie, sur le cours de la Marchandise entre Engleterre & Flandres, & fut le fait de la reparation de exces, prinles, & dommages, qui par cy devant ont este fait de l'une Partie sur l'autre, dont l'en a autres foiz tenu Parlement & Traite; & sur ceo l'en prendra jour, d'estre ensemble en tiel Lieu, que l'en ferra accorde.

ITEM, sont d'accorde les ditz Ambassadeurs & Commys que, s'il avoient (que Dieu ne veuille) que, par aucuns de l'une coste ou de l'autre, aucune chose feusse fait ou attempte contre l'estat de cest present Accorde & Seure, en quelconque Lien, ou par quelconque voie, ja pour tant cest Accorde ne sera tenue ne entendue enfreinte, ne pour ce Guerre, arrest, ne destourbier d'aucuns des Personnes, touchez en cest Traite, ne sera fait ne move, mais sera le fait repaire par les Seigneurs de l'une & l'autre Partie, & mis en son primer estat & deu.

Savoir faisons que Nous, En sur les ditz Pointes & Articles deliberation, Par Pavis de nostre Conseil, Pour le bien & utilite de la courre & l'avancement de la dite Marchandises,

Toutz les Poin & Articles, dessus declarez, & chescun d'icelles, les quelles, de nostre commandement & volonte, par noz ditz Ambassadeurs ovesque les Commys du dit Duc ont ainsi este accordez, tant pour nostre dit Roialme d'Engleterre, come pour nostre Ville de Caleys, & pour tous noz autres Villes, Seignouries, & Lieux, a Nous appartenances & obeissans, ayans agreables,

Ycelles avons loci, approve, & confirme, & par le tenure de ces Presens, loons, approvons, & confirmons,

Promettans, en bone foy, & en Parole de Roy, a les tenir, & faire tenir, fermement & loialement, sanz enfreindre, ne aler, ou faire, ou souffrir estre fait ou ale, a l'encontre par Nous, noz Officiers, Subgiez, Alieez, ou Bienveullans quelconques, durant le dit temps.

Si donnons en Mandement a nostre Admiral de la Mer, a le Gardein des cinque Portes, & a tous Capitains, Viscounts, Maires, Bailliffs, Constables, Mi-

ANNO nistres, Gardiens des Portes, Villes fermes, & autres
1406. Forteresses quelconques, & autres noz foiaix Lieges &
Subgiez, a qi appertendra, que le dit Traite & Ac-
1407. corde, assemble toutes & chascune des choses, & Ar-
ticles, & Points dessusditz, teignent & gardent, fa-
cent tenir & garder, & enissent, facent, & feroient
joyer & user paisiblement les Marchans, leurs Fac-
teurs, Familiers, Maistres des Niefs & Maronniers,
Pellerins, Clercs, Pescheurs, & autres designes en dit
Traite & Accorde, & chescun d'eulx, d'une colte &
d'autre, paisiblement & pleinement, durant le temps
dessusdit, tout selonc le tenore des ditz Traits & Ac-
cordez sanz empeschement, ne faire, ou aler, ne
foier estre fait ou ale, a l'encontre en aucune ma-
niere.

Et les ditz choses publient, & facent publier, en
toutes les Villes, Portes, Havres, & autres Lieux, ou
l'en a accoustume a faire Criez & Publications depar
Nous, ou il appertendra, & dont ils seront requis,
a fin que aucun n'en puisse pretendre ignorance.

Et les transgreffours, s'aucuns en cy a faisaient au
contraire, punissent vigoureusement, come il apper-
tiendra par raison, si que ce soit exemple aux autres,
& ovesque ce facent faire restitution des dommages a
celz, & par la maniere qu'il appertendra, fraiz deport
ou delaie, ne fur ceo attendre autre Mandement de
Nous,

En Tesmoignance de quelle chose Nous avons fait
faire cesles noz Lettres Patentes.

Don. sub nostre Grand Seal a nostre Palais de
Westm. le disme jour de Marcz, l'An de grace Mille,
quatrecentz & soys, & de nostre Regne l'An oesptisme.

CCXXIX.

1407. Union du Domaine de France, des Places Limitro-
phes du Royaume, en indemnisant ceux qui les
Avril. possèdent, faite par CHARLES VI. Roi de
France, & a Paris au mois d'Avril, 1407.
[G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici.
pag. 288.]

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France,
savoit faisons a tous presens & avenir; Que
comme pour le bien, tution, & defense de nostre Reu-
ple, & l'utilité de la chose publique de nostre Royaume,
nous avons droict, & nous soit loisible par Puissance
soveraine & speciale Prerogative Royale, de
prendre & appliquer a nostre Domaine, les Terres,
Chateaux, Ports de Mer, & autres Lieux, estans en
Frontiere de nos Ennemis, que nous veons estre ne-
cessaires a la generale garde, tution, & defense de nos
Subjects, & a la seureté universelle de nostre dit
Royaume; en faisant condigne recompensation a ceux,
desquels nous prendrons les dits Lieux du loyal prix
& juste valeur d'iceux Lieux, & des autres interets &
loyaux coutemens; & de ce Droict aient jouy &
usé nos Devanciers Roys de France, quand necessité
& expediente utilité de la dite chose publique de nostre
dit Royaume l'a requis, & y est survenné.

2. Et il soit ainsi, que nostre amé & feal Chevalier,
Chambellan & Conseiller Jean Harpedenne, ait nague-
res acquis par certains moyens la Ville, Terres & Cas-
tellenie de Taillebourg, tenué en Foy des Religieux,
Abbé, & Convent de Saint Jean d'Angely, avec toutes
leurs Appartenances, & Appendances quelcon-
ques; lesquelles sont assises en Pays de Frontiere de
nos dits Ennemis près de Bordeaux, & ailleurs sur
Ports de Mer, par lesquels l'on pourroit legerement
descendre a grand nombre de Navires & de Gens, pour
grever nous, nostre Royaume, nostre Pays de Xain-
tonge, & nos dits Subjects, si garde & provision n'es-
toient mise, pour les dits Ports, & audict Pays. Et les-
quelles Terres, Chastellenie, & Port de Mer, avec les
Appartenances & Appendances, nous sont moult ne-
cessaires a estre en nostre main, & appliquées a nostre
Domaine, pour la tution & defense de nos dits Sub-
jets, & pour tout le bien public de nostre dit Royau-
me. Et lesquelles Terres, Chastellenie & Port de
Mer, se elles se alienoient, ou estoient mises hors de
nostre main, & es mains de nos dits Ennemis, par quel-
conque maniere que ce fust, par mauvaise garde, ou
autrement, comme par plusieurs fois depuis quarante
ans est advenu, pourroit grandement dommer a nous,
nostre dit Royaume, & nos dits Subjects au dict Pays

de Xaind'onge, nostre Ville de la Rochelle, & d'ail-
leurs environ, si remede y estoit mis.

3. Et pour ce voulons aucunement pourveoir a la
seureté du dit Pays, lequel a esté durement traité par
nos dits Ennemis jusques a cy, & aussi de tous nos
autres Subjects, pour aucunes grandes causes & confi-
derations, eues en nostre Conseil, & autres, qui a ce
nous ont mené & meurent: Voulans en ce user de nos-
tre Droict & Prerogative Royale, par Puissance & Sei-
gneurie souveraine, avons voulu & ordonné, voulons
& ordonnons par ces presentes, que icelles Ville,
Terres & Chastellenie de Taillebourg, & Port de Mer;
ensemble la dite Ville de Cluseau, & toutes leurs Ap-
partenances & Appendances, quelconques, que l'on
dit estre de nouvel acquises par le dit Harpedenne en
quelque maniere, & pour quelconque cause, que ce
soit, soient Royalement mises & appliquées a nostre dit
Domaine: & des maintenant par ces presentes les y
mettons & appliquons de nostre dite Puissance & Aucto-
rité Royale, pour en jouir désormais comme de notre
propre chose & Domaine, au profit & seureté de
nous, de nos dits Subjects, & dudit Pays, en recompen-
sant & voulant recompenser toutes voyes en argent
comptant pour une fois iceluy Harpedenne, du prix
des coutemens, fraiz & missions raisonnables par luy
faits, tant en l'acquest des dices Terres & Chastelle-
nie, comme autrement deüement; laquelle chose nous
entendons faire brievement.

4. Si donnons en Mandement a nos amez & feaux
Conseillers les Gens tenans nostre Parlement, & qui
les tiendront pour le temps advenir, les Gens de nos
Comptes, & Tresoriers a Paris, & a chacun d'eux, si
comme a luy appartiendra, que incontinent ces Lettres
veues, ils mettent Royalement en nostre dite main, les
dites Terres & Chastellenie de Taillebourg & du Clu-
seau, & les appliquent a nostre Domaine, comme dist
est, & icelles facent gouverner en Justice, & en Re-
cepte, & autrement dorénavant de par nous, comme
nostre propre Domaine. Et pour ce que ce soit ferme
chose & stable a tousjours, nous avons fait mettre a
ces presentes nostre Seal, sans en autres choses nostre
Droict, & l'autrui en toutes. Donné a Paris au mois
d'Avril, l'an de grace mille quatre cens & sept, & de
nostre Regne le vingtiesme. Signé sur le repli, Par
le Roy en son Conseil. OÙ le Roy de Sicile, Monseigneur
le Duc de Berry, vous l'Archevesque de Sens, l'Evesque
de Noyon, le grand Maistre d'Hôtel, le Maistre des Ar-
balistiers, & autres officiers. Signé, DERIAN. Et
scellé d'un grand Seau de cire verte, pendant en cordon
de soye rouge & verte.

CCXXX.

BENEDICTI Pape XIII. Bulla Excommuni- 19. Mai.
cationis ad Regem Francorum missa, contra om-
nes quacunque Dignitate prefulgentes, etiam Re-
ges & Principes, qui se & Dominia sua ab obe-
dientia ejus subtraherent. Datum Massilie XIV.
Calendas Junii. Anno Pontificatus XIII.
[PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio.
Tom. XII. in Append. Concilii Constantien-
sis col. 1812. VON DER HARDT, mag-
num Oecumenicum Concilium Constantiense,
Tom. IV. pag. 1243. Chroniques de MON-
TELET, Tom. I. sous l'an 1407. en Fran-
çois.]

BENEDICTUS Episcopus Servus Servorum Dei.
Ad perpetuam rei memoriam. In diuturnum successum
crescente malitia, si videmus Mundum in deteriora
jugiter prolabi, sic Hominum mentes afflicta depravari
nequitia, malis passim cumulum superaddi, ut & boni,
qui alias oderunt virtutis amore delinquere, interdum
cum pervertis admitti eorum inficiantur malitia, vel er-
rore. Et igitur compescenda præsumptorum audacia,
ut saltem poena formidine retrahantur a noxiis, si que
boni scélendo virtutum meliores effecti non videantur
perire cum illis. Ad nostrum si quidem auditum fama
publica notoriantè pervenit, quod nonnulli perditionis
Filii, tam Ecclesiastici, quam Seculares, dum altiora
se petunt, dum præposteris & turbatis gradibus citius
venturo in magnis & mirabilibus supra se ambulare co-
nantur, illius delusi fallacis, qui se, ut alios decipiat,
in lucis Angelum transfiguratur, sibi ruinam, inferiori-
bus scandalum, solidioribus autem vexationis materiam
parave-

ANNO
1407.

Avril.

LA FRAN-
CE.

ANNO 1407. paraverunt, pro viribus fatigantes Catholicam Ecclesiam iteratis sub Schismatibus noviter lacerando impedire ejus sacramentalium unionem. Nam licet post assumptionem ad apicem summi Apostolatus, & etiam ante dum nos minor status haberet, ad extirpationem hujus horridi Schismatis in Dei Ecclesia à triginta fere annis (proh dolor!) nunc viginti, & procurandum pacem, & unitatem in ipsa Ecclesia tanto accuratius & ardentius, quanto rem ipsam ad nos peculiaris spectare cognoscimus, debuit, Deo ac conscientia testibus, operam adhibuimus, & intendimus indefessis studiis adhibere, & post varios tenacesque labores, & in casum, peccatis exigentibus quandoque deductos, post oblatam per nos Angelo Carraro in Sede Apostolica interulo, qui ab Adherentibus sibi in hoc pernicioso Schismate se facit Gregorium nominari, viam reconciliationis per nos findam pure, libere, & simpliciter, prout in Litteris nostris Apostolicis datis Massiliae pridie Kalendas Februarii Pontificatus nostri Anno infrascripto plenius continetur, ad executionem eorum, quæ pro præmissis agenda restant finda de loco Conventionis personalis, nostri scilicet & dicti Angeli, & tempore & numero personarum ab utraque parte ad Conventionem hujusmodi ducendarum, & de aliis circumstantiis ad rem hanc pertinentibus inter nos, & Venerabiles Fratres nostros S. R. E. Cardinales cum Nunciis dicti Angeli, & sui præsentis Collegii, illorum scilicet qui apud partem suam Cardinales nuncupantur, sic facta, & conclusa Concordia inserta brevi termino, præstante Domino, exequenda pro. in publicis Instrumentis plenius continetur. Tamen præfati iniquitatis Filii nos, & dictos Fratres nostros nituntur totis conatibus, modisque exquisitis & illicitis, ac quibusdam fraudibus & fucatis coloribus in hac salubri prosecutione & executione dictæ unionis impedire, & sub quodam unionis simulato zelo Ecclesiastica vincula continentem, non absque temeritatis audacia, stabilem, firmamque Christianæ fidei compagine rescindere moluntur, ac se à nostra, & Ecclesiæ Romanæ obedientia temere subtrahendo, à nobis, quod de jure non licet, de facto ad defensionem sui erroris appellationes varias interponunt. Nos licet aliquandiu cum patientia tolerando præmissa dissimulaverimus, ut saltem timor Dei, & potius jam contra tales à nobis, & sacris Canonibus inflicta eos ad penitentiam provocarent, & facerent ad finem Matris redire, videremus tamen eos adhuc in majoris presumptionis audaciam proflere. Quamobrem zelus fidei, & fervor compassionis animarum merito nos inducunt, ut contra istorum audaciam quasi publicam pestem per Apostolicam Provisionem remedium occurramus. Idcirco habita super his deliberatione maturata, hac Constitutione perpetue duratura in omnes & singulos, qui præfata Ecclesiæ unionem scienter, seu Personam nostram, vel Personas Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium in executione præmissorum per nos oblatorum & concordatorum cum dicto Angelo, & cum suis Nunciis impediverint, aut turbaverint, vel à nobis, seu Successoribus nostris Romanis Pontificibus Canonice intrantibus appellare præsumperint, seu à nostra, vel ipsorum Successorum nostrorum Romanorum Pontificum Canonice intrantium obedientia recesserint ac se subtraxerint, vel in præmissis subtractione, aut appellatione perseveraverint, seu persistierint, seu eis in præmissis impedimentis, appellationibus, subtractionibus, vel perturbationibus per se seu alium, vel alios, quavis occasione, seu colore quavis, dederint auxilium, consilium, vel favorem, & qui personaliter afferuerint illos qui præmissa committunt, per nostras Sententias non ligari, cujuscumque status, gradus, dignitatis vel conditionis existant, etiam si Cardinales, Patriarchali, Archiepiscopali, Episcopali, Regali, aut quacumque Ecclesiastica, vel mundana præfata Dignitate, ex nunc, Auctoritate Apostolica, Excommunicationis Sententiam promulgamus, à qua nullus, præterquam à Romano Pontifice, nisi duxerit in mortis articulo, à dicta Sententia absoluti contigerit, volumus & auctoritate prædicta duximus declarandum, quod taliter absolutus, si quæ citò commode poterit, post resumptam convalescentiam se coram Apostolica Sede obfiteri præsentare, mandatum ipsius humiliter recepturus & satisfactorius, prout iustitia suaderit, in eandem Excommunicationis Sententiam rescindat eo ipso; quam quidem Sententiam superius per nos latam si per viginti dies sustinuerit, animo indurato, si Laicus quicumque & cujuscumque Gradus, Status, conditionis vel Dignitatis, etiam de superius nominatis, Princeps, vel alia secularis Persona fuerit, Terras, Villas, Civitates & Castra, & Loca quacumque; quæ obtineret & obtinebit, Eccle-

siastico supponimus Interdicto. Si vero Universitas fuerit, similiter Ecclesiastico subiacet Interdicto. Et quia merito beneficia plerumque propter ingratitudinem revocantur, prædictos omnes & singulos, ac ex eis tam Clericos, quam Laicos, seu ipsi super præmissis quomodolibet adherentes, aut præstantes auxilium, consilium aut favorem, ut præferatur, si per viginti dies dictos viginti immediate sequentes Sententias sustinuerint antedictas, eosdem omnibus Privilegiis, Indulgentiis, Gratiis, & Libertatibus, & Immunitatibus, Realibus & Personalibus, ipsis communiter vel divisim, sub quacumque forma vel expressione verborum, ab Apostolica Sede concessis, dictosque Clericos omnibus Beneficiis Ecclesiasticis, Dignitatibus Personalibus, & Officiis cura, vel sine cura, & si Archiepiscopalis, Patriarchalis aut Cardinalatus vel quævis alia Dignitas forsitan extiterit, ex nunc Apostolica auctoritate duximus privandas de plenitudine Potestatis ipso facto, & de certa scientia privamus, & privatas esse decernimus, prædictorum omnium tam Ecclesiasticorum quam Secularium, & cujuslibet ipsorum Vassallos, & omnes à Juramento Fidelitatis, & alia quacumque obligatione, quibus eis tenentur, seu tenebuntur quomodolibet absolventes; Feuda quoque, Jura, Honores, Officia, & alia bona immobilia eorundem, quæ ubilibet à dicta Romana Ecclesia tenentur, confiscamus. Aliis vero Juribus, Feudis, Honoribus & Officiis, ac aliis immobilibus bonis, quæ à quibusvis habent & habebunt, Ecclesiis, sint ipso Jure privati, sique libere ad easdem revertantur Ecclesias; quod de illis earum Rectores pro sua valeant disponere voluntate, nec causam quacumque ad eorum, vel alterius ipsorum, aut alias præmissorum audientiam præterant, nec ipsorum valeant Sententia, vel Processus, etiam Instrumenta consecuta per illos, & eos qui Tabellionatus obtinebunt Officia, nullam habeant roboris firmitatem. Et insuper omnes & singuli, qui cum prædictis, vel eorum aliquo, ipsorum contumacia perdurante, Confederationem, Societatem, Obligationem seu Ligam fecerint, vel ipsos juverint, aut dederint auxilium, consilium vel favorem, directe vel indirecte, publice vel occulte, in rebellionem & aliis prædictis, si personæ singulares fuerint, etiam si Episcopali, Archiepiscopali, Patriarchali, Cardinalatu, Imperiali, vel Regali, seu quavis alia, ut præfatur, fulgeant Dignitate, Ecclesiastica vel Mundana, aut Communitas vel Collegium fuerit, quibuscumque Privilegiis & gratiis à nobis, vel Prædecessoribus nostris concessis sint ipso facto privati, & nihilominus Ecclesiastici subiacent Interdicti Sententias, à quibus nullus, præterquam ab eodem Romano Pontifice, absolutionem, seu relaxationem possit, nisi duxerit in eodem mortis articulo, ab eadem Anathematis, seu Excommunicationis Sententia, sicut in casibus antedictis exprimitur, obtinere. Prædictas & quasvis alias Confederationes, Colligationes, & Ligas, nec non & Pactiones, Conventiones & Obligationes quascumque inter prædictos hujusmodi excessum patratore, & quasvis alias singulares Personas, quacumque Dignitate fulgentes, seu Communitates & Universitates sub, quavis verborum forma factas, & quas in posterum fieri contigerit, & si fuerint Juramentis, Promissionibus, & poenarum adjectionibus, & aliis quacumque firmitate vallatis, annullamus, cassamus, irritamus, & vacuas viribus nunciamus, ac nullam habere decernimus roboris firmitatem; præcis alias contra tales, à nobis & Prædecessoribus nostris Romanis Pontificibus editis, & concessis quibuscumque, & qualitercumque, & sub quacumque forma verborum, etiam si de illis & totis eorum tenoribus de verbo ad verbum specialis, & expressa esset mentio faciendi, & qualemcumque clausulam derogatoriam contineant, quam & quas de certa scientia & plenitudine Potestatis tenore præsentium revocamus in quantum possent prædictorum effectum suspendere, impedire, vel sibi in aliquo derogare. Seu si aliquibus à Sede prædicta sit indultum, quod excommunicari, suspendi vel interdicti nequeant per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam, ac de verbo ad verbum ad indulto prædicto, ac eorum personis & locis, nominibus propriis, vel ordinibus seu Dignitatibus mentionem, & aliis contrariis quibuscumque. Nulli ergo &c. nostras Promulgationis, Privationis, Confiscationis, Annulationis, Cassationis, Irritationis, Nunciationis, & Constitutionis ac voluntatis infringere, &c. Datum Massiliae apud Sanctum Victorem XIV. Kalendas Junii, Pontificatus nostri anno decimo tertio.

ANNO
1407.

CCXXXI.

6. Oct. *Instrumentum publicum de Oblatione & Traditione Equi Curserii, nomine Communis FLORENTIE pro Civitate PISARUM, JOANNILE MEINGRE dicto BOUCAULT, tanquam Locumtenenti CAROLI VI. Francorum Regis in recognitionem Devotionis & Fidei. Actum Janue die 6. Octobris 1407. Cum Plenis Mandatis nec non Epistola Communis FLORENTIE ad hoc Negotium pertinentibus. [Pièce Manuscrite, tirée de la Bibliothèque Royale de Berlin.]*

In Nomine Domini, Amen.

CUM vigore cujusdam promissionis factæ per Egregios & Nobiles Viros Dominos Bartholomæum de Populechio Legum Doctorem, Ginum Nerli de Caponibus, & certos alios eorum Collegas Cives Florentinos, Syndicos & Syndicario nomine Magnifici Communis Florentiæ, Illustri & Magnifico Domino Joanni le Meingre dicto Boucault, Marescallo Franciæ, Locumtenenti Regis, & Januensi Gubernatori, pro Serenissimo Rege Francorum, dictum Commune Florentiæ teneatur dare dicto Serenissimo Domino Regi Francorum sive ejus Locumtenenti, aut Mandatario Janue existentium, unum pulchrum Equum curserium sive dextrarium, quolibet anno pro Civitate Pisarum, & ejus Territorio, duntaxat in recognitionem devotionis & fidei dicto Serenissimo Regi, sicut in Instrumento super hoc & aliis factis & confectis 1407. die 28. mensis Augusti per Serpætrum Angelicis Notarium Florentinum & Lazarum de Manefazchis Notarium Janensem seriosius continetur; Vir Nobilis Scander Ligii de Quaratenis, Civis Florentinus, Syndicus, & ut asserit, ad hæc specialiter constitutus, & Syndicario nomine dicti Magnifici Communis Florentiæ, & ejus vice & nomine, de cujus Mandato & Syndicatu apparere asserit, publico Instrumento scripto manu Pauli Ulebens Notarii Florentini, hoc præsentis anno, die vigesimo quarto Septembris, traditis prius per eum dicto Illustri Domino Locumtenenti Litteris clausis & sigillatis eidem Domino Locumtenenti directis per Magnificos Dominos Priores Artium & Vexilliferum Justitiæ, Populi & Communis Florentiæ, quarum tenor talis est.

Illustri & Magnifico Domino, Domino Joanni le Meingre dicto Boucault, Marescallo Franciæ, Locumtenenti Regio & Janue Gubernatori, Fratri, Amico nostro charissimo.

Illustris & Magnifice Domine, Frater & Amice charissime, quoniam ab his qui nostra Republicæ Gubernacula tenuerunt, diligentissime semper observatum fuit ut fidem omnique quæ publica autoritate promissa essent, integerrime servarent, nos qui singulari cura hanc servandæ fidei virtutem a majoribus nostris acceptam sequi studemus, cum recorderemus, quod inter cœtera, quæ in concessione Civitatis Pisane nobis facta vobiscum percussimus, illud inest: ut quotannis gloriosissimo Francorum Regi aut cuiusque ejus vicem gerenti Januæ, vel alibi equum insignem prestaremus, statim illud exequi, ad quod faciendum nos adstrictissimus; Quapropter per nostrum Republicæ Syndicum equum præstantem formâ, ad Magnitudinem vestram, ut ad Regium Locumtenentem, mittimus ut hoc devotionis & fidei, quam pro concessione Pisarum adversus inviolatissimum Francorum Regem gerere debemus, semperque, dum nobis permittitur, habebimus, testimonium sit manifestissimum.

Datum Florentiæ die vigesimo sexto Septembris 1406. Indictione prima: Priores Artium & Vexillifer Justitiæ, Populi & Communis Florentiæ dedit pro primo præsentis anno dicto Illustri Domino Domino Joanni, tanquam Locumtenenti Regio, in executione dictæ promissionis, unum pulchrum equum curserium pili leardi rotati sicut per dictos Magnificos Dominos Priores Artium & Vexilliferum Justitiæ mandatum eidem Andreæ fuisse asserit per Literas dicto Illustri Domino Locumtenenti exhibitas & offensas per ipsam Andream continentes subsequentes.

Nobilibus Viris Sandro Ligii de Quaratenis in Civitate Januæ Civibus nostris charissimis Priores Artium & Vexillifer Justitiæ, Populi & Communis Florentiæ dilectissimi nostri.

Per che per la concessione a noi fatta, della Citta di Pisa del Re di Franza a noi, siamo obligati dar ogni anno al detto Re, o a suo Commisario overo Luogho tenente uno Corriero o vero desfrerio, per tanto habbiamo eletti nostri Syndichi a representare il detto Cavallo tutti vesi en le, & ognuno di noi in tutto, & per tanto vogliamo, & comandiamo che voi representati il detto Cavallo coesi in vice & nome del Comune in quello modo & in quella forma che vedera pagolodel volsa & quale mandiamo cõta proprio per questa facienda. Datum Florentiæ die vigesimo sexto Septembris 1407. Indictione prima.

Dictus vero Illustris Dominus Regius Locumtenens dicens quod de recipiendo aut refutando, & non recipiendo Equum ipse communicationem non habet a dicto Serenissimo Rege Francorum, dictum Equum nomine Regio tamen recepit sub protestatione quod si dictus Serenissimus Rex Francorum declarabit dictam Equi receptionem non esse sibi gratam vel acceptam, aut ipsam refutabit, tunc & eo casu dicta Equi receptio per Dominum Locumtenentem, nomine Regio, ut præmittitur, facta pro non facta & nulla habeat, & dicto casu adveniente promissit Dominus Dominus Locumtenens, dicto Sandro præfati, & Syndicario nomine recipienti, dictum Equum restituere dicto Comuni Florentiæ, dicens quod dictum Equum bene gubernari & nutrirî faciet, donec super dicto facto voluntatem sciverit ejusdem Serenissimi Domini Regis cui facturus est notitiam de prædictis, de quibus omnibus dictus Illustris Dominus Locumtenens & Sandro rogaverunt & mandaverunt per nos Julianum Paniciarium Notarium & Communis Januæ Cancellarium & Paulum Voltebonis Notarium Florentinum & utrumque nostrum in solidum fieri præsens publicum Instrumentum in testimonium veritatis. Actum Januæ in platea Patarii Communis Januæ residentis Domini Domini Locumtenentis Regii anno Dominiæ Nativitatis 1407. Indictione 15. secundum cursum Januæ & anno incarnationis Domini nostri Jesu Christi 1407. Indictione prima secundum morem Florentinorum, die sexta Octobris, hora tertiarum, præsentibus Testibus Reverendis in Christo Patribus, Dominis Petro Meldensi, Petro Cameracensi, Guillelmo Embroicensi Episcopis, Legatis & Consiliariis dicti Serenissimi Domini Regis, Dominis Roberto de Milli, & Hugone Choletii, Militibusque Francigenis, Domino Antonio Justiniano Milite Januensi, Domino Hugone de Grimaldis Legum Doctore, Johanne Centurione quondam Rossi & Cosma Tarigo Civibus Januæ ad hac vocatis & rogatis.

Julianus Paniciarius Imperiali auctoritate Notarius, & Communis Januæ Cancellarius prædictis omnibus interful, & rogatus una cum dicto Paulo Notario de eis præsens publicum Instrumentum composuit quod per altum feci extrahi aliis occupatus.

CCXXXII.

Schub-Brieff Kayfers RUPRECHTS, twodurch 1408. Er die Stadt Speyer in seinen Schirm nimt/ und zu Verhütung aller Feindschaften zwischen beyder seits Land und Leuten/ wegen Ertheilung der Gerechtigkeitz zugleich mit derselben überein komt. Heydelberg auf den nächsten Montag nach dem Sonntag Invocavit 1408. Mit dem REVERS der Stadt Speyer/ wodurch sie Höchstgemeldetem Käyser allezeit getreu zu seyn verspricht/ und gleichfalls wegen Entscheidung aller etwan sich ereignenden Strungen mit solchem transigiret. Des nächsten Montags nach dem Sonntag Invocavit 1408. [LEHMANNI Chronicon Spirensis Libr. VII. Cap. LXXV. pag. 781. Col. a.]

C'est-à-dire,

Lettres de Protection accordées par l'Empereur ROBERT à la Ville de SPIRE, avec Clauses de Transaction sur la reciproque Administration de la Justice. A Heidelberg le Lundi après le Dimanche Invocavit. 1408. Avec un REVERS de la Ville de SPIRE, par lequel elle promet à cet Empereur une perpétuelle fidélité, transigeant aussi avec lui sur les différends qui pour-

ANNO
1407.

ANNO
1408.pourroient être survenus entr'eux. De la même
Date.ANNO
1408.

Wir Ruprecht von Gottes Gnaden Römischer König / zu allen Eren Nieher des Riehs / bekennen und thun kund offenbar mit diesem Brieff allen den / die ihn immer sehet oder hörent lesen / das für Uns kommen sind Unsere lieben Getreuen / der Burgermeister des Rathes und der Burger gemeinlichen der Stadt zu Spire Erbære Gelinde / und hant Uns von ihr aller und der Stadt Spire wegen fürbracht / wie daß ihn viel und mancherley freünd- der Krieg und Feindschaft zugefügt / und auch sie und ihre Mitburger damit umgetrieben und beschä- diget werden / und hant Uns demütiglichen ange- ruffen und gebetten / sie und die vorgenante ihre Stadt Spire in Unsern besondern Schirm und Tröstunge zu empfangen / für unrechtem Gewalt zu schirmen / und bey ihren Freyheiten und Rechten zu behalten. Wand wir nun von geborner Räte darzu geneiget sind / unrechten Gewalt zu straffen / und auch das gemeine Land / nemlichen Unser und des heiligen Ri- ches Unterthanen und Getreuen / in Friede und in Gemach zu behalten / so haben wir solche der von Spire demütige und fleißige Bäte angesehen / und haben die vorgenante Stadt zu Spire / und auch die Burger und Inwohner derselben Städte sam- mentlich und sonderlichen / als lang wir leben / in Unsere funderliche Schirm / Gerecht und Tröstunge genommen / und empfangen / nehmen und empfangen sie auch darinn in Krafft diß Brieffs in aller der Maß / als hernach geschrieben steht. Zum ersten sollen und wollen wir / als lang wir leben / die Burger und Inwohner der vorgenanten Stadt zu Spire / sammentlich und sonderlich getruwlichen verantworten und versprechen / schätzen und schirmen / bey ihren Freyheiten / Rechten und guten Gewonhei- ten bliben lassen und behalten / nach Unserm besten Vermögen / als Unser eigen Land und Lüte unger- lichen / gen allen die des Rechtes kein ihn für Uns und Unserm Rathe / oder für einem gemeinen Un- sers Rathes nit verleben wollten / als hernach ge- schrieben steht / und wollen sie auch / als lang wir leben / alleszeit mit guten und rechten Trutwen meynen / haben und halten / und auch mit ihn nim- mer zu Krieg noch zu Dienerschaft kommen / noch den Unsern / der wir mächtig sind / deß nit gestatten in beheime Wiße / ohne alle Gefeude. Und ob das were / daß beheime Grafe / Herr / Ritter oder Knecht / deß wir mächtig sind / ungeserlichen an die gemeine Stadt Spire / oder widerumb daß die gemeine Stadt Spire an beheimen Grafen / Herrn / Ritter oder Knecht / deß wir mächtig sind / ungeserlichen ichts zu sprechen gewöhne / darumb sollen wir / nachdem Uns das verkündet wird / beyden Parteyen gültliche Tag für Uns bescheiden und versuchen / ob wir sie gültlichen mit einander vereinigen mögen. Und ob das nicht sin möchte / so soll die Partey / der man zuspricht / der andern Parteyen / die da klagent ist / des Rechtes für Uns und Unserm Rathe gehorsam sin / oder für einem gemeinen / die dieselbe Partey / der man zuspricht usser Unserm Rathe nehmen sol / der deß förmals nit verlobt hat ungeserlichen / uff einen gleichen Zußag von beyden Seiten / und sollen auch beyden Parteyen darumb Tag gesetzt und beschei- den werden gen Heidelberg / gen Germersheim / zur Wuwenstat oder gen Alzei / nach gelegenheit der Sachen / ungeserlichen. Hent auch beheime einling- ge Unser Burger oder arm Mann / an beheime der von Spire einlinggen Burger oder arm Mann / oder widerumb hette auch der von Spire beheime einling- ge Burger oder arm Mann an beheimen Unsern Burger oder arm Mann ichts zu sprechen / darumb soll ihr jeglich dem andern deß Rechtes gehorsam sin an den

Enden und Städten / und in den Gerichten / darin er gefessen und wonhaftig ist / dahin ihm auch der Kläger nachfolgen soll / ungeserlichen. Und ist es / daß der dem Mann zuspricht / der schuldt gichtig ist / so soll er dem Kläger die bezalen / oder aber zu stund Pfande geben / und sind es essende Pfand / so soll sie der Kläger einen Tag und eine Nacht halten / weren es aber andere Pfand / so soll er sie vi- rgehen Tage halten / und so die Zyt vergangen ist / so mag sie der Kläger verkaufen / ob jme die vorgenante Schuld alsdann nit zur stund bezalt wurdet. We- re es aber / daß der dem Mann zuspricht / nit Pfand oder Gelt hette / so soll man ihn usser der Stadt oder Gerichte / darin er wonhaftig gewesen ist / try- ben / und da inne nit lassen / er habe dann dem Klä- ger genug gethan / und ob zu der Kläger in andern Gerichten treffe oder finde / so mag er ihn und die vorgenante sin Schuld mit Gerichte angreifen und bekümmern. Was auch Eh. right. r. antrefft / das soll man usstragen für dem Herrn / von dem die Le- hen röhrent / und was eigen und Erb antrefft / das soll man usstragen an den Gerichten / da di- selben eigen und Erb inn gelegen sind. Es sollen auch die Burger und Inwohner der vorgenanten Stadt zu Spire in allen und jeglichen Schlossen und Städ- ten Unser Erbhererschaft der Pfalz by Rhine zu ei- ner jeglichen Zyt Frid und Geleit haben / ungeser- lichen. Und sollen auch in allen und jeglichen Unsern Städten / Märkten / Dörfen und Lände der obge- nanten Unser Erb-hererschaft der Pfalz by Rhine / kaufen und verkaufen Wijn / Frächte / und anders zu ihrer Nothdurfft / und daß auch zu ihn gen Spire in die Stadt zu führen als dicke sie wollten / ohne alle gefeude. Und sollen auch den vorgenanten von Spire alle und jegliche Strassen und Wege / die Märkte in den vorgenanten Unsern Städten / Döf- fern und Lände offen sin / die zu suchen / und wir oder Unsere Knechte sollen auch des nit wehren / noch kein Gebot dafür machen / noch jeman von Unsern wegen in beheime Wiße / ohne alle gefeude. Es sollen auch als lang wir leben alle und jegliche Unsere Schloß und Städte Unser Erb-hererschaft der Pfalz by Rhine / den vorgenanten von Spire / ihren Dienern und den ihren wider ihre Dienet / die ihn des Rechtes für Uns und Unserm Rath / oder für dem gemeinen / als vorgeschrieben steht / ussigan- gend / offen sin / so sie das an Uns fordern / und Uns auch die Schloß benennen / die sie dazu bege- rende sind / also daß sie / ihre Diener und die ichts ihre Diend daruß und darin angreifen und beschädi- gen mögen / als viel und dicke sie wollten / daru jn auch Unsere Ampteute und die Unsern bedöffen sin sollent. Und man soll ihn auch alleszeit seinen Kauff umb einen yttlichen Pfennig darinn geben / ohne gefeude / doch daß dieselben ihre Diener zu einer je- glichen Zyt / so sie der Öffnung gebruchen wollen / nicht über 200. Pferd haben / ohne gefeude. Wie sollen auch niemand an Un-tern Schlossen / Städten und Dörfen enthalten / der wider die von Spire sin wolte / und ihn deß Rechtes für Uns und Un- serm Rathe oder dem geiheinen / als vorgeschrieben steht / usgangen were / nach dem Uns das von Spi- re verkündet worden ist / noch denselben auch dhei- nerley Hülf oder Zulegung thun in beheime Wiße / ohne alle gefeude. Wer es uch / daß jemand die von Spire oder die ihren binnen zehn Mylen Wegelang und breit umb Spire und die Mayn- Stadt angrei- fen oder beschädigen würde / und ihn deß Rechtes für Uns und Unserm Rathe / oder für dem vorge- nanten gemeinen usgangen were / als vorgeschrieben steht / oder ob sie jemand in dem vorgenante Kreise undeserger Ding angreiffe und beschädigte / so sol- lent Unsere Ampteute und die Unsern zu frischer Gethat nachseilen / und das helfen entschüden / retten

Rr und

ANNO
1408.

und wehren! als ferre sie mögent / gleicher Wiſe als ob das Unſer eigen Land und Leute antreffe / ohne alle Geferde. Were es auch / ſo Unſer und der vorge-
 nannten von Spire Ampileute und Dienere mit einander ritten / daß ſich beheimelich Sach verlaufen würde / davon Uns und den Unſern / oder auch den von Spire Wiendſchafft kommen würde: Oder wer es / daß wir oder Unſere Ampileute und die Unſern von der vorgeannten von Spire wegen / zu Wiendſchafft kommen würden / ſo ſollen wir gen denſelben beheimelich Frieden / Fürworte / Sone oder Nichtung nicht uſnehmen / ohne der von Spire Wiſſen und Willen / und daß ſie auch nemlich / als wol darinne begriffen und verſorget würden als wir. Und were es / daß jemand in ſolchem ritten Schaden geſehen würde / darumb man / nach dem dieſe Ey-
 runge uſgegangen wäre / den vorgeannten von Spire zuſprechen würde / ſo ſollen Unſere Erben / Pfalz-
 Grafen by Rhine ihn getruwelichen beholffen ſyn / daß das abgetragen und hingeleit werde / ohne Geferde. Wer es auch daß jemand / wer der wäre / die obgenante Stadt zu Spire mit Gewalt überzie-
 hen und beſchädigen wolte / dazu ſollen und wollen wir mit aller Unſer Macht zuſehen / und das ge-
 truwelichen helfen wehren / gleicher Wiſe als ob Uns das ſelber angienge / ohne Geferde. Und in dieſer Verbindnuß haben wir uſgenommen die Ehrwürdi-
 gen Johan zu Wenz / Friderich zu Cölln / und Ber-
 nart zu Triere Erzb. Biſchöffe / Unſere liebe Ohe-
 men / Neven und Churfürſten / die Biſchöffe und
 Stifft zu Spire und zu Worms / die Hochgebo-
 rne Carln zu Loringen / und Friderich zu Oſterreich
 Herzogen / Unſere lieben Söhne und Fürſten / den
 Wolgeborn Unſern lieben Oheim und getruwen E-
 berhart Grafen zu Württemberg / und die Einunge /
 die wir von Unſer Pfalz wegen mit dem Hochgebo-
 ren Unſern lieben Oheim und getruwen Reinhart
 Margraben zu Baden haben / als fer wir diß uſ-
 nehmen ſollen. Darzu nehmen wir auch uß die
 Erſame Unſere liebe getruwen / Meiſter / Rathe
 und Burgere gemeinlich / und die Stadt zu Straß-
 burg. Und wer es / daß wir hiñſir mit jmands
 Bündnuß oder Eyrunge machen wolten / darinne
 ſollen wir dieß Verbindnuß mit den von Spire ab-
 leget zuwor uſnehmen / und ſoll Uns dieſe Verbind-
 nuß daran nit legen. Alles das hiedor geſchrieben
 ſteht / verſprechen und gereden wir König Ruprecht
 by Unſern Königl. Ehren und Würdigkeiten / ge-
 truwelichen zu halten / zu vollführen und zu thun /
 ohne alle Geferde. Und das alles zu Urkunde und
 beſtem Gezeugnuß / ſo haben wir Unſer Königli-
 chen Majestät Inſiegel an dieſen Brieff thun laſſen.
 Der geben iſt zu Heydelberg nach Chriſti Geburt
 vierzehnhundert Jahre / und darnach in dem achten
 Jahre / uff den nechſten Montage nach dem Wiſ-
 ſen Sontage / als man in der Heil. Kirchen ſinget
 zu Latein Invocavit, Unſers Riches in dem ach-
 ten Jahre.

Der Stadt Brieff laut wie folget:

Wir Burgermeiſtere und der Rath der Stadt
 zu Spire / bekennen und thun kund offenbar mit die-
 ſem Brieff / für Uns und Unſere Mit. Burger ge-
 meinlich / und auch alle Unſere Nachkommen
 Burgere zu Spire / allen den die ihn ſehen oder hö-
 rent leſen / daß wir angeſehen und betrachtet haben
 ſolich fremde und wilde Läuſſ / die ſich in tugen
 vergangen Jyten in dieſen Landen mit mancherley
 Uſſagen erhaben hant / davon auch viel Unfriedens /
 Krieges und Zwyracht in den Landen uſſerſtanden
 ſind / und auch daß Uns viel und mancherley fremd-
 der Krieg und Wiendſchafft zugefüget / und wir und
 Unſere Mit. Burgere damit ungetrieben und be-

ſchädigt worden. Wir han auch kundtlichen beſun-
 den / daß dem Allerdurchleuchtigſten Fürſten und
 Herrn / Herrn Rupprechten Römischen Könige / zu
 allen Jyten Mehrer deß Riches / Unſern allergnä-
 digſten Herrn / ſolich fremde und wilde Läuſſ wider
 ſind / und daß er gänglich dazu geneigt iſt den zu
 widerſtehende / und auch das gemeine Land by Frieden
 und Gemach zu behalten / und auch daß niemand /
 als wol als er / Uns und Unſer Stadt ſolcher fremd-
 der Krieg und Wiendſchafft färgen / by Recht und
 Unſern alten Herkommen behalten / handhaben und
 geſchirmen mag. Und darumb ſo haben wir Uns
 dem obgenanten Unſern gnädigſten Herrn König
 Ruprecht ſeine Lebtag ganz uß v. ründtlich gema-
 chet / und in ſeinen Schirm befohlen / als er Uns
 dann auch gar gnädiglich darinn genommen und
 empfangen hat / in aller der Maſſe / als hernach ge-
 ſchrieben ſteht. Zum erſten ſollen und wollen wir
 denſelben Unſern gnädigen Herrn König Ruprecht /
 als lang er gelebet / mit guten / rechten und gängen
 Truwen meynen / haben und halten / für ſinem
 Schaden warnen / und ſinen Frommen und beſtes
 werden getruwelichen / ohne alle Geferde. Und auch
 mit ihme und den ſinen / als lang er gelebet / nim-
 mer zu Kriege noch zu Wiendſchafft kommen / noch
 den Unſern das geſtatten / in beheim Wiſe ohne ge-
 ferde. Und ob das were / daß wir an deheim
 Graven / Herrn / Ritter oder Knecht / deß der ob-
 genanter Unſer gnädiger Herr König Ruprecht
 machtig iſt / ungeſerlichen von der gemeinen Stadt
 Spire wegen / oder widerumb daß deheim Grafe /
 Herr / Ritter oder Knecht / deß der vorgeanter
 Unſer gnädiger Herr König Ruprecht machtig iſt /
 ungeſerlichen an die gemeine Stadt zu Spire icht
 zu ſprechen gewönn / darumb ſol derſelb Unſer gnä-
 digſter Herr König Ruprecht / nach dem june das
 verſtändt wird / beyden Partheyen gütliche Tag ſie
 ſich beſcheiden und verſuchen / ob er ſie gütlichen mit-
 einander verzeihen mag. Und ob das nicht ſyn mög-
 te / ſo ſoll die Parthie / der man dann zuſpricht /
 der andern Parthien / die da klagen iſt / deß Rech-
 ten für dem obgenanten Unſern gnädigſten Herrn
 König Ruprecht und ſinem Rathe geborſam ſyn /
 oder für einem gemeinen / den dieſelbe Parthie / der
 man zuſpricht / uſſer des vorgeannten Unſers gnä-
 digſten Herrn König Ruprechts Rathe n. men ſol / der
 das ſürmals nit verlobt hat / ungeſerlichen uff einen
 gleichen Zuſage von beeden Siten / und ſollent auch
 beyden Partheyen darumb Tag geſetzt und beſcheiden
 werden gen Heydelberg / gen Germerſchheim / zur
 Nuwenſtatt / oder gen Alzei / nach gelegenheit der
 Sachen ungeſerlichen. Hette auch deheime einglin-
 ge des obgenanten Unſers gnädigſten Herrn König
 Ruprechts Burger oder arm Mann an deheime
 Unſern der von Spire einglingen Burger oder arm
 Mann / oder widerum hette deheim Unſer von Spire
 eingling Burger / oder arm Mann an deheime des
 obgenanten Unſers gnädigſten Herrn König Rup-
 rechts einglingen Burger oder arm Mann ichts zu
 ſprechen / darumb ſo ſol ihr jeglicher dem andern des
 Rechts gehorſam ſyn an den Stätten und Enden /
 und in den Gerichten / da er geſſen und wonhaft-
 tig iſt / dahin ihm auch der Elager nachfahren ſoll /
 ungeſerlichen. Und iſt es daß der / dem man zu-
 ſpricht / der Schuld gichtig iſt / ſo ſoll er dem Elä-
 ger die bezahlen / oder ihme aber zu ſtund Pfand da-
 für geben / und ſind es eſſende Pfand / ſo ſol ſie der
 Elager einen Tag und eine Nacht beſthalten. Were
 es aber / daß es andere Pfand weren / ſo ſol er ſie
 vierzehn Tag beſthalten / und ſo die Jyt vergangen
 iſt / ſo mag der Elager dieſelben Pfande verkauffen /
 ob ihme die vorgeannte Schuld alſdann nicht zu
 ſtund bezahlet wird. Were es aber / daß der / dem
 man zuſpricht / nit Pfande oder Gelt hant / ſo ſol

ANNO
1408.

ANNO
1408

man ihn usser der Stadt oder Gerichte / darinne er wonhaftig ist / treiben / und ihne darinne nit lassen / er habe danne dem Kläger gnug gethan. Und ob ihn der Kläger in andern Gerichten treffe / oder Pfände / so mager ihn umb die vorgenant sin Schuld mit Gericht angreifen und bekümmern.

Was auch Lehengüter antriff / das sol man usstragen für dem Herren von dem die Lehen rürent. Und was auch Egen und Erbe antriff / das soll man usstragen an den Gerichten / da dieselben Egen und Erbe inne gelegen sind / ungefehrlichen. Es sollen auch des obgenanten Unseres gnädigsten Herrn König Ruprechts Diener / Unteressen / und die sinen / sammentlichen und sunderlich / und die ihrent / an der vorgenanten Unser Stadt zu Spire / allezyt Fried und Gleide haben / ungefehrlichen. Und auch zu einer jeglichen Zyt darin kouffen und verkouffen Wyn / Frechte / und ander jr Notturfft / und das auch heruß zu zu führen / ungefehrlichen. Und man soll in das auch zu einer jeglichen Zyt als sie das kouffen wollen / zu kouffen geben in gewonlichen Kouffe / als zu der Zyt zu Spire ist / one gesehe. Und wir sellent das auch nit wehren / noch kein Gebot dafür machen / noch jemand von Unfertwegen / in beheine Wiße one alle gesehe. Es soll auch Unser Stadt zu Spire dem vorgenanten Unserem gnädigsten Herrn König Ruprecht / als lang er gelebet / ussen sin / also daß er / sine Ampteute und Diener von sinen wegen / darinnen enthalten sin solent / und daß sie auch des vorgenanten Unseren Herrn des Königs Biende daruß und darin angreifen und beschädigen mögen / als viel und dick sie wolent / und man soll ihn auch allzyt feilen Kauff umb einen zeitlichen Pfening darinne geben / ohne gesehe. Doch daß der vorgenant Unser gnädigster Herr König Ruprecht / sine Ampteute und Diener / zu einer jeglichen Zyt / so sie der Öffnung gebrauchten wolent / nit über 200. Pferde haben / ohne gesehe. Wir sollen auch niemand in der vorgenanten Unser Stadt zu Spire enthalten / der wider den obgenanten Unseren gnädigsten Herrn König Ruprecht sin wolle / nach dem Uns das von ihme oder sinen Ampteuten verkündet worden ist / noch denselben auch beheinerley Hülffe oder Zulegunge thun in beheine Wiße / ohne alle gesehe. Auch sollen wir / so lang der obgenante Unser gnädigster Herr König Ruprecht lebet / fünf mit Gienem zu dem Schilde geboren / und darzu fünf gerittener gewapneter Schützen allezt haben und halten uff Unsern Kosten / Schaden und Verlust. Und soll den vorgenanten Gienem jegliche uff das minste haben drei Pferde und einen gewapneten Rucht / dieselben Unsere Diener und Gienem und gewapneten Schützen / auch allezt dem ehegenanten Unserem gnädigsten Herrn König Ruprecht / als lang er lebet und sinen Ampteuten von sinen wegen / gewarten / ritten und dienen sollen / als fere und wyt ein Hant nit 20. oder 30. Gienem in einem Tage und in einer Nacht von Spire oder der Nivwenstat geryten indgent / ungefehrlich / wann und in welcher Zyt / und auch wo Unser Herr der König ehegenant / oder sine Ampteute von sinen wegen des begerent / doch also daß Unser Herr der König oder sine Ampteute dieselben Unsere Diener und Schützen / gen niemand zur Land-Wehre legen sellent / dann allein gen den sie von Unfertwegen zu Biendschafft queme / ohngefehrlichen. Were es auch / so Unseren Herrn des Königes / und Unsere Diener also miteinander ryten wörent / daß sich beheinerley Sachen verlauffen wärent / davon Unserem Herrn dem Könige und den sinen / oder auch Uns Biendschafft kommen wäere. Oder were es / daß der vorgenant Unser gnädigster Herr König Ruprecht / oder sine Ampteute und die sinen / von Unfertwegen zu Biendschafft kommen würden / gen wein das were /

so sollen wir gen denselben beheinerley Fürworte / Frieden / Sone oder Richtigkeit usnehmen / ohne des obgenanten Unseren Herrn des Königes und siner Ampteute / die danne also von Unfertwegen zu Biendschafft kommen wörent / Wissen und Willen / und daß sie auch nemlichen als wol darinne begriffen und versorget würden / als wir. Und were es daß jemand in solchen ryten Schaden geschehen wäere / darum man / nach dem diese Vereinigung usgangen were / des vorgenanten Unseren gnädigsten Herrn König Ruprechts Erben zusprechen wäere / so sollen wir und Unsere Nachkommen / Burgere zu Spire / ihm getruwlichen beholffen sin / daß das abgetragen und hingelegt werde / ohne gesehe. Were es auch / daß jemand / wer der were / den obgenanten Unseren gnädigsten Herrn König Ruprecht / sine Erb-Heirschafft die Pfalz by Rhone / oder die sinen mit Gewalt überziehen und beschädigen wolte / acht Meilen Wags umb Spire umb und umb / darzu sollen wir mit aller Unser Macht zuziehen / und das beissen wörent / gleicher Wiße als ob Uns dasselbe angienge / getruwlichen ohne alle gesehe. Und in dieser Verbündnisse / welche hieroben wortlich eingetragen ist / haben wir usgenommen selch Einunge und Verbündnisse / die wir haben mit dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn / Unserem gnädigsten Herrn Erzbischoff Johann von Menge / und den Hochgebornen Herrn / Herrn Bernhard Marggrafen in Baden / Herrn Eberhart / Grafen zu Württemberg / und den andern Fürsten / Grafen / Herren und Städten in derselben Verbündnis begriffen / alsdann dieselbe Verbündnis uswisset / dieselbe Verbündnis wörent sol hiezwischen und Unser Frauen Tag Lichtmesse / Purificatio zu Latein / nechstkommen / und darnach die nechste zwey Jahr nacheinander folgende / und nit lenger / dieselbe Verbündnis wir auch nicht erlengern noch erstrecken sollen in beheine Wiße. Darzu nemen wir auch us den Ehrwürdigen in Gott Väter und Herrn / Herrn Raban / Bischoff zu Spire. Die Erffamen Wisen Meister und Rath und die Stadt zu Straßburg / Unser besonder gute Freunde / und auch Unser alte ewige Einunge / die wir haben mit Unsern guten Freunden von Meng und von Worms. Und ob wir hinfür nach dato diß Briefes beheinerley Einunge oder Verbündnis mit Herren / Städten oder jemand anders / machen oder angehen würden / darin sollen wir allezeit diese Verbündnis zuvor usnehmen / und diese Verbündnis soll Uns daran nit hindern. Alles das hierob geschriben steht / haben wir die Burgermeister und der Rath der Stadt zu Spire für Uns und Unsere Mit-Burgere gemeinlichen / und auch alle Unsere Nachkommen Burgere zu Spire / liblichen zu den Heiligen geschworen / getruwlichen zu halten / zu vollführen und zu ihunde / ohne alle Gesehe. Und desß alles zu Urkund und bestem Geygnusse / so haben wir Unser Stadt groß Ingesiegel an diesen Brieff thun henden. Geben nach Christus Geburt vierzehnhundert und acht Jahre / des nechsten Montages nach dem Sontage / als man in der H. Kirchen singet / Inuocavit.

ANNO
1408.

CCXXXIII.

Verbündnis zwischen Ruprecht Römischen k. Avil. König / Ludwig Churfürsten zu Pfalz / dann denen Reichs-Städten in Elsaß / und der Stadt Straßburg aufgerichtet auff 17. Jahr. Wodurch dieselbe gegen einander durch bemelte Zeit in keine Feindschafft zu kommen / versprechen / verordnen anbei / daß / wann von dero Dienern / sie seyen Grafen oder Ritter / zu der gemeinen Stadt Straßburg wehrend dieser zeit etwas zu fordern hätten / einige auß denen

ANNO
1408.

Räthen zu Schiedsmännern gesetzt werden / welche die Sach entscheiden / und bey deren ausspruch es verbleiben solle. Gehehen den 5. April 1408. [LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Abtheil. I. Absq. I. pag. 49.]

C'est - à - dire,

Traité d'Alliance pour quinze ans entre Robert Roi des Romains, Louis Eleveur Palatin d. Rhyn, & les Villes Imperiales d'ALSACE, comme aussi celle de STRASBOURG, par laquelle on convient non seulement de toute abstinance d'hostilité pendant ce tems-là de part & d'autre; mais aussi des moyens propres à maintenir la Paix & l'Amitié, & en particulier de remettre au jugement de certains Arbitres la Decision des Prétenions que les Serveurs, ou autres Sujets de Sa Majesté du d. d. Eleveur, de quelque condition qu'ils soient, pourroient former pendant ledit tems contre ladite Ville de STRASBOURG. Fait le 5. Avril 1408.

Wir Ruprecht von Gottes Gnaden Römischer König / zu allen Zeiten Merer des Heiligen Reichs. Bekennen und thun kundt offenbar mit diesen Brieffen allen den die in sehen oder gehornt lesen / das wir angesehen und betrachtet haben solche fremde und wilde Leuffe / die sich in kurzen vergangenen Zeiten in darschen Landen mit ainicherley uffgehen erhaben handt / davon auch vil Unfriedes / Kriegen und Zwyttrachten in den Landen ufferstanden stat / tegliche ufferstent / und douch vorsehenlichen too das nit in Zit underkomen wurde / noch vil grofser hertzedlicher ufferstent wurden / und darumb dem Almechtigen Gott und siner werden Mutter Maria zu loben / und den gemeinen Landen / nemlichen unsen und des Heiligen Reichs Underthanen und getruwen je fride und gemache / und das wir denselben bester bass fürsehn und sie auch by iren Friheitten und Rechten behaltten / handhaben und geschienen mogent / So haben wir uns / mit samt dem Hochgepornen Ludwigen Pfalz-Grave by Rine / des Heiligen Röm. Reichs Vbersten Druchseffen und Herzoge in Byern / unsern lieben Sune und Fürsten / und unsern lieben getruwen unsern und des Heiligen Reichs Statte in Elsf / mit Namen Hagewone / Colmar / Sletstat / Byssemburg / Dbernheim / Reuserperg / Mulhusen / Dorenkeim / Münter / Koffheim und Sels / und andern unsern Landen / Schlossen / Stetten / Bsten / Mercketen und Dörffern in diesem hi-nochgeschriben Kreuze und Begreiffe gelegen / zu den Ersam-n unsern lieben getruwen Meister und Rat der Statt zu Strassburg / die wir allwegen je nuge und Friden der gemeinen Lande willig und gehorsant runden haben / von diesem huttigen tage datum des Brieffes / über funffzehen gange Jore / die aller nehest noch einander koment / verbunden / und verbindent uns auch zu jn in Crafft dis Brieffes / in der moffen als harnoch geschriben stot / und dshelichen haben wir Claus Jorn / dem man spricht Schultzes / Riter der Meister der Statt und die Burger gemeinliche der Statte zu Strassburg / für uns und alle unser Nachkommen / uns zu denselben Allderuchlechtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Ruprecht Römischen Könige / unserne gnedigsten Herrn / und denume Durchlechtigsten Hochgeporn-n Fürsten und Herrn Herrege Ludwige sinen Sune / douch unserne gnedigen Herrn / und zu unsern guten Freunden den Reiches Statte in Elsf davor geschriben verbunden / und verbundent uns auch zu jnen in Crafft des Brieffes / dieselben funffzehen Jar us / durch Friden

und Gemaches willen und unredten Gewalte zu widerstende / und auch umb das uns d. r. vorgeant unser andigester Herr Künig Ruprecht / fürpaffer bester bass in sinen Gnaden u. d. by unsern Friheitten und Rechten behalt. / handtade und beichurme / Also : r. das auch vormalis bisfar gar guediglich gethon hett / und ist die Banthennse also. Des ersten so sollen und wollen wir die vorgeantun funffzehen Jar us einander mit guten und rechten truwen meynen / haben und halten / und auch dieselben funffzehen Jar us untereinander niemer zu Kriegen noch zu Bigentschafft komen / und sollent und wollen einander in dheimen Sach n losen / und das zu befestigende und zu sietomende / das zwuschen uns beyden theylen und den unsern in drien hiedor geschriben Kreissen vergeffien / in Jor eier Verbunthnusse ut Zweyunge oder Unwille ufferstent / so haben wir uns des je beyden siten untereinander vereint. Wers das wir Herzoge Ludwig / oder unser Künig Ruprecht / oder Herzoge Ludwig / oder unsern Grafen / Herrn / Riter oder Knechte / oder andern / die unsern / die uns zuversprechende stunden / in diesem nochgeschriben Kreissen begriffen / hinansur noch darumb dis Brieffs / ichts zu der gemeinen Statt zu Strassburg zu vordende oder zusprechende hettent / oder getuwinnt / darumb sollent wir und die unsern einen gemeinen Man nennen und nennen us dem Räte zu Strassburg / welchen wir danne wollen und mit demselben sollent sie dene schaffen / das sich der des aneime und das thuge / es were danne das der das ungerberliche vorhin verlost und verschworen hett / und das gesagen oder gesprechen mochte uff sinen Eyde / so sollent wir und die unsern aber einen andern uff irem Räte an denselben stat nemen und nennen / in den vorgeschriben rechten mit deme sie den aber schaffen sollent / das sich der des aneime / und derselbe gemeine soll dannne beyden theiln darumb in vierzehen Tagen tage beischen / ungerberliche / an diser hienoch genannten Statte eine / und uff dieselbe Jor mag danne jedweder theil zwene Scheideman zu dem gemeinen Man legen und geben / und die sollent danne do von einander nit komen one alle Geverde / es das sie die Sach do uffrichtent und entscheident / obe sie mogent mit Minnen oder mit Frindschafft / mit beyden theiln Wissen und Wissen / oder obe das mit der Minne nit gesin mochte / mit eime fründlichen Rechten / noch beidertheil Elage / Rede und Widerrede / es were danne ob jme der gemeine oder die Schuldlutte umb die Urtheil einen bereit oder bedenkten nemen drie Tage und sechs Wochen / also sitte und gewöhnliche ist / das mögen sie wol thun / doch also / das jn in derselben Jor ussprechen / und die Urtheil den Partheyen verschriben geben. Und wie auch sie darumb zu dem rechten sprechen / des sol beidertheil wol beniegen. Und das einander thun und vollenden / also doch das der gemeine und auch die Schuldlutte die zu jme gesetzt werden / das recht darumb sprechen soll. ut uff ir Eyde / und sollent sie die Eyde die sie vor der Statt oder iren Herren geschworen hettent / uff die Jor und in dem rechten nit bunden / und sol man auch beiden theiln / und wir mit jeglichem theil ritter / dort / oder gdt zu denselben Tage und in dieselben Schloß / Fride und Gerecht geben / dar und dannen one alle Geverde / es were danne das der eime oder me / die also mit der theil eime rittent in die Statt / darine die Tage sin sollent / in verschriben achte oder Besserunge wer / die sol man in dieselben Statte nit troffen / und auch aber also obe der dheimen den die Sach anegen anrurende wurde / in achte oder in Bannen weren / oder dorchlege gethon hettent / das sol jn an dem Rechten zu seine Schaden komen und nit verzogen werden / also das der gemeine Man / und auch die Schuldlutte uff Achte und

ANNO
1408.

uff

uff Banne noch uff Dotschlege nicht urtheilen sol-
lent / und also gleicherweise gewonnen die obgenannten
von Straßburg oder ire Burger / oder die iren ich-
tes mit Uns Herzoge Ludwig oder mit Unser Ku-
nig Ruprechts oder Herzoge Ludwigs Dienere / Es
weren Groben / Herrn / Ritter oder Knechte / in
diesen nochgeschriben Kreyß begriffen / geschicken
oder zuthunde / darumb sollent sie einen gemeinen
Man uff Unser Kunig Ruprechts / oder Herzoge
Ludwigs oder der vorgenant Unser lieber Herr und
Vater nit entwere / do Gott lange vor sy / Rott ne-
men und nennen / und wir sollent mit demselben
Auserne Rote schaffen und bestellen / das sich der
Auch aneme / Es wer danne das der das auch
vorhin verlorp und verschworen hette / und das uff
sin Eyde gesagen mochte / als vorgeschriben stott / so
sollent sie einen andern nennen und nemen in dem-
selben Rechten der in danne auch darumb Tage be-
schreiben sol / als vor begriffen ist. Und sollent dan
wir Kunig Ruprecht und Herzoge inn des Rechten
von Uns Herzoge Ludwig oder Unser Kunig Rup-
rechts / oder Herzoge Ludwigs Dienere und den
Unsere / welchen wir diewelchen sie danne zusprechen
wollent / des Rechten uff denselben gemeinen und
gelichen Zusatz verhängen und gestatten in allen den
Puncten und Sachen als das hievor mit Worten
eigentlich begriffen und unterscheiden ist / one alle
Geverde / welcher theil aber / oder welches theiles
Dienere / Burger oder armen Lute zu des andern
theiles Burgen oder armen Luten / nu furdaß me
ut zuprechende hett oder gewinnet / das eingliche
Personen anetretet / darumb sol ein theil dem an-
dern nachfolgen in die Stette und Gerichte / do sie
danne gessen stund / und darinne sie gehoret / und
sollent sich auch des Rechten von einander vor iren
Zunpfunten und Richtern noch derselben Stette und
Gerichte Gewonheit und Recht benugen lassen / on
alle Geverde / Also doch das jeglichs theil under
Uns mit sinen armen Luten und Richtern schicken
und bestellen sol / das dem Elieger furderlich gerich-
tet / und Recht nit verzogen werde / one alle Ge-
verde. Aber in diesen Sachen allen ist sunderliche
berede / umb angefallen Gut und die jetweder sitte
der Unsere in Gewer gehet hett / das die berechti-
get soll-n werden an den Stetten / do sie danne ge-
legen sint. Es sy in Stetten oder uff dem Lande /
Es wer auch danne / das dasselbe Gut Lehen wer
und künftlich gemacht wurt als recht ist / so sol es
darumb ufferragen werden vor dem Herrn hoher es
zu Lehen rueret / das Geverde / und also sollent bei-
dertheil Unser jeglich theil / den die sine zugehoret
und zewersprechende stont / nit verhängen noch ge-
statten / dem andern theil under Uns dheimen Über-
griff zethunde und sol auch dasselbe nit thun one alle
Geverde. Beschehe es aber dorunter / so sol dersel-
be theil der oder die sinen den Übergriff gethon hant /
dem übergriffenen theil das unzerogenlich schaffen
widderkert und widderthon / und das man danne dar-
noch zu dem Rechten toime / in alle die Wisse als
vorgeschriben stett / doch usgenommen aller verbriefte-
ter Schulde und unaunderbar Gulte und Schul-
den / und auch Huebget / Bogrecht / Sture und
Zunse / darumb mag jeglich theil under Uns wol an-
griffen und pfenden / noch Lute und Sage siner
Briefse oder als das von alter herkommen ist / one Ge-
verde. Doch das man nit denselben Pfanden
gsridliche gwaren sol / one alle Geverde. Was
auch das jeman der Unser / der Unser eine theil zu-
gehorte oder zuversprechende stunde / solliche Über-
griffe die er danne gethon hette / nit keren und by di-
sein Rechten nit piben / oder den vorbenannten Stru-
cken und Sachen nit gang thun wolte / So sol der
ander theil under Uns demselben theil / obe es sin
begert / mit gangen Treuen behoffen sin / bige der-

selbe ungehorsame darzubracht wurt / das er diesen
Dingen guag thuege / one alle Geverde. Wer es
auch das jeman wirt der were / Uns Kunig Ruprecht /
Herzoge Ludwigen Unsere Sun / Unser lieben Ge-
trunden / Unser und des Heiligen Reiches Stette in
Elsch / oder ander Unser Land und Lute / oder die
Unsere in diesen nochgeschriben Kreyß begriffen /
kriegethe / beschedigete / oder verunrechten wolne.
Und das Unser Rote Subene / die Unser Rat ge-
schworen haben / uff ire Eyde erkannt / das Uns
oder den Unsere unrecht geschehen wer / und wir
Hilffe von den von Straßburg begertent / so mogen
wir den Rat zu Straßburg manen umb ihren Wid-
dersages Briefse an dieselben widder die wir sie ge-
manet hettent / so sollent sie Uns in den nächsten
achte Tagen noch der Manunge an die stat / die wir
in diseme nochgeschribene Kreyß neun n / ien Wid-
dersages Briefse schicken / und damit zwenzig mit
Glesen / jede Glesse uff das minste mit drien Pfer-
den wolereiget / und mit eime gewoppeten Knechte
uff iren Costen / Schaden und Verlust / dieselben
zwenzig mit Glesen / und ihre Knechte Unserne
Hauptmanc den wir denne habente werdent / auch
gehorsam sin sollent mit Unsere Dienern zutretende
und Unser Bigende angegriffende und zu beschedi-
gende / uff die danne genant ist / doch also das wir
Kunig Ruprecht drei tage vorhin an der stat dahin
wir die von Straßburg gemant hettent / vierzig
mit Glesen haben sollent / und nit darunter zu den
zwenzig mit Glesen die Uns die von Straßburg
schicken sollent. Und dieselbe Unser Rat sol-
lent auch alzit by der egenanten Summe Glesen /
die Uns die von Straßburg schicken werdent piben /
und dem Krieg getruwelich mit einander treiben /
deßglic sol auch sin / wer es obe jeman wer der wer /
Uns die von Straßburg oder die Unsere kriegete /
schedigete / oder verunrechten wolte / und wir
Meister und Rat zu Straßburg die danne zu Zi-
ten stent / oder der merertheil in Unserne Räte uff
Unser Eyde erkannt / das Uns Unsere Burgen
oder den Unsere Unrecht geschehen wer / und Uns
hilffe von dem obgenanten Unserne gnedigsten
Herrn Kunig Ruprecht notturtig were / so mogen
wir den vorgenanten Unsere gnedigsten Herrn Ku-
nig Ruprecht manen umb sinen Widersages Briefse
an dieselben / widder die wir ju gemant hettent /
so sol er Uns in den nächsten achte Tagen / noch der
Manunge an die stat / die wir ju in diesen noch
geschriben Kreyß nennen / sinen Widersages
Briefse schicken / und damit vierzig mit Glesen / je-
de Glesse uff das minste / mit drien Pferden wol-
ereiget / und eime gewoppeten Knechte uff sinen
Costen / Schaden und Verlust / dieselben vierzig
mit Glesen / und ire Knechte Unserne Hauptman-
ne / den wir denne habente werdent / also danne auch
gehorsam sin sollent mit Unsere Dienern zutretende
und Unser Bigende angegriffende und beschedigende
uff die danne genant ist / doch also / das wir drie
tage vorhin an der stat / dahin wir danne den obge-
nanten Unsere gnedigsten Herrn Kunig Ruprecht
gemant hettent vierzig mit Glesen haben sollent / und
nit darunter zu den vierzig mit Glesen / die Uns
der obgenant Unser gnedigster Herr Kunig Rup-
recht schicken sol / und dieselbe Unser Rat Glesen /
sollent auch alzeit by der egenanten Summe glesen /
die Uns der egenant Unser Herr der Kunig schicken
de wurdet / beliben und den Krieg getruwelich mit
einander treiben / also vorgeschriben stott / one Gever-
de / umb nitre mag ein theil das ander wol man-
nen. Und woanne auch ein theil das ander noch der
Marzal der Glesen schickent noch vorgeschriben Wi-
se / Beschehe es auch so wir Kunig Ruprecht / oder
wir die von Straßburg / ein theil das ander gemantet

ANNO
1408.

314

CORPS DIPLOMATIQUE

hette / das dem andern theil auch notturfirg wer ze manende / also daß das theil das vorgenant worden wer / auch getreget / geschädiget / oder verunrechtet wurde / so inag dasselbe theil / das ander theil das vorgenant hette / auch manen umh Hülffe und sinen Widerfages Brieff / und sol dasselbe theil / das also gemanet wurde / mit siner Anegebununge der Glesen / und mit sinem Widerfages Brieffe / dem andern theil gehorsam sin und dienen / glich als von der ersten Manungen davorgeschriben stot / doch daß das theil das do gemanet hette / sin Zal mit Glesen vor an der stat habe / do er danne hin manet / als vorsecheiden ist / und von wedern theil die Manunge und Uns beschicht / so solent wir einander getruwlichen breiten und beholffen sint / in disen noch geschribenen Kreifen / also ginge die Sache / darumb gemanet ist / Unser jeglich theil selber an / so lange bige das wir / und die zu Uns gehoret / welchem theil der Schade danne under Uns geschehen ist / Unser Schade und Schwachheit gengliche usferricht / und der Krieg gesunet wurde / und sol auch Unser dheimtheil sich nit wider / sunen oder furworten one des andern theiles wissen und willen. Und obe das wer / das wir Kunig Ruprecht / und wir die von Straßburg beiderseite einander gemanet / und auch wir beide theil jeglich theil dem andern Heiffe geschickt hette / so solent Unser beider theil Glesen und Diener / jedwedes theils Houptheuten gehorsam sin zerrittende / und Unser Bigende zu schädigende / uff die danne beide theil gemanet hant / one Geberde / wer auch sache / so wir Kunig Ruprecht die von Straßburg / oder die von Straßburg Uns hinwider einander also gemanet heissent / das danne ein theil under Uns von dem andern mehr Hülffe bedörffte / so sol das theil das der Hülffe bedarff / das andertheil manen / und das theil das gemanet wurt / sol drie siner Rette in den nechsten acht Tagen noch der Manunge schiden in diser hienoch geschribener Stette eine / und sol der theil der do manet / zwene siner Rette darzu schiden / und die funffe solent uff ire Eyde erkennen was der Hülffe furpasser me sin solle / und was die funffe oder der merertheil under in darumb erkennen das man zu der Hülffe me thun oder helffen solle / das sol jeglich theil under Uns dem andern so vil jne angepurret noch Marzjal in den nechsten viergeben tagen darnoch thun halten und vollfuren / ungeberliche. Es solent auch Unser Bedert / Lande / Schlosse / Stette / Merckte / Dorffer und Besten in disen hienoch geschriben Kreiffen / die wir nun zu mole haben oder harnoch gewynnen / und besunder die vorgenanten Unser und des Heiligen Reiches Stette in Elßas einander offen sin / zu allen Unsern Kriegen und Notten / wo wir das bedorffen / bederthalb der Burgfrieden halb gethun inogent / und auch zu allen Unsern Bigenden / so by tage so by nachte / also lange dise Verbundhuisse werret / sich daruß und darin zu behelffende / und in selber das beste zuthun / ungeberlich. Und wir solent auch von beden sitten bestellen / daß man in solchen Unsern Schlossen / Stetten und Besten / Koste vinde und habe / umb vorsecheiden gelt one Geberde / wurde auch Unser dheim theils Lute oder Gut in dem Rie oder Kreiffe dyser Einunge bereubet / anegreiffen / beschädiget oder gefangen / also balde Unserer jedweden Auptheuten und den Unsern / und besunder Uns den von Straßburg / oder den Schultheissen / Weister und Ritten der vorgenanten des Heiligen Reiches Stetten in Elßas / mit Namen Hagnowe / Kolmar / Schlettstat / Wilsnburg / Oberneheim / Reutereberg / Mulhausen / Eckenheim / Münster / Neßheim und Elßas das verfundert wurt / oder sie des sunst gewar werdent / so solent sie zu stund / one alles Samens nochziehen und das helffen entschutten / entretten und stillig machen / getruwlichen noch irem

besten Vermogen / als ginge die Sache Unser jeglich theil selber an / und das solent wir Kunig Ruprecht und wir die von Straßburg / auch allen Unsern Auptheuten / Vogten / Burggraven / Schultheissen und andern den Unsern uff ire Eyde bevelhen / das sie farderliche darzu thun solent in der massen als vorgeschriben stot / one Geberde / und das und von des us und inlofendes wegen / als vorsegriffen ist / und was davor und hienoch geschriben stet / die Reiches Stette in Elßas antreffende / hant Schultheissen Burgermeister und Rette derselben Stette von Gebirge und Eupfelnisse wegen Unser Kunig Ruprechts fur si / und alle ire Nachkommen den egenanten Weister und Rat zu Straßburg / und allen iren Nachkommen lipliche an den Heiligen geschworn / die vorgenanten funffgeben Jare gang us / stene und beste und unverprechlich zehaltende und zeholffende / one Verzog und Geberde. Und desglichen hant die von Straßburg was hievor und noch geschriben stot / Uns Kunig Ruprecht / Herzoge Ludwig Unserne Sune und denselben Reiches Stetten / auch also lipliche zu den Heiligen geschworn / alles ungeberliche. Wer auch das Unser dheim theil Krieg ansele von weime das wer / so sol der ander theil des theiles Bigenden die mit jne kriegen koste weren / und dem theil das Krieg hette koste volgen lassen us allen sinen Schlossen umb bescheiden gelt one Geberde. Wer auch das jeman wer der wer / Unser eintheil überziehen wolte / welcher theil das wer / der inag das ander theil mannen / so sol der gemanete theil danne drie siner Rette in den nechsten acht tagen noch der Manunge schiden in dire hienoch geschriben Stette eine / und das theil / das do manet / sol zwene siner Rette darzu schiden / und die funffe solent us ire Eyde erkennen / wie man dem theil das man überziehen wil und gemanet hett / belffen solle / und mit wie vil / und was danne die sunst oder das merer theil under jnen / also darumb erkennen noch auß Notturfirg und Gelegenheit der Sachen / das solent wir beydertheil einander getruwlichen thun halten und vollfuren unzerzogenlichen. Erstunde auch in Zit diser Verbundhuisse dheim Krieg oder Bigentschafft us / von weime das wer / do von Unser ein theil das ander gemanet hette / und wurdent dieselben Kriege oder Bigentschafft in Zit diser Verbundhuisse nit gerichtet und gesunet / so solen wir doch noch deme also die Zit diser Verbundhuisse usgegangen ist / von derselben Kriege und Bigentschafft wegen / zu bedensitten einander getruwlichen breiten und beholffen sin / in aller vermessen und Wise / als dise Verbundhuisse begriffen ist und vorgeschriben stot / uns an die Stunde und Zit / das dieselben Kriege und Bigentschafft genglichen und gar gesunet und gerichtet werdent / was wir auch bederffte / big us disen hutigen tag Kriege und Bigentschafft gehabet hant / darzu solent wir einander weder retten noch beholffen sin / wir dekennt es danne gene. Wanne auch Unser ein theil in des andern theiles Hülffe ist / und Unser Diener und die Unsern by einander uff dem Belde sint / wurde dann dheim Stat / Schlosse / Besten oder Gut gewunnen / oder wurde jeman gefangen / das sol alles Unser zu bedensitten gemein sin : Doch welches theil under Uns solche gefangenen nober / das sol sie halten noch Krieges Recht. Wo aber ein theil by dem andern theil uff deme Belde nit entwer / gewinnet danne jeman ichtes / es sy gefangen oder gut / der inag damit thun / das er getruwet das jne gefugliche sie one Geberde. Wer auch das under Uns beden theilen dheim theil fur ein Stat / Schloß oder Besten ziehen wolte / und des andern Ezug darzu bedorffte und darumb hette / so sol der theil der den Ezug hette / dem andern theil denselben Ezug luben / also daß das theil das den Ezug lebet / denselben Ezug

ANNO
1408.

ANNO
1408.ANNO
1408.

Gezug mit seiner Fürunge und Kosten haben sol/ und so bald das Geschess die daz der Gezug gebrucht were/ oder geprucht wurden solte/ sin vergott/ so sol das theil das den Gezug entleht hett/ denselben Gezug mit seiner Fürunge und Kosten/ dem theil/ umb den der Gezug geleht wart/ unterzogenlich widder antworten an die stat/ do er genomen und geladen wart. Wer aber das iches von solchem Gezuge verloren oder gekrenket wurde/ den gepresen sol ein theil dem andern in den nechsten viergen Tagen dennoch unterzogenlich uffrichten und bezahlen/ one Geverde. Wer es auch das wir Kunig Ruprecht oder Herzoge Ludwige unser Sun/ obe wir nit in Lande weren/ oder obe wir in disen Zilen von Todeswegen abgangan weren/ das Got lange wende/ oder obe wir bide nit in Lande weren/ unser Statthalter die Stat von Straßburg uff jeman manent umb Hilse/ und derselbe uff den wir gemant hetten das recht hatte uff funfse unser bedersitte Rette/ jekomende umb die Sache darumb wir die von Straßburg gemant hetten/ und uns zuvor obe die nome oder angriffe widdersetzte/ die er uns dane gehon hette/ und die Gefangen lebig lieffe/ die er uns abgefangen hette/ obe der dheines geschien were/ das solent wir Kunig Ruprecht oder wir Herzoge Ludwige/ oder unser Statthalter von dem oder den/ uff die wir gemant hetten/ uffnehmen/ und solent zwene unser Rette in diser nochgeschriebener Stette eins/ und die von Straßburg drie irer Rette daz zu schicken/ und solent die funfse uns von bedenken verhoeren/ und uns dann mit dem Rechte von einander entscheiden/ obe sie uns mit Freinslichkeit nit übertragen kunden/ wolte uns aber hienit und mit dem Rechte nit also beschien/ so solent uns die von Straßburg darüber uff den oder uff die/ uff die wir dann gemant hant/ nit verbunden sin zehelfende. Derseliche uns der Stat Straßburg gegen dem vorgenannten unsern gnedigsten Herrn/ Herrn Ruprecht Römischen Kunig/ gegen unsern Herrn Herzoge Ludwige sine Sune und irem Statthalter hinwider one alle furworte und Geverde. Wanne auch wir Kunig Ruprecht die von Straßburg manen wellent/ das solent wir thune mit unsern offene Brieffe/ und solent zu den schicken gen Straßburg in jr Stat/ weine Statthalter der danne ist/ derseliche wanne uns oder unsern Statthalter die von Straßburg manen wolent/ das solent sie thun mit irem offenen Brieffe/ und solent uns den schicken gen Heidelberg in unser Stat/ uns oder unsern Amtmannen/ der danne alda ist/ ungerliche/ und was Sachen man auch ze tagen schickende wurdent/ ist beredt. Ist die Mannung oder Sache unser Kunig Ruprechts/ so solent wir zwen Rette/ die wir dorzu schickende wurdent/ gen Hagnewe schicken zu den dreien/ die die von Straßburg daz zu schicken. Ist aber die Sach unser der von Straßburg/ so solent wir unser zwene Rette und Votten gen Gernersheim schicken/ zu des genannten unsers gnedigsten Herrn des Kuniges Rechten die er daz zu schicket/ auch als von Gesehe und Ordnung/ wegen Römischer Keiser und Kunige ein Pfalz-Grave by Rine/ so ein Römischer Keiser oder Konige von Todeswegen abgangan ist/ also lang kein ander erwelt ist/ des Heiligen Riche Vicarien im Thutischen Landen sin sol/ noch deme das danne auch Keiser Carle Selige mit Not der Kurfürsten eigentliche gesehet hat/ noch uffwung siner guldinen Bullen darüber gemacht/ die wir die von Straßburg geschen hant. Des geloben und versprechen wir die von Straßburg obgenant/ obe das wer/ das der obgenant unser gnedigster Herr Kunig Ruprecht in zit diser Verbundhuisse/ von Todes wegen abegen wurde/ das Got lange wende/ wolte dann jeman

den vorgenannten unsern Herrn Herzoge Ludwigen an den Vicariaten/ und solchen sinen Rechten hindern oder irren/ das wir jine alsdann getrulichlichen gerotten und behelfen sin solent/ die Jaral us also danne dise Verbundhuisse weren sol. Auch solent wir Kunige Ruprecht und Herzoge Ludwige unser Sun und unsers Riche Stetten in Elsaß/ und die von Straßburg obgenant/ by allen und jeglichen unsern Herlicheitten/ Freiteitten/ Rechten und altem Hartomen piben/ nochdeme wir die jettwederseite inne und harpracht hant/ gentsliche unerruckelt/ und unser jettweder theil sol auch den andern daz zu getrulichlichen berotten und behelfen sin/ die zu handhabende und zehaltende/ Es ist zuwiffende/ das in diser Verbundhuisse beredt und bedingliche uffgetragen ist/ wer es/ das Got lange wende/ das wir Kunig Ruprecht in disen funfzehen Jaren von Todes wegen obgingen und starben/ das danne Herzoge Ludwige unser Sun/ mit unsern Landen/ Stetten/ Slossen/ Besten/ Merckten und Dorffern in diseme Kreisse begriffen/ und funderlich mit den obgeschriben unser und des Heiligen Riche Stette in Elsaß/ also lang kein ander Kunig erwelt were/ also ein Vicarie/ und so einander Römischer Kunig erwelt worden wer/ also ein Land-Vogt des Riche/ und die von Straßburg dise funfzehen Jor vol us dise Verbundhuisse getrulichliche halten und vollfueren solent und wollent/ und sind dis die Kreisse und Begriffe darinne dise Verbundhuisse weren und gehalten werden sol. Zu dem ersten von dem Howenstein an/ also die Schnellreissen ganz über uns gen Pfirt/ von dannen uns gen Blumenberg/ von dannen gen Latenriet/ von dannen gen Defort/ von Defort über uns gen Htel/ von dannen gen Sant Theodor/ von Sant Theodor gen Lunster/ von Lunster gen Lienstat/ von Lienstat gen Ensil/ von Ensil gen Thuse/ von Thuse gen Sarbrucke/ von Sarbrucke gen Kieren/ von Kieren gen Erenberg uff der Mosel/ von dannen gen Waldecke/ von Waldecke gen Wesel hin über Rhin bige gen Surberg/ von Surberg gen Wissebaden/ von Wissebaden gen Dinslade/ von Dinslade gen Liden/ von Liden gen Widen/ von Widen gen Nuperg/ von Nuperg gen Bildtpeerg/ von Bildtpeerg gen Dornstetten/ von Dornstetten gen Schiltach/ von Schiltach gen Friburg/ von Friburg gen Louffenberg/ und von Louffenberg widder uns an den Howenstein/ also die Schnellreissen von dem Schwarzwalde schmelgent. Wer es auch Sache/ das dheim theil in des andern theiles Dienst/ oder Hilse were/ und der theil dem man da diene/ der Diener bedorffe/ das sie mit sinen Dienern ritten drie oder vier Mylen wegus usserhalb diser Kreisse ungerliche/ das solent unser beider theil Diener thun/ und mit einander ritten/ und einander getrulichliche bygestendig berotten und behelfen sin/ glich also in den Kreusen one Widerrede/ doch also das unser dheim theil den andern theil uff jeman manen sol/ der usserwendig der obgenannten Kreuse gesehen ist/ und auch also das man unser bedersitte Diener nergent der Kreise zu Lantwre legen sol/ ungerliche. Alles das hievor geschriben ist/ versprechen wir Kunig Ruprecht by unsern Römischen Eren und Widdigkeitten/ und gelobent wir Herzog Ludwige obgenant by unsern Justlichen Truwen und Eren/ getrulichlichen/ sette und beste zehaltende und ze vollfuerende/ one alle Geverde/ und in diser Verbundhuisse haben wir Kunig Ruprecht und Herzoge Ludwige vorgen. usgenomnen die Erwürdigen Johan zu Menze/ Friderich ze Colle/ und Bernher ze Ertze/ Erzbischove des Heiligen Riche Kurfürsten/ die Bischobe Stifte zu Speir und zu Worms/ die Hochapornen Fürsten Karle Herzoge zu Loerringen/ und Friderich Herzoge zu Pfirtich unser lieben Sune

ANNO
1408.

Sune und Schwöger / und die Einunge die wir von Unser Pfälzen wegen / mit dem Hochgepornen Unseren lieben Oheim Bernharte Marggrave zu Baden haben / also verre wir und Unser jeglicher die usnehmen sol / und wess das wir jemane hinanfurter mit jemane Buntthausse oder Einungunge machen wolten / darinne solent wir dise Verbuntthausse mit den von Strassburg allezt vor usnehmen / und sol Uns dise Verbuntthausse daran nit legen. Wir Claus Born den man spricht Schultheisse / Ritter / der Meister und der Rat gemeintliche ze Strassburg verzeient / was von Uns davor geschriben stot / das wir das alles für Uns / Unser Burger / Unser Nachkommen / und die Unsern lipliche an die Heiligen geschworen haben / ze haltende und ze volcksende / ungerliche / und solent und wolent ze die abegenden Rette alle Jar in Unser Stat disen Brief und was darinne begriffen ist / dem nitwen anegonden Rette in den End empfehlen gehaltende / und in diser Verbuntthausse nemen wir us den Erwürdigen Herrn / Herrn Wilhelm Bischoffe zu Strassburg / und die Geist und Bistumb doselbes / darzu die Buntthausse die wir haben / mit dem Hochwürdigen Fursten Unseren gnedigen Herrn / Herrn Johan Erzbischof ze Mente / mit den Hochgepornen Herrn / Herrn Bernharte Marggraven ze Baden / Herrn Eberhart Graven zu Wurtemberg und mit den andern Fursten / Herrn und Stetten / in derselben Verbuntthausse begriffen. Item die Buntthausse mit Unsern guten Freunden und Erzenossen der Stette zu Basel / Item und die Buntthausse und Fruntschafft mit Unsern guten Freunden von Sarburg die zile us die wile dieselben Buntthausen / Einigungen und Fruntschafft weren / und nit lenger / doch also / wer es das wir dieselben Buntthausen / Einigungen und Fruntschaffen erlernern wolten / oder in ander Buntthausen nemen / so solent wir also allwege dise Verbuntthausse zuvor usnehmen / und sol Uns dise Verbuntthausse daran nit legen / und besondere so nemen wir hane us Unser guten Freunden den Burgermeister / Rat / und die Burger gemeintliche der Stat zu Spire. Und wir die Schultheiss / Burgermeister und Rette des Heiligen Riches Stette in Elsass / mit Namen Hagnowe / Colmar / Schlettstat / Bissburg / Obernehenheim / Reuscrip / Muthusen / Turenheim / Münster / Koffheim und Seß verzeient / was von Uns davor oder hienoch geschriben stot / das wir das alles für Uns und alle Unser Burger und Unser Nachkommen / und die Unsern lipliche an den Heiligen geschworen haben / getrewliche gehaltende und zebollendende ungerliche / und in diser Verbuntthausse haben wir usgenommen den vorgenanten Unsern gnedigsten Herrn Kunig Ruprecht und das Heilig Rich / und wir solent nit gegen sinen Gnaden weren das wider dise Buntthausse sy / ungerliche / doch also / obe das were das derselbig Unser gnedigster Herr Kunig Ruprecht von Todes wegen abegende wurde / ze die Jarzall und zit diser Verbuntthausse vergangen und us weren / also vorgeschriben stot / das Got lange wende / und ein ander Romischer Kunig erwelet wurde / das wir alsdanne den selben erweleten Romischen Kunige von des Riches wegen / noch dem er Uns Unser Freiheit bestetiget hat / hulden und schwören mozen / und jme auch in allen Sachen gehorham sin / als eine Romischen Kunige Unserne rechten Herrn / und auch also wenn wir also eine erweleten Romischen Kunige gehulden und geschworen noch vorgeschriben Wisse / so solent wir getrewliche an in weren das er Uns gun / dise Verbuntthausse die vorgenanten Jarzall ushaltende. Wer aber das er Uns das mit gunnen wolte / so sol dise Verbuntthausse ganz und zemenel abe sin / ungerliche. Doch nement wir die von

Wiessemburg hane us / den Edeln Herrn Grobe Emichen von Eningen / so verre wir zu dem verbunden sin / und wie den usnehmen solent ungerliche. Aller und jeglicher vorgeschriben Stette / Puncken und Artikel / zu warem Urkunde und besten Gezugnisse / so haben wir Kunig Ruprecht Unser Kuniglich Majestet Justiz / und wir Herzog Ludwig Unser eigen Justiz / und wir die von Strassburg und des Riches Stette in Elsass voran. Unser Erette grosten Ingesegeler an disen Brief gethon henden. Geben des nechsten Dinstages vor dem Palm tage / der do war der funfte tage in dem Aprille / des Jares do man zalt von Gottes Geparre viergebenhundert Jare und achte Jore / und sin diser Briefe drie glich / der eine by Uns Kunig Ruprecht und Herzog Ludwig Unserne Sune / der ander by Uns der Stat Strassburg / und der dritte by den Riches Stetten in Elsass / die auch by in plibent.

CCXXXIV.

Widerholte Vereinigung zwischen Ulrich Herzog zu 16. Jun.
Bogen zu Tock / Graffen Eberhart von Nellenburg / Albrechten Bischoff zu Constantz / und anderen Graffen / Freyherrn / und Rittern mehr / wieder die Gebürten von Appenzell. Worin dieselbe einander treulich bezeugen sich verbunden / da sen die benannte Appenzeller jene mit Raub / Brand / und Mord / oder sonst an ihren Freyheiten beschädigen wolten. Geben zu Basle am nechsten Samstag nach Deits Tag Anno 1408. [LXXVI, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Abtheilung II. Contin. I. Fortsetzung II. pag. 46.]

C'est - à - dire,

Renouvellement de l'Union entre ULRIC Duc de Teck , ALBERT Evêque de Constance , EBERARD Comte de Nellenbourg & quelques autres Comtes , Barons , & Nobles , contre le Canton d'APPENZEL , portant promesse reciproque de s'entr'aider & assister fidèlement en cas que ceux dudit Canton voulsussent entreprendre quelque chose contr'eux , leurs Droits & Libertés. Fait à Basle le Samedi après la Fête de St. Vitas 1408.

Wir bis nachbenante / Ulrich / Herzog zu Teck / Graff Eberhart von Nellenburg / Heinrich von Nofnegg / Freyherr / Berthold von Stein von Ruspberg / Ritter / Heinrich von Raudegg / Ritter / Balther von Kunegg / Rudolph von Fridingen / all Siben Haupt-Leuth / zc. Albrecht von Gones Gnaden / Bischoff zu Constantz / Graff Rudolph von Montfort / Herr zu Tettnang / Graff Hans von Lupffen / Graff Wilhelm von Montfort / Herr zu Tettnang / Graff Wilhelm von Montfort / Herr zu Peggel / Graff Hans von Montfort / Conmenthur zu Bubikon / zc. Balther von Ringen / Ulrich von Brandis / Hans Truchseß zu Walpurg / Stephan von Gundelfingen / Hans von Nofnegg / Hans von Zengen / Ulrich von Ringen / Hans von Bodman / und sein Sohn Hans / Hans Conrad von Bodman / Conrad von Lupffen / Herman von Freyberg / Thoman von Freyberg / Heinrich von Eibach / Heinrich von Nienburg / Balther von Stein / Wolf von Stein / Wolf von Klingenstein / Eberhart von Lantau / Conrad von Lantau / Marquard von Schellenberg / Burckhart von Schellenberg / Conrad von Schellenberg / Heinrich von Heringen / Leonhart von Jungingen / Georg Truchseß / Hans von Kunegg / Ludwig von Hornstein / Hans

ANNO
1408.

ANNO
1408.

Haus von Hornstein / von Schagberg / Burchardt von Manßberg / Conrad von Haynenhoffen / Balther und Hans von Stadion / Claus von Bilbach / Burchardt von Schen / Conrad Berger / Heinrich Truchß / Heinrich Roggwiler / alle Ritter / zc. Caspar von Klingenberg / Täger von Schellenberg / Mary von Schellenberg / Heinrich von Schellenberg / Albrecht von Kunsfegg / Hans von Kunsfegg vom Kunsfeggerberg / Albrecht / Ulrich und Egg vom Kunsfeggerberg / Leutold von Kunsfegg / Ulrich von Hornstein / Conrad von Hornstein / von Alsenheim / Herman von Hornstein / Heinrich von Hornstein / Werner von Hertenstein / Conrad von Stein von Erbach / Conrad von Stein der Jech / Hainemann von Stein / Peter von Hochegg / Wilhelm von Krieningen / Heinrich von Krieningen / Wilhelm von Krieningen / Schurli von Stoffeln / Heinrich von Feidingen / Heinrich von Randegg / Hans von Randegg / Hans von Honburg der Jünger / Rudolph von Landenberg / Melle Truchß / Hans von Willensfels / Ulrich von Haynenhoffen / Heinrich von Laubenberg / Kamsperg / Hans Wensnauer / Egg von Reischach / Ruff von Reischach / Hans und Eberlin von Reischach / Wolff von Wolsfurt / Burchard Mayer / Egin und Burchard von Randenburg / Luz von Wödnau / Heinrich von Wödnau / Stubenberg von Stuben / Heinrich Vogt von Leupolz / und sein Sohn Rudolph / Frid von Einhoffen / Burchardt von Weiler / Eberhardt von Weiler / Conrad von Weiler / Beng von Hornstein von Gränningen / Heinrich Surich / Buziken der Alt / von Mayenburg / Jos von Krenrieth / Hildebrand Bieli / Hans von Mayenbuch der Aelter / Heinrich von Mayenbuch / Hans Wöß / Uns von Welschhoffen / zc. Als wir vorgewandte Gefellen zu einander kommen sein / in dem Nahmen St. Georgen des Ritters / zu widerstehen mit der Hilff Gottes den unerblichen Läußen wider die Gebir zu Appenzell / und ire Helffer / die da angehebt von ihnen waren / wider alle Ritterschafft / und darum ihren rügigen Herrn zu vertreiben / wider Glimpf und wider Recht / das aber der Alldurchleuchtigst Fürst und Herr / Herr Ruprecht / von Gottes Gnaden / Römischer König / zu allen Zeiten Wehrer des Reichs / Unser gnädiger Herr / erkennt und angesehen hat / und auch darzu gethan hat / und sich darnach demütigst / und selbst mit sein selbst Leib gen Costanz kam / und andere Fürsten und Herren mit ihm / und verhört die Söß und Sachen / zu beiden Seithen / und richt auch die Sachen / nach der Richt Brieff / Weisung und Sag / die darinn gegeben sind / Wann aber Uns vorgenanten Gefellen fürkommen ist / und wir tägliches gewarnet werden / von Unsern guten Freunden / wie solche Läuße wieder uffstan möchten / von den vorigen Gebirren / darum wir auch aber zu einander geritten sein / und haben Uns darum verclint / einander zu helfen / ob solch böse Läuße wieder uffstünden / daß wir den desto daß widerstehen mögen / auch haben wir Uns je geant / durch Willen der Heyligen Kirchen / und des Heyligen Römischen Reichs / und durch gemeines Rug und Friedens willen / des Lands / wann auß der Tugend des Friedens solch andere Tugend wachsend und fließend ist / da Gott mannigfältiglich dadurch gelobt / und die Leuth geschirmt / und allemänniglich desto minder bekümmert wird / und auch umb das / daß Pilgrim / Kauffleut / Landfahrer / die Kauffmanschafft / und all ander erber und unersprochen Leuth / sie seyen Gaistlich oder Weltlich / desto sicherer wandeln mögen / zc. so haben wir einander versprochen und verheissen / bey Treuen und bey Aiden / alle diese nachgeschriebne Stet und Articul zu halten und zu thun / in all Weis und Maß / als hie an diesem Brieff geschrieben steht / ohngefährlich / zc. Des Ersten /

ob die bösen Läuße von den Appenzellern wider uffstünden / oder von ihren Helffern / anders den die Richtung / Brieff weisen / als ob jemand wär / der Unser einen oder mehr / oder die Unsern / oder einen Unsern Dienern oder Burgern / oder die Uns zu versprechen steh / si seyen Gaistlich oder Weltliche Personen / als ob jemand einen Pilgrim / Kauffleuth / Landfahrer / oder Gaistliche Leuth in Unsern Gebirren angriff oder beschädigte / mit Mord / mit Raub / mit Brand / mit unrechtem Töden / oder mit unrechtem Widersagen / oder Uns / oder die Unsern / oder die Uns zuversprechen steh / von Unsern guten Gewohnheiten / Freyheiten / Rechten / Gnaden oder Brieffen / die wir / die Unsern / oder die Uns zuversprechen steh / von Römischen Käpfen oder Königen bisher bracht / erlangt oder erworben hand / tringen oder treiben wol / oder es wär an Unsern Schlossen / Leuthen und Gütern / mit Gewalt oder wider Recht / uff Wasser oder uff Land / das denn wär ehegenante und die Unsern / und die Uns zu versprechen steh / dem oder denen darzu getreulich sollen und wollen berathen und beholfen sein / alsbald wir oder die Unsern des innen oder gelwar werden / oder von dem / den solches widerfuhr / zu frischer That / mit nach / mit zu rufen / und mit allen andern Sachen / nach allen ihren besten / und nach all Unsern Vermögen / von einem Mitten Tag bis zu dem andern / zu gleicher weis / als ob es Uns jeglichen selbst angien und widerfahren wär / an all Gefährd / zc. Wäre es ab r Sach / daß solch Geschicht und Angriff also geschähen oder gestalt wären / daß sie zu frischer That nicht solten noch möchten erobert werden / noch ausgetragen / so sollen und mögen der oder die / den solcher Schad widerfahren wär / Unserer Hauptleuth einen mahnen / derselb Hauptman soll die andern Hauptleuth zusammen mahnen / ohn alles verzihen / und was dann die oder den mehrere theil unter ihnen dunckt und übereinkommen / was darzu zu thun sey / daß sollen wir Gefellen aber thun / ohn Gefährd / zc. Und wäre es / daß wir von der vorgeschriebenen geschicht wegen zu Felde ligen / oder Gefß haben werden / und ob da icht Schloß oder gefangen geworden wurden / dieselben Schloß und gefangen soll man den Hauptleuthen antworten / doch also / gieng ichtz nuz daraus / das solt man theilen unter gemeine Gesellschaft / jeglichem Gefellen nach seiner Anzahl / ohngefährlich / zc. Es soll auch Unser keiner / der in Gesellschaft ist / oder noch darcin komt / Unser kein Feind / als lang die Verainung wäret / ägen noch trinden / weder hausen noch hoffen / noch speisen / noch enthalten / in Unsern Bestimen / Schlossen noch Gebirren / noch gefährlich hinschieben / weder heimlich noch offentlich / ohn Gefährd / zc. Wäre auch / ob wir mit jemand zu Krieg kämen / als vorgeschrieben ist / so sollen und wollen wir nach dieser Verainung dennoch einander beraten und beholfen sein / in aller der Weise so vorgeschrieben steht / bis daß der Krieg gänglich verricht wird und verdhut / ohngefährlich / zc. Auch soll Unser keiner / umb kein Sach / die sich von dieser Verainung wegen verlauffen wird / mit niemand auslösen / freiden noch fürworten / in kein weis / ohne Unserer Hauptleuth / oder ihr des mehrere theils willen / ohn Gefährd / zc. Und umb das / daß diese Verainung zwischen Uns allen / die jeh in dieser Gesellschaft sein / oder noch darcin kommen / zwischen Uns allen in gutem willen / ohn zweyung desto daß bleiben und bestehen mag / so haben wir Uns des gegen einander versprochen und verbunden / all gemeinlich und besonder / und alle die Uns zu versprechen steh / sie seyen Gaistlich oder Weltlich / Edel oder Un-Edel / wer das Unser einer zu dem andern zu sprechen heit oder gewun / darüber sollen wir Uns eines Nechtens

ANNO
1408.

Sf

lassen

ANNO
1408.

lassen beñigen/ gegen einander/ auf Unsere Haupt-
Leuth/ oder auf ein Gemeinen/ den die Haupt-Leuth
dargeben/ usser Unserer Gesellschaft/ der es nicht
verschwohren hett/ vor datum diß Briefs/ und
uff einen gleichen Zusatz/ und was sich da erfindet/
in einem Rechten/ da soll es bey bleiben/ und sol-
len einander behoffen darzu sein/ uff die Abd/ 1c.
Wär aber/ daß Unseres eines Burger oder arm
Leuth/ zu einander also zusprechen heiten oder ge-
winnen/ darum soll jedweder dem andern nachfah-
ren/ in deren Gericht/ da der oder die gefessen sind/
oder darenin sie gehören/ und da von den oder denen
Recht nemen/ in dem Gericht und vor den Umbr-
Leuthen darenin sie gehören/ ohn all Gefährd/ 1c. Ob
es aber in einer Gegend wär/ da nicht Gericht wä-
ren/ das soll in der Maß mit solcher gewohnheit/
als vom Alter herkommen ist/ berechtigt werden/
ohngefährlich/ 1c. Wär aber/ daß Unser Gesellen
einer selbst zu des andern Leuthen zusprechen gewun-
den/ da sollen die Haupt-Leuth usser der Gesellschaft ein-
nen gemeinen geben/ und uff den soll das berechtigt
werden/ mit einem gleichen Zusatz uff der Gesell-
schaft/ ob aber Unser einer/ zu Uns eins statt/ das
ein gang Commun antreiff/ Anspruch gewun/ die-
selb Stadt soll auch uff Unser Haupt-Leuth zu ei-
nem Rechten kommen/ Es sollen auch alle die/ die
jeg in Unserer Gesellschaft seind/ oder noch saro
darenin kommen/ und auch Unser aller Eret und
Märck/ Unser keinem seine aigne Leuth/ oder sein
nachjagend Vogt-Leuth/ noch sein unterrechnet Amt-
Leuth/ noch keinem den seinen/ der ihn verschwo-
ren oder verbürgt het/ nicht zu Burger einnehmen
noch empfangen/ beschhe es aber darüber/ wan dan
der oder die/ des dieselben Leuth wären/ das den
usbringen und erweisen in der Statt oder Märck/
da sie dann zu Burger empfangen wären/ da soll er
oder sein geschwohren Anbemann/ einen gelehrten
Abd zu den Heiligen/ mit uffgebottrenen Fingern
schwöhen/ daß der Mann seines Herrn unterrech-
neter Anbemann sey/ oder die Leuth sein aigen/ oder
sein nachjagend Vogt-Leuth/ oder fluchtsum verbür-
ger oder verschwohren haben/ oder ob einer versigelt
Brieff het/ die das wußten/ und nach dem Herrn
und dem Anbemann/ zweien unversprochen Mann/
die des auch schwöhen/ daß ihnen das kund und
wissend sey/ daß auch dann da mit der Befähigung
genug beschhe seyn/ doch daß die Beweifung besche-
he in Jahres-Prift/ nach dem als die zu Burger
empfangen wären/ ohn Gefährd/ 1c. Und soll auch
dann darnach/ den noch die/ das Burger-Recht nicht
schirmen noch versprechen/ doch daß man sie in dem-
selben Gericht nicht fahen soll/ 1c. Wär aber/ daß
der oder die/ von des Burger-Rechts wegen/ der
Statt schütz verbürgt hetten/ das mag die Statt
wohl von ihn nehmen/ doch soll ihm die Statt oder
Märck gebieten/ daß er in den nächsten vierzehn
Tagen von ihn ausfahet/ und sollen ihn sündas nicht
mehr halten/ ohngefährlich/ 1c. Auch sollen wir
all und Unser jeglicher besonder/ und alle die Unsern/
und alle die Uns zuversprechen stehen/ bey Unser
rühiger/ stiller/ muthiger Gewer/ als wir das bis-
her uff diesen heutigen Tag ingehabt/ herbracht und
besseren haben/ geruhiglich bleiben/ und soll auch
Unser keiner den andern davon nit tringen noch treiben/
dann mit einem freundslichen Rechten/ vor
Unsern Hauptleuthen/ ohn all Gefährd/ 1c. Es
soll auch Unser keiner dem andern/ noch den seinen
keinen Übergriß thun/ ohn all Gefährd/ 1c. Be-
schehe es aber darüber/ vor den die Übergriß thät/
der soll sie untergenglich bekren und wieder thun/
und soll man den die Sach berechnen vor Unsern
Haupt-Leuthen/ ohn all Gefährd/ 1c. Doch aus-
genommen aller verbrüetter Schuld/ inlogenbar
Gelt/ Hubselt/ Vogt-Recht/ Steuer und Zins/

darüb mag wohl jederman pfänden und angreifen/
als das bisher ist kommen/ und daß das nicht Über-
griß sollen heißen noch sein/ ohn Gefährd/ 1c. Auch
ist berechtigt und angefallen Gerecht/ die jedweder Thail
in gewer innigehabt hat/ und da nit in geschwohren
Gerichten liegen/ die sollen berechtigt werden auf Un-
sere Haupt-Leuth/ welche aber in geschwohren-Ge-
richten liegen/ die sollen berechtigt werden in densel-
ben Gerichten/ wär aber daß die Haupt-Leuth dunck-
te/ daß die Anspruch also gestalt und heftig wären/
daß es billich anderswo sollte berechtigt werden/ und
was sie sich darumb erkennen/ dabei soll es bleiben/
1c. Auch ist berechtigt/ daß wär allwegen auf St. Mar-
tins-Tag/ acht Tag vor oder acht himnach/ Haupt-
Leuth sollen segen/ und soll die gemain Gesellschaft
einst im Jahr uff den Abd wehen/ welchen sie
dunckt/ die Unserer Gesellschaft/ Land und Leu-
then/ die nüglichsten seind/ und die besten/ und
welche der mehrer Theil erwöhlt/ die das vergangene
Jahr nicht Haupt-Leuth gewesen sind/ die sollen
das thun/ und wa die Haupt-Leuth reiten/ es sey zu
tagen oder zu rädigen oder anderswo/ von der Ge-
sellschaft wegen/ da gemeine Gesellschaft mit ge-
mahnet ist/ da soll man einem Gassen/ der ein
Hauptman ist/ zweien Gulden Zöhrung geben/ zu
Tag und Nacht/ und einem Ritter oder Knecht ein
Gulden zu Tag und Nacht- Zöhrung/ welcher auch
usser den Gesellen zu einem Gemein erwöhlet wurde/
den sollen die verböhen/ die die Stöß mit einander
haben/ der ihnen gegeben ist von den Haupt-Leu-
then/ die Haupt-Leuth sollen auch gewalt haben/
mehr Gesellen zu ihnen zu nehmen ob sie wollen/ so
sie dunckt/ daß solch groß Sach sey/ so mögen sie
acht zu ihnen nehmen und mahnen/ und nicht mehr/
die sollen aller Sach gewalt haben/ zu thun und zu
lassen was sie dunckt/ uff ihr Abd und Ehr/ daß
der Gesellschaft allernüchste sey und das best/ oder
den mehrern Theil unter ihnen/ und soll an den
Haupt-Leuthen stehen was man denen von Zöhrung
wegen thun soll/ 1c. Wenn auch die Haupt-Leuth
dunckt/ daß die Gesellschaft Gels bedürffen wurde/
so mögen sie wohl eine gemeine Steuer auff die Ge-
sellschaft legen/ darnach und sie dunckt/ daß es
Nothurfft ist/ jederman nach gleicher Anzahl/ und
soll auch jeglicher sein Anzahl bezahlen/ uff den Tag
als ihm den verfindet wirdt/ uff den Abd ohngefä-
hrlich/ 1c. Es mögen auch der Haupt-Leuth drey/
und nit minder/ wohl mehr Leuth in dem der Gesell-
schaft nehmen/ wen sie dunckt daß der Gesellschaft
nützlich und nützlich sey/ Auch sollen drey Haupt-
Leuth gewalt haben/ einen gemeinen Mann zu geben/ wa
Stöß unter Uns wären/ ohngefährlich/ 1c. Doch
sollen die Haupt-Leuth nicht einnehmen Fürsten/
große Herren/ Gesellschaften oder gang Commun/
den mit wissen und willen der Gesellschaft/ des mehr-
ern Theils/ Wär auch/ ob Unser Gesellen unter
einander alt Stöß betren/ die sollen aufzetragen
werden vor den Haupt-Leuthen/ als vorgeschrieben
steht/ doch het einer/ der in der Gesellschaft ist/
alt Stöß mit jemand/ der in der Gesellschaft nicht
wär/ das soll die Gesellschaft nit angehen/ wolt
aber der oder die mit Unser Gesellen einem Stöß
hetten/ uff die Haupt-Leuth zu nennen und zu rechte
kommen/ des soll sich Unser Gesell lassen begnügen/
wär auch eins Herrn Diener/ wer dem er geschwo-
ren het/ oder ob einer unter Uns/ einer Statt
Burger oder Diener wär/ oder ihr sonst geschwo-
ren het/ vor Anfang dieser Gesellschaft/ dem Abd
soll er genug thun/ doch soll er künftlich machen/ daß
er vormals also geschwohren hab/ ohn all Gefährd/
1c. Gienge aber sein Burg-Recht/ Puntaus/ oder
Gels in der Zeit auß/ so soll er hinfort kein Punt-
aus noch Burg-Recht mehr empfangen/ noch nie-
mand kein Gels thum dann mit der Haupt-Leuth
willen/

ANNO
1408.

ANNO
1408.

wissen / des mehrern Theil. Wår auch / ob Unser einer von etlichen Herren Pfandschaft inhet / oder sein behaupteter Mann wår / demselben Herrn soll er auch halten und thun / was er ihm verheissen hat / von derselben Schloß wegen / hat auch einer unter Uns Lehen / von wannen die sind / demselben Lehen Herrn soll er thun / was er billich von Lebens wegen thun soll / zc. Wår auch / ob keiner Unserer Gefellen / der jetzt in der Gesellschaft ist / oder noch darein kån / sich nicht redlich hietle / es wår mit unredlichen Zugriffen / oder mit andern unredlichen Sachen / gegen wem das wår / und das für Unsere Haupt-Leuth bracht wurde / oder ob sie es sonst vernehmen / so sollen Unsere Haupt-Leuth dieselben Unser Gefellen für sie beschützen / und mit dem oder denen reden und auch schaffen / daß sie das bekerten und wieder rügen / ohn alles verziehen / nach dem als sie billich dunckt / wår aber der oder die / welche das wården / Unsern Haupt-Leuthen nicht gehorsam sein / und ihr Loy und Ehr vergessen / das Gdt nicht wollt / wie dann die Haupt-Leuth dunckt / daß man den darum straffen soll / da soll gemeine Gesellschaft zu behoffen sein / und soll man auch das thun ohngefährlich / Es ist auch beredt / wår / ob ein Fürst oder gresser Herr mit Unser einem / der in Unser Gesellschaft gehöret / stösig wurd oder Zuppruch gewun / darum sollen sie einen gemeinen nehmen usser Unsern Haupt-Leuthen / welchen der Fürst oder der Herr weilt / der also mit Uns stösig wurd / und der soll dann darum Tag bescheiden an gelegene Stett / und soll jedweder Theil zween Erber Mann darzu setzen / und sollen dann die fünf baid theil verhören / und mögen sie die Sach mit willen und wissen beide theil verrichten und überein bringen / darbey soll es bleiben / möchten sie aber die Sach nit mit beyder theil wissen und willen verrichten und überein bringen / so sollen sie ein Recht darumb sprechen / heit aber Unser einer zu einem Fürsten oder gressen Herrn / oder zu den ihren zu sprechen / wår da / ob die Sach den Herrn angien / so sollen wår drey auß desselben Herren Råthen nehmen / den die Sach angien / und seind dieselben drey Tag bescheiden an gelegene Stett / und soll jedweder theil zween Erber Mann zu den dreyen setzen / und soll die Sach verhöret und berecht werden / in aller der Weise als zuvor geschrieben steht / gieng es aber einen ihren Diener an / so sollen wår einen usser ihren Råthen nehmen / und soll jedweder theil zween zu ihm setzen / und soll die Sach aber verhöret und berecht werden uff die fünf / in aller der Weise als vorgeschrieben steht / Wår aber daß wår oder ein Gefell unter Uns Stösig oder Zuppruch gewonnen / zu einem armen Herrn / Ritter oder Knecht / oder sie zu Uns oder mit Uns / darum sollen wår Uns eines Rechten lassen benågen / uff einen gemeinen Mann / den Unsere Haupt-Leuth dunckt / daß er Uns Gefellen uff sie zunehmen / und uff einen gleichen Zufas an gelegene Stätten / und soll die Sach aber da verhöret und berecht werden / in aller der Weise als vorgeschrieben steht / Wår auch / ob Unsere getmeine Gesellschaft / oder ein Unser Gefell / mit einer gemeinen Statt / das ein gang Commun angien / Stösig oder Zuppruch gewonnen / darum sollen wir oder der / den die Stösig und Zuppruch angien / einen gemeinen Mann nehmen usser einer andern Statt / die zu derselben Statt verbunden ist / und soll jeglicher theil zween Erber Mann darzu setzen / und soll die Sach aber uff die fünf verhöret / und berecht werden / zu gelegentlichen Tagen / in aller der Weise / so vorgeschrieben steht / Wåre aber daß ein Unser Gefell Stösig oder Zuppruch gewun zu einem ihren Ingehoffenen Burgern / darüb sollen wår Uns eines gleichen Rechten lassen benågen / nach Unserer Haupt-Leuthen oder des mehrern

Theils Erkantuff unter ihnen / ohn Gefährd / zc. Wår aber / ob ein Statt oder mehr / oder ihre Burger / zu Uns oder zu einem Unsern Gefellen / Zuppruch oder Mißhellung gewonnen / darüb sollen sie einen gemeinen Mann ausser Unsern Haupt-Leuthen nehmen / und der soll beiden theilen Tag bescheiden an gelegene Stett / und soll jedweder theil zu den zween Erbare Mann setzen / und soll die Sach uff die fünf verhöret und berecht werden / in aller der Weise als vorgeschrieben steht / ohn all Gefährd / zc. Wår aber / daß eine Statt oder ihre Burger / als der ihr Stösig oder Zuppruch gewonnen / zu einem dem Unsern / darum sollen sie sich eines Rechten von den Unsern lassen benågen / nach dreier Unser Haupt-Leuth Erkantuff / oder dem mehrern theil unter ihnen / ohngefährlich / Wår haben Uns auch alle drey gemeintlichen versprochen / daß wir ben solchen Rechten und Dingen / als hievor von Uns an diesem Brieff verrieben steht / halten und vollführen wollen / und auch Unsern Haupt-Leuthen in allen gleichen redlichen Sachen / es wår uff dem Feld oder anderstwa / gehorsam sein wollen / und welcher Unser Gefell / ihr wår einer oder mehr / darwider thät gefährlichen / oder sich freventlichen setze wider Unsere Haupt-Leuth / von solcher Sach wegen / so hievor in Unserm Gesellschaft-Brieff verrieben steht / so sollen Unsere Haupt-Leuth und die Achte / die sie zu ihnen nehmen sollen / zusammen sitzen und sich erkennen / wie man den oder die darum straffen soll / es sey an Leib oder an Guth / und das sollen dann die Haupt-Leuth und die gemein Gesellschaft thun bey den Liden / so wår darumb geschworen haben / ohn all Gefährd / zc. Auch soll Uns aller obgeschriebenen Gefellen Schloß / die jegund darin sind / oder noch darein kommen werden / Uns Haupt-Leuth offene Häuser sein / oder wem sie das schuffen / der zu der Gesellschaft gehöret / doch ihn oder ihnen / ohne ihren meretlichen Schaden / zc. Wår die obigen Gefellen verziehen auch / ob das wår / daß die Haupt-Leuth etwas für hand nehmen / damit sie duncke / daß es nach der Gesellschaft Nothurfft zu bessern wår / anders dann in diesem Brieff begrieffen ist / das mögen die Haupt-Leuth wol ändern / sie und die acht / ob sie die zu ihnen nehmen / als offte sie dunckt / uff die Loy / daß das nothüffig sey / und des sollen sie wohl Gewalt haben / und sollen wir ihm genug thun ohngefährd / zc. Es sollen auch wår die Haupt-Leuth / welche dann erwelt werden / auff die Loy / so wår geschworen haben / gemein und gleich sein allen Gefellen unter Uns / dem Armen als dem Reichen / ohn all Gefährd / zc. Und soll auch diese Verainung wehren zwischen Unserer Gesellschaft / bis auf St. Jergen Tag der schierist komet / und darnach hin drey Jahr die nächsten nach einander / doch so nehmen wir gemeinlich in dieser Gesellschaft aus / den Alldurchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Rupprechten / von GDrtes Gnaden Römischen König / zu allen Zeiten Mehrern des Reichs / zc.

Und also haben wir obigen Gefellen all / und jeglicher besonder / einen gelehrten Loy zu Gdt und zu allen Heiligen geschworen / mit uffgebotenen Fingern / alle obgeschriebene Stuck und Artickul / so vor von Uns an diesem Brieff geschrieben steht / getreulich / wahr und stät zu halten / und zu vollführen / ohn alle Gefährd und Argelust / zc. Und des zu wahren und offenem Artund / und fester / besser / ohnawandelbahrer sicherheit / haben wir all und jeglicher besonder / fleißiglich gebetten / Alrichen Herzog zu Teck / Graf Eberhardten von Nellenburg / Heinrichen von Rohnegg / Frey-Herr / Berchtolden von Stain / Ritter / Heinrichen von Randegg / Ritter / Walthern von Kunslegg / Rudolphen von Fridingen / Haupt-Leuth / zc. Abrechten / von

ANNO
1408.

ANNO 1408. **W**ertes Gnaden Bischöffen zu Costanz / Hannsen Truchtsen zu Walspurg / Ritter Hannsen von Thengen / Hanns Conraden von Bodman / Ritter Herman von Freyberg / Ritter Hannsen von Hornstein / Ritter Conraden von Haymenhofen / Ritters / Elzern von Schellenberg / und Caspar von Klingenberg / *ic.* daß sie all ihre Insignel / zu einer Wahrheit aller obgeschriebenen Sach / Stuck und Artikel an den Brieff gehenckt haben / darunter wir Uns all / und jeglicher besonder vestiglichen verbinden / alles das wahr und stat zu halten / so an dem Brieff geschrieben steht / bey den Heyden / so wir geschworen haben / ohn all Gefährd / *ic.* Der Brieff ist geben zu Wals / da man zähle nach Christi Geburt / vierzehnen hundert Jahr / und darnach in dem achten Jahr / am nechsten Sambstag nach Weits Tag / *ic.*

(L.S.) Tect.	(L.S.) Nellenberg.
(L.S.) Randeegg.	(L.S.) Ruffegg.
(L.S.) Truchtsen.	(L.S.) Thengen.
(L.S.) Hornstein.	(L.S.) Haymenhofen.
(L.S.) Rofnegg.	(L.S.) Stein.
(L.S.) Fridingen.	(L.S.) Bis. Costanz.
(L.S.) Bodmann.	(L.S.) Freyberg.
(L.S.) Schellenberg.	(L.S.) Klingenberg / <i>ic.</i>

CCXXXV.

A. Juill. Alliance & Confederation entre **RAOUL DE COUCY** Evêque de Metz, **CHARLES Duc de Lorraine**, **ROBERT Duc de Bar**, & **EDOUARD de Bar Marquis du Pont**, contre **FREDERIC Comte de Meurs**, qui s'étoit emparé de la Comté de Salverne, sur l'Evêché de Metz. Ils y conviennent de prendre les Armes en commun, pour regagner ladite Comté, & de la partager ensuite en trois parties égales. Le 2. Juillet 1408. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, & d'Autriche. Aux Preuves pag. 170. Tiré des Archives de Lorraine.]

Nous Raoul de Coucy, par la grâce de Dieu & du Saint Siege de Rome, Evêque de Metz; Faisons sçavoir à tous, que comme il soit chose & notoire, que Noble homme feu Henry * de Salverne quant il vivoit, eust repris de nous à cause de nostre Evêché de Metz en Fiez vendable & Lige le Chastel, le Bourg, les Villes fermées de Salverne & de Boukenon, ensemble toutes les Appartenances: Et comme ses Predecesseurs l'ont d'antientté tenu de nos Predecesseurs Evêques de Metz, & comme nous trouvons & tenons clerelement que le droit Usage & Coutume de nostre dit Evêché est tel, que se un Vassal trespassé de ce siecle tenant Fiez de nostre dit Evêché, & que les Fiez soient situez par de là la Riviere de Sarre, par devers Aisay, sans Hoir male de son corps, ledit Fiez vient à nostre dit Evêché. Et comme ainsi soit que ledit Comte Henry soit trespassé de ce siecle sans ce qu'il ait laissé aucun Hoir de son corps, & meismement Hoir male. Et Fiedrich Fils au Comte de Meurs, de sa volonté, sans avoir aucune declaration en nostre Cour, que aucun droit y aye, s'est bouté en la possession de ladite Comté de Salverne qui est de nos Fiez, & à nous encheu à cause de nostre dit Evêché, comme dit est, & avec ce ledit Fiedrich, par luy & par ses Complices, apporte & fait tres-grans griefs & notoirs dommages à nous & à nos Eglises, hommes & Subges, & en oultre pourchasse & se travaille de nous bouter hors de nostre dit Evêché & de y mettre un de ses Freres. Considerans que toutes icelles tres-grans injures, maléicies & dommaiges nous sont tres durs à porter, & aussi regardant que se il nous falloit à nos propres frais entreprendre Guerre pour ledit cas sans avoir grosse & suffisant ayde, veu les grosses debtes & charges que nous portons à cause des Guerres que nos Predecesseurs ont heuës; ce nous soit dure & pesant chose pour nous & nostre dit Evêché. Et pour pourvoir en ce cas de remède convenable que

l'heritage de nostre dit Evêché ne nous soit ainsi par force rollu, & que en outre les injures que ledit Fiedrich nous a faites & fait, du jour en jour, soit restitué comme il appartient, & que autrement ne poions veoir que nous puissent venir à nostre dit droit & entencion, si ce n'est que nous aïens à nostre aide fors & puissans Seigneurs qui à leurs propres frais & milions nous aident à recouvrer l'heritage & droit de nostre dit Evêché. Et pource nous par bon Conseil & mieuze deliberation sur ce heuës & purement pour l'honneur, bien & utilité de nostre dit Evêché, avons traité & tres-amez Coufins **CHARLES Duc de Loherenne & Marchis**, **Robert Duc de Bar**, **Seigneur de Cassel**, & **Edouard aîné Fil de Bar Marquis du Pont**, par ainsi que lesdis Ducs & Marquis, pour eux & pour leurs Hoirs, & nous pour nous, & pour nos Successeurs, à compter lesdis de Bar & Marquis du Pont pour un, aient tous les droits, autoritez & quelles que nous à cause de nostre dit Evêché; avons ou pions avoir en ladite Comté ou encontre ledit Comte de Salverne par quelconque maniere que ce soit; & partiront les tiers en la fourme & maniere qui s'ensuivra. C'est à sçavoir, nous Evêques pour un tiers, nostre Cousin de Loherenne pour l'autre tiers, & nos Coufins de Bar & Marquis à un chacun d'eux, tant conjointement comme diversément, pour l'autre tiers; sans avoir l'un de nous aucun avantage encontre l'autre, & pour en user comme plus à plain en ces Lettres est déclaré. Avons donné & par ces presentes donnons à chacun desdis Ducs & Marquis, à compter lesdis Duc de Bar & Marquis pour un, tellement, comme dit est, le tiers en toutes Seigneuries, bonnes Villes, Forteresses en gardans d'icelles Forteresses en Terres & autres pouris, Seigneuries & Emolumens quelconques, sans rien retenir davantage par devers nous, excepté les Fiez Noble de ladite Comté; qui ne devront pas la Garde esdites Forteresses & la Jurisdiction spirituelle d'icelle Comté & dependances d'icelles en Jurisdiction spirituelle. Lesquelles choses nous Evêques de Metz avons retenu par devers nous, & nous Evêques de Metz dessus dis, nos Successeurs & lesdis Ducs & Marquis dessus nommez, chacun d'eux & leurs Hoirs & ayans cause, doivent avoir ou surplus chacune partie le tiers pour en joyr & user paisiblement comme de leur propre heritage, sans faire hommage ne autre redevance ou service quelconque. Es Forteresses; qui seront gagnées ou conquises, Nous & lesdis Seigneurs y devons mettre nos Chaffellains & nos Officiers, & boug-fistite chacun pour sa portion pour y demourer paisiblement, ainsi comme des autres Forteresses sitüées & assises ou Pays de l'Empire. Nous **CHARLES Duc de Loherenne & Marchis**, **Robert Duc de Bar**, **Seigneur de Cassel**, & **Edouard de Bar Marquis du Pont**, congnoissons par ces presentes, que chacun de nous endroit soy par bon advis & deliberation sur ce heuës en nostre Conseil, considerans le bon droit que nous tenons avoir Reverend Pere en Dieu Raoul de Coucy, Evêque de Metz à cause de ladite Evêché, avons traité & accordé à nostre dit Cousin l'Evêque, & accompagnie à luy, & luy à nous pour avoir chacun de nous des Parties dessus dite en ladite cause & action, le tiers, & pour en joyr de nostre droit; Nous Evêques, Ducs & Marquis dessus dis pour nous & pour nos Hoirs & Successeurs, avons fait les Confederations, Convenances & Alliances qui s'ensuivent. C'est à sçavoir que nous Raoul Evêque de Metz, & nous **CHARLES Duc de Loherenne**, & **Robert Duc de Bar**, & **Edouard de Bar** dessus dis, encontre ledit Fiedrich de Meurs, ses Alliez & Aidans, nous sommes aliez & devons tendre de tout nostre sens & puissance de conquerir ladite Comté de Salverne au plusloft, & par la meillere maniere que nous pourrons sans saintise, entrepot ou diffimulation quelconque, & devant tout ceuvre tantost que pour ce fait encommencerons Guerre de nous mettre le Siege devant Salverne ou Bonkenheim, lequel nous semblera plus expedient, & après de l'une à l'autre, & luy faire la plus dure Guerre que nous pourrons chacun de nous de toute nostre puissance, ainsi que nous ferions pour le propre fait d'un chacun de nous en tout cas & missions que à Guerre & à Siege appartenient, & d'iceluy fait nous ne autre pour nous ne pouvions jamais faire ne accorder Trèves, souferte, ne Accord, audit Fiedrich, ne les siens, ne à autres detenteurs de ladite Comté, ne faire quittance en maniere que ce soit l'un de nous sans les autres, par commun accord, & s'il advenoit que Paix fut faite de la Guerre, qui est à present entre nous

* autrement Sarverden.

ANNO
1408.

nous Evêque de Mets, Duc de Lohereenne, & la Ville de Mets d'une part, & le Comte de Nassau & de Sarrebrucke, le Comte de Salines, ledit Fiedrich de Meurs, & le Sire de Boulay d'autre part. Ja pource ne doivent estre enfreintes ne admeuries ces presentes Alliances & Convenances, mais se doivent tenir entre nous Evêque, Ducs & Marquis dessus nommez encontre Fiedrich, les Successeurs ou autres Detenteurs de ladite Comté de point en point, & toutes & quantes fois que l'un de nous iugera qu'il soit expedient apres ces presentes Guerre, & il en requiert les autres, un mois devant, tant seulement. Nous devons desfier & faire en outre tant par Siege comme par Guerre toute nostre puissance chacun de nous endroit l'un pour conquerre ladite Comté de Salverne, & chacun de nous à ses propres frais, missions & despens sens nul eschuy. Et nous les Ducs de Lohereenne & de Bar, & nous Marquis du Pont dessus nommez, considerans l'accompagnement que nostre dit Cousin l'Evêque de Mets, nous a fait sur l'heritage de son Evêché, & aussi que il ne puet souffrir & porter le fais de si grosse charge de Gens d'armes ne de frais comme l'un de nous, nous ne le devons mie presler; outre ce que en sa bonne foy il pourra souffrir; mais luy mesme & nous chacun endroit luy devons faire toute nostre puissance, comme dit est, de conquerre ladite Comté & tout ce que conquerir y pourrions doit estre à nous Evêque, Ducs & Marquis, & demourer sans division en commun chacune partie, comme dit est; de tiers en tiers & en gardes, & en toutes choses, sans avoir avantage l'un de nous sur l'autre en maniere que ce soit; sauf à nous Evêque de Mets nostre Jurisdiction spirituelle & les Eves de ladite Comté tels que dessus; & tous Prisons Gens d'Armes, qui par nous ou nos gens seront prins sur ledit Fiedrich ou ses Successeurs ou Detenteurs de ladite Comté & leurs aidans, doivent estre à nous dessus nommez en commun, & n'en poms ordonner l'un de nous sans l'autre, & se aucuns de nos Gens d'Armes qui par ledit Fiedrich ou ses aidans estoient prins, nous devons aider & delivrer nos gens qui prins seroient de nos communs Prisonniers par eschange raisonnable, & ceux qui en tel cas par eschange raisonnable ne se pourront delivrer, chacun de nous doit delivrer & desfraier les siens sans ce que les autres en doivent aucunement estre chargiez. Encor c'est à sçavoir que se aucuns quels qu'ils fussent vouloient poursuivre aucun de nous ou temps advenir & demander restitution de Fourraigeir comme de Biez, Avoine; Vins & autres Vivres de menues Bestes; comme Chastrons; Brebis, Pourceaux & Gelines, qui par nos gens seroit fait en faisant ladite Guerre; nous tous ensemble devons aider & estre aidans l'un de nous à l'autre à tousjoursmais encontre celui ou ceux qui de cet nous vouldroient poursuivre, & chacun de nous devons soulager & souffrir à avoir Vivres, à l'autre en toutes nos Bonnes Villes pour les deniers par pris raisonnable pour maintenir ladite Guerre, tant comme elle durera. Est assavoir comme il soit ainsi que nous Evêque de Mets dessus nommez, ne poms donner la propriété & heritage de nostre dit Evêché de Mets. Nous avons retenu en cette present Traictié pour nos Successeurs Evêques, Eileus ou confiermes de Mets, que nous poms rachepter & retraire à nous chacun tiers de ce que conquis seroit de nos Fiez toutes & quantes fois qu'il nous plaira, parmy la somme devingt mille francs d'Or du Coin du Roy de France ou moyneoye courtable à l'avenant; laquelle somme nous ou nos Successeurs serons tenus de paier à nosdits Cousins ou leurs Hoirs & Successeurs tout à une fois en la puissance de nosdits Cousins. C'est assavoir en paiant à nostre dit Cousin de Lohereenne ou ses Hoirs, la moitié de toute

la somme dudit rachapt, & l'autre moitié à nosdits Cousins le Duc de Bar & Marquis du Pont à l'un d'eux ou à leurs Hoirs & serons point receu à rachepter l'un desdits tiers sans l'autre, mais faudra se nous ou nosdits Successeurs veulent ledit rachapt faire; qu'il soit fait aussi tost de l'un des tiers comme de l'autre, & le tout sans malengin, & ledit rachapt fait ladite Terre qui seroit de nos Fiez. C'est à sçavoir Salverne & Boukenheim ensemble leurs appartenances deveroit demourer franchement à nous, pour nous & pour nos Successeurs, sans debat ou contredit de nosdits Cousins d'aucun d'eux, ne d'autres pour eux. Mais se aucune Forteresse ou Terre nous conqueriens sur ledit Fiedrich, sesdits Successeurs ou Detenteurs de ladite Comté, leurs Alliez ou autres, qui ne fussent point des Fiez de nostre dit Evêché, iceulx nous ne porriens retraire; ne rachepter, ainçois doivent demourer à nous Parties dessus nommez en commun, chacun Partie le tiers à tousjoursmais, comme dessus est dit. Et est à sçavoir que ou nous Evêque & Duc de Lohereenne dessus dis aurions fait aucun autre Traicté ou autres Lettres entre nous touchans cette matiere, qui allissent ou entreprissent en aucune maniere l'encontre du contenu en ces presentes, Nous voulons & des maintenant consentons que tout soit cassé & mis an neant, & des maintenant l'adnuillons & voulons que ces Lettres demeurent en leur force & vertu, & partiens de tiers en tiers comme dit est dessus. Et des maintenant nous Evêque, Ducs, & Marquis dessus nommez avons promis & par ces presentes promettons loyalement, que ou cas que ledit Fiedrich ou autres qui pour la haine de ces presentes Alliances ou Convenances dessus dites en faisoient Guerre ou Dommaige à nuls de nous quatre, ou temps advenir, nous promettons par les foies de nos corps, de aider l'un de nous à l'autre, bonnement & loialement sans faulxte ou eschuy quelconque, selon ce que cas apparient. Et c'est à sçavoir que se nous Evêque Evêque de Mets devant que nous ne fussions Evêque de Mets devant que nous ne fussions mise à execution, & que ladite Forteresse ou aucune d'elle ne sient gaignées & conquises comme dit est, que ces presentes Alliances soient de nul effect. Et pareillement se l'un desdits Alliez, à compter ledit Duc de Bar & Marquis pour un, alloit de vie à trespassement avant ladite execution; que lesdites Alliances & Convenances fussent du tout expirées & mises à neant, entant que touche ledit trespassé, & celui qui seroit en vie demeurait envers nous Evêque en cédites presentes en son Estat, comme dessus est dit. Toutes lesquelles choses dessus dites, & chacune d'icelles nous Radul de Coacy Evêque de Mets; CHARLES Duc de Lohereenne & Marchis, Robert Duc de Bar, & Edouart de Bar Marquis du Pont, avons juré & promis, jurons & promettons loialement & en bonne foy & en parole de Prince, & aux Saintes Evangiles de Dieu, de tenir, garder & accomplir; & faire tenir & accomplir l'un envers l'autre à tousjours sans contrainte. Tout dol, fraude, barrat & mal-engien cessans; & arriere mis. En tesmoings de ce nous avons fait mestre nos sceils à ces presentes, données l'an mil quatre cens & huit; le second jour du mois de Juillet.

ANNO
1408.

CCXXXVI.

Confederatio & Liga inter JOANNEM II. Cas-7. Decelle & Legionis, & CAROLUM VI. Francorum Reges. Actum Valleoleiti die 7. Decembris 1408. [Voyez-la ci-après sous le 23. Septembre 1475. Tom. III. pag. 510. col. 2.]

CCXXXVII.

14. Dec. Extract van een nauwer Verbinten tusschen REYNALD Hertoght van Gelder en ANTONIS Hertogh van Brabant, met verband van het Verschil aan de uytpraak van twaelf Raeds-Heeren te verbiyven. Gedaan binnen 's Hertogen-Bos den 14. December 1408. [SLICHTENHORST, Chroniques de Gueldre. Liv. VIII. pag. 180.]

GUELDERE
ET BOURGOGNE.

Voor eerst zouden de Vorsten op een afgepaelden dagh ses van hunne Raeds-vrienden naer Ravensleyn

CCXXXVII.

Traité d'Alliance entre (1) RENAUD IV. Duc de Gueldre & (2) ANTOINE DE BOURGOGNE Duc de Brabant. Fait à Baldac le 14. Decembre 1408. [SLICHTENHORST, Chroniques de Gueldre. Livre VIII. pag. 180.]

GUELDERE
ET BOURGOGNE.

PREMIEREMENT les Princes seront trouver à Ravensleyn à certain jour prefix six de leurs Conseillers amis,

- (1) Il mourut sans enfans en 1423.
- (2) Il fut tué en 1419, à la Bataille d'Azincourt.

ANNO
1408.

322

CORPS DIPLOMATIQUE

vesteyn aen de Maes af-vaerdigen, ende hen ter handen stellen zoodanige op-spraeken, verfoeken en klachten, als d'een op d'ander meynde te hebben: waer op de twaelve, gehoord aan dese en geene zijden het voor-dragen en bedingh, alles na hunne bescheydenheyden zouden beslicken, in kracht van een onweder-roepelijc Vonnis, eer zy van Ravelteyn vetrocken. Beyde Heeren zouden zoo langh haer leeven duyde, vrienden blijven, dat is, d'een tegen d'ander niet onder-winden, des anders vyand geen toevoer doen, dan des anders schade afwaerden, ende ter gelegener tijd helpen met sijn eygen volck, lijf, en op sijn eygen kosten; soo te weeten de Vorst die den Oorlogh aen-vaerdede, zelf by den tocht was: mede in't belegeren ofte aentasten van een Stad ofte Schants, d'ander, des verfocht, zoo ofte meer gewapende by-zetten, mids dat de verfochter hun voor-raed besclikke, ende tot geen verdragh en treede, daer sijn bystander niet en zy in bedongen. Soo een van der Vorsten onder-zacten des anders onder-zact in recht betrock, ende zulk een zich noch onder 't recht noch sijns Heers vier-banken, noch onder de twaelf goede mannen wilde buygen, dan zich in vyandchap vergreep tegens een der Vorsten ofte hun onderdaenen, die zoude van sijn Opperheer na behooren werden gebreydeld. Over en weder zoude soo te Land als te Water ongemoeide handelinge en verblijf zyn, onder betaeling van be-hoorlijcke Tollen ter behoorlijcker plaetzen.

Die Verdragh zoude zich strecken tegen alle Vorsten, uyt-gesondert het Roomse Rijk, den Francken Koningh, en Grave van Holland; met dit onderscheyd, dat de Heer van Brabant nu noch immermeer den Hollander de hand zoude leenen tegen den Hertogh van Gelder en Guich; ten ware de Burgondier in eygen hoofd den Hollander by-koemende, beyde Vorse-tendommen bekrijgde, ofte des Brabanders Broeders, de Vorsten van Burgondien en Nevers, uyt eygene in-sichten Oorlogh aenvingen tegen Reynald van Gelder; die in tegendeel, met raed en daed tot af-breuk van den Hertogh van Brabant, weder moght by-staen den Bisschop van Kolen, den Hertogh van Orleans, Hertogh Willem van den Berge, den Grave van Kleve, met de Bisschoppen van Luik en Paderborn; voor-behouden dat by den Brabander na sijn beste vermoegen, zoo 't nood deed, onderstaen zoude doen tegens die van Maesricht, Luik ofte Loen, in val van bly-keijk geweld en ongefelyc. Wel verstaende dat die byzondere kraekeelen, om welker wille dese bystaen was geschied, gesleeten zijnde, dit besceck namaels, ende zoo vaak dusdanige dingen voor-vielen, in zyn vordere leeden ongefchend en van volle kracht zoude blijven. Indien de Brabander de Kolenaers beoorloghede, zoude Reynald met hem in-spannen ende zijn erf-gode Zuich den Bisschop weder af-vorderen: quam Reynald hem eerst de vrendichap op te zeggen, dan zoude de Brabander hem zonder vertoef hulp bieden: maer soo de Bisschop yewaerts een van de Hertogen op 't lijf viel, daer zoude d'ander zyne Troppen na toe voeren, bestaende in 600. gewaepende Spiets-dragers, ende die op sijn beurs en gevaer onderhouden. De Vorsten in 't Leger, ofte in een tocht of Beleghe, by een zijnde, zouden yeder hun eygen kosten draegen, ende in de winst gelijckelyken deelen, ten waer eenige plaats yemant van de Vorsten eygendommelij-ken toe-behoorde. Alle zwaerigheyd, hinder, en mis-verstaen uyt dit Verdragh t'enigher tijd koemen-de te rijfen, ten ware dan dat beyde Vorsten ofte hun Onderdaenen onder een schortinghe kreegen, ofte de Onderdaenen met d'een ofte d'ander Vorst, zouden, met toetsenninge van de weder-zijdfte tegen-dingers, by de 12. Scheyds-luyden af-gedaen worden te Raves-teyn, na ses weken tijds; ende of'er yemant van dese Raeds-Heeren door dood, uytlandigheyd, vry-willighen af-stand, ontzettinge, ofte om andere oor-zaken, di sijn Ampt niet en konde ofte wilde nuyt-barden, in diens plaats zoude men t'elke reys keuren een ander. Beyde Heeren zouden een ofte twee van hun Raden, met een Geheym-Schrijver tegens den 13. der Lauw-maend naer Ravelteyn af-schicken, met hun Heeren Zegels, om ses opene Brieven te vervaerdigen, waer van'er elck drie zoude behouden, staende after weder Brief den dagh van dese overkomst: in den eersten Brief zoude dese Handeling beschreven zyn; in den tweeden, de onderlinge beloften, van over en weder ses Voltmachtigers naer Ravelteyn af te stuyten, met allen schijn en bescheyde, van 't geen d'een op d'ander had te zeggen; in den driesden, dat d'een Heer tot afterdeed van d'ander niet zoude by de hand aecmen,

amis, & leur mettront en main les demandes & plain-tes qu'ils croyent avoir l'un contre l'autre, surquoy les douze après avoir entendu les propositions faites de part & d'autre, ils en feront la décision selon leur dis-cretion par une Sentence en dernier ressort. & avant qu'ils partent de Ravelstein. Les deux Seigneurs de part & d'autre demeureront amis toute leur vie, c'est-à-dire, n'entreprendront rien l'un contre l'autre, ne donneront aucun accor aux ennemis l'un de l'autre, mais se protégeront & assisteront dans les injures qui leur seroient faites, de leurs propres Troupes & de leur vie, & à leurs propres dépens, savoir quand même le Prince qui seroit la Guerre, y seroit en personne; même que dans le Siege ou attaque de quelque Ville ou Forts en étant requis, il fournira 200. ou plus de ses Gens d'Armes, à condition que celui qui les de-mandera leur fournisse des provisions, & qu'il n'entre en aucun Traité que l'assistance n'y soit comprise. Si les Sujets de l'un des Princes vouloit mettre en Jus-tice les Sujets de l'autre, & qu'ils voulaient décliner la Jurisdiction de son Seigneur aîné, vier-banken, & celle des douze Arbitres, & qu'ils voulaissent se re-volter contre l'un des Princes ou leurs Sujets, le Sou-verain usera contre eux de contrainte. On commercera par Mer & par Terre sans empêchement en payant aux lieux convenables un peage raisonnable.

ANNO
1408.

Cet Accord aura lieu contre tous Princes, excepté l'Empire, le Roy de France, & le Comte de Hollan-de, avec cette différence que le Seigneur de Brabant ne prera jamais la main contre le Duc de Gueldres & de Juliers; à moins que le Bourguignon ne vienne à acquiescer les deux Principautés appartenantes à l'Hollandois, ou que les Freres de Brabant, Princes de Bourgogne & de Nevers, ne vinssent de leur propre mouvement à faire la Guerre à Renaud de Gueldre; qui d'autre côté, pourroit d'avoir & de fait; un dé-la-vantage du Duc de Brabant, assiser derechef l'Evo-que de Cologne, le Duc d'Orléans, le Duc Guillaume de Berghes, le Comte de Clèves, avec les Evêques de Liège & de Paderborn; à condition que luy de Brabant se defendra de tout son possible, si la nécessité le requiert, contre ceux de Maesricht, de Liège & de Loen, en cas de violence & de tort manifeste. Bien entendu, que ces querelles particulières, à cause des-quelles ledites assistances seront faites étant accom-plies; cet Accord, autant de fois que pareilles choses arriveront, demeurera inviolable dans tous ses points. Si le Brabancon venoit à faire la Guerre à ceux de Cologne, Renaud prendra les armes avec lui & re-prendra par l'Evoque sa Terre de Zulch. Si d'étoit Renaud qui vint à rompre le premier avec lui, le Bra-bancon l'assistera sans delay. Mais si l'Evoque venoit à attaquer quelques uns des Ducs, l'autre fera mar-cher ses Troupes consistantes en 600. Lancez, qui se-ront entretenues à ses dépens, & à ses perils & for-tune. Les Princes étant ensemble à l'Armée, ou à une expédition ou Siege, ils porteront chacun leurs frais, & partageront le gain également, à moins que les Places n'appartinrent à quelqu'un des Princes en pro-priété. Toutes les dissensions, obstacles ou dissensions qui viendroient à naître ou quelque temps que ce soit, de ce présent Traité; à moins que les deux Princes ou leurs Sujets ne requissent quelque querelle, dissension, dommage, ou les Sujets par l'un ou l'autre des Prin-ces, ils seront terminés à Ravelstein par les douze Ar-bitres dans six semaines. Et si quelqu'un de ces Con-seillers vient à ne pouvoir remplir sa charge, soit par mort, par démission volontaire ou autrement, ou que pour quelque autre cause il ne vaudrait point effectuer sa Commission, on en mettra à chaque fois un autre en sa place. Les deux Seigneurs enverront un ou deux de leurs Constillers avec un Greffier le 13. Janvier à Ravelstein, avec leur Secau, pour expedier six Lettres Patentes, dont chacun en gardera trois, en des-quelles sera mis la date: dans la première sera écrit le présent Traité; dans la seconde les promesses par-ticulieres d'envoyer à Ravelstein six Plénipotentiaires, avec les instructions sur ce qu'ils auront à dire: dans la troisième, qu'un Seigneur au prejudice de l'autre n'entreprendra rien d'icy en avant jusques à la Chan-

deleur.

ANNO
1408.

ANNO
1408.

neemen, van nu af tot aen toe-komstigen Kerstdagh.
Eyndelijken zoude de Brabander zijn opsprack tegen
de Gelderse op den Sondagh in midden Vallen aen
den Burg-Grave ofte Tollenaar van Nymegen in schrift
over-leveren, ende de Hertogh van Gelder op den
zelve dagh zyne stucken te Bruyssel in-dienen by
den Cancellar van Brabant ofte Willem Blondeel,
om daer na alles binnen Ravesteyn af-gehandeld te
worden.

deleur. Enfin le Brabançon livra par écrit au Bar-
grave ou Maître de la Douane de Nimègue sa de-
mande contre les Gueldrois, Et ce le Dimanche de la
mi-Carême, Et le Duc de Gueldre livra, le même
jour à Bruxelles, ses papiers entre les mains du Chan-
celier de Brabant ou Guillaume Blondeel, pour qu'il
en fût en suite traité à Ravestein.

CCXXXVIII.

1409.
28. Fevr.

Erneuerte und auf drey Jahr verlängerte Ver-
einigung zwischen der Stadt und Bischöffen
zu Costantz / Herzogen zu Tock / Graf-
sen von Montfort / wie auch anderen Frey-
herren / Ritters / zu gemeinen nutzen und
frieden / wider die Appenzeller und derselben
Helfer aufgericht / Crafft dessen sie sich gegen
einander und dero Freyheit und Richten zu be-
schützen / aufs kräftigste verbinden. Geschehen
am Donnerstag vor Reminiscere Anno 1409.
[LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part.
Special. Continuat. I. Fortsetzung II. pag.
50.]

C'est - à - dire,

Renouvellement & Prolongation pour trois ans de
l'Union entre l'Evêque de CONSTANCE &
la Ville de ce nom, le Duc de TECK, le Com-
te de MONTFORT, & quelques autres Com-
tes, Barons & Nobles, pour le maintien de la
Paix & du Repos public, & pour la défense de
leurs Privilèges & Droits contre les Gens d'A-
PENZEL, avec promesse & engagement de s'ai-
der, protéger, & défendre reciproquement contre
toute injuste violence qui leur viendrait de ce côté-
là. Fait le Jeudi, avant le Dimanche Remi-
niscere 1409.

W Ir der Burgermeister / Rathe / und Junft-
meister / und alle Burger gemeinlich / Reich
und Arme der Stadt zu Costanz / zc. Bekennen
Uns öffentlich mit diesem Brieff / zc. Wann wir
und die Hochwürdigsten / Edeln und Bolenderne /
Unser Lob gnädige Herren / Herr Steffan von Gun-
delshingen / Frey-herren und Ritter / Marck von Schel-
lenberg / genant Kufst / und Conrad von Stein zu
Klingenstein / Haupt-leuth des Theils im Allgen
und an der Tönnau / zc. Juncker Hans von Tengen
Frey-her / Caspar von Klingenberg und Burckhart
von Stoffeln / genant Schull / Haupt-leuth des an-
dern Theils im Heggen / im Tuggau und um den
Wodensee / und dieselb Gesellschaft und Rit-
terschafft / allegemeinlich / als sie nachbenamht
sein.

Albrecht von Gödes Gnaden Bischoff zu Co-
stanz / Ulrich Herzog zu Tock / Graf Hug von
Montfort / Herr zu Bregeuz / Graf Wilhelm von
Montfort / Herr zu Bregeuz / sein Vetter / Graf
Hug von Montfort / Herr zu Wübbain / Graf Wil-
helms Bruder / Graf Eberhard von Mellenburg /
Land-Grav in Heggen und in Madach / Graf Ru-
dolph von Montfort / Herr zu Scher / Graf Wil-
helm von Montfort / Herr zu Tettnang / Gebürder /
Graf Johann von Lupffen / Land-Grav zu Stech-
lingen / und Herr zu Hohen-Ed / Graf Egon von
Fürstenberg mit der Baar / und mit dem Schwarzw-
wald / Walther und Ulrich von Klingen / Gevren-
tern / Heinrich und Johann von Rosnegg / Gebür-
der / Wolff von Brandis / Johann von Truchsess
zu Waldpurg / Johann von Bodman der Al / Jo-
hann von Bodman / Frischhans / Johann Conrad
von Bodman / Leonhard von Jungingen / Heinrich

von Erbach / Heinrich von Randegg / Conrad von
Lupffen / Herman von Freyberg / Thoman von Frey-
berg / Berchold von Stein / Heinrich von Men-
burg / Eberhard und Conrad von Landau / Gebür-
der / Marquard von Schellenberg von Kifflegg /
Conrad von Schellenberg / Michel von Wolckstein /
Heinrich von Hörningen / Georg Truchsess von
Klingen / Johann von Künigs-Egg / Ludwig von
Hornstein / Johann Truchsess von Diefenhoven / ge-
nant Brack / Johann von Hornstein von Schag-
berg / Burckhart von Manspurg / Conrad von Hay-
menhoven / Walther von Stein / Walther und
Hans von Stadion / Claus von Bilibach / Wolff
von Stein von Klingenstein / Wolff von Stein
vom Rechtenstein / Conrad Berger von Diefingen /
Heinrich Truchsess von Höffingen / Heinrich Rogg-
wiler / Johann Schwarz / alle Ritter / Bern von
Lupfen / Dölger und Heinrich von Schellenberg /
Walther Albrecht / Ulrich / Hans / Albrecht / Al-
rich / Egg und Edele / alle von Künigs-Egg / Ulrich
Herman / und Heinrich von Hornstein / Friederich
von Freyberg / Wilhelm von Beldy / Rudolph von
Fridingen / Conrad von Schellenberg / Werner von
Hertenstein / Conrad von Stein / von Erbach / Con-
rad von Stein / genant Jach / Haingman von Stein /
Hans Ulrich von Eupg / Peter von Hohenegg /
Wilhelm Heinrich und Wilhelm von Klingen /
Heinrich von Fridingen / Heinrich von Randegg /
Hans von Randegg / Hans der Aelter / und Hans
der Jünger / und Heinrich von Honburg / Rudolph
von Landenberg / Hans genant Wille / Herman und
Buterly / die Truchsess von Diefenhoven / Hans
von Wyldenfels / Ulrich von Haymenhoven / Hei-
rich von Landenberg / Ranspurg / Hans Dengnau /
Egg / Kuff / Hans / Eberli von Reichbach / Wolff
von Wolfart / Burckhart Marger / Egitin und
Burckhardt von Randenburg / Conrad von Rei-
schach / der Jünger / Luz und Heinrich von Wör-
nau / Stubenberg von Stuben / Heinrich Vogt von
Lutpold / Rudolph sein Sohn / Frid von Eichen-
burg / Burckhardt / Eberhard und Conrad von Wyler /
Deng von Hornstein von Gröningen / Bystetten der
Alte von Maissenburg / Job von Autenriedt / Hild-
brand Welly / Hans von Magenbuch / Hans
Bess / Lins von Adelharghossen / Henst von Heu-
dorf / Heinrich von Heggelbach / Heinrich von
Magenbuch / Herman von Landenberg / Herman
Grämlich / Heinrich Surzg / Jäckli Schwarz /
und Rädiger Harger;

Zu den Zeiten / da viel und mancherley wilden
Unlust / und böß Gebrechen in den landen aufge-
standen waren / sonderlich von Appenzellern / und
denen die sich zu ihnen geschlagen und verbunden
hatten / durch die Land und Leuth / Edel und Un-
edel / Herren und Stätte / Clöster und ander
Gäistlich und Weltlich gedruet / und des ihren
unmächtig gemacht und entsetzt wurden / wider
Gut und alle Rechten ; Bedachten und für Uns
nabmend / daß der Fürst Götlicher Weisheit / Ge-
brieth und geschriebenen Rechten / daß wirgen und
sagten / daß männiglich gebunden wäre und solte
sein / den gemeinen Nutzen zu fördern / und den
Schaden des gemeinen Nutzens zu wenden / Fried
und

1409.

ANNO
1409.

und Gnade zu machen / und Uns dazumal Göt zu Lob / dem Hail. Röm. Reich zu Würde und zu Ehren / für solch böß Lust und unredlich Gewalt / uff ein Zeit / das sich jeso umkehren werde / ergeben werde / uff St. Georgen Tag / wo nächstkünftigen / zu einander verbunden / nach aufweisung desselben Bund-Brieffe / darinnen Wir und gemeines Land / und alle Erbar unversprochene Leuth / kundlich und wol / gemeinen Nutzen gemerckt und empfunden haben / und Uns von den Gnaden Gottes also geslicht hat / das wir stimals derselben bößen unredlichen Gewalt / doch zum Theil entladen / und überhebt seyen / und darumb / und auch umb das / ob wir solch beschaiden Lauff und Ordnung / mit der Hilff Gottes / hinfür in den Landen beheben möchten / so haben wir gar beräthlich / mit guten sätzen / und mit wolbedachtem sin und muth / aber Göt zu Lob / dem Hail. Röm. Reich zu wärde und zu Ehren / Uns und gemeinem Land zu Frieden und zu Gemach / und lauterlich durch den gemeinen Nutz / dieselben Unser Gesellschaft und Einigung mit der ehegnanten Ritterschafft / erneuert / gelängert / und gestreck / hinfür von dem ehegnanten St. Georgen Tag / nächstkünftigen drey ganze Jahr / die nächsten nach einander / in die Form / Weis und Meinung / als hernach mit Worten und in Schrift begrieffen wirdt / und doch der vordrigen Meinung Uns uff denselben St. Georgen Tag nächstkünftig unbergrieffenlich / und bey ihren Kräften geblieben / Und also war es Sach / das die obgenante Ritterschafft / oder die wir gemeinlich als sonderlich von jemand / war er wäre / nach dem ehegnanten St. Georgen Tag / bekümmert / beschädiget / oder angreifen würden / wider Rechts / oder sie jemand in der Zeit dieser Minung / treiben / trengen / oder nehmen wolte / von Freyheiten / Rechten und guten Gewohnheiten / die sie und die wir haben / und haben herbracht von Römischen Kaysern und Königen / und sich der oder die / darumb eines Rechts von ihnen und den ibrigen vor Uns obgenanten / denen von Costanz / in Unserer Statt nit wol lassen bedingen / und das das von ihnen verschlagen wurde / Wann dann wir obgenant von Costanz / darumb von den Haupt-Leuthen im Hegu / im Turgou und umb den Bodensee / ob es die würde angehen / gen Rudolffzell / in die Statt oder von den Haupt-Leuthen im Allgau und an der Donau / ob es die antreffe / gen Mengen in die Statt / oder gen Sallmansweil in das Closter gemahnet werden mit Worten als Brieffen / so sollen wir darnach ohnverzüglich / uff die Zeit als wir gemahnet werden / an derselben Stätt / in welche Uns dann verländt wirdt / vier Erbare Männer / mit vollem Gewalt schicken und senden / und die obgenant Ritterschafft und Gesellschaft / die das angicht / drey Erbare Männer / von ihr und den ihren wegen / auch mit vollem Gewalt / die sitzen samt dem ansetzt / da zu ein ander sitzen / und weisen sich die da gemeinlich / als der mehrertheil under jnen erkennet / uff ihre Ehre und Nyd sprechend / wie und in welcher Weise / und mit was Hilff wir derselben Gesellschaft und den ihren / nach gelegenheit der Sach / und nach aller ihrer Nothdurfft / helfen oder zu staten kommen sollen / mit wie viel und uff welche Zeit / des sollen dann wir obgenante von Costanz gehorsam sein / und demung thun / und auch das vollstrecken bey den Nyden / so wir darumb leiblich zu den Hailigen geschwornen haben / uff Unsers selbs Costen / Schaden und Verlust aller Ding / als lang und uff die Zeit / bis das die Sach / darumb dann gemahnet ist / aller Ding erobert / abgetragen oder verricht wirdt / Wer auch / das sich dazwischen gestreget / das also wieder uffgieng / und in der Zeit dieser Minung nit gericht wirdt / darinnen sollen wir derselben Ge-

ellschaft und den ihren / nach ausgang der Minung dennoch bevolffen sein / als vorgeschrieben steht und das das gericht wirdt / wäre auch / das sich dazwischen gestreget / das die obgenant Ritterschafft / oder die ihren dereinst überzogen wurden / wie oder von wem / als wie dick das beschey / alsbald und war des dann von ihnen inen oder gewahrt werden / mit ihren Worten als Brieffen / so sollen wir dieselben hiebinden / wa wir die erlangen mögen / angreifen und beschädigen an Leib und an Gueht / und Unser bestes darzu und darwieder thun / nach Unserm vermögen bey den Nyden / so wir darumb leiblich zu den Hailigen geschwornen haben / ohne alle Gefährde : Doch seyen wir nit gebunden Unsere Statt zu entbinden / darzu sollen wir die obgenant Ritterschafft und die ihren / ihr Leib und ihr Gueht / in Zeit dieser Vereinung / bey Uns und in Unsern Schloßern und Geseßten / freundlich und guetlich halten und schirmen / und ihren Schaden zu frischer That retten / als dick das nothdurfft wirdt / oder des von ihnen und den ihren ernahnet werden / ohne alle Gefährde : Auch das wir sie halten und sollen lassen bleiben bey allen ihren Freyheiten / Rechten und guten Gewohnheiten / der sie in diesem Brieff nicht begeben haben / ohne alle Gefährde : Korn / Kost / Kaufmanschafft / und andere ihre Nothdurfft lassen zugehen / und ihnen das nit sperren / keines wegs / auch durch beliebt und freundschaft wolten dieser Vereinung seyn wir sturbs mit einander übereinkommen / wäre es / das dazwischen wir oder einer / der zu Uns gehört / und zu sprechen gewonnen / zu einem in der obgenant Gesellschaft / der oder die under Uns oder wir selbst / sollen darumb einen Gemeinen nehmen / uff den obgenanten sechs Haupt-Leuthen einen / welchen wir wollen / der dann der Sach allergeringst ist / der auch dann das ansetzt / thun / und bey geschwornem Arde nit verziehen soll / und die Sachen uff denselben Gemeinen / mit einem gleichen Zusatz berechnen / aintwaders zu Radolffzell / zu Mengen / oder zu Sallmansweil / wa dann der gemein Tag hinfür bedet / nach gelegenheit des / oder der den Man dann zusprechen will / in vierzehnen Tagen den nächsten / nach dem und das erfordert wirdt / der Gemein und der Zusatz mögen auch darinnen ein Wynne suchen / ob in die gelangen mög / mit beyder Theil willen / doch das sie das Recht darumb nit saumen / und dann in dem ehegnant Zeit auftrag geben sollen / ohne alle Gefährde : Es soll auch jederman von den andern zum Rechten dar / und da man sicher guet Gelait hat / ohngefährlich / Auch soll Nacht und Dann am Rechten still liegen / und da nicht surgezogen werden in keinen Weeg : Was auch mit der Wynne gericht / oder mit Urtheil und Recht gesprochen wirdt / das soll von jedweder Theil gehalten werden und dabey bleiben / ohne männiglichs Widerrede : doch seind darin ausgenommen verbriefte Schulden / unlöngbar Gült / Zins und Hubszeit / das soll jedweder Theil under Uns gegen dem andern halten / als von Alters herkommen ist / und nach eines jeglichen Brieffe Laits und Sag / ohne alle Gefährde : Und wann / als vorgeschrieben steht / die obgeschriebenen bößen unredlichen Gewalt / von Urhab und des Ersten kommen / gewachsen und auffgestanden seynd / von Appenzeller und denen die sich zu ihnen geschlagen und verbunden hatten / ob nun derselb Anlauff oder derselben Anlauff gleich / von ihnen wieder auffstünde / darumb und dafür hat sich die obgenante Ritterschafft / sonderlich und mit beding / zu Uns verstrickt und verbunden / und bey geschwornen Nyden verhaissen / läme es darzu / wie dick das wäre / und die obgenante Haupt-Leuth / als andere die gesetzt werden / des von Uns ernahnet werden / mit Worten als Brieffen / zu Haus / zu Hoff / als

ANNO
1409.

ander

ANNO
1409.

under Augen/ so sollen sie Uns darnach in Monats-
Frisk/ dem nächsten ohnverzüglich schicken und sen-
den eo. zu Noß/ und 100. zu Fuch/ gueths wol-
erzogenes Volcks/ mit Armbrüsten und mit Spieß-
sen/ gleich in Unserer Statt Costang/ oder in an-
dere Unsere Schiess/ da wir deren bedürfen/ zu
täglichen Krieg/ und darzu demselben ihrem Volck
einen erbaren Hauptmann/ das wir und sie Rug
und Ehre haben/ und der den Krieg rechtlich und
endlich triebe/ uff Ihren eignen Penning/ Costen/
Schaden und Verluft aller Ding/ dasselb Volck/
und der Hauptmann sollen Uns auch gehorsam und
gewärtig sein/ und als lang bey Uns/ oder in an-
dern Unsern Schiessen/ ligen und bleiben/ bis das
dieselben Krieg/ Strich und Sachen gegen den obge-
nannten Appenzellern/ und die zu ihnen gehören/ ob
die wieder uffgingen/ als vorgeschrieben steht/ ero-
bert/ gericht oder abgetragen werden/ 12. Wurde
auch die Zahl desselben Volcks dererminst gemindert/
wie oder wie dick das beschehe/ so sollen sie Uns die
allweg/ mit als guten wieder uffrichten und erfül-
len/ das es je bey der Zahl und Summa bleibe/ und
daran nit abgebrochen/ oder die gemindert werde/ es
soll auch dasselb Volck/ und derselb Zusatz/ den vor-
dringen Artikel von der andern Hilf wegen nit ir-
ren/ noch angucken/ in keinem Weeg/ wir sollen auch
darwider schaffen und ordnen/ das demselben ihrem
Volck/ bey Uns/ oder in andern Unsern Schlossen/
redlich fairer Kauff umb ihren Penning geben/ und
mit den Herbergen nit beschaget werden/ ohne Ge-
fährde/ wäre auch/ das sich die sach gegen denen
Appenzellern/ und denen/ die zu ihnen wurden ge-
hören/ als heftiglich eingezern wurde/ und den ob-
genannten ihren Hauptmann/ und Uns dauchte/
das man mehr Volcks darzu bededfte/ und notdürf-
tig wäre/ wann des dann die obgenannte Hauptleuth
der Gesellschaft oder von Uns ernahet werden/ mit
Votten und Briefsen/ zu Haus/ zu Hof/ als unter
Augen/ so sollen sie von gemeiner Gesellschaft we-
gen/ uff die Zeit ohnverzüglich/ die ihnen von Uns
verfündt wurde/ drey Erbare Mann/ welche sie wer-
den her gen Costang zu dem obgenant ihrem Haupt-
mann ihres Volcks senden/ setzen und geben/ und wir
vorgenannt von Costang auch drey/ welche wir
wollen/ und wessen sich die da gemeinlich/ als der
mehrere Theil under ihnen erkennen/ das man mehr
Volcks darzu notdürftig seye/ das sollen sie Uns
dann aber schicken und senden in Monatsfrist/ den
nächsten nachdem und gesprochen wirdt/ in allen
vorgeschriebenen Rechten/ ohne alle Wiederrede/
Stunde auch dieselbe Sach gegen den Appenzellern
also wieder auf/ und wurde nicht erobert/ oder ge-
richtet/ in Zeit dieser Minung/ so sollen sie Uns/ nach
Aufgang deren Minung/ darinnen dannoch hilfflich
seyn/ in aller der Weise/ als vorgeschrieben steht/
und uff die Zeit/ das dieselb Sach gänglich erobert/
oder gericht wirdt/ sich soll auch mit Mahnen da-
rinnen jedweder Theil/ ohne den andern nit rechten
noch ausscheynen in keinen Weegen/ Wäre auch/ das
die obgenante Gesellschaft fürbas jemand mehr zu
ihnen nehmen/ den oder die sie sollen Uns beschrie-
ben geben/ und nehmen/ das Uns die auch schwö-
ren und Briefs geben/ in der Weise/ als sie gethan
haben/ ohne Gefährde/ Wolten sie aber jemand zu
ihnen nehmen/ ußwendig Schwaben in dem Land/
das mögen sie auch wol thun/ doch dieser Unser Mi-
nung unschädlich/ und das sie das an Uns bringen
sollen/ ob wir mit demselben auch in Bündnuß
stehen wollen/ oder nicht/ des sollen wir gewaltig
sein/ und die Wahl darunter haben/ zu thun oder
zu lassen/ welches wir wollen/ desgleichen mögen
wir Uns auch füro verbinden/ zu Herren/ oder
Städten/ doch diese Minung darinnen vorgelassen/
und aufgenommen/ und das wir auch an sie bringen

sollen/ ob sie mit dem oder denen in solch Bündnuß
mit Uns treten wollen/ oder nicht/ die Wahl soll
auch an ihnen stehen/ was ihnen darin liegt/ Wäre
auch/ das in diesem Briefs was mißgeschrieben/ oder
vergessen wäre/ das sich engwischen der obgenanten
Ritterschafft und Uns/ in kein andere Weise/ dann
zu rechter Freundschaft ziehen möchten/ daran
soll sich jedwederer Theil under Uns nit kehren/ noch
sich damit wider den andern nit beissen/ keines
Weges/ und sollen fast ein besser Gertrauen zu ei-
nander haben/ und einander das zu sehen/ und hilf-
ficher sein/ dan man das mit Worten/ oder mit
Schrift begreifen könne/ 12.

Und also haben wir obgenant Burgermeister und
Rathe/ und Burger gemeinlich der Statt zu Co-
stang/ geschworen gelehten Aid zu den Hagligen/
mit aufgebottene Fingern/ diese Gesellschaft/
Bündnuß und Minung gegen der obgenanten Rit-
terschafft/ wahr und steth zu halten/ zu lasten/ und
zu vollführen/ nach dieses Briefs Laut und Sug/
alles ohne alle Gefährde/ Doch haben wir darinnen
aufgenommen/ Unsern gnädigen Herrn/ den Rö-
mischen König/ das Haglig Römisch Reich/ und
die Konung/ die wir halten mit Unserer Herrschafft/
von Oesterreich/ die Wille und die Wirt/ und dar-
zu alle Reichs Stätte/ es wäre dan/ ob sich diesel-
ben Stätt gemeinlich/ oder ihr einer/ oder mehr
besonder Appenzeller Kriegs annehmen wolt/ oder
die obgenante Ritterschafft/ zu der wir Uns verbun-
den haben/ tringen oder treiben wolten/ von ihren
Freiheiten/ Rechten oder guten Gewohnheiten/ die
sie haben/ und haben herbracht/ von Römischen
Kaisern und Königen/ und sich die darumb ains
Rechten/ von ihnen für Uns nit wolten belagen
lassen/ so sollen wir derselben Ritterschafft/ wider
dieselben auch behelfen und hilfflich seyn/ in aller
der Weise/ als gegen andern leuten/ und als vor-
geschrieben steht/ ohne alle Wiederrede.

Und zu Urkund der Warheit/ und stether Si-
cherheit aller vorgeschriebener Ding/ so haben wir
obgenanter Burgermeister/ Rathe/ und die Bur-
ger gemeinlich der Statt zu Costang/ derselben
Unser Statt groß Insigel öffentlich gehend/ an die-
sen Briefs. Der geben ist am Donnerstag vor
dem Sontrag Reminiscere, in der Fasten/ nach
Christi Geburt vierzehnhundert Jahr/ und darnach
in dem Neunten Jahr.

CCXXXIX.

Traité de Mariage entre ANTOINE Duc de Bra-
bant, & ELIZABETH Fille de JEAN Duc
de Goritz. Fait à Prague le 27. Avril, 1409.
[AUBERT LE MIRE, Donationum Bel-
gicarum Lib. II. Cap. CXVIII. pag. 568]

27. Août.

BRABANT
ET GORITZ.

WENCESLAUS Dei gratia Rom. Rex semper
Augustus & Bohemæ Rex, notum facimus,
quod ad petitionem CAROLI Dei gratia Francorum
Regis, & aliorum Illustrum Domus Francie Prin-
cipum, Avenculorum, & Patruorum ejusdem Domini
Caroli, nec non ob singularem favorem, quem ad
Personam Illustris ANTONII Ducis Brabantie, Con-
sanguinei nostri, habere dignoscimur, Matrimonii pre-
parente contractum inter ipsum ANTONIUM &
Illustram ELIZABETH, natam quondam Illustris
Domini Joannis Ducis Gorlicensis Principis, Fratris
nostri Carissimi, Neptem nostram Carissimam, hoc
modo & ordine duximus ordinandum, sic videlicet:

Quod nos eandem Nepem nostram Elisabeth pre-
dictam Antonio Duci Brabantie tradere debemus & vo-
luntus legitimam in Uxorem. Cui etiam Elisabeth
Nepti nostre, in favorem hujus Matrimonii, robora-
mus, approbamus, ratificamus & confirmamus om-
nia Jura, successiones & devolutiones, que sibi de
jure, consuetudine & ordine, post nostram, nec non
Serenissimi Domini Sigismundi Regis Ungarie, Fratris
& etiam Illustris JUDOCI Brandeburgensis & Mora-

ANNO 1409. via Marchionis, Patruū, nostrorum Carissimorum, mortem, possunt competere quovis modo.

In casu videlicet, quo nos Regem Ungariæ, & Judocum Marchionem, Liberos & Heredes ex nostris corporibus procreatis, post nos non derelictis, ab hac luce (quod avertat Deus) migrare contigerit. Quo casu nos Wenceslaus Rex, & Bohemæ Rex, ipsam Elisabeth reddimus habilem, & habilitamus ad succedendum. Debetit quoque ipsa succedere & succedet ad omnes Dignitates, Principatus, Domitia & Terras nostras, nec non eorundem Regis Ungariæ & Marchionis, pacifice & quiete, jure & ordine, ut supra, impedimentis non obstantibus quibuscunque.

Item quo casu nos, Regem Ungariæ, & Marchionem Judocum Heredes & Liberos ex nostris corporibus procreatis habere contigerit, tunc Ducatus Gorlicensis, Marchionatus Lusatia, necnon alia Domitia, sive Terræ, quos, & quas JOANNES quondam Dux Gorlicensis, præfatus Elisabeth Genitor, habuit, dum vixit in humanis, tenuit & possedit, ad ipsam Elisabeth, Liberos & Heredes suos devolventur, & pertinebunt pleno jure, impedimentis non obstantibus quibuscunque.

Item præfata Elisabeth Nepoti nostræ favimus & indulgemus, regique auctoritate Bohemiæ indulgemus, ut ipsa, & ejus nomine Antonius prædictus, Ducatum Luxemburgensem, cum Comitatu de Chiny, & Advocacia Alsatie, cum suis pertinentiis (quæ omnia præfatus Judocus a nobis Bohemiæ Rege (supradicto, vi pignoris, tenet & possidet) ab eodem Judoco redimere, & exolvere possit & valeat.

Quæ etiam Elisabeth se de cætero, quandiu sibi vita comes fuerit, quædam Ducatus Luxemburgensis Ducatum poterit effectualiter nominare. Et si eadem Elisabeth Liberos & Heredes, ut speratur, habere contigerit, tunc hujusmodi sui Liberi & Heredes ad ipsam Ducatum Luxemburgensem, Comitatum Chiny & Advocatiam Alsatie succedere debebunt, & succedent, & Vassalli Regni, & Coronæ Bohemiæ hereditarie nuncupari, ipsorumque Ducatus, Comitatus & Advocatie erunt veri Heredes & Domini.

Item si prædicta Elisabeth Liberos & Heredibus ex jam dicto Matrimonio non derelictis, dies suos clauderet extremos, vel etiam ipsa Elisabeth, Liberos ex hujusmodi matrimonio existentibus, decesserit, & postea eadem Liberi & Heredes etiam decederent, tunc idem Antonius, Hæredes & Successores sui, Ducatum Luxemburgensem, cum Comitatu Chiny, & etiam Advocatiam Alsatie, perceptorum defalcatione, quos in sortem ipsius summæ principalis computari nolumus quoquo modo, verum ipsos eidem Antonio donavimus & donamus, de gratia speciali, titulo veri & iusti pignoris, habere, tenere, & pacifice possidere, cum omnibus suis pertinentiis quibuscunque debeant & debebunt, tenebunt & possidebunt, ita amplè & integre, sicut Dux Wenceslaus defunctus tenuit unquam, in eos & illam, ipso vivente.

Tandem & quousque eidem Antonio, vel suis Heredibus & Successoribus præfata pecuniæ Summa per nos, Heredes, & Successores nostros, unà cum centum & viginti millibus Florenorum Rhenensis monete, quos præfata Elisabeth, in subsidium felicitis consummationis dictæ sue parentelæ & matrimonii, in & super ipso Ducatu Luxemburgensi, Comitatu Chiny, & etiam Advocacia Alsatie, cum pertinentiis suis, nos Wenceslaus de munificentia nostra speciali dedimus, & gratiosè deputavimus, parata in pecunia, plena, perfoluta & numerata fuerit integraliter & ad plenam.

Item dictus Antonius dabit & firmabit, dat & firmat prædictæ Elisabeth in suo dotatio Comitatum Chiny, Civitatem Trevis, cum Castro ibidem, Praeposituram Dorby & Bessnach, cum ipsarum pertinentiis universis, ad præfatum Ducatum spectantibus, per ipsam, quandiu sibi vita ex alto concessa fuerit, sine impedimento quolibet, quietè & pacifice possidenda. Sic tamen, quod hujusmodi bona, post ipsam Elisabeth obitum, ad dictum Antonium, Heredes & Successores suos vice vera devolvantur, per ipsos, vice pignoris, prout expressius superius, possidenda.

Item nos potestatem & omnimodam facultatem reddimendi & exolvendi Ducatum Luxemburgensem, cum Comitatu Chiny, & etiam Advocatiam Alsatie, prædictis, cum suis pertinentiis universis à dicto Antonio, Heredibus & Successoribus suis, five causam ab eis habentibus, nobis, & Successoribus nostris quibuscunque Bohemiæ Regibus, & Coronæ Bohemiæ, plenarie pro summis & expensis, ac modo & forma, ut præmittitur, reservamus.

Item declaravimus & declaramus ipsum ANTONIUM prædictum, ritè, benè & justè ad Dominium Ducatus Brabantii legitimam successione devenisse, & ipso Ducatu cum suis pertinentiis licitè & bono Titulo gaudere debere.

Et insuper in quantum opus est, aut fuerit, omne jus, quod nobis tamquam Romanorum, aut etiam Bohemiæ Regi, ratione Ducatus Luxemburgensis, aut alias in Ducatu Brabantia, per modum devolutionis, seu alio quocunque modo competit aut competere poterit, & unà cum hoc, omne jus, quod nobis in Castris & Fortalitiis inter Mosam & Rhenum sitis, ad Ducatum Luxemburgensem spectantibus, quæ idem Antonius ad præsens tenet & possidet, competere dicitur, eidem Antonio, Heredibus & Successoribus suis dedimus & damus, & in eos plenarie transulimus & transferimus.

Et idem Antonius ipsum Ducatum Brabantiam cum suis pertinentiis, à nobis Romanorum Rege, infra unius anni spatium (dum tamen sibi infra dictum annum, locum & diem competentem assignaverimus) in feodum suscipere debet propriè in pers. na, & nobis ratione hujusmodi homagii, universa & singula præstare & facere, ad quæque Principes & Vassalli Sacri Romani Imperii, tamquam sibi naturali Domino, obligati & astricti est, quomodolibet, consuetudine vel de jure.

Item nos Wenceslaus Rex Romanorum & Bohemiæ præfatus, unite & considerare debebimus, unimus & consideramus eum dictis JOANNES & ANTONIO Ducibus Burgundie & Brabantie per præsentis, sic videlicet, quod ipsi nobis, Heredibus & Successoribus nostris Bohemiæ Regibus, in nostris ac Sacri Romani Imperii, necnon Coronæ Bohemiæ negotiis atque causis, & signanter adversus Ruperthum de Bavaria, adversarium nostrum, cum duobus millibus lanceatis, propriis suorum sumptibus & expensis, Datum Præge Anno M. CCCC. IX. die 27. Aprilis, Regnorum nostrorum Anno Bohemiæ quadragesimo sexto, Romanorum verò trigésimo tertio.

CCXL.

Concilio Pisani Sententia Definitiva contra Petrum de Luna, Benedictum XIII. & ANGELUM CORARIUM, GREGORIUM XII. olim appellatos, de Papatu contententes, quæ Schismatici notorie Heretici & sic omni honore & dignitate indigni declarantur, & propter has iniquitates eadem Dignitate privantur, & ab Ecclesia præscinduntur. Lata s. mensis Junii in Sessione XIV. Anno 1409. [Collectio Reg. Conciliorum Tom. XXIX. pag. 208. PHIL. LABBEI Collectio Conciliorum Tom. XI. Part. II. pag. 2126. RAYNALDI Contin. Annalium CAESARIS BARONII Tom. XVII. Anno 1409.]

CHRISTI nomine invocato, Sancta & universalis Synodus, universalem Ecclesiam representans, & ad quam cognitio & decisio hujus causæ noscitur pertinere, Sancti Spiritus gratia in hac majori Ecclesia Pisana congregata, ibique pro Tribunali sedens, visis & diligenter exceptis omnibus & singulis, productis, probatis & agitis in præfata causa Unionis Ecclesiarum, Fidei & Schismatis, contra Petrum de Luna, Benedictum XIII. & Angelum Corarium, Gregorium XII. olim appellatos, quæ in præfati processu & causa plenius continentur, ac quibuscunque aliis ipsam Sanctam Synodum ad infra scriptam definitivam Sententiam moventem & inducentem, habita prius inter ipsos, & de novo inter tam copiosam multitudinem Magistrorum in Theologia Sacra, atque utriusque Juris Doctorum, priusque & pluries diligentem collatione, & tandem deliberatione matura, omnesque pariter in hanc Senten-

ANNO 1409.

5. Junii.

* Forfan, moveribus & inducentibus.

ANNO 1409. Sententiam reperiens unanimiter concordare, omnibus modo, via & jure, quibus magis & melius potest in prædictis contententibus, seu versus colludentibus de Papatu, & ejuslibet eorum contumacia, in his scriptis pronuntiat, decernit, definit, & declarat, omnia & singula crimina & excessus, & alia cuncta necessaria ad infra scriptam decisionem præsentis causæ deducta, per providos viros Henricum de Monte Leone, Joannem de Scribanis, & Bertholdum Voidegrheum, promotores, instigatores & sollicitatores, seu Procuratores deputatos ad persequendum præsentem causam, pro hujus detestandi & inveterati Schismatis hujusmodi extirpatione, & unionis atque reintegracione Sanctæ Mariæ Ecclesiæ, contra & adversus prædictos Petrum de Luna, Benedictum XIII. & Angelum Corarium, Gregorium XII. de Papatu damnablem contententes, ab aliquibus nuncupatos, in petitione coram ipsa sacra & universali Synodo præsentata & exhibita fuisse, & esse vera atque notoria, ipsosque Angelum Corarium & Petrum de Luna, de Papatu, ut præfetur, contententes, & eorum utrumque fuisse & esse notorios Schismaticos, & antiqui Schismatis nutritores, defensores, approbatores, fautores & mantentores pertinaces, nec non notorios Hæreticos, & a fide devios, notoriosque criminibus enormibus perjuri & violationis voti irretitos, universalem Ecclesiam Sanctam Dei notorie scandalizantes, cum incorrigibilitate, contumacia, & perniciacia, notorius, evidenter & manifestis: & ex his & aliis se reddidisse omni honore & dignitate, etiam Papali, indignos, ipsosque & eorum utrumque propter præmissas iniquitates, excessus, & crimina, ne regnent vel imperent, aut præstent, a Deo & Sacris Canonibus fore ipso facto abjectos & privatos, & etiam ab Ecclesiâ præfiscos. Et nihilominus, ipsos Petrum & Angelum, & eorum utrumque, per hanc definitivam Sententiam in his scriptis privat, abjicit & præcindit, inhibendo eidem ne eorum aliquis pro summo Pontifice gerere se præsumat Ecclesiæ vacare Romanam, ad cautelam decernendo, & insuper omnes Christicolæ quoscunque, etiam si Imperiali, Regali, vel alia qualibet præfulgeant Dignitate, declarabat eorum & ejuslibet eorum obedientiam (non obstante quocunque fidelitatis juramento, aut alio quovis vinculo, quo illi vel eorum alteri tenerentur affecti) fore perpetuo absolutos. Inhibendo iisdem Christi fidelibus, ne prædictis de Papatu contententibus, seu eorum alteri, quomodolibet obediant, pareant, vel intendant, aut consilium, auxilium, vel favorem ipsi præstent, aut ipsos recipiant vel recipient, sub pena Excommunicationis, & aliis a Sanctis Patribus & Sacris Canonibus iussis, promulgatis, & ordinatis. Quodque si parere contempnerint hanc Ordinationi & Sententiæ, ipsos & eorum fautores, defensores, adhaerentes, & sequaces, etiam per seculares Potestates fore compescendos, & compesci debere, juxta præcepta divina & sacrorum Canonum dispositiones, eadem Sancta Synodus pronuntiat, decernit & definit; ac insuper, omnes & singulos Processus & Sententias Excommunicationis, inhabilitatis, vel alterius censuræ & penæ, privationesque Ordinum & Dignitatum, etiam Cardinalatus, Beneficiorum & Officiorum, ac Graduum quorumcumque, qualescunque fuerint, & quocunque nomine nuncupentur, seu nominentur, contra Dominos Cardinales per dictos Petrum de Luna & Angelum Corarium latos & fulminatos, fuisse & esse nullos, cassos & irritos, nullas, cassas & irritas, ac nullius roboris, efficaciar, vel momenti: & quatenus de facto processerunt, eatenus annullandos, cassandos & irritandos fore: Sicque etiam ad cautelam, quantum & quatenus expediat, omni modo & jure quo melius potest, annullat, cassat & irritat. Et insuper promotiones, sive potius profanationes quorumcumque ad Cardinalatum, per dictos contententes de Papatu, & eorum utrumque auctoritas, videlicet per dictum Angelum a die tertia Maii, & per Petrum antedictum, a die decima quinta Junii Anni proxime præteriti millesimi quadringentesimi octavi, falsæ & esse nullas, cassas, irritas & inanes, & quatenus de facto processerunt, annullandas, cassandas & irritandas; & sic etiam ad cautelam, quatenus expediat, omni modo & jure quibus melius potest, præfata Sancta Synodus per hanc Sententiam definitivam cassat, irritat & annullat.

CCXLI.

9. Juin. Fragmentum Contractus Venditionis de Civitate Iadræ cum Fortalitio, per Regem Ungarie LA-
TOM. II. PART. I.

DISLAUM, pro Ducatis centum millibus, Dominio VENETORUM facta. Datum 9. Junii Indict. II. Anno 1409. [JOHANN. LUCIUS de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Libr. V. pag. 262.]

ANNO 1409.

In Christi nomine, Amen.

ANNO Nat. ejus 1409. Ind. 2. die Martis nono mens. Junii. Cum Serenissimus & Excellentissimus Princeps, & D. D. Ladislaus Ung. Hieruf. & Siciliæ Rex ad quem cum constet pleno jure spectat & spectare noscatur tota Dalmatia cum Terris, Castris, Fortaliciis, Insulis, & Villis, & Territoriis ejusdem cum omnibus Juribus, Jurisdictionibus, habentis, & pertinentis quibuscunque, omnibus Vassallis, Feudis, & Feudatariis ipsius, & aliis infra scriptis disposuisset, pro statu Reip. ac statu Regio defensione, gubernatione Regui sui prædicti, & ex aliis causis justis moventibus mentem suam Regiam vendere & alienare Civitatem Iadræ de partibus Dalmatiæ cum Fortalitio, five Castro ejusdem, ejusque pertinentis, & Districtu, Insulis, Castris, five Villis pertinentiarum ejusdem, cum, & sub specificatione Novigradus Insulæ Pagi, & aliorum Districtuum ipsius, nec non Terram Lauranæ cum Fortalicio, & Castro ipsius ejusdem Provincia, nec non sub eadem venditione jura omnia competentia, & competitura quomodolibet præfato D. Regi ex quovis capite, ratione, Titulo five casu super tota Dalmatia prædicta, Terris & Castris & Locis Fortaliciis omnibus, Vassallis, Feudis, Feudatariis, Juribus; Jurisdictionibus, & pertinentis suis omnibus dictarum Civitatum Iadræ, Lauranæ, Castris Novigradus, Insulæ Pagi, ac cessione quorumcumque Jurium super tota prædicta Dalmatia, directo & utili Dominio, mero & mixto imperio, cum gladii potestate, liberis & exemptas ab omni nexu, & Hypotheca reali, & personali angaria, & parangaria, præstatione tributis, quolibet alio onere, honore, gravamine, & specie servitutis absque reservatione aliqua debenda præfato D. Regi pro Terris venditis, & cessione aliorum Jurium ut supra ipsius dictæ quomodolibet non obstant: & ut infra videlicet pro Ducatis centum millibus...

CCXLII.

LUDOVICI II. Regis Jerusalem & Siciliæ, & Comitum Provincie &c. Plenipotentia, super quatuor Consiliariis ejus, ad tractandum, transigendumque de differentiis omnibus inter ipsum & Comitem SABAUDIÆ, circa Civitatem Niciæ, diversasque alias Terras, Villas & Castra, atque hunc in finem comparandum, nomine suo, coram Dominis Ducibus Biturie & Burgundie, Arbitris constituit. Actum 5. Julii 1409. [Du Puy, Traitez touchant les Droits du Roi T. C. aux Preuves des Droits sur le Comté de Nice. pag. 41.]

LUDOVICUS secundus Dei gratia Rex Jerusalem, & Siciliæ, Ducatus Apuliæ, Dux Andegaviæ, Comitatum Provincie & Forcalquerii, Cenomanie, Pedemontis ac Rouciaci Comes, universis & singulis presentes Literas, seu publicum Instrumentum inspecturis, tam presentibus quam futuris. Notum facimus quod mota nuper questionis & debati materia inter nos ex una, & Illustres ultimum defunctum & modernum, Comites Sabaudie, Carissimos Consanguineos nostros, ex altera partibus, de & super Civitate Niciæ, diversisque aliis Terris, Villis; Castris & Locis, quas & que cum illorum redditibus, ipse quondam Comes destituit & modernus Comes nobis detinet, indebitè occupatas, & occupata, tam infra limites dicti Comitatus nostri Provincie, quam Vintimilli & alibi constitutas & constituta; & hoc post captivitatem, obitum & decessum recolende memorie Serenissime Domine Johanne Regine Regnorum, & Comitatum predictorum Comitisse, Avie nostre reverende, cujus Regna, Comitatus; & Successio ad Reverendissimum Dominum Genitorem nostrum, & successivè ad nos ei in dictis Regnis & Comitatus succedentes pleno jure pertinent & spectant. Et deinde ex ipsis questionibus & debatis exortis Guerris, & Guerrarum fremitibus, que medianibus Tractatibus felicis recordationis Domini Clementis

Tt 2 tis

ANNO
1409.

tis septimi, & Illustrium recolende memorie Dominorum Patrum nostrorum Biturie & Burgundie, & Treugis ex eorum Tractatibus factis & confirmatis occasione premissorum usque nunc cessaverunt. Et quia dictus Dominus Biturie Patruus, ac Illustris Carissimus Consanguineus noster Burgundie Duces sentientes Treugarum ipsarum confirmationem de proximo finiendam, nosque velle & debere totis viribus intendere ad ipsarum Terrarum nostrarum, ut premititur, occupatarum per modernum Comitem recuperationem: Volentes totis viribus eorum debatis & questionibus huiusmodi finem imponere gratiosum, & super eis dictum Comitem gratiosè nobiscum concordare, ut cessent inimicitie & scandala inter Partes, quibus tenemur & volumus pro viribus complacere, annuentes & consentientes eos de Iuribus & rationibus nostris super premissis informari, & ipsis informatis nos submittere & stare ordinationi & arbitrio eorumdem. Hinc est quod cum ad presens nequeamus, aliis magis arduis nobis occurrentibus negotiis, circa premissa personaliter interesse: idelicet confidentes de industria, probitate, diligentia ac follicitudine magnifici Egregiorum & Nobilium Viroom, Guidonis de Valle Militis Consanguinei & primi Cambellani, Roberti Lathomii Licentiatii in Legibus, Magistri Requestarum, Johannis de Podio Generalis Consiliarii super facto Subsidiorum Domini mei Regis, & Guillelmi Seigneti Licentiatii in Legibus Iudicis Nemausensis, Consiliariorum nostrorum dilectorum, ipsos quatuor aut tres ex ipsis citra revocationem aliorum Procuratorum nostrorum per nos alias constitutorum, nostros veros, legitimos & indubitatos Procuratores, actores, factores & negotiorum nostrorum gestores & Nuncios speciales & generales, ita quod specialitas generalitatis non derogat, nec e contra, tenore presentium de certa nostra scientia, facimus, constituimus, creamus, deputamus, & etiam solemniter ordinamus ad se conferendum ad presentiam dictorum Illustrium Dominorum Ducum Biturie & Burgundie, & coram eis nostro nomine, & pro nobis comparandum & se presentandum. Quibus, aut tribus ex prenomminatis Procuratoribus & Nunciis nostris per presentes de certa nostra scientia plenam & liberam concedimus potestatem coram dictis Dominis Ducibus, ubicumque ipsos esse contigerit, se presentandi & nostro nomine & pro nobis comparandi, omniisque Jura & rationes nostras factum huiusmodi tangentia narrandi, exponendi, & eos de illis informandi, ac contra ipsum Comitem Sabaudie, si per se vel alium seu alios coram ipsis Dominis Ducibus legitime non compareat, de omnibus dampnis, sumptibus, expensis & mercede nostris; & de defectibus, diffugiis, neglectibus ipsis, casu quo aliud substat, propter ejus contumaciam, & neglectum non comparendi in terminis assignatis & assignandis, & ad comparandum coram Dominis Ducibus predictis protestandi & protestationum Instrumenta petendi, & ad cautelam si presens fuerit fieri facienda, necnon tractandi, dicendi, concordandi, pacificandi, transigendi, conveniendi & promittendi, & que tractata, pacta, transacta, concordata & promissa inde fuerint firmandi, ac Instrumento, Literis & Juramento in animam nostram prestando vallandi & roborandi, nosque, Terras & Bona nostra presentia & futura ad ea sic per eos aut tres ex ipsis agenda, tenenda & observanda, quarumcunque Contrarium viribus, stilis & ritibus obligandi, submittendi & potestandi, & omnia alia & singula in premissis & circa premissa ac incidentibus, dependentibus, emergentibus & connexis, ex eisdem faciendi, dicendi, tractandi concordandi, pacificandi, transigendi, conveniendi & promittendi, que nosmet facere, dicere, tractare, concordare pacifice, transigere, convenire & promittere, jurare & submittere possemus, si presentes personaliter adessimus, & que huiusmodi Negotii sive cause merita postulant, & requirunt, etiam si talia essent que Mandatum magis exigant speciale & magis speciale cum plena & libera Administratione. Relevantes ipsos Procuratores nostros, & eorum quemlibet ex nunc ab omni onere satisfaciendi, iudicandi sibi & iudicatum solvi cum suis clausulis ad hec necessarias & pariter opportunas. Promittentes ipsarum in vigore presentium sub nostro verbo Regali, & sub expressa & efficaci obligatione omnium bonorum nostrorum presentium & futurorum, & sub omni Jure & sacri renunciatione a hec necessaria, pariter & cautela, Notario publico infra scripto stipulanti & solemniter recipienti vi & nomine omnium & singulorum quorum interest & interesse poterit in futurum, nos ratum, gratum acque firmum habituros omne id & quicquid per dictos Procuratores & Nuncios nostros, aut tres ex ipsis in premissis & circa premissa actum, dictum,

gestum, protestatum, tractatum, promissum, conventum, transactum, pactum, obligatum, concordatum, submitsum, potestatum & juratum, quomodolibet fuerit sive factum, ac confirmatos, homologatos & approbatos per nostras Patentes Literas Magni nostri Sigilli munimine roboratas dum primum facimus requiriti, & numquam contra ea per nos ac Heredes nostros & Successores venturos quomodo: ac suppetentes de ipsa nostra certa scientia omnes & singulos defectus, si qui forsitan obmissi fuerint in premissis, propter que effectus presentium impediri possent, vel quomodolibet retardari. In quorum omnium & singulorum fidem & Testimonium presentes nostras Literas fidei & Instrumentum publicum per Notarium infra scriptum subscribi & signari mandavimus, nostrique magni Sigilli munimine roborari. Acta fuerunt hec in Civitate Tholoni, videlicet in Domo Nobilis Ludovici Fresqueti habitatione pronunc dicti Domini nostri Regis, presentibus ibidem spectabili Magnificis, & Egregiis ac Nobilibus Viris Nicolao Marchione Cotroni, Comite Cathaniani, & Magno Regni nostri Sicilie Comite Camerario, Johanne de Tulle, Johanne Gonsalvi, Militibus, Matheo de Bello-vallie Cambellanis, Pontio Cassii, Licentiatio in Legibus, Johanne de Sado, Legum Doctore, Johanne Drogou Milite, Consiliariis nostris, Johanne Boueti Licentiatio in Legibus etiam Consiliario nostro, ac Johanne Aufardi Scutifero, Michaelito de Cruce, & Johanne de Cruce Secretariis nostris testibus ad premissa. Datum vero ibidem per manus dicti Nobilis & Egregii Viri Johannis de Sado Legum Doctoris, Mandato nostro Locum tenentis Majoris Iudicis Comitatum predictorum. Anno Domini millesimo quadringentesimo nono die quinta mensis Julii secunde Indictionis, Regnorum vero nostrorum Anno vicefimo quinto. *Signatum, Loys.*

Et me Ponceto de Rosseto de Civitate Aquis Regio Secretario ac publico in dictis Comitibus Provincie & Forcalquerii Reginali auctoritate Notario constituto, qui premissis presens fuit, & que in notam recepti, & ideo presenti Instrumento per alium grossum manu propria me subscripsi, & signo meo consueto signavi in fidem & Testimonium omnium premissorum. Et nihilominus dictus Dominus noster Rex ad majorem roboris firmitatem premissorum presentibus nomen suum apposuit consuevit. Et supra placuit: Per Regem presentibus prenomminatis, P. DE ROSSETO. Et sigillatum in duplici cauda pargamenti, cum cera rubea magni Sigilli dicti Domini Regis.

CCXLIII.

Tractatus Fœderis & Concordie inter HENRICUM V. Anglie & Francie Regem ab una, & HENRICUM DE PLAWE Magistrum Generalem Ordinis Theutonicæ ab altera parte; Quibus utriusque Partis Ligeis aut cujuscunque conditionis hominibus conceditur, per eorum Terras atque Dominia libere mercari; porro etiam, de causis dampnis & gravaminibus amebat invicem causatis transigitur. Datum Londonie 4. Decembris Anno 1409. Cum utriusque Partis RATIFICATIONE huius Tractatus. Datum Anno 1410. [LUNIG, Teutisches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. 1. Fortsetzung III. vom Teutschen Johanniter Orden. pag. 19.]

REX omnibus, ad quos &c. Salutem.
Inspeximus Literas Patentes, Nobilis & Potentis Viri, Fratris Henrici de Plawe, Ordinis Beate Marie Domus Theutonice Jerusalemitarum Magistri Generalis factas in hac verba:

In nomine Sancte & Individue Trinitatis Amen.

Ne ea, quæ pro turbate Pacis Reformatione, ac consuete Amicitie Amorisque mutui conversatione, mature tractantur, ordinantur, & inter Partes quarum interest, pro earundem commodo & utilitate, ac alias pro communi Bono, legitime statuatur.

De facili, aliquis aut vel ingenio, seu alias quavis illicita occasione, per Patrem Jurisjurum irritari contingat quomodolibet seu infringi, necesse visum fuit & est ea per Scripta Autentica roborari, communiter firmissime, & stabiliri. Hinc est, quod nos, Frater Henricus de Plawe, Ordinis Beate Marie, Domus Theutonice Jerusalemitarum Magister Generalis, universis

ANNO
1409.

ANNO
1409.

sis Christi fidelibus, ad quorum notitiam presentes Littere quatercunque pervenerint, tenore earundem cupimus fore notum qualiter, fideles nostri (videlicet) *Theobaldus de Legendoff*, Miles, *Lessardus de Herford*, Burgomagister Civitatis nostre Elbingensis, & *Johannes Crolow*, Civis apud Civitatem nostram Dantzick,

Procuratores, Deputati, & Nuncii, venerabiles quondam Fratris nostri dum vixit (scilicet) *Ulrici de Jungingen*, ultimi & immediati Prædecessoris nostri, ipsiusque & Successorum suorum plena potestate ad infra scripta suffulti,

Nos, atque Venerabiles & Religiosos Viros, Consilii nostri Fratres de & super reparationis, reformationis & emendæ, omnium & singulorum attemptatorum indebite, inter, Serenissimum Principem ac Dominum nostrum, *Dominum Henricum*, Dei gratia Regem Angliæ & Franciæ, & Dominum Hiberniæ, ipsiusque Ligeos & Subditos, parte ex una, nec non dictum Fratrem *Ulricum Prædecessorem nostrum*, nos quoque & Ordinem nostrum ac quoscunque Subditos nostros, parte ex altera, variis tractatibus unanimis, ipsorumque concordii & finali apponementum.

Inter dicti Domini Regis Commissarios (videlicet) honorabiles Viros, *Ricardum Merlowe* Majorem & Civem Civitatis Londoniæ, Magistrum *Johannem Knighton* Clericum, & *Wilhelmum Askam*, ejusdem Civitatis Civem & Aldermanum, & dicti Fratris *Ulrici* nostri Prædecessoris, Procuratores & Nuncios antedictos habito, facto, ac conclusivo exinde secuto, per Patentes Litteras & Indentatas, utriusque Partis prædictæ Commissariorum & Procuratorum jam dictorum Sigillis, sub Dato quartæ die Decembris, Anno Domini millesimo, quadringentesimo nono, sigillatas, sufficienter & debite, sub forma, quæ sequitur, informarunt.

Per hanc indentatam sive interfectam Litteram universi Christi fidelibus ad notitiam rei gestæ manifestata fiat fides, quod Nobiles & Honorabiles Viri, *Ricardus Merlowe*, Major & Civis Civitatis Londoniensis, Magister *Johannes Knighton* Clericus, & *Wilhelmus Askam* ejusdem Civitatis Civis & Aldermanus, Serenissimi Principis & Domini, Domini *Henrici*, Dei gratia Regis Angliæ & Franciæ, & Domini Hiberniæ, nec non *Tiderici de Legendoff*, Miles, *Lessardus de Herford*, Burgomagister Civitatis Elbingensis, & *Johannes Crolow*, Civis apud Civitatem Dantzick, Nobilis ac Alma Religiosis Viri, Fratris *Ulrici de Jungingen*, Ordinis Fratrum Hospitalis Sanctæ Mariæ Theutoniciurum Jerusalemitanorum Magistri Generalis, Procuratores, Deputati & Nuncii, ad infra scripta potestatem sufficientem habentes, nominibus dictorum Dominorum Regis & Magistri in vim Potestatis, eis hinc inde attributis, omnia & singula subscripta appendarunt, & de eisdem unanimiter concordarunt.

Primo (videlicet) pro conversatione mutui Amoris & Amicitia consuetæ, Pacisque votivæ tranquillitate, extitit ordinatum quod omnes & singuli Ligei & Subditi Regni Angliæ, Terrarum, Dominiorum ejusdem Regni, Mercatores, & alii (cujuscunque status vel conditionis extiterint) poterunt & debebunt salvo & secure Terram Pruciæ tam per Terram, quam per Aquam, intrare, ac inibi mutuo conversari & libere, more Mercatorio, tam cum Prucenis, quam aliis (cujuscunque Nationis vel Ritus fuerint) mercari, ibidemque morari, & exinde ad Lares & Domicilia propria redire, vel quo voluerint, quotiens placuerit, tam per Terram, quam per Aquam, cum Bonis, Mercandisiis, & Mercimoniis suis quibuscunque Jura, Custumas, & ratione Merchandiarum & Mercimoniurum suorum, debita fideliter persolvendo, salvis semper dicto Magistro Generali, & ipsius Successoribus, omni Jure ac remedio, eis per Obligationes, per dictum Regem (de quibus infra dicitur) factas, concessis & indultis.

Item, extitit ordinatum, quod omnes & singuli Subditi dictorum Magistri Generalis & Ordinis (cujuscunque status vel conditionis extiterint) poterunt & debebunt, salvo & secure, Regnum Angliæ, Terras, & Dominia ejusdem, tam per Terram, quam per Aquam, intrare, ac inibi mutuo conversari, & libere, more Mercatorio, tam cum Anglicis, quam cum aliis quibuscunque (cujuscunque Nationis vel Ritus fuerint) mercari, ibidemque morari & exinde ad Lares & Domicilia propria redire, & quo voluerint, quotiens placuerit, divertere, tam per Terram quam per Aquam, cum Bonis, Mercandisiis, & Mercimoniis suis quibuscunque, Jura & Custumas, ratione Merchandiarum & Mercimoniurum suorum debita, fideliter persolvere.

do, salvis semper dicto Domino Regi, Heredibus, & Successoribus suis, omni Jure ac remedio, eis, per Obligationes, per Commissarios & Procuratores dicti Magistri Generalis supra nominatos (de quibus infra dicitur) ipsius Magistri nomine factas, concessis & indultis.

Item, unanimiter concordatum, promissum est, & concessum, quod pro omnibus & singulis damnis, gravaminibus, & deprædationibus, dicto Domino Regi, ac ipsius Subditis quibuscunque, ac cæteris omnibus, qui tempore dampnorum, gravaminum, & deprædationum prædictorum, dicti Domini Regis Subditi fuerint, vel sunt de presenti, ante Datam præsentium, quomodocunque factis & illatis, dicto Domino Regi, aut ipsius Successoribus, per prædictum Magistrum Generalem, aut Successores suos, in plenam satisfactionem dampnorum, gravaminum, & deprædationum prædictorum, solvi debent nonnullæ Pecuniarum Summæ Monetæ Anglicanæ, prout in Litteris Obligatoris, per prædicti Magistri Generalis Procuratores & Nuncios supra nominatos in hac parte factis, & eorum Sigillis sigillatis, Procuratoribusque & Commissariis dicti Domini Regis prænominatis, traditis & liberatis, plenius continetur.

Item, conditum, concessum existit, & promissum quod nullus Subditus dicti Magistri Generalis, aut suorum Successorum, ratione vel occasione dampnorum, gravaminum, & deprædationum prædictorum, per præfatum Dominum Regem, vel ipsius Successores, aut eorundem jussu vel Mandato, aut per alium quemcunque, qui, occasione vel causa dampnorum, gravaminum & deprædationum, de quibus superius memoratur, offensus fuerit vel dampnificatus, ipsorum alicujus Procuratione vel instantia, capietur, arestabitur, incarcerationitur, vel detinebitur, nec Subditiurum dicti Magistri Generalis, vel Successorum suorum, seu alicujus eorundem Bona capiantur, arestentur, vel detineantur.

Item, conditum est & concordatum, quod si contingat aliquem Ligeum vel Subditum dicti Magistri Generalis & Successorum suorum, contra formam Concordiæ & Concessionis proximo præscriptarum, gravari vel dampnificari, quod tunc Dominus Rex antedictus, & Successores sui Reges Angliæ, pro omni dampno, quod Subditi dicti Magistri Generalis, vel Successorum suorum, ea de causa iniuste sustinuerint, vel aliquis eorum sustinuerit, plenarie dampnificato satisfacere teneantur, quod si Dominus Rex antedictus vel Successores sui in Regno Angliæ, congrue per Litteras dicti Magistri Generalis, aut Successorum suorum requisiti, facere recusaverint, ex tunc post lapsum sex mensium, a tempore requisitionis hujusmodi, proximo sequentium bene liceat, præfato Magistro Generali, qui est, & qui erit pro tempore, facta primis fide opportuna de requissione hujusmodi, tanta bona Subditorum dicti Domini Regis, in Terra Pruciæ reperta, arellare, quæ sufficere poterunt ad congruas satisfactionem & emendam indebite in hac parte gravatorum vel gravati, & ea sub arellato detinere, quousque condigna hujusmodi gravatis vel gravato satisfactio fiat & emenda.

Item, per Commissarios & Procuratores superius concordatum, promissum & concessum existit, quod pro omnibus & singulis dampnis, gravaminibus & deprædationibus, dicto Magistro Generali & ipsius Subditis quibuscunque, tam Prucenis, quam Lyvonienfibus, ac cæteris omnibus, qui tempore dampnorum, gravaminum & deprædationum prædictorum, dicti Magistri Generalis Subditi fuerint, vel sunt de presenti, per dicti Domini Regis Ligeos & Subditos, ante Datam præsentium, quomodocunque factis & illatis, salvis semper dampnis & gravaminibus aliquibus dicti Magistri Generalis Subditis, ante Datam præsentium, per dicti Domini Regis Ligeos & Subditos, specialiter illis de Prucia illatis, in quibusdam aliis Litteris indentatis, per nos, & inter nos, Procuratores & Nuncios prænominatos, concessis & sigillatis, quæ sunt de Data, in Civitate Londoniæ in Angliā quarto die Decembris Anno Domini millesimo quadringentesimo nono, nominatis & specificatis, dicto Magistro Generali, aut ipsius Successoribus, per dictum Dominum Regem, aut suos Successores, in plenam satisfactionem dictorum dampnorum, gravaminum, & deprædationum, Prucenis, & Lyvonienfibus, ac cæteris aliis, de quibus præmittitur, illatorum, solvi debent nonnullæ pecuniarum Summæ, prout in Litteris obligatoris ipsius Domini Regis, in hac parte factis, ac eisdem Procuratoribus & Nunciis dicti Magistri Generalis traditis & liberatis, plenius continetur.

ANNO
1409.

ANNO

1409.

Item, concordatum, concessum, atque promissum est, quod nullus Ligeus vel Subditus dicti Domini Regis vel Hæredum suorum, ratione vel occasione dampnorum, gravaminum & deprædationum prædictorum, per Magistrum Generalem antedictum, vel ipsius Successores, aut eorum iussu vel Mandato, aut per alium quemcunque, qui occasione vel causa dampnorum, gravaminum & deprædationum, de quibus superius memoratur, offensus fuerit vel dampnicatus, aut per eorum Procuratorem vel instantiam capietur, arestabitur, incarcerationibus, vel detinebitur, nec Subditorum Domini Regis antedicti vel Hæredum suorum, nec aliorum bona eorundem capietur, arestabitur, vel detinebitur, reservato etiam semper prænominato Magistro Generali & ipsius Successoribus, omni Jure ac remedio, eis, per Obligationes (de quibus præmittitur) quovis modo quasitis & competentibus.

Item, conditum est & concordatum quod si contingat aliquem Ligeum vel Subditum dicti Domini Regis, Hæredum aut Successorum suorum, contra formam Concordiæ & Concessionis proximo præscriptarum, gravari vel dampnicari, quod tunc dictus Magister Generalis, & Successores sui pro omni dampno, quod Ligei vel Subditi prædicti Domini Regis, Hæredum vel Successorum suorum, ea de causa, injuste sustinerint, vel eorum aliquis sustinerit, plenarie dampnicato satisfacere teneantur.

Quod si Magister Generalis antedictus aut Successores sui, congrue per Literas dicti Regis, vel Hæredum suorum requisiti, facere recusaverint, ex tunc post lapsum sex mensium, a tempore requisitionis hujusmodi, proximo sequentium, bene liceat præfato Domini Regi, qui est, & qui erit pro tempore, facta primitus lege oportuna de requisitione hujusmodi, tanta bona Subditorum dicti Magistri Generalis in Regno Angliæ reperta, arestare, quæ sufficere poterunt ad congruas satisfactionem & emendam indebitam in hac parte gravatorum vel gravati, & ea sub aresto salvo detinere quousque condigna hujusmodi gravatis vel gravato satisfactio fiat & emenda.

In quorum omnium Testimonium atque fidem præsentibus Literis indentatis, penes præscriptos, Ricardum Melmore, Johannem Kyngron, & Willielmum Askam, pro parte Angliæ, remanentibus, dicti Tedericus, Lyfardus, & Johannes Creolowe, ex ipsorum certis scientiis, sigilla sua apposuerunt.

Dat. in Civitate Londoniæ, in Angliæ quarto die Decembris Anno Domini millesimo quadringentesimo nono.

Prædictarum igitur Unionis & Concordiæ Fœderaque Pacis votivæ appunctuata, collaudata, sopita, & terminata, prout in omnibus suis clausulis & Punctis per utriusque Partis Procuratores & Deputatos antedictos, plenam Potestatem ad hoc habentes, ordinata, condita, statuta sunt & promissa, nos, Frater Henricus, Magister Generalis antedictus de Consilio Venerabilium Fratrum nostrorum Concilii nostri, grata, rata receptimus & habuimus pariter & accepta, eaque juxta eorum contentas & tenores, cum omnibus eorundem emergentibus, incidentibus, dependentibus, connexis, pro nobis & Ordine nostro approbamus, ratificamus, & tenore præsentium, firmissime tenenda, inviolabiliterque & bona fide observanda, confirmamus, nec aliquid procurabimus aut faciemus, directe vel indirecte, secreta vel occulte, seu alias quovis quæsto colore, per quod tractata, conventa, statuta, promissa, reformata, finita, terminata, & concessa hujusmodi effectu debito frustrari poterunt quomodolibet seu impediri.

In evidens Testimonium omnium præmissorum Signillum Ordinis nostri præsentibus est appensum. Dat. in Castro nostro Maienburgh, vicesima quarta die mensis Decembris, Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo.

Nos autem, appunctuata prædicta, ac omnia alia premissa, juxta eorum contentas & tenores, cum omnibus eorum emergentibus, incidentibus, dependentibus & connexis, rata habentes & grata, ea pro parte nostra approbamus, ratificamus, & tenore præsentium firmissime tenenda, inviolabiliterque & bona fide observanda, confirmamus, nec aliquid procurabimus aut faciemus, directe vel indirecte, secreta vel occulte, seu alias quovis quæsto colore, per quod tractata, conventa, statuta, promissa, reformata, finita, terminata, & concessa hujusmodi effectu debito frustrari poterunt quomodolibet seu impediri.

In ejus rei Testimonium has Literas nostras Patentes fieri & magni Signilli nostri munimine fecimus ro-

borari. Dat. in Palatio nostro Westm. XXIV. die Maji.

ANNO

1409.

CCXLIV.

Instrument über die Theilung / welche zwischen des Römischen Königs Ruperti vier Herren Söhne durch sieben Sprecher gemacht und getroffen worden / aus welcher zu ersehen / was vor Güter der Churwürde unablässig anlehen / und was vor welche gleichsam als Erb- und für Allodial güter getheilet worden / und folglich noch also getheilet werden können. Datum Heidelberg auf den nächsten Freytag nach St. Michaelis 1410. [LUNIGS Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Abtag I. pag. 579. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans THUCCELLI Actorum Publicorum. Tom. III. pag. 192. en Latin, & en François dans la CONTINUATION des Actes & Memoires des Negotiations de la Paix de Ryswick pag. 79.]

C'est-à-dire,

Instrument du Partage fait entre les quatre Fils de l'Empereur, ROBERT, par les sept Arbitres qu'ils avoient nommés, où l'on voit quels sont les Biens inseparablement attachés à l'Electoral Palatin, & ceux qui, comme Hereditaires & purement Allodiaux, ont été partagés & peuvent l'être encore. A Heidelberg le Vendredi après la St. Michel. 1410.

Wir diese nachgeschriebene / mit Namen Naban Bischoff zu Speyer / Hans von Hiesborn / Johan Krenmiller / den man nennt den Dahlburg / Herman von Rodenstein / Schwarz Reinhard von Sickingen / Wiprecht von Helmstadt / und den Knebel Kier / bekennen offenbare an diesem Brieff / als der Alldurchlauchtigst / Hochgebohrne Fürst und Herr / Herr Ruprecht / Römischer König / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / Unser lieber gnädiger Herr Saligen Gedächtnis / in seiner Krantheit vor seinem Tode / als zu seinem letzten Willen / Uns haben befohlen und begehret hat / daß wir alle Brieff und Gemeinths / die vormahls von ihme und seinem Vater / und Mit-Vätern seligen / und auch eins theils von seinen Söhnen begrieffen sind / und in dem Gewiß zu Heydelberg ligen / vor Uns sollen nehmen / und darnach eine Ordnung unter seinen Söhnen machen / als Uns dan düncke / das gleichste und bequemeiste seyn / und auch damit Unser aller Gewissen beladen hat / nachdem wir ihme und seiner Herrschafft gewand wahren / und als die Hochgebohrne Fürsten und Herren / Herrn / Ludwig / Pfalzgrave bey Rhein / des Heiligen Römische Reichs Obrster Truchses und Herzog in Bayern / und seine Brüdere / Herr Johannes / Herr Stephan und Herr Otto / auch Pfalzgraven bey Rhein und Herzogen in Bayern / Unsere gnädige lieben Herrn / und auch mit ganzem Fleiß und Emsc gebetten hant / daß wir nach des obgenannten Unsers gnädigen Herrn des Römischen Königes seligen Befehl / nisse und Wgerung eine Ordnung unter ihnen machen / und sie um ihre Herrschafft / Land und Leuthe setzen und entscheiden / als Uns dan düncke das gleichste und bequemeiste seyn / als Unser gnädigster Herr der König seliger Uns das entsprochen habe / und wie wir die obgenannten sieben oder der mehrer Theil unter Uns sie also setzen / ordnen und entscheiden / daß sie und ihre Erben das also getrenlich / best und stet halten / und auch gänglich vollführen und thun sollen und wollen / sonder einigerley Intrag oder Irung / als in den besigelten Brief-

1410.

r. Octob.

fen

ANNO
1410.

fen darüber gemacht. Darauf wir auch geschworen haben / alles clärliehen begriffen ist / desselben wir die obgenannten sieben durch Beschlässe und Begehrunge Unserer gnädigen Herren / des Römischen Königs seligen / und durch flüssige und ernstliche Bitt / der vorgeannten Unserer vier Herren / und auch durch ihres und ihrer Lände besten Willen / und sonderlich darum / daß sie desto besser in Einträchtigkeit / und ohne Zweywege verbleiben / Uns der Sachen angenommen / und unterworfen. Und haben Briefse und Gemächte / die vormals von Unserm gnädigen Hn. dem König seligen / von seinem Vatter und Väter / und auch eines theils von seinen Söhnen / Unsern Herren begriffen seyn / vor Uns genommen / und noch viel Erfahrung / und Rath weiser Leuten / die zu der Herrschaft gehören / so seynd wir sammentlich ohngezwungen / und einträchtiglich überkommen / nach Gelegenheit der Sachen / und nach Unsern Herren des Königs seligen letzten Willen und Begehrunge / und nach allem Unserm Gewissen / als Uns daß empfohlen ist / und wir darzu verbunden seynd. So dünket es Uns / daß es also das gleichste und bequämlichs sey zwischen Unsern vorgeannten vier Herren ein Ordnung zu machen / sie zu seggen und zu entscheiden / umb ihre Herrschaft / Land und Leuthe / in demassen / alsbald hernach begriffen / und geschrieben ist / und wir ordnen / seggen und entscheiden sie auch also in krafft die Briefse.

Dis nachgeschriben ist Unserm Herrn Herzog Ludwig von der Pfalz zugetheilt.

Um ersten ist zu wissen / wann Unser Herr Herzog Ludwig ein rechter Pfalzgrafe / und des Reichs Churfürst ist / etc. Darum soll er bevor aus haben / und soll ihme bleiben / daß auch vormals ein Pfalzgrafe / und bey der Pfalz zu bleiben verscriben und vermachet ist / mit Nahmen Strals / die Beste über Bacherach gelegen / und die Stadt Bacherach / Stege der Thal / und Stahlberg / die Beste dabey gelegen / Tauburg und Stadt Pfalzgrafen / Seyn die Beste im Rhein gelegen / Churfürstberg / die Beste Dippach und Mannenbach / die Thale Särber / die Beste Allgey / die Beste Burg und Stadt Neustadt / die Stadt Wolfberg / die Beste dahindere gelegen / Manheim die Beste auff dem Rhein gelegen / Weinheim die beste Stadt und Burg Lindels / die Beste / Burg und Stadt / und die zwei Besten Heidelberg über der Stadt Heidelberg gelegen / und die Stadt Heidelberg und Dielsburg / Burg und Stadt / und in dem Land zu Bayern Amburg / die Stadt Waldeck / die Beste Kempnec / die Stadt Helfenberg / die Beste Hauburg / die Beste Morach / die Beste Nappurg / die Stadt und Nuden die Beste / die obgenante Schloß / Stadt und Bärge / mit allen ihren Herrlichkeiten / Zöllen / Geleiten / Wildpähnen / Fischereyen und mit allen Gerichten / Vogthehen / Dörffern / Leuten / Güttern / Gefällen / und Zugehörungen / wie Unser Herr der König selige die gelassen hat / es sey verketzt oder verkümmert / mit Schuld oder ohn Schuld / und wie das bis auf diesen heutigen Tag dato die Briefse zu den obgenannten Schloß / Burgen und Städten / und in dieselbe Amt gehöret hat / ohn alle Gefährde / soll der obgenante Unser Herr Herzog Ludwig bevor haben / auch in der maß / als vorgeschriben steht / doch was zu den andern Theilen in diesem Briefse nemlich begriffen und verscriben ist / das soll auch dabey bleiben / ohn alle Gefährde.

Es ist zu wissen / daß wir die obgenant sieben die übrigen Herrschaften / Land und Leuthe / wie die der obgenante Unser Gnädiger Herr König Rup-

recht selige gelassen hat / über die vorgeschriebene Schloß / Burg und Städte / mit allen ihren Zugehörden / die zu der Pfalz gehören und verscriben sind / als vorgeschriben steht / in Vier theil begriffen hant / nach viele Erfahrung und Unserm besten Verstandnisse / ohne alle Gefährde / Unsere vorgeannte vier Herren / ihr ieglichen ein Theil daran zu haben und ihme zu bleiben.

Hernach steht Unser Herr Herzog Ludwig Theil / das ihme zu der Pfalz getheilt ist.

Um ersten soll Unser Herr Herzog Ludwig zu seinem Theil haben / und soll ihm bleiben Zimmersheim / Burg und Stadt Neuenburg / die Beste auff dem Rhein gelegen mit dem Ficken dar / Nagenbuch Burg und Stadt / den Weingehenden zu Dörckheim / Neckerau das Dorff und dreyßig Fuder Weinpulte zu Krimmheim. Wann auch Unser gnädiger Herr König seliger selber Unsern Herrn Herzog Ludwig Hausfrauen / der von Engelland seligen / das alles als in Wittwums weise vorgegeben und verscriben hat / darzu soll Unser Herr Herzog Ludwig auch haben Bretheim / die Stadt Heydelsheim / die Stadt Wingen / die Beste Niderfels / die Beste Wegelburg / die Beste Waldeck auff dem Hunds-Rücken / die neue Beste halb / und das Theil an der alten Burg daselbst auch halb / Obberg die Burg / und Herings davor halb / und das Theil zu Dinstadt auch halb / und die Theil zu Offstein / Reichshoven / Mensterfelde / Hochfelden / Morckunster / Humenberg / Weinsten / Litzelsstein / Engharhausen / Alten-Daumberg und alten Wolfstein / dieselben Theil alle gleich halb / und die Theil zu Schawenburg / auff dem Rhein / und zu Rheinberg gang / und den Theil zu Levenstein halb / doch also / daß Unser Herr Herzog Ludwig die Burghöde / und Hilt von Levensteins wegen allein austrichten soll / die obgenannten Schloß / Burge und Städte mit allen ihren Herrlichkeiten / Geleiten / Zöllen / Wildpähnen / Fischereyen / und mit allen Dörfern / Gerichten / Vogthehen / Leuten / Güttern / Nutzen / Gefellen / und allen Zugehörungen / wie Herr der König seliger das gelassen hat / es sey verketzt oder verkümmert / mit Schuld oder ohne Schuld / und wie das bis auf den heutigen Tag / Datum die Briefse zu den obgenannten Schloß / Burgen und Städten / und in dieselben Amt gehöret hat / ohn alle Gefährde / soll Unser Herr Herzog Ludwig haben in demassen / als vorgeschriben steht / auch soll Unser Herr Herzog Ludwig zu seinem Theil haben / und soll ihme bleiben die Pfandschaft zu Rockenhäusen / und zu Westhoven / und die Theile der Dörfer Odrumheim / und den Lebenden zu Zelle. Obentwändig Denzheim mit allen Nutzen und Zugehörden / das alles in der Herrschaft Hand kommen ist / nach den Zeiten / daß die Briefse gemacht seynd / was Schloß und Zugehörden den Pfalzgrafen / und bey der Pfalz verbleiben sollen / so soll Unser Herr Herzog Ludwig auch haben / und soll ihm bleiben / Strumburg / Burg und Thal mit allen Nutzen / Dörffern und Zugehörungen zwey Theil daran / und die Stadt Gemunden auff dem Neck / wann Unser Herr Herzog Ludwig Strumburgs und auch Gemunde nicht entperen mag / auch sein Land hieoben in sein Land hinab in dem Rheingebirge / und auch die Straß auff dem Neck auff und abzureiten und zu kommen / doch also / daß Unser Herr Herzog Ludwig Unsern Herrn Herzog Rhen gegen denselben Pfandschaften zu Rockenhäusen / und zu Westhoven / und gegen den Theilen Gendrumheim / Dalsheim / Dalsheim / und Niederstetheim / und gegen den Lebenden zu Zelle / und gegen den zweyen Theilen an Strumburg /

ANNO
1410.

ANNO
1410.

burg/ und auch gegen der Stadt Gemünde geben solle in seinem Theil ein jährlich Geld/ mit Namen neunhundert Gulden Gold/ alle Jahr auff Weib-
nachten/ und wir meinen/ daß Unserm Gnädigen Herrn Herzog Ludwigen/ dieselbige vorgeschriebene Schüsse und Güter nützlich seyn sollen/ und das Unsern Herrn Herzog Otto die vorgeschriebene neunhundert Gulden Geldes jährlicher Gült nach Gelegenheit seines Theils auch nützlich seyn sollen/ und dieselb vorgeschriebene jährliche Gült der soll Unser Herr Herzog Ludwig Unserm Herrn Herzog Otto beweisen/ und ihnen derselben wohl sicher machen/ daß er daran wohl versorget werde/ also daß er Gehilfen daran haben möge/ nach möglichen Dingen ohn alle Gefehrd/ so haben wir Breheim und Heil-
dolsheim in Unsern Herrn Herzog Ludwigs Theil begriffen/ darumb daß er das Kloster Maulbronn desto baß bescheiden und beschirmen möge/ doch also/ wann Oberheim und Molsbach von deswegen der alten Marggräfin von Baden Unserm Herrn Herzog Otten lebig würde/ in vermaffen/ als hernach begriffen ist/ und daß dem Marggrafen von Baden oder seinem Erben Breiten und Wissenloch davon werden/ daß dann Unser Herr Herzog Ludwig Breiten/ Wissenloch und anders/ was damit be-
stehen wird selber lösen oder ledigen soll mit vierzehn tausend Gulden Haupt-Geldts/ und mit dem Schaden/ ob Schaden drauff gehen wurde.

Unsern Herrn Herzogs Johans Theil.

ES soll Unser Herr Herzog Johans haben in dem Land zu Bayern/ wann Unser gnädiger Hr. der König seliger selber ihme u. eines Theils seiner Hans-Frauen in Wittwums-weise das auch vorgegeben und verschrieben hat/ und das ist mit Namen/ das er zu seinem Theil haben und ihme bleiben soll/ zum ersten Raume die Stadt/ Bruck die Burg und den Markt dafelbst/ Neuenburg Burg und Stadt/ Weitenfeld die Bese/ Denehsperg die Bese/ Langfeld die Bese/ und den Markt darunter/ Kaimentz die Bese und den Markt darunter/ Stodtensfeld die Bese/ Hochensfeld die Bese/ Heimb-
burg die Stadt/ Weiburg/ Burg u. Stadt/ Neumarkt/ die Stadt/ Heimb-
burg die Bese/ Altorf die Stadt/ Pfaffenhoven die Bese/ Sultzbach Burg u. Stadt/ Rothenberg die Bese/ Dopperg die Bese/ Herprug Burg u. Stadt/ Schwabenstein die Burg/ Grünsperg die Bese/ Segensperg die Bese/ Segen-
stein die Bese/ Mittenau den Markt/ Röttingen den Markt/ Neuentirchen den Markt/ Schwenderdoff den Markt/ und Sendmule den Markt/ die obgenannte Schüsse/ Burg und Städte und auch die Märkte mit allen ihren Herrlichkeiten/ Geleiten/ Zöllen/ Wildpabnen/ Fischereyen/ und mit allen Dörffern/ Dogtheyen/ Leuten/ Gütern/ Nutzen/ Gefellen und allen Zugehörden/ wie Unser Herr der König seliger das gelassen hat/ es seye versetzt oder verthummet/ mit Schuld oder ohne Schuld/ und wie das bis auff diesen heutigen Tag datum dis Briefs zu den obgenannten Schüssen/ Bürgen/ Städten/ und Märkten/ und in dieselben Ampt gehöret hat/ ohne alle Gefehrd/ soll Unser Herr Herzog Johans haben in der maß/ als vorgeschrieben steht/ und darzu soll auch der Ehen-
genannte Unser Herr Herzog Hans haben/ und soll ihme bleiben in alle dem Rechten/ als daß Unser Herr der König selige daran gehabt hat/ mit Namen Urbach Burg und Stadt/ Turndoff die Bese/ Schenbach die Stadt/ Hollenberg die Bese/ Hertenstein die Bese/ den Roderburg/ Burg und Vorburg/ Hirtzau Burg und Stadt/ Wernau Burg und Stadt und Wiltensau/ die Burg Thum-
bach/ Schneitach und Kirchthumbach M. ärkte

ANNO
1410.

mit allen ihren Herrlichkeiten/ Geleiten/ Zöllen/ Wildpabnen/ Fischereyen und mit allen Dörffern/ Gerichten/ Dogtheyen/ Leuten/ Gütern/ Nutzen/ Gefellen und allen Zugehörden/ wie Unser Herr der König selige das gelassen hat/ es sey versetzt oder verthummet/ mit Schuld oder ohne Schuld/ und wie das bis auff diesen heutigen Tag/ Datum dis Briefs/ zu den obgenannten Schüssen/ Bürgen/ Städten u. Märkten/ und in dieselben Ampt gehöret hat/ ohn alle Gefehrd/ soll Unser Herr Herzog Hans auch haben in der maß/ wie vorgeschrieben steht.

Unsern Herrn Herzogs Steffans Theil.

SO soll Unser Herr Herzog Steffan haben/ wann Unser Herr der König selige selber Unsern Herrn Herzog Steffans Hans-Frauen/ daß ein Theil in Wittwums-weise auch vorgegeben und verschrieben hat/ und das ist mit Namen/ das er zu seinem Theil haben und ihm bleiben soll. Zum ersten Schimmern auff dem Hunds-Rucken Burg und Stadt/ Laupach die Stadt/ Horren die Stadt/ auff dem Hundsrücken zu maß und gantz/ was die Herrschafft darauf fallende liegende und Höffe Deil-
berg/ die Bese uf dem Sahne/ und Imphenheim/ das Dorf uf der Mabe/ Strunburg die Bese/ und den Thal darunter mit allen Dörffern/ Nutzen/ Zugehörden ein Dritttheil davon/ Waldeck die neue Bestunge uf den Hundsrücke halb/ und das Theil dafelbst an der alten Burg/ auch halb/ Wol-
landen die Bese/ Ruprechts Ede/ die Bese mit den Dörffern Weibelsheim und Weinheim/ Eri-
sch die Bese/ Anweiler die Stadt/ Zwenbrun-
den/ Burg und Stadt/ Hornbach die Stadt/ Berg-
zabern Burg und Stadt/ Kirchel die Bese/ Ne-
wensteil die Bese/ die Theil gantz/ an den Bes-
ten Gutenberg und Falkenburg/ Weysfeld und zu
Gerenberg bey der Mafel/ und die Theil gleich halb
zu Altenburg an Burg und Thal zu alten Wolf-
stein/ zu Ofenstein/ Reichshofen/ Münsterfeld Hoch-
felden/ Morfmünster/ Hünenberg/ Winnenstein/
Häselstein und zu Eucharthshausen/ und den Theil
zu Fronshheim/ die obgenannte Schüsse/ Burg und
Städte/ mit allen ihren Herrlichkeiten/ Geleiten/
Zöllen/ Wildpabnen/ Fischereyen/ Gerichten/ Dog-
theyen/ Dörffern/ Leuten/ Gütern/ Nutzen/ Ge-
fellen und allen Zugehörden/ wie Unser Herr der
König selige das gelassen hat/ es sey versetzt oder
verthummet/ mit Schuld oder ohne Schuld/ und
wie das bis auff den heutigen Tag Datum dieses
Briefs zu den obgenannten Schüssen/ Bürgen und
Städten/ und in dieselben Amte gehöret hat/ ohne
alle Gefehrd/ soll Unser Herr Herzog Steffan ha-
ben in der maß/ als vorgeschrieben steht/ und wann
Unsere Gnädige Frau die Herzogin von Spauheim
von Todes wegen abgeth/ (die Witte lange friste)
so soll Unserm Herrn Herzog Steffan alsdann zu
seinem Theil auch gefall. n/ werden und ihm verblei-
ben Bachenheim auff der Hart/ Burg und Stadt/
Lamsheim die Stadt/ und Agerheim die Stadt/
mit Zöllen/ Dörffern/ Nutzen/ Gefällen/ und al-
len ihren Zugehörden/ als sie dieselben Burg/
Städte/ Zölle und Dörffer zu ihrem Wittthumb
ietzt inne hat/ und wann Henrich Kemmerer Ri-
ter von Todes wegen abgeth/ so soll sein Gut zu
Landsheim/ wie er das der Herrschafft vormals
verschrieben hat/ und auch die Burg Heubelsheim
mit aller ihren Zugehörden dem obgenannten Unserm
Herrn Herzog Steffan alsdann zu seinem Theil
auch gefallen/ werden und ihm verbleiben.

Herzog Otten Theil.

SO soll Unser Herr Herzog Otto zu seinem
Theil haben/ und soll ihm bleiben zum ersten
Sinn.

ANNO
1410.

Sunkheim Burg und Stadt/ Käpferswerd auff dem Rheim gelegen / den Wiederfall nach Tode des Graven von Cleve / und die Iosunge und alle Rechte daran / Hebisheim die Beste bey Diepurg gelegen / Duffpurg die Burg und Hernigs darvor halb / und das Theil zu Dinstadt auch halb / Waldeck die Beste auf dem Odenwalde / Eberbach am Norder Burg und Stadt / Winnenburg die Beste / Leidenburg und Stadt Obreckheim / und Obreckheim die Beste und Mosbach Burg und Stadt / Wilsperg in Schwaben / Burg und Stadt / Bülach die Stadt / Wenherbach die Beste / Greinsperg die Beste / Dillpach die Stadt / Alten Wissenbach die Beste / Weingarten am Bruchheim Burg und Dorf / der Theil zu Ewenstein halb an Burg und Stadt / und Wildenstein / die Beste auff der Donau / die obgenannte Schiffe / Burg und Städte mit allen Herlichkeiten / Zöllen / Geleiten / Wilt-Bahnen / Fischereyen / Dörffern / Gerichten / Vogtheysen / Luthen / Gütern / Nuten / Gefällen / und allen Zugehörungen / wie Unser Herr der König seel. das gelassen hat / es sey verlegt oder veräußert / mit Schuld oder ohne Schuld / und wie das diß auff diesen heutigen Tag Darum diß Briefs zu den obgenannten Schloßern / Bürgen und Städten / und in dieselben Ampt geböret hat / ohn alle Gefährde / soll Unser Herr Hertzog Otto haben / in der Maß / als vorgeschrieben stehet / und wann Unsere gnädige Frau die Römische Königin von Todeswegen abget / (die GOTZ lange friste) so soll Unserm Herrn Hertzog Otten alsdann zu seinem Theil noch gefallen / werden und ihm bleiben / Stralenberg die Beste / Schrißheim die Stadt / und die Verstadt darvor / Hemsbach die Beste / Wellersaw die Beste / und Weisfenbach Burg und Stadt / mit allen Dörffern / Gerichten / Vogtheysen / Wiltbahnen / Fischereyen / und mit allen guten Gütern / Nuten / Gefellen und allen Zugehörungen / die zu dem obgenannten Bürgen und Städten gehören / ohn alle Gefährde / daß Unsere gnädige Frau / die Römische Königin zu ihren Widewund jegund innhat. Dazzu soll Unser Herr Hertzog Otto zu seinem Theil auch haben die neunhundert Gilden Gelds / die ihm Unser Herr Hertzog Ludwig gegen der Pfandschafften zu Ruckenhäusen u. Weisshoffen / und gegen den Theilen der Dörffer / Gondsheim / Duffheim / Dalkheim und Niedern-Hierheim / und gegen den Lebenden zu Zelle / und gegen den zweyen Theilen Stromberg und auch gegen der Stadt Gemünden jährlich geben soll / als auch obgeschriebten stehet. Und wann nun Unsers Herrn Hertzog Ludwigs Theil über das bevorans zu der Pfaltz gehöret / besser ist / dann Unsers Herrn Hertzog Otten Theil / darum so soll Unser Hertzog Ludwig von seinem Theil Unserm Herrn Hertzog Otten auch geben alle Jahr zu Weynachten tausend Gilden / und soll ihm die beweisen / und ihm der sicher machen in der massen / als die neunhundert Gilden Gelds / als vorgeschrieben stehet / ohne Gefährde. Und dazzu soll Unser Herr Hertzog Ludwig Unserm Herrn Hertzog Otten brüderlich und freundlich bey ihm und wo er mit ihm hineinret / in seiner Cost haben / und halten mit sechzehn Pferden / so seß sechzehn Personen / und soll ihm auch Heu und Futter thun geben nach zeitlichen Dingen und Weichlag / Geld und Herberge / und Stalung ohne alle Gefährde. Wann aber Unser Herr Hertzog Ludwig seinen Bruder obgenannt nicht länger also bey ihm haben wolt / so möchte er ihm das ein vierthel Jahr vorher absagen / und so solte alsdann Unser Herr Hertzog Ludwig Unserm Herrn Hertzog Otten vor das halten / als vorgeschrieben stehet / alle Jahr auff Weynachten auch

tausend Gilden geben / wann auch Unser Herr Hertzog Otto nicht länger bey seinem Bruder also bleiben wolte / so möchte er ihm das auch ein vierthel Jahr vorher absagen / und so solte alsdann Unser Herr Hertzog Ludwig Unserm Herrn Hertzog Otten vor das enthalten / als vorgeschrieben stehet / alle Jahr auff Weynachten achthundert Gilden geben / und ob das von ihr einem also abgesagt würde / so solte alsdann Unser Herr Hertzog Ludwig Unserm Herrn Hertzog Otten / der tausend Gilden / oder die achthundert vor das halten / nachdem / welcher es dem andern abgesagt / beweisen / und ihm der sicher machen / als die andere vorgeschriebene jährliche Gülden ohne alle Gefährde / doch ist zu wissen / wann Unsere Gnädige Frau / die alte Marggräfin von Todts wegen abget (die GOTZ lange friste) daß Unserm Herrn Hertzog Otten Obreckheim und Mosbach mit ihren Zugehörden an seine Hand gefallen / so soll alsdann Unser Herr Hertzog Ludwig der obgeschriebenen tausend Gilden jährlichen Gülden / achthundert Gilden Gelds lebzig seyn. Und wann Unsere Gnädige Frau die Römische Königin von Todes wegen abget / (die GOTZ lange friste) das Stralenberg / Schrißheim / Heusbach / Wissenbach und Wellersaw mit ihren Zugehörungen Unserm Herrn Hertzog Otten in seine Hand gefallen / so soll alsdann Unser Herr Hertzog Ludwig der übrigen zweyhundert Gilden an den tausend Gilden Gelds / und auch der jährlichen Gülte vor das halten / als vor begrißen und unterschrieben ist / und auch seinen Bruder länger bey ihm behalten / als gantzlichen quitt und lebzig seyn.

Das ist Unserm Herrn Hertzog Ludwigs
gen gefallen nach Tode der
Königin.

UND nach Unser Frauen Königin der Todt so soll alsdann Unserm Herrn Hertzog Ludwigen auch zu seinem Theil gefallen / werden / und ihm bleiben Landenberg die Stadt halb / und der Stein die Beste auch halb mit allen ihren Nuten und Zugehörden / wann das der Herrschafft von dem Stifte zu Wormbs also verlegt und verzeichnet ist / daß es der Pfaltzgrafe haben und auch den St. ft von Wormbs schirmen soll / doch so soll auch alsdann Unser Herr Hertzog Ludwig Unserm Herrn Hertzog Otten gegen Landenberg und gegen dem Stein geben an jährlicher Gülte mit Nahmen funfftrahbundert Gulden Gelds / alle Jahr auff Weynachten / und derselben funffthalb hundert Gulden Gelds jährlichen Gülte soll Unser Herr Hertzog Ludwig Unserm Herrn Hertzog Otten beweisen / und ihm die wohl sicher machen / daß er daran wohl versorgt werde / also daß er auch ein Genügen daran haben möge / nach möglichen Dingen ohn alle Gefährde. Auch soll Unser Herr Hertzog Johannes haben / und soll ihm bleiben Eckmühl die Beste mit allen ihren Zugehörungen in demselben Dichten / als Unser Herr der König seelige daran gehabt hat / ohn alle Gefährde.

Auch ist zu wissen / daß zu diesen nachgeschriebenen Schloßern / und zu den Theilen an Schloßern mit Nahmen Greinberg bey der Mosel / Wilsperg auff dem Sone / Waldeck auff dem Hundsruke Schönberg über Wesel / Rheinberg hinter Lohr / alten Baunberg / alten Wolfstein / Weitzingen bey der neuen Stadt / Neudensfels / Beyerburg / Ostenstein / Reichshofen / Hochfelden / Müntersfeld / den Morfmünster / Lutzelstein / Einbartshausen u. Bunsstein / und auch Hauberg / als die in Unsers Herrn Hertzog Ludwigs und Hertzog Ertrands Theil begrißen seyn / und Wildenstein an der Thonau / das in Unsers Herrn Hertzog Otten Theil begrißen

ANNO
1410.

ANNO
1410.

sen ist / als wenig dargu hder / und zu ihr eintheil /
zumalen nichts / als das man daran sie zu b.üben
noch legendesgleichen an etlich n Schloß zu Wä-
ern / die in Unserm Herrn Herzog Johannis Thum
begriffen seynd / auch wohl seyn mag.

Auch als Unserm Herrn Herzog Johansen Grün-
de fürbrachte hant / das dieselb Herr Herzog Johan-
nes mit seinem Heurath Geld / mit richz und zwän-
zig hundert Gilden gelöst und geleidigt hab: sel-
che Fährliche Gülte / die vormahls auf der Stadt
zu Amberg verschafft und verlegt wären / und aus
sie Uns auch fürbrachte hant / das die verbriefte /
verborgte und wissentliche Schuld / die die Herr-
schaft droben in dem Lande zu Bayern schuldig ist /
das darnach si: eilftausend / sechshundert und acht
und dreyßig Gilden darvor weder Schloß / Amt
oder ander Gut / oder Gülte verlegt / oder verheißt
señ / dieselb Schuld soll Unser Herr Herzog Johan-
nes allein bestallen / bezahlen und ausrichten / und
wäre das mehr / das soll er auch ausrichten / doch
soll Unser Herr Herzog Ludwig ihme daran zu vol-
leist / und auch vor die ehgenandter sechshundert hin-
dert Gilden / damit er die vorgenannten Fährliche
Gilden zu Amberg mit seinm Heurath-Geld gelöst
und erledigt hat / als vorgeschrieben steht / acht tau-
send Gilden geben / die Unser Herr Herzog Ludwig
von seinen Rugen und Gefällen zu Amberg und in
dem Land zu Bayern / das zu der Pfalz gehöret /
Unserm Herrn Herzogen Johansen soll lassen wer-
den und gefällen in vier Jahren necht nach einan-
der folgende / die angehen sollen auf Ostern nach
Korn-Ende / nemlich jedes Jahr zweytausend Gul-
den / und er soll auch mit seinen Amtleuten / und
den seinen schaffen und bestellen / das ihme das eines
jeglichen Jahrs also werde und gefälle / obgehin-
dert / obgefährde / dargu soll Unser Herr Herzog
Johannes auch zu volleist haben die sechstausend
Gilden / die Burggraffe Hans von Nürnberg der
Herrschaft noch schuldig ist / dieselb Schuld ihm
allein zugehören soll. Und als Uns auch Unserm
Herrn Herzog Ludwigs Freunde fürbrachte hant / das
die verbriefte / verheißte und wissentliche Schuld /
die die Herrschaft hienieden am Rhein schuldig ist /
das der noch seyn ein und dreyßig tausend Gilden /
dr. hundert und vier und zwanzig Gilden / darvor
weder Schloß / Amt oder ander Gut oder Gült
verlegt oder haßt seyn / dieselbe Schuld soll Unser
Herr Herzog Ludwig allein bestellen / bezahlen und
ausrichten / und dieselbige Summa ist geschlagen
und gerechnet vierhundert Gilden / die man schuldig
ist / Helene Haffinackerin / item vierhundert Gül-
den einer Wierpergerin / item vier hundert Gilden
Barbaren Fürsterinnen / item vier hundert Gilden
Annesen Kerglin / item vierhundert Gilden einer
Hirßbergerin / item vier hundert Gilden Wilhelm
Kommeln / item zwey hundert Gilden Walthasar
von Weidaw Ritters / item hundert und ein und
funffzig Gilden Fritz Lichten von Schwabach / doch
soll Unserm Herrn Herzog Ludwigen daran zu vol-
leist / und auch dagegen das er Unserm Herrn Her-
zog Johansen an den vorgeschriebenen Schulden
zu Bayern / in vier Jahren acht tausend Gilden
geben soll / als vorgeschrieben steht / werden und
gefallen der Wiederfall / nemlich die zwanzig tau-
send Gilden / das Unser vier Herren von Unser
Frauen Otterreich / ihrer Schwester seligen wegen
auff den Schloß zu Rottenburg am Neckar und den
andern wartende seynd / derselbe Wiederfall dem ob-
genannten Unserm Herzog Ludwig allein werden und
zugehören soll.

Auch sollen alle Edelmanne an dem Rhein und
zu Bayern / ihre Lehen von Unserm Herrn Herzog
Ludwigen dem Pfalz-Graffen haben und empfangen /
wo und an welchen Orten die gelegen seynd / und

auch alle Ritter und Knechte / die ihr Lehn nicht lie-
grad haben in den Theilen Unserm Herrn Herzog
Hans / Herzog Steffans und Herzog Ottens / wel-
che Ritter oder Knechte aber in derselben Theil ey-
nem seyn Lehn liegen hätte / aber das man ihme sein
Lehen außser derselben Theil einem handreich / der
soll sein Lehn haben / und empfangen von dem Herrn /
der dasselbig Theil dann hat angehend.

Es sollen auch alle Bürgmänner / es seyn Herren
Ritter oder Knechte / jeglicher seyn Bürglehe / haben
und empfangen / und von dem Hn. der das Schloß
hat / da er Bürgmann ist / ohne gefährd.

Es sollen auch Unsere vorgenante vier Herren /
ihre jeglicher die Lehen / die zu seinem Theil gehöret /
haben und empfangen von dem Herrn / dem sie zu Le-
hen ruenden.

Es sollen auch die vorgenante Unsere vier Herren
ihre keiner mit dem andern zu Krieg oder zu Feind-
schaft kommen / durch keinerlei Sach oder S. schicht
will n / und es sollen auch ihre Diener mit seinen
Schloß / Landen und Leuten wider den andern
nicht seyn noch thun / oñ gefährde / und sollen deß
ein freumbliche / einige mit einbegriffen und verheiß-
sen in der besten Form / darin auch begriffen seyn
soll / ob sie samlich oder sonderlich ihrs mit einzu-
schicken gewunnen / wie man das zwischen ihnen
austragen und richten soll. Auch in derselben Ep-
nigung begriffen von ihr Diener wegen / als sie trav-
en / das es das bequemlichste seyn / das die auch
dester das in Freundschaft und ohne Krieg bleiben
mögen / oñ gefährde. Und in diesem allen vorge-
schriebenen Städten / Punkten und Artickeln / und
je jeglichen besondter soll gänglich ausgeföhren seyn
alle Gefährde und Arglist / und dieser vorge-
schriebenen Ordnung / Säkunge und Entscheidung / han-
wir Raban Bischoff zu Speyer / Hans von Hierse-
born / Johann Kemmerer / Herman von Roden-
stein / Schwarz Reinhard von Sickingen / Wip-
recht von Helmstädt / und dem Knecht Ritter vor-
genant / zu wahren Hefkunds Unser jeder sein
eigen Insigel an diesen Brief gegeben / der geben
ist zu Heydelberg nach Christi Geburt in dem vi-
zehnhundert und zehenden Jahr / auff dem nech-
sten Freytag nach S. Michaels des heyligen Ery-
Engels Tages / &c.

CCXLV.

Traité de Paix fait entre les ORLEANOIS & 2. Nov.
les BOURGUIGNONS, au Chateau de Wi-
cesse près de Paris, le 2. Novembre 1410. OALE-
[Continuation de l'Histoire & Chronique de NOIRE
Flandre par DENIS SAUVAGE, pag. 197. BOUR-
d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi GUIGNON,
dans les Chroniques de MONSTRELET, Tom. I. fol. 102.]

Le second jour de Novembre, estans assembles au
Chateau de Vicesse, dont ce Traité de Paix prit
son nom, veldrent à conclusion, par la forme sui-
vante. C'est assavoir quant aux principaux points, que
les Princes du Sang Royal, tant d'un costé que d'aut-
re, (excepté le Comte de Mortaigne) retourneroyent
en leurs Terres & Seigneuries, remens leurs gens
de Guerre, avec le moins de dommage qu'ils pour-
royent faire au plat-Pais, & sans passer sur les Terres
les uns des autres. Que nuls desdits Princes & Si-
gneurs ne retourneroyent devers le Roy: sinon qu'il
les mandât par Lettres Patentes, sceües de son grand
Seau, & confirmées par son Conseil, pour cause né-
cessaire: & s'il avenoit qu'il mandât le Duc de Ber-
ry, semblablement il manderait le Duc de BOUR-
GONGNE: & ainsi, au contraire, mandant le Duc
de Bourgogne, il manderait le Duc de Berry. Que
nuls desdits Princes & Signeurs ne procédroient
plus doresnavant les uns contre les autres par voye de
faict, ne de parolles outrageuses, sur telles peines, que
le Roy ordonneroit par Conseil. Que le Roy eüst quel-

ANNO
1410.OALE-
NOIRE
BOUR-
GUIGNON,

ANNO 1410. quelques personnes fassantes & idoles, non suspects, ne pensionnaires d'aucune des deux Parties, ains ayans seulement serment au Roy, pour estre de son Conseil, apres que les Seigneurs d'un costé & d'autre les auroient approuvées. Que les Ducs de Berry & de Bourgogne auroient par ensemble le gouvernement de Montheur le Dauphin: & de commun consentement commettroyent qui auroit telle charge, au lieu d'eux, en leur absence. Finalement, que Messire Pierre des Essars, Prevost de Paris, seroit privé de tous Offices Royaux, y prevoyant le Roy de tels autres Officiers, que bon luy sembleroit.

CCXLVI.

7. Nov. Vertheuerte Ainung auf acht Jahr / zwischen Graff Eberhart zu Württemberg / und der Stadt Eßlingen / zu handhabung des Landfriedens / nebst einigen erläuterungen das Commercium betreffend / aufgericht zu Stuttgart Mitwoch vor S. Martins Tag 1410. [JOH. PHILIP. DATT. Volumen Rerum German. Novum Lib. I. Cap. XII. pag. 82. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutisches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Contin. II. Absatz VII. pag. 683.]

C'est - à - dire,

Renouvellement de la Confederation faite entre EBERARD Comte de Wurtemberg, & la Ville d'ESLINGEN, pour le maintien de la Paix publique, avec quelque Amplification en faveur du Commerce, maintenant renouvelée pour huit ans. A Stuttgart le Mercredi avant la Saint Martin 1410.

Wz Eberhart Grabe zu Württemberg tun kunt / mit diesem Brieff allermenglich / daß wir durch beßers nuzes / schirmes und friedes Unser Land und Läte / Uns mit den Ersamen / Wisen / dem Burgermeister / Räte und allen Burgern gemeinlich / Rychen und Armen der Stadt zu Eßlingen verainet und verbunden haben / diese nägste acht Jar / so nach ainander nach datum diß Brieffs kommend sind / in der maas als hernach stet. Des Ersten: Sollen und wollen wir sy mit guten truwen meynen / noch wider sy nit sin / noch mit in zu Kriegen kommen / noch jr Biende in Unsern Schloßen / Landen noch Gebieten / wisentlich nit haben / husen noch hosen / noch sy keins wegs fürschiben / noch in zulegen die vorgeschriben jzt und Jar us / getrulich und an alle geberde. Were auch / ob jemand / wer der were / die egenanten von Eßlingen / jr Burger / die ihren / und die in zu versprechen stend / Edel oder Unedel / Geistlich oder Weltlich angeiff und beschädigte / mit Mord / Raub / Brand / Mord / mit unrechtem baden und widersagen / oder andern Sachen / mit gewalt oder wider Rechte / wie das beschehe: darzu sollen wir jnen mit den Unsern / die denn der getate gelesen und gesehen sind / getrulich und ungeworlich behoffen sin / mit zuziehen / mit nachhelen zu frischer gerat / von ainem Mittertag bis zu dem andern / so bald wir des innen oder gewahr werden / oder Uns / oder Unsern Amptlütchen daß von ihnen verstant oder gemanet werden / ungeworlich. Ad nllen och inen Unse Sloss / Stette und Bestinen / offen sin / zu allen iren niten / wider menglich / sich darus und darin zu behoffen / die vorgeschriben Jar us / on all geberde. Dych wer es / ob die egenanten von Eßlingen / jr Burger und die ihnen zu versprechen stend / mit gewalt oder wider Rechts überlegen und besessen wurden / so sollen wir das getrulich helfen weren / und darzu tun gleicher wise als ob es Unser argen Sach und gerat wäre /

TOM. II. PART. I.

und Uns selber angien / daß sollich gewalt und unrecht widerstanden und abgetan werde / on all geberde. Wer es auch / ob jemand / wer des were / den egenanten von Eßlingen / iren Burgern oder den iren / und die in zu versprechen stend / unglichs und widerrechts thäten / und daß sie dorwider tun und us den oder dieselben / die in also ungleichs und widerrechts thäten / ziehen und die besessen wurden / oder wolten / dorzu sollen wir inen behoffen sin / und ihnen zweyhundert gewapneter Mann zu hiff und zu geleger schicken: die bey ihnen als lang ligen sollen / us Unsern kosten / bis sollich unrecht und gewalt erobert wirt: oder / bis sich derselb an glichem rechten von ihnen benügen lassen will / in der maas / als hernach von des teglichen Kriegs wegen geschriben stet / ungeworlich. Und ob solliche geleger weren / doch sie den icht Sloss gewinnen / dieselben Sloss sollen und nügen sy in selber hoben / und damit tun und lassen / nach iren willen: doch daß sie versorgen sollen / daß Uns / Unsern dienern / noch den Unsern dheim schad von deselben gewinns wegen uferstande / noch doron koume ungeworlich. Und ob die egenanten von Eßlingen zu solichen sachen und gelegern Unserer getzigs und wercklute bedürffen wurden / wenn sie uns den darumb bitten und entbieten / so sollen und wollen wir inen Unsern gezig und wercklute darzu lisen und bruchen lassen: doch daß wir dez keinen schaden haben sollen / und an Unsern schaden holen und wider heim schicken sollen / ohn all geberde. Wer es auch ob icht gefangen wurden / so die getat der von Eßlingen wer / und ob wir oder die Unsern auch daby weren / so sollen und nügen sie dieselben gefangen zu iren handen niemen / doch das sie redlich gehalten werden / nach Kriegsrecht / und daß auch derselben gefangen beghainer / so also gefangen wurden / nicht berechret noch hingetan sulen werden den mit Unsern wisen und willen / doch daß gen denselben gefangen allen versorge werde / das Uns / Unsern dienern / noch den Unsern dheim schad von ihnen fürbas irer bechehe / noch widerfar von der gefangnus wegen / ungeworlich. Were auch / ob die egenanten von Eßlingen mit jemand / wer der wer / zu teglichen Krieg kernen / also daß in nit recht vollgan möchte / oder sy widerrecht betriegt wurden / wenn dann wir darumb umb hiff von den egenanten von Eßlingen ermant werden / mit ihrem offen versigeltem Brieff / so sollen wir in den nächsten vierzeihen tagen nach ihr manung / drey Unser Räte schicken gen Nallingen / gen Biler / oder gen Dürkain / dahin sy denn zwen us irem Räte / welche wir ihn benennen / och schicken sollen / und wie dieselben fünf oder der merer theil under ihnen erkennen / womit / und wie wir ihnen zu demselben teglichen Kriege behoffen sin sollen / daß sollen und wollen wir fürderlich und getrulich tun / an all geberde / als lang bis der egenanten von Eßlingen von dem oder den / mit den sy also zu teglichem Krieg kommen weren / recht widerfort / oder sich dieselben an glichem rechten benügen lassend / ungeworlich. Und were / ob der oder dieselben / mit den sy also teglichen Krieg hetten / oder ihr beßer dorzu bracht wurden / daß sy sich an glich oder an recht benügen / oder sich sus fruntlich mit ihn richten und ussinnen lassen wolten / und daß von ihnen nit ussinnen wolten / so sollen wir aber drey Unser Räte / und die egenanten von Eßlingen zwen ihres Rates / welche wir ihn benennen / schicken us ainem tag / der in von Uns verstant wird gen Nallingen / gen Biler / oder gen Dürkain / und wie sich dann dieselben fünf oder der merer teyl under ihn aber erkennen / daß den egenanten von Eßlingen darinne ussinnend sy / daß sollen sy tun: Täten sie des nit / so sien wir nit schuldig in fürbas von derselben Sach wegen ze helfen / alles an geberlich. Were auch /

V v 2

66

ANNO
1410.

ob wir von Unser selbs wegen mit den egeantzen von
Eßlingen icht zusprechen hetten/ oder gewinunen in zeit
dieser Verrechnung / daß ein Person besunder. oder
mer angienge/ es waren ihre Burger oder die ihren/
oder die ihnen zuversprechen stend / sy sien geistlich
oder weltlich / darumb fallen wir ainen gemainen
Mann us irem Räte nemen / derselb gemain Uns
bayder site den tag beschaiden soll / in vierzeihen ta-
gen den nechsten / so daß von Uns an in erordert
wirt / an gelegen stet / und sal Unser jetweder tail
eynen oder zwen erber Man zu dem gemain setzen /
und dieselben der gemain und die Schidliche fallen
den nach ihr verhörung versuchen / ob sy solich sa-
chen fruntlich übertragen und gerichten mögen.
Möchte daß nit gesin / so sollen sy ein fruntlich
recht dörher sprechen / und was auch also von ihn
oder von dem merern teyl under ihn zum rechten ge-
sprochen wirt / daby soll es besiben und gerentlich ge-
halten werden / ungewerlich. Were auch / ob de-
hain Unser Diener / Burger / oder die Unsers / oder
die Uns zu versprechen stend / sy sien geistlich oder
weltlich / zu der egeantzen von Eßlingen Burgern
oder iren / oder die ihn zuversprechen stend / zu
ihre ainem oder mehr besunder icht zusprechen hätten/
oder gewinunen / darumb sollen die Elager den / oder
denselben nachforn in das Gerichte / darinne sy ge-
setzen sind / oder dorian sy gehörend / und soll ihnen
der Anpman daselbs / ains unverzogen gleichen
rechten beholffen sin / ungewerlich. Auch were / ob
wir / oder dehein Unser Diener / Burger / oder die
Unsers / oder die Uns zuversprechen stend / sy sien
geistlich oder weltlich / edel oder unedel / zu den ege-
nantzen von Eßlingen / gemainliche / und daß ein
ganz Common angienge / icht zusprechen hetten/
oder gewinunen : darumb fallen wir ainen gemainen
Man nemen us irem Räte / oder us den Räten
ze Ulme / ze Norwile / ze Gemünde / ze Weile / oder
ze Rätlingen / wederhalb wir wellen ainen sollichen
der den zmal des gewornen Rats daselbs ist : den-
selben gemain wir den zu baider site bitten sollen /
und auch den Räte daselbs in das zu haissen / daß er
Uns tag beschaide / an sollich stette die den Uns bai-
den tail gelegentlich sind : zu demselben gemainen
Unser jetweder tail einen gleichen zusag / zween oder
drey setzen sollen und dieselben / der gemain und zu-
sage fallen den versuchen / ob sy sollich sachen frunt-
lich gerichten mögen : möchte daß nit gesin / so sol-
len sy ain fruntlich recht dörher sprechen / und was
auch von ihn oder dem merern teyl under in also zu
dem rechten gesprochen wirt / daby soll es blyben/
und geholten werden ungewerlich. Doch ist bereit/
umb gefallen erb und gut / und die entweder tayl in
gewer gehept hat / daß die berechtiget sollen werden
vor den Gerichten / dorum dieselben erb und gut ge-
hören / es sye in Stetten oder uff dem Land / doch
daß allweg das Lehen dem aigen nachforn soll : und
in sollichen vorgeschriben rechten/sollen allweg Nuchter/
Wenne / Todschleg / Mow und Brand hindan ge-
setzt sind ; doch daß Todschleg / Mow und Brand
allweg für zutischen schaden berechtiget sollen werden/
unvorlichen. Were auch ob wir / Unser diener /
oder die Unsers / oder die Uns ze versprechen stend /
den egeantzen von Eßlingen oder den ihren / oder
die ihnen zu versprechen stend / deheinen ubergriß
thäten / daß doch nit sin sol : denselben ubergriß sol-
len wir zu stund schaffen / widerkert und wider tun/
und daß man denne dornach dorum zu dem rechten
kont / in allet der wise als vorgeschriben stet / an all
geverde. Were aber / ob dehein Unser diener oder
die Unsers / oder die Uns zu versprechen stend / so-
lich ubergriß thäten / und nit widerkeren wolten / als
vorgeschriben stett / deß oder derselben sollen wir Uns
fürbaß nit annemen / und den egeantzen von Eßlin-
gen wider den oder dieselbe beholffen sin / so wir deß

von ihnen ermant werden / in der manß als vorge-
schriben stet / als lang bis derselb ubergriß bekert /
und dem nachgengen wirt / als vorgeschriben stet /
an all geverde. Doch usgenommen aller verbißte
schuld und unlaugenber gält / und auch hubgelt / vogt-
recht / stur und zins : darzu sollen jetweder tayl
under Uns / alle sine recht behalten und ufgesetzt sin :
dos daz nicht ubergriß sollen haissen noch sin : also
doch / daß die / die von sollicher sache wegen angrifen
oder pfenden wurden / mit denselben pfenden pfant-
lich gefarn sollen / an all geverde. Was sachen
oder Krieg sich auch vor darum diß Brieffs ange-
fangen oder gestellt weren / der fallen wir Uns nit
annemen / wir wollen es dann gern tun. Und in
dieser Betragung nemen wir vorgeant Graf Eber-
hart / Graf zu Wirtemberg us Unsren gnedigen
Herren den Römischen König / die hochgebohrnen
Fürsten / Herrn Steffan Pfalzgraven by Rine und
Herzogen in Paderm / Herrn Ludwigen / Herrn Jo-
hansen / Herrn Steffan und Herrn Otten / gebrüde-
re / auch Pfalzgraven by Rine und Herzogen in
Vagern / Unser lieben Herrn und Brüder : Herrn
Karl den Herzog zu Lutringen / und Herrn Frederi-
chen von Lutringen / Graff zu Wiedmont / sinen
Bruder / Johansen und Frederich / Burg. graven ze
Nürnberg Unser lieb Schwöher und Schwager /
und alle die mit den wir Eynung vor darum diß
Brieffs gemacht haben / als lang die werent unge-
werlich. Wäre aber / daß wir in yet dieser Ver-
rechnung mit jeman umer Eynung machten / daz sol-
len wir doch tun in sollicher maß / daß wir diß Ver-
eynung darinne usnemen und vorbehalten / als lang
die werent / ungewerlich. Und also geloben wir
Egeantzen Eberhart Grafe zu Wirtemberg / by Un-
sren guten truiden / diß Eynung und all vorgeschrie-
ben Stund und Artikel ze haltend nach diß Brieffs
sag / an all geverde. Und dez zu warem Urkund
haben wir Unser Insignel öffentlich gepengt an diesen
Brieff / der geben ist zu Stuttgart / an Mittwoch
vor Sant Martins Tag / da man zolt von
Christi Geburt vierzeihen hundert Jar und zehen
Jare.

CCXLVII.

Traité de Paix & d'Alliance entre JEAN II. Roi
de Castille & Jean Roi de Portugal, fait l'an
1411. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Di-
plomatici, pag. 290.]

1411.

CASTILLE
ET PORTUGAL.

SECUNDUM quod ait & asserit sancta Scriptura, &
Philosophi, & Sapientes, & Antiqui docuerunt, &
experientia, quae est Magistra demonstrativa omnium
rerum, ostendit; Pax & concordia est virtus principa-
lis & mater omnium virtutum. Nam, ut ait S. Augus-
tinus, ista serenat & placat voluntates & corda homi-
num, nutrit amorem in cordibus eorum, auferit & re-
mouet fraudes, refrenat bella & praelia, humilia & re-
punit superbos, diligit humiles & iustos, & concordat
inimicos & aduersarios discordes; ista nescit extolli,
nescit vana gloriari, honorat iustitiam, castigat & cor-
rigit malos; qui semel eam recipit & tenet, observa-
re & tenere bene debet, & qui eam perdidit perquirere
debet (a) & pro posse eam recuperare, nam qui sine
ipsa inventus fuerit neglectus erit à Deo Patre & Filio,
& alienus à Spiritu Sancto. Finaliter ista est perfectio
omnium gratiarum & finis omnium malorum & dis-
cordiarum, & omnium bonorum fundamentum; &
tantum est bonum Pacis, prout ipsemet inquit in libro
de Civitate Dei, quod in omnibus terrenis & mortali-
bus non est aliquid quod gratiosius solet audiri, nec
est aliquid, quod maiori desiderio solet concupisci;
& finaliter quid melius ea nequit inveniri. Istam pra-
dicavit & docuit Salvator noster Dominus Iesus
Christus in Mundo & dimisit Discipulis suis. Quan-
obrem omnes signanter (b) & specialiter Reges, Prin-
cipes & magni Domini eandem amare, perquirere, te-
nere, gubernare & custodire debent, quia eis pertinet
regere; gubernare & manu tenere sua Regna & Do-
minia,

(a) al. cum
generaliter
& specialiter.

ANNO
1411.ANNO
1411.

minia, Terras & Subditos in Pace, Justitia & tranquillitate. Et ut Castiodorus; magna memoria est Principi manentem in Pace, tranquillitate & Justitia Terram suam.

2. Et ideo nos Dominus (x) JOHANNES gratia Dei Rex Castellæ, Leonis, Tolleti, Gallicie, Hispanie, Cordubæ, Murciæ & Jaenni, Algarbæ & Algeziræ, & Dominus Biscayæ & Molinæ, considerantes: quod inter Regem Dominum Johannem Avum nostrum claræ memoriæ, cujus animæ propitius altissimus, & dicta Regna nostra Castellæ & Leonis, Tolleti, Gallicie, Ispalis, Cordubæ, Murciæ & Jaenni, Algarbæ & Algeziræ, & Dominia Biscayæ & Molinæ, Terras & Dominia, Patrias, Gentes & Subditos eorum ex una parte; & inter Regem Dompnum Johannem de Portugal & Algarbæ, qui nunc est, & dicta Regna Portugallicæ & Algarbæ, Terras & Dominia, Patrias, Gentes & Subditos eorum, parte ex altera; fuerunt dissensiones, magnæ strages & predationes, violentæ captiones, Civitatum, Villarum & Locorum incendia, damna, iniuriæ, offensæ, perditiones, expensæ, interesse, pœnæ & alia mala per longa tempora & diversimodè. Et nunc nos volentes renovare, evitare, deviare, segregare, quod non fiat de cetero similia mala, ut talia mala non accumulentur nec addantur inter Christianos; optantes & desiderantes dictam Pacem & Concordiam, insuper considerantes servitium Dei & bonum nostrorum Regnorum commune, & magnam affinitatem, quæ gratia Dei est inter nos & Dominam Matrem nostram Dompnam Catharinam & nostras Sorores Infantes Dompnam Mariam, & Dompnam Catharinam & nostrum Avunculam Infantem Dompnum Ferrandum & ejus Uxorem & Filios; & dictum Regem Dompnum Johannem Portugallicæ, & Reginam Dompnam Philippam ejus Uxorem, Avunculam nostram & Infantem (c) Adardum, & alios Infantes suos Filios Consanguineos nostros.

3. Quapropter nos de auctoritate, consilio & concordia dictæ Domine Reginæ Dompnæ Catharinæ Genitricis nostræ, & dicti Infantis Dompni Fernandi Avunculi nostri, nostrorum Tutorum, Gubernatorum, & Rectorum dictorum Regnorum & Dominiorum nostrorum; & pariter de consensu & concordia Gentium de Consilio nostro, & Prælatorum, Ducum, Comitum & Villarum dictorum nostrorum Regnorum; super id quod dictum est, concordamus, firmamus, ponimus, damus & concedimus, tam pro nobis quam pro Hæredibus nostris omnibus, & Successoribus, & pro omnibus Regnis nostris Castellæ & Leonis, Tolleti, Gallicie, Sibilie, Cordubæ, Murciæ, de Jaen, Algarbæ, Algeziræ, & Dominis Biscayæ & Molinæ, Dominis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus & Subditis eorum & quolibet eorum; & pro Rege Franciæ, Fratre nostro & nostro Coaligato, si in eadem voluerit intercludi; & pro dicto Infante Dompno Fernando nostro Avunculo, Tutore & Gubernatore Regnorum nostrorum; in quantum tangit successione & profectionem Regnorum & Dominiorum Coronæ Arragoniæ super quibus contendit, qui promittit habere bonam Pacem, puram, veridicam & stabilem, firmam, perpetuam & validam, in perpetuum, tam per Mare quam per Terram, cum dicto Rege Dompno Johanne de Portugal & Algarbæ, qui nunc est, & cum omnibus Hæredibus & Successoribus suis qui pro tempore erunt, cum dictis Regnis suis de Portugal & Algarbæ, Dominis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus & Subditis eorum & cujuslibet eorum, super dictis magnis controversis, cædibus, roberis, violentiis, captiombus, incendiis, damnis, iniuriis, offensis, perditionibus, expensis, interesse, pœnis & omnibus quibuscumque malis elapsis quomodocumque, qualitercumque dicantur esse facta usque ad diem datæ istius nostræ Cartæ.

4. Et etiam facimus remissionem, refutationem & renuntiationem specialem & expressam de omni jure & actione, quam nos habemus vel possumus habere, & de omni illo quod nobis & nostris Hæredibus & Successoribus, & dictis nostris Regnis Castellæ & Leonis, Dominis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus & Subditis eorum pertinet vel pertinere possit quomodocumque, qualitercumque, super certis magnis controversis, cædibus, roberis, violentiis, captiombus, incendiis, damnis, iniuriis, offensis, perditionibus, ex-

penfis, interesse, pœnis & aliis malis contra dictum Regem Dompnum Johannem de Portugal & de Algarbæ, & Hæredes & Successores suos, & contra dicta Regna Portugallicæ & Algarbæ, Dominia, Terras, Patrias, Loca, Gentes & Subditos eorum, & cujuslibet eorum. Et volumus & concedimus, & promittimus nunquam petere dictas magnas controversias, cædes, depredationes, violentias, captiones, incendia, damna, iniurias, offensas, perditiones, expensæ, interesse, pœnas & mala neque partem eorum, neque aliquid eorum, per nos neque per alium in judicio nec extra judicium, de facto nec de jure, nec per alium quemvis modum; nec dabimus nec consentiemus dari adiutorium nec consilium, palam nec clam, contra id quod supra dictum est; nec contra partem eorum quomodocumque sit. Et ista dicta remissio, refutatio, renuntiatio & quitatio volumus quod habeant locum & extendantur non solum ad id, quod nos tangit & Hæredes & Successores nostros ad Regna nostra, Terras, Dominia, Patrias illorum, sed etiam Gentes & Subditos nostros, & omnes personas singulares & quolibet illorum qui fuerint damna passi, propter quæ dicta Guerra incepit inter dictum Regem Dompnum Johannem Avum nostrum & Dompnum Johannem de Portugal; licet dicta damna fuerint facta in Guerra vel Treugis.

5. Quod totum volumus esse remissum, & illius remissionis vel quitatis, & volumus & mandamus quod non possit peti in judicio nec extra judicium neque aliter quovis modo; dempto in damno passis qui receperunt damna & mala in istis ultimis Treugis decern annorum; quæ adhuc durant, quæ quidem fuerunt factæ inter dictum Dompnum Regem Dompnum Henricum Patrem nostrum, cujus animæ propitius altissimus, & dictum Regem Dompnum Johannem de Portugal, quæ quidem incepserunt à die Sancti Michaelis, quæ fuit 20. mensis Septembris Anno à Nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo CCCC. tertio, & debent finire primâ die Martii venturi Anno millesimo CCCC. decimo tertio. Nam ex tunc nolumus quod habeat locum dicta remissio, refutatio, renuntiatio, quitatio, sed remaneat saluum jus suum dictis damna passis pro petendo emendam, satisfactio-nem, & alia quæ de jure eis pertinent, secundum formam & tenorem Tractatum dictarum ultimarum Treugarum. Et ut dicti damna passi brevius & celerius consequantur Justitiæ complementum, & appareat quod per nos vel per illos, quos ad hoc commiserimus non fiant dilaciones & excusationes, & quod sit expedita dicta negotia breviter sine strepitu & figura iudicii, solum cognita veritate, secundum formam dictorum Tractatum Treugarum prædictarum; volumus quod unus Procurator dicti Regis Domini Johannis de Portugal sit præsens, & videat omnes Actus & alia quæ super hoc fient, si voluerit, ut de his quæ viderit possit perhibere Testimonium veritatis. Et præcipimus Notariis coram quibus dicti Actus & Causæ pertransiverint, ut præbeant eisdem Copiam & Transumptum de dictis Actibus, vel de eo quod ipsi voluerint, sub pœna privationis Officiorum quæ teneant, & nunquam amplius eisdem gaudeant nec possint uti.

6. Propterea volumus & concedimus & promittimus pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris omnibus, & pro omnibus Regnis nostris, Dominis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus & Subditis eorum, & cujuslibet eorum, quod occasione dictarum controversiarum, cædium, roberiarum, violentiarum, capti-onum, combustionum, damnorum, iniuriarum, offensarum, perditionum, expensarum, interesse & pœnarum * de nunquam offendendo dictum Regem Dompnum Johannem de Portugal, & Algarbæ, nec Successores suos, nec dicta Regna sua Portugallicæ & Algarbæ, nec Dominia, Terras, Patrias, Loca, Gentes & Subditos eorum, & cujuslibet eorum, per Mare nec per Terram, per nos nec per alios nostros Subditos cujuscumque Legis, status & conditionis existant, in dictis Regnis suis nec extra, nec in aliqua parte Mundi quovis modo.

7. Et etiam volumus & concedimus, & promittimus pro nobis, & pro omnibus Hæredibus & Successoribus nostris, qui pro tempore fuerint & pro dictis Regnis nostris, Dominis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus, & Subditis eorum & cujuslibet eorum, quod observabimus, tenebimus, complebitur, & faciemus tenere, complere & observare, bene, fideliter, legaliter & veraciter supradictam Pacem, remissionem, refutationem, renuntiationem, quitationem, concordiam & omnia alia supra & infra scripta, & quælibet eorum nunc & in

(1) G. G. Lehuic, met dans le titre de ce Traité Henri, au lieu de Jean; mais ce doit être une faute d'impression, car outre que dans le Traité il y a le nom de Jean, il est sûr qu'en ce temps-là Jean II. étoit Roi de Castille, qui commença à régner en 1406, à l'âge de 22. mois, & mourut le 20. Août 1414.

ANNO
1411.

in perpetuum, & habebimus rata, firma, grata & valida, omnia & quælibet eorum, quæ in ista nostra Charta continentur, & non ibimus nec veniemus, nec faciemus contra istam Pacem & supradicta, nec quælibet eorum, per nos nec per alium, quovis modo, de facto vel de Jure, directè vel indirectè, publicè vel occultè, nunc & de cætero in perpetuum, nec ratione Schismatis, quod nunc est, neque pro aliqua discordia quæ sit vel fuerit in Ecclesia Dei, nec ratione supradictæ Regine Dompne Beatricis, neque alterius personæ vel personarum quarumcumque vel cujuscumque Legis, status, conditionis sint, sub pena trecentum mille scutorum Francie, boni auri & iusti ponderis, quæ pena soluta vel non soluta, promittimus, volumus & concedimus, quod Pax, finis, remissio, refutatio, quitatio & concordia cum omnibus supradictis, & quolibet eorum remaneant, fient, sint, durent, firma, solida & valida in suo robore perpetuo.

8. Cæterum volumus & concedimus, & promittimus, quod cum placuerit Deo, quod sumus in ætate completa quatuordecim annorum, & duobus mensibus elapsis primis sequentibus, quod deinde & die qua fuerimus requisiti pro parte prædicti Regis Domini Johannis de Portugal, vel Hæredum & Successorum suorum, qui pro tempore fuerint usque triginta dies, quod nos pro nobis & nomine nostro, & pro omnibus Hæredibus & Successoribus nostris, & prædictis nostris Regnis, Dominis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus, Subditis, eorum & cujuslibet eorum, approbavimus, tenebimus, observavimus, & complebimus & faciemus tenere, observare & complere bene, fideliter, legaliter & veraciter, & habebimus firmam, ratam & gratam in perpetuum dictam Pacem, finem, remissionem, quitationem, renunciationem & concordiam, & omnia supra dicta & quælibet eorum per modum & formam, quæ sunt facta per nos cum autoritate dictorum nostrorum Tutorum, & per dictos nostros Tutores nomine nostro. Et etiam promittimus per nostram fidem Regiam & iurabimus Deum & per Crucem, & super Sancta Evangelia Dei corporaliter cum nostris manibus tacta, pro nobis & pro omnibus Hæredibus nostris & Successoribus, & prædictis Regnis nostris, Dominis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus & Subditis eorum & cujuslibet eorum; de faciendo tenere, observare & complere; & tenebimus, observavimus & complebimus, & faciemus tenere, observare & complere bene, fideliter, legaliter & veraciter sine aliqua fraude vel arte, dictam Pacem, finem, remissionem, quitationem, refutationem, renunciationem & concordiam, & omnia alia & quælibet eorum in ista nostra Carta contenta, perpetuo per modum & formam quæ in dicta Carta, & Capitulis ejus plenius continentur.

(4) C'est à dire, fagon.

9. Et etiam iurabimus quod non petemus, nec impetrabimus per nos nec per alium restitutionem integram in integrum, neque absolutionem dicti juramenti contra supra dicta, & quælibet eorum aliquo modo, ratione minoris ætatis vel damni, vel deceptionis aliqujus, quam recepissimus, ut minor ætate, vel ut Rex, vel ut Fiscus, vel aliter quomodocumque, quod nostra ex parte dici vel allegari possit. Et etiam renunciamus specialiter & expresse omni actioni & Juri Canonico & Civili, scripto vel non scripto & officio, beneficio & Privilegio Juris communis specialiter vel generaliter & foro, (a) fazaneæ, mori & usui, specialiter beneficio & Privilegio minoris ætatis, & etiam beneficio, Privilegio, beneficiis & Privilegiis Juris specialis communis vel generalis, quæ pertineant Regibus velut Regibus, vel Fisco, vel aliter quovis modo, quæ nobis pertineant vel pertinere possint, & de quibus nos & nostri, Hæredes & Successores, possimus & possumus nos juvare vel proficere quovis modo.

10. Quod vel quæ beneficium vel beneficia, Privilegium vel Privilegia, forum, fazaneam vel fazaneæ, usum, mores, volumus hic haberi pro expressis & specificatis, & specialiter nominatis; & nos habebimus ea & quælibet eorum pro certis & specificatis, ac si hic de verbo ad verbum essent scripta, posita & specificata; & nos sic eis renuntiamus & etiam renuntiavimus omni via, modo, speciali, communi vel generali, qui nobis pertineat vel pertinere possit quomodocumque, de conquerendo vel denunciando, vel petendo, vel ponendo seu contradicendo, in judicio vel extra judicium, nec venire per alium quemcumque modum contra dictam Pacem, finem, remissionem, quitationem, refutationem, renunciationem & concordiam factam & factas super dictis causis; neque contra supra

dicta vel quælibet eorum; atque etiam renunciamus Legi & Juri, in quibus cavetur quod generalis renuntiatio non valeat; & faciemus omnes obligationes & obligationem, renunciationem & renunciations, quæ pro bona & firma observantia istius Contractus debent fieri, & quæ per nos in ista Carta sunt dicta, facta & specificata, sic, & tam completè, prout in eadem continetur. Et etiam quod supplebimus quemcumque defectum vel defectus, Juris vel facti vel solemnificati seu fori, fazaneæ, moris, usus, quæ in ipso Contractu desint vel defuerint, vel sint omissa vel posita, quæ talia vel tale sunt, de quibus deberet esse facta expressa & specialis mentio; quod vel quæ nos omnia & quælibet eorum habebimus hic pro expressis & expresse nominatis vel nominato. Et volumus & concedimus, quod non obstantibus dictis defectibus vel defectu, dicta Pax, finis, remissio, quitatio, refutatio, renuntiatio & concordia, & omnia alia supra dicta & quodlibet eorum sint firma, solida & valida perpetuè, sic & tam completè, ac si in ipso Contractu nulli defectus essent, nec aliqua solemnitas vel solemnitates quæcumque desint vel essent ommissæ. Et finaliter faciemus, tenebimus, observavimus & complebimus sub dicto juramento omnia & quodlibet eorum in ista nostra Carta contenta, nec veniemus, nec faciemus contra ea vel partem eorum nunc vel de cætero, nec in aliquo Mundi tempore in aliqua forma vel modo quocumque quod possit fieri.

11. Præterea volumus & concedimus, quod omnia bona, quæ Portugalenses, qui erant vicini & commorantes in Portugalia tempore quo dicta Guerra incepit inter dictum Regem Dominum Johannem nostrum Avum, & dictum Regem Dominum Johannem de Portugal, possidebant de suis Patrimonis in istis dictis nostris Regnis & Dominis, quæ eisdem fuerint capta & ablata à dicta Guerra citra quod sint eis restituta, liberè eis restituantur, & qui nunc ea detinent eis relinquunt; & quod nos faciemus restituere realiter & cum effectu damna passis, vel eis solvemus æstimationem veram dictorum bonorum quod nos maluerimus; & quod a die quod fuerimus requisiti per illum cui dicta bona pertinent, vel per Procuratorem suum ejus nomine, usque ad tres menses proximos venturos, tenebuntur declarare & declarabimus electionem quam maluerimus facere vel reddere dicta bona in statu, in quo hodie sunt supradictis, vel solvere æstimationem illorum; & dicta electione facta per nos, quod volumus solvere dictam æstimationem, tunc nos solvemus sibi quantum valent hodie dicta bona, vel quantum valebant, nunc sunt quinque anni elapsi, quod maluerit pars quæ æstimationem debuerit habere.

12. Et ut melius fieri possit, volumus & promittimus, quod a die Datæ istius Cartæ usque ad novem menses proximè venturos nos dabimus unum bonum hominem, & unum Notarium pro parte nostra, & Rex Portugaliæ in eodemmet termino de reliquo bonum hominem, alterum Notarium pro parte sua; qui usque ad unum mensem proximè venturum venient coram nobis, & in præsentia nostra præstent juramentum super Crucem & Sancta Dei Evangelia corporaliter cum suis manibus tacta, quod bene, fideliter, legaliter & veraciter videbunt dicta bona, eundo personaliter ad loca ubi dicta bona fuerint, & ea æstimabunt quantum hodie valent, vel quantum valebunt, modo sunt quinque anni, quod pars maluerit, prout dictum est, secundum Deum & suas conscientias sub dicto juramento, informati prius à bonis hominibus Patriæ in qua fuerint dicta bona; & eodem modo dicti Notarii jurabunt quod scribent bene, fideliter, legaliter, & veraciter presentibus dictis æstimationibus, æstimationes in quibus fuerint appreciata dicta bona; quam æstimationem faciant a die qua fuerint requisiti per Partem vel Procuratorem suum usque ad octo menses proximè venturos ad tardius, vel autè si commodè facere poterint, sub dicto juramento quod præstiterunt. Et facta dicta æstimatione à die si fuerimus requisiti per Partem quæ debuerit habere prædictam æstimationem, vel per Procuratorem suum usque ad sex menses proximè venturos faciemus & mandabimus facere legaliter de facto cum effectu solutionem de omni eo, quod sic fuerit æstimatum illis quorum erant, vel pertinent aut sunt dicta bona, sine defectu aliquo.

13. Tamen hæc non extendantur ad bona quæ Monasteria, Ecclesiæ vel Ordines de Portugal habent in istis nostris dictis Regnis & Dominis, quæ sunt occupata, ratione Schismatis quod est in Ecclesia Dei, sed remanebunt sicut hodie sunt, quousque Deus providet de uno indubitato Papa, cui ambe Partes obedimus,

ANNO
1411.

ANNO
1411.ANNO
1411.(a) d. Pa-
mus.

mus, qui determinet quod super eo debet fieri. Et etiam volumus & concedimus & promittimus, quod Castellani nunc commorantes in Portugal qui illac transierant, tempore quo dicta Guerra incepit inter dictum Regem Domini Johanne Avum nostrum, & dictum Domnum Johanne de Portugal, qui non fuerant Vasalli dicti Regis Domini Johannis, avi nostri nec steterunt sub sua obedientia, nec recognoverunt eum in Dominum; quod faciemus emendam eis pro bonis sui Patrimonii, quae hic in dictis Regnis, Castellae & Leonis, Terris, & propriis & Dominis eorum habebant & possidebant tempore quo illac transierunt; nisi fuerint dona Regum; secundum quod dicta bona hodie valent, vel valebant hodie sunt quinque anni à die Date istius nostrae Cartae; quod maluerit qui decesserit recipere dictam emendam.

14. Et ut verius sciatu valor dictorum bonorum, volumus quod sint electi duo pro nostra parte, videlicet unus bonus homo, & unus Notarius ad dictam aestimationem faciendam, & alter bonus homo cum religioso Notario pro parte dicti Regis Portugaliae, qui iurabunt super Crucem & Sancta Dei Evangelia cum suis manibus corporaliter tangendo, quod bene fideliter, & legaliter & veraciter faciant aestimationem dictorum bonorum, secundum quod nunc valent vel valebant, nunc sunt quinque anni elapsi, quod maluerit eligere pars quae dictam emendam debuerit recipere, prius tamen declarando suam electionem quam dicta aestimatio fiat; & quod dicti Notarii iurabunt etiam quod bene, fideliter & legaliter, & veraciter scribent dictas aestimationes in praesentia dictorum aestimatorum, & omnia alia quae fuerint acta per dictos aestimatores. Quam aestimationem facient dicti aestimatores eundo personaliter ad loca ubi sunt dicta bona, & recipient informationes ab hominibus Patriae in quo steterunt dicta bona quae & quot erant, & quomodo stabant reperia, tempore quo supradicti elegerint quod sit facta dicta aestimatio prout dictum est, cum omnibus qualitatibus quae necessariae fuerint dictae aestimationi. Et volumus quod sint nominati dicti boni homines aestimatores & Notarii à die Date hujus Cartae usque ad novem menses proxime futuros, & jungantur infirmal à die, quae fuerint nominati usque ad triginta dies proxime futuros ubicumque nos fuerimus. Et ipsi sic adjoinedi praesententur juramentum coram dictis Notariis in nostra praesentia, & quod dicti Notarii ponant dictum juramentum in principio dictae aestimationis; & à dictis triginta diebus usque ad unum annum proxime futurum faciant, & persciant dictas aestimationes, & jurent quod si ante dictum tempus bono modo potuerint facere & perficere dictas aestimationes quod sic faciant. Et nos realiter & de facto cum effectu solvemus & faciemus solvi quantitates, in quibus dicta bona fuerint aestimata uni bono homini dicti Regis Portugaliae quem ipse nominaverit, & ad hoc suum Procuratorem sufficiens tenebit in nostra Civitate de Badajoz, à die qua nos approbavimus & iurabimus dictam Pacem, postquam fuerimus constituti in decimo quarto anno completè usque ad sex menses proxime futuros.

15. Et ut dictae quantitates in quibus dicta bona fuerint aestimata possint computari cum tempore, & solutio possit fieri usque ad dictum terminum, ad quem dictus Rex Portugaliae mittet dictum suum hominem cum dicto Procuratorio, ad dictam Civitatem de Badajoz à die, quae sic per nos fuerit approbata & jurata dicta Pax usque ad tres menses proxime futuros, & remaneant alii tres menses, in quibus possint computari & recipi dictae quantitates; & si in dicto termino dictorum trium mensium dictus homo non accesserit, & venerit post cum dicto Procuratorio ad recipiendum dictas quantitates, quod nos teneamur à die qua ibi accesserit usque ad tres menses proxime venturos eidem facere dictam solutionem prout dictum est, taliter quod ipse liberè & absque impedimento aliquo sit solutus integrè ad sui libitum, de omnibus quantitatibus in quibus dicta bona fuerint aestimata; & ipso sic reintegrato & soluto cum mandabimus ponti saluum & securum in Villa de Yelves quae est dicti Regis Portugaliae; taliter quod ipse non pariatu furtum neque damnum aliquod in persona nec in bonis & quantitatibus, quae sic receperit à nobis nec à Subditis nostris extraneis, in dictis Regnis & Dominis sunt, tamen si Portugaleses aut Algarbeses aliqui intraverint in nostra Regna & Dominia dictae tempore, quo dicta solutio debet fieri à quinquedecim diebus ante, causa furandi vel disrobandi dictas quantitates, quod nos non teneamur furto & roberia quae ista tales fecerint. Et tamen

nos promitemus per fidem sine aliqua fraude facere nostram diligentiam de observando & facere observari, quod tale furtum vel latrocinium, malum & damnum non possit fieri per tales, sic & taliter quod dictus homo possit sit liberè, salvè in dicta Villa de Yelves, cum dictis quantitatibus. Et ibi dictus homo sic nominatus & missus à dicto Rege Portugaliae solvat dictis Castellanis, dictas quantitates in quibus fuerint aestimata dicta bona. Et si nos non fecerimus dictas solutiones in ipsis duobus Capitulis contentas, prout in eis continetur & declaratur, quod solvamus pro pena dicto Regi Portugaliae duo centum mille Scuta Franciae boni auri & iusti ponderis. Quia pena soluta vel non soluta, quod nos teneamur & sumus obligati ad faciendum dictas solutiones bonorum vel solutionum, prout in istis duobus Capitulis continetur & declaratur.

16. Et insuper * quod ista dicta Pax, finis, remissio, renunciatio, quietatio super & infra scripta sit nulla & nullius valoris, & habeatur pro nulla & non facta, neque approbata, nec ratificata, quaecumque dictae approbationes & ratificationes sint factae, & quod non poterimus dicere quod supra dicti, qui sic debebant habere dicta bona vel aestimationes, prout dictum est, non debent habere dicta bona vel aestimationes, quia fuerunt contra nos, vel contra nostra dicta Regna, vel contra Terras de qua sunt naturales, neque per aliam executionem nec prorogationem aliquam; tamen si nos posterius dictas quantitates in quibus dicta bona fuerint aestimata, in dicta nostra Civitate de Badajoz, vel solverimus dicto homini qui potestatem habuerit à dicto Rege Portugaliae in dictis terminis prout dictum est, & ipsum posterius saluum & securum in dicta Villa de Yelves prout dictum est; quod nos sumus liberi & quieti de dictis quantitatibus & summis, in quibus dictis Castellanis tenebantur solvere, ac si de eisdemmet solvissemus easdem; & quod non incurramus penas aliquas in isto Capitulo contentas; nec sit dicta Pax annullata, nec reprobata, sed remaneat firma, valida perpetuis temporibus.

17. Et ad evitandum aliquas fraudes quae possent fieri in dicta moneta, in qua dicta bona fuerint aestimata, volumus quod dicta bona apprecientur in moneta aurea Scurorum de Francia, vel in moneta nunc currenti in Regnis nostris. Et facta dicta aestimatioe protinus dicti aestimatores habeant suam informationem quantum valet, & qualiter dicta moneta aurea in nostra Civitate Burgenfi de ista dicta moneta nunc currenti in Regnis nostris; & facient scribi sic statim, cum scribentur dictae informationes dictorum bonorum; & sic & taliter quod scribatur dicta aestimatio dictorum bonorum in moneta aurea & etiam in moneta currenti, & si de tunc, & à die quo fuerint factae dictae aestimationes usque ad diem qua debent fieri dictae solutiones, fecerimus vel praeceperimus facere monetam aliquam qualitercumque sit, quod moneta quae nunc est tempore dictarum aestimationum est currens valuerit minus, quam nunc valet tempore dictarum aestimationum; vel defuerit quovis modo de suo valore, quod teneamur & sumus obligati solvere, & solvemus dictas quantitates dictorum bonorum, & in moneta aurea in qua fuerint aestimata dicta bona, vel in moneta alia aurea vel argentea equivalenti ad respectum valoris dictae monetae auri in quo fuerint aestimata illa bona. Et si tempore quo fecerimus dictas solutiones non fecerimus nec praeceperimus facere monetam aliquam taliter, quod non sit defectus in valore dictae monetae currentis prout dictum est, & voluerimus solvere dictas aestimationes dictorum bonorum, in dicta moneta currenti, tempore quo fuerint factae dictae aestimationes, quod solvamus in dicta moneta currenti secundum aestimationem supra dictam factam, per dictos aestimatores de eo, quod valebat tunc dicta moneta aurea, in dicta Civitate Burgenfi de ista moneta currenti, & valore dictorum bonorum per eos scripto quantum valebat in dicta moneta currenti; & promitemus per fidem quod a die qua fecerimus dictas solutiones in dicta moneta currenti usque ad quinque annos proxime futuros, non faciemus nec praeceperimus facere monetam aliquam per quam dicta moneta currens, in qua fuerint factae dictae solutiones, valent minus, vel sit defectus in suo valore quovis modo, nec reprobabimus, nec deprimeremus dictam monetam currentem, neque faciemus eam minus valere per aliquem modum, quod possit fieri.

18. Et ad maiorem securitatem dictae Pacis volumus & concedimus, quod de cetero vicini commorantes in dictis Regnis Portugaliae & Algarba, Dominis, Terris,

ANNO
1411.

(a) ou Serra
censum.

Terris, Patriis eorum & cunctis eorum possint intrare & stare, ambulare in istis nostris Regnis & Dominis, cum Mercantibus suis salve & secure; & quod non fiet eis impedimentum nec contrarietas neque aliquod malum nec præjudicium; solvendo tamen Jura & Tributa que tenentur solvere nostri Subditi cum tales Mercantibus faciunt transportari & levare, & si non solverint dicta Jura & Tributa, quod incurret eisdem penas, quas incurrerent, si essent nostri Subditi, transportando vel levando aliqua que tempore Pacis antiquæ fuerint vetita, quas quidem sunt ista que sequuntur, scilicet aurum, argentum, moneta, monetata, arma, caballi juvenes & equi, jumenta, (a) faraceni, & si aliquis vel aliqui levaverint vel transportaverint supra dicta sic vetita, vel aliquod eorum, quod possint sibi auferri in locis illis ubi consuetum est auferri tempore Pacis; & insuper quod patiantur easdem penas quas patenterent & deberent pati naturales, vel naturalis dictorum Regnorum nostrorum, si supra dicta transportarent vel levarent; & quod utantur vel convertantur bene & complete in omnibus & per omnia prout melius & completius utebantur & consueverant uti temporibus retroactis cum Pax erat.

19. Et quia ista vocabula: aurum & argentum, important multa dubia qualiter debeant intelligi; & est dictum nobis quod Judices, five Prætores talium rerum vetitarum utantur ad sui voluntatem; declaramus per hunc modum, quod non intelligatur asportari vel levari aurum nec argentum cum quis transportaverit gyneria, five velia mulierum, quamvis sit in eis filum aurum vel argentum; nec intelligatur transportari aurum nec argentum cum aliqui portant librum deauratum vel argentatum, nec etiam in transportando frana deaurata vel argentata nec marsupia, nec pannos, quamvis sint brodati de aliquo opere auri, vel argenti, vel similibus; & etiam volumus, quod quæcumque persone tam Castellanos, quam Portugalesium & aliorum extraneorum quorumcumque, qui pertransierint de istis nostris Regnis in Portugalam & portaverint aurum vel argentum pro suis sumptibus, pro eundo, stando & redeundo secundum distantiam Locorum quod vadunt, & statum, quem ducunt, quod eis non capiatur, sed permittatur ire liberè cum eo, & credatur suo juramento prestito, in præsentia majoris Prætoris talium Custodum vel eorum Locum tenentium, dicendo quo vadunt.

20. Et quia querelose nobis fuit expositum, quod Locumtenens majoris Prætoris, seu Magistri Portuum, vetitarum rerum & eorum Custodes committunt multa gravamina indebita, & quod non est Judex eorum quod possint querela determinari, quia in ordinatione rerum transportatarum, seu vetitarum reservavimus cognitionem nobismet; & quia homines citius permitterent pauca perdere propter expensas magnas, quæ super talibus sunt, veniendo querelose coram nobis quam petere; & ideo volumus & mandamus, quod de gravaminibus, que supradicti commiserint, dictus Prætor major rerum transportatarum cognoscat, si præsens fuerit; & si non fuerit, cognoscat in quocumque Episcopatu vel Prætorio, in Loco vel Locis ubi est caput Episcopatus, vel Prætorie; unus bonus homo quem nominemus, qui potestatem habeat à dicto Prætoris majore rerum transportatarum cognoscendi de Gravaminibus illatis per dictos Prætores minores, vel eorum Custodes; ut homines damna passi habeant coram quo querelas instituunt & inveniant, qui eis ministret complementum Justitiæ; & nos teneamur nominare dictum bonum hominem, & facere cum dicto Prætoris majore, quod ei conferat dictam potestatem à die hujus Cartæ usque ad sex menses proxime futuros.

21. Et si dictus Prætor noluerit dare dictam potestatem, tunc ei debemus præcipere sub pena disobedientiæ & privationis Officii; & ad evitandum repressalias & pignora, quæ ob defectum Justitiæ ab una parte, ad alteram possent fieri, volumus quod in omnibus Placitationibus civitibus & criminalibus, quas habuerint dicti Portugaleses, in omnibus casibus & causis, quæ evenierint de cætero, super quibus debeant esse rei vel adores in istis nostris Regnis & Dominis, vel accusati seu accusatores, & debeat procedi per officium Judicis, vel alteri quomodocumque sint sic auditi, iudicati & privilegiati; & gaudeant & habeant easdem & Libertates & Privilegia, & sint iudicati per eandem Judices & Leges, forum, usus, mores, ac si omnes essent Castellani nostri naturales & morarentur in dictis nostris Regnis & Dominis.

22. Et si elegerint dimittere omnes alios Judices &

venerint coram nostris Auditoribus principaliter, vel dimissis Judicibus, appellationis, vel supplicationis, elegerint nos in Judicem appellationis, vel supplicationis, quod nos teneamur eis mandare fieri Justitiæ complementum, prout dictum est; & per eundem ordinem nostri naturales, vicini & commorantes in dictis nostris Regnis & Dominis habeant petere, & petant complementum Justitiæ in dictis Regnis Portugaliæ & Algarbæ, Terris, Patriis, & Dominis eorum, & cunctis eorum, & si principaliter vel per viam appellationis, seu supplicationis coram nobis venerit casus, vel fuerit querelatum de defectu Justitiæ dictorum Judicum, vel alicujus eorum; quod nos teneamur facere & mandare, fieri Justitiæ complementum in casibus supra dictis, & in quolibet eorum breviter, sine aliquibus dilationibus malitiosis, & sine strepitu & figura Judicii, solum cognita veritate facti. Et si fuerimus negligentes & non fecerimus & mandavimus, facere Justitiam damnicatis in casibus supra dictis, vel in aliquo eorum; quod dictus Rex Portugaliæ nos possit requirere per suas Cartas vel Procuratorem, quod nos faciamus vel mandemus facere Justitiam dictis damnicatis realiter cum effectu, quæ requisitio volumus nobis fieri coram Notariis nostræ Camere, & non per aliquem alium.

23. Et si nos fecerimus Justitiæ complementum prout dictum est, vel de eo quod fecerimus, pars querelosa, vel qui potestatem habuerit à dicto Rege Portugaliæ, illud petierit signatum; volumus & mandamus dicto nostro Notario Camere, coram quo nobis fuerit facta dicta requisitio, & aliis Notariis coram quibus transierint omnes alii Actus, quod dent totum signatum, taliter quod faciat fidem sub pena privationis Officiorum, prout supra dictum est, à die qua fuerint requisiti usque ad tres dies proxime futuros, si scriptura fuerit talis, quæ in dictis tribus diebus possit scribi, aliter habeat tantum spatium, quod dictus Notarius, seu Scriba illud possit scribere, & quod ipse faciat sine excusatione aliqua malitiosa, & à die qua poterit perfici, scribi usque ad tres dies proxime venturos, teneatur dare talem scripturam, prout dictum est, ut dictus Rex Portugaliæ videat & sciat, quod dictis naturalibus & vicinis commorantibus dictorum Regnorum Portugaliæ & Algarbæ, est facta Justitia vel defectus. Et si ipse intellexerit, quod Justitia est in aliquo defectuosa, quod ipse nos requiratur & possit requirere, iterum exprimendo per Capitula & Articulos gravamina, quæ dixerit esse facta, & nos teneamur respondere cuilibet Capitulo & Gravamini, usque ad triginta dies proxime futuros.

24. Et si in dicto termino vel die, nos Regina & Infans nostri Tutores & Gubernatores, vel illi de nostro Consilio, non responderimus in modo supra dicto; quod in tali casu Justitia sit habita tanquam denegata, & ipse possit & mandet facere repressalias in bonis mobilibus & se moventibus solum, & non in hominibus, nec mulieribus, Civitatibus, Villis, nec Castris; nec quibuscumque Locis pro summa & quantitate ad quam ascenderit dicta causa, supra quam Justitia est vel fuerit denegata.

25. Et si dicti nostri Notarii, coram quibus transierint dicti Processus & Actus, & alie Cause, vel dictus noster Notarius Camere, per quem transierint dictæ Requisitiones, de facto noluerit dare signaturam illud; Nos ex tunc damus licentiam cuicumque Notario dicti Regis Portugaliæ, qui ad Regna nostra venerit cum dicto suo Procuratore, dicti Regis Portugaliæ, quod det signaturam dictas Requisitiones, quæ contra nos fuerint factæ, & elapso dicto tertio die, quo fuerimus requisiti, quod mandavimus dare dictam Requisitionem signaturam dicto Notario; & si non fecerimus illud, quod dictus Notarius Portugaliæ dederit signaturam, in isto casu sit firmum & validum, ac si dedisset illud signaturam dictus noster Notarius Camere, coram quo transierint dictæ Requisitiones; & pariter, si alii Notarii, per quos transierint alii Actus coram Judicibus supra dictis, noluerint dare signaturam Parti principali, nec Procuratori dicti Regis Portugaliæ in dicto termino, quod dictus Notarius dicti Regis Portugaliæ possit dare signaturam, ut nobis pateat Justitiæ defectus, quem idem passus fuerit, & nos provideamus, vel mandemus provideri, prout dictum est.

26. Et etiam volumus, quod si dictus Rex Portugaliæ principaliter cognoverit de Causis, Litigiis & Placitationibus, quas naturales & nostri Subditi teneant in suis Regnis, Dominis, vel per viam appellationis, vel supplicationis, vel alter quovis modo, & per suam propriam personam, vel per Gentem sui Consilii dederit Senten-

ANNO
1411.

ANNO
1411.

Sententiam; quod talis Sententia per nos non possit annullari nec dici injusta vel iniqua; & quod nos ob defectum talis Justitiæ, quod per dictos nostros naturales vicinos, & commorantes dictorum nostrorum Regnorum fuerit quærolse nobis expositum, & dictum esse factum per dictum Regem Portugaliæ, vel per Gentis sui Consilii; non faciamus nec precipiamus facere, ut possint fieri represalias aliquæ.

27. Et si principaliter vel per viam appellationis, seu supplicationis coram ipso venerit casus, vel sibi fuerit querelatum de defectu Justitiæ dictorum Judicum, vel alienius eorum, vel sibi fuerit requisitum, quod faciat vel mandet facere Justitiæ complementum, & non fecerit, quamvis talis requisitum coram nobis appareat, nec ideo non mandabimus facere Represalias aliquas; sed tenebimus requirere & precipere requiri iterum in Scripto exprimendo Gravamina per Capitula & Articulos, taliter, quod per ea appareat, per quæ dixerimus Justitiæ esse denegatam. Et si ipse responderit culleber Articulo & Capitulo, & allegaverit causas, per quas appareat, Justitiæ non esse denegatam, & dictam responsum dederit per se vel per Gentis sui Consilii, quod finis dicto Negotio ibi detur, nos non faciemus, nec precipiamus facere Represalias ob defectum Justitiæ, quam dixerimus sic esse illatam.

28. Et si à die, qua dictus Rex Portugaliæ fuerit requisitus secunda vice, quod faciat Justitiæ complementum, usque ad triginta dies proximè venturos, non respondeat per se, vel per Gentis sui Consilii per formam & modum supra scriptam, in tali casu Justitiæ habeatur pro denegata; & nos possimus & faciamus, & mandemus facere Represalias per hunc modum, quod per nosmet vel per dictos nostros Tutores, vel per Gentis nostri Consilii cognoscamus de dicto Justitiæ defectu, & pronuntiemus Sententiam in dicta causa, in qua dicta Justitiæ fuerit dicta esse denegata. Et de summa in dicta Sententia contenta, ordinabimus bonos homines non suspectos, qui faciant Represalias in bonis vicinorum & commorantium Regnorum & Dominiorum Portugaliæ & Algarbæ, quæ non sint Civitates, Villæ, Castra vel Loca, nec Bona radicalia aliqua, nec corpora vivorum, nec mulierum; sed fiant in aliis bonis, mobilibus, vel se moventibus; & quod dicta bona, quæ se fuerint capta per dictas Represalias teneantur manifestæ, & non vendantur usque nonaginta dies proximòs futuros; in quo tempore illi, quibus fuerint ablata dicta bona, possint requirere tam dictum Regem Portugaliæ, quam alios, quod factum tangit, ut mittant solutionem summæ, in dicta Sententia contentæ, cum expensis in dictis Represaliis expositis. Et si in dictis nonaginta diebus non venerint dictam solutionem facere, prout dictum est, quod bona, quæ sic fuerint capta, possint vendi secundum Forum & Statuta Regnorum nostrorum & de illo, quod valuerint damna passi sint reintegrati secundum tenorem Sententiæ cum expensis. Et si dicta bona plus valuerint contento in dictis Sententiis, cum dictis expensis, prout dictum est, bona fide sine aliqua deceptione sit restitutum illis, in quorum bonis fuerint factæ dictæ Represalias.

29. Etiam si aliquis vel aliqui dictorum Regnorum, Dominiorum nostrorum furati fuerint vel ceperint, seu intraverint Civitatem, Villam, Castrum, vel Locum dictorum Regnorum Portugaliæ & Algarbæ, Dominiorum, Terrarum, Patriarum eorum; nonobstante, quod eis sit datum per aliquos commorantes vel naturales dictorum Regnorum Portugaliæ & Algarbiæ, contra voluntatem dicti Regis Portugaliæ, vel Hæredum & Successorum suorum, qui tempore dictæ captionis fuerint, teneamur & sumus obligati procedere, & procedemus contra malefactorem vel malefactores, qui tale commiserint, & contra illos, qui secum erunt vel steterunt, ad illas penas criminales & civiles, quas secundum Jus, Forum, Leges, & Ordinationes Regnorum nostrorum mererent illi vel ille, qui talia committunt; & de bonis, quæ tales malefactores habuerint, sit satisfactum dicto Regi Portugaliæ, vel suis Hæredibus & Successoribus, qui pro tempore fuerint, prout dictum est; & insuper dictus Rex Portugaliæ, vel Hæredes & Successores, qui pro tempore fuerint, possint vel mandent circumdare talem Civitatem, Villam, Castrum, vel Locum, & possint capere vel mandare capi, per vim vel aliter quovis modo, & apprehendere dictos Malefactores, & facere de iis Justitiæ, secundum dictam penam; & quod nos nec nostri Hæredes, nec Successores, qui eodem tempore fuerimus, non dabimus nec consentiemus dari favorem neque adiutorium aliquod, tunc Malefactori vel Malefactoribus,

TOM. II. PART. I.

pro se defendendo; si autem ad nostra Regna venerint, tenebimus bona fide, sine fraude, laborare pro posse quod apprehendantur; vel si apprehensi fuerint illos conferemus & remittimus dicto Regi Portugaliæ, vel Hæredibus & Successoribus, qui pro tempore fuerint, ut illic puniantur ubi deliquerint.

30. Et etiam si aliquis vel aliqui dictorum Regnorum Portugaliæ & Algarbæ, Dominiorum, Terrarum, Patriarum & Locorum eorum, venerint ad Regna nostra & Dominia, Terras, Patrias, Loca eorum, cum aliqua vel aliquibus rebus quibuscumque, & furtivè contra voluntatem Dominorum suorum; vel aliquis duxerit Mulierem uxoratum, vel ipsa recesserit contra voluntatem Mariti sui, & venerit ad dicta Regna nostra & Dominia, si nos vel Hæredes & Successores nostri, qui pro tempore fuerint, vel Justitiiarii nostri, vel aliquis eorum, fuerimus requisiti, faciemus multi captum de loco in locum, usque ad primum locum Portugaliæ, cum dictis rebus, quæ inveniri possint; ut fiat de eis & quolibet eorum jus in loco vel locis ubi fuerint, vel commiserint delictum, vel delicta.

31. Et etiam nos de nostra absoluta, plena & regali potestate supplemus quæcumque defectum, vel defectus facti vel juris, solemnitatis vel solemnitatum, fori, iurisdictionis, usus, qui in isto Tractatu sint vel desint, vel sint omisi; quamvis tales sint, de quibus debet fieri specialis & expressa mentio; quem vel quos omnes, & quemlibet eorum habemus hic pro expressis & specificatis, & expressè nominato vel nominatis. Et volumus & concedimus, quod non obstantè dicto defectu vel defectibus, dicta Pax, finis, remissio, restitutio, renunciatio, quietatio & concordia & omnia alia supradicta, & quælibet eorum supra & infra scripta, sint firma, valida, rata in perpetuum, sic & tam completè ac si in isto Contractu non esset aliquis defectus, nec solemnitas seu solemnitates quæcumque, deficerent vel essent omissa, sed hic de verbo ad verbum essent contentæ.

32. Et ad majorem firmitatem & observantiam istius dictæ Pacis & contentorum in ea, Personæ, Consilia, sive Loca infra scripta, à die Datæ hujus Cartæ, usque ad sex menses proximè futuros, jurabunt super Crucem & Sancta Dei Evangelia, observare & complere istam Pacem; quod juramentum præstabit unusquisque in ista forma quæ sequitur: Ego talis iuro Deo & per dictam Crucem, & Sancta Dei Evangelia cum manibus meis corporaliter facta, quod benè, fideliter, legaliter & veraciter, sine aliqua arte vel fraude, tenebo, observabo, & complebo; & faciam observare, tenere & complere, toto meo legali posse, istam Pacem & omnia & quodlibet eorum in ista Carta contenta, de cætero & in perpetuum, cum fuerit dicta Pax per dictum Dominum Regem approbata, jurata & observata, prout in ista Carta sua continetur. Quæ personæ consilia sunt quæ sequuntur:

33. Dompnus Alphonsus Magister Sancti Jacobi: Dominus Johannes Magister de Alcantara, isti duo jurabunt cum fuerint in ætate constituti, Dompnus Henricus Filius Domni Petri Prior Sancti Johannis; Prælati: Archiepiscopus Toletanus, Archiepiscopus Ispalensis, Episcopus Palentinus, Episcopus Burgenfis, Episcopus Zamorenfis, Episcopus Seguntinus, Episcopus Abutenfis, Episcopus Segobienfis, Episcopus Mendonensis, Episcopus Legionensis, Episcopus Salamantinus, Episcopus Placentinus, Episcopus Caraginensis, Episcopus Lucensis, Episcopus Jaenfis, Episcopus Civitatis Roderici, Episcopus de Tuis (Tuda) Episcopus de Crens (al. Sina) Episcopus Oventensis, Episcopus Cordubensis, Episcopus Calicensis, Episcopus Concheusis, Episcopus Ocenensis, (al. Orensensis) Episcopus Calaguritanus, Episcopus Muticensis, Episcopus de Coria.

34. Comites & Domini: Comes Dompnus Federicus, Comes Dompnus Henricus, Manuel Comes de Niebla, Conestabularius, Alfonso Henricus Admiraldus, Joannes de Velasco, Didacus Lupi d'Estuniga, Dompnus Petrus de Marchens, Petrus Manriquez Adelanatus Legionensis, Petrus Aphian de Ribera, Didacus Fernandi Marescallus, Joannes Alvari de Ostorro, (al. Oforio) Didacus de Sant Doval, Adelanatus Castellæ, Dompnus Avarus, Petrus de Gusman, Prætor Major Ypali, Gaspar Fernandi Manrique, Didacus Sanci de Beneiven, (al. Benavides) Carolus de Arellano, Fernandus Petri de Ayala, Dompnus Petrus de Guevara, Joannes Furatus de Mendoza, Didacus Fernandi de Quinones, Adelanatus de Galicia, Martinus Fernandi Portocarero, Petrus de Estuniga Justitiarius major, Gometius Soares Filius Magistri,

X x

Magistri,

ANNO

1411.

Magistri, Petrus Magni de Avellaneda, Petrus Garcia de Ferrara Marecallus, Didacus Petri Sarmiento, Didacus de Estuñiga, Martinus Fernandus Prætor Dominiellorum, Nunnus Ferrer de Andrada, Joannes Alphonsus de Mexica, Doctores: Doctor Petrus Johannis, Doctor Petrus Sanci, Doctor Joannes Alphonsus, Doctor Joannes Rodericus.

35. Civitates & Ville, Tollentum, Sanctus Jacobus, Sistiia, Burgensis, Legionensis, Paleutinentis, Avila, Segobienis, Seguntina, Ovesensis, Conchenis, Cartaginensis, Murcienis, Gordubenis, Jaenlis, Calaguritana, Calicenis, Badajocensis, Placentina, Coria, * Ovesensis, Lucensis, Mendonientis, Orenis, Tuy, Vallisoleti, Taurum, Cancera, Trugillo, Camora, Betancos, Vivero, Sanctus Andreas, Sanctus Sebastianus, Bermeobibao.

36. Et ut veris supra dicta teneantur, observentur & complantur & quodlibet eorum, obligamus nos & omnes nostros Hæredes & Successores, & omnia nostra bona presentia & futura, tam regalia quam fiscalia, Patrimonia & alia quæcumque, & quomodocumque vulgariter nominentur, quæ nos habemus vel nobis pertineant, vel ut Regi vel Fisco vel aliter quovis modo. Et renunciamus specialiter & expressè omni actioni & Juri Canonico & Civili, scripto & non scripto, Officio & Beneficio, & Privilegio Jaris specialis, communis, generalis, fori, filii, moris, usus, & specialiter Beneficio & Privilegio, Beneficiis & Privilegiis Jaris specialis, quæ pertinent Regibus, velut Regibus vel Fisco vel aliter quovis modo, quod nobis pertinet vel possint pertinere, & de quibus nos & Hæredes & Successores nostri nos possumus vel possemus juvare & proficere quovis modo, quod nobis pertineant; quæ Beneficia vel Beneficium, Privilegium vel Privilegia, forum, situm, usum, morem, habemus licet pro expressis & specificatis, & specialiter nominatis: & nos habemus ea certa & specificata ac si hic de verbo ad verbum essent specificata, posita & scripta. Et eis nos hic renunciamus & renunciamus omni viæ speciali, communi, vel generali, quæ nobis pertinet vel pertinere possit qualitercumque conquerendi, denunciandi vel petendi, componendi, vel contradicendi in judicio vel extra judicium; nec veniendi alio quovis modo, contra dictam Pacem, finem, remissionem, refutationem, renunciationem, quætionem & concordiam factam super supradictis, nec contra supradicta & quodlibet eorum. Et renunciamus etiam Legi & Juri, quod dicit, quod generalis renuncatio non valeat.

37. Et ad majorem firmitatem istius Pacis, finis, remissionis, refutationis, renunciationis, quætionis & concordia, & omnium supradictorum, & cujuslibet eorum, & ut ipsa sit magis firma & melius observata; concedimus, promittimus per fidem nostram Regiam, pro nobis & pro omnibus Hæredibus & Successoribus nostris, & pro dictis nostris Regibus & Dominis, Terris, Patris, Locis, Gentibus & Subditis eorum, & cujuslibet eorum; de tenendo, observando, complendo; & tenebimus, observabimus & complebimus; & faciemus tenere, fervare, complere, benè, fideliter, legaliter & veraciter, sine aliqua arte vel fraude, dictam Pacem, finem, remissionem, refutationem, renunciationem, quætionem & concordiam, & omnia alia supra dicta & quodlibet eorum in perpetuum, prout in ista Carta & Capitulis ejus plenius continentur. Et etiam quod nos non petemus nec impetrabimus per nos nec per alium, restitutionem in integrum, contra supra dicta & quodlibet eorum, dicendo quod sumus damnificati vel læsi, vel recepimus damnum vel fraudem aliquod vel aliquam, ut Rex vel ut Fiscus, vel aliter quovis modo, quod nostra ex parte possit dici vel allegari; nec veniemus, nec faciemus venire contra omne supradictum vel partem ejus nunc & de cætero; nec in aliquo tempore per aliquam formam vel quomodocumque possit fieri, nec ratione Schismatis, quod nunc est, nec aliquis cujusvis discordia, quæ sit vel fuerit in Ecclesia Dei, nec cujusquam Personæ cujuscumque Legis, status & conditionis existat.

38. Et nos supra dicti Regina Dompna Catharina & Infans Dompnus Fernandus, Tutores dicti Domini Regis, Rectores & Gubernatores Regnorum suorum, principaliter assensum omnibus supradictis & cuilibet eorum; damus & concedimus, ut Tutores specialiter dicti Domini Regis, nostram licentiam, & interponimus nostram auctoritatem ad hoc, quod iste Contractus & omnia in eo contenta & quodlibet eorum sint firma, valida & rata nunc & in perpetuum. Et ad majorem abundantiam & firmitatem dicti Contractus & in eodem

contentorum, quia dictus Dominus Rex est maioris ætatis, nos supra dicti Tutores, habendo pro servitio Dei & dicti Domini Regis & utilitate boni communis Regnorum suorum, dictam Pacem firmam, & cum consilio & concordia Gentium Consilii dicti Domini Regis & Prælatorum, Ducum, Comitum, Magistrorum, divitum hominum, Militem & Procuratorum, Civitatum, Villarum & Locorum dictorum Regnorum suorum, sic & in quantum de jure vel de facto sit necessarium & opportunum pro bono dicti Contractus; nos, ut Tutores dicti Domini Regis, firmamus & facimus, ponimus, damus & concedimus, pro & nomine dicti Regis, & pro omnibus Hæredibus, Successoribus suis, & omnibus Regibus suis, Dominis, Gentibus suis, & Subditis eorum dictam Pacem bonam, fidem, puram, veridicam, stabilem, firmam, perpetuam in perpetuum dicto Regi Domino Joanni Portugaliæ & Algarbæ, & Successoribus & Regnis, Dominis & Gentibus suis, & Subditis eorum; in eadem forma & modo, prout in ista Carta continetur; & melius & efficacius quod per nos fieri possit. Et etiam pro dicto Rege & suo nomine ut Tutores sui facimus dictam Pacem, finem, remissionem, quætionem & concordiam specialem & expressam cum dicto Rege Portugaliæ, & omnibus suis Hæredibus & Successoribus & Regibus, Dominis & Gentibus suis & Subditis eorum super omnibus dictis Gueris, controversis & malis præteritis; & etiam facimus dictam remissionem, refutationem & renunciationem specialem & expressam totius Jaris & Actionis, quæ dictus Dominus Rex, & Hæredes & Successores sui & sua Regna, Dominia, Gentis & Subditi eorum habent vel pretendunt habere ratione dictarum Guerarum & diffusionum & malorum præteritorum, contra dictum Regem Portugaliæ, & Hæredes & Successores suos, Regna & Dominia, Gentis & Subditos eorum.

39. Et etiam pro & nomine dicti Domini Regis ut sui Tutores facimus omnes obligationem & obligationes, renunciationem & renunciations, quæ pro bono, firmitate & observantia istius Contractus per dictum Dominum Regem in ista sua Carta sunt dictæ, factæ, declaratæ, sic & in eadem forma & modo, prout in ista Carta continetur. Et promittimus de non petendo nec assensu peti dictas magnas diffensiones & mala præterita, prout in ista Littera continetur. Dictam Pacem, finem, remissionem, refutationem, quætionem, renunciationem & concordiam, & omnia alia & quodlibet eorum, nos dicti Tutores nomine dicti Domini nostri Regis, & pro ipso & omnibus Hæredibus & Successoribus suis & Regnis, Dominis, & Gentibus suis & Subditis eorum, facimus, damus, & concedimus cum dicto Rege Portugaliæ, & suis Hæredibus & Successoribus & suis Gentibus, Regnis, Dominis & Subditis eorum; in eadem forma & modo, prout in ista dicta Carta continetur; & melius & efficacius, quod per nos & nomine dicti Domini Regis fieri possit; sic & tam completè, ac si omnia verba, quæ sunt dicta, concepta, pronunciata & posita in Peribus dicti Domini Regis, in ista Carta essent dicta, posita, concepta & pronunciata, per nos in nostris propriis Personis, ut Tutores ponimus & concepimus & pronuntiamus quælibet verba in suo loco, sicut sunt scripta & scripta in ista dicta Carta.

40. Et statim de presenti promittimus & juramus per Deum & signum Crucis & Sanctæ Dei Evangelia, cum nostris manibus corporaliter tacta, usque quo dictus Dominus Rex sit ætatis quatuordecim annorum completorum, quod nos benè, fideliter, legaliter & veraciter, sine aliqua arte vel fraude, toto nostro legali posse, ut Tutores dicti Domini Regis, etiam Dompna Catharina Regina & Infans Fernandus, tenebimus, observabimus, complebimus, & faciemus tenere, observare, complere istam dictam Pacem, finem, remissionem, quætionem, refutationem, renunciationem & concordiam, & omnia alia & quodlibet eorum; sic & in tali forma, prout in ista dicta Carta plenius continetur; quantum in nobis fuerit, & nobis pertinebit, ut Tutoribus Domini nostri Regis; & in quantum dictum Dominum Regem & suos Hæredes & Successores, Regna, Dominia & Subditos suos tangit & pertinet, observare, complere; & etiam in quantum nos tangit & pertinet, ut Regnam Dompnam Catharinam, & ut Infantem Dompnum Fernandum, sic & taliter, prout in ista dicta Carta & Capitulis ejus plenius continetur; & non veniemus, nec faciemus contra supra scripta, vel quodlibet eorum, nec petemus, nec impetrabimus per nos, nec per alium restitutionem in integrum, nec abolitionem dicti juramenti contra dictam Pacem &

con-

ANNO

1411.

ANNO
1411.

conteñta in eadem, & quodlibet eorum in nostro tempore vel dicti Domini Regis, nec ratione sue minoris ætatis, nec ratione damni vel deceptionis alicujus quæ pro parte dicti Domini Regis, vel nostri dici vel allegari possit, renuntiando expressè omni Juri, Actioni, Exceptioni, Officio, Beneficio, vel Privilegio Juris specialis, communis vel generalis, per quod vel quæ contra supradictam Pacem vel partem ejus possemus venire quovis modo; habendo dicta Jura, Officium vel Officia, Beneficium vel Beneficia; Privilegium vel Privilegia hic omnia & quodlibet eorum, pro scriptis & specificatis & specialiter nominatis; & nos dicimus de eis & de quolibet eorum certos & certificados, & pariter renuntiamus Legi & Juri, in quo cavetur, quod generalis renuntiatio non valet.

41. Ac etiam promittimus & juramus per Deum & super signum Crucis & Sancta Dei Evangelia, cum nostris manibus corporaliter tacta, ut Tutores dicti Domini Regis, & ut Regina Dompna Catharina ejus Genetrix, & ut infans Dompnus Fernandus ejus Avunculus, trahere, facere, procurare & consilium, toto nostro legali posse bene, fideliter, legaliter & veraciter, cum Deo placuerit quod dictus Dominus Rex sit in ætate quatuordecim annorum completorum; quod approbabit, complebit, ratificabit, tenebit & observabit, & faciet tenere, observare & complere veraciter supra dictam Pacem, finem, remissionem, quictionem, refutationem, renunciationem & concordiam; & omnia alia in ista Carta contenta & quodlibet eorum; & non veniet nec faciet contra hoc vel partem ejus aliqua ratione vel modo, quo possit; & renuntiabit omni Actioni, Juri vel Officio, Beneficio vel Privilegio Juris specialis, communis vel generalis, per quod vel quæ contra supradictum vel partem ejus possit venire quovis modo & faciet omnes obligationes, renunciationem & renunciationes, sic & in eadem forma prout in ista Carta continetur; & quod supplebit de sua potestate legali & absoluta quemcumque defectum vel defectus juris, vel solemnitatis seu solemnitatum Juris, vel ejusvis alterius quod in isto Tractatu esset, vel deesset aut esset omissum quovis modo.

42. Et finaliter jurabit expressè per Deum & supra Crucem & Sancta Dei Evangelia cum suis manibus corporaliter tacta: quod bene, fideliter, legaliter & veraciter faciet, tenebit, observabit & complebit, & facere, tenere, observare & complere supra dictam Pacem, finem, remissionem, quictionem, refutationem & concordiam, & omnia alia & quodlibet eorum sic, & in forma & modo prout in ista Carta & Capitulis ejus plenius continetur. Et non petet nec impetrabit per se nec per alium restitutionem in integrum, nec abolitionem dicti juramenti contra dictam Pacem, & contenta in eadem & quodlibet eorum quovis modo possit. Et ad majorem corroboracionem istius Contractus. Nos supra dicti Tutores, ut Tutores dicti Domini Regis & Rectores & Gobernatores dictorum Regnorum suorum, corroboravimus five apposuimus hic nostra manualia signa; & precepimus sigillari cum Sigillo plumbi dicti Domini Regis, ac etiam precepimus presentibus Notariis publicis & Scribis quod conferant signatam prout ratione ambarum Partium; Et presentibus quod sunt Testes qui sunt; scilicet Dompnus Alphonsus Henrici, Admiraldus Castellæ; Et Petrus Afan de Ribera Adelantatus major Fronteris; & Didacus Fernandus Marescallus & Joannes Alvari de Oforsio Cultos major Regis, & Dominus Frater Johannes Henrici Episcopus Lucensis. Datum &c. Anno Domini nostri Jesu Christi millesimo CCCC. undecimo, & erant hæc nomina infra scripta ibi posita in Idiomate Yspanico YO LA REGINA, YO EL INFANTE.

CCXLVIII.

13. Avril. *Fragmentum Tractatus, quod D. SANDAGLI Bosnie Voyvoda supremus, & sua Conjug Catharina, Ducis & Domini VENETORUM, Casstrum Ostrovicz in Croatia situm pro pretio Ducatorum quinque millium auri boni vendit & tradit. Datum 13. Aprilis. Indict. IV. 1411. [JOANNES LUCIUS de Regno Dalmatie & Croatia, Libr. IV. pag. 263.]*

1411. INDICTIO IV. die 13. mensis Aprilis, Reverendus Vir Dominus Theodorus Archidax Bosfin. Procurator, & Procuratorio nomine D. TOM. II. PART. I.

Sandagli Bosfin Voyvode supremi, nec non M^{re}. DD. Anna ejus Socrus. r. D. Volci Bani constitutum pro se ipsis, & eorum nomine proprio, & pro D. Catharina Consorte præfati M. D. Sandagli V. & Filia d. D. Anna, & dicti q. D. Volci Bani pro qua de ratihabitione promittentes, ut de Procuracione patet Parentibus Litteris d. d. DD. Voy. & D. Anna Socrus ejus, datis in Castro Cluc. Anni Nat. Domini 1410. 20. mensis Decembris in Litera Sclavonica appendione ipsius D. San. & D. Anna duorum eorum Sigillorum munitis, habens ad hoc factum speciale Mandatum ut dicto patet Privilegio: dicto Procurat. nomine dedit, vendidit, & tradidit M. D. Zaccaria Triviano Militi V. I. D. & pro Duc. Dominio Veneto hon. Com. Civit. lad. nec non D. Petro Arimando hon. Capitaneo ejusdem ementibus, & recipientibus vice, & nomine præfati Illustrissimi Duc. Dom. Venetiarum habentibus ad hoc speciale Mandatum, ut ipsius præfata Ducalis Dominationis patet Litteris, Bulla plumbea pendenti signatis. Dat. Ven. 1410. Indictione V. die 8. mensis Novembris presentibus, reij. ientibus & stipulantibus vice, & nomine præfati Ducalis Domini Civitatis Ven. Caltrum Ostrovicz situm in Croatia intra suos veros confines, exceptis Villarum proprietatibus, specialium personarum, & signanter Comitibus Alexii præfati D. Voy. Servitoris, & Egregii Militis D. Simeonis de Dettrico Civis lad. & S. Gabrielis de Nozdroga Villis, quæ a Rege Ladislao suo Privilegio eisdem donata esse dignoscuntur per superscriptum D. Voy. & suo Privilegio confirmatæ, & quæ tamen tenentur Castro debitum reddere secundum Consuetudinem Nobilium Castri Villarum & hoc pretio Ducatorum quinque millium auri boni & juti ponderis, & cum Vau. quod pretium dictus Procurator, & Venditor antedictus fuit confessus, & contentus habuisse & recepisse Item cessit Civ. Scardonem. &c.

Actum ladre.

CCXLIX.

Défi des Enfants de la Famille d'ORLEANS à 18. Juill.

JEAN Duc de Bourgogne, fait le 18. de Juillet 1411. [Continuation de l'Histoire & Chronique de Flandre par DENIS LE SAUVAGE. pag. 200.]

ORLEANS
NOIS ET
BOURGOGNE

CHARLES Duc d'ORLEANS & de Valois, Comte de Blois & de Beaumont, & Seigneur de Concy, PHILIPPE, Comte de Vertus, & JEAN, Comte d'Angoulesme, Freres. A toy, Jehan: qui te dis Duc de Bourgogne. Pour le tres-horrible meurtre, par toy fait en grand trahison, d'aguet a pensé, par meurtriers affidés, en la personne de nostre treuve-douté Seigneur & Pere, Monseigneur Louis, Duc d'Orleans, seul Frere germain de Monseigneur le Roy, nostre Souverain Seigneur & le tien, nonobstant plusieurs Sermens, Aliances, & Compaignies d'Armes, que tu avois à luy, & pour les grans trahisons, déloyautés, deshonneurs, & mauvaises, que tu as perpetrées contre nostre-dict Souverain Seigneur, Monseigneur le Roy, & contre nous, en plusieurs manieres, te faisons savoir que des ceste heure en avant, nous te nuirons de toute nostre puissance, & par toutes les manieres, que nous pourrons & contre toy, & de ta déloyauté & trahison, appelons Dieu & raison à nostre aide, & tous les preudhommes de ce monde. En tesmoing de verité nous avons fait sceller ces presentes Lettres du Seel de moy Charles dessusnommé. Données à Jargeau, le dix-huictième jour de Juillet, l'an mille quatre cens & onze.

CCL.

Réponse de (1) JEAN Duc de Bourgogne au Défi des Enfants de la Famille d'ORLEANS. Fait à Douay le 13. Août 1411. [Continuation de l'Histoire & Chronique de Flandre par DENIS LE SAUVAGE, pag. 200.]

(1) Peu de temps après ce Défi, la Paix fut faite de nouveau entre ces deux Familles, à condition que les Princes demanderoient pardon au Roi, qu'ils oseroient l'abolition; qu'ils renonceroient aux Aliances étrangères; que toutes les Places prises durant la Guerre seroient rendues de part & d'autre, les personnes remises dans leurs biens nonobstant les Arrêts de confiscation, les Officiers rétablis dans leurs Offices, & défenses faites de plus vider de ces noms fâcheux d'Armées &c. de Bourgogne.

X 1 2

JERAN

ANNO 1411. JEHAN Duc de Bourgogne, Comte d'Artois, de Flandres, & de Bourgogne Palatin, Seigneur de Salins & de Malines, A toy, Charles, qui te dis Duc d'ORLEANS, à toy Philippe, qui te dis Comte de Vertus, & à toy Jehan, qui te dis Comte d'Angoulesme, & qui n'agueres nous avez escrit voz Lettres de defiance, faisons savoir, & voulons que chacun sache, que, pour abatre les treshorribles trahisons, par tres-grandes mauvaillies, & aguets apensés, conspires, machines, & faictes felonement a l'encontre de Monseigneur le Roy, nostre tresredouté & Souverain Seigneur, & le vostre, & contre sa tresnoble generation, par feu Louis vostre Pere, en plusieurs & diverses manieres, & pour garder vostre Pere, faux & deloyal trahistre, de parvenir à la finale execution detestable, à laquelle il prétendoit a l'encontre de nostre tresredouté Seigneur & le sien, & aussi contre sadiete generation, si fausement & notoirement, que nul preudhomme ne le devoit laisser vivre, & mesmement nous (qui sommes Cousin germain de mondict Seigneur, Doyen des Pers, & deux fois Per, & plus asirent à luy, & à sadiete generation, qu'autres quelconques de sadiete generation, ou de leurs parens & Sugets) ne devions un fil faux, deloyal, cruel, & felon trahistre laisser sur Terre plus longuement, que ce ne fust à nostre tresgrande charge, avons, pour nous acquerir loyalement, & faire nostre devoir envers nostre tresgrand & Souverain Seigneur, & sadiete generation, fait mourir (ainsi qu'il devoit) ledit faux & deloyal trahistre : & ainsi avons fait plaisir à Dieu, service loyal à nostreudit tresredouté & Souverain Seigneur, & exécuté raison. Et, pource que toy & tesdicts Freres ensuyvez la trace faulx, deloyale, & felonnie de vostreudit feu Pere, cuidans venir aux dannables & deloyaux faicts ausquels il prétendoit, avons tresgrande liesse au cuer, & desdictes defiance. Mais du surplus, contenu en icelles, toy & tesdicts Freres avez menty, & mentez fausement, mauvasement, & deloyalement, comme trahistres, que vous estes, & dont à l'aide de Nostre-Seigneur (qui fait & connoist la presentiere & persuite loyaute, amour, & vraye intention, que tousiours avons eue, & aurons tant que vivrons, à nostreudit Seigneur, à sa dicte generation, au bien de son peuple, & à tout son Royaume) vous ferons venir à fin & punition telle, que tels faux, mauvais, & deloyaux trahistres, rebelles, desobeissans, & felons, comme toy & tesdicts Freres estes, doyvent venir par raison. En tesmoin de ce, nous avons fait seeler ces Lettres de nostre Seel. Donnees en nostre Ville de Douay, le treizieme jour d'Aoust, l'an de grace mille quatre cens & onze.

CCLII.

3. Août. Traité & Alliance entre WENCESLAS Roi des Romains & de Bohême, & ANTOINE Duc de Brabant, par lequel ledit Roi cede audit Duc le droit qu'il pourroit avoir sur le Duché de Brabant. Fait à Prague, le 3. Août 1411.
[Placards & Ordonnances de Brabant. Tom.I. Liv. V. Tit. I. Chap. IV. pag. 554.]

WENCESLAS, Dei gratia Rom. Rex, semper Augustus & Bohemæ Rex. Notum facimus, tenore presentium universis, quod sicut alias ad supplicem . . . instantiam Serenissimi Principis Caroli Francorum Regis, & aliorum Illustrum Inclytæ Domus Franciæ Principum, Patronorum, & Avunculorum ejusdem Domini Caroli, Confanguineorum nostrorum dilectorum, nec non ob singularem favorem, quem ad Personam Illustris ANTONII Ducis Brabantiæ, Confanguinei nostri charissimi, parentelæ, seu Matrimonii contractum inter ipsum Ducem Brabantiæ & Inclytam Elisabetham, Illustris quondam Joannis Ducis, Gorlicensis Principis Germani nostri charissimi Filium, Neptemque nostram prædictam, optatum duximus in effectum, ipsamque Neptem nostram prædicto Antonio Duci Brabantiæ legitimam tradendam in Uxorem, ita nos in favorem hujusmodi sacri Matrimonii, & pro confirmatione, ac in signum amicitie specialis . . . fano Principum, Procerum ac fidellum nostrorum accedente consilio, & de certâ scientiâ, cum eodem Antonio Duce Brabantiæ, nec non Illustri Joanne Duce Burgundiæ, Germaniæ ipsius Confanguineo Illustri, novas Ligas, Uniones, & Conföderationes inivimus & virtute præ-

sentium subintramus, taliter videlicet: Quod ipsi Antonius Brabantiæ & Joannes Burgundiæ Duces, Confanguinei nostri prædicti nobis, Hæredibus & Successoribus nostris Bohemiæ Regibus, in nostris & Sacri Romani Imperii, & Corona Bohemiæ negotiis, atque causis, adversus quoscunque, cujuscunque etiam gradus, dignitatis, seu præminentiæ extiterint, cum duobus millibus laureatorum, propriis eorum sumptibus & expensis, præstare debebunt, & tenentur consilium, auxilium & juvamen, & signanter juxta modum & formam quemadmodum Domus Inclytæ Franciæ Reges, & Principes nobiscum, & Domo nostra Bohemiæ, & Regibus & Principibus ipsius ab antiquis colligati & conföderati existunt, & fuerint, toties, & quoties per nos, & Successores nostros Reges Bohemiæ super fuerint requisiti. Provisio tamen quod nos, Hæredes & Successores nostri Reges Bohemiæ, ipsis paribus Legibus, Unionibus, & Conföderationibus obstringamur. Insuper verò, & prædictis Antonius Confanguineus noster, ob præfati Matrimonii, ac parentelæ sacrum contractum, aliquos magnificentissimæ nostræ beneficio gaudet, meritis in futurum autoritate Regia Romana & Bohemica declaravimus, & virtute presentium declaramus, eundem Antonium Ducem Brabantiæ Confanguineum nostrum, ad Dominium Ducatus Brabantiæ ritè, benè, & justè legitimâ successione pervenisse, & ipso Ducatu, cum omnibus suis pertinentiis, licet, & bono titulo gaudere, & gaudere debere, ac si etiam, & in quantum opus est, omne jus quod nobis tanquam Romano Regi, & Bohemiæ Regi ratione Ducatus Luxemburgensis, aut alias in & super Ducatu Brabantiæ, per modum devolutionis, seu alio quocunque modo competit, aut competere posset. Et similiter omne jus, quod nobis in Caltris, & Fortalitis inter Mosam, & Rhenum ita, ad Ducatum Luxemburgensem spectantia, quæ idem Antonius ad præsens tenet, & possidet, competere dicitur, eidem Antonio, ejus Hæredibus, ac Successoribus, dedimus, & donavimus, ac in ipsos transferimus, plenariè, & in totum, presentium sub Regiæ nostre Majestatis sigillo & Testimonio Literarum. Datum Pragæ Anno Domini millesimo quadringentesimo undecimo 3. Augusti. Regnorum nostrorum Anno Bohemiæ quadagesimo nono, Romani trigesimo sexto. *Subsignatum.*, ad Mandatum Domini Regis, & erat subscriptum JOANNES DE BAMBERCH.

CCLII.

Déclaration d'AME' Comte de Savoie, & de Geneve, portant qu'il a racheté, de FERRY de Lorraine Comte de Vaudemont, & de MARGUERITE de Joinville sa Femme, les Châteaux, Villes, Villages &c. de la Roche, Rumilly sous Cornillon & Baleison au Comté de Geneve; Lesquels aussi lui ont été delivrez, restitués & remis, dequoi il se tient content, & les décharge. A Ambroisay le 11. d'Octobre 1411.
[La véritable Origine des Maisons d'Alace, de Lorraine, d'Autriche, &c. aux Preuves. Page 191.]

NOUS Amé, Comte de Savoie, Duc de Chablais & d'Oste, Marquis en Italie, Prince & Comte de Geneve, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront & orront, Salut. Sachent tuit que comme il soit ainsi que nous ayons acheté les Chasteaux, Villes, Villages, Chastelleues, Mandemens & Reffors de la Roche Rumilly sous Cornillon & Baleison ou Comte de Geneve, de nos tres-chiers & tres-amez Cousin & Tante FERRY de Lorraine Seigneur de Rumigny, de Boues, Comte de Vaudemont & Seigneur de Joinville & MARGUERITE de Joinville sa femme: Lesquels Chasteaux & Lieux ils tenoient à cause du Douaire constitué, assigné & assis à nostre dite Tante par feu le Comte Pierre, jadis Comte de Geneve son mary, & confirmé par feu de noble recordeation nostre sainte Pere Pape Clement, Successeur d'iceul ou dit Comte de Geneve. Neantmoins nostre dite Tante on temps que ledits Chasteaux & Lieux lui furent constitués, ordonnés, assignés & assis pour fondit Douaire, & aussi au temps que ycelluy Douaire luy fut confirmé par nostre dit saint Pere Pape Clement. Icele nostre Tante se obliga & bailla bons Pleiges, Seurtz & Piences de tenir, retenir & maintenir ledits Chasteaux & Lieux & chacun d'eulx

ANNO
1411.

d'eulx en bon & suffisant estat, & de yeuelx rendre, restituer & rellabir apres le decés & treppassement d'icel-le nostre tante au Comte de Geneve, qui seroit lors ou celuy ou ceulx qui appertendroient, ainsi qu'il est contenu es Lettres & Instrumens qui sur ce furent faictes. Pource est-il que nous Amé Comtes de Savoye & de Geneve deslivrant, attendant & moyennant le vendage deslivrant de nostre certaine science confessons par ces presentes Lettres lesdits Chasteaux de la Roche Rumilli foubz Cornillon & Baleison, ensemble toutes les Appartenances & Appendances d'iceulx avoir eu & receuz d'iceulx Comte & Comtesse de Vaudemont & iceux Comte & Comtesse leurs Pleiges & Fiances, leurs Hoirs & Successeurs & autres quelconques qu'il appertendrait, quittons & tenons quies de toutes les choulés, en quoy eulx & chacun d'eulx à quelque cause ou maniere que ce fust, soient ou pourroient estre tenus ou obliger par lesdites Lettres ou autrement envers nous ou envers autres quelconques personnes, pour cause de la delivrance, restitution, administration, refection & retention desdits Chasteaux & Lieux de la Roche Rumilli foubz Cornillon & Baleison, & leurs Appartenances, & de chacun d'eulx, & promettons & en bonne foy & foubz l'obligation de tous nos biens & de nos Hoirs & Successeurs presens & avenir, tenir, quitte & paisibles, lesdits Comte & Comtesse, leurs Hoirs & Successeurs. Ensemble lesdits Pleiges & Fiances desdites Restitution, Delivrance, Administration, Retention & Refection d'iceulx Chasteaux & Lieux de la Roche Rumilli foubz Cornillon & Baleison & autres choses dessusdites, & de ces choses & de chacune d'icelles faire & porter bonne & leale garantie & defense ausdits Comte & Comtesse & autres leurs Fiances qu'ils appertendroient envers toutes & singulieres personnes qui pour cause desdites Delivrances, Restitution, Administration & Retention desdits Chasteaux & Lieux de la Roche Rumilli foubz Cornillon & Baleison, leur voudroient ou pourroient aucune chose demander, ores & pour le temps avenir à nos propres fraix, cousts, milsons & despens, & de rendre & restituer tous despens, dommages & interets, qui de par lesdits Comte & Comtesse de Vaudemont ou autres leurs Pleiges seroient pour ce rais ou soullens par default de ladite Garantie & defence. Donné à Ambroday l'unziesme jour d'Octobre l'an de nostre Seigneur mil quatre cens & unze. *Au deslous est escript*: Par Monseigneur, presens Messire G. Marchant Chancelier, B. de Challant Marchal de Savoye, Loys de Boyl, Amé Seigneur d'Alpremont, P. Audrenet Maistre d'Hostel. Signé GARET. Scellées d'un petit scel de cire rouge sur simple queue.

CCLIII.

3. Nov. Vereinigung zwischen Churfürst Ludwig / Pfalzgrafen am Rhein eines / und der Stadt Speyr andern theils / wegen der von seiten hochbenaannten Churfürstens der Stadt zu leistenden Hülffe und Beystands. Samstags nach Allerheiligen 1411. [LEHMANNI Chronicon Spirensis Libr. VII. Cap. LXXXIV. pag. 796. col. 2.]

C'est-à-dire,

Traité entre Louis Eleveur Palatin & la Ville de SPIRE, concernant le secours & l'assistance que ledit Eleveur devra donner à ladite Ville. Le Samedi après la Fête de tous les Saints. Ann. 1411.

Wir Ludwig von Gottes Gnaden Pfalzgrafe bey Rhein/ des H. Römischen Reichs Erbtuchses/ und Herzog in Bayern/ bekennen und thun kund mit diesem Brieff/ 2c. Wann wir mit gänger Beiderlei geneigt seyn zu Frieden und zu gemeinem Nuge der Land / und auch der Wittwen und Waisen/ reich und arm/ und alle andere beschirmet worden/ und bey Gemach bleiben mögen / so haben wir mit wolbedachtem Muth und rechtem Wissen/ dem H. Römischen Reich zu Stärkung/ zu Ehren und zu Nuz Uns selber / den Unsern und dem ge-

meinen Land zu Frieden und Gemach Uns mit den Ehrsamten weisen Burgermeistern/ Rath und Burgern gemeinlich der Stadt zu Speyr Unsern besondern guten Freunden freündlich & gütlich vereinigt. Und vereinigen uns auch in Krafft diß Brieffs mit Uns selbst und allen Unsern Städten / Besten / Schlossen / Länden / Leuten / und den Unsern 5 Jahr von Dato die nechsten nach einander / in alle Maß als hernach geschrieben. Erstlich/ daß wir die Stadt und dero Bürger mit rechten guten Treuen meinen / haben und halten / mit ihnen zu keinem Krieg noch Feindschafft kommen / noch den Unsern das gestatten. Und so jemand / wer der were / die von Speyr/ ihre Dienet / und wer ihnen zu versprechen steht / angriff oder beschädigt mit Mord / Brand / Raube / oder unrechten Sachen / oder sie von ihren Freyheiten / Rechten / Gnaden / guten Gewohnheiten oder Briefen treiben und eringen tolt / daß wir alsdann und alle die Uns zugehören / ihnen getreulich sollen und wollen darwider berathen und besolffen seyn/ mit nachseilen / zuruffen / zuziehen / und mit allen andern Sachen die dazu gehören / mit unserm besten Vermögen / gleicher Weiß als ob es uns selbst angienge und uns selber geschehen und widerfahren were / alle Gescherte und arge List gänglich ausschneiden. Were aber die Geschicht und Sach also beschaffen / daß sie uff freier That und so kurz nit möchten erobert und außgetragen werden / wann wir dann von der Stadt ermahnt werden / sollen wir ihnen in den nechsten acht Tagen nach der Mahnung schicken gehen mit Glenen/ derselben Glenen jegliche uffs minste einen gewapneten Knecht und drey Pferde wol erzeugt haben soll / die auch uff unsern Kosten / Schaden und Verlust zu täglichem Krieg verbleiben / und auch ihnen und ihren Hauptleuten getreulich besolffen und gehorsam seyn sollen / mit ihren Dinern zu reiten 28. Weil Wegs umb Speyer oder die Neustadt um und umb / da es dann Noth ist und ihre Feinde anzugreifen und zu beschädigen. Doch daß die von Speyr zum minsten auch gehen Glenen dazu legen. Wår auch die Sach also gestalt / daß man über die 20. Glenen mehr Hülffe bedurffte / so sollen wir nach gehaltenem Rath / wie hoch dieselbe zu stellen in einen Monat darnach mit der Hülff die wir überkommen / unverzüglich zu ziehen in aller Maß als ob geschrieben steht. Und were es daß man zu Feld liegen würde / die von Speyr mit unser Hülff icht Schloß oder gefangen gewonnen / mit denselben Schlossen und Gefangenen mögen sie gefahren und thun wie sie wollen / on unser und der unsernörung und Widerrede. Doch also / daß sie die Gefangene nach erbarer Kriegs Gewonheit halten / und die auch ohne unsern Wissen und Willen nit tödten / noch die gewonnene Schloß brechen sollen. Es sollen auch der Stadt Speyr und den ihren alle unsere Städte / Schloß und Besten die obgenante Zeit auß offen seyn / und sich darauß und darinn zu beschelffen / gegen wem es noth ist. Doch also / daß sie über 200. Pferd darinn nit legen sollen / Und wir sollen auch bestellen / daß man ihnen und den ihren redlichen feilen Kauf darinn gebe. So sollen wir auch ihre Feind die wesentlich seyn in unsern Städten / Schlossen / Länden und Gebieten nit eßen / träncken / noch ihnen sonstn Gleidt darinn geben. Hette auch ein unser Bürger an der Stadt Bürger einen / oder hingegen der Stadt Bürger gegen unserm Unterthan zu sprechen / darum soll jeder dem andern des Reichs gehorsam seyn an dem Ort und Gericht da er gegessen / dahin auch der Kläger nachfolgen soll. Und ist es / daß der / dem man zuspricht / der Schuld geständig ist / so soll er den Kläger die zu Stund zahlen / oder ihme zu Stund Pfand geben / und sind es essend Pfand / so soll sie der Kläger ein Tag und ein Nacht halten / Wår es aber ander Pfand / so soll

ANNO
1412.

ANNO

1411.

er ste 14. Tag hielten / und so die Zeit vergangen ist / so mag sie der Kläger verkaufen / ob jine die vorgenante Schuld / alsdann nit bezahlt würde. Wäre es auch / daß der dem man zuspricht / nit Pfand o der Geld hätte / so sol man ihne ausser der Stadt und Gericht / darinn er wonhaft ist / treiben. Und ob jine Kläger in andern Gerichten antreffe / so mag er in umb die Schuld mit Gericht angreifen und bekümmern. Was auch Eigen und Erbe antrifft / das sol man austragen an den Gerichten da die Güter gelegen sind. In dieser Wündisch seynd aufgenommen der Käyser Sigismund / Herzog Stephan und Herzog Dt seine Brüder / der Herzog zu Lothringen / Herz Raban Bischoff zu Speyr / Johan Bischoff zu Worms / Graf Eberhart von Württemberg / die Stadt Straßburg / Hagenu / Weiskenburg / Colmar / Schleis / Ober Ehenheim / Kapfersberg / Mühlhausen / Dornheim / Dornicken / Selz / Heilbrunn und Wimpfen / mit denen Seine Churfürstl. Gnaden damals in Einung gewesen seyn. Der Brief ist geben Samstags nach Allerheiligen Anno Christi 1411.

CCLIV.

1412.

ORLEANS
ET BOUR-
GOGNE.

Extrait du Traité de Paix fait à Bourges entre la Famille d'ORLEANS & celle de BOURGOGNE, 1412. [Continuation de la Chronique de Flandres, par DENIS SAUVAGE. pag. 211.]

Les Traités dessusdits furent conclus en la forme suivante. C'est assavoir que le Traité de Chartres, fait par le Roi & son Conseil entre le Duc de BOURGOGNE & les trois frères d'ORLEANS, autre lien, en accomplissant le mariage du Comte de Vertus avec une des filles de Bourgogne. Que le Duc de Berry remettrait en l'obéissance du Roy telles Villes & Châteaux, qu'il lui plairoit, le priant de luy vouloir pardonner, s'il ne luy avoit assez tost rendu la Ville de Bourges. Que tous ces Seigneurs Orleanois renonceroient à toutes Convenances & Alliances, qu'ils auroient faites les uns avec les autres, & avec tous estrangers, contre le Duc de Bourgogne: & pareillement renonceroit iceluy Duc de Bourgogne à toutes Alliances & Confraternités quelconques, par luy faites contre lesdits Seigneurs. Que le Roy leur restitueroit toutes leurs Terres, Villes, Châteaux, & Fortresses: excepté que ce, qui auroit esté démolé, demeurerait ainsi, sans autre réparation. Finalement que les Officiers & serviteurs desdits Seigneurs seroyent remis en leurs Biens, Offices, & Bénéfices.

CCLV.

15. Mars. *Pax & Fœdus inter SIGISMUNDUM Romanorum Regem ab una, nec non WLADISLAUM Regem Poloniae, atque ALEXANDRUM, alias WITHANBUM ejus Fratrem Lithuanie Ducem parte ex altera, contra quoscunque homines, eos hostiliter invadere volentes. Actum Lubli die 15. Martii anno 1412. [JOANNIS DLUGOSI Historia Polonica, Lib. XI. col. 321.]*

SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, Rasciae, Serviae, Galatiae, Lodoringiae, Cumaniae, Bulgariae Rex. Ad certitudinem praesentium, & memoriam futurorum, inter bonas sollicitudines, curasque multiplices, quae ministerio Regiae Dignitatis incumbunt, de pacifico & salubri statu Regnorum nostrorum, sollicitudine cogitare nos convenit, ut Regnis ipsis ac Subditis nostris viget tranquillitas, beatitudo quietis, & solidae pacis gratia nascatur. Summo opere igitur est occurrendum, ut non crescant virgulae, sed iuxta magistrum bonorum omnium charitatem, quae nihil sapit extraneum, nihil asperum, nihil contrarium, imo caritate nutrit concordiam, dissiduos conjungit, pacem & unitatem consolidat. Cupientes itaque omnium displicentiarum, o-

diorum, iniuriarum, damnorum & guerrarum, materiam & fontes, inter nos ab una, & Subditum nostrum, ac Praelatos, Principes, Dominos, Wladislaum Regem Poloniae, & Alexandrum alias Withawdum Ducem magnum Lithuanie, fratrem ejusdem Regis Wladislaui, partem ab altera, ac Regna & Subditos ejuslibet nostrorum, quocummodo hactenus exortas & attentatas, tollere & suffocare, ac ad statum debitum mutuae charitatis & fraternitatis, unione laudabili deducere, ad hujusmodi conventionis, pacis, fraternitatis, & concordiae, inconcussa duraturam devenimus unionem. Primo nempe ex certi scientia nostra, & in virtute fidei Catholicae pericula, & puro corde, ac verbo Regio, accedente etiam ad hoc Praelatorum & Baronum, Procerumque Regni nostri Hungariae consensu, pariter & assensu, assumimus & possumus; quod ab hodie & hora in antea, puram, veram, & sinceram fraternitatem, eisdem, Wladislaui Regi, & Alexandro Duci, pro quo praefatus Wladislaus Poloniae Rex, nobis fecit cautionem, quod idem Dux Alexander vice versa, nobis eandem fraternitatem iugiter observabit, & per litteras authenticas & privilegiales litteras firmabit, exhibebimus & servabimus. Ipsosque contra omnium hominum vicinorum, eos hostiliter invadere molientem, totis nostris viribus adjuvabimus. Et quod assilum vel consilium nunquam dabimus nec consentiemus, contra ipsorum Statum seu Personas, neque in periculum seu necem Personarum ipsorum, per Nos, vel per alium seu alios aliquatenus machinabimur; ut machinari volentibus consentiemus; si potius conservationem fanitatis & vitae ipsorum utriusque, honores quoque eorum, pro posse procurabimus. Et quod de Regno, Ducatu, Terris, Dominis, Vassallis & Subditis ipsorum nullo unquam tempore quicquam attentabimus. Damnum quoque & periculum Status, Personarum, & honoris ipsorum avertemus. Proditibus & rebellibus ipsorum non consentiemus, immo fraternitates eorum in talibus, ubi severimus, praemunimus, eis intimando defendemus, ac ipsis assistemus, ac alia omnia & singula erga eorum fraternitates generaliter & specialiter attendemus, & efficaciter observabimus, quae vere & sincere fraternitatis vinculum exigit, & quae in praesentibus litteris nostris per distinctiones & continentias earundem, in suis Punctis, Clausulis, & Articulis, Sententiis quoque & Capitulis universis comprehenduntur, promittimus inviolabiliter & effectualiter attendere & tenere, prout praefati Domini, Wladislaus Rex, & Withawdus Dux, fratres nostri charissimi, vicaria & reciproca vicitudine, hac nobis tenenda & observanda promissum. Verum quia super Terris Russiae, Podoliae, Moldaviae, inter nos & ipsum Dominum Wladislaum Regem Poloniae, & occasione earundem inter cetera, dissensionis materia vivebatur: in facto itaque Terrae Russiae, inter nos & praefatum Dominum Wladislaum Regem, concordatam extitit hoc modo: ut vita nobis, & suis minime committeretur, usque ad diem obitus unius ex nobis, quem videlicet prius nata divino ex nobis exemi contingat ab humanis, inter nos & ipsum Dominum Wladislaum Regem, nec non praefatum Withawdum Ducem, Pacis & Treugarum Foedera habeantur, & inconcussa observentur, modo infra scripto. Quibus Treugis durantibus praefatus Dominus Wladislaus Rex Poloniae, Terram ipsam Russiam pacifice teneat prout tenet, sine impedimento nostro, vel Regni, aut Subdito, aut nostrorum aliqui in Terra vero Podoliae, promittimus eundem Dominum Wladislaum Regem per nosmet ipsos non impedire, nec per nostros Subditos facere impediri; neque alicui ad illam impediendam consilium, favorem, vel auxilium prestare, Treugis durantibus infra scriptis. Item in casu, quo Nos Regem Sigismundum, memorato Domino Wladislaui Rege Fratre nostro, vocatione divina praeiori contingat, ex tunc post obitum nostrum praedictae Treugae, infra quinque annos immediate sequentes, debent perdurare. Et si converso, si praedictum Dominum Wladislaum Regem prius nobis decedere accidat, Foedera huiusmodi Treugarum, similiter intra quinquennium, inter Poloniae & Hungariae Regna, post huius decessum, debent firmiter observari, & infra praedictos quinque annos Treugarum, videatur de iustitia & jure Partium, secundum scriptum & continentiam Litterarum, alias per Praelatos & Barones utriusque Regis, Hungariae videlicet & Poloniae primum in Iglo, alio homine in nova Villa, & altera vice in antiqua Villa, consecratur, quarum contenta habentes hic sufficienter pro insertis, quo ad haec, in suo robore volumus permanere. Praeterea de Terra Moldaviae, ut sequitur, inter nos & eundem Dominum

ANNO

1412.

ANNO
1412.

minum Regem Poloniae, Fratrem nostrum charissimum, est mutuo concordatum. Ex quo enim magnificus Alexander, prout Vayvoda Moldaviae, ad beneplacita & mandata ipsius Domini Wladislai Fratris nostri fed-nostri obligatus, quam obligationem Nos, Sigismundus Rex praebatur, ob amore purae & sincerae fraternitatis, praefati Domini Wladislai Regis, nolentes turbare vel impedire; ideo dispositum existit & firmatum, ut quotiescumque Turcae & Infideles, Terras Regni Hungariae, cum valido exercitu hostiliter invaderent, ac eisdem depopulari & devastare molirentur, aut quandoquaque Nos Sigismundus praefatus Rex contra praefatos Turcas & Infideles, mille lanceas vel plures armaremus, & contra ipsos in expeditionem extra fines Regni nostri Hungariae destinaremus, ex tunc ad nostram intimationem & significationem, idem Rex Poloniae Frater noster charissimus, mandare debet supradicto Moldavo, ut ipse propria in persona, cum sua tota potentia, Nobis & nostro exercitui succurrat, & obsequia praestet fideliter & constanter, salvo, si Moldavus ipse infirmitate notabilis & gravi tunc esset praeventus. Quo casu nihilominus potentiam suam, cum Rege exercitui sui idoneo transmittere debebit, vel si saltem in servitio memorati Domini Wladislai Regis, ut praebatur, in succursum contra Turcas vel Infideles personaliter venire, vel infirmitate praeventiente, mittere suam potentiam recuset, ex tunc nos ambo, videlicet Sigismundus & Wladislai Reges, simul debemus terram Moldaviae, non obstante praedicta obligatione, poterit invadere, & ipsum Vayvodam Moldavum ab eadem remove, & Ditioni nostrae subjugare, obtentamque inter nos Reges dividere; & per limites seu terminos infrapositos distinguere, & celebrari tali modo: Quod Sylva majores, Bukovina dicta, incipiendo à Montibus seu Alpibus Regni Hungariae, inter eandem Terram Moldaviae, & Terram Sepenyeccensem situate, penes Sereth, protendentes se ad aliam Sylvam minorem Bukovina dictam, usque ad Fluvium Pruth, debent per medium dividi, seu dimidiari. Et quod Forum Jassinafther, in sinistra parte situm, maneat pro eodem Domino Wladislao Poloniae Rege. Forum vero seu Villa Berleth, in dextra parte sita, maneat nobis Sigismundo Regi, & Regno nostro Hungariae. Transcensio autem Fluvio Pruth, residua Sylva, directè procedendo per campos desertos usque ad Mare, pari modo cum eisdem campis deferret, per medium dividatur. Itaque Feiemar, alias Belegrod, cum aequali medietate, pro supra scripto Domino Wladislao Rege Poloniae, & Kilia cum alia aequali medietate, pro nobis Sigismundo Rege, & Regno Hungariae, maneat taliter dimidiata & divisa. Et pars illa, quae ex divisione cedet Domino Wladislao Regi praedicto, remaneat in manibus ejusdem, sub forma Pacis & Treugarum super Terra Kustia saepius expressarum. Ubi autem praefatus Moldavus constanter & fideliter mandata per praefatum Dominum Wladislau Regem sibi injungenda, in nostrum subsidium & succursum adimplebit, tunc praedicta totalis Terra Moldaviae remanebit apud eundem, etiam post obitum alterius nostrum Regum praedictorum, ad quemcumque sub Foedere Treugarum praedictarum, salvo iure Partis utriusque. Item si aliqui vel aliqui ex Subditis conjunctum nostrum, alterius Regnorum nostrorum, aut Terrarum, aliquas vastationes, praedas, rapinas, vel incendia vel quaecumque malefactorum genera, in Regnis & Terris alterius commiserit, vel commiserit, quod per hoc Trenga praemissa non infringantur, sed quod idem malefactores ad satisfactionem judicialiter impellantur, ita quod damna per ipsos facta, de bonis eorum refarciantur: Et si iudicio parere contemnerent, uterque nostrum ipsos tanquam maleficos persequi & impugnare tenebitur & debebit. Et, ut praebatur, nullo diffensionis, displicentiae, controversiae, & maleficii genere superveniente, & accidente, interrumpi possit & debeat quomodolibet, vel dissolvi Foedus Treugarum vel inscriptionum praedictarum, sed ut in talibus delicta non remaneant impunita, dispositum, ut undecumque contingat in talibus delinqui, aut excessum fieri, recurratur & intemetur, per injuriam & damnum patientem, ad alterius Oppidum, utpote de Incolis Regni Hungariae, ad Oppidum Sandecz, & de Incolis Regni Poloniae, ad Oppidum Lewtetz; quae quidem Oppida teneantur, iudicibus hinc inde ex utraque Parte deputatis & deputandis, casum, delictum, & excessum intimare, & ipsos invocare, ut in termino competenti, Iudices quatuor numero, videlicet Comes Comitatum de Szarisz, Sceputiensis, Vinariensis, & Semplimeasis, protunc constituti, & per nos deputati, ad instantiam & querelam

incolae de Polonia, in antiqua Villa: ex adverso totidem Iudices per praefatum Wladislau Regem constituti, & in Literis suis nominatim expressi, utpote Sandecensis & Voynicensis Castellani, Iudex & Succamerarius Cracoviensis, etiam pro tempore constituti, in Villa Schramowicz, aut in eisdem locis, minor pars Iudicum eorundem, prout rei qualitas deposcerit, conveniant, ac Iudicium & Iustitiam faciant simpliciter de plano, nec non subterfugis cellantibus, in delinquentes dignè animadvertant. Et in corroborationem, fidem, & testimonium cautelae uberioris, Sigilla Praetorum, Baronum & Procerum Regni nostri, quorum nomina singulariter inferius describuntur, penes Sigillum nostrum Regale, praesentibus sunt appressa. Nos quoque miseratione Divina Joannes Archiepiscopus Strigoniensis, Comes perpetuus in Strigoniensi & Colocensi Provinciis, Primas & Apostolicae Sedis Legatus, ac Aula Romanorum Regis Cancellarius: Stiborius Agriensis, Stephanus Transylvanensis, Joannes Lawriensis, Philippus Vacienfis, & Ladislaius Triniensis, Episcopi: nec non Hermannus Comes Cilie, Nicolaus de Gara, Palatinus Regni Hungariae, Stiborius de Stiborzicze Vayvoda Transylvanus Comes, Simon de Rozgon Iudex Curiae Regiae, Philippus de Ozora Comes Themessienfis, Joannes Bebek & Pelszewsz Tavernicorum, Joannes filius Joannis Janitoris, Joannes filius Gregorii Pincernarum, Petrus Czoch Agazonum, Magistri, Nicolaus de Czak pridem Vayvoda Transylvanus, Petrus de Peren pridem Comes Siculorum, Zuborius, Thesaurarius, Paulus Bissenus, Banus, Nicolaus Treutel de Newna, Philippus de Goroeh, Nicolaus Hedervar Janitoris, Georgius de Ilzwa filius Palatini Pincernarum de Seugara, Agazonum Reginalium Magistri; David Lackz de Zankowo, Petrus filius Henrici Comes Sceputiensis, Joannes de Hamonna, Matthaeus de Paloncz Castellanus de Gorzghwo Comes Vinariensis, Stephanus Compolth, Joannes Rozgon Comes de Garas, Ladislaius Frank Vayvoda, Petrus Frebek filius Dietrici Palatini, Georgius Comes de Bozen, Bartholomaeus Fauthi, Gallus de Zeech, alias Comes Zolenfis, Benedictus Zadar, Nicolaus Filius Beke de Vellike, Petrus Filius Porze, Michael Filius Pauli de Korkzeghas, Joannes Janik, Wladislaius Thoreus, Dionisius Filius Bani de Lochuez, Nicolaus, Sigismundus & Joannes de Chetnek, Joannes Filius Jacobi de Nagwhal, Michael Zakech de Kuzal, Stephanus Filius Pauli de Somus, Emericus Filius Joannis de Irenenhan, Joannes Filius Rihalf de Tharku, & Ladislai Filius Matthias, bona fide & Christianicè, nostris & Fratrum, Regnicolarumque universorum vice & nominibus, assumimus, pollicemur, & fide jubemus, quod omnia & singula superiora scripta, & expressa, praefatus Dominus noster Sigismundus Rex attendet & servabit, nosque attendemus & servabimus; suam quoque Serenitatem toto conamine inconcussè observanda pro posse inducimus, dole & fraude, in praemissis omnibus, procul motis. Datum Liblio. Anno Domini Millesimo, quadringentesimo duodecimo; quindecimo die Martii. Regnorum nostrorum Hungariae vigesimo quinto, Romanorum vero secundo.

CCLVI.

Transaction faite sur le Contrat de Mariage de PHILIPPE 8. Mai;

LIPPE Comte de Nassau & de Sarbruch avec ISABELLE de Lorraine Fille du Comte de VAUDEMONT; portant que si ladite Dame ISABELLE vient à deceder avant lui, sans laisser des Enfants procréés de leur Mariage, il sera obligé de restituer la Dot qu'il en aura reçue, mais que pourtant, il en jouira sa vie durant. Le 8 Mai 1412. [La véritable origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. pag. 218. Tiré des Archives de Lorraine.]

NOUS PHILIPPE Comte de Nassau & de Sarbruch, faisons savoir & connoître à tous que comme du Traicté du Mariage, pour parler, traitier & accorder entre haut & puissant Seigneur Monseigneur FERRY de Lorraine Seigneur de Rumigny, de Boue & Comte de Vaudemont, & tres-noble Dame Madame MARGUERITE de Joinville Dame & Comtesse desdits lieux d'une part: & nous PHILIPPE Comte de Nassau & de Sarbruch d'autre part, à faire & solemniser & que se ferat & solemniserat & alic-

ANNO
1412.

ANNO
1412.

affevrat, fit Dieu & sainte Mere Eglise s'y accordent, entre nous PHILIPPE Comte de Naffauve & de Sarrebrouches d'une part, & Damoiselle ISABEL de Lorraine fille aînée de nosdits Seigneur & Dame Comte & Comtesse d'autre part, iceux Seigneur & Dame Comte & Comtesse à icelle, & pour icelle cause dudit Mariage & à cause de certains Douaire & demourance par nous & nos Lettres donnés & assignés à ladite Damoiselle ISABEL haient donné & soient tenus & efficacement obligés à nous PHILIPPE en la somme de dix mil escus de bon or & de mise, pois du coin du Roy de France nostre Sire, & les nous ayant promis de payer aux termes & payement cy apres escripts. C'est à sçavoir le lendemain des Noces solennisées ou que solenniseront se Dieu plaist de nous PHILIPPE & de ladite Damoiselle ISABEL leur Fille, trois mil escus, & de la Feste saint Martin en Yver prochain, venant en un an deux mil escus, ou à icelluy terme iceux cinq mil escus tous ensemble, lequel que mieux plairat à nous PHILIPPE Comte de Naffauve, & à la sainte Martin d'Yver prochain apres ensuivant, que l'an mil quatre cens & quatorze, deux mil & cinq cens escus, & à l'autre saint Martin apres ensuivant en l'an mil quatre cens & quinze les autres deux mil & cinq cens escus, ou dedans lesdits termes ou cas que lesdits nos Seigneurs & Dame Comte & Comtesse faire le pourront & faire leur plairat, desquels dix mil escus ils nous ont contentey par leurs Lettres & autres seurteul reservei pour nous & pour la partie de nosdits Seigneur & Dame certain pact, & conditions & convenances expressees. C'est à sçavoir que s'il advenoit que ladite Damoiselle ISABEL leur Fille nostre Femme que ferat, allat de vie à trespassement devant que nous PHILIPPE, sans Hoirs de nos corps conjoints. Nous PHILIPPE Comte avions & joirons nostre vie durant desdits dix mil escus, mais apres nostre deces iceux dix mil escus, ou dit cas doivent retourner ausdits nos Seigneur & Dame, Comte & Comtesse de Vandemont ou à leurs Successeurs ou ayans cause, à cause de retour dudit Mariage, si comme toutes ces choses sont plus plainement contenuës en Lettres de nosdits Seigneur & Dame, pource à nous par eux baillées & delivrées, à sçavoir est que nous PHILIPPE Comte Naffauve reconnoissant & confessant en verité & de certaine science lesdits Pact, Conditions & Convenances dudit retour estre vrais & vraies, avons promises en bonne foy & sur nostre honneur, & promettons & ad ce nous sommes efficacement obligez & obligons pour Nous, nos Hoirs, Successeurs & ayans cause en cas de l'assès prochain dit. C'est à sçavoir se ladite Damoiselle ISABEL que sera nostre Femme allat de vie à trespassement devant que nous PHILIPPE, sans Hoirs de nos corps conjoints, de rendre, restituer & restablir ausdits nos Seigneur & Dame Comte & Comtesse, leurs Hoirs & Successeurs ou ayans cause, iceux dix mil escus à cause dudit retour de Mariage sans contradiction quelconque. Et nos Seigneur & Dame Comte & Comtesse, leurs Hoirs, Successeurs & ayans cause, en seront crehuz par un seul & simple serment sans autre probation faire ou requierir, lesquels frais, missions, despens, dommages & interets payez & restablis, ou non payez & non restablis, neantmoins demouront ces presentes Lettres de Mariage en bonne valeur jusques à plain effet de restitution & restablissement desdits dix mil escus & autres choses dessusdites. Et pour plus grand seurteul avoir des choses dessusdites toutes & singulieres, avons pris & requis à nos tres-chers & bien amez Serorges & Cousins, les Comtes cy apres nommez, qu'ils nous veussent estre Ploiges & Rendeurs envers nosdits Seigneur & Dame des choses dessusdites. Et nous Ferry Comte de Baldace, Jean Comte de Saline, Gerard Seigneur de Boalay, Jean Seigneur de Rodemach, & Henry Seigneur de Fenseltranges, & chacun de nous pour le tout à la priere, mandement especial, & requelte dudit nostre Serorge & Cousin Seigneur PHILIPPE de Naffauve, & pour iceluy nous sommes continuez & establis, constituons & establissons par ces presentes Ploiges, &c. Sur lesquelles choses dessusdites toutes & singulieres, Nous PHILIPPE Comte de Naffauve principal, & nos Ploiges & Rendeurs & chacun de nous comme dessus, avons renuncie & renoncions aux exceptions de fraude, de barat, de malice, de lésion, de deception, de circonvention, à premier à convenir, aux nouvelles constitutions de plusieurs Dabteurs, Ploiges, Constituteurs & principals Rendeurs, à l'Episcpe qu'on dit *Divi Adriani*, au benefice de ceder les Actions, à la condition sans cause,

& generalement à toutes autres exceptions, aides & defenses de Fait & de Droit escrit & non escrit, Us & Coustumes generaux & locaux, par lesquelles ou aucunes d'icelles nous pourrions venir contre ces presentes especiallement, &c. En tesmoignage de verité & pour estre toutes les choses dessusdites termes & fables, Nous PHILIPPE Comte de Naffauve principal, & nous Ploiges & Rendeurs dessusdits nommez, avons scelez ces presentes Lettres de nos propres Seels, que furent faites & données le Dimanche huitiesme jour du mois de May, l'an de grace nostre Seigneur 1412. Sellées de six Seaux, un de cire rouge, & les autres de cire verte sur doubles queuez.

CCLVII.

Conventio inter HENRICUM IV. Regem Anglie 18. Mai. & Principes confederatos Francie, scil. JOHANNEM Ducem Biturie, CAROLUM Ducem Aurelianensem, JOHANNEM Ducem Bourbonii & JOHANNEM Comitem de Alancois facta, qua hi dicto Regi restitutionem integram Ducatus Aquitanie, & Rex Anglie ipsi vicissim defensionem contra Johannem Ducem Burgundie promittunt. Dat. Bituridis die 18. Maji Anno 1412. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. VIII. pag. 773.]

HÆC EST FINALIS CONCORDIA, FACTA inter, Illustrissimum & Serenissimum Principem, Henricum Quartum post conquestum Regem Anglie & Francie, Dominum Hibernie, ac Ducem Aquitanie, ex parte una, Et, Nobiles & potentes Dominos, Johannem Ducem Biturie & Alvernie, Comitum Piclavia, Stamparum, Bolognie & Alvernie, Karolum Ducem Aurelianensem & Valesii, Comitem Blasenhem & Bellmontis, & Dominum Conciaci, Johannem Ducem Bourbonii, Comitem Clarimontis & Foretarm, & Dominum Belli Joci, Et Johannem Comitem de Alancois & de Pertica, Dominum Filgeriarum & Guercbie, ex parte altera, De & super quibusdam Articulis & Conventionibus, Restitutionem realem Ducatus Aquitanie, prefato Regi & Duci Hæredibus & Deputatis suis faciendam, commentibus,

Qui, AD PERPETUAM REI MEMORIAM, appenduntur in hunc modum,

In primis, appunctatum & concordatum est in hunc modum, quod prefati Domini effectualiter, dolo, fraude, & subterfugis quibuscunque cessantibus, exponant Personam suam, suaque corpora, pro dicto Rege Anglie & suis Hæredibus, & eorum Deputatis, in omnibus suis bonis atque justis querelis, quotiescunque per Regem Anglie, Ducem Aquitanie, aut ejus Hæredes fuerint requisiti; salvâ semper eorum fidelitate:

Inter quas quidem justas & rationabiles querelas Regis Anglie, prefati Domini, ac eorum Procuratores, eorum nomine, recognoscunt quod hæc est una & justa Querela, quam habet pro Ducatu Aquitanie rehabendo, cum suis Juribus & Pertinentiis universis, & obtinendo, cum sibi debeat Jure hereditario & Successione naturali, ut ipsimet etiam recognoscunt:

Declarant insuper prefati Domini, & eorum Procuratores, eorum nomine, quod in nullo offendunt seu lædunt eorum fidelitatem prædicto Domino Regi Anglie assistendo, ac prædictum Ducatum Aquitanie liberando eidem, sive suis Hæredibus, sive eorum Deputatis, & cum effectu.

Secundò, appunctatum & concordatum est, quod prefati Domini, & eorum Procuratores, eorum nomine, offerunt Filios, Filias, Nepotes atque Neptes, Parentes & Affines, etiam omnes eorum Ditioni seu Facultati suppositos, pro contrahendis Matrimonis, juxta Domini Regis antedicti providentiam atque discretionem.

Tertio, appunctatum & concordatum est quod prefati Domini, & eorum Procuratores, eorum nomine, offerunt Villas, Castro, Thesauros, & universaliter omnia Bona sua mobilia & immobilia, in auxilium atque succursum dicti Domini Regis Anglie, Hæredumque suorum, pro suis querelis tendendis, prosequendis, atque fovendis; salvâ tamen eorum Fidelitate, quam in hoc non offendunt, prout in primo Appunctamento declaratur.

Quar.

ANNO
1412.

Quarto, appunctuatum & concordatum est, quod prælati Domini, & eorum Procuratores, eorum nomine, offerunt præfato Domino Regi Angliæ singulos eorum Amicos, & universialiter omnes eis Adherentes (videlicet) ferè omnes Nobiles Franciæ, Clericos solumptiores, Civès atque Mercatores honestiores; qui omnes (saltem pro incomparabili parte) dictis Dominis favent & favebunt, & de facto ac realiter favebunt Domino Regi Angliæ, in suis iustis querelis, & restitutione dicti Ducatus, pro eorum viribus & juxta posse.

Quinto, appunctuatum & concordatum est, quod prælati Domini parati sunt restituere, & realiter, dolo, fraude, & machinatione cessantibus quibuscumque, restituent prædicto Domino Regi Angliæ, suisve Heredibus, aut eorum Deputatis, omnimodam & quamlibet partem Ducatus Aquitanie, extra manus Domini nostri Regis Angliæ jam de facto existentem, cum omnibus suis Juribus & Pertinentiis debitis seu conquisitis, ita integrè & in tam plenâ libertate sicut aliquis Prædecessor seu Prædecessor suus unquam possidebat; nil excipientes quod spectat ad præfatum Ducatum seu Dominium Aquitanie.

Declarantque præfati Domini, ac eorum Procuratores, eorum nomine, quod non solum obedient præfato Domino Regi, suisque Heredibus, sed etiam Commissariis, per eum aut suos Heredes deputandis:

Recognoscunt insuper præfati Domini, ac eorumdem Procuratores, eorum nomine, Caltra, Villas firmatas seu clausas, & alia Dominia, existentia in præfato Ducatu, quæ pro nunc obtinent, se tenere à prædicto Domino Regi Angliæ Duce Aquitanie, tantquam ab eorum Domino Duce Aquitanie, & post eum à suis Heredibus Ducibus Aquitanie, per Homagium; promittendo & exhibendo servitium & obsequia debita, modis melioribus quibus talia promitti atque fieri consueverunt suorum Prædecessorum temporibus:

Declarantque præfati Domini, & eorum Procuratores, eorum nomine, quod, tamen ipsi, quam eorum Subditi, in præfato Ducatu, ferè mille & quingenta Fortalitia obtinent, pro & de quibus faciunt & facient, ut jam dictum est.

Et dictus Dominus Rex & Dux Aquitanie manebunt & observabunt dictorum Dominorum, nec non Subditorum eorum, Libertates & Privilegia, per suos Illustres Progenitores, Duces Aquitanie, indulta & concessa, nec non laudabiles & rationabiles Consuetudines, per Duces Aquitanie, Prædecessores præfati Domini Regis, permissas temporibus retroactis:

Et insuper præfati Domini, & eorum Procuratores, eorum nomine, promittunt quod omnes Villas, Civitates, atque omnia Caltra, Fortalitia, & cætera Dominia quæcumque, cum eorum Juribus & Pertinentiis universis, ad dictum Regem & Ducem Aquitanie spectantia, quæ nomine communi dicuntur Regalitati pertinere, dicto Domino Regi atque Duci, Heredibus aut Deputatis eorum, liberabunt de facto, in quantum subsunt eorum facultati, absque dilacione & difficultate quibuscumque;

Quorum Fortalitiorum nomina, usque numerum vigenarium, sequuntur hic inscripta, videlicet:

Civitas de Balar.

Castellum & Villa de Saint Macayre;

Le Castellum & Villa de la Riente,

La Villa de Poylegrace;

La Villa de Salverat;

La Villa du Port Saint Marie;

Le Castellum de Castelcullier,

La Villa de Saint Foy,

Le Castellum & Villa de Penadagenoy;

La Villa de Saint Pascoir,

La Villa de Montclare Dagenoy;

La Villa de Ville Royal,

La Villa de Montpasier,

La Villa de Belmont;

La Villa de Montreier,

La Villa de Ville Franque,

Le Castellum & Villa Dache;

Le Castellum & Villa de Caylas de Bonneze;

La Villa de Figeat,

Le Castellum & Villa de Nangeat,

Ea verò Fortalitia, dicto Ducatu pertinentia, quæ eorum potestati aut ditioni non sunt supposita aut subiecta, prædicto Domino Regi, suisque Heredibus, aut eorum Deputatis, pro viribus fideliter atque diligenter conquestabunt, seu ad conquestam jurabunt, & juxta posse, cum suis gentibus in quantum rationabili,

TOM. II. PART. I.

ANNO
1412.

secundum conditionem & qualitatem dignitatis & status cujuscumque eorumdem, & sumptibus suis propriis, usque ad finalem conquestam Ducatus antedicti.

Excipiuntur tamen de Terris, Dominis, atque Fortalitiis supradictis, quadam Terræ, Dominiis, atque Fortalitia, de quibus præfato Domino Regi Angliæ, Duci Aquitanie, placuit ordinare, disponente, & appunctuare in modum qui sequitur,

In primis, placet prædicto Domino Regi atque Duci Aquitanie, quod Dominus Dux Biturie, Avunculus suus prædictus, & fidelis Subditus & Vassallus, habeat integrè & pacificè ex concessione & investitura Domini Regis Angliæ, Ducis Aquitanie, ejus Domini, Comitatus Pictaviæ, vitâ comite duntaxat; sic tamen & taliter quod dictus Dominus Dux Biturie recipiat, recognoscat & teneat præfatum Comitatum, præfato Domino Regi Angliæ, Duci Aquitanie, ejus Domino, & suis Heredibus faciendo Homagium, & ut moris est; & post decessum præfati Ducis Biturie, dictus Comitatus Pictaviæ ad Regem Angliæ, Ducem Aquitanie, & suos Heredes integrè & pleno jure revertetur & remanebit imperpetuum;

Et, ut præfatus Tractatus validior atque securior maneat, sic est appunctuatum, quod prædictus Dominus Rex Angliæ, tria Aquitanie, in præfenti, tria Fortalitia realiter habeat & in sua manu tenebit (videlicet) Fortalitium Lisignaci, Fortalitium Pictavenf. & Fortalitium Nyord; quæ tria Fortalitia erunt munita & custodita juxta discretionem Domini Regis, suorumque Heredum, secundum temporis necessitatem seu exigentiam. Et hoc de Exitibus, Reventionibus, & Redditibus dicti Comitatus, in quantum dictorum Fortalitiorum Recepta, Redditi, sive Reventiones ad hoc non sufficiunt.

Et dabit dictus Dominus Dux Biturie bonam affectionem, de aliis Caltris & Fortalitiis dicti Comitatus, per modum qui sequitur (videlicet) quod ponat tales Capitaneos & Custodes in illis Fortalitiis, quos nec Rex Angliæ, Dux Aquitanie, ejus Dominus, nec Heredes sui habebunt suspectos; qui Capitanei sive Custodes jurabunt & promittent dicto Domino Regi Angliæ, Duci Aquitanie, Heredibus aut eorum Deputatis, tactis Sacrosanctis Evangelis, quod dicta Fortalitia, post decessum dicti Ducis Biturie, ponent, tradent, & liberabunt in manus Regis Angliæ, vel Heredum aut Deputatorum suorum, realiter & cum effectu, & nulli alteri, cujuscumque dignitatis, status, aut conditionis existant.

Item, placet præfato Domino Regi Angliæ, Duci Aquitanie, quod dictus Dominus Dux Aurelianensis, suus fidelis Subditus & Vassallus, habeat integrè & pacificè, ad totum terminum vite sue, Comitatum Angolismensem, ex concessione & investitura præfati Regis Angliæ, Ducis Aquitanie; sic tamen & taliter, quod dictus Dominus Dux Aurelianensis recipiat, recognoscat, & teneat præfatum Comitatum à præfato Domino Rege Angliæ, Duce Aquitanie, ejus Domino, & suis Heredibus, faciendo Homagium, & ut moris est; & post decessum præfati Ducis Aurelianensis; dictus Comitatus Angolismensis ad Regem Angliæ, Ducem Aquitanie, & suos Heredes integrè & pleno jure revertetur & remanebit imperpetuum;

Et, ut præfatus Tractatus validior atque securior maneat; sic est appunctuatum, quod prædictus Rex Angliæ, Dux Aquitanie, ejus Dominus, in præfenti realiter habeat & in sua manu tenebit Caltrum quoddam vocatum Caltrum Novum super Charent, quod pertinet ad præfatum Comitatum: cujus custodia atque munitio, secundum prædicti Regis discretionem, disponetur juxta temporis necessitatem; & si prædicti Castri seu Fortalitii redditus non sufficiunt pro ipsius custodia necessaria, tunc de receptis, reventionibus, & redditibus prædicti Comitatus, fiet custodia Castri antedicti eodem modo, quo de tribus Fortalitiis Comitatus Pictaviæ appunctuatum existit:

Et dabit Dominus Dux Aurelianensis bonam affectionem de aliis Caltris & Fortalitiis dicti Comitatus, per modum qui sequitur (videlicet) quod ponat tales Capitaneos & Custodes in illis Fortalitiis & Caltris, quos nec Rex Angliæ, Dux Aquitanie, ejus Dominus, nec Heredes sui habebunt suspectos; qui Capitanei sive Custodes jurabunt & promittent, tactis Sacrosanctis Evangelis, dicto Domino Regi Angliæ, Duci Aquitanie, Heredibus vel eorum Deputatis, quod dicta Caltra & Fortalitia, post decessum præfati Ducis Aurelianensis, ponent, tradent, & liberabunt in manus dicti Domini Regis, Ducis Aquitanie, vel Heredum aut Deputatorum suorum, & nulli alteri, realiter & cum effectu,

Y y

ut

ANNO
1412.

330

CORPS DIPLOMATIQUE

ut supra de Fortalitio Comitatus Pictaviæ fuit appon-
tuatum.

Item, placet prædicto Regi Angliæ, Duci Aquita-
niæ, quod præfatus Dominus Dux Aurelianensis, suis
prædictis & fidelis Suoditus ac Vallatius, habeat, ex
Concessione & Investitura præfati Regis Angliæ, Du-
cis Aquitania, sibi & suis Hæredibus imperpetuum, Com-
mitatum Petragoricensem (salvo jure cujuscumque)
sic tamen & tæter, quod dictus Dux Aurelianensis &
Hæredes sui recipiant, recognoscant, & teneant præfa-
tum Comitatum à præfato Rege Angliæ, Duce Ac-
quitania, & ejus Hæredibus, per Homagium, & ut
moris est

Item, placet prædicto Domino Regi Angliæ, Duci
Acquitania, quod Comes Armigniaci, ejusque Hæredes
perpetuo, pacifice, & quietè possideant quatuor Cas-
tellanas, (videlicet) *Gleole, Sancti Gensii, Rapis
Valserque & Carvajane* de Begongues, sic tamen quod
dictus Comes, pro prælibatis Castellaniis, faciat præ-
dicto Domino Regi Homagium, & suis Hæredibus, &
ut moris est; & ob hoc dictus Dominus Rex liberaliter
prædictas Castellanas contulit & confert dicto Comiti
Armigniaci suisque Hæredibus perpetuo.

Et postremo, ob has Concessiones, & hiis de causis,
prædicti Domini unanimiter, ut supra appunctuatum
est, & eorum Procuratores, eorum nomine, promitte-
runt, & per præfatos promittunt & se obligant, &
per viribus, ad conquestam prædicti Ducatus juvare dictum
Dominum Regem Angliæ, Ducem Aquitaniæ, sum-
ptibus suis, modo & formâ quibus superius declaratur,
pro Castris, Fortalitibus, & aliis Dominiis quibuscumque,
pertinentibus ad eundem Dominum Regem, Ducem
Aquitaniæ, (quæ nomine communi dicuntur Castra si-
ve Fortalitia Regalia) integrè obtinendis per eundem
Dominum Regem suosque Hæredes, etiam cujuscumque
dignitatis, statûs, aut conditionis exiit.

Sexto, appunctuatum est & concordatum, inter dic-
tum Regem Angliæ, Ducem Aquitaniæ, & dictos Do-
minos, in hunc modum; quod dictus Rex Angliæ,
Dux Aquitaniæ, dictos Dominos, suos Vassallos & fi-
deles Subditos, defendet sive defensabit, & eis, ut eor-
um verus Dominus, impendat auxilium & succursum,
& in quantum in eo erit, de Duce Burgundiæ eis fa-
ciat iustitia complementum.

Et neque dictus Rex Angliæ, neque sui Hæredes fa-
cient quascumque Confectiones, Tractatus, sive
Concordias cum *Joanne Duce Burgundiæ* moderno,
neque *Natis suis, Fratribus, aut Cognatis suis germanis*
quibuscumque, sine scientia & consensu dictorum Do-
minorum, sive eorum Hæredum.

Et, à converso & modo consimili, neque prædicti
Domini, neque sui Hæredes facient quascumque Con-
fectiones, Tractatus, sive Concordias cum præfato
Duce Burgundiæ, Natis, Fratribus, aut Cognatis suis
Germanis quibuscumque, sine scientia & consensu dicti
Regis Angliæ, Ducis Aquitaniæ, suorumque Hæredum.

Promittunt insuper Domini antedicti, & eorum
Procuratores eorum nomine promittunt & se obligant,
& quilibet eorum sigillatim & divisim prædicto Regi
Angliæ, Duci Aquitaniæ, eorum Domino, & ejus Hæ-
redibus, promittit & se obligat, ut sui veri Vassalli &
fideles Subditi, quod si, in proseguendo dictum Du-
cem Burgundiæ, aliqua persona, cujuscumque Digni-
tatis, statûs, sive conditionis exiit, veniat vel rebel-
let contra dictum Regem, Ducem Aquitaniæ, eorum
Dominum, Hæredes aut Deputatos suos, vel eos im-
pediat vel eis disturbum faciat, quod tunc prædicti Do-
mini stabunt & fideliter assistant prædicto Regi Angliæ,
Duci Aquitaniæ, eorum Domino, Hæredibus aut De-
putatis suis cum tota sua potestate, nec eum dimittent,
quascumque viâ, seu aliquo quovismodo quesito colo-
re; immo cum præfato Rege Angliæ, Duce Aquita-
niæ, eorum Domino, constanter & firmiter persevera-
bunt absque fraude & contradictione quibuscumque.

Septimo, concordatum & appunctuatum est in
hunc modum, quod dictus Rex Angliæ, Dux Aquita-
niæ, succurret dictis Dominis, tanquam suis Subditis
& Vassallis, in omnibus bonis & iustis querelis eorum,
etiam ad reparationem offensarum & dampnorum, per
Ducem Burgundiæ, suos, aut sibi Adhærentes, præ-
fatis Dominis, eorum Tutoribus, Benivolis, Servito-
ribus & Confectionatis injustè illatorum, adhibebitque
dictus Rex & Dux diligentiam suam ut etiam sint repa-
rati ad honores.

Illis tamen dampnis & offensis, per quoscumque An-
glicos, cujuscumque Dignitatis, statûs, vel conditio-
nis fuerint, ultimo Anno præterito perpetratis, dum-
taxat exceptis.

Intendit etiam dictus Rex & Dux ambobus Regnis
concordiam ponere, secundum meliorem modum quem
ci Deus ministrabit.

Octavo, appunctuatum & concordatum est, quod
auxilium, per dictos Dominos pro præfatis requisitum
(videlicet) mille homines armorum, & tria milia Sa-
gittariorum, arripient iter suum usque Blesis meliori
modo quo fieri poterit, & ibi recipient sua vadia à dic-
tis Dominis, scilicet, pro termino trium mensium, fiet
autem solutio singulis Mensibus in exordio cujuslibet
mensis.

Et insuper, quoad quantitatem stipendiorum, pro
dictis tribus Mensibus, sic concordatum est quod, pro
quolibet mense,

Quilibet Miles percipiat à præfatis Dominis triginta
Scuta anni,

Quilibet Armiger quindecim.

Et quilibet Sagittarius, septem Scuta & dimidium.
Ad quas quidem Conventions sive Appunctiones,
benè & fideliter, ex parte dictorum Dominorum,
tendas & realiter perficiendas, præfati Domini sigilla
sua præfentibus apposuerunt.

Datum *Bizarii*, decimo octavo die mensis Maji, An-
no Domini Millesimo, quadringentesimo duodecimo.

JEHAN, CHARLES, JEHAN, JEHAN;

*Sub quatuor Sigillis rubrâ cerâ expressis, & pendenti-
bus a carnis pergamena.*

CCLVIII.

*Capitula à Duce Venetorum MICHAËLE STE-
NONE & Communi VENETIARUM, Ci-
vitati SIBENICI concessa, quibus hanc Civi-
tatem se se ipsis subjectionem in Protectionem atque
defensionem recipiunt, & de modo forarumque
Regiminis conveniunt. Dat. Incertis in Di. ali
Palatio 1412. [JOANNIS LUCII de Regno
Dalmatiæ & Croatia, Libr. V. pag. 264.]*

NOs MICHAËL Steno Dux, &c. nec non Con-
sil. &c. sui ad hoc Deputati &c. & universum
Consilium Civitatis Venetiarum unanimes, & concor-
des nemine nostrorum discrepante, promittentes, pro-
missionibus juramus super venerabile signum Sandæ
Crucis, super libro Evangeliorum vobis 5 benedictiones
pro vestra gloriosa fidelitate omnia, & singula infra-
scripta plenè, fideliter, & firmiter attendere, & adim-
plere perpetuis temporibus; & in nullo contrariare
vel venire ultantes per nos & Successores nostros,
nec per alios aliquo modo, vel causa, ingenio vel co-
lore.

Michael Steno Dei G. Dux Venetiarum &c.
Universis, & singulis, tam presentibus, quam fut.
præfens Privilegium inspecturis, Salutem & sincerè di-
lectionis affectum. Cum per venerabile virum Fra-
trem Simeonem Sac. pag. Baccalanum Ambasciato-
rem, & pro parte insignium fidelium & devotorum
nostrorum Capitanei, Communitatis & hominum Si-
benici, qui ab illo inspirati & commoti, qui aspera po-
tenter in plana convertit, postpositis Guerarum igni-
bus, & odiorum rancoribus atque flammis, quæ inter
nostrum Dominium, & Republicam eorum aliquo
tempore vigerunt sponte sua, & de communi con-
sensu & voluntate omnium Incolarum Sibenici ad nos-
træ benignitatis gremium voluerunt habere recursum,
Civitatem ipsam, homines Sibeitici, Castra, Distric-
tum, Jura, Insulas, & Jurisdictiones eidem Terræ
spectantes motu suo proprio & liberali in manibus nos-
tris offerendo, & exhibendo nonnulla Capitula, & pe-
titiones porrectæ fuerunt, prout sunt inferius annotatæ
distinctè. Nos Illustrum Prædecessorum nostrorum
vestigia imitati, ac eosdem in nostre protectionis & de-
fensionis brachio sufficiens benignis, & recommis-
sis de solita clementia nostra, quæ in nostrorum fide-
lium commodis non lassatur, & idem benignitatem nos-
tram amplius recognoscant, ad ipsa Capitula & petiti-
ones diligenter & maturè examinata, cum auctoritate
nostrorum Consiliorum ad hoc specialiter constituto-
rum deliberavimus respondere illa modificantes aliquan-
tulum, secundum quod ad quolibet ipsorum Capitulo-
rum pro repositione distincta & particulariter annota-
tur.

Cap. I. Primo namque promittimus vos & quemi-
bet vestrum tueri & defendere, contra omnes vos mole-
stante

ANNO
1412.

ANNO
1412.

lectare & dampnificare volentes, & vos manutene-
re in omnibus & singulis libertatibus, & præmiis, quas
habuerunt à D. Ludovico bona memorie Rege Un-
garie, ac Sigismundo Rege suo Successore, & ab aliis
Regibus Ungarie, & in nullo frangere, vel minuire,
sed in totum, & per totum adimplere & attendere per-
petuis temporibus, ipsosque regere & gubernare per il-
lum modum & formam per quem, & quam idem Rex
Ludovicus consuevit vos regere, & gubernare secun-
dum ipsorum Statuta, & Reformationes, & Consuetu-
dines, & non aliter, non imponendo vobis vel alicui
vestrum aliquam injuriam variam, offensiones, grava-
mina & onera aliquo modo vel causa.

Ad hoc primum Capitulum videtur. Quod promit-
timus illam Civitatem, & Habitatores, & Subditos Si-
benici tueri & defendere, ac manutene-
re ipsos molestare, & dampnificare, & quod ferventer
in omnibus & singulis libertatibus, præmiis, & condi-
tionibus in quibus erant ultima vice quando teneba-
mus, & possideamus illam Terram, & ipsam regere,
& gubernare per modum & formam & cum illis Statu-
tis & Consuetudinibus quibus regebamus illam Terram
nostri Domini superscripti, nec non cum reformationi-
bus, cum auctoritate, & amplificatione Comitatus Territorii,
& confinium à parte Terræ de novo acquisite per eos.

Cap. II. Item quod sint de novo factæ & creatæ de
Conf. in Conf. Civitatis Sibenici viginti Domus de il-
lis quibus placuerit illis, qui sunt, vel erunt illo tem-
pore electi à populo Civitatis Sibenici, seu à Capiteano
statim quando intrabant Civitatem, & quod omni anno
in festo S. Michaelis Archangeli eligatur una Domus à
Populo per Consilium generale Sibenicense, & ut fiat de
Consilio antedicto, & illa Domus que eligatur per partem
majorem generalis Consilii Sibenicensis obtineat plenè.

Ad hoc secundum Capitulum respondetur quod pla-
cet nobis ut jact.

Cap. III. Item quod per fidelitatem ditorum Sibenicen-
sium, & quod semper perpetuis temporibus omni anno
allevietur & defalcetur Venetiis de datio vini Sibenici,
& ejus Districus apportati Venetias per Cives & Habita-
tores Sibeniceses unum ducatum pro qualibet am-
phora, ita & taliter quod semper omni anno vinum
Sibenicense solvat, pro datio minus unum ducatum
pro amphora, quam vinum Tragarii solveret, &
quod Venetiis ulio modo, ulloque tempore imponatur
aliquid majus datum seu bonus super aliqua mercimo-
nia, per Sibenicum emptæ vel venditæ, nisi tantum
quantummodo, seu ad præsens solvant.

Ad hoc 3. Capitulum respondetur, quod ut cognos-
cant, & sentiant gratiam nostri Domini, & dulcedi-
nem nostram propter Guerram & damna recepta in hac
Guerra, sumus contenti complacere sibi defalcationem
unius ducati de datio quod solebat solvi pro Amphora
per illos de Sibenico de vino nato in Districu Sibenici
quod conducitur per Sibeniceses, debendo accipere
contra litteram à Rectore nostro de quantitate vini, &
quod fit natum in territorio Sibenici.

Cap. IV. Item, quod non possint alium pro Comite
mittere Sibenici, nisi Nobilem de Venetiis, & quod
non debeat magis habere pro salario à Comuni Sibe-
nici nisi ducatos septingentos, qui Comes insimul cum
Judicibus Sibenicensium debeat justitiam ministrare, se-
cundum Statuta, Reformationes, & Consuetudines Si-
benicensium, & aliter non.

Ad hoc quartum Capitulum respondetur quod placet
nobis, ut habeant Nobilem nostrum pro eorum con-
tentamento, & beneplacito, cum salario quod specifi-
cant, & quod Rector sit cum illa Commessione circa
factum Justitiæ ministrande, quemadmodum fuit ulti-
ma vice quando illa Terra fuit sub nostro regimine,
videlicet, quod in criminalibus delictis enormibus, spec-
tet solum ad Rectorem, & in levibus delictis in quibus
incurrit pena pecuniaria, vel carceris, & similiter in
civilibus spectet ad Rectorem, & ad tres Judices eligen-
dos, secundum quod deliberatum fuerit per majorem
partem ipsorum Rectoris, & trium Judicum, quæ in-
telligatur esse illa in qua erit Rector nostrus.

Cap. V. Item, quod non possint imponere aliquid
Datum, Collectam, seu Gabellam, nec aliquid aliud
Gravamen in Civitate Sibenici ac ejus Districu in
genere, nec in specie, nisi, & prout ea quæ ad præ-
sens sunt.

Ad hoc quintum Capitulum respondetur quod placet
nobis ut jact.

Cap. VI. Item, quod Ducale Dominium teneatur
ponere ad eorum expensas tantam potentiam, quod statim
recipiat Castrum fabricatum in Sibenico per D.
Petrum de Misigen, & nos juvabimus, & auxiliabi-

TOM. II. PART. I.

mur quantum poterimus, & cepto vel recepto, statim
sine aliqua mora ipsum facere destruere in totum, &
nec ibi, nec alibi in aliquo loco in dicta Civitate, &
ejus Districu quod non possint, nec debeat aliquo mo-
do, vel causa, ingenio, & colore denuo Castrum vel
aliquam Fortaliciam facere, vel edificare ulloque tem-
pore in æternum.

Ad hoc sextum Capitulum respondetur quod placet
nobis.

Cap. VII. Item, quod promittant, quod nunquam
seu ullo tempore ipsi dimittent nos alicui Dominio, vel
Persona, nisi quod dominentur nobis, qui nunquam vel-
lemus habere aliud Dominium, nisi vestrum, & si a-
liquo modo vel causa accideret, quod Ducale Domi-
nium, se cum Rege concordaret vel cum alio ali-
quo, ut nos deberent eis dimittere, quod illo tunc dic-
tum Ducale Dominium teneatur & debet facere Pacta
pro nobis, ut non imputetur nobis de hoc quic-
quam, & quod ille vel illi, cui, vel quibus ipsi nos
concesserint, seu dederint, ut ex pacto nos debeat
conservare in libertatibus supra nominatis in primo Ca-
pitulo, & quod illo tunc Ducale Dominium teneatur
dare illas duas Turres, quas ad præsens in Porta
Sibenici ad manus, & Commune Sibenicense, vel eas
totaliter, & in totum destruere à fundamento, & eveni-
ente casu prædicto, si fuerit aliquis de Sibenico cui
non placeret illa permutatio Domini, & vellet transi-
re Venetis stare, quod ille talis sit, & habeatur pro
Cive Veneto.

Ad hoc septimum Capitulum respondetur, quod pla-
cet nobis, ut in ipso continetur.

Cap. VIII. Item, si quo modo Comes Cetinae vel
sui homines, aut servitores facerent, aut committe-
rent aliquid dampnum, seu injuriam Sibenici, vel in
ejus Districu; Quod Ducale Dominium statim teneatur
recipere illam totam pecuniam, proprietatem cum
lucro, quos habet idem Comes Cetinae Venetis in
deposito, seu in Camera ad lucrum, & eas debeat da-
re Communitati Sibenicensi, & Commune Sibenici de-
beat eam dividere pro rata illis damna passis.

Ad hoc octavum Capitulum respondetur, quod pla-
cet nobis ut in ipso continetur.

Cap. IX. Item, quod Scardona sit & esse debeat
perpetualiter sub Dominio Sibenici, & quod omnia il-
la bona, quæ fuerunt subiecta Castro Scardona sint
Communis Sibenici, non obstante si usque nunc fue-
runt, vel sunt alicui data, vel concessa, seu obligata
per aliquem, Dominium specialiter per Ducale Do-
minium aliquo modo, seu causa, & quod illa donatio,
cessio, vel obligatio, seu promissio de eo facta cuiun-
que personæ & per quemcunque modum casisset &
non valeat, nec teneat, ita & taliter, quod dicta bo-
na liberè perpetualiter remaneant Sibenici, & Flumen
cum omnibus Molendinis sit, & esse debeat, & semper
intelligatur Sibenicensium esse. Et quod per Ducale
Dominium perpetuo non possit esse fabricatum aliquid
Castrum, seu Fortaliciam Scardona, & in ejus Districu
aliquo modo, seu causa in perpetuum.

Ad istud nonum Capitulum respondetur, quod pla-
cet nobis, non intelligendo de Bonis specialium perso-
narum, quæ re volumus, quod Clives deinde, quorum
sunt Bona in ipso loco, & alibi possint gaudere
Bonis suis.

Cap. X. Item, quod Salina de Otracac in Morigne
liberæ sint, & remaneant Communitati Sibenici sine a-
liqua contradictione alicujus personæ quas tenet Stipitius.

Ad hoc decimum Capitulum respondetur quod pla-
cet nobis, sed volumus quod per ipsam Communitatem,
antequam obtineatis illas, fiat processus contra il-
lam Domum de Otracac, & de deliberatione sua remaneamus contenti, & illam faciemus observari.

Cap. XI. Item, quod omnia damna quomodocun-
que & qualitercunque facta & illata per Sibeniceses,
cuiusque personæ cujusque conditionis existat remittantur
eisdem, & de illis nulla fiat mentio, & si a-
liquis aliquid de hoc in Judicio peteret, quod tibi non
respondeatur, nec valeat aut teneat ipsorum petitio.

Ad hoc undecimum Capitulum respondetur, Placet
nobis quod sic fiat, & observetur & convertatur.

Cap. XII. Item, quod Commune Sibenici teneat,
& gaudeat omnia bona quæ tenuit, signanter Insulas
omnes quas tenuerunt tempore bonæ memorie Re-
gis Ludovici, & hoc perpetuis temporibus, & hoc
quod omnes Cives Sibenici liberè teneant, gaudeant,
& possideant omnes Villas, Villanos, & Possessiones,
quos & quas tenuerunt in Lucha, & ubique locorum
tempore Pacis, & quod à nullo possint in aliquo mo-
lestari, seu inquietari.

V y a

Ad

ANNO
1412.

ANNO

1412.

Ad hoc duodecimum Capitulum respondetur quod placet nobis ut possideant bona sua & super Insulas, quas possidebant tunc cum incepit Guerra de Dalmatia, & quando illam obtinuerunt.

Cap. XIII. Item, quod Ducale Dominium debeat solummodo habere trentesimum cum Gabela factis, & per illum modum & formam per quam, & quam ipsam, & ipsam habuit & tenuit bone memorie Rex Ludovicus, & non aliter, & quod non possint vendere per Terram saltem pro majori pretio, nisi quod venditur per alias Terras Dalmatice, & quod pro tracta factis extrahendi non possint magis recipere de ducatis decem pro centumio, & quod dictam trentesimum, & Gabela primo & ante omnia debeant extrahi & dari vel solvi ducata tria millia auri pro debito Comuni Sibenici, & de dicta pecunia primo debeat solutio fieri illis, quibus Communis reperiretur obligatum tempore istius Guerra pro rata, & postea aliis.

Ad hoc tertiumdecimum Capitulum respondetur, quod placet nobis, sed quod de dicta Trigesima, non debeant defalcari ipsa tria millia ducata, nec alia aliqua pecunia, sed libera veniant in nostrum Commune.

Cap. XIV. Item, si quo tempore reperiretur aliqua Scriptura, Instrumentum, vel Privilegium alicuius Heredis, & signanter Wladislavi Apulie, in qua, seu quo appareat Ducali Dominio, seu alicui alteri aliqua Donatio, Promissio, Venditio, & Obligatio, seu impetratio facta per quemcunque modum de, vel ejus Districtu, seu contra aliquam libertatem Sibenicensium, quod non valeat, nec teneat, imò per presentem sint cassæ, irritæ, & vane, & nullius efficacie, momenti, seu status, & quod nullo modo, ingenio, vel causa dictum Ducale Dominium, seu aliquis alter ullo tempore in æternum possint & valeant dicere, quod Civitas Sibenici pervenit sub eorum Dominio per alium modum, nisi ex bona, propria & spontanea voluntate, tanquam Nobiles, & liberi homines se declinaverunt, & deseruerunt cum Pactis dicti Civis Sibenici sub Ducali Dominio.

Ad hoc quartumdecimum Capitulum respondetur, quod nullo modo possemus hoc facere pro favore, & commodò Jurium nostrorum, & conservatione ipsorum, & adhuc pro votiva executione nostre intentionis cum Domino Rege Sigismundo, quod reddant etiam ad majus commodum boni propositi, & desiderii illius Communitalis, sed bene continebitur in prohemio Privilegii sui, in quo erant notata superscripta Capitula qualiter obtinuerunt illam Terram de voluntate & proprio consensu illius Communitalis, & Civium, qui se liberaliter contulerunt nostro Dominio.

Cap. XV. Item, quod omnes illi de progenie, vel prole illorum de Dragovich, tam masculi, quam feminae, & specialiter S. Stipitius cum Filiis & Nepotibus, & Filiis omnes Nili, cum eorum Filiis, & Thomas, & Michael Fratres, cum eorum Filiis, & omnes alii de dicta prole propter eorum infidelitatem, & nequitiam, & quia ipsi & eorum Antecessores fuerunt semper & sunt infideles Patriæ, & Civitatis suæ, quod perpetualliter sunt banniti sub pena capitis à Sibenico, & ejus Districtu, & ab omnibus Terris & Locis Ducali Dominio Subditis; & quod omnia Bona mobilia & immobilia ipsorum statim vendantur, & pecunia de venditione facta distribuatur & detur per Civis Sibenici pro rata damna passis in ista Guerra, quia ipsorum causa totum dampnum est factum.

Ad hoc decimumquintum Capitulum respondetur sic ut fit in decimo Capitulo, videlicet quod placet nobis, dummodo fiat processus per illam Communitalitatem, antequam habeamus illam, contra nominatos in hoc Capitulo, & de deliberatione, quam faciet, remanebimus contenti, & illam faciemus observari, sed quod bannum non sit extendit nisi de Terra Sibenici, & Districtu ejus.

Cap. XVI. Item, si quo modo, vel causa sit vel reperiretur in futuro, quod Ducale Dominium vel Civis extrinseci alicui Personæ, vel Communitati, seu Dominio aliquid promiserint, seu obligaverint aliquid de Bonis Communis seu Personæ speciales de Sibenico, & ejus Districtu, quod illa promissio & obligatio non valeat nec teneat ullo modo, sed cassetur in totum, & quod Commune, & speciales Personæ qualibet libere gaudeant, & possideant id quod fuit & est suum.

Ad hoc decimum sextum Capitulum respondetur quod placet nobis.

Cap. XVII. Item, quod superscripta Capitula, seu superscriptas petitiones postulamus, & supplicamus, ac petimus à Serenissimo Duc. Dominio & à toto Consilio Venetiarum de maxima gratia speciali.

Ad istud decimum septimum Capitulum respondetur quod placet nobis.

Cap. XVIII. Item, quod quilibet Civis de Civitate Sibenici sit & esse debet de corp. ac tractetur pro Cive Venetiarum.

Ad hoc decimum octavum Capitulum respondetur, quod placet nobis & sint Cives nostri de intus.

Quæ quidem 18. Cap. cum responsionibus superius personaliter annotatis, prout fuerint, cum ipsorum nostrorum Consiliatorum auctoritate promissum per nos & Successores nostros ac Commune Venetiarum ipsos fideles nostros Sibenicensibus omnibus temporibus observari, & ipsa & eorum quodlibet firma & rata habere & tenere universis, & singulis nostris Rectores & Officialibus quibuscunque presentibus, & futuris fidei præcipiendo, quatenus ipsa Capitula cum dictis responsionibus quatenus ad eos spectaret, debeant observare & facere inviolabiliter observari, in quorum fidem, & testimonium evidens præfens Privilegium fieri mandamus, & nostra pendente Bulla plumbea muniri.

Datum Venetiis in nostro Ducali Palatio Anno Dominice Incarnationis Millesimo quadringentesimo duodecimo, mensis Octobris, die trigesima, Ind. sexta.

CCCLIX.

Extrait du Traité de Paix fait à Pontoise entre la Famille d'ORLEANS & celle de BOURGOGNE, l'an 1413. [Continuation de la Chronique de Flandres, par DENIS SAUVAGE, pag. 218.]

ANNO

1412.

1413.

ORLEANS
ET BOURGOGNE

NOUVELLE Paix fut accordée, selon les Articles suivants. C'est assavoir qu'entre les Princes du sang Royal seroit bonne amour & union : promettoient & jureroyent d'être bons & vrais Parens & Amis : de ce feroient Lettres & Serments les uns aux autres : & en plus-grande confirmation de ce, le jureroyent & promettoient semblablement les principaux serveurs d'iceux Princes. Que les Princes & Seigneurs de la Ligue d'ORLEANS feroient cesser la voye de faict & de Guerre : & ne feroient aucun mandement de Gens-d'armes : ains les casseroyent du tout, si quelques-uns eussent assembles. Que de tout leur loyal pouvoir, & au plusloft que faire se pourroit, feroient departir ceux, qui estoient de la Compaignie de Clugnet de Brabant, de Louis Bourbon, & d'autres leurs Adherens : & si telles gens de Compaignie ne vouloyent ce faire, les dessusdicts Princes & Seigneurs s'employeroient au service du Roy, pour les y contraindre, ou exterminer, & tous autres ennemis du Roy, qui vouldroyent grever son Royaume. Qu'ils promettoient, quant aux choses avenues à Paris, qu'ils n'en porteroient aucun mal-talent ne dommage, à la Ville de Paris, ny à aucuns particuliers d'icelle : & ne pourchaceroient leur en estre faicte quelque instance que ce fust, sous ombre de justice, ou autrement : aincois, estant aucune feurté avisee pour le bien de la Ville, & pour le particulier d'icelle, en souffroyent l'effect, & mesmeient y aideroient à leur pouvoir. Qu'ils jureroyent & promettoient par leurs serments, en paroles de Princes, & sur leur honneur, d'entretenir, & faire entretenir, & accomplir loyaument, toutes les choses dessusdictes, sans nulle fraude, ou calongnie : & de ce bailleroient au Roy Lettres expressees, sceelles de leurs seaux. Item aussi, ea ce faissant, les Ambassadeurs des dessusnommés Princes de la Ligue requeroient au Roy, qu'il luy pleust annuler & révoquer tous ses Mandemens de Gens-d'armes & de trait, faissant cesser toute voye de faict & de Guerre, excepté contre les Gens de Compaignie, qui ne voudroient obéir. Qu'il luy plust faire cesser, & redreire à neant, tous les Mandemens, naguères donnés pour mettre en sa main aucuns Chasteaux & Fortresses des dessusdicts Princes & Seigneurs, ou de leurs Aliés : & si aucuns estoient ja faicts & mis en sa main, luy pleust les remettre en leur premier estat, sous leurs Capitaines & Seigneurs. Que la Commission, par luy donnée depuis certain temps pour le faict des Prisonniers, & autres, appellés, ou à appeler, à banissement, fust révoquée : & que par la Justice accoustumée, & ordinaire du Roy, fussent contrainds & convenus, sans ce que nuls Commissaires particuliers s'en entremissent aucunement. Que, ces choses ainsi faictes & accomplies, le Roy, la Roynie, & Monsieur le Dauphin, fussent par un certain jour en quelque lieu, hors la Ville de Paris : & que

ANNO 1413. là se trouvaient les Princes & Seigneurs de chascune partie, pour confirmer bonne union entre eux, & aviser aux affaires & choses nécessaires du Roy & du Royaume. Et, si l'on faisoit doute qu'iceux Princes & Seigneurs de la Ligue voulsissent induire le Roy, la Roynie, & Monsieur le Dauphin à quelque haine, ou vengeance, contre la Ville de Paris, ou contre aucuns des Habitans d'icelle, ou voulsissent prendre le Gouvernement, ou attraire le Roy, ou Monsieur le Dauphin, avec eux, tant que l'on fist difficulté d'accorder cette Congregation & Assemblée, les dessus-dits Princes & Seigneurs estoient prêts de bailler bonne feurté, & telle qu'on la pourroit aviser.

CCLX.

Lettres de Remission accordées par CHARLES

1412. VI. Roi de France à CHARLES Duc de
1413. Lorraine, & à plusieurs de ses Hommes & Ser-
viteurs nommés esdites Lettres, au sujet de plu-
sieurs Executions militaires faites en son nom dans
Fevrier. les Villes de Neufchâtel, de Meuse, Taillancourt, Landeville, Amenti, Vaudécourt, & autres Lieux & Terres qu'il tenoit du Roi comme Fiefs du Comté de Champagne; comme aussi au sujet de divers autres Exces commis contre l'honneur dudit Roi & de sa Couronne. A Paris au mois de Fevrier 1412. [La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, & d'Autriche, &c. Aux Preuves pag. 174. Tiré de la Chambre des Comptes de Paris. Regist. 187. Num. 23.]

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France. Sçavoir faisons à tous présents & avenir, Nous avoir receu l'humble supplication de nostre tres chier & aimé Cousin CHARLES DUC DE LORRAINE & Marchis, & de Charlott & Henry de Dulley, Thielleguin Prevost de Chastelay, Jehan son Fils, Thielcelot Bouchesfeche, Thibaut Fils le Maire Thiebaut, Guarin son Frere, Loyon Chappelain, Jehan & Girard de Puligny Freres, Jehan Loys, Anthoine de Ville, Henry Haize, Henry Vayer, Henry de Verbay, Mongin Druin, Jean de Buzey, Henry le Friant, & de Jehan Navel, contenant que comme souz ombre & pour occasion de ce que Colard Velpignie, Colart Forêt, & Henry Colinet de Neufchâtel, & comme ils disoient, & nostre Procureur adjoint avecques eux, nous ont exposé que les Villes, Chasteaux, Terres de Neufchâtel, de Chastenois, Frouart, Grant, & Montfort, & plusieurs Villes qui en dependent tant en Domaine comme en Fief, estoient & sont du Royaume de France, de la Comté de Champagne, subgiez en Fief & en Ressort de ladite Comté & Royaume. Que à cause de ce ledit Duc de Lorraine nous en a fait Foy & Hommage, & en est nostre Liege: & que les Fiefs du Comté de Champagne sont de telle condition, que le Vassal est tenu de bailler & mettre en la main du Seigneur Feodal ses Chasteaux & Villes fermées toutes fois qu'il en est par luy requis. Autrement elles sont acquises au Seigneur Feodal, & les peut appliquer à son Domaine. Et aussi que le Duc de Lorraine par convenance especial faite par ses Predecesseurs est tenu de ce faire, mesmement au regard dudit Neufchâtel. Et disoient en outre, que par Chartres aucunes confirmées par nos Predecesseurs & par nous, les Ducs de Lorraine avoient octroyé aus habitants dudit Neufchâtel pour eux & pour leurs Successeurs, que au jour de Saint Remy, ou dedans la quinzaine ensuivant, quatorze personnes de la Commune d'icelle Ville feussent Jurez, & eleussent l'un d'eux en Maire pour un an: pardevant lesquels les Bourgeois & Habitans d'icelle Ville feussent traitiez en tous cas, & non par aultre Justice. Et que les Ducs de Lorraine ne mettroient la main à aucun d'iceux Bourgeois, sinon par ladite Justice. Et de fait ils les prenoient ou faisoient prendre, ils les seroient delivrer à icelle Justice. Disoient avec ce que les Ducs de Lorraine ne peuvent enforcer le Chastel dudit Neufchâtel contre la Ville, ne y faire forter. Ce nonobstant le Duc JEHAN, Pere dudit Duc, avoit ja pieça pris par force ladite Ville, & contraint les Habitans d'icelle à composer à luy à la somme de dix mille francs, dont il receut trois mil, & avoit fait faire issue par ledit Chastel hors de la Ville, & y faire forter & pour leviz. Pourquoy ladite Terre de Neufchâtel fut mise en nostre main,

ANNO 1412. & ledit Duc JEHAN adjourné en nostre Cour de Parlement, où il fut tant procédé, que par Arrest de ladite Cour donné pour les Habitans de ladite Ville, & nostre Procureur adjoint avec eulx, Demandeurs & Complainans en cas de necessité d'une part, au regard de la fortification & emparement dudit Chastel, que la recreance fut adjugée ausdis de Neufchâtel, & à nostredit Procureur. Et en outre fut expressement defendu audit Duc, qui apres le trespass de sondit Pere avoit repris les arremens dudit procès, & sur peine de mil mars d'argent, que ausdits Habitans ne à aucun d'eulx par luy ne par autre il ne meffist ou fust meffaire en corps ne en biens en aucune maniere. Lequel Arrest avoit esté executé par un de nos Conseillers à ce commis. Et estoit depuis demouré la chose en son premier estat par aucun temps. Et que depuis ledit Duc avoit dit & confessé en nostredit Court, que pour l'honneur & reverence de nous & en nostre presence il avoit remis & rennetoit aux Habitans de Neufchâtel tout le mantelant & ire qu'il avoit contre eulx. Mais que ces choses nonobstant iceluy Duc avoit dit & publié en plusieurs lieux, que lesdits Habitans avoient fait mourir son Pere, que nous & les gros Bourgeois d'icelle Ville en edions Seigneurs, & non pas luy: & que les vilains de ladite Ville faisoient plus grand recognoissance & obeissance à nous qu'à luy, & prenoient faveurs, & faisoient plusieurs appellations de fadite Justice. Et qui pis est, la Veille du saint Sacrement l'an mil trois cents quatre-vingts & neuf Simon de Tieulieres, homme subget & serviteur dudit Duc accompaigné de plusieurs hommes jusques au nombre de trois cents chevaux, au sceu d'iceluy Duc, vint en la Ville de Meuse estant en nostre garde, & ou Bailliage de Chaumont, & en icelle broua les feux, & y ardi plusieurs maisons, print corps & hommes, plusieurs meubles & bestiaux, & tout mena ou pays de Lorraine. Que par raillement Jehan & Miles d'Autrey Freres Escheviers de serviteurs d'iceluy Duc ou mois de May l'an mille quatre-cents & un virent accompaignez de plusieurs dudit Duché de Lorraine, & au sceu & permission dudit Duc, en la Ville de Taillancourt sur Meuse dudit Bailliage de Chaumont, & en nostre Prevosté de Vaucouleur, appartenant à Colart de Fo Chevalier nostre Subget, & icelle pillerent, & y prindrent corps d'hommes, meubles, & bestiaux, & tout menerent dudit Duché de Lorraine. Et ces choses venues à la cognoissance de nos Officiers audit lieu de Vaucouleur, ils suivirent lesdits Jehan & Miles jusques bien près de Puligny en Lorraine. Ausquels nos Officiers, Girard & Jehan de Puligny Freres Seigneurs dudit Puligny, ostèrent lesdits bestiaux & biens qu'ils avoient rescour. Jassoit ce que ilz leur deussent qu'ilz estoient à nous. Et les prindrent, emprisonnerent, & detinrent par long temps. Et que aussi du mois de Septembre l'an mille quatre cents & un, Henry de Chaufour, Girard de Puligny Chevalier, Jehan de Puligny son Frere, & Simon de Tieulieres accompaignez de plusieurs d'icelle Ville & serviteurs de l'Hotel dudit Duc, & du sceu d'iceluy, coururent la Ville de Landeville, qui est dudit Bailliage de Chaumont, & en icelle prindrent grant quantité de biens meubles, & environ six vingts treize bestes à cornes, & tout menerent au pays de Lorraine. Et la vigile Saint Simon & Saint Jude oudit an mille quatre cents & un, Henry de Gerbevilliers Chevalier, Bailly de Voog pour ledit Duc, accompaigné de grant nombre de Gens d'armes vint en la Ville de Mellincourt, en la Prevosté de Coiffy audit Bailliage de Chaumont, laquelle estoit en nostre garde & en signe de ce y estoit nos ponticeaulx, qui furent par eulx jettez contre terre bien impetueusement. Et ladite Ville pillerent, & y firent tres-grans & enormes dommages. Sur quoy nostre Bailly de Chaumont escrivy audit Duc, lequel promist de tout faire restituer: & pource y envoya nostredit Bailly le Prevost de Coiffy, & autres nos Officiers, desquels ledit Duc se moqua, & ne peuvent avoir aucune restitution. Et en eulx retournant, Unry fils de Jacob de Hounécourt, & autres Hommes & Subget de nostredit Cousin les chasserent & jetterent par terre, blesserent & navrerent: Et ce au sceu de nostredit Cousin, qui en fut tres-joyeux, & le eut tres-agréable.

Disoient aussi, que combien que par vertu de certaines Lettres obtenues de nous par le dessusdit Colard de Fo Chevalier, commandement eust esté fait audit Duc, qu'il fust restituer par les dessusdits d'Autrey les dommages fais audit Colard de Fo, & avec ce qu'il luy fut defendu sur peine de deux cents mars d'or, qu'il

ANNO 1412. qu'il ne meüssit ou souffrist meüssire audit Colard de Fo, ne à les Hommes & Subgez: Ce nonobstant, lesdits d'Autrey accompagniez de plusieurs Gens d'armes ou mois de Fevrier oudit an mille quatre cents & un, bouterent les feux en la Ville d'Ameny oudit Baillage, & la pillerent, & y firent dommage de plus de quatre cens livres tournois, au sceu dudit Duc, qui tout ce eüst agreable. Et sur ce le Bailly dudit Chaumont rescrivit audit Duc, lequel luy respondi que lesdits d'Autrey ne feroient aucune chose sur ledit de Fo, jusques à ce qu'il en eüst ordonné. Ce nonobstant, le lendemain S. Jean Baptiste mille quatre cents & deux lesdits d'Autrey accompagniez desdits Bailli, Prevost, & autres Hommes, Sugez & Serviteurs de nostreredit Cousin, à son sceu, & de son commandement, à force d'armes coururent la Ville de Pirey sur Meuse, oudit Baillage de Chaumont, & en la Prevosté d'Andelo, appartenant audit Colard de Fo, & icelle pillerent, & emmenerent bien pour cinq cents livres de bestial ou pays de Lorraine, & en ce faisant par maniere de derision. Je vous defens de par le Roy, que vous ne dissipiez ces vaches. L'un s'opposoit, l'autre appelloit en Parlement. Et ou mois de Mars l'an mille quatre cents & trois, les gens Perrin de Duilley furent en la Ville de Vaudencourt, qui est de nostre domaine, & des Religieux de Luxu, & en l'ostel Domaugin d'Alenville prirent bestes, qui furent menées à Reinoville en l'ostel dudit Duilley. Sur quoy il fut requis de faire restitution: Et pource qu'il en fut refusant, furent mis en nostre main certaines rentes qu'il avoit en ladite Ville, & les Habitans d'icelle en nostre garde. Mais ou contempt & haine de ce, Charlot de Duilley, accompagné de Simon de Tieulieres, & autres Hommes & Subgez dudit Duc, environ la Saint Jean Baptiste mille quatre-cents & cinq, bouterent les feux en nostre Ville de Vaudencourt, qui est nostre propre domaine, & la pillerent, & y firent dommage de mille livres & plus. Et depuis en l'Aoust ensuivant ledit Charlot & Henry son Frere & autres retournerent en ladite Ville, prirent corps d'hommes, & y bouterent les feux. Et ou contempt de ce que un appellé, Jehan Petit, leur dist que c'estoit mal fait, & que ladite Ville estoit à nous, en nostre garde, ledit Henry le fery de son espee en disant: Vicy en despi de ton Roy, & menerent lesdits Prisonniers ou lieu du Chastellet près de Chastenois teau de nous, & les rençonnerent: C'est à sçavoir Jean Breuel à x. escus, & Jehan Bigot à cent escus. Et combien que depuis lesdites rençons fussent arreftées, & qu'elles deussent demorer en surseance jusques à ce que nous en aurions ordonné, & que ainsi l'eussent promis ledit Duc & lesdits Duilley: neantmoins yeulx de Duilley ont levé pour les quarante escus quatre-vingts escus, & pour les cent escus, deux-cents escus, & si demandent encore le principal qui montent à sept vingts escus. Et par le fait desdits de Duilley lesdits de Vaudencourt sont tous destruits. Et que ou mois de Juing l'an mille quatre cents & quatre le grant Liebaud de Thielleu homme dudit Duc couru la Ville de Bourbonne, qui est dudit Baillage de Chaumont & de la Prevosté de Coiffy, & depuis la vigile Saint Simon & Saint Jude oudit an mille quatre-cents & quatre lesdits de Duilley accompagniez de plusieurs gens dudit Duché de Lorraine coururent les Villes de Crammilleres & de Guigneville, qui sont dudit Baillage de Chaumont, appartenans à Hue de Bulleynville Chevalier, y bouterent les feux, & y firent dommage de trois mille livres & plus, & environ huit jours apres y retournerent, & ce qui y estoit demouré destruisirent, & rençonnerent les Hommes & Subgez d'icelle, & les ont tenus apais, en prenant d'eulx pour demorer en leurs hostels. Et quand ils voient nos penonceaux, qui estoient sur les maisons qui ardoient, cheoir, disoient par maniere de derision: *Tien le bien Roy, le Roy chiez, & le Roy art*, & maintes autres manieres de derision faisant de nous & de nostre puissance. Lesquelles choses nostreredit Cousin avoit pour agreables, du moins n'en avoit pris punition, & ne avoit pas fait faire restitution: combien que plusieurs fois en eüst esté sommé & requis. Et depuis nostre Prevost d'Andelo, avec lui le Substitut de nostre Procureur, & transporter edites Villes, pour faire information des choses dessusdites, par vertu de certaines Lettres obtenues de nous par ledit de Bulleynville, & ce sachans lesdits de Duilley, accompagniez de Simon de Tieulieres, batrent lesdits Prevost & Substitut tre-enormement, & avec ce par force leur firent promettre qu'ils n'en feroient jamais poursuite, & ne leur en venroit mal ne dommage. Et

que ou mois d'Octobre l'an mille quatre-cents & cinq Simon de Chastillon, qui est de l'Ostel de nostreredit Cousin, & de sa garnison dudit Chastel, pria la Ville de Sionne oudit Baillage de Chaumont appartenant aux Religieux de l'Eglise de Saint Jacques ou Mont estant en nostre garde, & la domagea de cinq-cents livres tournois, & plus. Et n'ont peu lesdits Religieux estre seurs jusques à ce qu'ils le font mis en la garde dudit Duc. Et que depuis le premier jour du mois de Janvier oudit an Geoffroy de Sampigny & autres Subgez dudit Duc prirent du Priour de Rinel le Prieur d'Hee & tous ses Biens, & le menerent en Lorraine. Et par Jehan Rencourt, Subgié dudit Duc a esté courue la Ville de Maudrevail appartenant aux Religieux de Meruant, & par luy ont esté domagea de quatre-cents livres tournois & plus. Et que pareillement a esté pris l'Abbé de l'Eglise de Maudrevail par Errat du Chastellet Homme & Subgié dudit Duc, & longuement detenu Prisonnier. Ou comptent de ce qu'il avoit plaide & obtenu un Arrest contre ledit Errat. Et que tout ce qui avoit esté fait sur les hommes de ladite Eglise fu fait ou contempt dudit Arrest, qui avoit esté rendu en nostre Court de Parlement. Et que avecques ce ou mois de Janvier l'an mille quatre-cents & six ledit Duc & plusieurs Gens d'armes furent logiez en la Ville de Bericourt oudit Baillage de Chaumont, laquelle estoit en nostre garde, & en signe de ce y estoient nos penonceaux de nos armes, lesquelz par aucuns des gens dudit Duc, & en sa presence, furent pris & traînez par la boe & fange. Es par maniere de derision disoient plusieurs, *Or est tu bien malade Roy, Roy, tu ne te puez ayder: Vicy le Roy que j'ey pris*. Et apres ce, celui qui se faisoit les mist sur son espaule, en disant: *Vicy bel miroir*. Et que n'avoit gueres, Henry & Charlot de Duilley avoient pris l'Abbé de Flabemont dudit Baillage de Chaumont estant en nostre garde, lequel avoit un procès en nostre Court de Parlement contre un autre Religieux: & par long temps l'ont detenu Prisonnier, & par force l'ont fait renouer à son Abbaye, & après l'ont fait morir. Et avec ce, la Femme dudit Simon de Tieulieres, Subgette dudit Duc, fist prendre oudit Baillage de Chaumont Jehan Willemel nostre Sergeant, & le fist mener en Lorraine, où il fut longuement detenu Prisonnier.

Et disoient encore, que par les gens, Officiers & Familiers dudit Duc avoient esté commis plusieurs autres mauvais cas sans nombre, lesquelz avoient esté fait par son commandement, du moins les avoit euz pour agreables, & n'en avoit pris aucune punition, ne fait faire restitution, & avoit eu sa part des pilleries faites par ses gens & les avoit appliquee à son profit, & maintesfois s'estoit moqué de paroles & de fait de nous. Pour lesquelz cas le grand Maistre de Nostre Hostel & l'Admiral de France, qui lors estoient, furent envoyez à puissance de Gens d'armes contre nostreredit Cousin. Et que finalement certain apotement avoit esté fait l'an mille quatre-cents & six, par lequel iceluy nostre Cousin avoit promis de comparoir en personne devant nous dedans le jour de Noel lors prochain ensuivant, & respondroit & se excuseroit des cas dessusdits, & feroit venir avecques luy ses Hommes, dont nos Officiers & Subgez se douloient; & s'ils estoient refusans d'y aller, il les seroit bannir de son Pays, & ayderoit à nos gens à les prendre & en faire justice. Et que cependant toute voye de fait cesseroit. Et avoit toutes autres convenances. Pour lesquelles choses tenir il avoit soubaiz & obligé tout ce qu'il tenoit de nous, & en especial les Chasteaux, Villes, & Chastellenies dudit Neuchastel & de Chastenois avec leurs Appartenances, & les avoit mis es mains de certains Commis de par nous avec ledit Chastel du Chastellet, pour iceulx gouverner souz nostre main jusques à ce que par nous en fust autrement ordonné. Et avoit promis comparoir par devant nous dedans ledit jour, sur peine d'estre attainx & convaincu des cas dessusdits, dont il estoit chargé. Et que neantmoins il n'avoit enteriné ne accompli aucunes desdites convenances. Mais qui pis estoit, environ la my-Karesme qui fut l'an mille quatre-cents & neuf, pource que aucuns & des plus gens Bourgeois de ladite Ville n'allerent pas au devant de nostreredit Cousin qui venoit en ladite Ville, & que l'un d'iceulx habitans en excusoit les absens, luy dist qu'ils n'estoient euz venir, pource que on leur avoit rapporté qu'il les menaçoit. Iceuluy Duc avoit respondu & juré qu'il ne leur vouloit aucun mal: Et en faignant de vouloir punir celuy qui avoit fait ledit rapport, il avoit commis cer-

taines personnes pour eux informer sur ce. Parquoy ceux qui s'étoient absentez estoient retournez en ladite Ville cuidans estre à favoré. Et que le quinzième jour du mois de Fevrier l'an dessusdit ledit Duc estoit entré en ladite Ville, & depuis avoir fait fermer toutes les Portes d'icelle. Et ce fait, par son commandement les Gens d'armes qui y estoient avoient couru par ladite Ville, & pris des plus notables Bourgeois de ladite Ville jusques au nombre de vingt & huit. Et avoir fait publier, que se les Femmes ou Amis desdits Prisonniers faisoient poursuite de ce, qu'il les seroit mourir; & que les Gens d'armes indifféremment avoient prins tous les biens meubles desdits Bourgeois, & les bleds & vins estans en leurs Hostels, dont partie avoit été portée ou Chastel dudit lieu, & partie distribuée ausdits Gens d'armes. En quoy ladite Ville avoit été dommagée de cent mille frans. Et cependant ledit Duc avoit fait entrer en ladite Ville cinq ou six cents Allemands, qui firent pis que devant. Et le premier jour de Mars ensuivant l'un desdits Prisonniers, nommé Guillaume Huel, avoit été pris par Henry de Duclley & autres serveurs dudit Duc, qui de la volenté dudit Duc l'avoient noyé sans le vouloir laisser confesser; & tout en haine de ce qu'il avoit pris une Sauvegarde de nous, on de nos Officiers. Et que depuis ledit Duc avoit fait courir lesdits Gens d'armes par nostre Royaume jusques à la Fauche, & fait piller & rober ledit Pays. Et que pour ces causes le Bailly de Chaumont rescrivit audit Duc, qu'il cessât des choses & exploits dessusdits, & qu'il ne procédât aucunement que raisonnablement contre lesdits de Neuchâtel. Et pour les Lettres porter avoir envoyé deux de nos Sergents audit lieu de Trichastel*. Ausquels Sergents il fut dit qu'ilz n'entreroient point en ladite Ville, & leur furent dites plusieurs paroles injurieuses. Mais on conceut de ladicte inscription, ledit Duc avoit fait prendre quatorze desdits Prisonniers qui estoient audit Chastel, & les avoit fait mener tres-deshonnêtement comme larrons & malfaiteurs ou Pays d'Allemagne, & les avoit longuement fait detenir Prisonniers en seps en grant pauvreté & misère. Et les autres avoit tousiours fait detenir Prisonniers audit Neuchâtel. Et avoir aucuns d'iceux Prisonniers rançonnez à trois cents frans, les autres à quatre cents, & les autres plus ou moins selon leurs chevances. Et avec ce avoit fait porter toutes les armes de ladite Ville en son Chastel, & fait tenir fermée la Porte de ladite Ville de la partie de nostre Royaume, & les autres Portes par où l'en va en Lorraine avoit fait tenir ouvertes. Et aussi avoit mis gens d'Armes en ladite Ville étrangers & autres, qui ne laissoient entrer nos Officiers, & qui destruisoient & gastaient les biens estans en icelle Ville. Et qui plus est, avoit fait faire fossés environ ledit Chastel, & rompre certains murs contre la tenue dudit Arrest. Et aussi plusieurs des gens dudit Duc à puissance d'Armes estoient alez prendre de fait en plusieurs Lieux de nostre Royaume hors desdites Terres plusieurs biens que lesdits de Neuchâtel y avoient mis & retraiz, & en especial en l'Abbaye de Mirovaunt un coffre appartenant à Jehan Frot l'un desdits Prisonniers; ouquel avoit quarante mars en vaisselle d'Argent, six cents escus en Or, & plusieurs autres joyaux en valeur de deux cents escus. Et en la Maison de Colart Beaupigné, qui estoit en nostre Sauvegarde avec ses biens, ledit Duc avoit fait prendre cent dix queues de Vin, mille raux de froment, & autant d'avoine, qui valoient deux mille livres Tournois, dix chevaux tant à selle que de harnois, vingt lits de plume, vaisselle d'Argent, nappes, toiales, & autres biens meubles, qui pouvoient valoir nize cents livres Tournois & plus. Et avoient fait bouter hors de ladite Ville la Femme dudit Colart. Et depuis avoir fait prendre de fait bestes estans en nostre Royaume & hors de la Terre d'icelui Duc, appartenans audit Colart, & les avoit fait mener ou Pays de Lorraine; après ce qu'il luy avoit esté signifié derechief que ledit Colart estoit en nostre Sauvegarde. Et on contempnit d'icelle Sauvegarde, & en l'Ostel de Colart Ferot avoit fait prendre cent raux de froment; cinquante raux de d'orge que d'avoine, trente queues de vin qui pouvoient valoir trois cents livres, vaisselle d'Argent & joyaux valans six cents livres, cinq chevaux, & plusieurs autres meubles qui pouvoient valoir nize cents livres, avec tous les papiers & Lettres obligatoires des dettes dudit Colart, ensemble ses bestes baillées à moitié. En quoy il avoit esté dommagé de cinq cents livres & plus. Et tous les biens meubles, coffres, papiers, & environ

deux mille bestes à laine, & plusieurs grosses bestes appartenans audit Henry Colinet. En quoy il avoit esté dommagé en deux mille livres: Et avoir fait faire semblables exploits & hostels des autres qu'il tenoit Prisonniers, parquoy ils avoient esté dommagiez en la somme de cinquante mille livres Tournois. Et depuis avoir contrainst les Habitans de ladite Ville à renoncer au procès qu'ils avoient en nostre dite Court, & à passer Lettres de constituer Procureur pour obtenir un congé d'accorder & consentir ce que dit est, & à faire un Seel de plomb pour faire seeler lesdites Lettres. Et que pour ces causes le Bailly de Chaumont par nos Lettres Patentes avoit requis audit Duc qu'il réparât les choses dessusdites, & qu'il nous rescrivit son intention. Et par nos autres Lettres avoit fait communément audit Duc qu'il delivrait les corps desdits Prisonniers. A quoy il avoit desobey.

Et depuis icelui Bailly s'estoit transporté devant ladite Ville de Neuchâtel, & fait commandement de par nous, que l'en luy en feist ouverture. Mais il n'y avoit trouvé aucune obéissance. Et pource en signe de rébellion avoit getté une verge blanche en ladite Ville. Et ce fait, pource que par information il avoit trouvé les choses dessusdites estre vraies, il avoit adjourné devant la Porte de ladite Ville nostre dit Cousin à comparoir en personne en nostre dite Court de Parlement, à certain jour ensuivant. Et les autres dessusdits à comparoir aussi en personne sur peine de banissement. En faisant lequel exploit, ceux qui estoient en ladite Ville avoient mis trait sur arbalètes, tendans pour traire audit Bailly & à ses compaignons, & avoient fait semblant de getter & ruer pierres sur luy, & fait grant noise & tumulte en derrision & contemp de nostre dite Seigneurie. Et que on conceut dudit exploit ledit Duc avoit fait prendre un po de biens qui estoient demorez es Maisons desdits Colart Beaupigné, Colart Serot, Henry Colinet, & autres. En quoy ils avoient esté dommagiez en la somme de dix mille livres Tournois. Avec plusieurs autres bestes à laine & à corne, qui leur appartenent, & les avoient fait mener au Pays de Lorraine. En quoy ils avoient esté dommagiez outre la valeur de dix mille livres Tournois & plus. Et qui pis est, deux jours après ledit exploit fait, ledit Duc estoit venu en ladite Ville, & avoit fait vider fossés dudit Chastel, plus fort que paravant enfoncer icelui Chastel, faire point levirs, planches contre la Fortification de ladite Ville, rompre & abatre les murs derrière de ladite Ville, & rompre la roche pour y faire chemin & voye. Et depuis, pour ce que un nommé Jehan Ouvry de Chaumont demourant audit Chaumont, nostre Bourgeois sans moyen, qui estoit alez veoir la Femme audit Neuchâtel, avoit requis au Bailly dudit lieu qu'il lui donnât congé de soy en partir & retourner audit Chaumont, & de mettre hors certains biens qu'il avoit en ladite Ville, dist audit Bailly qui lui avoit refusé ledit congé, qu'il iroit au remède devers nos Officiers, icelui Bailly ou comptent de ce l'avoir fait prendre & mettre en sons de fosse, où il avoit esté longuement detenu Prisonnier. Et aussi ledit Suppliant avoit pris Mongin Raqueneuse, pource qu'il avoit appelé de sa Justice de Ruiffeul pres dudit Neuchâtel. Et aussi avoit pris, & fait faire audit Maître Jaques Serot pis que aux autres Prisonniers, en haine de ce qu'il avoit esté Tabellion en nostre Prevosté d'Andelo, & qu'il avoit commis aux Sieges dudit Bailliage de Chaumont. Et que quant il avoit esté pris & mené audit Chastel de Neuchâtel, il avoit esté mis en son pourpoint, & déchancé. Et que plusieurs Chevaliers & Escuyers dudit Duc, qui avoient esté à ce presens, lui avoient dit par maniere de derision telles paroles: *Cy a belle prise, oppo, appelle: Or dy à ton Roy qu'il te viengne aider.* Et en l'estat dessusdit fu mis en prison. Et en outre, que ledit Duc avoit defendu aux Habitans de ladite Ville de Ruiffeul, qui sont d'ancienneté subgez & des usages de Neuchâtel, que d'oresnavant ilz ne se teussent souz eux de leur bannière, ne de leurs usages, & les avoit condempnez en cent livres Tournois d'amende, pource qu'ilz s'estoient tenus souz Neuchâtel. Et en outre leur avoit defendu, qu'ilz ne feussent si hardiz d'eulx consellier ou défendre par ceux de nostre Royaume, ne de les faire venir audit lieu. Et avec ce avoit fait prendre & detenir Prisonnier par trois jours audit Neuchâtel, en haine de ce qu'il avoit appelé du Maïre & d'un Sergent dudit lieu, & relevé son Appel en nostre dite Court de Parlement, & par Prison l'avait contrainst à renoncer audit appel, & à bailler pleges jusques à cent escus, de luy rapporter

ANNO

1412.

1413.

ter ledit Adjournement, lequel il avoit deschiré & getté ou feu si tost qu'il luy avoit esté baillé. Et en outre depuis ledit Adjournement, ledit Duc avoit fait assembler les habitants de ladite Ville, & fait lire un Escri qui contenoit que lesdits Habitans confessassent, que iceul Duc devoit avoir une poterne en son Chastelet pour y entrer sans le congé desdits Habitans. Et que ainsi l'avoient ou devoient avoir ses Predecesseurs, & que lesdits Habitans avoient fait abatre la poterne quant ils avoient fait faire les murs entour ledit Chastelet. Et pour ce avoient esté condempnez en dix mille livres, dont ils avoient payé trois mille, & le surplus leur quittoit, & avoit contrainct iceux Habitans à promettre par la foy de leur corps, & sur l'obligation de leurs biens, à tenir le contenu oudit Escrip, & à renoncer au benefice de dispensation de leurs sermens, à tous Droiz Imperiaux, Apostoliques & Royaux, & aussi à toutes oppositions & appellations.

Pour lesquels cas lesdits Supplians avoient esté adjournez en nostre Cour de Parlement, c'est à sçavoir ledit Duc à comparoir personnellement, & les autres à peine de bannissement, pour respondre à nostre Procureur General, & à tous autres qui Partie se voudront faire à fin civile, sur le contenu en nos Lettres sur ce données; & que au jour à eux assigné n'estoient venus ne comparus, & pour ce avoient esté mis en default. Et depuis avoient esté adjournez à veoir adjuget le pousseit dudit default, à comparoir en personne, & sur peine de bannissement en nostre Parlement, à certain jour lors ensuivant, d'intimation que venissent ou non audit jour, on procederoit & iroit avant en l'adjudication du pousseit dudit default, qui par lesdits de Neufchastel & nostre Procureur avoient esté lors baillié par escript par devers nostre Cour, & sur l'adjudication dudit bannissement & confiscation de leurs biens, & en outre comme de raison seroit. Et depuis avoit esté sur ce tant procedé, qu'ils avoient esté mis en quatre defaults. Par vertu desquels il avoit esté dit par Arrrest de nostre Cour, qu'elle tenoit & tient lesdits Supplians & chacun d'eux convaincus & attains des cas, crimes, & malefices dessusdits. Et avec ce les avoit & a condampnez, & chacun d'eux pour le tout, à rendre & mettre realment & de fait en nostre main lesdits Thierry Porcelot, Maître Jaques Fourot, Lambert Belpigné, Jehan Fourot, Aubert Chifflet, Hugues Chabaye Belm, Jehan Pouden, Guillaume Colinet, Thierry Grenetier, Maugin Chondel, Humbelot Bovelles, Maugin Rogneuse, Maugin Racinete, & Jehan Orry, & aussi tous les autres Prisonniers presens par lesdits Supplians audit lieu de Neufchastel, & depuis par eux transportez, dont dessus est faite mention. Et aussi à rendre & restituer tant ausdits Prisonniers, comme ausdits Colart Belpigné, Colart Fourot, & Henry Colinet, en la qualité qu'ils avoient procedé en celle partie, tous leurs biens prins declarez en leur dite demande, & pousseit dudit default que eux ont baillé par devers nostre Cour, comme dit est. Desquelz & de leur valeur & estimation ilz seroient & seront crenz par leur simple serment jusques à la somme de cinquante mille livres Tournois, & au dessous. Et avec ce avoient & ont lesdits Duc, Henry & Charlot de Dueillet, Thieleguin Prevost de Chastenay, & chacun d'eux pour le tout esté condempnez à reintegrer nostre Sauvegarde par eux enfreinte en la personne dudit Guillaume Huel, & en icelle reintegrant & reparant avoient & ont esté condempnez à restablir publiquement ledit sen Guillaume par signe ou par figure à sa Femme & à ses Enfans, & à fonder aussi en l'Eglise en laquelle il est enterré, une Chapelle ou Chapellerie perpetuelle à leurs despens dotée de cinquante livres Tournois de rente perpetuelle admortie. De laquelle Chapelle la collation appartiendra de plain droit à nous & à nos Successeurs Rois de France. Et aussi à asservir bien & suffisamment à ladite Femme & à sesdits Enfans cent Tournois de rente par chacun an aux vies d'eux, & aussi à leur payer pour une fois deux mille livres Tournois. Avont aussi & ont esté lesdits Supplians & chacun d'eux condempnez pour le tout envers lesdits Prisonniers Colart Belpigné, Colart Fourot, & Jehan Colinet, & es noms & es qualitez qu'ils procedent, en la somme de vingt mille livres Tournois pour leurs dommages & interets. Et en outre avoit & a esté ledit Duc condempné à mettre en estat toutes les nouvelles & entreprises par luy faites & perpetrées audit Lieu & Ville de Neufchastel contre l'Arrrest prononcé contre luy en nostre Cour de Parlement au pousseit de nostre Procureur le dix-

septiesme jour de Juin mille trois cents quatre-vingts un & suivant l'estet & executions d'iceul Lesquelles nouvelles & entreprises par iceluy Arrrest auroient esté cassées, annullées & mises au neant. Et avecques ce avoit exempté des lors nostre Cour à tousiours mais les Habitans de ladite Ville de Neufchastel de la Jurisdiction, Obeissance, & Subjection dudit Duc & de ses Successeurs, & les avoit déclaré estre & devoir demorer Subgez de nous & de nos Successeurs sans moyen, & ledit Duc estre encouru envers nous en la somme de mille mars d'Argent, & mille mars d'Or pour les desobeissances par luy commises envers nous, dont cy dessus est faite mention, & qui sont contenues en ladite demande & pousseit du default desdits demandeurs. Lesquelles peines, sommes, & autres adjudications dessusdites nostre Cour vult & ordonne estre printes & levées par lesdits Supplians & sur leurs Biens quelconques, selon la forme desdites adjudications avant toutes autres amendes ou confiscations. Et si les avoit condempnez & es despens desdits Colart Belpigné, Colart Fourot, & Henry Colinet, & es noms & qualitez que dessus la taxation d'iceulz reservée par devers nostre Cour. Et avec ce, ledit Duc par le benefice de nostre Procureur avoit esté condempné à rendre & restituer aux singuliers Prisonniers demourans en nostre Royaume environ ladite Ville de Neufchastel, les dommages & pertes qu'ilz ont eues & souffertes par les pilleries, roberies, courtes, & autres crimes & delits par luy & par ses gens, Subgez & Aliez fais, commis, & perpetrés depuis vingt ans en ça à compter du jour de la date dudit Arrrest. Desquelz & de la valeur d'iceulz nostre Procureur premierement sur ce informé seroit creu par son serment jusques à la somme de quarante mille livres Tournois & au dessous. Et si avoit & à nostre Cour déclaré tous les Fiefs & Arrierefiefs estans en nostre Royaume, que lesdits Supplians tenoient de nous par moyen ou sans moyen estre à nous à nostre profit commis. Et avec ce les avoit & a banniz de nostre Royannie, & confisqué à nous le residu de tous leurs biens, si comme on dit ces choses plus à plain apparait par ledit Arrrest, qui fut prononcé le premier jour d'Aoust dernier passé. Par vertu duquel Arrrest, & de l'execution d'iceul, ladite Ville de Neufchastel, & généralement toutes les autres Terres, Possessions, & Revenus que ledit Duc & les autres Supplians dessus nommez avoient & tenoient de nous tant en Fiefs comme en Arrierefiefs, en dit avoir esté printes & mises en nostre main: & tellement sont empêchées que lesdits Supplians n'en peuvent jouir ne user, ne des fraiz & Revenus d'icelles. Et depuis le soit trait ledit Duc par devers nous, & nous ait humblement supplié & requis, que attendu plusieurs grans & notables services à nous & à nos Predecesseurs faits & rendus par ses Predecesseurs, & par luy mesmes aussi en nos Guerres & ailleurs, & mesmement en celle par nous dernièrement faite devant Bourges, que fut ce leur veuillons impartir nostre grace. POURCE est-il que nous, ces choses considerées, & les bons & agreables services que fait nous a nostredit Cousin en nos Guerres & ailleurs, comme dit est, & esperons qu'il fassé encore ou temps avenir. Et nous recordans que en nostre Ville de Meleun oudit Voyage de Bourges avions à nostredit Cousin ostroyé & accordé que ledit Arrrest ne seroit pas rendu jusques à ce qu'il auroit esté oy en ses justifications. Laquelle chose ne luy a pas esté faite. Mais a esté donné ledit Arrrest par vertu desdits defaults sans lui oyr. Voulans aussi en ceste partie preserer misericorde à rigueur de Justice. A nostredit Cousin & autres Supplians dessus nommez, & à chacun d'eux, pour amour & contemplation d'aucuns grans Seigneurs de nostre Sang & Lignage, que de ce nous ont plusieurs fois supplié & requis, Avons quitte, remis, & par ces presentes de nostre grace especial, plaine puissance, & autorité Royale, quittons, remettons, & pardonnons les cas, offenses, malefices & ban dessusdit. Avec toute peine, offense, & amende corporelle, criminelle, & civile, en quoy ilz & chacun d'eux ont esté condempnez envers nous & nostre Procureur par ledit Arrrest. Et toutes autres offenses & excès par eux sur les circonstances & dependances des choses des fusdites commises. Et avec ce pour certaines & justes considerations, & qui à ce nous ont meü & meuvent, leur avons donné, quitte & remis, donnons, quittons & remettons, par ces memes presentes toutes les amendes & autres choses en quoy ilz ont par ledit Arrrest esté condampnez envers nous, & tout ce qui par ledit Arrrest nous a esté adjugé: & les restitutions

ANNO

1412.

1413.

ANNO

1412.

1413.

restitutions en leurs Terres, Seignories, Justices, & Jurisdiccions à nous déclarées commises par icelui Arrest, & à leurs bonnes fâmes & renommées au pays & à leurs biens tant meubles comme Heritages; comme ils estoient paravant ledit Arrest. Satisfaction faite à partie civilement tant seulement. Et sur ce imposons silence perperuel à nostre Procureur General. Si donnons en mandement à nos amez & feaulx Conseillers les gens tenans, & qui tendront noitredit Parlement, aux Bailliz de Troyes, de Chaumont, & de Vitry, & à tous nos autres Justiciers & Officiers presens, & avenir, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eux si comme à luy appartient, que de nos presente grace, pardon, & remission, ils fassent, souffrent, & laissent lesdits Duc, Charlot & Henry de Duille, Thielletquin Prevost de Chastenois, Jean son Fils, Tiercelot Boucheferche, Filz le Maire, Thiebault Garin son Frere, Loyon Chapellain, Jean & G. Jehan Louys, Anthoine de Ville, Henry Hauze, Henry B. Drouin, Jehan de Bussey, Henry le Furant, & Jehan le Navel, & chacun d'eux joyr & user paisiblement, comme ils faisoient paravant ledit Arrest, & nonobstant icelui, ne quelconques autres Ordonnances, Mandemens, ou defenses faites ou à faire au contraire. Sans les travailler, molester, ou empêcher, ne souffrir estre travailléz, molestez, ou empêchez en aucune maniere au contraire. Mais se leurs corps, ou aucuns de leurs biens estoient ou sont prins, detenez, ou empêchez, qu'ils les leur mettent ou fassent mettre tantost & sans delay à pleine delivrance. Et que ce soit ferme chose & estable à tousiours, nous avons fait mettre nostre Seel à ces presentes: fauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à Paris ou mois de Fevrier l'an de grace mille quatre cents & douze, & de nostre Regne le xxxiii.

Par le Roy en son grant Conseil, ouquel Monseigneur le Duc de Bourgogne, Loys Duc de Baviere, l'Archeveque de Bourges, les Evuesques d'Evreux, de Contances, & de Tournay, le Marechal Boucicaut, le Chancelier de Guienne, le grant Maître d'Hostel, Messire Antoine de Craon, les Seigneurs de Croy, de Montberon, de la Vieville, du Boissay, & de Montenay, le Borgne de la Henze, le Galois d'Acay, Messire Pierre de la Trimouille, Messire Jehan de Concelles, Messire Blon de Jaceville, Maistris Eustache de Laitre, Raoul le Saige, & Guillaumie le Clerc estoient.

G. BARRAU.

CCLXI.

x. Août. SIGISMUNDI Romanorum & Hungarie. Regis Diploma, quò HERVOYEM Ducem Spalati ob Rebellionem & infidelitatem suam omnibus suis Possessionibus, Honoribus & præsertim Titulo & Honore Ducalis Dignitatis privavit & deponit; Civitatem verò Spalati ob suam fidelitatem tantquam fidele & principale Membrum Coronæ Hungarie reseruit, & de novo incorporat; Tali lege, ut à dicta Coronâ nunquam alienetur, Titulo tamen Ducalis Dignitatis ab eadem penitus remoto. Datum in Pulsano in Festo B. Petri ad Vincula 1413. [JOANNES LUCIUS de Regno Dalmatiæ Libr. V. pag. 267.]

NOS SIGISMUNDUS D. G. Rom. Rex, semper Ang. ac Hung. Dal. Croatia. &c. Rex, memorie commendamus tenore præsentium, significantes quibus expedit universis, quod fideles nostri universi, & singuli Nobiles, Cives, & tota Communitas nostræ Civitatis Spalati proxima præterita disturbiorum tempora prudenter remissentes, per quosdam vid. Prælatos, Barones, Nobiles & alios quosdam nostros Regnicolas in Regnis nostris, quibus Majestatem nostram in Regno Bohemiæ, apud Serenissimum Principem Dominum Venceslavum ejusdem Regni Bohemiæ &c. Regem Fratrem nostrum carissimum, pro magnis & ingentibus ipsis D. Venceslavi Fratris nostri, & nostris propriis factis, & negotiis expendis, nec non Republicæ & totius Christianitatis incremento, & commodo constituta cuncti idem Prælati, Barones, Nobiles, & alii supra scripti Paternorum beneficiorum, per

TOM. II. PART. I.

Majestatem nostram ipsi Regia liberalitate uberius impensorum immemores, Dei timore penitus relegato Crimen læsæ Majestatis incidere non verentes, quandam Ladislaum de Duracio assertum Apuliam Regem in Regna nostra Dal. & Croatia duxerant, imò verius in ipsorum propriam perditionem eundem in Regem Hungariæ &c. coronando. Nos de dictis Regnis nostris per prædicti Ladislavi inductionem pretendentes alienare, quo inducto, idem usurpata sibi quadam præsentia auctoritate inter cæteras nostras Civitates, quas in præmissis nostris Dal. & Croatia Regnis occupaverat, nostram Civ. Spal. præfatam occupando, eandem Hervoyem pro tunc nostri culminis notorio Rebelli, & infideli Adherenti dederat, & donaverat, & ipsum Hervoyam ejusdem nostræ Civitatis Spal. craverat in Ducem, demum nobis à prænominato D. Venceslavo Fratre nostro carissimo expeditis, & confirmatis prædictis negotiis & factis feliciter in antedicta Regna nostra redeuntibus auxilio Altissimi Dei antedicto Ladislao de Duracio de Regnis nostris excluso, & profugato post plurimorum temporum cursus, dam suprad. Her. super suis excessibus, Rebellionibus, infidelitatibus, & Crimine læsæ Majestatis contra culmen nostræ Celsitudinis nequiter perpetratis, à nostra clementi benignitate gratiam & misericordiam obtinuisse, attento permaxime quod idem Her. mole senectutis, & ætatis decrepita ac infocundus existeret diebus suis labentibus ad occasum, quorum consideratione ea que sibi per Majestatem nostram donari contingeret brevis temporis curriculo ad nos & sacram nostram Coronam revolvare posse agnovimus, & pro eo quod idem Her. se ad nostri culminis servitium promptè, & fideliter servitutum perpetuis temporibus offerbat, sibi spediendam Civitatem nostram Spalatem. ipsi Hervoye Ducalis Dignitatis Titulo ejusdem Civitatis Mag. insigniendo de nostræ Regiæ plenitudine Potestatis, ac quamplura Castra, & possessiones nostras, ac in singulum sinceræ dilectionis ipsum in Computrem nostrum assumendo sibi pro singulari honore, quoddam Clenodum, Scz signum Diaconis quod nos una cum Serenissima Principe Domina Barbara Regina Hung. &c. Conthorali nostra carissima, & quampluribus Mundi Principibus nostrorumque Regnorum Baronibus, & Nobilibus Præfatis in singulum indissolubilis Societatis gestare solenne duxeramus conferendum; quia tum pridem Magnificus Zandalus Regni nostri Boznæ Wayvoda fidelis noster dilectus una cum aliis ejusdem Regni nostri Boznæ, & aliorum Regnorum nostrorum fidelibus in Regno Rasciæ apud Illustrem Principem Despotum dictæ Rasciæ fidelem nostrum contra ferissimos Turcas, & aliorum Barbaricarum savorum Nationum Gentes Crucis Christi persecut. & blasphem. qui partes dictæ Rasciæ hostiliter intraverant in nostris servitiis fuisse constitutus, idem Hervoye congregatis sibi certis complicitibus, & Armorum gentibus dicti Zandalii, namque Castra & quamplures possessiones contra edictum & prohibitionem nostræ Majestatis hostiliter invadendo expugnavit, Castrorum eorumdem homines, Divitum & humano postposito timore, necando crudeliter, & insuper malum malo accumulare volendo, per certos familiares suos cum suis Litteris, quas per quosdam fideles nostros apud eosdem reperte fuere Turcas, & alias Barbarorum Nationis Gentes, ut in subsidium suæ malitiæ in dictum Regnum nostrum Bohemiæ properarent, tanquam nostri culminis, & sacra nostræ Coronæ notorius Rebells, & infidelis manifestus venire invitaverat fermentum suæ veteris iniquitatis & malitiæ, quo pluribus præteritis temporibus inter fideles Regnorum nostrorum prædictorum consuevit procurare Guerras, & discordias tota gens renovare omnium, & singulorum honorum, donorum & beneficiorum, utputà compaternitatis, Societatis, & plurimorum donorum prædictorum, quibus ipse præ cæteris nostris Regniculis per Majestatem nostram clementi benignitate extierat redimitus, & honoratus, immemor & oblitus, nos una cum Prælati, Baronibus, & Regnorum nostrorum Proceribus maturo præhabito super inde Tractatu, & consilio eundem Hervoyem tanquam nostri culminis, & sacra nostræ Coronæ notorium Rebelle, & infidelem manifestum omnibus, & singulis suis Castris, possessionibus, ac quibuslibet suis Honoribus præsertim Titulo Ducalis Dignitatis prænominata Civitatis Spalati, quo Titulo usque modò fretus exiit atque sanctus, decrevimus forte privandum, destituum, & degradandum; imò privamus, dest. degr. universas & singulas Litteras super quibuscunque Castris, Possessionibus, Villis, Tecloncis & eorum Pertinentiis, & Honoribus quibuscun-

Z z

que

ANNO
1413.

que nominibus vocentur, & præsertim Titulo, & Honore prædictæ Ducalis Dignitatis per nostram Majestatem vel Prædecessores nostros Reges, aut quoscunque alios eidem Her. datas & cont. revocantes eas & annullant. vigore præsentium mediante, committimus quæpluribus fidelibus nostris Prælati, Baronibus, & Nobilibus ut ipsi cum valida eorum potentia insurgendo, contra sæpenominatum Hervoye nostri culminis notorium Rebellen & infidelem manifestum, ac universos & singulos suos complices, Adhærentes, & sibi subiectos, atque subditos, tam nobiles quàm ignobiles, qui à prænominato Hervoye avertere, & à servitiis & obedientia suis retrahere, ipsūque Hervoye deserere, & relinquere, & ad finem nostræ Majestatis veluti ad Dominum ipsorum naturalem redire non curarent, vel recusarent procedere, & eosdem etiam in ore gladii si necesse foret ad præstandum debite fidelitatis obedientiam compellere, universaque Castra, Possessiones, Resque & Bona apud manus ejusdem Her. suorum Adhærentium complicitum, Subjectorum, & Subditorum proditorum nostrorum Rebellen infidelitatem occupare & assueri, & eidem nostræ Majestati infiscare debeant, & teneantur. Idcirco prænominati Nobiles, Cives, & tota Communitas Spalei sæpeditæ, præmissam Rebellionem & infidelitatem sæpeditæ Her. prudenter & solerter animadvertentes præmissorum quoque nostrorum Decretorum, & Edictorum Mandata merito formidanda agnoscences; qui considerantes etiam ut ipsi semper & ab antiquo nostris, & olim Serenissimis Principibus D. Ludovico R. Be. R. P. & Sociis nostri carissimi, ac etiam aliorum D. D. Regum nostrorum Prædecessorum temporibus fidele, & incorruptum membrum sacræ Coronæ Regni Hung. invariabilis fidelitatis constantia, absque ullius infidelitatis reprehensionis extiterint, potius ad finem nostræ Majestatis convolare, & debitam, prout tenentur, nobis & sacræ nostræ Coronæ præstare obedientiam, volentes quod aliquis Rebellionis contaminari menda, aut infidelitatis nota quælibet denigrari eidem Nobiles, Cives, & tota Communitas, se & dictam nostram Civitatem Spalei nostri culminis, & sacri nostri Diadematis Ditioni tanquam eorum naturali Domino, prout de Jure debebant & tenebantur, subicerent in perpetuam fidelitatis constantia apud nos & nostram sacri Regni Hung. Coronam jugiter permanensuri. Ut autem sæpenominata Civitas Spal. Nobiles, Cives, & tota Communitas pro hujusmodi suis fidelitate & obedientia, quibus Edicti & Mandati nostræ Majestatis, absque cujusvis renitentia Rebellionem, parendo, ad gremium nostræ Majestatis, & sacræ nostræ Coronæ redire, & reveri sollicita & prompta fuerunt, se sentiant aliqualem remunerationem nostræ Regiæ liberalitatis reportare, ipsos Nobiles, Cives, & totam Communitem & Civ. nostram Spal. in universis, & singulis suis pertinentiis nobis, & sacræ nostri Regni Hungaricæ Coronæ, nostrisque legitimis Successoribus Regni Hung. prædicti Regibus tanquam fidele, & principale membrum ressumimus, restaura. & approbamus, & de novo incorporamus; Titulum verò Ducalis Dignitatis, quem prænominatam Hervoye, vel quicunque alter ad suam laudem, & singularis honoris Titulum à culmine nostro, vel à præfato Ladislavo de Duraco sen à quocunque alio Rege, vel Principe impetravit & acquisivisse dignoscitur, & ab eadem Civ. Spalat. removemus, deleamus, & sopimus, eidem Her. & suis Hæredibus, & posteris universis, & singulis, & quibuscunque aliis, sæpeditam Civitatem Spalatam impetere volentibus perpetuum silentium vigore præsentium imponentes, nihilominus committentes severissime, quod nullus prædictorum Nobilium, Civium, aut quorumcunque ne aliorum nostrorum fideliam sæpe factam H. aut suos Hæredes nostris & de cætero Dacem prænominate nostræ Civitatis Spal. ab indignatione Majestatis nostræ gravissima, quam, contrarium facientem eo facto volumus manere, audeat nominare, aut præsumat quomodolibet appellare; quam quidem Civitatem nostram Spal. cum universis, & singulis suis pertinentiis prædictis eandem nos, & sacram nostram Regni Hungaricæ Coronam volumus permanere; immò assumimus, promittentes, quod eandem nulli mundi hominum pro aliquo servitio, Amicitia, seu Pecunia, vel Thesauro etiam quantumcunque magno vel pretioso à nobis, & à dicta nostri Regni Coronæ quousque nobis vita concessa fuerit, volumus alienare, statuentes, & decernentes hoc præsentium nostro Regio Decreto, ut quicunque nostrorum Successorum Regum præfatam nostram Civitatem Spalat. à præd. Regni Hung. sacræ Coronæ pro aliqua mundi Pecunia, vel Thesauro, aut

pro alicujus hominis Amicitia, seu servitio aliquo à Anno 1413. tutore tempore alienare præsumpserit, vel alienare attemptaverit, anathemati sit subiectus, & insuper Omnipotentis Dei, & Gloriosæ Virginis Genitricis suæ, nec non B. B. Ladislavi & Stephani Regum indignationem eo facto se noverit incursum.

Datum in Pulsano in Festo Beati Petri de Vincula Anno Domini 1413. Regnorum nostrorum an. Hung. &c. 27. Romani verò 37.

CCLXII.

Lehen-Brieff/ wodurch Thro Kayserliche 1. Sept.

Majestät SIGISMUNDUS, Graff Friesdrich von Toggenburg/ die Graffschafft dieses Namens/ nobst seinen andern Herrschafften zu Verlehenung giebt. Geben zu Eur/ an St. Gilgen-Tag 1413. [Pièce, tirée d'une Information de Droit présentée à l'Empereur de la part du Prince Abbé de St. Gall en 1710. sous le Titre de Rétung der Ehren und Rechten des Fürstlichen Stifts Sanct. Gallen. Aux Preuves Num. I. pag. 1.]

C'est-à-dire,

Investiture du Comté de Toggenburg donnée par l'Empereur SIGISMUND au Comte FREDERIC. A Coire le jour de Saint Gilles 1413.

Wir Sigmund von Gottes Gnaden Römischer Künig/ zu allen Zeyten Herr der Riche/ und zu Ungern/ Valunaticn/ Croaticn/ 2c. Künig/ bekennen und tuen kunt offenbar mit disen Brieff/ allen den / die ihn sehen/ oder hören lesen / das wir Uns kommen ist / der Edel Friderich Grave zu Tockenburg, Unser und des Riche lieber Getreuer/ und hat Uns diemittiglich gebetten / das wir ihm die Graffschafft zu Tockenburg / und alle andere Graffschafft und Herrschafft / die sin Vorderen/ und er bisher gehabt und gebracht haben / und die von Uns und dem Heil. Riche zu Lehen rüden / zu verlichen gnediglich geruhen; des haben wir angesehen solliche sine vorgenanten Bede / und auch getreue und willige dienste / die sie vordern/ Unser Vorfarn an dem Riche / oft und dicke unverdrossenlich gethan haben / derselb Friderich Uns und dem Riche teglichen tut / und fürbaß tun sol und mag / in künfftigen Zeyten; und haben ihm darumb die vorgenanten Graffschafft zu Tockenburg / und alle ander sin Graffschafft und Herrschafft / mit allen und iglichen iren Freyheiten / Eren/ Nuzen/ Rechten/ Gerichten/ Zwingen / Bannen und Zugehörigen/ voran oder wie die genant sind/ und mit allem dem/ das wir ihm von Rechten wegen daran haben solten / und zu verlichen haben / gnediglich verlichen; und verlichen im auch die von Römischer Küniglicher Macht und rechter Wissen / in Krafft dis Brieffs / doch unschädlich Uns und dem Riche/ an Unser/ und sust ydermann an siner Rechten / und der vorgenant Friderich hat auch Uns / als einem Römischen Künig / doruf Huldung gethan mit Gelübde / und Eyde / als gewonlich und billich ist. Mit Urkund dis Brieffs / versigelt mit Unserm Römischen Küniglichen anhangenden Insignel/ Geben zu Eur / nach Christis Geburt / vierzehnhundert Jar / und darnach in dem dritzhundert Jar / an St. Gilgen Tag/ Unser Riche des Küniglichen 2c. in den sibend zwainsigsten / und des Römischen in dem dritten Jahre.

ANNO

1413.

7. Sept.

CCLXIII.

Accompagnement, ou Convention entre RAOUL DE COUCY Evêque de Metz & CHARLES Duc de Lorraine, par lequel ils se transporient reciproquement, partie des Revenus de quelques-unes des Terres de leurs Dépendances, pour le temps de trois années. Fait le 7. Septembre 1413. [La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 180. Tiré des Archives de Lorraine.]

NOUS RAOUL de Coucy par la grace de Dieu & du saint Siege de Rome, Evêque de Metz pour nous, nos Successeurs Evêques, eueux ou confirmés de Metz. Et nous CHARLES Duc de Lorraine & Marchis pour nous & nos hoirs, faisons sçavoir & congnoissons à tous que nous pour le bien commun, prouffit & honneur de nous, nos Terres & Pays, p. r. bon conseil, advis & meure deliberation luit ce devant eue, avons fait accompagnement ensemble de certaines nos Terres & Villes cy apres escriptes par la maniere que s'ensuit. C'est à sçavoir que nous Evêque dessusdit, avons accompagné & accompagnons p. r. ces presentes Lettres, nostre dit Cousin le Duc, ses Hoirs ou ayans cause en tout le tiers entierement de tout ce que nous avons à cause de nostre Evêché de Metz en tout le van de Metz, c'est assçavoir es Villes Dancy, de Chastel, de Chazelle, de Mollin, Longueville, le Scey, Sciey, Montigny & au tiers de la moitié de la Ville d'Arz fur Mouzelle, & es bans, finages, appendices & en toutes appartenances d'icelles Villes durant ledit accompagnement par l'espace de trois ans entiers continuellement ensuivans tant seulement, en commençant au jour de la date de ces presentes Lettres, & finissant le septiesme jour du mois de Septembre l'an mille quatre cens & seize, pour panre, avoir, lever & recevoir par nostre dit Cousin le Duc, ses Hoirs & ayans cause, la tierce partie de toutes les Rentes, Profits, Yffues, Emolumens, Levées, Prises, & Revenus quelconques de toutes lesdites Villes, en toutes choses quelconques, excepté nostre Jurisdiction spirituelle, nostre Clergé, & nos Fiefs, & ce que nous avons esdites Villes à cause de l'Abbaye de saint Vincent. Et pareillement & en semblant maniere, nous CHARLES Duc de Lorraine & Marchis dessus dit, pour nous & nos Hoirs, avons accompagné & par ces presentes Lettres accompagnons nostre dit Cousin l'Evêque de Metz pour luy, ses Successeurs Evêques ou eueux confirmés de Metz ou ayans cause de la moitié de tout ce que nous avons es Villes de Remereville, de Bassoncourt, de Villenne, d'Erbeviller & es bans, finages & toutes appendices, & appartenances d'icelles Villes, pour avoir, panre, lever & recevoir par nostre dit Cousin l'Evêque de Metz, ses Successeurs, ou eueux confirmés de Metz, la moitié de toutes les Rentes, Profits, Yffues, Emolumens; Prises & Revenus quelconques que nous avons esdites Villes. Excepté es Estangs appartenans à icelles Villes, & nos Fiefs que nous avons esdites Villes. Lesdits accompagnemens durs par l'espace de trois ans entiers continuellement ensuivant tant seulement, en commençant au jour de la date de ces presentes Lettres & finissant le septiesme jour du mois de Septembre, l'an mil quatre cens & seize. Se voulons nous Evêque dessusdit que d'oresnavant lesdites trois Années durans & non plus, les Officiers, Maires, Justice & tous mennans esdites Villes d'Ancey, & Chastel, Chazelle, Molin; Longueville, Lescey, Sciey, Montigny, & du tiers de la Ville d'Arz fur Mouzelle, soient respondans & respondant à nostre dit Cousin le Duc de Lorraine & Marchis ou à ses Hoirs, du tiers de tous les Profits, Iffues, Droitures, Rentes, Emolumens, & Revenus toutes & quelconques que venront & venir pourront & debveront, en tout ce que nous avons esdites Villes dudit Val de Metz en quelconque maniere que ce soit comme dit est. Et pareillement nous CHARLES Duc dessusdit voulons que d'oresnavant lesdites trois Années durant, les Officiers, Maire, Justice, & tous mennans esdites Villes de Remereville, Bassoncourt, Villenne, & d'Erbeviller soient respondans & respondant à nostre dit Cousin l'Evêque dessus dit ou à ses Successeurs Evêques ou eueux confirmés de Metz, de la moitié

TOM. II. PART. I.

de tous les Profits, Iffues, Droitures, Rentes, Emolumens & Revenus, toutes & quelconques que venront, venir pourront & debveront esdites Villes du Ban de Remereville en quelconque maniere que ce soit, comme dit est.

Et cesdits accompagnemens avons nous Evêque dessus dits pour nous, nos Successeurs Evêques ou eueux confirmés de Metz, promis & promettons lealement en bonne foy & en vraies parolles d'Evêque, & fais l'obligement de tous nos Biens & des Biens de tous nos hommes, Subges presens & avenir, & nous CHARLES Duc de Lorraine & Marchis dessus dit pour nous & nos Hoirs avons promis lealement en bonne foy & en vraie parolle de Prince & sub l'obligement de tous nos Biens & des Biens de tous nos hommes Subges, presens & avenir, de tenir fermes & estables chacun de nous endroit foy par la maniee que dessus est escrit, toutes lesdites trois années durs, sans aller faire ou souffrir à faire ne aller au contraire en maniere que ce soit, sans malengin. En tesmoignage de verité nous RAOUL de Coucy Evêque de Metz, & nous CHARLES Duc de Lorraine & Marchis dessus dis avons fait mettre noz scez pendans à ces presentes Lettres que furent faites l'an mil quatre cens & treize le septiesme jour du mois de Septembre. *Au dessous est escript:* Par Monseigneur le Duc, Par Monseigneur de Metz, & pour Secrétaire POIRET, J. de ALMAMA: Seellées de deux scez de t're rouge à doubles queues.

CCLXIV.

Treuge seu Industria inter HENRICUM V. Regem Anglie, & CAROLUM VI. Regem Francie in aliquot mensibus conclusa. Dat. apud Lenningham die 25. Septembris Anno 1413. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IX. pag. 56.]

NOUS HENRICUS, Permissione divinâ, Menevensis Episcopus, *Willielmus Dominus la Zouche Locumtenens Calesii, & Ricardus Holme in utroque Jure Licentiatius,*

Ambassiatores, Nuncii, & Commissarii Domini nostri Regis, & per ipsum specialiter deputati ad conveniendum, in Marchiis sive Partibus Picardie, cum Ambassiatoribus, Nunciis, Commissariis, & Depatis quibuscumque, potestatem sufficientem habentibus, pro parte Francie, de & super nonnullis arduis Causis, Negotiis, & Materis, Bonum, Honorem, & Commodum utriusque Regnorum (Anglie, videlicet, & Francie) concernentibus,

Universis, presentes Literas inspecturis pariter & auditoris, Salutem.

Notum facimus quod,

Cum nuper (intraque, scilicet, mense Augusti ultimo lapsa) ad partes has accesserimus, pluriesque postmodum & vicibus iteratis, unâ cum Reverendo in Christo Patre, Domino Johanne, Dei gratia, Episcopo Tornacensi, Egregio & potenti Viro, Johanne Domino de Groyaco Milite, Magno Buticulario Francie, Magistro Radulpho Majoris Preposito Ecclesie Sancti Donaciani Brugensi, & Magistro Johanne Huonis Archidiacono Avalonensi, Ambassiatoribus pro parte Francie, qui a tempore prenotato & pro eisdem Causis venerant Boloniam, cum sufficienti potestate ad premissa, personaliter convenimus in Ecclesia sive Capella de Lenlyngham, tanquam loco aliis in simili consueto, loidemque fuerit, inter prenotatos Ambassiatore partis Francie & nos, de & super multis & variis materiis, tam quorundam attemptorum reparationibus, quam aliis multiplicibus, quæ ad Pacem & tranquillitatem dictorum Regnorum disponi & conferre posse credebantur, prolocutum diutius & collatum, Tandem tamen,

Quia premissa longiorem & maturiorem deliberationem, dilationem, & tractum exigere videbantur, ex eo quod super hiis erant Confederati Partis utriusque primitus consulendi,

Idcirco, habitis super hoc multis considerationibus, animos dictorum Ambassiatorum Partis Anglie & nostros pariter & mutuo inveniuntibus, & ad obvium futuris causis & inconvenienciis quæ possent ab utraque Partium verisimiliter insurgere vel oriri, impedimentumque non modicum & turbationem (quod ablit) afferre Negotio principal,

Z z 2

Nos,

ANNO

1413.

ANNO
1413.

Nos, virtute Potestatis, per supradictum Dominum nostrum Regem, nobis, per suas Parentes Literas, in hac verba,

HENRICUS, Dei gratia, Rex Anglie & Francie, & Dominus Iherusalem, omnibus, ad quos presentes Literæ pervenerint, Salutem in Domino sempiternam.

Noverit universitas vestra quod, Ad honorem Dei, ac sanguinis Christiani effusionem, malique ac dampna irreparabilia evitanda,

Qua, flante Guerra inter nos & Adversarium nostrum de Francia, verisimiliter & sine dubio poterunt evenire, prout jam veraciter evenerunt, sicut transacti temporis cursus edocet manifestè,

Inclinamur & assensimus ad tractandum cum dicto Adversario nostro de Francia,

Et ob hanc causam mittimus, de presenti, versis partes Picardie, Venerabilem Patrem, *Henricum Episcopum Menevensis*, & carissimos Consanguineos nostros *Richardum Comitem Warwicke*, & *Willielmum Dominum la Zouche Locumtenentem Ville nostre Caleii*, ac, dilectum & fidelem nostrum, *Henricum Dominum le Serp*, necnon, dilectos Clericos nostros, Magistrum *Joannem Greneburgh Legum Doctorem* Prothonotarium nostrum, & Magistrum *Richardum Holme* in Legibus Licentiatum Canonicum Eborum,

De quorum fidelitate, discretione, & industria plenus confidentes,

Ipsis sex, quinque, quatuor, vel tribus eorumdem, dedimus, concessimus, & commisimus, ac damus, concedimus, & committimus, per presentes, sufficientem auctoritatem, plenamque ac liberam potestatem, & Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro, necnon pro Subditis, Colligatis, & Confederatis, Regnis, Terris, & Dominis nostris, citra & ultra Mare, quibuscunque locis & temporibus oportunis, cum dicto Adversario de Francia, &c. prout supra de Dat. 14. Jul.

Dedimus, cepimus, acceptavimus, & concordavimus, tenoreque presentium, damus, cepimus, acceptamus, & concordamus, nomine prefati Domini nostri Regis, & pro ipsis, una cum supra nominatis, *Joanne Episcopo Tornacensi*, *Joanne Domino de Croyaco*, Magistro *Radulpho Proposio*, & Magistro *Joanne Hugoni Archidiacono*, Ambaxiatoribus dictæ Partis Francie, qui finisier, & eidem de causis, virtuteque Potestatis, eis attributa per Literas, quarum series sequitur etiam in hac verba;

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France, a touz ceux qui ces Lettres verront, Salut.

Savoir faisons que Nous, Confians a plein de fens, loantes, prudences, discretions, & diligence de, noz Amis & Foiaux, *Walleram Comte de Saint Pol* & de *Lincy* nostre Cousin & Constable de France, *John Eveque de Tournay*, *David Seigneur de Ramvux* nostre Chambellain & Maistre de Arbalétriers de France, *Johan Sire de Croy* nostre Chambellain & grant Bouteiller de France, *Maistre Raoul le Maire* Prevost de Saint Donast de Bruges, touz noz Conseillers, & Maistre *Johan Hues* nostre Secretaire,

Les quelles avons nagairs ordonnez d'eulx transporter es marches de Picardie, pour assembler avec certains Messagers ou Ambaxiateurs de la partie d'Angleterre, pour parler d'aucunes besoignes touchans le bien des deux Reaumes, de France & d'Angleterre;

Desirans de tout le couor, sur touz choses terriennes,

Pour l'honneur & reverence de Dieu, faire nostre devoir envers luy, & rendre a chescun ce qui lui appartient, & pour eschevir l'effusion de sang humain, & les grans & irreparables maux & domaiges qui sont venuz es temps passer, & peuvent encoures advenir pour occasion de la Guerre d'enter Nous & la dit Partie d'Angleterre,

Venir a bonne Paix,

Iceulx nos Ambaxiateurs dessus nomez ensemble, les cinque, quatre, ou trois d'eulx, avons, per grand & meure deliberation de plusieurs de nostre Sang & Lignaige, & autres sages & prudomes de nostre grant Conseil, commis, ordonnez, & deputez, & par la teneur de ces presentes, de nostre certaine science, commettons, ordonnons, & deputons noz Procureurs & certains Messagers especiaux, & leurs avons douns & donnons plein pouvoir, auctorite, & Mandement

especial, de vacquer & entendre a traictier, pour & en noun de Nous, Alies, & Confederéz, noz Reaumes, Pais, Terres, Seignories, & Subgiets quelconques, ou leur Gens, Procureurs, ou Messagers, ayans a ce suffisant pouvoir, de & sur bonne, saine, & perpetuelle Paix, enter Nous, noz Amis, Aliez, Subgiets, Pais, & Seignories, d'une part, & les dits d'Angleterre, leur Amys, Aliez, Subgiets, Paix, & Seignories, d'autre part,

Et de pour ceo convenir & assembler, ou prendre, accorder, & accepter Journées, Lieux, & Places, tant & telles que bon leur semblera pour convenir & assembler, par nous & en nostre nom, pour noz diz Aliez & Confederéz, les Reaumes, Seignories, & Subgiz de nous & d'eulx, avec les diz Messagers d'Angleterre, ou quelconques autres personnes, de quelque estat ou condition, ou preeminence qu'ils soyent, ayans pouvoir de la dite Partie d'Angleterre, come dit est, en quelque Lieu & Place que bon leur semblera,

Et de aler & eulx transporter pour ce, se mestier est, ou dit Pais d'Angleterre, pour oïr & entendre diligement tous les choses, que ceulx de la dite Partie & eulx ou leurs diz Aliez voudront dire, declarier, ouvrir, & parlementer, de & sur toutes les questions, debaz, querelles, demandes, violations de Treves, passes, Guerres, & Descors quelconques, leurs circumstancances, dependences, incidences, adjacens, & connexes, qui onques furent es temps passez, sont, & peuent estre enter Nous & la dit Party d'Angleterre, les Aliez, Royaumes, Seignories, & Subgiets d'une part & d'autre,

Et de oïr les voyes, moyens, & maners que ils voudront ouvrir & declarier de leur party, par venir briefement a bonne & vraye Paix final, enter nous & eulx,

Et sur ycelles entendre & proceder avec eulx, soit per Trieves ou Abstinence de Guerres, generales ou particuliers, longues ou briefes, par Mer & par Terre, par reparations deues & convenables de touz attempatz faiz & perpetrez au contraire des diz Treves passees ou par autre voye quelconque;

Et semblablement de ouvrir & declarier, par nous & en nostre nome, & pour noz diz Aliez, les Reaumes, Seignories, & Subgiz de nous & d'eulx, per noz diz Messagers & Ambaxiateurs, a ceulx de la dite Partie d'Angleterre, tout ceo que bon leur semblera, de & sur touz les questions, debaz, querelles, violations de Treves passees, Guerres, & Descors, leurs circumstancances, dependences, & adjacentz, incidences & connexes, ensemble touz les voyes, moyennes, & maners qu'ils adviseront estre meilleurs pur venir briefement a la dite Paix final, soit per les moyens dessusdiz, ou par quelconques autres licites, honorables, & raisonnables, pour & au Bien, Honneur, Paix, & Tranquillité des Reaumes, Seignories, & Subgiz de nous, & de noz diz Aliez,

Et sur toutes les choses dessusdiz & chescun d'iceulles, leurs circumstancances, & dependences, appointier, accorder, decider & determiner, commander, ordonner & faire inhibitions & desences plainement & entierement come nous mesmes ferions,

Et tout ceo, qu'ilz auront appointie, decide; determine, ordonne & accorde, jurer & prometter en l'ame de nous a nous tenir, garder, & accomplir fermement & inviolablement, & en bailler leurs Lettres sibz leurs Seales en forme deue & convenable, les quelles nous confermerons per les nostres, se mestier est, & requis en sommes,

Et generalment de faire, en toutes les choses dessusdiz, & chescune d'iceulles, leurs circumstancances, dependences, incidences, & connexes, autant que nous ferions & faire pourrions se presens y estoions, ja soit se que la choses request Mandement plus especial;

Et promettons, en bonne foy, & en parole de Roy, avoir agreable, & tenir ferme & estable a touz jours, tout ce que per nos diz Commisaires & Deputez, Messagers & Procureurs, les cinque, quatre, ou trois d'eulx, come dessus, sera fait, traictie, ordonne, appointe, commande, desdendu, & accorde sur les choses dessusdites, & chescun d'iceulles, leurs circumstancances & dependences, & chescun d'iceulles, leur circumstancances & dependences, sans venir ne faire venir per nous, ne per auter, au contraire, en quelque manere que ce soit.

En tesmoignance de ceo nous avons fait mettre nostre Seel a ces Lettres.

Donne a Paris le xlii. jour d'Aoust, l'an de grace mille, trC. & troze, & de nostre Regne le xxxiii.

ANNO
1413.

ANNO
1413.ANNO
1413.

Unâ Nobiseum dederunt, ceperunt, acceptaverunt, & concordaverunt, danteque, capiunt, acceptant, & concordant, nomine dictæ Partis Franciæ, & pro ipsius, bonas, veras, fideles, securas, atque firmas Treugas, Sufferentiam aut Abstinenciam a Guerra; in & per totam Patriam & Marchias Picardiæ, a Fluvio Sumane usque ad Mare prætenfas, in his expressè comprehendendo Villam de Gravelinges, & totam Patriam de Westlandria usque ad Villam novi Portus inclusive,

Quæ quidem Treuge seu Abstinencia Guerræ durabunt, tenebuntur, & illasæ fideliter servabuntur, hinc & inde, a prima die mensis Octobris instantis, usque ad primam diem mensis Junii, proximo post sequentem Solis ortum.

Quibus quoque Treugis, Sufferentia & Abstinencia, Guerræ durabunt, cessent & cessabunt, in dicta Patria Westlandria & Marchia Picardiæ supra declaratis, omnes Captiones Personarum & Fortalitiarum, Bonorum & Locorum quorumcumque, demolitiones & incendia Dómorum & Murorum, omnia atrocitæ, depredationes, disrobationes, & quæcumque alia facta Guerra.

Nec erunt aliqua Castra, Villæ, seu Fortalitia obfessa, insulata, debellata, scalata, seu furata, nec Personæ aut Bona quæcumque capta ab una parte vel alia, in Terris, Marchiis, Patriis & Locis supradictis, sit sub colore Marchiæ, Repetitiorum, Cautionum, Promissionum, Debitorum, Obligationum, Venditionum, vel alio quocumque Jure, durante tempore supradicto.

Et poterant, tempore istius præsentis Treugæ, omnes, Subditi unius Partis vel alterius, ire & venire, ac facere ipsorum Laboragia, Negotia, & Merchaturas, & alias res quæcumque licitas & non prohibitas, tutè & securè, absque hoc quòd sint dampnificati seu offensi in corpore, vel in Bonis quocumque modo; solvendo tamen deveria & alia consueta duntaxat.

Provisio etiam quòd nullus, de una parte vel de alia, intrabit, durante tempore supradicto, Castrum, Villam firmatam, aut aliud Fortalitium Partis adversæ, nisi fuerit de licentia vel consensu Dominorum seu Capitaneorum dictorum Castrorum, Villarum firmatarum, aut aliorum Fortalitiarum, vel aliorum ad hoc potestatem habentium.

Et generaliter ac particulariter non fiet per dictos Subditos, unius Partis vel alterius, in dicta Patria Picardiæ, & in Marchia supradecaratis, occasione, colore, sive causâ quibuscumque, res aliqua in contrarium istius præsentis Treugæ, per viam & modum quocumque, durante tempore supradicto.

Et si aliqua Persona seu Persona, vel aliqua Bona, Villa firmata, Castra, sive Fortalitia caperentur, seu aliis quicquam aliquoties attemptaretur, contra tenorem istius præsentis Treugæ, per quemcumque modum, in dicta Patria Westlandria & Marchia Picardiæ supra limitatis & declaratis, durante tempore supradicto, resistitur & reparabitur integraliter sine aliquo defectu, & Malefactores puniuntur & corriguntur secundum exigentiam casuum; cessantibus in omnibus supradictis & eorum quolibet omni duplicitate, ambiguitate, fraude, & malo ingenio.

Et, cum hoc, volumus & concordavimus; ut supra, volumusque & concordamus quòd, pro aliquibus malefactis, attemptatis, vel interceptis, si aliqua fierent vel intervenire, dicto tempore pendente, contra supradicta aut ipsorum aliqua (quod nolit Deus) non erunt seu poterunt propter hoc reputari seu teneri præsentis Treugæ violatæ sive fractæ, nec Guerra fieri vel incipi per unam dictarum Partium supra nec contra aliam; set potius totum reparabitur & ponetur ad pristinum statum & debitum, & delinquentes ac malefactores puniuntur & corriguntur juxta casuum exigentiam & enormitatem.

Nec poterit aliquis; de una aut alia Parte, intrare per Patriam, in qua sunt Treugæ, Patrias in Treugis non comprehensas, pro faciendo Guerram aut dampnum quocumque modo.

Item, promissum est & concordatum per expressum, inter nos & supradictos Commissarios & Deputatos Partis Franciæ, quòd, per istas præsentis Treugas vel Abstinenciam Guerræ, una Pars vel alia (scilicet, Angliæ & Franciæ) non erit nec potest esse exclusa, quin possit succurrere, juvare, & confortare Confederatos & Alligatos suos; citra & ultra Mare, secundum quod teneantur.

Et, ut præsentis Treugæ melius custodiantur, secundum formam & tenorem supradictos, sine infrac-

tione, quocumque modo, Nos, virtute dictæ Potestatis supra transscriptæ, ordinavimus, constituvimus, & commissimus, ordinamus, constituvimus, & tenore præsentium, committimus Gardianos, Conservatores & Judices dictarum Treugarum, durante suo tempore, & in Patria supradicta, Capitaneum Villæ Caleffi, & Locumtenentem ejusdem, seu in unius absentia alterum eorumdem,

Qui tenebuntur jurare & jurabunt, & alter eorum jurabit, in manibus Conservatorum Partis Franciæ, qui pro ista Treuga sunt vel erunt ordinati & commissi, vel alterius eorumdem, & similiter Conservatores Partis Franciæ, jurabunt in manibus supradictorum Conservatorum Angliæ, vel alterius eorumdem, quòd teneri facient & custodiri legaliter & veraciter dictas Treugas, quantum in ipsis erit, reparabuntque seu facient reparari omne & totum illud quod fieret in contrarium, ut supradictum est, quæcunctis ad eorum notitiam, sive per denunciationem Partis læsæ, vel aliâ, deveniret;

Et, si forent debiles, de adjuvando se mutuo, legaliter, & de omni posse suo, sine fraude & malo ingenio, si super hoc fuerint requisiti.

Quocirca damus serie præsentium in Mandatis, ex parte dicti Domini nostri Regis & nostra, virtute Potestatis suprascriptæ, prænominati Conservatores dictarum Treugarum, ac omnibus aliis Justiciariis, Officiariis, Capitaneis, Civitatum, Villarum firmatarum, Castrorum, & aliorum Fortalitiarum, Gentium armorum, Balistariorum, ac aliis Subditis dicti Domini nostri Regis, seu eorum Locumtenentibus, & cuilibet eorumdem prout ad eum spectabit, sub pena indignationis quam aliis incurrere possent, quatenus præsentis Treugas, Sufferentiam & Abstinenciam Guerræ particulares, facient proclamari & præconizari solempniter in omnibus Locis, in similibus affectus, ipsasque teneant & teneri faciant unusquisque pro posse suo firmiter & fideliter, eas nullatenus infringentes, nec per quæcumque Personam quovis modo patientes infringi, durante tempore supradicto,

Quin ymo facientes reparari realiter & de facto, & ad pristinum statum & debitum reparari, totum & omne id quòd factum foret in contrarium, vel quolibet attemptatum, quamocius ad notitiam dictorum Conservatorum, aut aliorum Officiariorum, seu alicujus eorumdem ad quem spectabit, deveniret, sive per quæremioniam Partis læsæ, vel aliâ,

Qui sic, virtute dictæ Potestatis nostræ, concordavimus & promissimus, pro parte dicti Domini nostri Regis & nostra, supradictis Partis Franciæ Commissariis & Deputatis.

Datum & actum apud Leningham die Lunæ; xxv. mensis Septembris, Anno Domini millesimo; quadringentesimo, tertio decimo.

CCLXV.

*Instrumentum publicum de Incorporatione magni Ducatus Lithuanie, excessu Regno Polonie, facta per WLADISLAUM Polonie Regem, nec non ejus Fratrem ALEXANDRUM aliàs WITHAWDUM magnum Lithuanie Ducem. Actum in Oppido Elrodto circa Flumen Bugh die 2. Octobris Anno 1413. [JOANNIS DLU-
GESSI Historia Polonica Lib. XI. col. 337.]*

In Nomine Domini, Amen.

AD perpetuum rei memoriam. Debitores sumus spiritualis alimonie, salutaria illis pocula ministrare, quibus præsidentes, temporalium commodorum præstitimus suffragia, ut quos ad corporis necessitatem sustentamus; saluti etiam ipsis, quantum nostra sufficiens facultas, ministeria porrigamus: ne, dum temporalibus institutis profectibus, vitæ comoda negligere videamur. Et unde dona benedictionis, & brevium expectamus sempiternum, inde vitæ detrimenta sentiamus, & premiis desituti adoptatis, nulla laboris nostri comoda consequamur. Expediit exquirere, & debita attentare ratione, ut dum hominibus impartiri carnis beneficia, meditemur, qualiter ipsi celestia præbeamus alimenta. Et quos in hoc seculo transitoris rerum condimus copias, illis viam beatitudinis æternæ demonstramus: quatenus & hic nostræ munificentie cognoscant præstidia, & tandem futuræ gloriæ compendia, per exercitia directionis nostræ, apprehendant in omnium Salvatore.

ANNO
1413.

Proinde nos Wladislaus Dei gratia Rex Poloniae, nec non Terrarum Cracoviae, Sandomiciae, Siradiae, Lancitiae, Cujaviae, Lithuaniae Princeps, supremus, Pomeraniae Russicae Dominus & Haeres: Et Alexander alias Withawdus, magnus Dux Lithuaniae, nec non Terrarum Russicae Dominus & Haeres. Significamus tenore praesentium, quibus expedit, universis, praesentibus & futuris, praesentium notitiam habentibus, Quomodo Terras Lithuaniae & earum Incolas, nostro subditos Dominio, in quos sapienter liberalitatis nostrae dexteram extendimus, & profectui ipsorum intendentes multa frequentia, statum & conditionem eorum semper studuimus facere meliorem. Ferventi desiderio cupientes, in assumptae fidei devotione jugiter solidare & fundare, ut ipsos altissimus, quo praesente, lumen fidei per nostram operam receperunt, ad laudem & honorem sui nominis, & ejusdem fidei Catholicae augmentum, Gratiae suae charismate confirmaret; cum eis saepe munificentiae nostrae donis refoveret, summo opere affectuam spiritualibus gratis refovere, & per quaecumque legitima studia & labores, id firmiter mancipare. Qui ut se in fidei constantia commodius exerceant, & crescant de virtute in virtutem, jugum servitutis, quo hactenus fuerunt compediti & conficti, de cervice ipsorum deponentes & solventes, ex innata nobis benignitatis clementia, ipsi libertates, immunitates, gratias, exemptiones & Privilegia, dari Catholice solita, juxta continentiam Articulorum subscriptorum, tenore praesentium conferimus & largimur. Et primo, quamvis eo tempore quo almo Spiritu inspirante fidei Catholicae recepta claritate, Coronam Regni Poloniae assumptimus, pro Christianae Religionis incremento, & bono statu ac commodum Terrarum nostrarum Lithuaniae praedictarum, ipsas & cum Terris ac Dominis ipsis subiectis & connexis, praefato Regno nostro Poloniae appropriavimus, incorporavimus, conjunximus, univimus, adjunximus, confederavimus, de consensu unanimi nostro, & aliorum Fratrum nostrorum, & omnium Baronum, Nobilium, Procerum, & Boiarum ejusdem Terrae Lithuaniae, voluntate accedente & assensu. Volentes tamen Terras praedictas Lithuaniae, propter hostiles insultus & invidias Cruciferorum, & eis Adhaerentium, ac aliorum quorumcumque, qui Inimicorum, qui praefatas Terras Lithuaniae, & Regnum Poloniae demoliri nituntur, & in ipsorum destructionem machinantur, in certitudine, securitate, & tutela meliori reponere, & eis perpetuum commodum procurare, easdem ipsas Terras, quas semper cum pleno Dominio, ac Jure merito & mixto hactenus habuimus, & habemus usque modo, & Progenitoribus nostris, & ordine gentiturae, tanquam Domini legitimi Baronum, Nobilium, Boiarum, voluntate, rati habitatione, & consensu adhibitis, praedicto Regno Poloniae iterum ipsas, cum omnibus earum Dominis, Terris, Ducibus, Principibus, Districibus, Proprietatibus, omnique Jure merito & mixto, Coronae Regni Poloniae, perpetuis temporibus, irrevocabiliter volumus semper esse unitas. Ceterum omnes Ecclesias Terrarum Lithuaniae praedictarum, tam Cathedralis quam Collegiatis, Parochiales, & Conventuales, videlicet Vilnensem, & ceteras in eis erectas, erigendas, fundatas & fundandas, in omnibus ipsarum Libertatibus, Immunitatibus, Privilegiis, Exemptionibus, & Consuetudinibus universis, conservandas, harum serie Literarum mediante, juxta consuetudinem Regni Poloniae. Barones etiam, Nobiles, Boiari, Terrarum nostrarum Lithuaniae praedictarum, Donatombus, Privilegiis, & Concessionibus ipsis datis, impartitis, & collatis, duntaxat Catholici & Romane Ecclesiae subiecti, & quibus Clenodia sunt concessa, gaudeant, participant, & fruuntur; prout Barones & Nobiles Regni Poloniae suis possunt & fruuntur. Item Barones & Nobiles praedicti, bona sua paterna pari jure obtineant, sicut Barones Regni Poloniae sua possunt obtinere. Et donationes nostras, super quibus Literas obtinent à nobis efficaces & fultas perpetui roboris firmitate, similiter obtineant, & liberam habebunt facultatem ipsas vendendi, commutandi, alienandi, donandi, & in usus suos convertendi, nostro tamen consensu ad hoc specialiter accedente, sic tamen, quod ipsa alienando, commutando, vel donando, coram nobis vel nostris Officialibus, juxta Consuetudinem Regni Poloniae resignabant. Item post mortem Patrum, Liberi non debent Bonis hereditariis privati, sed ea cum suis Successoribus possidere, prout Barones & Nobiles Regni Poloniae sua possident, & in usus convertunt beneplacitos. Similiter Usoribus suis Dotalitia, in Bonis & Villis, quas ex Successione Paterna, vel Concessione nostra

perpetua habuerint, vel fuerint habituri, poterint assignare, prout in Regno Poloniae assignantur. Idem autem, Sorores, Contingentes, & Affines suas, praefati Barones, & Nobiles Terrarum Lithuaniae, collare poterint. Viris duntaxat Catholicis & tradere Conjugio juxta beneplacitum eorum voluntatis, & juxta Consuetudinem Regni Poloniae, ab antiquo observatam. His autem Libertatibus Concessionibus non obstantibus, Barones ad erectionem & constructionem Castrorum vias expeditionales facere, & Tributa dare, juxta antiquam consuetudinem assignantur. Hoc specialiter exceptis, quod omnes Barones & Nobiles Terrarum Lithuaniae, fidelitatem & debitam ac Christianicam fidei constantiam, nobis videlicet Wladislao Regi Poloniae, & Alexandro, alias Withawdo, magno Duci Lithuaniae, & Successoribus nostris, tenere debent & servare, prout Barones & Nobiles Regni Poloniae suis Regibus tenere soliti sunt & servare. Super quo Barones, Boiari, & Proceres Terrarum Lithuaniae praedicti, Juramentum jam nobis praestiterunt; prout claris in Literis ipsorum continetur, quas cum Baronibus Regni Poloniae, sibi invicem concesserunt, pari modo sub fidei Sacramento, & suorum Bonorum amissione, nullis Principibus aut Baronibus, vel aliis cujuscumque conditionis hominibus, Terris Regni Poloniae adversari volentibus, consiliis, favores & auxilia ministrabunt, vel praestabunt; sed eos tanquam hostes Terrae & Dominiorum Lithuaniae, totis viribus persequantur, & ad nullum alium respectum habebunt, nisi ad nos, & nostros Successores; prout hoc ipsum Barones & Nobiles praedicti, pro se & suis Posteris, per fidei Sacramentum, cautionem praestiterunt & fecerunt. Item Dignitates, Sedes, & Officia, prout in Regno Poloniae institutae sunt, infirmantur & locabuntur; in Vilna scilicet Palatinus & Castellanus Vilnensis, & deum in Troki, ac in aliis Locis, ubi nobis videbitur expediri, juxta nostrae beneplacitum voluntatis, temporibus perpetuis duratura. Et hujusmodi Dignitatem non elegantur, nisi sunt fidei Catholicae cultores, & subiecti Sanctae Romanae Ecclesiae. Nec etiam aliqua Officia perpetua, ut sunt Dignitates, Castellanus, &c. nisi Christianae fidei cultores conferantur, & ad Consilia nostra admittantur, & eis intersint, dum pro bono publico Tractatus celebrantur; quia saepe dispares cultus diversitatem inducant animorum, & consilia patent talibus divulgata, quae traduntur secreta observanda. Item omnes, quibus hujusmodi Libertas & Privilegia conceduntur, nunquam nos Wladislauum Regem Poloniae, & Alexandrum Withawdum magnum Ducem Lithuaniae, quoadusque vixerimus, & nostros Successores Reges Poloniae & Duces Lithuaniae, à nobis & nostris Successoribus, statuendos & locandos, deserant, vel recedant ab eisdem, sed sub fide & honore pariter juramenti, fideliter & firmiter nobis & Successoribus nostris, adhaerebunt, favoribus, consiliis, & auxiliis, perpetuis temporibus & in aevum. Hoc etiam addito, quod praedicti Barones & Nobiles Lithuaniae; post mortem Alexandri, alias Withawdi, magni Ducis moderni, nullum habebunt aut eligent pro magno Principe & Domino Lithuaniae, nisi quem Rex Poloniae, & ipsius Successores, cum consilio Praetorum & Baronum Poloniae & Terrarum Lithuaniae, duxerint eligendum, statuendum & locandum. Sic similiter Praelati, Barones, & Nobiles Regni Poloniae, Rege Poloniae sine Liberis & Successoribus legitimis decedente, Regem & Dominum non debent sibi ipsis assumere, sine scitu & consilio Alexandri magni Ducis, Baronumque & Nobilium Terrarum Lithuaniae praedictarum, juxta tenorem & contenta priorum Literarum. Praeterea praedictis Libertatibus, Privilegiis, & Gratiis, tantomodo illi Barones & Nobiles Terrae Lithuaniae deperit uti & gaudere, quibus arma & Clenodia Nobilium Regni Poloniae sunt concessa, & cultores Christianae Religionis, & Ecclesiae Romanae subiecti, & non Schismatici vel alii Infideles sint. Item omnes Literas, quascumque Regno Poloniae & Terris Lithuaniae ante septem vel octo annos, a post vel citra Coronationem nostram concessimus & dedimus, tenore praesentium confirmamus, ratificamus, & approbamus, & robore perpetuum impositimus eisdem, habentes ipsas praesentibus pro insertis. Hoc etiam addito specialiter & expresse, quod praefati Barones & Nobiles Regni Poloniae & Terrarum Lithuaniae, Conventions & Parliamentum, quod necesse fuerit, in Lublin, vel in Parczow, & aliis in locis apertis, de consensu & voluntate nostra celebrabunt, pro commodò & utilitate Regni Poloniae, & Terrarum Lithuaniae praedictarum meliori. Praeterea nos Alexander, alias Withawdus, de consensu Serenissimi Principis

ANNO
1413.

ANNO
1413.

pis Domini Wladislai Regis Poloniae; Fratrū nostrū charissimū, eligimus ad arma & Glenodia Nobilium Regni Poloniae, Terrarū nostrarū Lithuaniae Nobiles infra scriptos, quos ipsi Regni Poloniae Nobiles, simul cum omnibus, qui ex eorum stirpe originem suam ducunt, ad confraternitatis & ad consanguinitatis consortia receperunt. Et primo Leliwa Nobiles, Moniwiu Palatinum Vilnensem; item Zadora Jawnum Palatinum Trocensem, Rawa Minigal Castellānum Vilnensem, Liszi Smigat Castellānum Trocensem, Jastrzabci seu Jazaki alias Beleszynagora vocati Nemir, Trabi Hosticonem, Topori Buhrim, item Labencz alias Skrzinszi, Goigunth, Porat, Nicolaum Bilimin, Dabero Correwan, Odrowasch Visch, Wadwicz Petrum Mondiger, Drua Nicolaum Tawrigerd, Habbaniecz, Joannem Gastoldi, Polukoza Wlozkonem Culwa, Gryphones Rnthowdm, Szeniawa Ladath, Poboze Kalonem, Grzimala Joannem Rymonidowicz, Zareba Giueh Czencowicz, Pyetshala Daroza, Nowyna Nicolaum Boynar; Dzialoscha Volczkonem Rokitowicz, Kpacz Getowech, Rolya Danygel, Srokomla Jacobum Mingyel, Catus marinus Woyznar Wykolewicz, Powala Georgium Sangaw. Item Pomiani Saka, Doliwa Naczkonem, Scharza Twerbuth, Dolaga Montulth, Bogoria Stanislaum Viszign, Janina Vozsyni Danyeykowicz, Bichawa Monifold, Swiaka Andream Dewinkowicz, Kolda Minimund Sesnikowicz, Sulima Radziwil; Item Nalacz Koczann, Lodzia Mikush, Jelitsha Gerduth, Korczakowicz Czuppan, Byala Woydylonem Kuszolowicz, Vazik Conczannum Sukowicz, Czileok Joannem Gwid, Godziaba Stanislaum Ruczwowicz, Osmorog alias Gieraldt Surgatem de Refchkini &c. Quibus Nobiles Armis, Cienodis & Proclamationibus, praedicti Nobiles, Procere, & Boiari Terrarū Lithuaniae, ex nunc & in antea, perpetuis temporibus ubi libet gaudeant, potiantur, prout ipsis praefati Nobiles Regni Poloniae utriusq; confueverunt & possunt. Ut autem corroborationis & caute, uberius, omnia praemissa accipiant firmitatem, praesentes fecimus Sigillorum nostrorum munimine roborari. Praesentibus ac contententibus ac ratum habentibus Reverendis in Christo Patribus Dominiis, Nicolaus Gnesnensis Archiepiscopus; Alberto, Jastrzabicz Cracoviensis; Joanne Vladislavensis, Petro Posnaniensis, Jacobo Piotensis, Nicolaus Villensis, Joanne Elctio Leopoliensis Metropolis, Matthia Przemislensis, Michael Ktiowicis, Georgio Wlodimiris, Sbigneo Camenecensis Elctio, Ecclesiarum Episcopis, Chetment & Ceretini Ecclesiis vacantibus. Nec non Magnificis, iustis & strenuis, Cristino Cracoviensi Castellano, Joanne de Tarnow Cracoviensi, Nicolaus de Micharow Sandomiriensi, Sandivogio de Otrorog Posnaniensi, Matthia de Waschosze Califfensi. Jacobo de Konieczpolze Siradiensis, Joanne Lipaza Lanciensi, Matthia de Labischin Brzeslensi, Janusio de Roszcielcz Gniezkowicis, Palatinis. Michaelo de Bogumitowicz Sandomiriensi, Joanne de Szekoczno Lublinensi, Dobeslaw de Oleschnicza Woyniczensi, Florianus de Rokitnica Vislensis, Cristino de Koziegrowi Sandecensi; Martino de Kroltkowo Gnesnensi, Clemente de Mokrsko Radomienis, Donaratho de Kobilani Bielenis; Moszezio de Stalow Posnaniensi, Janusio de Tulizskowo Califfensi, Martino de Kulnowo Siradiensi, Petro de Wrosczowa Dobrzyniensis, Alberto de Koszlot Brzeslensis, Joanne de Jakolchin Lanciensi, Cristino Kruszewiceni, Joanne de Laczuchow Zawichostensi, Martino de Lubutza Brzeziniensi, Stanislaw Gamrath Polanecensi, Joanne de Bogumitowicz Czechowiceni, Matthia Koth Naklensi, Grotthone de Jankowicze Matogollensi, Iwario de Obichow Sziemieni, Janusio Furman Miedzirzecensi, Castellanis, Sbigneo de Brizeie Regni Poloniae Murschalco, Petro Schataniacz Succamerario, Martino de Wroczimowicze Vexillifero, Cracoviensibus. Paulo de Bogumitowicz Cracoviensi, Nicolaus de Strzelcze Sandomiriensi, Nicolaus de Czarnkow Posnaniensi, Jaka Califfensi, Andrea de Lubranz Cujawiceni, Petro de Widawa Siradiensi, Nicolaus de Suchodot Lublinensi, Petro de Thur Lanciensi, Iudicibus. Actum in Oppido Hrodto circa Flumen Bug in Parlamento seu Congregatione generali, die secunda mensis Octobris. Sub anno Domini millesimo quadringentesimo tredecimo. Datum per manus Reverendi in Christo Patris, Domini Alberti Episcopi Cracoviensis Regni Poloniae supremi Cancellarii, nobis sincere dilecti. Scriptum vero per manus Cziorkonis Canonici Sandomiriensis Secreti nostri Notarii.

SIGISMUNDI Romanorum Regis Edictum universale, quod, de assensu & consensu Legatorum Apostolicae Sedis, Civitas Constantia designatur & assignatur, pro loco generalis Concilii futuri, infra tempus unius anni initiandi; omnesque ad quos pertinet invitantur, ut, tempore praescripto, ad locum praemissum se conferant. Datum in Villa vocata Vigul, in vulgari Vegui. Die unae penultima mensis Octobris 1413. [VON DER HARDT, Magnum Oecumenicum Constantiense Concilium. Tom. VI. Part. I. pag. 5.]

SIGISMUNDUS Dei gratia, Romanorum Rex, semper Augustus, ac Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, &c. Rex. Universis & singulis praesentes Literas inspecturis notum facimus, Qualiter Reverendissimi Patres in Christo, Domini, Antonius, tituli Sanctae Caelestiae Presbyter, & Franciscus, Sanctissimi Cosma & Damiani Diaconus, Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales, Apostolicae Sedis Legati, ac nobilibus Manuel, Miles Constantinopolitanus, habentes à Sanctissimo Domino nostro Papa Joanne XXIII. simul cum suo Sacro Collegio Dominorum Cardinalium plenam ad infra scripta potestatem, prout Literis Apostolicis constat, habitis nobiscum multis super infra scripta deliberationibus & consiliis, tandem pro loco generalis Concilii, Deo favente, celebrandi, elegerunt cum consilio & assensu nostro Civitatem Constantiae, Provinciae Moguntinae. Quem locum nos eisdem nominavimus tanquam idoneam, commodam, tutam & communem omnibus Nationibus ad ipsum Concilium venturis. Et in quo poterimus secundum nostrum Imperiale Officium tueri omnes & singulos, cuiuscunque status, ad Concilium venturos in plena libertate. Quem etiam locum nos cum praedictis Dominis Cardinalibus pro Concilio elegimus. Et insuper ipsi nobiscum & nos secum assignavimus ad initiandum praefatum Concilium tempus unius Anni, incipiendo die prima mensis Novembris nunc instantis.

Quamobrem vos universos & singulos in Domino exhortamur, ut illi ex vobis ad quos pertinet ad Concilium venire, deposito omni timore, curetis ad Locum praemissum tempore praescripto vos conferre. Ubi etiam nos, Deo favente, curabimus interesse, ac omni nostro posse facere, ut omnes & singuli in Concilio existentes plena securitate atque libertate, tam in accessu, quam statu & recessu, potiantur. Et quod idem Dominus noster Papa, cum Dominis Cardinalibus & sua Curia, ac cum omnibus Praelatis & Clericis in Concilio existentibus gaudeant plena Ecclesiastica immunitate, ita etiam quod ipse Dominus noster Papa sibi libere possit omnem suam Apostolicam auctoritatem, Jurisdictionem & potestatem exercere. Et similiter Domini Cardinales & Praelati & Principes, omnesque aliae, tam Ecclesiasticae quam Seculares, personae in Concilio existentes, possint libere loqui & tractare & expedire omnia quae sibi videbuntur opportuna. Praesentium sub nostra Majestatis Sigilli testimonio Literarum.

Datum in Ecclesia S. Stephani Protomartyris, in Villa vocata Vigul, in vulgari Vegui, Cuman. Dioceseos. Anno a Nativitate Domini 1413. die Lunae, penultima mensis Octobris. Regnorum nostrorum Anno, Hungariae &c. 27. Romanorum vero quarto.

Epistola SIGISMUNDI Romanorum Imperatoris, ad CAROLUM VI. Galiae Regem, quae ei Concilium Constantiense pro reformatione Ecclesiae Dei celebrandum annunciat, eundemque ad illud fraternaliter invitat. [VON DER HARDT, Magnum Oecumenicum Constantiense Concilium. Tom. VI. Part. I. pag. 7. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. I. pag. 386.]

ANNO
1413.SIGISMUNDUS Dei gratia, &c. Serenissimo
Principi &c.

Rex pacificus pia miseratione disposuit, ne homo, Creaturarum dignissima, quem de limo terræ formatum ad imaginem & similitudinem suam fecit, per abasum liberi arbitrii laberetur, & labendo à cognitione sui recederet Creatoris: Dum par in parem imperium non haberet, Prædices suo operi superesse voluit, quorum ducatu vita cujuslibet regeretur, ac ipsorum monitionibus & præceptis inferiores cæteri obedirent. Sique statuit duo Luminaria super Terram, majus videlicet atque minus, ut in ipsis universalis Ecclesiæ consisteret firmamentum, in quibus Pontificalis auctoritas & Regalis potentia designantur. Una, videlicet, qua spiritalia, & altera, qua corporalia regerentur.

Ad subsistentiam igitur machinæ spiritualis, Beatum Petrum Apostolorum Principem, & in Beato Petro Pontificis Successorem, Summus Pontifex in æternum, Unigenitus Dei Filius Jesus Christus, qui doctrinam humano tribuit generi salutarem, Magistros esse voluit & Pastores. Ad corporalis vero compaginis firmamentum, cujus facili est profectio distinctio, Reges & Principes, Rex Regum & Dominus Dominantium, idem ipse præfatus voluit Jesus Christus. Ut illi quidem in executione Pontificalis Officii spiritalibus vacando negotiis proficerent ad salutem, & hi salubriter in excellentia Regie Dignitatis corporalia gubernando malis hominum obviarent: Sique machina fieret utriusque subiecti stabilior, dum haberet quodlibet proprium Servatorem.

Debitum perfectæ Charitatis, quæ non quæ sua sunt querit, nimirum exposcit, ut non solum is, qui contemplationis speculam ascendit, sed opportunitate fruente actionis onera supportans, magis necessarius inveniat. Quia licet ille sit securior, hic tamen est utilior, sibi & aliis commodum afferens & profectum. Licet enim Maria sedentis fecus pedes Domini otium Marthæ ministerio præferatur, & quod sit status ille tutior, utpote à Seculari strepitu segregatus; activus tamen potest utiliori judicari esse, quod sibi prodest & aliis, tribulationes sufficiens & pressuras, per quas virtutes suscipiunt incrementum. Quoniam sicut ait Apostolus, tribulatio patientiam operatur, patientia probationem, probatio spem, spes autem non confundit. Et plerumque contingit, quod virtus in infirmitate perficitur.

Sed quia diebus istis novissimis, in quibus, superexcrecente felicitate in immensum, refrigerat Charitas, in plerisque proprius appetitus, qui niti semper in vetitum consuevit, adeo debachatur in homine, ut quodam dato quasi libello repudiâ, libertas arbitrii, quâ bonum malumque discernitur, exulet extra terminos honestatis: Multum oneris multumque sollicitudinis nobis incumbit, ut animarum corporumque periculis caveatur. Nisi enim malis hominum congruis obstaculis obviamur, descensus est profectio labilis ad excessus. Et dum per lubricum iter discriminis abusive descenditur, facilis (proh dolor!) relevatio vix habetur.

Inter profectio curas varias nostris processibus influentes sollicitudo quotidiana nos excitat, qualiter generali bono statui totius populi Christiani multitudine multisque modis nostris temporibus proficere valeamus. Ut, cum in die illâ novissima, die scilicet districti & tremendi Judicii, discussio venerit, plenam possimus ipsius Dei super favente clementia, de commissis nobis talentis, duplicata Domino importando, reddere rationem.

Maximo etenim desiderio jamdudum tenebamur, ut diebus nostris videre possemus unicam Christi Sponsam Catholicam Ecclesiam feliciter reformatam. Postea verò cum ad Imperialia gubernacula fuisset assumpti, id quod erat nobis in desiderio transivit in præceptum: Cum teneamur sanctam Matrem Ecclesiam per Imperiale Officium tueri, cujus etiam Canones Sanctorum Patrum nos appellant Advocatum & Defensorem.

Considerantes veruntamen, qualiter & quomodo salubriter id peragere valeamus; Cum Principibus, Ecclesiasticis & Secularibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus & Proceribus, aliis quoque prudentibus & peritis nostris & Imperii Sacri Fidelibus, prout tantæ rei instantia exigebat, accurato & frequenti Tractatu præhabito: Interea contigit, Nos intellexisse, quomodo Sanctissimus Dominus noster, Dominus Joannes Papa XXII. venerabile Concilium indixisset. Summo itaque studio curavimus, ne quid negligentia posset

in hoc nobis apud Deum & homines imputari. Et ob hanc rem per Literas & Nuntios institimus apud eundem Dominum nostrum Papam pro convocacione generalis Concilii, Loco habili & tempore congruo deputandis. Qui nostris votis annuens, misit ad nos Reverendissimos in Christo Patres, Dominos Antonium tituli Sanctæ Cæcilie Presbyterum, & Franciscum, tit. Sanctorum Cosmæ & Damiani Diaconum, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, Apost. Sedis Legatos, & Nobilem Manuelem Chrysoloram, tradita eisdem in prædictis plena potestate. Ipsi verò ad nos pervenientibus, post multa nobiscum habita super his Consilia, tandem nos cum eisdem pro loco Concilii elegimus Civitatem Constantiam, Provinciam Moguntinensem. Quem locum nos eisdem nominavimus tanquam idoneum, tutum, & communem omnibus Nationibus ad Concilium venturis. Et in quo, Deo favente, carissimas personaliter interesse, & omni modo posse secundum nostrum Imperiale Officium tueri omnes cujusque status, ad Concilium venire, ibi stare & recedere pro sua voluntate. Et insuper nos cum prædictis Legatis & Nuntis ad iniciandum prædictum Concilium assignavimus tempus unius anni, incipiendo die 1. Mensis Novembris nunc instantis.

Expediit quippe, & universi & singuli sollicitudine non pigri, fervente spiritu Domino servientes in vinea Domini Sabaoth, in qua ex denario divino & labore convenimus, irrefragabiliter operemur extirpandis vitiorum spinis & peccatorum tribulis, quæ superficiem ejus obumbrasse videntur, nec non plantandis virtutum germinibus, in quibus Dominus delectatur, totis affectibus intendendo illustrare.

Illustrem itaque Serenitatem Vestram ex Imperiali Officio ad tam suave & dulcissimum Convivium fraternitatis I. caritative invitamus & requirimus. Et hortamur in Domino, ut pro Religione Catholica, quam Deo debemus, ad ejus divine Religionis exaltationem & statum institutum & præmissum Concilium, velitis in præfato Concilio tempore præscripto, si commodè poteritis, per vos, vel si commoditas personalis non patietur, saltem per vestros solemnes Ambassadors interesse, atque cum effectu disponente & curare, ut Prælati, Doctores & Magistri, & Viri Ecclesiastici, Religiosi & Seculares, qui sunt in vestro Regno & Territorio, veniant ad hujusmodi Concilium tempore constituto.

Ubi dum tantorum Regum, Præfulum & Principum, quos Unitas Fidei orthodoxæ conneclit, fuerit honorabilis congregacione Concilium ipsum ex comitiva suffultum, ut in ejus nomine, quæ Spiritus ubi vult spirat, collecta Ecclesia, post Reparationem, Ordinationem, Reformationem & Stabilimentum Sacrosanctæ Matris & universalis Ecclesiæ ac Pacem & Quietem Populi Christiani, sicut casti consilii Seminarium Altissimi iustitiam suæ gratiæ, administret: Ageat communis consilio etiam de sedando vetustissimo antiqua & antiquata peste diffidio, quod universalis Ecclesiæ unitatem Orientalis seu Græcorum discussio damnabiliter fecit. Ut in domum Domini individuum Sponsa unitate, in unitate orthodoxæ collectionis & intemerata Fidei puritate (utinam nostris temporibus cœlis infundatur hæc gratia!) per providam reintegrationem reducat: Et lucis cœlestis illuminatione, quæ dum letum in revelationem Gentium, invenitur proviso, & ejusdem approbatione Concilii roboretur.

Per cujus salutiferam executionem, virtus Altissimi, fugatis erroribus; roborata fide, ad tramitem veritatis reductis errantibus, reintegrata ejusdem fidei unitate, extirpatis vitis, virtutibusque plantatis, correctis excessibus, moribus reformatis, repressis oppressionibus, libertate solida stabilitate munita; recuperatis deperditis, & ejusdem Ecclesiæ statu prospero recuperato, occupata restituta, vastata restauretur, & restaurata conservetur. Viamque reperiat idem ipse qui novit, & facultatem tribuat ipse qui potest, ut sic in præmissis juxta intentum animi nostri desiderium subministretur salubriter, ut idem verus ejusdem universalis Sponsus Ecclesiæ ipsam dilectam suam, purgatam maculis, ornatum virtutum monilibus, ac speciosam unam semper habeat cum unico Sponso vero & formosam, quam in dilecta tabernacula sua virtutum bonus Pastor qui animam suam pro suis posuit ovibus, non habentem maculam neque rugam, in vestitu deaurato, circumdatam Veritate, introducat, ac sui nominis laudem & gloriam, animarum profectum, robur fidei, Sanctæ Matris & universalis Ecclesiæ exaltationem ac Pacem Plebis Christianæ &c.

ANNO
1413.

ANNO
1413.

CCLXVIII.

Epistola Romanorum Regis SIGISMUNDI ad GREGORIUM Papam XII. Quæ eum ad Concilium pro reformatione Ecclesie Dei Constantiæ celebrandum vocat & inuitat, nec non ad hunc effectum promittit & dat ei & suis plenum Saluum conductum & securitatem. Datum Laude &c. [VON DER HARDT, Magnum Occumenicum Constantiense Concilium. Tom. VI. Part. I. pag. 6.]

SIGISMUNDUS &c. Maximo desiderio jam dudum tenebamur, ut diem missis videre possemus, unicam Christi Spontam Ecclesiam Catholicam debite reformatam. Postea vero cum ad Imperialia gubernacula fuisset assumpti, id quod erat nobis in desiderio, transiit in preceptum: Cum teneamur Ecclesiam per Imperiale Officium tueri, ejus etiam Canones Sanctorum Patrum nos appellat Advocatum & Defensorem. Itaque summo studio curavimus, ne quid negligentia in hac possit nobis apud Deum vel homines imputari. Et ob hanc rem per Literas & Nuncios institimus apud sanctissimum Dominum nostrum Papam Joannem XXIII. pro convocacione generalis Concilii loco habili & tempore congruo faciendi. Qui nostris votis annuens, misit ad nos Reverendissimos in Christo Patres, Antonium tituli Sanctæ Cæcilie Presbyterum & Franciscum Sanctorum Cosmæ & Damiani Diaconum, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales & nobilem Virum Manuelem Chrysoloram, Militem Constantinopolitanum, tradita eisdem in prædictis plena potestate. Ipsi vero ad nos pervenientibus, post multa nobiscum habita super his consilia, tandem nos cum eisdem per loco Concilii elegimus Civitatem Constantiæ Provinciæ Moguntinensis. Quem locum nos eisdem nominavimus tanquam idoneum, tutum & communem omnibus Nationibus ad Concilium venturis, & in quo poterimus secundum nostrum Imperiale Officium tueri omnes cujuscunque status ad Concilium venturos in plena libertate. Et insuper Nos cum prædictis Legatis & Nuntius ad initiandum præfatum Concilium assignavimus tempus unius anni, incipiendo die 1. Mensis Novembris nunc instantis.

Si ergo facere vultis quantum in vobis est, ut Ecclesia Dei possit esse debite reformatæ, modum habetis, in veniendo ad præmissum locum tempore constituto cum vestris de vestra obedientia. Ubi si facere volueritis vestrum debitum Deo, Mundo, vestraque conscientia atque Nobis plurimum satisfaciatis. Ad quem etiam adventum vos pro nostro Imperiali officio exhortamur, requirimus & monemus. Et super his nostras Litteras vobis transmittimus, ne postea dicere vel allegare ullam ignorantiam valeatis. Nos etiam, ut plenior causam veniendi habeatis, per præsentem damus vobis & vestris plenum Saluum conductum & securitatem. Datum Laude &c. ut supra.

CCLXIX.

b. Dec. *Bulla JOANNIS Papæ XXIII. Quæ Electionem loci & temporis, pro Concilio super reformatione Ecclesie Dei celebrando, per Legatos suos cum Romanorum Rege SIGISMUNDO factam approbat & ratificat, nec non omnes Patriarchas, Archiepiscopos & Episcopos, Prælatos, Abbates, Duces & Marchiones ad illud inuitat. Datum Laude V. Idus Decembris, Pontificatus anno quarto. [VON DER HARDT, Magnum Concilium Occumenicum Constantiense Tom. VI. Part. I. pag. 9. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Magnum Bullarium Romanum Tom. I. pag. 308. & dans RAYNALDI Continuatio Annalium CÆSARIS BARONII Tom. XVII. anno 1413.]*

JOANNES Episcopus, Servus Servorum Dei, ad futuram memoriam.

ANNO
1413.

AD pacem & exaltationem Ecclesiæ, & tranquillitatem Christiani populi, prompto corde, & efficaci desiderio intendentes, ea libenter ordinamus & quarimus, per quæ hujusmodi pax & exaltatio tranquillitatis merito valeat promoveri. Dudum siquidem felicis recordationis Alexander Papa V. Antecessor noster, in Sacro generali Pisano Concilio tunc præsidens, ex quibusdam magis & arduis causis eundem moventibus, ipso approbante Concilio, inter cætera decrevit, iterum generale Concilium ex tunc ad terminum, per se, vel Successorem suum, in loco, de quo sibi, vel eidem Successori videretur, fore solenniter convocandum. Idemque Prædecessor, ea quæ circa Reformationem Ecclesiæ expedienda restabant, pro tunc suspendit, ipsumque Concilium, usque ad tempus triennii præfatum, continuandum, statuit & prorogavit.

Postmodum vero ipso Alexandro Prædecessore nostro (sicut Deo placuit) vita functo, nobiscum divina favente clementia ad apicem summi Apostolatus assumptis, dum tempus triennii ejusdem jam advenerat, & nos per vestigia ejusdem Prædecessoris incedere, & ordinationem præfatum ab eo in Concilio (ut præfatur) factam, puro corde & recta voluntate adimplere properaremus, quibusdam rationibus tum expressis, animum nostrum moventibus, Concilium hujusmodi in Romana Urbe, (quæ paulo ante de manibus hostium recuperata, præsentiam nostram pro ipsius conservatione plurimum flagitabat) debito tempore convocavimus.

Verum quia veniente postea tempore constituto, Prælati & cæteri, qui hujusmodi Concilio interesse debebant, nequaquam in tanto numero conveniunt, quantum rerum agendarum pondus & magnitudo requirere videbatur: Nos, post alias prorogaciones per nos factas, tandem Concilium ipsum ad mensem Decembris nunc præsentem, solenniter prorogavimus, ac celebrandum statuimus. Locum autem infra certum tempus reliquimus declarandum, ut interim super eo maturius consuleremus.

Post hæc vero, infra dictum tempus nondum elapsi, per Literas charissimi in Christo Filii nostri Sigismundi electi in Regem Romanorum, & Hungariæ Regis Illustris, instantissime requirit, ut non properemus in declaratione hujusmodi Loci pro Concilio faciendi, sed tam in declaratione Loci prædicti, quam etiam in tempore dicti Concilii celebrandi superferre vellemus, donec ipse Nuncios suos super hoc instructos ad nostram præsentiam destinaret: Nos votis ejusdem Regis, quæ ex zelo devotionis & puritatis Fidei emanare conspiciebamus, annuentes, adventum præfatorum Nuntiorum, de venerabilium Fratrum nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium & Prælatorum, qui Romæ in generali Consistorio ad hoc vocati fuerunt, voluntate, consilio & assensu, duximus expectandum.

Deinde, cum post Romanæ Urbis miserabilem casum, ad nos, tunc apud Florentiam existentes, ejusdem Regis Nuntii accessissent, & ex parte ejusdem Regis multa nobis circa materiam suggestissent, eorum auditibus relatis, pro pleniori expeditione, dilectos Filios nostros, Antonium tituli Sanctæ Cæcilie Presbyterum, & Franciscum tituli Sanctorum Cosmæ & Damiani, Diaconum, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, cum plena potestate super hujusmodi electione Loci, & depuratione temporis, ac simul cum eis dilectum Filium nostrum, nobilem Virum Manuelem Chrysoloram, Militem Constantinopolitanum, ad præsentiam ejusdem Regis transmissimus. Qui ad eam venientes, tandem de ipsius Regis consilio & assensu, Civitatem Constantinensem, Provinciæ Moguntinensis, pro loco hujusmodi Concilii celebrandi, concorditer elegerunt, ac tempus ad initiandum hujusmodi Concilium statuerunt, diem primum mensis Novembris proxime venturi.

Deinde vero nos, qui pro quibusdam arduis & magnis negotiis, cum eodem Rege, juxta nostrum & ipsius desiderium personaliter convenientes, certificati ab eo de habilitate, capacitate, & securitate Civitatis Constantiæ ante dictæ, quam securitatem ipse Rex se præstiturum & in ipso Concilio personaliter assuturum pollicetur: Volentes & ab intimis cupientes, ut præfata celebratio Concilii salubriter impleretur & optatum consequatur effectum, hujusmodi electionem Loci & temporis (ut præfatur) factam, auctoritate Apostoli-

A a a

ca

ANNO
1413.

ca tenore præsentium, de eorundem Fratrum nostrorum consilio & assensu, ratificamus, ac ei Apostolici roboris adjicimus firmitatem, præfatumque Concilium in Civitate prædicta Constantinensi, die prima mensis Novembris proxime venturi initiandum, & autore Domino exinde celebrandum, eadem auctoritate & consensu, harum serie statuimus, pronunciamus & decernimus: Venerabiles Fratres nostros, Patriarchas, Archiepiscopos, Episcopos, & dilectos Filios, Electos, Abbates, & cæteros Ecclesiarum & Monasteriorum Prælatos requirentes, hortantes, & monentes, ac in virtute præstiti juramenti & sanctæ obedientiæ, eisdem mandantes, quatenus personaliter, nec non Charissimos in Christo Reges & Nobiles Viros, Duces, Principes, Marchiones, & alios, qui hujusmodi Concilio interesse debent, vel qui prodesse possunt quoquomodo, per viscera chari-

tatis Domini nostri Jesu Christi invitantes, & exhortantes, quatenus pro pace Ecclesiæ, & omnium Christianorum, etiam personaliter, vel si personaliter non possint, per solennes Oratores, congruo tempore Concilio dicto debeant interesse. Ut sic congregata fidelium multitudine copiosa, ea quæ in eodem Concilio agenda incumbunt, Deo Autore & Adjutore, salubriter ordinentur.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Ratificationis, Approbationis, Confirmationis, Pronunciationis & Decreti infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei se noverit incursurum. Datum Laudæ V. Idus Decemb. Pontificatus nostri Anno quarto.

ANNO
1413.

FIN DU TOME II. PARTIE I.







CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
D U
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEIL
DES
T R A I T E Z

D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,

DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE,
*de Protection & de Garantie; de toutes les Conventions, Transactions,
Paixes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en
EUROPE, depuis le Règne de l'Empereur CHARLE-
MAGNE jusques à présent;*

A V E C

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES;
*les Sentences Arbitrales dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage
des Grands Princes, leurs Testaments, Donations, Renonciations, & Protections; les Investitures des
grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, &c. en gé-
néral de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier*

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

*Le tout tiré en partie des Archives de la Tres-Auguste Maison d'Autriche, & en partie de
celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocoles de quelques Grands Ministres; des Manu-
crits de la Bibliothèque Royale de BERLIN; des meilleures Collections, qui ont déjà paru tant en ALLE-
MAGNE, qu'en FRANCE, en ANGLETERRE, en HOLLANDE, & ailleurs; sur tout des Actes de
RYMER; & enfin des Auteurs les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

P A R

J. DU MONT, BARON DE CARELS-CROON,

EQUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTÉ IMPERIALE
ET CATHOLIQUE.

TOME II. PARTIE II.



A A M S T E R D A M,

Chez P. BRUNEL, R. ET G. WETSTEIN,
les JANSSENS - WAESBERGE, L'HONORE' ET CHATELAIN.

A L A H A T E,

Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXVI.



T A B L E CHRONOLOGIQUE

D E S P I E C E S

C O N T E N U E S

Dans la II. Partie du II. Tome.

ANNO 1414.	E xtrait du Traité de Paix fait à Arras entre CHARLES VI. Roi de France & le DAUPHIN son Fils d'une part, & JEAN Duc de Bourgogne d'autre, en 1414. 1	Edit de Paix donné par CHARLES VI. Roi de France, par lequel la Paix d'Arras conclue avec le DUC DE BOURGOGNE le 4. Septembre 1414. est confirmée, avec abolition générale de tout ce qui avoit été fait de la part du Duc de Bourgogne & des siens depuis la Paix de Ponthoile, excepté cinq cens Personnes dont la Liste sera puis après donnée, & sous diverses autres Limitations, entr'autres, que le Duc de Bourgogne renoncera à toutes Alliances faites ou à faire au préjudice dudit Roi, ou du Dauphin son Fils aîné avec les Anglois. A Paris au mois de Février 1414. 21	ANNO 1414. 1415. Février.
1413.	Treuge inter HENRICUM V. Regem Anglie & JOHANNEM Duce[m] Britannie, in decem annos conclusa. Dat. in Palatio Westmonasteriensis die 3. Januarii Anno 1413. 2	Instrumentum Promissionis per JOANNEM XXIII. Papam Concilio Constantiensi facta & jurejurando firmata, de certissima Cessione sua Papatui, si & quando BENEDICTUS XIII. & GREGORIUS XII. per se vel per Procuratores suos etiam Papatui cedant. 23	
1414. 3. Janv.	Treuge seu Inducie inter HENRICUM V. Regem Anglie, & CAROLUM VI. Regem Francie in anni spatium conclusa. Dat. Londoniis die 24. Januarii 1413. 4	Cedula quam JOHANNES XXII. Papa promissit & juravit. 24	
24. Janv.	Tractatus Induciarum inter HENRICUM V. Regem Anglie, & JOHANNEM Regem Castellæ in anni spatium conclusarum. Dat. Londoniis die 28. Januarii Anno 1414. 11	Tenor Bullarum seu Apostolicæ, de qua supra fit mentio. 24	2. Mars.
1414. 28. Janv.	Traité de Paix & Alliance entre SIGISMOND Empereur, & CHARLES VI. Roi de France fait à Tiente le 25. Juin 1414. 14	JOANNIS XXIII. Pape iterata Promissio de futura Renunciatione ejus Papatui. 24	
25. Juin.	Paix inter PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolanensem, & PANDULFUM DE MALATESTIS Briscie & Bergami Dominum. In Castro Portæ Jovis Mediolani 10. Julii, Indiæ VII. Anno 1414. 15	Litteræ Pape GREGORII XII. quibus, facta prius declaratione, quod ex amore Unionis Ecclesiæ Papatum liberè dimittere paratus sit, JOANNI Sti. Sixti Cardinali, Apostolicæ Sedis Legato, & JOANNI in Patriarcham Constantinopolitanum electo, aliisque plenipotentiam dat. Constantiæ cum Rege Romanorum agendi, Concilium convocandi, acti que in eo confirmandi. Arimini 3. Idus Martii, Pontificatus sui Anno nono. 24	2. Mars.
10. Juill.	Litteræ publicæ SIGISMUNDI Romanorum Imperatoris, quibus LUDOVICUM Electorem Palatinum in Dignitate Electorali & Manere Archidapiferi Sacri Romani Imperii confirmat, & Jus Successionis ordinat. Datæ Aquisgrani die 8. Novembris Anno 1414. 17	Decretum Concilii Constantiensis in puncto Superioritatis Concilii generalis super Papam, cum variis inhibitionibus JOANNI Pape XXIII. factis, atque Declaratione, quod dictus Dominus Papa teneatur infra quendam terminum renuntiare Papatui, & quod si renuntiare contempserit, vel plus debito dispulerit, ex nunc prout ex tunc pro abjecto à Papatu ab omnibus Christi Fidelibus habeatur. Actum & promulgatum in publica Sessione V die Sabbati, sexta mensis Aprilis, Anno à Nativitate Domini 1415. 25	13. Mars.
8. Nov.	Lettres d'Investiture données par l'Empereur SIGISMOND à ERIC Duc de Saxe-Lauenbourg pour le Duché de ce nom avec les Appendances & Dependances y dénommées. A Francfort le jour de Sainte Lucie 1414. 19	Lettres d'Assurance, données par l'Empereur SIGISMOND aux Villes & Pais de	6. Avril.
14. Dec.	Capitula inter Serenissimos SIGISMUNDUM Romanorum Hungarieque, nec non FERDINANDUM Arragonum & Siciliæ Reges, de mutua visione habenda & fienda inter eos, ad unionem Ecclesiæ effectivè consequendam. 20		
1415.	Litteræ FERDINANDI Arragonum Regis ad SIGISMUNDUM Romanorum Regem de Prorogatione Terminum, in Capitulis prioribus inter eum, & dictum Romanorum Regem, super visione invicem fienda, concordati. Datum Valentie XXVIII. Aprilis 1415. 21		15. Avril.

TOM. II. PART. II.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO				ANNO
1415.		de Zurich, Berné, Lucerne, Ury, Switz, Underwald, Zug, & Glaris, pour les porter à la Guerre contre FREDERIC Duc d'Autriche, & à s'emparer de ses Terres en Argow. A Constance le Lundi après la Saint Tiburce. 1415. 26	promulgata. Concilii Decretum, de non procedendo ad Electionem Papæ, si contingat Sedem vacare, sine expresso consensu Concilii. Sententia diffinitiva contra JOHANNEM lata, cum JOHANNIS ipsius Ratificationis Instrumento. Decretum Concilii, quod JOHANNES seu BALTHASAR COSA nunquam in Papam reeligatur, nec etiam Angelus de Corario nec Petrus de Luna, possint. 30	1415.
2. Mai.		Concilii Constantiensis Editum, quo JOHANNES Papa XXIII. tanquam Heresis, Simonie, male administrationis &c. reus citatur, ut intra terminum prefixum ad Civitatem Constantiam reveratur, ipseque cum suis Fautoribus in propriis personis compareant, Sententiamque suam audiant. Dat. Constantie in Sessione publica 2. Maii 1415. 27	SIGISMUNDI Romanorum Regis Promissio, de omni opera efficaciter impendenda, ne Concilium Constantiense dissolvatur, sed in suo robore conservetur, & protegatur quousque Electio futuri Papæ fuerit celebrata. Datum Constantie 1. Julii 1415. 43	1. Juill.
4. Mai.		Concilii Constantiensis Sententia contra Doctrinam JOANNIS WICLEFF lata, qua inserti XLV. Articuli ex Scriptis extratti, ejusdemque Libri Dialogus & Trialogus, aliive Tractatus dictos Articulos continentes, reprobantur & damnantur. Cum ejusdem Concilii Sententia, qua dictum WICLEFF Hereticum pronuntiat, ac memoriam ejusdem damnat, ostique ipsius exhumari mandat. Dat. in Sessione 8. die 4. Maii 1415. 28	Convocatio & Autorizatio Concilii Constantiensis per JOHANNEM SRI. Sixti Presbyterum Cardinalem facta, Autoritate Papæ GREGORII XII. in Sessione XIV. ejusdem Concilii die 4. Julii 1415. 43	4. Juill.
5. Mai.		FRIDERICI Ducis Austrie Littere submissionis, quibus ob offensam Imperatori SIGISMUNDO & Concilio Constantiensis per suppeditatum Papæ JOANNI XXIII. aufugendi medium, illatas, Personam, Dominia, & Bona sua totaliter in manus dicti Imperatoris remittit, promittens dictum Papam reducere, salvo tamen suo (Friderici), honore, & sub spe, quod juxta Verbum Regium sibi datum, idem JOHANNES & qui cum eo Constantiam venerint, suarum rerum vitæque securi erunt. Datum 5. Maii 1415. 29	Concilii Constantiensis Decretum, quod PETRUS DE LUNA, in sua Obediaientia Papa BENEDICTUS XII. per Procuratores requirendus sit, ut intra terminum prefixum, omni Jure Papatus, nec non Titulo & Possessione renuntiet & cedat; Quod, si non fecerit, pro notorio Schismatico, Heretico, & à Catholica fide devio, declarandus sit. Datum in Sessione XIV. 4. Julii 1415. 44	5. Juill.
8. Mai.		Lettres, par lesquelles l'Empereur SIGISMOND engage au Noble JEAN TRUCHSÄSSEN de Waldbourg la Landvogtie Imperiale, ou Bailliage Provincial de la Haute & Basse Suabe, avec le Château & Forteresse de Ravensberg, ses Appartenances & Dépendances pour la Somme de 6000. Florins du Rhyn. A Constance le Mercredi avant l'Ascension de Notre Seigneur 1415. 30	Concilii Constantiensis Decretum, quo assertio, quod quilibet Tyrannus possit & debeat licite & meritorie occidi per quemcumque Vassallum vel Subditum, non obstante quocumque Juramento, erronea declaratur in fide & moribus, & tale quid asserentes, Heretici pronuntiantur. Constantie in Domo Minorum Fratrum 5. Julii 1415. 44	6. Août.
25. Mai.		Concilii Constantiensis Sessio XI. & in ea Articuli formati pro Inquisitione faciendi contra Papam JOHANNEM XXIII. super notoria dilapidatione & mala administratione, crimine heresis &c. dicti JOHANNIS. Litteræ Missivæ ejusdem JOHANNIS missæ D. Regi Romanorum SIGISMUNDO, quibus per viscera misericordie Jesu Christi veniam & misericordiam implorat, honoremque, samam & statum suum post dimissionem Papatus, à se oblatam, salvare petit. Dat. Cellis die 26. Maji, Pontificatus sui Anno 8. Ejusdem Papæ Ratificationis Articulorum contra se formatorum Instrumentum. Dat. in Oppidi Cellis Anno 1415. Indiit. 8. Decretum Concilii, quo constituitur Notarios quibus plenam dat potentiam omnia in Concilio acta, dicta & promulgata in formam publicam redigendi. Item ejusdem Concilii Sessio XII. ubi Processus Sententiæ diffinitivæ contra sepefatum JOHANNEM	Contrat de Mariage entre JEAN de France, & Madame JAQUELINE de Bavière. Fait à la Haye le 6. Août 1415. 45	31. Août.
			Lettres Royaux de CHARLES VI. Roi de France faisant foi de la Paix jurée entre lui & JEAN Duc de Bourgogne, portant aussi que, nonobstant toutes autres Lettres, il le reconnoit pour bon & loyal Parent, Vassal & Sujet. A Paris le dernier Jour d'Août 1415. 47	31. Août.
			Lettres Patentes de CHARLES VI. Roi de France, par lesquelles, à l'exception d'un certain nombre de personnes & dénommées, il accorde une entière Abolition aux cinq cens Personnes qui en avoient été exceptées, par la Paix conclue à Pontoise, entre lui & le Duc de BOURGOGNE. A Paris le dernier jour d'Août 1415. 47	16. Sept.
			Lettre de HENRI V. Roi d'Angleterre à CHARLES VI. Roi de France, qu'il nomme Dauphin de Vienne, par laquelle il l'appelle en Duel pour le Royaume de France. Donnée à Harfleur le 16. Septembre 1415. 48	23. Sept.
			Decretum Concilii Constantiensis, quod non obstantibus Imperatoris, Regum & aliorum Principum secularium Salvis Conductibus licent Judici competenti & Ecclesiastico	

DE LA II. PART. DU TOME II.

ANNO
1415.

23. Sept.

23. Sept.

24. Sept.

24. Octob.

4. Nov.

13. Dec.

1416.
12. Janv.

fiastico de Hereticis & ipsorum Doctrina
inquirere, eisdemque punire. Constantie
in Sessione XIX. die 23. Septembris
1415. 48

Confirmatio Constitutionum FREDERI-
CI II. Cesaris, & CAROLINÆ
per Concilium Constantiense in decima
nona Sessione, cum multis adjectionibus, &
sub gravissimis penis decreta, adversus
omnes Invasores, Distractores, Infenda-
tores, Donatores, & Permutatores Bono-
rum Ecclesie vel Ecclesiis, Monasteriis
&c. pertinens, ut & contra omnes Se-
culares Potestates, necnon Consules Civita-
tum qui Ecclesias & Ecclesiasticos Collectis
& exactionibus aggravare nituntur. 48

Revocatio & Abjuratio HIERONY-
MI DE PRAGA, qua omnem He-
resim, eam precipue de qua infamatus
fuit, & quam WICLEFF & HUSS
dogmatizaverunt, anathematizat, seque
in omnibus cum Sancta Romana Ecclesia
consentire profitetur. Dat. die 23. Sep-
tembris 1415. Indictione VIII. 53

Lettres de JEAN Duc de Bourgogne, par
lesquelles, ensuite des Lettres précédentes,
il se départ des Protections & Reserva-
tions sous lesquelles il avoit juré la Paix
avec CHARLES VI. Roi de Fran-
ce. Au Châtel d'Argilly le 24. Septembre
1415. 54

Revers donné à FREDERIC I. Elec-
teur de Brandebourg par les Freres
BALTHASAR & GUILLAUME DEVANDALIE, CHRIS-
TOPHLE DEVANDALIE &
les Seigneurs de WERLE, par lequel
non seulement ils lui promettent toute sorte
d'assistance dans ses Guerres, affaires, ne-
cessités, mais aussi ils reconnoissent qu'ils
ont reçu de lui en Fief leurs Seigneuries,
qu'ils lui en ont fait hommage & qu'à l'a-
venir ils doivent toujours le faire. A Ber-
lin le jour des onze mille Vierges 1415.
Avec le VIDIMUS de l'Empereur
SIGISMOND sur ce Revers. Don-
né à Egria le Jeudi après la Ste. Margue-
rite 1437. 54

Union & Confederation entre les trois Etats
de BRABANT, & le Pais d'OU-
TRE-MEUSE. Le 4. Novembre
1415. 55

Concordata inter Serenissimum Dominum SI-
GISMUNDUM Romanorum Re-
gem, & Dominos LEGATOS Con-
cilii Constantiensis ab una parte, & Do-
minos AMBASSIATORES Illus-
trissimorum Regum & potentum aliorum
Dominorum Principum obedientie Domini
BENEDICTI Pape XIII. ab al-
tera, pro Unione in Sancta Dei Ecclesia
consequenda. Narbone 13. Decemb. 1415.
Cum Approbatione & Ratificatione Pa-
trum Concilii, in Sessione XX. Anno Do-
mini 1416. Indictione nona, die 4. Fe-
bruarii. 57

Transactio inter PHILIPPUM MA-
RIAM ANGLUM Ducem Medio-
lansensem, & THOMAM Marchio-
nem Montisferrati, de Civitate Vercel-
larum hujusque appartenentiis facta. In
Castro Viglevani 12. Januarii 1416. In-
dictione nona. 62

Assurance donnée par le Doyen & Chapitre
de STRASBOURG à ceux de la
même Ville, portant qu'ils ne feront hom-
mage à nul Evêque, avant qu'il ait payé
à ladite Ville les Dépenses faites par elle
dans la Guerre contre l'Evêque GUIL-
LAUME, avec clause & promesse de
secours mutuel, en cas que de part ou d'au-
tre on vint à être attaqué pour ce sujet.
Fait le Jeudi avant la Fête de la Purifi-
cation Anno 1416. 65

Erection du Comté de SAVOYE en Duché
faite par l'Empereur SIGISMOND.
A Chamberi le 19. Fevrier 1416. 66

Investiture du Duché de SAVOYE &
autres Etats donnée à AME VIII. pre-
mier Duc de Savoie par l'Empereur SI-
GISMOND, à Chamberi le 20. Fe-
vrier 1416. 67

Capitula inter LUDOVICUM Comi-
tem Palatinum Rheni, & Bavarie Du-
cem tanquam Sacri Constantiensis Con-
cilii Defensorem, & nomine SIGIS-
MUNDI Romanorum Regis ab una,
& Communitatem Civitatis CONS-
TANTIENSIS parte ab altera, pro
conservatione Sacri Concilii, super Vi-
tualibus & Pensionibus Domorum, con-
clusa. Datum Constantie 1. Aprilis An-
no 1416. Cum BULLA Approbatio-
nis & Ratificationis Sacri Concilii Con-
stantiensis. 68

Tractatus Foderis & Amicitie inter HEN-
RICUM V. Anglie Regem, &
THEODORICUM Electorem Co-
loniensem, Quo hic devenit Vasallus Ho-
magialis dicti Regis durante vita eorum,
utilitatemque ejus atque honorem omnimodè
se custoditurum, & cuncta, ut Vasallum
debet, se observaturum, pollicetur, necnon
eidem Regi cum ducentis Viris belligeris,
quotiescunque requisitus fuerit, auxiliandi
se obstringit; Rex de contra prefatus vires
repensens Electori memorato Pensionem
annuam mille Nobilium Monete Anglica-
ne in loco Feudi assignat, eumque tanquam
Vasallum suum contra omnem iniquam
vim defendere promittit. Actum Londo-
nie 10. Maii 1416. Cum Confirmatio-
ne dicti Regis. Data 25. Julii 1416.
Accedit & Acquiescentia Electoris, super
numeratis ei mille nobilium in hoc Tractatu
pro pensione assignatorum. Datè Frut-
stroun Sabbatbo post Festum S. Sacramen-
ti 1417. 70

Concilii Constantiensis Sententia definitiva
contra HIERONYMUM de Pra-
ga, qua, ob professionem Fidei suæ cum
doctrina WICLEFF & HUSII
conformem, Hereticus, excommunicatus,
anathemizatus pronuntiatur & damnatur.
Constantie in Ecclesia majori 30. Maii
1416. 72

Acte de Promesse des Nobles & Villes de
HOLLANDE, & de ZELAN-
DE, pour recevoir, après la mort du Duc
GUILLAUME de Baviere, Ma-
dame JAQUELINE sa Fille pour
Souveraine des Pais. Fait le jour de l'As-
sompction de Notre-Dame Anno 1416. 73

Confederatio inter SIGISMUNDUM
Romanorum Imperatorem, & HENRI-
CUM V. Regem Angliæ, contra CA-
ROLUM

ANNO
1416.
30. Janv.

19. Fevr.

20. Fevr.

1. Avril.

10. Mai.

30. Mai.

15. Août.

15. Août.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO	ROLUM VI. Regem Francie inita-	Lige inter Dominos PHILIPPUM ANNO
1416.	Dar. in Civitate Cantuariæ, die 15. Au-	MARIAM ANGLUM Mediolani
Octob.	gusti Anno 1416. 74	Ducem, & THOMAM DE CAM. 1417.
	Confirmatio & Approbatio nomine Comitum	PO FREGOSIO Januæ Ducem,
	DE FUXO & trium Statuum Domini-	pro defensione utriusque Status sancite.
	norum ejus, de Conventionibus, Pactis &	Actum Januæ Anno 1417. Indivione X.
	Decretis per generalem Synodum Constan-	decimo die Julii 87
	tienfem cum dicto Comite & Statibus ejus	Concilii Constantiensis Sententia contra BE-
	concordatis, annexa Protestatione non re-	NEDICTUM Papam XIII. in sua
	cedendi à Capitulis Narbonensibus sancitis. 76	obedientia nuncupatum; qua tanquam per-
3. Octob.	Tractatus Induciarum inter HENRI-	jurus, universalis Ecclesiæ scandalizator,
	CUM V. Regem Angliæ, & CARO-	nutritor Schismatis, omni gradu, honore
	LUM VI. Regem Francie in anni spa-	& dignitate indignus judicatur, atque Pa-
	tio conclusus. Dat. Caesii, die 3. Oc-	papu & summo Ecclesiæ Pontificio, omni-
	tobris Anno 1416. 76	que Titulo &c. privatur. Actum in Ses-
15. Octob.	Concilii Generalis Constantiensis Sessio	sione XXXVII. die 26. Julii 1417. 89
	XXII. de Unione Regis Aragonum cum,	Concilii Constantiensis DECRETUM,
	hunc in finem, Confirmatione Capitulum	quod Ambasiatores REGIS ARA-
	Narbonensium. Nec non DECRE-	GONUM nec debeant nec possint am-
	TIS de Locatione Ambasciatorum præ-	plius uti in hac sacra Synodo Vocibus Præ-
	fati Regis ac de Concessione eis facta, ut	latorum & aliorum absentium Ecclesiasti-
	in constituenda Natione Hispanica, tante	corum totius Hispaniæ, licet antea eisdem
	essent virtutis Voces eorum in Concilio,	concessæ fuerint, sed singule Ambasiatæ
	quantæ Voces omnium Prælatorum, &	Regum Castellæ, Aragoniæ, Portugali-
	singulorum de Clero ad generale Concilium	liæ & Navarræ dictas Voces habeant &
	vocari & consuetorum. 78	representent, scilicet in & pro Regnis &
15. Octob.	Protestatio nomine Regis PORTUGAL-	Dominis propriis Hispaniis. 89
	LIÆ in Concilio Constantiensis edita	Concilii Constantiensis DECRETUM,
	contra Concessionem Ambasciatoribus Ara-	quo Processus contra Ambasiatores HEN-
	gonensibus factam aut fiendam, ut videlicet	RICI Infantis Aragoniæ omnesque vel
	Voces dictorum Ambasciatorum in consti-	Excommunicationis vel Suspensionis Sen-
	tuenda Natione Hispanica tante essent vir-	tutis cassantur. Dat. 28. Julii in Ses-
	tutis in Concilio, & auctoritatis, quantæ	sione XXXVIII. Concilii in Ecclesia ma-
	Voces omnium Prælatorum, & singulorum	jori Constantiensis 1417. 90
	de Clero ad generale Concilium vocari con-	Tracté de Trêves & de Commerce entre
	suetorum. 81	HENRY V. Roi d'Angleterre &
28. Nov.	Concilii Constantiensis Editum, quò Papa	JEAN Duc de Bourgogne, conclu à A-
	BENEDICTUS XIII. ad compa-	miens le 17. Août 1417. 90
	rendum personaliter in Ecclesia Cathedrali	Forma Tractatus Pacis inter HENRI-
	Constantiensis intra certum terminum ad	CUM V. Regem Angliæ & CARO-
	audiendum suam Sententiam citatur. Dat.	LUM VI. Regem Franciæ sancienda.
	Constantiæ quarto Kal. Decembr. 1416.	Dar. apud Villam de Monte die 24. Octo-
	82	bris Anno 1417. 92
1417.	Confirmatio & Approbatio nomine Regis	Concilii Constantiensis DECRETUM
	Castelle super subtractione obedientiæ du-	per quos, quot & quomodo futurus Papa sit
	dum in Perpinianno Papæ BENEDIC-	eligendus. Factum in Sessione hujus Con-
	TO XIII. per felicitis memoriæ FER-	cilii XL. die 30. Octobris 1417. 95
	DINANDUM Aragoniæ Regem, nomi-	Concilii Constantiensis DECRETUM,
	ne Regis Castelle & Legionis facta. 84	quo Cardinalibus ad eligendum Pontificem
	Approbatio nomine Regis & Regine CAS-	congregandis, alii quidam Archi-Episcopi,
	TELLÆ, super Statutis & Decretis	& Abbates adiunguntur, eisdemque potestas
	per Sacro-Sanctam Synodum Constantien-	eligendi cum ipsi Cardinalibus Romanum
	fem nunc editis & factis, cum annexa Pro-	Pontificem tribuitur. In Sessione Concilii
	testatione de non recedendo à Capitulis in	XXI. die 8. Novembris 1417. 96
	Civitate Narbonensi concordatis. 84	Capitula per Cardinales & Electores Romani
18. Avril.	Diploma SIGISMUNDI Imperatoris,	Pontificis & custodes Conclavis jurandi;
	quo Comitatum Clivæ in Ducatum erigit.	quibus, quando Conclave intrare, quot
	Dat. Constantiæ die 18. Aprilis 1417. 85	servientes in Conclavi habere, quomodo in
12. Juin.	Acquiescentia Electoris Colonienfis THEO-	eodem se gerere, & quid edere vel bibere
	DORICI, super numeratis sibi à Rege	debeant, definitur. Actum in Sessione XLI.
	Angliæ HENRICO V. mille Nobili-	Concilii Constantiensis die 8. Novembris
	um, virtute Tractatus Fœderis inter se	1417. 96
	& dictum Regem Anno 1415. initi. Da-	Concilii Constantiensis DECRETUM,
	rum Fruttsfrum Sabbato post Festum S.	quo prohibetur, ne quis eligendi Pontificis
	Sacramenti 1417. 86	res & bona sub pretextu cuiusdam abus-
28. Juin.	Unio inter CONCILIUM CONSTAN-	væ licentia invadere, rapere, occupare,
	TIENSE & NATIONEM CASTELLANAM per Ambasiatores	& transportare audeat. Dat. in Sessione
	Regis Castelle & Legionis secundum Ca-	XLI. 8 Novembris 1417. 97
	pitula Narbonensibus concordata. Actum die	Contrat de Mariage entre LOUIS Duc
	Veneris 28. Junii 1417. in Ecclesia ma-	de Baviere, & MAHAUD de Sa-
	jori Constantiensis. 86	voye, fait le 30. de Novembre 1417. 97
20. Juill.	Infirmamentum publicum Confederationis &	Instruction donnée par CHARLES VI.
		à AUBERT DE CANY Seigneur de

DE LA II. PART. DU TOME II.

ANNO 1417.	de Varennes, son Ambassadeur près de JEAN Duc de Bourgogne l'an 1417.	nem ANGLICANAM de supremi Ecclesiastici Regiminis emendatione con- scripta, die 12. Mensis Julii Anno 1418.	ANNO 1418.
27. Dec.	Bulla Papæ MARTINI V. qua Regem Romanorum SIGISMUNDUM, uti et LUDOVICUM Ducem Bava- riæ ab onerosa Custodia Papæ olim JO- HANNIS XXIII. nuncupati, libe- rat, eumque captivum sibi tradendum or- dinat. Datum Constantiæ in Concilio ge- nerali sexto Kalendas Januarii Pontifica- tus Anno primo	Traité d'Union et de Paix entre OTTON Comte Palatin du Rhyn et la Ville d'ES- LINGEN, pour leur défense mutuelle contre toutes agressions et violences. A Sunsheim le Mercredi jour de St. Mar- guerite. Anno 1418.	13. Juill.
1418.	Articles convenus et accordez dans l'Assen- blée de FANSE TEUTONI- QUE, tenue à Lubec, en 1418.	Traité de Paix entre LOUIS Roi de Je- rusalem et de Sicile, et AME VIII. Duc de Savoie. Fait à Chamberi, le 5. d'Octobre 1418.	5. Octob.
13. Fevr.	Reconciliation entre JEAN Duc de Bra- bant, et JAQUELINE sa Femme d'une part, et JEAN Duc de Baviere leur Oncle d'autre part, fait le 13. Fe- vrier 1418.	Assurance donnée par EBERARD Com- te de Wirtemberg à la Ville Imperiale d'ESLINGEN, portant que s'il arri- voit qu'elle fût attaquée par SIGIS- MOND Roi des Romains, il ne lais- seroit pas de garder avec ladite Ville l'Union faite entr'eux cette même Année, sans y contrevenir en rien tout le tems qu'elle durera. A Kirken le jour de St. Thomas 1418.	21. Dec.
30. Mars.	Litteræ SIGISMUNDI Imperatoris Romani ad Status Hollandiæ, Zeelan- diæ et Hannoniæ, quibus illis indicat se dictos Comitatus JOANNI Comiti Palatino in Feudum contulisse, eosque ideo ad ejus obsequium hortatur. Dat. Constan- tiæ die 30. Martii Anno 1418.	Union entre ETIENNE Comte Palatin du Rhyn et la Ville de SPIRE pour six Années, portant que de part et d'autre on sera obligé de s'entre-secourir en tout cas de nécessité. A Wachenheim le Jeudi avant le Dimanche Invocavit 1419.	1419. 2. Mars.
15. Avril.	Concordata Germanica in Concilio Constan- tientiensi inter Papam MARTINUM V. et Nationem GERMANICAM de supremi Ecclesiastici Regiminis emen- datione ad Quinquennium 15. Aprilis 1418. intra. 2. Maji lecta et publicata, et 3. mensis ejusdem per JOANNEM Car- dinalem Ostiensem Litteris sub Sigillo con- signata.	Traictatus inter HENRICUM V. Re- gem Angliæ et CAROLUM VI. Regem Franciæ, super Conventione eorum- dem personalis habenda. Dat. apud Vernon super Sequanam, die 7. Aprilis Anno 1418.	7. Avril.
19. Avril.	MARTINI Papæ V. Decretum, quo consentiente, et approbante Concilio Civi- tatem Papiam deputat et assignat, ad proximè futurum Concilium celebrandum. Fact. in Sessione XLIV. 19. Aprilis 1418.	Pax inter PHILIPPUM MARIAM ANGLUM GALEAZ Ducem Me- diolani suo proprio nomine et vice JOAN- NIS JACOBI Marchionis Montisferrati ab una et THOMAM DE CAMPO FREGOSO Januæ Ducem pro se et toto Communi Januæ ab altera parte. Actum in Castro Mediolanensi. Anno 1419. In- dictione XII. die 10. Maji.	10. Mai.
3. Mai	Autre Copie du même Concordat fait pour cinq ans, au Concile de Constance entre le Pape MARTIN V. et la Nation GERMANIQUE, touchant l'Ad- ministration de l'Eglise Universelle. Fait à Constance le 3. Mai 1418.	Traité de Paix fait à Ponceau près Poilly le Fort, entre CHARLES Dauphin, et JEAN Duc de Bourgogne, signé par leurs principaux Adhérens, le 11. Juillet 1419.	11. Juill.
8. Mai.	Gallicæ Nationis CONCORDATA MARTINIANA in Concilio Constan- tientiensi ad quinquennium proximum ad- ornata et die 8. Mensis Maji Anno 1418. Litteris sub Sigillo per JOANNEM Cardinalem Ostiensem Vice-Cancellarium mandata.	Paix ordonnée et publiée en France par les Ordres du Roi CHARLES VI. en- suite de la Convention entre le DAU- PHIN DE FRANCE et JEAN Duc de Bourgogne. Donné à Troyes, le 19. Juillet 1419.	19. Juill.
20. Mai.	Articles accordez pour le Mariage de RE- NE d'Anjou Comte de Guise avec ISA- BELLE de Lorraine, Fille de CHAR- LES I. Duc de Lorraine. Faits à Fou- le 20. Mai 1418.	Prorogation du Traité d'Union et de Paix publique, auparavant fait par EBER- HARD Comte de Wirtemberg avec la Ville d'ESLINGEN et présentement renouvelé par la Comtesse HENRIE- TE sa Veuve au nom de LOUIS et ULRICH ses Enfants mineurs. Le Mardi avant la St. Laurent 1419.	8. Aout.
21. Mai.	JOANNIS DE SARAPONTE Episcopi Virodonensis Litteræ de Admis- sione FRIDERICI Comitis Veldentie ad Homagium et Juramentum ratione Feudorum ab Episcopatu Virodonensi de- pendentium. Datæ 21. Maji Anno 1418. Cum Designatione dictorum Feudorum, dicto Comiti ex Episcopatus Libro Feudali pro informatione transmissa, sub eodem da- to.	Lettre de CHARLES Duc de Berry Dauphin de France pour se justifier de la mort de JEAN, Duc de Bourgogne, tué à la Conférence de Montreuil-Fau- Tonne. En date du 11. Septembre 1419.	11. Sept.
12. Juill.	CONCORDATA ANGLICA- NA in Concilio Constantiensi, inter Pa- pam MARTINUM V. et Natio- nem ANGLICANAM de supremi Ecclesiastici Regiminis emendatione con- scripta, die 12. Mensis Julii Anno 1418.	Litteræ PHILIPPI Boni Ducis Bur- gundiæ in Urbe Atrebatensi die 2. Decem- bris 1419. datæ, quibus accedit quibus- dam	2. Dec.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO
1419.

24. Dec.

25. Dec.

1420.
21. Mai.

21. Mai.

21. Mai.

14. Octob.

13. Nov.

1421.
14. Mars.

29. Mars.

dam Pacis Articulis ab HENRICO Anglorum Rege comparatis, & postea in verum Pactum deductis, secundum quos prefatus HENRICUS debuisset in Uxorem ducere CATHARINAM, CAROLI Regis Francorum Filiam, Regnumque administrare ad Vitam dicti CAROLI, atque post ejus obitum, & ex tunc Coronam & Regnum tanquam Rex Hereditario Jure sibi & suis Hereditibus vindicare. 137

Tractatus Induciarum aliquot mensum inter HENRICUM V. Regem Anglie & CAROLUM VI. Regem Francie conclusus. Dat. Rothomagi die 24. Decembris Anno 1419. 138

Fœdus & Liga inter HENRICUM V. Regem Anglie, & PHILIPPUM Ducem Burgundie initus pro proseguendo, CAROLO Delphino Viennensi obtrudatum JOANNEM Ducem Burgundie. Dat. apud Castrum Rothomagensis die 25. Decembris Anno 1419. 141

Tratit entre CHARLES VI. Roi de France & HENRI V. Roi d'Angleterre, contenant le Mariage dudit HENRI avec CATHERINE de France Fille dudit CHARLES, & la translation du Royaume de France aux Anglois, à l'exclusion de CHARLES Duc de Berri Dauphin de France. Fait à Troyes en Champagne, le 21. Mai 1420. 142

Forme du Serment du Traité susdit, lequel fut juré par les Princes, Seigneurs, Prélats, Barons & autres Vassaux & Sujets, daté de la Ville de Troyes le 21. Mai 1420. 145

Ejusdem Tractatus Instrumentum ex parte HENRICI V. Anglie Regis. 145

Lettres de LOUIS Cardinal de Bar, par lesquelles il donne & transporte à ISABELLE DE LORRAINE sa Cousine, & Fille du Duc de Lorraine, le Châtel de Mouillon, la Ville, Cité, & Châtellenie du Pont de Mouillon, à titre de Dot en son Mariage avec RENE D'ANJOU Marquis de Pont & Comte de Guise. A Nancy le 24. d'Octobre 1420. Avec la Ratification de YOLAND DARRAGON, Reine de Jerusalem & de Sicile, sur lesdites Lettres. A Tarascon le 18. Juin 1421. 148

Tractatus Pacis inter PHILIPPUM MARIAM Ducem Mediolani, & NICOLAUM Marchionem Etsensem initii. Mediolani 13. Novembris Anno 1420. Indictione XIV. 149

Conventiones & Pacta inter Dominum VENETUM, & JOANNEM FRANCISCUM DE GONZAGA MANTUÆ, quibus prefatus de GONZAGA se commendat & remittit in Republice Venete adhaerentiam & protectionem, spondens se gerere in futurum tanquam ejus bonum Adherentem & Recommendatum, amicus esse amicorum, & inimicus inimicorum, ipsa verò recepit eum in protectionem & defensionem suam. Actum Venetiis Anno Nativitatis 1421. die 14. Martii. 151

Diploma Romanorum Regis SIGISMUNDI, datum RABANO Episcopo Spirense, quo Privilegium Urbis

SPIRENSIS tanquam illegitimè contra dictum Episcopum proximè impetratum retractatur & rescinditur, omniaque Jura & Beneficia dicto Episcopo & Capitularibus confirmantur. Znoini die Veneris post Festum Annunciationis B. Virginis 1421. 152

Traité de Confederation conclu entre les Electeurs de MAYENCE, de TREVES, de COLOGNE, & PALATIN, les Landgraves de TURINGE & Margraves de MISNIE, contre l'Hereſe & l'infidelité suscitée en Boheme. A Wurtzbourg la Vigile de la Fête du Corps de Christ 1421. 153

Declaration de GEORGE Evêque de Passau & de son Chapitre, par laquelle ils promettent à ALBERT V. Duc d'Autriche & depuis Empereur d'accomplir & d'observer religieusement les Aliances faites par eux avec son Prédecesseur ALBERT IV. Le Mardi Veille de l'Assomption de la Sainte Vierge 1421. 154

Revers ou Declaration reciproque d'ALBERT V. Duc d'Autriche, & depuis Empereur II. du nom, par lequel il promet de maintenir & observer inviolablement tous les Traitez auparavant faits avec l'Evêché de PASSAU. A Vienne le Vendredi après la Saint Augustin 1421. 155

Instrumentum Publicum Pacis & Lige inter HENRICUM Anglie Regem & Dominum THOMAM DE CAMPO FREGOSO Januæ Ducem initie. Actum apud Westmonasterium 26. Octobris Anno 1421. 155

Capitula inter Dominum THOMAM DE CAMPO FREGOSO Januæ Ducem, & PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani conventa, pro fœda deditione & traditione Civitatis JANUÆ cum ceteris Civitatibus, Castris, Locis, & Jurisdictionibus eidem spectantibus, sub Dominium prefati Ducis Mediolani, satis Juribus Sacri Romani Imperii. Actum die 2. Novemb. 1421. 157

Instrumentum publicum deditionis & traditionis Domnii Communis JANUÆ cum Terris, Civitatibus, Castris, & Jurisdictionibus omnibus, ei pertinentibus, in Dominum PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani, pro ipso & Successoribus suis in Ducatu Mediolanensi, per Dominum THOMAM DE CAMPO FREGOSO Januæ Ducem, in presentia, consilio & voluntate Consilii Antianorum & Officiorum octo provisionis, atque quatuor Baylie. Actum Januæ die 2. Novembris Anno 1421. 159

Innovata solemnique Deditio & Translatio Communis JANUÆ, cum Terris, Civitatibus, & Juribus omnibus ei pertinentibus, sub Dominium PHILIPPI MARIÆ ANGLI Ducis Mediolani, pro ipso & Liberis suis legitimis, masculis, per traditionem publicam Sceptri, Glavium, Vexillorum, & Sigilli, peracta, super quodam alto Tribunali, ad hunc effectum parato, Mediolani Anno Nativitatis

ANNO
1421.

22. Mai.

14. Août.

29. Août.

26. Octob.

2. Nov.

2. Nov.

1422.
4. Mars.

DE LA II. PART. DU TOME II.

ANNO		ANNO
1422.	tatis 1422. die 4. mensis Martii. Indictione XV. 162	1424.
16. Mars.	Responſa Illuſtriſſimi Domini Ducis Mediolani PHILIPPI MARIE ANGLI Vice-Comitis & Januæ Domini, ad Capitula Januenum, articulatum data Galiatæ, die 16. Martii 1422. Indictione 15. 166	3. Juin.
19. Mars.	Inſtrumentum publicum de Traditione Civitatis SAVONÆ cum omnibus Juribus, Jurisdictionibus, & Feudalitatibus, facta per SAVONENSES Domino PHILIPPO MARIE ANGLIO Duci Mediolani. Actum Mediolani Anno 1422. Indictione 15. die 19. Martii. 168	1425.
19. Mars.	Capitula poſt Seditionem & Submiſſionem Communitatis SAVONÆ, Domino PHILIPPO MARIE ANGLIO Duci Mediolani poſtea de conſervatione ejusdem Communitatis Privilegiorum, Conſuetudinum & Conventionem cum exteris factarum; & per eundem Ducem confirmata, atque roborata. Datum Galiatæ die 19. Martii Anno 1422. Indictione 15. 170	1. Juin.
3. Sept.	Privilegium à SIGISMUNDO Romanorum Imperatore, RABANO Episcopo Spirenſi indultum, ut in ſuis & diſti Episcopatus Diſtionibus Caſtella & Munitiones extruere queat; cum reſciſſione & annullatione contrariorum Privilegiorum cuiusque in Imperio jam jam collatorum aut deinceps conſendorum. Datum Norimbergæ die Jovis poſt Ferias S. Egidii Anno 1422. 172	1. Août.
20. Nov.	Lettres de CONRAD BEYER Evêque de Metz, par lesquelles il promet & s'engage à CHARLES Duc de Lorraine & Marchis, de ne rien faire ou entreprendre contre lui, ſoit par ſes Places, Villes, Hommes ou Sujets, & de n'y point recevoir ſes Ennemis, même de ne ſe point remettre de ſon Evêché, & de n'en point aliéner ou engager les Terres & Seigneuries ſans obliger premièrement ceux avec qui il en traiteroit, de conſerver au Duc tous ſes Droits. Le 20. Novembre 1422. 172	13. Dec.
1423.	Traité de Ligue entre JEAN Duc de Beſfort Regent du Royaume de France, PHILIPPE le Bon Duc de Bourgogne, & JEAN Duc de Bretagne, le 17. Avril 1423. 173	
1424.	Second Teſtament de CHARLES Duc de Lorraine & Marchis, par lequel il diſpoſe de quelques Biens & de quelques Sommes en faveur de ſes Enfans Bâtards, de ſes Amis & Serviteurs, & de quelques Eglises ou Convents; après quoi il déclare que ſi ſa Fille ainée ISABELLE de Lorraine vient à mourir ſans Enfans, la Succeſſion au Duché de Lorraine paſſera à ſa Fille Cadette CATHERINE de Lorraine, & que ſi elle venoit pareillement à mourir ſans Enfans, le Duché ſera remis ès mains des Chevaliers, Eſcuyers, & des bonnes Villes du Pais, pour en diſpoſer ſelon que lui CHARLES l'auroit ordonné. Fait le 11. Janvier 1424. 173	
17. Fevr.	Traité d'Alliance entre CHARLES VII. Roi de France & PHILIPPE MARIE Duc de Milan. Fait le 17. Fevrier 1424. 175	
	Traité d'Union entre les ELECTEURS de l'Empire, par lequel ils s'obligent de cultiver entr'eux une mutuelle Amitié, de ſe prêter une aſſiſtance reciproque en cas d'Hoſtilité ou d'Agreſſion dans les choſes qui les concerneront eux ou l'Empire; de ne faire aucun Traité ſi ce n'eſt conjointement, de ne prêter l'oreille à aucune diminution de l'Empire, & d'employer tous leurs ſoins pour procurer l'extinction de l'Hereſie & des Troubles de Boheme, Conclu à Bigni, le jour de St. Anthoine 1424. 178	
	Traité & Confederation entre JEAN Duc de Brabant & JAQUELINE Duchesse de Baviere. Fait à Douay, le 1. Juin 1425. 180	
	Investiture de l'Electorat de SAXE & de ſes Appartenances, accordée à l'Electeur FRÉDERIC le Bellicueux, par SIGISMOND Roi des Romains. A Bude le jour de St. Pierre. aux Liens 1425. 180	
	Ateſtation des Principaux Seigneurs & Gentils-hommes, de LORRAINE, portant que l'ancien Droit & Coutume du Duché eſt que les Filles y ſuccèdent à la Principauté, à l'excluſion même des Oncles, & que ſuivant cela, ſi le Duc CHARLES vient à mourir ſans Hoirs mâles, la Duché, Princerie, & Seigneurie de Lorraine devra paſſer à ſa Fille ainée ISABELLE Duchesse de Bar, & à ſon défaut, à ſa ſeconde Fille CATHERINE Marquiſe de Baulde, préſerablement à ANTOINE Comte de Vandemont. Fait le 13. Decembre 1425. 181	
	Transſumptum Litterarum WENCESLAI Mazovie Ducis, de reſignata Anno 1329. JOANNI Bohemie Regi Terra ſua Maſovienſi, eaque ruſus à eodem Rege in Feudum accepta, factum per Imperatorem SIGISMUNDUM, & ALBERTUM Auſtrie Ducem. Vienne 20. Martii 1426. 182	
	Extraits du Traité de Paix & d'Accommodement fait & conclu, entre ARNAULD Duc de Gueldre d'une part, & JEAN DE HENSBURG Evêque de Liege & Comte de Loon, JEAN Seigneur de Loon, JEAN ſon Fils aîné, & GUILLAUME Comte de Blackenheim d'autre part, le Mercredi après l'Annonciation de la Sainte Vierge 1426. 182	
	Ratification Pacis inter Regem Aragonie ALPHONSUM, & Ducem Mediolani PHILIPPUM MARIAM facta ex parte Ducis cum Renunciatione Jurium ipſi competentium in Comitatum Bonifacii & Calvi, ac Regnum Corſicæ, in Caſtro Porta Jovis Civitatis Mediolani 29. Martii 1426. Indictione IV. 183	
	Accord entre BERNARD Duc de Brunswick-Lunebourg & le Margrâve de la Ville de BRUNSWICH par la médiation d'OTTON Duc de Brunswick pour l'accommodement des différends qu'ils avoient au ſujet de Châteaue d'Ampleve. Le Vendredi après la Fête du Corps de Chriſt 1426. 184	
	Traité d'Alliance entre AME VIII. Duc de 11. Juill.	

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO				ANNO
1426.		de Savoye, & les Républiques de VENISE & de FLORENCE, contre le Duc de MILAN, fait à Venise le 11. Juillet 1426. 185	PUM MARIAM Ducem Mediolani à parte altera. Die 30. Decembris 1427. Indictione quinta. 203	1428.
21. Juill.		Pax & Compositio inter PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani, & Januæ Dominum, ab una, & Communitates LUCERNIÆ, URANIÆ, & UNDERWALDEN, ab altera parte, super nonnullis Quæstionibus, Litibus, Discordiis, & Differentiis jam dudum inter eos exortis, atque in Bellum deductis. Actum in Ecclesia Sancti Stephani Birinzone Anno Nativitatis 1426. die 21. Julii. 187	Unio & Liga inter Dominum PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani, atque JOANNEM JACOBUM Marchionem Montisferrati ad triginta duos Annos contracta. Actum Mediolani die 6. Aprilis, Indictione sexta Anno 1428. 207	1428. 6. Avril.
1427.		Aide par lequel JEAN Duc de Mecklenbourg déclare qu'il tient ses Terres, Seigneuries & Sujets en Fief masculin de FREDERIC I. Electeur de Brandebourg. A Ratenu le Samedi après la Fête de St. Jean Baptiste 1427. 192	Instrumentum Pacis inter Ducem Mediolani PHILIPPUM MARIAM ab una, & Rempubliam VENETIARUM, atque Communitatem FLORENTIÆ à parte altera initæ. Ferrarie 19. Aprilis 1428. Indictione sexta. 208	
28. Juin.		Déclaration de Guerre faite à PHILIPPE MARIE Duc de Milan, par AME' VIII. Duc de Savoye le 21. Août 1427. 193	Promissio PHILIPPI MARIÆ ANGLI Ducis Mediolani, Pape MARTINO data, quod se non intromittet de Terris Ecclesiæ, nec de Regno Sicilia, & Apulie, ipso Sanctissimo Domino Papa vivente, nec post mortem ejus per annum. In Castro Portæ Jovis 3. Maii 1428. Indictione sexta. 215	
21. Août.		Réponse de PHILIPPE MARIE Duc de Milan à la Déclaration de Guerre d'AME' VIII. Duc de Savoye, à Milan le 4. Septembre 1427. 193	Arbitramenta Pacis lata per NICOLAUM Cardinalem Sanctæ Crucis de bis, quæ indecisa remanserunt in Instrumento Pacis Ferrarie die 19. Aprilis Anno 1428. celebratæ inter Dominum VENETIARUM, Communitatem FLORENTIÆ, eorumque Colligatos ex una, & Ducem MEDIOLANI à parte altera. Pergami die 5. Maji 1428. Indictione sexta. 216	3. Mai.
4. Sept.		Traité de Paix entre AME' VIII. Duc de Savoye & PHILIPPE MARIE Duc de Milan, fait à Turin le 2. Décembre 1427. 193	Reconciliation entre PHILIPPE Duc de Bourgogne, & Comte de Flandres, & Dame JAQUELINE de Baviere, Comtesse de Hainault, faite à Delft le 3. Juillet 1428. 218	5. Mai.
2. Dec.		Contratus de Matrimonio fiendo inter Ducem Mediolani PHILIPPUM MARIAM ANGLUM, & MARIAM de Sabaudia, AMADÆI Sabaudie Ducis Filiam. Actum Taurini 2. Decembris 1427. Indictione sexta. 197	Traité entre CHARLES VII. Roi de France, & JACQUES I. Roi d'Ecosse, pour le Mariage de MARGUERITE Fille de JACQUES, avec LOUIS Dauphin de France. Fait à Chinon le 30. Octobre 1428. Lequel Mariage fut consommé à Tours le 25. Juin 1436. Le Dauphin n'ayant pas 14. Ans, en vertu de la Dispense donnée par l'Archevêque de Tours comme Diocefsain. 224	3. Juill.
2. Dec.		Pacta Dotalia inter PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani, & MARIAM, Amadæi Ducis Sabaudie Filiam. Taurini 2. Decembris 1427. 197	Mandement de GUILLAUME & HENRI Ducs de Brunswick à leurs Sujets & Vassaux, à ce qu'ils aient à faire Foi & Hommage à BERNARD, à OTTON, & à FREDERIC, Ducs de Brunswick. Le Mardi après la Fête des onze mille Vierges 1428. 227	19. Juill.
2. Dec.		Donatio Civitatis Vercellarum per PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani, AMADÆO, Sabaudie Duci facta. Taurini 2. Decembris 1427. Indictione sexta. 200	Traité de Paix entre ARNOLD Duc de Gueldre & DIEPHOLD Evêque d'Utrecht, fait le 28. Juillet 1429. 227	26. Octob.
8. Dec.		Ratificatio PHILIPPI MARIÆ ANGLI Ducis Mediolani, Contratus Matrimonii inter se ipsum, & MARIAM de Sabaudia initæ. In Castro Portæ Jovis Mediolani 8. Decembris 1427. Indictione sexta. 196	Téssament de BONNE DE SAVOYE Princesse d'Archaie. Fait le 19. Octobre 1429. 229	1429. 28. Juill.
8. Dec.		Ratificatio PHILIPPI MARIÆ ANGLI Ducis Mediolani, Pactorum Dotialium inter se ipsum, & MARIAM, AMADÆI Sabaudie Ducis Filiam initorum. Actum Mediolani 8. Decembris Indict. VI. 199	Privilege notable de la CHEVALERIE & NOBLESSE de Lorraine, confirmé par le Duc RENE & JEAN son Fils, portant qu'en quelque cas que ce soit, les Chevaliers & autres Nobles de Lorraine ne peuvent être jugés que par leurs Pairs, soit qu'ils y soient Auteurs, ou Défendeurs. Donné à Nancy, le 3. Janvier 1430, & le 22. Novembre 1464. 230	19. Octob.
8. Dec.		Ratificatio PHILIPPI MARIÆ ANGLI Ducis Mediolani, Donationis Civitatis Vercellarum, AMADÆO Sabaudie Duci factæ. Actum in Castro Portæ Jovis Mediolani 8. Decembris 1427. 202		1430. 30. Janv.
30. Dec.		Arbitramenta Pacis lata per NICOLAUM Cardinalem titulo Sanctæ Crucis in Jerusalem, inter AMADÆUM Sabaudie Ducem & Rempubliam VENETAM Communitatemque FLORENTIÆ ab una, & PHILIP-		

DE LA II. PART. DU TOME II.

ANNO 1430.
22. Juill. *Traité de Mariage entre SIGISMOND d'Autriche Fils de FREDERIC Duc d'Autriche, & RADEGONDE Fille aînée de CHARLES VII. Roi de France. Fait à Inspruck le 22. Juillet 1430.* 231

15. Sept. *Alliance entre CHARLES VII. Roi de France, & FREDERIC Duc d'Autriche, qui promet de déclarer la Guerre par un Heraut, à HENRI Roi d'Angleterre & à PHILIPPE Duc de Bourgogne, Ennemis de CHARLES son Beau-pere; fait à Sens le 15. Septembre 1430.* 232

1431. *Conclusion prise par les Electeurs & Princes de l'EMPIRE, présents à la Diète générale de Nuremberg en 1431. touchant l'Expedition contre les HUSSITES en Bobeme.* 233

— *Constitution de Paix publique ordonnée par l'Empereur SIGISMOND dans la Diète générale de l'Empire; à Nuremberg l'An 1431. par laquelle il est pourvu à la sûreté de tous & chacun des Princes & Etats qui seront de l'Expedition contre les Hussites.* 235

— *Loi & Ordonnance Militaire de l'Empereur SIGISMOND faite l'an 1431. dans la Diète générale de Nuremberg, pour être observée dans l'Expedition de Bobeme, contre les Hussites.* 236

— *Loi & Ordonnance Militaire dans la Diète générale de l'Empire à Nuremberg l'An 1431. & augmentée de quelques Articles nouveaux, pour être observée dans la Guerre de Bobeme contre les HUSSITES.* 237

— *Convention ultérieure entre les Princes & Villes présents à la Diète générale de Nuremberg en 1431. sur la précédente Loi Militaire.* 240

18. Juin. *Transcript fait par GUILLAUME GURS Prevôt de l'Eglise de St. Etienne à Vienne, sur le Diplome de RODOLPHE I. Roi des Romains, par lequel il confirme, en faveur de ses Fils ALBERT & RODOLPHE Ducs d'Autriche, tous les Privileges accordez par les Empereurs & Rois des Romains aux Princes d'Autriche. A Vienne le 18. Juin 1431.* 241

1. Août. *Conventiones & Pacta inter SIGISMUNDUM Romanorum Regem & PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Mediolani Ducem non modò ad preparandum prefati Regis Introitum personalem in partes Italie, ejusque Coronationes, sed etiam ad Bellum gerendum contra Dominium VENETORUM; quorum in finem pollicetur Dominus Dux tradere prefato Regi Civitates Januam & Aft, si & quando ei placuerit. Actum Mediolani, die 1. Augusti Anno 1431. Indictione 9.* 241

18. Dec. *Traité entre AME' VIII. Duc de Savoie, & PHILIPPE MARIE Duc de Milan, fait le 18. Decembre 1431.* 243

18. Dec. *EUGENII Papæ IV. Litteræ, quibus, de Cardinalium consilio & assensu, Concilium, si quod Basileæ congregatum videatur, totaliter dissolvit, aliudque Concilium intra semel alterum annum in Civitate Bononiensi indicit, publicat, & declarat.* 243

TOM. II. PART. II.

rat. Datum Rome 15. Kalendas Januarii; Pontificatus sui anno primo. 245

Accord fait & conclu, par l'entremise de LOUIS Landgrave de Hesse, entre GUILLAUME Duc de Brunswick-Lunebourg, & les Magistrats & Bourgeois de la Ville de BRUNSWICH, par lequel le Duc pardonne à la Ville le Crime de Trahison qu'elle avoit commis contre lui. Fait le Dimanche après la Fête de la Ste. Vierge 1432. 246

Contrat de Mariage entre LOUIS Fils Aîné d'AME' VIII. Duc de Savoie, & ANNE Fille de JANUS Roi de Jerusalem, de Cypre & d'Armenie. Fait à Nicose, le 1. Janvier 1432. 247

Sentence Arbitrale & Provisionnelle rendue par PHILIPPE Duc de Bourgogne entre RENE' Duc d'Anjou & de Bar, Roi de Jerusalem & de Sicile, d'une part, & ANTHOINE Comte de Vaudemont, d'autre part; par laquelle le Comté de Vaudemont est adjugé à ANTHOINE pour lui & ses Hoirs mâles, l'affaire principale, concernant la Succession au Duché de Lorraine, étant renvoyée à une ultérieure décision; Ordonné cependant que le Fils aîné du Comte de Vaudemont épousera la Fille aînée du Duc RENE'. A Bruxelles le 13. Fevrier 1432. Avec la Ratification du Duc RENE' à l'ille en Flandres le 4. Fevrier 1436. 248

Decretum Concilii BASILEENSIS de Superioritate Concilii Generalis supra Papam, & de Obedientia à quibuscumque, etiam si Papali Dignitate presurgant, ei debita. Datum in Sessione publica XV. Kalendas Martii Anno Dominico 1432. 250

Ejusdem Concilii Basileensis Decretum alterum, innovans & confirmans Decretum Concilii Constantiensis in puncto Superioritatis Conciliorum Generalium supra Papam. Datum in Sessione publica sexto Kalendas Julii Anno Domini 1434. 251

Erectio Civitatis Mantuæ cum ejus Territorio, & Districtu in Marchionatum ac Principatum per SIGISMUNDUM Romanorum Regem, in gratiam Domini JOANNIS FRANCISCI DE GONZAGA & ipsius Heredum Masculorum legitimorum. Datum Parme Anno Domini 1432. die 6. Mensis Maji. 251

SIGISMUNDI Romanorum Regis Litteræ pro Transfissione Privilegii Marchionatus Mantuæ, Domino JOANNI FRANCISCO DE GONZAGA, unâ cum Formula Juramenti per eundem de GONZAGA faciendi. Dat. Parme Anno Domini 1432. die 7. Mensis Maji. 253

Contrat de Mariage entre LOUIS Roi de Sicile & de Jerusalem, & MARGUERITE de Savoie, fait au Chateau de Thonnon, le 31. Août 1432. 254

Recognitionis Litteræ SIGISMUNDI Magni Lithuanie Ducis, quod Oppidum Hrodlo supra Fluvium Bug situm ad Coronam Poloniæ spectet, neque à se ullatenus impeti debeat. Date in Grodno Feria quarta in die S. Hedwigis Anno 1432. 254

ANNO 1432.

1. Janv.

13. Fevr.

15. Fevr.

6. Mai

7. Mai

31. Août.

17. Octob.

TABLE CHRONOLOGIQUE

ANNO 1432. 17. Octob.	Littere Federis SIGISMUNDI Li- thuanie Ducis, quibus stabilem assistentiam WLADISLAW Polonie Regi contra insultus quorumlibet Hominum stipulari, porro etiam Ducatum Lithuanie post de- cessum suum ad prefatum Regem devolvi debere, nec non Terram Podolizæ ad eun- dem pertinere proficitur, nec imperpetuum pro dicta Terra Regnum Polonie à se im- peti debere pollicetur. Data in Grodno in die S. Hedwigis Anno 1432. 275	ANNO 1433.
1433. 17. Mars.	Lettres de HENRI Duc de Brunswick- Lunebourg, par lesquelles il déclare qu'il a vendu & qu'il vend au Magistrat de la Ville de BRUNS WICH le Château d'Ampleve avec toute sa Jurisdiction & ses Appartenances pour la Somme de 1200. Florins du Rhyn. Le jour de Ste. Gertrude 1433. 276	13. Sept.
7. Avril.	Juramentum in Consistorio publico, nomine SIGISMUNDI Romanorum Regis, per Ambasciatores & Procuratores ejus prestatum, de Confirmatione, Renovatione & Observatione omnium Privilegiorum, Donationum, & Concessionum à Predecess- soribus suis Imperatoribus Sanctæ Sedis, & Romanæ Ecclesiæ factarum. Actum Ro- mæ, die 7. Aprilis 1433. 276	13. Sept.
8. Avril.	Capitula inita & conclusa inter EUGE- NIUM Papam, & SIGISMUNDUM Romanorum Regem, ante Coro- nationem ejus, quibus Rex Papam Viter- bium visitare, & omnia, ad que tenetur, prestare promittit. 277	22. Sept.
15. Avril.	Littere Regis Romanorum SIGISMUN- DI ad Synodum universalem Basileæ con- gregatam, quibus significat, Concordiam in- ter se & Papam EUGENIUM IV. non nisi bonis respectibus factam & initam fuisse, breveque fore, ut à Sanctitate sua conoritur, quo facto se statim Concilium visitaturum esse: Infimus certificat, quod, nisi Papa Con- cilium approbasset, ipse sine Coronatione ad propria rediisset. Dat. Senis 15. Aprilis 1433. 278	30. Nov.
26. Avril.	Compromissum in NICOLAUM Mar- chionem Salutarium de Pace facienda, atque per eorum Arbitramentum senten- tiam, inter Dominum VENETORUM, & Communitatem FLORENTIÆ ab una, & PHILIPPUM MAR- IAM ANGLUM Ducem Mediolani ab altera parte. Actum Ferrarie die 26. Aprilis Anno Nativitatis 1433. Cum Arbitramento Pacis prefato inter supra memoratas Partes sententiato, Ferrarie die 26. Aprilis 1433. 278	15. Dec.
10. Mai.	Sentence Arbitrale rendue, entre CON- RAD Archevêque de Mayence, & LOUIS Comte Palatin du Rhyn & Duc de Baviere, par OTTON & DIE- TRICK Archevêques de Trêves & de Cologne, sur le Vicariat de l'Empire, & par laquelle cet Office est adjugé au Comte Palatin. A Boparten le 10. Mai 1433. Avec un Revers y inséré dudit Archevê- que de Mayence, par lequel il s'oblige à ne plus rien prétendre audit Vicariat. 265	12. Fevr.
29. Juill.	EUGENII Pape IV. prima Bulla an- nullationis & cassationis Concilii Basi- leensis. Datum Rome quarto Calendas Augusti Anno 1433. 267	26. Fevr.
1. Août.	EUGENII Pape IV. Bulla, per quam, nonobstante Commutatione Concilii Basi- leensis ad Civitatem Bononiensem fieri ab ipso non ita pridem decreta, prefatum ge- nerale Concilium Basileense à tempore inchoationis sue continuatur; quinimo Pontifex prefatum Commutationem & Translationem revocans, idem Concilium Basileense pure, simpliciter & cum effectu amplius. Dat. Rome Kalendis Augusti Anno Incarnationis 1433. 265	12. Fevr.
	EUGENII Pape IV. secunda Bulla annulationis, & Cassationis Concilii Ba- sileensis. Datum Rome Idibus Septem- bris Anno 1433. 266	
	EUGENII Pape IV. tertia Bulla re- vocata atque denegata, annulationis & Cassationis Concilii Basileensis. Datum Rome Idibus Septembris 1433. 267	
	Civitatis MANTUÆ cum ejus Territo- rio, Dioecesi & Districtu iterata solemnissi- que Erechio in Marchionatum atque Prin- cipatum per SIGISMUNDUM Romanorum Imperatorem in Solio Cæsareo sedentem in eadem Civitate. Datum Mantue Anno Domini 1433. die 22. Mensis Septembris. 269	
	Compactata Pragensis inter Legatos CON- CILII BASILEENSIS, & Ge- neralem Congregationem Inclyti Regni BOHEMIÆ & Marchionatus MO- RAVIÆ. Actum in Civitate Pra- gensis Anno Domini 1433. Indictione 12. Mense Novembris. 271	
	EUGENII IV. Pape Bulla revocationis, annulationis, & irritationis, trium precedentium Bullarum in dissolutionem Concilii Basileensis datarum, cum Decla- ratione quod bis non obstantibus, prefatum Generale Concilium Basileense à tempore Inchoationis sue legitime continuatum fuerit & sit, ac prosecutionem habere de- beat, perinde ac si nulla dissolutio facta fuisset, &c. Quantum vero ad Bullam que dicitur incipere: Deus novit, sanctissimus Papa negat eam à se emanatam fuisse, attamen, quia petiit eam, ip- sam etiam revocat, & annullat. Datum Rome Anno Incarnationis Dominice 1433. 18. Kalendas Januarii. 273	1434. 29. Janv.
	Traité d'Alliance entre CHARLES VII. Roi de France & JEAN II. Roi de Castille, par lequel on confirme les anciens Traitez entre CHARLES V. Ayeul de CHARLES VII. & JEAN I. & HENRI II. Rois de Castille, &c. & dans lequel est inferé le Traité de Val- lolid du 7. Decembre 1407. entre CHARLES VII. & CATHERINE Mère de JEAN II. & FERDINAND son Oncle, Tuteurs dudit JEAN. Fait à Madrid, le 29. Janvier 1434. 273	
	Traité de Ligue & de Confederation entre PHILIPPE Duc de Bourgogne, & AME VIII. Duc de Savoye contre le Duc de Bourbon. Fait à Chamberi, le 12. Fevrier 1434. 277	
	Mandatum SIGISMUNDI Romano- rum Regis, quo ANTONIO Comiti Vaudemontis terminum eorum se comparen- di, atque de jure suo, si quod ei in Du- catu & Marchia Lotharingie competierit, informandi, assignat. Datum 26. Fe- bruarii. 278	

DE LA II. PART. DU TOME II.

ANNO 1434.
28. Fevr.
8. Avril.
23. Avril.
24. Avril.
8. Juill.
24. Juill.
24. Août.
7. Sept.
7. Octob.
14. Octob.

Traité fait entre PHILIPPE Duc de Bourgogne Comte de Hollande &c. & RODOLPHE DE DIEPHOUT Evêque d'Utrecht, en date du dernier Fevrier 1434. 278

Juramentum per Ambassiatore Domini Papæ EUGENII IV. præstitum in plena Congregatione Concilii Basileensis, de Potestate Concilii, supra quoscunque etiam Papalis Dignitatis existerent, celebrati. Actum die 8. Aprilis 1434. 281

Instrumentum publicum de Comparitione ANTONII Comitiss de Vaudemont per Deputatos suos coram SIGISMUNDO Romanorum Imperatore, & de propositione & justificatione boni Juris sui, tanquam primi & legitimi Heredis masculi, in Ducatu & Marchia Lotharingæ, contra DUCEM BARRENSEM eundem Ducatum jure Feminarum pretendentem. Actum 23. Aprilis 1434. 281

Instrumentum publicum de Sententia per Imperatorem SIGISMUNDUM inter ANTONIUM Comitem de Vaudemont, & DUCEM de Ducatu Lotharingæ contententes, in favorem prefati Ducis Barrensis provisionaliter lata, sine prejudicio tamen dicti Comitiss de Vaudemont ejusque Juribus semper salvis. Actum die 24. Aprilis 1434. 282

Confirmatio Privilegiorum ADOLPHI Ducis Juliacensis à Concilio Basileensi facta 8. Id. Jul. 1434. 283

Traité de Paix publique conclu entre les Freres LOUIS & ULRICH, Comtes de Wirtemberg d'une part, & les Villes d'ESLINGEN, de REUTLINGEN, & de WEIL d'autre part, pour la protection & défense de leurs Terres & Sujets, à quel effet ils se promettent une Assistance reciproque. Fait à Stutgard la Vigile de St. Jacques 1434. 284

Testament de MARGUERITE de Baviere, Veuve de CHARLES Duc de Lorraine du 24. d'Août 1434. 287

Capitula & Conventiones inter Concilium Basileense, & Ambassiatore IMPERATORIS GRÆCORUM, atque PATRIARCHÆ CONSTANTINOPOLITANI, de loco eligendo, quo Universalis Synodus ad efficiendam inter Romanam & Græcam Ecclesiam unionem celebrari possit, uti & de impensis ad tale opus necessariis. Actum in Ecclesia majori Basileensi III. Idus Septembris Anno 1434. Cum Mandatis prefatorum Imperatoris & Patriarchæ, nec non Aëis & Gestis per Ambassiatore Concilii Constantinopoli. 288

Fœdus renovatum & reformatum inter PHILIPPUM MARIAM Ducem Mediolani, & Inclitum Populum ROMANUM, pro tuitione & defensione mutua eorum Statuum, atque pro recuperatione Castrorum, Terrarum & Locorum prefati inclitii Populi Romani &c. Actum in Civitate Mediolani die 7. Octobris Anno Nativitatis 1434. 292

Traité de Ligue & de Confederation entre AME VIII. Duc de Savoye & PHILIPPE MARIE Duc de

Milan le 14. Octobre 1434. 293

Instrumentum publicum, quod PHILIPPUS MARIA ANGLUS Dux Mediolani personaliter coram Notariis ad hoc rogatis constitutus, & Legati seu Procuratores AMADEI Sabaudie Ducis, laudant, approbant & confirmant Ligam inter eosdem Principes die 14. Octobris contractam, atque denuo ad majorem roboris firmitatem eam ineunt & contrahunt, promittentes &c. Actum in Castro Terre Abbatie Disfrictus Mediolani die 17. Octobris 1434. 295

Traité pour dix Ans entre LOUIS Electeur & Comte Palatin du Rhyn a la Ville de SPIRE, touchant le secours qu'il devra donner à ladite Ville & l'Administration de la Justice. A Heidelberg le Feudi avant la Nativité de notre Seigneur 1434. 296

Premiers Concordats de l'Empereur SIGISMOND avec les États de BOHEME, portant que les Offices du Royaume ne seront point conférés à des Etrangers & que les Communians sous une seule Espece ne seront tolerés que dans les Lieux où la Communion sub utraque n'étoit pas auparavant observée. A Brinn, Anno 1435. 1435.

Fœdus inter JOHANNEM II. Castellæ & Legionis, & CAROLUM II. Francie Reges. Actum in Oppido Majorito die 31. Januarii Anno 1435. 298

Promesse & Declaration entre PHILIPPE MARIE Duc de Milan, pour l'observation du Traité fait avec AME VIII. Duc de Savoye & le Marquis de MONTFERRAT. Fait à Milan, le 17. Fevrier 1435. 298

Accord entre l'Abbate de CORVEY & la Ville de HOXAR, sur leurs anciens Differens, avec promesse de s'entr'assister reciproquement dans les cas de nécessité. Fait le Dimanche Jubilate 1435. 299

CONCILII BASILEENSIS Decretum, quod in casibus in Decreto expressis de Ecclesiis, Officiis Ecclesiasticis, Ordinibus Sacris, Benedictione & Pallio, ratione Literarum, Bullæ, Sigilli, Annularum & communium &c. nihil penitus exigi debeat. Dat. in Ecclesia Majori Basileensi 9. Junii 1435. 300

Instrumentum publicum de Arbitramento Pacis inter summum Pontificem EUGENIUM IV. Dominum VENETIÆ & Communitatem FLORENTIÆ ab una, & PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani ab altera parte, per Cardinales Brandam de Castillione & Joannem Tituli S. Petri ad Vincula, atque Nicolaum Marchionem Effensem pronuntiato. Datum de 16. Augusti Anno 1435. Indictione XIII. Cum insertis Ratificationibus prefatorum Ducis Mediolani & Papæ EUGENII, Nec non Arbitramento ipso, & Conventionibus separatim inter eosdem initis ad firmiorem dictæ Pacis observantiam. 300

Concordata in CONCILIO BASILENSI inter quatuor Deputationes inita contra omnes Appellationes, omnesque Literas tam à Curia Romana, quam aliunde

ANNO 1434.
17. Octob.

23. Dec.

31. Janv.

17. Fevr.

8. Mai.

9. Juin.

16. Août.

16. Sept.

TABLE CHRONOLOGIQUE, &c.

ANNO
1435.

21. Sept.

21. Sept.

21. Sept.

21. Sept.

aliunde extra Locum Sacri Concilii emanatas. Die Veneris 16. Septembris Anno 1435. 304
Fœdus Offensivum & Defensivum inter RENATUM Siciliæ Regem, atque PHILIPPUM MARIAM Ducem Mediolani, ad mutuam Status sui protectionem, ad 60. annos sancitum. Actum Mediolani die 21. Septembris, Indictione XIV. Anno 1435. 304
Commissio Gubernaturis Regni BOHEMIÆ, Baronum, Nobilium, & Civitatum ejusdem Regni, ac Marchionatus Moravie pro complemento Compactatorum Pragenſium Anno 1433. cum Sacro Concilio Basileenſi initiorum. Dat. Præge die Beati Matthæi Apostoli & Evangelistæ 1435. 309
Traité de Paix entre CHARLES VII. Roi de France, & PHILIPPE le Bon Duc de Bourgogne, par lequel CHARLES VII. desavoue le meurtre de JEAN Duc de Bourgogne, Pere de PHILIPPE, promet d'en faire punir les Auteurs, lui donne une somme considerable, & lui cede Macon, S. Juegon, Bar-sur-Seine, &c. Fait à Arras dans l'Abbaye de S. Vaast le 21. Septembre 1435. 309
Protestation & Declaration faite par PHILIPPE Duc de Bourgogne, en presence des Ambassadeurs du Roi CHARLES VII. qu'il n'entendoit avoir compris dans le Traité de Paix fait à Arras, RENÉ Duc d'Anjou & de Bar son prisonnier. à Arras le 21. Septembre 1435. 315
Capitula, Conventiones, & Pacta inter ALPHONSUM Regem Aragonum ejusque Fratres ab una, & PHILIPPUM MARIAM Ducem Mediolani à parte altera; in Castro Portæ Jovis Mediolani 8. Octobris 1435. inita; Quibus dictus Rex & Fratres ejus promittunt, se dicto Duci, quotiescunque ab eo requisiti fuerint, auxiliaturos fore, eo quod mirâ ejus liberalitate & beneficentia à captione Januensium erepti & liberati sint. 318
Confirmation du Traité d'Arras accordée par le CONCILE DE BASLE du 5. Nov. 1435. 315
Lettres de Confirmation par LOUIS Dauphin de Viennois, depuis Roi LOUIS XI. Fils aîné de CHARLES VII. Roi de France, du Traité de Paix qui avoit été conclu à Arras le 21. Septembre 1435. entre le Roi son Pere & PHILIPPE le Bon Duc de Bourgogne. Donné à Bruxelles, où le Dauphin s'étoit retiré du vivant du Roi son Pere, le 28. Janvier 1436. 317

ANNO
1435.

8. Octob.

5. Nov.

1436.
28. Janv.

FIN DE LA II. PART. DU II. TOME.





CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL

DES
TRAITEZ D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe,
depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

ANNO

1414. *Extrait du Traité de Paix fait à Arras entre CHARLES VI. Roi de France & le DAUPHIN son Fils d'une part, & JEAN Duc de Bourgogne d'autre, en 1414. [Continuation de la Chronique de Flandres, par DENIS SAUVAGE, pag. 231. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Chroniques de MONSTRÉLET Tom. I. fol. 205.]*

FRANCE
ET BOUR-
GOGNE.



EST assavoir, que le Roy de France & le DAUPHIN, son Fils, pardonneroyent au Duc de Bourgogne toutes les choses, esquelles il pourroit avoir failli, & fait contre leur volonté & plaisir, depuis la Paix de Pontoise: & le recevoient en leur amour & bonne-grâce. Que le Duc de Bourgogne seroit delivrer au Roy, ou à ses Con-
seils, le Chateau du Crotoy. Qu'il seroit tenu d'elon-
gner, & mettre hors de sa Maison, sans plus les consen-
tir en nuls de ses Pais, quelques uns de sa Famille,
estans en l'indignation du Roy & du Dauphin, & qui
luy seroient déclarés & baillés par escript en temps &
lieu. Que toutes Terres des Vassaux, Sugets, Bien-
veüllans, & Alliés du Duc de Bourgogne, prises &
mises en la main du Roy & du Dauphin, pour raison
de cette Guerre, leur seroyent rendues & restituées,
comme pareillement seroit fait de sa part envers ceux
du Roy: & que tous baillifemens, faicts pour la mes-
me raison, seroyent mis au neant. Que les Traiteurs

TOM. II. PART. II.

de cette Paix, Commis & Deputés par le Duc de Bour-
gogne, promettroyent en son nom, que doresnavant
ne procéderoit, ny ne seroit proceder, en matière
d'Alliance, avec les Anglois: si ce n'estoit par le con-
gé du Roy, & du Dauphin. Que le Roy, estant à
Paris, assembleroit quelques gens de son Conseil avec
aucuns de celui du Duc de Bourgogne, pour faire
telles Lettres que l'on pourroit, sans l'honneur du
Roy, à la decharge d'iceluy Duc de Bourgogne. Que
le Duc de Bourgogne promettroit de jamais ne faire,
ne procurer, ouvertement ou covertement, aucun
mal, détournier, ou empeschement, aux Vassaux,
Serveurs, Bien-veüllans, Officiers, & Sugets du
Roy, qui en cette querelle l'auroient servy, & nom-
mément aux Bourgeois de Paris. Que le Traité de
Chartres & les autres, faicts depuis, seroyent ferme-
ment gardés: & que, s'aucunes choses y avoit à par-
faire & reparer, seroit incontinent parfait & réparé de
chascune part. Que les dessusdits Députés du Duc
de Bourgogne jureroyent au nom d'iceluy, & pour
tout le Pais de Flandres, qu'il tiendroit & garderoit
fermement & perpetuellement cette bonne Paix: & en
cas qu'il commedecast quelque chose au contraire, ne
luy donneroyent conseil, ny aide, en aucune maniere
qu'il se fust. Qu'iceux Députés promettroyent de se
mettre en tout devoir de faire semblablement jurer
ceux d'Arras, & ceux qui pour lors estoient en la
compagnie du Duc de Bourgogne, & es Garçons
de ses Villes & Chasteaux d'Arras, de Bourgogne, &
de Flandres, à tenir les choses dessusdites, quand ils
en seroyent requis de par le Roy.

ANNO

1414.

A

II. Treuge

ANNO

II.

1413.

1414.

3. Janv.

Treuge inter HENRICUM V. Regem Angliæ & JOHANNEM Ducem Britanniæ, in decem annos conclusæ. Dat. in Palatio Westmonasteriensi die 3. Januarii Anno 1413. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IX. pag. 80.]

NOS HENRICUS de Iach Miles, & Petrus de Hospitali, Consiliarii, Illustrissimi Principis & Domini, Johannis Ducis Britanniæ Comitis Montisfortis & Richemundie, Procuratores & Nuncii specialiter deputati ex parte sua, prout Literis ejusdem latius continetur;

Quarum tenor sequitur & est talis,

JEHAN, Duc de Bretagne Conte de Montfort & de Richemont, A tous ceulx, qui ces Lettres verront & orront, Salut.

Comme le Prince, de treshaut memoire, Henri Roy d'Angleterre,

Entre le quel, pour lui, & ses Pais, & Subgiz, & nous & les noz estoient fermees & accordees Treves & Souffrances de Guerre, jusques a certain temps, quel ancores n'est pas passe,

Soit puis n'agueres ale de vic a trespassement,

Et pour ce, par anciens, pourroit estre revoke en doute, se les dites Treves sont finies, ou durent ancores,

Savoir faisons que nous,

Pour éclairer & hofter la ditte doute, & obvier aux maulx & inconvenienz qui par icelle pourroient ensuir,

Consians a plain des sens, loyaute, & diligence de, noz bien amez & feaulx Conseillers, Henri du Iach nôtre Chivalier & Chambellan, & Maître Pierres de l'ospital,

Yceulx & chascun d'eulx pour le tout,

Ainsi que la condition de l'occupant ne soit pas la meilleur, mais que ce, que par l'un d'eulx sera en commencie, puisse par l'autre estre conduit & mene ad fin,

Avons fait, ordonne, & establi, faisons, ordonnons, & establissions noz Procureurs touz generaulx, & Messagiers especiaulx, avec plain pover de ratifier, pour & ou nom de nous, loier, & approuver, & confermer les dites Treves & souffrances de Guerre,

Et icelles mesmes, & pareilles, & semblables, & autres telles, & par telz poins, conditions, & convenances, & jusque a tel temps, comme semblera a yceulz noz Procureurs, ou a l'un d'eulx, faire & approuver, fermer & accorder, pour nous, & noz Pais, & Subgiz, avec, treshaut & trespuissant Prince, nôtre redoubte Seigneur & Frere, le Roy d'Angleterre, qui a present est, pour lui, ses Pais, & Subgiz, s'il lui plaist,

Et de jurer, pour ce & a cause de ce, & faire en l'ame de nous toutes manieres de sermens ad ce appartenantz,

Et de bailler sur ce au dit mon Seigneur le Roy Lettres bonnes & valables, & telles comme les dites Treves & les Convenances, qui sur ce seront faites, requerront,

Et de accepter, prendre, & recevoir de mon dit Seigneur le Roy, ou de ses Procureurs, ses Sermens & Lettres,

Et generalment de faire, es choses dessus dites, & chascune d'icelles, toutes & chascune les choses que nous mesmes serions & faire pourrions, si present y estoions en nôtre propre personne; ja soit ce que le cas requiere Mandement plus especial,

Et prometrons, sur l'obligation & ypotheque de touz & chascune noz Biens, & par la Foy & Serment de nôtre corps, avoir, & que nous aurons, agreable, ferme, & estable tout ce, que par noz diz Procureurs & chascun d'eulx sera fait, promis, & accorde es choses dessus dites, & chascune d'icelles.

En tesmoignance de ce nous avons fait mettre nôtre Seel a ces presentes.

Donne a Anceux le x. jour d'Aoust, l'an mil quatre centz & troize.

Sic signat. par le Duc de son commandement.

MAULEON.

OMNIBUS, presentes Literas visuris & audituris, ANNO
natum facimus, tenore presentium, quod, post
nonnullos & varios Tractatus, Communicationes, &
Prolocutiones, habitas invicem, inter, Egregios, &
Venerabiles Viros, Dominum Johannem Dabrich-
court Militem, & Magistrum Johannem Hovingham
Legum Doctorem, Procuratores & Nuncios speciales
pro parte, Serenissimi Principis, Henrici, Dei gratia,
Regis Angliæ &c. & nos prelatos Henricum & Petrum,
reperitum fuit quod,

Non obstantibus Treugis de Data vicefimi septimi
diei Octobris, Anno Domini millesimo quadragen-
tesimo undecimo alias initis & firmatis, inter, incilice
memoriz, Principem Henricum quartum nuper Re-
gem Angliæ, & prædictum Dominum Ducem Britan-
niæ,

Varia & nonnulla attemptata processerunt in præju-
diciu earundem Treugarum, & per Subditos utrius-
que Partium,

Nos dicti, Henricus & Petrus, pro parte prædicti
Domini Ducis Procuratores & Nuncii, ut præterit,
deputati, auctoritate & mandato prædictis, mutuo
consensu & deliberato consilio,

Pro firmiori in futurum Treugarum stabilitamento &
tutamine providere volentes, nec non roborariis, de
prædationibus, combustionibus, vastationibus, violentiis,
occisioni hominum, effusioni Sanguinis, & aliis
dampnis & periculis, quæ indies evenire formidantur,
remedium imponere pro futuro,

Post Protectionem, hinc inde inter nos factam &
admissam, de non præjudicando nec derogando præ-
dictis Treugis, quin quod, durantibus Treugis præ-
sentibus, eis non obstantibus, plena & debita fiet hinc
& inde Justitia reformatioque, & reparatio de & super
omnibus & singulis attemptatis, ablatis, captis, occupa-
tis & spoliatis, contra vim, formam, & effectum
Treugarum earundem,

Quarum Treugarum tenor de verbo ad verbum se-
quitur in hunc modum.

JEHAN Duc de Breteign, Conte de Montfort & de
Richemont, a tous ceulx, qui ces presentes Lettres
verront ou orront, Salut.

Comme, pour occasion des Guerres, qui par long
temps ont durez entre les Pais & Subgiz de, nôtre
tresredoubte Seigneur & Pere; le Roy d'Angleterre &
les Noz, moult de maulx soient ensuiz & ensuivent de
jour en jour, comme pilleries, robberies, arcions,
forces, violences, mort de Genz, & autres inconve-
nienz innumerables, & pourroit ensuir grigneurs &
plus perilleux se pourveu ne y estoit,

Savoir faisons que,
Pour honneur de Dieu & pour remedier aux maulx
& obvier aux perilz dessusdiz, & pour eschuiier l'effu-
sion du sang humain,

Nous, pour nous, noz Pais & Subgiz,
En ratifiant & confermant les autres Trieves, quel-
les n'agueres avons prinse & ferme avecques nôtre dit
Seigneur & Pere; jusques a deux Anz commençant
le vi. jour de Juillet derroin, & senz novation, dero-
gation, ne prejudice d'icelles Trieves,

Avons prins & ferme bonnes, seures, & loiales
Trieves, & souffrances de Guerre, avecques nôtre dit
Seigneur & Pere; pour lui, & ses Pais, & Subgiz;
pour le temps de dix Anz prouchains venanz, a com-
mencer le premier jour de Janvier prouchain venant,

Ainsi que le dit temps durant, les dix Subgiz de nô-
tre dit Seigneur & Pere, avecques leurs Vessiaux,
Marinieres, Marchandies, & autres Biens quelcon-
ques, pour nous & noz Subgiz, pourront seurement
maroier, aler, & venir par toute Mer, celle part que
leur plaira, venir & descendre en noz Portz & Havres,
descharger leurs Biens & Marchandises, & charger au-
tres, en paient noz Coustumes, aler & venir, tant de
nuyt que de jour, dejourner & residence faire, en
nôtre Pais & Duchie de Bretagne, & par celle & quilz
vourront, senz s'entremettre de fait de Guerre,

Et ces choses & chascuns nous promettons & ju-
rons, loyaument en parole de Prince, & par la foy &
serment de nôtre corps, tenir & garder fermement,
senz venir au contraire,

Et, pour greigneur seure des dites Trieves, &
yelles sere tenir & garder fermement, senz enfrain-
dre, nous avons fait & ordonne, faisons & ordon-
nons, noz treschiers & feaulx Chambellains, le Sire
de Chasteaignon nôtre Marechal, le Sire de Penboet
nôtre Amiral, le Sire du Iach, & Tritan de Lalande
Gouverneur de la Conte de Nantes, & chascun d'eulx
Con-

ANNO

1413.

1414.

Conservateurs de cesles présentes Trieves pour nôtre Partie,

Auxquelx, généralement, & a chascun d'eux, nous mandons & commandons, en commettant, le mestier est, cesles dites Trieves faire allavoir & publier, par banie & autrement, deuement en noz diz Portz & Havres, bonnes Villes, & Lieux accoustumes, & ycelles faire tenir & garder fermement senz enfreindre,

Et, se aucun chose treuvent avoir este ou estre faite ou attemptee au contraire par aucun de noz Subgiz obeissans, durant le dit temps, le faire promptement & vigueusement, par priale de corps & de biens, & par toutes autres voies possibles & raisonnables, reparer, les Parties desdormager, a nous & a elles amender, & les Malfectours & Violeurs des dites Trieves punir selon le cas, & tellement que ce soit a tous autres exemple,

Et de ce faire avoies donne & donnons a noz ditz Mareschal, Amiral, le Siré du Inch, & Tréan, généralement, comme dit est, & aussi a chascun d'eux, plain povoir & auctorite de par nous & mandement especial,

Mandons & commandons a touz noz Subgiz, en ce faisant, leur oboir & diligement entendre,

Et, ad ce que cesles choses soient fermes & estables, nous avoies fait mettre nôtre grant Seel a ces présentes.

En tesmoignance des quelles choses nous avoies fait faire cesles noz Lettres Patentes.

Donne en nôtre Ville de Venes le xxvii. jour d'Octobre l'An mil quatre cens & onze.

Sic signat. Par le Duc de son cominamement.

MAULEON.

CONCLUDENDUM CENSUIMUS, & auctoritate qua supra concludimus in præsentem, cum, præfatis egregiis Viris, Johanne Dabricecourt Milite, & Magistro Johanne Honyngham, Procuratoribus & Nunciis Regis prædicti, pro præfato Domino Duce, Terris, Dominis, Patriis, Territoriis, Jurisdictionibus, Civitatibus, Villis, Castris, Fortalitiis, Opidis, & eorum Suburbis, Patriis, Terris, Dominis, & Territoriis, Ditioni suæ subiectis & subditis, ac ipsius Domini Ducis Ligis, Vassallis, & Subditis quibuscunque,

Et Procuratores ac Nuncii Regis prædicti, auctoritate & nomine quibus supra, pariter & modo simili, pro dicto Domino Rege, Regno suo Angliæ, Terris, Patriis, Dominis, & Territoriis, Jurisdictionibus, Civitatibus, Villis, Castris, Fortalitiis, Opidis, & eorum Suburbis, Patriis, Terris, Dominis, & Territoriis, Ditioni suæ subiectis, ac ipsius Domini Ducis Ligis, Vassallis, & Subditis, citra & ultra Mare, quibuscunque, nobiscum concordaverunt, de & super Articulis subscriptis, in modum & formam qui sequuntur,

Imprimis, nos, Henricus & Petrus, Procuratores & Nuncii prædicti, pro parte Domini Ducis, concordavimus, promissimus, inivimus, concessimus, & firmavimus, &, tenore præsentium, concordamus, promittimus, inimus, concedimus, & firmamus Treugis generales, firmas, bonas & legales, tam per Terram, quam per Mare, cum prædictis, Domino Johanne Milite, & Magistro Johanne, Procuratoribus & Nunciis antedictis, pro præfato Domino Duce, Terris, Dominis, Patriis, Territoriis, Jurisdictionibus, Civitatibus, Villis, Castris, Fortalitiis, & omnibus Territoriis, Ditioni suæ subiectis, ac ipsius Domini Ducis Vassallis, Ligis & Subditis quibuscunque, ut præfetur, pro termino decem Annorum, a die Datæ præsentium continuè numerandorum,

In quibus etiam Treugis consentimus & concludimus, nomine & auctoritate dicti Domini Ducis, ac sub ipsius Domini Ducis periculo, includi volumus & permitimus, insulam de B t & Villam de Saint Malou, & inhabitantes eadem,

Quibus Treugis, Suffrentis, & Abstinents Guerrearum durantibus, per totum & omne tempus earumdem, cessent & cessant in Regno Angliæ, ac omnibus aliis Dominis, Territoriis, Jurisdictionibus, Locis, & Possessionibus prædictis, omnes prius Personarum, Fortalitiarum, Bonorum & Locorum quorumcunque, demolitiones manufonum & murorum, commissiones, depredationes, & robarie, ac omnibus aliis factis Guerarum,

Nec fient oblesiones, nec insultus, escallatiões a

TOM. II. PART. II.

liquorum Castrorum, Fortalitiarum, seu Villarum, nec Personæ vel Bona quæcunque capi, detineri, vel incarcerari ex parte Domini Ducis, five inhabitantium Loca prædicta, sub colore marchæ, contramarchæ, seu repressaliarum, occasione cautionum, promissionum, recognitionum, debitorum, obligationum, venditionum, aut alio colore quocunque in præjudicium Treugarum præsentium, durante tempore Treugarum supradictæ,

Et possunt & poterunt, per idem tempus præsentium Treugarum, omnes & singuli Subditi dicti Domini Regis ire ac venire, facere & exercere sua Negotia, operas & marchandizas Victualium, & aliarum rerarum quarumcunque lictarum & non prohibitarum (cujusmodi sunt Armaturæ, Artellaria, & aliz res similes & invasibiles) salvè & securè, absque offensa Corporis vel Bonorum, solvendo solummodò Deveria & alias Custumas solitas & consuetas;

Proviso semper quòd nullus Subditorum dicti Domini Regis (exceptis Mercatoribus) intrabit Civitates, Villas muratas, Fortalitia dicti Domini Ducis, absque licentia vel consensu Dominorum vel Capitaneorum Castrorum, Villarum, Civitatem, vel Fortalitiorum hujusmodi, vel aliorum ad hoc potestatem habentium, five eorum Loca tenentium, aut occupantium eadem;

Et si aliqua Persona; Res, Bona; Villæ muratæ; Fortalitia, seu Civitates prædictæ capiantur, vel contra formam præsentium Treugarum seu Abstinents Guerrearum in aliquo (quod ablit) fuerit attemptatum quocunque modo, durante tempore supradictæ, fiat reformatio, & restitutio, reparatio absque aliquo defectu, omnibus dolo & fraude in ea parte cessantibus.

Et insuper consensimus & concordavimus, ac, auctoritate quâ supra, consentimus & concordamus quòd, propter aliqua facta, attemptata; seu depradata, si que infra tempus Treugarum præsentium, contra tenorem earumdem, intervenerint, (quod ablit) non eo pretextu, vel ex hoc, Treugis præsentibus pro fractis vel infectis in aliqua sui parte habebuntur, nec ex illo capite una Pars contra aliam Guerram faciet aut inchoabit, sed debito modo plena fiet reparatio; & Malfactores nichilominus, secundum exigentiam casus vel delicti, per ipsos, ad quos pertinet, debite punientur.

Item, quòd nulla Navis armata, Ductus Britanie, seu partis Domini Ducis, vel Locorum in dictis Treugis comprehensorum, Portum aliquem creat, donec eidem Domino Duci, per Exercitorem, Dominum, Factorem, seu Magistrum Navis hujusmodi, in manibus Ballivorum, Judicum, seu Ministrorum aliorum Villarum & Portuum hujusmodi, plena & sufficiens cautio & securitas fiant quòd nichil contra tenorem & effectum præsentium Treugarum attemptant nec facient, aut permittent, quantum in eis est, aliquatiter attemptari; nec priam aliquam, jostam vel injustam, in Portum alium, præterquam Ditionis & Territorii proprii, vel partium in præsentibus Treugis inclorarum, duci facient, nisi vi ventorum, aut persecutione iniuricorum, turbine vel impulsu Maris sint compulsi;

Et, in eventu quo aliqua de factis, hinc vel inde, attemptata fuerint, tunc per prædictos Exercitores, Dominos, Factores, seu Magistros, plecta fiat restitutio Parti læsæ, cum dampnis & interesse;

Et, si Navis aliqua armata Villas seu Portus hujusmodi exierit, securitate prædicta non habitâ necque factâ; & per Genres ipsius Navis, vel in ipsa existentes, in aliquo contra præsentium Treugarum tenorem fuerit attemptatum: tunc Navis illa dicto Domino Duci sit ipso facto confiscata: Majores quoque & Ballivi, Governatores & Ministri alii, de quorum partibus Naves hujusmodi exierint; sicut & prout Pars attemptans, ad restitutionem Parti læsæ realiter teneantur,

Item, si, durantibus Treugis præsentibus, aliquæ Naves, cum aliquibus Priis, ad & in aliquam Villam seu Portum dicti Domini Ducis aut Locorum prædictorum applicuerint, statim, per præsentium Treugarum Conservatores, aut eorum Deputatos, Majores, Ballivos, Governatores, seu alios Ministros publicos, arrestentur & sequestrentur Priæ prædictæ, ac de & super eisdem inter aliquos Ministrorum hujusmodi & Partem attemptantem fiat Inventarium indentatum pro securitate Partis, cui finaliter Res & Bona hujusmodi per Sententiam Judicium seu Conservatorum pertinebunt; & per Conservatores diligens & debita fiat Inquisitio (omni dolo & fraude cessantibus) de & super Priis hujusmodi (videlicet, an jostè vel injustè capte fuerint:) & debita Justitia fiat in hac parte.

A 2

Item;

ANNO

1413.

1414.

ANNO Item, quodd nulla fiat venditio, distractio, donatio, seu alienatio Prætorum hujusmodi, donec Inquisitione prædicta executæ fuerint, & debita Justitia facta de eisdem: & in eventum quo dicti Majores, Ballivi, Gubernatores, seu Ministri prædicti, in præmissis aut circa ea negligentes fuerint aut remissi, ipsi ad restitutionem confimilem, ut præsertur, tenebuntur Partibus effectualiter & ardentur.

Item, quodd, durantibus Treugis prædictis, dictus Dominus Dux non receptabit Proditores, Fugitivos, Bannitos, Piratas, vel exales dicti Domini Regis, nec eis Victualia colore vel titulo aliquo ministrabit: & si dictus Dominus Rex, vel Conservatores Regni sui denunciaverint dicto Domino Duci, vel ejus Conservatoribus de nominibus aliquorum hujusmodi Proditorum, Fugitivorum, Piratarum, aut Bannitorum, statim per dictum Dominum Ducem, vel Conservatores sue Partis, arestabuntur, & salvo custodientur donec idem Dominus Rex de eisdem disposuerit, pro sui libito; suis tamen sumptibus & expensis.

Item, quodd dictus Dominus Dux non receptabit inimicos dicti Domini Regis armatos modo Guerrino, nec tales qui modo Guerrino velint contra ipsum Dominum Regem Guerram movere: Nec eis Hospitia, Victualia, aut alia Subsidia exhibebit: Nec finet aut permittet dictus Dominus Dux, durantibus Treugis prædictis, aliquos de suis Subditis, Dominia sua, Jurisdictiones, aut Territoria exire per se, vel cum aliis dicti Domini Regis inimicis, qui contra dictum Regem, vel sibi Subiectos, per Terram, vel per Mare, Guerram movebunt, neque ipsos receptant aut juvant idem Dux nec aliquosque sustentabit; nec ab aliis, suis Subditis, aut inhabitantibus Loca prædicta, præstari, juvari, receptari, aut sustentari permittet quovis modo.

Item, quodd nulla Præstet, super Anglicos captos, per quoscunque dicti Domini Regis inimicos, receptabuntur a Britanibus, nec in Portibus, Villis, Territoriis, aut Jurisdictionibus dicti Domini Ducis, seu Locis sub dictis Treugis comprehensis, fiat Venditio, Distractio, aut aliqua alienatio bonorum hujusmodi super Anglicos captorum; nec debent hii, qui per empristas hujusmodi ipsius Domini Regis Subditos quoscunque, in Terra, vel in Mari, gravant vel infestant, per Subditos ipsius Domini Ducis, in Terris vel Partibus, sub dictis Treugis comprehensis, recipi, admitti, vel aliquosque confoveri; & si qui dicti Domini Ducis Subditi reperti fuerint culpabiles aut delinquentes in hac parte, per ipsos, ad quos spectat, juxta exigentiam casus, debite puniantur.

Item, & si aliqui Subditi dicti Domini Regis capiant aliquas Naves, Personas, Res, aut Bona aliquorum inimicorum ipsius Domini Regis, & vi Ventorum vel casu aliquo deveniant Naves, Personas, Res, vel Bona hujusmodi in & ad Portus vel Partes Britannia, seu Locorum in dictis Treugis comprehensorum, non impediuntur per dictum Dominum Ducem, vel ejus Subditos, sive inhabitantes Loca prædicta; quin

possint liberè & sine impedimento quoscunque Naves, Personas, Res, & Bona hujusmodi secum ducere, & de & super eisdem disponente ad sua libitum voluntariè, nisi sub Districtionibus aut Portibus dicti Domini Ducis capiantur.

Nec dictus Dominus Dux, neque ipsius Domini Ducis Subditi, aut alii in dictis Treugis comprehensis, in quacunque arte vel ingenio, Naves, Personas, Res, vel Bona inimicorum dicti Domini Regis Anglie paliantur tanquam sua;

Et, si contingat aliquem Subditorum dicti Domini Ducis Naves, Personas, Res, vel Bona hujusmodi, colore aliquo vel ingenio, tanquam sua paliare, & hoc contra eos effectualiter probatum fuerit, ipsi paliantes, & eorum Naves, & Bona eorum quoscunque, a beneficio Treugarum præsentium in perpetuum penitus sint exclusi.

Item, pro majori securitate, firmitate, ac conservamine præsentium Treugarum, nos prædicti, Henricus & Petrus, ordinamus & deputamus, facimus & constituimus, pro & in nomine dicti Domini Ducis, Johannem Dominum de Penhoet Ammiralem Britannia, Johannem Vicecomitem Dni m, Henricum du Pare, & Johannem de Lannon Milites, Conservatores præsentium Treugarum, pro parte Ducatus Britannia, conjunctim, & divisim, cum potestate substituendi alios:

Qui quidem Conservatores, Commissarii, seu Deputati, ac ipsorum quilibet, juramentum, tactis Sacrosanctis Evangelis, præstabunt corporale, quodd in formam, & effectum præsentium Treugarum, quantum ad eos attinet, oserbunt & facient fideliter observari:

Et, si (quod absit) contra præsentium tenorem Treugarum in aliquo fuerit attemptatum per Subditos prædicti Domini Ducis, absque mora dispendio, in quantum & quam citò poterunt, restitutionem de omnibus dampnis & interesse facient Partibus, si per illam congruè requisiti fuerint, vel cum ad eorum notitiam devenierit, vel per denuntiationes Partis, vel alio relatu iusto, & delinquentes nichilominus secundum exigentiam casus indifferenter punient.

Et quodd insuper, in Certificationibus faciendis, & receptione Testium & aliis probationibus sciendis, Sententis ferendis, & executioni demandandis, aliisque Processibus, omnibus dolo & fraude cessantibus, summariè & de plano, ac sine strepitu & figura iudicii, & prout eis melius videbitur expedire, procedant.

In duorum omnium & singulorum Testimonium atque fidem Nos, Henricus & Petrus, Procuratores prædicti, præsentibus Literis sigillorum nostrorum appositione manuvimus.

Dat. in Palatio Westm. tertio die mensis Januarii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, tertio decimo.

Sigillis avulsis.

III.

24. Janv. Treuge seu Inducie inter HENRICUM V. Regem Anglie, & CAROLUM VI. Regem Francie in anni spatium conclusæ. Dat. Londons die 24. Januarii 1413. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IX. pag. 91.]

NOS,

GUILLIELMUS, miseratione divina, Archiepiscopus Bivaricensis, Karolus Dominus de Lebreto Connestabularius Francie; & Goutherus Colli, Conciliarii & Secretarius Serenissimi Principis Karoli, Dei gratia, Francorum Regis,

Ambaxiatores, Nuncii, & Commissarii, ab ipso Domino nostro Rege specialiter deputati, ad tractandum, communicandum, & finaliter concludendum,

Cum, Reverendo in Christo Patre, Thomâ, permissione divina, Dunelmensi Episcopo, Richardo Comite Warwici, & Magistro Henrico Ware Licentia in utroque Jure & Canonico Ecclesiæ Laudavensis,

De & super his, quæ bonum publicum, & specialiter Pacem & Concordiam utriusque Regni, Subditorum, & incolarum ambarum Partium concernere possunt,

Com-

III.

Trèves, entre HENRI V. Roi d'Angleterre, 24. Janv. & CHARLES VI. Roi de France, conclusus pour l'espace d'une Année. Fait à Londres le 24. Janvier 1413. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IX. pag. 91.]

NOS,

GUILLAUME, par la permission divine, Archevesque de Bourges, Charles Seigneur de le Bret Connestable de France, & Goutier Col, Conseillers & Secrétaire du Roy nre Seigneur,

Ses Ambaxadeurs & Commissaires, especiaulx Commis & Deputez de par lui, a traictier, communiquer, & finalement conclure

Avec, Reverend Pere en Dieu, Thomas, par la permission divine, Evêque de Duresme, Richard Conte de Warwich, & Maître Henry Ware Licencie en l'une & en l'autre Droit & Chanoine de l'Eglise de Landaven,

De & sur les choses, qui puent regarder le bien public, & par especial la Paix & Concorde de l'une & de l'autre Royaume, de France & d'Angleterre, & des Subgiez & Habitans d'iceulx,

Commis

DU DROIT DES GENS.

5

ANNO Commissariis ex parte adversarii Angliæ specialiter
1413. Deputatis,
Quarum quidam Commissionum tenores sequuntur
in hæc verba,

1414.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France,
à tous ceux, qui ces présentes Lettres verront,
Salut.

Savoir faisons que,

Pour honneur & reverence de nôtre Seigneur, &
pour échouer l'effusion du Sang humain, & les autres
maux & dommages innombrables & irréparables, qui
pour le fait & occasion des Guerres, qui le temps pas-
sé ont esté en ce Royaume, entre nos Predecesseurs
Rois de France & Nous, de une part, & nôtre Ad-
versaire d'Angleterre & ses Predecesseurs Rois d'An-
gleterre, d'autre part, & qui véritablement sont en dis-
position d'avenir de jour en jour, se provision & reme-
dy convenable n'y estoit miz,

Desirans de nôtre cuer venir à bonne Amour, Paix,
& Concorde avec nôtre dit Adversaire d'Angleterre,
par quoy le Peuple, que Dieu Nous a baillé & com-
miz à gouverner, puisse en nôtre temps & soubz nous
vivre en Paix & tranquillité,

Confians a plein des sens, circonspicions, loyau-
tes, & diligences de, nos amez & feaulx, Guillaume
Arcevesque de Bourges, Charles Seigneur de Lebrat
Conseiller de France nôtre treschier Cousin, &
Maître Goutier Col, nos Conseillers, & Secretaire,

Iceux trois ensemble, ou les deux d'eulx en l'ab-
sence de l'autre, avons ordene, commiz, & depute,
ordenons, commettons, & deputons, par la teneur
de ces présentes, pour & ou lieu de nous, pour assen-
bler avecques nôtre Adversaire d'Angleterre, ou ses
Gens, Commiz, & Deputez depar lui, ayans souf-
fisant Povoir de nôtre dit Adversaire, en quelconques
Villes, Chasteaux, Lieux, & Places du Pais & Ro-
yaume d'Angleterre ou d'autre, tel que a nôtre dit
Adversaire & a nos defusdiz Commiz semblera bon,
pour vaquer & entendre diligemment aux grans biens
dessusdiz, & pour parvenir, moyennant la grace de
Dieu nôtre Createur, a bonne Paix, Transquillité,
Amour, & Alliance entre Nous & nôtre dit Ad-
versaire,

Et pour ce que, eue consideration à la grandeur des
matres & besoignes, véritablement convenra avoir
plusieurs Journees, Assamblees, & Delais,

Et a fin que les choses dessusdites se puissent traic-
tier & continuer seurement & en plus amiable affec-
tion,

Avons donne, & donnons, par la teneur de ces
présentes, a nos susdiz Commiz & Deputez, & aux
deux d'eulx, plein povoir, autorité, & mandement
especial, de traicter, prendre, & accorder, avec nôtre
dit Adversaire d'Angleterre, ou ses Commiz, ayans
Povoir souffisant depar lui, toutes manieres de Treves
generales ou particulieres, en Mer, & en Terre, &
en telz Paiz & Limitations, en Mer, & en Terre, &
a si long ou brief temps, comme bon leur semblera,
pour nous, nos Royaume, Pais, Subgiez, & Sei-
gnouries, Amiz, Alliez, & Bienveillans, deca &
delà la Mer, d'une part, & les Royaume, Pais, Sub-
giez, & Seignouries, Amiz, Alliez, & Bienveillans,
deca & dela la Mer, de nôtre dit Adversaire d'Angle-
terre, d'autre part, par toutes honnourables voies &
manieres que fere se pourra,

Et de icelles Treves, par eulx printes & accordees,
faire crier & publier depar nous solennelment par tout
ou il appartendra,

Et aussi de ordener, instituer, & commetter, pour
nous & en nôtre nom, par leurs Lettres, certains
Gardiens, Conserveurs, & Juges d'icelles Treves
par eulx ainsi printes, en Mer, & en Terre, genera-
les ou particulieres, comme dit est, telz & en tel nom-
bre, comme bon leur semblera pour la ferte & per-
manence d'icelles Treves, & pour dueument reforme-
ment, congier, repaier, & amender tout ce qui, con-
tre la teneur d'icelles Treves, par eulx ainsi printes,
auroit esté, ou seroit fait ou attempté, en Mer, ou en
Terre, en aucune maniere.

Et avec ce leur avons donne, & donnons, par la
teneur de ces présentes, plein povoir, autorité, &
mandement especial; de donner bons, seures, &
loyaux Saucondiz, par Mer, & par Terre, par leurs
Lettres, en forme deee, seelles de leurs Seaulx, a
toutes Personnes que nôtre dit Adversaire voudroit
commetter & ordonner venir par deca la Mer, de

Commis & Deputez especialment depar l'Adversaire
d'Angleterre,
Des quelles Commissions les teneurs s'ensuient,

ANNO

1413.

1414.

quelque estat qu'ilz soient, en quelconques Villes &
Pais de nôtre dit Royaurie, pour occasion, Amour &
Alliance de la Paix de nous & de lui, come dit est,
& des circonstances & adjacences d'icelle Paix & A-
mour,

Les quelles Lettres & Saucondiz nous volons a-
voir telle vertue, force, & povoir, come se nous
mesmes les avions donnez & otroyez soubz nôtre
grant Seel,

Et promettons loyaument, en bonne foy, & en pa-
role de Roy, avoir, tenir, & faire tenir a tousjours,
ferme & estable, tout quanque fait sera par nos diz
Ambaxiateurs, Commiz, & Deputez ensemble, ou
par les deux d'eulx, sur toutes & chascune des choses
dessusdites, & d'en donner nos Lettres confirmatoi-
res, soubz nôtre grant Seel, sur tous les Points & Ar-
ticles qui ainsi seront accordez par eulx, & de les faire
mettre a execution deue, diligemment de poin en
point, selon leur forme & teneur, en tant comme a
nous en est & fera,

Et ce promettons aussi soubz caution & obligation
de tous nos Biens, meubles & immeubles, presens &
avenir, sans james faire, d're, ne proposer par nous,
ne par autre, en jugement, ou dehors, aucune chose
ou contraire,

Mandons & commandons a tous nos Justiciers, Of-
ficers, & Subgiez que a nous dessus diz Commiz & De-
putez, & a leurs Lettres & Mandemens obeissent &
entendent diligemment.

En tesmoing de ce nous avons fait mettre nôtre
Seel a ces présentes Lettres.

Donne a Paris le xi. jour de Novembre, l'an de
grace mil, quatrecentis, & treze, & de nôtre Regne
le xxiv.

Ainsi signee.

Par le Roi en son Grant Conseil;

Ou le Roy de Sicilie:

Messires les Ducs,

De Berry,

D'Orleans,

De Bar,

Et de Baviere:

Les Comtes,

De En,

Et de Vendosme: vous l'Arcevesque de Sens;

Et autres estoient.

P. FERRON.

HENRICUS, Dei gratia, Rex Anglie & Francie;
& Dominus Hibernie; omnibus, ad quos præ-
sentes Literæ pervenerint, Salutem in Domino semper-
ternam.

Cum nuper Adversarius noster Francia certos Am-
bassiatores, Nuncios, & Commissarios suos,

Videlicet, Reverendum in Christo Patrem, Domi-
num Willielmum, permissione divina, Bisturicensium
Archiepiscopum; Karolum Dominum de la Brye Con-
sanguineum suum & Constabularium, & Magistrum
Gonterum Col Secretarium, Consiliarios suos,

Ad Regnum nostrum Angliæ transmissit, ad trac-
tandum, comunicandum, & concludendum, una no-
biscum, seu Commissariis nostris, ea, quæ Bonum,
Pacem, & tranquillitatem utriusque Regni concerne-
re possunt, sicut & prout in Literis Commissionis
Adversarii nostri prædicti eis inde factis plenius conti-
netur,

Ipseque Ambassiatores, viva voce oraculo, in præ-
sentia nostra, seriofius exposuerunt,

Universitati vestræ notum facimus quod nos,

Ob Reverentiam Dei, qui ad pacem firmandam
Bellum spontaneus inistit, ad evitandam Sanguinis
Christiani effusionem, atque dampna irreparabilia,
quæ diu Guerrarum voragines deduxerunt, & dedu-
cent verisimiliter in futurum, si remedium in ea parte
congruum nullatenus apponatur, & ad finem quod
nos, tempore nostro, nostris Subditis Pacem præpara-
mus,

Ad tractandum, comunicandum, & procedendum,
de & super materiis antedictis, una cum eisdem Am-
bassiatoribus, Nunciis, & Commissariis dicti Adversarii,
nostros præbuimus consensum & assensum,

Unde Nos,

A 3

De

ANNO

1413.

1414.

De prudentia, circumspeditione, fidelitate & industria, dilectorum nostrorum, Venerabilis in Christo Patris, Domini Thome Dunelmensis Episcopi, Richardi Comitis Warwic' carissimi Consanguinei nostri, & Magnifici Henrici Ware in utroque Jure Licentiatii Canonici Ecclesie Landavensis, Consiliariorum nostrorum, plenius confidentes,

Ipsos tres, & duos eorum, nostros fecimus, ordinavimus, & deputavimus, ac, per presentes, facimus, deputamus, & ordinamus nostros certos & indubios Commissarios,

Dantes eisdem tribus, aut duobus eorum, plenam potestatem, auctoritatem, & mandatum speciale, pro nobis & nomine nostro, unâ cum prædictis Ambasiatoribus, Reverendo Patre, Willielmo, Karolo Domino de la Brye, & Gouthero, conveniendi, comunicandi, tractandi, & finaliter concludendi, de & super omnibus & singulis materiis, de quibus ipsi Ambasiatores, pro parte Domini sui prædicti, cum eisdem Commissariis nostris communicare sua tractare voluerint, in omnibus & singulis Locis, ac totiens & quotiens eis videbitur expedire,

Et specialiter ad capiendum, inendum, & concordandam, unâ cum dictis Ambasiatoribus, Commissariis, sive Nunciis, bonas, firmas, & stabiles Treugas, generales vel particulares, per Mare, & per Terram, ac tanto tempore duraturas secundum quod inter eos concordari poterit, pro Nobis, Regnis, Terris, Patriis, Dominis, Subditis, Amicis, Alligatis, & Confoederatis nostris, citra & ultra Mare, necnon Regnis, Terris, Patriis, Dominis, Subditis, Amicis, Alligatis, & Confoederatis dicti Adversarii nostri, omnibus honestis modo, via, & forma quibus inter se concordari poterunt,

Et ipsas Treugas, inter ipsos capiendas & concordandas, per omnia Regna, Terras, & Domina nostra proclamari & publicari faciendum ubicunque opus erit,

Ac etiam, ut eo firmitus atque inviolabiliter Treugæ prædictæ confervantur, tam per Terram, quam per

Mare, ad faciendum, ordinandum, & deputandum tot & tales Conservatores & Judices dictarum Treugarum generales vel speciales, & in tanto numero, prout & sicut eis melius videbitur expedire, ad corrigendum & reformatandum eorum, & quicquid contra dictas Treugas attemptatum fuerit,

Et promittimus, in bonâ fide, & in verbo Regio, de tenendo & teneri faciendo firmum, ratum, & stabile eorum & quicquid per dictos Commissarios nostros, aut duos eorum, in præmissis, seu aliquo eorum, factum fuerit,

Et quod nos concedemus & faciemus, seu fieri faciemus, Literas Confirmatorias, sub nostro magno Sigillo, de & super omnibus & singulis Articulis & Punctis, de quibus inter eos fuerit concordatum, & de exequendo eadem cum debita diligentia, secundum tenorem & formam eorumdem, in quantum in nobis est, & ad nos pertinet,

Et hoc promittimus etiam sub cautione & obligatione omnium bonorum nostrorum, mobilium & immobilium, presentium & futurorum, ita quod nunquam per nos, vel alium, nomine nostro, dicemus, faciemus, aut proponemus, in iudicio, vel extra, quicquam in contrarium,

Mandantes omnibus Justiciariis & Subditis nostris quatinus dictis nostris Commissariis & Deputatis, ac eorum Literis & Mandatis, obediant & intendant diligenter.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras Patentes, magni Sigilli nostri apensione, fecimus communiri.

Dat. apud Palatium nostrum Westm. x. die Januarii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, tertio decimo, & Regni nostri primo.

Sic signatum,

Per ipsum Regem.

HONYNGHAM.

OMNIBUS, ad quos presentes Literæ pervenerint, Salutem & fidem præsentibus adhibere.

Ad Universitat' vestræ notitiam deduci volumus quod nos, de mandato Domini nostri Regis, cum prædictis Ambasiatoribus & Nunciis dicti Adversarii Angliæ, nonnullis Tractatus habuimus, Consultationes, & Communicationes diversas; de & super materiis, nobis & eis, ut prædictur, commissis;

Et tandem,

Ad honorem Dei ejusque Ecclesie Sacrosancie, & ad evitandum Sanguinis humani effusionem, mala etiam & dampna irreparabilia, quæ occasione Guerrarum evenerunt, & indies eveniunt, & verisimiliter inter Regna prædicta evenient, si remedium congruum non apponatur,

Ac ut eo liberius, maturius, & securius ad Pacem, inter duo Regna a Christo Fidelibus diu desideratam, perveniri possit,

Videbatur nobis & eis expediens fore, utile, atque necessarium quod Treugæ generales, seu Abstinencie Guerrarum, inter Partes antedictas, pro Regnis Francie & Angliæ, eorum Terris, Dominis, Subditis, Alligatis, & Confoederatis, citra & ultra Mare, ubicunque constitutis, caperentur, jurentur, & finaliter concluderentur,

Quibus durantibus Amor mutus, & Amicitia, atque conversatio grata inter Partes antedictas, & eorum Subditos haberi, introduci, nutrirî, & firmari possent, ac Marcantiæ communes, per Terram, & per Mare, liberis & securis vehi poterint & exerceri.

Hinc est quod nos,

Guillelmus Archiepiscopus, Karolus Dominus de Le Breto Connestabularius Francie, & Goutherus,

Ambasiatores, Nuncii, & Commissarii Francie su prædicti,

Post dicta Communicationes, Consultationes, maturâ & deliberata Consilia, in vim Potestatis nobis attributæ, inivimus, fecimus, promissimus, & concordavimus, pro dicto Domino nostro Rege, Regnis, Terris, Dominis, Subditis, & Alligatis suis; videlicet,

A Tous ceulx, qui ces presentes Lettres verront,

Salut & plaineure soy adjoûter a ces presentes.

Savoir vous faisons que, par le commandement de nostre tresredoubte Seigneur le Roy de France, nous, avec les dessusditz Ambaxateurs & Messagers de l'Adversaire d'Angleterre, avons euz plusieurs Traictiez, Consultations, & diverses Communications, de & sur les matieres, a nous & a ceulx commises; come dit est;

Et en conclusion, Pour honneur & reverence de Dieu & de nostre Mere Sainte Eglise, & pour escheuer l'effusion du Sang humain, & les maulx & dommages irreparables, qui pour occasion des Guerres sont advenues, & advenient chascun jour, & sont en voie d'avenir si ditz Royaumes, se convenient remede n'y est mis,

Et aussi a fin que plus liberalment, plus meurement, & plus seurement ou puisse venir a la Paix, desirer pour tous bons Christiens, entre les ditz deux Royaumes,

Nous a semble & a ceulx aussi tresexpedient; profitable chys, & necessaire que Treves generales, ou Abstinence de Guerre, entre les Parties dessus dites, pour les ditz Royaumes de France & d'Angleterre, & leurs Terres, Seigneuries, & Subgiez, & aussi pour leurs Alliez & Confoederes, deca & dela la Mer, en quelconque Lieu qu'ilz soient, soient prises, enconvenances, & finalement sermees & conclues,

Durans les quelles Treves, Amour mutuelle, & vraie Amite, & gratuite conversation puissent estre introduites, nourries, & sermees entre les Parties dessus dites, & leurs Subgiez, & Marchandises communes, par Mer & par Terre, puissent estre seurement portees & exercees.

Pource est il que nous, Guilleaume, par la permission Droide, Archevesque de Bourges; Charles Seigneur de le Bret Connestable de France, & Goutier Col, Conseillers; Ambaxateurs, Messagers, & Commissaires dessus nommez,

Après les dictes Communications, Consultations, & les Consaulx meurs & deliberez, sur les matieres dessus dites, par vertu du Pvoir a nous attribue dessus transcript, avons enconvenance, fait, promis, & accorde; pour le Roy nostre dit Seigneur, ses Royaume, Terres, Seigneuries, Subgiez, & Alliez; c'est assavoir,

Rége

Le

ANNO

1413.

1414.

*Rex Romanorum,
Rex Castellæ, & Legionis,
Rex Bohemie,
Rex Scotiae,
Rex Navarrie;
Rex Aragonie;
Dux Hollandiæ, Comes Hannie;*

*Dux Brabantie,
Dux Gueldrie,
Comite Marchie de Scitiâ,
Domino de Man,
Domino Insularum de Scitiâ,*

Et eorum Regnis, Terris, Dominis, & Subditis,
per Mare, & per Terram, citra & ultra Mare,

Et, per presentes, inimus, facimus, promittimus,
& concordamus unâ cum præfatis Ambaxiatoribus &
Nunciis,

Qui etiam nobiscum, pro prædicto Adversario An-
glie, Terris, Dominis, Subditis, & Alligatis suis;
videlicet,

*Rex Romanorum,
Rex Castellæ & Legionis;
Rex Dacie, Suesie, & Norwegie;
Rex Portugalie;
Ludovico Duce Bavarie, Comite Hanonia, Hollan-
die, & Zellandie,
Duce & Communitate Jannefium,
Donaldo Domino Insularum,
Et Johanne Stanle pro Dominio de Man;*

Et eorum Regnis, Terris, Dominis, & Subditis,
per Terram & per Mare, ac citra & ultra Mare,

Inierunt, fecerunt, promiserunt, & concordarunt
bonas, firmas, indubias, & inviolabiles Treugas ge-
nerales, tam per Terram, quam per Mare, pro uno
Anno, incipiente ab ortu Solis diei Purificationis Bea-
tissimæ gloriofæ Virginis, proximò futuræ, usque ad
occasum Solis diei ejusdem Anno revoluti, qui erit
Anno Domini millesimo quadringentesimo quarte-
decimo.

Quæ quidem Treugæ, sic per nos capte, mittentur,
infra tres menses proximos post Datam præsentium,
ad Alligatos unius & alterius Partis,

Qui, infra eosdem tres menses, acceptabunt, jura-
bunt, & confirmabunt; acceptari, jurari, & confir-
mari facient per omnes Dominos, Officiarios, & Sub-
jectos Patriarum suarum, de quibus ipsi Alligati per
Partem adversam requisiti fuerint, de tenendo, custo-
diendo; & faciendi teneri & custodiri has presentes
Treugas; sic de unanimi & mutuo consensu, ut præ-
dictur, captas, secundum eorum formam & tenorem,
absque fraude & malo ingenio;

Et, si ipsi Alligati hoc facere recusant; tunc ille,
vel illi, qui non voluerit, vel non voluerint, erit, &
erunt exclusi de omnibus beneficiis præsentium Treu-
garum;

Et, quantum ad illos; unius Partis & alterius; qui
has presentes Treugas acceptare, jurare, & affirmare
voluerint; ipsæ Treugæ suum teneant & habeant robur
& effectum absque fraude & malo ingenio.

Item, quod, durantebus eisdem Treugis, cessare fa-
ciat Dominus noster Rex Francie per se, & Subditos
suos, & etiam cessare faciant dicti Alligati sui, qui
præsentes Treugas acceptare voluerint, per se, & Sub-
ditos suos; omnes prius Personarum, Bonorum, Vil-
larum, firmatarum, Fortalitiorum, & aliorum Loco-
rum; omnes pilleries, roberias, incendia, demoliti-
ones domorum & murorum, prostrationes arborum
portantium fructus, & aliarum quarumcumque, & om-
nia alia facta Guetræ, per omnia Regna, Terras, &
Dominia dicti Adversarii, & Subditorum suorum, ac
etiam Alligatorum suorum, in præsentibus Treugis no-
minatorum, qui presentes Treugas acceptaverint; tam
in Mare, quam in Terrâ, cessantibus omnibus frau-
dibus & malo ingenio.

Et poterunt, durantebus præsentibus Treugis, om-
nes Vassalli & Subditi dicti Adversarii, & Alligatorum
suorum prædictorum, qui has presentes Treugas rati-
ficaverint, juraverint, & promiserint, ire, venire, &
mer-

Le Roy des Rommains,
Le Roy de Castelle & de Leon,
Le Roy de Bahangne,
Le Roy d'Escoce,
Le Roy de Navarre,
Le Roy d'Arragon,
Le Duc Guillaume de Beaviere, Conte de Hai-
nault, Hollande & Zellande,
Le Duc de Breban,
Le Duc de Guelre,
Le Conte de la Marche d'Escoce;
Le Seigneur de Man,
Et Seigneur des Yles d'Escoce,

*Leurs Royaumes, Terres, & Seigneuries, & Sub-
gez, par Mer, & par Terre, deca & dela la Mer,
Et, par ces presentes, enconvenances, faisons, pro-
mettons, & accordons, avec les dessus nommez Am-
baxadeurs & Messagers,*

*Les quieulx semblablement ont enconvenances, saic-
tes, promises, & accordees, fermees, & estables Tre-
ves generales, tant par Mer, comme par Terre, pour
le dit Adversaire d'Angleterre, ses Terres, Seigneuries,
& Subgez, & pour ses Alliez; c'est assavoir;*

Le Roy des Rommains,
Le Roy de Castelle & de Leon;
Le Roy de Dace, Suesie, & Norvegue,
Le Roy de Portugal,
Loys Duc de Baviere,
Conte Palatin du Rin,
Le Duc de Bretagne,
Le Duc Guillem de Baviere; Conte de Hainau;
Hollande, & Zellande,
Le Duc & Communité de Jennes;
Donaldo Seigneur des Isles,
Et Jehan Stanley pour la Seignorie de Man;

*Leurs Royaumes, Terres, & Seignories, & Subgez,
deca & dela la Mer,*

*Pour ung an commençant au Soleil levant le jour
de la Purification nre Dame prouchain venant, &
finissant le jour de la dicte Purification l'an revolu so-
leil couchant, qui sera l'an mil. cc. C. & xiv.*

*Les quelles Treves; ainsi par nous prises, seront
envoies, dedens trois mois prouchains, apres la Date
de ces presentes, aux Alliez de l'une & de l'autre
Partie;*

*Les quieulx Alliez, dedens les dix trois mois, ac-
cepteront, jureront, & confermeront, & seront accep-
ter, jurer, & confermer par tous les Seigneurs, Offi-
ciers, & Subgez de leurs Pais; des quieulx iceulx Al-
liez seront requis par la Partie adverse; de tenir &
garder, & faire tenir & garder, ces presentes Treves;
ainsy par nous prises d'un commun assentement, selon
leur forme & teneur, sans fraude & mal engin,*

*Et, se yeulx Alliez refuser, & ce faire, celui, ou
ceulx, qui ce faire ne voudroient, ou ne voudront, sera,
& seront exclus de tous benefices de ces presentes Tre-
ves;*

*Et, quant à ceulx; de l'une & de l'autre Partie,
qui ces presentes Treves voudront accepter, jurer, &
confermer, iceulles Treves auront & tiendront leur force
& effect sans fraude & mal engin.*

*Item, que, durante ces presentes Treves, nre dit
Seigneur le Roy de France sera cesser par lui, & par
ses Subgez, & aussi seront cesser ses dix Alliez, qui ces
presentes Treves voudront accepter; par eux, & par
leurs Subgez, toutes priuses de Personnes, de Biens, de
Villes, fermes, roberies, arceures, demolitions de maisons
& de murs, abatemens d'arbres portans fruit, & autres
quelconques, & tout autre fait de Guerre, par tous
les Royannets, Terres, & Seigneuries du dit Adversaire
& de ses Subgez; & aussi de ses Alliez, nommez en
ces presentes Treves, qui iceulles aront acceptees, tant
en Mer, comme en Terre; cessant en toutes choses frau-
de & mal engin.*

*Es pourront, durante ces presentes Treves, touz les
Vassaulx & Subgez du dit Adversaire & de ses Alliez
dessusdits; qui ces presentes Treves aront ratifiees,
jurees, & promises, aler, venir, & marchander par
tous*

ANNO

1413.

1414.

CORPS DIPLOMATIQUE

ANNO mercandisare per omnia Regna, Terras, & Domina
 dicti Domini nostri Regis, citra & ultra Mare, de
 1413. Mercandis licitis, & non prohibitis; ejusmodi sunt
 Armature, Artillerie, & alia Machina & preparam-
 1414. enta Guerrarum, & res invasibiles.

Et etiam poterunt facere omnia alia opera & nego-
 tia securè in Regnis, Terris, Patriis, & Dominis
 dicti Domini nostri Regis, & Alligatorum suorum su-
 perius nominatorum, qui dictas Terras acceptare &
 jurare voluerint, sicut supradictum est (inermes tamen,
 exceptis de gladio & cultello) absque impedimento,
 arrestatione, vel molestatione per viam maris, re-
 prisaille, vel intercurfus; solvendo semper Deveria ta-
 lia, sicut Alligati & Confederati dicti Domini nostri
 Regis pro tempore solvere tenebuntur, in Locis &
 Patriis ubi ipsi fuerint.

Proviso tamen quod non poterint ipsi intrare Castra,
 Civitates, Villas firmatas, aut alia Fortalia absque
 licentia Dominorum, Capitaneorum, seu Custodum
 eorumdem, aut aliorum habentium ad hoc potestatem;
 & si eveniat quod aliquis ibi intraverit per licentiam
 alicujus, qui de dando licentiam hujusmodi potestatem
 non habuerit, ipse, qui taliter intraverit, penariè li-
 berabitur, & inde recedere poterit libere, absque eo
 quod aliquis ab ipso quicquam, ea occasione, exigere
 poterit; & ipse, qui eidem hujusmodi licentiam dederit,
 & ad hoc potestatem non habuerit, ipsum indamp-
 nem conservare tenebitur, & cum hoc secundum
 exigentiam casus, debite punietur; & si non habuerit
 unde dampna prædicta resarcire poterit, gravius propter
 hoc in corpore punietur.

Et etiam poterunt Gentes Fortaltiorum, dicti Ad-
 versarii, & Alligatorum suorum, comparare Victualia
 ab aliâ Parte, quotiens & quando ipsi opus erit.

Item, quod, durantibus præsentibus Treugis, nulla
 Castrum, Villa firmata, vel Fortaltium, poterunt
 capi, subtrahi, vel recipi, ab una Parte super aliam,
 per vim Armorum, insurrectionem, donationem, per-
 mutationem, impignorationem, venditionem, vel per
 quæcunque alium modum, contractum, titulum,
 vel colorem; & si aliquid sit factum vel attemptatum
 in contrarium, per unam vel aliam Partem, vel per
 Alligatos eorumdem, illud erit reparatum, ad primum
 & debitum statum, absque contradictione seu difficul-
 tate quibuscunque.

Et, si aliqui, de una Parte vel de aliâ, capiant dictum
 Fortaltium super aliam Partem, ipse, super quem dictum
 Fortaltium captum fuerit, ipsum recuperare poterit
 per viam facti, vel aliter, quocunque modo meliùs
 poterit.

Et etiam poterit punire malefactores, secundum
 quod pertinet, ad exigentiam casus:

Et tenebuntur Conservatores Partis ipsius, qui ip-
 sum Castrum cepit, succurrere & adjuvare ipsum,
 super quem dictum Fortaltium captum fuerit, quan-
 citius & quam diligenter hoc facere poterit, ad expen-
 sas Partis offensentis:

Vel, si magis placuerit ipsi, super quem dictum
 Fortaltium captum fuerit, ipse requirere poterit &
 summare Conservatores alterius Partis, quod ipsi fa-
 ciant reddi & restitui dictum suum Fortaltium, & pun-
 niant malefactores qui hoc cepit; quam quidem
 provisionem ipsi Conservatores mutuo perficere tene-
 buntur & complere secundum suum posse.

Et, si contingat quod ipse, vel ipsi, qui cepit
 & occupaverint dictum Fortaltium, obedire noluerint
 ad id quod dictum est, Conservatores unius & alteri-
 us Partis tenebuntur adjuvare, una Pars aliam, &
 reducere malefactores ad obedientiam, & ipsos punire
 secundum exigentiam casus; & quum dictum Cas-
 trum seu Fortaltium recuperatum fuerit, per modum,
 ut prædictum, ipsum restituetur & reddetur ipsi, super
 quem ipsum captum fuerit.

Item, quod, durantibus hiis præsentibus Treugis,
 nullum Fortaltium erit ædificatum, nec factum de
 novo, per unam vel aliam Partem, nec per suos Sub-
 ditos, vel Alligatos supradictos, qui præsentibus Treu-
 gis acceptaverint, infra septem leucas prope aliquod
 Castrum, Villam firmatam, vel aliud Fortaltium Partis
 adversæ, absque hoc quod licentiam habuerit ab
 aliâ Parte; & si eveniat quod aliquis contrarium faci-
 at, ipsum attemptatum statim & integraliter repa-
 ratur.

Est est intelligendum de septem leucis prope Fortali-
 tia, in partibus in quibus computatur per leucas; & in
 partibus, in quibus computatur per millaria, ad viginti
 millaria prope; quæ quidem viginti millaria æquipol-
 lent dictis septem leucis.

Item;

ANNO toutz les Royaumes, Terres, & Seigneuries du Roy nôtre
 1413. dit Seigneur, deca & delà la Mer, de Marchandi-
 ses licites, & non défendues; comme sont Armes, Artillerie,
 1414. & autres Machines & Abillemens de Guerre, & choses invasibles.

Et ausy pourront fere seurement toutes autres o-
 vres & besognes es Royaumes, Terres; Pais, & Sei-
 gneuries de nôtre dit Seigneur le Roy, & de ses Alliez
 dessus nommez, qui les dictes Terres voudront accep-
 ter & jurer, comme dessus est dit (desarmez toutes-
 voies, excepte d'espee & de coutel) sans aucun empei-
 chement, arrest, ou molestation par voie de marsue,
 reprisaille, ou entrecours; ou paient tousjors les De-
 voirs, tels comme les Confederéz & Alliez du Roy
 nôtre dit Seigneur seront tenus de paier, es Lieux &
 Pais ou ilz sont.

Pourveu toutes voies que ilz ne pourront entrer en
 Chastel de garde, Villes fermées, ou autres Fortereses;
 sans licence des Seigneurs, Capitaines, ou Gardes d'i-
 ceulx, ou d'autres ayans pouvoir a ce; & s'il advenoit
 que aucun y entrast par licence d'aucun, qui n'eust
 pas puissance d'en donner licence, celui, qui ainsi y
 seroit entre, seroit mis a plainne delirance, & s'en
 pourroit aler franchement sans ce que aucun, pour oc-
 casion de ce, lui peust aucune chose demander; & cel-
 lui, qui lui auroit donne la dicte licence, & n'avoit
 pas le pouvoir de lui donner, seroit tenu de le desdamp-
 nager, & avec ce seroit puny de mortem selon l'exi-
 gence du cas; & s'il n'avoit de quoy paier & rendre
 les dommaiges desdiz, il seroit pour ce puny en
 corps plus grieusement.

Et, avec ce, pourront les Gens des Fortereses du dit
 Adversaire, & de ses Alliez, acheter vivres de l'autre
 Partie, toutes fois que meliier leur sera.

Item, que, durant ces presentes Treues; nul Chas-
 tel, Ville fermee, ou Forteresse ne pourront estre prises,
 substraictes, ne receues, de l'une Partie sur l'autre,
 par force d'Armes, eschelement, donation, permutation,
 engagement, vendition, ne par quelconque autre manie-
 re, contrait, titre, ou couleur; & s'aucune chose
 estoit faicte ou attemptee au contraire, par l'une ou par
 l'autre Partie, ou par les Alliez d'icelle, il sera repare
 & rance au premier & deu estat, sans contradiction
 ou difficulte quelconques.

Es s'aucun, de l'une ou de l'autre Partie, prenoit
 Forteresse sur l'autre Partie, cellui, sur qui la dicte For-
 teresse aura este prise, la pourra reconquer par voie de
 fait, ou autrement, en quelconque maniere que mieulx
 pourra.

Et ausy pourra punir les malfaisances, ainsi qu'il
 appartenra, selon l'exigence du cas:

Et seront tenus les Conservatores de la Partie d'icel-
 lui, qui la dicte Forteresse aura prinse, de secourir &
 aider cellui sur qui elle aura este prinse, le plus tost &
 le plus diligemment que faire se pourra, aux despens de
 la Partie qui aura offensa:

Ou, s'il plaist mieulx a cellui, sur qui la dicte For-
 teresse aura este prise, il pourra requerr & sommer les
 Conservatores de l'autre Partie, qu'ilz lui fassent ren-
 dre & restituer la dicte Forteresse, & qu'ilz punissent
 les malfaisances qui l'ont prinse; la quelle provision iceulx
 Conservatores seront tenus de parfaire & accomplir se-
 lon leur pouvoir.

Et, s'il advenoit que cellui ou ceulx, qui la dicte
 Forteresse ont prinse & occupez, ne voulsissent obeir a ce
 que dit est, les Conservatores de l'une & de l'autre
 Partie seront tenus de aider, l'une Partie l'autre, &
 reduire les malfaisances a obeissance, & iceulx punir
 selon l'exigence du cas; & quant le dit Chastel ou
 Forteresse sera reconquer, par la maniere, que dit est,
 yeellui Chastel sera rendu & restitue a cellui, sur qui
 il aura este prii.

Item, durant ces presentes Treues, nulle Forteresse
 ne sera faicte, ne edifiee de nouvel, par l'une Partie
 ou par l'autre, ne par les Alliez dessus nommez, qui
 ces presentes Treues auront acceptees; plus pres de sept
 lieues d'aucun Chastel, Ville fermee, ou Forteresse, de
 la Partie adverse, sans avoir eu premierement licence de
 l'autre Partie; & s'il advenoit que aucun feist le
 contraire, ce attemptat seroit tantost repare entiere-
 ment.

Et est a entendre a sept lieues pres de Forteresse, es
 Pais, es lieulx ou compte par lieues; & es Pays, ou
 l'on compte par milles, a vint mille pres; les quenz
 vint mille equipolent a sept lieues.

Item;

ANNO

1413.

1414.

Item, non patietur dictus Dominus noster Rex, nec aliquis Confœderatorum suorum, qui prædictas Treugas acceptaverint, in quantum ad ipsos, vel aliquem ipsorum, aut Subditos suos pertineat, aliqua Personæ aut Bona, per Mare, vel per Terram, occasione Guerræ; vel aliter, durantibus præsentibus Treugis, capi, arrestari, impetiri, vel molestari, aut aliquas possessiones usurpari in Partibus & Terris dicti Adversarii Angliæ, nec Alligatorum suorum prædictorum, qui Treugas prædictas acceptaverint, aut Subditorum suorum, contra tenorem præsentium Treugarum,

Et si aliqua Personæ, Bona, Terræ, vel Loca capiuntur, occupantur, seu usurpentur, durantibus Treugis præsentibus, & contra eas, dictus Dominus noster Rex, & Alligati sui quilibet, in quantum ipsum concernat, in Terris & Dominis suis, Personas, Bona, & Loca hujusmodi capta, tam per Mare, quam per Terram, reddent & restitui facient, absque dilacione, contradictione, vel difficultate aliqua, quam citius per Partem adversam inde fuerit requisit.

Item, promissum est & concordatum quoddam, si aliqui, unius Partium prædictarum, vel Alligatorum suorum, deliquerint in Territorio alterius Partis, vel Alligatorum suorum, & non fuerint capti per Gentes Territorii ubi ipsi delictum commiserint, & se retraxerint sub Dominio ipsius cujus partem tenuerint, Conservatores ipsarum Partium, super hoc requisiti, tegebunt liberare Personas, si quas captæ fuerint, & reparare attemptata & dampna, de bonis Malefactorum, ad quantum se extendere poterint; & ubi Bona dictorum Malefactorum reperiri non poterint, de penulendo Personas, secundum exigentiam casus.

Et, si Malefactores obedire noluerint, & opus fuerit, Conservatores alterius Partis, si ad hoc requisiti fuerint, adjuvare teneantur, expensis Domini sui, Conservatores ipsius Partis, cujus fuerint Malefactores, ad ipsos mittendum ad obediendum, & puniendum secundum eorum demerita.

Item, per nullum malefactorum, attemptatum, vel interceptum, per Mare, vel per Terram, si aliqua eveniat in aliqua parte Regnorum, Terrarum, Dominiorum, & Partium dicti Domini nostri Regis, Subditorum suorum, vel Alligatorum, vel Adversarii sui, Subditorum, seu Alligatorum, qui has præsentibus Treugas acceptare voluerint, ut præmittitur, (quod Deus avertat) contra superius expressa, vel aliquod eorum, præsentibus Treugis non debent, aut poterunt esse tentæ, seu reputatæ, in eâ parte, nec alibi, pro fractis, sed erunt in toto vigore & robore permanentes; nec Guerræ pro eo fieri debent ab una parte, vel ex alia, nec prius Personarum, obsequios Villarum firmatarum, Castrorum, aut Fortalitiorum, nec homicidia, nec murtidia commissa, nec Personæ ad redemptiones posite, nec Merchandise impeditæ, aut aliud gravamen quodcunque factum; sed erunt reparata & reposita ad primum & debitum statum malefactoria, attemptata, & intercepta, facta per ipsos de parte Domini nostri Regis, & Confœderatorum suorum, tam per Mare, quam per Terram, in quantum singulos eorum concernit, per Conservatores & Commissarios, quos dictus Dominus noster Rex, & Alligati sui duxerint ordinandos, in qualibet Partium suarum, super dictis Treugis; & dicti Malefactores, secundum quod casus exigerint, debite punientur.

Item, si aliquod dubium, ambiguitas, vel obscuritas, in præsentibus Treugis, vel aliquo puncto earundem, contigerit, de quo vel de quibus Conservatores præsentium Treugarum utriusque Partis concordare non possint, dictus Dominus noster Rex & Adversarius suus Angliæ committent talibus Personis, quibus bonum sibi videbitur, ad declarandum dubium, ambiguitatem, & obscuritatem prædictas.

Et non est intentionis nec voluntatis nostræ quod præsentibus Treugis generales, modò capte, debeant in aliquo præjudicare Partibus currentibus die Datæ dictarum Treugarum: nec etiam est intentionis vel voluntatis nostræ quod illi, de Ducatu Aquitanie, & de Regno Franciæ, qui pro facto Guerrarum recesserunt & abierunt a Castellaniis, & voluerint, de eorum propria voluntate, durantibus eisdem Treugis, redire ad Loca a quibus recesserunt pro facto Guerrarum, ut dictum est, teneantur solvere Locis, a quibus recesserunt, & in quibus reverterent, talia verbera & obventiones, qualia solverunt ante eorum recessum, occasione

Item, le Roy nôtre Seigneur ne souffrira point, ne aussi ne souffriront aucuns de ses Alliez, qui ces présentes Treves auront acceptées, en tant comme a eulx, ou a aucuns d'eulx, ou de leurs Subgiez puet appartenir, que aucunes Personnes, ou Biens, par Mer, ou par Terre, puissent estre pris, arrestez, ou empeschiez, pour occasion de la Guerre, ou autrement, durans ces présentes Treves, ne possessions quelxconques estre usarpées es Terres & Pais du dit Adversaire d'Angleterre, ne de ses Alliez dessus diz, qui ces présentes Treves auront acceptées, ne de leurs Subgiez, contre la teneur d'icelles.

Et, l'aucune Personne, Biens, Terres, ou Lieux estoient prises ou occupées, durans ces présentes Treves, & contre la teneur d'icelles, nostre dit Sire le Roy, & ses Alliez, en tant qu'il regarde un chascun d'eulx, ou leurs Terres & Seignories, les Personnes, Biens, & Lieux, ainsi pris, tant en Terre, come en Mer, seront rendre & restituer, sans delay, contradiction, ou difficulté quelconques, le plus tost que faire se pourra, si tost qu'ilz en auront esté requis par la Partie adverse.

Item, est promis & accordé que, se aucun de l'une ou de l'autre Partie, ou de leurs Alliez, commettent aucun delit ou Territoire de l'autre, ou des Alliez d'icelle Partie, & ilz n'aient esté pris par les gens du Territoire ou ilz ont commis le dit delit, & ilz se retraxeront sous la Seigneurie de celui de qui ilz tiennent la partie, les Conservatores de l'une & de l'autre Partie, sur ce requis, seront tenez de delivrer les Personnes, l'aucunes en estoient prises, & reparer les attemptz & les dommages des Biens des Malefacteurs, en tant come ilz se pourront étendre; & ou cas que les diz Biens ne pourront estre trouvez, ilz seront tenez de punir les personnes, selon l'exigence du cas.

Et, se les Malefacteurs ne voient obeer, & il estoit besoyn, les Conservatores de l'autre Partie, s'ilz en sont requis, seront tenez de aider, aux despens de leur Seigneur, les Conservatores de l'autre Partie, de qui les Malefacteurs seront, à les contraindre a ramener a obissance yeue les Malefacteurs, & a les punir selon l'exigence du cas.

Item, que par nul messais, attemptat, ou entreprise, fait par Mer, ou par Terre, s'aucuns en advenient, en aucunes Parties des Royaumes, Terres, Seignories, & Pais du Roy nôtre dit Seigneur, de ses Subgiez, ou de ses Alliez, ou de son Adversaire, ou de ses Subgiez, ou de ses Alliez, qui ces présentes Treves auront acceptées, comme dit est (que Dieu ne veuille) contre les choses dessus dites ou aucunes d'icelles, ces présentes Treves ne puent, ne pourront, estre tentées ou repenties, en ceste partie, ne en autre, pour rompre, mais de mourront en leur force & vigour, ne poir en Guerre ne se devra faire par l'une ou par l'autre Partie, ne prise des Personnes, ne Villes fermées, Chastaux, ou autres Fortereses estre assiegées, ne Homicide, ne Murtre estre commis, ne Personnes mises a ræzon, ne Merchandise empeschée, ou quelque autre Grief estre fait; mais seront reparees & remises au premier & deu estat touz malefices, attemptz, ou entreprises, faictes par ceulx de la partie du Roy nôtre dit Seigneur, & de ses Alliez, tant par Terre, comme par Mer, en tant qu'il puet regarder ung chascun d'eulx, par les Conservatores & Commissaires, telz comme le Roy nôtre dit Seigneur & ses Alliez voudront ordonner, en chascun de ses Pais, sur les dites Treves; & les Malefacteurs seront puniz, selon l'exigence des cas.

Item, se aucune doute, ambiguité, ou obscurité advenoit, en ces présentes Treves, ou en aucun point d'icelles, de la quelle ambiguité, doute, ou obscurité les Conservatores de ces présentes Treves, de l'une & de l'autre Partie, ne puissent estre d'accord, le Roy nôtre dit Seigneur & son Adversaire d'Angleterre commettront telz Personnes, comme bon leur semblera, a declarer les doute, ambiguité, ou obscurité dessusdiz.

Et n'est pas notre entencion ou volente que ces présentes Treves generales, ainsi prises, soient en aucune maniere prejudicier aux Partiz qui auront cours le jour de la Date d'icelles Treves: ne aussi n'est notre entencion ou volente que ceulx, du Duchie de Guienne, & de Royaume de France, qui pour le fait des Guerres s'en sont aliez ou departiz des Chastelleines, ou ilz demonstrent, & voudront, de leur bonne volente, retourner, durant ces Treves, aux Lieux, dont ilz sont partiz pour le fait de la Guerre, comme dit est, soient tenez de paier aus diz Lieux, dont ilz sont partiz, & es quientz ilz retourneront, telz devoirs & redouvances qu'ilz

ANNO

1413.

1414.

ANNO catione Terrarum quas excoluerint aut voluerint ex-

1413. Et in casu quo aliqui illorum, qui pro facto Guer-
 1414. ræ recesserint, (ut dictum est) reverti noluerint,
 tunc illi, qui voluerint excolere prædictas Terras, te-
 neantur illa solvere, absque eo quod per aliquem eis
 fiat impedimentum vel disturbium occasione præsentis
 Treugæ:

Et non est intentionis nostræ Commissariarum su-
 pranominatorum, pro una parte, vel pro alia, quod,
 per præsentis Treugas, per nos captas, aliquid præ-
 iudicium fiat, vel generari possit aliquibus Treugis,
 inter Partes & Regna prædicta aliis capitulis, generali-
 bus, particularibus, personalibus, vel realibus, quo-
 vis modo.

Et quia inter nos, Commissarios unius Partis & al-
 terius, aliquis differentia fuerat sive contentio,

Volentibus Commissariis, pro Parte Angliæ, præ-
 sentis Treugas sub lingua communis (Latina videlicet)
 concepti & conscribi,

Nobis autem, Ambaxiatoribus sive Commissariis
 Partis Franciæ, volentibus ipsas Treugas in Linguam
 Gallicam redigi & conscribi, more maiorum nostro-
 rum,

Tandem, communicato consilio, mutuoque con-
 sensu, ne (quod absit) occasione differentiarum Lingua-
 rum tantum bonum impediti possit, inter nos, Com-
 missarios antedictos, concordatum extitit & conclu-
 sum.

Quod ad satisfaciendum voluntati utriusque Partis,
 & absque unius vel alterius Partium prædictarum, in
 futurum, præiudicio, præsentis Treugæ in utraque
 Lingua conciperetur & scriberetur, & servata ip-
 sarum in omnibus substantia, in mundum redigeren-
 tur, nostrorumque Commissariarum Sigillis signaren-
 tur, sicut & prout in præsentis conceptis, scriptis, red-
 actis, & consignatis existunt.

Et sunt, & erunt, Conservatores dictarum Treu-
 garum,

Primo, per totum Mare, & in circuitu, & ambitu
 Regni Franciæ, Admiraldus & Visadmiraldus, qui sunt,
 & pro tempore ipsarum Treugarum fuerint, & quilibet
 eorum:

In partibus Flandriæ, Dominus de Guiselle & Ma-
 gnis Ballivus Flandriæ, vel ejus Locumtenens, & eorum
 quilibet:

In Partibus Picardiæ Capitaneus Generalis ipsius Par-
 triæ qui est vel erit, & ejus Locumtenens, & eorum
 quilibet:

In tota Normaniâ, Comes Hircinæ, & Viceco-
 mes Maledunæ Conservatores generales, & eorum qui-
 libet:

Et in dictis Partibus Normaniæ, ultra flumen Seca-
 næ, Dominus de Graville, & Dominus de Hambuye,
 & eorum quilibet, particulares Conservatores:

In Patriâ Cæceti, Dominus d'Estouteville, & Do-
 minus de Boissy, & eorum quilibet, Conservatores par-
 ticulares:

In Ducatu Britanniæ, Dominus de Rieux Marechal-
 lus Franciæ, & Dominus Stephanus Cyon, & eorum
 quilibet:

In Partibus Andegaven. Cenoman. & Turron. Do-
 minus Johannes de Craon, Dominus de Montbafon, &
 Dominus de Bueil, & eorum quilibet:

In Partibus Picaven. Vicecomes de Thonars, & Se-
 nescallus ibidem qui est, vel erit, & eorum quilibet:

In Partibus Bituricen. Dominus Petrus de Grassay,
 & Senescallus ibidem qui est, vel erit, & eorum qui-
 libet:

In Partibus Petragoricen. Xanthon. & Angolmen.
 Dominus de Pons generalis Conservator, & Senescalli
 in dictis Partibus, quilibet in sua Senescalliâ, qui sunt,
 vel erunt pro tempore, vel eorum Locumtenentes erunt
 Conservatores particulares:

In Partibus Lemovicen. Senescallus qui est, vel erit
 pro tempore, vel ejus Locumtenens:

In Partibus Alvernæ, Dominus Beralduus Dauphini
 de Sancto Ulpizio, & Ponchot Dominus de Lengat, Con-
 servatores ibidem:

In Partibus Borboniæ, Dominus de Beauvoir, &
 Baillivus Bourbonni qui est, vel erit, & eorum qui-
 libet:

In Partibus Agenen. Vasconie, Burdegalen. Baion.
 & in toto Ducatu Aquitanie, & Lingua Occitanâ,
 Comes Armaniaci, generalis Conservator, & Senescalli
 dictarum

qu'ilz paioient avant leur partement, a cause des Terres
 qu'ilz labourent ou voudroient labourer,

Et, ou cas que aucun d'iceux, qui pour le fait des
 Guerres s'en sont aliez, comme dit est, ne voudront re-
 tourner, adonc ceulx, qui voudront labourer les dites
 Terres, soient tenus de paier les dix devoirs & redem-
 pances, sans ce que par aucun leur soit fait empe-
 chement ou destourbier pour occasion de ces presentes
 Treves:

Et aussi n'est pas l'intention de nous, Commissaires
 dessusnommez, pour l'une, & pour l'autre Partie, que,
 par ces presentes Treves, par nous prises, aucun prejui-
 dice soit fait, ou puist estre engendre a aucunes Treves,
 autres soit prises entre les Parties & Royaumes dessus-
 diz, soient generales, ou particulieres, personnelles, ou
 reelles, en aucune maniere.

Et pour ce que aucune difference ou dissention a este
 entre nous, Commissaires de l'une & de l'autre Partie,
 sur la confection de ces presentes Treves,

Et les Commissaires, de la Partie d'Angleterre, vou-
 loient quelles fussent faictes & escriptes, en Langage
 commun (c'est assavoir en Latin.)

Et nous, Commissaires de la Partie de France, vou-
 lions qu'elles fussent faictes & escriptes en Langage
 François, come acoustume a este par nous plus grant,

En conclusion, a fin que, pour occasion de la diffé-
 rence des Langages, si grant Bien ne peust estre em-
 peschie, nous, euz sur ce ensemble commun conseil &
 consentement, avons este d'accord & conclu,

Pour satisfaire a la volente de l'une & de l'autre
 Partie, & sans ce qu'il peust tourner, ou temps ad-
 venir, a aucun prejudice de l'une ou de l'autre des
 Parties dessusdites, que ces presentes Treves soient faic-
 tes & escriptes en l'une & en l'autre Langage (c'est
 assavoir) en Latin & en François, & redigees au net
 en celle maniere, toujours gardee en toutes choses la
 substance d'icelles, & seelles de nos Seaulx, comme il
 appert par la teneur de ces presentes.

Et sont, & seront, Conservateurs de ces dites Tre-
 ves,

Premierement, en & par toute la Mer & en tou-
 tes les Cotes du Royaume de France l'Admiral &
 Visadmiral, qui sont, & qui pour le temps seront &
 chacun d'eulx:

On Pais de Flandres le Sire de Guiselle & le Sou-
 verain Bailli en Flandres, ou son Lieutenant, & chacun
 d'eulx:

On Pais de Picardie le Capitaine General du dit
 Pais qui est ou sera, ou son Lieutenant, & chacun
 d'eulx:

En toute Normandie le Conte de Harecourt, &
 le Viconte de Melun generaux Conservateurs &
 chacun d'eulx:

Et ou dit Pais de Normandie oultre Saine, le Sire
 de Graville & le Sire de Hambuye, & chacun
 d'eulx particuliers Conservateurs:

On Pais de Caux le Sire d'Estouteville, & le Si-
 re de Boissy, particuliers Conservateurs & chacun
 d'eulx:

En la Duchie de Bretagne, le Sire de Rieux Ma-
 rechal de France, & Messire Estien Coyon & cha-
 cun d'eulx:

On Pais d'Anjou, du Maine & de Touraine, Messire
 Jehan de Craon Seigneur de Montbafon, & le Sei-
 gneur de Bueil, & chacun d'eulx:

On Pais de Poitou, le Viconte de Thonars, & Se-
 neschal de Poitou, qui est ou sera, & chacun d'eulx:

En Berry Messire Pierre de Grassay, Seneschal de
 Berry qui est, ou sera, & chacun d'eulx:

En Perregeant, Xantonge, & Angolmois, le Sire
 de Pons general Conservateur, & les Seneschauls des-
 ditz Pais, ou leurs Lieutenants, qui sont ou qui pour
 le temps seront, particuliers Conservateurs, & chacun
 Seneschal en sa Seneschalie:

On Pais de Limousin, le Seneschal du dit Pais qui
 est, ou qui pour le temps sera:

Et ou Pais d'Auvergne, Messire Berauld Dauphin
 Seigneur de Saint Upriz, & Ponchot Seigneur de
 Langat, Conservateurs illec:

En Bourbonnois, le Sire de Beauvoir, & le Bailli
 de Bourbonn qui est & sera, & chacun d'eulx:

En Agenois, Gascoigne, Bourdelois, Bayernois, &
 en toute la Duchie de Gauienne, & en toute la Langue-
 doc, le Conte d'Armignac, general Conservateur, &
 les

ANNO 1413. distarum Senescalciarum erunt Conservatores particu-
lares, quilibet in sua Senescalcia.

1414. Et quilibet distorum Conservatorum supranominato-
rum habebunt plenum Possesse, in partibus in quibus
quilibet eorum est ordinatus, soli & in solidum, ad
reparandum & emendandum omnia dampna, attemp-
tata, & excessus, facta vel perpetrata contra tenorem
dictarum Treugarum, & ad puniendum omnes male-
factores secundum casum exigentiam.

In quorum omnium testimonium presentes Literas
nostrum Sigillorum munimine fecimus roborari.

Datum Londonii xxiv. die Januarii, Anno Domini
millesimo quadringentesimo decimo tertio.

Collatio sit cum Literis Originalibus superius in-
sertis.

IV.

28. Janv. *Traictatus Induciarum inter HENRICUM V.
Regem Anglie, & JOHANNEM Regem Cas-
telle in anni spatium conclusarum.* Dat. Lon-
doniis die 28. Januarii Anno 1414. [R.Y-
MER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom.
IX. pag. 105.]

NOVERINT universi & singuli, presentes Literas
inspecturi, & audituri, quod ego Johannes Rode-
rici, Archidiaconus de Gordonio,

Illustrissimi ac Potentissimi Principis & Domini, Do-
mini Johannis, Dei gratia, Regis Castellæ & Legio-
nis Secretarius, Ambasciator, sive Nuncius,

Per eundem, Serenissimum Dominum meum, Re-
gem ad inscripta specialiter deputatus, habens ple-
nariam Potestatem ac Mandatum generale & speciale
ad conveniendum & tractandum cum, Serenissimo
Principe, Domino Henrico; eadem gratia, Rege An-
glie, Confanguineo suo, seu alio vel aliis, per ipsum
Serenissimum Dominum, Regem Anglie deputando
seu deputandis, super Treugis fiendis, & nonnullis al-
lis Negotiis tractandis & concordandis.

Pro adimplendo, dicti Serenissimi Principis, Domi-
ni mei Regis Castellæ & Legionis, Mandato, prout
debet in hac parte,

Ad presentiam dicti, Serenissimi Principis, Domini
Henrici, nuper Regis Anglie, me transuli, ad conveni-
endum & tractandum cum eodem, seu alio vel aliis,
per ipsum Serenissimum Regem Anglie deputando sive
deputandis, super Treugis fiendis & firmandis, & aliis
Negotiis quæ bonum & tranquillitatem ambarum Partium
& Subditorum eorumdem concernere possunt;

Super quibus dictus, Serenissimus Princeps, Domi-
nus Rex Anglie suum constituit Ambasciatorem sive
Nuncium, per suas Commissionis Literas, Venerabilem
Virum, Dominum Johannem Honyngbam, Le-
gum eximium Professore, Archidiaconum Dunelmensem,
Prothonotarium, ad conveniendum mecum
& tractandum super Treugis intendis, & aliis in Lite-
ris meæ & sue Potestatis contentis;

Quarum quidem Commissionum tenores sequuntur
in hac verba,

JOHANNES, Dei gratia, Rex Castellæ & Legionis,
universis & singulis, ad quos presentes Litteræ per-
venerint, Salutem.

Noveritis quod Nos,

De fidelitate & circumspectione, dilecti nostri, Jo-
hannis Roderici, Archidiaconi de Gordonio, Secreta-
rii nostri, plenarie confidentes,

Ipsam fecimus & constituimus Ambasciatorem sive
Nuncium nostrum, ad conveniendum & tractandum
cum, Serenissimo Principe, Henrico Rege Anglie,
Confanguineo nostro carissimo, aut alio seu aliis per
ipsum deputandis, super Treugis fiendis inter Nos &
dictum Regem Confanguineum nostrum carissimum,
nostrisque Subditos & suos, tam per Terram, quam
per Mare, ad tantum, & per tantum tempus, prout
inter ipsos fuit concordatum,

Necnon ad concordandum super certis die & Loco,
ad quos solemnes Ambasciatores nostri conveniant,
in consensibus Regnorum nostrorum, cum potestate
sufficienti ad procedendum cum Ambasciatoribus dicti,
Serenissimi Principis, Regis Anglie; Confanguinei
nostri carissimi, super reparatione attemptatorum contra
Treugas & aliter factorum, secundum quod fuit
concordatum & appropinquatum in captione & datione

TOM. II. PART. II.

les Seneschaux des Seneschauces des dix Pais particu-
liers Conservateurs chacun en sa Seneschauce;

Et chacun des Conservateurs dessus nommez ont, &
auront Pouvoir chacun ou Pais ou il est ordonne, seuls
& pour le tout, pour s'en reposer & attendre toutes
treugas & dommages qui seront faits ou donez con-
tre la tenor de ces dictes Treugas, & de punir
tous malfacteurs selon ce que les cas le requerront.

En temoign. de ce nous avons fait mettre nos Seaux
a ces presentes Lettres.

Donne a Londres le xxiv. jour de Janvier, l'An de
grace mille CCCC. & treize.

ANNO

1413.

1414.

Treugarum, per, inclitæ memoriæ, Progenitorem
suum, Regem Anglie, Avunculum nostrum, aliis fac-
tarum & concessarum.

In cujus rei Testimonium presentes nostras Patentes
Literas, nostro Sigillo secreto independenti munitas, ac
nomine, Serenissima Domina, Catherine Castellæ &
Legionis Regina Matris, & Domina nostra, gentis
ad præsens nostri & Regnorum nostrorum curam, tu-
telam, regimen, administrationem, & gubernatio-
nem, roboratas, & ipsius auctoritate duximus conceden-
das.

Dat. Tauri die octavâ mensis Augusti, Anno a Na-
tivitate Domini millesimo, quadringentesimo tertio de-
cimo.

TO LA RETNA.

HENRICUS, Dei gratia, Rex Anglie & Francie,
& Dominus Hibernie, omnibus, ad quos presen-
tes Litteræ pervenerint, Salutem.

Cum, Illustrissimus Princeps, Johannes, eadem gra-
tia, Rex Castellæ & Legionis, Confanguineus nos-
ter carissimus, certum Ambasciatorem suum sive Nun-
cium (videlicet) Venerabilem Virum, Johannem Ro-
derici, Archidiaconum de Gordonio, Secretarium
suum, ad Regnum nostrum Anglie transmissit, ad
conveniendum & tractandum, unâ nobiscum, seu alio
vel aliis per nos deputandis, de & super his quæ Bo-
num, Pacem & tranquillitatem utriusque Regni concer-
nere possunt,

Nos,

Qui Subditorum nostrorum quietem, nostris præser-
tim temporibus, summis desideris appetimus, & qui
pauertudine Pacis dilectamur,

Ad Honorem Dei, ejusque Sacrosanctæ Ecclesiæ
unitatem, ac ad evitandum humani Sanguinis effu-
sionem, aliisque dampna irreparabilia, quæ inde dicitur
Guerrarum voragine deduxerint, & deducunt verisimiliter
in futurum, nisi de remedio in ea parte provi-
deatur opportuno;

Nostros in hiis & ad ea præbimus consensum &
assensum.

Unde Nos;

De prudentia, circumspectione, fidelitate, & indu-
tria, dilecti nostri, Magistri Johannis Honyngbam, Le-
gum Doctoris, Archidiaconi Dunelmensis, Prothono-
tarii nostri, plenarie confidentes,

Ipsam fecimus & constituimus Ambasciatorem sive
Nuncium nostrum, ad conveniendum & tractandum
cum dicto, Illustrissimo Principe, Johanne Rege Cas-
tellæ & Legionis, aut præfato Johanne Roderico, alio,
sive aliis, per ipsum deputandis, super Treugis fiendis
inter Nos & ipsam Regem, Confanguineum nostrum
carissimum, nostrisque Subditos & suos, tam per Ter-
ram, quam per Mare, ad tantum & per tantum tem-
pus, prout inter ipsos fuerit concordatum,

Necnon ad concordandum super certis die & Loco,
ad quos solemnes Ambasciatores nostri conveniant,
in consensibus Regnorum nostrorum, cum Potestate
sufficienti ad procedendum, cum Ambasciatoribus dicti
Illustrissimi Principis Regis Castellæ & Legionis Con-
fanguinei nostri carissimi, super reparatione attemptato-
rum contra Treugas & aliter factorum, secundum
quod fuit concordatum & appropinquatum in captione &
datione Treugarum, per, inclitæ memoriæ, Henricum
Quartum, nuper Regem Anglie & Francie, Progeni-
torem nostrum, dicti Johannis Regis Avunculum,
aliis factarum & concessarum.

B 2

Dat.

Dat. in Palatio nostro Westm. tertio die mensis Januarii, Anno Regni nostri primo.

WAKER.

Ipsarum Literarum vigore, ac juxta & secundum formam & tenorem earundem, ego *Johannes Roderici*, Ambaffiator & Nuncius fupradictus, cum, praefato Venerabili Viro, Domino *Johanne*, Legum Doctore, dicti Illustriffimi Principis, Domini *Henrici Regis Angliae* Ambaffiatore & Nuncio, nonnullis Tractatus, Consultationes, & Communicationes habui, feci, & interposui, varios & diversos, de & super materiis & negotiis michi & sibi commissis, ut praefatur, Et tandem,

Multis considerationibus rationabilibus ex utraque parte circumspicis, deliberatione super hiis praehabita diligenti,

Ad Honorem Dei, ejusque Ecclesiae Sacrosanctae unitati,

Ac ad evitandum Sanguinis humani effusionem, Necnon pro bono communi & utilitate Rei publicae, Regnorum & Dominiorum utriusque Serenissimorum Regum, ac Subditorum & Vassallorum eorundem, & ut verus & bonus Amor mutuos, & Amicitia, atque grata conversatio nutriti, augmentari, firmari, & continuari possint, inter ipsos Serenissimos Reges, ipsorumque Subditos & Vassallos,

Necnon ut Mercandis suum possint tenere cursum securum ex utraque Partem, tam per Terram, quam per Mare, tempore Guerrarum durante,

De communi avitamento, mutuo assensu pariter & consensu, mei *Johannis Roderici*, Ambaffiatoris five Nuncii dicti Serenissimi Principis, Domini mei, *Regis Castellae & Legionis*, necnon, dicti Venerabilis Viri, Domini *Johannis*, Legum Doctores, Ambaffiatoris five Nuncii, dicti Serenissimi Principis, Domini *Regis Angliae*,

Ego *Johannes Roderici*, Ambaffiator five Nuncius praefatus, feci, accordavi, & ini, ac, praesentium tenore, facio, accordo, & inio, vice & nomine, dicti Serenissimi Principis, Domini mei, *Johannis Regis Castellae & Legionis*, & pro ipso, ac omnibus & singulis Regnis Castellae & Legionis, Terris, Patriis, Territoriis, Civitatibus, Villis, Castris, Fortalitiis, Opidis, & eorum Suburbis, in Jurisdictionibus aut Districtibus, dicti Serenissimi Principis, Domini mei, *Johannis Regis Castellae & Legionis* constitutis, suisque Vassallis & Subditis, Bonisque & Rebus suis quibuscunque, una cum, Venerabili Viro, Domino *Johanne*, Legum Doctore, Ambaffiatore & Nuncio praefato,

Qui etiam mecum, vice & nomine, dicti Serenissimi Principis, Domini *Henrici Regis Angliae*, pro ipso, ac Regno Angliae, Ducatu Acquitaniae, Terris, Patriis, Territoriis, Dominis, Civitatibus, Villis, Castris, Fortalitiis, Opidis, & eorum Suburbis, in Jurisdictionibus aut Districtibus, dicti Serenissimi Principis, Domini *Regis Angliae* constitutis, suisque Vassallis & Subditis, Bonisque & Rebus suis quibuscunque, fecit, accordavit, & iniit,

Bonas, firmas, & inviolabiles Treugas generales, Sufrentiam & Guerrae Abstinenciam, tam per Terram, quam per Mare, pro uno Anno, incipiente ab Ortu Solis, diei Purificationis Beatae Mariae Virginis proximo futuri, usque ad occasum Solis diei Purificationis dictae Beatae Mariae Virginis Anno revoluto, qui erit de Anno & Navitate Domini millesimo, quadringentesimo, quaterdecimo, duraturas,

Item quod, durantibus dictis Treugis, Sufrentia & Abstinencia Guerrae, cessent & cessabunt, per dictum Serenissimum Principem, Dominum *Regem Castellae & Legionis*, suosque Subditos & Vassallos, omnes & singulas prius, captiones Personarum, Navigiorum, Mercandiarum, ac omnium aliorum bonorum quorumcunque, dicti Serenissimi Principis, Domini *Regis Angliae*, seu Subditorum & Vassallorum suorum, necnon Civitatum, Castrorum, Fortalitorum, Villarum, & aliorum Locorum quorumcunque, dicti Serenissimi Principis, Domini *Regis Angliae*, Subditorum & Vassallorum suorum, demolitiones domorum, murorum, & camporum combustiones,

Nec erunt aliqua Castra, Villae, nec aliqua Fortalitia, seu Locus alius quicunque, dicti Serenissimi Principis, Domini *Regis Angliae*, Subditorum aut Vassallorum suorum, obsessa, assalita, debellata, nec publice seu clandestine escallata, aut furtive capta,

Necnon omnes alias pillariae, roberiae, five depræ-

dationes, & omnia alia facta Guerrae, tam in Terra, quam in Mari, & tam in Portu, quam extra Portum, cessantibus omnibus fraude & malo ingenio.

Item, quod, tempore dictarum Treugarum durante, non capiantur per, dictum Serenissimum Principem, Dominum meum, *Regem Castellae & Legionis*, aut Subditos & Vassallos suos, aliqua Navis, Persona, Mercandiae, aut alia Bona quaecunque, dicti Serenissimi Principis, Domini *Regis Angliae*, aut Subditorum & Vassallorum suorum, in Terra, nec in Mari, nec in Portu, nec extra Portum, pro marchia, contramarcha, reprisaliis, occasione cautionum, promissionum, obligationum, venditionum, nec sub colore alicujus praedictorum, nec alia via, five modo, aut alio colore quocunque, tempore praesentium Treugarum durante.

Item, quod omnes & singuli Subditi & Vassalli, dicti Serenissimi Principis, Domini *Regis Angliae*, tempore praedictarum Treugarum durante, possint ire ac transire, facere & stare in dictis Regnis Castellae & Legionis, Patriis, Terris, Territoriis, & Dominis, dicti Serenissimi Principis, Domini mei, *Regis Castellae & Legionis*, fupradictis quibuscunque, tam in Terra, quam in Mari,

Et de eisdem se absentare & redire totiens quotiens placebit,

Necnon Mercandias licitas & non prohibitas facere, Victualia, quotiens opus erit, emere five comparare salvo & securè, absque offensa corporis vel bonorum, solvendo debita Regalia, seu quaecunque alia Deveria antiqua, & alias Custumas, solvi consueverunt,

Et, generaliter & particulariter, nichil fiet, in Terra, nec in Mari, per, dictum Serenissimum Principem, Dominum meum, *Regem Castellae & Legionis*, nec per Subditos & Vassallos suos, seu ipsum alterum, contra, praedictum Serenissimum Principem, Dominum *Regem Angliae*, aut contra aliquem Subditum seu Subditos suos, seu ipsum Bona quaecunque, quacunque causa seu occasione, quod sit in contrarium praesentium Treugarum, Sufrentiae & Abstinenciae Guerrae, tempore ipsarum durante,

Et si (quod absit) tempore ipsarum Treugarum durante, aliqua Persona, Navigia, Mercandiae, aut aliqua alia Bona, five Loca quaecunque fuerint capta five capta, seu aliquid aliud attemptatum, per Subditos & Vassallos, dicti Serenissimi Principis, Domini mei, *Regis Castellae & Legionis*, contra dictum, Serenissimum Principem, Dominum *Regem Angliae*, suosque Subditos & Vassallos, seu ipsum aliquem, contra praedictas Treugas, quod idem, Serenissimus Princeps, Dominus meus, *Rex Castellae & Legionis*, per se, aut deputatos seu deputandos, Officiarios suos, illa faciat plenè restitui & reparari, una cum dampnis, sumptibus, & expensis, ac Malefactores, per ipsum aut dictos Officiarios suos, puniantur & corrigantur secundum exigentiam casus, cessantibus in omnibus praedictis, & ipsum quolibet, tota duplicitate, fraude, & malo ingenio.

Item, quod, propter aliqua forisfacta, captiones, roberiae, five deprædationes, aut quascunque alias attemptationes, per Mare, vel per Terram, per dictos Subditos & Vassallos, dicti Serenissimi Principis, Domini mei, *Regis Castellae & Legionis*, perpetrata, si quis intervenient (quod absit) contra praedictas Treugas, Sufrentiam five Guerrae Abstinenciam, Treugae hujusmodi non habeantur nec reputentur, in totum, nec in aliqua sui parte, pro fractis, ruptis, five violatis, nec propter hoc fiet Guerra ab una Parte contra aliam; set, ipsis Treugis & Sufrentia Guerrae in suo robore duraturis, tempore ipsarum durante, omnia & singula forisfacta, captiones, roberiae, deprædationes, seu quaecunque alias attemptationes, per dictos Subditos & Vassallos, dicti Serenissimi Principis, Domini mei, *Regis Castellae & Legionis*, perpetratae, per, ipsum Serenissimum Principem, Dominum meum, *Regem Castellae & Legionis*, seu Officiarios suos, existentes in Loco, in quo hujusmodi forisfacta, captiones, roberiae, deprædationes, five quaecunque alias attemptationes factae seu perpetratae fuerint, vel ad quem applicaverint, reperiuntur & deducantur ad pristinum statum, & Malefactores, per ipsum Serenissimum Principem, Dominum meum, *Regem*, aut Officiarios suos, debite, secundum exigentiam casus, corrigantur & puniantur.

Item, si contingat (quod absit) quod aliquis seu aliqui Subditi & Vassalli, dicti Serenissimi Principis, Domini mei, *Regis Castellae & Legionis*, tempore dictarum Treugarum durante, ceperint seu deprædaverint

aliqua

ANNO
1414.

aliqua Bona, Serenissimi Principis, Domini Regis Angliæ, seu Subditorum & Vassallorum ipsius, quod capientes five deprædantes talia Bona capiuntur & detineantur per Officiares Regios, dicti Serenissimi Principis, Domini mei, Regis Castellæ & Legionis, existentes in loco in quo dicta Bona fuerint, seu ad quem applicuerint, ut fiat Justitia de capientibus five deprædantibus, & de Bonis suis, secundum exigentiam casus;

Et Bona, sic capta five deprædata, ut præmittitur, capiuntur per dictos Officiares Regios, & ponantur de manifesto in bona & secura custodia, in manibus aliquorum proborum virorum dicti loci ubicumque dicta Bona fuerint, vel ad quem applicuerint, sit Pars dampnificata abiens, five præfens; & si de captione & præda veridicè constet, eidem Parti dampnificatæ realiter & de facto restituantur & liberentur, five ejus Procuratori ad hoc legitime constituto, una cum dampnis, sumptibus, & expensis, solvendis de Bonis capientium;

Et, ut prædictæ Treuge melius & utilis ex utraque Parte teneatur, custodiantur, five conserventur, ad tollendum multa inconvenientia & mala, quæ ex Navigiis armatis per Subditos & Vassallos unius vel alterius Partis oriebantur & interveniebant, ac in posterum oriri & intervenire poterant, ego Johannes Roderici, Ambassiator five Nuncius prædictus, concordavi cum, Venerabili Viro, Domino Johanne Doctore, Ambassiatore five Nuncio prædicto, quod, si aliquis vel aliqui Subditi vel Vassalli, dicti Serenissimi Principis, Domini mei, Regis Castellæ & Legionis, voluerint armare aliquod Navigium seu aliqua Navigia, quocumque nomine nuncupentur, in aliqua Civitate, Villa, Castro, aut in ipsorum Portu, seu alio Loco quocumque, in dictis Regnis Castellæ & Legionis, & ipsorum Dominiis, Terris, Patriis, five Territoriis constitutis, quod Officiales Regii, ibidem existentes, vel ipsorum Locutenentes, nullo modo permittant hujusmodi Navigium seu Navigia armari;

Aut, si armatum vel armata fuerint, extra Portum exire seu navigare, nisi Armator five Armatores hujusmodi Navigii seu Navigiorum primo & ante omnia dederint, realiter & de facto, bonas, firmas, securas, legitimas, & sufficientes fidejussorias cautiones, in manibus dictorum Officiariorum, vel ipsorum Locutenentium, de non deprædando, capiendo, aut faciendum malum five dampnum in Regno Angliæ, Ducatu Acquitaniæ, Patriis, Terris, Territoriis, & Dominiis, dicti Serenissimi Principis, Domini Regis Angliæ, aut suis Subditis & Vassallis, Bonisque & Rebus suis quibuscunque, per Terram nec per Mare, tempore hujusmodi Treugarum durante;

Nec dicti Armatores ipsam aliquam, justam vel injutam, factam five perpetratam in & contra dictum, Serenissimum Principem, Dominum Regem Angliæ, aut Subditum seu Subditos suos, in Portum alium, quam in Portu in quo Navigium aut Navigia armatum aut armata fuerint, ducere five duci facient, nisi vi ventorum, aut prosecutione inimicorum dicti, Serenissimi Principis, Domini mei, Regis Castellæ & Legionis, seu Subditorum & Vassallorum suorum, aut turbine vel impulsu Maris sint arctati; quibus cessantibus, dicti Armatores dictam ipsam ad locum, in quo dictum Navigium seu Navigia armatum five armata fuerint, ducere teneantur;

Et, si dictæ fidejussoria cautiones sufficientes, per ipsos Officiares Regios, seu ipsorum Locutenentes, capte fuerint, ac dicti Armatores hujusmodi Navigii seu Navigiorum aliqua mala perpetraverint, ut supradictum est, Armatores & Fidejussores ipsorum prædicta mala & dampna, per ipsos perpetrata, ut præfertur, una cum dampnis, expensis, & interesse, solvere & satisfacere teneantur Parti læsæ;

Et, si dicti Officiales Regii, five ipsorum Locutenentes, prædictas sufficientes fidejussorias cautiones recipere non curaverint, ut præfertur, & dictus Armator five Armatores hujusmodi Navigii seu Navigiorum deprædaverint, five cepervint, aut aliquid malum five dampnum fecerint, five per Gentes ipsius Navigii, vel in ipsis Navigiis existentes, in aliquo, contra præfensum tenorem Treugarum, fuerint attemptatum, in dictis Regno Angliæ, Ducatu Acquitaniæ, Patriis, Terris, Territoriis, & Dominiis, dicti, Serenissimi Principis, Domini Regis Angliæ, in & contra Subditos & Vassallos suos, seu ipsorum Bona quæcunque, Officiales Regii prædicti hujusmodi deprædationes, captiones, mala, & dampna, per dictos Armatores perpetrata, sicut & Pars attemptans, Parti

dampnificatæ realiter solvere & restituere teneantur, Super quibus dictis, Serenissimus Princeps, Dominus meus, Rex Castellæ & Legionis, faciet vel fieri faciet, per suos Officiares & Ministros, Justitia complementum, necnon executionem in Bonis dictorum Armatorum, Officiariorum suorum, seu Fidejussorum, secundum quod casus exigent.

Item, ego Johannes Roderici, Ambassiator five Nuncius prædictus, nomine quo supra, concordavi cum, dicto Venerabili Viro, Domino Johanne Doctore, Ambassiatore & Nuncio, vice & nomine dicti, Serenissimi Principis, Domini Regis Angliæ, consideratâ utilitate Rei publicæ utriusque Regnorum & Partium, & ut Personæ dampnificatæ, unius & alterius Partis, citius & facilius possint de dampnis, sibi factis seu illatis, tam per Terram, quam per Mare, consequi Justitiæ complementum, quod dictus, Serenissimus Princeps, Dominus meus, Rex Castellæ & Legionis, Domino concedente, suos mittat solemnes Ambassiatores ad Fontem Rabidum circa primam diem mensis Julii proximo futuram; vel ad ipsam primam diem dicti mensis Julii.

Qui quidem Ambassiatores concordabunt de modo se videndi, & insimul conveniendi & standi cum Ambassiatoribus dicti, Serenissimi Principis, Domini Regis Angliæ.

Et quod dicti Ambassiatores, sic, ut præmittitur, mittendi, habeant sufficientem Potestatem audiendi, cognoscendi, decidendi, & sine debito remittendi omnes & singulas lites five causas, motas five movendas per quascunque Personas utriusque Partium, de & super omnibus & singulis roboris, prædis, marchis, contramarchis, seu aliis captionibus quibuscunque, factis five perpetratis, per Terram, vel per Mare, per quascunque Personas, Subditos & Vassallos utriusque Regnorum & Dominiorum, præter & contra formam Treugarum, aliàs inter dictos Dominos & eorum Regna initiarum, citra tempus quo regnare incepit, celebris recordationis & memoriæ, Dominus Henricus Rex Castellæ & Legionis, Pater dicti, Serenissimi Principis, Domini mei, Johannis Regis Castellæ & Legionis moderni, usque ad diem Purificationis Beate Mariæ Virginis proximo futuram, in qua præfentes Treuge incipere debent, ac Sententiam fidei Sententias proferendi;

Et quicquid per dictos Ambassiatores fuerit judicatum, determinatum, & sententiatum, debet executioni demandari, aut demandari faciet, dictus, Serenissimus Princeps, Dominus meus, Rex Castellæ & Legionis, in Regnis, Dominiis, Patriis, & Territoriis suis, bonâ fide, & sine aliqua deceptione;

Fuit tamen, super hoc, inter me, dictum Johannem Roderici, ac dictum, Venerabilem Virum, Dominum Johannem Doctorem, Ambassiatorem five Nuncium dicti, Serenissimi Principis, Domini Regis Angliæ, concordatum, quod, casu quo dictus, Serenissimus Princeps, Dominus meus, Rex Castellæ & Legionis non posset dictos suos solemnes Ambassiatores, citra diem vel ad diem supradictum, ad Locum prædictum, super Negotiis prædictis, transmittere, ut præfertur, quod, hoc non obstantibus, Treuge hujusmodi, datæ & concessæ, permaneant, tempore ipsarum durante, in sui roboris firmitate.

Item, ad majorem cautelam roborisque firmitatem, ego Johannes Roderici, Ambassiator five Nuncius præfatus, concordavi cum, dicto Venerabili Viro, Domino Johanne Doctore, Ambassiatore five Nuncio, dicti Serenissimi Principis, Domini Regis Angliæ, quod dictus, Serenissimus Princeps, Dominus meus, Rex Castellæ & Legionis, cum Ambassiatoribus suis, per ipsum in Fontem Rabidum mittendis, citra diem vel ad diem supra prædictum, mittat suas Patentes Literas, suo magno Sigillo sigillatas, confirmatorias & approbatorias hujusmodi præsentium Treugarum, ac omnium aliorum & singulorum in Literis dictarum Treugarum contentorum;

Promittendo, bonâ fide, & in verbo Regio, per easdem Literas, quod prædictas Treugas, ac omnia alia & singula in Literis Treugarum contenta, per se tenebit & observabit, ac per Subditos & Vassallos suos teneri & observari faciet, prout in eisdem continentur, bonâ fide, & sine aliqua deceptione;

Tradendas Ambassiatoribus dicti, Serenissimi Principis, Domini Regis Angliæ, per ipsum in Bayonam mittendis, ad conveniendum cum dictis Ambassiatoribus dicti, Serenissimi Principis, Domini mei, Regis Castellæ & Legionis, super negotiis in dictis Literis Treugarum contentis,

B 3

Dumodo

ANNO
1414.

ANNO
1414

Dumodo similes Litteras confirmatorias, laudatorias, & approbatorias dictarum Treugarum, & aliorum in dictis Litteris Treugarum contentorum, ipsi Ambasiatores dicti, Serenissimi Principis, Domini mei, Regis Castellæ & Legionis, recipiant ab eisdem Ambasiatoribus dicti, Serenissimi Principis, Domini Regis Angliæ.

In quorum omnium & singulorum factorum Testimonium ego *Johannes Roderici*, Ambasiator sive Nuncius praefatus, praesentes Patentes Literas, manu propria scriptas. Sigillo meo independenti communi

Data & acta in Civitate Londoniarum, die viceſimâ octavâ menſis Januarii, Anno a Nativitate Domini milieſimo, quadringenteſimo, quartodecimo.

v.

25. Juin. *Traité de Paix & d'Alliance entre SIGISMOND*
Empereur, & CHARLES V. I. Roi de Fran-
ce, fait à Trente le 25. Juin 1514. [G. G.
LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 307,
d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve
aussi dans LUNIG, Teutisch. Reichs-Archiv.
Part. Spéc. Cont. I. Abth. I. Ablatz II. vom
Kayser, pag. 381.]

SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungaræ, Dalmatiæ, Croatia; &c. Rex; norum facinus ulivici præstentibus, atque futuris. Quod nunc ad memoriam lætantes Uniones, Cat' galiones & Fœdera per Serenissimos Principes Dominum CAROLUM QUARTUM divæ memorie Romanorum Imperatorem semper Augulum, & Bohemiæ Regem, Genitorem nostrum charissimum pro te, Hæredibus ac Successoribus Bohemiæ Regibus, cum deinde per Dominum Wencesellam tunc Romanorum & Bohemiæ Regem, Fratrem nostrum charissimum, pro te ac pro nobis, & Illustri Joanne quondam Duce Juliacensi (1) Fratre nostro charissimo, notisque Hæredibus & Successoribus Bohemiæ Regibus, cum Serenissimo Principe Domino Carolo quondam Francorum Rege Inclytissimo, cujus animam possideat Paradisus, pro te & Filiis tuis Carolo primogenito, tunc Dethio Viennensi, & Ludovico Comite Valesii, nec non Ludovico Andegavensi, Joanne Bituricensi, & quondam Philippo tunc Burgundia Ducibus Germaniis suis, Hæredibusque & Successoribus eorum factis, iustis & juratis; easdemque Uniones, Aliigationes, & Fœdera cum Serenissimo Principe Domino Carolo nunc Francorum Rege Inclytissimo, renovare & confirmare; mentis paciter non immerito redcentes quantissimè amore, zelo, & amore, nexibus etiam sanguinis & Fœderis ad hoc ipsam impellentibus, ipse Confluens noster Dominus Carolus quondam Francorum Rex Inclytissimus Progenitorum suorum vestigiis inhærens nos & nostram Domum Bohemiæ hereditatibus favoris tui prosecutus, & præfatus Dominus Carolus nunc Francorum Rex de die in diem protequi non desistit; cum velle sit, tam divine Legis institutione quam fangi. proximitate; & præmiorum vicissitudine vici. rependere.

2. Quas ob res cum eodem Serenissimo Principe Domino Caroli Francorum Regis Coniunguntio nostro carissimo, fuisse Haereditis, & in eodem Francorum Regno Successoribus, in Dei Salvatoris nominis, & ipsius quoque Trinitatis, pro consolatione ac stabilitate Regnorum, ac grata salute, nostris, fuisse Ditionibus fidelium & subjectionum; Uniones, Pacis, Collegationes & Promissiones habuisse cum eo, & illis ut supra facta, falsa & excepta exsolutione infra scripta, perpetua roboris firmitate vigere volentes, ipsos & ipsa, sicut inter praeteritum Dominum Carolum Quartum, & postmodum Dominum Willelmum pro se, ac nobis, & charissimo fratre nostro Joanne olim Duce Julivensi, ac Haereditis & Successoribus nostris, ac autem inter Dominum Carolum Francorum Regem, & pro se & fuis Haereditibus fieri fieri facta fuerint, &

In Litteris desuper confectis liquidius sunt expressa & explicita, cum jam dicto Domino Carolo nunc Francorum Rege, jam defuncto Domino Carolo nunc Aquitaniae & Delphinatus Viennensis, Joanne Turonici Comite & de Pontihuri, ejusdem Domini Caroli Francorum Regis filij; Serenissimo Principe Ludovico Hierusalem & Sicilia Rege, Adegevandino Duce, Joanne Duce Bituricensi, Carolo Duce Aurelianensi, Philippo & Joanne ejus Fratribus, Joanne Duce Babiloni, Joanne Comite Alencouii, & Eduardo Duce Barenii Conspanguenensibus nostris charissimis, ipsorumque Haereditibus & Successoribus; pro nobis ac Serenissimo Principe Domino Wenceslao Bohemiae Rege Fratre nostro charissimo, nostrisque Haereditibus; & tam in Romanorum, quam Hungariae, Dalmaciae, Croatiae & Bohemiae praedictis Regnis, & eorum quolibet Successoribus, de novo factis, renovamus, ratificamus, & approbamus, ac etiam confirmamus,

33. Et ad horum maiorem similitudinem promittimus bonā fidē, et fidei virtutē iuramenti per nos ad Sanctā Deī Evangelia praestiti, pro nobis et Haereditas ac Successores nostros praedictis : quod à modo in auctoritate perpetuum erimus boni, legales, atque perfecti aemuli ipsius Domini Caroli Francorum Regis, filiorum, Nepotum, et aliorum praeinominatorum Confangineorum suorum, et nostrorum ; et quod honorem, viderem statum, commodum et profectum eorum semper procurabimus, viis, modis, et ingeniis quibuscunque realiter et cum effectū, ac universum damnum, quod ipsi vel eorum Haereditas et Successores in Personis, honore vel rebus, seu Regno Francie antea fecerūt, ac etiam Iuribus suis per quempiam irrogari possit, quomodocunque et quatercunque, dum ad nostri nominis deveniret, fideliter vitabimur. Ipsos quoque Haereditas et Successores suos praedictos adversus quoscunque, qui contra statum, Jura ac conditiones eorum moliti sunt haecenus, aut quomodolibet molierintur, tam in adipiscendis, quam in recuperandis, et retinendis adiuvabimus, et restaurari curabimus, ac fortificamus tota nostra potentia, consilio, auxilio et favore, et alio quoquo modo, et realiter effectivē nos opponemus omnibus et singulis Regibus, Communitatibus, et aliis quibuscunque tam Ecclesiasticis, quam Secularibus, quibuscunque status, Dignitates aut emolumenta exstant, qui ipsorum dispendium, iacturam, ac evertendum modo aliquo procurassent, five deinceps procurarent; ac honorem, profectum et statum eorum custodiremus, manutineremus, exaltari et recuperari curabimus legaliter toto posse nostro.

4. Et ne post hujusmodi Unionis & Amoris gratiam concordiam aliqua dubietatis inter nos, seu nostrorum atrobique, quacunq; ratione, seu occasione confligant, et ut futuris scandalis via seu materia præclariatur, promittimus, ut supra, quod ipsos Dominum Carolum Francorum Regem inextinguibilem, et ceteros prænominatos, Hæredesque & Successores suos per petatos in Regno Francorum prædicto, ac quibuscunque ejusdem Regi Principibus, Ecclesiasticis & Sæcularibus, Comitibus, Teritis, Castris, Dionibus, Civitatibus, Dominis, Prærogatis, Honoribus, Præeminentiis, ac quibuscunque Juribus & Perpetuitatis ad eundem Francorum Regem, & ejusdem Regi Coronam, aut Hæreditario, seu quocunque alio Jure legitimis non impediemus, molestabimus, impedireque ad invadi consentimus publice, vel occulte; inò verius ad recuperandum, restituendum, manutenendum & possidendum, atque observandum prædicta, consilio, auxilio, favore & modis omnibus contra omnes & quoscunque ac etiam contra Joannem nominatum Ducem Burgundie, ejusque Coadjutores & Adherentes presentes & futuros, quem & quos in præsentibus Unione, Confœderatione & Colligatione, ac etiam in præmissis renovacione & confirmacione; non obtinuit, quod dictus Philippus olim Dux Burgundie, & sui Hæredes in eisdem comprehensi fuissent & expressè nominati, excludum & excludum esse, & pro excludo & exclusis penitus haberi volumus, ope, consilio, & auxilio, postquam ad notitiam nostram pervenerit, juralimus sine fraude. Quodque si per inadvertentiam, vel aliter, in dictorum Promissionum, Obligationum, & Confœderationum præjudicium, & contra ipsarum renovacionem factum fuisse promissum quovis modo extiterit, nostrorum Subditorum quorumcunque seu Officiorum eorum parte, factis que attentetur, quodcumque in possessionem, & illud & illa quam primum de ipsis criminis informati reparare, ac reparari, reintegrari, recuperari & restaurari facere debere; & cum effectu, cum virtute prædicti juramenti per nos præstiti, promittimus.

ANNO mittimus, dictas quoque Confederationes, Uniones, & Colligationes modo & forma præmissis inviolabiliter observare.

1414.

5. Et ut hæc omnia robore & validitate perpetuis validentur & confirmetur, has præfentes Literas nostras fecimus Majestatis nostræ Sigilli nostri appendione muniri nostro & Imperii Sacri Coronarum Hungariæ &c. Bohemiæ &c. in reliquis, ac alieno in omnibus Juribus semper salvis. Datum Tridenti Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo-quarto, vigesima quinta die mensis Junii, Regnorum nostrorum Anno Hungariæ vigesimo octavo, Romanorum verò quarto.

VI.

10. Juill. *Paſſa inter PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolanensem, & PANDULFUM DE MALATESTIS Briscie & Bergami Dominum. In Caſtro Porta Jovis Mediolani 10. Julii, Indiſt. VII. Anno 1414.* [P. è c. authentique, tirée des Archives Royales de la Ville de Milan, Regist. R.]

In Nomine Domini, Amen.

ANNO a Nativitate ejusdem Domini millesimo quadringentesimo quarto decimo, septima Indictione, die decimo Julii, hora paulo post vespas tertias. In Caſtro Porta Jovis Mediolani, videlicet in Camera Cubiculari inſcripti Domini Ducis ſita in dicto Caſtro reſpondente verſus Zardinum dicti Caſtri. Ibiſque Illuſtris Princeps, & Excellens Dominus Dominus Philippus Maria Anglus Dux Mediolani &c. Papæ, Angleriæque Comes, Filius quondam Illuſtriſſimi Principis, & ſemper recolenda Memoriam Domini Johannis Galeaz Mediolani primi Ducis &c. ex una, & pro una Parte: Et Spectabilis Legum Doctör Dominus Matheus de Petrucci de Fano, Vicarius & Cancellarius Magnifici, & Potentis Domini Domini Pandulfi de Malateſtis Briscie, & Pergomi &c. & ipſius Magnifici Domini Pandulfi Procurator, & Procurator nomine ad hæc, & alia laſus habens Mandatum a præſato Magnifico Domino Pandulfo ex alia, & pro alia Parte, ut laſus conſtat dicto Mandato per publicas, & authenticas Literas præfati Domini Pandulfi ejus Sigillo impreſſo munitis, & per Cancellarium ſuum ſubſcriptas, non abolitas, non cancellatas, nec in aliqua parte earum ſuſpectas, ibidem in præſentia Præſentium, & Teſtium inſcriptorum actualiter demonſtratas, quarum tenor ſequitur in hac forma. PANDULFUS de Malateſtis Briscie, Pergomi &c. Spectabilis Legum Doctör Dominus Matheus de Petrucci de Fano, Vicario, & Conſiliario noſtro præſenti, & recipienti Facultatem, & omnimodam Potestatem, plenumque, & ſufficiens Mandatum potendiſſimè, capitulandi, contrahendi, & Paſſa, Ligas, Conventiones, & Capitula cujuſcunque maneris firmandi, & concludendi etiam cum juramento in noſtri animam, inter Illuſtre Principem, & Excellum Dominum Dominum Philippum Mariam Anglum Ducem Mediolani &c. Papæ, Angleriæque Comitum parte una, & nos parte altera, cum Capitalis, Obligationibus, Clauſulis, Conditionibus, Promiſſionibus, penarum additionibus, cautelis, & ſolemnitatibus neceſſariis, & opportunis, & prout eidem Domino Matheo videbitur & placuerit, qualiacunque eſſe contingant ipſa Paſſa, & Promiſſiones, etiam ſi in generali Mandato noſtro non comprehenderentur, ac ſi Mandatum ſpeciale, & plusquam ſpeciale, & ſpecificum exigerent, cum obligationibus bonorum noſtrorum præſentium, & futurorum, & cum plena & generali adminiſtratione, cum libera tenore præſentium, ſponte & ex certa ſcientia, concedimus atque damus, promittentes, ſub obligatione noſtrum, & bonorum noſtrorum, præſentium & futurorum, &c. quicquid, per præſatum Dominum Matheum noſtro nomine promiſſum, conventum, geſtum, actum, firmatum, capitulatum, conſecutum, & ligatum fuerit in ſpecifica forma, & pro temporibus, modo, & ordine, quibus per ipſum Dominum Matheum contractum, & firmatum fuerit, ratum, gratum, & firmum habebimus, & omni ceſſante exceptione tenebimus ſub vinculo fidei noſtre, & obligatione pene inſerimati Contractus muſui opponendum. In quorum fidem; & teſtimonium has noſtras Patentes Literas munitis noſtro ſolito Sigillo fieri fecimus per noſtrum Cancellarium in Caſtro

noſtro Caſolei Territorii Cremie, ad majorem roboris firmitatem ſub Anno Domini millesimo quadringentesimo quarto decimo, die ſeptima Julii, ſeptima Indictione, ſignatum Jo. ANTONIUS, ſponte, & ex certa ſcientia, nulloque errore, vi vel metu ducti, deliberati, & apenſati pervenerunt, & perveniunt ad inſcripta Paſſa, Conventiones, Promiſſiones, Ligas, Confederationes, & ad inſcripta omnia, & ſingula, ac fecerunt, inhiere, firmaverunt, contraxerunt, conſeſerunt, & ligaverunt inſcripta Paſſa, Ligas, Conventiones, Promiſſiones, Confederationes, Concordias, & inſcripta omnia, & ſingula ſolemniter, ſolemnia, & ſolemni hinc inde ſtipulatione vallata, cum interventu quarumque ſolemnitatum, quæ in talibus, & ſimilibus, tam de jure, quam de conſuetudine requiruntur, primo videlicet præfatus Dominus Dux Mediolani ibi præſens contentus eſt, & contentum ſe vocat, & dicit verſus præſatum Dominum Matheum Procuratorem prædictum dicto Procuratori nomine ſtipulantem & recipientem omnia ſupraſcripta, & inſcripta. Quod præfatus Dominus Pandulfus de Malateſtis proſequi poſſit, & proſequatur impreſſam ſuam contra Civitatem Cremonæ, Comitatum, Diſtrictum, Territorium, & Pertinentias ſuas, uſque ad obtentionem dictæ Civitatis cum Comitatu, Diſtrictu, & Territorio ut ſupra, exceptis Terris, & Locis Deſtrictis, & Episcopatus ejusdem citra Abduum conſtitutis, & exceptis illis Caſtris, Locis, & Terris dicti Diſtrictus, ſeu Diocesis, quæ tenentur, ſeu poſſidentur per Dominum Ducem Mediolani, ſeu alium ejus nomine, etiam ſi dicti poſſent ullo modo ſpectare Civitati, aut Diocesi Cremonenſi, & vult, & promittit præfatus Dominus Dux Mediolani &c. ſubvenire præſato Domino Pandulfo, ut facilius obtinere poſſit ipſam Civitatem de Galeonis ſex cum aparantibus, & Nautis ſibi neceſſariis pro Galeonis ipſis ad omnem requiſitionem præfati Domini Pandulfi, uſque ad obtentum prædictæ Civitatis expenſis tamen ipſius Domini Pandulfi, ac etiam præſtare, & præſtari facere quantum eſt pro ſacdo ipſius Domini Ducis commoditate, & uſum liberum, & expeditum aquarum Padis, & Abdue, ac Terrarum, & Locorum dicti Domini Ducis adjacentium Civitati Cremonæ, & Fluminibus antedictis, & expeditum dicto Domino Pandulfo pro dicta Impreſſa cum omni favore poſſibili, & cum præſtatione Viſualium pro neceſſitatibus exercitibus dicti Domini Pandulfi præſentis competenti. Ita tamen quod dictus uſus ſit, & fiat ſine prejudicio & periculo Status Domini Ducis præſentis, promittens dictus Dominus pro ſe, & Hæredibus ſuis dicto Procuratori dicto nomine recipienti, Quod de ipſa Civitate, & Comitatu, Diſtrictu, & Territorio, & pertinentiis, ut præſertur, directè nec indirectè ſe impedit, nec impediri faciet ullo modo, niſi in favorem, & ad utilitatem ipſius Domini Pandulfi, promittens ulterius pro ſe, & Hæredibus ſuis, tam ſuo proprio nomine, quam nomine, & vice Spectabilium Comitum Filippi, & Bertolomei de Arcellis Fratr. m. pro quibus ſolemniter promittit de rato, quod observabunt, & ratificabunt, & approbabit omnia ſupraſcripta, & inſcripta pro ſe, & gentibus ſuis pro toto illo tempore, quo ſtabunt ad ſtipendia, & ſervitia præfati Domini Ducis, & continuò pro Terris eorum quibuscunque, & quomodocunque tenent, & poſſident, & tenebunt, & poſſidebunt ſub Dominio præfati Domini Ducis, & ita promittit præfatus Dominus Dux ſe acturum, & curaturum cum effectu quod præſatus Philippus, & Bertolomeus de Arcellis observabunt, ratificabunt, & approbabit omnia ſupraſcripta, & inſcripta, tam pro ipſis, quam pro gentibus, & Terris eorum, ut præſertur, hoc addito, & expreſſo quod dicti Comes Philippus, & Bertolomeus ſint obligati ad observantiam præmiſſorum, & inſcriptorum pro eo tempore tantum quo Dominus Martinus de Faventia cum Gentibus ſuis ſtatit ad ſtipendia præfati Domini Pandulfi, & ad observantiam ſupraſcriptorum, & inſcriptorum erit obligatus, etiam hoc acto quod ſi præfatus Dominus Martinus cum Comitibus ſua diſcederet a præſato Domino Pandulfo, quod nihilominus præfati Comes Philippus & Bertolomeus pro eo tempore quo erunt ad ſtipendia præfati Domini Ducis teneantur ad observantiam contentorum in præſenti Inſtrumento dicto Domino Martino aliquoties non veniente ad offenſam præfati Domini Ducis, ſeu Domini ſui, vel ad deſenſam aliquos, ſeu aliquorum, contra quem, vel quos præfatus Dominus Dux ageret, vel inſisteret, vel agi, ſeu inſiſti faceret, & e converſo, ſi præfati Comes Philippus, & Bertolomeus recederent a ſtipendio præfati Domini Ducis, quod

ANNO
1414.

ANNO
1414.

quod nihilominus dictus Dominus Martinus pro eo tempore, quo erit ad stipendia prefati Domini Pandulfi, teneatur pro se, Gente, & Territorio suis ad observationem contentorum in presenti Instrumento, ipsis Comilibus non venientibus contra prefatum Dominum Pandulfum ad offensam ipsius Domini Pandulfi, vel ad defensionem aliquorum, contra quos ageret prefatus Dominus Pandulfus: Et etiam predicta locum habeant discedente a prefato Domino Duce altero dictorum Fratrum modo predicto singula singulis congrue referendo; predictus autem Dominus Matheus Procurator, & Procuratorio nomine, ut supra, prefati Domini Pandulfi promittit, & solemniter promittit prefato Domino Duci Mediolani &c. ibi presenti, stipulanti, & recipienti, quod deinceps ullo modo directe, nec per indirectum non se intromittet, nec impedit, nec intromittit vel impediri faciet de aliquibus Civitatibus, Terris, Locis, & Castris, nec de ipsorum Districtibus, Ducatibus, & Pertinentiis que per ipsum Dominum Ducem, seu ejus nomine nunc tenentur, seu possidentur, exceptis tamen Terris, Castris, & Locis, qua vigore aliorum Capitulorum, Conventionum, & Lige vigentis inter ipsum Dominum Ducem, & dictum Dominum Pandulfum debeantur, & spectare debent ad dictum Dominum Pandulfum, nec etiam se intromittit, nec impedit, nec intromittit, seu impediri faciet, ut supra, de Terris Crema, & Pandini, earumque Districtibus, & Pertinentiis, nec de aliis Terris, seu Locis, que tenentur per Georgium de Benzonibus, excepta Terra Offaneghi cum Curia, & Pertinentiis suis, quas ad presens tenet dictus Dominus Pandulfus: Et similiter se non intromittit, nec impedit, nec intromittit, seu impediri faciet de Civitatibus Lauda, & Cumarum Terra, & Castro Triviti earumque Districtibus, & Pertinentiis, nec de aliquibus aliis Civitatibus, Castris, Terris, & Locis, que sita sunt circa Abdum, & ultra Padum, qua fuerint, aut tenta fuerint per Illustrissimum Dominum quondam Ducem Mediolani Patrem presentis Domini Ducis, exceptis Pontibus cum eorum Fortiliciis, que per Dominum Pandulfum tenentur circa Abdum, & exceptis iis que ad Jurisdictionem Civitatis Cremonae spectant, & pertineant debent dummodo non teneantur, vel non possideantur per dictum Dominum Ducem, vel alium ejus nomine, excludendo semper Civitates, Castra, & Terras que tenentur per Dominum Marchionem Estensem, contra quas agere possit pro suo libito voluntatis, pro ut sibi videbitur; Item promittit, & promittit prefatus Dominus Matheus Procuratorio nomine prefati Domini Pandulfi, pro se & Haredibus ipsius Domini Pandulfi, prefato Domino Duci ibi presenti, recipienti, & stipulanti pro se, & Haredibus suis, quod si, & quandoque contingat ipsum acquirere Civitatem Cremonae, aliquas Terras Comitatus, Territorio, Districtus, ac Pertinentiarum ejusdem, seu quod ejus nomine acquirantur, ipsam Civitatem cum Comitatu, Districtu, Territorio, & Pertinentiis suis per ipsum aquisitionem restituet prefato Domino Duci, sive Haredibus suis ab eo descendentiis, & ipsis deficientibus Domino Antonio Fratri suo, sive Haredibus ab eo descendentiis, post terminum annorum decem incipientium a die, qua prefatus Dominus Pandulfus possessionem habuerit dictae Civitatis, ipso Domino Duce sive Haredibus suis predictis dantibus ipsi Domino Pandulfo, seu cui mandaverit, Ducatos viginti quinque millia, & si predictus Dominus Dux contentus erit quod ipse Dominus Pandulfus retineat dictam Civitatem Cremonae, cum Comitatu, Districtu, Territorio, & Pertinentiis suis ut supra, usque ad completum terminum duodecim annorum a die predictae habite possessionis computandum &c. promittit ipse Dominus Pandulfus predictis duodecim annis elapsis predictam Civitatem Cremonae cum ejus Comitatu, Districtu, Territorio, & Pertinentiis per ipsum aquisitionis, ut prefertur, libere, & sine ulla contradictione, remota omni causa, qua in contrarium dici, vel excogitari posset, ac sine solutione dictorum Ducatorum viginti quinque millium, seu ulla alia solutione resignare, & dimittere in manibus, & potestate Domini Ducis prelibati, vel ejus mandaverit, & Haredibus suis ut prefertur &c. Item promittit prefatus Procurator Procuratorio nomine prefati Domini Pandulfi, pro se & Haredibus suis, prefato Domino Duci pro se, & suis Haredibus stipulanti, & recipienti, quod si ipse Dominus Pandulfus, quod Deus avertat, decederet ante tempus predictorum duodecim annorum, quod ipse Dominus Pandulfus dimittit, & relinquit, ac dimittit, & relinqui faciet, & mandabit sine aliqua solutione pecunia, & ex nunc eo

casu dictus Procurator dicto nomine libere dimittit, & relinquit sine ulla solutione pecunia prefato Domino Duci, & Haredibus suis, ut supra, dictam Civitatem Cremonae cum suis Comitatu, Territorio, & Districtu ut supra; promittens ulterius prefatus Procurator dicto nomine, quod Magnifici Domini Razolus, & Malatesta de Malareis, Fratres ipsius Domini Pandulfi, infra tres menses proxime futuros solemniter promittent restituere, & relinquare predictam Civitatem cum Comitatu, & Territorio prefato Domino Duci, quandoque ad eorum manus, vel alterius ipsorum Fratrum pervenerit, aut in eorum vel alterius eorum potestate esset predictam restituendum, & restitui faciendum: Item promittit prefatus Procurator dicto Procuratorio nomine prefato Domino Duci recipienti, & stipulanti, quod prefatus Dominus Pandulfus dabit operam cum effectu, quod Dominus Martinus de Faventia pro se, & Comitatu sua presenti & futura, promittit & ratificabit, ac servabit omnia suprascripta, & infra scripta pro toto illo tempore, quo stabit ad stipendia prefati Domini Pandulfi, & in omnibus, & per omnia promittit, ratificabit, & faciet quemadmodum predicti Comites Filippus, & Bartolomeus de Arcellis facient sicut superius continetur, & ipsam ratificationem infra mensem predicto Domino Duci Mediolani in publica forma transmittet, similiterque ratificationem dictorum Fratrum de Arcellis prefatus Dominus Dux, prefato Domino Pandulfo infra dictum terminum transmittet, &c. Item promittunt sibi invicem, & vicissim, videlicet dictus Dominus Dux, & dictus Procurator dicto nomine prefare alteri alteri, & dictum Dominum Pandulfum prefaturum dicto Domino Duci subsidium, auxilium, & favorem cum eorum Gentibus, Rebus, Vicualibus, & aliis necessariis in eorum Imperiis juxta cujuslibet eorum possibilitatem, & hoc pure, sincere, & bona fide, dummodo quando subsidia requirerentur non sint occupati in aliquibus eorum Gueris particularibus, ita quod non possint sibi invicem subvenire, & si contingeret Regem Romanorum venire ad offensas dicti Domini Ducis, teneatur precise dictus Dominus Pandulfus, dimissa omni Imperia quam haberet, mittere subsidium dicto Domino Duci cum omni exsortio suo qualibet exceptione cessante: Et vice versa teneatur facere idem Dominus Dux si dictus Rex Romanorum veniret ad offensas predicti Domini Pandulfi durante tempore Lige vigentis inter eos: Item promittit prefatus Procurator dicto Procuratorio nomine prefato Domino Duci recipienti, & stipulanti, quod prefatus Dominus Pandulfus, quoscunque Amicos prefati Domini Ducis, presentes & futuros, pro ipsius Domini Pandulfi Amicis cum effectu habeat, tractabit, & reputabit, & etiam inimicos ipsius Domini Ducis, presentes & futuros, ipse Dominus Pandulfus cum effectu pro inimicis ipsius Domini Pandulfi habeat, tractabit, & reputabit, salvo quod in presenti Capitulo non intelligatur comprehensus Dominus Mantua, quo ad hoc quod prefatus Dominus Pandulfus teneatur invite habere pro inimico, & e converso prefatus Dominus Dux promittit, & promittit prefato Domino Matheo dicto Procuratorio nomine stipulanti, & recipienti, quod quoscunque amicos prefati Domini Pandulfi presentes & futuros pro amicis ipsius Domini Ducis cum effectu habeat, tractabit, & reputabit, & etiam inimicos ipsius Domini Pandulfi presentes & futuros cum effectu pro inimicis ipsius Domini Ducis habeat, tractabit, & reputabit. Item convenerunt, & conveniunt solemniter prefatus Dominus Dux dicto Procuratori dicto nomine recipienti, & stipulanti, & prefatus Procurator dicto Procuratorio nomine prefato Domino Duci stipulanti, & recipienti, quod prefati Domini Dux, & Pandulfus, nec alter eorum possint, nec debeant, directe nec per indirectum, pro se vel alium, facere aliquam Ligam, Pacem, Treguam, Unionem, vel Concordium cum Rege Romanorum, & Ungariae, sive aliis Dominis, aut Communitatibus, sine consensu, & voluntate alter alterius: Item promittunt, & conveniunt prefati Domini Dux, & Procurator dicto Procuratorio nomine vicissim, quod ex aliquibus actis, pactis, seu conventis inter prefatos Dominos Ducem, & Pandulfum non prejudicetur, nec prejudicium esse intelligatur quovis modo aliquibus Juribus, & Jurisdictionibus, que dictus Dominus Dux habet in aliquibus Terris, Locis, & Fortilitis, que teneantur per quemvis Dominum, seu quemvis alium, que tamen non comprehendantur, nec exceptentur in Liga contracta inter illustre Ducale Dominium Venetarum, & prefatum Dominum Ducem, sed possit idem Domi-

ANNO
1414.

ANNO 1414. nus Dux in præmissis Terris, Castris, Locis, & Fortilitiis jus suum vindicare, præmissis aut aliquo præmissorum non obstantibus, & prædicti Domini Pandulfi quacunque contradictione cessante dummodo non spectent præfatus Dominus Pandulfus ullo modo dictæ Terræ, Castra, & Loca per Ligam, Pacta, & Conventiones hæcenus inter ipsas Partes contracta, facta, & ligata: Item quod ex præmissis, vel aliquo præmissorum non intelligatur contracti vel derogari Ligis, Pactis, & Conventionibus, quæ quilibet prædictorum Dominorum haberet cum Serenissimo Domino Rege Ladislao, & cum Illustrissimo Domino Venetiarum Ducali, quæ firma in suo robore non obstantibus præmissis remaneant: Item volunt, & conveniunt quod propterea præmissa, vel aliquo præmissorum non derogetur vel contraferri possit Ligis, Pactis, & Conventionibus, hæcenus contractis, celebratis, & factis inter ipsum Dominum Ducem, & Dominum Pandulfum nisi in casibus supra expressis, & declaratis, & quatenus specificatum est superius: Item quod omnia superscripta locum habeant usque ad decem annos proximè futuros, referendo semper, & intelligendo ad partes, & de partibus Lombardie tantum, & non aliis: Item promittit dictus Dominus Procurator præfatus Domino Duci quod præfatus Dominus Pandulfus ratificabit omnia superscripta, & promittet, & jurabit in omnibus, & per omnia, prout facit præfatus Dux in præfati Instrumento, & dictam Ratificationem præfatus Domino Duci transmittit hinc ad diem Sabati proximè venturi per totam diem inclusivè, & alioquin contenta in præfati Contractu locum non habeant. Quæ omnia, & singula superscripta, & infra scripta dictæ Partes vicissim una alteri, & è converso dictis præfatus Dominus Dux dicto Procuratori Procuratorio nomine prædicto stipulante, & recipiente: Et dictus Procurator nomine præfati Domini Pandulfi præfatus Domino Duci stipulante, & recipiente promiserunt, & conveniunt, & promittunt, & conveniunt attendere, & observare, & non contrariare nec venire per se, vel alium, seu alios eorum nomine, per directum vel per indirectum, tacitè vel expresse, nec aliquo quavis colore: Et sic juraverunt, & jurant præfatus Dominus Dux, & dictus Procurator dicto nomine, & in animam præfati Domini Pandulfi attendere, & observare, & quod præfatus Dominus Pandulfus attendet, & observabit sub pena Partis contrariæ perjurii, & perditionis fidei, & sub pæna refectionis, & restitutionis omnium, & singulorum damnorum, & interesse, & expensarum per utramque Partem fidei alteram earum paciendorum, & sciendorum occasione prædictorum quovismodo, pro quibus omnibus, & singulis sic firmiter, & efficaciter attendendis, observandis, & solvendis dictæ Partes vicissim, una alteri, & è converso, videlicet præfatus Dominus Dux dicto Procuratori, dicto nomine, omnia bona ipsius Domini Ducis præsentia & futura, & dictus Procurator dicto Procuratorio nomine omnia bona præfati Domini Pandulfi, præsentia & futura, præfatus Domino Duci stipulanti, & recipienti pignori, & ypotece, pænitus obligaverunt, & obligant: Renunciantes dictæ Partes vicissim exceptioni prædictorum omnium, & singulorum non sic actuum, & gestorum, exceptioni doli, actionique exceptioni non factum, & generaliter quibuscunque probationibus, & productionibus Testium, Jurium, & Instrumentorum contra prædicta, & inde præfatus Dominus Dux, & dictus Procurator Procuratorio nomine præfati Domini Pandulfi de prædictis omnibus, & singulis hanc Certam, & plures unius tenoris michi Johanni Francisco Galina Notario infra scripto fieri jusserunt, & rogaverunt, præsentibus Speciale, Magnifico Mattheo de Vitadono Filio quondam Johannis, Nobili Viro Antonio de Ansofio Castellano Castris supra scriptis, Speciale Viro Domino Johanne de Corvinis Ducali Secretario, Egregio, & Sapiente Legum Doctore Domino Petro de Nibia Magistro intratorem extraordinarium præfati Domini Ducis, Fabiano de Pontremulo, & Gianeto de Aliprandis inde Testibus notis, vocatis, & specialiter ad prædicta rogatis.

Examinauit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivi Officialis.

VII.

8. Nov. *Litteræ publicæ SIGISMUNDI Romanorum Imperatoris quibus LUDOVICUM Electorem Palatinum in Dignitate Electorali & Munere Attom. II. PART. II.*

ebidapiferi Sacri Romani Imperii confirmat, & ANNO Jus Successionis ordinat. Date Aquigrani die 8. Novembris Anno 1414. [RYMER, Fœdera, 1414. Conventiones &c. Tom. IX. pag. 173.]

SIGISMUNDUS Dei gratiâ, Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatia, &c. Rex, AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Quamquam sublimitas Regiæ Dignitatis, in qua conditor Orbis nos sue pietatis clementiâ feliciter collocaverit, jugiter mentem nostram sollicitet ut, curâ pervigili, & laborum studiis accuratis nostrorum & Imperii Sacri fidelium amputemus incommoda, eisque desiderata Pacis amantem salubriter procuremus; ferventiori tamen affectu, cor nostrum accenditur penes ea, quæ Sacri decus Imperii & Illustris ipsius Principes Electores, quadam singularitate, concernunt: eos præcipue, quos generis nobilitas, multipliciâque virtutum insignia, & præclara fidei devoto laudabilis recommendant.

Sanè alias per Literas omnium Principum Electorum,

Et nominatim, Serenissimi Principis & Domini, Domini Karoli Quarti Romanorum Imperatoris & Boemæ Regis, velut Regis Boemæ, Venerabilium, Gerlaci Maguntinensis per Alemanniam, Bemundi Treverensis per Galliam & Regnum Arelatense, & Wilhelmi Colonienfis per Italiam, Sacri Imperii Archicamerarii, Archiepiscoporum, Rudolphi Ducis Saxonie Sacri Imperii Archimarchalli, & Ludovici, dicti Romer, quondam Imperatoris Ludovici Filii, Marchionis Brandenburgensis, Sacri Imperii Archicamerarii,

Ac etiam a Principibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Proceribus, ac multis aliis nostris & Imperii Sacri Fidelibus,

Informationem certissimam, & luce Testimonia clariora, nostra suscepit Regiæ Celsitudo, qualiter, felices memorie, Illustris Rupertus præsenior, quondam Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archidapifer, & Bavarie Dux, Patrus Illustris Ludovici modernis Comitibus Palatinis Rheni, Sacri Romani Imperii Archidapiferi, Principis Electoris, necnon Bavarie Ducis, Avunculi nostri carissimi, & post prædictum Rupertum præseniorem, Rupertus tunc Senior, Avus jam dicti Avunculi nostri Ludovici, & post eundem Rupertum Seniore, Rupertus Pater jam dicti Avunculi nostri Ludovici, sic successivè, tanquam Archidapiferi ejusdem Imperii, & veri Principes Electores, ab omnibus aliis eorum Coelectoribus semper habiti & reputati fuerunt.

Ac etiam, voluntate, consensu, & votis, aliorum suorum Coelectorum Principum, unanimiter accedentibus, claræ memorie, Serenissimos quondam Romanorum Reges, Prædecessores nostros, temporibus suis, ritè & rationabiliter, juxta debitam Sacri Romani Imperii observantiam, in Romanorum Reges elegerunt, ad Imperatoriam Celsitudinem promovendos,

Ac subsequenter idem modernus Ludovicus, cum aliis Coelectoribus suis modernis, retroactis temporibus, nos in Romanorum Regem elegit,

Qui, disponente eo, a quo bona cuncta procedunt, Rege Regum & Domino Dominantium, die datæ præsentium, Aquisgravi Coronâ sumus Regiæ coronati,

Quodque præfati, Rupertus præsenior Patrus, & Rupertus Senior Avus, ac Rupertus Pater dicti Ludovici, quondam Comitibus Palatinis Rheni, diuturnâ temporum præscriptione, inconcussè habuerunt, & possederunt legitime, prout etiam ipse Ludovicus in præfentiarum, ad instar illorum, ex Successione Paterna & Hereditaria, dinoscitur iusto titulo possidere, Jus, Vocem, Dignitatem, & Potestatem elegendi Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum,

Sanè, tam Ecclesiasticorum, quam Secularium Principum, Sacri Romani Imperii Electorum, consilio & consensu accedente, non improvidè, nec per errorem, sed animo deliberato, aliorum etiam Principum plurimorum, Ecclesiasticorum & Secularium, Baronum, Nobilium, & Procerum nostrorum, ac Imperii Sacri Fidelium, maturo communicato consilio, cupientes, auctore Domino, futuris obviare periculis, & materiam omnium succidere dubitationum, de certâ nostrâ scientiâ, & de plenitudine Regiæ Potestatis, in his scriptis pronunciamus, decernimus, statuimus, declaramus, & etiam hoc Regio, perpetuè valituro, sancimus Edicto quod Jus, Vox, Dignitas, & Potestas eligendi Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum.

ANNO

1414.

movendum, eidem *Ludowico Comiti Palatino Rensi*, tanquam Imperii Sacri Archidapifero, ac Principi Electori, Hæredibus & Successoribus suis legitimis (Laycis dumtaxat) ab eo descendendis, quotiens casus hujusmodi electionis emerit, imperpetuum debeatur competere, sicut & ritè sibi, tanquam *Comiti Palatino Rensi* ac Sacri Romani Imperii Archidapifero, competit manifestè.

Ac ipse, velut *Comes Palatinus Rensi*, ejusdem Romani Imperii Archidapifer, verus & legitimus Princeps Elector, & post obitum ejus, Hæredes & Successores sui legitimi, modo & forma submissis, Comitatum & Principatum Palatinum ac Archidapiferiam dicti Imperii Sacri,

De quibus ipsum, die supradictâ, in Aquis-gravi solemniter *infeodavimus & investivimus*, ac, tenore præsentium, *infeodamus & investivimus*,

Cum omnibus & singulis eorum Terris, Dominis, Proprietatibus, Vassallagiis, Libertatibus, Honoribus, & Pertinentiis, in quibuscunque rebus consistant, & quibuscunque specialibus possint vocabulis designari,

Necnon Jus, Vocem, Dignitatem, & Potestatem eligendi *Romanorum Regem*, in *Imperatorem promovendum*, sine impedimento quolibet, debeant obtinere.

Et, nè inter Hæredes & Successores ipsius, eo defuncti, super jure hujusmodi, futuris temporibus, dubitationum, questionum, seu litium quavis materia oriatur, *decernimus, statuimus*, & præsentem Regio *sancimus Edicto*, imperpetuum valituro,

Prout hoc idem, per præfatum Dominum *Karolum Quartum, Romanorum Imperatorem*, Genitorem nostrum carissimum,

Omnium & singulorum Principum Electorum, ac multorum Sacri Romani Imperii Principum, Comitum, Nobilium, & Fidelium consilio & unanimi consensu accedente,

Lege & Edicto Imperiali, in aurea Bulla, publicè sanctionem esse dinoscitur,

Quòd, post obitum dicti *Ludowici Comitis Palatini Rensi & Bavariæ Ducis*, primogenitus ejus Filius, & post Primogeniti obitum, ejusdem Primogeniti Senior Filius ex ordine Genituræ, & sic deinceps, a Seniore Filio, descendente ex ordine Genituræ, semper Senior:

Si verò Primogenitus præfati *Ludowici* decesserit, masculini sexus (Laycis dumtaxat) legitimis Hæredibus non relictis, extunc secundogenitus Filius *Ludowici Ducis* prædicti:

Et, post obitum ejusdem secundogeniti, Filius Senior Laycus:

Et, si secundogenitus sine Hæredibus legitimis masculini sexus (Laycis dumtaxat) decesserit, tertio-genitus dicti *Ludowici* & Senior ejus Filius Laycus post mortem ipsius:

Et deinceps, per talem modum, directâ lineâ Genituræ, descendentes ab eo, Layci dumtaxat;

Jus, Vocem, Dignitatem, & Potestatem eligendi *Romanorum Regem*, promovendum in *Imperatorem*, & *Officiu Archidapiferie*, cum omnibus & singulis Dominis, Honoribus, Juribus, Privilegiis, Dignitatibus, & Pertinentiis, in perpetuis temporibus obtinebunt, per Successionem Hæreditariam & Paternalem, ut præmittitur, ex ordine Genituræ.

Si verò præfatum *Ludowicum, modernum Comitem Palatinum Rensi & Bavariæ Ducem*, sine legitimis masculini sexus Hæredibus Laycis, directâ lineâ Genituræ, ab eo descendentibus, mori contigerit, ex tunc Principatus & Comitatus Palatinus Rensi, necnon Archidapiferia Sacri Imperii, & Jus, Vox, Dignitas, & Potestas eligendi *Romanorum Regem*, in *Imperatorem promovendum*, ad Seniores Fratrem præfati *Ludowici*, per veram Paternalem lineam descendentem, & ad legitimis ejus Hæredes masculini sexus (Laycos dumtaxat) devolvantur:

Ita (videlicet) quòd, post obitum ejusdem Fratris Senioris, Primogenitus ejus Filius, & post Primogeniti obitum, ejusdem Primogeniti Senior Filius, ex ordine Genituræ, & sic deinceps, ex Seniore Filio descendendo, ordine Genituræ, semper Senior.

Si verò Primogenitus Senioris Fratris, ut præfatur, decesserit, masculini sexus (Laycis dumtaxat) Hæredibus non relictis, & ex tunc secundogenitus prædicti Fratris Senioris, & post obitum ejus, Secundogeniti Filius Senior Laycus:

Et, si secundogenitus, sine Hæredibus legitimis, masculini sexus Laycis, decesserit, tertio-genitus dicti Fratris Senioris, & Senior ejus Filius Laycus, post mortem ipsius:

Et deinceps, per talem modum, directâ lineâ Genituræ, descendentes ab eo, Layci dumtaxat, Jus, Vocem, Dignitatem, & Potestatem eligendi *Romanorum Regem*, promovendum in *Imperatorem*, & *Officiu Archidapiferie*, cum omnibus & singulis Dominis, Honoribus, Juribus, Privilegiis, Dignitatibus, & Pertinentiis, in perpetuis temporibus obtinebunt, per Successionem Hæreditariam & Paternalem, ut præmittitur, ex ordine Genituræ,

Quibus omnibus non extantibus, ad proximiorum Hæredum, secundum lineam Paternalem (dumtaxat Laycum) Seniores Comitum Palatinum Rensi pro tempore, ac ejus Hæredes, secundum eundem modum, superius expressatum, in perpetuum, legitime devolvantur in futurum.

Et talis Successio & Devolutio, nè in hiis committantur errores futuris temporibus, debet, ut præmittitur, in omnibus præscriptis & singulis, sine innovatione, perpetuè, invariabiliter observari; taliter (videlicet) quòd, si aliquem ex eis, modo præmissis, ab hac luce migrare contigerit, qui masculini sexus Hæredes legitimis Laycos post se relinquat, debite patientes status defectum, extunc Senior Frater, Nepos, aut Consanguineus proximior in Linea Genituræ, si Frater non extiterit, ejusdem defuncti (Laycus dumtaxat) dicti Pupilli & Juvenis, ad quem præscripta devolvantur, de Jure Tutor esse debeat & Curator tam diu donec debitam pertingit ætatem:

Cui etiam juveni, quam citò ad ætatem debitam pertigerit, Jus, Vocem, Dignitatem, & Potestatem prædictæ Electionis, ac omnia & singula ab eis dependentia, idem Tutor, sine difficultate & renitentia quilibet, tenebitur & debet proutinus assignare:

Ætatem autem debitam in hoc casu eligendi (videlicet) *Romanorum Regem*, in *Imperatorem promovendum*, decem & octo annorum censei volumus & haberi;

In Principatibus autem, Ducatibus, & Dominis aliis temporalibus gubernandis, ætatem observandam decernimus, prout a divo Romanorum Imperatoribus & Regibus nostris Prædecessoribus esse sancitum.

Porro, nè super Jure, Voce, Dignitate ac Potestate Electionis hujusmodi, necnon *Principatibus*, & *Officio Archidapiferie*, & aliis prædictis, ullo unquam tempore, contingat scandala fuscitari, vel attemptari valeant novitates, de Regia plenitudine Potestatis, & de certa nostra scientia; omnia & singula præmissa, prout in suis Clausulis, Membris, Articulis, atque Punctis superius designantur, auctorizamus,

Necnon omnia & singula Privilegia, Donationes, ac Concessionem quaslibet, per divos Romanos Imperatores & Reges Prædecessores nostros & Nos, dicti *Ludowici* Progenitoribus, Comitibus Palatinis Rensi, & sibi quomodolibet factas, datas, & concessas, auctorizamus, approbamus, ratificamus, & tenore præsentium, de certa nostra scientia, confirmamus;

Supplentes, de præfata Regia plenitudine Potestatis, omnem defectum, si quis, in præmissis, aut eorum aliquo, ex verborum defectu, Sententiarum obscuritate, solemnitate omissione, seu alio quovis modo, nunc & in antea, reperiretur admittimus.

Nulli ergo penitus hominum liceat hanc nostræ Pronuntiationis, Decreti, Statuti, Declarationis, Sanctionis, Infeudationis & Investituræ, Auctorizationis, Approbationis, Ratificationis, Confirmationis, & defectum supplementationis, paginam infringere, aut ausu temerario quomodolibet contraire, sub pœna mille Marcarum Auri purissimi, quas ab eo qui contra fecerit, totiens quotiens contrafactum fuerit, irremissibiliter exigi volumus; & earum medietatem Regalis nostre Camere fisco, residuum verò partem injuriarum passorum usibus applicari.

Testes hujus rei sunt,

Venerabiles,
Wernherus Treverensis, Sacri Imperii per Galliam & Regnum Arelatense,
Theodoricus Colonienfis, Sacri Imperii per Italiam, Archicancellarius, Archiepiscopi: Illustres,
Rudolfus Dux Saxonie & Lunenburgensis, Sacri Imperii Archimarchialis,
Reynaldus Dux Juliacensis & Gelrie,
Fridricus Burggravius Nurembergensis,
Georgius Palatienfis,
Johannes Herbipolensis,
Et Rabanus Spirenfis,

Episcopi:

ANNO

1414.

ANNO
1414.

Episcopi:
Adolfus de Clivis,
Emicho de Lymingen,
Fridricus de Veldenz,
Johannes de Katzenlabogaz,
Johannes de Wertheim,
Et Thomas de Ryneck,
Comites;
Et alii quamplures nostri & Imperii Sacri Principes,
Nobiles, & Fideles,
Præsentium sub nostræ Majestatis Sigilli Testimonio
Litterarum.

Datum Aquigravi, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, quarto-decimo, ipsa die Coronationis nostræ, quæ fuit octavâ Novembris, Regnorum nostrorum Anno Hungariæ &c. vicessimo octavo, Romanorum verò Electionis quinto.

VIII.

14. Dec. **Kaisers SIGISMUNDI Lehen-Brieff** / Herzog Erich zu Sachsen-Lauenburg / über das Land gleiches Namens und andern dessen darinnen benannten Zugehörungen und Herrschaften ertheilt. Zu Frankfurth an St. Lucien-Tag / Anno 1414. [Pièce, tirée d'une Information de Droit présentée à l'Empereur de la part de LOUIS GUILAUME Marckgrave de Baden sous le Titre de Dartzung wolbefugter Weiblicher Successions Prætenation in und zu den Erb-Lehenbahnen Herzogthum Nider-Sachsen. sous Lit. B. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abtheil. IV. Absz. II. pag. 354.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Investiture données par l'Empereur SIGISMUND à ERIC Duc de Saxe-Lauenbourg pour le Duché de ce nom, avec les Appendances & Dépendances y dénommées. A Francfort le jour de Sainte Lucie 1414.

Wir Sigismund von GOTTES Gnaden / Römischer König etc. zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / und zu Ungarn / Dalmatien / Croatia etc. König etc. Bekennen und thun kund offenbar mit diesem Brieff / allen denen / die ihn sehen und hören lesen / daß für Uns kam zu Frankfurth / der Hochgeborne Erich / Herzog zu Sachsen / zu Engen und Westphalen / Unser lieber Oheim und Fürste / da wir saßen in Unserer Königl. Maj. gezeihet / mit solchen Wärdem und Ehrenheit / als sich das von Rechten gebühret / und bat Uns flehentlich / daß wir ihm als ein Römischer König / das Land zu Sachsen und Westphalen / als denn dasselbige Land und Pfalz-Graffschaft seine Eltern / Herzoge zu Sachsen / auf ihme und seine Vettern / Herzog Rudolphen / und Herzog Albrechten geerbet haben / und als er und sie dasselbe Land igund sämmtlich und besonder innhaben und besizen / getheilet und ungetheilet / nach ihrer Brieffe laut / die ihre Vettern sämmtlichen gegeben haben / innhabende / daß diese beland / unverrückt / nach des einen Todes / auf den andern Erben gefallen sollen / Item die Stadt Witten und die Zölle dasselbst / mit ihrer Zugehörung. Item in dem Lande und Stadt Lauenburg / Zöll und Gütere / als seine Eltern auf ihn / in derselben Stadt und in dem Lande geerbet haben / Item in den Landen Westphalen und Engen / Schöffere / Gerichte / Herrschaften / Land und Leute / als sein Vatter auf ihn geerbet hat / Item das Land zu Sadeln und West-Friesland / mit der Herrschaft Greddix / und das Schloß Röhgebüttel /

TOM. II. PART. II.

Item das Land Dersingen / das Schloß Lauenburg / Item die Graffschaft Roseburg / Item die Schloßer Ertenberg / Ribenberg / Bergendorff / Item den Kirchwerder / Item die Elbe mit solchen Zöllen / als er darauß hat zur Lauenburg / zu Ertenburg / zu Eyslingen / und auff der Deltene / und zu Herrenborg / als dann die von seinem Vetter auf ihme geerbet seynd : Item die Graffschaft zu Holfstein / und das Land zu Stormarn / die Graffschaft Schwerin mit ihren Zugehörungen / Item die Herrschaft Schauenburg / Item die Herrschaft zu der Lippe / Item die Herrschaft von der Hoya / Minnberg / Barmenau / Burgaufen / und von Hadenhagen / Binsdorf und Börde : Das und die alle vorgenanten / von Uns und dem heiligen Reich zu Lehen rühren / mit ihren Fürstlichen Wärdem / Ehren / Herrlichkeiten / Rechten / Gerichten / Zöllen / Gerleuten / Lehen / Mannschaften / Eigenschafften / Städten / Schöffern / Länden / Leuten / Gütern / Wildbahnen / Bergwercken / Salzwercken und mit allen ihren Zugehörungen / geruheten gnädiglich zu verleihen : Das haben wir angesehen / des vorgenanten Herzog Erichs / redliche Bitte / und auch nuge / willige und getreue Dienste / die seine vordern Herzogen zu Sachsen / Unsern Vorfahren Römischen Käysern und Königen in vergangen Zeiten allweg gethan haben / und derselbe Erich Uns und dem Reiche zu thun bereit ist / täglich thut / und fürbas thun soll und mag / in künftigen Zeiten : Und haben darumb mit wohlbedachtem Muth / gutem Rath und rechten Wissen / den vorgenanten Unsern lieben Oheimben / Herzog Erichen / das vorgenante Fürstenthum / das Land zu Sachsen / mit seinen Fürstlichen Herrlichkeiten / Ehren und Wärdem und die obgenante Pfalz-Graffschaften / Graffschafft / Lande / mit samt ihren Zöllen / Gerleuten / Rechten / Gerichten / Mannschaften / Eigenschafften / Städten / Schöffern / Länden / Leuten / Gütern / Wildbahnen / Bergwercken / Salzwercken / und allen ihren Zugehörungen / wie die mit sonderlichen Nahmen und Worten genandt seynd / gerichter und verlichen / reichen und leihen ihme die von Römischer Königlich Macht / in Krafft dieses Brieffes / was wir ihme dann daran von Rechten wegen leihen solten und möchten / daß Uns die fürbas mehr von Uns und dem Reiche / zu rechten Fürstlichen Lehen zu haben / zu halten / und des und der zu gebrauchen und zu genießen / als den Fürsten Lehen und der andern vorgenanten Lehen / Recht und Herkommen ist von allermänniglich ungehindert / unschädlich doch Uns und dem Reich / Unsern Nachkommen und sonst jederman an seinen Rechten / Uns hat auch der vorgenante Erich gewöhnliche Huldigungen / Gelüb und Eyde darauf gethan / Uns und dem Reiche gehorsam / getreu und gewärtig zu seyn / und zu thun und zu dienen / als dann des Reichs getreuer Fürste / seinen rechten Herrn / dem Römischen Könige / zukünftigen Käysen / pflichtig zu thun ist / ohn Gesehrde. Mit Uhrkunde dieses Brieffs / versiegelt mit Unserer Könighchen Majestät anhangenden Inseigel : Gegeben zu Frankfurth nach Christi Geburt vierzehenden hundert Jahr / und darnach in dem vierzehenden Jahr / am Sanct Lucien-Tag / Unserer Reiche / des Hungarischen / in dem Achte und zwanzigsten / und des Römischen in dem fünfften Jahre.

P. D. G. de Weinsberg,

Camerarium.

Michael de Prief.

C 2

IX. Ca-

ANNO
1414.

ANNO
1415.

20

CORPS DIPLOMATIQUE

IX.

Capitula inter Serenissimos SIGISMUNDUM Romanorum Hungarieque, nec non FERDINANDUM Aragonum & Sicilia Reges, de mutua visione habenda & fienda inter eos, ad Unionem Ecclesie effectum consequendam. [VON DER HARDT, Magnum Oecumenicum Concilium Constantiensis Tom. IV. Part. II. pag. 48. PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. in Append. Concilii Constantiensis pag. 1460.]

CAPITULA, facta, inita & concordata inter Serenissimum & Invisibilissimum Principem & Dominum, Dominum Sigismundum, Dei gratia Romanorum semper Augustum, ac Hungariae &c. Regem, ex una parte, & Reverendissimum Patrem Dominum Dydacum, Summorum Episcopum, multumque nobilem, & honorabilem Viros, Dominos Joannem Dixat & Petrum de Allessis, (Falchs) Decretorum Doctores, Ambassadors Serenissimi & Invisibilissimi Principis, & Domini Domini Ferdinandi, eadem gratia Regis Aragonum & Sicilia, parte ex altera, super mutua visione habenda & fienda inter dictos Serenissimos Reges ad invicem, super factis Unitatis & Pacis Ecclesiae Sanctae Dei. Quae quidem Capitula sunt tenoris, & continentiae subsequens.

Primo est initum & concordatum, quod dictus Serenissimus & Invisibilissimus Dominus Rex Romanorum, omni cessante impedimento infirmitatis, Deo favente, accedat, veniat, & attingat personaliter, & sui propria in Persona, hinc per totum mensem Junii proxime instantem, in Civitate Nicae, quae est in Provincia: Rex Aragonum & Sicilia, una cum Sanctissimo in Christo Patre & Domino, Domino Benedicto, divina providentia Papa XIII. omni cessante impedimento infirmitatis, Deo favente, accedat, veniat, & attingat, hinc per totum dictum mensem Junii proxime instantem, personaliter & sui propria in Persona, in Loco, Castro & Portu de Villa Franka, alias nominato Portulius, pro dicta visione mutuo fienda inter ipsos, pro tractandis & concludendis omnibus utilibus & necessariis ad Unionem Ecclesiae effectivè consequendam.

Item est initum & concordatum inter praedictos, Serenissimum & Invisibilissimum Regem Romanorum, & Ambassadors praefatos Serenissimi & Invisibilissimi Domini Regis Aragonum & Sicilia, quod dictus Serenissimus Dominus Romanorum Rex faciat operis effectum, quod dictus Locus, Castrum, & Portus de Villa Franka, qui dicitur communiter Portulius, & illius Dominium, simpliciter, pure & indistincte tradantur, delibenter & transferantur, absque alia retentione Jurisdictionis, & aliis, dicto Serenissimo Domino, Domino Regi Aragonum & Sicilia, una cum dicto Sanctissimo Domino nostro Papa Benedicto, seu ejus vel eorum legitimis Procuratoribus. Ita, quod tam per Serenissimum Dominum, Dominum nostrum Regem Romanorum, quam Illustrum & Potentem Dominum Comitem Sabaudiae, omnes Subditi & Vassalli dicti Loca, Castri, & Portus Villae Frankae, legitime & effectualiter absolvantur, & sint penitus absoluti à quocunque homagio & fidelitatis juramento, & aliis obligationum vinculis universis, quibus astricti seu obligati essent, sint, vel forent dicto Serenissimo Regi Romanorum, & praefato Comiti Sabaudiae Domino eorundem: Et dicti Subditi & Vassalli dicti Loca, Castri & Portus de Villa Franka teneantur praestare dictum homagium & fidelitatis juramentum praefatis Sanctissimo Domino Benedicto Papae, & Serenissimo Domino Regi Aragonum & Sicilia, vel eorum legitimis Procuratoribus, dictosque Dominos recognoscere pro veris suis Dominis, durantibus dictis translocationibus & deliberationibus, Domini ac Vassallorum homagio & fidelitatis juramento, quamdiu durabunt dicta mutua visio & Tractatus unitatis Ecclesiae, dictis Dominis nostris, Benedicto, & Rege Aragonum ibidem personaliter existentibus, & ante & post, quantum erit necesse pro accommodo recessu eorum à dicto Loco, Castro & Portu.

Item est initum & concordatum, quod dictus Serenissimus Dominus Rex Aragonum, & Sicilia dicto medio tempore & in recessu tractet & tractare teneatur dictos Subditos & Vassallos dicti Loca favorabiliter atque bene. Et pro restituendo dicto Castro, Loco &

Portu de Villa Franka, dicto Illustri Domino Comiti Sabaudiae, finita dicta mutua visione, & in ejus recessu praestet de praesenti, & est praestare paratus, antequam tibi vel suo legitimo Procuratori corporalis possessio dicti Loca & Castri tradatur, omnes securitates necessarias & opportunas.

Item est initum & concordatum, quod dictus Serenissimus Dominus Romanorum Rex habeat, & habere teneatur in continenti securitates & salvos conductus late & ample roboratos sufficientibus securitatibus & obligationibus ad omnes, & sub fide ejusdem Serenissimi Domini Regis Romanorum: Taliter, quod per subscriptos Dominos & alios ample assecurare, & salve conducere valeat, tam à Serenissimo Domino Rege Franciae, quam à dicto Domino Comite Sabaudiae, quam à dicto Domino Comite Terrae Provinciae, quam à Januensis & Saonenfis, pro se & suis: Quod casu, quo per fortunam, quod Deus avertat, seu alias necessaria vel justa causa, dictus Sanctissimus Dominus noster Papa Benedictus, seu ipse Dominus Rex Aragonum & Sicilia, seu eorum comitiva, vel eorum quilibet, seu aliquis, Ecclesiasticus vel Secularis, ejusque gradus, praerogativa & Dignitas fuerit, exire haberent in praedictis Dominiis & Terris, ac Subditis aliquis eorundem Dominorum nostrorum, Papae & Regis, ob causam dictae mutuae visionis ad Locum, Castrum & Portum praedicta, propter necessitatem vel alias, per Terram, & non per Mare delibenter accedere, per praedictorum Terras & Dominia transeundo: ipsi & eorum quilibet, cum Familiis, Equitibus, Bonis, Rebus jocalibus & pecuniis suis, sint salvi & securi ad omnibus molestiis, gravaminibus &c. Et quod eorum Pecuniis, pretiis tamen congruentibus, illis, & eorum cuiuslibet, in casibus supra dictis vel alias, victualia & alia necessaria ministrantur. Et vice versa praestet securitas pro parte praedicti Domini Regis Aragonum: quod in casibus praedictis applicantes ad dicta Dominia, Terras seu Regna, damnum seu malum aliquod ibi non inferant: & si facerent, dicto salvo conductu minime gaudere possint persone illae inferentes: Et praedicti Domini, quantum in eis fuerit, de illis satisfieri procurabunt, ac etiam illa emendare, damna & injurias passis. Et vice versa idem facere tenetur Dominus Rex Romanorum.

Item est initum & concordatum: Ne aliquid hinc inde turbativum insurgat dictae mutuae visioni ac unitati, & Paci Ecclesiae Dei Sanctae, quod hinc per totum dictum mensem Junii, & ulterius, durantibus dicta mutua visione & Tractatibus supradictis, usque ad recessum à dicto Concilio & Portu de Villa Franka inclusive, dictus Serenissimus Dominus Romanorum Rex faciat cum effectu, & de praesenti assecuret, seu ponat in & sub securo, quod interim in Congregatione, quae de praesenti est, five esse asseritur in hac Civitate Constantiensis, seu alias, nil innovet, seu permittat innovari, quod possit turbare dictam Unionem Sanctae Matris Ecclesiae, seu incrementum vel causam dare dictae turbationi, faciendo in continenti decerni & declarari, nunc pro tunc, & tunc pro tunc, esse irritum & inane quicquid in contrarium esset attentatum, seu contingeret attentari. Et dictus Serenissimus Dominus Rex Aragonum & Sicilia, seu praedicti ejus Ambassadors pro eo, assecurent, quod idem Serenissimus Dominus Rex cum effectu faciat illud idem cum dicto Sanctissimo Domino nostro Papa Benedicto videlicet, per viam Concilii, nec alias aliquid innovabit turbativum dictae unitatis Ecclesiae: Et si fiat, illud sit casum, irritum & inane. Nam talia possent innovari hinc vel inde, quod per dictam mutuum visionem minime reparari possent.

Item est initum & concordatum inter Partes praedictas, quod talem salvum conductum, taleque securitatem, quales Serenissimus Dominus Rex Romanorum, nomine & pro parte sua, & illius, qui à nonnullis dicitur Joannes Papa XXIII. praestabit & faciet Sanctissimo Domino nostro Benedicto XIII., & omnibus aliis, de sua obedientia existentibus, Ecclesiasticis vel Secularibus, ejusqueque Status, Dignitatis aut Praerogativae fuerint, ad Loca & Portum praedicta venientibus, praefatus Dominus Rex Aragonum, nomine & pro parte dicti Sanctissimi Domini nostri Benedicti, & sua, praestabit & faciet eidem Domino, qui à nonnullis dicitur Joannes Papa XXIII. & omnibus aliis de sua obedientia existentibus, ad Locum & Portum praedictum venientibus.

Item est initum & concordatum, quod dicti Serenissimi

ANNO
1415.

ANNO
1415.

nissimi & invicissimissimi Domini, Romanorum & Arragonie Reges, frateraliter adfuerunt, guidunt & salvoconducunt se ad invicem, seu personas eorum proprias, & omnes cum eis, & quolibet eorum, & omnium aliorum de tribus obedientibus, ibidem cum eis vel sine eis ratione dictae unitatis venientium per Terram vel per Mare, ad dicta Loca mutuae visionis, & maxime eorum, qui per Terram vel per Mare portabant Visibilia ad dicta Loca Nicie, vel Ville Franke, cujuscunque Status, Praeeminentie vel Dignitatis fuerint, cum omnibus Rebus & Bonis eorum, & quolibet eorum, quantum in eisdem Dominis & quolibet eorum sit vel fuerit, durante dicta mutua visione, & ante & post, eundo videlicet seu veniendo ad dicta Loca, ibique stando & redeundo ab eis : Ita quod si alter ipsorum Dominorum Regum scit vel sciret, sentiret vel audiret qualitercunque, quod malum aliquod, dampnum vel injuria, in Personis, Rebus vel Bonis fieret vel tractaretur, directe vel indirecte, palam vel occulte, in seu contra alterius Dominorum ipsorum seu venientium cum eis, & eorum cujuscunque Personas, seu Dominia, & res eorum, vel cujuscunque eorum, illa alter pro altero evitarent, & obviarent, quantum in eis fuerit, & frateraliter & amicaliter in continenti alter alteri, ad resistendum praemissis, & sese ad invicem defendendum, totis viribus, quibus ibi possint, assisterent.

Item est initum & concordatum, quod praedicta omnia & singula promittantur, firmentur & jurentur per quamlibet Partium praedictarum : Et de eis fiant duo publica Instrumenta, communicanda, per Notarios & Secretarios dictorum Serenissimorum Dominorum Regum, Romanorum & Arragonum : Et cum applicarent ad dictum Regem Arragonum, facient & procurarent cum effectu dicti ejus Ambassadors, quod dictus Dominus Rex Arragonum promittit, & jurabit personaliter omnia supradicta. De qua firma personali fiet plena fides & publicum Instrumentum.

X.

Littere FERDINANDI Aragonum Regis ad SIGISMUNDUM Romanorum Regem de Prorogatione Terminis, in Capitulis prioribus inter eum, & dictum Romanorum Regem, super visione invicem fienda, concordati. Datum Valentiae xxviii. Aprilis 1415. [PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. in Append. Concilii Constantiensis pag. 1463.]

PATEAT Universis, quod nos Ferdinandus Dei gratia Rex Arragonum, & Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, & Corsicae, Comes Barchinonae, Dux Athenarum & Neopatriae, ac etiam Comes Rossilionis. Attendentes non esse diu inter Serenissimum Sigismundum Regem Romanorum ex una parte, & Ambassadors Domini Pape Sanctissimi Benedicti XXIII. & nostros ex altera fuisse concordatum, & juratum in partibus Nicie per totum mensem Julii proxime venientem, simul & personaliter convenire & ad invicem ibidem celebrare super materia, prout in quibusdam Capitulis inde confectis continentur hujusmodi Capitula facta, inita, & concordata.

Cumque propter temporis antedicti nimiam brevitatem, Negotiorum arduitatem, & gravitatem Partium de prorogatione dicti termini, ut & certe percepimus, fieri periculum, sitque expeditum, & dictis Negotiis accommodum, ut omnem casum prorogationis, ipsam fieri, tenore hujusmodi publici Instrumenti, tempus seu terminum praenarratum sub praemissionibus, obligationibus, juramentis, vinculis, securitatibus, stipulationibus, & cautelis, in dictis Capitulis praenarratis, per unum mensem, videlicet Julii immediate sequentis duximus prorogandum, ipso Rege Romanorum illud idem faciendo & jurando, & non alias, nec ultra. Promittentes in nostra bona fide Regia etiam & jurato per Crucem Domini nostri Jesu Christi, & ejus Sancta quatuor Evangelia in manibus nostris corporaliter tacta, sine derogatione infradictis seu praedictis omnia & singula in eisdem Capitulis contenta tenere, complete, & immutabiliter observare, infra tempus dicti mensis Julii prorogatum. Hec igitur quae dicta paciscentur in posse Secretarii nostri, & Notarii infradicti pro dicto Rege Romanorum, & alio

seu aliis quibusvis, quorum interest, & interesse potest, seu poterit in futurum legitime stipulandum. Quod est datum & actum Valentiae in Regali Palatio Civitatis ipsius die xxviii. Mensis Aprilis Anno a Nativitate Domini nostri millelesimo quadringentesimo quinto decimo, Regni nostri quarto. Signum Ferdinandi Dei gratia Regis Arragonum, Siciliae, Valentiae, Majoricarum, Sardiniae, & Corsicae, Comitibus Barchinonae, Ducis Athenarum & Neopatriae, ac etiam Comitibus Rossilionis & Ceritanensis, qui dicta laudamus, concedimus, juramus & firmamus, huiusque publico Instrumento Sigillum nostrum pendens duximus apponendum. FERDINANDUS. Sigillum mei Pauli Nicolai, dicti Serenissimi D. Regis Arragonum & Siciliae Secretarii, auctoritate Regia Notarii publici per totam Terram, & Ditionem ejusdem, qui praedictis interfuit, eaque de ipsius Mandato scribit feci, & clausi. Corrigitur autem in decima septima linea: *visionem* minimè.

XI.

Edit de Paix donné par CHARLES VI. Roi de France, par lequel la Paix d'Arras conclue avec le Duc de Bourgogne le 4. Septembre 1414. est confirmée, avec abolition générale de tout ce qui avoit été fait de la part du Duc de Bourgogne & des siens depuis la Paix de Ponthoile, excepté cinq cens Personnes dont la Liste sera puis après donnée, & sous diverses autres Limitations, entr'autres, que le Duc de Bourgogne renoncera à toutes Alliances faites ou à faire au préjudice dudit Roi, ou du Dauphin son Fils aîné, avec les Anglois. A Paris au mois de Février 1414. [Chronique de MONTRELET Tom. I. fol. 211. d'où l'on a tiré cette Pièce, dont il y a un Extrait dans la Continuation de la Chronique de DENIS SAUVAGE, pag. 234.]

CHARLES, par la grace de Dieu Roy de France à tous presens & avenir. Comme plusieurs choses ayant esté faictes, & sont advenues depuis la Paix faicte à Ponthoile à la tresgrand desplaisance & dommage de nous & de nostre Royaume & Subjects: pour lesquelles causes nous avions nostre trescher & tresamé Cousin le Duc de Bourgogne en nostre indignation & malegrace, n'agueres nous transportames avec tresgrand Compagnie & Congregation de Gens d'armes, & de traict devant la Ville d'Arras. Et à nous là estans, vindrent devers nous noz treschers & tresamez Cousin & Cousine le Duc de Brabant, & la Duchesse de Hainault. Et en leurs compagnies noz treschers & bien amez les Deputez de par les trois Estats du Pays de Flandres: lesquels comme Procureurs & ayans puissance de nostre dit Cousin de Bourgogne en grand reverence & humilité, à nous firent obeissance pour nostre dit Cousin de Bourgogne, telle que nous sommes de ce bien contents. Et en signe & demonstration d'icelle obeissance, ils nous firent faire ouverture de ladicte Ville d'Arras, & sur les murs d'icelle furent mises noz bannieres: & aussi à nous firent obeissance des autres Villes & Chasteaux, que nostre dit Cousin tenoit & tient de nous, & d'abondance iceluy receusmes en nostre bonne grace & amour. Et en apres nosdits Cousin & Cousine & Deputez dessus nommez, promirent & accorderent pour nostre dit Cousin de Bourgogne à nous estre baillé & rendu, ou à nostre Commis le Chastel du Crottoy, & iceluy remettre ou faire remettre realllement & de fait en nostre main, & feroient leurs pouvoirs loyalement que le Chastel de Choin soit aussi remis en nostre main. Et avec ce pour le bien de Paix plusieurs choses furent pourparlées & appointées. Par le moyen desquelles nous partismes, & fismes partir nostre dit oït de devant la dessusdicte Ville d'Arras. Et depuis pour la perfection & accomplissement des choses promises, vindrent devers nous nosdits Cousins de Brabant & Cousine de Hainault Ambassadeurs de nostre dit Cousin de Bourgogne, & les Deputez des trois Estats de Flandres. Avec lesquels en la presence de nostre trescher & tresamé Fils aîné le Duc d'Acquaine Dauphin de Vienne, à ce faire de par nous commis, pour les choses estre mises à bonne fin, appointment fut fait. Nous

ANNO
1415.

1414.

1415.

Fevrier.

ANNO

1414.

1415.

faisons sçavoir que nous ayans pitié & compassion des grans oppressions, perditions & dommages, lesquels au temps passé a eu & soustenu nostre Peuple, pour l'occasion des Guerres & Armes faictes en nostre Royaume, veuillans relever, garder & préserver nos Subjcts d'icelle oppressions, & desirans de tout nostre cuer & ferme propos & voulenté, faire cesser toutes voyes de fait, ce que doresnavant bon accord & union soient entre nosdits Subjcts, tellement que iceux nos Subjcts se puissent retraire & seurement demourer chacun en son Lieu & habitation, & vivre sous nous & nostre domination en bonne tranquillité sous la confidence de bonne Justice, que les Laboureurs puissent faire leurs labours, & tous Marchans & autres Gens puissent aller & mener leurs Marchandises & autres Biens, où il leur plaira par tout nostre Royaume, & dehors sans péril ou empeschement aucun: confiderans le bien de Paix, qui est inestimable, & les grans maux qui s'en sont ensuiviz par les Guerres: comme n'agueres par experience, & de fait a esté assez veu & congneu & encores pourroient ensuivre. Et afin que toutes creatures ayent & puissent avoir meilleur & plus ferme propos d'eux amender & retourner à nostre Createur, de nostre certaine science, plaine puissance & autorité Royal, par l'advis, conseil & meure deliberation de nostre aîné Filz, de plusieurs de nostre Sang & Lignage, de Prelats, Barons & Chevaliers de nostre grand Conseil, de nostre Court de Parlement, de nostre Chambre des Comptes, & autres Notables Personnes en grand nombre. Nous avons voulu, avons fait, ordonné & commandé, voulons, faisons, ordonnons & commandons Paix estre ferme & estable en nostre dit Royaume entre nos Subjcts, & que cessent r'ancunes & malivolences: descendant à tous de quelque estat, autorité ou condition qu'ils soient, sur tout ce qu'ils peuvent forfaire envers nous, que doresnavant ils ne se mettent en Armes ne procedent par voye de fait ou de Guerre. Et à nourrir, entretenir ladite Paix, pour l'honneur & reverence de Dieu, veuillans à rigueur de Justice preferer misericorde: avons fait, donné & octroyé & de nostre dessusdicte plaine puissance & autorité Royale, faisons, donnons & octroyons abolition generale à tous tant de nostre dessusdicte Royaume & Domination, comme aux Estrangers de quelque estat, autorité ou condition qu'ils soient, sur tout ce qu'ils peuvent avoir aydé, servy & donné faveur à nostre dit Cousin de Bourgogne à nostre desplaisance & contre nostre voulenté, & depuis la Paix faicte à Ponthoife jusques aujourd'hui. Excepté cinq cens Personnes non Nobles de nostre dit Royaume, qui ne sont pas Subjcts, Vassalz ou Serviteurs de nostre dit Cousin de Bourgogne: desquelles cinq cens Personnes les noms seront baillez par escrit à nos Cousin de Brabant, & nostre Cousine de Hainault dedans la Feste de la Nativité Saint Jean Baptiste prochain venant. Excepté aussi iceux qui par nostre Justice ont esté nommément banniz, depuis ledit temps par proces delement faitz, observé & gardé les solemnitez en tels cas accoustumées. Lesquelles cinq cens Personnes ne seront aucunement comprins en ladite abolition. Et pour mieux toujours garder ladite Paix & toutes les manieres des entreprinises, debats, divisions & seditions eschever: Nous avons voulu & ordonné, voulons & ordonnons & nous plaist, que tous ceux depuis ladite Paix de Ponthoife, qui des Hostels de nostre treschere & tresamée compaignie la Roïne & de nostre dit Fils eslongnez ont esté de leursdits Hostels & nostre Ville de Paris jusques à deux ans prochains venans demoureront eslongnez: & que ceux qui ont esté eslongnez de nostre ditte Ville de Paris & des autres, dont ils se sont absentez jusques au terme de deux ans. Et que aucuns d'iceux ne pourront approcher nostre ditte Ville de Paris plus pres que de quatre à cinq lieues, réservé tousdis à nostre Ordonnance & bonne grace sur ce, & neantmoins il nous plaist & voulons que ledits eslongnez puissent aller, venir & converser tout par tout où il leur plaira en nostre dit Royaume les deux ans durants: toutesfoies dehors nostre ditte Ville de Paris & hors des autres Lieux & Villes, dont ils se font & ont esté eslongnez, sans ce que pour ladite occasion de ladite eslongnation aucun empeschement soit à eux ou puit estre aucunement fait en Corps ou en Biens. Et de rechef à tenir nosdits Subjcts en bonne Paix, & obvier aux inconveniens qui par les Debats des Offices au temps passé sont advenues, & encores pourroient advenir. Nous avons voulu & ordonné, voulons & ordonnons, que toutes les Offices, par nous données depuis ladite Paix

de Ponthoife, demoureront en nostre plaine disposition & voulenté, sans ce que pour la cause de ladite abolition ceux qui ont esté despoitez de leursdits Offices depuis ledit temps, y puissent pretendre aucun droit ou proclamer. Et quant aux Prisonniers nous leur ferons faire raison & Justice, & ne voulons pas qu'aucun Seigneur, Baron, Chevalier, Escuyer ou autres quelconques pour cause de service par eux non fait à nous, ou par cause de service fait par eux à nostre dit Cousin de Bourgogne: ou ceux aussi qui sont comprins en ladite abolition, pour l'occasion de ce que dit est, soient ou puissent estre aucunement grevez, molestez ou empeschez en Corps ou en Biens. Mais voulons que toutes Dominations, Terres, Fiefs, Possessions & Heritages quelconques des dessusdits autres, que desdits banniz: excepté celles qui pour les causes dessusdites ont esté princes & mises en nostre main, leur soient rendues & mises à delivrance, & que tous, les autres troubles & empeschemens que pource à iceux ont esté mis ou pourroient estre de ce, soient osez hastivement, & sans demeure au profit d'iceux & de chacun d'eux en tant qu'il nous touche. Et sur ce nous imposons & mettons à nostre Procureur silence, nonobstant que les cas ne soient pas cy exprimez. Et encores à offer toutes les matieres de discorde & debats, qui par Proces ou autrement pourroient advenir pour l'occasion des biens meubles d'une Partie & d'autre, pris depuis la Paix de Ponthoife par Justice, ou autrement pour l'occasion de la Guerre, on ne pourra pas de ce faire demande ou prosecution d'une Partie & de l'autre. En outre voulons, ordonnons & defendons à nostre dit Cousin de Bourgogne, que désormais en avant ne face, ne procure estre fait par lui ne par autrui, en secret ou en appert, par voye de fait ou autrement, aucun mal, desfourbir ou empeschement à mesdits loyaux Vassaux, Officiers, Subjcts & Bienveillans, ne à aucuns de ses Subjcts loyaux, & Vassaux & des autres de nostre Sang & Lignage, qui ont servy à nous contre lui, ne à aucun de sesdits Subjcts loyaux & Vassaux, qui ne l'ont pas servy pour la cremeur de mesprendre ou forfaire, pour les inhibitions par nous sur ce faictes: ne aux Habitans de nostre ditte Ville de Paris, ou autres quelconques de nostre Royaume ou dehors en commun ou en particulier, ou autrement par quelque maniere que ce soit pour l'occasion du service à nous fait, ou de service à lui non fait par lesdits siens Vassaux, ou Subjcts pour les causes dessusdites. Et en tant que nostre dit Cousin de Bourgogne seroit, & s'en forceroit de faire ou faire faire à sesdits Vassaux & Subjcts le contraire, nous lui interdissions & defendons toute autorité, Jurisdiction & cognissance. Voulons aussi, ordonnons & defendons à tous autres dessusdits de nostre Sang & Lignage, qu'ils ne fassent ou procurent estre fait par eux ne par autrui, en secret ou en appert, aucun mal, desfourbir ou empeschement à nosdits Fiefvez, Vassaux, Subjcts & Bienveillans, ne à aucuns des Officiers Fiefvez, Subjcts, Vassaux de nostre dit Cousin de Bourgogne, aux Habitans de nostre ditte Ville de Paris ne à autres Villes quelconques de nostre ditte Royaume, ou dehors, en commun & particulier, par voye de fait ou autrement, pour l'occasion du service dessusdit par eux fait à nostre dit Cousin de Bourgogne, ou du service à eux non fait par leursdits Subjcts, Fiefvez & Vassaux: & en tant que les dessusdits de nostre Sang & Lignage seroient ou de faire s'enforceroient, ou faire faire le contraire à leursdits Fiefvez, Vassaux & Subjcts: nous leur entredissions & defendons toute autorité, Jurisdiction & cognissance. Et avec ce voulons, ordonnons & commandons à nostre dit Cousin de Bourgogne, qu'il rende ou face rendre réellement & de fait aux Seigneurs, Barons, Chevaliers, Escuyers & autres, tant de nostre ditte Royaume que dehors, soient de nos Subjcts, Fiefvez, Vassaux, ou des siens, toutes leurs Dominations, Fiefs, Possessions & Heritages quelconques, qu'il a prins ou mis, ou fait prendre & mettre en sa main, pour l'occasion dudit service à nous fait, ou de service à lui non fait, ou autrement pour l'occasion des choses dessusdites: & de ce liève ladite main & face lever à plain, oste ou face oste & lever sans delay tous desfourbiers ou empeschemens quelconques à leur prouffit, à & chacun d'iceux en tant qu'il leur peut toucher. Voulons aussi, ordonnons & commandons aux autres dessusdits de nostre Sang, qu'ils rendent ou fassent rendre aux Seigneurs, Barons, Chevaliers, Escuyers & autres Gens tant de nostre ditte Royaume comme dehors, soient de nos Fiefvez & Vassaux, ou des leurs,

ANNO

1414.

1415.

ANNO

1414.

1415.

toutes leurs Dominations, Terres, Fiefs, Possessions & Heritages quelconques, s'aucuns en ont pris & meïs ou fait prendre & mettre en leurs mains, pour l'occasion du service fait à nostre dit Cousin de Bourgogne, ou autrement pour l'occasion des choses dessusdites : & d'iceux lievent & ostent ou facent offer & lever à plain leursdites mains, & ostent ou facent offer sans delay tous troubles & empeschemens quelconques au profit d'iceux, & de chacun entant qu'il leur touche. Et afin que ladite Paix se perseverere dorénavant perdurablement ferme & estable sans violer, & à pourvoir à ce qui pourroit estre cause de rompre ladite Paix outre les choses dessusdites. Avons voulu & ordonné, voulons & ordonnons que tous les Traictez de Paix faits à Chartres, & les autres qui ont esté faits depuis soient tenus & paracomplis. Et avecques ce avons defendu & defendons à nostre Cousin de Bourgogne, & autres de nostre Sang & Lignaige, & à tous autres nos Subjects, qu'ils ne facent aucunes Alliances avecques les Anglois par quelconque maniere, ne aussi avecques autres quelconques au prejudice de nous & de ladite Paix : & avons enjoingt & enjoignons à iceux, & bien expressement commandons que se dès maintenant aucunes en avoient faites, ils les rendent & baillent à eux, à qui ils les ont faits ; & que chacun d'iceux nous baillent Lettres telles qu'il appartient. En outre nous avons voulu & ordonné, voulons & ordonnons à plus grand seurte de la dessusdite Paix, que nostre dit Cousin de Brabant, les Ambassadeurs de nostre dit Cousin de Bourgogne, les Deputez des trois Estats du Pays de Flandres dessus nommez, ou nom comme Procureurs de nostre dit Cousin de Bourgogne, & en leur noms privez : & iceux Deputez ou nom, & eux faisant fors des Gens des trois Estats du Pays de Flandres, & iceulz nostre Cousin de Bourgogne en sa Personne. Nos treschiers & tresaymez Fils & Cousins les Comtes de Charrolois & de Nevers, les Gens des trois Estats de la Duché de Bourgogne & Comtez de Flandres & d'Arthois, & chacun d'iceux jurent & promettent : c'est à sçavoir ceux qui cy font presens en nos mains, & les absens es mains de nos Commis & Deputez, & ce par leur foy & serment, sur la Croix & Saintes Evangiles de Dieu, que bien & loyalement ils tiendront & garderont sans violer, & seront tenus de garder de tout leur pouvoir ladite Paix, & toutes les choses cy dessus declarées. Et ne feront faire par eux ou par autres, par voye directe ou oblique, appertement ou secretement, par paroles ou escrits, ou autre par quelconque maniere que ce soit, aucune chose contre ladite Paix au prejudice d'icelle, & d'aucunes choses dessusdites sur peine d'encourir en nostre indignation, & de tant qu'ils se peuvent forsaire envers nous. Et s'il advenoit (que Dieu ne vueille) qu'aucuns d'iceux, fut Seigneur ou autres, se feroient ou forsaissent de faire ou entreprendre, ou attempter aucune chose au contraire, ils ne luy donront ayde, conseil, foulds ou faveur de corps, finances de gens, ou autrement par quelque maniere : mais empescheroient iceluy de tout leur pouvoir. Et lesdits sermens & promesses les dessusdits & chacun d'eux, qui sur ce de par nous seront requis sans dilacion ou difficulté aucune, bailleront leurs Lettres competentes & bonnes, sceellées de leurs Seaux : lesquelles, afin de bonne memoire, seront mises & gardées en nostre tresor. Et semblables sermens & promesses, & sur lesdites peines feront nos treschiers & tresaymez Cousins, Oncle, Fils & Nepveux, le Cardinal de Bar, le Roy de Cecillie, les Ducs de Berry, de Tours, d'Orleans, de Bretagne, de Bourbon, d'Alençon, & de Bar, les Comtes de Vertus, d'Eu, de Richemont, de Deux Connetable de France, de la Marche, de Vendosme, grand Maistre d'Hostel de Marie, le Bottellier de France, d'Arignac, de saint Pol, de Pontheivre & de Tancarville : & tous les autres de nostre Sang & Lignaige, & aussi les Gens des trois Estats de leurs Pais. C'est à sçavoir les presens en nos mains, & les absens es mains de nos commis à ce, & de ce bailleront leurs Lettres sous leurs Seaux : lesquelles aussi seront mises en nostre tresor, afin de bonne memoire perdurable. Et avec ce seront les dessusdits sermens & promesses sur les peines dessusdites devant nosdits Commis, & à ce Deputez tous les Prelats, Chevaliers, Barons, Capitaines, Baillifs, Seneschaulx, Prevosts & autres Officiers, tous nos Fiefvez, Vassaux, bonnes Villes & Subjects pour moyen & sans moyen : & autres Gens de tous estats tant Nobles que non Nobles, & tant d'Eglise comme Seculiers, & de ce bailleront leurs Lettres sous leurs

Seaux : lesquelles semblablement seront mises & gardées en nostre tresor. Et en outre bailleront iceux nostre Cousin de Bourgogne, & tous autres dessus nommez de nostre Sang, leurs Lettres adressees à leurs Subjects, Fiefvez & Vassaux, pour faire les sermens par la maniere que dit est : & encores à plus grand seurte nosdits Cousin de Brabant, Dame de Hainault & les dessus nommez avec nous, feront tout leur loyal pouvoir, pareillement de faire promettre & jurer par nos treschiers & tresaymez Cousins le Duc Guillaume de Baviere Comte de Hainault, le Duc de Lorraine, le Comte de Savoye, l'Evêque de Liege, le Comte de Namur & autres qui seront advisez. Et en outre nous avons voulu & ordonné, voulons & ordonnons, que s'aucuns exces ou temptations estoient dorénavant faits contre ladite Paix, que pour ce ladite Paix ne feroit aucunement rompue : mais la Partie bleffée pourra demander Justice de tout ce qu'on luy aura mesfait, & de tout ce reparation luy sera faite par raison telle qu'il appartient. Si donnons en mandement à nos chiers & loyaux, au Connetable, au Chancelier, aux Gens tenans, & qui tenront nostre Parlement, aux Marchaulx, au Maistre des Arbalétriers, à l'Admiral, au Prevost de Paris, à tous nos Seneschaulx, Baillifs, Prevosts, Capitaines, Majours, Eschevins, & à tous nos autres Officiers & Subjects, ou à leurs Lieutenans, & à un chacun d'eux comme à iceux appartient, qu'ils gardent, exactement, & entretenir & paracomplir les choses dessusdites & chacune d'icelles sans faire ou souffrir, estre fait & attempté au contraire ; que s'aucun le faisoit ou s'efforçoit de le faire ou attempter de fait, d'escrit, ou de paroles ou autrement, qu'on sentit reprobation pour l'occasion des choses passées, qu'iceux grievement sans deport comme Perturbateurs de Paix & criminels de leze Majesté punissent, tellement que ce soit exemple à tous les autres : & facent ces presentes publier es Lieux publiques & accoustumez à faire publications en leurs pouvoir & Jurisdiction, afin que nuls de ce vueille ou puisse pretendre ignorance, en enjoignant & commandant à tous que s'ils sçavent aucun de quelque estat qu'il soit qui die ou profere paroles en public, ou autrement contre l'honneur des dessusdits de nostre Sang & Lignaige die ou face aucunes choses contre ladite Paix, qu'ils denoncent à Justice, à faire deus punition sur peine d'estre puniz, comme feroit ledit parleur ou principal faiseur : ou d'autre grievée peine selon l'exigence du cas, comme transgresseurs de nos Ordonnances & commandemens. Et afin que ce soit ferme & estable pardurablement, nous avons fait mettre à ces presentes nostre Seel. Donné à Paris ou mois de Fevrier l'an de grace mille CCCC. & XIII. & de nostre Regne le XXXV. Ainsi signés par le Roy, & son grand Conseil. ESTIENNE MAUREGARD.

ANNO

1414.

1415.

XII.

Instrumentum Promissionis per JOANNEM XXIII.

1415.

Papam Concilio Constantiensi factæ & jurjurando firmatæ, de certissima Cessione sua Papatus, si & quando BENEDICTUS XIII. & GREGORIUS XII. per se, vel per Procuratores suos etiam Papatus cedant. [PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. XII. in Append. Concilii Constantiensis. pag. 1458.]

2. Mars.

ANNO à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo quindecimo, Indictione octava, Pontificatu quo supra, die vero mensis Martii primo, in magna Aula inferiori Palatii Apostolici, hora undecima post mediam noctem, D. N. Papa Joanne XXIII. ibidem exultante, presente ac Romanorum Rege Imperatore Serenissimo, & quatuor Nationibus ibidem congregatis, fuit per D. Patriarcham Antiochenum nomine & ex parte totius Concilii præsentata prædicto D. N. quædam Cedula, sibi que nomine dicti Concilii fuit humiliter supplicatum per eundem Patriarcham quatenus dignaretur dictam Cedula benignè acceptare. Et dictus Dominus noster Papa, accepta Cedula & ea fere lecta, dixit quod semper fuit intentionis dare Pacem Ecclesiæ, & ad hoc venerat Constantinam. Et etiam qualiter dicto Concilio non vi, nec metu compulsi, non coacti, sed liberaliter & sponte obtulerat viam cessionis sui Papatus, & obtulit, & quod nunquam

ANNO nunquam fuit alterius intentionis. Demum dictus Dominus noster dictam Cedula[m] legit, cujus tenor talis est.

1415.]

Cedula quam JOHANNES XXIII. Papa promissit & juravit. [RAYNALDI Continuat. Annalium Baronii. Tom. XVII. Anno 1415.]

EGO JOHANNES Papa XXIII. propter quietem totius Populi Christiani profiteor, spondeo, promitto, & voveo Deo & Ecclesie ac huic Sacro Concilio sponte & libere, dare Pacem ipsi Ecclesie per viam meam simplicis cessionis Papatus, & eam facere & implere cum effectu, juxta deliberationem presentis Concilii, si & quando Petrus de Luna Benedictus XIII. & Angelus Corrariorum Gregorius XII. in suis Obedientis nuncupati, Papatum, quem preterdunt, per se vel Procuratores suos legitimos similiter cedant. Et tunc in quocumque casu cessionis, vel decessus, aut alio in quo per meam cessionem poterit dari Unio Ecclesie Dei, ad extinctionem presentis Schismatis.

Qua lecta, fuit regatium dicto Domino nostro per Serenissimum Dominum Regem Romanorum de bona & sancta oblatione, deinde Cardinales ad idem fuerunt regati. Demum Dominus Patriarcha predictus ad idem, & etiam Universitas Parisiensis ad idem. Quo facto, Dominus noster voluit, quod in crastinum, quo fuit secunda dies Martii, teneretur Sessio, in qua hoc idem sollempnis publicaretur per eundem & fuit tentata, & Dominus noster celebravit Missam in Ecclesia majori de Sancto Spiritu, qua celebrata, fuerunt sollempnitates, quae consueverunt fieri in Sessionibus. Demum Dominus noster sedens in Cathedra ante Altare, conversus ad Concilium ibidem congregatum legit dictam Scheduling per Patriarcham nomine Concilii traditam alta voce videlicet: *Ego Johannes &c. ut supra. Et dum legebat illam clausulam in Cedula, spondeo, promitto, voveo & juro Deo, flexit genua versis Altare, ponendo manus ad pectus dixit hac verba; & ita promissum servare.* Quo facto, Imperator surgens de sua cathedra regatarius fuit eidem Domino nostro nomine Concilii, & suo, flectendo genua, deponendo Coronam, & osculando pedem ejusdem Domini nostri, & etiam predictus Dominus Patriarcha fuit regatarius eidem nomine totius Concilii. Post hac Cantores incepere cantare, *Te Deum laudamus.* &c. Et Procurator Concilii predicti Joannes de Scribanis, ibidem exiens, prelit, nomine totius Concilii, unum, vel plura Instrumenta publica ad perpetuum rei memoriam a R.R. D.D. Apostolicis Protonotariis ac Notariis, & Scribis ad hac per Concilium deputatis. Et post memoratus D. N. Papa super premissis sue oblationis Cedula ad publicandum eandem oblationem Principibus Christianitatis secundum formam tenoris immediate subsequens mandavit confici, & scribi Bullas, seu Apostolicas Litteras.

2. Mars. Tenor Bullarum seu Apostolicarum, de qua supra fit mentio, sequitur. [RAYNALDI Continuat. Annalium C.E.S. BARONII. Tom. XVII. Anno 1415.]

JOHANNES Episcopus Servus Servorum Dei, universis Christi Fidelibus presentes Litteras inspecturis Salutem, & Apostolicam Benedictionem.

PACEM omnium bonorum Excellentissimum esse Propheta demonstrat, qui Salvatorem venturum Pacis Principem appellavit. Unde etiam in ejus ortu Chorus Angelorum decantans, Pax, inquit, in Terra hominibus bone voluntatis. Sicuti autem vox de ipso Salvatore Prophetica nuntiavit, ita in Christo fuit postmodum adimpletum. Pacem enim docuit verbo, Pacem docuit exemplo, pacemque inter Deum & hominem, proprio sanguine firmavit, se ipsum pro nobis in Ara Crucis offerens, & ejus merito propitius Deus nos ad eterne Pacis gratiam restituit, a qua primum hominis peccatum nos exules effecerat. Quae omnia intra mentis nostrae aciem revolventes ac ejusdem Salvatoris, cujus vices, licet immeriti gerimus in Terris, cupientes quantum homini permittatur vestigia*, decernimus omnes nostros conatus ad illam dirigere, per quam integra Pax Ecclesie Catholica reddi possit. Sane neque Sacrum Concilium Pisannum* divinitatem Domini ante Schismatica labe divisum pro maxima

Parte ad unitatem reduxit, cum qua nonnulli reliquiae pessimi Schismatis quibusdam in locis, ut de facto apparebat, remanerant, ut aliquando hac nefanda clades totaliter, & radicitus extirparetur, de Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium consilio cum clarissimo in Christo Filio nostro Sigismundo Romanorum & Hungarie Rege Illustri rursus generale Concilium in Civitate Constantiensis Provinciae Moguntinae certo tempore, ad hoc deputato convocandum continuavimus; ac postmodum venientes dicto tempore, licet multa noviter emergentia presentiam nostram in Italia flagarent, tamen posthabitis pro tanti boni confessione, una cum eisdem Fratribus nostris, non sine magnis difficultatibus, ad ipsum Locum pervenimus. Sperabamus autem, & nobis ipsis suadebamur, Petrum de Luna, & Angelum Corrariorum, quos diligentissime, & instantissime per ipsos Regis Nuncios, & Litteras convocatos & invitatos esse sciebamur, pro danda Christianitati Pace, ad ipsum Concilium esse venturos. Convenientes igitur Praelatis, nec non Oratoribus multorum Regum & Principum, ac Universitarum, cum multitudine copiosa, pluribus etiam Principibus personaliter venientibus, ipsoque Sigismundo Rege personaliter assistente. Et cum praefatus Petrus de Luna, & Angelus Corrario nec per se venire, nec per Procuratores suos ad ipsum Concilium pro conclusione tanti boni debite mittere curavissent. Nos propterea ut voluntas nostra in oculo lateret, sed tanti boni, quantum ad nos attinet, sequeretur effectus, licet certissimam, & universalem quasi obedientiam, & omnia temporalia Dominae Romanae Ecclesiae, paucis exceptis, habeamus, tamen pro consequenda pace mutare viam cessionis, quam omnibus consideratis, promptior & aptior credimus, complete decernimus, confidentes indubie quod quanto plura quam illi relinquimus, tanto magis apud Deum premium consequemur. Hac igitur consideratione inducti, in publica ipsius Concilii Sessione, post Missam Sancti Spiritus per nos sollempniter celebratam, ipso Sacro approbante & laudante Concilio, hanc viam cessionis obtulimus iis. *Ego Joannes, &c.* Quocirca universitatem vestram regimus & hortamur in Domino, quatenus pro confirmatione & complemento tanti boni Pacis, orationes & preces Altissimo in cordis humilitate effundere non postponatis, ut per supernam gratiam Mundus optatam Pacem, & Ecclesia integram recipiat unitatem. Datum Constantiae VI. nonas Martii Pontificatus nostri, Anno quinto.

JOHANNIS XXIII. *Pape iterata Promissio de 21. Mars. futura Renunciacione ejus Papatus.* [PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio. Tom. XII. in Append. Concilii Constantiensis, pag. 1464.]

GRATIA Dei liberi sumus in Schapfhusensi, & non venimus animo declinandum ad iis quae promissimus per nostram Renunciacionem facere pro Pace Ecclesiae Sanctae Dei, sed ut in libertate, & salute propriae Personae nunc possumus ea executioni mandare. Datum in Schapfhusensi vicefima prima mensis Martii M. CCCC. XV.

XIII.

Littere Pape GREGORII XII. quibus, facta 13. Mars.

prius declaratione, quod ex amore Unionis Ecclesiae Papatum libere dimittere paratus sit, JOANNI SII. SIXTI Cardinali, Apostolicae Sedis Legato, & JOANNI in Patriarcham Constantinopolitanum electo, aliisque plenipotentiam dat, Constantiam cum Rege Romanorum agendi, Concilium convocandi, atque in eo confirmandi. Arimini 3. Idus Martii Pontificatus sui Anno nono. [Collet. Conciliorum Regia Tom. XXIX. pag. 379. PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. pag. 105.]

GREGORIUS Episcopus, Servus Servorum Dei, dilectis Filiis, Joanni Tituli Sancti Sixti Presbytero Cardinali, Apostolicae Sedis Legato, & Joanni in Patriarcham Constantinopolitanum electo, nostris ejusdem Sedis Nuntiis, & Venerabili Fratri Wernero Archiepiscopo Treverensi, nec non nobilibus Viris Ludovicis

ANNO
1415.

* nōstis.

vico Comitū Palatino Rheni, & Carolo de Malatestis Domicello Ariminensi, in Provincia Romanadiola pro nobis & Sancta Romana Ecclesie Rectori, salutem & Apostolicam Benedictionem.

TERRENAS affectiones humanas tenebrare mentes conflat; liberandas pro modulo luminationis. Cum lux illa quæ dixit, *ego sum lux Mundi*, se luminantem ostendit: & pro quanto terreno detinentur affectu, minus illius splendorem contingunt. In quo edocemur, errorem cavendum, amoreque rectum sequendum, & nostra omnia ad illam pacem, quæ est cum Deo homini mortali, felicitate conferenda, contra quam negare non possumus impios errores commissos circa Papatum, nosque adversantium alius repulso, ad Pacem & Ecclesie Christi clarum statum per viam renuntiationis, & progressum firmiter desiderantes, ut cum se aliqua scintillare, occurrunt erogando. Ex eodem igitur affectu continuato, intellectus providentia Regia, cum affectione concordit ad Ecclesie Pacem, cum Nationibus quas vocavit ad Civitatem Constantiensem, exultant, libenti animo prompti sumus, ut semper pacem, pro extirpatione horrendorum Schismatum, & integra Unionem merito optanda & persicienda, dimittere libere Papatum, quamvis nobis clarum sit, tam ex Titulo sanctæ memoriæ Urbani Sexti Prædecessoris nostri & Canonica nostra electione, quam etiam clarissime ex nostra puritate cum efficaci voluntate & recta. Quapropter potius & altius rem ipsam & effectum qui intenditur, ac Serenitatis Regie cor, mentem, animum & opera post sui adventum ad Constantiam fructuosa advertentes "quamque extrinsecus quovis artificio demonstravit; & confidentes erinde de ejus Serenitatis dispositione Deo grata; & in eo sperantes cujus res geritur, quod Serenitatem eandem diriget in agendis, & vos etiam, qui pro premissorum effectu estis ibidem. Et ut possitis in prædictis proficere melius & valere, quo efficaciorum potestatem a nobis confiteris vos habere, nobis seu illis ex nobis, quod ubi illi interfuerint, Congregationem ipsam, in quantum per dictam Serenitatem Regiam, & non Balthasarem se nuncupari facientem, Joannem vigesimum tertium, vocatam vice nostra ad prædictorum effectum convocandi & auctorizandi generale Concilium, remota tamen omnino dicti Balthasari præsentia & præsentia ab eisdem: nec non omnia, quæ, postquam hic feceritis, disponuntur pro vera reintegratione, ac unione Ecclesie, ac præfatorum Schismatum extirpatione, per Congregationem eandem, remotis (ut præmittitur) præsentia & præsentia dicti Balthasari, vice nostra similiter auctorizandi, approbandi & confirmandi, plenam & liberam de plenitudine potestatis concedimus tenore præsentium facultatem. Datum Arimini tertio Idus Martii, Pontificatus nostri Anno nono.

De Curia.
In plica.

G. DE IMOLA.
M. DE STRATA in
dorso in Camera.

XIV.

6. Avril. Decretum Concilii Constantiensis in puncto Superioritatis Concilii generalis super Papam, cum variis inhibitionibus JOANNI Pape XXIII. factis, atque Declaratione quod dictus Dominus Papa teneatur infra quendam terminum renuntiare Papatu, & quod si renuntiare contempserit, vel plus debito distulerit, ex nunc prout ex tunc pro abjecto a Papatu ab omnibus Christi Fidelibus habeatur. Actum & promulgatum in publica Sessione V. die Sabbati sexta mensis Aprilis Anno à Nativitate Domini 1415. [Conciliorum Collect. Regia Tom. XXIX. pag. 261. PHILIPPI LABBEI Concilior. Collect. Tom. XIII. col. 22.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

HÆC Sancta Synodus Constantiensis generale Concilium faciens, pro extirpatione ipsius Schismatis, & Unione & Reformatione Ecclesie Dei in capite, & in membris, ad laudem Omnipotentis Dei, in Spiritu Sancto legitime congregata, ad consequendum

TOM. II. PART. II.

facilius, securius, liberius Unionem & Reformationem Ecclesie Dei, ordinat, definit, decernit, & declarat, ut sequitur.

Et primo, declarat quod ipsa in Spiritu Sancto legitime congregata, Concilium generale faciens, & Ecclesiam Catholicam representans, potestatem a Christo immediate habet, cui quilibet, cujuscumque status, vel Dignitatis, etiam si Papalis existat, obedire tenetur, in his quæ pertinent ad fidem, & extirpationem dicti Schismatis, & reformationem dictæ Ecclesie, in capite & in membris.

Item declarat, quod quicumque, cujuscumque conditionis, status, Dignitatis, etiam si Papalis existat, qui Mandatis, Statutis, seu Ordinationibus, aut Præceptis hujus Sacre Synodi, & cujuscumque alterius Concilii generalis legitime congregati, super præmissis seu ad ea pertinentibus, factis vel faciendis, obedire contumaciter contempserit, nisi respuerit, condignæ poenitentia subiacitur, etiam ad alia Juris subsidia, si opus fuerit, recurrendo.

Item definit & ordinat Sancta Synodus, quod Dominus Joannes Papa XXIII. Romanam Curiam, & Officia publica illius, vel illorum Officiarios de hac Civitate Constantiensi non mutet, ad alium Locum seu transferat, seu Personas dictorum Officiariorum ad sequendum eum directè vel indirectè cogat, sine deliberatione & consensu Sanctæ Synodi. Et si contrarium fecisset, aut faceret in futurum, aut aliquos Processus, seu Mandata contra dictos Officiarios, aut alios quoscumque huic Sacro Concilio adhaerentes, etiam Censuras Ecclesiasticas, vel alias penas quascunque continentes, ut ipsum sequantur fulminasset, seu fulminaverit, totum id sit irritum & inane, nec eisdem processibus, censuris & penis tanquam irritis & inanibus; quomodolibet obediendum fore; quinimo dicti Officiarii in dicta Civitate Constantiensi suis Officiis utantur, & illa exercent libere ut prius; quamdiu ipsa Sancta Synodus in eadem Civitate celebrabitur.

Item ordinat & definit, quod omnes & singule translationes Prælatorum, nec non privationes eorundem aut aliorum Beneficiorum, Officialium, Administratum, quarumcumque Commendarum & Donationum revocationes, Monitiones, Censuras Ecclesiasticas, Processus, Sententias, & quæcumque acta, gesta, gerenda; agenda & fienda per præfatum Dominum Joannem Papam, aut suos Officiarios & Commissarios, in lesionem dicti Concilii, seu adhaerentium eidem, a tempore inchoationis ejusdem Concilii, & contra Adhaerentes huic Sacro Concilio, vel existentes in eodem, aut in ipsum seu aliquos eorundem præjudicium, quomodolibet, ipsis iniuris, facta vel fienda, facta vel facti, faciendæ vel faciendi, auctoritate hujus Sacri Concilii ipso facto sint nulla, cassa, irrita & inania, cassæ, irritæ & inanes, ac nullius roboris vel momenti ex eadem auctoritate cassat, irritat, & annullat.

Item declarat, quod Dominus Joannes Papa, & omnes Prælati, & alii ad hoc generale Concilium vocati, & alii in eodem Concilio existentes, in plenaria libertate fuerunt & existunt, ut visum est dicto Sacro Concilio, nec ad notitiam dictorum vocatorum, seu dicti Concilii contrarium deductum est, & hoc testificatur dictum Sacrum Concilium coram Deo & hominibus.

Item, declarat, decernit, statuit, & definit dicta Sancta Synodus, quod dictus Dominus noster Papa renuntiare tenetur, nedum in quocumque casu in Scheda oblationis suæ comprehenso, sed etiam in quocumque, in quo sua Renuntiatio afferre potest magnam & evidentem utilitatem ad bonum Unionis Ecclesie Dei: quodque super hoc dictus Dominus noster declarationi & definitioni hujus Sacri Concilii stare tenetur.

Item, statuit, definit, decernit, declarat & deliberat dicta Sancta Synodus, quod si dictus Dominus noster requisitus pro bono Unionis per hoc Sacrum Concilium, Papatu renuntiare contempserit, vel plus debito distulerit, ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc, pro abjecto a Papatu omnibus Christi fidelibus habeatur, & omnis obedientia eidem sit subtracta.

Item, statuit, definit, & decernit dicta Sancta Synodus, quod recessus dicti Domini nostri Pape a Civitate Constantiensi clandestine factus, sit illicitus, bonoque Unionis Ecclesie Dei præjudicialis & nocivus: Quodque Dominus noster Papa requiriturus est, ex parte dicti Sacri Concilii, quod ad illud revertatur, facturus & adimpletur quod promissit, &

ANNO
1415.

D

ANNO
1415.
ravit pro Unione danda Ecclesie Dei, & cum intimatione, quod si infra terminum tibi ex parte dicti Sacri Concilii praesigendum, ad ipsum Concilium redire contempserit, aut plus debito dilulerit, contra eum tanquam fautorem Schismatis, & suspectum de heresi procedetur, ut requirunt Sacra & Canonica Sanctiones.

Item, statuit, definit, decernit, & declarat, dicta Sancta Synodus, quod si dictus Dominus noster Papa ad ipsum Sacrum generale Concilium redire voluerit, & quae promissit, vovit, & juravit, efficaciter, juxta deliberationem dicti Concilii, pro dicta Unione, adimplere, eidem provideatur de bona securitate, quod nec ante Renuntiationem, nec post capietur, aut incarcerationitur, nec alias in Persona vel bonis molestabitur. Quoties per Dominum Regem Romanorum Sereuissimum, & etiam per dictum generale Concilium. Et ulterius de bono statu eidem Domino nostro, & suis familiaribus post dictam Renuntiationem habendo, ad arbitrium quatuor per eum, & aliorum quatuor per dictum Sacrum Concilium eligendorum provideatur.

XV.

15. Avril. Versicherungs / Brieff von SIGISMUNDO
Römischen Kaysern / den Städten und Land-
den Zürich / Bern / Lucern / Uri / Schwitz /
Underwalden / Zug und Glaris ertheilt /
wegen der Belagerung FRIDERICI, Herzogs
zu Oesterreich / und Zurückbehaltung dessen von
ihnen eroberten Landen in Nergäut. Geben zu
Costanz den neuchsten Montag nach St. Tibur-
tien / Tag / in Aprilen Anno Domini 1415.
[MICHAEL STETTLERS Schwyzer
Chronic. am dritten Blad des dritten Buchs
im ersten Theil.]

C'est - à - dire,

Lettres d'Assurance, données par l'Empereur SIGISMUND aux Villes & Pais de ZÜRICH, BERNE, LUCERNE, URI, SWITS, UNDERWALD, ZUG & GLARIS, pour les porter à la Guerre contre FREDERIC Duc d'Autriche, & à s'emparer de ses Terres en Argov. A Constance le Lundi après le Saint Esbaure 1415.

Wir Sigmund von Gottes Gnaden / Römischer
König / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs /
und zu Ungarn / Dalmatien / Croatien / etc. König.
Entbieten den Burgermeistern / Schultheissen / Am-
man / Räten / Burgern / Landleuten / und allen
Leuten gemeinlich / der Städten und Landern / Zü-
rich / Bern / Lucern / Uri / Schwitz / Underwal-
den / Zug und in Nimpst Zug / und Glaris / Unsern
und des Reichs lieben getreuen. Als Herzog Fri-
drich von Oesterreich / Unser und des Reichs Un-
terthanen / und mit Namen die Ehrwürdigen Ge-
börgen / Bischöffen zu Treint gefangen / in seinem
Stift genommen / den Bischoff von Chur gefan-
gen / und den Bischoff von Wirtzen geschäget / die
Unser und des Reichs Fürsten sind / und mit samt
ihren Stiften zu Uns und dem Reich gehören / und
auch viel ander Geistlichen und Weltlichen Präla-
ten und Personen / Grafen / Herren / Stätt / Rät-
ter / Witwen / Weifen / und andern zu dem Reich
gehörende / jegund viel Jahr / mit seinem unrechten
Gewalt manigfaltig beleidigt / etliche der irehen
genommen / etliche geschäget / etliche gar vertrieben hat.
Und als wir ihn darumb beschriben / und auch
selbst an ihn begehret haben / den vorgenanten Un-
sern und des Reichs beleydigten Unterthanen zu
kehren / und sich an gleichen und Rechten von ihnen
benügen zu lassen / und auch sich als des Reichs
Fürst zu halten / so wolten wir auch gegen ihm wi-

ANNO
1415.
derum / als Unsern lieben Oheim und Fürsten
thun / was wir solten und möchten. Und als er
jegund fürzlich zu Uns her gen Costanz kommen
war / also erbot er sich zu solchen Rechten und an-
dern guten und freumblichen dingen / und daß er sei-
ne Lehen von Uns empfangen wolte. Wie er nun
von hinnen zu disemahl geschieden / und was hie
vorgangen ist / zweiffeln wir nicht / euch seyn das
wohl fürkommen. Als wir nun von viel Kläglich
Anreiffung wegen der vorangezogenen Unsern und
des Reichs beleydigten getreuen Unterthanen
bewegt sind / und willen haben den vorgenanten Fri-
drich / umb seine vorgenanten freiffel und unrechten
Gewalt zu straffen / und auch an Nact Unser und
des Reichs Churfürsten / Fürsten / Grafen / Edel-
len und getreuen nicht anders finden haben / dann
daß wir das thun sollen. Und als darumb Bes-
stand und Hülf an euch / als Unser und des Reichs
getreuen und Unterthanen / wider den benelsten
Fridrich begehrt haben / und ihr an Uns bringen
lassen haben. Daß zwischen euch und ihm ein
Frieden begriffen seyn / daran ihr besorget / daß euch
vielleicht zugemessen möchte werden / ihr hetten hie-
mit wider solchen Frieden gethan. Also wissent /
daß wir auf heut darumb diß Brieff / Unser und
des Reichs Churfürsten / und ander Geistlich und
Weltlich Fürsten / Grafen / Edlen / Ritter und
Knechte / und Leher Geistlichen und Weltlichen
Rechtens / und mit Namen der Königen von En-
gelland / Dänemark / Schweden und Norwegen /
von Böhmeim und Poland / mächtige und treffent-
liche Fürstlichen / als die jetzt zu Costanz sind /
zum Rechten nider geset / und die ein Abschrift
wie der vorgenant Frieden begriffen ist / verhöben /
und inen auch euer vorgenant besorgnuß fürlegen
lassen / und sie darauff zu erkennen und Recht zu
sprechen begehrt haben. Und daß die alle zu dem
Rechten gesprochen und erkent haben / daß ihr als
Unsere und des Reichs getreue / und die zu dem
Reich gehören / Uns und dem Reich die vorgenan-
ten Bestand / Hülf / die wir an euch begehrt ha-
ben / wider den vorgenanten Fridrich / pflichtig zu
thun seyn / und daß euch darumb niemande beträ-
gen / oder fürbaß ansprechen oder anlangen solle noch
möge / weder mit Gericht / noch ohne Gericht / noch
in kein ander weg / es sey von dem vorgenanten
Friede oder anders wegen / dann der vorgenante
Friede / Brieff allein auf einen Frieden lauter / und
mit auf ein Bündniß. So sollet und möge auch von
Rechts wegen niemand in dem Reich / in welchem
wesen der ist / keinerlei Bindnuß angahn / die wir
der einen Römischen König / seinen rechten ordent-
lichen Hetzen geset möchte. Wann denn zuvor-
aus / jedlicher im Reich vor und nach allen und
jeden Bündnissen verbunden seyn / dazu weisen auch
Geistliche und Weltliche Recht / was man in dem
Reich eingeht / daß ein jeder Papst und Kayser /
oder Römische König / darein aufgenommen sind /
es werde mit Worten berührt oder nicht. Wann
nun die vorherbarten Erkantnußen und Recht ver-
bindlich und redlich sind / und wir darumb von Kö-
niglicher Macht geset haben / segn und wollen /
daß die kräftig und tugendlich seyn sollen. Dar-
umb begeren wir aber an euch / und gebieten auch
euch von Römischen Königlichen Gewalt / ernstlich
und festiglich mit diesem Brieff / und maßen euch
dazu / weß wir euch gemahnen mögen / daß ihr
Uns und dem Reich wider den vorgenanten Fri-
drich und die seinen / getreulich und ernstlich bestän-
dig und gehelffen seyn sollen / als es auch billig /
und wir auch des ein getreuen zu euch haben.
Nemlich befehlen und gebieten wir euch von der ob-
genannten Macht wegen / daß ihr und euer jeglicher
die Schlüssel oder anders von der Herrschafft Oester-
reich

ANNO 1415. reich in Pfandschafft weis inhaben / dasz ihr die Bind das derselben Herrschafft dem vorgenaypften Fridrichen und ihren Erben und Nachkommen nimmermehr zu lösen sollen / sondern Uns und Unseren Nachkommen in dem Reich / mit solchen Schlossen und andere Lösung warten sollen. Also dann die Hetidel in den Pfandes-Brieffen darauff gebracht / inhaltten ohne gefehet. Mit Actund diß Brieffe versiglet mit Unser Kayserlichen Mayestäts Inseigel. Geben zu Costenz Anno Domini 1415. des nechsten Montags nach St. Tiburtien Tag in Aprilen.

XVI.

2. Mai. Concilii Constantiensis Editum, quo JOHANNES Papa XXIII. tanquam Haereticus, Simoniacus, male administrationis &c. Reus citatur, ut intra terminum praefixum ad Civitatem Constantiam revertatur, & ipsaque cum suis Fautoribus in propriis personis compareant, Sententiamque suam audiant. Dat. Constantiae in Sessione publica 2. Maji 1415. [Collection. Reg. Concilior. Tom. XLIX. pag. 284. PHILIPPI LABREI Conciliorum Collectio Tom. XII. pag. 37.]

Sacrofancta Constantiensis Synodus generale Concilium faciens, & Ecclesiam Catholicam representans, in Spiritu Sancto legitime congregata, universis Christi fidelibus Unionem & Pacem Ecclesiae, ac gaudium sempiternum.

PRIDEM post clandestinum recessum Domini Joannis Papae XXIII. ab hac Civitate Constantiensis, & hoc Sacro generali Concilio Constantiensi, Unionis & Pacis Ecclesiae turbativum & impeditivum, ipsamque etiam Ecclesiam scandalizantem, per nonnullos Praelatos & alios Notabiles Viros, ad eum ex parte hujus Sacri Concilii Legatos transmissos, eundem requisit ac moneri fecimus cum debita instantia, quatenus ad ipsum Sacrum Concilium, & ad hanc Civitatem Constantiensem rediret, ea quae pertinebant ad extirpationem praesentis Schismatis, & Reformationem Ecclesiae in Capite & in Membris faciendam, impleturas, & cum effectu faciendas, sicut promiserat, voverat, juraverat, & in suis Literis super convocacione dicti Concilii concessis, se facturum publicaverat: & cum id facere nolle, fictio, non redeundo, & ad loca magis longinqua fugiendo, ostenderet, fulmin per Venabiles Viros Magistros, Henricum de Piro Licentiatum in Decretis, & Joannem de Scribanis de Placentia, Causarum & Negotiorum hujus Sacri Concilii Promotores & Procuratores, instanti requisiti, quatenus ipsum Dominum Joannem Papam XXIII. criminibus haereticis, fautoris hujus praesentis Schismatis, Simoniaci, mala administratione, notoria dilapidatione bonorum & Jurium Romanae Ecclesiae, & aliarum Ecclesiarum, & aliis criminibus gravibus nedum infamarum, sed illis notorie in scandalum universalis Ecclesiae irritum, & in suis actibus & operibus, vita ac moribus notorie Ecclesiam Dei scandalizantibus, incorrigibilem: qui sic (ut praeiudicatur) clandestine, de nocte, hora suspecta & habitu transformato, a dictis Civitate & Concilio generali fugit & recessit, Gregem Dominicum ut mercenarios deferens, generalemque Reformationem Ecclesiae & haeresium extirpationem, per dictum Sacrum Concilium in Capite & in Membris faciendam, evitare cupiens; ad redeundum & revertendum ad Civitatem Constantiensem, & hoc Sacrum Concilium generale debite compellere, & etiam ad hoc per Edictum publicum in valvis Ecclesiarum & aliorum locorum (ut est moris) affigendum, citare & evocare personaliter, Citationemque super hoc in forma Juris decretam contra eum & ejus fautores, receptatores & sequaces decernere & concedere, interdicta sibi ex tunc omni alienatione, & alias in & super praemissis contra eos procedere dignaretur, prout requirunt Canonicae Sanctiones. Nos autem considerantes petitionem hujusmodi rationabilem, justam & consonam Juri, in demeruit Ecclesiae universalis & animarum periculum providere volentes, & nulli in exhibendo Justitiam deferre (sicut nec debemus) intendentes, in causa &

TOM. II. PART. II.

causis, & Negotio hujusmodi rite & mature procedere, ac dante Domino Justitiam ministrare; ut tenemur; inquisitione super infamia prius per nos diligenter praehabita: considerantesque quod ad Locum ad quem idem Dominus Joannes Papa sic discedendo, imo verius fugiendo, contumaciter accessit, & residere dicitur de praesenti, ejusque domicilium, sive hospitium, pro hujusmodi Citatione exequenda minime tute adire posse, nec ad eum, seu propinquiorem Locum, quam ad hanc Civitatem Constantiensem haberi possit tutus accessus, auctoritate Christi Ecclesiae praefata veri Sponsi, qua fungimur in hac parte, per hoc praesens publicum Edictum in Sessione publica dicti Sacri Concilii, nec non in audientia publica Literarum contradictarum more Romanae Curiae solito legendum, ac valvis, seu portis loci audientiae Sacri Causarum Palatii Apostolici, nec non Palatii Apostolici, sive Domus Episcopalis Constantiensis, ubi dictus D. Joannes Papa, dum in praesenti Civitate Constantiensi habitabat, habitare solebat, majorisque & Sancti Stephani hujus Civitatis Constantiensis Ecclesiarum, & ipsius Civitatis Januis affigendum & affixum, per certum temporis intervallum dimittendum, praeterea D. Joannem Papam XXIII. principalem, ejusque in dictis criminibus Fautores, Receptatores & sequaces supradictos, ac omnes alios & singulos sua sic per hoc interesse credentes, citandos esse decrevimus, & tenere praesentium peremptorie citamus ac citari volumus, decrevimus & mandamus, quatenus hinc ad novem dies proxime venturos a die executionis hujusmodi nostrae Citationis sic (ut praemittitur) legendae, affigendae, publicandae & exequendae in antea proxime computandos, quos pro peremptorio termino & citatione canonica peremptorie assignamus per praesentes, ipse D. Joannes Papa ad praesentem Civitatem Constantiam & hoc Sacrum Concilium in propria Persona redeat & revertatur: ipseque & sui Fautores, Receptatores & sequaces personaliter compareant in eorum propriis Personis Constantiae in prima generali Sessione publica hujus Sacri Concilii, post elapsum terminum praedictorum novem dierum, a praefata praesentium Literarum sic (ut praesertur) fienda publicatione & executione in majori Ecclesia Constantiensis immediate celebranda, visuri & audituri per nos ordinari, decerni & declarari, dictum suum clandestinum recessum fuisse & esse Ecclesiae Dei damnosum, scandalosum & opprobriosum, ac Unionis & Pacis ejusdem Ecclesiae perturbativum, nocivum, impeditivum, ac hujus nefandissimi Schismatis nutritivum & roborativum, haereticum & suspicionis fidelis incitamentum, ac a bono Unionis & Pacis Ecclesiae praefatae, promissionibusque juramentis & votis per ipsum Joannem Papam super hoc factis & promissis deviantum. Teslesque super notorietate dictorum criminum ad finem procedendi contra eum super illis, tanquam super notoriis, jurare & admittere, causasque, cur idem D. Joannes Papa non debeat suspendi a totali administratione Papatus propter malam & scandalosam administrationem, & notoriam dilapidationem, dicturi: & alias, in & super praemissis, & aliis universalem Ecclesiam notorie scandalizantibus contra eum ad ejectionem a Papatu, seu ejectionis hujusmodi declarationem, & aliis per supradictos Promotores propositis & proponendis, de Jure & Justitia respondiuri, causasque, quod non debeat suspendi a totali administratione, ac alias in causa & causis, & Negotio hujusmodi debite processuri, ac procedi visuri, aliasque dicturi, facturi & audituri, ut Juri fuerit & rationis, indeque super praemissis Justitia complementum usque ad Sententiam definitivam inclusive recepturi: certificantes nihilominus eundem D. Joannem Papam & suos sequaces, acceptatores & fautores sic citandos, quod sive in dicto Citationis hujusmodi termino comparuerint, sive non, ad praemissa omnia & singula, ad ulteriora, & alias (ut iustum fuerit) contra eos per nos debite procedetur, Justitia mediante, ipsorum absentia, seu contumacia non obstante. Loca vero Sessionis praefatae audientiae publicae, Literarum contradictarum, & portarum Palatii, Ecclesiarum, & Locorum praedictorum, tanquam publica & idonea ad hujusmodi Citationem publicandam & exequendam duximus eligenda, quae praesentem Citationem ad instar Edictorum publicorum, quae olim in albo Praetoris scribebantur, suo quasi sonoro praeconio & patulo judicio publicabunt. In quibus hujusmodi Citationem modo & forma praemissis decrevimus, & tenore praesentium decernimus publicandam & exequendam, ne praefatus Dominus Joannes & sui Fautores, Receptatores, & sequaces sic citandi, possint seu valeant de praemissis aliquam ignorantiae causam praetendere,

D 2

ANNO 1415.

ANNO
1415.

dere, seu etiam allegare. Cumque non sit verisimile, apud ipsos sic citatos incognitum remanere illud, quod tam patenter & notorie omnibus editis publicatum, volentes nihilominus, & auctoritate prædicta decernentes, quod hæc præfatus Citatio modo & forma præmissis exequuta, prænominatos Dominum Joannem & suos sequaces, Receptatores & Factores sic citatos, toraliter arceat & adstringat, & perinde valeat, tantumque habeat roboris firmitatem, ac si ipsimet D. Joannes & sui Factores, Receptatores & sequaces in coram propriis personis citati & apprehensi fuissent, & eis hujusmodi Citatio præfentialiter lecta, posita & intimata fuisset: & ne dictus Dominus Joannes Papa & sui sequaces valeant aliquo modo se excusare, quo minus iuxta præmissum terminum compareant, ut præfatur, quamquam ad hoc non teneamur, nihilominus ex superabundanti eidem Domino Joanni & sequacibus damus, & tenore præsentium concedimus totum & liberum Salvum Conductum ad visendum ad hunc Civitatem Constantiam & Sacram illam Synodum, ita quod in eadem nullum debeat & possit habere impedimentum, & etiam in Civitate stare, manere libere & secure: Instituta tamen semper salva, prædictum etiam Salvum Conductum sub eadem forma & rite concedi fecimus prædicto Domino Joanni Papæ & sequacibus ejus, a Serenissimo Romanorum & Hungariorum Rege. De publicatione vero, lectura, affixione & executione, ac Salvi Conductus præstatione, datione & concessione præmissis, modo præmissis, fiendis, volumus, decernimus & ordinamus unum & plura, publicum & publica fieri & confici Instrumentam & Instrumenta, quæ nobis plenariam faciant fidem de eisdem. In quorum fidem & Testimonium præmissorum, præfentes Literas Citatorias super hoc solemniter decretas fieri fecimus, & propriis Sigillis prædictorum quatuor Nationum hujus Sacri Concilii jussimus & fecimus committi.

Datum Constantiæ Provinciae Moguntienfis in Sessione publica in Ecclesia majori Constantiensis solenniter celebrata, die Jovis secunda mensis Martii, in festione vero octava, Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo quinto, Pontificatus præfati Domini Joannis Papæ XXIII. Anno quinto.

XVII.

4. Mai. Concilii Constantiensis Sententia, contra Doctrinam JOANNIS WICLEFFI lata, quæ inserti XLV. Articuli WICLEFFI lata, quæ inserti Libri Dialogus & Trialogus, aliisque Tractatus dictos Articulos continentes, reprobantur & damnantur. Cum ejusdem Concilii Sententia, quæ dictum WICLEFFI Hæreticum promeruit, ac memoriam ejusdem d'mnat, ossesque ipsius exhumari mandat. Dat. in Sessione 8. die 4. Maji 1415. [Collectio Regia Conciliorum Tom. XXIX. pag. 295. PHILIPPI LABBEI Collectio Conciliorum Tom. XII. pag. 45.]

Sacrosancta Constantiensis Synodus, generale Concilium faciens, & Ecclesiam Catholicam representans, ad extinctionem prædicti Schismatis, errorumque & hæresium sub eius nomine periculatim eliminationem, ac reformationem Ecclesie, in Sancto Spiritu legitime congregata, ad perpetuam rei memoriam.

FIDEM Catholicam, siue qua (ut ait Apostolus) impossibile est placere Deo, a falsis ejusdem fidei cultoribus, imo perveris impugnatoribus, & per superbam curiositatem intendentibus plus sapere quam oportet, Mundi gloriam cupientibus, oppugnatam sepius, & contra illos per fideles Ecclesie milites spirituales opposito furo fidei defentatam fuisse, Sanctorum Patrum Scripturis atque gestis instruitur. Hæc quippe bellorum genera in bellis carnalibus Israelitici Populi adversus Gentes idololatrias præsignata fuerunt. In his itaque spiritualibus bellis Sancta Ecclesia Catholica, in fidei veritate sperni luminis radiis illustrata, Domino providente & Sanctorum Patrocinio opem ferente, semper immaculata permanens, erroris tenebris velut Hostibus protipugis, gloriosissime triumphavit. Nostris vero temporibus vetus ille aversus Hostis nova certamina (ut probati temporis hujus manifesti sunt) fuscavit, quorum Dux & Princeps extitit quondam Joannes Wicleff Pseudochristianus, qui, dum viveret, ad-

versus Religionem Christianam & Fidem Catholicam pertinaciter asserebat & dogmatizavit plures Articulos, quorum quadraginta quinque huic paginæ duximus inferendos, qui sequuntur.

Articuli JOANNIS WICLEFFI.

1. Substantia panis materialis, & similiter substantia vini materialis, manet in Sacramento Altaris.
2. Accidentia panis non manent sine subiecto in eodem Sacramento.
3. Christus non est in eodem Sacramento identice & realiter in propria præsentia corporali.
4. Si Episcopus vel Sacerdos est in peccato mortali, non ordinar, non conficit, non consecrat, non baptizat.
5. Non est fundatum in Evangelio, quod Christus Missam ordinaverit.
6. Deus debet obedire Diabolo.
7. Si homo debite fuerit contritus, omnis Confessio exterior est sibi superflua & inutilis.
8. Si Papa sit præfatus & malus, & per consequens membrum Diaboli, non habet potestatem super fideles ab aliquo sibi datam, nisi forte a Cæsare.
9. Post Urbanum Sextum non est aliquis recipiendus in Papam, sed vivendum est more Græcorum sub Legibus propriis.
10. Contra Scripturam Sacram est, quod Viri Ecclesiastici habeant possessiones.
11. Nullus Prælati debet aliquem excommunicare, nisi prius sciat cum esse communicatum a Deo: & qui sic excommunicat, est hæreticus ex hoc, vel excommunicatus.
12. Prælati excommunicant Clericum qui appellavit ad Regem vel ad Concilium Regum, eo ipso traditor est Regis & Regni.
13. Illi qui dimittunt prædicare, siue audire verbum Dei propter excommunicationem hominum, sunt excommunicati, & in die Judicii traditores Christi habebuntur.
14. Licet alicui Diacono vel Presbyteri prædicare verbum Dei, absque auctoritate Sedis Apostolicæ vel Episcopi Catholici.
15. Nullus est Dominus Civilis, nullus est Prælati, nullus est Episcopus, dum est in peccato mortali.
16. Domini temporales possunt ad arbitrium suum auferre bona temporalia ab Ecclesia, possessionem habitaliter delinquentibus; id est, ex habitu, non solum actu, delinquentibus.
17. Populares possunt per suum arbitrium Dominos delinquentes corrigere.
18. Decime sunt pure Elemosynæ, & Parochiani possunt propter peccata suorum Prælatorum ad libitum auferre eas.
19. Speciales Orationes applicatæ uni Personæ per Prælatos, vel Religiosos, non plus proliunt eidem quam generales, cunctis paribus.
20. Conferens Elemosynam Fratribus, est excommunicatus eo facto.
21. Si quis ingreditur Religionem privatam qualemcumque, tam possessionatorum, quam mendicantium, redditur ineptior & inhospitalior ad observantiam mandatorum Dei.
22. Sancti instituentes Religionem privatas, sic instituendo peccaverunt.
23. Religiosi viventes in Religionibus privatis, non sunt de Religione Christiana.
24. Fratres tenentur per labores manuum victum acquirere, & non per mendicitatem.
25. Omnes sunt Simoniaci, qui se obligant orare pro aliis, eis in temporalibus subvenientibus.
26. Oratio præfata nulli valet.
27. Omnia de necessitate absoluta eveniunt.
28. Confirmatio juvenum, Clericorum Ordinatio, locorum Consecratio, reservantur Papæ & Episcopis propter cupiditatem lucri temporalis & honoris.
29. Universitates, Studia, Collegia, Graduationes & Magisteria in eisdem, sunt vana gentilitate introducta, & tantum profunt Ecclesie sicut Diabolus.
30. Excommunicatio Papæ vel cujuscumque Prælati non est timenda, quia est censura Antichristi.
31. Peccant fundantes claustra; & ingredientes, sunt viri Diabolici.
32. Titare Clerum, est contra regulam Christi.

33. Silvester.

ANNO
1415.

ANNO 1415. 33. Silvester Papa & Constantinus Imperator erraverunt Ecclesiam dotando.

ANNO 1415.

34. Omnes de Ordine mendicantium sunt heretici, & dantes eis Elemosynam, sunt excommunicati.

35. Ingentes Religionem aut aliquem Ordinem, eo ipso inhabiles sunt ad servandum divina precepta, & per consequens ad perveniendum ad Regna celorum, nisi apostataverint ab eisdem.

36. Papa cum omnibus Clericis suis possessionem habentibus, sunt heretici, eo quod possessionem habent, & contentes eis; omnes videlicet Domini seculares, & ceteri laici.

37. Ecclesia Romana est Synagoga Satanæ, nec Papa est immediatus & proximus Vicarius Christi & Apostolorum.

38. Decretales Epistolæ sunt apocryphæ, & seducunt a Christi fide; & Clerici sunt multi qui student eas.

39. Imperator & Domini seculares seducti sunt a Diabolo, ut Ecclesiam dotarent bonis temporalibus.

40. Electio Papæ a Cardinalibus, per Diabolum est introducta.

41. Non est de necessitate salutis credere Romanam Ecclesiam esse supremam inter alias Ecclesias.

* Error est, si per Romanam Ecclesiam intelligat universalem Ecclesiam, aut Concilium generale, aut pro quapro negaret Primatum Summi Pontificis super alias Ecclesias particulares.

42. Fatuum est credere Indulgentiæ Papæ & Episcoporum.

43. Juramenta illicita sunt, quæ sunt ad roborandum humanos Contractus & Connercia civilia.

44. Augustinus, Benedictus, Bernardus, damnati sunt, nisi paniterint de hoc, quod habuerunt possessiones, & instituerunt, & intraverunt Religiones; & sic a Domino Papa usque ad infinitum Religiosum omnes sunt heretici.

45. Omnes Religiones indifferenter introductæ sunt a Diabolo.

Idemque Joannes Wicleff Libros Dialogum & Trialogum per ipsum nominatos, & plures alios Tractatus, Volumina & Opuscula composuit, in quibus præscripsit & plures alios damnabiles inseruit & dogmatizavit Articulos; quos Libros ad sui perverfi Dogmatis publicationem publice legendos exposuit, ex quibus insuper multa scandala, damna animarum & pericula in diversis Regionibus, & præsertim Angliæ & Bohemiæ Regniis, secuta sunt: adversus quos Articulos atque Libros in Dei veritate eurgent Magistri & Doctores Universitatum & Stuorium Oxoniensis & Pragensis, Articulos prædictos Scholasticè diu post reprobarunt. Reverendissimi insuper Patres, Archiepiscopi, Episcopi, pro tempore Cantuariensis & Eboracensis, Sedis Apostolicæ Legati in Angliæ, & Pragensis in Bohemiæ Regniis, condemnarunt. Libros etiam ejusdem Joannis Wicleff comburendos fore, dictus Archiepiscopus Pragensis Sedis Apostolicæ Commiffarius in hac parte sententialiter judicavit, & eorum qui supersessent, prohibuit lectionem.

Rursus his ad notitiam Sedis Apostolicæ, & generalis Concilii deductis, Romanus Pontifex in Concilio Romano ultimo celebrato, dictos Libros, Tractatus & Opuscula condemnavit, jubens illos publice cremari, districtius inhibendo, ne quis Christi nomine insignitus auderet aliquem seu aliquos, seu aliqua ex dictis Libris, Voluminibus, Tractatibus & Opusculis legere, exponere vel tenere, aut illis quomodolibet uti, vel illos, nisi in ipsorum reprobationem, allegare publice vel occulte. Et ut de medio Ecclesiæ illa periculosa spurcissimaque Doctrina eliminaretur, iussit omnes per Locorum Ordinarios, Libros, Tractatus, Volumina & Opuscula hujusmodi, auctoritate Apostolica per censuram Ecclesiasticam (etiam si opus esset, cum adjunctione, quod contra non parentes procederetur tamquam contra Fautores hæresis) diligenter inquiri, & repertos ac reperta publice ignibus cremari.

Et antem Sancta Synodus præfatos Articulos quadraginta quinque examinari fecit, & sæpius recenferi per plures Reverendissimos Patres Ecclesiæ Romanæ Cardinales, Episcopos, Abbates, Magistros in Theologia, Doctores Juris utriusque, & plures Notabiles in matronæ copia: quibus Articulis examinatis, fuit responsum (prout in veritate est) aliquos & plures ex dictis Libris esse notorie hereticos, & a Sanctis Patribus dudum reprobatos, alios non Catholicos, sed erroneos: alios scandalosos & blasphemos, quosdam piarum aurium offensivos, nonnullos earum temerarios

& seditiosos. Compertum est etiam Libros ejus plures alios Articulos continere similium qualitatum, doctrinamque in Dei Ecclesiæ vesaniam, & fidei ac moribus inimicam inducere. Propterea in nomine Domini nostri Jesu Christi hæc Sancta Synodus Sententias prædictarum Archiepiscoporum ac Concilii Romani ratificans & approbans, prædictos Articulos & eorum quemlibet, Libros ejusdem Dialogum & Trialogum per eundem Joannem Wicleff nominatos, & alios ejusdem Auctoris Libros, Volumina, Tractatus & Opuscula, quorumque nomine censentur, quos hic haberi vult pro sufficienter expressis, hoc perpetuo Decreto reprobat & condemnat. Et eorundem Librorum & cujuslibet ipsorum lectionem, doctrinam, expositionem & allegationem, nisi ad eorum reprobationem, omnibus Christi fidelibus prohibendo, inhibemus omnibus & singulis Catholicis sub anathematis interminatione, & ne de cetero dictos Articulos, vel ipsorum aliquem audeant publice prædicare, dogmatizare, tenere, vel quomodolibet allegare, nisi ad eorum reprobationem, ut dictum est, jubens illos Libros & Tractatus, Volumina & Opuscula prædicta publice cremari, prout decretum fuerat in Synodo Romana, sicut superius est expressum. Super quibus & exequendis & debite observandis, mandat prædicta Sancta Synodus Ordinarii Locorum vigilanter intendere, prout ad quemlibet pertinet, secundum Jura & Canonicas Sanctiones.

Concilium pronuntiat Hereticum JOANNEM WICLEFF, ac memoriam ejusdem condemnat, & mandat exhumari ossa ipsius.

INSUPER quia auctoritate Sententiæ & Decreti Romani Concilii, Mandatoque Ecclesiæ & Sedis Apostolicæ, datis dilationibus debitis, processum fuit super condemnatione dicti Joannis Wicleff & sue memorie, Edictis propositis denuntiationibusque ad vocandum eos qui eundem five ejus memoriam defendere vellent, si qui penitus existerent. Nullus vero comparuit, qui eundem five ejus memoriam defenderet. Examinatis insuper testibus super impunitia finali, pertinaciaque dicti Joannis Wicleff, per Commiffarios deputatos per Dominum Joannem Papam modernum, & hoc Concilium, servatice servandis, prout in tali Negotio postulat ordo Juris, de ejus impunitia ac finali pertinacia, per evidentia signa Testibus legitime comprobata, fuit legitime facta fides. Propterea instante Procuratore Fiscali, Edictoquo proposito ad audiendum Sententiam ad hanc diem, hæc Sancta Synodus declarat, diffinit & sententiam eundem Joannem Wicleff fuisse notorium hereticum, pertinacem, ac in hæresi decessisse, anathematizando ipsum pariter, & suam memoriam condemnando, decernitque & ordinat, corpus & ejus ossa (si ab aliis fidelibus corporibus discerni possint) exhumari, & procul ab Ecclesiæ sepultura jactari, secundum Canonicas & legitimas Sanctiones.

XVIII.

FRIDERICI Ducis Austriae Litteræ Submissio. 5. Maii.

nis quibus ob offensas Imperatori SIGISMUNDO & Concilio Constantiensi, per suppeditatum Papæ JOANNI XXIII. aufugiendi medium, illatas, Personam, Dominia, & Bona sua, totaliter in manus dicti Imperatoris remisit, promittens dictum Papam reducere, salvo tamen suo (Friderici) honore, & sub spe, quod juxta Verbum Regium sibi datum, idem JOHANNES & qui cum eo Constantiam venerint, suarum rerum viresque securi erunt. Datum 5. Maji 1415. [Collectio Regia Conciliorum Tom. XXIX. pag. 303. PHILIPPI LABBEI Concilior. Collectio Tom. XII. pag. 91.]

NOS FRIDERICUS &c. Recognoscimus &c. Quod cum Serenissimi Principis indignationem inciderimus, venimus in propria nostra Persona ad conspectum dicti Domini nostri Regis Constantiam. Et nos, Personam nostram, Territoria, Homines, Civitates, Fortalitia, & quodquid habemus & tenemus, nihil excepto, ad suam regalem gratiam decimus & ponimus vigore presentium taliter, quod ipse nobiscum & cum eis facere & ordinare possit pro sue Regalis

ANNO
1415.

libito voluntatis. Quidquid etiam quolibet Persona vel Persona Ecclesiastica vel Sæculares, Nobiles vel Ignobiles, in quacunque dignitate vel statu constituta, nemine excepto, contra nos habet occasionem pro quacunque causa, nulla excepta, hoc totaliter posuimus & dedimus in arbitrium dicti Domini nostri Regis, sic & totaliter, quod quicquid ipse Dominus noster Rex iusserit in huiusmodi, ordinaverit & dicaverit pro sua voluntate per nos erga quemlibet faciendum quod istud facere & adimplere & finire debemus absque omni dilatione & contradictione. Debemus etiam & volumus facere & procurare, Papan Joannem ad Constantiniam, seu alibi, quo Dominus noster Rex voluerit, præsentare aut facere præsentari ad manus & potestatem dicti Domini Regis & Sacri Concilii, quod præsentatim Constantiam celebratur. Sperantes, quod iuxta verbum Regium desuper nobis factum, quod dictus Papa Joannes & omnes secum venturi Constantiniam, aut ad alium locum deputandum, suam vitam & rerum ad eos pertinentium, quas fecim ad huiusmodi locum duxerint, sint securi. Et si dictus Papa Joannes de Papatu depositus fuerit vel cessarit, tunc in voluntate præfati Concilii fiat, quomodo eidem de statu suo provideatur. Nos etiam volumus & debemus in Hospitio Constantiam manere, quousque Papa Joannes Constantiniam, aut alibi, quo præfatus Dominus Rex deputaverit, pervenerit, ut supra dictum est. Et quousque omnes & singuli Officiales, Cives & Incolas Municipum, Civitatum & Territoriorum in Suevia, Alsatia, partibus

* Brisgovie. * Brisgovie, Comitatu Tirolis circa Athesim, & Valle dicta in Cal, præfato Domino nostro Regi & Imperio sacro fidelitatem promiserit & juraverint ad Sancta Dei Evangelia ipsum respicere & sibi obedire, donec omnia & singula per nos totaliter & effectualiter facta fuerint & adimpleta. In quo & præfati Domini nostri Regis simplicibus verbis, Literis aut Intimationibus absque probatione alia debent contentari, aut quousque idem Dominus noster Rex eodem fidelitatem, promissionum & iuramentorum huiusmodi per se vel suas Literas nuntiaverit absolutus. Et in casu quo præmissa in toto vel in parte non faceremus & impleveremus, seu quomodo libet contraveniremus (quod Deus avertat) ex tunc præfata Civitates, Municipia, Territoria & homines nostri sacro Domino nostro Regi & sacro Imperio totaliter devolvantur, & deinceps eidem tanquam iusto, ordinario & naturali Domino suo subjiciantur, & obediant, nostra & cujuslibet alterius contradictione non obstant, omnibus fraude, dolo & nequitia totaliter cessantibus in præmissis. Et istud ad omnem firmitatem promissionum nostra Principatus fiducia, & ad Sancta Dei Evangelia juravimus virtute hujus Literarum totum id quod supra scriptum est, faciendum & adimplendum totaliter & cum effectu. Et in Testimonium istius, Sigillum nostrum ad Literam cum matura nostra deliberatione apposuimus. Et quia nos etiam istud præscriptum totum de nostra propria & libera voluntate fecimus, propterea rogavimus Illustres Principes, Ducem Ludovicum, Comitem Palatinum Rheni, Ducem Bavaria, & Græfem de Moren nostrum dilectum Avunculum, & Burgavium de Nuremberg nostrum dilectum Socerum, quod quilibet eorum suum Sigillum ad Testimonium omnium & singulorum præmissorum ad præsentem Literam apposuit, eosdem Ludovicum &c. indemnes tenendo. Datum &c.

XIX.

8. Mai. Pfand-Briefß Kayfers SIGISMUNDI, wodurch er dem Edlen Johannsen Truchßassen zu Waldburg des Römischen Reichs Land-Vogtey in Obern und Untern Schwaben / und darzu die Burg und Bistz ob Ravenspurg mit den appertinentien vor 6000. guter Rheinischer Gulden versetzt. Geben Costanz Anno 1415. des nächsten Mitwuchs vor Ascensione Domini. [Gegen Information des Idolischen Schwäbischen Cereßs interessirter Stände auf die 168. zu Insprugg verfertigte Information das Landgericht in Schwaben betreffend. in Beslag sub num. II. Apud LUNIG in Grundriss Europæischer Potenzen Gerechtfame Part. II. Cap. IV. pag. 32.]

C'est-à-dire,

Lettres, par lesquelles l'Empereur SIGISMOND

engage au Noble JEAN TRUCHSASSEN de Waldburg la Landvogtie Imperiale, ou Bailiage Provincial de la Haute & Basse Suabe, avec le Château & Forteresse de Ravensberg, ses Appartenances & Dependances pour la somme de 6000. Florins du Rhyn. A Constant le Mercredi avant l'Ascension de Nostre Seigneur 1415.

ANNO
1415.

Wir Sigmund / von Gottes Gnaden Römischer König / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / und zu Ungarn / Dalmatien / Croatien &c. König / bekennen und thuen kund offenbar mit diesem Brief allen den / die ihn sehen oder hören lesen / daß wir von dem Edlen Johannsen Truchßassen zu Waldburg / Unsern und des Reichs lieben Getreuen / an parem und beraiten Gelte eingenommen und empfangen haben 6000. guter und gäber Rheinischer Gulden guet an Golde und wol schwaz an Gewicht / die wir zu Unserem und des heiligen Reichs huntlichen Nug und Fromen gewendet und geköft haben / und darumb mit wolbedachten Mute / gutem Räte / Unser und des Reichs Fürsten Eler und Getreuen / und rechten Wissen / und auch von Römischer Königlich Gewalt demselben Johannsen Truchßassen und seinen Erben / für Uns / Unser Nachkommen / Römischen Kayser und Künig / oder alle Vicarien / ob das Rich ledig wurde / umb die vorgenannt sechstusend Römischer Gulden zu einem rechten und gewertem Pfande ingeben und versezt / geben und versehen ihm auch in Krafft diß Briefs Unser und des vorgenannt Römischen Reichs Landvoigt in obern und undern Schwaben / und darzu die Burg und Bistz ob Ravenspurg mit allem dem / das zu derselben Landvoigt gehört / es sey an Keringälte / Ringälte / Pfeningälte / an Embtern / an Ehrungen / an Jöllen / an Gerichten / Zwingen / Dänen / Gelaiten / Wigen / die freyen uff der Hayde / an Voigten / an Voigtrechten / Vällen / Gelassen / Widspannen / Lörbe / Güter / Holze / Belbedienste / Ämtern / mit allen Gewohnheiten / mit aller Gewaltsame und mit allen andern Rechten / Nuten und Zugehörungen die zu derselben Landvoigt und Burg und darin gehöret / nichtzit uszgelassen / es sy benent oder unbenent / also daß derselbe Johann Truchßass und sine Erben dieselbe Landvoigt und Burg innehaben / und die auch mit ihren und allen andern vorgeschribnen Zugehörungen besizen / gebrauch / und geniessen solen an Unser und desselben Reichs stat / in allen Abschlag / von allermeniglich ohngehindert / also lang / bis daß wir oder Unser Nachkommen an dem Riche demselben Johannsen oder sinen Erben die vorgenent Landvoigt und Burg umb sechshundert Römischer Gulden wider lösent / und in auch dieselben Gulden ganz und gar gegeben und bezalt haben / und solches widerlösent soll Uns und Unseren Nachkommen an dem Riche der vorgenent Johanns und sin Erben gehorsam sin / wen er oder sin Erben des ermanet werden / und solent auch also der vorgenant Landvoigt und Burg un alle Summe abtreten / alles Gewerde gänglich uszschaiden. Mit Unserm diß Briefs. Versigelt mit Unser Römischen Königlich Majestät Insigel. Geben zu Costanz nach Christi Geburt vierzehnhundert Jahr / und darnach in dem fünfzehendsten Jahre des nächsten Mitwuchs vor Ascensionis Domini, Unser Riche des Römischen &c. in dem neun und zwainzigsten / und des Römischen dem fünfften Jahre.

XX.

Concilii Constantiensis Sessio XI. Et in ea articuli formati pro Inquisitione faciendâ contra Papam JOHANNEM XXIII. super notoria dilata-

25. Mai.

„ Ille primus Articulus probatur verus & notorius per
 „ duos Cardinales, per unum Protonotarium, per duos
 „ Auditores, per unum Clericum Camere, per unum
 „ Licentiatum in Decretis, per unum Archiepiscopum,
 „ per unum Scriptorem & Abbreviatorem, & per unum
 „ Procuratorem unius magni Ordinis, per unum Cano-

ANNO
1415.

ANNO
1415.

nicum unius Magnæ Ecclesiæ Metropolitanæ, per unum Episcopum, & per multos alios notabiles viros de auditu, publica voce & fama.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa, tunc Balthasar Cossia appellatus, per hujusmodi illicitum quæstum & Simoniacam pravitatem, & Procuratoribus & Mediationibus Simoniacis & aliis modis illicitis, in paucis temporibus acquisivit & coniecit multam iniquitatis mammonam, copiosumque pecunie thesaurum, propter quod ex tunc divitis nomen & statum assumpsit, & ædificia sibi comparavit. Et sic fuit & est verum, publicum & notorium: Sicque, ut præmittitur, fuit dictum, tentum, creditum & reputatum communiter ab omnibus ipsius notitiam habentibus: & adhuc dicitur, tenetur, creditur & reputatur; & fuit & est de præmissis diffamatus manifeste, publice, palam & notorie.

Secundus Articulus probatur per duos Cardinales de notorietate & veritate, & per alios duos Cardinales, de auditu, publica voce & fama: per unum Archiepiscopum, per unum Episcopum, per duos Auditores de veritate & notorietate, & quamplures alios notabiles viros & omni exceptione majores, de publica voce & fama.

Item quod deinde præfatus Dominus Joannes Papa, tunc Balthasar nuncupatus, mediante hujusmodi Simoniacæ & damnata pecunie, promotus fuit ad Cardinalatum, pro quo solvit magnam pecuniarum summam; & appellatus fuit Dominus Balthasar Cardinalis Sancti Eustachii. Et sic fuit & est verum, publicum & notorium, ac de ipsis omnibus idem Dominus Joannes fuit & est diffamatus palam, publice, &c.

Tertius Articulus probatur per unum Cardinalem, quod publice & notorie hoc tenebatur in Curia Romana; per unum Cardinalem probatur de veritate, & per alium Cardinalem publice diffamatum & notorie, per unum Archiepiscopum de veritate. Similiter per unum Procuratorem unius Magni Ordinis, & per plures alios de auditu, publica voce & fama & communi reputatione.

Item, quod postquam dictus Dominus Balthasar, tunc Cardinalis Sancti Eustachii appellatus, Civitatem Bononiensem ut Legatus fuisset ingressus, viis tyrannicis pecunias querens, Terras Ecclesiæ, & Cives & Habitatores earum, modo inhumane, impie, inique, & crudeliter rexit & gubernavit, & a Christiana pietate & iustitia divina humaneque totaliter alienus, diversas Datas, Gabellas, Exactiones, Extorſiones & onera inſupportabilia eis imposuit, & aliarum exactionum & onerum alias inauditorum fuit inventor. Et tam per illos modos confimiles & exactiones nimium onerosos per Tyrannidem & de facto taliter Subditos oppressit, quod dictos Civitatem, Comitatum & Terras Ecclesiæ ac Cives depauperavit, devastavit & depopulavit, ita quod tempore sui regiminis, mala, tyrannica & violenta sua gubernatione causantibus, multi fuerunt mortui, multi profugi, multi exules, baniti & exheredati, depauperati & deperditi. Et ita, ut prædicitur, fuit dictum, tentum, creditum & reputatum, & communiter ab omnibus divulgatum; & adhuc dicitur, creditur & reputatur, ac fuit & est gravior diffamatus palam, publice & notorie.

Quartus Articulus probatur verus per unum Archiepiscopum, per unum Protonotarium, per duos Episcopos verus & notorius, per duos Auditores verus & notorius. Similiter per unum Scriptorum Literarum Apostolicarum & per multos alios de auditu, publica voce, fama, & communi reputatione.

Item quod dictus Dominus Joannes, tunc Balthasar appellatus, tantum prædicare scivit, quod post mortem bonæ memoriæ Alexandri Papæ Quinti in Romanum Pontificem electus exiit, & se Joannem Papam vigesimum tertium appellavit, & ab aliis nominari & appellari se iecit: & dum crederetur mutatione nominis & honoris de vitis ad virtutes mutatus, fuit fallax opinio. Quinimo contra Sanctorum Patrum Decreta, & contra laudabiles Romanæ Ecclesiæ Conſuetudines veniendo, velut Paganus divina Officia contempnit: Officium Pastorale non debite in divinorum administratione exercuit: Missis & Vesperis Papalibus interesse non curavit: horas Canonicas dicere, jejunia, abſtinentias, ceremonias, & alia Canonica Instituta, ad quæ homines Christiani, & præsertim Clerici & Ecclesiastici adstringuntur, juxta formam Ecclesiæ servare sprevit. Et ita aliquoties celebravit, hoc fuit currenter more Venatorum & Armigerorum; & plus, ne culparetur totaliter de hæresi, & ne expelle-

retur de Papatu, quam devotionis vel caritatis causa. Sicque, ut prædicitur, fuit dictum, tentum, creditum & reputatum; diciturque, tenetur, creditur & reputatur; atque de eis fuit & est publica vox & fama.

Quintus Articulus probatur per duos Cardinales verus: quoad secundam partem probatur verus & notorius. Et per unum Archiepiscopum, per unum Procuratorem unius Magni Ordinis, per unum Licentiatum in Decretis, & per multos alios viros de auditu, publica voce & fama & notorietate.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa fuit & est pauperum oppressor, iustitiæ persecutor, iniquorum columna, Simoniacorum statua, carnis cultor, vitiorum fæx, a virtutibus peregrinus, confistoria publica fugiens, ac totus somno & aliis carnalibus delectus deſideriis, vitæ & moribus Christi totus contrarius, infamæ speculum, & omnium malitiarum profundus adinventor: adeo & in tantum Ecclesiam Christi scandalizans, quod inter Christi fideles vitam, & mores suos cognoscens vulgariter dicitur Diabolus incarnatus.

Sextus Articulus probatur per unum Archiepiscopum de veritate. Similiter per unum Episcopum, per duos Auditores, per unum Magnum Procuratorem, & unum Magnum Priorem, per unum Scriptorum & Abbreviatorem Literarum Apostolicarum de veritate & notorietate, per unum Licentiatum in Decretis, per unum Procuratorem in Romana Curia, & per multos alios de auditu, publica voce & fama, & notorietate.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa vas omnium peccatorum, repulis dignis, pro pecuniis indignos ad Officia & Beneficia promovit, dans gratias non gratis. Beneficia vacantia, Prælaturas & Dignitates Ecclesiasticas non magis meritis, sed plus offendentibus post venditionem expostum contulit & conferri mandavit: Literasque bullatas per mercatorem & nummulariorum manus, ut de mercibus mercari solitum est, vendidit atque vendi iussit & mandavit. Sicque, ut prædicitur, fuit dictum, tentum, habitum & reputatum; atque fuit & est verum, publicum & notorium.

Septimus Articulus probatur per duos Cardinales de veritate & notorietate, & similiter per tres Episcopos, per unum Auditorem, per unum Magnum Procuratorem, per unum Clericum Cameræ.

Item de veritate probatur per unum Scriptorum Literarum Apostolicarum, per unum Licentiatum in Decretis, per unum Procuratorem in Romana Curia, per unum Magnum Procuratorem unius Magni Ordinis, & per quamplures alios de publica voce & fama, & similiter notorietate & communi reputatione.

Item quod per præmissa in Clero & in Populo, totaque Universalis Ecclesiæ, grave scandalum, gravisque Domini Joannis Papæ & Curie Romanæ infamia, exortum fuit & suscitatum, atque exorta & suscitata.

Octavus Articulus probatur per unum Cardinalem de veritate & notorietate, & per unum Magnum Magistrum, & etiam unum Magnum Priorem.

Item quod propter hæc & alia Reverendissimi Patres & Domini Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales dictum Dominum Joannem Papam vigesimum tertium, Anno primo Pontificatus sui, inter se & ipsum, solum fraternaliter diversis vicibus corripuerunt, ipsumque precibus humilibus & devotis atque salutariibus monitis cum instantia requisierunt, ne Romanam & Universalem Ecclesiam per hujusmodi Spiritualium merces & venditiones scandalizaret; & sic fuit & est verum, publicum & notorium.

Nonus Articulus probatur per quinque Cardinales de veritate, per unum Archiepiscopum, & per multos alios de auditu, publica voce & fama & Cardinalibus.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa ob præmissam fratrem monitionem, animum in aliquo non mutans, avaritiæ ecceitate infectus, ex post continue pristina Simoniarum mercimonia continuans, pejora prioribus perpetravit: & ubi prius sub typo iustitiæ, non nisi suis familiaribus commendatibus datam Coronationis suæ in expectativis gratis dare consuevit, postea post fugam ab Urbe Romana cuilibet indifferenter pro certa Florenorum summa, videlicet, pro viginti quinque Florenis auri de Camera, dicta Coronationis data publice venditioni exponebatur, in scandalum Sedis Apostolicæ & totius fidei Christianæ. Et sic fuit & est verum, publicum & notorium.

Decimus Articulus probatur per unum Archiepiscopum, & per unum Episcopum,

ANNO
1415.

ANNO
1415.ANNÔ
1415:

copum, per duos Episcopos, per unum Protonotarium, per unum Auditorem, per unum Magnum Procuratorem, per unum Magnum Priorem, per unum Decretorum Doctorem & Magnum Officium in Curia, & per unum Præceptorem & Decretorum Doctorem, & per multos alios de auditu, publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa in vitis invalescens fortius, & non se corrigens, certos Recitendarios & Cubicularios ac Secretarios creavit, fecit & ordinavit Mediatore, Proxenos ac Procuratores pinguum & grossarum Simoniarum, Ecclesiarum Cathedralium, Abbatiarum, Monasteriorum, Prioratum & Beneficiorum vacantium & reservatorum. Quodque subinde mediorem fructuum nondum natorum vel perceptorum, ante supplicationem vel saltem recuperationem Literarum Apostolicarum, Imperantem solvere oportuit certam summam ex pacto. Et nisi imperans mox solvisset, rediit vacuum absque cujusvis onere provisionis. Et sic fuit & est verum, publicum & notorium.

Undecimus Articulus probatur per unum Cardinalem de veritate, & per unum alium Cardinalem de veritate & notorietate, & per unum Archiepiscopum & unum Episcopum, & per duos Auditores de veritate & notorietate, & per unum Secretarium Papæ de veritate, similiter & per duos Literarum Apostolicarum Scriptores, & per unum Procuratorem in Curia, & per unum Magnum Præpositum, & similiter per unum Magnum Procuratorem unius magni Ordinis, & per multos alios de auditu, publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod idem Dominus Joannes Papa Registratores Literarum Apostolicarum per expressum inhibuit, ne cuiquam sumptum ex Registris Literarum Apostolicarum traderent, nisi prius & ante omnia pecuniam promissam solutam fore probaretur: propter quod multos litigantes, qui tantam summam solvere non poterunt, in clara sua iustitia ob probationis defectum succumbere oportuit. Sicque avaritia & malitia dicti Joannis Papæ causantibus, iniquitas aequitas prævaluit, & Beneficia possessa fuerunt absque Canonico titulo contra Canonicas Sanctiones palam, publice ac manifeste.

Duodecimus Articulus probatur per duos Auditores, per unum Literarum Apostolicarum Scriptorem, per unum Magnum Procuratorem Ordinis, & per unum Procuratorem in Curia Romana, & per unum notabilem Præpositum & multos alios de auditu, publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod dictus Joannes Papa ultra in supra proximo Article nominatos, certos in Romana Curia deputavit Mercatores, qui Beneficia vacantia Curæ tribus vel pluribus diebus ad libram ponderarent, & plus offerentium supplicationem reciperent, & signati facerent, in dedecus Sedis Apostolicæ & perditionem animarum multarum. Et sic fuit & est verum, publicum & notorium.

Tertius decimus Articulus probatur per unum Protonotarium, duos Episcopos, & per unum Literarum Apostolicarum Scriptorem, & per multos alios de auditu, publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod supradictus Dominus Joannes Papa, ne aliqua Supplicatio absque Simonia & solutione signatur, omnibus & singulis Referendaris injunxit, ut nullus sibi Supplicationem aliquam signandam præstaret, nisi nomine Referendarii eam præsentantis signata esset. Quodque nullus quæcumque Supplicationem de vacantibus signari obtineret, nisi valorem totius vel mediæ summæ in Supplicatione expressæ prius realiter recepisset, & ipsi Papæ responderet & traderet; alioquin talis Referendarius haberet tantumdem solvere de bono suo proprio, in penam transgressionis hujusmodi præfati Mandati Apostolici. Et sic fuit & est verum, publicum & notorium.

Quartus decimus Articulus probatur per unum Protonotarium, per unum Episcopum, per unum Auditorem, per unum magistrum Priorem, per unum Literarum Apostolicarum Scriptorem, & quamplures alios de auditu a Referendaris, ac etiam alios Episcopos & Auditores de veritate & notorietate, publica voce & fama, &c.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa ultra præmissa, sæpe & sæpius contra Deum & propriam conscientiam suam ementibus plerisque Bullas suas vendidit. In quibus scripsit Beneficia obtinentes & Officia, ea in suis manibus resignasse, & tunc se per hujusmodi confectam & mendosam resignationem, quæ nun-

quam accidit, contulit vel conferri mandavit pro pecuniarum certa concordata quantitate, multos hic funditus usque ad mendicitatem depauperando, palam, publice & notorie.

Quintus decimus Articulus probatur per duos Cardinales de veritate & notorietate, per unum Episcopum, per duos Auditores, per unum Clericum Camerae, & per unum Secretarium Papæ, & per unum Procuratorem unius Ordinis, per multos alios de auditu, publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod per hoc dabatur occasio multis Beneficiis emendi, Conscientiam laxandi, & temeritas timorem Dei postponendi: devenitque res ad tantum, ut qui majorem summam in Supplicatione expresseit & exolvit, signaturam absque difficultate obtinuit. Idem de Sacramentis, Indulgentiis, Dispensationibus & aliis Ecclesiasticis & Spiritualibus donis. Sicque, ut prædictur, fuit dictum, tentum, creditum & reputatum; diciturque, tenetur, creditur & reputatur palam, publice & notorie.

Sextus decimus Articulus probatur per unum Cardinalem de veritate, per duos Auditores, per unum magnum Præpositum, per unum Licentiarium in Decretis, per unum Archiepiscopum & unum magnum Procuratorem unius Ordinis, per unum Præceptorem Decretorum Doctorem, per unum Episcopum, & per plures alios de publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa unum & idem Beneficium sæpius pluribus diversisque personis, vel etiam uni & eidem repetitis vicibus vendidit, & plerumque uni venditum, per anticipationem ante datam alteri ementi conferebat. Et similiter de Gratuitis expectativis, Declarationibus & Subrogationibus per impositionem silentiorum, jus jam quæsitum absorbit. Per quæ quasi tota Ecclesia est labe Simoniacæ deturpata, indignis repleta, tam in superioribus, quam in inferioribus Prælati: omnique gradu Ecclesiastico lacerata, & per consequens quasi irreparabiliter scandalizata.

Decimus septimus Articulus probatur per testes superius nominatos & quamplures alios.

Item quod dictus Joannes Papa canonicos electos idoneos, usque ad saturitatem appetitus sui solvere non volentes, confirmare recusat, quodque indignos & minus idoneos, ad summas desideratas ascendentes, scandalose duxit promovendos & promovit, plerosque etiam invitos de suis Ecclesiis transtulit, ut viduatas carius vendere posset, in dedecus & scandalum Christi fidelium plurimorum, palam, manifeste, &c.

Decimus octavus Articulus probatur per testes jam nominatos, & quamplures alios.

Item quod deinde Dominus Joannes Papa prædictus, Concilio Pisano adstrictus pro Reformatione Ecclesie in capite & in membris, in Urbe Romana Concilium generale convocavit, & ibi in pluribus Sermionibus etiam ante & post publice correpuit & monuit, minime se emendavit.

Quinimo temporis successu continue Diabolico instinctu incorrigibilis, pejora prioribus perpetravit: & sic fuit & est verum, &c.

Decimus nonus Articulus probatur per tres Cardinales, per duos Auditores, per unum Secretarium Papæ, per unum Archiepiscopum, per unum Licentiatum in Decretis, per duos Episcopos, per unum Procuratorem unius Ordinis, & per unum Procuratorem in Curia, & per alios de auditu, publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod dictus Dominus Papa Joannes Indulgentias in mortis Article, prædicationem crucis; item a poena & culpa absolutiones, Ecclesiarum & Altarium portatilium concessiones, & Episcoporum Consecrationes, & Abbatum Benedictiones, reliquias Sanctorum, Ordines Sacros, potestatem in Confessionibus absolventi a peccatis, actusque qui per solas Spiritus Sancti operationes ad gratiam ministrari debebant, pecunia vendidit numerata; per quæ de novo Ecclesia Sancta Dei in personam dicti Domini Joannis Papæ graviter diffamata fuit, & notorie scandalizata.

Vigessimus Articulus probatur per unum Cardinalem, per unum Archiepiscopum, per duos Episcopos, & duos Auditores, per unum Licentiatum in Decretis, per unum Procuratorem in Curia, & per plures alios de auditu, publica voce & fama ac communi reputatione.

Item quod Anno Domini millesimo quadringentesimo

ANNO
1415.

fimo duodecimo, & de mente Augusti ejusdem Anni, quidam Nicolaus de Fistorio Mercator Florentinus, & dicti Domini Joannis Papa assertus Secretarius, Laicus conjugatus, Nuntius & Delegatus Apostolicus per dictum D. Joannem Papam tunc deputatus, venit ad partes Brabantie, habens ab eodem Domino Papa potestatem exigendi & percipiendi quoddam subsidium, quod fuit decima pars fructuum omnium Beneficiorum in Cameracensi, Tornacensi, Leodiensi, & Trajectensi Civitatibus & Dioecibus. Quodque non solventes excommunicare posset per certum ad hoc deputatum, vel deputandum Subdelegatum, ac suspensionem in Collegia, Conventus & Capitula, Interdictique sui Sententias in eorum Ecclesiis, qui sibi hujusmodi fructuum pecuniam non traderent: per quod Ecclesiastica Censura ad ludibrium & derisum, & tota Sequentralis Ecclesia graviter fuit & est enormiter scandalizata.

Vigefimus primus Articulus probatur per unum Cardinalem, per tres Episcopos, unum Auditorem, unum Procuratorem in Curia, & per alios de auditu, publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa supra dicto Nicolao Mercatori, ut praefertur in Legatione existenti, concessit, indulgit, commisit, ut idem Nicolaus quibuscumque hominibus utriusque sexus ad suam libitum voluntatis deputare posset Confessores. Et quod hujusmodi Confessores deputati absolvere possent a pena & a culpa, certis tamen pecuniis taxatis mediantibus. Quas quidem praefatas Indulgentias idem Mercator publicavit & publicari fecit in certis Locis, Civitatibus & Villis, utpote Trajecti, Mechliniae, Antuerpiae & alibi, de quibus maximas pecuniarum summas exhaustit & extorsit, Christi fideles seducendo, ac statum & vitam totius Ecclesiae Catholicae enormiter scandalizando.

Vigefimus secundus Articulus probatur per duos Episcopos, per unum Auditorem & unum Procuratorem in Curia Romana, & per plures alios de auditu, publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod praemissa omnia & singula fuerunt & sunt vera, publica & notoria, atque pro veris, publicis & notoriis apud Clerum & Populum Civitatum & Dioecesium praedictarum, cunctosque Christi fideles ibidem asserta, credita, dicta, visa, audita, palpata, & ut talia habita & reputata. Atque de ipsis & eorum quolibet fuit & est publica vox & fama, fuitque & est de praemissis omnibus & singulis dictus Dominus Joannes publice diffamatus.

Vigefimus tertius Articulus refert se ad deposita per eos.

Item quod de Anno Domini millesimo quadringentesimo duodecimo, Pontificatus dicti D. Joannis Papae Anno tertio, nonnulli Ambasiatores tam ex parte illustri Regis Francorum & Praelatorum Regni Franciae, quam ex parte almae Universitatis Studii Parisiensis, Romae apud Sanctum Petrum in Palatio Apostolico & in Camera magna Paramentorum, & multitudine Cleri & Nobilium ibidem in publica Audiencia congregata, dicto Domino Joanni Papae vigesimo tertio diffamatum Simoniam, malamque vitam, malamque suam famam per totum universum Orbem divulgatas exposuerunt, asserentes ob id mirabiliter Ecclesiam Dei scandalizatam, moventes saepe & saepius caritative, & requirentes eundem Papam Joannem, quatenus a Simoniae mercibus cessaret, atque fructus anteferendo, gratias & signaturas, & antequam beneficiandus percepisset eosdem, Camera Apostolica solvendo & dandos, tolleretur & resciretur, seque in vita & moribus emendaret, cum frequenti instantia fuerunt exhortati. Sicque fuit & est verum, publicum, &c.

Vigefimus quartus Articulus probatur per quinque Cardinales, quatuor Episcopos, tres Auditores, per unum Secretarium Papae, per unum Clericum Camerae, per unum Licentiatum in Decretis, per unum Procuratorem unius Ordinis, & per unum Protonotarium, & quamplures alios de auditu, publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa XXIII. a supra dictis & nonnullis aliis Praelatis & Ambasiatoribus, tam Ecclesiasticis quam Secularibus, quam etiam Doctoribus & Magistris Universitatum, humiliter & devota monitione correptus, a criminibus praedictis & a scandalis praedictis non cessavit, imo continuavit mala prioribus accumulando. Et sic fuit & est verum, publicum, &c.

Vigefimus quintus Articulus probatur per quatuor

ANNO
1415.

Cardinales, per quatuor Episcopos, tres Auditores, unum Episcopum & unum magnum Priorem, per unum Secretarium Papae, per unum Clericum Camerae, per unum Protonotarium, & quamplures alios de fama & credulitate.

Item quod idem Dominus Joannes vigefimus tertius fuit & est de praemissis omnibus & singulis publice & notorie per totum Mundum & cuncta Christianitatum Regna totaliter diffamatus & promulgatus, atque pro tali & ut talis in Romana Curia & extra, ubicumque ipsis notitia habetur, habitus, tentus, nominatus & reputatus, atque tenetur, habetur & reputatur pro tali & ut talis, palam & publice.

Vigefimus sextus Articulus probatur per testes proxime nominatos.

Item denuntiant, ponunt, & probare intendunt, quod supra dictus Dominus Joannes Papa bona temporalia Ecclesiae Romanae, Urbem videlicet Romanam & Patrimonium Ecclesiae in Italia pessime & scandalose rexit, adauxit, & aliquas de novo adinvenit: totamque Subditorum substantiam, quantum in eo fuit, exhaustit, & ibi inburiavit. Ipsosque Ecclesiae Subditos depauperavit, turpia lucra undique scandalose recolligans, floresque Terrarum Romanarum Ecclesiae sine evidentia necessitate vel utilitate hypothecavit & impignoravit, aliquas vero perpetuas alienationis titulo dilatavit. Et cum Communi Florentinensi de alienando Bononiam tractavit, Urbemque Romanam & Terras Patrimonii Ecclesiae proditorie capi, invadi & occupari permisit & tacite consensit. Et dum nuper de mense Junii, Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo tertio se in crastino Romano Populo Missam in Ecclesia Sancti Laurentii in Damaso, pro consolatione Pacis & Victoria Belli contra quemdam Ladislauum Apuliae Regem, per ipsum Papam Joannem confici spontandisset, Romanum Populum deffensum, Curialesque suos & oves in manibus luporum & inimicorum suorum tradens, ex culpa sua recessit scandalose. Propter quod multi Christiani interempti, trucidati, capti, spoliati, & aliqui violenter per Marinarios ad Galcas capti, & in perpetuam servitutem redacti fuerant. Itaque fuit & est verum, & est publica vox & fama.

Vigefimus septimus Articulus probatur per tres Cardinales, unum Archiepiscopum, tres Episcopos, tres Auditores, unum Clericum Camerae, per unum Praepositum, per unum Licentiatum in Decretis, per unum magnum Priorem unius Ordinis, per unum Procuratorem in Romana Curia, & per multos alios de publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod propter praemissa, & ipso culpante & causam dante, multa crimina, videlicet sacrilegia, adulteria, homicidia, spoliationes, rapinae & furta in Urbe Romana fuerunt commissa. Et ita fuit & est verum, publica vox & fama.

Vigefimus octavus Articulus probatur per unum Cardinalem, per duos Episcopos, duos Auditores, unum Praepositum, unum Licentiatum in Decretis, & unum Procuratorem unius magni Ordinis, & per unum Procuratorem in Curia Romana, & quam plures alios de publica voce & fama, &c.

Item quod communis & vulgata omnium hominum opinio, assertio, credulitas, & manifesta fama fuit & est, quod dictus Dominus Joannes Papa tam in praemissis, quam in aliis innumerabilibus casibus, & universaliter in omnibus male & pessime administravit tam in Spiritualibus, quam & in Temporalibus. Et quod fuit & est bonorum Ecclesiae Romanae & ceterarum Ecclesiarum, & rerum Ecclesiasticarum, ac etiam Temporalium ad Ecclesiam pertinentium, maximus, & plus quam de aliquo alio fuit lectum vel auditum, dilapidator & devastator ac dissipator pessimus, & intillis & damnosus Administrator, atque Universalis Ecclesiae & toti Populo Christiano scandalosus, veneficus, homicida, Fratrum interemptor, carnis vitae per omnia colens, incontinentens, & infinitis criminibus irreitus, mala fama & pessime conditionis: adeo quod in Italia, & quasi toto mundo. capto vocabulo & similitudine a quodam inhumanissimo Gentium armorum Capiteano, Balderinus appellato, etiam Papa Balderinus vocitatur. Et sic fuit & est verum, publicum & notorium.

Vigefimus nonus Articulus probatur per quatuor Cardinales de mala & scandalosa administratione, vita mala, & publica diffamazione: per unum Archiepiscopum, duos Episcopos de notorietate: Simi-

,, liter

ANNO
1415.

liter per duos Auditores, per unum Secretarium Papae, per unum Clericum Camerae, & per unum Licentiatum in Decretis, & per unum Procuratorem unius Ordinis, & quamplores alios de publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod de praeiudiciis omnibus idem Dominus Joannes Papa fuit & est publice & notorie diffamatus, & per totum mundum divulgatus & infamatus; & quod de ipsis & eorum singulis fuit & est publica vox & fama, & ut talis & pro tali fuit & est ubique, ubi de ipso notitia habetur, dictus, tentus, creditus & reputatus; dicitur, tenetur, creditur & reputatur palam & publice, communiter & notorie, pro tali & ut talis.

Trigesimus Articulus probatur per testes proxime descriptos.

Item quod praefatus Dominus Joannes Papa nonnulla diversa bona mobilia & immobilia diversarum Ecclesiarum & Monasteriorum, titularumque Dominorum Cardinalium, tam Episcopatum, quam aliorum Presbyteriorum, & Diaconatum, Collegiorum, Prioratum, Ecclesiarum Parochialium & Capellarum, ceterorumque Altarium, Hospitalium & locorum Ecclesiasticorum dictae Urbis Romanae, & praesertim Ecclesiarum Principis Apostolorum de Urbe, Sancti Joannis Lateranensis, ac aliis ad Canonicos & personas Ecclesiasticas dictae Urbis spectantibus: nec non de bonis Monasteriorum Sancti Joannis & Pauli, Sancti Laurentii extra muros, Sancti Alexii, Sanctae Sabinae, & aliorum Monasteriorum tam virorum quam mulierum, solavaritiae capite seductus, vendidit, alienavit, dissipavit & dissipavit, & aliqua eorum ad nihilum redegit, adeo quod in plerisque cessat servitium divinum: & ubi erant decem, vel viginti, vel triginta Religiosi, hodie non sunt nisi unus, duo vel tres, quasi fame morientes. Et sic fuit & est verum, publicum & notorium.

Trigesimus primus Articulus probatur per unum Cardinalem, per unum Episcopum, per unum Clericum Camerae, per unum magnum Praepositum, per unum Auditorem, per unum Praeceptorem Decretorum Doctorem, per unum Procuratorem unius magni Ordinis, & unum Literarum Apostolicarum Scriptorem, & per plures alios de publica voce & fama & communi reputatione.

Item quod idem Dominus Joannes Papa etiam iura mobilia & immobilia Ecclesiarum Cathedralium & Collegiarum, Monasteriorum, Prioratum, Studiorum, Collegiorum, Hospitalium, Ecclesiarum Parochialium, Capellarum & ceterorum Beneficiorum & Officiorum Ecclesiasticorum extra dictam Urbem, tam in Civitate & Districtu Bononiensi, quam in aliis Civitatibus, Villis & locis dicti Patrimonii Romanae Ecclesiae, quam extra ubique consistentia, etiam vendidit, alienavit & dissipavit, & praesertim plura bona Episcopatus Bononiensis & Ecclesiae Sancti Petronii Bononiensis, & praesertim lapides, ligna, & rotam materiam, de quibus debebat edificari & fabricari dicta Ecclesia. Et pecunias ad dictam fabricam ab antiquo ordinatae recepit, & opus omnino cessare fecit. Similiter omnes Curias, possessiones, praedia ac bona mobilia & immobilia, ac dotationem totalem Collegii Gregoriani in dicta Civitate Bononiensi per felicis recordationis Gregorium Papam undecimum fundati, pro sustentatione quinquaginta Scholarium pauperum, &c. etiam vendidit & alienavit ita quod de mobilibus nihil ibi remansit, & de immobilibus vix posset sustentari congrue unus solus Scholaris. Et domus Saccardis habitandam tradidit, qui totalliter eam destruxerunt: & eam vendidisset, si reperisset Emptorem. Et sic fuit & est verum, publicum & notorium.

Trigesimus secundus Articulus probatur per unum Cardinalem, unum Archiepiscopum, duos Episcopos, unum Auditorem, unum Secretarium Papae, unum Scriptorem Papae, & per multos alios de auditu, publica voce & fama.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa praemissa non contentus, sed etiam Literarum Studia per Salas diffractionem & subtractionem subtiliter extinguere conatus est. Doctoribus Studii Bononiensis per plures annos, & maxime a promotione sua ad Panatum, stipendia eorum ab antiquo tempore dicti Studii eis debita, & unde vivere & perinde studere & legere debebant, funditus abstulit & removit: & taliter fecit, quod tam nobile & solenne Studium quasi ad nihilum respective devenit. Et sic fuit & est verum, publicum & notorium.

TOM. II. PART. II.

ANNO
1415.

Trigesimus tertius Articulus probatur per duos Cardinales, per duos Episcopos, unum Secretarium Papae, per duos Auditores, per unum Praeceptorem Decretorum Doctorem, unum Licentiatum in Decretis, per unum Procuratorem in Curia Romana, & plures alios de auditu, publica voce & fama, &c.

Item quod non solum dilapidavit bona & iura praedicta, mobilia & immobilia Ecclesiarum, sed etiam super personas Ecclesiasticas, Urbis Romanae & Civitatis Bononiensis, ac in toto Patrimonio Ecclesiae gravissima onera, tallias & exactiones, insupportabiles imposuit: facultatesque Ecclesiarum, unde Personae Ecclesiasticae vivere & servire Deo debebant, ab eis extorsit, & sibi applicavit: imo etiam super alios Praelatos Ecclesiasticos aliarum Terrarum & Dominiorum Secularium, diversa onera, tallias, exactionesque solvendas Dominis & Comitibus secularibus, & praesertim Regni Franciae & Comitatus Sabaudiae; Provinciae etiam, nec non Civitatibus Florentinensium, Venetorum, Senarum, & pluribus aliis, cum quibus in praefato participavit, imposuit: adeo & in tantum, quod dicti Ecclesiastici fuerunt & sunt tanta paupertatis angustia afflicti, ut post praefatum patrimonialium Bonorum consumptionem, necessitate famis Libros, Calices & Ornamenta Ecclesiarum vendere sint coacti. Siquae, ut praedictum, fuit dictum, tentum, creditum & reputatum; dictumque, tenetur, creditur & reputatur, palam, publice, &c.

Trigesimus quartus Articulus probatur per unum Cardinalem & per testes proxime descriptos.

Item, quod propter praemissa tota Ecclesia Dei notorie fuit scandalizata. Et ita ita & est verum, publicum & notorium.

Trigesimus quintus Articulus probatur per omnes Cardinales, & per omnes alios testes.

Item quod horrida & detestanda in Criminum Domini Joannis Papae ante dicti anni, uno infamia, crebris infamationibus & multiplicatis vicinis non solum semel, sed pluries & saepe Christianorum Principum, totiusque Populi Christiani (proh dolor) aures penetravit, in tantum quod Serenissimus & Invictissimus Princeps Dominus Sigismundus Romanorum & Hungariae Rex semper Augustus, in Lombardia exillens ad Civitatem Laudensem apertum, dictumque Joannem Papam ibidem artem artem nemili & devota prece rogavit, quatinus tanto quod quasi totus mundus in ejus Personam scandalizatus est, sua crimina dissimulare non posset, mores & vitam emendaret in melius, & in unionem Sanctae Matris Ecclesiae tunc & nunc tripartita, summis vigiliis & curis intendere divina curae, ut aditus per Plenum Concilium tenebatur; & Concilium Generale in aliquo securo loco, cuncto Populo Christiano commodose indicere, fuit; & ut Ecclesia in capite & in membris reformationem, etiam devote supplicavit.

Trigesimus sextus Articulus probatur per unum Literarum Apostolicarum Scriptorem, per unum Licentiatum in Decretis, per unum Procuratorem in Curia Romana, & per alios de credulitate, &c.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa XXXIII. Praeibus dicti Serenissimi Principis Romanorum & Hungariae Regis in parte condescendens, amplius a vitiis hujusmodi scandalosis, & praesertim Simoniacis & Haereticis, abstinere spondidit: & hunc Civitatem Constantinensem, pro loco multitudinis capax, & alias hautil & idoneo, pro Concilio Generali celebrando elegit, quod Anno Domini 1414. mense Novembris inchoandum indixit, & per mundum publicavit. Et sic fuit & est verum, publicum & notorium.

Trigesimus septimus Articulus probatur, ut in Bulla desuper confecta continetur.

Item quod deinde dictus Dominus Joannes Papa Bononiam rediens, in praefatam & geiorem Simoniam recidivavit: falsas Datarum anticipationes vendidit, jus quantum pro numerata pecunia litigatoribus abstulit, & ad solventium instantias, eorum adversariis pluribus perpetuum plerisque vicibus silentium imposuit de facto, turpiter & scandalose. Et sic fuit & est verum, publicum & notorium.

Trigesimus octavus Articulus probatur per duos Cardinales, per tres Episcopos, per unum Auditorem, unum Praeceptorem Decretorum Doctorem, unum Secretarium Papae, per unum Licentiatum in Decretis, unum magnum Procuratorem unius Ordinis, & per plures alios de auditu, publica voce & fama, &c.

E 2

nis;

ANNO
1415.

nis, & quampures alios de auditu, publica voce
& fama & communi reputatione.

Item & ne per viam Iustitiæ oppressi releventur;
idem Papa Joannes Anno Domini 1414. plerisque vi-
cibus Dominis Auditoribus per suos Referendarios,
& præsertim per Dominum Jacobum de Camplo,
nunc electum Penesum, dici fecit & mandavit, ne
materias anticipationis Datarum admitterent in iudicio,
& ne Datarum Registratores, aut alios Officiarios quo-
vis modo compellerent in his materiis privationem Ju-
ris alterius concernentibus veritati, testimonium per-
hibere, iustitiam notorie opprimendo. Et sic fuit &
est verum, publicum & notorium.

Trigesimus nōgus Articulus probatur per duos Au-
ditores & unum Procuratorem in Romana Curia.

Item quod propter præmissa & plura alia, Reve-
rendus Pater Dominus Episcopus Saresburiensis, &
alii Christianissimi Principis Regis Angliæ Illustris
Ambasatores dictum Dominum Joannem Papam vige-
simum tertium monuerunt & corripuerunt caritati-
ve, supplicantes eidem, quod Simoniam & Benefi-
cium venditionem desereret, & se in vita & in mori-
bus emendaret. Alioquin non dubitaret propter
scandalum subtractionem obedientiæ, & alia incon-
venientia secutura. Quodque ipse Dominus Joannes
Papa incoercibilis factus, hujusmodi monita sa-
lutaria sprevit. Ipsumque & alios Prælatos duris &
asperis verbis minatus est & injuriatus est, palam &
publice. Et sic fuit & est verum, publicum & noto-
rium.

Quadragesimus Articulus probatur per duos Car-
dinales, per unum Procuratorem unius magni Ordini-
nis, & alios de auditu, publica voce & fama & com-
muni reputatione.

Item quod deinde præfatus Dominus Joannes Pa-
pa ad Constantinam veniens, post diversas persuasio-
nes, exhortationes & rogamina per hoc Sacrum Constans-
tinentem Concilium devote factas & facta,
ut Pacem Ecclesiæ daret & Papatu cederet, cum a-
lia turior, promptior & securior, quam via cessionis,
non est, ad unionem perfectam in Ecclesia Dei con-
sequendam, attentis scandalis ex Persona sua jam
exortis, propter que ex unitate: hoc Anno Domini

1415. Die Sabati, secunda mensis Martii, in Sessio-
ne generali Constantinensi, & in pleno Concilio gene-
rali Constantinensi, Universalem Ecclesiam repræsen-
tante, Ecclesiæ Dei sponsa sue promissit, vovit, & ju-
ravit cedere Papatu, sponte & libere dare Pacem Ec-
clesiæ per viam sue simplicis Cessionis Papatus juxta
deliberationem ejusdem Concilii, prout in quadam
Schedula confcripta, quam Schedulam suam vive
voce alta & intelligibili legit, dixit, juravit, vovit &
promissit, & alia fecit, prout in eadem, ad quam se
referunt Promotores & Procuratores antedicti, con-
tinetur. Cujus tenor sequitur & est talis: Ego Joannes
Papa vigesimus tertius propter quietem totius Populi
Christiani proficior, spondeo, voveo, juro &
promitto Deo & Ecclesiæ ac huic Sacro Concilio,
sponte & libere dare Pacem ipsi Ecclesiæ per viam
meæ simplicis Cessionis Papatus, & eam facere &
adimplere cum effectu, juxta deliberationem presen-
tis Concilii, si & quando Petrus de Luna, Benedictus
decimus tertius, & Angelus de Corario, Gregorius
duodecimus, in suis Obedientiis nuncupati, Papatu
quem prætentendunt, per se vel Procuratores suos le-
gitimos similiter cedant. Et etiam in quocumque ca-
su Cessionis vel decessus, aut alio, in quo per meam
Cessionem poterit dari unio Ecclesiæ Dei ad extirpa-
tionem præsentis Schismatis.

Quadragesimus primus Articulus probatur per duos
Cardinales & per duos Episcopos, & ex Scheda
Papæ.

Item denunciatur, ponunt, & si necesse erit, pro-
bare intendunt dicti Magistri Henricus & Joannes Pro-
motores, quod Dominus Joannes Papa XXIII. se
huic generali Concilio submisit & ejus sententiæ, ac
ejus iudicio stare promissit in omnibus & singulis que
pertinent ad Reformationem Ecclesiæ tam in capite,
quam in membris. Et hoc est verum, publicum &
notorium, palam & manifestum, & ita ab omnibus
publice tenetur & reputatur.

Quadragesimus secundus Articulus probatur per
unum Auditorem & unum Decretorum Doctorem,
unum Magistrum Officiorum in Curia Roma-
na, & quampures alios de notorietate.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa, post
quam fuit in hac Civitate Constantinensi, & post Con-

cilium jam inceptum, sape & sæpius, & maxime in
publica Sessione, omnibus audientibus, cunctos no-
nuit, quatenus contra ipsum dicerent & objicerent
quidquid vellent, cum intenderet stare determinatio-
ni hujus Sacri Concilii, que a tempore sui Papatus
gessit & administravit. Et hæc sunt publica, notoria
& manifesta; & ita ab omnibus tamquam notoria ha-
bentur, tenentur & reputantur.

Quadragesimus tertius Articulus probatur per testes
supra proxime descriptos.

Item quod deinde ut hujusmodi professio, votum
& juramentum & promissio juxta deliberationem
Concilii ac præfatum Cessionis Papatus, & per con-
sequens perfectæ Unionis in Ecclesia Dei consequen-
da, ponerentur, dictus Dominus Joannes Papa re-
quisitus, quatenus Procuratores aliquos ad præmissa
adimplendum constitueret, ut dictus Serenissimus
Princeps & alii per hoc Sacrosanctum generale Con-
cilium deputandi & eligendi, in Civitate Nicensi Pe-
tro de Luna, Benedicto XIII. in sua Obedientia nun-
cupato, bonam Domini Joannis Papæ voluntatem os-
tenderent, & ut similiter cederet, prout cum
Ambasatoribus dicti Petri de Luna & Illustris Prin-
cipis Domini Regis Aragonum tractatum & con-
sensus extitit, fuit pro parte Nationum & hujus
Sacri Concilii humiliter & devote rogatus & requi-
situs.

Quadragesimus quartus Articulus probatur per duos
Cardinales, quatuor Episcopos, tres Auditores, u-
num Secretarium Papæ, & per unum Procuratorem
in Romana Curia, & quam plures alios de notorie-
tate.

Item quod post hujusmodi requisitionem dictus
Joannes Papa dolose cogitavit se absentare & clam
recedere velle: & super his fuit publica vox & fama.

Quadragesimus quintus Articulus probatur per duos
Auditores, per unum Decretorum Doctorem, mag-
num Officium in Curia Romana, & plures alios
de notorietate, publica voce & fama & evidētia rei.

Item quod fama hujusmodi recessus Papæ tunc ins-
tantis ad aures Serenissimi Principis Domini Sigis-
mundi Dei gratia Romanorum & Hungarum Regis
deducta, idem Dominus Rex ante præfatum Reve-
rendissimum in Christo Patrum & Dominorum
Cardinalium, Patriarchæ Antiocheni, Episcoporum
multorum, Decum & Comitum atque Prælatorum
in multitudine copiosa, hortatus est & rogavit dictum
Dominum Joannem Papam, ne a Civitate Constans-
tinenti recederet, neve ante perfectam Unionem Ec-
clesiæ hujusmodi Sacrosanctum generale Concilium dis-
solveret, persuadens quantum meritum apud Deum,
quantumque laudem humanam habuissent ejus, si per
ipsum perfectæ unio fieri posset: dans ei & offerens
uberiorem Salvum Conditum, atque Salvam Guar-
diam & plenissimam Securitatem Personæ, & dono-
rum omnium, Familiarium & Curialium, &c.
Quodque dictus Dominus Joannes Papa recedere nun-
quam cogitasset, respondit: sed utique remanere,
perficere & implere cum effectu velle ea quæ vovit &
juravit. Et sic fuit & est verum, publicum & noto-
rium.

Quadragesimus sextus Articulus probatur, per duos
Cardinales, tres Auditores, per unum Præceptorem
Decretorum Doctorem, & unum magnum Præpositum,
& per unum Licentiatum in Decretis, per qua-
tuor Episcopos & multos alios.

Item quod ex tunc Dominus Joannes Papa videns
Concilium hujusmodi & totum mundum ad Sanctæ
Dei Ecclesiæ jam triginta octo Annis vel citra scis-
sa & divisa Unionem & redintegrationem, nec non
extirpationem Hæresis & vitiorum, ac ipsius Ecclesiæ
Reformationem in Capite & in Membris anhelare,
Diabolico Spiritu infligatus, hoc Sacrosanctum Con-
cilium dissolvere quærens, ut Reformationem Ecclesiæ,
Hæresum atque Schismatum extirpationem prædictæ
vadere & impedire posset, & suam malam vitam conti-
nuare, ad præterita vitia & ambitiones reincidens,
contra vota, professæ, promissæ, ac Deo & Ecclesiæ
jurata, id facere renuit, & nuper hoc Anno Domini
millefimo quadringentesimo decimo quinto, die
Mercurii vigesima mensis Martii, in noctis tenebris,
habitu indecenti & dissimulato, laicali more, non ut
Romanum decuit Pontificem, gregem sibi commis-
sum ut mercenarius defensus, ab hoc Sacro Constans-
tinenti Concilio contumaciter se absentando, aufugit
& recessit, in scandalum totius generalis Concilii &
totius Populi Christiani. Ita fuit & est verum, pu-
blicum & notorium atque manifestum.

ANNO
1415.

ANNO
1415.

„ Item quod darentur Papæ in continenti, & omni-
„ no sex millia Florenorum auri de Camera; quod fieri

ANNO
1415.

oportuit: & soluti fuerunt realiter pro Hospitali per
Priorem Rhodi & Procuratorem generalem Religionis,
Domino Nicolao de Robertis, idibus Augusti, An-
no quinto, & per manus Eduardi de Recis Merca-
toris Florentinensis. Pro quibus sic solutis, Reli-
gio Hospitalis & prædicti remanent adhuc obligati pec-
nies Mercatores.
Item reservavit Papa tunc & ante omnia pro dicto
Bastardo in quinto ætatis sue Anno constituto super
bonis Religionis pensionem duorum millium Floren-
norum de Camera.
Item reservavit pro dicto Bastardo Cameram Magis-
tralem, quæ vocatur Negera & Finita, quæ valet commu-
niter duo millia Florennorum annuatim. Ad quæ non.

Et hic aliquantum spatii relictum erat in Archetypo.

dicti Prior & Procurator. Quibus sic peractis, Papa
fecit eis dari per dictum Eduardum de Recis Merca-
torem Bullas, quæ dictas Bullas reservabat usque ad
solutionem dictorum sex millium Florennorum: quas
Bullas eidem Eduardo dederat Episcopus Vultena-
nus, donec solverentur sex millia Florennorum supra-
dictorum, & sic fuit & est verum, publicum & no-
torium.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa Fratrem
Jacobum de Viriaco majorem annis, expressè pro-
fessionem Religionis Hospitalis, a votis, regula & habi-
tu Religionis absolvit de facto, & ad sæculum re-
duxit, & contrahendi matrimonium licentiam de-
dit, fœcens Ducatis primo datis. Et sic fuit, &c.

Item quod Dominus Joannes Papa prædictus Cas-
tellaniam Salarum dicti Hospitalis, quam dictus Fra-
ter Jacobus tenebat, simul cum prædictis reservavit,
& deinde ipsam cuidam Fratri Heymaco de Vessello
pecuniis datis contulit: quæ Castellania est Con-
ventualis & Regia, in qua deberent esse Fratres Capel-
lani numero 13, cum aliis Clericis Deo servientibus.
Sicque perit divinus cultus, & ordo transvertitur in
scandalum Christi fidelium plurimorum palam & pu-
blice.

Item dicto Heymaco juveni ætatis quatuordecim
Annorum vel circa, concesserat Dominus Magister
Rhodi licentiam ingrediendi Religionem Hospitalis,
ut indilate facta professione & recepto habitu Reli-
gionis, transfret ad Conventum Religionis cum equis
& armis sufficientibus, Deo & Religioni contra Ini-
micos Fidei Christianæ militaturus. Et quod ipse
Frater Heymacus votorum suorum & salutis propriæ
immer, non ad Conventum transiit, sed statim
factus inobediens & rebellis, ad dictam Castellaniam
emendam ad Papam misit. Quam Castellaniam ob-
tinens, omnia Jura Conventus, tam vacantem, quam
restitutionem annuam occupavit, prout occupat, li-
centia per dictum Dominum Papam prius vendita &
concessa.

Item quod ipse Dominus Joannes Papa prædictus
multa gravia, inutilia & frustratoria onera etiam Gal-
licis in Avinione tyrannice ad diversos fines damna-
tis imposuit. Et præsertim tam in viagio facto apud
Pisam cum Galeis, sub colore eundi apud Avinionem
quam in combustionem Palatii Apostolici Avinionensi
per Dominum Marinum nepotem suum, & suorum
servitorum ad hoc (ut dicitur) missum & constitutum
Capitaneum dicti Palatii, ad reparationem ejus, quam
aliis diversis modis, ac etiam de dictis Civitate Avi-
nionensi & Comitatu * Venissini, quos traxit av-
liari diversimode, & maxime in manibus dicti Re-
gis Ladislaus ponere, mediantibus certis Fratribus con-
tra Unionem Ecclesiæ, & magnæ pecuniæ quantita-
te. Quod & fecisset, si ad optatum suum pervenire
potuisset. Sicque (ut prædictum) fuit dictum, ten-
tum, creditum & reputatum: diciturque, tenetur,
creditur & reputatur palam, publice & notorie.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa bona &
dorem prædicti Monasterii Sancti Laurentii divisit in
tres partes dissipando, & certis ex Dominis Cardina-
libus particulariter per tripartitas particulas dividen-
do, quæ prius unita fuerunt pro sustentatione Mo-
nachorum multorum, Deo in Religionis zelo lau-
dabiliter prius servientium, nunc miseria & pauper-
tate apollatantium. Et sic fuit & est verum, &c.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa præmis-
sis non contentus, Monasterium Sancti Alexii præ-
dictum vendidit Baptiste de Sabellis, pro quodam
impubere Bastardo suo: Monasterium Sanctæ Sabine
Domino Nicolao de Urbinis, & ita de ceteris. Et
quod deterius est, caput Sancti Joannis Baptiste quod

erat in Monasterio Montium Sancti Silvestri de gie-
ta Urbe, vendidit, seu factum de tradendo fecerat
Florentinis pro precio quinquaginta millium Duca-
torum; quod & fecisset, nisi civibus Romanis id per-
eum revelatum fuisset. Et quia aliqui eorum de hoc
in aperto locuti fuerunt, capti & incarcerati fuerunt,
& in magnis pecuniarum Summis redempti fuerunt,
& exbanniti. Et alias nisi se seu vitum suum rede-
missent, propterea decapitati fuissent ejus iussa. Et
ita, ut prædictum, tenetur, creditur & reputatur.
Et fuit & est verum, publicum & notorium atque
divulgatum usque, tam in U. ac & tota Italia, quam
Gallia etiam, palam, publice & notorie.

Item quod dictus Papa Joannes decimas Castrorum
Centi, & plures Diocesis Bononiensis, pertinentes
ad mensam Episcopalem Bononiensem, alienavit
Laicis fautoribus suis in perpetuum, pro eis & eo um
Successoribus, in grave dispendium Ecclesiæ Bono-
niensis, quam penitus & totaliter depauperavit palam
& publice.

Item quod communis hominum opinio, assertio,
firma credulitas ac vera reputatio, commune dictum,
rumor indubius, vulgata fama, atque verum & no-
torium fuit & est, quod dictus Dominus Joannes Pa-
pa fuit & sit homo peccator, notorie criminiosus de
Homicidio, Veneficio, & aliis gravibus Crimenibus,
quibus irretitus dicitur gravior diffamatus, Dissipator
bonorum Ecclesiæ, & dissipator eorumdem, noto-
rius Simoniacus, pertinax Hæreticus, & Ecclesiæ
Christi notorie scandalizans, incorrigibilis, & ali-
talis, quod se Papam & ejusdem administratione, ac
Sedis Apostolicæ & Universalis Ecclesiæ Regimini
reddidit indignum.

Item quod dictus Joannes Papa viximus tertius
sæpe & sæpius coram diversis Prælati, & aliis honestis
& probis Viris pertinaciter, Diabolo iudice te,
dixit, asseruit, dogmatizavit & adjuvit, vitam æternam
non esse, neque aliam post hanc. Quini non
dixit & pertinaciter credidit, animam hominis cum
corpore humano mori & extinguat ad initium animalium
brutorum: dixitque mortuum semel, esse etiam in
novissimo die minime resurrecturum, contra Arti-
culum de resurrectione mortuorum. Quodque de
præmissis fuit & est dictus Joannes Papa apud Cl-
rum & Populum graviter diffamatus. Sicque, ut præ-
dictum, fuit dictum, tenetur, creditum & reputa-
tum; diciturque, tenetur, creditur & reputatur pa-
lam, publice & notorie.

Item quod dictus Dominus Joannes Papa sæpe &
sæpius publice dixit & professus est, se velle omnia
facere opportuna pro Unione Ecclesiæ Sanctæ Dei,
etiam usque ad mortem inclusive; nec in prædictis a
voluntate hujus Concilii aliquo modo discedere. Et
hæc sunt vera, publica & notoria; & ut notoria ha-
bentur, tenentur & reputantur.

Hoc loco scriptus fuit Articulus approbationis Pro-
tonotariorum per quatuor Nationes deputatorum.
Hunc, quia præter rationem hic inferus videbatur, sub-
mori in hinc, superius in Sessione prima suo correspon-
denti adjunctum offendes.

*Littera missiva Domini Joannis Papæ XXIII. missa
Domino Regi Romanorum de Cillis.*

Carissimo in Christo Filio Sigismundo Romanorum Re-
gis semper Augusto & Hungarie, &c. Regi. Ea fa-
lure quæ Christus & omnium vera salus est, perpetuo
& feliciter adimplere.

Licet, Carissime Fili, prudentiam tuam præ ceteris
hujus avi Regibus Rex Regum insigniverit cunctiarum
varietate virtutum, licuit tamen sæpe & sæpius * Etiam.
& profuit, ad vivaciorem virtutum studia mentes
etiam pervigiles excitare. Propter quod & te, ut ad
clementiam, quæ sola solidat Thronos Regum, quæ
ex innata bonitate ad miserendum te quantumcumque
pro tuis Offensoribus non solum liberalitate, sed us-
que ad prodigalitatē speciem hædus super erogasse
dignosceris, erga nostram personam in præsentem,
quam, permittente Domino, non absque nostra (sate-
mur) incuria incidisse, incideris casum, excitare
possimus, quasi confidensissimis suffuris duximus
flagitandum, plurima eorum quæ tibi per diversos
viva voce significare curavimus, presentibus reprehen-
tes, ut efficaciorē vim nostræ petitioni tribuat mo-
dorum petendi multiplicatio frequentata. Quancis
itaque, Carissime ac Dulcissime Fili, tenerissime Di-
lectionis affectibus, a primordio assumptionis nostræ
ad

* Venissini,
aut Venissini.

ANNO
1415.

ad supremi Pontificatus apicem, erga te nostra flagrant præcordia, licet quæsumus cum tua Serenitate fabulari. Nonne, ut plurima brevitatis gratia tranſeamus, deſuncto felicis memorie Rege Ruperto, te non tam propter te, ſed Uniuerſitatis Populi Chriſtiani ſalutem, in cordis noſtri arcano cunctis videntibus præſeſtantes, prædeſtinavimus in Regem Romanorum, tuam ad hoc Serenitatem; ut onus illud aſſumere dignaretur, ſollicitudine ſupplicii curavimus prævenire? Et ad eundem effectum noſtros Nuntios ad Principes electores & alios iteratis, reiteratis non piguit vicibus deſtinare. Quantaque vigilantia, ut diverſa de te facta electio convaleſceret uſque ad perfectum atque profectum, non ceſſavimus inſuadere, novit tua Serenitas, noverunt etiam tui Nuntii, varique ipſius negotii Tractatores. Deinde cum noſtram præſentiam ipſa tua deſideraret Serenitas, quanta quæſumus promptitudine mentis deſiderii tui ſatagebamur occurrere? Nonne variis diſcrimina, expenſarum onera, & alia nobis incumbentia peragenda, nobis pro nihilo fuerunt computata? Sed & in Tractatibus huiusmodi quanto qualique ſtudio ad tui honoris, tueque conſolationis augmentum noſtros conatus extendimus, non alio quam tui ipſius teſtimonio relinquatur. Denique cum cogitantibus nobis de Concilio convocando per tuos ad nos Nuntios deſignatos requireres, ut de tempore locoque celebrandi Concilii tuis non votis conformaremus, Cardinales miſimus, qui ſine exceptione tue per omnia acquirerent voluntati. Denique cum de adventu noſtro ad Conſtantiam quam elegeras, per Nuntios duos ſollicitaremur, nonne acceperant pro reſponſo, quod ſanitate deſuper nobis conceſſa, abſque dubio veniremus? infirmirate forſan gravati, geſtatoris ferremur. Porro ſi pedum officiis, aut etiam claudicantibus calcaneis id foret agendum, id idem nihilominus ageremus. Demum eſti ab hac luce nos migrare conſingent, in ſatiſfactionem præmiſſorum perfectam, Corpus noſtrum illic perferri præcipimus. In his omnibus tue Dilectioni pluſquam Salviſconducibus & aliis quibuscunque præſidiis ſincerima fiducia inſtitentes, ſed pauca exiſtantes quæ fecimus, de affectu locupletiffimo quantumlibet majora faciendi, in noſtra poſſumus conſcientia gloriari. Et ecce negotiis in Urbis Romana ac Paſſimonia ſancti Petri recuperatione proſuſi poſtponis, nullis diſſuadendum receptis ſuggeſtibus, ad Conſtantiam te, Fili Cariffime, tempore promiſſo prævenimus, tuum adventum noſti quantum & qualiter fuimus grato animo præſtolati. Hæc, Fili Cariffime, ex dilectione puriſſima tue perſonæ, hæc, Cariffime Fili, ad tui honoris ſublimationem duximus liberaliter peragenda. Cunque diſſectio nullis valeat liberaliter comparari, nullis aliis quæſquam viciffitudinaria dilectionis retributionibus recompenſari, ad te, tanquam unicuique poſt Deum ſpei noſtre reſugium, dirigitur deſideria cordis noſtri, ad te devotiſſimas preces pro dilectione dilectionem requirentes effundimus, obſecrantes per viſcera miſericordiæ Jeſu Chriſti, memor eſto verbi tui, in quo nobis ſpem dedidiſti: hæc nos conſoletur in humilitate noſtra, &c. Eſti cum cauſa & ſine cauſa iratus fueris, miſericordiæ recorderis. Nymenque egregium clementiæ ne (quæſumus) in hoc caſu pati patiaris inſtantiam. Sed qui aliis offenſoribus atrociffimis parcendo te liberalem præbere conſueveras, parcere quoque nobis & miſereri ne ſpernas. Ne (quæſumus) pietatis tue præclaro titulo notam crudelitatis inferri permittas. Potes itaque, ſi velis, & ut velis depoſcimus, erga Sacrum Concilium quod tua Sapientia tueque Potentia tanquam firmiſſimum fundamentum cum ſuſciſtis tuis interceſſionibus operari, ut tui conſemplatione honoris, perſonam noſtram habeat recommendatam: & Unione Eccleſiæ ſemper ſalva, honorem, ſanctam & ſtatum noſtros, poſt diſſolutionem Papæ, quam pridem obſtulum, atque dudum aliquoties in manibus tuis poſuimus, quantum poſſibile fuerit, ſalvare & custodire dignetur, & alia Salutem noſtram reſpectiva proſequatur magnifico cum effectu. Pro quibus apud diſtictum Iudicem inter alios miſericordiæ cultores, cum omnes gratia egeamus, & tu miſericordiam ac alia retributionum præmia ulterius conſequaris, & per Uniuerſum Orbem inter optimos Imperatores huiusmodi Clementiæ glorioſo titulo mereberis computari. Super quibus dilectionis virtus te cogat nobis celere ſtemper remandare reſponſum. Datum Cellis Conſtantiæ Diœceſis, Dominica vigefima ſexta menſis Maii, Pontificatus noſtri Anno quinto.

Inſtrumentum Ratificationis Articulorum factum per Dominum BALTASSAREM olim Papam JOANNEM regnum tenentem in Oppido Celli.

La Nomine Domini, Amen

ANNO
1415.

PER hoc præſens publicum Inſtrumentum cundis pateat evidenter, quod Anno a Nativitate ejusdem milleſimo quadringenteſimo decimo quinto, & die Luna vigefima ſeptima menſis Maii, Indictione octava, circa horam Primarum in loco de Cellis Conſtantiæ Diœceſis, in Camera in qua Dominus Joannes Papa vigefimus tertius ſtabat, per Reverendos Dominos Joannem Varenſem, Andream Poznanienſem, Episcopos, Thomam Sanctæ Mariæ extra muros Eboracenſes, Gaſparem Sancti Joannis Eremitæ de Peruſio, Monaſteriorum Abbates, per Sacrum Concilium Conſtantiæ ad infra ſcripta Commiſſarios ſpecialiter deputatos, præſentibus infra ſcriptis Reverendis Patribus Jacobo Rhodini de Janua, & Thoma Polton, Sedis Apoſtolice Protonotariis, & aliis Notariis publicis, Venerabilibusque perſonis aliis inferius nominatis, Teſtibus adhibitis, &c. In primis dicti Reverendi Patres Commiſſarii per organum dicti Varenſis Episcopi Domino Joanni Papæ ſupradicto alta & intelligibili voce propoſuerunt verba quæ ſequuntur: Pater Sancte, Reverendi Domini mei, Domini Commiſſarii & Deputati hic præſentes, & ego una cum eis, ſumus tranſmiſſi ac deſtinati ad veſtram Sanctitatem ex parte Sacri Conſtantiæ Concilii, ad inſuavandum primo, offendendumque & realiter exhibendum Veſtræ Sanctitati Articulos formatos, & coram eodem Sacro Concilio contra perſonam veſtram productos, ſuper criminibus nonnullis gravibus & enormibus, de & ſuper quibus contra eandem Sanctitatem per dictum Sacrum Concilium procedetur, ad interrogandum & requirendum eandem, ut ſuper eiſdem Articulis omnibus & ſingulis ſufficienter haberetis reſpondere, eos conſtitendo, vel diſſidendo, prout volis videbitur. Ac etiam ad videndum & ſciendum, ſi huius proceſſus velleis vos opponere, ſeu aliqua pro veſtra deſenſione in hac cauſa facere, dare vel allegare. Licet, Pater Sancte, & hæc non ſint multum neceſſaria, attento conſideratoque grato benignoque Reſponſo per Sanctitatem veſtram pridie in iſto Oppido coram Reverendis Patribus Dominis de Urſinis, de Salancho, de Salutis, Cameracenſis, Florentinenſis, Sanctæ Romane Eccleſiæ Cardinalibus, Patribusque Reverendis Tolonenſis & Auguſtini Episcopis, nonnullisque aliis Prælatiſ & Viris Notabilibus præſentibus & ad hoc vocatis. Quod quidem Reſponſum in Scheda manu Sanctitatis veſtræ ſubſcripta, dicto Sacro Concilio relatum, pleneque notificatum extitit. Eapropter dictos Articulos, quos ſapientius Varenſis Episcopus in ſuis tenebat manibus, eidem Domino Joanni Papæ exhibuit, obtulit & tradere voluit. Eumque ſuper eiſdem interrogando requiſivit, ut coram omnibus & ſingulis ſufficienter, ut ſuperius exprimitur, reſponderet, dicereque ac declarare velle, ſi dicto proceſſu, ejusve parti ſe opponere, ſeu aliqua ad ſui excuſationem vel deſenſionem dare velle, eos offendendo hæc omnia libenter ſe recepturos. Quibus ſic, ut præmittitur, exhibitis, interrogatis, requiſitis, oblatiſ & propoſitiſ, idem Dominus Joannes Papa dixit & verbo propoſuit, ipſum pro Dei Eccleſiæ & ejus Unionis plura ſeciſſe, etiam antequam in Papam fuiſſet aſſumptus, præſentem tempore errorum, & circa Concilium Pſanum, & ante huius Sacri Concilii Conſtantiæ Congregationem. In quo etiam liberam Ceſſationem ſui Papatus obtulit, prout in Scheda per eum in eodem Concilio in publica Seſſione tunc lecta & publicata, plenius continebatur. Subjungens triſti vultu, ut apparuit, quod a Conſtantia & dicto Sacro Concilio, poſt ipſius Schedulæ Ceſſationem, turpiter receſſerat, quod bene recognoſcebat, imo quod maluiſſet illa die ſue anime ſuæ præjudicio mortuus eſſe, quam ita turpiter receſſiſſe. Eapropter idem Dominus Joannes Papa ſucciveſſe reſpondit, quod ipſe contra ſuperius recitata nullam deſenſionem facere volebat: imo prout per dictam Schedulam ſua manu ſubſcriptam, quam pridie ejus ex parte ab Oppido quo ſupra Cardinales ſuperius recitati ad Concilium portaverant, continebatur, volebat, & præſentialiter ſtare promiſit, in omnibusque ſe conformare omni ordinationi, deliberationi & determinationi dicti Sacri Concilii. Et inſuper omnimodum proceſſum per idem Concilium contra eumdem

ANNO
1415.

dem habuim ratificabat & ratum habebat, asserens quod non aliter uoluit prædictis Articulis respondere, affirmans Concilium Constantiense Sanctissimum esse, errareque non posse, ac Pisani Concilii fore continuatum; & quod ipse Sacro Concilio Constantiensi Concilio nunquam contradicere uellet, etiam si in Bononia, aut alio quouis loco sibi magis accepto personam liter jam esset, cum id sibi minus non esset, quam publice fateri se in Papatu jus nullum habere. Infuper, ut intelligeret idem Papa Joannes Concilium non minus iuste, minus legitime contra eum in præmissis aut eorum aliquo processu sit & fuerit contra eum productum, scpe dictus Varenensis Episcopus aperuit, & sibi copiam dare obtulit ad finem, quod si contra eosdem Testes, eorumve dicta quidquam opponere, aut defensionem aliquam suscipere uellet, id facere atque libere uti deberet & posset. Quibus per eundem Joannem Papam, & omnimoda defensione hujusmodi, præterquam, ut hic subsequitur, expressius renuntiatis, sacro Concilio prædicto se submisit; adiciens: Volo quod Concilium sit defensio mea, quod scio errare non posse: nec alia defensione quacunque uti volo: Supplicans se humilissime per Commissarios prænotatos eidem Concilio sinceriter recommendandum fore. Deumque successu sive post præmissa Episcopus Varenensis præbatus, suo & Commissariorum prædictorum nomine, aperto ore dixit: Pater Sancte, nos ultra præmissa in mandatis habemus, vobis assignare terminum ad Sententiam diffinitivam per dictum Sacrum Concilium contra personam vestram super omnibus & singulis, in quibus jam contra eandem processerat, proferendam, & prout ipsius qualitas & natura causæ requirunt. Ideo vobis terminum assignamus ad hujusmodi Sententiam audiendam in Constantia, ad diem crastinam hora Sessionis consueta. Qui dictus Joannes Papa iulbi, ut apparuit, comparere non curans, respondit: Summe mihi placet Sententia ipsa, quæ (suppliciter) quam cito lata sit, mihi deferatur, quam cum omni reverentia, etiam cum biseri mei depositione recipiam: camque, quantum in me fuerit, confirmabo, approbo & emulogabo, prout & dictum Processum, ac omnia contra me (ut superius est expressum) in Concilio gesta, ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc, ratifico, approbo & confirmo, promittoque contra eam me aliquo processu temporum non venire. Atque statim potestis & reuliter ad manus traditis per Dominum Gasparem Abbatem & Commissarium superius nominatum, Articulis & Testium dictis omnium supradictis, supranominatoque Protonotario Domino Thoma Polton, Episcopo Varenensis scpe dictus, dicto Joanne Papa audiente, eundem Dominum Thomam & Jacobum Rhodini Protonotarios superius expressos, aliosque publicos Notarios hic inferius descriptos, ad præmissa & eorum occasione vocatos, instantius requisivit, ut super præmissis omnibus & singulis, ut supra recitantes dictis, propositis, allegatis & responsis, asserentis & gestis, unum, duo vel plura conficerent publicum seu publica, Instrumentum seu Instrumenta, & quod in his Testes essent unusquisque eorum. Et Reverendi Patres Domini Vitalis Tolonenensis, ac Fridericus Augustensis, Episcopi, honorabilesque Viri Magistri Wilhelmus Clyneck in Sacra Pagina Professor, Joannes Fitton Saresburiensis Ecclesiæ Canonicus, Petrus Gajecanus Canonicus Conferanensis, Henricus Suryneck, Joannes Nederbove, Notarii Publici Paderbornensis & Colonienensis Diocesium, & multi alii Testes specialiter requisiti & rogati per Episcopum Varenensem supranominatum. Consequenterque sine mora dictus Dominus Joannes Papa eosdem Protonotarios & Notarios cum instantia conformiter requisivit, ut supra per eum præmittitur, dictis, responsis, promissis, habitisque & gestis Testes

sibi fierent, eaque sub eorum scriptis publicis facerent annotari & quod tunc adstantes ceteri nonnulli hic superius expressi, & alii intercessentes plurimi Testes, itaque sibi fierent ad præmissa. Acta sunt hæc in dicto Oppido Cellis, de quo supra, Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo quinto, Indictione octava, Pontificis ejusdem Joannis Papæ Antonino quinto.

Quibus sic peractis, idem Andreas electus Poznaniensis quoddam Decretum pro Approbatione Scripturarum & Deputacionis legebat & publicabat, cujus tenor sequitur & est talis.

Decretum Deputacionis Notariorum.

Item constituit & deputat & ordinat dicta Sancta Synodus pro qualibet Natione unum Protonotarium, videlicet pro Natione Gallicana Joannem de Trembley, pro Natione Italica Jacobum Rhodini de Janua, pro Natione Germanica Hermannum de Duverck, pro Natione Anglicana Thomam Poltenham.

Item Notarios Nationum, videlicet pro Natione Gallicana Michaellem Bollsionis & Joannem * Guirardi. Pro Natione Italica Bartholomeum de Gnostis & Joannem Azel. Pro Germanica Natione Sumpertum Fabri, & Gisleum Fontenem. Et pro Natione Anglicana Guillelmum Porezell quibus dat auctoritatem & plenariam potestatem, omnia & singula in Sacro præfati Constantiensi Concilio dictata, acta, acitata, promulgata, publicata, lecta, petita, & omnia alia quacunque gesta & facta, & omnia quacunque in posterum dicenda, agenda, acitanda, promulganda, publicanda, legenda, petenda; & quacunque alia in & pro dicto Sacro Concilio, & ad dictum Sacrum Concilium quomodolibet pertinentia, facienda & peragenda, in formam publicam redigendi & alias conscribendi. Approbatque dicta Sancta Synodus omnia & singula per ipsos Protonotarios & Notarios in dicto Sacro Concilio, & ad ipsum Sacrum Concilium quomodolibet pertinentia, conscripta; & tan in publicam formam, quam alias in Scriptis seu Actis quomodocunque redacta usque nunc, sub quibuscunque verbis per dictum Sacrum Concilium fuerint statuta, decreta, ordinata, pronuntiata & quomodolibet diffinita, ordinata, pronuntiata & quomodolibet diffinita, Quod Decreto lecto, fuit petitus per Procuratorem, an placeret prout pronuntiatur extitit. Fuitque responsum per Præfidentem Sessionis hujusmodi, & etiam quatuor Præsidentes quatuor Nationum, & deinde per totius Synodi supposita, per verbum, *Placet*.

SESSIO XII.

In qua Commissarii ad JOANNEM PAPAM fecerunt relationem, & lata fuit Sententia diffinitiva contra ipsum.

Die Mercurii vigesima nona mensis Maii supradicti, fuit Sessio generalis in Ecclesiâ majori Constantiensi, in qua præsidebat Reverendissimus Pater Dominus Joannes Episcopus Olfensis Cardinalis Vivariensis, præsentem Serenissimo Principe Sigismundo Romanorum Rege in insigniis regalibus, cum suis Nobilibus in eisdem sibi servientibus.

Cui assabant inter Cardinales Domini Angelus Episcopus Prænestiensis, Landensis, & Jordanus Episcopus Albaniensis, de Urbinis nuncupati, præsentibus etiam Dominis Franciscus Venetiarius, Antonio Aquileiensi, Alamanno Pisano, Petro Cameracensi, Braudi Placentino, Antonio de Chalanco, Francisco Florentino, Lucido de Comitibus, Odone de Janua, Landolpho Barenis, Ludovico de Filisco, Raynaldo de Branchalis, Amadeo Salutarum, Dionis Cardinalibus.

Et fuit decantatum Officium Missæ de Spiritu Sancto per Dominum Patriarcham Antiochenum. Quo completo, dicebantur Litanie, &c. ut moris est.

ANNO
1415.* Girardi.
† Gastis.
‡ Gumpert.
tum.

ANNO 1415. ANNO 1415.

* ser. ex.

Quibus peractis fuit facta relatio a Legatis & Nuntii missis ad Joannem Papam per organum Domini Joannis Episcopi Vauensis, quemadmodum * Articuli & Attestationibus contentis in processu Sacri Constantiensis Concilii contra ipsum Dominum Joannem Papam eidem exhibitis, offendendo ex parte Concilii ipsius, si quid vellet opponere, quod libere posset. Item intimato eidem termino ad proferendum Sententiam, quod respondisset verbo, se pro Dei Ecclesia & ejus Unione plura fecisse, etiam antequam fuisset in Papam assumptus, & ante dicti Concilii Constantiensis inchoationem, in quo etiam obtulit liberam Papatus sui cessionem. Et quod turpiter abinde recesserat, bene recognoscebat: maluisseque illa die sine animæ suæ præjudicio mortuus esse, quam ita turpiter recessisse: quodque contra processum Sacri Concilii nullam defensionem facere volebat, sed prout per Schedulam sua manu subscriptam, datam Cardinalibus qui ad eum venerant, continebatur, vovebat & præsentialiter promittebat stare, ac se in omnibus conformare omni ordinationi, declarationi & determinationi dicti Sacri Concilii, ac insuper omnimodum processum per idem Concilium contra eundem habitum ratificabat, asserens quod non aliter voluit prædictis Articulis respondere, affirmans Concilium Constantiense Sanctissimum esse, errare non posse, ac Concilii Pisani continuativum: & quod ipsi Sacro Constantiensis Concilio nunquam contradicere vellet, etiam si in Bononia aut alias quovis loco sibi magis accepto personaliter jam esset cum id sibi minus non esset, quam publice fateri se in Papatu nullum jus habere. De Sententia autem ferenda, quod summe sibi placeret, ut quam cito lata foret, eidem referretur, quam omni reverentia, etiam cum bireti sui depositione reciperet, & eam, quantum in se foret, confirmaret, ratificaret, approbaret & emolagaret, prout dictum processum, ac omnia contra ipsum in Concilio gesta, ex tunc ratificabat, approbabat & confirmabat, promittebatque contra ea se aliquo processu temporis non venire. Prædicta relatione completa, Reverendus Pater Dominus Episcopus Atrebatensis legebat Sententiam diffinitivam contra Joannem Papam XXIII. ac Constitutiones quasdam, quarum tenores sequuntur hoc modo.

*dum in quadam Papiri Schedala, quam ibidem in suis tenebat manibus, eamque de verbo ad verbum perlegebat, protestans, petens & dicens, ut in eadem Schedala infra scripti tenoris plenius continetur. Petitione lecta & data Notariis eidem nomine Concilii presentibus, & deinde toto Concilio & Synodo mandante, Reverendi Patres Domini Joannes Patriarcha Antiochenus, Martinus Episcopus Atrebatensis, Antonius Episcopus Concordiensis, Nicolaus Episcopus Merseburgensis, & Patricius Episcopus Cortagensis, ascenderunt ambonem, in quo Edicta Concilii & Synodi Sanctæ prædictæ legi & publicari solent. Et de Mandato Concilii & ipsius Synodi Reverendissimus Pater Dominus Episcopus Atrebatensis, Christi nomine invocato, &c. pronuntiavit, & legebat dictam Sententiam diffinitivam de verbo ad verbum, prout in Schedala, quam suis tenebat manibus, infra scripti tenoris, plenius continetur. Qua pronuntiatione facta, ut premititur, Reverendissimus in Christo Pater & Dominus Dominus Joannes Episcopus Offensis Cardinalis Vranensis & Præfatus proposuit, quod si aliquis esset ibidem præsentis, sive magnus, sive parvus, pauper aut dives, volens contradicere dictæ Sententiæ diffinitivæ, seu ejus pronuntiationi, dicat & surgat, cum potestas libera sit per dictum Concilium unicuique concessa ad dicendam voluntatem suam. Et in casu quo non dixerit, habebitur pro consentiente. Tunc nemine respondente sive loquente, ipse Dominus Episcopus Offensis habuit respondere nomine Collegii Cardinalium, quod placeat. Deinde ipsi Commissarii in ambone, & inde quilibet pro Natione sua, videlicet Joannes Patriarcha pro Natione Gallicana, Nicolaus Merseburgensis pro Natione Germanica, Antonius Concordiensis pro Natione Italica, & Patricius Cortagensis pro Natione Anglicana, responderunt, Placeat. Et subsequenter omnes ibidem existentes in Concilio & de Concilio responderunt, Placeat. Subsequenter Dominus Franciscus Cardinalis Florentinus levavit se, & voluit legere eandem Schedalam papream: fuitque dictum per omnes, quod non placeret: & sic silens, nihil legendo. Deinde de Mandato Concilii Dominus Joannes Archiepiscopus Rigenfis Bullam Papæ portavit, & præsentavit eam Concilio tamquam ejus custodi. Qua præsentata, fuit per Magistrum Henricum de Piro Promotorem petitum, ad placeret, quod Dominus Vice-Cancellarius, tamquam ad eum pertinens, recipere faceret * arma Bullarum. Fuit responsum quod ita, & placuit omnibus. Qua Bulla recepta, sive ferro quo Bulla fabricabatur, & ibidem in præsentia omnium per Magistrum Arnoldum Auvfabrum prædictam Bulla sui rupta, & arca ipsius Joannis deleta. Et absolutus Dominus Joannes Archiepiscopus Rigenfis ab ejus custodia, & pronuntiavit, quod fideliter custodivisset & præsentasset. Super quibus omnibus & singulis idem Magister Henricus de Piro Promotor petit sibi heri nomine quo supra, & dictus Dominus Archiepiscopus per se, unum vel plura, publicum seu publica, Instrumentum seu Instrumenta, per Protosotarios ibidem præsentis, Notarios & Tabelliones, &c. Præsentibus ibidem Illustribus Principibus, Duce Ludovico Bavaria, Comite Palatino Rheno, Henrico Kompoli Duce Zadamenfi (a) de Sillesia Joanne Jacobo Comite Aquasgranensi Filio Marchionis Montisferrati, (a) ou za Comite Bertholdo de Ursini, Philippo Comite de Nassau, & Ambasiatoribus Regum Polonie, Norvegie, Sue-gensis, Dacie, Navarre & Cyprî, & aliis Christi Fidelibus in numero copiosis.*

Suspensio futuri Summi Pontificis.

Sacrofancta generalis, &c.

Quod non procedatur ad electionem Papæ, si contingat Sedem vacare, sine expresso consensu Concilii.

Sacrofancta generalis Constantiensis Synodus Ecclesiam Catholicam representans, ad extirpationem presentis Schismatis & errorum, Ecclesiæque reformationem in capite & in membris faciendam, in Spiritu Sancto legitime congregata, ad facilius & liberius &

TOM. II. PART. II.

Post cujus quidem Officii Missæ peractionem fuerunt lecta & dicta Litania cum introitu, Exaudi nos, Domine, &c. more solito cum Evangelio. Nunc Judicium est Mundi, nunc Princeps hujus Mundi ejicietur foras, ceterisque Collectis ac Orationibus & Hymnis, Veni, Creator Spiritus: Quibus habitis, instante Magistro Henrico de Piro Promotore & Procuratore prædicto, Reverendi Patres ac honorabiles & providi Domini Joannes Episcopus Vauensis, Andreas electus Poznanensis, Gaipar Abbas Persinus, Thomas Abbas Monasterii Sanctæ Mariæ extra muros Eboraci, Jacobus Rhodini de Janina, Thomas Polton Sedis Apostolicæ Protosotarius, Magister Joannes Gaiardi & Wilhelmus Porcell Notarii, Legati & Nuntii missi heri per Sacram Synodum, ad Terram Cellis, ubi Joannes Papa XXIII. existebat, per os Domini Joannis Episcopi Vauensis prædicti, siveque ex parte ipsius Synodi intimarunt, qualiter terminus ad ferendum Sententiam fuisset prorogatus in diem præsentem propter benevolam ejus responsum, de non appellando, sed eam acceptando, & eam approbare velle: & ex hoc mota dicta Sancta Synodus sive Concilium, attendendo honorem ejus in hujusmodi pronuntiatione, vellent limitare & mitigare verba Sententiæ. Eo non obstant, si vellet opponere & defendere causam suam contra dictam Sententiam, posset & deberet sibi dari tempus & hora atque locus pro sua defensione. Qui Joannes Papa ipse Nuntiis respondebat, quod non vellet videre neque attestations, neque processum, nec quidquam opponere sive excipere, sed eam approbare velle & acceptare. Et ex tunc acceptavit, approbavit & placuit, quod Concilium ferret Sententiam, dicens quod sciret Concilium in hoc errare non posse: & lata hujusmodi Sententia, obtulit se paratum ad subscribendum eandem. Et alterius dixerunt, quod dicta Sententia deberet ferri die Lunæ proxima. Sed ex quo materia pro tunc non erat parata, idcirco de Mandato Concilii intimarunt sibi dictam prorogationem: de quibus reddidit se idem Joannes contentum, regretiando ipsi Nuntiis, supplicans ut recomenderent honorem & statum ac Personam suam Domino Regi Romanorum & Concilio, prout in quodam publico Instrumento in notam recepto per dictos Notarios, tenoris infra scripti, plenius continetur.

Qua relatione facta, idem Henricus de Piro Promotor & Procurator petit pronuntiari, prout & quemadmodum de verbo ad verbum perlegebat, protestans, petens & dicens, ut in eadem Schedala infra scripti tenoris plenius continetur. Petitione lecta & data Notariis eidem nomine Concilii presentibus, & deinde toto Concilio & Synodo mandante, Reverendi Patres Domini Joannes Patriarcha Antiochenus, Martinus Episcopus Atrebatensis, Antonius Episcopus Concordiensis, Nicolaus Episcopus Merseburgensis, & Patricius Episcopus Cortagensis, ascenderunt ambonem, in quo Edicta Concilii & Synodi Sanctæ prædictæ legi & publicari solent. Et de Mandato Concilii & ipsius Synodi Reverendissimus Pater Dominus Episcopus Atrebatensis, Christi nomine invocato, &c. pronuntiavit, & legebat dictam Sententiam diffinitivam de verbo ad verbum, prout in Schedala, quam suis tenebat manibus, infra scripti tenoris, plenius continetur. Qua pronuntiatione facta, ut premititur, Reverendissimus in Christo Pater & Dominus Dominus Joannes Episcopus Offensis Cardinalis Vranensis & Præfatus proposuit, quod si aliquis esset ibidem præsentis, sive magnus, sive parvus, pauper aut dives, volens contradicere dictæ Sententiæ diffinitivæ, seu ejus pronuntiationi, dicat & surgat, cum potestas libera sit per dictum Concilium unicuique concessa ad dicendam voluntatem suam. Et in casu quo non dixerit, habebitur pro consentiente. Tunc nemine respondente sive loquente, ipse Dominus Episcopus Offensis habuit respondere nomine Collegii Cardinalium, quod placeat. Deinde ipsi Commissarii in ambone, & inde quilibet pro Natione sua, videlicet Joannes Patriarcha pro Natione Gallicana, Nicolaus Merseburgensis pro Natione Germanica, Antonius Concordiensis pro Natione Italica, & Patricius Cortagensis pro Natione Anglicana, responderunt, Placeat. Et subsequenter omnes ibidem existentes in Concilio & de Concilio responderunt, Placeat. Subsequenter Dominus Franciscus Cardinalis Florentinus levavit se, & voluit legere eandem Schedalam papream: fuitque dictum per omnes, quod non placeret: & sic silens, nihil legendo. Deinde de Mandato Concilii Dominus Joannes Archiepiscopus Rigenfis Bullam Papæ portavit, & præsentavit eam Concilio tamquam ejus custodi. Qua præsentata, fuit per Magistrum Henricum de Piro Promotorem petitum, ad placeret, quod Dominus Vice-Cancellarius, tamquam ad eum pertinens, recipere faceret * arma Bullarum. Fuit responsum quod ita, & placuit omnibus. Qua Bulla recepta, sive ferro quo Bulla fabricabatur, & ibidem in præsentia omnium per Magistrum Arnoldum Auvfabrum prædictam Bulla sui rupta, & arca ipsius Joannis deleta. Et absolutus Dominus Joannes Archiepiscopus Rigenfis ab ejus custodia, & pronuntiavit, quod fideliter custodivisset & præsentasset. Super quibus omnibus & singulis idem Magister Henricus de Piro Promotor petit sibi heri nomine quo supra, & dictus Dominus Archiepiscopus per se, unum vel plura, publicum seu publica, Instrumentum seu Instrumenta, per Protosotarios ibidem præsentis, Notarios & Tabelliones, &c. Præsentibus ibidem Illustribus Principibus, Duce Ludovico Bavaria, Comite Palatino Rheno, Henrico Kompoli Duce Zadamenfi (a) de Sillesia Joanne Jacobo Comite Aquasgranensi Filio Marchionis Montisferrati, (a) ou za Comite Bertholdo de Ursini, Philippo Comite de Nassau, & Ambasiatoribus Regum Polonie, Norvegie, Sue-gensis, Dacie, Navarre & Cyprî, & aliis Christi Fidelibus in numero copiosis.

utiles Unionem Ecclesiæ consequendam, pronuntiat, decernit, statuit & ordinat, ut si contingat Sedem Apostolicam quovis modo vacare, in prima illius vacatione ad electionem futuri Summi Pontificis nullo modo procedatur sine deliberatione & consensu hujus Sacri generalis Concilii Constantiensis. Et si contrarium fieret, sit ipso facto irritum & inane auctoritate dicti Sacri Concilii. Nullusque electum contra hoc Decretum in Papam recipiat, nec illi, ut Pape, quomodolibet adhareat; vel obediat sub pena fautoris dicti Schismatis & maledictionis æternæ: punianturque hoc causa eligentes & electus, si consentiat, ac illi adherentes,

ANNO
1415.

rentes, penis per hoc Sacrum Concilium ordinandis. Suspendique dicta Sancta Synodus pro bono Unionis Ecclesie, omnia iura posuiva, etiam in Conciliis generalibus edita, & ipsorum Statuta, Ordinationes, Constitutiones & Consuetudines, Privilegia quibuscumque concessa, & penas contra quoscumque editas, in quantum effectum dicti Decreti impedire possent quoquo modo.

Sententia diffinitiva contra Joannem Papam vigesimum tertium. [RAYNALDI Contin. Annal. CÆSARIS BARONII Tom. XVII. Anno 1415.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

Sacrosancta generalis Synodus Constantiensis in Spiritu Sancto legitime congregata, universalem Ecclesiam representans, invocato Christi nomine, solum Deum prae oculis habens, visis Articulis in hac causa contra Dominum Joannem Papam XXIII. formatis & oblati, ac probationibus eorumdem factis, ejusdem submissione spontanea, una cum toto processu hujus causæ, habita matura deliberatione super eisdem, per hanc Sententiam diffinitivam, quam fert in his Scriptis, pronuntiat, decernit & declarat, recessum per præfatum Dominum Joannem Papam XXIII. ab hac Civitate Constantiensis, & dicto Sacro Constantiensis Concilio generali, clandestine & de nocte, hora suspecta, in habitu dissimulato & indecenti factum, fuisse & esse illicitum, Ecclesie Dei & dicto Concilio notorie scandalosum, Pacis & Unionis ipsius Ecclesie turbativum & impeditivum, Schismatis inveterati nutritivum, a voto, promissione & juramento pro ipso Dominum Joannem Papam Deo & Ecclesie & hinc Sacro Concilio præstitis derivativum; ipsique Dominum Joannem Simoniacum notorium, bonorumque & Juramentum Romanæ, sed aliarum Ecclesiarum plurimarum, & aliorum locorum piorum dilapidatorem notorium, malumque spirituum & temporalium Ecclesie administratorem & dispensatorem fuisse & esse, suis detestabilibus, inhonestis vita & moribus Ecclesiam Dei & Populum Christianum notorie scandalizantem ante ejus assumptionem ad Papatum, & post usque ad ista tempora: ipsique per præmissa Ecclesiam Dei & Populum Christianorum notorie scandalizasse & scandalizare, postque monitiones debitas & caritativas iteratis & crebris vicibus eidem factas, in præmissis malis & arrogantia pertinaciter perseverasse, & sequæ ex hoc notorie incorrigibilem reddidisse, ipsique propter præmissa & alia crimina & processu dictæ causæ contra eum deducta, & contenta, tamquam indignum & inutilem & damnosum a Papatu & omni ejus administratione spirituali & temporalis amovendum, privandum & deponendum fore. Et cum hoc dicta Sancta Synodus amoveret, privat & deponit, universos & singulos Christianos, cujuscumque status, dignitatis vel conditionis existant, ab ejus obedientia & fidelitate & juramento absolutos declarando. Inhibendo insuper universis Christi fidelibus; ne eundem (ut præmittitur) a Papatu sic depositum, de cetero in Papam nominent, aut illi tamquam Papæ adhaerent, seu quoquo modo obediant. Et nihilominus ex certa scientia & de plenitudine potestatis supplet dicta Sancta Synodus omnes & singulos defectus, si qui forsitan in præmissis, aut aliquo præmissorum intervenerant; eumque ad standum & morandum in aliquo bono loco & honesto, sub custodia tuta Serenissimi Principis Domini Sigismundi Romanorum & Hungarie, &c. Regis, & universalis Ecclesie Advocati & Defensoris devotissimi nomine dicti Sacri generalis Concilii, quamdiu dicto Sacro Concilio generali pro bono Unionis Ecclesie Dei videbitur condemnandum fore, & eadem Sententia condemnat. Alias vero penas, quæ pro dictis criminibus & excessibus inferri deberent juxta Canonicas Sanctiones, dictum Concilium arbitrio suo reservat declarandas & indagandas, secundum quod rigor Justitiæ, vel misericordie ratio suadebit.

Quod neuter contendendum reeligatur in Papam.

Item statuit, decernit & ordinat dicta Sancta Synodus pro bono Unionis Ecclesie Dei, quod nullo unquam tempore reeligatur in Papam Dominus Baltasar Cossa, nuper Joannes Papa vigesimus tertius, nec Angelus de Corario, Gregorius duodecimus, nec Petrus de Luna, Benedictus decimus tertius, in suis Obedientis sic nominati. Et si contrarium fuerit, id sit ipso

facto irritum & inane. Nullosque cujuscumque dignitatis vel præminencie, etiam Imperialis, Regali, Cardinalatus, vel Pontificali dignitate præfuit, eis vel eorum alteri contra hoc Decretum ullo unquam tempore obediat, seu adhaereat, sub pena factoris dicti Schismatis & maledictionis æternæ; ad quas contra præsumptores, si qui in posterum fuerint, etiam cum invocatione auxilii brachii secularis, & alias rigide procedatur. Datum Constantiæ Provincia Moguntinensis, in Sessione publica in majori Ecclesia solemniter celebrata, die Mercurii vigesima nona mensis Maji, Anno Domini 1415. Indictione VIII.

Pro Judicibus, quod vocentur Prælati absentes.

Item decernit dicta Sancta Synodus, quod quatuor generales Judices deputati debeant vocare Prælatos absentes ad Synodum, & punire non venientes, prout eis de Jure & secundum Deum videbitur expedire. Datum, &c.

Instrumentum Ratificationis Sententie factæ per Dominum Baltasarem olim Papam; in Villa de Cellis Constantiensis Diocesis.

In Nomine Domini, Amen.

PER hoc præsens publicum Instrumentum concisus patet evidenter, quod Anno a Nativitate ejusdem 1415. die Veneris, ultima mensis Maji, Indictione octava, circa horam duodecimam in loco de Cellis Constantiensis Diocesis, in domo habitationis Reverendissimi in Christo Patris & Domini, Domini Baltasaris Cossæ nuper Joannis Papæ vigesimi tertii nuncupati, in Camera ipsius Baltasaris, presentibus infra scriptis Reverendis Patribus, Dominis Jacobo Rhodini de Janua, & Thomas Polton de Anglia, Secre-
dis Apostolicæ Protonotariis, aliisque Notariis Publicis & etiam infra scriptis Testibus ad inferius recitata vocatis & rogatis, Reverendi in Christo Patres Domini Joannes Varentis Episcopus, Gaspar Sancti Joannis Eremitæ de Persu, Decretorum Doctor, & Thomas Sanctæ Mariæ extra muros Eboracenses, Monasteriorum Abbates personaliter existentes in præsentia dicti Domini Baltasaris pridie Joannis Papæ vigesimi tertii nuncupati, per organum dicti Domini Varentis Episcopi, ex parte Sacri generalis Constantiensis Concilii sibi significabant & intimabant diffinitivam Sententiam depositionis a Papatu contra eum die Mercurii ultimo præterito, scilicet vigesimo nono præsentis mensis Maji, per dictum generale Concilium in Sessione publica latam & publicatam fuisse: quam quidem Sententiam ibidem scriptam in Scriptis exhibuerunt, & realiter tradiderunt ad finem, quod ea plenius intellecta, diceret declararetur, que, an eadem Sententia, eam approbando, acquiescere, seu eidem se in aliquo opponere, vel contradicere vellent. Qui quidem Dominus Baltasar ipsam Sententiam sibi traditam per seipsum ad partem legit. Et deinde ad respondendum eidem Prælati super præmissis per eos propositis, spatium & temporis intervallum habere voluit, ut super eadem Sententia & petitis deliberaret. Qui quidem Prælati de hoc contenti, dixerunt eos habita deliberatione hujusmodi ad suum beneplacitum, & ipso redire velle, suam responsum in præmissis audiri. Et sic ab ejus præsentia pro tunc recesserunt. Et deinde eadem die & circa horam secundam pulsati meridiem, iidem Domini Prælati ex parte dicti Domini Baltasaris, & ad ejus præsentiam pro audienda responsione in præmissis vocati, ad eum personaliter accesserunt. Quibus in ejus præsentia constitutis, respondendo dictum, quod super dicta Sententia per eum visa, lecta, bene concepta, ac plenius intellecta deliberaverat, & ideo quantum poterat, & in eo erat, eandem Sententiam, cujus tenor est talis: *In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Amen.* &c. ut supra, prout per dictum Sacrum Concilium lata, & ab ipso Concilio processerat & dictata erat, ex sua certa scientia approbat, ratificabat & emologabat, ac eidem processui contra eum ad ejus depositionem per Concilium factam, acquiescebat & contentebatur. Apponendo, quæ manus ad pedes ejus, assertione libera affirmabat, jurans corporaliter suo proprio motu, quod nunquam contra eandem Sententiam contra ipsum sic, ut præmittitur, latam quidquam opponere, nec contra eam reclamare publice vel occulte, aut ab ea

ANNO
1415.

ANNO
1415.* al. quum-
cumque.

appellare vellet, seu super Papatu * quodcumque controversiam opponere; nec alio unquam tempore de eodem Papatu se quovis modo intrumitteret, imo eidem rapari & Juri, si quod in eodem sibi qualitercumque competebat, seu, si quod sibi nunc in eodem competebat, pure, simpliciter & absolute, libereque & sponte cedebat & renuntiabat. Et ibidem omni modo, via & forma, quibus melius potuit, resignavit, cessit & renuntiavit expresse: & in hujus signum jam de Camera sua Crucem Papalem amoveri fecerat, ac si vestes mutatorias habuisset, omnia & singula insignia Papalia, sicut disposuerat dicta de Mercurii, qua dicta Sententia fuit lata, tunc coram Prælati prædictis deposuisset. Dixitque quod nullo unquam tempore se pro Papa gereret seu nominaret, aut nominari faceret: voluissetque quod ad ipsum Papatum nunquam fuisset assumptus, quia expost nunquam habuit bonum diem. Et si contingeret casus, quod in futurum reclegeretur, nunquam suum præberet assensum: adiciens tamen; quod si aliqua Persona singularis post jam facta præmissa, in sui Personam quidquam criminis ulteras objicere vellet, ad ulteriorem processum contra eum habendum, seu gravorem pænam in ipsum infligendam, quod in hoc ipsum defendere vellet sub dicti Concilii generalis protectione, quod pro suo Judice & Defensore recipit. Supplicans humiliter, quod in hoc & in aliis Conciliis Sacram & Regia Serenitas ipsum habere specialiter recommissum: volens & requirens idem Dominus Baltasar, quod de omnibus suis & singulis præmissis fieret & retineretur publica Instrumenta pro bono Unioni Ecclesie Sanctæ Dei, ad perpetuum rei memoriam, per Dominos Protonotarios Sanctæ Sedis Apostolicæ, & alios Notarios Publicos ibidem præsentem: quod ad hoc vicibus repetitis instantius requisivit. Quibus sic per eundem Dominum Baltasarem & Prælatos supra nominatos dictis, propositis, factis, gestis, habitis & responsis, iidem Domini Prælati per organum dicti Vaarentis Episcopi petierunt & requisierunt confici, & perpetuo retineri publicum & publicam, Instrumentum & Instrumenta, per dictos Protonotarios & Notarios Publicos infra scriptos. Acta fuerunt hæc Anno, die, mense, Indictione, Loco & hora quibus supra, præsentibus Reverendis in Christo Patribus, Dominis Vitali Tolonenfisi, & Frederico Augustenfi Episcopis, ac Venerabilibus Religiosis & circumpectis Visi Dominis & Fratribus: Eymérico de Arciis Licentiato in Decretis, Priore Prioratus Sanctæ Benignæ Augustensis, Pantio (a) Gaude Baccalaureo in Theologia, Ordinis Fratrum Minorum, Begone de Rogerio in Decretis Licentiato, Sistaricenfis & Rigensis Ecclesiarum Canonico Officiali Uticensi, Petro Gajetano Literarum Penitentiariæ Scriptore, Canonico Conferenciæ, Joanne Gonsalvi Baccalaureo in Decretis, Archiepiscopo Eclesiæ Attensis, Henrico de Gravia Notario publico, Clerico Leodiensis Diocesis, Testibus, &c.

Quibus sic (ut præmittitur) lectis, Dominus Joannes Episcopus Offensis præsidens proposuit, quod si aliquis esset ibidem præsens, dictæ Sententiæ definitivæ contradicere volens, seu ejus pronuntiationi, surgeret & diceret, & in casu quo non dixerit, habebitur talis pro consentiente. Tunc nemine respondente, si ve loquente, ipse Dominus Offensis habuit respondere nomine Collegii Cardinalium, quod placet. Deinde ipsi Commissarii in Ambone, quilibet pro Natione sua, videlicet Joannes Patriarcha Antiochenus pro Natione Gallicana, Nicolaus Mersburgensis pro Natione Germanica, Antonius Episcopus Concordiensis pro Natione Italica, & Patricius Cortagenfis pro Natione Anglicana, Placet, responderunt.

XXI.

2. Juill. SIGISMUNDI Romanorum Regis Promissio, de omni opera efficaciter impendenda, ne Concilium Constantiense dissolvatur, sed in suo robore conservetur, & protegatur, quousque Electio futuri Pape fuerit celebrata. Datum Constantiæ 1. Julii 1415. [Coll. titio Regia Concilior. Tom. XXI K. pag. 390 PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. col. 116.]

TOM. II. PART. II.

SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum, &c.
Rex semper Augustus.ANNO
1415.

NOTUM facimus tenore præsentium quibus exedit, universis ad futuram rei memoriam. Inter varias sollicitudines, curasque multiplices illa maxime nos urget anxietas, ne inter Domesticos fidei, qui Christiano censentur nomine, & præcipue Ecclesiasticas Personas, controversia, seminata humani generis inimico, aliquoties oriatur. Summopere igitur procurandum est, ut non crescant jurgia, sed juxta magistrum bonorum omnium caritatem, quæ nihil sapit extraneum, nil asperum, nil confusum, imo propria auctoritate nutrit concordiam, dissocia conjungit, inter Servos Dei, quos non oportet de bono proposito resillire, Pax & unanimitas conservetur. Equum enim est, ut qui Spiritu diriguntur, nulla sectione mentium, nulla voluntate contraria, nulla novitate noxia dividantur, ne inde discordia sumat initium, unde Pacis Fœdera & præcipue Ecclesiæ tranquillitatis commoda debent suscipere incrementum. Cum itaque Sacrosancta Constantiensis Synodus in Spiritu Sancto legitime congregata, universalem Ecclesiam Catholicam, Matrem nostram representans, pro bono Unionis in Ecclesia Sancta Dei consequenda feliciter laborans, ac ceteri (in quantum occurrentium casuum qualitas, aliarumque circumstantiarum necessitas, & præsentium temporum dispositio patuerunt) iudici, veri & indubitati Summi Pontificis electione favente Domino celebranda, ut dam edificationem Spiritualis Paris, Filii, Sponsique ejusdem Matris Sanctæ Ecclesiæ votivum emittit, parturientis partes experiens, conatus prosequens, & molestias perferens, acerbos dolores sentiat ad instar illius, ut post acceptam de antiquo & pestifero Schismate victoriam, antiquæ felicitatis antiodia refectam, ejusdem Ecclesiæ provisioni cum omni diligentia staret & studiose, ac instanter & sedulo succurrere festinat. Vetumtamen consultis idoneum patienti tempus expectat, ne inconsultæ festinationis impetu partum præcipit in abortum. Siquæ nonnullarum occulta forsitan Dei dispositione postponenda, eligatur, & postponitur præferendus, prout his accidisse diebus ex humanorum defectuum supponimus consideratione. Cum inter cetera provide statueret & salubriter ordinaverit, quod hoc Sacrum Concilium non dissolvatur, donec electio hujusmodi futuri Summi Pontificis fuerit celebrata: Nos qui tanquam Romana Ecclesiæ Advocatus, dictique Concilii Protector & Defensor, ipsius Romanæ Ecclesiæ celerem provisionem totis precordiis affectamus, & dictæ Sanctæ Synodi Statutis & Ordinationibus colla nostra submissimus, eisdemque in omnibus parere & intendere volumus & debemus, animo deliberato, ex certa scientia, tenore præsentium verbo Regio promittimus & nos obligamus, quod omnem ad hoc operam efficaciter impendimus, & bona fide curabimus, ac quantum in nobis est, legaliter faciemus, quod dicta Sancta Synodus non dissolvatur, sed in suo robore conservabitur, manutenebitur & protegetur, quousque dicta electio largiente Altissimo fuerit celebrata, ac Spiritus Paraclæti virtus, alto suo & secreto consilio obumbrante, eidem Sanctæ Synodo concesserit spiritum unitatis ad felicem consummationem & reformationem Ecclesiæ sue Sanctæ. Præsentium sub nostræ Majestatis Sigilli aspenfione Testimonio Literarum. Datum Constantiæ Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo quinto, prima die mensis Julii, Regnorum nostrorum Anno Hungariæ, &c. vigesimo nono, Romanorum Electionis quinto, Coronationis vero primo.

XXII.

Convocatio & Auctorizatio Concilii Constantiensis 4. Juill. per JOANNEM STL SIXTI Presbyterum Cardinalem facta, auctoritate Pape GREGORII XII. in Sessione XIV. ejusdem Concilii die 4. Julii 1415. [Collectio Conciliorum Regia Tom. XXIX. pag. 381. PHILIPPI LABBEI Collectio Concil. Tom. XII. pag. 106.]

QUIA Sanctissimus Dominus noster Dominus Gregorius Papa Duodecimus audivit, intellexit, atque multipliciter est informatus de celebri fama hujus Sanctæ Congregationis pro generali Concilio Constantiensi

F 2 v.

ANNO
1415.

tient in Christi nomine congregata, idcirco idem Dominus noster avidus Ecclesiastica Unionis & Reformationis, & Extirpationis Hæreticæ pravitatis, Commissionem fecit, prout in ejusdem Literis nunc lectis dignoscitur contineri. Cujus quidem Commissionis & Mandati vigore ego Joannes misericordie Divina Tituli Sancti Sixti Presbyter Cardinalis, Ragusinus vulgariter nuncupatus, pro me & Collegis meis in hac parte hic existentibus in nomine Patris & Filii, & Spiritus Sancti Amen, auctoritate ipsius Domini nostri Papæ, quantum ad eundem spectat, ut prædicta sancta Unio, Reformatio, & Hæreticæ pravitatis extirpatio, Deo auctore, meliorem fortiantur effectum, & ut sub diversorum professione Pastorum dissidentes Christiani in Unitate Sanctæ Matris Ecclesiæ & caritatis vinculo conjungantur, istud Sacrum Concilium generale convocato, & omnia per ipsum agenda auctoritate & confirmatio, juxta modum & formam, prout in Literis Domini nostri nunc lectis plenius continetur.

XXIII.

4. Juill. *Concilii Constantiensis Decretum, quod PETRUS DE LUNA, in sua Obedientia Papa BENEDICTUS XIII. per Procuratores requirendus sit, ut intra terminum prefixum, omni Juri Papali, nec non Titulo & Possessionis renuntiet & cedat. Quod, si non fecerit, pro notorio Schismatico, Hæretico, & à Catholica fide devio, declarandus sit. Datum in Sessione XIV. 4. Julii 1415. [Conciliorum Collectio. Regiæ Tom. XXIX. pag. 400. PHILIPPI LABBEI Collectio Concilior. Tom. XII. pag. 119.]*

Sacrofancta generalis Synodus Constantiensis, &c.

CUM in Romana Ecclesia dudum gravis & pestilens exorta scissura, humani generis inimico procurante, innumerabilia Christiano Populo attulerit detrimenta, quibus obviandis ac pro reintegratione fabricæ Catholicæ quamvis multa quæsitâ fuerint remedia immensis laboribus, sollicitudinibus & expensis, inter quæ præstantius & validius toti pene Christianitati dudum, & nuper etiam huic Sacro Concilio visum sit, Cessionem & Renuntiationem Papatus fieri per quemlibet pro Papa, seu Romano Pontifice se gerentem, nec hæc integratio, aut Schismatis extirpatio fuerit subsecuta, miseris tamen & miserator Dominus Sponsam suam Sanctam Ecclesiam diebus proximis respexit oculis pietatis, dum videlicet in hac sancta Constantiensis Synodo præter nonnulla alia Sanctæ Unionis Ecclesiæ præparamenta, conjunctis sub capite Christo in una Ecclesia duabus, videlicet olim nuncupati Joannis, & illius qui dicebatur Gregorius Duodecimus, Obedientis, Magistrici Dominus Carolus de Malatestis, plenissimum ad hoc habens Mandatum, pro præfato Domino, qui dicebatur Gregorius Duodecimus, ejusque nomine omni Juri, Titulo & Possessionis, quod, quem & quam, vel si quod, quem vel quam habuit in Papatu, non sine magno ipsius Domini, qui dicebatur Gregorius Duodecimus, laudis præconio cesserit, renuntiaverit expresse, realiter & cum effectu, & resignaverit nomine prædicti Domini, qui dicebatur Gregorius Duodecimus, Papatum & omne jus Papatus, Titulum & Possessionem, quod, quem & quam habuit in Papatu. Cumque Petrus de Luna, in sua Obedientia Benedictus Decimus tertius nuncupatus, dudum memoratam Cessionis & Renuntiationis Papatus viam acceptaverit, eamque diversis promissionibus, votis & juramentis firmaverit, nec adhuc fecerit, sed protulerit usque modo, & prout fere toti Christianitati est notorium & manifestum, Sancta Synodus Constantiensis supradicta, nihil, quantum in ea est, quod ad Sanctam Unionem utile fuerit, volens relinqueret improvisum, declarat, statuit & diffinit, præfatum Petrum de Luna, esse super abundantem per Procuratores Sacri Concilii ad hoc specialiter constituendos, loco & tempore opportunis fore solemniter requirendum, ut infra spatium decem dierum, requisitionem hujusmodi immediate sequentium, omni Juri Papatus, quod se prætendit habere, nec non Titulo & possessioni seu detentioni ejusdem cedat & renuntiet totaliter & absolute. Quod si non fecerit, dicta Sancta Synodus ipsum Dominum Petrum

ex nunc prout ex tunc, pronuntiat, decernit & declarat, fuisse & esse notorium Schismaticum, antiqui Schismatis nutritorem, defensores, fautorem, approbatorem, incorrigibilem & pertinacem Hæreticum, a Catholica fide devium, promissionum, votorum & juramentorum suorum transgressorem, & Ecclesiæ Dei notorie scandalizantem, & propterea omni honore & Dignitate etiam Papali se reddidisse indignum, ipsumque per Sacros Canones fore abjectum, ejectum, privatum & præsum ab omni Jure seu possessione & detentione, quæ habet seu se prætendit habere in Papatu, mandando, precipiendo & inhibendo eidem, ne se amplius pro Romano Pontifice gerere præsumat, omnibus Christi fidelibus, etiam Imperiali, Regali, Cardinalatus, Pontificali, aut alia quavis Ecclesiastica vel Sæculari Dignitate præfulgente, ne eidem Petro, aut ejus Successoribus in hac parte posita obediant, pareant vel intendant, aut auxilium, consilium vel favorem præstent ullo modo, sed eum tanquam Schismaticum, Ecclesiasticæ Unionis Perturbatorem & Hæreticum vitent & persequantur toto posse, bona fide, realiter & cum effectu. Et huic Sacro Concilio ac futuro per Dei gratiam Romano Pontifici eligendo, contra dictum Petrum, ejus Successores, Fautores atque sequaces, quos etiam dicta Sancta Synodus tanquam Schismaticos & Hæreticos vult persequi & haberi, assistent fideliter & cum effectu. Invidiosissimum Dominum Principem Sigismundum Romanorum & Hungariæ &c. Regem, exhortans specialiter & requirens, quatenus tanquam plus Ecclesiæ Advocatus & Sacri Concilii Defensor, hoc idem se mox nunc facturum, & suis & Sacri Imperii Subditis mandaturum promittere dignetur, & fideliter observare.

Quo Capitulo lecto, fuit responsum per Deputatos quatuor Nationum, placet: nec non per D. Offic. cum nomine Collegii Cardinalium, & demum per Regem Romanorum, placet. Super quibus omnibus & singulis Magister Henricus de Piro, nomine quo supra, per fœpe dictos Notarios, Proto-notarios & Tabellarios sibi unum vel plura, & tot, quot sufficiant ad dictum sapientis, petit fieri publicum seu privatum, Instrumentum & Instrumenta: presentibus iisdem Illustribus Principibus, Comitibus, Ambasiatoribus, ceterisque Nobilibus Testibus.

XXIV.

Concilii Constantiensis Decretum, quæ assertio, quid 5. Juill.

quolibet Tyrannus possit & debeat licite & meritorie occidi per quemcumque Vassallum vel Subditum, non obstante quo unque juramento, erronea declaratur in fide & bonis moribus, & tale quid asserentes, Hæretici pronunciantur. Constantie in Domino Minorum Fratrum 5. Julii 1415. [Collect. Regiæ Concilior. Tom. XXIX. pag. 434. PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. col. 144.]

PRÆCIPUA sollicitudine volens hæc Sacrosancta Synodus ad extirpationem errorum & hæresium in diversis Mundi partibus invalenscentium providere, sicut tenetur, & ad hoc collecta est; nuper accepit, quod nonnullæ assertiones erroneæ in fide & bonis moribus, ac multipliciter scandalosæ, totiusque Reipublicæ statum & ordinem subvertere molientes, dogmatizate sunt, inter quas hæc assertio delata est: Quilibet Tyrannus potest & debet scilicet & meritorie occidi per quemcumque Vassallum suum vel Subditum, etiam per clanculares insidias, & subtiles blanditias vel adulationes, non obstante quoque præsisto juramento, seu Confœderatione factis cum eo, non expectata Sententia vel Mandato Judicis ejusdemque.

Adversus hunc errorem satagens hæc Sancta Synodus insurgere, & ipsum funditus tollere, præhabita deliberatione matura, declarat, decernit & diffinit hujusmodi doctrinam erroneam esse in fide & in moribus, ipsamque tanquam hæreticam, scandalosam, & ad fraudes, deceptiones, mendaciam, proditores, perjuria vias dantem, reprobat & condemnat. Declarat insuper, decernit & diffinit, quod pertinaciter doctrinam hanc perniciosissimam asserentes, sunt Hæretici, & tanquam tales juxta Canonicas Sanctiones puniendi.

ANNO
1415.

ANNO
1415.

XXV.

6. Août. Huwelicke Voorwaarden tusschen JOHAN van Vranckryck ende Vrouwe JACOB, in date den 6. Augusto 1415. [Groot Placaat Boeck van de H. M. Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 6.]

FRANCE
ET BAVIERE.

WY JOHAN des Coninx Soon van Vranckrijck, by der genaden Godts Hertoge van Tourenen, ende Grave van Pontbien, ende JACOB VAN BEYEREN des Hooghebornen Vorstes Hertoge Willems van Beyeren, Grave van Henegouwe, van Hollandt, ende van Zeelandt, ons liefs gewaerdiche Heere: Allen den genen die dese Letteren sullen sien of horen lesen, ontbieden wy onse groete, alsof als voortijts by infet ende rade onser liefs Magen ende Vrienden, ende sonderlinge ons liefs Heeren des Coninx ende onser Vrouwe de Coninginne van Vranckrijck, Vader en Moeder ons Hertoge van Tourenen voorz., ende ons liefs Heeren Hertoghs Willems van Beyeren, en onser liever Vrouwen Margriete van Bourgoingen sijne liever Gefellinne, Vader ende Moeder ons Jacobs van Beyeren voornoemt, sêker dadingen ende overdracht van Huwelicke Voorwaarden tusschen ons heyde gemaect ende overdragen zijn, in welken onder andere Poincten geseit is ende geordineert, dat wy oock nu consenteren.

Waert dat wy Jacob van Beyeren voornoemt, onsen lieven Heere ende Vader voorz. overleefde, soo fouden die Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrielandt, mit allen hoiren toebehooren aen ons ende onse Nakomelingen comen erfelicken, alsof verre als onse lieve Heer ende Vader voorz. op den dach sijne vercheydinge geenon Soon en liet wettelicken gewonnen, geboren of ongeboren, om welke faken ende reden voorz. dat regiment, bewint en bestittinge der Landen ende Heerlickheden voorz. oft alsof gevele als voorz. staet, ons Hertoge van Tourenen, als Man ende Vooght, ons Jacobs voorz. toebehooren soude, ende onse Kinderen erfelick, alsof verre als wyse by malkanderen kregen. Ende want onse lieve Vader voorz. om rechte gunste ende naterelicken liefde die hy van schulden heeft tot sijnen Lande ende Luyden voorz., immers begerende ende willende, datse na sijne doot geregeert ende gehouden worden in sulken eeren, rechten ende goede gewoonten, als ons Voorvaders die gehouden ende geregeert hebben, by nu ter tijdt doet, ende voortaan liet meent te doen sijn leven lanck, daer hy ons dicken ende menichweren in goede leringe, wysfinge ende waringe toegedaen ende ingegeven heeft, om dat eerlicken te volbrengen, daer wy eenen goeden langen tijt ons beraden op genomen hebben, ende bekennen wel, dat sijns raets, wysfinge, leeringe ende begeerten in den saken voorz., ons ende onse Erfgenamen, oft soo gevele, ende oock den Landen, Heerlickheyden ende Luyden voorz., eerlick, profitelick ende redelick wesen sullen, des wy onsen lieven Vader seer danken.

Soo doen wy cont allen Luyden, dat wy Johan Hertoge van Tourenen, ende Jacob van Beyeren voornoemt, samentlick ende elk voor ons bysonder, om ons liefs Vaders Hertoge Willems van Beyeren leeringe ende redelicke begerte te volgen ende te volbrengen, onsen eenigen wille ende danck daer toe gedacn, hebben gheconsenteert ende overdragen, ende willen dat alle sacken en dingen geseien die hier na geschreven ende geordonneert zijn.

Inden eersten, alsof dat redelicken is ende mogelicken is, soo sel onse lieve Vader Hertoge Willem voornoemt, gewelich Heer wesen ende blyven der Landen ende Luyden van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrielandt, mit allen heuren toebehooren, ende synen vryen wille daer mede doen mogen sijn leven lanck, gelijckerwijs by tot hier toe gedacn heeft, sonder ons des te bewindn in enigerwijs.

Ende oft geviel dat dese Landen voorz. mit hoiren toebehooren an ons komen, wanneer dat sy, soo sullen wy dat leen daer of ontfangen, ende verfoucken van den genen, ende in sulken manieren als onse Vader voornoemt dede, of schuldigh was te doen, doen hem de voorz. Heerlickheyden ende besittinge daer of ingamen, ende alsof sijn Voorvaders voor sijn tijdt gedaen

XXV.

ANNO
1415.

Contrat de Mariage entre JEAN DE FRANCE, & Madame JAQUELINE DE BAVIERE. Fait à la Haye, le 6. Août 1415. [Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 6.]

FRANCE
ET BAVIERE.

NOUS JEAN Fils du Roi de France, par la grace de Dieu Duc de Touraine & Comte de Pontbien, & JAQUELINE DE BAVIERE Fille de Guillaume Duc de Bavière, Comte de Hainaut, de Hollande, & de Zélande, nôtre cher & digne Père: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront ou orront; Salut. Comme par l'avis & persuasion de nos chers Parents & Amis, & particulièrement de nôtre cher Seigneur le Roi, & de nôtre Dame la Reine de France, Père & Mère de nous Duc de Touraine susdit, & de nôtre cher Seigneur le Duc Guillaume de Bavière, & de nôtre chère Dame Marguerite de Bourgogne sa chère Epouse, Père & Mère de nous Jaqueline de Bavière susdite, certaines conventions matrimoniales ont été faites entre nous deux, par lesquelles il est dit & ordonné, entre autres choses, suivant nôtre présent consentement.

Que s'il arrivoit que nous Jaqueline susdite, succédions nôtre Seigneur & Père susdit, nous & nos descendants succéderions aux Pais de Hainaut, de Hollande, de Zélande & de Frise avec leurs appartenances, pourvu qu'au jour du décès de nôtre dit Seigneur & Père, il ne laissât point de Fils légitime, pour laquelle raison la direction & possession des susdits Pais & Seigneuries, le cas échéant comme dit est, apartiendrait à nous Duc de Touraine, comme Mari & Tuteur de nous Jaqueline susdite & héréditairement aux Enfants procréés de nous. Et comme nôtre cher Père susdit, à cause de l'affection naturelle qu'il a d'obligation, pour ses Pais & Sujets, desire & veut qu'après sa mort, ils soient gouvernez & maintenus en tel bonneur, droits & honnables coutumes que ses Ancêtres les ont tenus & gouvernez, & comme il l'a fait lui même & pretend le faire ci après jusques à sa mort, nous ayant mêmes donné souventefois les enseignements & instructions pour l'imiter avec bonneur, nous reconnaissons, que ces avis, instructions & enseignements à l'égard des susdites choses, seront honorables & profitables, pour nous & nos héritiers si nous en avons, & mêmes aux Pais, Seigneuries & Sujets susdits, dont nous remercions nôtre cher Père.

Savoir faisons donc à tous que nous Jean Duc de Touraine, & Jaqueline de Bavière susdits, conjointement & chacun pour nous en particulier, & pour satisfaire aux justes desirs de nôtre cher Père le Duc Guillaume de Bavière avons par reconnaissance, consenti & proposé, & voulons que toutes choses se fassent selon qu'elles sont présentes & ordonnées ci-après.

En premier lieu, ainsi qu'il est raisonnable & possible, nôtre cher Père le Duc Guillaume susdit fera & demeurera Souverain des Pais & Sujets de Hainaut, de Hollande, de Zélande, & de Frise, avec toutes leurs dépendances & en fera à sa volonté sa vie durant, comme il en a fait jusques à présent, sans nous en mêler en aucune manière.

Et s'il arrivoit que ces Pais & leurs dépendances nous arrivassent en quelque temps que ce soit, nous en recouvrerons les hommages de ceux, & en la même manière que nôtre Père susdit, faisoit ou étoit obligé de faire, lors que les susdits Seigneuries & possessions lui échueurent, & comme ses Ancêtres avant lui ont fait, & de nuls

ANNO

1415.

gedaen hebben, ende van gene andere Heeren in geen-
re andere maniere.

Item, soo sullen wy dese drie Landen voorz. al-
toos te Liden houden, sonder die te delen of van mal-
farderen te scheiden, alsoo als die voortijds beloofd
ende bevestigd is geweest van ons liefs Vaders Voorva-
deren, ende oock van hem ende van sommige goede
Steden. Ende of wy Kinderen by malkanderen kregen,
so sullen die voorz. drie Landen toebehoren, na Erf-
recht, onsen outlien Soon, of onse outse Dochter,
of wy genen Soon en hadden.

Item, om dese voorz. Landen te beter regieren,
soo sullen wy hem houden ende doen houden alle hoir
Rechten ende Hantvesten, Vryheden, ende oock hare
goede gewoonten ende redelick herkomen, sonder daer
jegens te spreken, of die te ondoen in eeniger ma-
ten, ende sullen geordineert worden, gehouden ende
bekleert mit Officieren ende Diensten, in sulcker maten
soo sy voortijds geweest hebben ende noch zijn, sonder
eenige nieuwe gewoonten daer in te brengen; ende
sullen in onsen Rade dienst-huyden setten van de besten
ende nutsten die wy vinden sullen mogen, ende gebo-
ren sullen wesen van den voorz. Landen, en geene
Vreemden.

Item, dese voorz. Punten ende elck bysonder, en-
de oock dat wy tegenwoordelick beloven, sullen wy
noch loven ende seffelick ende openbaerlick sweeren
ende confirmieren, soo wanneer wy inden voorz. Lan-
den ontfangen sullen worden, inde goede Steden en-
de Dorpen daer 't gewonlick is, of daer wy schul-
digh zijn te doen, alsoo onse lieve Vader voornoemt,
ende syne Voorvaders voor hem gedaen hebben, ende
daer of onse bevestigde Brieven overgegeven, over al
daer men 't van ons begeren sal ende behoerlick is.

Item, soo hebben wy geloofd ende geloven wette-
lick, ende in goeden trouwen volcomelick te houden
ende te doen houden alle giften ende bewysinge, erf-
felick ende lyffelick, die onse lieve Moeder Vrouwe
Margriete van Bourgogne voornoemt gemaectt zijn,
of gemaectt sullen wesen als men ons ontfanckt, van
onsen Heven Vader voorz. of van synen Voorvaders,
alsoo wel in heuren Huwelick of daer nae, ofte ande-
re Personen van dier faecke, inden drie Landen voorz.
of eenigh van drien, soo wanneer men ons eenige Brie-
ven daer of toont, ende soo wes die Brieven daer of
inhouden, dat sullen wy doen vervullen sonder ver-
mindern, of eenigh wederstandigheyt, ende confirme-
ren ende vestigen die selve Brieven rechtevoorts vol-
comelick ende geheelick. Ende of wy hier namaels,
als wy in den voorz. Landen ontfangen worden, of
voor of na, van onse lieve Moeder ende van yemant
van horen wegen aengesocht worden om andere con-
firmatie ofte vestigheyt te hebben, die heur weerdich
ende profitelick waren, ende daer of onse bevestigde
Brieven te geven ende te accorderen, boven datter ge-
daen is, dat sullen wy heur doen sonder eenigh we-
derseggen, inder bester forme ende maniere d'emen
daer in vercrien mach.

Ende desgelijcx hebben wy geloofd al ons liefs Va-
ders schult te beralen, ende te houden, ende gancche-
lick te doen vervallen sonder eenich ofbreck.

Alle giften, verkope, ende bewysinge, die onse Va-
der voornoemt gedaen heeft, ende noch doen sel, syn-
nen Dienaren ende Huisgefinne, ende andere Luyden
die hy gratie ende heusheyt heeft willen doen, diemen
mit goede bevestigde Brieven betoonen mach, tot wat
tijden dat het waer of wesen mochte.

Ende in der selver maten soo willen wy houden
sulcke giften, rechten ende bewysinge als gedaen heb-
ben geweest by ons liefs Ouders Voorvaders in horen
tijdt, voor goet ende van waerden gehouden heeft, en-
de die selve Brieven van giite ende van verkope ende
bewysinghe, als voorz. staet, confirmieren wy rechte-
voort ende houdense van waerden, ende oft te doen
ware, soo sullen wyse noch confirmieren, als daer
toe behoort, tot alre tijt als wijs verfocht worden van
den genen die her aengaet, ofte van hoirer eenich.

Ende want wy Johan van Vranckrijck, Hertoghe
van Tonreynen, ende Jacob van Beyeren voornoemt,
nu ter tijt tot onsen jaren, ende in state der goeder be-
kenhisse gekomen zijn, als die genen die macht hebben
ons selven mit rechte te bevoorwaarden ende te verbin-
den, soo hebben wy geloofd en geloven 't selickelick,
ende elcx bysonder, alle dese voorz. Puncten ende
elcx van hen volcomelick te houden ende te bewaren,
ende geheelick te volbrengen van puncte te puncte,
sonder eenich ofbreck of wederseggen daer in te
doen, of laten geschieden, by ons noch hier namaels.

Ende

autres Seigneurs en quelque maniere que ce soit.

ANNO

1415.

Item, nous maintiendrons ces trois Pais susdits con-
jointz & sans les direux ou separer les uns des autres,
comme il a été promis & scellé ci-devant par nos chers
Ancêtres, & ainsi par quelques bonnes Villes. Et si
nous avons des Enfant ensemble, les susdits Pais ap-
partendront par droit de Succession à notre Fils aîné, ou
à notre Fille aînée si nous n'avons point d'Enfant
mâle.

Item, pour d'autant mieux gouverner les susdits Pais,
nous maintiendrons & serons maintenir leurs Droits,
Privileges, Libertez, & loables Coutumes sans y con-
treindre, & sans les entrainer en aucune maniere, &
seront conservez & reëus des Officiers & Services de la
maniere qu'ils ont toujours été & sont encore, sans y in-
troduire aucune nouvelle coutume, & mettrons en nôtre
Conseil les gens, les meilleurs & les plus utiles qui se
pourront trouver, & qui seront nez au susdits Pais &
non des Etrangers.

Item, les Points susdits & chacun d'iceux que nous
promettons presentement de confirmer en particulier, nous
les jurons & confirmerons en public quand nous serons
reçus dans les susdits Pais & dans les Villes & Bourgs,
comme il est accoustumé, ou aux lieux où nous sommes
obligez de le faire, ainsi que nôtre cher Père susdit &
ses Ancêtres l'ont fait pour eux, & dont nous donnerons
nos Lettres scellées par tout où nous en serons requis &
comme il sera de raison.

Item, nous avons promis & promettons loyalement &
en bonne foi d'accepter parfaitement & faire entrete-
nir toutes Donations faites ou à cause de mort faites
par nôtre chère Mère, Dame Marguerite de Bourgogne
susdite ou avant d'elle faites par nôtre cher Père susdit
ou par ses Ancêtres, au tems de nôtre reception tant
pendant leur Mariage que depuis, ou bien par d'autres
personnes à cet égard, & ce dans ces trois Pais ou quel-
qu'un des trois, lors qu'on nous en montrera les Lettres,
& satisferons au contenu dedites Lettres sans ammu-
nition, ou opposition, lesquelles Lettres nous confirmerons
parfaitement & entièrement. Et au cas qu'à l'avenir
lors que nous serons reçus dans ledits Pais, ou en a-
près, nous soyons requis de nôtre chère Mère ou de quel-
que autre de lui faire donner d'autre confirmation ou
ratification qui lui soit nulle & en accord avec nos Let-
tres scellées, outre ce qui sera déjà fait, nous le ferons
sans aucune contradiction en la meilleure forme & ma-
niere que faire se pourra.

Et semblablement avons promis d'acquiescer les dettes
de nôtre cher Père & de les amortir tout à fait sans
y manquer.

Item, toutes les donations, ventes, & assignations que
nôtre Père a faites & pourra faire encore à ses servi-
teurs, & domestiques, & autres personnes qu'il aura
voulu favoriser, & lesquelles pourront être justifiées
par nos Lettres scellées, datées du jour qu'elles auront été
faites.

Et de la même manière nous voulons entretenir les
donations, droits & assignations qui ont été faites par
nos chers Ancêtres en leurs tems, & les tiendrons pour
bonnes, & même confirmerons les Lettres de donations,
de ventes & d'Assignations, & celles qui pourroient en-
core être à faire comme il appartient, en quelque tems
que nous en soyons requis.

Et comme nous Jean de France Duc de Touraine, &
Jaqueline de Barrois susdits, sommes presentement par-
venus en âge en état de connaissance, de même que ceux
qui ont pouvoir de nous conseiller & de nous obliger,
nous avons promis & promettons conjointement & cha-
cun en particulier, de garder & observer parfaitement
tous les susdits Points & chacun d'iceux en particu-
lier, & de les accomplir de point en point sans manque-
ment ni contradiction aucune, ni d'y faire manquer, ni
contredire cy après. C'est pourquoi, entant que cela

touche

ANNO
1415.

Ende hier voor hebben wy ende elck van ons, alsoo vere als ons ende onse Erven na ons roert, of roeren mach, geset onse getrouwe sickerheden, ede, ende gelooven, in de handen ons liefs Vaders voorz., alsoo wel voor hem als voor sijnen Landen ende Luyden, en voor anders allen den genen diet roeren mocht, of mach, nu ter tijdt of hier namaels, ende hebben daer in verbonden, ende verbinden volcomelicken by wictachtiger geloofentse ons ende elck een van ons, ons Erigenamen ende Navolgers, ende alle onse ende hoire Goeden, over al waer sy gelegen zijn, versakende ende Wedereroepende gemeenlicken ende bysonder alle dingen, die ons hier jegens souden mogen helpen, mit rechte of mitter daer, alle aglist uytgeleyt inde voorz. stucken. Ende hebben des voirconde onsen Segelen hier aen doen hangen. *Gegeven in den Hage den seften dagh in Auguste int Jaer ons Heeren duyssent vier hondert en vijffien.*

XXVI.

31. Août. *Lettres Royaux de CHARLES VI. Roi de France faisant foi de la Paix jurée entre lui & JEAN Duc de Bourgogne, portant aussi que nonobstant toutes autres Lettres, il le reconnoit pour bon & loyal Parent, Vassal & Sujet. A Paris le dernier jour d'Août 1415. [JEAN JUVENAL DES URINS, Histoire de CHARLES VI. Roi de France. Ann. 1415. pag. 300.]*

CHARLES, par la grace de Dieu Roy de France; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme pour plusieurs considerations, nous fusions traités & avancez à grande assemblée de Gens d'armes devant la Ville d'Arras, & illec par devant nous fussent venus de par nostre tres-cher & tres-ami Cousin, le Duc de Bourgogne, en grande reverence & humilité, nos tres-chers & tres-amez Cousin & Cousine, le Duc de Brabant, la Comtesse de Hainaut, & nos bien-amez les Deputez de par les trois Estats du Pays de Flandres, ayans procuracion & puissance de nostre-dit Cousin de Bourgogne, lesquels nous exposeroient les excuses, & aussi les grande & entiere affection & volonte qu'il avoit envers nous, & nous firent telle obeyssance, que en fusmes contents: & dès lors eussions nostre-dit Cousin receu en nostre bonne amour & bonne grace. Et avec ce, ayons ordonné estre Paix entre tous nos Sujets. Laquelle Paix iceluy nostre Cousin de Bourgogne a solennellement sur la vraye Croix, & Saints Evangiles de Dieu juré, & de ce baillé ses Lettres Patentes seellées de son grand Seel. Sçavoir faisons, que iceluy nostre-dit Cousin de Bourgogne, nous voulons & reputons, & voulons estre tenu, & réputé par tout pour nostre bon & loyal Parent, Vassal, Sujet, & Bien-veillant. Nonobstant quelconques nos Lettres, que ayons fait publier au contraire, lesquelles nous ne voulons estre d'aucun effect contre la teneur de ces presentes, ny prejudicier à icelles. Et defendons à tous nos Sujets quelconques par ces presentes, sur peine d'encourir nostre indignation, que pour occasion de hosdites Lettres, par paroles, Predications, Sermons, ne autrement, ils ne disent, ny ne fassent aucune chose à la charge ou deshonneur de nostre-dit Cousin de Bourgogne, en quelque maniere que ce soit. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenans & qui tiendront nostre Parlement à Paris, au Prevost de Paris, & à tous nos Seneschans, Bailiffs, Prevosts, & autres nos Juticiers, & Officiers quelconques, & leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, si comme à lui apparliendra, que contre ce que dit est, ils ne fassent ou fassent aucune chose estre faite: en punissant chacun endroit soy les Transgresseurs, de telle punition felon le mefait, que ce soit exemple à tous autres de eux en garder. Et en outre fassent publier ces presentes par tout où il apparliendra. Au vidimus desquelles, fait fous Seel Royal & autentique, nous voulons foy estre adjouctée comme à ce present Original. En tesmoyn de ce, nous avons fait mettre nostre Seel à ces presentes. Donné à Paris le dernier jour d'Août, l'an de grace mille quatre cens & quinze, & de nostre Regne, le trente-cinquieme. *Amfi signé, par le Roy, à la relation du grand Conseil, tenu par Monseigneur de Guyenne. MAUREGARD.*

ANNO
1415.

touché ou peut toucher nous & nos heritages; nous avons fait entre les mains de nostre cher Père tant pour lui que pour ses Pais & Sujets, & pour toutes les autres choses qui peuvent ou pouvoient le regarder des a-present ou cy après nos assurances, serment & promesse, & ayons obligé & obligons entièrement par promesse légitime, pour nous, au chacun de nous, nos Heritiers Descendants ou chacun d'eux, nos biens & les leurs, en quelque endroit qu'ils soient situés, renouans à toutes choses à ce contraires de droit ou de fait, & sans aucune dissimulation à cet égard. En témoin dequoy nous avons fait mettre nos Seaux à ces presentes. Donné à la Haye le 6. jour d'Août l'an de nostre Seigneur 1415.

XXVII.

Lettres Patentes de CHARLES VI. Roi de France, par lesquelles, à l'exception d'un certain nombre de Personnes y dénommées, il accorde une entiere Abolition aux cinq cens Personnes qui en avoient été exceptées, par la Paix conclue à Pontoise, entre lui & le Duc de Bourgogne. A Paris le dernier jour d'Août 1415. [JEAN JUVENAL DES URINS, Histoire de CHARLES VI. Roi de France. Ann. 1415. pag. 301.]

CHARLES, &c. A tous ceux, &c. Salut. Comme nous ayons pitié & compassion des grandes oppressions, pertes, & dommages, que nostre Peuple a eu & souffert au temps passé, à l'occasion des Guerres & Armées faites en nostre Royaume, voulans nos Sujets garder, relever, & préserver d'icelles oppressions. Et pour autres causes & considerations à ce nous mouvans, ayons fait, voulu, ordonné, & commandé Paix ferme & stable en nostre Royaume, & entre nos Sujets. Et avec ce, ayons fait & ordonné certaine abolition de ce qui a esté fait depuis la Paix de Pontoise, de laquelle furent exceptées cinq cens personnes, lesquelles devoient estre nommées dedans la Feste de Saint Jean Baptiste, dernièrement passée. Exceptez aussi ceux, qui par nostre Justice avoient esté bannis depuis le temps dessusdit. Eussions en outre voulu, que ceux qui avoient esté esloignez de nostre Ville de Paris, & des autres Villes de nostre Royaume, ou qui de leurs volentes s'estoient abstenz de leurs demeurances par suspension, demeurassent esloignez & abstenz hors de nostre Ville de Paris, & des autres Villes & Lieux, dont ils avoient esté esloignez, jusques à deux ans. Sçavoir faisons que pour consideration de ce que dit est, & autres causes & considerations à ce nous mouvans, voulans estre nostre liberalité, au fait de ladite Abolition, ayons voulu, ordonné, & octroyé, voulons, ordonnons, & octroyons de nostre pleine autorité & puissance Royale par ces presentes, que les cinq cens personnes esloignées & bannies, soyent compris en ladite Abolition, & que d'icelle ils jouissent & usent, comme s'ils n'eussent aucunement esté exceptez de ladite Abolition. Exceptez toutefois Helyon de Jacquerville, & Robinet de Mailly, Chevaliers, Maître Jean de Troyes, Maître Henry de Troyes, Jean Parent, Simon Caboché, Denist de Chaumont, Maître Laurens Calot, Thomas le Goix, Jean le Goix, Guillaume le Goix, Colin de la Vallée, Jean Bouyn, Maître Guillaume Barault, & sa Femme, Jean Panmier, Maître Felix du Bois, Maître Jean Rapiout, Maître Toussaint Barat, Guillaume Goute, Jean du Boissauron, Jean Errault, Jean Bourdon, dit Roufflet, Bartelier, Guillaume Baillet, David du Conseil, Antoine de Forest, Maître Nicole du Quesnoy, Jacques de Sarcy, Jean Maille, Orfevre, Jean de Rotien, Fils de la Tripière du Puis Notre-Dame de Paris, Jean Maillart, Jean Tillart, Procureur en Châtelet, Jean de Saintyon, Boucher, Jean le Fort, Thomas le Sueur, Prevost de Saint Denys, Jacques le Sueur, François Lorfèvre, Chaussetier, Mahiet Boilestie, Poiffonnier, Jean de Pottigny, dit Chaffelain, Colin le Mauvais, Jean Patisse, Jean le Coq, Jean le Clerc, dit petit Prevost, Thomas Quillet, & Maître Jacques Cadot, lesquels pour considération de plusieurs excès par eux commis, & perpe-

perpetrez, au desplaisir de nous, de nostre tres-chere & tres-amée compagne la Reyne, & de nostre trescher & tres-ami Fils le Duc de Guyenne, Dauphin de Viennois, nous ne voulons estre compris en icelle Abolition. En tesmoia de ce nous avons fait mettre nostre Seel à ces presentes. Donné à Paris, le dernier jour d'Aoust, l'an de grace mille quatre cens & quinze. MAUREGART.

XXVIII.

16. Sept. *Lettre de HENRI V. Roi d'Angleterre à CHARLES VI. Roi de France, qu'il nomme Dauphin de Vienne, par laquelle il l'appelle en Duel pour le Royaume de France. Donnée à Harfleur le 16. Septembre 1415. [RYMER, Foedera, Conventiones &c. Tom. IX. pag. 313.]*

HENRY, par la grace de Dieu, Roy de France & d'Angleterre, & Seigneur d'Irland, a, Hault & Puissant Prince, le Dauphin de Vienne, nôtre Cousin, ainisé Filz a, Trespuissant Prince, nôtre Cousin & Adversaire de France.

Come en, par la reverence de Dieu, & pour eschuir l'estuision du Sanc humain, nous avons, plusieurs fois, & par plusieurs voies, quis & serche Paix, & nulle n'avons peu avoir, & nous obliant ce, plus & plus nous creit le desir de la avoir,

Et considerons bien que, par noz Guerres, s'ensuit mort des Hommes, destruction de Pais, lamentation des Femmes & Enfans, & tant des maus generallement, que chescun bon Chrestien en deult doloir & avoir pite, & nous especialment, a qui ceste matire plus touche, & mettre peine & diligence a trouver toutes les voies, que l'on sceut, a eschuir les maus & inconveniences dessusdits, pour acquerir gree de Dieu & loange du Monde,

Et quant nous avons tout pensé & avise, nous semble, considerant q'il a pleu a Dieu visiter d'infirmité nôtre dit Cousin vôtre Pere, qu'a nous & a vous gist le remede,

Et, a fin que chascun pourra savoir qu'en nous ne tiendra, ne de nôtre part, nous vous offrons a mettre toute nôtre querelle, en la grace de Dieu, par entre nôtre personne & la vôtre,

Et, si vous semble que vous ne le pourriez accorder, a cause de l'interesse, que vous pensez nôtre dit Cousin vôtre Pere avoir, nous vous declérons en ce nôtre entencion que, si vous vulliez a ce entendre, & le faire de fait, il nous plect bien souffrir que nôtre dit Cousin, a la reverence de Dieu, & qu'il est Personne sacree, ait & rejoist ce, q'il a de presente, pour terme de sa vie, quoy que aviegne, au pleür de Dieu, entre nous & vous, ainsi come sera appointe entre son Conseil, le nôtre, & le votre,

Par ainsi que si Dieu nous donne la Victorie, que la Couronne de France que ses appourtenances, comme nôtre droit, nous soit, incontinent sanz difficulté, rendue apres son deces,

Et a ce tous les Seigneurs & les Estatz du Roialme de France obliger en maniere, comme serra accorde par entre nous,

Car mieulx nous vaut, Cousin, ainsi entre noz deux Personnes determiner ceste Guerre, a tous jours, que de souffrir les mescreantz, par my l'ocasion de noz Guerres, destruire la Chrestiente, notre Mere Sainte Eglise en division demorer, le Peuple de Dieu destruire l'un l'autre,

Et prions, bien que vous avez si grand desir de ce eschuir, & au bien de Paix venir, que vous ne refusez, de sercher toutes les voies que pourroient estre trouvees pour venir a ceste Paix,

Et espoierons en Dieu que si bonne voye si courte ne pourra estre trouvez come ceste serra,

Et pour tant, en descharge de notre ame, & en charge de la vôtre, si greindz maus s'ensuyent desore en avant, nous vous offrons ce que dessus est dit,

Protestans toutesfoiz que ceste nôtre offre, que nous faisons a l'honneur & crainte de Dieu, & pour les causes dessus dites, de notre propre motion, sanz ce que noz foiaix Parentz, Conseillers, & Soubgiz, eussent a present entour nous, aient, en si hault matire, nous offert conseiller, ne puisse, en nul temps avenir, estre mis avantdit ne allegiez en nôtre prejudice, n'en prejudice de nôtre bonn droit & titre, que

nous avons, a present, en la Corone dessus dicte, oue ses appourtenances, ne le bonn droit & titre que nous avons a present as autres noz Terres & Heretages de ca la Mer, ne a noz Hoirs & Successeurs, si ceste nôtre offre ne preigne plein accomplissement par effect par entre nous & vous par la manere dessus dicte.

Donne foubz nôtre prive Seal a nôtre Ville de Harfleur le xvi. jour de Septembre.

XXIX.

Decretum Concilii Constantiensis, quod non obstantibus Imperatoris, Regum & aliorum Principum Secularium Salvis Conductibus liceat Judici competenti & Ecclesiastico de Hereticis & ipsorum Doctrina inquirere, eisdemque punire. Constantie in Sessione XIX. die 23. Septembris 1415. [Collectio Conciliorum Regia Tom. X. XIX. pag. 471. PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. col. 169.]

PRÆSENS Sancta Synodus ex quovis Salvo Conductu per Imperatorem, Reges & alios sæculi Principes, Hæreticos, vel de hæresi diffamatis, putantes eosdem sic a suis erroribus revocare, quocumque vinculo se adstrinxerint, concessit, nullum Fidei Catholica vel Jurisdictioni Ecclesiastica præjudicium generari, vel impedimentum præstari posse seu debere declarari, quo minus, dicto Salvo Conductu non obstante, liceat Judici competenti & Ecclesiastico, de hujusmodi Personarum erroribus inquirere, & alias contra eos debite procedere, eosdemque punire, quantum Justitia suadebit, si suos errores revocare pertinaciter recusaverint, etiam si de Salvo Conductu consili, ad Locum venerint Judicii, alias non venturi: nec sic promittentem, cum fecerit quod in ipso est, ex hoc in aliquo remanisse obligatum. Quo Statuto five Ordinatione lectis idem Statutum fuit approbatum per Dominos Episcopos nomine quatuor Nationum, ac Reverendissimum Patrem Dominum Cardinalem Episcopum Officem nomine Collegii Cardinalium, per verbum, placet.

XXX.

Confirmatio Constitutionum FREDERICI II. Cæsaris, & CAROLINÆ per Concilium Constantiense in decima nona Sessione, cum multis adjectionibus, & sub gravissimis penis decreta, adversus omnes Invasores, Distractores, Infeudatores, Donatores, & Permutatores Bonorum Ecclesiarum vel Ecclesiasticarum, Monasteriorum &c. pertinendum; ut & contra omnes Seculares Potestates, nec non Consules Civitatum qui Ecclesias & Ecclesiasticos collectis & exactionibus aggravare nituntur. [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXIX. pag. 63. PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. col. 273. VON DER HARDT Magnum Oecumenicum Constantiense Concilium Tom. IV. pag. 573. GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. II. pag. 97.]

SACROSANCTA Synodus Constantiensis * in speculum sue considerationis extollens, quam gravissima dispendia Ecclesie, Monasteria, Hospitalia, Xenodochia, & alia pia Loca ac Personæ Ecclesiasticæ sic tempore Guerrarum & lugubris Schismatis, proli dolor, causante malitia, & ambitione mentium humanarum, ad talia diversis coloribus, modis & titulis inhiatium improbe, hætenus pertraxerint, maxime à tempore felicitis recordationis Urbani Papæ Sexti inclusive citra, ac perierant incessanter in tallis, collectis, exactionibus, occupationibus, invasionibus, detentionibus, distractionibus, concessionibus, venditionibus, infeudationibus, emphyteoticis & aliis locationibus, donationibus, dimembrationibus, dationibus, permutationibus, & aliis variis & diversis alienationibus Regnorum, Provinciarum, Comitatum, Dominiorum, Territoriorum, Districtuum, Civitatum, Castellorum, Villarum & aliorum locorum, bonorum, furum etiam spiritualium, ac Jurisdictionum ad Romanam & Ecclesias alias, Monasteria, Hospitalia, Xenodochia, & pia

ANNO
1415.

23. Sept.

* speculum
sue considerat
rationis.

ANNO
1415.

perialibus ac Sacris Sanctionibus quibuscumque, ab impiorum malitia adversus Ecclesias & Clericos, nulla reverentia, nullo Dei timore, nulloque animarum interitu pensatis, eorumdem temere audacia crevit insolentia. Igitur auctoritate Dei Omnipotentis prædicta omnia innovat, statuit & confirmat, perpetuisque futuris temporibus ab omnibus Christi Fidelibus ubilibet in omnibus & per omnia, juxta ipsarum Constitutionum tenores, subannis aliisque penis & censuris supra in eisdem comprehensis inviolabiliter observandis.

Ceterum in eodem Lateranensi Concilio statutum & ordinatum fuit, quod Episcopus five Ordinarius cum consensu sui Cleri ad relevandas communes utilitates & necessitates, ubi Laicorum non suppetunt facultates, absque ulla coactione possit Ecclesiasticas Personas compellere ad aliqua subsidia Laicis conferenda, prius Romano Pontifice consulto: & hac sumpta occasione, Laici in quampluribus partibus, minis vel terroribus, seu aliquibus aliis modis aut coloribus diversis inducunt, ut tallias, collectas, subsidia, impositiones, vel alia quavis onera, quocumque vocabulo seu nomine nuncupentur, Ecclesiis vel Clericis imponant, aut imponi consentiant, vel permittant, cum facultate interdum per ipsosmet Laicos aut alios exigendi. Ex quo Constitutio Lateranensis, quæ ob pietatem Laicorum fuit ordinata, in impietatem & grave damnum & iacturam Ecclesiarum & Ecclesiasticarum Personarum vertitur. Ideo dicta Sancta Synodus hoc perpetuo statuit & ordinat, quod nulla Persona Secularis quuscumque dignitatis aut status & conditionis existat, etiam si Imperiali, Regali vel quacumque præfulgent Dignitate, sub prætextu consensu Episcopi, Clero tallias, impositiones & onera vel subsidia imponat, exigat vel recipiat, nisi prius Romano Pontifici consulto, sub penis,annis & censuris eisdem.

Item per omnia, Romano Pontifice dictas tallias vel collectas impoñente, vel imponi mandante, consensu Episcopi vel Cleri non accedente. Episcopi vero, qui contra prædictum Concilium Lateranense vel hanc Constitutionem, imponendo vel imponi consentiendo, vel exigendo consenserint, eis ingressus Ecclesie ipso facto fit tandiu interdictus, donec læsi Ecclesie & Clericis ac Ecclesiasticis Personis plenariam fecerint satisfactionem. Prælati quoque qui contra Sacrorum Canonum dispositionem, & contra Constitutionem Bonifacii octavi, quæ incipit, *Vas electionis*, visitando, vel caritativum subsidium, nec non tallias & collectas imponendo, Ecclesias & Ecclesiasticas Personas quocumque modo gravant, ipso facto ab omni administratione temporalium & spiritualium (etiam si in Pontificali vel alia Dignitate existant) sint privati, aliis quidem penis in Jure expressis in suo robore permansuris.

Item considerans, quod nonnulli Summi Pontifices ex capta opportunitate nonnullorum Regum, Dominorum, Comitum, & aliarum quarumvis Personarum temporalium, aut ad ipsorum benevolentiam captandam, vel alio Spiritu ducti, concesserunt & licentiam dederunt eisdem tallias, collectas, subsidia, impositiones, datas, pedagias, aut alia quavis onera hujusmodi imponendi vel exigendi ab Ecclesiis, Clero vel Ecclesiasticis Personis in eorumdem Dominio vel Districtu aut alibi constitutis & commorantibus, alias ad tempus, alias ad certam Summam sub diversis modis, formis vel conditionibus, in sanctis Literis Apostolicis vel aliis hujusmodi licentiis comprehensis; idcirco omnes & singulas concessionis & licentias hujusmodi, etiam si de plenitudine potestatis Romanorum Pontificum aut Apostolicæ Sedis, quovis modo & quibusvis Personis sub quibuscumque verborum tenoribus concessas, revocat, cassat, annullat & irritat. Dictisque Dominis, Comitibus & aliis, ut supra, expressis, mandat & jubet in virtute sanctæ obediencie & sub penis, annis & censuris, nec non in tripulum restitutionibus supra expressis, quas incurrent ipso facto, quod abinde in antea dictis concessionibus, licentiis, aliqua & aliquibus ex ipsis nullo modo per se vel alium aut alios, directe vel indirecte, palam, publice vel occulte, imponendo vel exigendo, quoquo modo utantur: quinimo Privilegia, Concessiones & Scripturas hujusmodi super dictis concessionibus & licentiis contractas de luce aboleri faciunt.

Item eadem auctoritate statuit, ordinat, decernit & declarat, quod Regna, Provincie, Comitatus, Domina, Territoria, Civitates, Districtus, Terræ, Villæ, Castra, Fortalitia, Possessiones, Ædificia, Gran-

giæ & quavis alia bona, res, Jura, Jurisdictiones, Actiones reales & personales, spirituales & temporales, ac Patronatus & Pertinentiæ eorumdem & Ecclesiarum Cathedralium Diocesæ, quæ Romanæ seu Patriarchalibus, Metropolitanis, Cathedralibus, Abbatialibus, & quibusvis aliis Collegiatis Secularibus vel Regularibus Ecclesiis, Monasteriis, Prioratibus, Mentis quæ Cathedralibus & Abbatialibus, Capitulis, Collegiis seu Conventibus, Hospitalibus, Xenodochiis, & quavis aliis piis Locis, alicui vel aliquibus ex ipsis temerarie vel audacia, dolo, vi vel fraude, quomodocumque vel qualitercumque, per quasvis Personas Ecclesiasticas vel Laicales, Capitula, Collegia, Dominos, Comitatus & Universitates, etiam si Imperiali, Regali, Cardinalatu, Pontificali, vel alia quavis Ecclesiastica vel Laicali Præminencia & Dignitate præfulgerent, à tempore felicitis recordationis Gregorii undecimi inclusive citra (post quem quidem Gregorii decessum Schisma præfens, proh dolor, in Dei Ecclesia ortum habuit) quavis occasione, seu colore quæsito fuerint invasa, occupata, usurpata, captata, seu derenta, hujusmodi Ecclesiis, Monasteriis, Prioratibus, Mentis quæ Cathedralibus & Abbatialibus, Capitulis, Collegiis, seu Conventibus, Hospitalibus, Xenodochiis & piis Locis, videlicet illi & illis, cuius, quorum vel quorum tempus & in tempore invasionis, occupationis, usurpationis, captionis seu detentionis hujusmodi erant & nunc sunt, dummodo tempore invasionis, occupationis, usurpationis, seu detentionis prædictæ, vel prius, possessiones, Ecclesias, Monasteria, Prioratus, Mensas Cathedraliales & Abbatiales, Capitula, Conventus, Hospitalia, Xenodochia & pia Loca, aut per aliquem vel aliquod ex ipsis, coram aliquo de Executoribus, five Conservatoribus, de quibus infra fit mentio, probetur infra tempus quadrimestre à die probationis prædictæ continue currendum; vel si fama de dicta possessione, aut secuta invasione, occupatione, usurpatione, captione, seu detentione hujusmodi erit in Diocesi Ecclesiæ, Monasterii, Prioratus, Mensarum Cathedralium, Abbatialium, Capituli, Collegii, Conventus, Hospitalis, Xenodochii, vel pii Locii hujusmodi, similiter infra simile quadrimestre continuandum à die legitime citationis, monitionis, seu requisitionis personaliter factæ, vel si possessoris copia commodè haberi, aut bene, tute ac legitime citari non possit, tunc & eo casu moneri & requiri valeat per Edictum in aliquo Loco Diocesæ, vel ipsi Diocesi propinquo, ubi invasor, occupator, usurpator, captor, seu detentor habitare consueverat, ad habitandum vacua & expedita, plenarie, realiter & cum effecta, omni cessante excusatione & exceptione, restituantur; reddantur & redintegrentur, ac pacifice dimittantur sub penis, annis & censuris, & sub aliis, ut supra, & sub triplicata restitutione, & sub infamia & occupatione & Juris amissione superius nominatis: quas negligentes, inobedientes, transgressores, rebelles & contra facientes incurrent ipso facto, à quibus penis & censuris, & aliis prædictis non possint absolvi, nisi prius factis (ut præfertur) plenam & integram restitutionibus. Et nihilominus ex abundanti cautela ipsa Sancta Synodus ex certa scientia prædicta, Bona, Regna, Civitates & cetera, ut supra, illis quibus erant (ut præfertur) restituit, reddit & redintegrat per præfatos. Et insuper liceat Prælati, Capituli, Conventus & Rectores Ecclesiarum, Monasteriorum & Locorum hujusmodi, quorum talia Regna, Bona & cetera erant, & nunc sunt, eorumque Successoribus, aut eorum Procuratoribus & Syndicis, auctoritate propria, alicujus consensu vel licentia minime requisita, possessionem illorum intrare, capere aut detinere libere & impune, Constitutionibus & Privilegiis Apostolicis & Imperialibus, & aliis quarumvis Personarum, nequaquam obstantibus. Rursus, quia Contractus celebrati, nec non Concessiones super Regnis, Provinciis, Civitatibus, Castris, Villis, & aliis bonis supra expressis, viro non purgato, verimiliter ad verationes redimendas facti vel factæ præsumuntur: ea propter ipsa Sancta Synodus ex certa scientia omnes & singulas concessiones, donationes, venditiones, alienationes, pignorationes, divisiones, separationes, dimembrationes, distractiones, extenuationes, permutationes, obligationes, declarationes, revocationes, infestationes, reinfestationes, pacta, provisiones, promissiones, Sententias & alios Contractus quosque, etiam si iuramentis fuerint convalidati & convalidati, etiam per viam aut modum quuscumque Contractus, etiam in illis contenta sub quacumque verborum conceptione appareant, post invasiones, occupationes,

ANNO
1415.

ANNO 1415. ANNO 1415.

pationes, usurpationes, captiones, vel detentiones Regnorum, Provinciarum, Civitatum, & aliorum allicujus vel aliquorum, bonorum hujusmodi, & ante eorumdem bonorum plenariam restitutionem, de, in, pro, & aut super eisdem alieni vel aliquibus ex Regnis, & aliis bonis hujusmodi, vel ipsorum aut eorum aliquibus Juribus, Jurisdictionibus, Actionibus & Perpetuibus realibus & Personarum atque mixtis, spiritibus libris & temporalibus quibuscumque, quibusvis Dominis, Comitibus, Universitatibus, Capitulis, Collegiis, Patriarchalibus, vel aliis Ecclesiis quibusvis, five eorum Mensis, aut aliis Personis quibuscumque Ecclesiasticis vel Laicalibus, etiam si Imperiali, Regali, Pontificali, vel alia Ecclesiastica & temporalis præfulgent Dignitate, quavis occasione, à dicto tempore Gregorii inclusive citra, quomodocumque & qualitercumque factis & concessis, faciendis, concedendis, per Romanos Pontifices motu proprio, ex certa scientia, de plenitudine potestatis, cum omnium defectuum supplemento, ac de & cum consensu & consilio Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, five per modum aut viam Contractuum quoruncumque, vel alias & qualis auctoritate, etiam Apostolica, Imperiali, Regali, Legatorum, Nuntiorum aut Vicariorum Sedis Apostolicæ, five ordinariæ, delegata vel subdelegata, vel quacumque alia, etiam si factum & concessum fuerit per illas Personas, aut de & cum consensu illarum, ad quas in talibus de Jure & consuetudine facere, concedere & consentire pertinerit, fuisse & esse ipso Jure nullas & nullas, ac nullius efficacia, roboris & momenti, viribusque evanescens & evanescens & perinde censi & haberi, sub & cum modificationibus infra scriptis, ac si facti & factæ non fuissent. Concessioneseque, Donationes, & cetera hujusmodi; & alias quasvis, quæ cum detrimento vel læsione Ecclesiarum, Monasteriorum, Mensarum, Capitulorum, Conventuum, Locorum vel Personarum alicujus vel aliquarum hujusmodi factæ à dicto tempore Urbani Papæ VI. citra, ex certa scientia & auctoritate prædicta hac editoriali Constitutione, sub & cum supra & infra dictis modificationibus revocant, cassant, irritant & annullant. Et nihilominus ad abundantiorē cautelam tollit & penitus viribus evacuat, dictaque Regna, Loca, Territoria, Districtus, Jura, Jurisdictiones, &c. ac bona hujusmodi ad jus & proprietatem Ecclesiarum, Monasteriorum, Locorum, Mensarum, Capitulorum, Conventuum & Personarum hujusmodi, ad quæ seu quas spectabant & nunc spectant & pertinent, sub & cum supra & infra scriptis modificationibus restituit, reddit & reincorporat penitus per præsentem, quorum omnium possessionem vacuum, liberam, expeditam nihilominus illi qui talia bona tenuerint & tunc tenebant, debeant ac etiam teneantur infra dictum quadrimestre à die probationis vel citationis, monitionis seu requisitionis ut supra fidei, libere, totaliter & cum effectu vacua & expedita relaxasse & dimisisse Ecclesiis, Mensis, Monasteriis, Hospitalibus, Locis, & aliis Personis hujusmodi, ad quas ante concessionem prædictam spectabant & pertinebant, & nunc spectant & pertinent, seu spectare & pertinere possunt, sub poenis, bannis & censuris, & aliis ut supra, quas incurrunt ipso facto, & à quibus absolvi non possunt, nisi prius satisfecerint & restituerint, ut supra continetur. Et nihilominus liceat Prælati & aliis, quorum talia bona (ut præfertur) erant & sunt, possessiones intrare, & cetera, ut supra continetur.

Item dicta Sancta Synodus eadem auctoritate ex certa scientia decernit & declarat, omnes & singulas concessionem, donationem, alienationem, venditionem, extenuationem, pignorationem, divisionem, separationem, dimembrationem, districtionem, permutationem, obligationem, declarationem, revocationem, infestationem, reinfestationem, ac cælium, fructuum, seu responsionum aliarum, quocumque nomine seu vocabulo nuncupentur, extenuationem, extinctionem, pacta, promissiones, provisiones, sententias, & alios contractus quoscumque, etiam si juramentis fuerint convalidati & convalidati, etiam per viam aut modum cujuscumque contractus, & in illis contenta, sub quacumque verborum conceptione apparent, quibusvis Patriarchis, Primatibus, Archiepiscopis, Episcopis, eorumque Ecclesiis Cathedralibus, five antiquis, five post dictum Schisma erectis, aut eorum mensis, Capitulisque, Collegiis, Comitibus, seu Universitatibus & Personis, etiam Imperialibus, Regalibus, Pontificalibus, Cardinalibus, aut cujusvis Ecclesiasticæ vel mundanæ fuerint Dignitatis, Preeminentiæ, Status vel Conditionis, de, in, pro aut super Regnis, Provinciis, Comitibus, Dominis, Territoriis, Civitatibus, Districtibus, Terris, Villis, Castro, Fortalitibus, Possessionibus, Edificiis, Grangis, & quibusvis aliis Bonis, Rebus ac Perpetuibus suis, Juribusque, Jurisdictionibus & Actionibus realibus & personarum atque mixtis, Cathedraliumque Ecclesiarum Diocesibus, ac Patronatum Juribus, & quibusvis aliis tam spiritualibus, quam temporalibus, sine aliquo vel aliquibus prædictorum ad Romanam, Patriarchalem, Metropolitanam, Cathedralis, Abbatiales, & quasvis alias Collegiatus, & non Collegiatis, Regulares & Sæculares Ecclesias, Monasteria, Prioratus, Mensasque ipsarum Ecclesiarum, Capitula seu Conventus eorum, aliquos vel aliquas ex ipsis factas & factas, præter vel contra dispositionem Juris scripti, à dicto tempore Urbani Papæ VI. inclusive citra, quomodocumque & qualitercumque, usque in præsentem diem, sub quibusvis titulis,

Juribus, actionibus, causis, modis, conditionibus, vis five formis, & quavis occasione, etiam motu proprio, ex certa scientia & de plenitudine potestatis, ac cum supplemento omnium defectuum, etiam de & cum consilio & consensu Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, five per viam aut modum Contractuum quoruncumque, vel alias auctoritate quacumque, etiam Apostolica, Imperiali, Regali, Reginali, Legatorum, Nuntiorum aut Vicariorum Sedis Apostolicæ, five ordinariæ, delegata vel subdelegata, vel quacumque alia, etiam si factum & concessum fuerit per illas Personas, aut de & cum consensu illarum, ad quas in talibus de Jure & consuetudine facere, concedere & consentire pertinerit, fuisse & esse ipso Jure nullas & nullas, ac nullius efficacia, roboris & momenti, viribusque evanescens & evanescens & perinde censi & haberi, sub & cum modificationibus infra scriptis, ac si facti & factæ non fuissent. Concessioneseque, Donationes, & cetera hujusmodi; & alias quasvis, quæ cum detrimento vel læsione Ecclesiarum, Monasteriorum, Mensarum, Capitulorum, Conventuum, Locorum vel Personarum alicujus vel aliquarum hujusmodi factæ à dicto tempore Urbani Papæ VI. citra, ex certa scientia & auctoritate prædicta hac editoriali Constitutione, sub & cum supra & infra dictis modificationibus revocant, cassant, irritant & annullant. Et nihilominus ad abundantiorē cautelam tollit & penitus viribus evacuat, dictaque Regna, Loca, Territoria, Districtus, Jura, Jurisdictiones, &c. ac bona hujusmodi ad jus & proprietatem Ecclesiarum, Monasteriorum, Locorum, Mensarum, Capitulorum, Conventuum & Personarum hujusmodi, ad quæ seu quas spectabant & nunc spectant & pertinent, sub & cum supra & infra scriptis modificationibus restituit, reddit & reincorporat penitus per præsentem, quorum omnium possessionem vacuum, liberam, expeditam nihilominus illi qui talia bona tenuerint & tunc tenebant, debeant ac etiam teneantur infra dictum quadrimestre à die probationis vel citationis, monitionis seu requisitionis ut supra fidei, libere, totaliter & cum effectu vacua & expedita relaxasse & dimisisse Ecclesiis, Mensis, Monasteriis, Hospitalibus, Locis, & aliis Personis hujusmodi, ad quas ante concessionem prædictam spectabant & pertinebant, & nunc spectant & pertinent, seu spectare & pertinere possunt, sub poenis, bannis & censuris, & aliis ut supra, quas incurrunt ipso facto, & à quibus absolvi non possunt, nisi prius satisfecerint & restituerint, ut supra continetur. Et nihilominus liceat Prælati & aliis, quorum talia bona (ut præfertur) erant & sunt, possessiones intrare, & cetera, ut supra continetur.

Prædicta quoque, quæ de declarationibus ac revocationibus hujusmodi dicta sunt, non videntur nisi locum in infestationibus, reinfestationibus, concessionibus & locationibus quibusvis perpetuis, solitis ante dictum tempus Domini Gregorii Papæ XI. fieri & dari in feudum, revivendum Vicariis, aut Emphyteosis, & Regnis, Provinciis, Civitatibus, Terris, Castro, Villis, Locis, Territoriis, Districtibus & aliis Bonis, seu Juribus hujusmodi, aliquo vel aliquibus eorumdem, dummodo utile Dominium eorumdem per pacificam tenentam corporalis possessionis ante hujusmodi infestationem, reinfestationem, concessionem, non fuerit cum directo Dominio incorporatum & solidatum; ac etiam quod canon & census antiquius ante tempus Domini Gregorii Papæ XI. pro illis præstari & dari soliti, consueti seu admitti, si qui præstabantur, debite persolvant. Nec etiam locum habeant in venditionibus bonorum, quorum iusta precia apparebunt & probabuntur, Conventum & locorum hujusmodi, quorum (ut præfertur) erant dumtaxat, versa esse in permutationibus factis, versis in evidentem utilitatem Ecclesiarum, Monasteriorum & aliorum hujusmodi.

ANNO
1415.

modi. Nec locum sibi vendicent in concessionibus per Romanos Pontifices pro Dotatione in totum vel in partem, ac pro alia quavis subventionem aliquarum Ecclesiarum Cathedralium, & aliarum indigentium quarumcumque Civitatum factis de aliquibus Ecclesiis inferioribus & bonis earum, dummodo hujusmodi Civitates ab antiquo & ante dictum Schisma habuerint famam, titulum & nomen Civitatis, & dummodo etiam hujusmodi concessa non fuerint alicujus Ecclesie Cathedralis, sed ab Abbatibus inferiorum Ecclesiarum. Nec etiam sibi sortiantur effectum in venditionibus, & aliis alienationibus bonorum, Hospitalium, Xenodochiorum & aliorum piorum locorum quorumlibet, quae Hospitalia, Xenodochia, & pia Loca, ut sunt, ad Sancta Sanctorum Sancti Spiritus in Saxia de Urbe, Beatae Mariae Novae de Florentia, de Scala, de Seminis, ac de Misericordia, de Paradiso, & similia pro sustentatione Pauperum & Hospitalitate conservanda consueverunt ab antiquo bona eorum vendere, aut taliter alienare, locare, aut usumfructum concedere, secundum eorum Statuta seu laudabiles & antiquas Consuetudines pacifice hactenus observatas, Privilegiis etiam antiquis a Romanis Pontificibus quibusvis Religiosorum Ordinis bonorum & rerum hujusmodi indolis, ac etiam suis Consuetudinibus in talibus ab antiquo observatis, in suo robore permanens. Nec etiam in Vicariatus, Gubernationibus & Ministracionibus, seu Locationibus aut Feudis Provinciarum, Terrarum, Castrorum, Locorum, seu Bonorum hujusmodi ad tempus novem annorum, vel abinde infra dumtaxat duraturis: praedictis tamen modificationibus non se ad praedicta invasa, occupata, usurpata, capta, seu (ut praefertur) detenta, aliquoties extendentibus. Ceterum decrevit praefata Sancta Synodus eadem auctoritate, quod quicumque ex iustis & rationabilibus causis probaverit legitime se, de, aut super Regnis, Provinciis, Civitatibus, Terris, Castris, Locis, vel Bonis hujusmodi, vel eorum aliquo, pro precibus persolutis, vel ex causa depositi, sive mutui, aut alias ex iustis causis recipere debere a Romana seu alia Ecclesia, Monasteriis, Prioratibus, Hospitalibus vel Locis ipsis, seu eorum aliquo, aut ex Praelatis, seu Rectores eorumdem occasione dumtaxat Ecclesiarum, Hospitalium, seu Locorum praefatorum, ad quae ipsa bona pertinuerint vel pertinerent, aliquas florenorum, seu pecuniarum Summas, aut res alias, ac illas versas esse in utilitatem eadem Ecclesiarum, seu Monasteriorum aut Locorum hujusmodi, quod facta coram Locis Ordinatio deducione, aut defalcatione fructuum, aut proventuum perceptorum arbitrio dicti Ordinarii Locis, sive rerum & bonorum de quibus ageretur, super quo ipsius Ordinarii conscientiam oneraverit & operatur, non obstantibus quibuscumque Conventionibus, seu Pactis iniis, vel adiectis, etiam auctoritate Apostolica, vel alia quomodolibet roboratis, ac iuramento palati, maxime quo ad probandum precia, res vel pecunias, versa esse in evidentem utilitatem, vel quorum talia bona fuissent, seu ut fructus in sortem computare quis minime teneretur, aut quod faceret fructus suos, seu aliis contrariis & aliter disponentibus quovis modo, Ecclesia seu Monasterium, Hospitale vel Locum hujusmodi residuum, quod declaratur ad resistentiam illi qui solvisset, aut ejus Heredibus, seu ius vel causam aut titulum suum habentibus, infra annum a die talis declarationis continue computandum, vel ad hujusmodi bona obligata usque ad satisfactionem, ut infra declaratur, ipsis creditoribus restituendum, pro dicto residuo declarato, eo ipso Praelatus, Capitulum, Conventus ac Rectores talis Ecclesie, Monasterii, Hospitalis vel Locis, cuius vel quorum (ut praefertur) ipsa bona erant, sub pena Excommunicationis sint adstricti. Et nunc omnino pro securitate creditorum super satisfactione hujusmodi, nullus ex Praelatis & aliis supradictis possit aut debeat per se aut per alium possessionem talium bonorum intrare, capere vel retinere, nisi idonea cautione prius per ipsos praestita coram Locis Ordinariis, ipsis vel ipsorum creditorum & hujusmodi Ordinario recitata, coram Locis Ordinariis debitoris de eo quod ab Ecclesiis, Monasteriis, Hospitalibus, vel Locis aliis, seu Personis supradictis ratione declarationis hujusmodi tenerentur habere creditores ipsi infra dictum annum persolvendo, bona quoque talibus vendita, pignorat, seu aliter obligata, alienata, vel ut supra concessa, illis usque ad satisfactionem specialiter obligata remaneant & existant. Si autem infra dictum annum satisfactio quantitatis declarata facta non fuerit, (ut praemittitur) praevitis tribus Protestationibus, diversis diebus per creditores, seu eorum

Procuratores factis, praefatis Capitulis, Conventibus aut Rectores hujusmodi super dicta satisfactione, saltem infra mensem a die primae Protestationis facienda: tunc lapsa dicto mense liceat hujusmodi Creditoribus, aut Heredibus, ius vel causam, seu titulum habentibus ab illis, per se vel per Procuratores suos auctoritate propria, possessionem bonorum hujusmodi intrare, capere, ac illa tenere & possidere, fructusque & emolumenta ex illis percipere. Deducendo tamen de sorte ipsius debiti quousque eidem fuerit de quantitate hujusmodi debiti, ut praefertur, declarata integraliter satisfactum, ita tamen proviso circa praemissa & quodlibet praedictorum, quod pro debito Romanae vel alterius Cathedralis vel inferioris Ecclesiae, Hospitalis, aut pii Loci, Praelatus, Rector, sive alia Persona hujusmodi, nisi solitum pro sua Ecclesia, Hospitali, & pio Loco, in cujus evidentem utilitatem dumtaxat probabiliter, ut praefertur, precium & valorem verum esse fidejubeat, vel alias cautionem de debitis declaratis, vel alias minime praestare teneatur: nec hujusmodi bona pro aliis debitis quoquo modo remanent obligata, nec etiam de ipsis restituti & redintegrati, ut supra est declaratum, quovis modo valeat nec debeat retardari. Ceterum quia Lex Iulianis praeteritis intendit & futuris casibus providere, decrevit ipsa Sancta Synodus eadem auctoritate, quod de cetero praemissis & infra scriptis nulla feudatio, locatio, donatio, venditio, permutatio, pignoratatio, obligatio, sive quavis alienatio, aut declaratio, de aut super Regnis, Provinciis, Civitatibus, Terris, Castris, Locis, Juribus ac Jurisdictionibus, seu bonis praedictis, aut aliquo eorumdem auctoritate hujusmodi, seu eorum aliqua, vel alias sine expressa deliberatione Concilii generalis, vel saltem Provincialis, cum evidentem tamen utilitate Ecclesiae & pii Loci hujusmodi fieri possit, vel debeat, quovis colore questio, seu jam facta confirmari, extendi vel prorogari, aut de novo concedi quovis modo, salvo, quod locationes usque ad praedictum tempus novem annorum, vel abinde infra, & non ultra, tam Apostolica quam ordinaria auctoritate valeant celebrari, cum dicta praestatione tamen census solvi sive rationabilis, ita tamen, quod fiant cum evidenti utilitate hujusmodi, tam per Romanum Pontificem, quam per Praelatos & Rectores secundum Juris scripti formam, etiam infestationes, emphyteoticas concessioniones, occupationes & revocationes de bonis feudilibus ac emphyteoticis ante dictum tempus Gregorii undecimi infestationis, ad Ecclesias, Monasteria, Hospitalia, vel pia Loca hujusmodi quomodolibet devolutis & devolvendis in posterum, cum modificationibus infra scriptis pro censu & canone solutis, aut adauctis ante praefatum tempus Gregorii undecimi, & non de aliis, aut alter ullo modo possint eorum fieri concessioniones Vicariatum, Gubernationum & Administrationum, Regnorum, Provinciarum, Civitatum, Terrarum, Castrorum, Locorum praefata Ecclesia Romana, quae ante hujusmodi tempus concedi in Vicariatum seu Administrationem per Romanam Ecclesiam consueverunt, per Romanos Pontifices ad tempora novem annorum, & abinde infra, & non ultra, cum responsionibus, canonibus & censibus consuetis, mellioratis seu adauctis, aut tempus praefatum, hoc addito, declarato ac reservato, quod Vicariis non solventibus eidem Romanae Ecclesiae censum ac canonem debitum in terminis appositis, vel saltem infra mensem post lapsum terminum, eo ipso absque aliqua declaratione ad censum & canonem duplicatos persolvendos praefatae Romanae Ecclesiae teneantur ac adstricti sint. Et si primum & duplicatum censum seu canonem praedictos infra annum mensem sequentem non solverint, ipso facto Sententias, banna & poenas hujusmodi incurant. Si autem infra semestrem a lapsu primi termini praefati solutionem hujusmodi non fecerint, de censu & canone, ut praefertur, ipso Jure cadant ab omni possessione Vicariatus, Gubernationis & Administrationis hujusmodi, & concessa ad liberam Ordinationem Romani Pontificis, & Romanae Ecclesiae praefatae devolvantur, & devoluta ipso facto intelligantur esse, & sint cum omnium rerum integritate & causa. Et illud idem intelligatur servari, & fiat in & de Vicariis, Gubernationibus & Administrationibus, Provinciarum, Civitatum, Terrarum, Castrorum & Locorum aliorum quorumvis, Ecclesiarum, Monasteriorum, Hospitalium & Locorum aliorum praedictorum, & cujuslibet eorumdem. Praemissa quoque extendantur ad solutionem feudorum, bonorum emphyteoticorum, & aliorum locatuum responsiones quovis titulo, tam ad Romanam, quam ad alias Ecclesias, Monasteria & Loca alia suprascripta,

ANNO
1415.

cont.

ANNO
1415.

communiter vel divisim, prout de Censibus & Canonibus Vicariatuum prædictorum superius continetur. Dicitur nihilominus inhiibens, ne qua prorogatio, seu nova concessio Vicariatuum, Gubernationum, seu Administrationum hujusmodi de Regnis, Provinciis, Civitatibus, Terris, Castris, & Locis dictæ Romanæ Ecclesiæ fieri possit aut debeat, nisi de consilio & assensu Romanorum Pontificum & Dominorum Collegii Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, eorum scrutatis votis, vel saltem per duas partes dicti Collegii in concordia, & non nisi pro evidenti causa, statu & honore Ecclesiæ præfate: ita tamen, quod debeant ipsi Cardinales in Literis Apostolicis vel Contractibus desuper factis, una cum Romano Pontifice, propriis manibus se subscribere, adinstar antiquorum Privilegorum Apostolicorum in perpetuum. Et si aliter, secus, seu alio modo in præmissis & infra scriptis omnibus & contentis in prædicti Capitulo, vel circa ea facta, seu declarata etiam motu proprio, & de Cardinalium consilio seu consensu, seu alias, & Apostolica vel quavis alia auctoritate, non teneant ipso jure, & nullum jus contrahentibus vel recipientibus aliter acquiratur. Et nihilominus Vicarii ipsi, Gubernatores & Administratores, & alii recipientes, quovis nomine nuncupentur, vel titulo, vel modo, etiam si sponte concederentur, vel alias contrarium facientes, ipsos processus, banna, sententias & pœnas ipso facto se noverint incurrisse: Concessionibus, Constitutionibus, Privilegiis Apostolicis, ac aliis quorumcumque Personarum, nec non Constitutionibus & aliis quibuscumque contrarium facientibus, nequaquam obstantibus. Hoc sane intellecto, quod modificationes ipsæ superscriptæ, & ipsarum aliquarum, aliis qui tenent & teneantur Regna, Provincias, Civitates, Terras, Castra, seu alia bona, ut in alio infra scripto Capitulo continetur, scilicet, invasa, occupata, capta, seu (ut præfertur) derenta, non valeant in aliquo suffragari: quinimo ad plenarie restituendum, reddendum, & ad alia faciendum (ut in eodem Capitulo continetur) protinus sint adstricti.

Cum paterna pietas Filiis hominum providere debeat, licet in casu necessitatis urgentis valeat vicissim laudabilis, declarat Sancta Synodus non licere Romano Pontifici Indictiones, sive exactiones, quascumque super Ecclesiam vel Ecclesiasticas Personas imponere per modum decime, vel alio quovis modo. Si vero cum necessitas acciderit Papæ, qua esset eidem debite subveniendum, vocato generali Concilio, secundum quod expediens videbitur & utile, secundum Decretum Concilii provideatur eidem.

XXXI.

23. Sept. Revocatio & Abjuratio HIERONYMI DE PRAGA, quod omnem hæresim, eam præcipue, de qua infamatus fuit, & quam WICLEFF & HUSS dogmatizaverunt, anathematizatur, sequæ in omnibus cum Sancta Romana Ecclesia consentire proficitur. Dat. die 23. Septembris 1415. Indictione VIII. [Collect. Concilior. Regie, Tom. XXIX. pag. 463. PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. col. 164.]

EGO Hieronymus de Praga Artium liberalium Magister, cognoscens veram Catholicam Ecclesiam & Apostolicam Fidem, anathematizato omnem hæresim, præcipue eam, de qua hæctenus infamatus fui, & quam præteritis temporibus dogmatizaverunt & tenuerunt Joannes Wicleff & Joannes Hus in suis Opusculis, Libellis seu Sermonibus ad Clerum & ad Populum, propter quam causam prædicti cum suis dogmatibus & erroribus damnati sunt ab hac dicta Constantiensis Synodo tamquam hæretici, & eorum Doctrina prædicta sententialiter damnata, maxime in nonnullis Articulari expressis in Sententiis per hoc Sacrum Concilium contra ipsos latis. Consentio autem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ & Apostolicæ Sedis & huic Sacro Concilio, & ore ac corde profiteor in omnibus & per omnia, & præferunt de Clavibus, Sacramentis, Ordinibus, Officiis & Censuris Ecclesiasticis, Indulgentiis, & Reliquiis Sanctorum, & Ecclesiastica libertate, ac etiam de Ceremoniis, & aliis omnibus ad Religionem Christianam pertinentibus, prout ipsa Romana Ecclesia & Apostolica Sedes, & hoc Sacrum Concilium profitentur: & specialiter, quod prædictorum Articulorum plures sunt notorie hæretici, & dudum a Sanctis Patribus re-

probati: quidam vero blasphemii, alii erronei, alii scandalosi: quidam vero etiam pium aurium offensivi, & ipsorum nonnulli temerarii & sediciosi: & pro talibus fuerunt prædicti Articuli per hoc Sacrum Concilium & nuper condemnati, & inhiibitum omnibus & singulis Catholicis sub anathematis interminatione, ne de cetero dictos Articulos seu eorum aliquem aliquis predicare, dogmatizare, vel tenere præsumeret.

Item ego Hieronymus antedictus, quia in nonnullis Actibus Scholasticis ad persuadendam opinionem de universalibus rebus, & quod una communis generis essentia esset homo, leo, bos, &c. quodque una essentia specificasset plura ejusdem speciei supposita & quodlibet eorum, ut Ambrosius, Hieronymus, Augustinus, & sic de singulis; & ad hoc inducendum velut exemplo sensibili descripsi quamdam triangularem figuram, quam scutum fidei nominavi: ideo ad excludendum intellectum erroneum & scandalosum, quem fortassis aliqui ex hoc accipere potuerunt, dico, assero & declaro, quod dictam figuram non feci, nec eam nominavi scutum fidei, ea intentione, quod vellem dictam opinionem de universalibus extollere super opinionem contrariam, sic quasi esset scutum fidei, quod si ne ejus positione non posset fides aut Catholica veritas protegi & defendi, cum nec dicta positioni velim pertinaciter adherere: Sed hoc ideo dixi, quia in dicta figura triangulari descriptione ponebam exemplum, quod divina essentia est tria differentia supposita & quodlibet eorum, scilicet Pater, & Filius, & Spiritus Sanctus, qui quidem Trinitatis Articulus, & præcipuum scutum fidei, & veritatis Catholice fundamentum. Præterea ut cunctis pateat, quæ fuerunt causæ, quare fui reputatus adherere & favere dicto quondam Joanni Hus, notum facio per præsentem, quod cum multoties audivissem eum in Prædicationibus & Scholis, credidi eum virum bonum esse, nec in aliquo obviare traditionibus Sanctæ Matris Ecclesiæ ac Sanctorum Doctorum. Imo etiam cum aufer in hac Civitate mihi fuissent oblatis Articuli per eum positi, & per hoc Sacrum Concilium damnati, prima fronte non credidi suos esse, saltem in ea forma. Cumque ab aliquibus egregiis Doctoribus ac Magistris in sacra pagina audivissem affirmari quod fui errans, postulavi pro mea plena informatione, mihi ostendi Libros manus sue, in quibus dicti Articuli contineri dicebantur. Quibus mihi offensis, manu propria ejusdem scriptis, quam ut meam propriam bene cognosco, dictos Articulos omnes & singulos in ea forma qua damnati sunt, reperi esse conscriptos. Unde non immerito comprehendi & comprehendendo ipsum & suam Doctrinam cum eorum sequacibus per hoc Sacrum Concilium damnatam & reprobam fuisse, tamquam hereticam & insanam. Et hæc omnia supradicta dico pure & sine conditione, ut jam plene & sufficienter informatus de prædictis Sententiis latis per hoc Sacrum Concilium contra Doctrinas dictorum quondam Joannis Wicleff & Joannis Hus, & contra ipsorum Personas: quibus Sententiis tamquam devotis Catholicis in omnibus & per omnia humiliter consentio atque adhereo.

Item ego idem supradictus Hieronymus, qui alias coram Reverendissimis Patribus Dominis Cardinalibus, & venerandis Dominis Prelatis & Doctoribus, & aliis Venerabilibus Personis hujus Sacri Concilii, in illo eodem loco voluntarie, libere & spontanee exponens & declarans intentionem meam, inter alia loquens de Ecclesia, eam tristiter distinxit, & ut percepi postea, tunc a quibusdam intellectum est, quod vellem dicere, quod in Ecclesia triumphante esset fides, cum tamen credam firmiter, quod ibi sit beatificata visio, animaticam cognitionem excludens: nunc dico, assero & declaro, quod nunquam fuit intentionis meæ dicere, quod ibi esset fides sub ratione fidei, sed cognitio fidem subæquivalenter excedens. Et generaliter quidquid ibi vel antea dixerim, refero & subijcio humiliter corde determinationi hujus Sacri Concilii Constantiensis.

Insuper juro, & per Sanctam Trinitatem & per hæc Sacrosancta Evangelia, me in veritate Ecclesiæ Catholice semper & sine dubio permanurum, & omnes qui contra hanc fidem venerint, cum dogmatibus suis æterno anathemate dignos eos pronuntio. Et si ego ipse aliquando (quod absit) aliquid contra sentire aut predicare præsumpsero, Canonum severitati subjaceam, & æternæ pœnæ obligatus inveniar. Hanc autem * Confessionem & Professionem meam paginam coram hoc Sacro Concilio generali libere & voluntarie porrigo, & eidem me propria manu subscripsi, & hæc singula conscripsi.

ANNO
1415.

ANNO

1415.

24. Sept.

XXXII.

Lettres de JEAN Duc de Bourgogne, par lesquelles en suite des Lettres précédentes, il se départ des Protestations & Réservations sous lesquelles il avoit juré la Paix avec CHARLES VI. Roi de France. Au Chastel d'Argilly le 24. Septembre 1415. [JEAN JUVENAL DES UR-SINS, Histoire de CHARLES VI. Roi de France. Ann. 1415. pag. 306.]

JEAN Duc de Bourgogne, Comte d'Artois, de Flandres, & de Bourgogne, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme en faisant le serment que nous fîmes le premier jour de Juillet, dernier passé, sur le fait de la Paix ordonnée par Monseigneur le Roy en son Royaume, nous eussions protesté, Que nous faisons le serment, sous espérance & confiance, que mondit Seigneur le Roy, & mon tres-redouté Seigneur & Fils, Monseigneur le Duc de Guyenne, ayant le gouvernement de ce Royaume, nous passassent & accomplissent certaines Requêtes que paravant leur avons fait par nos Ambassadeurs, à eux sur ce envoyer: Tant pour avoir Lettres Royaux Patentes sur la réparation de nostre honneur, au regard d'autres Lettres Royaux, qui paravant avoient esté publiées aleencontre de nous, & sur Lettres d'Abolition generale que demandons, comme d'autres nos Requêtes, & que autrement ne voulions estre liez de nostre dit serment. Surquoy mondit Seigneur le Roy, & aussi mondit Seigneur de Guyenne, ont envoyé par devers nous Messire Thibault de Soissons Chevalier, Seigneur de Moreuil, & Maître Jean de Vailly Président en Parlement, leurs Ambassadeurs, qui nous ont requis que desdites Protestations nous nous voulussions deporter. Scavoir faisons que pour obeyr à Monseigneur le Roy, & à mondit Seigneur de Guyenne. Et aussi pource que nous avons receu lesdites Lettres Royaux, sur la réparation de nostre honneur, & autres Lettres d'Abolition generale, contenant aucune reservation, nous nous sommes deporté & deportons par ces présentes du tout en tout d'icelles Protestations, & icelles metrons au neant. Et neantmoins est nostre intention, de poursuivre par humble Requête, par devers Monseigneur le Roy, & mondit Seigneur de Guyenne, l'accomplissement de l'entertainment de nosdites Requêtes, à eux faites de par nosdits Ambassadeurs, en ce qui reste à entreprendre & accomplir d'icelles Requêtes. En tesmoin de ce, nous avons fait mettre nostre Seel à ces présentes. Donnée en nostre Chastel d'Argilly, le vingt-quatriesme jour du mois de Septembre, l'an de grace mille quatre cens & quinze. *Ans signés*, par Monseigneur le Duc, en son grand Conseil. BORDES.

XXXIII.

24. Oct. Revers Balthassars und Wilhelms Gebrüdere und Christophs, alle von Wenden / und Herren von Werle / gegen Churfürst FRIEDRICH den I. von Brandenburg / wodurch sie diesem nicht nur in allen Kriegen und Nöthen / auch Geschäften / Hülf und Beystand versprechen / sondern auch bekennen / daß sie von solchen alle ihre Land und Leute zu Lehen empfangen / und forthin empfangen sollen / auch ihm als ihren Herrn gebuhlet. Gegeben zu Berlin am Montag der 11000. Jungfrauen / Anno 1415. Mit Kayfers SIGISMUNDI Transsumpt über diesen Brief. Gegeben zu Eger am Donnerstag nach St. Margarethen Tag 1437. [MULLER I. Reichs-Tage Theatrum Vorstell. I. Cap. XIII. pag. 178. Historische Information vom Ursprung des Königl. Preussischen und Marg. Grafschaft Brandenburgischen Eventual Successions Rechts / an den Mecklenburgischen Reichs-Lehen in Beylagen / sub Lit. A. Apud LUNIG in Grundrissen Europäischer Potenzen Gerechtsamen. pag. 495. Et LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part.

Special. Abtheil. IV. Abthg III. pag. 3. ANNO d'où l'on a tiré cette Pièce.] 1415.

C'est-à-dire,

Revers donné à FREDERIC I. Electeur de Brandebourg par les Freres BALTHASAR & GUILLAUME DE VANDALIE, CHRISTOPHE DE VANDALIE, & les Seigneurs de WERLE, par lequel non seulement ils lui promettent toute sorte d'assistance dans ses Guerres, affaires, nécessités, mais aussi ils reconnoissent qu'ils ont reçu de lui en Fief leurs Seigneuries, qu'ils lui en ont fait hommage, & qu'à l'avenir ils doivent toujours le faire. A Berlin le jour des onze mille Vierges 1415. Avec le VIDIMUS de l'Empereur SIGISMUND sur ce Revers. Donné à Egra le Jeudi après la Ste. Marguerite 1437.

Wir Sigmund / von Gottes Gnaden Römischer Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / zu Hungarn / zu Böhmen / Dalmanien / Croatien / &c. König / bekennen mit diesem Briefe allen den die in sehen oder hören lesen / daß wir hie datum diß Briefes / für uns kame in Gerichte der Hochgeborne Unser lieber Oheim und Churfürst / Friedrich Marggraffe zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Erg. Cammerer und Burggrave zu Nürnberg / und bate sin rechtes zu helfen / also von der Landschaft wegen zum Wenden / und legt in Gerichte einen Brief / inhaltend / daß die Landschaft zum Wenden Lehen sey des Marggraffhums zu Brandenburg / und sie die von Wenden von ihm als von einem Marggrafen empfangen und zu Lehen getragen haben / und wenn wir nach Rate der Fürsten und Herren die bey uns in Richte fassen / die Haupt-Sachen zu diesemmal nicht verhören wolten / sondern einen andern Nechtstag daran gesetzt haben / bate uns der genant Unser Oheim / daß wir im des genannten Briefs ein beweert Abschrisfte und Vidimus unter Unser Kayserlichen Majestät Insiegel geben wolten / wann im näherlich und sorglich were den Haupt-Brief zu wagen / Solches haben wir ihm erkant / und erkennen in Krafft dieses Briefes / daß man solicher Abschrisfte an allen Steten und Gerichte glauben solle / in aller massen / als ob der Haupt-Briefe selbst fürgelegt würde / und lautet der genant Haupt-Brief von Worte zu Worte also hernach geschrieben sit:

Wir Balthasar und Wilhelm Gebrüdere / und wir Christoph ihr Vetter / alle von Wenden und Herren zu Werle / bekennen und thun kund offentlichen gem allermänniglichen / mit diesem Briefe / allen den / die ihn sehen oder hören lesen / für uns und alle Unsere Erben / daß wir uns mit wohlbedachtem vereintem Muthe / guter Vorberachtung und vollkommenen Rathe Unser Väter und lieben Getreuen / um Unsern / Unser Erben / Herrschafft und Lande / bessern Friede / Ruhe und frommen Willen / für uns und alle Unsere Erben / mit denselben Unsern Herrschafften / Landen und Leuten gänglich und vollkommenlich gesetzt haben / zu dem hochgebornen Fürsten und Herren / Herren Friedrichen / Marggrafen zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Erg. Cammerer und Burggrafen zu Nürnberg / zu seinen Erben und denselben Landen der Mark zu Brandenburg / und fügen uns zu ihm mit Krafft dieses Briefes also : daß wir und Unsere Erben jegunder und in künftigen ewigen Zeiten / mit allen und jeglichen Unsern Landen und Leuten / Mannen und Steten / Schloßern und Behausungen / nichts ausgenommen / bey denselben Unsern

ANNO
1415.

Unserm Herrn dem Marggraffen seinen Erben und Landen der Mark / und ihr Hülffe zu allen ihren Kriegen / Nöthen und Geschäften / wider allermeynlichen getreulichem Beystand gerathen und beholffen zu seyn / gang und nach aller Unser Macht seyn und bleiben wollen / ohne allen Wideruffen / Hülf. Rede und ohne Kräfte / und sollen und wollen auch dieselben Lande und Leute der Marke zu Brandenburg getreulich / als offte seyn nothe wirt / haben / schahren / schützen und schirmen gein allermeynlichen / gleich Unser eyginnen Erb. Landen und Leuten ohngeferde / Und darauß mit guten Wissen / so haben wir recht und redelichen für Uns und alle Unsere Erben / Unser Herrschaften gang / und alle Unsere Lande und Leute / nichts ausgenommen / von dem ehegenanten Unserm Herrn Marggraffe Friederich zu rechtem Leben empfangen / also / daß wir und alle Unsere Erben dieselben Unser Herrschafft gang / und alle Unsere Lande und Leute / nichts ausgenommen / wie das Nahmen hat / oder haben mag / klein und groß / sementlich und sunterlich / fürbasser ewiglichen von demselben Unserm Herrn dem Marggraffe / seinen Erben und der Marggraffschafft zu Leben haben und empfangen sollen und wollen / und von ihn und der Marggraffschafft / ewiglichen / ohn alles Wideruffen und Widersprechen zu Leben gehen soll / und auch Unser zu Rechte / als andere ihrer Herren gang mächtig seyn sollen / und haben auch demselben Unserm Herrn rechte Erb. Huldigung gethan / und mit guten treuen gelobet und zum Heiligen geschworen / desselben Unserm Herren / seiner Erben und der Marggraffschafft Frommen zu werben / schaden zu wenden / solche Unsere Leben getreulich / als dann lo-

ben-Rechte ist / zu verdienen / und ihn als Unselt rechten Erbe. und Leben. Herren / getreue / getwert und gehorsam zu seyn / daß auch alle Unsere Erben und Nachkommen / an solchen Herrschaften / Landen und Leuten / fürbasser ten und von einem jeglichen Marggraffen der dann in Zeiten ist / und seyn wird / empfangen / darüber Erb. Huldigung und um solcher Leben wegen / geloben und schweren sollen / als wir gethan haben / ohn alle Wider. Rede und ohngeferde. Zu Urkunde seyn Unser Balthaser, Wilhelms, und Christophers Gebrüder und Bettern von Benden obgenand eigene Insegele / für Uns und alle Unsere Erben an diesen Briefe gehangen. Der geben ist zu Berlin am Montag der Episttaufendr Woche / nach Christi Geburt vierzehnhundert und im funfzehenden Jahren.

Und dis ist geschehen zu Eger / versegelt mit Unser Kayserlich Majestät Insegele / nach Christi Geburt vierzehnhundert Jar / und darnach in dem Eiben. und dreißigsten Jar / am Donnerstag nach Sanct Margrethen. Tag / Unser Reiche des Humberischen in dem Ein. und funfzigsten / des Römischen in den Eiben und zwanzigsten / des Böhemischen in dem Eiben. und zwanzigsten / und des Kayserthums im funfften Jaren.

(L. S.)

app.

Ad Mandatum Domini Imperatoris.

HERMANNUS HECHT.

XXXIV.

XXXIV.

4. Nov.
BRABANT.

Unie en Eeuwig Verbond tusschen d'Edelen en Steden van BRABAND ter eene, en de Steden en Landen van OVER-MASE, gesloten den 4. November 1415. [Plakaten, Edikten, en Ordonnantien van Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. V. pag. 555. AUBERT LE MIRE, Diplomat. Belgicorum Tom. II. Chap. XCIX. pag. 420. en abrégé.]

In den name des Vaders, des Soons, ende des H. Gheest, Amen.

Allen den genen die dese jegenwoordighe Lettoren sullen sien oft hooren lesen, by den ghedoochte ons Heeren, Jan van Gemblours, Jan van Affigem, Ote van Yliers, Roeloff van Vliederbeke, Peeter van S. Bernaerts op den Schelde, Alard van S. Machiels d'Antwerpen, Geert van Percke, Jan van Heylsem, Jan van Everbode, Jan van Tongerlo, Jan van Grimbergen, ende Gijsbrecht van Jette Abden.

II. Peeter van Luccemborch Greve van t'Overfant, ende Jan Bryenne Heer tot Edygen, Ingbrecht Greve van Nassau, Heere van Lecke ende van Breda, Jacob Heere van Arconde, van Gaesbeke, van Putte ende van Strijen, Erf-Maerchalck van Henegouwe, Willem Grave van Zeyne Heer van S. Aeghtenroede, Engbrecht van Edinghen, Heer van Ramere, vande Folien ende van Kubbe, Thomas Heere van Dieft ende van Stiche, Borchgrave van Antwerpen, Jan Heere van Wesemale ende van Phaloe, Erfmaerchalck van BRABANT, Jan van Perfont Rieu-meester van Chantrai, Hendrick van Bouterfen, Heere van Bergen op ten Zoom, Henrick van Berghen, Heere van Grunbergen ende van Melijn, sijn Some Jan van Schoonvorst Heere van Flamenegien ende van Waley, Jan Heere van Roselaer ende Vosselaer, Erf Hoff-meester van Brabant, Jan van Kuyck Heere van Hoochstraten, Jan van Hofne Heere van Perweys, Jacop Heere van Ghe, Jacob Heere van Sombresse, Ancel Heere van Trafengies, Engbrecht van Marcke Heere van

Union & Consédération entre les trois Etats de 4. Nov. BRABANT, & le Pais d'OUTRE-MEUSE, le 4. Novembre 1415. [Placards, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. I. Liv. V. Tit. I. Chap. V. pag. 555. & en Abrégé dans AUBERT LE MIRE, Diplomat. Belgicorum Tom. II. Chap. XCIX. pag. 420.]

Au nom du Petre, du Fils, & du St. Esprit, Amen.

A Tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront, par l'approbation de nos Seigneurs, Jean de Gemblours, Jean d'Affigen, Otton de Vihers, Roland de Vlierbeke, Pierre de St. Bernard sur l'Escale, Arnould de St. Michel à Anvers, Gerard du Parck, Jean de Heysen, Jean d'Everbode, Jean de Tongerlo, Jean de Grimbergue, & Gislebert de Jette, Abbez.

II. * Pierre de Luxembourg, Comte de Conversan, & Jean Brienne Seigneur d'Esquien, Engelbert Comte de Nassau, Seigneur de la Loe & de Breda, Jacob Seigneur d'Arconde, de Gaesbeke, de Putte, & de Strijen, Maréchal héréditaire de Hainaut, Guillaume Comte de Zeyne Seigneur de Sainte Agathe, Engelbert d'Esquien, Seigneur de Ramere, de Folie, & de Kubbe, Thomas Seigneur de Dieft & de Zichene, Borchgrave d'Anvers, Jean Seigneur de Wesemale & de Phaloe, Maréchal héréditaire de BRABANT, Jean de Perfont Receveur de Chantrai, Henry de Bouterfen Seigneur de Bergue sur la Somme, Henri de Bergeu Seigneur de Grimbergue & de Melin, son Fils, Jean de Schoonvorst Seigneur de Flamenegien, & de Waley, Jean Seigneur de Roselaer & de Vosselaer, Maître d'Hôtel héréditaire de Brabant, Jean de Kuyck Seigneur de Hochstrate, Jean de Horne Seigneur de Perweys, Jacob Seigneur de Gete, Jacob Seigneur de Sombress, Anselme Seigneur de Trafengien, Engelbert de la Mark Seigneur de Lommernau & de l'Escluse.

* L'exemplaire d'Anbert le Mire lui donne le nom de Jean.

Raf

ANNO

1415.

van Lommernael ende van Voghelenfanck, Raes van den Rivieren Heere van Nederlyntere, Willem van Meerhem Heere van Boxtel, Jan Soen te Dieft, Jan Soen te Wefemale, Henrick vanden Becke Heere van Heijervijk, Jan van Berlaer Heere van Helmont ende van Keeroergen, Symon Heere van Fauguelles, Henrick Heere van Heverle ende van Goyke, Effik Kemmerlinck van Brabant, Arent van Crayenhem Heere van Grobbendonck, Daniel Heere van Bouchout, van Huenbeke, van Looenhout, ende Borch-grave van Bruessel, Jan van Grimbergen Heere van Afsche, Alaert Heere van Riviere, Jan Heere van Marbais, Jan Heere van Wytham, Henrick van Wytham sijn Broedere, Jan van Dieft, Henrick van Dieft, Heere vanden Rivieren, Enstas Heere van Viertalu, Jan Heere van Meeghem, Robbrecht van Sponty Heere van Wavre, Lijbrecht van Aeldert Heere van Brudelinghen, Wouter van Kersbeke Heere van Gorfenhoven, Henrick van Roselaer, Jan van Aa Heere van Hoochtain; Jan van Wytham Heere van Bouterfchem, Gerit van Berghen, Heere van Meyrhem, Jan van Halen Heere van Lillo, Giels van Bouchout, Wouter van Winghe, Raes van Lintere, Rogier van Pyeterfchem Heere van Leeftale, Jan Heere van Pyeterfchem, Dietrick van Meerhem, Zoen te Boxtel, Jan Heere van Holdeberge, Robrecht van Afsche, Jan van Ranft Heer van Mortfele ende vande Cantierode, Henrick van Ranft Heere van Kessil, Jan Heere van Giljmes, Jan Heere van Dongelbergh, Raes van Graven Heere van Malebeke, Willem van Ranft Heere van Vriemede ende van Millegheem, Henrick van Wailham, Philips Heere van Geldrop, Dietrick van Haeftricht Heere van Venloen, Willem van Gent Heere van Neerwyck, Jan van Lier, Heere van Noorderwijck, Jan van Kersbeke, Jan Heere van Lijsmael, Gerit van Lintre, Willem van Montenen Heere te Grase, Jan Bernage Heere te Percke, Jan Wauden Boffch Borch-grave van Vuere, Jan Heere te Wanghe, Bondewijn van Graven, Arnt van Gheldenaken, Simeon van Coudenborch Heere tot Oplintere, Jan van Dyedegem, Henrick van Coleman, Arnt vanden Houte, Claes de Zwaelf, Jan de Zwaelf, Walraven vander Delft, Heere van Borchvliet ende vander Hoogher-Heyden, Arnt Heere van Ymmerssele ende vanden Armeijden, Hendrick Dijkbier Heere van Merle, Jan Heere van Schoonhoven, Jan van Schoonhoven, Willem vanden Bergh Heere van Orbaix, Borch-grave van Ghelenaacken, Henrick Heere van Gronsfelt ende van Rhingherberch, Adam van Bergh Heere van Lemborch, Andries van Merode Heere van Franckenberch, Borch-Grave van Limborch, Jan Hoen van Ruendale, Claes Hoen, Heere ten Broecke, Reynier vanden Bergh, Heere te Geul, Jan van Hulsberch, Reynier Heere van Nieuwenborch, Jan Huyn van Haltenrode, Goefem Beghijn, Daniel Hoen, Reynard vander Nieuwerborch, Godevart Dobbeltse een van Dondenrade, Goefem van Cortemberch, Reynier van Hulsberch, Dietrick van Beghe, Geert van Cortenbach, Aert van Sevel, Goofen van Hevel, Geert van Eyckhout, Willem van Rodersbeck, diemen heet Scoesberch, Adam van Gulickhoven, Vranck van Hulsberch, Werner van Barbone, Gemot van Coldenberch, Vranck van Bullert, Leonard van Rodersbeck, Coenard van Benenrode, Aert van Hoenien, Kerstiaen van Rhinberge, Geert van Veeterschem, Aert van Elderen, Ponthe van Welckenhuysen, Henrick van Welckenhuysen, Heere van Cleenemt, Weerner van Gronsfelt, Boudewijn van Monjardin, Gheert van Bongard, Staes van Boughaeren, Willem Heere van Ackenteel, Peeter van Cortenbach.

III. Comingo-meesteren, Schepenen, Gefworene, ende de Raet der Stadt Lovene, Schepenen ende Raet der Stadt van Brusselle, Borchmeesteren, Schepenen ende Raet der Stadt van Antwerpen; van s'Hertogenbosch, van Tricht, van Tienen, van Leeuwe, van Nyvele, van Dieft, van Herentals, van Liere, van Aerfchot, van Breda, van Sichene, van Berghen op ten Zoom, van Steenberghe, ende van Ghelenaacken, voor ons, ende voor alle d'andere smalle Steden ende Vrijheden des Lants van Brabant; Borchmeesteren, Schepenen ende Raet der Stede van Lymborch, van Valckenborch, van Daelhem, van Rode, van Wassenbergh, van Gungelt, van Mille, van Vucht, van Kerpen, van Lommefchem, ende van Spremont, saluyt in onsen Heere.

IV. Condt fy allen, dat wy aensijnde ende merckende de groote trouwe ende vrintfchap die wy altijd ghenadt hebben, elck met anderen ende in toecom-mende

Ruse de la Riviere Seigneur de Nederlyntere, Guillaume de Meerhem Seigneur de Boxtel, Jean Fili de Dieft, Jean de Wefemale, Henri de Becke Seigneur de Heijervijk, Jean de Berlaer Seigneur d'Helmont & de Keeroergen, Simon Seigneur de Fauguelles, Henri Seigneur de Heverle & de Goyke, Camerier Hereditaire de Brabant, Arnould de Crayenhem Seigneur de Grobbendonck, Daniel Seigneur de Bouchout, de Huenbeck, de Loenbont, & Burgrave de Bruxelles, Jean de Grimbergen Seigneur d'Afsche, Alaert Seigneur de Riviere, Jean Seigneur de Marbais, Jean Seigneur de Wytham, Henri de Wytham son Frere, Jean de Dieft, Henri de Dieft Seigneurs de la Riviere, Enstache Seigneur de Viertan, Jean Seigneur de Meeghem, Robert de Sponty, Seigneur de Wavre, Liberti d'Aldert Seigneur de Brudelingue, Walter de Kersbeke Seigneur de Gufenbove, Henri de Roselaer, Jean d'Aa, Seigneur de Hoochtain, Jean de Wytham Seigneur de Bouterfchem, Gerit de Bergsen, Seigneur de Meyrhem, Jean de Halen Seigneur de Lillo, Gilles de Bouchout, Walter de Wague, Raze de Lintere, Roger de Pyeterfchem Seigneur de Leeftale, Jean Seigneur de Pyeterfchem, Theodore de Meerhem Fils de Boxtel, Jean Seigneur de Hulsbergh, Robert d'Affe, Jean de Ranft, Seigneur de Mortfele, & de Cantierode, Henri de Ranft Seigneur de Kessil, Jean Seigneur de Gylmes, Jean Seigneur de Dongelberg, Raze de Grase, Seigneur de Malebec, Guillaume de Ranft Seigneur de Vriemede & Milleguen, Henri de Vaillant, Philippe Seigneur de Geldrop, Theodore de Haeftrich Seigneur de Venloen, Guillaume de Gent Seigneur de Neerwyck, Jean de Lier Seigneur de Noorderwyck, Jean de Keribek, Jean Seigneur de Lymael, Gerard de Lintre, Guillaume de Montenaek Seigneur de Grase, Jean Bernage Seigneur de Parck, Jean du Bois, Burgrave de Vuere, Jean Seigneur de Wanghe, Bandouin le Comte, Arnould de Gheldenaken, Simeon de Coudenborch, Seigneur d'Oplintere, Jean de Dyedegem, Henri de Coleman, Arnould vanden Houte, Nicolas de Zwaelf, Jean de Zwaelf, Walrave de Delft, Seigneur de Borchvliet, & de Hogerbeide, Arnould Seigneur d'Imerssele, & d'Armeide, Henri Dyckbier, Seigneur de Merle, Jean Seigneur de Schoonbove, Jean de Schoonbove, Guillaume vanden Bergh, Seigneur d'Orbaix, Burgrave de Gheldenaken, Henri Seigneur de Gronsfelt & de Rhinberch, Adam de Bergh, Seigneur de Lemborch, Andrie de Merode Seigneur de Franckenberch, Burgrave de Limborch, Jean Hoen de Ruendale, Nicolas Hoen, Seigneur de Brucke, Reimiers vanden Bergh, Seigneur de Geul, Jean de Hulsbergh, Reimier Seigneur de Nieuwenborch, Jean Huyn de Haltenrode, Goefem Beguin, Daniel Hoen, Renaud vander Nieuwerborg, Godefroi Dobbeltse de Doderack, Gouffin de Cortenberch, Reimier de Hulsbergh, Theodore de Beghe, Gerard de Cortenbach, Arnould de Sevel, Gouffin de Hevel, Gerard de Eyckhout, Guillaume de Rodersbeck dit Scoesberch, Adam de Gulickhoven, Franc de Hulsberch, Werner de Barbone, Gemot de Coldenberch, Vranck de Bullert, Leonard de Rodersbeck, Coenard de Benenrode, Arnould de Hoenien, Chrestien de Ringbergh, Gerard de Veeterschem, Arnould de Elderen, Ponthe de Welckenhuysse, Henri de Welckenhuysse, Seigneur de Cleenemt, Werner de Gronsfelt, Bandouin de Monjardin, Gerard de Bongard, Enstache de Boughaeren, Guillaume Seigneur d'Ackenteel, Pierre de Cortenbach.

III. Les Bourguemaitres, Echevins, Jurez, & Conseil de Ville de Louvain, Echevins, & Conseil de Ville de Bruxelles, Bourguemaitres, Echevins & Conseil de Ville d'Anvers, de Boisleduc, de Maftricht, de Thienen, de Leeuwe, de Nivele, de Dieft, de Herental, de Liere, d'Afchot, de Breda, de Sichene, de Bergue-op-Som, de Steenbergue, de Gheldenack, pour nous & toutes les petites Villes & Franchises du Pais de Brabant; Bourguemaitres, Echevins & Conseil de Ville de Limbourg, de Fancmont, de Dalhem, de Rode, de Wassenbergh, de Gungelt, de Mille, de Vucht, de Kerpen, de Lommefchem, & de Spremont, salut en notre Seigneur.

IV. Sçavoir faisons que remarquant, & considerant la grande confiance & amitie que nous avons toujours eue les uns pour les autres & que nous desirons entre-

ANNO

1415.

ANNO 1415. ANNO 1415.

mende tijden hebben ende onderlinge honden willen, ende om te schoonevren allen rancour, twilt ende discord die hier naemaels opcomen ende gevallen mochten inden Lande, sonderlinghe aenende de eere, oorbou ende prouffijt, ons ghenadich Heeren Hertoghen Jans outten Soone, saligher ghedenckenissen, ons liefs Heeren Hertoghen Anthoenis, diens Siele Godt ghenadich sy, ende des gheneynds Laus van Brabant, om ewewelick ongescheyden ende onghesundert te gader te blijven, in vrintschappen, trouwen ende eendrachticheden, hebben gheacordeert ende over een ghelaghen voor ons, onse hoer, onse naecommelingen altuelken Poincten ende Articulen als hier naer volghen, te houdene vast ende gheslaede, ende ons daer toe verbonden elck met anderen t'ewewelicke daeghen.

V. Inden eersten soo hebben wy gheloof, ende geloven d'een den anderen in goeden trouwen ende in sekerheyden ten heyligen ghewooren, dat wy voortten ewewelick duerende, d'een by den anderen blijven fullen eendrachtelick, onghelicheyden, ende onghesundert, ende waert dat ons, oft den Lande, oft enighen van ons, enighen last oft comere toequame om desen oft om enighere andere saeken wille, onsen ghenadighen Heere oft sinen Lande aengaende, die fullen wy elck den anderen hulpen wederstaen met onsen lijve ende goede, ende met alle onse macht, ende fullen elck mercken anderen by enen blijven, sonder enighere ontfout daer teghen te fuecken in enigher manieren, ende wat saeken dat wy, oft iemanden van ons, oft enich singulier Persoon inden Lande van Brabant ofte van OVER-MASE gheseten, hier tegen bringe, dade oft seyde, oft oock hier tegen rebel ware in enigher manieren, dat wy dan, ghelyck voorsiet, den genen, oft de gene die dat dade, oft daden bedwingen souden, ende helpen bedwingen, en aldick hebben met haren lijve ende goede, dat hy oft sy hier by blijven souden moeten, sonder afstaten, also verre als wy Prelaten ende Gheselickje Persoonen voorsiet, ons daer inne verbinden moghen met rechte, ende niet anders, ende gheloven voorts d'een den anderen te houden, ende helpen houden, elck anders Privilegien, Charteren, Usagen, Costuymen ende Herbringen, sonder argelheit. In oirconden ende ghetuyghenisse hier aff, hebben wy alle t'amenlijck onse Seghelen hier aen doen hanghen. Ghegheven in't Jaer duyfent IV. honderd ende XV. op den vierden dach Novembris.

XXXV.

13. Dec. Concordata inter Serenissimum Dominum SIGISMUNDUM Romanorum Regem, & Dominos LEGATOS Concilii Constantiensis ab una parte; & Dominos AMBASSIATORES Illustrissimorum Regum & potentum aliorum Dominorum Principum obedientie Domini BENEDICTI Pape XIII. ab altera, pro Unione in Sancta Dei Ecclesia consequenda. Narbone 13. Decemb. 1415. Cum APPROBATIONE & Ratificatione Patrum Concilii, in Sessione XX. Anno Domini 1416. Indictione nona, die 4. Februarii. [Conciliorum Collectio Reg. Tom. XXIX. Ann. 1415. pag. 483. PHILIPPI LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collectio Tom. XII. col. 178. VON DER HARDT Magnum Oecumenicum Constantiense Concilium Tom. II. pag. 541. avec une autre Préface & un peu différentement.]

De Veneris decima tertia mensis Decembris, Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo quinto, Indictione octava, in Capitulo nova Ecclesie Narbonensis, in Camera magna Turris Novi Palatii Episcopii Narbonensis, hora secunda post meridiem, ante tamen prandium, Capitula sequentia per Serenissimum Dominum Romanorum Regem, & Dominos Legatos Concilii Constantiensis, sic per ejus obedientiam nuncupati ab una parte; & Dominos Ambassiatores Illustrissimorum Regum & Potentum aliorum Dominorum Principum obedientie Domini Benedicti Pape decim tertii, sic etiam per ejus obedientiam nuncupati ab al-

TOM. II. PART. II.

tenir à l'avenir, & pour d'eter toute rancune & dissension qui pourroient intervenir dans le Pais; considerant particulièrement l'honneur, l'avantage & le profit de Monseigneur le Duc Jean, Fils aîné de deffunt le cher Duc Antoine d'heureuse mémoire, a qui Dieu fasse misericorde; & particulièrement le Pais de Brabant, pour être & demeurer dernellement & inséparablement attaché l'un à l'autre, par une bonne amitié, fidélité & concorde, sommes convenus & accordés pour nous, nos Huis & Successeurs d'observer inviolablement & serment tous les Points & Articles qui s'ensuivent, à quoy nous nous sommes obligés les uns & les autres pour toujours.

V. En premier lieu nous avons promis & promettons ex bonne foy de demeurer uns & inséparables les uns avec les autres à toujours; & s'il arrivoit que nous ou quelqu'un de nous eust quelque dommage à cause de ce, ou pour quelque autre chose qui regardât notre dit Seigneur ou son Pais, nous nous aiderons l'un l'autre de nos biens & de la maintenance de tous notre pouvoir, & demeurerons attachés l'un à l'autre sans nous séparer sous quelque prétexte ou en quelque manière que ce soit, & quelque chose que nous ou quelqu'un de nous, ou quelque personne particulière du Pais de Brabant, ou d'OUTRE-Meuse fasse ou dise, & s'il arrivoit qu'il y eût de la rebellion en quelque manière que ce fût à cet égard, que nous, comme il est dit, nous y opposerions de nos biens & de ce contre celui ou ceux qui auroient perpétré lesdits faits, promettant de nous en venir à ce que dessus, tant que nous Prelats, & Personnes Ecclesiastiques laïques, pourrions nous y obliger de droit & non autrement; & promettons les uns & les autres de maintenir en outre & faire maintenir, chacune ses Privileges, Chartres, Usages, & Coutumes, sans dissolution. En témoin à quoy nous nous sommes tous unis & quinze le 4. de Novembre.

tera, pro Unione in Sancta Dei Ecclesia consequenda, concordata existerunt cum Dei adiutorio modo infrascripto.

Primo quod convocatio fiat per Prælatos, ceterosque Viros Ecclesiasticos in dicto Concilio Constantiensi, sic per ejus obedientiam (ut præfertur) nuncupati; existentes & congregatos de Regibus & Principibus prædictis, Cardinalibus & Prælati, ceterisque Viris de obedientia dicti Domini Benedicti Pape decimi tertii, sic etiam per ejus obedientiam (ut præfertur) nuncupati, qui ad generale Concilium debent & sunt consecreti vocari per Literas opportunas dictorum Dominorum de Concilio Constantiensi, quæ emanant ab eis sub nominibus generalibus, & sub denominatione tituli Dignitatum, sive nominum appellativorum, sine expressione propriorum nominum, vel propriarum Dignitatum, secundum formam hic concordatam, & inferius insertam. Et quod dictæ Literæ dirigantur nedum ad Dominos Reges & Principes & Cardinales, sed & ad alios quoscunque Prælatos obedientie prædicti Domini Benedicti. Et quod dicti Domini Reges & Principes ipsius obedientie sumant onus faciendi præsentari dictas Literas convocatorias, quilibet in Regno & Principatu suo, Prælati suæ Jurisdictionis, & specialiter Dominus Rex Aragonum sumat onus faciendi præsentari dictas Literas Convocatorias Regibus & Principibus dictæ obedientie ista Capitula firmanibus, & quod in dictis Literis Convocatorii præfixatur terminus ad interessendum in Civitate Constantiensi pro uniendo se, & faciundo Concilium generale una cum aliis ibidem congregatis, trium mensium computandorum a die præsentationis dictarum Literarum fiendæ Domino Regi Aragonum in Perpiniano, (si fuerit) vel alias in Civitate Barcinonensi (si fuerit præsens vel absens) & in casu absentie fuerit præsentare Literas antedictas, Vicario Regis, vel Consiliariis dictæ Civitatis.

ANNO
1415.

Civitatis, aut majori parti eorumdem. Et vice versa, quod prefati Domini Reges & Principes proxime dicta obedientia Domini Benedicti, facient Literas Convocatorias ad prænominatos Prælatos, ceterosque Dominos de Concilio Constantiensi, similes Literis convocatoris ab illis de Concilio emanandis, ut præferatur, vel per suos Ambasiatores, vel Procuratores mittendos, sufficienti potestate suffultos, ibidem in Constantia congregatos, convocabunt, hoc addito ac etiam intellecto, quod Literæ convocationis mittantur ad Dominum Regem Aragonum sexaginta numero, videlicet viginti, quæ dirigantur ad Serenissimum Dominum Regem Castellæ, & Prælatos Regni sui: & alie viginti quæ dirigantur ad Serenissimum Dominum Regem Aragonum & Siciliæ, & Prælatos Regnorum suorum: & decem, quæ dirigantur ad Illustrissimum Dominum Regem Navarræ & Prælatos Jurisdictionis ipsius, & quinque, quæ dirigantur præpotenti Domino Comiti Armaniaci, & alie quinque, quæ dirigantur præpotenti Domino Comiti Fuxi, prout in eisdem Literis debet seriosius contineri.

Secundo, quod dictæ Convocationes fiendæ per Dominos de Concilio Constantiensi, & etiam per dictos Dominos Reges & alios, &c. nec non & Congregatio & Constitutio Concilii generalis fienda per dictos Dominos Reges & ceteros de obedientia dicti Domini Benedicti, &c. possint fieri & fiant generaliter, ut deferatur honori Concilii Constantiensis jam dicti: Scilicet pro extirpatione Schismatis & Hæresium, pro Sanctæ Unionis Romanæ Ecclesiæ, pro reformatione universalis Ecclesiæ in Capite & in Membris, & pro unico eligendo Pastore, & pro aliis causis & rationibus quæ ad generale Concilium de Jure pertinent & spectant. Sed ad partem promittitur & firmatur per Serenissimum Dominum Imperatorem, & per Dominos prænotatos Prælatos & ceteros Spectabiles Viros huc missos ex parte Dominorum de dicto Concilio Constantiensi, nomine dicti Concilii, & etiam proprio, mediante publico Instrumento cum jaramenis, quod in Concilio Constantiensi uniendo & constituendo (ut præferatur) non tractabuntur, ordinabuntur, statuentur, vel tractari, ordinari aut fieri permittentur directe vel indirecte, aliqua concernentia aut tangentia dictos Dominos Reges, Principes, Prælatos, & alios de obedientia dicti Domini Benedicti, vel aliquem ex eis, non solummodo dumtaxat causa ejectionis dicti Domini Benedicti, & electionis futuri Summi Pontificis, & Reformationis Ecclesiæ in Capite & in Membris, & in causa hæresium cum dependentibus & emergentibus, &c. Et quod dicti Domini de dicto Concilio Constantiensi ratificabunt & approbabit hujusmodi promissionem & obligationem mediantibus publicis Instrumentis, ut supra. Et quod nihilominus prædicta promissio, ratificatio & securitas specialiter confirmetur & rata habeatur, & noviter firmentur, & statuantur per dictum formandum Concilium sufficienter, prout fieri debeat, & est solitum, antequam procedatur & procedi valeat ad aliquos Actus, postquam fuerint uniti. Et quod, si contrarium fieret, Domini Reges & Principes, & alii de obedientia dicti Domini Benedicti ab expresso ex nunc agunt & dicunt, quod illa sic in contrarium facta per formandum & unendum Concilium, habeantur pro invalidis atque nullis ipso Jure, & quod ad observationem eorum, dicti Domini Reges & Principes, & ceteri de prænominata obedientia dicti Domini Benedicti, minime teneantur.

Tertio, quod prefatis de obedientia dicti Domini Benedicti venientibus ad Constantiam, statim fiat Unio eorumdem ad dictum Concilium Constantiense, pro faciundo unum universale Concilium. Quo facto, dicti Domini Reges & Principes, & alii de obedientia ejusdem Domini Benedicti, dicunt esse certissimum, quod non possunt licite obedire alicui in Papam eligendo, ut vero Papæ, nisi prius vacaret Papatus morte aut renuntiatione dicti Domini Benedicti pure, licite & libere facta, prout de Jure divino pariter & humano tenetur, vel per justam & legitimam ipsius depositionem, seu depositionis declarationem ac ejectionem a Papatu per dictum Concilium, vel ejus auctoritate fiendam. Propterea in favorem dictæ Unionis consequendæ, est concordatum inter Serenissimum Dominum Regem Romanorum, & alios Dominos de Concilio Constantiensi, quod ab eis Sacrum Concilium generale appellatur, & inter Ambasiatores & Procuratores dictorum Dominorum Regum & Principum, qui sunt de obedientia dicti Domini Benedicti, quod antequam ad electionem unci Summi Pontificis procedi valeat per dictum Concilium, vel per alios ad quos

pertineat, procedatur per dictum Concilium sic unitum contra eundem Dominum Benedictum, nolentem aut subterfugientem renunciare pure & libere, prout de Jure divino pariter & humano potest & debet procedi per dictam justam & legitimam ejus depositionem, seu depositionis declarationem, & alias prout præferatur.

Ita tamen, quod formetur & fiat processus novus per dictum Concilium contra eundem Dominum Benedictum iuste & legitime. Ad cujus verificationem & decisionem, nullatenus habeatur ratio ad processum Pisani Concilii, vel Sententias ibidem latas, ut illo vel illis dictum Concilium in modum probationis, vel in vim processum vel judicati non utatur. Et quod processus, cognita & sententiata per dictum Concilium modo prædicto, dicti Domini Reges & Principes, & ceteri obedientie dicti Domini Benedicti, rata & grata habebunt, & illa minime impugnabunt. Item quod Cardinales dicti Domini Benedicti sic vocati, ut supra in Literis Convocatoris, dum venerint ad dictum Concilium admittantur per idem Concilium ad omnes Actus, ibidem expediendos, & etiam & electionem futuri Summi Pontificis suo casu & secundum quod alii Cardinales vocatorum Gregorii & Johannis admittentur, & si vocati, ut supra, non venerint personaliter ad jam dictum Concilium, sed per alias Personas sufficientes Procuratorum habentes, recipiantur & admittentur Personæ prædictæ ad omnes Actus Concilii, prout Procuratores Dominorum Cardinalium dictorum Dominorum Joannis & Gregorii admittentur & recipiuntur, & secundum quod dictum unendum Concilium circa prædictos omnes Cardinales duxerit ordinandum.

Quarto, quod per dictum unendum Concilium, si & in quantum fuerit necessarium vel opportunum ad uberius cautelam, tollantur, aboleantur, annullentur & irritentur quicumque Processus, Sententiæ, Decreta, Ordinationes, Statuta & pœnæ, per olim Gregorium & Joannem & suos Prædecessores, ac per Concilium convocatum Pisum, a tempore exort Schismatis & citra, ex occasione vel causa ipsius Schismatis facta & factæ, prolata contra Dominos Reges, Principes, & alios quoscunque obedientie dicti Domini Benedicti, ac etiam contra quasvis alias Personas, quæ dicto Benedicto non adherent post dictam ejectionem, seu depositionis declarationem: & contra quascunque Universitates, Villas & Loca, quatenus tangat & tangere possit dictos Dominos Reges & Principes, & alios obedientie dicti Domini Benedicti, & omnia & singula inde secuta, omnem effectum eorum tollendo, & omnem maculam, siue notam, quæ contracta fuerit ob prædicta. Et idem intelligatur dictum de Persona dicti Benedicti, casu quo renuntiaverit pure & libere & ante Sententias dictæ ejectionis. Intellecto tamen & declarato, quod dictum Concilium non possit se juvare Processibus & Sententiis adversus dictum Dominum Benedictum laici in Processibus & Sententiis inde ferendis contra eundem Dominum Benedictum, de quibus in tertio Articulo continetur. Et fiat similiter de Sententiis latis per dictum Dominum Benedictum contra obedientiam dicti Concilii, Dominos Reges, Principes, Personas singulares, Villas, Loca: & quod statuat in prima Sessione dicti Concilii, tempore quo fieri dicta Unio, quod nunquam de cetero ratione vel occasione dicti Schismatis, aut adhesionis dicti Domini Benedicti & sui Prædecessoris Domini Clementis, possit contra Dominos Reges, Principes, Prælatos, & alios de obedientia dicti Domini Benedicti, quomodo libet procedi in judicio vel extra.

Quinto, quod per dictum formandum Concilium approbentur, laudentur & confirmantur, & etiam meliori modo, quo fieri possit, plenissime firmentur omnes & singulæ Concessiones, Dispensationes, gratia factæ per dictum Dominum Benedictum quibusvis Personis dictæ sue obedientie, de quibusvis Dignitatibus, Archiepiscopatibus, Episcopatibus & Officiis, & Beneficiis aliis quibuscumque infra suam obedientiam, quæ nunc est, de his quæ nunc possident, & quacunque Infeudationes, Investiture, Contractus, & alie Concessiones & Gratia usque in diem primæ requisitionis factæ eidem Benedicto per Reges & Principes sue obedientie, quibusvis Personis sue obedientie infra suam obedientiam, quæ nunc est, etiam Sacularibus, tam Regibus Aragonum, Castellæ, Navarræ, Comitibus Armeniaci & Fuxi, quam Filiis & Liberis eorum, conjunctim & divisim, de his quæ nunc possident, & etiam aliis cujusvis conditionis existant. Hoc tamen intellecto & declarato, quod si ab aliquibus Prælatibus, seu Magisteris, Dignitatibus vel Beneficiis quibuscumque, durante Schismate fuerint separata, vel alias segregata aliqua

ANNO
1415.

ANNO
1415.

aliqua membra, Castra, Villæ, seu alia bona; redditus, proventus, seu emolumenta ac responsiones Camere, vel alia jura quæcumque, de quibus fuerit aliquibus forsam jam provium, vel facta collatio, seu indendario infra suam obedientiam constitutis, quod prædicta ipsi Prælatibus, Magisteris, seu Magistratibus, Dignitatibus & Beneficiis, ut capiti restitui & redintegrari valeant per Concilium antedictum; & ceteris de aliis Dignitatibus & Beneficiis provideatur, prout providentie Concilii fuerit visum, per dictas confirmationes & approbationes hic contentas nullum impedimentum his præstetur. Et idem fiat e converso de alia obedientia.

Sexto, quod Cardinales dicti Domini Benedicti, si forsitan voluerint ire aut mittere ad jam dictum formandum Concilium, seu ad electionem Summi Pontificis, cum vacaverit Papatus, altero de dictis tribus modis (ut supra in dicto Capitulo dictum est) faciendam, convocati modo quo supra, & adherere volentes opinioni dictorum Dominorum Regum & Principum obedientia dicti Domini Benedicti, deputentur, recipiantur & admittantur, ut veri Cardinales Sanctæ Matris universalis Ecclesiæ, & ut tales habeantur, & ab omnibus honorentur, nec non Dignitatibus, Emolumentis ac aliis Cardinalatus Privilegiis, Præeminentiis & Prærogativis (ut præmittitur) frui pariter & gaudere, falsis tamen aliis Constitutionibus, de electione Romani Pontificis facientibus mentionem.

Septimo, quod provideatur per dictum formandum Concilium, circa Officiales Romanæ Curie dicti Domini Benedicti, dum tamen eidem Domino Benedicto non adhareant post subtractionem obedientie (si eam fieri contingeret) vel post ejjectionem prædictam.

Octavo, quod si ante renuntiationem seu ejjectionem dicti Domini Benedicti prænominatam, ipsum contingat decedere, promittant dicti Domini Reges & Principes ejus obedientiam, atque jurent, quod non permittere fieri in eorum Regnis & Terris electionem aliquam per Cardinales ipsius, vel alios ipsorum vice: imo quantum in eis erit, modis omnibus prohibebunt. Et casu quo fieret per illos electio, illi sic electo per eos non adharebunt, nec obediunt quocummodo, neque in eorum Terris & Regnis illum sic electum aliquatenus sustinebunt, vel sustinere permittent. Sed electionem in dicto casu per dictum formandum Concilium permittente fieri, & electo per illud in Papam in dicto casu, ut vero Summo Pontifici indubie adharebunt.

Nono, quod præfatum formandum Concilium debite provideat, cum decenati mansuetudine & rationali æquitate, quod ubi duo vel plures in eodem titulo ex diversis obedientiis concurrunt, quilibet eorum in dicto Concilio tractabitur, honore utriusque obedientie semper salvo: & quod aut finem dicti Concilii idem Concilium providebit in dictis casibus taliter, quod illorum quorumlibet honor & status, quamdiu vixerint, debite supportentur, & interim nihil innovetur contra aliquem prædictorum, quousque per dictum Concilium ad eundem Summum Pontificem eligendum provium fuerit debite super istis.

Decimo, quod dictus Dominus Rex Romanorum, & Domini qui sunt præsentés ex parte Dominorum de Concilio Constantiensis, illorum nomine & etiam proprio, quantum ad eos spectat, & eorum quemlibet, bona fide affecerunt & affecurari faciunt per Dominum Regem Franciæ, & Dominos Duces Aquitanie, Delphinum Viennoisem, & Regem Ludovicum, & Dominum Comitem Sabaudie, & per totum Dominium ipsorum dictum Dominum Benedictum, si ire voluerit, vel mittere ad dictum Concilium, & omnes & singulos Ambasiatores & Procuratores ipsius Domini Benedicti, & Dominorum Regum & Principum, & alias quasvis Personas, five sint Cardinales & alii Prælati, si accedere voluerint, ac alios quoslibet obedientie dicti Domini Benedicti, tam Clericos, quam Laicos, cuiusvis status, gradus aut conditionis existant, cum Gentibus & Familiaribus suis, & bonis eorum, cum sufficientibus Literis de Salvo Conductu, quod tute & libere possint ire, transire & morari per itinera & Loca usque ad Constantiam inclusive, & stare in dicta Civitate Constantiensis, & in dicto Concilio, quamdiu eis & cuilibet eorum placebit, & reverti ab illis cum voluerint; & aliis in omnibus & per omnia eundo, stando & redeundo, plenissima gaudent libertate, & quod Officiales & Conules Constantiensis in absentia prædicti Domini Regis Romanorum, & alii ad quos spectat, jurent, & mediante eorum juramento promittant, quod fideliter observabunt, quantum ad eos spectat,

TOM. II. PART. II.

ANNO
1415.

& observari facient præmissa omnia & singula, & defendent, & tuebuntur prædictos omnes & singulos in Personis & bonis per toto posse, omni fraude cessante, & nullam impressionem aut violentiam directe vel indirecte facient, aut fieri permittunt jam dictis Personis, vel eorum singulis, nec bonis eorum quocummodo: & omnia ista firmabunt juramentis per dictum Dominum Regem Romanorum, per se & per alios Dominos pro Concilio Constantiensis hic præsentés, tam nomine dicti Concilii, quam proprio. Quæ Guidatica & affecuramenta mittentur Domino Regi Aragonum, una cum Literis Convocatoris dicti Concilii, ad hoc, ut dictus Dominus Rex possit certificare vocandos de dictis securitatibus & Salvis-Conductibus, ne dicti vocati dicta occasione se valeant, ab eundo seu mittendo ad dictum Concilium, excusare.

Undecimo, quod dictus Dominus Rex Romanorum, suo nomine & pro Successoribus suis, & alii Domini hic præsentés, nomine dictorum Dominorum de Concilio Constantiensis & proprio jurabunt singulariter & promittent, quod omnia & singula in prædictis Capitulis & eorum quolibet contenta facient (quantum in eis erit) omni dolo cessante, per Dominos Cardinales, Patriarchas, Archiepiscopos, Episcopos, & alios Prælatos, Ambasiatores Dominorum Regum & Principum, & alios in dicto Concilio Constantiensis existentes, ut singulares per se vel Personas ad hoc sufficienti potestate suffultas, approbati, firmari & jurari antequam concedantur dictæ Literæ Convocatorie. Et quod in prima Sessione, facta Unionis ad dictum Concilium, pro dicto universali Concilio prædicta facient, concedent, statuent, ordinabunt & jurabunt. Et si contrarium præmissorum vel aliquis ipsorum fieret, vel prædicta omnia & singula non adimplerent, fierent & exequerentur, prout in dictis Capitulis & eorum quolibet continetur, ex nunc ajunt & dicunt dicti Domini Reges & Principes, Prælati & alii ipsius obedientie Domini Benedicti ab expresso, quod ipso facto sit irritum & inane, & quod ad observantiam præsentium Capitulorum, vel etiam aliquis eorum minime teneantur. Et etiam Ambasiatores Regum & Principum hic præsentés obedientie Domini Benedicti, firmant & jurent, dictis nominibus dictorum Regum & Principum, pro se & Successoribus suis, tenere & observare omnia & singula prædicta, quantum in eis erit.

Duodecimo, quod de prædictis omnibus & singulis firmentur & tradantur cuilibet Partium prædictarum tot, quot necessaria fuerint, publica Instrumenta.

Anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo decimo sexto, Indictione nona, die Martis quarta mensis Februarii, Constantiæ in Ecclesia majori facti Congregatio generalis, & Dominus Archiepiscopus Jacobus Turonensis, unus ex Ambasiatoribus Concilii ad partes Aragoniæ, in Ambone exilens proposuit; quomodo juxta Conventa in Capitulis Narbonensibus omnes & singuli Domini Cardinales, Prælati, Ambasiatores & Procuratores existentes in ipso Concilio, tenerentur mediis eorum juramentis dicta Capitula approbare: & supplicavit ita fieri. Domini vero de Concilio ibidem stantes, nemine discrepante, responderunt, Placeat. Approbaruntque dicta Capitula, & juraverunt ea fideliter observare, videlicet Domini Cardinales & Prælati ad pectora sua, ceteri vero Domini ad Sancta Evangelia corporale præstitere juramentum, scripturibus hujusmodi juramenta a dextero latere Domini Joanne de Trembleio, Sedis Apostolicæ & Sacri Constantiensis Concilii Protonotario: a sinistro vero latere Galtero Graffi, Priore Ecclesiæ Rhodi Ordinis Sancti Joannis Hierosolymitani, cum nonnullis aliis Sacri Concilii Notariis & Scribis.

(1) Nomina illorum qui juraverunt approbationem Capitulorum. Et primò Cardinales.

Joannes Ostiensis Vivariensis.
Angelus Præncinus Laudensis.
Jordanus Tusculanus de Urbinis, Episcopi Cardinales.
Antonius Bononiensis.
Franciscus Venetiarum.
Joannes Dominici Ragusinus.
Antonius Aquileiensis.
Gabriel Senensis.

Petrus

(1) La plupart de ces Noms paroissent corrompus & ils le sont en effet. La Liste que M. VON DER HARDT en a donnée dans son Livre Tom. IV. Part. VIII. col. 592. se rapporte à celle-ci en général & en diffère beaucoup en particulier. [D. u. m.]

H 2

ANNO
1415.

Petrus Cameracensis.
Branda Placentinensis.
Angelus Veronensis.
Guillelmus Tituli Sancti Marci.
Almanus Pisanus.
Antonius de Chalanco, Præbyteri Cardinales.
Rainaldus de Brancalatis.
Amedeus Salutarum.
Ludovicus de Flisco.
Odo de Columna.
Lucidus de Comitibus.
Franciscus Florentinus, Diaconi Cardinales.
Joannes Patriarcha Constantinopolitanus.
Joannes Antiochenus Patriarcha.
Nicolaus Archiepiscopus Gneznenfis pro Ecclesia sua & Rege Polonia.
Petrus Archiepiscopus Rigenfis pro se & Rege Danie, Suecia & Norvegia.
Jacobus Episcopus Placentinus pro se & Rege Polonia, & Duce Witoldo.
Nicolaus Episcopus Bathoniensis pro se & Rege Anglia.
Robertus Archiepiscopus Saresbiriensis pro se & Rege Anglia.
Andreas Episcopus Colocensis pro se & Rege Romanorum.
Nicolaus Episcopus Mersburgenfis pro se & Archiepiscopo Magdeburgensi.
Joannes Episcopus Silecentis pro se & Rege Danie, Norvegia &c.
Martinus Episcopus Atrebatensis pro se & Duce Burgundia.
Jacobus Episcopus Adriensis pro se & Archiepiscopo Ravennatefili.
Elias Episcopus Anicienfis, nulli præterquam Romanæ Subditus Ecclesiæ.
Joannes Episcopus Varenfis pro Provincia Tolofana.
Fridericus Episcopus Auguftensis.
Patrius Episcopus Cortagenfis.
Jacobus Episcopus Efinus.
Martinus Episcopus Aprutinenfis.
Georgius Episcopus Tridentinus.
Henricus Episcopus Feltrinis.
Antonius Episcopus Concordienfis pro se & Episcopo Aquenti.
Stephanus Episcopus Dolensis.
Vitalis Episcopus Tolonenfis.
Ludovicus Episcopus Gargorensis.
Ulricus Episcopus Verdenfis.
Alanus Episcopus Leonensis.
Jacobus Episcopus Laudensis.
Nicolaus Episcopus Spolemanus.
Joannes Episcopus Wormatiensis.
Joannes Episcopus Ermanus pro se & Archiepiscopo Brundifino, & Abbate Sancti Nicolai de Anifino.
(a) Flaminus. (a) Vlamingus Nolanus.
Nicolaus Aftianus pro se & Dominis Bertholdo Masanenfi, & Andrea Nucerinio.
Augustinus Episcopus in Francia.
Thomas Episcopus Emonensis.
(b) deest hic Nomen & præcipue aut quid aliud.
(c) Tordonenfis.
(d) Gorgabo.
(e) Francia.
(f) Basilus.
(b) Sinonenfis pro se & Abbate Sancti Georgii de Veneris.
Joannes Warmienfis Procurator Fomezaniensis.
Culmenfis & Sambienfis Episcoporum.
Franciscus (c) Tudertinus pro se & Abbatibus Marfanenfi, & Sancti Benedicti de (d) Gogabo de Organis.
Episcopus Caffis pro se & tribus Episcopis, & Abbate Auguftensi in (e) Franconia.
Simon Anconitanensis.
(f) Blasius Clufinus pro se & Perufinenfi, Cortonenfi, Vigiliensi, Meffanenfi & Cafertanenfi Episcopis.
Joannes Silvaneftenfis Ambafiator Universitatis Patritienfis.
Thomas Senonenfis, Episcopi.
Joannes Ravertenfis.
Andreas Poznanienfis Ambafiator Regis Poloniæ & magni Ducis Witoldi Fratris Lithuanie Ducis.
(g) Aftrogus Militenfis, Procurator Dominorum Archiepiscopi Simpratinenfis, & fuorum Suffraganeorum.
Joannes Abbas Ciftercienfis, Procurator specialis pro toto Ordine Ciftercienfis.
Gaspar Sancti Joannis Eremis de Perufo, Decretorum Doctor, Ambafiator & Procurator pro Provincia Burdigalenfi.
Marthaus Abbas Claravallis, Ambafiator Ecclesiæ Gallicanæ, in Theologia Magifter.

(4) Aftrogus.

Guillelmus de Precibus Ordinis Ciftercienfis, (h) Veronensis Dioceffis.
Guillelmus Sancti Pauli de Cornuto Turonenfis Dioceffis.
Joannes Urficampi (i) Novomenfis Dioceffis.
Guillelmus Abbas Sancti Salvatoris de Maue Dioceffis Magalonenfis, pro Provincia Narbonenfi.
Guillelmus Abbas de Monasterio de (k) Tellis Bituricenfis Dioceffis, in Decretis Licentiat.
Nicolaus Abbas Sanctæ Mariæ de Columba, Ordinis Ciftercienfis, Placentinenfis Dioceffis, pro se & Abbatibus de Strata, de (l) Benedulo, de Sancto Thoma, Sanctorum Nazarai & (m) Celi Veronensis.
Siffridus de Euagen Ordinis Sancti Benedicti, Auguftensis Dioceffis, Abbas Sancti Petri Cabilonenfis.
Everardus Abbas in Lantz pro se & Monasterio suo, & tamquam pro parte omnium Abbatum Ordinis Sancti Benedicti Herbigolenfis Dioceffis.
Hermannus de Argavillarii Abbas Sancti Petri, Ordinis Sancti Benedicti, Tullenfis Dioceffis.
Alexander Abbas Monasterii Sanctæ Mariæ de Beliofonte, Ordinis Veterum Sancti Benedicti Dioceffis Maleacenfis, Licentiat in Decretis, Ambafiator Ecclesiæ Regni Franciæ pro Provincia Burdigalenfi, & Procurator Episcopi Lanconienfis.
Henricus Abbas utriusque Juris Licentiat, Ambafiator Universitatis Andegavenfis.
Abbas Otto Burnenfis Ordinis Sancti Benedicti.
Abbas Rumenfis. Joannes Abbas Monasterii de (n) Robftodum Ebreduenenfis Dioceffis.
Joannes Abbas de Fontibus Provincia (o) Ebricenfi.
Abbas Sancti (p) Maftenfis pro Ecclesia Regni Franciæ & Delphinatus.
Abbas de Bolo in Anglia.
Abbas Sancti * Giffadii.
Abbas de (q) Lanthain, Abbates.

ANNO
1415.(h) Veron.
(i) Novia.
(k) Cellie.
(l) immduo.
(m) Celi.
(n) Robftoda.
(o) Ebroiceni.
(p) Goldaffi.
(q) Lanthavum.

Nomina Ambafiatorum & Procuratorum.

Stephanus de Galliaco Canonicus & Archidiaconus Lofatenfis, in Ecclesia Tolofana Procurator Capituli.
Magifter Joannes Baifre, Procurator Domini Ludovici Archiepiscopi Rothomagenfis.
Joannes de Trembleio Sedis Apoftolicæ Protonotarius, Procurator Capituli Ebreduenenfis.
Nicolaus Verdis Sacri Palatii Apoftolicæ caufarum Auditor, Ambafiator Archiepiscopi Brementis.
Magifter Jordanus Morini, Magifter Guillelmus Pulcenepot, Ambafiatores Regis Franciæ.
Nicolaus Augemii & Guillelmus Brillei, Ambafiatores Regis Cyprî.
Thomas Abbas Beatæ Mariæ Eboraci, Ambafiator Regis Angliæ.
Paulus Vladung Decretorum Doctor, Ambafiator Regis Poloniæ.
Petrus Canthon Ambafiator Ducis Burgundiæ.
Leo de Nafteco Licentiat in Legibus, Canonicus Decanus Bifuntinenfis, Procurator Capituli ejusdem.
Joannes Ponceti Licentiat in Decretis, & Bartholomeus in Legibus, Procuratores Episcopi (r) Lambierenfis.
Abbas Sancti Pauli Bifuntinenfis.
Theodoricus de Monasterio pro Universitate Coloniensi.
Joannes Brum pro Episcopo Halberftadenfi.
Prior de Rhodis pro Hospitalibus Sancti Joannis Hierofolymiani.
Antonius (s) Moeffi pro Episcopo Gratianopolitani & Ordine Predicatorum.
Abbas (t) Starii pro Rege Norvegiæ & Monasterio (u) Steynfuo, & Episcopo Lincolnenfi.
Petrus de Mera pro Episcopo & Capitulo Trajectenfi.
Paulus de Praga pro Episcopo (w) Luthomienfi.
Jacobus Baruth pro Abbate Sancti Lamperti Salzbürgenfis Dioceffis.
Raimundus de Novo Bello pro Episcopo Bituricenfi, & Abbate Sancti Tiberii Agathenfis Dioceffis.
Fratr Angelus Abbas Monasterii in (w) Bona Saltzbürgenfis Dioceffis, Ordinis Ciftercienfis, pro Monasterio suo & Duce Ernesto Duce Austriæ.
Petrus Præpositus Canonicorum Regularium Monasterii in Lægingen, pro Monasterio suo, & Joanne Burgravio Nurembergenfi.
Magifter Petrus de Pulchra, pro Universitate Studii Vienenfis.
Paulus Ladaura, pro Universitate Cracoviensi.

(u) Luthomien.
(w) Ramo.
(w) Ramo.

Joannes

ANNO
1415.ANNO
1415.

Joannes Huguenet pro Universitate Avinionensi & certis Abbatibus.

Henricus de Abundeni pro Universitate Oxoniensi. Stephanus Plaros pro Episcopo Luthosmiliensi & Universitate Pragensi.

Petrus Parthis Ordinis Theutonicorum, pro dicto Ordine.

(a) Niofoni. Michael (a) Bolofonis, pro Capitulis Viennensi, Narbonensi, Vivariensi, & Ebreduensi.

Andreas Cantor Lubecensis, pro Episcopo & Capitulo Lubecensi, nec non pro Episcopo & Capitulo Brandeburgensi.

(b) Forstel. Joannes de Barmen, pro Episcopo Monasteriensi. Guillelmus (b) Prothos pro Episcopo Rufeni, Africanensi & Affricanensi.

(c) Mobe- Joannes Gretz Regine, pro Abbate (c) Mobe- deus Pragensi Duce, Ordinis Sancti Benedicti. Mathias de Ville pro Præposito in Vienna Patavien- sis Duce.

Conradus Abbas Pigamenfis Ordinis Sancti Benedicti.

Joannes Gervuer pro Henrico Episcopo Verdensi. Jacobus Alberti, pro Archiepiscopo Ebreduensi, & Capitulo.

Henricus de Abuden, pro Universitate Oxoniensi. Philippus de Lapla, pro Abbate Pridentis Ordinis S. Benedicti.

Jacobus Alberti pro Archiepiscopo Ravennatenfi. Ferrariensi Episcopo.

(d) Legoti. Parmensi Episcopo, & Marchione Ferrariensi. Joannes (d) Gigati pro Capitulo Venetensi.

Fridericus de Spiritu pro Archiepiscopo Ravennatenfi, Episcopo Ferrariensi.

Parmensi, & Marchione Ferrariensi. Benedictus de Guillelactis Clericus Cameræ, pro Episcopo Accuratenfi.

(e) Fietro. Frater Antonius (e) de Peroto generalis Ordinis Minorum, pro toto Ordine.

(f) Cremo- Jacobus Conradini pro Episcopis (f) Gremensi, Famagustanensi, & pro Abbate Sancti Andree de Sexto Januensis Duce.

(g) Thol- Joannes Tremosianus, pro Præposito (g) Thol- lenfi Duce, Ordinis Præmonstratensis. Agidius Petri Canonici Columbricenses, pro Episcopo Columbricensi (Columbricensi) & Episcopo Vifensi.

Joannes Decanus Lemovicensis, pro Provincia Bituricensi, & Episcopo Lemovicensi.

Raimundus Gregorii, pro Episcopo Siflaricensi. Stephanus Polet, pro Domino Episcopo Lutomus- fensi, & Universitate Studii Pragensi.

(h) Scatenfi. Elsius Archidiaconus Starentis pro Episcopo (h) Starenti.

Joannes de Flisco Præpositus Sancti Hadriani de Tri- gandio Duce, Januensis, pro Episcopis Vercellensi & Vigintimiliensi.

Laurentius Gnoda Canonici Lincopenfis, pro Episcopo Lincopenfi.

Frater Joannes Episcopus Firmanus.

Abbas Sancti Petri Cabilonenfis.

(i) Cinci- Theodoricus (i) Cintenber, Cancellarius Episco- pi Ubracensis, pro Ducibus Silesiæ, &c.

Wolmarus Sals & Luderus Rector, pro Episcopo Hildesheimensi & Capitulo ejusdem.

Coante Amonie pro Duce Britannie, Rege Scotie, Comite Norvegie, & Comite Sabaudie.

Petrus Tetinger pro se & Abbate Fuldentio, & Præposito Nurembergensi, Patavienfis Duce.

Eberardus Abbas in Lenz, pro se & Monasterio, & tamquam Procurator omnium Abbatum, Monachorum Ordinis Sancti Benedicti in Diocesi Heripolenfi.

Joannes de Perona Canonici & Procurator Eccle- sie, Capituli Turonensis.

Frater Bernardus Prior Domus Carthusie prope Argentinam, Procurator Prioris majoris Carthusie.

Guillelmus de Forlivo Rector Conventus Fratrum Eremitarum Sancti Augustini de Forlivi, Procurator Domini Georgii de Ordelle, Domini Forlivi.

Galterus Gasse Procurator & Magister totius Ordinis Sancti Joannis Hierosolymitani, utriusque Juris Doctor.

Nicolaus Officialis Brixinensis pro Episcopo & Cle- ro Brixinensi, & Ernesto Duce Austrie.

Petrus de Hoetzkyrchen, pro se, & Abbate Fuldenfi, Ordinis Sancti Benedicti Heripolenfis Duce, & Præposito Nurembergensi Patavienfis Duce.

Simon Bethiche Presbyter, Procurator Episcopi Vas- sionensis, & Abbatis Sancti Egeri Turenfi.

Frater Antonius Costa Ordinis Prædicatorum.

Joannes de Vincellis Procurator Abbatibus & Conven- tus, ac totius Ordinis Cluniacensis, & Procurator Ab- batis Sancti Regnaudi, & Prioris de Caritate.

Joannes de Goretto Ordinis Minorum Conventus Parisiensis, Ordinis ante dicti Regens, nec non Fra- tris Joannis Quingonelli, Ordinis præfati in Provincia Francie Provincialis Ministri Procurator.

Frater Petrus Corvillhelli, Procurator Abbatibus Sanc- ti Nicolai prope Andegaviam.

Joannes Brossandi, Procurator Episcopi & Capituli Mirapicenis.

Simon Dobetheus, Archidiaconus Vapincensis, Pro- curator Capituli ejusdem, & Atrebatensis.

Amyericus de (a) Atriis, Procurator Præpositi Mon- (a) Atriis, tis Jovis & supra Ordinis & Abbatibus Sanginaci.

Jacobus Crasteri Literarum Apostolicarum Scriptor, Procurator Capituli Avinionensis & Mimatensis.

Bego de Rogeris in Legibus Licentius, Procura- tor Episcopi Uticensis, & Deputatus pro Provincia Narbonensi.

Berengarius Misferondi, Procurator Conventus Sanc- ti Guillelmi de Desertis, Lodonensis Duce.

Magister Joannes Baltra Decretorum Doctor, Li- terarum Apostolicarum Corrector.

Joannes Ugoenti Licentius in Decretis, pro Uni- versitate Avinionensi, & certis Abbatibus.

Hermannus de Argemillari Abbas Sancti Apri Ordinis Sancti Benedicti, Tullenfis Duce.

Joannes Senescalli, Procurator Domini Abbatibus Præmonstratensis & totius Ordinis, & Joannes de (j) Polexyo, Prior Romane Curie, & Cellararius Mon- asterii Sancti Antonii, & Præceptor de Reverfo, ac Procurator totius Ordinis Sancti Antonii & Augustini, ac Procurator Episcopi Taurinensis.

Magister Nicolaus de Wordis Doctor Decretorum, Sacri Palatii Apostolici causarum Auditor.

Joannes Wipperdus Decretorum Doctor, Procura- tor, Domini Ludovici Archiepiscopi Rothomagensis, ac idem pro Abbate (m) Fillanensi Ordinis Sancti Be- nedicti Rothomagensis Duce.

Pasquerius de Vallibus Baccalaureus in Decretis, Procurator Abbatibus Sancti Ricarii in (n) Pontio Ordinis Sancti Benedicti, alias Ambaenensis Duce.

Petrus (o) Ginecovi Literarum Sacre Penitentiarie Scriptor, & Procurator Episcopi & Capituli Confra- nensis.

Jacobus de Gramineis, de Gramicis, de Padua, Ca- nonicus Concordienfis, Procurator Episcopi Concor- dienfis, Provincie Aquileiensis.

Joannes de Boves, Procurator Regis Francie, & Procurator Monasterii Sancti Augustini.

Oliverius (p) Longuenet in Artibus & Medicinis (p) Longuenet, Magister Baccalaureus in Decretis, Procurator Episco- pi (q) Treconensis, Abbatem de (r) Bufagio, de Malarejo, de Begardo, & Rhemenfis Sancti Benedicti Cisterciensis Ordinis, & Venetensis, & Ravennatenfis, & Treconensis Duce.

(i) Godofredus Dauti Licentius in Legibus, Procura- tor Episcopi Lemovicensis, & Abbatibus Sancti Mar- tialis Lemovicensis Duce.

Petrus de Rococello Prior Prioratus Conventualis Beate Marie deaurate.

Theodoricus Procurator Domini Archiepiscopi To- losanensis, missus & nominatus pro Provincia Tolosa- na, & Episcopi Agathensis.

Raimundus de (s) Remegueria Licentius in De- cretis, Prior majoris Ecclesie Elektenfis, Procurator Episcopi & Capituli Elektenfis.

(u) Marinus Episcopus Aprutinenfis, Procurator pro Reverendissimo Patre Domino Petro Sancte Ma- rie in Cosmedin Diacono Cardinali de Venetia.

Item pro Domino Archiepiscopo (w) Brunano.

Tierricus de Sancto Deodato Licentius in Legi- bus, & Magister in Artibus, Ambasiator Universitatis Aurelianensis, & Procurator Episcoporum Tullenfi & Xancensis.

Verneis Militis, Decanus Ecclesie Bambergenfis, Bremenfis Duce.

Henricus de Molendino Canonici Bremenfis, Am- basiator Domini Archiepiscopi Bremenfis.

Guillelmus Votis in utroque Jure Baccalaureus, Ca- nonicus Ecclesie Gratianopolitane.

Guillelmus (x) Brucellis, Domini Michaelis Ar- chiepiscopi (y) Amham Primatus Hibernie, ac Do- mini Thomæ Episcopi Offorienfis Procurator.

Guillelmus de Spelunca Canonici * Nolenfis, missus nomine Illustrissima Domine Joanne Na- varre

ANNO
1415.

varra & Angliæ Regina, & nomine proprio.

Robertus Prior Cellinorum, Vicarius & Procurator
Abbatis Cluniacensis, & ejusdem Conventus Matis-
conensis Diocesis, pro ipsi & suo Cluniacensi Or-
dine.Simon Avatadriorum Canonici Sancti Remigii,
Procurator Dominorum Episcoporum Andegavensis &
Avinionensis.Thomas Bonorant Licentiatu in Legibus, Procura-
tor Episcopi Andegavensis, & omnium Sanctorum
Andegavensium; & Joannes de Pratis Monasterii Or-
dinis Sancti Augustini Macloviensis Diocesis.Alexander Abbas Monasterii Sanctæ Mariæ de Bel-
lofonte Veteris Ordinis Sancti Benedicti Maleacensis
Diocesis, Licentiatu in Decretis, Ambasiator Eccle-
siæ Regni Franciæ, pro Provincia Burdigalensi, cum
aliis pro dicta Provincia ad Conciliu venientibus
missus, & Procurator Episcopi Lucionensis.(a) Erme-
gandus.(a) Ermogandus de Casteriis Licentiatu in Decre-
tis, Archipresbyter Narbonensis, & Prior de Capite Stag-
non Narbonensis Diocesis, Ambasiator Universitatis
Montispeffulani Magalonenensis Diocesis.Antonius de Zwanewarde Procurator Præpositi, De-
cani & Capituli Ecclesiæ Sancti Salvatoris Hexheberen-
sis Diocesis, & Decani & Capituli Ecclesiæ Beatæ Ma-
riæ Curtracensis Diocesis.

(i) B. feto.

Hugo de (b) Telfero Canonici Ecclesiæ Catracen-
sis, Procurator Episcopi Catracensis.Henricus Abbas utriusque Juris Doctor, & Joannes
Honrode in eisdem Juribus Licentiatu, Ambasiatores
Universitatis Andegavensis ad Sacrum Constantien-
se Conciliu destinati.Joannes * Dolior Licentiatu in Legibus, Archi-
diaconus de Sabolio, & Canonici Ecclesiæ Cenoma-
nenfis Provinciæ Turonensis, Procurator Decani &
Capituli Ecclesiæ Cenomanensis.Frater Petrus de Saliente Cellerarius Monasterii Au-
relaci Sancti Flori Diocesis, Licentiatu in Theolo-
gia & in Decretis, Vicarius Episcopi Gratianopolita-
ni, & Procurator Vapincensis Episcopi, nec non Ab-
batis Conchenfis, Ruthenensis Diocesis.(i) Hous-
diz.Joannes (c) Honorodius utriusque Juris Licentiatu,
Ambasiator Universitatis Andegavensis.Hugo Fabri Magister in Artibus & Medicinis, Pro-
curator Episcopi Cameracensis.Elihus Scholasticus, pro Abbate Sancti Laurentii Fa-
ventina Diocesis.

(d) Miles.

Otto de (d) Millex Præpositus Ecclesiæ Herbipolen-
sis, pro se & Episcopo Herbipolensi.

(i) Abunde.

Joannes (e) Habunde, pro se & Episcopo Eisteten-
si & Duce Franconiæ.Lambertus de Grolia, pro se & Regno Hungariæ.
Bertholdus Ruke Præpositus Lubecensis, pro se &
Episcopis Tarbacensi, Oziliensi & Coromensi.Petrus Storch in Theologia Doctor, pro Universi-
tate Studii Lipsiensis.Joannes Gresse Licentiatu in utroque Jure, pro
Duce Guillelmo Baviariæ, Comite Holandiæ, Hanno-
niæ & Zelandiæ.Magister Albertus de Nuremberga, pro se & Epis-
copo Bambergensi.Philippus de Lumpressa Literarum Apostolicarum
Scriptor, pro se, & Bartholomæo Abbate Monasterii
Sancti Laurentii extra muros Tridentinis.

(f) Canco.

(f) Cuntzo de Suvola, Auditor Sacri Palatii Aposto-
lici, & Albertus Varemptapp pro se & Archiepisco-
po Prageni.Joannes & Arnoldus Forcheim, Literarum Aposto-
licarum Scriptores, pro se, & electo Gerensi.Michael de Escheda Rector Parochialis Ecclesiæ in
Losen Vratslavienfis Diocesis, pro Præposito Martia-
leusi Ordinis Pramonstratensis, Constantiensis Dico-
cesis.Nicolaus de Ballionibus, Prior generalis Ordinis
Sancti Sepulchri Dominici.Germianus pro se, & Abbate Sanctæ Trinitatis
Veronensis, Ordinis Vallis Umbrosæ.

Bailius de Trifis, Procurator Episcopi Vicanensis.

Friedericus Episcopus Fulginateus, pro Abbate
Montis (g) Cassanensis, & Jacobo Episcopo Spolita-
no, Episcopo Nucerinio, & pro Nicolao Abbate Mo-
nasterii de Cruce Saxi vivi de Fulgineo.

(g) Marcani.

Dominus Arpinus de Alexandria, pro Episcopo Al-
binguensi.

XXXVI.

ANNO
1416.

12. Janv.

*Translatio inter PHILIPPUM MARIAM
ANGLUM Ducem Mediolanensem, & THO-
MAM Marchionem Montisferrati, de Civitate
Vercellarum huiusque appartenentiis facta. In
Castro Viglevani 12. Januarii 1416. Indictione
nona. [Pèce authentique, tirée du Registre
R. des Archives Royales de la Ville de Mi-
lan.]**In Nomine Domini Nostri Jesu Christi, Amen.*

ANNO a Nativitate ejusdem Domini millesimo
quadringentesimo sexagesimo, nona Indictione,
die Dominica duodecima mensis Januarii, hora mane
in Castro Viglevani, videlicet in quadam Camera su-
periori sita in dicto Castro: ibique cum de Anno Do-
mini curso millesimo quadringentesimo quarto, Indictio-
ne duodecima, die tertio mensis Octobris in Civitate
Papiæ Magnificus, & Potens quondam Dominus Faz-
zinus Canis, tunc Generalis Capitaneus, & Locum
tenens Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domi-
ni Filippi Mariæ Angli, tunc Comitis Papiæ: & nunc
Ducis Mediolani, Papiæ, Anglerique Comitis Filiius
quondam Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Do-
mini Domini Johannis Galeaz Vicecomitis primi Du-
cis Mediolani &c. memorias semper recolende, & ad
tunc gesta per præfatum Dominum Comitem speciali-
ter constitutum transulit, & concessit in Gubernationem, Comendam, & custodiam, nomine præfati
nunc Ducis, Illustrissimi Principis, & Excellentissimo
Domino Domino Thomæ Marchioni Montisferrati &c.
Civitatem Vercellarum cum Terris, Villis, Castris,
& Locis, & cum certis Conventionibus, Obligatio-
nibus, & Pactis, prout de omnibus seriis continetur
publico Instrumento dictæ Concessionis, ad quod habet
tur relatio per respectum ad præfens contentum, tradi-
to, & rogato dicta die tertia mensis Octobris dicti an-
ni curri millesimo quadringentesimo quarti, per Johanne-
m de Oliapiis Notarium Papiensem. Cumque usque
nunc facta non fuerit restitutio dictæ Civitatis Vercellarum,
& Terrarum prædictarum præfato Domino
Duci, licet terminus dictæ Concessionis sit transactus;
& licet ipsa restitutio pluries fuerit requisita per ipsum
Dominum Ducem, ut assuerit pro parte præfati Domi-
ni Ducis, præfato Illustrissimo Domino Marchione
asserendo non fuisse sibi factas dictas requisitiones tem-
pore debito, & non observata esse parte præfati Domi-
ni Ducis ea, ad quæ tenebatur vigore primæ Comen-
dæ, & contentorum in Instrumento dictæ primæ Comen-
dæ, & sibi non fuisse restitutas per ipsum Domi-
num Marchionem, ut assuerit, factas occasione custo-
diæ, & conservationis dictarum Civitatis, Castrorum,
& Terrarum: ac nec damna, & interesse per ipsum
Dominum Marchionem passâ occasione dictæ Gubernationis,
& ipsum Dominum Ducem contravenisse Conventionibus
prædictis primæ Comendæ, ut assuerit idem
Dominus Marchio, ex adverso asserente præfato Domi-
no Duce ibi præfente Summam intratarum recepturam
per præfatum Dominum Marchionem ex dicta Civitate,
& Pertinentiis excedere dictam Summam damno-
rum, & interesse, & expensarum, ac per consequens
ipsa occasione, & multis aliis in aliquo dictum Dominum
Ducem dicto Domino Marchioni non teneri, & ipsum
Dominum Ducem observasse quæ debebat de Jure, &
in nullo contravenisse, quinimo dictum Dominum Mar-
chionem contravenisse primis Conventionibus contentis
in dicto Instrumento primæ Comendæ, & ipsam Do-
minum Marchionem multimode teneri ipsi Domino
Duci occasione dictæ Gubernationis: Cumque præfati
Illustrissimi Domini Domini Ducis, & Marchio affectent
paterno & filiali Amore pro futuro tempore bene
vivere, & bene vicinari: & servatis inferius con-
ventis hinc inde ad prædicta inconvenientia, si qua inter
eos secuta sunt non habere resententia, si pro tanto
præfatus Dominus Dux ibi præfens, & Spectabilis Vir
Dominus Conradus de Carro et Marchionibus Sacre
quondam Domini Georgii Consiliariis præfati Do-
mini Marchionis, plenum, larum, & speciale Mandatum
habens a præfato Domino Marchione per Instru-
mentum publicum traditum, & rogatum die sexta de-
cima mensis Decembris proxime præterito per me Antonium
de Rippis Cancellarium, & Notarium præfati
Domini Marchionis & Procura-
torio

ANNO
1416.

torio nomine præfati Domini Marchionis per prius habitis per præfatos Dominos ; & quolibet ipforum matura ; & diligenti deliberatione , & consilio ; ac mediante Tractatu facto per præfatum Dominum Conradum pro parte præfati Domini Marchionis : & per Speciales Viros Dominos Johannem Franciscum de Sartirana Juris utriusque Doctorem Consiliarium ipsius Domini Ducis , & Jacobum de Capis Magistrum Curie ipsius Domini Ducis pro parte præfati Domini Ducis sponte , & ex certa scientia pervenerunt ad infraſcriptas Conventiones , Paſiones , & Transactiones ſolemnes , & ſolemni Stipulatione valatas : Primo , quod præfatus Illuſtriſſimus Dominus Dominus Marchio retineat cum voluntate , ſcientia , & conſenſu præfati Illuſtriſſimi Domini Ducis Mediolani , Papiæ , Anglerieque Comitatus &c. in Commendam , Cuſtodiam , & Conſervationem , & Gubernationem uſque ad annos octo proximè ſequentes inchoandos die præſentis Civitatem Vercellarum , ejuſque Caſtrum , & Cittadellam , & alia Fortilita dictæ Civitatis , & ipſius Territorium , Diſtrictum , & Episcopatum , videlicet Terras , Villas , Loca , Caſtra , & Oppida dicti Episcopatus & Dioceſis , quæ tradita , & traditæ , conceſſa , & conceſſæ , tranſata , & tranſlatæ fuerunt cum dicta Civitate in Commendam , & Gubernationem ipſi Domino Marchioni , ſive quondam Bonifacio de Miſolo Procuratori , & Procuratorio nomine præfati Domini Marchionis , per præfatum Dominum Facinum Caneum , nomine præfati Domini Ducis , tunc Comitatus Papiæ , per dictum Instrumentum rogatum dicta die tertia Octobris , & quæ , & quas Terras , Villas , Caſtra , & Oppida tradita , & traditæ , ut ſupra , nunc tenet præfatus Illuſtriſſimus Dominus Marchio in Dioceſi Vercellarum tantum , & hoc cum omnibus hominibus , incolis , & habitatoribus prædictarum Civitatis , Terrarum , Villarum , Locorum , & Oppidorum , ac etiam cum mero , & mixto Imperio , & omnimoda Jurisdictione , & gladii poteſtate , & cum Pertinentiis ſpectantibus , & pertinentibus præfato Domino Duci in ipſis Civitate Terris , Villis , Locis , Caſtris , & Oppidis , & in quolibet ipſorum , & dependentium , & connexis ab eis ſalvis , & reſervatis iſis , quæ in dicta prima Commenda , & Cuſtodia non fuerunt tradita , nec tranſlatæ ipſi Domino Marchioni , ſive alteri ejus nomine : Item ſalvis , & reſervatis iſis quæ præſentialiter tenet præfatus Dominus Dux in Episcopatu , & Dioceſi Vercellarum , ſive ejus nomine , & ad ejus instantiam quovimodo teneantur , & poſſideantur , & ſalvis , & reſervatis iſis quæ præſentialiter non tenentur , & non poſſidentur per præfatum Dominum Marchionem in dicta Dioceſi ; quæ non cedant nec cedere intelligantur quovimodo in præſenti retentione , & conceſſione : & inſuper præfatus Dominus Dux iterum de novo tradidit , tradit , & tranſfert , & concedit præfato Domino Marchioni , & dicto ejus Procuratori ejus nomine ſtipulantibus , & recipientibus , & nobis Notario ſtipulanti , & recipienti nomine , & vice præfati Domini Marchionis , in Commendam , & Cuſtodiam , & Gubernationem ſupraſcriptam Civitatem , cum ſupraſcriptis Cittadella , Caſtris , Villis , Terris , Locis , & Oppidis , ut ſupra cum clauſulis , & reſervationibus ſupraſcriptis uſque ad dictum tempus octo annorum die præſentis incipiendum , & cum omnibus hominibus , incolis , & habitatoribus ipſarum Civitatis , & Locorum , & cujuſlibet eorum , & cum mero & mixto Imperio , & omnimoda Jurisdictione ac gladii poteſtate in dictis Civitate , & Locis , & Pertinentiis , & dependentibus , & connexis ab eis , & quolibet ipſorum , quas Conventiones , & Paſiones dictarum retentionis , & nove tranſlationis prædictorum omnium , & ſingularum præfatus Dominus Dux , & prædictus Procurator , Procuratorio nomine præfati Domini Marchionis , fecerunt , inierunt , faciunt , & inſunt cum infraſcriptis paſſis , formis , modis , & conventionibus ſolemniſſimis , & ſolemni ſtipulatione valatis : Primo videlicet quod præfatus Dominus Marchio ejuſque Capitanei , & Officiales quos idem Dominus Marchio per tempora quibus debite tenebit vigore præſentis Conſeſſionis prædicta in Gubernam data ibidem duxerit deputandos teneantur , & debeant prædictas Cittadellam , Caſtrum , Civitatem , Terras , & Villas , Caſtra , Loca , & Oppida , & Territoria cedentes , & cedentia in præſenti retentione , & conceſſione , & homines , incolæ , & habitatores eorundem Civitatis , & Locorum , & cujuſlibet ipſorum bene cuſtodire , conſervare , regere , & gubernare , & tueri toto ipſi Domino Marchioni bono poſſe , bona fide uſque ad dictum tempus dictorum octo annorum , & ſpatio temporis quo vigore præſentis Conſeſſionis prædicta tenuerit , &

ultra , ſi de voluntate expreſſa præfatorum Dominorum Ducis ; & Marchionis , vel ex forma paſſorum infraſcriptorum conſinget , prædicta in Gubernam data remanere ſub Gubernatione , & Cuſtodia dicti Domini Marchionis , vigore præſentis Instrumenti : Item cum paſſo quod omnes homines , incolæ , & habitatores dictarum Civitatis , Terrarum , & Villarum , & dictorum Caſtrorum , Locorum , & Oppidorum , & Territoriorum , & Diſtrictuum eorundem teneantur , & ſigut , & eſſe debeant obedientes , & legales præfato Domino Marchioni tanquam Gubernatori , & Gubernatorio nomine præfati Domini Ducis , & ipſius Domini Marchionis , & Officialium ſuorum parere mandatis non venientibus contra Perſonam vel Statum præfati Domini Ducis , niſi ipſe Dominus Dux expreſſe Guerram faceret ipſi Domino Marchioni toto tempore dictorum octo annorum , & pro tempore quo dictus Dominus Marchio poterit prædicta retinere vigore præſentium Conventionum ac etiam teneantur , & debeant ipſi Domino Marchioni pro toto dicto tempore , Gubernatorio nomine antedicto , facere , & conſervare debitam fidelitatem tanquam Gubernatori , & Conſervatori , ut ſupra , ſic , quod prædictus Dominus Dux non poſſit , ſpacio dicti temporis , quo prædicta retinere poterit dictus Dominus Marchio vigore præſentis Instrumenti , aliquid mandare nec præcipere dictis hominibus , incolis , & habitatoribus contra dictam fidelitatem , & obedientiam , nec etiam elapſo dicto tempore octo annorum , donec pro parte ipſius Domini Ducis fuerint adimpleta ea ad quæ teneri reperiretur præfato Domino Marchioni vigore paſſorum infraſcriptorum ipſo etiam Domino Marchioni attendente præfato Domino Duci quæ contenta in præſenti Instrumento : Item hoc actum quod toto tempore , quod præfatus Dominus Marchio vigore præſentium Conventionum poterit retinere prædictam Civitatem Vercellarum , & dictas Terras , Villas , Loca , & Caſtra , de omnibus incolis , Civibus , & habitantibus ipſarum Civitatis , Terrarum , Locorum , & Caſtrorum , & de omnibus bannis , & Forſiſſis eorundem , qui nunc non ſunt ſub Domino , & obedientia , ſeu ſub protectione dicti Domini Ducis : Item Dominus Marchio tanquam Gubernator , & Gubernatorio nomine ipſius Domini Ducis diſponere poſſit pro ſuo libito voluntatis : Quodque gratia ſineſſa per ipſum Dominum Marchionem ipſis bannis , & forſiſſis proſint , & valeant ſemper eiſdem , etiam finito tempore dictorum octo annorum , adeo quod virtute ipſorum nequeant ullo tempore realiter nec perſonaliter moleſtari ipſis forſiſſis abinde in antea fidelibus exiſtentibus præfato Domino Duci : Item quod præfatus Dominus Marchio , & quicunque , qui per ipſum ad hoc fuerint deputati , durante dicto tempore quo prædicta tenere poterit virtute præſentium Conventionum , habeant , & percipiant , & habere , & percipere poſſint & debeant quæcunque Datia , Pedagag , & Gabellas , & quocunque introitus , redditus , & proventus , ex prædictis Civitate , Terris , Villis , Locis , & Caſtris ſolitas , & ſolita percipi , prout , & quemadmodum reſponderetur , & reſponderi deberet dicto Domino Duci , & abſque eo quod de dictis Datibus , Pedagagis , Gabellis , redditibus , & proventibus præfatus Dominus Marchio , ejuſque Succeſſores , vel aliquis ex eis non poſſint nec debeant dictas Civitatem , Cittadellam , Terras , Villas , Loca , & Caſtra , Jura , & Jurisdictiones in Commendam , & Gubernationem tradidas , & conceſſas , & tradita , & conceſſa primo , & nunc vigore præſentium Conventionum , in totum , vel in parte tranſferre ; cedere , pignorare , vel quovis Jure vel facti colore alienare , in aliquem procerem Dominum , Communitatem aliquam , univerſitatem , ſeu ſingularem Perſonam cujuſcunque conditionis , ſtatus , & præheminentia exiſtat , ſine ſpeciali licentia præfati Domini Ducis ; ac nec facere aliquam alienationem de prædictis Civitate , & Terris durante tempore octo annorum Gubernationis ſupraſcriptæ , quæ habeat præjudicari ipſi Domino Duci , nec etiam per quam ipſe Dominus Dux occasione prædictorum obligatus ſit , aut aliquid agere habeat cum aliquo Domino , neque cum aliqua alia Perſona , quam cum præfato Domino Marchione : Quodque etiam ipſe Dominus Dux , ejuſque Succeſſores in toto , vel in parte non poſſint facere aliquam alienationem de prædictis Civitate , & Terris , durante tempore dictorum octo annorum Gubernationis ſupraſcriptæ , quæ habeat præjudicare Gubernationi , quæ traditur ipſi Domino Marchioni , nec etiam per quam ipſe Dominus Marchio occasione Gubernationis prædictæ obligatus ſit , aut quicunque agere habeat cum aliquo Domino nec cum aliqua alia Perſona , quam cum ipſo Domino Duce : Item ,

ANNO
1416.

Item hoc actio, quod elapso dicto tempore dictorum octo annorum, & non ante prefatus Dominus Marchio, & quilibet ejus Successor ad omnimodam requisi- tionem prefati Domini Ducis, & cujuscumque ejus Nuntii vel Procuratoris habentis ab ipso Domino Du- ce legitimum Mandatum, & etiam ad omnimodam re- quisitionem cujuscumque Hæredis prefati Domini Du- cis, teneantur, & debeant prefato Domino Duci, ejus- que Procuratori, & Hæredi prædictas Civitatem, Ci- tadelam, Terras, Villas, Castra, Loca, Oppida, Jura, & Jurisdictiones ipsi Domino Marchioni primo, & nunc traditas, & tradita, concessas, & concessa in Commendam, & Gubernationem ut supra, & quas, & quas ipse Dominus Marchio præfentialiter tunc in Diocesi Vercellarum reddere, tradere, & restituere; ac consignare illas, & illas toto suo bono posse, & bona fide, tam respectu ipsarum Civitatis, Terrarum, Locorum, & Castrorum, quam Personarum in eis degentium, & bonorum suorum, & ipsorum, & ipsa- rum veram decam, & expeditam possessionem, & qui- tuituere, & emittere prælibato Domino Duci, & cui- queque ejus Procuratori, & Hæredi absque eo quod ipsi Domino Duci per prefatum Dominum Marchio- nem, five ejus Successores, vel Officiales obici vel opponi possit aliqua exceptio vel retentio, seu expen- sarum, damnorum, & interesse petito, seu aliqua com- pensatio quovis modo, causa, vel jure, dum tamen ante al- quam requisitionem prefati Domini Ducis de prædictis, & ante aliquam traditionem, vel restitutionem prædictorum, & possessionis ipsorum fiendam per prefatum Dominum Marchionem, five ejus Successores, vel Officiales primo, & ante omnia adimpleta sunt hæc omnia pro parte prefati Ducis Domini, ad que tunc reperitur Jure tenore presentis Contractus: Item quia in Pactis, & Conven- tionibus superscriptis prima Commenda, Custodia, & Gubernationis inter alia continetur, ut assentur per Procuratorem dicti Domini Marchionis, quod ante ali- quam restitutionem fiendam de prædictis commendatis, ut supra fieret integralis restitutio omnium expensarum, & quantitarum Pecuniarum, quas occasione dictæ Gu- bernationis dictus Dominus Marchio habere deberet juxta declarationem fiendam per modum in ipsis Con- ventionibus descriptum, contrarium tamen Domino Duce superscripto assensente, quæ quidem declaratio facta non est, & etiam cum prefatus Dominus Mar- chio tempore quo prædicta primo accepit in Commenda- m, & Gubernationem, ut assent prædictus Procura- tor dicti Domini Marchionis, exuberavit certas Pecuniarum quantitates Castellano Castris, Civitatis Vercellarum, Capitaneis, Communis, Citadelles, & aliis Officialibus dictæ Civitatis, & Distictus, ad quarum restitutionem ipse Procurator dicti Marchionis assen- dit dictum Dominum Ducem teneri, replicante ex adver- so dicto Domino Duce se in aliquo non teneri dicto Domino Marchioni, præsertim cum intrata percepta per ipsum Dominum Marchionem ex prædictis primo in Gubernatione datis excedant summam expensarum factarum per dictum Dominum Marchionem pro Gu- bernatione prædicta: Pro tanto ut prædictorum Domini- rum unum de illis obiciatur, & quia prædictæ expen- sæ, & summe non fuerunt declarate juxta primas Con- ventiones, & eas super prima dicta Gubernatione: & ne prædicta remaneant in turbido; & non declarata, ac- tum est, & specialiter conventum inter prefatum Do- minum Ducem pro parte una, & superscriptum Do- minum Conradum Procuratorem, & Procuratorem nomine prefati Domini Marchionis parte altera, quod superscriptis debeat, & discordiis superscriptis, vide- licet, super intratis verisimiliter receptis, seu quæ verisimiliter apparerent recepte usque in præsentem diem per prefatum Dominum Marchionem, five alium vel alius ejus nomine, ex, de, & pro prædicta Civitate Vercellarum, dictisque Terris, Villis, Locis, Oppi- dis, & Castris suis super Diocesi Vercellarum, & ei- dem Domino Marchioni traditis in Custodiam, Gu- bernationem, Conservationem, & Commendam ut su- pra, & de, & super omnibus expensis expenderit fac- tis, five quæ apparerent factæ per prefatum Dominum Marchionem, vel alium ejus nomine usque in præsen- tem diem, & super connexis, & dependentibus ab ejusdem pro dicta Gubernatione, & pro tuitione, & conservatione, ac defensione prædictorum ad quas prefatus Dominus Dux pro ipsa Gubernatione debite teneretur jure declarationem Arbitrorum superinde eli- gendorum, & de omnibus denariis exuberatis per ipsum Dominum Marchionem si quæ exuberata apparebunt Castellano, & Officialibus antedictis prefati Illustrissi- mi Domini stare debeant declarationi, & terminationi

ANNO
1416.

Egregiorum virorum eligendorum per ipsas Partes, & quod totum id, & quicquid prædicti eligendi, vel major pars ipsorum declaraverint super prædictis cum modis, temporibus, formis, conditionibus, & modi- ficationibus declarandis per ipsos eligendos ut supra, in- violabiliter observetur, & executioni mandetur per ip- sos Dominos, & ipsorum quolibet ad litteram, prout prædicti eligendi declarabunt, actio tamen inter dictas Partes quod si contingeret per ipsos eligendos ut supra, aliquo casu nil declarati, ordinari, & termina- ri super prædictis, quod prefatus Dominus Marchio eo casu, donec fuerit, declaratum non teneatur ad ali- quam restitutionem prædictorum, & quod prædictis de- clarandis eligantur duo pro Parte, & unus quintus; qui sit medius cum potestate, baylia, & arbitrio ut su- pra; quorum vel majori parti ipsorum declarationi, & terminationi Partes stare teneantur. Item & etiam hoc actio quod prædictus Dominus Marchio, ad restitutio- nem, & relaxationem prædictorum in Commendam da- torum non teneatur, nisi prius per dictum Dominum Ducem fuerit attenditum, & solutum id, quod declara- bitur per dictos eligendos vel majorem partem ipso- rum dictum Dominum Ducem teneri prædicto Domi- no Marchioni occasione dictarum expensarum, & si per dictos eligendos vel majorem partem ipsorum dictum Dominum Ducem ad expensam teneri, vel si declara- tur cum teneri; quod soluto eo quod declaratum fuerit, vel deposito panes Personam Laicam idoneam, Paribus non suspectam, in casu quo Dominus Mar- chio recusaret vel negligere id recipere. Item Domi- nus Marchio absque ulla retentione expensarum peti- tione compensaturum, & exceptione prædicta in Gu- bernatione data licere relaxare teneatur prefato Domino Duci ut supra. Item quia assentur per prefatum Pro- curatorem prefati Domini Marchionis introitus, red- ditus, & proventus superscriptarum Civitatis Vercel- larum, Citadelles, Castris, Locorum, Castrorum, & Villarum superscriptarum non sufficere ad expensas fiendas, pro tuitione, defensione, gubernatione, & conservatione dictæ Civitatis, Citadelles, Castris, & Fortificationis dictæ Civitatis, & aliorum Castrorum, Locorum, Terrarum, & Villarum, superscripto Do- mino Duce contrarium assentente, inter dictas Partes con- ventum est, quod per superscriptos eligendos, ut supra, examinari, & videri debeant introitus, redditus; & proventus dictæ Civitatis, & Locorum, & similiter expensæ necessariae, & utiles pro tuitione, conservatio- ne, & gubernatione dictarum Civitatis, Citadelles, Castris, & Fortificationis ipsius Civitatis, & aliorum lo- corum, & si reperiantur introitus correspondere expen- sis prefatus Dominus Dux, pro tempore futuro ad aliud non teneatur prædicta Gubernatione, conserva- tione, & tuitione prædictorum; si autem intratæ exce- derent expensam, tunc idem Dominus Marchio te- neatur restituere id plus prefato Domino Duci in quo excederent intratæ, secundum declarationem prædic- torum eligendorum, vel majorem partem ipsorum. Si au- tem expensæ sint majores quam introitus tunc tempore restitutionis prædictorum illud tale plus, in quo expen- sæ excederent introitus secundum declarationem præ- dictorum eligendorum, ut supra, prefatus Dominus Dux teneatur solvere prefato Domino Marchioni ante aliquam restitutionem prædictorum ad arbitrium presa- torum eligendorum, & alterius quinti si ipsi non at- tenderent juxta formam compromissi. Item quod du- rante dicto tempore dictæ restitutionis, & concessio- nis prefatus Dominus Marchio non possit, nec valeat fa- cere per se, nec alium ejus nomine, de dictis Civitate; Terris, Locis, & Castris in Gubernatione datis, ut supra, nec de aliqua ipsarum, directe vel indirecte, aliquam Confederationem, Ligam, Unionem, vel ali- quam aliam innovationem quomodolibet præjudicia- lem prefato Domino Duci cum aliqua Universitate, Civitate, vel Communitate, nec cum aliquo Principe, Domino, seu singulari Persona cujuscumque Dignita- tis existeret. Item quod dictus Dominus Marchio, & ejus Successores non possint cum prædictis superius in Gubernum datis nec hominibus eorum aliquenter no- cere, nec Guerram facere prefato Domino Duci, nec ejus Hæredibus, ac nec in ipsis Civitate, Castris, Ci- tadelles, Terris, Castris, Locis, Oppidis, & Villis, nec in aliqua ipsarum, nec cum ipsis, nec per ipsas, & ipsa dare aliquod subsidium, seu auxilium, additum, seu transitum, seu redutum, vel albergum, neque Victualia aliquibus inimicis, emulis, seu contrariis prefato Domino Duci, nec aliquo aliter ad offendendum ipsum Dominum Ducem, & ejus Territorium, & Subditos, nisi prefatus Dominus Dux expresse, & pu- blice

ANNO
1416.ANNO
1416.

bilce Guerram faceret præfato Domino Marchioni. Item hoc actio quod Dominus Abbas de Tizonibus, & alii Nobiles de Tizonibus de Burgaro, & alii quicunque tam Cives, quam non Cives, Civitatis Vercellarum, nunc existentes sub obedientia, seu Dominio præfati Domini Ducis, habentes aliqua bona, proprietates, seu possessiones in Civitate, seu Diocesi Vercellarum, quantum est per respectum Terrarum, & Locorum cedentium in presenti Concessione, seu aliquis redditus fidei, vel proventus, possint & debeant libere gaudere eisdem bonis, proprietatibus, possessionibus, fidei, & redditibus cum effectu, ac ipsos redditus, & proventus pro eorum libito voluntatis, & quodocunque voluerint, reducere, & reduci facere quocunque voluerint super Territorio præfati Domini Ducis, ac eorum familiarum, & Nuntios transmittere ad dictam Civitatem Vercellarum, modo infra-scripto, & in ejus Diocesi pro recolezione, & reductione dictorum fructuum, & reddituum ad eorum voluntatem, omni proliis exceptione cessante, obtenta tamen licentia a Domino Potestate Vercellarum conducendi dictos fructus super Territorio præfati Domini Ducis, quam licentiam dictus Dominus Potestas tradere teneatur libere sine ulla expensa. Ad hoc etiam quod de Tizonibus & de Burgaro non possint se appropinquare per tractum balistæ dictæ Civitatis, & Fortilitatis Diocesis Vercellarum, quæ nunc tenentur per præfatum Dominum Marchionem, sed bene possint mittere ad dictam Civitatem, & Terras, Diocesis Vercellarum, tempore recolecionis fructuum usque ad numerum familiarum quinque inter omnes, qui ibi stare possint nec & reddere pro libito voluntatis ipsorum sine contradictione, pro reductione & recolezione dictorum fructuum, durante dicto tempore recolecionis, & eorum possessiones non possint laborari facere per alios quam per Subditos præfati Domini Marchionis. Item quod decedente præfato Domino Duce, quod Deus avertat, sine Hærede insititudo, quod prædicta omnia locum habeant, & observentur in Personam Magnifici Domini Antoni de Vicecomitibus Germani præfati Domini Ducis, qui Dominus Antonius eo casu quo ad contenta in presenti Instrumento habetur pro Hærede ipsius Domini Ducis. Quæ omnia, & singula superscripta præfatus Dominus Dux, & superscriptus Dominus Conradus Procurator, & Procuratorio nomine præfati Domini Marchionis, pro quo intervenit sibi vicissim una pars alteri, & e converso altera alteri, præcedentibus legitimis stipulationibus, promiserunt, & convenerunt, promittunt, & conveniunt attendere, & observare, ac habere, & tenere, rata, grata, & firma, ac quod præfati Domini eorumque Hæredes, & Successores, congruis congruis restituendo, ipsa omnia & singula attendent, & observant inviolabiliter, ipsa habebunt, & tenebunt rata, grata, & firma, & in nullo contrahent, vel contraveniunt per se, vel per submissas Personas, per directum vel per indirectum, expresse vel tacite, aliqua ratione, occasione, vel causa, nec aliquo questio colore. Quodque non facient, nec operam dabunt, per se vel per alium, aliquo modo, quominus, durante termino superscripto, una Partium possit attendere alteri, & e converso ea omnia, & singula ad quæ sibi vicissim tenentur sive tenebantur vigore præsentis Contractus, nec alicui contrahere vel convenire volenti consentire, vel præbere auxilium, consilium, vel favorem, & hæc omnia sub pena refectionis, & restitutionis omnium, & singulorum damnorum, interesse, & expensarum per alteram dictarum Partium propterea patiendarum, & fiendarum, & sub hypotheca, & obligatione omnium bonorum prælatorum Dominorum, & utriusque, & alterius ipsarum Partium, presentium & futurorum, semper congrua congruis referendo, renuntiantes dictus Dominus Dux, & dictus Procurator, Procuratorio nomine præfati Domini Marchionis, pro quo intervenit sponte, & ex certa scientia stipulationis solenni & valida, intervenientibus quibuscunque exceptionibus doli mali, in factum, & prædictorum omnium, & singulorum non sic actorum, & gestorum, & quibuscunque Juribus, beneficiis, Privilegiis, & auxiliis, & quibuscunque productionibus, & probationibus quibus, contra prædicta vel aliquid prædictorum ipsi Domini vel aliquis ipsorum venire, vel facere possint aliqua ratione, occasione, vel causa, vel aliquo questio colore de Jure, vel de facto, & specialiter, & expresse præfatus Dominus Dux renuntia-vit, & renuntiat, solenni & valida stipulatione interveniente, cuicunque beneficio minoris ætatis, & restitutionis in integrum per quod præfatus Dominus Dux quovismodo contra prædicta, vel aliquid prædictorum

TOM. II. PART. II.

venire, vel facere, vel se tueri possit de Jure, vel de facto, & pro prædictis omnibus, & singulis firmius, & validius attendendum, & observandum præfatus Dominus Dux, & superscriptus Procurator, Procuratorio nomine præfati Domini Marchionis, & in ejus Domini Marchionis animam juraverunt, & jurant ad Sancta Dei Evangelia, manibus corporaliter tactis Scripturis, prius eis & cuilibet ipsorum delato Sacramento per nos Notarios infra-scriptos, & quemlibet nostrum prædicta omnia, & singula attendere, & observare, & non contra facere, vel venire, & quod præfati Domini, & quilibet ipsorum, prout ad unumquemque ipsorum spectabit & pertinebit, prædicta omnia & singula attendent & observant, & in nullo contrahent vel venient, nec contravenire, vel contrahere volentibus consentient, vel favebunt; & inde præfatus Dominus Dux, & superscriptus Dominus Conradus Procurator, & nomine præfati Domini Marchionis communiter, & in communi concordia rogaverunt nos Johannem Franciscum Gallinam, & Antonium de Rippis Notarios, & utrumque, & alterum nostrum insolidum, ut de prædictis publicum conficiamus Instrumentum, unum, & plura ejusdem tenoris si fuerit opportuum: Præsentibus Spectabili Juris utriusque Doctore Domino Johanne Francisco de Sagrana Consiliario; Spectabilibus Viris Domino Johanne de Aretio Secretario; Jacobo de Caelis Magistro Curie; Joanne Francisco de Barbis Fisco, Johanne de Malaspinis, & Francischino de Furgaris Familiaribus præfati Domini Ducis, & Foreste de Catelletto Familiari præfati Domini Marchionis inde Testibus notis vocatis, & specialiter ad prædicta rogatis.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELIUS Regii Archivi Officialis.

XXXVII.

Versicherung des Dechanten und Capituls zu 30. Janv. Straßburg/ der Stadt dieses Nahmens gegeben/ daß dieselbe keinen Bischoff ehender huldten wollen/ ehe und bevor die von der Stadt in dem Kriege wider Bischoff Wilhelm aufgelegt worden/ bezalet werden/ und wann dieselbe der Sachen halber von jemanden angefeindet würden/ verbinden sie sich einander treulich befohlen zu seyn. Geschehen den Donnerstag vor Lichtmess im Jahr 1416. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung III. Abß. XX. pag. 295.]

C'est-à-dire,

Assurance donnée par le Doyen & Chapitre de STRASBOURG à ceux de la même Ville, portant qu'ils ne feront homage à nul Evêque, avant qu'il ait payé à ladite Ville les dépenses faites par elle dans la Guerre contre l'Evêque GUILLAUME, avec clause & promesse de secours mutuel, en cas que de part ou d'autre on vint à être attaqué pour ce sujet. Fait le Jeudi avant la Fête de la Purification Anno 1416.

Wir Hugelmann Herre von Bisingen/ Eum Dechan und das Cappittel der inneren Stifte zu Straßburg/ tun kundt mengelichen mit Urkunde diß Brieffs/ als wir Herrra Wilhelm von Diest/ der sich nennet/ Elect zu Straßburg/ behalten/ und den uff recht stellig geton haben/ umbe solliche eielegiche überrettenliche Geschehite und Sachen/ so er in manigerleye wege dem Bistum und Stift zu Straßburg in vergangenem Joten bißher geton und zugefüget hat/ das künliche und offendar ist/ alles wider sine Eide/ Ere und Ingesagete ic. davon wir ihne hymanu fur me/ fur keinen Bischoff unsere Stifte ze habende meynent/ es ersinde sich danne an Rechte/ das er furabß Bischoff sin und bliben solle/ und als die Ersamen fürsthtigen und weisen/ Unser besunder guten Frumbe/ Meister und

I

Das

ANNO
1416.

Rat zu Straßburg / in diesen Sachen unsere und
unseres Capittels Helfere sind / wann sie dem Bi-
stume und unsere Stifte / ye und ye allezt hilff-
liche und tröstlich gewesen sind. Were es do das
Kriege und Bigentschaft dieser Sachen halb ufer-
stunde / das wir dem Almechtigen Göt und der
Würdigen siner lieben Mutter Marien / in der Ere
unser Stifte fundieret ist / nit getruwent danne
wir hoffen / das sich siner unglichen und unbillichen
Sachen nyeman annehmen solle / umb das sy danne
ihres guten Willen / den sy zu uns haben nit engel-
tent / was bares gutes dann Meister und Rat zu
Straßburg / in diesen Sachen bighat / als sich die
Sache zu Mollisheim erhebet hat / usgeben haben /
es sye der Stifte / Stette / Cloße / Lande und Lute
/ die wir und sy jeh inne hant / ze behutende und
uf das Bistum gangen ist / oder sribast mit unser
Dechan und Capittel / oder des merren teyls des
Capittels wissen und willen / big uff der Sachen
Witrag / usgebende wurdent / das kuntlich und wis-
sentliche were oder wurde / und sich an Rechenunge
funde / das wir Dechan und Capittel der egenanten
unser Stifte / oder der merre teyl under uns key-
nen Bistoff / wie oder von wemne uns und unsere
Stifte der zugesaget wirt / nit hulden noch den in
des Bistums Gieß / Lande und Lute die wir und
die Statt yege inne haben / oder uns sribast in zu
viel entfugen oder ingeben soltent noch wellent / die
Statt zu Straßburg sy danne also vor und ee des
selben irts baren usgebenden Gutes verwisen uf den
selben des Bistums Gießen / Landen und Luten /
daran sy danne sicher und habende sind / noch be-
scheyden zutischen dingen / wer es auch das wir De-
chan und Capittel / gemeyne oder besunder / oder
unser guten Freunde / Meister und Rat / Burgere
oder die Gemeynde der Statt Straßburg / sunder
oder sampt dieser Sachen halb / von yemman were der
were / bekumbet oder fargeheischen wurdent / es wer
mit Beistlichen Keyserlichen Gerichten / oder von
dem heiligen Concilio zu Costenz / wie sich das
machen wurde / und wir do mit gemeyne oder be-
sunder / zu Banne oder in Achte vrient / das wir
Göt nit getruwent / das der beyder keyns gesche-
hen solle / so sollen wir zu beiden Seiten die Sachen
schirmen noch unserne besten verindgen / und ein-
ander darinne nit lassen hinziehen / danne das ein
Zeit dem andern getruwelichen beraten und behelf-
sen sol sin / und uns nit von eynder zweyen noch
scheyden / gegen allen den die uns gemeyne oder be-
sunder widersege gebent oder gebende wurdent / und
soll auch dehein Teil unter uns beiden / noch ny-
man under uns den vorgenannten Herren / besunder
mit unsern Widerparten die wir danne heiten oder
gewunnen weder Frieden / sunen oder furworten in
deheinen Weg / one das andere theyle es sey danne
mit sinem wissen und willen / Und hat inne sol uns
Dechan und Capittel / und auch uns Meister und
Rat der Statt zu Straßburg vorgeschriben / nit
schirmen in deheinen Weg / danne wir versprechen
uns zu beiden siten in Crafft diß Briefes / und sun-
derliche wir Dechan und Capittel in Capittels
wit / die vorgeschribene Dinge in rechter Vorheyt /
stete und beste zu haltende / und nit do wider ze tun-
de noch schaffen getan werden / aller dinge unger-
liche. Und des zu einem Urkunde / so haben wir
Dechan und Capittel vorgeant / unser gemeyne
Capittel / und wir Meister und Rat zu Straß-
burg / unsere Stette Ingsigel lassen henden an die-
sen Brief. Geben uf Donstag vor unsere lieben
Freunden Tag der Lichtness / zu Latin Purificatio
in dem Jore do man zulete noch Christi Geburt
Viergebenhundert und Sechzehen Jore / und sind
dieser Briefe zwene glich l. by jeder Parten einer ze
bliben.

XXXVIII.

ANNO
1416.

Erection de Comté de SAVOYE en Duché faite
par l'Empereur SIGISMUND. A Chamberi,
le 19. Février 1416. [G. G. LEIBNITZ,
Codicis Diplomatici, pag. 309.]

In nomine Sancte et Individue Trinitatis, soli-
citer, Amen.

SIGISMUNDUS, Dei gratia Romanorum Rex sem-
per Augustus, ac Hungarie, Dalmatie, Croatiae,
Ramae, Servie, Gallicie, Lodomeie, Conaustie,
Bulgarieque Rex, ac Marchio Brandenburgensis, nec
non Bohemie & Lucemburgensis Hares, ad perpetuam
rei memoriam: Illustri Principi Amadeo Duci SA-
BAUDIE, Conanguineo nostro carissimo, & fidei
directo, gratiam Regiam, & omne bonum. Scip-
tera Regis Dignitatis sublimitas, sicut inferioribus Po-
testatibus officii & auctoritatis elatione prestat, ut
commissos sibi fideles optate gubernet consolationis
presidio, quo Thronus Regibus tanto solidetur felicitas,
ac uberiori prosperitate proficiat, quanto indecens
sue virtutis donaria largiori benignitatis munere copio-
sius fuerit in Subiectos; sic accrescente splendore Re-
galis solii, Nobilitates alias velut à Sole radii produ-
centes, fidelium status & conditiones illustant; qua pri-
mae lucis integritas minorum luminis detrimenta non
pariat, imò amplioris atque scintillantis jubaris ex-
pectato decore perfunditur, dum in circuitu Sedis Au-
gustae Illustrum & Magnificorum Virorum numerus
ad Imperii Sacri decorem feliciter adaugetur.

2. Sanè dum antiquitatem prospicitur, nobili-
tatem, preclara ac fidelissima progenitorum tuorum mul-
tiplicium virtutem, probitatumque merita, mentis
constantiam, ac indefessi laboris sollicitudinem, quibus
Serenissimos & Invictissimos Principes divae memoriae
Romanorum Imperatores & Reges, nostros Praedeces-
sores, signanter autem Serenissimos Principes quon-
dam Henricum septimum proavum, & Carolum quar-
tum Romanorum Imperatores, Regem Boemie Do-
minum & Genitorem nostros carissimos, ac Sacrum
Romanum Imperium, extraordinaria diligentia semper
honorare studuerunt; quemadmodum ex diversis Privi-
legiis, eisdem tuis parentibus, & praesertim per prae-
fatos proavum & Genitorem nostros, Progenitoribus
tuis supra dictis datis collegimus, ac evidentioribus
volumus, in examen proinde rationis deducimus, dum
& innatam illam & approbatam fidelitatis tuae promi-
tudinem, eminentem legalitatis industriam; aliarum
quoque multarum insignia virtutum, super quibus in
conspectu Majestatis nostrae Regiae, tum multorum si-
de digno Testimonio commendaris, tum etiam ipsa re-
rum omnium Magistra experientia approbatus esilis,
attenta mente revolvimus, dumque grata plurimum &
accepta servitorum tuorum obsequia, quibus Nobis &
Imperio praedicto, tam promptè quam effectualiter be-
nevoleque placuisti, sollicitis studiis quotidie places, &
in antea quidem tanto ferventius & utilius placere po-
teris ac debebis, quanto te excellentiora, amplioraque
Dignitatum & honorum beneficia & antidota cognove-
ris à nostro culmine & Sacro Imperio suscepisse; pia
consideratione pensamus; ad ea utique Majestas nostra
benignis inclinatur affectibus, quae tuum totiusque Do-
mus tuae status exaltationem & honorem concernunt
pariter & profectum.

3. Notum itaque meritum tuorum intuitu, Te
Amadeum Principem & Conanguineum nostrum di-
lectum, non per errorem aut improvidè, sed animo
delibato, propitque nobili motus instinctu, sano
etiam Principum, Comitum, Baronum, Nobilium,
Procerum, & fidelium nostrorum accedente consilio,
de certa nostra scientia, ac de Romanæ Regis Potesta-
tis plenitudine; Hodie in nomine Domini Salvatoris
nostri, à quo omnis honor, Principatus & Nobilitas
provenire noscuntur, in verum Principem & Ducem
illustravimus, creavimus, creavimus & sublimavimus,
illustravimus, erigimus, creamus, sublimavimus, & te-
note praesentium in & sub diademate & apparatu nostro
Regio & Imperiali, prout in calibus moris est, sole-
munter & praesentialiter decoramus. Decernentes ex-
presse, & Edicto Romano Regio & Imperiali stamen-
tes, quod tu, Hares legitimi naturales, & Succes-
sores tui Duces Sabaudie, perpetuo omni Praeminen-
tia, Dignitate, Nobilitate, Jure, Potestate, Liberta-
te, Honoribus & Consuetudinibus continuè gaudere
debeat.

ANNO
1416.

debeatis & perfui, quibus ceteri Imperii Sacri Principes, & signanter Illustres Duces facti sunt hæcenus, & quomodolibet potiuntur; Comitatumque tuum Sabaudie, & Civitates, Castra, Munitiones, Oppida, Villas, Districus, Montes, Colles, & Plana, cum omnibus sylvis, rubetis, pratis, pascuis, aquis, aquarum decuribus, lacubus, piscinis, piscaturis, thelonis, iudiciis, bannis, five inhibitionibus, venationibus, censibus, redditibus, accusationibus & poenis inde sequentibus, de Consuetudine vel de Jure, Baronibus, Baronis, Feudis, Feudatariis, Vassallis, Vassallariis, Militibus, Clientibus, Judicibus, Civibus, Nobilibus & Plebeis, rusticis, agricolis, pauperibus & divitibus, & omnibus eorum pertinentiis, eo modo dumtaxat, sicut & quomodolibet per Dominos Prædecessores nostros Territorium hujusmodi in & sub metis & limitibus antiquis in Comitatu Sabaudie creatum fuit & cretum, & sicut prædicta, & eorum quodlibet latitudo prædicti Comitatus comprehendit; salvis tamen Ecclesiastica libertate, & omnium aliorum Jure, in verum & perpetuum Principatum & Ducatum Sabaudie erigimus & insignimus, & de prædicta Romana Regia potestate plenitudine, & decernimus tibi Illustri Principi Amedeo Duci Sabaudie prædicto, Ducatum five Principatum Sabaudie supra dictum, cum omnibus Nobilibus, Hominiibus, Juribus, Privilegiis, Immunitatibus, Præeminentiis, Honoribus, Perentiis, mero & mixto Imperio, gladii potestate, ac Jurisdictione omnimoda, quomodolibet Ducatus seu Principatus insignes ab Illustrissimis Sacrosancti Romani Imperii Ducibus vel Principibus possidentur five tenentur, five possideri consueverunt hæcenus, & in quantum & in Sacro Romano Imperio, in Feudum dependent de benignitate Regni concessentes.

4. Decernimus etiam, & hac Edictali Constitutione fungimur, quod tu, Hæredes & Successores tui perpetui, Duces Sabaudie appellati & nominari in aëte debeatis, & tanquam ceteri Imperii Sacri Duces & Principes teneri & honorari, & ubique ab omnibus reputari, omnique Jure, Privilegio, Honore, Gratiâ & Dignitate, absque impedimento perfui, quibus alii Sacrosancti Romani Imperii Duces & Principes, in dandis seu recipiendis Juribus, & conferendis seu suscipiendis Feudis, & omnibus aliis illustrem statum & conditionem Ducum seu Principum concernentibus, frui sunt hæcenus seu quomodolibet potiuntur. Decernimus etiam & volumus, ac Regali Edicto duximus perpetuo statuendum, quod tu, Hæredes & Successores tui Duces Sabaudie, Ducatum seu Principatum Sabaudie prædictum, cum omnibus suis pertinentiis, sicut expressatur superius, & a nobis necnon a nostris Successoribus Imperatoribus seu Regibus Romanis, & ab ipso Romano Imperio; totiens quotiens oportum fuerit, debite solemnitate honore, & cum vexillis ut moris est, & solita reverentia suscipere debeatis; nobisque ac eisdem Successoribus nostris, in casibus præmissis, sicut alii Imperiales Duces & Principes, prestare & facere fidelitatis, homagii, obedientiæ & subjectionis debita corporalia iuramenta, & nullo modo vel tempore Ecclesiis vel Prælati, & ceteris Personis Ecclesiasticis in dicto Ducatu, olim Comitatu Sabaudie appellato, quoquo modo adversari; nec de Bonis & Juribus Ecclesiasticis, quæ ob reverentiam Dei & Sanctorum ejus salva semper & illa persistere volumus, teingere, neque alium seu alios quoscunque permittere, sed ipsos charitative tractare, ac illas unque pro posse custodire; & quod in dicto Ducatu Sabaudie Pacem & Justitiam omnibus & singulis æque pauperibus & divitibus, procurare, facere, & administrare velis & debeas efficaciter juxta posse.

5. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostram Illustrationis, Erektionis, Sublimationis, Creationis, Decorationis, Collationis, seu Decreti paginam infringere, seu ei quovis ausu temerario quomodolibet contraire. Si quis autem secus attentare præsumpserit, præter indignationem nostram gravissimam, poenam mille Marcharum auri prissimi, totiens quotiens contractum fuerit, se noverit irreversibiliter incursum, quarum medietatem Regalis nostri aërafi five fieri, residuum vero partem supra dicti Ducis, Hæredum & Successorum suorum ubi decernimus applicari, præsentium sub nostrâ Majestatis Sigilli appendione Testimonio Litterarum. Datum Cambriciæ Gratianopolitane Diocesis, Anno à Nativitate Domini M. cccc. xvi. xix. mensis Februarii. Regnorum nostrorum Anno Hungariæ xxxix. Romanæ electionis vi. Coronationis vero ii.

XXXIX.

ANNO
1416.

Investiture du Duché de SAVOYE & autres États donnés à AMÉ VIII. premier Duc de Savoie, par l'Empereur SIGISMUND, à Chambéry le 20. Février 1416. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 312.]

SIGISMUNDUS, Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmaciæ, Croaciæ, &c. Rex. Notum facimus tenore præsentium universis, ad futuram rei memoriam. Etsi Regalis Dignitatis Clementia, universorum fidelium, quos latitudo Sacri Romani Imperii complectitur fœlicibus profectibus, gratis, commodis, & speratis augmentis favorabiliter dignatur intendere; ad illorum tamen profectus & commoda diligentiori studio elementis inclinari consuevit, quorum merita, fides & constantia, ac internæ fidelitatis integritas, continuatis studiis ceteros antecedunt. Sanè per Illustrrem AMEDEUM Ducem SABAUDIÆ Principem, Ducem Chablaisi & Augustæ, in Italia Marchionem, Comitem Gebennet & Pedemontium, Domium Nicie Civitatis & Terræ, alterius Terræ suæ Provinciæ, Civitatis & Comitatus Astenis, Terræ & Vallis Domus Ostellæ, Principem & Consanguineum nostrum carissimum, petio nostræ Majestati exhibita continebat, ut ipsum AMEDEUM Ducem de prædictis Principatu, Ducatibus, Marchionatu, Comitibus, Dominis, Terris, Civitatibus nec non Castris, Castellis, Oppidis, Villis, Locis, & aliis quibuscunque, ac etiam Privilegiis Franchefiarum, Libertatum, Immunitatum, Bonorum, Largitionum, Possessionum, Honorum, Districum, Jurium & Jurisdictionum, per Divo Recordationis Romanorum Imperatores, & Reges Prædecessores nostros, ac alias ipsi Amedeo & ejus Progenitoribus & Prædecessoribus concessis seu concessorum, donatorum & indultorum, concessarum, donatarum & etiam indultarum investire; illaque sibi & suis Hæredibus approbare, ratificare, autorizare & confirmare auctoritate Romana Regia dignaremur.

2. Nos igitur attentis intermentæ fidei constantiam, sinceræ devotionis affectum, & eximia fidelitatis gratissima obsequia, quibus præfatus Amedeus Dux & sui Progenitores præfatos Prædecessores nostros, nos & Imperium Sacrum ferventius honorarunt, & ipse Amedeus honorare poterit & debet in futurum. Idcirco animo deliberato, non per errorem aut improvidè; sed maturo Principum, Comitum, Baronum ac Procerum nostrorum accedente consilio eundem AMEDEUM Ducem, juramento primitus fidelitatis & homagii debiti præstatione in talibus Romanorum Imperatoribus & Regibus fieri consuetis, aliis nostræ Majestati per nobiles Gaspardum de Montemajori Militem Marescallum Sabaudie, & Joannem de Belleforti Legum Doctorem, inter præfati Amedei Nuntios & Procuratores solemnes nobis facta, præfato Duce assente de sua voluntate & pleno mandato processisse pro ratisque & gratis eis per ipsum Ducem proinde habitis & approbatis, ac si ipsemet Amedeus Dux præfati juramenti fidelitatis & homagii præstationem fecisset & duxisset faciendam; de præscriptis Principatu, Ducatibus, Marchionatu, Comitibus, Dominis, Terris, & Civitatibus, nec non Castris, Castellis, Oppidis, Villis, Locis, & aliis quibuscunque, ac etiam universis Privilegiis Franchefiarum, Libertatum, Immunitatum, Honorum, Gratiarum, Largitionum, Possessionum, Bonorum, Districum, Jurium & Jurisdictionum, per antedictos Prædecessores nostros Romanorum Imperatores & Reges, & aliis prædicto Amedeo, & Progenitoribus suis concessis seu concessorum, donatorum & indultorum, concessarum, donatarum & indultarum; quos, quæ & quas ipse Amedeus & sui Progenitores à dictis nostris Prædecessoribus, & aliis in Feudum seu Feuda, Imperiale seu Imperialia, aut de Feudo seu Feudis, Imperiali seu Imperialibus, iuste & rationaliter obtinuerant, ipseque Amedeus obtinet, auctoritate Romanæ Regiæ investimus, & præsentibus gratiosè.

3. Nec non hujusmodi Privilegia super præfatis Franchefiis, Libertatibus, Immunitatibus, Bonis, Gratiis, Largitionibus, Possessionibus, Honoribus, Districibus, Juribus, & Jurisdictionibus, data & concessa in omnibus suis tenoribus, Sententiis, Punctis & Clausulis de verbo ad verbum prout scripta sunt, ac si tenores

ANNO
1416.

tenores ipsorum presentibus forent inserti, etiam si de ipsis Jure vel Consuetudinis specialis mentio fieri deberet, approbamus, ratificamus, autorizamus, aut prout digne possumus auctoritate nostra predicta tenore presentium confirmamus: Supplices nihilominus de Regalis plenitudine potestatis omnem decessum, si quis in praemissis ex obsecratione verborum, vel sententiarum dubietate videretur amissus. In praemissis tamen, nostris & Imperii Sacri & aliorum quorumcumque Juribus & Libertatibus semper salvis.

4. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostrae Majestatis paginam infringere, aut ei ausu temerario quomodolibet contraire. Si quis autem contrarium attentare praesumpserit, indignationem nostram, & poenam centum Marcarum auri puri, quarum medietatem Imperiali Aulario, residuum vero partem injuriarum passorum utibus statim applicari, totiens quotiens contra factum fuerit, se noverit irremissibiliter incursum. Praesentium sub nostrae Majestatis Sigilli appendice Testimonio Literarum. Datum in Chamberiaci Gratianopolitani. Diocesis, Anno Domini millesimo quadringentesimo sexto decimo, vigesima die Februarii, Regnorum nostrorum Anno Hungariae &c. vigesimo nono, Romanorum vero sexto.

XL.

i. Avril. *Capitula inter LUDOVICUM Comitem Palatinum Rheni, & Bavariae Ducem tanquam Sacri Constantiensis Concilii Defensorem, & nomine SIGISMUNDI Romanorum Regis ab una, & Communitate Civitatis CONSTANTIENSIS parte ab altera, pro conservatione Sacri Concilii, super Visitationibus & Pensionibus Domorum, conclusa. Datum Constantiae 1. Aprilis Anno 1416. Cum BULLA Approbationis & Ratificationis, Sacri Concilii Constantiensis.* [PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. in Append. Concilii Constantiensis pag. 1690. VON DER HARDT, Magnum Oecumenicum Constantiense Concilium. Tom. IV. Part. IX. col. 1017.]

SACROSANCTA Generalis Synodus Constantiensis, ad futuram rei memoriam. Pro conservatione, ac publica utilitate praesentis generalis Concilii Constantiensis, & suppositorum ejus, ac extirpatione scandalorum, & indebitorum onerum, ac etiam ex aliis certis rationabilibus causis animos nostros moventibus, omnia & singula Capitula, Foedera nec non Conventiones, & Pacta super Pensionibus Domorum ac dependentium, & nonnullis aliis firmata, & conclusa Calendis Aprilis proxime praeteritis inter dilectos Ecclesiae Filios charissimos Commissarios Nationum nomine dicti Concilii, & Collegii Venerabilium Fratrum S. R. E. Cardinalium ex una, & Commissarios dilectorum Filiorum Universitatis, & singularum Personarum Civitatis Constantiensis, ejusque Comitatus, Territorii, & Districtus Provinciae Moguntinensis ex altera partibus: Quae Capitula in Literis dilecti ejusdem Ecclesiae Filii Nobilis Viri Ludovici Comitis Palatini Rheni Defensoris, Custodis tunc, ad praesens dicti Concilii, &c. sub ejus pendente Sigillo religiosissime continentur. Et subsequenter etiam Commissariorum Collegii & Nationum hujusmodi super praemissis, & dependentiis cum dilectis ipsis Ecclesiae Filiis Commissariis dilectorum etiam dictae Ecclesiae filiorum electis, Capituli & Cleri Civitatis & Diocesis Constantiensis praedictae firmata & conclusa de mense Maji proxime elapsi die. . . mensis Maji, de quibus constat publica Documenta, habentes statum & formam omnium praemissorum & cujuslibet eorum, ac dependentium per eorum nomina, & qualitates, species, atque modos hic alias pro sufficienter expressis, pro observatione dictorum Capitulorum, & contentorum in illis ea omnia, nec non Literas, Instrumenta quaecumque de super confecta auctoritate ipsius Sacri Concilii, & ex certa scientia tenore praesentium confirmamus, ratificamus & approbamus, cassantes & pro viribus evanescantes omnia, & singula Pacta, Conventiones, & Promissiones post editionem dictorum Capitulorum per quoscumque locutores, seu conductores, vel alias quovismodo praeter seu contra dispositionem dictorum Capitulorum, vel alicujus eorum firmata, vel promissa, etiam juramento vallata, quae juramenta proficius relaxamus, & soluta ultra,

seu praeter exigentiam & formam dictorum Capitulorum inter Commissarios tam nomine Concilii, quam Universitatis Constantiensis, Electi, Capituli & Cleri praedictorum, firmatorum restitui, vel de sorte deduci debiti, & excomputari pro beneplacito conductuorum, vel jus eorum habentium possint & debeant, non obstantibus hujusmodi, vel alii Foederibus, seu absolutiombus forsan in contrarium praeter, & ultra factis & contentis in illis: Mandantes nihilominus hujusmodi taxam inter ipsos Commissarios dicta firmata & contenta in illis posse & debere omnes, & ab omnibus cujuscumque extiterint, etiam Pontificalis, vel alterius Dignitatis, Praeeminentiae, seu status Ecclesiastici, seu mundani, inviolabiliter exequi & observari, Commissariis autem Nationum & Collegii praedicti tam deputatis, quam deputandis vel majore parte ipsorum contra transgressores vel turbatores aut violatores dictorum Capitulorum, dictis nominibus pro ipsis Commissariis firmatorum, vel alterius eorum vel contentorum in illis, & Literarum, seu Documentorum inde confectorum, nec non contradicentes quoslibet five rebelles Censuris Ecclesiasticis etiam Excommunicationis ac poenis aliis pecuniariis indiciis, indiciendis, infligendis, ac mulctando exequi ac observari mandamus, & faciendi ipsa Capitula, & in illis contenta ac per se, vel alios compescendo ad alia prout inspexerint oportere, Personarum & negotiorum conditionibus & qualitatibus compensatis, etiam auctoritate praefata potestatem & facultatem plenarie eorum serie concedentes, ac decernentes super iis etiam Literas expediri sub Bulla Concilii ad requisitionem cujuslibet etiam cum interfectione Capitulorum, Literarum, seu Documentorum praedictorum cum ceteris non obstantibus & clausulis opportunis in forma plenaria, quatenus fuerit opportunum.

Tenor vero Capitulorum, de quibus supra dicitur, sequitur talis.

NOs Ludovicus, Dei gratia Comes Palatinus Rheni, Sacri Imperii Romani Archidapifer, & Bavariae Dux, Sacri Constantiensis Concilii pro nunc Custos & Defensor vice, & nomine Excellentissimi, & Gloriosissimi Principis & Domini, Domini Sigismundi Romanorum Regis semper Augusti, ac Ungariae, Dalmatiae, Croatiae Regis, Domini mei metuentissimi, pro utilitate publica & conservatione dicti Sacri Concilii Constantiensis, & suppositorum ipsis, similiter Dominorum, Praelatorum, Mercatorum, Curtianorum, & aliorum causa Concilii praedicti accedentium, praesentium, & supervenientium diversitatem & differentiam, quae fuit inter Reverendissimos Patres, & Dominos D. Brandam tituli Sancti Clementis Placentinum, & D. Franciscum Sanctorum Cosmae & Damiani Diaconum Florentinum, vulgariter nuncupatum S. R. E. Cardinales Deputatos per Sacrum Collegium D. D. Cardinalium, & R. R. Patres & Dominos, Egregiosque Doctores, Franciscum electum Aretinum, Antonium de Gualdo Italiae, Stephanum Episcopum Dolensem, Guillelmum Abbatem Amanae, Archidiaconum Turonensem Gallicanae, Andream electum Posnaniensem, Conradum Abbatem Pataviensem, Petrum Vretinger Germanicae, Richardum Burensem, Thomam Plotensem Sanctae Sedis Apostolicae Prototarios Anglicanae Nationis per quatuor Nationes Concilii ad infra scripta specialiter deputatos vice, & nomine totius Sacri Concilii, & omnium praedictorum communiter vel divisim, nec non ipsum Sacrum Concilium parte ex una, & providos, & Spectabiles Viros Conradum Mangolze, Henricum Guntisveller Magistros Civium, Joannem Suarhazath, Henricum Schilter, Casparem Composit, & Henricum Sewollum Consules; nec non Joannem Henricum Protonotarium Civitatis Constantiensis nomine totius Communis partibus ex altera, super Hospitiis, & Lecticulis, ac Stabulis eorum pro bono Pacis & Concordiae tanquam amicalibus compositor & mediator, habita super hoc deliberatione matura Consiliariorum praefati Domini Regis, atque nostrorum quantum & quandiu nostra se extendit facultas, de consensu, & voluntate expressa Partium praedictarum concordavimus, firmavimus, & conclusimus in modum subscriptum in partes praefatas.

In primis, quod Hospitia publica communia non occupentur, sed reserventur, ut venientes & recedentes Hospitia habere valeant, prout hoc etiam per Serenissimum Romanorum Regem prius erat concordatum.

2. Item,

ANNO
1416.

ANNO
1416.

2. Item, quod de quolibet lecto, bono, bene fulcito suppellectilibus & linteaminibus, cussinis & aliis linteaminibus necessariis secundum qualitatem Personarum congruentibus, qui magnus esse debeat, & capax ad minus duarum notarum Personarum solvatur de mense quolibet usuali continente 30 vel 31. dies unus Florenus.

3. Item, quod de stabulo pro equo quolibet solvatur singulis diebus naturalibus tres halleri . . . & in fine cujuslibet mensis pro rata lectorum & equorum conductor, absque alia contradictione, vel obstaculo, suo locatori de penio e hujusmodi satisfacere debeat & teneatur, nisi de consensu ipsius locatoris dilationem obtinere valeat ampliore.

4. Item, si occasione Pensionum Domorum, aut Stabuli, pro suppellectilibus Domus, Camerae, Stuphae, Horti, Sala, Mensae, Coquinae, Cellarum aut locis aliis de positione victualium hominum & jumentorum necessariis, aut dependentis à prædictis nulla alia pensio, seu merces, aut pretium quodvis possit aut debeat peti, aut exigi a quocunque, sed pro omnibus supradictis duntaxat pensio pro Lectis etiam, pro Domibus, Cameris, Stophis, Salis & Suppellectilibus omnibus & singulis præmissis, nec non pensio pro Stabulis superius expressis, etiam pro Camera vel Loco, ubi avena, fœnum ac pascua, ut præfertur, reservantur, & repuntur, ac dependentis à prædictis aut aliquo præmissorum sufficiant, & de eisdem Locatores sint contenti, & præmissa in pensionibus prædictis comprehendantur & veniant, & comprehensa intelligantur, quibus solutis Locationibus de omnibus supradictis sit plenissime satisfactum, ita quod solventes sint ab omni repetitione & exactione occasione præmissorum perpetuo liberi & soluti.

5. Item, in casu quo de utensilibus, seu Lectisteriis per Locatorem Conductorem traditis, aliquid perderetur, aliquid frangeretur, aut rumperetur violenter, seu alias præter usum consuetum, de hoc ipse Conductor satisfaciatur Locatori secundum valores per deputandos taxandos.

6. Item, quod semper de quindecim diebus in quindecim dies commutentur linteamina, & dentur alia recentia mundata & lota.

7. Item, quod mappae, & mensalia, & manutergia commutentur singulis septimanis semel.

8. Item, quod in Camera Conductoris principalis & Domini cujuscumque amplitudinis Camera existeret locari, seu poni non possint contra voluntatem ipsius Conductoris principalis, nisi duntaxat duo lecti, unus pro Domino principali, & alius pro familiari seu familiaribus.

9. Item, quod in aliis Cameris assignari, seu poni possint lecti secundum Personarum, & Locorum qualitatem pro arbitrio taxatorum ad hoc deputandorum, quacumque consuetudine hæcenus observata non obstante.

10. Item, quod ad succidenda scandala, atque discordias quæ inter Locatores & Conductores Domorum, & aliorum prædictorum, aut alios quoscumque oriri verisimiliter possent, Sacra Synodus deputabit de qualibet Natione unum providum virum & expertum, & totidem deputabunt per Magistratus Civium, qui octo sex vel duo ex ipsis, sic tamen quod semper sint tot ex parte Sacri Concilii, quot erunt ex parte Civitatis, & contra, qui requisiti per Locatorem, aut Conductorem, aut alterum eorum habeant plenissimam potestatem, videndi, taxandi, declarandi inter Locatores & Conductores lectos, lectisteria, utensilia, domos, stabula, & omnia supradicta, ut bona & congruentia assignentur, & etiam in aliis contra præmissa emergentibus & dependentibus quibuscumque discernere aut declarare habeant, prout noverint, visis circumstantiis universis, & attentis qualitatibus eorumdem, quomodolibet expedire, quorum declarationi & taxationi per utramque partem irrefragabiliter stetur, omni exceptione remota.

11. Item, quod prædicti deputandi omnes, octo, sex, vel quatuor aut duo ex ipsis requisiti, ut præfertur, habeant potestatem videndi, & considerandi . . . & amplitudinem Domus, Camerarum, Stuphae, Sala, Stabulorum, numerum Lectorum, & alia supradicta, ut si forte Conductor pauciores Lectos, aut equos recipere veller quam Domus, aut Stabuli, capacitas, seu communis utilitas postulare, vel si forsitan Locatores plures Lectos ponere veller, quam qualitas Camerarum, aut Personarum, aut conductuum exigeret, vel plures equos locare in Stabulo quam loci capacitas, & commoditas flagitaret, in istis & in aliis emer-

ANNO
1416.

gentiis contra præmissa habeant potestatem taxandi, ordinandi, decernendi, & declarandi, inter præfatos prout noverint expedire, visis circumstantiis universis, & attentis qualitatibus eorumdem.

12. Item, Locator Lectorum, Domorum, & aliorum prædictorum per se, vel alium, directe vel indirecte, aut quovis quæsto colore, non possit, nec debeat Conductorem, vel secum commorantem licentiarum, seu de Domo expellere, seu quovis modo molestare, vel vexare, quo minus Conductori, vel suis habitare placerit, possit uti & frui Domo, Lectis, & aliis supra dictis pro pensione superius expressa, etiam si Locator assereret, seu veller Domum locatam personaliter habitare, seu quovis alio modo.

13. Item, in casu quo aliquis Conductor cum Locatore Conventiones, Obligationes, vel Pacta præmissa, vel sequentia tempore præterito fecisset, etiam si super illis Literæ confectæ essent, tales Conventiones, Obligationes, Literæ, Pacta etiam juramento vallata omnino sint sublata, irritæ & nullæ, sublata, irrita, & nulla, ac nullius momenti. Et si aliquis forsitan tempore præterito pro futuro levasset, aut perciperet ab aliquo censum, aut pensionem Domorum, Lectorum, Lectisteriorum, Stabulorum, aut aliorum prædictorum ultra taxam supra expressam, quod quilibet talis pro futuro tempore à data præsentium contentus sit taxa superius expressa, & ad restitutionem plenariam illius quod ultra taxam levavit pro futuro duntaxat tempore à data præsentium teneatur, non obstantibus quibuscumque.

14. Item, in casu quo contingeret aliquam Domum locari sine Lectis & Stabulis, vel Utensilibus, vel sine necessariis, & requisitis, & cum defectu, in casibus præmissis Deputati præfati, declarandi, taxandi, & ordinandi, contra præmissa habeant facultatem, habita informatione rerum deficientium, & qualitate Domus, prout viderint expedire.

15. Item, si contingeret, quod quis aliquem in Domum suam recolligeret cum paucis Familiis, quæ Domus capax esset unius notabilis Domini, aut Prælati, ad providendum communi utilitati præfati deputandi potestatem habeant disponendi, & providendi prout secundum bonam æquitatem viderint expedire.

16. Item, si contingat Lectum Conductorem extra Domum ex necessitate, vel ex defectu Locatorem, de quolibet Lecto superius qualificato cum Lectisteriis, & aliis ad ipsum requisitis solvatur per mensem, ut supra, medius florenus Rhenanus. Si tamen Lectus esset melior, præfati Deputati habeant potestatem taxandi.

17. Item, si aliquis haberet Domum capacem, & non veller eam locare, præfati etiam habeant potestatem disponendi & providendi, prout secundum communem utilitatem, circumstantiis consideratis, viderint expedire; reservata tamen parte Domus, in qua talis cum Familia se possit conservare.

18. Item, in casu quo præfati Deputati octo, sex, quatuor, duo ex ipsis, ut præfertur, requisiti per Locatorem & Conductorem aut alterum eorumdem non possent contra præmissa, aut aliquid præmissorum in unam sententiam concordare; ex tunc nos Ludovicus Comes Palatinus Rheni prædictus, aut nostras in absentia vices gerens per Locatorem & Conductorem aut per deputandos præfatos, aut alterum prædictorum eorumdem requisitis potestatem habebimus disponendi, taxandi, concordandi, & declarandi inter Partes ipsas infra terminum duorum, aut trium dierum, cui declarationi Partes ipsæ absque quacumque contradictione, seu obstaculo stare teneantur.

19. Item, quod auditor Camera Apostolicæ, vel alius per Sacrum Concilium deputandus, quo ad supposita Concilii, & Magistratus Civium Constantinensium quoad sibi subiectos, ad requisitionem præfatorum deputandorum per Locatorem & Conductorem, aut alterum eorumdem aut nos, vel vices nostras gerentem requisiti, in casu discordiæ, ut præfertur, teneantur, & debeant, & potestatem habeant quascumque executiones facere contra quoscumque transgressores, & eosdem punire prout secundum qualitatem Negotiorum, & Personarum viderint expedire cujuscumque status seu conditionis Ecclesiasticæ vel secularis fuerint non obstantibus quibuscumque.

20. Item, quod deputandi præfati jurare habeant, quod requisiti per Locatorem & Conductorem, aut alterum eorumdem, ipsorum officium legaliter, & fideliter sine Personarum acceptione, absque odio, & favore, ad communem utilitatem, & commoditatem ipsius Sacri Concilii, prout secundum suas Conscientias

ANNO
1416.

judicaverint, exercebunt, & præfata omnia & singula, partes præfatam quibus supra nominibus approbantes, se servaturas assentent bona fide. Et nihilominus nos Ludovicus Comes Palatinus Rheni supradictis hujusmodi Scriptis præfatis Dominis per Sacrum Concilium in hac parte deputatis ad præmissorum majus robur pro dictis Civibus & Civitate Constantiensis, per eosdem firmiter observari. In cujus rei Testimonium duas ejusdem tenoris Litteras nostro Sigillo munitas utrisque Partium præfatarum unam duximus assignandam. Datum Constantiæ Provinciæ Moguntinæ Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo sexto, mensis Aprilis prima die.

XLI.

10. Mai. *Tractatus Fœderis & Amicitie inter HENRICUM V. Angliæ Regem, & THEODORICUM Electorem Coloniensem. Quò hic devenit Vassallus Homagialis dicti Regis durante vitâ eorum, utilitatique ejus atque honorem omnimodè se custodiendum, & cuncta, ut Vassallum docet, se observanturum pollicetur, nec non eidem Regi cum ducentis Viris Belligeris, quotiescunque requisitus fuerit, auxiliandi se obstringit, Rex è contrâ præfatus vices rependens Electori memorato Pensionem annuam mille Nobilium Monetæ Anglicanæ in loco Feudi assignat, eumque tanquam Vassallum suum contrâ omnem iniquam vim defendere promittit. Actum Londoniæ 10. Maji 1416. Cum CONFIRMATIONE dicti Regis. Data 25. Julii 1416. Accedit & ACQUIETANCIA Electoris, super numeratis ei mille nobilium, in hoc Tractatu pro pensione assignatorum. Data Fruttschrou Sabbato post Festum S. Sacramenti 1417. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special Continuat. I. Abtheil. III. Fortsetzung III. Absatz III. pag. 84]*

ATTESTATUR PRÆSENS INDENTURA, Facta Londoniæ decima die mensis Maji, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, sexto decimo, inter Honorabiles Viros, Dominos, Walterum Hungerford, Johannem Typtote, Milites, & Magistram Johannem Homagium Legum Doctorem, Archi-Diaco-nam Dunelmensem, Serenissimi & Metuendissimi Principis HENRICI, Dei gratia, Regis Angliæ & Franciæ, ac Domini Hiberniæ, Commensarios & Deputatos ex una, & Egregios & Nobiles Viros, Magistrum Henricum de Erpelli Legum Doctorem Decanum Bon-nentem Coloniensem Diocesim, Dominos Johannem de Wybenhorst, Roilmannum de Dadembergh, Milites, Reverendi in Christo Patris, Domini Theodorici, ead- em gratia, Coloniensis Archi-Episcopi, Sacri Imperii Electoris, & per Italian Archi-Cancellarii, Westsaliæ & Angariæ Ducis, Procuratores & Nuncios.

Ad præsentiam Serenitatis Regiæ, pro Ligis & Amicitis, inter ipsos Dominos Regem & Archi-Episcopum, renovandis, ampliandis, & continuandis (prout olim inter eorumdem Dominorum Regis & Archi-Episcopi, inclitæ memoriæ, Prædecessores inuitæ exiterant & firmate) & aliis negotiis, factum Amicitiarum hujusmodi concernentibus, per ipsum Dominiam Archi-Epis-copum destinatis & transmissis.

Ex parte altera;

Quorum quidem Commissionum & Procuratoriorum tenores sequuntur & sunt tales,

HENRICUS, Dei gratia, Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ, omnibus ad quos præsentis Litteræ pervenerint, Salutem.

Cum nuper Reverendus in Christo Pater, Dominus Theodoricus, permissione Divina, Coloniensis Ecclesiæ Archi-Episcopus, Sacri Imperii Elector, & per Italian Archi-Cancellarius Westsaliæ & Angariæ Dux, certos suos solemnes Ambassatores, Procuratores five Nuncios (videlicet) Magistrum Henricum de Erpel Legum Doctorem, Decanum Bonnentem, Dominos Johannem de Wybenhorst, & Roilmannum de Dadembergh, Milites, ad Regnum nostrum Angliæ trans-miserit, ad conveniendum & tractandum una nobiscum &c. prout supra.

Datum in Palatio nostro Westmonasterii quarto die Maji, Anno Regni nostri quarto.

Nos Theodoricus, Dei gratia, Sanctæ Coloniensis Ecclesiæ Archi-Episcopus, Sacri Imperii Elector, & per Italian Archi-Cancellarius, Westsaliæ & Angariæ Dux, &c.

Notum facimus, universis & singulis, ad quos præ-sentes nostræ Litteræ pervenerint, ex omnibus melio-ribus, via, jure, causa, modo, & forma, quibus pos-sumus & debemus, fecimus, constitimus & ordinavi-mus, presentibus facimus, constitimus & ordina-mus, Venerabilem & strenuum Viros, Magistrum Hen-ricum de Erpelli Legum Doctorem Decanum Bonnen-tem, Johannem de Wybenhorst, & Roilmannum de Dadembergh, Milites, (Consiliarios devotos & fideles nostros dilectos, præfatos & contentientes) conjunctim & divisim, & eorum quemlibet per se & in soli-dum.

Ita quod non sit melior conditio occupantis, sed quod unus eorum inceptis eorum quilibet mediare, prosequi valeat & finire, in nostros veros, legitimos ac certos, & indubitatos Procuratores, Adores, Factores & Negotiorum nostrorum Gestores, & Nuncios speciales, ad comparandum pro nobis & nomine nostro coram Serenissimo Principe & Domino, Domino Henrico, Dei gratia, Rege Angliæ & Franciæ ac Do-mino Hiberniæ, seu aliis quibuscunque, ad infra scrip-ta potestatem habentibus, ad tractandum, concordan-dum & concludendum, cum ipso Domino Rege, seu per ipsum ad id deputandis, de & super quibuscunque Ligis, Amicitis, Alligantibus, & mutuis subventioni-bus, auxiliis seu serviciis, inter nos ac pro Nobis, Ter-ris, Dominis, Subditis & Vassallis nostris quibuscunque ex parte una, & præfatum Serenissimum Principem, Dominum Regem, pro Te, Regibus, Terris, Do-minis, Ligis, Vassallis & Subditis suis quibuscunque ex parte altera, ad vitam ipsius Domini Regis & nos-tram in eundis & præstantibus, atque ad faciendum nos, præfatum Archi-Episcopum, Vassallum, atque ad pe-tendum & recipiendum, pro nobis & nostro nomine, Investituram Feudi, seu Feudorum, si quod, vel si quæ, præfatus Dominus Rex nobis concedere veller, vel conferre, & specialiter ad promittendum, facien-dum & præstandum, pro nobis Archi-Episcopo præ-dicto, & nomine nostro Domino Regi Homagium, ac etiam ad præstandum, in animam nostram, in ea par-te, Fidelitatis Sacramentum, cum omnibus Capitulis & Clausulis, ad hujusmodi Sacramentum fidelitatis fieri debitis & consuetis, nec non super quibuscunque Articulis, quantumcumque specialibus, qui Ligas, Amicitias, mutuas subventiones, auxilia five servitia, Homagii & Fidelitatis Sacramentum supradictum con-cernere poterunt quovismodo, eum eorum incidenti-bus, emergentibus, dependentibus & connexis, ac quæ sic tractata, promissa, præstita & facta fuerint sub cau-tionibus, promissionibus, ac omni securitate, debita & requisita in hac parte, pro nobis & nomine nostro, assecurandum & firmandum, consiliumque securita-tem a dicto Serenissimo Principe, seu per ipsum ad id deputandis, pro nobis & nomine nostro, petendum, stipulandum & recipiendum, & generaliter omnia & singula faciendum, gerendum & exercendum quæ in præmissis, vel circa ea, seu aliqua præmissorum, ne-cessaria fuerint quomodolibet, seu opportuna, & quæ veri & legitimi Procuratores facere possint & debent, & quæ nos facere possemus & faceremus, si præmissis personaliter interessemus, etiam si essent talia, quæ a Jure mandatum exigent magis speciale, promitten-tes, bona fide, ac sub hypotheca & obligatione omnium bonorum nostrorum, nos ratum, gratum & firmum perpetuo habere & tenere totum & quequid per dictos Procuratores nostros, & eorum quemlibet, actum, factum, vel gestum fuerit in præmissis, & singulis præ-missorum, seu quomodolibet procuratum.

In quorum omnium & singulorum Testimonium præfentes nostras Litteras per Christiam de Waldorp, publicum Imperiali auctoritate Notarium subscriptum, scribit & subseribi mandavimus, & in modo publici Instrumenti signo ejusdem signati, nec non Sigilli nos-tri appendione roborari.

Acta sunt hæc, prout subseribuntur & recitantur, in quadam Camera Dormitorii superiori, infra Castrum Moirre sitam, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, decimo sexto, Indictione nona, Sede Aposto-lica vacante, & Sacrosancta Universalis Synodo Con-stantiæ congregata, mensis Januarii die penultima.

Præfatus, Honorabilibus Petro de Erpelli Secre-tario, & Johanne de Nienlebein Theolonoario nostro,

Berken

ANNO
1416.

ANNO
1416.

Berken Canonico Ecclesie Sancti Casti Bonnenfis, devotis nostris dilectis, Testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

Et ego CHRISTIANUS SCHURGUN DE WALDORP, Clericus Colonienfis Diocesis, publicus Imperiali auctoritate Notarius præmissis omnibus & singulis, dum sic, ut præmittitur, sub Anno Domini, Indictione, mense, die, & Loco prædictis, per præfatum Reverendissimum in Christo Patrem & Dominum, Dominum Theodericum Archi-Episcopum Colonensem &c. & coram eo agebantur & fiebant, una cum prænominationis Testibus præfens fui, & ea sic ut narrantur superius fieri vidi & audiui, ideoque de ipsius Domini Archi-Episcopi Mandato, præfentes suas Litteras, ejus vero Sigillo sigillatas, manu mea propria scriptas subscripsi, & sequens & nomine meo solitis & consuetis signati requisitus.

Quod idem Commissarii, & Deputati, ac Procuratores, & Nuncii, inter mentium suarum præcordia, sedulis & internis affectibus, revolventes qualiter, inter gloriosas Republicæ curas & boni communis fructus uberes, illud dignoscitur esse præcipuum Potentum & sublimium, & non tam potentia, quam vice una invicem sibi conjunctarum Personarum copulare præstidia, & individua Unione Amicitiarum Fœdera colligare, per quos Principatus, Indissolubilis Amoris Confoederati nexibus, ex adverso insurgentibus resistere, & ab omni oppressionis clade, coadunatis viribus, poterant se tueri.

Horum consideratione provida, ac singularis intuitu Amicitia, quam dictus Dominus Archi-Episcopus, suorum Prædecessorum insequendo vestigia, ad Coronam & Regnum Angliæ continuus gessit & gerit in votis, ipsius Procuratores & Nuncii prædicti cum dicti Domini Regis prædictis Commissariis & Deputatis infimul concordarunt, nominibus quibus supra, sub modo & forma subscriptis: videlicet, quod ipsi, Magister Henricus Decanus, Johannes, & Roelmannus, Milites, dicti Domini Archi-Episcopi Procuratores & Nuncii, & Procuratorum nomine, ad Sacra Dei Evangelia, per ipsos & eorum quemlibet corporaliter tacta, promittunt & jurant, in animam dicti Domini Archi-Episcopi, Domini sui, quod ipse Dominus Archi-Episcopus memorato Serenissimo Principi, Henrico Regi Angliæ & Franciæ, ac Dominum Hiberniæ, durante vita ipsorum Dominorum Regis & Archiepiscopi, fidelis erit, & ejusdem Domini Regis Vasallus, homagialis, & quod honorem & utilitatem, pro posse suo, consilii & auxilii, ac modis omnibus, quibus potest, eidem Domino Regi fideliter custodiet & procurabit, dampnum quoque & periculum ipsius Domini Regis, ac status sui pro posse suo avertet. Proditoribus & Rebellibus ejusdem Domini Regis non consentiet, & malum suum vitabit, & quando sibi inde consentit, Regiam Majestatem super hoc avifabit & præmitit, secretaque ipsius Domini Regis non pandet, & omniaque & singula erga Personam ejusdem Domini Regis & Coronam suam puse faciet, attendet & observabit, que Vasallus homagialis & fidelis Domino suo observare debet & tenetur; dolo & fraude quibuscunque procul amotis.

Item, concordarunt Commissarii & Deputati, Procuratores & Nuncii antedicti, vice & nominibus prædictis, quod præfatus Dominus Archi-Episcopus, contra dictum Dominum Regem, Regnum suum Angliæ, Terras & Dominia sua quæcumque, per se, aut suos Subditos, aut Vasallos nullatenus faciet, aut attemptabit, neque, in quantum in ipso est, fieri aut attemptari patietur, aut permittit, quinimo eidem Domino Regi, contra quoscunque injuriatores & inimicos, quotiens & quando idem Dominus Archi-Episcopus per partem ipsius Domini Regis fuerit desuper congrue requisitus; ex tunc etiam diffidare debet ipsos injuriatores & inimicos; & eis, publice & palam, per suas Litteras Patentes & autenticas, intinere se velle eidem Domino Regi assistere, & ipsum pro viribus adjuvare; eorum contraria voluntate quomodolibet non obstante.

Concordarunt insuper Commissarii & Deputati, ac Procuratores & Nuncii sæpe dicti, nominibus quibus supra, quod dictus Dominus Archi-Episcopus præfatus Domino Regi serviet, & servitium ac subventionem faciet; & præstabit cum numero ducentorum Virorum, Belligerorum Militarium, & Armigerorum Lanceatorum; quotiens & quando per partem dicti Domini Regis debite super hoc fuerit requisitus; concordato tamen prius, inter eosdem Dominos Regem, & Archi-Episcopum de stipendiis satisfactio Virorum hujusmodi pro minori Summa, quâ poterit, concordanda.

Item, conventum & concordatum est, inter Deputatos & Commissarios nec non Procuratores, & Nuncios antedictos, vice & nominibus quibus supra, quod præfatus Dominus Archi-Episcopus universos & singulos prædicti Domini Regis Ligatos, Vasallos & Subditos (cujuscunque Dignitatis, Præminentie, Status, Grados, Nationis, & Conditionis extiterint) per ipsius Domini Archi-Episcopi Terras, Districus & Dominia quæcumque transientes, moram ibidem facientes, sive negotiantes, aut mercandisantes, in eundo, redendo, moram faciendo, negotiando, & mercandisando, cum Armaturis, Mercandis, Bonis, & Rebus quibuscunque, fideliter protegere & defendere tenebitur, velut ipsius Domini Archi-Episcopi Subditos proprios, ipsique & eorum cuilibet concedere & dare, juxta casus exigentiam, Salvos Conductus, sive Salvum Conductum, si desuper requisitus fuerit, quotiens opus erit, salvo quoque consueta Pedagia & Theolonia debite persolvantur.

Excipiebant tamen Procuratores & Nuncii ipsius Domini Archi-Episcopi, nomine quo supra in præmissis, Sanctissimum Dominum Papam, quem pro tempore habere contigerit, Sanctam Apostolicam Sedem;

Serenissimum Principem Dominum Sigismundum, Romanorum ac Ungariæ, Dalmatiæ &c. Regem, Romanorum Imperium;

Ipsiusque Imperii suos Cotellectores:

Gelsen, Juliacen, & Montem. Duces;

Comitem Marfien. ipsius Domini Archi-Episcopi Patrem prædictum, & ejus Filios Fratres suos;

Cliven. & Marken. Comites, Confoederatos suos;

Civitatem Colonensem, omnesque alios sibi Subditos & Vasallos, quorum pro tempore erit potens in Jure & Justitia, si cum illis præfatus Dominus Rex agere haberet; in omnibus præmissis & singulis præmissorum, dolo & fraude penitus exclusis, & præmissorum intuitu, ac ex eo quod memoratus Serenissimus Princeps, Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ, Personam dicti Domini Theoderici Colonensis Archi-Episcopi aliquandiu persecutus est, & prosequitur favoribus gratiosis, ipsius Domini Regis Commissarii & Deputati prædicti, cum ejusdem Domini Archi-Episcopi Procuratoribus & Nunciis sæpe dictis, nominibus quibus supra, concordarunt, promiserunt & concesserunt, & præsentium tenore, promittunt & concedunt, quod postquam ipse Dominus Archi-Episcopus, in Persona sua, aut per Procuratores suos, sufficientem in hac parte Porellatem habentes, se dicto Domino Regi suum Fidelem, Homagiale, & Vasallum, ac Fidelitatem & Homagium taceret, ac hujusmodi Fidelitatis & Homagii, in forma superius expressa, præstiterit juramentum.

Idem Dominus Rex, de gratia sua speciali, concedent, dabit & assignabit ipsi Domino Theoderico, Colonensi Archi-Episcopo, in Feudum & in loco Feudi, provisionem sive Pensionem annuam mille Nobilium Monetæ Anglicanæ, percipiendam & habendam eidem Domino Archi-Episcopo, ad receptam Saccararii Angliæ ipsius Domini Regi, singulis annis, durante vita ipsorum Dominorum Regis & Archi-Episcopi, Festis & terminis subsequentibus, videlicet quinto die post datam præsentium quingenta Nobilia, & deinceps singulis annis, ad Festum Paschæ, mille Nobilia, durante, ut præmittitur, vita eorundem.

Quam quidem provisionem, sive Pensionem annuam mille Nobilium hujusmodi, eidem Domino Archi-Episcopo, seu ejus Procuratori, sufficienter & legitime constituto, sive suo certo Nuncio, sufficientem & plenariam Acquietantiam in ea parte eidem Domino Regi præstanti & datur, ipse Dominus Rex realiter & cum effectu per se, aut suos Deputatos, solvet & liberabit; concedereque eidem Dominus Rex liberam licentiam exportandi aurum & monetam hujusmodi de Regno suo Angliæ, & aliis Dominiis suis quibuscunque.

Et idem Dominus Rex contra ipsum Dominum Archi-Episcopum, Terras, aut Dominia sua quæcumque, per se, aut suos Subditos, aut Vasallos, quicquam injuriosum minime faciet, aut attemptabit, nec, quantum in ipso est, fieri aut attemptari faciet aut permittit.

Et debet idem Dominus Rex præfatum Dominum Archi-Episcopum manutenere, prout de Jure bonus Dominus Vasallum suum defendere debet & tenetur (ipsius tamen Domini Archi-Episcopi sumptibus propriis & expensis) contra quoscunque, exceptis Personis inferioris designatis.

Et dictus Dominus Rex universos & singulos præfatos Domini Archi-Episcopi Vasallos & Subditos (cujuscunque

ANNO
1415.

ANNO
1416.

cunque Dignitatis, Præminentie, Status, Gradus, Nationis, & Conditionis existerint per ipsius Domini Regis, Regna, Terras, Districtus, & Dominia quæcumque transientes, moram ibidem facientes, negotiantes, aut mercandisantes, in eundo, redeundo, morari faciendo, negotiando, & mercandisando cum Mercanditiis, Bonis & rebus quibuscumque, fideliter protegere & defendere tenebitur, velut ipsius Domini Regis Subditos proprios, ipsique, & eorum cuilibet concedere & dare, juxta casus exigentiam, Salvos Conductus, sive Salvum Conductum, si desuper requisitus fuerit, quotiens opus erit; salvo quod Personæ, superius nominatæ, Pedagia, Theolonia, Customas, Subsidia, & denaria debita & consueta solvere tenebuntur. Excipiebant tamen Comitisarii & Deputati ipsius Domini Regis, nomine quo supra in præmissis:

Sancitissimum Dominum Papam quem pro tempore habere contigerit, Sanctam Apostolicam Sedem: Serenissimum Principem, Dominum Sigismundum Romanorum ac Ungarie, Dalmatie &c. Regem, Romanorum Imperium:

Nec non, Illustrissimos Principes Castellæ & Legionis, Portugallie & Algarbiæ, Dacie, Sveciæ & Norwegiæ Reges:

Præcarissimum ipsius Domini Regis Fratrem, Ludovicum Bavarie Ducem, Comitem Palatinum Rheni: Gailliennum in Bavaria Ducem, Hannoniæ & Hollandiæ Comitem:

Saxoniæ, Montem, Gelren, & Juliacen. Duces: Cliven. Markw. & Marsten. Comites:

Dolo & fraude in præmissis omnibus & singulis cessantibus quibuscumque.

In quorum omnium & singulorum Testimonium atque fidem, dicti Commissarii & Deputati, pro parte, præfati Serenissimi Domini, Regis Angliæ, præsentem Indenturam, penes dictum Dominum Archi-Episcopum remansuram, Sigillorum suorum appositione roborant.

Confirmatio hujus Tractatus ex parte Regis.

Rex omnibus & singulis, ad quos præsentis Litteræ pervenerint, Salutem.

Sciatis quod inspeximus alteram partem cujusdam Indenturæ, inter dilectos & fideles nostros, Walterum Hungerford & Johannem Typtose Milites, & dilectum Clericum nostrum, Johannem Honyngbam Legum Doctorem Archi-Diaconum Dunelmensem, Commissarios & Deputatos nostros ex una, & Egregios & Nobiles Viros, Magistrum Henricum de Erpell Legum Doctorem Decanum Bonnensem, Colonienfis Diocesis, Dominos Johannem de Wyhenborst, Roimannum de Dadenbergh Milites, Reverendi in Christo Patris, Domini Theodorici, eadem gratia, Colonienfis Archi-Episcopi, Sacri Imperii Electoris & per Italiam Archi-Cancellarii, Westsaliæ & Angariæ Ducis, Procuratores & Nuncios, ex altera parte factæ, & Sigillis ipsorum Walteri, Johannis & Johannis consignatæ in hæc verba:

Inferantur Indentura & Tractatus hanc Confirmationem immediate precedentes.

Nos autem, Concordias prædictas ac omnia alia præmissa, in Indentura prædicta contenta, rata habentes & grata, ea pro parte nostra, approbamus, ratificamus, & tenore præsentium confirmamus.

In cuius rei Testimonium & fidem præsentis Sigillo nostro communiter fecimus.

Datum Anno ut supra, die xxv. Junii.

Acquiescentia Archi-Episcopi Colonienfis.

Nos Theodoricus Dei gratia, Sanctæ Colonienfis Ecclesiæ Archi-Episcopus, Sacri Imperii per Italiam Archi-Cancellarius, Westsaliæ & Angariæ Dux, Dominus ac Administrator Ecclesiæ Paderbornensis, & publice professio recognoscimus nos ab Illustrissimo Principe & Domino, Domino Henrico digno Dei Providentia, Angliæ & Franciæ Rege &c. Domino nostro gratioso, testatæ, die Date præsentium, & realiter perceptio mille Nobilit Anglica, per manus strenuorum, Nobilisque Ducum, Johannis Typtose, Senescalli Ducatus Aquitanie, ac Hartmanni de Clux Militis;

Quæ quidem dicta mille Nobilia in prompto auro nobis numeraverunt, realiter tradiderunt & assignarunt,

mediatim in solutionem Feudi, quod a præfato Illustrissimo Domino nostro tenemus, cedentis nobis in Festo Paschæ lapso proximo, mediatim vero in deialcationem, quod in Festo Paschæ, proximo futuro, prætextu ejusdem Feudi, nobis cederet:

De quibus quidem mille Nobilibus, & de prædictis duobus terminis præfatis eo modo quo supra scribitur, prædictum Illustrissimum Principem Dominum nostrum gratiosum, suosque Hæredes, pro Nobis, Successoribus nostris & Ecclesiæ acquitamus & quitari pronunciamus publice, per præsentis harum Testimonio Literarum Sigillo nostro sigillaturum.

Datum Früzstron Anno Domini millesimo quadringentesimo, decimo septimo, Sabbato post Festum Sacramentum.

Sub Sigillo Cera viridi expresso & pendente a Canda Pergamena.

XLII.

Concilii Constantiensis Sententia definitiva contra Hieronymum de Praga, qua, ob professionem Fidei sue cum doctrina Wicleff & Hussi conformem Hæreticus, excommunicatus, anathematizatus pronuntiatur & damnatur. Constantiæ in Ecclesiâ majori 30. Maji 1416. [Collectio Regia Concilior. Tom. XXIX. pag. 504 PHILIPPI LABBEI Concil. Collectio Tom. XII. col. 191.]

In Nomine Domini, Amen.

CHRISTUS Deus & Salvator noster Viuis * matu- * vera.
ra, cujus Pater agricola est, Discipulos, ceterosque fideles suos in illis instituit, inquit: Si quis in me non manserit, mittatur foras sicut palmet, & ardeat. Cujus Summi Doctores & Magistri Doctrinam sequens, & præcepta exequens hæc Sancta Constantiensis Synodus, in causa Inquisitionis hæreticæ privatis per eandem Sanctam Synodum mota, fama publica referente, & clamorosa inlinatione demonstrante, contra Magistrum Hieronymum dictum de Praga, factæ actis & processibus constat, eundem Hieronymum tenuisse, asseruisse, dogmatizasse nonnullis Articulis hæreticos & erroneos, dudum a Sanctis Patribus reprobatos: quosdam vero blasphemos, & alios scandalosos, & alios piam aurium offensivos, temerarios & seditiosos, dudum per damnatæ memoriae Joannem Wicleff & Joannem Hus assertos, prædicatos & dogmatizatos, ac in nonnullis eorum Libris & Opusculis insertos. Quique Doctrina & Libri prædictorum Joannis Wicleff & Joannis Hus, ac Wicleff memoria, dictique Joannis Hus Persona, per eandem Sanctam Synodum & ejus Sententiam de hæresi damnati & damnatæ fuerint. Quamque damnationis Sententiam idem Hieronymus postmodum, pendente hujusmodi Inquisitionis causa, in eadem Sancta Synodo cognoscens & profitens veram, Catholicam & Apostolicam fidem approbavit, & eidem consensit, anathematizavitque omnem hæresim, præcipue eam, de qua erat infamatus, & se confitebatur infamatum, & quam præteritis temporibus dogmatizaverunt & tenebant Joannes Wicleff & Joannes Hus in suis Opusculis, Sermionibus & Libellis, & propter quam seu quas, cum suis dogmatibus & erroribus ab eadem Sancta Synodo damnati fuerint tamquam hæretici, & eorum doctrina similiter damnata; præmissorumque omnium damnationem professus, & juravit se in hac fidei veritate permanfurum. Et si ipse quidquam contra sentire, prædicare præsumpserit, Canonum severitati subiacere, & æternæ penæ vultui obligari. Nec non suam Professionem manu sua conscriptam eidem Sanctæ Synodo obtulit atque dedit. Post quæ Professionem & Abjuracionem multis diebus transactis, sicut canis ad vomitum rediens, ut virus pestilentialium quod in suo latibatur pectore, publice evomeret, audientiam publicam sibi dari in eadem Sancta Synodo postulavit. Qua sibi concessa, coram eadem Synodo publice congregata asseruit, dixit & professus est in effectu, quod præfata Sententia damnationis dictorum Joannis Wicleff & Joannis Hus inique confenserat, & illam Sententiam approbando mentitus fuerat. Nec verebatur se confiteri

ANNO
1416.

30. Mai.

ANNO
1416.

confiteri mentium: quin imo confessionem, approbationem & professionem suas super illorum damnatione revocabat nunc & in aeternum, afferens se in Libris Joannis Wicleff & Joannis Hus nullam unquam heresim vel errorem legisse, licet ante fuerit confessus, & probatum sit evidenter, ipsum Libros eorum diligenter studuisse, legisse & dogmatizasse, & in quibus constat plures errores, & hereses contineri. Unde idem Hieronimus & Sacramento Altaris & Transubstantiatione panis in corpus profectus est se tenere & credere, quod Ecclesia tenet; dicens, se plus credere

Augustino & ceteris Ecclesie Doctoribus, quam Joanni Wicleff & Joanni Hus. Constat insuper ex premissis, eundem Hieronimum prædixit Wicleff & Hus damnatis & eorum erroribus adherere, illorumque fautorem fuisse & esse: propter quod eadem Sancta Synodus eundem Hieronimum palmitem puritudo, aridum, in vite non manentem, foras mittendum decernit, ipsumque hæreticum, & in hæresim relapsum, excommunicatum, anathematizatum pronuntiat & declarat, atque damnat.

ANNO
1416.

XLIII.

15. Août. Acte van Belofte van de Edelen ende Steden, van HOLLAND ende ZEELANDT, om na Hertoge WILLEMS VAN BEYEREN dootd; Vrouw JACOBA syn Dochter tot Landts-Vrouwe te Huldigen. Gedaen op onser Vrouwen dach Assumptionis Anno 1416. [Groot Placaet Boeck van de H. M. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 8.]

WY Philips Heere van Wassenaer, Burgh-Grave tot Leyden, Henrick van Wassenaer, Dirck vander Leck, Herbaerden van Yffelsleyn, Jan van Heemstede, Heere tot Benthuyfen, Henrick van Naeldwijck, Maerchalck van Noord-Hollandt, Jan B. van Bloys, Heere van Treflonge, Melis van Mynden, Arent van Duvenvoorde, Jan vanden Woude, Heere tot Warmont, Willem vander Bouckhorst, Gerrit van Heemskerck, Heere van Oosthuysen, Baertout van Assendelf, Gerrit van Zijl, Jan van Hodenpijl, Philips vander Spange, ende Gillis van Cralingen, Ridders.

Willem Egger, Heere tot Purmereynde, Henrick van Doornick, Adriaen van Raephorst, Jan van Nyenrode, Gerrit van Poelgeest, Philips die Bloot, Mourijn vander Does, Gerrit van Bennebroek, Dirck van Sandhorst, ende Adriaen van Manteneffe, Knapen.

Ende wy Schouten, Burgermeesters, Schepenen ende Raden der Steden Haerlem, Delft, Leyden, Amsterdam, Goude, Rotterdam, Oudewater, Hoorn, Schiedam, Medenblich, Enckhuysen, ende Monnickendam, doen condt ende kennelijk allen Luyden, want reden ende natuerlijk recht eyschen, dat een yegelijk goet erbaer Man, die Godt ende de gerechtigheyt voor ogen heeft, van rechten oorscheult schuldigh is sijnen gerechten geboren Landts-Heer, goet, getrouwe, ghevolgerich ende onderdanich te wesen, die te helpen, stercken, dienen ende lijffelijk by te blyven tot allen Steden ende stonden, tegens alle die gene, die hem aan syne Heerlijckheden ende Erffenisse crancken of tegens vallen fouden willen, in wat mate datter ware: Ende wy dat in onse bescheydenheyt wel weten ende bekennen, dat die Doorluchtige Vorstinne onse genadige Vrouwe JACOBA VAN BEYEREN, Dauphinde van Vienne, Hertoginne van Barry, Gravinne van Ponteau, eenige Dochter ende rechte Erfgenaem ende Leenvolchter is des hoochgeboren Vorsten, ons liefs genadichs Heeren Hertoge WILLEMS VAN BEYEREN, Grave van Henegou, van Hollandt, van Zeelandt, ende Heere van Vrieslandt, die onse rechte geboren Landtsheer is. Soo hebben wy wel bedacht ende volkomelijck beraden alle famelick, ende een yegelijk bysonder ons daerom verbonden en verlooft, verbinden ende verloven met onsen vrien moetwille, waert dat die hoochgeboren Vorst onse genadige Heere voornoemt, afsvich worde, by der gehengenis Gods, voor onser genadiger Vrouwe sijne Dochter voorz. sonder wicchtige Soone achter hem te laten, geboren ofte ongeboren, dat wy als dan de selve onse genadige Vrouwe Jacoba van Beyerens voornoemt, alle Erf-dochter ende Leenvolchter ons genadichs Heeren voorz. ontfangen ende Houden sullen, tot onser rechter gheboorene Landts-Vrouwe, ende hoir ende hoiren rechtigen witrachtigen Vooght inder tijdt daer af Eedt ende loftenisse doen met betamelijcker onderdanicheyt, als daer toe behooren sal, ende in den voorz. Lande van HOLLANDT en van ZEELANDT gewoonlijck is, ende niemant anders, sonder oyt daer in te trecken ofte tegens te comen

XLIII.

Acte de Promesse des Nobles & Villes de HOLLANDE & de ZEELANDE, pour recevoir, après la mort du Duc GUILLAUME DE BAVIERE, Madame JAQUELINE sa Fille pour Souveraine des Pais. Fait le jour de l'Assomption de notre Dame Anno 1416. [Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 8.]

NOUS Philippe Seigneur de Wassenaer, Burgrave de Leide, Henri de Wassenaer, Thierry de la Leck, Herbert d'Yffelsleyn, Jean de Heemstede, Seigneur de Benthuyfen, Henri de Naeldwijck, Maréchal de Northollande, Jean B. de Blois, Seigneur de Treflonge, Melis de Mynden, Arent de Duvenvoorde, Jean vanden Woude, Seigneur de Warmont, Guillaume vander Bouckhorst, Gerard de Heemskerck, Seigneur d'Oosthuysen, Baertout d'Assendelf, Gerard van Zijl, Jean de Hodenpijl, Philippe vander Spange, & Gillis de Cralingen, Chevaliers.

Gnillaume Egger, Seigneur de Purmeren, Henri de Doornick, Adriaen de Raephorst, Jean de Nyenrode, Gerard de Poelgeest, Philippe die Bloot, Mourijn vander Does, Gerard de Bennebroeck, Thierry de Sandhorst, & Adriaen van Manteneffe, Esquiers.

Et nous Baillifs, Bourguemaitres, Eschevins & Conseillers des Villes de Harlem, Delft, Leide, Amsterdam, Goude, Rotterdam, Oudewater, Hoorn, Schiedam, Medenblich, Enckhuysen, & Monnickendam, savoir faisons à tous, que la raison & la nature veulent qu'un chacun qui a Dieu & la Justice devant les yeux, soit fidelle & constant Sujet envers son Seigneur légitime; & le seconre, le fortifie, lui serve & l'assiste de sa présence en tous lieux & à toute heure; contre tous ceux qui voudroient lui nuire en ses Seigneuries, & qui voudroient l'attaquer en quelque manière que ce soit; & que nous savons & reconnissons selon notre discernement, que l'illustre Princesse notre gracieuse Dame JAQUELINE DE BAVIERE; Dauphine de Vienne, Duchesse de Berry, Comtesse de Ponteau, est seule & légitime Héritière de tres haut Prince, notre gracieux Seigneur le Duc GUILLAUME DE BAVIERE, Comte de Hainaut, de Hollande, de Zelande & Seigneur de Frise, qui est notre légitime Souverain. De sorte que nous avons tous ensemble pensé & entièrement délibéré, & engagé & promis un chacun de nous en particulier, & nous engageons & promettons de notre franche volonté, que s'il arrive que notre très-haut Prince & gracieux Seigneur suidit Vienne à mourir au Seigneur avant notre gracieuse Dame sa Fille suidite sans laisser après lui de Fils légitime, né ou à naître, que nous récevrons & reconnaitrons alors notre gracieuse Dame Jaqueline de Baviere suidite, & lui serons foi & hommage comme Héritière dudit notre gracieux Seigneur, & notre Gouvernante & Souveraine; & lui serons & à l'Eposx qu'elle aura alors serment de soumission convenable, & comme il appartenendra, & ainsi qu'il est usé entre Pais de HOLLANDE & de ZEELANDE & à nul autre, sans jamais aller aleancontre ni de parole; ni de

ANNO
1416.

comen mit woorden ofte mit werken in eniger manieren. Waer oock yemant in wat state dat hy waer, die onser genadiger Vrouwe voornoemt, ende hoiren vittachtichyit Vooght hinder, tselst ofte enich wederstandichyit daer in doen woude in eniger maten, ofte onmate, dat of Godt wil niet geschien en sal, soo sullen wy ons dat samentlijck mit onser genadiger Vrouwen ende mit hoiren rechten Vooght aennemen ende helpen, dat mit onsen Lyve en mit onsen Goeden, ende mit alle onser macht keeren ende trouwelijck wederstaen, ende haer nimmermeer afgaen, maer willen ende sullen haer ende haren vittachtigen Vooght altijdt ende in alle hare saecken volcomelijck doen, alle dat goede Mannen ende getrouwe Onderfaten hoiren rechten gebooren ende gehulden Heere ende Vrouw schuldich sijn te doen, alle arglist ende nieuwe vonden uytselcheyden, die deser gelofte ende verbande tegen dragen souden mogen. Alle dese voorz. Puncten, geloiden ende voorwaerden hebben wy in tegenwoordichyit ons genadichs Heeren Hertoge Willems van Beyeren voornoemt, gesececkt ende onbedwongen besworen lisselijck ten heyligen mit opgerichte Vingeren ende geslachten Eede, by onser trouwe, Eede ende seckerheide, vast, geslende ende volcomelijck te houden inder maniere voorz., ende des in getuyge onse Zegelen hier aen ghedaen mit goeden voorwaerden, waert datter een ofte twee of meer Zegelen aen desen Brief gebrackten, des en soude hy te min machte niet hebben, maer alle voorwaerden, ende Puncte hier in beschreven, souden in alle ende in deel alsoo gantscheelijck ende volcomelijck in heure macht ende vigeur staen ende blyven, als of die Brief vol en al bezeget waer. Gedaen en gegeven op onser Vrouwen dach Assumptionis, in 't jaer ons Heeren 1416.

XLIV.

15. Août. *Confederatio inter SIGISMUNDUM Romanorum Imperatorem, & HENRICUM V. Regem Angliæ, contra CAROLUM VI. Regem Franciæ inita. Dat. in Civitate Cantuariæ, die 15. Augusti Anno 1416. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. IX. pag. 377.]*

SIGISMUNDUS, Dei gratia, Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmaciæ, Croaciæ, Rame, Serviciæ, Galliciæ, Lodomeriæ, Comaniæ, Bulgariæ Rex, ac Marchio Brandenburgensis, necnon Bohemiæ & Luxemburgiæ Haeres, AD PERPETUAM REIMEMORIAM.

Debito caritatis (quæ non sua sunt querit) summæque rei Ecclesiasticæ, ac libertatis publicæ necessitate cogente (quæ sine universalis periculo negligi non poterat nec postpositi) excitati ab intimis, & studiose sollicitudinis instantiâ impulsati, ut negotium Unionis sanctæ Mariæ & universalis Ecclesiæ prosperum (divinâ favente Clementiâ) fortiter effectum (in quo tanto tempore fuerit & labore sudatum) & ut ipsius Sacrosanctæ Mariæ Ecclesiæ illibata unitas reformaretur, nulla recidivæ tempestatis naufragia deinceps incursum, sed rediret ad Ecclesiam ipsam sua consuetâ libertas, Populusque Christianus sub unico summo Pontifice in amplitudine gaudiorum respiraret (qui ex divisione Ecclesiæ angustis molestiis & molestis angustiis diutius sospiravit) & nê Ecclesiasticæ Pacis tranquillitas aliqua turbaretur tempestate Bellorum, ad iniquitudoines & differentias inter Franciæ & Angliæ Regna resurgentes mitigandas, Karolum Regem Franciarum multa diligentia pulsavimus, ut ad Pacis solidæ reformationem, cum Serenissimo Principe Henrico, Dei gratiâ, Angliæ & Franciæ Rege, ac Domino Hiberniæ, Fratre nostro præcarissimo, iuvendæ, animam feceretur, vel saltem Treugas iniret congruentes.

Et, post multa Præambula, ad Pacis Tractatum facientia, concepti, prælocuti, appunctuati fuere & concordati nonnulli Articuli, concordiam probabiliter inducivi, & sub nostro, necnon Illustris Guibelmi Ducis Bavarie, Comitisque Hanovii &c. Confanguinei & fidelis nostri dilecti, Signetis, eidem Francorum Regi destinati,

Super quibus capta deliberatione, per sua Scripta idem Karolus Rex nobis scripsit quod Articuli ipsos, maturâ consiliâ tam suæ regalis prospiciet quam aliorum de suo magno Concilio deliberatione præhabita, ex

partie sui, prout in d'la Cedula contincantur, assimpleri decrevit.

Sed facti experientia aliud, terminis advenientibus, manifestè demonstravit, immò, sumptu occasione, tanquam discordiæ amator & Scismatici antiqui alumpnus, detrectavit Pacem acceptæ, quoniam inquit se asserbat, ut machinatione petitiâ pacificum statum & coadunationem Ecclesiasticam d'itu, baret.

Sicut recolitur tulle per ipsum, retroactis temporibus, Scisma in Ecclesia Dei factum & nutritum.

Sed & novissimè Nos, in multis, præcipuè Perpetuanti in Regno Arrogantem, in Unione Ecclesiæ Sanctæ Dei, deductis Tractatibus & Parliamentis, per occultas suorum Ambassiatorum practicas, ad distulendum coadunationem Ecclesiasticam, perperam attemptatas, facta experientia docuit & palpata veritatis evidentia instruxit.

Quid plura? Idem ipsi Rex Francorum & ceteri Principes Propriæ, ambitionis & cupiditatis oculos & manus rapaces in Messem alienam mittentes, plurima Bona, & Terras, ac Jura, ad nos & Sacrum Romanum Imperium de Jure pertinentes & pertinentia, propriâ auctoritate pro se, a dudum usurparunt, & detinent occupata, nec illas & illa curaverunt hæctenus a nobis & Sacro Imperio, prout meriti debuissent & deberent, recognoscere.

Sed & præfatus Frater noster Henricus, Angliæ & Franciæ Rex, ac Dominus Hiberniæ, nobis, vicibus frequentatis, dedit intelligere quid & sibi, in occupatione plurimorum Jurium suorum, & Terrarum occupatione violentâ, multipliciter injuriati fuissent, sicut & nos jam in pluribus desuper experti notoriè docuit oculata certitudo, & clarè liquet cullibet rationabiliter & redè consideranti Pacem expectam per ipsam Regem Francorum.

Pro quâ, inter ipsam & prædictum Angliæ & Franciæ Regem Fratrem nostrum carissimum, reformandâ, labores a tanto tempore, circa (videlicet) ferè per decursum dimidi anni, pro parte sua invitati & excitati, & studia adhibuimus sollicitudine indefessâ, sed minime proficere potuimus, sed magis dilubia experti & delusionis.

Nos volentes contra talia machinamenta, potissimum pro conservatione & reformatione Pacis Ecclesiæ sanctæ, recuperatione nichilominus Jurium utriusque nostrum unitâ virtute, IN NOMINE DOMINI EXERCITIUM, nos munò firmare, & in tempore dolis fraudibusque obviare.

Hinc & aliis considerationibus moti, cum præfato Serenissimo Principe Rege, Angliæ & Franciæ, ac Domino Hiberniæ,

ANNO
1416.

ANNO
1416.

Hibernie, Amicitias, Alligantias, & Confederationes bonas, firmas, reales, & perpetuas, promissimus, inivimus, & concordavimus, ac per præsentem promissionem, inimus & concordamus, qui etiam una nobiscum promissit, inivit, & concordavit, in vim, formam, & effectum qui fecerunt.

In primis, quod Nos, *Sigismundus, Dei gratia, Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungaria, Dalmacia, Croatia, &c. Rex antedictus, & Successores nostri Reges Romanorum*, qui pro tempore fuerint, & idem *Serenissimus Princeps Henricus, Angliæ & Franciæ Rex, ac Dominus Hibernie*, Hæredes sui ab ipso legitime procreandi & descendentes,

Et, si Hæredum solatio & propagatione præstatum præcarissimum Fratrem nostrum *Henricum Regem* destitui, divino nutu, in quo vivimus, movemur, & sumus, orbari, ac decedere contingeret, per consequens etiam, Illustris Principes, *Thomas Clarencia, Johannes Bedford, & Humphridus Gloucestrie, Duces* Conanguinei nostri amantissimi, Fratres (videlicet) germani præfati amantissimi Fratris nostri *Henrici Regis*, Hæredes ipsorum directoque & naturali ordine & Jure sibi invicem succedentes,

Ymmo, semine Prospice ipsorum (quod absit) proflus deficiente, etiam Successores ipsorum in Regno Angliæ, qui pro tempore fuerint,

Invicem boni, firmi & stabiles imperpetuum erimus & erunt Amici, Alligati, & Confederati, pro nobis & Successoribus nostris, Romanorum Regibus & Imperatoribus, Imperio, Regnis, Terris, & Dominis, Subditis, & Vassallis nostris quibuscumque, contra omnes homines (cujuscumque gradus, status, dignitatis, aut conditionis existant) & contra omnes homines qui vivere aut mori possint; exceptis Sacrosancta *Ecclesia Romana & Romano Pontifice* qui pro tempore fuerint.

Item, quod nullus nostrum Successorum, aut Hæredum nostrorum, in consilio erit aut auxilio quod aliquis nostrum Successorum, aut Hæredum nostrorum quorumcumque, Dignitatis seu Regalis Coronæ, honoris, seu status quicquam amittat, aut dampnum in Personâ, Imperio, Regnis, Terris, Rebus, aut Dominis pati possit vel injuriam.

Et, si quod dampnum, præjudicium, vim, vel fraudem alter alteri inferri aut procurari viderit, aut concipere possit, ipsa & ipsorum quolibet pro posse impedit, & si hoc impedire nequiverit, quamcunque alter alteri revelebit.

Item, quod tam Nos, quam etiam Hæredes & Successores nostri prædicti, commodum & honorem quicquidque nostrum, Imperii, Regnorum, Terrarum, & Dominiorum nostrorum (cessantibus dolo & fraude quibuscumque) procurabimus bonâ fide, & Vassallos ac Subditos nostros, presentes & futuros, procurare faciemus pro locis & temporibus opportunis.

Item, quod neutrum nostrum, nec aliquis Successorum vel Hæredum nostrorum prædictorum, qui pro tempore fuerint, Vassallos aut Subditos nostros aut suos, per se, aut cum alijs, arma contra alium, Successores vel Hæredes nostros, aut suos, levare vel Guerram facere permittit; sed ipsos, si arma levaverint, aut levari vellent, seu Guerram facerent, aut facere vellent, impedit juxta vires:

Et, in casu quo alter nostrum, aut aliquis Successorum vel Hæredum nostrorum prædictorum, hoc facere non possit, hoc quilibet nostrum Successorum & Hæredum nostrorum alteri revelebit, & nostra & eorum communi potentia & unitis viribus talia attemptantes reprimemus, aut reprimi faciemus.

Item, quod nos Reges antedicti, Successores & Hæredes, Subditi & Vassalli nostri, & Successorum & Hæredum nostrorum, in & ad Romanum Imperium, Regna, Terras, Domina, Civitates, Villas, Oppida, & Castra alterius nostrum Successorum & Hæredum nostrorum salvò, securè, liberè, & absque impedimento quocumque venire, per ea transire, & in eis expectare & mercandizare, ac de eis exire, necnon & ad Lares proprios redire possimus & possint, tam per Terram, quam per Mare & Aquas; solvendo Culturas, Gabella, & Deveria pro tempore debita & consueta; observando semper Leges & Consuetudines Regnorum, Terrarum, & Partium, ad quæ nos aut ipsos applicare aut in quibus conversari contigerit.

Item, quod nullus nostrum, Successorum, vel Hæredum nostrorum quorumcumque, Rebelles, Bannitos, aut Proditores alterius infra Imperium, Regna, Terras, & Domina alterius scienter receptabit, aut ipsos receptari sinet; sed, quamcunque de Rebellionem,

TOM. II. PART. II.

Banno, aut Proditione hujusmodi alicui nostrum constare poterit, ab Imperio, Regibus, Terris, & Dominis suis removebit; proviso semper quod Mercatores quicunque, qui ad Imperium, Regna, Terras, & Domina nostra applicare voluerint, in mercandizando liberi & quieti existant, prout Imperio, Regibus, Terris, & Dominis hujusmodi hæcenus fuerat consuetum.

Item, quod nullus nostrum, Successorum aut Hæredum nostrorum prædictorum, contra Regem, vel Principem, Regna, Terras, aut Domina quæcumque, quæ tempore præsentium Alligantiarum cum altero nostrum in Guerra non existant, Guerram incipiet absque alterius nostrum, Successorum, vel Hæredum nostrorum quorumcumque, consilio, avizamento, & consensu, nisi forte in defensionem Juris nostri, Successorum, aut Hæredum nostrorum, aut ad propulsandas injurias eorum, qui aliquem nostrum, Successorum, vel Hæredum nostrorum, Imperium, Regna, Terras, aut Domina ipsorum vel nostrorum, invadere aut quicquam mali inferre voluerint.

Item, quod, non obstantibus Alligantibus prædictis, benè liceat nobis, & Successoribus nostris, pro Terris, Juribus, & Possessionibus Imperialibus recuperandis, quotiens & quando nobis aut eis expedire videbitur, contra Regem Francorum pro tempore existentem, & ceteros quoscumque Principes & Magnates, de Sanguine, Domo, & Familia Regali Franciæ, præfentes & futuros, arma levare, prosequi, & procedere, prout nobis aut eis melius videbitur expedire; absque tamen præjudicio inferendo Terris aut Dominis, ad præfatum Regem Angliæ, Hæredes, & Successores suos spectantibus.

Et, consimiliter, benè licebit Regi Angliæ prædicto, Hæredibus & Successoribus, Regibus Angliæ, pro recuperatione & acquisitione Regni sui Franciæ, & aliorum Hæreditatum & Jurium suorum quorumcumque, cum appenditiis eorumdem, contra *Adversarium suum de Franciæ*, præfentem vel futurum, & quoscumque alios, quoties & quando sibi, Hæredibus, aut Successoribus suis placuerit, arma levare; & quibuscumque, contra dictum *Adversarium suum*, præfentem vel futurum, & quoscumque alios aut suos, arma levandis, succurrere dare, & per alias vias accomodas pro præmissis prosequi & procedere, prout sibi melius videbitur expedire; absque tamen præjudicio inferendo Terris, ad Nos Romanorum Regem & Sacrum Romanum Imperium spectantibus.

Item, quod dictus Rex Angliæ, Hæredes & Successores sui, Reges Angliæ, nobis & Successoribus nostris, in recuperatione & acquisitione Jurium, Terrarum, & Dominiorum, ad Sacrum Romanum Imperium pertinentium, & per prædictum Regem Francorum necnon Principes & Magnates præfatos occupatorum vel detentorum, assistentiam dabit auxilium & favorem:

Et Nos, consimiliter, vice versa, & Successores & Hæredes nostri prædicti, sibi, Hæredibus, & Successoribus suis, Regibus Angliæ, in recuperatione & acquisitione Coronæ & Regni sui Franciæ, ac aliorum Jurium & Hæreditatum suorum, per prædictum *Adversarium suum* & suos occupatorum vel detentorum, assistemus & assistent, ac dabimus & dabunt auxilium & favorem.

Item, in casum & eventum quo Pax, diu desiderata, inter duo Regna Angliæ & Franciæ, pro qua procuranda diligentiam adhibuimus & labores, ad finem optatum perducere possit, & aliquæ Terræ aut Domina per ipsam Pacem dicto Regi Angliæ restituta fuerint & realiter liberata, Nos, Successores & Hæredes nostri prædicti, in possessione & retentione dictorum Jurium, Terrarum, & Dominiorum, eidem Regi Angliæ, Hæredibus & Successoribus suis, Regibus Angliæ, assistemus & assistent, ac dabimus & dabunt auxilium & favorem:

Si verò ipsa Pax hac vice stabiliri nequiverit (quod absit) aut, aliquo casu interveniente, ex post facto, rupta aut dissoluta extiterit, prædictæ Alligantia, quo ad acquisitionem & recuperationem Coronæ & Regni sui Franciæ, ac aliorum Jurium & Hæreditatum suorum, firmæ & stabiles in omnibus suis Articulis perseverent:

Et pari modo, si per aliquam Concordiam, inter nos & dictos Reges Francorum, Principes, & Magnates Domus Franciæ intendam, aliqua Jura, Terræ aut Domina, ad nos & præfatum Romanum Imperium de Jure spectantia, nobis restituta fuerint & realiter liberata, memoratus Rex Angliæ, Hæredes & Successores sui, in possessione & retentione ipsorum Jurium, Terrarum, & Dominiorum, sic ad Nos & Romanum Imperium

ANNO
1416.

ANNO Imperium pertinentium, Nobis, & Successoribus nostris Romanorum Regibus, dabit & dabunt auxilium & favorem:

1416.

Et, si, aliquo casu emergente, ipsa Concordia non facta, vel postea rupta aut dissoluta fuerit, præfata Alligantia, quoad recuperationem Jurium, Terrarum, & Dominiorum, ad dictum Imperium pertinentium, & per eundem Regem, Principes & Magnates Franciæ, occupatorum vel detentorum, firmæ & stabiles in singulis suis Articulis perseverent.

Item, quod in singulis Alligantis sive Confederationibus, inter Nos & Successores nostros Romanorum Reges ex parte una, & Personam, seu Personas, aliam, vel alias (conjunctiveque Dignitatis, Imperialis vel Regalis, Status, Gradus aut Conditionis existat, vel existant) ex altera parte, de cætero fendis,

Henricum, Dei gratia, Regem Angliæ & Franciæ, & Dominum Hiberniæ præfatum, Hæredes, Fratres, & Successores ipsorum prædictos nominatim & in specie excipere teneamur, & Successores & Hæredes nostri quicumque imperpetuum excipere teneamur:

Idemque Rex Angliæ Serenissimus, Hæredes, Fratres, & Successores ipsorum quicumque, modo simili, Nos, Successores & Hæredes nostros Romanorum Reges, in suis Alligantiis, Amicitias & Confederationibus, in antea faciendis, tenebuntur excipere vice versa, ita quod amodo in antea, Nos, & Successores nostri in Imperio, & Imperium ipsum, cum præfato Serenissimo Fratre nostro Henrico Rege, suisque Hæredibus legitimis, ac Fratribus prænomminatis, ipsorumque Hæredibus & Successoribus in Regno Angliæ, & cum toto Regno Angliæ intelligamur & simus; & vice reciproca, idem carissimus Frater noster, Henricus Angliæ & Franciæ Rex, Hæredesque sui, & consequenter Fratres sui germani prælibati, ipsorumque Hæredes & tandem Successores, ut prælibatur, intelligantur & sint semper & imperpetuum mutuâ vicissitudine Alligati & Confederati bonique reales & legales Amici, & juxta contenta & superius appunctuata Capitula, seu Articuli concordatis, ad invicem teneamur succurrere & patrocinari consiliis, auxiliis, & favoribus optantibus.

Et, si, in uberioris hujusmodi Alligantiarum roboris fulcimentum, idem Rex Angliæ in Parlamento suo Alligantias ipsas, juxta vim, formam, & effectum earundem, pro se, suisque Hæredibus prædictis, vita comite, postquam verò, sicut Domino placuerit, ipsæ sine Hæredibus præstitibus de hoc Mundo migraverit, consequenterque æquè benè & cum eisdem modis, formis, & efficacia pro prædictis Illustribus Principibus, Thoma, Joanne, & Humfrido, Ducibus, Fratribus suis germanis, Jure & ordine naturali, directe & legitime nobis invicem succedentibus, ipsorumque Hæredibus, & tandem, modo præmissis, pro Successoribus suis in Regno Angliæ, ratificaverit, confirmaverit, & approbaverit, & reales ac perpetuas fieri fecerit cum effectu, & taliter ratificatas, confirmatas, & approbatas, ac reales & perpetuas effectas, Nobis liberaverit,

Et nos, per Electores Imperii omnes & singulos, easdem Alligantias pari formâ ratificari, confirmari, & approbati, ac reales & perpetuas fieri procuraverimus & fecerimus cum effectu, taliter ratificatas, confirmatas, & approbatas, ac reales & perpetuas effectas, prædicto Regi Angliæ liberaverimus,

Tunc præfentes Alligantia in suo perpetuo robore permanent & effectu; alioquin nostra & dicti Regis Angliæ vita durante duntaxat permanent & subsistant; Promittentes, verbo Regio, ymmo Jurejurando, ad Sancta Dei Evangelia, nostra manu dexterâ corporaliter tacta, nos propensius obligamus & juramus omnia & singula supra scripta, in suis Clausulis, Punctis, Articulis, & Sententiis, cum modis, formis, & modificationibus, ut supra specificatis & expressatis, inconcussè attendere, firmiter tenere, & inviolabiliter observare,

Præsentium, sub nostrâ Majestatis Sigilli appensione, Testimonio Literarum.

Dat. in Civitate Cantuariæ in Angliâ, Anno Domini millesimo, quadragesimo, sextodecimo: die quinta decima mensis Augusti, Regnorum nostrorum, Anno Hungariæ &c. tricesimo, Romanorum verò sexto.

XLV.

Octob. Confirmatio & Approbatio nomine Comitum DE FUXO, & trium STATUUM Dominiorum

ejus, de Conventionibus, Pactis & Decretis per generalem Synodum Constantiensem, cum dicto Comitibus & Statibus ejus concordatis, annexa Protestatione non recedendi à Capitulis Narboniæ sanctis. [VON DER HARDT, Magnam Occumenicam Constantiense Concilium. Tom. IV. Part. IX. pag. 1013.]

ANNO 1416.

Nos Petrus, misericordie Divina Cardinalis de Fuxo, Sanctius Olorensis & Bernardus Aduensis, Episcopi, Procuratores & Ambasiatores Magnifici Comitum de Fuxo, & trium Statuum, Dominiorum sive Comitatus suorum &c. dictis nominibus, & quolibet ipsorum nominum, omnibusque aliis melioribus; modo, Jure, via, forma, causa, nominibus, quibus validius & efficacius possumus & valeamus, omnia & singula Decreta & Statuta, ac Protestationes, nec non Conventiones & Pacta, per Sacrosanctam generalem Synodum Constantiensem nobiscum dictis nominibus facta & edita, & qua nunc sunt feriosius lecta; ipsa habentes pro sufficienter expressis & solenniter repetitis, vice & nomine dicti Domini Comitum ac omnium Dominiorum & Terrarum suarum acceptamus, assentimus, approbamus, solenniter confirmamus, & similiter sicut Sancta ipsa Synodus protestata est, quod non intendit recedere à Capitulis in Civitate Narbonensi concordatis, de quibus in Decreto præfatis Synodi nunc de proximo edito, quod hic volumus pro expresso & specifico declarato, facta extitit mentio specialis: ita & nos dictis nominibus & quolibet eorum solenniter protestamur.

XLVI.

Tractatus Induciarum inter HENRICUM V. Regem Angliæ & CAROLUM VI. Regem Franciæ in anni spatium conclusus. Dat. Calestii, die 3. Octobris Anno 1416. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IX. pag. 397.]

Nos, Henricus, permissione Divina, Cantuariensis Archiepiscopus, totius Angliæ Primas, & Apostolicæ Sedis Legatus, Magister Henricus Ware Privatus Sigilli Custos, Dominus Radulphus Rochefort Miles, & Philippus Morgan utriusque Juris Doctor, Domini nostri Regis Angliæ & Franciæ, Conciliarii & Commissarii, ex parte ejusdem Domini nostri, specialiter ordinati & deputati, ad conveniendum, concordandum, acceptandum, & firmandum particulares Trengas; tam per Terram, quam per Mare, unâ cum Ambasiatoribus, Commisariis, & Deputatis ex parte Adversarii Franciæ, sufficientes Potestates ad hoc habentes, & habentibus:

Quarum quidem Commissionum testes sequuntur,

HENRICUS, Dei gratia, Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ, omnibus ad quos præfentes Litteræ pervenerint, Salutem in Domino sempiternam.

Cum, de præfenti, Adversarius noster Francus, certos Ambasiatores, Nuncios, & Commisarios suos; videlicet,

Reverendum in Christo Patrem Dominum Reginaldum Archiepiscopum Remensem, Magistrum Johannem de Vailly Præsidentem sui Parliamenti, Johannem de Fayel Militem, Vicecomitem de Breithwell, Consiliarios, & Magistrum Guillelmum Foytemont, Secretarium, Ad Villam nostram Calestii destinaverit,

Ad tractandum, communicandum, & finaliter concludendum unâ nobiscum, seu Commisariis nostris, quos ad id duxerimus eligendos, ea quæ Bonum, Pacem, & tranquillitatem utriusque Regni concernere poterint, &c. prout supra; de tractando apud Villam Calestii, &c. sic definit,

In cujus rei Testimonium has Litteras nostras fieri fecimus Patentes.

Teste meipso apud Villam nostram Calestii primo die Octobris, Anno Regni nostri quarto.

Per ipsum Regem.

STURGON.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France, a tous ceulx, qui ces présentes Lettres verront ou orront, Salut.

Savoir

ANNO
1416.

Savoir faisons que,
Pur honneur & reverence de Dieu, & pour eschevir
l'effusion du Sang Humain, & les autres maux & da-
mages innombrables & irreparables, qui pur le fait &
occasion des Guerres, qui le temps passe ont este en
cest Roialme, entre noz Predecesseurs Roys de France
& Nous, d'une part, & nostre Adversaire d'Angleterre
& ses Predecesseurs Roys d'Angleterre, d'autre part, &
qui vraysemblement tout en disposition d'avenir, de
jour en jour, se provision & remede convenable n'y
eit mys,

Desirans, de tout nostre cuer, venir a bonne Paix
& concorde avec nostre dit Adversaire d'Angleterre,
par quoy le Peuple, que Dieu nous commis a gou-
verner, puisse, en nostre temps, & soubz nous, vivre
en Paix & tranquillite,

Confians a plain des seits; loyalties, circumspec-
tions, prudences, & bonnes diligences de, noz Amez
& Feaulx Conseillers, Reignants Archevesque de Rems
Per de France, Maistres Jehan de Pailly President en
nostre Parlement, Jehan Abbe de Monstier Erraine,
Jehan de Fayel Chivalier Vicont de Breteil, & Maistre
Adam de Cambrey, & Maistre Guillem Foitement nostre
Notaire & Secretaire,

Iceulz fix ensemble, ou les cinque, quatre, ou trois
d'eulx en l'absence des autres, avous ordonnez, commis
& deputez, ordonnons, & committons, & depu-
tons, par la teneur de ces presentes, pour & en lieu
de nous, pour asssembler avec les Ambaxadours, Commis
& Deputes de par nostre dit Adversaire; ayant
pouvoir suffisant de luy, ou de la Partie d'Angleterre; a
Leulinghem, ou en quelconques Villes, Chasteaulx,
Forteresses, Liex, & Places du Pais de Picardie, telz
que bon leur semblera,

Et loir avous donne, & donons, par la teneur de
ces presentes, a eulx fix ensemble, ou aux cinque, qua-
tre, ou trois d'eulx, plain pouvoir, auctorite, & man-
dement, speciale, de accorder, prendre, fermer, &
jurer Trieves particulieres,

En Mer & en Terre, en telles marches de nostre
Royaume, & extendue en Mer, come bon semblera a
eulx, & aux Commis & Deputes de par nostre dit Ad-
versaire,

Pour un an entier, a commencer du jour que icelles
Trieves particulieres seront fermees & accordees entre
eulx; ou a plus brief temps, deca & dela la Mer,

Pour Nous, noz Subgiez, Amys, Confederez, &
Alyez quelconques deca & dela la Mer, ainsi que bon
honorable, & proufiteable leur semblera pour le bien
de le besoigne, & pour plustost venir a bonne Paix en-
trer Nous & nostre dit Adversaire,

Et de ordonner, instituer, & commettre, par leurs
Lettres; sceeles de leurs Seaulx, ou des cinque, qua-
tre; ou trois d'eulx, par nous, & en nostre nom, cer-
tains Gardeins, Conservateurs, & Juges d'icelles Treves
particulieres, par eulx ainsi prises, avec les diz Com-
mis d'Angleterre, en Mer & en Terre, come dit est,
telz & en tel nombre come bon leur semblera, pour
la seurte & permanence d'icelles, & pour dument re-
fourmer, corriger, reparer, & amender tout ce qui
contre la teneur, force, & vertue d'icelles Treves au-
roit este fait, ou attempte, en Mer, ou en Terre, en
aucune manere;

Et promettons loyaument, en bon foy, & en pa-
role de Roy, avoir & tenir, & faire tenir, a tous jours,
ferme & estable tout quanque fait sera, en nostre nom,
par noz diz Ambaxatours, Commis, & Deputes des-
sus nomez ensemble, ou par les cinque, quatre, ou
trois d'eulx; come dit est, sur toutes & chescun des
chofes dessusdites,

Et d'en donner noz Lettres confirmatours des leurs
sceles; de nostre grand Seel, sur toutz les Poins &
Articles qui ainsi seront accordez par eulx, & de les
faire executer diligement, de Point en Point; & tant
que en nous est; selon leur forme & teneur;

Et ce promettons sur caution & obligation de touz
noz Biens; presens & a venir, sens jamais faire, dire,
ne proposer, par nous, ne par autrs, en jugement,
ou dehors; aucune chose au contraire.

En tesmoing de ce Nous avous fait mettre nostre
Seel a ces presentes.

Don: a Parys le xxviii. jour d'Aoust, l'an de grace
mille, quatrecentz, & seize, & de nostre Regne xxxvi.

Par le Roy, a la Relacion de son Grant Conseil.

MALLIERE.

UNIVERSIS, presentes Literas inspecturis; Sa-
lute.

Notum facimus quod,
Cum ex Mandato, metnendissimi atque supremi Do-
mini nostri, Anglie & Francie Regis,

Nos, una cum, Reverendissimo in Christo Patre,
Reginaldo, permissione Divina, Remensi Archiepiscopo,
Johanne de Vasy in Parlamento Curia Presidente, Jo-
hanne de Fayel Milite, Vicecomite de Brethuel, Con-
ciliariis, & Guilielmo Foitement, Secretario, Adver-
sarii predicti, in Literis suprainferitis nominatis, ex
parte quidem Adversarii, Commissariis & Deputatis;
pro eo in hac parte,

Habuerimus invicem plures Prolocutiones Commu-
nicationesque diversas de & super nobis commissis per
Literas suprascriptas,

Ad Dei & Sancte Matris Ecclesie honorem atque
reverentiam, & ad evitandum Sanguinis humani effu-
sionem, necnon mala & dampna irreparabilia, qua
occasione Guerrarum evenerunt, & de die in diem
eveniunt, & non immerito formidatur evenire in Re-
gis predictis; nisi provideatur in contrarium de reme-
dio concedenti,

Et ad finem quod liberalius, maturius, & securius
ad Pacem finalem, inter dicta Regna, a cunctis Fide-
libus Christianis peroptam, perveniri possit,

Et maxime ad finem quod Ambassiatores, ab utra-
que parte commissi atque deputati, possint conveniri
ad invicem congregari; convenire, & protoqui
super materiis finalis Pacis predictae, & dependentiis
eiusdem,

Virtuteque potestatis, per Literas superius scriptas;
nobis datae atque attributae,

Convenimus, promissimus, atque concordavimus,
pro dicto Domino nostro Rege, suisque Regnis, Terris;
Dominis, Subditis, & Alligatis; videlicet,

Rege Romanorum,
Rege Castellae & Legionis;
Rege Arragonum,
Rege Daciae, Sueciae & Norvegiae,
Rege Portugaliae,
Lodovico Duce Bavariae, Comite Palatino Reni,
Duce Guilielmo de Bavaria, Comite Hannoniae;
Hollandiae, & Zelandiae,
Donaldo Domino de Insulis;

Et Johanne Stanley, pro Domino de Man,
Et, tenore presentium, convenimus, facimus, pro-
mittimus, & concordamus, una cum prenomina-
tis Commissariis atque Deputatis pro parte praefati Adver-
sarii Francie;

Qui quidem Commissarii & Deputati similiter con-
venerunt, fecerunt, promiserunt, & concordaverunt
bonas, firmas, stabiles, & particulares Treugas pro
dicto Adversario Francie, suisque Terris, Dominis,
Subditis, & Alligatis; videlicet,

Rege Romanorum,
Rege Castellae & Legionis;
Rege Bohemiae;
Rege Scotiae,
Rege Navarriae;
Rege Arragonum,
Guilielmo Duce de Bavaria, Comite Hannoniae;
Hollandiae, & Zelandiae;

Duce Brabantiae,
Duce Geldriae;
Comite Marchiae in Scotia;
Domino de Man,
Domino de Insulis in Scotia;
Duce & Communitate Januae;

Per Terram (viz.) per totam Patriam & Marchiam
Picardiam, Ripariam Some usque ad Mare, & includun-
tur in hoc Villa & Territorium de Gravelynge, &
omnis Patria de Westlandres; usque ad Villam de
Nampont,

Ac etiam per Mare (videlicet) a Districibus de
Marrok, usque ad Regnum Norvegiae,

Necnon in Portibus, Ripariis, & Fluminibus infra
Mare intramissis, tam ab una parte, quam ab alia,

Et durabunt predictae Treugae a Festo Beati Dionisii
proximo venturo, quod erit nona dies praefatis mensis
Octobris, usque ad Festum Purificationis Beate Ma-
riae proximo sequens, quod erit secunda dies Febru-
arii, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, de-
cimo sexto, una & altera die inclusis.

Quae quidem Treugae, sic per nos captae atque con-
cordatae, infra sex Ebdomadas, proximo sequentes a
Data praesentium computandas, Alligatis unius & alte-
rius Partis significabuntur.

K 3

Infra

ANNO
1416.

ANNO
1416.

Infra quod tempus sex Ebdomadatum Alligati præfati acceptabunt, jurabunt, confirmabunt, facientque acceptari, jurari, & confirmari per singulos Dominos, Officiarios, & Subditos in eorum Partibus seu Ditio-nibus, de quibus ipsi Alligati fuerint pro Parte adversâ requisiti, quod tenebunt, & observabunt, facientque teneri & observari, Treugas præfentes, sic per nos, ut præmittitur, de communi consensu acceptatas & concordatas, juxta earundem seriem, formam, & tenorem, omnibus dolo & fraude cessantibus,

Et, si contingat quod Alligati memorati recusant prædicta facere, ille, vel illi, qui hoc facere nolet, vel nolent, erit, vel erunt, exclusus, vel exclusi, a beneficio præsentium Treugarum; & quoad illos unius vel alterius Partis, qui Treugas præfentes voluerint acceptare, easdemque jurare & affirmare, eadem Treuga plenum fortiantur effectum & vigorem, omnibus dolo & fraude cessantibus,

Non tamen est nostræ intentionis quod aliquis, vel aliqui, Alligatus, vel Alligati, unius Partis, vel alterius, gaudere debeat, aut debeant, beneficio præsentium Treugarum, nisi a tempore quo hujusmodi Treugas acceptaverit, juraverit, & confirmaverit, acceptaverint, juraverint, & confirmaverint, & de hujusmodi acceptatione & confirmatione Partem adversam effectualiter certificaverit, seu certificaverint,

Nos (videlicet) pro Alligatis nostris, in Bononia supra Mare,

Et *Adversarius noster*, pro Alligatis suis, in Villâ Calesti:

Provisio quodd, si Naves & Carracæ Alligatorum & Confederatorum Partis *Adversarii nostri*, vel aliquorum eorumdem, & in eis existentes, cum Personis, Bonis, Mercimoniis, & Armaturis eorumdem, harum beneficio Treugarum, ante confirmationes, approbationes, & certificationes, per eos, ut præmittitur, de dictis Treugis faciendis, gaudere voluerint, quod Patroni, Magistri, seu Gubernatores Navium prædictarum jurabunt, & ultra hoc, per Literas suas, præfato Domino nostro supremo, *Regi Angliæ & Franciæ*, obligabunt Navigia & Bona sua (ipsi, videlicet, de singulis Dominis pro se communitur, & quemlibet eorum per se & in solidum) sub Sigillis eorumdem, quod nec ipsi, nec aliquis eorum, quicquam contra tenorem Treugarum prædictarum, durante earum termino, attemptabunt, aut attemptabit aliquis eorumdem per se, vel Naves, seu Carracas antedictas,

Et, in eventum quo aliqua per eos, quod absit, essent aut forent attemptata, sufficienti se Patroni, Gubernatores, & Magistri Navium prædictarum Jurisdictioni, Notitiam, & Potestati ejusdemque Judicis Ecclesiastici, vel Secularis, penes quem dampnificati hujusmodi conqueri voluerint,

Quâ quidem obligatione factâ, Naves & Carracæ Salvum Conductum a præfato Domino nostro *Rege Angliæ & Franciæ*, seu Capitaneo, vel Locumtenente Calesti, aut Capitaneo, vel Locumtenente de Harflewre, qui ad hoc a præfato Domino nostro *Rege Angliæ & Franciæ* potestatem habebunt, absque difficultate quâcumque obtinebunt, de salvo & securè remeando versus partes proprias, durantebus Treugis prædictis,

Et, consimiliter, si aliquis Naves particulares, præfatorum Alligatorum, hujusmodi beneficio gaudere voluerint, consimilem securitatem faciant Magistris & Gubernatores Navium antedictarum; dummodo a nono die mensis Octobris proximo futuro (quo die inciperint Treugæ prædictæ) ante approbationem, confirmationem, & certificationem prædictas, nullum dampnum Domino nostro, neque Subditis, seu Alligatis suis intulerint,

Et, in eventum quo Capitanei, seu Locumtenentes præfati, aut eorum aliquis, debite requisiti, aut requisiti, hujusmodi Salvum Conductum concedere recusaverit, aut plus debito diffulerit, ipse, qui eum requisierit, beneficio Treugarum dictarum gaudere debeat,

Et, in casu quo Alligati, seu Confederati hujusmodi, vel aliqui eorum, juramentum prædictum præstare, aut obligationes prædictas facere recusaverint, eo ipso a beneficio harum Treugarum sint exclusi usque ad confirmationem, approbationem, & certificationem prædictas.

Durantebus quibus Treugis cessabant in toto, tam in dictis Marchis Picardiæ, quam in Mari, Portibus & Ripariis in Mare descendentes, & aliis locis maritimis prædictis, ex una parte & ex aliâ, omnes Priores, sive Captiones Personarum, Navium, Bonorum,

Castro-rum, Fortalitiorum, & aliorum Locorum, illationes dampnorum, & omnia facta Guerrearum quâcumque sint.

Et poterunt Subditi, unius Partis & alterius, securè habitare, & laborare Terras & Possessiones suas, infra Loca & metas prædictas, & proficua inde recipere, necnon Facta & Negotia sua liberè exercere, invicem conversari & communicare, mercandis de omnibus Mercandis & Mercimoniis, tam Victualibus, quam aliis,

Exceptis semper Armaturis, Artilleriis & omnibus aliis Hernesibus & Habilitamentis Guerrearum.

Et poterunt etiam Subditi, Vassalli, Alligati & Confederati, unius Partis & alterius, in Mari, Portibus & Ripariis in Mare descendentes, infra Loca & Limites prædictas constitutis quibuscumque, cum Navibus & Bonis suis transire, navigare, expedire, & inde recedere salvo & securè, absque impedimento quâcumque; solvendo Custumas & Deveria consueta.

Item, quod pro quocumque malefacto, attemptato, vel capcione, si aliqua, quod absit, intervenit, inter Fines & Limites superius declaratos, contra prædicta, vel aliqua eorumdem, istæ præfentes Treugæ non tenebuntur, nec reputabuntur ruptæ, siue fractæ, nec ob hoc vel aliunde fiet Guerra ex una parte vel altera, nec capcio, aut obfidio. Villæ fortis, Castri, aut alterius Fortalitii, nec mors nec murda hominum factæ, nec Personæ redemptæ, nec Mercandis impeditæ, nec aliqua gravamina fieri debent quâcumque; sed remanebunt istæ Treugæ in suis robore & vigore, ac reparabuntur & reducuntur ad primum & debitum statum dicta malefacta, attemptata, & capciones, commissæ per illos de parte Domini nostri Regis & Alligatorum suorum, tam per Mare, Aquas, quàm, ut præmittitur, per Terram, in quantum quemlibet eorum per se tangeret, per Conservatores & Commisarios infranominatos super facto istarum Treugarum, & dicti Malefactores punientur secundum quod casus hujusmodi requirit.

Committimusque & deputamus Conservatores præsentium Treugarum (videlicet) in & per totum Mare supra designatum, *Admirallum & Viadmirallum*, & per Terram, in partibus Picardiæ supra declaratis, *Capitanem Generalem* ejusdem Patriæ, qui pro tempore erunt, & eorum quemlibet, vel eorum Locumtenentes.

Qui quidem Conservatores, superius nominati, & eorum quilibet, habebunt & habent potestatem, quilibet in posse suo & in loco sibi deputato, infra Limites supra designatos, de faciendis reparari & emendari omnia delicta & dampna, quæ contra tenorem præsentium Treugarum, facta & perpetrata erunt, & ad puniendum Malefactores secundum casus exigentiam,

Promittimusque Treugas præfentes per, præfatum Dominum nostrum, *Angliæ & Franciæ Regem*, per Literas suas Patentes, citra primum diem Novembris proximo futurum, efficaciter fore confirmandas,

Quod & facere, infra dictum primum diem Novembris, Commisarii Partis adversæ per Dominum suum promiserunt modo consimili,

Litterisque Confirmatorias Domini nostri Superioris prædictas, apud Bononiam supra Mare, infra dictum primum diem prædicti proximi mensis Novembris, transmitti & destinari promittimus bonâ fide.

In quorum omnium & singulorum Testimonium has præfentes Litteras Sigillorum nostrorum munimine fecimus corroborari.

Datum Calesti die tertiâ Octobris, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, decimo sexto.

XLVII.

Concilii Generalis Constantiensis Sessio XXII. 15. Oct.

De Unionis Regis Aragonum cum, hunc in finem,

Confirmatione Capitulum Narbonensium. Nec

non DECRETIS de Locatione Ambasciatorum

præfati Regis, ac de Concessione eis facta, ut in

constituenda Natione Hispanica, tante essent vir-

tutis Voces eorum in Concilio, quantæ Voces om-

nium Prælatorum, & singulorum de Clero ad ge-

nerale Concilium vocari consueverunt. [Collectio

Regia Conciliorum Tom. XXIX. pag. 506.

PHILIPPI LABBEI Conciliorum, Collectio

Tom. XII. col. 192.]

Die Jovis decima quinta mensis Octobris, Anno a

Nativitate Domini millesimo, quadringentesimo

decimo

ANNO
1416.

ANNO
1416.

decimo sexto, Indictione nona, fuit celebrata Sessio generalis in majori Ecclesia Constantiensis, ad hoc specialiter deputata & Reverendissimus Pater Dominus Bartholomaeus Archiepiscopus Mediolanensis Schedulam tenoris subsequens legit & publicavit.

Decretum Locationis Ambasiatorum Regis Aragonum.

SACROSANCTA Synodus Constantiensis, considerans, quod ad suam & suorum ad hoc Deputatorum instantiam Oratores carissimorum Ecclesiae Filiorum Jacobi & Joannae, Regis & Reginae Jerusalem & Siciliae illustrium requisiti fuerunt, ut quoniam expectantur Oratores carissimi Ecclesiae Filii Regis Castellae & Legionis illustres huc ad Synodum venturi, ad perficiendum cum ipsa Synodo Ecclesiae Unionem, placeret eisdem Oratoribus dictorum Regis & Reginae, dimittere locum, quem in loco Sessionis nunc tenent, tamquam qui eisdem Oratoribus dicti Regis Castellae venientibus deberitur; & durante praesenti Concilio, vadant ad partem finitram immediate post Ambasiatores etiam carissimos Filii Regis Angliae illustres. Ideo eadem Synodus decrevit & statuit, quod ob hoc, si veniant, si veniant non veniant dicti Oratores Regis Castellae, non praedictetur eisdem Regi & Reginae, & eorum Regnis, nec dictis Oratoribus suis eorum nomine, aut aliis quibuscunque, quo ad locum & honorem, qui in hac Synodo debentur, tam in Sessionibus, quam in Processionibus & in aliis quibuscunque. Et si contingat quod medio tempore ante adventum Oratorum dicti Regis Castellae, aliquis vel aliqui Oratores alterius Regis federent in loco praedicto, Ambasiatoribus dictorum Regis Jacobi & Joannae Reginae dimisso, declarat eadem Sancta Synodus, quod hoc erit de tolerantia, permissione & gratia, & pro hac vice duntaxat, & quod per hoc illi vel illis nullum jus acquiratur ex Sessione praedicta, nec praedictetur dictis Ambasiatoribus Regis & Reginae praedictorum, & eorum Regnis in Processionibus, vel aliis adibus, qui concurrerent in hac Synodo.

Post hac autem Reverendus Dominus Magister Antonius Taxal generalis Ordinis Beatae Mariae de Mercede, in dicto Ambone existens legit Schedulam tenoris subsequens.

Schedula lecta per Ambasiatores Regis Aragonum.

Nos Joannes Raimundus Floch Comes Cardone, Frater Antonius Taxal Sacrae paginae Magister, Generalis Ordinis Beatae Mariae de Mercede, Raimundus Xatmar Miles, Sperans in Deo Cardone Jurisperitus, Gundisalvus Garfias de Sancta Maria Decretorum, & Michael de Navers utriusque Juris Doctores, Oratores & Procuratores, Illustrissimi Principis & Domini nostri Domini Alphonsi, Regis Aragonum &c. volentes & intendentes adimplere Conventionem Narbonae initam, inter Serenissimum Principem & Dominum Romanum Sigismundum Romanorum & Hungariae Regem & Procuratores, Nuntios & Legatos praesentis Congregationis Constantiensis ex una; & etiam Oratores, ac Nuntios Dominorum Regum Castellae, Aragonum & Navarrae, nec non Illustrissimum Principem Dominorum Faxi & Armeniaci Comitum, ex alia partibus; praesentavimus nos in hoc loco coram Paternitatibus vestris; offerentes nos ad exequendam dictam Conventionem, & omnia & singula contenta in ea. Et sic nos attendentes quod in primo Capitulo dictae Conventionis continetur, quod convocatio fiat per Praelatos ceterosque Viros Ecclesiasticos hujus Congregationis per Literas que dirigantur ad Dominos Principes, & alios de obedientia Domini Benedicti Papae decimi tertii quondam nominati & vice versa; quod praefati Domini Reges & Principes; de obedientia dicti Domini Benedicti faciant per Literas Convocatorias ad vos praenominatos Praelatos, ceterosque Dominos de Congregatione praesenti vel per suos Ambasiatores vel Procuratores mittentes, vos hic in Constantia congregatos convocabunt; & attento etiam quod Convocatoriae Literae pro parte vestra dicto Domino Regi Aragonum praesentatae fuerunt; volumus & nos satisfacere dicto Capitulo, cujus tenor quantum ad Literas Convocatorias quae in eo continentur; talis est; *Miseratione Divina Episcopi*, &c. post lecturam vero praefatus Dominus Archiepiscopus Mediolanensis praedictas Literas Convocatorias legit alta voce in dicto ambone existens.

Litterae Convocatoriae.

MISERATIONE Divina Episcopi, Presbyteri, Diaconi, Cardinales, Patriarchae, Archiepiscopi, Praelati & ceteri in Constantia Provinciae Moguntinensis in Christi nomine congregati, Illustris Principi Ferdinando, Dei gratia, Aragonum & Siciliae Regi, Salutem, & Ecclesiasticam Unionem feliciter iuvetur.

Quamquam misericordiae Domini neque mensuram ponere, neque ejusdem tempora definire possumus, indies attamen quos diligit, calligans compertum habemus, quod flagellat; ut in tentatione proventum faciat & probatos ampliori retributione prosequatur. Ipso siquidem permittente a triginta octo annis & amplius Populus ejusdem peculiaris, qui in Christiano nomine gloriamur, afflictus sumus pestifero & execrabili Schismate praesenti, cujus occasione omnium bene vivendi modorum status contractus est. Ut cessaret Angelus percussus, Altissimum exoravimus, & indefessè ad id fadores nostros & animos aptavimus: propitius Populo suo misericors Dominus; deprecamur & secundum altitudinem Caeli a Terra corroboret misericordiam suam super timentes se: unde quamquam varios perpessi fuimus pro Pace Ecclesiae consequenda labores, & per anni circulum & ultra circa hoc vacaverimus, nondum venit dies Domini, in qua Pace frui optabamus; verum appropinquat: Speramus in eius auctore, quia arras ipsius reprimus. Nam Dominus, qui Gregorius duodecimus in sua obedientia excoecatur, sua sponte cessit: sic & Dominus, qui Joanne XXIII. dicebatur, facere voluit, atque fecit. Ut autem huc idem faceret Dominus Petrus de Luna, qui Benedictus decimus tertius in sua obedientia nominatur, Legatos & Nuntios vestros ad Serenitatem vestram, & ipsum cum Serenissimo Romanorum Rege Venerabiles & Reverendos Patres, & Doctissimos Viros Archiepiscopum Turonensem; & alios Collegas destinaveramus. Qui quidem Dominus Petrus admonitus, rogatus, exhortatus & requisitus humiliter, apte, debite & iudice, cessionem per ipsum Jure divino pariter & humano, & alias multipliciter debitam facere non nit, sed hoc usque distulit atque differt in totius Ecclesiae scandalum, ac Populi Christiani iacturam & animae suae detrimentum. Quam quidem cessionem ut faceret, per vos fuit dictus Dominus Petrus de Luna requisitus pluries per Principes & Communitates notabiles obedientiae suae. Idcirco ut Filii pii Matri suae compatiens, nitimur & quantum in nobis est, nisi fuimus Pacem praedictam obtinere, & animos virtuosorum virorum ad hoc allicere, quatenus in illo qui est versus Ecclesiae Sponsus, congregati in unum, simul Matrem Ecclesiam divisam uniamus, & indecentia quolibet quae dicti Schismatis occasione pulsularunt, tollamus & de medio auferamus: Hinc Serenitatem vestram obsecramus per viscera misericordiae Dei nostri, & per asperionem sui preciosissimi Sanguinis, & per precium redemptionis nostrae exoramus, regimur & monemus, quatenus ob Dei nostri reverentiam ad tractandum una nobiscum super infra scriptis veniatis & Subditos vestros, qui possint & debeant Conciliis generalibus interesse; quos una Vobiscum praesentibus convocamus, moneatis, inducat, & eosdem auctoritate a Deo vobis tradita, qua potestatis culmina intra Ecclesiam Principatus proprio decore tenetis, & de eadem reddituri estis rationem, juxta dispositionis vobis traditae modum convocatis, ut infra tres menses immediate sequentes, praesentationem Perpiniani aut Narbonae de praesentibus faciendam, concordatam in Capitulis die decimo tertio Decembris proximo lapsi Narbonae super materia Unionis firmatis de qua quidem praesentatione certificabimini in Constantia comparatis ad Schisma sedandum, Unionem Ecclesiae procurandam; reformationem etiam ipsius Ecclesiae tam in capite, quam in membris complendam; & dejectionem dicti Benedicti effectualiter faciendam, & ad electionem futuri Romani Pontificis procedendum; ac pro aliis causis & rationibus, quae ad generale Concilium de Jure pertinent & spectant. Per hoc enim Populum quem Christus suo Sanguine precioso acquirit, in unum ovile ad gloriam aeternam consequendam, apta mente, ac debitum Deo & Ecclesiae Matri nostrae traditur, aeternae retributionis pramia consequi poterit.

Datum & actum Constantiae in Ecclesia Cathedrali dicti Loci, in qua pro praemissis fueramus congregati secundo Nonas Februarii, Anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo decimo sexto, Apostolica Sede vacante.

Postquam

ANNO
1416.

ANNO
1416.

Postquam autem præfatus Archiepiscopus suam lectionem complevisset, Ambasiatores dicti Regis Aragonum volentes satisfacere dicto Capitulo, dixerunt per organum præfati Magistri Antonii Taxal, ut sequitur.

Nos Oratores & Procuratores Illustrissimi Principis Domini Alphonsi, Domini nostri Regis Aragonum, &c. convocamus vos omnes Prælatos, & ceteros Dominos de hac Congregatione, juxta tenorem dicti Capituli.

Deinde Prælati, & ceteri in ipsa Congregatione existentes, per organum dicti Archiepiscopi Mediolanensis responderunt in hunc modum.

Nos miseratione Divina Episcopi, Presbyteri & Diaconi Cardinales, Patriarchæ, Archiepiscopi, Episcopi, Prælati, & ceteri hic congregati, dictam Convocationem acceptamus, & offerimus hos paratos sine dilatione quacunque ad procedendum ad ulteriora. Et insuper requirimus vos Oratores & Procuratores prædicti, quatenus ad Unionem faciendam nobiscum procedatis juxta tenorem tertii Capituli Conventionis prædictæ, quod incipit: *Tertio, quod præfatus de obedientia Domini Benedicti* &c. Oratores vero Regis Aragonum responderunt per organum dicti Domini Antonii Taxal, dicentes: Nos Oratores & Procuratores prædicti, dicto nomine unimus nos vobis juxta tenorem Capituli antedicti. Mox Domini Prælati & ceteri dixerunt, & responderunt per organum Domini Bartholomæi Archiepiscopi Mediolanensis ut sequitur.

Nos miseratione Divina Episcopi, Presbyteri & Diaconi Cardinales, Patriarchæ, Archiepiscopi, Episcopi, Prælati &c. hic congregati, supra dictam Unionem vestram acceptamus, & c. & converso nos vobis Procuratoribus prædictis dicto nomine juxta tenorem dicti Capituli unimus.

Et sic tam Prælati quam Ambasiatores prædicti dixerunt submissa voce: *In nomine Patris & Filii, & Spiritus Sancti*. Et super præmissis petierunt Instrumentum, & Instrumentum hinc inde. Et Præsidentes pro Nationibus ac Cardinalis Officenses pro Collegio Cardinalium responderunt, *Placet*.

Quibus sic peractis, præfati Domini Ambasiatores Regis Aragonum descendunt Ambonem, & iverunt in Scamno, in quo sedebant Domini Ambasiatores Regis Francie. Et interpositi fuerunt inter eosdem in hunc modum.

Primo enim, in primo loco sedebat egregius Vir Joannes de Gersono Cancellarius Ecclesiæ Parisiensis, Sacre Theologie Professor, Ambasiator Francorum Regis. Et post eum sedebat Dominus Joannes Raimundus Floch Comes Cardonæ, Ambasiator Aragonum Regis, & sic de singulis.

Quibus sic ordinatis, & in bona concordia completis Reverendissimi Domini Cardinales, ac ceteri Domini, ac Prælati pluvialibus se induerunt, mitras capitibus imponentes, & Reverendissimus Pater Dominus Joannes Episcopus Officenses, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis in eadem Sessione Præsidentis existens, assumptis secum Diacono & Subdiacono, & aliis ut est moris; Diaconus dixit alta voce cantando: *Orate*, & hoc dicto, omnes genibus flexis per aliquod temporis intervallum oraverunt, &c. omnibusque ceremoniis completis solenniter, prout est de more altarum Sessionum, lectoque Evangelio, hoc est præceptum meum, ut diligatis invicem, Archiepiscopus Mediolanensis legit Decreta & Capitula sequentia.

Concessio vocum Ambasiatorum Regis Aragonum.

SACROSANCTA generalis Synodus Constantiensis in Spiritu Sancto legitime congregata, ex certa scientia, & etiam certis ex causis animos dictæ Synodi specialiter moventibus, pro bono Pacis & Unionis redintegranda in Ecclesia Sanctæ Dei, statuit & decernit, ac salva semper Protestatione infra scripta, quam in omnibus infra scriptis Capitulis, & in singulis eorum partibus voluit habere pro repetita liberaliter concedit dilectis Ecclesiæ Filiis, Nobilibus Religiosis & Egregiis Viris Joanni Raimundo Floch Cardonæ Comiti, Fratri Antonio Taxal Sacre pagine Magistro, Generali Ordinis Beate Mariæ de Mercede, & Raimundo de Xantia Militi, Speranti-in-Deo Cardonæ Jurisperito, Gondifalvo, Garfia de Sancta Maria Decretorum, & Michaeli de Navers utriusque Juris Doctoribus, Oratoribus, Procuratoribus, Ambasiatoribus & Consiliariis clarissimi ipsius Ecclesiæ Filii Alphonsi Regis Aragonum illustris, & pro majori robore & firmitate cum

eisdem Oratoribus presentibus convenit ac paciscitur, quod Oratores præfati præsentis, & alii venturi Oratores ejusdem Regis, hic durante Concilio & pro hac vice tantum tantam habeant vocem, tantæ virtutis & auctoritatis, quante essent voces omnium Prælatorum, Ecclesiasticarumque Personarum, Regnorum & Terrarum ipsius Regis, quæ possidet citra & ultra Mare, quæ ad generale Concilium sunt assuetæ vocari; & hoc in hac Natione Hispanica in qua erunt: quodque per hoc Concilium expediantur negotia per Nationes, juxta modum qui in præfati Concilio hæcenus observatus est.

Item, quod clarissimi Ecclesiæ Filii Reges Castellæ, Portugallicæ & Navarræ illustres, habeant eandem gratiam, quæ etiam ex nunc intelligitur concessa, in quantum ipsi vel Procuratores eorum habere eam voluerint: ipsi tamen Regibus Castellæ & Navarræ, observantibus Capitula in Civitate Narbonensi inter Clarissimum Ecclesiæ Filium Sigismundum Romanorum & Hungariæ Regem illustrem, & dilectos etiam ipsius Ecclesiæ Filios, Procuratores & Nuntios dictæ Synodi ex una; & Procuratores & Oratores prædictorum Regum Castellæ, Aragonum & Navarræ, & dilectorum Ecclesiæ Filiorum Fuxi & Armeniaci Comitum, partibus ex altera concordata.

Item quod prædicta Concessio valeat pro Prælati & Personis Ecclesiasticis prædictis tunc à Concilio absentibus.

Item sollemniter protestatur, quod prædicta Concessio atque Statuta, Decreta, Conventions, & Pacta hujusmodi omnino intelligantur facta sine aliquo præjudicio Capitulorum prædictorum, in dicta Civitate Narbonensi concordatorum: quibus Capitulis concordatis ac Concordiæ dicta Sancta Synodus omnino stare intendit, nec ab eis in toto vel in parte recedere; & ita in præfata Oratorum prædictorum sollemniter protestatur.

Decretum de servandis per Concilium reliquis Articulis Narbone concordatis, per eandem Archiepiscopum Mediolanensem in Ambone prælectum.

SACROSANCTA generalis Synodus Constantiensis in Spiritu Sancto legitime congregata, viso & considerato Capitulo secundo ex Capitulis Narbonensibus inter Clarissimum Ecclesiæ Filium Sigismundum Romanorum & Hungariæ &c. Regem illustrem, & dilectos etiam Ecclesiæ Filios, Procuratores & Nuntios dictæ Synodi ex una, & Procuratores & Oratores Clarissimorum dictæ Ecclesiæ Filiorum, Castellæ, Aragonum & Navarræ Regum illustrium, & dilectorum Ecclesiæ Filiorum Fuxi & Armeniaci Comitum partibus ex altera concordatis, quod incipit: *Secundo, quod dicta Convocationes fiant*, &c. deinde finito dicto Capitulo legebat hæc verba; videlicet.

Volens in omnibus observare dictum Capitulum, promittit, ratum habet, securat, & specialiter confirmat ac noviter firmat, ac statuit, & decernit in omnibus & per omnia, prout in dicto Capitulo continetur. Visto etiam quarto Capitulo dictorum Capitulorum, quod incipit: *Quarto, quod per dictum unendum Concilium*, &c. abolet, tollit, annullat eadem Sancta Synodus quoscunque Processus, Sententias, Ordinationes, Statuta & Pœnas, ut in dicto Capitulo quarto supra descripto continetur, usque ibi: *Et quod statuitur*, &c.

Item statuit eadem Sancta Synodus, quod nunquam de cetero ratione vel occasione dicti Schismatis aut adhesionis dicti Domini Benedicti, & sui Prædecessoris Domini Clementis, possit contra dictos Reges, Principes, & alios de Obedientia dicti Benedicti quomodolibet procedi in judicio vel extra, ut in fine dicti Capituli quarti supra descripti continetur. Visto etiam quinto Capitulo, quod incipit: *Quinto, quod per dictum formandum Capitulum & Concilium*, &c. eadem Sancta Synodus approbat, laudat, & confirmat, & meliori modo quo fieri potest, plenissime firmat omnes & singulas dispensationes, gratias & concessionis factas per Dominum Benedictum prædictum quibusvis Personis sine obedientia, de quibusvis Dignitatibus ut in dicto quinto Capitulo continetur, usque in diem primæ requisitionis factæ eidem Domino Benedicto per Reges & Principes suæ obedientie, ut in ipso Capitulo continetur. Visto etiam undecimo Capitulo, quod incipit: *Undecimo quod dictus Dominus Rex*, &c. Et atento quod dicitur in dicto undecimo Capitulo ibi: & quod in prima Sessione dicta Sancta Synodus, &c.

ANNO
1416.

ANNO
1416.

facit, concedit, statuit & ordinat in omnibus & per omnia prout in dicto undecimo Capitulo continetur. Omnia præmissa tunc Prælati, ceterique Notabiles Viri Sessioni interessentes, quam Oratores sæpe faci expresse iuraverunt. Juramenta autem prædicta nomine Concilii, & aliorum quorum intererat, de ipsius Concilii mandato requisiverunt & receperunt Reverendi Patres Domini Jacobus Rhodini a parte dextra, in qua sedent Episcopi & Presbyteri Cardinales, & Thomas Poltenfis Sanctæ Sedis Apostolicæ Protonotarius a parte sinistra, in qua sedent Diaconi Cardinales & ceteri.

Quibus prædictis præfatus Dominus Mediolanensis legi Schedulam tenoris sequentis: & prædicta omnia & singula intelligantur, & locum habeant semper attento tenore omnium & singulorum Capitulorum Narbonensium concordatorum, quibus & eorum cuilibet dicta Sancta Synodus seque intendit, nec ab eis, vel eorum aliquo in toto vel in parte recedere. Ad quam ex parte Nationem & Dominorum Cardinalium fuit responsum, *Placet*. Deinde Dominus Antonius Taxal legi quandam Schedulam tenoris subsequens.

Schedula acceptationis per Ambasiatores Regis Aragonum lecta.

Nos Joannes Raimundus Floch, Comes Cardonæ, Frater Antonius Taxal Sacre pagine Magister, Generalis Ordinis Beato Maria de Mercede, Raimundus Zammar (a) Miles, Sperans in Deo Cardonæ Jurisperitus, Gundifalvus Garfia de Sancta Maria, Decretorum, & Michael de Navers, utriusque Juris Doctores, Oratores, Procuratores, Ambasiatores & Consiliarii Illustrissimi Principis, & Domini nostri Alphonsi Regis Aragonum &c. dictis nominibus & quolibet ipsorum nominum, omnibusque aliis melioribus modo, via, Jure, forma, causa & nominibus, quibus validius & efficacius possumus & valeamus, omnia & singula Decreta, Statuta, & Protectiones, nec non Conventiones ac Pacta per Sacrosanctam generalem Synodum Constantiensis nobiscum dictis nominibus facta & edita, & que nunc sunt feriosius lecta, ipsa habentes per sufficienter expressis & sollemniter repetitis, vice & nomine Domini nostri Regis præfati, ac omnium Regnorum & Terrarum suarum acceptamus, assentimus, approbamus, & sollemniter confirmamus: & similiter, sicut ipsa Synodus protellata est, quod non intendit recedere a Capitulis in prædicta Civitate Narbonensi concordatis, de quibus in Decreto præsentis Concilii nunc de proximo edito (b), quod hoc volumus habere per expresso & specificè declarato, facta extitit mentio specialis, ita & nos dictis nominibus & quolibet eorum sollemniter protestamur. Et super omnibus superius descriptis, Promotores Concilii petierunt Instrumenta. Et similiter, Ambasiatores Regis Aragonum per organum Antonii Taxal, hoc idem petierunt.

Prædictis peractis, Antonius Taxal fecit Collationem ad commendationem Regis & Regine Aragonum, assumens pro themate, *Rex tuus venit*, Matth. 21. Qua Collatione facta, Reverendissimus Pater Dominus Franciscus tituli Sanctorum Cosmæ & Damiani Cardinalis, nomine Synodi respondendo Antonio Taxal, fecit brevem Collationem, dicens: *Exultemus omnes in Domino*. Post hujus Collationem ceperunt omnes cantare Hymnum, *Te Deum laudamus*, &c. Et Oratione dicta, fuit cantata Missa de Spiritu Sancto per Reverendissimum Patrem Cardinalem Aquileiensem vulgariter nuncupatum. Acta fuerunt hæc Anno, Indictione, mense & loco quibus supra, &c.

XLVIII.

15. O. PROTESTATIO nomine Regis Portugallicæ, in Concilio Constantiensi edita contra Concessionem Ambasiatoribus Aragonensibus factam aut sciendam, ut videlicet Voces dictorum Ambasiatorum in constituenda Natione Hispanica tantæ essent virtutis in Concilio, & auctoritatis, quantæ Voces omnium Prælatorum, & singulorum de Clero ad generale Concilium vocari consueverunt. [VON DER HARDT, Magnum Oecumenicum Constantiense Concilium Tom. IV. Part. IX. pag. 912. PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. in Appendice Concilii Constantiensis pag. 1667.]

TOM. II. PART. II.

ANNO
1416.

QUIA licet Potestas Secularis subijciatur, & succumbat Spiritualis & Ecclesiastica casualiter; regulariter tamen una distincta est ab alia, nec altera illarum, quod spectat ad aliam usurpare habet, nec suam falcem immittere: quia utraque a Deo omnium Creatore & singulorum directore, constituta est, una, ut spiritualibus & spiritualiter, alia vero ut temporalibus [in Lipsi. corporalibus] rebus & temporaliter præsit. Et propterea distincta sunt Dominia per Reges & Regna, que per Christianos à Deo, Dominatore totius Universi, cognoscuntur. Et cuilibet Regi committit gladium executionis (executive) ad vindictam malorum & protectionem bonorum, in quo includitur protectio Catholicorum, & Ecclesiæ Sanctæ Dei. Et deinde scripsit Apostolus, quod obediendum est Regi, tanquam præcendenti, & à Deo missio, propter quod honor cuilibet Regi debetur à toto universo, qui sibi exolvendus est iuxta auctoritatem sacram, dicentem: *Reddite quæ sunt Cæsari Cæsari*. Ex quibus apparet, quod honor debitus cuilibet Regi est pars sue Coronæ, siquæ Domini & Regiminis sive administrationis, quam remittere non potest, nec debet, sine injuria, & honorificentia diminutione aliorum Regum, Regniq; sui & Regnicularum suorum.

Descendendo ergo ad speciem, appellativam ad prædicta, dudum emanaverunt Literæ Apostolicæ à Papa, tunc in Sede Petri sedente: per quarum tenorem convocabatur, & convocatum fuit generale Concilium ad Civitatem Constantiensem Moguntiniensis Provinciæ. Ad quod fuerunt convocati & invitati omnes Reges, Prælati & Principes, & quicunque alii ad generale Concilium convocari & invitari consuevit.

Et specialiter ad tria in eisdem Literis expressa, videlicet, ad extirpationem Schismatis Hæresiumque, & Ecclesiæ Unionem, & Reformationem status Ecclesiastici in Capite & in Membris, ratione quarum materiæ non solum expressi in eisdem Literis intelliguntur convocati & invitati, sed etiam omnes Catholici, & Fideles Christiani, propter materias & causas convocationis, quæ omnes & singulos Christi fideles & Catholicos tangunt, & ab eis veniunt approbandæ, determinatione, aut consensu. Deducto igitur ad notitiam Serenissimi Principis Regis Portugallicæ & Algarbiæ, quod Mandatum Apostolicum hujus occasione emanasset, & propterea vocatus & invitatus ad veniendum aut mittendum ad generale Concilium; iuxta formam dicti Mandati: licet iuxta & rationabili causa potuisset se excusare, cum vacabat in exercitu & congressu contra inimicos Fidei, contra quos dextra Dei sibi assistente prævaluit, & Civitatem Septem nuncupatam, in eorum Territoris obtinuit, qui est Portus ad suscipiendum Catholicos, cum declinaverint ibi ad invadendum inimicos Crucifixi: tamen, cupiens & desiderans esse particeps tanti boni, sicut fuit illa tria, propter quæ est vocatum generale Concilium: per hoc declarando mentem suam, quod suffragium, auxilium, consilium & favorem, in quibus Ecclesiæ Sanctæ Dei, totique Populo Christiano haberet suffragari, consilii, & auxilium dare, non vult nec intendit denegare, hujusmodi iustis & rationabilibus excusationibus noluit nec vult uti: quinimo suos Ambasiatores, duos Barones & Milites, & duos Doctores, ad ipsum Concilium misit & destinavit, cum sufficienti Mandato, ad tractandum, consentiendum, & peragendum, iuxta materias subjectas, & incumbentes. Qui in generali Concilio & Congregatione proposuerunt, admisisse fuerunt, & informati, quod Concilium distinctum esset per Nationes, & quod concluenda in Concilio primo in Nationibus deliberarent: quia nulli erant de Natione Hispanica, qui adhuc inceperunt se congregare per modum Nationis ad deliberanda, concluenda & decernenda per Concilium in Sessione publica: & invitati perquam plures & diversos, oriundos de Regnis & Natione Hispanica, voluerunt incipere Nationem, iuxta modum & formam aliarum Nationum, & prout & quemadmodum de Jure & ratione ad ipsos spectabat. Sed requisiti & exorati (exhortati) per partem Nationum aliarum, videlicet Italianæ, Gallicanæ, Germanicæ, & Anglicanæ, & per Deputatos eorum, ut dissimulare vellent, & supercedere causâ deferendi gratiosè & amabilius Ambasiatoribus Serenissimi Regis Aragonum de proxime tunc venturis; ut per hoc allicerentur ad se veniendum cum aliis Nationibus, ut cum eis facerent Concilium generale, ad bonum Unionis universalis Ecclesiæ: & non percipientes aliquid subtilitatis latere in his, sicut nec forte tunc latebat, annuerunt libenter, propter tantum bonum, quod affectat & appetit Rex Serenissimus Portugallicæ & Algarbiæ.

L

garosi,

ANNO
1416.

garbi, Dominus eorum, qui eos ad hoc misit, & etiam destinavit. Sed postquam applicuerunt Constantiam Ambassiatores prædicti Serenissimi Regis Aragoniæ, propter aliud, quod gratiosè annuerant antedicti Ambassiatores Serenissimi Regis Portugalliæ, incepit esse toruofus & diminutivum juris & honoris regalis Celsitudinis Regis Portugalliæ. Et inde secutum est, quodd Ambassiatores prædicti Serenissimi Regis Aragonum, qui iuxta Capitula, concordata Narbona inter Romanorum Regem invictissimum, & Ambassiatores five Nuntios missos per generale Concilium Constantiense, ex una parte, & præfatum Serenissimum Regem Aragonum, parte ex altera, statim quod denotat semotiorem temporis intervallum, debuissent obedientiam suam unire cum obedientia faciente generale Concilium, & cum ea unum generale & universale fecisse Concilium, & deinde procedere ad ulteriora, iuxta tenorem dictorum Capitulorum Narbona concordatorum: tamen intervenientibus quibusdam plus sapere volentium quam expediat, & ad alios fines, quam sint illi, propter quos fuit generale Concilium convocatum, prout satis intellexerunt, & intelligunt præfati Ambassiatores Serenissimi Regis Portugalliæ, & per media exquisita, loco & tempore specificanda, per eosdem Ambassiatores distulerunt hoc facere ferè per mensem cum dimidio: & medio tempore tractatum est, quod peterunt, antequam unirentur, sibi concedi, quod ipsi Ambassiatores præfati Serenissimi Regis Aragonum, qui numero fuerunt sex, quorum tres sunt Ecclesiastici, alii verò seculares & Laici, utique viri maxima Nobilitatis, prudentiæque, Literaturæ & gravitatis, à Concilio & per Concilium, ut in Natione Hispanica constituenda voces eorum essent tanta virtutis & autoritatis, quantæ essent voces omnium Prælatorum, & singulorum de Clero vocari consiliorum, ad generale Concilium, Regnorum, Terrarum, & Dominiorum, quæ habet & possidet ipse Rex Aragonum Serenissimus, citra Mare, & ultra Mare, five Insulas. Qui hoc peterunt, & per Nationes certas obtinuerunt deputari etiam nomine Collegii Dominorum Cardinalium. Qui hæc & quæ alia, eis concesserunt nomine dictarum Nationum, & Collegii dictorum Cardinalium, etiam per modum pacti. Et se faciunt audiri, quod per consensum Nationum & dicti Collegii, in Sessione publica, & per generale Concilium obtinebant hoc concedi sibi, & autorizari.

In quibus, & per quæ quamplurimum præfatus Rex Portugalliæ Serenissimus, jusque suæ Coronæ, sui que Regni acque honor lædatur, & Justitia offendatur, & Regni opprimitur. Et non solum ipse, sed etiam Rex & Regnum Castellæ, & etiam Navarra.

Sed dicitur quodd cum illis dicti Ambassiatores dicti Regis Aragonum Serenissimi benè concordabunt. Et sic tota læso retorquetur, remanetque & residet in injuriam & detrimentum dicti Regis Portugalliæ, Serenissimi, Regni que sui ac suorum, ex eo, quod præsupposita Concordia inter prædictos Dominos Reges Serenissimos & Ambassiatores eorum, videlicet Castellæ, Navarra, & dicti Domini Regis Aragonum, sane non erit & est in potestate & beneplacito Ambassiatorum præfati Regis Aragonum Serenissimi, concludere, & facere concludi, secundum prædictam Concessionem, quod placebit eis in Natione Hispanica, secundum morem hætenus observatum in Nationibus prædictis, in quibus concluditur super positis in deliberatione à pluralitate vocum: per hoc intervendendo observantiam antiquam generalium Conciliorum; in quibus processum est semper per Capita & Voces. Et sic pro nihilo habebuntur, & habentur Serenissimus Rex Portugalliæ prædictus, Regnumque suum & Prælati, ac illi de Clero Regnorum & Dominiorum suorum, & Ambassiatores sui in hoc Sacro Concilio. Et per hoc subijci viderentur tacite & per quamdam consequentiam Rex ipse, Regnumque suum & Regnicolæ, Clerusque & Populus, ac Dominia sua Regi Aragonum. Qui tamen Serenissimus Rex Portugalliæ tenet Regna sua, Terras & Dominia sua libere ac libera, sine recognitione à quocunque alio vivente in Terris, nisi à solo Deo Creatori suo, maxime in temporalibus, quemadmodum & ceteri Reges Hispaniarum, prout dicunt & recitant Historiæ Glossæque & Doctores: quorum Regum Hispaniarum ipse est unus: quod non potest nec debet facere. Etiam qui nunquam fecit novitatem, nec fieri permittit in Regnis & Dominis suis. Domusque sua Portugalliæ admittit Ecclesiæ Romanæ, & Sedis Apostolicæ provisionem: de qua Capitulum, Grande, non immerito facit mentionem: quam alii Reges & Principes dicunt eam facere non potuisse: nec

per consequens hoc sacrum generale Concilium, in quo præfatum, dominantur & concludunt Prælati, & Personæ Ecclesiasticæ, nec detrahere, nec diminueri in tantum honori suo, nec Juri Regnorum suorum.

ANNO
1416.

Et quia ultra prædicta absorbentur totaliter voces, & vota Prælatorum, & illorum de Clero, Regnorum & Dominiorum suorum & Catholicorum, & qui in obedientia Ecclesiæ Romanæ semper perstiterunt, per fictas voces illorum, de quibus scitur, quod non veniunt ad hoc sacrum generale Concilium, sed in Schismate perseverarent, nè opinioni Ambassiatorum dicti Domini Regis Aragonum adhærere: opprimuntque Justitia & Veritas, quodd Prælati & illi de Clero Regnorum, Trinacriæ, Corsicæ &c. quæ sunt in Dominio Regis Aragonum, & aliorum Dominiorum suorum in Insulis positum, quæ veraciter sunt alterius Nationis: includuntur in dicta Concessione, ut inde possit in dicta Hispanica Natione residuum superare, & ad beneplacitum & voluntatem Dominorum Ambassiatorum concludere, quodd alter non possit: unde Spiritus Sanctus suo sancto dictamine per tales fictiones aut fallacias non insuit gratiam suam, nec videatur adesse, sed abesse potius, nec talia dicere: quæ tamen sine tanto turbine offensæque Justitiæ & Veritatis poterant melius fieri, & ordinari: prout peterunt dicti Ambassiatores, videlicet: quod ipsi cum Dominiis suis & Serenissimo Rege Navarræ, ac Dominis suis facerent unam Nationem.

Idecirco nos, Egidius Martinus, & Valasus Petri, Legum Doctores, Ambassiatores & Nuncii dicti Domini Regis Portugalliæ & Algarbiæ, non volentes hoc super diffimulatione pertransire, dubitantes non immerito aliter quam plurimum reprehendi in absentia præfatorum Baronum & Militum, quorum sumus Collegii, absentium de præfata causa visitandi invictissimum Regem Romanorum, ad quem iterunt: protestamur in his Scriptis, prædictam concessionem vocum Prælatorum dicti Regi Aragonum & Terrarum eidem subiectarum, fidem prædicti Domini Ambassiatoribus, esse nullam ipso Jure, & minime obtinere debere roboris firmitatem. Protestamur etiam in his Scriptis, sæpe & sæpius, insister & instantissimè, quodd quicquid fuerit ordinatum, dispositum & concordatum deinceps post hujusmodi Protestationem, per tales voces, sic contra jus & iustitiam concessas, sit nullum, irritum & inane. Et etiam quicquid ex hujusmodi vocibus & aliis quibuscunque hujus Concilii vel aliorum Prælatorum quorumcunque, cujuscunque conditionis, status, dignitatis vel præsentium, qui in hoc Sacro Concilio resident, recesserint, sit etiam nullum. Et nullum fiat ex eisdem damnus, detrimentum seu præjudicium præfato Serenissimo Domino nostro Regi & Regnis, ceterisque suis, nec etiam Prælati ac ceteris Personis & Terris eidem Domino nostro subiectis: quodque nullam habeant, nec habere debeant, executionem, nec obedientiam in Regnis, Terris, ac Dominis dicti Domini nostri Regis, nisi quatenus & in quibus Dominus noster Rex, certificatus & informatus prius de præfata nostra Protestatione, voluerit, sibi que videbitur, & placeverit. Nec etiam facit præjudicium aliis beneficiis hic existentibus prædictarum Regnorum, cum ad eos spectat de Jure, ut supradictum est, habere prædictas voces, & non ad alios nomine Prælatorum abientium & non consentientium præfato consilio; imo expresse contradicentium.

Et de hac Protestatione & Protestationibus, per nos Ambassiatores prænomatos facta & factis, cum tenore hujus Schedulæ petimus à vobis Dominis Apostolicæ Sedis Proto-Notariis & Notariis hic presentibus, & quolibet vestrum, unum, duo, ac plura, & quod expediverint, Instrumenta, & specialiter à vobis Martino Luppi, Notario, ad perpetuam rei memoriam, in Testimonium præmissorum.

XLIX.

Concilii Constantiensis Editum, quod Papa BE-28. Nov.

NEDICTUS XIII. ad comparandum personalliter in Ecclesia Cathedrali Constantiensis intra certum terminum ad audiendum suam Sententiam citatur. Dat. Constantiæ quarto Kal. Decembris. 1416. [Collectio Conciliorum, Regia Tom. XXIX. pag. 520. PHILIPPI LABBEI Concil. Collectio Tom. XII. col. 201.]

SACRO-

ANNO SACROSANCTA generalis Synodus Constantiensis in Spiritu Sancto legitime congregata, universalem Ecclesiam repræsentans, universis & singulis Venerabilibus Fratribus, Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis, & dilectis Ecclesiæ Filiis, Abbatibus, Prioribus, Præpositis, Decanis, Archidiaconis, tam Cathedralium, quam Collegiarum Canonis, Parochialium & Conventuum ac Regularium Ecclesiarum Rectoribus, ceterisque Viris Ecclesiasticis, nec non Notariis & Tabellionibus publicis quibuscunque, ac aliis Christi fidelibus ubilibet constitutis, & culibet eorum in solidum, ad quos præsentis nostræ Literæ pervenerint, Salutem & Omnipotentis Dei Benedictionem, ac mandatis nostris & Ecclesiæ diligenter obedire.

Clamat Sancta Fidelium Mater Ecclesia, Spontæ Christi, clamat Christiani Populi multitudo, clamaverunt jam a multis annis ad Dominum, cum per hoc tam urgens diuturnis temporibus Schisma pestiferum tribularentur, & tribulantur, nec in totum adhuc exaudivit eos. Attendant enim, quanta per hoc infansum pestiferumque Schisma & divisionis vulnus nefandissimum, est universalis Ecclesiæ calamitas, quam inveterata scissura, quantaque lethalis infirmitas, quamque postremo graves & prope casum ruinæ jam, pro dolor, in vita & moribus, in statu & honestate Cleri, tam in liberatibus suis, & quod gravius est, in cultura Dei & officiis Ecclesiasticis, quodque gravissimum est, in Religione & Fide Christiana, ipsa deformatur Ecclesia. Infreuerunt & pullant in diversis Regionibus horrendæ hæreses a tempore hujus perniciosissimi Schismatis, & nisi eidem Ecclesiæ de unico Summo Pastore & indubitato Christi Vicario provideatur celeriter, per cuius providentiam cum Dei auxilio præstatur occurratur periculis, & tam gravibus universalis Ecclesiæ moribus competens adhibeatur medela, periculum escandendi est, ne labatur, prout jam sæpe lapsus est omnis decor ejus, detorqueat universis Gentibus in contemptum, & status ejus sit, ut jam esse inceperit, in opprobrium & conculcationem, ex quibus Ecclesia Dei & Fidelis Populus Christianus grave scandalum patitur. Et quod licet Dominus Benedictus Papa decimus tertius, a viginti duobus annis citra sic in sua obedientia nuncupatus, præ ceteris istud Schisma, quod ante ejusdem Domini Benedicti electionem jam sexdecim annis ipso existente Cardinali duraverat, totis viribus tollere etiam usque ad exponendum animum pro grege Dominica teneretur & teneatur: licet etiam eidem Benedicto Ecclesiæ prædictæ calamitates, scissuræ & alia pericula & scandala præmissa incognita non fuerint, nec sint, sed eidem & toti Populo Christiano notoria; ipseque prædictis calamitatibus & scissuris, periculis & scandalis obviare, ac totum prædictum Schisma tollere potuerit, & adhuc posset; attento maxime quod Joannes Papa vigesimus tertius, sic in sua obedientia nuncupatus, a suo Papatu, tam per illius canonicam ejectionem, quam per suam renuntiationem a motus sit: & Gregorius duodecimus, sic in sua obedientia nuncupatus, sponte renuntiavit, solo ipso Benedicto pro Papa postmodum se gerente, super quem & in quo principaliter totum pondus istius pestiferi Schismatis & facultas illud submovendi, & a quo præmissa omnia mala & pericula provenerunt & perdurant, constat & consistit adhuc: licet insuper idem Dominus Benedictus existens Cardinalis, ante ipsius electionem, ad tollendum dictum Schisma viam renuntiationis mutæ contentum de Papatu laudaverit, approbaverit, & dixerit esse utiliore & faciliorem, & juraverit solenniter cum aliis Cardinalibus ipsius obedientie imminente electione Summi Pontificis Romani, in sua obedientia per eos fenda, quod si ipsum in Papam contingeret assumi, prout fuit assumptus, ipse Unionem Ecclesiæ sine excusatione, dilatione & machinatione quibuscunque diligenter prosequeretur per omnes vias accommodatas, etiam usque ad cessionem Papatus inclusive, si præfatis Cardinalibus qui tunc erant, vel eorum majori parti videretur expedire, ipseque in Papam assumptus idem juraverat, & postea dictis Cardinalibus vel eorum majori parti, imo omnibus præter unum, visum fuit expedire, quod ipse Unionem Ecclesiæ prosequeretur per viam mutæ cessionis, & quod illam offerret. Et hoc idem eidem Benedicto pro eos in Papam assumpto exitit postmodum declaratum, & dicta purificata conditio. Fuitque deinde ex parte carissimæ Ecclesiæ Filii Caroli Francorum Regis, per suos solennes Legatos claræ memoriæ Duces Bitoricensis, *Burgundie, Patruos, & Aurelianensem Fratrem dicti Regis, & alios plures ad eum propter hoc destinatos, nec non Zelatores Pacis Ecclesiæ, Cardinales

TOM. II. PART. II.

præfati Benedicti in sua obedientia nominati, & postmodum ex parte dicti Regis Franciæ, nec non carissimorum Ecclesiæ filiorum, Angliæ & Castellæ Regum, per suos solennes Ambasiatores, & deinde specialiter & singulariter ex parte ejusdem Ecclesiæ Filii carissimæ Venceslai Bohemiæ, &c. tunc Romanorum Regis, & consequenter per alios plures cum magna devotione & humilitate supplicatum, & etiam in vim præfati juramenti per eum requisitum, quatenus vellet prosequi Unionem Ecclesiæ per viam mutæ cessionis suæ & alterius contententis cum eo de Papatu, apud quem similiter prosequi habebant in mandatis, & intendebant. Quæ via fuerat, fuit & est ab omnibus Christi Fidelibus, maxime a Principibus & Prælatibus, ac Universitatibus generalium studiorum, atque Doctores & prudentibus Viris diversarum obedientiarum prædictarum, ac a majori parte eorumdem approbata: & in tam diuturnis temporibus nulla alia accommodata, securæ, efficacis & faciliis ad tollendum Schisma præfens, attentis difficultatibus in Jure & in facto, potuit reperiri: reputatumque fuit, & est a Doctissimis Viris & peritis iuribus & humani Juris, quod idem Benedictus pro Unionem ipsius Ecclesiæ, ac tollendo Ecclesiæ scandalo & Schismate, suo Papatu cedere & tenebatur & teneretur. Licet insuper idem Benedictus aliquorum devotus instantia, Deo & Ecclesiæ promiserit, juraverit & voverit, pro Unionem Ecclesiæ cedere Papatu, altero de Papatu cum eo contentente, cedente, mortuo vel ejecto, & Joannes XXIII. ejectus fuerit & cesserit, ac Gregorius præfatus cesserit, ut præfatur: fueritque idem Benedictus post hæc omnia, nullo pro Papa se gerente, nisi ipso, ex parte Principum suæ obedientiæ, nec non universorum fere fidelium solenniter per carissimum Ecclesiæ Filium Sigismundum Romanorum, qui propter hoc ad eum personaliter accessit, & claræ memoriæ Ferdinandum Aragonum Reges, atque nonnullos alios Principes & Dominos suæ obedientiæ apud eum propter hoc personaliter accedentes, nec non Legatos Franciæ, Angliæ & Castellæ prædictorum, nec non carissimæ Ecclesiæ Filii Caroli Navarræ Regum, atque generalis Concilii Constantiensis Provincie Moguntinensis, sic per obedientias dicti Joannis & Gregorii tunc nuncupati, cum magna devotione, humilitate & instantia sæpe requisitus, quatenus, præmissis attentis, cum non esset humanitus possibile dictas alias obedientias, ad suam obedientiam reduci, & in eo principaliter consistebat pondus Schismatis & facultas illud tollendi, vellet dare Pacem Ecclesiæ, & Schisma tollere per suam de suo Papatu renuntiationem, ad quod tenebatur de Jure divino pariter & humano, præsertim cum nulla alia via sedandi Schismatis prædicti per tot prudentium ingenia & labores tam diuturnis temporibus potuerit ad hoc accommodata (ut præmittitur) reperiri. Idem tamen Benedictus, tantorum Regum ac Principum, quinimo quasi totius Ecclesiæ, hujusmodi toties iteratis precibus, requisitionibus & admonitionibus contra propria juramenta recusavit & spretis, ac minime exauditis, præfatisque ipsius Ecclesiæ calamitatibus, scandalis atque periculis non compatiens nec providens, de loco Perpiniaci, ad quem præfati Reges & Principes, ac Legati pro præmissis convenerant, cum armata manu recessit, & ad Colliberium, Portum Maris, ubi suas Galeas armatas habebat, se transfudit. In quo loco existens, fuit adhuc de præmissis requisitus, pro parte Oratorum Regum Castellæ, Arragonum & Navarræ, ac Principum prædictorum. Quam requisitionem tunc non exaudivit, sed in longum protraxit; nec etiam postea exaudivit: & de dicto loco recedens, in munitissimo Castro Paniscolæ Dertusensis Diocesis, ubi ad eum non est turas accessus, se reclusit. Ubi ex parte præfati Regis Aragonum, de præmissa cessione fienda pro Pace Ecclesiæ fuit iterum, & tertio requisitus, & iterum recusavit, & suo posse præfatum tam inveteratum Schisma nutrit & fovet, & impedimenta quæcumque potest, præstitit & præstat, procuravit & procurat, ne ad prædictam Unionem perveniri possit: quæ omnia Schisma & hæresim inferunt, seu inferre censentur, per quæ etiam turbatur & scandalizatur, læditur & periclitatur status universalis Ecclesiæ prædictæ, dique fuit turbatus, scandalizatus & læsus. Quod etiam scandalum tantum, quod, attento universalis Ecclesiæ statu, nulla ratione potest de Congregatione fidelium removeri; nisi ipso cedente, mortuo vel ejecto, etiam si haberet verum jus in Papatu. Ex quibus idem Benedictus apparuit fuisse & esse fautor ac nutritor inveterati Schismatis prædicti, atque Schismaticus & hæreticus esse censendus. Et super his omnibus fuit & est publice, & divotius diffamatus, ta-

L 2

liter,

ANNO
1416.

ANNO
1416.

liter, quod sine scandalo Ecclesiæ dissimulari non potest, nec sine periculo tolerari. Super quibus clamore valido clamatur & conqueritur Populus Christianus, & præmissa, quæ in facto consistunt, notoria reputat atque vera. Convenientes igitur in unum more solito canonicè convocati, ac representantes universalem Ecclesiæ, confidentes in Domino, qui cepit in nobis bonum opus, duobus jam ipsius auxiliante gratia remotis impedimentis, & ipse perficiet, & exurgens miserabitur Sion, quia tempus miserendi ejus, quia venit tempus: econtrarium tertium, videlicet Dominum Benedictum diu expectatum, sed ad cor adhuc minime revertentem, decrevimus super præmissis omnibus & singulis fore summarie & de plano per nos procedendum, propter quæ super fama & notorietate præmissorum, summarie & simpliciter mandavimus per nonnullos Venerabiles Viros Fratres, & dilectos Ecclesiæ Filios, Cardinales Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & alios Prælatos, & alios tam sanctæ pagine quam utriusque Juris Professores, Commissarios nostros ad hoc specialiter deputatos, inquiri, informationemque recipi; quam legitime receptam, referri iussimus in publica Sessione nostra totius Sacrosanctæ Constantiensis Synodi. Qua plene audita & discussa, mature decrevimus atque digesto consilio in & super præmissis, saltem quantum ad officium præsentis iudicii pertinet, procedendum fore, ut in notoriis contra præfatum Benedictum, & si forsan, attenta natura præfati processus notorii, citandus minime Juris rigore servato veniret, citandum fore ad cautelam, in hoc dumtaxat citationis Articulo rigori Juris indulgendum, non intendentes seu per hoc quovis modo formam notorii processus, seu ejus ordinem obmittere seu relaxare, & judicialis seu ordinarii processus eligere seu exquirere formam. Et quia eundem Benedictum scilicet & facere, quo minus ad Personam suam pateat tutus accessus, super his recepta summaria & legitima informatione repetimus, nos specialiter & ex certa scientia eundem Benedictum citari decrevimus per Edictum publicum, ad instar Edictorum in albo Prætorio positorum, citationemque in Audientia publica ejusdem Sacri Concilii, quam vicem & effectum Apostolicæ Curie, & audientia Apostolicæ Literarum decernimus & decrevimus obtinere, publice faciendam. Vobisque omnibus & singulis, & cuilibet vestrum qui super his exequentis publice fueritis requisiti, & fuerit requisitus, in virtute sanctæ obedientie præcipimus & mandamus, quatenus vigore Literarum nostrarum præsentium per vos & alium, seu alios, citetis publice præfatum Benedictum, quem etiam nos eorundem Literarum tenore citamus. Ipsasque Literas nostras publice legatis, vel legi faciatis in audientia Literarum prædictarum, ac valvis majoris Ecclesiæ Constantiensis assignatis, seu assigni faciatis. Insuperque & ex superabundanti (ut nihil in hac re sine diligentis vigilantia videatur absolutum) ad Personam ejusdem Benedicti, si ad ipsum vobis, vel alicui vestrum, requisitus vel requisito, tutus forsan fuerit accessus: Sin autem, ad Portas dicti Castri, Ville, seu Locis Paniscolæ, si etiam illuc vobis vel vestrum alicui (ut præmittitur) fuerit tutus accessus: alioquin in Ecclesia Derutensi, & in valvis Ecclesiarum majoris Ville Sancti Mathias, aut Villæ aut Castri * Certaria ejusdem Derutensis Diocesis, aut in aliis Locis circumvicinis, quæ ad hoc idonea decernimus, in ipsorum Locorum Ecclesiis inter ipsarum Missarum solennem eandem nostras Literas alta & intelligibili voce publice legatis, & legi faciatis per vos vel aliam, eundemque Benedictum citetis peremptorie, ac uno Edicto peremptorio pro omnibus, quem etiam eodem nostro nunc per easdem præfatas Literas citamus ad comparandum personaliter in Ecclesia Cathedrali Constantiensis, & in Loco Sessionis nostræ ad diem centesimum, videlicet a die lectionis earundem Literarum nostrarum in Audientia publica prædicta, vel ad diem septuagesimum a die citationis factæ, ad Personam suam, vel ad valvas domicilii sui si (ut præmittitur) ita fieri contingat, alioquin a die citationis factæ & publicatæ in Ecclesia Derutensi prædicta. Quem terminum pro primo, secundo, tertio & peremptorio terminis assignamus, ad videndum & audiendum super præmissis omnibus & singulis, & maxime super crimine hæresis & schismatis prædictarum, tamquam super notoriis, & alias procedi ad omnes & singulos actus & Articulis iudicii seu causæ hujusmodi, usque ad definitivam Sententiam inclusive, ipsamque Sententiam videndum proferri & audiendum, prout juris fuerit, & prout illi tam prædictæ universalis Ecclesiæ visum fuerit expedire: intimando eidem publice, prout etiam

* Certaria.

nos per easdem Literas intimamus; quod, si venerit, si non, nos etiam, ipsius absentia divina repleta præsentia, contra eum super præmissis omnibus & singulis usque ad definitivam Sententiam inclusive procedemus, prout ad utilitatem ipsius universalis Ecclesiæ, median- te Justitia, videbitur faciendum. Volumus autem & mandamus, quatenus easdem nostras Literas, quas duplicandas & triplicandas, & etiam quoties opus fuerit, multiplicandas mandamus & decernimus, in valvis majoris Ecclesiæ Derutensis prædictæ assignatis, vel assigni faciatis, & affixas dimitatis per duas horas. Et deinde loco ipsarum nostrarum Literarum sic affixarum, Copiam illarum sub signo alicujus Notarii, eisdem Literis originalibus receptis, assignatis, vel assigni faciatis, & affixam dimitatis, quatenus toties & in tot locis facta earundem Literarum & Citationis publicatio, omnis ignorantia & tergiversationis locum excludat. Decernentes, quod citatione hujusmodi facta in Audientia publica Literarum, nec non in Ecclesia Derutensi præfata, cum assignationibus ad valvas Ecclesiarum prædictarum (ut præmittitur) & alterius ipsarum, & quolibet eorundem citationum sic valeat, & illum arceat post lapsum terminorum citationum ipsarum & cujuslibet earundem, ac si ad propriam ipsius Personam citatus extisset, & eidem personaliter nostræ prædictæ Literæ lectæ & præsentatæ extisset, omnes & singulos Reges, Principes ac Dominos temporales, & præcipue carissimum Ecclesiæ Filium Alphonsum Regem Aragonum, omnesque secularium ac temporalem exercentes Jurisdictionem, quocumque nomine siue titulo noncupentur, requirimus in Fide Christi & Dei, vosque nihilominus ex parte nostra requiratis, quatenus vobis aut vestrum cuilibet in exequentis præmissis præbeant auxilium, consilium & favorem, vosque & vestrum quælibet ab omni impedimento, vel impedimentis contra præmissa omnia & singula, quantum in eis erit, protegant & defendant, mandantes vobis & vestrum singulis, prout ad quælibet pertinebit, quatenus nobis in nostra generali Sessione de gestis per vos & responsis fideliter sub publicis instrumentis infra terminos citationum ipsarum relationem faciatis, & debite præsentetis.

Datum Constantiæ quarto Kalendas Decembris, Anno a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo decimo sexto, in nostra publica Sessione. Qua quidem citatione sic lecta, Reverendus pater Dominus Antonius Concordiensis, Alanus Leonensis, Episcopi, Gundisalvus Garzia de Sancta Maria Decretorum Doctor, Patricius Cortagensis, & Nicolaus Mersburgensis Episcopi, nomine Nationum hujus Sanctæ Synodi, ac Joannes Episcopus Officium Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis & Vicecancellarius, nomine Sacri Collegii Dominorum Cardinalium, responderunt, & quilibet eorum respondit, *Placet.*

L.

*Confirmatio & Approbatio nomine Regis Castellæ, super subtractione obedientie dudum in Perpini- ANNO
no Papæ BENEDICTO XIII. per felices 1417.
memoria FERDINANDUM Arragonie Regem, nomine Regis Castellæ & Legionis facta.*
[VON DER HARDT, Mignum Occu-
menicum Constantiense Concilium. Tom. IV.
Part. X. pag. 1351.]

Nos Didacus, &c. Ambasiatores & Procuratores præfati, nomine Procuratorio confirmamus & approbamus subtractionem obedientie dudum factam in Perpiniaco Domino Papæ BENEDICTO XIII. per felices memoria Dominum FERDINANDUM Arragonie & Siciliæ Regem, nomine Serenissimi Domini Regis, Castellæ & Legionis, Domini nostri, & per suas Literas, sicut in eisdem latius continetur, etiam ex superabundanti cautela, eam nomine quo supra, de novo facimus, sicut in dictis Literis continetur, & omni meliori modo, quo fieri potest, & debet, de quo offerimus, Literas præfati Domini Regis & Matris, in valida & expedienti forma daturos.

LI.

APPROBATIO nomine Regis & Regine CASTELLÆ super Statutis & Decretis per Sacrosanctam Synodum Constantiensem nunc editis & factis, cum

ANNO
1417.

cum annexa Protestatione de non recedendo à Capitulis in Civitate Narbonensi concordatis. [VON DER HARDT, Magnum Oecumenicum Constantiense Concilium Tom. IV. Part. X. pag. 1349.]

N^Os Didacus Conchenfis Episcopus, & Ferdinandus Petri de Ayala, major Præfectus Guispultræ, Serenissimi Domini nostri Regis Castellæ Consiliiarii, Joannes Episcopus Pacenfis, Martinus Ferdinandi, Domicellorum Præfès, Ferdinandus Martini de Davolas, Segobienfis, & Didacus Ferdinandi, Palentinensis, Ecclesiæ, Decani, Decretorum Doctores, Frater Ludovicus de Valloleti, Ordinis Prædicatorum, in Theologia Magister Parisiensis, Joannes Ferdinandi de Rupeffore, Decretorum Doctor, Oratores & Procuratores præfati Serenissimi Domini nostri Regis Castellæ & Legionis, & Serenissimæ Domine Regine, Matris & Tutricis ejusdem, Regnorumque Gubernatricis, hic præfentes & personaliter constituti, dictis nominibus, omnibusque aliis melioribus modo, via Jure, causâ & nominibus, quibus validius & efficacius possumus & valeamus, omnia & singula Decreta, Statuta, & Præfentationes, per Sacrosanctam generalem Synodum Constantiensem nunc facta & edita, & quæ nunc sunt feriofus lecta, ipsa habentes pro sufficienter expressa, & repetitis, vice & nomine Regis & Regine nostrorum præfatorum, ac omnium Regnorum & Terrarum suarum, acceptamus, assentimus, approbamus & solenniter affirmamus. Et similiter scripta ipsa Sancta Synodus protestata est, quod non intendit recedere à Capitulis in prædicta Civitate Narbonensi concordatis: Ita & nos dictis nominibus solenniter protestamur.

LII.

18. Avril. *Diploma SIGISMUNDI Imperatoris, quo Comitatum Clivie in Ducatum erigit. Dat. Constantiæ die 18. Aprilis 1417.* [DITHMARI Codex Diplomaticus TESCHENMACHERI Annalibus Clivie, Julæ &c. additus, pag. 80.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, feliciter, Amen.

SIGISMUNDUS, Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatia, &c. Rex, ad perpetuam rei memoriam, Illustri Adolpho Duci Clivenfi, nostro, & Imperii Sacri Principi, Consanguineo & fidei dilecto, gratiam Regiam & omne bonum. Ad instar Summæ Monarchiæ Imperatoris æterni, qui de Beatorum magnitudine & electorum suorum pluralitate letatur, digna quidem estimatione trahentes exemplum, lætis semper affectibus, desiderat Imperialis nostra Serenitas, ut in circuitu Sedis Augusti Illustrium Principum numerus incrementis felicibus augeatur, sine attendentes multiplicia merita probitatis, ac præclaræ devotionis insignia, quibus tu, & laudabilis memoria Progenitores tui Domus Clivenf. Prædecessores nostros divæ recordationis Romanorum Imperatores & Reges, ac ipsum Sacrum Romanum Imperium, dignis quidem studiis honoribus venerari; illum etiam fervidum tuæ mentis ardorem, quo nostros & ejusdem Imperii procurandis honores inclinaris, attentius, Regiæ considerationis intuitu, limpidus induentes, animo deliberato, sano etiam Venerabilium Archi-Episcoporum, ac nonnullorum Illustrium nostri & Imperii Sacri Electorum, & aliorum Principum, Comitum, Baronum, Procerum, & Nobilium nostrorum fideliū dilectorum accedente consilio, Te præfatum Adolphum, cum hæc tuæ nobilitatis origo, latitudoque tui Domini, ac ampla subiecta tuæ Ditionis spacia, nec non intermerata fides tua, ac Progenitorum tuorum, qua vetusto jam tempore Sacrum Romanum honorastis Imperium, non immerito requirebant, & requireant, hodie in nomine Domini Salvatoris nostri, a quo omnis Principatus & honor provenire dignoscitur; illustravimus, insignivimus, in verumque Principem atque Ducem Clivensem sublimavimus, ereximus & decoravimus ac illustramus, insignivimus, sublimavimus, erigimus, de Romanæque Regiæ Potestatis plenitudine ac de certa nostra scientia decoramus, decernentes & volentes expresse, quod tu ac

Heredes & Successores tui legitimi Duces Clivenfes perpetuis in antea temporibus, omni Dignitate, Præminencia, Nobilitate, Jure, Potestate, Libertate, Honore & Consuetudine gaudere, ac frui continuo debeatis, quibus alii nostri & Sacri Romani Imperii Principes, ac nominatim Duces Illustres freti sunt hætenus & cotidie potiuntur, Terras quoque tuas, Oppida, Castra, Munitiones, Villas, Provincias, Districus, Montes, Colles & plana cum omnibus sylvis, rubetis, pratis, aquis, aquarum decursibus, pascuis, Theloniis, Conductibus, Monetis, Judiciis, Bannis, Inhibitionibus, Venationibus, quod vulgariter *Widtpanne* nominantur, & penis inde sequentibus, Consuetudine vel de Jure, Baronibus, Baronis, Feudis, Feudatariis, Vassallis, Vassallagiis, Militibus, Clientibus, Judicibus Civilibus, Nobilibus, Plebeis, Rusticis, Agriculis, Judæis, pauperibus & divitibus, ac omnibus eorum pertinentiis, sicut illa, & eorum quolibet latitudo prædicti tui Domini Clivenf. comprehendit, in verum Principatum & Ducatum Clivensem ereximus, ac de prædictæ Regiæ Potestatis plenitudine erigimus per præfentes tibi Illustri Adolpho Duci Clivenfi Ducatum, five Principatum hujusmodi, cum omnibus Honoribus, Nobilitationibus, Juribus, Privilegiis & Immunitatibus, quemadmodum Ducatus, five Principatus insignes ab Illustribus Sacri Romani Imperii Principibus possidentur seu tenentur, five possidere consueverunt hætenus, & in quantum a Sacro Romano Imperio, in Feudum dependet de benignitate Regiæ conferentes, decrevimus, etiam ex hac edictali Constitutione sanximus, quod tu, Heredes & Successores tui perpetuo Duces Clivenfes nominari & appellari debeatis in antea & tanquam ceteri Imperii Sacri Duces & Principes teneri & honorari, ac ubique locorum, ab omnibus reputari, omnique Jure, Privilegio, honore & gratia ac Dignitate & immunitate, absque omni impedimento perfrui, quibus alii Sacrosancti Romani Imperii Duces & Principes, in dandis & recipiendis Juribus, in conferendis seu suscipiendis & in omnibus & singulis aliis illustrem statum & conditionem Ducum, seu Principum concernentibus freti sunt hætenus seu quomodolibet potiuntur: Et quis tu, Consanguine carissime, tanquam Dux Clivenfis noster & Imperii Sacri Vassallus & Princeps, dum eundem tuum Principatum, five Ducatum Clivensem a nostra Majestate in Feudum susciperes, nobis quoque velut Romanorum Regi, tuo vero Domino, fidelitatis, obedientiæ & subjectionis debita solita quoque Juramenta præstisti, quod in Principatu seu Ducatu tuo prædicto, Pacem & Iustitiam omnibus & singulis, æque pauperibus & divitibus, efficaciter & fideliter, juxta posse tuum procurare velis & debeas, promissisti, decernimus & hoc regali Edicto duximus perpetuo statuendum, quod tu, Heredes ac Successores tui Duces Clivenfes Ducum seu Principatum Clivensem prædictum, cum omnibus pertinentiis, sicut expressatur superius, a nobis nec non Serenissimis Imperatoribus, five Regibus Successoribus nostris, & ab Imperio ipso Romano, quotiens opportunum fuerit, debito solennitatis honore, cum vexillis, ut moris est, solita quoque reverentia suscipere debeatis, ac nobis & ejusdem nostris Successoribus in casibus præmissis, sicut alii Imperiales Duces & Principes præfate & facere fidelitatis, homagii, obedientiæ & subjectionis debite, corporalia Juramenta, omnem defectum si quis in præmissis ratione solennitatis omisse dubia interpretationis, Sententiarum aut verborum, seu alio quovis modo compertus fuerit suppletens, de certa nostra scientia & de plenitudine Romanæ Regiæ Potestatis, nostris tamen & Imperii Sacri, ac Archi-Episcoporum, Prælatorum, & Ecclesiasticorum quorumlibet & quarumlibet Juribus, in omnibus semper salvis. Nulli ergo omnino hominum liceat, hanc nostræ illustrationis, erectionis, insignitionis, decorationis, collationis & suppletionis paginam infringere, aut ei ausu quovis temerario contraire, sub nostra & Imperii Sacri indignatione gravissima, & sub pena mille Marcarum auri puri, quas ab eo, qui contravenire præsumpserit irremissibiliter exigi volumus & earum medietatem nostræ Regalis Camera fisco, residuum vero partem, injuriam passorū usibus applicari:

Hujus rei Testes sunt: Venerabiles Johannes Archi-Episcopus Strigoniensis Apostolica Sedis Legatus, Aula nostre Romanæ Regiæ Cancellarius, Georgius Tridentinus, Conradus Metens. & Simon Tragurien. Episcopi Illustres Dux Saxonie & Luncenburg. Sacri Romani Imperii, Archi-Marecalcus & Fridericus Marchio Brandenburgensis, ejusdem Imperii Archi-Camerarius, & Principes Electores, Amicus Willhel-

ANNO
1417.

ANNO
1417.

mus, Henricus & Otto Comites Palatini Rheni, & Bavarie Duces, Fridericus Marchio Misnensis, & Landgravius Thuringie, Albertus Dux Saxonie & Luneburgensis, Adolphus Dux de Monte, ac Comes in Ravensburg, Johannes Munsterbergensis, & Bernhardus Marchio Badenensis, Princeps, Consiliarii, devoti & consanguinei nostri charissimi ac Nobiles, Ludovicus de Ottingen, Guntherus de Schwartzburg, Dominus in Ranis magnæ Curie nostræ Iudex, Eberhardus de Nellenburg, Johannes de Luppfen, Landgravius in Stuldingen, & Albertus de Hohenloh Comites, Frischans de Bodmen, Hans Conrad de Bodmen Milites, Haupt-Marschalck de Papenheim, Vigeleys Schenck de Geyren, Caspar de Klingenberg, ac alii quamplurimi &c. Milites & Militares, Consiliarii & fideles nostri dilecti, præsentium sub nostro Majestatis Sigillo Testimonio Literarum. Datum Constantie Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo septimo, xviii. die Aprilis, Regnorum nostrorum An. Hungarie tricesimo primo, Romanorum vero septimo.

In plica sic subscriptum,

Ad mandatum Domini Regis,

JOHANNES KIRCHEN.

LIII.

12. Juin. *Acquiescentia Electoris Coloniensis THEODORICI, super numeratis sibi à Rege Angliæ HENRICO V. mille Nobilibus, virtute Tractatus Federis inter se & dictum Regem Anno 1416. init. Datum Frutzingen Sabbato post Festum S. Sacramenti 1417. [Voyez-la ci-devant sous le 10. Mai 1416. pag. 72. col. 1.]*

LIV.

28. Juin. *Unio inter CONCILIUM CONSTANTIENSE & NATIONEM CASTELLANAM per Ambasiatores Regis Castellæ & Legionis secundum Capitula Narbone concordata. Actum die Veneris 28. Junii 1417. in Ecclesia majori Constantiensis. [Collect. Concilior. Reg. Tom. XXIX. pag. 556. PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. col. 225.]*

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis.

Nos Didacus Conchenensis Episcopus, & Ferdinandus Petri de Ayala major Præfectus Guipultræ, Serenissimi Domini Regis Castellæ Consiliarii, Joannes Episcopus Pagenis, Martinus Ferdinandi Domellorum Præses, Ferdinandus Martini de * Davaben. Segobienensis, & Didacus Ferdinandi Palentinensis, Ecclesiarum Decani, Decretorum Doctores, Frater Ludovicus de Valle Oleti, Ordinis Prædicatorum, in Theologia Magister Parisiensis, Joannes Ferdinandi de Rupesore Decretorum Doctor, Oratores & Procuratores præfati Serenissimi Domini Joannis Regis Castellæ & Legionis, ac Serenissimæ Domine Reginæ Castellæ, Matris & Tutricis ejusdem, Regnorumque Gubernatrici, & omnium quorum interest, & interesse potest. Ad Pacem & Unionem Sanctæ Matris Ecclesiæ puris ac sinceris affectibus anhelantes, volentesque & intendentes adimplere Conventionem in Narbone initam inter Serenissimum Principem & Dominum Sigismundum Romanorum & Hungariæ Regem semper Augustum, ac Reverendos Patres Procuratores, Nuntios & Legatos præsentis Congregationis Constantiensis ex una, & Oratores ac Procuratores Serenissimi Principis Domini Ferdinandi claræ memoriæ Aragonum & Siciliæ Regis, tam suo proprio nomine, quam tutorio & Tutoris nomine præfati Serenissimi Domini Regis Navarræ, nec non Illustris Joannis Comitis Fuxi ex alia partibus, præsentamus nos in hoc loco coram Paternitatibus vestris, offerentes nos ad exequendum dictam Conventionem, ac omnia & singula in ea contenta: & sumus nunc attendentes, quod in primo Capitulo dictæ Conventionis continetur, quod Convocatio dictarum obedientiarum fiat per Prælatos, ceterosque Viros Ecclesiasticos hujus Congregationis per Literas directas ad Reges, Principes, Prælatos, ac alias

* Davalos.

Personas de obedientia dicti Domini Benedicti sic nuncupati. Quod vice versa præfati Domini Reges, Principes, Prælati, & alie Personæ dictæ obedientiæ Domini Benedicti sic nuncupati, debeant vos præfatos Dominos Prælatos & ceteros de Congregatione præfati per suos Ambasiatores aut Literas hic in Constantia convocare. Et attentio etiam, quod Literæ Convocatorie pro parte vestra Domino nostro Regi Castellæ jam præsentatæ fuerunt, quas etiam ipse omnibus Prælati & aliis Personis, quibus dirigebantur, intimari fecit modo debito, prout per Instrumenta inde confecta patebit, cum fuerit opportunum, volumus & nos satisfacere dicto Capitulo, cujus tenor quantum ad Literas Convocatorias quæ in eis continentur, talis est.

Miseratione divina Episcopi, Presbyteri & Diaconi Cardinales, Patriarchæ, Archiepiscopi, Episcopi, Prælati & ceteri in Constantia Provinciæ Mogontienensis in Christi nomine congregati, Illustri Principi, prout superius continetur, &c. Quia ad finem lecta, idem Frater Ludovicus legit, ut sequitur: cui quidem Capitulo satisfacere volentes, convocamus vos omnes Prælatos & ceteros Dominos de hac congregatione juxta tenorem dicti Capituli.

ANNO
1417.

Schedula acceptationis Convocationis.

Nos miseratione divina Episcopi, Presbyteri & Diaconi Cardinales, Patriarchæ, Archiepiscopi, Episcopi, Prælati, & ceteri hic congregati, dictam Convocationem acceptamus, & offerimus nos paratos sine dilatione quacunque ad procedendum ad ulteriora.

Insuper requirimus nos Oratores & Procuratores prædictos, quatenus ad Unionem faciendam nobiscum procedatis juxta tenorem tertii Capituli Convocationis prædictæ, quæ talis est: *Tertio, quod præfati de obedientia dicti Domini Benedicti dictum tertium per quoddam, &c. ut superius continetur: cujus tamen totum tenorem legebant. Et ex post Frater Ludovicus de Valle Oleti præfatus, quo ad secundum principale, quandam Unionis Schedulam legebat in hæc verba.*

Schedula Unionis.

Nos Oratores & Procuratores præfati, dictis nominibus unimus nos vobis juxta tenorem Capituli Narbonensis prædicti, approbantes & laudantes omnia quæ post Unionem Aragonensem contra Dominum Benedictum agitata sunt & processa pridem, & eodem modo, ac si per hanc Unionem nostram ab hac Sancta Synodo nobis interessentibus facta foret. Qua Unionis facta, præfatus Dominus Archiepiscopus Mediolanensis legebat in hunc modum.

Schedula acceptationis Unionis.

Nos Prælati & ceteri congregati, ut supra, dictam Unionem & nostram acceptamus, profitentes vos, vice & nomine præfati Serenissimi Domini Regis Castellæ, per omnia debitis modo & forma ac tempore contentis in dicto Capitulo tertio satisfecisse, & e converso nos vobis Oratoribus & Procuratoribus prædictis nominibus juxta tenorem ejusdem Capituli unimus. Quibus sic factis, Reverendissimus Pater Dominus Joannes Episcopus Ostiensis, Cardinalis & Vicecancellarius nomine totius Synodi respondit per verbum, *Placet.*

Schedula Convocationis Infantis HENRICI.

Nos Vitalis de Soto Miles Commendator de t Camata, Frater Joannes de Sancto Jacobo Sacre pagine Professor, Garfias de Vergata Miles, Joannes Alphonsi, Decretorum Baccalarii, Procuratores & Oratores Illustrissimi Domini Infantis Henrici, ac Ordinis Sacre Militiæ Sancti Jacobi, de Spata generalis Magistris, simili modo convocamus vos omnes Prælatos & ceteros Dominos de hac Congregatione, juxta tenorem dicti Capituli. Deinde idem Frater Joannes legit, ut sequitur.

Schedula Unionis ejusdem.

Nos Oratores supradicti dicto nomine unimus nos vobis juxta tenorem Capituli prædicti. Super quibus omnibus & singulis Promotores Concilii petierunt Instrumentum & Instrumenta: & de post fuit cantatum, *Te Deum Laudamus.* Quo finito, Reverendissimus Pater Dominus Joannes Episcopus Ostiensis Cardinalis ad

ANNO
1417.

ad præsidendum ivit, & Officium Sessionis solitum solemniter incipiebatur. Et lectis Litanis, aliisque confectis, præfatus Archiepiscopus Mediolanensis una cum Ambasiatoribus Regis Castellæ Ambonem ascendit, & legit Schedulam sequentem, legendo etiam illa Capitula concordata Narbonæ, de quibus supra faciebat mentionem, quæ superius inserta fuerunt, ubi agebatur de confirmatione eorum.

Confirmatio Capitulorum.

SACROSANCTA generalis Constantinensis Synodus in Spiritu Sancto legitime congregata, viso & confiderato Capitulo secundo ex Capitulis Narbonensibus inter carissimum Ecclesiæ Filium Sigismundum Romanorum & Hungariæ Regem illustrem, & dilectos ipsius Ecclesiæ Filios, Promotores & Nuntios dictæ Synodi ex una, & Procuratores ac Oratores carissimorum dictæ Ecclesiæ Filiorum Dominorum, Ferdinandi claræ memoriæ Aragonum & Siciliæ Regis, tam suo proprio nomine, quam tutorio & Tutoris nomine, Joannis Castellæ & Legionis, nec non Oratores Navarræ Regum, & illustrium & dilectorum ejusdem Ecclesiæ Filiorum Fuxi & Armeniaci Comitum, partibus ex altera, concordatis: cujus quidem fecundi Capituli tenor sequitur sub his verbis: *Secundo, quatenus dictæ Conventionis*, &c. Volens in omnibus observare dictum Capitulum, promittit, ratum habet, securat specialiter, confirmat, & noviter firmat, & statuit, & decernit in omnibus & per omnia, prout in dicto Capitulo plenius continetur. Visto etiam quarto Capitulo incipiente: *Quarto, quod per dictum uniuersum Concilium*, &c. abolet, tollit & irritat quoscunque Processus, Sententias, Decreta, Ordinationes, Statuta & Pœnas, &c. ut in dicto Capitulo continetur, usque ibi, & quod statuitur. Item statuit, quod nunquam de cetero ratione vel occasione dicti Schismatis aut adhesionis dicti Domini Benedicti, & sui Prædecessoris Domini Clementis, possit contra dictos Dominos Reges, Principes, Prælatos, & alios de Obsequia dicti Domini Benedicti, quomodolibet procedi in iudicio, vel extra, ut in fine dicti Capituli continetur. Visto etiam quinto dictorum Capitulorum incipiente: *Quinto, quod per dictam formatam Concilium*, &c. approbat, ratum, laudat, firmat, & meliori modo quo fieri poterit, plenissime confirmat omnes & singulas concessionis, dispensationes & gratias factas per Dominum Benedictum prædictum quibusvis Personis sue obedientie, de quibusvis Dignitatibus, &c. ut in dicto Capitulo continetur. Visto etiam undecimo dictorum Capitulorum incipiente: *Undecimo, quod dictus Dominus Rex Romanorum*, &c. Et attentio quod dicitur ibi: & quod in prima Sessione, &c. dicta Sancta Synodus facit, concedit, statuit & ordinat in omnibus & per omnia, prout in dicto Capitulo continetur. Quibus factis & completis, Reverendi Patres Jacobus Rhodini Sedis Apostolicæ Protonotarius, & Joannes Literarum Apostolicarum Correditor, tenens Librum Evangeliorum a parte dextra; & a parte sinistra Dominus Thomas Poltenis dictæ Sedis Protonotarius, & Venerabilissimus Dominus Jacobus Morefin*, Sacri Palatii Apostolicæ causarum Auditor, tenentes Libros Sanctorum Evangeliorum, accesserunt ad Dominos in hac Sessione præsentés, recipientes ab eis juramenta, & primo Serenissimus Dominus Sigismundus Romanorum & Hungariæ Rex, consequenter vero & Domini Cardinales, Archiepiscopi, Episcopi, ceterique Prælati & Ambasiatores, omnia & singula Capitula Narbonæ concordata in omnibus & per omnia observare juraverunt, & quilibet eorum juravit, ac ea, quantum in eis fuit, receperunt.

LV.

10. Juill. *Instrumentum publicum Confederationis & Lige inter Dominos PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Mediolani Ducem, & THOMAM DE CAMPO FREGOSIO Januæ Ducem, pro defensione utriusque Status sanctæ. Actum Januæ Anno 1417. Indictione X. decimo die Julii.* [Pèce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre K.]

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis, feliciter, Amen.

ANNO à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo decimo septimo, decima Indictione, die

ANNO
1417.

Jovis quinto decimo mensis Julii, hora tertiarum in Civitate Januæ, videlicet in Palatio infrascripti Illustrissimi Domini Domini Ducis Januæ &c. videlicet in Camera angulari contigua Camera Consilii communis Januæ, inique Spectabilis viriusque Juris Doctor Dominus Johannes Franciscus de Sartirana Consiliarius, & Egregius Vir Zanionus Riccius Secretarius infrascripti Illustrissimi Domini Domini Ducis Mediolani Procuratores, & Procuratorio nomine Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Filippi Mariæ Angli Ducis Mediolani &c. Papiæ, Angliæque Comitibus Filii quondam nunquam delendæ memoriæ Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Joannis Galeaz primi Ducis Mediolani &c. ad hæc, & alia plenum, & specificum habentes mandatum à præfato Domino Duce Mediolani, de quo extat publicum Instrumentum fieri rogatum mihi Jo. Franciscus Gallinæ Secretario, & Notario ipsius Domini Ducis infrascripto die secunda præsentis mensis Julii ex una, & pro una parte, & Illustris Dominus Dominus Thomas de Campo Fregosio, Dei gratia, Dux Januæ, pro proprio, & principali nomine, & nomine, & vice infrascripto Magnificæ Communitatis Januæ, nec non Egregii Viri Domini Thomas de Fornaris, Jacobus de Aurea, Bartholomæus de Picobono, & Matheus Lomellinus Sindici, & Procuratores, Sindicario, & Procuratorio nomine Magnificæ Communitatis, ac Communis, & Hominum Civitatis Januæ ad hæc, & alia plenum, & specificum mandatum habentes à Communitate prædicta per Instrumentum publicum rogatum die decima octava Junii proxime præteriti Matthæo de Braglia Notario, & Cancellario publico dictæ Communitatis ex alia, seu aliis partibus. Considerantes præcipue illud Profecum, videlicet, quos Amicitia, & Fraternalis caritas jungit, Terrarum, Potentiarumque latitudo non seperat; ideoque affectantes omni bono respective invicem bene vivere, signanter pro bono Pacis, & tranquillitatis Italiæ, sponte, & ex certa scientia, nulloque Juris, vel facti errore ducti, intervenientibusque ibidem omnibus Actibus, & solemnitatibus; qui, & quæ in talibus, & similibus tam de Jure, quam de consuetudine requiruntur, & alias omnibus Jure, modo, via, causa, & forma, quibus melius, & validius potuerunt, & possunt, inierunt, fecerunt, contraxerunt, firmaverunt, & concluderunt, ac, in Dei nomine, inveniunt, faciunt, & concludunt inter se ad invicem ad defensionem Status utriusque Partis, habendo invicem amicos pro amicis, & inimicos pro inimicis, & ita, & taliter quod una dictarum Partium debeat habere amicos alterius Partis pro ejus amicis, & inimicos alterius Partis pro inimicis, bonam Pacem, meram, sinceram, & fraternalem Ligam, Amicitiam, & Confederationem duraturam tempore, modo, & forma in infrascriptis plenius annotatis, & sub infrascriptis pactis conclusis, & firmatis inter ipsas Partes volumibus, & solemnibus stipulatione vallis: Primo videlicet, promiserunt, & conveniunt, ac promittunt, & conveniunt dicti Procuratores præfati Domini Domini Ducis Mediolani, Procuratorio nomine ipsius Domini Ducis Mediolani præfato Domino Duci Januæ, nec non dictis Sindici, & Procuratori dictæ Communitatis Januæ stipulantibus, & recipientibus, quod præfatus Dominus Dux Mediolani non tenebit, nec habitare permittit super ejus Territorio aliquem Rebelle, Bannitum, nec emulum præfati Domini Ducis Januæ cujusvis status, gradus, & conditionis existat, & si forsan aliquis ex prædictis Bannitis, Rebellibus, vel emulis foret super Territorio præfati Domini Ducis Mediolani, vel veniret, hujusmodi Bannitum, Rebelle, vel emulum faciet excomiar, ac eidem mandare, quatenus debeat suum Territorium infra dies quindecim elivisse protinus, & evacuasse; & versa vice præfatus Dominus Dux Januæ suo, & nomine dictæ Communitatis, & dicti Sindici, & Procuratores Sindicario, & Procuratorio nomine dictæ Communitatis promiserunt, & conveniunt, ac promittunt, & conveniunt dictis Procuratoribus præfati Domini Ducis Mediolani, & nobis Benedicto de Andera, & Johanni Franciscus Gallinæ Notariis infrascriptis velut publicis Personis stipulantibus, & recipientibus nomine, & vice præfati Domini Ducis Mediolani, quod ipse Dominus Dux Januæ non tenebit, nec habitare permittit super ejus Territorio, nec etiam dicta Communitas Januæ non tenebit, nec habitare permittit super Territorio ipsius Communitatis aliquem Rebelle, Bannitum, nec emulum præfati Domini Ducis Mediolani cujusvis status, gradus, & conditionis existat, & si forsan aliquis ex prædictis Bannitis, Rebellibus,

vel

ANNO
1417.

vel emuli ipsius Domini Ducis Mediolani foret super Territorio prefati Domini Ducis, seu dictæ Communitatis Januæ, vel veniret, huiusmodi Bannitum, Rebelle, vel emulum facient prefatus Dominus Dux Januæ, & dicta Communitas excomari. ac eiden mandare, quatenus debeat infra quindecim dies suum Territorium exivisse protinus, & evacuasse, sed teneatur tamen qualibet dictarum Partium per suas Litteras notificare una alteri, & è converso quot sunt, & fuerint illi Rebelle, Banniti, & emuli, qui debeant de prefatorum Dominorum, & Communitatis Territorio excomari, item pro majori securitate Terrarum, & Subditorum prefatorum Dominorum, & dictæ Communitatis, & ut cessent homicidia, & alia, quæ diutius committuntur per Malefactores sunt prefati Domini Ducis Mediolani, & Januæ, & dictæ Communitas, & partes communiter concordet, & sibi invicem dictas Partes promiserunt, & promittunt una alteri, & altera alteri, quod si aliqua Persona, cuiuscumque gradus, conditionis fuerit & status, committeret aliquod delictum, maleficium, vel aliquo modo contraheret super Territorio unius prefatorum Dominorum, seu dictæ Communitatis, & se reduceret super Territorio alterius, seu super Territorio dictæ Communitatis, teneatur ille ex prefatis Dominis, & dicta Communitas, super cuius Territorio reductus foret huiusmodi malefactor, seu contrahator ipsum malefactorem, seu contrahatorem tradere, & consignare illi Domino, super cuius Territorio maleficium commississet, vel contrahasset; Item conveniunt, & promiserunt, ac promittunt, & conveniunt prefatus Dominus Dux Januæ suo, & nomine dictæ Communitatis, & superscripti Sindici Syndicario, & Procurator nomine dictæ Communitatis dictis Procuratoribus, & mihi Johanni Francisco, & dicto Benedicto Notariis stipulantibus, & recipientibus nomine, & vice prefati Domini Ducis Mediolani, quod in casu quo prefatus Dominus Dux Mediolani requireret ipsi Domino Duci, & Dominæ Communitati, seu alteri eorum Balittarios tercetos pro mensibus duobus quolibet Anno spatio infra scriptorum septem annorum, teneatur prefatus Dominus Dux Januæ, & dicta Communitas mittere, & quod mittant dictos Balittarios ad servitium prefati Domini Ducis Mediolani, usque ad numerum predictum infra viginti dies a die requisitionis scilicet, & ipsos manuteneat, & manuteneant propriis expensis ipsius Domini Ducis Januensis, & dictæ Communitatis in huiusmodi servitiis toto tempore predicto, & ultra possit dictus Dominus Dux Mediolani, si ei libuerit, retinere ipsos Balittarios spatio mensium usque in quatuor singulo anno ipsorum septem annorum ad sui beneplacitum post dictum tempus, quo expensis dicti Domini Ducis Januæ servierint, & sic teneatur dictus Dominus Dux Januæ, & dicta Communitas dare operam cum effectu, quod ipsi Balittarii fiant ad servitium ipsius Domini Ducis Mediolani spatio praefatorum quatuor mensium singulo anno ad beneplacitum ipsius Domini Ducis Mediolani, ipso Domino Duce Mediolani solvente ipsis Balittariis ad computum, ad quem ipse Dominus Dux Januæ solvet ipsi Balittariis, hoc tamen actò, & intellecto, quod pro anno praesenti tantum dictus Dominus Dux, & dicta Communitas in eorum electione possint in loco dictorum tricenorum Balittariorum providere ipsi Domino Duci de equitibus tricenis pro aliis annis, firmo manente dicto pacto dictorum Balittariorum, & veris vice promiserunt, & promittunt dicti Procuratores prefati Domini Ducis prefato Domino Duci Januæ, & dictis Sindicis stipulantibus, & recipientibus, quod si eiden requisiverit equites aliquos teneatur ipse Dominus Dux Mediolani mittere, & mittet equites tricenos ad servitium eiusdem Domini Ducis Januæ infra viginti dies, postquam fuerint requisiti, eosque in suis servitiis manuteneat, & manutenebit mensibus duobus singulo anno spatio dictorum septem annorum propriis expensis ipsius Domini Ducis Mediolani, & ultra possit dictus Dominus Dux Januæ, & dicta Communitas, si eis libuerit, retinere ipsos equites spatio mensium quatuor singulo anno dictorum septem annorum ad sui beneplacitum post dictum tempus, quo expensis dicti Domini Ducis Mediolani servierint, & sic teneatur idem Dominus Dux Mediolani dare operam cum effectu quod ipsi equites fiant ad servitium ipsius Domini Ducis Januæ, & dictæ Communitatis spatio mensium usque in quatuor ad beneplacitum ipsius Domini Ducis Januæ, ipso Domino Duce Januæ, seu dicta Communitate solvente dictis Equitibus, ad quem ipse Dominus Dux Januæ solvere consuevit est equitibus suis, seu ad computum congruum, & rationabilem, habito

respectu ad Loca, in quibus eos Equites voluerit operari, & hoc melius debeat tantum tenet in anno, & non pluries; hoc actò, & intellecto, quod prefati Domini, & dicta Communitas non possint unus alteri, nec alter alteri requirere aliquid servitium gentium armigerarum, nec Balittariorum, nisi prius transactis diebus viginti a die hujus conclusæ, & contractæ Liga in astra; Item conveniunt, & promiserunt, & conveniunt, & promittunt dictæ Partes vicinim una alteri, & altera alteri, quod si aliquis Dominus, aut Communitas faceret, vel facere, seu movere vellet Guerram contra unum ex prefatis Dominis Ducibus Mediolani, aut Januæ, seu contra dictam Communitatem, quod Pars altera teneatur, & debeat per suas Litteras scribere, & etiam Oratores suos mittere ipsi Domino, vel Communitati facienti, vel facere, seu movere volenti Guerram, eiden notitiam faciendo de strætâ, & Fraternali Liga, & Confederatione contractâ, & conclusâ inter ipsas Partes, & quod omnem offensam, quæ inferatur illi contra quem mota esset Guerra, vel moveri vellet, sibi neminem illatum reputabit, & quod proinde velit se abstinere, & se levare ab huiusmodi offensis, aliter enim oporteret cum quereat modum procedendi contra huiusmodi offendentes, seu offendere volentes, & predictum ejus Colligatum, & ejus Colligati Statum toto posse defendere, & custodire, & eos offendens Litteris, vel Ambasiatis ab offensis se abstinere nollent, teneatur prefati Domini, & dicta Communitas sibi invicem prestare requisita possibilia auxilia, & favores contra talem offendentem, vel Guerram moventem; & a praesenti Capitulo exclusi esse intelligantur Summus Pontifex, Rex Romanorum, & Terræ maritimæ: Item promiserunt, & promittunt dictæ Partes, ut supra, quod si una earum fenserit, possit vel occulte, directe vel per indirectum, aliquid Personam cuiuscumque gradus, conditionis, & sit us facit, querere, vel tentare dampnum, aut destructionem alterius, aut contra Statum suum, teneatur istius ipsa Pars fensens alteri, contra quam tractabit, notitiam delictum facere aut per Litteras, aut per eum proprium Notitiam, vel Ambasiatis, & quominus praedicta effectum forsintur possent prohibere.

Item quod ista strætâ, & Fraternali Liga, & Confederatio debeat durare, realiter, puro corde, & sine aliqua fisione durare spatio annorum septem proxime futurorum a die praesenti incipiendo; Item quod una, & eadem die fieri debeant Crædæ de huiusmodi Liga per omnes Terras prefatorum Dominorum Ducis Mediolani, & Ducis Januæ, & dictæ Communitatis, ac etiam fieri debeat declaratio soni verborum dictæ Crædæ; Item quod omnes, & singuli Cives, & Subditi prefati Domini Ducis Mediolani, & omnes Civitates Terræ, & Castri, quæ teneantur nomine prefati Domini Ducis Mediolani, seu per Subditos suos debeant preservari, & conservari in bona tranquillitate per prefatum Dominum Ducem Januæ, & per dictam Communitatem, & vice versa Cives, & Subditi prefati Domini Ducis Januæ, & dictæ Communitatis, ac etiam Civitates, Terræ, & Castri, quæ teneantur per ipsum, seu ejus nomine, seu per dictam Communitatem, vel aliquos Cives ipsius Communitatis debeant per prefatum Dominum Ducem Mediolani in bona tranquillitate preservari, & pariter conservari; quæ omnia, & singula superscripta dictæ Partes vicinim, videlicet, una alteri, & è converso, videlicet, dicti Procuratores Procuratorio nomine prefati Domini Ducis Mediolani promiserunt, & conveniunt, ac promittunt, & conveniunt prefato Domino Duci Januæ, & dictis Sindicis stipulantibus, & recipientibus, ut supra, & ipse Dominus Dux Januæ, suo & nomine dictæ Communitatis, & dicti Sindici Syndicario nomine dictæ Communitatis promiserunt, & conveniunt, ac promittunt, & conveniunt dictis Procuratoribus prefati Domini Ducis, & nobis Notariis infra scriptis velut publicis Personis stipulantibus, & recipientibus nomine, & vice prefati Domini Ducis Mediolani, & cuiuscumque alterius Personæ, cui interesse possit, attendere, & observare, & nullo modo contra facere, nec venire, nec contravenienti ullo modo consentire tacite nec expresse, per directum vel per indirectum, per se, submissam Personam, nec aliquo quavis colore, sub pena reclusionis, & restitutionis omnium, & singulorum damnorum, interesse, & expensarum per utramque, seu alteram ipsarum Partium modo aliquo patiendorum, & fendarum, pro quibus omnibus, & singulis sic firmiter, & efficaciter attendendis, solvendis, & observandis dictæ Partes vicinim, videlicet, dicti Procuratores dicti Domini Ducis Mediolani ejus Procuratorio

ANNO
1417.

ANNO
1417.ANNO
1417.

coratorio nomine omnia bona præfati Domini Ducis præsentia, & tunc præfatio Dominio Duci Januæ, & dictis Sindicis stipulantibus, & recipientibus ut supra; & vult vice ipsius Dominus Dux Januæ omnia bona præsentia, & tunc, & dicti Sindici Syndicario nomine dictæ Communitatis, omnia bona dictæ Communitatis, ac Communis, & hominum ipsius Communitatis, præsentia & futura, dictis Procuratoribus præfati Domini Ducis, & nobis Notariis infra scriptis stipulantibus, & recipientibus nomine ipsius Domini Ducis Mediolani pignori, & ipothecæ vicissim penitus obligaverunt, & obligant; renuntiantes dictæ Partes, videlicet dicti Procuratores dicto Procuratorio nomine, & præfatus Dominus Dux Januæ, & ipsi Sindici suo, & dictis nominibus vicissim exceptioni non factæ præsentis Ligæ, & prædictorum omnium, & singulorum non sic actorum, & gestorum, exceptioni doli mali, actionique, & exceptioni in factum, & generaliter omnibus probationibus, & productionibus Testium, Jurium, & Instrumentorum contra prædicta, & inde dicti Procuratores Procuratorio nomine præfati Domini Ducis Mediolani, & dictus Dominus Dux Januæ suo, & nomine dictæ Communitatis, & dicti Sindici Syndicario, & Procuratorio nomine dictæ Communitatis de prædictis omnibus, & singulis hanc Cartam, & plures unius tenoris fieri mandaverunt, jusserunt, & rogaverunt per nos Benedictum, & Johannem Franciscum Notarios, & Secretarios prædictos, & per utrumque nostrum in solidum, presentibus spectabile Legum Doctore Domino Marco de Caneludo de Bononia Filio quondam Domini Johannis Vicario præfati Domini Ducis Januæ, Domino Jacobo de Camilio Filio quondam Domini Zonfredi, & Mattheo de Bargalide Filio quondam Domini Petri Secretario præfati Domini Ducis Januæ, inde testibus notis, vocatis, & specialiter ad prædicta rogatis.

Extracta suis præfata Copia & Registro inscripto sub Littera K. Duci PHILIPPI MARIE ANGLI Vice-Comitis existente in Regio Archidiaconi Caspary Porta Jovis Mediolani, in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris 1417.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRI-
CELLIUS Regii Archidiaconi Officialis.

LVI.

26. Juill. Concilii Constantiensis Sententia contra BENEDICTUM Papam XIII. in sua obedientia nuncupatum, quæ tanquam perjurus, universalis Ecclesiæ scandalizator, nutritor Schismatis, omni gradu, honore & dignitate indignus judicatur, atque Papatu & Summo Ecclesiæ Pontificio, omnique Titulo &c. privatur. Actum in Sessione XXXVII. die 26. Julii 1417. [Collect. Concilior. Regia Tom. XXIX. pag. 572. PHILIPPI LABBEI Concilior. Collectio Tom. XII. col. 234. RAYNALDI Continuat. Annalium BARONII Tom. XVII. Anno 1416.]

DE vultu ejus hoc judicium prodeat, qui sedet in Throno, & ex ejus ore procedit gladius bis acutus, cujus statera iusta est, & æqua sunt pondera, qui venturus est judicare vivos & mortuos, Domini nostri Jesu Christi. Amen. *Iustus est Dominus, & iustitiam dilexit, æquitatem vidit vultus ejus. Vultus quidem Domini super facientes mala, ut perdat de terra memoriam eorum. Pœneat, inquit Sanctus Propheta, memoriam illius, qui non est recordatus facere misericordiam, & qui persequens est hominem iniquum & medicum: quanto magis pœneat illius, qui omnes homines & Ecclesiam Universalem persecutus est & perturbavit, Petri de Luna, Benedicti decimi tertii a nonnullis nuncupati, memoria? Qui quantum in Ecclesiam Dei & universum Populum Christianum peccaverit, Schisma & divisionem Ecclesiæ fovens, nutriendi atque continuans: quantis, quamque frequentibus, devotis & humilibus Regum, Principum & Prælatorum precibus, exhortationibus & requisitionibus, caritative, iuxta Doctrinam Evangelicam, admonitus fuerit, ut Pacem daret Ecclesiæ, & illius sanaret vulnera, ac ejus partes divisas in unam compagem & corpus unum reficeret, quemadmodum ipse juraverat, & diu fuit in sua potestate;*

TOM. II. PART. II.

quos tamen caritative corripientes nullatenus voluit exaudire: quot sint postmodum testes addidit, quibus etiam minime exauditis, necesse fuit secundum prædictam Christi Evangelicam Doctrinam dicere Ecclesiæ: quam quia etiam non audivit, habendus sit tamquam Ethnicus & publicanus: Capitula in causa inquisitionis Fidei & Schismatis coram præfata Sancta Synodo generali super præmissis & aliis contra eum edita, ac eorum veritas & notorietas, declarant manifeste. Super quibus rite ac Canonice processu, & omnibus rite actis & diligenter inspectis, habitaque super illis deliberatione matura, eadem Sancta Synodus generalis, Universalis Ecclesiam representans, in dicta inquisitionis causa pro Tribunali sedens, pronuntiat, decernit & declarat per hanc definitivam Sententiam in his Scriptis, eundem Petrum de Luna, Benedictum decimum tertium (ut præmittitur) nuncupatum, fuisse et esse perjurum, Universalis Ecclesiæ scandalizatorem, fautorem & nutritorem inveterati Schismatis & inveteratæ scissuræ & divisionis Ecclesiæ Sanctæ Dei, Pacis & Unionis quædam Ecclesiæ impeditorem & turbatorem, Schismaticum & Hereticum ac a fide devium, & Articuli Fidei, *nam Sanctam Catholicam Ecclesiam*, violatorem pertinacem, cum scandalo Ecclesiæ Dei incorrigibilem, notorium & manifestum, ac omni titulo, gradu, honore & dignitate se reddidisse indignum, a Deo ejectum & præcsum, & omni jure eidem in Papatu, & Romano Pontifici, ac Romanæ Ecclesiæ quomodolibet competente, ipso jure privatum, & ab Ecclesiâ Catholica tanquam membrum aridum præcsum. Ipsumque Petrum, quatenus de facto Papatum secundum se tenet eadem Sancta Synodus Papatu & Summo Ecclesiæ Romanæ Pontificio, omnique titulo, gradu, honore, dignitate, Beneficiis & Officiis quibuscumque ad omnem cautelam privat, deponit & abicit, eidemque inhibet, ne deinceps pro Papa aut Romano & Summo Pontifice se gerat. Omnesque Christianos ab ejus obedientia & omni debito obedientia ipsius atque Juramentis & Obligationibus eidem quomodolibet præstitis absolvit, & absolutos esse declarat, ac omnibus & singulis Christi fidelibus inhibet sub pena fautoris Schismatis & Hæresis atque privationis omnium Beneficiorum, Dignitatum & Honorum Ecclesiasticorum & mundanorum, & aliis penis juris, etiam si Episcopalis & Patriarchalis, Cardinalatus, Regalis sit Dignitatis, aut Imperialis; quibus, si contra hanc inhibitionem fecerint, sint auctoritate hujus Decreti ac Sententiæ ipso facto privati, & alias juris incurrant penas, ne eidem Petro de Luna Schismatico & Heretico incorrigibili, notorio declarato & depositio, tanquam Papæ obediunt, parent, vel intendunt, aut eum quovis modo contra præmissa susceperint, vel receperint, sibi que præstent auxilium, consilium vel favorem. Declarat insuper & decernit omnes & singulas inhibitiones, omnesque Processus & Sententiæ, Constitutiones & Censuras, & alia quæcumque, per ipsum factos, factas & facta, quæ possent præmissis obviare, irritos, irritas, irrita, atque irritat, revocat & annullat: ceterisque penis, quas in præmissis casibus Jura statuunt, semper salvis.

LVII.

Concilii Constantiensis DECRETUM, quoddam 28. Juill. *basiliatores REGIS ARAGONUM nec debeant nec possint amplius uti in hac Sacra Synodo Vocibus Prælatorum & aliorum absentium Ecclesiasticorum un totius Hispaniæ, licet antea eis dem concessæ fuerint, sed singule Ambassate Regum Castellæ, Aragoniæ, Portugalliæ & Navarræ distas Voces habeant & representent, scilicet in & pro Regnis & Dominiis propriis Hispaniis.* [Collect. Concilior. Reg. Tom. XXIX. pag. 575. VONDER HARDT, magnum Oecumenicum Constantiensis Concilium Tom. IV. pag. 1356. (ainsi numérotée par erreur, au lieu de 1386.) avec des différences assez grandes. PHILIPPI LABBEI Collect. Concilior. Tom. XII. col. 237.]

Sacro-sancta generalis Synodus Constantiensis.

U M nuper in Capitulis Narbonæ concordatis inter cetera cautum fuerit, quod non ordinantur, statuerentur, vel fierent aliqua directe vel indirecte concernentia aut tangentia Dominos Reges, Principes, Prælatos, & alios de obedientia Petri de Luna, olim

M

De-

ANNO
1417.

Benedicti decimi tertii nuncupati, vel aliquem ipsorum; & post per hanc Synodum concessum fuerit Ambasiatoribus & Oratoribus Carissimae Ecclesiae Filii Regis Aragonum praesentibus tunc & aliis venturis, etiam per modum Conventionis & Pacti, quod dicti Oratores in Natione Hispanica, hoc durante Concilio, haberent vocem tantae virtutis & auctoritatis, quante essent vocem omnium Praelatorum & Ecclesiasticarum Personarum, Regnorum & Terrarum dicti Regis, quae possident citra & ultra mare, quae ad generale Concilium sunt affectae vocari; cum protestatione tamen hinc inde facta, quod praemissa intelligerentur concessa sine praedictorum Capitulorum, prout in Decreto desuper confecto latius continetur. Verum cum Ambasiatores Carissimae Ecclesiae Filii Regis Portugalliae illustris publice Concessionem huiusmodi se opposuerint, & cum de huiusmodi Concessionem traheretur, & timeretur, quod advenientibus Ambasiatoribus Carissimae Ecclesiae Filii Regis Castellae illustris, ipsi verisimiliter de huiusmodi Concessionem sine Decreto turbarentur & conquererentur, prout iam super hoc gravem exposuere querelam, asserentes huiusmodi Concessionis observantiam in eorum tendere laesionem, ac sui honoris non modicum praedictum, & fore contra Capitula praedicta concordata: pendenteque huiusmodi Tractatu, praefati Ambasiatores Regis Aragonum saepius in effectum dixerunt & asseruerunt, quod dictos Ambasiatores Regis Castellae redderent contentos, & cum eisdem super hoc bene concordarent, & contra eorum voluntates dictis vocibus uti nolent: propter hoc & rationabiles alias causas, attento etiam quod ex hac quaestione agenda in hac Synodo differri & impediri possent, prout haec nonnulla, bonum Unionis Ecclesiarum concernentia, retardata & dilata fuerunt: eademque Sancta Synodus volens * omnibus & per omnia eisdem Capitulis inherere, & unumquemque in sua iustitia conservare, pro bono Pacis & Concordiae Partium praedictarum ac Nationis Hispanicae & supplicum ejusdem, ex certa scientia decernit & declarat, quod Ambasiatores Regis Aragonum praedictis vocibus Praelatorum & aliorum absentium, qui ad Concilium consueverunt evocari, quae eisdem concessae fuerint, extra Hispaniam (ut praefertur) ut nullo modo possint, nec debeant in Natione Hispanica supra dicta, sed quod singula Ambasiata Regum Castellae, Aragoniae, Portugalliae & Navarrae, habeant & representent in Natione praedicta voces omnium Praelatorum & aliorum absentium, qui consueverunt ad Concilium evocari, solum, & Regnorum duntaxat, & Dominiorum suorum quae habent in Hispanica Natione.

Quo lecto Decreto, Sperans-in-Deo, unus de Ambasiatoribus Regis Aragonum, in medio surgens, dictumque Decretum in Nationibus non fuisse positum allegans, de nullitate ipsius Decreti fuit protestatus: & ex post Nationum quatuor Praesidentes expresse dixerunt & reitulerunt, huiusmodi Decretum in Nationibus fore lectum, & ipsis Nationibus placuisse ut legeretur. Et tunc Reverendissimus Pater Dominus Joannes Episcopus Officium huiusmodi Sessionis Praesidens, nomine totius Synodi super omnibus praemissis, placet, respondit.

LVIII.

28. Juill. Concilii Constantiensis DECRETUM, quo Processus contra Ambasiatores HENRICI Infantis Aragoniae omnesque vel Excommunicationis vel Suspensionis Sententiae cassantur. Dat. 28. Julii in Sessione XXXVIII. Concilii in Ecclesia majori Constantiensis 1417. [Collect. Concil. Reg. Tom. XXIX. pag. 577. VON DER HARDT, magnum Oecumenicum Constantiensis Concilium Tom. IV. pag. 1382. PHILIPPI LABBEI Concilior. Collectio Tom. XII. col. 236.]

SACROSANCTA generalis Synodus Constantiensis in Spiritu Sancto legitime congregata, ex certis & iustissimis causis eandem Sanctam Synodum moventibus, nuper omnes processus tam super proprietate, quam possessione, privationes etiam Beneficiorum quae possidebant, & collationes alias de eisdem factas, aut Excommunicationis, vel Suspensionis, vel quascumque alias Sententias, in seu contra Venerabiles Fratres & Dilectos Ecclesiae Filios Ambasiatores & Procuratores carissimae Ecclesiae Filii Joannis Regis Castellae, consanguineos & familiares eorum, a die primo men-

sis Aprilis Anni Domini millesimi quadringentesimi decimi sexti citra factas aut promulgatas, irritavit, & cassavit, irritaque & cassa denuntiavit: Statuitque & decrevit Ambasiatores praedictos, consanguineos, vel familiares ipsorum, perinde ac statum, pristinum reducendos, ac si privationes, collationes, processus & aliae Sententiae praedictae latae aut promulgatae minime fuissent, etiam si super processibus, provisionibus, ac collationibus & Sententiis praedictis aliqua Bullae, sive Litterae appareant sub anteriori data, quae tamen ante diem praedictam non fuerant in partibus praesentatae, & plenariae executioni demandatae. Volens itaque eadem Sancta Synodus ex similibus causis mota, Dilectos Ecclesiae Filios Vitalem de * Scoto Commendatorem de Caranaqua, & Fratrem Joannem de Sancto Jacobo Ordinis Fratrum Minorum, in Theologia Magistrum, & Bartholomaeum Vergara Militem Ordinis Sancti Jacobi de Spata, ac Joannem Alphonsi Baccalaureum in Decretis, Ambasiatores & Procuratores Dilectae Ecclesiae Filii illustris Henrici Infantis Aragoniae, Siciliae, & ac dicti Ordinis Sancti Jacobi de Spata Magistrum, simili favore protegi, ac eadem, quoad praemissa, prerogativa, gaudere, Statutum & Decretum, Irritationes & Cassationes praedictas ad praefatos Ambasiatores praedictorum Infantis Henrici & Magistrum, & ad Consanguineos & Familiares ipsorum decernit perinde extendi, ac si in supra dicto Decreto aut Statuto fuissent una cum praedictis Ambasiatoribus Regis Castellae ac specialiter deputati.

LIX.

Traité de Trêves & de Commerce entre HENRY V. 17. Août. Roi d'Angleterre & JEAN Duc de Bourgogne, conclu à Amiens le 17. Août 1417. [RYMER, Foedera, Conventiones &c. Tom. IX. pag. 483.]

JEHAN, Duc de Bourgogne, Conte de Flandres, d'Artois, & de Bourgogne; Seigneur de Salins, & de Malines, a tous ceulx, qui ces presentes Lestres verront, Salut.

Comme, en oultre & par dessus, plusieurs Points & Articles, de piece, des licence, povoir, & auctorite, a nous sur ce donnez, de mon Seigneur le Roy, accordez, par nos Commis avec les Commis de la partie d'Angleterre, pour la Marchandise avoir cours seurement, par maniere de provision, entre le Roialme d'Angleterre, la Ville de Calais, & les autres Pays, Terres, & Lieux, tenuz & occupez par les Engles, & nos Conte & Pays de Flandres, les Pelerins d'un partie & d'autre passer & faire leurs Pelerinages, les Clercs du dit Roialme d'Angleterre, les Pecheurs de Romme, & les Pecheurs generallyment aler a Court sur Mer, par certaine espace de temps, de puis par plusieurs fois, selon l'exigence du temps, prorogue, & darrenement jusques a un le quinziesme Jour du Mois de Juin darrenement passe, suppose & non obstant que la Guerre fust ou seroit ouverte entre mon dit Seigneur le Roy & son Roialme & la dicte partie d'Angleterre.

Aucuns autres Points, pour la dicte Marchandise estre exercee plus seurement, & éviter plusieurs inconveniens, griefs, perils, & dommages, qui autrement eussent peu ensuivre aus diz Marchans, Pelerins, Clercs, & Pecheurs, tant en Corps, comme en biens, aient aussi, le dit temps pendant, este accordez, de nos seu & volente, avecques les dis Ambasiateurs de la partie d'Angleterre, en la maniere qui s'ensient.

Premiers, que, par ceulx de la partie d'Angleterre sur la partie de Flandres, ne par ceulx de Flandres sur la partie d'Angleterre, ne sera fait aucune violence, desaise, ou dommage aux Marchans, Mailtres de Neifs, Maronniers, Pelerins, Clercs, Pecheurs, d'un coste & d'autre, ne a leurs Fauteurs, Familiers, ou Serveurs, ne a leurs biens ou Vasseaux en quelconque lieu qu'ilz les treuvent sur Mer, ne de quelque partie qu'ilz viennent.

Item, se, par Eumeurs ou autres Gens labourans sur la Guerre, aucuns biens des Marchans d'Angleterre ou de Flandres estoient prins sur Mer, & amenez en aucuns des Ports ou Havres de l'une partie ou de l'autre, que iceulx biens ne porront illeceques estre venduz ne alienez sur Terre, ne mis a Terre: & s'ils estoient ainsi venduz, alienz sur Terre, ou mis a Terre, que Restitution sera fait des ditz biens ou de leur valeur des Marchans, de qui on les auroit prins; & au-

ANNO
1417.

* Soto.

* Gasim.

* F. in omnibus.

ANNO 1417.

ANNO 1417.

auront les Officiers des Lieux Mandement exprès, par Lettres Patentes, tel qu'il appartiendra, de faire faire la dicte restitution, toutes les fois que le cas escherra, sur peine de le recouvrer par eulx, se les diz biens estoient ainsi vendus, ou alienz sur Terre, ou mis a Terre, de leur sceu ou souffrance: Et, avec ce, sera faicte desdente es Ports & Havres, d'un coist & d'autre, sur certaines & grosses paines, que aucun (de quelque Nation qu'il soit) ne achate a Terre, ne pour mettre a Terre aucuns des diz biens.

Item, que es Vitalles, Marchandises, & autres biens, venans des parties del Oist vers le Royaulme d'Engleterre, ou a Calais, ou devers Flandres, par quelconques Personnes, non ennemis a l'une Partie ou a l'autre, & en quelconques Vasseaux ilz soient menz, ne sera par ceulx de l'une Partie ne de l'autre mis empeschement ne deslourber en quelconque maniere.

Item, se aucuns Vasseaux de Marchans, de la partie d'Engleterre ou de Flandres, non ordonnez pour Guerre, chargez ou non chargez, estoient, par fortune de temps, par force d'Ennemis, ou autrement, chaciez, ceulx de l'une Partie en aucuns des Ports ou Havres de l'autre Partie, que les diz Vasseaux, avec les Marchans & Maronniers estans en iceulx, y seront receuz seurement, & s'en pourront partir franchement, a tout leurs biens & Marchandises, sans conredit ne deslourber; pourveu qu'ilz ne mettent a Terre, ne en aucuns Vasseaux, leurs diz biens & Marchandises, sans congie & licence des Officiers du Prince du Pays, ou d'autres ains pouoir a ce.

Item; que, de la partie d'Engleterre, sera designe chemin grande & large, entre Calais & Gravelinghes, pour les Marchans d'une coiste & d'autre, & autres compris en ceste seurte, y aler; passer, & retourner seurement: & nous, pour la partie de Flandres, ferons avoir & designer, pour les Marchans & autres Personnes de la partie d'Engleterre dessus exprimez, chemin grand & large assez pour aler, passer, & retourner seurement par les Dunes de Flandres, sans y estre arrestez ne empiechez; par ainsi qu'ilz ne maintient aveques eulx aucuns leurs Chienés, ne fassent aucun dommage ou prinse des Conins es dites Dunes.

Item, ou cas que aucuns Marchans, Maistres de Neifs, ou Maronniers, de la partie d'Engleterre ou de Flandres, estans es Ports ou Havres de l'une Partie ou de l'autre, se traissent a aucune Neif, venant de la haulte Mer, pour parler a ceulx de la dicte Neif, avant que l'Officier du Prince, a qui il appartient, y eust parle; que pour ce ilz n'encuerrent en aucune fourraiture ou Amende.

Item, que les Marchans d'Engleterre & de Flandres, leurs Facteurs, Familiers, Maistres de Neifs, ne aucun d'eulx, pour nul trespas ou depredation, qui ait este fait, par l'une Partie a l'autre, sur Mer, ne sur Terre, paravant le temps de ce present Accord, seront ceulx de l'une partie ou Pays de l'autre grevez ne desfaictz en corps ne en biens, ne pour ce eulx, ne leurs Neifs, ou biens arrestez ne traiz a Loi par aucunes Personnes de l'une Partie ne de l'autre, ne autres quelconques, par voie de marque ne autrement.

Item, que les Villes de Calais & Gravelinghes seront mises, tenues, & gardees en telle Gouvernance, & si loyal & ferme seurte, que les Marchans, leurs Facteurs, Familiers, Maistres de Neifs, Pelerins, & autres Personnes, comprises en ceste seurte, d'un coist & d'autre, y seront & pourront estre amiablement & seurement receuz en alant, demourant, & retournant en leurs besoignes.

Item, que par les Gens des Garnisons, de Calais, & des autres Fortereffes, tenues & occupees de la partie d'Engleterre, es Marches de Picardie, ne autres Gens de la partie d'Engleterre, en ilant des dites Fortereffes, ou des Terres, tenues & occupees des Englois, es dites Marches de Picardie, ne seront faictes courses, ne autre fait de Guerre, sur le Pays de Flandres: & pareillement, ne seront faictes courses, ou autre fait de Guerre, par aucuns de nostre dit Pays de Flandres, ne des Garnisons de Gravelinghes, ou autres Fortereffes de Flandres, ne aussi des Garnisons des autres Fortereffes tenues de la partie de France es dites Marches de Picardie, en ilant de Gravelinghes ou autres Lieux de Flandres, sur les dites Fortereffes & Terres, tenues & occupees de la dicte partie d'Engleterre en Picardie.

Item, que les Maistres de Neifs & Maronniers de la partie d'Engleterre, a leur venue es Ports & Havres de nostre dit Pays de Flandres, pourront faire lici-

tement lier leurs Neifs, es dis Ports & Havres; par la maniere que seront Francois, Hollandois, Zellaudois, & Escchois, sans encourir pour ce en aucune fourraiture ou Amende: &, semblablement, pourront faire les Maistres de Neifs & Maronniers de Flandres es Ports & Havres de la partie d'Engleterre.

Item, que les Marchans, Maistres de Neifs, & Maronniers de nostre dit Pays de Flandres, ou demourans en Flandres, ne amenront, par fraude, ne couleur quelconque, aucuns biens ou Marchandises des ennemis des Englois par Mer; &, en cas qu'ilz en soient demandez, par aucuns Escumeurs, ou autres Gens de la partie d'Engleterre, eulx en seront justs & plaine confession; & que pareillement les Marchans, Maistres de Neifs, & Maronniers de la partie d'Engleterre n'amenront, par fraude, ou couleur quelconque, aucuns biens ou Marchandises de Estrangers, ennemis des Flamens: & s'ilz en estoient demandez, par aucuns de Flandres, qu'ilz en seront justs confession comme dit est.

Item, que les quatre Membres de Flandres, par nostre Ordonnance, se obligeront, par Lettres sceelles de leurs Seaulx, de tenir loyablement & inviolablement tous les Poinz de ce present Traite, & chascun d'iceulx, qui tant par mon dit Seigneur le Roy, nostre & leur Seigneur Souverain, comme par nous seroit accordez, & dont mon dit Seigneur le Roy bailleroit ses Lettres, & nous les nôtres, sans enfreindre, ne aler, ou faire a l'encontre.

Item, que toutes les choses & chascune d'icelles, accordees par ce present Traite, seront gardees & observees, pour la partie d'Engleterre, ou Royaulme d'Engleterre, a Calais, & en toutes les autres Villes, Seignouries, Lieux appartenans & obeissans au Roy d'Engleterre; & pour la partie de Flandres, en noz dis Conte & Pays de Flandres, & es autres Villes, Seignouries, & Lieux, appartenans & obeissans a nous, entre Flandres & Couloigne sur le Rin; & y pourront seurement les Marchans, & autres Personnes, compris en ce Traite, aler, convertir, estre, demourer & marchander, par la maniere susdicte, sans empeschement quelconque.

Item, que, pendant le dit Accord, l'en procedera oit fait principal du Traite, autrefois encommencie; sur le cours de la Marchandise entre Engleterre & Flandres, & sur le fait de la repARATION de EXEC, Prinsez, & dommages, qui par cy devant ont este fais de l'une Partie sur l'autre, dont l'en a autrefois tenu parlement & Traite; & sur ce l'en prendra jour d'estre ensemble en tel lieu que l'en sera d'accord.

Item, s'il advenoit (que Dieu ne veuille) que, par aucuns de l'un coist ou de l'autre, aucune chose feult faicte ou attemptee contre l'estat de cest present Accord & seurte, en quelconque lieu, ou par quelconque voye, ja pour tant cest Accord ne sera tenu ne entendu enfreint, ne pour ce Guerre, arrest, ne deslourber d'aucuns des Personnes, touchees en cest Traite, ne sera fait ne meü; mais sera le fait repaire par les Seigneurs de l'une & l'autre partie, & mis en son premier estat & den,

Et il soit ainsi que, pour l'entretenement & continuation de la dicte Marchandise, la quelle se fait au prouffit commun de la chose publique, les dis Poinz & Articles & aussi les autres Articles, accordees du cours de la Marchandise, a l'Assemblée que les Commis; a ce deputez & envoiez de par nous en Engleterre, ont faite nagaires, de nostre Commandement, avec les Ambassadeurs de la partie d'Engleterre, aient par Traite en entre eulx de rescief este accordez & proroguez de la feste de Pasques prochainement venant, & d'icellui jour de Pasques jusques au jour de Pasques l'an revolu incluz, prochain apres ensievant, que sera l'An de grace Mil, quaterrens, & dix neufs; suppose & non obstant que la dicte Guerre soit ou fust overte entre mon dit Seigneur le Roy & son Royaulme & la dicte partie d'Engleterre comme dit est;

Pourveu; toutesvoies; que tant que la Guerre sera; ou que reprisailes ou marques dureront, entre le Roy d'Engleterre & la Cite de Jennes, ou la Seignourie d'icelle Cite, aucun de Flandres, ou de quelque

Pays qu'il soit, ne porra les biens ou Marchandises, durans ces presentes seurtes ou Treves, mettre es Caragues, Galees, ou Neifs des Genevois; &, s'aunc le feilt, ce seront a son peril:

Et, se d'aventure aucuns biens ou Marchandises, es chargees Caragues, Galees, ou Neifs des Genevois, estoient prins ou arrestez par le dit Roy d'Engleterre;

ANNO
1417.

ou ses Subges, en quelconques Lieux que ce fust (hors toutesvoies les Ports & le Pays de Flandres) que iceux biens & Marchandises, par la vigueur de ces presentes, Seurtez, Trièves, ou Provisions, ne porront ou devont estre redressez ou restitués;

Pourveu aussi que, durant les dictes Seurtez ou Trièves, les biens des Engles ne doivient pas estre prins ou arrestez en Flandres; ne les biens des Flamens en Engleterre, se ce n'est pour nouvelle dette ou delit, fait ou perpetre illecques, de puis le

Moys de Juillet darrenement passé, que ces presentes Seurtez & Trièves furent accordees, si comme ces choses par noz dis Commis nous a este rapporte.

Savoir faisons que, veu les Points & Articles dessus exprimez, ainsi accordez, traitez, & proroguez, de noz iceu & volente, nous pour nous, le Conte & Pais Flandres, & pour toutes noz autres Terres, Villes, & Seignouries, que nous avons, appartenans & obeissans a nous, entre noz dis Conte & Pays de Flandres & Couloigne sur le Rin, & pour tous noz Subges d'iceux Conte, Pays, Villes, & Seignouries, avons loe, gree, approuve, & conferme, loons, greons, approavons, & confermons, & les promettons par la foy de notre Corps & sur notre honneur a tenir, & faire tenir, fermement & loyamment, sans enfreindre par la teneur de ces presentes.

Si donnons en mandement a tous Capitains & Gouverneurs, Bailliez, Chastellains, Prevosts, Mayeurs, Sergens, Justiciers, Officiers, & Subges de notre dit Conte & Pays de Flandres, leurs Lieutenants, & a chacun d'eulx, que les Points & Articles, dessus exprimez, & chacun Point a par lui, tiengnent & gardent, facent tenir & garder, & en laissent les diz Marchans, leurs Facteurs & Familiers, Maistres de Niefs & Maronniers, Pelerins, Clercs, Peseurs & autres, denommez es dictes Lettres, & chacun d'eulx, d'un coste & d'autre, paisiblement & plainement joir & user, sans empeschement, ne faire, ou aler, ne souffrir estre fait, en a l'encontre en aucune maniere, le dit temps durant,

Et ces presentes, & tout le contenu en icelles, noz dis Officiers, qu'il apparendra, publient, ou facent publier, en toutes les Villes, Ports, Havres, & autres Lieux de notre dit Pays de Flandres, ou l'en a accoustume a faire Crix & Publications, ou mestier sera, & d'ont ilz seront requis; A fin que aucun n'y puisse pretendre ignorance.

Et les Transgressours, s'aucuns faissent ou alaissent a l'encontre, en aucuns des Points dessus declairez, punissent vigoureusement, en corps & en biens, selon la qualite du meffait, si que ce soit exemple a autres d'eulx en garder.

Et, avec ce, facent restitution des dommages a ceulx, & par la maniere qu'il apparendra, sans deport ou delay, ne sur ce attendre autre Mandement de nous.

En tesmoignance de ce nous avons fait mettre a ces presentes notre Seel de Secre en l'absence de notre grand Seel.

Donne Ammiens le dix septisme Jour d'Aoust, l'An de grace mille, quatre cens, & dix sept.

Par Monsieur le Duc.

SEGUINAT.

Sigillo avulso.

LX.

24. Oct. *Forma Tractatus Pacis inter HENRICUM V. Regem Anglie & CAROLUM VI. Regem Francie facienda. Dat. apud Villam de Monte die 24. Octobris Anno 1417.* [RYMER, *Fœdera, Conventiones, &c.* Tom. IX. pag. 517.]

IN PRIMIS, vicefimo octavo die mensis Novembris, Anno supradicto, Conventibus in quadam Camera principalis Maritimi Villæ de Berneville

Reverendo in Christo Patre, Reginaldo Ramensi Archiepiscopo, Magistro Johanne de Valy, in Curia Parliamenti Parisius Præsident, Magistro Johan. Tudenti, Decano Ecclesiæ Parisien. Magistris, Roberto de Tulerys, & Goutero Coll, pro parte præfati Adversarii.

Ac Domino Waltero Hungerforde Senescallo,

ANNO
1417.

Thoma Chauciers, Magistris, Philippo Morgan, & Johanne Kempe, pro parte præfati Domini nostri Regis.

Ac collocatis ipsis omnibus in Sedilibus illic dispositis, confestim ac absque temporis intervallo, præfatus Archiepiscopus, illo sibi non imposito, suorum primordium & initium fermonem in se assumpsit, sub eo qui sequitur modo.

DOMINE SENESCALE, ET VOS HONORABILES DOMINI.

Est ita quod, post adventum Excellentissimi Principis Domini vestri Regis Angliæ in Ducatum Normannie, scriptis Literas suas supremo Domino nostro; quibus exposuit adventum suum in Normanniam, & alia prout sibi placuit:

Post quas supremus Dominus noster fuit, & converso, Literas transmissit Domino vestro Regi; quibus, tamquam devotus & Christianus Princeps, Christiano sanguine præcompitiens, non verebatur nec erubuit, ad Christiani sanguinis effusionem evitandam, exponere Domino vestro quod hæctenus, omni tempore, totis viribus, desideraverat, & tunc in desideris habebat, Pacem & tranquillitatem, non solum Franciæ & Angliæ Regnorum, sed & generaliter totius Christianitatis, & quod pro bono Pacis hujusmodi intendere & intendi facere, ac ob id suos Ambassiatores transmittere ad aliquem locum congruum, sic quod per eum non staret quo minus Pax foret inter præfata Regna, & effusio Christiani sanguinis vitaretur.

Post quas Literas Dominus vester Rex misit supremo Domino nostro alias suas Literas; quibus assensit se similiter affectare, & omni tempore affectasse, Tranquillitatem & universalem bonum, non solum Franciæ & Angliæ Regnorum, sed & in tota Christianitate, & quod ad illum finem mitteret libenter suos Ambassiatores ad aliquem locum aptum, plenè suffultos Potestate; & cum istis Literis, misit etiam suas Literas Salvi conductus Personis, ad Ambassiatum hujusmodi nominatis per Supremum Dominum nostrum:

Ac, e converso, post misit Dominus noster supremus suas Salvi Conductus Literas Personis, pro Ambassiatu hujusmodi nominatis per Dominum vestrum Regem.

Nostis (Domine Senescalle & vos honorabiles Domini) quod, per Annos & tempora, super negotio Pacis & Tranquillitatis Regum & Regnorum Franciæ & Angliæ, & pro effusione Christiani sanguinis evitanda, varii & diversi Tractatus & Prolocutiones in diversis Locis, tam in Francia, quam in Anglia, habiti sunt, tam per Mediationes Regis Romanorum & aliorum Principum, quam aliorum Nobilium unius partis & alterius Ambassiatorum;

Ex quibus tamen speratus non sequebatur effectus, neque fructus, quinimodo effectus ille semper dilatus erat & impeditus:

Et aliquotiens, cum conventum & concordatum fuerat de loco & tempore Tractatum hujusmodi habendorum, nichilominus, ante tempus adveniens, aliqua occasione loci, aliquando ratione temporis, & alias, Tractatus nimirum extiterunt dilati, prout contingit pridem; videlicet,

Cum conventum fuit, inter præfatos duos Reges, de Tractatu Pacis hujusmodi, apud Harfieu, ad certum tempus, quod præfixum erat, habendo: ante quod tempus adveniens Dominus vester Rex, mutato consilio, misit partem suam exculando, ex causis ipsum moventibus ab illis loco & tempore; desiderans Tractatum hujusmodi ad alium Locum transferri, seu prorogari debere, prout exitit factum.

Hac etiam vice, post adventum Domini vestri Regis in Normanniam, postquam concordatum extitit, ut præmittitur, de tractando, & recepimus Literas Domini vestri Regis de Salvo Conductu, missimus etiam & converso vobis Domini, per Heraldos nostros, Literas Domini nostri suppremi de Salvo Conductu, & venimus ad Villam de Honoufieu, jam stitimus, omni die parati ad tractandum, expectando vestrum adventum per sex septimanas.

Et, quantum ad Heraldos nostros, qui Literas hujusmodi de Salvo Conductu vobis apportarunt, nostis (& est res de qua habemus vobis loqui) quod sunt ipsi per Dominum vestrum Regem detenti & arrestati; de qua summè miramur, nec videtur aliquo modo debuisset fieri,

Inprimis, quia est contra vetustam & honestam consuetudinem Armorum: Secundò, quia est contra vim & effectum Salvi Conductus Domini vestri Regis,

in

ANNO
1417.

in quo concessit nobis certum numerum Servitorum, de quo sunt ipsi comprehensi: Tertio, quia, si respirantur Cronice & veteres Tractatum Paginæ, non reperitur quod, istis centum Annis, aliquis Heraldus, veniens pro solemnibus Ambasiata habenda inter duo Regna, præstetur pro bono Pacis, sic aëstus extiterit: Quarto, quia contra bonum & utilitatem hujusmodi Negotii Pacis pro quo venimus, in quo eorum Heraldorum opera potissimè indigemus; si forte, aliqua de causâ necessariâ, oportebit Nuncium aliquem mittere;

Quapropter vobis supplicamus quatinus dignemini scribere Domino vestro Regi pro liberatione ipsorum Heraldorum nostrorum.

Et, quia, *Domini mei*, vos & nos jam, gratias Deo, hic invicem venimus ad tractandum super negotio prædictæ Pacis, parati sumus & erimus ad intendendum vobiscum super hujusmodi Tractatu; dummodo de bono, salvo, & securo Conductu, in ea parte necessario, faciat nobis provideri, sicut & nos, e converso, vestris Reverentis providebimus; quoniam, ut nōstis, jam die crastino expirabit & vestra & nostra Litera Salvi Conductus; & pro tanto videtur in primis ante omnia circa hoc providendum, ut, eâ provisione factâ, securè possimus ad alia transire.

Quibus, per præfatum Remensem Archiepiscopum sic dictis, & per præfatum Magistrum Philippum Morgan, vice suâ & nostrâ Collegiarum suorum recitatis, respondebatur eisdem in hunc modum; viz.

In primis, quod verum erat, prout idem Remensis explicaverat, speratum effectum & fructum nonnullorum Tractatum, habitorum super Negotio Pacis & Tranquillitatis Angliæ & Francia Regnorum, non fuisse hæcenus secutum, sed impeditum & dilatum:

Ac, secundo, quod aliquoties, cum de Tractatibus hujusmodi, ad certa locum & tempus habendis, concordatum extitit, Tractatus ipsi, per mutationem seu variationem loci & temporis, fuerunt dilati; quorum neutrum per partem Serenissimi Domini nostri unquam fletit: In quo posuimus nos ad recordum omnium & singulorum Principum & Personarum indifferendum, qui Tractatum hujusmodi aut Conventionum consensu fuerunt, & Scripturam de eisdem remanentium:

Ac, insuper, quod verum erat & est quod, postquam convenitum erat, inter Partes prædictas, de Tractatu, ad certum & limitatum diem, super præmissis Negotio Pacis, & ipsam concernentibus, apud Harefliu, seu in Angliâ, habendo, Tractatus ipse differebatur; & nullatenus per Serenissimum Dominum nostrum, sed per partem eorum adversam, qui, ante diem adventum, suas Literas miserunt Serenissimo Domino nostro, se, certis de causis, ut asseruerunt, eos moventibus, ab utroque Locorum eorumdem excusando:

Et non solum tunc, sed apud Banvois, ipso Reverendo Patre Remensi Archiepiscopo presente, ac ipso Magistro Philippo Morgan, cum effectualiter praticari debuissent ea, quæ, in negotio ipso Pacis, laboribus & instantiis Regis Romanorum, appunctuata fuerunt, & per Dominum eorum Adversarium de Francia approbata & ratificata, noluit sed renuit Pars eorum implere quod ante promiserat, cum tamen esset Serenissimus Dominus noster ad ea omnia, pro parte sua, implendo paratus.

Et quod, quantum ad dilationem Tractatus ipsius, pro quo jam ventur, non est quod parti Serenissimæ Domini nostri aut suis Ambasiatoribus poterit imputari;

In primis, quia, post transmissas Literas, ipsius Serenissimi Domini nostri, de Salvo Conductu dictis Ambasiatoribus Adversarii, steterit Dominus Comes Warwic, & alii Ambasiatores Domini nostri apud Cadomum, per nonnullos dies expectando ibidem Salvum Conductum dicti Adversarii:

Et, rursum, de adventu Ambasiatorum suorum (videlicet) donec ipsi Ambasiatores Adversarii de eorum non adventu excusationes miserunt; asserentes se propter potentiam & per horrescentiam Ducis Burgundiz, in eorum itinere existentis, tunc ad Locum Tractatus venire non posse: ac quod, insuper, post eorum adventum ad Honoufieu, miserunt aliis, & nobis Ambasiatoribus Domini nostri in primis, Literas Salvi Conductus minus sufficientes, sub quarum fiducia non videbatur tutum venire:

Ex quo, quancito habebamus Literas alias eorum de Salvo Conductu sufficientiores, cum omni celeritate properavimus venire; sic quod nichil dilationis

parti Domini nostri Regis poterit imputari, quinymmo parti eorum, si Tractatum, in hac parte habiturum, & dilationem, circa eosdem habiturum, Annalia revolvamus; quæ tamen nunc recitare magis reputamus laboriosum, quam utile.

Et quod, quantum ad materiam detentionis Heraldorum, nullam habemus instructionem; novimus tamen indubitanter Dominus noster eorum Heraldos, nec contra sui Salvi Conductus vigorem, nec Armorum honestam consuetudinem, ymmo non sine causâ rationabili & honesta detinere.

Et, quantum ad bonum, salvum, & securum Conductum, quod, qualitercumque ipsi nostræ securitati providendum duxerint, simili modo & nos eorum curaremus securitati providere; si Literas, sub Sigillo Domini eorum, de Salvo Conductu nobis disponent, nos, simili modo, eis disponentes sub Sigillo Serenissimi Domini nostri; si, vigore alicujus Commissionis, eis factæ, nobis provident, nos etiam, vigore Commissionis sufficientis, nobis factæ, eis provideremus.

Post quæ præfatus Remensis Archiepiscopus & converso respondit, quod nec utile reputabat, nec intentionis eorum erat, rememorari dilationem hujusmodi præteritarum inistere:

Et quod, quoad dilationem, de qua præstetur, factam apud Beauvois, nec per nos stetit, nec per ipsos, sed per Regem Romanorum; qui Copiam hujusmodi appunctuatorum noluit eorum suppremo Domino liberare:

Et quod, quoad securitatem nobis faciendam, quia Literas hujusmodi de Salvo Conductu, sub Sigillo Domini sui, protunc non habebant, sed asseruerunt se pro illis infra triduum apportandis misisse; idcirco exhibuerunt duplices eorum Commissionum Literas (scilicet) tam super principali negotio, quam etiam super Treugis capiendis & Salvis Conductibus concedendis; Quarum Tenores sequuntur & sunt tales,

CHARLES, par la grace de Dieu, *Roy de France*, a tous ceux, qui ces présentes Lettres verront, Salut.

Savoir faisons que,

Pour honneur & Reverence de Dieu; & pour escheir l'effusion de Sang Humain, & les autres maux & dommages, innumérables & irréparables; survenuz pour le fait & occasion des Guerres, qui le temps passé ont esté entre nos Predecessours Rois de France & nous, d'une part, & notre *Adversaire d'Angleterre*; d'autre part, & qui vraisemblablement sont en disposition, de jour en jour, d'avenir si Provision & remède convenable n'y estoient mis,

Desirans, de tout nostre cuer; venir a bonnie Paix & Concorde avecques notre dit *Adversaire d'Angleterre*, par quoy le Puple, qui Dieu nous a baillé & commis a gouvernir, puisse en nostre temps, & soubz nous, vivre en Paix & tranquillité,

Considerans que, ja soit ce que; les temps passez, plusieurs Messagers, d'une coste & d'autre, aient esté envoyez es Marches, pour parler des choses dessusdictes, & souvente foyez assemblez demour longement, & tenez plusieurs Journoez; neantmoins ne s'en est encorres ensuy si grant effect, comme besoignes seroit; pour le bien des deux Royaumes de France & d'Angleterre,

Pour quoy nous;

Desirans; pour les causes dessusdictes; nous mettre en tout devoir envers Dieu & le Monde,

Confiance a plain de fens, loiaultez, circonspections, prudences, & bonnes diligences de; nos Amez & Feaulx Conseillers, *Regnault Arcevesque de Reims* Per de France, *Maistre Johan Tudert*, *Johan de Vailly* President en nostre Court de Parlement, *Gillbert des Monstiers* Seigneur de la Fayette, & *Guillaume de Meanfion* Chevaliers, nos Chambellans, *Maistre Robert de Tuilliers*; & *Maistre Gontier Coll* notre premier Secretaire;

Yceulx ensemble; les six, cinq, quatre; ou trois d'iceulx avons ordonnées; commis, & deputez, ordonnons, commentons, & deputons, par la tenour de ces presentes, pour & en lieu de nous, d'eulx transporter & assembler en la presence de nostre dit *Adversaire*, ou avec ces Ambaxateurs; ordonnez, commis, & deputez par nostre dit Adversaire, & avecques quelzconques autres Personnes, de quelque estat qu'elles soient, a ce commises; pour & on nom de lui, pour le bien & acceleration des choses dessusdictes, & de leurs circonstances, connexes, adjacences, & dependences quelzconques,

ANNO
1417.

ANNO

1417.

Et avons donne, & donnons, par ces Presentes, a tous ensemble, aux fix, cinq, quatre, ou trois d'iceux plain Povoïr, Auctorite, & Mandement especial de expoier, depar nous, nôtre bonne entencion quant a ce,

De oïr toutes & quelxconques choses que leur seroient dites, touches, paries, ouvertes, ou annonces par nôtre dit Adversaire, ou ses Commis & Deputez, soit par Traite d'Alliance & d'affinite, ou autres voies,

Par les quelles, ou aucunes d'icelles, nous & nôtre dit Adversaire, nos Royaume & Subgiz, nos Amiez & Allies, purrions venir aux biens de Paix & tranquillite,

Et paraillement, de leur cost, ouvrir, depar nous, toutes voyes & manieres raisonnables, prouffitables, & houteables au bien des dessusdiz Roiaumes de France & d'Angleterre, par lesquelles l'en puisse eschever l'effusion de Sang Humain, & a l'aide de nôtre Createur, parvenir aux biens d'amour & de concorde,

Et aussi de requerrir, demander, traictier, & compoier, & respondre, transiger, paciscer, & finablement & plainement convenir, fermer, & accorder sur touz Debas, Contentions, Querelles, Questions, Guerres, Riotez, & Discordes, meuz & a mouvoir entre nous, & nos Royaume, Subgiz & Seigneuries, Amiz, Allies, Aidans, & Adherens quelxconques, deca & dela la Mer, d'une part, & nôtre dit Adversaire, ses Royaume, Subgiz, & Seigneuries, Amiz, Allies, Aidans, & Adherens quelxconques, deca & dela la Mer, d'autre part, ensemble tous leurs Articles, Circonstances, Incidences; Emergencez, Dependences, & Connexes,

Et, en oultre, avons donne, & donnons plain Povoïr, Auctorite, & Mandement especial a nos dis Ambaradeurs, aux fix, cinq, quatre, ou trois d'iceux, en tant que mestier on seroit, de traictier & accorder avec lez dis Commis & Deputez, de la partie de nôtre dit Adversaire, du temps & d'en lieu de la Convention & Assemblee de nous & de nôtre dit Adversaire; pour mieulx fermer & conclure la dit Paix final,

Et tout quantque sera ainsi requis, demande, traictie, compoie, respondu, transige, pacisce, promis, jure, convenu, ferme, & accorde par nos dessusdiz Ambaradeurs, les fix, cinq, quatre, ou trois d'iceux, pour nous & nôtre partie, avecques nôtre dit Adversaire, ou ses Commis & Deputez (ainsi a ce souffisant Povoïr, comme dit est) affermer & assenter par soy & Serement, sur les Seintes Evangiles de Dieu a jurer en l'ame de nous,

Et donner & otroier, sur ces choses, & leurs circonstances & dependences, routes manieres de Cautions & seurtés, Promesses, Obligations, & Lettres, en forme dene, foubz leurs Seaulx, on des fix, cinq, quatre, ou trois d'iceux,

Promettons avoir agreables, & les confetmer par les nôtres, se mestier est, & requis en sommes, & de les faire executer, expedier, & accomplir, & tous Articles, qui seront accordes, de Point en Point, pour nous & nôtre Partie; pour le bien de Paix, sans fraude & mal engin, si avant comme nous mesmes serions & faire pourrions, se en nôtre propte Personne y estoions present,

Et aussi de faire expedier tous autres Articles, qui aucunement purroient appartenir a la bonne perfection & accomplissement de diz Traitez & Accordes, de quelque nature qu'ils soient, suppose qu'ils requerrissent plus especial mandement,

Et ce promettions, en bonne foy, & en parole de Roy, sur la Caution & Obligation de tous nos biens, preiens & avenir, sans jamais faire, dire, ne proposer aucune chose au contraire par nous; ne par autre, en Jugement, ne dehors,

En Tesmoing de ce nous avons fait mettre nôtre Seal a ces presentes Lettres.

Donne a Paris le second Jour d'Octobre l'An de grace mille quatre cens dix sept; & le xxxviii. nôtre Reigne.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de France, a tous ceulx, qui ces presentz Lettres verront, Salut.

Savoir faisons que,

Pour honneur & Reverence de nôtre Seigneur & pour eschever l'effusion de Sang humain, & les autres maux & dommages innumerables & irreparables, qui par le fait & occasion des Guerres,

Qui le temps passe, ont este, en ce Roiaume, en-

tre, nos Predecessours, Roys de France & nous, d'une part, & nôtre Adversaire d'Angleterre & les Predecessours, Roys d'Angleterre, d'autre part,

Et qui vraysemblablement sont en disposition d'avenir, de jour en jour, se provision & remede convenable n'y estoient mis,

Desirans, de nôtre cuer, venir, a bon Amour, Paix, & Concord avec nôtre dit Adversaire d'Angleterre,

Par quoy le Puple, qui Dieu nous a baillie & comis a gouvernir, puisse, en nôtre temps, & foubz nous, vivre en Paix & Tranquillite.

Consiens a plain des sens, circospections, loiautes, & diligences de, nos Amiez & Faveulx, Reignauls Arcevesque de Reims Per de France, Maître Johan de l'auy President en nôtre Cour de Parlement, Maître Johan Tudert Doien de l'Esglise, Guilbert des Monstiers Seigneur de la Fayette, Guillaume de Menibon Chevaliers, & Chambellans, Maître Robert de Tuilliers, & Maître Gontier Coll, nos Conseillers, & Premier Secrétaire,

Yceulx ensemble, & les fix, cinque, quatre, ou trois d'eulx en l'absence des autres, avons ordennes, comisez, & deputez, ordonnons, commettons, & deputons, par la teneur de ces Presentes, pour & ou lieu de nous, pour assembler avec nôtre dit Adversaire d'Angleterre, ou ces Gens comises & deputez depar lui; aians souffisant Povoïr de nôtre dit Adversaire, en quelxconques Villes, Chasteaulx, Lieux, & Places de nôtre Roiaume, pour vacquer & entendre diligement aux grans biens dessusdiz, & pour parvenir, moyennant la grace de Dieu nôtre Createur, a bonne Paix, Transquillite, Amour, & Alliance entre nous & nôtre dit Adversaire,

Et, pour ce que, eue consideration a la grandeur de dites matiers & besongnes, vrassemblablement convendra avoir plusieurs journees, assemblees, & delais,

Et a fin que les choses dessusdites se puissent traictier & continuer surement & en plus amiable affection,

Dessusditez Comises & Deputes, ou aux fix, cinq, quatre, ou trois d'eulx, plain Povoïr, Auctorite, & Mandement especial, de traictier, prendre, & accorder avec nôtre dit Adversaire d'Angleterre, ou ses Comises, aians Povoïr souffisant depar lui, toutes manieres de Treves, generaulx, ou particuliers, en Mer, & en Terre, & en telz Pais & Limitations, en Mer, & en Terre, & a si long ou brief temps, come bon leur semblera, pour nous, nos Royaume, Pais, Subgiz, & Seigneuries, Amiz, Allies, & Bienveillans, deca & dela la Mer, d'une part, & les Royaume, Pais, Subgiz, & Seigneuries quelxconques, Amiz, Allies, & Bienveillans, deca & dela la Mer, de nôtre dit Adversaire d'Angleterre, d'autre part, par toutes honneurables voies & manieres que faire se purra,

Et de icelles Treves, par eulz prises & accordes, faire eries & publier, depar nous, folsellement par tout il appartendra,

Et aussi de ordonner, instituer, & commettre, pour nous & en nôtre Noun, par leurs Lettres, certains Gardeins, Conservateurs, & Juges d'icelles Treves, par eulz ainsi prises, en Mer, & en Terre, generales, ou particulieres, come dit est, telz & en tel nombre come bon leur semblera pour la seurté & permanence d'icelles Treves, & pour dument reformer, corriger, reparer, & amender tout ce qui contre la teneur d'icelles Treves, par eulz ainsi prisez, auroit este ou seroit fait ou attempt, en Mer ou en Terre, en aucune maniere,

Et, avec ce, leur avons donne, & donnons, par la teneur de ces presentz, plain Povoïr, Auctorite, & Mandement especial, de donner bons, seurs, & loiaulx Sanfconduis, par Mer, & par Terre, par leurs Lettres, en forme dene, seelles de leurs Seaulx, a toutes Personnes que nôtre dit Adversaire voudroit commettre & ordonner venir devers nous, ou ailleurs en nôtre Royaume, de quelque estat qu'ilz soient, y demourer, sejourner, & retourner surement & sauvement, pour occasion, Amour & Alliance de la Paix de nous & de lui, etc.

HENRICUS, Dei gratia, Rex Francie & Anglie, & Dominus Iherusaleme, omnibus, ad quos presentes Literae pervenerint, Salutem.

Licet ad compescenda mala, quae praedolenda Bellorum Calamitas, inter inculta Franciae & Angliae Regna, a diu, pro dolor! versata, tota Christianitas produxit, nostra haecenus sollicitudo non desierit; sed ad id totis desideris operam adhiberi curaverimus indefessam; quae

ANNO

1417.

ANNO
1417.

tamen, Satore Zizanæ, Pacis Æmulo, procurante, effectum hucusque fortiter nequunt optatum;

Ea tamen res nostræ mentis conatus pacificos ebectari non valet, quin, ex causis præcæcitatis, & præsertim ad effusionem Christiani Sanguinis evitandam, ac Pacis temper optatæ Bravium consequendum, spe simulque desiderio feramur atque curramus inconcussè:

Quia, ex credulis relictis, pro parte Serenissimi Principis *Karoli Confanguinei nostri Franciæ*, informamur quod idem Confanguineus noster, Pacis salubri consilio nuper cum suis habitis, se totis viribus disponit ad prædictam Pacem finalem, nobiscum componendam, optans ut eâ de causâ quosdam de nostris ad suâ præsentiam mitteremus, per quos de nostræ mentis intentione finali, in negotio Pacis prædictæ, valeat certiorari, & cum eisdem tractare, procedere, & pervenire ad Conclusionem finalem in eodem;

Idcirco nos, De facilitate, circumspeditione, & industria, Dilectorum & Fidelium nostrorum, *Gilberti Unframvile Militis*, & *Johannis Batillii Armigeri Armergiæ nostræ*, plenariè confidentes,

Eisdem, eorundem Commissariis in eâ parte, seu Deputatis, apparendi & exponendi, pro nobis & nomine nostro, quod, pro bono desideratissimæ Pacis & Concordiæ prædictæ, & Christiani Sanguinis effusione, ut præsertim, evitandâ, sedandâque tempestate Guerrarum inter Franciâ & Angliæ Regna, cum ejusdem infasta sequela, finaliter intendimus & parati sumus concordare, facere, implere, & observare ea quæ sequuntur,

In primis, quod accipiemus & habebimus in Conjugem, Præclarissimam Puellam, Dominam *Katerinam*, præfati Confanguinei nostri & Illustrissimæ Confanguineæ nostræ Conthoralis suæ Filiam, aasque onere aliquo ob id præfatis suis Parentibus, aut aliis suis quibuscunque Amicis, aut Subditis Regni Franciæ, imponendo; & quod, per eum modum, præfatos Illustrissimos, Confanguineum & Confanguineam, efficiemus nobis Patrem & Matrem nostros, habebimus & pro talibus venerabimur, ut decet venerari tantos, tales, & tam Illustrissimos Principem & Principissam, ymo præ cunctis aliis Temporalibus Personis Mundi.

Item, quod non turbabimus, nec inquietabimus, seu impediemus præfatum Serenissimum Confanguineum nostrum Franciæ, quo minus teneat & possideat, quoad vixerit, prout tenet & possidet de præcepti, Coronam & Dignitatem Regalem Regni Franciæ, & redditus, fructus, & proventus ejusdem, ad sustentationem sui status & onerum Regni; & præfata Serenissima Confanguinea nostra, Conthoralis ejus, etiam teneat, quamdiu vixerit, Statum & Dignitatem Reginæ, cum præfatorum Reddituum & Proventuum, quæ Statui & Dignitati suis congruit & debetur, prout alie Reginæ Franciæ tenere consueverunt.

Quæ præmissa nos observaturos, facturos, & impleverituros offerimus; dummodo nobis, pro parte dicti Confanguinei nostri, concordentur, & promittentur, & fiant ea quæ sequuntur,

In primis, quod, immediatè post obitum ejusdem Confanguinei nostri, & extunc deinceps: Corona & Regnum Franciæ, cum eorum Juribus & Pertinentiis, manebunt & erunt nostri & Hæredum nostrorum imperpetuum.

Item, pro eo quod præfatus Serenissimus Confanguineus noster teneat ut plurimum (quod dolenter referimus) & præpeditur adversa validudine, per eum modum quod non commodè poterit, in Personâ suâ, intendere fore vacare ejusdem Confanguinei nostri, Facultatem & Exercitium regendi & disponendi Rempublicam prædicti Regni Franciæ, cum Consilio Nobilitum & Prudentum ejusdem Regni, eidem Confanguineo nostro obedientium, qui commodum & honorem Regni prædicti amplius dilerint, penes nos sint & maneant; ita ut ipsam per nos, & etiam per alios (quos cum consilio præfatorum Nobilitum ad hoc duxerimus deputandos) regere possimus & gubernare: quibus quidem facultate & exercitio penes nos taliter existentibus, efficaciter, diligenter, & fideliter, toto posse nostro, laborabimus & intendemus ad id, quod esse possit & debeat ad Honorem Dei & præfatorum Confanguinei & Confanguineæ nostrorum, necnon ad bonum publicum Regni prædicti, & ad ipsum Regnum defendendum, tranquillandum, & plenè pacificandum, ac ad exterrimandum & expugnandum Hostes, Inimicos, Adversarios, & Rebellen præfati Confanguinei nostri &

nostrî, ac Subditorum Regni prædicti sibi obedientium, & eos omnes qui Pacem & Tranquillitatem ejusdem Regni impedire conabuntur seu perturbare.

Item, quod Proceres, Magnates, & Nobiles, ac Status Regni prædicti, tam Spirituales, quam Temporales, necnon Civitates & Notabiles Communitates Villarum ejusdem Regni, præfato Confanguineo nostro obedientes, præstabunt Juramenta quæ sequuntur,

Inprimis, quod nobis, Facultatem & Exercitium disponendi & regendi dictam Rempublicam gerentibus, ac Justionibus nostris humiliter & obedienter in omnibus & parebunt & intendunt.

Item quod ea, quæ inter præfatum Confanguineum nostrum & Confanguineam nostram & nos (cum Consilio eorum, quos idem Confanguineus noster & Confanguinea ac nos ad id duxerimus adhibendos) appunctuata fuerint & concordata, ipsi, quatenus eos & singulos eorum concernere poterit, in omnibus & per omnia, benè & fideliter observabunt, & pro posse suo sic facient ab aliis quibuscunque observari; ita quod continuè, ab obitu & post obitum dicti Confanguinei nostri Franciæ, erunt ipsi fideles homines Ligii nostri & Hæredum nostrorum, ac nos pro Domino suo Ligeo & Supremo ac vero Rege Franciæ, absque oppositione, contradictione, seu difficultate, recipient, & admittent, & obediunt; & quod, præterquam dicto Confanguineo nostro, nulli unquam, post hæc, tamquam Regi aut Regenti Regni Franciæ, obediunt, nisi nobis & Hæredibus nostris.

Item, quod non erunt in consilio, auxilio, vel assensu quod nos perdamus Vitam aut Membrem, seu capiamur malâ captione, aut quod patiamur dampnum seu diminutionem in Personâ, Statu, Honore, seu Rebus; verùm, si quid tale contra nos moliri seu machinari noverint, illud pro posse suo impediunt, & nobis, quam celerius poterint, per seipsos, seu Nuncios, vel Literis, intimabunt.

Item, quod præfatus Serenissimus Confanguineus noster, super præmissis omnibus & singulis, ac aliis quibuscunque, inter ipsum & nos in hac parte concordandis, nobis dabit & faciet, ac dari & fieri faciet, suas Literas Patentes, suo magno Sigillo sigillatas; necnon Literas Patentes Approbatorias & Affirmatorias præfate Serenissime Confanguineæ nostræ Consortis suæ, & aliorum Procerum & Magnatum dicti Regni, eidem Confanguineo nostro Franciæ nunc vel in futurum obedientium (quorum Literas, in ea parte, ab eodem Confanguineo nostro Franciæ exigere voluerimus) in meliori formâ, quæ per consilia Partium poterit adfieri, necnon omnimodas fecuritates rationabiles, quas in hac parte velimus exigere.

Ac etiam præmissa, pro nobis & nomine nostro, dicto Confanguineo nostro Franciæ offerendi, in toto vel in parte, quando & prout eis magis videbitur expedire, ac cum eodem concludendi & concordandi.

Omniaque alia & singula faciendi, exercendi, & expediendi, quæ in præmissis & circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet opportuna,

Et promittimus, bonâ fide, & in verbo Regio, & sub cautione omnium Bonorum meorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum, nos ratum, gratum, firmum, & stabile perpetuè habituros totum & quicquid per præfatos, *Gilbertum & Johannem*, actum, factum, sive gestum fuerit in præmissis, & singulis præmissorum,

Et quod nos concedemus & fieri faciemus Literas Confirmatorias, sub magno Sigillo nostro, de & super omnibus Articulis & Punctis, de quibus inter eos fuerit concordatum seu conclusum, & de exequendo & exequi faciendo eadem cum debita diligentia, seu undum tenorem & formam eorumdem, quantum ad nos dinoscitur pertinere; ita quod nunquam per nos, seu alium nomine nostro, dicemus, faciemus, aut proponemus, in Judicio, nec extra, quicquam in contrarium.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri fecimus Patentes.

Teste meipso apud Villam nostram de Mantæ, vicesimo quarto die Octobris, Anno Regni nostri septimo.

Per ipsum Regem.

STURGEON.

LXI.

Concilii Constantiensis DECRETUM per quos, quot 30. Oct.
& quomodo futurus Papa sit eligendus, Factum
111

ANNO
1417.

ANNO
1417.

in Sessione hujus Concilii XL. die 30. Octobris 1417. [Collectio Conciliorum Reg. Tom. XXIX. pag. 587. PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio. Tom. XIII. pag. 244.]

AD laudem, & gloriam & honorem Omnipotentis Dei, & ad Pacem & Unitatem Universalis Ecclesie ac totius Populi Christiani, ut electio futuri Romani & Summi Pontificis proxime celebranda, firmiter auctoritate & plurimi roboretur assensu; Et ne, attento statu Ecclesie super dicta Electione, in posterum ulla retractatio, ullusve scrupulus in mentibus hominum resideat, sed ex illa sequatur Unio certa, vera, plenissima & perfecta fidelium: Sacrosancta Synodus Constantiensis, communi utilitate pensata, de speciali & expresso consensu & voluntate concordia sancte Romane Ecclesie Cardinalium in eadem Synodo personaliter existentium, & Collegii eorumdem ac omnium Nationum præsens Concilii, ordinat, statuit & decernit, quod hac vice dumtaxat ad eligendum Romanum & Summum Pontificem, una cum Cardinalibus sex Prælati, vel alia Honorabiles Personæ Ecclesiasticæ in Sacris Ordinibus constitutæ, de qualibet Natione in eadem Synodo pro tunc existentes, quos seu quas qualibet ipsarum Nationum pro se ad hoc infra decem dies duxerit eligendas, ipsi Cardinalibus adiungantur. Quibus omnibus eadem Synodus eligendi Romanum Pontificem secundum formam hic expressam (quatenus opus est) tribuit potestatem, videlicet, quod ille absque ulla exceptione ac Universalis Ecclesie Romanus Pontifex habeatur, qui a duobus partibus Cardinalium in Concilio existentium, & a cujuslibet Nationis duabus partibus eisdem Cardinalibus adiungendorum, & tunc adiungentorum, electus fuerit & receptus, quodque non valeat electio, nec electus pro Summo Pontifice habeatur, nisi due partes cum Cardinalibus ad eligendum adiungendorum & tunc adiungentorum, consentiant & consenserint in Romanum Pontificem eligendum. Statuit insuper, ordinat & decernit, quod vota quorumcumque in electione hujusmodi emittenda sint nulla, nisi (ut præmittitur) due partes Cardinalium, & due partes cujuslibet Nationis adiungendorum, & tunc adiungentorum concurrant. Hoc etiam adjecto, quod Prælati & alii cum Cardinalibus ipsis ad electionem hujusmodi adiungendi, & tunc adiuncti, omnes & singulas Constitutiones Apostolicas etiam prædictas circa electionem Romani Pontificis editas, atque consuetudines observari teneantur, quemadmodum ipsi Cardinales observare teneantur, & ad illarum observantiam attringantur. Tenentur insuper jurare, & jurare disti Electores & Cardinales, & alii, antequam ad electionem procedant, quod in hujusmodi electione negotio attendant, quod eis imminabit (cum de creatione agitur Vicarii Jesu Christi, Successoris beati Petri, Universalis Rectoris Ecclesie, Gregis Domini Directoris) puris & sinceris meritibus (& quantum erant publice utilitati Universalis Ecclesie proficere, omni cujuscumque Nationis Personæ vel alio inordinato affectu; odio, gratia vel favore abjedis) procedere, ut eorum ministerio de utili & idoneo Universalis Ecclesie Pastore provideatur. Ordinatur insuper, statuit & decernit eadem Sancta Synodus, quod infra decem dies ex nunc continue numerandos, quos decem dies omnibus & singulis Sanctæ Romane Ecclesie Cardinalibus præsentibus & absentibus, & ceteris Electoribus prædictis, attenta Romanæ Ecclesie notoria vacatione, ad intrandum Conclave in hac Civitate Constantiensis in majori Domo Communitatis ejusdem Civitatis, ad hoc jam ordinata, præfigit & assignat, prælati Electores, Cardinales & alii prædicti intrent ipsum Conclave ad electionem hujusmodi celebrandam, ceteraque faciendum, observandum & proseguendum, quemadmodum in ceteris præter præmissa & Cardinalibus & aliis in electione Romani Pontificis Jura statuant & decernant, quæ omnia, præmissis observantur, vult eadem Sancta Synodus in suo robore permanere. Hanc autem formam & hunc modum electionis approbat, ordinat, statuit ac decernit pro hac vice, & ad omnem scrupulum submovendum eadem Sancta Synodus omnes & singulos in eadem Synodo præfentes & venturos, qui eidem Synodo adhærebunt, ad omnes actus legitimos in eadem Synodo agendos active & passive (quatenus opus est) habilitat & habiles esse declarat, ceteris ejusdem Concilii Decretis semper, salvis, supplens omnes defectus (si qui forsitan interveniant) in præmissis, Apostolicis etiam & generalibus Conciliis editis, & aliis Constitutionibus non obstantibus quibuscumque. Quibus Decretis sic testis, Dominus Joannes Episcopus Offensis Cardinalis hujusmodi Sessionis Præsident, ipsius Synodi nomine respondit, placet.

bus quibuscumque. Quibus Decretis sic testis, Dominus Joannes Episcopus Offensis Cardinalis hujusmodi Sessionis Præsident, ipsius Synodi nomine respondit, placet.

ANNO
1417.

LXII.

Concilii Constantiensis DECRETUM, quo Cardinales ad eligendum Pontificem congregandi, alii quidam Ardi-Episcopi, Episcopi, & Abbates adiunguntur, eisdemque potestas eligendi cum ipsis Cardinalibus Romanum Pontificem tribuitur. In Sessione Concilii XLI. die 8 Novembris 1417. [Collectio Conciliorum Reg. Tom. XXIX. pag. 594. PHILIPPI LABBEI Collectio Conciliorum Tom. XII. col. 249.]

SACROSANCTA generalis Synodus Constantiensis, exequendo ejusdem synodi ordinationem, Decretum & Statutum nuper editi super modo & forma electionis hac vice Romani Pontificis, ad eligendum eadem vice Romanum Pontificem, adjungi Reverendissimis in Christo Patribus Sanctæ Romane Ecclesie Cardinalibus, ex eorum voluntate & consensu expressis, Venerabiles Joannem Patriarcham Constantinopolitanum, Joannem Rigensem Germanicæ, Guillelmum Bituricensem Gallicanæ, Nicolaum Gnezensem Germanicæ, Bartholomæum Mediolanensem Italianæ, Jacobum Turonensem Gallicanæ, Archiepiscopos; Ricardum Londoniensem, Nicolaum Batoniensem Anglicanæ, Didacum Conchensem, Joannem Pacensem Hispanicæ, Joannem Gebemensem Gallicanæ, Franciscum * Melitensem, Henricum Felternensem Italianæ, Nicolaum Aqueensem Hispanicæ, Simonem Trepariensem Germanicæ, Joannem Lichfeldensem, Joannem Norwicensem Anglicanæ, Episcopos; ac dilectos Ecclesie Filios Jacobum Penmensem electum Italianæ, Robertum Cluniacensem Gallicanæ, Thomam Sanctæ Mariæ Eboracensem Anglicanæ, Monasterium Abbatem; Leonardum Generalem Ordinis Prædicatorum Sacre Pagine, Italianæ; Thomam Decanum Eboracensem Sedis Apostolicæ Notarium, Anglicanæ, Pandolphum de Malatestis Archidiaconum Bononiensem Italianæ, Vualterum Grassi Priorem Rhodi Decretorum, Gallicanæ; Philippum de Madalia Archidiaconum, Pontificiarium in Ecclesia Barcinonensi, Sacre Pagine, Hispanicæ; Lambertum de Stipite Priorem de Berkenyo, Gundalvum Garfiz Archidiaconum de Bruella Decretorum, Vuasachum Petri utriusque Juris, Hispanicæ; Nicolaum de Dinkelspul, Conradum de Sufaro Sacre Pagine Doctores, Germanicæ, Nationum prædictarum in eadem Synodo existentium & nominatorum, & per easdem Nationes quemlibet per se ad hoc electorum: præstatque sic (ut præmittitur) electis & adjunctis, eligendi cum ipsis Cardinalibus, de eorum voluntate & consensu expressis, Romanum & summum Pontificem secundum formam Ordinationis & Decreti præmissorum, tribuit potestatem, si quis forsitan in electione prædictorum adiungentorum intervenire.

LXIII.

Capitula per Cardinales & Electores Romani Pontificis & custodes Conclavis juranda, quibus, quando Conclave intrare, quot servientes in Conclavo habere, quomodo in eodem se gerere, & quid edere vel bibere debeant, definitur. Actum in Sessione XLI. Concilii Constantiensis die 8. Novembris 1417. [Collectio Regia Conciliorum Tom. XXIX. pag. 589. PHILIPPI LABBEI, Concil. Collectio. Tom. XIII. pag. 247. (1).]

ISTA sunt, quæ Cardinales & alii Electores Romani Pontificis in Concilio generali Constantiensis observare, & custodes jurare & facere observari teneantur, & ad quæ non ultra compelli possint per custodes Conclavis.

Pri.

(1) On trouve aussi ce Décret dans VONDER HART *maximus Constantiensis Concilium Occidentium* Tom. LV. pag. 1465. & dans M^r LEBLANC, *Histoire du Concile de Constance* page 736, mais avec quelque différence & moins bien, [D u a c.]

ANNO Primo, quod infra decem dies a die jam lati per
1417. Concilium Decreti intrent Conclave, videlicet, hodie
Lunæ octava mensis Novembris infra occasum Solis.

Secundo, quod quilibet non habeat ultra duos servientes, Clericos vel Laicos, quos duxerit eligendos, & simpliciter permittantur duos habere per Constitutionem Clementis Sexti, licet in Constitutione, *Ubi majus*, non liceret habere duos, nisi ex parenti necessitate.

Tertio, quod in Conclavi simul inhabitent, nullo medio pariete vel alio velamine, nisi quando dormient vel quiescent: & tunc licet habere intermedia seu velamina dumtaxat simplicium cortinarum, quæ cortina conceduntur per dictam Constitutionem Clementis Sexti.

Quarto, ita claudatur Conclave, reservato aditu ad secretam Camera, quod nullus, postquam inclusi fuerint, intrare valeat vel exire. Nullus ad eosdem electores aditus pateat, vel facultas secreta loquendi aliquid cum eis, nec ipsi aliquos ad se venientes admittant, nisi de consensu omnium aliqui pro his quæ ad electionem pertinent, vocarentur.

Quinto, quod nulli liceat ad ipsos electores Nuntium vel scripturam mittere.

Sexto, quod in ipso Conclavi competens sit fenestra, per quam electoribus & servitoribus vitæ necessaria miniftrantur, per quam tamen nulli patere possit accessus.

Septimo, quod in singulis diebus postquam Conclave intraverint, præter Panem, Vinum & Aquam, in prandio unum dumtaxat ferculum carniū unius speciei tantum, aut piscium seu ovorum, cum uno potagio de piscibus seu carnis principaliter non confectis & decentibus saltem habere valeant ultra carnes salatas, & herbas crudas ac caseum, fructus seu electuaria, ex quibus tamen nullum specialiter ferculum conficiatur, nisi ad condimentum fieret, vel ad saporrem. Et in istis cibis restringitur per Clementem Sextum Constitutio, *Ubi majus*, pro tribus primis diebus, quibus nulla ciborum erat limitatio, & pro sequentibus moderatur.

Octavo, quod est de mente Constitutionis, *Ubi majus*, per Clementium, *Ne Romanus*, quod nullus intrare compelleret Conclave, nisi omnes recusarent, quia tunc cogendi sunt.

Nono, quod volentibus exire permittitur. Sed si omnes exirent, Papa non electo, reintrare compellatur, nisi quos excusat infirmitas. Sed qui sine causa infirmitatis exirent, amplius non admittitur, nisi omnes (ut præmittitur) exirent.

Decimo, quod eriens pro causa infirmitatis, ac etiam absentes, si supervenerint, re integra, videlicet, antequam de Papa fit provivum, admittantur in Conclavi, in statu in quo erit electionis negotium.

Custodes Conclavis jurent, quod præmissa omnia sine fraude & dolo inobservabiles faciant observari, neque Cardinales & alios electores ultra præmissa coercerabunt, nec permittent, aut aliquatenus sinent per alios coarctari. Item quod eadem die omnes Custodes, & maxime qui adducti ultra illos, quibus de Jure competit, nominatim deputentur per Concilium, & jurent præmissa. Item videtur, quod si Dominus Rex est præsens, debeat pro suæ Majestatis reverentia, ab eo sedente in Sede sua per duos Cardinales recipi juramentum.

Nomina jurandorum.

FRIDERICUS Marchio Brandeburgensis, Guillelmus Comes de Henneberg, Philippus Magister Rhodi, Bronorus de la Scala Dominus Veronensis Miles, Joannes Raimundi Floch Comes de Cardona, Ferdinandus Petri de Ayala Miles de Castella, Martinus Ferdinandi Miles, Raimundus * Ayirmar Miles, Bertholdus Comes de Ursinis, Guntherus Comes de Schwartzburg, Ludovicus Comes Oettingen, Humbertus de Sabaudia Bastardus Miles, Hugo Comes de Hanugheberg, Saucius Miles, Stanilaus Miles, Ambassadors Regis Poloniæ. Quibus omnibus sic lectis, Venerabilis & Egregius Vir Dominus Petrus † Claviger Decretorum Doctor, omnibus & singulis Personis supradictis presentibus & intelligentibus, alta voce Capitula supradicta per eos juranda de verbo ad verbum in Teutonico Sermone ad intellectum exposuit. Quibus Capitulis sic ad intellectum expositis, duo ex Reverendissimis Dominis Cardinalibus (prout ordinatum fuerat) ad Serenissimum Principem Dominum Sigismundum Romanorum Regem, in Sede sua Regia existentem, una cum Libro Evangeliorum & Cruce Sancta

accesserunt. Ipseque Dominus Sigismundus Romanorum Rex, tactis Cruce & Evangelio prædictis, in manibus dictorum Dominorum Cardinalium prædicta Capitula observare juravit. Quo juramento prædicto, omnes & singuli prædicti singulatim ad pedes dicti Domini Prædictis accesserunt, ibique tactis corporaliter & Cruce & Evangelii, in manibus ejusdem Prædictis (ut præmittitur) dicta Capitula firmiter observare juraverunt. Deinde Reverendus Pater Dominus Antonius Episcopus Concordiensis, & Ludovicus de Palude Abbas Trevorchienis pro Collegio Cardinalium, Pandulfus Protonotarius de Albiano pro Italica, Theobaldus Archiepiscopus Bisuntinensis pro Gallicana, Nicolaus Episcopus Mersburgensis pro Germanica, Petrus Episcopus Olerensis pro Anglicana, Decanus Segobienis pro Hispanica, Nationibus, pro custodia Conclavis deputati, in manibus dicti Prædictis tactis Cruce & Evangelii prædictis (ut præmittitur) juraverunt.

XLIV.

Concilio Constantiensis DECRETUM, quod prohibet, Nov: betur, ne quis eligendi Pontificis res & bona sub pretextu cujusdam abusive licentie invadere, rapere, occupare & transportare audeat. Dat. in Sessione XLI. 8. Novembris 1417. [Col. 1. & Concilior. Regia Tom. XXIX. pag. 599. PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. col. 250.]

Sacrofancta generalis Synodus Constantiensis; ad perpetuam rei memoriam.

OMNIS ætas ab adolescentia sua prona est ad malum, ad id præsertim, ad quod cupiditatis & avaritiæ stimulus incitatur. Sunt autem & factæ sunt Leges, ut earum metu humana refrenetur audacia, tutaque sit inter improbos innocentia; & refrenetur nocendi facultas. Cum itaque nonnumquam evenisse compertimus, quod electo Romano Pontifice, nonnulli, sub pretextu cujusdam abusive licentie, res & bona sic electi, quasi culmine divitiarum adepti, falso prætextentes occupati concedi, nedum illius sic electi, imo aliquando nonnullorum, quos electos esse mendaciter confingunt, domos, res & bona illorum, nec non & aliquando bona Cardinalium aut electorum Romanorum Pontificis, & aliorum in loco Conclavis existentium, etiam violenter invadunt, recipiunt, occupant & transportant, lucrifacta existimantes, ex quibus (si permittentur) plura pericula, scandala, rapinae, furta, & nonnumquam homicidia sequerentur. Nos igitur tam sceleratæ temeritatis & audaciæ viam precludere, & hujusmodi periculis & scandalis obviare volentes, præfatum damnantes scelus absum, talia fieri hoc Edicto prohibemus; statuentes, quod quicumque, cujuscumque status aut conditionis existat, contra hoc præsumpserit attentare; aut ad hoc auxilium, consilium vel favorem præbere, præter penas quas in violentos raptores & occupatores hujusmodi, Jura atque Apostolicæ & Imperiales Constitutiones statuunt, eo ipso Excommunicationis Sententiam incurrat, a qua nisi per istam Sanctam Synodum aut futurum Romanum Pontificem, præterquam in mortis articulo & satisfactione, absolvi nequeat, & omni Officio, Beneficio, Privilegiis, ac Dignitate Ecclesiastica & mundana, Feudisque & rebus aliis, si quæ, aut quas in Romana vel aliis Ecclesiis obtinebat, sit privatus, & interfectibilis active & passive existat: Civitas vero quæ in præmissis culpabilis fuerit, Ecclesiastico subiacet Interdicto: huic adjucentes Sanctioni, ut Domini temporales, Rectoresque & Officiales Civitatis vel Locis, ubi electionem Romani Pontificis contigerit celebrari, illa imminente, præmissa fieri sub gravioribus poenis publice & realiter prohibeant, & prohibitionem diligentem faciant observari, ceteris Constitutionibus * citra talia editis, in suo * robore duraturis.

XLV.

Contrat de Mariage entre LOUIS Duc de Bavière, & MAHAUD DE SAVOYE, fait le 30. de Novembre 1417. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 128.]

BAVIÈRE
ET SA
VOYE

* Ayirmar.

† Claviger.

ANNO

1417.

In Nomine Domini, Amen.

PER hoc præfens publicum Instrumentum cunctis pateat evidenter. Cum Anno à Nativitate ejusdem mi lismo quatercentesimo decimo septimo, Indictione decima, mensis Novembris die trigesima, hora sexta, vel quanta in Caltro Pinerolli Trajectus Diocesis, in præsentia Illustris, & Excelis Domini Domini Ludovici DE SABAUDIA Principis Achaie, &c. Et Illustris Domicelle MATHILDIS Nove quondam *Præfens memoris Illustris Domini Andree Principis Achaie, & ejusdem Domini Ludovici Principis Trajectus, in Camera Cubiculari ejusdem Domini Principis Ludovici in nostri Notariorum publicorum, Testiumque subscriptorum ad hæc vocatorum specialiter, & rogatorum præsentia, Pessimaliter constituti Magnificus Dominus Bernhardus Comes de Trierstein, Venerabilis Magister Joannes de Tranchetoria Sacre Theologie Professor, Spectabilis Dominus Egenolfus de Rot-Suncheifens Miles egregius, nec non honorabiles, & circumscripti Viri Joannes Voucherdin Protonotarius, & Henricus Riederer de Miltenberg, Canonicus Ecclesie Beate Marie Virginis in Nova Civitate Spiraculis Diocesis Conscriptarius, & Procuratores Illustris Principis, & Excelis Domini Domini Ludovici, Comitiss Palatini Rheni, Sacri Romani Imperii Electoris, & Archidapiferi, ac Bavariae Ducis ad infra scripta, etiam per dictum Dominum Comitem Palatinum firmatum, & concludendum, nec non, & se obligandum Procuratorio nomine ipsius Domini Ludovici Comitiss Palatini, &c. specialiter destinati, habentes etiam ad hæc omnia plenum, & sufficiens Mandatum, prout de hoc ibidem per Instrumentum publicum per Johannem Erbstad de Vuonnello Maguntinensis Diocesis, publicum Imperiali autoritate Notarium sub anno, loco, mense, & die contentis in eodem, de & super hoc confectum, productum, & exhibitum liquidè constabat, & plenam fecerunt fidem, si dem Procuratores jam superius nominati obtulerunt se, & quemlibet eorum ipsi Domino Ludovico Principi Achaie, & præfatæ inlelyte Domicelle Mathildi Nepti suæ firmare omnia acta, tractata Spontalia, promissa, atque facta, per præfatum Illustris Domini Comitem Palatinum Rheni, &c. Et nihilominus volentes etiam eandem obligationem suam cum effectu executioni demandare, omnibus melioribus modo, via, Jure, causa, & forma quibus melius, & efficacius potuerunt, & debuerunt Spontalia pridem per prædictum Illustris Dominum Comitem Palatinum Rheni, &c. nec non, & ipsam Illustris, & inlelytam Domicellam Mathildem prædictam, ac ejus Procuratores Procuratorio ipsius nomine in absentia ipsorum Illustris Principis, & Domini Domini Ludovici Principis Achaie, inlelytæque Domicelle Mathildis ejus Neptis, aliaque promissa, atque facta per dictum Comitem Palatinum Rheni, &c. nunc in præsentia qua supra laudarunt, firmarunt, & approbarunt, & insuper prædicti Procuratores Procuratorio quo supra nomine tanquam organum vivæ vocis præfati Domini Comitiss Palatini, & ejus nomine prædictam inlelytam Domicellam Mathildem in dicto nomine desponsarunt, & ipsam acceptarunt in legitimam ejus uxorem per verba de præfenti, adjicientes etiam verba hæc: Illustris, & Excelis Dominus noster, Dominus Ludovicus Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Elector, & Archidapifer, Bavariæque Dux, vos inlelytam, & Generisiam Domicellam Mathildem de Sabaudia suam Sponsam dilectissimam benevola cordis affectu sature, & mandat vobis quod ipse per nos sive mediis nobis, & nobis nunciis, recipit vos in suam, & consentit in vos tanquam in uxorem suam legitimam, atque præfatæ inlelytæ Domicelle Mathildis de Sabaudia ibidem in continenti sine aliquo intervallo, in præsentia qua supra, & infra respondit in hæc verba: Et Ego Mathildis de Sabaudia vobis Procuratoribus veluti organo vivæ vocis dicti Domini Comitiss Palatini &c. prædictam salutationem facientibus, & verba prædicta proferentibus ut supra mediantibus vobis, & nunciis michi prædicta eandem Illustrissimum Principem, & Excelsum Dominum Dominum Ludovicum Comitem Palatinum Rheni in Virum meum accipio, & ipsum in Virum meum consentio; & sic per prædicta, & supra scripta verba ipsa Domicella Mathildis, & Procuratores prædicti quo supra nomine dictum Matrimonium præsentialiter contraxerunt, insuper etiam prædicti Procuratores nomine quo supra bona fide, & sub obligatione omnium bonorum præfati Domini Comitiss Palatini Rheni eidem*

Domicelle Mathildi stipulanti, & recipienti promiserunt, quod quoniam primum ipsa Domicella Mathildis Deo dante venerit ad Heidelbergam juxta puncta promissa & ordinata in Instrumento Contractus, de & super hoc confecto concepta, quæ ex tunc præfatus Illustris Dominus Comes Palatinus Rheni, ipsam Domicellam Mathildem in propria ejus persona, sive personaliter desponsabit, & dicti Spontalia, & Matrimonium confirmabit per annali traditionem, adhiis etiam circa hæc aliis solemnitatibus debitis, & consuetis, ad majorisque roboris firmitatem præfata Illustris Domicella, & prædicti Procuratores in animam suam, & Principis sui scilicet præfati Illustris Domini Comitiss Palatini, jurarunt ad Sancta Dei Evangelia, tactis Scripturis, quod contra prædicta in aliquo non fiet, sed adimplebuntur quæ supra dicta, & facta sunt, super quibus omnibus, & singulis ambæ Partes prædictæ requisierunt nos Notarios publicos, sub debito nostri Notarius officio, sibi fieri duo, & plura eju-dem tenoris publica Instrumenta. Ad hæc fuerunt hæc anno, indictione, mense, die, hora, & locis quibus supra, tractantibus R. in Christo Patribus Domino Aymone ex Comitibus de Romano Dei gratia Episcopo Thaurinensi, Domino Michaelæ de Carayfian Abbate Beate Marie Virginis de Pinerolo, Domino Alleraimo de Carreto Abbate S. Balgati, Sredabilibusque Dominis Ludovico Baldardo de Sabaudia, Domino Racolliti, & Pancalenti Nato Illustris Domini Achaie Principis, Manfredio Marchione Salutarum, Yolo de Montebello, Amadeo Condomino Lucernæ, & Montis Brunii omnibus sic Militibus, Ludovico Cotes Domino Benarum, & Polungaria, Burnone Cacerano Condomino Bricheracii, Ozachii, & Villa Novæ, & pluribus aliis testibus ad hæc vocatis, & rogatis. Signæ, MALET.

LXVI.

Instruction donnée par CHARLES VI. à AU-
BERT DE CANY Seigneur de Varennes, son
Ambassadeur près de JEAN Duc de Bourgogne,
l'an 1417. [Continuation de la Chronique
de Floindres, par DENIS SAUVAGE. pag.
250.]

INSTRUCTION baillée à Messire AUBERT DE CANNY, Seigneur de Varennes, de par le Roy & son Conseil, pour ce qu'il doit faire envers le (1) Duc de Bourgogne. Premièrement, il parlera au Duc de Bourgogne, en lui disant que le Roy & Monseigneur le Dauphin sont moult ébahis des manières qu'il a tenues, & encores tient, contre le Roy & sa Seigneurie: veu qu'il est son parent; tant prochain que chacun fait, & à lui obligé par tant de manières: comme lui mesme a tousjours dit & confessé en toutes ses Lettres & Escrips. Item lui remonstrera comment ses Gens, & les Sugets de ses Pais, & autres, qui sont & s'avouent à lui, sont Guerre ouverte à lui; & à ses Sugets, en prenant par assaut, & par Siège, les Villes, Châteaux, & Fortresses du Roy: & sont toutes les cruautés & inhumanités, par feu & par sang; & autrement, que faire pourroyent les Anglois; anciens ennemis de France, & encores pis. Item comment ses Gens & Officiers prennent serment des Habitans des bonnes-Villes du Roy, qu'ils seront obéissans au Duc de Bourgogne: &, avec ce, leur font dessein de par lui, que doresnavant ils ne payent plus rien au Roy, quant aux aides & redevances, qu'ils ont accoustumé de payer. Laquelle chose est voye merveilleuse, contre l'honneur, autorité, & Seigneurie du Roy. Item, que les choses susdites, ainsi faictes par le Duc de Bourgogne; sur le point de la venue & descente des Anglois, sont imaginer & croire plusieurs Gens, qu'elles sont faictes au profit & avantage d'iceux Anglois, comme pour oster la puissance du Roy à non résister à leurs efforts & mauvaises entreprises: & que le Duc de Bourgogne soit leur alié, & afferment. Item, & pour ces causes, requerra ledit Seigneur de Canny, de par le Roy, au Duc de Bourgogne, qu'il se veuille deporter de telles choses dessusdites, & spécialement d'assailir les bonnes-Villes du Roy & de ses Sugets, de mettre siège devant, & de prendre serment du Roy obéir

(1) Ce Duc fut si irrité de ces Articles, qu'il eût fait trancher la tête au Sieur de Canny, qu'il fut son parent, si l'on ne lui eût remontré que ledit Sieur de Canny avoit été contrainct d'accepter cette Commission.

ANNO

1417.

ANNO
1417.ANNO
1417.

obéir par les Sugets du Roy, demourans en ses bonnes-Villes. Avec ce luy requerra, qu'il face departir, iſſir, & retourner chascun en son lieu, tous les Gens-d'armes, qu'il a asſemblés. Car, veues les manieres qu'il a tenues, & tient, jusques icy, le Roy croit fermement qu'il tient, & fait assembler iceux Gens-d'armes, pour donner secours, faveur, & aide, aux Anglois, & pour grever le Roy & la Seigneurie. Item, pour induire le Duc de Bourgogne à ce, Messire Aubert luy remonstrera le grand deshonneur, diffame, & reproche, qui sera à luy & à la generation, s'il perseveré à tenir les manieres, qu'il a commencées, en luy priant treshumblement & doucement de bien penser & aviser sur ce, & de ne faire telle villenie à son feu Pere: qui fut tant vaillant & loyal, & qui à sa mort luy commanda de toujours obeir au Roy, & à ses commandemens. Item, & semblablement remonstrera les choses dessusdites à tous les Seigneurs, Barons, Chevaliers, Eſcuyers, & autres de la Compaignie du Duc de Bourgogne, auxquels il pourra parler, en les priant & requerant, de-par le Roy, que maintenant ils ne veuillent deshonnorer & diffamer, par mauvais conseil, eux & leurs Predecesseurs, qui toujours ont esté tant bons & loyaux envers le Roy & sa Seigneurie, ne faire aucune chose, dont eux & leurs Successeurs puissent estre réputés, au temps à-venir, d'avoir esté desobeissans au Roy, & avoir donné faveur à ses ennemis. Item, & à la fin, en exécutant à la personne du Duc de Bourgogne, & à tous ceux de sa Compaignie; que ce que le Roy a commandé audit Messire Aubert, il fera, le plus doucement & gracieusement qu'il pourra, les commandemens & défenses, contenues & déclarées en Lettres Patentes, à luy sur ce baillées de-par le Roy: & de ce demandera response. Item, si le Duc de Bourgogne, ou autre de la Compaignie, disoit que ceux, qui gouvernent à l'entour du Roy, luy ont fait, & font de jour en jour, plusieurs grans durées, & choses qu'il ne peut, ne doit, endurer, ne souffrir, respondra Messire Aubert, que, si aucuns de ceux, qui sont pres du Roy, ont fait aucune chose au Duc de Bourgogne, qui luy doive deplaire, ce n'est pas cause raisonnable, ne iustifiance, pour ainsi destruire le Royaume, comme il l'a fait destruire, & encores fait par chascun jour, ne pour devoir favoriser, & donner conseil, confort, & aide, aux Anglois, ennemis du Roy, à la charge de l'honneur d'iceluy Duc de Bourgogne, & de sa generation à tousjours mais: & qu'il peut bien proceder par maniere plus honneste. Item, & outre ce, dira Messire Aubert, quant à ce point, que le Roy, à la Requeste de feu Monſieur de Hainaut, a autresfois voulu, & otroyé, pour le bien de la Paix, au Duc de Bourgogne, & à tous autres qui l'avoient servi, choses telles, qu'elles leur devoient bien plaire (car elles estoient au bien & profit de luy & de tous eux) mais qu'il ne les voulait pas accepter: ains n'en fit compte: dont le Roy n'est pas bien-content, & à bon droit. Toutesfois, encores n'a il pas la main fin cloſe, qu'il ne soit bien-enclin à faire de grandes courtoisies, & grâces audit Duc de Bourgogne, & à tous autres qui auront esté à son service, si mestier est, & qu'ils facent devoir envers luy, comme ils y sont tenus. Item à ceste fin seront baillées, si mestier est, à Messire Aubert, les responses par eſcript, que le Roy a faites autresfois aux complaints & doléances, que faisoit ledit Duc de Bourgogne sur les choses, qu'il disoit estre faites & perpetrees contre luy, & à son préjudice: à fin de monstrer telles responses aux Barons, Damoiseaux, Chevaliers, & autres Nobles, estans au service & compaignie d'iceluy Duc de Bourgogne. Apres la lecture de telle instruction & la colere apaisée contre le Seigneur de Canny, le Duc de Bourgogne, ayant fait respondre, par son Conseil, à tous les Articles dessusdits, bailla cette response à ce mesme Seigneur de Canny: qui luy promit de la rendre entre les propres mains du Roy, & non d'autre. Sa response fut.

Reponse du Duc de Bourgogne.

QUANT au premier Article, que vraiment il estoit parent, Vassal, & obligé du Roy, devant tous, & contre tous, & qu'à cette cause il l'avoit toujours aimé & servi, en sachant que bon regime fust mis en son Royaume, tant au regard de sa Personne & de celle de la Roynie & de leurs Enfants, que sur la réparation de ses Places & Maisons, entretènement de bonne justice, & loyale administration de ses finances: comme il apparoissoit notoirement par certaines Ordon-

nances Royaux, qui à sa poursuite avoient esté publiées & jurées en la presence du Roy, tenant son lict de Justice. Mais que ceux, qui estoient pres la personne du Roy, avoient depuis esté cause de tout rompre, & dissiper non seulement la subtilance du Roy, ains encores celle de tous les Sugets de son Royaume, & principalement celle de luy, Duc de Bourgogne, & de tous ses bons amis & bien-veuillans, & les destruisant de corps & de biens, ainsi qu'ils les pouvoient prendre & apprehender: & qu'ils avoient procuré, tant en Court spirituelle, comme ailleurs, son deshonneur, & condamnation de sa bonne memoire & renommée, à la charge, mesme de sa generation & postérité. Quant au second Article, que, quand il avoit veu que ceux, qui estoient autour du Roy, avoient perseveré, & tousjours perseveroient en leurs rigueurs, n'ayans voulu entendre à aucun bon regime & bien de Paix, & que luy, ses amis, & bien-veuillans, estoient continuellement envahis & assaillis par voye de feu & de sang, avoit esté contraint de signifier par ses Lettres Patentes, en plusieurs particulieres Villes de ce Royaume, les dures rigueurs dessusdites, & pareillement les moyens qu'il tiendroit pour y remédier: tellement que, grâces à Dieu, ayant fait mandement de Gens-d'armes & de trait, avoir assemblé, pour le service du Roy & de son Royaume, six mille Chevaliers & Eſcuyers, & jusques au nombre de trente mille combatans. Quoy faisant, & tenant son chemin, avoit trouvé, en plusieurs notables Villes & Cités, quelques bons Bourgeois, & autres: qui, congnoissans sa bonne intention & volonté, luy avoient fait ouverture de leurs Villes & Cités: avec ce que ses gens avoient repris, au nom du Roy, plusieurs Places, sur quelques pillars, rochers, & malaisances, & icelles laissées en la garde d'aucuns nobles & vaillans hommes, Sugets du Roy, & tels, que pour chose du monde ne luy voudroient faire deloyauté: & que le tout avoit esté fait au gré des bonnes Villes & Cités, & de tout le Pais d'environ. Pour le tiers, que, s'il prenoit le serment des Habitans, c'estoit afin qu'ils perseverassent en bonne loyauté vers le Roy & le bien de son Royaume, à la confusion & reproche des empescheurs de Paix & destruisers du Royaume, estans pres la Personne du Roy: sauve la reverence duquel devoit n'estre pas ainsi que defense eust esté faite de ne luy payer les Aides & autres redevances: mais bien pouvoit estre qu'on avoit defendu de ne les bailler plus aux faux trahistres empescheurs de Paix, & commandé qu'elles fussent conservées & gardées à employer au bien du Roy & du Royaume, en temps & en lieu. Ce qui estoit bien fait: pource que tout l'Argent, qui estoit tombé entre mains d'iceux trahistres, montant à tresgrande somme, avoit esté mauvairement & deloyaument emblé au Roy, & reparti entre eux, à l'avantage des ennemis de France, & au tresgrand dommage du Roy & de son Royaume. Toutesfois son intention estoit de procurer, quand il seroit devers le Roy, que tels Aides n'eussent plus de cours, & que les bons Sugets du Royaume fussent reus en leurs anciennes libertés & franchises, en pourvoyant aux affaires du Royaume par toutes bonnes voyes & manieres. Touchant le quatrième Article, que telle imagination ne pouvoit tomber en cuer de loyal homme: à raison qu'on avoit autresfois veu la descente des Anglois, sans ce qu'on leur fist aucune resistance: combien que les trahistres, qui pour lors, & encores, gouvernoient le Roy, fussent tous avertis & acertenés de leur venue: dont le Roy avoit eu telle perte de Terre & de Chevalerie, que chascun favoit: & devoit on fermement tenir, & croire, que, si les Anglois avoient alors eu avantage sur le Royaume par le faux & mauvais regime des Trahistres, ils vouloyent en ce perseverer: veu mesmement que par les damna- bles manieres d'iceux Trahistres, ils avoient pris Har- ſen: qui estoit une des plus-fortes defenses de Nor- mandie. Ce que devoient bien noter, & graver en leurs cueurs, les nobles Chevaliers & Eſcuyers de la Compaignie de luy, Duc de Bourgogne: auxquels les débours de Paix vouloyent imposer telle trahison & deloyauté, que d'empescher de resister à la mauvaie volonté des Anglois. Finalement, que, sauve la reverence du Roy, tous ceux, qui disoient qu'il estoit alié & affermé aux Anglois, menoyent mauvairement & fausement. Sur le cinquième, que l'on voyoit clairement, par la requeste y comprise, la fausse & damnable volonté des Trahistres: pour- tant que tout le monde appercevoit bien qu'ils n'avoient nulle puissance, pour resister aux Anglois: & neantmoins, lors qu'il estoit temps de faire assemblée

ANNO
1417.

de Gens d'armes pour le Roy & pour son Royaume, & mesmement de tels bons & loyaux Chevaliers, qu'ils estoient en sa Compagnie, ces Trahistrs vouloyent qu'on leur donnât congé, & que l'on renvoyast chascun en sa maison: dont apparoiſſoit clairement, & évidemment, qu'ils le faisoient en faveur des Anglois, & pour grever le Roy & la Seigneurie: & pourtant ne seroit departir nul de ses Gens: ains pourſuyvoit tousjours son entreprise, comme il avoit promis par la teneur de ses Lettres. Au regard du sixième, que son feu Père avoit vrayement tousjours esté bon & loyal envers le Roy, & qu'à cette cause, voyant l'iniquité des mauvais regner en la Court de France au temps de son trepas, luy avoit commandé de loyaument servir le Roy, & la Couronne de France, sans épargner son corps, ne sa chevanee. A l'accomplissement duquel commandement il avoit continuellement tâché, & tâchoit encores, par toutes bonnes manières, tendant à la vraye réformation de ce Royaume, & à la conservation d'iceluy, sans avoir rien fait fondamment & légèrement en ce, ains meurement & confidément, avec saine résolution de Conseil, tellement que, s'il s'en departoit adonc, il en seroit blâmé & repris, à la grand' charge de luy & de ceux, qui de luy sortiroient: & pourtant ne s'en departiroit aucunement. Pour le sixième, que tout ce, qu'il avoit fait, & seroit, avoit esté, & seroit fait, au plaisir de Dieu, par le conseil de ses Barons, Chevaliers, & Eſcuyers, & autres Gens notables: & pource vouloit, & otroyoit plainement, que le Seigneur de Canny leur fît la remonſtrance, dont il estoit chargé. Car, plus on leur parleroit de telles affaires, & plus congnoistroyent ils les iniquités de ceux qui détouroient la Paix, & vouloyent empêcher sa bonne intention. Quant au septième, qu'il ne luy faisoit point faire les defenses y contenues: & qu'il faisoit bien que ces choses ne venoyent point de la certaine volonté du Roy (qui l'aimoit, luy vouloit tout bien, le desiroit, & demandoit souvent sa venue, ains ſeulement de l'Ordonnance des faux Trahistrs: & aussi (véu que les ennemis de ce Royaume y estoient naguères descendus) il n'estoit pas tems d'obéir à telles defenses: mais plustost devoient tous loyaux hommes s'employer à la garde & protection d'iceluy Royaume: & quand encores les ennemis n'y seroyent ja descendus, si ne voudroit il pas souffrir que les faux Traistrs demourassent en leur tel gouvernement. Touchant le huitième Article, que véritablement Messire Henry de Barle, l'Evesque de Paris, Messire l'anneuy du Châtel, Messire Burel de Dammarin, Maître Estienne de Mauregac, Maître Philippe de Corbie, & plusieurs autres, avoyent commis tant d'exces & crimes contre l'entretennement de la Paix de France, qu'il s'estoit mis en armes, non pas pour détruire le Royaume, ou pour favoriser les Anglois, mais pour chacer & débouter telles Personnes hors de leur gouvernement, & d'aupres du Roy: & ne celloient, pendant qu'il auroit vie au corps, jusques à tant qu'il luy parvenu à l'effect de sa bonne intention. Pour le neuvième, qu'en considération du bien de Paix, & de l'Union de ce Royaume (qu'il avoit tousjours desirée, & desiroit encores de tout son cuer) s'estoit transporté devers Monsieur le Dauphin, dernier trépassé, & vers son Monsieur de Hainaut, auxquels il avoit baillé, par écrit, une déclaration de la volonté finale, qu'il avoit sur icelle Paix, pour la tenir à tous ceux, qui la voudroyent avec luy, excepté avec le Roy Louis de Sicile, naguères mort, pour aucuns intérêts, qu'il pretendoit contre luy: & que Monsieur le Dauphin & le Comte de Hainaut, estans bien-contens de cette déclaration, s'estoyent transportés à Compiegne, pour conclusion de Paix: mais, combien qu'en telles choses on doive proceder le plus diligemment qu'on peut, afin de faire cesser tout incontinent de Guerres, neantmoins les Trahistrs d'aupres le Roy, avoyent tenu poſſé, par idées & envies, & autres voyes frauduleuses, l'espacer de trois mois, ou environ, sans y prendre aucune réſolution: ains, au contraire, estant le Comte de Hainaut finlement allé vers eux à Paris pour mieux parer over le Traité pourparlé, l'avoyent voulu prendre & arrester Prisonnier: tellement qu'il avoit esté contréi de le retirer covertement, & fort-hastivement de Paris à Compiegne: auquel lieu, assez tost apres sa venue, le Dauphin trépassé, luy estant la mort avancée par d'annale maniere. Bien vray estoit, que, s'estant le Comte retiré de Compiegne en son Pais de Hainaut, luy fut adré de quelque minute d'Articles de Paix: dont il fut tresmal content, disant que les Trahistrs apres le deces du Dauphin, y avoyent changé

& mué ce que paravant y avoit esté otroyé & conclu. Touchant ce que le Comte de Hainaut la luy avoit envoyée: mais, ayant esté veue avec meur & saine conseil, avoit trouvé qu'elle estoit tresmal gracieuse, au regard du bien du Roy, du Royaume, & de luy Duc de Bourgogne: & pource n'en avoit fait compte: ains en avoit esté meſme d'envoyer, par plusieurs Villes de France, ses Lettres larentes, cont'aux, a bonne intention & volonté qu'il avoit de réformer le gouvernement du Royaume. Sur lesquelles Lettres, présentées au Comte de Hainaut durant la maladie dont il mourut, avoit répondu que le Duc de Bourgogne faisoit bien, luy offrant son service, de corps & de gens, si Dieu luy donnoit grâce de réſolver de sa maladie. Enfin, & pour conclusion de toute sa réponse, lignifioit à chascun, qu'il persévérerait en son bon propos, & ne s'en deporteroit jusques à tant qu'il auroit parlementé avec le Roy, & remoulté les iniquités, tyrannies, inhumanités, & cruautés des Gouverneurs, la desolation du Royaume, & les moyens d'y remédier: tellement que le Roy & les pieux hommes de son Royaume en devroyent estre contents. Si est ce, neantmoins, qu'il offroit encores Paix à tous ceux, qui la voudroyent avoir avec luy, selon la teneur de ses Lettres.

LXVII.

Bulla Pape MARTINI V. quæ Regem Romanorum SIGISMUNDUM, aut LUDOVICUM Ducem Bavarie ab onerosâ Custodiâ Pape olim JOHANNIS XXIII. occupatâ, liberat, cumque Captivum sibi tradendum ornat. Datum Constantiæ in Concilio generali ſexto. Kalendis Januarii Pontificatus Anno primo. [Collectio Conciliorum Regis Tom. XXXIX. pag. 599 VON DER HARDT, N. german. Decretorum Concilium Constantiense Tom. IV. pag. 1500 PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. col. 252.]

MARTINUS Episcopus Servus Servorum Dei, cavens in Christo Filio SIGISMUNDO Rege Romanorum illustri, salutem & Apostolicam Benedictionem.

DUUM præfatus Sacrum generale Concilium Constantiense Personam Balthasaris filii, olim Joannis Pape vigesimi tertii in sua obedientia occupati, post à l'ius a Papatu per deſinitam Sententiam, ad eum Concilium, Canonice deſignatum, per eundem sententiam ad audiendum & innotandum factam, onero & honesto loco suo Custodiâ tuta, nomine dicti Sacri Concilii, qui nunc eodem sacro Concilio pro bono Unionis Ecclesiæ Dei videretur, condemnavit: quem nusque neciter & diligenter tam, per te, quam per electum Filium Noëlium Virum Ludovicum Ducem Bavarie & Comitem Palatinum Rheni, tuo nomine sub fide & tuta Custodiâ, honeste & devote, tamquam Unionis & Paſis Zelator devotus conservasti.

Cum autem nuper nos & nonnulli Nationum in eodem Concilio existentium Legatos, inter cetera sæpe requisitis, quatenus eundem aut Balthasaris prædictam de tua Custodiâ recipere, te se & nosm Ducem de ejusdem Balthasaris prædicta Custodiâ liberare & exonerare vellemus. Nos attendentes, quantis laboribus & studiis Pacem & Unionem Ecclesiæ Omnipotentis Dei nostri iheris profectus, & tunc esse, quod tu onus dictæ Custodiæ jam per biennium & penne per sex menses laboriose (quod pro magno habemus beneficiis) subisti, volentes te ac eundem Ducem (et iustum esse) ab omni onere liberare, (eodem sacro approbato Concilio) decernimus & ordinamus, Personam eandem dicti Balthasaris nobis, aut deputandis à nobis fore tradendam & assignandam, decernentes & declarantes, ac volentes (eodem sacro approbato Concilio) per traditionem & assignationem huiusmodi deputandis à nobis, per te aut dictum Ducem, vel alium fidei alios tuo nomine faciendum, eo ipso quod illas fieri contingeret, te & Ducem eundem ab omni onere, debito & obligatiōe dictæ Custodiæ, & alias occasione illius contractis, pondus nos & idem Sacram Concilium ac Ecclesiam universalem, esse ac perpetuo remanere liberos, solutos penitus & inmanes. Si quis autem hanc paginam Decreti, Ordinationis, Declarationis & voluntatis nostre infringere præsumpserit.

ANNO
1417.

ANNO fumpferit, aut ei ausu temerario contraire, indignationem Omnipotentis Dei, & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum.

1417.

* quinto.

Datum Constantiæ in Concilio generali, * sexto Kalendas Januarii, Pontificatus nostri Anno primo.

LXVIII.

1418. *Articles convenus & accordez dans l'Assemblée de l'ANSE TEUTONIQUE, tenue à Lubec, en 1418.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 313.]

SI quispiam Civium aut Incolarum, vel etiam plures ex Subditis in ulla Civitate HANSEÆ seditionem, tumultum, Raptum Concilii, uli, aut contrariationem apertam, vel occultam contra Magistratum suum moveat, aut exerceat quæ in ejus Magistratus contemptum, aut immutationem ejus potestatis, dignitatisque detractionem, vel convellentionem vergat; sique id liquito probati queat, vel ipsi rei fiant protipæ propere: Illi homines in nulla Hanse Civitate recipi, tolerari debent, sed potius judicari in summo rigoris Jure. Quod si idem in his observari debet, si qui sint, quibus talis Seditionis conspiratio aut Conciliatio tale exitum fuerit, nec ejus indicium Magistratui suo fecerint. Quod si verò aliqua Civitas extra Hanse Confederationem constituta, contra Hanse Civitatum voluntatem ejusmodi facinorosos homines patrocinio aliquo exciperet, & defenderet: tunc haud ulla Civitatum Hanseaticarum cum tali Civitate quicquam Commerci, aut Amicitie in ulla re etiam minutissima habere, quom ita in odium, & contemptum Hanse talem quæpiam aut plures facinorosos fecam perpetrat.

2. Quod si Senatus, & Magistratus totus, aut pars aliqua ejus in aliqua Hanse Civitate, aut Civibus, aut Incolis, Causa fide, & potestate privetur, quocunque modo, aut vi id tandem fiat; ea Civitas propterea ex Hanse excludat; & reliquæ Civitates Hanse omnes, & singula cum nullo Civium & Incolarum ejus Civitatis, in qua vis ea nefaria perpetrata est, quid Commerci, aut Negocii, vel Amicitie habeant, vel exercent, imò nec in sua Civitate aut Jurisdictione eorum quæpiam tolerant aut perferant, tam diu & donec Magistratus totus, aut pars ea Senatus, quæ vi & injuria affecta est, rursus in Potestatis Dignitatem atque locum præcæm & debitum restitutus sit eo modo, ut prius Senatus, aut Partis læsæ in omni libertatis & honestatis Jure, nec minus ipsi Hanse pro vi adhibita & inobediencia ad placitum Lustracium sit.

3. Nemo omnium five Civium, aut Hospes, cui coram Magistratu quid efficiendum est, secum ultra sex Personarum ad Senatum adducit: quoties verò senarium hunc numerum transgreditur in adductione tali, ille pro quavis Persona duas puri argenti marcas multæ loco solvit.

4. Nemo Mercatorum aut Negociatorum in Commerci Privilegio uti frui debet, nisi sit Civis in aliqua Civitate Hanse: Tum quoque nemo ad jus Civitatis in duabus Civitatibus Hanse admittitur, aut Civis utrobique fiat: malò minus quis ad Senioratum Mercatorum adbeatur, qui non sit Civis in aliqua Hanse Civitate.

5. Si quis in aliqua Civitate Civium Hanse Pecuniam habere in Commercio, & in eum finem profugus fiat, ut solvere nolle, aut debitores suos sibi lucro faciat; si in nulla Civitate Hanse tolerari debet: quod si verò non ex protervi id perpetratum, sed ignorantia quem excolet; Saltem Condidus tunc mortuus erit, nec valebit eundem.

6. Nemo ex Civitate aliqua, aliunde ex loco aliquo Regionis Pannum incolorat im, aut nondum colore quocumque tinctum emat, ut in aliam afferat, aut porce ad eam, colore aliquo tingendum; sed ubi Pannus est emptus, ibi quoque colore tincti debet, suo pena Pannii, & materie amissa.

7. Nemo Obolos, Nummos, aut Numisma aliquod in separationem sibi eligat, vel communis usus elibando sustinuat, quod vulgo *ausnippen*, five *antkippen* dicunt, ut inde deaurationem alius faciat, proptio lucro intentus; nec corruptionem ullam in ministris monetis committat, sub pena exclusionis ex Civitatibus Hanse; quum honestas actiones solummodo omnes Civis Hanse in Commerciis debeat. Si qui contra faciant Legibus publicis criminaliter quoque subji-

cientur cum acerbitate, quam quisque meretur deprecator fraudulentus.

8. Monetarius nemo, & Excusor Numismatis auream aut argenteam Monetam alicujus Principis, aut Civitatis aliquam faciat ita, ut inde novam impressionem Monetæ conficiat, aut in aliam Numismatis speciem transformet, ac Civitatis alicujus signum imprimat; sub pena amissionis omnium bonorum, aut quod Leges civiles, quid alicui imponitur sunt gravius.

9. Nemo excusor Numismatis aut Monetæ sibi cadat aliquam Monetam, licet ejusdem pondoris sit cum publica Monetæ, five sit aureum, five argenteum quid: neque confringat, aut colligescet Monetam ullam alterius Civitatis sub pondi centum Marcæm Lubecensem, aut alia pro libitu in gravioribus penâ.

10. Nullus Auriferorum, aut Obolos, aut quicquid est minoris Numismatis, nummos colligescat; aut confringat, dissolvat in furnulo suo talium quicquam sub penâ perjurii & perficæ, criminaliter vindicanda.

11. Mercatorum Nautarumve nullus emat frumenta, aut lupulim in agro, & priusquam ad maturitatem perveniat, vel adhuc in legibus accrescentia est; sic nec emat albos, haleria, aut pisces ejusmodi ante capturam, five antequam talia suis tonnis & vasculis incluserint: Quicunque huic contraria erit, venditor tunc Civitatis in multam decem Marcas solvat, ac emptor bona amittit sua.

12. Mercatorum nemo, vel Nautarum, Navem frumentis oneret aut impleat ita, ut ea per Nortfundium, aut Baltici Sundium excurrat, nec per Albin, aut Vilsurgim transeat, & ejusmodi in locis fluminum vectura utatur, nisi sit Civis Hanse, sub penâ amissionis omnium bonorum.

13. Nemo Laicorum ulli Clericorum sua cedat credita, ut Creditoris nomine, aut ex Jure cello à deo re exigat; sed quisque Creditor sua sibi debita exposcit juxta Juris Civilis, aut Statutorum rationem, nec quæpiam Judicium apud Civitatis Hanse ejusmodi suam denegat opem, nec in animadversionem Hanse cadat: sic & cuius Creditori auxilium præstabitur à Civitatibus Hanse.

14. Quoties Navis frumentis onerata & impleta fuerit, tenentur ad hoc Naucleri Ministri (ut sunt Celeutes, Paularii, Proreta: mediantini, Remiges, Metonautæ &c.) ut frumenta bene custodiant, tepius choragio, batillo aut in furibulo ea moveant invertendo, ne aduersionem aliquam, aut coruisionem patiantur: pro quo labore incumbit Mercatori, ut singulare naulon, aut præmiis quid illis solvat.

15. Nemo arma, tela, aut instrumenta bellica, vel nitri pulverem, vel aliam nocivam materiam, nec vicualia, aut ad vitæ sustentationem facientia Piratis, Prædonibus, Homicidis, & talibus malitiosis vendit, sub penâ vitæ.

16. Quod si in Mari quis Naufragium parat, tunc quisque Naurarum, & Mediantinorum, omnesque qui in Navi ad se-viendum obligati sunt opitalationi præfenti confestim adfuerint Nafragis, ac bona pro possibilitate salvantote: ac pro præstitis servitiis honestum cuique solvatur premium.

17. Naucerus nullus vel Navis Magister Navem suam nimium oneret ultra iustum pondus sub multa restitutionis in damno dato: quod si etiam ex imprudenti protervi causerit damnum mercimontis, nec sine custodia reddat, Nautæ jacturam navis sui, & illi enditi navalis, faciet & amittet.

18. Nec quisquam omnium, sint ejuscumque velint conditionis, à Piratis bona quaerant, aut ipsalia emat, sub penâ amissionis vitæ: Ita sub eadem penâ nemo bona ex naufragio liberata, aut salvata, sibi ascribat, aut suppiando occultet.

19. Quod si acciderit, ut Navis alicujus Ministri Piratis ea rursus eripiant bona, que tales Pores possideat Mercatoribus antea vi nefaria, aut alio modo è puerant, tunc fructuosi, & prohi illi Nautæ, aut eorum Ministri dimidiam partem talium ablatorum fiant, & servant; altera vero pars Mercatoribus manebit, qui si exiti & spoliati fuerint, quod si verò Milites, five Opibates & Classarii, qui stipendium in Navibus Prædiali Civitatum merentur, bona ejusmodi Piratis nequam furriant iterum, imò omnino Mercatori cuncta usque ad minimum restituant.

20. Nemo Naurarum ex ulla Regione aut Provincia post D. Martini enavigationem ullam suscipit: vel etiam ante quadrigesimalis temporis diem Divi Petri ex ullo loco, ubi hybernabit, enavigato; exceptis si

ANNO

1418.

ANNO
1418.

Navibus, quæ cervisâ aut halece sunt oneratæ: etiam post Festum Divi Nicolai Portus suos quarant, si poterint; nec minus post Festum Purificationis Mariæ ex Portu, ubi hybernarunt, Naves solvere, & egredi illis licitum erit, si serenitas, & clementia Cœli admittat.

21. Quod si contingat, ut Ministri Navium tempore necessitatis non fideliter pro conservatione bonorum, quæ imposita sunt Navibus, Nauciero suo, aut

Mercatori opem operamque præstent, sed negligentes, aut obstitant in proteviam extent eo usque, donec Naves suis bona evaserint, aut flusibus submersa fuerint; tunc nebulones capivi, & in carcerem abducti debent, in quacumque Civitate illi deprehendi poterint, atque tunc per integros quatuordecim dies non aliter, quam aqua & solo pane sustententur, saltem ad necessitatem vitæ sustentando, ut in honesta & fidelitas eo rectius conservetur.

ANNO
1418.

LXIX.

13. Fevr.
BRABANT
ET BAVIERE
RA.

Soen tusschen Hertoge JAN van Brabant, ende Vrouw JACOBA ter eenre, ende Hertoge JAN van Beyeren haar Oom ter andere syde, in date den 13. February 1418. [Groot Placat Boeck van de H. M. Heeren Staten Generaal der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 9.]

JOHAN by der gratien Godts Hertoge van Lothryck, van Brabant ende van Lintborgh, Mark-graef des Heyligen Rijcks, Grave van Henegouwen, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrieslandt. JACOBA by der selver gratie Hertoginne, Marckgravinne, Gravinne en Vrouwe der Landen voorz. Ende JOHAN by der gratien Godts Palensgraef by den Rhijn, Hertoge in Beyeren, Sone van Henegouwen, van Hollandt ende van Zeelandt. Doen condt allen Luyden, dat wy aensien ende aenmercken die groote swarchschade ende achterdeel, die overmits den Veeden, tweedracht ende geschillen, die overmits den geresen zijn, ende een lange wyl geduert hebben tusschen ons Hertoge ende Hertoginne van Brabant; onsen Landen, Luyden, Onderzaten ende Hulperen ende Medeplegers over een zyde. Ende ons Hertoge in Beyeren, onsen Landen, Luyden ende Hulperen en Medeplegers aen die andere zyde, ende om te schouwen die grote Bloetstortinghen en anderen onraet, die daer af noch meer vallen mocht: Aensienende oock heymelickheyden ende die Naheyde van Bloede wesende tusschen ons. Om welke wy begeeren de voorz. Veeden, tweedracht ende geschillen nedergeleyt ende ghesoecht mogen werden; hebben om die welvaert, nutschap ende oirbaer van ons ende onse Landen ende Luyden, ryen rade daer op gedaen alvorens te beyden zyden, gedadinght, over-een gedragen ende gelloten seckere Puncten, by middel van seckere Persoonen, Raedts-luyden ons liefs Heeren Ooms ende Broeders des Hertoge van Bourgondien, des last hebbende van sijner wegen, ende den Raedts-luyden van ons beyden, die Parteyen daer by ende over wesende, mit onsen wille ende cohsent, mit de welcken die voorz. Veede ende tweedracht vereffent ende versoent sal mogen werden. Ende hebben gebeden ende doen bidden, mits der absentie van onsen voorz. Oom, Heer ende Broeder van Bourgondien, onsen lieven ende geminden Neve, den Grave van Charloys, Soener te beyden zyden te willen wesen, ende die soo veel ghedaen heeft, om die Soene daer tusschen te maken, dat hy wilde de voorz. puncten by maniere van sententie, uytprake, of by syn Committeerden doen uytsprecken, en een gantsch vaste Soen maken en wysen, tusschen ons ende onse voorz. Landen, Luyden, Steden, Onderzaten, Hulper en Hulperen, ende alle anderen die dese Veede enighints roeren mogen: Des wy hem volkomen macht gegeven hebben, gelovende in goeder trouwe wel te houden en volkomen, wes by onsen Neve van Charloys of syn Committeerden daer of gelyt, uytgesproken ende gewijlt wert, uyt welke machte der selve onsen Neve van Charloys heeft gelyt tot onsen parthyen voorz., ende daer toe ghecommitteert mit syn opene Letteren, daer of ons byden Hertogen blecken is, ende sijn des wel content. Dats Lodewijck van Luxemburge, Bisschop van Thurenburgh, Heer Pieter van Luxemburge, Grave van Conversant ende van Brienen, Heere tot Edingen onsen Neve, Jan van Schoonvorst, Burghrave tot Monnoyen, Heere van Cranendonck ende van Diepenbeeke, Gillis van Aringen, Heere tot Enfins, Mr. Jan van Keythulle, Raedts-luyden ons voorz. Ooms ende Broeder van Bourgondien, aen den welcken wy begeeren ende gebeden hebben, dat sy in den name van on-

LXIX.

Réconciliation entre JEAN Duc de Brabant, & 13. Fevr.
JAQUELINE sa Femme d'une part ;
JEAN Duc de Bavière leur Oncle d'autre part, BRABANT
ET BAVIERE
RA.
faite le 13. Février 1418. [Dans le Grand
Recueil des Placards. Tom. III. pag. 9.]

JEAN par la grace de Dieu Duc de Lorraine, de Brabant & de Limbourg, Margrave au St. Empire, Comte de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Frise. JAQUELINE par la même grace, Duchesse, Margravine, Comtesse & Dame des Pais susdits. Et JEAN par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavière, Fils de Hainaut, de Hollande, & de Zelande. A tous, savoir faisoit, & deservant, & considérant les grandes dommages & desavantages qui naissent de la discorde & dissension qui ont duré un long tems entre nous Duc & Duchesse de Brabant, nos Pais, Gent, Sujets & nos habitants d'un cost, & nous Duc de Bavière, nos Pais, Gent & habitants d'autre, & pour lever la grande confusion de Sang & la dissension qui pourroit ensuivre, considérant aussi la proximité de sang qui est entre nous; à cause dequoy desirans d'asseoir lesdites dissensions & discordes, avons pour le proffit & utilité de nous, de nos Pais, & Sujets, delibéré & arrêté certain Point par le moyen de certaines Personnes, Conseillers de nos cher Oncle & Frere le Duc de Bourgogne, qui avoit charge de luy, avec les Conseillers de nostre part, si fissent de nostre volonté & consentement les susdits accord & accomodement. Et avons pris & fait pour, & cause de l'absence de nostre susdit Oncle, Seigneur & Frere de Bourgogne, nostre cher & aimé Neveu le Comte de Charolois d'être le Reconciliateur des deux Parties, lequel a tant fait pour effacer ladite reconciliation qu'il a déclaré qu'il vouloir par luy ou ses Commissaires terminer les susdits différens par une Sentence, & faire une ferme reconciliation entre nous & les susdits Pais, Sujets, Villes, assisians & autres que lesdits différens peuvent toucher. C'est pourquoi nous les avons donné tout pouvoir, promettant en bonne foy d'entretenir entièrement ce qui par nostre Neveu le Charolois ou ses Commissaires sera dit & prononcé à cet égard, en vertu duquel pouvoir nostre dit Neveu de Charolois a commis par ses Lettres Patentes, dont il nous est apparu à nous Ducs, & sommes bien contents, savoir le Reverend Pere en Dieu le Sieur Louis de Luxembourg, Evêque de Thurenburg; le Sieur Pierre de Luxembourg, Comte de Conversant & de Briene, Seigneur d'Edingen nos Neveux; Jean de Schoonvorst, Burgrave de Monnoyen, Seigneur de Cranendonck & de Diepenbeeke, Gilles d'Aringen, Seigneur d'Enfins; Mr. Jean de Keythulle Conseillers de nos susdits Oncles & Neveu de Bourgogne, lesquels avons requis & pris, qu'au nom de nostre dit Neveu de Charolois &

ANNO
1418.

sen voorz. Neve van Charloyse, als tot hun keerende volmacht hebben wy te spreken ende wylen de voorz. Soene. Ende wy Lodewijck van Luxenberge by Godis genade Bisschop van Thurenburgh, Pieter van Luxenberge, Grave van Conventant ende van Brienen, Heere tot Edingen, Jan van Schoonvorst, Burghgrave tot Monnoyen, Here van Cranendonck ende van Diepenbeecke, Gillis van Arningen, Heere tot Enfins, ende Jan van Keythulle, Raedts-luyden ons ghenadigen Heere des Hertoge van Bourgondien voorz., als hier toe gecommittreert van wegen ons genadigen Heere des Grave van Charloyse, hebben wy by virtuten vander maht ende last, die ons daer op heeft gegeven de selve onse Heere van Charloyse uytsproken ende ghewijst, uytspreeken ende wylen by dese Letteren, over ende in name van hen in eeren Godts ende onser lieve Vrouwen, tgene in der manieren dat hier na van punct tot puncte verlaert ende geschreven staet.

I. In den eersten; dat mynen voorz. Heere ende Vrouwe van Brabant, en mijn Heere van Beyeren in al heur Landen, Steden, Luyden, Onderfaten, Hulper ende Hulperen, ende alle die gene die in desen Veeden eenighints roeren mach, van alle Veeden, twist en geschil, tweedracht ende ongunst, die sy tot desen dage toe gehadt mogen hebben, dat van desen voorz. Veede roeren mach, voortaan gantchelijck, geheel ende altemael bekent ende vercoft sullen wesen, ende sullen staen doode tegens doode, brandt tegens brandt, roof tegen roof.

II. Item, soo sal mijn Heer van Beyeren hebben en houden die Stede van Dordrecht metter Balliufchap ende Dijkgraefchap van Zuyt-Hollandt, ende mit allen heuren Rechten, Vryheden en toebehoren te Water ende te Lande, ende dat mijn Heere van Brabant ende mijn Vrouw, noch niemant van haren wegen in den Landen geen vryheden, rechten noch seggen hebben noch houden, en sullen behoudelijck allen heuren Onderzaten, en een yegelijck syner hoger Heerlijckheyt ende Ambachts-heerlijckheyt, Mannen; Thieden, Renten ende Goeden daer in te hebben ende houden, als sy die gehadt hebben; dese voorz. Stadt en Lande mijn Heere van Beyeren te hebben ende te leen, gelijk heim sijn andere Landen ende Slootten voort gegeven sijn ende die te houden erfelijck in alle manieren, als hy sijn andere Landen ende Sloten, die hy in Hollandt heeft, houdende is.

III. Item; soo sal mijn Heere van Beyeren hebben die Stadt van Gornicheen mitten Lande van Arckel, mit allen hoiren Rechten ende Vryheden; gelijk sy die van oudts gehadt ende gebruyckt hebben te Water ende te Lande; Liederdam mitten Lande vander Leede, de mit haren Thiol-recht ende Vryheden in Hollandt, ende t Lande van Schoonrewoert; alsoo die leggen ende streckende sijn tusshen Mannen ende Giften van Kercken, die vander Hoofstadt van Arckel van oudts verleent sijn, ghelijckerwijs en in aller maten, als Hertoge Willem zal ged. ruynde mitter doot, mit alle die Renthen ende Delinge daer inne gelegen, ende voort afstuck recht als mijn Heere, en Vrouwe van Brabant hebben aen den Lande van Hagheleyu mit synen toebehoren, ende die sal hy hebben ende behouden erfelijck van mijn Heere ende Vrouwe van Brabant te leen, gelijk voorz. staet. Behoudelijck dies, dat mijn Heere ende Vrouwe van Brabant vande Landen, die den Heere van Arckel plaghen toe te behoren, niet gehouden sullen sijn van eenige schade, als van roven of van brandt, of van diergelijck fonder archlist.

IV. Item, soo sal hy hebben die Stede van Rotterdam mit allen heuren Rechten ende Vryheden, die sy hebben van de Graeffelijckheyt van Hollandt, en mit allen hoiren toebehoren te Water en te Lande, als Hertoge Willem hadde, gelijk hem sijn andere Slootten ende Landen voorgegeven sijn, ende die te houden als voorz. is.

V. Item, want die niemant van Schieland begert heeft, dat sy behouden hare schouwen vander Stuyfen die tot Rotterdam leggen, ende van den Dijk ende Wateringen in de Lande van Schielandt ghelegen, gelijk sy dat by tyden Hertoge Willems ende syne Voorvaderen geschouwer hebben, dat sal staen aen den Tresaurier ende aen den Raedt, die beyde Heere t saken setten sullen; ende wes die ordonneren sullen tot 's Landts oirbaer; daer af sal mijn Heere van Beyeren syne Brieven geven den Heemraden dat te gebruycken, gelijk die Tresaurier ende Raedt dar sullen ordonneren.

VI. Item; soo sullen alle gevangen aen byden zydē

comme ayant plein pouvoir de luy ils ayent à prononcer sur ladite reconciliation. Et nous Louis de Luxenberge par la grace de Dieu Evêque de Thurenberg, Pierre de Luxenberge Comte de Conventant & de Briene, Seigneur d'Edingen, Jean de Schoonvorst Burgrave de Monnoyen, Seigneur de Cranendonck & de Diepenbeecke; Gillis d'Arningen, Seigneur d'Enfins, & Jean de Keythulle Conseiller de nre gracieux Seigneur Duc de Bourgogne, avons en vertu du pouvoir & charge, & de la commission à nous donnée de la part de nre gracieux Seigneur le Comte de Charolois, dit & prononcé, disons & prononçons par ces présentes Lettres, au nom & en l'honneur de Dieu & de nre Dame, ce qui de point en point est déclaré & écrit cy-dessous.

I. En premier lieu, que Mes Seigneurs & Dame de Brabant, & Monseigneur de Bavière, seront à l'égard de leurs Pais, Villes, Gent, Sujets, Assistans, & tous ceux qui peuvent avoir part en cette dissolution reconciliez dans les differens, discordes & inimitié qu'ils peuvent avoir eu jusques à present, lesquelles à l'avenir seront entièrement assoupies, & les Parties s'assisteront l'une l'autre en toute rencontre.

II. Item, Monseigneur de Bavière aura & tiendra la Ville de Dordrecht avec le Baillage & le Dyckgravin de Zuid-Hollande, avec tous leurs Droits, Libertez, & appartenances tant par Eau que par Terre, & que Monseigneur de Brabant, ni Madame ni Personne en leur nom n'aurent dans ces Pais nulle franchise, droit ni rien à dire ni à tenir, si ce n'est à leurs Seigneurs & à un chacun leurs Seigneuries, Juravictions, Lieux, Dixmes, Rentes & Biens qu'ils retiendront comme ils les ont en la susdite Ville & Pais seront tenues par mon dit Seigneur de Bavière comme il tient en Hollande ses autres Pais & Châteaux héréditairement en toute maniere.

III. Item, aura Monseigneur de Bavière la Ville de Gornicheen avec le Pais d'Arckel & ses Droits & Franchises, comme il les a eus & s'en est servi d'ancienneté par Eau & par Terre; Liederdam avec le Pais de Leede, avec ses droits de Doiane & Franchises en Hollande, & le Pais de Schoonrewoert, comme il est sié & s'ient entre Merwede, Linge & la Leche, avec les Prests & Donations des Eglises qui ressortissent d'ancienneté à la Ville capitale d'Arckel comme le Duc Guillaume les a laissés à sa mort avec les Rentes & dîmes qui y sont, & en outre tous & tel droit que Mes Seigneurs & Dame de Brabant ont au Pais de Haghestein avec ses appartenances, & il les possèdera & tiendra héréditairement à soy & hommage de mes Seigneurs & Dame de Brabant, comme il est us cy-dessus. Excepté que pour les Terres qui estoient appartenir au Seigneur d'Arckel, mes Seigneurs & Dame de Brabant, ne seront tenus d'aucun damage, comme de ravage, d'embrasement, & semblable sans dissimulation.

IV. Item; il aura la Ville de Rotterdam avec tous ses Droits & Franchises, qu'ils ont de la Comté de Hollande, & avec toutes ses appartenances par Eau & par Terre, comme le Duc Guillaume l'avoit, & comme ses autres Châteaux & Pais lui ont été donnez, & à les tenir comme dit est.

V. Item, comme personne de Schielandt; ne desire de retenir l'inspection des Esclaves qui sont situés à Rotterdam & des dignes & eaux qui sont dans le Pais de Schielandt, comme ils l'ont en du tems du Duc Guillaume & de ses ancêtres, cela dépendra du Tresorier & du Conseil que les deux Seigneurs conjointement y mettront, & ce qu'ils ordonneront pour l'exécution du Pais, Monseigneur de Bavière en donnera ses Lettres au Conseil privé, pour en user comme le Tresorier & le Conseil en ordonneront.

VI. Item; tous les prisonniers de pais & d'autre seront

ANNO
1418.

ANNO
1418.

den los, sedigh ende quijt zijn, behoudelijk dat sy een oude Overveede doen fullen, ende alle onbetaelt gelt quijt, dat voor den anderen dagh Januarij laestleden, doe dese dadinge gelosten wort, niet en was betaelt, ende dat men alle die Brieven, die gevangen ende gefchat zijn van haren Overveden, op allen syden gegeven hebben, leggen sal ende brengen onder handen des Trefuarers, die beyde mijn voorfz. Heerred van Brabant ende van Beyerens of hare beyde Raden setten fullen. Ende die selve Trefuarier ende Raden by hen wensende, fullen tusschen dit ende Sonnedagh tot half Vastlen, als men inder Kercke singet, *Lectare Jerusalem*, den Gevangen voorfz., Brieven van een oude Overveede, die de Gevangen doen fullen, ende den voorfz. Trefuarier midts Raedts handden, daer mede fy gesaten fullen, ende ontfant en quijt zijn van Overveden, die fy voor gedaen hebben, sonder argghilt.

VII. Item, als van de Heeren van Egmont ende Heer Willem sijn Broeder, fullen mijn Heere en Vrouwe blyven aen mijn Heere van Bourgondien ende synen Rade, ende fullen weder in mijn voorfz. Heere ende Vrouwe Landt komen, wesen en blyven fullen, by alsof dat sy binnen centre maent, binnen den voorfz. Lande niet en komen, ten ware dat mijn voorfz. Heere en Vrouwe van Hollandt ende van Beyerens de Brieven van de Steden van Hollandt eer weder kregen, die de Heere ende Vrouwe den selven Steden ghegeven hebben, als van de voorfz. Heer van Egmont ende synen Broeder in den voorfz. Lande niet te komen, sonder argghilt.

VIII. Item, soo sal Heer Gerrit van Heemskerck blyven aen de Visdomer van Beyerens, ende Heer Floris van Borfelen van sulcke schade, als hem mach geschiet wesen aen synen dienst van Amsterlant, syne Duynen tot Heemskerck, ende sijn Huys ende Sloten aldaer, dat hem t'eenemaal nedergeworpen is, daer of sy haer seggen uyten fullen binnen acht dagen, na dat seggen gheleyt sal zijn tusschen den Heeren, ende wes sy daer af seggen fullen, dat salmen volkomenlyck houden.

IX. Item, soo fullen alle de Ballingen, die voor af na Hertoge Willems dootd uit den Lande gebannen zijn geweest, ende by mijn Heere van Beyerens sijn, weder vry en ongecalangiert in de voorfz. Landen en hare Goeden ende Ambachten komen, wesen en blyven naer inhouden haerer Brieven, die sy daer of bescheyden hebben, die Ballingen sijn om dootlagen wille by hen gedaen, dat die niet weder overkomen fullen ter tijt toe dat sy metten partyen verleden zijn, de voorfz. punten alijt behouden ende in heur macht blyven.

X. Item, ghevielt, dat mijn Vrouwe van Brabant storve sonder levende geboorte achter te laten, soo sal mijn Heer van Brabant, de Landen, Slootten en Steden van Hengougouwen, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrielandt, dat terstont hen ruymen ende overleveren, ende daer af fullen mijn Heere en Vrouwe van Brabant voorfz. mijn Heere van Beyerens haer seggende Brief geven, ende oock die Ridderfchap tot achte of negen toe, in elcken van die Landen van Hengougouwen, van Hollandt ende Zeelandt, ende daer toe die Steden der selver Landen; welcke Brieven, mijn voorfz. Heere en Vrouwe van Brabant, fullen mijn voorfz. Heere van Beyerens of synen seeckeren Bode des machts hebbende leveren, in der voorfz. Stadt van Rotterdam, op den voorfz. Sonnedagh, *Lectare Jerusalem*, naer inhouden der Notulen, die sy seggen daer af gemaect te hebben.

XI. Item, soo sal Jan van Broeckhuysen synre faecken blyven aen mijn Heere van Brabant en van Beyerens, in sulcker maten. Ten eersten, beyde de Heeren by een komende, dat dan haer elck twee van hoiren Rade daer toe seggen fullen, ende beyde de Heeren, ende vier Raets-luyden voorfz., fullen hen toefeggen ende geloven, dat sy vier voorfz. dat binnen de twee maenden daer naest-volgende, dat klerlijck t'amentlijck uytfeggen fullen, ende dat fullen mijn Heere van Brabant ende van Beyerens Jan voorfz. houden, ende waert faecke dat de vier niet eens en mochten, soo fullen sy dat brengen aen Heer Willem van Gent, die sy tot eenen Overman daer toe genomen hebben.

XII. Item, soo fullen die van Utrecht ende Amersfoort, die Heere van Cuylenburgh, ende Heer Gerrit van Heemskerck ende alle die hulperen ende hulper-hulperen aen beyde syden, ende daer toe die gene, die in deser Veede roeren mogen, mede versioent wesen, ende elck

seront relâchez à la reserve qu'il faudra qu'ils payent une vieille contribution & seront déchargés des dettes qui ne seront pas encore acquittées devant le 2. jour de Janvier dernier, jour de la date des présentes, & qu'on apportera, & mettra toutes les Lettres que les prisonniers ont donné de tout côté de leurs contributions & des mains des Tresoriers que Messieurs de Brabant & de Baviere ou leur Conseil établiront. Et lesdits Tresoriers & Conseil étant assemblés, entre cy & le Dimanche de mi-Carême au tems que l'on chante dans l'Eglise le *Lectare Jerusalem*, lesdits prisonniers remettront leurs Lettres de contribution entre les mains du susdit Tresorier & Conseil, en quoy faisant ils en seront quittes & déchargés sans tromperie.

VII. Et quant à l'affaire des Seigneurs d'Egmont & du Seigneur Guillaume son Frere, mes Seigneurs & Dame s'en tiendront à l'intendant de Baviere, & son Conseil; & ils reviendront au susdit Pais de mes Seigneurs & Dame, y seront & demeureront, pour à que ce ne soit d'na mis qu'ils viennent dans le susdit Pais; à moins que mesdits Seigneurs & Dame de Hollande & de Baviere, ne reportent plutôt des Villes de Hollande, les Lettres que ledits Seigneurs & Dame ont donné auxdits Villes, de ne point faire venir lesdits Seigneurs d'Egmont & son Frere aux susdits Pais, sans tromperie.

VIII. Item, ce qui concerne le Sieur Gerard de Heemkerck demeurant à l'intendant de Baviere, & au Sieur Florent de Borselle à l'égard du dommage qui lui a été fait en ses Terres, du Pais d'Amster, Dunes de Heemkerck & des Maisons & Châteaux qu'il y a & qui ont été entièrement abattus dont ils demanderont leur Sentence dans huit jours, après que les raisons auront été portés par devant les Seigneurs. Et ce qu'ils feront à cet égard sera entièrement observé.

IX. Item, ceux qui ont été bannis avant, ou après la mort du Duc Guillaume, & qui sont après du Seigneur de Baviere, reviendront libres & sans rançon dans le susdit Pais & dans leurs Biens & Terres, & y seront & demeureront selon le contenu de leurs Lettres. Ceux qui sont bannis pour meurtres par eux commis ne reviendront pas qu'au préalable ils n'ayent satisfait la Partie, & demeureront lesdits points en leur force & vertu.

X. Item, s'il arrivoit que Madame de Brabant mourût sans laisser d'enfant d'elle, Messieurs de Brabant laisseraient aussi-tôt les Pais, Châteaux & Villes de Hainaut, de Zeelande & de Frieze, de quoy mes Seigneurs & Dame de Brabant donneront leurs Lettres scellées à Messieurs de Baviere, & aussi la Chevalerie jusques à huit ou neuf dans chacun des Pais de Hainaut, de Hollande, & Zeelande, & avec cela les Villes desdits Pais; lesquelles Lettres mes susdits Seigneurs & Dame de Brabant livreront au susdit Seigneur de Baviere ou à son Messager ayant charge de lui, & ce dans la susdite Ville de Rotterdam au Dimanche cy dessus, *Lectare Jerusalem*, suivant les Notules qui en ont été faites.

XI. Item, les affaires de Jean de Broeckhuysen demeureront (à la décision) de Messieurs de Brabant & de Baviere, en la maniere suivante. Premièrement les deux Seigneurs étant assemblés, ils en nommeront chacun deux de leur Conseil, & les deux Seigneurs avec les quatre Conseillers susdits, promettront qu'iceux quatre susdits termineront les affaires clairement & conjointement dans deux mois prochainement venant, ce que Messieurs de Brabant & de Baviere, & Jean susdit agréeront. Et s'il arrivoit que les quatre ne pussent pas s'accorder, ils porteront la chose au Sieur Guillaume de Gent qu'ils ont pris pour Arbitre.

XII. Item, ceux d'Utrecht, & d'Amersfort, le Sieur de Cuylenburgh, & le Sieur Gerard de Heemkerck & tous les adhérents de part & d'autre, ensemble ceux qui peuvent avoir part dans cette inimitié, seront reconciliés, & chacun rentrera sur le sien, exceptez telles

ANNO
1418.

ANNO
1418.ANNO
1418.

elck op den synen sonder arglist; uitgefcheyden sulcke Renten ende Have, die in mijn Heeren en Vrouwen Reckeninge te Boeck zijn, of binnen een half Jaer komen sullen.

XIII. Item, soo sal mijn Heere van Beyeren het Regiment van de Landen, als Henegouwe, Hollandt en Zeelandt gemeen hebben mit mijn Heere van Brabant vijf Jaren lanck duerende. Ende sy sullen den Raedt t'famentlyck setten, ende tamentlyck een Tresorier. Ende of beyde die Heeren niet eens en konden werden een Tresorier te maecten, soo sullen sy beyde de Heeren Raden, die sy elck even veel setten sullen, t'famentlyck, of die meestendeel eenen Tresorier kiesfen, sonder der Heeren wederseggen op hoiren Eedi binnen acht dagen, als beyde die Heeren by een sullen zijn gekomen. Behoudelyck dat mijn Heere van Beyeren geen seggen hebben noch behoeden sal in den Raet, die mijn Heere van Brabant nu heeft of maken mach in synen Lande van Brabant, of die hem sijn Vader en Moeder aenge-erst hebben, ten ware dat mijn Heere van Brabant mijn Heere van Beyeren daer toe bade.

XIV. Item, de Schouten in de Steden: Item de Bailjowen ende andere Ampt-luyden in den Lande, sullen sy t'famentlyck setten onder de Brieven van Commissie mijns Heeren van Brabant.

XV. Item, de Gerechte in de Steden sullen sy gemeen setten, dats te weten, waren daer elf, soo sullen elck van de Heeren voorz. de vijf setten, ende konden sy van den elfden niet eens gesijn, soo sullen die thien den elfden kiesfen by hoiren Eede, ende desgelijcks in negen, in feven, waer sy onseffen sijn in getale.

XVI. Item, soo sullen die van den Gerechte twee-eren mijn Heere ende Vrouwe van Brabant, goet ende getrouwe te zijn hoiren Heerlijckheden ende Erve te bewaren, ende eenen yegelyck recht ende vonnisse te doen.

XVII. Item, soo sal mijn voorz. Heeren van Brabant en van Beyeren in allen Castelen, Borgen en Slootten die Casteleynen ghemeyn setten; die welke twee-eren sullen die Slootten wel ende getrouwelick te bewaren, ende die niemant over te geven, dan mijn Heere van Brabant ende mijn Vrouwe, alsoo lange als sy t'famen in Huwelijck zijn; dats te weten; alsoo lange als mijn Vrouwe leven sal; ende na mijn Vrouwen dootd, mijn Heere van Beyeren, alsoe mijn Vrouwe sonder geboorte na haer te laten.

XVIII. Item, soo sullen die Casteleynen, Bailjowen, Schouten ende andere Dienaers in de Steden ende Landen, ende die Gerechten inde Steden t'famentlyck twee-eren; mijn Heere van Beyeren gehoorfaem te wesen mit mijn Heere van Brabant, dese vijf Jaren lanck geduerende, behoudelyck mijn Heere van Brabant sijn Heerlijckheit, als voorz.

XIX. Item, soo sal mijn Heere ende Vrouwe van Brabant voorz., ofte hare Ambachters, die mijn Heere van Brabant ende van Beyeren t'famentlyck setten sullen, voor hen heffen ende beuren alle nutschap ende profijt, Renten, Forfalden, Beden, Vervallingen ende opkomingen, die vallen ende verschynen sullen in den voorz. Lande, hoe die gheenoemt mogen zijn, sonder mijn Heere van Beyeren des te ghenieten in eniger wijs. Behouden dien, als mijn Heere van Beyeren gheboden ware van mijn Heere van Brabant in Hollandt te komen, of dattet den Lande en Luyden kennelijcke nootfaecke ware, dat hy daer quame, soo sal hy in der Herberge met tsetigh Paerden mogen komen, ten ware dat hem die Tresorier met meer Paerden bade te komen, ende als mijn Heere van Brabant of mijn Vrouwe daer niet en waer, soo sal men elcks daeges voor elcke drie Paerden ende Luyden een Kroon geven, ende al sonder arglist. Ende sullen de Tresoriers ende alle Officiers jaerlijcks of als t'gewoontlyck is, rekenen voor mijn Heeren van Brabant ende van Beyeren, ende haer beyder Raedt.

XX. Item, soo sal mijn Heere van Beyeren vertyen van alle dat hy hebben of eyfchen mach op die Landen van Henegouwen; Hollandt; Zeelandt ende Vrielandt; mit hoiren toebehoren, t'zy by gunste van de Paus ende den Konigh van Romen of andersints; behouden dien dat hy alrede heeft in den Lande, ende oock boven geschreven staet, ende daer toe aenbesterven mach. Ende sal overgeven ter goeder trouwen mijn Heere en Vrouwe van Brabant alle die Brieven die hy hebben mach verworven van de Paus ende Koning voorz. op die voorz. Landen, of eenigh van

zeller Renten & Biers qui sont dans le Livre des Comptes de mes Seigneurs & Dame, ou qui y viendront dans le tems d'un demi an.

XIII. Item, Monseigneur de Baviere aura en commun avec Monseigneur de Brabant le Gouvernement des Pais, comme Hainaut, Hollande & Zeelande, l'espace de cinq Annees, & ils enliront ensemblement un Conseil & nommeront un Tresorier. Et si les deux ne pouvoient s'accorder pour faire un Tresorier, les Seigneurs Conseillers que chacun etabliront par egalé choisiront ensemblement, ou la plus grande partie d'eux, un Tresorier dans huit jours, sur leur serment quand les deux Seigneurs seront assemblez, & ce sans contradiction des Seigneurs. A la charge que Monseigneur de Baviere n'aura point de voix ni rien à dire au Conseil que Monseigneur de Brabant a, ou pourra avoir, dans son Pais de Brabant, ou en ce dont ses Pere & Mere l'ont mis en possession, à moins que Monseigneur de Brabant n'en requise Monseigneur de Baviere.

XIV. Item, les Prévôts dans les Villes, & les Bailiffs dans les autres Places, seront créez conjointement sous les Lettres de Commission de Monseigneurs de Brabant.

XV. Item, la Justice dans les Villes sera mise en commun, savoir, s'il y en avoit onze, chacun des Seigneurs en mettra cinq, & s'ils ne pouvoient s'accorder pour l'onzième, les dix le choisiront sous leur serment, & ainsi de neuf, de sept, & où ils seroient non pair.

XVI. Item, ceux de la Justice jureront d'être bons & fideles à mes Seigneurs & Dame de Brabant, & de conserver leurs possessions & Seigneuries, & chacun de faire droit.

XVII. Item, Monseigneurs de Brabant & de Baviere mettront conjointement les Commandans dans les Châteaux, Bourgs, & Ports, qui jureront de les garder fidelement, & de ne les remettre es mains de Personne qu'en celles de Monseigneur de Brabant & de Madame, tant qu'ils resteront mariez, c'est-à-dire, tant que Madame vivra, & après la mort de Madame à Monseigneur de Baviere, si Madame mourroit sans Enfants.

XVIII. Item, lesdites Garnisons, Bailiffs, Prévôts, & autres Serviteurs dans les Villes & Pais, & les Justices des Villes jureront conjointement d'obéir à Monseigneur de Baviere & à Monseigneur de Brabant durant ces cinq Annees, sauves à Monseigneur de Brabant ses Seigneuries, comme dit est.

XIX. Item, mes Seigneurs & Dame de Brabant, on leurs Officiers, Ambachters, que Monseigneurs de Brabant & de Baviere etabliront ensemblement, leveront & recevront pour eux & à leur profit, toutes Rentés, Amendes, Impositions, Tailles, Revenus, qui arriveront & écherront dans les susdits Pais, quelque nom qu'ils aient, sans que Monseigneur de Baviere en jouisse en aucune maniere. Excepté que si Monseigneur de Baviere doit requies par Monseigneur de Brabant de venir en Hollande, ou que cela sût d'une nécessité notoire au Pais & aux Habitans, s'il y venoit, il pourroit venir dans l'anberge avec soixante Chevaux, à moins que le Tresorier ne le prie de venir avec un plus grand nombre; & si Monseigneur de Brabant ou Madame n'y étoient pas, on donnera chaque jour un den pour chaque trois Chevaux & gens & le tout sans tromperie. Et tous les ans, ou comme il est accoutumé, les Tresoriers & tous Officiers rendront compte pardevant Monseigneurs de Brabant & de Baviere, & leurs Conseils.

XX. Item, Monseigneur de Baviere renoncera à tout ce qu'il peut avoir ou demander sur les Pais de Hainaut, Hollande, Zeelande, & Frise, avec leurs Appartenances, soit par faveurs du Pape, & du Roy des Romains ou autrement; excepté ce qu'il a déjà au Pais & qui est cy dessus écrit, & qu'il pourra heriter; & delivra à mes Seigneurs & Dame de Brabant toutes les Lettres qu'il peut avoir obtenus du Pape & du susdit Roy à l'égard des Pais susdits, ou

ANNO
1418.

van hen, om te sien, te lesen, ende dan terstont te cassen ende te niet te doen. Ende daer toe sullen geloven niet te verwerven, te laten noch doen verwerven alsculck Brieven of diergelijck, by tyde mijne Vrouwe of hare Kinderen; ende waert dat sy by yemant anders verworven worde ende gesonden, soo en sel hy die niet ontfanen, noch hen mit dien behelpen in geene wijs: Welcke Brieven van vertichtenisse, en oock die hy heeft van de Paus ende Koningh voorz., mijn voorz. Heere van Beyeren sal overleveren of doen overleveren mynen voorz. Heere ende Vrouwe van Brabant of haren sekeren Bode, des machts hebbende te Delft inder Stadt opten voorz. dagh *Latare Jerusalem*, naer inhouden der Notulen, die sy seggen daer af gemaect te hebben.

XXI. Item, soo sullen die Poorteren van Dordrecht geest zijn op alle hoire onroerende Goeden die voor oogen zijn, ende op alle hare Rentten ende Schulden, soo waer die gelegen zijn, die sy hadden, ende men hen schuldigh was eer dese Veede optont, ende des sal een yegelijck sijn Rentten en Schouden oock hebben.

XXII. Item, soo sullen mijn Heere ende Vrouwe van Brabant confirmeren der Stede van Dordrecht, en der gemeene Bailjouchap van Zuydt-Hollandt alle hare Rechten, Hantvesten, Privilegien, Herkommen ende Keuren, die sy van Hertoge Willem zal. ged. ende van syne Ouderen verkregen hebben, en bezegelt, die vaste, stade ende onverbroocken te houden, tot ewigen dage voor hen en voor haer Nakomelingen.

XXIII. Item, soo sullen mijn Heere ende Vrouwe van Brabant quijtschelden der Stede van Dordrecht en alle hoire Poorteren van alle breucken, misdaden ende aentichten, die sy tegen hen gebrueckt ofte misdaden moghen hebben, of dat sy hen t'eynden mochten wesen, ende oock quijtscheldinge van alle schulden eysschen, die sy of yemant van harent wegen der Stadt van Dordrecht eysschen mochten, tot desen dage toe, of dat van haer roeren of komen mochte sonder arglist: By alsoo is de voorz. Stadt mijn Heere of Vrouwe eyt schuldigh, dat sy dat betalen sullen mijn Heere van Beyeren, na dat hen mijn Heere ende Vrouwe voorz. die schulden opgedragen ende overgegeven hebben; ende die van Dordrecht mit Quitan-tie-brieven daer af quijtschelden.

XXIV. Item, Jan Heynenz. ende Rayfch Galmen rechten, dat hen boven Veede gekomen is.

XXV. Item, die van Rotterdam ende ander, die meyden dat sy binnen die Veede beschadicht zijn, sullen by beyde de Heeren ende hoiren Rade gericht worden, aengehoort tael ende antwoort binnen de eerste maent, na dat beyde de Heeren versoent sullen zijn. Ende desgelijcks salmen rechten dat boven veygheden ende gelycke geschiet is, aen beyden zyden, die bezegelt zijn, sonder arglist.

XXVI. Item, soo sal mijn Heere van Beyeren hebben hondert duysent Engelse Nobels, goet van goude ende van gewichte, als gemeenelijck gange zijn, of die waerde daer of van mijn Heere ende Vrouwe van Brabant voorz., die hy ende syne Erven geloven sullen te betalen in eenigh van drie Slootten: Te weten Rotterdam, den Briel of Gornichein, die mijn Heere van Beyeren, mijn Heere of Vrouwe van Brabant twee weeken te vooren sal laten weten in der maniere hier na geschreven. Eerst 10. duysent Nobelen tot onser Vrouwen Lichtemisse-dagh laeffleden, ende ander 10. duysent Nobelen tot Paesschen naestkomende, en voort 40. duysent Nobelen tot Paesschen, dat sal wesen tot Paesschen over een Jaer: Ende dat laetste payement, te weten veertigh duysent Nobelen tot Paesschen, dat wesen sal Paesschen over twee Jaren. Ende hier of aldus te betalen, sullen mijn Heere ende Vrouwe van Brabant voorz., mijn Heere van Beyeren hoire bezegelde Brieven geven, die welcke oock bezegelt sullen wesen van de Ridderfchap van Hollandt, ende van Zeelandt, die sy gekrygen konnen, ende die gene Steden der Landen voorz., die de voorz. somme in der maten voorz. als Borgen gheloven sullen te betalen: Behouden dien, gevelt dat desen tijdt duerende van Paesschen ende twee Jaer, mijn Vrouwe van Brabant afsvijgh worde sonder geboorte, ende die Landen van Henegouwen, van Hollandt ende van Zeelandt, aen mijn Heere van Beyeren quamen, soo sal mijn Heere van Brabant die Ridderfchap ende die Steden voorz. van den eersten dagh, die noch te betalen waer, ingehouden, quijt ende ongelast wesen. Welcke Brieven van Obligatie van de somme voorz., die

ANNO
1418.

quelqu'un d'iceux, pour les voir, les lire & les casser & annuler aussi-tôt, & promettra de ne plus obtenir ou faire obtenir de telles Lettres ou semblables, au tems de Madame ou de ses Enfants, & s'il arrivoit que d'autres en obtinssent & qu'on lui en envoyât, il ne les recevra & ne s'en servira en aucune maniere. Lesquelles Lettres d'obtention & aussi celles qu'il a du Pape & Roy susdit, il les remettra ou fera remettre entre les mains de mes Seigneurs & Dame de Brabant ou leur Messager ayant charge en la Ville de Delft audit jour Latare Jerusalem, suivant le contenu des Notules, qu'ils disent en être faites.

XXI. Item, les Bourgeois de Dort seront remis dans la jouissance de leurs Biens immeubles, qui se peuvrent enseigner, & dans leurs Renttes & Dettes, en quelque lieu qu'ils soient situés, lesquels ils avoient & qu'on leur devoit, avant cette intimité, & ainsi chacun aura ses Renttes & ses Dettes.

XXII. Item, mes Seigneurs & Dame de Brabant confirmeront les Droits, Chartres, Privilèges de la Ville de Dort & qu'elle avoit obtenu du feu Duc Guillaume, & de ses Pere & Mere, & les tiendront pour fermes, & stables & inviolables à toujours pour eux & pour leurs descendants.

XXIII. Item, mes Seigneurs & Dame de Brabant tiendront quitte la Ville de Dort & ses Bourgeois de toutes violations, delicts & troubles, qu'ils peuvent avoir fait contre eux, & donneront aussi quittance de toutes les Dettes qu'eux ou quelqu'un de leur part pourroient demander à ladite Ville de Dort jusques à ce jour, sans tromperie. Et si l se trouve que la susdite Ville doit quelque chose à mes Seigneurs & Dame, elle le payera à Monseigneur de Baviere suivant le transport que mes Seigneurs & Dame lui en ont fait, & en tiendront quitte ladite Ville de Dort.

XXIV. Item, on fera droit à Jean Heynenz & Rayfch sur ce qui leur est arrivé depuis l'intimité.

XXV. Item, ceux de Rotterdam qui croient avoir été lésés pendant les troubles, il leur sera fait droit par les Seigneurs & par leurs Conseils, sur ce entendues les demandes & reponses dans le mois après la reconciliation des Seigneurs. Et sera fait droit aussi sur ce qui est arrivé sans Contait & sureté, des deux côtes, qui sont scellés sans tromperie.

XXVI. Item, Monseigneur de Baviere aura cent mille Nobles Anglois, bons, de bon or & de poids & ayant cours, selon la valeur d'iceux, de mes Seigneurs & Dame de Brabant susdits qu'ils promettront de lui payer & à ses heritiers en quelqu'un des trois Châteaux, sçavoir Rotterdam, la Brille ou Gornichein, ce que Monseigneur de Baviere fera sçavoir à mes Seigneurs & Dame de Brabant deux semaines auparavant en la maniere cy après écrite. Premièrement 10. mille Nobles à la Nôtre dame de la Chandelour passé; & dix mille autres Nobles à Pasques prochain; & ensuite 40. mille Nobles à Pasques qui sera un an après; & le dernier payement de 40. mille Nobles de Pasques prochain en deux ans. De quels payements à faire ainsi que dessus, mes Seigneurs & Dame de Brabant susdits donneront leurs Lettres scellées à Monseigneur de Baviere, qui seront aussi scellées par les Nobles de Hollande & de Zelande qu'ils pourront avoir, lesquelles sommes, les Villes des Pais susdits promettent comme cautions de payer en la maniere que dessus. Excepté que s'il arrivoit dans lesdits termes de payement de Pasques & de deux Années que Madame de Brabant vint à mourir sans Enfants, & que les Pais de Hainaut, de Hollande & de Zelande avinssent audit Seigneur de Baviere, Monseigneur de Brabant, les Nobles & les Villes seront dechargés du payement qui resteroit encore à faire. Lesquelles Lettres d'Obligation de la susdite somme mesdits Seigneurs & Dame de

ANNO
1418.

die mijn Heere ende Vrouwe van Brabant voorz. mijn Heere van Beyeren of synen fceckeren Boode des macht hebbende, fullen overleveren, of doen overleveren in der Stadt van Rotterdam op den voorz. Sonnedagh, *Latare Jerusalem*, na inhouden der Notulen, die sy seggen daer af gemaect te hebben.

XXVII. Item, waer yemant in Holland, die tegen dese punten gehouden te zijn rebellen ware, die sal mijn Heere van Brabant helpen bedwingen, ende des sal mijn Heere van Beyeren wederom doen.

XXVIII. Item, soo fullen de voorz. mijn Heere en Vrouwe van Brabant, ende mijn voorz. Heere van Beyeren, ende elck sonderlinge geloven by haer Vorse-lijck trouwe en eere, ende op dat H. Evangelium lijffelijck ten heyligen swareen, dat sy ende elck van hen fullen de voorz. Soene, ende alle punten boven verclaert, ende elck sonderlinge, alsoo verre als hen aengaet of roeren soude mogen, getrouwelijck houden ende volkomen, sonder daer tegens te gaen of komen, heymelijck of openbaerlijck in eniger manieren, alle geveerde en arglist in allen ende yegelijcken voorz. punten uytghelicheyden.

In omrondschappen van welcke saecken, soo hebben wy Lodewijck van Luttenberge, Bischoep van Terenberge, Pieter van Luttenberge, Grave van Con-versant, van Brien, ende Heere tot Edingen, Jan van Schoonvorst, Burghgrave tot Monnoyen, ende Heere van Cranendonck ende van Diepenbergh, Gills van Arningen, Heere tot Anfin, Jan van Keythulle voorz., dese Letteren bezegelt mit onse Zegelen uytghehangen: Geloven wy Bischoep ende Grave voorz., dese selve Sententie doen confirmeren by mijn voorz. Heere van Charloyt. Ende wy Hertogh ende de Hertoginne van Brabant en Hertoge van Beyeren voornoemt, aenvaerden ende overdanckelijck houden t'voorz. seggen, wijsdom ende uytpreacke, hebben gheloof, en geloven by onser Kerckelijcker trouwen, van Vorselijcker eere, ende op dat H. Evangelium, lijffelijck ten heyligen, geloven, gefwoeren en Iweren, ende elck sonderlinge volgende den inhoudere der Sententie ende wijsdom voorz., dat wy ende elck van ons, alsoo verre alst hen aengaet of aenroeren mach, fullen wel ende getrouwelijck houden ende doen houden en volkomen, ende allen punten in der manieren voorz., sonder die ofte enigh van hen te breeken, noch daer tegens te gaen, te komen of te doen, ofte ghedoen doen, dat men daer tegens kome, gae, heymelijck ofte openbaer in eniger manieren, sonder arglist. Ontbieden en bevelen onsen getrouwen Ridderschap, goede Steden, Ampt-luyden, Onderzaten ende alle anderen, die dat aengaen mogen, dat sy ende elck bysonder houden de voorz. Soene volkomelijck en onverbrooken sonder enigh wegen daer tegens te doen of te gaen. Ende soo wie contrarie dede, wy ende elck van ons souden daer af doen doen, alfelcke correctie sonder verdrach van Lyve ende van Goede, dat alle ander exempel daer aen-souden nemen. Ende des tot getuygen hebben wy onse Zegelen mit den Zegelen van andere voorn. aen desen Brieff doen hangen. Dit was gedaen tot Woudrichem op den xiii. dagh in Februarij in 't Jaer ons Heeren 1418, na den loop vanden Hove van Hollandt.

LXX.

30. Mars. *Litteræ SIGISMUNDI Imperatoris Romani ad Status HOLLANDIÆ, ZEELANDIÆ & HANNONIÆ, quibus illis indicat se dictos Comitatus JOANNI Comiti Palatino in Feudum contulisse, eosque ideo ad ejus obsequium vortatur. Dat. Constantie die 30. Martii Anno 1418. [R. YMER, Fœderis, Conventions, &c. Tom. IX. pag. 566.]*

SIGISMUNDUS, Dei gratia, *Romanorum Rex* semper Augustus, ac Hungariae, Dalmaciae, Croatiae &c. Rex, universis & singulis Comitibus, Nobilibus, Baronibus, Militibus, Clientibus, Magistris Civium, Judicibus, Consulis, Juratis, Communitatibus, & incolis Civitatum, Terrarum, Villarum, & Dominiorum Comitatum Hollandiæ, Zeelandiæ, & Hannoniæ, nostris & Imperii Sacri Subditis & fidelibus dilectis, gratiam Regiam & omne bonum.

Nobiles & Fideles dilecti,
Ad hoc nobis Omnipotens Deus, auctor Justitiæ, dispositor æquitatis, & Reipublicæ pro sua voluntate
TOM. II. PART. II.

Brabant donnerant à mondit Seigneur de Bavière ou à son Messager ayant charge, en la Ville de Rotterdam le susdit Dimanche, Latare Jerusalem, suivant le contenu des Notules qu'ils disent en avoir été faites.

XXVII. Item, s'il se trouvoit quelqu'un en Hollande, qui vouloit se rebeller contre les points cy dessus, Monseigneur de Brabant les contraindra, & Monseigneur de Bavière sera aussi le semblable.

XXVIII. Item, mes Seigneurs & Dame de Brabant, & Monseigneur de Bavière, & chacun d'eux en particulier jureront sur leur foy & honneur de Prince, & sur les Saints Evangiles, d'observer fidèlement & parfaitement la susdite Reconciliation & tous les points cy dessus declarez, & chacun d'eux en particulier, autant qu'en eux est ou peut les concerner, sans y contrevenir secrettement ou publiquement en aucune maniere, sans aucune exception ni tromperie.

En témoin desquelles choses, nous Louis de Luxembourg Evêque de Tereberge; Pierre de Luxembourg, Comte de Conversant, de Brien, & Seigneur d'Anguier; Jean de Schoonvorst, Burgrave de Monnoye; & Seigneur de Cranendonck & de Diepenbergh; Gills d'Arningen Seigneur d'Anfin; Jean de Keythulle susdits avons scellé ces presentes de nos Seaux; Promettans nous Evêque & Comte susdits, de faire confirmer cette presente Sentence par Monseigneur de Charolais. Et nous Duc & Duchesse de Brabant & Duc de Bavière susnommez, acceptons avec reconnaissance, cette dite Sentence, & avons promis & promettons par notre foy religieuse, & honneur de Prince, & sur le Saint Evangile promis & juré, promettons saintement & jurons en suivant le contenu de ladite Sentence, que nous & chacun de nous, entans qu'elle nous concerne ou peut concerner, de l'observer fidèlement & faire observer parfaitement & tous les points d'icelle en la maniere susdite, sans en enfreindre aucun d'icelles ni y contrevenir, ni y faire contrevenir, ou consentir d'y être contrevenu, soit secrettement ou manifestement en quelque maniere que ce soit, sans dissimulation. Donnons en mandement à nos fideles Chevaliers, bonnes Villes, Officiers, Juges & tous autres qu'il appartiendra, qu'ils aient à observer la susdite Reconciliation parfaitement & inviolablement, sans y contrevenir en quelque moyen que ce soit. Et si quelqu'un y contrevient, nous & chacun de nous en ferons faire telles corrections que les corps & biens n'y seront épargnez, en exemple aux autres, en témoin desquels nous avons apellé nos Seaux à ces presentes Lettres, qui furent faites & passées à Woudrichem le 13. jour de Fevrier l'an de notre Seigneur 1418. selon le stile de la Cour de Hollande.

ANNO
1418.

Director, Romani Regni falgio, licet infirmitas, voluit sublimare, ut ipsam prosequamur Justitiam, æquitatem sectemur, & quantum ipse concesserit, in Sacro Romano Imperio Rem publicam dirigamus.

Ne igitur a sollicitudine, nobis commissa divinitus, tepescentes Jura Imperii negligere videamur, attentè acie mentis, longè latèque prospectum qualiter Sacri Romani Imperii Demania & Feuda justo dispensationis ordine releventur, & obsequia, eidem Imperio de hujusmodi Feudis debita, nullatenus ex oblivionis umbraculo suppreantur.

Cum itaque illustis quondam *Wilhelmus Comes Palatinus Ravi*, Dux Baviaræ, ac Hollandiæ, Zeelandiæ, & Hannoniæ Comes, noster & Imperii Sacri Vassallus & Sodalis, ab hac luce migraverit, legitimis Hæreditas masculis post se non relictis.

Propter quod Comitatus Hollandiæ, Zeelandiæ, & Hannoniæ prædicti, cum Terris, Castris, Dominis, Subditis, & Pertinentiis universis, ad nos, velud Romanorum Regem, sint & esse debeant legitimè devoluti.

Licet denique nostra Serenitas Comitatus & Terras supradictos (sic, ut præmittitur, ad nos & Imperium legitime

ANNO
1418.

legitime devolutus) Illustri Johanni Comiti Palatino Reni, & Duci Bavarie, Fratri dicti Willielmi, Principi & Avunculo nostro carissimo, in Feudum a nobis & Imperio possidendos, ex certa scientia & auctoritate Romanæ Regiæ, gratiosius concesserit, ipsūque investiverit de eisdem,

Nichilominus tamen Illustris Johannes, Illustris quondam Antonis de Burgundia Filius, & Jacoba, prefati quondam Ducis Willielmi Filia, prefatos Comitatus & Terras, in nostram & Imperii Sacri contumeliam & injuriam, præter consensum & voluntatem nostram, detinent & occupant usque modo.

Quapropter vobis universis & singulis supradictis, tenore præsentium, auctoritate Romanæ Regiæ supradictæ, seriose precipimus & mandamus quatinus præfati Johanni Comiti Palatino, & Bavarie Duci, ac legitimis Hæredibus suis masculis, de lumbis suis demarcat descendebis, tanquam vestris veris, naturalibus, & ordinariis Dominis, & nulli alteri, parere, obedire, & intendere, ac ipsos respectum habere, ipsius quoque fidelitatem & obedientiam promptam exhibere, modis omnibus debeatis, prout nostram & Imperii Sacri indignationem gravissimam volueritis artius evitare.

Nam in casu, quo forsitan vos, aut aliqui, seu aliquis ex vobis, prefatis, Johanni, prædicti Antonii Filio, & Jacobæ, fidelitatis & obedientie jura præstasset, seu præstasset, communiter, vel divisim, hos, auctoritate Romanæ Regiæ, ab hujusmodi juramentis, ac aliis promissionibus, tanquam illicitis & indebitis, absolvimus, & liberos dicimus & declaramus, decrevimus & pronunciamus, de certa nostra scientia, per præsentem, præsentium sub nostri Regalis Sigilli appensione Testimonio Literarum.

Dat. Constance Anno Domini millesimo, quadringentesimo, decimo octavo, tricesimo die Martii, Regnorum nostrorum, Anno Hungarie tricesimo secundo, Romanorum vero octavo.

LXXI.

15. Avril.

CONCORDATA GERMANICA in Concilio Constantiensi inter Papam MARTINUM V. & Nationem Germanicam de supremi Ecclesiastici Regiminis emendatione ad Quinquennium 15. Aprilis 1418. inita, 2. Maji lecta & publicata, & 3. mensis ejusdem per JOANNEM Cardinalem Officium Litterarum sub Sigillo consignata. [VON DER HARDT, Magnum Oecumenicum Constantiense Concilium Tom. I. Part. XXIV. pag. 1055. Ex antiquissimis Codicibus MSCis Cæsaribus Vindobonensibus & Ducalibus Brunsvicensibus. LENFANT, Histoire du Concile de Constance. Aux Pièces ajoutées pag. 749. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

PRÆFATIO ac Testimonium JOANNIS, Episcopi Otiensis, Cardinalis & Vice-Cancellarii.

Ex MSCto Casarco Vindobonensi.

EGO JOANNES, Episcopus Otiensis, Romana Ecclesiæ Cardinalis & Vice-Cancellarius, infra scripta Constitutiones & Statuta transvidi in Cancellaria de Mandato Domini nostri MARTINI PAPÆ V. die quinta decima mensis Aprilis, Pontificatus dicti Domini nostri PAPÆ anno primo. Et in libro Cancellarie feci scribi de eodem mandato. Et juxta ejusdem Domini nostri mandatum sic observari ubique mandavi. Et mihi extrahi ea feci & mandavi per Notarium subscriptum, & in hanc publicam & authenticam formam redigi, inferendo ea de verbo ad verbum, prout in quaternis seu libris dictæ Cancellarie originaliter conscripta existunt. Ut in quocunque judicio & extra, tam in Curia Romana, quam extra, fidem plenariam faciant, illisque stari debeat incommutabiliter, sicut propriis originalibus. Voluit insuper, mandavit, statuit & ordinavit idem Dominus noster Papa, quod omnia & singula hic subscripta firmiter & immobiliter observentur. In quorum omnium Testimonium Sigillum meum cum Notari publici infra scripti subscriptione apponi feci & mandavi.

ANNO
1418.

Alia PRÆFATIO ac Testimonium ejusdem JOANNIS, Episcopi Otiensis, Cardinalis & Vice-Cancellarii.

Ex MSCto Ducali Brunsvicensi.

UNIVERSIS & singulis JOANNES, Divina miseratione Episcopus Otiensis, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis ac Vice-Cancellarius, Salutem in Domino, & præsentibus fidem indubiam adhibere.

Si juxta laudabilem antiquorum sententiam & providum sapientium consilium dignum est, ea, quæ majorum consultißima providentia in Subditorum gratiam & commoda geruntur, Scripturæ Testimonio redigere: Dignum per consequens & rationi consentaneum, ut adeo nota sit eorum veritas, quod inde nec desit Pacificis oportuna provisio, nec usquam perversis sub ignorantia variandi supina facultas relinquatur.

Cum itaque nuper inter Sanctissimum in Christo Patrem & Dominum nostrum, Dominum Martinum Divina providentia Papam V. & Reverendissimos Patres Prælatos nec non egregios & circumspectos Viros, Ambasiatores, Procuratores, Doctores, & Magistros, ceterosque, Venerabilem Nationem Germanicam, in generali Constantiensi Concilio representantes & facientes, nonnulla Capitula concordata, & ab utraque parte sponte suscepta: Nec non de dicti Domini nostri PAPÆ Mandato in Libro Cancellarie Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, in quo Romanorum Pontificum Constitutiones & Ordinationes solent conscribi ad futuram rei certitudinem, nobis operam dantibus, prout ad nostrum spectat officium, die quinta decima mensis Aprilis, Pontificatus dicti Domini nostri PAPÆ anno primo, conscripta fuerunt, ac de simili Mandato in Audientia contradicatarum die secunda mensis Maii, Anno quo supra, lecta & publicata: Addito, quod sub nostrorum Literarum Testimonio indigens quisque sibi Testimonium fumere valeat, in toto, vel in ea parte, qua indiguerit eorundem: Nos ad N. instantiam, Capitula hujusmodi, sicut perferunt, concordata & sponte suscepta, ex integro Libro prædicto de verbo ad verbum fideliter conscribi & præsentibus annotari fecimus. Quorum tenor sequitur in hunc modum.

C A P. I.

De numero & qualitate Cardinalium, & eorum creatione.

STATUIMUS, ut deinceps numerus Cardinalium Sanctæ Romanæ Ecclesiæ adeo sit moderatus, quod non sit gravis Ecclesiæ.

Qui de omnibus partibus Christianitatis proportionaliter, quantum fieri poterit, assumantur: Ut notitia Causarum & Negotiorum in Ecclesiæ emergentium facilius haberi possit, & æqualitas Regionum in honoribus Ecclesiasticis observetur.

Sic tamen, quod numerum XXIV. non excedant.

Nisi pro honore Nationum, quæ Cardinalem non habent, unus vel duo pro femel de consilio & assensu Cardinalium assumendi viderentur.

Sint autem viri in scientia, moribus & rerum experientia excellentes, Doctores in Theologia, aut in Jure Canonico vel Civili.

Præter admodum paucos, qui de stirpe Regia vel Ducali aut magni Principis, oriundi existant. In quibus competens Literatura sufficiat.

Non Fratres, aut Nepotes ex Fratre vel Sorore, aliquis Cardinalis vivens.

Nec de uno Ordine Mendicantium ultra unum.

Non corpore vitati, nec aliquis criminis vel infamie nota reserpi.

Nec fiat eorum electio per curialia vota solummodo: Sed etiam cum consilio Cardinalium collegialiter, sicut in promotione Episcoporum fieri consuevit.

Qui modus etiam observetur, quando aliquis ex Cardinalibus in Episcopum assumatur.

C A P. II.

De provisione Ecclesiarum, Monasteriorum, Prioratuum, Dignitatum, & aliorum Beneficiorum.

SANCTISSIMUS Dominus noster Papa, Martinus Quintus, super provisionibus Ecclesiarum, Monasteriorum

ANNO 1418. teriorum & Beneficiorum quorumcumque, utetur reservationibus Juris scriptis, & Constitutionis, Execrabiliis & ad regimem, modificata ut sequitur:

Ad regimen Ecclesie generalis quancumque immeriti superna dispositione vocati, gerimus in nostris desideriis, ut debemus, quod per nostre diligencie studia ad quarumlibet Ecclesiarum & Monasteriorum regimina & alia Beneficia Ecclesiastica, juxta divinum beneplacitum & nostre intentionis affectum, viri assumantur idonei, qui præsint & prosint committendis eis Ecclesiis, Monasteriis & Beneficiis prelibatis.

Premissorum itaque consideratione ducti, & suadentibus nobis aliis rationabilibus causis, nonnullorum Prædecessorum nostrorum Romanorum Pontificum virtutibus inherentes, omnes Patriarchales, Archi-Episcopales, Episcopales Ecclesias, Monasteria, Prioratus, Dignitates, Personatus & Officia, nec non Canonatus & Præbendas, & Ecclesias, ceteraque Beneficia Ecclesiastica, cum Cura, vel sine Cura, Secularia & Regularia, quaecumque & quacunque fuerint, etiam si ad illa Persona consecraveris seu debueris per electionem, seu quovis alium modum assumi, apud Sedem Apostolicam quocumque modo vacantia vel inopsterum vacatura: Nec non per dispositionem, vel provisionem, seu translationem, per nos seu auctoritatem nostra factas, & in antea faciendas, abilitet: Nec non, ad que aliqui in concordia seu discordia electi, vel postulati fuerint, quorum electio cassata seu postulatio repulsa, vel per eos facta renunciatio, & admissa auctoritate nostra existere, seu quorum electionem vel postulationem, & in antea eligendum seu postulandum electionem caruari, vel postulationem repelli, aut renunciationem admitti per nos, seu auctoritatem nostra continget apud Sedem prædictam, vel alibi, alicuique: Et etiam per obitum Cardinalium ejusdem Ecclesie Romanæ, ac Officiariorum dictæ Sedis, quavis ipsa Officia actualiter teneant, videlicet, Vice-Cancellarii, Camerarii, septem Notarii, Auditorum Literarum contradictorum, & Apostolici Palatii causarum Auditorum, Correctorum, centum & annis Scriptorum Literarum Apostolicæ, & xxiv. Penitentiarii præfate Sedis, & viginti quinque Abbreviatorum, nec non verorum commensalium nostrorum, & aliorum xxv. Capellanorum Sedis ejusdem in pitisio descriptorum, & etiam quorumcumque Legatorum seu Collectorum ac in Terris Ecclesie Romane Rectorum & Thesaurariorum, deputatorum, seu missorum hactenus vel deputandorum ac mittendorum, inopsterum vacantia & in antea vacatura, ubique dictas Legatos vel Collectores, seu Rectores aut Thesaurarios, antequam ad Romanam Curiam redeant, seu venerint, rebus eximi contigerit ab humanis: Nec non quorumlibet per quibuscumque Negotiis ad Romanam Curiam venientium, vel etiam recedentium ab eadem, si in locis à dicta Curia ultra duas dietas legales non distantibus, jam forsitan obierint; vel eos in antea transire de hac luce contigerit: Et etiam simili modo quorumcumque Curialium, peregrinationis, infirmitatis, aut recreationis, seu alia quacunque causa ad quavis Loca secedentium, si antequam ad dictam Curiam redeant, in locis ultra duas dietas ab eadem Curia, ut præmittitur, non remotis, dummodo eorum proprium Domicilium non existat ibidem, jam forsitan decesserint; vel in posterum eos contigerit de medio submoveri, nunc per obitum hujusmodi vacantia vel inopsterum vacatura: Rursus Monasteria, Prioratus, Decanatus, Dignitates, Personatus, Administrationes, Officia, Canonatus, Præbendas & Ecclesias, ceteraque Beneficia Ecclesiastica, Secularia & Regularia, cum Cura vel sine Cura, quaecumque & quacunque fuerint, etiam si ad illa Persona consecraveris, seu debueris per electionem, seu quovis alium modum assumi, que promotæ per nos vel auctoritatem nostra ad Patriarchalium, Archi-Episcopatum, & Episcopatum Ecclesiarum, nec non Monasteriorum regimina, obtineant tempore Promotionis, de ipsis facturum, nunc quocumque modo vacantia seu inopsterum vacatura: Nec non etiam que per ascensionem pacificam quorumcumque Prioratum, Personatum, Officium, Canonatum, & Præbendam Ecclesiasticam aut Beneficiorum aliorum, per nos, seu auctoritatem Literarum nostrarum immediate collatorum; seu conferendorum inopsterum, præterquam, si virtute gratiæ expectatiæ affectu fiat, nunc vacantia & in antea vacatura: Plena super præmissis omnibus & singulis cum Fratribus nostris Collatione prehabita, & matura deliberatione secuta, ordinationis, dispositionis & provisioni nostre, usque ad quinquennium de ipsorum Fratrum consilio auctoritate Apostolica reservamus. De ceteris ex nunc irritum & inane; si secus super

præmissis & quolibet eorum, per quoscunque quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus quibuscumque Constitutionibus, & Prædecessoribus nostris Romanis Pontificibus editis, quatenus obfistere possent superius enarratis Ardentibus, vel alicui, seu aliquibus eorum, dicto quinquennio durante. Nulli ergo &c.

In Ecclesiis Cathedralibus, & etiam in Monasteriis, Apostolica Sedes immediate subiectis, fiant electiones Canonice, quæ ad Sedem Apostolicam deferantur. Quas etiam ad tempus, constitutum in Constitutione Nicolai III. que incipit: *Capientes*, Papa expectet. Quo facto, si non fuerint præsentate, vel, si præsentate minus Canonice fuerint, Papa providet: Si vero Canonice fuerint, Papa eas confirmet. Nisi ex causa rationabili & evidenti & de Fratrum consilio, de digniori & utiliori Persona duxerit providendum. Provisio, quod confirmati & provis per Papam nihilominus Metropolitanis cum aliis præsent debita iuramenta, & alia, ad quæ de Jure tenentur.

In Monasteriis, que non sunt immediate subiecta Sedis Apostolicæ, nec non in aliis Beneficiis Regularibus, super quibus per confirmationem seu provisionem non constituit haberi recursus ad Sedem Apostolicam, non teneantur venire electi, seu illi, quibus providendum est, ad Curiam, ad habendam confirmationem seu provisionem. Nec etiam dicta Beneficia Regularia cadant in gratiis expectatiæ.

Ubi autem in Monasteriis ad Curiam Romanam per confirmationem venire vel mittere confueverint, ibi Papa non aliter confirmet aut provideat, quam superius de Ecclesiis Cathedralibus est expressum.

De Monasteriis Monialium Papa non disponet, nisi sint exorta: Et tunc per Communionem in partibus.

De ceteris Dignitatibus & Beneficiis quibuscumque, Secularibus & Regularibus, vacaturis ultra reservationes jam dictas: Majoribus Dignitatibus post Pontificales in Cathedralibus, & Principalibus in Collegiatis Ecclesiis, exceptis: De quibus Jure ordinario provideatur per illos inferiores, ad quos aliis pertinet: Nec computentur in turno seu vice eorum: Idem Dominus nostre ordinat, quod per quancumque aliam reservationem, gratiam expectativam, aut quavis aliam dispositionem, sub quacunque verborum forma per eum aut ejus auctoritatem factam vel faciendam, non velit, neque volebat, neque intendebat, nec intendit facere, aut fieri, quo minus de media parte illarum & illorum, cum vacabunt, alternis vicibus libere disponatur per illos, ad quos collatio, provisio, presentatio, electio aut alia quavis dispositio pertinebit, prout ad ipsos spectabit de Consuetudine vel de Jure. Ita, quod, cum de una Dignitate, Personatu, Officio vel Beneficio ex illis, ad electionem, provisionem, collationem, seu quavis aliam dispositionem alicujus spectante, fuerit auctoritate Apostolica provisum aut aliis dispositum, ille, ad cujus electionem, vel quavis dispositionem, primo loco pertinebat, de alio immediate postea vacatura provideat, aut disponat, prout ad eum pertinebat.

Et ita consequenter de singulis hujusmodi Dignitatibus, Personatibus, Officiis, & Beneficiis vacaturis, auctoritate ejusdem Domini nostri Papæ, & aliorum prædictorum, alternatis vicibus disponatur. Reservationibus, aut aliis præmissis dispositionibus, auctoritate ejusdem Domini nostri Papæ factis vel faciendis, non obstantibus quibuscumque.

Quoties verò aliquo vacante Beneficio, cadente in vice & in gratia expectatiæ, non apparuerit infra tres menses à die notæ vacationis in loco Beneficii, quod alicui de illo secundum prædictas ordinationes fuerit auctoritate Apostolica provisum: Ordinarius, vel alius, ad quem illius dispositio pertinebat, de illo libere disponat: Nec sibi in sua vice computetur.

Beneficia etiam, que per simplicem renunciationem aut permutationem vacaverint, neutra Papæ computentur.

Sanctissimus Dominus noster Papa Martinus Quintus, ad exaltationem Fidei Catholice, & spirituale profectum Populi Christiani, de consensu ac beneplacito Nationis Germanicæ statuit, & ordinavit ac decrevit, quod deinceps in Metropolitanis & Cathedralibus Ecclesiis Nationis Germanicæ ejusdem, sexta pars Canoniatuum & Præbendarum sit pro Doctoribus aut Licentiatibus in Sacra pagina, vel altero Jurium, vel in Theologia Baccalariis formatis, aut Magistris in Medicina, qui per biennium, seu Magistris in Artibus, qui per quinquennium post Magistratum, in Theologia aut altero Jurium studuerint in Studio generali.

Sic videlicet, quod, ubique non fuerit saltem

ANNO 1418.

ANNO 1418. *sexta pars Canonicorum, Præbendorum, in Metropolitana vel Cathedrali Ecclesia, taliter graduatorum, ibi quæcunque deinceps Canonicatus & Præbendæ vacaverint, quæcunque etiam Apostolica vel alia auctoritate, non nisi taliter graduatis conferantur, quousque dicta sexta pars compleatur taliter graduatis. Si tamen infra mensem, à tempore vacationis hujusmodi Canonicatus & Præbendæ numerandum, repertus fuerit taliter graduatus, & alias idoneus, qui per se, vel per Procuratorem voluerit acceptare.*

Quod postmodum continetur, ut ad minimum dictus numerus sextæ partis Canonicorum, taliter, ut præmittitur, graduatorum, in ipsis Metropolitanis & Cathedralibus Ecclesiis habeatur.

Ubi autem foli consueverunt illasres aut de Comitum vel Baronum genere, vel ex utroque genere Militares in Canonicos admitti: Taliter graduati, qui acceptare voluerint, si taliter Nobiles, ut præmittitur, fuerint, in illis Ecclesiis ceteris etiam Nobilibus saltem usque ad dictum numerum præferantur.

Item, quod in aliis Collegiatis Ecclesiis ejusdem Nationis, similiter sexta pars Canonicatus & Præbendarum deinceps modo præmissis conferatur, sic, ut præmittitur, graduatis, aut saltem in Medicina aut in Artibus Magistris vel Licentiat, aut in Theologia vel altero Jurum Baccalaureis examinatis per rigorem, cum limitatione, modo & ordine supra dictis.

Item, quod Parochiales Ecclesie, habentes, communi estimatione, quæ secundum famam publicam attendatur, duo milia communicantium vel plures, deinceps non conferantur, nisi Apostolica vel quæcunque alia auctoritate, etiam Apostolica vel quæcunque alia auctoritate, nisi Doctoribus vel Licentiat in Sacra pagina vel Jure Canonico vel Civili, & Baccalaureis in Theologia formatis: Si tamen infra mensem, à tempore vacationis numerandum, reperitur taliter graduatus, qui per se vel per Procuratorem voluerit acceptare.

Decernendo irritum & inane, si secus in præmissis, tam circa Canonicatus & Præbendas, quam Parochiales Ecclesias, vel eorum aliquod, a quoquam, quavis etiam auctoritate Apostolica, fuerit acceptatum.

Salvis semper laudabilibus Consuetudinibus & Statutis Ecclesiarum, quæ præmissis non adversantur. In contrarium autem facientibus non obstantibus quibuscunque.

Item, quatenus prædicta Constitutio, seu Ordinatio, pluribus profit, & humane ambitioni frenum imponatur, ordinat, statuit, & decernit, idem Dominus noster Papa, quod, vigore præsentis Constitutionis seu Ordinationis, nemo graduatorum possit ultra unum Ecclesiasticum Beneficium adipisci.

Item, vult, quod in pari data ad eandem Collationem graduatus non graduato præferatur. Prærogativæ & diligentia non obstantibus quibuscunque.

Item, quod Vicaria, ad certa Chori Officia in Ecclesiis Cathedralibus & Collegiatis deputata, non conferantur, etiam Apostolica auctoritate, nisi talibus, qui hujusmodi Beneficia cantando, legendo, & aliis sciiverint & poterint personarum adimplere.

C A P. III.

DE ANNATIS.

DE Ecclesiis & Monasteriis virorum dumtaxat, vacans & vacaturis, solventur pro fructibus primi anni à die vacationis summa pecuniarum, in libris Camere Apostolicæ taxatæ, quæ communia servitia nuncupantur.

Si quæ vero excessive taxatæ sunt, iuste retaxentur. Et provideatur specialiter in gravatis Regionibus secundum qualitatem rerum, temporum, & regionum, ne nimium prægraventur. Ad quod dabuntur Commissarii, qui diligenter inquirent & retaxent.

Taxæ autem prædictæ pro media parte infra annum à die habite possessionis pacifice totius vel majoris partis solventur: Et pro media parte alia infra sequentem annum.

Et si infra annum bis vel pluries vacaverit, semel tantum solventur.

Nec debitum hujusmodi in successorem in Ecclesia vel Monasterio transeat.

De ceteris autem Dignitatibus, Personatibus, Officiis, Secularibus & Regularibus, quibuscunque, quæ auctoritate Sedis Apostolicæ conferantur, vel providebuntur eisdem, præterquam vigore gratiarum expectatarum aut causâ permutacionis, solventur annuatim seu medi fructus juxta taxam solitam tempore Unionis ipsarum annuum.

Et debitum hujusmodi in Successorem in Beneficio non transeat.

De Beneficiis vero, quæ valorem xxiv. florenorum de Camera non excedant, nihil solventur.

Debitis omnibus præstatis temporis, usque ad assumptionem Domini nostri, communium servitorum & annatarum, pro medietate relaxatis, solventibus aliam medietatem infra sex menses à die publicationis.

C A P. IV.

De causis tractandis in Romana Curia, nec us.

SANCTISSIMUS Dominus noster Papa Martinus V. statuit, & ordinat, quod nullæ causæ in Romana Curia committantur, nisi quæ de Jure & natura causæ in Romana Curia tractari debeant.

Et quod causæ, quæ ad Forum Ecclesiasticum de Jure vel Consuetudine non pertinent, per Romanam Curiam, etiam prætextu Crucisignionis Laicorum, extra tempus passagii generalis, non recipiantur, de illis cognoscendo in Curia, vel extra committendo, nisi de consensu Partium.

Quæ verò ad Forum Ecclesiasticum pertinent, & de Jure sunt per appellationem aut alias ad Romanam Curiam devolutæ, ac de sui natura in eadem tractandæ, tractentur in ea. Ceteræ committantur per Pontificales, tractentur in causa. Ceteræ committantur per Pontificales in Cathedralibus sive Ecclesiis Parochiales, nulli Prelato etiam Cardinali dentur in Commendam.

Nisi forsitan pro causâ & Personarum qualitate, in Commissione exprimentia, illas tractare in Curia expediret, pro Justitia consequenda, vel de Partium consensu, in Curia tractentur.

C A P. V.

DE COMMENDIS.

ORDINAT Dominus noster Papa, quod impossibile Monasteria, aut Magni Prioratus Conventuales, habentes temporibus ultra decem Religiosos, & Officia Clausuralia, Dignitates majores post Pontificales in Cathedralibus sive Ecclesiis Parochiales, nulli Prelato etiam Cardinali dentur in Commendam.

Datæ autem & dati, quamprius Commendatariis loco illorum de æquivalenti providebuntur, post pacificam possessionem adeptam, illas dimittant.

Una etiam Ecclesiæ Metropolitana uni Cardinali vel Patriarchæ concedi poterit, provisionem aliam sufficientiorem non habenti.

C A P. VI.

De Simonia in foro Conscientiæ providebuntur ut sequuntur.

UT autem, consideratâ malitiâ aliquorum temporum proxime præteritorum, quibus labor Simoniaci tam in Ordinibus, quam in Beneficiis Ecclesiasticis, tunc conferendis & percipiendis, ac Religiosis ingrediendis, fuit heu nimium frequentata, lesti in hoc Conscientiis, ad puriorem administrationem & perceptionem Sacramentorum, salubriter consulatur: Omnibus & singulis Patriarchis, Archi-Episcopis, Abbatibus, Abbatissis, ceterisque Prelatis, nec non Clericis ac Personis Ecclesiasticis, Religiosis & Secularibus utriusque sexus, ut quælibet earum infra tres menses post publicationem aut insinuationem præsentium, sibi aut in Diocesi, ubi Domicilium habuerit, factam, aliquem in Sacra pagina vel in Jure Canonico Doctorem aut Licentiatum vel Baccalaureum formatum, ubi talis commodè poterit reperiri, vel, ubi talis non reperitur, Lectorem, seu alias intelligentem Sacerdotem, discretum ac bonæ famæ, Curatum, vel non Curatum, eligere valeat Confessorem, qui infra prædictum tempus, quantocius commodè fieri poterit, ejus Confessione audiat, ipsam Personam confitentem à suis peccatis, & à quibuscunque Excommunicationum, Suspensionum, & Interdicti, aliisque Sententiis, Censuris ac Poenis, quas forsitan propter Simoniam in Ordine vel Beneficio Ecclesiastico, Religiosis ingressu, aut alias qualitercunque, active vel passive commissam, usque ad tempus publicationis prædictæ dignoscitur incurrisse, in foro Conscientiæ dumtaxat absolvere, nec non secum super irregularitate, super eo, quod hujusmodi Sententiis aut earum aliqua ligata forsitan Missas vel alia Divina Officia celebrasse, aut se illis immiscuisse fecerit, usque ad tempus prædictum contractâ, ipsaque propter præmissa aut eorum aliquod à suorum Ordinibus vel Officiis executione suspensâ, quod in illis nihilominus ministrare, illa exercere Beneficia adepta, vel statum,

ANNO
1418.

statum, in quo est, retinere, & ad ulteriora promovendi possit, in dicto foro valeat *dispensare*, ac eidem Beneficia, quæ obtinet, ob hoc forsitan vacantia vel vacatura, si & postquam dimiserit, *reconferre*, omnemque inhabilitatis, irregularitatis, nec non infamæ maculam sive notam atque aliam labem, per eam occasione prædicta usque ad tempus prædictum contractam, in eodem foro totaliter *abolere*, fructus quoque Beneficiorum Ecclesiasticorum, quos indebitè percepit, & quos percipere potuisset, aut quicquid occasione prædicta fuerit refundendum, dummodo Persona ipsa, ad restitutionem faciendam deducto, ne egeat in statu, in quo tunc fuerit, aut aliàs absque nota vel scandalo sufficiens non fuerit, in dicto foro *remittere*, ac eam de his *quittere* & *liberare*, tenore præsentium misericorditer *indulgemus*: Constitutionibus Apostolicis, & aliis in contrarium facientibus non obstantibus quibuscunque.

CAP. VII.

De non vitandis excommunicationis, antequam per Judicem fuerint declarati & denunciati.

INSUPER ad vitanda scandala & multa pericula, *subveniendumque conscientis simoratis*, omnibus Christi fidelibus tenore præsentium misericorditer *indulgemus*, quod nemo deinceps à communione alicujus in Sacramentorum administratione, vel receptione, aut aliis quibuscunque Divinis, vel extra, prætextu cujuscunque Sententiæ aut Censuræ Ecclesiasticæ, à Jure vel ab homine generaliter promulgata, teneatur abstinere, vel aliquem vitare, ac interdictum Ecclesiasticum observare. Nisi Sententia, vel *Censura* hujusmodi fuerit in vel contra Personam, Collegium, Universitatem, Ecclesiam, Communitatem, aut locum certum, vel certa, à *Judice publicata*, vel *denunciata* specialiter & expresse.

Constitutionibus Apostolicis, & aliis in contrarium facientibus, non obstantibus quibuscunque.

Salvo, si quem pro Sacrilegio, & manuum injectione in Clerum, Sententiam latam à Canone adeo notorie confutiter incidisse, quod factum non possit aliqua tergiversatione clari, nec aliquo Juris suffragio excusari. Nam à Communione illius, licet denunciatus non fuerit, volumus abstinere, juxta Canonicas Sanctiones.

CAP. VIII.

De DISPENSATIONIBUS.

ORDNAT etiam Dominus noster, ad Ecclesias Cathedralis, Monasterii, Prioratus Conventuales & Parochiales Ecclesias, *super defectum ætatis ultra triennium nullatenus dispensare*.

Nisi forte in Ecclesiis Cathedralibus ex ardua & evidenti causa, de consilio Cardinalium, seu majoris partis illorum, videretur aliter dispensandum.

Item Dominus noster in arduis & gravibus casibus sine consilio Cardinalium non intendit dispensare.

CAP. IX.

De provisione Papæ & Cardinalium.

ROMANO Pontifici & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus *pro illorum sustentatione*, rebus Romanæ Ecclesiæ stantibus, ut sunt, non videtur aliter posse provideri, quam hucusque factum est, scilicet *per Beneficia & communia servitia*, quæ vacantia nuncupantur.

Verùm circa Beneficiorum qualitatem taliter duximus providendum, quod nulli Cardinali Monasterium, Prioratus Conventuales, ultra numerum decem Religiosorum secundum moderna tempora habere consuevit, nulla major Dignitas post Pontificalem in Cathedralibus, aut Parochialibus Ecclesiis, nullum Officium Clausurale, nullum Xenodochium, Hospitale, Elemosynaria, seu Leprosaria, in *szulum vel administrationem conferantur*. Et si quæ talia nunc obtinet, quamprimum Papa loco illorum de alio æquivalenti providebit, illa dimittere teneatur, sicut superius de Commendis est dictum.

Provisio, quod Cardinalis de proventibus Ecclesiasticis non habeat ultra valorem sex millium florenorum.

CAP. X.

De INDULGENTIIS.

CAVEBIT Dominus noster Papa in futurum *niamiam Indulgentiarum effusionem*, ne vilescant. Et in præteritum concessas ab obitu Gregorii XI. ad *insar alterius Indulgentia*, revocat & annullat.

CAP. XI.

De horum Concordatorum, Papæ Martini V. & Nationis Germanicæ valore.

ITEM Sanctissimus Dominus noster Papa & *inclita Natio Germanorum consenserunt & protestati sunt*, quod omnia & singula supradicta durare & tolerari debeant usque ad quinquennium *dumtaxat*, à data præsentium numerandum: Constitutionibus Apostolicis, Regulis Cancellariæ factis &endis, & aliis in contrarium facientibus, non obstantibus quibuscunque. Quodque per observantiam illorum nullum *jus novum Romano Pontifici*, aut alicui alteri Ecclesiæ vel personæ, *acquiratur* seu *prejudicium* generetur.

Sed lapsis dicto quinquennio quilibet Ecclesiæ & persona prædicta *liberam facultatem habeat utendi quolibet Jure suo* non obstantibus supradictis.

Et quod Capitula prædicta, & quolibet eorum, *deretur* cuilibet ea habere volenti, communiter seu *divisim*, in *authentica forma*, sub Sigillo Domini Vice-Cancellarii, cum subscriptione Notarii. Sic, quod fidem faciant, exhibita ubique.

Pro toto autem non solvantur, ultra duodecim grossi Turonenses.

LXXII.

(1) *Autre Copie du même Concordat fait pour cinq ans, au Concile de Constance, entre le Pape MARTIN V. & la Nation GERMANIQUE, touchant l'Administration de l'Eglise Universelle, fait à Constance, le 3. Mai, 1418.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 384. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Spicilegium Ecclesiasticum, Tom. I. pag. 316. Num. CLXI.]

UNIVERSIS & singulis, Johannes miseratione divina Episcopus Offensis, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis & Vice-Cancellarius, Salutem in Domino & præsentibus fidem indubiam adhibere. Si juxta laudabilem antiquorum sententiam & providum Sapientum consilium dignum est, ea quæ majorum consultissima providentia in Subditorum gratiam & commoda geruntur scripturæ Testimonio redigere; dignum per consequens est, & rationi consentaneum, ut adeo nota fiat eorum veritas, quod inde nec desit Pacificis oportuna provisio, nec usquam perveris sub ignorantia variandi supina facultas relinquatur.

1. Cum itaque nuper inter Sanctissimum in Christo Patrem & Dominum nostrum, Dominum MARTINUM Divina providentia Papam quintum, & Reverendos Patres, Prælatos, nec non egregios & circumspectos viros Ambassadors, Procuratores, Doctores & Magistros, ceterosque, venerabilem Nationem GERMANICAM in generali Constantiensis Concilio representantes & facientes; nonnulla Capitula concordata ab utraque parte sponte suscepta, nec non de dicti Domini nostri Papæ mandato in Libro Cancellariæ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, in quo Romanorum Pontificum Constitutiones & Ordinationes solent conscribi ad futuram rei certitudinem nobis operam dantibus, prout ad nostrum spectat officium, die quinta decima mensis Aprilis, Pontificatus dicti Domini nostri Papæ Anno primo conscripta fuerunt, ac de simili mandato in Audientia contradictoriarum die secunda mensis Maii, Anno quo supra lecta & publicata: adjecto quod sub nostrarum Literarum Testimonio indigens quisque sibi Testimonium

(1) La Copie précédente, tirée de M. VON DER HARDT, est mieux rangée & mieux distinguée en ses Titres & Paragraphes. Mais celle de M. LEXISSE a de plus la conclusion des Lettres de l'Évêque & Cardinal d'Osie, & la Préface en est aussi plus étendue: de sorte que l'une peut servir de supplément à l'autre, & c'est pour cela qu'on les donne ici toutes deux. [DUM.]

ANNO
1418.

ANNO
1418.

monium sumere valeat, in toto vel in ea parte, quæ indigerit earundem.

3. Nos ad Reverendissimum in Christo Patris Domini Guntheri Archiepiscopi, ac Præpositi, Decani & Capituli Ecclesiæ Magdeburgensis iustitiam, Capitula huiusmodi, sic ut præfatur, concordata & sponte suscepta, ex integro Libro prædicto de verbo ad verbum fideliter conscribi & præsentibus annotari fecimus, quorum tenor sequitur in hunc modum.

4. De numero & qualitate Cardinalium. Statuimus ut deinceps numerus Cardinalium Sanctæ Romanæ Ecclesiæ adeo sit moderatus, quod non sit gravis Ecclesiæ, qui de omnibus partibus Christianitatis proportionabiliter, quantum fieri poterit, assumantur, ut notitia causarum & negotiorum Ecclesiæ emergentium facilius haberi possit, & æqualitas Regionum in honoribus Ecclesiasticis observetur; sic tamen, quod nunc, XIII. non excedant, nisi pro honore Nationum, quæ Cardinales non habent, unus vel duo pro semel de consilio & consensu Cardinalium assumendi viderentur. Sint autem viri in scientia, moribus & rerum experientia excellentes, Doctores in Theologia, aut in iure Canonico vel Civili, præter admodum paucos, qui de stirpe Regia vel Ducali aut magni Principis oriundi existant, in quibus competens Literatura sufficiat; non fratres aut nepotes ex fratre vel sorore alicujus Cardinalis viventis; nec de novo Ordine Mendicantium ultra unum; non corpore vitati, nec alicujus criminis vel infamie nota rescripti, nec fiat eorum electio per * auriculæ vota solummodo, sed etiam cum consilio Cardinalium collegialiter, sicut in promotione Episcoporum fieri consuevit, qui modus etiam observetur, quando aliquis ex Cardinalibus in Episcopum assumetur.

5. De provisionibus Ecclesiarum, Monasteriorum, Prioratuum, Dignitatum & aliorum Beneficiorum. Sanctissimus Dominus noster Papa Martinus V. super provisionibus Ecclesiarum, Monasteriorum, Beneficiorum quorumcumque utetur reservationibus Juris scriptis, ex Constitutione *Execrabilis* & ad Regimen, modificata, ut sequitur. Ad regimen Ecclesiæ generalis, quamquam immeriti suprema dispositione vocati, gerimus in nostris desideriis, ut debemus, quod per nostræ diligentie studium ad quarumlibet Ecclesiarum & Monasteriorum regimina, & alia Ecclesiastica Beneficia juxta Divinum beneplacitum & nostræ intentionis affectum, viri assumantur idonei, qui præsent & profut committendis eis Ecclesiis, Monasteriis, & Beneficiis prælibatis. Præmissorum namque consideratione inducti, & studenibus nobis aliis rationabilibus causis, nonnullorum prædecessorum nostrorum Romanorum Pontificum vestigiis inhærentes, omnes Patriarchales, Archiepiscopales, Episcopales Ecclesias, Monasteria, Prioratus, Dignitates, Personatus & Officia, nec non Canonatus & Præbendas ac Ecclesias, cæteraque Beneficia Ecclesiastica, cum Cura vel sine Cura, Regularia & Secularia, quæcumque aut quacunque fuerint, etiam si ad illa Personæ consueverint, seu debuerint per electionem, seu quævis alium modum assumi, nunc apud Sedem Apostolicam, quocumque modo vacantia, & in posterum vacatura, nec non per depositionem vel privationem, seu translationem per nos seu auctoritatem nostram factas, & in antea faciendas ubilibet, nec non ad quæ aliqui in concordia seu discordia electi vel postulati fuerint, quorum electio cassata, seu postulationis repulsa, vel per eos facta renuntiaro & admissa auctoritate nostra existerit, seu quorum electorum, postulationum, & in antea eligendorum seu postulandorum electionem cassari vel postulationem repelli, aut renuntiationem admitti per nos seu auctoritatem nostram continget apud Sedem prædictam, vel alibi ubicumque, & etiam per obitum Cardinalium ejusdem Ecclesiæ Romanæ ac Officiorum dictæ Sedis, quàm diu ipsa Officia æqualiter teneantur, videlicet Vice-Cancellarii, Camerarii, septem Notarii, Auditorum Literarum contradictarum, & Apostolici Palatii causarum Auditorum, Scriptorum Literarum Apostolicarum, & viginti quinque Abbreviatorum præfatæ Sedis, & viginti quinque Abbreviatorum, nec non verorum commentariorum Sedis ejusdem in Epitaphio descriptorum, ac etiam quorumcumque Legatorum seu Collectorum, ac in Terris Ecclesiæ Romanæ Redorum & Thesaurariorum deputatorum seu missorum hæcenus, vel deputandorum ac mittendorum in posterum, vacantia, & in antea vacatura, ubicunque dictos Legatos vel Collectores, seu Redores, aut Thesaurarios, antequam ad Romanam Curiam redierint seu venerint, rebus eximii contingerit ab humanis; nec non quorumlibet, pro quibus-

buscunque negotiis ad Romanam Curiam venientium, vel etiam recedentium ab eadem, si in locis à dicta Curia ultra duas dietas legales non distantibus jam forsitan obierint, vel eos in antea transire de hac luce contigerit; & etiam simili modo quorumcumque Curialium, peregrinationis, infirmitatis, aut recreationis, seu alia quacunque causa, vel ad quavis loca secedentium, si eos, antequam ad dictam Curiam redierint, in locis ultra duas dietas ab eadem Curia, ut præmittitur, non remotis, dummodo eorum proprium domicilium non exeat ibidem, jam forsitan decesserint, vel in posterum eos contigerit de medio submoveri; nunc per obitum hujusmodi vacantia vel in posterum vacatura; rursus Monasteria, Prioratus, Decanatus, Dignitates, Personatus, Administrationes, Officia, Canonatus, Præbendas & Ecclesias, cæteraque Beneficia Ecclesiastica Secularia vel Regularia, cum Cura vel sine Cura, quæcumque & quacunque fuerint, etiam si ad illa Personæ consueverint seu debuerint per electionem, seu quævis alium modum assumi, quæ promoti per nos vel auctoritatem nostram ad Patriarchalium, seu Archiepiscopalem, Episcopalem Ecclesiarum, nec non Monasteriorum regimina obtinebant, tempore promotionis de ipsis factarum, nunc quocunque modo vacantia, seu in posterum vacatura; nec non etiam per affectionem pacificam quorumcumque Prioratuum, Personatum, Officiorum, Canonatum, Præbendarum, Ecclesiarum aut Beneficiorum aliorum, per nos seu auctoritatem Literarum nostrarum immediate collatorum seu conferendorum in posterum, præterquam si vires gratiæ expectatiæ affectu fiat, nunc vacantia & in antea vacatura: Plena super præmissis omnibus & singulis cum Fratribus nostris collatione præhabita & matura deliberatione facta, ordinationi, dispositioni ac provisioni nostre usque ad quinquennium de ipsorum Fratrum consilio, auctoritate Apostolica reservamus, decementes ex nunc irritum & inane, si secus super præmissis, & quolibet eorum per quoscunque, quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attemptari: Non obstantibus quibuscunque Constitutionibus à Prædecessoribus nostris Romanis Pontificibus editis, quatenus obfiscere possent super enarratis Articulis vel alicui vel aliquibus eorum dicto quinquennio durante. Nulli igitur etc.

6. In Ecclesiis Cathedralibus & etiam Monasteriis Apostolicæ Sedi immediate subiectis sancti electiones Canonice, quæ ad Sedem Apostolicam deferantur, quas etiam ad tempus constitutum in Constitutione Nicolai III. quæ incipit: *Cypriotes*, Papa expectat; quo facto, si non fuerint præsentate, vel si præsentate minus Canonice fuerint, Papa providet; si vero Canonice fuerint Papa eas confirmat, nisi ex causa rationabili & evidenti, & de Fratrum consilio, de digniori & utiliori persona duxerit providendum: proviso, quod confirmati & provisi per Papam nihilominus Metropolitanis, & aliis præsent debita Juramenta & alia, ad quæ de Jure tenentur.

7. In Monasteriis, quæ non sunt immediate subiecta Sedi Apostolicæ, nec non aliis Beneficiis regularibus, super quibus pro confirmatione seu provisione non consuevit haberi recursus ad Sedem Apostolicam, non teneantur venire electi, seu illi quibus providendum est, ad Curiam ad habendam confirmationem seu provisionem, nec etiam dicta Beneficia regularia cadant in gratias expectatiæ: ubi autem in Monasteriis ad Curiam Romanam pro confirmatione venire, seu mittere consueverunt, ibi Papa non aliter confirmet aut provideat, quàm superius de Ecclesiis Cathedralibus est expressum.

8. De Monasteriis Monialium Papa non disponit, nisi sint exempta, & tunc per Commissionem in partibus. De cæteris Dignitatibus & Beneficiis quibuscunque Secularibus & Regularibus vacaturis, ultra reservationes jam dictas majoribus Dignitatibus post Pontificales in Cathedralibus, & principalibus in Collegiatis Ecclesiis, exceptis de quibus Juris ordinario provideatur per illos inferiores, ad quos alia pertinet; nec computentur in turno seu vice eorum.

9. Item Dominus noster Papa declarat, quod per quancunque aliam reservationem, gratiam expectatiæ, aut quamvis aliam dispositionem sub quacunque verborum forma, per eum aut ejus auctoritatem factam vel faciendam, non velit, neque vult, neque intendebat, nec intendit facere aut fieri, quo minus de media parte illarum & illorum, cum vacabunt alternis vicibus * liberè disponatur, per illos, ad quos collatio, provisio, præsentatio, electio, aut alia quavis dispositio pertinebit, prout ad ipsos spectabit de consuetudine vel

ANNO
1418.

* Les moines
concedent au
Pape n'en
tiennent pas en-
core établis.
vel

ANNO
1418.ANNO
1418.

vel de Jure : ita quod cum de una Dignitate, Personatu, Officio vel Beneficio, ex illis ad electionem, provisionem, collationem, seu quamvis aliam dispositionem alicujus spectante, fuerit auctoritate Apostolica provisorum, aut alias dispositum, ille ad cujus electionem, collationem, vel quamvis dispositionem primo loco pertinebat, & ita consequenter de lingulis hujusmodi Dignitatibus, Personatibus, Officiis & Beneficiis vacaturis auctoritate ejusdem Domini nostri Papae & aliorum praedictorum alternatim vicibus disponatur; reservationibus aut aliis a praemis dispositionibus auctoritate ejusdem Domini nostri Papae factis vel faciendis non obstantibus quibuscunque.

10. Quotiens verò aliquo vacante Beneficio *taden: invito * & gratia expectativa, non apparuerit infra tres menses à die notae vacationis, in loco Beneficii, quod alicui de illo secundum praedictas ordinationes fuerit Apostolica auctoritate provisorum, Ordinarios vel alius ad quem illius dispositio pertinebat, de illo libere disponat, nec sibi in sua vice computetur. Beneficia quae per simplicem renuntiationem aut permutationem vacaverint, neutri parti computentur.

11. De qualificatione Beneficiandorum. Sanctissimus Dominus noster PP. Martinus V. ad exaltationem Fidei Catholicae & spiritualibus profectibus Populi Christiani, de consensu & benedictione Nationis Germanicae, statuit, ordinat & decernit, quod deinceps in Metropolitans & Cathedralibus Ecclesiis Nationis Germanicae ejusdem, sexta pars Canonicatum & Praebendarum sit pro Doctoribus aut Licentiatibus in Sacra Pagina vel altero Jurium, vel in Theologia Baccalaris formatis aut Magistris in Medicina, qui per biennium, seu Magistris in Artibus, qui per quinquennium post Magisterium in Theologia aut altero Jurium, studuerint in Studio generali; sic videlicet, quod ubicunque non fuerit saltem sexta pars Canonicorum praebendarum in Metropolitana aut Cathedrali Ecclesia taliter graduatorum, ibi quicunque deinceps vacaverit Canonicatus & Praebenda, quacunque etiam Apostolica vel alia auctoritate, nonnulli taliter graduati conferatur, quousque dicta sexta pars compleatur taliter graduatorum. Si tamen infra mensem à tempore vacationis repletus fuerit taliter graduatus, & alius idoneus qui per se vel Procuratorem voluerit acceptare, quod postmodum * continetur, ut ad minus dictus numerus sextae partis Canonicorum taliter, ut praemittitur, graduatorum in ipsis Metropolitans & Cathedralibus Ecclesiis habeatur, ubi autem soli consequeruntur Illustres ac de Comitum vel Baronum genere, vel ex utroque genere militares in Canonicos admitti, taliter graduati qui acceptare voluerint, si taliter nobiles, ut praemittitur, fuerint in Ecclesiis, ceteris etiam nobilibus saltem usque ad dictum numerum praefertuntur.

12. Item quod in aliis Collegiatis Ecclesiis ejusdem Nationis similiter sexta pars Canonicatum & Praebendarum, deinceps modo praemisso conferatur, sicut praemittitur graduatis, aut saltem in Medicina aut in Artibus Magistris vel Licentiatibus, aut in Theologia, vel altero Jurium Baccalaris examinatis per rigorem.

13. Item quod Parochiales Ecclesiae habentes Anni extinctionem, quae secundum famam publicam attendatur, duo milia communicantium vel plures; deinceps non conferantur etiam Apostolica vel quacunque alia auctoritate, nisi Doctoribus aut Licentiatibus in Sacra Pagina, vel Jure Canonico vel Civili, vel Baccalaris in Theologia formatis. Si tamen infra mensem à tempore vacationis Ecclesia numerandum, reperitur taliter graduatus, qui per se vel Procuratorem voluerit acceptare; decernendo irritum & inane, si secus in praemis, tam circa Canonicatus & Praebendas, quam Parochiales Ecclesias vel eorum aliquid à quocunque quis etiam Apostolica auctoritate fuerit attemptatum. Salvis semper laudabilibus consuetudinibus & statutis Ecclesiarum, quae praemissis non adversantur in contrarium aut * facientibus non obstantibus quibuscunque.

14. Item quatenus praedicta Ordinato pluribus proficit, & humanae ambitioni frenum imponatur, ordinatur, statuit & decernit idem Dominus noster PP., quod vigore praesentis Constitutionis hujus Ordinationis nemo graduatorum possit ultra unum Beneficium Ecclesiasticum adipisci.

15. De prerogativa graduatorum. Item vult quod in pari data ad eandem collationem graduatus non graduato praefertur prerogativis & diligentis non obstantibus quibuscunque.

16. Item quod Vicariae ad certa Chori Officia in Ecclesiis Cathedralibus & Collegiatis deputatae non con-

ferantur etiam Apostolica auctoritate, nisi talibus, qui hujusmodi cantando & legendo, & alias sciverint & poterint personaliter adimplere.

17. De Annatis. De Ecclesiis & Monasteriis Viros non duntaxat vacantibus & vacaturis, solvantur pro Fratribus primi Anni à die vacationis summa pecuniarum in Libris Camerae Apostolicae taxata, quae communia servitia nuncupantur, si quae verò excoelive taxata sunt, iustè retaxentur, & provideatur specialiter in gravatis Regionibus secundum qualitatem rerum, temporum & Regionum, ne nimium praegraventur, ad quod dabantur Commissarii, qui diligenter inquirant & retaxent. Taxae autem praedictae pro media parte infra Annum, à die habita possessionis pacifice totius vel majoris partis solvantur, & pro media parte alia infra sequentem Annum. Et si infra Annum bis vel pluries vacaverint, semel tantum solvatur, nec debitum hujusmodi in Successorem in Ecclesia vel Monasterio transcat. De ceteris autem Dignitatibus, Personatibus, Officiis & Beneficiis Secularibus quibuscunque & Regularibus; quae auctoritate Sedis Apostolicae conferuntur, vel providebuntur de eisdem, (praeterquam vigore gratiarum expectativarum aut causa permutationis) solvantur annuata seu medii fructus juxta taxam solitam à tempore unionis (possessionis) infra annum; & debitorum hujusmodi in Successorem in Beneficio non transeat. De Beneficiis, quae valorem viginti quatuor Florinorum de Camera non excedunt, nihil solvatur; debitis omnibus praeteriti temporis usque ad assumptionem Domini nostri communium servitiorum & annuatorum pro medietate relaxatis, solventibus aliam medietatem infra sex menses à die publicationis.

18. De causis tractandis in Romana Curia vel non. Sanctissimus Dominus noster PP. Martinus V. statuit & ordinat, quod nulla causa in Romana Curia committatur, nisi quae de Jure & natura causa in Romana Curia tractare debeant, & quod causa, quae ad Forum Ecclesiasticum de Jure vel Consuetudine non pertinet, per Curiam Romanam etiam praetextu reintegrationis Laicorum extra tempus passagii generalis non recipiant, de illis cognoscendo in Curia vel extra committendo, nisi de consensu Partium. Quae verò ad Forum Ecclesiasticum pertinent, & de Jure sunt per appellationem aut alias ad Romanam Curiam devoluta, ac de sui natura in eadem tractanda, tractentur in ea, ceterae committantur in partibus, nisi forsitan pro causis & personarum qualitate in Commissionem exprimentia illis tractare in Curia expediret, pro iustitia consequenda, vel de Partium consensu in Curia tractarentur.

19. De Commendis. Ordinatur Dominus noster Papa, quod in posterum Monasteria, aut magni Prioratus Conventuales (habentes) hiis temporibus ultra decem Religiosos, & Officia claustralia, Dignitates majores post Pontificales in Cathedralibus, sicut & Ecclesiae Parochiales nulli Praelato, etiam Cardinali dentur in Commendam, datæ aut dati * quam primum Commendataris loco illorum de equivalenti providebunt * post pacificam possessionem adeptam illas dimittant, una etiam Ecclesia Metropolitana uni Cardinali vel Patriarchae antecedi poterit provisionem sufficientem non habenti.

20. De Symoniis. Ut autem considerata malitia aliquorum temporum proximè praeteritorum, quibus labes Symoniaca tam in Ordinibus quam in Beneficiis Ecclesiasticis tunc conferendis & percipiendis ac Religionibus ingrediendis fuit heu nimium frequentata, laetis in hoc contentis ad pernitentem administrationem & perceptionem Sacrorum Ecclesiasticorum, subriter omnibus consulari, * & singulis Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Abbatissis, ceterisque Praelatis, nec non Clericis ac Personis Ecclesiasticis, Religiosis & Secularibus utriusque sexus: ut qualibet eorum infra tres menses post publicationem, aut insinuationem praesentium sibi, aut in Diocesi, ubi Domicilium habuerit factam, aliquem in Sacra Pagina, vel in Jure Canonico Doctorem vel Licentiatum vel Baccalarium formatum, vel talis potest commode reperiri, vel ubi talis non reperitur, Lectorem aut alias intelligentem Sacerdotem discretum ac bonae famae, Curatum vel non Curatum eligere valeat Confessorem qui infra praedictum tempus, quantocius commode fieri poterit, ejus Confessione audita ipsam personam confitentem à suis peccatis & à quibuscunque Excommunicationum suspensionibus & Interdictis aliisque Sententiis, Censuris atque poenis, quas forsitan propter Symoniacam in Ordine vel Beneficio Ecclesiastico, Religionis ingressu, aut alias qualitercunque activè vel passivè, commissam usque ad tem-

ANNO
1418.

CORPS DIPLOMATIQUE

114

pus publicationis prædictæ dignoscitur incurrisse, in foro conscientie duntaxat absolvere; nec non secum super irregularitate, pro eo quod hujusmodi Sententis aut Excommunicatione ligata forsan Missas vel alia divina Officia celebrasse, aut se illis immiscuisse censetur; usque ad tempus prædictum contracta, ipsaque propter præmissa aut eorum aliquod à sui Ordinis vel Officii executione suspensa, quod in illis nihilominus ministrare, illa exercere & adepta Beneficia, vel statum in quo est retinere, & ad ulteriora promoveri possit, in dicto foro valeat dispensare; ac eadem Beneficia, quæ obtinet, ab hoc forsan vacante vel vacatura, sicut postquam dimiserit reconferre, omnemque inhabilitatis, irregularitatis nec non infamie maculam Simoniacam, atque aliam labem per eam occasione prædicta usque ad tempus prædictum contractam in eodem foro totaliter abolere: fructus quoque Beneficiorum Ecclesiasticorum, quos forsan indebitè percipit & quos percipere potuisset, & ad * quicque, occasione prædicta fuerit refundendum (dummodo persona ipsa ad restitutionem facendam, deductione egeat, in statu in quo tunc fuerit, aut alias absque nota vel scandalo sufficiens non fuerit) in dicto foro remittetur, ac eam de his quitare & liberare tenore præsentium (Literarum) indulgemus; Constitutionibus Apostolicis in contrarium facientibus non obstantibus quibuscunque.

21. De non vitandis excommunicatis nisi fuerint denunciati. Insuper ad vitandum scandala & multa pericula, subveniendumque conscientis timoratis, omnibus Christi fidelibus tenore præsentium (Literarum) indulgemus, quod nemo deinceps à communione aliquis in Sacrorum administratione vel receptione aut aliis quibuscunque Divinis, vel ex prætextu cuiuscunque Sententie, aut Censuræ Ecclesiasticæ à jure vel homine generaliter promulgatæ teneatur abstinere, vel aliquem vitare, aut Interdictum Ecclesiasticum observare, nisi Sententia vel Censura hujusmodi fuerit in vel contra Personam, Collegium, Universitatem, Ecclesiam, Communitatem aut Locum certam vel certum à Judice publicata vel denunciata specialiter & expresse: Constitutionibus Apostolicis & aliis in contrarium facientibus, non obstantibus quibuscunque. Salvo si quem pro sacrilega manuum injectione in Clericum, Sententiam latam à Canone adeo notoriè consisteret incidisse, quod factum non possit aliqua tergiversatione celari, nec aliquo Juris fuffragio excusari. Nam à communione illius licet denunciatus non fuerit volumus abstinere, juxta Canonicas Sanctiones.

22. De Dispensationibus. Ordinatur etiam Dominus noster ad Ecclesias Cathedralis, Monasteria, Prioratus Conventuales, aut Parochiales Ecclesias, super defectu ætatis ultra triennium nullatenus dispensare; nisi forte Ecclesiis Cathedralibus ex ardua & evidenti causa, de consilio Cardinalium seu majoris partis illorum videretur alter dispensandum. Item Dominus noster in arduis & gravibus casibus sine consilio Cardinalium non intendit dispensare.

23. De provisione Papæ & Cardinalium. Romano Pontifici & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus pro illorum sustentatione, rebus Romanæ Ecclesiæ stantibus, ut sunt, non videtur alter posse providere, quam hoc usque factum est, scilicet per Beneficia & communia servitia, quæ vacantia nuncupantur; verum circa Beneficiorum qualitatem taliter durimus providendum, quod nulli Cardinali Monasterium (vel Prioratus Conventuales, ultra numerum decem Religiosorum secundum moderna tempora habetur (habere) consuevit, nulla major Dignitas post Pontificalem in Cathedralibus aut Parochialibus Ecclesiis, nullum Officium claustrale, nullum Xenodochium, Hospitale, Elemosinaria aut Leprosaria in titulum vel administrationem conferantur; & si quæ talia nunc obtinent, quem primum Papa loco illorum de alio æquivalenti providebit, illa dimittere teneantur, sicut superius de Commendis est dictum.

24. De Indulgentiis. Cavebit Dominus noster Papa in futurum nimirum Indulgentiarum effusionem, ne vilescant, & in præteritum concessas, ab obitu Gregorii X. ad instar alterius Indulgentiæ revocet & annullat.

25. Item Sanctissimus Dominus noster & inclita Natio Germanorum concesserunt & protestati sunt, quod omnia & singula (supra) scripta durare & tolerari debeant, usque ad quinquennium duntaxat, à dato præsentium numerandum; Constitutionibus Apostolicis, Regulis Cancellariæ factis & fiendis, & aliis in contrarium facientibus, non obstantibus quibuscunque;

quodque per observantiam eorum nullum jus novum Rom. Pontifici, aut alicui Ecclesiæ vel Personæ acquiratur, seu præjudicium generetur. Sed lapso dicto quinquennio, quælibet Ecclesiæ & Personæ prædicta liberam facultatem habeat utendi quolibet jure suo. Non obstantibus supra dictis. Et quod Capitula prædicta & quodlibet eorum dentur cullibet eahabere volenti, communiter seu divisim, autentica forma, sub Sigillo Vice-Cancellarii cum subscriptione Notarii, sic quod fidem faciant exhibita ubicunque; pro toto autem non solvantur ultra duodecim grossi Turonenses.

26. Hæc Universitati vestre tenore præsentium firmiter attestantes, easdem nostras præsentium Literas in horum fidem & Testimonium præfato Domino Archiepiscopo, Præposito, Decano & Capitulo Magdeburgensi concessimus, nostri Sigilli munimine roboratas. Datum Constantiæ Provinciæ Maguntin. in Domo habitationis nostræ, Anno quo supra, die tertia mensis Maji, Pontificatus supradicti Domini Papæ Anno primo.

LXXIII.

MARTINI Papæ V. Decretum, quod, consentiente & approbante Concilio, Civitatem Papiam deputat & assignat, ad proximè futurum Concilium celebrandum. Facti in Sessione XLIV. 19. Aprilis 1418. [Collect. Concilior. Reg. Tom. XXI. pag. 606. PHILIPPI LABBEI Concilior. Collect. Tom. XII. col. 257.]

MARTINUS Episcopus servus Servorum Dei, ad futuram rei memoriam.

CUPIENTES ac volentes Decreto hujus generalis Concilii satisfacere, inter alia disponenti, quod omnimodè generalia Concilia celebrentur in loco quem summus Pontifex per mensem ante finem hujus Concilii, approbante & consentiente Concilio, deputare & designare teneatur pro loco dicti proximè futuri Concilii celebrandi supradicti, eodem consentiente & approbante Concilio; Civitatem Papientem tenore præsentium deputamus & etiam assignamus, statuentes & etiam decernentes, quod Prælati, & etiam alii qui ad generalia Concilia debent convocari, tempore prædicto Civitatem ipsam Papientem accedere teneantur. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ delegationis & etiam assignationis, Statuti, Decreti & Constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem omnipotentis Dei, & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus, se noverit incursum. Datum & actum Constantiæ in loco Sessionis publicæ decimo tertio Kalendas Maji, Pontificatus nostri Anno primo. Quo Decreto lecto, Dominus Episcopus Oltiensis Cardinalis Vivariensis, nomine totius Synodi, respondit, *Placet.* Et subsequenter Dominus Arcecinus de Novaria, ex parte Serenissimi Principis Sigismundi Romanorum Regis ibidem præsentis, & ejus nomine, idem Decretum approbavit & laudavit. Et subsequenter Dominus Augustinus de Lante de Hiss Legum Doctor, Sacri Consistorii Advocatus, nomine Domini nostri Papæ dictum Locum five Civitatem Papientem approbavit, laudavit, & ad Concilium hujusmodi celebrandum habilem esse dixit.

Super quibus omnibus & singulis præmissis, Domini Arcecinus & Augustinus præfati, nominibus quibus supra, nec non Magister Joannes de Scribanis Promotor & Procurator Sacri Concilii prædicti, & ejus nomine a Protonotariis, Notariis atque Scribis Domini nostri Papæ & ipsius Sanctæ Synodi, unum vel plura fieri & confici petierunt, & quilibet eorum petit publicè instrumenta, ad perpetuam rei memoriam. Præsentibus ibidem Reverendissimis Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus Joanne Oltiensis, Laudensis, Hispano, Bononiensi, Aquilensi, Senensi, Veronensi, Tricariensi, de Fuxo, de Comitibus, & Venetiis, Juniore Joanne Constantinopolitano, Joanne Antiocheno Patriarcha, ac Regum, Principum, Prælatorum, Nobilium, Communitatum, Universitatum, Studiorum & Collegiorum Ambassadoribus, ac aliis Christi fidelibus in multitudine copiosis.

LXXIV.

Gallicæ Nationis CONCORDATA MARTI-8. Mai. NIANA,

ANNO
1418.

ANNO
1418.

NIANA in Concilio Constantiensi ad quinquen-
nium proximum adorata & die 8. mensis Maji
Anno 1418. Litteris sub Sigillo per JOANNEM
Cardinalem Officium Vise-Cancellarium mandata.
[VON DER HARDT, Magnum Oecumeni-
cum Concilium Constantiense Tom. IV.
pag. 1566. LENAET, Histoire du Con-
cile de Constance. AUX Pièces ajoutées à la
fin. pag. 759. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

Copia certarum Constitutionum, in Concilio
Generali Constantiensi factarum, quæ fuerunt
præsentatæ in Curia Parlamenti Regii Pari-
sienfis per Dominum Martinum Episcopum At-
trebatensem Anno Domini MCCCCXVIII, die
x. mensis Junii, sed non acceptatæ per eandem
Curiam.

UNIVERSIS & singulis Joannes, in misericordia Di-
vinâ Episcopus Holsienfis, Sanctæ Romanæ Ec-
clesiæ Cardinalis & Vice-Cancellarius, salutem in Do-
mino, & presentibus fidem indubiam adhibere.

Si juxta laudabilem antiquorum sententiam & provi-
dum Sapientum consilium dignum est, ea, quæ majorum
consulitima providentiâ in subsecutorum gratiam & com-
moda geruntur, scripturæ Testimonio redigere, dignum
est per consequens & rationi consentaneum, ut adeo nota
sit Ecclesiæ eorum veritas, quod inde nec desit pacifi-
cis opportuna provisio, nec utiqueque perversis sub igno-
rantia variandi supina facilitas relinquatur. Cum itaque
super inter Sanctissimum in Christo Patrem & Domi-
num nostrum, Dominum Martinum, Divinâ Providen-
tiâ Papam Quintum, & Reverendos Patres, Prælatos,
nec non egregios & circumspectos Viros, Ambassatores,
Procuratores, Doctores & Magistros, ceteroque, venera-
biles Nationem Gallicanam in Generali Concilio
Constantiensi representantes & facientes, nonnulla Ca-
pitula concordata, & ab utraque parte spontè suscepta,
nec non de dicti Domini nostri Papæ mandato in Libro
Cancellariæ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, in quo Romanor-
um Pontificum Constitutiones & Ordinationes solent con-
scribi, ad factum rei certitudinem, nobis operam dante,
prout ad nostrum spectat officium, die xv. mensis Apri-
lis, Pontificatus Domini nostri Papæ Anno primo con-
scripta fuerunt, ac deinceps de simili mandato in Audien-
tia contradictarium die xi. [2] mensis Maji Anno quo
suprà, lecta & publicata, adjectoque quod sub nostrarum
Litterarum Testimonio indigenis quique sibi Testimonium sum-
me valeat, in toto, vel in ea parte, quæ indigeret eam-
rundem, nos ad Reverendi Patris in Christo Domini
Martini, Episcopi Attrebatenfis, instantiam, Capitula
huiusmodi, sicut præfatur, concordata & spontè suscepta,
ex integro ex Libro prædicto de verbo ad verbum fideliter
transcripti & presentibus annuati fecimus, quorum tenor
sequitur in hunc modum.

De Numero & Qualitate Dominorum Cardinalium.

MARTINUS &c. Statuimus, ut deinceps nume-
rus Cardinalium Sanctæ Romanæ Ecclesiæ adeo
sit moderatus, quod nec sit gravis Ecclesiæ, nec su-
perflua numerositate vilescat. Qui de omnibus parti-
bus Christianitatis proportionaliter, quantum fieri po-
terit, assumentur, ut notitia Causarum & Negotiorum
in Ecclesiâ emergentium facilius haberi possit, & æqua-
litas Regionum in honoribus Ecclesiasticis observetur.
Sic tamen quod numerum viginti quatuor non excedat,
nisi pro honore Nationum, quæ Cardinales non ha-
bent, unus vel duo pro semel de consilio & assensu
Cardinalium assumendi viderentur. Sint autem Viri in
Scientia & rerum experientia excellentes; Doctores in
Theologia, aut in Jure Canonico vel Civili, præter
admodum paucos, qui de stirpe Regia vel Ducali aut
magni Principis oriundi existant, in quibus competens Li-
teratura sufficiat, non Frates aut Nepotes ex Fratre vel
Sore Sorore alicujus Cardinalis viventis, nec de uno Ordine
Mendicantium, ultra unum, non corpore vitati, aut
alicujus criminis aut infamiae nota rescripti. Nec fiat
eorum electio per auricularia vota solummodo, sed et-
iam cum consilio Cardinalium collegialiter, sicut in
promotionibus Episcoporum fieri consuevit. Qui mo-
dus etiam observetur, quando aliquis ex Cardinalibus
in Episcopatum assumitur: nisi Dominus noster pro uti-
litate Ecclesiæ & de consilio majoris partis Cardinalium
aliter usque ad duos pro semel dumtaxat duxerit pro-

TOM. II. PART. II.

videndum. Die Lunæ xxi. Martii Anno Domini mil-
lesimo quadringentesimo decimo octavo in Sessione ge-
nerali Concilii lecta & publicata per organum Domini
Cardinalis Sancti Marci in ambone.

ANNO
1418.

De provisionibus Ecclesiarum, Monasteriorum, & Reser-
vationibus Sedis Apostolicæ, ac Collationibus Beneficio-
rum & Gratiis Expectativis, nec non de confirmatione
Electionum.

SANCTISSIMUS Dominus noster Papa Martinus
V. super provisionibus Ecclesiarum, Monasterio-
rum, & Beneficiorum quorumcumque, uter reser-
vationibus juris scripti & Constitutionis, Execrabilis,
& Ad regimen, modificatæ, ut sequitur: Ad regimen
Ecclesiæ Generalis quamquam immeriti supernâ dispo-
sitione vocati, gerimus in nostris desideris ut debemus,
quod per nostrâ diligentia studium ad quarumlibet Ec-
clesiarum & Monasteriorum regimina & alia Beneficia
Ecclesiastica juxta Divinum beneplacitum & nostræ in-
tentionis affectum Viri assumantur idonei, qui profuturi
sint committendis eis Ecclesiis, Monasteriis & Be-
neficiis præbendis. Præmissorum nempe consideratione
inducti & suadentibus nobis aliis rationabilibus causis,
nonnullorum Prædecessorum nostrorum Romanorum
Pontificum vestigiis inhærentes, omnes Patriarchales,
Archiepiscopales, Episcopales, Ecclesias, Monasteria,
Prioratus, Dignitates, Personatus & Officia, nec non
Canonicatus & Præbendas ac Ecclesias ceteraque Be-
neficia Ecclesiastica, cum Cura vel sine Cura, Secularia
& Regularia, quæcumque & quacunque fuerint, et-
iam si illa personæ consueverint vel debeuerint per
electionem vel quemvis alium modum assumi, tunc
apud Sedem Apostolicam quocunque modo vacantia
& impotenter vacatura, nec non per depositionem vel pri-
vationem seu translationem, per nos seu auctoritatem nos-
trâ factas, & in antea stendas, sublebet: Nec non ad
quæ aliqui in concordia vel discordia electi vel posula-
ti fuerint, quorum electio cassata, seu posulatio re-
pellâ, vel per eos facta renuncietur & admittit auctori-
tatem nostrâ existerit, seu quorum electorum vel posu-
latorum & in antea eligendorum vel posulandorum e-
lectionem cassari, vel posulationem repelli aut renun-
tiationem admitti per nos vel auctoritatem nostrâ contin-
get, apud Sedem Apostolicam vel alibi, ubicunque;
& etiam per obitum Cardinalium ejusdem Romanæ vel
Officiorum dictæ Sedis, quam diu ipsa Officia actuali-
ter tenebunt, videlicet Vice-Cancellarii, Camerarii,
septem Notariorum; Auditorum Litterarum contradic-
tarum, & Apostolici Palatii causarum Auditorum;
Correktorum, centum & unius Scriptorum Litterarum
Apostolicarum, & xiv. Penitentiarii præfate Sedis,
& xxv. Abbreviatorum Sedis ejusdem, nec non verorum
commentariorum nostrorum, & aliorum, xiv. Cap-
ellanorum Sedis ejusdem, in Palfacio descriptorum,
& etiam quorumcumque Legatorum seu Collectorum,
ac in Terris Romanæ Ecclesiæ Rectorum & Thesaurariorum,
aut missorum hæcenus, deputatorum seu de-
putandorum, aut mittendorum; impotenter vacantia
& in antea vacatura, ubicunque dictos Legatos vel
Collectores seu Rectores aut Thesaurarios, antequam
ad Romanam Curiam redierint, seu venerint, rebus
eximi contigerit ab humanis: Nec non quorumlibet
pro quibuscunque negotiis ad Romanam Curiam veni-
entium, vel etiam recedentium ab eadem, si in locis
à dictâ Curia ultra duas dietas legales non distantibus
jam forsitan obierint, vel eos in antea transire de hac
luce contigerit. Ac etiam simili modo quorumcum-
que Curialium, peregrinationis, infirmitatis aut recrea-
tionis seu aliâ quacunque causâ ad quævis loca sece-
dentium, si, antequam ad dictam Curiam redierint,
in locis, ultra duas dietas ab eadem Curia, ut præmit-
titur, non remotis, dummodo eorum proprium Do-
micilium non existat; jam forsitan decesserint, vel in
posterum eos contigerit de medio submoveri, nunc per
obitum hujusmodi vacantia & in posterum vacatura:
Rursum Monasteria, Prioratus, Decanatus, Dignita-
tes, Personatus; Administrationes, Officia, Canonica-
tus, Præbendas & Ecclesias, ceteraque Beneficia Ec-
clesiastica, Secularia & Regularia, cum Cura vel sine
Cura, quæcumque vel quacunque fuerint, etiam si
illa personæ consueverint vel debeuerint per electionem
seu quemvis alium modum assumi; quæ promissi per
nos vel auctoritatem nostrâ ad Patriarchatum, Archie-
piscopatum vel Episcopatum Ecclesiarum, nec non
Monasteriorum regimen, obtinebunt tempore promo-
tionum de ipsis factarum, nunc quocunque modo va-
cantia seu in posterum vacatura:

ANNO
1418.

Nec non etiam, quæ per affectionem pacificam quorumcumque Prioratum, Personatum, Officiorum, Canonatum, Præbendarum Ecclesiasticarum ac Beneficiorum aliorum, per nos sive auctoritate Lateranensem nostrarum immediate collatorum, seu conferendorum, in posterum, præterquam si virtute Gratia Expectativa assecutus fiat, nunc vacantia & inantea vacatura: Plena super præmissis omnibus & singulis cum Fratribus nostris collatione præhabita, & maturâ deliberatione secuta, ordinationi, dispositioni ac provisioni nostræ, usque ad quinquennium, de ipsorum Fratrum nostrorum consilio, auctoritate Apostolica reservamus. Decedentes ex nunc irritum & inane, si secus super præmissis & quolibet eorumdem per quoscunque, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attentari. Non obstantibus quibuscunque Constitutionibus, à Prædecessoribus nostris Romanis Pontificibus editis, quatenus obistere possent superius enarratis Articulis, vel alicui seu aliquibus eorumdem, dicto quinquennio durante. Alias autem Constitutiones & reservationes contrarias per nos factas seu in Cancellaria servari mandatas revocantes. Nulli ergo hominum liceat &c.

In ceteris verò Ecclesiis & Abbatibus sicut electiones Canonice. De Abbatibus autem, Sedi Apostolicæ non immediate subiectis, quorum fructus, secundum taxationem decime, CC Librarum Turonensium parvorum, in Italia verò & Hispania LX Librarum Turonensium parvorum valorem annum non excedunt, sicut confirmationes aut provisiones Canonice per illos, ad quos alias pertinet, nec communia nec minuta pro eis solvantur servia.

De Abbatibus verò excedentibus summas prædictas, nec non Cathedralibus Ecclesiis, electiones ad Sedem Apostolicam deferuntur, quas ad tempus constitutum in Constitutione Nicolai III. quæ incipit *Capientes*, Papa expectet. Quo facto, si non fuerint præsentate, vel, si præsentate, minus Canonice fuerint, Papa provideat. Si verò Canonice fuerint, Papa eas confirmet. Nisi ex causa rationabili & de Fratrum consilio aliter duxerit providendum. Provisio, quod confirmati, & provis per Papam, nihilominus Metropolitanis & aliis præstant Juramenta, & alia, quæ de Jure vel Consuetudine tenentur. De ceteris autem Beneficiis, salvis reservationibus jam dictis, majoribus Dignitatibus post Pontificales in Cathedralibus, & Principalibus in Collegiatis, & Prioratibus, Decanatus seu Præposituris Conventualibus, habentibus numerum X. Religiosorum, Jure ordinario provideatur per Prælatos, & alios Proviores inferiores, ad quos alias pertinet, nec computentur in turno seu vice eorum.

De aliis quibuscunque Dignitatibus, Officiis & Beneficiis, medietas sit in dispositione Papæ, alia medietas in dispositione Collatorum, Patronorum & consuetudinem Ordinariorum, seu Provisorum. Et alternatim vicibus unum cedat Apostolico, & aliud Collatori, Patrono aut Provisorio. Ita quod per quancunque aliam reservationem, seu affectionem, aut prerogativas, ultra prædictas vel alias dispositiones Apostolicas, seu gratias expectativas, non fiat Collatori, Patrono vel Provisorio præjudicium in dicta medietate.

Ubi autem in his quæ cadunt sub expectativis non apparet aliquis expectans, infra mensem legitime acceptans, & provisorius, intra tres menses Collatorem seu ejus Vicarium certificans, à die notæ vacationis in loco Beneficii, is, ad quem pertinet, conferat seu disponat, dispositione medio facta tempore valeat, nec ei computetur in sua vice.

Item Beneficia vacantia per resignationem simplicem non cadent sub Expectativis. Et ista & illa, quæ ex causa permutationis conferuntur, neutri parti computentur. Quia circa qualitates graduatorum Nobiliumque & Litteratorum, ad effectum promotionis eorum ad Dignitates, Honores & Beneficia Ecclesiastica, quorum suffragiis indigere noscitur Ecclesia, nondum haberi potuit plenaria concordia, Dominus noster cum deputandis ad hoc per Nationes singulas, quantum fieri commode poterit, providebit.

De Annatis.

SANCTISSIMUS Dominus noster, pensatis Guerarum cladibus atque variis dispendiis, quibus, pro dolor! Regnum Franciæ his temporibus contuitur, pio ei compatiens affectu, non vult nec intendit levare seu percipi ultra medietatem fructuum primi Anni seu communium & minorum servitiorum, Ecclesiarum seu Abbatiarum, quæ in ipso Regno &

Provincia Delphinatus in posterum vacabunt usque ad quinquennium, quam medietatem vult levare atque exsolvi pro media parte infra octo menses, à die habite possessionis pacificæ computandos, pro alia verò medietate infra alios octo menses subseqentes. Et idem vult & intendit observari circa jam promotos & assumptos à tempore assumptionis ejusdem. Nec debitum ejusmodi in Succesorem in Ecclesia vel Monasterio Monasterium transeat. Si verò Ecclesia vel bis in Anno vacaverit vel pluries, vult & ordinat, quod non solvatur, nisi semel commune servitium, sed nec etiam minuta. De ceteris autem Dignitatibus, Personatibus, & Beneficiis, Secularibus & Regularibus, quibuscunque, quæ auctoritate Sedis Apostolicæ conferuntur, præterquam vigore gratiarum expectativarum aut causa permutationis, per solvatur taxa fructuum secundum moderationem *Extravagantis, Suscepit Regimini*, Domini Joannis Papæ XXII. pro medietate infra sex menses, à die possessionis pacificæ computandos, & pro medietate alia infra alios sex menses subseqentes. Et debitum hujusmodi ad Succesorem in Beneficio non transeat. Nec aliquid solvatur de Beneficio, quod valorem xxiv. florenorum non excedit. De Monasteriis autem Monialium nihil penitus solvatur.

Quæ omnia in præsent Capitulo contenta locum habent pro tota Natione Gallicana. Excepta dumtaxat remissione communium & minorum servitiorum. Debita temporis præterit remittuntur pro medietate, solventibus aliam medietatem infra sex menses, quæ debita solvantur Collectoribus in Galliis, qui tamen non habeant aliquam coercitionem, nisi, in Galliis, ubi Dominus noster disponit.

Item, non intendit Dominus noster nec vult, quod Gratia Expectativa se extendat ullo modo ad Officia Clausalia, quorum fructus xv. Librarum Turonensium parvorum, oneribus supportatis, valorem annum non excedunt, nec etiam ad Hospitalia, Xenodochia, Elemosynaria vel Leprosoria. Nec computentur in turno seu vice Collatorum seu Provisorum.

De causis in Romana Curia tractandis, vel non.

CAUSÆ, quæ ad Forum Ecclesiasticum de Jure vel consuetudine non pertinent, per Curiam Romanam non recipiunt, de illis cognoscendo in ipsa vel extra committendo: Nisi de consensu Partium. Quæ verò ad Forum Ecclesiasticum, ut præmittitur, pertinent, & de Jure sunt per appellationem aut aliter ad Romanam Curiam legitime devolute, aut de sui natura in illa Curia tractandæ, tractentur in illa. Ceteræ committantur in partibus. Nisi forte pro causarum aut pro personarum qualitate illas trahere in Curiam expediret, pro iustitia consequenda, vel de Partium consensu, in Curia tractentur. Matrimoniales tamen causæ in prima instantia, præterquam per appellationem, non committantur in Curia, nisi in casibus proximè dictis.

Item ad refrinandum frustratorias Appellationes, quæ ante definitivas Sententias interponuntur, ordinamus, quod injustè seu frivole appellans ab interlocutoria, ultra condemnationem expensarum, damnorum interesse, in xv. florenos, si Appellatio interponatur in Curia, & in viginti florenos, si de Partibus ad Curiam, Parti appellanti condemnatur, & quod super eadem interlocutoria vel gravamine secundò appellare non liceat, nisi haberent viam definitivæ.

De Commendis.

ORDINAT idem Dominus noster, quod impossibile Monasteria, aut magni Prioratus Conventuales, quæ vel qui confueverunt habere octo Religiosos in Conventu, Officia Clausalia, Dignitates majores post Pontificales in Cathedralibus, sive Ecclesiæ Parochiales, nulli Prælati etiam Cardinali dentur in titulum seu commendam. Nisi propter urgentem necessitatem, ad succurrendum capiti, scilicet Ecclesiæ, vel Monasterii Superiori, de membris Papa aliud censeret faciendum.

Item de Hospitalibus, Xenodochiis & Leprosoriis. Item de Beneficiis non ascendentibus valorem quinquaginta florenorum, oneribus supportatis. Una autem Ecclesia, etiam Metropolitana, uni Cardinali vel Patriarchæ concedi poterit, provisionem aliam non habenti sufficientem. Ubi verò aliqui Prælati essent expulsi sine culpa sua à Prælaturis suis, vel ad eò diminuti, quod non possent commodè vivere, tunc Papa eis rationabiliter provideat.

De.

ANNO
1418.

ANNO
1418.

De Indulgentiis.

CIRCA Articulum Indulgentiarum, habita deliberatione maturâ nihil intendimus circa eas immutare seu ordinare.

De Dispensationibus.

ORDINAT Dominus noster, quod ad Ecclesias Cathedralis, Monasteria, Prioratus Conventuales, aut Parochiales Ecclesias, super defectu ætatis ultrâ triennium nullatenus dispensabit, nisi fortè in Ecclesiis Cathedralibus ex ardua & evidenti causâ, de consilio Cardinalium seu majoris partis illorum, videretur aliter dispensandum.

Item, Dominus noster in gravibus & arduis causis sine consilio Cardinalium non intendit dispensare. Item, Sanctissimus Dominus noster & Venerabilis Natio Gallicana voluerunt & protestati sunt, quod per ordinationem & observantiam omnium & singulorum præmissionum nullum jus novum alicui eorum quæatur, aut præjudicium aliquod eis vel alteri ipsorum generetur. Ut auctoritate Apostolica & supremâ potestate semper falvis & illibatis remanentibus, ipsa Venerabilis Natio sub Apostolica protectione & paterno regimine Sanctissimi Domini nostri, Immunitatibus atque Privilegiis suis falvis, tranquillam agens vitam, liberis Deo possit famulari, semper parata ad devota obsequia ipsius Sanctissimi Domini nostri. Et quod tollerentur usque ad quinquennium proximum duntaxat. Et culibet volenti habere Capitula prædicta vel aliquod eorum, in forma authentica, & sub Sigillo Domini Vice-Cancellarii, dentur, taliter, quod fidem facere possint in quocunque iudicio & extra.

Hæc ita Universitati vestre tenore præsentium firmiter attestantes, easdem nostras presentes Literas in eorum fidem & Testimonium præfatum Domino Episcopo Atrebatensi concessimus; Sigilli nostri munimine roboratis. Datum & actum Constantiæ Provinciæ Moguntinæ, in Domo habitationis nostræ, die octava mensis Maji, sub Anno à Nativitate Domini M. cccc. xviii. & Pontificatus prædicti primo.

Sign. BOBEUNIUS.

(LOBENNIUS)

Prærogativa in obtinendis Beneficiis, Universitati Parisiensi concessa per Dominum Martinum Papam Quintum.

SANCTISSIMUS Dominus noster, Dominus Martinus Papa Quintus, in favorem & pro incremento Universitatis Studii Parisiensis voluit & ordinavit, quod hinc vice duntaxat, in Theologia & Decretis Doctoribus, Medicina & Artibus Magistris, in rotulo dicti Studii, per eandem Dominum nostrum sub data 4. Kal. Februarii, Pontificatus sui Anno primo, signato, descriptis, & in eodem Studio actis & sine fraude per ipsam Universitatem præsentibus reputatis, & cum etiam in eodem Studio hujusmodi honorem, gradum & gradus receperint, in affectu Beneficii seu Beneficiorum, quod seu quæ vigore gratiarum, eis in dicto rotulo factarum, expectant, vel in antea expectabunt, nulli alii five alius, sub quacunque data, parti aut majori, qui ab eodem Domino nostro gratias expectativas sub quacunque forma verborum obtinuerint, seu in futurum obtinebunt, etiam si per eas & earum auctoritate quancunque Ecclesiarum Canonici creati, aut in eis in Canonicos sub expectatione Præbendarum recepti existant, præjudicare valeant, nec eis quocumque modo præferri.

Sedis Apostolicæ Protonotariis, Auditore contradictarum, Correctore Literarum Apostolicarum, Subdiaconis, Referendaris, quatuor Cubiculariis, & totidem Secretariis, ac quicunque Acolitis ipsius Domini nostri, à Cancellaria nominandi, unico Cameræ Apostolicæ, & omnibus Palatii Apostolici causarum Auditoribus, verisque familiaribus ipsius Domini nostri Papæ, per eam pro talibus reputatis, singulorum quoque Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium singulis viginti familiaribus Domesticis, continuis commensalibus, in ipsorum Domini nostri & Cardinalium primis ut principalibus rotulis descriptis, & per eorum Cardinales in Cancellaria prædicta declarandi; Singulis duabus Ecclesiasticis Personis, qui in Conclavi, in quo idem Dominus noster electus fuit, singulis in eo existentibus Dominis Cardinalibus & aliis Prælatibus ac Personis Ecclesiasticis ad

celebrandam electionem Romanæ Pontificis deputatis servierunt: Singulis quoque duodecim Præfatis in Cancellaria, sub Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Prævicer-Cancellario, Familiaribus, Commensalibus, Scripторibus Literarum Apostolicarum, qui tamen à Regno Franciæ oriundi, vel in aliquo generalium Studiorum ipsis graduati exstiterint, nec non viginti quinque auctoritate earamdem Literarum Abbreviatoribus, oriundi scilicet de dicto Regno, vel saltem de Diocesi ad ipsum se prætendentibus, similis modo in aliquo Studiorum hujusmodi graduatis, in dicta Cancellaria nominandi: Dominorum Cardinalium Nepotibus & Fratribus: Imperatorum, Regum, Ducum, Marchionum & Comitum Filiis, Fratribus & Nepotibus: Insuper Regum, Reginarum, Delphini Viennensis, & singulis singulorum Ducum, scilicet Burgundiæ, Arelaniensis, Brabantie, Britannie, Borbonie, & Sabaudie Procuratoribus, in Romana Curia continuis residentibus: Familiaribus, etiam Domesticis, actis & continuis servitiis insistentibus, Imperatorum, Regum, Reginarum, Delphini & Ducum prædictorum, & Uxorum eorundem, in primis & principalibus suis rotulis inscriptis, qui tempore date præsentium gratiarum, eis per eandem Dominum nostrum concessarum aut concedendum, fuerint Beneficiorum Ecclesiasticorum capaces: Aut etiam Imperatorum, Regum, Ducum, Marchionum & Comitum, ac Communitatum, propriis de se regimine habentium, primis Ambasiatoribus ad Dominum nostrum destinatis: Partiterque Universitatum quoruncunque generalium Studiorum Ambasiatoribus & Nuntius, qui in præfato Concilio pro Ecclesiastica Pace & statu universalis Ecclesiæ se præsentaverunt: Ac etiam illi, qui consuetos & ordinarios rotulos ipsorum Studiorum, seu de ipsis, eidem Domino nostro præsentaverunt, vel in posterum præsentabunt: Gentibus quoque Ecclesiasticis, Regum Parlamentum Parisi teneantibus, & singulis Filiis non Ecclesiasticis, duntaxat exceptis.

Prædictis tamen Ambasiatores & Nuntius, aut alias quacunque Personæ superius expressis, quibus forsâ idem Dominus noster fecit aut gratias expectativas ad duo & plura Beneficia ad vitam, & diversas Collationes, siue virtute unius & ejusdem gratiæ, siue virtute diversarum, seu extensionis unius gratiæ & diversarum, voluit idem Dominus noster præfatis Doctoribus & Magistris, etiam si alias veniant præferendi, nisi quoad unum Beneficium, quocunque tamen ordine numeri assequendum, præferri, Canonici & Præbendæ & Dignitate, Personatu, Administratione & Officio, pro unico Beneficio computatis.

Voluit insuper idem etiam Dominus noster & ordinavit, quod si alicui & aliquibus per importunitatem petentium aut alias concessis seu concedendis in futurum prærogativam, seu clausulam, hinc præfenti prærogativæ derogatoriâ, sub quavis verborum forma, per quam in aliquo præjudicium generaretur, vel derogari posset Doctoribus & Magistris præfate Universitatis, seu alicui ex eis, ad quos extenditur dicta prærogativa, illis nullum præjudicium offerri possit nec valeat, sed quoad ipsos cassa sit & irrita. Nisi Dominus noster de prærogativa Universitatis specialem in Literis Apostolicis fecerit mentionem. Quod tamen ultra numerum quinquaginta Personarum facere & aliquo modo concedere non intendit.

LXXV.

Articles accordez pour le Mariage de RENÉ D'AN-10. Mai.
Jou Comte de Guise avec ISABELLE DE GUISE ET
LORRAINE, Fille de CHARLES I. Duc de LORRAINE,
de Lorraine, faits à Fou le 20. Mai 1418.
[G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 316.]

S'ENSUIVENT les Points & Articles accordez par très Reverend Pere en Dieu très Hauts & Puissants Princes, & très redoubtez Seigneurs Monseigneur le Cardinal, Duc de Bar, Marquis du Pont, Seigneur de Cassel, & Monseigneur le Duc de Lorraine & Marchis, sur le fait du Mariage traité par mes diés Seigneurs de Messire RENÉ D'ANJOY, Comte de Guise & Damoiselle ISABEL DE LORRAINE, par la forme & maniere, qui après s'ensuit.

1. Premièrement, que Monseigneur de Guise venu es parties de par deca, mon dict Seigneur de Bar l'enherita de route la Duché de Bar & Marquis du Pont, pour en jouir par mon dict Seigneur de Guise ses Hoirs & Suc-

ANNO
1418.

ANNO & Successeurs procrez de son corps en loyal Mariage, c'est à sçavoir après le trépas de mon dict Seigneur de Bar, & tout par la forme & maniere, que mon dict Seigneur de Bar fâit à présent.

1418.

3. Item, Monseigneur de Bar veut, que tantost, que Monseigneur de Guise sera de par deçà, tous les Nobles, seaux Vassaux, Hommes, Subjects & Communautz des bonnes Villes de tous ses dictz Pays fâcent leal serment à mon dit Seigneur de Guise, de le tenir & obeir après le trépas de mon dict Seigneur de Bar pour & comme leur Seigneur droicturier.

4. Et pareillement mon dict Seigneur de Lorraine fera faire leal serment à tous les Nobles, seaux Vassaux, Hommes, Subjects, & Communautz des bonnes Villes, de tous ses dictz Pays, de tenir & obeir après son trépas à ma dicte Damoiselle & à son Mary & Espoux, à cause d'elle comme Droicturier Seigneur & Dame, au cas, que mon dict Seigneur de Lorraine n'auroit Hoir male de son corps, né & procréé en loyal Mariage.

5. Item, encore en plus avant est accordé, que mon dict Seigneur de Bar, tantost & incontinent, que mon dict Seigneur de Guise sera arrivé par deçà, luy baillera, & delivra reurement & de fâit pour luy & ses Hoirs, procrez de son corps, à tousjours mais en Heritage, toutes les Terres, Baronnyes, & Seigneuries, avec toutes leurs Appartenances & Dependances, cy après nommées, c'est à sçavoir la Ville du Pontamousson ou de Saint Miel, celle que mieux plaira à mon dict Seigneur de Bar. Item, la Ville, Chastellenie & Prevosté de Longwy; Item toute telle part & portion, que mon dict Seigneur de Bar tient & possede en la Ville, Chastel, Chastellenie & Prevosté de Marville; Item le Chastel, Ville, Prevosté & Chastellenie de Sancy; Item la Ville, Chastel, Chastellenie & Prevosté de Sathenay; Item la Ville, Prevosté & Chastellenie de Longnon; Item la Ville, Chastel, Chastellenie & Prevosté de Fon; Item le Chastel & Chastellenie de Pierrefort; le Chastel & Chastellenie de Condé sur Moselle; Item le Chastel & Chastellenie de l'Avantgarde avec toutes les appartenances & dependances des dictes Seigneuries, Baronnyes & Chastellenies dessus dictes & chacune d'icelles, & aussi les foy & hommage de tous & chacuns les Vassaux & Fiefves d'icelle.

6. Item, que dans le jour de Pentecoste ou plustost se faire se peut bonnement, mon dict Seigneur de Guise sera en la Duché de Bar au playr de nostre Seigneur, & luy venu dedans un jour, qui sera accordé par nos dictz Seigneurs; mon dict Seigneur de Bar mènera mon dict Seigneur de Guise en la Ville de Nancy, le baillera & delivra à mon dict Seigneur de Lorraine, en son Gouvernement tant sa Personne, que les Villes & Fortereses denommées en l'Article precedent receues devant toutes autres, & premierement du dict Seigneur de Lorraine par mon dict Seigneur de Bar les feutez dont cy dessous sera fâite mention.

7. Item, & apres, que ledit Monseigneur de Guise sera baillé & delivré en la maniere, que dict est, au gouvernement de mon dict Seigneur de Lorraine par mon dict Seigneur de Bar, ensemble les Villes & Fortereses dessus déclarées, & incontinent ce jour même se feront les fiançailles, & le jour ensuivant les espousailles de mon dict Seigneur de Guise, & de ma dicte Damoiselle.

8. Item, sera tenu mon dict Seigneur de Lorraine, bailler, donner & jurer toutes les bonnes & suffisantes, & les plus grandes & meilleures feutez à luy possibles, que mon dict Seigneur de Bar voudra & pourra adviser par luy, Conseil, les Nobles de son Pays & autres, que pour ce luy plaira appeler pour faire & accomplir reurement & de fâit toutes les choses, qui cy après s'ensuivent.

9. Premierement s'il advenoit, (que Dieu ne veille) que mon dit Seigneur de Guise allât de vie à trespassement, sans laisser Hoirs de son corps en loyal Mariage, mon dict Seigneur de Lorraine sera tenu de rendre & restituer toutes les Baronnyes, Chastellenies, Terres & Seigneuries dessus dictes, ensemble toutes leurs appartenances & dependances, franchement & quittement & libéralement, sans empeschement, refus ou contradiction quelconque à mon dict Seigneur de Bar, si ainsi estoit, qu'il survesquist mon dict Seigneur de Guise; sans, referé, & excepté la Ville, Chastel & Chastellenie, Prevosté & Seigneury de Fon, les Rentes & Revenus d'icelle, avec toutes Appartenances & Dependances, qui demourront à ma dicte Damoi-

seile de Lorraine vefve delaisée du dict Monseigneur de Guise, pour cause & raison de son Douaire, & lesquelles elle pourra tenir, jouir, user, & exploicter, comme Douairiere fa vie durant tant seulement.

10. Et s'il advenoit, que mon dict Seigneur de Bar fust allé de vie à trespassement avant mon dict Seigneur de Guise, & apres ce mon dict Seigneur de Guise allât de vie à trépas, sans laisser Hoirs procrez de son corps en leal Mariage comme dessus, en ce cas mon dict Seigneur de Lorraine sera tenu rendre & restituer reurement & de fâit, franchement, quittement & libéralement, sans empeschement, refus ou contradiction quelconque, toutes les Terres, Baronnyes, & Chastellenies & Seigneuries dessus dictes avec toutes Appartenances & Dependances d'icelles à l'Hoir ou Heritier, Hoirs ou Heritiers & Successeurs de mon dict Seigneur de Guise, & autrement par tout, où il appartiendroit par raison, au cas toutes fois, que mon dict Seigneur de Lorraine ne les auroit rendues ou delivrées audit Seigneur de Guise, selon la forme & maniere cy dessus escripte, faisant mention de ce, reservé à la dicte Damoiselle pour son Douaire la Ville & Chastel & Chastellenie de Fon, comme dict est.

11. Item, & s'il advenoit, que ma dicte Damoiselle (que Dieu ne veille) allât de vie à trespassement sans Hoir procréé de son corps, avant mon dict Seigneur de Guise, mon dict Seigneur de Lorraine sera tenu rendre & restituer incontinent, franchement, quittement & libéralement, sans empeschement, refus ou contradiction quelconque toutes les Baronnyes, Chastellenies, Terres & Seigneuries dessus dictes avec toutes les Appartenances & Appendances d'icelles à mon dict Seigneur de Bar, ou cas, qu'au temps du decé de ma dicte Damoiselle de Lorraine mon dict Seigneur de Guise n'auroit quatorze ans accomplis. Et au cas que mon dict Seigneur de Guise auroit quatorze ans accomplis au temps du decé de ma dicte Damoiselle, mon dict Seigneur de Lorraine sera tenu de les rendre & restituer franchement & quittement à mon dict Seigneur de Guise, comme dessus est dict.

12. Item, ma dicte Damoiselle aura & emportera pour son Douaire la somme de cinq mil Livres Tournois par chacun an de Rente, qui luy seront affiz, ordonnez & constitués par la maniere, qui s'ensuit; c'est à sçavoir, premierement elle aura la Ville, Chastel & Chastellenie de Fon, & les Appartenances & Dependances d'icelles, & le surplus luy sera assigné, baillé, & delivré ailleurs, en Terres, Rentes & Revenues bones & convenables sans aucune Ville fermée & forte Maison, au plus près de la dicte Ville & Prevosté de Fon, que bonnement faire se pourra. Et au cas que mon dict Seigneur de Lorraine auroit Hoir male de son corps procréé en loyal Mariage, qui devroit succéder à la Duché de Lorraine, ma dicte Damoiselle n'aura ne emportera pour son Douaire, que la somme de quatre mil Livres Tournois, chacun an de Rente, compris en la dicte Ville Chastel & Chastellenie de Fon, comme dict est.

13. Item, aussi au cas dessusdict, que mon dict Seigneur de Lorraine aura Hoir male de son corps procréé en loyal Mariage, il donnera & sera tenu bailler & delivrer reurement & de fâit à mon dict Seigneur de Guise pour ayder au fâit du dict Mariage la somme de quarante mil Livres Tournois pour une fois, ou cas toutes fois, que la Roynie de Sicile sera de ceste somme contente, & se payera la somme dessus dicte aux fermes, & par la forme & maniere, qu'accordé sera entre mon dict Seigneur de Lorraine & les gens de la Roynie de Sicile, qu'elle enverra par deçà en la compagnie de mon dict Seigneur de Guise, & sera mon dit Seigneur de Bar son loyal debitoir, que les Gens de la dicte Roynie donront & accorderont à mon dict Seigneur de Lorraine termes de payer la dicte somme les plus convenables, que faire se pourra bonnement.

14. Item, & s'il advenoit, que ma dicte Damoiselle allât de vie à trespassement, sans Hoirs de son corps, mon dict Seigneur de Guise, ou ses Hoirs Successeurs, ou ayants cause seront tenuz rendre & restituer reurement & de fâit sans aucun contredit, refus ou difficulté, à mon dict Seigneur de Lorraine, ou à ses Hoirs Successeurs, ou ayans cause de la dicte somme de quarante mil Francs se receuz les avoit.

15. Item, à la façon des Lettres, qu'il conviendra faire & passer sur les Pointz & Articles cy dessus contenus, sera le langage esclairey, comme la matiere le requerra, sans y muer la substance en aucune maniere, & au profit des deux Parties.

16. Item,

ANNO
1418.

ANNO 1418. 16. Item pour le bien, honneur, défense, accroissement des Seigneurs de Bar & de Lorraine seront aduifés par leurs aduis, & des Gens de leurs Confeils; qu'il leur plaira commettre, les plus fortes, seurs & meilleures Alliances & Confederations, que faire se pourront entr'eux, en exceptant seulement ceux, qu'il plaira aux dictz Seigneurs & dont ils seront d'accord ensemble & se feront & passeront les dictes Alliances à la façon des Lettres des Articles cy dessus contenuz. Donné à Fou, soubz les Seaux plaquiez de nos dictz Seigneurs de Bar & de Lorraine, le vingtiesme jour de May, l'an mil quatre cens dixhuiſt. Prefens Monseigneur le Comte de Vaudemoit, le Doyen de Toul, Messire Jean d'Orme, Messire Jean de Lenencourt, Messire Wary de Harouves Chevalliers; Jean de Haussonville, Carlot d'Uty Winchelin de la Tour, Bailly de Saint Michel, Jean de Harancourt, Ferry de Perraye, Jean de Saint Loup, Bailly de Bassigny, & plusieurs autres.

LXXXVI.

21. Mai. JOANNIS DE SARAPONTE *Episcopi Virodunenſis Littere, de Admiſſione FRIDERICI Comitis Veldentie ad Homagium & Jurementum, ratione Feudorum ab Episcopo Virodunenſi dependentium. Date 21. Maji Anno 1418.* Cum DESIGNATIONE dictorum Feudorum, dicto Comiti ex Episcopatus Libro Feudali pro informatione, transmiſſa. Sub eodem Dato. [In Beylagen der Königlich-Schwediſchen Reichsſchwerden über der Franztöſiſchen Gerichts-Cammern contra Zwoybrücken ſub Num. V. in Appendice Contin. Diarii Europ. XLIII. pag. 292.]

UNIVERSIS preſentes Literas inſpecturis vel audituris JOHANNES DE SARAPONTE, Dei & Sanctæ Sedis Apoſtolice gratia Virodunenſis Episcopus & Comes, Salutem perpetuam. Notum facimus, cum dilectis nobis Nobilibus Viris Dominis FRIDERICO Comes Veldentie, ſuum fidelem Procuratorem Johannem de Honolſtein, ad noſtram præſentiam apud Oppidum noſtrum de *Hochenſtraſen* noſtra Virodunenſis Dioceſis deſtinaverit, cum Litteris RECOGNITORIS Feudorum Caſtri Veldentie cum Advocacia & Banno, Curieque que Molendinum dicitur cum ſuis pertinentiis, Wolfeweiler cum Advocacia & Banno & cæteris pertinentiis, Baumoldie cum Banno & Advocacia cum ſuis pertinentiis, & Curie S. Medardi cum Advocacia & Banno & ſuis pertinentiis, nec non omnium aliorum bonorum, que præſatus Comes tenere debet & tenet in Feudum & Homagium, a nobis & Episcopatu noſtro prædicto; Nobis que prænomminatus Comes ſupplicaverit prædictum ipſum Johannem ſuum Procuratorem, pro & ejus nomine velimus ad Homagium & Jurementum præſtanda benigniter admittere. Nos ſpeciali gratia favorabiliter eundem Johannem ad præmiſſa & nomine Procuratorio præſtato recepimus & admimus. Noſtro & cujuſlibet alterius Jure ſemper ſalvo. In ejus rei Teſtimonium Sigillum noſtrum præſentibus duximus appendendum.

Datum & actum Anno Domini milleſimo quadringenteſimo decimo octavo, die vigeſimo primo menſis Maji.

Diese nachbeſchriebene Bezeichnung hat der Ehrwürdige in Gott Vater und Herr / Herr Johann von Sarbrücken / von Gottes Gnaden Biſchoff zu Bingen und Graff / auß ſine und ſines Stiftes Manduch tun ſchreiben / und die dem Edlen Graff Friedrichen / Graſen zu Veldentzen / mir Johannes von Honolſtein / ſinen Schreiber geſchickt / auß daß Er und ſine Nachkommende Erben ſich in der Sachen deſto baß wiſſen zu richten. Dat. & Actum Anno Domini 1418. 21. menſis Maji.

Hec ſunt Caſtramenta quæ habet Comes Veldentie in Feudum ab Episcopo Virodunenſi.

Advocaciam Curie de Molins cum ſuis Appenditiis, & cum Caſtro Veldentie.

Advocaciam etiam Curie S. Medardi cum ſuis Appenditiis.

Advocaciam etiam Curie de Bemoldia cum ſuis Appenditiis.

Advocaciam Curie de Wolfeweiler cum ſuis Pertinentiis.

Curiam de Freſenaco & Advocaciam cum ſuis Pertinentiis.

Advocaciam de S. Wendelino cum ſuis Pertinentiis.

Advocaciam de Toile cum ſuis Appenditiis.

Advocaciam de Nunhirk.

LXXXVII.

CONCORDATA ANGLICANA in Concilio 12. Juilii. *Conſtantiens, inter Papam MARTINUM V. & Nationem Anglicanam de ſupremi Eccleſiaſtici Regimini emendatione conſcripta, die 12. menſis Julii Anno 1418.* [VON DER HARDT, Magnum Occumenicum Concilium Conſtantiens. Tom. I. pag. 1079. LENFANT, Hiſtoire du Concile de Conſtance. Aux Pièces ajoutées pag. 766 d'où l'on a tiré cette Pièce.]

UNIVERSIS & ſingulis JOANNES, miſeratione Divina Episcopus Oſienſis, Sanctæ Rom. Eccleſie Cardinalis ac Vice-Cancellarius, Salutem in Domino, & præſentibus fidem indubiam adhiberi.

Si juxta laudabilem antiquorum ſententiam & providum ſapientum conſilium dignum eſt, ea, que majorum conſultiſſima providentia in Subditorum gratiam & commoda geruntur, ſcripturæ Teſtimonio redigere: Dignum per conſequens & rationi conſentaneum, ut adeo nota ſit eorum veritas, quod inde nec deſit paciſcis oportuna proviſio, nec uſquam perverſis ſub ignorantia variandi ſupina facultas relinquatur.

Cum itaque nuper inter Sanctiſſimum in Chriſto Patrem & Dominum noſtrum, Dominum Martinum, Divina providentia Papam V. Reverendos Patres, Prælatos, nec non egregios & circumſpectos Viros, Ambaſiatores, Procuratores, Doctores, & Magiſtros, ceterosque, Venerabilem Nationem Anglicanam, in generali Conſtantiens Concilio repreſentantes & facientes, nonnulla Capitula concordata, & ab utraque parte ſponte ſuſcepta: Nec non de dicti Domini noſtri Papæ Mandato in Libro Cancellarie Sanctæ Romanæ Eccleſie, in quo Romanorum Pontificum Conſtitutiones & Ordinationes ſolent conſcribi ad futuram rei certitudinem, nobis operam dantibus; prout ad noſtrum ſpectat officium, die XII. menſis Julii, Pontificatus dicti Domini noſtri Papæ Anno I. conſcripta fuerunt: Adjecto, quod ſub noſtrarum Literarum Teſtimonio indigens quiſque ſibi Teſtimonium ſumere valeat in toto, vel in ea parte, qua indigent eorundem: Nos igitur, ad Venerabilis Viri, Roberti de Neilli, Canonici Eccleſie Eboracenſis, Parochialis Eccleſie de Spoſſford Rectoris, instantiam, Capitula hujusmodi, ut præſertur, concordata, & ſponte ſuſcepta, ex integro ex Libro prædicto de verbo ad verbum fideliter tranſcribi, & præſentibus annotari fecimus: Quorum tenor ſequitur ad hunc modum.

C A P. I.

De numero & Natione Cardinalium.

IN PRIMIS quod numerus Cardinalium Sanctæ Romanæ Eccleſie adeo ſit moderatus, quod non ſit gravis Eccleſie, nec nimia numeroſitate viſceat.

Qui indiſſerenter de omnibus Regnis & Provinciis, totius Chriſtianitatis, ac cum conſenſu & aſſenſu Collegii Dominorum Cardinalium, vel majoris partis eorundem, eligantur & aſſumantur.

C A P. II.

DE INDULGENTIIS.

ITEM, quod; cum occasione diverſarum Indulgentiarum, ac Literarum facultatum à Sede Apoſtolica conceſſarum, ad abſolvendum quoscumque viſitantes, ſive offerentes in certis Locis; & queſturarum quamplurimarum, que in Anglia plus ſolito nunc abundant, nonnulli peccandi audaciam frequenter aſſumant, ac contentis ſuis proptis Curatis, & Eccleſiis ſuis

ANNO
1418.

suis Parochialibus dimissis, ad ipsa loca *spe Indulgentiarum* & Confessionum accedant, decimas, oblationes & debita dictarum Ecclesiarum Parochialium subtrahant, seu solvere differunt minus iuste: *Committatur Dioecesis locorum, ad inquirendum super qualitate earum, cum potestate suspendendi omnino auctoritate Apostolica illas, quas invenerint scandalosas, & illas denunciandi Papæ, ut illas revocet &c.*

C A P. III.

De Appropriationibus, Unionibus, Incorporationibus, Ecclesiarum & Vicariatum.

ITEM. De cetero nulle fiant Appropriationes Ecclesiarum Parochialium motu proprio: Sed committatur Episcopis Locorum ad inquirendum de veritate suggestionum. Et in eventum, quo per debitam & juridicam notionem constare poterit, quod cause Appropriationum desint, legitime procedatur ad Appropriationem, prout fuerit *Juris illarum Ordinarium.*

Quæ jam sunt fortitè effectum, nulla fiat, si ex revocatione sequi possit scandalum.

Aliis vero committatur, quod inquirent &c. Et quæ invenerint fieri merito non debuisse, vocatis tunc ad hoc vocandis, essent &c.

Item. Omnes Uniones, Incorporationes, Appropriationes & Consolidationes Vicariarum perpetuarum in Ecclesiis Parochialibus, ex quibuscunque causis factæ à tempore Schismatis, indistincte revocentur, & Vicarii perpetui in iisdem per Ordinarios Locorum hac vice ordinentur & instituantur.

Ac in singulis Ecclesiis Parochialibus sit unus Vicarius perpetuus, qui Curæ insistant animarum, bene & competenter dotatus, pro hospitalitate ibidem tenenda, & omnibus debitis supportandis.

Literis Apostolicis, & Ordinariarum Compositionibus, Statutis, & Consuetudinibus, ac aliis in contrarium factis, non obstantibus quibuscunque.

C A P. IV.

De Ornata Pontificali inferioribus Prelatis non concedendo.

ITEM, omnia Privilegia, citra obitum felicitis recordationis Gregorii Papæ XI. concessa Prelatis inferioribus de utendo Pontificalibus, scilicet Mitris, Sandaliis, & hujusmodi ad Dignitatem Pontificalem pertinentibus, revocentur.

Quæ vero ante obitum ipsius Gregorii concessa fuerint, in suo robore permaneant & effectum.

C A P. V.

DE DISPENSATIONIBUS.

ITEM. Licet pluralitas Beneficiorum Canonibus exosa existat, aut super ea Dispensationes, Jure hoc dictante, fieri non debeant, nisi Personis nobilibus & Viris eximie liberalitatis: Nunc tamen in Curis Dominorum, tam spiritualium, quam temporalium, tales Dispensationes irreperunt: Præmissa, seu eis consimilia, de cetero non fiant, sed in præmissis servetur Concilium generale.

Illæ tamen, quæ sunt fortitè effectum, in suo robore permaneant. Nisi forte aliquæ fuerint & sint scandalosæ. De quibus fieri mandamus concessionem Locorum Ordinarii, & Ordinarii certificent, & revocentur scandalosæ.

Item, quia modernis temporibus plus solito cum diversis Personis, infra Regnum & Dominia prædicta Beneficia curata obtinentibus, per Sedem Apostolicam contra Jura communia dispensatum existit, ut per tres, quatuor, quinque, sex & septem Annos vel ultra, aut in perpetuum Beneficiati prædicti ipsa Beneficia possidere & occupare valeant, sic ut ad Ordines debitos interiri ordinari minime debeantur, in grave scandalum Ecclesiæ, &c. Omnes Dispensationes hujusmodi indistincte revocentur.

Et Beneficiati hujusmodi ordinationi Juris communis in hac parte omnino subdantur. Si tamen Beneficiati prædicti sint alias habiles ad hujusmodi Ordines suscipiendos.

Item, quia propter Dispensationes Sedis Apostolicæ, nonnullis Personis infra Regnum & Dominia prædicta, super non residentia, nec non Archidiaconis ad visitandum per Procuratores, factas, non solum anima-

rum cura negligitur, sed etiam potestas Episcopalis per impetrantes Dispensationes hujusmodi contemnitur: Nulle Dispensationes deinceps fiant abique causa rationabili & legitima, in Literis Dispensationum hujusmodi exprimentia.

Concessæ autem absque causa rationabili, siue legitima, revocentur. De quibus fiat Commissio Ordinarii.

Item, omnes Literæ facultatum concessæ Religiosis quibuscunque, infra Regnum & Dominia prædicta, de obtinendo Beneficia Ecclesiastica, curata vel non curata, quæ non sunt fortitè effectum, indistincte revocentur.

Abstineatur de cetero ab hujusmodi Literis facultatum concedendis.

C A P. VI.

De Anglis ad Officia Romana Curie assumendis.

ITEM, quod aliqui etiam de Natione Anglicana, dummodo tamen sint idonei, ad singula Officia Curie Romane assumantur una cum aliis, de ceteris Nationibus, indifferenter &c.

Conclusio & repetitum Testimonium Joannis Ofsiensis, Cardinalis & Vice-Cancellarii.

ITEM, quod super omnibus & singulis præmissis Dominus noster Summus Pontifex mandet & fieri faciat prædictæ Nationi Anglicanæ unam vel plures, ac tot, quot fuerint requisiti, Literas suas Bullatas, in bona forma, ac gratis de Mandato, ac perpetuum regi memoriam.

Hæc itaque Universitati vestræ tenore præsentium firmiter attestantes, easdem nostras Literas præsentem, in horum fidem & Testimonium, præfato Roberto Newilli concessimus, nostri Sigilli munimine roboratas.

Datum Gebennis, in Domo habitationis nostræ, sub Anno à Nativitate Domini M. CCCC. XVIII. Indictione XI. die vero XXI. mensis Julii. Pontificatus præfati Domini nostri Papæ Anno I.

LXXXVIII.

Bündnis und Einung eines Landfriedens/ 13. Juill.
zwischen Pfalz-Gräff Otto by Ryne
und der Stadt Eslingen/ auf 5. Jahr aufgerichtet / wodurch sie sich einer gewissen beiderseitigen Hülffe wider alle unbilliche ansechtungen und gewalthätigkeiten vergleichen. Geschehen zu Sunshheim of Mittwoch Sand Margerthen-Tag/ Anno 1418. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rerum German. Novum Lib. I. Cap. XII. pag. 85. col. 1. §. 5. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absäg I. pag. 605.]

C'est-à-dire,

Traité d'Union & de Paix publique entre OTTON Comte Palatin du Rhyn & la Ville d'ESLINGEN, pour leur défense mutuelle contre toutes agressions & violences. A Sunshheim le Mercredi jour de Ste. Marguerite, Anno 1418.

Wir Dit von Gottes Gnaden / Pfalzgraff by Rine und Herzog in Bayern / und wir die Burgermeistere / Rat und ganze gemeinde gemeinlich der Statt Eslingen / Bekennen und tun kunt offenbar mit diesem Brieff / allen den die Ine immer ansehen oder hören lesen / das wir eigentlich bekamen und betracht haben / das nicht zu geistlichen und werentlichen usrichtung und surschwunge nutzzen und beßers gesin mag / dann wechziger Fürsten / Herrn und großer Stette eintrechtigkeit und fruntschafft darumb / und nemlich dem Allnechtigen Gott zu lobe und zu eren / Uns / Unsern Lenden / Läten und Kinderten / geistlichen und werentlichen und unsch des besten willen haben wir Uns mit rechter wahrer und

ANNO
1418.

ANNO
1418.

und bestentlicher fruntschafft und gütigkeit miteinander bestentlicher vereinet / verstrickt und verbunden; vereinen / verstricken und verbinden Uns gegenwertlich in Crafft diß Brieffs Fünffe Jare / die nächsten nach datum diß Brieffs aller schierste nacheinander folgende / in aller der moß und forme / als hernach geschriben stet. Zum Ersten sollen wir einander in guten Rechten und gewaren truwen meinen / Eren und fürdern / an allen stetten / wo diß not ist / und wir einander Unser tage getruwelichen helfen leisten zu dem besten / ane alle Geverde. Es sollent auch wir in zit diser Vereinnunge wider einander nit sin / oder tun / noch den Unsern das gestatten / usß Unsern Landen und Gebieten getan werden / noch Unsere Biend husen / halten oder zulegen thun / die auch in dñs Unsern Schloßen / Stetten / Landen und Gebieten keine gelaide oder freiden von solent / in einiche wise ane geverde. Es sollent auch in Unsern Schloßen / Landen und Gebieten / alle Kaufere / Kaufleute und Wilerger gute sicherheit / fride und gelaide haben / und in welchs under Uns Schloßen / Landen und Gebieten das überforn und nit gehalten wurde / sol under Uns in welche Schloßen / Landen und Gebieten das geschehen wäre / in sollichem ernste dorzu tun / als ob ez Unser eigen Unbertan geschehen wäre / an all geverde. Wer ez auch / daß under Uns / welche Parthey / daß were / von jemandes / wer der were / verunrecht / bekriegt / beschediget oder angegriffen wurde / nemlich / in sollichen sachen daß die andere Parthey under Uns / die also verunrecht / bekriegt / oder angegriffen wurde / zu gleiche und rechte wole mechtig were / so sollen wir beide Partheyen und Unsere ygliche besunder / der die also under Uns verunrecht / bekriegt / beschediget oder angegriffen were / wider solche unrecht und gewalt getruwelichen beholffen und beraten sin / Unsere ygliche mit jr gange macht / wann und wie dicke Unser der ein teil des von dem andern hermanet wüder / also daß der teyl der also hermanet wüder / solicher verunrechter / bekrieger und beschediger und angreiffen von stund und ane verzug mit allen den die derselbe teyle vermag sint werden / und den auch stentlichen tun sollent / zu gleicher wise und in aller der mass / als ob ez Unser jeglichen theil under Uns sine Laube / Läte und Unbertan selbs angien / ane alle geverde: wer ez auch / daß soliche Sache zu teglichem Krieg keime / ist geret also daß Unser jeglicher teile dem andern zu sollichem teglichem Krieg eine angal Läte bynnen fürzeihen tagen nach dem yglicher teil des von dem andern hermanet wüder / in des under Uns der der sachen eine Hauptman ist / Slosen und Etetten / darinne sie dann bescheiden werdent / schicken sollent / nemlich zwengig gewapend Manne / dieselben dann in diß Läte Schloßen under Uns der der sachen ein Hauptman ist / zu teglichem Krieg ligen / den Kriege getruwelichen erbeiten / und dem Hauptman des selben teils gehorsame sin sollent / zu gleicher wise / als obe es under Uns Unser jeglichen teile selbs angien / ane alle geverde. Und was an der obgenanten zale bynnen zit solichs Kriegs abegan wurde / es were mit Niderloge / Tode / oder hinweg ryten / die sol under Uns vorgeantnaiten deilen ygliche sine zale ane andere manunge erfüllen / was der abegangen wäre / als dicke des nit geschicht / ane alle geverde. Und sol auch der teil / der des Krieges ein Hauptman ist / bestellen / das solichen diernern die also an sine Schloße zu teglichem Krieg gesant werdent / feyle kauffe und einen zitlichen pfenning gebihen und geschicken / ane alle geverde / und was die fronnen nemen an gefangen oder anders ufgeschieden was in die Läte gehöret / dos sal man deilen nach Morgale gewapender Läte / die denn yglicher teile in dem Belde hette / ane geverde. Wer ez aber / daß Unser

TOM. II. PART. II.

ANNO
1418.

einer teil von dem andern gemant wurde zu frischer getat / so solte derselbe teil / der also under Uns von dem andern gemant wirdet / von stund und ane verzog mit gonzer macht nachziehen / helfen / pten und dorzu tun / ane geverde. Wurden aber in sollichen Kriegen / Schloße und Besten gewonnen / die Unser keinen teils eigen / oder von Unsern keinem scharbaser verfaßt oder verplant were / oder auch von Unsern behainen zu lehen rüthen / die sollen wir mit ainander behalten oder die gleiche deilen / oder aber die brechen / wie wir des dann eyndeliche zu rad wurdent. Weren aber solche gewonnen Slos / oder Besten Unser eins eigen / oder rüthen von jme zu lehen / dem solten sie bliben ane des andern Intrag und hindernisse: und was sich in zit dirre Einnunge verliesse / Bientschafft halbe / da sol sich under Uns deheine taile ane den andern uffsinnen / richten oder beheinen Friden uffsinnen. Auch uf daß diese gegenwertig fruntschafft und Eynunge bester bestentlicher und vester gesin möge / und wir oder die Unsern bester minner ursache haben zu zwönnunge und unfruntschafft zu kommen / ist bereet / obe daß were / daß Unser einer teyle oder die sinen wider den andern / oder die sinen nu fürbas mehr in zit dirre Eynunge ansprache oder forderung gewonnen / die sich nach datum diß Brieffs herhaben / dreffen Uns die selber an / Unsere Mannen / Burgmann / Diener oder Unser Unbertan / also ferre man die nit gültichen übertragen möchte / soll der Eieger einen gemeinen Oberman oder ungeraden / der daß ane geverde nit verlobt oder versworn habe / kiesen und nemen / usß dem teil des Rades / dem oder den sinen er zuspricht / der des getornen Obermans auch macht haben soll sich des annehmen / und der Oberman und getornen ungerader sol binnen eins Monats friste / als Unser einer teile des von dem andern hermanet wüder / komen in das nechste des Eiegers Schloße / daß dem andern under Uns / der angesprochen wirt / allernächst gelegen ist / und benant wirt / dorzu solle jegliche Parthey zweien jre fründe geben und schicken und die fünf mit ganzem ernste versuchen sollent / obe man die sache in der gürtlichkeit abe getragen möge. Mochte aber daß nit sin / so sollen sie darumb rechte sprechen uf ir eyde / die sie ihren Herren getan haben; und wie sie oder der mererapl under ihn die eine rechte uffsprechen / und under ihren Ingesellen verschriben geben / dabi sol es bleiben und von beiden Partheyen gehalten und vollzogen werden / ane allen Intrag / hindernisse und geverde. Auch welcher Ratman sine Rechte uffspricht und dem Oberman dos under sinem Ingesigel verschriben gib / der mag von dannen ryten / wann er wille: doch uffgenommen solliche Sache die Manne / lehen oder Burglehen antühend / die sol man ufftragen / als sollicher lehen recht und gewonheit ist. Gewonnen aber Unser Burgere oder gebutwors Läte under eine zuschaffen / da sol der Eläger folgen dem / von dem er klagt / in die Gerichte / da er gesehen ist: dem alsdann ane alle geverde und verzog Gerichtes rechte sol geholfen werden: In dieser Vereynnung nemen wir obenant Herzog Ott usß den Allerdurchlächstigen Fürsten und Herrn / Herrn Sigmund Römischen König / zu allen Ziten Merer des Reichs und zu Hungorn / Dalmatien / Croatia etc. Könige / Unsern gnedigen lieben Herrn / und die hochgeborne Fürsten Herrn Ludewigen Pfalzgraben by Rhyn / des Heiligen Römischen Reichs Erztzuchstift und Herzogen in Bayern: Herrn Jobansen und Herrn Stephan / auch Pfalzgraben by Rhyn und Herzogen in Bayern / und den hochgebornen Fürsten / Herrn Bernhart Marggraben zu Baden / Unser lieben Brüdere und Oheim. Und diese obgeschriben Wünnisse und Einnunge versprechen / geroden und globen wir egenanter Herzog Ott by Unsern Fürstlichen truwen

ANNO
1418.

truwen und eren / wore / stete und unbrochenlich
zu halten / und dawider nit zu tun / noch schaffen
getan werden / heimlich noch öffentlich / in deheine
weise / und one alle geberde. Nad wir die Burger
meister / Stad und ganze gemeinde gemeinliche der
obgeschriben Statt Eslingen / gereden / versprechen
und globen mit truwen an eins rechten eide stat /
alles das von Uns in diesem Brieff geschriben stet /
wore / stete und unbrochenliche zu halten / zu tun
und zu vollensuren / und dawider nit zu sin / noch
das schaffen getan werden / heimlich noch öffentlich
in deheine weise / das wir auch alle mit truwen ge
lobt und tiplich zu den Heiligen geschworen haben /
alle geberde und argelst genliche hirtinne ufgeschri
den. Des zu Urkunde / so han wir vorgenanter
Hertzog Ot und wir die vorgeschriben Burgermei
stere / Stad und die Gemeinde gemeinlich der vor
geschriben Statt Eslingen Unser jetweder teyl Un
sern Ingesigelt tun henden an disen Brieff / der ge
ben ist zu Sunstheim of Mittwoch Sand Margre
ten / der Heiligen Jungfrauen Tag / in dem Jar
da man zalte von Christi Geburte viergehundert
und in dem achtheghesten Jar.

LXXIX.

j. Octob. *Traité de Paix entre Louis Roi de Jerusalem & de Sicile, & Ame' VIII. Duc de Savoye.*
Fait à Chamberi, le 5. d'Octobre 1418. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 257.]

SICILIE
ET SAVOYE.

La nomiae Domini nostri Jesu Christi, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem Domini millesimo quadringentesimo decimo octavo, die vero quinta mensis Octobris, paulo post Vesperas, quæ fuit & intitulatur Jovis, duodecima Indictionis. Noverint universi & singuli præsentēs pariterque futuri, hoc verum & publicum Instrumentum visuri, lecturi & etiam audituri; quod cum quæstio, lis, debatum, discordia & controversia verteretur & esset ac diu fuerint, vertique majora sperarentur & parerentur, inter Serenissimam & Illustrissimam Principissam Dominam Yolandam Reginam Jerusalem & Siciliæ, Ducissam Andegavie, Comitatu Provincia & Forcalquerii, Ceno manie & Pedemontis Comitissam, Tutricem & Administratricem Serenissimi & Illustrissimi Domini Regis ejus Primogeniti infra nominati, & aliorum ejus Liberos; Serenissimamque & Illustrissimam Principem Dominum LUDOVICUM Regnorum Regem, Ducatus Ducem, & Comitatum Comitem prædictorum, ipsius Domine Regine Filium, ex parte una: & Illustrē Principem Dominum AMEDEUM Ducem Sabaudie, Chablasii & Augustæ, in Italia Marchionem, Principem Pedemontium, & Gebennarum Comitum, parte ex altera: de & super eo quod dictus Dominus Illustris Dux Sabaudie petit, petit & petebat à dicto Illustrissimo Domino Ludovico & dicta Domina Regina, velut Bajula & Administratrice ipsius Serenissimi Domini Ludovici Regis, ejus Primogeniti Filii, & Tutrice aliorum Liberos suorum, & Illustrissimi recolende memoriæ Domini Regis secundi eorundem Regnorum Regis, Ducatum Ducis, & Comitatum Comitiss, quondam Filii & Hæredis Illustrissimi & Serenissimi Principis Domini Ludovici primi Regis Regnorum prædictorum, & etiam Ducatum Ducis, & Comitatum Comitiss prædictorum, sicut ab ipso Domino Ludovico secundo Rege prædicto, quondam dictæ Domine Regine Viro, velut Filio & Herede dicti Domini Ludovici primi Regis dictorum Regnorum & Avi paterni ipsius Domini Ludovici tertii dictæ Domine Regine Filii, petit & petebat tempore vite sue, centum sexaginta quatuor millia Francorum auri boni & iusti ponderis, & de pro resta stipendiorum Illustris Principis recolende memoriæ Domini Amedei Sabaudie Comitiss, quondam Avi paterni Illustris Domini Amedei Sabaudie Ducis moderni, dicto Illustris memorie recolende Domino Amedeo, Avo quondam paterno dicti Illustris Domini Ducis moderni Sabaudie Aëoris; cujus ipse Illustris Dominus Dux Sabaudie, est universalis & infoludum hæres,

ANNO
1418.

debito tempore quo ipse Dominus Amedeus Comes Sabaudie fuit cum sua Comitissa cum dicto Illustrissimo Domino Ludovico primo Rege, quondam Avo paterno dicti Illustrissimi Domini Ludovici moderni Regis prædictorum Regnorum, in partibus Siciliæ & Apulie, in Armis pro conquista ipsius Regni Siciliæ, prout de dicto debito constat per Litteras Autenticas dicti Illustrissimi Regis Ludovici primi, ejus Sigillo sigillatas & manu sua propria signatas, quas dictus Illustris Dominus Sabaudie Dux alias exhibuit, cum damnis, interesse, gravaminibus & expensis, tam per dictum Illustrē Dominum Comitē Sabaudie, quondam Avum paternum dicti Illustris Domini Amedei Ducis Sabaudie petitoris, quam per ipsum Dominum Ducem & Illustrē Principem Dominum Amedeum bonæ memoriæ Sabaudie Comitē, Patrem dicti Domini Ducis Sabaudie moderni, occasione & prætextu dicti debiti non soluti, sustēti, factis & supportatis, quæ & quas ponebat & ponit ipse Illustris Dominus Dux Sabaudie, ad magnam pecunie summam, quam cum dicto debito principali petit & petebat sibi solvi per dictam Illustrissimam Dominam Reginam, & dictum Illustrissimum Dominum Ludovicum ejus Primogenitum, quibus supra nominibus. Et dicta Illustrissima Domina Regina quo supra nomine, & dictus Illustrissimus Dominus Ludovicus ejus Primogenitus suo proprio nomine expiēdo, proponebant & dicebant, expiēdoque dicunt & proponunt, prædictum Illustrē Dominum Amedeum bonæ memoriæ Sabaudie Comitē, quondam Patrem ipsius Domini Ducis moderni, tam per se quam per alium tenuisse Civitatem Niciæ, Villam-francam, Portum ejusdem, Castra Yfæ, Turbiam & Sanctæ Agnetis, cum Mari eidem contiguo, Villas, Castra & Loca Sospitelli, Lucerni, Savogii, Sancti Martini, Vallis Lantule, Sanctum Stephanum, Thenebrum & ejus Vallem, Barceloniam & ejus Vallem, Castra & Villam Pugeti, Thenebrum & ejus Baylica seu Vigneriam, Locum Alofi, Castrum & Villam Vinadii, Castrum & Villam Jaurē, Valles Montium Esturæ cum Vallibus, Castris & Locis omnibus in dictis Vallibus sitatis, & generaliter omnia alia Loca & Terras, quæ & quas dictus Dominus Sabaudie Dux tenet & possidet de præsentī, in dictis Comitibus Provincia & Forcalquerii & Vintimillii, omnibus & singulis eorum Juribus, Territoriis & Pertinentiis; qui quidem Comitatus Vintimillii est ab antiquo & esse solet, in & de sub Comitatu Provincia & Pertinentiis ipsius Comitatus, multis & longis temporibus fructus, exitus & proventus ex inde recepisse, cum Civitatem Niciæ cum suis Pertinentiis, Terras, Villas & Loca, de quibus supra fit mentio, & dictum Comitatum Vintimillii afferunt dicta Illustrissima Domina Regina & dictus Illustrissimus Dominus Rex ejus Filius, quibus supra nominibus, ad eos pertinuisse & pertinere; adeo quod si quid debitum fuerit & debere prædicto quondam Sabaudie Comitē, tempore Avi decessus de & pro Stipendiis & sturum Gentium seu Comitissæ sue, fuit de ipsis fructibus, exitibus, proventibus & emolumentis dictæ Terræ Provincie, quam dictus Illustris Dominus Dux Sabaudie modernus tenet & possidet, tam eidem quam dicto ejus quondam Patri plene & integrè satisfactum; quare petebat dictam Terram sibi restitui & expediti, cum Litteris dicti debiti supra petiti. Supradicti Illustris Domino Duce Sabaudie replicante & dicente, eum tenere, & dictum quondam ejus Patrem tenuisse dictam Civitatem seu Territorium Niciæ, cum suis Pertinentiis, Villas, Castra, Terras, Opida supradictas & supradicta, & ea quæ tenet & possidet in & de Comitibus Provincia & Forcalquerii & Vintimillii, longo tempore iustis titulis atque causis, sine quavis controversia, & ad eum pertinere, sua & suas esse iustis titulis & bona fide, fructusque, exitus & proventus inde percipere tam per ipsum Dominum Ducem Sabaudie, quam per Illustrē Dominum Amedeum Comitē Sabaudie Patrem suum quondam, fuisse & fore suos, & ad eos pertinuisse & pertinere, tanquam ad veros Dominos dictarum Terrarum & Locorum memoratorum; & ita dictum debitum, ut supra, petunt centum sexaginta quatuor millibus Francorum adhuc sibi deberi, & per eum dictam summam Francorum ut sibi debitam, velut hæredi dicti ejus Avi paterni, cum damnis, interesse, gravaminibus & expensis occasione dicti debiti non soluti factis petere posse & debere, & dictos Liberos & Hæredes dicti Illustrissimi Domini Ludovici primi Regis Jerusalem & Siciliæ, in dictis Litteris Obligatoris & debiti nominati adhuc obligatos fore, & solvere debere dicto Illustri Domino Duci Sabaudie dictam

ANNO
1418.ANNO
1418.

dictam summam Francorum petitam, non obstantibus contra ipsam, ut supra, ex adverso propositis & excipientibus allegatis. Hinc siquidem fuit & est, quod tractatu amicitiae nonnullorum benevolorum & amicorum communium dictarum Partium procedente, & maxime Reverendissimi in Christo Patris Domini F. Archiepiscopi Narbonensis Domini nostri Papae Camerarii, & Spectabilis Militis Domini Petri d'Arigue Senescalli Provinciae, Vicecomitis Rellaniae, Baronis Grimaldi, & Vallis Fraynati Domini, ut Pax & Concordia jam longaevis & diuturnis temporibus per Partes memoratas praepitata, ac suis super praemissis quaestione, materia, discordia & dependentibus, emergentibus & connexis ex eisdem debite imponantur, ad tollendum & penitus evellendum & removendum omne scandalum, omnemque litem, Discordiam atque Guerram, quae forte preteritum & occasione praemissorum inter praenominatas Partes oriri possent: Personaliter constituti & existentes in praesentia Testium ad hoc vocatorum & rogatorum, & notorum Notariorum, subscriptorum videlicet, Egregii, Potentes & Venerabiles Viri Dominus Guillelmus de Medulione Miles Senescallus Bellicadri & Nemausi, & dicti Illustris Regis Jerusalem & Siciliae Marcellus; Petrus Franconis in Decretis Licentiat, Cantor & Canonicus Monasterii Montis majoris, Ambaxiatores, Procuratores & Amici speciales praebitorum Dominae Reginae & Domini Regis Jerusalem & Siciliae, ab una parte, omnimodam circa haec omnia & singula supra & infra scripta peragenda, habentes plenissimam & largam potestatem ab eisdem Domina Regina & Rege, ut de hujusmodi potestate claram, promptam & plenissimam fecerunt fidei Litteris Patentibus & authenticis ipsorum Dominorum Reginae & Regis, eorum Sigillis cera rubea sigillatis impendenti solito more. Et Egregii & Potentes Viri Domini Joannes Servagii Legum Doctor, & Miles; Dominus de Varays, Praefatus Camerarius Comptorum; Lambertus Oddineti Legum Doctor, Miles, & Praefatus Consilii praefati Domini Ducis Chamberiaci residentis; & Dominus Petrus Amblardi Miles, Magister Hospitalis praefati Domini Ducis Sabaudiae, Procuratores, Ambaxiatores & speciales Nuncii praebiti Domini Ducis Sabaudiae, parte ex altera, debita & omnimodam habentes potestatem, ad omnia & singula supra & infra scripta peragenda, praebito Illustri Domino Duci Sabaudiae, ut debitam & plenam fecerunt fidei Litteris Patentibus ipsius Domini Ducis Sabaudiae ex Pergamento descriptis, ejus Sigillo cera rubea more solito sigillatis. Et ad veram Pacem & finalem concordiam transigendo & conveniendo, pervenerunt in hunc qui sequitur modum, & sub Capitulis & Conditionibus infra scriptis: videlicet, praenominati Domini Guillelmus de Medulione, Petrus Franconis, & Joannes Putatoris Ambaxiatores, Nuncii & Procuratores, nominibusque Procuratoris praedictorum Dominae Reginae & Domini Regis Jerusalem & Siciliae, ut supra, eorum certa scientia, & libera & spontanea voluntate, vigore praesentiae eis attributae Potestatis, transigendo, pacificando, accordando & conveniendo quitant, cedunt & desampanant, remittunt & deliberant, ac de novo, si opus fit, transportant, procurabuntque cum effectu & sine ulla defectu, quod memorati Domina Regina & Dominus Rex Jerusalem & Siciliae, ac alii dictae Dominae Reginae Liberi cedunt, quitabunt & remittunt ac transportabunt praebito D. Duci Sabaudiae licet absenti, nobisque Notariis publicis subscriptis praesentibus, & more publicarum & aurenticarum Personarum solemniter stipulantibus & recipientibus; vice, nomine & ad opus ipsius Domini Ducis Sabaudiae, ejusque Haeredum & Successorum, ac omnium & singulorum quorum interest, intererit & interesse poterit quomodolibet in futurum; omne jus omnemque rationem & actionem, ac omne id & quicquid praefati Domina Regina & Dominus Rex, & alii dictae Dominae Reginae Liberi, & eorum quibus habent & habuerunt; subique competent & competere possent & poterunt, quibusvis modis, titulis & causis in dictis Civitate Nicaeae, aliisque omnibus & singulis Villis, Locis, Castris, Oppidis, Terris & Dominis supra nominatis, & aliis quas & quas praefatus Dominus Dux Sabaudiae praesentialiter tenet & possidet tam per se quam ejus Vassallos, fideles & Subditos; & tam mediate quam immediate in Comitibus Provinciae & Forcatquerii & Vintimillii, quae ab antiquo, ut notorium est, de Comitatu Provinciae exiit & existit, cum omnibus & singulis Feudis, Retrofeudis, Homagiis, Hominiibus, Redditiis, Jurisdictionibus, meris, mixtis Imperiis, & omnimodis Jurisdictionibus, Ruribus, Regalibus,

TOM. II. PART. II.

Montibus, Fluminibus & Maritimis, Portibus, Pascuis; Nemoribus; Aquarum decurribus, Angariis, Perangariis, Pedagiis, Gabellis, Focagiis, Cavalcatibus, Albergiis, & aliis Juribus, Perennitiis & redditibus quibuscumque dictae Patriae & Locorum praedictorum, una cum etiam omnibus & singulis commodis perceptis & habitis, ut in dicta Patria & singulis Locis ejusdem, per dictum Dominum Ducem Sabaudiae & ejus Praedecessores, ejusque Officiarios, Vassallos & Subditos, a toto tempore praeterito usque ad diem praesentem, & cum omnibus & singulis Financiis, Pecuniis, Localibus, Vayfellis, Auro & Argento, & aliis valoribus quibuscumque, habitis & receptis per praefatum Dominum Amedeum Sabaudiae Comitum Avi paterni dicti Domini Ducis Sabaudiae, seu ejus Thesaurarios, Gentis & Nuncios, quovis modo, quodcumque & quomodocumque in dicto viagio Regni Siciliae & Patriae Apuliae, five ante decessum dicti Domini Amedei Comitum Sabaudiae, five post; & de quibus omnibus dictum Dominum Ducem Sabaudiae & suos Haeredes & Successores, quitant & liberant per praesentes, cum pacto expresso, Aquillana stipulatione vallato, de quocumque ulterius pro praemissis seu aliquo praemissorum non petendo: ita & taliter, quod praefatus Dominus Dux Sabaudiae & sui perpetui Haeredes & Successores, sint & remaneant veri Domini Nicaeae & aliarum Terrarum, Castrorum, Villarum, Locorum, & omnium & singulorum praemissorum, ipsisque & eorum Juribus ab inde in antea uti, gaudere & frui possint & debeant integre, tanquam veri Domini, quemadmodum Comes Provinciae seu Reges Siciliae utebantur & veri Domini erant tempore quo dictae Terrae & Loca sub eorum Dominiis tenebantur. Dicti vero Domini Joannes Servagii, Lambertus Oddineti, & Petrus Amblardus, Procuratores & Procuratoris nominibus supra dictis Domini Ducis Sabaudiae, vigore etiam praesentiae eis attributae Potestatis, eorum & cujuslibet ipsorum certis scientis & spontaneis voluntatibus, ut dicebant, quitant, cedunt, remittunt, procurabuntque cum effectu & sine aliquo defectu, quod praefatus Dominus Dux Sabaudiae, pro se & suis Haeredibus & Successoribus quibuscumque, ceder, remittit, quitabit & desampanabit memoratis Dominae Reginae, Domino Regi Jerusalem & Siciliae, & aliis dictae Dominae Reginae liberis, & eorum Haeredibus & Successoribus quibuscumque dictam summam centum sexaginta quatuor millium Francorum Auri, per praefatum Dominum Ducem Sabaudiae supra petitorum; seu summam in dictis Litteris Obligatoris contentam; una cum omnibus & singulis aliis summarum quantitatibus & summis pecuniarum Auri & Argentii, & aliis demandis seu petitionibus quibuscumque, seu eorum interesse & aliis expensis, quas occasione dictorum spenditorum; ac summis seu viagi supra designatis petere poterat, potest & petere in futurum a dicta Domina Regina & Domino Rege, & aliis liberis ejusdem Dominae Reginae, eorumque Haeredibus & Successoribus quibuscumque, ad causam ab eis habentibus, etiam una cum omnibus & singulis expensis inde quomodolibet factis & sustentis per dictum Dominum Ducem Sabaudiae & ejus Praedecessores, aut suos, occasione dicti debiti seu partis ejusdem. Et hoc pro mediandibus quindecim millibus florenis Auri Papae currentibus boni & iusti ponderis, facta tamen prius ipsi Domino Duci Sabaudiae satisfactione & contentatione de dictis quindecim millibus Florenis, & ratificatione; ut infra. Qui quidem quindecim millia Florenorum Auri & ponderis praedictorum, promittunt & conveniunt praenominati Domini Guillelmus de Medulione, Petrus Franconis, & Joannes Putatoris; Procuratores & Procuratoris nominibus praedictorum Dominae Reginae & Regis, quibus supra; & quilibet eorum juramentis ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis & per eorum quemlibet praestitis; & sub obligatione omnium & singulorum bonorum dictorum Dominorum Reginae & Regis Siciliae, mobilium & immobilium, praesentium & futurorum quoruncumque, dare & realiter expedire in Civitate Avinionensi, sine exceptione juris & facti quacumque, praefato Domino Duci Sabaudiae, seu ejus certo Nuncio vel Mandato: videlicet, medietatem dictorum quindecim millium Florenorum hinc ad Festum Purificationis Beatae Mariae Virginis, & reliquam medietatem dictorum quindecim millium Florenorum in proximo sequenti Festo Purificationis ejusdem Beatae Mariae Anno revoluta, una cum omnibus & singulis damnis, gravaminibus, interesse & expensis, quas & quas dictus Dominus Dux Sabaudiae, seu ejus Nuncius sustinuerit per se vel alium quomodocumque, occasione dic-

Q 2

torum

ANNO
1418.

torum quindecim milium Florenorum seu partis eorundem, termino & loco prædictis & non solutorum: ita tamen, quod pro parte dictorum Dominorum Regina & Regis, Mercatores idonei & habiles ad solvendum & conveniendum respondeant, & se obligabunt erga Franciscum Rich Mercatorem & Civem Avinionis, de solvendo eidem vice & nomine Domini Ducis Sabaudia, recepturo dicta quindecim milia Florenorum terminis suprà dictis. Et si dictus Franciscus hujusmodi responsionem & obligationem acceptet, & affirmet præfatum Domino Duci de dicta responsione & obligatione contentum, taliter quod præfatus Dominus Dux Sabaudia à præfato Francisco allocutus maneat de dictis quindecim milibus Florenis; eo casu dicta Domina Regina & Dominus Rex ejus Filius, & alii Liberi ipsius Domina Regina, à solutione & obligatione prædictis liberi sint atque quiti. Item transigendo & conveniendo, ut suprà, pro bono Pacis & Concordia perpetuò & illæse valitæ, fuit actum, dictum & ordinatum per Ambaxiatores & Procuratores utriusque Partis prænominitos: ut quicumque Homines & Subditi præfati Domini Ducis Sabaudia, & eorum perpetuo Successores tam Provinciales quam Pedemontani & Sabaudienfes, ab inde in antea perpetuò possint & valeant & eis licitum sit emere, habere & recipere ubicunque locorum, Terras Patrie Provinciæ subiectas dictæ Domina Regina & Regi ejus primo nato, & aliis ejus Liberis, & tam Massiliæ quam alibi sal, frumentum, blada, vina, olea, pisces & quævis alia Victualia, Mercantias, & Bona, pretiis licitis quibus Subditi Regis ement & habebunt, aut pro minoribus si possint, aut alias prout cum venditoribus poterunt melius convenire, & exinde ad quævis Loca præfato Domino Duci subdita portare & ducere, five vehi, portari & duci facere, per Mare vel per Terram, tutè, liberè, pacificè & quietè; solvendo tamen Vectigalia, Tributa & Pedagia antiqua, & solvi consueta tempore bonæ memoriæ Domina Regina Johanne, & quæ de præfati per Subditos & Vassallos dictorum Dominorum Regina & Regis Jerusalem & Siciliæ, solvuntur, & quæ forsitan solvantur in futurum; & quod hujusmodi Victualia ipsa solvendo non denegentur Vassallis & Subditis dicti Domini Ducis Sabaudia; nisi forsitan per dictam Dominam Regiam & Regem ejus Filium, seu eorum Senescallum, aut alium eorum Officialium ad hoc potestatem habentem, aut Successores & Heredes eorum, fuerit iussu causis ad hoc ipsos moventibus. Decretum generale per totam Patriam Provinciam factum, de Victualibus non extrahendis ab eadem: quod si fieri contingerit, ut postmodum licentia aliquibus vel alicui particulariter vel generaliter concederetur, & dicta licentia concedatur & concessa sit ipso facto dictis Homines & Subditis dicti Domini Ducis Sabaudia, & ejus Officialium; ita quod Victualia ipsa habere & extrahi facere possint, quemadmodum illis quibus dicta licentia particulariter vel generaliter fuit data: & simili modo, fiat pro parte dicti Domini Ducis Sabaudia & ejus Officialium, Homines, Subditi & Vassalli, præfatorum Dominorum Regina & Regis Jerusalem & Siciliæ, quibuscumque in Patriis & Dominiis ejusdem Domini Ducis Sabaudia. Item, quod omnes & singuli Homines & Subditi dictarum Partium, quicumque sint & ubicunque, Homines & Subditi dictorum Dominorum Regina & Regis Jerusalem & Siciliæ, ac Homines præfati Domini Ducis Sabaudia, ab inde in perpetuum, non obstantibus Guerris, Discordiis & Marchis præteritis quibuscumque, possint & valeant ire, redire, morari, transire & negotiari, in & per omnia & singula Loca cujuslibet dictarum Partium, per Mare five per Terram, ad eorum commodam & liberam voluntatem, cum omnibus eorum & cujuslibet ipsorum Mercantibus, Bestiis, Vinis, Summis, quantitatibus Auri, Argenti, monetati & non monetati, ac aliis Rebus & Bonis quibuscumque, tutè, liberè, pacificè & quietè; solvendo Tributa, Pedagia & Vectigalia antiqua, & consueta, ut præfertur, & latius in præcedenti Capitulo declaratur; excepto billiono in massa, quod sine licentia extrahi de dicta Patria Provinciæ non valeat. Item, quod ad requisitionem pro parte præfati Domini Ducis Sabaudia, siendam dictæ Domina Regina & Domino Regi Jerusalem & Siciliæ prædicto, vel eorum Officialibus, expendant dicto Domino Duci Sabaudia in Archivo Aqueñi, seu ejus Nunciis, Copia, Vidimus, aut Exemplar de dictis Pedagiis, Vectigalibus & Tributis, de quibus suprà fit mentio, ut Subditi præfati Domini Ducis in ipsorum solutione deficere non possint, unà cum Copia signata more constituto in dicto Archivo

Jurium, reddituum, & informationem facientium ad opus præfati Domini Ducis Sabaudia, pro dictis Terris, Locis & Rebus quæ tenet & possidet in dictis Comitatus Provincie, Forcalquerii & Vintimilli, liberè & absque contradictione quacunque. Item, quod præfati Domini Ambaxiatores & Procuratores Regis procurabunt, quod dicta Domina Regina, ut Administratrix dicti Domini Regis & Tutrix aliorum Liberiorum, & idem Dominus Rex nomine suo proprio, Hæredum & Successorum suorum quorumcumque, præmissa omnia & singula hinc ad Festum omnium Sanctorum ratificabunt, confirmabunt & approbabit; & nihilominus præfati Domina Regina & Dominus Rex, procurabunt cum effectu facere ratificari, per dictos Liberos dictæ Domina Regina, Fratresque dicti Domini Regis, adveniente tempore pubertatis eorumdem, & cujuslibet eorundem & cætera in præmissis opportunè ad utilitatem & honorem dicti Domini Ducis Sabaudia, & suorum Hæredum & Successorum; & pari forma, idem Dominus Dux Sabaudia, ad honorem & utilitatem dictorum Domina Regina & Domini Regis Liberiorum, Fratrumque dicti Domini Regis, & suorum Hæredum & Successorum quorumcumque, prædicta omnia ratificabunt. Item, quod præfati Domini Ambaxiatores & Procuratores Regi, procurabunt cum effectu erga præfatos Dominos Regiam & Regem, quod fiet & ministrabitur brevis & expedita Justitia, super restitutione & satisfactione fidei præfato Domino Duci Sabaudia & ejus Officialis & Nunciis, de mille & septingentis Florenis Regis, in quibus Petrus Leydeti & ejus Mater fuerunt condemnati, soluturi dicto Domino Duci Sabaudia, & de tricenis Florenis allatis Honorato Gralhen de Nicia in Civitate Grassenfi. Item, quod Ratificationes utriusque Partis, videlicet dictorum Dominorum Regina & Regis, & dicti Domini Ducis, mandabuntur & expendantur in manibus dicti Domini Reverendissimi in Christo Parlris & Domini Domini Camerarii, hinc ad dictum Festum omnium Sanctorum, per quem Literæ dicti debiti Domini Ludovici Regis primi, ratificatione per ipsos Domini Regiam & Dominum Regem, & responsione Pecuniarum fidei, secutis cum Ratificatione omnium præmissorum, hinc ad dictum Festum omnium Sanctorum, per dictum Dominum Ducem Sabaudia expendantur Patribus ipsi, prout ad quemcumque spectabit. Item, fuit actum inter prædictas Partes, quod Literæ Potestatis dictorum Dominorum Ambaxiatorum Regiorum, remaneant penes Ambaxiatores dicti Domini Ducis Sabaudia; & viceversa, dictæ Literæ Potestatis dictorum Dominorum Ambaxiatorum dicti Domini Ducis Sabaudia, remaneant penes dictos Dominos Ambaxiatores Regis. Item, quod mediante præmissis, & per hanc Transactionem, Concordiam & Conventionem, sit Pax facta & valida, finis & Concordia inter dictas Partes, eorumque posterum Hæredes & Successores, de & super prædictis controversiis, litibus, questionibus & querelis, impetuum duraturis; omnibusque & singulis, quæ una Pars alteri, & altera alteri usque in diem præsentem petere possit, quavis occasione vel causa, præmissorum occasione, seu aliquo ex ipsis. Quam quidem Pacem, Transactionem, Concordiam & Conventionem, ac omnia & singula suprà & infra scripta, promiserunt dicti Domini Procuratores quibus suprà nominibus, in animam, & sub obligatione bonorum dictorum Dominorum Magistrorum suorum, rata habere atque grata, ac facere confirmari, & nunquam contra facere vel venire, sub omni & qualibet Juris & facti renunciatione ad hoc necessaria, pariter & cautela. De quibus omnibus universis & singulis suprà dictis, dicti Domini Procuratores requisiverunt fieri duo publica Instrumenta, videlicet ad opus cujuslibet unum ejusdem substantiæ & tenoris, per nos Notarios publicos subscriptos, quæ possint & valeant, si necesse fuerit, dictari, corrigi, relici & emendari, consilio & dictamine cujuslibet Partis, substantià non mutata. Acta fuerunt hæc in Villa Chamberiaci, Domo habitationis dicti Domini Joannis Servagii, in platea introitus dictæ Domus: Præsentibus ibidem Nobili Viro Carolo de Medulione Domino de Ripariis in Dalphinatu, Petro de Bombellis Cenomanie, Ferolcio Thomassin de Forcalquerio, Venerabilibus Viris Dominiis Anthonio Canonico Licentiato in Legibus, Petro Magnini Magistro Computorum dicti Domini Judicis, Petro Curti, Petro Vayronis de Chamberiaco, Joanne Palestorti de eodem loco, & Mateo Busquere de Nicia, Testibus ad hæc vocatis & rogatis.

ANNO
1418.

ANNO
1418.

LXXX.

21. Dec. Versicherung Graff Eberhards zu Württemberg/ gegen der Reichs-Stadt Eßlingen/ daß er zu folge der in eben selbigen Jahr gemachten Einung wider dieselbe nicht seyn solle/ dafern SIGISMUND Römischer König selbte angreifen und bekriegen wolte. Geben zu Kirchen auff St. Thomas Tag 1418. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Fortsetzung II. Absag VII. pag. 687.]

C'est-à-dire,

Affurance donnée par EBERARD Comte de Wurtemberg à la Ville Imperiale d'ESLINGEN, portant que s'il arrivoit qu'elle fût ataquée par SIGISMUND Roi des Romains, il ne laisseroit pas de garder avec ladite Ville l'Union faite entre eux cette même Année, sans y contrevenir en rien tout le tems qu'elle durera. A Kirchen le jour de St. Thomas 1418.

Wir Eberhard Graff zu Württemberg it. Bekennen und thun kund offenbar mit diesem Brieff: Als wir Uns mit wolbedachtem Mut/ durch gemeines Rug und Friden willen der Lande/ mit den Erbsamen und weisen dem Burgermeister und Räte/ und allen Burgern gemeinlich der Stadt zu Eßlingen vereint haben/ einander getruulich beraten und beholfen zu sin/ nach des Eynungs-Brieffs Irt und Sag/ den wir in darüber besetzt und gegeben haben: Darinne aber wir den Alldurchlächtigsten Fürsten und Herren/ Herrn Sigmunden/ Römischen Kunig/ zu allen Riten Merer des Reichs und zu Ungarn etc. Künia/ Unsern gnädigsten Herren usgenommen haben. Wann aber sich wohl erfinder/ das die egenanten von Eßlingen dawider nit sind/ dann/ das sy dem Egenanten Unserm gnädigen Herrn/ dem Römischen Kunig willig sind zu tun/ was sie im billich tun sollen/ nach ihren Freheiten und Rechten/ als sie mit guter Gewonheit herkommen sint: Darumb so haben wir den vorge-nanten von Eßlingen jekund gelobt/ versprochen und beheiffen/ und versprechen auch in mit diesem Brieff us Unser Hndel/ wäre es/ daß der egenant Unser Herr der Kunig/ oder jemand anders von sinen wegen/ die egenanten von Eßlingen darüber bekriegen/ angreifen oder beschedigen wolte/ und sin Ungnad an sie legen/ daß dann wir noch dehin der Unsern wider die vorge-nanten von Eßlingen/ noch wider die jren/ alle die Wile die vorge-nant Eynung weret/ nit sin/ noch tun sollen noch wollen/ in deheinen Sachen/ on alle geberde: Und sollen auch dartzu die egenanten von Eßlingen und die jren in Unser Stete wandeln und werben lassen/ und in Koste umb jr Wenig darauf lassen geben und zuführen/ ane alle Widerrede: Und was auch jrs Gugs in Unsern Stetten und Slossen lege oder were/ daß sol alles sicher sin/ on alle geberde. Were aber daß Uns der vorge-nant Unser Herr der Kunig darumb zusprechen wurden und meinte/ daß wir das nit tun solten/ so sollen wir in darumb Rechte bieten us Unser Herren die Kurfürsten/ und erkennen sich die dann gemeinlich oder mit dem Merteil nach des vorge-nanten Unser Herr/ des Königs Fürlegung/ und nach Unser Widerrede zu dem Rechten/ daß wir das nit tun sollen/ daby soll es auch dann bliben/ und sol die vorgeschriben Bereyung nit angen. Aber alle die Wile und das Recht von Unsern Herrn den Kurfürsten nit usgesprochen ist/ so sol es beliben by dem als vorgeschriben stet. Und wer es/ daß die vorge-

nanten Unser Herren die Kurfürsten gemeinlich oder mit dem Merteil erkanen/ und zu dem Rechten sprächen/ daß wir den egenanten Unserm Herrn dem Kunig wider die vorge-nanten von Eßlingen sollen beholfen sin/ daß mögen wir dann wol thun/ also daß es die vorge-nante Beräyung nit angen soll/ doch mit sollichem Unterschied/ daß wir/ noch dehein der Unser dennoch wider die vorge-nanten von Eßlingen noch wider die jren nit sin noch tun solen/ in einem Monat dem nechsten darnach/ an all geberde. Und was dych dennoch der egenante von Eßlingen und der jren guch in Unsern Stetten und Slossen were/ daß sol allewegen sicher sin/ wie lang der Krieg weret/ biß daß sie daß wol haim und an jr geworsam bringen mögen/ one alle geberde. Und also haben wir obgenanter Eberhart Graff zu Wirtemberg gelobt by guten Truwen und us Unsern Eydel/ alle vorgeschriben Sach getruulich/ war und stait zu halten und zu vollführen/ noch dis Brieffs sage/ one alle geberde. Und des alles zu wahren und offen Urkunde/ so haben wir Unser Inseigel öffentlich tun henden an diesen Brieff/ der geben ist zu Kirchen us Sant Thomas des Heyligen zwölff Dotten Tag/ nach Christi Geburt/ als man zalte viergeehenundert und achgehen Jaure/ etc.

LXXXI.

Vereinigung Pfalz-graß Stephans mit der ANNO 1419.
Stadt Speyer/ Crafft deren sie einander in allem Nothfall hülf und beyhand zu leisten auff 2. Mars. 6. Jahr versprechen. Geben zu Wachenheim den Donnerstag vor Invocavit, 1419. [LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Absag I. pag. 18.]

C'est-à-dire,

Union entre ETIENNE Comte Palatin du Rhyn & la Ville de SPIRE pour six Années, portant que de part & d'autre on sera obligé de s'entresecourir en tout cas de nécessité. A Wachenheim le Jeudi avant le Dimanche Invocavit 1419.

Wir Stephan von Gottes Gnaden Pfalzgrafe bey Rhein/ und Herzog in Bayern/ bekennen und thun kund allermänniglich/ daß wir um sonderlicher Lieb und Freundschaft willen/ die wir zu den Erbsamen/ weisen/ Unsern besondern guten Freunden den Burgermeistern und Rath der Stadt Speyer haben/ und die sie auch gegen Uns widerumb bisher gehabt haben/ und wir und sie noch fürbas mit der Gottes Hülf jeglicher Zeiten gegen einander beweisen sollen und mögen in künftigen Zeiten/ und umb solcher Lieb und Freundschaft so haben wir Uns zu ihnen vereinigt und verbunden/ vereinigen und verbinden Uns also in Krafft dis Brieffs mit Uns selbst und allen Unsern Städten/ Besten/ Slossen/ Landen und Leuten/ und den Unsern/ von dato 6. ganze Jar/ die nechste nach einander folgend/ in aller Maas/ als hernach geschriben.

Die Artikel und Puncten der Bündnis seyn denen in Churfürst Ludwigs gemachter Vereinigung Anno 1411. den November allerdinges gemäß/ ausgenommen die Hülf/ wie solche zu leisten/ ist nicht bedingt/ sondern insgemein geschlossen uff alle Fäll/ und darnach es die Noth der Stadt erheischt/ und daß der Pfalzgrafe wider den Römischen König/ wider seine eigene Brüder/ Churfürst Ludwigen/ Herzog Hansen und Herzog Otten/ desgleichen wider Herzogen zu Lothringen/ Philippen Grafen zu Nassau/ Grafen Friedrichen zu Beldeng/ Grafen Emich von Leiningen zu Kriegen

ANNO gen nit verbunden seyn wollen. Aber der Bischoff
1419. zu Speyer ist nit ausgenommen worden / dann umb
seiner Feindlichen Anschlag willen / sich die Stadt
mit des Herrn Pfalzgrafen Beystand verassen
müssen.

Des Brieffs Datum steht zu Bachenheim
im Jahr 1419. Donnerstags vor Invocavit.

LXXXII.

1418. *Tractatus inter* HENRICUM V. Regem Anglie
1419. & CAROLUM VI. Regem Francie, super
Conventione eorumdem personali habenda. Dat.
apud Vernon super Sequanam, die 7. Aprilis Anno
1418. [RYMER, Foedera, Conventiones,
&c. Tom. IX. pag. 717.]

NOs, Ricardus Comes Warrwice, Johannes Gray,
Gilbertus Cusiamvill, & Wilhelmus Porter, Mi-
lites, Magister Johannes Kempe Custos Privati Sigilli,
& Johannes Stafford Legum Doctor,
Invicissimi Principis & Domini nostri Henrici, Dei
gratia, Regis Francie & Anglie, & Domini Hiber-
nie, Ambassadors, Nuncii, & Commissarii, ad trac-
tandum, communicandum, & concludendum cum
Ambassadoribus seu Nunciis, Serenissimi Principis,
Conjuncti & Adversarii sui Francie, de & supra
infrascriptis, sufficienter ac legitime deputati,
Prout ex ejusdem Invicissimi Domini nostri Com-
missionum Literis,

Quorum tenores sequuntur, & sunt tales,

HENRICUS, Dei gratia, Rex Francie & Anglie,
& Dominus Hibernie, omnibus, ad quos presen-
tes Literae pervenerint, Salutem.

Sciatis quod Nos,

De fidelitate, prudentia, circumspectione, & in-
dustria, carissimi Conjuncti nostri, Ricardi Comitis
Warrwice, ac dilectorum & fidelium nostrorum, Jo-
hannis Gray Militis, Gilberti Umframville Militis,
Wilhelmi Porter Militis, Magistri Johannis Kempe
Custodis Privati Sigilli nostri, & Magistri Johannis
Stafford Doctoris, Consiliarium nostrorum,
& eorum cujuslibet plenarie confidentes,

Ipsos sex, quatuor, aut tres eorum nostros fecimus,
ordinavimus, & deputavimus, ac facimus, ordinamus,
& deputamus certos & indubios Ambassadors, Nun-
cios, & Commissarios per presentes,

Dantes & concedentes eisdem sex, quatuor, vel tri-
bus eorumdem plenam potestatem, auctoritatem, &
mandatum speciale, pro nobis & nomine nostro, una
cum Ambassadoribus, Nunciis, seu Commissariis Con-
juncti & Adversarii nostri Francie, plenam & suffi-
cientem in hac parte potestatem ab eodem habentibus,
de & super Pace finali, ac omnibus & singulis inciden-
tibus, emergentibus, dependentibus, & connexis ab
eadem, & generaliter super omnibus & singulis, quie-
tem, tranquillitatem, & Pacem utriusque Regni con-
cernentibus, in omnibus & singulis locis, ac totiens
quotiens eis sex, quatuor, aut tribus eorumdem vide-
bitur expedire, conveniendi, communicandi, & trac-
tandi,

Atque omnia & singula, pro parte nostra, ad perpetuam
rei memoriam, & Pacis perpetuae firmitatem plenam,
finaliter terminandi & concludendi,

Necnon de & super omnibus & singulis, ab eisdem
Ambassadoribus nostris sex, quatuor, aut tribus eorum-
dem, cum Ambassadoribus, Nunciis, seu Commissariis
prae dicti Adversarii nostri, in praemissis, vel
eorum aliquo, appunctatis, concordatis, seu conclusis,
per nos bene & fideliter observandis, in animam
nostram jurandi,

Literas etiam sigillatas, & alterius cujuscumque generis
Securitates & Cautiones, in hac parte convenias, &
requisitas, seu concordatas, pro nobis & nomine
nostro, dandi, faciendi, & exponendi, quas parem
eundem effectum & vigorem habere volumus, ac si
nos in Persona nostra eas daremus, faceremus, & exponeremus,

Et consilium juramentum in animam dicti Adversarii
nostri, Literas, Obligationes, Securitates, & Cautiones
alias, sufficientes & in hac parte nobis necessarias,
pro nobis & nomine nostro, ab Ambassadoribus ejus-
dem Adversarii nostri petendi, recipiendi, & opti-
nendi,

Ac quoscumque Tractatus, per eos, cum dicti Ad-
versarii nostri, Ambassadoribus, Nunciis, seu Com-
missariis, captos five habitos, prout eis sex, quatuor,
vel tribus eorumdem, expedire videbitur, prorogandi
& continuandi

Et generaliter omnia & singula faciendi, exercendi,
& expediendi quae in praemissis, vel circa ea, seu eorum
aliquod, necessaria fuerint seu quomodolibet
oportuna, etiam si de se Mandatum magis exigant
speciale,

Et promittimus, bona fide, & verbo Regio, ac sub
Ypotheca & obligatione omnium bonorum nostrorum,
praesentium & futurorum, nos ratum, gratum, & fir-
mum perpetuo habituros totum & quicquid per dictos
nostros Ambassadors sex, quatuor, aut tres eorum,
actum, gestum, seu procuratum fuerit in praemissis,
& singulis praemissorum.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri
fecimus Patentes.

Teste meipso apud Civitatem nostram d'Ebreux, vi-
cesimo octavo die Martii, Anno Regni nostri septimo.

HENRICUS, Dei gratia, Rex Francie & Anglie,
& Dominus Hibernie, omnibus ad quos praesentes Li-
terae pervenerint, Salutem.

Sciatis quod Nos,

De fidelitate, prudentia, circumspectione, & in-
dustria, carissimi Conjuncti nostri, Ricardi Comitis
Warrwice, ac dilectorum & fidelium nostrorum, Jo-
hannis Gray Militis, Gilberti Umframville Militis, Wil-
helmi Porter Militis, Magistri Johannis Kempe Custodis
Privati Sigilli nostri, & Magistri Johannis Stafford
Legum Doctoris, Consiliarium nostrorum, & eorum
cujuslibet, plenarie confidentes,

Ipsos sex, quatuor, aut tres eorum nostros fecimus,
& ordinavimus, & deputavimus, ac facimus, ordinamus,
& deputamus certos & indubios Ambassadors,
Nuncios, & Commissarios per presentes,

Dantes & concedentes eisdem sex, quatuor, aut tri-
bus eorumdem plenam potestatem, auctoritatem, &
Mandatum speciale, pro nobis & nomine nostro, una
cum Ambassadoribus seu Commissariis Conjuncti
& Adversarii nostri Francie, plenam & sufficientem
in hac parte potestatem ab eo habentibus; ad tractandum
& concordandum de & super CONVENTIONE
nostra, & dicti Adversarii nostri; ac praerariissima
Principissa Consortis suae,

Necnon de modo, tempore, & loco CONVENTIONIS
hujusmodi,

Et de quibuscumque securitatibus, ad dictam CONVENTIONEM
necessariis, convenientibus, seu oportunitis.

Ac etiam de & super Treugis seu Guerarum Abstin-
entis, generalibus vel particularibus, per Mare, Terram,
seu Aquas, ac tanto tempore duraturis, secundum
quod inter eos melius & efficacius poterit concordari,
pro nobis, Regnis, Patriis, Terris, Dominis,
Subditis, Vassallis, Amicis, Alligatis, & Confederatis
nostris quibuscumque, omnibus honestis modo,
via, & forma, quibus inter se concordare poterunt,
tractandum, communicandum, & concludendum,

Et ipsas Treugas, inter se capiendas & concordandas,
per omnia Regna, Terras, & Dominia nostra
proclamari, & publicari faciendum ubicumque opus
erit,

Ac etiam, ut eo firmitus atque inviolabilis Treugae
prae dictae conserventur, tam per Terram, quam per
Mare, & Aquam, ad faciendum, ordinandum, & de-
putandum tot & tales Conservatores & Judices dictarum
Treugarum, generales vel speciales, & in tanto numero,
prout eis sex, quatuor, aut tribus eorumdem
melius expedire videbitur, ad corrigendum & reformandum
totum & quicquid contra dictas Treugas fuerit attemptatum,

Et promittimus, verbo Regio, ad tenendum, & teneri
faciendum ratum, firmum, & stabile totum & quicquid
per dictos Ambassadors, seu Commissarios nostros, sex,
quatuor, aut tres eorumdem, in praemissis, vel aliquo eorum,
factum fuerit,

Et quod nos concedemus & faciemus, seu fieri faciemus,
Literas Confirmatorias, sub magno Sigillo nostro,
de & super omnibus & singulis Articulis & Punctis,
de quibus inter eos fuerit concordatum, & de exequendo
eadem cum debita diligentia, secundum tenorem & formam
eorumdem, in quantum ad nos dinoscitur pertinere.

Et hoc promittimus etiam sub cautione & obligatione
omnium bonorum nostrorum, mobilium & immobiliarium,

ANNO

1418.

1419.

ANNO
1418.

1419.

bilium, presentium & futurorum, ita quod nunquam per nos, vel alium nomine nostro, dicemus, faciemus, aut proponemus, in iudicio, vel extra, quicquam in contrarium.

Mandantes omnibus & singulis Iusticiariis & Subditis nostris, quatenus dictis nostris Commissariis & Deputatis, ac eorum Literis & Mandatis, obediant & intendant in omnibus diligenter.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras fieri fecimus Parentes.

Teste meipso apud Civitatem nostram d'Eureux, xxviii. die Martii, Anno Regni nostri septimo.

Evidenter appareat,

OMNIBUS, ad quos presentes Literae pervenerint, Salutem, & hiis Literis nostris fidem indubiam adhibere.

Ad Universitatis Vestrae notitiam deduci volumus, per presentes, quod,

Henrico de Chaulfleur Armigero, Magistro Guidone de Gelmeris Magistro Requestrarum Hospitii, ac Johanne Rinel Secretario,

Ambasiatoribus & Nunciis praefati Serenissimi Principis *Confangineus* & *Adversarii* dicti Metuendissimi Domini nostri in hac parte deputatis

De & super materiis Pacis finalis, inter Regna Franciae & Angliae praedicta faciendae, nobiscum tractantibus,

Expositaque per eos, in vim potestatis eis attributae, intentione & voluntate dicti Serenissimi Principis, *Confangineus* & *Adversarii* Metuendissimi Domini nostri, & oblatione quadam per eosdem facta, ac nonnullis hincinde communicatis, tractatis, & protestatis,

Tandem praefatis Ambasiatoribus & nobis videbatur expedire,

Ad effectum hincinde optatum, ac ut eo promptius & commodius Amor mutuos & sincera dilectio inter Partes praedictas & earum Subditos introduci ac foveri valerent, & firmiter Pacis Foedera copulari, nonnullaque ardua, quae alias absque gravi difficultate terminari non possunt, feliciter & facilius discuti poterint & diffiniri,

Quod, praefati Illustrissimi Principes, Metuendissimus Dominus noster, ac *Confangineus* & *Adversarii* sui;

Aut, eo (quod absit) impedito, Serenissima Principissa *Confors* & *Confortalis* ejusdem, Nobilissima Domina Domina Katerina Filia eorumdem, ac Illustris Princeps Dux Burgundiae, vice & nomine ejusdem *Confangineus* & *Adversarii*.

Colloquium habeant Personale,

Colloquium etiam videatur expedire, quod intersit Illustris Princeps Dux Britanniae,

Hinc est quod, inter nos, Ambasiatores & Commissarios supradictos, communicata deliberatione, conventum est & concordatum quod praefatus Metuendissimus Dominus noster, ac Serenissimus Princeps *Confangineus* & *Adversarii* sui, ac Serenissima Principissa *Confors* & *Confortalis* ejus, Nobilissima Domina Domina Katerina Filia eorumdem, ac Illustris Princeps Dux Burgundiae,

Aut, dicto Serenissimo Principe *Confangineus* & *Adversario* (quod absit) impedito, saltem praefata Serenissima Principissa, ac Nobilissima Domina Domina Katerina ejus Filia, & Dux Burgundiae,

Quintadecima die mensis Maii, proximo futuri, in aliquo certo Loco, inter Villas de Medunta & Ponteyse, ad hoc congruo (quem locum, ante dictum decimum quintum diem, per suos Deputatos eligi facient) personaliter debent convenire,

De & super materia Pacis finalis supradictae, & aliis, de quibus eis videbitur, amicablem tractaturi, ultimusque futurum & dispositum quod eisdem censetur opportunum,

Cui etiam CONVENTIONI speratur quoddam interit Dux Britanniae supradictus.

Et, ut Partes praedictae, sine periculo sui aut suorum, sic, ut praefertur, convenire commodè possint & valeant,

Nos Commissarii Invidissimi Domini nostri Regis supradicti,

Pro dicto Domino nostro Rege, Vassallis, & Subditis suis,

Necnon Civitatibus, Villis, Castris, Fortalitiis, Terris, Patriis, & Dominiis, in Regno Franciae existentibus, citra Flumen Ligeris, ac etiam inter Flumina Secanae & Summae,

Necnon ultra Flumen Summae, usque ad Marchesam Calefiam inclusive, consiliis, sibi quae obedientibus,

Una cum praefatis Ambasiatoribus & Nunciis, Pro dicto Serenissimo Principe, *Confangineus* & *Adversario* dicti Metuendissimi Domini nostri, ac Vassallis, & Subditis suis,

Necnon Civitatibus, Villis, Castris, Fortalitiis, Terris, Patriis, & Dominiis, inter Flumina Secanae & Summae, necnon in partibus Picardiae, ac Marchesam Calefiam dicti Metuendissimi Domini nostri inclusive, usque ad Flumen Summae supradictum etiam inclusive, praefato *Confangineus* & *Adversario* dicti Metuendissimi Domini nostri in praesenti de facto obedientibus,

Necnon pro quibuscumque Villis, Castris, & Fortalitiis, inter Flumina Secanae & Ligeris constitutis,

Quae dictus *Confangineus* & *Adversarius* dicti metuendissimi Domini nostri, citra viceimum diem instantis mensis Aprilis, suis Literis Patentibus, magno Sigillo suo sigillatis, certificaverit sibi de facto obedire,

TREUGAS, seu Guerrarum Abstinencias, INIVIMUS, fecimus, & concordavimus, ac INIVIMUS, facimus, & concordamus:

Ipique Ambasiatores, *Confangineus* & *Adversarii* Metuendissimi Domini nostri, hujusmodi TREUGAS, in forma praedicta, nobiscum INIERUNT, fecerunt, & concordarunt,

Inchoaturas, in omnibus Locis, qui praesentibus Treugis comprehenduntur, quarto die post diem, qua Parti Metuendissimi Domini nostri tradentur Literae Ratificatoriae;

Infra scriptis exceptis, Marchesam Calefiam praedictam & Picardiam ultra Flumen Summae: in quibus incipient dictae Treugae a tempore Publicationis & Proclamationis earumdem; quae fiet, post traditionem dictarum Literarum Ratificatarum, cum omni celeritate quae commode fieri poterit.

Et durabunt dictae Treugae; a tempore inchoationis earumdem, usque ad praefatum quintum decimum diem mensis Maii inclusive: & abinde per totum tempus Conventionis supradictae; necnon per octo dies integros post Conventionem supradictam finitam & terminatam:

Ita tamen quod praesentibus Treugis non comprehendantur Villae, Castra, Fortalitia, sive Loca, infra Ducatum Normanniae constituta, quae dicto Metuendissimo Domino nostro non obediunt (exceptis Villa & Castro de Gisors) nec alia Loca, extra dictum Ducatum constituta, quae per Gentes Domini nostri Regis sunt obfessa.

Neque Personae foventes Partem illam quae dicitur Armeniaci, neque Villa, Castra, Fortalitia, sive Loca, per eosdem in Regno Franciae occupata.

Et, si contingat praedictum Dominum nostrum Regem movere vel facere Guerram Personis, Villis, Castris, Fortalitiis, sive Locis supradictis, sub praesentibus Treugis non comprehensis, per hoc non debeant praesentes Treugae ruptae vel violatae censeri, nec debent praefatus *Confangineus* & *Adversarii* neque sibi obediens in hoc Metuendissimo Domino nostro, hiis Treugis durantibus, impedimentum inferre.

Et, hiis Treugis seu Guerrarum Abstinenciis durantibus, cessare faciet Dominus noster Rex, ex parte sua, & in Personis Subditorum suorum, omnes Prisons Personarum, Villarum finitimarum, Fortalitorum; & aliorum Locorum: omnesque pillarias, roberias, incendia, demolitiones Domorum; ac omnia alia facta Guerrae adversus Personas, ac per omnes Terras, Civitates, Villas, Castra, Fortalitia, & alia Loca quaecumque in praedictis Treugis comprehensa; fraude, dolo, & malo ingenio cessantibus quibuscumque.

Item, concordatum est inter nos, Ambasiatores & Commissarios Partium supradictarum, quod per nullum malefactum, attemptatum, vel interpositum, per Subditos unius Partis vel alterius, si qua (quod Deus avertat) eveniant contra superius expressa, debent praesentes Treugae reputari aut haberi pro ruptis aut solutis; set in suo nichilominus vigore & robore debent permanere: nec Guerrae ideo fieri debent; nec Prisons Personarum, nec obfisiones Villarum; Castrorum, aut Fortalitorum, nec Homicidia, nec aliud quodcumque Gravamen, ab una praedictarum Partium alteri fieri vel inferri; set debent omnia malefacta, interposita, & attemptata hujusmodi per Conservatores ipsarum Treugarum, hincinde deputandos, prout singulos concernit, debite reparari, & in statum pristinum reduci: ipsi Malefactores, juxta facti qualitatem & exigentiam, condigne puniri.

Et, si contingat quoddam aliqui unius dictarum Partium delinquant in Territorio alterius Partis, & consequenter abinde fugiant, & se retrahant impunè ad Loca illius Partis cujus sunt subiecti,

ANNO
1418.

1419.

Cons

ANNO 1418. Conservatores illius Partis, super hoc requisiti, tenebuntur liberare Personas hujusmodi, si capi poterint, alteri Partis, & reparare dampna, sic illata, de Bonis ipsorum Malefactorum; & si Bona hujusmodi Malefactorum ad reparationem debitam non sufficiant, eos punire debent in Personis, secundum castis exigentiam, & eorumdem Malefactorum demerita; in quo casu Conservatores utriusque Partis se mutuo debent adjuvare:

Et, si aliqui, de una parte vel de alia, capiant Fortalitium super aliam Partem, ipse, super quem dictum Fortalitium captum fuerit, ipsum recuperare poterit per viam facti, vel aliter quocumque modo melius poterit:

Et tenebuntur Conservatores Partis ipsius, quae ipsum Fortalitium cepit, succurrere & adjuvare eum, super quem captum fuerit, quam citius & quam diligentius hoc facere poterint, ad expensas Partis offendentes; vel, si magis placuerit Parti gravata, requirere poterit & summare Conservatores alterius Partis, quod ipsi faciant reddi & restitui dictum suum Fortalitium, & puniant Malefactores qui hoc ceperunt; quam quidem provisionem ipsi Conservatores perficere tenebuntur & complere secundum suum posse:

Et, si contingat quod ipse, vel ipsi, qui cepit, vel ceperunt, idem Fortalitium, noluerit, vel noluerint, ad id quod dictum est obedire, Conservatores unius Partis & alterius tenebuntur se mutuo adjuvare, & reducere Malefactores ad obedientiam, & ipsos punire secundum castis exigentiam:

Et, quando idem Fortalitium recuperatum fuerit, ipsum restituatur & reddatur ei super quem captum fuerit; dolo, fraude, difficultate, & negligentia cessantibus quibuscumque.

Quae omnia & singula praefatus Illustrissimus Princeps Dominus noster Rex, quatenus se & Partem suam concernunt, se ex integro impleturum & observaturum, in praesentia praedictorum Ambassiatorum Consganguinei & Adversarii sui, personaliter promittit.

Et idcirco, ac ut praemissa majori firmitate nitantur, concordatum est quod praefatus Serenissimus Princeps Consganguineus & Adversarius dicti Domini nostri Regis, citra finem vicesime diei instantis mensis Aprilis, transmittet & tradi faciet praefato Domino nostro Regi, ejusque Deputato, ad & in praedictam Villam de Medunza, Literas suas Patentes, majori Sigillo suo sigillatas, necnon Literas Patentes, tam praefata Serenissima Principissa Consortis suae, quam etiam praefati Ducis Burgundiae, Ratificatorias & Confirmatorias omnium & singulorum praemissorum:

In quibus etiam, inter caetera, continebitur; videbuntur.

In Literis ipsius Consganguinei & Adversarii, quod ipse in verbo Principis.

In Literis ipsius Principissa Consortis suae, quod ipsa in verbo Principis.

Promittit, ac in Literis ipsius Ducis, quod, tactis Sacrosanctis Evangelis, juravit.

Omnia & singula supradicta bene & fideliter implere & observare, ac facere impleri & observari.

Et, pari modo, ex parte dicti Domini nostri Regis, jurabunt, Illustris Principes, Domini Ducis Clarentie & Gloucestriae, Fratres ejusdem Metuendissimi Domini nostri Regis, ad Sancta Dei Evangelia, per eos corporaliter tangenda, de observando omnia & singula, dictam Conventionem concernentia.

Et, si contingat praefatas Literas Confirmatorias, infra praefatum terminum, ad hoc limitatum, loco supradicto, sic, ut praefertur, non transmitti & tradi, extunc, praefatus Metuendissimus Princeps, Dominus noster Rex non teneatur ad praedictas Conventionem Personalem & Treugas observandas.

Et, pari modo, si contingat aliquam praedictarum Partium deficere in observatione Conventionis supradictae, aut in electione Locis, quo, ut praefertur, Conventio hujusmodi fieri debeat, Pars alia, per quam non fletit, liberetur ab omni obligatione praedictorum, nec extunc teneatur ad Treugas supradictas custodiendas seu observandas.

Promittimus igitur nos, Commissarii & Deputati praefati Invisibilissimi Principis Domini nostri Regis, vice & nomine ejusdem, secundum omnem vim Potestatis nobis attributa, quod idem Dominus noster Rex praemissa omnia & singula, quatenus ipsum & Partem suam concernunt, plene, fideliter, & bona fide custodiet & observabit, aut ea faciet sic custodiri & observari.

Et, pro feliciori & promptiori expeditione Conventionis supradictae, communicatum est inter nos, Am-

bassiatores & Commissarios Partium praedictarum, de Literis Salvi Conductus, praefati Serenissimi Principis Consganguinei & Adversarii Metuendissimi Domini nostri, transmittendis, Illustri & Magnifico Domino, Domino Comiti Warwick, & aliis Ambassiatoribus dicti Domini nostri Regis, ad numerum quadringentarum Personarum, armatarum vel non armatarum, & totidem Equorum, ad praesentiam dicti Consganguinei & Adversarii Metuendissimi Domini nostri venturorum, per quos debeant ultra maturari & tractari modus Conventionis supradictae, & aliae materiae de quibus videbuntur expedire.

In quorum omnium & singulorum praemissorum Testimonium atque fidem Nos, Ricardus, Johannes, Gilbertus, Wilhelmus, Johannes, & Johannes, Ambassiatores, Nuncii, & Commissarii supradicti, Sigilla nostra praesentibus apposuimus.

Dat. apud Vernon super Secanam, die septima mensis Aprilis, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, decimo octavo ante Pascha.

LXXXIII.

Pax inter PHILIPPUM MARIAM ANGLUM GALEAZ DUCEM Mediolani, suum proprio nomine & vice JOANNIS JACOBI Marchionis MONTISFERRATI ab una, & THOMAM DE CAMPO FREGOSO Januae Ducem pro se & toto Communi JANUA ab altera parte. Actum in Castro Mediolanensi. Anno 1419. Indictione XII. die 10. Maji. [Pèce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

In nomine Sanctae, & Individuae Trinitatis feliciter, Amen.

ANNO à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo decimo nono, duodecima Indictione, die Mercurii decimo mensis Maji hora nona. In Castro magno Porte Jovis Civitatis Mediolani, videbuntur in Camera cubiculari infra scripti Illustrissimi Domini Domini Ducis Mediolani &c. respondente verbus Zardunum dicti Castri, ibique cum hoc fit, quod inter infra scriptas Partes jam dia versae sint variae Guerre, & discordiae, quibus si cura inter homines semper adhiberetur, & opera, ne dum Populus cum Populo, & Gens cum Genue, sed universas Terrarum Orbis parvo temporis spatio interjecto in ruham poneretur, & stragem, siquae efficeretur, ut Humanum Genus Salvatoris nostri sanguine jam redemptum aene praedestinatum tempus extremos dies pateretur & finem. Pro tanto Illustrissimus Princeps, & Excellentissimus Dominus Dominus Philippus Maria Angelus Dux Mediolani &c. Papiae, Angliaeque Comes Filius quondam Albei, & nunquam delenda memoriae Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Johannis Galeaz primi Ducis Mediolani &c. ibi praefatus suo proprio, & principali nomine, ac nomine, & vice Illustrissimi Domini Domini Johannis Jacobi Marchionis Montisferrati, pro quo Dominus Marchionem idem Dominus Dux promissit, & promittit infra scripto Sindico, & Procuratori stipulanti, & recipienti nomine, & vice infra scripti Illustris Domini Domini Ducis, & Magnificae Communitatis Januae se ipsum Dominum Ducem Mediolani sic faciendum, curaturum, & daturum operam cum effectu, quod idem Dominus Marchio solemniter per publicum Instrumentum ratificabit, & approbabit omnia, & singula contenta in praesenti Instrumento infra terminum inferius limitatum sub pena refectionis, & restitutionis omnium, & singulorum damnorum, interesse, & expensarum paciendorum, & fiendarum ipsa occasione per dictum Dominum Ducem, & Communitatem Januae sub hypotheca, & obligatione omnium bonorum ipsius Domini Ducis Mediolani ex una, seu pluribus partibus; & Spectabilis Legum Doctor Domini Dominus Baptista Cigala Comes Palatinus Orator, Sindicus, & Procurator Illustris, & Excellentissimi Domini Domini Thomae de Campo Fregoso condigni Ducis Januae &c. ac magnifico, & praeclaro Civitatis, & Communitatis Januae, de cujus Mandatis extant publica Documenta tradita, & rogata, unum videlicet die Veneris decima septima mensis Marci proxime praeteriti per Jacobum de Camilio Notarium publicum, & dicti Domini Ducis, & Communitatis Januae Cancellarium, aliud die tertia praesentis mensis Maji per eundem Notarium,

ANNO 1418.
1419.

1419.

10. Maii

ANNO
1419.

Notarium, de quibus ibidem promptam fidem fecit, ex alia, seu aliis partibus, consideratione præmissorum, & non minus moti requisitionibus, & orationibus Sanctissimi Domini nostri Domini Martini Divina providentia Papæ Quinti, eis partibus factis per Egregium Virum Altissimum de Marioneibus parte præfati Sanctissimi Domini Domini nostri Papæ, quas monitiones, & orationes ipsæ Partes cum reverentia graciōse susceptas, sibi ipsis uti mandata reputant, multisque aliis iustis, & rationabilibus causis, & rationibus, omnibusque jure, modo, via, causa, & forma, quibus melius, & validius poterunt, & possunt, sponte, deliberate, & ex certa scientia, nulloque metu, nec errore Juris, vel facti ducti, cum interventu quarumcumque solemnitate in talibus, & similibus tam à Jure, quam à consuetudine requisitarum. In Dei nomine pervenerunt, & deveniunt, ac perveniunt, & deveniunt ad infrascriptam, infrascriptas, & infrascripta perpetuam, & irrevocabilem Pacem, Pacta, Juramenta, Fœdera, Promissiones, Conventions, Transactiones, Remissiones, Liberationes, Obligaciones, & Concordia, & ad infrascripta omnia, & singula solennia, & hinc inde mutua vice solenni stipulatione vallata. Primo videlicet nomine ejus invocato, qui ascendens ad superos in Terram Pacem reliquit, dictas Partes suis, & dictis nominibus ut supra, ab hora præsentis in antea inveniunt, & inint, fecerunt, & faciant, contraxerunt, & contrahunt, firmaverunt, & concluxerunt, & firmant, & concludunt inter ipsas Partes, suis & dictis nominibus, & quamlibet earum perpetuam, & irrevocabilem, sinceram, bonam, puram, meram, liberam, francham, absolutam, indissolubilem, & perfectam Pacem perpetuis temporibus, Deo propicio, duraturam cum omnibus suis clausulis, & dependentiis ad ipsam bonam, & perfectam Pacem spectantibus, & specialiter cum, & sub infrascriptis modis, & pactis inter Partes solenniter initis. Item dictas Partes, suis & dictis nominibus ut supra, ex nunc & per præsentem per bona observatione dictæ Pacis, ac abolitione hinc inde communiis temporis Guerra versæ nuper inter ipsas Partes, & damnorum illatorum per unam Partem alteri, & e converso, in ipsa Guerra, remiserunt, & remittunt inter se vicissim, quascumque, & quæcumque offensas, injurias, prædas, robarias, ablationes, quaslibet rapinas, furtas, homicidia, omnia delicta, & quæcumque commissa, & illata ab hodie retro tempore dictæ Guerra versæ nuper inter dictas Partes per unam dictarum Partium contra alteram Partem, seu per earum, vel aliquos earum Subditos, Districuales, Feudatarios, Sequaces, Adherentes, seu Colligatos, pro qua quidem remissione dictæ Partes, suis & dictis nominibus ut supra, inter se vicissim, ac Subditis, Districualibus, Adherentibus, Feudatariis, Colligatis, & Sequacibus dictæ Partes, suis & dictis nominibus ut supra, inter se vicissim quietaverunt, & absolverunt, ac liberaverunt, quietant, liberant, & absolvent ab omnibus, & singulis prædictis, & à quibuscumque aliis injuriis quovis modo inter se, & eorum Subditos, ut supra, illatis per Aquilianam stipulationem, & acceptilationem verbis ad hoc aptis legitime interpositis, & per solemne pactum de ulterius non petendo, ita, & taliter, quod occasione aliquorum commissorum in, & pro dicta Guerra una Pars alteri, & e converso pro se, Subditis suis, & Districualibus, ut supra, nihil petere possit quovis modo, nec aliquoties imputari occasione præmissorum, quin immo perpetua liberatio fit, & esse intelligatur per præsentem inter ipsas Partes ut supra, salvis semper manentibus omnibus, & singulis aliis contentis in præfati Instrumento; hoc tamen actō, & intellecto, quod Subditi aliquos dictarum Partium, & alii comprehensi in præfati Pace ex propriis Contractibus obligati, non intelligantur per præsentem aliquoties absolvi. Item præfatus Dominus Dux Mediolani, suo & dicto nomine ut supra, promittit, & promittit dicto Sindico stipulanti, ut supra, nullo tempore per directum, vel indirectum non offendere præfatum Dominum Ducem, & dictam Communitatem Januæ, nec eorum Subditos, seu Districuales, nec Civitates, Terras, Villas, & Caltra dicti Domini Ducis, & dictæ Communitatis, nec Loca, Villas, Terras, & Caltra Subditorum, Districualium, & Feudatariorum ipsius Domini Ducis, & dictæ Communitatis, versaque vice præfatus Syndicus, & Procurator dicto nomine promittit, & promittit præfato Domino Duci Mediolani stipulanti, & recipienti, suo & nomine præfati Domini Marchionis, quod ipse Dominus Dux Januæ, nec dicta Communitas ullo tempore, per directum vel per indirectum, non offendunt, nec molestant præfatos Dominos Ducem

TOM. II. PART. II.

Mediolani, & Marchionem, nec eorum Subditos, seu Districuales, nec Civitates, Terras, Villas, & Caltra ipsorum, seu aliquos eorum, nec Loca, Villas, Terras, & Caltra Subditorum, Districualium, & Feudatariorum ipsorum Dominorum Ducis, & Marchionis, quin immo quælibet dictarum Partium permittit pacifice, & quiete stare, & permanere, ac gaudere omnibus eorum Civitatibus, Terris, Locis, & Caltris, ac Bonis sine offensa aliqua, similiterque permittunt quoscumque Subditos dictarum Partium, & cujuslibet earum, omni cessante conditione, gaudere, & frui quibuscumque suis bonis, & Terris, & quæcumque alia bona sua, mobilia & immobilia, quæ habeant super Territoriis præfatorum Dominorum, & etiam in Locis Communis Januæ, & in Civitatibus, Terris, & Locis conventionatis cum dicto Communi Januæ, salvis semper manentibus aliis contentis in præfati Instrumento. Item promiserunt, & promittunt dictas Partes sibi ad invicem à die præsentis Pacis in antea non tenere, nec receptare super eorum, vel aliquos eorum Territorio aliquem offendentem, vel offendere volentem, seu molientem de cætero modo aliquo prædictas Partes, vel aliquam earum, seu dictam Communitatem, vel ipsarum Partium, vel aliquos earum Statum. Item promiserunt dictas Partes vicissim non retinere ab hodie in antea in Territorio earum, seu aliquos earum aliquos de cætero contrafacientes, seu contrafacere molientes Statui aliquos dictarum Partium, quin immo illa Pars, super cujus Territorio talis contrafacere moliens Statui alterius Partis, teneatur excomari, & licentiar de ejus Territorio ipsum talem contrafacientem infra quindecim dies post requisitionem; qui Contrafacior, si non recesserit de dicto Territorio infra ipsum terminum, tradi debeat per illam Partem, super cujus Territorio reductus erit, illi Parti, contra quam talis egerit. Item promiserunt, & promittunt dictas Partes vicissim non dare, & quod non dabant, per directum vel indirectum, per se, nec submissis Personis, tacite, nec expresse, aliquod auxilium, consilium, & nec favorem alicui Domino, Dominio, vel Communitati, nec alicui alii Personæ, nec alicui inimico aliquos dictarum Partium post debitam notitiam per aliquam dictarum Partium de iplo tali inimico, quod quidem præfatus Capitulum una cum præcedenti Capitulo in proclamatione fienda de præfati Pace expresse publicari debeat. Item promittit, & promittit dictus Syndicus, & Procurator, dicto nomine, quod præfatus Dominus Dux, & dicta Communitas Januæ, nec aliqui comprehensi pro eorum parte in præfati Pace, non tenebunt super eorum Territoriis, neque receptabant aliquem, seu aliquos, qui fuerint participes, vel consilii nefandæ necis quondam Illustrissimi Domini Domini Johannis Mariæ Angli olim Ducis Mediolani, & Germani præfati Domini Ducis Mediolani. Item hoc actō ad majorem Declarationem inter dictas Partes per Pactum expressum, quod in præfati Pace intelligatur esse inclusi Nobiles de Aurea de Filischo, Monreuch Marchio Malaspina de Mulasio, Johannes Jacobus, & Frater, & Filii Marchiones Malaspina de Luxorio pro se, & Subditis suis, & Locis, & Terris suis, quibus dominantur, & quas tenent, & possident. Item quod omnes nominandi ultra nominatos in præfati Contractu pro qualibet dictarum Partium, qui nominari possint, & debeant infra mensem unum proxime futurum pro Adherentibus, Colligatis, seu Feudatariis intelligantur inclusi in præfati Pace, hoc tamen intellecto, quod una dictarum Partium non possit nominare per parte sua, nec ponere aliquem Subditum, Feudatarium, Adherentem, vel Colligatum alterius Partis, & etiam hoc actō, & intellecto, quod quicumque Feudatarii, Colligati, & Adherentes, qui nominabuntur, & includentur in præfati Pace, teneantur, quantum ad eos attinet, infra menses duos proxime futuros ratificare præfatem Pacem, & contenta in ea, eandem etiam ratificationem facere teneantur infra scripti de Finali, quam ratificationem si prædicti includendi facere noluerint infra dictum tempus, non gaudent beneficio præfatis Pacis aliquoties, nec in ea inclusi esse intelligantur. Item hoc actō, quod si aliqui Subditi, Colligati, Feudatarii, vel Adherentes aliquos dictarum Partium contrafecerint aliquoties huic Paci, quod per hoc Pax non intelligatur rupta, sed teneatur Pars, cujus talis Contrafacior fuerit Adherens, Colligatus, vel Feudatarius, esse totis viribus contra talem contrafacientem, & in favorem Partis, contra quam contrafecerit, & eos Subditos punire pena condigna. Item promittit, & promittit dictus Syndicus, & Procurator dicto Syndicario, & Procuratorio nomine præfati Domini Ducis Januæ, &

R

videt

ANNO
1419.

ANNO
1419.

dictæ Communitatis Januæ, dare, & solvere, & quod præfatus Dominus Dux Januæ, & dicta Communitas dabunt, & solvent realiter, & cum effectu præfato Domino Duci Mediolani ibi præfenti pro se, & Successoribus, & Hæredibus suis stipulanti, & recipienti, & cuiusque ejus legitimo Procuratori per terminos, & modos infra scriptos centum, & quinquaginta millia Florenos auri, & in auro, boni auri, ponderis, & Ligæ in Januinis, seu Florentinis aureis, vel eisdem equivalentibus tam pro expensis factis, & damnis, & interesse passis per præfatum Dominum Ducem Mediolani occasione dictæ Guerræ nuper versæ inter dictas Partes, quàm pro omni, & toto eo, quod ipse Dominus Dux quovis modo occasione dictæ Guerræ, & restitutionis Castrorum, & Terrarum sciendæ ut infra, habere, seu petere possit, vel prætere ad præfatum Dominum Duce, & dicta Communitate Januæ usque in præsentem diem, salvo semper manente Capitulo infra scripto mentionem faciente de Locis Comperarum Communis Januæ Illustris quondam Domina Ducissæ olim Matris præfati Domini Ducis Mediolani. Quos quidem Florenos centum, & quinquaginta mille auri in auro, ut supra, idem Syndicus promittit, & promittit præfato Domino Duci dare, & solvere, & quod ipse Dominus Dux Januæ, & dicta Communitas dabunt, & solvent ipsi Domino Duci Mediolani, seu ejus Procuratori, ejusque Hæredibus, & Successoribus per terminos infra scriptos videlicet: Florenos quinquaginta mille auri, & in auro, ut supra, infra menses sex proxime futuros à die præfatis Contractus computandos, Florenos viginti quinque mille auri, & in auro, ut supra, infra unum Annum à die finitorum dictorum sex mensium proxime subsecuturum, Florenos viginti quinque mille auri, & in auro, ut supra, infra unum alium Annum à die finiti supra scripti Anni proxime supra scripti inde proxime subsecuturum, Florenos viginti quinque mille auri, & in auro, ut supra, infra unum alium Annum à die finiti Anni proxime supra scripti inde proxime subsecuturum, & reliquos Florenos viginti quinque mille auri, & in auro, ut supra, infra unum alium Annum à die finiti Anni proxime supra scripti inde proxime subsecuturum. Item & versa vice præfatus Dominus Dux Mediolani, suo & dicto nomine ut supra, promittit, & promittit dicto Syndico stipulanti, & recipienti nomine dicti Domini Ducis, & dictæ Communitatis Januæ, deponere, & quod realiter, & cum effectu deponet in manibus, & potestate Sanctissimi Domini nostri Domini Martini Divina providentia præfentialiter Papæ Quinti, & in manibus, & fortia cujuscumque, & quorumcumque Deputandorum per præfatum Dominum nostrum Papam, quancumque ipse Dominus Papa voluerit, & mandaverit, & ad omnem requisitionem, & omne mandatum præfati Domini Papæ Terras, Castra, Loca, Villas, & Territoria infra scripta, & infra scripta, quæ præfentialiter tenentur per ipsum Dominum Ducem Mediolani tenenda, & bene, fideliter, & sub bona custodia in deposito custodienda, & conservanda per ipsum Dominum nostrum Papam, & Deputandos ab eo. Quæ Loca, Castra, & Territoria sunt hæc: Primum Castrum Bultonei cum Turribus, Castrum, & Villa Burgi Fornariorum, Castrum Flaconi, Castrum, & Terra Vultabil, Territorium Montaldi, Locum, & Villa Palodii, Castrum, & Villa Biffi, Castrum, & Terra Capriatæ, Castrum, & Terra Talioli, Castrum, & Terra Vuadæ, Castrum, & Villa Ruffiglioni talia qualia sunt; Castrum, & Terra Pareti, Castrum, & Terra Gavii fideliter, & diligenter custodienda, ut supra, per præfatum Dominum nostrum Papam, & Deputandos ab eo, expensis ipsarum Terrarum, Locorum, & Castrorum, in quantum eorum introitus secundum quod erant consueverunt solvere ipsæ Terræ dictæ Communitati ante motam Guerram, superpetant, & sint sufficientes ad dictam impensam; in quantum vero dicti introitus sufficientes non essent ad expensam dictæ custodiæ, tunc supplementum dictæ impensæ pro dicta custodia fieri debeat per præfatum Dominum Ducem Januæ, & dictam Communitatem, & demum restituenda, & relaxanda ipsa Castra, Terras, & Loca per præfatum Dominum nostrum Papam, & Deputandos ab eo, ut infra videlicet, quia solutis realiter, & cum effectu dicto Domino Duci Mediolani, five ejus legitimo Procuratori dictis Florenis quinquaginta millibus auri, & in auro, ut supra, per præfatum Dominum Ducem Januæ, & dictam Communitatem infra dictos sex menses præfixos ad ipsos solvendum ut supra, præfatus Dominus noster Papa, & quicumque ejus nomine, & pro eo habuerint prædicta Castra, Terras, & Loca in custodia, & deposito ut supra, ita-

tim, & immediate habitis, & receptis dictis Florenis quinquaginta millibus auri per præfatum Dominum Ducem Mediolani libere, & absolute, sine exceptione aliqua teneatur, & debeat restituere, & relaxare præfato Domino Duci Januæ, & dictæ Communitati, & seu cui, vel quibus ipse Dominus Dux Januæ, & dicta Communitas mandaverint infra scripta Castra, Terras, & Loca, primo videlicet Castrum Boltonei cum Turribus suis, Burgum Fornariorum, Castrum Flaconi, & Castrum, & Terras Vultabil cum pertinenciis suis; hoc tamen actò; quod quancumque intra dictos sex menses dictus Dominus Dux, & dicta Communitas Deiderint, & voluerint præfato Domino Duci Mediolani Florenos decem mille auri in auro de dictis Florenis quinquaginta millibus, quod tunc, & eo casu dictus depositarius teneatur dicto Domino Duci, & Communitati prædictæ Januæ relaxare, & libere restituere dictum Castrum Boltonei cum Turribus suis; Item quod post solutos dictos Florenos quinquaginta mille auri, ut supra, solutis per dictum Dominum Ducem, & dictam Communitatem dicto Domino Duci Mediolani supra scriptis Florenis viginti quinque millibus auri, & in auro ut supra solvi promissis infra unum Annum à die finitorum dictorum primorum sex mensium, præfatus Dominus noster Papa, & Deputandi ab eo, ut supra, teneantur, & debeat libere, & sine ulla exceptione restituere, & relaxare infra scripta Castra, Terras, Villas, & Loca præfato Domino Duci Januæ, & dictæ Communitati, & in eorum fortiam, seu quibus mandaverint, videlicet Castrum Vuadæ, Castrum Taglioli, Castrum Bixili, & Castra, & Villas Ruffiglioni talia qualia sunt. Item quod post solutos dictos Florenos viginti quinque mille, solutis aliis secundis Florenis viginti quinque millibus infra terminum superius præfixum per dictum Dominum Ducem, & dictam Communitatem præfato Domino Duci Mediolani, vel ejus legitimo Procuratori, præfatus Dominus noster Papa, & Deputandi ab eo teneantur, & debeat libere restituere, & relaxare dicto Domino Duci Januæ, & dictæ Communitati, vel quibus mandaverint, Terram Capriatæ, Castrum, & Reguardiam ipsius Terræ, & Territorium Montaldi; Item quod post solutos dictos Florenos centum mille, solutis aliis tertiis Florenis viginti quinque millibus infra terminum supra scriptum, & ut supra præmissis, præfatus Dominus noster Papa, & Deputandi ab eo ut supra teneantur, & debeat libere restituere, & relaxare dicto Domino Duci, & dictæ Communitati, seu quibus mandaverint, Castrum, & Terram Pareti, & Locum, & Villam Palodii. Item quod post solutos dictos Florenos centum, & viginti quinque mille, ut supra, solutis dictis ultimis viginti quinque mille Florenis auri infra terminum ut supra præmissis, præfatus Dominus Dominus noster Papa, & Deputandi ab eo ut supra teneantur, & debeat libere restituere, & relaxare dicto Domino Duci, & dictæ Communitati Januæ, & quibus mandaverint, Castrum, & Terram Gavii. Item hoc actò, quod præfatus Dominus noster Papa, humilibus precibus prius ad eum porrectis, promittere dignetur, & promittat, operamque cum effectu det, quod Deputandi per eum ad dictam custodiam, & depositum, promittant, & jurent ad Sanctæ Dei Evangelia, manibus corporaliter tactis Scripturis, bene, legaliter, fidè, & sub bona custodia tenere, custodire, & salvare prædicta Castra, Terras, & Loca, usque ad tempus prædictæ, vel infra dictæ restitutionis sciendæ, ipsaque alicui dictarum Partium non tradere, nisi ut supra, & infra sit mentio; & etiam promittere, & jurare debeat, quod omnia spectantia ad ipsum Dominum nostrum Papam, & ad Deputandos per eum ut supra contenta in præfenti Instrumento attendent, & fideliter observabunt; & quod si præfatus Dominus Dux Mediolani contrafaceret præfenti Paci, quod dicta Castra, Terras, & Loca tradent, & consignabunt in manibus, & fortiam dicti Domini Ducis Januæ, & dictæ Communitatis sine aliqua pecunie solutione; & e converso si ipse Dominus Dux Januæ, aut dicta Communitas, vel aliquis eorum contrafaceret, vel contrafaceret præfenti Paci, aut si ipse Dominus Dux Januæ, & Communitas non solverint prædictas denariorum quantitates ad dictos terminos, & quolibet eorum, quod ipsi præfatus Dominus noster Papa, & Deputandi per eum ad dictam custodiam ut supra, libere, & sine aliqua exceptione tradent, relaxabunt, & consignabunt prædicta Castra, Terras, & Loca in manibus præfati Domini Ducis Mediolani, & ejus fortiam, vel ejus legitimi Procuratoris, seu quibus ipse Dominus Dux Mediolani mandaverit. Item, quod præfatus Dominus Dux Januæ, ejusque Communitas possint, & eis licitum sit

ANNO
1419.

ANNO
1419.ANNO
1419.

anticipate, & prevenire tempus solutionum fiendarum ut supra, & etiam solvere dictas Florenorum quantitates ante dictos terminos, & quolibet eorum; quo casu anticipationis eidem Domino Duci, & Communitati fiant restitutiones ut supra ordinata, perinde ac si in terminis solverent. Item quod licitum sit prefato Domino Duci Mediolani, & in eius arbitrio pro ea parte, pro qua sibi libuerit accipere de fide à dicto Domino Duce Januæ, & dicta Communitate pro parte solutionis dictorum Florenorum sibi debitorum ut supra; quod quidem fali si idem Dominus Dux Mediolani elegerit sibi dari in solutum, prefatus Dominus Dux, & dicta Communitas teneantur dare ipsi Domino Duci Mediolani etiam ante terminos predictos prefatos ad solvendum quam primum, & citius sit possibile dicto Domino Duci Januæ, & dictæ Communitati, & cum precio, & padis appaltus fali consuetis, & prefentialiter vigentibus, seu proxime versis, bona fide, sine fraude aliqua, hoc tamen acto, & intellecto, quod prefatus Dominus Dux Mediolani non possit accipere quolibet Anno ultra minas duodecim mille fali; & item hoc acto, quod in quantum per formam dicti appaltus Appaltatores fali teneantur conducere dictum fal usque Papiam, quod dictus Dominus Dux, & Communitas Januæ teneantur dictum fal consignari, & conduci facere usque ad Terras Savavalis, & Novarum, & non ultra, & usque ad dictas Terras expensa conductæ solvi debeat per ipsum Dominum Ducem Januæ, & Communitatem; & postmodum defalcari de pretio dicti fali, ac etiam compensari in mandariis predictis, qui debentur prefato Domino Duci Mediolani ut supra. Item hoc acto, quod in dictis Locis, Terris, & Castris deponendis post dictam depositionem, nec etiam interim donec deponatur, non possint, nec debeant receptari modo aliquo aliqui rebelles, banniti, vel inimici alicujus dictarum Partium, & ultra tales banniti, & rebelles condigne valeant, & debeant pro eorum demeritis puniri per dictum Depositarium, & Deputandos ut supra. Item hoc acto, quod solutiones dictorum Florenorum centum, & quinquaginta millium auri, & in auro proflorum ut supra fiant, & fieri debeant prope, & extra portam Terræ Gavii, & ibidem in tali Loco, quod recipiens ipsos denarios nomine prefati Domini Duci Mediolani sit securus, & liber, aut in alio Loco, in quo prefatus Dominus Dux Mediolani, & dictus Dominus Dux Januæ, dictaque Communitas concorditer convenierint. Item cum hoc fit, quod prefatus Dominus Dux Mediolani præterdicti habere debeant tamquam Hæres Illustris quondam bonæ memoriæ Domine Domine Caterine de Vicecomitibus olim Matris sue multa Loca in Locis Comperarum Communis Januæ, & nunc existentia penes diversas personas Communis Januæ, ac multas denariorum quantitates habere debere tam à Communitate Januæ, quam à diversis personis dictæ Communis occasione provenientium dictorum Locorum, & damnorum, interfecti, & expensarum ipsa occasione passorum; Pro tanto sciatur, & conventum est inter prefatum Dominum Dominum Ducem Mediolani parte una, & dictam Sindicum dicto nomine parte altera, quod prefatus Dominus Dux Januæ teneatur, & debeat, quam primum fuerit requisitus, pro parte ipsius Domini Ducis Mediolani committere, & delegare confidenti, seu confidentibus Partium, qui infra brevem, & competentem terminum statuendum jus faciat, & ministret ipsi Domino Duci Mediolani super predictis; & etiam versâ vice, qui jus faciat eis, contra quos Dominus Dux agere voluerit super omnibus his; quæ possent petere, & habere præterdicti à prefato Domino Duce quavis occasione summarie, simpliciter, & de plano, sine strepitu, & figura, sola veritate inspecta, quascunque Juris, & Capitulorum dictæ Communis Januæ solemnitate in procedendo ommissa, & quod idem Dominus Dux Januæ teneatur executioni mandari facere cum effectu quicquid sententiarum & declarationum fuerit per dictum Commissarium, etiam quascunque appellatione remota. Item dictus Sindicus, & Procurator dicto nomine per præfentes liberaliter remittit, & remittit; ac promittit, & promittit dicto Sindicario, & Procuratorio nomine, quod prefatus Dominus Dux Januæ, & ejus Communitas liberaliter, & absolute, sine machinatione, vel fraude aliqua remittent cum quibuscunque clausulis, & solemnitatibus opportunis tam Capelatis, quam quibuscunque aliis Nobilibus de Spinolis, & cujuscunque alterius parentelæ, & eorum Subditis, & hominibus, & omnibus aliis plebeis, popularibus, Va-

larianis, Districualibus, nec non Nobilibus, Popularibus, Terrigenis, & Villanis, ac ceteris quibuscunque Subditis, & non Subditis dictæ Communis Januæ, qui qualitercumque se posuerint in dicta Guerra, cum prefatis Dominis Duce Mediolani, & Marchione, seu altero eorum, & seu contra dictum Dominum Ducem Januæ, & ejus Communitatem quocunque, & quascunque crimina, robarias, incendia, banna, forestationes, panas, rebelliones, crimina, & delicta læsæ Mæstatis, homicidia, furta stratarum, invasioes, & quæcumque alia crimina quocunque nomine censeantur, & quæ dici possent, vel excogitari modo aliquo per ipsos, vel aliquem ipsorum à presenti hora retro aliquoties perpetrata, & commissas tam in veniendo contra prefatum Dominum Ducem Januæ, & ejus Communitatem, & eorum homines, & Subditos, quam alia quavis occasione, & causa, quæ dici, vel excogitari possit modo aliquo, & quascunque penas etiam propter crimen læsæ Mæstatis, quas predicti, vel aliqui prædictorum modo aliquo incurrerint, etiam si de ipsis Criminibus, & penis, seu hominibus, vel aliquo ipsorum necesse foret in præsentibus speciale fieri mentionem, ita, & taliter quod omnia predicta crimina, & delicta ab hodie retro ut supra commissa, & quæcumque pena predictæ per præfentes sint, & esse intelligantur penitus abolita, & cancellata; ac abolita, & cancellata, taliter quod prædictorum occasione predicti, vel aliqui prædictorum nequeant ullo tempore aliquoties inquirari, nec molestari; quia inimo prædicti omnes Capelarii, & Nobiles de Spinolis, & eorum homines, & Subditi, & omnes alii prædicti sint, & esse intelligantur omnino absoluti, & liberi à quibuscunque, quæ eis imputari possent ut supra; & quod prædicti Nobiles, & Capelarii, & eorum homines, & prædicti omnes alii possint, non obstantibus dictis criminibus, delictis, bannis, vel penis, libere, & sine ulla imputatione pro commissis à presenti hora retro ire Januam, & ad quascunque partes Domini Civitatis Januæ tam per Mare, quam per Terram ferri, & pluries, & quodcumque eis placuerit; & ibidem morari, transire, & abinde tute, libere, & impune redire pro eorum libito voluntatis, & in omnibus, & per omnia, prout poterant ante motam dictam Guerram. Item hoc acto, quod prefatus Dominus Dux Januæ, & dicta Communitas Januæ teneantur, & debeant realiter, & cum effectu, revocare, & annullare quæcumque banna data dictis in proxime præcedenti Capitulo nominatis, ac cuicunque ipsorum, & quascunque confiscationes factas de bannis prædictorum Nobilium de Spinolis, Capelatorum, & ceterorum quoruncunque; de quibus in præcedenti Capitulo fit mentio, & eis, & cultibet eorum restitueret quæcumque eorum bona mobilia & immobilia, proprietates, domos, loca sua Comperarum Communis Januæ, extantes extantia tantum, & non alienata non alienata, nec consumptas, nec consumptas, & talia, & tales, quales, & qualia sunt, quas, & quæ habebant ante motam dictam Guerram tam in Terris conventionatis cum Comuni Januæ, quam alibi sub Dominio Januensi, & ultra de eorum Dignitatibus, & Honorantibus, Franchisiis, Exemptionibus, & Immunitatibus, & observationibus ipsarum ipsi superius nominati, & eorum quilibet sint, & remaneant in illis statu, & gradu, in quibus erant ante motam dictam Guerram, aliqua contrafractio, & alia quavis causa, quæ dici possit præterita, non obstantes. Item quod prefatus Dominus Dux Januæ, & dicta Communitas non possint, neque valeant ullo futuro tempore prædictos Nobiles de Spinolis, & eorum homines, Castra, Terras, & Loca molestare, nec aliquoties turbare occasione aliquorum per eos, vel aliquem ipsorum commissorum à presenti hora retro contra statum, & honorem prefati Domini Ducis, & dictæ Communis Januæ, seu eorum Subditos. Item dictus Sindicus, & Procurator dicto nomine per præfentes liberaliter remittit, & remittit, & promittit, & promittit dicto Sindicario, & Procuratorio nomine; quod prefatus Dominus Dux Januæ, & ejus Communitas liberaliter, & absolute, sine machinatione vel fraude aliqua, remittent cum quibuscunque solemnitatibus, & clausulis opportunis per publica Instrumenta Nobilibus de Carreto de Finario, & eorum Subditis, & Hominiibus, & Nobili Viro Carolo de Carreto, & Nobili Henrico de Murnalo ex Marchionibus Curæ, Nobilibus de Langulla, & Comitibus de Vintimilia, & eorum, & cujuscunque prædictorum hominibus, & Subditis, qui qualitercumque se posuerint in dicta Guerra cum prefatis Dominis Duce Mediolani, & Marchione, seu altero eorum, & seu contra dictum Dominum Du-

ANNO
1419.

cem Januæ, & ejus Communitatem quæcumque, & quascumque crimina, delicta, robarias, incendia, rapinas, banna, forestationes, penas, rebelliones, crimina Lesæ Maestatis, homicidia, furta stracarum, invasiones, & quæcumque alia crimina, quocumque nomine censentur, & quæ dici, vel excogitari possent modo aliquo per ipsos, vel aliquem ipsorum, seu ipsorum, & alterius eorum Subditos, & homines à presenti hora retro aliquoties dicto, opere, vel facto, consilio, auxilio, vel favore, vel alio quovismodo aliquoties perpetrata, & commissa, tam in veniendo contra præfatum Dominum Ducem Januæ, & ejus Communitatem, & eorum homines, & Subditos, quàm alia quavis occasione, & causa, quæ dici, vel excogitari possent modo aliquo, & quascumque penas, quas etiam propter crimen Lesæ Maestatis, vel alia occasione prædicti, vel aliqui prædictorum modo aliquo incurrisserint, etiam de ipsis Nobilibus, & eorum hominibus, & de dictis criminibus, & penis, seu aliquo prædictorum necesse foret in præsentibus specialem fieri mentionem; ita, & taliter quod omnia prædicta crimina à presenti hora retro ut supra commissa, & quæcumque penas prædictas per præsentem sint, & esse intelligantur abolita, & cancellata, & abolita, & cancellata taliter quod prædictorum occasione prædicti, vel aliqui prædictorum nequeant ullo tempore inquietari, nec molestari, quin immo omnes in presenti Capitulo nominati, & eorum homines, & Subditi sint, & esse intelligantur in illis statu, & gradu, in quibus erant ante motam dictam Guerram, & perinde ac si nunquam commississent quicquam de prædictis, nec contra statum, & honorem præfati Domini Ducis Januæ, & ejus Communitatis, & ita, & taliter quod prædicti in presenti Capitulo nominati, & eorum homines possint, non obstantibus dictis criminibus, & sine ulla imputatione pro commissis à presenti hora retro ire Januam, & ad quascumque partes Domini Civitatis Januæ etiam ad Terras conventionatas cum ipso Communi tam per Mare, quàm per Terram, & quandocumque eis placuerit, & ibidem morari, ibique transigere, mercari, & abinde discedere, & quascumque suas mercantias, & res, quo voluerint, conducere tute, libere, & impune pro eorum libito voluntatis in omnibus, & per omnia, pro ut poterant ante motam dictam Guerram. Item hoc actio, quod dictus Dominus Dux Januæ, & ejus Communitas teneantur, & debeant realiter, & cum effectu revocare, & annullare quæcumque banna data dictis in præcedenti proximo Capitulo nominatis, & alicui, & cuilibet ipsorum, & quascumque confiscationes factas de ipsorum, & cujuslibet eorum, & hominum suorum bonis, & eis, & cuilibet eorum restituere quæcumque eorum bona mobilia & immobilia, proprietates, domos, Loca Comparum Communis Januæ extantia tantum, & non alienata, nec consumpta, sed talia qualia sunt, quæ habebant tempore motæ dictæ Guerræ tam in Civitate Januæ, & ejus Dominio, quàm in quibuscumque Terris conventionatis cum ipsa Communitate, & ita, & taliter quod ipsi in proximo præcedenti Capitulo nominati possint uti, & gaudere omnibus illis Privilegiis, Gratiis, Officiis, & Beneficiis, quibus poterant ante motionem dictæ Guerræ, tam in Civitate Januæ, quàm in Civitatibus Saonæ, Albigenæ, & aliis quibuscumque Locis subditis, & conventionatis dicto Domino Duci Januæ, & ejus Communi, de, & pro quibus sint in illis statu & gradu, in quibus erant ante motam præsentem Guerram. Item & hoc actio quod prædicti de Finario, & eorum homines de cetero ullo tempore non possint, neque valeant molestari per dictum Dominum Ducem Januæ, & ejus Communitatem pro aliquibus debitis publicis, quæ dictum Commune Januæ habere prætenderet à dictis de Finario aliqua occasione ab hodie retro, neque propter aliquam contrafactionem, quam fecissent ipsi de Finario contra Officium Salis, nec etiam occasione ejus, quod imputari possent ipsos venisse contra formam Feudi, quin immo habeant omnes contrafactiones, & publica debita dictis Sindicis dicto nomine per præsentem remittit, & promittit, quod dictus Dominus Dux Januæ, & ejus Communitas libere, & absolute eis remittent, ipsosque Nobiles Dominos Finarii dictus Dominus Dux Januæ, & ejus Communitas teneantur, & debeant de novo investire, & reinvestire juxta Conventiones vigentes inter eos ante Guerram superscriptam de Feudo Finarii, seu eorum, vel alterius eorum legitimum Procuratorem per publica Instrumenta cum solemnitatibus opportunis, aliquibus, quæ eis imputari possent modo aliquo ab hodie retro nequaquam obstantibus. Item quod præfatus Dominus Dominus Dux Januæ, & ejus Communitas

non possint, neque valeant ullo futuro tempore prædictos Nobiles de Finario, & ceteros in duobus proximis præcedentibus Capitulis nominatis, & eorum homines, Castra, Res, & Loca molestare, nec aliquoties turbare occasione aliquorum per eos, vel aliquem ipsorum commissorum à presenti hora retro contra statum, & honorem præfati Domini Ducis Januæ, & dictæ Communitatis, & eorum Subditos, & si ipse Dominus Dux Januæ, & ejus Communitas ipsos de Finario superiores nominatos, vel eorum de Finario homines, Terras, & Castra occasione aliquorum commissorum ut supra à presenti hora retro aliquoties molestarent, liceat, & licitum sit præfatis Dominis Duci, & Marchioni ipsos absque ulla imputatione defendere. Item quod prædicti in duobus proximis præcedentibus Capitulis nominati teneantur versus dictum Dominum Ducem, & Commune Januæ pro ipsorum Feudis acbitum fidelitatis juramentum denno præstare, & versus ipsum Dominum Ducem, & Commune facere, & observare ex parte ipsorum ea, ad quæ tenebantur, & obligati erant ante dictam Guerram, falvis semper manentibus Capitulis, liberationibus, & absolutionibus superscriptis, & ultra dicti Domini de Finario, & Domini Carolus superscriptus pro infra scripto Castro Tuyrani teneantur restituere realiter, & cum effectu præfato Domino Duci, & Communitati, seu cui mandaverint, infra scripta Loca, & Castra, videlicet primò Terram cum Castro Petrà, & pertinentiis suis, Terram cum Castro Tuyrani, Castrum, & Villam Vecii cum eorum pertinentiis, & quæcumque alia Loca, Terras, & Castra, quæ teneant, & quæ tempore motæ dictæ Guerræ in potestate dicti Communi, & Subditorum ipsius Communitatis erant; Et similiter teneantur dicti de Lingulia, de Comitibus Ventimilie, & Dominus Carolus superscriptus restituere quæcumque Loca teneant, quæ tempore dictæ Guerræ tantum essent dicti Communi seu ejus Subditorum, & ultra teneantur restituere omnia bona tam mobilia, quàm immobilia, capta in presenti Guerra tantum, & talia qualia sunt extantia, & non alienata quibuscumque Subditis dicti Domini Ducis, & Communitatis Januæ, & Locorum conventionatorum; Et versa vice dictus Dominus Dux, & dicta Communitas teneantur restituere prædictis nominatis in presenti Capitulo quæcumque Castra, Terras, & Loca eis ablata in presenti Guerra tantum, & etiam observare omnes suas Conventiones de quibus supra; Item dictus Sindicis dicto nomine per præsentem libere relaxavit, & relaxat, & promittit, & promittit dicto nomine, quod præfatus Dominus Dux Januæ, & ejus Communitas libere à se ipsis per publica Documenta, & cum solemnitatibus opportunis relaxabunt præfato Illustri Domino Marchioni, seu legitime persone pro eo recipienti, perpetuo & inviolabiliter infra scripta Feuda cum eorum Juribus, homagiis, & pertinentiis, ac eorum dependentiis, ipsique in totum remaneant versus præfatum Dominum Marchionem, seu ejus nomine recipientem, & omnia Jura, quæ habent ipsi Dominus Dux Januæ, & Communitas in infra scriptis Feudis, & eorum Castris, Terris, & hominibus pleno Jure transferent in præfatum Dominum Marchionem & ejus Successores, & Hæredes; quæ quidem Loca, & Castra sunt hæc, videlicet: Castrum cum Terra, & pertinentiis Cremollini, Castrum, & Locus Moliarum, Castrum, & Locus Mirabelli, Castrum, & Locus Murizafchi, Castrum, & Locus Casinelarum, pars Feudi, quæ habet Commune Januæ in Castro, & Loco Trizobii; Item & omnia alia Castra, Terræ, & Loca, quæ Thomas Malaspina solitus erat tenere in Feudum à dicta Communitate Januæ; Item Castrum, & Locus Ponzoni; Item Castrum, & Locus Spini; Item Castrum, & Locus Degii; Item Castrum, & Locus Cayri; hoc tamen adto, & intellecto, quod aliquis inimicus, rebellis, vel banitus dicti Domini Ducis, & Communitas Januæ ullo futuro tempore nequeat, neque debeat in proximè prædictis Locis, Castris, & Terris sic relaxandis aliquoties receptari, nec retineri, postquam ipsi Domino Marchioni fuerit requisitum per dictum Dominum Ducem, & dictam Communitatem, immo ipsos excomitari facere teneantur infra octo dies à die dictæ requisitionis, & etiam hoc actio & intellecto per Pactum expressum, quod dicta Communitas Januæ sit, & esse intelligatur libera, & absoluta ab omni, & toto eo, ad quod dicta Communitas tenebatur Vassallis dictorum Castrorum, & Terrarum; & quod præfatus Dominus Marchio, & Vassalli ipsarum Terrarum teneantur liberare solemniter, & per publica Documenta dictam Communitatem ab omni, & toto eo, ad quod ipsa Communitas erat obligata

ANNO
1419.

ANNO
1419.

gata pro dictis Feudis tam pro temporibus præteritis, quam futuris. Item hoc actio inter dictas Partes, quod quæcumque acta in præsentem Contractu per dictum Syndicum dicto Sindricario, & Procuratorio nomine intelligantur etiam acta tam pro Terris propriis Januæ, quam conventionalis, ut sunt Savona, Albiana, Nollis, Vintimilia, & aliæ similes, & ad eorum observationem etiam teneantur dictæ Terræ conventionatæ, & Præfidentes in eis, easque Regentes, & earum homines, & Subditi, & sic teneantur præfatus Dominus Dux Januæ, & ejus Communitas dare operam cum effectu, quod prædictæ Civitates, & Terræ conventionatæ, & eas Regentes contenta in præsentem Instrumento ratificent, & approbent, ac ea servant, quantum ad eos spectat, & nullo modo contraveniant. Item quod dictæ Partes teneantur, & debeant eligere de præsentem unum Conservatorem pro qualibet earum, videlicet unum pro parte præfatorum Dominorum Ducis Mediolani, & Marchionis, alium pro parte præfati Domini Ducis Januæ, & ejus Communitatis, cum plena, & ampla potestate, & baylia cognoscendi, determinandi, declarandi, & decidendi inter prædictas Partes, & eorum Subditos, Feudatarios, Colligatos, & Adherentes quæcumque dubia esse reperirentur, & in futurum orientur modo aliquo inter prædictas Partes occasione aliquorum, quædici, vel excogitari possent, & specialiter occasione alegandæ contrafactionis præfatis Pacis, vel aliquorum contentorum in præsentem Instrumento, qui vocentur, & nomenuntur Conservatores præfatis Pacis, qui si discordes aliquoties reperirentur in procedendo, vel declarando, eo casu ex nunc medius, & pro medio, & tertio, & principali electus esse intelligatur, & sit præfatus Sanctissimus Dominus noster Papa; & quicquid declarat, cognovit, & terminatum fuerit per dictos Conservatores concordet, aut in casu discordiæ per dictum Dominum nostrum Papam, & dictos Conservatores, vel dictum Dominum nostrum Papam, & alterum ex eis valeat, & executioni mandetur etiam quæcumque Juris solemnitate, & appellatione prætermissa, pro cujus Capituli observatione ex nunc præfatus Dominus Dux Mediolani, suo & nomine dicti Domini Marchionis elegit, & eligat præfatum spectabilem Dominum Baptistam Cigalam pro eorum parte, & ipse Sindicus, & Procurator dicto nomine pro parte dicti Domini Ducis, & dictæ Communitatis elegit, & eligat spectabilem Virum Dominum Johannem de Corvini de Arecio uti ad hoc aptos, & uti Perperatores, & Tractatores præfatis conclusa Pacis, & de prædictis plenissimum notitiam habentes ibi præfentes, & acceptantes, & Conservatores & pro Conservatoribus prædictis, & præfatis Pacis, & omnium, & singulorum contentorum in ea, cum plena, & ampla potestate, & baylia, pro ut in præsentem Capitulo sit mentio, & cum plena potestate subrogandi unum alium pro quolibet eorum loco cujuslibet ipsorum quæcumque ipsis, vel alicui ipsorum videbitur. Item quod præfatus Pax proclamari, & publicari debeat honorifice in Civitatibus præfatorum Dominorum cum infensione quinti, & sexti Capituli prædictorum die Dominica quarta decima præfatis mensis Maji. Item quod omnia, & singula contenta in præsentem Instrumento debeant solemniter, & per publica Instrumenta, & legitime ratificari, & approbati per præfatum Dominum Ducem Januæ, & ejus Communitatem infra dies quindecim proxime futuros, per præfatum Dominum Marchionem infra dies viginti proxime futuros, & per dictas Terras conventionatas cum dicta Communitate Januæ, & earum Regentes infra mensem unum proxime futurum. Item quod quælibet dictarum Partium per earum Oratores supplicare teneantur præfato Domino noster Papa, quod dignetur mittere ad accipiendum depositum dictarum Terrarum, & Locorum, & Castrorum prædictorum. Item ad majorem cautelam, quod prædicta omnia acta per præfatum Dominum Ducem, & per dictas Partes, & contenta in præsentem Instrumento intelligantur etiam acta pro Hereditibus, & Successoribus quibuscumque præfati Domini Domini Ducis Mediolani, & præfati Domini Marchionis. Quæ omnia, & singula dictæ Partes vicissim, videlicet præfatus Dominus Dux Mediolani, suo & nomine præfati Domini Marchionis, pro quo promittit de rato habendo ut supra, & dictus Sindicus, & Procurator, Sindricario & Procuratorio nomine prædicto, promittunt, & promittunt sibi ad invicem pro se ipsis, & comprehensis in præsentem Pace, videlicet quælibet Pars pro Civibus, Subditis, Colligatis, Adherentibus, Districualibus, Feudatariis, & conventionatis suis singula singulis congrue referendo; ac juraverunt, & jurant ad Sancta Dei Evangelia manibus

corporaliter tactis Scripturis, videlicet dictus Dominus Dux Mediolani pro se ipso, in & super sui animam, & pro dicto Domino Marchione promittit, quod similiter idem Dominus Marchio jurabit super animam suam, & dictus Sindicus, & Procurator, Sindricario & Procuratorio nomine antedicto, in animas, & super animas præfati Domini Ducis, & singulorum personarum dictæ Communitatis Januæ prædicta omnia, & singula attendere, solvere, & observare, & nullo modo contrafacere, vel venire, per directum vel indirectum, tacite nec expresse, per se, nec submissas personas, nec aliquo quæsito colore sub pena Florenorum centum millium solvendorum per Partem non attendentem Partem attendenti, & attendere volenti; Et tocies committenda, quociens contrafactum, ventumve fuerit, ratis, & firmis semper manentibus omnibus, & singulis contentis in præsentem Instrumento. Pro quibus omnibus & singulis sic firmiter, & efficaciter attendendis, solvendis, & observandis dictæ Partes vicissim, videlicet dictus Dominus Dux Mediolani omnia sua bona, & dictus Sindicus, & Procurator dicto nomine omnia bona dicti Domini Ducis Januæ, & dictæ Communitatis, ac singulorum personarum ipsius Communitatis pignori, & ypotece penitus obligaverunt, & obligant. Renuntiantes vicissim dictæ Partes, suis & dictis nominibus, exceptioni non factæ præfatis Pacis, exceptioni doli mali, quam metus causa, actionique, & exceptioni in factum, & prædictorum omnium, & singulorum non sic actorum, & gestorum, & generaliter omnibus probationibus, & productionibus Testium, Jurium, & Instrumentorum contra prædicta omnia, & singula, & inde præfatus Dominus Dominus Dux Mediolani, & dictus Sindicus, & Procurator, dicto Sindricario & Procuratorio nomine, de prædictis omnibus, & singulis misit Johanni Francisco Galine Secretario, & Notario præfati Domini Ducis Mediolani, & Bertholameo de Sarzano Notario hanc cartam, & plures unius tenoris fieri jussunt, & rogaverunt. Præfentibus spectabilibus Milite Domino Gasparo de Vicecomitibus Filio quondam Domini Berteti, & spectabilibus, & egregiis Viris Domino Antonio de Bossis, Domino Courado de Carreto, Astofino de Marinonibus Nuntio Apostolico, Contradino de Vicecomercio Filio Domini Thomasi, Zanino de Ricis Filio Domini Stefani, Oldrado de Lampugnano Filio quondam Domini Uberti, Foresto de Schazotis, Domino Vincencio de Mariano, Francischino de Surigaris, Stefano de Fredicis dicto Thodeschino Filio quondam Domini Johannis, Ambrosio de Trivulcio, Christophoro de Casate, Georgio de Sancto Georgio dicto Scavmutia, Antonio de Becaria Filio quondam Domini Augustini, Ludovico de Pontremulo, Fabiano de Pontremulo, Johanne de Sexto Filio quondam Domini Prothasi, Augustino de Sclafenatis Filio quondam Domini Uberti, Bertholameo de Mayneris Filio quondam Domini Johannoli, Eustebio de Pedenatis de Vercellis Filio quondam Domini Johannis, Jeronimo Cigala Filio quondam Domini Therenit, Francischino de Bagnali, Petro Scaragio Filio Domini Nicolai, Ludovico de Mafels, Mattheo de Pergamo Filio quondam Domini Patricii, Antonio de Vegri Filio quondam Domini Henrici, & quampluribus aliis inde Testibus notis, vocatis, & specialiter ad prædicta rogatis. Deo gratias.

Extracta sunt præfens Copia à Registro inscripto sub Litera K Ducis PHILIPPI MARIE ANGLI Vice-Comitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani, in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archivi Officialis.

LXXXIV.

Traité de Paix fait à Ponceau près Poilly le Fort, le 11. Juill. entre CHARLES Dauphin, & JEAN DUC de Bourgogne, signé par leurs principaux Adhérens, le 11. Juillet 1419. [G. G. LEBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 319. & Continuation de la Chronique de Flandres, par DENYS SAUVAGE, pag. 276. Chroniques de MONSTRELET, Tom. I. Fol. 273.]

CHARLES Fils du Roy de France, Dauphin de Viennois, Duc de Berry & de Touraine, & Comte

ANNO
1419.

ANNO
1419.

te de Poitou; & JEAN Duc de Bourgogne, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgogne Palatin, Seigneur de Salins & de Malines, à tous ceux, qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme à l'occasion des grandes divisions, qui depuis certain temps en ça ont regné en ce Royaume aucunes suspensions seroient engendrées és cœurs de nous & de plusieurs nos Officiers, Serviteurs & Vassaux, les uns envers les autres, parquoy & pour plusieurs imaginations, que à celle cause avons conceues, avons esté empêché de concordement vacquer & entendre aux grands frays & besongnes, touchans Monseigneur le Roy & son dict Royaume, & de ensemble resister à la dampnable entreprise de ses anciens ennemis & les nostres Anglois; qui sous ombre & par le moyen des devant dictes divisions se sont enhardis d'eux aussi, avant houter en ce dit Royaume, & de fait y ont conquis, & de present occupent & usurpent une bien grande partie de la Seigneurie, & pourroient encores faire plus les choses en telle & semblable disposition: sçavoir faisons, que nous considerans & attendans les tant grands & innombrables maux & inconveniens, qui par le fait des dites divisions se appaisées n'estoient, se pourroient encores plus enlaidir, à la tres grand foute ou par adventure perdition totale de cette dite Seigneurie, qui nous redonderoit; & à chacun de Nous, à qui la chose puet plus toucher après mon dict Seigneur, que à nul autre à tres grand charge & deshonneur, desirans de toute affection, ainsi que tant tenus y sommes, y remedier & pourvoir, & pour ce à cette fin après plusieurs traictemens sur ce eux ou pourparlés entre aucuns des nostres d'une part & d'autre, nous soyons depuis nagues & aujourd'hui derechef assemblez & convenus ensemble; avons d'un commun accord & consentement pour honneur & reverence de Dieu, principalement aussi pour le bien de Paix, auquel un chacun bon Catholique doit estre enclin; & pour relever le pauvre peuple des grands, & si dures oppressions, que à la cause avant dicté a eu à souffrir; promès & juré & enconvenancé és mains de Reverend Pere en Dieu Alain Evêque de Leon, Legat envoyé devers nous par nostre Saint Pere le Pape, pour le fait de la dite Union & Paix de ce dit Royaume sur la vraye Croix, & Saintes Evangiles de Dieu pour ce manuellement touchées de nos mains, par la foy & serment de nos corps, pour ce prestée l'un à autre, sur nostre part de Paradis; en parole de Prince & autrement le plus avant que faire se peut; les choses qui cy apres s'ensuivent.

2. Et premierement nous Jean Duc de Bourgogne, que toutes les choses passées, mises en oubli, tant comme nous vivrons en ce monde nous après la Personne de Monseigneur le Roy honorerons & servirons de tout nostre cœur & pensée, & devant que nul autre cherirons & aimerons la personne de mon dict Seigneur le Dauphin, & comme à son estat appartient, luy obéirons & ne ferons, ne ne souffrirons estre fait à nostre pouvoir, nuls chose qui soit à son prejudice, & de tout nostre pouvoir luy ayderons à garder & maintenir son estat & Prerogatives en toutes manieres, & luy serons tousjours vray & loyal parent, son bien & honneur procurerons, son mal & domage escheverons par toutes voyes à nous possibles, & d'icelluy l'advertrons; & s'il advenoit, que aucuns de quelque estat qu'ils fussent luy voulussent faire ou porter Guerre ou autre domage, nous en ce cas le secourrons, ayderons & servirons de toute nostre puissance envers tous, & en ce nous employons; comme pour nostre fait.

3. Et pareillement nous Charles Dauphin devant nommé, que tant qu'il plaira à Dieu nous donner vie au corps & à quelque Estat, Seigneurie ou Puissance, que puissions parvenir le temps avenir; & de bonne & loyale affection cherirons nostre tres cher & tres amé Cousin le Duc de Bourgogne dessus nommé, & en tous ses faitz & besongnes, le traicterons comme nostre prochain & loyal parent; son bien, honneur & advancement vaudrons & pourchasserons, son mal & domage escheverons, en ses Estats & Prerogatives le garderons & maintiendrons en toutes ses Affaires; se aucun de quelque estat qu'il soit le vouloit en aucune maniere grever, le fustidrons, porterons, & si tost comme il nous en requerra, le ayderons & defendrons à toute puissance, envers tous ceux, qui peuvent vivre & mourir; & mesmement se aucun de nostre sang & lignage ou autres quelconques vouloient pour raison des choses advenues le temps passé en ce Royaume ou autrement demander ou querreller aucune chose à nostre Cousin de Bourgogne ou à ses Pays & Sub-

jects, nous de toute nostre puissance luy ayderons & le defendrons, & fustidrons contre tous les dessus dictz & autres quelconques; qui grever ou domma-ger le voudroient.

4. Item que nous Charles Dauphin & Jean Duc de Bourgogne entendrons & vacquerons désormais par bonne unité & Alliance chacun selon son estat, à tous les grands frays de ce Royaume sans vouloir rien entreprendre ne avoir aucune envie l'un sur l'autre, & s'aucun rapport nous estoit fait; par aucun de nos Officiers ou autres, qui fust à la charge de l'un ou de l'autre, & pour engendrer aucune nouvelle division, nous en advertrons de bonne foy l'un l'autre, ne ny adjoindrons aucune foy, & comme bons & loyaux parens sy prochains de mon dict Seigneur le Roy & de la Couronne & France, nous employerons principalement d'une mesme volonté sans fiction aucune à la repulsion de ses dictes ennemis, & des nostres à la réparation de cette dite Seigneurie, & au relevement des Subjectz d'icelle, ne ne prendrons avecques lesdicts ennemis aucun Traité ou Alliance; se ce n'est par le bon plaisir l'un de l'autre, & pour l'evident bien de ce dit Royaume; & aussi ne prendrons aucuns Traictés ou Alliances avecques Rois, Princes, Communautes ou autres personnes quelconques soient de nostre sang & lignage ou autres qui soient ou puissent estre prejudiciables à l'un à l'autre, & que plus est en tous Traictés & Alliances, que serons doresnavant y comprendrons l'un l'autre de bonne foy, & s'aucuns Traictés ou Alliances avoient esté faitz paravant ces presentes avec les dictz anciens ennemis, ou avec autres prejudiciables à l'un ou l'autre de nous des maintenant y renoncions & les voulons estre dictes nulles & de nul effect.

5. Et de toutes ces choses avons promis & promettons, comme dessus, tenir fermes & entieres sans jamais aller, ou venir en aucune maniere au contraire. Et s'aucun de nous de fa volenté ou autrement rompoit ou enfreignoit, que Dieu ne veuille; le dit Traité, & cette presente Alliance, voulons & nous plaist, & à chacun de nous, que les Gens, Vassaux, Subjectz & Serviteurs prestés & à venir de celui, qui enfreindra la dite Paix ne soient tenus après la dite infraction de le servir; mais serviront l'autre des Parties. Et en ce cas seront absous & quies de feauté & autres, & de toutes promesses & obligations de service; lesquels ou dict cas des maintenant pour lors nous en tenons quicques, absous & delivrez, sans ce que pour le temps avenir, il leur puisse estre imputé à charge ou reproche ne aucune chose leur en puisse estre demandée.

6. Et pour greigneur feute & confirmation, & avec ce que ne dojons avoir aucune imagination sur les Officiers & Serviteurs l'un de l'autre; avons voulu & ordonné, que nous plus principaux Officiers & Serviteurs jurent; & de fait en nostre presence & es mains du dit Evêque de Leon ont juré tenir de leur part, & entant; que à eux pourra toucher; les choses devant dictes & spécialement; que de tout leur pouvoir ilz nous entreprendront en bonne vraye unité & amour; l'un envers l'autre, ne ne feront ou procureront chose; que se doye empêcher; mais se aucuns empêchemens y appercevoient, nous en advertront; & de ce & de toutes les choses devant dictes feront leur loyal devoir; & en bailleront leur Seel; & mesmement ont ce juré & promis sur les Saintes Evangiles de Dieu de la part de nous Dauphin, nos amez & feaux; Messire Jacques de Bourbon, Sire du Thury; Messire Robert le Maçon; nostre Chancelier; le Viconte de Narbonne; le Sire de Barbañ; le Sire d'Arpaion; le Sire du Boschage; le Sire de Beauval; le Sire de Montemay; le Sire de Garnaches; Messire Taneguy du Chastel; Messire Jean Louvet; President de Provence; Guillaume Davaugour; Hugues de Noyers; Jean du Mesnil; Pierre Frotier, Quistart de Bosredont & Colart de la Baigue. Et de la part de nous Duc de Bourgogne; nos amez & feaux; le Comte de Saint Paul; Messire Jean de Luxembourg; Messire Archambault de Foix; Seigneur de Navailles; le Seigneur d'Autoing; Messire Thibault Seigneur de Neuchâtel; Messire Jean de Neuchâtel; Seigneur de Montagu; Messire Jean de la Tremoille; Guillaume de Vienne; Messire Pierre de Boffremont; Grand Prieur de France; Messire Gautier de Ruppes; Messire Charles de Lens; Messire Jean Seigneur de Cottebrune; Mareschal de Bourgogne; Messire Jean Seigneur de Tholomon; Messire Renier Pot; Messire Pierre Seigneur de Giac; Messire Antoine de Tholomon; Messire Guillaume de Champdivers; Philipes Mainier dit Joffeuin; & Messire Nicolas Raoulin.

ANNO
1419.

ANNO
1419.

7. En outre pour plus grande seureté des choses dessus dites voulons & consentons, que les Seigneurs du sang & lignage de mon dit Seigneur jurent & promettent pareillement de tenir & garder cette presente amitié & bienveillance, union & concorde, ainsi par entre nous faite & semblablement les gens d'Eglise, Nobles & gens des bonnes Villes de nos Pays & Seigneuries, & de mon dit Seigneur le Roy; & avec ce nous soumettons & chacun de nous pour l'observation & accomplissement des choses dessus dites, à la cohercion & contrainte de nostre Mere Sainte Eglise, de nostre Saint Pere le Pape, & de ses Commis & Deputez par lesquels nous voulons & consentons estre contrainctz & chacun de nous en droit soy à observer & accomplir les choses dessus dites, & chacune d'icelles par voye d'Excommunications, Anathematizations, Aggravations, Reaggravations, Interdits en nos Pays & Terres & autrement, par la censure de l'Eglise, le plus avant que faire se pourra.

8. En tesmoïn desquelles choses, Nous & chacun de Nous avons escript nos noms de nos propres mains à ces presentes & à icelles fait mettre & apposer nos Seaux. Donné au lieu de nostre Convention & Assemblée, sur le Ponceau, qui est à une lieue de Melun, ou droit chemin de Paris assés près de Poilly le Fort, le Mardy xi. jour de Juillet l'an de grace mil quatre cens dix neuf. *Signé CHARLES.* Par Monseigneur le Dauphin, J. CHAMPION. *Item.* JEAN. Par Monseigneur le Duc, J. SEGUNAT. *Item lecta & publicata in Curia Parliamenti & registrata die xx. Julii: M. cccc. xix. CLEMENS.*

LXXXV.

19. Juill.

Paix ordonnée & publiée en France par les ordres du Roi CHARLES VI. en suite de la Convention entre le DAUPHIN DE FRANCE, & JEAN Duc de Bourgogne. Donné à Troyes, le 19. Juill. 1419. [G. G. LEIBNITZ; Codicis Diplomatici pag. 321.]

FRANCE
ET BOURGOGNE.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presents & à venir sçavoir faisons, que comme pour l'extirpation & appaisement des discordes, Guerres & divisions, qui par long temps ont esté en nostre Royaume à la tres grande charge de nostre Peuple & diminution de nostre Seigneurie, sous ombre desquelles discordes & divisions nos anciens ennemis & adversaires d'Angleterre ont priés hardement de entrer & eux bouter de fait en nostre Royaume, contendans de tout leur pouvoir d'usurper nostre Seigneurie, que Dieu ne veille, nous avons toujours eu principal regard de mettre Paix & Union en nostre Royaume & entre nos Subjectz, surquoy avons esté par plusieurs & diverses Ambassades de nostre Saint Pere le Pape requis, eshortez, & dernièrement par l'Evesque de Lyon, envoyé par nostre dit Saint Pere devers Nous, & aussi pour cette cause ayant nouvellement esté convenu ensemble en leurs personnes entre Corbeil & Melun, & depuis Corbeil nostre tres cher & tres amé Fils le Dauphin & nostre tres cher & tres amé Cousin le Duc de Bourgogne accompagnez de plusieurs notables Barons, Chevaliers, Escuyers, & autres preudhommes pour les causes & considerations dessus touchées, par l'advis & deliberation de nostre tres chere & tres amée Compagne la Roïne, de nostre dit tres cher & tres amé Fils le DAUPHIN, de nostre tres cher & tres amé Cousin le Duc de Bourgogne, & autres de nostre Sang & de nostre Conseil, & de leurs expres consentement avons voulu & ordonné, voulons & ordonnons par ces presentes, que dorénavant bonne Paix & Union ferme & stable soit en nostre Royaume tenue, gardée entre tous ceux de nostre Sang & lignage, & autres nos Subjectz de quelque estat ou condition, qu'ils soient; laquelle Paix & Union soit accordée, & consentie & jurée par nostre dite Compagne, & nostre dit Fils le Dauphin; par nostre dit Cousin le Duc de Bourgogne; par nostre tres cher & tres amé Fils le Duc de Bretagne, & les autres Seigneurs de nostre Sang, & par les gens d'Eglise, Nobles & gens des bonnes Villes de nostre Royaume, ensemble tous les Articles d'icelle Paix cy dessus declarez; & que pour icelle Paix & Union entretenir à tousjours soient advisées & baillées toutes les meilleures seuretés & confirmations, que faire se pourra.

2. Et pour icelle Paix & Union mieux garder & entretenir, & ôter toutes causes & renouvellement de dis-

cussion; Guerre & division, par l'advis, deliberation & du consentement, que dessus, nous avons premierement fait & faisons par ces presentes abolition generale à tous, de quelque estat ou condition qu'ils soient, de tous les faitz & cas advenus en ce Royaume le temps passé, & jusques aujourd'hui pour occasion des divisions & debatz, qui ont esté en ce dit Royaume; & avons remis & remettons, pardonnons & quittons toutes injures & offenses tant d'un costé que d'autre, sans ce que jamais en soit ou puissent estre fait aucune poursuite, ne action de droit ou de fait; directement ou indirectement, publiquement ou occultement, ores, ne pour le temps advenir, & sur ce imposons silence perpetuel à nostre Procureur, & à tous autres; & par ainsi nous plaist, voulons & ordonnons, que dorénavant l'un ne puisse reprocher à l'autre aucunes des choses passées, & que toutes paroles, injures & reproches cessent tant d'un costé, que d'autre.

3. Item & semblablement abolissons & mettons au neant toutes Confiscations, Appeaux, Proclamations, Adjournemens, Sentences, Arrestz & Bannissements, tous Procés & toutes executions faitz en Cour laye, toutes suspensions & privations de Benefices, incarcerations, condamnations & de proscriptions de gens Clercz faitz sous ombre de justice en Court d'Eglise, des discordes, divisions & debatz dessus dictz; qui ont en cours en ce dit Royaume: & par ce voulons & ordonnons, que chacun retourne paisiblement & paisiblement en ses Benefices, heritages & biens immeubles; & seront rendus à chacun d'un costé & d'autre ses Villes, Chateaux, & Fortereses, sans que pour reparation, souldes, gages & autres charges elles puissent estre retenues ou empeschées.

4. Item voulons & ordonnons que toutes Garnisons de Gens d'armes & de traitz se voident tantost & sans delay, sans faire aucun dommage, & cessent de toute Guerre; sauf contre nos anciens ennemis les Anglois, contre lesquels il nous plaist, qu'ilz s'employent à la conservation de nostre Seigneurie, & recouvrement de la partie d'icelle; & que pour icelles Garnisons faire vuider soient presentement commis quatre Chevaliers, deux de par nous, & deux de par nostre Filz, lesquels auront de nous & de nostre Filz pouvoir suffisant de ce faire.

5. Item voulons & ordonnons; que les sieges mis devant la Ville de Partenay en Poictou, & devant la Forteresse du Seigneur de Rochebaron; & generalement tous sieges mis devant bonnes Villes & Fortereses quelconques en ce Royaume tant d'un costé que d'autre; cessent & soient levez prestement & sans delay; & que les Gens d'Armes & de traitz estant en iceux sieges s'emploient contre nos dictz anciens ennemis, & ce depuis la datte de ces presentes par les gens estans ausdictz sieges & autres estoit aucune chose inouée, ou reddition prinse faite d'aucunes Places ou d'aucunes personnes, ou biens, voulons & ordonnons, que tout soit rendu, restitué, réparé & mis ou premier estat & deub; & tous voyes, en tant que touche le siege estant devant la Ville de Partenay en Poictou; voulons & nous plaist; & ou consentement de nostre dit Filz le Dauphin, ordonnons, que nostre dit Cousin de Bourgogne soit pourveu, à la garde de la dite Ville & Chastel de Partenay de personnes suffisans & idoines, qui soient agreables à nostre dit Filz tellement, que par le moyen de la dite Ville & Chastel de Partenay ne puisse estre faite aucune Guerre au dit Pays de Poictou, & aux Subjectz de nostre dit Filz le Dauphin. Et moyennant ce le dit Siege sera levé; & se departira & videra de fait la Garnison de Partenay; & lequel Commis fera le serment à nostre dit Filz, de luy rendre les dites Villes & Chastel apres le decedz dudit Sieur de Partenay, selon la forme & teneur du contract & de la vendition faite entre eux des dites Terres, Villes & Chastel.

6. Item quant aux Comtés d'Estampes & de Gien; que nostre dit Cousin requiert luy estre delivrees, & luy en estre baillée la possession; comme à luy appartenant ainsi ja piece feu nostre tres cher & tres amé Oncle son Pere en estoit vestu & fâisi de la propriété, & nous en avoit faitz foy & hommage, & depuis nostre dit Cousin apres le decedz de nostre dit Oncle, nous en a faitz les dictz foy & hommage; apres lesquelles foy & hommage ainsi faitz feu nostre tres cher & tres amé Oncle le Duc de Berry soit allé de vie à trespassement, auquel lesdictes Terres appartenaient par usufruit; & apres son trespass dit & maintenant nostre dit Cousin de Bourgogne icelles à luy appartenir en plain droit, nous voulons & nous plaist la possession des dites Terres, Villes & Fortereses & appartenances luy estre ren-

ANNO
1419.

ANNO

rendues & restituées realement & de fait, plainement & paisiblement.

1419.

7. Item voulons & ordonnons, que toutes les Offices de nostre Royaume demeureront en nostre disposition, comme raison est, & quand nostre dit Fils sera venu par devers nous, nous pourvoirons en iceux Offices, & en ordonnerons, comme il nous plaira par l'advis de nostre dit Fils, de nostre dict Cousin, & de nostre Conseil, toutes lesquelles choses dessus déclarées, nous, nostre dict Compagne & nostre Fils le Dauphin, & aussi nostre dit Cousin de Bourgogne & plusieurs autres, tant de nostre sang & lignage, que de nostre Cousin jureront aux Saintes Evangiles de Dieu, sur la vraye Croix en leurs foy & loyauté, avoir agreable, & entant que chacun d'eux touche, les tenir, garder & entretenir & ayder à tenir, garder, & entretenir, sans entraindre; & ayder à punir & faire punir les transgresseurs d'icelle, ou qui allencontre en fait & en paroles, ainsi que Commetteurs de crime de leze Majesté, pour ce est-il, que nous ces choses considérées desirans, comme raison est, nostre Royaume, & tous nos Subjetz estre gouvernez & nourris en paix & en tranquillité, & les relever des griefs, charges & oppressions, qu'ilz ont euz à souffrir ou temps passé à l'occasion des dictes Guerres, discordz & divisions, & à celle fin, que par plus grande amour & union de nos parens, Vassaux & Subjetz puissions resister à l'invasion & entreprise de nos dictz anciens ennemis & adversaires par l'advis & deliberation de nos dits Compagne, Fils & Cousin, & des gens de nostre grand Conseil tous les dictz poinctz & articles dessus declarez iceux selon leur forme & teneur, de nostre pleine puissance & autorité Royale, voulons & ordonnons des maintenant estre & demourer fermes & stables, & estre tenus & garder perpetuellement & inviolablement, & par ce estre & demourer bonne pais ferme & stable en nostre dit Royaume generalement en tout & par tout, sans que aucun quel qu'il soit puisse ou doye jamais dire ne venir allencontre en aucune maniere. Et en outre par la deliberation & autorité que dessus avons commandé, & commandons à tous ceux de nostre Royaume tant ceux de nostre Sang & lignage, comme autres, de quelque estat qu'ilz soient, sur leur lignage, feauté, loyauté qu'ilz ont en nous, & qu'ilz nous doivent, & sur quaquez ils se peuvent mesfaire envers nous, & entant qu'ilz doutent encourir nostre indignation à tousjours mais, qu'ilz & chacun d'eux, si comme à luy appartient, les tiennent, gardent & accomplissent de poinct en poinct sans infraction aucune; & voulons & ordonnons pour plus grande seurte des choses dictes, que les gens d'Eglise, Nobles & gens des Villes de nostre Royaume jurent & promettent chacun en son endroict, de tenir & garder la dicte Paix sans infraction aucune, de foy employer à toute puissance contre celuy ou ceux, qui entraindront la dicte Paix, non obstant qu'ilz fussent leurs hommes, Serviteurs, Subjetz ou sermentez.

8. Desquels hommages, promesses & sermens les avons des maintenant pour lors audict cas declarez absous & quités, quitons & absolvons par ces presentes, & voulons & nous plaist, que chacun de nos dictz Subjetz ainsi reunis, entant que à luy appartient, se dispose presentement à resister aus dictz anciens ennemis, au reboutement d'iceux; & avec ce voulons & nous plaist, que nostre dict Saint Pere le Pape puisse, s'il luy plaist, fulminer Sentence d'Excommunication contre les infracteurs ou violateurs de la dicte Paix, auxquelles Sentences foubmettons tous des maintenant pour lors nos Subjetz au dit cas. Sy donnons en mandement par ces mesmes presentes à tous ceux de nostre dit Sang & lignage, à nos Conneftables, Chancelier, & aux gens de nostre Parlement, & de nostre Chambre des Comptes à Paris, au Prevost de Paris, & à tous nos Seneschaux, Baillifs, Prevosts & autres nos Justiciers & Officiers quelconques prelaus & avoient, ou à leurs Lieutenants, & à chacun d'eux, si comme à luy appartient, que le contenu en ces presentes ils publient & fassent publier par tout, ou mester fera, & à toutes & chascunes les choses, poinctz & Articles cy dessus contenus & exprimez, les entretiegnent & accomplissent & fassent enteriner, entretenir & accomplir de poinct en poinct, en tant qu'il leur touche, ou pourroit toucher, & ne fassent, ou ne souffrent aucune chose estre faicte, attentée ou inouée, comment ne par quelque personne que ce soit au contraire. Et voulons que au *Vidimus* de ces presentes fait sous Sceau Royal ou autentique foy soit adjoutée, comme à ce present Original. Et afin que ce soit ferme chose & stable à tous-

jours, nous avons fait mettre nostre Sceau à ces presentes. Donné à Pontoise le XIX. jour de Juillet, l'an de grace, mil quatre cens & dix neuf, & de nostre regne le XXXII. *Signé*, Par le Roy, J. DE RIVEL. *Visa*, *lecta & publicata in Curia viciequina die Julii*, Anno Domini M. CCCC. XIX. CLEMENS.

ANNO

1419.

LXXXVI.

Steff Eberhardes zu Württemberg hinterlasse. 8. Août. ner Gemahlinn Frauen Henrietta in Nahmen ihrer Söhne/ Ludwigs und Ulrichs Grafen zu Württemberg/ Erstreckung des von ihrem verstorbenen Gemahl mit der Stadt Eßlingen gemachten Vereinung eines Landfriedens. Geben am Dienstag vor St. Laurentii Tag Anno 1418. JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rerum Germanic. Novum Lib. I. Cap. XII. pag. 89. §. II. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abteil. IV. Absatz VII. vom Haus Württemberg pag. 688.]

C'est - à - dire,

Prorogation du Traité d'Union & de Paix publique, auparavant fait par EBERHARD Comte de Württemberg avec la Ville d'ESLINGEN & presentement renouvelé par la Comtesse HENRIETTE sa Femme au nom de LOUIS & ULRICH ses Enfants mineurs, le Mardi avant la St. Laurent 1419.

Wir Heinricke Grebin zu Württemberg und zu Mümpelgart/ wittwe/ in Namen und an Statt des Hochgebornen Ludwigs und Ulrichs gebrüdere / Grafen / zu Württemberg Unser lieben Sune/ bekennen und tun kunt offentlich mit diesem brieff wann der hochgeborn Herr Eberhart Gray zu Württemberg Unser lieber Herr und Gemahel Seliger gedechtnus mit den Eriamen und wisen Burgermeister und Räte und allen Burgzen gemeinlichen der Statt zu Eßlingen / und sie mit ihm widerumb ein fruntlich vereynung uffgenommen hetten / nach uffweisung der brieff von beiden steten / darumb übergeben und wir nu auch geneige sin von Unser Sune wegen Uns gnediglich und fruntlich mit in zu halten / darumb so haben wir in Namen und an Statt der egeantzen Unser Sune / die noch zu ihren tagen nit kommen sind Uns und ander ir verweser verbunden / und geloben in Namen und an Statt derselben Unser Sune / für sich / ir diener / Ampelheit und die iren und alle die in zuversprechen sten / sie sten geistlich und weltlich / die egeantzen Eynung / die Unser lieber Herr und Gemahel selig vorgenant / mit den egeantzen von Eßlingen gehabt / und wie er sich damit gegen inen verschriben und verbunden hat / mit allen Treueken / hilf-manungen und ander Puncten nicht uffgenommen / nach uffweisung der brieff / die die egeantzen von Eßlingen / von dem obgeantzen Unserm lieben Herrn und gemahel seligen dorüber innhond / und die zit und Jar gang uff / als dieselben Brieff begreiffend / getrunlich und bestetlich zuhalten / und dawider nit zusin oder zu tun in keinen wege / alles one alle geberde / Und des zu waren und vestem urkund haben wir Unser Zynsigel offentlich tun henden an diesen Brieff. Der geben ist an Dinstag vor Sante Laurentzen Tag nach Christis geburt / als man zalt vierzehnhundert und neundzehen Jar.

LXXXVII.

ANNO

1419.

11. Sept.

DAUPHIN
ET BOURGOGNE.

LXXXVII.

(1) Lettre de CHARLES Duc de Berri Dauphin de France pour se justifier de la mort de JEAN, Duc de Bourgogne, tué à la Conférence de Montreuil-Faut-Tonne, en date du 11. de Septembre, 1419. [Continuation de la Chronique de Flandres, par DENIS SAUVAGE. pag. 284.]

(2) CHERS & bien-aimés, nous tenons qu'avez en connoissance comment nagüeres nous conveinsmes avec le Duc de Bourgogne au lieu de Pouilly. Apres ce que nous luy eumes accordé toutes les choses, qu'il nous requit, en faveur de Paix, & pour échever la perdition de la Seigneurie de Montigneur & de nous, & qu'entre les autres choses il nous eut promis, par la foy & serment de son corps, dedans un mois faire Guerre aux Anglois, anciens ennemis de mondici Signeur & de nous, & qu'en ce faisant il eut esté accordé, par-entre nous deux, d'ensemble convenir de-rechef, à besongner & pourveoir aux besongnes de ce Royaume, & contre les ennemis dessusdicts, à cette cause nous veinsmes en cette Ville de Montreuil, & en icelle attendismes, par dixhuit Jours, la venue dudit Duc de Bourgogne : auquel seismes bailler le Chastel de cette Ville de Montreuil, en nous délogant d'iceluy. Or est-il qu'en convenant avec luy, en la manière qu'il de-manda, nous luy remontrames amiablement comment, nonobstant ladite Paix & sesdictes promesses, il ne faisoit, ny n'avoit fait, aucune Guerre ausdicts Anglois, & avec ce, n'avoit fait issir les Garnisons qu'il tenoit : comme il avoit esté traité, & promis par ledict Duc de Bourgogne. Desquelles choses le requerrans, nous respondit plusieurs folles paroles, & chercha son espee, à nous envahir, & vilener en nostre personne : laquelle (comme apres nous avons feu) il contendoit à prendre & mettre en sa suggestion. De laquelle chose, par divine pitié, & par la bonne aide de noz loyaux serveurs, nous fumes preservés : tellement que par sa folie mourut en la place. Ce que nous vous signifioms, comme à ceux, qui auront grande joye (ainsi que nous en sommes certains) qu'en telle manière nous ayons esté preservés de tel peril : & vous prions, & neantmoins commandons, sur toute la bonne loyauté, que tousjours avez eue à mondici Signeur & à nous, que, pour quelque chose qui avienne, vous ne laissez à faire bonne résistance ausdicts ennemis de Montigneur & de nous, & vous prepariez à leur faire toute Guerre : & soyez certains que nous vous secourrons, aiderons, & conforterons, avec toute nostre puissance : laquelle, par la grace de Dieu, est bonne & grande. Et voulons que toutes choses, avenues, soient paronnées, & que pour icelles, à nul ne soit fait dommage, ou déplaisance : mais l'abolition, faicte par mondici Signeur, nous garderons de point en point, & ladite Paix : & ce vous promettons en bonne foy, & en paroles de Fils de Roy : & sur ceenvoyons noz Lettres Patentes au Prevost des Marchans, Eschevins, & Bourgeois de Paris, pour icelles signifier à vous, & aux autres, & à publier ou il apparten-dra : & donnerons telles féurtés, que l'on voudra, aux serveurs d'iceluy Duc de Bourgogne, & à tous autres, qui ont tenu son parti, pour l'entretènement de la Paix, comme elle fut concoree & publiée, sans icelle enfreindre en aucune manière, désirant de tenir tous les Sujets de mondici Signeur, & les nostres, en bonne Paix, pour résister ausdicts ennemis : & est nostre intention, de nous y employer en nostre propre personne : & voulons que les choses dessusdictes faciez publier es Villes & Places d'autour de voz Marches, & que semblablement icelles choses vous affeuriez de-par nous. Chers & bien-aimés, nostre Signeur vous ayt en sa sainte garde. Escrit à Montreuil, ou Faut-Yonne, l'onzième Jour de Septembre. *Ansif signé,* CHARLES, & *ar-dessous,* CHAMPION.

(1) Comme la mort du Duc de Bourgogne, attribuée au Dauphin, donna lieu aux Traitez suivans, ou a jugé à propos d'insérer ici la Lettre de ce Prince.
(2) Cette Lettre fut adressée aux Villes de Paris, de Rheims, de Châlons, & à quelques autres.

LXXXVIII.

ANNO

1419.

1. Dec.

Littere PHILIPPI Boni Ducis Burgundie in Urbe Atribatenſi die 2. Decembris 1419. data, quibus accedit quibusdam Pacis Articulis ad HENRICO Anglorum Rege comparatis, & postea in verum Pactum deductis, secundum quos prefatus HENRICUS debuit in Uxorem ducere CATHARINAM CAROLI Regis Francorum Filiam, Regnumque administrare ad vitam dicti CAROLI, atque post ejus obitum, & ex tunc Coronam & Regnum tanquam Rex Hereditario Jure sibi & suis Heredibus vindicare. [Pièce tirée du LVI. Volume des Manuscrits de la Bibliothèque Royale de Berlin, reliés en rouge pag. 515.]

PHILIPPUS Dux Burgundie, Comes Flandrie & Burgundie, Palatinus, Dominus de Salinis & Malinis, omnibus ad quos presentes nostrae Litterae pervenerint, Salutem, & eisdem fidem indubiam adhibere. Universitati vestrae notum facimus pro praesentis nos diligenter inexistisse & legisse quosdam Articulos contententes oblationem, petitionem, & intentionem, ac voluntatem Serenissimi Principis ac Confanguinei nostri Henrici Dei gratia Regis Angliae per eundem huiusmodi, modo, forma, & conditionibus apertis & expostitis, factos & declaratos pro bono Pacis finalis inter Serenissimum & Christianissimum Principem & Dominum meum & Patrem metuendissimum Dominum Carolum Dei gratia Francorum Regem, & dictum Confanguineum nostrum Henricum eadem gratia Angliae; nec non inclita Franciae & Angliae Regna, faciendis & concordandis, quorum quidem Articulorum tenor sequitur & talis est.

Imprimis idem Rex Henricus accipiet & habebit in Conjugem praclarissimam Phellam Dominam Catharinam Franciae, Confanguinei sui Caroli Franciae, & Illustrissimae Confanguineae suae, conthoralis ejusdem Filiam, absque onere aliquo ob id praefatis suis Parentibus aut aliis quibuscumque suis amicis aut Subditis Regni Franciae imponendo; & quod per eum modum praefatos Illustrissimos Confanguineum & Confanguineam efficiet sibi Patrem & Matrem, & eosdem ut Patrem & Matrem suos habebit, & pro talibus venerabitur, ut decet venerari tantos & tales, & tam Illustrissimos Principem & Principissam, imo & praecolet in aliis temporalius personis mundi.

Item quod non turbabit, nec inquietabit, seu impediet praefatum Serenissimum Confanguineum suum Franciae quominus teneat & possidet, quoad vixerit, quatenus tenet & possidet de praesenti, Coronam, & Dignitatem Regalem Franciae, & redditus, fructus, & proventus eorum Confanguinei sui Status & omnium Regni, & praefata Serenissima Confanguinea sua Conthoralis ejusdem Confanguinei sui etiam teneat, quandiu vixerit, statum & Dignitatem Reginae, secundum morem Regni praedicti, praefatorum reddituum & proventuum sibi congrua & convenientia. Quae praemissa praefatus Rex se observaturum, facturum, impleturum offert, dummodo pro parte Serenissimi Confanguinei sui Franciae, eidem Regi concordentur, & promittantur, & fiant ea quae sequuntur, quae sibi sic concordari & promitti ac fieri petit consideratione omnium & singulorum praemissorum.

Imprimis quod immediate post obitum ejusdem Confanguinei, & ex tunc deinceps Corona & Regnum Franciae, cum eorum Juribus & pertinentiis universis manebunt, & erunt illius Regis Henrici, & Haereditum suorum in perpetuum.

Item quod pro eo quod praefatus Serenissimus Confanguineus suus Franciae tenetur, ut plurimum, quod dolenter refert, & praepeditur adversa valetudine per eum modum quod non commode poterat in persona sua intendere, seu vacante disponendis Regni negotiis, quod idcirco ad vitam ejusdem Confanguinei sui Franciae facultas & exercitium regendi & disponendi Rempublicam praedicti Regni Franciae, cum consilio Nobilium & prudentium ejusdem, Regi eidem Serenissimo Confanguineo suo obedientium, qui commodum & honorem ipsius Regni dilexerit, penes ipsum Dominum Henricum Regem sint, & maneat, ita ut ipsam per se ipsum & etiam per alios, quos cum consilio praefatorum Nobilium ad hoc duxerit deputandos, regere possit.

ANNO
1419.

possit & gubernare, quibus quidem, & facultati, & exercitio regendi, sic penes eundem Dominum Henricum existentibus, idem Rex efficaciter, diligenter, & fideliter pro posse suo laborabit & intendet ad id quod esse possit & debeat ad honorem Dei, prefatorum Confanguinei & Confanguineæ, nec non ad bonum publicum dicti Regni. Et ad ipsum Regnum cum consilio & auxilio Procerum, Magnatum, & Nobilium ejusdem Regni defendendum, tranquillandum & pacificandum, ac regendum secundum exigentiam Justitiæ & equitatis.

Item, quod Proceres, Magnates, ac Nobiles, & Status Regni predicti, tam spirituales, quam temporales, nec non Civitates, & Notabiles Communitates ac Cives & Burgenses Civitatum, Villarum ejusdem Regni prefato Confanguineo suo pro tempore obediētes prestabunt juramenta que sequuntur.

Imprimis, quod eidem Domino Henrico Regi facultatem & executionem disponendi & regendi dictam Rempublicam, reverentia ac jussibus suis humiliter obediētes in omnibus ad exercitum Regiminis dicti Regni servientibus, & per omnia parebunt, & intendunt.

Item, quod ea que per prefatum Confanguineum ejusdem Regis, & ipsum Regem, cum consilio eorum quos idem Confanguineus & Confanguineæ, & ipse Dominus Rex ad hoc duxerint adhibendos appunctura fuerint & concordata, ipsi Proceres, Magnates, Nobiles, & Status Regni predicti, tam spirituales, quam temporales, nec non Civitates & Notabiles Communitates, & Burgenses illarum ejusdem Regni, quatenus eos & singulos eorum concernere poterit, in omnibus & per omnia bene & fideliter observabunt, & pro posse suo sic facient ab aliis quibuscunque observari.

Item, quod contra ab obitu, & post obitum dicti Confanguinei sui Francie, erant ipsi fideles, domines legi prefati Regi Henrico, & Heredum suorum ac ipsum pro Domino sublimi & supremo, ac vero Rege Francie obique oppositio, contradictione, seu difficultate recipient, & admittent, & pro tali obediēte, & quod præterquam Confanguineo suo, nulli cuicumque obediēte, nisi eidem Regi Henrico, ac Heredibus suis.

Item, quod non eruat in consilio, auxilio, assensu, quod prefatus Rex Henricus perdat vitam, aut membra, seu capiat mala captione, aut quod patiatur damnum, seu diminutionem in persona, statu, honore, seu rebus. Verum si quid tale contra eum moliri, seu machinari noverint, illud pro posse suo impediant, & eidem Regi, quam celerius poterunt per se ipsos, vel Nuntios, vel Litteras, intimabunt.

Item, quod prefatus Serenissimus Confanguineus suus Francie super præmissis omnibus & singulis, & aliis quibuscunque inter ipsum Confanguineum, & prefatum Regem Henricum in hac parte concordandis, eidem Regi Henrico dabit & faciet, ac dari & fieri faciet suas Litteras Patentes approbatorias & confirmatorias prefate Serenissimæ Principissæ Confortis suæ, ac Illustrissimi Confanguinei Ducis Burgundie, & aliorum Procerum & Magnatum dicti Regni, eidem Confanguineo dictus Rex eligere voluerit, sub ita claris, apertis & securis modo; forma, & verbis, sicut per Consilia Parci in poterit advisari; nec non omnimodas securitates rationabiles quas in hac parte velit idem Rex Henricus exigere & offerre, dictus Rex Henricus quod simili modo pro parte sua dabit & faciet, ac dari & fieri faciet super eisdem suis Litteras Patentes, suo magno Sigillo sigillatas, nec non Litteras Patentes approbatorias, & confirmatorias Præclarissimorum Fratrum suorum & aliorum de Sanguine suo Regali, Procerumque & Magnatum sibi obediētiū, nec non omnimodas securitates rationabiles, quas dictus Confanguineus suus exigere velit in hac parte.

Nos igitur Philippus antedictus Dux ad nostræ considerationis auctoritatem reducentes innumerabilia & enormia mala quæ de Guerris inter privatos Principes, & eorum inclitæ memoria Progenitores, Prædecessores, nec non Regna supradicta per nonnulla, pro dolor tempora continuatim hæcenus provenerunt, & de verisimili (quod absit) sic provenient in futurum, si non eisdem occurreretur, recurrunt in ea parte congruis & oportunis.

Et rursum considerantes ex altera parte, multiplicia & innumerabilia bona quæ de Pace & Concordia præfatorum Principum & Regnorum toti Christianitati refulsant, plenam habentes notitiam quod intentionis est & voluntatis prefati Serenissimi Principis, Domini,

& Patris mei Caroli Regis Francie obviare malis supradictis, & ea procurare que esse possunt, & cedere ad pacem, tranquillitatem, & bonum Subditorum suorum, & Regnorum prædictorum & universorum Christi fidelium, quia supradictis oblationem, intentionem, petitionem, & voluntatem prefati Confanguinei nostri Henrici Regis Angliæ, nec non omnia & singula contenta in Articulis supradictis, arbitramur, tenemus & reputamus esse & fore sua, rationabiles, & utilia, contendere ad bonum dictæ Pacis suæ, ac præmissorum Regnorum & totius Christianitatis, idcirco ipsas oblationem, intentionem, petitionem, & voluntatem, ac omnia & singula in Articulis prædictis contenta, quatenus in nobis est, habemus grata pariter & accepta, ac eisdem nostris damus & præbemus assensum & consensum & voluntatem, & promittimus in verbo Principis, & ad hæc Sancta Dei Evangelia per nos corporaliter tacta, quod tam per prefatos Serenissimum Principem & Domnum meum, & Patrem metuendissimum Carolum, Francorum Regem, & Serenissimam Dominam & Matrem meam Regiam ejus Conthoralem, ac eorum consilia, quam etiam aliis bonis, & modis nobis possibilibus diligenter & effectualiter, sine fraude, dolo, aut malo ingenio laborabimus, & instabimus, & faciemus, quantum in nobis possibile fuerit, quod collatio, intentio, petitio, & omnia & singula in dictis Articulis contenta, concordabuntur, & sicut, & suum ad plenum forisiter effectum, & quod neque per nos, aut aliam Personam quamcunque, directè aut indirectè, quantumcunque faciemus, seu procurabimus modos per quos executio, perfectio, seu complementum ipsorum, vel alicujus eorumdem, possit quomodolibet impediri.

In cujus rei Testimonium Sigilli nostri appensione hæc præsentis Litteras fecimus communiri.

Datum in Villa nostra Attrebatensi secunda die mensis Decembris, Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo nono. Sic signatum, per Dominum Ducent in suo magno Consilio.

LXXXIX.

Tractatus Induciarum aliquot mensium inter HENRICUM V. Regem Angliæ, & CAROLUM V. Regem Francie conclusus. Dat. Rothomagi die 24. Decembris Anno 1419. [RYMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. IX, pag. 818.]

Nos, Philippus & Johannes, permissione Divina, Hieronymus, & Resseus, Episcopi, Henricus Dominus de Fitzburgh, Illustrissimi Principis Domini Henrici, Dei gratia, Regis Francie & Angliæ, & Domini Hibernie, Camerarius, & Walters Hungerford Magnus Magister Hospitalis ejusdem dicti Domini Regis, Johannes Tiptot Senescallus Acquitanie, dicti Illustrissimi Henrici Regis Consiliarii, & ipsius in hac parte Commissarii Deputati, omnibus, ad quos præsentis Litteræ pervenerint, Salutem, & fidem indubiam præsentibus adhiere.

Cum ad tractandum, communicandum, & finaliter concludendum,

Cum Reverendo in Christo Patre Domino Martino, permissione Divina, Episcopo Attrebatensi, Spectabilibus & Egregiis Viris, Magistro Philippo de Morviller primo Præsidente Parlamenti, Domini, Theobaldo Domino de Novo Castro magno Magistro Hospitalis Serenissimi Principis Domini Caroli Francie, & Gillesbert de Lannoy, Militibus, Magistro Simone de Formelles Legum Doctore, Magistro Johanne de Rinsello Secretario, & Johanne Sac Burgensi Parisiensi Ambasiatoribus, Nunciis, & Deputatis, Illustris Domini, Philippi Ducis Burgundie, Commissarii, in hac parte Serenissimi Principis, Domini Caroli Francie supradicti, ad præsentiam dicti Domini nostri Regis de præsentibus transmissis,

De & super hiis, que concernunt Bonum publicum, & specialiter Treugas & Abstinencias Guerrarum, utriusque Regni, Subditorumque & Incolarum ambarum Partium, fuerimus ex parte dicti Domini nostri Regis commissi & deputati,

Prout per ipsas Litteras Commissiones clare constat, quarum tenor talis est,

HENRICUS, Dei gratia, Rex Francie & Angliæ, & Dominus Hibernie, omnibus, ad quos præsentis Litteræ pervenerint, Salutem.

Sciatis

ANNO
1419.

ANNO
1419.ANNO
1419.

Sciatis quod Nos,
De fidelitate, circumspeditione, & industria, Venerabilium in Christo Patrum, *Philippi Episcopi Wigorniensis, & Johannis Episcopi Rossensis*, ac dilectorum & fidelium nostrorum, *Henrici Fitzburgh Camerarii nostri, Walteri Hungerford Senescalli Hospitii nostri, & Johannis Tiptoti*, plenius confidentes,

Ipsos quinque, quatuor, vel tres eorum nostros fecimus, ordinavimus, deputavimus, & constituimus, ac facimus, ordinamus, deputamus, & constituimus certos & indubios Ambaxatores, Nuncios, & Commissarios per presentes,

Dantes & concedentes eisdem quinque, quatuor, aut tribus eorumdem plenam, tenore presentium, potestatem, auctoritatem, & mandatum speciale ad tractandum, concordandum, & finaliter concludendum, pro nobis & nomine nostro, cum Consanguineo nostro Francie, fuisse Ambaxiatoribus, Commissariis, Deputatis, sive Nunciis, plenam & sufficientem potestatem ab eodem habentibus,

De & super Treugis, seu Guerrarum Abstinētis, generalibus, vel particularibus, per Mare, Terram, seu Aquas, ac tanto tempore duraturis, secundum quod inter eos melius & efficacius poterit concordari,

Pro nobis, Regnis, Terris, Patris, Dominis, Subditis, Vassallis, Amicis, Alligatis, & Confederatis nostris quibuscumque, omnibus honestioribus viis, modis, & forma, quibus inter se poterunt concordare,

Et ipsas Treugas, inter se capiendas & concludendas, per omnia Regna, Terras, & Dominia nostra quorūcumque proclamari & publicari faciendum, ubicumque opus fuerit,

Et, ut eo firmitus atque inviolabiliter Treugæ prædictæ conserventur, tam per Terram, quam per Mare, & Aquas, ad faciendum, ordinandum, & deputandum tot & tales Conservatores & Iudices Treugarum prædictarum, generales & speciales, & in tanto numero, prout eis quinque, quatuor, aut tribus eorum, videbitur expedire, ad corrigendum & reformandum totum & quicquid quod contra dictas Treugas fuerit attemptatum,

Neque de & super omnibus & singulis,

Ab eisdem Commissariis nostris, quinque, quatuor, aut tribus eorumdem, cum dicto *Consanguineo nostro*, aut suis in hac parte Ambaxiatoribus, Commissariis, Deputatis, sive Nunciis, in præmissis, vel eorum aliquo, appunctatis, concordatis, seu conclusis,

Per nos bene & fideliter observandis, in animam nostram jurandi,

Litteras etiam sigillatas, obligationes, & alterius cujuscumque generis securitates & cautiones, in hac parte convintas seu concordatas, pro nobis & nomine nostro dandum, faciendum, & expediendum, quas parem & eundem effectum & vigorem habere volumus, ac si nos in Personâ nostrâ eas daremus, faceremus, seu exponeremus,

Et consilia Juramentum, Litteras, Obligationes, Securitates, & Cautiones alias sufficientes, & in hac parte nobis necessarias, pro nobis & nomine nostro, a præfatis *Consanguineo nostro*, seu ejus Ambaxiatoribus, Commissariis, Deputatis, sive Nunciis petendum, recipiendum, & obtinendum,

Ac quoscumque Tractatus, per ipsos Commissarios nostros, quinque, quatuor, aut tres eorumdem, factos, prout sibi videbitur expedire, prorogandum & continuandum,

Et generaliter omnia alia & singula faciendum, exercendum, & expediendum, quæ in præmissis vel circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet opportuna, ac etiam si de se Mandatum exigant magis speciale,

Et promittimus, bonâ fide, & verbo Regio, ad tenendum, & teneri faciendum, ratum, gratum, firmum, & stabile totum & quicquid per dictos Commissarios nostros quinque, quatuor, aut tres eorumdem, factum fuerit in præmissis & singulis eorumdem,

Et quod nos concedemus & fieri faciemus Litteras Confirmatorias, sub magno Sigillo nostro, de & super omnibus & singulis Articulis & Punctis, de quibus inter eos fuerit concordatum,

Et de exequendo, & exequi faciendi, eadem cum debita diligentia, secundum tenorem & formam eorumdem, quantum ad nos dinoscitur pertinere,

Et hoc promittimus etiam sub Cautione & Obligatione omnium bonorum nostrorum, mobilium & immobiliarum, presentium & futurorum, ita quod nunquam per nos, vel alium nomine nostro, dicemus, faciemus, aut proponemus, in iudicio, nec extra, quicquam in contrarium,

TOM. II. PART. II.

Mandantes omnibus & singulis Justiciariis, & Subditis nostris quibuscumque, quatenus dictis nostris Commissariis & Deputatis, ac eorum Literis & Mandatis, intendant & obediant in omnibus diligentem.

In cujus rei Testimonium has Litteras nostras fieri fecimus Patentes.

Teste incipso apud *Castrum nostrum Rothomagi*, die vicesimâ sexta Decembris, Anno Regni nostri septimo.

STURGEON.

Et, ex parte dicti Illustris Domini *Ducis Burgundie*, Commissarii, ut præfertur; Serenissimi Principis Domini *Karoli Francie*, fuerint ad tractandum, communicandum, & concludendum nobiscum, super præmissis, *Episcopus Atrebatensis*, Domini, *Theobaldus, & Guillebertus*, Milites, Magistri, *Simon de Fourmelles, & Johannes de Rinelle*, ac *Johannes Sac*, superius nominati, specialiter deputati & commissi,

Ut eorum Commissionis tenore clare liquet; qui sequitur sub hac forma,

PHILIPPE, *Duc de Bourgogne*, Comte de Flandres, d'Artois, & de Bourgogne, Palatin, Seigneur de Salins & de Malins, Commissaire en cette partie de Treshault & Excellent Prince de mon Sovereign & Tresredoubte Seigneur & Pere *Charles*, par le grace de Dieu, *Roy de France*,

Come par ses Lettres de Commission peut apparoir; des quelles la teneur s'en suit,

CHARLES, par la grace de Dieu, *Roy de France*, a touz ceulx, qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Come, pour obvier aux grans & innumerables maux & inconveniens, qui long temps a sont encommencés, & se continuent, par fait de Guerre entre *Nous* & nostre Royaume, & nostre Cousin le *Roy d'Engleterre* & son Royaume,

Nous serons en entention de, au plaisir de Dieu, briefment faire Traicté avec nostre dit Cousin sur le fait de la Paix & concorde finale de nous, de nostre dit Cousin, & des dyz Royaumes,

Savoir faisons que,

Par a ce parvenir, nous ayons pleine & tout confiance en la grande loyale & bonne prudence de, nostre treschier & tresame Fitz, le *Duc de Bourgogne*, Doyen des Pers, & deulx foyz Per de France;

A icelui, ou a ses Commis & Deputés en cesté partie, avons donne, & donnons par ces presentes, plain pouair, & auctorité, & Mandement especial de otroyer, prendre, & accorder, pour nous & en nostre nom, ovesque nostre dit *Cousin d'Engleterre*, ou ses Messages, Commis, & Deputés, pour lui & en son nom, Trièves & Abstinence de Guerre, bonnes & seures, generales ou particulieres, par Mere, ou par Terre, ou autrement, & a long ou brief temps, entre *Nous*, & a icelui nostre *Cousin*, & ses Sages, & ceulx de sa Partie, en la meilleur & plus seure maniere que faire se pourra,

De commettre, ordonner, & deputer, ou nom de nous, Conservateurs, pour repaire & faire repaire ce q'il seroit enfrain ou innove contre les dites Trièves,

Et faire tous autres choses que au cas appartient, & que nous ferions, ou faire pourrions, se présents y estoions en nostre Personne,

De jurer, en l'ame de nous, de garder & observer, & faire garder & observer, icelles Trièves & Abstinence de Guerre,

Les queus Trièves & Abstinence, ainsi printes & accordées par nostre dit *Fitz*, ou ses Commis & Deputés, nous, desmaintenant pour lors, promettons, en bonne foy & en parole de Roy, avoir agreables, & tenir & faire tenir fermes & estables, & non venir, ou souffrir venir, a l'encontre par quelque voye ou manere que ce soit, ou pult estre,

Et sur ce serons bailler noz Lettres Confirmatoirs, sceelles de nostre grand Seel, se besoing est;

Si donpons en Mandement a, noz Ames & Feaulx, Conestable, Marechaux, Mailliers des Arbalistiers, Admiral, Visadmiral, Capitaines des Gens d'Armes & de trait, Seneschaulx, Bailliz, Prevostz, Justiciers, Officers, Vassaulx, & subgiz, ou a leurs Lieutenants, & a chescun d'eulx, sicome a lui appartient; que toutes les dites Trièves & Abstinence de Guerre; qui par nostre dit *Fitz*, ou ses diz Commis & Deputés, seront printes & accordées (au quel & a ses Lettres en ce vouldons estre oyes) facent crier & publier chescun

ANNO
1419.

chacun es mettes & refiors de son Office ou il appartendra,

Et icelles tiengnent & gardent, & facent tenir & garder, sans enfreindre, en pugnissans les infractions d'icelles, come en tel cas appartient, sans dissimulation quelconque,

En faisant faire reparation due de ce, qui seroit fait ou attempte a l'encountre, si avant que besoing ferra & le cas le requerra; car ainzy nous plaist il estre fait.

En tesmoing de ce nous avons fait mettre nostre Seal a ces presentes.

Donne a Troyes le vii. jour de Novembre, l'an de grace mille, quatrezens; & dixneuf, & de nostre Regne le xi.

Ainzy signe.

Par le Roy en son Conseil.

J. DE RINEL.

ET il soit ainzy, que plusieurs grandes affaires & besongnes soient tellement oucpees, pour le present, que en nostre Personne, ne pourrions bouement vaguer ne entendre au fait de la dite Commission;

Pourquoy *savoir faisons* que nous

Confians a plain des grans Sens, Loyaulte, & Prudence de; noz bien Amez, Reverent Pier en Dieu l'Evesque d'Arras nostre Conseiller, Maître Pheip de Morviller premier President du Parlement de mon dit Sire le Roy, Messire Thiebault Seigneur de Nenschaill Grant Maître d'Ostel de mon dit Seigneur, le Sire de Courtroun, le Seigneur de Thoulouzon, Messire Guillelm de Launoy, Chevaliers, Maître Simon de Formelles, Maître Jehan de Rinel Secrétaire de mon dit Seigneur, & Jehan Sac Burgoys de Paris,

Iceux, les huit, les sept, les six, du les cinque, avons commis & deutes, commiserois & deputons, par ces presentes, pour & en nom de mon dit Seigneur & de nous, & par vertu du pover a nous susdite donne, donnons pleine Puissance, Autorite & Mandement especial d'accorder, prendre, & octroyer, pour & en nom de mon dit Seigneur & Pere, avec Treshault & Tres excellent Prince nostre Cousin Henry, par ycelle mesme grace Roy d'Engleterre, ou ses Messaiges, Commis, & Deutes, & sans de lui sur ce Pover fustissant, Trieves & Abstinence de Guerre, bonnes & seures, generales ou particulieres, par Mer, par Terre, ou par Rivières, ou autrement, & a long ou brief temps, entre mon dit Seigneur & Pere, ses Royaume, Vassaulx, & Suggis, oblians a luy, & ycelui nostre Cousin, ses Royaume, Vassaulx, & Sugges, & ceulx de sa Parcie, ou en la meilleur & plus sure manere que faire se pourra,

De commettre, ordonner, & deputer; ou nom de mon dit Seigneur & Pere, Conservateurs, pour repaier, & faire repaier, le que de son cote seroit enfreint, attempte, ou innove contre les dites Trieves,

Et faire toutes autres choses, au cas appartenans, que mon dit Seigneur & Pere, ou nous en son nom, facions, ou fere pourrions se presens y estoys en noz Personnes,

De jurer, en l'ame de mon dit Seigneur & Pere; de garder & observer, & faire garder & observer, ycelles Trieves & Abstinence de Guerre,

Et de faire toutes autres choses, qui pour le bien & seure des dites Trieves & Abstinence de Guerre sera expedient & necessaire,

Et tout ce, que par les dix Commis & Deutes; ou les huit, les sept, les six, les cinque d'iceux, come dit est, ferra fait, octroye, & accorde en cest partie, nous promettons, en bonne foye, ou nom de mon dit Seigneur & Pere & de nous, avoir agreables, & tenir, & faire tenir, firmes & estables, sans venir, ou souffrir estre venu, au contraire en quelque manere que ce soit,

Et sur ce seront bailler Lettres Confirmatoires; tant de mon dit Seigneur & Pere come de Nous, sceelées de son grant Seal & du nostre, se besoing est,

Et mandons, depar mon dit Seigneur & Pere; a tous les Conestable & Marechaux, Maître des Arbalistiers; Admiral, Visadmiral, Capitains de Gens d'Armes & de Trait, Baillifs, Prevosts, Eschevins, Justiciers, Officers, & Sugges quelconque, ou a leurs Lieutenanz, & a chescun d'eulx; sicome a luy appartendra, que les dites Trieves ou Abstinence de Guerre, qui par les Commis & Deutes dessusdiz, ou les huit, les sept, les six, les cinque seront prinies,

accordés, & octroyés (aux queulx & a leurs Lettres en ce voullons, ou nom de mon dit Seigneur & Pere, estre obey) facent crier & publier chescun es Mettes & Ressort de Office & Jurisdiction & par tout ailleurs ou il appartendra, & ycelles Trieves facent tenir & garder sans enfreindre, & punissent infractions d'icelles come au cas appartendra, en faisant faire reparation due de ce qui seroit fait ou attempte au contraire.

En tesmoing de ce nous avons fait mettre nostre Seal a ses presentes.

Donne a nostre Ville d'Arras, le vii. jour de Decembre, l'an de grace mill, quatrezens; & dixneuf.

Ainzy Signee,

Per Monsieur le Duc.

Q. MENART.

ET, quia pro bono Pacis finalis, inter predictos Principes & eorum Francie & Anglie Regna tractanda & finaliter concludenda, & ne tantum bonum posset impediri quomodolibet vel differri, nobis, & dictis Ambaxiatoribus & Deputatis prefati Domini Ducis Burgundie, videbatur fore expedienti, utile & necessarium quod Treuga seu Abstinencia Guerrarum generalis, inter Partes antedictas, pro Regnis Francie & Anglie, eorum Terris & Dominis, Subditis & Vassallis quibuscumque, caperetur, inirentur, & finaliter concluderetur,

Quibus durantibus liberis & securis ad Pacem, inter ipsa duo Regna, a Christi fidelibus dicti desideratam, pervenire possit.

Notum facimus quod nos; Philippus, Johannes, Dominus de Fitz, Hugh, Walterus, & Johannes, supradicti nominati, post diversas communicationes, id vim Potestatis nobis attributæ, inivimus, fecimus, & concordavimus.

Pro dicto Domino nostro Rege; Regis, Terris, Dominis, Subditis, & Vassallis suis quibuscumque;

Et per presentes facimus, inimus, & concordamus,

Unâ cum prefatis dicti illustri Domini Ducis Burgundie (Commissarii, ut prefatur, dicti Serenissimi Principis Domini Karoli Francie) Commissariis & Deputatis,

Qui etiam nobiscum, pro eodem Serenissimo Principe Domino Karolo Francie, Regno, Terris, Dominis, Subditis, & Vassallis suis quibuscumque, inierunt, fecerunt, & concordarunt.

Bonas, firmas, & inviolabiles Treugas pro Terram, a XXIV. die presentis mensis Decembris usque ad primum diem Martii, proximo & immediatè nunc futuri inclusivè, sub forma quæ sequitur.

In primis, concordatum est, quod presentes Treuge seu Abstinencia Guerrarum erunt generales per Terram.

Et sub ipsis comprehenduntur; pro parte dicti Illustrissimi Principis Domini Karoli Francie, omnes & singuli Homines, Vassalli, & Subditi sui, necnon omnes & singule Civitates, Villæ, Castra, Fortalitia, Terræ, Patriæ, & Dominia sua, in Regno Francie & alibi sibi obediens & obedientia, & quæ impostum, tempore hujusmodi Treugarum & Abstinencia durante, sibi obediunt, extra Ducatum Normannia constituta.

Et, simili modo, pro parte dicti Serenissimi Domini nostri Regis, comprehenduntur omnes & singuli Homines, Vassalli, & Subditi sui necnon omnes & singule Civitates, Villæ, Castra, Fortalitia, Terræ, Patriæ, & Dominia sua, tam in Regnis Francie & Anglie, quam alibi, sibi obediens & obedientia, & quæ etiam, tempore hujusmodi Treugarum seu Abstinencia Guerrarum durante, sibi obediunt.

Ita quod, presentibus Treugis durantibus; neuter predictorum Principum, per se, aut alios quoscumque, movebit aut faciet Guerram Hominibus, Vassallis, aut Subditis, Villis, Castris, Fortalitiis; Terris, Patriis, ac Dominis alterius;

Neuter etiam predictorum Principum obsidebit; aut capiet, seu ab aliis quibuscumque capi permitit; de die, sive de nocte, viâ Guerræ, Traditoris, Empionis, aut alio quovis modo, Villas, Civitates, Castra, Fortalitia, seu Passagia quæcumque alterius Patriis, presentibus Treugis comprehensa.

Item, concordatum est, quod sub presentibus Treugis seu Abstinencia (licet sint, ut prefatur, generales) non comprehenduntur, ymo potius & expresse excipiuntur & excluduntur hinc & inde, Personæ foventes & re-

ANNO
1419.

ANNO & tenentes illam partem quæ dicitur *Dalchini* seu *Ar-*

1419.

maniaci: Villæ etiam, Civitates, Castra, Fortalitia, Terræ, Patriæ, five Dominia, dictam partem *Dalchini* seu *Armaniaci* tenentia, degentesque & habitantes in eisdem, a præsentibus Treugis excluduntur:

Et licet dicto *Domino nostro Regi*, & Illustrissimo Principi *Domino Karolo Confanguineo suo Francia*, vel ipsorum Deputatis, transire, in Armis & aliis, per Terras, Districus, atque Loca non firmata, alteri Parti obedientia, pro intendenda Guerrâ Locis occupatis & tenentibus dictam partem *Dalchini* seu *Armaniaci*; eo casu quo, contra dicta Loca, pro Guerrâ hujusmodi inferendâ, per Terras propriâ obedientiæ, transitus fieri non possit.

Et; pro hujusmodi Guerrâ inferendâ, tam eundo, quam redeundo, necnon in obsidione (si quam poni aut stabiliri contigerit) immorando, Gentes unius Partis accipere poterunt, in Locis alteri Parti subiectis, rationabiliter & moderate Victualia seu alimenta pro se & animalibus suis; dumtaxat ea violententer non accipiant ab illis, qui hujusmodi Victualia ad vendendum transportaverint, de Locis ad Loca, præsentibus Treugis comprehensa; ac solvendo iustum & rationabile pretium, de quo filiter ipsas Gentes & Vendentes eorumdem bonorum fuerit concordatum.

Item, concordatum est, quod licebit Subditis dicti Serenissimi Principis *Dominii Karoli Francia*, Equestribus vel Pedestribus, a Terris, Dominiis, & Locis quibuscumque, eidem *Domino Karolo Francia* subiectis, apportare per Terram Victualia, cum Animalibus, Curribus, Quadrigis, vel Vehiculis, durantibus præsentibus Treugis, & ex illâ causâ ingredi, transire, & redire, bene & securè, per Civitates, Villas, Districus, Terras, & Passagia, firmata & non firmata, dicto *Domino nostro Regi Angliæ* obedientia; & Victualia cum Animalibus hujusmodi, ut præmittitur, conducere, vehere, & transportare, absque aliquo impedimento Gentium & Ministrorum dicti *Dominii nostri Regis*, ad Civitates, Villas, Castra, Fortalitia, seu Loca alia quæcumque dicto *Domino Karolo Francia* subdita & subiecta, prout dictis Subditis ejusdem *Dominii Karoli Francia* melius & securius ad ipsorum commodum videbitur expedire; solvendo semper Custumas & Deveria, secundum Consuetudinem Locorum ad quæ ipsos declinare contigerit;

Provisio tamen quod non poterunt intrare Castra, Villas firmatas, seu alia Fortalitia, absque licentiâ Dominorum, Capitaneorum, seu Custodum eorumdem, aut aliorum habentium ad hoc potestatem:

Provisio etiam quod ipsi Subditi dicti *Dominii Karoli Francia* habent Literas Testimoniales Ballivorum, Præpositorum, aut aliorum, Regimen Civitatum, Villarum, & Locorum ipsius *Dominii Karoli Francia* habentium, a quibus idem Subditi sui, ex causâ prædictâ, recedere habent; quibus Literis certiorabuntur omnes, quod ipsi sunt Subditi dicti *Dominii Karoli Francia*, & pro Victualibus querendis & transportandis, cum Animalibus suis, & ut præmittitur, itinerare intendunt; & quod nichil, in præjudicium seu contemptum dicti *Dominii nostri Regis Angliæ*, aut Subditorum suorum, attemptabunt, seu attemptari procurabunt.

Item, concordatum est, quod licebit Subditis dicti *Dominii Henrici Regis Angliæ*, Equestribus vel Pedestribus, a Terris, Dominiis, & Locis quibuscumque, eidem *Regi Angliæ* subiectis, apportare per Terram Victualia, cum Animalibus, Curribus, Quadrigis, vel Vehiculis, durantibus præsentibus Treugis; & ex illâ causâ, ingredi, ire, transire, & redire, bene & securè per Civitates, Villas, Districus, Terras, & Passagia, firmata & non firmata, dicto Serenissimo Principi *Domino Karolo Francia* obedientia; & Victualia cum Animalibus hujusmodi, ut præmittitur, conducere, vehere, & transportare, absque aliquo impedimento Gentium & Ministrorum dicti *Dominii Karoli Francia*, ad Civitates, Villas, Castra, Fortalitia, seu Loca alia quæcumque *Domino nostro Regi Angliæ* subdita & subiecta, prout dictis Subditis ejusdem *Dominii Regis Angliæ* melius & securius ad ipsorum commodum videbitur expedire; solvendo semper Custumas & Deveria, secundum Consuetudinem Locorum ad quæ ipsos declinare contigerit;

Provisio tamen quod non poterunt intrare Castra, Villas firmatas, seu alia Fortalitia, absque licentiâ Dominorum, Capitaneorum, seu Custodum eorumdem, aut aliorum habentium ad hoc potestatem:

Provisio etiam quod ipsi Subditi dicti *Dominii Regis*

Angliæ habeant Literas Testimoniales Ballivorum, Præpositorum, aut aliorum, Regimen Civitatum, Villarum, & Locorum ipsius *Dominii Henrici Angliæ* habentium, a quibus idem Subditi sui ex causâ prædictâ recedere habent; quibus Literis certiorabuntur omnes, quod ipsi sunt Subditi dicti *Dominii Regis Angliæ*, & pro Victualibus querendis & transportandis, cum Animalibus suis, & ut præmittitur, itinerare intendunt; & quod nichil, in præjudicium seu contemptum dicti *Dominii Karoli Francia*, aut Subditorum suorum, attemptabunt, seu attemptari procurabunt.

Item, concordatum est, quod præsentibus Literæ Treugarum generalium per quemlibet dictorum Principum, prout quemlibet concernit, quotiens fuerit requisitus, & per suas Literas, suis magnis Sigillis sigillatas, confirmabuntur.

Item, concordatum est, quod Capitanei Civitatum, Villarum, & Castrorum utriusque Partis, potissimè in suis frontibus existentes, tenebuntur promittere & jurare prædictis Treugis & Abstinentiis Guerræ, quantum in eis est, fideiiter tenere & observare, & ab aliis juxta posse facere observari.

Item, concordatum est, quod per nullum attemptatum seu interpretatam, factam aut faciendam, per Subditos unius Partis Subditis alterius Partis, contra superius expressa, debent præsentibus Treugis & Abstinentiis Guerræ ruptæ censeri; set manebunt nihilominus in suis robore & vigore.

Et debent omnia attemptata & malefacta hujusmodi per Conservatores & Commissarios, per utranque Partem deputatos & deputandos, prout singulos eorum concernet & concernere poterit, corrigi, emendari, & reparari, ac debite reformari.

Et erunt Conservatores præsentium Treugarum & Abstinentiæ Guerræ,

Pro parte dicti *Dominii nostri Regis*, in partibus *Picardiæ Capitaneus Calesti* & ejus Locutenens, & in aliis partibus *Capitanei Augi* & *Giorii*, *Dominus Johannes Gray* Capitaneus Sancti Gernani in Layd, *Dominus Radulphus Cromwell* Miles, *Capitanei Ebroicensis* & *de Verolio*, & eorum Locutenentes,

Et, pro parte dicti Serenissimi Principis *Dominii Karoli Francia*, in partibus *Francia* Præpositus *Parisienfis*, *Ballivi* & *Capitanei Salavandensis* & *Carnotensis*, & eorum Locutenentes, & in partibus *Picardiæ* & *Pontivi* *Dominus Jacobus de Haricuria* Capitaneus de la Crotot, *Dominus de la Viez Ville* Capitaneus d'Ardre, *Senescallos Pontivi*, & *Dominus de Beley* Capitaneus Ambianensis, & eorum Locutenentes,

Qui quidem Conservatores, & eorum quilibet in sua Marchia aut Provincia, necnon ab eis vel eorum altero deputandi, habebunt potestatem cognoscendi & determinandi de attemptatis hujusmodi, corrigendisque, reparandi, & emendandi quicquid attemptatum aut forisfactum fuerit, per quoscumque, contra tenorem præsentium Treugarum & Abstinentiæ, ac puniendi omnes Malefactores & Transgressores, prout casus exegerint & requirent.

In cujus rei Testimonium nos, Commissarii & Deputati superius nominati, præsentibus Literis nostris apposuimus Sigilla.

Datum & actum *Rotomagi vicefima quarta die mensis Decembris*, Anno *Dominii* millesimo, quadringentesimo, decimo nono.

XC.

Factus est Liga inter HENRICUM V. Regem 25. Decis Angliæ, & PHILIPPUM Ducem Burgundiæ initus pro proseguendo CAROLO Dalchini Vienensi ob trucidatum JOANNEM Ducem Burgundiæ. Dat. apud Castrum Rotomagensis die 25. Decembris Anno 1419. [RIMER, Fœdera, Conventions, &c. Tom. IX. pag. 825.]

REX universis Christi fidelibus, has Literas nostras inspecturis, Salutem, & eisdemidem indubium adhibere.

Cum pridem (videlicet) post mensem Septembris ultimi præteriti, inter, Serenissimum Principem, Karolum Confanguineum nostrum Franciæ, & nos, ac inter nos, & Illustrum Principem, Confanguineum nostrum, Philippum Ducem Burgundiæ, nonnulli Tractatus assidui habiti fuerint, in Negotio Pacis fina-

ANNO

1419.

ANNO

1419.

lis & Concordiæ, inter præfatum Confanguineum nostrum Franciæ, & Nos, ac inclita Franciæ & Angliæ Regna, favente Domino, componenda,

Et in eisdem certis oblationibus & petitionibus per nos factis fuerunt, quæ præfato Confanguineo nostro *Duci Burgundiæ* esse videntur sanæ, rationabiles, ac utiles, & tendere ad bonum Pacis prædictæ,

Quas etiam subsequenter, sub certis Articulis, in claram Scripturam redactas, idem Confanguineus noster *Dux Burgundiæ* gratas idcirco habuit & acceptas sub formâ, suis Litteris Patentibus, super hoc confectis, plenius expressit,

Velique & intendat idem Confanguineus noster *Dux Burgundiæ*, omni suâ possibilitate, suos impendere sollicitudinem & labores, ut præfatum Pacis Negotium, secundum Oblationes & Petitiones nostras prædictas, exitum & effectum sortiatur optatum, prout prædictis suis Litteris innoscit evidenter,

Quod tamen, ut eo celerius, utilius, commodius, & securius efficere valeat, desiderat nos & ipsum Amoris, & affectus mutui, ac specialis Amicitia Federibus invicem copulari,

Nos, consideratione præmissorum, & eo quod, si, annuente Domino, præfatus Tractatus Pacis sine desiderato concludatur, erit per Matrimonium, inter nos & præclaram Dominam *Katerinam* dicti Confanguinei nostri *Franciæ* filiam, Sororem inclitæ Domine *Michaelæ* Conthoralis ejusdem Ducis, necnon per medium Matrimonii, inter unum ex præclarissimis Fratribus nostris & unam ex præclaris Dominabus Sororibus dicti Ducis contrahendi,

Nos, eidem Duci eo casu Frater effecti, aliisque variis de causis rationabilibus, nos ad id moventibus, desideris ejusdem Confanguinei nostri Ducis benivolâ promptitudine inclinati,

Concordavimus ac convenimus, concordamus ac convenimus, cum eodem Confanguineo nostro *Duce*, in eum qui sequitur modum,

In primis, quod eundem Confanguineum nostrum, velut præclarissimum Fratrem nostrum, diligemus sinceriter & affectuosè quoad vixerit:

Ac sibi, ut præclarissimo Fratri nostro, favemus & amabimur:

Et ipsum, ac Terras, Patrias, & Dominia sua, pro possit nostro, conservabimus, tuebitur, & manutenebimus in suis Juribus, Prærogativis, & Præeminentiis universis:

Etque procurabimus quæ eidem Confanguineo nostro esse valeant & cedere ad commodum & honorem; Statu Coronæ Franciæ, ac Juramentis, per nos præstandis, si & quando, Divinâ favente Clementiâ, ac ad Regimen Reipublice Regni Franciæ, ac ad Coronam ejusdem, nos admitti & pervenire contigerit, in omnibus semper salvis.

Item, quod idem Confanguineus noster *Dux* nos simili modo sinceriter & affectuosè diligit:

Et nobis favebit ac amabitur:

Et nos, Regnum, Terras, Patrias, ac Dominia nostra, pro possit suo, conservabit, tuebitur, & manutenebit in nostris & eorum Juribus, Prærogativis, & Præeminentiis universis;

Eaque procurabit quæ nobis esse valeant & cedere ad commodum & honorem.

Item, quod efficaciter & diligenter laborabimus & intendemus, omnibus viis & modis, quod punitio condigna fiat de *Karolo Dolphino Viennensi*, & suis complicibus, culpabilibus atrocis Homicidii in Personam, Illustris Principis defuncti, Domini *Johannis*, ultimæ *Ducis Burgundiæ*, perpetrati.

Item, quod, si contingat dictum *Karolum Dolphinum* Viennæ, aut quoscunque alios, prædicti Homicidii culpabiles, ad manus nostras, aut nostrorum, per Guerram, aut alio modo quocunque, devenire, nullâ redemptione seu remissione liberabuntur absque assensu dicti Confanguinei nostri *Ducis Burgundiæ*; set salvè & securè, juxta possit, servabuntur quousque de eis fiat quod Justitia erigit & requirit.

Item, contemplatione Personæ præclaræ Confanguineæ nostræ *Michaelæ Conthoralis Confanguinei nostri Ducis*, necnon consideratione præmissorum, & inter alia, affectus illius quem ipsum Confanguineum nostrum *Ducem* habere perpendimus ad bonum præfatæ Pacis, ac occasione sumptuum & expensarum grandium, quos idem Confanguineus noster impendit & impendit, ac discriminum & laborum, quibus se & suos exposuit in dicto Pacis Negotio, ut ipsum felicem & votivum sortiatur effectum, aliisque de causis rationabilibus, nos in eâ parte moventibus, concessimus &

promissimus eidem Confanguineo nostro *Duci*, ac concedimus & promittimus, quod dabitur & impendendus operam, diligentiam solertem & affectuosam, ut, per dictum Serenissimum Confanguineum nostrum *Franciæ*, assignentur, concordentur, & tradantur ipsi Confanguineo nostro *Philippo Duci Burgundiæ*, absque dismembratione vel diminutione Coronæ Franciæ, Terrarum, Possessiones, & Dominia, prope Terras, Possessiones, & Dominia, quas habet & tenet idem Dux in Regno Franciæ, usque ad verum valorem annuum viginti millium Librarum Parisiensium; remansura eidem Confanguineo nostro *Duci*, necnon præfatæ Confanguineæ nostræ *Conthoralis suæ*, ad totam vitam eorum, & cujuslibet eorumdem, ac eorum Hæredibus masculis inter eos procreandis.

Tenenda a Rege & Corona Franciæ in Feodum & secundum morem & consuetudinem Regni Franciæ prædicti.

Et quod, super eisdem, dentur eidem Duci Litteræ efficaces dicti Confanguinei nostri Franciæ, necnon Litteræ approbatorie Serenissimæ Confanguineæ nostræ *Isabellæ Conthoralis suæ*,

Quas etiam assignationem, concessionem, & traditionem nos, quamprimum ad Regentiam Regni Franciæ pervenerimus, confirmabimus & ratificabimus, sub Litteris nostris Patentibus, pro nobis & Hæredibus nostris imperpetuum.

Et, si contingat quod præfatus Confanguineus noster Franciæ dictas assignationem, concessionem, & traditionem eidem *Duci* non faciat, nos, quam primum ad Coronam & Dignitatem Regalem Franciæ pervenerimus, eas eidem *Duci* faciemus per modum superius expressatum.

Ac faciemus & promittimus ipsum, & præfatum Confanguineam nostram Conthoralem ejus, & eorum Hæredes prædictos, absque impedimento, vel contradictione nostri vel Hæredum nostrorum; eisdem, modo præmissis pacificè & quietè gaudere.

Item, concordatum est, inter Nos & præfatum *Ducem*, quod, si aliquis alius, eâ de causâ quod duxerit *Filiam* de Domo Franciæ, vel aliâ occasione, exigat aut petat, in futurum, quod aliqua Assignatio Terrarum, Dominiorum, seu Possessionum Regiorum sibi fiat, præfatus *Dux* nobis, pro possit suo, si super hoc per nos fuerit requisitus, auxiliabitur, & assistet, ac juvabit adversus petitionem hujusmodi, & ad eam impediendam, ac temeritates & malitias sic petentium, si quas, hæc de causâ, contra nos machinari conentur seu moliri.

Quæ omnia & singula superscripta; hiis præsentibus Litteris nostris contenta, quatenus nos & Partem nostram concernunt, nos impletuos ac observatuos promittimus in verbo Regio, & quod non venimus in contrarium eorum vel alicujus eorumdem; dummodo præfatus Pacis Tractatus finale & desideratum sortiatur effectum.

In quorum omnium & singulorum fidem & Testimonium has Litteras nostras sub magni Sigilli nostri appensione fecimus communiri.

Teste meipso apud *Gastrum Rothomagense* xxv. die Decembris.

Per ipsum Regem.

XCII.

Traité entre CHARLES VI. Roi de France, & 1420.

HENRI V. Roi d'Angleterre, contenant le 21. Mai. Mariage dudit HENRI avec CATHERINE DE FRANCE Fille dudit Charles, & la translation du Royaume de France aux Anglois, à l'exclusion de CHARLES Duc de Berri Dauphin de France. Fait à Troyes en Champagne, le 21. Mai 1420. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 325. & Continuation de la Chronique de Flandres, par DENIS SAUVAGE, pag. 292. DU CHESNE, Histoire d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, Tom. I. Chroniques de MONSTRELET, Tom. I. pag. 288. GODEFROI, Annotations sur l'Histoire de CHARLES VI. Roi de France, pag. 696.]

CHARLES, par la grace de Dieu Roy de France, à perpetuelle memoire. Combien que pour reintégrer la Paix, & ôster les dissensions des Royaumes

ANNO

1419.

ANNO de France & d'Angleterre, plusieurs notables & divers
1420. Traitez, qui ou temps passé ont esté faits entre nos
Nobles Progeniteurs, de bonne memoire, & ceux de
tres haut Prince, & nostre tres chier Fils HENRY
Roy d'Angleterre, *Heritier de France*; Et aussi entre
nous & nostre dit Fils, n'ayant apporté le fruit de
Paix pour ce desiré: Sçavoir faisons à tous presens &
advenir; que neantmoins nous considerans & pesans
en nostre cueur, quants grands & irreparables maux,
quantes énormentz, & quelle doloireuse playe univer-
sal & incurable la division des deux Royaumes dessus
dits a jusques icy mis & apporté, non pas tant seule-
ment aus dits Royaumes, mais à toute Eglise militant:
Nous avons nagueres repris Traité de Paix avec nos-
tre dit Fils Henry, auquel à la parfin, après plusieurs
relations & parlemens des Gens de nostre Conseil, ice-
luy octroyant & donnant effect à nos desirs, qui promet
Paix aux hommes de bonne volenté, entre nous
& nostre dit Fils à l'œuvre de la dite desirée Paix est
conclud & accordé en la maniere, qui s'ensuit.

1. Premierement, que pour ce que par l'Alliance du
Mariage fait pour le bien de la dite Paix entre nostre
dit Fils le Roy Henry, & nostre tres chiere & tres amée
Fille CATHERINE; il est devenu nostre Fils & de
nostre tres chiere & tres amée Compagne la Reyne, ice-
luy nostre Fils nous aimera & honora, & nostre dite
Compagne comme Pere & Mere, & ainsi comme il
appartient honorer tels & si grands Prince & Princesse,
& devant toutes personnes temporelles du Monde.

2. Item, que nostre dit Fils le Roy Henry ne nous
turbera, inquietera ou empeschera, que nous ne tenions
& possédions tant que nous vivrons, ainsi que nous
tenons & possédons de present, la Couronne & Dignité
Royale de France, & les Revenus, & fruits provenus
d'iceux, à la jouissance de nostre Estat & des Char-
ges du Royaume; & que nostre dite Compagne aussi ne
tienne tant qu'elle vivra estat & dignité de Reyne, se-
lon la coustume du dit Royaume, avec partie des dites
Rentres & Revenus à elle convenable.

3. Item, est accordé que nostre dite Fille Catherine
aura & percevra ou Royaume d'Angleterre Douaire,
ainsi que les Reynes d'Angleterre ont ou temps passé
accoustumé d'avoir & percevoir, c'est à sçavoir pour
chacun an la Somme de quarante mille Ecus, desquels
les deux valent tousjours un Noble d'Angleterre.

4. Item, est accordé que nostre dit Fils le Roy Hen-
ry, par toutes voyes, moyens & manieres qu'il pour-
ra, sans transgression ou offense du serement par luy
fait, de observer les Loix, Coustumes, Usages &
Droits de son dit Royaume d'Angleterre, labourera
& pourvera, que nostre dite Fille Catherine fa com-
pagnie, le plusloft que faire se pourra, soit en tout eve-
nement plainement afferme de percevoir & avoir en
son dit Royaume d'Angleterre, du temps de son tres-
pas, le Douaire devant dit de quarante mille Ecus an-
nuels, desquels les deux valent tousjours un Noble
d'Angleterre.

5. Item, est accordé, que s'il advient, que nostre
dite Fille survive à nostre dit Fils le Roy Henry, elle
percevra & aura ou Royaume de France, tantloft après
le trespas de nostre dit Fils, Douaire de la Somme de
vingt mil Francs par an, dessus les Terres, Lieux, &
Seigneuries, que sint & eut en Douaire nostre tres-
chiere Dame, de bonne memoire; Blanche jadis fem-
me de Philippe, de bonne memoire jadis Roy de Fran-
ce; nostre tres chier & redoubté Seigneur; & grand
ayeul.

6. Item, est accordé que tantloft après nostre trespas,
& deslors en avant, la Couronne & Royaume de Fran-
ce, avec tous leurs Droits & Appartenances, demou-
ront & seront perpetuellement de nostre dit Fils le Roy
Henry, & de ses Hoirs.

7. Item, pour ce que nous sommes tenus & em-
pêchez le plus de temps, par telle maniere, que nous ne
pouvons de nostre Personne entendre ou vacquer à la
disposition des besongnes de nostre Royaume; la fa-
culté & exercice de gouverner & ordonner la chose pu-
blique de dist Royaume seront & demourront, nostre
vie durant; à nostre dit Fils le Roy Henry, avec le
Conseil des Nobles & Sages du dit Royaume, par ain-
si que des maintenant, & deslors en avant, il puisse
icelle regir & gouverner par luy mesme, & par autres
qu'il voudra deputer, avec le Conseil des Nobles &
Sages dessus dits: Lesquels faculté & exercice de gou-
verner ainsi, estans par devers nostre dit Fils le Roy
Henry, il labourera affectueusement, diligemment &
loyalement à ce qu'il puisse & doye estre à l'honneur de
Dieu, de Nous, & de nostre dite Compagne, & aussi

au bien public du dit Royaume, & à defendre; tran-
quiller; appaiser & gouverner iceluy Royaume selon
l'exigence de Justice & equité, avec le conseil & aide
des grands Seigneurs, Barons & Nobles du dit Ro-
yaume.

8. Item, que nostre dit Fils fera son pouvoir, que
la Cour du Parlement de France sera en tous & cha-
cuns Lieux subjets à nous maintenant, ou temps à ve-
venir, observée & gardée es autorités & souverainetés
d'elle, & à elle deubs, en tous & chacuns Lieux à
nous subjets, maintenant, ou ou temps à venir.

9. Item, que nostre dit Fils de son pouvoir defen-
dra & conservera tous & chacuns Pers, Nobles, Citez,
Villes, Communitez, & singulieres Personnes à nous
maintenant ou temps avenir subjettes en leurs Droits,
Coustumes, Privileges; Préeminences, Libertez, &
Franchises à eux appartenans ou deubs, en tous les
Lieux subjets à nous maintenant, ou ou temps ad-
venir.

10. Item, que nostre dit Fils diligemment & loyale-
ment labourera, & fera de son pouvoir, que Justice
sera administrée ou dit Royaume selon les Loix, Cous-
tumes & Droits du Royaume de France, sans acception
des Personnes, & conservera & tendra les Subjets
de nostre dit Royaume en Paix & tranquillité, & de
son pouvoir les gardera & defendra de violences & op-
pressions quelconques.

11. Item, est accordé; que nostre dit Fils le Roy
Henry pourvera, & fera pourvoir, que aux Offices
tant de la Justice de Parlement, que des Baillies,
Seneschauflées, Prevostez, & autres Appartenances au
Gouvernement de Seigneurie, & aussi à tous autres
Offices du dit Royaume, seront prises Personnes habi-
les, profitables, & idones, pour le bon, juste, paisi-
ble & tranquille regime dudit Royaume, & des admi-
nistrations, qui leur seront à commettre, & qu'ils
soient tels, qu'ils doient estre deputez & pris, selon
les Loix & Droits du Royaume, & pour le profit de
nous & de nostre Royaume.

12. Item, que nostre dit Fils labourera de son pou-
voir, & le plusloft que faire se pourra profitablement;
de mettre en nostre obeissance toutes & chacunes Ci-
tez, Villes, Chateaux; Lieux, Pays; & Personnes
dedans nostre Royaume; desobeissans à nous, & Re-
belles, tenans la partie, ou efans de la partie vulgai-
rement appellée du *Dauphin* ou d'*Armagnac*.

13. Item, afin que nostre dit Fils puisse faire; ex-
ercer, & accomplir les choses dessus dites plus pro-
fitablement, seurement & franchement; il est accordé,
que les grands Seigneurs, Barons, & Nobles; & les
Estats dudit Royaume, tant spirituels que temporels,
& aussi les Citez & notables Communitez; les Citoyens
& Bourgeois des Villes du dit Royaume à nous obeis-
sans pour ce temps seront les seremens, qui s'ensui-
vent. Premierement à nostre dit Fils le Roy Henry,
ayant la faculté & exercice de disposer & gouverner la
dite chose publique & à ses commandemens & mande-
mens en toutes choses, concernans l'exercice du Gou-
vernement du dit Royaume, & par toutes choses obeir-
ront & entendront humblement à luy & obeissam-
ment.

14. Item, que les choses qui sont ou seront appoin-
tées & accordées entre nous, nostre Compagne la Rey-
ne, & nostre dit Fils le Roy Henry, avec le conseil
de ceux que nous & nostre dite Compagne, & nostre
dit Fils auront à ce commis; les dits grands Seigneurs,
Barons, Nobles & Estats de nostre dit Royaume, tant
spirituels que temporels, & aussi les Citez, & notables
Communitez, les Citoyens & Bourgeois des Villes du
dit Royaume, entant que à ceux & chacun d'eux pour-
ra toucher en tout & par tout, bien & loyalement gar-
deront, & seront de leur pouvoir garder par tous autres
quelconques.

15. Item, que continuellement des nostre trespas, &
après iceluy, ils seront iceux hommes ligés à nostre
dit Fils, & de ses Hoirs; & iceluy nostre Fils pour
leur Seigneur Lige & Souverain, & vray Roy de Fran-
ce sans aucune opposition, contradiction ou difficulté
recevront & comme à tel obeiront; & qu'après ces
choses jamais n'obeiront à autre que à nous comme à
Roy ou Regent le Royaume de France, si non à nos-
tre dit Fils le Roy Henry, & à ses Hoirs.

16. Item, qu'ils ne seront en conseil, ayde ou con-
sentement, que nostre dit Fils le Roy Henry perde vie
ou membre, ou soit pris de mauvaie prise, ou qu'il
souffre dommage ou diminution en Personne, Estat,
Honneur, ou Biens, mais se ils trouvent, que aucune
telle chose soit contre luy machinée, ou par force, ils l'em-
pe-
cheront.

ANNO
1420.

ANNO
1420.

l'empêcheront de leur pouvoir, & luy seront à sçavoir le plutôt qu'ils pourront par eux memes, Messages ou Lettres.

17. Item, est accordé que toutes & chacunes Conquêtes, qui se feront par nostre dit Fils le Roy Henry, hors la Duchie de Normandie, au Royaume de France sur les desobeissans dessus dits, seront & se feront à nostre profit: & que nostre dit Fils de son pouvoir, fera que toutes & chacunes Terres & Seigneuries estans es Lieux, qui sont ainsi à conquérir, appartenans aux personnes à nous presentement obeissans, qui jureront garder cette presente Concorde, seront restitués ausdites Personnes, à qui elles appartiennent.

18. Item, est accordé que toutes & chacunes Personnes Ecclesiastiques, Beneficiers ou Duchie de Normandie, ou autres Lieux quelconques au Royaume de France, subjets à nostre dit Fils, à nous obeissans, & favorisans la partie du nostre tres chier & tres amé Fils le Duc de Bourgogne, qui jureront garder cette presente Concorde, jouiront paisiblement de leurs Benefices Ecclesiastiques, estans au dit Duchie de Normandie, ou Lieux devant dits.

19. Item, que semblablement toutes & chacunes Personnes Ecclesiastiques obeissans à nostre dit Fils le Roy Henry, & Beneficiers au Royaume de France es Lieux à nous subjets, qui jureront garder cette presente Concorde, jouiront paisiblement de leurs Benefices Ecclesiastiques estans es Lieux devant dits.

20. Item, que toutes & chacunes Eglises, Universitez, & Etudes generaux, & aussi Colleges d'Etudiens, & autres Colleges Ecclesiastiques estans es Lieux à nous subjets presentement, ou pour le temps advenir en la Duchie de Normandie, ou autres Lieux du Royaume de France subjets à nostre dit Fils le Roy Henry, jouiront de leurs Droits, Possessions, Rentas, Prerogatives, Libertés, Préeminences, & Franchises à ceux au Royaume de France appartenans, comment que ce soit ou deus, suives les Droits de la Couronne de France, & de tous autres.

21. Item, & quand il adviendra, que nostre dit Fils le Roy Henry viendra à la Couronne de France, la Duchie de Normandie, & aussi les autres & chacuns Lieux par luy conquis ou Royaume de France seront souz la Jurisdiction, obeissance & Monarchie de la dite Couronne de France.

22. Item, est accordé que nostre dit Fils le Roy Henry de son pouvoir se parforcera, & fera que aux Personnes à nous obeissans & favorisans la Partie devant dite, qu'on appelle de Bourgogne, ausquelles appartiennent Seigneuries, Terres, Revenus, ou Possessions en la dite Duchie de Normandie, ou autres Lieux ou Royaume de France par iceluy nostre Fils le Roy Henry conquises, ja piec par luy donuées, sera faite, sans la diminution de la Couronne de France, bonne recompensation; n'est faité aux dessus dits, nostre dit Fils le Roy Henry la fera es dites Terres & Biens, quand il sera venu à la Couronne de France: mais se les Terres, Seigneuries, Rentas, & Possessions qui appartiennent ausdites Personnes esdits Duchie, & es Lieux n'avoient esté données par nostre dit Fils, les dites Personnes seront restituées à icelles sans delay.

23. Item, que durant nostre vie en tous les Lieux à nous presentement, ou pour le temps advenir subjets, les Lettres communes de Justice, de dons d'Offices, de Benefices, & d'autres Donations, Pardons, ou Remissions, & Privileges devront estre écrites, & proceder sous nostre nom & Seel: toutes voyes pour ce que aucuns cas singuliers pourroient advenir, qui par humain engin ne peuvent pas tous estre preveus, esquels pourra estre necessaire & convenable, que nostre dit Fils le Roy Henry fasse écrire les Lettres en tel cas, si aucunes en adviennent, il sera loisible, à nostre dit Fils, pour le bien & seureté de nous & du gouvernement à luy, comme dit est, appartenant. Et pour eviter les perils & dommages, qui autrement pourroient vraysemblablement avenir, écrira les Lettres à nos Subjets par lesquelles il commandera, defendra, & mandera, de par nous & de par luy comme Regent, selon la nature & qualité de la besongne.

24. Item, que de tout nostre vie nostre dit Fils le Roy Henry ne se nommera ou écrira aucunement, ou fera nommer ou écrire Roy de France: mais de tous Points se abstiendra tant comme nous viverons.

25. Item, est accordé, que nous durant nostre vie nommerons, appellerons, & écrirons nostre dit Fils le Roy Henry, en Langue François par cette maniere, *Nostre tres cher Fils Henry Roy d'Angleterre, heritier de France*: Et en Langue Latine par cette maniere,

Noster præcristissimus Filius Henricus Rex Anglie, heres Francie.

ANNO
1420.

26. Item, que nostre dit Fils ne imposera ou fera imposer aucunes impositions ou exactions à nos Subjets sans cause raisonnable & necessaire, ne autrement, que pour le bien public du dit Royaume de France, & selon l'ordonnance & exigence des Loix & Coustumes raisonnables & approuvées du dit Royaume.

27. Item, & afin que Concorde, Paix & tranquillité entre les dits Royaumes de France & d'Angleterre, soient pour le temps avenir perpetuellement observées, & que l'on obvie aux obstacles & commencemens, par lesquels entre les dits Royaumes debats, diffensions ou discordes pourroient fourdre ou temps advenir, que Dieu ne veuille, il est accordé, que nostre dit Fils labourera par effect de son pouvoir, que de l'avis & consentement des trois Estats des deux Royumes, oïez les obstacles en cette Partie, soit ordonné & pourveu, que du temps, que nostre dit Fils sera venu à la Couronne de France ou aucuns de ses Hoirs, les deux Couronnes de France & d'Angleterre à tousjours mais perpetuellement demoureront ensemble, & seront en une mesme Personne: c'est assavoir en la Personne de nostre dit Fils le Roy Henry, tant qu'il vivra, & de là en avant es Personnes de ses Hoirs, qui successivement seront les uns après les autres; & que les deux Royumes seront gouvernez depuis ce temps, que nostre dit Fils, ou aucun de ses Hoirs perverra ou perverdront ausdits Royaumes, non diversement sous divers Roys pour un mesme temps, mais sous une mesme Personne, qui sera pour le temps Roy & Seigneur Souverain de l'un & de l'autre Royaume; ses Droits, Libertez, ou Coustumes, Usages & Loix, non sousmettant en quelque maniere l'un des dits Royaumes à l'autre; ne les Droits, Loix, Coustumes, ou Usage de l'un d'iceux Royaumes aux Droits, Loix, Coustumes & Usages de l'autre.

28. Item, que dès maintenant, & à tout temps perpetuellement se taront, apparoiront, & de tout Points cesseront toutes diffensions, haynes, rancunes & inimitez, & Guerre d'entre lesdits Royaumes de France & d'Angleterre; & les Peuples d'iceux Royaumes adherans à la dite Concorde, & entre les Royaumes desdits, sera & aura vigueur des maintenant eternellement, & à tousjours mais perpetuellement Paix, tranquillité, concorde, affection mutuelle, & amitez fermes & stables: & se aideront lesdits deux Royaumes de leurs aydes, conseils & assillances mutuelles contre toutes personnes qui à eux, à l'un d'eux s'efforceroient de faire donner violence, injure, grief, ou dommage, & convertiront & marchanderont ensemble les uns avec les autres franchement & seurement, en payant les Coustumes, Devoirs deus & accoustumez.

29. Item, que tous les Confederéz & Alliez de nous & dudit Royaume de France, & aussi les Confederéz de nostre dit Fils le Roy Henry, & du Royaume d'Angleterre, qui dedans huit mois, après le temps, que cette presente Concorde de Paix leur sera notifiée, ils auront déclaré se vouloir fermement adherer à la dite Concorde, & estre compris sous le Traité & Concorde d'icelle Paix, soient compris sous les Amitez ou Confederations, seureté & concorde d'icelle Paix, sans toutes voyes à l'une & à l'autre des dites Couronnes, à nous & à nos Subjets, & aussi à nostre dit Fils le Roy Henry, & à ses Subjets, ses actions, droits, & remedes quelconques convenables en cette partie, & competens en quelque maniere que ce soit, envers les dit Alliez ou Confederéz.

30. Item, est accordé, que nostre dit Fils le Roy Henry, avec le conseil de nostre tres chier Fils Philippe Duc de Bourgogne, & des autres Nobles du Royaume, qu'il conviendra & appartiendra pour ce estre appellez; pourvera pour le gouvernement de nostre personne, seurement & loablement; & honestement selon l'exigence de nostre estat & dignité Royal, par telle maniere; que ce sera l'honneur de Dieu & de nous, & aussi du Royaume de France, & des Subjets d'icelluy; & que toutes personnes tant Nobles comme autres, qui seront autour de nous pour nostre Personne & domestique service non pas seulement en Offices, mais en autres Ministeres, seront tels, qu'ils auront esté nez au Royaume de France, ou des Lieux de Langage François, bonnes Personnes, sages, loyales & idoines au dit service.

31. Item, que nous demurerons & residerons personnellement en lieu notable de nostre obeissance, & non ailleurs.

32. Item, considerez les horribles & enormes crimes, & delictz

ANNO & delidz peïpèrrez audit Royaume de France, par
1420. Charles foi dit sire Dauphin de Vienne, il est accordé,

que nous ne nostre dit Fils le Roy Henry, ne aussi
notre tres cher Fils Philippe Duc de Bourgogne ne
traïseront aucunement de Paix ou de Concorde avec
ledit Charles, ne feront ou feront traïter, si non du
conseil & assentement de tous & chacun de nous trois;
& des trois Estats des deux Royaumes dessus dits.

33. Item, est accordé que nous sur les choses dessus
dites, & chascunes d'icelles, outre nos Lettres Paten-
tes sellées de nostre grand Seel, donnerons & ferons
donner & faire à nostre dit Fils le Roy Henry Lettres
Patentes, approbatoires & confirmatoires, de nostre
dite Compagnie, & de nostre dit Fils Philippe Duc de
Bourgogne, & des autres de nostre Sang Royal, des
grands Seigneurs, Barons, Citez & Villes à nous
obeyssans, desquels en cette partie nostre dit Fils le
Roy Henry voudra avoir Lettres de nous.

34. Item, que semblablement nostre dit Fils le Roy
Henry pour la partie, outre ses Lettres Patentes sur
ces memes choses, sellées de son grand Seel, nous
fera donner & faire Lettres Patentes approbatoires &
confirmatoires de ses tres chers Freres, & des autres de
son Sang Royal, des grands Seigneurs, Barons, & des
Citez & Villes à luy obeyssans; desquels en cette par-
tie nous voudrions avoir Lettres de nostre dit Fils le
Roy Henry.

35. Toutes lesquelles & chascunes choses dessus es-
crites, nous Charles Roy de France dessus dit, pour
nous & nos Hoirs, autant que pourra toucher nous &
nos dits Hoirs, sans dol, fraude, ou malengin, avons
promis & promettons, juré & jurons en paroles de
Roy, aux Saints Evangiles de Dieu; par nous corpo-
rellement toucher, faire, accomplir, & observer: &
qu'icelles ferons par nos Sujets faire, accomplir, &
observer: & aussi que nous ne nos Heritiers ne venrons
jamais au contraire des choses dessus dites; ou d'aucu-
nes d'icelles, en quelque maniere ou jugement, ou
hors jugement, directement ou par oblique, ou par
quelconque couleur exquisite. Et afin que ces choses
soient fermes & stables perpetuellement & à tousjours,
nous avons fait mettre nostre Seel à ces presentes Let-
tres. Donné à Troyes le vingt-unesme jour du mois
de May l'an de grace mil quatre cens & vingt; &
de nostre Regne le quarantesme. *Ainsi signé*, par le
Roy nostre Sire en son Conseil, JEAN DE (a) RI-
NEL.

(a) ou Jean
Rivel.

21. Mai. *Forme du Serment du Traité susdit, lequel fut juré
par les Princes, Seigneurs, Prelats, Barons, &
autres Vassaux & Sujets, daté de la Ville de
Troyes, le 21. de Mai 1420. [G. G. LEIB-
NITZ, Codicis Diplomatici pag. 330.]*

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France; A
tous ceux, qui ces presentes Lettres verront, Sa-
lut. Sçavoir faisons, que incontinent après la Paix fi-
nale faïde, conclue, jurée & fermée solennellement
en cette nostre Ville de Troyes, entre nous, & nostre
tres cher Fils HENRY Roy d'Angleterre Heritier de
France, nostre tres cher & tres aimé Fils le Duc de
Bourgogne, plusieurs Prelats, Barons, Chevaliers;
Ecuycrs, & autres notables Personnes de plusieurs
estats, par nostre Ordonnance, volonté & commande-
ment, ont juré aux Saints Evangiles de Dieu certains
Pointés & Articles en la maniere; que s'ensuit.

1. Premièrement, vous jurez & promettez, que à
tres hault & tres puissant Prince Henry Roy d'Angle-
terre comme à Gouverneur & Regent du Royaume de
France, & de la chose publique d'icelle, & à ses man-
demens ou commandemens vous entendrez & obeïrez
humblement, loyamment & diligemment; en toutes
choses, & touchans & concernans le Gouvernement &
Regime du dit Royaume de France, & de la chose pu-
blique sujette à tres hault & tres excellent Prince &
nostre Souverain Seigneur Charles Roy de France.

2. Item, que incontinent après le deceds de nostre
dit Souverain Seigneur Charles Roy de France, que
continuellement vous ferez loyaux hommes liges vrayes
sujets du dit tres haut & tres puissant Prince Henry
Roy d'Angleterre & de ses Hoirs perpetuellement, &
iceluy comme vostre Souverain Seigneur & vray Roy
de France, sans opposition, contradiction ou difficulté,
aurez & recevrez, & à luy comme vray Roy de France
obeïrez, & que jamais à nul autre, comme à Roy ou
Regent de France n'obeïrez, si non à nostre dit Sou-
verain Seigneur Charles Roy de France, & au dict tres

TOM. II. PART. II.

hault & tres puissant Prince Henry Roy d'Angleterre, ANNO
& à ses Hoirs.

3. Item, que vous ne ferez en aide; coïncil ou
coïntement, que le dict tres hault & tres puissant
Prince Henry Roy d'Angleterre perde la vie, ou mem-
bre, ou soit pris de mauvaise prise, ou qu'il souffre
dommage; ou diminution en ses Personne, Estat &
honneur ou choses quelconques. Mais les vous favez
ou connoïsez aucune telle chose estre contre luy pen-
sée ou machinée, vous l'empêcherez autant, comme
vous pourrez, & par vous memes, par Message ou
Lettres luy ferez à savoir le plustost, que faire le pour-
rez. Et generallyment vous jurez que sans dol, fraude
ou malengin vous garderez & obeïrez & ferez gar-
der & observer toutes les choses, Pointés & Articles,
contenus és Lettres & Appoinctemens de la Paix fina-
le, faite, accordée & jurée entre nostre dit Souverain
Seigneur Charles Roy de France, & le dict tres hault
& tres puissant Prince Henry Roy d'Angleterre, sans
jamais en jugement ne dehors, directement ou indi-
rectement, publiquement ou secretement, par quelcon-
que couleur ou voye que ce soit, ou puisse estre, ven-
ir, faire ou consentir estre faït au contraire des chos-
es, Articles, ou Pointés dessus dits ou d'aucun d'i-
ceux; mais en toutes manieres & voyes possibles tant
de faict comme de droict resister à tous ceux, qui
vendront, ou attenteront; ou s'efforceroient de faire
venir ou attenter à l'encontre des choses, Articles &
Pointés dessus dits ou d'aucuns d'iceux. Lesquels
Pointés & Articles nous voulons & commandons estre
pareillement jurez, par tous nos Vassaux & Sujets de
quelque estat, dignité ou condition qu'ilz soient, sans
contradiction; refus, delay, exécution quelconques.
En tesmoïn de ce nous avons faït mettre nostre Seel
à ces presentes. Donné à Troyes, le vingt-unesme
jour de May; l'an de grace mil quatre cens & vingt,
Ainsi signé; par le Roy en son Conseil J. DE RI-
VEL.

(1) *Ejusdem Tractatus Instrumentum ex parte 21. Mai:
HENRICI V. Anglie Regis. [G. G. LEIB-
NITZ, Codicis Diplomatici pag. 332.]*

HENRICUS, Dei gratia Rex Angliæ, Hæres Fran-
ciæ, & Dominus Hiberniæ. Ad perpetuam rei
memoriam; licet celebres Tractatus atque varii pro
Franciæ & Angliæ Regnorum reintegranda Pace, evan-
gendisque diffidiis inter claræ memoriæ Progenitores
nostros, ac inclite recordationis Progenitores Serenis-
simi Principis KAROLI Patris nostri Franciæ, & nos
hactenus habiti expectatum inde Pacis fructum non at-
tulerint. Nos nihilominus in nostræ conscientie libe-
ræ ponderantes sinceriter, quam grandia, quam ir-
reparabilia mala, quamque enormem læsionem, & uni-
versalem ac immedicabilem plagam, dictorum Regno-
rum deploranda divisio intulerit hactenus, non eis so-
lum, sed toti, prohi dolor! Ecclesiæ militanti, nu-
per cum dicto præclarissimo Patre nostro Pacis Tracta-
tum resumpimus. In quo tandem post plurima nos-
trorum collationes mutuas & colloquia, illo nostris
effectum desiderii largiente, qui Pacem pollicetur ho-
minibus bonæ voluntatis, inter eundem Serenissimum
Principem Karolum præclarissimum Patrem nostrum, &
nos in ipso desideratissimæ Pacis Negotio conclusum
est & concordatum, in eum, qui sequitur, modum.

1. In primis, quia per Fœdus conjugii pro bono
dictæ Pacis iuncti, inter nos & carissimum consorcium
nostram Katharinam Filiam dicti Serenissimi Principis
Karoli præclarissimi Patris nostri, & præclarissimæ Ma-
tris nostræ Yabellis Cohortalis suæ ipsi nobis effecti
sunt Pater & Mater; idcirco eisdem ut Patrem & Ma-
trem nostros habebimus & venerabimur, & ut decet ve-
nerari tales & tantos Principem & Principissam, imò
præ cunctis aliis Personis temporaliibus Mundi.

2. Item, quod non turbabimus, aut impedietur præ-
fatum præclarissimum Patrem nostrum, quo minus te-
neat & possideat, quoad vixerit, quatenus tenet & pos-
sidet de præsentis Coronam & Dignitatem regalem Fran-
ciæ, & redditus, fructus & proventus eorundem ad
sustentationem sui status & onerum Regni, & præfati
præca-

(1) *Mt. Leibnitz donne cette Pièce sous le Titre de, Confirmatio Ar-
ticularum Tractatus in Urbe Troja Campaniæ conclusi 21. Maii 1420. Mais
il se trompe, c'est le même Traité que le précédent d'un bout à l'autre.
Toute la différence qu'il y a consiste en ce que, dans le premier, c'est
le Roi de France qui parle & qui s'oblige; au lieu que, dans celui-ci,
c'est le Roi d'Angleterre. Aussi ces deux Instrumens sont-ils datés du
même Lieu, jour & An. (DUM.)*

ANNO
1420.

præcarissima Mater nostra etiam teneat, quamdiu vixerit statum & dignitatem Regine secundum morem Regni prædicti, cum parte præfatorum reddituum & proventuum sibi congrua & convenienti.

3. Item, concordatum est, quod prædicta carissima Conforts nostra Katherina percipiet & habebit dotem in Regno Angliæ, quemadmodum Regina Angliæ hactenus percipere & habere consueverunt, videlicet, ad summam quadraginta millium Scutorum annuatim, quorum duo semper valeant unum Nobile Anglicanum.

4. Item, concordatum est, quod nos Henricus Rex supra dictus viis, modis & mediis, quibus poterimus absque transgressione vel offensa juramenti per nos præstiti, de observando Leges, Consuetudines, Usus & Jura dicti Regni nostri Angliæ laborabimus & providebimus, quod præfata carissima Conforts nostra Katherina citius, quod fieri poterit, efficiatur in omnem eventum plenè secura, de percipienda & habenda in dicto Regno Angliæ à tempore obitus nostri; Dote prædicta, quadraginta millium Scutorum annuatim, quorum duo semper valeant unum Nobile Anglicanum.

5. Item, concordatum est, quod si contingat dictam carissimam Confortem nobis supervivere, percipiet ipsa, & habebit in Regno Franciæ immediatè à tempore obitus nostri Dotem ad summam viginti millium Francorum annuatim, de & super illis Terris; Locis & Dominis, qua tenuit & habuit in Dotem inclite recordationis Bianchiæ quondam Conthoralis recolendæ memoriæ Philippi Franciæ Proavi dicti præcarissimi Patris nostri.

6. Item, concordatum est, quod immediatè post obitum dicti præcarissimi Patris nostri Franciæ & ex tunc deinceps Corona & Regnum Franciæ, cum eorum Juribus & Pertinentiis universis manebunt & erunt Regni Regis Henrici supra dicti & Hæredum nostrorum in perpetuum.

7. Item, quod pro eo, quod dictus præcarissimus Pater noster teneatur, ut plurimum, quod dolenter referimus, & præpeditur adversa valetudine, per eum modum, quod non commode poterit in Persona sua intendere seu vacare disponentis Regni negotiis, quod ideo ad totam vitam dicti præcarissimi Patris nostri, facultas & exercitium regendi, & gubernandi Republicam prædicti Regni Franciæ, cum consilio Nobilium & prudentium ejusdem Regni prædicto Patri nostro obedientium, qui commodum & honorem ipsius Regni dilexerint, penes nos Regem Henricum supra dictum erunt & manebunt, ita quod ex nunc deinceps ipsam per nos, ac etiam per alios, quos cum consilio præfatorum Nobilium ad hoc duxerimus deputandos regere possimus & gubernare. Quibus quidem facultate & exercitio regendi sic penes nos Regem Henricum existentibus, effiaciter, diligenter & fideliter laborabimus & intendemus ad id, quod esse possit & debeat ad honorem Dei & dictorum præcarissimorum Patris nostri & Matris, nec non ad bonum publicum dicti Regni; & ad ipsum Regnum cum consilio Procerum, Magnarum & Nobilium ejusdem Regni defendendum, tranquillandum & pacificandum, ac regendum secundum existentiam Justitiæ & æquitatis.

8. Item, quod nos pro posse nostro faciemus, quod Curia Parlamentum Franciæ custodiatur & observetur in auctoritate & superioritate suis, & sibi debitis in omnibus & singulis Locis dicto Patri nostro, nunc aut in futurum subiectis.

9. Item, quod nos pro posse nostro tuebimur & conservabimus omnes & singulos Pares, Nobiles, Civitates, Villas, Communitates & singulares Personas dicto Patri nostro nunc aut in futurum subiectas, in eorum Juribus; Consuetudinibus, Privilegiis, Prærogativis, Libertatibus & Franchisiis eisdem competentibus sive debitis in Locis quibuscumque dicto Patri nostro nunc aut in futurum subiectis.

10. Item, quod nos Henricus Rex supra dictus diligenter & fideliter pro posse nostro laborabimus, & faciemus, quod Justitiæ complementum ministrabitur, & fiet in dicto Regno Franciæ, secundum Leges, Consuetudines & Jura ejusdem Regni, absque Personarum acceptatione: ac conservabimus & tenebimus Subiectos Regni prædicti in tranquillitate & Pace, pro posse tuebimur & defendemus eosdem adversus violentias & oppressiones quascumque.

11. Item, concordatum est, quod nos Henricus Rex supradictus, pro posse nostro providebimus & faciemus, quod ad Officia tam Justitiæ Parlamentum, quam etiam Præposituras, Balliviatas, Senescalas, & alia spectantia ad Gubernationem Domini, nec non alia quæcum-

que Officia in dicto Regno Franciæ; assumentur Personæ habiles, utiles & idoneæ pro bono, justo, pacifico & tranquillo regimine dicti Regni, & administratio- num eis committendarum, ac quod sint tales, quales secundum Leges & Jura ejusdem Regni, & pro utilitate ac commodum dicti Patris nostri, & ipsius Regni ad ea deputari deberent & assumi.

12. Item, quod nos Henricus Rex supra dictus laborabimus pro posse nostro, & quam citius id commodè fieri poterit, ad ponendum in obedientiam dicti Patris nostri omnia & singula; Civitates, Villas, Castra, Loca, Patrias & Personas infra Regnum Franciæ dicto Patri nostro inobedientia & rebellia, tenentia partem illam seu existentia de parte illa, vulgariter nuncupata *Delphin*, seu *Armeniaci*.

13. Item, ut præmissa commodius, securius & liberior facere, exercere & implere valeamus, concordatum est, quod Proceres, Magnates, & Nobiles ac Status Regni prædicti, tam spirituales, quam temporales; nec non Civitates, & Notabiles Communitates ac Cives, & Burgenes Villarum ejusdem Regni, dicto Patri nostro pro tempore obedientes præstabunt juramenta, quæ sequuntur.

14. Imprimis, quod nobis Regi Henrico prædicto facultatem & exercitium disponendi & regendi dictam Republicam gerenti, ac Justitiis & Mandatis nostris humiliter & obedientes in omnibus exercitium Regiminis dicti Regni concernentibus, & per omnia parent & intendunt.

15. Item, quod ea, quæ inter præfatos præcarissimos Patrem & Matrem nostros, & nos Regem Henricum supra dictum cum consilio eorum, quos fidem nostri Patris & Mater & nos ad hoc duxerimus adhibendos, appunctuata sunt aut fuerint, & concordata, ipsi Proceres & Magnates, Nobiles ac Status Regni prædicti, tam spirituales quam temporales, nec non Civitates ac Notabiles Communitates, ac Cives & Burgenes Villarum ejusdem Regni, quatenus eos & singulos eorum concernere poterit in omnibus & per omnia, bene & fideliter observabunt, & pro posse suo sic facient ab aliis quibuscumque observari.

16. Item, quod continuè ab obitu & post obitum dicti præcarissimi Principis Karoli Patris nostri erunt; ipsi fideles homines Ligati nostri Regis Henrici supra dicti ac Hæredum nostrorum, ac nos pro Domino suo Ligæ & supremo ac vero Rege Franciæ absque oppositione, contradictione seu difficultate recipient & admittent, & pro tali obedient, & quod præterquam dicto præcarissimo Patri nostro nulli unquam post hæc tanquam Regi, aut Regenti Regni Franciæ obedient, nisi nobis Regi Henrico supra dicto & Hæredibus nostris.

17. Item, quod non erunt in consilio; auxilio vel assensu, quod nos Rex Henricus supra dictus perdamus vitam, aut membrum, seu capiamus malâ captione, aut quod patiamur dampnum seu diminutionem in persona, statu, honore seu rebus; verum si quid tale contra nos nostri seu machinari noverint, illud pro posse suo impediunt, ac nobis quam celerius poterunt, per se ipsos seu Nuntios vel Literas intimabunt.

18. Item, concordatum est, quod omnes & singulæ conquestæ extra Ducatum Normaniæ in Regno Franciæ per nos Regem Henricum supra dictum super prædictos inobedientes nunc, erunt & fient ad utilitatem Patris nostri prædicti, & quod nos pro posse nostro, in ciemus, quod omnia & singula Terræ & Dominia constituta in Locis sic conquiritis, spectantia ad Personas, nunc dicto Patri nostro obedientes, quæ jurabunt servare præsentem Concordiam, restituentur ad dictas Personas; ad quas spectant.

19. Item, concordatum est, quod omnes & singulæ Personæ Ecclesiasticæ beneficiatæ in Ducatu Normaniæ, aut aliis quibuscumque Locis in Regno Franciæ nobis subiectis, dicto Patri nostro obedientes & fidentes parti præcarissimi Patris nostri Ducis Burgundie, quæ jurabunt servare præsentem Concordiam, gaudebunt pacificè Beneficiis suis Ecclesiasticis in Ducatu seu Locis proximè dictis constitutis.

20. Item, quod simili modo omnes & singulæ Personæ Ecclesiasticæ nobis obedientes & beneficiatæ in Regno Franciæ, in Locis dicto Patri nostro subiectis, quæ jurabunt servare præsentem Concordiam, gaudebunt pacificè Beneficiis suis Ecclesiasticis in Locis proximè dictis constitutis.

21. Item, quod omnia & singula, Ecclesiæ, Universitates & Studia generalia, nec non Collegia Studentium, & alia Collegia Ecclesiastica constituta in Locis dicto Patri nostro nunc aut in futurum subiectis in Du-

ANNO
1420.

ANNO
1420.

catu Normaniæ aut aliis Locis Regni Francie nobis subiectis, gaudebunt eorum Juribus & Possessionibus, Redditibus, Prærogativis, Libertatibus, Præeminentiis & Franchisiis eisdem in Regno Francie qualitercunque competentibus seu debitis, salvo Jure Coronæ Franciæ, & alterius cujuscumque.

22. Item, quod quodcumque contigerit, favente Domino, nos Henricum Regem prædictum ad Coronam Regni Francie pervenire, Ducatus Normaniæ, nec non omnia & singula Loca per nos in Regno Francie conquesta erunt sub Ditione, obedientia & Monarchia Coronæ Franciæ supradictæ.

23. Item, concordatum est, quod pro posse nostro niteamur, & faciemus, quod Personis obedientibus dicto præcarissimo Patri nostro & faventibus parti prædictæ, quæ dicitur Burgundia, ad quas spectabant Dominia, Terræ, Redditi seu Possessiones in dictis Ducatu Normaniæ, aut aliis Locis in Regno Francie per nos conquestis, hæcenus per nos donata, fiet absque diminutione Coronæ Franciæ recompensæ per dictum præcarissimum Patrem nostrum, in Locis & Terris nomine ejusdem Patris nostri acquisitis, acquirendis & evincendis super Rebeldes & inobedientes dicto Patri nostro, & si non sit supra dictis Personis ejusmodi recompensæ in vita dicti Patris nostri, nos eam faciemus in hujusmodi Locis & Bonis, cum contigerit, nos, favente Deo, ad Coronam Franciæ pervenire. Si verò Terræ, Dominia, Redditi seu Possessiones, quæ in eisdem Ducatu seu Locis ad Personas hujusmodi spectabant, per nos donata non fuerint, dictæ personæ ad ea restituentur indilate.

24. Item, quod ad totam vitam dicti præcarissimi Patris nostri in omnibus Locis sibi nunc vel in futurum subiectis, Literæ communes iustitiæ nec non Concessionis Officiorum, Beneficiorum & aliarum Donationum, Remissionum & Privilegiorum scribi debebunt & procedere sub nomine & Sigillo dicti præcarissimi Patris nostri. Quia tamen casus aliqui singulares evenire poterunt, qui humano ingenio non omnes poterunt prævideri, in quibus perquam necessarium esse poterit & opportunum, quod nos Rex Henricus supra dictus Literas nostras scribi faciamus: in hujusmodi casibus, si qui occurrerint, licebit nobis pro bono & securitate dicti præcarissimi Patris nostri, & Regiminis nobis, ut perferatur, competentis, ac pro vitandis periculis & dispendiis, quæ aliis forent de verisimili secutura, etiam in Locis dicto Patri nostro subiectis, scribere nostras Literas, quibus præcipimus, prohibebimus, seu mandabimus juxta naturam & qualitatem negotii ex parte dicti præcarissimi Patris nostri, & nostri, tanquam Regentis.

25. Item, quod ad totam vitam dicti præcarissimi Patris nostri, nos Henricus Rex supra dictus nullatenus nominabimus aut scribemus, seu nominari aut scribi faciemus nos Regem Franciæ, sed ab eodem nomine penitus nos abstinemus, quamdiu dictus præcarissimus Pater noster egerit in humanis.

26. Item, concordatum est, quod dictus præcarissimus Pater noster ad totam vitam suam nominabit, appellabit & scribet nos in Lingua Gallicana hoc modo: *Nostre tres cher Fils Henry Roy d'Angleterre, heritier de France.* In Lingua verò Latina hoc modo: *Noster præcarissimus Filius Henricus Rex Angliæ, heres Franciæ.*

27. Item, quod nos nullas impositiones aut exactiones imponemus seu imponi faciemus Subditis dicti præcarissimi Patris nostri, absque causa rationabili & necessaria, nec aliquam pro bono publico ipsius Regni Franciæ, & secundum dictam & exigentiam Legum & Consuetudinum rationabilium & approbatarum ejusdem Regni.

28. Item, ut Concordia, Pax & tranquillitas inter prædicta Franciæ & Angliæ Regna perpetuò futuris temporibus observentur & obvietur occasionibus & Principiis, ex quibus inter eadem Regna, quod absit, debata, dissensionem seu discordiæ futuris possent temporibus exoriri: Concordatum est, quod nos Henricus Rex supra dictus laborabimus pro posse nostro ad effectum, quod de adversamento & consensu trium Statuum, utriusque duorum Regnorum, amotis obstaculis in hac parte ordinetur & provideatur, quod ab eo tempore, quo pervenerimus nos, aut aliquis hæredum nostrorum ad Coronam Regni Franciæ supra dicti; Ambæ Coronæ, scilicet Franciæ & Angliæ, perpetuò futuris temporibus simul commaneant, & erunt in una & eadem Persona, videlicet nostra, ex tunc ad vitam nostram; ex tunc deinceps in Personis hæredum nostrorum qui successivè erunt, unus post aliam. Et quod gubernat

TOM. II. PART. II.

buntur ambo Regna ab eodem tempore, quo nos, aut aliquis hæredum nostrorum ad eadem pervenerimus, seu pervenerit non divitum sub diversis Regibus, pro eodem contextu temporis, sed sub una & eadem Persona, quæ pro tempore erit, ut præferatur, utriusque Regni Rex & Dominus supremus. Conservando nihilominus in aliis omnibus & singulis utriusque dictorum Regnorum sua Jura, Libertates seu Consuetudines, Usus & Leges, non subjiciendo quocumque modo unum dictorum Regnorum alteri eorundem, nec supponendo aut submittendo Jura, Leges, Consuetudines aut Usus unius eorundem Regnorum, Juribus, Legibus, Consuetudinibus aut Uibus alterius eorundem.

29. Item, quod à modo perpetuis futuris temporibus stebunt, quiescent & omninò cessabunt omnia & singula dissensionem, odia, rancores, inimicitie & Guerre inter Regna Franciæ & Angliæ supra dicta, & Populos eorundem Regnorum, dictæ Pacis, Concordiæ Adhærentes, eruntque ex nunc perpetuò & vigeant inter eadem Regna & eorum Subditos supra dictos, Pax, tranquillitas, Concordia & affectus mutui & Amicitie stabiles & firmæ, juvabuntque se Regna prædicta consiliis, auxiliis & assistantiis suis mutuis adversus quoscunque, qui eis aut alteri eorundem Regnorum, vim, injurias, damna, molestias, gravamina, seu dispendia inferre, moliri, seu facere conabuntur aut arrogare; mutuoque conversabuntur & mercabuntur libere & securè, solvendo Consuetas & Deverbi debita & consueta.

30. Item, quod omnes & singuli Confederati & Aligati dicti præcarissimi Patris nostri & Regni Franciæ supra dicti, ac etiam Confederati nostri & Regni Angliæ antedicti, qui infra octo menses à tempore hujus Concordiæ, Pacis eis notificatæ suis Literis declaraverint, se eidem Concordiæ firmiter adhærere & applaudere; & velle sub ipsius Pacis Tractatu & Concordia comprehendere, sint & comprehendantur sub ejusdem Pacis Fœderibus, securitate atque Concordia: Salvis tamen nihilominus utrique prædictorum Coronarum, nec non prædicto præcarissimo Patri nostro & Subditis suis, ac etiam nobis & Subditis nostris, Actionibus, Juribus & remediis quibuscunque in ea parte congruis adversus Alligatos hujusmodi seu Confederatos qualitercunque competentibus.

31. Item, concordatum est, quod nos Henricus Rex supra dictus cum consilio carissimi Fratris nostri Philippi Ducis Burgundiæ & aliorum ex Nobilibus Regni, quos ad id congruet & decebit evocari, provideamus pro Regimini Personæ dicti præcarissimi Patris nostri Franciæ, tutè, laudabiliter & honestè secundum exigentiam status sui Regalis & Dignitatis per eum modum, quod erit ad honorem Dei & ipsius præcarissimi Patris nostri ac Regni Franciæ & subjectionum ejusdem. Et quod omnes & singulæ Personæ, quæ erunt circa dictum Serenissimum Principem præcarissimum Patrem nostrum ad Domesticum & Personale obsequium eidem impendendum, non solum in Officiis, verum etiam in aliis Ministeriis tam Nobilibus quam aliis erunt tales, qui nati fuerint in Regno Franciæ, seu de Locis idiomatis Gallicani bonæ proinde fideles & idoneæ ad obsequium supra dictum.

32. Item, quod dictus præcarissimus Pater personaliter commorabitur & residet in Loco notabili suæ obedientiæ & non alibi.

33. Item, consideratis exhorrendis & enormibus criminibus & facinoribus per Carolum pro Delphino Viennensi se gerentem in dicto Regno Franciæ perpetratis, concordatum est, quod nec dictus præcarissimus Pater noster, nec nos Henricus Rex supradictus, nec carissimus Frater noster Dux Burgundiæ aliquem cum dicto Carolo Pacis aut Concordiæ Tractatum inhibere seu faciet, inhibemus seu faciemus, nisi de consilio & assensu omnium & cujuslibet nostrorum & trium Statuum utriusque Regnorum prædictorum.

34. Item, concordatum est, quod dictus præcarissimus Pater noster super præmissis omnibus & singulis ultra Literas suas Patentes, magno suo Sigillo sigillatas, dari & fieri faciet nobis Henrico Regi supra dicto Literas Patentes approbatorias & affirmatorias, dictæ præcarissimæ Conthoralis suæ Matris nostræ, & dicti carissimi Fratris nostri Philippi Ducis Burgundiæ & aliarum de Sanguine suo regali, ac Procerum & Magnatum, ac Civitatum & Villarum dicti Regni prædicti præcarissimo Patri nostro nunc vel in futurum obedientium, quas Literas in eâ parte nos à dicto præcarissimo Patre nostro exigere voluerimus.

35. Item, quod nos Henricus Rex supra dictus simili modo pro parte nostra ultra Literas Patentes, super

T 2

ANNO
1420.

ANNO
1420.

eisdem magno Sigillo nostro sigillatas, dari & fieri faciemus dicto præcæssimo Patri nostro Literas Patentes approbatorias & affirmatorias præcæssimorum nostrorum & aliorum de sanguine nostro Regali, Procerumque & Magnatum ac Civitatum & Villarum nobis obediendum. Quorum Literas in ea parte dictus præcæssimus Pater à nobis exigere voluerit.

36. Quæ omnia & singula supra scripta nos Henricus Rex supra dictus pro Nobis & Hæredibus nostris, quantenus nos concernere poterit nos & dictos Hæredes nostros absque dolo, fraude aut malo ingenio facturos, impleuros & servaturos promissimus & promittimus in verbo Regio, ac juravimus & juramus ad Sancta Dei Evangelia per nos corporaliter tacta, & quod ea sic faciemus à nostris Subditis impleri & observari, ac quod nec nos, nec Hæredes nostri ullo unquam tempore veniemus in contrarium præmissorum, aut aliquis eorumdem, quoquo modo in judicio vel extra judicium, directè seu per aliquem alium, aut quovis exquisito colore. In quorum omnium & singulorum fidem & Testimonium presentes Literas nostras magni Sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum in Ecclesia Cathedrali Beati Petri Trecentis; vicesimo primo die Maji, Anno Dominice Incarnationis millesimo quadringentesimo vicesimo, Regni verò nostri octavo. Signatum per ipsum Regem. STURGEON. J. HETE.

XCII.

24. Oâ. *Lettres de Louis Cardinal de Bar, par lesquelles il donne & transporte à ISABELLE DE LORRAINE sa Cousine, & Fille du Duc de Lorraine, le Châtel de MOUSSON, la Ville, Cité, & Châtelainie du Pont de Mousson, à titre de Dot, en son Mariage avec RENE d'ANJOU Marquis de Pont & Comte de Guise. A Nancy le 24. d'Octobre 1420. Avec la Ratification de YOLAND d'ARRAGON, Reine de Jerusalem & de Sicile, sur lesdites Lettres. A Tarascon le 18. Juin 1421. [La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, & d'Autriche. Aux Preuves. pag. 194. Tiré des Archives de Nancy.]*

YOLAND, par la grace de Dieu Reyne de Jerusalem & de Sicile, Duchesse d'Anjou, Comtesse de Forcalquier, du Maine & de Pimont, ayant le bail, garde, gouvernement & administration de nos Enfants mineurs d'ans, & de leurs Pays, Terres & Seigneuries. A tous présents & avenir, Salut. Comme nostre tres-cher & tres-ami Oncle le Cardinal de Bar Seigneur de Cassel pour les causes & considérations qui à ce le meurent, de sa grace & courtoisie eut autres fois enherité, nostre tres-cher & tres-ami Fils à présent Duc de Bar, Marquis du Pont & Comte de Guise, desdits Duché & Marquisse du Pont, & depuis se soit nouvellement départi au profit de nostre dit Fils du nom de Duc, & l'usufruit qu'il avoit retenu en plusieurs bonnes Villes, Châteaux, Forteresses, Terres & Seigneuries, appartenans & appendans auxdits Duché & Marquisse, en intention de faire le Mariage de nostre dit Fils, & de nostre tres-cher & tres-amiée Cousine que lors estoit, & à présent est nostre Fille YSABEL de Lorraine, aisnée Fille de nostre tres-cher & tres-ami Cousin le Duc de Lorraine & Marchis, lequel Mariage est à présent accompli. Et à cause d'iceluy Mariage nostre dit Oncle ait voulu, consenti & accordé que nostre dite Fille fut dotée par la forme & manière contenuë en ses Lettres desquelle la teneur s'ensuit.

Louis par la grace de Dieu Cardinal de Bar Seigneur de Cassel, A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Le bien de Paix estre le plus excellent de tous biens, Nôtre le Prophete le demontre en ses Prophetes, où il appelle nostre Seigneur, pour lors avenir, Prince de Paix, en la Nativité glorieuse duquel la Compagnie des Anges chantoit, *Gloire au Ciel, & Paix en Terre aux hommes de bonne volonté.* Et comme la voix du Prophete le dit & denouça de nostre Sauveur, ainsi fut-il en luy-mesme depuis parfaitement accompli. Car par sa parole enseigna Paix, aussi par exemple & par l'effusion de son propre sang, & restitua Paix entre Dieu & l'humain lignage, & iceluy restitua à la gloire de Paix perdurable, de laquelle estoit séculé & exilé par le peché du premier homme.

ANNO
1420.

Et desirant de tout nostre cœur icelle Paix, & pource que es Duchez, Pays & Seigneuries de Lorraine & de Bar qui sont joignans, enclavez & marchissans l'un à l'autre en plusieurs parties d'iceux comme chacun sçait, ou temps passé par plusieurs fois & longuement, par haines, entrefaits & autrement, par l'insultation de l'esprit malin, effusion de sang, feux boutez & autres maux intombrables, y sont ensuis, & semblablement se pourroyent ensuir de jour en jour se remede n'y estoit mis. Pour à iceux obvier, résister & entretenir lesdits deux Pays & Seigneuries, en bon amour, accord, paix, unité, & tranquillité, nostre tres-cher & tres-ami Confin le Duc de Lorraine d'une part, & avant eue, traité & appointé Mariage d'entre nostre tres-cher & tres-ami Neveu, Messire RENE d'ANJOU, Marquis du Pont & Comte de Guise, & nostre tres-cher & tres-amiée Cousine ISABEL de Lorraine aisnée Fille de nostre dit Cousin de Lorraine, lequel Mariage est fait, assuevy & célébré en Sainte Eglise. En traitant duquel Mariage, entre les autres choses a esté accordé & appointé, entre nostre dit Cousin & nous, que au cas que nostre dite Cousine survivra nostre dit Neveu, & qu'ils n'auront hoirs nez & procrez de leurs corps en leal Mariage, nostre dite Cousine soit & demeure douée de cinq mille Livres de Terre, pour lesquelles ou cas dessusdit le Châtel de Mousson, la Ville, Cité, Prevosté & Châtelainie du Pont & de Mousson, en tel pris comme lesdits Châtel de Mousson, la Ville, Cité, Prevosté & Châtelainie se pourront estendre, & le surplus desdites cinq mille Livres de Terre au plus pres que faire se pourra sur les choses que desja & présentement paravant la datté de ces présentes avons donné à nostre dit Neveu, sans qu'elle ait autre Forteresse que ce que dit est, pour audit cas jouir, user, exploiter, relement & de fait par nostre dite Cousine; sa vie durant tant seulement, desdits Châtel, Ville, Cité, Prevosté & Châtelainie de Mousson & du Pont, & de toutes les appartenances & dependances; & aussi de tous les profits, filices & Revenus d'iceux; en Souveraineté & Seigneurie, Haulteur & Dommages, Fiefs, Arrièrefiefs, & Justice haulte, moyenne & basse, en Amendes, en Bois, en Forêts, en Moulins, en Eaux, en Rivières, en Estangs, en Viviers, en Pêcheries; en Prez, en Vignes, en Terres arables & non arables, en Rentes d'Or, d'Argent, de Biez, d'Avoines, de Chappons, de Gelines; en Courvées, en Dons, en Demandes; en Aydes; Tailles & autres Debets, en Wardes quelles qu'elles soyent, & généralement en toutes & singulieres choses, & autres appartenances quelconques; & en chacune d'icelles quelles qu'elles soient comment on les puisse nommer, sans riens ne hacques excepter; retenir, ne has mettre, en telle prise comme ledit Châtel, Ville, Cité, Prevosté & Châtelainie du Pont & de Mousson se pourront estendre, & paraisant ce qu'il faudroit desdites cinq mille Livres de Terre, au plus pres que faire se pourra, sans Forteresse & sans mal engin comme dit est, &c. Toutes lesquelles choses dessusdites & chacune d'icelles, nous Louis Cardinal Duc de Bar, Seigneur de Cassel dessusdit, avons pour nous, nosdits Hoirs Successeurs & ayants cause, promis & promettons par ces présentes en bonne foy & en vraye parole de Prelat & de Prince, & sous l'obligation de tous nos biens, des biens de nos Hommes & Femmes, meubles & immeubles présents & à venir, par tout entretenir fermes & stables, &c. En signe de verité nous avons fait mettre nostre Seel à ces présentes, qui furent faites & données à Nancy, le vingt-quatriesme jour d'Octobre l'An m c c c c x x.

Sçavoir faisons que en entretenant & en accomplissant ce que nostre dit Oncle a fait, nous pour & ou nom de nostre dit Fils & comme ayant son gouvernement & administration, & nous faisant fort de luy en cette partie, avons loé, grecé, consenti & accordé le dis Douaire tant par la forme & manière que nostre dit Oncle l'a accordé, &c. En tesmoïn de ce nous avons fait mettre nostre Seel à ces présentes. Donné en nostre Châtel de Tarascon le dixhuitiesme jour de Juin l'An m c c c c x x i. Présents à ce Reverend Pere en Dieu, nos tres-chers & feaulx Chevaliers & Conseillers Ligier Evêque de Gap, Maître Jean Balant Doyen du Mans Licencié en Droit Canon & Civil, Vital de Cabanne, Juge des premieres Appellations de Provence Docteur, Theibalet le Moyné Licencié es Loix, Advocat & Procureur Fiscal de Provence, Guillaume de Vaulx Gouverneur de Berre, Hugues Androuin Président de nostre Chambre de la raison d'Aix,

ANNO d'Aix, Philippin de Viète Thesorier General de Pro-
1420. vidence, Berthelemy & Gabriel Valoris Maîtres de notre
Hôtel & plusieurs autres. *Es sur le reply est es-*
cript, Par la Roynie en son Conseil, auquel estoient
Reverend Pere en Dieu Messire LIGIER Evêque
de Gap, Chancelier. Pour Secrétaire JEAN MI-
CHAEL.

XCIII.

13. Nov. *Traclatus Pacis inter PHILIPPUM MARIAM*
Ducem Mediolani, & NICOLAUM Mar-
chionem Estensem initi. Mediolani 13. Novem-
bris Anno 1420. Indictione XIV. [Pièce au-
thentique, tirée des Archives Royales de la
Ville de Milan Registre M.]

In Nomine Domini, Amen.

ANNO a Nativitate ejusdem millesimo quadragen-
tesimo vigesimo, Indictione quarta decima secun-
dum cursum Civitatis Mediolani, die Mercurii tertio
decimo mensis Novembris. Ad Dei Omnipotentis to-
tiusque celestis Curie, ac Beati Sancti Antonii Ura-
nenis laudem, gloriam, & honorem, ac Sanctissimi
Domini nostri Papæ Martini Quinti cupientis totis viri-
bus, & affectantibus cunctos Christi fideles, & Catho-
licos Fidei nostre, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ ad Pa-
cem, Unitatem, Concordiam, & veram Unionem re-
ducere pro tranquillo Universi statu, & maxime Illus-
tres Principes Dominum Philippum Mariam Ducem
Mediolani, & Dominum Nicolaum Marchionem Es-
tensem devotissimos, & fideles Filios, & Sanctæ Ro-
manæ Ecclesiæ, cuius & Sanctissimi Domini nostri Papæ
Martini Reverendus Pater Dominus Arnaldus Abbas
Sancti Antonii inscriptus specialis Commissarius, ac
Delegatus existit ad dictas Pacem, Concordiam, & ve-
ram Unionem petendam, concludendam, & fi-
niendam, & etiam ad augmentandum, & observatio-
nem, ac tranquillum statum inscriptorum Domini-
orum, Subditorumque suorum: Quia ex Pace res par-
væ crescunt, & ex Guerra maxime dilabuntur, & vir-
tus unita fortior est ipsa dispersa: Idem horum con-
sideratione, & aliis bonis respectibus & considerationi-
bus Reverendus in Christo Pater, & Dominus, Do-
minus Arnaldus Abbas Monasterii Sancti Antonii Ura-
nenfis Commissarius prædictus, ac Procurator Illustris,
& Excelis Domini Domini Nicolai Marchionis Esten-
sis nati celebris, & recolende memoriæ quondam Il-
lustris, & Excelis Domini Domini Alberti Marchionis
Estensis ad inscripta faciendam, & contrahenda solemniter
constitutus, ut constat publico Procuratoris In-
strumento rogato, Anno præsentis Indictione tertia decima,
die vigesimo nono mensis Octobris per Petrum
Filium quondam Notarium Aluissi de Girondis Imperia-
li auctoritate Notarium publicum Ferrariensem, ac
præfati Domini Marchionis Scribam pro præfato Do-
mino Marchione suisque Descendentibus, & Successo-
ribus in Marchionatu, & Dignitatibus ejus suisque Ci-
vitatibus, Fortilitis, Terris & Territoriis Subditisque
fidelibus, ac Complicibus, Colligatis, Adherentibus,
ac Recomendatis suis ex una, & pro una parte, &
Spectabilis Vir Dominus Joannes de Corvinis de Are-
tio Secretarius, Consiliarius, & Procurator Illustris
Principis, & Excelis Domini Domini Filippi Mariæ
Angli Ducis Mediolani &c. Papæ, Angliæque Co-
mitis nati quondam bonæ, & nunquam delendæ me-
morie Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini
Domini Joannes Galeaz primi Ducis Mediolani &c.
pro præfato Domino Filippo Maria Duce Mediolani
&c. suisque Descendentibus, ac Successoribus in Du-
catu, & quibuscumque ejus Dignitatibus, suisque Ci-
vitatibus, Fortilitis, Terris, & Territoriis Subditis quo-
que, ac fidelibus Complicibus, Colligatis, Adherenti-
bus, & Recomendatis suis ex alia, & pro alia parte
omnibusque meliori Jure, via, modo, & forma, quibus
melius, & validius, & solemnius Procuratores ipsi
potuerunt, & possunt dictis Procuratoribus nominibus
inierunt, contraxerunt, & firmaverunt, innot, contra-
runt, atque firman puram, veram, fraternam, ami-
cabilem, & indissolubilem perpetuisque temporibus, dan-
te Domino Deo nostro, duraturam Pacem, & Concordiam
sub Paëtis, Capitulis, Conventionibus, Obligati-
onibus, paëtis, & clausulis inscriptis. In primis
dictæ Partes, & Procuratores dictis Procuratoribus no-
minibus ibi invicem remisissent, & remissas ex nunc

esse voluerunt hinc inde omnes, & singulas inimicitias,
cades, derrobationes, incendia, offensiones, injurias,
& damna hinc retro per alteram Partem, seu alios ejus
opera quomodolibet, & quodcumque facta, comis-
sa, & illata alteri Parti, seu Civitatibus, Caltris, Ter-
ris, & Locis, sive etiam hominibus, & rebus Partis al-
terius usque in diem præsentem, & etiam omnes pa-
nas, damna, interesse, & expensas, quas dictæ Partes,
vel altera earum quacumque de causa ex prædictis quo-
modolibet incurissent: Ita quod ab illis paëtis, damnis,
interesse, ac damnorum, & expensarum restitutione
utraq; dictarum Partium, ejusque homines sint, &
remanent absoluti, salvis tamen, & reservatis omni-
bus inscriptis, & ex nunc dictæ Partes, & Procura-
tores dictis nominibus se ad invicem, videlicet, altera
alteram, & consensu mutuo, & vicilim se absolve-
runt, & liberaverunt a prædictis, & quolibet prædicto-
rum, & absolutam, & liberatam, seu absolutas, & li-
beratas esse voluerunt. Item, quod prædictus Domi-
nus Marchio dare, & libere consignare debeat, seu da-
ri, & libere consignari facere prædicto Domino Duci,
sive cui, vel quibus mandavit infra viginti dies secu-
turos proxime diem præsentis Contrafactus Civitatem
Parmæ, & omnia ejus Caltra, & Fortilitia, cum omni-
bus Caltris, Rochis, Terris, Villis, & Locis, quæ
prædictus Dominus Marchio tenet, & possidet tam in
Civitate, quam in Districtu, Episcopatu, & univerfo
Territorio Parmensi, & hoc libere sine fraude, vel
dolo omni exceptione, & contradictione cessante, &
sic prædictus Dominus Abbas Procurator, & Procura-
torio nomine quo supra promissit, & convenit dictum
Dominum Marchionem facturum, & adimpleturum
cum effectu omnia, & singula in hoc Capitulo con-
tentata: Item quod dicti Procuratores dictorum nominibus
vicilim promiserunt, & convenerunt quod infra vigin-
ti dies sequutos proxime diem præsentis Contrafactus
per prædictum Dominum Marchionem deponatur Civitas
Regii cum Fortilitis in ea existentibus in manibus,
& libera potestate unius confidens Partium, qui
teneat, & debeat ipsam Civitatem cum suis Fortilitis
prædictis bene servare, & custodire, & ita quod ipsam
Civitatem, & Fortilitas prædictas teneatur, & debeat
dictus confidens, & dictus Dominus Marchio quæcum-
que Fortilitia, Terras, & Loca, Districtus, & Episco-
patus, ac Territorii Regii, quo teneatur, & possidentur
per ipsam Dominum Marchionem libere, & sine
ulla exceptione tradere, & consignare, & dimittere in
manibus, & potestate prædicti Domini Ducis, sive il-
lius, vel illorum quibus mandaverit ipso Domino Duce,
seu Agentibus pro eo solvente, seu solventibus, &
quos solvere teneatur, & debeat idem Dominus Dux
sub obligatione sui, & omnium suorum bonorum infra
menses, quatuor a die præsentis Contrafactus, quando-
cumque sibi placuerit in Civitate Mantuæ, Florentiæ,
aut Venetiarum, seu alibi prout Partes ipsæ conven-
erunt Florenos viginti octo milia auri, & in auro, seu
tantam monetam equivalentem ipsi Florenis viginti
octo milibus, & idem confidens, & præfatus Domi-
nus Marchio solutis dictis Pecuniis quacumque die dic-
torum mensium quatuor, libere, & sine ulla exceptio-
ne tradere, consignare, & dimittere teneatur in mani-
bus præfati Domini Ducis seu Agentium pro eo ut pro-
mittit dictam Civitatem, & Fortilitia in ipsa existentia,
ac quæcumque Fortilitia, Terras, & Loca, Districtus,
& Episcopatus, ac Territorii Regii, hoc semper inte-
lecto quod si interim quo supra scripta executioni man-
dari debebunt Civitas Parmæ, aut Regii, vel aliquis
ex Fortilitis Districtus, & Territorii eorundem ad
manus Domini Ducis aliquoties pervenirent proinde
fit, & habeat, ac si dictus Marchio ipsam Civitatem
vel Fortilitiam assignasse Domino Duci ut superius
continetur, & si quo casu contingeret, quod prædictus
Dominus Dux Mediolani non daret, aut dari faceret
dicto Domino Marchioni sive ejus certo Nuntio, &
Procuratori infra menses quatuor prædictam summam
Florenorum viginti octo milium auri, & in auro, tunc
confidens, qui erit Depositarius Civitatis Regii, & For-
teltiorum suorum posset ad omnem requisitionem dic-
ti Domini Marchionis ipsam Civitatem Regii cum For-
teltis depositis restituere, & tradere prædicto Domino
Marchioni, qui ipsam Civitatem cum Forteltis reti-
nere debeat usque quo per prædictum Dominum Duce
idem fuerit de dicta Pecunia summa satisfactum,
Ita tamen, quod quodcumque ipse Dominus Dux
satisfacere voluerit eidem Domino Marchioni de dicta
Pecunie quantitate, hoc facere impune possit, & cum
eidem Domino Marchioni satisfieri faceret, teneatur
idem Marchio eandem Civitatem Regii cum Forteltis,

ANNO
1420.

ANNO
1420.

tilis, & quæcunque Fortellia, Terras, & Loca Districtus Episcopus, ac Territorii Regii, quæ tenet, seu possidet dictus Dominus Marchio per se, vel alium dicto Domino Duci, seu cui mandaverit libere tradere, & relaxare; & ubi aliquo respectu dictus Dominus Marchio recusaret accipere Summam Pecunie, & reddere dictam Civitatem cum Fortellitius sufficiat prædicto Domino Duci: Quod deponat ipsam Pecunie quantitatem in altera Civitatum Mantue, Florentie, vel Venetiarum penes Personam, seu Personas idoneas, quæ dictæ Pecunie quantitatem dare debeat, vel debeant dicto Domino Marchioni, vel ejus legitimo Procuratori, ipso Domino Marchione prius adimplente totum quicquid debet ut in præsentis Contractu continetur, quæ depositione taliter facta intelligatur ipse Dominus Dux debitum suum adimplevisse; interim autem quod Dominus Dux cessaret facere debitum suum, ut præferat, non possit, nec debeat idem Dominus Dux Guerram facere, nec fieri facere Domino Marchioni occasione dictæ Civitatis Regii, & Fortellitorum suorum: Item quod dictus Dominus Marchio renuntiavit, & refutavit in manibus præfati Domini Ducis, & refutavit, ac renuntiavit, & refutavit in manibus dicti Domini Joannis Procuratoris præfati Domini Ducis omnibus juribus, omnibusque Actionibus realibus, & personalibus, utilibus, & directis, tacitis, & expressis, seu missis, quæ & quas præfatus Dominus Marchio habet, habuit, vel habere possit, seu speraret in Civitatibus Parmæ, & Regii, & earum, & ejuslibet earum Fortellitius Locis, Terris, Territoriis, & Episcopatus quibuscunque modis, rationibus, & causis, & quomodocunque, & qualitercunque aliquid in eis sibi spectare prætenderet, cedetque idem Dominus Marchio, & transferret in prædictum Dominum Ducem, ex nunc idem Dominus Abbas Procurator dicti Domini Marchionis cedit, & transfert Procuratori præfati Domini Ducis omnia Jura, & omnes Actiones &c. ut præmittitur: Ita tamen quod renuntiatio, & cessio prædictæ per respectu ad Civitatem Regii, Districtum, Territorium, & Episcopatum ejusdem non vendicent sibi locum, nec effectum habere intelligatur, nisi tunc temporis cum sequeretur satisfactio Pecunie dande per dictum Dominum Ducem dicto Domino Marchioni, Reservato tamen dictis Procuratoribus, quod hinc ad mensem unum pronuntiare, & disponere possint de & super possessionibus, & bonis, quæ tenet dictus Dominus Marchio in Castellania Caftri Novi Parmensis, & de super Possessionibus, & Domibus, quæ tenet idem Dominus Marchio in Parma, & Parmensi, quæ fuerunt Christophori de Valeria prout ipsis Procuratoribus ambobus concorditer videbitur, & placebit. Item quod prædictus Dominus Marchio teneatur absolvere, & liberare præfatum Dominum Ducem Mediolani, ex nunc dictus Dominus Abbas Procurator præfati Domini Marchionis præfatum Dominum Ducem licet absolveret, & prædictum Procuratorem præfati Domini Ducis nomine ipsius Domini Ducis recipientem absolvit, & liberat a quantitate Ducatorum quadraginta quinque millium, & ab omni alia quantitate in qua, & quibus prædictus Dominus Dux, & Commune Mediolani tenerentur, & dici possent obligatos esse dicto Domino Marchioni vigore, & occasione aliquorum pactorum, & conventorum inter olim Illustrem Dominum Dominum Joannem Mariam secundum Ducem Mediolani, & prædictum Dominum Marchionem, nonnullos alios contra Dominum Ottomem de Trinitis tam vigore principalis debiti, quam damnorum, interesse, & expensarum exinde asertorum, fecutorum, & fecutorum, & generaliter a quibuscunque aliis debitis, & obligationibus, ac bonorum, rerum, & Pecuniarum quantitatibus, in quibus præfatus Dominus Dux, & seu Commune Mediolani asseretur teneri, & obligati esse, seu esse posse dicto Domino Marchioni quibuscunque aliis modis, rationibus, & causis, & quomodocunque, & qualitercunque; & converso idem Dominus Dux teneatur absolvere, & liberare, ut ex nunc Procurator dicti Domini Ducis liberat prædictum Dominum Marchionem, nec non prædictum ejus Procuratorem ab omnibus, & singulis, quæ idem Dominus Marchio, seu Agentes pro eo hinc retro receperunt, habuissent, & percepissent causa, vel occasione dictarum Civitatum Parmæ, & Regii Terrarumque, Locorum, Districtuum, & Territorii eorumdem, ac intratarum reddituum, & proventuum omnium, & singulorum præmissorum, & generaliter a quibuscunque aliis debitis, & obligationibus, ac bono-

rum, rerum, & Pecuniarum quantitatibus, in quibus præfatus Dominus Marchio asseretur teneri, & obligatus esse, seu esse posse prædicto Domino Duci quibuscunque aliis modis, rationibus, & causis, & quomodocunque, & qualitercunque. Item quod liceat Domino Marchioni prædicto, sive Agentibus pro eo, portari facere extra dictas Civitates Parmæ, & Regii, & extra Fortallia ipsarum, & etiam extra Terras, & Rochas, Territoriorum, & Districtuum earundem, quas tenet dictus Dominus Marchio ad Civitatem Ferrarie, sive alibi quocunque voluerit omnes Ballistas, Bombardas, pulverem a Bombardis, & omnes Monitiones cujuscunque generis tam ad offensam, quam ad defensam, & ad victum libere, & sine aliqua solutione, quæ ipse Dominus Marchio haberet in eis: liceat quoque Officialibus, & Stipendiariis dicti Domini Marchionis existentibus in dictis Civitatibus, Terris, Castris, & Locis ex eis extrahere, & conducere ad Terras dicti Domini Marchionis omnes eorum res sine aliqua Dationum solutione. Item quod pro aliquibus debitis, in quibus dictus Dominus Marchio, aut Camera sua Parmæ, & Regii hinc retro tenebatur aliquibus Civibus Parmensibus, vel Regiis, vel habitatoribus Parmæ, & Regii, aut aliquibus aliis Subditis dicti Domini Ducis, pro aliquibus acitatis, vel factis in Civitatibus Parmæ, & Regii non permittit dictus Dominus Dux, vel consensit jurari, vel conveniri dictum Dominum Marchionem, & ejus Bona, aut ejus Fidejussores, vel Subditos in Locis dicti Domini Ducis a Creditoribus antedictis. Item quod facta Abbatia Sancti Joannis de Parma, quo ad titulum, & possessionem ejusdem remanentur, & dimittantur dispositioni Sanctissimi Domini nostri Papæ: Item teneatur, & debeant dictus Dominus Marchio, & Procurator suus antedictis facere cum effectu, quod Ugutio de contrariis iuræ terminum unius mensis a die presentis Contractus proxime fecuturi libere tradet, & relaxet in manibus, fortia, & potestate prædicti Domini Ducis, seu ejus, vel eorum quibus mandaverit Castrum Bueldefonii, ac omnia, & singula alia Castra, & Fortellia cum omnibus Juribus, & Pertinentiis suis, quæ habet, tenet, & possidet idem Ugutio quovis modo in Districtibus, & Episcopatus, seu Territoriis Parmensi, & Regino sine ulla exceptione. Reservato tamen dictis Procuratoribus quod hinc ad mensem unum proxime fecuturi pronuntiare; declarare, & sententiaré possint, si quid inde Uguzini per dictum Dominum Ducem exinde sit sciendum; Item teneatur idem Dominus Marchio curare, & facere posse suo, quod Castrum Montegii Districtus, seu Territorii Parmensis cum Juribus, & Pertinentiis suis per quemcunque teneatur, libere relaxetur dicto Domino Duci, seu illi, vel illis, cui ipse mandaverit. Item quod reservetur declarationi, & decisioni prædictorum Procuratorum, quid sciendum super Capitulo de quo agitur, quod hinc inde ipsi Domini Dux, & Marchio, eorumque Subditi, Adherentes, Colligati, Complices, & Recomendati, qui non sint rebelles alicujus ipsorum Dominorum gaudere possint, & debeant quibuscunque bonis suis existentibus in Territorio alterius ipsorum Dominorum omni exceptione, & impedimento cessante. Quam quidem Pacem, & omnia singula supra, & infra scripta præmissa, & contenta in præsentis Contractu dictæ Partes, & Procuratores dictis Procuratoribus nominibus promiserunt, & convenerunt sibi ipsis vicissim, & ad invicem solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus, ac mihi Notario tamquam publicæ Personæ solemniter recipienti, & stipulanti nomine, & vice omnium, & singulorum Personarum, quarum aliquæ intererit, intererit, seu interesse poterit quomodolibet in futurum, quod præfatus Dominus Marchio Estensis præfato Domino Duci, & præfatus Dominus Dux præfato Domino Marchioni singula singulis congrue referendo contis in antea temporibus perpetuo ratam, gratam, firmam, & stabilem, rata, grata, firma, & stabili habebunt, & tenebunt, attendent, solvent, & observabunt, & nullatenus contrafacient dicent, seu venient per se se nec per interpositam Personam aliqua ratione, occasione, vel causa, directe, nec per indirectum, tacite, nec expresse, nec alio quovis modo, de Jure, nec de facto, in pena, & sub pena Florenorum quinquaginta millium boni auri, & iusti ponderis, & in auro hinc inde vicissim solemnem stipulationem solvere promissorum, & solvendum per Partem non attendentem Parti attendenti, & attendere volenti, & quæ pena toties, & in singulis Capitulis committatur, & exigi possit, quoties & in quibus fuerit contrafactum, dictum, seu ventum, quæ pena soluta, vel non nihilominus rata maneat perpetuo omnia, & singula

ANNO
1420.

ANNO
1420.

singula in presenti Contractu contenta, & promissa; pro quibus omnibus, & singulis sic firmiter, & efficaciter attendendis, solvendis, & observandis prefatus Dominus Abbas Procurator prefati Domini Marchionis omnia bona ipsius Domini Marchionis superscripto Domino Joanni Procuratori prelibati Domini Ducis, & è converso dictus Dominus Joannes Procurator prelibati Domini Ducis, omnia bona prelibati Domini Ducis, predicto Domino Abbati Procuratori prelibati Domini Marchionis pignori, & hypothecæ penitus obligaverunt, & obligant, & renuntiaverunt, & renuntiant dictæ Partes, & Procuratores dictis Procuratoris nominibus vicissim, & ad invicem exceptioni non factæ, & celebratæ superscriptis Pacis, & omnium, & singulorum non sic actorum, conventorum, & promissorum, ut supra, continent exceptioni doli, mali, metus, & in factum actioni, conditioni sine causa, vel injusta causa, seu ob turpem causam, & causa data, & non secuta, omnique alii Juri exceptioni, & defensioni contra hæc, & probationibus, & productionibus testimoniorum contra prædicta omnia, & singula, & inde dicti Procuratores dictis Procuratoris nominibus, & uterque ipsorum rogaverunt ne Notarium infra scriptum ut de premissis unum, & plura, prout fuerit opportunum, publicum, & publica conscribere debeant Instrumentum, & Instrumenta. Actum in Civitate Mediolani in Domibus Sancti Antonii Mediolani, videlicet in quadam Sala Residentiæ prefati Domini Abbatis Procuratoris sita in Porta Romana in Parochia Sancti Stephani in Brolio. Presentibus Spectabili extimioque Juris utriusque Doctore Domino Cadiolo de Vicomercato Consiliario Ducali, Egregio Viro Domino Joanne de Beccharia Filio quondam Domini Francischini Senescalco prefati Domini Ducis, Abbondio de Sollario Filio Domini Fedolli, & Venerabilibus Viris Dominis Fratre Guilhelmo Felgono Præceptore Domus Sancti Antonii Parmæ, Fratre Filippo de Pirovanis, Fratre Coadiutorio Drocenti, & Fratre Joanne Rovelli Præceptore Domus Sancti Antonii Valentie inde Testibus idoneis ad præmissa vocatis specialiter, & rogatis.

Subscriptum, cum signo Tabellionatus anteposito ego Catalanus de Christianis Genitus quondam Domini Francischini Jurisperiti publicus Papensis Apostolica Imperialis auctoritatis Notarius, ac prelibati Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Ducis Mediolani &c. Secretarius hanc cartam mihi fieri justam rogatus tradidi, & subscripsi.

Subscriptum, cum signo Tabellionatus anteposito ego Joannes de Cremona Filius quondam Domini Thomæ Civis Mediolani, Imperiali auctoritate Notarius hanc cartam jussu superscripti Notarii scripsi.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIVS Regii Archivi Officialis.

XCIV.

1421. Conventiones & Pacta inter Dominum VENTURUM & JOANNEM FRANCISCUM DE GONZAGA MANTUÆ; quibus prefatus de GONZAGA se commendat & remittit in Reipublicæ Venetæ adherentiam & protectionem; spondens se gerere in futurum tanquam ejus bonum Adherentem & Recommendatum; amicus esse amicorum, & inimicus inimicorum; ipsa vero recipere eum in protectionem & defensionem suam. Actum Venetiis Anno Nativitatis 1421. die 14. Martii. [Picce authentique, tirée des Archives Archiduciales de Mantoue.]

In Christi Nomine, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo quadringentesimo vigesimo primo, Indictione quattordecima, die quattordecima mensis Martii. Licet multis rerum experientis dudum notissimum fuerit, atque sit, quanta dilectione, & paternæ caritatē Illustrissimus Princeps, & Excellentissimus Dominus Dominus Thomas Mocenigo Dei gratia Dux Venetiarum &c. suisque incliti Prædecessores, ac Illustræ Dominum Venetiarum complexi fuerunt, & præfenti tempore complectantur Magnificum; & potentem Dominum Dominum Johannem Franciscum de Gonzaga Mantuæ &c. suosque Progenitores, & Statum suum, & vice versa quam veram, & Filialem devotionem idem Magnificus Dominus Man-

tuz, suisque Progenitores continue habuerunt; & habeant ad præfatum Dominum Ducem, suosque Prædecessores, & Dominum Venetiarum, tamen ut hæc paternæ dilectionis, Filialisque devotio sit omnibus indubie manifesta, utque hujusmodi animorum convenientia per ostentationes extrinsecas, & per veros effectus omnibus modis possibilibus cognoscatur. Ad laudem, & gloriam Omnipotentis Dei, & gloriosissimæ Virginis Mariæ Matris ejus, ac gloriosorum Petri Apostoli, Marci Evangelistæ, & Patriarchæ, & ad bonum, & pacificum statum Partium Spectabiles, & Egregii Viri Dominus Franciscus Foscari Procurator Sancti Marci, & Andreas Mocenigo quondam Domini Francischi, honorabiles Cives Venetiarum Sindici, & Procuratores præfati Illustrissimi, & Excellentissimi Principis, & Domini Domini Thomæ Mocenigo Dei gratia Ducis, & Communis Venetiarum; sicut constat publico Instrumento, & roborato, & scripto manu providi Viri Petri Nigri Imperiali auctoritate Notarii, & Ducatus Venetiarum Scribæ in millesimo quadringentesimo vigesimo primo Indictione quattordecima, die tertiodecimo mensis præfati Martii a nobis Notariis infra scriptis viso, & lecto, pro ipso Domino Duce, suisque Successoribus, Domino, & Communi Venetiarum ex una parte, & Egregius, & famosus Legum Doctor Dominus Donatus de Pretis Consiliarius, Missus, Nuntius, & Procurator ac Procuratorio nomine præfati Magnifici, & Potentis Domini Domini Johannis Francischi de Gonzaga Mantuæ &c. Nati quondam recolendæ memoriæ Magnifici Domini Francischi de Gonzaga, sicut constat publico Instrumento scripto per manum Ser Crescimbeni quondam Pettini de Castrobarco Imperiali auctoritate Notarii, & Civis Mantuani in millesimo quadringentesimo vigesimo, Indictione tertia decima, die Martis vigesimo quarto mensis Octobris a nobis Notariis infra scriptis viso, & lecto pro ipso Domino, & Hæredibus suis ex altera parte Syndicariis & Procuratoris nominibus, quibus supra, fecerunt, contraxerunt, & firmaverunt, ac faciunt, contrahunt, & firmant infra scriptas Conventiones, & Pacta videlicet. Primo quod Magnificus Dominus Dominus Joannes Francischi de Gonzaga Mantuæ &c. sit, & esse teneatur, & debeat cum ejus Filiis, & Hæredibus bonis, & veris Adherens & Recommendatus Illustris Ducalis Domini, & Communis Venetiarum cum omnibus Terris, Castris, & Locis quas, & quæ tenet, habet, & possidet de presenti. Item quod præfatus Dominus Mantuæ omnes & quoscunque Amicos præfati Ducalis Domini Venetiarum tractabit, & habeat; & tractare, & habere teneatur, & debeat pro Amicis, & è contra omnes, & quoscunque inimicos ipsius Ducalis Domini habeat, & tractabit, ac habere, & tractare teneatur, & debeat pro inimicis. Item quod præfatus Dominus Mantuæ in omnibus suis Terris, Locis, & Districtibus tam per Terram, quam per Acquam dabit, ac dare teneatur, & debeat receptum, & liberum transitum, ac Victualia omnibus Gentibus, & Amicis dicti Illustris Ducalis Domini, ac eos, & eas bene tractabit, & tractari faciet, ac omnia faciet, & fieri faciet, quæ pro ipso proprio, & ejus Statu faceret. Et è converso præfatum Illustræ Ducale Dominum Venetiarum acceptat, & recipit præfatum Magnificum Dominum Mantuæ, ac Filios, & Statum suum cum omnibus Terris, & Locis, quas, & quæ ad præfatus habet, tenet, & possidet pro Adherente, & Recommendato; ac sub sua, & Communis Venetiarum defensione, atque protectione promittitque dictum Ducale Dominum præfatum Dominum Mantuæ, ac Filios suos defendere, protegere, & conservare in statu suo cum omnibus Terris, & Locis, quas, & quæ habet, tenet, & possidet de presenti. Item quod præfatum Ducale Dominum non gravabit ipsum Dominum Mantuæ pro Guerris Maris, vel aliarum Partium, præterquam pro Guerris, & novitatibus quæ fierent contra Civitatem Veronæ ejusque Pertinentias, & Districtum, vel contra Terras Casalibus Majoris, Bersilli, Turicellarum; & Sissa, & Pertinentias ipsorum Locorum. Item, quotiescunque Dominus Mantuæ haberet Guerram teneatur, expendere duo milia Ducatorum omni mense in Gentibus armorum equestribus, vel pedestribus, prout melius videbitur Partibus pro conservatione Status ipsius Domini Mantuæ, Residuum autem pro conservatione Status ipsius teneatur supplere præfatum Ducale Dominum. Vult tamen præfatus Dominus Mantuæ in casu predicto, ipso non habente campum super suo Territorio de illis Gentibus, quas teneret pro duobus millibus Ducatis ut supra, aut parte earum, ad requisitionem Rectorum Veronæ, Casalibus Majoris, & Bersilli

ANNO
1421:

ANNO

1421.

Bersillum ut supra, subvenire pro conservatione status dictarum Terrarum, & aliorum Locorum predictorum, ac etiam in casu necessitatis pro aliquibus diebus, ut puta, octo, decem, vel quindecim de peditibus suis decedendis Subditorum suorum subvenire pro conservatione dictorum Locorum ut supra, ut puta de mille usque duo milia peditum, prout casus exigeret, etiam si Persona ipsius Domini Mantuae erit necessaria pro conservatione Status Domini praelibati in Locis praedictis, ipsam offert ponere ad omne beneplacitum Illustris Ducalis Domini praelibati. Item quod si Illustris Ducalis Dominio moveretur Guerra contra Civitatem Veronae vel ejus pertinentias, seu contra Bersillum, seu Castalemajus, Turricellas, Sissam, seu pertinentias dictorum Locorum, & Dominus Mantuae non haberet Guerram, tunc & eo casu ipse Dominus Mantuae teneatur, prout in praecedentibus Capitalis continetur. Sed si contra Civitatem Veronae seu contra dictas Terras Bersilli, Castalis majoris, aut alias Terras praedictas, seu aliquam earum, seu Districtus, & Pertinentias suas veniret Exercitus vel Regis Romanorum, & Hungariae &c. vel aliquis alterius Principis, Domini Domini, aut aliquis Potentiae cujuscunque status, & conditionis exillat undecumque veniret, qui campigaret super Territorio, seu Districtibus dictarum Terrarum, aut aliquis earum, tunc, & eo casu ipse Dominus Mantuae teneatur expendere pro subsidio ipsius Illustris Ducalis Domini, & pro conservatione dictorum Locorum illam quantitatem duorum millium Ducatorum singulo mense, sicut dicto Ducali Dominio placuerit. Quae quidem omnia, & singula superscripta, & infrascripta praedicti Syndici, & Procuratores Syndicali, & Procuratores nominibus quibus supra promissum sibi invicem, & vicissim unus alteri, & alter alteri, ac nobis Notariis infrascriptis tamquam publicis Personis stipulantibus, & recipientibus nomine Partium praedictarum ac omnium, & singulorum, quorum interest, vel interesse poterit quomodolibet in futurum stipulationibus debitis hinc inde intervenientibus firma, rata habere, tenere, attendere, & inviolabiliter observare, facere, & adimplere effectualiter, & in totum bona fide, & recta intentione, & non contrafacere, dicere, opponere, vel venire per se, vel alium, seu alios modo aliquo, vel ingenio, directe vel indirecte, tactos vel expresse, de jure vel de facto, aut aliquo exquisito colore, in Judicio vel extra, in pena, & sub pena Ducatorum decem millium auri solemnem stipulationem promissa, quae pena toties committatur, & commissa intelligatur, ac per observantem Partem a non observante peti possit, & exigi cum effectu, quoties in praedictis, vel aliquo praedictorum fuerit quomodolibet contrafactum, vel contraventum, aut non observatum, & pena soluta vel non, exacta vel non, una vice vel pluribus, nihilominus praedicta omnia, & singula firma perdurent, & debeant a Partibus inviolabiliter observari. Pro quibus omnibus, & singulis attendendis, & firmiter observandis, & adimplendis dicti Syndici, & Procuratores sibi invicem, & vicissim una Pars alteri, & altera alteri, nominibus antedictis, & debitis stipulationibus hinc inde intervenientibus, obligaverunt pignori omnia dictorum Dominorum, quorum sunt Syndici, & Procuratores, bona mobilia & immobilia, praesentia & futura. Renuntiantes sibi invicem dictae Partes, nominibus quibus supra, in praedictis omnibus & singulis, exceptioni dictae adhaerentiae, & recommendationis non facere, non sic factarum promissionum, obligationum, & conventionum superscriptarum, & praedictorum omnium non sic gestorum, ac non sic celebrati Contractus, & omni exceptioni, & conditioni sine causa, vel ex injusta causa, Privilegio Fori, doli, mali, & in factum, novarum Constitutionum, beneficio Epistolae Divi Adriani, & omni alii Legum, Jurium, & Constitutionum auxilio, & Legi decem generaliter renuntiationem non valere. Nec non omni Privilegio, Litteris, & Absolutionibus impetratis, vel impetrandis, quibus contra praedicta, vel aliquod praedictorum possent se tueri, aut dicere, facere, vel venire. Et ad majorem expressionem, & firmitatem omnium praemissorum praedicti Syndici, & Procuratores, & quilibet eorum, nominibus quibus supra, in animabus, & super animabus eorum, quorum sunt Procuratores, & Syndici, tactis Scripturis ad Sancta Dei Evangelia, sic ut promissum est in omnibus & singulis superius annotatis attendere & observare, ac attendi, & observari facere corporaliter, & solemniter juraverunt. Volentes, mandantes, atque rogantes, quod de praemissis omnibus confici debeant duo publica Instrumenta ejusdem continentiae & tenoris per Ser. Crescimben-

num quondam Petri de Castrobarco, & me Franciscum della Siega quondam Ser. Laurentii ambos Notarios publicos, quorum duorum Instrumentorum unum pro parte debebat configurari.

Actum Venetiis in Ducali Palatio in Camera supra Cancellariam praesentibus Honorabilibus & prudentibus Viris Ser. Alexandro de Reguardatis quondam Ser. Laurentii, Johanne de Bonifio quondam Ser. Nicolai, Gasparino de Merlatis quondam Ser. Petri, omnibus Notariis Ducalis Aule Venetiarum, ac Grando de Spigis Filio Viviani Cive Mantuano de Contrata Urti, & aliis Testibus ad praedicta vocatis, habitis, & rogatis.

(L. S.) Ego Johannes Dominicus a Ferro quondam Ser. Jacobi Christophori Venetiarum Civis Imperiali auctoritate Notarius publicus, & Judex Ordinarius hoc Instrumentum Adhaerentiae & Recommendationis jussu supranominati, & infrascripti Ser. Francisci della Siega Notarii de ipso Instrumento rogati fideliter scripsi, & in hanc publicam formam redegi sub meis nota, & nomine confectis.

(L. S.) Ego Franciscus della Siega Filius quondam Ser. Laurentii publicus Imperiali auctoritate Notarius, & Judex Ordinarius, ac Ducalis Aule Venetiarum Scriba praedictis omnibus, & singulis praesens fui, ac rogatus simul cum Ser. Crescimbeno quondam Petri de Castrobarco Notario publico infrascripto praesens Instrumentum publicavi, sed aliis occupatus negotiis illud scribendum tradidi superscripto Johanni Dominico a Ferro Notario publico, & in Testimonium me subscripsi, & signum meum apposui confectum.

(L. S.) Ego Crescimbenus Filius quondam Domini Petri de Castrobarco Imperiali auctoritate Notarius publicus, & Civis Mantuanus superscriptis omnibus & singulis praesens fui, & rogatus cum superscripto Ser. Francisco a superscriptis Contrahentibus de praedictis omnia publicum conficere Instrumentum; in robur praemissorum me subscripsi, & signum mei Tabellionatus apposui confectum.

Antecriptas Conventiones; & Passa adhaerentiae transcriptas fuisse ab illarum Originale a tribus Notariis, ut praemissum est, firmato, in Carta pecudina scripto; adservatoque in Secretori Archiducali Archivio Mantuae omnino concordare attestor;



Ego LUDOVICUS Nob. olim H. OCTAVII DE MAZZIIS filius, Civis, publicusque Imperiali auctoritate Mantuae Notarius, ac dicti Archiducalis Archivi Cancellarius. In quarum fidem hic me solita cum attestazione subscripsi, hac die 30. Novembris 1719.

Ita verum esse affirmo



Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUS ejusdem Archivi Praefectus, hac die ultima Novembris 1719.

XCv.

Diploma Romanorum Regis SIGISMUNDI, datum 28. Marti
RABANO Episcopo Spirensi, quod Privilegium URBIS SPIRENSIS tanquam illegitimum contra dictum Episcopum proxime impetratum retractatur, & rescinditur; omniaque Jura & Beneficia dicto Episcopo & Capitularibus confirmantur. Znoim di Venetis post Festum Annuntiationis B. Virginis 1421. [JULII BELLI Laureae Austriae Libr. II. pag. 89; LUNIG, Teutches Reichs Archiv. Part. Special. Abtheilung III. Cont. I. Fortsetzung III. Abfatz XI. pag. 261. en Allemand.]

Nos

ANNO NOS SIGISMUNDUS, Dei gratia, Rex Romanorum, semper Augustus, Hungariae, Boemiae, Dalmatiae, Croatiae Rex, &c. Testatur & palmis notum facimus his Literis, omnibus, qui eas legent aut legi audent: quamvis propter Dignitatem Regiam, in qua per Providentiam divinam collocati sumus, atque ex iusta nobis Regia benignitate semper parati & pro, ensi sumus operam dare, ut omnium & singulorum S. Romani Imperii Subditorum & fidelium Memborum commodum & incrementum procuremus: tamen maiori cura & studio in id merito incumbere, ut dissidia & lites, ex quibus saepe gravia Bella & Regionum & Populorum vastationes & exspilationes oriuntur, sopiantur, & omnibus Imperii fidelibus Subditis, in primis nostris & Imperii Principibus Ecclesiasticis, Praefatisque aliisque quidem Ordinibus sua Beneficia, Immunitates, Privilegia, & alia Jura ac similia, ut equum est, farta recta conserventur.

Cum igitur Consilium, Senatorum ac Civium universorum Urbis Spirenensis, nobis & Imperio dilectorum ac fidelium, Legati, viri honesti, coram nobis, cum nuper Badae in nostro Hungariae Regno essemus, comparuerint, & nobis significarint, Reverendum Virum Rabanum, Episcopum Spirensem, nostrum Principem ac dilectum Praesulem, Literas quasdam nostrae Regiae Majestatis Sigillo obligatas contra supradictos Consules, Senatores & Cives produxisse, quibus omnes & singulas Literas, Privilegia, Immunitates, Beneficia, Jura, Consuetudines, & quae apud ipsos in usu sunt, retraxerimus, nosque eo tempore miramur, qui istud factum esset, siquidem nobis nunquam in mentem venit quenquam in Imperio suo Jure & Privilegiis absque ulla ipsius culpa privare: atque insuper à supradictis Legatis suppliciter rogaemur, ut supra nominatis Civibus Spirenensibus opem & auxilium fereremus, & Beneficia, Immunitates, Privilegia, Literas, Jura, Consuetudines, & quae longo usu possident, quaeque ipsis antehac confirmavimus, farta recta tueremur, juxta Literas à nostra Regia Majestate ipsis tunc traditas, quae ad verbum ita habent, &c.

Cum etiam nobis scisset, nos Anno à Christi Nativitate millesimo quadringentesimo decimo quarto, postquam Coronam Regiam Aquisgrani accepissemus, supradicto Rabano, Successoribus ipsis, Episcopis, & Ecclesiae Spirenensi omnia & singula ipsorum ornamenta, Jura, Beneficia, Immunitates, Usus, Consuetudines legitimas, Privilegia, Literas, & alia, nec non omnia Jura, quae in Urbe Spirenensi & alibi habent, & quae Praefatis aliisque Capitularibus Spirenensibus, Antistitibus, Coenobiaribus & Presbyteris in genere & particulatim à nostris Antecessoribus in Imperio & alibi concessa fuerunt, renovasse & confirmasse, traditis Regiae nostrae Majestatis Literis, & nos postea Coloniae Anno M. CCCC. & quod excurrit, die S. Elisabethae eidem Rabano alias Literas dedisse, quarum utrumque Literarum exempla in nostro Archivio habemus, quas etiam in manus sumptimus & comperimus, etiam in utroque Literis Privilegiis supradictorum Civium Spirenensium aliqua mentio fiat, tamen rem non ita se habere, ut à Legatis est indicatum: nempe supradictum Rabanum aliquid contra ipsos produxisse, quemadmodum suprascriptum est: nec simile quid ullo modo extare: praeterea Regula nostra excutienda curavimus: neque tale quid quo ad verba aut sententiam in ulla nostris Literis, quarum apographa in nostris Regestis habentur quaeque supradicto Rabano tradidimus, invenimus, neque arbitramur, jam dictum Rabanum ulla nostrae Majestatis Literas produxisse, aut producere posse, quae non in Commentarios relatae fuerint. Neque enim in nostra Cancellaria Literae Majestatis obligari solent, quin prius in Commentarios referantur: certa nota apposita. Unde apparet, Spirenenses, quae proposuerunt, finxisse, & nobis, Sacro Romano Imperio & supradicto Rabano ea in re injuriam fecisse. Quamobrem suprascriptas priores Literas, quae ipsis traditae fuerunt, quaeque farta relatione à nobis obtinuerunt, à his Spirenensibus nihil prodierunt, nec ullum supradicto Rabano, ipsius Clero aut cuicunque alii detrimentum afferent: imo declaramus, fassumus & volumus, ex consilio nostrorum Principum, Nobilium, & eorum, qui nobis fide sunt devincti, animo meditato, certa scientia, & Regiae potestatis plenitudine, Literas illas supradictis Civibus à nobis traditas, & quae supra ad verbum descriptae sunt, cum omnibus, quae illis continentur, irritas, inanes & nullius ponderis esse. Nam nos illas cum omnibus

contentis, harum Literarum auctoritate, retractamus, rescindimus & antiquamus, &c.

Ad haec edictum, sanctum & volumus, ut Episcopi, Capitulares, Praetores, & Presbyteri Spirenenses eorum, quae Successoribus omnibus supradictis Beneficiis, Immunitatibus, Juribus, Literis, Privilegiis, quae ipsi à supradictis nostris majoribus, & nobis concessa sunt, & ita, quae longo & legitimo usu possident, quaeque laudabili Consuetudine recepta sunt, fruantur: qua in re nemo illos impediat, turbet aut interpellat: sub poena nostrae & Imperii indignationis, & multa centum librarum auri puri, quam omnes & singuli, qui claram hanc nostram Sententiam, Decretum, Edictum, & voluntatem infringunt, quotiescunque id taceant, exsolvent: cujus dimidia pars nostra & Imperii Fisco, altera Episcopo, qui tunc Ecclesiae Spirenensi praerit, cedit.

In cujus rei fidem his Literis Regiae nostrae Majestatis Sigillum apponi curavimus. Datum Znaini, Anno à Christo nato M. CCCC. XXI. proxima die Veneris post Festum Annunciationis B. Virginis, Regnorum nostrorum, Hungarici trigesimo quarto, Romani undecimo & Boemici primo Anno.

XCVI.

Einigungs-Brieff des Heil. Römischen Reichs 22. Mai. Churfürsten zu Meyns / Trier / Eölln und Pfälz / mit denen Landgrafen in Thüringen und Marggrafen zu Weissen / wider die Kegeren und Unglauben so im Königreich Böhmen entstanden. Geben zu Wirzburg uff Unsers Herrn Leichnam. Abend 1421. [MULLER] Literas-Tags Theatrum Vorstellung I. Cap. XXIII. pag. 302.]

C'est-à-dire,

Traité de Confederation conclu entre les Electeurs de MAYENCE, de TREVES, de COLOGNE, & PALATIN, les Landgraves de TURINGE & Marggraves de MISNIE, contre l'Herese & l'infidelité suscitée en Bohème. A Wirtzburg la Vigile de la Fête du Corps de Christ. 1421.

W E von Gots Gnaden Conrad zu Meyns / Otto zu Trier / und Dietrich zu Eölln / Erzbischoffe / des Heiligen Römischen Reichs in Deutschen und Böhmen Landen / und durch das Königreich zu Arctat und in Italien Erzbischoffe / und Ludwig / Pfalzgraf bey Rhen / des Heiligen Römischen Reichs Erzbischoff und Herzog in Beyer / alle vier des Heiligen Römischen Reichs Churfürsten / bekennen und thun kundt offenbar mit diesem Brieffe / das wir haben angesehen und betrachtet solche Kegeren und Unglauben / die leider in dem Königreich zu Böhmen ufferstanden sindt / und das zubeforgen ist / wo dem nicht in Zeit widerstanden werde / das die scharff in ander Lande einreisen und kommen möchten / und darum so haben wir Uns als Christliche Fürsten / den solche Sache und Gebrechen möglich leid sein solten / dem zu widerstehen und dastu zu sein / dem Allmächtigen Gott zu Lob / der ganzen Christenheit und Christlichen Glauben zu Erhaltung / und dem Allerdurchlauchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Sigismunde / Römischen Könige / zu allen Zeiten Meyner des Reichs und zu Ungern 2c. Könige / Unsern gnädigen lieben Herrn / und dem Heiligen Römischen Reich zu Ehren / Nutz und Frommen / zu den Hochgebornen Fürsten / Herrn Friedrich / Herrn Wilhelm und Herrn Friedrich / Gebürden und Gebettern / Landgrafen in Thüringen / und Marggrafen zu Meissen / Unsern lieben besondern Freunden und Oheimen / mit wohl verbedachtem Muthe / Rathe Unser Rathe / und rechter Wissen / vereint und verbunden. Vereinigen und verbunden Uns zu ihme /

ANNO in Kraft dieß Briefs / in der Form / als hernach

1421.

geschrieben stehet. Zum ersten sollen und wollen wir jhne / solchem Unglauben zu widerstehende und den zutisgen / wie sich der dann machen oder ergeben werde / zu jhren oder andern Fürsten / Graven oder Herren Lande / oder auch zu Steten / die sich zu Uns in diesen Sachen vereinigen und verbinden werden / und auch wieder alle / die denselben Kegern und Unglaubigen wissenschaftlich zulegen / oder beholfen sein werden / wann und zu welcher Zeit wir von den obgenannten Herrn Friedrichen / Herrn Wilhelmien / und Herrn Friedrichen / samptlich oder sonderlich ermanet werden / getreulich gerathen und beholfen sein / mit Unser Rittererschaft / Steten / Schlossen / Merckten / Lande / Leuten / und den Unsern / und nach Unserm Vermögen / ohne Geferde.

Wehre auch / daß die Keger und Unglaubigen / die sich igund geride im Lande zu Behem und in andern Landen erhaben gan / den obgenannten Herrn Friedrichen / Herrn Wilhelmien und Herrn Friedrichen / oder jemand anders / der in dieser Einunge ist / oder fürbaß darin kommen wird / in ihr Land und Herrschaft ziehen werden / so sollen und wollen wir denselben von Stundt zu Hülffe kommen / und daß nach Unserm Vermögen getreulich helfen wehren / ohn alle Geferde / und Unser keiner sol solche Hülffe uff die andern verziehen / sondern / welcher unter Uns ehe gemahnet wird / der sol die Hülffe ehe thun / und wir sollen und wollen auch die Hülffe ihun Unser ighlicher uff sein eogen Koste / Gewinn / Schaden und Verlust / ahn alle Geferde.

Wie sollen auch / daß alle und ighlichen Unsern Steten / Schlossen / Merckten / Dörffern / Landen / Gebieten / cristlichen und hefftiglichen / mit Unsern Amptleuten / Dienern und den Unsern bestellen / wo man solche Keger und Unglaubigen / oder die darinn verbaßt weren / sie weren Manne oder Frauen / Geistliche oder Weltliche / innen und gewahre werde / daß man dieselben alle uffhalten und fassen soll / und die auch Uns oder Unsern Obersten / den das von Uns befohlen ist / als sich das gebürt / antworten soll / und wir sollen und wollen auch von denselben zu einer ighlichen Zeit richten lassen / nach Gelegenheit der Sachen / zu Verwilligung der vorgeannten Kegerey und Unglaubens / als sich das gebürt / ahn alle Geferde.

Auch sollen und wollen wir bestellen / daß alle und ighliche Unsere Bürger und Untertanen / Mannes Geschlechte / in Unsern Steten / Schlossen / Merckten / Dörffern und Landen gefessen / die über zwölff Jahr alt und vernünftiger Sinn seyn / geloben und zu den Heiligen schweren sollen / wider solche Kegerey und Unglauben zusein / und auch solche Keger und Unglaubigen zutügen und zumelden / wo sie die erfahren oder wissen / und die auch helfen halten / und ihren Obersten und Amptleuten antworten / ahn Geferde.

Were auch / ob ymandt / wer der were / die obgenannten Herrn Friedrich / Herrn Wilhelm / und Herrn Friedrich / oder ihre Graven / Herren / Ritter / Knechte / oder die ihren / samptlich oder sonderlich / umb solcher Christenlicher Vereinigung und Verbindnisse willen / unwillen oder argen willen beweisen / oder Schaden zufügen wolte / wie oder in welchen Weg sich dann das machen würde / so sollen und wollen wir ihnen darwider / und den zu widerstehend / getreulich beholfen und beraten seyn / zu gleicher weis / und in aller der maffe / als ob Uns dasselbe anginge / und Unser eigen Sache wehre / alle Geferde und Argelst genzlich außgeschiden.

Alles das hievor geschrieben ist / versprechen / geseden und geloben wir obgenante Churfürsten / bey

Unsern Christlichen Frauen und Fürstlichen Ehren und Würdigkeiten / allezeit getreulich / vestiglich zu halten / zu vollfuren / und zuthunde / und auch do wieder nichts zu suchen oder zu thun / heimlich oder öffentlich / durch Uns selbst oder jhemands anders / in keinerley Weis / alle Geferde und Argelst genzlich außgeschiden.

Und daß alles zu wahrem Erkunde und ohesten Zeugnisse / so haben wir Unsere eigen Inssigel / von rechter Weis an diesen Brief thun hengen / der geben ist zu Würzburg / in dem Jahre als man schrieb / nach Christi Geburt / vierzehnhundert zwenzig und ein Jahr / uff Unsers Herrn Reich nams. Abnd.

XCVII.

Bischoffs Georgen und seines Dom/Capituls zu Passau Verschreibung gegen Herzog Albrechten zu Oesterreich den V. die mit weyland Herzog Albrechten zu Oesterreich dem IV. gemachte Bündnuß zu halten. Geben am Pfingstag Unser Frauen. Abend Assumptionis 1421. [HUNDIT Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 279. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIGS Spicileg. Eccles. im II. Theil. pag. 809.]

C'est - à - dire,

Déclaration de GEORGE Evêque de Passau & de son CHAPITRE, par laquelle ils promettent à ALBERT V. Duc d'Autriche & depuis Empereur d'accomplir & d'observer religieusement les Alliances faites par eux avec son Prédecesseur ALBERT IV. Le Mardi Veille de l'Assomption de la Sainte Vierge 1421.

Wir Georg von Gottes Gnaden Bischoff zu Passau / und wir der Sumprobst / der Dechant / und das gang Capitel gemeintlich der Stiffe daselbst / bekennen öffentlich / vor Uns und Unser Nachkommen / und thuen kundt allen Leuten / die jeh sind und kunfftig werden. Als wir und Unsere Vorforn / mit weiland dem Hochgebornen Fürsten / Herzog Albrechten / Herzogen zu Oesterreich / und sein Vorforn seliger Gerechtuñ durch Frides / Gemachs / und gemaines Nuges willen Unserer Herrschaft / ain Bindnuß gemacht und gethan haben / als die Bunde-Brief gegeben darüber eigentlich inhaltend / daß wir dem Durchleuchtigen Hochgebornen Fürsten / Unserm gnadigen lieben Herrn / Herzog Albrechten Herzogen zu Oesterreich / ze seinen Erben und Nachkommen / mit Unsern Trewen / und bey Unserer Fürstl. Würdigkeit / gelobt und versprochen haben / geloben und versprechen auch / wissenschaftlich / mit Krafft des Briefs / dieselbe Bindnuß / und ihr jedliche besondere / mit allen Puncten / Artickeln / Stucken und Geldböten / also stait und unzerbrochen zu halten / und genlich zu vollfuren / getreulich / ohn Geverde / in aller der Maß als daß in den Briefen der ehegenanten Bindnuß / und in ihr jeglicher besondere / eigentlich ist begriffen. Wie Urkundt des Briefs / der geben ist zu Passau under Unsern und des ehegenanten Unser Capittels anhangenden Inssigeln / am Pfingstag Unser Frauen Abend Assumptionis Anno 1421.

XCVIII.

Herzogs Albrechts zu Oesterreich Verschreibung. 29. Août. 1421. daß er alle mit dem Hochstift zu Passau gemachte Bündnuße unzerbrochlich halten wolle.

ANNO
1421.

ANNO
1421.

wolle. Geben zu Wien am Freytag nach St. Augustins-Tag / Anno 1421. [HUNDII Metropolis Salisburgensi. Tom. I. pag. 280. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIGS Teutsches Reichs Archivs Spicileg. Eccles. im II. Theil. pag. 808. vom Stifft Passau.]

C'est - à - dire,

Revers ou Déclaration reciproque d'ALBERT V. Duc d'Autriche, & depuis Empereur II. du nom, par lequel il promet de maintenir & observer inviolablement tous les Traitez auparavant faits avec l'Evêché de PASSAU. A Vienne le Vendredi après le Saint Augustin 1421.

Wir Albrecht von Gottes Gnaden Herzog zu Oesterreich / zu Steyr / zu Kärnten und zu Crain / Grave zu Tyrol / bekennen für Uns / und alle Unser Erben / und thuen kundt öffentlich / mit dem Brieff / als weiland die Hochgeborne Fürsten / Unsere Vordordern / Herzogen zu Oesterreich etc. seliger Gedechtnus / mit dem Ehrwürdigen / Unserm sunden lieben Freunde / Herren Georgen / Bischöfen zu Passau / und den Erbsamen / Unsern lieben Underthigen / dem Thumprobst / dem Dechant / und dem Capitel gemeinlich daselbst / und ihren Vordern / durch Frid / Gemachts / und gemaines Dutz ges willen ihrer Land und Leut / ain Bndnuß gemacht und gethan haben / als die Bndt-Brieff darüber gegeben eigentlich einhaltend: daß wir demselben Herren Georgen Bischöfen zu Passau / bey Unsern Fürstl. Ehren und Würden gelobt und versprochen haben / geloben und versprechen auch künftlich / mit Krafft dits Brieffs / dieselbe Bndnuße / alle und ihr jegliche besunder / mit allen Punkten / Artickeln / Stücken und Gelübden / also stät und unzerbrochen zu halten / und gänzlich zu vollführen / getreulich / ohn Gewerde / in aller dermassen / als daß in dem Brieffen der ehegenanten Bndnuß / und ihr jeglichen besunder / eigentlich ist begriffen. Mit Kundt dits Brieffs / gegeben zu Wien / am Freytag nach S. Augustins-Tag. Anno Domini M CCCC XXI.

XCIX.

26. Oct. *Instrumentum Publicum Pacis & Lige inter HENRICUM Anglie Regem, & Dominum THOMAM DE CAMPO FREGOSO Januae Ducem inita. Actum apud Westmonasterium 26. Octobris, Anno 1421. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre D. D.]*

UNIVERSIS Christi fidelibus presentes Litteras inspecturis. Nos Philippus permissione Divina Vigorniensis Episcopus, Johannes Staffordus Privati Sigilli Custos, Villemus Abiciolus Secretarius Serenissimi, ac Illustrissimi Domini Domini Henrici Dei gratia, Regis Anglie, Heredis, ac Regentis Regni Francie, & Domini Hibernie, ejusdemque Metuendissimi Domini Commissarii ad infra-scripta sufficienter, & legitime deputati Salutem in Domino &c. cum Egregiis, & Nobilibus Viris Raphaeli Spinula quondam Raphaelis, & Stefano Lomelino quondam Leonelis, Nobilibus, & Potentis Viri Thome de Campo Fregoso Januensis Ducis, & Populi Defensoris, & Nobilis Communitatis Januae Ambaxiatoribus, Sindicis, Nuntiis, & Commissariis in vim potestatis eis attributæ, cujus tenor sequitur, &c. talis. Thomas de Campo Fregoso, Dei gratia Januensis Dux, & Populi Defensor, & Consilium Antianorum, ac Officium provisionis Civitatis, & Communis Januae universis, & singulis &c. de, & super contentis in præfata Commisione nostra communicavimus, & tractavimus sæpius, & diligenter, ac post hujusmodi Communicationes, & Tractatus

TOM. II. PART. II.

ANNO
1421.

inter nos hinc, & inde nomine Partium supradictarum habitas, considerantes quod inter cætera, quæ fidei, & Ecclesie Sacrosanctæ exaltationem respiciunt, Reges, & Dominos concederant, illud videtur præcipuum esse, quod ipsi, & eorum Subditi, Regumque, & Dominia sint sub Pacis tranquillitate, vigent, & indissolubili Concordia, & Amicitie vinculo seclitè, & perpetuo connectantur. Hinc est, quod nos Philippus Episcopus, & Johannes, ac Villemus Commissarii prædicti pro parte prædicti Illustrissimi Domini Regis Anglie supradicti pro se, Heredibus, & Successoribus suis, ac Regno suo Anglia, Terris, Dominiis, Ligis, Subditis, & Vassallis ejusdem, nec non Raphael, & Stephanus Nuntii, Ambassadors, & Commissarii prædicti pro præfato Potenti Viro Duce, ac Nobili Communitate Januensi, & Successoribus suis, Terris, Dominiis, Subditis, & Vassallis eorundem, communicato consilio, consensu, & assensu nostris, bonas, firmas, stabiles, & inviolabiles Amicitias, Confederationes, Alligantias, & Ligas reales, & perpetuas inter ipsos Illustrissimum Dominum nostrum Regem Anglie, & præfatum Ducem Januæ, eorumque Heredes, & Successores, Regnum, Terras, Patrias, & Domina, Ligas, Subditos, & Vassallos, seu Districuales ipsorum quoscunque inivimus, concordavimus, firmavimus, & fecimus, ac præsentium tenore inimus, concordamus, firmamus, & facimus pro præsentis modo, & forma, qui sequuntur.

Imprimis namque concordatum est, quod amodo sint Amicitia, Unitas, Confederatio, & firma Liga perpetua, & realis per Terram, Aquas, & Mare inter dictum Metuendissimum, & Illustrissimum Dominum nostrum Dei gratia Regem Anglie, Heredesque, & Successores suos, ac Vassallos, Ligeos, Subditos, & Districuales suos Ecclesiasticos, & Saculares, Regumque suum Anglie, ac Terras, Patrias, Civitates, atque Villas, & Domina sua ex una parte, & dictum Magnificum Dominum Thomam de Campo-Fregoso Januensem Ducem, ac Nobilem Communitatem Januæ, suosque Successores, Subditos, Ligeos, Ecclesiasticos, & Saculares, Territoriumque eorum, Terras, Patrias, Civitates, Villas, & Domina sua ex altera perpetuo futuris temporibus inviolabiliter permanere.

Item, concordatum est, quod dictus Dominus noster Rex Vassallos, Ligeos, ac omnes, & singulos Subditos suos Ecclesiasticos, & Saculares, nec non dictus Magnificus Dominus Dux, & Commune Januæ Vassallos, Districuales, ac omnes, & singulos Subditos suos Ecclesiasticos, & Saculares pro iniuriis, & prædationibus, captionibus Personarum, Bonorum, & Navium, vulneribus, incendiis, & homicidiis quibuscunque, hinc & inde, ante datam præsentium actis, factis, commissis, & perpetratis utrinque pacificabunt, ac quietos, & contentos facient, & reddent, adeo quod dictus Dominus noster Rex Anglie, Heredes, & Successores sui Vassallos, Subditos, & Districuales prædictorum Ducis, & Communis Januæ, & ipsorum quemlibet, dictus Dominus Dux, & Commune Januæ, Heredes, & Successores sui Vassallos, Ligeos, & Subditos Domini nostri Regis prædicti ab impetitionibus, accusationibus, actionibus, demandis, querelis, vexationibus, & perturbationibus quibuscunque, realibus vel personalibus, occasione præmissorum, in judicio vel extra, hinc vel inde faciendis, movendis, seu proponendis illesos, & indemnes conservabunt, ac quietos, & contentos reddent.

Item, concordatum est, quod præfatus Metuendissimus Dominus noster Rex Anglie, ac Heredes, & Successores sui omnem Amicitiam, Benivolentiam, & firmam Pacem dicto Magnifico Domino Duci, & Communi Januæ, Heredibus, & Successoribus, & Vassallis, & Subditis suis quibuscunque perpetuis futuris temporibus continue servabunt, impendent, & exhibebunt, & quilibet suo tempore impendet, servabit, & exhibebit, & sic à suis, quantum in eis erit, servari, impendi, & exhiberi facient, & è converso dictus Magnificus Dominus Dux, & Commune Januæ, Heredes, Successoresque sui omnem Amicitiam, Benivolentiam, & firmam Pacem dicto Domino nostro Regi Anglie, Heredibus, & Successoribus suis, ac Vassallis, Ligis, & Subditis, quibuscunque ejusdem perpetuis futuris temporibus continue servabunt, impendent, & exhibebunt, & quilibet suo tempore servabit, impendet, & exhibebit, & sic ex suis, quantum in eis erit, servari, impendi, & exhiberi facient, sane semper, & expresse intellecto, quod propter hujusmodi Pacem, Amicitiam, Confederationem, seu Li-

ANNO
1421.

gam, & reconciliationem aliqua dictarum Partium in aliquo non teneatur propter ea, vel aliquoties obligata sit Guerram, vel inimicitias capere, vel inire cum eis, cum quibus altera dictarum Partium Guerram, vel inimicitias habere tam presentialiter, quam in futurum, sed liceat, & licitum sit utrique dictarum Partium, ac Subditis, & Districibus cum eorum Navigis, Marinaris, Officiariis, Mercatoribus, & ceteris Ministris, Rebus, Libris, Mercibus, & Bonis quibuscumque per Portus, Districus, Pontes, & Passagia Ripariorum, Fluminum, & Maris libere ire, & intrare, Portus, Loca, Civitates, & Terras more mercantili tantum quorumlibet inimicorum alterius dictarum Partium, & exinde libere redire, & suas negociaciones quomodolibet exercere, absque eo quod per premissa intelligatur Paci prestatæ aequaliter contrafac-tum.

Item, quod dictus Dominus noster Rex, Hæredesque, & Successores sui per se, aut alios ipsorum nomine non dabunt per Terram, Mare, vel Aquas cum eorum Navigis, vel Navibus, Armigeris, Balistariis, seu Sagittariis, aut alio quocumque modo palam, vel occulte auxilium, succursum, vel juvamen Aragonensibus, five Catalanis, existitisse, aut bannitis dictorum Domini Ducis, & Communis Januæ, vel quibusvis notoriis, & manifestis suis, nunc vel in futurum inimicis contra dictos Dominum Ducem, & Commune Januæ, dum tamen Alligati, & Confederati dicto Metuendissimo Domino nostro Regi Angliæ ante datam presentium infra scriptis dictis Domino Duci, & Comuni Januæ in presentem, vel in futurum non fuerint inimici, aut fuerint inimici aliquis eorumdem. Alligati, & Confederati præfatio Domino nostro Regi fu-pradicti sequuntur, & sunt isti: Ecclesia Romana, & Romanus Pontifex, qui tempore fuerit, Rex Romanorum, Serenissimusque Princeps Karolus Rex Francorum Pater ejusdem Domini Regis Angliæ, nec non Regnorum Portugalie, ac Slueciæ, Dacie, & Norvegiæ Reges, Sabaudie, & Bavarie Duces, ac Domina Jacoba Ducessa Hollandiæ, & Comitissa.

Item, quod dicti Dominus Dux, & Commune Januæ, Hæredesque, & Successores sui per se, aut alios ipsorum nomine non dabunt per Terram, Mare, vel Aquas cum eorum Navigis, Galeis, vel Navibus Armigeris, vel Balistariis, seu Sagittariis, aut quocumque alio modo, palam vel occulte, auxilium, succursum Karolo Delphinum Viennensem se dicenti, aut alicui alteri partem ipsius Karoli tenenti, nunc vel in futurum, seu alicui alteri Subdito Regni Franciæ præfatio Domino nostro Regi Angliæ, Hæredi Regenti Regni Franciæ, Hæredibusque, & Successoribus suis, nunc vel in futurum inobedienti, ac Castellanis, & Scottis, aut quibusvis aliis notoriis, & manifestis, nunc vel in futurum inimicis dicti Domini nostri Regis contra ipsum Dominum nostrum Regem, dum tamen Alligati, & Confederati dictis Domino Duci, & Comuni Januæ ante datam presentium, de quibus inferius memoratur, prædicto Domino nostro Regi Angliæ in presentem, vel in futurum non fuerint inimici, aut fuerint inimici aliquis eorumdem. Et Alligati, & Confederati, de quibus superius fit mentio, sunt Ecclesia Romana, & Romanus Pontifex, ac Domini Rex Romanorum, & Ludovicus Rex, si, & quando Guerram moverit per Regno Siciliæ, & Apulie sibi acquirendo, seu recuperando, ac alii, & Reges, & Domini, cum quibus Ligam, seu Confederationem ante datam presentium dicti Januenses habuerunt, & contraxerunt, quorum nomina, Dignitates, Prædilectiones, & Officia præfatio Domino nostro Regi Angliæ, vel Cancellario suo Angliæ citra Festum omnium sanctorum proxime futurum sub publico Instrumento Sigillis ipsorum Domini Ducis, & Communis Januæ sigillando, edere, ostendere, & realiter liberare debeat, provisio semper, quod inter Alligatos, & Confederatos suos præfatos Delphinum Viennensem nominatum, aliumve partem suam tenentem, seu alium Subditum Regni Franciæ prædicto Domino nostro Regi Angliæ Hæredi, & Regenti supra dicto inobedientem, Scottosve, aut Castellanos, seu notorios alios inimicos præfati Domini nostri Regis Angliæ, dicti Dominus Dux, & Commune Januæ nullatenus reputabunt, numerabunt, nominabunt, vel ostendent.

Item, concordatum est, quod si præfatum Dominum nostrum Regem Angliæ, aut aliquem Hæredum suorum Regum Angliæ aliquibus Confederatis, aut Colligatis suis prædictis, seu alicui eorumdem vigore alicujus anterioris Lighe contra præfatos Dominum Ducem, & Commune Januæ, Hæredes, & Successo-

res suos, Vassallos, Subditos, & Districuales ipsorum, Terras, Patrias, & Domina sua quæcumque Guerram moventibus, aut moventi auxilium, succursum, vel juvamen dare, vel facere contigerit, Januenses, & eorum Mercatores, atque Ministri, Factores, & Servitores ipsorum cujuscumque status, vel præheminentiæ fuerint in Regio, Territorio, & Districtu Angliæ ad tunc commorantes, seu pro, & cum Mercatoribus, & Mercantiis, vel aliter amicabiliter ibidem existentes, vel venientes terminum habebunt octo mensem à die præmonitionis eis auctoritate Regi faciendæ ad recedendum, & ab inde exeundum, salvo & securo, cum Personis, Mercatoribus, Navibus, Libris, & Rebus suis aliis quibuscumque: Et è converso si contingat dictum Dominum Ducem, & Commune Januæ, aut aliquem Hæredum, vel Successorum suorum aliquibus Alligatis, seu Confederatis suis, seu eorum alicui vigore alicujus anterioris Lighe contra dictum Dominum nostrum Regem, Hæredes, & Successores suos, Vassallos, Ligeos, & Subditos suos, Terras, Patrias, & Domina sua quæcumque, Guerram moventibus, aut moventi, auxilium, succursum, vel juvamen dare, vel exhibere, Subditi dicti Domini nostri Regis, cujuscumque status fuerint, seu præheminentiæ, & eorum Ministri, & Servitores in Territorio, & Districtu dictorum Ducis, & Communis Januæ ad tunc commorantes, seu pro, & cum eorum Mercatoribus inibi, vel aliter amicabiliter venientes, vel existentes terminum consimilem habebunt octo mensem à die præmonitionis eis auctoritate dictorum Ducis, & Communis Januæ faciendæ ad recedendum, & abinde exeundum salvo & securo, cum Personis, Mercatoribus, Navibus, Bonis, Libris, & aliis Rebus suis quibuscumque.

Item, concordatum est, quod omnes, & singuli Vassalli, & Subditi nostri Domini Regis Angliæ supra dicti, Hæredumque, & Successorum suorum cujuscumque status, vel conditionis extiterint, poterint, salvo & securo, cum eorum Navigis, Marinaris, Officiariis, aliisque suis Ministris, & Mercatoribus; ac Mercibus, Bonis, Rebus, Libris, Localibus, Pecuniis, & Hæresibus suis quibuscumque venire, & intrare Portus, Loca, Passagia, & Riparias dictorum Domini Ducis, & Communis Januæ quæcumque, inibique stare, morari, & mercari, & abinde cum eorum Rebus, Bonis, Localibus, Pecuniis, Mercibus, & aliis Hæresibus, ac cum Navibus, Navigis, Marinaris, Ministris, Officialibus, & Mercatoribus suis quibuscumque, quandocumque eis placeuerit, abire, & recedere, exceptis his Mercibus tantum, quæ per specialem prohibitionem à Locis illis extrahi non debent, solvendo nihilominus Subsidia, Customas, Comercia, & Doveria in partibus illis solvi consuetæ, & pro tempore usitata, nec non per ipsorum Loca, Pontes, Portus, Passagia, ac quoscumque Districus Fluminum, Ripariorum, & Maris tute, & libere ire, & transire, ac per ea reverti absque impedimento, molestatione, perturbacione, vel inquietatione quibuscumque; Et è converso omnes, & singuli Vassalli, Subditi, & Districuales dictorum Domini Ducis, & Communis Januæ, Hæredumque, & Successorum suorum, cujuscumque status, vel conditionis extiterint, poterint salvo & securo cum eorum Navigis, Marinaris, Officiariis, aliisque suis Ministris, & Mercatoribus, ac Mercibus, Bonis, Rebus, Libris, Localibus, Pecuniis, & Hæresibus suis quibuscumque venire, & intrare Portus, Loca, Passagia, & Ripas præfati Metuendissimi Domini nostri Regis Angliæ quæcumque, inibique stare, morari, & mercari, & ab inde cum eorum Bonis, Rebus, Localibus, Pecuniis, Mercibus, & aliis Hæresibus, ac cum Navibus, Navigis, Marinaris, Ministris, Officialibus, & Mercatoribus suis quibuscumque, quandocumque eis placeuerit, abire, & recedere, exceptis his Mercibus tantum, quæ per specialem prohibitionem à Locis illis extrahi non debent, solvendo nihilominus Subsidia, Customas, Comercia, & Doveria in partibus illis solvi consuetæ, & pro tempore usitata, nec non per ipsorum Loca, Pontes, Passagia, ac quoscumque Districus Fluminum, Ripariorum, & Maris tute, & libere ire, & transire, ac per ea reverti absque impedimento, molestatione, perturbacione, vel inquietatione quibuscumque.

Item, concordatum est, quod si aliquæ singulares Personæ, vel singularis Persona dictarum Partium, vel aliter ipsarum ausu temerario, aut diabolico spiritu ductæ, seu ducta, contra præmissa, quod ab eis, volentes, seu volens hujusmodi Pacem, Confederationem, Ligam, & Amicitiam maliciose infringere attemptarent, præsumperint, vel præsumpserint, poni debeant,

ANNO
1421.

ANNO
1421.

debeant, & debeat, facta noticia secundum sua demerita per eum, cuius Jurisdictioni, & potestati supposita fuerint, vel supposita fuerit, nec propter hoc intelligantur supradictæ Pax, Amicitia, Liga, & Confederationes frangere, nec eis aliquoties contravenientem, sed prædictis attentatis non obstantibus manere debeat in suis robore, & vigore; & eodem modo, si Navigia alicujus dictarum Partium per vim, & invito Patronis, vel Magistris dictorum Navigiorum cogentur ire, vel armari contra alteram dictarum Partium, seu Subditos, & Districuales ipsarum, cum non sit fas vi potentium Dominorum resistere, præsertim in Terris, vel in Partibus; in quibus propter eorum potentiam possent extraneos cogere ad indecentia, & illicita ipsis iniuris, nec propterea intelligatur Pacis prædictæ aliquoties contrahi.

Item, concordatum est, quod Partes suprascriptæ, videlicet dictus Dominus noster Rex, Hæredes, & Successores sui in quibuscumque Amicitias, Confederationibus, Pactis, & Allegantiis cum quocumque Rege, Principe, aut Persona Ecclesiastica, sive mundana, cujuscumque status, gradus, dignitatis, aut conditionis existat, de cætero per ipsos, aut ipsorum aliquem contrahendis, iniendis, firmandis, & concordandis dictum Dominum Ducem, & Commune Januæ, Hæredesque, & Successores suos per expresse, & in specie excipere debeant; & è converso dictus Dominus Dux, & Commune Januæ, Hæredes, & Successores in quibuscumque Amicitias, Confederationibus, Pactis, & Allegantiis cum quocumque Rege, Principe, aut Persona Ecclesiastica, sive mundana, cujuscumque status, gradus, dignitatis, aut conditionis existat de cætero per ipsos, aut ipsorum aliquem contrahendis, iniendis, firmandis, & concordandis dictum Dominum Regem nostrum, & Successores suos per expresse, & in specie excipere debeant.

Item, concordatum est, quod Subditi, & Districuales dictarum Partium, & utriusque ipsarum se invicem in Terra, Mari, & Aqua amicabiliter, & caritative se habeant, & cum eorum Navigiis, Galeis, Marinaris, Officialis, Servitoribus, Mercatoribus, & aliis Ministris, Bonis, Libris, Rebus, Mercibus, Jocalibus, Pecuniis, & Hærensiis quibilibet possint, & debeant, tutè & libère, accedere ad Portus, Civitates, Terras, & Loca quolibet dictarum Partium, & utriusque ipsarum, ita quod Subditi, & Districuales præfati Domini Regis Angliæ sub Salva Custodia, & Salvo Conductu prædicti Magnifici Domini Ducis, & Communis Januæ, sub Salva Custodia, & Salvo Conductu præfate Regiæ Maestatis semper fiat, & censeantur existerent.

Item, concordatum est, quod omnia, & singula per dictos Commisarios, Ambasiatores, & Sindicos, ut præmittitur, tractata, conclusa, & concordata, Partes prædictæ, videlicet præfatus Metuendissimus Dominus noster Rex Angliæ suis Litteris Patentibus magno Sigillo suo sigillandis approbabit, & confirmabit dictus Dominus Dux, & Commune Januæ suis Litteris ipsorum Sigillis sigillandis ratificabit, approbabit, & confirmabit.

Item, concordatum est, quod præfati Dominus Dux, & Commune Januæ dabunt, & solvent, seu dari, & solvi facient Villemo Valdern, & Sociis suis Civibus Loudenibus, qui optinaerunt contra Januenses Marchas, & Repetelas pro Lanis, & aliis Mercibus capitis in Civitate Januæ libras sex millia Sterlingorum pro omni eo, & toto, quod dicti damnificati restant ad habendum, seu habere, & recipere debent, ac petere, & requirere possunt virtute suarum dictarum Repetellarum, & Marcharum, & tam pro eorum sorte, quam pro pena, expensis, & interesse, saltem libras mille Sterlingorum in Festo Beati Michaelis proxime futuro, & alias libras mille Sterlingorum in alio Festo Beati Michaelis venturo Anno Domini 1422, & sic successive Anno singulo in dicto Festo Beati Michaelis alias libras mille Sterlingorum usque ad integram solutionem, & satisfactionem dictarum sex millium librarum Sterlingorum, dictis damnificatis præstita, & habita securitate sufficienti pro solutione dictarum sex mille librarum bene, & fideliter terminis suprascriptis, ut prædicatur, sienda per prius, & ante solutionem primæ solutionis dictæ quantitatibus Sterlingorum, tunc dicto Domino Duci, & Communi Januæ, seu Notario publico stipulanti, & recipienti ipsorum nomine per publicum Instrumentum cum clausulis, & solemnitatibus opportunis consiciendum, finem, quietationem, remissionem, renunciationem, & absolutionem omnimodam dictarum suarum Repre-

hensalium, & Marcharum pactum de ulterius non petendo, & tradendis eisdem Domino Duci, & Communi Januæ, sive eorum Sindico, & Procuratori Instrumenta, & Litteras per dictos damnificatos impetrata & impetratas, incisa & incisas, in signum veræ, & libere quietationis, & remissionis, Reprehensalium, & Marcharum prædictarum, & non aliter, nec ante, seu alio modo, Acta, conclusa, & concordata fuerint omnia, & singula supradicta modo, & forma præmissis vigesimo nono die Maji Anno Domini millesimo quadringentesimo vigesimo primo, & Regni Metuendissimi Domini nostri Regis supradicti nono. In cujus rei Testimonium &c.

Et nos Henricus Dei gratia Rex Angliæ, Heres, & Regens Regni Franciæ, & Dominus Yberniæ habentes certam, & indubitam notitiam de Pace inita, & firmata inter nos, sive Deputatos nostros ex una parte, & Egregios Viros Raphaellem Spinulam, & Stephanum Lomellinum Ambasiatores, Commisarios, & Nuttios dicti Magnifici, & Potentis Viri Thomæ de Campo Fregoso Januensis Ducis, & Nobilis Communis Januæ ex altera, cujus Pacis Capitula de verbo ad verbum superius sunt inserta, de certa scientia, & nullo Juris, seu facti errore ducti, dictam Pacem, & Capitula Pacis prædictæ superius descripta granter acceptantes approbavimus, ratificavimus, confirmavimus, & presentium tenore approbamus, ratificamus, & confirmamus, decernentes dictam Pacem in forma sui, nihilque prætermisso per nos, & quoscumque Successores nostros, ac Vassallos, Ligeros, & Subditos nostros perpetuis futuris temporibus inviolabiliter observari debere. In quorum omnium, & singulorum fidem, & Testimonium has nostras Patentes Litteras Sigilli nostri fecimus appenditione muniri. Datum apud Vestimoniastrum vigesimo sexto die Octobris, Anno Domini M. CCCC. XXI. & Regni nostri nono.

Subscriptum Bef. de Privato Sigillo. Duppl. Gamistendo.

Ego Antonius de Credentia quondam Conradi publicus Imperiali auctoritate Notarius, & Communis Januæ Cancellarius, ac Custos Privilegiolorum dicti Communis suprascriptam Pacem, Ligam, Compositionem, & Confederationem, ut supra sumptam, extractam, & exemplatam per alium Coadjutorem meum de iussu meo de publicis, & patentibus Litteris dicti Domini Regis scriptis in Pergamentis Bullatis Sigillo magno Regio in cera viridi in pendenti in cordis fereis, albis videlicet, & violetis, habentes duas facies, in quarum altera sculpta erat imago Regis sedentis in Regali Solio, & gestantis in manu dextra Sceptrum Regale, & in sinistra Pomum rotundum cum Cruce supra erecta; In altera vero facie dicti Sigilli sculpta erat imago hominis armati super equo cooperto cursum arripiente, gerentis in ejus capite galeam, in manu sinistra Clypeum, & in dextra ensen evaginatum erectum ad idem, & in circumferentiis ambarum facierum dicti Sigilli legebantur uniformiter Litteræ, quarum contentia talis est: *Henricus Dei gratia Rex Angliæ, Heres Regni Franciæ, & Dominus Yberniæ*, vidi, legi, corlexi, & diligenter auscultavi cum dicto publico autentico dictarum Patentium Litterarum, & eam cum ipsis concordare inveniens me subscripsi, & publicavi cum Sigillo, & nomine meis in Instrumentis apponi solitis ad fidem, & in Testimonium præmissorum, habens ad hæc auctoritatem, licentiam, & facultatem mihi ex injuncto dictæ Custodiæ Officio attributam.

Extracta sunt præfens Copia à Registro inscripto sub Litteris D.D. Ducis PHILIPPI MARIA ANGLI Vicecomitis existente in Regio Archivio Casris Porte Joannis Mediolani, in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archivi Officialis.

C.

Capitula, inter Dominum THOMAM DE CAM. 2. Nov. PO FREGOSO Januæ Ducem, & PHILIPPI MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani conventa, pro fienda Deditione, & Traditione Civitatis JANUÆ cum cæteris Civitatibus, Casris, Locis, & Jurisdictionibus eidem spectantibus, sub Dominum præfati Ducis Mediolani,

V 3

ANNO
1421.

* Le Copiste a fauté apparemment les mots, & quod Subditi & Districuales præfati Domini Ducis, & Communis Januæ,

ANNO
1421.

*diolani, salvis Juribus Sacri Romani Imperii.
Datum die 2. Novemb. 1421.* [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

MCCCCXXI. die secundo Novembris. Infra-scripta sunt Capitula tractata, conclusa, & firmata inter Illustrum Dominum Thomam de Campo Fregoso Ducem Januæ ex una parte, & Magnificos, & Spectabiles Dominos Franciscum dictum Carmagnolam de Vicecomitibus Comitum Castri Novi, & Guidonem Thorem Comissarios, & Procuratores, & nomine, & vice Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Filippi Mariæ Angli Ducis Mediolani &c. ex alia parte; quæ quidem omnia dictæ Partes cum eorum responsionibus, pro ut in fine cuiuslibet est annotatum, promiserunt, & sigillaverunt, videlicet, quia contentus est præfatus Dominus Dux Januæ omnibus modo, via, Jure, & forma, quibus melius potest, libere relaxare, & dimittere præfatum Domino Duci Mediolani, & ipsis suis Commisariis ejus nomine libere, & expedite Civitatem Januæ, & alias Civitates, Terras, Castra, & Loca ipsis Domino Duci, & Communi Januæ spectantia, & supposita, ac transferre in præfatum Dominum Ducem Mediolani omnia Jura ipsi Domino Duci Januæ quomodocumque, & qualitercumque in prædictis competentia, ac ipsis renunciare versus ipsum Dominum Ducem Mediolani &c. seu stipulantes ejus nomine, exceptis Terris, Castris, & Locis infra-scriptis videlicet.

Primo, quod salvis Juribus Sacri Romani Imperii, quæ habet in Civitate Januæ, & Districtu, & in quibuscumque aliis Locis, Terris, & Castris, ultra Districtum Januæ, & in Pertinentiis suis &c. Domini Antiani, & Officium provisionum, & Officium Balie, & opportuna Consilia, nomine & vice totius Populi Januæ eligent, recipient, & tenebunt præfatum Dominum Ducem Mediolani, & Successores suos in Ducatu, in verum Dominum Civitatis Januæ, Districtus, Territorii, & Pertinentiarum ejusdem, & in præfatum Dominum Ducem, & Successores suos transierent omne Jus proprietatis, Domini, & Possessionis dictæ Civitatis, Districtus, Territorii, & Pertinentiarum ejusdem.

Item, quod præfatus Dominus Dux Mediolani, & Successores quilibet, ponet, & constituet in dicta Civitate Januæ Gubernatorem, qui non sit Subditus Communis Januæ, cui accipiat Regimen dictæ Civitatis, & Districtus, Territorii, & Pertinentiarum nomine præfati Domini Ducis Mediolani, pro cujus parte, & Consilii Antianorum mandata fient, qui Gubernator, & Antiani regent, & gubernabunt Civitatem, & Districtum ejus, nomine præfati Domini Ducis, secundum Ordinem, & Statuta Civitatis Januæ; & ponent in dictis Civitate, Territorio, & Pertinentiis Potestates, & alios Officiales, qui reddent Jura unicuique secundum Consuetudines, & Ordinamenta, & Statuta Civitatis Januæ, & Districtus, & qui Gubernator, & Antiani, nomine præfati Domini Ducis, temporibus, & terminis consuetis eligent duodecim, vel plures Cives, secundum quod eis videbitur, qui vocabuntur Antiani tales quales nunc sunt, & pro ut in secundo Capitulo Translationis factæ in Dominum Regem Franchorum continetur; & si contingat dictum Dominum Gubernatorem infirmari, vel nollet, seu non posset interesse, tunc fiat pro ut in dicto Capitulo continetur.

Item, quod Commune Januæ de cætero semper ad Mandatum præfati Domini Ducis Mediolani habebit, tenebit, & tractabit quoscumque inimicos ipsius Domini Ducis Mediolani, cum quibus ipse Dominus Dux Mediolani haberet Guerram, pro initio, & sibi Guerram faciet expensis ipsius Domini Ducis, salvis Conventionibus, & Ligis, quas Commune Januæ habet cum Imperatore Romanorum, & Rege Cypri.

Item, quod Arma, seu Insignia Ducalia ponantur in Locis, Galeis, & Navigiis in quibus ponantur Arma Regia, pro ut in alio Capitulo continetur.

Item, quod omnes Vassalli, & Conventionati dicti Communis Januæ facient fidelitatem dicto Domino Duci, pro ut in alio Capitulo continetur.

Item, quod Commune Januæ, & Sindici ipsius Communis facient fidelitatem, pro ut in alio Capitulo continetur.

Item, quod Cives Januæ exhibebunt honorem Gubernatori præfati Domini Ducis, quem exhibebant præfato Domino Duci Januæ, pro ut in alio Capitulo continetur.

Item, quod Commune Januæ promittit dictum Dominum Ducem Mediolani &c. defendere, pro ut in alio Capitulo continetur.

Item, quod dictum Commune Januæ concessum ponere teneatur realiter, & de facto in manibus præfati Domini Ducis Mediolani &c. octo Castra, seu Fortificia, computatis in ipsis octo Castris, Castris Valtabii, Gavii, Vuadæ, & Novorum, quæ de presentibus teneantur per præfatum Dominum Ducem. Item Castrum Stellæ; Item Castra duo antiqua Saonæ pro uno computata, Castra duo Portus Veneris pro uno computata, & Castrum Vintimilii, quando restituta fuerint; cætera fiant, pro ut in dicto Capitulo continetur.

Item, quod præfatus Dominus Dux, & Successores ejus permittant defendere Civitatem, & Districtum Januæ, pro ut in Capitulo dictæ Translationis continetur, de materia loquente.

Item, quod omnes, & singulos Subditos, Vassallos, & Conventionatos dictæ Civitatis, & Communis Januæ, ac Civitates, Castra, Loca, & Jura, quæ a quatuor annis circa ab obedientia dicti Communis circa Mare se subtraxerunt, & subtraxere, sive subtraxerunt, vel subtraxerunt fuerunt, præfatus Dominus Dux Mediolani &c. suo posse, bona fide, per bonos, opportunos, & expedientes modos reducere curabit ad obedientiam, & subjectionem dictæ Civitatis, & Communis Januæ, cum quibus erant &c. pro ut in Capitulo continetur.

Item, quod præfatus Dominus Dux Mediolani promittit in fide sua dictam Civitatem, & Districtum &c. non alienare, nec in alium transferre &c. pro ut in alio Capitulo dictæ Translationis continetur.

Item, quod si faciet Pacem, seu Treguam &c. dicta Civitas Januæ, vel Januenses in ipsa Pace, seu Tregua erunt inclusi, pro ut in Capitulo dictæ Translationis continetur.

Item, Gubernator, & Gubernatores venturi jurabunt in introitu sui Officii servare omnia, & singula supra, & infra scripta, pro ut in alio Capitulo dictæ Translationis continetur.

Item, quod omnes, & singuli Januenses, & Districtuales Januæ de cætero possint ire, stare, negociari, mercari, frui, & gaudere iisdem Privilegiis &c. pro ut in alio Capitulo Translationis continetur.

Item, quod præfatus Dominus Dux Mediolani &c. in fide sua Ducali promittit pro se, & Successoribus suis &c. omnia antedicta servare, & contra non facere, vel venire, pro ut in alio Capitulo Translationis continetur.

Item, contentatur antedictus Dominus Dux Januæ, quod omnibus exitibus Januæ, & aliis Subditis ejusdem Domini Ducis Mediolani restituantur omnia ipsorum bona mobilia, & immobilia, & Loca Comprorum non alienata, sed extantia, & talia qualia sunt; exceptis tantummodo Pagis, & preventibus captis ex Mandato ipsius Domini Ducis Januæ, vel ejus Officialium.

Ad dictum Capitulum respondetur, quod contenta in eo sint in deliberatione præfati Domini Ducis Mediolani, respectu Locorum, sed non preventuum.

Item, requiritur per antedictum Dominum Ducem Januæ, quod præfatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani promittat dictam Civitatem Januæ, Civitates, & alia Loca, de quibus supra, bene regere, gubernare, & pro posse regere omnes Cives Januæ, & alios Subditos Communis, & specialiter amicos, & benivolos ipsius Domini Ducis Januæ sustinere, & bene tractare, & favorabiliter habere recommissos.

Ad dictum Capitulum respondetur, quod fiat, pro ut in eo continetur.

Item, quod præfatus Dominus Dux Mediolani confirmabit specialiter, ac sustinebit, & defendet, ac sustineri faciet omnes Grantias, Immunitates, & Privilegia, & Decreta Locorum quarumcumque Comparum Communis Januæ, nec quocumque modo ullo unquam tempore reversus possit haberi ad dicta Loca, nec ad preventus ipsorum.

Ad dictum Capitulum respondetur, quod fiat, pro ut in eo continetur.

Item, quod antedictus Dominus Dux Mediolani in forma plenissima reconciliabit ad suam gratiam omnes, qui se intromississent, tractassent, & ordinassent in hac Guerra quomodocumque, & qualitercumque contra, & adversus Dominationem suam, eis remissionem plenissimam de omnibus faciend.

Ad dictum Capitulum respondetur quod fiat pro ut in eo continetur.

Item, requiritur pro parte antedicti Domini Ducis Januæ,

ANNO
1421.

ANNO 1421. Januæ, quod omnia bona, mobilia & immobilia, ac Loca Comprarium Communis Januæ sua propria, & iuste acquisita, & alia bona quæcumque tam ipsius Domini Ducis Januæ, quam Fratrum suorum, Uxorum, Nepotum, & Neptarum eis libera, & intacta remaneant, & quod pro illis habeant Saluum Conductum plenissimum tam pro præteritis, quam pro futuris duraturum per decennium.

Ad dictum Capitulum respondetur, quod fiat pro ut in eo continetur.

Item, quod omnia gesta, decreta, mandata, & ordinata, gratis, collationes Officiorum factæ, & facta tam per ipsam Dominum Ducem Januæ solum, quam per ipsam, & alios Officiales Communis Januæ inviolabiliter observentur, & observari debeant.

Ad dictum Capitulum respondetur, quod omnes Officiales Levantis remaneant usque ad eorum terminos, & quod illi, quibus assignata sunt ipsa Officia Levantis, vadant ad ea usque ad dictos terminos, maxime attentis expensis, quas proinde fecerunt, alia vero Officia sint in dispositione præfati Domini Ducis.

Item, quod quicumque Subditi Communis Januæ restituantur ad omnia ipsorum bona, talia qualia sunt, & cancellentur confiscationes, & quæcumque condemnationes, banna, & forestationes ipsorum.

Ad dictum Capitulum respondetur, quod fiat pro ut in eo continetur, & specialiter de bonis immobilibus qualitercumque alienatis.

Item, quod antedictus Dominus Dux Mediolani teneatur facere, & curare cum effectu, quod Spectabiles Abraam, & Baptista de Campo Gregorio germani ipsius Domini Ducis Januæ, & Jacobus de Bovisla liberè relaxentur, & toto suo posse similiter omnes alii Januenses tam de Civitate, quam de Riperia liberè relaxentur, & liberati restituantur.

Item, promittit dictus Dominus Dux Januæ facere, & curare cum effectu, quod relaxato dicto Baptista germano suo in sua libertate, quod eidem Domino Duci dabitur Terra Portus Veneris cum Castris suis per eundem Baptistam, vel alium nomine suo possit.

Ad dicta duo Capitula respondetur, quod ponantur in Fortilicis Portus Veneris Personæ confidentes præfati Domino Duci Mediolani, & Duci Januæ, quibus solvatur de intrata dictæ Terræ, & ipsa deficiente suppleatur per ipsam Dominum Ducem Mediolani cum ordine, quod totiens quociens, & quodcumque infra annum idem Dominus Dux Mediolani liberari fecerit Dominos Abraam, & Baptistam Fratres prædicti Domini Ducis Januæ, & Jacobum de Bovisla, teneatur statim, facta ipsa liberatione, Terram, & Fortilicia prædicta Portus Veneris dare præfato Domino Duci Mediolani.

Item, quod Monitiones, & fulcimenta, & arma posita in Castelletto Januæ, & Castellatio sito supra Januam spectent ipsi Domino Januæ proprio, & quod de dictis Castelletto, & Castellatio extrahi facere possit, & similiter illa, quæ sunt in Castris Saonæ, spectent antedicto Spinetæ, & extrahi possint per eundem, & illa, quæ sunt in Castro Portus Veneris, spectent antedicto Baptista, & extrahi possint per eundem.

Responsio ad dictum Capitulum: Fiat pro ut in eo continetur.

Item, requiritur per antedictum Dominum Ducem Januæ, quod omnes Civitates, Terræ, & Loca conventionate, & conventionata cum Comuni Januæ, & specialiter Saona sint in illo gradu, conditione, & statu, in quibus erant tempore Regis Franciæ, & similiter Vassalli, & Feudatarii Communis Januæ.

Responsio: Fiat pro posse.

Item, quod Nobilis Jacobus Malaspina quondam Dominus Thomæ Communis Januæ Vassallus, & Feudatarius specialiter sit recommissus ipsi Illustrissimo Domino Duci Mediolani circa restitutionem Castrorum, & Terrarum suarum.

Responsio ad dictum Capitulum: Fiat.

Item, quod antedictus Dominus Dux Mediolani omnia firmata inter Partes, & conclusa iurabit ad Sanctæ Dei Evangelia per fidem Corporis Christi, & sui mantere, & perpetuo inviolabiliter observare.

Responsio ad dictum Capitulum: Ratificabit, & solemner promittit, pro ut requiritur.

Item, quod Representatio hinc inde factæ, & concessæ tollantur.

Responsio: Fiat, prout requiritur.

Item, quod præfati Domini Commissarii teneantur, & debeant, nomine, & vice præfati Domini Ducis Mediolani, concedere Saluum Conductum præfato Domi-

no Duci Januæ, quod ipse, & Fratres sui se transferre possint cum eorum bonis mobilibus & immobilibus, & in ejus comitiva ducere usque ad numerum Personarum illarum, quas voluerit, & quocumque eidem placebit, duraturum per menses sex.

Responsio ad dictum Capitulum: Fiat pro ut requiritur.

Item, quod omnes, & singuli inimici, & rebelles præfati Domini Ducis Mediolani tam Subditi ipsius Domini Ducis, quam non Subditi possint, & valeant secure, ac libere stare cum eorum bonis, & Familiis in Civitate Januæ, totoque Territorio Januensi; & in quantum dicto Domino Duci Mediolani aliter placeat, tunc, & eo casu possint licentiarum, statuto prius eis congruo termino, in quem possint libere cum quibuscumque eorum bonis, & rebus expedite recedere, &c.

Responsio ad dictum Capitulum: Fiat, pro ut in eo requiritur.

Item, cum sit, quod dictus Dominus Dux Januæ habuerit, & perceperit ab Officio Salis Communis Januæ libras quatuor mille quingentas Januynorum in circa, ultra Pecunias sibi spectantes, usque in præsens tempus ex conductu Salis Francisci de Montilio, ideo requiritur per dictum Dominum Ducem, quod dicto Officio Salis liceat ex Pecuniis, quæ pro tempore futuro ex dicto appaltu in dictum Officium pervenient, sibi retinere possit usque ad dictam Summam librarum quatuor mille quingentarum, non obstante quacumque alia assignatione.

Responsio ad dictum Capitulum: Fiat pro ut requiritur.

Item, quod Dominus Antonius de Viviano confirmetur, & de novo eligatur ad Officium Subanis, Officii Salis Communis Januæ, ad minus per tempus, quo durabit appaltus conductu Salis factæ per Franciscum de Montilio cum emolumentis, & aliis consuetis.

Responsio: Fiat pro ut in Capitulo continetur.

Item, quod Benedictus de Andoria, & Mathæus de Bargallo Cancellarius dicti Domini Ducis, & Communis Januæ confirmetur, & de novo ad cautelam eligatur in duos ex Cancellariis Communis Januæ, cum Salario, immunitate, & aliis obventionibus consuetis.

Responsio: Fiat pro ut in Capitulo continetur.

Item, quod ex speciali concessione, & gratia confirmantur Immunitates, & Franchisiæ concessæ Spectabili Domino Baptiste Cigalæ Legum Doctori per præfatum Dominum Ducem, & Commune Januæ secundum Ordinamenta Januæ.

Responsio: Fiat.

Extracta sunt præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris D. D. Ducis PHILIPPI MARIE ANGLI Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Porte Jovis Mediolani, in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris Anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archivi Officialis.

C I.

Instrumentum publicum Deditionis & Traditionis 2. Nov.

Dominii Communis JANUÆ cum Terris, Civitatibus, Castris, & Jurisdictionibus omnibus, ei pertinentibus, in Dominum PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani, pro ipso & Successoribus suis in Ducatu Mediolanensi, per Dominum THOMAM DE CAMPO FREGOSO Januæ Ducem, in præsentia, consilio & voluntate Consilii Antianorum & Officiorum octo provisionis, atque quatuor Baylie. Actum Januæ die 2. Novembris Anno 1421.
[Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

IN Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, & ad laudem, & gloriam ipsius Beateque Virginis Dei Genitricis Mariæ, Beatorum Joannis Baptistæ, & Evangelistæ, Beatorum Apostolorum Petri & Pauli, Beatorum Simonis, & Thadæi, Protectorum Communis Januæ, & Populi, Beati Laurentii Martyris Patroni Ecclesiæ Januensis, Beati Georgii Martyris Victoriissimæ Vexilliferi Communis

ANNO 1421.

ANNO
1421.

munis Janus, & totius Curie Celestis. Ad honorem, exaltationem, augmentum, & sublimationem perpetuam Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Filippi Marie Angli Ducis Mediolani &c. Papae Anglerique Comitissae, Filii quondam altæ & nunquam delenda memorie Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Johannis Galeaz Primi Ducis Mediolani. Et ad Pacem, tranquillitatem, & felices status augmentum Communis, & Populi Januensis. Et ad laudem, & honorem Ill. D. Thomae de Campo Fregosio Dei gratia Januensis Ducis, & Populi Defensoris, Consilii Antianorum, Officialium provisionis, & Baylie, ac omnium Civium, & Districtualium dicti Communis Amen. Concernentes auxilio mentis intuytu ipsi Illustrissimus Dominus Dux, Consilium, & Officia, atque Cives Janensem Patriam, quæ inter alias Catholicas Nationes oris maritimis non sine laude & gloria confluunt, nunc aliquor jam exactis annis, aut iusta Dei ira exigentibus mortalium noxis, aut acerbis fortis eventu ad domestica desidia etiam redactam, ut nî salubri remedio succurreretur stibilibi excidii perititè damnetur. Ipsius equidem remedii medellani, ab intimis annellantes diurnis cogitationum curis hinc inde versarunt tandem prudentissimis consiliis advertentes prædicti Illustrissimi Principis Domini Ducis Mediolani &c. laudabilem Iustitiam, qua sua felix Regio floret, incomparabilem potentiam, qua quæcumque terrentur etiam Barbaræ Nationes ad suam amplissimam Clementiam aciem dirigerunt, sicque Januenses ipsi suæ Dominationi recomendando Imperio, cui obtemperari libertas est, & quæ velut Filios benigna semper caritate conspexit, extinctis discordiarum erroribus, nunc gratia Dei, & ipsius Illustrissimi Principis amena Pace iununtur. Hinc est quod Magnificus, & Spectabilis Vir Guido Torellus &c. Comes, farius, & Procurator dicti Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, ut de Procura constet publico Instrumento scripto manu Joannis de Corvinis de Aretio, & Martinoli de Turricella de Cugnolo Notariorum publicorum, cujus tenor talis est.

In Nomine Domini Amen. Anno a Nativitate ejusdem M. CCCC. XXI. Indictione quinta decima die xxviii. mensis Octobris, Ill. Princeps, & Excellentissimus Dominus Dominus Filippus Maria Anglus Dux Mediolani &c. Papæ, Anglerique Comes, Natus quondam Ill. D. Johannis Galeaz Primi Ducis Mediolani, sponte, & ex certa scientia, ac deliberate omnique modo, via, Jure, & forma quibus, & prout melius potuit, & potest tenore præsentium fecit, constituit, & creavit, ac facit, constituit, & creat suos certos Commissarios, Procuratores, & Mandatarios, & quicquid melius dicit, & esse possunt Spec. & Egregios Viros Franciscum dictum Carmagnolam de Vicecomitibus Comitum Castri Novi Consiliarium, & Guidonem de Torellis Marefcallos præfati Domini Ducis specialiter ad celebrandum, in eundem, & faciendum cum Magnifico Domino Thoma de Campo Fregosio Duce Januensi, nec non Magnifica Communitate Januæ, & cum qualibet alia Persona, Communitate, & Universitate, pro qua, & cujus nomine præfatus Dominus Thomas agere voluerit, & cum quolibet eorum D. Thomæ, & Communitatis modo, & nominibus quibus supra, & quolibet vel aliquo, vel aliquibus eorum, & prout præfati ambo Commissarii, & Procuratores voluerint, ipsosque videbitur, & placuerit quaslibet Conventiones, Promissiones, & Obligationes reales, & personales, & qualeslibet Pacta quouslibet generis, & materiei, & qualeslibet causa, & occasione, & tam ex causa de præterito, quam de presenti, & futuro, & etiam ad recipiendum, & etiam transferendum, & dimittendum, & suscipiendum omnem Jurisdictionem, Dominationem, Gubernationem, Administrationem, & titulum quouslibet rei tam mobilis, quam immobilis, & Civitatis, vel Civitatum, Castri vel Castrorum, Villarumque, & Locorum, ac omnes, & singulas honorantias, & præheminentias, & prerogativas inherentes, & quomodolibet inhærere valentes cuilibet rei, tam mobili quam immobili, & quocumque nomine, modo, titulo, & Jure prædicta omnia, & singula censentur, ac dici, vulgarizari, & exprimi possunt, etiam si Civitas, Castrum, Villa vel Locus, Insula vel Porus, appellentur, & ita, & taliter quod quicquid præfati ambo Commissarii, & Procuratores Ducales nomine præfati Domini Ducis Mediolani fecerint, egerint, & gesserint, promiserint, & firmaverint cum præfatis D. Thoma Duce, ac Communitate Januæ, ac modo & nomine, seu nominibus quibus supra, & cum quolibet, & aliquo, seu aliquibus eorum, & tam cum eis

simul, quam divisim, ut præfatur, firmum sit perpetuumque robur omnino, & perinde, ac si præfatus Dominus Dux Mediolani ea omnia, & singula personaliter peregerit, seu perageret, & generaliter etiam ea omnia, & singula, in prædictis & circa prædicta, & quodlibet prædictorum necessaria, expedientia, & opportuna, etiam si talia essent, quæ mandatum plus possent in faciliè mandatum verosimiliter non venire, & quæ deum præfatus Dominus Dux Mediolani facere posset, si personaliter ac præsentialiter interesset, & ad faciendum de prædictis, & quolibet prædictorum confici quodlibet publicum Documentum cum promissionibus, obligationibus, conventionibus, pactis, juramentis, renuntiationibus, & clausulis in talibus opportunis debitis, & prout præfatis ambobus Commissariis, & Procuratoribus, Procuratorio nomine præfati Domini Ducis Mediolani videbitur, & placebit. Dans quoque idem Dominus Dux Mediolani prædictis Commissariis, & Procuratoribus suis in prædictis, & circa prædicta, ac eorum quodlibet plenum & liberum, ac generale & speciale mandatum cum plena & libera, ac generali & speciali administratione, & totaliter eis committens vices suas, promittensque etiam sub sui, & bonorum suorum obligatione mihi Notario infra scripto, Personæ publicæ stipulanti, & recipienti nomine omnium quorum interest, & interesse potest, & poterit in futurum, se semper ratum, gratum, & firmum habiturum quicquid per præfatos Commissarios, & Procuratores suos in prædictis, & circa prædicta, & quodlibet prædictorum, ac in dependentibus, & connexis dictum, promissum, obligatum, conventum, actum, factum, gestum, & conclusum fuerit, & de prædictis præfatus D. Dux Mediolani jussit me Notarium infra scriptum de prædictis conficere publicum Instrumentum. Actum in Castro Terra Modetæ in Camera cubiculari præfati Domini Ducis Mediolani correspondente de versus Flumen Lambri. Præsentibus Egregio Conradino de Vicecomerato Filio quondam D. Thomæ Secretario, Nobilisque Viris Georgio dicto Ficamuta de Vicecomitibus Filio Domini, Bianchino de Vicecomitibus Filio quondam Antonii, & Thodschino de Federicis Filio quondam Joannis, Camerariis præfati D. Ducis Mediolani testibus notis ad prædicta specialiter vocatis, atque rogatis. Ego Joannes de Corvinis de Aretio, Filius quondam Domini Gregorii, publicus Imperiali auctoritate Notarius, Secretariusque præfati Illustrissimi D. D. Ducis Mediolani &c. prædictis omnibus, dum sic agerentur, inter eos, & hoc publicum Documentum rogatus tradidi, & brevavi manumque propria subscripsi, signum quoque Tabellionis mei posui consuetum, aliis tamen impeditis per infra scriptum Martinolum Notarium scribi feci, & mandavi. Ego Martinolus de Turricella de Cugnolo, Filius quondam D. Johannis, Civitatis Mediolani Portæ Novæ, Parochiæ Sancti Bartholomei, iussu publicus Imperiali auctoritate Notarius præfatus Instrumentum, jussu & mandato supra scripti Domini Joannis, scripsi, & me subscripsi in fidem, & Testimonium præmissorum &c. habens ad infra scripta plenum, & sufficientem mandatum a præfato Domino Duce, vigore Instrumenti prædicti, & a Magnifico Comite prædicto plenam habens ad hoc potestatem Procuratorio nomine prædicto ex una parte, & Ill. D. Thomae de Campo Fregosio Dei gratia Januensis Ducis, & Populi Defensor in præsentia, consilio & voluntate venerandi Consilii Domini Antianorum, & Officii octo provisionis, & Officii quatuor Baylie, & supra dicta Consilium, & Officia in præsentia, auctoritate, & consensu prædicti Domini Ducis, in quibus Consilio Antianorum, & Officio octo provisionis, & quatuor Baylie interfuit legitimus & sufficiens numerus ipsorum Antianorum, & Officialium, & eorum de dicto Consilio Antianorum, qui his interfuerunt, nomina sunt hæc: Mathæus de Nigro Prior, D. Antonius de Burda Legum Doctor, Inofius de Vignolo, Jeronimus Lomellinus, Thomas de Sangonnis, Bartholomeus Sacherius Notarius, Petrus Garumbertus, & Jeronimus Carigus; & didicimus Officialium octo provisionis qui his etiam interfuerunt, nomina sunt hæc: Leonel Spinula Prior, Dominus Evangelista Salvaigi, Simon Cattanus, Memaldus Mazzulus, Nicolaus Juxer, & Jeronimus de Mayvis. Nomina verò illorum de dicto Officio Baylie, qui his etiam interfuerunt, sunt hæc: Cosmas Tangus Prior, Rebella de Grimaldis, Jacobus de Atria, & Antonius de Vvano, habentes ad infra scripta peragenda omnimodam, & sufficientem potestatem, & Bayliam, omni modo, via, Jure, & forma, quibus melius

ANNO
1421.

ANNO
1421.ANNO
1421.

lis potuerunt, & possunt conjunctim & divisim; nomine & vice Communis Januæ, ex parte altera, spon-
dit & ex eorum certa scientia, nullo ducti errore Ju-
ris vel facti, & omni metu, dolo, & fraude cessanti-
bus pervenerunt, ac sibi ad invicem dictis nominibus
pervenisse confessi fuerunt solemnibus stipulationibus
hinc inde interventibus inter dictas Partes, & nos
Notarios infrascriptos Officio publico stipulantes, &
recipientes nomine, & vice prædicti Illustrissimi D. D.
Ducis Mediolani &c. & Successorum suorum in Du-
catu, ac dicti Communis Januæ ad infrascriptam trans-
lationem Domini Pacta, Conventions, & Composi-
tiones, de quibus tenor sequitur in his verbis videlicet.
Quia contenti sunt præfati Domini Dux Januæ, Con-
siliū, & Officia omnibus modo, Jure, via, & for-
ma, quibus melius possunt, liberè relasare, & dimitte-
re præfato Domino Duci Mediolani &c. & ipsis Co-
missariis suis ejus nomine, liberè & expedite, Civitatem
Januæ, & alias Civitates, Terras, Castra, & Loca
ipsi D. Ducis, & Communi Januæ spectantia, & sup-
posita, ac transferre in præfatum D. Ducem Mediola-
ni &c. omnia Jura ipsi D. Ducis, & Communi Januæ
quomodocunque, & qualitercunque in prædictis com-
petentia, ac ipsis renuntiare versus dictum D. Ducem
Mediolani &c. seu stipulantes ejus nomine, & sic ex
nunc ipsi Domini Dux Januæ, Consiliū, & Officia,
liberè, & expedite tradunt, dimitunt, & relasant dic-
to Procuratori stipulanti, & nobis Notariis stipulanti-
bus nomine dicti D. Ducis Mediolani pro se, & Suc-
cessoribus suis in Ducatu dictam Civitatem Januæ, &
alias Civitates, Terras, Castra, & Loca ipsi D. Ducis,
& Communi Januæ spectantes, & supposita, ac in
eum D. Ducem, & dictum ejus Procuratorem, & nos
Notarios nomine dicti D. Ducis stipulantes, & reci-
pientes transferunt omnia Jura ipsi D. Ducis Januæ, &
Communitati spectantia in prædictis, & renuntiant ver-
sus dictum D. Ducem Mediolani, & dictum ejus Pro-
curatorem, & nos Notarios ejus nomine stipulantes,
& cum pactis, modis, & formis infrascriptis. Primo
quod salvis Juribus Sacri Romani Imperii, quæ habet in
Civitate Januæ, & Districtu, & in quibuscunque aliis
Locis, Terris, & Castris ultra Districtum Januæ, &
in pertinentiis suis spectantibus, Domini Antiani, Of-
ficiū provisionis, Officiū Baylia, nomine & vice
totius Populi, & Communis Januæ, eligunt, recipiant,
teneant, & tenebunt præfatum D. Ducem Mediolani,
& Successores in Ducatu in verum Dominum Civitatis,
& Januæ, & Districtus Territorii, & pertinentiarum
ejusdem, & in præfatum D. Ducem, & Successores
suos transferunt omne jus proprietatis, possessionis, &
Domini dictæ Civitatis, Districtus, Territorii, & Per-
tinentiarum ejusdem. Item quod præfatus D. Dux
Mediolani &c. & Successores, quilibet pro tempore suo
ponet, & constituit in dicta Civitate Januæ Gubernato-
rem qui non sit Subditus Communis Januæ, qui ac-
cipiet Regimen dictæ Civitatis, & Districtus, Territo-
rii, & pertinentiarum, nomine præfati D. Ducis, cujus
partem Consilii Antianorum majorem facient, qui Gu-
bernator, & Antiani regent, & gubernabunt Civita-
tem, & Districtum ejus nomine præfati D. Ducis, se-
cundum Ordinamenta, & Statuta Civitatis Januæ, &
ponent in dictis Civitate, & Territorio, & pertinentiis
Potestates, & alios Officiales qui cedent Jura unicuique
secundum Consuetudines, & Ordinamenta, & Statuta
Civitatis Januæ, & Districtus, & quod Gubernator,
& Antiani, nomine præfati Domini Ducis, temporibus
& terminis consensu, eligunt duodecim, vel plures Ci-
ves secundum quod eis videbitur, qui vocabunt An-
tiani tales quales nunc sunt, & eorum Antianorum
semper sit Prior de parte Gibellina, & si contingat dic-
tum Gubernatorem adeo graviter infirmari, quod co-
modè non possit vacare ad consulendum cum dictis
Antianis, vel aliqua causa, quæ sibi, & dictis An-
tiani videretur rationabilis velle se absentare a dicta Civi-
tate, tunc dictis cibus, vel altero eorum possit eligere,
& dimittere alium loco sui qui non sit Subditus Com-
munis Januæ, & si dictus Locum-tenens primò requi-
situs ab Antianis non vellet, vel non possit esse in Con-
silio, quod tunc, & eo casu Antiani possint consule-
re, & deliberare, & consulta & deliberata per eos va-
leant, & teneant, & executioni mandentur, quemad-
modum si dictus Gubernator præsens fuisset: Qui Gu-
bernator vocetur Gubernator Ducalis, & Communis,
& Populi Defensor, & habeat salarium Ducis, & te-
neat Officiales, & Familiam, prout faciebat Dux ex-
pensis suis: Item quod Commune Januæ de cætero
semper ad Mandatum Domini Ducis Mediolani habe-
bit, tenebit, & tractabit quoscunque inimicos ipsius

TOM. II. PART. II.

Domini Ducis Mediolani: cum ipse Dominus Dux
habeat Guerram, pro inimicis, & sibi Guerram faciet
expensis ipsius Domini Ducis, salvis Conventionibus,
& Legibus, quas Commune Januæ habet cum Impera-
tore Romanorum, & Rege Cipri. Item quod Januen-
ses in Locis honorabilibus, & ordinatis, & Galeis, &
cæteris Navibus portabunt, & portare teneantur, &
tenebunt Arma, & seu Insignia Ducalia. Item quod
Commune Januæ seu Subditi dicti Communis ab ipso
Communi potestatem habentes nomine, & Communis
Januæ, & Januenses facient Sacramenta fidelitatis dic-
to Illustrissimo Domino Duci Mediolani &c. & suis
Successoribus in Ducatu, seu Gubernatori, aut alteri
ejus nomine, & quod dictum Commune Januæ, &
Januenses erunt boni, & legales ipsi Domino Duci, &
Successoribus suis in Ducatu, & eisdem bene, & le-
galiter observabunt promissa, & renovabunt Sacramen-
tum prædictum semper ad requisitionem ipsius Domini
Ducis, & Gubernatoris. Item quod omnes Vassalli,
& Conventionati Communis Januæ, & eorum Succes-
sores, qui ante præsentem translationem ei tenebatur
facere homagium, seu fidelitatis Sacramentum, illa
eadem facient de cætero dicto Domino Duci, seu dic-
to Gubernatori, & Antianis, modo & forma ante
consensu nomine dicti Communis. Item quod Cives,
& Districtuales Januæ exhibere debeant Gubernatori
ipsius Domini Ducis illos honores, obedientiam, & re-
verentiam, quos, & quæ facere, & exhibere eorum
Duci consueverunt, & quod dictus Gubernator in ip-
sos habeat illam Jurisdictionem, & Coherionem omni-
modam, quam in ipsos habere consueverunt Duces.
Item præfati Domini Dux, Consiliū, & Officia, vice
& nomine dicti Communis Januæ, promittunt, &
promittunt dicto Magnifico Domino Commissario, &
Procuratori, & nobis Notariis infrascriptis stipulan-
tibus, & recipientibus nomine dicti Domini Ducis Me-
diolani, bona fide, præfatum Illustrissimum D. Ducem
Mediolani, & Successores suos in Ducatu mantere, de-
fendere, & tueri pro posse in Juribus, & possessione,
vel quasi Domini Jurium, & Jurisdictionem in præ-
senti concessorum translatione, & transferentium contra
quoscunque, neque excepto cujuscunque status,
gradus, & præbententia existat. Item quod dictum
Commune Januæ, consensum ponere teneatur realiter,
& de facto in manibus dicti D. Ducis Mediolani, Cas-
telletum Januæ, & octo Castra, seu Fortilitia compu-
tatis in ipsis octo Castris Vultabii, Gavii, Vuadæ, &
Novarum, quæ de præsentem teneantur per præfatum Do-
minum Ducem: Item Castrum Stella: Item Castra
tria, unum novum, & duo antiqua Saona, pro uno
computata, Castra duo Portus Veneris pro uno compu-
tata, & Castrum Ventimilii, quando restitui debeant,
in quibus quidem octo Castris præfatus Dominus Dux
nomine ipsius ponat Castellanos de Subditis suis, &
custodiantur dicta octo Castra, seu Fortilitia expensis
Communis pro custodia dictorum Castrorum dari con-
suetis, qui Castellani intrent, & intrare debeant in in-
troytu sui Officii, & facere honorem, & favorem
Communis, & quod ipso Communi contra quoscun-
que inobedientes, inimicos, & rebelles Communis Ja-
nuæ, salvo semper, & reservato juramento prestando
Illustrissimo D. Duci Mediolani, seu Officialibus suis.
In cæteris autem Castris, seu Fortilitiis dicti Commu-
nis ponantur Castellani, & Custodes tales, de quibus
videbitur dicto Gubernatori, & Antianis. Qui quidem
Castellani, & Custodes in introytu sui Officii data cau-
tione consueta præstabant, & præstare teneantur ju-
ramentum in manibus dicti Gubernatoris, vel ejus Lo-
cum tenentis, quod si aliqua novitas fieret, seu insur-
geret in Civitatem Januensem, aut Districtum contra
ipsum Dominum Ducem Mediolani, & præsentem
Pactiones dicti Castellani, & Custodes dictorum Cas-
trorum, seu Fortilitiorum se tenebunt pro dicto D.
Duce Mediolani, & suis Officialibus contra quoscun-
que insurgentes, & in casu quo dicta novitas fieret in
Civitate, vel per Civitatem Januæ contra dictum Illus-
trissimum D. Ducem Mediolani, seu ejus Statum, aut
Dominium ut supra eadem Castra, seu Fortilitia in
manibus dicti Domini Ducis Mediolani, vel ejus Gu-
bernatoris, vel alterius ejus nomine ponere teneantur,
& ponent realiter, & cum effectu omni executione
cessante. Verâ vice dictus Magnificus Procurator, &
Nuntius præfati D. Ducis Mediolani dicto Procura-
torio nomine promittit, & convenit per stipulationem
solemnem præfato Ill. D. Duci Januæ, Consilio, &
Officiali, & nobis dictis Notariis publicis stipulantibus,
& recipientibus, nomine & vice Communis Januæ, om-
nia, & singula infrascripta. Primo videlicet defendere
dicto

X

ANNO
1421.

dicto nomine, & quod prefatus Ill. D. Dux Mediolani, & Successores sui in Ducatu defendent Civitatem, & Districum Januæ, & quoscunque Januenses, & Districuales, & bona eorum, ac statum Communis, & Populi Januensis a quibuscunque injuriis & violentiis eis illatis, vel factis, ipsosque, & eorum bona salvare, & mantere, & quod prelibatus D. Dux Mediolani salvabit, & manetebit pro posse, & bona fide, quemadmodum quisque verus Dominus suos Subditos, & fideles defendere, & tueri tenetur. Item quod omnes, & singulos Subditos, Vassallos, & Conventonatos dictæ Civitatis, & Communis Januæ, ac Civitates, Castra, Loca, & Jura, que ab annis quatuor citra Mare ab obedientia dicti Communis se subtraxerunt, & subtrahunt, sive subtraxit, & subtrahat, & subtraxit fuerunt, prefatus D. Dux Mediolani suo posse bona fide pro bonos, opportunos, & expedientes modos reducere curabit ad obedientiam, & subjectionem dictæ Civitatis, & Communis Januæ, quibus erant etiam subtractionem prædictam, quam citò fieri poterit etiam per potentiam Armorum sui opus fuerit. Item, quod prefatus Illustrissimus D. Dux Mediolani, & Successores sui in Ducatu dictam Civitatem Januæ, Districum, Territorium, seu Pertinentias ejusdem, nec aliquam partem, seu Domium vel Possessionem, vel quasi, seu una eorumdem sui tradita non alienabunt, nec in aliam transferant quovis titulo, seu modo, nec etiam a Jurisdictione, Obedientia, & Gubernatore Civitatis prædictæ quomodolibet separabit, & quod in Civitate Januæ prædicta, Districum, seu Pertinentias ejusdem, seu in Cives, & Districuales ipsius non imponet, nec imponi faciet, per se vel alios, aliquam Collectionem, Decimam, seu Avariam, realem vel personalem, seu mixtam, nec aliquas angustias, seu perangarias, nec etiam aliquas gabellas, seu manus quocunque nomine censetur, vel nuncupat, exceptis oneribus supra specificatis Januæ, seu Districus, vel Pertinentiarum non recipiet per se vel per alios, quovis modo, exceptis Salario Gubernatoris, & expensis Custodiæ Castrorum supra specificatorum, & quod Terras, & Loca, Jura, Reddus, atque bona quocunque Communis Januæ ad obedientiam, & utilitatem dictæ Civitatis, & Communis Januæ manetebit pro posse bona fide. Item quod si prefatus Illustrissimus D. Dux Mediolani, & Successores sui in Ducatu faciet, vel facient Pacem, seu Treguam cum aliquibus inimicis suis, quod Civitas Januæ, & Januenses in dicta Pace, seu Tregua erant inclusi, seu concluduntur. Item quod Gubernator, seu Gubernatores venturi jurabunt in introitu sui Officii ad Sancta Dei Evangelia, manibus tactis Scripturis, servare omnia superius, & infra scripta singula singulis congruè referendo, ac suum Officium bene, & legaliter exercere, & honorem ipsius D. Ducis Mediolani, utilitatem & commodum Communis Januæ facere, procurare, ac Jura dicti Communis defendere, salvare, & mantere, & ea dicti Antiani jurabunt in manu dicti Gubernatoris, & omnes Officiales dicti Communis similiter jurabunt. Item quod omnes, & singuli Januenses, & Districuales Communis Januæ de cætero possint ire, stari, negotiari, & mercari, frui & gaudere eisdem Privilegiis, Libertatibus, Franchisiis, & Immunitatibus in omnibus Terris, & Locis, subditis dicto D. Duci Mediolani, quibus utuntur, & gaudent etiam Subditi undecunque sint. Item quod prefatus Illustrissimus D. Dux Mediolani pro se, & Successoribus suis in Ducatu prædicta omnia, & singula attendet, & observabit, & contra non faciet, vel veniet quovis modo ipse, vel Successores sui in Ducatu, nec alius pro eis, quod quam prefatus Illustrissimus D. Dux pro se, & Successoribus suis in Ducatu confirmabit, & approbabit, & ratificabit solemniter, & per publicum Instrumentum, vel ejus Patentes Literas, omnia & singula in presenti Instrumento superius, & infra contenta cum solemnitatibus, Clausulis, & juramentis opportunis necessariis secundum consuetudinem præfati Domini Ducis in mensibus quatuor proximè venturos, quæ omnia & singula præmissa & supra, & infra sub pactis, modis, formis, conditionibus, & conventionibus supradictis prædictus Magnus Procurator, ut supra nomine ipsius Illustrissimi D. Ducis, & Successorum suorum in Ducatu, & prædictus Ill. D. D. Thomas nunc Dux Antiani, & Officia, seu Officiales nomine Communis Januæ, sibi invicem vicissim solemnibus stipulationibus hinc inde interponentibus, ac nobis Notariis infra scriptis tamquam Personis publicis Officio publico stipulantibus, & recipientibus, nomine & vice præfati D. Ducis Ill., & Successorum suorum in Ducatu, & dicti Communis

Januensis bona fide promiserunt, & ad Sancta Dei Evangelia, manu tactis Scripturis per ipsos, & quemlibet ipsorum juraverunt videlicet: Ipse Magnus Guido dicto nomine in animam prædicti Illustrissimi D. Ducis, & in fidem Ducalem, & prædicti Domini Thomae, Antiani, & Officiales nomine Communis, attendere, complere, & inviolabiliter servare contraque non facere, vel dicere, per se aut alias interpositas Personas, de Jure vel de facto, aliquo ingenio, aliqua via, ratione, occasione, vel causa, & proinde ad sic observandum prefatus Magnus Procurator dicto nomine dictum Illustrissimum D. Ducem, & Successores suos in Ducatu, ac omnia bona ipsius & ipsorum, presentia & futura, & spediens Illustrissimus D. Dux, Consilium, & Officia dicto nomine omnia bona Communis Januæ, presentia & futura, & Districus, & Pertinentiarum ejusdem sibi ad invicem, & vicissim hypothecaverunt, & obligaverunt sub omni Juris, & facti ad hæc necessaria renuntiatione parit & cautela. Quas quidem stipulationes, & juramenta prædicta dictæ Partes in singulis Capitulis supradictis voluerunt haberi pro expressis, & specialiter repetitis, de quibus omnibus, & singulis supra scriptis prædictas Partes, & earum quolibet petierunt, mandaverunt, & rogaverunt fieri unum, & plura Instrumentum, & Instrumenta ejusdem tenoris per Nos Johannem Franciscum Gallianum Notarium, Consiliarium, & Secretarium ipsius D. Ducis Mediolani, & Benedictum de Andoria Notarium, & Communis Januæ Cancellarium, & quemlibet nostrum. Acta, lecta, & publicata prædicta Januæ in Palacio dicti Communis, in quo habitat prefatus Dominus Dux, videlicet in Camera paramenti, & angulari ipsius Domini Ducis. Anno Domini Nativitatis M. CCCC. XXI. Indictione quinta decima secundum cursum Mediolani, tertia decima vel secundum cursum Januæ, die secunda Novembris hora tertiaria, presentibus Egregiis Viris Domino Johanne de Odone Legum Doctore Vicario ipsius D. Thomæ, Domino Jughone de Grimaldis Legum Doctore, Domino Leonardo Cattaneo Legum Doctore, Jacobo de Canillo, Mattheo de Bargallo Notariis & Cancellariis Civibus Januæ, & Egregio Viro Alberto de Marinis Secretario dicti Magnifici Comitis Castri Novi, testibus ad hæc vocatis, & rogatis. Ego Beltramus de Restis Filius D. Antonii Civitatis Mediolani Imperiali auctoritate Notarius hanc Cartam iussu supra scripti D. Joannis Francisci Galliani Secretarii, & Notarii scripti, & subscripsi.

ANNO
1421.

Extracta suis præfati Copia à Registro inscripto sub Litera R. Ducis PHILIPPI MARIE ANGLI Vicecomitis existente in Regio Archivo Castri Portæ Jovis Mediolani, in Carta pergaminea scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris Anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archivi Officialis.

CII.

Innovata solemnique Deditio & Translatio Communis JANUÆ, cum Terris, Castris, Civitatibus, & Juribus omnibus ei pertinentibus, sub 4. Mars. Dominium PHILIPPI MARIE ANGLI Ducis Mediolani, pro ipso & Liberis suis legitimis, masculis, per traditionem publicam Sceptri, Clavium, Vexillum, & Sigilli, peracta, super quodam alto Tribunali, ad hunc effectum parato, Mediolani Anno Nativitatis 1422. die 4. mensis Martii. Indictione XV. [Picce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan.]

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

ANNO à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo vigesimo secundo, Indictione quinta decima, die Mercurii quarta mensis Martii, hora quarta decima in Civitate Mediolani, videlicet in Curia Domus Magnæ in introitu ipsius Domus vocatæ Domus Arenghi Portæ Romanæ, Parochiæ Sanctæ Tegle super quodam alto notabiliter parato Tribunali in eadem Curia. Altante maxima Nobilitate Militum, Doctorum, Nobilium, & Popularem multitudinem infra

Scripta

ANNO
1422.

scripta omnia vident, & pro hoc infrascripto Actu vident ibidem decursi. Dum Magnifica Communitas, ac Populus Januensis, ejusque Anciani, Consilia, & Officia concernent anxio mentis intuitu Januensem Patriam, quæ inter alias Catholicas Nationes oris maritimi magna non sine laude conforitur, hunc aliquot exactis annis, aut iusta Dei ira, existentibus mortalium noxiis, aut acerba fortis eventu, seu in humano Regimine aliquorum, qui jam Regimini dictæ Civitatis præfuerunt, ad domesticam delicta addidisse redactam, ut nisi salubri remedio eidem succurreretur, perniciæ damnata nosceretur; quod quidem remedium id solum Omnipotens in medium adduxit, Dominium videlicet, defensionem, & protectionem Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Philippi Maria Angli Ducis Mediolani &c. Papæ, Angliæque Comitæ, Filii quondam altæ, & nunquam delenda memoria Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Johannis Galeati primi Ducis Mediolani &c. solius apertissimi ad ipsius Civitatis, & ejus Subditorum Dominium, & felicem conservationem, uti dignioris, potentioris, proximioris, & apertioris ad hæc, ipsius equidem remedi medietatem ab intimis anelantes diurnis cogitationibus consiliis advertentes præfati Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Ducis Mediolani &c. laudabilem iustitiam, qua felix sua Regio floret, incomparabilem potentiam, qua quicumque terrentur, ad suam amplissimam clementiam suam aciem direxerunt, ut sue ditioni liberaliter se traderent, & imperio ipsius Domini Ducis, cui obtemperare libertas est, & qui Subditos suos, velut Filios benigna semper caritate confpicit, se protinus submitterent; ex hoc præcedentibus legitimis consiliis, & solennitatibus opportunis solenniter confluenter infrascriptos eorum, & dictæ Communitatæ, & Populi ipsius Sindicos, & Procuratores cum plena, & ampla potestate ad infrascriptum liberum Dominium præfati Domini Ducis pro se, Hæredibus, & Liberis suis legitimis, & masculis de legitimis matrimoniis nascituris, seu descendentes, dandum, & tradendum, ac ad infrascripta, & alia peragendum, ut constat publico Instrumento ipsius Sindicati fieri rogati de Jovis vigesimo mensis Januarii proxime præteriti, nobis Johanni Francisco Gallinæ Secretario præfati Illustrissimi Domini Domini Ducis, & Nicolao de Camulio Notario, & Cancellario dictæ Magnificæ Communitatæ Notariis infrascriptis, & utrique nostrum in solidum. Pro tanto Spectabiles, & Doctores Egregii, & Cives Nobiles Civitatis Januæ Dominus Georgius Adurnus, Dominus Baptista de Franchis Luxi, Dominus Jugho de Grimaldis Legum Doctor, Dominus Andreas Bartholomæus Imperialis Legum Doctor, Petrus de Flisco, Magister Petrus de Vernata Chirurgicus, Antonius Maruffus, Hisnardus de Goaroo, Martinus Raybaldus, Quilicus Gentilis, Cataneus de Vivaldis, Dominicus de Mari, Symon Cataneus, Dominicus de Fure, Karolus de Ansaldo, Gregorius de Marinis, Matheus Lomellinus, Antonius de Auri, Baptista de Montaldo additus per dictam Communitatem ad infrascripta agenda cum ipsis Sindicis post rogatum dictum Instrumentum Sindicati, Coprianus Spinula subrogatus per dictam Communitatem loco Domini Luciani Spinulæ ejus Patris ad infrascripta peragenda post rogatum dictum Instrumentum Sindicati, Thomas de Credencia, Lodivis Salvaigus Caccinimici, Argonus Justinianus, Lucas Jambonus, & Hieronymus Tarigus Sindici, & Procuratores Sindicali, & Procuratorio nomine Magnificæ, & Potentis Communitatæ, & totius Populi, ac Communis Civitatis Januæ, & Subditorum quorumcumque dictæ Communitatæ tam in partibus ultra, quam citra maris, & ubicumque sint, & Successorum suorum, habentes ad hæc omnia & alia plenum, & sufficiens, ac solenne mandatum ad dictam Magnificam Communitatem, rogatum ut supra; de quo mandato in publica, & autentica forma ibidem plenam fidem fecerunt, & faciunt, & quod mandatum ibidem per me Johannem Franciscum Secretarium, & Notarium infrascriptum lectum, & publicum extitit, flexis genibus reverenter constituti in Reverendissimo conspectu, in præsentia omni honore dignissimi Reverendissimi in Christo Patris, & Domini Domini J. de Isolani miseratione Divina Tituli Sancti Eustachii Diaconi Cardinalis Procuratoris ad hæc omnia præfati Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Philippi Mariæ Angli Ducis Mediolani &c. Papæ, Angliæque Comitæ, pro executione mandatorum prædictorum, & alias omnibus modo, Jure, via, causa, & for-

TOM. II. PART. II.

ANNO
1422.

ma, quibus melius, & validius potuerunt, & possunt, intervenientibusque ibidem omnibus Aëtiis, & Solennitatibus, quæ in talibus, & similibus tam de Jure, quam de Consuetudine requiruntur. Sponte, libere, deliberatè, & ex certa scientia, nullo metu, nulloque Juri, vel facti errore ducti, alante, vident, & intelligente maxima Populi prædicti multitudinem, ejus nomine invocato, ad ejusque laudem, & gloriam, quicquid tam celestia, quam terrena gubernat, ac gloriosa Dei Genitricis, & Beatorum Sanctorum Johannis Baptistæ, Ambrosii, Antonii, & Georgii Militis, totiusque Cælestis Curie triumphantis, & ad honorem, exaltationem, & augmentum perpetuum præfati Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Ducis, Successorumque suorum infrascriptorum, & ad tranquillitatem perpetuam, & felicis status augmentum dictæ Civitatis, & Communitatæ Januæ, ejusque Populi, & Subditorum quorumcumque, præcedentibus multis notabilibus Sermonibus, Orationibus, & Responsis, & multis aliis notabilibus solennitatibus, libere, expeditè, & absolute dederunt, tradiderunt, dimiserunt, relaxaverunt, & consignaverunt, ac dant, tradunt, dimittunt, relaxant, consignat, & ex toto, & in totum transulerunt, & presentium vigore transferunt præfato Domino Domino Duci licet absenti, & præfato Reverendissimo Domino Domino Cardinali Procuratori, & Procuratorio nomine præfati Illustrissimi Domini Domini Ducis ad hæc omnia ab ipso Domino Domino Duce habenti plenum, larum, & sufficiens Mandatum fieri rogatum mihi Johanni Francisco Secretario, & Notario infrascripto die secundo mensis presentis Martii, nec non nobis Johanni Francisco Gallinæ Secretario, & Nicolao de Camulio Notariis infrascriptis velut publicis Personis stipulantibus, & recipientibus, & acquiruntibus nomine præfati Domini Domini Ducis, ejusque Hæredum, & Successorum infrascriptorum, & in ipsum Dominum Ducem licet absentem pleno Jure pro ipso Domino Duce, Hæredibusque, & Liberis suis legitimis, & masculis de legitimis matrimoniis nascituris, seu descendentes dictam Magnificam Civitatem Januæ, & omnes alias Civitates, Terras, Villas, Loca, Castra, & Portus tam citra, quam ultra Mare, & ubicumque sint, & quocumque nomine nuncupentur, & quibuscumque cohærentiis terminentur, ac plena Dominia, & Possessiones, & tenuras ipsarum, & ipsorum quomodolibet spectantia, & pertinentia dictæ Civitati, & Communitati Januæ, aut quovis modo eidem Civitati subiecta, ac quæ habent, tenent, & possident quoquo modo cum earum, & eorum Hominiibus, Fendataris, Vassallis, Subditis, Juribus, Jurisdictionibus, Portibus, Honorantibus, Privilegiis, Præeminentiis, Dignitatibus, Superioritatibus, & Pertinentiis quibuscumque cum mero & mixto imperio, ac omnimoda Jurisdictione, & gladii potestate, dantes, tradentes, & transferentes præfato Domino Domino Duci licet absenti, & in eum Dominum Ducem licet absentem, ac præfato Reverendissimo Domino Domino Cardinali Procuratori, & Procuratorio nomine antedicto, & nobis Notariis prædictis presentibus, acceptantibus, stipulantibus, & recipientibus nomine, & vice præfati Domini Ducis, & pro ipso Domino Duce, & Descendentibus suis, & pro ipso Domino Duce, & Descendentibus suis, & absolute integrum, verum, plenum, liberum, & absolute Dominium, ac integram, & plenam possessionem, & tenentiam omnium prædictorum, & singulorum cum omnibus eorum Juribus ut supra. Renunciantes tamen Syndici, & Procuratores dictæ nomine versus dictum Dominum Ducem, & in eum licet absentem, & versus præfatum Reverendissimum Dominum Cardinalem dicto nomine, & nos Notarios jam dictos velut publicas Personas stipulantes, & recipientes nomine præfati Domini Ducis, & pro eo, & Descendentibus suis prædictis omnibus supra scriptis traditis præfato Domino Duci, & omnibus Juribus competentibus dictæ Communitati modo aliquo, & se dicto Sindicatori, & Procuratorio nomine, & dictam Communitatem proinus alienos ad prædictis facientes, etiam non obstantia aliqua alia traditione, quæ alias per dictam Communitatem, & sub aliquibus formis facta esset de prædictis, seu alia quo prædictorum modo aliquo. Quibus traditionibus alias factis in quantum huic aliquo contraria essent, iidem Syndici, & Procuratores dicto nomine sponte renunciaverunt, & renunciant, ac eam annullaverunt, & annullant, perinde ac si nunquam facta esset, eligentes, vocantes, recognoscences, nominantes, & acceptantes eundem Dominum Ducem licet absentem, & Successores suos prædictos in veros, naturales, & legitimos Dominos dictarum Civitatum, & Communitatis,

X 2

ANNO
1422.

tatis, & Subditorum suorum, & prædictorum omnium, & singulorum superiorum traditorum, & offerentes, & facientes eidem Domino Duci licet absenti, & præfato Reverendissimo Domino Cardinali dicto nomine recipienti subjectionem, reverentiam, & obedientiam debitas uti vero Domino, & cætera facientes, quæ fidelissimi Subditi Domino suo facere tenentur. Tradentes insuper actualiter, & manualiter eidem Reverendissimo Domino Cardinali Procuratori, & Procuratorio nomine præfati Illustrissimi Domini Domini Ducis nomine ipsius Domini Ducis recipienti sceptrum, claves, & vexilla cum insignibus dictæ Magnificæ Communitatis, & Sigillum dictæ Communitatis in signum veræ, & perfectæ traditionis, & consignationis Domini, & possessionis prædictorum omnium, & singulorum, constituentes dicti Sindici, & Procuratores dicto Sindicatorio, & Procuratorio nomine præfatum Magnificam Communitatem Procuratorio nomine præfati Domini Ducis tenere, & possidere prædictam Civitatem Januæ, & omnia superiora data, & tradita cum omnibus eorum Juribus, donec, & quousque præfatus Dominus Dux per se, vel alios ejus nomine corporalem possessionem de prædictis acceperit, quam accipiendo, in se retinendi, & quicquid inde voluerit faciendo uti de re propria, & propria auctoritate dicti Sindici dicto nomine præfato Domino Duci licet absenti, & præfato Reverendissimo Domino Cardinali dicto Procuratorio nomine, & nobis Notariis infra scriptis stipulantibus, & recipientibus nomine, & vice præfati Domini Ducis, & pro ipso Domino Duce, & ejus Hæredibus, & Successoribus prædictis plenam libertatem, & licentiam traderent, & tradunt, ac dant, & concedunt, & videlicet modo fecerunt, & faciunt præfati Sindici, & Procuratores dicto nomine prædictam traditionem, & hæc omnia, & singula, ita quod de cætero præfatus Dominus Dux, & Liberi, Hæredes, & Descendentes sui prædicti pleno jure liberè, & expeditè, & absolute habeant, teneant, gaudeant, & possideant prædictam Civitatem Januæ, ac alias omnes Civitates, Terras, Villas, & Castra, & omnia alia data, tradita, & consignata, ut supra, cum ipsarum Hominibus, Juribus, & omnibus, & singulis ipsarum traditis, & de ipsis pro libito voluntatis disponant uti de rebus propriis, & ut dicta Communitas disponere potuisset ante præsentem traditionem sine contradictione prædictæ Communitatis, & Subditorum suorum, sed cum ejus, & eorum defensione à quacunque Persona, Domino, Domini, cuiuscunque dignitatis, & gradus existat, etiam si de eo speciale necesse foret fieri mentionem; post quæ præfati Sindici, & Procuratores dicto Sindicatorio, & Procuratorio nomine flexis genibus reverenter constituti in præsentia præfati Reverendissimi Domini Domini Cardinalis dicto Procuratorio nomine, volentes, & intendentes debitum fidelitatis, & subjectionis juramentum præfato Domino Domino Duci licet absenti, & præfato Reverendissimo Domino Cardinali dicto nomine, & in ejus manibus nomine, & vice præfati Domini Domini Ducis præstare, & ipsius fidelitatis, & subjectionis plenam provisionem facere promiserunt, & solenniter promittunt præfato Reverendissimo Domino Domino Cardinali dicto Procuratorio nomine, & nobis Notariis infra scriptis stipulantibus, & recipientibus pro præfato Domino Duce, ac Hæredibus, & Successoribus prædictis, & juraverunt, & jurant ad Sancta Dei Evangelia manibus tactis corporaliter Sacris Sanctis Scripturis super quodam Missali, quod idem Reverendissimus Dominus Cardinalis Procuratorio nomine quo supra in suis tenebat manibus, & in manibus nostrum Notariorum infra scriptorum recipientium nomine præfati Domini Ducis, & ejus Successorum antedictorum, prius eisdem, & cuilibet ipsorum delato juramento per ipsum Dominum Cardinalem, & nos Notarios dicto nomine debitum fidelitatis juramentum in animas, & super animas ipsorum, & dictæ Communitatis, & Antianorum ejusdem Communitatis, & Subditorum suorum quoruncunque; & quod à presenti hora in antea usque in perpetuum, & cunctis temporibus dicti Sindici, & Procuratores, suis & dictis nominibus dicta Communitas, Antiani, dictus Populus, & Subditi quicunque dicta Civitatis, & Communitatis Januæ, & Successores sui perpetuo erunt fidelissimi, boni, perfecti, veri, & sinceri Homines, Subditi, & Servitores ipsius Domini Ducis, & Successorum prædictorum, & quod nullum alium viventem, seu naturaliter vivere potentem, seu moriturum, cuiuscunque status, dignitatis, præminentie, & gradus existat, etiam si de eo necesse foret speciale fieri mentionem, & etiam si ab eis intelligi posset exclusus non recognoscens in dictum

suum, nisi ipsum Dominum Ducem, & Successores suos prædictos. Item quod dicam Civitatem Januæ cum omnibus Civitatibus, Terris, Castris, & Juribus suis datis, & translati ut supra tenebunt, custodiant, & salvabunt, sicuti tenebunt, & debent veri Subditi ad gloriam, nomen, & vice, & nomine, ac ad utilitatem dicti Domini Ducis, & Successorum suorum prædictorum, ac de ipsis disponet ad mandata dicti Domini Ducis, & Successorum suorum prædictorum. Item, quod Gubernatores, Potestates, Officiales, Castellanos, Capitaneos, & Reiores, & cuiuscunque aliter generis Officiales mittentes pro ipsum Dominum Ducem reverenter recipient, & eisque licet exceptione obediant. Item quod Literas, Mandata, & Nuncios, Legatos, seu Ambassadors ipsius Domini Ducis reverenter recipient, & eis sine exceptione obediant. Item quod nunquam erunt in aliquo tractatu, disputatione, seu colloquio, machinatione, opere, seu facto, in quo tractetur contra dictum Dominum Ducem, seu Status, neque in quo tractetur, live fiat, quod dictus Dominus Dux perdat Personam, vel membrum, vel aliquid, quod teneat, seu lesionem aliquam in ære, vel Persona patiarur, quin immò, si aliquid prædictorum præfatorum obviante pro posse, & notificabunt dicto Domino Duci per se personaliter, si poterunt, & si non possent, per Nuncium, vel Literas. Item quod si contingeret dictum Dominum Ducem aliquid de prædictis, & translati vel de his, quæ tenet, & de acquirendis per ipsum perdere, illud toto posse recuperare juvabunt; & si contingeret ipsum Dominum Ducem, & ejus Successores ut supra, ab aliquo cuiuscunque Dignitatis existat, aliquam oppressionem, injuriam, vel damnum recipere, vel recipere posse in ære, vel Persona, quod ipsum Dominum Ducem, & ejus Successores prædictos toto posse juvabunt sine exceptione aliqua. Item quod si ab eisdem, vel aliquo ipsorum aliquod consilium petetur per ipsum Dominum Ducem, vel ejus Successores prædictos, illud dabunt quod eis videbitur pro meliori. Item quod si quicquam eis in secreto committeretur per ipsum Dominum Ducem, quod illud nemini panderet, neque aliquid facient, propter quod pandatur fide ipsius Domini Ducis licentia. Item quod cætera omnia, & singula facient, quæ quilibet fidelissimis Servitores, & Subditi facere tenentur, & debent bona fide, & sine fraude, & omni diligenti studio, & pura mente. Item juraverunt, & jurant dicti Sindici dicto nomine in omnibus, & per omnia, pro ut jurari requiritur secundum formam Capitulorum utriusque veteris, atque novæ forme fidelitatis; Et hæc omnia fecerunt, & faciunt dicti Sindici dicto nomine præsentibus, videntibus, & auditibus, & intelligentibus discretis Viris Cipriano de Cangiatio, & Luca de Ponte Sindici, & Procuratoribus, Sindicatorio & Procuratorio nomine Hominum Vallis, & Potestariæ Pulcherræ Districus Januæ ad hæc infra scripta, & alia ab ipsis Hominibus habentibus plenum, & sufficientem mandatum fieri rogatum die trigesima mensis Januarii proxime præteriti Baptista de Cangiatio Notario de quo ibidem promptam fidem fecerunt in forma publica, & etiam videntibus, audientibus, & intelligentibus discretis Viris Christoforo de Caneto de Nervio, & Antonio de Facio Sindici, & Procuratoribus, Sindicatorio & Procuratorio nomine Hominum Vallis Potestariæ Districus Januæ ad hæc infra scripta, & alia plenum, & sufficientem mandatum habentibus ab ipsis Hominibus Potestariæ Bilasium fieri rogatum die Sabbati decima septima mensis Januarii proxime præteriti Baptista Francisci de Andora Notario, de quo mandato ibidem in publica forma promptam fidem fecerunt, nec non præsentibus, videntibus, audientibus, & intelligentibus discretis Viris Conrado Grassio, & Imbino Castella Sindici, & Procuratoribus, Sindicatorio & Procuratorio nomine Hominum Vallis, & Potestariæ Vulturis Districus Januæ, ad hæc infra scripta, & alia habentibus plenum, & sufficientem mandatum ab ipsis Hominibus Potestariæ Vulturis fieri rogatum die decima nona mensis Januarii proxime præteriti Michaeli Barbavara quondam Nicolai Notario, de quo mandato in publica forma ibidem promptam fidem fecerunt, omnibus dictis Sindicis, & Procuratoribus nominibus sponte jurantibus, & juraverunt, & jurant ad Sancta Dei Evangelia manibus corporaliter tactis Sacris Sanctis Scripturis super Missali prædicto in manibus præfati Reverendissimi Domini Cardinalis Procuratoris antedicti, & nostrum Notariorum infra scriptorum velut publicum Personarum stipulantium, & recipientium nomine præfati Illustrissimi Domini Ducis, & Successorum

ANNO
1422.

ANNO
1422.

rum suorum antedictorum, prius eis delato Sacramento per ipsum Reverendissimum Dominum Cardinalem, & nos Notarios dicto nomine fidelitatem dicto Domino Domino Duci licet absenti, & ipsi Domino Cardinali, & nobis Notariis stipulantibus, & recipientibus nomine, & vice ipsius Domini Ducis, & Successorum suorum praedictorum in omnibus, & per omnia, & de verbo ad verbum pro ut supra, per ordinem juraverunt dicti Sindici dictae Communitatis Januae pro ipsa Communitate Januae, & ejus Subditis. Quae omnia, & singula praefati Sindici, & Procuratores dictae Communitatis, & dictarum Potestatarum dictis nominibus singula singulis semper debite referendo, promiserunt, & promittunt, & juraverunt, & jurant ut supra praefato Reverendissimo Domino Cardinali Procuratori, & Procuratorio nomine praefati Domini Ducis, & nobis Notariis nomine dicti Domini Ducis, & ejus Haeredum praedictorum stipulantibus, & recipientibus, cunctis temporibus habere, & tenere rata, grata, & firma, & attendere, & observare, & nullo modo contrariare, vel venire, per directum vel per indirectum, tacite, nec expresse, nec aliquo quavis colore, per se nec submissas personas, nec aliqua occasione, vel causa, quae dici possit, vel excogitari modo aliquo sub pena refectionis, & restitutionis omnium, & singulorum damnorum, interesse, & expensarum per ipsum Dominum Ducem, vel dictos ejus Successores patendum, vel fendum, vel hypotheca, & obligatione omnium bonorum ipsius Communitatis, ejusque Subditorum. Renunciantes dicti omnes Sindici, & Procuratores dictis nominibus, singula singulis debite referendo, versus praefatum Dominum Ducem licet absentem, & versus praefatum Reverendissimum Dominum Cardinalem dicto nomine, & nos Notarios infra scriptos dicto nomine stipulantes, & recipientes, exceptioni non factae praesentis traditionis, & praedictorum omnium, & singulorum non sic actorum, & gestorum, exceptioni doli mali, actionique, & exceptioni in factum, & generaliter omnibus probationibus, & productionibus Testium, Jurium, & Instrumentorum contra praedicta, & inde praefatus Reverendissimus Dominus Cardinalis Procurator, & Procuratorio nomine praedicto iussit, & mandavit, & praefati Specabiles, Nobiles, & Egregii Cives Januae Sindici, & Procuratores Sindicali, & Procuratorio nomine dictae Magnificae Communitatis Januae, & Subditorum suorum, & dicti Sindici dictarum Potestatarum Januae, singula singulis congrue referendo, rogaverunt per nos Johannem Franciscum Gallium Secretarium praefati Illustrissimi Domini Domini Ducis, & Nicolaum de Camulio Cancellarium dictae Communitatis Notarios infra scriptos, & utrumque, & alterum nostrum in solidum, de praedictis omnibus & singulis, singula singulis debite, & congrue semper referendo, publicum debere confici Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris. Praesentibus Reverendo Patre Domino P. Dei gratia Episcopo Novariensi, ac Magnificis, & Specabilibus Viris Dominis, videlicet Domino Jacobo Vicecomite Filio quondam Magnifici Domini Gabrielis, Domino Gaspare Vicecomite Filio quondam Specabilis Viri Domini Berteti, Francisco de Vicecomitibus dicto Carmagnola Comite Castri Novi, Domino Antonio Bosio Filio quondam Domini Bilioli, Domino Tadiolo de Vicomercato, omnibus Consiliariis praefati Domini; ac Domino Johanne de Corvinis de Aretio Filio quondam Domini Gregorii, Conradino de Vicomercato Filio quondam Domini Thomasi, & Zannino Riccio, Secretariis praefati Domini; nec non Domino Philippino Cane Comite Blandrate, Guidone Torello, Antonio de Becharia Familiaribus praefati, Domino Conrado de Carreto, Otholino Zoppo, & quampluribus aliis Specabilibus, & Notabilibus Viris in magno numero ibi congregatis, inde Testibus notis, vocatis, & specialiter ad praedicta rogatis. Successive vero, completo solenni Actu praedicto, hic supra scripto, hora decima septima, praefati Specabiles, & Egregii, & Nobiles Sindici, & Procuratores dictae Magnificae Communitatis Januae, & cum ipsis praedicti discreti Viri, Sindici, & Procuratores dictarum Vallium, & Potestatarum Januae se transiulerunt cum dictis Instrumentis Sindacatum, & Procuracionum ad Illustrissimum praesentem omni reverentia, & honore dignissimum praefati Illustrissimi Domini Domini Ducis eorum Domini, & ibidem in Castro Magno Portae Jovis Mediolani in Aula magna nova sita ante Cameram paramenti ipsius Domini Ducis respondente super Zardium versus Portam Cumanam Parochiae Sancti Protasii in Campo intus, flexis genibus humiliter constituti in Illustrissima

praesentia ipsius Domini Domini Ducis triumphis, & Illustrissimorum Dominorum more in Illustrissimo apparatu sedentis, non recedentes praeteri a supra scripta traditione, & juramento fidelitatis ut supra factis in manibus praefati Reverendissimi Domini Cardinalis, & nostrum Notariorum praedictorum ut supra. Quae omnia supra scripta deventia ad noticiam ipsius Domini Ducis, accepta, grata, & rata habens ipse Dominus Dux acceptavit, & acceptat perinde ac si ibi personaliter facta essent, reverentiam, & obedientiam debitam, quantum poterunt, facientes praefato Domino suo Domino Duci, iterato, & de novo ad majorem declarationem mentis dictae Magnificae Communitatis, & ipsorum Sindicorum, omnibus Jure, modo, via, causa, & forma, quibus melius, ac validius poterunt, & possunt ipsi Sindici dictae Magnificae Communitatis dicto Sindicali, & Procuratorio nomine, etiam ad majorem roboris firmitatem: In omnium Creatoris nomine iterato fecerunt, & faciunt ipsi Illustrissimo Domino Duci ibi praesenti, stipulanti, recipienti, & acquiescenti pro se, & Haeredibus, & Liberis suis masculis ab eo ex legitimo Matrimonio descendentes dictam supra scriptam eandem traditionem dictae Civitatis Januae cum omnibus suis Civitatibus, Castris, & omnibus suis Juribus supra scriptis cum omnibus clausulis, & verbis in supra scripto Instrumento contentis, & in omnibus, & per omnia de verbo ad verbum, pro ut fecerunt per formam dicti Instrumenti versus praefatum Reverendissimum Dominum Cardinalem, & nos Notarios infra scriptos; & ulterius ipsi Sindici, & Procuratores dictae Magnificae Communitatis dicto Sindicali, & Procuratorio nomine, & praedicti Sindici dictarum Vallium, & Potestatarum Januae dictis Sindicalis, & Procuratoris nominibus, singula singulis debite referendo, prius eis delato juramento per praefatum Illustrissimum Dominum Ducem, promiserunt, & promittunt, & juraverunt, & jurant ad Sancta Dei Evangelia, manibus corporaliter tactis Sacris Sanctis Scripturis super quodam Missali, quod idem Dominus Dux in suis tenebat manibus, fidelitatem ipsi Illustrissimo Domino Domino Duci stipulanti, & recipienti pro se, & Haeredibus, & Liberis suis legitimis masculis, & de legitimo Matrimonio nascituris, in omnibus, & per omnia, & de verbo ad verbum; prout juraverunt in manibus praefati Reverendissimi Domini Cardinalis, & nostrum Notariorum infra scriptorum, & formaliter, pro ut juraverunt in supra scripto Instrumento; & ulterius ipsi omnes Sindici, & Procuratores dictis Sindicalis, & Procuratoris nominibus, singula singulis semper debite referendo, fecerunt, & faciunt ipsi Domino Duci, & versus eum pro se, & Successoribus suis praedictis in omnibus, & per omnia, pro ut fecerunt in Instrumento supra scripto versus praefatum Reverendissimum Dominum Cardinalem, & nos Notarios infra scriptos tunc stipulantes, & recipientes nomine ipsius Domini Ducis, & Successorum suorum praedictorum. Renunciantes praedicti omnes Sindici, & Procuratores dictis nominibus, singula singulis debite referendo, versus ipsum Dominum Ducem stipulantem, & recipientem ut supra, exceptioni non factae praedictae iteratae traditionis, & praedictae fidelitatis, & praedictarum omnium, & singulorum non sic actorum, & gestorum, exceptioni doli mali, actionique, & exceptioni in factum, & generaliter omnibus probationibus, & productionibus Testium, Jurium, & Instrumentorum contra praedicta; Et inde praefatus Illustrissimus Dominus Dominus Dux iussit, & mandavit, & praedicti omnes Sindici, & Procuratores dictis nominibus, singula singulis semper congrue referendo, rogaverunt per nos Johannem Franciscum, & Nicolaum Notarios infra scriptos, & utrumque, ac alterum nostrum in solidum de praedictis omnibus, & singulis publicum debere confici Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris. Praesentibus Magnificis, Specabilibus, & Egregiis Viris Domino Jacobo de Vicecomitibus Filio quondam Magnifici Domini Gabrielis, Domino Gaspare de Vicecomitibus Milite Filio quondam Magnifici Viri Domini Berteti, Comite Francisco de Vicecomitibus dicto Carmagnola Comite Castri Novi, Domino Antonio Bosio Filio quondam Domini Bilioli, Domino Tadiolo de Vicomercato utriusque Juris Doctore, Consiliariis; Domino Johanne de Corvinis de Aretio Filio quondam Domini Gregorii, Conradino de Vicomercato Filio quondam Domini Thomasi, & Zannino Riccio, Secretariis; Sperono de Petra Sancta, Otholino Zoppo, Odrado de Lampugnano Filio quondam Egregii Doctoris Domini Uberti, Antonio de Becharia, Georgio de Sancto Georgio dicto Scararmucia,

ANNO
1422.

ANNO
1422.

mucia, Magistro Johanne Francisco Balbo, Magistro Petro de Montalcino, Magistro Stefano Spalla, Andrea de Mantua, Benedicto de Lubech, Bianchino de Vicecomitibus familiaribus, Physicis, & Camerariis prefatis Illustissimi Domini Ducis, & quampluribus aliis notabilibus Viris, inde Testibus notis, vocatis, & specialiter ad prædicta rogatis.

Ego Johannes Franciscus Gallina filius quondam Domini Petri publicus Papiensis Imperiali auctoritate Notarius, Secretariusque, & Notarius prefati Illustissimi Principis, & Excellentissimi Domini mei Ducis Mediolani &c. hanc Cartam mihi, & infra scripto Nicoloso de Camulio Notario, & utrique, ac alteri nostrum in solidum fieri iussam rogatus tradidi, & subscripsi, meumque consuetum Signum Tabellionatus in fidem, & Testimonium præmissorum apposui, & aliis occupatis negotiis infra scripto Ambrosio de Tignosis Notario ad scribendum dedi.

Antonius de Credentia quondam Conradi publicus Imperiali auctoritate Notarius, & Communis Januæ Cancellarius, ac Custos Privilegiorum dicti Communis, superscriptum Instrumentum ut supra extraxi, & exemplavi, de publico, & autentico Instrumento in pergameno subscripto, & publicato manu dicti Johannis Francisci Gallinae Notarii, pro ut in eo vidi, & legi, nihil addito, vel diminuto, quod mutet sensum, vel variet intellectum, nisi forte littera, syllaba, titulo, seu puncto abbreviationis, vel extensionis causa, sententia tamen in aliquo non mutata, habens adhuc auctoritatem, licentiam, & Balam mihi ex injuncto, & commisso mihi Officio dictæ Privilegiorum Custodiæ attributam, idem me subscripsi, & publicavi cum Signo, & nomine meis in Instrumentis apponi solitis in Testimonium præmissorum.

Extracta sunt præfatus Copia à Registro inscripto sub Literis D. D. Ducis PHILIPPI MARIE ANGLI Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Porte Jovis Mediolani, in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris Anni 1719.

Examinavit JOHANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivii Officialis.

CIII.

16. Mars. *Responsa Illustissimi Domini Ducis Mediolani PHILIPPI MARIE ANGLI Vicecomitis & Januæ Domini, ad Capitula Januensium articulata data. Galatbe die 16. Martii 1422. In-ditione 15. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre D. D.]*

PHILIPPUS MARIA ANGLUS Dux Mediolani &c. Papia, Angleriaque Comes, ac Januæ Dominus. Pro parte Communitatis Magnificæ Civitatis nostræ Januæ Capitula recepimus infra scripta, ad quæ responsiones nostras fecimus, pro ut ad unum quodque ipsorum Capitulorum est inferius distincte, & particulariter annotatum, Mandantes Reverendis, Speculatibus, & Egregiis Præfidentibus, ac Potestati Civitatis nostræ prædictæ, nec non omnibus, & singulis aliis, ad quos spectat, seu spectare possit quomodolibet in futurum, quatenus prædictas Responsiones nostras, & quamlibet earum, pro ut jacent, ad litteram absque ulla exceptione servant, & faciant inviolabiliter observari; nec contra eas, & contenta in eis aliquantulum intentent, neque intentari permittant sub pena nostri arbitrio auferenda.

Tenor autem dictorum Capitulorum, & Responsionum nostrarum ad ipsa Capitula factarum, sequitur ut infra videlicet. Infra scriptas gratias, largitiones, & concessionis humiliter, & devote petunt sibi fieri, & concedi à Ducali Clementia sui devoti Januenses Orationes, quæ procul dubio sicut sunt omnes admodum necessarie Republicæ Januensi, ita quidem erunt causæ efficacissimæ augendi devotionem, & fidem omnium Januensium erga Statum, & augmentum Ducale; Et ex his reddentur universi Januenses ardentiores ad sublimandum Ducalem gloriam. Primo namque petunt, ut tam pro exaltatione nominis Ducalis, quam pro honore dictæ Magnificæ Communitatis, ejus fama, & potentia tanta est inter Urbes Italicas, dignetur in quibuscumque Litteris, Scripturis, & Titulis suis no-

minare se Dominum Januæ, videlicet immediate post Ducem Mediolani.

Responsio Domini Ducis ad dictum Capitulum: Providimus.

Item ut dignetur dictæ Civitati præponere in Gubernatorem, qui vocetur Gubernator, Virum optimum, modestum, gnarum, & quantum fieri potest, nostris moribus conformem, qui una cum, & de consilio Antianorum electorum, & eligendorum in Civitate Januæ regat, & gubernet ipsam Civitatem, & Reipublicam ad laudem Ducalem, & utilitatem ipsius Civitatis, & secundum Ordinamenta Civitatis ejusdem, & cum provisione, ac salario, & comitiva antiquis Ducibus ordinata.

Responsio Domini ad secundum prædictum Capitulum. Visum est nobis pro meliori deputare Præsidentes, sive Consilium, qui Præsidentes, sive Consilium regant, & gubernent Civitatem Januæ una cum Consilio Antianorum ejusdem Civitatis ad honorem, & Statum nostrum, & utilitatem Civitatis, & secundum Ordinamenta ipsius Civitatis, reservata tamen nobis potestate possendi disponere, & providere, prout nobis visum fuerit.

Item ut dignetur velle ordinare, quod Potestates futuri, & alii Judices, & Magistratus, ac Officiales Januæ ministrent Justitiam secundum formam Capitulorum, & Statutorum Civitatis Januæ, & illis deficientibus secundum Jura Romana, & pro ut solitum est fieri in dicta Civitate, quoniam esset difficillimum, ac danosum, & periculosum abstrahere, & adducere Januenses sub novas Leges, derelictis antiquissimis Legibus, & Consuetudinibus, sub quibus mille annis vixit, & crevit; & quod dictus Potestas Januæ, & sui Officiales Januenses per Ducalem Gubernatorem, & Consilium more solito, & solita dignitatis, & habeant salarium ordinatum, & sibi deputatum, & etiam more solito fidentur.

Responsio Domini ad prædictum tertium Capitulum. Placet nobis, quod per Potestates, Judices, & Officiales, ac Magistratus Civitatis Januæ ministrentur Justicia secundum formam Capitulorum, & Statutorum ipsius Civitatis, & ipsi deficientibus, secundum Jura Romana, sive Communia, & Sindicatus fiant juxta ordines dictæ Civitatis, sicut in prima parte Capituli continetur. Verum reservamus nobis potestatem eligendi, & deputandi Potestatem Januæ, & Officiales Curie dicti Potestatis.

Item pro evitandis magnis, & multis inconvenientibus, atque incommodis dignetur velle, quod pro his, vel de his, quæ gesta fuerint per dictos Magistratus Januenses, aut etiam de pertinentibus ad Justitiam non habeatur recursus, seu reclamatio, supplicatio, vel appellatio ad Illustrem Ducalem clementiam, neque extra districtum Januæ, sed ad ipsos Præsidentem, sive Gubernatorem, & Consilium in Janua juxta ordines dictæ Civitatis, ne Cives gravioribus laboribus, & expensis gravati ad longius trahantur exaren.

Responsio Domini ad prædictum quartum Capitulum. Contenti sumus, quod pro his, quæ gesta fuerint per Magistratus, Officiales, & Judices Januæ, seu pro spectantibus ad Justitiam non habeatur recursus, reclamatio, supplicatio, vel appellatio ad nos, sed tantummodo ad Præsidentes, & Consilium in Janua juxta ordines dictæ Civitatis.

Item, quia hoc est inter principalia vota, & desideria Civium, dignetur specialissimè concedere eidem devotissimæ Communitati Januæ, quod omnia Officia, & Beneficia, Honores, & Dignitates dicti Communis Januæ dentur, & concedantur in Janua, per & inter Cives Januenses, more solito, & servata colorum equalitate, quia aliter Cives voto suo præstantiori frustrarentur, & cederet in maximum detrimentum Januensi Nationi, multis rationibus justissimis.

Responsio Domini Ducis ad prædictum quintum Capitulum. Placet nobis, quod omnia Officia, Beneficia, Honores, & Dignitates Communis Januæ dentur, & concedantur in Janua, per & inter Cives, & Januenses more solito, & servata colorum equalitate, cum deliberatione tamen, & consensu Præsidentium pro nobis in Janua, exceptis Castellans, nec includendo etiam in hoc Potestarium Sæne, nec Officia Bulleiarum Januæ, & Sæne.

Item, quod de moneta Communis Januæ non expendatur, nec expendi possit, nisi consultè, & secundum ordines Civitatis, pro ut consuevit esse, neque aliud onus, vel gravamen aliquod, seu impositiones imponantur dictæ Communitati, sive Civibus.

Responsio Domini Ducis ad prædictum sextum Capitulum.

ANNO
1422.

ANNO 1422. ANNO 1422.

pitulum. Contenti sumus, quod de moneta Communis Januæ non expendatur, nec expendi possit, nisi consensu, & secundum Ordines Civitatis, pro ut consuevit esse, nec aliquod onus, vel gravamen aliquod, aut impositiones imponantur Communitati, vel Civibus. Reservato quod nos possimus providere de expensa pro custodia Civitatis Januæ, Castrorum, & Terrarum ipsi Civitati supplicatarum, pro ut nobis videbitur.

Item, quod pro utilitate ejusdem sue Civitatis Januæ, & augmento Gabellarum, atque aviamiento Navium Januensium, dignetur velle sine dispendio suo, & suorum, quod totum sal, quod consumitur super Territorio, extrahatur de Civitate Januæ, seu districtu, & non de alio loco, accipiendo ipsum sal à dicto Communi Januæ, seu Officialibus super sale deputatis.

Responsio Domini Ducis ad prædictum septimum Capitulum. Disposui ad augmentum, & utilitatem Civitatis Januæ potius accipi faciemus sal, quod consumitur pro Territorio nostro de Civitate Januæ, quam aliunde, dummodo fiat sine dispendio nostri, & nostrorum.

Item, quod dignetur Ducalis bonitas in generali favere Communitati Januæ in negotiatione Mercatorum suorum, inducendo suos Subditos Lombardos ad conversationem, & commercium Januæ, & similiter dignetur aliquas largitiones, & immunitates facere, & concedere Theonicis, ut facilius possint prosequi opus inceptum, & contextum Januæ, videlicet de faciendis scalam, & trafficum per Mediolanum Januam; & etiam dignetur eligere unum Syndicum, vel Commissarium suum, qui vadat cum Sindico jam Januæ electo super hujusmodi negotio ad Serenissimum Imperatorem, & Communitatis Alamaniam.

Responsio prædicti Domini Ducis ad prædictum octavum Capitulum. Pro favore negotiationis, & mercium Civitatis Januæ contenti sumus hortari facere Subditos nostros ad conversationem, & Commercium in dicta Civitate Januæ: Ad secundam partem ejusdem octavi Capituli, quo petitur concedi per nos immunitates, & largitiones Theonicis Mercatoribus, ut per transitum Mediolani possint trafficare in Janua, videbuntur Capitula Theonicorum, & postea favorabiliter, quantum plus poterimus, providebimus.

Item, quia sunt nimis afflicti tam ex Guerris Civilibus, Dei gratia, præteritis, quam ex Guerra Cattalanorum qua durante non sine maximis periculis, & incommodis Januenses navigant, & etiam Victualia ex Insulis Sicilia, Sardinia, & Corfica, quibus maxime vivimus, prohibentur, dignetur summa Ducalis providentia providere, & procurare, ut Januenses cum ipsis Cattalanis Pacem habeant, vel longam Treugam.

Responsio Domini ad prædictum nonum Capitulum: Procurabimus, & providebimus aut Pacem, aut Treugam cum Cattalanis habere, dummodo honorabilis haberi possit, & hoc pro commodo, & bono Civitatis Januæ.

Item quod dignetur Januensibus aperire, & mentem suam declarare, quomodo eis vivendum sit cum Regina, & Rege Ludovico Filio suo; & si placet Ducali Celsitudini confirmare ultimam Conventionem inter eam, & Januenses initam tempore Fregosorum, cujus Pacis, & Conventionis Copia data est Egregio Francisco Gallina, considerato quantum commodi nobis allatura est Pax cum Rege Ludovico, præsertim durante Guerra Cattalanorum; & si quid Pacis, aut Concordiæ fieri contingat cum Reginalibus Ambassadoribus hic existentibus, ostendat Ducalis bonitas id præcipue fieri Januensium contemplatione.

Responsio Domini Ducis ad prædictum decimum Capitulum: Videbimus Conventionem prædictam, & poterimus claris respondere.

Item, quia ad præsens Civitas Januæ, & Cives propter discrimina Guerrarum præteritarum, & propter malas condiciones locorum, in quibus soliti sunt Januenses negotiari, sunt multum fatigati, & exhausti, adeoque vix possunt se, & familias communiter gubernare, dignetur Ducalis benignitas velle, quod expensa ordinaria modificetur, & minuat ad arbitrium Gubernatoris Ducalis, & Consilii Antianorum, & quod ipsi futurus Gubernator, & Consilium pro alleviandis sumptibus possint dirigi facere aliqua Castra, quæ videntur eis inutilia.

Responsio Domini Ducis ad prædictum undecimum Capitulum: Cum habuerimus informationem super contentis in dicto Capitulo à Præsentibus nostris, qui Januam accessuri sunt, opportune postea providebimus.

Item, dignetur Ducalis Sublimitas concedere, quod

Civitas Janua tamquam sua cara, & devota possit gaudere beneficio Victualium Lombardie; quodque tracta non claudatur nobis, & specialiter ad præsens, quia propter Guerras maritimas Civitas Januæ est in difficultate habendorum Victualium, & quod non addantur nova Dacia super ipsa tracta, vel Victualibus.

Responsio Domini Ducis ad prædictum duodecimum Capitulum. Fecimus apponi generalem ordinem, quo Januenses habere poterunt de Victualibus super Territorio nostro, ne ob hoc Civitas Januæ penuriam Victualium patiatur.

Item, ut dignetur Ducalis Justitia, & velit plene, & liberè querere, & quietari facere universam Communitatem Januæ de, & ab omnibus expensis per ipsum Dominum nostrum factis, & supportatis tam in prima, quam in secunda Guerra per eum habitis contra Fregos, & eorum sequaces, & hoc per solemne Instrumentum.

Responsio Domini Ducis ad prædictum decimum tertium Capitulum. Considerata inhabilitate Civitatis Januæ contenti sumus quietare, & absolvere, & ex nunc quietamus, & absolvimus universam Communitatem Januæ de, & ab omnibus expensis factis, & supportatis in secunda Guerra per nos.

Item, quia jam maximum incommodum Januensibus ortum est occasione monete, dignetur velle, quod ex nunc ordines, & leges monete Januæ nullo modo mutantur, sed observentur secundum consilia, & deliberationes Officialium Januæ super similibus deputatorum; & quia ipsa moneta Januyna necessarid propter malas condiciones præteritis mutationem valimentis capere debet, velit quod moneta Lombarda semper adinstetur per ipsos Officiales, ut æquivalent cum moneta Januyna, quia immediatè aliter faciendi Civitas Januæ privaretur moneta Januyna, & inde incommoda pareretur, quoniam jam moneta aurea devenit in pretium de octo pro centenario plurius quam moneta argentea in tam paucis diebus.

Responsio Domini Ducis ad prædictum quartum decimum Capitulum: Contenti sumus fieri, & servari, pro ut in ipso Capitulo continetur.

Item, dignetur Ducalis Providentia advertere, ne aliquæ Terræ, vel Communitates Riperiorum Januæ conventionatæ cum Communi Januæ, aut etiam non conventionatæ, & specialiter Savona impetrent, obtineant, vel attentent quicquam in præjudicium, vel derogationem Communis, vel Jura Januensium, cum facilliter hinc posset generari maximum incommodum redditibus Communis Januæ.

Responsio Domini Ducis ad prædictum quintum decimum Capitulum: Bonam advertentiam adhibebimus.

Item, ut dignetur Excelsa Ducalis Providentia reintegrare Jura, Loca, Terras, & Præeminentias Communis, & seu Membra dicti Communis, vel de Terris, Locis, & Castris quibuscumque, quæ recesserunt, vel inveniuntur divisa à Dominio, & posse Communis Januæ prædicti.

Responsio Domini Ducis ad prædictum sextum decimum Capitulum: Curabimus reintegrationem fieri facere de Castris, & Locis divisis à Communitate Januæ, de quibus fieri poterit reintegratio, salvo honore nostro, & illæso Jure tertii.

Item, ut dignetur Ducalis Equitas, & Justitia providere quod illis Civibus qui pro Ducali Celsitudine intercesserunt, faciendi scriptam, & fidem Florentis Thomæ Fregolo pro depositione Castellæti &c. debitis temporibus satisfiat plene per modum, quod nullum incommodum pro beneficiando recipiant.

Responsio Domini Ducis ad prædictum decimum septimum Capitulum: Ne Clives prædicti exinde damnum recipiant, providebimus quod Clives ipsi occasione in dicto Capitulo contenta servabuntur indemnes, cum jultum non sit, quod pro bono opere incommodum patiantur.

Item, quod pro salute, conservatione, & beneficio Terrarum ultramarinarum parte Ducalis Celsitudinis scribatur in forma favorabili tam ad Serenissimum Imperatorem Romanum, recommendando sibi Peyram, & Incolas, quam ad Regem Cypri pro Famagusta, & Incolas, ac etiam ad Magnum Magistrum Roddi pro Januensibus illis frequentantibus; specialiter etiam Regi Castellæti, qui, ut scripsit Januensis Ambassador ad ipsam Regem missus, nuper licentiam Mercatorum nostros de Regno suo, inducitur, ut affertur, Regis Aragonum.

Responsio Domini Ducis ad prædictum decimum octavum Capitulum: Scribi faciemus & quibuscumque, &

ANNO
1422.

& ubicunque opportunum fuerit pro beneficio Civitatis Januæ, & omnium Terrarum suppositarum dictæ Civitatis.

Item, ut dignetur admonere Gubernatorem suum Januæ preponendum, ut, quantum fieri possit, sit favorabilis Commercialis, & Dataris ad colligendum Daria, & Gabellas Communis Januæ; quodque Officiales, & Stipendiarii sui corrigantur ne fraudent Daria, & Gabellas ipsas.

Responsio Domini Ducis ad prædictum decimum nonum Capitulum: Ordinabimus fieri prout in ipso Capitulo continetur.

Item, quia admodum necessarium est, dignetur Ducalis Munificentia concedere Januensis, quod in eorum Navibus, Galeis, & aliis Locis publicis, & consuetis possint uti Insignibus ipsius Communis solitis, & ea deferre, & elevare, præpositis tamen Insignibus Ducalibus.

Responsio Domini Ducis ad prædictum vigesimum Capitulum: Fiat sicut in dicto Capitulo continetur.

Item, ut dignetur nobis restituere Sigillum dicti Communis sibi præsentatum, aut saltem quod liceat aliud fabricari facere, & eo uti.

Responsio Domini Ducis ad prædictum vigesimum primum Capitulum. Circa usum dicti Sigilli sic disponimus: quod de omnibus his, quæ aguntur, aut geruntur per Præsidentes nostros, & Consilium Antianorum Januæ, Litteræ conscribantur sub nomine dictorum Præsidentium nostrorum, & Consilii Antianorum cum appositione unius Sigilli tantum, videlicet Sigilli ordinati in Januæ, scilicet cum Armis nostris Ducalibus in medio Sigilli, & à lateribus cum duobus Scutis armorum Communis Januæ existentibus infra medium Ducalium Armorum nostrorum. In rebus autem spectantibus Communi Januæ tantum utatur Sigillo Communis consuetum.

Item, ut dignetur concedere, quod Consilium Antianorum, si ei videbitur necesse, possit mittere ad Ducalem præsentatum Ambassiatam, & Litteras, & Nuncios, etiam infuso Gubernatore Ducali Januæ.

Responsio Domini Ducis ad prædictum vigesimum secundum Capitulum: Concedimus prout in dicto Capitulo petitur.

Item, quia Nobilis Cazaguerra de Doyono Ducalis Capitaneus in Riperia Occidentali in magnum dispendium expensæ ordinariæ Communis Januæ, & contra Ordinationes, & Litteras sibi scriptas, & etiam cum magna molestia, & expensâ Terrarum Riperiæ exigit avariam ordinariam, & pro velle administrat, dignetur Ducalis Celsitudo hoc sibi inhiberi facere, & velit, quod dictus Cazaguerra observet Litteras Ducales Commissarii, & Consilii, qui eidem de eo, quod recipere debet, calculatis rationibus debitis, faciant integram solutionem, & assignationem, ut moris est.

Responsio Domini Ducis ad prædictum vigesimum tertium Capitulum: quod contenti sumus fieri, pro ut in dicto Capitulo continetur.

Item, ut dignetur licentiam facere Stipendiarios in Januæ existentes, præter illos, quos ordinarie mandaverit illic commemoratos, & quod corrigantur ab erroribus eorum, considerato etiam quod Civitas illa à se ipsa sine Stipendiariis tutissimè ad honorem, & gloriam Ducalem gubernatur, & gubernari potest.

Responsio Domini ad prædictum vigesimum quartum Capitulum: circa contenta in dicto Capitulo apponemus ordinem opportunum.

Item, ut dignetur licentiam concedere Ducali Commissario, etiam Consilio, ut ad mittendos Officiales in Romaniam propter pericula imminencia, & propter recessum Navium providere possint, pro ut eis scriptum est, quoniam separatis passagiiis præsentibus difficile, immodò quodammodo impossibile esset dictos Officiales mittere.

Responsio Domini Ducis ad prædictum vigesimum quintum Capitulum: Circa contenta in dicto Capitulo similiter apponemus ordinem opportunum.

In quorum Testimonium præsentis fieri iussimus, & registrari, nostre Sigilli impressione muniti. Datum Galie die sexto decimo Martii millesimo quadringentesimo vigesimo secundo, Indictione quinta decima &c.

Antonius de Credençia quondam Conradi publicus Imperiali auctoritate Notarius, & Communis Januæ Cancellarius suprascriptas Litteras, & Petitionem, Capitula cum Ducalibus Responsionibus ad ea, & omnia, & singula suprascripta ut supra extraxi, & exemplavi ad autenticum ipsarum Litterarum scriptarum in pergameno, & subscriptarum per dictum Martianum, & Bul-

latarum Sigillo Ducali in cera alba in pendenti in corda ferica rubea, pro ut in ipsis Litteris vidi, & legi, nihil addito, vel diminuto, quod mutet sententiam, vel variet intellectum, nisi forte littera, syllaba, titulo, seu puncto abbreviationis, extensionis causa, sententia tamen in aliquo non mutata, habens ad hac auctoritatem, licentiam, & potestatem ex injunctis mihi custodie Privilegiorum Communis Januæ Officio attributam.

Extracta sunt præsentis Copia à Registro inscripto sub Litteris D.D. Ducis PHILIPPIMARIÆ ANGLI Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani, in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivi Officialis.

CIV.

Instrumentum publicum de Traditione Civitatis SA- 19. Mars.

VON E. cum omnibus Juribus, Jurisdictionibus, & Feudalitatibus, facta per SAVONENSES Domino PHILIPPO MARIE ANGLIO Ducis Mediolani. Actum Mediolani Anno 1422. Indictione 15. die 19. Martii. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre R.]

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis Patris & Filii, & Spiritus Sancti scilicet Amen.

ANNO à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo vigesimo secundo, quinta decima Indictione, die Jovis decimo nono mensis Martii hora tertiaria. In Civitate Mediolani in Domo, in qua gubernatur Consilium infra scripti Illustrissimi D. D. Ducis Mediolani, videlicet in Camera ipsius Consilii Portæ Vercellinae Parochiæ Sancti Prothasii in Campo intrus, & in præsentia Reverendissimi, & Magnificorum, & Spectabilium Dominorum de Consilio præfati Illustrissimi D. D. Ducis. Ibi quædam notabilis Communitas, ac Populus Civitatis Saonæ, ejusque Antiani, Consilia, & Officia concernent anxio mentis intortu Saonensem Patriam, cujus Nobilitates non modicum per Orbem sunt diffusæ nunc aliquot jam exactis Annis, aut iusta Dei ira exigentibus mortalium noxiis, aut acerbis fortis eventus, seu inhumano regimine aliquorum, qui jam regimini Civitatis Januæ præfuerunt ad domesticâ diffidia adeo fuisse relictam, ut nisi salubri remedio eidem succurreretur pernitente damnata nosceretur. Quod quidem remedium id solum Omnipotens medium aduxit Dominum, videlicet defensionem, & protectionem Illustrissimi Principis, & Excellentissimi D. D. Philippi Mariæ Angli Ducis Mediolani &c. Papiæ, Angliæque Comitatus, ac Januæ Domini Filii quondam altæ, & nunquam delenda memoria Illustrissimi Principis, & Excellentissimi D. D. Johannis Galeaz primi Ducis Mediolani &c. solius aptissimi ad ipsius Civitatis, & ejus Subditorum Dominium, & felicem conservationem, uti dignioris, potentioris, proximioris, & aptioris ad hæc: Ipsius equidem remedii mediam ab intimis anhelantibus diurnis cogitationibus curis hinc inde versarent tandem prædictissimis consiliis advenientes præfati Illustrissimi Principis, & Excellentissimi D. D. Ducis Mediolani Principis, & Excellentissimi D. D. Ducis sua Regio floret ad suam amplissimam Clementiam, suam aciem direxerunt ut suæ ditioni liberaliter se traderent, & Imperio ipsius D. Ducis, cui obtemperare libertas est, & qui Subditos suos velut Filios benigna semper caritate conspiciet se protinus submitterent ex hocque præcedentibus Consiliis legitimis, & solemnitatibus opportunis solemniter confiterentur infra scriptorum, & dictæ Communitatibus, & Populi ipsius Syndicos, Ambassiatores, & Procuratores cum plena, & ampla potestate ad infra scriptum liberum Dominium præfati D. Ducis pro se, & Heredibus, & Liberis suis legitimis, & masculis de legitimo Matrimonio nascentis, seu descendentibus dandum, & tradendum, & ad infra scripta, & alia peragendum, ut constat publico Instrumento ipsius Constitutionis Syndicorum fieri rogato die undecimo mensis Februarii proxime præteriti Mattheo de Guliermis Notario Saonenfi. Pro tanto Egregii Viri, & Cives Nobiles Civitatis Saonæ prædictæ, D. Severinus de Gamberana Legum Doctor, Raphael de Riario, Gaspar Vegerius, Julianus Corsinus, & Paulus Sanfo-

ANNO
1422.

ANNO
1422.

Sanfonus, & Honorius Pavexius Sindici, & Procuratores, Sindicario, & Procuratorio nomine, Notabilis, & Potentis Communitatis, & totius Populi, ac Communis Civitatis Saonæ, & Subditorum quorumcumque dictæ Communitatis in partibus quibuscunque habentes ad hæc omnia, & alia plenum, & sufficiens, & solemne Mandatum à dicta Notabili Communitate rogatum ut supra, quod Mandatum in publica, & authentica forma, dicti Sindici, ibidem presentaverunt, & lectum fuit per me Secretarium, & Notarium infra-scriptum flexis genibus reverenter constituti, in magnifico conspectu, & præsentia omni honore dignissima Magnifici, & Potentis Militis Domini Gasparis Vicecomitis Consanguinei, Consiliarii, & Procuratoris ad hæc omnia præfati Illustrissimi Principis, & Excellentissimi D. D. Filippi Mariæ Angli Ducis Mediolani &c. Papie, Anglierique Comitiss, pro executione Mandatorum prædictorum, & alias omnibus modo, Jure, via, causa, & forma, quibus melius, & validius poterunt, & possunt, intervenientibusque omnibus ibidem Actibus, & solemnitatibus, quæ in talibus, & similibus tam de Jure, quam de consuetudine requiruntur, sponte, libere, deliberate, & ex certa scientia, nullo metu, nulloque Juris, vel facti errore ducti. Ejus nomine invocato ad ejusque laudem, & gloriam, qui contra tam celestia, quam terrena gubernat, ac gloriosæ Dei Genitricis, & Beatorum Sanctorum Johannis Baptistæ, Ambrosii, Antonii, & Georgii Militis totiusque Celestis Curie triumphantis. Et ad honorem, exaltationem, & augmentum perpetuum præfati Illustrissimi Principis, & Excellentissimi D. D. Ducis, & Successorum suorum infra-scriptorum, & ad tranquillitatem perpetuam, & felicitas status augmentum dictæ Civitatis, & Communitatis Saonæ, ejusque Populi, & Subditorum suorum quorumcumque libere, expedite, & absolute dederunt, tradiderunt, dimiserunt, relaxaverunt, & consignaverunt, & dant, tradunt, dimittunt, relaxant, consignant, & ex toto, & in totum transfluerunt, & presentium vigore transferunt præfati Illustrissimo D. Duci licet absenti, & præfato Magnifico D. Gaspari Procuratori, & Procuratorio nomine præfati Illustrissimi D. D. Ducis ad hæc omnia ab ipso D. Duce habenti plenum, & sufficiens Mandatum fieri rogatum mihi Joanni Francisco Galinæ Secretario, & Notario infra-scripto die secunda præsentis mensis Martii, nec non mihi Johanni Francisco Notario prædicto velut publica personæ stipulantibus, recipientibus, & acquirentibus nomine præfati D. D. Ducis ejusque Hæredum, & Successorum infra-scriptorum, & in ipsum D. Ducem licet absentem pleno Jure pro se Hæredibus, & liberis suis legitimis, & masculis de legitimo Matrimonio nascituris seu Descendentibus dictam Notabilem Civitatem Saonæ, & omnes ejus Civitatis Saonæ Terras, Villas, Castra, & Portus ubicunque sunt, & quocumque nomine nuncupentur, & quibuscunque colorantibus terminentur, ac plena Dominia, & possessiones, & tenus ipsarum, & ipsorum quomodolibet spectantia, & pertinentes dictæ Civitati, & Communitati Saonæ, aut quovis modo eidem Civitati subiecta, ac quæ habent, tenent, & possident quoquo modo, cum eorum, & eorum Hominum, Feudariorum, Vassallis, Subditis, Juribus, Jurisdictionibus, Portibus, Honorantibus, Privilegiis, Præheminentiis, Dignitatibus, Superioritatibus, & Pertinentiis quibuscunque cum mero, & mixto imperio, ac omnimoda Jurisdictione, ac gladii potestate, dantes, tradentes, & transferentes præfato D. Duci licet absenti, & in ipsum D. Ducem licet absentem, & dicto ejus Magnifico Procuratori, & mihi Notario jam dicto velut publica personæ stipulantibus, & recipientibus, nomine & vice ipsius D. Ducis & pro ipso D. Duce, & Successoribus suis prædictis integrum, verum, plenum, liberum, & absolutum Dominium, ac integrum, & plenam possessionem, & tenentiam dictæ Civitatis Saonæ, & prædictorum omnium, & singulorum cum omnibus Juribus eorum ut supra. Renuntiantur item Sindici, & Procuratores dicto nomine versus dictum D. Ducem licet absentem, & versus præfatum Magnificum Procuratorem, & me Notarium ejus nomine stipulantem, & recipientem, & in eum D. Ducem licet absentem, & in ipsum Magnificum Procuratorem, & me Notarium stipulantem, & recipientem pro ipso D. Duce, & Descendentibus suis prædictis omnibus superscriptis traditis præfato D. Duci & omnibus Juribus in ipsis traditis competentibus dictæ Communitati modo aliquo, & se dicto Sindicario nomine, & Procuratorio, & dictam Communitatem protinus alienos à prædictis facientes etiam non obstantem aliqua alia traditione, quæ aliter modo aliquo, &

TOM. II. PART. II.

ANNO
1422.

sub aliquibus formis in genere vel in specie facta esset, de prædictis seu aliquo prædictorum, quibus traditionibus alias factis, si factæ reperirentur, in quantum aliquæ qualiter huic contrariæ essent, item Sindici, & Procuratores dicto nomine sponte renuntiaverunt, & renuntiant, ac eam annullaverunt, & annullant, perinde, ac si nunquam facta esset. Eligentes, vocantes, recog-noscentes, nominantes, & acceptantes eundem D. Ducem licet absentem, & Successores suos prædictos in veros, naturales, & legitimis Dominos dictæ Civitatis, & Communitatis, & facientes eidem D. Duci licet absenti, & præfato Magnifico ejus Procuratori ejus nomine recipienti subjectionem, reverentiam, & obedientiam debitas uti vero Domino, & cetera omnia facientes, quæ fidelissimi Subditi Domino suo facere tenentur. Constituentes dicti Sindici, & Procuratores dicto Sindicario, & Procuratorio nomine præfatum notabilem precario nomine præfati D. Ducis tenere, & possidere prædictam Civitatem Saonæ, & omnia superius data, & tradita cum omnibus eorum Juribus, & superioris traditis, donec & quo usque præfatus D. Dux, per se vel alios ejus nomine, corporalem possessionem de prædictis acceperit, quam accipiendi, in se retinendi, & quidquid inde voluerit faciendi, uti de re sua, & propria auctoritate dicti Sindici dicto nomine præfato D. Duci licet absenti, & dicto ejus Magnifico Procuratori, & mihi Notario stipulantibus, & recipientibus pro ipso D. Duce, & ejus Successoribus antedictis, plenam libertatem, & licentiam tradiderunt & tradunt, & dant, & concedunt. Eo videlicet modo fecerunt, & faciunt præfati Sindici, & Procuratores dicto nomine prædictam traditionem, & hæc omnia & singula, quod de cetero præfatus D. Dux, ac Liberi, & Hæredes, ac Descendentes sui prædicti pleno Jure, libere, & expedite, & absolute habeant, teneant, & gaudeant, & possideant prædictam Civitatem Saonæ, & omnes ejus Terras, Villas, & Castra & omnia alia data, tradita, & consignata ut supra cum ipsorum hominibus, Juribus, & omnibus, & singulis superscriptis traditis, & de ipsis pro libito voluntatis disponant uti de rebus propriis, & ut dicta Communitas disponere potuisset ante presentem traditionem, sine contradictione dictæ Communitatis & Subditorum suorum, sed cum ejus & eorum defensione à quacunque persona, Domino, vel Dominio, cujuscumque dignitatis, & gradus existat, etiam si de eo speciale necesse foret fieri mentionem, postque præfati Sindici, & Procuratores dicto Sindicario, & Procuratorio nomine flexis genibus reverenter constituti in præsentia præfati Magnifici Procuratoris, nomine præfati Illustrissimi D. Ducis, Volentes, & intendentes debium fidelitatis, & subjectionis juramentum prestare præfato Domino Duci licet absenti, & Magnifico Procuratori antedicto, & in ejus manibus, nomine & vice præfati D. Ducis, & ipsius fidelitatis, & subjectionis plenam promissionem facere promiserunt, & solemniter promittunt jam dicto Magnifico Procuratori, Procuratorio nomine antedicto, & mihi Notario superscripto stipulanti, & recipienti pro præfato Illustrissimo D. D. Duce, ac pro Hæredibus, & Successoribus suis prædictis, & juraverunt, & jurant ad Sancta Dei Evangelia manibus corporaliter tactis, sacris sanctis Scripturis super quodam Missali quod idem Magnus Procurator dicto nomine in suis tenebat manibus, & in manibus mei Notarii infra-scripti stipulantis, & recipientis, nomine & vice jam dicti Illustrissimi D. D. Ducis, & Hæredum, & Successorum suorum prædictorum prius eis, & cuilibet eorum delato, & tradito juramento per ipsum Magnificum Procuratorem, & me Notarium nomine ipsius D. D. Ducis debitum fidelitatis juramentum in animas & super animas ipsorum Sindicorum & dictæ Communitatis, & Antianorum ejusdem, & quorumcumque Subditorum ipsius Communitatis. Et quod à presenti hora in antea usque in perpetuum, & cunctis temporibus dicti Sindici, & Procuratores, suis & dictis Nominibus, dicta Communitas, Antiani, dictus Populus, & Subditi quicunque dictæ Civitatis, & Communitatis Saonæ, & Successores sui perpetuo erunt fidelissimi, boni, veri, perfecti, & fincieri Homines, Subditi, & Servitores ipsius D. D. Ducis, & Successorum suorum prædictorum, & quod nullum alium viventem, seu naturaliter vivere potentem, seu moriturum cujuscumque status, dignitatis, præheminentie, & gradus existat, etiam si de eo necesse foret specialem fieri mentionem, & etiam si ab his intelligi posset esclusus, non recognoscent in Dominum suum, nisi ipsum D. Ducem, & Successores suos prædictos. Item quod dictam Civitatem Saonæ cum omnibus ejus Terris, Castris, & Juribus suis datis, &

trans-

ANNO 1422. translati, ut supra, tenebant, custodient, & salvabant ficuti tenebant, & debent veri Subditi ad gloriam, nomen, & vice, & nomine, & ad utilitatem dicti D. D. Ducis, & Successorum suorum prædictorum, & de ipsis disponant ad Mandata dicti D. Ducis, & Successorum suorum prædictorum. Item quod Potestates, Officiales, Castellanos, Capitaneos, & Rectores, & consuecunt alterius generis Officiales mittendi per D. D. Ducem reverenter recipient, & eisque obediunt sine exceptione. Item quod Litteras, Mandata, & Nuncios, Legatos, seu Ambassadors ipsius D. D. Ducis reverenter recipient, & eis sine exceptione obediunt. Item quod nunquam erunt in aliquo tractatu, disputatione, seu colloquio, machinatione, opere, vel facto, in quo tractetur contra dictum D. Ducem, seu ejus Successores prædictos, nec contra ejus Personam, seu Statum, neque in quo tractetur, seu fiat, quod dictus D. Dux perdat Personam, vel membrum, vel aliquid quod teneat, seu lesionem aliquam in hære vel Persona patiat, quinimo si aliqui ipsorum aliquod prædictorum præferant, obviabunt pro posse, & notificabunt dicto D. Duci per se personaliter si poterunt, & si non possent per Nuntium, vel Litteras. Item quod si contingeret dictum D. Ducem aliquid de supradictis, vel translati, vel de his, quæ tenet ac de acquiritis per ipsum perdere illud toto posse recuperare juvabunt, & si contingeret dictum D. Ducem, & ejus Successores prædictos, ut supra, ab aliquo cuiuscunque dignitatis existat aliquam oppressionem, injuriam, vel damnum recipere, vel recipere posse in hære, vel in Persona, quod ipsum D. Ducem, & ejus Successores prædictos pro toto posse juvabunt sine exceptione aliqua. Item quod si ab eisdem vel aliquo ipsorum aliquod consilium peteret per ipsum D. Ducem, vel ejus Successores prædictos, illud dabunt, quod eis videbitur pro meliori. Item quod si quicquam ex eis in secreto committeret per ipsum D. Ducem, quod illud nemini panderet, neque aliquid faceret propter quod pandatur sine ipsius D. Ducis licentia. Item quod cætera omnia facient, & singula, quæ quilibet fidelissimi Servitores, & Subditi facere tenentur, & debent bona fide, & sine fraude, & omni diligenti studio, & pura mente. Item juraverunt, & jurant dicti Sindici, dicto Sindiciario, & Procuratorio nomine, in omnibus, & per omnia, prout jurari requirit secundum formam Capitulorum utriusque novæ, & veteris forme fidelitatis. Quæ omnia, & singula præstati Sindici, & Procuratores dicto nomine juraverunt, & jurant ut supra, & promiserunt, & promittunt præfato D. Duci licet absenti, & dicto Magnifico Procuratori, & mihi Notario stipulanti, & recipienti, nomine & vice dicti D. D. Ducis, cunctis temporibus habere, & tenere rata, grata, & firma, & attendere, & observare, & nullo modo contrariare, nec venire, per directum & per indirectum, tacite nec expresse, nec aliquo quæsito colore, per se nec submissas personas, nec aliqua occasione, vel causa, quæ dici posset, vel excogitari modo aliquo, sub pæna refectionis, & restitutionis omnium, & singulorum damnorum, interesse, & expensarum pro ipsum D. Ducem, vel dictos ejus Successores patiendorum, & fiendarum sub obligatione, & ypoteca omnium bonorum ipsius Communitatis, ejusque Subditorum. Renuntiantes, & renuntiaverunt, & renuntiant dicti Sindici, & Procuratores dicto nomine versus præfatum D. Ducem licet absentem, & præfatum Magnificum Procuratorem, & me Notarium stipulantem & recipientem, nomine dicti D. Ducis ejusque Hæredum, & Successorum prædictorum, exceptioni non factarum prædictarum dationis, & libere translationis, & non factorum prædictorum Juramentorum, omnium, & singulorum non sic actorum & gestorum, exceptioni doli mali, actionique, & exceptioni in factum, & generaliter omnibus probationibus, & productionibus, Jurium, Testium, & Instrumentorum contra prædicta, & inde præfatus Magnificus, & Potens D. D. Gaspar Procurator, & Procuratorio nomine præfati Illustrissimi D. D. Ducis Mediolani &c. iussit, & mandavit, & præfati Egregii, & Nobles Cives Saonæ Sindici, & Procuratores, Sindiciario & Procuratorio nomine, dictæ Notabilis Communitatis Saonæ, rogaverunt per me Johannem Franciscum Gallinam Secretarium, & Notarium infra scriptum de prædictis omnibus, & singulis publicum confici debere Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris, Præsentibus Magnifico, & Potenti Viro D. Francisco de Vicecomitibus dicto Carmagnola Comite Castri Novi, Spectabilibus D. Tadiolo de Vicomercato Consiliariis, Conradino de Vicomercato Filio quondam D. Thomæ, & Zanino Ritis Secretariis præfati

ANNO 1422.

Illustrissimi D. D. Ducis Mediolani &c. & Egregii, & Nobilissimi Viri Johanne de Rubertis de Tripoli Filio quondam D. Filippi habitante in Castro Sancti Martini de Rubertis, D. Jacobo de Milio Filio quondam D. Antonii Legum Doctore, D. Christophoro de Ghilinis Magistro Intratarum Ducalium, Paulino de Raude Filio quondam D. Andrioli, & Bertolo de Crivellis Filio quondam D. Guidetti, & quampluribus aliis inde testibus notis, vocatis, & specialiter ad prædicta rogatis. Ego Beltraminus de Restis Filius D. Antonii Civitatis Mediolani Imperiali auctoritate Notarius hanc Cartam scripsi.

ANNO 1422.

Extracta sunt præfata Cópia a Registro inscripto sub Littera R. Ducis PHILIPPI MARIE ANGLI Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani, in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris Anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivii Officialis.

CV.

Capitula, post Deditionem & Submissionem Communitatis SAONÆ, Domino PHILIPPO MARIE ANGLI Duci Mediolani porrecta de conservatione ejusdem Communitatis Privilegorum, Consuetudinum, & Conventionum cum exteris factorum, & per eundem Ducem confirmata, atque roborata. Datum Galatiæ die 19. Martii, Anno 1422. Indictione 15. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales, de Milan.]

19. Mars.

FILIPPUS MARIA ANGLUS Dux Mediolani &c. Papie, Anglierique Comes, ac Januæ Dominus. Annuere volentes quantum decet factis nobis requisitionibus parte Notabilis, & Circumpectæ Communitatis nostræ Civitatis Saonæ per Egregios, & Sapientes Viros Dominum Severinum de Gambarana Legum Doctorem, Raphaellem de Riario, Gasparem Vagienum, Julianum Corsum, Paulum Sansonum, & Honoratum Pavium Dilectos Cives nostros Saonæ, ac Ambassadors, Sindicos, & Procuratores Communitatis antedictæ circa porrecta nobis per ipsos Ambassadors parte ipsius Communitatis Capitula infra scripta, ea fieri fecimus Responsiones nostras pro ut infra distinet, & particulariter annotatum est, mandando Reverendis, Spectabilibus, & Egregiis Consiliariis nostris in Janua, nec non Potestatibus nostris Saonæ, ac omnibus, & singulis Officialibus nostris, præsentibus & futuris, ad quos spectat, & spectabit, quatenus easdem Responsiones nostras, & quamlibet earum, pro ut ad litteram jacent absque ulla exceptione fervent, & faciant inviolabiliter observari, contra eas, & contenta in eis quovis modo nequaquam attemptando, nec aliquatiter permittendo sub pæna nostro arbitrio inferenda.

Quorum quidem Capitulorum, & Responsionum nostrarum ad eadem Capitula factarum tenores sequuntur videlicet: Infra scripta sunt Capitula, porrecta Illustrissimo Domino nostro per Ambassadors Communitatis Civitatis Saonæ, requirentes, & supplicantes, ut prælibatus Illustrissimus Dominus noster dignetur ea benigne approbare, & eis gratum responsum adhibere.

Primo quod omnes Franchiæ, Immunitates, & quæcumque Libertates, & Privilegia, quas, & quæ ipsa Saonæ Communitas, Cives, & Habitatores, ac etiam Districuales Saonæ habent, & soliti sunt habere in Civitate, & Districtu Januæ, manteneantur, & conserventur eisdem omnibus prenominationis tam communiter, quam divisim, & quod Conventions alias factæ inter Commune Januæ ex una parte, & inter Commune Saonæ ex alia parte, seu vice, & nomine ipsarum Communitatum, & præfatum factæ sub Anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo primo, die decimo nono Februarii, & sub Anno Domini 1323 die decimo nono Martii, tempore Regis Roberti, ac etiam omnes alias Conventions, & ipsarum omnium Conventionum additiones, & declarationes postmodum factæ inter prædicta Communia, seu vice, & nomine ipsarum Communitatum, sint & esse debeant, ac etiam remaneant, & remanere debeant perpetuo in eisdem forma, esse, sensu, conditione, gradu, statu, & usu, pro ut jacent ad litteram, & sicut fuit, & est ibidem usitatum, & perpetuum roboris firmitatem obtineant, & obtinere

ANNO obtinere debeant in omnibus, & per omnia, pro ut, & sicut in ipsis continetur.

1422. Item, quod omnes Conventiones, & Pacta quaecumque inita, & facta temporibus retroactis, vice & nomine Communitatis, Saonae à sex Annis ultra cum Magnificis Marchionibus de Carreto, seu cum quibusdam aliis Dominis, Communitatibus, Corporibus, Collegiis, & Universitatibus, & ipsis Civitatis privilegia quaecumque sint perpetuo, & esse debeant firmæ, & firma, ac etiam remaneant, & remanere debeant semper, pro ut, & sicut in ipsis continetur.

Item, quod ipsa vestra Saonæ Civitas, & Antiani, & Consilium ipsius Civitatis cum suo universo, & toto Districu cum suis Burgis, & Caltris, Locis, Terris, & Villis possint, & perpetuo valeant se se regere, ordinare, & gubernare eorum more solito, & pro ut ibidem jam longo tempore transacto fuit, & est usitatum, & secundum Statuta, & Privilegia, & Consuetudines ibi consuetas, & consuetas, ac etiam quod Potestates, & ceteri Officiales Saonæ teneantur, & debeant perpetuo administrare Jus, & Iustitiam, regere, summarie judicare, & cetera eorum Officis incumbentia persolvere secundum ipsius Civitatis Leges municipales, seu Statuta factas, fiendas, vel facta, & fienda, ac etiam secundum ordines, consuetudines, & bonos mores ejusdem Civitatis, & in defectu ipsarum, & ipsorum, secundum Leges communes Imperiales, & cum potestate plena addendi ad ipsas Leges Municipales, & ordines corrigendi, & de novo faciendi, pro ut hæcenus ibidem fuit, & est usitatum.

Item, quod ipsum Commune Saonæ, vel aliquis Civis, seu Habitator, ac Districtuales Saonenis nunquam possint, seu valeant civiliter, seu criminaliter trahi ad aliquod iudicium, vel aliter conveniri, seu aliter quoquo modo, per directum vel per indirectum, inquietari, turbari, molestari, aut condemnari extra Civitatem, & Districtum Saonæ, nisi pro ut in Conventionibus Januæ, & Saonæ continetur, immo quod in ipsa Civitate Saonæ trahi ad iudicium, conveniri, condemnari, vel absolvi debeant per Officiales Saonæ, seu per jus dicentes, & reddentes ibidem occasione cujuscumque Causæ Civilis, vel Criminalis impotenter movendæ contra prænominatos, seu contra aliquem ipsorum communiter, vel divisim.

Responsio Domini ad suprascripta quatuor Capitula. Dominus dispositus semper complacere Communitati prædictæ, & eam bene tractare, contentus est quod fiat prout in eis Capitulis continetur, reservata semper potestate præfato Domino addendi, diminuendi, declarandi, & providendi, pro ut ei videbitur.

Item, quod ipsum Commune Saonæ, Cives, vel Habitatores, seu Districtuales aliqui Saonæ nullo tempore per aliquem possint, seu valeant damnificari, ladi, seu quoquoque modo aggravari, vel molestari, directe vel indirecte, aliquibus mutuo, collecta, gabella, novo usu, seu quavis alia impositione, vel exactione, seu gravamine personalis, nisi in illis, in quibus, & pro ut, & sicut in ipsa Civitate Saonæ, & ejus Districtu, seu Territorio fuit, & est consuetum per longas consuetudines retroactas, & per longa tempora ibidem fuit usitatum.

Responsio Domini ad istud quintum Capitulum. Dominus dispositus est dictam Communitatem bene tractare, & eam, quantum poterit, ab oneribus reservare.

Item, quod Potestas, & Castellani, & ceteri omnes Officiales Saonæ in principio eorum regiminis debeant, & teneantur jurare, & jurent observare omnia Capitula Saonæ facta, & fienda, & juxta formam, & tenorem Capitulorum Saonæ, pro ut jacent ad litteram, nullo extraneo intellectu habito.

Responsio Domini ad prædictum sextum Capitulum. Dominus contentus est, quod fiat, pro ut in suprascripto Capitulo continetur respectu Officialium, respectu vero Castellanorum, Dominus vult, quod remaneant in ejus dispositione.

Item, quod ipsi omnes prænominati Officiales sint, & esse debeant Ghibellini, ac debeant, & etiam præcise teneantur manutenere, & tenere, ac etiam observare Partem Ghibellinam in Civitate, posse, & Districtu Saonæ, & ejus Districtu aliquod Officium exercere, seu obtinere aliquam Castellariam.

Responsio Domini ad prædictum septimum Capitulum. Apud Deum non est exceptio personarum, nec etiam Dominus intendit apud ipsum esse, ideo providet circa contenta in Capitulo per modum, quo poterit merito contentari.

Item, quod prædicti omnes Officiales in fine eorum

TOM. II. PART. II.

Officii succedant, & debeant succedere semper in Civitate Saonæ, pro ut, & sicut ibidem fuit usitatum, & consuetum per longa tempora, & juxta tenorem Capitulorum Saonæ factorum, fiendorumque.

Responsio Domini ad prædictum octavum Capitulum. Dominus contentus est, quod fiat, pro ut in ipso Capitulo continetur.

Item, quod prælibata Dominatio velit, & dignetur manutenere, & perpetuo defendere effectualiter cum ipsis Inclytæ Dominationis armis, ingeniis, gentibus armigeris tam equestribus, quam pedestribus, & ejus propriis sumptibus, ipsum Commune, & Homines Districtuales, Feudatarios, seu Vassallos Saonæ à quibuscumque inimicis, & contra quoscumque enulos Guerram, seu Bellum quommodocumque, & qualitercumque impotenter moventibus, & moventes in futurum contra ipsorum Commune, Homines, Vassallos, ac Districtuales Saonenis, & quod ipsis Communitati, Hominibus, Districtualibus, & Feudatariis Saonæ eadem Inclytæ Dominatio auxiliabitur, & favorem præbebit, & opem juxta ipsius prælibatæ Dominationis suum posse, & possibilitatem.

Responsio Domini ad prædictum nonum Capitulum. Dominus considerans contenta in prædicto Capitulo ad eum pertinere, & dispositus dictam Civitatem conferre, exigente quocumque casu, providet pro ut ei videbitur convenire, & fuerit opportunum.

Item, quod ipsum Commune, Homines, Districtuales, & Vassalli Saonæ perpetuo sint liberi, franchi, & immunes tam in ere, quam in Personis in quibuscumque Civitatibus, Locis, & Terris, tam in Mari, quam in Terra, in quibus, & prout, & sicut soliti sunt esse, ubicumque habere, & tenere.

Responsio Domini ad prædictum decimum Capitulum. Dominus, quantum cum Iusticia, & honore poterit, semper favebit, ut Franchisia, & Immunitates, & Libertates, de quibus in Capitulo fit mentio, dictæ Communitati observentur.

Item, quod prælibata Dominatio velit, & dignetur ordinare, providere, & per modum congruum adhiberi velle, quod nonnulli Cives, seu Districtuales, & Habitatores Saonæ possint, & effectualiter valeant habere, & consequi à Spectabili Domina Maria relicta quondam Domini Antonii ex Marchionibus de Carreto Tutrice, Curatrice, seu Gubernatrice Johannis Bertholomei Filii ipsorum jugalium quasdam Pecuniarum quantitates, quas ipsi prænominati habere, & recipere debent juridice, & debito modo à prænominatis Domina Maria, & Johanne Bertholomeo, quia alias ipsi Cives solverunt fidejussorio nomine ipsius quondam Domini Antonii quasdam Pecuniarum quantitates aliis quibus creditoribus ipsius, ac etiam sæpe sæpius ad instantiam prædictorum Civium prædicta Domina Maria fuit requisita, quatenus satisfacere velit ipsis, quæ semper renuit, & recusat, immo, quod deterius est, trufatur de ipsis, licet contra Deum, Jus, & Iusticiam. Quare super præmissis dignetur eadem devotissima Dominatio de remedio opportuno providere velle, & in Mandatis dare, & præcipere Magnificis Dominis Gubernatoribus vestris Civitatis Januæ, ac Spectabili Domino Potestati Saonæ, & in, & super præmissis operentur, & taliter faciant, brevius quam poterunt, & efficacius quod ipsi prænominati Cives habeant, consequantur, & consequi possint omne illud, & quicquid à prædicta Domina Maria dicto nomine habere, & recipere debent, vel aliter provideatur, pro ut, & sicut videatur expediens eidem vestræ Celsitudini.

Responsio Domini ad prædictum undecimum Capitulum. Dominus favorabilis erit tam per ejus Litteras, quam alio quocumque honesto modo, quod Cives, & Districtuales Saonæ suum debitum consequantur à Domina Maria in Capitulo nominata.

Item, velit, & dignetur eadem vestra Metuendissima Dominatio committere, & stricte præcipiendo mandare prælibatis Dominis Gubernatoribus, Potestati, & ceteris quibuscumque Officialibus vestris Januæ, & Saonæ, & omnibus aliis vestris Officialibus præsentibus, & futuris, & per vestras Litteras Patentes his præsentibus annexas, quatenus inviolabiliter, & perpetuo observent, & observari faciant, curent, effectualiter, & omnino debeant omnia, & quæcumque Capitula suprascripta cum eorum vestris Responsionibus, ac etiam quod manuteneant, & protegant, & defendant Commune, Cives, & Districtuales Saonæ à Communitate, Duganeris, seu Pedaggiis Januæ, & observent, & observari faciant Conventiones inter ipsa Communita, seu nomine, & vice ipsarum Communitatum factas, præsertim sub Anno Domini millesimo ducentesimo quin-

ANNO
1422.

ANNO quinquagesimo primo, & sub millesimo tercentesimo trigesimo secundo, pro ut jacent ad litteram, nullo extraneo intellectu subaudito, & in nullo attentant, seu attentari valent, vel præsumant violare, corrumpere, vel annullare prædicta Capitula, seu prædictas Conventions, immò observent, & faciant observari in omnibus, & per omnia, pro ut, & sicut in ipsis omnibus, & singulis continetur.

Responsio Domini ad istud ultimum Capitulum. Dominus dispositus dicam Communitatem per suos semper bene tractari favorabiliter imponit futuris Præfidentibus, & Officialibus Janue, & Saonæ juxta requisita per seriem ipsius Capituli. In quorum Testimonium presentes fieri, & registrari jussimus, nostrique Sigilli appensione muniri. Datum Galatie die xviii. Martii M. CCCC. XXII. Indictione quinta decima.

Signatum, JOHANNES FRANCISCUS.

Extrada fuit præfusa Copia à Registro inscripto sub Litteris D. D. Ducis PHILIPPI MARIE ANGLI Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani, in papiro scripto. Datam Mediolani die trigesima mensis Octobris Anni 1719.

Examinavit JOHANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivii Officialis.

CVI.

3. Sept. Privilegium à SIGISMUNDO Romanorum Imperatore, RABANO Episcopo Spirenſi indultum, ut in suis & dicti Episcopatus Diocesis Castellæ & Munitiones extruere queat, cum rescissione & annullatione contrariorum Privilegiorum cuicunque in Imperio jam jam collatorum aut deinceps conferendorum. Datum Norimbergæ die Jovis post Ferias S. Agidii Anno 1422. [JULII BELLI Laurea Austriaca. Lib. II. pag. 81.]

NOs SIGISMUNDUS, Dei gratia Romanorum Imperator, semper Augustus, Hungaria, Boemia, Dalmatia, Croatia, &c. Rex, omnibus qui has legent, aut legi audient, notum facimus, & testamur, Quandoquidem à Deo constituti sumus, ut unumquemque in pace, & quietà bonorum suorum possessione conservemus, id vero ubique præstare non possumus, nec impedire, quo minus quibusdam interdum à male feriatis hominibus vis inferatur, atque ideo cujus merito imprimis Principibus, ac Dominis, tam Ecclesiasticis quam Politicis, permittere debemus, ut omnem vim atque injuriam à se propulsent, & se, ac Subditos, cum his qui habent, teneant, ob eam causam cum perpendifsemus, Episcopatum Spirenſem esse amplum Principatum, & insigne Membrum S. R. Imperii multis aliis Principibus, Dominis, & Regionibus, in quibus sæpe dissidia, tumultus, & bella oriuntur, finitimum: & Reverendum Rabanum Episcopum Spirenſem, dilectum nostrum Principem, & Consiliarium, nobis, & S. Rom. Imperio multoties fidelem, atque utilem operam navasse, quod ipse, & Successores ejus Episcopi Spirenſes deinceps, quoque facere debeant, & possint, Nos ex consilio nostrorum Principum, Comitum, Dominorum, & aliorum nobis devotorum, pro nobis, & nostris in Romano Imperio, ac Regno Successoribus supra dicto Rabano, & Successoribus ipsis Episcopis Spirenſibus, ex certa scientia, & plenitudine Castellæ ac Regiæ potestatis, his præsentibus concessisse, permisisse, & indulgisse, concedere, permittere, & indulgere, ut in suis, & modo dicti Episcopatus Diocesis, & finibus, quocunque locorum, ubi ipsis necessarium, aut opportunum videbitur, in nostro, & Imperii, quod à nobis lege clientelari acceperunt, aut proprio Episcopatus Territorio, nova Castellæ, aliæque ædificia, fossas, lapidibus, moenibus, turribus, atque aliâ ratione firmata, vel per se, vel per suos Præfectos, aliosve quibus id demandabunt, moliri, extruere, & perficere, & eam jam destructa fuerunt reparare, atque amplificare possint, nullo ipsis à nobis, nostris Successoribus in Imperio, aut quocunque alio impedimento obiecto. Ac si quod forte aliud Privilegium, aut Beneficium, quod huic adversetur, antehac à nobis, aut nostris in Imperio Antecessoribus cuicunque in Imperio, cujuscunque status, ordinis, aut conditionis sit, aut alicui Civitati, & Rei-

publ. nominatim autem nobis dilectis, & fidelibus Consulibus, & Senatoribus Urbis Spirenſis, collatum fuisset, aut deinceps conferretur, illud prædicto Rabano, ejusdemque Successoribus Episcopis, & Episcopatu Spirenſi nihil derogabit: nam tale Privilegium, & Beneficium, quatenus modo dicto Rabano, ipsis Successoribus Episcopis, & Episcopatu Spirenſi derogabit ipso jure, & ex Castellæ ac Regiæ potestatis plenitudine, hoc & omni tempore prorsus abolimus, rescindimus, & antiquamus, utque irritum, & nullum viri in sit volumus. Quapropter omnibus, & singulis Electoribus, Principibus, Comitibus, Dominis, Baronibus, Equitibus, Nobilibus, Civitatibus, & Pagis, aliisque Nobis & Imperio subjectis, atque addictis, imprimis vero supra nominatis Consulibus, & Senatoribus, Civitatis Spirenſis imperamus, ne ullam prædicto Rabano & Successoribus ipsis, Episcopis Spirenſibus contra nostrum hoc ipsis concessum Privilegium, Beneficium, Gratiam, & Indulgentiam negotium facessant, aut ipsos in ejusmodi opere, quale supra descriptum fuit, ullo modo interpellent, nisi in nostram & S. Rom. Imperii gravem indignationem incurrere velint. Qui contra fecerit, cujuscunque status, ordinis aut conditionis fuerit, præter nostram, & Imperii indignationem pena quinquaginta Marcharum auri puri, quotiescunque hoc nostrum mandatum infringet, multabitur: quarum quindim pars Regio nostro Fisco, altera prædicto Rabano, aut Episcopis Successoribus ipsis, & Episcopatu Spirenſi cedet. In cujus rei fidem Sigillum nostrum Regium his apponi curavimus. Dat. Norimbergæ Anno à Christo nato millesimo quatuagesimo vigesimo secundo, die Jovis post Ferias S. Agidii, Regni nostri Hungarici Anno trigesimo sexto, Romani duodecimo, & Boemici tertio.

CVII.

Lettres de CONRAD BAYER Evêque de Metz, par lesquelles il promet & s'engage à CHARLES Duc de Lorraine & Marchis, de ne rien faire ou entreprendre contre lui, soit par ses Places, Villes, Hommes ou Sujets, & de n'y point recevoir ses Ennemis; même de ne se point démettre de son Evêché, & de n'en point aliéner ou engager les Terres & Seigneuries, sans obliger premièrement ceux avec qui il en traiteroit de conserver au Duc tous ses Droits. Le 20. Novembre 1422. [La Véritable Origine des Maisons d'Alface, de Lorraine, & d'Austriche. pag. 181. Tiré des Archives de Lorraine.]

ANNO 1422.

20. Nov.

NOus Conrad Beyer, par la grâce de Dieu & du Saint Siege de Rome Evêque de Metz, faisons sçavoir à tous que pour nourrir plus grand Paix, & plus grande Amour entre Monseigneur CHARLES Duc de Lorraine & Marchis, ses Terres, Pays & Seigneurie, d'une part, & entre nous & nostre Evêché de Metz d'autre part. Avons pour nous & nostre dite Evêché, accordé, promis & creanté les choses que cy apres s'ensuivent. Premier avons accordé, promis & creanté, & par ces presentes accordons, promettons & creantons, que nous toute nostre vie durant entant que nous serons Evêque de Metz, ne voulons, devons, ne poons estre à l'encontre de mondit Seigneur de Lorraine, ses bonnes Villes & Forteresses, ses Terres, Pays & Seigneuries, par nous, nos Hommes, Subjets, nos bonnes Villes, & Forteresses par Guerres, par receps ne autrement, par œuvre de fait en quelconque maniere que ce soit sans malengin. Et s'il advenoit que aucuns des hommes subgez de mondit Seigneur de Lorraine volussent faire ou fissent aucune poursuite par œuvres de fait à l'encontre de nous & de nostre dite Evêché, & mondit Seigneur ne les peust tenir en Justice & en raison, ou qu'ilz heussent affaire à nous, & qu'ilz feussent deffailant de venir à droict & à raison. En ce cas n'entendons point que nous & nostre dite Evêché ne nous puissions revengier & faire poursuite à l'encontre desdits hommes, sans que les promesses que nous avons fait & faisons par ces presentes à mondit Seigneur en fussent de rien enfreintes en maniere que fuit pour adonquer ce avançoit, ne ou temps advenir, & tout sans malengin. Item, avons accordé, promis & creanté par la maniere que dessus, que s'il advenoit que nous fuissions fuer de nostre dite Evêché par quelque maniere que ce fuit,

ANNO
1422.

fuist, fuist par renuntiation, par Vulaigiere, par eschange ou autrement, ou que nous mettissions aucunes de nos bonnes Villes, Fortereses ou Membre de nostre-dite Eveschie de Mets en la main d'aucuns cui qu'il fuist, ou cui qu'ils fuissent, nous ne les pourrions faire jusques ad ce que cil ou ceulx en cui mains que se ferieus averoit ou averoient promis, jurei & creantei par bonnes Lettres envers mondit Seigneur de Lorraine, qu'ils ne le boutteront point fuer, lui, ses Hoirs, ne ayant cause des Vuaigies qu'il tient de nostre-dit Eveschie de Mets, & qu'ils l'y tanroient à lui, ses hoirs, ou ayans cause; toutes les Lettres desdites Vuaigies selon le contenu d'icelles, sans les enfreindre aucunement. Ne aussi que cil ou ceulx es mains de qui nous ferieus lesdites Renuntiation, Eschanges ou Vualigiere ne creantissent & prometissent d'avoir & tenir ferme & estable à mondit Seigneur toute la vie durant l'admodiation que nous l'y avons fait de nos Salines par nos Lettres faictes du jour & date de ses presentes, & selon la forme & contenu d'icelles sans point aller au contraire en meniere que se soit. Si avons nous Conrauld Beyer Evesque de Mets dessusdit, promis & promettions par cesdites presentes bonnement, loialement en vraies parolles d'Evesque & sur nostre honneur, tenir & avoir fermes & estables toutes les choses dessus dites: & une chacune d'icelles tout par la forme & maniere qu'il est cy dessus devisé & escript, sans aller, faire, ne souffrir aller au contraire, en recort ne en appert en quelconque meniere que se soit ou que puisse estre. En signe de verité nous avons fait mettre nostre Seiel pendant en cesdites presentes, & avons prie & requis à nos bien amez Frere & Cousin Messire Thiedrich Beyer de Boppart Chevallier, nostre Frere Jehan Sire de Haffonville, Ferry de Parroie, & Hanry Houffe nos Coullins que veulent meestre leur Seielz en ces presentes avec le nostre pour tesmoignage. Et nous Thiedrich Beyer Chevallier, Jehan Sire de Haffonville, Ferry de Parroie, & Henry Houffe dessusdis, à la priere & requeste de Reverend Pere en Dieu & Seigneur ledit Monseigneur Conrauld Evesque de Mets, avons mis nos propres Seielz pendans à cesdites presentes avec le sien Seiel pour cause de tesmoignage. Que furent faictes l'an de grace nostre Seigneur mil quatre cens & vingt-dous, le vingtiesme jour du mois de Novembre. Seielles de cinq Seielz, le premier de cire rouge; & les autres de cire verte sur doubles queues.

CVIII.

1423. *Traité de Ligue entre JEAN Duc de Betfort Regent du Royaume de France, PHILIPPE LE BON Duc de Bourgogne, & JEAN Duc de Bretagne, le 17. Avril 1423.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 337.]

17. Avril.

ANNO
1423.
FRANCE,
BOURGOGNE,
BRETAGNE.

JEAN Regent le Royaume de France, Duc de Betfort, & PHILIPPE Duc de Bourgogne, & JEAN Duc de Bretagne &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que pour consideration des grandz Amitez & prochaineté de Lignage, qui ja sont entre nous & moyennant les Mariages concludz, accordez & fermez entre nous Jean Regent Duc de Betfort, & de nostre tres chere & tres amee Sœur & Cousine Marguerite de Bourgogne d'autre part; & pour le bien general de Monsieur le Roy, & de ses Royaumes de France & d'Angleterre, de nous & de nos Seigneuries, Terres, Pays, & Subjeetz, nous & un chacun de nous jurons & promettons estre & demourer, tant comme nous vivrons, en bonne vraye amour, fraternité & union les uns avec les autres, & nous aimerons, comme Freres & bons Amis, garderons & defendrons l'honneur l'un de l'autre, tant en couvert, comme en apert, sans dissimulation quelconque. Advertirons l'un l'autre de tout ce que nous sçaurons & entendrons estre au profit & dommage, honneur & deshonneur l'un de l'autre & de nos Seigneuries, Terres, Pays, Subjeetz, & si aucun ou aucuns nous faisoient rapport mauvais l'un de l'autre, n'y ajouterons aucune foy, mais retiendrons seurement par devers nous chacun endroict foy ceux, qui telz rapportz auront faictz & par bonne amour & vraye charité le ferons incontinent sçavoir à celui, duquel on nous avoit faict tel rapport, pour en faire ainsi, qu'il apparatiendra par raison.

2. Item, se nous ou aucun de nous avons à faire & besongner pour nostre honneur, nos Pays, Terres &

Seigneuries garder & defendre allencontre d'aucuns autres, qui grever ou dommager nous voulsissent, & chacun de nous, serons tenus d'ayder & servir celui d'entre nous, qui a besongner en aura, si requis en sommes, de cinq cens hommes d'Armes & Gens de traict à l'advenant, lequel mieux plaira à celui, qui en aura à besongner; & sera tenu celui, qui sera requis, soulvoyer ses gens à ses despens. Et se plus grand puissance aucun de nous veut avoir, celui qui en sera requis, sera tenu d'en aider aus despens du requerant le plus avant, que bonnement pourront les Pays raisonnablement fournir.

3. Item, que de toute nostre puissance, par toutes les meilleures voyes & maniere, que sçaurons adviser pour le relevement du pauvre Peuple de ce Royaume, qui tant a souffert, & souffre de miseres & pauvreté; Nous nous employerons à bouter la Guerre hors iceluy Royaume, & le mettre en paix & tranquillité, afin que Dieu y soit servy & honoré, & que marchandise & labourage y puisse avoir cours.

4. Toutes lesquelles choses nous & chacun de nous promettons en parolles de Princes, faire tenir & accomplir, tant comme nous vivrons, par la maniere dessus dite sans jamais faire ne venir aucun contraire en quelconque maniere que ce soit, sous l'obligation de tous nos biens presens & à venir. En tesmoign de ce nous avons fait mettre nos Seaux à ces presentes, & les avons signées de nos propres mains, & sousscriptz nos propres noms. Donné à Amiens, le dix-septiesme jour d'Avril, l'an de grace mil quatre cens vingt trois. Ainsi signé, JEAN DUC DE BETFORT, PHILIPPE DE BOURGOGNE, JEAN DE BRETAGNE.

CIX.

Second Testament de CHARLES Duc de Lorraine 1424.

ne & Marchis, par lequel il dispose de quelques Biens & de quelques Sommes en faveur de ses Enfants Bâtards, de ses Amis & Serviteurs, & de quelques Eglises ou Convents; après quoi il declare que si sa Fille aînée ISABELLE de Lorraine vient à mourir sans Enfants, la Succession au Duché de Lorraine passera à sa Fille cadette CATHERINE de Lorraine, & que si elle venoit pareillement à mourir sans Enfants, le Duché sera remis es mains des Chevaliers, Escuyers, & des bonnes Villes du País; pour en disposer selon que lui CHARLES l'aurait ordonné. Fait le 11. Janvier 1424. [La véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, & d'Autriche. Aux Preuves. pag. 182. Tiré des Archives de Lorraine. D'où l'on a pris cette Pièce, qui se trouve aussi dans BALEICOURT, Traité Histor. & Critique sur l'Origine & la Généalogie de la Maison de Lorraine. Aux Preuves. pag. clvj.]

En nom du Pere & du Fils, & du Saint Esprit, Amen.

NOUS CHARLES Duc de Lorraine & Marchis, en nostre boin sens, memoire & entendement, santé & convalescence de nostre corps, la mercy de nostre Seigneur, attendant & considerant que c'est chose moult certaine de la mort & trespas de cest siecle; car toutes choses humaines & autres tendent à fin & corruption, aussi que c'est chose à nous tres-incertaine que de l'heure & moment de la mort; afin que ne soyons prevenus, & que le Pelerinage transitoire & decourant que faisons en cet siecle en militant ne soit frustré & ne tourne au contraire de nostre salut, ainçois puissions par iceluy moyennant la grace nostre Seigneur, parvenir à l'estat & remission promise aus Saints Patriarches & Prophetes Abraham, & autres en l'Eglise Triomphant qu'est finalement la bienheureuse gloire du Royaume de Paradis, des biens que le benoist Fils de Dieu nous a prestez en cest mortel siecle, meubles & immeubles; en luy en rendant graces & mercy. Faisons & ordonnons nostre Testament, ordonnance & darrenie volonté en la maniere que s'ensuit. Premier rendons nostre ame à Dieu nostre Createur, qui par sa grace & pitié l'a faicte & formée à son ymage & semblance, & de son precieux Sang l'a des

ANNO
1423.

11. Janv.

ANNO
1424.

penes d'Enfer rachetée, à la glorieuse Vierge Marie la Mere, à tous Saints & Saintes, Anges & Archanges, & à toute la Cour de Paradis. Apres eussions nostre sepulture en nostre Eglise Collegiale de Saint Georges de Nancy, en nostre Chappelle de nostre Dame, à l'entrée du Cœur, que y avons fondé & édifié au lieu à ce ordonné. Item, voulons & ordonnons que toutes nos debtes soient payez & nos forsais amendez. Item, voulons & ordonnons que un annuel soit fait & chanté en nostre Chappelle que avons fondée de nouvel, & trois Messes chacun jour ainsi que ordonné fut apres le trespasement Monsieur & Pere cuis Dieu pardoint, & pour ledit annuel, voulons & nous plaist que Prevost & Chapitre, qui desdites Messes ordonneront, aient tel somme d'Or ou d'Argent, comme nos Exécuteurs ordonneront à avoir, & seront lesdites Messes l'une du Saint Esperit, une de nostre Dame, & une autre de Requiem pour l'ame de nous. Item, s'il advenoit que nous allassions de vie à trespasement par avant nostre cheire & amée Suer & compaignie la Duchesse nostre Femme & Espouse, nous ne voulons mie qu'elle soit tenue de payer nos debtes, car nous voulons & ordonnons que tantost & incontinent apres nostre trespas de cest Siecle, en preigne chacun au sur les premiers deniers de tous les revenus, yssues, profitz & emolument des choties cy apres denommez cinq mil petis viels florins d'Or pour payer nosdits Debtes, & pour rachepreir les Vauigieries qui sont assises sur nos Terres & sur nos Uiaines. C'est assavoir sur nos Salines de Dieuze, chacun au treize cens florins, sur Chastel Salin unze cens, sur Roussieres unze cens, & cinq cens florins sur nostre paisage de Nancy, & mil frans sur ce que on nous doit tous les ans en la Cité de Toul, & ces choses soient faictes par l'Ordonnance de nostre Exécuteurs. Voulons en outre que lesdis cinq mil florins prins tous les ans, comme dit est, jusques à plain paiement & entiere satisfaction de nosdites Debtes, & que aussi les Vauigieries assises sur nos Terres & Uiaines soient toutes rachepreées. Item, voulons & ordonnons que le Testament, ordonnance & dantienne volonté de nostre tres-chier & tres-ami Seigneur & Pere, Monseigneur le Duc JEAN cui Dieu pardoint, de ce que ne seroit excuté, payé & satisfait, qu'il soit plainement excuté & païé selon le contenu d'iceluy. Et premier voulons & ordonnons que on paie & delivre relement & de fait ausdis Prevost & Chapitre de Saint George de Nancy la somme de cinq cens florins d'Or, ou douze gros pour le Florin, qu'il leur donna pour faire son anniversaire chacun an à tousjours. Item, voulons & ordonnons que on paie aussi ausdis Prevost & Chapitre de Saint George, & que on face fin à eulx des chevaux que furent offerts à Saint George le jour de son Service, lesquels ils nous restiterent & n'en eurent riens. Item, voulons & ordonnons que on face fin à ceulx de l'Eglise de Saint Jehan d'Amiens de la Chappelle de mondit Seigneur & Pere, qui leur donna par son Testament, & laquelle ils n'ont mie eue. Item, voulons & ordonnons que on donne & delivre à Hauffbonne ou son ayant cause, & à ses deux Valets de Chambre ce que nostredict Seigneur & Pere leur donna en son Testament. Aussi voulons & ordonnons que on donne & delivre relement & de fait, à tous autres auxquels nostredict Seigneur & Pere aura aucune chose donnée par son Testament dequoy ils ne seroient. Item, Nous pour nous, nos Hoirs, Successeurs & aians cause, donnons pour Dieu & en aumosne pour tousjoursmais en Heritage à l'Hospital que de nouvel avons fait édifier devant nostre Ville de Nancy près la Porte Saint Nicolas douze cents frans de Terre annuelle & perpetuelle, comme il pourra apparoir par les Lettres que sur ce seront faictes. Item, nous pour nous, nos Hoirs, pour Dieu & en aumosne & pour prier pour l'ame de nous à nostre fils Balthard Ferry de Lorraine nostre Chastel de Billestein avec les appartenances & appendances, avec ce, l'y donnons pour nous & nos hoirs, pour tousjoursmais en perpetuïté douze cens Florenes de Terre chacun an, & l'y assignons comme il pourra apparoir par les Lettres sur ce faictes & iceluy Chastel de Billestein, & lesdis douze cens Florenes de Terre, doit tenir & repaire luy & ses Hoirs nez & procreez de son corps en leal Mariage tenra & repaire de nos Hoirs, Successeurs & ayans cause Ducs de Lorraine, ligement & sera ledit Chastel rendoubé & receptable à nos Hoirs, Successeurs, & ayans cause à besloing & sans besloing. Item, donnons pareillement pour Dieu & en aumosne à nostre ami Fils Balthard Jehan

Pillellepille pour tousjoursmais en Heritage & en perpetuïté cens Florenes de Terre, lesquels il tenra & repaire en siez & en hommage Lige de nous, nos Hoirs & ayans cause, & voulons & ordonnons que lesdis douze cens Florenes de Terre données audit Ferry de Lorraine, nos Hoirs, Successeurs & ayans cause, toutes & quantes fois il leur plaira, ils puissent racheter & retraire des mains dudit Ferry, ou de ses Hoirs & ayans cause, parmy payement audit Ferry ou à ses Hoirs, de la somme de quatre mille florins tout à une fois, lequel rachat fait, lesdis douze cens Florenes de Terre revanront & retourneront franchement & sans debait à nos Hoirs, Successeurs & ayans cause, & ledit quatre mil florins seront mis en acquet de Terre au plus pres de nostre Duché ou faire se pourra autre part que en nos Fiezd ou Arriere-fiezd, se dont n'estoit par le consentement de nous ou de nos Hoirs, Successeurs & ayans cause, & icelle Terre acquetée sera tenue par ledit Ferry, & ses Hoirs ou ayans cause en siez & hommage Lige de nos Hoirs, Successeurs & ayans cause Ducs de Lorraine à tousjoursmais: Et pareillement nos Hoirs, Successeurs & ayans cause, toutes & quantes fois il leur plaira, peuvent l'achepter & retraire des mains de nostredict Filz Jehan Pillellepille lesdis cens Florenes de Terre pour & parmy la somme de douze mil florins payant à une fois audit Jehan Pillellepille, ses Hoirs ou ayans cause. Lequel rachat fait lesdis cens Florenes de Terre revanront & retourneront sans debait à nos Hoirs, Successeurs & ayans cause, & lesdis douze mil florins seront mis en acquet de Terre au plus pres de nostre Pais autre part que en nos Fiezd ou Arrierefiedz, se dont n'estoit par la licence de nous ou de nos Hoirs Ducs de Lorraine, Successeurs & ayans cause, & icelle Terre acquetée sera tenue par ledit Jehan en Fiezd & hommage Lige de nous, nos Hoirs Successeurs & ayans cause Ducs de Lorraine. Et se nosdits Enfants Balthard Ferry, & Jehan ou aucuns d'eulx alait de vie à trespasement sans Hoirs de leurs corps nez & procreez en leal Mariage, la Terre qu'ils tenroient de nous comme dit est, revanroit & retourneroit franchement & librement, leuellement & de fait à nos Hoirs, Successeurs & ayans cause Ducs de Lorraine sans debait ou contredit quelconque. Item, donnons pareillement à nostre ami Filz Balthard Ferry de Luneville trois cens florins tant seulement. Item, à Catherine nostre Fille Balthard mil florins pour son Mariage pour une fois tant seulement. Item, donnons à Yabel nostre Fille Balthard demourant à Roussieres six cens florins pour son Mariage pour une fois tant seulement. Item, donnons pour Dieu & en aumosne ausdis Prevost & Chapitre de nostre Eglise Collegiale Saint George de Nancy, cinq cens florins d'Or pour une fois pour acquerir Terre pour faire nostre anniversaire à tousjoursmais au grand Autel, une fois chacun an: C'est à sçavoir au jour que nous trespasserons de cest siecle en la maniere que ce fait chacun an en ladite Eglise pour nostredict Seigneur & Pere. Item, donnons pour Dieu & en aumosne à l'Eglise de Clerieu cent florins pour une fois pour mettre en reparation en ladite Eglise au plus nécessaire que faire se pourra, & pour estre participans à tousjoursmais de tous les biensfaicts, Messes, Prières & Oraisons qui se feront en ladite Eglise. Item, pareillement cent florins à l'Eglise des Prachereffes de Nancy. Item, pareillement cinquante florins à la Prieuré de nostre Dame de Nancy. Item, pareillement cinquante florins à nostre Dame de Longwey. Item, pareillement cent florins au Convent des Freres Prachours de Toul. Item, pareillement cent florins aux Sœurs Cordelières de Neufchastel. Item, pareillement cinquante florins aux Cordelières de Neufchastel. Item, pareillement cent florins à Suer Collette Cordelière pour les mettre en quel Eglise de son Ordre il luy plaira & qu'il li semblera estre mieulx employez: & s'il estoit moins de ladite Suer Collette, nous donnons iceulx cent florins à celle qui seroit en son lieu Maistresse, pour les mettre comme dit est. Item, voulons & ordonnons que nos mesnages & servans soient payez & satisfaitz selon l'Ordonnance de nos Exécuteurs. C'est à sçavoir de tous nos Servans Esclayers de nostre Hostel, Secretaires, Officiers & tous nos autres Serviteurs de quelque estat qu'ils soient. Item, nous pour nous, nos Hoirs, Successeurs & ayans cause, donnons pour Dieu & en aumosne pour tousjoursmais en Heritage & en perpetuïté à Allison May pour elle & ses Sœurs apres elle & pour leurs Hoirs nez & procreez de leurs corps en leal Mariage la Maison & Graine où elles demourent, avec tous

ANNO
1424.

ANNO
1424.

les usnaires devant derrier, de costé & de toutes pars, du long, du large, ainsi comme elles fe contiennent hault & bas, sans icelle Grainge en nostre Ville de Nancy en la rue de la Bordiere quand à la partie devant, & par derrier, seant & ayant yssue en la rue du Moulin, entre une maison qui est à Messire Thies-sellin Aulmosnier de Saint George de Nancy qui joint à Aignan le Tanour son grand Pere d'une part, & une Maison que suit Jehan Morel le Tannoux, que tient à present Hufion d'Essey en la rue de la Bordiere d'autre part, & darrier en la rue du Moulin entre la maison Mongin Chichon d'une part, & ledit Messire Thies-sellin qui suit ledit Aignard son grand Pere d'autre part. Item, donnons encor à ladite Alizon tous les meubles oudit Hostel : C'est assavoir liets, lin-cens, couvertures, nappes, touailles, crevechiez, peles & pos de cuivre, d'arrain & d'estain, plas, escuilles, grandes & petites, bans, formes, chueres, vaxelles, jaulx d'Or, d'Argent, & autres meubles quelconques sans rien excepter ne retenir, & de ce voulons & ordonnons qu'elle en a bonnes autres Lettres à part de darte & suivant la darte de cest nostre present Testament, Ordonnance & derrenne volentei. Item, voulons & ordonnons que nostre tres-cher & tres-ame Filz René d'Anjou, Duc de Bar, Marquis du Pont, Comte de Guise, à present Marit & Espous de nostre tres chere & tres-ame Fille ainsée YSABEL de Lorraine avant qu'il entre apres nostre trespas en la Seignorie & en la possession de nostre Duchie, qu'il face serement à nos Chevaliers & Escuyers & à chacune de nos bonnes Villes que bonnement & loyalemt il gouvernera nostre Pays tant comme il en sera Duc & Seigneur, & que s'il advenoit, ce que Dieu ne vueille, que nostre-dite Fille ainsée la Femme alast de vie à trespassement paravant nostre-dit Filz de Bar sans delaixier Hoirs nez & procreez d'eulx dous ensemble en loyal Marriage, voulons & ordonnons qu'il face serement que se ledit cas advenoit, il se departira incontinent & debvra departir sur fondit serement de la Seignourie & Duchie, & rendra franchement & entierement sans debat ou contredit quelconques tout nostre Pays, Duchie, Seignourie & Principerie de Lorraine, toutes nos Vuardes, tous Fiez, Arrierfez, toutes Vauigieres & aussi toutes & singulieres Vauigieres que seroient rachetées appartenant à nostre Duchie, ou estans d'autres Seigneuries mises en Vauige de par nous ou nos Predecesseurs, sans rien n'y acquies retenir en maniere que ce soit ou puisse estre, & s'en departir nelement & de fait & s'en devra departir & les delivra à nos autres Hoirs. C'est assavoir à nostre tres-chere & tres-ame Fille mainsnée CATHERINE de Lorraine Marquise de Baude, fe elle survit, ou à ses Enfants ou Enfant nez & procrez d'elle en leal mariage. Et se elle estoit allée de vie à trespassement sans delaixier Hoirs de son corps delivra ladite Seignourie & Duchie en la main de nos Chevaliers Escuyers & de nos bonnes Villes, lesquels la mettront en la main de ceux ou que nous l'averons ordonné, & icelle nostre Duchie, Pays & Seignourie delivra folne quitte & paisible, & telle comme la regions au jour de la consécration de ces presentes, & ne doit point entrer en nostre tresor luy ne autre pour luy quelconques affaires que ce soit, ne pour quelconques besoning que on en eut, & s'il advenoit que on eut affaire d'aucunes Lettres de nostre-dit Tresor pour le fait de nostre-dit Pays de Lorraine, oudit cas le Prevost de Saint George ou dous Chanoines des plus fousfians de ladite Eglise, tous iceulx natifs de nostre Pays que devront garder & garderont les clefs dudit Tresor, devront aller audit Tresor & querir les Lettres qu'il leur besoning d'avoir, icelles monstrier, & eulx ou aucuns d'eulx s'il est besoning les doit porter ou qu'il sera necessité, & les rapporter & les mettre arriere oudit Tresor, & ainsi toutes & que antefois que le cas y elcherra, encore devra jurer qu'il ne mettera nuls debas, empeschement ou contredit, ne souffra mettre, mais tana & fera tenir bonnement & loyalemt tout le contenu de nostre-dit Testament & souffra à panre chacun un cinq mil petis Florins viez sur les revenus des choses dessusdites pour payer nos debtes & racheter nos Vauigieres que nous devons, par la maniere que dit est : Et jurera aussi qu'il ne mettra nulz debas à l'accomplissement de cest present nostre Testament ne de quelconque partie d'iceluy, aincois fera toute fa puissance & tout son leal poir d'aider & de faire accomplir & assevir de point en point cest nostre present Testament, comme dessus est dit, sans nul malengin quelconque. Aussi voulons & ordonnons que s'il advenoit que nostre-dit Beau-filz

de Bar & nostre-dite Fille eussent Hoirs males procreez d'eulx en leal Marriage, que Hoir male feist serment avant qu'il entra en la Seignourie & Duchie de Lorraine, tout pareil comme il est cy dessus contenu. Aussi se de nosdits Enfants avient Filles nées & procrees d'eux dous ensemble en leal Marriage, Nous voulons & ordonnons que les Maris d'elles, avant qu'ils entraient en la Seignourie & Duchie de nostre-dit Pays, qu'ils fissent le serment tout pareillement, que nostre-dit Fils de Bar a fait, & comme il est cy dessus contenu. Item, nous nommons & eslisons pour nos Excutours nostre tres chiere & tres-ame Suer & Compaigne Dame MARGUERITE de Baviere Duchesse de Lorraine & Marquise nostre Femme & Espouse, & nostre tres-cher & tres-ame Fils JACQUOT DE BAUDE en main desquelz & de chacun d'eulx nous avons mis & mettons dès maintenant & pour adonques, toutes nos Terres, Pays & Seigneuries, & autres biens meubles & immeubles, presens & avenir, par tout, & spécialement deux mil viez Florins d'Or que nostre tres-cher & tres-ame Cousin le Duc des Mons nous doit payer à cette prochaine Pasques Communiant, pour parfaire, assevir & accomplir tout le contenu de cest nostre present Testament, Ordonnance & derrenne volentei, ainsi comme faire puent bons & loyaux Excutours. Et fe l'un d'eulx ne poivoit ou vouloit entendre, ou paire le fait & la charge de cest nostre present Testament, Ordonnance & derrenne volentei executer & accomplir plaimement ainsi que dessus est dit. Il nous plaist que celui qui ledit fait & charge entreprenroit pour cest nostre Testament assevir, aye toute puissance de l'assevir & accomplir comme ils avoient entre dous ensemble, en mettant en fa main toute la Seignourie, profits & revenus de nostre-dit Duchie & Pays jusque ad ce que nostre Testament & derrenne volentei sera accomplie & assevie entierement au mieux & au plus lealment que faire ce doit & que nous les en avons encheriez, & à eulx en avons la fiance. Nous revoquons & rappellons tous autres Testaments, Codicils & Ordonnances que nous pourrions avoir faicte devant la darte de celsuy. Et voulons que cet nostre present Testament soit de force & de valour par tout la meillour maniere que Testament peut & doit mieux valoir par Droit escript & non escript, par Us ou Coutume de Pays, & pourtant que cet nostre present Testament soit plus valable & plus grande force & valour l'avons fait sceller de nostre grand Seel pendant & avons prie à nostre tres-cher & tres-ame Fils RENÉ d'ANJOU, Duc de Bar, Marquis du Pont, Comte de Guise, Mary & Espoux nostre tres chiere Fille ainsée YSABEL de Lorraine, qu'il vueille faire mettre son Seel pendant à ces presentes, avec le nostre pour aider de son Seel & poir, à accomplir & assevir les choses dessusdites, & chacunes d'icelles. Icelles tenir & faire tenir de point en point sans contrevenir en maniere que ce soit. Et nous René d'Anjou Duc dessusdit à la priere & requeste de nostre devant dit tres cher Seigneur & Pere, Avons promis & promettons par ces presentes par la foy de nostre corps sur ce donnée corporellement en lieu de serment sur le peril de nostre ame & sur nostre honneur de tenir & faire tenir tout ledit Testament de point en point sans riens ne acquies excepter. Et en signe & tesmoingnage de ce avons fait mettre nostre Seel à ces presentes, que furent faictees le uniesme jour du mois de Janvier l'an mil quatre cens, & vingt & quatre. *Es au dessous est escript: Par Monsieur le Duc. Signé, DOMINIQUE, Monsieur le Duc de BAR, ROBERT DE HAROWEL, & autres presens. Signé, OURRIOT, scellées de deux Seels de cire verte & rouge sur doubles queueis.*

CX.

Traité d'Alliance entre CHARLES VII. Roi 17. Fevr. de France, & PHILIPPE MARIE Duc de Milan. Fait le 17. Février 1424. [G. G. FRANCOIS LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 338.]

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis, Amen.

QUANTA & quàm magna dilectio & indelebilis amicitia fuerit inter Serenissimum Principem & Christianissimum & Excellentissimum Dominum Dominum CAROLUM nunc Regem Francorum suosque Progenitores; & Illustrissimum Principem & Excel-

ANNO
1424.

ANNO
1424.

cellentissimum Dominum Dominum PHILIPPUM MARIAM Anglum Ducem Mediolani, Papie, Anglerieque Comitem & Janus Dominum, Progenitoresque suos, retroactis temporibus enutrita, & quam nectum cultus amoris, sed & sanguinis vinculum firmavit & radicavit, non expedit memorare; tanta enim & sic altisona diu fuit illa prefatorum Dominorum benevolentia & conjunctio sanguinis & amoris, ut facilis ab hominum mentibus comprehendi possit, quam ullâ oratione aut Literis explicari; & quia tanti Principes & Domini cupiunt, nec immerito, antiquam amoris & generis unitatem puro & sincero mentis affectu consilire, imò verius augeri, Altissimo concedente.

2. Pateat univerfis & singulis hanc paginam inspecturis, quod Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo vigesimo quarto, Indictione secundâ secundum stilum & consuetudinem Mediolani, die Jovis decima septima mensis Februarii, Reverendus in Christo Pater & Dominus Arduus Abbas Monasterii Sancti Antonii Viennensis Diocesis, Procurator & Procuratorio nomine prelibati Domini Regis, cum Advocato Venerabili Magistro Petro Salvage juxta tenorem Regii Mandati infrascripti, de cujus Mandato constat Literis Patentibus ejusdem Domini Regis Sigillo Regio pendenti munitis, iidem lectis, ostentis & visis infra scripti tenoris, pro prefato Domino Rege & nomine suo, & nomine & vice Filiorum & Heredum suorum, ac pro omnibus Civitatibus, Terris, Castris, & Locis, quas & quæ idem Dominus Rex & ejus Filius Dalphinus tenent & possident, & eos tenere & possidere in futurum contingeret, nec non pro omnibus Subditis & fidelibus, quos idem Dominus Rex habebit, pro omnibus quoque Adherentibus & Colligatis ejus inferius declaratis ex parte una, & Spectabilis Conradinus de Capitanis & Vicomercato, Natus quondam Nobilis & Egregii Domini Thomæ Civis Mediolani Porte Cumanæ Parochia Sancti Thomæ in Therramara, Confiarius ac Secretarius prefati Domini Ducis, ut constat publico Instrumento illius Mandati hodie paulo ante per me Notarium infra scriptum confecto tenoris infra scripti, pro seipso Domino Duce & nomine suo, ac nomine & vice Filiorum & Heredum suorum, se illius quem legitimerit & habilitaverit, aut legitimerit & habilitabit ad ejus Successionem & Hereditatem, de cujus quidem legitimatione & habilitatione facta vel fienda per prefatum Dominum Ducem constat publico & authentico Documento Sigillo suo magno Ducali sigillato, ac pro omnibus Civitatibus, Terris, Castris & Locis, quos & quæ tenet & possidet, & eum tenere & possidere in futurum contingeret, nec non pro omnibus Subditis & fidelibus, quos idem Dominus Dux habet & in futuro habebit, pro omnibus quoque Adherentibus & Colligatis ejus inferius declaratis, ex parte altera.

3. Ad laudem & gloriam Omnipotentis Dei, & totius Curie Cœlestis, ad honorem, conservationem, & bonum prefatorum Dominorum Regis & Ducis, ac eorum & utriusque eorum Domini & Status, harum ferè fecerunt, inierunt, celebrant, & concluderunt, & faciunt, ineunt, celebrant & concludunt bonam, veram, firmam, realem, solidam & perfectam Ligam, Confederationem, Unionem & Compositionem, & quicquid melius dici, esse & censeri potest, invicem & inter se duraturam & incorruptè bonâ fide & sine fraude per & inter eosdem Dominos Regem & Ducem his modis & nominibus, quibus supra Colligatos servandam hinc ad annos centum proximè futuros, sub modis, formis, tenoribus, pactisque inferius annotatis, Videlicet.

4. Quod prædicta Liga, Confederatio, Unio & Compositio facta sit & intelligatur modis & nominibus, quibus supra, habendo & tractando hinc inde amicos quoscunque pro amicis & inimicos quoscunque pro inimicis; qui quidem amici pro amicis, & inimici pro inimicis habendi intelligantur, de & pro iis omnibus qui vivere & mori possunt, excepto Domino nostro Papa.

5. Item, quod si quis prefatorum Dominorum quidquam sentierit eveniens aut evenire volens in sinistram & ad incommodum alterius quomodocunque & undecunque, id statim ille sic alteri revelabit & obviabit pro posse ne id fiat, itoque posse suo proteget & conservabit honorem, statum & commodum alterius; & de converso insuper si grande aliquid perceperit salutiferum Statum & Dominationi alterius, ille sic percipiens aperiet & nuntiabit alteri, cujus intererit, quam celerrimè, & quam efficacioribus atque honestioribus modis poterit; & sic & contra.

6. Item, quod si alter prefatorum Dominorum indigeat & requirat alterum provisione Gentium in Subsidium illius indigentis & requiritis, ut supra, teneatur ille alter Dominus requisitis sibi requiriti mittere & præstare quæcumque possibilia Subsidia & favores, tam in Gentibus armigeris, quam in quibuscunque aliis Subsidii necessariis.

7. Item, quod uterque Dominorum prefatorum conducere possit ad sua servitia & stipendia Gentes armorum tam equestres quam pedestres de Territorio & per Territorium alterius & suorum hinc inde Colligatorum, dando Gentibus illis taliter conducendis patientiam & liberum transitum, ac Victualia necessaria sumptibus tamén conducentis aut conducere volentis, ut supra: hoc tamen intellecto, quod neutra prædictarum Partium possit aut debeat quovis modo tentare ad sua servitia, nec aliquatenus firmare, aut conducere Gentes aliquas armigeras Equestres seu Pedestres, quas altera Pars ad sua servitia, aut stipendia habere vel casaret sine licentia & beneplacito Partis illius, ad cujus servitia vel stipendia essent, vel quæ illas cassaret.

8. Item, quod similiter alteri ex præfatis Dominis non permittatur adducere ad eorum servitia de Territorio, nec propè Territorium alterius Domini, & ejus Colligatorum aliquas Gentes armorum Equestres seu Pedestres.

9. Item, quod si contingeret, alteram Partium prædictarum cassare à suis servitiis & stipendiis aliquos armigeros Equestres seu Pedestres, teneatur ipsa Pars adjurare dictos armigeros sic cassatos seu cassandos, de non veniendo quovis modo, directè vel per indirectum, ad offensas & damna alterius Partis infra unum annum à die cassationis proximè secuturum: Et si tales Gentes cassatæ seu cassanda, ut præfatur, vel aliquæ earum contra facerent & venient ad offensas dictæ alterius Partis, quod Pars prænominata, quos illos cassaverit, teneatur facere & agere toto suo posse contra ipsas sic contra facientes & venientes ad offensas, ut supra.

10. Item, quod altera prædictarum Partium non possit ad aliquam, quamvis Pacem seu Concordiam, aut quodvis Concordiam genus devenire cum aliquo quovis Principe Domino aut quavis Persona, cujusvis Status, Præeminentiæ & Dignitatis exsistat, in quam vel in qua non includatur Pars altera, modis & forma rationabilibus & convenientibus.

11. Item, quod uterque prefatorum Dominorum teneatur præsentem Ligam, Confederationem, Unionem, & Compositionem, & omnia & singula in præfati Instrumento contenta, ratificare infra menses sex proximè futuros, per publica Documenta Sigillis magnis utriusque prefatorum Dominorum munienda congruè referenda.

12. Adherentes verò & Colligati prælibati Domini Regis, de quibus supra fit mentio, sunt ii: videlicet, Rex Hispaniæ, Rex Scottiæ, Rex Ludovicus, Dux Aurelianensis, Comes Angolismensis, Dux Borbonii & ejus Geniti, Dux Alenconii, Dominus Reinerius Dux Barri, Dominus Carolus Frater Regis Ludovici, Comes Arminiæ, Richardus de Britannia, Comes d'Estampes, Dominus d'Ellebreto.

13. Adherentes autem & Colligati prælibati Domini Ducis sunt ii: videlicet Serenissima Domina Regina Joanna secunda, Serenissimus Dominus Rex Ludovicus, Illustrissimus Dominus Dux Aurelianensis, Comes Angolismi, Dux Sabaudie, Marchio Montisferati, Dominum Venetorum, Marchio Estensis, Dominus Mantua.

14. Quam quidem Ligam, Confederationem, Unionem & Compositionem & prædicta omnia & singula præfati Procuratores dictis nominibus promiserunt, & promittunt sibi dictis nominibus vicissim per solennem stipulationem, & mihi Notario infra scripto Personæ publicæ stipulanti & recipienti, nomine quorum interest, & interesse potest & poterit in futurum, sub eorum Dominorum Regis & Ducis, & interitus eorum bonorum obligatione, ac etiam juraverunt & jurant ad Sancta Dei Evangelia in animas prefatorum Dominorum constituentium, habita congrua relatione, firmiter attendere & observare, & nullo tempore contrahere vel venire, per se nec submissas Personas directè nec per indirectum, nec ullo quæsto colore.

15. Tenor mandati præfati Domini Regis talis est: CHARLES, par la grace de Dieu Roy de France à tous ceux qui ces presentes Lettres verront Salut. Comme nous ayons entention & voulenté de continuer les Ligues, Confederations & Amisties, que les Ducs de Milan ont à nous & à nos Predecesseurs Roys de France, & icelles entretenir avec nostre tres cher & ami

ANNO
1424.

Confin

ANNO
1424.

Cousin le Duc de Milan, qui à present est, & scavoir faisons : que nous confians à plein des loyautes, preud-homme & prudence de nostre amé & feal Conseiller & Abbé de Saint Antoine de Viennois, iceulz appellé avec luy, se bon luy semblera, nostre amé & feal Conseiller Messire Pierre Sauvage, avous commis & député, & par ces presentes de nostre certaine science commetteurs & députons, pour aller & eux transporter de par nous devers nostre dict Cousin, de traicter & accorder avec luy Ligues & Confederations pour le bien de nostre Seigneurie & d'iceulz nostre Cousin, & de sa Seigneurie, pareillement de traicter & chapiturer sur les dictes Ligues & Alliances de nostre dict Cousin, ou ses Commis & Deputez, ayans à ce suffisans pouvoir, & de nous obliger à ce, ainsi que bon semblera à nostre dict Conseiller l'Abbé de Saint Antoine, au bien, honneur & profit de nous & de nostre dite Seigneurie, & à la continuation & entretènement de l'amour de nous & de nostre dict Cousin, & généralement de faire tout ce qu'il verra estre profitable & nécessaire, pour conclure & fermer les dictes Ligues & Confederations, lesquelles faictes par iceulz Abbé, nous promettons avoir serrees & agreables, & sur ce donner nos Lettres telles & si bonnes, qu'il apparten-dra. En tesmoing de ce nous ayons fait mettre nostre Seel à ces presentes. Donné en nostre Hostel de Meheun sur Cironelle, le sixiesme Septembre, l'an de grace mil quatre centz vintz trois, & le premier de nostre Regne. Par le Roy en son grand Conseil: UN-

16. Tenor verò Mandati prefati Domini Ducis talis est: Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo vigesimo quarto, Indictione secundâ, die Jovis decima septimâ mensis Februarii, Illustrissimus Princeps & Excellentissimus Domini, Dominus Philippus Maria Anglus Dux Mediolani &c. Papie, Anglerique Comes, ac Janus Dominus, natus quondam Illustrissimi Principis & Excellentissimi Domini, Domini Joannis Galeas Vicecomitis, olim primi Ducis Mediolani &c. nunc isto momento moras agens in Castro Habeatigrati Ducatus Mediolani, sponte ac deliberatè, & ex certa animi scientia, omni que modo, Jure, vi & forma, quibus & prout melius ac validius potuit ac potest, tenore presentis Mandati fecit, constituit & creavit, facit, constituit & creat suum certum verum & indubitatum Missum, Nuntium & Procuratorem, & quicquid melius dici & esse potest, Spectabilem Conradinum de Capitaneis Vicemercato Consiliarium & Secretarium ejusdem Domini Ducis, Natum quondam Nobilis & Egregii Domini Thomæ Civem Mediolani Portæ Cumanæ Parochie Sancti Thomæ in Terramara, præsentem & ad hoc mandatum sponte fuscipientem specialiter & expresse ad faciendum, contrahendum, ineundum, celebrandum & concludendum pro se Domino Duce & nomine suo, ac nomine & vice Filiorum & Heredum suorum, seu illius, quem legitimerit & habilitaverit, aut legitimabit & habilitabit ad ejus Successionem & Hereditatem, de cujus quidem legitimatione & habilitatione facta vel fienda per præfatum Dominum Decem constabit publico & authentico Documento Sigillo suo magno Ducali sigillato; ac pro omnibus Civitatibus, Terris, Locis & Castris, quas & quæ tenet & possidet, & eum tenere & possidere in futurum continget, nec non pro omnibus Subditis & fidelibus, quos idem Dominus Dux habet, & in futurum habebit, pro omnibus quoque Adherentibus & Alligatis ejus declarandis ac nominandis per præfatum Conradinum Procuratorem nomine ipsius Domini Ducis in Instrumento Lige fienda, ut infra; & qui Conradinus de mente & intentione ejusdem Domini Ducis plenius informatum, cum Serenissimo Principe Christianissimo & Excellentissimo Domino, Domino Carolo Rege Francorum, & ejus Procuratore ad hoc speciale & sufficienti mandatum habente, & maxime cum Reverendo Patre & Domino, Domino Artado, Abbate Monasterii Sancti Antonii Viennensis Diocesis Procuratore & Procuratorio nomine præfati Domini Regis pro se Filiorum & Heredum suorum, & pro omnibus Civitatibus, Terris, Locis & Castris, quas & quæ præfatus Dominus Rex, & ejus Filii & Alii tenent & possident, & eos tenere & possidere in futurum continget, nec non pro omnibus Subditis & fidelibus, quos idem Dominus Rex habet & in futurum habebit, pro omnibus quoque Adherentibus & Colligatis ipsius Domini Regis nominandis & declarandis pro parte ejusdem Domini Regis in dicto Instrumento Lige fienda, ut supra & infra: bonam, ve-

TOM. II. PART. II.

ram, firmam, realem, solidam & perfectam Ligam, Confederationem, Unionem & Compositionem, & quicquid melius dici, censerit, fieri & esse potest, invicem & per & inter præfatos Dominos Regem & Ducem sic modis & nominibus, quibus supra, colligandos duraturam, & incorrupte ac bonâ fide & sine fraude per eos Dominos Regem & Ducem servandam, hinc ad annos centum proximè futuros cum & sub modis, formis, tenoribus, capitulis & pactis, cum quibus præfatus Conradinus dicto Procuratorio nomine Ducali voluerit, & de quibus ac prout sibi videbitur & placebit, & generaliter ad omnia & singula, quæ eidem Conradino, dicto Procuratorio nomine Ducali, opportuna, necessaria, & circa prædicta, & quodlibet prædictorum, etiam si essent talia, quæ mandatum plus speciale deprecarent, vel quæ etiam minus generalia dici possent, & vellent in speciale mandatum versimiliter venire, & quæ, etiam si eis lateat ambiguitas, idem Dominus Dux facere possit, si personaliter interesset, & ad faciendum fieri de prædictis quodlibet publicum Documentum, cum Promissionibus, Obligationibus, Pactis, Capitulis, Juramentis, Conditionibus, Solemnitatibus, & Clausulis debitis, & de quibus eidem Conradino, dicto Procuratorio nomine Ducali, videbitur & placebit.

17. Datus & concedens idem Dominus Dux constitutus dicto Conradino constituto in prædictis omnibus, nec non in dependentiis & connexis plenius quam generale & speciale mandatum, cum plena & libera, generali & speciali administratione, & totaliter vice suas; promittens quoque idem Dominus Dux sub sui & bonorum suorum obligatione mihi nominato Notario infra scripto Personæ publice fipulanti & recipienti nomine præfati Domini Regis, & omnium, quorum interest, & interesse poterit quomodolibet in futurum, ac etiam juravit; & qui Dominus Dux ibidem juravit & jurat ad Sancta Dei Evangelia, manibus tactis Scripturis, quod perpetuò, ratum, gratum, & firmum habebit & tenebit præfens mandatum; ratique, grata & firma semper habebit, quæcumque præfatus Conradinus fecerit, gesserit & concluserit in prædictis & circa prædicta & quodlibet prædictorum. Et quod non faciet nec veniet contra prædicta per ipsum Conradinum, dicto Procuratorio nomine Ducali, facienda, gerenda & concludenda, nec aliquod eorum directè nec per indirectum, nec ullo quasito colore, & perinde etiam prædicta omnia servabit, ac si per omnia præfatus Dominus Dux personaliter & irrevocabiliter peregriffet. Et qui etiam Dominus Dux ad cautelam, & ad majorem hujus Mandati & gerendorum per ipsum Conradinum virtutem, hujusmodi Mandati firmitatem & validitatem ex nunc ratificavit & approbavit, & ratificat & approbat, quæcumque per præfatum Conradinum, dicto Procuratorio nomine Ducali, ut præfatur, facta, gesta & conclusa fuerint, & de prædictis sæpe dictus Dominus Dux jussit per me Notarium infra scriptum confici debere publicum Instrumentum, hoc etiam Mandati Instrumento, & Instrumento Lige fiende, ut supra, cum in membrana, seu in membranis per me Notarium Donatum infra scriptum conscripta fuerunt: Sigillo Ducali pro majori robore muniendi.

18. Actum in prædicto Castro Habeatigrati præsentibus sapientibus & formosis Artium & Medicinæ Doctoribus, Magistris, Joseph de Castronovali, Filio quondam Domini Magistri Florii Physici Portæ Novæ Parochiæ Sancti Fideles; & Joanne Francisco de Balbis, Filio quondam Domini Luciani Portæ Vercellinæ Parochiæ Sancti Petri intus vicinam Physico ambobus Medicis præfati Domini Ducis; Spectabilis Zacharia Rizio, Filio Stephani Portæ Vercellinæ, Parochiæ Monasterii novi, Secretario ejusdem Domini Ducis; Egregio Georgio dicto Caramuzia, Domini de Sancto Georgio Filio; & Sylvestro de Mangano Filio quondam Domini Joannis, ambobus Caudaribus præfati Domini Ducis, & cum eo stantibus; & Zanino de Berardo, Filio quondam Domini Franciscini Portæ Vercellinæ Parochiæ Monasterii novi, Magistro Ducalis Curie; omnibus habitatoribus Civitatis Mediolani, testibus notis, idoneis, rogatis & ad prædicta vocatis; nec non Antonolo de Mordegerano Filio quondam Domini Petri, & Ludovico de Fayde Filio quondam Domini Johannoli, ambobus habitatoribus Terræ Habeatigrati Ducatus Mediolani, præsentibus, similiter ad prædicta vocatis.

Z

CXI.

ANNO
1424.

ANNO

1424.

3. Juin.

Verein des Heiligen Römischen Reichs Churfürsten / wodurch sie sich verbinden unter einander feste freundschaft zu halten / im fall eines feindlichen Angriffs beizustehen / in sachen das Reich / die Churfürsten angehend alles conjunctim zu tractiren / keine Schmälerung des Reichs zu dulden / und vornehmlich auch zu suchen die Böhmisches Kegerey und unruhe zu vertilgen. Geben zu Wygn auff St. Antonii Tag 1424. [MULLER] Reichs-Tags Theatrum Vorstellung I. Cap. XXIII. pag. 299.]

C'est-à-dire,

Traité d'Union entre les ELECTEURS de l'Empire, par lequel ils s'obligent de cultiver entr'eux une mutuelle Amisté, de se prêter une Assistance reciproque en cas d'Hostilité ou d'Agresion dans les choses qui les concernent eux ou l'Empire; de ne faire aucun Traité si ce n'est conjointement; de ne prêter l'oreille à aucune diminution de l'Empire, & d'employer tous leurs soins pour procurer l'extinction de l'Hérésie & des Troubles de Bohême. Conclu à Bigin le jour de St Antoine 1424.

On Gottes Gnaden wir Conrad zu Weing/ Otto zu Teier und Dietrich zu Eßlin/ Erz-Bischöf/ fe / des Heiligen Römischen Reichs / in Teilschen und Welschen Landen / durch das Königreich zu Neirelat und in Italien Erz-Cunler / Ludwigt / Pfalz-Graf bey Rhein / des Heiligen Römischen Reichs Erz-Truchseß und Herzog in Bayern / Friderich / Herzog zu Sachsen / des Heiligen Römischen Reichs Erz-Marschalck / und Marggraf zu Meissen / und Friderich / Marggraf zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs Erz-Camerer und Burggraf zu Morimberg / alle dieselben Heiligen Römischen Reichs Churfürsten / bekennen und thun kundt offenbar mit diesem Brieffe allen den / die ihn sehn oder hören lesen. Als sich leider / in der Ehren und Königreich zu Weihen / groß und schwer Kegerey und Unglauben erhaben / und sich auch von Zeiten zu Zeiten gemehrer hat / und auch von Tage zu Tage hin farder und mehr einreisset / weitet und mehret. Und wievil wir uns vormals mit andern des Heiligen Reichs Fürsten / Graven / Herren und Ertzen davon unterredet / und dem zu widerstehen / nach allen Unsern vermögen / gedacht / und auch große Kost und Zerrunge dorumb gethan haben : So sind doch solche Unsere Mühe / Kosten und Arbeit noch nicht zu solchen Nug und Frohmen komen / als der Heiligen Cristenheit und dem Heiligen Christglauben notdürfftig were. Wann uns nun der Allmechtige Gott darzu gewirdiget und geordnet hat / was Gebrechen in der Heiligen Kirchen und Cristenheit / und im Heiligen Römischen Reich sind / und besunder wider den Heiligen Cristlichen Glauben / das wir billig / mit Rath / Hülfe und Beystand Unseres allergnädigsten Herrn / des Römischen Königs / und auch andern des heiligen Römischen Reichs Fürsten / Graven / Herren / Ritter / Knechte / Ertzen / und alle andere Christengläubigen / darzu zuhelfen / erwecken / mahnen und bitten / als dan Christlichen Fürsten und des Heiligen Römischen Reichs nächsten Glieder zuthun gehörde. Und wir auch nach zeitlichen Rathe / den wir darumb etwe dick unter einander selber alleine / und auch mit Unsern getreuen Rethen / beide Geistlichen und Weltlichen / darumb gehabt haben / nichts bessers gemerckt oder vorsehen können / das den vorgenannten Kegereyen / Unglauben und Zerfallen zu widerstehen / kein beser

Anfang gesien möge / dann das wir obgenante Churfürsten uns sempitlichen mit einander vereinen / und zu freuntlicher und Christenlicher Eynigung bey einander verbleiben / und mit Hülfe des obgenanten Unseres allergnädigsten Herren / des Römischen Königs / ander des Heiligen Reichs Fürsten / beyde Geistliche und Weltliche / zu uns rufen und zu ziehen.

Und darum / so haben wir / als Christenliche Fürsten / den solche Sache und Gebrechen indiglichen leid seyn sollen / den zu widerstehen / und davor zu seyn / dem Allmechtigen Gott zu lob / der Heiligen Kirchen und ganzer Christenheit zu sterckung / und Unsern Allergnädigsten Herrn dem Römischen Könige / und dem heiligen Römischen Reich und allen Christgläubigen / die darin und darzu gehören zu Ehren / Nug und Frohmen / uns sempitlichen mit einander vereyniget und verbunden : Vereynen und verbinden uns also sempitlichen mit eyner in Krafft des Brieffs / als hernach geschrieben sthet :

Zum ersten sollen und wollen wir obgenannten Herren / als lange wir leben / eyinander / und uns jeglicher den andern / mit guten / rechten und ganzen Treuen meynen / haben und halten / und wir sollen auch um keinerley Sache oder Geschichte wilsen / wie sich das dann sigen oder machen mochte / niemere mehr mit einander zu Kriege oder zu Feindschaft kommen / zu keynerley Bepel / ahn alles Gebreche. Und uff das solch Unser Verbündniß und Eynunge desto vberstetlicher und getreuerlicher von uns allen gehalten werde : Were es dan / das unser einer / nach dato dieses Brieffs / eynerley Ansprach oder Forderung zu den andern gewinne / der Spenne wegen / die fürstehen werden / das Gott nicht wolte / welchem unter uns dan bedünckte / das ihm von dem andern ungütlich geschehe / der soll demselben schreiben / und ihn mahnen / seiner Freundschaft zwey oder drey zu dem nächsten Monden uff eynen Tag / den er ihm auch benennen soll / auf ein gelegene Stadt zuschicken / und uff denselben Tag sollen derselben beyder Herren Freinde Ansprache / Antwort / Wiederrede und Nachrede von beyden seyn verhören und versuchen / ob sie solche Zwietracht / Spenne und Zwenpunge in der Freundschaft und Gütigkeit übertragen / und hingeligen mögen / mochte aber das nicht gesien / so sollen dieselben beyde Parteyen Ansprach und Antwort darnach in dem nächsten Monden dem Herrn / der dan / nach Ordnung unser Herren und Churfürsten obgenant / des Jars ein gemeynere ist / als hernach geschrieben sthet / in ihren besigelten Schrifften und Brieffen überantworten / der dan auch in den nächsten zwey Monden / nachdem ihm solche Ansprach und Antwort in besigelten Schrifften übergeben und überantwortet wurden sind / uff seynen Eyde darumb erkennen und aussprechen soll / es were dann / das es mit beeder Partey wissen und willen erlenget würde / und auch beyden Parteyen solchen seinen Anspruch mit seinen besigelten Wrisen schicken und übergeben lassen soll / dobey es auch verbleiben und von beyden Parteyen gerügtlich und genzlichen gehalten werden soll / on all Gesehe. Were es aber / das unser eyner zu dem andern unter uns / der des Jars ein gemeiner wer / oder derselbe gemeine wider unser einem Ansprache und Forderung gewinne / oder ob derselbe gemein desselben Jars von Krafftigkeit wegen / des nicht gewartten mochte / oder nicht bey Lande were / so sollen dieselben / die also mit einander zuschaffen gewonnen / dan aber in obgeschriebener maß / ihre Freunde zu tagen schicken / und ob sie nicht gütlichen mit einander übertragen und vereynen können / so sollen beyde Parteyen ihr beschriben und besigelt Ansprache und Antwort der andern Fürsten einem / der nach Ordnunge des nächsten Jars

ANNO

1424.

ANNO
1424.

Jars darnach ein Gemeiner werden soll / übergeben und antworten / der dann auch in den nächsten zweyen Wenden / nachdem Im solche Ansprache und Antwort übergeben und geantwortet worden sind / uff seinen Nydt darumb erkennen und aussprechen soll / in der Was / als vorgeschrieben stehet / und auch beiden Parteyen solchen seinen Erspruch mit seinen besiegelten Briefen schicken und übergeben lassen / ungeverlichen / Dabey es denn aber verbleiben und gehalten werden solle / one alle Geverde. Auch sollen und wollen wir / mit Hülfe / Beystand und Rathe unsers allergnädigsten Herrn / des Römischen Königs / des Heiligen Römischen Reichs Fürsten / geistlichen und weltlichen / Grafen / Freyen / Herren / Ritter / Knechte / Erete und allen Cristengläubigen / die wir dann in den Sachen zu Uns brengen und haben mögen / darzu bedenken und thun / mit was wegen das dann aller bequemlichst und beste geschehen / und zugehen magt / das die obgenant Kezery und Unglaube vertiligt u. nidergeruckt werde. Und ob jemand wäre / der den obgenanten Kezern und Ungläubigen Hülffe / Beystand oder Zulegung thete / in was Wärden / Stadts oder Weisens er dann were / niemand ausgenommen / wobei den und die sollen und wollen wir obgenanten Churfürsten sammtlich mit einander sein / und mit Unser Ritterschafft / Landen / Leuten / und aller Unser ganzen Macht / die unterstehen zu vertilgen und zuvertreiben / und sollen auch daran einander nicht lassen / noch Uns darinne voneinander scheiden.

Were es auch / das jemand / wer der were / nicht mandt ausgenommen / einen unter Uns von seinen Churfürstenbunden / Fertigkeiten / Herschafften / Freyheiten / Wandtschafften / Gerichten / Geistlichen oder Weltlichen Amten / Jollen / Glepten oder Rechten / dringen oder mit Gewalt überziehen / bekriegen / verunrechteten oder verbanen wolte / und derselbe doch des Rechten für Uns andern gehorsam wolde sein / und bürtig für Uns were / nach Unserm / oder des mehrern theils unter Uns Erkenntnis / so sollen und wollen wir einander / und Unser ieglicher den andern / darwider getreulich beraten und behülffen sein / und auch zuziehen / zustundt und unverzüglich / so Unser einer von den andern darum ermanet wurde / one alles Widersprechen / Intrag und Schminis / und darzuthun zu gleicher Weis / und in aller dermaße / als ob das Unser iglichen selber angienge / und sein eigen Sach were / on alles Geverde / und sollen auch Unsern allergnädigsten Herrn / den Römischen König / darinne anrufen / Uns dabey zu handhaben und zu behalten.

Auch sollen und wollen Wir obgenannte Churfürsten Uns solches Rechten / als dicke sich des gebären / und not geschehen wird / annehmen / und zu einer ieglichen Zeit / uff Tage / die Uns der / der des Jars unter Uns ein Gemeiner ist / kein Frantzfurt oder kein Aussenberg bescheiden sol / kommen / und den Sachen und Rechten Ende und Auftrag geben / und welcher unter Uns / den Ehegastiger Not wegen / mit sein selbst Personen zu solchen Tagen nicht kommen könnte / der sol seine Freunde mit Macht dazu schicken / und was dann die unter Uns / die mit iren selbst Personen zu solchen Tagen kommen / und der andern Freunde / die auch ihres Herrn Stimme alleine haben sollen / oder das mehrer theil unter ihm / uff ihre Eyde / zum Rechten erkennen und sprechen / dabey soll es verbleiben / und getreulich gehalten werden / one alle Geverde. Were es auch / das ein Schisma in der Heiligen Kirchen würde / do Gott vor sey / so sollen und wollen wir Uns darumb zusammen fügen / mit Unsern geachteten Vätern und Freunden / uf einen Tag kein Frantzfurt / oder kein Aussenberg / den dann ein Bischoff zu Mainz / der in Zeiten ist / in der Erede

eine darum bescheiden soll / und ben einander verbleiben / und die Sach handeln / als Cristliche Fürsten / on Geverde.

Auch sollen und wollen wir obgenante Churfürsten in allen Sachen und Handlungen / die das Heilig Römisch Reich und Uns Churfürsten / von des Heiligen Römischen Reichs wegen / antreffen / als ob jemand / wer der were / nach dem Heiligen Römischen Reich stünde oder stehen würde / und sich des unterwinden wolte / one Unsers allergnädigsten Herrn des Römischen Königs / und Unser aller obgenanter Churfürsten sammtlich Willen / Wissen / und Berhengnis / es wäre mit Vicariat / oder anders / in welcherley weis das were / oder es treffe an Bestettigung / oder Willigung zu einchen sachen zu geben / oder ob einige Riede / Zeitunge / oder Verbunge an einigen von Uns obgenanten Churfürsten / von der jezund genannten Erede und Artickel wegen / keine / darzu sollen wir nicht entlich Antwort geben / noch darinn keynerly Beschließunge thun / Wir thun es den alle sammtlich miteinander / Were aber / das wir sammtlich nicht eins werden möchten / was dann uff einen benannten Tag / den Ein Erzbischoff zu Mainz / der dan zu Zeiten ist / kein Frantzfurt / oder ob Ihn deuchte / das es auf die Zeit / von Sach wegen / zu Frantzfurt nicht bequemlichen were / kein Aussenberg bescheiden / und die Sache in seinen Briefen benennen soll / so solch Sach an ihn kommen / oder er darum ermanet würde / on Geverde / von den unter Uns / die mit Iren selbst Lieben zu solchen Tagen kommen / und der andern / die / von ehgastiger Sache wegen / mit ihren selbst Lieben nicht kommen / Freunde / die sie auch alsdan mit Macht zu solchen Tagen schicken / und doch nicht mehr / dan ihres Herrn Stimme haben sollen / oder dem mehrern Theil / nach vorgeschriebener Maße / uff je Eyde erkennen / kein sonderlich Vortail darinne zu suchen / das dem Heiligen Röm. Reich allernützlichst und bequemlichst sey / darbey soll es verbleiben / und wir sollen auch alsdann darzu einander sammtlich / mit ganzen Treuen / Landen / Leuten / Schlossen / und aller Unser Macht behülffen und beraten sein / und Uns von einander nicht setzen / noch scheiden / in theine Weis / one alle Geverde / doch mit Scheltunisse Unser iglichen seines Rechten. Unterstünde auch jemand sich / in welchen Wesen der were / das Heilige Röm. Reich / oder einche seine Zugehörunge / zu schmelern / abzubrechen / oder dem Reich zuntremden / oder das Reich zu entgliedern / dowieider / sollen wir sammtlich sein / und sollen Unsern Willen / Gunst und Berhengnis darzu nicht thun / noch geben / in keine Weis / sondern Unsern allergnädigsten Herren / den Römischen König / darinnen anrufen / das Heilige Reich dabey zu handhaben / und zu behalten / und were desgleichen icht geschehen / für dato die Briefe / darzu sollen wir auch nun fürbas keine Bestettigung / oder Willigung geben / oder thun / on alle Geverde. Und were es / das jemand / wer der were / in was Stands oder Wesens der were / von dieser Unser Bündnisse und Einunge wegen / seine Ungunst / oder argen Willen / es were mit Feindschafft oder anders / wie das zugienge / an Uns sammtlich / oder besonder / legen wolte / darum sollen wir Unsern allergnädigsten Herrn / den Röm. König / anrufen / Uns zu verteidigen / und zu handhaben / und soll auch solche Sache Uns Herren / gleich sammtlichen / antreffen / und einer soll sich von dem andern nicht scheiden / sondern iglicher von Uns Herren soll dem andern / ane Verzugt / darinne / und dowieider / getreulich / beständig / beraten / und behülffen sein / mit seiner Ritterschafft / Schlossen / Ereden / Landen / Leuten / und aller seiner ganzen Macht / als lange

ANNO
1424.

ANNO
1424.

das Noth ist / on allerley Eintrag / Wiederrede / Hindernisse und Gewerde. Auch sein wir obgenante Herren überkommen / darzu Erzbischoff Conradt zu Metz des ersten Jars ein Gemeiner sein soll / des andern Jars / Wir Erzbischoff Otto zu Trier / des dritten Jars / Wir Erzbischoff Dietrich zu Cölln / des vierden Jars / Wir Ludewig Pfalzgraff bey Reyn / des fünften Jars / Wir Friedrich Herzog zu Sachsen / und des sechsten Jars / Wir Friedrich Marggraf zu Brandenburg / und wann solch Jarzall sein Uns allen umgangen / und fürkommen seint / so soll es wider an dem ersten ansetzen / und von einem zu dem andern / also umb und umgeben / als sich nach Ordununge gebürt. Were es auch / dasz einer unter Uns obgenannten Churfürsten / von Todes wegen / abgehen würde / do Gott lange für sey / so sollen die andere unter Uns / die do noch im Leben verblieben / des abegangenen Erben / oder Nachkommen / zu Ihn in diese Verbündniß und Einunge empfangen / und nehmen / doch also / dasz sie dieselben Verbündniß und Eynung zuvor / und ehe sie darenin genohmen werden / getruwlich zu halten geloben / und zu den Heiligen schwören / und auch ire besiegelte Brieffe / nach Ausweisung dieses Bundes / darüber geben / welche aber Unser Erben oder Nachkommen / das nicht thun wolten / so sollen doch die andere unter Uns / die demnoch im Leben sein / sich getruwlich zu einander halten / nach Ußwunge dieses Unsers Verbündniß und Eynung / on alle Gewerde. Alle und igliche vorgeschriebene Stük / Punkte / und Artikel / haben wir obgenante Churfürsten / iglicher dem andern / in seine Hand gelobet / bey Unsern Fürstl. Truwen / und Ehren / und haben die darnach seiblichen zum Heiligen geschworen / iglicher dem andern / die war / feste / stede / und unbrüchlich zu halten / zu versichern und zu thun / und dawider auch nicht zu suchen / oder zutun / geistlich oder weltlich / heimlich oder öffentlich / in kein Weyße / alle Gewerde und Argeliste gemeintlichen ausgehoben. Und das alles zu Befunde und ganzer Stetigkeit so haben Wir Conradt / Erzbischoff zu Meinz / Unser Secret und heimlich Inseigel / und wir die andere obgenante aller Unser iglicher sein Inseigel an diesen Brief thun henden / der gehen ist zu Wgyn / in dem Jahr / als man schreib / nach Christi Geburt / 1424. Jar / uf S. Antonien / des Heiligen / Tag.

CXII.

1425.
1. Juin.BRABANT
ET BAVIERE.

Traité & Considération entre JEAN Duc de Brabant & JAQUELINE Duchesse de Bavière. Fait à Douay, le 1. Juin 1425. [D'YNTER, Chronique du Duché de Brabant. Liv. VI. Feuille. 208.]

POUR faire cesser la Guerre, qui est presentement au Pays de Haynault, est advisé ce que s'ensuit, premierement que Dame JAQUELINE de Baviere, Dame heritiere dudit Pays, estant presentement en la Ville de Mons, s'en pourra seurement venir en Pays de Monsieur de Bourgogne & illecque soubz sa main demourra, & se tiendra jusque à ce que en la Court de Rome, soit Sentence donnée sur le proces estant en icelle Court entre Monsieur de Brabant, & madite Dame ou que par la mort de l'un d'eulx ledit proces soit terminé, & pour soutenir cependant son estat fera prinre une somme d'argent convenable sur le Pays de Haynault, Hollande & Zelande tout sans prejudice dudit proces & de la cause pendente à ladite Court de Rome. Item que Monsieur le Duc de Brabant sera restitué à la possession dudit Pays de Haynault, & en aura l'obeissance ainsi que au Seigneur de Pays appartient, laquelle possession & obeissance se prendront par mondit Sieur de Brabant ou autres que luy plura à ce commettre, sans ce que par luy eulx soit faicte aucune punition criminelle ou civile, & icelles possession & obeissance ainsi prises, mondit Sieur de Brabant commettera un Seigneur notable, agreable à

ANNO
1425.

Monseigneur de Bourgogne au Gouvernement dudit Pays de Haynault, qui aura puissance de par mondit Sieur de Brabant de mettre Capitaines es Villes & Fortereses du Sieur & autres dudit Pays de Haynault si besoing est, lequel Gouverneur promettra de bien & lealement garder ledit Pays de Haynault, & les Privileges, Franchises & Libertés d'icelluy & durera ledit Gouvernement jusque à ce que ledit proces sera décidé ou que par la mort de mondit Sieur de Brabant, ou de madite Dame icelluy proces sera terminé, pendant lequel temps madite Dame doit demeurer es Pays de mondit Sieur de Bourgogne, & desloubz sa main comme dessus est dict, & s'il advient que ledit Gouverneur allast de vie à trespas, ou ne fit bien son devoir ou qui il se vouloit decharger dudit Gouvernement, mondit Sieur de Brabant commettera un autre en son lieu agreable à mondit Sieur de Bourgogne. Item que abolition generale sera faicte audit Pays de Haynault, de toutes peines criminelles, & corporelles & de toutes confiscations des biens, mis pour fautes punitions civiles, sur ce qui ont esté coupables des nouvelles, maux & inconveniens advenuz audit Pays de Haynault, seront comis de par mondit Sieur de Brabant quatre notables Personnes, dont mondit Sieur de Bourgogne nomera les deux, lesquels quatre Comis avec le Gouverneur se informeroient diligemment desdits coupables & feront lesdites punitions civiles, selon ce qu'il leur semblera expedient & raisonnable & sy ils trouvent que aucuns desdits en soient à banir hors le Pays, faire le pourront. Et en cas aulx que aucuns desdits delinquans se absenteroient dudit Pays de Haynault, ou ne vouldroient comparoir pardevant le Gouverneur & Comis dessusdits, pour estre à droict, mondit Sieur de Brabant pourra faire punir & mettre leurs biens en sa main, pour en jouir jusque à ce qu'ils vienderont estre à droict pardevant iceulx Gouverneur & Comis, & est à sçavoir que les deux desdits Comis, en l'absence ou pour l'occupation des autres deux, pourront besoigner es choses dessusdites avec ledit Gouverneur, pourveu toutefois, qu'il y eut de ces deux un que mondit Sieur de Bourgogne aura nommé & un des autres. Faict, passé & accordé en la Ville de Douay, le premier jour de Juin l'An 1425. par mesdits Sieurs les Ducs de Bourgogne & de Brabant, presents plusieurs de Messieurs de leur Conseil, J. DE GAND. J. DE MARCHANT.

CXIII.

Leben-Brieffe SIGISMUNDI Römischen Königs, worinn Er Churfürst Friederich den Streitbahren / mit der Churfürstlichen / und was derselben abhängig / schliessen. Geben zu Ofen am S. Peters-Tage ad Vincula 1425. mit etlichen im text inserirten Anmerkungen des Herren Gastellii. [CHRIST. GASELIUS, de Statu Publ. Europæ Noviss. Cap. IX. pag. 411. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung IV. Absatz II. pag. 6. & dans MÜLLERs Reichs-Tag-Theatrum pag. 138. col. 2.]

C'est-à-dire,

Investiture de l'Electorat de SAXE & de ses Appartenances, accordée à l'Electeur FREDERIC le Bellicueux, par SIGISMUND Roi des Romains. A Bude le jour de St. Pierre aus Liens 1425. [Ce Diplome est accompagné des Observations de Gaspelius.]

Wir Sigmund von Gottes Gnaden / Römischer König / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / und zu Ungarn / zu Böhmen / Dalmatien / Croatia / etc. König / befehlen / wie wir sieder der Zeit / als Wir zum Römischen König erhoben sind / allezeit betrachten haben / dasz Uns und dem Heil. Röm. Reich ungewemlich wäre / wo die Zahl der 7. Churfürsten / insonderlich dieselbe des Reichs forderste Stücker / und also feste Säulen sind / da-

rauf

ANNO
1425.

Toullon, Henry de Harovel, Warry de Fleville, Guist de Mazurot, Thibaut de Bouzey, Philbert de Ouecourt, George de Craincourt, Jacques de Jussey, Colin de Nancy, Jehan de Chastel Bollon de Sarney, Jean de Oberviller, Regnault de Chasnel, Jean de Espinal, Didier de saint Diey, Henry de Bouzey, Durant de Saint Diey, Franque de Ouecourt, Waultrin de Bouzey, Jean Beriquet de Bouzey, Warry de Ouecourt, Albert de Chastel, Arnould de Chastel, Malclere de Bouzey, Jean Mavel, Colin Wisse, Albert Wisse, Jean Wisse le Jeune, Arnould Wisse Chastellain de Dieuze, Jean de Larey, Simonin de Nancy, Henry de Larey, Jean de Malacourt, Henry de Letricourt, Lowion Bonnefroid, Thirion de Nancy, Monfieur Henry de Nancy, George Desc, Jean Lowion, Thuriai Lowion, Jean Thillequist d'Amance, Tillequist d'Amance, Ferry Deslie & Philippe de Bernoy Escuyers. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, comme il soit advenu que ou mariage célébré en Sainte Eglise, & consommé d'entre haut & puissant Prince nostre tres-redouté Seigneur Montaigneur CHARLES à présent Duc de Lorraine & Marchis, & nostre tres redoutée Dame, Madame MARGUERITE de Bavières la loyalle Femme & Espouse ne soit de présent aucun hoir mâle nay & procréé de leurs Corps en leurdit loyall Mariage, mais seulement deux loyales, naturelles & légitimes Filles nos tres redoutées Dames, Dame ISABEL de Lorraine aînée, à présent Duchesse de Bar, & Dame CATHERINE sa sœur Marquise de Baule. Et il nous ait remontré estre venu à sa connoissance que haut & honoré Seigneur Messire ANTOINE Comte de Vaudemont ait pourchassé & pourchassé de jour en jour d'avoir la Duché Prinerie & Seigneurie de Lorraine comme heritier d'icellui, si comme il dit, apres le décès & trespassement de nostre tres redouté Seigneur, en voulant desheriter & debouter nosdites tres-redoutées Dames, Dame ISABEL de Lorraine & Dame CATHERINE sa sœur Filles naturelles & légitimes de nostre tres redouté Seigneur, ses vraies & loyales heritieres. Et nous considerans pour verité la Coustume generale ancienne de Lorraine & la tenons estre telle par nos predecesseurs, & nous mesmes la tenons telle que toutes & quantesfois il est advenu ou temps passé que aucun des Ducs de Lorraine est allé de vie à trespassement sans delaisier hoir mâle apres lui né & procréé de son Corps en loyall Mariage, que tousiours icelles filles lui aient succédé, & doivent succéder comme vraies heritieres dudit Duché, Prinerie & Seigneurie de Lorraine sans aucun contredit. Sçavoir faisons que nous tous dessus nommez conjointement ensemble, & un chacun de nous particulierement, desirans de tous nos Cœurs tenir, entretenir & maintenir de point en point ladite Coustume ancienne dudit Duché, Prinerie & Seigneurie de Lorraine sans aucune enfreinte : Avons promis, juré & creanté par les présentes tant pour nous comme pour nos Hoirs & Successeurs, par les loies & seremens de nos Corps & sur nos honneurs comme fideles & loiaux Gentilshommes, & vrais Sujets dudit Duché, Prinerie & Seigneurie de Lorraine que apres le décès de nostre dit Seigneur, CHARLES Duc de Lorraine dessus nommé, en cas que apres lui ne delairroit hoir mâle né & procréé de son Corps en loyall Mariage, & que nosdites Dames le surviveroient, nous tenrons nosdites Dames, Dame ISABEL de Lorraine & Dame CATHERINE sa sœur, pour vraies Dames du-

dit Duché, Prinerie & Seigneurie de Lorraine, entant qu'à aucune d'elles pourroit & devroit appartenir. C'est à sçavoir, que premierement nous tairons nostre dite Dame ISABEL pour Dame & Duchesse, elle & ses hoirs apres elle, nez & procréé de son Corps en loyall Mariage heritiers dudit Duché, Prinerie & Seigneurie de Lorraine. En si elle alloit de vie à trespassement, (ce que Dieu ne vueille) sans delaisier hoirs nez & procréé de son Corps en loyall Mariage: En ceul cas tairons nostre dite Dame CATHERINE sa sœur & ses hoirs apres elle nez & procréé de son Corps en loyall Mariage, pour vraie Dame & Duchesse dudit Duché, Prinerie & Seigneurie de Lorraine, saut & réservé en choses dessusdites, que s'il advenoit (ce que Dieu ne vueille) que haut & puissant Seigneur & Prince Montaigneur René d'Anjou Duc de Bar & Marquis du Pont Comte de Guise à présent mari & loyall espoux de nostre dite Dame ISABEL de Lorraine allast de vie à trespassement devant Dame ISABEL sans delaisier hoirs légitimes nez & procréé de leurs Corps ensemble en leur loyall Mariage, & apres on remarioit nostre dit Dame ISABEL, ou elle mesme de sa volonté se remarioit outre & sans la volonté & consentement de nostre dit Seigneur CHARLES Duc de Lorraine dessus nommé se pour lors estoit en vie, & s'il n'estoit en vie & on la remarioit ou elle mesme se remarioit par la maniere que dit est, outre la volonté & sans le seu & propre consentement des trois Estats dudit Duché, Prinerie & Seigneurie de Lorraine. C'est à sçavoir des Prelats d'Eglise, des Gentilshommes, des Bourgeois & de ses honnes Villes dudit Duché, Prinerie & Seigneurie de Lorraine ou la plus grande partie desdits Estats. En ceuy cas & tantost apres icellui Mariage fait, tiendrons nous nostre dite Dame CATHERINE sa sœur pour vraie Dame & Duchesse dudit Duché, Prinerie & Seigneurie de Lorraine, & de là en avant obeiens à elle & à ses hoirs nez & procréé de son Corps en loyall Mariage, sans jamais plus obeir à nostre dite Dame ISABEL ne à ses hoirs de son Corps qu'elle auroit desdits autres Mariages se ainsi advenoit, qu'elle se remarioit ou fut mariée comme dessus est escrit. Et toutes les choses dessusdites & chacune d'icelles, nous tous dessus nommez & un chacun de nous avons nous promis, juré & creanté par la foid & serment de nos Corps & sur nos honneurs de tenir, faire & accomplir tout par la forme & maniere que dessus sont dites, protestées & escrites & sans point aller au contraire en quelconque maniere que ce soit ou puisse estre. En tesmoing de verité nous & un chacun de nous dessus nommez avons mis nos propres Seals armoyées de nos propres armes tout à l'environ de ces présentes, que furent faites l'an de grace nostre Seigneur mil quatre cens & vingt-cinq, le treiziesme jour du présent mois de Decembre.

CXV.

Transumptum Litterarum WENCESLAI Mazovie Ducis, de re signata Anno 1329. JOANNI Bohemie Regi Terra sua Mazoviensi, eaque rursus ab eodem Rege in Feudum accepta, factum per Imperatorem SIGISMUNDUM, & ALBERTUM Austriae Ducem. Vienna 20. Martii 1426. [Voyez-le ci-devant: sous le 29. Mars 1329. Tom. I. Part. II. pag. 112. col. 1.]

1426.
20. Mars.

CXVI.

1426. Extract van een Tractaet van Verdrag gehouden
27. Mars. en gesloten tusschen ARNAULD Hertogh
GUELDERE van Gelder ter eenre, en JAN VAN HENS-
ST. LIJEG. BERGH Bishop van Luyk en Grave van
Loon gevoegt met JAN Heervan Loon, G-
lich, Hensbergh en Louwenbergh, JAN van
Loon syn oudsten Zoon, ende WILLEM
Grave van Blanhem ter andere zyde, op
Woensd. na' Marien Boodichap. 1426.
[SLICHTENHORT, Chroniques de Gueldres.
Liv. IX. pag. 213.]

K Orts daer na te weeten op Woensdag na Marien
Boodichap zyn HERTOGH Arnald van Gelder,
ende

CXVII.

1426. Extrait du Traité de Paix & d'Accommodement
27. Mars. fait & conclu, entre ARNAULD Duc de Guel-
GUELDERE dre d'une part, & JEAN DE HENSBERG
ST. LIJEG. Evêque de Liege & Comte de Loon, JEAN Sei-
gneur de Loon, JEAN de Loon son Fils aîné, &
GUILLAUME Comte de Blackenbeim d'autre
part; le Mercredi après l'Annonciation de la Sain-
te Vierge 1426. [SLICHTENHORT, Chro-
nique de Gueldre, Liv. IX. pag. 213.]

U N peu après, sçavoir le Mercredi d'après l'an-
nonciation de la Vierge le Duc ARNAULD de Guel-

ANNO
1426.

ende aen d'andere zijd JAN VAN HENSBERG Biscop van Luyk ende Grave, van Loon, gevoegd met Jan Heer van Loon, Gulich, Hensbergh en Leeuwenberg, Jan van Loon sijn oudften zoon, ende Willem Grave van Blankenheim, wegen de vorige zwaerigheden over en weder verdraegen, beloovende; dat sy ende hun erven getrouwelyken by een zouden blyven, d'een tegen d'ander in geenerley wyze opstaen, dan des anders nut na vermoegen helpen vervorderen, zonder argelst, nyt-genoomen dat des Hertoghs verbond met den Kleevenaar standvastigh zoude blyven. Hier behalven handelde de Vorst afzonderlijken met gemelten Jan van Loon Heer van Gulich, &c. op dese wyze: Voor eerst was de Hertogh van Gelder en Gulich gehouden aen sijn neve den Heer van Loon en zyne erve nyt te reynen 80000. gulden, en 16000. hier van binnen twee Jaeren, ende zulk nyt de Geldersche schatkisten zoo hem diert wiert toe-gelaten; zoo niet, in plaets van dien aen hem te verpanden zoodaenige Sloten in Gulicher-land, als hem Jan best zouden believen, nytgezondert de Burgen van Gulich ende van Hambach; ende in stede van de overige 64000. guldens, de Stad en vryheyd van Gulich en Hambach, t'zynen keure, zoo haest sy eene van beyden quamen te overcomen, om ze te pande te houden, zoo langh de oorlogh moght dueren ofte op nieuws aengaen met den Vorst van den Berge ofte sijn zoon. Doch in geval de zaek op geen krijgh nyt en leep, ofte de krijgh door verdragh ofte anders wierd op-geheven, zoude evenwel het gebied en recht des Stad Gulich voor de helft verbiylen aen den Hertogh, onafgesien het vorige pand-recht, voor-behouden hem Jan de hooge gerechtigheyd en in-komsten der Stad in 't geheel; die daer tegens beloofde, Amal op zyne begeerte in te huldten, ende hem de helfte van de noch te over-winnene landen ofte Steden over te laeten; in dier voegen, dat Loon het vierde deel van met zyne na-koemelingen als sijn erf-goed, ende op de voordere deelen rechte van pandschap zoude behouden voor 100000. guldens: met welke penningen (te Hensbergh ofte te Wassenbergh te tellen) de Hertogh dan t'allen tijden weder moght vry koopen Jans overige vierdeel. De andere weder-helfte van de weder-vermeesterde Steeden, Schancken ofte Landen, zoude ten eenemaal en erveliken koemen aen den Hertogh, doch de overpelfe vooghdij daer van behooren aen den Heer van Loon voor sijn leeven, ende langer ofte anders niet. De Hertogh zoude de voor-keur hebben, mids dat die de beste pluck had sijn ventnoet daer voor weder moeste te wille zyn; behalven dat de Vorst de Stad Suchtelen alleen na hem zoude neemen. Wanneer 't hem goed dacht, zouden sy 1000. mannen min of meer werven; dan de Heer van Hensbergh was ongehouden meer dan 50. lans-knechten te onder-houden, ofte hy en wilde. De Hertogh (hoewel hoofd van dit verbond) zoude oorlogh noch wapen-besland aengaen met den Berghlander, anders dan met voor-weeten en toestaen van Loon, ende van zyne Steden in Gelderland. De Ridderen, knechten, in-zaeten, Steden en Slore van Gulicherland, welke den Heer van Hensbergh onderdaenigh ende echter niet eed-plichtigh en waren aen Adolf van den Berge, en zoude niet quaeds weder-varen, ende de Hensberger de zelve trachten met den Hertogh te verenigen. Daer na hebben beyde Heeren de vingers op dit schrift geleght ende het alzoo bezwooren ende daer na bezegeld. Gedaen ten over-staen van Jan Heer van Kulenburg, &c. Roelman van Arendale Heer van Welle Ridder en Hofmeester, Jan Heer van Wijkraede, erf-kamerling en Vooghd van Erkelens, van des Hertoghs wegen; mitsgaders Henrik van Velkenhusen, Godschalk van Forde ende Steven van Leek aen d'andere zijde.

CXVII.

29. Mars. Ratificatio Pacis inter Regem Arragonie ALPHONSUM, & Ducem Mediolani PHILIPPUM MARIAM, facta ex parte Ducis cum Renunciatione Jurium ipsi competentium in Comitatu Bonifacii & Calvi, ac Regnum Corsicæ. In Castro Porte Jovis Civitatis Mediolani 29. Martii 1426. Indict. IV. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales de la Ville de Milan. Registre I.]

Guelres, & d'autre côté JAN DE HENSBERG Evêque de Liège & Comte de Loon, à qui étoit joint Jean Seigneur de Loon, Juliers, Hensberg, & Leeuwenberg, Jean de Loon son fils aîné & Guillaume Comte de Blankenheim, ont accordé les différends d'entre eux. Promettant qu'eux & leurs héritiers demeureront toujours unis, ne s'élèveront point l'un contre l'autre, mais avanceront & procureront leur avantage réciproque, sans dissimulation; bien entendu que l'Alliance du Duc avec celui de Cleves subsistera. A cela près le Prince a traité avec ledit Sieur Jean de Loon Seigneur de Juliers &c. en la manière suivante. Premièrement ledit Duc de Guelres & Juliers étoit obligé de compter à son neveu le Seigneur de Loon & ses héritiers 80000. livres & 16000. d'iceux dans deux ans, & ce du Trésor ou Caisse de Guelres, au cas qu'il lui fût permis. Si non de lui engager au lieu & place, tels Châteaux de la Guelre que Jean trouvera le plus à propos, exceptez les Baux de Juliers & de Hambach & au lieu des 64000. Livres restans, les Villes & Franchises de Juliers & Hambach à son choix, aussi-tôt qu'ils viendront à conquérir l'un des deux, pour les tenir pour gage & assurance tant que la Guerre pourra durer, ou recommencer avec le Prince de Bergh ou son fils. Mais en cas qu'il n'arrive point de Guerre ou qu'elle fut terminée par quelque Accord, le Commandement & droit de la Ville de Juliers demeurera pour la moitié au Duc nonobstant le droit de gage précédent, excepté que Jean aura la haute Justice & les revenus de la Ville en leur entier, en quoy Arnaut promet de l'installer suivant ses desirs, & de lui céder & abandonner encore la moitié des Pais & Villes qui seront conquises, en telle sorte que Loon retiendra pour 100000. livres la quatrième partie d'iceilles avec ses successeurs: comme son bien héréditaire & hypothèque, sur les autres parties. Avec lesquels deniers (à compter de Hensbergh, ou Wassenberg) il sera en tout tenu libre au Duc d'acheter les autres quarts. Les autres moitiés des Villes, Forts & Pais, dont on se rendra encor maître, apartiendront entièrement & héréditairement au Duc. Mais le Gouvernement Souverain en apartiendra audit Seigneur de Loon sa vie durant & non plus long-temps ni autrement. Il sera à l'option du Duc, parce qu'il aura la meilleure part. Excepté que le Prince prendra pour lui seul la Ville de Suchtelen. Quand il le trouvera bon ils leveront mil hommes plus ou moins, mais le Seigneur de Hensbergh n'est pas obligé d'entretenir plus de 50. soldats s'il ne veut. Le Duc, quoy que le Chef de cette Alliance, ne devoit point faire de Trêve avec ceux de Berg, qu'avec la connaissance & consentement de Loon & de ses Villes de Guelre. Les Nobles, Troupes, Habitans, Villes & Châteaux du Pais de Guelre, qui étoient sous l'obéissance du Seigneur de Hensbergh, & non néanmoins obligés par serment à Adolf de Berg, ne se trouveront pas mal ni même le Sieur Hensbergh de tâcher de s'accorder avec le Duc. Ensuite ont lesdits deux Seigneurs posé les doigts sur cet Ecrit, & ont ainsi juré & scellé. Fait en présence de Jean Seigneur de Culenbourg, &c. Roelman de Arendale Seigneur de Welle Chevalier, Jean Seigneur de Wykraede, Chambellan héréditaire & Gouverneur d'Erkelens, de la part du Duc, ensemble Henri de Velkenhusen, Godschalk de Forde & Steven de Leek d'autre part.

ANNO
1426.

In Nomine Domini, Amen.

ANNO à Nativitate ejusdem millesimo quadringentesimo vigesimo sexto, Indictione quarta, die Veneris sancto vigesima nona mensis Martii. Cum per, & inter Serenissimum, & Excellentissimum Principem, & Dominum Dominum Alfonsum Aragonum, Siciliæ, Valentie, Majoricarum, Sardinie, & Corsicæ Regem, Comitem Barchinonæ, Ducem Athenarum, & Neopatriæ, ac etiam Comitem Rossilionis, & Ceritanie, seu Spectabiles Viros Bernardum de Cor-

ANNO
1426.

Corbaria, & Andream de Brure Milites, Nuntios, Procuratores, & Ambaffiatores, & Procuratorum nomine præfati Domini Regis ex una parte, & Illustriſſimum, ac Potentiſſimum Dominum Dominum Philippum Mariam Anglum Ducem Mediolani &c. Papie, Anglierique Comitum, ac Januæ Dominum, ſeu Spectabilem Virum Antonium de Olzate Generalem, Collateralem, Commiſſarium, & Procuratorem, & nomine Procuratorum præfati Domini Ducis ex parte altera, concedente Altifſimo, à quo univerſa bona procedunt, fuerit inita, facta, & firmata bona, vera, & cordialis Compoſitio, Pax, Amicitia, & Conſederatio, nec non Unio, & Liga certis modis, & terminis contentis in Inſtrumento inde confecto dato apud Portum Piſanum ſuper galea, de qua Patronus eſt Bernardus de Vilamari Dioceſis Gerundinenſis ſecunda die Martii Anno prædicto clauſo per me Franciſcum Axalo Secretarium, & Notarium inſcriptum, conſiderato etiam virtute cujuſdam Capituli ex contentis in dicto Inſtrumento dictum Dominum Ducem pro ſe, & ſuis Heredibus, & Succeſſoribus teneri, & eſſe obligatum ad renuntiationem inſcriptam faciendam ſub obligatione omnium bonorum ſuorum, ac pana centum millium Ducatorum auri, & in auro; idcirco præfatus Dominus Dux volens inita, firmata, & jurata per dictum ſuum Procuratorem exequi, & complere, ac totaliter ad effectum deducere, viſis, & contentis ſub omnibus Capitulis, & unoquoque ipſorum in dicto Inſtrumento contentis, initis, & firmatis per & inter dictos Bernardum de Corbaria, & Andream de Brure, nec non Antonium de Olzate, nominibus quibus ſuprà, gratis, & ex dicta certa ſcientia, ſolemniter, & conſulte pro ſe, & dictis ſuis Heredibus, & Succeſſoribus eis melioribus modis, Juribus, viſis, & formis, quibus, & pro ut melius potuit, & poteſt, ad plenum de his informatus, ratificavit, approbavit, emolovavit, & laudavit, & ratificat, approbat, emolovavit, & laudat, & de novo ad majorem, & ſuperabundantem cautelam fecit, inſit, & firmavit, ac facit, inſit, & firmat dictas Compoſitionem, Pacem, Amicitiam, Conſederationem, nec non Unionem, & Ligam, & demum omnia, & ſingula in dicto Inſtrumento contenta, & latius ſpecificata, nec non etiam præfatus Dominus Dux gratis, & de dicta certa ſcientia ſolemniter, & expreſſe pro ſe, & dictis ſuis Heredibus, & Succeſſoribus tamquam Dominus Januæ, & Januenſium, & pro ut melius, & efficacius potuit, & poteſt, inſtantibus, & requirentibus præfatis Millicibus, Ambaffiatoribus, & Procuratoribus præfati Domini Regis, nec non etiam ad inſtantiam noſtrum Notariorum præ, & inſcriptorum, ut publicarem Perſonarum ſtipulantium, & recipientium, nomine præfati Domini Regis, & ſuorum Heredum, & Succeſſorum, & omnium quorum intereſt, & intereſſe poteſt, & poterit in futurum, pleniffimè de his informatus ceſſit, & renuntiavit, ac cedit, & renuntiat cuilibet Juri, ſi quod habet, & habere poteſt in Caſtris, & ſeu Comitibus Bonifatii, & Calvi, nec non Juri, ſi quod habet, nomine quo ſuprà, in Regno Corſicæ, & quibuſcumque Locis, Terris, & Caſtris, quæ per eum, ſeu nomine ſue Dominationis, ſeu Commune Januæ tenentur, & poſſidentur in dicto Regno cum Juribus, & Pertinentiis eorumdem, & pro ut in prædicto Inſtrumento, ad quod iſta referuntur, plenius, & latius continetur; quæ quidem omnia, & ſingula prædicta præfatus Dominus Dux promiſit, & promittit per ſolemne ſtipulationem ſub ſui, bonorumque ſuorum præſentium & futuro- rum obligatione, ac juravit, & jurat ad Sancta Dei Evangelia, manu corporaliter tactis Scripturis, in manibus noſtrum Notariorum recipientium nomine præfati Domini Regis attendere, & obſervare, & attendi, & obſervari facere ſub dicta pana centum millium Ducatorum Parti obſervanti applicandorum per Partem non obſervantem; & quæ omnia fecit, & fieri præfatus Dominus Dux curavit, & ſub his pacto, legi, & conditione, quod præfatus Dominus Rex perſonaliter ſimilem Ratificationem, Approbationem, ac de novo ſignatam nem pro ut ſuprà, per eundem Dominum Ducem actum eſt; quibus ſic prædictis dictus Dominus Dux rogavit utrumque noſtrum Notarium de his fieri, & conſci unum, & plura publica Inſtrumenta unius, & ejusdem tenoris in Teſtimonium præmiſſorum. Actum Mediolani in Caſtro Portæ Jovis, in quo reſidet præfatus Dominus Dux, præſentibus Spectabili Oldrado de Lampugnano Filio quondam Sapientis, & Egreſſi Legum Doctores Domini Uberti Portæ Vercelline Parochie Sancti Joannis ſuprà murum Camerario præfati Domini Ducis, Egreſſi Georgio dicto Scaramu-

zia de Sancto Georgio Filio Domini Portæ Vercellinae, Parochie Sancti Prothasii in Campo intrus ſimiliter Camerario præfati Domini Ducis, Tebaldo de Seraticeo Filio quondam Domini Pioſelli Caſtellano, & Habitatore dicti Caſtri Portæ Jovis, & Joanne de Babis Iſſo Andorai ſupraſcriptarum Portæ Vercelline Parochie Sancti Joannis familiarium præfati Domini Ducis, omnibus Habitatoribus Mediolani, nec non Nobilibus Viris Arnaldo de Palon Patrono Galeæ Galticando Dortal, & Georgio de la Via Principatus Cathalonie, Teſtibus ad prædicta vocatis, notiſ, idoneis, & rogatis.

Subſcriptiones Notariorum, qui de prædictis confeſerunt Inſtrumentum, & illud ſubſcripſerunt inſcriptum ſunt tenorem, videlicet:

Signum mei Franciſci Axalo præfati Sereniſſimi Domini Regis Scriptoris Mandati, ac Illuſtriſſimi Domini Infantis Petri Aragonum, Sicilia &c. Secretarii, auctoritatibusque Apoſtolice ubique, & dicti Domini Regis per totam Terram, & Dominationem ſui Notarii publici, qui una cum Notario, qui ſe inferius manu propria ſubſcripſit, prædictis rogatus, & vocatus interſui, eaque ſcribi feci, & clauſi; Corrigitur autem de raſis in linea decima octava Parti obſervanti.

Ego Donatus de Cifero de Herba Filius quondam Domini Marchiſſi Civitatis Mediolani Portæ Novæ Parochie Sancti Fidelis publicus Imperiali auctoritate Notarius, & ſcriba præfati Domini Ducis prædictis rogatus interſui, & hoc Inſtrumentum confeſi, tradidi, & ſubſcripſi, ſignumque meum Tabellionatus hic apoſui conſuetum ad fidem, & in Teſtimonium præmiſſorum, facta correptione, de qua ſit mentio in ſupraſcripta ſubſcriptione ſupraſcripti Notarii, qui una cum meo, & ego cum eo prædictum confeſimus Inſtrumentum.

Examinauit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIIUS Regu Archivi Officialis.

CXVIII.

Vertrag zwischen Herzog Bernhard zu 31. Mai.
Braunschweig und Lüneburg eines / dann
dem Rath und Bürgern der Stadt Braunsch-
weig; andern theils / durch Vermittlung Herzog
Otters zu Braunschweig beſehen. Wo-
durch alle zwiſchen denſelben / des Schloſſes
Amplewe halber / entſtandene Zerrungen bey-
und abgelegt werden. Geſchehen den Freytag
nach den Heiligen Leichnams-Tag Anno 1426.
[LUNIG, Teutſches Reichs Archiv. Part.
Spec. Continuat. II. Abſag IV. pag. 257.]

C'est - à - dire,

Accord entre BERNARD Duc de Brunswick-
Lunebourg & le MAGISTRAT de la Ville
de BRUNSWICH par la médiation d'OT-
TON Duc de Brunswick pour l'accommodement
des différends qu'ils avoient au ſujet du Château
d'Amplewe. Le Vendredi après la Fête du
Corps de Chriſt. 1426.

Als Gottes Gnaden wir Otto / Hertoge tho
Brunswick und tho Lüneburg / beſehen open-
bar in diſſem Breve / dat wir ſchriblichen gebeden-
get hebben thiden dem hochgeborenen Fürſten Unſem
lehen Herrn Baderen / Herren Brunde Hertogen tho
Brunſchwig und tho Lüneburg / up eine Eyde / und
Unſen lehen Gerich in dem Rade und den Bär-
gern Unſer Stadt Brunſchwig upper ander Eyde /
umme alle alſedanne Schel und Gebreche / de up-
geſtan ſyn zwiſchen Unſem vorgendinten Herrn Ba-
dere und Unſer Herſchop und dem Rade und Bär-
gern / und ock ſunderden Perſonen der Stadt
Brunſchwig van des Schotes wegen tho Amplewe /
an Borden und an Werden / und ock umme alle
andere Schel de gevallen ſyn went an diſſe tydt /
darumme van Unſer Herſchop wegen de vorgendin-
ten Stadt und Bärgeren tho diſſer tydt angeſprachen
ſyn /

ANNO
1426.

ANNO
1426.

syn / in diser Wisi / dat alle de vorgedorde Gebrecke und Scheel fründelichen und wolgerichtet syn / mit jo wider diser Partye Witschop / Dultwort / und guten Willen / und mit diser Richtinge schüllen alle also danne begedinge und fründeliche Richtinge / Privilegia und Rechte unverwandelt und unverbrocken bliven / de zwischen Unsen vorgendunten Herren Badere / Uns und Unsem leben Beddern Herrn Wilselme Hertogen tho Brunschwig und Lüneborg / und Unsen Odera und Vorahren / und dem Rade und Bögern tho Brunschwig vor diser Tydt oek begedinget oder vorbrevet syn / vortmehr umme also dane Gebreck dar de Stadt vorgendunnt tho diser tydt Unse Herschop umme angesprochen hefft / wur besate sich vorbedent van Gudere wegen gechehen syn / de schüllen ave syn / und umme desälven Gudere isst dar wo up tho spreckende hefft / dat schall men handelen vor Gerichten und wu seel dat van Rechte vord. Des tho Bewisinge is Unse Ingesigel gehenger an disen Breiff / na Christi Werd vereinhundert Jar / darina in dem seß und zwintigsten Jare desß Fyrdages negst na des S. lichams Dage.

CXIX.

11. Juill. *Traité d'Alliance entre AME' VIII. Duc de Savoye, & les Républiques de VENISE & de FLORENCE, contre le Duc de MILAN, fait à Venise le 11. Juillet 1426.* [S. GUICHENON, Histoire Générale que de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 263. & G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 343.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO à Nativitate ejusdem Domini nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo vigesimo sexto, Indictione quarta, die undecima mensis Julii, ad laudem & reverentiam Omnipotentis Dei, & gloriose Virginis Mariæ Matris ejus, ac Beatorum Marci Evangelistæ, & Patriarchæ, ac Joannis Baptiste, & totius coelestis Curie triumphantis; & ad honorem, exaltationem, bonum, liberum & pacificum statum, Regimen, & Pacem perpetuam infra scriptorum colligatorum & colligandorum, ac cujuslibet eorum; nec non Civitatum, Terrarum & Locorum suorum, eorumque Civium Districualium, Subditorum, & Fidelium: Spectabiles, & Egregii Viri Domini Manfredus ex Marchionibus Salutarum, Miles Dominusque Mulazani; Henricus de Colombero, Dominus de Vulsus; ac Petrus Marchiandi Legum Doctor, Scindici & Procuratores Illustris & excellsi D. Domini AMEDEI Ducis Sabaudie, Chablassi, & Augustæ Principis, Marchionis in Italia, Comitis Pedemontium, & Gebennensis, Valentinesisque, & Dienfis; ut de eorum Syndicatu & Mandato plenè constat publico Instrumento, scripto, publico & corroborato per prudentem Virum Petrum Catterii Maurianensis Diocesis, publicum Imperiali auctoritate Notarium & prælibati D. Ducis Sabaudie Secretarium, Curiarumque suarum justarum Anno millesimo quadringentesimo vigesimo sexto, Indictione quarta, die vigesima secunda mensis Martii à nobis Notariis infra scriptis viso & lecto: & Spectabiles & Egregii Viri Domini Robertus Mauroceno, quondam Marci, Leonardus Moccenigo Procurator Ecclesiæ Sancti Marci, Fancius Michael quondam Maphi, Fancius Dandolo Juris utriusque Doctor quondam Leonardi Miltris, Thomas Michael quondam Domini Laurentii, & Nicolaus Contareno Juris utriusque Doctor; honorabiles Cives Civitatis VENETIARUM, Scindici & Procuratores Illustris & excellsi D. D. Francisci Foscarini Dei gratia incliti Venetiarum Ducis, Domini, ac Communis Venetiarum; ut de eorum Syndicatu & Mandato plenè constat publico Instrumento, scripto, completo, roborato & publicato per providum Virum David de Tebalduino Imperiali auctoritate, & Ducatus Venetiarum Notarium, in præsentibus millesimo, * Indictione, & die à nobis Notariis infra scriptis viso & lecto: & Spectabiles, & Egre-

TOM. II. PART. II.

gius Vir Dominus Marcellus Stroce de Strocis Legum Doctor, honorabilis Civis FLORENTINUS, Scindicus & Procurator Magnificæ Communitatæ Florentiæ, ut patet publico Instrumento scripto, publico, & corroborato per prudentem Virum Antonium quondam Jacobi de Salvatis, Civem & Notarium Florentinum, in millesimo quadringentesimo vigesimo quinto Indictione quarta, secundum cursum & consuetudinem Florentinorum, die vero decima nona mensis Decembris, à nobis Notariis infra scriptis viso & lecto.

2. Inierunt, fecerunt, celebraverunt & contraxerunt ac firmaverunt; iniant, faciunt, celebrant, contrahunt atque firmant inter se bonam Unionem, & firmam Confederationem & Ligam, ad conservandum, manutenendum & defendendum Status suos, contra & adversus Illustrum D. Philippum Mariam Ducem MEDIOLANI &c. & Successores suos, Colligatos, Adhærentes, Recommendatos, Fautores, Complices, Subditos & Sequaces, & ad diffidendum & guerrendam dictum Dominum Ducem Mediolani, Hæredes & Successores suos, Colligatos, Adhærentes, Recommendatos, Fautores suos ac suos Subditos & Sequaces, nec non eorum Terras & Loca, durante tempore præsentis Unionis & Ligæ, & cum modis, formis & Capitulis infra scriptis. Videlicet primò, quod præsens Liga, Unio & Confederatio incipere & durare debeat inter Partes prædictas, à celebratione præsentis Contractus, usque ad decem annos proximè sequentios, cum omnibus modis, formis, pactis & conditionibus, qui & quæ in præsentis Instrumento & Contractu istius Unionis & Ligæ, inserti & inserta sunt; & si dictus Illustris Dominus Dux Mediolani, finitis & transactis dictis decem annis adhuc superviveret, præfati Illustris & Excellsi D. Dux, Dominium & Commune Venetiarum promittunt ex nunc procurare toto posse, quod dicta Magnifica Communitas Florentiæ, unà cum ipso D. Duce, Dominio & Communi Venetiarum erunt contenti, quod prædictus terminus præsentis Ligæ, Unionis & Confederationis duret & durare debeat, adhuc toto tempore vitæ prædicti D. Ducis Mediolani, & per unum annum post ipsius mortem. Quod si ipsa Magnifica Communitas facere & contentari noluierit, ex nunc se obligant prædicti D. Dux, Dominium & Commune Venetiarum, quod prædicta Liga, Unio & Confederatio, duret & durare debeat inter prædictum Illustrum & Excellsum Principem Dominum Ducem Sabaudie, Hæredesque & Successores suos, ex unâ parte, & ipsum Illustrum & Excellsum Dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum ex altera, adhuc per dictum tempus & terminum vitæ dicti Illustris Domini Ducis Mediolani, & per unum annum post ipsius mortem.

3. Et viceversa dictus Illustris & Excellsus D. Dux Sabaudie, per se Hæredesque & Successores suos promittit & se obligat, quod præsens Liga, Unio & Confederatio duret & durare debeat, inter ipsum, Hæredes & Successores suos, ex unâ parte; & præfatum Illustrum & Excellsum Dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum, si contentari voluerit ex altera; ultra dictum terminum annorum decem, adhuc per totum tempus & terminum vitæ dicti Illustris Domini Ducis Mediolani, & per unum annum post ejus mortem; & si ipsa Magnifica Communitas Florentiæ contentari noluierit, duret inter ipsum Dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum, ex alia, adhuc per totum tempus & terminum supra scriptum vitæ Domini Ducis Mediolani & per unum annum post ipsius mortem; modis, formis, pactis & Conventionibus omnibus præsentis Unionis & Ligæ seu Confederationis.

4. Item quod præfatus Illustris & Excellsus D. Dux Sabaudie, tempore Guerræ habere & tenere teneatur illam quantitatem Equitum & Peditum quæ ei erit possibilis, & super hoc stetur bonâ fide sua, & cum ipsis Gentibus Guerram facere Illustri Domino Duci Mediolani, Colligatis & Adhærentibus suis, & aliis contra quos præsens Liga se extendit: & similiter Illustris & Excellsus Dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum, & Magnifica Communitas Florentiæ, teneatur habere & tenere dicto tempore Guerræ, quantitatem Equitum & Peditum, quæ eis erit possibilis, & super eis stetur bonâ fide ipsorum, & cum ipsis Guerram facere prædicto Domino Duci Mediolani, Colligatis & Adhærentibus suis, & aliis contra quos præsens Liga se extendit; non tamen præjudicando propter hoc Ligæ inter ipsum Dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum, & Magnificam Communitatem Florentiæ existentem: tempore verò Pacis prædictus

A a

Domi-

ANNO
1426.

ANNO
1426.

Dominus Dux Sabaudie habeat & teneat, seu tenere faciat ejus Vassallos & Subditos ita in ordine & puncto, ut quoties requisitus fuerit per alteram Partium prædictarum, cum illis infra unum mensem à die requisitionis factæ inchoandum subvenire possit & debeat Colligatos, contra Illustrem Dominum Ducem Mediolani Colligatos, Adherentes & alios suos, ut supra.

5. Et prædicti Dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum, dicto tempore Pacis habere & tenere debeant Equites bonarum Gentium tres mille, & Pedites mille, & Magnifica Communitas Florentiæ donec perseveraverit in Liga præfenti, similiter tempore Pacis, tenere & habere debeat suis expensis Equites tres mille, & Pedites mille: & teneantur dictæ Partes sibi invicem, & vicissim cum Gentibus quas habere & tenere debent, tam tempore Pacis quam Guærræ, vel earum parte subvenire, sicut expensis fuerit in opportunitatibus occurrentibus, contra dictum Dominum Ducem Mediolani, Colligatos, Adherentes, Recommendatos, Subditos & alios suos, ut supra, toties quoties fuerit opportunum, & una Pars ab altera, vel è contrâ fuerit requisita: & hoc, durante tempore præfentis Unionis & Ligæ.

6. Item, quod præfatus Illustri Dominus Dux Sabaudie omnino teneatur & debeat, à die qua publicabitur præfens Liga, in antea custodiri & claudi facere passus & transitus suos, & eorum qui ex parte sua in præfenti Liga & Unione comprehenduntur, quod per ipsos passus aut per Terras & Loca sua, & de Terris & Locis suis non possint transitum facere Gentes aliquæ in subsidium Domini Ducis Mediolani prædicti, seu ad Terras & Loca sua suorumque Colligatorum, Adherentium, Recommendatorum, Complicum, Subditorum & Sequacium, vel eorum cujuscunque, Vicualia aliqua, Mercationes, seu alias Res & Bona cujuscunque generis conduci vel apportari non possint ullo modo; necque de Terris & Locis præfati Domini Ducis Mediolani, vel suorum, ut supra, aliquid conduci vel portari non possit per aliquem, ad Terras, Passus, Loca præfati Domini Ducis Sabaudie, tam nunc quam alio quocumque tempore occurrerit Guerra inter Partes prædictas, & Dominum Ducem Mediolani, & suos per totum tempus præfentis Unionis & Ligæ: similiter etiam facere, ut præmittitur, debeant prædicti Domini Dux, Dominium & Commune Venetiarum, & Magnifica Communitas Florentiæ, quocumque tempore per ipsas Partes conflingeret Guærram facere, vel ad eam proficere adversus dictum Dominum Ducem Mediolani, & suos, ut supra.

7. Quinimo etiam teneatur & debeat dictus Dominus Dux Sabaudie, contra ipsum Dominum Ducem Mediolani & suos superiores nominatos, una cum supra scriptis Domino Duce, Dominio & Communi Venetiarum, & Magnifica Communitate Florentiæ, usque per totum mensem Augusti proximi rumpere & proficere cum Gentibus prædictis, quas tempore Guærræ habere & tenere debet, ipsiunque facere & fieri facere contra dictum Dominum Ducem Mediolani & suos prædictos, cum Gentibus suis prædictis. Item, quod præfens Liga & Unio seu Confederatio, banniat & publicetur per dictum Illustrem & Excelsum Dominum Ducem Sabaudie, in suis principalibus Civitatibus die primo mensis Septembris proxime futuri, & ad ipsum terminum banniri & publicari debeat in suis principalibus Civitatibus per dictum Illustrem & Excelsum Dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum & Magnificam Communitatem Florentiæ.

8. Item, quod dictæ Partes & illi, pro quibus agitur, ac quilibet eorum, teneantur & debeant vicissim, videlicet una alteri, & altera alteri, præbere & aperire libere passus, transitus, & itinera per Civitates, Terras, Portus, Aquas, Castra, & Loca, habitabiles & habitabilia, pro transitu Gentium ipsarum Partium, & prædictorum pro quibus agitur, ut supra cujuscunque eorum, eisdemque dare facere Vicualia & alia opportuna pro ipsis Gentibus pro pretio competenti: Et si contingat Campum in aliquo poni, quod tunc & eo casu, Partes & Colligati de Vicualibus dicto Campo providere teneantur, juxta eorum possibilitatem.

9. Item, quod si, durante tempore præfentis Unionis & Ligæ, præfatus Dominus Dux Mediolani, aut ejus Colligati, Recommendati, Complices, Fautores, Subditi vel Sequaces, moverent Guærram per Mare Civitatis Nicæ de Provincia, vel in Comitatu vel Districtu Civitatis ejusdem; tunc & eo casu præfatus Dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum & Magni-

fica Communitas Florentiæ, donec perseveraverit in dicta Liga, teneantur & debeant providere cum Galea de Monaco, vel aliis Galeis Florentinorum, quas sunt in Mari seu Portibus * deinde aut per alium modum de succursu dictæ Civitatis: Et si providebitur de Armata per Mare contra Januam pars ipsius Armata teneatur in Porta Villæ-Franche, Monaci, & alibi, ubi melius videbitur, ita ut ipsa Civitas Januæ facili & reducarur ad suam pristinam libertatem; & in omnem eventum, quo dicta Civitas Januæ subtrahatur ab obedientia Domini Ducis Mediolani, remaneat Januensis, & in sua pristina libertate.

10. Item, quia apud Deum & Mundum est opus laudabile, quærere & velle Pacem, quæ supra omnia optanda est, possit Dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum tractare & præbere ac procurare Pacem & Treugam cum præfato Domino Duce Mediolani, sed non possit Pax aliqua vel Treuga concludi nisi de voluntate & consensu omnium trium Partium prædictarum, videlicet, Domini Ducis Sabaudie, Domini Ducis Mediolani & Commune Venetiarum, & Communitatis Florentiæ, seu duarum Partium ex ipsis tribus; ita quod quicquid per duas ex ipsis tribus Partibus & Potentis deliberabitur & concluditur de Pace vel Treuga, sit validum atque firmum, & per aliam tertiam Partem attendi debeat & inviolabiliter observari.

11. Et quia per formam unius Capituli contenti in Liga existente inter præfatum Dominum Ducem, Dominium & Commune Venetiarum, & Communitatem Florentiæ, stat in solo arbitrio & potestate præfati Domini Ducis, Domini & Commune Venetiarum, procurare, tractare & firmare Pacem & Treugam, cum Domino Duce Mediolani; ex nunc dictis Dominus Dux, Dominium & Commune Venetiarum, liberant & absolvunt dictam Communitatem Florentiæ ab omni promissione & obligatione contenta in dicto Capitulo, quantum pertinet ad factum Pacis & Treugæ sentæ cum Domino Duce Mediolani: Verum si casus occurreret, quod post conclusionem hujus Ligæ, aliquid ex his quæ per Partes prædictas ad præfens teneantur & possidentur, perderetur, & per Partem adversam occuparetur; non possit aliquo modo perveniri ad Pacem, nisi omnia Loca dictis Partibus ablata restituantur.

12. Item, si casus occurreret, quo facta Pace vel Treuga cum Illustri Domino Duce Mediolani, postea per ipsum Dominum Ducem Mediolani vel Colligatos, Adherentes & Recommendatos suos, vel per aliquem vel aliquos ex illis, contra quos præfens Liga & Unio se extendit, rumpere, moveretur, aut fieret Guerra directè vel per indirectum, contra aliquem prædictarum Partium Colligatorum, vel eorum Recommendatis, Colligatis & Adherentibus, seu alicui ipsorum vel eorum, ac cujuscunque ipsorum Terris & Locis, vel dictis Dux Gentes suas armorum cassaret, aut transitum aliquibus Gentibus armorum, vel Societatis daret, quo censerent, invaderent, Guærramque facerent seu facere vellent prædictis Partibus Colligatis, aut alteri earundem: in hiis casibus aut eorum quolibet procedatur ad Guærram contra ipsum Dominum Ducem Mediolani, Terras & Loca sua, Subditos & fideles suos, & contra illos, qui dictam Guærram moverent & facerent cum Gentibus ipsarum Partium, quas casu Guærræ tenere tenentur vigore præfentis Ligæ & Unionis.

13. Item, quod prædictæ Partes teneantur & debeant nominare suos Colligatos, Adherentes, Recommendatos, Complices & Sequaces, & omnes alios, qui pro ipsis debent beneficio hujus Ligæ uti, infra tres menses à die præfentis Ligæ publicationis numerandos. Item, quod præfens Liga, Unio & Confederatio non intelligatur rupta, nec violata seu dissoluta, usque ad tempus quo durare debet, etiam si aliqua Partium prædictarum, vel aliquis suorum supra nominatorum in ipsa Liga in aliquo deficeret; sed omnes defectus quantò citius fieri poterit, per Partem deficientem emendantur, sub pœnâ in præfenti Instrumento contenta. Item, quod omnia intelligantur, observentur & adimpleantur bonâ fide, recto & puro animo, & ad sanum & purum intellectum, qualibet cavillatione, & malâ interpretatione cessante.

14. Quam quidem Ligam, Unionem & Confederationem, ac omnia & singula supra scripta, & infra scripta, promiserunt dicti Scndici & Procuratores, ac Contrahentes supra scripti, & quilibet ipsorum, Scindicariis, & Procuratoris nominibus quibus supra, sibi ad invicem & vicissim unus alteri, & alter alteri, & unus omnibus, ac omnes uni, stipulationibus debitis

ANNO
1426.

ANNO
1426.

hinc inde intervenientibus, firmam & ratam, ac firmam & rata habere, tenere, attendere, observare facere & adimplere in totum, & non contrā facere, dicere, apponere vel venire, per se vel alium seu alios, modo aliquo vel ingenio, directē vel indirectē, tacitē vel expresse, de Jure vel de facto, vel aliquo exquisito colore, in Judicio vel extra, in pœna & sub pœna ducentorum millium Ducatorum auri stipulatione præmissa. Quæ pœna toties committitur, quoties in prædictis vel aliquo prædictorum fuerit quomodolibet contrā factum, vel contraventum, aut non observatum vel obmissum: & pœna soluta, vel non exacta, vel non una vice vel pluribus, nihilominus prædicta omnia & singula, firmiter perdurent, & sub eadem pœna stipulatione debeant à Partibus inviolabiliter observari.

15. Pro quibus omnibus & singulis firmiter observandis & adimplendis, obligaverunt dicti Scindici & Procuratores sibi invicem & vicissim unus alteri, & alter alteri, & unus omnibus, & omnes uni, nominibus antedictis, & debitis stipulationibus hinc inde intervenientibus, pignori omnia eorum & cujuscunque eorum, quorum sunt Scindici & Procuratores, bona mobilia & immobilia, præsentia & futura. Renuntiantes sibi invicem Partes prædictas, nominibus quibus supra, in prædictis omnibus & singulis, exceptioni dictæ Unionis, Ligæ & Confederationis, non factæ, non sic factum promissionem, obligationem, & conventionem supra scriptarum, & prædictorum omnium non sic gestorum, & non sic celebrati Contractus, & omnium exceptionum & conditionum, sine causa, vel ex injusta causa, Privilegio fori, doli mali, & in factum, novarum Constitutionum Divi Adriani de Fideiussoribus, & omni alio Legum, Jurum, & Constitutionum auxilio, & Legi dicenti generalem renuntiationem non valere, nec omni Privilegio, Litteris & Absolutionibus impetratis vel impetrandis, quibus contra prædicta, vel aliquod prædictorum possent tueri aut dicere, facere vel venire.

16. Et ad majorem expressionem & firmitatem omnium præmissorum, prædicti Scindici, & Procuratores, & quilibet ipsorum, in animabus & super animabus eorum, quorum sunt Procuratores & Scindici, tactis Dei Scripturis ad Sancta Dei Evangelia, sic ut præmissum est, in omnibus & singulis superius annotatis attendere & observare, & attendi & observari facere, corporaliter juraverunt. Mandantes, rogantes & volentes, quod de præmissis omnibus confici debeant unum & plura publica Instrumenta, per nos Franciscum della Siega, præfati Domini Ducis & Domini Venetiarum Secretarium, & Andream Malei de Combarina Taurinensis Diocesis, publicos Imperiali auctoritate Notarios infra scriptos, & quolibet nostrum in eodem tenore similia. Actum Venetiis, in Ducali Palatio Residentiæ præfati Illustris Domini Ducis, in Sala * Præsentibus egregiis & nobilibus Viris Dominis Victore Barbaro, quondam Masei, Ludovico Donato Domini Bartholomei, Civibus Venetiarum, cum Domino Presbytero Joanne Bartholomei Locarini de Luca & Francisco Denucanoser, Joachino Thomisano, præfati Domini Ducis, & Domini Venetiarum Secretariis, & aliis Testibus ad præmissa vocatis, habitis & rogatis. *Signè MALLEY, & LA SIEGA.*

CXX.

21. Juill. *Pax & Compositio inter PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani, & Januæ Dominum, ab una, & Communitates LUCERNÆ, URANIÆ, & UNDERWALDEN, ab altera parte, super nonnullis Questionibus, Litibus, Discordiis, & Diferentis jam dudum inter eos exortis, atque in Bellum deductis. Actum in Ecclesia Sancti Stephani Birinzone Anno Nativitatis 1426. die 21. Julii.* [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre Q.]

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis Feliciter, Amen.

ANNO à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo vigesimo sexto, Indictione quarta, die Dominico vigesimo primo mensis Julii secundum morem, & stilum alme Civitatis Mediolani. Cum diu super nonnullis Questionibus, Litibus, Discordiis, Difer-

TOM. II. PART. II.

rentis, & Debatibus vigentibus inter Illustrissimum Principem, & Excellentissimum Dominum Dominum Philippum Mariam Anglum Ducem Mediolani &c. Papia, Anglerisque Comitum, ac Januæ Dominum, Natum quondam numquam delenda memoria Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Johannis Galeaz olim primi Ducis Mediolani &c. & agentes pro eo, & ejus nomine, parte una, & Magnificas, Excellasque Communitates Lucernæ, Urania, & Underwalden infra Silvam, & agentes pro eis, & eorum nominibus, parte una, dura Guerra, & strepitus Bellorum actæ fuerint occasione Comitatus Leventinæ Oppidi, seu Terræ, & Castrorum Berinzona, Vallis Domiofule, seu Curie Maratellæ, & perinentiarum, ac meri & misti imperii, & gladii temporalis potestatis dicentibus & asserentibus præfato Domino Duci, & agentibus pro eo dictos Comitatum, Castra, Terram, seu Curiam, merum & mistum Imperium, & gladii potestatem, & quilibet eorum pertinere, & spectare pleno Jure præfato Domino Duci, & ejus Cameræ Ducali, ipsumque Dominum Ducem in & super prædictis habere meliora, & potiora Jura, quam habeant præfata Communitates pluribus rationibus, & causis, & maxime quia præfatus Dominus Dux, & ejus Progenitores per tanti temporis spatium, cujus Principis memoria hominum in contrarium non exiit, fuerunt, & de præfatis est ipse Dominus Dux in pacifica possessione, & tenuta prædictorum omnium, de quibus supra fit mentio; & quia prædicta sunt intra Limites sui Domini, & quia de ipsis dispositi, ac præfati ejus Progenitores disposuerunt pro eorum libito voluntatis, & ut communiter disponunt Domini rerum de ipsis rebus, & bonis suis; & præfatis Communitatibus, & Agentibus pro eis dicentibus & asserentibus se se habere meliora, & potiora Jura in & super prædictis, & quolibet eorum, quam habeat præfatus Dominus Dux, prædicta etiam omnia, & quolibet eorum præfatis Communitatibus spectare, & pertinere pleno Jure, pluribus rationibus, & causis, & maxime quia præfatis Communitatibus existentibus in pacifica possessione prædictorum, idem Dominus Dux ipsas Communitates prædictis bonis de facto privavit, & spoliavit, & quia præfata Communitates de proprietatibus prædictis, & bonis bonum, verum, & iustum titulum, & datum habuerunt ab ipsis, in quorum bonis prædicta fuerunt, & tam per Imperialia Privilegia confirmantia eorum Jura, quam per alia Documenta; & præfato Domino Duce, & Agentibus pro eo negantibus, multaque etiam alia dicentibus & allegantibus ipsi Partibus, & Agentibus pro eis, quo diffidebantur ad invicem ipsas Partes, ex quibus omnibus res dubia erat, & de maximis Guerris, & Bellorum strepitibus, ac litibus, questionibus, & discordiis dubitabatur in futurum.

Tandem Magnificus, & Potens Ottolinus Zoppus, Natus Magnifici Domini Quirici habitans in Civitate Mediolani in Porta Vercellina, in Parochia Sanctæ Mariæ ad Portam, Camerarius ipsius Domini Ducis, ac Commissarius, Ambasiator, Nuncius, & Procurator, & Procuratorio & Commissario nomine ipsius Domini Ducis, parte una, & Spectabiles, & circumspici Viri Domini Veruberus Fanierbus Vicaridus, & Verherus Reller Consiliarius, ambo Sindici, Nuntii, Ambasiatores, & Procuratores Communitatis, & Universitatis Lucernæ, Henrichus Beroldingen Vicarius, Arnoldus de Sclaria, & Bernardus de Mantedis, omnes Nuntii, Sindici, Ambasiatores, & Procuratores Universitatis, & Communitatis Urania, & Arnoldus Villix dictus Amisem Nuncius, Ambasiator, Syndicus, & Procurator Communitatis, & Universitatis de Underwalden infra Silvam, parte altera, volentes dictas Guerras, & Bellorum strepitus rescindere, & penitus tollere, dictisque Litibus, & Questionibus perpetuum silentium, & finem imponere, ipsarumque Partium parcere laboribus, & expensis, & precibus etiam amicorum ipsarum Partium intervenientibus pervenerunt, & perveniunt ad infrascripta titulo Transactionis, Compositionis, Pacis, & Concordiæ perpetuo duratura, bonâ fide, & sine fraude, ut infra, videlicet:

Imprimis quatenus dictæ Partes simpliciter, scilicet una Pars alteri, & altera alteri, & Subditi suis quibuscumque teneantur remittere, & tenore præsentium remiserunt, & remittunt omnia dampna, injurias, incendia, homicidia, prædas, invasiones, & offensiones reales, & personales, spolia, rapinas, & quævis alia dampna, rancores, odia, & inimicitias sibi mutuo qualitercumque, & quomodocumque illatas, & factas à toto tempore præterito usque in præ-

Am 2

sentem

ANNO
1426.

ANNO
1426.

sentem diem, volentes, ac expresse promittentes dictas Partes, dictis modis, & nominibus, quod inter easdem Partes sit bona, perpetua, & inviolabilis Pax, & Concordia perpetuis temporibus amodo inviolabiliter, & inconvulsa duratura bonâ fide, & sine fraude, & dolo, & eamque Pacem, & Concordiam dictas Partes dictis nominibus tempore præsentium interunt solemniter, firmiter, roborant, & solemnizant modo, & forma prædictis, & infrascriptis.

Item, quatenus dictas Partes, & utraque earum dictis modis, & nominibus non debeant movere Guerram, nec aliam noxiam novitatem facere per se, aut alium, seu alios sibi invicem, una Pars contra aliam, & alia contra aliam, aut contra eorum Subditos, & Incolas, & Loca quavis occasione, vel causa, nec moventi, vel moventibus Domino, vel Dominis, Communitati, vel Personæ, cujusvis itatus, gradus, conditionis, vel preheminentie existat, præbere receptaculum, transitum, victualia, auxilium, consilium, vel favorem, directè vel indirectè, publicè vel occultè, vel alio quovis qualitate colore.

Item, quatenus præfatis Communitates teneantur facere, & præsentium tenore prædicti eorum Sindici, Ambassadors, Oratores, Procuratores, & Nuntii dictis modis, & nominibus tenore præsentium fecerunt, & faciunt Transactionem, Conventionem, Pactum, & quietationem de prædictis Comitatu Leventina, Castris, Oppidis, & Terra Berinzona, ac de Vallis Domiosulæ, seu Curia Mattarella, & de eorum Jurisdictionibus, mero & misto Imperio, & gladii potestate, & de omnibus, & singulis eorum Juribus, Actionibus, Pertinentiis, Dominis, Proprietate, & Possessione, quæ, & quas præfatis Communitates, vel aliqua earum, & earum Homines communiter vel divisim habent, & habere possent quocumque Jure, vel titulo honoroso, vel lucrativo quomodocumque, vel qualitercumque, & generaliter in, & de omnibus aliis Vallibus, Locis, & Terris, ac Jurisdictionibus, eorumque, & ejuslibet eorum Territoriis, & Pertinentiis, seu Juribus quibuscumque, maxime quæ tenta, & obfessa fuerunt, vel quasi circa Montes per Illustrissimos Dominos Vicecomes, seu Progenitores præfati Domini Ducis Mediolani, ullo unquam tempore præterito, vel præsentis, salvis tamen Proprietatibus, Juribus, & Actionibus singularium personarum dictarum Communitatum, si quas in dictis Territoriis, vel in aliquo eorum, vel alibi in Dominio præfati Domini Ducis juxta titulo possident, & habere prætendunt, illa præmissa totaliter transferunt, dant, remittunt pariter, & tradunt omni meliori, & validiori titulo, quo possunt, prædicta bona, & Valles cum omnibus ipsorum Dominis, Pertinentiis, Appenditiis, & Juribus in eundem Dominum Ducem, seu eidem Domino Duci, & ejus Hæredibus, seu eidem dicto suo Procuratori, & nobis Notariis infra scriptis, ac utrique nostrum in solidum Personis publicis præsentibus, & recipientibus, ac solemniter stipulantibus, nomine & vice, & ad partem, & utilitatem ejusdem Domini Ducis, & suorum Hæredum tantum, asserentes & dicentes dicti Procuratores dictis modis & nominibus, eorum bona fide, sine fraude, quod nullum in quamvis Personam, Dominum, vel Communitatem de præscriptis Juribus, Terris, Locis, Rebus, Vallibus, & Jurisdictionibus, vel de aliqua earum alienationem, cessionem, aut transactionem quovis titulo fecerunt, vel fieri procuraverunt, salvis tamen proprietatibus singularium Personarum ut supra. Dicta igitur principalis translatio, & remissio, ut præfatur, facta est, & sit per præfatos Sindicos, & Procuratores, dictis modis & nominibus, prædicto Ottolino dicto nomine præfati, stipulant, & recipienti, pretio & nomine pretii Florenorum decem millium, & unius Ren. solvendorum Locis, & terminis, & sub pactis, & penis infra scriptis tam ratione, & occasione Jurium, & Actionum, quæ, & quas dictas Communitates prætendebant habere in prædictis Terris, & Locis, quam ratione, & occasione emptiois prædictorum Castrorum, Terrarum, & Locorum, ac impericiorum eorumdem Locorum, ac expensarum, & quæ, & quas usque in præsentem diem præfati, & habuerunt, & alia ratione, & causa, videlicet Florenos tres mille trecentum triginta tres Ren. Soldos triginta, & denarios octo Imperiales nunc de præfati sine dilacione ulteriori, quos Florenos tres mille trecentum triginta tres Ren., Soldos quatuor, & denarios octo Imperiales præfati Domini Sindici, & Procuratores dictis modis, & nominibus contenti, & confessi fuerunt, &

sunt, recepisse, & habuisse, & ibidem præsentialiter, realiter, & verè receperunt, & habuerunt a præfato Ottolino dicto nomine præfate, stipulante, & recipiente, & per eum dicto nomine a præfato Domino Duce ex, & de denariis propriis ipsius Domini Ducis; renunciantes dicti Domini Sindici, & Procuratores dictis nominibus exceptioni non receptorum dictorum Florenorum trium millium trecentum triginta trium Ren. Soldorum triginta, & denariorum octo Imperialium, & spei future receptionis, & omni probationi, & defensionis in contrarium. Residuum verò dictorum Florenorum decem millium, & unius Ren., quod est Florenorum sex mille sexcentum sexaginta septem Ren., Soldorum quindecim, & denariorum quatuor Imperialium præfatos Ottolinos dicto Procuratorio, & Commissario nomine, & per eum præfatos Dominus Dux dare teneatur, & debeat præfatis Communitatibus, aut earum legitimo Nuncio, & Procuratori in Chaleidis Mensis Februarii proxime futuri, aut infra octavam diem ipsius Mensis proximè in loco Ayralis Vallis Leventina, ita, & taliter quod præfatus Dominus Dux teneatur, & debeat præfatis Communitatibus, & dicto cuilibet eorum legitimum bonum, & liberum Salvum Conductum facere, & concedere, quod secus portentur dicti denarii usque ad limites sui Ducalis Domini versus limites dictarum Communitatum, & in earum Communitatum, vel alicujus earum tutam Patriam in periculo, & expensis dicti Domini Ducis.

Item, quatenus dicti Sindici, & Procuratores dictis nominibus teneantur, & debeant renuntiare, & ex nunc tenore præsentium renuntiaverunt, & renuntiant quibuscumque Instrumentis, Documentis, Literis, Privilegiis, & Acquisitionibus, quæ, & quas præfatis Communitates habent de ipsiis Terris, Castris, Locis, & Bonis superius specificatis in manibus præfati Ottolini dicto nomine, & nostrum Notarium infra scriptorum Personarum publicarum, & utriusque nostrum in solidum stipulantium, & recipientium, nomine & vice, & ad partem, & utilitatem præfati Domini Ducis, dictaque omnia Instrumenta, Documenta, Literas, Privilegia, & Acquisitiones tunc teneant dicta bona superius specificata dumtaxat tenore præsentium irritant, annullant, cassant, & abolunt, & irritant, & abolunt, & cassant, & abolunt, ita, & taliter quod eis in præjudicium præfati Domini Ducis, nec ejus Hæredum tantum ullo unquam tempore uti non valent, sed in casu quo uti velint, & possint in præjudicium, ut supra tantum, habeantur pro infectis, abolis, irritis, & annullatis, reservatis tamen præfatis Communitatibus quibuscumque aliis contentis in dictis Privilegiis, de quibus supra fit mentio, & sine eorum præjudicio, & salvis semper, & firmis manentibus omnibus, & singulis supra scriptis, & infra scriptis, & sine eorum præjudicio.

Item, quatenus prædicti Nuntii, Sindici, & Procuratores dictis nominibus teneantur, & debeant liberare, quietare, & absolvere, & tenore præsentium liberant, quietant, & absolvunt nos Notarios infra scriptos, & utrumque nostrum in solidum Personas publicas stipulantes, & recipientes, nomine & vice, & ad partem, & utilitatem omnium, & singulorum præfati Domini Ducis Subditorum, & maxime Hominum, & Incolarum prædictarum Vallis Leventina, Terræ Berinzona, & Vallis Domiosulæ, & Partium ipsarum, & per nos Notarios infra scriptos, & utrumque nostrum in solidum ipsos omnes Subditos, Homines, & Incolas, & item ipsos omnes Homines, Subditos, & Incolas ab omnibus Processibus, Promissionibus, Juramentis, Fidelitatibus, Obedientis, Homagis, Condemnationibus, multis, & obligationibus, quibus teneantur, & quomodolibet teneri, & obligati dici, & excogitari possint ipsi Communitatibus, seu singularibus Personis ipsarum Communitatum, & cujuslibet earum, & ex nunc ipsas Processus, Promissiones, Juramenta, Fidelitates, Obligationes, Condemnationes, atque Multas annullant, & irritant, ac pro nullis, & irritatis haberi volunt, & intendunt, & maxime illas Obligationes, & Instrumenta, quibus se obligaverant Commune, & Homines, seu singulares Personæ Domiosulæ, & Locorum prædictorum, & pertinetiarum Hominibus dictorum Communitatum, aut alicujus earum Officialibus, seu singularibus Personis earundem Communitatum, causa & occasione emptiois, seu alienationum bonorum, rerum, & Jurium Hominum Domiosulæ, & præfatorum Locorum rebellium, vel non obedientium ipsi Communitatibus, seu eorum Officialibus, omni cessante obligatione, salvis tamen si Instrumenta hejusmodi,

ANNO
1426.

ANNO
1426.

modi, & Obligaciones ipsæ forent, & essent ex causa mercantie, debiti, vel alio iusto titulo, seu contractu, vel quasi servandum, quod tunc, & eo casu in prædicto Capitulo quætionibus, & liberationis non intelligantur, nec comprehensa sint, sed in suo robore permanent, ac si prædictum Capitulum factum non esset, & locum non haberet.

Item, quatenus dictæ Communitates de Luceria, Urania, & Undervalden infra Silvam, & Homines ipsarum Communitatum, & cujuslibet earum, & omnes Habitatores, & Incolæ earundem, & cujuslibet earum, & omnes eorum Nuncii, Coadjutores, Factores, & Negociorum Gestores, & eorum Communitatum Subditi tantum sint, & esse debeant ab hodie in antea usque ad decem annos proximè futuros inclusive exempti, immunes, & liberi ab omnibus, & singulis Datis, Pedagijs, Gabellis, Tributis, & Fodretis quibuscumque, & quocumque nomine censentur, excepta solutione Sossæ Birinzonæ, ad quam teneantur, & teneri debeant à principio Limitum Domini præfati Domini Ducis usque ad Civitatem Mediolani exclusive, eando & redeundo, eosque, & quemlibet eorum præfatus Ottolius, Commissarius nomine quo supra, liberos, exemptos, & immunes fecit, & facit à dictis quibuscumque Dacis solvendis ut supra, & ut supra de quibuscumque eorum Mercantijs, Rebus, & Bonis, de quibus stetur sacramento conducentium, vel conduci faciendum; & hæc omnia salvis semper, & in suo robore permanent, infra scripto Capitulo mentionem faciente de Domino Gaspare Vicecomite &c. & sine ipsius Capituli præjudicio.

Item, quatenus finito tempore dictorum decem annorum, de quibus in proximè præcedenti Capitulo fit mentio, dictæ Communitates Luceria, Urania, & Undervalden, & infra Silvam, & quilibet earum, & cujuslibet earum Homines, Habitatores, & Incolæ teneantur, & debeant solvere Dacia, Pedagia, Gabella, Fodreta, & Tributa à principio Limitum dicti Domini usque ad dictam Civitatem Mediolani exclusive eo modo quo, & pro ut solvere tenebantur tempore nunquam delende memorie Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Primi Ducis Mediolani olim Patris præfati Domini Ducis Mediolani tantum, & non aliter. Et hæc omnia salvis, & firmis manentibus omnibus, & singulis superscriptis, & infra scriptis, & sine eorum præjudicio.

Item, quatenus debita, & credita hinc inde inter ipsas Partes, & quamlibet earum, & earum, & cujuslibet earum Homines, & singulares Personæ mutuò contractæ, & contrahenda, & facta, & facienda tam tempore Guærræ diu actæ inter ipsas Partes, quam antè, & in futurum, & actiones, de quibus legitime constabit per autentica Instrumenta, vel Litteras Latinas, seu Alamaneas, vel alias legitimas Probationes, & Testimonio exigi possint hinc inde, & quod Judices, & Iusticiarii ambarum Partium debeant administrare Iusticiam super præmissis debitis, creditis, & actionibus summarie, & de plano, sine strepitu, & figura Iudicii, non Consuetudine Loci, sed sola veritate inspecta, & ulterius tam pro dictis debitis, quam etiam pro venditionibus, emptionibus, & in solutum dationibus, & pro debitis contractis tempore regiminis ipsorum in Lombardia, fiat ius secundum Consuetudines, & Statuta, quæ, & quas tunc ibidem usitabant ipsæ Communitates, & quilibet earum.

Item, quod vigore, causa, & occasione aliquarum Condemnationum realium, & personalium factarum per Homines, seu Officiales ipsarum Communitatum, seu aliquem eorum in partibus Lombardiæ tempore regiminis, & Domini prædictarum Communitatum non possint, nec debeant dictæ Communitates, nec aliqua earum, nec ipsorum Homines, & Officiales, nec aliquis eorum, nec aliquis eorum bona molestari, vel aliquatiter inquietari, nec turbari, nec exinde eis per quempiam aliquid peti, sed dictæ Communitates, & eorum Homines, & Officiales, & Bona exinde totaliter existant liberari, ac si ullo tempore condemnationem non fecissent.

Item, quod vigore, nec causa, aut occasione aliquarum vendicionum, & alienacionum factarum per eas Communitates, vel aliquam earum, vel earum, vel aliquis earum nomine seu nominibus, alicui Personæ, vel aliquibus Personis, Communi, Collegio, vel Universitati tempore eorum Regiminis, & Domini in partibus Lombardiæ de aliquibus bonis aliquorum tunc eorum Rebelleum & maxime Laurentii de Ponte, aut aliorum quorumcumque, non teneantur ipsæ Civitates, nec aliqua earum, nec earum, vel ali-

cujus earum Homines de eviçione, nec ex vendito aliquibus Personis, quæ exinde datum, aut causam haberent, vel habeant, vel de cætero habebunt, nec etiam exinde ipsæ Communitates, nec aliqua earum, vel aliquis earum Homines, & singulares Personæ non possint realiter, nec personaliter turbari, molestari, nec inquietari.

Item, quod si, quod Deus avertat, aliqua Persona, vel aliquæ Personæ ex Hominibus, & Personis superscriptorum contrahentium dictis nominibus caperentur de facto, & non de Jure in Dominio alterius ex dictis contrahentibus, vel aliqua præda, furta, vel rapina fierent in Dominis prædictis, quod prædictæ Partes, scilicet illa, in cujus Dominio, vel Territorio prædicta, vel aliquod eorum fierent, statim eas Personas taliter captas, & detemptas, ut supra, dimittit, & relaxari facere, & prædicta prædas, furta, rapinas dimittit, & restitui facere cum omnibus expensis, dampnis, & interese, quæ exinde fierent, dampnum passio, vel passis teneantur.

Item, quod nulla Persona quuscumque status, & conditionis existat, cujuslibet Partium dictarum, vel alterius earum possit personaliter capi, vel detineri in Territorio, vel Dominio alterius ipsarum Partium pro aliquo debito publico, vel privato.

Item, quod si aliqua Persona cujusvis status, gradus, aut conditionis existat, cujuslibet Partium dictarum, committat aliquod homicidium in Personam aliquam, vel aliquorum ex Hominibus, & Personis alterius dictarum Partium quod statim puniatur ipse talis homicida, & sibi exinde Iusticia fiat in Loco commissi criminis.

Item, quod si præfatus Dominus Dux alienaret, vel alienasset aliquam Terram, vel partem Domini sui, quod nihilominus Pacta, & Conventiones inter ipsas Partes celebrata, ut in prædicto Instrumento habetur, serventur, & servari debeant in ipsa Terra alienata, vel quæ alienari contingit ut supra, ita, & taliter, & quemadmodum servarentur, aut fieri deberent, si prædicta talis alienatio facta non esset, & hæc omnia salvis, & firmis manentibus omnibus, & singulis superscriptis, & infra scriptis, & sine eorum præjudicio.

Item, quod præfatus Dominus Dux non turbet, molester, nec inquietet, nec turbat, molestari, nec inquietari faciat, nec permittit per se, nec per suos in Dominio suo realiter, nec personaliter aliquem, vel aliquos ex Hominibus, & Personis, ac Subditis dictarum Communitatum, vel aliquis earum, causa, vel occasione totius ejus, quod Johannes Morefinus, & ejus Socii, vel aliquis eorum petere, vel requirere possent ipsis Communitatibus, vel alicui earum, vel earum, vel aliquis earum bonis, causa & occasione robariæ prædictæ, vel dampni factarum, vel quommodolibet illarum dicto Johanni, & Sociis suis, vel in eorum Bonis pro parte dictarum Communitatum, vel aliquis earum in Loco de Zornico, seu de Valle Leventinae dumtaxat.

Item, quod dictæ Partes, & utraque earum in Dominio suo teneatur, & debeat manentem stratas, & vias publicas, per quas itur & reditur per unum ex dictis Dominis in alterum cum Personis, & Mercantijs tutas, & securas bene aptatas, ita, & taliter quod per eas liberè pateant transitus & reditus, disclusque transitus, & reditus per, & inter dictas Partes potius augeatur, quam diminuat.

Item, quod ex Hominibus & Personis dictarum Partium, & utriusque earum usque ad numerum sexaginta dumtaxat possint ire quocumque voluerint pro stipendiis sumendis, & quod ob hoc non intelligatur contractum fuisse prædicti Instrumenti, nec aliquibus contentis in eo, dummodo non offendant ipsas Partes, nec alteram earum in passibus, nec per passus, nec aliquis earum.

Item, quod Reverendus Dominus Abbas Desertinensis sit, & esse debeat Adhærens dictarum Communitatum, & acceptus pro Adhærente quantum ad Pacem presentem unà cum omnibus suis Subditis, Adhærentibus, & Coadjutoribus in præterita Guærra.

Item, quod dictæ Communitates, nec aliqua earum, nec earum, nec aliquis earum Homines, nec Subditi non sint, nec esse intelligantur obligati præfato Domino Duci, nec præfatus Dominus Dux, nec ejus Homines, Subditi, & Bona sint obligati ipsis Communitatibus, nec earum Hominibus in aliquo vigore cuiusdam asserti Instrumenti assertorum Factorum, & Pacis alias celebratorum, ut dicitur, inter ipsas Partes, & Pacis alias Communitates, seu tunc Agentes pro eis contracti, ut dicitur, in sed uno per Henricum Canonium

ANNO
1426.

ANNO
1426.

nonicum Sedunenſem, anno & die ibi contentis, ipſe aſſerto Inſtrumento, & omnibus in eo contentis dicta Pars renunciaverunt, ac renunciaverunt, & renunciaverunt tenore præſentium, videlicet una Pars nomine, & ad inſtantiam alterius, & altera alterius ſolempniſſi stipulatione interveniente, & hæc omnia ſalvis, & firmis manentibus omnibus, & ſingulis ſupradictis, & inſcriptis, & ſine eorum præjudicio.

Item, quod præſatus Dominus Dux, & Dominus Ottolinus teneantur recipere, dictusque Ottolinus dicto nomine tenore præſentium accepit, & acceptavit, & reſtituit, & accipit, & acceptat, & reſtituit ad præſati Ducis gratiam omnes & ſingulas Perſonas utriusque ſexus, & cujuſcumque conditionis exiſtant de Territoriis, Jurisdictionibus, & Diſtrictibus Domioſulæ, Vallis Leventinæ, & aliorum Locorum Domini, & Diſtrictus præſati Domini Ducis, quæ ſe ſubmiſerunt, ad hærent, recommendaverunt, vel juraverunt quomodocumque, & qualitercumque prædictis Communitatibus, vel alicui earum, vel in earum, vel alicujus earum Officialium, vel nomine Agentium manibus, vel coram eis, vel aliquo earum ab hodiè retro, ipſasque quaſlibet Perſonas præſatus Ottolinus dicto nomine tenore præſentium reſtituit ad gratiam præſati Domini Ducis, & ad eorum ſanam, & priſtinam bona, credita, & jura, & ad prioriores, & priſtinos gradus, & honores, ita, & taliter quod dicta Perſonæ taliter reſtitutæ earum, & cujuſlibet earum bona nanciantur, eiſque gaudeant, & fruantur ad eorum libitum voluntatis, non obſtantibus aliquibus donationibus, alienationibus, vel tranſlationibus per præſatum Dominum Ducem, ſeu ejus nomine, ſeu per ejus Ducalem Cameram, ſeu ejus nomine quomodolibet factis, vel temptatis, nec aliquibus bannis, contumaciis, proceſſibus, conſiſcationibus, vel Sententiis quomodolibet datis, accuſationibus, latis, vel factis contra dictas Perſonas, taliter reſtitutæ ſuprà, vel aliquam earum, & quas etiam quaſlibet donationes, alienationes, banna, proceſſus, contumacias, conſiſcationes, condemnationes, & Sententias tam reales, quam personales quomodolibet factas, & accuſas, ſeu factas, & accuſatos ut ſuprà, & ut ſuprà, præſatus Ottolinus dicto nomine revocare, irritare, abolere, & annullare teneatur, ac eos, & eas ad inſtantiam, & requiſitionem dictorum Procuratorum, & Sindicorum dictis modis, & nominibus præſentium, ſtipulantium, & recipientium, & noſtrum Noſtariorum inſtriptorum, & utriusque noſtrum in ſolidum Perſonarum publicarum ſtipulantium, & recipientium nomine, & vice, & ad partem, & utilitatem cujuſlibet Perſonæ, cujus intereſt, vel intereſſe poterit quomodolibet in futurum, revocavit, irritavit, abolivit, & annullavit, & revocat, abolet, & irritat, & annullat, ac ita, & taliter, quod ſi aliquæ ex dictis Perſonis ſe abſentiarunt à Domino præſati Domini Ducis poſſint remanere, & reparare ad propria, ibique ſtare, & morari, & inde recedere tutè, liberè, & impunè pro eorum libito voluntatis, omnique impedimento reali, & personali ceſſante.

Item, quod omnia bona immobilia, quæ præſatæ Communitates, & quaſlibet earum, vel earum, vel alicujus earum Homines, & Subditi præſentialiter habent in toto Dominio præſati Domini Ducis perpetuò libera, & exempta ſint, & eſſe debeant ab omnibus oneribus, taleis, & condiciis realibus, & personalibus, atque mixtis, eaſque ipſi Homines, in quorum bonis ipſa bona ſint, & quieta, & pacifica poſſidere poſſint modo, & forma prædictis ad eorum beneplacitum, quodque etiam omnia ea bona, quæ per eas Communitates, aut aliquam earum, vel per earum, vel alicujus earum Homines, & Subditos in futurum acquiri continget, cum, & ſi acquiſita fuerint de licentia præſati Domini Ducis, vel ejus Hæredum, exempta, & libera perpetuò ſint, & eſſe debeant ut ſuprà, & ut ſuprà.

Item, quod ſi ullo tempore, quod Deus avertat, ulla quaſtio, litis, cauſa, vel controverſia moveretur per alteram ex ipſis Partibus, aut Subditos ipſarum Partium tantum, vel ſingulares Perſonas ipſarum Partium, occasione contentorum in præſenti Inſtrumento, vel aliquorum ex eis, vel aliquorum ab eis, vel aliquo eorum dependentium, emergentium, vel connexorum, quod Pars agens teneatur notificare, & denunciare ſolempniſſi alteri Parti id, de quo quaſtionem, litem, vel controverſiam veſit, & requirere ſibi ſatisfactionem ejus, de quo ſe creditorem prætendit, & obſervationem ejus, quod dicere, vel allegare voluerit obſervandum eſſe, vel ſciendum, ſecundum formam præſentium Inſtrumenti, Pactorum, & Convencionum, & ipſam

Partem contra quam denuntiatur, petitum, vel proceſſum ſeriet, expectari ſpacio duorum Menſium inde tunc proximè futurorum, infra quem terminum ſatisfiat illi denunciationi, proſtationi, vel petitioni, quæ fiet, ſeu fieri continget ut ſuprà, & ut ſuprà tollatur, & ſopiat pro quatuor amicis ab ipſis Partibus, ſeu ab Agentibus pro eis, vel aliqua earum, pro ut dicta quaſtio moveri contingeret, communiter eligendos, vel per quintum diſcretum Virum ab ipſis quatuor communiter eligendum, caſu quo dicti quatuor prius electi, ſeu eligendi non eſſent concordēs, qui quintus cum, & ſi eligi continget ab ipſis quatuor eligendis ut ſuprà, eligatur per ipſos quatuor de Patria Vallienſi, exceptis quibuscumque Episcopis, & Clericis, qui eligi non poſſint ad prædicta, cujus quinti auctoritas præparet per dictas Partes, dummodò pronuntiet, & deciderit infra dictum terminum. Fractura ſi contingat præſatum Dominum Ducem vel aliquid denuntiare, petere, vel proſtare contra præſatas Communitates, vel aliquam earum, occasione contentorum in ſupraſcriptis Capitulis, vel aliquo earum, vel aliquorum ab inde dependentium, emergentium, vel connexorum, teneatur ipſam proſtationem, petitionem, ſeu denunciationem facere, vel fieri facere in Burgo, ſeu Loco Altorf Vallis Uranie in Platea publica ipſius Burgi, ſeu Loci, & quod omnis petitio, proſtatio, ſeu denunciacio in ipſa Platea facta, ſeu ſcinda pro parte ipſius Domini Ducis contra ipſas Communitates, vel aliquam earum, habeatur perinde, ac ſi facta eſſet iſſis Communitatibus, & cuilibet earum in earum Plateis, Domibus, & Perſonis propriis, ipſaque Platea ipſius Burgi Altorſenſis ſit Locus Judicij, ubi, & in quo conveniantur, & congregentur, & conveniri, & congregari, & vocari debeant Judices, & Partes occasione Litis, & Quaſtionis, quæ oriſi continget occasione ſupraſcriptæ cujuſlibet petitionis, denunciacionis, ſeu proſtationis, quæ fiet pro parte ipſius Domini Ducis ut ſuprà, & ad omnes actus, & proceſſus ſciendos uſque ad Sententiam definitivam incluſivè, & ad audiendum ipſam Sententiam. Vice verſa ſi præſata Communitates, vel aliqua earum voluerint aliquam petitionem, proſtationem, vel denunciacionem facere, vel fieri facere contra præſatum Dominum Ducem occasione contentorum in ſupraſcriptis Capitulis, vel aliquo earum, vel aliquorum ab inde dependentium, emergentium, vel connexorum, quod ipſam denunciacionem, petitionem, ſeu proſtationem facere teneantur in Platea publica Berinzone, ipſaque Platea ſit Locus Judicij, ubi, & in quo conveniantur, & congregentur Judices, & Partes occasione Litis, & Quaſtionis, quæ oriſi continget occasione dictæ cujuſlibet petitionis, Litis, & Quaſtionis, quæ oriſi continget occasione dictæ cujuſlibet petitionis, denunciacionis, ſeu proſtationis, quæ fiet pro parte ipſarum Communitatum, vel alicujus earum, & ad omnes actus, & proceſſus ſciendos uſque ad Sententiam definitivam incluſivè, & ad audiendum ipſam Sententiam, quodque etiam ipſæ Partes poſſint, & debeant citari in dictis Plateis ſingula ſingulis congruè referendo ad omnes actus, & proceſſus ſciendos ut ſuprà, & ut ſuprà, & quæ quaſlibet citatio ſcinda in ipſis Plateis poſt dictam quamlibet denunciacionem ſcindam ut ſuprà, ita valeat, ac ſi ipſis Partibus perſonaliter facta eſſet; quodque dictæ Partes viciffim ſibi, & quibuscumque earum Nunciis, Ambaſſiatoribus, Procuratoribus, Famulis, Perſonis, & Equis in dictis Terris, & ſeu Burgis Altorf, & Berinzone, & utroque, & altero earum teneantur dare, & præſtare Hoſpicium, Victualia, & Receptaculum pro convenienti pretio, & ipſe quaſlibet Perſonæ, Nunciis, Procuratores, Ambaſſiatores, & Famuli cum eorum Familiis, Equis, Armeis, Rebus, & Bonis ſemper poſſint tutè, liberè, & impunè ire, ſtare, morari, pernottare, & converſari in Dominis, & per Dominia dictarum Partium, & cujuſlibet, & alterius earum, ſimiliter modo quaſlibet Mercatores, & Homines, ſeu Perſonæ dictarum Partium, & cujuſlibet, & alterius earum per ipſa Dominia, & in ipſis Dominis ſtare, habitare, converſari, ire, & redire cum eorum Mercancis, Rebus, & Bonis tutè, liberè, & impunè, omni impedimento reali, & personali ceſſante, & non obſtante aliqua pendente alicujus Litis, Quaſtionis, vel Diſcordiæ, quæ vereretur inter ipſas Partes, vel aliquam earum, nec aliqua executione, quæ fieret, vel fieri vellet occasione inobſervantia ſupraſcriptorum Capitulum, vel alicujus earum, vel aliquorum contentorum in eis, aut aliquo earum, ſeu præſenti Inſtrumento, quodque ob prædicta, vel aliquod prædictorum ſupraſcripta Pax

ANNO
1426.

non

ANNO
1426.

non intelligatur rupta, nec violata, sed inconcussè servetur, & servari debeat per, & inter Partes easdem. Rursus si dicta questio quæ oriri coninget ut supra, & ut supra non excederet summam Florenorum centum, prædicta omnia, quæ supradicta sunt de Locis Altiori, & Berinzona vendicent sibi Locum in Loco Ayroli, & in Loco Hospitalis Vallis Ursaria.

Item, quatenus dictæ Communitates, & quælibet earum, & earum, & cujuscunque earum Homines, Mercatores, & singulares personæ ad solutionem Daciorum infra scriptorum Locorum, nisi eo modo quo, & pro ut inferius declaratur, videlicet, quod in Valle Lugani non teneantur solvere pro rebus, Bonis, & Mercantiis dictarum Communitatum, & earum Hominum, & singularium Personarum, nisi quartam partem ejus, quod solverent, & solvere tenerent secundum formam dati Daciorum ipsius Vallis, si præsentia Capitula facta non essent, excepta extimacione equorum, & bestiarum bovinarum, & quæcunque aliarum rerum, ad cujus extimacionis solutionem minime teneantur.

Item, quod non teneantur ad solutionem Dacii, seu Pedagli Locarii, seu Nobilium Cataneorum de Locarino, nisi eo modo quo, & pro ut solvebatur tempore præfati Domini Ducis priori.

Item, quod super Territoriis Magnifici, & Spectabilium Domini Gasparis Militis, & Hermitis, & Lanacerio omnium de Vicecomitibus non teneantur solvere aliqua Dacia, & Pedagia, nisi eo modo quo, & pro ut solvant, & solvent alii Mercatores, & alia Personæ inde transientes, & transiituri cum Mercantiis, & Bonis, & ad dictis Territoriis, & utroque eorum exclusive usque Mediolanum exclusive non teneantur, nec teneri debeant ad solutionem aliorum Daciorum, Pedagogiorum, Gabellarum, Fodetorum, Tributorum, & seu exactationum cujuscunque generis, & manerij ibi positorum, seu ordinatorum, nec aqualiter de cætero ponendorum, seu ordinatorum.

Promittentes denique dictæ Partes nominibus suis, & nominibus quibus supra, pro se, & suis Hæreditibus bona fide, & sine fraude, & sine obligatione ipsorum, omniumque suorum bonorum mobilium & immobilium, presentium & futurorum, omnia, & singula superius narrata, conclusa, & scripta habere, & tenere firma, valida, & grata, perpetuoque observare, & non contrafacere, opponere, vel venire per se, vel alium aliqua causa, vel ingenio, de Jure, vel de facto in judicio, nec extra, directe vel indirecte, nec alius contrafacere, vel opponere volenti aqualiter consentire, omnibus exceptionibus doli, metus, violentie, & omni alteri circumventionis Privilegio, Constatudinis, vel Statuto, Juri Canonico, vel Civili, ac omni Consilio, quibus, vel quorum altero contra prædicta aliqua Partium prædictarum opponere possent, vel aqualiter seminari postpositis, & remotis. Et de prædictis præfati Contrahentes, dictis modis, & nominibus, rogarunt nos Antonium de Sormano Notarium Mediolanensem, & Gasparrem Curtem Notarium Patriæ Valefensis, & utrumque nostrum in solidum, ut publicum conficeremus Instrumentum unum, & plura tenoris ejusdem, reservantes utrique in omnibus, & per omnia supradicta, & promissa, ac reservata sint, & esse semper intelligantur honor, debitum, & auctoritas Sacri Imperii, & Obligationum, aliarumque Confederationum, Juramentorum, Ligarumque prius initorum, & factorum per dictas Partes, salvaque semper, & illas remaneant absque sinistro Interpretationis scopollo.

Quibus ita peractis, præfatus Ottolinus, nomine præfati Domini Ducis, & omnium Hæredum suorum volens præfatas Communitates, & earum Hæredes de prædicta denariorum quantitate ipsi debita ut supra tutus reddere, & cum, & sub conditione, & in casu quo in ipso termino ipsorum denariorum quantitas ipsis Communitatibus debita non daretur ut supra, & non aliter, nec alio modo, facit, & facit venditionem, & datum in solutum, & pro solutione dictorum Florenorum sex nullum sexaginta septem Ren. solidorum quindecim, & denariorum quatuor Imperialium ipsis Communitatibus debitum ut supra, ad proprium, liberam, francham, & absolutam ab omnibus conditionibus, & fidei alicui personæ dandis, & solvendis, exceptis factis, redditibus, & proventibus, quæ debentur Ecclesiæ Majori Mediolanensi, & Domini Ordinaris ejusdem, seu aliquibus ex eis in infra scripta Valle Leventina, & seu per Communitates, & singulares Personæ ejusdem ipsis Sindicis, & Procuratoribus dictarum Communitatum præsentibus, stipulantibus, & re-

cipientibus, & per ipsos Sindicos, Procuratores dictis nominibus ipsis Communitatibus, & item ipsis Communitatibus; nominative de Valle Leventina, & Valle Madia, & eorum Dominis, & merito & mixto imperio, & Gladii temporalis potestate, Bonis, Juribus, & proprietatibus singularium Personarum ipsarum Vallium dumtaxat exceptis, & quæ in hac in solutum datione comprehensa non sunt, nec veniunt, nec comprehensa, nec venisse intelligantur, & de eorum in solutum datorum Juribus, & Perincentis universis; eo tenore quod superscriptæ Communitates ad dicto termino, quo sibi deberetur superscriptæ Pecunie quantitas non solveatur, vel cum effectu dari, & solvi non offereretur, ut supra tantum & non aliter, prædicta in solutum data habeant, & teneant, & tunc hujus dationis in solutum possideant absque præfati Domini Ducis, nec alicujus alterius Personæ contradictione, & cessit, dedit, atque mandavit, ac cedit, dat, atque mandat præfatus Ottolinus dicto nomine præfatis Sindicis, & Procuratoribus præsentibus, stipulantibus, & recipientibus dictis modis, & nominibus, omnia jura, omnesque actiones, & rationes, utiles & directas, reales & personales, missas atque hypothecarias præfato Ottolino, dicto nomine, & per eum præfato Domino Duci, & item præfato Domino Duci pertinentia, & spectantia, & pertinentes, & spectantes, & competuras, & competitura in, de, pro, & super prædictis in solutum datis, & eorum occasione; Et volens præfatus Ottolinus dicto nomine casu prædicto tantum, & non aliter plenum Dominium, & plenam possessionem, seu quasi prædictorum in solutum datorum, ut supra, in prædictas Communitates transferre, dare, & derelinquere, & se absentem exinde facere, & ipsas Communitates facere, & constituere possidentes prædictorum, constituit prædictis Ottolinus, dicto nomine, se prædicta in solutum data, nomine superscriptarum Communitatum, & pro eis tenere, & possidere, donec præfata Communitates prædicta in solutum casu prædicto, & eorum possessionem acceperint, intraverint, & apprehenderint corporalem, quæ, & quam accipiendi, intrandi, & apprehendendi, & eam retinendi ad dicto termino solutionis fiendæ, & casu quo ipsa solutio non fieret, vel fieri non offereretur ut supra, in antea retinendi, & habendi, præfatus Ottolinus, dicto nomine, præfatis Sindicis, & Procuratoribus, dictis modis, & nominibus præsentibus, stipulantibus, & recipientibus, & per ipsos ipsas Communitatibus, & item ipsis Communitatibus plenam parabulam, & licentiam dedit, conceffit, tribuit, & dat, concedit, & tribuit, ipsasque Communitates constituit Procuratores in hanc rem suam, dicto nomine, & cui etiam Domino, & possessioni, seu quasi præfatus Ottolinus, dicto nomine, in casu prædicto, & non aliter illico, & manifeste renunciavit, & renuntiat, & in præfatos Sindicos, & Procuratores, dictis modis & nominibus, præsentibus, recipientibus, & stipulantibus transtulit, deseruit, dedit, & derelinquit, & se dicto nomine absentem exinde fecit, ita, & taliter quod præfata Communitates in casu prædicto tantum, & non aliter in præfati Domini Ducis locum, jus, & statum sint, & succedant, & esse, & succedere debeant respectu prædictorum superius in solutum datorum, & eorum occasione, & ita quod dictæ Communitates casu prædicto, & ab ipso termino in antea perpetuo possint de, & pro prædictis in solutum datis petere, exigere, consequi, experiri, replicare, se tueri retentione uti, & cætera prout facere, & exercere utiliter, & directe, quemadmodum, & prout præfatus Dominus Dux possit, & potuisset huc usque, & usque ad dictum terminum dictæ pecunie persolverendæ. Quare præfatus Ottolinus dicto nomine promissit obligando præfatum Dominum Ducem, & omnia ipsius Domini Ducis bona, præsentia & futura, præfatis Sindicis, & Procuratoribus præsentibus, stipulantibus, & recipientibus, dictis modis & nominibus, & per ipsos Sindicos, & Procuratores ipsis Communitatibus, & item ipsis Communitatibus, quod prædicta in solutum data superius casu & forma præmissis, semper & omni tempore defendet, & garantabit ab omni Persona, Communi, Collegio, Capitulo, & Universitate, & Communi Mediolani, & a quolibet alio Domino, & a quolibet hypotheca in forma communi, & Juris, & pro ut verus dans in solutum tenetur de jure accipientis, seu accipientibus, quodque ipsis Communitatibus reddet, & restituet omnem evictionem, quæ sequeretur de prædictis, vel aliqua parte eorum, & contra præfens Instrumentum non veniet, nec faciet ratione modici, minimi, vel enormis pretii, vel aliqua alia occasione, vel ratione, & ipsis Communitatibus faciet omne,

ANNO
1426.

ANNO
1426.

ne, & totum id quod, & pro ut tenetur, & debet de Jure, & ex forma, & natura hujus Instrumenti, & contentorum in eo, & hac omnia suis propriis expensis, dampnis, & interesse litis, & extra, quam quidem venditionem, & datum in solutum fecit, & facit præfatus Ottolinus dicto nomine præfatis Sindicis, & Procuratoribus, dictis modis & nominibus præsentibus, & recipientibus in solutum, & pro solutione prædictorum Florenorum sex millium sex centum sexaginta septem Ren., solumorum quindecim, & denariorum quatuor Imperialium ipsis Communitatibus ut supra debitum. Renunciando exceptioni præfatus Ottolinus dicto nomine, quod præfatus Dominus Dux non possit ullo tempore dicere, opponere, nec allegare se fore deceptum in dimidia, nec ultra dimidiam veri, & juri pretii, nec prædicta in solutum data fore majoris pretii pretio superscripto; & si ullo tempore reperirentur plus valere seu esse majoris valoris, & pretii pretio superscripto, illud omne plus pretium, & superfluum, quod adeo reperiretur à dictis Florenis sex millibus sexcentum sexaginta septem, Soldis quindecim, & denariis quatuor Imperialibus, præfatus Ottolinus, dicto nomine, præfatis Sindicis, dictis nominibus, præsentibus, stipulantibus, & recipientibus remisit, & remittit, & de eo superfluo, & pluri pretio ipse Ottolinus, dicto nomine, ipsis Sindicis, & Procuratoribus, dictis nominibus, præsentibus, stipulantibus, & recipientibus fecit, & facit generalem confessionem, finem, liberationem, quietacionem, & pactum perpetuum de non petendo, & ulterius non agendo, totiusque sui juris remissionem etiam titulo, & ex causa Transactionis, & Pacti, & alias omnibus modis, quibus melius potuit de Jure; renunciando exceptioni præfatus Ottolinus dicto nomine non factæ superscriptæ dacionis in solutum, & prædictorum, & infrascriptorum omnium, & singulorum non ita actorum, & factorum, & omni probacioni, & defensionis in contrarium. Quæ omnia, & singula superscripta, & in presenti Instrumento contenta fecerunt, & faciunt superscripti Contrahentes, dictis modis & nominibus, ita & tali tenore, quod si aliqua Partium prædictarum, vel ejus Sindici non attenderent, & non observarent contenta in superscriptis Capitulis, & quolibet eorum, & in toto presenti Instrumento, vel alicui eorum contrafacerent, vel venirent, liceat alteri Parti capere, & retinere de Terris, Dominio, Personis, & rebus Paris non attendentis, seu contrafacientis, & futurum, usque ad completam solutionem, & integram satisfactionem omnium defectuum, dampnorum, & interesse exinde sequendorum, & sustinendorum per Partem passam. Ego igitur Ottolinus Zoppus præfatus Domini Ducis in factis præfati Procurator, Nuntius, seu Ambasciator ejusdem Domini Ducis, & pro eo, fuisse Heredes, Successores, & Subditis superscripta omnia, & singula Pacta, Pacem, Conventions, Capitula, dacionem in solutum, promissiones, & omnia, & singula superscripta, & eorum tenorem, & effectum approbo, laudo, & confirmo, & presentis Scripti, seu Instrumenti patrocinio corroboro, & in Testimonium præmissorum, & robur perpetuo firmitate, iusta, permissione, & voluntate præfatus Domini Ducis ejus Sigilli Ducalis Copiam hujus Instrumenti publici in membrana, & forma publica redigendam, & dandam præfatis Communitatibus appensione iusti muniti, Signisque, & subscriptionibus Notariorum prædictorum, & infrascriptorum appositione obtinui roborari. Nos quoque præfati Nuntii, & Procuratores prædictarum Communitatum Uranie, Luce-rie, & Undervalden infra Silvam ad prædicta omnia, & singula solemniter peragenda per præfatas Communitates solemniter constituti, & ea faciendi concludendi, & contrahendi, ut supra de verbo ad verbum scriptum est, plenam facultatem, & potestatem habentes à præfatis Communitatibus, omnia & singula superscripta approbamus, laudamus, & confirmamus, & presentis patrocinio Scripti communimus, & in Testimonium præmissorum nos præfati Sindici, & Procuratores, dictis modis & nominibus, conjunctim, & divisim, quilibet pro sua Communitate, à qua missus est, pro nobisque, & omnium nostrorum Successoribus dictarum Communitatum Sigilla, Copia hujus Instrumenti in membrana, & forma publica redigenda, & danda præfato Domino Duci duximus appendenda, Signisque, & subscriptionibus Notariorum prædictorum, & infrascriptorum munimine obtinimus roborari.

Acta fuerunt, & sunt prædicta omnia in Ecclesia, seu Capella Sancti Stefani Birinzona, præsentibus Spectabilibus, & Egregiis Annibale de Angofolis Filio quondam Spectabilis, & Egregii Militis Domini Ugolini

Honorabili Capitaneo Birinzona, Egregiis Gasparo Taberna Filio quondam Cismundini Civitatis Mediolani Portæ Horizontalis, Parochie Sancti Pauli in Compedo, Luchino de Campo Filio quondam Domini Martini habitante in ipsa Terra Birinzona, Jonaime Filio quondam Nobilis Redulfi Esper de Karonia Patria Valentis, Ottolini de Barcha Filio quondam Doni Petri habitante in ipsa Terra Birinzona, Johanne Oeli Filio quondam alterius Johannis habitante in Luceria, Posing de Urania, Johanne Ambroli de Stans de Undervalden omnibus testibus notis, idoneis, & ad prædicta vocatis, & rogatis.

Ego Antonius de Sormano Filius quondam Domini Ambrosii Civitatis Mediolani P. N. P. S. Bartholomei inus Notarius publicus Mediolanensis una cum filio præfati Gasparo Curten Notario Patriæ Validensis, & in solidum hoc publicum Instrumentum rogatus tradidit, scripti, & subscripti.

Extracta sunt præfati Copia à Registro inscripto sub Litera R. Ducis FRANCISCI PRIMI SPONTIÆ / existentis existente in Regio Archiepiscopi Collii Patriæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. a Mediolani a. e. trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIIUS Regii Archiepiscopi Officialis.

CXXI.

Revers Herzogs Johansen zu Mecklenburg / worinnen er bekannt / daß er alle seine Lande und Leuthe vom Churfürstt Friedrichen den I. von Brandenburg zu Mann / leben empfangen. Geben zu Ratzenau / den nächsten Sonnabend nach St. Johannis / Tag des Taufers 1427. [MULLERs Reichs / Tags Theatrum Vorstellung I. Cap. XIII. pag. 181. LUNIG, Teutsches Reichs / Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Absq. III. pag. 5. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est - à - dire,

Akte par lequel JEAN DUC de Mecklenbourg déclare qu'il tient ses Terres, Seigneuries & Sujets en Fief masculin de FREDERIC I. Electeur de Brandebourg. A Ratzenau le Samedi après la Fête de St. Jean Baptiste 1427.

Wir Johannis von Gots Gnaden / Herzoge zu Mecklenburg / zu Rostock und Stargard Herren / bekennen vor Uns alle Unser Erben und Nachkommen / Herzogen zu Mecklenburg / öffentlich / mit diesem Briefe / vor allen den die In sein oder hören lesen / so als wir in des Durchleuchten / und hochgebohrnen Fürsten und Herrn / Herrn Friedrichs / Marggraven zu Brandenburg / des Heiligen Römischen Reichs / Erb / Cammerer und Burggraven zu Nürnberg / rechte und redliche Geseßten / tomen und gewest sin / Und Unser Ende mit Ihm vor dieselbe Unser Geseßten / um ein Summa Geldes troffen haben und überkomen sin / und über solche Summa Geldes ist neulich bereet und bereidigt worden / daß Wir obgenannter Herzoge Johannis / Unser Erben und Nachkommen Herzogen zu Mecklenburg / alle Unser Lande und Leute mit allen und ieglichen iren Zugehörigen / war die gelegen / oder wo sie gnant sein / nichts usgenommen / von dem ergannten Marggraven Friedrich / seinen Erben und der Marggraveschafft zu Brandenburg zu rechtem Mannlehn empfangen und inpfichen zu den Heiligen geschworen haben / Nemen / entspan und schwören In auch inpfichen zu den Heiligen / in Krafft dieses Briefes also / daß wir / alle Unser Erben und Nachkommen / Herzogen zu Mecklenburg / dem ergannten Marggraven Friedrich / seinen Erben und Nachkommen / getreu

ANNO
1426.1427.
28. Jun.

ANNO
1427.ANNO
1427.

we und gewere sie sollen und wollen / alsdann ein Mann seinen Erb-herren von Rechten wegen pflichtig ist / ane Irg und ane Geverde / und wir ergnannte Hergog Johans / Unser Erben und Nachkommen Hergogen zu Mecklenburg / suilen und wolten auch / Unser Lehn / Lande und Leute / als diecke und offte die verfallen / und Not geschietet / von den ergnannten Marggraven Friedriche / seinen Erben und Nachkommen Marggraven zu Brandenburg / zu rechten Mannlehne nehmen und empfangen / als Mann-lehns Recht und Gewohnheit ist / und mit denselben allen Unsern Landen und Leuten bey / In Iren Erben und Nachkommen und der Marggraveschafft zu Brandenburg / in allen iren Kriegen und Nöden / und Geschäften / kein allermeyniglich / nyman des wegenommen / ewigliche bleiben / In gebüßen und geraten sein / and nimmermehr von In und iren Landen zu treten / an Gebäde / Were auch / daß wir / Unser Erben oder Nachkommen Hergogen zu Mecklenburg / ennygerle Stetel / Stede / Lande oder Leute in Pfantschafft wiese inne hätten und besessen / die zu der Marggraveschafft zu Brandenburg gebören / und der gnannte Marggrave Friedriche seine Erben oder Nachkommen Marggraven zu Brandenburg / solche Schloß / Stetel / Lande oder Leute / von Uns / Unsern Erben oder Nachkommen / Hergogen zu Mecklenburg / wieder lösen / und Uns / Unser Erben und Nachkommen um die Ablosung bereidingen / und mit Rechte anlangen wärdten / darzu sollen wir In antworten und Uffschrung thun / an den Stetten / und vor den / wo wir des von Rechten wegen pflichtig sint und thun sollen / sonder engerley Widerrede / ohn geverde / Auch haben wir ergnannte Hergog Johans Uns mit dem ergnannten Unsern gnädigen Herren / Marggrave Friedriche / geeynet unde vertragen / mit solche Manung und Erhaltung / so dann die von Prempslaw / Unserm Vater und Unserm Vetter / Hergogen Ulrich Seeligen auf dem Kartenbergel / als wir meynen sollen / gehan haben / darum wir Sie bißhet / alle Jar jährliehen gemant haben / Also daß wir / Unser Erben und Nachkommen / Hergogen zu Mecklenburg / die von Prempslaw und Bortmer nach Gehung dieses Briefes / solcher Manung und Erb- Huldigung vertragen und nimmermehr manen / sie darum nicht antedingen oder in Irge gedenden sollen neßten wollen / ane alle Gebäde / des zu stürunde und meßter Sichberheit willen / haben wir obgnannter Hergog Johans von Mecklenburg / zu Unser Inßiegel / mit Wissen und gutem Willen an diesen Brieff hengen lassen / der geben ist zu Ratend / nach Christi Unseres Herren Geburte vierzehnhundert Jar und darnach in dem sieben und zwanzigsten Jaren / am nechsten Sonnabende nach Sanct Johans-Tag des Lauffs Unseres Herren.

(L. S.)

app.

CXXII.

21. Août. *Déclaration de Guerre faite à PHILIPPE MARIE Duc de Milan, par AME' VIII. Duc de Savoie le 21. Août. 1427.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 348. & S. GUICHENON, Histoire des Ducs de Savoie. Preuves. pag. 267.]

AMEDEUS Dux Sabaudia, Chablayii & Augustae Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium & Gebennensis Valentiniensisque & Dyensis &c. Illustri Domino PHILIPPO MARIAE Angli Duci Mediolani &c. Exigentibus certis iustis causis,
TOM. II. PART. II.

resultantibus ex non modicis defectibus vestris, fide dignorum Testimonio compertis, non sine cordis nostri displicentia vehementi, iuste coardamur contra vos & vestros velut à nostra Amicitia, vestrum calpa separamus, cum Amicis nostris de cetero proflite, ut dum licet valeamus, Altissimo concedente, conspiratis injuriis obviare. Scriptum Thononi, die vicesima prima Augusti, M. CCCC. XXVII.

CXXIII.

Réponse de PHILIPPE MARIE Duc de Milan, à la Déclaration de Guerre d'AME' VIII. Duc de Savoie, à Milan, le 4. Septembre, 1427. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 349. & S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 267.]

4. Sept.
SAVOIE EN
MILAN.

PHILIPPUS MARIA Anglus, Dux Mediolani &c. Papiæ Angleriaque Comes, ac Janus Dominus. Illustri Domino AMEDEO Duci Sabaudia &c. Tædet admodum, Illustris Domine, quod nulla præcedente causa legitima, debeat contra nos & nostros proflire velut scribitis, iuraque vigenis utrinque Consanguinitatis & Ligæ perturbare. Quicquid Literæ vestræ contineant, nullæ id exigunt iustæ causæ, nulli nostri defectus, nullæ denique injuriæ conspiratæ, quibus obviare velle scribitis. De testibus autem, quos fide dignos appellatis, cum eorum nomina taceatis, nos non loquimur; sed hoc non silemus, quod facillimum nobis fuisset & esset, quoscumque testes hujusmodi reprobare.

2. Cum igitur Domini Progenitores vestri semper fidelitatis decore claruerint, nunquam ab honestate, nunquam à debito sua inclyta progenies deviarit, vosque per retroacta tempora tuleritis fidelis & honesti Domini semper famam; querimus, miramur, & dolemus, quod tam immaturè & impetuosè vos gesseritis cum eo; qui vobis erat Consanguinitate Fœdereque attritus, nobiscum scilicet, ut cum Hostibus nostris Ligam prius ingeritis, & Literas diffidentia promiseritis, quod nobis eas volueritis intimare, causas quas iustas appellatis; illas calpas; quos defectus dicitis, illas injurias, quas subiungitis conspiratas.

3. Quæ omnia si rectè itum esset via, debitumque fuisset ordo servatus, nobis per prius intimare debuissetis. Nam cum veritas per se ipsam semper eluceat, facillimè vobis cognitam nostram innocentiam & sinceritatem fecissemus, aliquos defectus diximus, quos non posse nec debere nobis ascribi; & vos denique fecissemus ita claros, quod procul dubio remansisset de nobis vestra Dominatio bene contenta. Non erat ita proflendum pro Consanguinitate & Ligæ utrinque vigeni. Nos enim semper Juris determinationi stetitimus, & offerimus adhuc stare.

4. Verumtamen si liber proflire, sicut scribitis, adversusque Consanguineum & Confœderatum vestrum agere, procedatis. Nos enim vos & vestros lato & gratioso animo expectamus, insultus vestros posse tenus repulsuri. Confidentes eiam in divina Clementia, quæ iustas fovet semper causas, quæ adiutrix nobis erit & propitia in agendis. Gratius tamen esset, invicem bene vivere juxta solitum, & Consanguinitatem ac Ligam nostram, illesam & inviolatam conservare; cum satis atque satis incongruum videatur & absurdum, eos qui Sanguine & Fœdere sunt connexi, manus debere conferere, & lædere se vicissim. Datum Mediolani, die quarta Septembris, M. CCCC. XXVII.

CXXIV.

Traité de Paix entre AME' VIII. Duc de Savoie, & PHILIPPE MARIE Duc de Milan, fait à Turin, le 2. Decembre, 1427. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. 268.]

SAVOIE EN
MILAN.

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus Sancti; Amen.

ANNO à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo vigesimo septimo, Indictione sexta, die secunda mensis Decembris. Ad laudem, honorem &

B5

tevé

ANNO
1427.

reverentiam Dei Omnipotentis, & Gloriosa Virginis ejus Matris, ac Beatorum Mauricii Martiris, & Ambrosii Confessoris. Illustissimi Principes & Excellentissimi Domini Domini AMEDEUS Dux Sabaudie, Chabassii & Anguste Principes, Marchio in Italia, Comes Pedemontium, & Gebrensis, Valentianique & Dyensis, ex una parte, & Dominus PHILIPPUS MARIA Anglus, Dux Mediolani, Papie, Anglerique Comes, ac Januæ Dominus, ex altera. Ex Mandato Serenissimi eorum Communis Domini Sigismondi Romanorum Regis & semper Augusti, ac moti vinculo Sanguinis & charitatis, nec non mutua & antiqua sua & suorum Amicitia, & ad soliditatem Pacis perpetuæ inter prædictos Dominos eorumque Civitates, Terras & Loca, suosque Cives Diuturnales, Subditos & fideles, per suos veros & solemnes Procuratores infra scriptos, videlicet præfatus Illustrissimus Dominus Dux Sabaudie, per Magnificos & Spectabiles Viros Dominum Umbertum Balfardum de Sabaudia, Gaspardum Dominum Montismajoris, Manfredum ex Marchionibus Salutarum Dominum Grefiaci, Milites, Marscallos Sabaudie, & Petrum Marchiandi Legum Doctorem, Consiliarios prædicti Illustrissimi Domini Ducis Sabaudie, quorum Mandato & potestate constat dicti Domini Ducis Sabaudie Patentibus Literis, suo Sigillo impendenti sigillatis, & per ejus Secretarium Guillelmum Bolomerii confectis & signatis, datis Aquis die xx. quinta Octobris, Anni prædicti; & Illustrissimus Philippus Maria Dux Mediolani, per Reverendum in Christo Patrem & Dominum Dominum Dei gratia Archiepiscopum Sanctæ Mediolanensis Ecclesiæ, ac Venerabilem Virum Dominum Fratrem Philippum de Provanis Præceptorem Domus Sancti Anthonii Mediolani, & Spectabiles insignesque Juris utriusque Doctorem Dominum Franchinum de Castillione Consiliarium, & Ludovicum Crotum Secretarium dicti Domini Ducis Mediolani, ut de eorum potestate & Mandato constat publico Instrumento Mediolani confecto, sub Anno prædicto & die Lunæ, tertio mensis Novembris præteriti, & in Castro Portæ Jovis, in quo residere habet præfatus Dominus Dux Mediolani, scripto & signato per Donatum de Cifero de Herba, Filio quondam Domini Marchisii Civitatis Mediolani, Notarium publicum & Scribam prædicti Domini Ducis Mediolani, interunt & contraxerunt, & ineunt, & contrahunt per hæc Scripta bonam, veram & stabilem Litgam, Confederationem & Unionem, perpetuis temporibus duraturam, in modum qui sequitur. Videlicet, dictus Dominus Dux Sabaudie, pro se suisque Filiis & Heredibus naturalibus & legitimis, Ducibus Sabaudie & Principibus Pedemontium, nec non pro quibuscumque aliis suis Heredibus, Jurisdictionem, Territorium & Dominium ultra Montes, atque pro universo Territorio suo & Dominio, quod habet, tenet, & in futurum habebit & tenebit, suisque Subditis & Vassillis, proque suis Adherentibus, Colligatis & Recommendatis veris, nominandis infra tempus unius mensis à die præsentis celebrati Contractus, qui Adherentes, Colligati & Recommendati veri sint esseque debeant tempore nominationis de ipsis faciendæ. Item convenerunt & conveniunt & promittunt prædicti Procuratores, & Procuratoris nominibus quibus supra, alter alteri & vicissim, Quod dicti Domini Ducis Sabaudie & Mediolani, non dabant transitum, reductionem vel receptum, stantiam neque victualia aut aditum, quemvis favorem, auxilium vel suffragium aliquibus Inimicis alterius; imò prohibebunt possit tenus alter alterius honorem, utilitatem & commodum alteri notificabit consensum quæcumque senserit, perceperit vel cognoverit, quodcumque tangentem in detrimentum & noxamentum aliquam Personæ, honoris, utilitatis status alterius, eaque toto posse prohibebit, & rebelles qui in futurum essent pro rebellibus reputabit, post notificationem de illis rebellibus per illum cujus sunt rebelles alteri Parti factam; atque prædictus Dominus Dux Sabaudie, illos qui machinati fuerint in mortem Illustrissimi Joannis Mariæ Ducis Mediolani, quondam Fratris præfati Domini Ducis Mediolani, pro suis rebellibus reputabit; rebelles vero alii esse intelligantur illi, qui machinati fuerint in personam & statum illius cujus rebelles esse dicuntur; in numero quorum rebellium Januenses esse dicuntur; quando contingeret; quod absit, ipsam Civitatem Januæ aliud Dominium quam Dominium Domini Ducis Mediolani quoad præsens tenet, mutasse. Item convenerunt prædicti Procuratores nomine quo supra, quod si in futurum eveniret, quod Deus aver-

tat, alterum prædictorum Dominorum per ejus Inimicos in aliqua Civitate, Villa, Castro vel Oppido personaliter obsequium esse, tunc & eo casu quod alter dictorum Dominorum non obsequium teneatur, & debeat ipsi tali obsequio pro omnibus viribus suis dare, præbere omnem favorem, auxilium & opem sibi possibilem, adversus Inimicos dicti obsequii, & ad ipsius obsequii liberationem. Item Procuratores prædicti, Procuratoris nominibus quibus supra, promiserunt & convenerunt, quod si nunc & ullo unquam tempore alicui prædictarum Partium Guerra aliqua moveretur, eo casu & tunc altera Pars in quacumque nova Guerra in & pro defensione Status Partis cui talis Guerra moveretur, & adversus moventem seu moventes Guerram hujusmodi, teneantur dare favorem, auxilium & suffragium alteri Parti adversus quem talis Guerra moveretur, de mille & quingentis Equitibus Gentium armigerorum, & hoc per spatium unum mensium sumptibus suis propriis, nec non ad requisitionem Partis offensæ infra quadraginta dies post ipsam requisitionem factam; quod verò spatium trium mensium incipere debeat, quotiescumque præfatus Dominus Dux Sabaudie dictum subsidium præbere haberet ipso Domino Duci Mediolani & Gentibus armigeris Ultramontanis, dum & quando ipse Gentes armigeræ applicuerint in & super Territorio ipsius Domini Ducis Mediolani; & vice versa, quotiescumque prædictum Subsidium per præfatum Dominum Ducem Mediolani ipso Domino Duci Sabaudie ultra Montanas partes præberetur, tunc & eo casu spatium dictorum trium mensium incipere debeat, dum & quando Gentes armigeræ ipsius Domini Ducis Mediolani Lanceum Burgum applicuerint: quod si contingeret ipsum subsidium in partibus Citramontanis præbere, tunc spatium dictorum trium mensium incipere debeat, dum & quando prædicti Gentes armigeræ dicti Domini Ducis Mediolani, Territorium ipsius Domini Ducis Sabaudie applicuerint: si verò Pars subsidium requirens, ultra spatium dictorum trium mensium prædictum subsidium, auxilium & favorem habere requisiverit usque ad consummationem totalem dictæ Guerræ; tunc altera Pars requisita teneatur Parti requirenti dictum subsidium, auxilium & favorem præstare, sumptibus tantum Parti requirentis & non Parti requisitæ, usque ad consummationem totalem dictæ Guerræ: & si forsan imò & eodem tempore Guerra ambabus Partibus moveretur & fieret; tunc & eo casu adventiente, debeat & teneatur Pars quæ minorem Guerram haberet, dare favorem & auxilium Parti majorem Guerram habenti, de illa Gentium armigerorum quantitate, quæ conveniens fuerit & videbitur respectu Guerræ utriusque Parti incumbens oneris gravioris, quod incumbere haberet majorem Guerram; quæ tamen quantitas declarari debeat, & tanta sit quantitas declarabitur per tres ex Consiliariis præfati Domini Ducis Sabaudie, ut in Consilio suo ordinariæ residentie, per prædictum Dominum Ducem Mediolani statim orta differentia colligendis, totidem & illis Domini Ducis Mediolani inter præfatum Dominum Ducem Sabaudie eligendis statim ut supra; qui omnes etiam esse debeant Cognitores & Decisores differentie præteritæ, quæ occasione missionis Gentium prædictarum, quomodolibet oriatur inter Partes, quorum vel majoris Partis eorum declarationi, decisioni ac meræ voluntati, extra etiam iudicium, sine aliquo ordine vel solemnitate Juris vel facti, omni exceptioni & remedio nullitatis, appellationis, restitutionis, supplicationis, & alio quocumque cessante, debeant stare Partes, & remanere contentæ de illa subsidii quantitate declaraverint dari debere, illaque decisione quam facient in prædicta differentia: in qua declaratione & decisione, si forsan discordarent, debeat ultra prædictos, esse Declarator, Decisor & Cognitor prædictorum omnium alius communiter eligendus, qui utriusque Partis sit confidens; & quidquid ipse cum aliis prædictis, vel majori aut dimidia parte eorum, declaraverint & deciderint, debeat executioni mandare, quocumque remedio cessante ut supra.

Item, convenerunt, quod alter prædictorum Dominorum, alteri in quibuscumque capiendis impensis, debeat suis periculis & expensis favores quoscumque possibiles, & quæcumque possibilia præstidia dare & præstare, bona fide, realiter & ex corde, qui favores quævis præstidia dari, mitti, manuteneri, declarari & limitari debent modis & formis in proximo præcedenti Capitulo annotatis; & dummodò faciens talem impressionem, ipsam faciat de voluntate alterius; & aliquam altera Pars non teneatur aliquod subsidium præstare, nisi quantum de sua voluntate processerit, teneatur tamen nul-

ANNO
1427.

ANNO
1427.

lum prestare subsidium, opem vel favorem, facto aut verbo, illi contra quem ipsa impressa capta esset, atque etiam nihil omnino facere, directè vel indirectè, per se vel alium, aut quovis quæsto colore, ex quo posset talis impressa impediri vel turbari aut etiam cum dictis talem impressionem facientibus, in ipsa impressa deterior fieri quovismodo.

Item, conveniunt & promiserunt prædicti Procuratores nomine quo supra, quod omnia quæ Partes acquirunt in casu Guerra: fiendæ tantum secundum formam Capituli immediatè præcedentis, de Bonis Inimicorum suorum, debeant ambabus Partibus esse communia, & communiter dividi inter Partes; ita tamen, quod si aliquid acquireretur magis congruum uni Parti quàm alteri, debeat dimitti Parti cui magis congruerit, pro sufficienti contracambio dando ejus loco alteri Parti, etiam in loco eidem Parti magis congruenti, per Partem cui dimitteretur & magis conveniret res hujusmodi, secundum decisionem & declarationem prædictorum, ut supra nominatorum, quorum declarationi & decisioni fiendæ juxta formam de qua superius fit mentio, ipsæ Partes super facto hujusmodi contracambii stare debeant, omni remedio cessante ut supra.

Item, conveniunt dicti Procuratores nomine illorum quorum Procuratores existunt, quod prædictæ Partes de Guerra quæ mota fuerit communi consensu, nullam facere possint Pacem, Treugam, Concordiam, Sufficiantiam, Abstinentiam ab offensis, Ligam, Intelligentiam & Confederationem, cum aliquo Principe, Domino, Dominio, Communitate & alia quavis Mundi Persona, cujusvis status, gradus & conditionis existat, nisi interveniat utriusque Partis consensus & voluntas & de communi Partium voluntate procedat, de qua constat per authenticam scripturam.

Item, & Procuratoris nominibus prædictorum Dominorum Ducum Sabaudie & Mediolani, conveniunt ipsi Procuratores ad invicem, quod omnia & singula supra scripta, intelligantur intelligique tantummodo volunt & intendunt, quantum ad alios Dominos & alia Dominia, contra contra Dominum Venetiarum, & Communitatem Florentiam, cum suis sequacibus & colligatis in presenti Guerra, & alios Dominos & Dominia, Adherentes, Colligatos & Recondendatos, reservatos ut supra, respectu quorum Dominorum Venetorum & Communitatis Florentie atque Colligatorum & sequacum, ipsi Procuratores Procuratoris nominibus, uno animo & consensu conveniunt & promiserunt, ut infra; Videlicet, quod si contingat inter prædictum Dominum Ducem Mediolani, pro una parte, & Dominum Venetorum & Communitatem Florentie, pro alia parte, fieri Pacem, ac novam aut confirmationem vel reformationem illius quæ Venetiis die XXX. mensis Decembris proximè præteriti celebrata fuit, eadem Pace nova, confirmatoria vel reformatoria non obstante, postea inter ipsum Dominum Ducem Mediolani & Dominium Venetorum & Communitatem Florentie vel alterius eorum, de novo Guerram fieri, & hoc, non interveniente ipsius Domini Ducis consensu; ut contingeret inter prædictos Guerram continuare, quæ eveniret ex eo, quia non interveniente ipsius Domini Ducis Mediolani defectu, qui stare & acquiescere dictæ Paci Venetiis agitata vult & intendit, prædicta Pax Venetiis facta non confirmetur, vel executioni non mandetur; tunc & eo casu teneatur idem Dominus Dux Sabaudie permittere Mercatores, Mercantias, Victualia, & alios Subditos dicti Domini Ducis Mediolani transire, discurrere per Territorium ipsius Domini Ducis Sabaudie, eo modo & forma quibus ante Guerram transibant & discurrabant; nec non eo casu deficiat defistereque debeat dictus Dominus Dux Sabaudie, ab omni offensa quovismodo, directè vel indirectè, publicè vel occultè, per ipsum vel alium inferenda dicto Domino Duci & ejus Subditis.

Præterea conveniunt ipsi Procuratores ut supra, quod in omnibus superscriptis & infrascriptis reservetur, reservaturque esse intelligatur omne, totum & integrum jus Superioritatis Serenissimi Domini Romanorum Regis semper Augusti, adversus quem præsens Liga, Confederatio & Unio minime se extendat, extendereque possit vel debeat. Acta fuerunt hæc in Civitate Taurini, in Episcopali ejusdem Civitatis Domino: Præsentibus Egregiis & Nobilibus Viris Domino Joanne Marchandii Legum Doctore, Joanne & Reguino ex Comitibus Vallispergæ, Domino Jacobo Spinula Cantore Ecclesiæ majoris Papie, Simone de Morigiis, Antonio de Revoyra, Joanne Marescalli,

TOM. II. PART. II.

Guidone Columbi, Amedeo de Plozasco, Angelino Provanæ, Bartholomæo de Senis, & Joanne de Orlis, testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

ANNO
1427.

CCXXV.

Contraktus de Matrimonio fiendo inter Ducem Mediolani PHILIPPUM MARIAM ANGLUM; & Mariam de Sabaudia AMADÆI Sabaudie Ducis Filiam. Actum Taurini 2. Decembris 1427. Indictione sexta. [Pièce authentique, qui se trouve dans le Registre R. des Archives Royales de la Ville de Milan, aussi bien que dans S. GUICHENON, *Hist. Généalogique de la Maison de Savoie*. Preuves, pag. 344. d'où on l'a tirée.]

In Nomine Domini, Amen.

ANNO à Nativitate ejusdem millesimo quadringentesimo vigesimo septimo, Indictione sexta, die secunda mensis Decembris per hoc publicum Instrumentum cunctis fiat manifestum; Quod Illustrissimi Principes, & Excellentissimi Domini, Dominus Amedeus Dux Sabaudie, Chablaisi, & Augustæ Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemuntium, & Gebennensis, Valentinesisque Dientis & Dominus Filippus Maria Anglus Dux Mediolani &c. Papie, Anglerique Comes, ac Janus Dominus Procuratores nobis infrascriptis ipsorum Dominorum Procuratores nobis infrascriptis Notariis, & in præsentia Testium infrascriptorum protestati sunt, ex multis, variisque, & majorum exemplis, & rerum ipsarum experientis aperte cognoscens Statum Magnorum Principum nihil esse salubrius, nihilque tranquillius, jocundamque Subditorum suorum vitam accommodatius, quam bene, & pacifice cum suis finitimis vivere, cum eorumque propinquiorebus Dominis aliqua Sanguinis affinitative ut necessitudine perstringi, memorieque repetentes, quantum honoris, quantum utilitatis, & boni splendidissimi illud, memoratumque dignissimum Matrimoniale Sacramentum Illustrum quondam alte memorie Prædecessorum suorum Domini Galeaz Vicecomitis Avi Paterni ipsius Domini Ducis Mediolani, & Domine Blanche de Sabaudia Sororis Avi Paterni ipsius Domini Sabaudie Ducis produxerit non modo ipsis Dominis, verum etiam Subditis utriusque, qui ab inde usque in hæc fere tempora tunc, libere, & amicablem invicem sunt versati; & denique recententes Consanguinitatem illam jam prope modum fenescere ad ultimumque prohibere Consanguinitatis gradum attingere, atque à Deo esse datum, ut in hoc fluctuoso variarum turbationum tempore se se habilitas renovanda ipsius Consanguinitatis exhibeat in persona ipsius Domini Ducis Mediolani, & Illustris Domicelle Domine Mariæ Filie majoris Domini Ducis Sabaudie prædicti. Scientes nihilominus Consanguinitatis gradum inter eos vigentem prohibere Matrimonium istud absque dispensatione legitime contrahi. Cum ipsi Domini duo Duces se invicem tertio Consanguinitatis gradu constitutos esse cognoscant, Domicellamque ipsam quantum gradum ingressam. Sed in benignitate, & clementia Apostolicæ Sedis confidentes, ex certa Scientia deliberatoque animo proposuerunt firmiterque determinaverunt, quod, accedente Sedis Apostolicæ consensu, Matrimonium prædictum omnino feliciter contrahatur ut exinde non solum renovatæ; sed ymo potius continuatæ, & augmentatæ Consanguinitatis, & affinitatis Fœdere conjuncti ipsi Domini primum descendentesque sui pariter, & Subditi omnes cum tota eorum patria pacifice, quiete, & salubriter simul vivere possint, & veræ tranquillitatis amenitate perfrui mereantur. Quamobrem Magnificus & generosus Miles Dominus Umbertus Balthardus de Sabaudia, Dominus Gaspardus Dominus Montismajoris, Dominus Manfredus ex Marchionibus Salutarum Milites, & præfati Domini Ducis Sabaudie Marescalli, Spectabilesque Dominus Petrus Marchandii Legum Doctor famosus, omnes ipsius Domini Ducis Sabaudie Consiliarii, & Procuratores ad infrascripta legitime constituti, sicut constat publicis Literis signatis per Guilieum Bolomeri ejusdem Domini Ducis Sabaudie Secretarium vigesima quinta Octobris, Anno Domini millesimo quadringentesimo vigesimo septimo, ipsius Domini Ducis Sabaudie Procuratorio nomine, ipsius Domini Ducis sub Jureamento, & obligatione omnium bonorum suorum promiserunt quod ipse Dominus Dux præsentem Contractum ratificabit, & ultra Ratificationem suam faciet,

Bb 2

ANNO
1427.

faciet, & operabitur quod ipsa Domina Maria Domicella prædicta ejus Filia ipsam similiter ratiocabit. Et ulterius dicti Procuratores nomine etiam præfatæ Domicellæ Domine Mariæ, pro qua, licet Mandatum non habeant juxta morem Patrie, ut asseruerunt, similiter tamen sub Juramento, & obligatione omnium bonorum suorum de rato promiserunt ex una parte: Et Reverendissimus in Christo Pater, & Dominus Dominus B. Dei, & Apostolica Sedis gratia Archiepiscopus Sanctæ Mediolanensis Ecclesiæ Maximus, Dignissimusque in Ecclesiæ Dei Prælati, & Venerabilis, atque magnæ Religionis Vir Dominus Frater Philippus de Provanis Præceptor Domus Sancti Antonii Mediolanensis, nec non Specabilis Dominus Franchinus de Castiglione juris utriusque Doctor famulus, Consiliarius, & Aluysius Crotus vir utique Notabilis, Secretarius Ducalis, & omnes Oratores, & Procuratores præfati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani ad infra scripta specialiter constituti, sicuti de eorum Mandato constat publico Instrumento tradito, & rogato per Donatum de Cifero de Erba, Anno præfati, & die tertio mensis Novembris ex altera. Præfatorum duorum Illustrissimorum Dominorum suorum laudabile propositum exequi volentes, ad laudem & gloriam Altissimi omnium eorum conditoris, omniumque bonorum præsertim Matrimonialis Sacramenti præcipui auctoris, qui non sine magno mysterio sexta illa die qua Fabricam universam compleverat, Sanctissimum istud Matrimonii Sacramentum insituit pariter, & benedixit, ad laudem etiam, & gloriam Sanctæ Gloriosissimæ Dei Genitricis Mariæ, quam Deus Matrimonialis Sacramenti vinculo non sine magno Consilio constitutum esse voluit, ejus suavissimum sanctissimumque Mariæ nomen utrumque prædictorum Conjugum simul stringens futuram ipsorum invicem animorum firmissimam unionem, & abundantiam futuram in ipsis graviter & fortissimè bonæ proliferationis importat; & denique ad laudem, & gloriam totius Cælestis Curie triumphantis; nec non ad perpetuum stabilimentum, conservationem, & augmentum Status ipsorum Dominorum, & Subditorum suorum Pacem perpetuam pariter, & tranquillitatem; ex certa scientia, sponte & deliberate, nominibus quibus supra, per solemnem stipulationem in verbo Principis, & sub fide Juramenti manu corporaliter tactis Scripturis, iniecerunt, firmaverunt, & contraxerunt, atque inveniunt, firmiter, & contrahunt verum, legitimum, & indubitatum Matrimonium inter præfatum Illustrissimum Dominum Philippum-Mariam Anglum Ducem Mediolani, &c. & præfatum Illustrissimam Domicellam Dominam Mariam de Sabaudia natam majorem Filiam præfati Illustrissimi Domini Sabaudia Ducis &c. accipientes prædicti Procuratores, & Oratores ipsius Domini Ducis Mediolani ejus nomine eandem Domicellam Dominam Mariam in veram, legitimam & indubitatum Conjugem & Uxorem ipsius Domini Philippi-Mariæ Ducis Mediolani; & verâ vice prædicti Procuratores Domini Ducis Sabaudia ipsius Domini Ducis, & præfatæ Domicellæ Domine Mariæ nomine, accipientes eundem Dominum Philippum-Mariam Anglum Ducem Mediolani, in verum, legitimum & indubitatum ipsius Domine Mariæ Conjugem & Maritum. Que omnia prædicti omnes utriusque Partis Procuratores firmaverunt, & contraxerunt sub ista conditione in principio, medio, & fine præsentis Contractus intellecta, & non aliter; videlicet, si Sanctissimus Dominus noster Papa pro sui clementia, annuente Domino super impedimento prædicto vigentis inter eos Consanguinitatis dispensaverit, taliter quod Matrimonium legitimum esse possit inter prædictos. Quibus sic actis prædicti Procuratores Illustrissimi Principis Domini Ducis Sabaudia Procuratorio nomine, ejusdem constituent in Dotem, & nomine Dotis præfatæ Ill. Domicellæ Domine Mariæ, prædicto Illustrissimo Domino Duci Mediolani, & nobis Notariis infra scriptis ad opus ipsius Domini Ducis Mediolani stipulantibus, & recipientibus, centum millia Ducatorum, seu Florenorum auri, ut de ipsis Dotis constitutione, ac etiam ejusdem restitutione plenius constabit Instrumento per nos infra scriptos Notarios hodie, & statim recipiendo. Promittentes sibi invicem dicti Procuratores nominibus supra scriptis per solemnem stipulationem in verbo Principis, & sub fide Juramenti ut supra, & obligatione omnium bonorum suorum principalium perpetuè ratum, & firmam habenturas, neque ullo unquam tempore, directe vel indirecte, publice vel occulte, executionem, implementumve ipsius impedimentum, quoniam pro posse dictos Dominos operaturos, per suasque Litteras & Nuntios supplicatores, atque diligenter,

solicite, realiterque, & fideliter omnem facturos instantiam possibilibus apud Sanctissimum Dominum nostrum Papam pro obtinenda antedictæ prohibitionis dispensatione. Et ita ipsi Procuratores utriusque Partis supra prædictis nominibus per hoc præfatum publicum Instrumentum ad pedes Sanctissimi Domini nostri Papæ instantissime, humiliter, & devotissime supplicant, quatenus pro tanto, ita singulorum magnorumque Principum, & Subditorum suorum bono in hujusmodi Matrimonio suam dispensationem interponere dignetur pro sui clementia felicitet, & votivè. De quibus omnibus & singulis supra scriptis prædicti omnes Procuratores nominibus quibus supra mandaverunt, & rogaverunt per nos infra scriptos Notarios publicum fieri Instrumentum, nobis licentiam præbentes, & ita invicem convenientes quod de ipsis unum, & plura exempla pro libito voluntatis ipsarum Partium, & utriusque earum conficere, ipsique Partibus, vel alteri earum tradere valeamus. Acta fuerunt hæc in Civitate Turin, videlicet in Domino Episcopali ejusdem Civitatis, præsentibus Egregiis, & Notabilibus Viris Domino Johanne Marchiandi Legum Doctore, Johanne de Reguino ex Comitibus Vallispergæ, Domino Jacobo Spinola Archidiacono Ecclesiæ majoris Papiæ, Symeone de Morigis, Vancerio de Revoyria, Johanne Marefchali, Guidone Coloni, Amedeo de Plozatcho, Angelino Provane, Bertolomeo de Senis, Johanne de Oxis testibus ad præmissa vocatis specialiter, & rogatis.

Subscriptio Notariorum est ut infra.
Et ego Johannes Franciscus Galina Filius quondam Domini Petri publicus Papiensis Imperiali auctoritate Notarius, præfatus Illustrissimus Dominus mei Domini Ducis Mediolani &c. Secretarius præmissis omnibus, & singulis dum sic fierent, ut premitur, & agerentur præfatus fui vocatus, & de ipsis hoc publicum Instrumentum, unâ cum Egregio Viro Berardo Masnerii Notario publico, ac memorati Illustrissimi Domini Domini Ducis Sabaudia Secretario supra scripto rogatus recepi, quod inde in hanc publicam formam redigi feci aliis præfatis Negotiis per Zanconem de Ugolno publicum Civem Mediolani Conductorem ad hoc specialiter electum, hinc proinde manu propria me subscripsi & signum meum Notariatus appolui in Testimonium, & fidem omnium & singulorum præmissorum.

Acta subscriptio.
Et ego Bernardus Masnerii de Cuyfaco Lugdonensis Diocesis Imperiali auctoritate Notarius publicus ac præfati Domini mei Illustrissimi Domini Ducis Sabaudia Secretarius præmissis omnibus dum sic, ut premitur, agerentur similiter præfatus fui vocatus, & hoc publicum Instrumentum, unâ cum supra scripto Egregio Johanne Franciscus Galina Notario publico, & Secretario præfati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani recepi, hinc me subscripsi propria manu, & signum meum Notariatus appolui in Testimonium omnium præmissorum.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELIUS Regii Archivi Officialis.

CXXVI.

Ratificatio PHILIPPI MARIÆ ANGLI 8. Dec. Ducis Mediolani, Contractus Matrimonii inter se ipsum, & MARIAM DE SABAUDIA init. In Castro Portæ Jovis Mediolani 8. Decembris 1427. Indictione sexta. [Pièce authentique tirée du-Registre R. des Archives Royales de la Ville de Milan.]

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis feliciter Amen.

ANNO à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo vigesimo septimo, Indictione sexta, die Lunæ octava mensis Decembris. Per hoc publicum Instrumentum cunctis fiat manifestum quod cum ad propagandum, pariter & renovandum laudabilia parentelæ, & affinitatis Fœdera diutius vigentia inter Illustrissimos Principes, & Excellentissimos Dominos Duces infra scriptos, eorumque claræ memorie inter solennes Oratores, Ambassadors, Nuntios, & Procuratores Illustrissimos, & Excellentissimos Domini Domini Amedei Ducis Sabaudie, Chablaissi, & Augusti Principis, Marchionis in Italia, Comitibus Pedemontium, & Gebennensis, Valentiniensisque, & Diensis ad hæc

ANNO
1427.

ANNO ab ipso Domino Duce Sabaudia speciale Mandatum habentes Procuratorio nomine ipsius Domini Ducis Sabaudia, & de ejus Mandato agentis nomine infra-scripte inclay, & praelare Domicella Domina Mariae ejus Primogenita parte una; & solemnes Oratores, Ambasiatores, Nuntios, & Procuratores Illustrissimi, & Excellentissimi Domini Domini Filippi Mariae Angli Ducis Mediolani &c. Papae, Angleriaeque Comitibus ac Januae Domini ad haec ab ipso Domino Duce Mediolani speciale Mandatum habentes Procuratorio nomine ipsius Domini Ducis Mediolani parte altera. Nuper in Civitate Taurini illius annuente Clementia, a quo bona proveniunt sempiterna praesertim sancta Matrimonia, felix & laudibus dignum Matrimonium contractum fuerit celebrandum Sanctissimo tamen Domino Domino nostro Papa dispensante super impedimento Consanguinitatis, qua praefati Domini conjuncti sunt inter ipsum Illustrissimum Dominum Dominum Ducem Mediolani ex una parte, & inclayam & praelaram Domicellam Dominam Mariam antedictam parte ex alia, modis & formis in duobus consimilibus publicis Instrumentis super hoc die secunda praesentis mensis Decembris per Egregium Virum Berandum Masnerii dicti Domini Ducis Sabaudia Secretarium, & me Johannem Franciscum ipsius Domini Ducis Mediolani Secretarium, & Notarios publicos receptis, confectis, & signatis, latius declaratis; ad quae Instrumenta, & contenta in eis habetur, & habere intelligatur relatio in omnibus pro ut jacent, secundum tamen veram substantiam eorumdem, proinde in praesentia Testium, & mei Notarii, & Secretarii infra-scriptorum praefatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani &c. volens, ut decet & convenit, ratificare, & approbare dictum Contractum Matrimonii modis in dictis Instrumentis contentis, & omnia in ipso praenominatis Instrumentis contenta eidem Domino Duci referata, de quibus plenam notitiam habuisse, & habere expressis proficitur omnibus jure, modo, via, causa, & forma, quibus melius, & validius potuit, & potest, sponte, deliberate, & ex certa scientia, acceptante & recipiente haec omnia me Notario, & Secretario infra-scripto, nomine dicti Domini Ducis Sabaudia dictae Dominae Mariae, & cujuscunque interfit, vel in futurum interesse possit. Ratificavit, laudavit, approbavit, & confirmavit; ac in Dei nomine ratificat, laudat, approbat, & confirmat, & ad majorem roboris firmitatem de novo illa etiam dictus Dominus Dux facit, inhiit, jurat, promittit, firmat, concordat contrahit, & concludit, cum, & sub in omnibus formis conventis, substantia, & effectu in ipsis Instrumentis descriptis, & declaratis, & haec omnia supra-scripta, & infra-scripta fiunt, & intelligantur fieri, & facta esse, ac facit idem Dominus Dux Sanctissimo Domino nostro Papa dispensatione super impedimento vigentis Consanguinitatis inter praefatos Dominos secundum formam dictorum Instrumentorum Contractus Matrimonii hujusmodi. Quae etiam omnia, & singula tantum vult, & expresse concedi perpetuam obtinere roboris firmitatem ac in per ipsum Dominum Ducem Mediolani personam iterum tradita, gesta, & conclusa fuissent. Profuturo idem Dominus Dux Mediolani Procuratores suos, qui sic praemissa ejus nomine contraxerunt ad illa omnia, & singula ab ipso Domino Duce Mediolani plenam, & liberam habuisse potestatem, & speciale Mandatum nullo unquam tempore suspensum, vel revocatum promittens propterea ipse Illustrissimus Dominus Dominus Dux Mediolani pro se, & suis Haereditibus, & Successoribus universis tactis Scripturis, & sub suorum omnium expresse obligatione bonorum, & ulterius citra ipsius Juramenti derogationem ipse Dominus noster Dux Mediolani lucido vocis oraculo bona fide in verbo Principis dicto publico Notario, ut supra recipienti, & solemniter stipulanti praemissa omnia tam in dicto Contractu Matrimonii quam praesentis Instrumento descripta in omnibus, & per omnia, rata, grata, valida, & firma perpetuo habere, tenere, adimplereque sui parte, ac proflus, & inconvulso observare, & per se nunquam, vel alium contrahere quomodolibet, vel venire clam vel palam, tacito vel expresse, quovis questio colore, renuntiando idem Dominus Dux Mediolani in hoc facto sub vi dicti sui jam praestiti Juramenti omni actioni, & exceptioni doli mali, vis, metus, & in factum conditioni sine causa, ob causam, vel ex injusta causa, & jurius, quibus deceptus in suis Contractibus quomodolibet subvenit omni circumventioni, fraudi, gravamini, & errori, ac ignorantia facti, omni absolutioni, relaxationi, & dispensationi Juramenti minoris etatis ac in integrum restitutionis

beneficio, omnique appellationis, provocationis, supplicationis, & alterius reclamationis subfido, omnibusque privilegiis, dignitatibus, prebentionibus, beneficiis, & indulgis sub quacunque verborum forma concessis, vel concedendis Patria, & Locorum Consuetudinibus, Juribusque Canonice, & Civilibus, Municipaliibus, & aliis quibuscunque quibus ad veniendum contra praemissa, seu eorum aliqua, seu juvare posset quomodolibet, vel tueri signanter Jurisdictionem generalem remotionem non valere nisi praesentis specialis. De quibus omnibus, & singulis praefatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani jussit, & mandavit, ac jubet, & mandat publicum conscribere Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris per me Johannem Franciscum infra-scriptum, & sui Ducalis Sigilli appensione muniti. Adum in Castro Porte Jovis Mediolani in quo residet praefatus Dominus Dux Mediolani. Praesentibus Spectabilibus Viris Domino Franchino de Castiliono utriusque Legum Doctore famosissimo Consiliario, Francisco Barbavaria Secretario, Magnifico Johanne Francisco Balbo Fifico, & Georgio de Vicecomitibus Camerario ipsius Domini Ducis, & Antonio de Secretico Castellano dicti Castri Portae Jovis inde Testibus notis, vocatis, & specialiter ad praedicta rogatis.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELIUS Regii Archivi Officialis.

CXXXVII.

Paşa Dotalia inter PHILIPPUM MARIAM 2. Dec.
ANGLUM Ducem Mediolani, & MARIAM
AMADEI Ducis Sabaudiae Filiam. Taurini
2. Decembris 1427. [Pièce authentique tirée
des Archives Royales de la Ville de Milan,
Registre R.]

In Nomine Domini Amen.

ANNO à Nativitate ejusdem Domini millesimo quadringentesimo vigesimo septimo, Indictione sexta, die vero secunda mensis Decembris. Hujus publici Instrumenti serie canonicis tam praesentibus quam futuris fiat manifestum quod cum hodierna die paulo ante praesentem Contractum Magnifici, & Generosi Milites Dominus Humbertus Balthardus de Sabaudia, Dominus Gaspardus, Dominus Montismajoris Dominus Manfredus ex Marchionibus Salutarum & Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini, Domini Amadei Ducis Sabaudiae Chablassi, & Augustae Principis Marchionis in Italia, Comitibus Pedemontium, & Gebenen, Valentinensibusque, & Dientis Marescalis, Spectabilisque Dominus Petrus Marchiandi Legum Doctor famosus omnes ipsius Domini Ducis Sabaudiae Consilarii, & Procuratores ad infra-scripta legitime constituti sicut constat publica, & autentica littera Sigillo ipsius Domini Ducis in pendenti sigillata, & manu Gualelmi Bolomerii ejus Secretarii signata data Aquis Anno praesentis millesimo quadringentesimo vigesimo septimo, & die vigesimo quinto Octobris ipsius Domini Ducis Sabaudiae Procuratorio nomine pro quo nihilominus sub Juramento, obligatione omnium bonorum suorum promiserunt quod ipse Dominus Dux praesentem Contractum ratificabit, & ultra Ratificationem suam faciet, & operabitur quod illi Domicella Domina Maria de Sabaudia Domicella praedicta ejus Domini Ducis Sabaudiae Filia ipsum similiter ratificabit, & ulterius dicti Procuratores nomine etiam praefate Domicelle Dominae Mariae pro qua, sicut Mandatum non habent juxta morem Patrie ut asseruerunt, similiter tantum sub Juramento, & obligatione omnium bonorum suorum de rato promiserunt ex una parte, & Reverendissimus in Christo Pater, & Dominus Dominus B. Dei, & Apostolicae Sedis gratia Archiepiscopus Sanctae Mediolanensis Ecclesiae Maximus, Dignissimusque in Ecclesia Praelatus, & Venerabilis atque magnae Religionis Viri Dominus Rodericus Philippus de Provanis Praeceptor Domus Sancti Antonii Mediolani nec non Spectabilis Dominus Franchinus de Castiliono Juris utriusque Doctor famosus, Consiliarius, & Aluysius Crotus Vir utique Notabilis Secretarius Ducalis, & omnes Oratores, & Procuratores Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Filippi Mariae Angli Ducis Mediolani &c. Papae Angleriaeque Comitibus ac Januae Domini ad infra-scripta specialiter constituti, sicut de eorum mandato constat publico Instrumento tradito, & rogato per Donatum

ANNO
1427.

tum de Cifero de Herba, Anno presenti die Lune tertio Mensis Novembris, & Sigillo ipsius Domini Ducis Mediolani sigillato ex altera parte innierunt, firmaverunt, & contraxerunt verum, legitimum, & indubitatum Matrimonium inter prefatum Illustrissimum Dominum Philippum Mariam Anglum Ducem Mediolani &c. & prefatam Ill. Domicelam Dominam Mariam de Sabaudia natu majorem Filiam prefati Illustrissimi Domini Ducis Sabaudie &c. sub ista conditione si Papa dispensaverit, & sicuti constat publico Instrumento paulo ante recepto, & rogato per nos Notarios infra scriptos. Modo predicti omnes Procuratores utriusque Partis, volentes, ut debitum est & honestum, providere circa constitutionem Dotis prefate Domicelae Dominae Mariae, & circa alia ejusdem Matrimonii necessaria pariter, & convenientia nominibus supra scriptis venerunt, ad infra scriptas conventiones, & pacta solemniter stipulatione vallatas atque vallata. Primo enim predicti Procuratores & Oratores prefati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani Procuratorio nomine ejusdem confessi fuerunt, & consentunt eundem Dominum Ducem Mediolani habuisse, & recepisse a prefato Illustrissimo Domino Duce Sabaudie centum mille Florenos auri boni, & iusti ponderis Florenorum in Italia currentium ut puta Januorum, Florentinorum, & Bononiensium Confilium pro Dotē, & nomine Dotis predictae Dominae Mariae Domicelae ut supra, qui quidem Florent centum mille fuerint per Ill. Dominum Ducem Sabaudie praebitum, seu ejus Procuratores prefato Illustrissimo Domino Duci Mediolani, seu ejus Procuratoribus ipsius nomine in Dotem, & nomine Dotis dictae Ill. Domicelae Mariae dati, & constituti, ac etiam tenore praesentium dantur, & constituntur, & qui Florent centum mille sunt, & esse intelligantur vera Dos aut dicta Dominae Mariae, & ea tantum lege, & conditione quod ipse Dominus Dux Mediolani debeat praefata Dominae Mariae bonam assignationem facere de tot bonis immobilibus in Ducatu Mediolani, vel Comitatu Papiae existentibus in Abduca extra, quae equivalent predictae quantitati centum millium Florenorum auri ut supra, ad rationem de quinque pro centenario in valore, redditu, seu fructu annuatim, & hereditis, & mansionibus Castrorum, & aliorum locorum in quibus fiet dicta assignatio in sortem non computandis; Qua assignatione facta cetera ipsius Domini Ducis Mediolani, suorumque bona quaecunque omnino libere sint, & esse intelligantur ab omni hypotheca, & aliaque obligatione quacunque propter quam eveniente casu evictionis praedictorum bonorum immobilium taliter assignatorum pro qua ipse Dominus Dux Mediolani, sique Haeredes, & Successores teneantur secundum formam Juris Communis, & ea lege, & conventionem quod ipsa bona immobilia taliter assignata ipse Dominus Dux Mediolani, sique Haeredes, & Successores quandocunque redimere possint, & retinere in casu restituenda Dotis solvendo, & trahendo, seu restituendo summa, & semel dictos centum millia Florenos ut supra. Quam quidem Dotem in Pecunia numerata vel rebus immobilibus ut supra, consistentem predicti Procuratores ejusdem Domini Ducis Mediolani, & ipsius nomine prefatis Procuratoribus Domini Ducis Sabaudie, & nobis Notariis infra scriptis tantquam Personis publicis stipulantibus, & recipientibus nomine, & vice prefatae Dominae Mariae Domicelae ut supra, & aliorum omnium quorum interest, vel interesse poterit, promiserunt, & promittunt reddere, & restituere in Pecunia numerata ut supra, videlicet in Florentis Januensibus, Florentinis, Bononiensibus, Senensibus, Romanis, vel aliis equivalentibus in Italia currentibus, aut in praedictis bonis immobilibus assignandis ut supra, singula singulis congruē referendo in uno solo casu restituenda dicta Dotis contingente per obitum ipsius Domini Ducis Mediolani, ea Domina Maria Domicela praedicta supervivente occurrentem, in aliis autem casibus omnibus, quibus Dos praedicta de jure restituenda veniret sine Matrimonio sequente, & postea dissoluto sine Matrimonio quacunque occasione aut mortis, aut non facta dispensationis, vel interveniente alterius Partis contradictionis aut alter non sequente, praedicta Dos minime restituatur ymo apud ipsum Dominum Ducem Mediolani, suosque Haeredes, & Successores libere, & sine ulla conditione remaneant prorsus, & omnino, & ita praedicti Procuratores Domini Ducis Sabaudie ipsius nomine praedictum Dominum Ducem Mediolani, ejusque Procuratores, & nos Notarios infra scriptos nomine ipsius Domini Ducis Mediolani aliorumque, quorum interest, vel interesse poterit recipientes liberaverunt, quietaverunt, & absol-

verunt a restitutione predictae Dotis. In omnibus aliis casibus, preterquam in primo supra scripto fienda promittentes ut supra, ipsius Domini Ducis Sabaudie nomine eundem Dominum Ducem Sabaudie suosque Haeredes, & Successores a praedicta Dotis restitutione fienda in omnibus casibus praedictis, excepto primo, eundem Dominum Ducem Mediolani suosque Haeredes, & Successores perpetuo indemnem, & indemnes servaturos contra quancunque Personam occasione praesentis Contractus, vel in eorum contentorum agentem. Item conveniunt supra scripti utriusque Partis Procuratores, nominibus quibus supra quod ipse Dominus Dux Mediolani, casu obitus sui contingente, ea Domina Maria Domicela supervivente, teneatur ante obitum suum ultra Dotem predictam pro statu suo decentius manutenendo usufructum tot bonorum immobilium praedictae Dominae Mariae assignare, quae sint valoris Florenorum praedictorum auri tribum millium, & quingentorum annualem per ipsam Dominum annuatim habendum, & percipiendum, & duraturorum in ejus vita tantum, si & in quantum vitam honestam, & vidualem servaverit, habitaveritque in Territorio Domini Ducis Mediolani praedicti, & non aliter, nec alio modo. Item conveniunt praedicti Procuratores ut supra, quod ipse Dominus Dux Sabaudie munire debeat praefatam Dominam Mariam Domicelam de vestibus, & ornamentis nuptialibus, & dictus Dominus Dux Mediolani munire eam debeat de Jocalibus, secundum ipsorum Dominorum statum decentiam. Item conveniunt supra scripti Procuratores ut supra, quod si ex ipsa Domicela, Domino concedente, praefatus Dominus Dux Mediolani habeat unum Filium masculum tantummodo, quod eo casu talis Filius ex ipsa Domicela descendens post decessum dicti Domini Ducis Mediolani ejus Patris, debeat esse Dux Mediolani, & eo casu dare teneatur, & debeat praefatus Dominus Dux Mediolani eidem tali Filio Ducatum Mediolani in prerogativam specialem. Si vero sint plures liberi masculi ex ipsa Domicela descendentes, tunc teneatur, & debeat eligere dictus Dominus Dux Mediolani unum ex ipsis liberis, quem maluerit cui dictum Ducatum in prerogativam specialem dare teneatur, & debeat, quae electio si non fieret per dictum Dominum Ducem Mediolani, tunc, & eo casu Primogenitus ex ipsa Domicela dictum Ducatum Mediolani in prerogativam specialem habere debeat; & teneatur. Quae omnia, & singula supra scripta praedicti omnes Procuratores utriusque Partis nominibus quibus supra, sibi invicem, & nobis Notariis infra scriptis ut supra, recipientibus per solemnem stipulationem praefito juramento manu corporali tactis Scripturis sub obligatione principalium suorum, & omnium principalium supra scriptorum bonorum praesentium, & futurorum, promiserunt perpetuo attendere, & observare nec ullo unquam tempore contravenire de jure vel de facto, sub pena refectionis omnium damnum, & interese litis, & extra, pro quibus omnibus melius attendendis, & adimplendis per praefatos Dominos Duces Sabaudie, & Mediolani se submiserunt praedicti eorum Procuratores Procuratoribus nominibus eorumdem coheritioni, & compulsioni Curiae Camerae Apostolicae, & ejus viribus, pro qua volunt, & consentiunt dictos Dominos Duces, & suos in defectu aliquorum praemissorum, sic ut promittitur supra scriptorum pro ipsorum adimplitione cogi, & compelli. Renuntiantes praenominati Oratores, & Procuratores prefati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani Procuratorio nomine ejusdem juramenta sua ut supra, praefata exceptioni dicti mali, ut supra, metus rei altere gestae, quam scriptis omnino in integrum restitutionis beneficio exceptioni etiam non numerata Pecunia, exceptioni etiam Dotis caute, & non numerata, conditioni sine causa, vel ex injusta causa, Juri etiam per quod deceptis in suis Contractibus subvenitur Juridicenti confessionem extra Judicium factam, vel non coram suo Judice non valere, omnique alteri Juri Civili, & Canonico per quod contra praedicta, vel aliquod ex eis facere, dicere, vel venire posset, aut in aliquo fe fieri, omnique Juri, consilio, beneficio, nec etiam Juri dicenti generalem renuntiationem non valere, nisi praecerisset specialis. De quibus omnibus, & singulis supra scriptis antedicti omnes Procuratores nominibus quibus supra mandaverunt, & rogaverunt per nos Notarios infra scriptos publicum confici Instrumentum, nobis licentiam praebentes, & ita invicem convenientes, quod de ipsis unum vel plura exempla pro libito voluntatis ipsarum Partium, & utriusque earum conficere, ipsisque Partibus vel alteri earum tradere valeamus. Acta fuerunt haec

ANNO
1427.

ANNO in Civitate Taurini, videlicet in Domo Episcopali Civitatis ejusdem. Præsentibus Egregiis Nobilibus Viris **1427.** Domino Johanne Marchiandi Legum Doctore, Johanne de Arrighino ex Comitibus Vallispergie, Domino Jacobo Spinola Archidiacono majoris Ecclesiæ Patriæ, Simonino de Morigis, Vicerio de Revoyria, Johanne Marefchali, Guidone Colombi, Amedeo de Plozascho, Angelino Provane, Bertolomeo de Sevis, Johanne de Oxili Testibus, ad premissa vocatis specialiter, & rogatis.

Subscriptions Notariorum sunt, ut infra.
Et Ego Johannes Franciscus Galina Filius quondam Domini Petri publicus Papiensis Imperiali auctoritate Notarius, Secretariusque præfati Illustrissimi Domini mei Domini Ducis Sabaudia &c. præmissis omnibus, & singulis, dum fieri sicerent, ut premititur, & agerentur, præfens fui vocatus, & de ipsis hoc publicum Instrumentum una cum Egregio Viro Berando Masnerii Notario publico, ac memorati Illustrissimi Domini Domini Ducis Sabaudia Secretario subscripto rogatus recepi quod inde in hanc publicam formam redigi feci aliis perperditis negotiis per Bertramium de Rellis Civem Mediolani Notarium publicum Coadjutorem ad hoc specialiter electum, hique proinde manu propria subscripti, & signum meum Tabelionatus apposui in Testimonium, & fidem omnium, & singulorum premissorum.

Alia subscriptio.

Et ego quidem Berandus Masnerii de Coyfaco Lugdunensis Diocesis auctoritate Imperiali Notarius publicus æque præfati Domini mei Ducis Sabaudia Secretarius, præmissis affui præfens vocatus, ac de prædictis hoc Instrumentum una cum præscripto Johanne Franciscus Galina Notario, ac prædicti Domini Ducis Mediolani Secretario rogatus recepi hique me subscripti, & signum meum apposui in Testimonium veritatis premissorum.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIIUS Regii Archivi Officialis.

CXXVIII.

8. Dec. Ratificatio PHILIPPI MARIE ANGLI Ducis Mediolani, Patrum Dotatum inter se ipsum, & MARIAM AMADEI Sabaudia Ducis Filiam inuorum. Actum Mediolani 8. Decembris 1427. Indiſt. VI. [Pièce authentique, tirée du Registre R. des Archives Royales de la Ville de Milan.]

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

ANNO Domini à Nativitate millesimo quadringentesimo vigesimo septimo, Indiſtione sexta, die Lunæ octavo Mensis Decembris. Per hoc publicum Instrumentum cunctis fiat manifestum, quod cum Illustrissimus Princeps, & Excellentissimus Dominus Dominus Philippus Maria Anglus Dux Mediolani &c. Patriæ, Angliæque Comes ac Janus Dominus, seu pro eo ejus solennes Procuratores, Ambasiatores, & Nuntii ad hæc specialiter constituti, plenamque Mandatum cum libera potestate habentes confessi fuerunt præfatum Dominum Ducem habuisse, & recepisse ab Illustrissimo Principe, & Excellentissimo Domino Domino Amedeo Duce Sabaudia, Chablayſi, & Augustæ Principe, Marchione in Italia, Comite Pedemonium, & Gebenensis, Valentiniſque & Dienſis pro vera Dote, & nomine Ducis præclaræ, & Inclytæ Domine Domina Maria de Sabaudia Filia natu majoris ipsius Domini Ducis Sabaudia, & quæ sibi fuerunt per ipsum Dominum Ducem Sabaudia ejus Patrem in Dote constituta in Contractu Matrimonii nuper inter eos inſiti, videlicet centum mille Florenos auri boni, & iusti ponderis Florenorum in Italia currentium, ut puta Januariorum Florenorum, Bononiensium, & consimilium, pro quibus quidem Florenis centum millibus iidem Procuratores dicto nomine promiserunt præfatum Dominum Ducem Mediolani futurum certas decentes assignationes ipsi Domina una cum annualibus redditibus trium millium quingentorum Florenorum, pro statu ipsius Domine concedenter mantentione, etiam cum promissionibus retinendæ Dotis, & in casu restituendæ Dotis, quod Deus avertat, & cum aliis modis, formis, pactis, Promissionibus, Obligati-

bus, & Clausulis, & in omnibus, & per omnia, prout latius continetur in duobus publicis, & consimilibus Instrumentis die secunda finientis mensis Decembris per Egregium Berandum Masnerii, & me Johannem Franciscum Galinam ipsorum Dominorum Secretarios, Tabelionesque publicos receptis, confectisque, & signatis, ad quæ habetur, & haberi intelligatur relatio secundum illorum veram substantiam, & effectum. Hinc est quod ipse Illustrissimus Dominus noster Dominus Dux Mediolani &c. volens illa prout ab ejus mera voluntate, & puro animo progressa amolare ex ejus recta, & spontanea voluntate matureque super hoc præhabito Consilio ipsas Dotes, confessionem, promissionem, & omnia, & singula in ipsis duobus Instrumentis contenta ut jacent ad bonum tamen, & finem intellectum, de quibus omnibus idem Dominus Dux Mediolani habuit, & habet plenam, & veram notitiam, & informationem ac perfectam scientiam ut ibidem attestatur omnibus Jure, modo, via, causa, & forma, quibus melius, & validius potuit, & potest ad opus dictæ præclaræ Domine Mariæ versus me Johannem Franciscum Secretarium, & Notarium infraſcriptum uti publicam Personam stipulantem, & recipientem hæc omnia, nomine, & vice præfati Domini Ducis Sabaudia, dictæ Domine Mariæ, & cujuscunque interſit vel possit interesse; laudavit, ratificavit, approbavit, & amolegavit, ac laudat, ratificat, approbat, & amolegat, ac confirmat, & ad majoris roboris firmitatem illas firmat, contrahit, jurat, & concludit in omnibus, & per omnia secundum ipsorum veram substantiam, & effectum, & prout in dictis Instrumentis continetur bona fide tenere, & per concessionem hujus Actus publici Instrumenti, & insuper vult, & expresse concedit idem Dominus Dux Mediolani illa tantum ubique obtinere roboris firmitatem, quantum si per eum personaliter, & omnino contracta, firmata, & conclusa fuissent, profitendo dictos Ambasiatores, Nuntios, & Procuratores ipsius Domini Ducis Mediolani ad illa omnia, & singula dum fierent ab eodem plenam, & liberam habuisse potestatem, & speciale Mandatum, nullo unquam tempore revocatum. Promittens propterea idem Dominus Dux Mediolani pro se, & suis Hereditibus, & Successoribus universis juramento Scripturarum tactis, etiam citra ipsius juramenti derogatione bona fide in verbo Principis, & sub suorum omnium expressa obligatione bonorum prædictam confessionem, & omnia, & singula contenta in dictis Instrumentis, rata, grata, firma, & valida perpetuo habere, & tenere, adimplere, & attendere, & nunquam per se, vel per alium contraſacere vel venire quomodolibet, clam vel palam, directe vel indirecte, quovis questio colore, renuntiando in hoc facto, sub vi dicti sui juramenti jam præstiti, omni aditioni, exceptioni, doli mali, vis metus, & in factum conditioni sine causa ob causam, vel ex injusta causa, omni circuitioni, fraudi, gravamini, & errori, ac ignorantia facti omni appellationis, supplicationis, provocacionis, ac bonorum cessionis remedio, omnique absolutioni, relaxationi, & dispensationi Juramenti, ac in integrum restitutionis beneficio, exceptionisque non numerate pecunie, speique futurae habitationis Patriæ, & Locorum Consuetudinibus, omnibusque Privilegiis, Dignitatibus, Indultis, sub quacunque verborum forma concessis, vel concedendis, omnibusque Juribus, Canonibus, vel Civilibus Municipalibus, & aliis quibuscunque quibus ad veniendum contra prædicta, vel premissorum aliqua se juvare posset quomodolibet, vel tueri, & signanter Juri dicenti generalem renuntiationem non valere, nisi præceſſerit specialis; de quibus omnibus idem Dominus Dux Mediolani jussit, & mandavit ac jubet, & mandat publicum confici Instrumentum, unum, & plura ejusdem tenoris per me Johannem Franciscum jam dictum, & sui Ducalis Sigilli pendens manumine roborari. Actum in Castro Portæ Jovis Mediolani, in quo residet præfatus Dominus Dux Mediolani. Præsentibus Spectabilibus Viris Dominis Franchino de Castiglione Juris utriusque Doctore famosissimo Consiliario, Francisco Barbavari Secretario Magnifico Johanne Franciscus Balbo Physico, & Georgio de Vicecomitibus Cameraario ipsius Domini Ducis, ac Antonio de Seratico Castellano dicti Castri Portæ Jovis, inde Testibus notis, vocatis, & specialiter ad prædicta rogatis.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIIUS Regii Archivi Officialis.

ANNO

1427.

2. Dec.

*Donatio Civitatis Vercellarum per PHILIP-
PUM MARIAM ANGLUM Ducem Medio-
lani, AMADEO Sabaudie Duci facta. Tau-
rini 2. Decembris 1427. Indictione sexta. [Pi-
ce authentique, qui se trouve dans le Registre
R. des Archives Royales de la Ville de Mil-
lan, aussi bien que dans S. GUICHENON,
Hist. Généalogique de la Maison de Savoie. Preu-
ves, pag. 271. d'où on l'a tirée.]*

*In Nomine Sancte, & Individua Trinitatis, Pa-
tris, & Filii, & Spiritus Sancti coeque sa-
pernalis Curie, Amen.*

NOVERINT universi presentes pariter, & futuri.
Quod Anno a Nativitate Domini nostri Jesu
Christi summo millesimo quadringentesimo vicesimo
septimo, Indictione sexta, die secunda mensis Decem-
bris. Constituti in presentia nostrorum Notariorum,
& Testium infrascriptorum, Reverendissimus in Christo
Pater, & Dominus Dominus Bartholomeus Dei gratia
Archiepiscopus Sanctae Mediolanensis Ecclesiae, & Venerabilis,
& Religiosus Vir Frater Philippus de Provan-
preceptor Domus Sancti Antonii Mediolani, Spec-
tabilis, & Egregius Vir Dominus Franchinus de Casti-
llono Juris utriusque Doctor Consiliarius, & Spectabilis
Ludovicus Crotus Secretarius Illustrissimi Principis
Domini Filippi Mariae Angli Ducis Mediolani &c. Pa-
pae Anglicae Comes, ac Janus Domini, Nati
quondam Illustrissimi Principis Domini Johannis Gale-
lez Vicecomitis olim primi Ducis Mediolani &c. Pro-
curatores, & Procuratores nominibus ejusdem Domini
Ducis Mediolani, habentes speciale Mandatum etiam
ad donandum culibet Domino Principi, & Persona
cujusvis status, gradus, dignitatis, & conditionis exis-
tens, quamcumque Civitatem, Terram, Fortilitium, Vil-
lam, quodcumque Castrum omnemque Locum, Portum,
& Pontem dicti Illustrissimi Domini Ducis Medio-
lani, & quae per eum, seu ejus nomine tenentur,
& possidentur quomodocumque, etiam sub Homagio, vel
in Feudum teneantur, cum omnium eorum, & cujus-
libet eorum rationibus, actionibus, Jurisdictionibus,
Regiminibus, Honorantiis, Emolumentis, Intratis, Hono-
ribus, & Praeeminentiis universis, cum Cessione Jurium,
& actionum ipsi Domino Duci Mediolani pertinen-
tium; habentes etiam speciale Mandatum ad praedicta
cum libera, ut in Instrumento dicti Procuratoris con-
tinetur recepto per Donatum de Cifero de Herba, Filium
quondam Domini Marchisii Civitatis Mediolani
P. N. P. Sancti Fidelis, Imperiali auctoritate Notarium
publicum sub Anno praedicto a Nativitate Domini mil-
lesimo quadringentesimo vicesimo septimo, Indictione
sexta, die tertio mensis Novembris, Sigillo etiam ipsius
Domini Ducis sigillato. Constituti, inquam, praefati
Procuratores in cellulis eorum mentis revolventes, cogi-
tantesque verum amorem quem habet, & gerit ipse
Illustrissimus Dominus Dux Mediolani, erga Illustris-
simum Dominum Amedeum primum Ducem Sabaudie,
Cousanguineum carissimum ipsius Domini Ducis
Mediolani, & bona & acceptabilia servitia eidem Illus-
trissimo Duci Mediolanensi per praefatum Illustrissimum
Dominum Ducem Sabaudie facta & impensa; & quod
tempore quo fuit juvenis ipse Dominus Dux Medio-
lan. post mortem Illustrissimorum Dominorum Ducis
Mediolan. Patris, & Ducis Mediolan. Fratris ipsius
Domini Ducis moderni, quo tempore ipse Dominus
Dux Mediolan. modernus a vicinis suis multum Guer-
ris opprimebatur, dictus Dominus Dux Sabaudie non
solum ab oppressionebus & Guerris eidem Domino Duci
Mediolan. inferendis destitit, quinymo, & eundem Domi-
num Ducem Mediolan. suis consiliis, Victualibus & Patria
sua ad Patriam Mediolanensem, ac etiam aliis mercantiis
vehit, & transferri permittit, ac etiam omnibus aliis favo-
ribus, quibus potuit, fovit gratiosis, & omnem favorem
quo potuit eidem Dominus Dux Sabaudie ipsi Domi-
no Duci Mediolan. praebuit incessanter, ac postea con-
tinuavit ad praedictis non destitit praedictis causantibus, ne
ipse Dominus Dux Mediolanensis. tantorum beneficiorum
videatur immemor, ut ipse Dominus Dux Sabaudie de
praedictis remunerationem consequatur contemplatione,
& ob remunerationem ipsorum meritorum, quae merita
pro notoriis habent, & tenent: Nolentes unquam ullo
tempore de ipsis meritis aliquam probationem exigi nec

fieri, ipsorum meritorum causa simili subsequente exis-
tente; & etiam ex liberalitate ipsius Domini Ducis Me-
diolanensis super subsequentebus ore tenus expressum Man-
datum ab ipso Domino Duce Mediolanensi. habentes, ei-
dem Domino Duci Sabaudie licet absenti; strenuis-
que Militibus Dominis Humberto Balfardo de Sabau-
dia, Gasparde de Montemajori, & Manfredi ex Mar-
chionibus Salutarum, Marechalch Sabaudie, & Specta-
bili, & Egregio Domino Petro Marchiandi Legum
Doctore, Ambassadoribus, & Procuratoribus dicti Do-
mini Ducis Sabaudie, ut de Procuratore eorum constat
Litteris autenticis ipsius Domini Ducis Sabaudie,
Sigillis suis sigillatis, & manu Guillelmi Bolomerii
ejus Secretarii signatis, sub Anno Domini millesimo qua-
tercentesimo vicesimo septimo, Indictione sexta, & die vi-
gesima quinta mensis Octobris, datis Aquis: Praesentibus &
stipulantibus, ac etiam nobis Notariis praesentibus, &
stipulantibus more publicorum Peritorum, vice, nomi-
ne, & ad opus ipsius Domini Ducis Sabaudie, & suo-
rum Successorum, nec non quorum interest, vel in-
teresse poterit in futurum. Dant, donant, transferunt,
cedunt, concedunt, & tradunt, Donatione mera, pu-
ra, & irrevocabili, quae dicitur inter vivos, nulla insinua-
tione indigente, nec aliqua ingratitudinis causa, vel
alia facto vel Jure revocandae eidem Domino Duci Sa-
baudie, & supra proxime nominatis, recipientibus &
stipulantibus ut supra, nomine ipsius Domini Ducis
Sabaudie pro se, & suis Haereditibus, & Successoribus,
& quibus dare vel alienare voluerit, salvo Jure, lau-
do, & consensu eorumque, a quo, vel quibus praedi-
cta moveri repugnent: videlicet, Civitatem Vercellensem,
cum toto ejus Territorio, & Districtu; Cast-
tris, Villis, Opidis, Redditibus, Censibus; Jurisdic-
tionibus, Emolumentis, Piscariis, Furnis, Molendinis,
Baptisteriis Aquis, Aquarum decursibus, Portibus,
Portuagis, Pedagiis, Gabellis, Tributis, Angariis, &
Perangariis, Balletis, Subsidis, Venationibus; Ley-
dis, & aliis suis Juribus, & Pertinentiis quibuscumque,
& quocumque nomine censentur, etiam si hic omnia
expressa non fuerint, & cum omnibus, quae dictus
Dominus Dux Mediolanensis in dicta Civitate Vercellensi,
& Territorio ejusdem, quancumque solus est habere ibi-
dem, percipere, & recuperare ipse Dominus Dux Me-
diolanensis, per se, vel ejus Officiarios quocumque, & haec
omnia videlicet & summe Scidae circa a parte reliqui
Territorii dicti Domini Ducis Sabaudie: cum ista declara-
tione, videlicet, quod si essent aliqua Terra, Loca,
Portus vel alia ex supradictis Districtibus; & Territoriis
Vercellarum, ultra dictam aquam Scidae a parte reliqui
Territorii dicti Domini Ducis Mediolani; quae Loca
ultra Scidam existentia aliquas Terras vel fines ha-
berent circa Scidam a parte Territorii dicti Domini
Ducis Sabaudie, quod illi tales fines, seu pertinentiae de-
beant remanere ipsis locis ultra Scidam existentibus, &
eisdem spectare ac si essent ultra Scidam. Et viceversa,
si sint vel existant aliqua Terra, vel Loca, Portus, vel
alia superius descripta Districtibus ipsius loci Vercellensi
circa Scidam, quae habeant ultra Scidam a parte Territorii
dicti Domini Ducis Mediolanensis, aliquas pertinentias vel
fines; quod illi tales fines, & pertinentiae debeant remanere
spectareque, & pertinere ad loca dicti loci circa Scidam
existentia, & de Dominio ipsius Domini Ducis Sabaudie,
ac si essent ultra Scidam: reservatis etiam in omnibus,
& per omnia singularibus Personis utrorumque Domi-
norum, eorum bonis, & possessionibus, tam ultra quam
circa Scidam existentibus: ita quod de eisdem gaudere
possint & debeant, sine contradictione quancumque, ea
lege & conventionem, quod si aliqua dissensio, vel dis-
cordia, occasione praedictorum finium, & divisionis
Territoriorum oriretur, Decisores esse debeant Consilarii
utriusque Partis, cum uno Partium Confidente, secun-
dum modum & formam Capituli in simili ad diffe-
rentias sedandas positi Contra dictu Lige hodie inter
ipsos Dominos celebrata, & per nos infrascriptos No-
tarios rogata. Dantes, & concedentes ipsi Domini Pro-
curatores, & Nuntii dicti Domini Ducis Mediolani
superius nominati ipsi Domino Duci Sabaudie, vel ejus
Marechalch, alterive ipsorum, ac aliis quibuscumque
ab ipso Domino Duce vel ejus Successoribus, ad hoc
Mandatum habenti, vel habentibus; plenam, puram,
liberam, & omnimodam potestatem, possessionem corpo-
ralem, & realem, & apprehensionem dictorum Ci-
vitatibus, Castrorum, Locorum, & Territorii ejusdem-
que pertinentiarum, & aliorum superius descriptorum
etiam vi armata, si opus fuerit, absque aliqua poena
vel delicto incurrendo, apprehendendi, detinendi, con-
servandi, & retinendi sua propria auctoritate absque
dicti Domini Ducis Mediolanensis, alicujusve superioris
vel

ANNO

1427.

ANNO
1427.

vel alterius ejusdemque Magistratus vel Judicis, seu alterius Personæ licentia, vel Mandato constitutus se nomine dicti Domini Ducis Mediolani prædictam Civitatem cum ejus Territorio, Castris, Villis, Oppidis, Pertinentiis, & aliis superius descriptis, nomine dicti Domini Ducis Sabaudia, & suorum Successorum, possidere, & tenere quousque ipse Dominus Dux Sabaudia, & sui, seu alii pro eo possessionem prædictorum acceperint corporalem. Mandantes ipsi Domini Procuratores, & Ambasciatores omnibus, & singulis fidelibus Fendatariis, Emphyteotis, Subditis, & aliis quibuscunque dictæ Civitatis, Territoris, & Locorum prædictorum, Officialisque Custodibus Castrorum, Portarum Cittadelle Castellanis, Vicariis, Cavalieris, Pedagogatoribus, Gabellatoribus, Receptoribus, Bul-tariis, & aliis quibuscunque Officialis dicti Domini Ducis Mediolani, majoribus & minoribus, quatenus prædicto Domino Duci Sabaudia, ejusque Marefchalis, seu alteri ipsorum, vel alteri pro parte ipsius Domini Ducis Sabaudia huius missio, & potestatem habenti prestant, obediant, & intendant, ac ipsam Civitatem Cittadellam ejusdem, Castraque, & Portus, atque etiam alia Castris, Loca, Villas, & Oppida ipsius Territoris, ac Diffinitus Vercellensis, ut supra donata, expendant, & tradant libera, & absque quavis contradictione, & hoc sub pena rebellionis, & indignationis ipsius Domini Ducis Mediolani, ceterique Officiali, Gabellatores, Pedagogi, & alii superius nominati nec non etiam & quicunque Notarii aliqua Instrumenta habentes de redditibus, servitiis, censibus, servitiis, aliisve ad Dominum ipsius Civitatis, & Dominum ejusdem pertinentibus sub eadem pena, etiam mandantes ut illa omnia ipsa nominata pro parte dicti Domini Ducis Sabaudia huius accedentibus illa tradant libera, & expendant nullo ejusdem impedimento apponendo, ea tamen lege, & conventionem per solemnem stipulationem inter prædictos Procuratores invicem, & nobis Notariis, ut supra, stipulantibus factam quod omnes, & singule Intrate ordinariæ, & extraordinariæ tam Iudiciorum, quam Gabellarum, Taxarum, & aliorum quousque manerier ipsarumque Intratarum Debitores qui quicunque ratione temporis prædicti tantum a die fiendæ traditionis dictæ Civitatis ut infra retro, sint & esse debeant ipsius Domini Ducis Mediolani, atque sibi remanere debeant, illa quod ipsas Intratas, & ipsos Debitores tempore prædicto exigi facere possint tam in iudicio, quam extra, pro suo libito voluntatis, talique exactioni ipse Dominus Dux Sabaudia, & siquique Officialis qui in prædicta Civitate reperientur omneque brachium, omnemque sibi favorem possibilem præbere teneantur. Cedentes ipsi Procuratores, nomine ipsius Illustrissimi Domini Ducis Mediolani pro se, & suis Successoribus, causamque habituris ab eodem, ac supradictis Dominis Ambasciatoribus ipsius Domini Ducis Sabaudia nomine stipulantibus, & recipientibus ut supra, ac nobis Notariis stipulantibus, & recipientibus nomine quo supra, ac cujus interest vel inter esse poterit in futurum, omnia jura, omnesque actiones, & rationes ipsi Domino Duci competentes, & competentia in dicta Civitate, Territorio, Jurisdictionibus, Meritis, Imperis, Villis, Castris, Oppidis, Subditis, Bonis, & pertinentibus Vassallis Fidelibus, & Subditis ipsius Civitatis, & ad dictam Civitatem, & ipsum Dominum Ducem spectantibus, & pertinentibus juxta tamen limitationem, & declarationem superius descriptas. Promittentes ipsi Domini Procuratores per juramenta sua ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tacta, & sub obligatione omnium, & singulorum bonorum ipsius Domini Ducis Mediolani, & in animum dicti Domini Ducis Mediolani prædicta omnia, & singula ipsum Dominum Ducem Mediolani rata, grata, & firma habere, & tenere, & preterea alii-cuiusque læsionis, ingratitudinis vel alio quovis modo non revocare, seu contra ea facere, dicere vel venire, nec aliter facere, dicere vel venire, volenti in contrarium quovismodo, clam vel palam, directe vel per indirectum, consentire, sed prædicta omnia quo ad se, & ejus voluntatem, & factum, tacitum, & expressum, seu tacitum vel expressum, id est pro suo dato, & facto tantum, ita quod aliter ipse Dominus Dux Mediolani de eversione non teneatur eidem Domino Duci Sabaudia, & suis Successoribus manutene, disbrigare, & defendere de Jure, & de facto ab omnibus, & contra omnes, & ipsum Dominum Ducem Mediolani unquam nullo tempore fecisse, vel in futurum facere, per quæ præsens Donatio, & Jurium translatio suum realem effectum sortiri non possit nec debeat. Promittentes & converso ipsi Procuratores Domini Ducis

TOM. II. PART. II.

Sabaudia, ipsis Domini Ducis Mediolani Procuratoribus, Nobisque Notariis, ut supra, stipulantibus, & recipientibus, omnes & singulos Cives prædictæ Civitatis Vercellarum, ejusque Diffinitales, tam Nobiles quam plebeos, & rusticos, & maxime omnes Nobiles de Tizonibus, velut Cives Vercellarum, qui per antedictam donationem Subditi ipsius Domini Ducis Sabaudia esse veniant clementer, gratiose, atque benigne tractare, & quod ita per eundem Dominum Ducem Sabaudia, & per suos tractabuntur, neque eis imputabuntur aliqua patra quomodocunque per eos commissa tamquam Cives Vercellenses nec eorum rationes contra ipsos, vel aliquem ipsorum procedatur. Quæ omnia, & singula suprascripta fecerunt, & contraxerunt, & faciunt, & contrahunt prædicti omnes Procuratores, utriusque Partis cum infra scriptis modis, conditionibus, & formis in singulis partibus præcedentibus intelligendis, solemni stipulatione invicem, & nobis infra scriptis Notariis ut supra, stipulantibus, recipientibus solemni vallis, & non aliter. Videlicet quod Cittadella, Castrum, & omnia Fortalitia, Castellodice Portarum prædictæ Civitatis libere, vacue, & expedita traditi, & assignari debeant hinc ad octavam diem presentis Mensis inclusivè per totam diem Magnificis Militibus Dominis Gaspario Domini Montis Majoris, & Manfredo ex Marchionibus Salutarum ipsius Domini Ducis Sabaudia Marefchalis, nomine ejusdem Domini Ducis Sabaudia receptoris, ut alteri eorum utriusque nomine recipienti. Ea lege, & conventionem quod expectari debeat, & attendi urum Ratificatione Contractus Matrimonii per supra scriptos Procuratores inter ipsum Dominum Ducem Mediolani, & Ill. Domicelam Dominam Mariam Filiam majorem ipsius Domini Ducis Sabaudia hodierna die contracti, & rogati per nosmet Notarios infra scriptos, & limititer Ratificatione Contractus Dotalis, ut supra, confecti, & rogati, fiet & legitime sequetur per eundem Dominum Ducem Sabaudia, & Filiam suam prædictam, iendum quod in eisdem supra scriptis Contractibus de ratificatione promissum, etiam & conventionem, vel non fiet, qua Ratificatione Patris & Filie legitime sequente, & eidem Domino Duci, vel ab eo Mandatum habentes in autentica forma tradita, & assignata, tunc statim locum habeant prædicta omnia, & alia infra scripta pure, vere, omni exceptione remota, de ipsaque Civitate Vercellarum, ejusque Juribus, & Pertinentiis declaratis, & limitatis ut supra, idem Dominus Dux Sabaudia, & prædicti Domini Marefchali aut quicunque alii ejus nomine disponere possint pro libito voluntatis ipsius Domini Ducis Sabaudia, idemque fit & esse intelligatur, si contingeret, quod ablit, propter subvenientem obitum præfatæ Domicelæ Domine Mariæ, prædictam Ratificationem non sequi nec fieri ex voluntate ipsius Domini Ducis Sabaudia, ejusque Filie prædictæ, aut alterius eorum qui renueret, vel renuerent eam facere Ratificationem, tunc, & eo casu prædictam Civitatem cum suis Juribus, & Pertinentiis ut supra, antedicti Domini Marefchali, & uterque eorum ipsius Domini Ducis Sabaudia nomine, eidem Domino Duci Mediolani, seu ab eo Mandatum habentibus vel habenti retrodare, & restituere libere, & expedit teneantur, & debeant, & eo casu omnia contenta in presenti Contractu cassa, irrita, & nulla esse intelligantur, & sint prorsus & omnino, proinde ac si nihil eorum Contractuum esset gestum, vel factum, ea tamen lege, & conventionem solemni stipulatione vallata ut supra, & quod in omnem casum prædictorum, & aliorum omnium nitionum Liga hodierna die per prædictos Procuratores inter antedictos Dominos Duces contracta, & per nos infra scriptos Notarios publice rogata, rata, & firma maneat in omnibus, & per omnia pro ut patet ad contextum. Quæ tamen Liga esse debeat nulla, & invalida casu quo constaret per ipsum Dominum Ducem Mediolani esse impeditam, & negatam dispensationem per Summum Pontificem si per dicto Matrimonio contrahendo fiendam. Idem esse debeat si ipse Dominus Dux Mediolani contra dictum Ligæ ipsius, & Contractus alios videlicet Matrimonii, constitutionis Dotis, Donationis Vercellarum Civitatis, & Conventionum factarum de non alienando Civitatem Asti &c. simul & de operando quod Crescentium recognosci debeat ab eodem Domino Duce Sabaudia &c. omnes quicunque hodie celebratos inter dictos Procuratores, & nos infra scriptos Notarios, rogatos non ratificaverit inter terminos in dictis Contractibus appositos aut saltem per quindecim dies post terminos ipsos in publica forma. Remanentibus tamen firmis terminis in ipsis Contractibus appositis quo ad

C c

omnia

ANNO
1427.

ANNO
1427.

omnia alia in eisdem Contractibus contenta, actio etiam convento, & in pactum expressum deducto quod Locum, Castrum, Villa, & Territorium recepti cum eorum Pertinentiis, etiam si de Territorio Vercellensi esse reperirentur, & ultra Sicidam sit, & pleno Jure remaneat, & remanere debeat Illustrissimi Domini Duci Sabaudia ejusque Hæredibus, Successoribus, & ab eo causam habituris. Promittentes dicti Ambasciatores, & Procuratores dicti Domini Ducis Mediolani, per Juramenta sua ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præstita ut supra, & sub obligatione omnium bonorum ipsius Domini Ducis Mediolani ut supra, prædicta omnia supra & infra scripta ratificare facere dicto Illustrissimo Domino Duci Mediolani, hinc ad festum proxime Nativitatis Domini, & de dicta Ratificatione Instrumentum publicum, & solemne sigillatum, & Sigillo ipsius Domini Ducis Mediolani cum clausulis, promissionibus, renuntiationibus, juramentis, & aliis opportunis apportari facere infra dictum tempus, & illud tradere in manibus Ill. Domini Principis Pedemontium, vel ei cui tradidi mandaverit; similiterque prædicti Procuratores Domini Ducis Sabaudia promiserunt solemni stipulatione prædictum Dominum Ducem Sabaudia eodem modo, & infra idem tempus ratificationem, & Ratificationem Domino Duci Mediolani, aut ejus Ambasiatoribus missurum, ut supra dictum etiam de Ratificatione fienda ex parte Domini Ducis Mediolani. Renuntiantes omnes prædicti Domini Procuratores per Juramenta sua, ut supra, omni exceptioni doli mali, vis, metus, erroris, rei non sic gestæ, vel aliter gestæ quam scripta fuerit, Juri quo deceptus in suis contractibus subvenit; Juri exigenti, quoniam sit Donatio ob merita probationum ipsorum meritorum; Juri dicenti, Donationem Summam quingentorum aureorum excedentem sine infirmatione non valere; Juri dicenti Donationem propter ingratitudinem vel alias talem Donationem revocari posse, ac etiam omni Jure Canonico vel Civili, propter quod contra prædicta vel aliquid prædictorum quovis modo veniri posset, seu prædicta vel aliquid prædictorum annullari, vel eisdem nullitatis derogari, ac etiam Juri dicenti generalem renuntiationem non valere nisi præcessit specialis. De quibus omnibus, & singulis supra scriptis antedicti omnes Procuratores, nominibus quibus supra, mandaverunt, & rogaverunt per nos infra scriptos Notarios publicum fieri Instrumentum nobis licentiam præbentes, & ita invicem convenientes, quod de ipsis unum vel plura exempla pro libito voluntatis ipsarum Partium, & utriusque ipsarum conficere ipsique Partibus vel alteri eorum tradere valeamus. Ad hæc fuere hæc in Civitate Taurini, videlicet in Domino Episcopali ipsius Civitatis. Præsentibus Egregiis, & Nobilibus Viris Domino Johanne Marchioni Legum Doctore, Johanne de Arighino ex Comitibus Vallispergæ, & Domino Jacobo Spicola Cantore Majore Ecclesiæ Papie, Simone de Morigis, Vantorio de Remoria, Johanne Marefchalli, Guidone Columbi, Amedeo de Plozafcho, Angelino Provane, Berolomeo de Senis, & Johanne de Oxilis Testibus ad præmissa vocatis specialiter, & rogatis.

Subscriptiones Notariorum ut infra.

Et ego Johannes Franciscus Gallina Filius quondam Domini Petri publicus Papiensis Imperiali auctoritate Notarius Secretariusque præfati Ill. Domini mei Domini Ducis Mediolani &c. præmissis omnibus, & singulis, dum hæc fierent ut premititur, & agerentur, præfens fui vocatus, & de ipsis hoc publicum Instrumentum, una cum Egregio Viro Berando Masnerii Notario publico, ac memorati J. Domini Domini Ducis Secretario subscripto rogatus recepi quod inde in hanc publicam formam redigi fieri feci aliis perperditis negotiis per Paulum de Castillonem Civem Mediolani, Notarium publicum, Coadjutorem ad hoc specialiter electum, hinc proinde manu propria me subscripsi, & signum meum Tabellionatus apposui in Testimonium & fidem omnium & singulorum præmissorum.

Et ego Berandus Masnerii de Cusfaco Lugdunensis Diocesis publicus Imperiali auctoritate Notarius, ac memorati Ill. Domini Domini mei Ducis Sabaudia Secretarius, præmissis omnibus, dum sic, ut premititur, agerentur, similiter præfens fui vocatus, & de his hoc publicum Instrumentum una cum supra scripto Egregio Johanne Francisco Gallina Notario, ac præfati Domini Ducis Mediolani Ill. rogatus recepi, hinc me propria manu subscripsi, & signum meum Notaria-

tus apposui in Testimonium veritatis omnium, & singulorum præmissorum.

ANNO
1427.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivi Officialis.

CXXX.

Ratificatio PHILIPPI MARIE ANGLI 8. Dec. Ducis Mediolani, Donationis Civitatis Vercellarum, AMADEO Sabaudia Duci factæ. Actum in Castro Portæ Jovis Mediolani 8. Decembris 1427. Indiæ. VI. [Pièce authentique, tirée du Registre R. des Archives Royales de Milan.]

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

ANNO a Nativitate Domini millesimo quadringentesimo vigesimo septimo, festa Indictione, die Lune octava Mensis Decembris. Per hoc publicum præfens Instrumentum cunctis fiat manifestum, quod cum per solemnes Ambasciatores, Nuntios, & Procuratores Illustrissimi Domini nostri Domini Philippi Marie Angli Ducis Mediolani &c. Papie Angliæque Comitibus, ac Janus Domini ad hæc speciale plenumque Mandatum habentes cum libera potestate moti certis iustis causis, & respectibus nuper dederint, concesserint, & perpetuo remiserint Donatione pura, libera, & irrevocabili, quæ dicitur inter vivos, nulla infirmatione indigente, aut aliqua ingratitudine, seu alia quavis causa in posterum revocanda, nomine Procuratorio ipsius Domini Ducis Mediolani, Illustrissimo Principi Domino Amedeo Duci Sabaudia, Chabassii, & Augustæ Principi, Marchioni in Italia, Comiti Pedemontium, & Gebennensis, Valentiniensisque, & Dientis, & suis Hæredibus, & Successoribus quibuscunque, Civitatem Vercellarum cum suis Juribus, & Pertinentiis limitatis tamen, & declaratis cum modis, & formis descriptis in duobus publicis Instrumentis ejusdem tenoris receptis, & subscriptis per Egregium Virum Berandum Masnerii Secretarium præfati Domini Ducis Sabaudia, & me Johannem Franciscum Secretarium præfati Domini Ducis Mediolani, & Notarios publicos die secunda præfentis Mensis Decembris ad quæ Instrumenta, de quibus idem Dominus Dux Mediolani proficitur habere plenam notitiam, habentur, & haberi intelligantur relatio ad bonum, & verum intellectum, & ad contenta in eis tantummodo se extendat præfens Instrumentum, Concessio, & Ratificatio; hinc est quod nunc volens prædictus Dominus Dux Mediolani omnia prædicta contenta in dictis Instrumentis approbare, & ratificare tanquam ex voluntate ejus beneplacito, & puro animo perfectæ. Idcirco ex ejus recta, mera, & spontanea voluntate, maturaque super hoc habito consilio, omnibus Jure, causa, & forma, quibus melius, & validius potuit, & potest, ad opus & utilitatem dicti Domini Ducis Sabaudia Donatarii, & Successorum. Laudavit, ratificavit, & emolegavit, laudatque, ratificat, approbat, emolegat dictam Donationem, & ad majoris roboris firmitatem illa facit, firmat, & jurat in omnibus, & per omnia, secundum continentiam dictorum Instrumentorum per concessionem hujus Actus, & publici Instrumenti, & insuper vult, & expresse concedit idem Dominus Dux Mediolani dictam Donationem, & contenta in dictis Instrumentis tantam obtinere roboris firmitatem, quantum si per eum proptius personaliter facta forent. Profitendo prædictos Procuratores suos ad illa omnia, & singula dum facta fuerint, ab ipso Domino Duce Mediolani plenam, & liberam habuisse potestatem, ac speciale Mandatum nullo unquam tempore revocatum, promittens propterea ipse Dominus Dux Juramento suo, tacitis Scripturis, etiam citra ipsius Juramenti derogationem in verbo Principis, & sub fidei omnium obligatione bonorum prædictam Donationem, & contenta in dictis Instrumentis ratas, gratas, firmas, & validas, ratasque, gratas, firma, & valida perpetuo habere, & tenere, attendere, & adimplere, ac in omnibus, & per omnia sui parte observare legaliter, & inconcusse, & nunquam per se, vel alium contra facere quomodolibet vel venire, clam vel palam, directe vel indirecte, quovis quaesito colore. Renuntians in hoc facto sui dicti sui jam præfati Juramenti omni actioni, exceptioni doli mali, vis, metus, & in factum conditioni sine causa, ob causam,

ANNO
1427.

causam; vel ex iniusta causa omni circumventioni; fraudi, gravamini, & errori, ac ignorantie facti, omni appellationis, supplicationis, procurationis, ac bonorum cessionis remedio, omni, absolutioni, relaxationi, dispensationi iuramenti, ac in integrum restitutionis beneficio Patriæ, & Locorum Consuetudinibus, omnibus Privilegiis, Dignitatibus, Indultis sub quacunque verborum forma concessis vel concedendis, impenſe & inſtitutione Donationi, omnibusque cauſe ingratitudinis, quæ permittunt revocationes rerum donatarum omnibusque Juribus, Canoniciſ, Civilibus, Municipaliſ, & aliis quibuscunque quibus ad veniendum contra præmiſſa, vel præmiſſorum aliqua ſe juvare poſſet quomodolibet vel tueri, & ſignanter Juri dicenti generaliſ renuntiationem non valere, niſi præceſſerit ſpecialiſ. Quæ omnia prædicta dictus Dominus Dux Mediolani fecit, & faci verſus me Johannem Franciſcum Secretarium ſuum, ac Notarium, velut publicam Perſonam ſtipulantem, & recipientem prædicta omnia, & ſingula, nomine & vice præſati Domini Ducis Sabaudie, & cujuſcunque interſit, vel poſſit in futurum quomodolibet intereſſe: De quibus omnibus idem Dominus Dux Mediolani juſſit, & mandavit, ac jubet, & mandat publicum conſcribi debere Inſtrumentum unum, vel plura ejusdem tenoris per me Johannem Franciſcum jam dictum, & ſui Ducaliſ Sigilli pendentiſ munimine roborari. Actum in Caſtro Portæ Jovis Civitatis Mediolani. Preſentibus Speſtabilibus, & Egreſſiſ Viriſ Dominis Franciſco de Caſtillo Juris utriuſque Doctore inſigne Conſiliario, Magiſtro Johanne Franciſco Balbo Philſico, & Franciſco Barbaravia Secretario, & Georgio de Vicecomitiſ dicto Scaramutta Camerario ipſius Domini Ducis Mediolani, & Antonio de Seranico Caſtellano dicti Caſtri Portæ Jovis, inde Teſtiſ notis, & ſpecialiter ad prædicta rogatiſ.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archiviſ Officialiſ.

CXXXI.

30. Dec. Arbitramenta Pacis lata per NICOLAUM Cardinalem titulo Sanctæ Crucis in Jeruſalem, inter AMADEUM Sabaudie Ducem & Rempublicam VENETAM, Communitatemque FLORENTIÆ ab una, & PHILIPPUM MARIAM Ducem Mediolani à parte altera. Die 30. Decembris 1427. Indiſtione quinta. [Pièce authentiſ, tirée du Regiſtre R. des Archives Royales de la Ville de Milan.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatiſ, Patriſ & Filii, & Spirituſ Sancti, Amen.

ANNO à Nativitate Domini noſtri Jeſu Chriſti milleſimo quadringenteſimo vigeſimo ſeptimo, Indiſtione quinta, die Lunæ trigimo menſiſ Decembris. Salvator noſter Omnipotens qui ex primi Placatiſ lapſu, unde nobiſ mors oriebatur eterna ſua ineffabili pietate per Virginitatiſ Clauſtrum humanitatem ſumpſit in Terris, fragilitatiſque noſtræ compatiens Crucis in patibulo mortem quam patientiſſime toleravit, ut noſ ab impia damnatione redimeret, & eternæ ſalutiſ ſemitam jam nobiſ primi Parentiſ crimine clauſam reſeraret, inter cetera Documenta non modo inter Diſcipuloſ ſuoſ, verum etiam inter Turbaſ, & Populoſ Pacem principaliter prædicavit, eamque ad Coeloſ aſcendens iterum dixit ſummaque cum diligentia commendavit, ut & noſ, quæ manuum ſuarum factura ſumus, Pacem eandem, & ſecurare, & diligere nitere-mur, ſed maligniſ Pacis emulor diſcordiarum Sator, inimicor humani generiſ, qui venenoſiſ aculeiſ, iniquiſve ſuggeſtionibuſ in hujusmodi ſalutiſſeræ montioniſ oppoſitum ſemper anhelat, variſ diverſiſ, falaciſque laqueiſ, damnatiſque conſiliſ corripſibilem naturam noſtram ad ejusmodi ſalutiſ viam declinandam, errorique, ac perditioniſ iter damnabile eſpandendum ſeducere, & dementiter impellere non laſſatur. Cum itaque humani generiſ inimicor, malignitatiſ ſemper invigilantiſ Inter Illuſtriſſimum Principem, & Excellentiſſimum Dominum AMADEUM Sabaudie Ducem, Charilayſi, & Auguſtæ Principem, Marchionem in Italia, Comitem Pedemontium, & Gebenneniſ, Valentinienſique Diœſiſ, ac Illuſtriſſimum Principem, & Excellentiſſimum Dominum Dominum Franciſcum Foſcari

TOM. II. PART. II.

Dei gratia Ducem, & Inclitum Dominum, & Communitatem Venetiarum &c. nec non & M. & P. Communitatem Florentiæ, omnes invicem Colligatoſ ex parte una, & Illuſtriſſimum Principem, & Excellentiſſimum Dominum Dominum Philippum Mariam Anglum Ducem Mediolani &c. Papiæ, Angleriæque Comitum, ac Januæ Dominum ex parte altera, nonnullos erroreſ, diſcordiaſ, & ſcandala ſeminaverit, ex quibuſ Partes ipſæ tandem ad Guerram publicam devenerunt, exindeque infiniteſ rapinæ, incendiæ, vulnera, cedeſ, aliæque horrenda ſciſciora ſuccellerunt, quæ in paſiſ labi quotidie properabant. Sanctiſſimus ac Beatiſſimus in Chriſto Pater, & Dominuſ Dominuſ Martinuſ Divina Providentiâ Papa Quintuſ, cujuſ proprium eſt inter Chriſti Fideleſ pacem, tranquillitatem, & concordiam procurare divino Spiritu circumfuſuſ, ſuaque immenſa clementiaſ cupienſ hujusmodi diſcordiaſ, & ſcandala reſecare peſſimoſque Bellorum enſiaſ, qui non modo Partium iſtarum Statuſ, verum etiam totam Italiam perturbabant, in Pacis dulcedinem commutare, ſe ſe ad hoc ſanctiſſimum opuſ tota mente diſponenſ Partes ipſas ad compatiſ eſſectibuſ invitavit ſuaſque Vices Reverendiſſimo in Chriſto Patri, & Domino Domino Nicolao Miſeratione Divina titulariſ Sanctæ Crucis in Jeruſalem Sanctæ Romane Eccleſiæ Preſbitero Cardinaliſ pene totaliterque commiſſiſ, qui onuſ id Catholicaſ intentione, fervoreque Chriſtiane Religioniſ leſa & prompta mente ſuſcepiſ, cujuſ ſalutaria conſiliaſ Partes ipſæ pro ejuſ mentibuſ acceptarunt. Ipſiuſ itaque Reverendiſſimuſ Dominiſ Cardinaliſ intervenientibuſ laboribuſ, induſtria, opera, & ſollicitudine, quibuſ jugiter inſudavit, poſt longoſ varioſque tractatuſ, tandem Spirituſ Sancti gratia invocata Speſtabiliſ, & Egreſſiſ Viriſ Dominuſ Henricuſ de Colombero, Dominuſ Unſſeuſ, ac Petruſ Marchionduſ Legum Doctör, Oratoreſ, Sindici, & Procuratoreſ præſati Illuſtriſſimi Principiſ, & Excellentiſſimi Dominiſ Amadei Ducis Sabaudie &c. ut de eorum Syndicato, & Mandato plene conſtat publiciſ, & patentibuſ Litteriſ præſati Dominiſ Ducis Sigillo ſuæ Cancellariæ impendentiſ ſigillatiſ, datiſ in Caſtione die decima tercia Octobriſ ſub Anno milleſimo quadringenteſimo vigeſimo ſexto, ſignatiſ manu Gulielmi Bolomieri Secretarii ſui a nobiſ Notariſ infraſcriptiſ viſiſ, & lectiſ, & Speſtabiliſ, & Egreſſiſ Viriſ Dominiſ Facinuſ Dandulo Juris utriuſque Doctör, Pauluſ Corario quondam Dominiſ Philippi Procurator Sanctiſ Marci, & Thomaſ Michael quondam Dominiſ Laurentii Honorabileſ Civeſ Civitatiſ Venetiarum, Syndici & Procuratoreſ præſati Illuſtriſſimi Principiſ, & Excellentiſſimi Dominiſ Dominiſ Franciſci Foſcari Dei gratia Inclitiſ Venetiarum &c. Ducis, Dominiſ, & Communiſ Venetiarum, ut de eorum Syndicato, & Mandato plene conſtat publico Inſtrumento ſcripto, & publicato per providum Virum David de Tataliniſ Imperialiſ auctoritate, & Ducaliſ Aulaſ Venetiarum Notarium in MCCCC. XXVI. Indiſtione quarta, die decima quarta præſentiſ menſiſ Decembris a nobiſ Notariſ infraſcriptiſ viſo ac lecto, & Speſtabiliſ, & Egreſſiſ Viriſ Dominiſ Raynalduſ Filiuſ quondam Dominiſ Maſſi de Albiciſ Mileſ, ac Marcelluſ Stroza de Strocis Legum Doctör, honorabileſ Civeſ Florentiniſ, Oratoreſ, Sindici, & Procuratoreſ prædictiſ M. & P. Communitatiſ Florentiæ, ut patet publico Inſtrumento ſcripto, & publicato per Albertum quondam Luce Civeſ, & Notarium Florentinuſ in milleſimo quadringenteſimo vigeſimo ſexto, Indiſtione quinta, ſecunduſ curſum, & morem Florentinorum die decima ſeptima menſiſ Novembris a nobiſ Notariſ infraſcriptiſ viſo, & lecto Procuratoriſ, & Syndicatoriſ nominiſ quibuſ ſupra, ac pro omnibuſ, & ſinguliſ Colligatiſ, Recommendatiſ, Adherentibuſ, Complicibuſ, Sequaciſ, & Subdiſ eorum, & cujuſlibet eorum, ex parte una, & Venerabiliſ Viriſ Dominuſ Frater Philippuſ de Provanis Preceptor Domuſ Sanctiſ Antonii Mediolani, ac Speſtabiliſ, & ſamoſiſ Juris utriuſque Doctör Dominuſ Franciſcuſ de Caſtillo, & Johannes de Areto ambio Conſiliariſ præſati Illuſtriſſimi Dominiſ Philippi Mariæ Angli &c. Syndici, Nunti, Procuratoreſ, & Mandatari, & Ambaſſiatores ipſiuſ Dominiſ Ducis, ſicut de eorum Syndicato, & Mandato plene conſtat publico Inſtrumento conſeſſo, tradito, & ſubſcripto per Donatum de Ciſero de Herba quondam Marchiſſi Civitatiſ Mediolani Portæ Novæ Parochia Sanctiſ Fideiſ publicum Notarium &c. & præſati Illuſtriſſimi Dominiſ Ducis Mediolani Scribam in milleſimo quadringenteſimo vigeſimo ſexto, Indiſtione quinta die Sabbati vigeſima ſexta Octobriſ, Sigillo pendente ipſiuſ Dominiſ Ducis

ANNO
1427.

Ducis in cera alba communito a nobis Notariis infra-
scriptis viso & lecto Sindicatorio, & Procuratorio
nomine supradicto, ac pro omnibus, & singulis Col-
ligatis, Recomendatis, Adherentibus, Complicibus,
Sequaciibus, & Subditis ipsius Domini Ducis ex parte
altera. Ad laudem, & reverentiam Omnipotentis Dei,
& Gloriosissimæ Virginis Mariæ Matris ejus, & Bea-
torum Mauricii Martyris, Marci Evangelistæ, Johannis
Baptistæ, & Ambrosii Confessoris, ac totius Cœlestis
Curie trionphantis, & ad tranquillitatem, & requiem
perpetuam Partium prædictarum, Statumque suorum,
Sindicariis, & Procuratoriis nominibus quibus supra,
non per errorem fed sponte, & ex certa scientia, ac
omni meliori, & efficaciori via, & modo quibus po-
tuerunt, & possunt, fecerunt, contraxerunt, celebra-
runt, & firmaverunt, ac faciunt, contrahunt, cele-
brant, & firmant inter se, nominibus quibus supra, bo-
nam, veram, puram, sinceram, & inviolabilem Pa-
cem, Deo dante, perpetuis temporibus duraturam, cum
Capitulis, Pædis. Conditionibus, modis, formis, prom-
issionibus, Obligationibus, Articulis, & Clausulis
infra-scriptis, videlicet:

1. In primis, namque prædictæ Partes, nominibus quibus
supra, inter se, Procuratoriis & Sindicatoriis no-
minibus Dominorum, seu Dominorum suorum pro
ipsis, & pro omnibus Subditis, & Terris quos, & quas
Domini sui, seu Domina sua supra-scripta habent, &
tenent, ac pro eorum Colligatis, Adherentibus, Re-
comendatis, Feudatariis, Confederatis, Complicibus
& Sequaciibus, puris, meris, & reâs cordibus quacun-
que machinatione remota fecerunt, & faciunt libera-
tionem, quietationem, & remissionem de omnibus oc-
casionibus, captivationibus, damnis, rapinis, incendiis,
injuris, & offensis quibuscunque, realibus & per-
sonalibus, hinc inde, opere, auxilio, vel consilio, facto,
verbo, vel in scriptis, vel aliter quomodolibet hæc-
tenus factis, datis, vel illatis, commissis vel perpetratis,
fe invicem, nominibus quibus supra, & pro omnibus
supra-scriptis simpliciter, libere, & generaliter de omni-
bus prædictis atque eorum dependentibus, & connexis,
nec non generaliter de omnibus penis, & interesse,
cæterisque omnibus obligationibus, quibus, occasione
præsentis, seu proxime Guerræ, vel in ea, vel propter
eam gestorum, vel factorum invicem teneantur, Quie-
tantes, & liberantes, & ad veram cordialemque ani-
morum reconciliationem etiam prædictis nominibus de-
veniantur. falsis semper omnibus Capitulis præsentis
Contractus repetita.

2. Item, convenerunt antedictæ Partes nominibus Pro-
curatoriis, & Syndicatoriis quibus supra quod de cete-
ro unaqueque Partium alteram, & ipsius alterius Par-
tis, Subditos, Vassallos, Civitates, Castra, Terras,
& Bona omnia quos, quas, & quæ quacunque ratione
vel causa tenent de præsentis, & in futurum teneant
ipsiusque veros Colligatos, Adherentes, Recomenda-
tos, Confederatos, sive Conventionatos infra duos
menses a die præsentis Contractus prædicto Reveren-
dissimo Domino Cardinali Sanctæ Crucis nominandos,
eorumque Colligatorum, Subditorum, Adherentium,
Recomendatorum, Feudatariorum, & Confederato-
rum Civitates, Castra, Terras, & Bona quæcunque præ-
sentia, & futura de cetero aliquoties non offenderet, ne-
que molestabit, neque contra ipsos aliquoties se in-
pediet realiter vel personaliter, directe vel indirecte,
neque aliquo quæsitio colore, sed pacifice, & quiete in-
simul vivent, seque ut veros, & bonos amicos traba-
bunt, & reputabunt. Salvis semper omnibus Capitu-
lis infra-scriptis, & omnibus aliis in præsentis Contractu
contentis.

3. Item, præfati Domini Frater Philippus Franchinus, &
Johannes, nomine quo supra dicti Illustrissimi Domini
Ducis Mediolani, quietant, & remittunt, & quantum
opus est, de novo tradunt, cedunt, & concedunt eo mo-
do, & meliori quo fieri potest titulo Transactionis, Pa-
cis, & Concordiæ, seu Donationis puræ, mære, &
irrevocabilis, quæ dicitur inter vivos, quæ nulla causa
ingratiutudinis, vel altere revocari possit Illustrissimo
Domino Duci Sabaudie antedicto, ejusque Hæredibus,
& Successoribus causamque habentes ab eisdem omnia
Loca, Terras, Castra, census, redditus, & homagia
ubiqueque sint, vel esse reperirentur. Nec non omnia
Jura, & Actiones in ipsis præfatis Illustrissimo Duci
Mediolani competentes, & cessibiles, ac quæcunque
alia, quas & quæ præfatus Illustrissimus Dominus Dux
Sabaudie tenet, & possidet, tenuitque & possedit a
tempore mortis Illustrissimi Domini Ducis Mediolani
Patris prænominati Domini Ducis Mediolani moder-
ni usque ad diem primam mensis Septembris Anni Do-

mini millesimi quadringentesimi vigesimi sexti, quæ
fuerint, vel esse reperirentur de Bonis, vel Hæreditate
dicti Domini Ducis Mediolani, suorum prædecessorum
quorumcunque, vel quæ ad ipsum quovis titulo.

4. Item, quod omnia Loca, Terræ, Castra, Villa,
Oppida, cum eorum Juribus, Confinibus, & Depen-
dentibus quibuscunque, nec non quæcunque alia quas
& quæ prænominus Illustrissimus Dominus Dux Sa-
baudie acquisivit, vel acquisivisse reperiretur quovis titu-
lo & causa, per vim vel aliter, de Terris, Bonis, vel
Hæreditate, immedie vel immedie, præfati Illustrissimi
Domini Ducis Mediolani, vel quæ ipse Dominus Dux
Mediolani tenebat, & possidebat per se, vel alium a
tempore diei primi mensis Septembris Anni Domi-
ni millesimi quadringentesimi vigesimi sexti, usque
ad diem Contractus præsentis Pacis inclusive, teneantur,
& possideantur, teneantur, & possideri possint
pacifice, & quiete ab ipso Illustrissimo Domino
Duce Sabaudie, ejusque Hæredibus, ac Suc-
cessoribus cedunt, quietant, & remittunt, titulo præ-
sentis Transactionis Pacis, & Concordiæ, seu Dona-
tionis puræ, mære, & irrevocabilis quæ dicitur inter
vivos, quæ ob nullam causam ingratiutudinis vel aliter
revocari possit.

5. Item, quod Civitas Brixia cum omnibus Fortilitis
suis, ac totis Territorio, Districtu, Comitatu, Epis-
copatu, omnibusque Terris, Castris, & Locis, A-
quis, Passibus, Vallibus, Montibus, & Locis quibus-
cunque, qui, & quæ sunt, & Locis quibus-
cunque, qui, & quæ sunt, & comprehenduntur de
Jure vel Consuetudine, seu etiam possessione, vel quæ
in Pertinentiis, Jurisdictionibus, Confinibus, Distric-
tu, Territorio, etiam si essent alienæ Diocesis, Comi-
tatu, Episcopatu, seu Diocesi Brixie, etiam si quæ
essent, quæ haberent Concessionem, Prærogativam,
Consuetudinem, vel Jurisdictionem aliquam separa-
tam a Civitate, Districtu, Territorio, Comitatu, Epis-
copatu, & Diocesi Brixie, dummodo supra-scripta, &
infra-scripta ipsi Illustrissimo Domino Venetiarum tra-
denda, & dimittenda, vel relaxanda ab ipso Domino
Venetiarum, teneantur ab ipso Illustrissimo Domino
Duce Mediolani, vel ejus Subditis teneantur, vel te-
neantur tempore inceptæ Guerræ inter ipsum Domi-
num Venetiarum, & ipsum Illustrissimum Dominum
Ducem Mediolani, etiam si tradita, aut data per ipsum
Dominum Ducem fuerint ab eo tempore citra alium
inter quæ tamen terra ripa Tridenti, & Castrum Teri
cum omnibus suis Fortilitis, Juribus, Jurisdictionibus,
& Pertinentiis quæ per Reverendum in Christo
Patrem Dominum Episcopum Tridentinum præsentia-
liter possidentur, & non comprehendantur, & dum-
modo sint citra Flumen Olei versus Brixiam, vel etiam
ultra Oleum, de Confinibus tamen, vel Pertinentiis su-
pra-scriptorum Castrorum, vel Terrarum citra Olimum
tradendorum, vel dimittendarum, inter quas continet,
& pertinentias etiam comprehendantur illud reliquum
Castrum Palazoli, quod est ultra Olimum versus Mediola-
num cum suis Pertinentiis, & Locis Terzole, tam
citra Olimum, quam ultra, cum suis Pertinentiis, nisi dic-
tus Locus Terzoli, vel Pertinentia sit, vel sint de alio
Territorio quam Brixienfi, non comprehendatur, cujus
probatio non intelligatur virtute horum verborum in
aliquem translatam, sed remaneant judicio præfati Reve-
rendissimi Domini Cardinalis Sanctæ Crucis, & etiam
si prædictæ pertinentie omnes quorumcunque locorum
prædictorum se extendere ultra spaciū centum tra-
bucorum infra-scriptorum, vel saltem si non sint de
prædictis pertinentiis, sive ultra ipsum Olimum super
Territorio Brixienfi infra spaciū centum trabucorum
infra-scriptorum mensurandorum ab Aqua Olii secun-
dum mensurandi trabucos in illa Patria declarando
quod quilibet trabucus intelligatur esse quatuor Bra-
chiorum Venetorum ad illam mensuram, cum qua
mensurantur panni lanei venales in Venetiis, intra quod
trabucorum spaciū Locus Calei non comprehendatur,
hoc addito, & declarato, quod si inter spaciū
centum trabucorum essent aliqua alia Fortilitia vel
Castra, illa cum eorum Juribus, & Pertinentiis inter
prædictam centum trabucorum spaciū duntaxat com-
prehendenda remaneant ut infra dicto Illustrissimo Du-
cali Domino Venetiarum, dummodo non sint præ-
dicta & infra-scripta, vel aliquod eorum in Territorio,
& Districtu Cremonæ aut Pergomi, vel alio Territo-
rio dicti Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, quam
Brixienfi, excepto Palazoli, tam citra, quam ultra
Olimum cum suis pertinentiis, ut supra. Quæ omnia
cum omnibus Juribus suis, Preheminentiis, Honoran-
tiis, & Jurisdictionibus quibuscunque una cum Castro
Iscii Villa Pontaria, & Ripa citra Olimum, & Lacum
versus

ANNO
1427.

ANNO gliz, & Flandrie, nisi cum Navigijs Januensibus &c.

1427. Item quod Nobiles de Flisco, & de Campo Fregoso, & eorum Successores teneant, & possideant libere, absque ullo impedimento Illustrissimi Domini Ducis Mediolani omnia Castra, Fortilitia, & alia bona sua &c.

12. Item, quod si forte dissenso, vel questio oriretur inter prefatum Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani, & Nobiles de Flisco, Reverendissimus Dominus Cardinalis Sanctae Crucis sit Iudex &c.

13. Item, quod dictus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani teneatur, & debeat infra terminum duorum mensium a die praesentis Contractus computandorum restituere, & libere relaxare & relaxari facere ipsi Magnifice Communitati Florentiae, Adherentibus, Recomisitis, & Colligatis suis omnes Civitates, Terras, & Castra, Fortilitia, Jura, & bona immobilia quaecunque, eo modo quo nunc sunt, quae tempore praesentis Guerra per ipsum Dominum Ducem, Genes, Complices, & sequaces ipsi Communitati, Adherentibus, Recomisitis, & Colligatis, seu aliorum eorum ablata, vel ablata fuissent, si modo ab ipso Domino Duce teneantur, & possideantur, quod si teneantur, vel possideantur per Stipendiariorum ipsius Domini Ducis Mediolani, & non restituantur infra terminum praedictum, dictus Illustrissimus Dominus Dux teneatur finia praesentis firma eos cassare de stipendio suo, dum tamen dicta firma non possit se extendere ultra terminum sui mensium a die praesentis Contractus computandorum, quod si eorum firma extenderet se ultra dictum terminum, teneatur finito dicto termino eos etiam cassare de stipendio suo. Si autem sit in manibus Sanctissimi Pontificis, vel aliorum extra personas suprascriptas, Exceptis Civitatibus Imolae, & Forlivi cum suis Communitatibus, Desfrictibus, & pertinentiis, teneatur ipse Dominus Dux bona fide, & pro posse supplicare, & iussu apud summum Pontificem, & apud alios ad quos fuerit opportunum, & ea restituunt, si relaxant dicta Communitati, Colligatis, & Recomisitis ut supra singulis singulis, congrue referendo, dummodo sibi intineatur saltem per Litteras apud quos alios instare debeat, & dummodo eidem Domino Duci nominentur, & particulariter requirantur saltem per Litteras ea quae ab ipso, seu ejus nomine possideantur vel per Stipendiariorum suos ante summum Pontificem, five ejus nomine quae restituerent habent, aut restitui facere vel pro restitutione supplicare ut supra.

14. Item, quod praesentibus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani, directe vel indirecte, clam vel palam, non debeat se aliquo modo intrinsecare de Civitate Bononiae, aut de aliquo loco sibi subdito, nec de aliquo loco Tusciae, Romandiolae, vel alterius Provinciae a Bononia ultra, usque Romam, neque de aliquo Nobili, vel Domino, qui intra dictos confines habitaret, seu in dictis Provinciis esset, & versa vice dicta Liga de praedictis Civitate Bononiae, & Locis ipsi Civitati pertinentibus, vel aliis quibuscunque Terris in Romandiola existentibus Ecclesiae Subditis non possit se intrinsecare, exceptis Locis, quae ad praesens per ipsam Ligam Colligatis, seu ea recomisitis &c. ut supra teneantur, & possideantur, seu tempore motae Guerra tenebantur, & possidebantur, excepta Civitate Imolae, & Forlivi, cum suis Communitatibus, Desfrictibus, & pertinentiis, & exceptis Dominiis, & Nobilibus dictorum Locorum de quibus omnibus possit se dicta Liga Colligatorum &c. ut supra, intrinsecare singula singulis congrue referendo.

15. Item, quod quilibet de Liga possit se intrinsecare de Locis, Terris Colligatis, & recomisitis suis &c. ut supra, non autem quod unus impediatur se de Locis Colligatis, & recomisitis alterius sine ejus voluntate, etiam si dicti Domini, & Nobiles subiecti essent vel sint Romanae Ecclesiae, hoc tamen addito, quod id hoc Capitulo nulla mentio facta esse intelligatur de Magnificis Dominis de Malatestis, neque de Terris quae tenent, sed quo ad eos remaneat Capitulum supra de ipsis specialiter positum.

16. Item, quod illi de Flisco, & Campo Fregoso includantur in praesenti Pacto &c.

17. Item, quod unaquaeque Pars teneatur nominare Reverendissimo Domino Cardinali praedicto suos Colligatos, Recomendatos, Adherentes, & Complices infra duos menses a die praesentis Contractus, & immediate infra alios duos menses possint, & debeat ratificare nominationem, & praesentem Contractum, & eo casu comprehendantur in praesenti Contractu Pacis, alias habeantur proinde ac si non essent nominati, nec in hoc Contractu comprehensi.

18. Item, quod aliquis Colligatus praedictorum non possit nominare pro Colligato, Adherente, vel Recomendato aliquem de Subditis, tum praesentibus Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, easque Colligatorum, Adherentium vel Recomisitorum a Flumine Ohi ultra versus Mediolanum nec a Civitate Parmae cum ejus Territorio inclusive ultra versus Placentiam; Et contra dictus Dominus Dux Mediolani non possit nominare pro Colligato, Adherente, vel Recomendato, seu aliquem ex Subditis praesentibus Illustrissimi Domini Venetorum, vel ejus Colligatorum, Adherentium vel Recomisitorum a Flumine circa versus Venetiam, nec a Civitate Parmae exclusive versus Venetias, hoc etiam addito, & declarato, quod idem Illustrissimus Dominus Dux Mediolani non possit dare pro Colligato, Adherente, vel Recomendato aliquem Subditum Illustrissimi Domini Ducis Sabaudiae, nec e converso &c.

19. Item, conveniuntur Partes praedictae, nominibus quibus supra, quod in casu quod ultra, de quibus habet cognoscere praesentibus Reverendissimus Dominus Cardinalis, vel ejus, ut supra, oriretur aliqua controversia, vel questio aut dubitatio in Capitulis praesentis Contractus, aut in aliquo casu, seu circa ipsa, vel aliquod eorum, aut causa, vel occasione eorum, vel aliorum eorum, tam circa verba, quam circa effectum, & tam occasione finium, quam alia quavis occasione, vel causa, quae dici, vel excogitari possit, etiam si diceretur in aliquo non esse obtemperatum, vel contractum totius praesentis Contractus Capitulis vel aliorum eorum in totam, vel in parte, tunc & eo casu, vel eis casibus Iudex sit, & Cognitor Sanctissimus Dominus noster Martinus Papa quintus Conservator Deputatus cum iudicio, & decisionis huius declarationi tam iudicialiter, quam extrajudicialiter factae, servata Juris forma, & solemnitate, vel non servata, omnes antedictae Partes, & quilibet earum parere teneantur, & servare, & executioni mandare, sine aliqua exceptione, vel contradictione, omnique remedio nullitatis, appellationis, restitutionis in integrum, querelationis, & supplicationis, atque alterius cujuscunque maneris cessantibus.

20. Item, quod praesens Pax debeat publicari per Partes praedictas, & quolibet earum in suis principalibus Civitatibus die vigesima tertia mensis Februarii proxime futuri.

21. Item, quod praesens Pax, & omnia, & singula in praesenti Instrumento Pacis contenta habeantur, & sint valida, & firma, sed tamen ad majorem cautellam Partes, & earum quilibet teneatur ratificare &c. ad diem vigesimum tertium mensis Februarii praedicti &c.

22. Insuper ad majus robur dicti Procuratores, & Syndici nominibus antedictis tradunt, dimittunt, cedunt, & relaxant, liberant, & absolvent per Aquilianam stipulationem praecedentem, & accupulationem subsequentem legitime interpositas, & constitunt se supra dictis nominibus, & eos quorum tum Procuratores, & Syndici tenere, & possidere omnia, & singula suprascripta loca restituenda, & relaxanda ut supra nominibus eorum, quibus traditi, dimitti, restitui, cedi, vel relaxari debent, & in omnibus, & per omnia faciant omnia, & singula suprascripta, quae eos facere debere suprascriptum est. Quam quidem Pacem, & omnia, & singula suprascripta, & omnia, & singula contenta in singulis Capitulis ipsius solenni stipulatione promiserunt praesentibus Partes dictis modis, & nominibus sibi ad invicem singula singulis congrue referendo, & nobis Notariis infra scriptis, ut publicis personis stipularibus, & recipientibus nomine eorum, & singulorum, quorum interest, seu interesse poterit in futurum, firma, rata, & grata perpetuo habere, & tenere, & inviolabiliter observare, & adimplere, & nunquam contrafacere, dicere, vel venire de jure, vel de facto, per se vel alium seu alios, directe vel indirecte, tacite vel expresse, quovis modo, causa, vel ingenio, vel aliquo questio colore, sub pena Ducatorum centum millium aut solenni stipulatione promissa, cum refectione omnium, & singulorum damnorum, expensarum, & interesse litis, & extra, in quam penam incidat quilibet dictarum Partium, & quilibet ex eis, qui, vel quae contrafaceret, & praedicta integraliter non observarent, & ab illo contrafaciente exigi possit, & debeat, & applicari Parti, vel illi observanti contra quam, vel quem esset contrafacientem, & pena soluta, vel non, praedicta omnia, & singula nihilominus firma perdurent, & inviolabiliter observentur. Renuntiantes praedictae Partes, & earum quilibet in praedictis omnibus, & singulis, nominibus quibus supra, exceptioni non sibi, vel alteri celebratae dictae Pacis, non sic, vel alteri factorum Capitulum, Declarationum, & Conventionum,

non

ANNO

1427.

ANNO non sic, vel aliter celebrati Contractus, & gestæ rei
1427. exceptioni doli mali, Conditioni sine causa, vel ex
injuria causa, in factum actioni, exceptioni quod metus
causa, privilegio fori, & calibet alii Juri, Legum, Con-
stitutionum auxilio, eisdem dictis modis & nominibus, &
vel dictis principalibus, vel alicui ipsorum quomodolibet
competenti, vel competitura, & Legi dicenti gene-
ralem renuntiationem non valere. Et insuper dictæ
Partes, dictis modis & nominibus, ad majorem prædic-
torum omnium firmitatem, sponte, & ex certa scien-
tia juraverunt ad Sancta Dei Evangelia, tactis Scrip-
turis, in animas suorum Constituentium, suprascripta om-
nia, & singula, & quodlibet ipsorum attendere, ob-
servare, & adimplere perpetuo, bona fide, ad sanum, bo-
num, & purum sensum, & intellectum, omni cavi-
latione, abscondite, mala interpretatione, dolo, frau-
de, & exceptione cessantibus, & remotis, & hæc om-
nia sub hypotheca, & obligatione omnium bonorum
præsentium, & futurorum prædictarum Partium prin-
cipalium & cujuslibet earum. Voluerunt etiam, & man-
daverunt, & rogaverunt prædictæ Partes, & quelibet
earum de prædictis omnibus, & singulis per nos Chris-
tophorum de Rogeriis de Urbe præfati Reverendissimi
Domini Cardinalis Secretarium, Antemetum de Spi-
na præfati Illustrissimi Ducalis Domini Venetiarum
Secretarium, Petrum Nigro quondam Ser Symonis de
Venetia, & Laurentium Pauli Ser Guidonis de Flo-
rentia, & Antonium Justii de Pisis Notarium Floren-
tinum, & Baptista de Castiglione de Mediolano omnes
Notarios publicos infra scriptos, & quemlibet nostrum
debere confici unum vel plura publica Instrumenta
eiusdem substantiæ, & tenoris, pro ut fuerit opportu-
num.

Quem Contractum suprascriptum omniaque & singula in eo contenta fecerunt, & faciunt, ac suspende-
runt, & suspendunt prædictæ Partes sub conditione si
præfatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani infra
quindecim dies, a die celebrati præsentis Contractus,
præfato Reverendissimo Domino Cardinali Sanctæ Cru-
cis licentia veritatem, & Filias Magnifici Comitum
Carmagnolæ totaliter, quod ad sui libitum possint ire
quocunque eis placeat, nec non & omnia sua bona
immobilia per ipsum Comitum emptæ, & super eis edi-
ficata, & constructa in territorio præfati Domini Ducis
existentia, sine ulla contradictione per ipsum Dominum
Ducem vel suos in premisiis apponente vel inferente,
libere restituerit, ita & taliter quod omnibus ipsis bo-
nis usi, & gaudere possint perpetuo, pacifice, & quiete,
ac de illis facere, & disponere tanquam de rebus pro-
priis ad libitum suum, pariterque idem Illustrissimus
Dominus Dux eidem Domino Cardinali relaxaverit
Johannem Ludovicum de Flisco, ipsiusque liberos, &
alios quoscunque ipsius obides sine aliqua redemptione,
si in ipsa redemptione pro tunc captivi reperirentur,
quibus liberationibus, & relaxationibus, & restitutioni-
bus factis per ipsum Dominum Ducem, ut præmittitur,
perinde habeantur omnia prædicta ac si in conventionem,
& promissione Contractus Pacis pure deducta forent,
& præfens Pax firma esse intelligatur & sit, & interim
infra prædictos quindecim dies omnes injuriæ, & offen-
sæ per utrasque Partes cessareque debeant taliter, quod
neutra dictarum Partium alicui ex aliis Partibus aliquas
injurias vel offensas facere possit, vel debeat. Quod si
in dicto termino quindecim dierum aliquid immobile
per aliquam Partem acciperetur, alteri Parti restitui
debeat per Partem, quæ abulisset Parti cui ablatum
foret. Ipsis vero liberationibus, & relaxationibus, ut
promittitur, non sequentibus; eo casu præfens totus Con-
tractus cum omnibus, & singulis in eo contentis pro
non facto habeatur, & perinde sint omnia in ipso Con-
tractu contenta ac si nunquam fuisset factus, & cele-
bratus.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRI-
GELIUS Regii Archivii Officialis.

CXXXII.

1428. Unio & Liga inter Dominum PHILIPPUM
6. Avril. MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani, at-
que JOANNEM JACOBUM Marchionem
Montisferrati ad triginta duos Annos contracta.
Actum Mediolani die 6. Aprilis, Indictione sex-
ta, Anno 1428. [Pièce authentique tirée
des Archives Royales du Château de Milan.
Registre J.]

In nomine Domini Amen.

ANNO à Nativitate ejusdem millesimo quadringen-
tesimo vigesimo octavo, Indictione sexta, die
Martis sexto mensis Aprilis. Altissimo concedente,
qui omnium bonorum est dator, Venerabilis Vir Do-
minus Frater Philippus de Provanis Præceptor Domus
Sancti Antonii Mediolani, & Magnificus Generosus-
que Miles Dominus Gaspar Vicecomes Confangai-
neus, & Consiliarius honorandissimus infradicti Do-
mini Ducis Mediolani, ambo Procuratores, ac Man-
datarii, & Procuratorio nomine Illustrissimi Principis,
& Excellentissimi Domini Domini Filippi Mariae Du-
cis Mediolani, &c. Papiæ, Angleriaque Comitum, ac Ja-
nuæ Domini, ut constat publico Mandati Instrumento
confecto per me Donatum Notarium infrascriptum die
heri, parte una, & Spectabiles, & Nobiles Viri Con-
radus de Carreto ex Marchionibus Saonæ, Forestus de
Scazosis, & Antonius de Rippis Ambassadors, &
Procuratores, & Procuratorio nomine Illustris Prin-
cipis, & Excellentissimi Domini Domini Johannis Ja-
cobi Marchionis Montisferrati, &c. ut de eorum Man-
dato constat publico Instrumento recepto, & in publi-
cam formam redacto per me Nicolium Notarium
infrascriptum Anno & die in eo contentis, parte altera,
pro conservatione, & augmento fraterni amoris,
quo continuo præfati Domini Dux, & Marchio se ad
invicem dilexerunt, & vixerunt, pro communi utili-
tate ipsorum Dominorum, & utriusque eorum, &
Status, & Domini, & Subditorum, Vassallorum,
Adherentium, & Recommendatorum, ipsorum, & u-
triusque eorum, & ad omnem alium bonum finem, &
effectum, quem infrascripta poterunt operari, ex eo-
rum, & cujuslibet eorum certa scientia, & etiam
spontanea voluntate sibi ad invicem, & vicissim per
solempnem stipulationem promiserunt, & inter se con-
venerunt, quod præfati Domini Dux, & Marchio, &
ipsorum, & utriusque eorum Hæredes, & Successores,
vel quos etiam præfatus Dominus Dux habilitaverit,
& legitimaverit, pacifice, & quiete ad invicem vivant,
seque contineant, amabunt, & gubernabunt fraterno
amore, & quod alter ipsorum Dominorum per se, vel
alium seu alios, directe vel per indirectum, sub colore
aliquo, non offendat alterum, neque Guerram faciat,
seu moveant alteri ipsorum Dominorum, &
ejus Subditis, Terris, Civitatibus, Castris, Homini-
bus, Feudatariis, Colligatis, Adherentibus, & Recommen-
dati, inter quos tamen Colligatis, Adherentibus, &
Recommendatis non comprehendantur aliqui, qui de
præfatis sint rebelles, vel hostes aliusque prædictorum
Dominorum, seu alicui eorum Guerram facientes, &
quod Gentibus armigeris, Pedibus, Ambassadors, Nuntiis,
& aliteris cujuscumque conditionis, gradus,
& status, personis alterius ipsorum Dominorum non da-
bit per se, vel alium, directe vel indirecte, impedimen-
tum aliquod, propter quod liberè, & securè ire, sta-
re, redire, & transire non possint, & valeant cum
eorum Armis, Victualibus, rebus, & bonis quibus-
cumque super Territorio ipsorum Dominorum, & u-
triusque eorum, & quod alter ipsorum Dominorum su-
per Territorio suo Gentibus alterius ipsorum Dominorum
transitum facientibus, & morantibus, stantibus,
& redeuntibus ut supra dari faciat, & permittit restes-
camenta, & victualia pretio competenti. Item pro-
miserunt sibi ad invicem, & vicissim dictæ Partes, dic-
tis modis & nominibus, & solempni stipulatione, quod
ipsæ Partes teneantur altera alteri statim notificare omnia,
quæ senserint tendentia contra Personam alterius,
& similiter si sentirent aliquid tractari, ex quo sequi
posset perditio alicujus Terræ Partis alterius, vel de-
viatio, subornatio, sublevatio, vel remotio alicujus
Capitanei, seu Conductoris, aut aliorum Gentium
excedentium numerum quinquaginta personarum mi-
litantis, vel militantium ad stipendia, & servitia Partis
alterius; Ita tamen quod non teneatur nominatim, &
specifice nominare personam, vel personas, per quam,
seu quas notitiam haberet de prædictis, vel aliquo præ-
dictorum, nisi in ipso Tractatu talis persona, vel tales
personæ adessent, quo casu eam, vel eas simul cum
aliis nominare teneatur; Ita tamen, & taliter, & ita
actum fuit inter ipsas Partes solempniter, quod per
prædicta, nec aliquid prædictorum non fiat, nec fieri
intelligatur præjudicium aliquod, neque in aliquo de-
rogari Ligæ, Confæderationi, & Unioni, quam habet
præfatus Dominus Marchio cum Illustri, & Excellen-
tissimo Domino Duce Sabaudia, immo respectu dic-
ti Domini Ducis Sabaudia, & ejus Hæredum, & Suc-
cessorum

ANNO
1428.

ANNO

1428.

cessorum dictus Dominus Marchio, non obstantibus in presentem Contractum contentis, sit, & esse intelligitur in eo esse, statu, & gradu, in quo erat ipse Dominus Marchio ante presentem Contractum, ac respectu dicte Lige quo ad omnia in ea contenta per presentem Contractum ipse Dominus Marchio sit omnino in libertate sua, similiter modo intelligatur omnino salva per hunc presentem Contractum, & reservata Liga, Unio, Consideratio, quam de mense Decembris proxime præterito præfatus Dominus Dux Mediolani contraxit cum prædicto Domino Duce Sabaudia in Civitate Taurini, respectu cuius Lige quo ad omnia in ea contenta per presentem Contractum ipse Dominus Dux Mediolani intellegatur, & sit omnino in libertate sua. Quæ omnia, & singula dicte Partes, dictis modis, & nominibus sibi ad invicem, & vicissim, & nobis Notariis infrascriptis tamquam personis publicis Officio publico stipulantibus, & recipientibus, nomine, & vice omnium, & singulorum, quorum interest, & interesse poterit quomodolibet in futurum, prædicta omnia, & singula, & in presentem Contractum contenta attendere, & observare usque ad Annos triginta duos proxime futuros, & nullo unquam tempore infra dictum tempus triginta duorum annorum contrahere, vel venire, per se vel alium vel alios, aliqua ratione, vel causa, de jure vel de facto, directe vel indirecte, & sub aliquo colore, sub refectione, & restitutione omnium, & singulorum dampnorum, expensarum, & interesse litis, & extra, quæ, & quas una ipsarum Partium incurreret, & sustineret, eo quod alia Pars prædicta omnia, & singula non attenderet, & observaret, vel eis contraheret in totum, vel pro parte, qua tamen refectione, & restitutione debenda, vel non, & facta, vel non, nihilominus prædicta omnia, & singula, rata, & firma permanent, & serventur, obligantes exinde dicte Partes, dictis modis & nominibus, videlicet præfati Domini Præceptor, & Gaspar præfatum Dominum Ducem, & bona sua, & præfati alii Procuratores præfatum Dominum Marchionem, & ejus bona presentia & futura, sibi vicissim, & nobis Notariis infrascriptis personis publicis stipulantibus, & recipientibus pro ipsis Partibus, ac nomine omnium, & singulorum quorum interest, & intererit, & interesse poterit, & poterit in futurum, etiam per astrictionem fidei præfatorum Dominorum Ducis, & Marchionis pro prædictis omnibus, & singulis firmiter attendendis, & observandis; Renunciantes ipse Partes, dictis nominibus, in præmissis omnibus & singulis, exceptioni non facti, & non celebrati hujus Contractus, & prædictorum, & infrascriptorum non sit actorum, & factorum, & omni probationi, & defensionis in contrarium, nec non etiam exceptioni doli mali, metus, & in factum actioni, conditioni sine causa, & ex injusta causa, & omni alii Legum, & Juris auxilio, quibus contra præmissa, vel aliquod præmissorum veniri posset de jure, vel de facto; Et quæ etiam Partes juraverunt, & jurant ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis, videlicet præfati Domini Præceptor, & Gaspar virtute Mandati in eos facti in animam præfati Domini Marchionis in manibus nostrum Notariorum recipientium nomine omnium, quorum interest ut supra, & ut supra, prædicta omnia congrue referendo, attendere, & observare, & nullo unquam tempore contra facere, vel venire, ac semper in iis omnibus bonam, & rectam utrique servare fidem, & inde præfati omnes Procuratores dictis nominibus rogant per nos Donatum de Cifero de Herba, & Nicolinum Garonum de Tiburtio Notarios Infrascriptos, & utrumque nostrum in solidum de prædictis confici debere publicum Instrumentum tenoris unius, & ejusdem.

Actum Mediolani in Domo Consilii Secreti præfati Domini Ducis, & in Camera, in qua dictum Consilium congregari solet sita in Porta Vercellina, Parochia Sancti Prothasii in Campo intus, præsentibus Spectabilibus, & Generosis Militibus Dominis Petro de Rubels Naro quondam Domini Bertrandi Portæ Romanæ Parochia Sancti Nazarii, & Franchino de Castellano Domini Periti de lauro Portæ Vercellina Parochia Sancti Prothasii, Ludovico de Crovis Filio quondam Domini Lucoli Portæ Ticinensis Parochia Sancti Alefandri in Zibedia, & Franciscus de Barbavaria Filio quondam Domini Jacobi prædictarum Portæ Vercellina Parochia Sancti Prothasii omnibus Consiliariis, & Secretario præfati Domini Ducis Mediolani habitatoribus Mediolani, & Domino Georgio de Carrero Filio supradicti Domini Contradi Legum Studenti, & Honorio de Salutiis Filio quondam Baptiste, ambobus habi-

tatoribus Terræ Casalati Sancti Evassii omnibus Testibus ad prædicta vocatis, notis, idoneis, vocatis, & rogatis, nec non Antonio de Sormano Filio quondam Ambrosii Portæ Novæ Parochia Sancti Bartholomæi, Item & Henrico de Moleno Filio Johanolli Portæ Vercellina Parochia Monasterii Novi Notariis similiter ad prædicta vocatis.

Extracta suis præfati Copia à Registro inscripto sub Littera J. Ducis PHILIPPI MARIE ANGLI Vicemitis existente in Regio Archiepiscopi Casiri Portæ Jovis Mediolani, in proprio scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLII Regii Archiepiscopi Officialis.

CXXXIII.

Instrumentum Pacis inter Ducem Mediolani PHILIPPO LIPPUM MARIAM ab una, & Rempublicam VENETIARUM, atque Communitatem FLORENTIÆ de parte altera initæ. Ferrarie 19. Aprilis 1428. Indictione sexta. [Pièce authentique tirée du Registre R. des Archives Royales de la Ville de Milan.]

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis Patris, Filii, & Spiritus Sancti Amen.

ANNO à Nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo vigesimo octavo, Indictione sexta, die decimo nono Aprilis. Maxima semper fuit ad Genus humanum miseratio Divina, cum enim universum Mundum suis omnibus perfectum partibus ineffabili Providentia creaverit inter cætera Divina Mayestatis opera, illa fuit præclara Dei bonitas qua Hominem plasmavit ad ejus imaginem post cujus lapsum infinita, & supradictum ineffabilis fuit illa caritas, qua Deus Pater Deum Filium proprium, atque unigenitum voluit incarnari, predicare salutis veritatem, pati tormenta, atque mortem acerbissimam, resurgere a mortuis nostra morte debellata, & ascendere tandem in Cælum ad spem nobis vitæ reparatam ad viam sui immortalis regni, si illam eo Duce nostris meritis insequemur peragendam. Baptismus quoque instituit ad salutiferam quietem animarum, ut alta virtute suæ Passionis Hæreditarium vulnus originalis peccati transfusus in populos propter infelicem inobedientiam primi Parentis mira sanctitate lavaret. Statuit deinde illud per Divinum incarnabile Sacramentum sui Corporis, atque Sanguinis celebrari per Orbem ad sacrificium immaculatum pro nostris reatibus immolandum Deo, & ut fusc Corporalis Passionis memoriam perpetuam semper nostris ante oculos haberemus. Plurima quoque sunt alia præstantissima dona que summus ipse Deus eternum summo amore, summa pietate, non nostro ullo merito nobis, elargitus est. Illud autem, & magnum, & ad salutem animarum, & ad vitam conservandam, & ad opes tuendas, vel augendas ineffabile munus fuit, quod cum Salvator noster in Cælum ascenderet nobis in Terra Pacem pro amplissima Hæreditate relinquit. Sed cum fragiles nos, ea pro nobis nos natura constituit ad diffidentium sensum dederit blandimenta, quibus non facile absteremus, multas quibus alliceremur palam posuerit cupiditates, ex quibus damnatissimus ille Spiritus omnium Dei Magni Creaturarum honestis iniquissimus variis stimulis plurima inter homines Bella detestabilia, nefanda facinora, & execrabiles discordias falacibus artificibus sepe numero seminaverit, ut plures æternæ Salutis privaret. Idcirco Salvator noster Jesus Christus Petrum, & Successores delegavit, qui ejus vice fungerentur in Terris, ac omnia pro summa sanctorum clavium potestate ligarent, & solverent, ac maxime, quæ ad Pacem inter Homines habendam pro animarum salute pertinerent. Quamobrem Sanctissimus in Christo Pater, & Dominus noster Dominus Martinus summus Pontifex quintus multa quidem illustra opera molitus excelsi ac divino animo cernens maximam Italiam Patrem bellis, calamitatibus commorantem, neque ullum in iis posse sperare exitum nisi ipse Pacem daret. Statuit Reverendissimum in Christo Patrem, & Dominum Dominum Nicolaum Titularem Sanctæ Crucis in Jerusalem Cardinalem, & Apostolicæ Sedis Legatum dignissimum ad hujus sanctissimæ rei consummationem,

ANNO

1428.

ANNO
1428.

ut omnes inter infrascriptas Partes discordias, rancoris, & injurias casset, tollat, & enervet, & ad dulcoris vite societatem cogat, & inducat. Qui quidem Reverendissimus Dominus Cardinalis, & Legatus onus id fervore Catholice Religionis leta, & prompta mente fuscipiens, Partes ad hoc salutiferis consiliis invitavit, quæ non ignare virtutis, boni vel lucri nil in Bello esse, sed contrariorum infinitam congeriem, eam invitationem bona mente admiiserunt. Et ex hoc Ferrariam Civitatem ad hoc idoneam Partibus electam ad præsentiam præfati Reverendissimi Domini Cardinalis se contulerunt, videlicet Spectabiles, & Egregii Viri Dominus Sanctus Venerio Miles quondam Domini Andree, & Paulus Corriario quondam Domini Filippi, Procuratores Ecclesiæ Sancti Marci, Orotores, & Syndici, & Procuratores Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Francisci Foscharii Dei gratia Inclyti Ducis Venetiarum &c. & Domini, ac Communis Venetiarum et de eorum Sindacatu, & Mandato plene constat publico Instrumento scripto, & publicato per providum Virum Petrum de Nigro de Venetiis publicum Imperialis auctoritate, & Ducalis Aulæ Venetiarum Notarium in millesimo quadringentesimo vigesimo octavo. Indictione sexta, die ultimo mensis Martii a nobis Notariis infrascriptis viso, & lecto, Spectabiles, & Egregii Viri Dominus Palas quondam Honorii de Scottis Miles, & Averardus de Medicis quondam Francisci Orotores, Syndici, & Procuratores Magnifica, & Potentis Communis Florentiæ, ut patet publico Instrumento scripto, & publicato per providum Virum Ser Albertum quondam Domini Lucæ de Florentia Notarium Florentinum millesimo quadringentesimo vigesimo octavo, sexta Indictione, secundum morem Florentiæ, die vero tertio mensis Aprilis a nobis Notariis infrascriptis viso, & lecto, Procuratoris, & Syndicatoris nominibus quibus supra, ac pro omnibus, & singulis Colligatis, Recomendatis, Adherentibus, Complicibus, Sequacibus, & Subditis eorum, ac ejuslibet eorum ex parte una, ac spectabiles, & famosi Juris utriusque Doctor Dominus Guarnerius de Castilione, & Johannes de Corvini de Aretio Consiliarii, & Secretarii Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Filippi Mariæ Angli Ducis Mediolani, &c. Papæ Angeriæque Comitæ, ac Januæ Domini, Synacii, Nuntii, Procuratores, Mandatarii, & Ambassadors ipsius Domini Ducis, sicut de eorum Sindacatibus, & Mandatis plene constat duobus publicis Instrumentis confectis, traditis, & subscriptis per Donatum de Cifero de Herba Filium quondam Domini Marchisi, publicum Imperiali auctoritate Notarium, & Scribam præfati Domini Ducis, uno videlicet in millesimo quadringentesimo vigesimo septimo, Indictione sexta, die Martis decima quarta mensis Octobris, & altero millesimo quadringentesimo vigesimo octavo, Indictione sexta, die Lune vigesima nona mensis Martii, a nobis Notariis infrascriptis visis & lectis, Sindicatorio, & Procuratorio nomine supradicto, ac pro omnibus, & singulis Colligatis, Recomendatis, Adherentibus, Complicibus, & Sequacibus ac Subditis ipsius Domini Ducis. Qui, Reverendissimi Domini Cardinalis præfati intervenientibus laboribus, industria, operibus ac sollicitudine quibus juxta infudavit, post longos, variosque tractatus, Spiritus Sancti gratia invocata, ad laudem, & reverentiam Omnipotentis Dei, & Gloriosæ Virginis Mariæ Matris ejus, & Beatorum Marci Evangelistæ, Johannis Baptistæ, & Ambrosii Confessoris ac Georgii Militis, & Martyris, & totius Curie Coelestis triumphantis, & ad tranquillitatem, & requiem perpetuam prædictarum Partium, Statuumque suorum, Sindacatus, & Procuratoris nominibus quibus supra, non per errorem, sed sponte, & ex certa scientia, ac omni meliori, & efficaciori via, & modo quibus poterunt, & possunt, fecerunt, contraxerunt, celebraverunt, & firmaverunt, ac faciunt, contrahunt, celebrant atque firmant inter se, nominibus quibus supra, bonam, veram, puram, sinceram, & inviolabilem Pacem, Deo dante, perpetuis temporibus duraturam, cum Capitulis Padis, Conventionibus, Conditionibus, modis, formis, Promissionibus, Obligationibus, Articulis, & Clausulis infrascriptis.

In primis namque prædictæ Partes, nominibus quibus supra, inter se, Procuratoris, & Sindicatoris nominibus Dominorum, sive Dominiorum suorum pro ipsis, & pro omnibus Subditis, & Terris quos, & quas Domini sui, sive Dominiæ suæ suprascriptæ habent, & tenent, ac pro eorum Colligatis, Adherentibus, Recomendatis, Feudatariis, Confederatis, Complicibus, & Sequacibus, puris, meris, & reâs cordibus, quacon-

TOM. II. PART. II.

que machinatione remota, fecerunt, & faciunt liberationem, quietationem, & remissionem de omnibus occisionibus, Captivationibus, Damnis, Rapinis, Incendiis, Injuriis, & offensis quibuscunque, realibus, personalibus, hinc inde, opere, auxilio vel consilio, facto, verbo, vel in scriptis, aut aliter quomodolibet hæcenus factis, datis, vel illatis, commissis vel perpetratis, sibi invicem, nominibus quibus supra, & pro omnibus suprascriptis, simpliciter, libere, & generaliter de omnibus prædictis, & de eorum dependentibus, connexis, nec non generaliter de omnibus præmis, & interesse ceterisque omnibus obligationibus, quibus occasione Guerrarum præsentium, & præteritarum a millesimo quadringentesimo vigesimo tertio, & citra usque in diem conclusivus præsentis Contractus, vel in eis vel propter eas gestorum vel factorum invicem teneantur. Quietantes, & liberantes, & ad veram, cordialeque animorum reconciliationem etiam prædictis nominibus devenientes. Salvis semper omnibus Capitulis infrascriptis, & omnibus aliis in præfati Contractu contentis. Quæ reservatio intelligatur in singulis Capitulis præsentis Contractus repetita.

Item, conveniunt antedictæ Partes, nominibus quibus supra, quod de cetero unaqueque Partium aliam, & ipsius alterius Partis Subditos, & Vassallos, Civitates, Castra, Terras, & bona omnia, quos, quas, & quæ quacunque ratione, vel causa tenent de præfatis, & in futurum teneant, ipsiusque veros Colligatos, Adherentes, Recomendatos, & Confederatos sive Conventionatos infra duos menses a die præsentis Contractus præfati Reverendissimo Domino Cardinali Sanctæ Crucis nominandos, eorumque Subditorum, Colligatorum, Adherentium, Recomendatorum, & Confederatorum, Civitates, Castra, Terras, & bona quæcunque præsentia & futura, de cetero aliquoties non offendet, neque molestabit, neque contra ipsius aliquoties se impediet realiter vel personaliter, directe vel indirecte, nec aliquo questio colore, sed pacifice, & quare infimul vivent, sequæ ut bonos, & veros amicos tractabunt, & reputabunt. Salvis semper omnibus Capitulis infrascriptis, & omnibus aliis in præfati Contractu contentis.

Item, quod Civitas Brixie cum omnibus Fortilitatibus suis ac totis Territorio, Districu, Comitatu, Episcopatu, omnibus Terris, Locis, & Castris, Acquis, & Passibus, Vallibus, & Montibus ac Locis quibuscunque, qui & quæ sunt, & comprehenduntur de Jure vel Consuetudine, seu etiam possessione vel quasi, in Pertinentiis, Jurisdictionibus, Consensibus, Districu, Territorio, etiam si essent alienæ Diocesis Comitatu, Episcopatu, seu Diocesi Brixie, etiam si quæ essent, quæ haberent concessionem, prerogativam, consuetudinem, vel Jurisdictionem aliquam separatam a Civitate, Districu, Territorio, Comitatu, Diocesi, & Episcopatu Brixie, dummodo suprascripta, & infrascripta ipsi Illustrissimo Domino Venetiarum tradenda, dimittenda, vel relaxanda ab ipso Domino Venetiarum teneantur, seu ab ipso Illustrissimo Domino Duce Mediolani, vel ejus Subditis teneantur, vel teneantur tempore inceptæ Guerre de millesimo quadringentesimo vigesimo sexto, vel abinde citra inter dictum Illustrissimum Dominum Venetiarum, & dictum Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani, etiam si tradita seu data per ipsum Dominum Ducem fuerint ab eo tempore citra aliqui. Inter quæ tamen Terra Rippe Tridenti, & Castrum Tenet cum omnibus suis Fortilitatibus, Juribus, Jurisdictionibus, & Pertinentiis, quæ per Reverendum in Christo Patrem Dominum Episcopum Tridentinum præfationem possident non comprehendantur cum omnibus Juribus suis Honorantibus, Præeminentiis, & Jurisdictionibus quibuscunque una cum Castro Iesi, Villa Pontaria, Ripperia, & Lago, ac Vallibus, & Montibus de Iseo, ac cum Valle Canonica, cum Juribus, Jurisdictionibus, & Pertinentiis suis intra ipsam Vallem existentibus, & etiam extra ipsam Vallem si forent de Territorio Pergamentis, aut Brixienis. Aliæ vero Jurisdictiones, & Pertinentiæ extra Vallem existentes, si quæ haberent, ponantur in compromisso ut infra. Nec non Civitas Pergami, cum toto Pergamensi cum omnibus Fortilitatibus suis, ac totis Territori Districu, Episcopatu, omnibusque Terris, Castris, Locis, Acquis, & Passibus, Vallibus, & Montibus ac Locis quibuscunque, qui, & quæ sunt, & comprehenduntur de Jure vel Consuetudine, seu etiam in possessione, vel quasi, in Pertinentiis, Jurisdictionibus, Consensibus, Districu, Territorio, etiam si essent alienæ Diocesis, Comitatu, Episcopatu, seu Diocesi Pergami. Etiam si quæ essent

ANNO
1428.

D d

quæ

ANNO
1428.

quæ habent Concessionem, Prærogativam, Consuetudinem, vel Jurisdictionem aliquam separatam a Civitate, Districtu, Territorio, Comitatu, Episcopatu, & Diocesi Pergami; dummodo suprascripta, & infra scripta ipsi Illustrissimo Domino Venetiarum tradenda, dimittenda, vel relaxanda ab ipso Illustrissimo Domino Venetiarum teneantur seu ab ipso Illustrissimo Domino Duce Mediolani, vel ejus Subditis teneantur, vel teneantur tempore inceptæ Guerræ de Millesimo quadringentesimo vigesimo sexto inclusive quo ad principium Guerræ, vel ab inde citra inter ipsum Illustrissimum Dominum Venetiarum, & dictum Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani, etiam si tradita seu data per ipsum Dominum Ducem fuerint ab eo tempore citra alicui. Hoc tamen declarato, quod in prædicto Episcopatu Pergami non intelligatur nec comprehendatur, nisi quantum se extendit Territorium Pergamenæ, ita quod non comprehendatur in hoc aliqua Terra Districtum, & Territorium temporale, licet esset de Diocesi vel Episcopatu Pergamenæ, nisi esset de Locis, quæ debent assignari vel remanere Illustrissimo Domino Duci, Dominio, & Communi Venetiarum vigore præsentis Contractus Pacis tam in Brisiense quam in Cremonensæ. Ita etiam quod Terræ Caravagii, & Trivillii, & alia quæcumque Loca Glaræ, Abduæ, etiam si de dictis Pertinentiis, & Appenditiis prædictæ Civitatis Pergami fuisse hæcenus reperirentur, nullo modo in prædictis ipsi Illustrissimo Domino Duci, Dominio, & Communi Venetiarum remansuris, & tradendis comprehendere debeant, sed cum suis Pertinentiis Illustrissimo Domino Duci Mediolani remaneant, exceptis etiam Martinengo, & Valle Sancti Martini, quæ veniunt in Compromisso ut infra. Quæ omnia ut supra cum omnium etiam prædictorum Juribus, Jurisdictionibus, & Pertinentiis, Villis, ac Possessionibus, quas dictus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani quæcumque Jure tenet vel possidet in aliquo prædictorum Locorum, ipsi Illustrissimo Domino Duci, Dominio, & Communi Venetiarum tradendorum, dimittendorum vel relaxandorum, vel teneant, & possederit in aliquo prædictorum Locorum, tempore Guerræ inceptæ de millesimo quadringentesimo vigesimo sexto, inter dictum Dominum Venetiarum, & dictum Dominum Ducem Mediolani, etiam si tradita, seu data fuerint per ipsum Dominum Ducem Mediolani alicui, salvis Locis exceptatis ut supra, teneantur, & possidentur, ac teneri, & possideri possint quo ad Jura ipsi Illustrissimo Domino Duci competentia quomodocumque, non autem quo ad Jura privatarum Personarum non habentium causam ab ipso Domino Duce post dictam Guerram inceptam pacificè, & quietè sine aliqua contradictione ipsius Domini Ducis vel habentium causam ab ipso Illustrissimo Ducali Domino Venetiarum, quos, quas, & quæ præminatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani, sive ejus Procuratores ejus nomine prædicto Illustrissimo Ducali Domino Venetiarum tradant, & relaxent quantum ad illa, quæ ab ipso Domino Duce vel ejus nomine teneantur vel tenebantur ut supra, Titulo Transactionis, Compositionis, Pacis, & Concordiæ sive Donationis puræ, mæne, & irrevocabilis quæ dicitur inter vivos, & quæ ob nullam causam revocari possit: Et omni modo, Jure, & forma, quibus melius, & efficacius valere possit, cedens prædictus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani sive ejus Procuratores ut supra, dicto Illustrissimo Ducali Domino Venetiarum omnia Jura, & actiones sibi competentes, & competentes in quibuscumque rebus, & Locis præmissis, etiam si singulariter dictus Dominus Dux Mediolani aliquid possideret, vel possideret ut supra. Renuntians, sive renuntiantes insuper omni actioni, Juri, & Legum beneficio, ac cuicumque Privilegio sibi competenti, quibus nullo unquam tempore dictus Dominus Dux possit contra prædicta, vel aliquod prædictorum se juvare; ac promittens sive promittentes pro ipso Domino Duce, & Successoribus suis sollemniter, ac jurans, se jurantes corporaliter ad Sancta Dei Evangelia ipsum Dominum Ducem de prædictis Civitatibus Brixiæ, & Pergami, Fortilitis, Territoriis, Districtibus, Communicationibus, & Episcopatibus ac de suprascripta Valle Camonica, Confinibus, Terris, & Locis omnibus suprascriptis ac aliis omnibus prædicto Illustrissimo Ducali Domino Venetiarum tradi, & remanere debentibus, & Civibus ac Districtualibus omnium, & singulorum suprascriptorum Locorum, quantum ad concernentia Statum, nullo unquam tempore, per se vel alios, intrinsecus contra ipsum Dominum, seu habentes causam ab eo, vel aliquatenus impedire, vel immiscere singulariter, vel uni-

versaliter ex quacunque causa quæ dici vel excogitari possit, etiam si denuo totaliter superveniret ipsis prædictis rebus apud dictum Dominum, seu habentes causam ab eo existentem: Quæ quidem tradenda, & relaxanda seu dimittenda, ut premititur, tradidisse, & expeditisse, & realiter, sine aliqua diminutione, assignasse, sive assignari fecisse teneatur, & debeat dictus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani prædicto Illustrissimo Ducali Domino Venetiarum, vel Deputatis ab eo infra terminum dierum decem octo, quo ad Civitatem Pergami cum Citadella, Castro, Capella, Bæstia, & Palazolom citra, & ultra Oleum cum Fortilitis suis, & triginta quoad alia a die celebrationis Contractus præsentis Pacis, ita tamen quod intra tempus dictum traditionem fiendarum de Civitate, Fortilitis, & Terris antedictis teneatur Illustrissimum Ducale Dominum Venetiarum dare, & assignare Reverendissimo Domino Cardinali duo Instrumenta cum bullis plumbeis, quorum unum contineat plenam Ratificationem totius præsentis Contractus, & Arbitramentorum fiendorum per memoratum Reverendissimum Dominum Cardinalem, & Legatum, & unum simile Instrumentum facere teneatur Illustrissimus Dominus Dux Mediolani omnia in Pace contenta, quo ad omnia tradenda, & quo ad dimissiones fiendas Illustrissimo Ducali Domino, vigore præsentis Pacis, adimplevit & perfecit, ita ut amplius ab eo nihil peti, vel inquiri possit occasione prædicta, cum plena liberatione, & in forma valida. Et ex nunc præfati Oratores, & Procuratores, nomine Procuratorio, ejusdem Illustrissimi Domini Ducis concedunt, cedunt, remittunt, relaxant, & promittunt in omnibus, & per omnia prout supra, & constituent se dicto nomine seu præfatum Illustrissimum Dominum Ducem, nomine præfati Illustrissimi Ducalis Domini Venetiarum, tenere, & possidere, & quasi omnia, & singula prædicta quæ dictus Dominus Dux Mediolani, ut supra, tradere teneatur, dantes, & concedentes liberam licentiam & facultatem præfato Illustrissimo Ducali Domino Venetiarum, & suis Procuratoribus, & habentibus ab eo Mandatum, post dictum terminum, apprehendi corporalem tenentem, & possessionem, vel quasi propria auctoritate, non obstantia ulla contradictione, seu molestia dicti Domini Ducis Mediolani vel alterius ejus nomine, vel suorum Complicum. Cum hoc tamen quod quando supradicta omnia tradentur realiter, & tradita fuerint, tunc continuo ille, qui illa accipiet, habere debeat Potestatem, & Mandatum ad prædicto Ducali Domino Venetiarum, quod Mandatum, & Potestas usque nunc per hoc præfens publicum Instrumentum irrevocabiliter eidem concedatur, & concessa, sive concessa esse intelligatur liberandi in plena, & solenni forma eundem Dominum Ducem Mediolani ab omnibus, & singulis ad quæ, vigore præsentis Capituli, obligatus esse debet idem Dominus Dux Mediolani etiam post traditionem factam, cum hoc tamen, quod de evizione non teneatur nisi pro suo facto, & dato tantum, & ita prædicta traditione facta per hoc Instrumentum liberatus esse intelligatur. Hoc etiam addito, & convento, quod si facta per ipsum Dominum Ducem Mediolani assignatione Terrarum, Locorum, & Fortilitiorum Illustrissimo Domino Duci, Dominio, & Communi Venetiarum, quas, & quæ eidem, idem Dominus Dux Mediolani dare, & tradere debet, ex forma præsentis Contractus Pacis occurreret aliqua differentia, vel dubietas de Confinibus, Pertinentiis aut Jurisdictionibus, præfatus Reverendissimus Dominus Cardinalis Sanctæ Crucis sit Index, & diffinitor sine ullo Judiciorum ordine, ejus Sententiæ, diffinitionis, & declarationi stetur, omni remedio cessante, nec possit, pretextu alicuius lectionis magnæ, enormis vel maxime, ab ejus Sententiæ vel diffinitionis reclamari, provocari, supplicari, nec etiam in integrum restitui vel redoceri ad arbitrium boni viri peti.

Item, quod omnes Civitates, Terræ, Castra, & Loca acquista, & adquirenda per Ligam, Adherentes, Recomendatos, Colligatos, Complices, vel Sequaces suos usque ad conclusionem præsentis Contractus sint, & remaneant cum eorum Juribus, Jurisdictionibus, & Pertinentiis ipsi Ligæ, & omnibus suprascriptis, sive illi, vel illis ex eis, qui ea, vel eas acquisivisset vel acquisivissent, exceptis tamen acquisitis in Januense, & aliis ubique constitutis, quæ veniunt in compromisso, ut infra, & præfati Capitulo non intelligatur derogatum esse per aliquod aliud Capitulum, quod in hoc Contractu Pacis foret appositum. Hoc etiam declarato quod Villæ, & Loca quæcumque Cremonensium Territorii, si quæ forent, quæ non essent in Districtibus, Jurisdic-

ANNO
1428.

ANNO
1428.

ditionibus, aut pertinentiis suprascriptis acquisitis, & non habent nisi Campanilla tantum, aut Campanilla cum Ecclesiis solum, vel etiam Ecclesias sine Campanilibus, & sine Fortilitis, & veteretur dubium quorum essent, quoniam Partium quolibet affereret eas esse suas de ipsis fletur ad Iudicium & Arbitrium Reverendissimi Domini Cardinalis, ut infra.

Item, quod Magnificus Rolandus Marchio Pallavicinus, & Spectabilis Antonius Pallavicinus de Zibello, & Johannes de Summo de la Galmella cum eorum Terris, & Locis quas, & quas tenent, & possident, remaneant sub Illustrissimo Ducali Dominio Venetiarum, & quod ipsi Magnificus Orlandus, Antonius, & Johannes gaudeant omnibus possessionibus, & bonis ubique positis, quas tenebant, & possidebant tempore, quo Adherentiam fecerunt Illustrissimo Ducali Dominio Venetiarum, & si qua tunc possiderent injuste occupata, in quibus aliqui pretenderent se Jus habere qui ea recuperasset ab ipsis prius detentis post adhesionem factam Illustrissimo Ducali Dominio predicto, fletur Iudicio Reverendissimi Domini Cardinalis tam petitorio quam in possessorio.

Item, quod nulla pallata, seu quodlibet aliud obstatum vel clausura in Flumine Padi per Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani, vel etiam per ejus Adherentes, seu Recomendatos fieri, vel resciri possit, & valeat, & versa vice nulla pallata, seu quodlibet aliud obstatum, vel clausura per Illustrissimum Ducem Dominium Venetiarum, neque etiam per suos Adherentes, & Recomendatos debeat in dicto Flumine Padi fieri, & resciri. Et si qua per alterutram Partium facta esset, tollatur, & ammoveatur. Pontes vero, qui alias fuerunt in Flumine Padi, tempore Illustrissimi Domini Ducis Mediolani Patris Domini Ducis Mediolani moderni, resciri possint per Illustrissimum Ducem Dominium Venetiarum, & ejus Adherentes, & Recomendatos, & Complices in Locis suis, ubi erant, & super suo territorio, & versa vice per dictum Illustrissimum Dominum Ducem, & ejus Adherentes, & Complices in Locis suis in Territorio suo resciri possint, ubi erant, & nulli alii Pontes possint per alterutram Partium fieri. Declarantes tamen, quod in Locis antiquitus consecratis in Pado, & in quibus solvebantur, tempore Illustrissimi Domini Ducis Patris Domini Ducis Mediolani presentis, Dacia eo tempore consueta solvi solvantur, & alibi, quod in Locis suprascriptis super Pado imponi, vel exigi non possint, & imposita omnino removeantur.

Item, quod Spectabiles Viri Alayus de Verme, & Filii quondam Comitum Filippi de Arcellis habent, teneant, & possideant omnia Castra, Fortilita, Terras, possessiones, & bona, quas, & quas habebant, & tenebant, & possidebant in Territorio ipsius Illustrissimi Domini Ducis Mediolani in principio Guere, de qua supra Anno millesimo quadringentesimo vigesimo sexto libere, & expedite ac omni Jure quo tunc habebant, nisi ipsi sponte dederint, vel alienaverint, & si aliqua ex predictis Castris, Fortilitis, Terris, Possessionibus, & bonis immobilibus fuisset eis, vel alicui eorum ablata, debeant restitui illis, quibus fuissent ablata, eo modo, quo nunc sunt, nisi essent talia, que venissent tradenda dicto Illustrissimo Dominio Venetiarum vigore presentis Contractus Pacis: Et quod omnes Stipendiarii, Cives, & Subditi dicti Illustrissimi Ducalis Domini Venetiarum habentes possessiones, & bona immobilia, ac Jura, que Jura non sint exacta, intromissa, & confiscata in Terris dicti Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, ea habent, teneant, & possideant sicut immediate ante suprascriptam Guerram tenebant, & possidebant. Et si qua possessiones & bona immobilia fuissent ablata, vel confiscata, restituantur ut supra. Et vice versa Cives, Subditi, & Stipendiarii predicti Illustrissimi Domini Ducis Mediolani habent, & possideant possessiones, & bona immobilia, quas, & quas habebant, & possidebant in principio Guere suprascripte, ac etiam Jura, que Jura non sint exacta, intromissa, vel confiscata ut supra, in Terris, & Locis ipsi Illustrissimo Ducali Dominio Venetiarum subditis aut vigore presentis Contractus subdendis, & quas possessiones, & bona immobilia forent eidem ablata, vel confiscata, restitui debeant, ut supra, exceptis possessionibus & bonis existentibus in Civitatibus, Districibus, Episcopatus, Territoris, & Pertinentis Brixie, & Pergami, ac etiam Vallis Camonica, & Terrarum, Castorum, & Locorum, tam Cremonensium, quam aliorum spectantium, & remaneant ad predictum Illustrissimum Dominium Venetiarum, vigore presentis Contractus donatis, vel quovis modo concessis per dictum Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani a tempore

TOM. II. PART. II.

ANNO
1428.

suprascripte Guere incepte de Anno millesimo quadringentesimo vigesimo sexto inter ipsum Dominum & Dominum Ducem Mediolani citra, & salvis semper omnibus in suprascriptis Capitulis contentis, ita tamen quod in toto presentis Capitulo pro neutra parte incutiantur banniti, vel rebelles, qui fuissent publicati vel communiter habiti, & tractati pro Bannitis, & Rebellibus ante principium Guere suprascripte inter prefatum Dominum Venetiarum, & sanctum Dominum Ducem Mediolani, nec etiam comprehendantur aliqui, qui a principio dictae Guere citra aufugerint ab aliqua Partium ad aliam cujusunque conditionis existant. Qui omnes predicti gaudere non debeant beneficio presentis Capituli, exceptis tamen supra, & infra nominatis, & aliis Capitulis.

Item, quod Illustrissimus Dominus Dux Mediolani, five ipsius Procuratores nomine suo teneantur Magnificos Dominos de Malatestis ab omnibus promissionibus, & obligationibus quas ipsi Domini de Malatestis fecissent dicto Illustrissimo Domino Duci Mediolani libere absolvere, & eos de novo non obligare, & ita ex nunc dicti Oratores, & Procuratores prefati Domini Ducis ipsius Procuratorio nomine liberant, & absolvent, & promittunt denuo non obligare.

Item, quod Magnificus Dominus Franciscus de Vicecomitibus dictus Carmagnola libere habeat, & habere debeat omnia sua bona immobilia empta, vel edificata per ipsum, & quod ipse Magnificus Comes possit, & valeat exigere a quibuscunque sibi dare debentibus tam etiam causa mutui quam depositi. De ceteris vero bonis feudatilibus, & ceteris differentis ad eum pertinentibus fletur in determinatione Reverendissimi Domini Cardinalis, ut etiam infra declarabitur.

Item, cum de infra scriptis differentis, five causis Dominus Dux, Dominum, & Commune Venetiarum, five predicti ejus Procuratores, & Illustrissimus Dominus Dux Mediolani, five ejus Procuratores suprascripti concordare esse non potuerunt, conveniunt dictae Partes inter se, nominibus quibus supra, de ipsis se compromittere ita quod ex nunc intelligantur esse, & sint commissae, & sic de ipsis se compromiserunt in prebuitum Dominum Cardinalem Sanctae Crucis cum ampla potestate laudandi, terminandi, & declarandi de Jure, & de facto de ipsis in simul, & in singulis Partibus presentibus vel absentibus, citatis vel non, Juris ordine servato vel non, & in quocunque Loco, & totiens, quotiens, & eodem modo & forma prout Reverendissime Dominationi suae videbitur, & placebit. Dantes eidem Reverendissimo Domino Cardinali plenum, liberum arbitrium, auctoritatem, & potestatem accipiendi de Juribus unius Partis in parva, magna, vel maxima quantitate, sicut ei videbitur super dictis rebus, & date alteri Parti, ita tamen quod cum semel super una ipsarum differentiarum terminaverit vel diffiniverit, amplius de ea vel super ea sententiare, terminare vel diffinire non possit. Promittentes ipsae Partes ejus Sententia, diffinitioni, vel declarationi, tam judicialiter, quam extra judicialiter factae, servata Juris forma, aut solemnitate, vel non servata, parere, servare, & executioni mandare, & quod non possit, pretextu alicujus lectionis magnae, eversionis, vel maxime, ab ejus Sententia, diffinitione, vel declaratione reclamari, provocari, supplicari, nec etiam in integrum restitutioni five reductio ad arbitrium boni viri peti.

Quae quidem differentia sunt infra scripta, videlicet: Primo de bonis Feudatilibus, quae in Territoriis presentis Illustrissimi Domini Ducis Mediolani Magnificus Comes Franciscus de Vicecomitibus dictus Carmagnola tenere, & possidere conserverat, & de aliis suis differentis de quibus supra, nulla facta est mentio.

Item, de Martinengo, & Valle Sancti Martini cum Juribus, Jurisdictionibus, & Pertinentiis suis, de quibus vertitur questio, si sunt de Territorio Pergamenae. Item, de Villis Cremonensis Territoris, si quae forent quae non essent de Districibus alicujus Castris, Terre, Locis, vel Fortilitis qui Illustrissimo Ducali Dominio remanere debent, quae Villae non habent nisi Campanilla tantum, aut Campanilla cum Ecclesiis solum, vel etiam Ecclesias sine Campanilibus, fortificatas vel sine Fortilitis, & veteretur dubium quorum essent, quorum Partium quolibet affereret eas esse suas.

Item, de Terra, & Loco Turricellarum cum Pertinentiis, & Juribus suis, quas predictum Illustrissimum Ducem Dominum, five ejus Procuratores sibi restitui petebant, ac de Bastitis factis in Pado, vel circa Padum aut in Confinibus Padi per utramque Partem.

Item, quod quamvis Magnifica Communitas Florentiae

D d

rentiae

ANNO
1428.

rentiæ præterderet de Jure, non obstantibus obligationibus quas Magnifica Communitas Florentiæ habuit cum Januensis occasione Doganarum pro rebus, quæ conducerentur de partibus Flandriæ, & Angliæ super Navigiis Januensis, & supra aliis Magnificæ Communitatis præfata libera, & quamvis etiam Florentini, & Subditi eorum possint cum omni suo Navigio, & Ligno conducere dictas res de prædictis Partibus, tamen teneatur, & debeat, etiam ad abundantiorum cautelam dictus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani ut D. Januæ omni modo liberare, & absolvere dictam Magnificam Communitatem Florentiæ, & ejus Cives, & Subditos ab omni Contractu, Conventione vel Pacto facto aut firmato quocumque cum dictis Januensibus, five cum eorum Communitate, seu ejusdem Syndicis, Mandataris, Gubernatoribus, aut Administratoribus quibuscunque: Quod Florentini non possent conducere nisi cum Navigiis Januensibus res, & Mercantias, quas conducere faceret de partibus Angliæ, & Flandriæ, seu deberent solvere in Janua Doganas, si cum aliis Navigiis, & Lignis dictæ res, & Mercantias conducerentur, prout fice, vel aliter in dictis Contractibus five Capitulis, atque intelligatur facta relatio, plenius continetur, & ab omnibus, & singulis quibuscunque Capitulis, Conventionibus, & Pactis declaratoriis, five obligatoriis inde quocumque tempore sequutis, & factis, etiam Juramentis firmatis; nec non teneatur, & debeat ipse Illustrissimus Dominus Dux Mediolani ut Dominus Januæ omnimodo liberare dictam Magnificam Communitatem Florentiæ, ejus Cives, & Subditos ab omni pena propter ea incuria propter inobservantiam prædictorum, si quam incurrissent, ipsamque penam, & penas penitus remittere, & etiam ex nunc de prædictis omnibus intelligatur esse, & fuit plenissime liberi, & absoluti, adeo quod sit, & esse intelligatur perinde ac si dicti Contractus, Obligaciones, Declarationes, Pacta, Juramenta, & in eis contenta nunquam in rerum natura facta fuissent; dum tamen ex prædictis, ultra liberationem prædictam, nullum aliud novum jus acquiratur Florentiæ Communitati, Civibus, & ejus Subditis, nec fiat aliquid prejudicium.

Item, quod Illustrissimus Dominus Dux Mediolani pro posse bona fide teneatur, & obligatus sit facere jurare ita, & taliter, omni Juris, & facti exceptione remota, quod Januenses, & seu Communitas Januæ quilibet absolvent, & liberabunt dictam Communitatem Florentiæ ab omnibus, & singulis superscriptis in hoc, & præcedenti Capitulo contentis, & ejus Subditos ut supra, & in forma prædicta.

Item, quod, salvis & firmis stantibus superscriptis, si forte non impleverit vel non fieret per Communitatem Januæ totaliter, vel in parte dicta promissio vel liberatio per Dominum Ducem procuranda, non propterea intelligatur exinde Pax violata, nec aliquo modo interrupta, dum tamen ipse Dominus Dux operetur realiter facere cum effectu, quod dicta Communitas Florentiæ, & ejus Cives & Subditi illum eundem effectum, & fructum habebunt, & capient donec ipse Dominus Dux in Janua potestatem, Dominium, & possessionem, vel quasi Gubernationem vel Administrationem habeat, quem capere, & haberent, seu habere deberent si ipsi Januenses, seu ipsa Communitas Januæ dictas liberationes fecisset, seu si dicti Contractus facti non fuissent.

Item, quod de Civitate Bononiæ vel de aliqua Terra, vel Loco dictæ Civitati Bononiæ quomodolibet pertinente, aut de aliqua Civitate, Terra, Castro, Oppido, Fortitio de Loco Provincia Romandoliæ, & Provinciae Tusciæ in qua comprehenditur intelligatur Locus, & Castrum Pontremuli tam circa quam ultra Macram cum omnibus suis Pertinentiis a Jugo Alpium supra Pontremulum ultra versus Tusciam ipso Jugo incluso, five de quocumque alio Loco a Bononia, vel a Jugo ultra in Tuscia ut supra, aut de aliquo Domino, vel Nobili, aut Communitate vel Universitate qui, & que in ipsis Confinibus five partibus habitarent, vel alibi ubicunque a Bononia, vel Jugo ultra ut supra, usque Romam non possit, nec debeat dictus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani quovis modo aliquo tempore se intrinittere, vel impedere per se vel alium, directe vel indirecte, seu aliquo colore questio, etiam per viam vel sub nomine Protectionis, Intelligentiæ, & ejusqueunque Ligæ, vel Confederationis, aut aliquis acquisitionis, vel prehæminentiæ five subventionis aliquis, aut aliquo modo, qui excogitari possit, & versa vice dicta Liga de prædicta Civitate Bononiæ, & Locis ipsi Civitati pertinentibus vel aliis quibuscunque Terris in Romandoliæ existentibus Ecclesiæ

subditis non possit se intrinittere, exceptis Locis, quæ ad præsens per ipsam Ligam, Colligatos, Adherentes seu Recomissos, & ut supra, teneantur, & possideantur seu tempore motæ Guerræ in Anno Domini millesimo quadringentesimo vigesimo tertio tenebantur, & possidebantur, exceptis Civitatibus Imolæ, & Forlivi, cum suis Communitatibus, Districibus, & Pertinentiis per aliquem ex prædictis non possit, & exceptis Dominis, & Nobilibus dictorum Locorum, de quibus omnibus possit se dicta Liga, Colligati &c. ut supra, intrinittere singula singulis congrue referendo. Id est quod quilibet de Liga possit se intrinittere de Terris, Locis, Colligatis, Recomissis suis &c. ut supra, non autem quod unus impedit se de Locis, Colligatis, vel Recomissis alterius sine ejus voluntate, etiam si dicta Loca, Domini, & Nobiles, subiecta, five subiecti sint, vel essent Romanæ Ecclesiæ, hoc tamen addito quod in hoc Capitulo nulla intelligatur mentio facta esse de Magnificis Dominis de Malacris, neque de Terris, quas tenent, sed quod ad eas remanent Capitulum supra de ipsis specialiter positum.

Item, quod omnes quæstiones, & differentias, five causa, vel qualitates, & quæcunque negotia pertinentia, seu spectantia modo aliquo ad Magnificos Dominos Nicolaum, & Johannem Ludovicum de Fisco Lavanis Comites, & quoscunque alios Nobiles de Fisco, & Nobiles de Campo Gregorio, videlicet Magnificos Dominos Thomam de Campo Gregorio, & ejus Fratres, & quascunque alias Personas Januenses, vel de Pertinentiis Januæ, ejusqueunque gradus five qualitates, conditionis, vel dignitatis existat, etiam si Ecclesiastica fruerentur, qui, vel quæ, tempore dictæ Guerræ, modo aliquo se rebellassent aut arma movissent vel fecissent contra dictum Dominum Ducem, etiam si tanquam Dominum Januæ, seu contra ipsam Communitatem Januæ, seu dicta Ligæ, vel ejus Adherentibus se adheffissent, & omnes quæstiones verentes super Territorio, & Pertinentiis Civitatis Januæ vel alibi per aliquos ex prædictis occupatis, & de quibuscunque Balthis factis ex nunc intelligatur esse, & fuit commissæ in Reverendissimum Dominum Cardinalem Sanctæ Crucis cum ampla potestate laudandi, terminandi, & declarandi de Jure, & de facto, Partibus præsentibus vel absentibus, citatis vel non, & in quocunque Loco, & eo modo, & forma, pro ut eidem Dominationi placuerit, & sic prout voluerit, & totiens, quotiens voluerit. Et sic dictæ Partes in eum commissæ, & compromissæ promittentes stare omni, & cuilibet ejus declarationi, five determinationi, nec petere, quod ejus determinatio, seu declaratio ex quacunque leffione etiam enormissima reducatur ad arbitrium boni Viri, sed illam, & illas penitus, & inviolabiliter observare.

Item, quod una queque Pars teneatur nominare Reverendissimo Domino Cardinali prædicto suos Colligatos, Recomendatos, Adherentes, & Complices infra duos menses a die celebrationis præsentis Contractus, & nominati infra alios duos menses possint, & debeant ratificare nominationem, & præsentem Contractum. Et eo casu comprehendantur in præsentem Contractu Pacis. Alias non gaudent beneficio præsentis Pacis, & habeantur proinde ac si non essent nominati, nec in hoc Contractu comprehensi, salvis tamen omnibus superscriptis, & infrascriptis in quolibet sui parte.

Item, quod aliquis Colligatorum unius Partis non possit nominare pro Colligato, Adherente vel Recomendato aliquem de existentibus in Territorio alterius Partis vel in Locis de quibus se impedire non potest.

Item, quod facta traditione Civitatis, Terrarum, Castrorum, & rerum tradendarum vigore præsentis Pacis per dictas Partes in omnibus, & per omnia realiter, & cum effectu, si oriretur inter dictas Partes lix, questio, controversia, dubium, vel discordia, quavis occasione vel causa, exceptis illis quæ commissæ sunt Reverendissimo Domino Cardinali, Summo Pontifici videlicet Papa Martino tantum sit Juxta, & diffinitor earum, etiam nullo Juris ordine servato. Cujus decisionis, seu declarationis tam judicialiter, quam extrajudicialiter factæ, Partes prædictæ, & quilibet earum parere teneantur, & servare, & executioni mandare sine aliqua exceptione, vel contradictione, omnique remedio nullitatis, & appellations aut restitutionis in integrum querelæ, supplicationis, atque alterius ejusqueunque manieræ cessante.

Item, quod præsens Pax debeat publicari per Partes, & quamlibet earum in suis principalibus Civitatibus die decima sexta futuri mensis Maii.

ANNO
1428.

Item,

ANNO
1428.

Item, quod ex nunc præsent Pax, & omnia, & singula in præsent Instrumento Pacis contenta habeantur, & sint valida, & firma. Sed tamen ad majorem cautelam Partes prædictæ principales, & earum quilibet teneatur, & debeat ipsam Pacem, & omnia, & singula in præsentis Pacis Instrumento contenta ratificare, approbare, & emolegare, usque ad diem vigesimum sextam supra scripti mensis Maji proxime futuri inclusivè per publicum, & autenticum Instrumentum in forma valida & solemni, cum suis Sigillis autenticis, & consuetis; quod Instrumentum prædictæ Partes, & quilibet earum debeant mutuo & vicissim, videlicet una alteri, & altera alteri usque ad terminum supra scriptum, vel post infra quindecim dies omnino misisse, & præsentasse, seu præsentari fecisse.

Item, ad majus robur dicti Procuratores, & Syndici nominibus antedictis tradunt, dimittunt, cedunt, relaxant, liberant, & absolvent per Aquilianam stipulationem precedentem, & acceptationem subsequentem legitime interpositas, & constituunt se supra scriptis nominibus, & eos quorum sunt Procuratores, & Syndici, tenere & possidere omnia, & singula supra scripta loca restituenda, tradenda, & relaxanda ut supra, nominibus eorum, quibus traditi, dimitti, restitui, cedi, & relaxari debent, & in omnibus, & per omnia faciunt omnia, & singula supra scripta, quæ eos facere debere supra scriptum est.

Item, conveniunt dictæ Partes quod per totum præsentem mensem Aprilis omnes injuriæ, & offensæ per utrasque Partes cessent, cessareque debeant, taliter quod neutra dictarum Partium alicui ex aliis Partibus aliquas injuriæ, vel offensas facere possit vel debeat. Quod si intra dictum terminum aliquod immobile per aliquam Partium acciperetur alteri Parti, restitui debeat per Partem, quæ abulisset Parti cui ablatum foret. Salvo quod si per Genes Illustrissimi Domini Domini Venetiarum caperetur aliquis Locus de illis, quæ vigore præsentis Pacis per Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani traditi, & assignari debent dicto Illustrissimo Ducali Dominio Venetiarum, quod tunc dictus locus reddi non debeat, sed remaneat dicto Ducali Dominio, & quo ad illud locum intelligatur per ipsum Dominum Ducem Mediolani assignationem factam esse dicto Illustrissimo Ducali Dominio Venetiarum.

Quam quidem Pacem, & omnia, & singula supra scripta, ac omnia, & singula contenta in singulis Capitulis ipsius solemni stipulatione promiserunt præfatæ Partes, modis dictis & nominibus, sibi ad invicem singula singulis congrue referendo, & nobis Notariis infra scriptis ut publicis Personis stipulantibus, & recipientibus nomine omnium, & singulorum quorum interest, seu interesse poterit in futurum, firma, rata, & grata perpetuo habere, & tenere, & inviolabiliter observare per se, vel alium, seu alios, directe vel indirecte, tacite vel expresse, quovis modo, causa vel ingenio, nec aliquo questu colore, sub poena centum millium Ducatorum auri solemni stipulatione promissa, cum refectione omnium & singulorum damnorum, expensarum, & interesse litis, & extra, in quam poenam incidat quilibet dictarum Partium, & quilibet ex eis, qui vel quæ contraxerint, & prædicta integritate non observaverint, & ab illo contrafaciente exigi possit, & debeat, & applicari Parti vel illi observanti, contra quam, vel quem esset contrafactum, & poena soluta, vel non, prædicta omnia, & singula nihilominus firma perdurent, & inviolabiliter observentur. Renuntiantes prædictæ Partes, & quilibet earum in prædictis omnibus, & singulis, nominibus quibus supra, exceptioni non sic, vel aliter celebratæ dictæ Pacis, non sic vel aliter factorum dictorum Capitulorum, Declarationum, & Conventionum, non sic, vel aliter celebrati dicti Contractus vel gestæ rei, exceptioni doli mali, conditioni sine causa vel ex injusta causa, in factum actioni, & exceptioni, quod metus causa, Privilegio fori, & omni, & cuilibet alii Juri Legum, & Constitutionum auxilio eisdem dictis modis, & nominibus, & vel dictis principalibus, vel alicui ipsorum quomodolibet competenti, vel competitori, & Legi dicentem generalem Renuntiationem non valere; Et insuper dictæ Partes, dictis modis, & nominibus, & majorem prædictorum omnium firmitatem sponte, & ex certa scientia juraverunt ad Sancta Dei Evangelia, tactis Sacris Scripturis, in animas fuorum Constituentium, supra scripta omnia, & singula, & quodlibet prædictorum attendere, observare, & adimplere perpetuo, bona fide, & ad sanum, bonum, & purum sensum, & intellectum, omni cavillatione, absurditate, mala interpretatione, dolo, fraude, & exceptione cessantibus

penitus, & remotis, & hæc omnia sub hypotheca, & obligatione omnium bonorum præsentium & futurorum prædictarum Partium principalium, & cuilibet earum; voluerunt etiam, & mandaverunt, & rogaverunt Partes prædictæ, & quilibet earum de prædictis omnibus, & singulis per nos Christophorum de Rugeris de Urbe præfati Reverendissimi Domini Cardinalis Secretarium, Hieronimum de Nicola præfati Illustrissimi Domini Venetiarum Secretarium, & Michaelen de Grassis de Venetiis, Antonium Nicolai Ser Perrotii, & Petrum Ser Symonis Berti de Florentia, & Srephanus de Venturiis de Bargo Franco Comitatus Papæ omnes Notarios publicos infra scriptos debere confici unum vel plura Instrumenta ejusdem substantiæ, & tenoris, prout fuerit opportunum. Quibus inter Partes sic firmatis, idem Reverendissimus Pater Dominus Dominus N. Titularis Sanctæ Crucis Presbiter Cardinalis, & in nonnullis Italiæ partibus Apostolicæ Sedis Legatus habens ad supra scripta omnia speciale Mandatum, ut patet Literis Apostolicis, quarum tenor sequitur infra, & est talis.

MARTINUS Episcopus, Servus Servorum Dei, dilecto Filio Nicolao Titulari Sanctæ Crucis in Jerusalem Presbitero Cardinali, in nonnullis Italiæ partibus Apostolicæ Sedis Legato salutem, & Apostolicam Benedictionem. Cum fuerimus semper, & sumus ad omnem Pacem Fidelium procurandam ardentis studio, & sincera voluntate dispositi præcipue Italiæ nos cura sollicitat, quam ut aliquando videamus in se ipsa tranquillitate Status compositam maxime optavimus, & optamus, & propterea ad hoc pium opus intenti ad dilectos Filios Nobiles Viros Amedeum Sabaudia, & Franciscum Foscari Venetiarum Duces, ac Venetiarum, & Florentiæ Communitates ex una parte, nec non dilectum Filium Nobilem Virum Filippum Mariam Ducem Mediolani ex altera, invicem diffidentes, & gravissimo Bello contententes te jam pridem transmissimus ad Pacem inter dictos contententes, eorumque Adherentes, Complices, & Sequaces tractandam, & concludendam propter tuam sapientiam, & integritatem Personam tuam ad id opportunam, & idoneam esse existimantes, sed cum pro hujusmodi Pace hæc, & plura alia fecerimus, quæ narrare minime expediret, & cor nostrum pro ardenti desiderio non quiescat, nisi eam absolutam, & perfectam esse videamus. Cum hujusmodi Belli Italici pestis univerfam Christianorum Rempublicam contamineat, ac debilitet, ardentiori studio inflammati, ac plenis, & paternis desiderantibus effectibus ut omnis scandalorum, & Guerrarum materia, quæ inter dictos contententes, eorumque Complices, Adherentes, & Sequaces viget, & versatur, Pacis auctore cœlestis inspirante, in bonum salutaris Concordiæ, per tuam prudentiam reducat; summentesque in Altissimo fiduciam specialem quod illa, quæ circumspeditioni tuæ duxerimus committendi, cura exactissima adimplere curabis. Habita super hoc cum Venerabilibus Fratribus nostris Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus deliberatione matura, te experientia rerum agenda, morum sanctimoniam, & vite exemplo præstantissimum Deo acceptum Nuntium Italiæ Partes, & præfatos contententes nostrum, & Apostolicæ Sedis Legatum de Latere Pacis Angelo comitante providimus destinandum firmiter sperantes, quod inspirante Regum Rege, qui Pacem de Mondo ad discordiarum quæcunque ab dictis Italiæ partibus, & præfatis contententibus extirpabis, ac metam salutaris Concordiæ, & Pacis bonum, & quietem illarum partium procurabis. Tibi propterea inter prædictos contententes, ipsorumque Adherentes, Complices, & Sequaces, cujuscunque conditionis, gradus, status, dignitatis, tam spiritualis, quam temporalis existant. Quorum omnium nomina, & cognomina, & dignitates hic haberi volumus pro specificè declaratis, de & super quibuscunque Discordiis, Differentiis, ac Guæris vigentibus, & quæ vigere possent inter contententes præfatos, ipsorumque Adherentes, Complices, & Sequaces, quibuscunque actionibus seu modis, quomodocunque & qualitercunque, nostro, & præfate Ecclesiæ nomine, tractandi, componendi, & concludendi, ac sub spe Pacis, Treguas, Inducias, & Sufferentias pro tempore, quod tibi expediens videbitur, incidendi, nec non Pacem, & Concordiam ad tempus, five perpetuè duraturas sub illis Capitulis, Pactis, modis, conditionibus, ac formis, poenarum additionibus, Jurejuramentis, Obsidibus Personarum, Jurium, & bonorum Obligationibus, Renuntiationibus, Promissionibus, Cautellis, Clausulis, & Solemnitatibus, de quibus eidem circumspeditioni tuæ, quomodocunque videbitur expedire,

ANNO
1428.

ANNO
1428.

concludendi, & firmandi, nec non roborandi, observari, & exequi, mandandi, ac etiam pro observatione hujusmodi Treguarum, five Pacis. Item Capitulis earundem nostrorum, & Sedis Apostolicæ Decretum, & auctoritatem interponendi, illaque sub quibusvis censuris, & honestis stipulationibus validandi, ac etiam quod Treguas, five Pacem, & Capitula hujusmodi auctore Domino inviolabiliter observari faciemus auctoritate nostra promittendi. Et insuper nos, & Romanam Ecclesiam pro præmissorum obligatione obligandi, ac faciendi omnia, & singula quæ inter dictas Partes contententes aut habentes facultatem ab eisdem firmata, seu conclusa fuerint sub illis Censuris, & penis Ecclesiasticis in quascunque Personas Ecclesiasticas, & Seculares quamvis perfulgeant Dignitates in contrarium venientes. Nec non in Civitates, Provincias, Dioeceses, Terras, Castra, & Loca alia, de quibus sibi visum fuerit convenire, & in præmissis, & circa ea, ac dependentia, emergentia, & connexa omnia, & singula alia per te, vel alios ab eadem tua circumspectione Deputatos gerendi, mandandi, & exequi faciendi, quæ pro securitate, & observatione conclusorum inter prædictas Partes, & dependentium ab illis opportuna, & utilia quomodolibet videbuntur, ac super his omnibus, & quibuslibet earundem, seu incidentium, dependentium, aut emergentium quomodolibet a præmissis, unum vel plura, publicum, seu publica Documenta cum Capitulis opportunis confici, semel vel pluries, & quotiens oportere videbitur fieri, faciendi, & quæcunque alia, quæ ad stabilitatem Treguarum, seu Pacis hujusmodi, & salubrem observationem firmiter quomodolibet pertinebunt statuendi, providendi, ordinandi, mandandi, decernendi, precipiendi, exercendi, ac etiam exequendi. Et nihilominus contradicere, & Rebelles quoscunque Ecclesiasticos, vel Mundanos perfulgeant dignitate per censuram Ecclesiasticam, & alia quæcunque Juris remedia, quorum opus esse noveris, appellatione cessante, eadem auctoritate compescendi, nec non aggravandi, & reagrandi quoscunque Processus, & Sententias super his, aut eorum aliquo factos, seu latas, semel vel pluries, ac etiam invocandi, quotiens noveris oportere, seculari Brachium quorumcumque Principum Spiritualium vel temporalium, nec non Universitatum, & singularum quarumcumque Personarum, ac omnia & singula alia in prædictis, & circa prædicta, ac pro præmissis gerendi, faciendi, & exequendi, etiam si talia essent, quæ Mandatum exigerent speciale, & in generali Commessione non caderent, quæ eidem tue circumspectioni esse, ut præfertur, opportuna quomodolibet videbuntur, quibuscumque Privilegiis, Indulgentiis, Exemptionibus in Litteris Apostolicis generalibus, vel specialibus, sub quacunque forma vel expressione verborum concessis, & quæ nullum cuiusque, cuiuscunque status, gradus, conditionis, vel Ordinis Cisterciensium, Cluniacensium, Premonstratensium, Grandimontensium, Carthusiensium, Vallisumbrosæ, Camildulensium, Humiliatorum Sancti Benedicti, & Augustini Hospitalium Sancti Johannis Hierosolimitanensis, Sanctæ Mariæ Teotonocorum, Sancti Jacobi de Spata, & Calatravensis, seu aliorum quorumcumque Ordinum existant. In hac parte nolimus asserere suffragium, nequaquam obstantibus plenam, & liberam, tenore præsentium, auctoritate Apostolica concedimus facultatem. Quocirca circumspectioni tue per Apostolica Scripta committimus, & mandamus quatenus injunctum tibi ministerium laboris hujusmodi pro Divina, ac nostra, & dictæ Sedis reverentia devote suscipiens, sic illud utiliter, sicque sollicite, ac laudabiliter juxta datam a Deo tibi prudentiam exequaris, quod de tuis laboribus, Divina favente clementia, desideratis, atque pacifici fructus adveniant, quos speramus. Tuque illam quæ pias pacificasque causas gerentibus Cælesti retributione impenditur feliciter consequi palmam gloria merearis. Nos enim Sententias, five penas quas rite tuleris, & inflexeris in Rebelles, nec non omnia, & singula per te, seu tuos Deputatos, in Treguarum hujusmodi, five Pacis conclusione acta, facta, & firmata fuerint ratas, & rata habebimus, & faciemus auctore Domino, usque ad satisfactionem consignam inviolabiliter observari. Darum Romæ apud Sanctos Apostolos quarta Kalendis Augusti Pontificatus nostri Anno decimo de Curia. JO. DE NURSIA.

Videns, & intelligens Summo Deo Pacis auctore cælitus inspirante ipsam Pacem inter Partes superscriptas, videlicet, Illustrissimum Principem, & Dominum Ducem, Dominum, & Commune Venetiarum, ac Magnificam Communitatem Florentiam parte una, &

Illustrissimum Principem, & Dominum Dominum Filippum Mariam Anglum Ducem Mediolani &c. Papiam, Angleriamque Comitum, ac Janus Dominum partem ex altera, absolutam, perfectam, & roboratam quæ ad totius Italiam bonum, fomentum, utilitatem, & honorem accedit, & consequenter ipsius Domini nostri Summi Pontificis desiderio satisfactum esse, qui omni studio, cura, & sollicitudine oculos sui Summitatis ad hujusmodi opus jam diu convertit, & pariter ipsius Domini Legati. Desideransque, & intendens ipsam Pacem plenam executionem habere, eamque perpetuo duraturam, auctoritate, qua fungitur de qua supra, ipsos Tractatus, & Pacis Contractus, Compositiones, Compromissa cum eorum Clausulis, Pactis, Conditionibus, Promissionibus, cautellis, solemnitatibus, & formis, penarum adjectionibus, Juramentis, & aliis quibuscumque, de quibus omnibus habet veram, & claram notitiam, ex certa scientia, firmat, & roborat. Interponens ipsius Domini nostri Papæ, seu Sedis Apostolicæ, ad habundantiorem cautelam, auctoritatem, & speciale Decretum. Insuper, ut plenius ejusdem Domini nostri intentioni satisfaciatur omni modo, vis, & forma, quibus melius, & efficacius potest, per solemnem stipulationem promissit Spectabilibus Oratoribus, & Procuratoribus superscriptis stipulantibus, & recipientibus nomine suorum Illustrissimorum Dominorum, Communium, & cultibet eorum. In hoc specialiter Domini nostri Papæ Martini Personam obligans, & Romanam Ecclesiam tempore vite ipsius quod ad instantiam ambarum Partium, si ambe Partes ipsam Pacem adimpleverint, & servaverint, vel etiam ad alterius Partis tantum requisitionem, quæ Pacem adimpleverit, & servaverit vel adimplere, & servare voluerit, omnia faciet, quæ ad stabilitatem Pacis, & salubrem observationem firmiter viderint expedire, & omnia, quæ pro his viderit opportuna, & necessaria, & quod contra Partem non adimplentem dictam Pacem, vel implemtem sed in futurum contravenientem in totam, vel in partem, procedat ad instantiam alterius Partis ut supra, ipse Dominus noster, & Romana Ecclesia per remedia spiritualia, & temporalia. Et sic per Censuras Ecclesiasticas prestanto ipsi Parti implenti, & servanti, aut servare volenti contra Partem non implemtem, vel non observantem auxilium, consilium, & favorem, & in omnibus subsidium, etiam temporale, precipiens etiam dictis Partibus auctoritate qua supra, ut dicta omnia servare debeant inter dictas Partes firmata. Actum Ferrariæ in Palatio Illi, & Magnifici Domini Marchionis in Camera Cubiculari præfati Reverendissimi Domini Cardinalis Sanctæ Crucis. Presentibus Illi, & Magnifico Domino Marchione Etsense, Magnifico Leonello ipsius Illi Domini Marchionis Filio, Reverendo in Christo Patre Domino J. Episcopo Trivisensi, Ven. Patre Domino Federico Falcone Reverendissimi Domini Cardinalis superscripti Vicario, Egregiis, & famosis Doctoribus Dominis Nollo Julliani de Florentia, Prodosino de Comitibus, & Johanne Francisco de Capitibus Litta de Padua, & Egregio Viro Jacobo Ziliolo Secretario, & Consiliario præfati Illi Domini Marchionis. Nobilibus Viris Paulo Trivisensi quondam Domini Petri, Francisco Venerio, Domini Sancti Militis, & Filippo Corraio, Domini Pauli de Venetis, Nostro Domini Pale de Strotis Militis, Johanne Domini Nolle, Nicolao Gualterii de Portonariis, & Angelo Thomasi Jacobini de Tebalutis de Florentia, Alayso de Vicecomitibus quondam Beltramoli, Christoforo de Capitaneis de Villanterio, Albertino de Selaferatis Augustini Jacobo de Offona Opizone de Castiglione, & Ambrosio de Ayronibus, Bertini de Mediolani, & Ambrosio de Capellis, Zacharia de Rivo quondam Domini Jacobi de Padua, & Andrea de Fantulo de Ferraria Testibus ad premissa vocatis, habitis, & rogatis.

Ego Michael de Grassis quondam Ser Bertolomei de Venetis publicus Imperiali auctoritate Notarius prædictis omnibus, & singulis præfatis fuit, & rogatus unâ cum supernominatis, & infra scriptis Notariis prædictum Instrumentum publicavi, & scripsi, ac me subscripsi signumque meum apposui consuetum in Testimonium omnium premissorum.

Ego Christoforus de Roggeris de Urbe publicus Apostolica, & Imperiali auctoritate Notarius, ac præfati Reverendissimi Domini Cardinalis Secretarius prædictis omnibus, & singulis præfatis fuit ac rogatus cum supernominatis, & infra scriptis Notariis publicis prædictum Instrumentum publicavi, & ad evidentiam me subscripsi, signumque meum apposui consuetum in Testimonium omnium premissorum.

Ego

ANNO
1428.

ANNO
1428.

Ego Hieronymus de Nicuola quondam Ser Andree de Venetis publicus Imperiali auctoritate Notarius, & Ill. Domini Ducis Secretarius prædictis omnibus, & singulis præfens fui, ac rogatus una cum supra scriptis, & infra scriptis Notariis publicis prædictum Instrumentum publicavi, & ad evidentiam me subscripsi, signumque meum apposui consuetum in Testimonio omnium præmissorum.

Ego Antonius quondam Nicolai Ser Perotii de Florentia Imperiali auctoritate Notarius publicus prædictis omnibus, & singulis præfens fui, & rogatus una cum supra nominatis, & infra scriptis Notariis prædictum Instrumentum publicavi, ac me subscripsi, signumque meum apposui consuetum in Testimonio omnium præmissorum.

Ego Pterus Filius Ser Symonis Berti Civis Florentinus publicus Imperiali auctoritate Notarius prædictis omnibus, & singulis præfens fui, & rogatus una cum supra nominatis, & infra scriptis Notariis prædictum Instrumentum publicavi, ac me subscripsi, signumque meum apposui consuetum in Testimonio omnium præmissorum.

Ego Stefaninus de Venturinis de Burgo Franco Comitatus Papie Genitus quondam Symonis publicus Imperiali auctoritate Notarius, prædictis omnibus, & singulis præfens fui, & rogatus una cum supra scriptis Notariis publicis prædictum Instrumentum publicavi, & ad evidentiam me subscripsi signumque mei Tabellionatus in Testimonio, & fidem omnium præmissorum apposui consuetum.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRICELLUS Regii Archivi Officialis.

CXXXIV.

3. Mai. Promissio PHILIPPI MARIE ANGLI Ducis Mediolani, Pape MARTINO data, quod se non intromitteret de Terris Ecclesie, nec de Regno Siciliae, & Apulie, ipso Sanctissimo Domino Papa vivente, nec post mortem ejus per annum. In Castro Portæ Jovis 3. Maii 1428. Indictione sexta. [Pièce authentique, tirée du Registre F. des Archives Royales de la Ville de Milan.]

In Nomine Domini.

ANNO à Nativitate ejusdem millesimo quadringentesimo vigesimo octavo, Indictione sexta, die Lunæ tertio mensis Maii. Illustissimus Princeps, & Excellentissimus Dominus Dominus Philippus Maria Anglus, Papiæ Anglerieque Comes, ac Januæ Dominus, Natus quondam Illustrissimi Domini Joannis Galeaz, olim primi Ducis Mediolani, sequens promissa per Spectabiles, & Eximium Juris utriusque Doctorem Dominum Guarnerium de Castellano, & Joannem de Corvinis de Aretio Consiliarios, & Secretarium ipsius Domini Ducis, ut Procuratores, & Procuratorio nomine ejusdem Domini Ducis, & pro eo Sanctissimo Domino nostro Domino Papæ Martino quinto, seu Reverendissimo Patri Domino N. tituli Sanctæ Crucis Presbytero Cardinali dignissimo, ac Apostolicæ Sedis Legato in partibus Italiæ, aut alii nomine præfati Domini Papæ Martini Quinti stipulanti, sequens etiam exinde gesta, & occasione ipsorum promissorum, & gestorum per eosdem Dominum Guarnerium, & Joannem dixit, & protestatus fuit, & dicit, & protestatur, ac promittit, & promittit mihi Notario infra scripto Personæ publicæ stipulanti, & recipienti nomine præfati Domini Papæ Martini Quinti, sub ejusdem Domini Ducis, honorumque suorum obligatione, quod ipse Dominus Dux se non intromitteret de Urbe Romana, nec de Territorio suo, nec etiam de Regno Siciliae, seu Apulie, durante tempore vite ipsius Domini nostri Papæ Martini, nec per annum unum post vitam suam, eo Domino Duce abinde, & seu ab habentibus, seu habituris ibidem potestatem non recipiente offensas, vel nocimenta quocumque modo; Renuntiando exceptioni non factarum hujusmodi protestationis, & promissionis, & non celebrati hujus Instrumenti, & prædictorum, & infra dictorum non sic adorum, & omni probationi, & defensionis in contrarium; Et inde præfatus Dominus Dux iussit per me Donatum infra scriptum de prædictis confici debere publicum Instrumentum suo Ducali Sigillo pro majori robore muniendum. Actum Medio-

lani in Castro Portæ Jovis, in quo residet præfatus Dominus Dux; præsentibus Spectabilibus, & Egregiis Domino Magistro Alutio de Terfago, Artium, & Medicinæ Doctore, Filio quondam Domini Lucae Portæ Ticinensis, Parochiæ Sancti Petri in Curte, Physico præfati Domini Ducis, Francisco de Barbavaria Filio quondam Domini Jacobi Portæ Vercellinæ Parochiæ Sancti Prothasii intus, & Joanne Francisco Galina Filio quondam Domini Petri Portæ Vercellinæ, Parochiæ Sanctæ Mariæ Pedonis, ambobus Secretariis dicti Domini Ducis, omnibus habitatoribus Mediolani, Testibus ad prædicta vocatis, idoneis, & rogatis.

Ratificatio Pacis celebratæ Ferrariæ, & emologatio Sententiæ ferendæ per Dominum Cardinalem Sanctæ Crucis.

Die supra scripto præfatus Dominus Dux, qui ut ibidem in præsentia Testium infra scriptorum ad hoc specialiter vocatorum, ac mei Notarii infra scripti petentis, instantis, requireris, & ut Personæ publicæ, & officio publico recipientis nomine omnium quorum interest, & intererit, & interesse potest, & poterit in futurum, dixit, & protestatus fuit, & dicit, & protestatur, fuit, & est plene, & plenissime, & verè, & verissime informatus de Pace noviter celebrata Ferrariæ per, & inter præfatum Dominum Ducem parte una, seu prælibatum Illustrè Dominum Venetorum parte alia, seu aliis, & Magnificam Communitatem Florentiæ parte alia, seu aliis, seu per legitime Agentes pro ipsis Partibus, & pro eorum Partium Adherentibus, Confederatis, Colligatis, & Recommendatis, & de Contractu illius Pacis, & de Articulis, Capitulis, & omnibus in eo Contractu contentis, necnon etiam de quibuscumque Articulis, Differentiis, & controversiis commissis Reverendissimo Patri, & Domino N. tituli, seu sub titulo Sanctæ Crucis Presbytero Cardinali Dignissimo, ac Apostolicæ Sedis à Legato in partibus Italiæ per dictas Partes, seu per legitime Agentes pro eis Partibus, & eorum Adherentibus ut supra, & ut supra, nec non de omnibus, & singulis contentis in eis, ac & volens inconcusse stare dictæ Paci celebratæ ut supra, nec non cuilibet decisioni, declarationi, & censuræ, & quibuslibet arbitratis præfati Domini Cardinalis, & quæ per eum fieri contingeret inter dictas Partes, & quamlibet, & aliquam, vel aliquas earum, & ea omnia exequi, & adimplere pro parte sui, suorumque Adherentium, Confederatorum, Colligatorum, & Recommendarum formaliter, & ad sensum, pro ut jacet dicta Pax celebrata ut supra, & pro ut dixerit, declaraverit, & arbitratus fuerit præfatus Dominus Cardinalis, & in nullo prædictorum contra facere, vel venire, spontè, & ex certâ scientiâ, animoque deliberato, & non per errorem, aut improvidè, tenore præsentium, ex nunc pro ut ex tunc, & ex tunc, pro ut ex nunc, ratificavit, approbavit, laudavit, & emologavit, & ratificat, approbat, laudat, & emologat prædictam Pacem celebratam ut supra, nec non prædictam quamlibet decisionem, declarationem, & censuram, & dicta quælibet arbitramenta, ferendam, & ferenda per præfatum Dominum Cardinalem inter dictas Partes ut supra, & ut supra, & super omni commissione sibi facta per dictas Partes ut supra, & super dictis quibuslibet Articulis, Differentiis, & Controversiis, quæ videntur, & de quibus agitur, & est questio inter ipsas Partes, modis, & nominibus supradictis, & quamlibet earum, quælibet causâ, & occasione, qualescumque fuerit, vel esse possit, & poterit dicta quælibet decisio, declaratio, & censura, & qualescumque fuerint, & esse poterunt arbitramenta per eum Dominum Cardinalem ferenda ut supra, etiam si per ea tolleretur, & adimeretur de Jure, Bonis, & Rebus ipsius Domini Ducis in modum, vel magna, aut maxima quantitate, vel in totum, vel si fierent pro parte, vel in totum contra dictum Dominum Ducem, vel in ejus præjudicium, vel etiam si fierent in totum pro præfatis Dominio Venetorum, & Magnifica Communitate Florentiæ, & utroque, vel altero eorum, & pro eorum, & utriusque, vel alterius eorum Adherentium ut supra, & ut supra, & in eorum Domini Venetorum, & Communitatis Florentiæ, & utriusque, & alterius eorum Adherentium ut supra, & ut supra favorem. Renuntians illi tacitæ conditioni, quæ aliis inest à Jure, scilicet ut Arbitratori pareatur, seu quibus parere teneatur, si æque arbitratus fuerit, & omni auxilio Juris, & Legis, & cuius remedio tam Legali, quam Homini, quo, seu quibus possit, aut velit se quocumque modo defendere, vel jurare; Et qui Dominus Dux promittit, & promittit sub sui, bonorumque suorum obligatione mihi Notario infra scripto Personæ publicæ officio publico stipulanti,

ANNO
1428.

ANNO
1428.

Populanti, & recipienti, ac etiam juravit, & jurat ad Sanctæ Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis in manibus mei Notarii recipientis nomine præfatorum Domini Venetorum, & Communitatis Florentiæ, suorumque Adherentium ut supra, & ut supra, & omnium quorum interest, & intererit, & interesse poterit, & poterit in futurum, prædictam Pacem celebratam ut supra, & prædictam quamlibet decisionem, & censuram, & quælibet arbitramenta proferenda per eundem Cardinalem ut supra, & prædicta omnia, & singula perpetuò ratam, gratam, & firmam, & rata, grata, & firma perpetuò habere, tenere, & observare, & nullo unquam tempore contrariare, vel venire de jure, vel de facto, directè vel per indirectum, per se, vel submissam Personam, aut ullo quæsito colore, & sub refectione omnium expensarum, damnorum, & interesse, quas, & quæ hos, quorum interest, pati contingeret in iudicio, & extra; Renuntiando exceptioni non factæ prædictæ Ratificationis, & non celebrati hujus Instrumenti, & prædictorum, & infra dictorum non sic actorum, omnique probationi, & defensionem in contrarium; Et inde prædictus Dominus Dux iussit de prædictis per me confici debere publicum Instrumentum suo Ducali Sigillo pro majori robore muniendum. Actum Mediolani in Castro Portæ Jovis, in quo residet præfatus Dominus Dux, præsentibus Magistro Gaspare Vicecomite, Nato quondam Domini Berteti Portæ Vercellinæ, Parochiæ Sancti Prothasii in Campo intus, Spectabilibus, ac Sapiente Juris utriusque Doctore Domino Franchino de Castellono Filio quondam Domini Petri, Portæ Cumane Parochiæ Sancti Prothasii in Campo intus, Sperono de Preda Sancta Filio quondam Domini Antonii Portæ Vercellinæ, Parochiæ Sancti Victoris ad Theatrum, Joanne de Corvinis de Aretio Filio quondam Domini Gregorii Portæ Cumane, Parochiæ Sancti Joannis ad quatuor facies, Consiliarii præfati Domini Ducis, & Francisco de Barbavaria Filio quondam Domini Jacobi Portæ Vercellinæ, Parochiæ Sancti Prothasii in Campo intus, Secretario ejusdem Domini Ducis, omnibus habitatoribus Mediolani Testibus ad prædicta vocatis, notis, idoneis, & rogatis.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archiepiscopi Officialis.

CXXXV.

5. Mai. Arbitramenta Pacis lata per NICOLAUM Cardinalem Sanctæ Crucis de his, quæ indecisa remanserunt in Instrumento Pacis Ferrarie die 19. Aprilis Anno 1428. celebratæ inter Dominium VENETIARUM, Communitatem FLORENTIÆ, eorumque Colligatos ex una, & DUCEM MEDIOLANI à parte altera. Pergamæ die 5. Maji 1428. Indictione sexta. [Picce authentique, tirée du Registre R. des Archives Royales de la Ville de Milan.]

NOs NICOLAUS Miseratione Divina Titularis Sanctæ Crucis in Jerusalem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbiter Cardinalis, & in nonnullis Italiæ partibus Apostolicæ Sedis Legatus &c. Arbitrator, Arbitrator, & Arbitratorum Litium, & questionum venturum inter Ill. Ducale Dominium Venetiarum, ac Magnificam Communitatem Florentiæ, eorumque Colligatos parte una, & Ill. Dominum Ducem Mediolani ex altera, super certis Villis, & aliis Locis fortificatis, vel non fortificatis, Territori Cremonensibus, ac Martingengo, Valle Sancti Martini, & Turricellis, & certis Bastiis super Pado, seu juxta Padum, aut in confinibus Padici constructis, nec non de Bonis Feudalibus, quæ Magnificus Comes Franciscus de Vicecomitibus dictus Carnagola habere consueverat in Terris Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, & aliis suis differentis, ac etiam de omnibus questionibus, & differentis, five Causis, & Negotiis pertinentibus quomodocumque ad Magnificos Dominos Nicolaum, & Johannem Ludovicum de Flisco Lavanæ Comites, & Nobiles de Campo Fregosio, ejusque Fratres, & quascunque alias Personas Januenses, seu de Pertinentiis Januæ, ejusqueque gradus, & conditionis existant, in omnibus questionibus venturibus super pertinentiis Januæ, & quibuscunque Bastiis factis, prout in Compromisso in quo de prædictis latius fit mentio continetur rogato per nos Cristoforum de Rogieris de Urbe, Hieronymum de Nicola Illustrissimi Domini Venetiarum Secretarium, & Michaelæ de Grassis de Venetiis, Antonium Nicolay Ser Perocii, & Petrum Ser Symonis Berti de Florentia, ac Stephanum de Venturinis de Burgo Franco Comitatus Papiæ Notarios publicos sub Anno Domini millesimo quadringentesimo vigesimo octavo, Indictione sexta, die decimo nono mensis Aprilis. Viso dicto Compromisso, & potestate in eodem nobis per Partes concessa, & attributa, ac visis Villis, & cæteris Locis, Territori Cremonensibus, & aliis, quæ videnda fuerunt in Compromisso deductis, habitisque super prædictis plenissima informatione, ac inter deliberatione matura questionum super prædictis venturum inter memoratas Partes tollere. CHRISTI, ac VIRGINIS Gloriosa nominibus invocatis solum Deam præ oculis habentes in his Scriptis dicimus, declaramus, atque arbitrando, & arbitrando sententiam Martingengo, tanquam de Territorio Pergamentis spectare, & pertinere ad Illustrissimum Ducale Dominium Venetiarum. Vallæ Sancti Martini tanquam unitam Ducatui Mediolani spectare, & pertinere Illustrissimo Domino Duci cum eorum Pertinentiis singula singulis referendo.

Item, quia in Territorio Cremonensi quedam sunt indubitata Fortilitia post presentem Guerram ac iuxta per Illustrissimum Dominum Dominium Venetiarum, vel ejus Adherentes, ut Casale Majus, Guisola, Padena, Vidiscum, Castellum, Castrum Sancti Johannis in Cruce, Piscarolum, Binia, Insula de Doarrellis, & Sabianeta, quæ vigore Contractus præsentis Pacis indubitante una cum eorum Pertinentiis, & Jurisdictionibus spectant, & pertinent ad Illustrissimum Dominum Dominium Venetiarum, five ejus Adherentes. Quedam vero Loca, & Terræ in eodem Territorio Cremonensi dubitationem recipiant an sint Fortilitia, & pro Fortilitiis censenda vel ne, & an spectent ad Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani, vel ad Illustrissimum Ducale Dominium Venetiarum, cum diversis respectibus quælibet Partium ad se spectare asserat quæ sunt infra scripta, seu infra scriptæ, videlicet Salvaterra, Sanctus Laurentius de Picinardis Episcopatus, Gabbianete Bordolani, Castrum de Vicecomitibus, Doms de Stefanis, & Plebis Sanctæ Mariæ Litterarum Johannis, & declaramus, & arbitrando, & arbitramando sententiam præfata esse Fortilitia, & pro Fortilitiis habere debere, & per Illustrissimum Dominum Dominium Venetiarum possidere, & sic ad ipsum ipsa spectare, & pertinere debere pleno jure cum Pertinentiis suis, & Jurisdictionibus, eisdem modis, & formis quibus alia Fortilitia superius nominata eidem Illustrissimo Domino Dominio, vigore Contractus prædictæ Pacis, debentur, & spectant. Cetera vero Loca, & Villas ejusqueque modi, & formæ vel conditionis existant, quæ, seu quas Illustrissimum Dominum Dominium Venetiarum ad se spectare asserat, vel pertinere debere tanquam Fortilitia, seu alio quovis modo arbitramur, & arbitramando dicimus, & sententiam pro Fortilitiis non haberi, & ad Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani cum suis Pertinentiis, & Jurisdictionibus pertinere, & spectare, & non ad Illustrissimum Dominum Dominium Venetiarum.

Item, declaramus, atque arbitrando, & arbitramando sententiam Turricellis, una cum suis Pertinentiis, spectare, & pertinere debere ad Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani, per quem ad ipsos tenentur, & possidentur.

Item, declaramus, atque arbitrando, & arbitramando sententiam omnes Bastias in Pado, vel circa Padum existentes demolendas esse, & demoliri debere per utramque Partem, & imposse resciri non posse, excepta Bastia, quæ est apud Casale Majus pro tuitione dicti Castri facta, quam ex nunc declaramus demolendam non esse, sed remanere debere.

Item, quod Illustrissimus Dominus Dux Mediolani teneatur, & debeat liberè reddere, & restituere Magnifico Domino Nicolao, & Johanni Ludovico de Flisco Lavanæ Comitibus, & Recommendatis Magnificæ Communitatis Florentiæ omnes illas Terras, & Loca, quæ, & quas habere debebant, & Contractu Pacis celebratæ Venetiis ejusdem modis, & forma.

Item, quod omnes Nobiles de Flisco, & Nobiles de Campo Fregosio, & eorum Successores qualescunque, five qui habebant ab eis causam teneantur, & possideant libere, & pacifice absque aliqua contradictione, turbatione, five impedimento ipsius Domini Ducis Mediolani, etiam tanquam Domini Januæ omnia Castra, Fortilitia, & alia Loca immobilia propria, vel eis debita, & Loca etiam Communis, & alia sua jura,

ANNO
1428.

ANNO
1428.

que ante inceptam Guerram, de qua in Contractu Pacis fit mentio, tenebant, habebant, vel quasi, & eo modo quo habebant, & tenebant tam in Civitate Januæ, & ejus Territorio, quam in Lombardia, vel alibi in Territorio præfati Illustrissimi Domini Ducis, vel ejus Districu. Et si qua Castra, Fortilitia, vel alia quæcunque bona immobilia tantum, vel Loca aut Jura ut supra, per ipsum Dominum Ducem etiam tanquam Dominum Januæ, per Communitatem Januæ, vel earum Agentes tempore hujus Guerræ eis ablata fuissent, vel essent, restituantur eidem, ita quod Castra, Fortilitia, & immobilia restituantur in forma, in qua sunt tenenda, eisdem modis, formis, & Juribus quibus ante presentem Guerram immediate per ipsos habebantur, tenebantur, vel quasi; mobilia vero eisdem modis, & forma restituantur pro ut immobilia, dummodo non sint confiscata, intromissa, & exacta, vel alio modo consumpta. Uterius autem tenere debeant, & teneant, & possideant libere & pacifice, Jure Feudi, sic quod in ipso Feudo succedant illi, qui de Jure succedere debent. Portum sinum, Terram Sictiri, & Terram Monilæ fuisset tempore Pacis contractæ Venetis alterius singularis Personæ cum suis Territoriis, & Pertinentiis tantum. Salvo Jurium singularium Personarum, & singularis bonis earum in dictis locis consuetis recognoscendis tamen ipsi prædicta tria Castra cum eorum Pertinentiis a prædicto Illustrissimo Domino Duce Mediolani tanquam Domino Januæ cum debita fidelitate pro ipsis præstanda per se, vel hac vice tantum per Procuratorem. Cetera vero que in præfati Guerra de Territorio, vel Ditione Januæ, seu Pertinentiis, five Castra, five Valles, five alia quæcunque Loca sint invasa, vel quovis modo contra ipsum Dominum Ducem, five Communitatem Januæ ablata, vel occupata essent libere sibi Illustrissimo Domino Duci, & Communitati Januæ remaneant & pertineant, relascentur & restituantur infra dies viginti quinque abque ulla contradictione a die pronuntiationis præsentis Laudi.

Item, quod Magnificus Dominus Thomas de Campo Fregosio per dictum Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani restituantur libere, & absque aliqua contradictione Castrum Sancti Stephani cum omnibus suis Pertinentiis, & Juribus tenendum, & possidendum, eo modo, forma, & Jure quibus tenebat, & possidebat ante Guerram, seu antequam ei ablatum fuisset.

Item, quod Nobilis de Flisco teneatur, & debeant restituere, & libere relascent Magnifico Domino Petro de Rubis Bassatum, five Locum, occupatam five occupatam in Territorio dicti Domini Petri.

Item, quod omnes Nobiles etiam de superscriptis, & quæcunque alie Personæ de Civitate Januæ, & ejus Territorio vel Districu, cuiuscunque gradus, five qualitatis, conditionis vel dignitatis existant, etiam si Ecclesiastica Dignitate fuerint, qui, vel qua tempore dictæ Guerræ modo aliquo se rebellassent aut arma movissent, vel fecissent contra dictum Dominum Ducem, etiam tanquam Dominum Januæ, seu contra ipsam Communitatem Januæ, seu dictæ Ligæ vel ejus Adherentibus adhaerissent, intelligantur esse, & sint liberi ab omnibus, & singulis penis, & gravaminibus, quas, & que occasione prædictis vel aliqua earum incurrisserint, & ab omnibus, & singulis Bannis, Sententiis, Processibus, & quibuscunque Scripturis, & Actis, factis, contra eos occasione superscriptis, vel aliqua earum, ac etiam intelligantur esse, & sint reducti ad gratiam dicti Domini Ducis, & Communitatis Januæ, & in omnibus plenissime restituti, & pro prædictis liberati, ita quod gaudeant, & gaudere possint omnibus, & singulis eorum bonis mobilibus, & immobilibus, Juribus, & Actionibus, & etiam Locis Communis, & quibuscunque Redditibus, Proventibus, & Privilegiis, Immunitatibus, Facultatibus, & favoribus quibus uti poterant ante Guerram prædictam, ita quod effectivè in omnibus, & per omnia, & in omnibus eorum, & cuiuslibet eorum præstium, liberum, & pacificum esse intelligantur, & sint repositi, & restituti, ita tamen quod omnia prædicta restituantur eo modo, & forma quibus supra.

Item, quod si post implementum præsentis Pacis, & post plenam restitutionem omnium pertinentiarum Januæ, ut supra, forte dissenso, vel questio, quod absit, oriretur inter prædictum Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani, & Nobiles de Flisco, & de Campo-Fregosio, vel alterum eorum, quod dicantur vel dicatur fecisse contra præsentem Pacem, tunc, & eo casu de dictis diffensione etiam questione, possit & debeat cognoscere, & sententialiter diffinire unus nuntiandus per Magnificum Commune Florentiæ, intra

TOM. II. PART. II.

tempus duorum mensium a die celebrationis præsentis Contractus, non suspectus præfato Domino Duci, & bitrio nostro, ubi Partes in unum non consentiant. Et interim donec nominandus vel nominatus approbatus fuerit non suspectus, nihil fieri possit novi per alterutram ipsarum Partium, & teneantur Partes stare ejus cognitioni, & diffinitioni, non possint prætextu aliqujus lectionis magnæ, enormis, vel maxime ab ejus Sententia, vel Diffinitione reclamare, provocare, supplicare, in integrum restitutionem petere vel reductionem ad arbitrium bovi viri. Et ea causa pendente coram dicto approbato non suspecto, per Partes vel alterutram earum nihil novi fiat ipsius disensionis, seu questionis causa.

Item, quod Dominus Carolus cum Antonio ejus Nepote, & Johannes Loyfius omnes de Flisco, & ceteri de Flisco, quos confiteri per publicum Instrumentum fuisse, & esse tempore præfati Recomendatos Magnificæ Communitatis Florentiæ, & Dominus Thomas cum Fratribus de Campo Fregosio comprehendantur, & includantur in præfati Pace illis modis quibus comprehendendi possunt, remanentibus suis omnibus, quas continentur in Capitulis de iis supra, & infra specialiter loquentibus.

Item, quod in casu quo dictæ Pertinentiæ Januæ integre non restituantur infra dies viginti quinque a die præsentis Laudi, seu Arbitrii dicto Domino Duci pro parte sua Terras, de quibus supra tradenti, liceat ac licitum sit tanquam Domino Januæ dicta talia Loca, & tales Pertinentias, que sibi debent libera, libere remanere, ut supra in alio Capitulo continetur, recuperare, acquirere, & contra ipsa, & ipsorum Homines, & Personas, ac contra dictos Nobiles de Flisco, & de Campo-Fregosio, atque alios eorum Complices, Sequaces, vel ad Victoria præstantes arma movere, debellare, & omnia facere, prout voluerit, non obstantibus superscriptis absque aliquo impedimento, contradictione vel molestia dictæ Ligæ aut aliqujus Adherentis, Complicis, vel Sequacis; & si dicti Nobiles de Flisco, five de Campo-Fregosio vel alii Complices, aut Sequaces in prædictis se impeditent faciendo ipsi Domino Duci, seu Communitati Januæ offensam, vel si dicta Loca descendenter aut descendenter præfata præstarent vel Guerram facerent, tunc liceat, & licitum sit ipsi Domino Duci talem, & tales sic cum offensantes, vel defendentes offendentes & propria auctoritate compellere ad restitutionem, & admissionem dictarum pertinentiarum, & aliorum quorumcunque Locorum, & bonorum propriorum, quas etiam ex prædicta Pace habuissent, quas essent ultra flumen Macre versus Januam, ita quod in aliquo nullius Pacis beneficio gaudere possint quovismodo, hoc etiam actio quod dicta Liga aut aliquis ex ea se non impediat de dictis, & Nobilibus, & Januensis, & aliis quibuscunque sic contrasacientibus, vel non restituendis, nec eis dabit, aut dabunt præsidium, favorem, seu auxilium, receptaculum, victualia, nec aliqua quovismodo suffragia, palam vel occulte, directe vel indirecte.

Item, quod contingat, quod prædicti Nobiles de Campo-Fregosio Guerram, vel offensionem faciant in prædictis contra dictum Dominum Ducem, five Communitatem Januæ cum Terris, & Locis existentibus ultra Flumen Macre versus Tusclam, tunc, & eo casu liceat, & licitum sit ipsi Domino Duci, & ejus Gentibus absque aliqua contradictione dictæ Ligæ tales sic offensantes offendere, & persequi etiam usque ad dicta Loca inclusive, & ea Loca offendere, & debellare, licet sint in Tuscia constituta, dum tamen nullum Dominium, seu possessionem in eis retinere possint.

Item, sententiamus, declaramus, arbitramus, & arbitramentamur Castra, Terras, & Loca, que Magnificus Comes Franciscus dictus Carnagnola habere, atque tenere solebat in Feudum ab Illustrissimo Domino Duce Mediolani, eidem Illustrissimo Domino Duci dimitti, & relascent debere, & ita per hanc nostram Sententiam, & per hac nostra Arbitramenta relaxamus, & dimittimus præfato Illustrissimo Domino Duci Mediolani, dictumque Magnificum Comitem Franciscum dictum Carnagnolam ab ipso Feudo absolvisimus, & liberamus, prout Vassallus Feudo renuntians absolutus de Jure intelligitur, & quo ad hoc tantum, ut libera sit ejus Persona tam in faciendo, quam in non faciendo pro Illustrissimo Domino Venetiarum, & ita ut superius dictum, & scriptum est in omnibus, & per omnia dictum, declaramus, & arbitramus, ac arbitramentando sententiamus omni via, modo, & forma quibus melius possimus.

F e

Latum,

ANNO
1428.

ANNO 1428. Datum, datum, & factum fuit dictum Landum, & arbitramentum, ac omnia praedicta, & quodlibet eorum per praefatum Reverendissimum Dominum Cardinalem in Civitate Pergami in Episcopali Palatio in Camera Refidentis ipsius Domini Cardinalis, sub Anno Domini millesimo quadringentesimo vigesimo octavo, Indictione sexta, mensis Maji die quinto. Praesentibus Reverendo in Christo Patre Domino Marco Episcopo Sarnensi, erimio Artium Doctore Magnifico Thoma de Sarzana Reverendissimi Domini Cardinalis

ANNO 1428. Secretario, Venerabile Domino Raphaele, Presbitero Fortinense, ac Domino Averardo Presbitero Bamberiensis Diocesis, ejusdem Domini Cardinalis Capellanus, Testibus ad praemissa vocatis specialiter, & rogatis.

Nota mei Christofori de Rogeris de Urbe publici Apostolica, & Imperiali auctoritate Notarii &c.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archivi Officialis.

CXXXVI.

3. Juill. Soen gemaect tusschen Hertoghe PHILIPS van Bourgondien, ende Vrouwe JACOBA van Beyeren, in date 3. July 1428. [Groot Placaet Boeck van de H. M. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 14.]

BOURGO-
GNE ET
HAINAUT.

PHILIPS Hertoghe van Bourgoigne, Grave van Vlanderen ende Artois, van Burgoigne Palatijn, Heere van Salins ende van Mechelen, Ruwaert ende Oir der Landen van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrielandt: Ende JACOBA by der genaden Godts Hertoginne in Beyeren, Gravinne van Henegouwen, van Hollandt, van Zeelandt, van Pontilla, ende Vrouwe van Vrielandt; doen cond alle Luyden, dat wy aensienende den grooten swaren last, schade ende afterdeel toekomende om de Veede, tweedracht ende geschille wille, die opgetaen en geresen zijn, ende langen tijdt geduirt hebben tusschen ons Hertoghe, onsen Landen, Luyden, Onderlaten, Hulperen ende Medeplegeren aen die ene zyde. Ende ons Hertoginne, onse Landen, Luyden, ende Onderlaten, Hulperen ende Medeplegeren aen de andere zyde. Ende te schouwen de groote bloetstortingen ende andere hoemoet; die soo langer soo meer daer af spruyten ende toekomen mochte, merckende oock die heymelijckheden ende die naerhet van Bloede wessende tusschen ons. Waerom wy begeren mit aller gunst, dat die voorz. Veede, tweedracht ende geschille nedergeleyt ende ghesont moegen wesen: Hebben om die welvaert, nutticheit ende oirbaer van ons ende onse Landen ende Luyden voornoemt, rype raden alvoreen daer op geadt, aen beyden zyden, gedadinght, overdragen ende ghesloten ter eeren Godts, syner gebenedyde Moeder, ende alle Sancten ende Sanctinnen van Hemelrijk, dadingen, dragen over, en sluyten een goeden vasten itagde Soene, na den poincten, ende in der manieren hier nae volgende.

I. In den eersten sullen wy Hertoginne renunichieren ende aftaen voor Notarissen ende Oirkonden, der Appellatie leff gedaen in den Hove van Rome, by onsen Procureur van den Sententie ende wijsdom, gegeven in den voorz. Hove; by den Eerwaerdigen in Gode, den Cardinal van Bouloigne, ende uytsprecke des Vrydaeghs negen dagen in Januario leffelijck, ter oirbaer van wylten Hertoghe Jan van Brabant, zal. ged., in die saecke, die daer langen tijt gehangen heeft op 't recht van 't Huwelijck van de voorz. Hertoghe van Brabant ende ons, ende sullen obedieren ende gehoorsaem zijn der voorschreve Sententie, ende die van waerden houden.

II. Voort soo sullen wy machtigen ende onse Procureurs stellen, dat niet wederroepelijck, ende vorder sulicke Persoonen, als by onsen voorz. Neve genoemt wesen sullen, omme sulicke Renunichatie te doen in handen van ons H. Vaders des Paus, ende ander waer dat behooren ende van noden wesen sal.

III. Item, dit aldus ghedaen wessende, wy Hertoghe sullen onser liever Nichte Vrouwe Jacoba Hertoginne in Beyeren voorz., kennen ende houden te wesen Gravinne der selver Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrielandt. Des soo sullen wy Hertoginne voorz. onsen voorz. Neve den Hertoghe van Bourgoigne kennen voor onsen rechten Oir ende Erfgenaem, ende oock Ruwaert Gouverneur onser voorz. Landen, ende sullen hen van nieuws gunnen en overgeven 't Ruwaerschep ende Regiment van den selven onsen Lande, ende in sijne handen setten alle de Sloten der voorz. Landen, ende sullen dan te saemen trecken over alle in den goeden Steden ende andere Plaetsen der Landen voorz., daer dat behooren

sal,

CXXXVI.

Reconciliation entre PHILIPPE Duc de Bourgogne, & Comte de Flandres, & Dame JAQUELINE de Baviere, Comtesse de Hainault, faite à Delft le 3. de Juillet 1428. [Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 14.]

BOURGO-
GNE ET
HAINAUT.

PHILIPPE Duc de Bourgogne, Comte de Flandres & d'Artois, de Bourgogne Palatin, Seigneur de Salins & de Malines, Grand Bailly Hereditaire de Hollandt, Zelande & Frise; & JAQUELINE par la grace de Dieu Duchesse de Baviere, Comtesse de Hainaut, de Hollande, Zelande, de Pontilla, & Dame de Frise, sçavoir faisons à tous que considerant les grandes charges, les dommages & desavantages qui sont nez de l'immixtion, discord & dissension qui ont esté & ont duré un long tems entre nous Duc, nos Pais, Peuples, Sujets, Adherens & Assistans d'une part, & nous Duchesse, nos Pais, Peuples, Sujets, Adherens & Assistans d'autre; & pour éviter la grande effusion de Sang, & autres Desastres qui pourroient de plus en plus en arriver, & considerant aussi la proximité de Sang qui est entre nous; c'est pourquoy nous desirons de tout nostre cuer que les susdits immixtion, discord & dissensions soient mis bas & assoupis. Et avons pour la prosperité, necessité & profit de nous, de nos Pais & Sujets susdits; après mure deliberation là dessus, de part & d'autre conclu, convenu, & arrêté à l'honneur de Dieu, de sa Bienheureuse Mere, & de tous les Saints & Saintes du Royaume des Cieux; concluons, convenons, & arrêtons une ferme & durable reconciliation; suivant les points & la maniere suivantes.

I. Premièrement nous Duchesse renoncierons & nous desisterons pardevant Notaire & témoins de Papellation dernièrement faite à la Cour de Rome par notre Procureur, d'une Sentence rendue en la susdite Cour, par le Reverend Cardinal de Boulogne, & prononcée le Vendredi neuvième de Janvier dernier, au profit du feu Duc Jean de Brabant d'heureuse memoire, en l'affaire qui a été long tems agitée pour raison du Mariage de notre susdit Duc de Brabant & nous; & que nous obergerons à ladite Sentence, & la tiendrons pour valable.

II. Et nous établirons pour nos Procureurs irrevocables telles Personnes qui seront nommées par notre susdit Neveu, pour faire ladite Renonciation & mains de notre Saint Pere le Pape, & ailleurs où il appartiendra & sera de besoin.

III. Ce qui étant ainsi fait nous Duc reconnaitrons & tiendrons notre chere Cousine Dame Jaqueline Duchesse de Baviere susdite, pour Comtesse des mêmes Pais de Hainaut, de Hollande, de Zelande & de Frise. En quoy faisant nous Duchesse susdite reconnaitrons notre Cousin le Duc de Bourgogne pour notre legitime Heritier, & lui accorderons de nouveau & lui cederons le Ruwaerschep & Gouvernement desdits nos Pais, & remettrons entre ses mains tous les Châteaux des susdits Pais; & irons après conjointement dans toutes les bonnes Villes & Places desdits Pais où il appartiendra pour y être regus les foy & hommage, sçavoir nous Duchesse susdite comme Heritiere & legitime Dame desdits Pais, & nous Duc comme Hoir, & Gouverneur.

ANNO
1428.

sal, omme aldaer gehult ende ontfangen te wesen. Te weten, wy Hertoginne voorz. als Erfigenaem ende rechte Landt-Vrouwe, ende wy Hertoge als Oir ende Ruwaert der selver Landen. Ende wy Hertoginne, die Edelen ende goede Steden der Landen voornoemt, sullen onsen Neve den Hertoge van Bourgondien voorz. bekenen ende houden den rechten Oir ende Erfigenaem te wesen der selver Landen, ende sullen de voorz. Edelen ende goede Steden lijflicken sweren ten heyligen, hem daer toe te ontfangen, als hoien rechten Heer ende geen anderen, indien dat wy Hertoginne voor hem afwijgh worden, ende geen wetlige Oir come, wesevande van onsen Bloede, achter en lieke, niet tegenlaende die Gifte, Overdrachten of Voorwaarden, die wy Hertoginne voortijds mogen gedaen hebben, ofie hier naermaels doen mogen, roende de voorz. Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrielandt, mit wat Personen of in wat manieren dat'er zy of wesen moge. Welcke Gifte, Overdrachten, Voorwaarden, wy Hertoginne voornoemt, van geene waerden houden en willen, ende alsoo veele alst noot is, wederroepen die nu als dan, ende dan als nu, ende sullen van desen wy Hertoginne voornoemt, ende die Edelen en goede Steden Brieven geven, onse voor-genoemden Neve in der better forme.

IV. Item, wy Hertoge sullen dat Regiment hebben der voorz. Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrielandt, in den name van onser voorz. Nichte, ende van harent wegen, ende dat sal in onsen handen blijven: Soo dat wy Hertoginne gehilyct wesen sullen, by raede, goetduncken ende wille onser geminder Vrouwe en Moeder, en ons voorz. Neve des Hertogen van Bourgondien, ende den drie Staten der selver onser Landen t'amen; des sullen wy Hertoginne voortaan heffen, hebben ende opbeuren by de handen ende Amptlyden ons voorz. Neve, daer dat aenkleven mach, alle die Renten, opkomingen, breuken ende vervallen der Landen voorz. die dagelijcke behoorlijke kost ende redelijke Jaerlijcke Wedden afvelagen.

V. Ende gebeurdet, dat wy Hertoginne voorz. ten Hawelijck quame met wien datter ware, sonder den raedt, goetduncken ende wille onser voorz. Vrouwe ende Moeder; ons voorz. Neve, of der drie Staten der Landen voornoemt, of van eenen van hen, dat Godt verhoede. Soo willen wy ende consenteren dat onse Onderlaten der voorz. Landen in geenre maniere ghehoorsaem en zijn ons noch onsen wetachtigen Man, die wy alsoo genomen hebben fouden, maer dat sy alleenlyck sonder wederleggen of enige wederroeping obediëren onsen voorz. Neve van Bourgondien, als Ruwaert ende Oir der voorz. Landen, ende niemant anders.

VI. Item, dat wy Hertoge ordonneren ende stellen sullen negen Personen, omme te verstaen de saecken roerende den Lande van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrielandt; te weten drie, die onse voorz. Nichte ons noemen sal: Andere drie, die wy kiezen sullen, ende drie andere van andere Landen, sulcke als ons goetduncken sal, goede eerlijcke Mannen, ghenege tot Peysse ende tot Vreede. Welcke negen Personen sullen van ons Hertoge voornoemt wel ende denghdelijck verstaen, in die voorz. saecken naer inhoudt der Brieven van bevelinge, die sy van ons hebben sullen ende Edele daer af te doen in onsen handen, of in handen ons Cancelliers of andere, die wy daes toe machtigen sullen, ende gebeurdet, dat enige groote ende lastige saecken voor handen quamen, daer men meer raets toe behoefde, so sullen die negen dat aenbrengen ons Hertoge voornoemt, omme daer of te ordonneren als dat behooren sal, ende sal die Zegel, die men daer af gebruycken sal in den voorz. Lande, gelyc wesen in een Koffer, dat ghesloten wert met drie sleutelen, daer den een of hebben sal een van drie voornoemt, een anderen een van drie nyt den voorz. Lande, ende den derden een van drie van andere Landen: De welcke redelijke Wedden hebben sullen, sulck als men overdragen sal, elck na synen staet. Ende van den Lande van Henegouwe, wy Hertoge sullen aldaer sulcke Amptlyden setten, beyde in den Gerechte ende anders, als ons goet ende oirbaerlijck duncken sal. Ende die Reeckeninghe van alle die Amptlyden ende Dienstlyden van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrielandt mitten toebehooren, sal men doen voor den negen voorz., ende daer sullen by mogen wesen, die wy Hertoginne daer toe schicken sullen.

neur (Ruwaert) d'icene. Et nous Duchesse, Nobles & bonnes Villes desdits Pais reconnoîtrons nôtre susdit Cousin le Duc de Bourgogne & le tiendrons pour legitime Heir & Heritier desdits Pais; & lesdits Nobles & bonnes Villes jureront conjointement de Py recevoir & point d'autre comme Heritier & Seigneur legitime si nous Duchesse venons à mourir avant lui sans laisser d'Heritier legitime de nôtre Sang, nonobstant les Donations, Transports & Stipulations que nous Duchesse avons pu faire cy devant & pourrions faire cy après, concernant les susdits Pais de Hainaut, de Hollande, de Zeelande, & de Frise, en faveur de quelque Personne & en quelque maniere que ce puisse être, lesquels Dont, Transports, Stipulations nous Duchesse susdite voulons être de nulle valeur, & autant que besoin est les revoquons dès à présent comme pour lors; & nous Duchesse susdite & les Nobles & bonnes Villes en donnerons à nôtre Neveu nos Lettres en la meilleure forme.

IV. Item, nous Duc aurons le Gouvernement des susdits Pais de Hainaut, de Hollande, de Zeelande, & de Frise au nom de nôtre susdite Cousine & de la part, & demeurera en nos mains. En sorte que nous Duchesse serons sacrée, par Pavi, consentement & volonté de nôtre chere Dame & Mere, & de nôtre cher Cousin le Duc de Bourgogne & des trois Etats de nos susdits Pais conjointement, c'est pourquoy nous Duchesse leverons par les mains des Officiers de nôtre dit Neveu, toutes les Rentés, Revenus, Amendes, & Emoluments des susdits Pais, deduction faite des frais & gages journaliers & annuels convenables & raisonnables.

V. Et s'il arrivoit que nous Duchesse viussions à nous marier, à qui que ce fût, sans le conseil, bon plaisir & volonté de nôtre susdite Dame & Mere & de nôtre susdit Cousin, ou des trois Etats desdits Pais, ou de l'un d'icene, ce qu'à Dieu ne plaise; nous voulons & consentons que nos Sujets desdits Pais n'obéissent en aucune maniere, ni à nous ni à l'époux legitime que nous aurions ainsi pris, mais qu'ils n'obéissent sans aucune contradiction & irrevocabilité, qu'à nôtre susdit Cousin de Bourgogne seul, comme Ruwaert & Heritier des susdits Pais, & à nul autre.

VI. Item, que nous Duc ordonnerons & établirons neuf Personnes pour entendre aux affaires concernant le Pais de Hollande, de Zeelande & de Frise; savoir trois qui seront nommés par nôtre Cousine; trois autres que nous choisirons, & trois autres par les autres Pais, & tels que nous trouverons bons, honnêtes & bien nés gens, enclins à la Paix & à la concorde. Lesquelles neuf Personnes seront deument pourvues par nous Duc, dans les affaires susdites pour agir selon le contenu des Lettres de mandement qu'elles auront de nous, dont elles seront serment en nos mains, ou en celles de nôtre Chancelier ou autre à qui nous donnerons sur ce pouvoir; & s'il arrivoit qu'il eût à régler quelques grandes affaires & de conséquence, & qui eût besoin de plus de conseil; les neuf les apporteraient pardevant nous Duc pour en ordonner ce que de raison; & sera le Sceau dont on se servira en cesdits Pais mis dans un coffre fermant à trois clefs, dont un des trois susdits en aura l'une; une autre, un des trois des susdits Pais; & la troisième au des trois des autres Pais, lesquels auront un gage raisonnable, selon qu'il en sera convenu, chacun selon son état. Et pour le Pais de Hainaut, nous Duc y créerons tels Officiers, tant pour la Justice qu'autrement, que nous trouverons bon & profitable. Et les Comptes de tous ces Officiers de Hollande, de Zeelande, & de Frise & de dépendance seront rendus pardevant les neuf susdits, & y pourra assister telle Personne que nous Duchesse y enverrons, pour y contredire & proposer ce que besoin

ANNO
1428.

ANNO
1428.

fullen, omme die te wederleggen ende te wederleggen, daer dat behoef mochte wesen, ende ons Hertoginne recht daer in te eyffchen ende te nemen, sonder die vorder macht daer in te hebben. Ende die Amptluyden ende Dienstuynen van Henegouwe fullen hare Reckeren linge doen voor den geenen daer dat gewoonlick is, ende desgelijcks fullen wy Hertoginne daer by schicken mogen in der selver voegen.

VII. Item, dat van alle den Beden, die voortaan gewillecoert ende gegeven worden in den voorz. Lande van Henegouwe, van Holland, van Zeeland ende van Vrieland, den tijt duerende des voorz. Regiments de twee deelen bekeert te wesen fullen ter ontsaltinge ende lossinge der geenre goeden, die uygeveest hebben van der eenre syde ende van der andere, ende der dienste die belast sijn, ende der schulden in andere lasten toekomende, omme der Landen wille voorz.; ende van de andere derden-deel wy Hertoginne fullen hebben die eenre helft, en wy Hertoginne die andere helft. Ende na dat de voorz. schulden ende lasten alsoo betaelt ende ontsalt worden, soo fullen alle de Beden die vander tijt voortgegeven fullen wesen, gelijk ghedeelt wesen tusschen ons Hertoge en Hertoginne voornoemt, soo dat elck van ons de helft daer af hebben sal.

VIII. Item, want tusschen ons Hertoge en Hertoginne voortuont tweedracht ende geschil staet, om die Landen, Slootten ende Heerlijckheden, die wylen Hertoge Jan van Beyeren onsen Oom zal. ged. in synen levienden Lyve toebehooren plaec in den voorz. Lande van Henegouwe, van Holland, van Zeeland, die welke elck onser meind, datse hem toebehooren. Soo is overdragen, dat elck onser kiesen sal ende nemen vier Personen uyt onsen Raede, reckerlike Mannen ende van goeder conscientie, die minnen onser Zielen en Licham, voor de welke fullen ghe-toont wesen tot sulcken dage ende stede, als dat overdragen wort die reden, elck van ons beyden hem mede sal willen behelpen, tot sijner meeninge mede te komen, het sy in schrift of ander, ende wes inder waarheyt daer of bevonden wert, dat fullen sy vonnissen ende ordonneren niet recht ende sonder gunste, ofte eenighe veynning. Ende of sy des niet eens en konden werden, soo sal die Grave van Viennsburgh by synen Eede dat helpen vonnissen ende ordonneren mit onsen voorz. Raede wel ende deughdelijck binnen drie Jaren naefkomende, en of die voorz. Grave afsvigh worde eer die saeck ge-ent waer, of dat hys hem niet laten en woude, soo fullen wy Hertoge ende Hertoginne kiesen eenen anderen Vooght, of eenen redelijcken Heer, die niet te wederleggen en zy, omme daer of te helpen ordonneren mitten anderen achten, ende daer of sal hy oock Eede doen. Desgelijcks geboerdet, datter eenigh van hen achten afsvigh of uytlandigh worde, of anderen so belet, dat hy daer toe niet verstaen en mochte binnen den tijt daer op geraemt, soo fullen wy Hertoge en Hertoginne, aen wes syde dat die alsoo afsvigh geworden waere, of daer ander gebreck of belet in viele, ander in heur stede setten, een of meer als dat behooren sal. Ende om hier in wel ende deughdelijck voort mede te gaen, soo fullen wy Hertoge en Hertoginne voorz. geloven by onser trouwe ende Vorstelijcker Eere, ende elck onser, dat wy in dese saeck ons wetens niet en fullen doen, seggen of voortsetten die onredelijcke of onreckerlike zyn, maer dese tijt hangende, ende tot anderen stont, dat anders daer af geordonneert ende gestoten sal wesen, soo fullen die Steden, Slootten ende Heerlijckheyden voornoemt, midsgaders die Renten en Vervallen daer of blyven in handen ons Hertoge voornoemt, mit sulcken staet, als sy nu zyn, soo dat wy Hertoginne voor der tijt dat die saeck ge-ent wert, geen lesel of hinder daer in sulen mogen doen onsen voorz. Neve, nochte den synen.

IX. Item, dat een yegelijck aen beyde syden, die omme der Oorloge wille uyt den Lande geweest heeft, weder daer in komen sal op sijn Huys, Landen, Renten ende onroerende Goeden, die te aenvaerden ende te gebruycken binnen fies Weecken naefkomende, in sulcke schijn als sy die dan vinden fullen, ende van dien tijt voortaan rustelijck daer af te gebruycken; maer hier in en is niet begrepen die Stadt en Slot van Sevenbergen, die welke mitte Lande, Heerlijckheden ende toebehooren soo blyven sal ons Hertoge voornoemt, overmits dat wy die ghewonnen hebben mitten Swaerde.

X. Item, dat alle de vervallen, opcomingen ende profy-

seraz & y demander & recevoir le droit de nous Duchesse, sans étendre leur pouvoir à rien de plus. Et les Officiers de Hainaut rendront leurs Comptes pardevant ceux qu'il est accoustumé; & semblablement nous Duchesse y enverrons comme dessus.

ANNO
1428.

VII. Item, que de toutes les Tailles (ou impositions) qui seront dorénavant accordées dans les susdits Pais de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Frise, durant le tems du susdit Gouvernement, les deux tiers seront employez à la délinquance & degagement des biens de ceux qui ont été absens de part & d'autre, & des Services & des Dettes & autres Charges avenir à cause des Pais susdits; & de l'autre tiers nous Duc & Duchesse en aurons chacun la moitié; & apres que lesdites Charges & Dettes auront ainsi été payées, toutes les Tailles, (ou impositions) qui seront données depuis, seront partagées entre nous Duc & Duchesse susdits, en sorte que chaqu'un en aura la moitié.

VIII. Item, comme il y a differend entre nous Duc & Duchesse susdits, à cause des Pais, Châteaux & Seigneuries, que le feu Duc Jean de Baviere possedoit de son vivant dans lezdit Pais de Hainaut, de Hollande, de Zelande, lesquels chacun de nous pretend lui appartenir, nous sommes convenus que chacun de nous choisira quatre Personnes de notre Conseil, hommes equitables & de bonne conscience, & qui aiment nos ames & corps, pardevant qui seront proposées, à tel jour & lieu, les raisons dont chacun de nous pretend se servir pour parvenir à ses fins, soit par écrit ou autrement, & ce qu'ils trouveront en vérité être juste, ils le prononceroient & ordonneront par droit, sans aucune fauteur ni dissimulation. Et si l'un ou l'autre ne pouvoient s'accorder le Comte de Viennsburgh leur sera ajoint pour, sur son serment, les aider à terminer & ordonner de l'affaire avec notre susdit Conseil, & ce deniement dans l'espace de trois ans prochainement venans; & si ledit Comte venoit à mourir avant que l'affaire fût terminée, ou qu'il ne s'en vouloit charger, nous Duc & Duchesse choisirons un autre Arbitre, ou un Seigneur equitable, auquel il n'y ait rien à redire, pour être adjoint aux autres, afin d'ordonner avec eux sur l'affaire, & il fera aussi serment. Semblablement s'il arrivoit que quelqu'un des nous vint à mourir, ou à s'absenter du Pais, ou fut autrement empêché, qu'il ne pût point entendre à ce que dessus dans le tems prescript, nous Duc & Duchesse du côté auquel il en viendrait à mourir ou à se faillir ou par empêchement, ou autrement, en mettrons un ou plusieurs en leur place, comme il appartient. Et apres de proceder en cecy bien & convenablement, nous Duc & Duchesse jurons promettrons sur notre foy & honneur de Prince, & chacun de nous, que nous ne dirons & n'avancerons rien dans cette affaire qui de notre foy soit déraisonnable ou injuste, mais que pendant tout ce tems & jusques au moment que l'affaire sera conclud, lesdites Villes, Châteaux, & Seigneuries susdites, ensemble, les Renten & Revenus d'icelles, demeureront es mains de nous Duc susdit, en tel état que le tout est presentement, de sorte que nous Duchesse avant que l'affaire soit terminée ne donnerons à notre Cousin ni aux siens aucun trouble ou empêchement.

IX. Item, qu'un chacun de part & d'autre, qui s'est absenté du Pais, à cause de la Guerre, retournera dans ses Maisons, Terres, Renten & Biens immenables pour en jouir dans six semaines prochainement venans en l'état qu'il les trouvera, & les possedera ensuite paisiblement; mais en ce n'est compris la Ville & Château de Sevenbergue, laquelle avec les Terres & Seigneuries en dependantes demeurera à nous susdit Duc, où que nous l'avons conquis par l'épée.

X. Et quant aux Renten, Revenus & profits desdites

ANNO
1428.

proflyten der geene Huysen, Landt ende Renten ende Goede, die omme dese Veede wille uygheweelt hebben, verflyten voor den dagh van hynden datum deses Briefs, ende verflyten mogen binnen de voorfs zes weecken, den lesfen dagh daer in begrepen, fullen geheelich ende al toebehooren ende blyven ons Hertoge voorfs, ende den genen diet by gifte van ons of anderen gehouden hebben, noch anders daer niet of fullen mogen eyflichen of vervolgen in eniger wijs.

XI. Item, van de schulden die de Steden ende Gemeenten schuldigh moghen wesen den geenen die uytgeweelt hebben, in wat maten dattet sijn mach, het sy van hoiren Reccessen der Recceningen, die sy den Steden gedaen hebben of anders, die fullen toebehooren ende blyven ons Hertoge, of den genen, wien wy of anderen die gegeven hebben: Soo ont die gene, die alsoo uytgeweelt zijn, noch andere voor hen oyt daer of fullen moghen eyflichen. Ende als van schulden, die men den geenen, die uytgeweelt hebben, schuldigh wesen mach, ende op die Gerechte der Stede geleent of uytleget moghen wesen, die fullen desgelijcs blyven ons Hertoge ende den genen wien wy of andere dien gegeven hebben, soo dat die voorfs die uytgeweelt hebben noch andere voor hen eyt daer af eyflichen of vervolgen mogen in eniger wijs, maer als men enigen van den genen, die uygheweelt hebben, eys schuldigh waer van Regiments wegen der Ampnen ende Diensten, die sy hier voortijds gedaet hebben van der Graeflijckheyt inde voorschreve Landen van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrielandt, soo fullen sy mogen eyflichen ende vervolgen by rechte die bysondere schulden, die eenige bysondere Persoonen hen schuldigh moghen wesen van Koopmanschap of van geleenden gelde, dat van de Diensten niet en roert, alsoo verre als wy Hertoge of andere, die niet geguyt en hebben noch ontfien in onsen oirbaer, of die yemant gegeven: Ende desgelijcs fullen wederomme mogen doen die gene, die van ons Hertoge fyde geweest zijn, alle argelift uytfeseyt.

XII. Item, dat alle Vervallen der voorfs Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrielandt, beyde van Domeynen en oock van Beeden ende Giften die gewillecoert zijn in de selve Landen, ende desgelijcs die verbeurten ende verwyfinghe ende gemeenlijck alle opkomingen, die verwillcoert zijn ter Heerlijckheyt der voorfs Landen van allen voorleden tyden tot desen dage van hynden toe, datum deses Briefs, hoewel dat eenige dagen van betaellinghe noch te verflyten zijn, ende oock mede de kennisse ende nutschap van allen faecken gevallen in den Lande voorfs, voor den voorfs dagh van hynden, al sijn dat die wijsdom daer af niet gedaen en zijn, midsgaders de heften van allen Rentmeesters ende andere Amptluyden in den selven Lande, tot op den selven dagh van hynden fullen blyven ende geheelich toebehooren ons Hertoge, soo dat wy Hertoginne niet daer af en fullen eyflichen in eniger wijs.

XIII. Item, dat in de Steden ende Plaetfen daer ons Hertoge en Hertoginne gebueren sal te samen te trecken, om gehult te wesen in manieren voorfs fullen nackomen de gene die daer uygebannen of gevluchtigh zijn, ende geen andere, maer hier in en sijn niet begrepen die Edelen, ende Dineer en Huysgesine van ons Hertoginne voorfs, ende fullen die gene, die alsoo uytgeweelt hebben, gheloven ende sweeren tot haeren inkomen, goet ende getrofwte te wesen ons Hertoge voornoomt, ende te onderhouden de Soene in alle heure poyncten, sonder daer jegens te doen, of gaen in eniger wijs.

XIV. Item, stillen staen Doode jegens Doode, Brandt jegens Brandt, Roof jegens Roof, als dat gewoonlyck is.

XV. Item, dat alle Gevangen van de eene zyde ende van den ander, ende alle onbetaelt gelt van den Gevangen, daer die dage van betalinghe niet of geleeden en zijn hynden datum des Briefs, dat dese Soene tuschen ons overkomen ende gheloten is, quijt zijn ende blyven, behoudelijck dat de voorfs Gevangen haeren redelijken kost betalen fullen.

XVI. Item, fullen desgelijcs quijt wesen alles over Veede gedaen aen die eene zyde, ende aen die andere zyde, ende die Briefven die die Gevangen daer af gegeven hebben, wie dattet zy, begrepen in der Soene, fullen ghelevert worden binnen ses weecken naefkomende, te weten die geenen, die gegeven hebben gheweest by ons Hertoge Onderlaeten, Hulperen

ende

ditte Maisons, Terres, Rentes & Biens de ceux qui se sont absentez, à cause de cette inimitié, debehent avant la datte des presentes: & à l'échoir avant leddites six semaines, le dernier jour inclus, demoureront entièrement & apartiendront à nous Duc susdits, & à ceux qui l'ont par donation de nous, ou d'autres, & n'en pourront rien repeter & demander en aucune maniere.

XI. Et quant aux dettes que les Villes & Communautés peuvent devoir à ceux qui se sont absentez en quelque maniere que ce puisse être, soit par leurs receptes de Comptes qu'ils ont rendus aux Villes ou autrement, elles demoureront & apartiendront à nous Duc, ou à ceux à qui nous les avons données. En sorte que ceux qui ont été absents ni autres n'en pourront rien redemander. Et quant aux dettes que l'on peut devoir à ceux qui se sont absentez, & qui peuvent avoir été prêtées aux Justices des Villes, apartiendront pareillement à nous Duc, & à ceux à qui nous pouvons les avoir données, ou qui peuvent leur avoir été données par d'autres. En sorte que ceux qui ont été absents ni autres pour eux n'en pourront rien prendre en nulle maniere; mais si l'on devoit quelque chose à quelqu'un de ceux qui ont été absents, pour Administration de Charges ou Offices qu'ils ont eus cy devant de la Comté des susdits Pais de Hollande, Zelande & Frise, ils pourront poursuivre & demander en Justice ses dettes particulières que quelques personnes leur pourraient devoir pour Marchandises ou argent prêt, qui ne concernent point les Offices; pourvu que nous Duc ou autres ne les ayons point acquittées ou reçues à notre profit, ou que nous ne les ayons point données à d'autres, & semblablement pourront faire de même ceux qui ont été du parti de nous Duc, sans nulle dissimulation.

XII. Item que tous profits, rentes, amendes, & revenus des susdits Pais de Hainaut, de Hollande, de Zelande & de Frise, tant des Domaines que des donations qui ont été accordés dans leddits Pais, & semblablement les confiscations, & adjudications & généralement tous les revenus qui ont été accordés à la Souveraineté desdits Pais depuis cy-devant jugés à la datte des presentes Lettres, quoi qu'il y ait encore quelques jours de payement à échoir, & ensemble la connaissance & utilité de toutes les choses arrivées dans les susdits Pais devant ce jourd'hui; encore qu'il n'y en ait point de Sentence, ensemble la creation de tous les Receveurs & autres Officiers de ces Pais jusques au jour present, le tout apartiendra & demourera à nous Duc, en sorte que nous Duchesse n'y demanderons rien.

XIII. Item que dans les Villes & Places où il arrivera que nous Duc & Duchesse irons ensemble pour y être sacrez en la maniere susdite, ceux qui ont été bannis ou fugitifs viendront après, & nous autres; mais en cela ne sont compris les Nobles, Serviteurs & Domestiques de nous Duchesse susdite; & ceux qui auront aussi été absents promettent & jureront à leur entrée d'être bons & fideles à nous Duc susdits, & d'observer la reconciliation en tous ses points, sans rien faire au contraire en quelque maniere que ce soit.

XIV. Item il ne sera rien redemandé de part ni d'autre pour les morts, embrasements & pillages qui ont été faits des deux côtés.

XV. Item que tous les Prisonniers d'une & d'autre part, & tous l'argent dû par les Prisonniers jusques au jour de la datte de cette, & dont le payement n'est pas encore échû, seront tenus quittes, excepté que les susdits Prisonniers payeront leur raisonnable despense.

XVI. Item chacun de part & d'autre demourera quitte de tous actes d'hostilité, & toutes les Lettres que les Prisonniers en ont données, quels qu'ils soient, comprises en cette reconciliation, seront mises, savoir celles qui ont été données par les Sujets & Adherents de nous Duc, & par ceux qui ont en part avec nous

ANNO
1428.

ANNO
1428.

ende Medeplegeren, ende die gene, die hen met ons gesteecken hebben in deser Oorloge ende Veede. Heeren Willem van Egmont ende Boudewyn van Swieren. Ende die Brieven, gegeven by onser Hertoginne Onderlsten ende Hulperen ende Medeplegeren, ende die gene, die hen met haer gesteecken hebben in deser Oorloge, in handen van den Burgh-graef van Montfoort ende Heere Jan van Vyanen, omme die weder te geven den voorz. Gevangen. Maer hier en is niet in begrepen, die over Veede, die Heer Gemt van Stryen, hier voortijds Heer van Sevenberge gedaen heeft ons Hertoge, die welcke blyven sal in heur macht.

XVII. Item, soo sullen quijt ende vergeven wesen aen die ene zyde, ende aen die andere zyde alle Breucken ende Misdaeden, hoe ende in wat manieren, die gheschiede te dogekomen mogen wesen, van alle voorleden tyden tot hyden desen dagh toe, omme die Veede wille, sonder innermeer voortaan daer nae te talen, uytgeleyt die gene, die men inder waerheit sal mogen bevinden, dat overmits gelostenisse wille van gevanckenisse binne deser Veede meynedigh gheworden sijn aen enigher zyden, de welcke in Lyve ende in Goede uyt deser Soene blyven sullen, ende nergens veylich wesen in onsen Lande, of die ons te bevinden staen, of staen sullen, ter tijdt toe dat sy die genen gebetert hebben, dien sy meynedigh gheworden sijn. Maer hier in en sijn niet begrepen die van Amsterdamme, noch andere, die wy Hertoge om seckere redenen, ons daer toe porrende, uytterlijk verboden hebben, dat sy niet volquamen, wes sy in de gevangnisse beloofd hebben, ende oft yemant waar in enigher saecken gedaen hadde, die van Oorloge niet en roeren, die souden daer voor ruymen, ende uyt den Lande blyven ter tijdt toe dat sy dat den Heere ende de Parthyen ghebeter hebben, nae den rechte ende de gewoonte der Landen daer die saecke gheschiedt waer.

XVIII. Ende hoewel dat die doodtslagh, die gheschiede op Henrick van Jorenburgh op synen levenden Lyve, Schout van Alckmaer, op den Heiligen Goeden Vrydagh laestleden waer twee jaar, ende onlanghs op Jan van Egmont, Schout van Delft, sommigge seggen mochten togekomen ende gheschiedt te wesen omme deser Veede wille: Niet te min want die voorseyde Doodtslagen van quader exempel sijn, by veynsinge niet te lyden en staen sonder beteringe, en omme seckere redenen ons daer toe porrende, wy sijn te samen overgkomen, dat Jacob Jove, Gerrit Hardinc, Gerbrant Jan Sanders, Isbrant Smith, Pieter Diedinck, Gerrit Jan Geens, Pelgrom Jans, Freestgen Grotten, Gerrit Schoenmaecker, Pieter Valck, Isbrant die Verwer, Dirck Hoeck. De welcke beschuldicht sijn van den Doodtslagh des voorz. Jorenburghs. Ende Willem Florisz, Gerrit Isbrantisz, Jacob Florisz, Claes de Bruyn, Alewijn Jacobsz, Arent Rotenvijl, Arent Frederickisz, Henrick Willemisz vander Hove, Jan Gijbertsz Timmerman, Willem Muis, Die welcke beschuldicht sijn der doot des voorz. Schout van Delft, uytten Lande blyven sullen tot Paescen toe naeckkomende, op dat sy binnen desen tijdt die voorz. Doodtslagh mit redelickheyt mogen doen soenen mettes Doodes Magen, ende of des Doodes Magen daer toe mit reden niet vallen en wouden, soo souden sy daer toe bedwongen wesen by ons Hertoge voorz. binnen Paescchen voorseyt, ende of die voorz. Beschuldighder eer gesont konde wesen met hare Partyen, soo sullen sy terstont, als sy daer mede gesont sijn, in den Landen mogen komen sonder begrip, ende hangende de tijdt dat sy aldus uyt moeten, soo sullen sy haer Goeden mogen gebruycken in der maniere voorz.

XIX. Item, als van de Doodtslagh, die gheschiede in Brabant op Philips Willems Houts, Poorter tot Zierixzee, soo is genaemt ende overdragen, dat het blyven sal aen en na den rechten des Lanx van Zelandt.

XX. Item, dat alle die gene, diemen in der waerheit bevinden mach schult te hebben ter doot wylen ons Ooms Hertoge Jan van Beyeren zal. ged. sullen buyten desen Soene blyven, maer waer yemant die hier af ter antwoordt komen wilde, dien salmen op doen den wegh van recht en van reden.

XXI. Item, dat wy Hertoge voornemt behulpigh wesen sullen onser Nichte voorz. mit alle onser macht, dat haere Duwarye van Porteau ende anders, dat haer die volge, na uytwyfinge der Brieven die sy daer af heeft.

XXII. Item, alsoo sommigge Landen gelegen ende

dans cette Guerre & Inimie, au Seigneur Guillaume d'Egmont & Baudouin de Swieten, & les Lettres données par les Sujets & Adherens de nous Duchesse & par ceux qui ont en part avec nous dans cette Guerre, & mains du Burgh-graef de Montfort & du Sieur Jean de Vyanen, pour les rendre auxdits Prisonniers. Mais en cecy n'est compris les violences que le Sieur Gemt van Stryen, cy devant Seigneur de Sevenberge, a faites à nous Duc, lesquelles demeureront en leur force.

XVII. Item seront pardonnés de part & d'autre tous les delicts & infractions quelles qu'elles soient, & en quelque maniere qu'elles aient été faites, & soient arrivées des cy devant jusques à ce jourd'uy, sans qu'il en soit plus parlé à l'avenir, excepté celles qui se trouveront selon la vérité, ceux qui de quelque côté que ce soit se sont trouvés parjures après avoir promis de se rendre Prisonniers. Lesquels pour les vie & biens seront exclus de cette reconciliation, & ne trouveront jamais de sûreté dans nos Pais; jusques au moment qu'ils auront réparé ce à l'égard dequoy ils auront été trouvés parjures. Mais en ce ne sont compris ceux d'Amsterdam ni les autres que nous Duc pour certaines raisons à ce nous mouvans avons interdits, parce qu'ils n'ont pas accompli ce qu'ils avoient promis en prison. Et si quelqu'un se trouvoit avoir fait quelque chose qui ne concernât point la Guerre, ils seront pour ce obligés de sortir du Pais & de n'y point rentrer, jusques à ce qu'ils aient donné satisfaction au Seigneur & aux Parties intéressées selon le droit & la coutume du Pais où l'affaire aura été faite.

XVIII. Et quoy que le meurtre commis en la Personne de Henri de Jorenburgh, en son vivant Bailli d'Alckmaer le Vendredy saint il y a deux ans & cecy commis depuis peu en la personne de Jean d'Egmont, Bailli de Delft, dits par quelques uns avoir été faits & survenus à l'occasion de cette Guerre, néanmoins parce que ces meurtres sont de mauvais exemple, & qu'il ne vouldrions pas de les dissimuler dans cette occasion, mais d'y remédier, & pour certaines raisons à ce nous mouvans, sommes ensemblement convenus que Jacob Jove, Gerard Hardinc, Gerbrant Jan Sanders, Isbrant Smith, Pierre Dieking, Gerard Jean Gemt, Pelgrom Jans, Freestgen Grotten, Gerard Schoenmaecker, Pierre Valck, Isbrant de Verwer, Thierij Hoeck, lesquels sont accusés du meurtre fait en la Personne du susdit Jorenburgh, & Guillaume Florisz, Gerard Isbrantisz, Jacob Florisz, Nicolas de Bruyn, Alewijn Jacobs, Arent Rotenvijl, Arent Frederickisz, Henri Guillaume vander Hove, Jean Gijbertsz Timmerman, Guillaume Muis, lesquels sont accusés du meurtre commis en la personne dudit Bailli de Delft, demeureront hors du Pais jusques à Pasques prochain, afin que pendant ce temps ils s'accoutument avec les parens des defuncts; & si lesdits parens n'y veulent point entendre, ils y seront contraints par nous Duc susdit dans Pasques prochain; & si lesdits accusés se peuvent reconcilier avec les Parties avant ledit tems, ils pourront après la reconciliation rentrer dans le Pais; & pendant ledit tems qu'ils seront ainsi obligés de s'absenter, ils pourront jouir de leurs biens en la maniere susdite.

XIX. Item quant au meurtre commis en Brabant en la Personne de Philippe Guillaume Houts, Bourgeois de Zierixzee, il a été convenu que l'affaire sera remise à la Justice de Zelande.

XX. Item tous ceux que l'on trouvera véritablement être complices de la mort de son nôtre Oncle Jean de Baviere d'honneurse memoire, seront exclus de cette Reconciliation; mais s'il y a quelqu'un qui ait quelque chose à alleguer, la voye de droit & de la raison leur sera ouverte.

XXI. Item que nous Duc susdit assisterons nôtre susdite Cousine de tout nôtre pouvoir, afin qu'elle jouisse de son Douaire de Porteau, après qu'elle aura exhibé les Lettres qu'elle en a.

XXII. Item, comme quelques Terres qui sont situées

ANNO
1428.

ANNO
1428.

de te leen gehouden zijn van de Graeffelijckheit, ingebroocken hebben gheweelt, ende weder bedijckt zijn door ons Hertoginne Onderfaten, die by ons gebleven zijn, ende gegoet waren, en hoir Landt en Erve met Dijk-recht afgewonnen is, overmits dat sy van anst haers Lijfs te voorfchijn noch ter antwoorde niet en hebben mogen noch deren komen, noch haer Landt selver bedijcken, soo is gheraemt ende overdragen, dat een yegelijc fijn Landt en Erve fal weder mogen aenvaerden binnen een Jaer naelstkomende, betalende alfulcke fomme gels, ende in fulcker wyfe, als by den negen Perfoonen voornoemt gelyft fal wesen.

XXIII. Item, dat alle Leenen gehouden van de Graeffelijckheit in de Landen voorfz, verfbcht wesen fullen aen ons Hertoginne voorfeyt, tot allen tyden als dat gevallen fal, maer die gene, wien de voorfz Leenen by ons verlijt werden, fullen gelooven en fweeten goet ende getrouwe te wesen ons Hertoge en gehoorfaem in alle faecken roerende den voorfz Regiment.

XXIV. Item, fal begrepen wesen in deser Soene die Hertoge van Geldre, in fulcker wijs, dat hy ende fijn Landen ende Onderfaten quijt ende onghelast blyven fullen van dat sy hen mit ons Hertoge gheftecken hebben in deser Oorloge, foo dat daeromme noch hy noch fijn voorfz Landen ende Onderfaten niet befbadight fullen wesen in Lyve noch in Goede, van ons Hertoginne, van onsen Ridderen, Knechten, van onfer Steden vander Goude en Oudewater, der Stede van Schoonhoven, noch van onsen Onderfaten ende anderen, den gene die by ons gebleven zijn in der Veede, ende hier of fullen wy Hertoginne den voorfz Hertoge van Gelre onsen Brieve doen geven in der Veede forme, ende desgelijcs van onfer Ridderfchap, Steden ende Onderfaten voornoemt; of des noot fy, ende de Hertoge van Gelre ende de fyne fullen ons Hertoginne en den onsen desgelix wederom doen.

XXV. Item, fo fal begrepen wesen in der voorfz Soen die Biffchop van Utrecht, die welcke verbonden staet mit ons Hertoge voorfz, indien dat hy daer in begrepen wil zijn.

XXVI. Item, is overdragen, dat niemant vander eenre fyde, noch vander ander, van wat ftaet of conditie dat hy fy, en verneme noch en verwiit voortaan den andere eenige ghechiede, die voortijts voorleden is, omme deser Veede wille van Houck noch van Cabeljau: Want waert ghechiede, die foudde daer af gecorrigiert wesen in fulcker wijs, dat elck ander exempel daer aen nemen foudde.

XXVII. Item, geveelt dat eenich vander eenre fyde of van de ander ginge of dede tegens deser Soene, of eenich van de punten daer in gheenoemt, in wat maniere datter ghechiede, die felve Soene noch geen punten daer in begrepen, en foudde daerom gebroocken wesen, maer men fouden daer af corrigeren naer gelegentheit der faecken, den gene die men waerlijck bevonde, dat die ghebroocken hadde mit raede, mit dade of mit content.

Weleke punten voorfz ende elck byfonder, wy Hertoge ende Hertoginne voorfz hebben by onfer Kerckelijcker trouwe ende Vorfelijcke Eere ghe-looft, ende geloven op dat Heylige Evangelium, lijffelijc ten heyligen ghefwoonen, ende fweeren wel ende ghetrouwelijc te houden ende te doen houden ende volkomen inder maniere voorfz, elck onfer, alfo verre alst aenroeren mach, sonder verbreecken, noch daer jegens te kennen of te gaen, nochte gedogen te kennen of gaen heymelick noch openbaer in eniger wijs, alle arch ende lijft uytfgefcheyden.

Onbieden daeromme ende bevelen allen onsen getrouwen Ridderfchap, goede Steden, Amptluyden ende Onderfaten, ende allen anderen dien dat angaen mach, dat fy dese voorfz Soene ende alle de punten vooren verklaert, ende elck byfonder, volkomelijc houden ende doen houden, sonder daer tegens te wesen, te doen of te gaen in eniger vongen: Want waer yemant die des contrarie dede, wy ende elck onfer fouden daer af also doen rechten ende corrigeren aen Lijf en Goede sonder verdrach, dat alle ander daer exempel aen nemen foudde. Ende op dat dese voorfz Soene wel ende gefelidelijc gehouden fy, wy Hertoge ende Hertoginne voornoemt ordonneren, dat die Pralaten ende andere Kerckelijcke Luyden, die Ede-len, goede Steden ende andere Onderfaten der voorfz Landen van Henegouwe, van Hollandt, van Zeelandt ende van Vrielandt, ende desgelijcs onse Raedts-luyden,

tuel dans le Comté, & qui en relevent, ont été submergés, & ont été regagnés par les dignes que les Sujets de nous Duchesse qui sont demeurés dans notre parti y ont faites, & dont ils ont été par nous mis en possession, comme ayant acquis ledits Héritages & Terres par le Droit du Dijkrecht, où que les propriétaires dedit biens n'ont osé venir au risque de leurs vies au Pais pour les recaper en faisant ledites digues, il est convenu qu'un chacun pourra rentrer dans ses biens & héritages, dans un An prochain, en payant ce que par les neuf Personnes susdites sera ordonné.

XXIII. Item, que tous les Fiefs qui relevent de la Comté dans les Pais susdits seront redemandés à nous Duchesse, susdite dans tout le tems que le cas y écherra; mais ceux à qui ledits Fiefs seront par nous remis, promettront & jureront en bonne foy d'être obéissants à nous Duc dans toutes les choses concernantes notre Gouvernement.

XXIV. Item, sera compris dans cette Reconci- lation le Duc de Gueldres, en telle manière, que lui, ses Pais & Sujets ne seront pas recherchés de ce qu'il a tenu le parti de nous Duc dans cette Guerre, en sorte que lui, ses Pais & Sujets n'en recevront aucun Dommage en Corps ni en biens de nous Duchesse, de notre Noblesse, Serviteurs, ni de nos Villes de Goude & Oudewater, & Schoonhoven, ni de nos Sujets & autres qui ont tenu notre parti dans cette Guerre; & de ce nous Duchesse ferons donner nos Lettres au Duc de Gueldres dans la meilleure forme; & semblablement celles de notre Noblesse, Villes & Sujets susdits, si besoin est; & la Duc de Gueldres & les siens en feront de même à l'égard de nous Duchesse.

XXV. Item, sera l'Evoque d'Utrecht qui est Allié de nous Duc susdit compris dans la susdite Reconci- lation, s'il le veut.

XXVI. Item, est convenu qu'aucun de part ni d'autre, de quelque état & condition que ce soit, ne fera aucun reproche l'un à l'autre pour les choses qui se sont passées à cause de ces troubles de Houck & de Cabeljau, & s'il s'en fait, en sera fait châtiement pour exemple aux autres.

XXVII. Item, s'il arrivoit que quelqu'un de part ou d'autre contrevient à la présente Reconci- lation, en quelque manière que ce fût, la dite Reconci- lation ni aucuns points d'icelle, n'en recevront point pour cela d'atteinte; mais on châtiara, selon l'exigence des cas, ceux qui les auront enfreints, soit de conseil, de fait ou de consentement.

Lesquels points susdits & chacun en particulier, nous Duc & Duchesse susdit avons, sur notre sainte foy & honneur de Prince, promis & promettons sur les Saints Evangiles, & avons juré & jurons saintement d'observer & faire observer fidelement & parfaitement en la manière susdite, sans les enfreindre ni y contrevient; ni consentir secrettement ou publiquement y être contrevient en nulle manière, renonçons à tout dol & dissimulation.

Si donnons en mandement à notre fidelle Noblesse, bonnes Villes, Officiers, & Sujets & tous autres qu'il appartiendra, qu'ils aient à observer & faire observer en- tièrement tous les points cy dessus, & chacun en parti- culier, sans y contrevient en quelque manière que ce soit. Et s'il y avoit quelqu'un qui y contrevient, nous & chacun de nous le ferons juger & châtier par Corps & biens sans les épargner; & pour servir d'exemple aux autres. Et que que ladite Reconci- lation soit forme & stable, nous Duc & Duchesse susdit ordonnons, que les Prelats & autres gens d'Eglise, les Nobles, bonnes Villes & autres Sujets des susdits Pais de Har- want, de Hollande, de Zélande & de Frise, & sembla-

ANNO
1428.

ANNO luyden, ende die andere notabile Officieren ende Dienaren van onser Herbergen geloven ende sweeren die te houden van puncte te puncte onverboden.

1428.

Ende des ten oirconde soo hebben wy onse Zegelen doen hangen aen desen tegenwoordigen Brief, ende die geteyckent mit onsen handen.

Gegeven tot Delft des Saterdagdes drie dagen in Julio, in 't Jaer ons Heeren 1428.

CXXXVII.

19. Juill. *Traité entre CHARLES VII. Roi de France, & JACQUES I. Roi d'Ecosse, pour le Mariage de MARGUERITE Fille de JACQUES, avec LOUIS Dauphin de France. Fait à Chinon le 30. Octobre 1428. Lequel Mariage fut consommé à Tours le 25. Juin 1436. le Dauphin n'ayant pas 14. Ans, en vertu de la Dispense donnée par l'Archevêque de Tours comme Diocésain.* [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 23.]

FRANÇOIS
ET ANGELES
TARR.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, Universis presentes Literas inspecturis, salutem in eo qui dat salutem Regibus cujusque bonitate & virtute crescant unita ac per charitatem conjuncta quoque in melius prosperantur. Regum Potentatus ac regaliu Domorum Dignitates & viribus crescant & elucescant honoribus, cum Praclarissima Domus per alterutrum appropinquationem & mixturam Sanguinis dignificantur, siveque utique robur crescit & clarescit honorum, insigniorumque radicatio, & amor charitativus vivacius intenditur. Cum igitur inter Illustrissimum Principem Fratrem, Consanguineum & Confederatum nostrum Charissimum JACOBUM Dei gratia Scotorum Regem, & nos per Dilectissimos Consiliarios nostros Reginaldum Archiepiscopum, & Ducem Rhemensem Patrem Francie, Joannem Stewart Comitem Ebroicensem, & Dominum de Devile Consanguineum nostrum, & Magistrum Alanum Aurigæ Cancellarium Bajocensem Secretarium, Ambaxiatores nostros ad predictum Fratrem nostrum, hac de causa destinatos & sufficienti potestate fultos, nomine nostro & nostra parte fuerit concordatum & conclusum Matrimonium inter Charissimum Primogenitum nostrum LUDOVICUM Delphinum Viennensem, in minoribus Annis, & sub paterna nostra potestate constitutum, & Dilectam Filiam & Consanguineam nostram MARGARETAM Primogenitam dicti Fratris nostri Regis Scotie, in minoribus Annis, & sub paterna potestate etiam constitutam, prout ex Literis Patentibus dicti Fratris nostri super dicto Tractatu ipsi Ambaxiatoribus nostris sua de parte traditis constare potest, quarum tenor sequitur, & est talis.

JACOBUS Dei gratia Rex Scotorum, universis presentes Literas inspecturis, in omnium datore Bonorum & Sacramentorum fonte Deo Dilectionem & Salutem. Cum Regum inclita celsitudo & felicia incrementa Regnorum per Frædera & Conjunctiones Ligarum tanquam muro inexpugnabili contra inimicorum incursum, & ut unum corpus ad invicem conjungantur; hæcque vincula per Matrimonium catenata, cuius effectus dispersis colligit, & de diversis ac extraneis personis quasi de uno eodemque utro exantibus constituit unam carnem, unamque & eandem utriusque voluntatem, ornantur & splendidissime decorantur, siquidem cum pro parte Christianissimi Principis Fratris, Confederati, ac Consanguinei nostri Charissimi Caroli Dei gratia Regis Francorum Illustris, nobis suos solemnes Ambaxiatores, videlicet Reverendum in Christo Patrem Reginaldum permissione Divina Archiepiscopum & Ducem Rhemensem, Patrem Francie, Joannem Stewart Comitem Ebroicensem, Dominum de Devile Militem, Consanguineum nostrum, & Magistrum Alanum Aurigæ Cancellarium Bajocensem destinantis, & per præfatorum Ambaxiatorum medium propositum fuerit, quod præfatus Christianissimus Princeps Frater noster, & etiam inclitum ejus Unigenitum Ludovicum Delphinum Viennensem, adhuc in minori ætate & sub potestate paterna constitutum desiderabat, & obtulit Filie nostræ Primogenitæ Margareta dare in conjugem & maritum. Quippe Ambaxiatores prædicti ad hoc potestatem & Commissionem præfati Christianissimi Principis Fratris nostri sufficientes & plenas habentes, & eadem producentes coram nobis, dictam Filiam nos-

trament nos Consellers & autres notables Officiers & Serviteurs de nos Palais, promettent & jurent de les entretenir inviolablement de point en point.

En tems de quoy nous avons fait mettre nos Seaux à ces presentes Lettres, que nous avons signé de nos mains.

Donné à Delft le 3. de Juillet l'An de notre Seigneur 1428.

ANNO
1428.

tram Margaretam præfatorum Ludovico dari in Conjugem & Uxorem, cum ea quæ decuit honestate obtinuerint. Attendentes etenim & digna meditatione pensantes, tantam tamque Magnificam præfati Inclitæ prolis Ludovici oblationem nobis factam fore & esse sicut decet, cum gratiarum actione sincere & cordialiter acceptandum. Nos pro nobis & dicta Filia nostra Margareta, adhuc sub nostra potestate constituta, purè & simpliciter & absolute cum prædictis Ambaxiatoribus ad hoc potestatem habentibus, & Mandatum speciale à præfato Christianissimo Principe Fratre nostro, & pro se & ejus dicto Filio Ludovico, in minori etiam ætate constituto, de nostri generalis Consilii avasamento & deliberatione despondimus; dictamque nostram Filiam Margaretam daturus in Conjugem & Uxorem Ludovico memorato & tanquam pro ejus perpetua Conjuge quantum possumus, contraximus pro eadem cum præfatis Ambaxiatoribus, convenientes, tractantes, concordantes, componentes, & etiam concludentes; dictisque Archiepiscopus præfatorum Ambaxiatorum principalior atque primus, & ex parte præfati Christianissimi Principis Patris nostri &c. assentientibus & contententibus suis Collegis in dicta Ambaxiata contentis, Autoritate, Potestate & Mandato prædictis convenit, tractavit & nobiscum concordavit, composuit & conclusit; ac dictum Ludovicum autoritate præmissa, ut præfatur, præfate nostre Filie Margareta purè & simpliciter ac etiam absolute spondidit, obligavit, submisit in futurum ac perpetuum Conjugem ac Maritum, quantum potuit contrahendo pro eodem, omni fraude & contradictione seclusis, liberaliter, sponte, sub penis, juramentis, sponsionibus, obligationibus; & confirmationibus ab utraque parte subeundis, & compromissis hinc & inde prout in Articulis Capitularibus præsentibus Literis inferis plenius continetur.

Primo dicti Principes & quilibet eorum, quantumcumque tangit, habent gratum & acceptum dictum Matrimonium, placetque eis ipsum tractare, concordare & promittere, ac contrahi & consummari facere per dictum Dominum Ludovicum, & Dominum Margaretam, cum ad ætatem legitimam pervenerint; super hoc prædictis Filio & Filia suis in minoribus annis constitutis, quilibet pro parte sua spondentes, ac etiam paciscentes.

Item, quatenus dicti Principes pendente tempore ante consummationem Matrimonii tenebunt & acceptabunt, videlicet dictus Rex Francie dictam Dominam Margaretam pro Filia, & dictus Rex Scotie dictum Dominum Ludovicum pro Filio, juvando, solvendo, & confortando eos in suis Honoribus, Dignitatibus, Juribus presentibus & futuris, ac bonum, utilitatem & honorem eorum promovendo, malumque & incommodum & damnum eorum evitendo toto posse sicut decet, pro Filio & Filia, ac si Matrimonium consummatum esset.

Item, dicta Domina Margareta, cum ratione dicti Domini Ludovici tempore futuro ad Dignitatem Reginalem Coronam Francie, devenit, dotabitur secundum quod Regina Francie per Leges & Consuetudines dicti Regni solent esse, & fuerunt dotata.

Item, si contingat dictum Dominum Ludovicum decedere antequam ad Coronam Regiam pervenerit, Matrimonio consummato dicta Domina dotabitur, ut solent dotari Sponsæ Primogenitæ Regis Francie; at si magis placeat dos nominata, dotabitur de duodecim mille libris in redditu juxta estimationem Librorum Francie, & constituetur dos in Fortalibus & Dominiis honori & statui tantæ Domine concedentibus.

Item, si quis prædictorum Principum interfecerit præfatum Tractatum & Concordiam Matrimonii, infractor obligabitur & tenebitur solvere alteri summam centum millium Coronarum auri talis ponderis & valoris, quam Marca Francie sexaginta & quatuor de dictis Coronis non excedat.

Item,

ANNO

1428.

Item, & quoad hoc dictæ Partes coërcitioni Sanctæ Sedis Apostolicæ submittentes usque ad penas generalis Interdicti inclusive, non obstantes quocumque generali aut speciali Privilegio eidem Principibus aut alicui eorum concessio fuerit non interdicendis Personis aut Dominis eorumdem.

Item, his non obstantibus tamde augmentatione prearum à Parte contraveniente levandarum, quam ampliatione Dotis & reddituum pro vitâ dictæ Domine Margarete assignandorum quædam alia Regis Scotiæ Ambassiatori petenda & exigenda committuntur. Ad quæ quidem omnia, & singula nos, & Dilectissimi Consors nostra Regina pro nobis, & præfata Filia nostra Margareta, ac præfatus Archiepiscopus, confensibus, & presentibus duobus suis Collegis prædictis pro præfato Christianissimo Principe Fratre nostro, & Regum Hæredibus, & Successoribus Regni, Principibus, & Prælati, Baronibus, Communitatibus, & Subditis ac obedientibus utrorumque presentibus, & futuris perpetuò, & inviolabiliter observanda ratiis Sacro-Sanctis Dei Evangelis Juramenta præstitimus corporalia, & esam nostrum quilibet Juramentum præstitit corporale. Præterea cum ex frequenti cohabitatione Conjugum fervor dilectionis, & ipsorum mutua dilectio intensius crescant, & validius radiceant, nec deest Conjuges alterius solatio diu se eorum præsentia destitui, aut privari præfatorum Ambassiatorum petitionibus annuentes per præfati Consilii nostri adjuvamentum promittimus, & tenore presentium spondemus, quod præfatum Filium nostram Margaretam eidem Fratri nostro Regi, ac nostro Filio Dilectissimo Ludovico memorato, in proximo Navigio usque ad Regnum nostrum transmittendo, pro eadem quodcumque post Festum Purificationis Beate Mariæ, proximo futurum infra Annum cum sex millibus Hominum ipsam concomitantibus seu concomitantur, transmittimus, prout & secundum quod de ejus transmissione, & dictorum sex millium Hominum ordinatione per nostram Ambassiatam supradictam dum venerit cum præfato Christianissimo Principe Fratre nostro, &c. tractabitur, ordinabitur, & finaliter concludetur. Datum sub Testimonio magni Sigilli nostri, apud Perch, decimo nono Julii Anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo octavo, & Regni nostri vicesimo tertio. Sic signatum in nostro Consilio Generali, TABLE.

Nos attendentes, & digna meditatione pensantes tantam tamque magnificam Amicitie fortificationem, & appropinquationem Sanguinis ad utriusque Regni robur, & honestatem, ac Fœderum vigorem dudum innotum nunc per Matrimonii prædicti copulam corroborandum, fore, & esse sicut decet cum gratitudine sinceræ affectuosius & cordialiter acceptandam, prædicti Matrimonii Tractatum, sicut præfatur, promissum, conclusum, & juratum, gratum habuimus, & acceptum modo, & forma quibus in Articulis Literis præfatis designatis continetur. Verum quia in dicto Tractu præfatus Frater noster sibi aliqua referavit à nobis postulanda, & per nos addenda, & declaranda, atque ad petendas, & requirendas à nobis dicatas additiones, & declarationes ac ratificationem, & approbationem dicti Tractatus nos personaliter fieri & jurari, idem Frater noster ad nostram presentiam suos destinavit Ambassiatores solemnes, videlicet Henricum Episcopum Abredunensem, Patrium Dogilb Militem, Vicecomitem Augusti, & Magistrum Edwardum de la Wadre; Archidiaconum Laodonie, super dictis additionibus, declarationibus, approbatione, & juramento nos instantissime requirerent. Nos auditis ipsi Ambassiatoribus in nostro magno Consilio, & omnibus per eos propositis, & delictis expressis petitis, diligenter consideratis, & attentis, & maxime quod auxilium, & succursum dicti Fratris nostri copiosum, & potentem adversus utriusque Regni hostes nobis veitutum, & servitium obtulerunt, & promiserunt, habita matura dicti magni Consilii super his deliberatione ad Articulos Capitulares per dictos Ambassiatores nostros tractatos, concordatos, & compromissos prout præfatis Literis continetur, addi pro parte nostra volumus, & ordinavimus quæ sequuntur.

Primo volumus, & addimus ad prædicta quod si contingat Filium nostram Margaretam ratione dicti Filii nostri Primogeniti ad Coronam reginalem Franciæ non devenire Matrimonio consummato, de quindecim mille Libris annui redditus dotetur, quæ quidem libras talis valoris, & monetæ sint, quod Marca ar-

TOM. II. PART. II.

genti ad sextum dimidia dictarum librarum æstimeretur.

Secundo, quod pena contra Partem infringentem apposta, & alteri Parti solvenda, quæ ad centum mille Coronas æstimabatur, usque ad trecenta millia Coronarum augeretur.

Tertio, quod si contingat dictum Filium nostrum Ludovicum decedere Matrimonio non consummato cum dicta Filia nostra Margareta, secundo-genitus noster, si Deus nobis aliquem dederit, contrahet cum eadem Margareta, & in casu simili mortis secundi cum tertio, & sic deinceps usque ad consummationem Matrimonii alicuius inter dictas proles, hoc tamen sub tali conditione, & pacto non consummati Matrimonii. Similiter, in casu mortis dictæ Margarete, dictus Ludovicus Filius noster contrahet cum secunda, & in casu mortis secunde cum tertia, hoc tamen pacto intelligendum est quod de dictis filiabus viventibus poterimus eligere quancumque voluerimus pro Filiis nostris prædictis, quodque in personis sit idoneitas, & talis convenientia in Annis, quod una Pars alteram ultra septennium non excedat, atque hoc Capitulum locum habeat in Filiis, & Filiabus ante mortem Primogenitorum, & Primogenitarum utrorumque alteri Matrimonio non obligatis.

Quarto, quod si contingat dictum Filium nostrum Ludovicum decedere Matrimonio non consummato, & non vivente aut superstiti nobis altero Filio, cum quo possit per Matrimonium dicta Filia nostra Margareta copulari, adductaque ad nos, & dictum Filium nostrum fuerit in Regno nostro, nos in recompensationem laborum, & onerum dictæ Filie nostre Margarete eidem dabimus, & persolvi faciemus quadraginta millia Coronarum auri. Quibus additionibus, & declarationibus per nos cum dictis Ambassiatoribus concordatis, & ad cetera Capitula per dictos nostros Ambassiatores tractata, & conclusa adiunctis, Nos pro nobis, & dicto Filio nostro sub paterna nostra potestate constituto, purè, simpliciter, & absolute cum præfatis Ambassiatoribus ad hoc potestatem habentibus, & Mandatum speciale à præfato Fratre nostro per se, & dicta Filia sua Margareta in minori etiam ætate constituta, de nostri magni Consilii adjuvamento & deliberatione, despondimus dictum Filium nostrum Ludovicum dare in Conjugem, & Maritum Margarete memorata, & tanquam pro ejus perpetuo Marito quantum possumus, contraximus, pro eodem cum præfatis Ambassiatoribus convenientes, tractantes, concordantes, componentes, & etiam concludentes acta per dictos Ambassiatores nostros rata, & grata habentes, laudantes, & confirmantes, ac super additis, & declaratis per nos paciscentis, & compromittentes de novo, prout supra declaratum est, omni fraude, & contradictione seclusis, liberè atque sponte, sub penis, juramentis, sponsonibus ab utraque parte subeundis, & compromissis hinc & inde, ut superius extitit declaratum. Ad quæ quidem omnia & singula nos, & charissima Consors nostra Regina ac charissima Mater nostra Regina Sicilia, pro nobis, & dicto Filio nostro Ludovico Regibus, Hæredibus, & Successoribus Regni, Principibus, Prælati, Baronibus, Communitatibus, & Subditis ac obedientibus nostris presentibus & futuris, perpetuò & inviolabiliter observanda ratiis Sacro-Sanctis Dei Evangelis Juramenta præstitimus corporalia, presentibus charissimò Nepote nostro Duce Alenconii, Comitibus Vindocinensibus, &

Confangueinis nostris, Dilectis Rhemenſi & Turonensi Archiepiscopis, Episcopis Sagienſi, Lodevenſi, Bitterrenſi, Aurelianenſi, Agathenſi, Nemaufenſi, & Tarbienſi, Abbatibus Talemond, & Alen. Dominis de la Trimouille, d'Orval, de Gravilla, Magistro Balistiarum, & de Trevis, Vicecomite de Rupecavardi pluribusque Viris Ecclesiasticis, Baronibus, & Nobilibus, atque Civibus notabilibus in multitudine copiosa in nostro magno Consilio, qui etiam super præmissis omnibus inviolabiliter observandis sua corporalia præstiterunt juramenta. In quorum omnium Testimonium præmissorum nostrum presentibus Litteris duximus apponi Signillum. Datum in Castro nostro (a) Cayonnis, die penultima mensis Octobris, Anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo octavo, Regni vero nostri septimo. Per Regem in suo magno Consilio. MALLIERE.

(1) Commission de CHARLES VII. Roi de France.

(1) Quoi que cette Commission ne soit que de l'année 1426. de même que la suivante, on a jugé à propos de la mettre ici, parce que c'est une suite du précédent Traité.

ANNO

1428.

(a) Chinon

ANNO
1428.

ce, au Chancelier & autres, pour comparoir devant l'Evêque Diocésain, & sur le défaut d'âge de Monseigneur le Dauphin, obtenir Dispense, requérir, & poursuivre le Mariage dudit Dauphin avec MARGUERITE d'Ecosse, bien qu'il soit Mineur de quatorze Ans. Donnée à Bourges le 3. Juin 1436.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes Literas inspecturis, Salutem. Cum inter nos pro nobis, & Charissimo Filio nostro primogenito Ludovico Delphino Viennensi, ex una parte; & Illustrissimum Principem Fratrem, & Confederatum nostrum Charissimum Jacobum, eadem gratia Scotie Regem, pro se & Dilectissima nostra Margareta ejus Filia primogenita, parte ex altera: Matrimonium inter dictum Filium nostrum Primogenitum, & dictam Margaretam, Altissimo concedente, contrahendum, tractatum, & plenè concordatum extiterit, nosque certis de causis ad hoc animum nostrum moventibus ipsum Matrimonium ex nunc, quantum convenientius fieri poterit & debet, solemnizari, perfici, & compleri desideremus, quod tamen obstante eo quod prædictus Filius noster, licet proximus pubertati dicatur, nondum 14. sue ætatis annum complevit, nisi canonica Ordinarii dispensatione, aut alio processu interveniente, communi Juris dispositioni non plenè consonare forsitan videretur. Notum facimus quod nos ad plenum confidentes de personis dilectorum, & fidelium nostrorum Reginaldi Archiepiscopi & Ducis Remensis, Paris Francie, Cancellarii; Magistri Adæ Primi Præfidentis in Parlamento nostro; Magistri Petri de Briveria, Canonici Turonensis; & Magistrorum Henrici Manloie, & Petri Alain Notariorum & Secretariorum nostrorum, & de eorum discretione, & provida circumspeditione, fidelitate, probitate, ac bona diligentia, eos & ipsorum quemlibet in solidum melioribus modo, via, jure, & forma quibus melius, & efficacius possumus & debemus, nostros facimus, constituimus, & ordinamus per presentes Procuratores, & Nuntios speciales, ac etiam generales specialiter, & expressè ad comparandum, & se representandum pro nobis, & nostro nomine coram dilecto, & fideli Consiliario nostro Archiepiscopo Turonensi, præfati Filii nostri Primogeniti Diocésano, seu ejus in Spiritualibus Vicariis generalibus, aut aliis ab eo deputatis, seu deputandis in hac parte ac cum dicto Filio nostro Primogenito de & supra defectu ætatis sue, & quatenus opus, vel expediens fuerit, dispensari cum clausulis opportunitè petendum, requirendum, & obtinendum, nec non ad promittendum, & jurandum ac alia dicendum, & faciendum nomine nostro, & pro nobis quæ juxta Tractatus prædicti tenorem, & formam promittenda, & juranda, dicendaque fuerint, & facienda, dantes, & concedentes præfatis Procuratoribus nostris, & eorum cuilibet in solidum plenum ac speciale mandatum in præmissis, & quolibet præmissorum, & alium seu alios, Procuratorem seu Procuratores loco sui substituendi qui similem habent potestatem, & quem vel quos substituerint revocandi. Promittentes bona fide, & in verbo regio, nos ex nunc ratum, gratum, & firmum habere, & habituros, omne id totum, & quicquid per dictos Procuratores nostros, & eorum quemlibet in præmissis, & ea tangentia actum factumve fuerit, sive gestum. In quorum Testimonium Sigillum nostrum præsentibus Literis duximus apponendum. Datum Bituridis, die tertiâ Junii, Anno Domini 1436. Regni vero nostri 14. *Sur le repli est écrit, Per Regem in suo Consilio. Et plus bas est signé, MALLIERE. Scellé d'un Sceau pendant en parchemin.*

Commission de CHARLES VII. Rot de France, à son Fils LOUIS Dauphin de France, pour comparoir devant l'Archevêque de Tours, & contracter Mariage avec MARGUERITE Fille aînée de JACQUES Roi d'Ecosse. Donnée à Bourges le 3. Juin 1436.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes Literas inspecturis, Salutem. Cum Matrimonium inter Charissimum Filium nostrum Primogenitum Ludovicum, Delphinum Viennensem, nunc decimo-quarto ætatis sue anno proximum, & Dilectissimam nostram Margaretam, Illustrissimi Prin-

cipis Jacobi eadem gratia Scotorum Regis, Fratris, Confratris, & Confederati nostri Charissimi, Filium Primogenitum contrahendum per nos ex una parte; & dictum Fratrem nostrum parte ex altera; tractatum & concordatum extiterit, restet quod ipsum Matrimonium solemnizandum, & perficiendum. Nos dicto Filio nostro Primogenito, licet absenti dedimus & concessimus, damus & conferimus, tenore præsentium, auctoritatem licentiamque, & assensum pro præmissis comparandi, & se representandi coram dilecto, & fideli Consiliario nostro Archiepiscopo Turonensi, ejusdem Filii nostri Diocésano, seu ejus in Spiritualibus Vicariis generalibus, aut aliis ab eo deputatis, seu deputandis in hac parte, ipsumque Filium nostrum habilem, & capacem ad Matrimonium hujusmodi contrahendum, & solemnizandum pronuntiari, & declarari ac cum eo de & super ætatis defectu, quatenus opus fuerit, & aliis præmissis dispensari, processusque debitos, & juridicos, super hac fieri & expediri, protegendi, petendi, requirendi, & obtinendi, nec non Tractatum prædictum ratificandi, omologandi ac se obligandi promittendi, & jurandi ac alia dicendi, & faciendi quæ juxta Tractatus prædicti tenorem, & formam dicenda fuerint, & facienda; & si ibi visum fuerit expedire, in & pro præmissis eorumque emergentibus. deppen. & connexis Procuratorem seu Procuratores constituendi cum potestate, & clausulis opportunitis. In cujus rei Testimonium Sigillum nostrum præsentibus Literis duximus apponendum. Datum Bituridis, die tertiâ Junii, Anno Domini 1436. Regni vero nostri 14. *Et sur le repli est écrit, Per Regem in suo Consilio. Et au dessous signé, MALLIERE. Scellé d'un Sceau pendant en parchemin.*

Dispense d'âge octroyée par l'Archevêque de Tours, comme Diocésain, sur le Mariage de LOUIS Dauphin, Fils du Roy CHARLES VII. & de MARGUERITE d'Ecosse, à cause que lui n'avoit encore atteint l'âge de quatorze Ans, & qu'elle n'en avoit que douze. Concedée à Tours le 13. Juin 1436.

PHILIPPUS, Dei gratia, Archiepiscopus Turonensis. Quia post certa Sponsalia inter Christianissimum Francie Regem, nomine Serenissimi Principis Domini Ludovici sui Primogeniti, Delphinique Viennensis ex altera, & Illustrissimum Principem Dominum Regem Scotie, nomine Serenissime Domine Margarete sue Primogenite ex alia, inter ipsos Ludovicum & Margaretam per Procuratores jam diu contracta & hæcenus inviolabiliter observata, desiderant tam ipsi Reges quam Sponsi antedicta Sponsalia prædicta ad effectum Matrimonii quam ocellis perducere, cujus gratia Serenissima Domina antedicta ex sincero & maritali affectu ad ipsum Dominum Ludovicum jam pervenit ex sui Genitoris ordinatione ad hoc Regum, sperantes in Domino tam Reges præfati, quam Sponsi & Consilia & Regna eorumdem quam quanto prius ipsa Sponsalia ad Matrimonium deducatur, tanto auctore Matrimonii favente, qui est solus Deus, bona Matrimonii, puta fides, proles & sacramentum tanto citius ad suorum Regnorum commodum, imo ad totius fidei & cunctæ rei Christianæ profectum exinde subsequenter. Cum vellent ac proponerent ad hujusmodi Matrimonii in facie Ecclesiæ, prout tantas decet personas, solemnizationem in nostra Urbe Metropolitana, procedere, occurrir Juris quæstio coram nobis, qui sumus spiritualis Ordinarius Serenissimi Domini Ludovici prædicti, & per Dei gratiam consequenter, futuris similiter Ordinarius Serenissimæ Sponsæ ejusdem, puta circa pubertatem utriusque Sponsi & Sponsæ prædictorum, nonnullis dicere volentibus, adhuc non posse Matrimonium, ætate prohibente, subsistere inter eos, quamvis dictus Dominus Ludovicus fere principium quarti decimi, & ipsa Sponsa quasi duodecimi finem anni attingeret. Aliis autem contrarium juxta quorundam majorem summas tenentibus, nos actu Ordinarius ipsius Serenissimi Sponsi & in ipse ipsius Domina, ut præfertur, atque pro parte Sponsæ ejusdem, ad difficultatis jam diu terminationem, necnon ad omnem canonicam provisionem ad effectum Matrimonii hæspedicti tam de jure communi quam etiam specialiter, puta, per dispensationem & aliter nominatus, acceptatus, & electus etiam in Canonis & aliis debitis submissionibus, quæ quomodolibet possent requiri ad præmissa & pro parte Regum, & Sponsi ac Sponsæ prædictorum per eorum

ANNO
1428.

ANNO
1428.

edrum Procuratores literariorum constitutos, & de quorum nobis sufficienter constitit potestate atque constare; cum vehementer instantia requisitus unanimiter & rogatus procedere ad executionem omnium pramissionum videlicet pro parte Christianissimi Francie Regis, ac ejus Primogeniti Domini Delphini Vienneusis sapientissimi, per Dominos Adam de Cameraco primum Præfidentem Curie Parliamenti, & Balduinum de Campagna, Dominum de Tulle, Bailivum etiam Taronie, Milites & Consiliarios Regios, nec non pro parte Illustrissimi Regis Scocie, & ejus Primogeniti prædictorum per Reverendum in Christo Patrem Dominum Joannem Episcopum Brechmensem, & Magistrum Joannem Seelbart, Præpositum Ecclesie Collegiate de Metphen, Consiliarios ipsius Illustrissimi Scocie Regis, & per quemlibet eorumdem, attendentesque de jure omnia, que adhuc disputationi sunt relicta & arbitrio debent iudicantium subfistere, qui juxta rerum vel personarum, temporum ac locorum seu casuum necessitatem & exigentiam tunc possunt, quorum voluerint opinionem seu summam immutare; hinc est quod nos illorum nunc summam qui dicunt, non solum ex carnis copula five inter Sponsos ad invicem, si ve cum aliis infra Annos pubertatis numeralis subsecuta possit pubertatem eandem ipso facto præveniri, sed etiam hoc posse contingere ex sola dispositione & habitu corporum atque animorum Sponsi, simul atque Sponsæ, certissimè sufficienter de ætate ipsius Scenissimii Sponsi superscripta, necnon de habitu & virili dispositione ejusdem, tam ex multiplici nostra conversatione cum eodem, quam etiam ex accurato aspectu novissimè ex causa & occasione pramissionum ad corpulentiam & membra sue Scenitatis. Et insuper informati judicialiter de ætate & virili potentia etiam ipsius Sponsæ, de qua supra, ac de ipsius viri potentia considerata per nos sollicitè Sponsi & Sponsæ prædictorum habitudine corporum atque animorum nutritione, & ætate ejuslibet ipsorum insuper, & bona disciplina quæ multum juxta prudentem sententiam infanti ad maturitatem virtutis seminalis: considerato denique decursu ætatis humane, quo quanto plus laxatur, tanto citius omnem summum ætatis gradum attingit, & assequitur suam perfectionem; considerato amplius mutuo amore Sponsi & Sponsæ ad se invicem, & desiderio conversationis conjugalis, quod plurimum accendit vim conjugalem: Considerato novissimè tanto bono, quod, sicut dictum est, ex ipso Matrimonio potest verissimè adesse tranquillitati rei Christianæ, & corroboratori antiquarum Amicitiarum atque Confederationum inter Regna Francie & Scocie, quas non minoris est virtutis conservare, quam de novo inire. Super hoc judicialiter de prædictorum omnium consensu sententiantes, Christi nomine primitus invocato, decernimus Sponsum & Sponsam sæpe dictos esse dispositos, atque aptos ad ipsum Matrimonium per verba de præfenti efficaciter in facie Ecclesie celebrandum, & ad ipsum quoad vixerint invariabiliter observandum. Dispensantes nihilominus, quantum opus est, tanquam Juris Minister cum ipsis, & quolibet eorum, super defectu ætatis antedictæ, suppletes eandem quantum opus est ex causis prædictis, & plurimis aliis ad hoc nostrum animum moventibus. Datum Taronis, sub Sigillo majori nostro, die 13. mensis Junii, Anno Domini 1428. *Et sur le repli est écrit, De Mandato Domini. Et plus bas est écrit, L'U.C.A. 50, avec paraphes. Scellé d'un sceau pendante en parabole.*

CXXXVIII.

66. Oß. Anweisungsbrief dreier Herzogen Wilhelm / und Heinrich zu Braunschweig Lüneburg / an einige dreier Städte inhabende Stände / daß dieselbe denen Herzogen / Bernharden / Otten /

CXXXIX.

1429.
28. Juill.

GUELDER
ET U.
TRECHT.

Tractat van Vrede tusschen ARNALD Hartogh van Gelder en DIEPHOLD Bisschop van Utrecht gesien den 28. July 1429. [SCHLICHTENHORST, Chroniques de Gueldre. Liv. IX. pag. 218.]

HERTOGH Arnald op 't laetste after-waerts denkende, ende den vreedenden Oorlogh moede zijnde, TOM. II. PART. II. vond

und Friedrich zu Braunschweig huldigen / und sich zu ihnen kehren sollen. Oben den Ertrag nach den eilff tausent Jungfrauen 1428. [LUNIG, Teutsches Reichs. Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Fortsetzung II. Absatz IV. pag. 387.]

C'est-à-dire,

Mandement de GUILLAUME & HENRI Ducs de Brunswick à leurs Sujets & Vassaux, à ce qu'ils aient à faire Foi & Hommage à BERNARD, à OTTON, & à FREDERIC Ducs de Brunswick. Le Mardi après la Fête des onze mille Vierges 1428.

Allen Graven / Freyen / Riddern / Steden und Börden / und alle denjenigen / die unsse Stede unde Schlöte inne hebben / samst und besöndern / als mit Namen Tzelle mit der hochgebarnen Försinnen / Fruwen Margarethen van Hessen / Hertoginnen tho Brunschwick und Lüneborg / Stellinga- de mit dem Erverdigten Herrn Johanne Bisschoppe tho Berden / Lawenbrugge / Erdman Schulten / Moysdeberg / Ludolffe unde Bernharden van Moysdeberg / Hibzacker / Hardwige van Bülow / Danenberge / Herrn Ficken van Bülowe / Priess den salben Herrn Ficken / Schnackeborch denstlichen Herrn Ficken / Gartoire den Sante Johanne Herren van Hüdigi / Werbecke Ludolffe und Bernharden van Babendycke / Clöke Warten und Plate / Bröm Herrn Guntze van Bertensleben / Giffhornen / Wilhelm van Tzamblesse / Kneißbete / Maneken van Estorpe / Bodendycke / Ludolfe van Babendycke / Lawensteine unde Wallense / der hochgebarnen Försinnen / Fruwen Margarethen von Hessen / Hertoginnen tho Brunschwick und Lüneborg / Wodenwerder / Henninge van Heden Kintern / und Herrn Hanse unde Timenen Hogen / Ertschen Herrn Harborte / Erbe Johanne Wuschen unde eren Erben / Embede wy Wilhelm und Hinrick / Hertogen tho Brunschwick unde Lüneborg / unsen Grot / Guntze unde guten Willen / einen juwelden na schein geböre / Widdende / betende und begehrende van yuw allen / unde einen juwelden besöndern / dat jy yuw holden / richten unde kehren / mit den Schöten unde Städten / wat gy der inne haben / an de hochgebarnen Försen / Herrn Berende / unde Herrn Otten / unde Herrn Frederichen Hertogen tho Brunschwick unde Lüneborg re. unsse leden Berden unde ere Erden / unde dohn yuwer eine rechte Affrucht / mit den Schlöten und Städten / nach Aethwysinge des Deelebreeses / in und mit Krafft dieses Breeses: Weßret dat yuwer welcke were / de siet an duse Vorwysinge in dat gemene nicht wolde nöden lathen / den wille wy mündlichen edder im Breve gerne in dat besöndern vortwysen. Des tho Bekendnisse hebbe wy unsse Insegele drücken en beten nedden an dyssen Brees / Nach Godts Gebort dusent verhundert und in dem acht und zwintigsten Jahre / am Dinstage negst na der elffen dusent Wegebe Dage.

(L. S.)

CXXXIX.

Traité de Paix entre ARNALD Duc de Gueldre, 1429. & DIEPHOLD Evêque d'Utrecht, fait le 28. 28. Juill. Juill., 1429. [SCHLICHTENHORST, Chroniques de Gueldre. Liv. IX. pag. 218.]

GUELDER
ET U.
TRECHT.

LE Duc Arnald, étant enfin las de la Guerre, trouva à propos sur la proposition par l'avis de son Conseil

ANNO
1429.

vond op het aenhouden van zyn Raeds-vrienden noodigh en geraediam, het maendelyk beftand in eene geftadige vrede te verkeeren. Men zegt, dat Philips van Burgundien insgelyken Zweer van Kulenburgh in fijn wesen en geheel laetende, met Diephold was gaen verdraegen. Het vredes befteek tuffchen ARNOLD en DIEPHOLD was fchier van defen inhoud. In den eerften zoude de Hertogh van Gelder aen fijn Neeve Diephold en het Sticht van Utrecht weder leveren de Schants te Horft, ende beforgen dat aen Hubert Wolf van Horft fijn after-wesen (na't uyt-wijfen van fijn fchoon-Vader den Vorft van Kleve, Did. van Bronkhorft zoon van Batenburgh en Anholt, ende Did. van Heimert, gevoeghd met Diephold ende het Gods-Huys en de Stad van Utrecht) wierde voldaan; zonder zich namaels de zaak van Bifchop Zweer eenighfins te bekreeden. In dese vrede zouden, zoo fy wilden, begreepen zijn de Vorftelyke ballingen Burgers en Onderzaeten, die in 't Sticht niet zouden moegen koemen, ofte hun gronden aldaer aenvaerden, dan met believen van Diephold, ende onder goede zekerhgh; mids dat hun onvberooden was zoo weynigh als d'andere Landzaeten, den Hertogh te helpen, indien Gelderland met het Sticht wederom in krakeel en oorlogh verviel; blyvende ewerwiel de Brieven van die van Zwol rakende hunne ballingen, van waerden. Alle Kerken en luyden, ende niet min geestelyke als andere goederen, zoo in Gelderland gelegen, ofte Diephold en de Kerck waeren onderdaenigh geweest, zouden by haer bezit en vorige Heeren rusteliken verbliven; doch zoo Bifchop Zweer, ofte yemant anders den Hertogh ofte fijne Onderzaeten hier over in den ban deed, in zulk een val zoude de Hertogh, volgende den raed van Diephold, met haer en 't Sticht den wegh van rechten in-gaen, ftellende daer toe volmagtigters en befcheydene luyden, op kosten van 't Sticht; welke onkosten, by weygeringe, hy vermoght te vinden op zulke erven en landeryen, als die van 't Sticht in fijn geucht hadden leggende. De handel en wandel zoude aen weder-zijden vry en ongemoejd zijn, onder betaelinge van gewoonlyke tollten ter gewoonlyke plaetfen: des zoude yeder in fijn Gebied den voorzyden Koop-luyden overfchade en fchuld goen en kort recht laeten wederwaeren. Diephold en vermoght Bifchop Zweer ten geenen tijden tegens Arnald ofte fijne Landen enigh byftand te doen: ende of 't gebeurde, dat Zweer een fchick van 't Bifdom hemaghtighe, daer tegens zoude, op des Hertoghs goed-duncken, Diephold neffens de Staden 't Sticht van Utrecht, dadeliken tot haeren koften en geveer alle tegenweer aenwenden; gelijk de Hertogh mede op fijne koften beloofde te doen, om hem weder uyt te ftooten. Soo eenigh Heer ofte wiet ook moghte wesen, ter zaake van defen zoen, yetwes tot after-deel van den Hertogh voornam, aen dien zoude hy Diephold noch het Sticht in enigerley wyze de hand bieden. De gevangens zouden over en weder vry gefield worden, behalven Peter van Kulenburgh ende etlike meer, die in de jongft op-geworpene Sterkte binnen Amersfoort waren gekreegen. De goederen van de Gelderfe in 't Sticht, ende van de Stichtenaers in Gelderland, zouden geveen als van te voren, ende als de Gelderfe en Stichtfe goederen; gelijk mede niemands goederen, zonder voorgaende vermaeninge van de Overgheryd der plaetfe, moghten aengehouden, nochte de goederen der Stichtenaers in Gelderland gelegen, met enige laften van Paerden ofte anderfins bekommerd worden. De Boffen aen de zijd van de Velouw, ende de hout-keur daer in zouden ftaen aen den Hertogh, die tegen alle overlaft zouden bevrijden, zoo veel'er uyt het Sticht daer binnen woonden. De Beffen en Koeyen der Burgere van Zwol, welke door des Hertoghs onderzaeten, boven fijn vrygeleyde, naer Gelderland waren verdreeven, geloofde de Hertogh te vergoeden uyt het geld, 't welk hy aen die van 't Sticht te goed hadde. Alle after-ftallige ende by dezen Oorlogh voor Peters-dagh niet betaelde jaar-renten, zouden onbetaeld ende van nu af op den zelven voet blyven als voor heen. De Hertogh zoude aen Diephold weder behandigen alle zulke Brieven, waer by die van Rhene fien in den voorgaenden krijg hadden beloofd onzijdigh te draegen, ofte die van Rhene hier van fchrifteliken ontfaen; gelijk ook ondughigh zouden zijn die Brieven, welke den Amersfoorters na't inneemen van haere Stad waren af-geparft. Soo yemant enigh pand-recht aenquam, 't welk duyrende den Oorlogh niet en was aengenoomen, daer toe zoude een yegelyk fijn volkoe-men recht al noch behouden. De dijk by Elburg zou-

de, feil de changer la Treve en Paix. On dit que Philippe de Bourgogne laissent semblablement Zweer de Culenbourg en son entier droit aller traiter avec Diephold; le contenu du Traité de Paix, d'entre ARNOLD & DIEPHOLD, étoit à peu près tel; premierement le Duc de Gueldres devoit rendre à son Neveu Diephold & à l'Évêché d'Utrecht. les Forts de Horft, & faire en sorte qu'on payât les arrerages dâs à Hubert Wolf de Horft, (suivant le jugement de son Beaufere le Prince de Cleves, Did. de Bronckhorst Fils de Batenburg & Anholt & Did. de Heimert, joint à Diephold & l'Hôpital & Ville d'Utrecht) sans se plus mêler à l'avenir en aucune maniere de l'affaire de l'Évêché Zweer, en cette Paix devoient être compris d'ils vouloient les Bourgeois & Sujets bannis du Prince, qui ne pouvoient venir dans l'Évêché ni pour des fonds qu'ils y avoient que du consentement de Diephold, & sous bonne caution; parce qu'il leur étoit aussi peu défendu qu'aux autres Sujets d'assister le Duc, si la Gueldre venoit à rentrer en Guerre avec l'Évêché. Demourant néanmoins les Lettres de ceux de Zwol concernant leur exil en leur force. Toutes les Églises & Gens & les biens, tant Ecclesiastiques qu'autres, situés en Gueldres, étant Sujets de Diephold & de l'Église, devaient demeurer en leur première possession, & sous l'obéissance de leurs Seigneurs; mais si l'Évêque ou quelque autre venoit à excommunier le Duc ou ses Sujets, en tel cas le Duc, suivant le conseil de Diephold, entrera avec eux en justice, établissant pour cet effet des Plénipotentiaires & gens d'armes, aux dépens de l'Évêché. Pour lesquels dépens, en cas de refus, il aura son recours sur les biens que ceux de l'Évêché ont dans sa puissance. La fréquentation & le commerce sera libre de part & d'autre, en payant la Douane accoutumée aux lieux ordinaires. Et chacun sera faire droit & bonne justice à son chacun des Marchands dans le lieu de leur obéissance. Diephold & l'Évêque Zweer ne pourront point faire de trêve en quelque temps que le soit avec Arnald & ses Pais. Et s'il arrivoit que Zweer vint à se rendre maître de quelque partie de l'Évêché, alors, à la requeste du Duc, Diephold avec la Ville & l'Évêché d'Utrecht agiroient à leur dépens contre cette hostilité; comme le Duc aussi promet de faire de son côté pour le repasser. Si quelque Seigneur ou qui que ce soit, à cause de cette réconciliation, entreprenoit quelque chose contre le Duc, Diephold ni l'Évêché ne l'assistera en nulle manière. Les Prisonniers seront relâchés de part & d'autre, exceptez Pierre de Culenbourg & quelques autres de plus qui dernièrement, lors de la construction du Fort, furent pris dans Amersfoort. Les biens des Gueldrois & ceux des habitants de l'Évêché dans la Gueldre demeureront comme auparavant, & ce comme biens de Gueldres & de l'Évêché. Comme aussi les biens de personne, sans la sentence préalable du Souverain du lieu, ne pourront être retenus, ni les biens de ceux de l'Évêché situés en Gueldres molestés par quelques charges ou impositions de cheaux ou autrement. Les Bois qui sont du côté du Velouw & le choix du bois appartiendront au Duc qui exemptera de toute molestie autant qu'il y en demeurera de l'Évêché. Les Bestiaux & Vaches des Bourgeois de Zwol qui par les Sujets du Duc furent emmenés en Gueldre sur son Sauf-conduit, le Duc promet d'en indemniser de l'argent qu'il a appartenant à ceux de l'Évêché. Tous les arrerages & les rentes annuelles qui, à cause de cette Guerre, n'ont pas été payés avant le jour de St. Pierre, demeureront non payés & sur le même pied que cy devant. Le Duc remettra & mains de Diephold les Lettres ou Actes, pour lesquels ceux de Rhene avoient dans la précédente Guerre promis de se comporter neutralement, ou en déchargeant ceux de Rhene icy par écrit. Comme aussi seront nulles les Lettres qui ont été extorquées à ceux d'Amersfoort après la prise de leur Ville. S'il appartient quelques gages ou hypothèques à quelqu'un, lesquels n'auraient pas été enlevés pendant la Guerre, ni chacun restera à cet égard en son plein droit. On fera une digue & une écluse près d'Elburg

ANNO
1428.

ANNO de op-ende een Snyds daer by gemaakt worden, volgens den raed en 't goed-dunken van de weder-zijdsse ge-erden, ende die by de zelve watering gebreck hadden.

De Hertogh zoude geenfus gehengen, Diephold ofte yemant van de Stichtse Ingezetenen binnen sijne Land-grensen van de ballingen ofte yemant anders eenigh hinder ofte moeyen aengeden te worden. De Voort vergat en vergaf mede aen de Steden van Utrecht, Amersfoort ende 't gantse Sticht, -al wat te Worichem was gepleghd, ende begerde den Heer van Kulenburgh in dese Vrede begreepen te hebben, ende dat men d'een neder-igh, roovery en brandstichtinge tegen d'andere zoude reekenen ende verge-lijken. Maer zoo sich yemant steegh en weder-span-nigh tegen den Hertogh wilde aensellen, ende dit verdrag niet aenmeenen, ende die van 't Sticht hier over in schade raekten, dan zouden de Geldersse den Stichtenaers, ende de Stichtenaers den Gelderssen na ver-moegen bystaen, yeder op sijne kosten. De Hertogh met de Ridderfchap beloofden, tot meerdere vastig-heyd van de gemeyne Vrede, alle stroperyen, blas-kingen, hechtenissen, af-zettingen, en geweld in Gel-derland en het Sticht, na haer beste maght te weeren, ofte aen Diephold daer voor in twaelf weeken vergoe-dinge te geeven, mids dat men daer van verkondinge zoude doen omtrent de plaets van de misdaet; te weeten omtrent Rhenen, indien de over-last waer voor-gevallen in 't Sticht van Utrecht; dan zoo zulk in 't Over-Sticht was gebeurd, omtrent Kampen ofte De-venter. Soo de Hertogh de schade weygerde op te richten, moght ze Diephold op des zelfs Onderzaeten verhaelen; wel-verstaende, dat alsoewel de Zegels van alle de vier Hoofd-steden aen desen Brief vast wa-ren, yf echter syn wraak moelt zoeken op en omtrent de Gewesten, waer van daen het leed ofte de sehuld was geproeten. Ende nademaal de Hertogh, nyt den naem van alle ende een yeder die dit aengingh, ende die hem in desen Krijgh hadden geholpen, dese Vree-de, nyt eygen drit en raed sijner Vrienden, had in-gegeen ende de zelve vast en onverbreckelijc begerde na te koemen, gaf hy tot dien eynde over sijn Vortse-lijck woord en trouw, leggende daer behalven sijne hand op het Schrift ende sijn Zegel daer aen hechten-de. Tot bezegeling van desen, waeren mede van des Hertoghs wegen gebedden zyne Verwanten en Raeden Willem Vry-heer van Buuren en Buefichem, Gijbert van Bronckhorst Heer van Batenburg en Anholt, Wil-lem van Leeke Heer van den Bergh en Byland, Jan Heer van Hoeklem en Millingen, Jan Schelart van Obbendorp Ridder en Hof-meester, Jan van Buuren Heer van Wijke, Jan Heer van Asperen, Voorst en Keppel, Diderik van Bronckhorst, Diderick van Lyn-den Heer van Hemmen, Diderick van Bylande Rid-der, Jan van Goebeek Heer te Hoemen, Malden en Beek, Jan Heer van Broekhuysen, Weerdenburgh en Amerloven, Jan van Olt, Jan van Apeltorn, Heer Robert Maerchalk, Willem van Vlodorp Erf-wacht-meester van Ruermund, Renald Heer van Oyen, Jan van Apeltorn Heer van Persingen, Jan van Rossum Heer van Leenberghen, Herbert van Oy Heer van Blitserswijk, Jan van Buuren Heer van Amfle, Jan van Oy Heer van Ubbergen, Gijbert van Tuyl, Diderick van Vlodorp, Reynold en Jan Zeller, Gijbert van Mekeren, Peter Steen-bergen van Nyenbeek, Evert van Wilt, ende Willem van Rijswijk Kamerlingh; behalven de Borgemeesters, Schepens en Raeden van Nymgen, Ruermund, Zut-veen ende Arnhem. Gedaen op den 28. van de Hoy-maend.

suivant l'avis de l'une & l'autre partie & dont lesdi-tes eaux avoient besoin.

ANNO 1429.

Le Duc ne permettra en nulle maniere que Diep-hold ou aucun des Habitans de l'Evêché soit molesté par banissement ou autre peine ou empêchement. Le Prince ordonne & pardonne aux Villes d'Utrecht, Amers-foort & de tout l'évêché tout ce qui a été commis à Vorichem, & souhaite que le Seigneur de Culenbourg soit compris dans cette Paix & que ceux de l'Evêché ne conseraient de toutes les invasions, pillages & incendies qui ont été faits de part & d'autre. Mais si quel-qu'un vouloit se montrer rebelle contre ledit Duc & ne point adhérer à ce Traité & que ceux de l'Evêché en souffrissent du dommage, les Guelphes soutiendront ceux de l'Evêché & ceux de l'Evêché les Guelphes chacun à ses frais. Le Duc & les Nobles promettent pour plus grande assurance de la Paix commune d'empêcher de leur mieux dans la Guelph & dans l'Evêché toute sorte de brigandages, incendies, enlèvement, dépositions & violences, ou d'en indemniser Diephold dans dix-sept semaines, pourvu qu'on donne connoissance du lieu où l'action aura été commise, au-ssavoir sur Rhenen si le dommage a été commis dans l'Evêché d'Utrecht; mais si telle chose a été commise de l'autre côté de l'Evêché, les Comtes ou Deventer. Si le Duc refuse le dédommagement, Diephold pour-à le recouvrer sur ses Sujets; bien entendu qu'enore que les Seigneurs de toutes les quatre Villes Capitales soient attachés à ces présentes, il tâchera de s'en dédomma-ger sur le Pais qui aura causé le dommage, & comme le Duc, au nom de tous ceux que ces présentes regardent, & qui l'avoient assisté en cette Guerre, a fait cette Paix par la persuasion & avis de ses pa-rens, & qu'il desire de l'observer fermement & inviolablement, il en donne sa foi & parole de Prince, en apposant ses mains & son Seau à ces présentes. Pour confirmation desquelles de la part du Duc y étoient priez ses parens & Conseillers Guillaume Baron de Buuren & Buefichem, Gijbert de Bronckhorst Seigneur de Batenburg & Anholt, Guillaume de Leeke Seigneur de Bergh & Byland, Jean Seigneur de Hoeklem & Millingen, Jean Schelart d'Obbendorp Chevalier, & Jean de Buuren Seigneur de Wijke, Jean Seigneur d'Asperen, Voorst & Keppel, Diderick de Bronckhorst, Diderick de Lynden Seigneur de Hemmen, Diderick de Bylande Chevalier, Jean de Groetbeek Seigneur de Hoemen, Malden & Beek, Jean Seigneur de Broekhuysen, Weerdenburgh & Amerloven, Jean d'Olt, Jean d'Apeltorn, le Seigneur Robert Marichal, Guillaume de Vlodorp Wacht-meester héréditaire de Ruermund, Renaud Seigneur d'Oyen, Jean d'Apeltorn Seigneur de Persingen, Jean de Rossum Seigneur de Leenber-gen, Herbert d'Oy Seigneur de Balgoj, Arent Seigneur de Blitserswijk, Jean de Buuren Seigneur d'Amfle, Jean d'Oy Seigneur d'Ubbergen, Gijbert de Tuyl, Diderick de Vlodorp, Renault & Jean Zeller, Gijbert de Me-deren, Pierre Steenbergen de Nyenbeek, Evert de Wilt, & Guillaume de Rytwick Chambellan, outre les Bourguemaitres, Eschevins, & Conseillers de Nime-gue, Ruermund, Zutphen & Arnhem. Fait le ving-t-huitième de Juillet.

CXL.

19. OCT. Testament de BONNE DE SAVOYE Princesse d'Achaïe. Fait le 19. Octobre 1429. [S. GUI-CHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 131.]

In nomine Domini nostri Jesu Christi Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem Domini millesimo qua-tercentesimo vicesimo nono, Indictione septima, die decima nona Mensis Octobris. Actum in Castro Stapinensi videlicet in Camera cubiculari infra scripta Illustri Domina BONNE DE SABAUDIA Principissa Achaye Testatrix, presentibus Venerabilibus Re-ligiosis Dominis Fratre Donato de Pinerolio Confes-

sore, Fratre Jacobino de Alexandria, Fratre Antonio de Moreta, Domino Joanne Bartholomaeo Gerli de Pinerolio Cappellani, Spectabilibus, Egregiis & No-bilibus Viris Domino Ludovico Balthardo Achaye, Do-mino Guillermo de Confencio Legum Doctore, Magistro Antonio Bealesti Philiso, Bartholomaeo Prova-na Magistro Hospicii Consiliariis, Gabriele Provana Filio dicti Bartholomaei, Jacobo Filio, Georgio de Bu-nis Domino Cersinameli, & Stephano de Cabureto de Montecasterio Scutiferis infra scripta Illustri Domina Principissa Testatrix, Testibus ad infra scripta voca-tis, & rogatis ore proprio ipsius Domina Testatrix, in hunc qui sequitur modum, suum Testamentum, sine scriptis nuncupativum facere procuravit. In primis quid-
dem ejus animam, quandoqueque eam ad hoc saeculo
migrare

ANNO
1429.

migrare contigerit, Altissimo Creatori, Beataque Mariæ Virgini ejus Matri & toti Curia Cœlesti commendavit. Item ordinavit sepulturam sui corporis fieri in Capella Illustrissimum Dominorum Principum Achayæ, sita in Ecclesia S. Francisci de Pinerolio, cum solemnitatibus decentibus. Item ordinavit quod in dicta Capella pro anima sua celebraretur per Fratres dicti Conventus, qualibet die una Missa solemniter de Requie in cantu, exceptis diebus quibus in dicto Conventu prædicabitur, quibus diebus celebraretur una Missa basile, & hoc usque ad tempus duodecim millium annorum, à die ejus decessus inchoandorum, & pro præmissis Missis celebrandis, legavit dicto Conventui omnia, & singula paramenta Capellæ ipsius Domine Testatricis, tam Calices, Reliquaria, Cruces, Candelabra argentea, & aurea, & alterius cujusque metalli, libros, & vestimenta sacerdotalia. Item legavit occasione prædicta dicto Conventui, sexaginta Florenos annuales solvendo per infra scriptum suum Hæredem, durantibus duodecim millibus annis supra scriptis. Item legavit Monialium S. Jacobi de Pinerolio Ordinis Sanctæ Clare pro anima sua, centum Florenos solvendo semel tantum, per ejus Hæredem infra scriptum. Item legavit Conventui S. Francisci de Montecalerio pro anima sua, quinquaginta Florenos solvendo semel tantum per Hæredem suum infra scriptum. Item legavit Conventui S. Francisci de Thaurino, quinquaginta Florenos solvendo semel tantum per dictum ejus Hæredem infra scriptum. Item legavit Monasterio S. Clare de Thaurino pro ejus anima, viginti quinque Florenos solvendo per dictum ejus Hæredem semel tantum. Item legavit Conventui S. Francisci de Querio pro ejus anima, viginti quinque Florenos solvendo per dictum ejus Hæredem semel tantum. Item legavit Monasterio S. Clare de Querio, viginti quinque Florenos solvendo semel tantum per dictum ejus Hæredem. Item legavit Conventui S. Francisci de Fossano, viginti quinque Florenos solvendo semel tantum per dictum ejus Hæredem. Item legavit Monasterio Monialium Sanctæ Clare de Carignano pro ejus anima, quinquaginta Florenos solvendo per dictum ejus Hæredem semel tantum. Item legavit Conventui S. Francisci de Monteregali pro ejus anima viginti quinque Florenos solvendo semel tantum per dictum ejus Hæredem. Item legavit, onerando conscientiam infra scripti sui Hæredis, quingentos fen quingentes centum Florenos pro maritandis quinque pauperibus virginibus, solvendo per dictum suum Hæredem infra annum post ipsius Domine Testatricis decessum. Et quia quæ specialiter sunt digna nota, idem infra scriptum ejus Hæredem rogat, ut specialiter habeat recommissum in bonis suis hæreditatis, & aliis suis quibuscumque peragendis, attentis benemeritis ipsius, & laboribus per eum supportatis, ob reverentiam ipsius Domine Testatricis Spectabilem Dominum Ludovicum Bastardum Achayæ ejus Dilectissimum. Item legavit Illustrissimæ Domine Joannæ de Sabaudia Marchionisse Montisferrati, ejusdem Domine Testatricis Sorori, ducentos Florenos parvi ponderis solvendo semel tantum per ejus Hæredem infra scriptum. Item Jure restitutionis relinquit Illustrissimæ Domine Domine Bone de Biturico ejus Matri, trecentos Florenos parvi ponderis solvendo semel tantum per ejus Hæredem infra scriptum de, & pro quibus ipsam jussit, & voluit esse tacitam, & contentam; sic quod ulterius nil petere possit, aut habere in bonis, & hæreditate ipsius Domine Testatricis. In omnibus autem bonis suis mobilibus, & immobilibus, Juribus, & Actionibus, ac nominibus debitorum, suum Hæredem universalem instituit Illustrissimum Dominum nostrum, Dominum Amadeum Sabaudia Ducem ejus Fratrem Dilectissimum, & ipso deficiente eidem Illustrissimo Domino nostro Duci substituit ejusdem Domini nostri Ducis Hæredem universalem; De quibus omnibus ipsa Domina Testatrix præcepit fieri unum, vel plura publica Instrumenta unius, & ejusdem tenoris ad opus quorum intererit per me Notarium infra scriptum, præsentibus Testibus supra scriptis. Signé M A G L O C U S.

CXLI.

1430. Privilege notable de la CHEVALERIE & NOBLESSE de Lorraine, confirmé par le Duc 30. Janv. RENE & par le Duc JEAN son Fils, portant qu'en quelque cas que ce soit, les Chevaliers & autres Nobles de Lorraine, ne peuvent être

jugés que par leurs Pairs, soit qu'ils y soient Accusés, ou Défendeteurs. Donné à Nancy, le 30. Janvier 1430, & le 22. Novembre 1464. [La véritable Origine des Maisons d'Allace, de Lorraine, d'Autriche, &c. pag. 230.] ANNO 1430.

JEAN Fils du Roy de Hierusalem & de Sicile; Duc de Calabre & de Lorraine, Marchis, &c. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront & orront, Salut. Comme, apres le trespas de feu, de tres-noble memoire, nostre tres-redouté Seigneur CHARLES Duc de Lorraine, Marchis, &c. Nostre ayeul, eust esté remonsté à nostre tres-redouté Seigneur & Pere le Roy de Hierusalem & de Sicile, & à nostre tres-redouté Dame & Mere la Reyne Duchesse de Lorraine, dont Dieu ait l'ame, par ces Nobles Chevaliers & Escuyers de nostredit Duché de Lorraine, que plusieurs nouveleitez avoient esté faites contre l'ancien usage & Coustume dudit Duché au prejudice desdits Nobles. Et sur ce nosdits Seigneur & Dame eussent fait declaration de leur volonté, & par Lettres sous leurs Seels, desquelles la teneur s'ensuit de mot à mot. RENE Fils du Roy de Hierusalem & de Sicile, Duc de Bar & de Lorraine & Marchis, Marquis du Pont, Comte de Guise: Et nous ISABEL Duchesse, Marquise & Comtesse des Duches, Marquisats, Comtez & Seigneuries dessusdites seule Femme & Epouse de mondit Seigneur defusdit nommé, licenciée & autorisée quand à ce de mondit Seigneur, A tous ceux qui ces présentes Lettres verront & orront, Salut. Scavoir faisons que comme apres le trespas de nostre tres-cher & tres amé Seigneur & Pere Montaigneur CHARLES Duc de Lorraine & Marchis, qui Dieu parvint, il nous alt esté remonsté par la Chevalerie dudit Duché de Lorraine, que au temps de feu nostredit Seigneur & Pere, sont esté faites audit Duché de Lorraine plusieurs nouveletez, contre l'ancien usage & Coustume dudit Duché; Nous desirant le bien, utilité & conservation dudit Pays, voulans aussi entretenir & garder bonnement ledit Pays en les anciennes Coustumes & Usages sans les aucunement enfreindre; Nous aussi considerans la Coustume dudit Pays estre telle d'ancienneté que de tous Deuats & Questions estans entre le Seigneur & la Chevalerie du Pays, ladite Chevalerie ont toujours esté jugier par leurs Pairs. Et pource voulons & à ce nous contentons, & avons promis en vrayes paroles de Prince & Princeesse, pour nous, nos Hoirs & ayans cause de nous Ducs de Lorraine à tousjoursmais, que dès maintenant pour le temps à venir toutes & quantes fois que nous ou nosdits Hoirs & ayans cause Ducs de Lorraine, ou nos Officiers ou autres de par nous, voudront aucun chose demander à la Chevalerie dudit Duché de Lorraine, ou à aucun ou plusieurs d'eux particulièrement, leurs Hoirs ou ayans cause, en quelque maniere que ce soit ou puisse estre; Nous & nosdits Hoirs & ayans cause, nous en devons laisser juger par la Chevalerie native dudit Duché de Lorraine & autres Nobles Fiefz dudit Duché leurs Pairs, selon l'Us & Coustume ancienne dudit Duché & es Lieux accoustumés. Et pareillement se ladite Chevalerie conjointement plusieurs ou aucuns d'eux particulièrement, leurs Hoirs & ayans cause, veulent aucune chose demander à nous, nos Hoirs, Successeurs & ayans cause, Ducs de Lorraine, & autres Nobles Fiefz dudit Duché, leurs Pairs, selon l'Us & Coustume ancienne dudit Duché, & es Lieux accoustumés. Et tout ce que par ladite Chevalerie sera dit & jugé par droit pour nous ou contre nous, pour nos Hoirs ou ayans cause, ou contre eux; Nous, nosdits Hoirs ou ayans cause, Ducs de Lorraine le devons tenir fermement & en estre contents, sans aller faire ne souffrir aller au contraire en quelque maniere que ce soit ou puisse estre. Et en outre toutes & quantes fois que la Chevalerie dessusdite conjointement ou plusieurs ou aucuns d'eux particulièrement, leurs Hoirs ou ayans cause, prieront ou requerront à nous, nos Hoirs ou ayans cause, Ducs de Lorraine avoir droit & Jugement par leurs Pairs, comme dit est dessus, des debats, questions ou demandes que pourroient estre & mouvoir en tous temps advenir entre nous, nos Hoirs ou ayans cause Ducs de Lorraine, & ladite Chevalerie conjointement & particulièrement, leurs Hoirs & ayans cause. Nous, nos Hoirs & ayans cause Ducs de Lorraine, ne poons, ne devons aucunement refuser à ladite Chevalerie conjointement,

ANNO
1430.ANNO
1430.

tement, ne à plusieurs, ne aucuns d'eux particulièrement, ne à leurs Hoirs, ne aucuns d'eux, ne ayans cause, ledit Droit & Jugement de leursdits Pairs, par la manière que dessus est dit. Et voulons aussi que les rappels des Jugemens dudit Duché de Lorraine soient jugés par ladite Chevalerie ainsi comme il est accoustumé de faire d'ancienneté, sans ce que autre Juge s'y puisse attendre ny avoir aucune cognoscance. Et se nous, nos Hoirs, Successeurs & ayans cause Ducs de Lorraine, ou aucuns de nos Officiers de par nous, ou aucuns nos Bourgeois & Hommes deputez, vouloient aucune chose demander à aucun ou plusieurs des hommes de ladite Chevalerie, ou d'aucuns d'eux. Nous ou nos Officiers, Bourgeois & Hommes dessusdits, les devons poursuivre pardevant leur Justice où ils seroient demeurans, & de là en avant de ressort en ressort selon les Us & Coutumes anciennes dudit Pays. Et pareillement de ladite Chevalerie conjointement ou aucuns d'eux particulièrement, ou leurs Bourgeois & Hommes deputez ou aucuns d'eux, vouloient aucune chose demander ou requérir à nous, nos Officiers & Hommes deputez ou aucuns d'eux, ils les devront poursuivre pardevant leur Justice où ils seroient demeurant par voye de Justice, & de là en avant de ressort en ressort comme dessus est déclaré. Et s'il advenoit que débats ou questions se meussent entre nous & ladite Chevalerie, ou entre ladite Chevalerie & nous, pour cause de nosdits Bourgeois & hommes deputez, ou pour leurs biens, ou pour leurs Bourgeois & hommes deputez & leurs Biens, lesdits débats & questions vanroient & seroient jugés & terminés par ladite Chevalerie & leurs Pairs en la manière que dessus est devisé & déclaré. Encore voulons que toutes nouvellesz indeues & non raisonnables que sont esté élevées ou temps & au vivant de feu nostre dit Seigneur & Pere soient mises jus & le tout à néant. Car comme nous sommes accertez d'aucuns, nostre dit Seigneur & Pere les avoit mises jus avant son trespassement, & que ladite Duchie & Pays de Lorraine demeurant d'oresnavant & à tousjoursmais en tels Coutumes, Libertez, Franchises & anciens Usages comme ladite Duchie & Pays de Lorraine estoit au vivant de feu bonne memoire nostre tres-cher Seigneur & grand Pere Monseigneur JEAN Duc de Lorraine & Marchis, & de ses Predecesseurs Ducs de Lorraine, dont Dieu ait les ames. Et voulons aussi que tous ceux de la Chevalerie dessusdite, à qui on avoit fait aucun tort ou grief, au vivant de nostre dit Seigneur & Pere, soient de ce radressés par le Droit & Jugement de leurs Pairs par la forme & manière que dessus est dit & déclaré. Et encore voulons que toutes & quantes fois que ladite Chevalerie ou plusieurs ou aucuns d'eux, ou leurs Bourgeois & Hommes en commun ou en particulier, ou leurs Hoirs ou ayans cause, nous feront ou requerront à nous, nos Hoirs ou ayans cause Ducs de Lorraine & Marchis, ou nos Officiers ou aucuns d'eux avoir Droit & Jugement, les Nobles par leurs Pairs, les Bourgeois & Hommes deputez par leurs Juges, & au rappel & ressort de ladite Chevalerie, de tous débats, questions ou demandes que pourroient naistre & mouvoir un temps advenir. Nous, nos Hoirs & ayans cause Ducs de Lorraine & Marchis, ne nos Officiers ne les refuserons ne devons refuser aucunement lesdits Droits & Jugemens par la forme & manière cy dessus déclarée. Toutes lesquelles choses dessusdites & une chacune d'icelles, nous Duc & Duchesse cy dessus nommez, pour nous, nos Hoirs, Successeurs & ayans cause Ducs de Lorraine & Marchis, avons juré & promis, jurons & promettons par ces presentes, loyamment & en bonne foy & vrayes paroles de Prince & Princeps tenir & faire tenir, interier, & accomplir de point en point inviolablement à tousjoursmais, sans aller ne souffrir aller en quelconque manière que ce soit à l'encontre, de la teneur de ces presentes ne des choses contenues en icelles. En tesmoin de ce nous avons fait mettre nos Seels à ces presentes. Donné en nostre Ville de Nancy le penultiesme jour de Janvier l'an de grace mil quatre cents trente. *Ainsi signé.* Par Monseigneur le Duc & Madame la Duchesse. Présents le Seigneur de Beffromont, Messieurs Joffroy d'Ornes, les Baillis de Saint Michel & de Bar, Roubert de Harowel, Jean de Proisy, Arnoul de Sampigny, Henry de Harowel, & Monsieur Jean de Brullion. Et comme personnellement les Nobles de nostre dit Duché nous ayans remonstré que depuis ladite Declaration, mesmement par le temps qu'avons esté absent à nostre dit Duché, leurs ont esté faits par plusieurs de nos Gens, & Officiers plusieurs griefs, troubles &

empeschemens contre la teneur desdites Lettres & Declarations, à leur grand grief, prejudice & dommage: Nous suppliant & requerant tres humblement que icelles Declarations & Lettres voicifions louer, greer, ratifier & approuver. Sçavoir faisons que nous, qui ne voulons en rien contrevenir aux anciens Usages de nostre dit Pais, ne derogier aux Droits, Privilèges & Franchises desdits Nobles; mais les voulons entretenir & soutenir à nostre pouvoir icelles Lettres & Declarations, & tout le contenu en icelles avons loié, confirmé, ratifié & approuvé, & par ces presentes loions, confirmons, ratifions & approuvons; Promettant lealment, en bonne foy & parole de Prince, pour nous, nos Hoirs & ayans cause, que nous n'en serons & tenir serons à tousjoursmais ferme & estable lesdites Lettres & Declarations, sans y contrevenir en manière que ce soit ou puisse estre. En tesmoin de ce nous avons signé ces presentes de nostre main & y fait mettre nostre Seel. Et pour plus grande feureté, avons ordonné & commandé à nostre tres-cher & tres-ami Fils NICOLAS Marquis du Pont à ce present, de le signer de son signe manuel en l'absence de son Seel. Donné en nostre Ville de Nancy le vingtedeuxiesme jour de Novembre mil quatre cents soixante quatre. *Ainsi signé* JEAN, & NICOLAS. Scellées de cire rouge du grand Seel armoyé des Armes dudit Seigneur Duc. *Et par le reply*, Par Monseigneur le Duc, Hardouin de la Jaille, Conseiller, Chambellan & Grand Maître d'Hotel, Messire Henry Boyer Chevalier, Messire Palamides Forbin Conseiller & Vicaire, & autres presens.

CXLII.

Traité de Mariage entre SIGISMOND d'Autriche 22. Juill. & de Fils de FREDERIC Duc d'Autriche, & Radeconde Fille aînée de CHARLES VII. Roi de France. Fait à Inspruck le 22. Juillet 1430. [G.G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 349.]

FREDERICUS Dei gratia Dux Austriae, Stiriae, Carinthiae & Carniolae, Dominus Marchiae Slavonicae, ac Portus Naonis, Comes in Habsburg, Tirolis, Fretis & in Kibur, Marchio Burgoyae, ac Landgravius Alsaciae &c. Recognoscimus pro nobis & Hæredibus nostris per presentes: quod nos & diligenter consideramus, quod dignissimum Regnum Francie & laudabilis Domus Austriae à longis temporibus in verâ & bonâ unitate singularique amore & naturali Amicitia infirmul conjuncta fuerit, huc usque feliciter permanent, & ut in tali dilectione & Amicitia permaneat, & per amplius in melius augmentetur; nos erga Serenissimum Principem Dominum nostrum Dominum Carolum Regem Francie quæsumus, & gratiam ejus magnâ cum diligentia rogavimus, ut Illustrissimam Dominam, Dominam RADEGUNDEN ejusdem ejusdem Serenitatis Filiam primogenitam dilectissimo Filio nostro primogenito SIGISMUNDO Duci Austriae causâ Matrimonii daret atque concederet Conthoralem & Consortem. Qui quidem Dominus noster Serenissimus Rex, aspectis & intellectis nostris diligenter supplicationibus, cum nostra sincera & bona voluntate, quam erga sacram Coronam Francie semper habuimus gestimusque hac usque & gerimus, Confanguinitate * perutili & Confederatione, in quibus Predecessores ejusdem Serenitatis Reges Francie, nec non nostri meritis plurimum attolunt celeberris laudabilisque memoria * una cum ejusdem Majestate hunc in consensum nostrorum unanimi voluntate pervenimus, & specialiter propter nostram majorem pacem invicem & securitatem, ambarumque nostrarum Domorum & Subditorum Francie & Austriae tranquillitatem & honorem: videlicet quod præstatam Illustrissimam Dominam Dominam Radegundem præstatæ Serenitatis Domini nostri Filiam Primogenitam Sigismundo dilecto Filio nostro etiam Primogenito in veram & perpetuam Conthoralem & Uxorem sponndit dare & concessit, prout hæc omnia in Literis ejusdem Serenitatis super his concessis plenius & latius enodantur & continentur.

3. Quapropter promissum & affirmavimus, promittimusque & affirmamus & juramus, per honorem, dignitatem & fidem nostram, quod præstatum Domitius Sigismundus Filius noster Primogenitus dilectissimus, prænominatam Illustrissimam Dominam Radegundem in Uxorem & Sponsam, ipsamque secundum formam

ANNO
1430.

formam & Legem Sacrosanctæ Rom. Ecclesiæ, dummodo & quando ad annos discretionis pervenerint, pro Uxore sua legitima accipiet, ac ei carnaliter copulabitur, ut moris est; & ad hæc debemus & tenebimus ipsum informare & inducere, omni dolo & fraude penitus semotis.

3. Amplius concordavimus & per presentes consentimus, quod si prædictus noster carissimus Filius viam universæ carnis ingrederetur, quod Deus per suam piissimam misericordiam avertat, & priusquam carnaliter copularetur prædictæ Illustrissimæ Domina Radegundi, & Dei clementia aliam nos ducere contingeret Uxorem; * quod eadem Domina Radegundis prædictæ Majestatis Filia primogenita datur eidem Filio nostro legitimo simili modo & forma, quibus supra dictum est de dilectissimo Filio nostro Sigismundo; in Uxorem & Sponsam perpetuam.

4. Item, & si nullum futuris temporibus haberemus Filium legitimum insuper concordavimus, quod eadem Domina R. uni de Filiis inclytæ memoriæ Fratræ nostri Illustris Principis Ernesti Ducis Austria, & præsertim primogenito Filio Duci Frederico Nepoti nostro per dilectissimum datur in Uxorem; si autem forte vita idem Nepos obiret, quod absit, vel aliam mulierem duceret Uxorem, prædictæ Dom. Radeg. dilecto nostro Nepoti Alberto secundogenito dabitur & concedetur: & nisi idem supervixerit, aut aliam duxerit, alteri nostro Nepoti Ernesto Fratri prædictorum, & tertio genito dabitur in Uxorem eadem, & simili modo de uno ad alium descendat, sicut dictum est de dilectissimo Filio nostro Sigismundo: dum tamen alter Nepotum nostrorum, cui nuptura esset, succederet nobis, scilicet faceret Sigismundus Filius noster, si viveret. Quia sæpefactus Dominus noster Rex universa cum filiabus suis legitimis commisit & pariformiter facere provoluit & affirmavit, seque ad hæc Literis suis Patentibus astrinxit, ut ipsa nostra Amicitia & mutua Confœderatio, consanguinitas debita & affinitas ex ambabus Partibus certius, firmitus & inviolabilis servetur, & inconvulsè permaneat, omni dolo & fraude procul motis. In cujus rei Testimonium perpetuamque firmitatem Sigillum nostrum presentibus duximus apponendum. Datum Insprugg. 22. die mensis Julii, Anno Domini 1430. *Scellé d'un Jeau pendant à un cordon de soye rouge & blanche.*

CXLIII.

15. Sept. Alliance entre CHARLES VII. Roi de France, & FREDERIC Duc d'Autriche, qui promet de déclarer la Guerre par un Héraut, à HENRI Roi d'Angleterre & à PHILIPPE Duc de Bourgogne, Ennemis de CHARLES son Beau-père; fait à Sens, le 15. de Septembre 1430. [G. G. LEIBNITZ; Codicis Diplomatici pag. 351.]

FRANC
ET AU
TRICHE,

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes Literas inspecturis, Salutem. * Omnino esse putamus, quo Principes magis eluceant vel clarioribus soleant ad Cælum laudibus ferri, quam cum veritate videntur & fidem colere; quoniam in rebus humanis nihil ipsa fide meritis præstantius excogitari potest, nam ejus virtute gratiaque Amicitia, Dilectiones & Fœdera digna cum honestate inconcussa observantur: proinde cum nuper ob causam & in favorem Dilectionis & Amicitia Capitula quadam, Puncta, & Articuli in materia mutua Confœderationis & bonæ Colligantia inter nos nostrosque Hæredes & Successores Regni Franciæ parte ex una; & Illustrissimum & præpotentem Principem FREDERICUM Ducem Austria Consanguineum nostrum carissimum, atque dilectissimum aliam eam ex parte: ad utilitatem, honorem & commodum utriusque nostri Regni & Principatum, Dominiorumque & Subditorum nostrorum pacem perpetuam, tranquillitatem & tutelam ampliore concorderimus, conclusimus ac observari ab omnibus nostris Subditis communi nostro & utriusque nostrum consensu, Edicto ac Constitutione mandaverimus; & super his, determinatis tamen & certis in conditionibus & modificationibus in dictis Capitulis & Articulis nostra utrinque unanimi, concordi & eadem voluntate satis declaratis, consensum præbuerimus, & illa & singula, quæ in eisdem Capitulis & Punctis contenta, deliberata & conclusa, decenti cum solemnitate, obligationeque & pertinentiis facere, perficere &

ANNO
1430.

complevere promiserimus; veluti præfatus noster Consanguineus & Confœderatus ad ipsa & cuncta eorum opere & ad effectum realiter producere & complere liberaliter compromissit, & sua spontanea & bona voluntate spondit & astrinxit; prout hæc omnia scripta sunt inserta in Literis nostris, & ejusdem Consanguinei nostri super his confectis, & plenius enodantur, quarum Literarum tenor subsequitur de verbo ad verbum, & est talis.

2. CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis presentes Literas inspecturis, Salutem. Notum facimus, recognoscimusque prædictum tenore pro nobis Hæredibusque nostris & Successoribus in futurum Regibus Franciæ universis, quod nos solerti mente considerantes bonam voluntatem, sinceramque devotionis affectum, quem huc usque erga Matrem nostram inconcussè gessit, assidue gerit Illustris ac potens Princeps, Dux Austria, Fridericus Consanguineus noster carissimus, & qui nobis in nostris generis Bellis contra Hostes nostros in auxilium esse; Subsidiumque præstare, singulari semper cum affectione desideravit; quinimo & Personam suam propriam, Bonam quæcunque & potentiam ejus iteratis vicibus liberali animo & bono ex corde prælatæ nostræ Majestati in subventionem & præsidium esse obtulit: proinde ad ejusdem honestæ & perfectæ voluntatis & egregiæ intentionis ampliorem confirmationem, & ut cæteris eam voluntatem decenti in modo innotesceret ad Regni nostri & Dominiorum aliorum nostrorum Subditorumque & suorum Potentiam, unâ cum Subditis ejusdem protectionem & tutelam, tutorem, majorem & perfectiorem Potentiam, nec non tranquillitatem & omnis Incolæ eorundem pacem perpetuam; convenit; concordavit; appunctuavit; compromissit & conclusit; cum dilectis & fidelibus nostris Ambasiatoribus Magistro Simone Caroli Consiliario & Hospiti nostri Requestrarum Magistro, & Joanne Frambergio Scutifero; ac custode Scutieria Dilectissimæ Consortis nostræ Reginæ Franciæ, ad ejusdem Nobilitatis præsentiam nostræ ex parte dicta de causâ transmissis, & cum sufficienti potestate à nobis delegatis, & ad infra scripta subsequenter specialiter commissis & deputatis; Articulis, Puncta & Capitula inferius declaratis & declarata: & ipsi præfati Ambasiatores nostræ etiam ex parte, & nomine, virtute ipsorum Commissionis & Potestatis à nobis, ut præfatur, eisdem concessæ, eadem concordantur, compromiserunt & consenserunt modo & formâ immediate subsequenter.

3. Et primò, quod nos sub honore & dignitate nostris promittimus & juramus, quod nos crimis de cætero, & deinceps etiam Hæredes nostri & Successores Regni Franciæ, in præsidium & defensum Magnifico Principi Consanguineo nostro carissimo Frederico Duci Austria & ejus Hæredibus & Posteritat; procurabimusque toto ex posse, & custodiemus honorem, utilitatem & commodum eorundem, ut decens fuerit; & consilium & auxilium in omnibus licitis & honestis per æterna tempora præstabimus, quando & quotiens fuerimus requisiti, sicuti Amicitia virtus & Sanguinis præclari proximitas Amicos & Confœderatos Jure asstringant & obligant; modo & formâ, quibus dictus Consanguineus noster sua libera voluntate & gratis nobis obtulit; & suis Literis se ad ea perficienda obligavit: illis duntaxat exceptis, cum quibus Serenissima Domus Franciæ & nos Confœderati sumus & nostris Subditis, omni dolo & fraude penitus semotis: Insuper sperantes, Divinâ favente clementiâ, dignâ cum honestate futuris temporibus magnificentiam Consanguinei nostri prædicti Ducis Frederici Austria de laboribus suis iustissimis recompensare; nobis per eundem & per suas patentes Literas obligationem factam & præsentatam, de faciendo Guerram ex Patria sua Austria, in favorem nostri; quamvis ejus nomine, & querela, perdidit Burgundis, cum Majestati nostræ & inobedientes & rebelles exsistunt, & damna quam plurima intulerunt, & hoc infra Festum Beati Michaelis proximè futuri facere spondunt, acceptamus * certo animo ejusdem affectionem suscepimus.

4. Etiam voluit & promissit dictus noster Consanguineus & Confœderatus, nobis mittere Literas suas distictas Henrico (pro Rege Angliæ se gerenti) antiquo nostro Hosti, & Philippo de Burgundia nobis inobedienti & rebellis pertinentes, & eas dare seu transmittere per suum Heraldum, nobis vel à nobis deputatis infra Festum Natalis Domini proximè futurum, ut prædictis Henrico & Philippo transmittentur cum solemnitate, modo & formâ in talibus fieri consuevis. De quarum Literarum traditione ac præsentatione, &

ANNO
1430.

de tempore, quo presentabuntur, eundem nostrum Consanguineum & Confederatum faciemus certificari, ut ipse super ea sit adversarius absque etiam dolo & fraude quacunque. Ut quæ ulterius nobis jam dictus Consanguineus noster & Confederatus armata cum Potentia ejusdem parare, & tam paratam fore & esse intra octavam diem mensis Aprilis in proximum venturi, in patria ejusdem Alsatia, propriis sumibus, & expensis compromisit, & propria voluntate liberaliter presentavit, & ex post ad nostrum beneplacitum dictum Regnum nostrum intrare, ac in ipso Regno nostro per menses cum dicta sua Armata & focis suis propriis sumibus & expensis nostros Inimicos, hostes & rebelles meliori modo, quo poterit, invadere, damnificare & molestare, eisdemque Inimicis nostris, hostibus & rebellibus juxta vellem nostrum una cum gentibus nostris Guerram facere, prout in Literis ipsius super hoc confectis latius inseritur.

5. Hoc itaque grato animo suscipimus & acceptamus, prohibemusque infra dictum terminum de nostris gerendis negotiis, singulariter & maxime Bellorum, ad plenam Nobilitatem ejusdem Consanguinei & Confederati nostri certificare; nos insuper intuitu meritorum laudabilium ejusdem Consanguinei & Confederati nostri erga nostram Serenitatem aliisque variis rationibus ad hoc animum nostrum moventibus consentimus, & dicto nostro Consanguineo & Confederato Frederico Duci Austriae concedimus; quod si quæ Civitates, Villa, Oppida, Castra, vel alia Loca defensionibilia, existentes & pertinentes, sive existentia & pertinentia ex proprio Hereditagio & Dominio, Hostibus & Inimicis nostris, per ipsum nostrum Consanguineum & Confederatum & ejusdem exercitum, sua potentia aut compositione vel alia via licita ab ipsis Hostibus & Inimicis nostris recuperentur & conquirantur, ac nostræ bonæ & veræ obedientie reducantur; idem noster Consanguineus & Confederatus talia tenere & possidere valeat ex nostro consensu & voluntate, ipsaque regere & gubernare ac gaudere plenarie omnibus fructibus, profuitis, et holumentis & obventionibus hujusmodi Civitatum, Villarum, Oppidorum, Castrorum, aliorumque Locorum defensionibilia, ac ipsarum pertinentiarum, quousque per nos & dictum nostrum Consanguineum, vel à nobis vel ab eo super hoc utriusque commissio, aliis fuerit ordinatum & appointatum.

6. Amplius etiam consentimus & concordamus, ut de captivis & prisonnatis, qui per gentes exercitus Consanguinei nostri & Confederati, quamdiu tamen erit in nostri subsidium & auxilium, & vires suas & potentiam in nostri favorem & pro nostra querela exposuerit, detenti & captivi fuerint, sive in consiliis, aut aliis insubilibus seu bellicis adibus, aut etiam in captione seu redditione Villarum, Civitatum seu Castrorum; idem Consanguineus noster & Confederatus possit libere disponere ad sui beneplacitum & voluntatem ordinare, & hoc semper absque dolo, & fraude & fallacia quibuscunque.

7. Uterius consentimus & promittimus, quod si de cætero, aliquis presumeret dicto Consanguineo nostro & Confederato aut fidei & Dominis ejus Guerram facere seu damnum inferre, hoc nos tenebimus & debemus prævenire & impedire, ut melius poterimus, & in illis & contra illos, quodcumque fuerimus requisiti, consilii, subsidii & auxilii esse, & juvamen prestare, sine aliqua fallacia aut dolo.

8. Placet etiam nobis, consentimus & concedimus in maiorem favorem jam dicti Consanguinei nostri & Confederati & amorem perfectiorem, invitatoque hujus presentis Tractatus & Colligantia, & de cætero cum predictis Nuntiis nostris aut aliis quibuscunque, cum quibus ex nostra communis Amicitia & Confœderatione contingeret, nos esse futuris temporibus in Guerram, Treugas, Abstinencias Guetæ aut Tractatum aliquem Pacis & Concordiæ non faciatur aut fieri consentiamus; verum etiam cum aliis Principibus, Potestatibus & Communitatibus quibuscunque Confœderationes seu Amicitias (non) tractemus, quin illa antea significare & notificare habeamus dicto Consanguineo nostro & Confederato seu significare faciamus: nisi tamen in illis Treugis, Guetæ Abstinencias, Pacis & Concordiæ Tractatibus, Amicitias, Confœderationibus & Colligantis comprehendens etiam per expressum existat & nominatim comprehendatur, si fuerit sua voluntatis aut beneplaciti, quod ipse indilate nobis intimare eademque vice verâ adimplere, complere, & facere tenebitur. Nos insuper ut (ob) causam veræ Amicitie & obsequiorum, quæ grato & liberali animo no-

TOM. II. PART. II.

bis impendere disposuit præfatus noster Consanguineus & Confederatus Fredericus Austria Dux affirmamus, quod deinceps Personam suam una cum illustri & magnifico Principe Sigismondo Duce etiam Austria Consanguineo nostro Carissimo ejus Filio Primogenito eorumque Hæredes singulari cum affectione habebimus, ut decet, recommitissos & specialiter recommendatos, ipsosque voluntate perfectâ amicabilebus auxiliis, specialibus gratis & favoribus inter ceteros prosequemur, & de Bonis à Deo nobis collatis, Feudis, Dominis & Possessionibus tempore futuro liberaliter eisdem impatiemur, ut per amplius nobis obligati & alitri tanto ferventius & libentius nobis servitia & obsequia impendant & facere teneantur. Quæ omnia & singula præinserta cum eorundem circumstantiis, modo & forma declaratis, & quæ acta, concordata & conclusa fuerunt per dictum nostrum Consanguineum & Confederatum, aut ejus ex parte cum Ambasiatoribus nostris prædictis, & prout superius de verbo ad verbum sunt exposita, ratificamus, approbamus & confirmamus, ac ipsa complere & perficere in verbo Regio pronuntiamus & juramus.

9. In quorum omnium fidem & Testimonium Sigillum nostrum in absentia magni ordinatum, presentibus Literis fecimus apponi. Datum Sen. die 15. mensis Septembris Anno Domini 1430. Regni vero nostri octavo. Et postmodum insequuntur Literæ nostri antedicti Consanguinei Ducis Frederici Austria in substantia & verborum sententia conformes, ut præmittitur, & consimiles nostris præscriptis Literis. F R I D E R I C U S Dei gratia Dux Austria, Stiria, Carinthia & Tirolis, Carniolæque Comes &c.

CXLIV.

Des Heiligen Römischen Reichs Chur- und andere Fürsten Gutachten auf dem Reichs-Tag zu Nürnberg Anno 1431. beschehen / wegen des Zugs wider die Hussiten in Böhmen. [P H I L I P P. D A T T. Volumen Rerum Germanic. Novum Lib. I. Cap. XXIII. pag. 160. §. 8. Piece tirée, par l'Auteur, des Archives de la Ville de Strasbourg.]

C'est-à-dire,

CONCLUSION prise par les Electeurs & Princes de l'Empire, présents à la Diète Générale de Nuremberg en 1431. touchant l'Expedition contre les HUSSITES en Bohème.

Item Unser Herren der Kurfürsten und andere Fürsten rat und meynunge ist / als hernach geschrieben stat.

Item: das man einen inächtigen zug uf disen zukünfftigen Summer gen Weheim tun solle: und das man den also anslage und bestelle / das die nächsten Fürsten / Herren und Stett by dem Land zu Weheim den zwentzigsten Mann und die verresten den xxx. schicken.

Nota: ist geachtet / das dise nachgeschriebene Herren und Stett die nächsten sient.

Item min Herre von Sassen.

Item der Landgraf von Düringen.

Item min Herre von Brändenburg.

Item min Herren von Oesterrich Herzog Albrecht und Herzog Ernst Kinder.

Item der Bischoff van Salzburg.

Item der Bischoff van Passau / und andere / die zu In und Ir lant gebören.

Item Herzog Ludwig von Mortani.

Item Herzog Ernst

Item Herzog Wilhelm } von Meyern.

Item Herzog Heinrich }

Item Herzog Hans }

Item Herzog Ott / mit mins Herren des Pfalzgrafen lant zu Meyern.

Item der Bischoff von Würzburg.

Item der Bischoff von Bamberg.

G g

Item

ANNO
1430.

ANNO

1431.

Item der Bischoff von Augespurg.
Item der Bischoff von Emslatt.
Item der Bischoff von Regenspurg.
Item der Bischoff von Frisingen mit sine Landen
zu Beyer.

Item das Land zu Lustig und die vj. Stätt.
Item alle Slesien Fürsten/ Herrn und Stett.
Item die obgeschriebene Kurfürsten/ Fürsten/ Her-
ren und Stett/ und alle andere Fürsten/ Graven/
Herren/ Ritter/ Knechte und Stett/ die zu den
obgnanten Kurfürsten/ Fürsten und Stetten Heer-
schaften/ Landen und gebieten gehörig/ sint alle die
nächst geachtet.

Nota. Dese nachgeschriben Stätt sind auch die
nächsten geachtet.

Item Nürnberg.
Item Regenspurg.
Item Rotenburg.
Item Duncelspuehel.
Item Nördlingen.
Item Augespurg.
Item Bisingburg.
Item Ulme.
Item Wimpheim.
Item Gemünde.
Item Gingen.
Item Doppensingen.
Item Altm.
Item Eger.
Item Einbogen.
Item Erfurt.
Item Steinfurt.

Item die abgeschribne Stätt und alle andre
Stett/ Märkte und Dörffer/ Lant und Lute/ die
zu Inen gehörent/ sindt auch alle für die nächsten
geachtet worden.

Item Ire meynunge ist/ das man vñ vier tu-
sent pfer zu teglichem Kreige/ wider die Keger legen
solle: mit namen tuzent gen Beyer/ Item tuzent
gen Sassen; Item tuzent in die Slesy. Item
tuzent gen Österreich/ bis uff die zit des zugs. Umb
des willen/ ob die Keger da zwischent harrsch wol-
tent/ dieselben Lute zubeschädigen/ das man den mit
derselben täglichen hilff möge widerston/ und das
gewenden.

Item: davon ist geratslagt/ das Unser Herre
der Kunig/ siner Räte zwene oder drie und Unser
Herren die Kurfürsten, und auch die andern Fürsten
geglicher siner Räte einen/ und auch die Stett dar-
zu sollen schicken/ anzulassen/ wo man die vorge-
nanten iij. M. Pfer und auch die viij. M. die
man nach dem zugelegen sol/ nemen sol.

Item: ob auch die Keger dazwischent harrsch zie-
hen/ uf welche ende sie dann ziehen wurden/ so sol-
lent alle Fürsten/ Graven/ Herren/ Ritter und
Knechte und Stette in .xx. Meile wegs dar umb ge-
essen/ mit Inen Landen und Luten/ und gezuge/
und aller irer macht zuziehen und den zu hilffe ko-
ment.

Item: das man och bestellen soll/ ob das wer/ das
man wider us dem Lande zu Beheim ziehen müste/
und die Sach ein ganz end neme/ oder das man
vorsette und ungerittert nit lenger darinn verbleiben
möchte/ das dann ein anzal Lute/ mit namen viij.
M. Pfer zu einem teglichen Kreige/ an den vor-
genannten Enden bleiben ligen/ so lange/ bis man
uf den andern Sumer hinfort aber darzu getun mö-
ge/ bis das ein end neme/ dieselbe anzal müste auch
also besteller werden/ das es gewise und bliclich
wer.

Item ire meynunge ist/ nach dem die Sache alle
Christen Mönchen aneget und darinne geglich fro-
mer Krist billich hüffet/ nach sine vermdgen/ und
wann sich die Fürsten und Herren in durschen Lan-

den darinne nach irem vermdgen anlassen lassen zu
dem zuge/ und den teglichen Kreige/ als obgeschri-
ben stot: So sie auch billich/ das die Beheim/ die
noch uf Iners gnedigen Herren des Römischen Kö-
nigs und der Kristenheit sitzen sint/ auch angelassen
werden; und tunt/ als die andern.

Item. Es meinen auch/ das Unser Herre der
König den von Burgund und andern hüten solle
dazu zu helfen: die es dann wol getun mögent/
doch nach Räte der Fürsten und Herren: und da-
mit er dem Riche und Ine selbst mit billich überge-
be/ das Ine oder dem Riche zu schaden kom.

Item: das Unser Herre der König von allen
Churfürsten/ Fürsten/ Graven/ Herren und Stett/
die yetz zu Nürnberg sint/ ein wissen habe/ was
angelassen werde/ das sie inie das zusaget und auch
halten: und wellich Fürsten/ Graven/ Herrn/ und
auch Stett nit hie sint/ das er auch bestelle/ das
die dem anslag genug tugent/ und halten/ das an-
gelassen wirt: und das auch der anslag glich ge-
macht und begriffen werde: und das sein guad das
mit Penen und andern versehen wolle/ als in
denn das beste und bequemblich beduncket sin.

Item. Wellich Fürsten und Herrn Unser Her-
re der König mit Inen selbst lieben zu dem zuge by
Ine wil haben/ das er der geglich ein zal mit gle-
sen neme/ mit Ine zuführen und als vil derselben
geglicher mit Ine bringet und füren wirt/ das der
geglichen ye für einen raitzen drie fußgenger abgan
sollent.

Item zu reden/ wo die herste zusamen stoßen sol-
lent.

Item ist Unser Herren der Kurfürsten/ Fürsten/
Rat/ das Unser Herre der König/ allen Fürsten/
Graven/ Herren/ Ritters Knecht und Stetten dre-
i Jar lang gebiete fride zuhalten/ und das auch in den
selben drien Jaren niemand behainen nitwen Krieg
ansage/ by sollichen Penen/ darzu gehörig/ das es
gehalten werde: und wann der frid bestat ist/ das
mann dann zu stunt ansage und darzu schide zuber-
suchen die Parteyen mit fruntschafft/ oder mit rech-
te miteinander zu vereinen.

Item das Unser Herre der König eine botschafft
zu Unserm Heiligen Vater/ dem Pabst tun soll/
des er auch zu dem zuge und teglichen Kreige wolle
helfen/ mit lute/ oder mit gelde.

Nota. Dese hernachgeschriben sollent Püssen
(i. e. Büchsen) bulver/ Psile/ Steine und anders
dazu gehörig/ füren/ und den sol davon nach mar-
gal der Lute abgen.

Item min Herre von Brandenburg.

Item min Herre von Sassen.

Item Herzog Ludwig Grabe zu Mortani.

Item der Landgraf von Düringen.

Item Herzog Hernt und Herzog Wilhelm.

Item Herzog Heinrich

Item Herzog Hans

Item Herzog Ote

} von Peyer.

Item min Junger Herre der Margrave von Bran-

denburg von der Margl wegen.

Item der Erzbischoff von Mayzburg.

Item der Bischoff von Nuremberg.

Item der Bischoff von Merzburg.

Item der Bischoff von Würzburg.

Item der Bischoff von Bamberg.

Item der Bischoff von Emslatt.

Item die von Nuremberg.

Item die von Rotenburg.

Item die von Eger.

Item die von Augespurg.

Item die von Ulm.

Item die von Regenspurg.

Item die von Erfurt.

Item die von Mulschen.

ANNO

1431.

Item

ANNO Item die von Northusen.
Item die von Nordlingen.
1431. Item die von Goshlar.

Nota. zugedencken/ umb Hauptlut.

Item zugedencken/ wie man die Here teile/ und wellich wege sie söllent ziehen/ das sie uf einen tag ginst des walts sient/ an den Enden/ als sie danne bescheiden werden.

Nota. der zug sol angelagen werden/ das alle Here of Sant Johannis Baptisten tag ginst des walts sient.

Nota. Unser Herren der Kurfürsten und Fürsten meinung ist/ das Unser Herre der König solliche Pene sol legen. Wer es/ das neman/ wer der wer/ den friden breche/ oder zu dem zuge/ oder teglichem kriege nit dienete/ als angelagen wurt/ der oder die alle soltent fridlos und rechtlos sin/ und alle Tre frist verloren haben/ und soltent auch Ihre lehen/ die sie von dem Riche haben/ verfallen und ledig sin/ und betten sie lehen von andern Fürsten/ Graven oder Herrn/ von den sie die getragen haben/ denselben Fürsten und Herren soltent sie auch verfallen und ledig sin/ und wer dieselben huset/ oder hofet eget oder trencket/ oder Tnen deheinerley zuschreibung oder zulegung tut/ die sollen auch in alle vorgeschriben Pene verfallen sin.

Item: auch ist Unser Herren der Kurfürsten und Fürsten meinung/ Unser Herre der König solle allen Fürsten/ Graven/ Herren/ und Stetten schrieben/ und by der obgeschriben Pene gebieten/ uf den Heiligen Nieritag nechstkommen zu Tne gen Nürnberg zu komen/ und sinen Gnaden in den Sachen auch zuzusagen: und sol Tnen auch allen schreiben und verkunden/ welche Fürsten/ Graven und Herren Tne zugesaget hant: und soll Tnen auch damit schreiben/ wellich nit zu sinen Gnaden komen könen/ das Tn die Tre offene Brief schickent/ und Tne darinn zuschreiben/ dem/ als angelagen ist/ nachzukomen/ zu volgen und genug zu tun. Und wolt das nit beten/ das die auch alle in die obgeschriben Pene verfallen sin soltent.

Item das jeglicher Kurfürst/ Fürst/ Graf und Herre in sin Lande gebieten sol/ Eß und spising zuzusüren/ und das auch dieselben alle fride und geleit haben sollen.

Item: Tre meynung ist/ das alle Mansgeschlechte/ die ruij. Jar/ und darüber/ und doch nit under ruij. Jar alt sint/ angelagen soltent werden.

Item: Und über diese vorgeschriben Punkten sol Unser Herre der König Briefe mit sinen anhangenden Tnnsigeln lassen machen/ und jeglichen Fürsten/ von sinen und der sinen wegen derselben Briefe einen geben/ und desglischen soll er den Stetten auch derselben Briefe geben.

CXLV.

Formul des Land-Fridens auf dem Reichs-Tage zu Nürnberg de Anno 1431. wodurch Kayser SIGISMUND. beydes der allgemeinen Reichs- also auch dessen Stände Sicherheit/ welche dem Zug wider die Hussiten beywohnen würden/ vorsehung thut. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rerum Germanicarum Novum Lib. I. Cap. XXII. pag. 156. §. 26. [LUNIG, Teutsches Reichs- Archiv. Part. Gener. Cont. pag. 44. d'où l'on a tiré cette Piece.]

C'est - à - dire,

Constitution de Paix publique ordonnée par l'Empereur SIGISMOND dans la Diète générale de

TOM. II. PART. II.

L'Empire à Nuremberg l'An 1431. par laquelle il est pourvu à la sûreté de tous & chacun des Princes & Etats qui seront de l'Expedition contre les HUSSITES. ANNO 1431.

Wir Sigmund etc. Bekennen etc. das wir wol gemercket und besonnen haben/ das solliche Zweytracht/ Mißhelle/ Kriege und Bigentschaft/ so zruscheut Fürsten/ Graven/ Freyen/ Herren/ Ritters/ Knechten und Stetten in Deutschen Landen gewesen und noch sint/ zu Vertilgung der bösen Hussiten und Keger zu Böhheim groffe Hindernisse broht haben/ und das auch dieselben Hussiten und Keger dadurch und auch das Tnen von Deutschen Landen manigerley Zufürung an allen dem/ des sie dann gebreken hant/ gescheen ist und teglich geschieht/ und wir nu mit Here Unser Kurfürsten/ auch ander Fürsten/ Graven/ Herren und Stette Freunden/ die veg mit in guter Mynung by Uns zu Nuremberg gewesen sint/ angelagen haben uf disen zukünftigen Somer einen mechtigen Zug uf die vorgenannten Hussiten und Keger zu tunde und sie mit der Goghülße in sollicher inoffe und ersonen zu tilgen/ das sie inne und gewar mögen werden/ das sie sich mit unrechtem Frevol und Mutwillen wider die Heilige Kirche und Kristentheit zu Versuchunge und Lestung Unsers Herren . . . gesetzt haben/ und das nu derselbe Zug deste trefflicher und mercklicher gescheen und zugen/ und auch alle und jegliche Unser und des Heiligen Reichs Kurfürsten/ Fürsten/ Graven/ Herren/ Ritter/ Knechte/ Stette und alle Kristengläubige deste gerlicher und das darzu gehelfen und gedienen mögent/ so haben wir noch rote der obgenannten Unser Kurfürsten/ Graven/ Herren und Stette frunden mit wolbedachtem Mute und rehten/ dise harauch geschriben gesetzte Ordnung und Gebot gemacht/ Segent/ machent/ ordent und gebieten in Crafft die Briefs/ das alle und jegliche die zu Uns und dem Heiligen Römischen Riche gehörent/ sie sient geistlich oder weltlich/ oder in was Würden/ Estate oder Wesens sie danne sint/ zermal neman usgenommen/ die Kriege und Bigentschaft mit einander haben/ von nu dato bis Briefs an zu heben/ bis uf Sant Martins Tag in dem Winter gelegen/ nechstkommen und furtter uber ein gang Tare Friden gegen einander dalten soltent/ und auch in derselben Zit des Friden nyeman keinen neuen Krieg und deheinerley Sache willen ansehen/ machen oder tun solle/ wenig oder viel in dehein wise.

Und wer es das sich der obgenant Zug villicht lenger dann uf den obgenannten Sant Martins Tag nu uber ein Jar komen/ weren und sich verziehen wurde: Wer dan in dem Welde und in dem Lege wer/ oder die sinen da hette/ oder daran kintlich Hülffe dete/ nachdem Tne danne usgesetzt ist ungewilich/ der were Kurfürst/ Fürst/ Geistlich/ Weltlich/ Grabe/ Herre/ Ritter/ Knecht/ Stette oder wer der wer/ gegen demselben und den Sinen solte auch diser Friden die Zit uf und als lange/ bis der oder die Sinen wider zu Huse kement/ und vier Wochen danoch/ gegen jederman/ in aller inoffe als die obgenant Zit uf/ usfürlich gehalten werden.

Was auch lediger reissiger Knechte sint/ die uf Tnen eigen Pferden und Haben sigen/ und keine gihige Herren oder Tuncherren haben/ die sie versprechen/ und jr mechtig sint zu rehte/ und in der Crist und Brot sie sint/ den sol auch bynnen der obgenannten Zit als diser Frid weren sol und weret/ kein Geleit/ Trostung/ Furtwort oder Friden/ in deheinen Stetten/ Lössen/ Miercken/ Bößern oder andern Enden in den Riche/ von neman gegeben/ usgesetzt noch gehalten werden in dehein wise.

Gg 2

und

ANNO
1431.

Und wer es das yeman/ wer der oder die weren der voren. Etliche eins oder me kuntlich überfuren und nicht hielten/ der oder die/ in welchem Stat/ Wesen oder Würdikeit der oder die sint/ soltent fridbruchig sin/ und von Uns und yederman in dem Riche für fridbruchig gehalten werden/ und den oder die sol auch kein Geleit/ Frid/ Furwort oder Gnad dafür heissen oder schirmen/ und soltent auch nimmer widerum in jren ersten Stat komen/ oder in Friden wider gesetzt werden/ der oder dieselben fridbruchigen hetten sich dann zuvor mit dem oder den/ an den sie gebrochen oder ubertast hetten/ oder aber jren Erben oder Nachkommen mit jrem Willen gütlich gefaget und gung geton/ und darzu wer dieselben fridbruchigen hufen/ hofen oder halten/ essen oder trencken/ oder in suß beheinerley Zulugung oder Zuschiebung/ willentlich tun wurden/ das sich kuntlich ersünden/ soltent auch in derselben Pene sind/ und gegen ju in vorgeschriben messe gehalten werden.

Und wer es das etlich/ der were wenig oder vil/ wer die weren/ die in sollichem Zuge sin oder darzu schicken/ oder aber darzu tun wurden/ als jnen dan ufgesaget ist ungerichtlich/ in Unser und des Heiligen Riche Ahten oder Überachten/ gevallen und kommen/ oder auch in einigerley Unser Kurfürsten/ Fürsten/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Ritter/ Knechte oder Stetel/ Lantgerichten/ Stettegerichten oder andern Gerichten beheinerley Aht/ Überacht/ Urtheil oder Gerichte gegen derselben eime oder me/ in gemeine oder besunderheit gangen weren/ umb was Sachen/ und umb was Willen das geschehen wer/ gegen dem oder den/ haben wir solliche Unser und des Heiligen Riche Ahte und Überachte/ und alle Unser und Unseres Hofgerichte Briefe/ die daruber wider sie ufgangen/ und auch alle sollich ander Ahte/ Überachte/ Gerichte und Urtheil/ die wider sie in vordererter messen gangen weren/ gänglich ufgesagen und slagen die uf van Römischer Küniglichen Macht mit diesem Briefe/ die obgenant Zit uf/ als sie in dem Velde oder Leger sint/ die Jren da haben oder kuntlich in vordererter messen darzu tun werden/ und hin heim fenden und vier Buchen dar noch ungerichtlich/ doch darin noch ufgeen der Zit und die vor unterscheiden ist Uns und dem Riche und suß eime neglichen unsehdlich an sine Noth.

Wir setzen auch/ volllent und gebieten allen und heiligen Fürsten/ Geistlich und Weltlich/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Rittersn/ Knechten/ Stetten/ Gemeinsschaften/ Burgen/ Geburen und allen andern Luten/ was States oder Wesens die sint/ ernstlich und besetlich mit diesem Briefe/ das sie oder je keiner den obgenanten Kegern oder jren zulegen keinerley Cost/ Spise/ Kaufmanschaft oder andere notdurfftige Dinge/ wie die weren in beheinen Weg zufüren oder zubringen/ oder in auch keinerley Zulugung tun/ oder auch keine Gemeinsschaft mit jnen haben soltent/ in beheine Wisse. Wer aber dawider dete/ der were einer oder me/ was Wesens oder Stats der oder die weren/ und des kuntlich überwunden/ oder uf freischer warhafter getat daruber funden wurden/ die solten als Verbreter kristenlichen Glaubens/ und Zuleger der Keger und Keger von Uns und yederman gehalten werden/ und je Lide/ Gut und Habe verloren haben/ Also das man solte und mochte zu jren Liben/ Gutes und Haben darumb greiffen/ und sie darumb straffen/ als sich danne geburt/ und die solten auch dafür keinerley Frid/ Geleit/ Furwort/ Gnad oder Freiheit/ wie die/ oder von wem die gegeben werden/ schäzen oder schirmen in beheine Wisse. Es soltent auch alle die/ die mit jren eigen Liben in dem Zuge oder Leger sin werden/ wer die danne sint/ und auch die Fürsten/ Grafen/ Herren und Ritterschaft/

die da von Krangeit und Gebrechenheit jrer Lide darzu mit je selbsts Personem nit komen mögen/ und doch darzu schicken und tun als in ufgesaget ist ungerichtlich/ und darzu auch die Stett und Gemeinsschaft/ die die jren zu demselben Zuge und Kriege auch noch dem es jnen ufgesaget ist/ schicken und tun ungerichtlich/ dise besunder Freiheit und Gnad haben/ die wir in dann auch von Römischer Küniglicher Macht tun und gebent/ gegenwertlich in Crast dis Briefs/ Also das dieselben alle dieweile sie dann uf/ und in dem Velde und Leger sint/ oder die jren da haben und darzu tun werden/ als in dan ufgesetzt und vordererter ist/ bis das sie oder die jren wider zu Lande und heim zu Huse koment/ und vier Buchen darnoch ungerichtlich/ nemlich dieselben die in jren eigen Personen da sint/ und die Fürsten/ Grafen/ Herren und Ritterschaft/ die vor Krangeit dahin nit wol komen mögen/ und doch die jren schicken/ umb je eigen und auch die Stett/ die die jren dahin senden/ und darzu in vordererter messen tun und je Stat gemeine Sachen mit Unserm und des Heiligen Riche Hofgerichte noch mit beheinerley Unser Kurfürsten/ Fürsten/ Grafen/ Herren oder Stett Lantgerichte/ Stettegerichten oder andern Gerichten in dem Riche/ wie die genant sint/ von teime und beheinerley Sache willen angelanget/ beschwert noch unbetrieben werden sollen in beheine Wisse/ doch wer dem andern verbriefete oder suß willentlich und kuntlich Schuld schuldig ist/ der sol jme die bezalen und ufrichten/ geschwe des nit/ so mag derselbe dem man schuldig ist/ solliche sine Schuld an sinen Schuldigen mit Rechte vordent/ oder suß dem nachgeen/ als dann sine Schuldbriefe ufweisen one Bederde.

CXLVI.

Kriegs Recht und Ordnung vom Kayser Sigismundo 12. auf dem Reichstag zu Nürnberg de Anno 1431. vorgeschrieben/ und wornach man sich in dem Böhmischen Zug gegen die Hussiten zu regulieren. [JOH. PHILIPP. DATZ, Volumen Rerum Germanicarum Novum Lib. I. Cap. XXIII. pag. 162. s. *Pièce tirée, par l'Auteur des Archives de Strasbourg, d'une personne n'avoit publiée avant lui.*]

C'est-à-dire,

Loi d'ordonnance Militaire de l'Empereur SIGISMUND faite l'an 1431. dans la Diète générale de Nuremberg, pour être observée dans l'Expédition de Bohême, contre les HUSSITES.

Dies ist ein Begrieffunge/ wie man sich in den Heeren halten sol.

Im ersten: alle die in die Here koment/ die soltent vor bitten und göglich am empfangen/ und sich götlichen halten.

Item: der Bischoff von Menz/ der Bischoff von Cöllne/ der Bischoff von Trier/ und der Pfalzgraf by Rine/ soltent ein Here und ein Wagenburg haben/ und jren streit bestellen.

Item: der Herzoge von Sassen/ der Lantgrave zu Düringen/ und der Lantgrave von Hessen soltent auch ein Here und ein Wagenburg haben/ und jren streit bestellen.

Item der Marggrave von Brandenburg/ der Bischoff von Würzburg/ der Bischoff von Bamberg/ und die Herzogen von Ppeyn/ der von Bärnberg/ die Grafen und Ritterschaft von Swaben und was uf dem Lande zu Francken kommet/ soltent

ANNO
1431.

ANNO
1431.

solleut auch ein Here und ein Wagenburg haben/ und iren streit bestellen.

Item der Bischoff von Megdeburg/ der Bischoff von Hildesheim/ der Bischoff von Holfestatt/ die Herzogen von Brunsuwig/ die Fürsten an der See/ als Ertz in. 12. und der Junge Marggrave von Brandeburg/ von der Mark wegen/ solleut ein Heere/ und ein Wagenburg haben/ und iren streit bestellen.

Item die Rischter solleut ein Heere und ein Wagenburg haben und iren streit bestellen/ und sich mit irem Volcke zu einem Fürsten zu welchem sie wölleut/ sehen/ und tun also/ das das ein bestalt sy.

Item die Slesien Fürsten und Herrn das Land zu Lufz und die vj. Ertz und der Hovmeister von Preußen/ solleut ein Heer und ein Wagenburg haben und iren streit bestellen.

Und wann die Fürsten und Herren/ und auch die Stett zusammen koment/ mit iren Heren/ in das Land zu Weheim/ so solleut sy dann iren Streit und Wagenburg bestellen/ uf das best/ wie sie des eines werden.

Item: was ein yeglich Fürst/ Herre/ oder Stat/ fußgonde/ mit in bringen/ die solleut glich halb bußen/ und halb armbrust haben/ mit pfeilen/ bly/ bulwer/ und was darzu gehört.

Item: auch sol man über zehen fußgonde einen Hauptman/ und über hundert einen und über M. einen Hauptman setzen und ufstichten.

Item: wer auch/ ob yeman ubel bete/ wer der wer/ der von dem fische ward/ oder uf dem Lande zu Weheim ritte/ gieng/ oder fure/ one seiner Hautlit willen und wissen/ der oder die/ und jr Wiber und Kinder solleut ewiglich vertriben sin/ und als ir gut und hab verloren haben.

Auch sol ein yeglicher/ der in die Heere furet/ Spise/ Trank/ Kaufmanschaft/ welcherley das ist/ zu und ab vor den Herren sicher und selig sin/ vor aller menglich/ nieman uf genommen/ one geverde. Und wer da wider bete/ und die beraubere/ oder verhinderte/ der oder die solleut iren lib verloren haben/ und sich kein Gnad heffen.

Auch solleut die Fürsten und Herren einen freyen Markt bestellen in dem Here als das gewonlich ist/ und wer da wider wer/ der sol sinen lib verloren haben.

Auch solle ein yeglich wagen/ den Man in das Her bringt/ stark und gut sin und sol ein yhn ketten haben xv. schu lang und 2. yhlen/ und yeglich Wagen Raneht sol einen Pfleger haben/ was schufel und solche notdurft.

Auch soll sich kein Fürst/ Herre oder Stat/ für kein Stat/ oder Burg legen/ die nötigen mit Sturme senge dann ein nacht/ und es sy dann mit wisenheit und willen aller Fürsten/ und Herren und Stett.

Auch soll man bestellen/ wann die Heere zusammen koment/ das ein Here einen tag vorziehe das andere nach/ und darnach alle tag ein Her vor/ das andere nach/ als das dann redlich und bequem ist/ und als man des dann eins wurt.

Auch sol ein yeglich Here sine Ketne/ Paner bestellen/ welcher vor die Paner herritet/ oder fore/ one des Ambtmans willen/ dem/ oder den/ sol man sin Pfert und Wagen nemen/ und sol die huten/ und da sol niemands umb reden/ uf das man deste gewarsamer blibe by der Paner.

Item: So soll nieman in den Heren spielen/ wer das dete/ dem sol man ein hand abhouwen.

Item: Sol nyman keine gemeine Frau in den Heren haben/ wer das tut/ den sol man hängen.

Item: wer ein meßer gewynnet und einen wun-

det/ dem sol man ein hand abhouwen. Ist es auch ein vech wunde/ oder döter einen/ über den sol man richten nach rechte.

Auch soll man in den Heren nit bosunen/ sunder/ wann man bosunet/ so sol ein yeglicher gereit werden/ und an die Statt/ komen/ dahin er geschickt wird.

Wer da stylet/ oder yeman das sine nympt/ es sy in dem Here/ vor dem Here/ oder wo das geschicht/ es wer harnesch oder pferde/ oder welcherley das wer/ den sol man henden/ und den sol kein geleit heffen.

Auch solleut ein yeglich Fürst/ Herre oder Stat/ in iren Heren ir hundertlich schößen darzu haben/ und bestellen/ ob beheimerley Lage für sie käme/ das sie darüber erteilen und binden solleut/ was recht ist und iren stroffer daby haben/ davon zu richten/ ob es not wer.

Wer es auch/ ob yeman in den Heren mit dem andern zwytrechtig wer/ welcherley das wer/ der sol das dem andern nit ufstuchen/ noch gedanken in keine argen/ sonder er sol es gütlich halten/ und besten lassen/ yeglicher/ bis in sine beschung.

Auch soll man bestellen/ ob beheim uflauff in den Heren wurde/ das sich nieman darzu wapen sol/ und auch nyemand darzu lauffen/ sunder die darzu geschickt werden/ als yeglich Fürst/ Herre oder Stat zwene darzu schicken/ und als vil darzu/ als man eins wurt/ die sollich uflauff stowent/ und die/ die sollich uflauff machent/ die solleut hertlich gestraft werden/ als sich dann gebürt.

Item: So soll ein yeglich Heer vier oder funff wol gelert Pfaffen/ mit inen bringen/ die dem Volcke Predigen/ und leren/ wie man sich halten/ und umb des Heiligen glauben wegen streiten sol.

Item: Sich sol auch kein Fürst/ Herre oder Stat/ oder sust yeman/ kimer Setze/ Markt/ Dörffer/ oder anderley annemen umb die zubesprechen oder zu verbedingen/ es sy dann mit wissen und willen der Hauptlit.

Auch sollen ein yeglicher dem Hauptman geforsam sin/ und ob sollich geforsam von yeman wer der wer/ gebrochen wurde/ den/ oder die sol der Hauptman stroffen/ noch dem und der pruch des geforsams gescheen wer/ und des sol sich nieman annemen in kein wise.

Vermehrtes Kriegs-Recht und Ordnung/ in einer andern Beratschlagung auf dem Nürnburgischen Reichs-Tag de Anno 1431. beschehen/ nach deme man sich in den Böhmisschen Zug wider die Hussiten zu richten. [JOH. PHILIPP. DATZ; Volumen Rerum Germanicarum Novum Lib. I. Cap. XXIII. pag. 163. §. 12. Piece tirée par l'Auteur des Archives de la Ville de Strasbourg, & que per-sonne n'avoit publiée avant lui.]

C'est-à-dire,

Loi & Ordonnance Militaire posée dans la Diète générale de l'Empire à Nuremberg l'An 1431. & augmentée de quelques nouveaux articles, pour être observée dans la Guerre de Bohême, contre les HUSSITES.

Geratslagt/ in welcher maff und weise/ der anslag von des zugs wegen gen Weheim vollbracht werden sollen.

Im Ersten: Das Unser Herren die Kurfürsten/ alle Fürsten/ Erben/ Herren/ Freyen/

Gg 3

Ritter/

ANNO
1431.

ANNO Ritter / Knechte und Stete / und alle ander die
1431. Gote zu loben und zu eren / dem Heiligen Cristen
glauben zu sterckung / die Heilige Römische Kirchen
zu behalten / und allen Cristen Menschen zu troste /

volgen / ziehen und ton wollen / wider die Keger zu
Beheim / oder die es mit in halten / und in zu-
legung ton / und derselben Keger zu widerstehen / sul-
len sein und komen gein Nuremberg / oder an das
nächste darumb / uff den Sontrag Sant Peter und
Pavls Tag nach / gesunders die / die daruff ge-
bäre zu ziehen.

Item: Burden die drey Erzbischoff von Meining /
Cölln und Trier / yglischer selber komen / so solle der
Erzbischoff von Cölln / ein Houpman sin / oder ob
der nit greue / der Erzbischoff von Trier / wurde
auch der keiner kommen / so sol das sein der Erzbis-
choff zu Meining und bleiben / ob der alldar come-
und welcher under den ein Houbtman sin wirdet / sol
von andern werntlichen Fürsten / einen oder mer /
wie note sin wirdet / zu sich nemen / und mit den
noch eins Hauptmans überkomen / und welches sie
also überkomen würden zu einem Hauptman / der
sol das mit solchem vorgenanten Hauptman sein und
bleiben / und darwider nicht sprechen.

Item: die Fürsten / der man Hauptleuten über-
komen ist / sollen und mögen zu in nemen sechs oder
acht redliche oder mer / ob sie des ein notdurfft be-
dürfte / uff andern Herren lande / die dar greuen /
und die sollen setzen / machen und ordynen / wie
man ziehen und folgen sulle / auch zu bestellen und
heissen zu ton / alles das note zu ton ist. Und alle
die / die also volgen / ziehen und kommen / nyemandts
uffgenommen / sollen denselben Fürsten oder irem
gewalte gang gehorsame sin und getworen / one alle
widerrede.

Item: meniglich soll ziehen uff sein selbst koste und
zerung / andern leiten on schaden / doch wann man
nicht in Steten / oder zu selbe ist / mag man nemen
ein zimlich notdurfft von heide und strow ungever-
lichen. Ob man auch des nicht gehabt möchte / es
wer futer / oder speyse / oder zu kausse bekomen / so
mag man dan das wol nemen wo man das mag ge-
haben / und man sol das redlichen bezalen nach der
Hauptlute / oder wen die daz zu schicken würent / er-
kentnuße.

Ein yglischer Fürste / Grafe / Herr und Stat /
sullen bestellen feyen kausse / und sunderlich die / die
am Beheim lande sin und haben / das notdurfft
zugefüt werde / von allem dem das note ist on ge-
werde / und dieselben zufürer sollen vor meniglichen
sicher sein und unbeschädigt bleiben.

Item: wer darüber jemandts das sin neme / wi-
der seinen willen / oder täwet / dem sol man one
gnade sein haubt abhauwen / und wer da stihlet / dem
sol auch sein rechte geschehen / und das soll nyemandts
wören / sich dawider setzen / ton oder schicken geton
werden.

Item: es soll auch kein Fraue / spiler / noch bheim
ander puberey / wie die genant were / mit ziehen
oder folgen.

Item: ein yglischer sol zum mynsten / alle wochen
ein male pöchten / und ein yglische Fürsten Haupt-
mann 2c. sol die seinen daz zu halten / und Messe
hören wellichs tags sie die mögen gehabt / und das
dabey Gote kräftiglichen / innelichen und mit
sich gebiet werde.

Item: der frevelich mit uffsage schwäre / oder bö-
se swäre tät gein andern menschen / oder schädle-
den sol man offentlichen slichen / in einen Pranger /
bis an der Houpplute Gnade / oder sol der zu stund
an auß vigen ploße mit gescheln / ober getten.

Item: wer auch ein schwert / meßer / oder pö-
chel / ander wehre oder waffen / über einen andern
zückt / oder rückt frevelich / derselbe sol on gnad ein

hand verloren haben: wer aber / das derselbe daz zu
hinand wundet / deme sol das haubt abgehauen wer-
den.

Ob auch Aufschüß / zwytacht / oder stöße wü-
ren / unter Fürsten / Herren / Steten / oder andern:
So mögen die egenanten zween Hauptmann zu in
nemen / andere Fürsten / oder wen sie wollen / die
das nit angienge / oder solche Hauptlute mögen / an
ire selbst stat / ob sie des nit gewarten möchten / an-
der zu denselben schicken / und geben / und sollen sol-
che Sache richten / und wie es dieselben also gerichte
und geschepdet heiten / dabey sol es bleiben / stete und
unverprechlich gehalten werden.

Nymand sol auch im Land zu Beheim mit
Volck / noch futer / oder ichte reiten / gern oder sa-
rin / es sey dann dabey die Paneyr / die von den
Hauptluten daz zu geschickt ist / oder der Hauptlute
geheisse: Und nyemand sol in denselben Lande pren-
nen / oder anstosen / er wer dann des von den Haupt-
luten geheissen / oder es sey dabey auch die Paneyr /
die daz zu ist becheiden.

Auch sol nyemand keinen Menschen morden / oder
abten / one redliche Sache / es sey dann uff den
rechten Keger / und die es mit in halten / und
in zulegung ton / by der egenanten Pene des
halß.

Item: wem die Hauptlute / oder ihre mechtige
gewalt / wache / warten / oder keinerley reiten gebie-
ten / der sol des alles gehorsam sin.

Item: yglischer Kurfürste / Fürste / Herre und
Stete / sollen bestellen mit zubringen / steuemezen /
zimmerlute / Schützen / Pulver / Streyn / Pfeyle /
Saraffen / leytern und andere gute were.

Item: yglische Kurfürste sol zu fusen oder zu wo-
gen bringen / oder schicken zweyhundert schügen auß
seinem Lande / und Steten / außgeschneiden die Er-
bischoff von Triere und Edne / der yglischer sol hun-
dert bringen.

Item: das die Kurfürsten an einem ende / der
Herzog zu Cassen am andern / die auß Sleßen
am dritten / der Herzog von Österreich am vierden
Ende / einziehen / und das das alles zuge / uff einen
tag.

Item: die Behmische Herren / und die andern /
die noch frumme sein / zubefanden / ob die auch wel-
ten ein felt machen / und mit den zu überkomen / nach
dem besten.

Item: alle andre Heere sollen warten / ob in
die Hauptlute / der man überkommen ist / bot-
schafft teten / bey sie kommen und inen gehorsam sin:
würden auch dieselben Heere / also gedungen / oder
ob sie Hauptlute mit inen Herren notdurfftige we-
ren / so sollen sie in des ire botschafft ton / und die
Hauptlute sollen darauff bey sie kommen / in helfen
und raten.

Item: das ein yglischer Herre mit den seinen be-
stelle / das keiner / er sey Ritter oder Knechte / mer
habe / dann einen knaben / oder venner / sunder al-
les werhaftig und gewappente lute / uffgeschneiden
die Fürsten und Graven.

Item: zuversorgen / das diser vertrage / einmale
drey oder vier / oder wie oft note sin würet / yder-
man verkundet werde / das man dem gehorsame sy:
und das ein yglischer sich darnach wiße zu richten /
und dawider nicht zukomen.

Item: das ein yglischer Herre gelobe und auch
bestelle / in seinem Heere / das ein yernman alle
solche sache und stücke / dis vertragens globe sinem
Hauptmann / mit hand / und mit munde / zuhal-
ten genzlich / bey trawen und Eren / und bey der
Pene.

Item: eins yglischen Fürsten / Graven / Herren /
Ritters und Knechts / und auch einer yglischen Stat /
Land / Glosse / Stete / Märkte / Spiete / zuge-
hörig

ANNO
1431.

ANNO
1431.

Hörnung und Straßen / und besunder / der / die zu diser Sachen treten / zügen oder hülfen / sollen / die wille sie nit innleidiſche weren / sicher sein / unbeschädigt bleiben und gelassen werden / von allerinniglichen / welches staten / würdigkeit oder wesen / der / oder die / sein oder weren. Und ob einer / oder mer über das also beschädigt würden / wider der beschädiger einen oder mer / sollen wir andere Kurfürsten / Fürsten / Herren und Stete / eintrechtiglichen sein / helfen und raten / also / das dem / der also beschädigt were / wandel und uſchreitung / widerſtäre / und wir wollen ſolche übergreiffen für verurtheilte leute halten / und durch des willen in dheinnerley gnade zulegen / sie gleyten / oder gleyten laſſen ſundern zu irem libe und gute greiffen / als zu einem ſchädlichen verurtheilten Manne.

Item: Sich ſol kein Fürſte / Herr oder Stete / nicht behelfen / entſchuldigen / oder des Zugs entvenden / durch / oder mit einem andern / durch ſeiner verſchuldunge / oder einicherley Sache willen / ſunder der zugt / ſol ganzen fürgang haben und gewynnen.

Item die Herren ſollen mit hilffe der Stete beſtellen / wenn ſie heraus ziehen / das dann die nachſten Sloſe oder Stette im Land zu Weheim gelegen / die noch Criſten ſein / das die beſtat werden / und beſetzt / zu techlichem kriege / also das den Regern keine fürderung geſchee / nordurſt zugelegt / oder zugführt werde.

Item: das ein yglicher Biſchoffe gebiete / geiſtlichen und weltlichen / Gote zu dienen / umb die Sache / uff nemliche tag in der wochen: und wer des nit en tet / das der ſchweblichen gepüſt werde.

Item: es ſol auch keine Fürſte oder Herr / keinerley gütere oder merckte / dörffer und gepiete / im Lande zu Weheim / verdingen / vertreten / ſchätzen oder behüten / oder das zu ton / den ſeinen geſtaten oder deheinnerley vorteile / vor den andern / an ſpeſſe oder fute / darinnen ſuchen / oder ſunſt / in keynen andern Sachen / ſünde aber yemand fute oder ſpeiſe / vor dem andern / davon mag er uff dits male / ſein nordurſt nennen / und darnach einen andern auch zulaſſen.

Item: es ſoll numand / nach keinerley viehe / und willen der Speſſe / reiten / faren / ton / oder ſenden / es ſey dann mit der Hauptleite geheſſen: dann ſol man von allen Herren darzu ſchicken / und das eygentlichen erbinieren und darnach also eintrechtiglichen beſtellen / und ſolche ſpeiſe nach gleicher anzahl teylen.

Item: würden auch einicherley Sloſe / Stette / Merckte / oder Beſten gewonnen / oder die ſich ergeben wurden / damit ſol man es halten / nach der Houbtſichte / und der / die zu In geſchickt / oder gegeben würden / oder des mereru teils under in / erkentnuſſe / und das zu gute vordien.

Item: was auch ein yederman / der mit ſeinem Herren zu ſeld ſöhne / uff des Herren koſte verſolden und zering / gefangen gewönnen / die ſol er demſelben ſeinem Herren antworten und geben / one widerrede. Was auch / es vor Ritter oder Knechte / oder Stete / der oder die uff ſein eigen koſte / zering und abentewer / gein Weheim züge / gefangen ankömme / der / oder die wochten In die behalten / und damit ton / nach irem willen.

Item: wer auch von den Herren / uff dem Hete / heraus reiten wolte / der ſol weder freide noch gleyte haben / er habe dan der Houbtſtute zeichen / redlich künſtſchaft / oder Brief.

Item: wer auch verpreche / überſtäre und ſchuldig / und darüber ſchuldig wüde / der ſol in dheins Herren / Lande / Steten / Gepieren / Merckten / oder keynne enden gleyte haben / ſunder man ſol zu dem

gedencken / nach innhalte der Pene / an allen enden / als obgeſchriben ſtet.

Item: die zween Herrn von Trier und Cöln / ſollen yglicher bringen vier kammerpſchen / vier Tarrappſchen / zweinig handpſchen / und yglicher zehentaufen pſeyle / yglicher zweyhundert ſewerpſeyle und darzu ſteyne / Pulver und gezege ſein nordurſt. Item: yglicher drey Püſchen-Meiſter.

Item der Erzbischoff zu Weinz vier kammerpſchen / xxi. Handpſchen / vier Tarrappſchen / zehentaufen Pſeyle / zweyhundert ſewerpſeyle / darzu ſteyne und gezege / Pulver und des auch ein nordurſt. Item drey Püſchen-Meiſter.

Item: gleich ſo vil ſol der Palgrave bey Meine auch bringen / oder ſchicken / an allem gezege / als der Erzbischoffe zu Meinz / und darüber ein groſſe Steinbüchſen / die da ſchneſt anderthalben Centner: Item drey Püſchen-Meiſter.

Item: der Marggraf zu Brandenburg / ein groſſe Steinbüchſen mit vier Tarrappſchen / x. Handpſchen / zehentaufen pſeyle / zweyhundert ſewerpſeyle / darzu ſteine / Pulver und gezege / ſein nordurſt. Item ſein Püſchen-Meiſter.

Item die Herren von Weym im Myderlande / ein Steinbüchſen die da ſchneſt zwen Centner vier cleyne ſteinbüchſen / xii. Handpſchen / zehentaufen pſeyle / zweyhundert ſewerpſeyle / darzu ſteine / Pulver und gezege / ſein nordurſt. Item ſein Püſchen-Meiſter.

Item: die Biſchoffe Bamberg und Würzburg ſollen bringen Püſchen / cleyne / und groſſe mit pſeyle / pulver / und gezege / ſo ſie mechtiglichſt mögen. Item yglicher drey Püſchen-Meiſter.

Item: die Stat Nürnberg ein groſſe Steynbüchſen / die da ſchneſt zwen Centner / ſechs cleyne Steinbüchſen / zwielff Tarrappſchen / x. Handpſchen / xxi. Pſeyle / vi. ſewer pſeyle / darzu gezege ein nordurſt. Item vi. Püſchen-Meiſter.

Item Regensburg / ein gute groſſe Steinbüchſen / und ſunſt Püſchen / pulver / Pſeyle / und gezege / nach allem irem vermögen.

Item: die Stat zu Paſſau / ein groſſe Steinbüchſen / und ſunſt Püſchenpulver / Pſeyle und gezege / nach allem irem vermögen.

Item: Eger eine groſſe Steinbüchſen und ſunſt Püſchen / pulver / pſeyle und gezege ein nordurſt.

Item / von Elenbogen der Burggraf daſelbſt / und die Stat ſollen komen mit irer macht und bringen ein groſſe Steinbüchſen / und andere Püſchen groſſ und cleyn / Pulver / pſeyle / pſel und gezege / nach irem vermögen / mit irem Püſchen-Meiſter.

Item: fürbaß iglich Stat ſol haben Püſchen / Pulver / gezege nach irem vermögen und darzu Püſchen-Meiſter.

Item: es iſt gebrechen in dieſem vorgenanten funden wurde / den mugen die Houbtſtute des Zugs beſtirn.

Nemlichen das jedes menſche / das xv. Jar alt / oder darüber iſt / es ſy Manns oder wiſplich bild geben ſolle / ein blappart / oder 6. Straßburg. Pf. daſur / und welliche mans oder wiſplich bild zweyer hundert gulbin wert gults / oder darüber hat / doch under zwenſent gulden wert / uher ſchuld / das ſol geben einen halben gulden / und der Blappart oder die vi. Pf. ſol damit gegen demſelben menſchen bezalt ſin. Und wellich Manns oder wiſplich bild Zuſt ut gulbin werthe gults / oder darüber hat / es ſy vil oder wenig / uher ſchuld / das ſol ein gulbin geben / und der blappart ſol damit auch bezalt ſin. Wolte aber Jemman von ſin ſelbs wegen / umb größerem Apdes und gnad zuverdienem / me darzu geben / das ſtet zu Jure.

ANNO
1431.

ANNO
1431.Disß sint die nechsten Fürsten die mit Ir
macht volgen sollent.

Mentß	v. M.
Cölln	iiij. M.
Frier	iiij. M.
Walsgraf	v. M.
Margraf von Baden	ii. M.
Herzog Steffan	i. M.
Herzog Dt	v. C.
Beide die von Württemberg.	iiij. M.
Herzog von dem Berge.	
Herzog von Cleve.	
Bischoff von Lurich.	
Bischoff von Straßburg	b. C.
Bischoff von Spier	i. M.
Bischoff von Wurms.	
Bischoff von Basel.	
Bischoff von Costanz.	b. C.
Statt und Bischoff von	
Würzburg.	i. M.
Statt und Bischoff von	
Wabenberg	b. C.
Bischoff von Regenspurg.	
Bischoff und Statt von Eysstet /	
zu fuß.	i. C.
Herzog von Cassen.	
Herzog Heinrich von Beyer.	
Herzog Albrecht von Beyer.	
Herzog Ludwig.	
Landgraf von Hessen.	

Die Stette.

Cölle	i. C. mit Glenen.
Mentß	v. C.
Wurms	iiij. C.
Spire	v. C.
Strußburg / Hagenaw /	
Collmar / Stettatt /	
Mühlhausen und an-	
dere Stette im Elsaß	i. M.
Basel	i. C.
Costenze	iiij. C.
Landaw	i. C.
Buchorn	ii. C.
Überlingen	i. C.
Alme und der ganze	
Dunt	vij. M.
Frankfurt.	v. C.
Friedburg.	
Geilshuf	i. C.
Regenspurg	xxx. mit Glenen.
Nürnberg. i. C. reisiger und v. C. zu fuße / mit	
bußen und armbrustten.	
Wimpberg	i. C.
Wimpheim	i. C.
Swinsfurt	i. C.

Summa Summarum facit xxxvj. M.
(verius 34800.)

Mentß vij. Kammerbüchsen und i. C. hantbüßen /
mit aller zugehörde.
Wurms vij. Kammerbüchsen.
Costenß iiij. Kammerbüchsen.
Landaw mit armbrustten und hantbüßen.
Buchorn deslichien.
Überlingen j. Kammerbüchse.
Alme und je Duntgenosß xvj. Kammerbüßen.
Frankfurt v. Kammerbüchsen.
Nürnberg v. Kammerbüchsen und hantbüßen.
Summa i. Kammerbüßen.
(rectius 52.)

ANNO
1431.

Item das Volcke komme jeglich mit so vil Kam-
merbüchsen / mit steinen / Pulver und buchsenmei-
stern und mit iren Luten / mit hantbüßen und arm-
brust schutzen / so fa allermeist gegeben mögent / pf-
len und andern notdurfft.

Am Nitwuch vor Sant Martins-Tag soll man
um Spire sin.

Item: gedencet zu ratlagen / wie das die alten
Recht und Gericht gehandhabent werdent und iren
gang gewynnen / noch dem und das von alter her-
kommen ist.

Item: und obe jemand sich dawider sayete / wie
man den dozu halten solte.

Item: und das jederman by sinen freyheiten und
alten herkommen blibe; und ob jeman den andern
daran hindern wolte / wie ein deyß dem andern da-
rinne deslich sin solte.

Item: von der Hufen wegen / ob man die mit
degeleichem erpege jedermann mit einer anzahl reysßs
giziges noch siner gebur understen wolte.

Item: oder das man das Hufen gelt wider uff-
hube und das man danyte Lute bestalte zum dege-
lichem Kriege.

Item: von gemeiner Friden wegen der Landen /
ob jeman den andern bekriegte und sich nur mit rech-
te losse begnügen in den Lantgerichten oder gericht /
do er janne siket / wie man den halten und dozu brin-
gen sol.

Fernere Ubereinkommung zwischen den Fürsten
und Städten auf dem Reichs-Tag zu Nüren-
berg de Anno 1431. in Sachen des vorherge-
hen den Kriegs Rechts und Ordnung. [104.
PHILIPP. DATT, Volumen Rerum Ger-
manicarum Novum Lib. I. Cap. XXIII.
pag. 166. §. 14. *Pièces tirées par l'auteur, des Ar-
chives de la Ville de Strasbourg, & que personne
n'avoit publiées avant lui.*]

C'est-à-dire;

CONVENTION ulterieure entre les PRINCES
& VILLES présents à la Diète générale de
Nuremberg en 1431. sur la précédente Loi Mil-
itaire.

Also sint der Fürsten und Stette Rete
überkomen.

Item ersten sint sie einhellisch überkomen / das
man den zug tun solle; one / die von Nurnberg
meinent / das der teglich krieg bisset wer.

Item: das auch menglich darzu helfen solle; er
sy Fürste / Herre / Grave / Ritter oder Knechte /
Stette und aller menglich. Er sy geistlich oder
weltlich / jederman nach siner gebure / das es glich
sy.

Item: So sint der Herren Rete des alle eins /
auch eins teils von den Stetten / nemlich die von
Nurnberg / das man die iiij. tusent pferde vor den
zuge legen sol: aber der andern Stett freunde me-
nung ist / und duchte sie wol not sin / die iiij. M.
Pfer. zulegen / aber sie besorgent / solle man die iiij.
M. Pferde legen / das sy swet. Und das die zit zu
kurz sey und an dem zuge hindern solle.

Item: der Stette freunde meinent das es besser
sy / das es by dem funffzigsten Man blibe / dann
by dem xxv. oder xx. dann wo es by dem funfzig-
sten nit blibe / so racent sie nit zu dem zuge.

Item: So ist aber der Herren Rete meining /
das es blibe by den xxv. von den verresten / und by
den xx. von den nechsten / als die zeichnung wi-
set.

Item:

ANNO Item: Sint sie alle eins / das billich sy / das sel-
1431. lich fassgond zale in glichnis furgenommen werde /
das das den einen als vil berure / als den andern
noch gebure.

Item: von der Vene wegen ist der Stette meyn-
ninge / das die Vene zu vil swere sy in den jedeln be-
griffen / und ducht sie / das es damit genug wer; wer
der stuck eins oder mer ubersure / das der / oder die /
in vnsern gnedigen Herren des Romschen Kunigs
und des Heiligen Romschen Richs swer vgnad ge-
fallen war.

Item: So ist aber der Herren Rote meinunge /
das su die Vene auch dunckt zu swer; doch so wol-
lent si es bringen an vnser Herren die Fursten / das
vurbas an vnsern Herrn den Kunig zu bringen / und
mit siner gnaden einer Vene zu rate und eins wer-
den / die da redlich und zu tun sy.

Item: ist es Sache / das der zug fur sich sol-
gon / so ist der Herrn und Stette rate meinunge /
das vnser Herr der Kunig / vnd auch die Kurfur-
sten und andere Fursten schreiben und bitten solent
ander Cristenlich Kunige / Fursten und Stette / in
der besten form / das si durch Gott und der Cristen-
heit willen / auch zu dem zoge komen und heissen
wollent.

CXLVII.

18. Juil. Transumptum Herr WILHELMI Gies
Probits bey St. Stephan zu Wienn über das
von RUDOLPHO I. Römischen König sei-
nen Herren Eöhnen Albrecht und Rudolph
Herzogen zu Oesterreich ertheilte Diploma,
wodurch er ihnen alle von dem verfahren Römischen
Kaysern / denen Herzogen zu Oester-
reich gegebene Privilegia confirmiret. Geben
Wienn den 18. Junii 1431.

C'est-à-dire;

Transumpt fait par GUILLAUME GURS Pre-
vôt de l'Eglise de St. Etienne à Vienne, sur le
Diplome de RUDOLPHE I. Roi des Romains,
par lequel il confirme, en faveur de ses Fils AL-
BERT & RUDOLPHE, Ducs d'Autriche,
tous les Privileges accordés par les Empereurs &
Rois des Romains aux Princes d'Autriche. A Vien-
ne le 18. Juin 1431. [Voyez-le ci-devant sous
le 11. Juin 1283. Tom. I. Part. I. pag. 252.
col. 2.]

CXLVIII.

1. Août. Conventiones & Pacta inter SIGISMUNDUM
Romanorum Regem & PHILIPPUM MA-
RIAM ANGLUM Mediolani Ducem non modo
ad preparandum prefati Regis Introitum personalem
in partes Italiae, ejusque Coronationes, sed
etiam ad Bellum gerendum contra Dominum
VENETORUM; quorum in finem pollicetur
Dominus Dux tradere prefato Regi Civitates
Januam & Aft, si & quando ei placuerit. Ac-
tum Mediolani, Die 1. Augusti Anno 1431. In-
dictione 9. [Pièce authentique, tirée des Ar-
chives Royales du Château de Milan.]

In nomine Sanctae, & Individuae Trinitatis, Amen.

ANNO Domini Nostri Jesu Christi millesimo qua-
dringentesimo trigelimo primo; die Mercurii
primo mensis Augusti, Indictione nona, secundum
filium; & consuetudinem Mediolanensem. Ad laudem
Omnipotentis Dei nostri, & amplitudinem Im-
perialis, ac Ducalis status in partibus Italicis, deri-
mantemque, & confusionem eorum emulorum, ha-
sunt conclusiones habitae per, & inter Magnificos Do-

TOM. II. PART. II.

minos Brunorum de la Scala Comitem Sancti Montis
Veronae, ac Vicentiae Vicarium Generalem, Ladis-
laum Filium Vayboldae de Thamasi Magistrum Curiae,
Laurentium Edervall Marefcalcum, Mathiam Vice-
Cancellarium Consiliarios, Oratores, & solemnes
Procuratores Serenissimi Domini nostri Regis, ut
constat Maestatis sua Litteris, quarum tenor infra
sequitur ex una parte, & Magnificum Militem Domi-
num Gasparem Vicecomitem Consanguineum, Con-
siliarium, & Procuratorem Illustris Domini Ducis Me-
diolani, &c. ut constat Ducalibus Litteris, quarum tenor
infra sequitur.

Primo enim dictae Partes, dictis nominibus, non per
errorem, aut improvide, sed animo deliberato, & ex
certa scientia, concluderunt, & concludunt, conveni-
runt, & conveniunt, juramentoque suo firmaverunt;
& firman ut infra.

Item convenerunt, & conveniunt, atque altera al-
teri promiserunt, & promittunt, quod praestatus Do-
minus Rex, & ipse Dominus Dux insurgent cum omni
suo posse contra Dominum Venetorum, & adver-
sus ipsum Dominum undecumque, & qualitercumque
guerram facient non assumpturi cum eis Pacem,
Concordiam, nec Treguam, nisi de eorum ipsius Domi-
ni Regis, dicti Domini Ducis consensu, ac voluntate
procederet.

Item, convenerunt, & conveniunt, quod nec ex
praesentibus Conventionibus, nec aliquo quovis modo
praedictari, aut derogari debeat, neque praedictetur,
aut derogetur aliquoties ultis concessionibus factis per
ipsum Dominum Regem praefato Domino Duci pro
sua persona.

Item, convenerunt, & conveniunt, quod tempore
stendarum assignationum de Civitatibus Januae, & Aft,
de quibus mentio fit in interioribus Capitulis ubicum-
que provideri debeat Gubernationi, Regimini, & custo-
diae ipsarum Civitatum, Fortificationumque, & pertinen-
tiarum suarum de personis utriusque Parti fidatis, prela-
tato scilicet Domino Regi, & ipsi Domino Duci, &
eveniente casu obitus ipsius Domini Regis, quem Deus
averit, aut recedente Maestate sua ex Italia, tenean-
tur, & debeant ibi deputandae Personae ipsas Civitates
cum Fortalitiis, ac pertinentiis suis, praefato Domino
Duci resignare; ac in manibus suis reponere libere, &
sine aliqua exceptione, ac omni contradictione cessan-
te, restituendo singula ipsi Domino Duci in eo statu,
in quo, & prout habuerint, siquidem dictae Personae pro-
mittere; ac jurare teneantur, & pariter observare, omni
dolo, & fraude remotis.

Item, quia pro multitudine Populi non posset in Ci-
vitate Mediolani magna Gentium quantitas absque mul-
to incommodo hospitari, non possit insuper ibi decen-
ter suscipi, & honorari Maestatis Regia cum merito ex-
cessivo, convenerunt, & conveniunt dictae Partes, quod
praefatus Dominus Dux non adducet Mediolanum ultra
Equites mille quingentos, aut duos mille, & si plu-
res adduxerit, debeant suscipi, ac morari in aliis Ter-
ris dicti Domini Ducis, verbi gratia in Locis existentibus
ad Fronteras contra Venetos.

Item, quia omnis virtus unita fortior est ipsa divisa;
promiserunt dictae Partes, quod nullo umquam tempo-
re in antea acceptabant aliquam Pacem, Treguam, Con-
cordiam, Intelligentiam, vel Conventionem cum Do-
minio Venetorum, palam vel occulte, una Partium sine
voluntate & assensu alterius; & quod praefatus Serenis-
simus Dominus Rex eidem Domino Duci, & Domi-
nus Dux Domino nostro Regi fideliter & constanter
omni suo posse, undecumque valebant, assistent invi-
cem consiliis, & auxiliis ad relevationem Imperialis,
ac Ducalis status, nec eundem Dominum Ducem Fili-
um suum deseret, seu relinquet, nec ipse Dominus
Dux Dominum Regem quovis modo usque ad finem
agendorum contra Hostes Venetos, & eorum nunc
Colligatos, aut quod Pax bona, & securi cum volun-
tate sua, & dicti Domini Ducis utrumque realiter sub-
sequatur.

Item, promiserunt, & sponderunt praedicti Regi
Procuratores, & Oratores, modo & nominibus quibus
supra, sub verbo regio, quod praestatus Serenissimus
Dominus Rex per totum praesentem mensem Augusti
erit in Italia indubie personaliter constitutus.

Item, promiserunt modo quo supra, quod si Domi-
nus Rex decreverit Januam ad manus suas recipere;
sibi, & Fortalitiis illis de communibus Servitoribus Im-
perii, & suis, atque Domini Ducis providebit, & in
gubernatione dictae Civitatis consiliis, & auxiliis dicti
filii sui Domini Ducis libenter utetur.

Item, promiserunt, & sponderunt, quod si Do-
mi-

ANNO
1431.

ANNO
1431.

minus Rex deliberabit extra Italiam, quod tunc Civitatem Ast cum suis Fortalitibus relaxabit, & reponet ad manus filii sui Domini Ducis in eo statu, ut illas, & illa acceperit, absque dolo, & etiam Officiales suos promittere, & jurare faciet, quod, contingente casu finistro, quem Deus avertat, ipsam Civitatem, & Fortalitia ad manus dicti Domini Ducis resignabunt, & omnia superscripta, & singula prædicti Procuratores, & Oratores, nomine quo supra, promiserunt realiter, & inconvulsa, fideliter, & pure attendere, & observare, prosequi, & adimplere, dolo, & fraude cessantibus quibuscumque, & in animam quoque ipsius Serenissimi Domini Regis, tactis corporaliter Sacrosanctis Scripturis, ad maiorem certitudinem præmissorum juraverunt, & jurant ut infra.

Item, vice versa Magnificus Miles Dominus Gaspar Vicecomes, Consanguineus, Consiliarius, & Procurator dicti Domini Ducis, quia honorem, & gloriam Serenissimi Domini Regis Dominus Dux cordiatim affectat, idcirco promittit, & pollicetur, modo & forma quibus supra, quod ipse Dominus Dux præfatus Domino Regi se obtineat dare, ac dabit coronam in Mediolano, quandocumque sua Maestas deliberaverit illam assumere, cum tali honore, & cerimonia, ut Prædecessores sui in Imperio, & signatur quondam Gloriosissimos Dominos Carolum Quartum Genitorem suum illam habuit, contraditionibus, & impediementis cessantibus quibuscumque.

Item, prædictus Magnificus Dominus Gaspar Procurator nomine quo supra promittit, & spondit, quod si Maestas Regia, in cuius manibus reponenda est Janua, dimittit in manibus Domini Ducis, & quod eidem Regie Maestati, si decreverit per mare ad Romam transire, tenebitur dare, & dabit in effectu passagium Navium, & Galearum de Janua, vel de Savona ad Romam cum comitiva sua reducendi in tanto numero, pro ut necessitas requirit, & ad securitatem hujusmodi transitus expedire videbitur, quandocumque ire voluerit, dicti Domini Ducis sumptibus, & expensis; in casu vero quo sua Maestas per terram deliberaret transire, ex tunc Dominus Dux sua Maestati etiam de gentibus Domini Ducis providere, & eandem conducere debet, & reducere iterum quandocumque sibi placuerit dicti Domini Ducis sumptibus, & expensis.

Item, prædictus Procurator ut supra promittit, & spondit, quod Dominus Rex ad manus præfati Domini nostri Regis dabit, & assignabit Civitatem Astenensem cum Fortalitiis, & pertinentiis suis in manibus Domini Ducis existentibus pro mansione; ac sede sua ibidem firmanda, & postquam Regia Maestas montes attingerit, & intrare, ac præfatum Civitatem cum pertinentiis, præmitterit, habitare voluerit, quod ex tunc illi, vel illis, quos promittere decreverit ipsam Civitatem cum pertinentiis ad manus sue Maestatis tradet, & tradi faciet, adjuvando quod Castellani sue Maestatis Domino Duci jurent, ac promittant, quod casu eveniente finistro, quem Deus avertat, ipsam Civitatem, & Fortalitia ad manus Domini Ducis resignent, & postquam sua Maestas exibat Italiam, illa relaxabit, & ponet ad manus Domini Ducis in illo statu, ut accepit, absque dolo.

Item, prædictus Procurator ut supra promittit, & spondit, quod præfatus Serenissimo Regi illo die, quo Italiam intraverit, & tandem omni mense quinque millia Ducatorum dabit, & assignabit, ac assignari faciet absque dilatione quamdiam eadem sua Maestas in partibus Italiae commorabitur.

Item, quia Dominus Dux dispositus est annuere votis Regie Maestatis, præcipue ut ipse cum statu Domini Ducis, qui suus, & Imperii sacri existit, pro ut libet, disponat, idcirco promittit, & spondit, quod quando sua Maestas constituetur in Italia, tunc sua Maestas videat, & mature deliberet; si erit bonum, utile, ac honorabile pro bono Imperii, ac Statu Domini Ducis, quod Janua cum pertinentiis suis, quæ Dominus Dux jam possidet, sit in manibus Regie Maestatis, quod si sue Maestati videbitur quod sit, & quomodo, quod ex tunc Dominus Dux eandem cum pertinentiis suis, ut præmittitur, ad manus sue Maestatis illico assignabit, obligando dictum Dominum Ducem tenore præsentium, quod remaneat Janua in manibus sue Maestatis, ut præmittitur, quancumque operam adhibebit consiliis, & auxiliis ad juvandum suæ Maestati manentem Januam cum suis pertinentiis, & assignationem Civitatis Januæ cum pertinentiis assumi sue Maestati facere, quandocumque eidem placuerit, vel eandem recipere voluerit ante transitum suum ad Romam, vel post reditum suum, & similiter cum assignatione Civitatis Astenensis, & pertinentiis faciet.

Omnia quoque, & singula præmissa, & quodlibet præmissorum idem Dominus Gaspar, nomine quo supra, promittit, & spondit, & pollicetur, fide pura & integerrima, ac tactis corporaliter Sacrosanctis Scripturis, in animam ipsius Domini Ducis juravit fideliter, constanter, & inviolabiliter observare, prosequi, & adimplere, Serenissimo Domino Regi per totum mensem Augusti præsentem in Italia constituto, & realiter existente.

Denique verò dictæ Partes promiserunt, altera alteri, prædicta omnia & singula, bona fide, & sincere, ac realiter, observare, nec aliqua occasione, aut quovis modo contrahere, nec venire. Quæ omnia, & singula superscripta præfati Domini Procuratores, modis dictis, & nominibus congrue referendo, promiserunt, & promittunt sub obligatione præfatorum Dominorum Regis, & Ducis, bonorumque suorum præsentium & futurorum, sibi vicissim, & mihi Donato Notario infra-scripto Personæ publicæ, & officio publico stipulanti, & recipienti nomine eorumdem Dominorum Regis, & Ducis, singula singulis congrue referendo, & omnium quorum interest, & intererit, atque juraverunt, & jurant ad Sancta Dei Evangelia, manibus corporaliter tactis Sacrosanctis Scripturis, in animas ipsorum Dominorum Regis, & Ducis in manibus Reverendi Patris Domini Abbatis Monasterii Sancti Ambrosii Mediolani recipientis, nomine, seu nominibus, Regio & Ducali, facere, attendere, adimplere, & efficaciter observare pro posse recte, fideliter, & sincere, & nullo umquam tempore per se, aut per submissam Personam; directe aut per indirectum, de jure, vel de facto, aut ullo quæsto, vel quærendo colore contra facere, vel venire, renuntiantes exceptioni non factarum dicarum Conventionum sub juramento, seu juramentis ut supra, & non celebratis hujusmodi Contractibus, & prædictorum, & infra-scriptorum non sic actorum, omnique probationi, & defensionibus in contrarium, & ut veritas præmissorum felicioribus aliis evolerit, altius extollatur, omnia præmissa etiam acta fuerint in præsentia, & conspectu, auditu, & intellectu Clarissimorum Dominorum de Consilio præfati Domini Ducis; nec non quamplurimum præfatorum Nobilium, & Gravium, præsentem ibidem, & intelligentem Gentium, & Personarum, tam Ecclesiasticarum, quam Laicarum, multitudine copiosa; & inde præfati Domini Oratores, & Procuratores rogaverunt me Donatum Notarium infra-scriptum de prædictis debere confici publicum Instrumentum. Tenor namque Mandati Regii talis est. SIGISMUNDUS Deigratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungarie, Boemie, Dalmatie, Croatiae &c. Rex. Notum facimus tenore præsentium universis, quemadmodum alias Magnifico Brunorio de la Scala Comiti Sancti Montis, Verone, & Vicentie Vicario Generali mandatum, potestatem, & facultatem plenissimam dedimus ad inveniendum cum Illustri Filippio Maria Anglo Duce Mediolani Principe; & Filio nostro Carissimo, nostro, & Imperii Sacri nomine; certas Conventiones, & Uniones pro introitu nostro personali ad Italiam preparando, sicuti tam Littera mandati; quam inscriptiones Fæderum inter nos utrinque factæ, & datæ, id claritas attestatur; ita & negotiis; quæ pro tota Christianitate, & bono Imperii hic peragere habuimus, Deo volente, liberati; & illis ordinate dispositis, nobisque jam ad intrandum Italiam in puncto paratis, præfato Brunorio, ac Magnificis Ladislao Filio Vayboldæ de Thamas Magistro Curie, Laurentio de Ederbar Marchescalo, & Honorabili Mathia Vice-Cancellario, Consiliariis, & fidelibus nostris dilectis, de quorum conscientia, prudentia, & fide sincera ab experto probata, fiduciam habemus amplissimam; & cuilibet eorum in solidum tamquam Ambasiatoribus; Mandataris; & Procuratoribus nostris, quos etiam tenore præsentium facimus, constituimus, & illos esse ordinamus, damus, concedimus, & tribuimus omnimodam, & plenam auctoritatem, facultatem, & iacentiam specialem Conventiones, Uniones, Fædera, Tractatus, & inscriptiones inter nos, & filium nostrum Ducem Mediolani præfatum, initas renovandi, & conficiendi, illos quoque, & illa de novo inscribendi; promittendi, spondendi, ac in animam nostram jurandi, promissiones quoque, & juramenta debita super hujusmodi conclusis, & factis realiter observandis ad præfatum Ducem recipiendi, & sumendi, & quæque ex hujusmodi rebus dependentia, & connexa nostro nomine faciendi, concludendi, & confirmandi, quæ nosmet facere possemus, si personaliter adessemus, eorum, & gratum habentes, ac verbo nostro regio habere promittentes quicquid præfati Con-

ANNO
1431.

ANNO
1431.

Consiliarii nostri egerint, tractaverint, & concluderint in premissis. Datum Norimbergæ die secunda mensis Julii, anno Nativitatis Domini millesimo quadringentesimo trigesimo primo, Regnorum nostrorum anno Hungariæ &c. Quadragesimo quinto, Romanorum vero vigesimo primo, ac Boemiarum undecimo. Tenor autem Mandati Ducalis talis est: **FLIPPUS MARIA ANGLUS** Dux Mediolani &c. Papie, Angliæque Comes, ac Janus Dominus. Attendentes immensam erga nos fidem, plurimam devotionem, singularem prudentiam, virtutes eximias, & amplissimam sufficientiam Magnifici Militis Consanguinei, & Consilarii nostri dilectissimi Domini Gasparis Vicecomitis, de ipso non aliter, quam de nobis ipsis confidentes, eundem harum serie, ex certa scientia, & de nostra plenitudine potestatis, ac omni modo, jure, via, & forma, quibus melius, & validius possumus, facimus, constitimus, & creamus nostrum verum legittimum, autenticum, & solemne Nuntium, Procuratorem, Mandatarium, & Commisarium, & quicquid melius dicit, & esse possit, specialiter, & expresse ad, procuratorio nomine nostro, faciendum Serenissimo Principi, & Invictissimo Domino nostro Domino Sigismundo, Dei gratia, Romanorum Regi semper Augusto, & Hungariæ, Boemiar, Dalmatiæ, Croatiaque &c. Regi, & seu quibuscumque agentibus pro Mæstate sua, quolibet promissiones, & obligationes cujusvis generis, conditionis, & maneris, & è converso ad recipiendum nomine nostro ad præfatum Dominum Romanorum Rege, & Agentibus pro Mæstate sua, quasvis promissiones & obligationes cujuslibet generis, & maneris, & denique ad faciendum, firmandum, & concludendum nomine nostro cum præfato Domino Rege, & agentibus pro eo quæcumque Pacta, Capitula, & Conventions, & quoscumque Actus, & Contractus cum omnibus terminis, juramentis, verborum appositionibus, conditionibus, modis, & formis, de quibus eidem Domino Gaspari de mente nostra informatum visum fuerit, & placebit. Item ad faciendum nomine nostro, & in animam nostram, & per fidem nostram, & per Sacramentum Ducale, quod omnia nomine nostro promittenda firmiter attendamus, & ad præstandum, nomine nostro, pro prædictis & quolibet prædictorum, quodcumque juramentum, & in quacumque forma sibi videbitur. Et similiter ad recipiendum pro nobis, & recipi faciendum ab ipso Domino Rege, sive ab Agentibus pro Mæstate sua quodcumque juramentum, & in omni forma, de qua ipsi Procuratori nostro visum fuerit, & ad faciendum de premissis, & quolibet premissorum unum, & plura autentica Documenta cum omnibus clausulis opportunis, & de quibus dicto Procuratori nostro videbitur; & generaliter ad omnia, & singula faciendum in prædictis, & quolibet prædictorum, ac dependentibus, & connexis necessaria, utilia, & opportuna, etiam si talia forent, quæ mandatum exigenter magis speciale, vel quæ ut nimis generalia dici possent in speciale mandatum verisimiliter non venire; quæve demum nos possimus verificare, si personaliter adfuerimus, dantes, & concedentes prænominato Domino Gaspari Procuratori nostro plenum, liberum, generale, ac speciale mandatum cum plena, libera, generali, & speciali administratione circa præmissa, & quolibet præmissorum, & superinde committentes totaliter vires nostras; demum verò sub nostrorum presentium & futurorum obligatione bonorum promittentes rata, grata, & firma semper habere, ac tenere cum effectu quæcumque per eundem Procuratorem nostrum acta, gesta, & facta fuerint in præmissis, & quolibet præmissorum, & contra ea, vel aliquid ex eis ullo futuro tempore non facere, nec venire, præsentibus usque ad duos menses proxime futuros efficaciter valturis. In quorum Testimonium presentes fieri, & registrari iussimus, nostrique Sigilli munimine roborari. Datum Coslaghi die vigesimo octavo Julii millesimo quadringentesimo trigesimo primo, anno Indictione. **FRANCISCUS** Adum Mediolani in Ecclesia Sancti Ambrosii, videlicet in Sacristia Domini Præpositi, Canonicorum, & Capituli dicte Ecclesiæ sita post Altare majus ipsius Ecclesiæ, præsentibus Egregio Milite Domino Johanne Taliano de Foliano Filio quondam Domini Caroli Habitatore Parme noto dictorum Contrahentium, Venerabili Viro Domino Moro de Prealoni Filio quondam Domini Albertoli Ordinario Ecclesiæ majoris Mediolani, & Canonico dicte Ecclesiæ Sancti Ambrosii habitante in domibus dicte Canonice Sancti Ambrosii, ut supra, Venerabili Viro Domino Baldassaro de Coyris Abbate Sancti Vincentii Mediolani, Venerabili Viro Domino Vincentio de Plais Abbate Monasterii Sancti Victoris

Tom. II. PART. II.

ANNO
1431.

Mediolani, Domino Dominico de Rizilis Filio quondam Domini Stephani Archipresbytero Ecclesiæ Sanctæ Mariæ de Vifilo, Johanne de Bonromeis Filio quondam Domini Portæ Vercellinæ, Parochiæ Sanctæ Mariæ Pedonis Mediolani, Domino Johanne de Mirabilis Filio quondam Domini Simonis Portæ Vercellinæ Parochiæ Sancti Nazarii ad Petram sanctam Mediolani, Ambrosio de Bossis Filio quondam Domini Antonii Portæ Cumanæ, Parochiæ Sancti Thomæ in Cruce Siculariorum Mediolani, Johanne de Gallarate Filio quondam Domini Aleffii Portæ Vercellinæ Parochiæ Monasterii Novi, Domino Thoma de Zuchis Filio Domini Johannis Simonis Professore Joris Civilis Portæ Orientalis, Parochiæ Sancti Babile utriusque Mediolani, Johanne Baptista de Castellano Filio Guideti Portæ Vercellinæ Parochiæ Sancti Johannis supra murum noto ut supra, & circumspetto Petro Cecumachi de Machalsava Secretario prælibati Domini Regis noto ut supra, omnibus Testibus ad prædicta vocatis, idoneis, & rogatis, nec non etiam præsentibus Johanne de Liferio de Herba Filio mei Donati Notarii infra scripti Portæ Novæ Parochiæ Sancti Fidelis, & Antonio de Panfichis Filio Sini Portæ novæ Parochiæ Sancti Johannis ad quatuor facies ambobus Civitatibus Mediolani Notariis similiter ad prædicta vocatis.

Extracta sunt præfata Copia à Registro inscripto sub Litera F. Ducis PHILIPPI MARIE ANGLI Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani, in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris Anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archivi Officialis.

CXLIX.

Traité entre AME' VIII. Duc de Savoie, & 18. Dec. PHILIPPE-MARIE Duc de Milan, fait le 18. de Decembre 1431. [S. GUICHENON, SAVOYE ET MILAN. Histoire Genealogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 282.]

In Nomine Domini, Amen.

ANNO Nativitatis ejusdem millesimo quatercentesimo trigesimo primo, Indictione decima, die decima octava mensis Decembris. Per hoc publicum Instrumentum cunctis fiat manifestum, quod cum Illustri Joannes Jacobus Marchio Montisferrati, præter & contra voluntatem Serenissimi Principis Domini nostri Domini Sigismundi Dei gratia Romanorum Regis semper Augusti, inhibitionesque & mandata eidem, per Literas & solemnes Ambassiatas autoritate Regia lapsissime factas, in hærendo voluntati Domini Venetorum manifestorum rebellium Sacri Romani Imperii, cum ipsis conspirationem & ligam fecerit in guerra quam incepit adversus ipsius Sacri Romani Imperii Terras, Feuda & Vassallos, signanter contra Illustissimum Principem & Excellentissimum Dominum Dominum **PHILIPPUM-MARIAM** Anglium Ducem Mediolani, Serenissimi Domini nostri Romanorum Regis Filium & fidelem, tentando, tam vi armorum quam diversarum seditionum Tractatibus, opem præstans & auxilium dicto Domini Ducis Mediolani, statum ipsius Illustissimi Domini Ducis Mediolani subvertere, Terrasque & Oppida quas ab Imperiali Majestate in Feudum possidet, usurpare, fueritque necessarium & expediens ipsi Domino Duci Mediolani, tum pro defensione sui status, tum etiam propter requisitiones & mandata Serenissimi Domini nostri Domini Romanorum Regis, non solum ipsi Domino Marchioni resistere, sed etiam sibi tanquam Colligato ipsius Domini Venetorum Sacri Romani Imperii rebellium & inimicorum Guerram inferre, ut ita esse & fuisse veritatem dixit & protestatus fuit prælibatus Dominus Dux Mediolani, per medium Personæ Egregii utriusque Juris Doctoris Domini Nicolai de Arcemboldis de Parma Nuntii & Procuratoris sui, in præsentia nostrorum Notariorum infra scriptorum, cumque Illustissimis Principi & Excellentissimus Dominus Dominus **AMEDEUS Dux Sabaudie, Chabassi & Auguste Princeps, Marchio in Italia, Comes Pedemontium & Genevanarum, Valentini &que & Dyensis**, similiter Imperialis Feudatarius & fidelis, tam per ipsam Serenissimum Dominum nostrum Regem Romanorum, quam dictum Dominum Ducem

Hh 2

Me.

ANNO
1431.

Mediolani velut fidelem Imperialem, multiplicitate & instantissime requisitus fuerit & debite interpellatus, imò etiam per ipsum Dominum nostrum Romanorum Regem sub gravissimis pœnarum archaionibus, & sub vinculo fidelitatis comminatus, ut ad defensionem fidelium Imperii, & maxime ipsius Domini Ducis Mediolani, Civitatumque, Villarum, Castrorum & aliorum Territoriorum quæ sub Imperiali Fendo possidebat, nec non propulsationem & offensam sibi guerram inferentium, cum toto suo exercitu perseveret; ipseque Illustrissimus Dux Sabaudia, attendens affinitatem quam ipse Dominus Dux Mediolani quam dictus Dominus Marchio Montisferrati, erga eum conjuncti sunt, mitius agere volentes, præfatum Dominum Marchionem per Literas & solemnes Ambassiatas fraternelle requisivit, ut præfati Domini nostri Romanorum Regis iussibus obtemperaret, & ab ulterioribus, offensis Vassallorum & Feudorum Imperialium se vellet abstinere, quod tamen minime facere curavit; imò quod deterius est, multos Capitaneos & alios strenuos, per magnarum rerum & financiarum sollicitationes, adversum ipsum Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudia incitavit, propter quod ipse Dominus Dux Sabaudia videns, rerum notorietate edocente, ipsum Dominum Marchionem in contemptu Imperialis Majestatis manifeste fecere nolle, sed totis conatibus priora prioribus irrefragabiliter tam contra dictum Dominum Ducem Mediolani, quam etiam ipsum Dominum Ducem Sabaudia palam & clandestine conspirare; non valens etiam ipse Dominus Dux Sabaudia, debito sue fidelitatis exigente, ulterius differre prædictis Imperialibus mandatis continue super emergentibus, pro posse obtemperare, nec etiam dicto Illustrissimo Domino Duci Mediolani ejus Genero à proximiori subventionem derogare, imò nec prætermittere sui ipsius propriæ Domini Ducis Sabaudia salutem providere; & conspicatis versutis ipsius Domini Marchionis obviare, ut ita esse & fuisse veritatem, in præsentia nostrorum infra scriptorum Notariorum dixerunt & protestati fuerunt Illustris Dominus Manfredus Marchio Salutarum, Mariscalcus Sabaudia, & Spectabilis Miles & Doctor Dominus Petrus Marchiandi Præsides Consilii præfati Domini Ducis Sabaudia citra Montes residentes, Oratores, Nuntii & Procuratores præfati Illustrissimi Domini & Excellentissimi Domini Ducis, sponte & ex certa animi scientia deliberaverunt præfati Domini Duces, contra & adversus ipsum Dominum Marchionem, Unionem, Ligam & Confederationem facere: Pro quibus quidem firmis stabilendis & roborandis, prædicti Domini Oratores, Nuntii & Procuratores præfati Domini Ducis Sabaudia, & dictus Dominus Nicolaus similiter Nuntius & Procurator præfati Domini Ducis Mediolani, habentes ad prædicta & infra scripta plenam & liberam potestatem specialeque mandatum, ut per ipsum Dominum Ducem Sabaudia patentes Literas in pergameno scriptas, munitasque Sigillis eorum, non cancellatas, nec in aliqua ipsarum parte suspectas. Constituti in præsentia nostrorum Notariorum infra scriptorum, scientes & spontanei, mutuis & validis stipulationibus hinc inde intervenientibus, fecerunt, inierunt & contraxerunt, faciunt & contrahunt declarationes & limitationes, Pactaque & Conventiones quæ sequuntur. Et Primò, conveniunt præfati Illustrissimi Domini Duces Sabaudia & Mediolani, per medium supradictorum Procuratorum suorum; quod ipsi Domini Duces in præfati Guerra adversus dictum Dominum Marchionem Montisferrati, jam per dictum Dominum Ducem Mediolani mota, & per præfatum Dominum Ducem Sabaudia movenda, tenebunt quilibet ipsorum usque quo ipsa Guerra, de communi consensu ipsorum Dominorum Ducum Sabaudia & Mediolani, per Pacem sponta fuerit adversus dictum Dominum Marchionem ejusque Subditos, Terras & Domina; videlicet, quingentos Equites & totidem Pedites ad Guerram legaliter procedendum, aut plus aut minus secundum casuum occurrentiam, prout ipsi Domini Duces de communi consensu fuerint concordēs: ita tamen, quod prædicti Equites quingenti & Pedites totidem, per præfatum Dominum Ducem Mediolani, ut præmittitur, tenendi sint ad nutum & voluntatem Dominorum Marcescallorum Sabaudia, aut alterius nomine ejusdem Domini Ducis Sabaudia, ad ipsam Guerram faciendam deputati; sic quod dicti Domini Duces de communi consensu fuerint concordēs, Marcescalli, seu alius Deputatus, ut præmittitur, prædictos Equites quingentos & Pedites totidem, possit & valeat constituere adversus Terras, Subditos & Domina dicti Domini Marchionis & suorum, & quæ eidem placuerint & videbun-

tur juxta ipsius liberi arbitrii voluntatem. Item conveniunt, quod omnes Subditi, Terra, Loca & Territoria præfatorum Dominorum Ducum Sabaudia & Mediolani, sint pariter & esse debeant in Guerra adversus dictum Dominum Marchionem Montisferrati, ejus Territoria & Subditos, prout & quemadmodum dicti Domini Duces erunt; & quod invicem ipsa Territoria & Subditi receptare vicinialia pretis competentibus, dare opem, & auxilium mutuo prestare Gentibus armigeris, Equitibus & Pedibus ac Subditis utriusque ipsorum debeant & teneantur. Item pariter conveniunt & in pactum expressum deduxerunt, quod ex nunc in antea non liceat cuicumque ipsorum Dominorum Ducum Sabaudia & Mediolani, per se aut alias interpositas Personas, Pacem neque Treugam aut alias interpositas Personas, Terris aut Subditis suis facere, nec alio modo ipsam Pacem contendere, sine expressis scitu pariter & consensu utriusque ipsorum Dominorum Ducum; liceat tamen per utrumque ipsorum Dominorum aut suos, ipsam Pacem tractare aut tractari facere, absque tamen aliqua conclusionis fienda, nisi de communi consensu utriusque Dominorum Ducum prædictorum. Item pacto expresso conveniunt & concordaverunt, quod omnes Dignitates, Civitates, Villæ, Castra, Fortalitia, Loca & quælibet Territoria prædicta Domini Marchionis Montisferrati & suorum Subditorum, Homagiaeque, Feuda & Retrofeuda ad eos quomodolibet spectantia, ubicumque consistent & valeant quomodolibet nuncupari, existentia tamen citra Tanagrum, & jam acquisita per præfatum Dominum Ducem Mediolani & ejus Gentem, Colligatos & Adhærentes, cum suis omnibus & singulis Pertinentiis, Fortalitibus, Juribus, & Jurisdictionibus; tradi debeant per dictum Ducem Mediolani, præcise & sine exceptione quacumque præfato Domino Duci Sabaudia, quando ad hoc fuerit requisitus ad faciendum de illis ad omnimodam dispositionem ejusdem Domini Sabaudia Ducis & suorum; salvis tamen manentibus infra scriptis, quibus non intelligit aliquo modo per præfens Capitulum derogari. Item quod ejus Civitates, Dignitates, Villæ, Castra, Fortalitia, Territoria & Loca quæcumque, Homagiaeque, Feuda, Retrofeuda & Fidelitates, quæ per ipsum Dominum Marchionem ejusque Subditos tenentur aut tenebantur tempore Guerra contra ipsum mota per præfatum Dominum Ducem Mediolani, inde vel & super Territorio, Districtu, Dominio & Pertinentiis Civitatis & Communis Januæ, Civitatis & Comitatus Papie, Terra Casalibus Sancti Evasii, Terra & Loca Sancti Salvatoris, Castellis & Luslenis; cum suis omnibus & singulis Pertinentiis ipsius pertinentibus, tam ultra Tanagrum quam citra; sint & remaneant in solidum sine ulla exceptione præfato Domino Duci Mediolani, ita ut ad ejus libitum & sui disponere possent, & ille aut illi quem aut quos legitimerint, ad eam suam Successionem habilitaverint, de qua Legitimatione & Habilitatione consistet per publicum Documentum Sigillo suo magno sigillatum. Item propterea conveniunt, quod omnes Civitates, Castra, Villæ, Territoria & Loca quæcumque, Homagiaeque Feuda, Retrofeuda & Fidelitates etiam quæ spectarent Ecclesiæ Astensis, quæ per ipsum Dominum Marchionem ejusque Subditos tenentur aut tenebantur, tempore Guerra contra ipsum mota per præfatum Ducem Mediolani, ubicumque sint tam citra quam ultra Tanagrum, in, de & super Territorio & Districtu Civitatis seu Patriæ Astensis; cum omnibus suis pertinentiis spectantibus; quæ tamen tenta aut possessa fuerint per Præsidentes aut Episcopos, aut eos qui dominati sunt dictæ Civitati, Patriæ, Dominio aut Gubernio Astensi ab annis septuaginta citra inclusive, sint & remaneant in solidum, & expediti debeant sine ulla exceptione, præfato Domino Duci Mediolani. Item conveniunt ut supra, quod pariter omnes Civitates, Dignitates, Castra, Villæ, & Loca quæcumque dicti Domini Marchionis Montisferrati & suorum Subditorum, Homagiaeque, Feuda & Retrofeuda ad eos quomodolibet spectantia, & seu quæ tempore dicti ingressus Guerra per ipsos tenebantur quomodolibet ultra Tanagrum existentia, quæ tamen per dictum Dominum Ducem Mediolani & ejus Gentem & Subditos acquisita fuerint, sint & pertineant præfato Domino Duci Mediolani & suis; exceptis tantum locis Rochæ Silierii, & ipsa Villa Silierii, quæ loca Rochæ Silierii & ipsa Villa Silierii, cum suis Juribus & pertinentiis sint & pertineant in solidum & pleno jure, tradique & expediti debeant per præfatum Dominum Ducem Mediolani, præcise & sine exceptione quacumque, dicto Domino Duci Sabaudia, quam primùm parte ipsius Domini Ducis ad hoc fuerit requisitus ad faciendum

ANNO
1431.

ANNO
1431.

dum de illis ad omnimodam dispositionem ipsius Domini Ducis Sabaudie & suorum. Item prænominatæ Partes, salvis manentibus omnibus & singulis superscriptis, convenerunt, quod omnes Civitates, Castra, Villæ, Territoria, & Loca quæcumque Domini Marchionis Montisferrati & suorum Subditorum, Homagique Feuda & Retrofeuda ad eos spectantia ubicumque consistant, tam citra quam ultra Tanagrum existentia, & quæ nondum per dictum Dominum Ducem Mediolani & ejus Gentes acquisita fuerunt, dum & quando per aliquem præfatorum Dominorum Ducum Sabaudie & Mediolani, ipsorumque Subditos, Gentes, Armigeros, Pedites, Colligatos & Adhærentes in futurum quomodolibet acquiri contigerit, cum suis omnibus & singulis Pertinentiis, Fortalitiis, Jurisdictionibus ipsis spectantibus, sive spectent in solidum, & pleno jure tradi & expediri debeant præcisè & sine exceptione quacumque, ipsi Domino Duci Sabaudie ad omnimodam dispositionem ipsius & suorum faciendum, exceptis Civitate Albæ cum suis finibus & limitibus, Territorio & Jurisdictione, quæ ad præstans dictæ Civitatis spectant, & per eam possidentur, Joanne Cerrati de Alba pro loco Guerduini, Anthonio Burfuyini pro loco & Castro Roddi, & Nobilibus de Falletis pro Locis de Morra, Berolio & Serrallonga, quæ sic excepta dumtaxat spectent & remaneant, ac dum acquisita fuerint expediri debeant præfato Domino Duci Mediolani & suis. Item ulterius fuit actum inter prædictas Partes, quod præfatus Illustr. Dom. Dux Mediolani omnia præmissa Loca ultra Tanagrum existentia, nondum tamen acquisita, & quæ præfato Domino Duci Sabaudie spectare debent, acquirere debeat & teneatur suis propriis sumptibus præfato Domino Duci Sabaudie & suis, cum omni celeritate possibili, & ante conclusionem Pacis fiende inter præfatos Dominos Duces ex una, & dictum Dominum Marchionem partibus ex altera, nisi aliter prædictis Dominis Ducibus fiendum de communi concordia videretur; ita & taliter, quod si à quodocumque aliquæ Villæ, Castra, Fortalitia vel Loca per præfatum Dominum Ducem Mediolani, memoratò Domino Duci Sabaudie acquirenda, ut præmittitur, per vim aut eorum spontanea voluntate se submittere velint Jurisdictioni, subjectioni & Dominio præfati Domini Sabaudie Ducis; licitum sit eidem Domino Sabaudie Duci & ejus Marescallis & deputandis ab eisdem ipsis Terras, Castra, Villas, Fortalitia, & Loca recipere, Jurisdictionemque & Dominium ipsius Domini Ducis Sabaudie, submittere absque contradictione quacumque. Item, quia præfatus Dominus Dux Mediolani asserit se dedisse Loca Mirabelli, Albianæ, & Baldeschi, Magnifico Comiti Francisco Vicecomiti, Filio & Genero suo, & Loca Conzani, Camagnæ, Cucharæ & Orzani, Spectabilibus Francisco de Barbanaria, Alvisio Crotto, & michi Joanni Francisco Gallinæ fidelissimis suis; fuit conventum inter dictas Partes, quod præfatus Dominus Dux Sabaudie in prædictis Locis nihil petere, querelare possit aut valeat, sed ipsa Loca Mirabelli, Albianæ & Baldeschi prædicto Comiti Francisco, & supradicta Loca Conzani, Camagnæ, Cucharæ & Orzani ipsis Francisco de Barbanaria, Alvisio Crotto & michi Joanni Francisco Gallinæ remanere debeant, & ad eos pleno jure spectare, quacumque exceptione cessante, cum omnibus suis Juribus & Pertinentiis. Item, quia summus Pontifex per Apostolicas Literas concessit prædicto spectabili Francisco de Barbanaria Locum & Castrum Planæ cum Juribus, Jurisdictionibus & Pertinentiis suis, tanquam rem Ecclesiasticam; ideo convenerunt dictæ Partes, quod dictum Castrum & dictus Locus prædictus Planæ cum Juribus & Pertinentiis suis, sive acquisita sive non sint, libere remaneant dicto Francisco. Item convenerunt dictæ Partes, quod Nobiles de Coconato pro Locis Coconati & Trinedi ac omnibus aliis suis Locis, tam per Marchionem Montisferrati usurpatis, quam aliis quibuscumque remaneant & sint præfati Domini Ducis Mediolani; & quia nonnulli ex ipsis Nobilibus pro certis suis Locis fidelitatem & Homagium fecerunt Domino Duci Sabaudie, cum reservatione tamen adhærentiæ & recommendatiæ quibus antea prælibato Domino Duci Mediolani tenebantur & obligati erant: convenerunt dictæ Partes, quod ipsi Nobiles pro dictis Locis, fidelitate & Homagio remaneant prædicto Domino Duci Sabaudie, reservatis semper ipsi Domino Duci Mediolani eorum adhærentia & recommendatiæ, ac obligationis eorum causa, factis quibus non intelligatur & dictis fidelitate & Homagio aliquoties derogari, quin imo earum vis & robur augeri. Actum ita terra Abbatæ Dithrichs Mediolani, in Hospitio Sancti Anthoni sito prope Castrum, præ-

sentibus Nobili Ludovico de Saluti Domino de Mulaiano & aliis. Signè JOANNES FRANCISCUS GALLINA.

ANNO
1431.

CL.

EUGENII Pape IV. *Litteræ, quibus, de Cardinalium ad hæc presentium consilio & assensu, CONCILIUM, si quod Basilee congregatum videatur, totaliter dissolvit, aliudque Concilium intra semi alterum annum in Civitate Bononiensi indicit, publicat, & declarat. Datam Romæ 15. Kalendas Januarii, Pontificatus sui anno primo.* [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXX. in Appendice, pag. 773. PHILIPPI LABBEI, & GABR. COSSARTII Conciliorum Collectio. Tom. XII. col. 937.]

18. Dec.

EUGENIUS &c. ad futuram rei memoriam, universis, singulis Christi fidelibus, præsentibus Literis inspuentibus, Salutem & Apostolicam Benedictionem.

QUONIAM alto & incomprehensibili Domino reddere constitimus vota nostra in conspectu omnis Populi, & in atriis sanctis ejus, postquam Claves Domini suscepimus, & Beati Petri Naviculam gubernamus, suppressi magno pondere, inter procellos mundi motus esse videmus consistunt. Contuemur enim subortam ista tempestate profanam Hæresim Bohemorum quasi venenum inficere præcordia fidelium inque dies mortali contagio ferepere tæneque animos titubantium Populorum & Græcorum errores, ad quorum extirpationem salubribus experimentis providebatur, propter emergentia incommoda perdurare, hostes adorandæ Crucis ab Asia, & Africa inter Europam vastâ cæde arque calamitate invalescere contra Populum Christianum, & per ipsos Principes Populosque fidelium inter se concertantes desavire & Clerum in diversis Mundi partibus reformatione plurima indigere. His igitur profanis malis afflictati clamare cogimur ad Dominum: Excita potentiam tuam, & veni ut salvos facias nos; Deus, converte nos; ostende faciem tuam & salvi erimus; Domine Deus virtutum, converte nos. His & aliis cogitationibus laniantibus mentem nostram alta nos cora sollicitat, quod tot malis obstat & Christianæ Salutis providere possimus. Et dum affectionem nostram flagrantissimam attendimus vehementerque concitiamur; Dum vero gerendarum rerum magnitudinem, loca & tempora mensuramus, necessitatem Conditionis humanæ recordamur, quoniam res tam arduas tamque difficiles lustrare brevi spatio non valeamus; attento maxime quod dum felices recordationis Martinus Papa V. prædecessor noster dilectum Filium nostrum Julianum Sancti Angeli Diaconum Cardinalem pro celebratione Basileensis Concilii ad ipsam Civitatem Basileensem destinasset, dum nulla adhuc ibi Congregatio Prælatorum facta foret, ipse Cardinalis, ne interim tempus vacuum deduceret, versus Bohemiam se transiit sicut habuerat in mandatis; sicuti demum facta; occulto Dei Judicio, Catholicorum fuga; præmissis ad ipsam Civitatem Basileensem dilectis Filiis Joanne Polmar, Palatii Apostolici Causarum Auditore, & Joanne de Ragusio in Theologia Magistro Ordinis Prædicatorum Procuratore, Cardinalis profectus ad ipsam Civitatem, requisitusque Prælati Partium diversarum, parvaque ibidem Cleri Congregatione secuta, de consensu eorum qui in dicta Civitate existunt, dilectum Filium Joannem Pulciparris in Theologia Magistrum, Canonicum Bistuntinum, ad nos & dictos Fratres nostros transmisit, qui nobis inter cætera facundè & prudenter explicavit significavitque reformationem Cleri in partibus illis & nefandam ipsius Hæresim pestem pullulare indes etiam usque ad partes Basilicæ proximas advenisse, & secutus inde scandalis & claudibus abominandis: nam Hæresis prædicta imitantes Clerum insequentes aliquos ruperit expulserit, & nonnullos inhumaniter trucidavit. Addidit etiam discrimina principatus Guerræ inter dilectos Filios Nobiles Viros Philippum Burgundiam, & Fridericum Austriæ Duces, aliasque difficultates, ex quibus tamen novam Prælatorum vocationem ad Basileam assequere videbatur. Nos quidem examinantes conditionem mundi, temporum & Locorum, quod instat tempus Hiemis, quodque Loca circumstantia Basileam, potissime versus Austriam & Burgundiam, minus esse transitu, secura ferebantur, unde verissime fuit Prælatos in Basileam

ANNO
1431.

diutius expectatos non venisse, qui etiam consideratis difficultatibus temporum ineptitudine, periculo Bello- rum, non veniendi rationes allegare possent, & si qui pauci venissent tractandis rebus multis & magnis non sufficerent: Quodque præterit tempus septennii, in quo, secundum Statuta Constantiensis Concilii, sine alia vocatione debebant congregari: Super hæc omnia quæ animo nostro versabamur, quia propter certas Conventio- nis unionis & reductionis Græcæ Orientalis Ecclesiæ in Romanæ & Universali Ecclesiæ initas & tractatas inter ipsum Prædecessorem nostrum & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, de quorum numero eramus, & Oratores in Christo Joannis Palæologi Imperatoris Constantinopolitani Illustris & Venerabilis Fratris nostri Jo- seph apud Græcos Constantinopolitani Patriarchæ, ipsi Imperator & Patriarcha his diebus suos ad nos & præ- fatos Fratres nostros Oratores transmissi, requirentes, ex tractatis eisdem pro unione & reductione prædictis, quod, sicut cum Prædecessore nostro & Fratribus eisdem conveniant, dignaretur exequi, & in Loco eis apto generale Concilium facere convocari: Requirentes etiam præmissas expensas, & alia ibi secundum dictas Conventions promissa: Unde nos & oblationes propter executionem tanti boni, pro adventuris Prælati & Oratoribus eorum ad Italiam, pro mansione, & pro suo reditu ad Græciam, pro Galeis & aliis necessariis obtulimus impensas oportunas. Cum quibus Græcis dum nominatæ fuissent Roma, Ancona, & Bononia, & alia Italia Loca, demum, licet Roma nobis, & Fratribus nostris commodior existisset, in Bononiam putamus aptius convenire, quod propter habilitatem navigationis eorum & propter aditum viciniorum Ultramontanorum ad Italiam, capacitatem Loca, & alias conditio- nes, idonea reputatur: Quo præfati Patriarcha & Imperator solennes suos Oratores ad nos transmittere pro- misserunt sicut ante notitiam obitus præfati nostri Præ- decessoris transmittent. Considerantes itaque præ- dicta & quod in tota Republica Christianorum nihil sanctius & optabilius esse posset, quam Græcam Eccle- siam, olim tot sanctis & viris Ecclesiasticis clarissimis illustram, dimissis erroribus reducam videri, ad Ritus Romanæ & Universalis Ecclesiæ; comprehendimus necessarium esse ad conveniens spatium tempo- ris in Bononiam Generale Concilium convocari. Nam si Prælati Basilicam de novo vocarentur, qui convenire non possent sine temporis intervallo, utrumque Concilium fere uno tempore concurreret, & sic utrumque minoris auctoritatis haberetur, nec Prælati in utroque possent interesse, nec posset utrumque Generale Concilium nominari. Unde pro ipsorum commoditate, ne bis habeant convenire, & causis superius declaratis & aliis magnis urgentibus suis loco & tempore declarandis, majus bonum minori prepo- nentes, nos de consilio & assensu Venerabilium Fratrum nostrorum Jordani Sabiniensis, Antonii Ostiensis, Hugonis Prænestinensis, Episcoporum, Joannis Tituli Sancti Laurentii in Lucina, Antonii Sancti Marcelli, Joannis Tituli Sancti Sixti, Francisci Tituli Sancti Clementis, Angellotti Tituli Sancti Marci, Presbyterorum, Lucidi Sanctæ Mariæ in Cosmedin & Ardechini Sanctorum Cosmæ & Damiani, Diaconorum, ejusdem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, per Literas nostras di- rectas ipsi Cardinali Sancti Angeli Legato, ut supra, alias Concilium, si quod in Basilica congregatum videretur, ex causis prædictis, dissolvendum, & aliud, ut prædicitur, in Anno cum dimidio à die publicationis earundem Literarum, in præfata Civitate Bononia celebrandum, indicendum & publicandum, & sequens aliud Concilium in decennio, à die dissolutionis ipsius Basilicensis Concilii, juxta ordinationem Constantiensis Synodi, in Civitate Avinionensi evocandum & statuum decernimus. Et quia, post transmissionem præfatarum nostrarum Li- terarum, ad notitiam nostram pervenit, ultra ea quæ superius continguntur, præfatos Bohemos Hæreticos in Constantiensis Concilio tam mature atque solenniter condemnatos & in Senensi Concilio, ac per diversos Processus Sedis Apostolicæ & Legatorum ejus subse- quenter aggravatos, & reagravatos cum invocatione etiam auxilii brachii secularis & publici Belli indicatione multiplici quousque toti Orbi plusquam notissimum est Catholicæ fidei esse notorios hostes, pertinacissime & inflexibiliter defendentes fuisse invitatos Basilicam ad disputandum & contendendum super Articulis in præfatis Conciliis Generalibus & per Processus Apostolicos tam solenniter, ut præfatur, condemnatos, in injuriam auctoritatis Apostolicæ sacrorumque Con- ciliarum prædictorum, contra Decreta Sanctorum Pa- trum & Statuta Legum Imperialium, Civilibus au-

dientiam expresse denegantium, & alia diversis scandala & pericula imminere, ut eod. citius ad terminum cur- rant & veniant ipsorum Conciliorum quo citius præ- missa fuerint publicata: ex nunc tenore præsentium, de ipsorum nostrorum Fratrum Cardinalium consilio & assensu, Concilium, si quod, ut præmittitur, Basilicæ con- gregatum videatur, de Apostolica potestate nostræ plenitudine, dissolvimus & totaliter deliberamus, aliudque Concilium in Anno cum dimidio à die date præsen- tium computando in præfata Civitate Bononiensi, quam ad hoc cognovimus aptam quam plurimum, ut præ- fertur, indicimus, publicamus & tenore præsentium declaramus, in quo cum præfatis Fratribus nostris, dan- te Domino, intendimus interesse, & personaliter præ- sidere. Et nihilominus in decennio aliud simile Con- ciliium, juxta Statuta Constantiensis Synodi, de eorum- dem Fratrum nostrorum consilio & assensu, in Civitate Avinionensi similiter ex tunc indicimus, publicamus & declaramus in nomine Jesu Christi Filii Dei, cujus preciosissimo sanguine salvati sumus & cujus populi salutem totis affectibus aspiramus, vobis universis & singulis Patriarchis & Archiepiscopis, Episcopis, Præla- tis & Clericis quorum interest ubicunque constitutis, dissolutiones & indicationes hujusmodi notificamus vos- que & vestrum quemlibet requirimus & monemus per viscera misericordie Jesu Christi, & in vin. Juramenti præstiti in Consecrationibus vestris, & in virtute sanctæ obediencie, ac etiam Apostolicæ Auctoritatis nostræ, vobis precipimus & mandamus sub pena Excommu- nicationis & aliis poenis Juris, quatenus in Anno uno cum dimidio à datis præsentium, ut præmittitur, com- putando, ad præfatum Civitatem Bononiensem, pro hoc sacro sancto Concilio celebrando & subsequenter in decennio prædicto in Civitate Avinionensi, debeatis personaliter convenire. Quos omnes præsentis Scripti instantia atque decreto intendimus esse monitos premp- torieque citatos, ac si vestrum singulis directæ fuissent nostræ monitorie Literæ speciales. Nulli ergo liceat, &c. nostræ dissolutionis, liberationis & citationis infringere. Datum Romæ apud Sanctum Petrum XV. Ka- lendas Januarii, Pontificatus nostri anno primo.

CLL

Vertrag zwischen Wilhelm Herzogen zu 1432.
Braunschweig und Lüneburg / dann dem
Bürgermeister und Rath der Stadt Brauns-
schweig, durch vermittlung Ludwigs Landgrafen
zu Hessen getroffen; wodurch der Herzog
das gegen ihn von diesen verhängte Laster der ver-
rätherei nachläßt und vergeißt. Oben
Braunschweig den Sonntag nach Unser lie-
ben Frauen Fest Anno 1432. [L. O. I. G.
Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Con-
tin. I. Abtheilung IV. Ußpag. IV. pag. 12.]

C'est-à-dire,

Accord fait & conclu, par l'entremise de Louis
Landgrave de Hesse, entre GUILLAUME
Duc de Brunswick-Lunebourg, & les Magistrats
& Bourgeois de la VILLE de BRUN-
SWICH, par lequel le Duc pardonne à la Ville le
crime de Trahison qu'elle avoit commis contre lui.
Fait le Dimanche après la Fête de la Ste. Pierre
1432.

Wir Ludwig von Gottes Gnaden / Landgraffe
zu Hessen / bekennen öffentlich in diesem Briefe
als der Hochgeborn Fürst Herr Wilhelm Herzo-
ge zu Braunschweig und Lüneburg / Unser lieber
Oheim / die Ersamen Bürgermeister und Rath der
Stadt Braunschweig beschuldigt hat in Schrifften /
und mit Worten / und Verderbe / die sie an ihm
begangen und gethan solten haben / dieneil er dann
aussen Landes gewest sey / daß sich des die ehegenann-
ten Bürgermeister und Rath der dorgemelten Stadt
in Geinwärdigkeit Unser und Unser Oheim / mit
Namen des Ehen Herrn Johans Grassen zu Zie-
genhain / Unsers lieben Niewen / Herrn Ravens von
Zalenberge / Herrn Hermanns Kettesfels / Herr Johani
Mei-

ANNO
1431.

ANNO
1432.

Weissenburgs! Herr Hermans von Hoenberg Herr Eberdis / von Waldestein Ritter / Wulffes von Wulffschuyfen / Eghort Retsfels / Berners von Elbin / Reinbarts von Talwig / Diedrichs von Gerlesken / German Weissenburgs / und Weistern Dieberichs von Uffeln / und auch in Gegenwertigkeit des Hochgebornen Fürsten / Herrn Haussen / Marggraffen zu Brandenburgt und Burggraffen zu Nürnberg / Unsern lieben Ohemen / und seiner Rähtel / und anders viel Erbar Leute Geistlich / und weltlich / erbarlich / und redelich entschuldiger han / also daß sie der obgenannt Unser Ohem Herzog Wilhelm / der Vorrederle / wie er die auf sie geschrieben oder gesagt hatt / unschuldig weis / und um Unser Bethe willen han die ehegemelden Bürgermeister und Rähte solche Schulde / also / si dann meineten zu dem ehegemelten Unsern Ohem Herzogen Wilhelm / als von solcher Klagebrieffe und Schrifft wegen zu haben / nachgelassen.

Dies in Urkunde han wir Unser Insegel an diesen Brieff thun hengen. Datum Braunschweig Dominica proxima post diem beate Mariæ virginis, Anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo secundo.

CLII.

1. Janv.
SAVOYE
ET CY-
PRE.

Contrat de Mariage entre LOUIS Fils Aîné d'AMÉ VIII. Duc de Savoie, & ANNE Fille de JANUS Roi de Jerusalem, de Cypre & d'Arménie. Fait à Nicose, le 1. Janvier 1432. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 364.]

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO à Nativitate Domini M. CCCC. XXXII. & die prima mensis Januarii; nonæ Indictionis, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Eugenio Divina providentia Papæ IV. anno I. Princeps Serenissimus & Dominus Dominus Janus Dei gratia Jerusalem, Cyprî & Armeniæ Rex ex una; & Nobilis ac Egregius vir Simoninus de Puteo Scutifer & Procurator & specialis Nuncius ad infra scripta peragenda, stipulanda & annuenda, & Procuratorio nomine, viceque Illustrissimi Principis & Domini Domini nostri Amedei Ducis Sabaudia, Chablaisii & Angulsiæ Principis, Marchionis in Italia, Comitissæ Pedemontani & Gebennarum, Valentiniensisque & Dyensis, constantibus super his ejusdem Illustrissimi Domini Ducis Literis patentibus Procuratoriæ potestatis, ipsi Nobili Simonino attributæ, dicti Illustrissimi Domini Ducis Sigillo impendenti & cæra rubes. roboratis, partibus ex altera, in Testium meique publici Notarii subscriptorum presentia. Personaliter constituti, scienter eorumque spontaneis voluntatibus, nulloque lapsi errore, ut asseruerunt, aut dolo seducti, præmissa intrinsecè animadvertentes, ipsèque potissimè Serenissimus Dominus Dux affectuans inter eum & dictum Illustrissimum Dominum Ducem jam inveterata proposita consanguinitatem, Divinâ operante Clementiâ, renovare, & mutuum amicitiam ac amicitiam firmo cingulo gloriorare & augere, pacificendo vicissim solemnique stipulatione vallando, iniendo, conveniendo, concordando, promittendo & jurando signanter ideam Serenissimus Princeps sub verbo Regali; amboque nihilominus Juramentis suis, iactis Scripturis Sacro-Sanctis, prout & quemadmodum in casu simili aliis inter eosdem Principes, seu illorum Procuratores actum fuerat agitanteque ac tractatum, & ut infra denotatur: Convenit; inquam; idem Serenissimus Dominus Rex; & promisit se procuratorem & eum effectum daturum Illustri Domini ANNAM ejusdem Primogenitam; in Uxorem & Sponsam legitimam per verba de presentibus; Illustri Domino LUDOVICO de Sabaudia Comiti Gebennarum, ipsius Illustrissimi Domini Ducis Primogeniti, quamprimum pro illius parte fuerit requisita, omnibus dolo, fraude, & exceptione aut excusatione remotis; quodque per ipsam Illustri Domini ANNAM nihil actum extitisse, aut in futurum non fieri, quominus Matrimonium hujusmodi (Deo tamen Ecclesia-

que Sacro-Sancta permittentibus) debitum sortitur effectum, eodem Nobili Simonino Procuratore prædicto, Conventionem & promissionem hujusmodi acceptante: ac imò & nomine prædicti Illustrissimi Domini Ducis sui Principalis, meque publico infra scripto Notario ut publica persona, ad quorum opus potest & poterit in futurum interesse, stipulantibus; ipseque Nobilis Simoninus viceversa Procuratorio nomine antefato promittit solemniter & convenit eidem Serenissimo Domino Regi, mihique dicto Notario, nomine dictæ Domine ANNE stipulantibus, ipsam Illustrissimum Dominum Ducem se procuratorem & infallauter peracturum, quod præfatus Illustris Dominus Comes Ludovicus ejus Primogenitus, in Uxorem legitimam & Sponsam, eandem Illustri Domini ANNAM recipiet, quamprimum pro parte ipsius fuerit requisitus, Deo ac Sanctæ Matre Ecclesiæ annuentibus, etiam bona fide, omni dolo, fraude, & exceptione cessantibus; eundemque Dominum Ludovicum Comitem nulli fecisse aut facere in futurum, quominus præfatus Matrimonium adimpleatur; convenit ac etiam dictus Serenissimus Dominus Rex, & promisit præfato Nobili Simonino Procuratori & Procuratorio nomine jam dicto acceptanti, ac mihi Notario infra scripto, in hujusmodi futuri Matrimonii contemplationem ac in favorem dare ac realiter assignare dictæ Domine ANNE ejus Primogenitæ Ducatûs auri Venetiarum centum millia, terminis & sub obligationibus, muneribus & formis in dictis Procuratori ipsius Simonini patentibus Literis specificatis. Et mutuo idem Nobilis Simoninus Procuratorio nomine quo supra, in vim super his attributa potestatis, promisit & solemniter convenit dictæ Serenissimo Domino Regi, mihique ipsi Notario, ut promittitur, ad opus ejusdem Domine ANNE; & quorum in futurum poterit interesse stipulantibus, procurare & peragere procul fallo, quod præfatus Illustrissimus Dominus Dux dabit & realiter consignabit super ejus bonis & redditibus ipsius Illustris Domine ANNE in dotalicium & dotalicii causâ Ducatus annuales decem millia, per eandem Dominam ANNAM in vita ejus percipiendos, si Matrimonium hujusmodi dissolvi contingeret, & per obitum dicti Domini Comitis sui Viri, ac etiam in omnem eventum restitutionis dotis eidem Domine ANNE assignanda; videlicet si dictum Dominum Comitem ejus futurum Sponsum, postquam consummatum esset Matrimonium prædemori contingat, eandem Domina ANNA superstiti in humanis, aut & converso eandem Dominam ANNAM sine liberis in ipso Matrimonio procreandis, Dotem prædictam restitui debere in Civitate Avinionensi; forma & terminis atque modis in eisdem patentibus expressis, præmissisq; omnia & alia singula in dictis patentibus Procuratori ipsius Simonini Literis contenta, descripta & notata, illam genereque & specie laudando, homologando & approbando, ut in illis conceduntur, & fieri ac annui petuntur partes eidem & una quæque tangitur. Idem videlicet Serenissimus Dominus Rex, suo & dictæ ejus Primogenitæ nominibus, præfatusque Nobilis Simoninus Procuratorio nomine quo supra, vicissim unus alii & alter alteri; Promittentes & solemniter stipulatione pacificendo solemniter conveniunt sub juramentis præscriptis, conditionibusque pœnarum, adjectionibus & obligationibus, submissiōibus & renuntiationibus adhibitis, necessariis pariter & cautelis ad unguem inviolabiliter observare & adimplere, quemadmodum in ipsis patentibus Procuratori Literis ejusdem Simonini declarantur, annuuntur & fieri petuntur; Illa hic volentes haberi pro sufficienter expressis, super eis ritè & scienter, ut asseruerunt, consulti, ac si proprio eorumdem ore de verbo ad verbum formaliter evolassent, & dixissent sigillatim quæ in presenti Instrumento specificarentur, contraque eadem aut ex illis aliqua; per se aut alios, directè vel per obliquum, non facere, dicere vel venire. De quibus omnibus & singulis supra scriptis dictæ Partes utrimque petterunt sibi fieri duo consimilia publica Instrumenta per me Notarium infra scriptum, quæ dictari possint, corrigi & emendari ad dictam Sapientis, facti substantiam non mutando. Acta fuerunt hæc Nicose Regni Cyprî, in Camera tractus Palatii, quod principaliter, idem præfatus Dominus Rex inhabitat; Anno, die, mense, Indictione & Pontificatu prædictis, in presentibus Incliti & Illustrissimi Domini Joannis de Lusignano ejusdem Serenissimi Domini Regis Primogeniti Principis Antiochie, Petri de Lusignano Comitis Tripolis. Reverendorum in Christo Patrum Dominorum A. Dei gratia Paphensis. N. Famagustensis & B. Dertonensis Episcoporum; ac Spectabilium & Egregiorum Militum Dominorum Jacobi de Cassano Mares-

ANNO
1432.

ANNO Marescalli dicti Regni Cyprî, Baldini de Nores Marescalli Regni Jerusalem, Hugonis Soldani Cambellani Cyprî, Petri Pelestrini Vicecomitis Nicolæ, Henrici de Giblerio Magistri hospitii, &c. ad præmissa Testium vocatorum specialiter & rogatorum.

1432.

CLIII.

13. Fevr. Sentence Arbitrale & provisionelle rendue par PHILIPPE Duc de Bourgogne, entre RENE' Duc d'Anjou & de Bar, Roi de Jerusalem & de Sicile, d'une part, & ANTHOINE Comte de Vaudemont d'autre part; par laquelle le Comte de Vaudemont est adjugé à ANTHOINE pour lui & ses Hoirs mâles, l'affaire principale, concernant la Succession, au Duché de Lorraine, étant renvoyée à une ulterieure décision; Ordonné cependant que le Fils aîné du Comte de Vaudemont épousera la Fille aînée du Duc RENE'. A Bruxelles le 13. Fevrier 1432. Avec la Ratification du Duc RENE' à l'ille en Flandres le 4. Fevrier 1436. [Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. pag. 209.]

RENE' par la grace de Dieu Roy de Jerusalem & de Sicile, Duc d'Anjou, de Bar & de Lorraine, Marquis du Pont, Comte de Provence, de Fourcalquier, de Maine, & de Piemont, tant en nos noms que comme Mary, & Bail de nostre tres-cher & leale Espouse, la Roynie. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Item par la Sentence & Ordonnance faite par nostre tres-cher & tres-Amé Cousin le Duc de Bourgogne sur les debas & discords qui estoient lors entre nous & nostre tres-cher & bien Amé Cousin le Comte de Vaudemont, dont la teneur s'enfuit. PHILIPPE par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, & de Limbourg, Comte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne Palatin, & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frize, de Salins, & de Malines. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront & orront, Salut. Comme puis aucun temps en cā à cause de certaines querelles, questions, & demandes, que faisoient l'un à l'autre nos tres-Chers & tres-Amés Cousins RENE' & ANTOINE Comte de Vaudemont, desquelles sera touché cy apres, grande Guerre se soit meue entre eux, leurs Pays, Sujets & autres qui les ont servy en icelle Guerre, dont plusieurs grans inconveniens & dommages irreparables, se font ensuivis d'un costé & d'autre; Surquoy aucunes Treves & Abstinences de Guerre ayent par cy devant par diverses fois esté princes entre lesdites Parties, lesquelles ont esté petitement gardées & entretenues d'un costé & d'autre. Et dernièrement & naguères nous estant en nostre Ville de Gand pour l'affection que avons à icelles Parties, & que desirons de tout nostre cuer pouvoir ausdits inconveniens & dommages, & encorés à ceux qui estoient allies d'ensuivre par ladite Guerre se elle fust continuée, & en esperance de parvenir à bonne Paix & concorde entre lesdites Parties, & faire cesser ladite Guerre; Avons tant fait & travaillé que certaines autres Abstinences de Guerre ayent esté princes & traitées entre eux, leurs Pays & Sujets, durant jusques à la Chandelour dernièrement passée, & pendant icelles certaine journée amiable accordée, tenir en nostre presence en cette nostre Ville de Bruxelles; le vingt-sixiesme jour du mois de Janvier derain entre lesdites Parties, pour entendre par toutes voyes & moyens, possibles & convenables audit bien de Paix. A laquelle journée icelles Parties soient personnellement venues, & comparuës, & apres ce qu'en nostre presence, & aussi d'aucuns nos Conseillers & Deputés ont fait proposer d'un costé & d'autre leurs querelles, demandes, raisons, defenses, replicques & suppliques bien au long, & que plusieurs journées & assemblées ont esté sur ce (& aussi pour sçavoir verité & merite de la chose) tenues, se soient icelles Parties, mesmement nostredit Cousin le Duc de Bar, tant en son nom comme luy faisant fort pour nostres tres-Cheres & tres-Amés Cousines la Duchesse de Bar sa Compagne & la Duchesse de Lorraine sa belle-Mere, de leurs franchises, pures & liberales volontés. De toutes lesdites querelles, questions & demandes qui peuvent & pourroient aucunement estre entre eux du temps passé, tant en demandans comme en defendans à quelque cau-

se ou occasion que ce soit, jusques aujourd'huy datte de ces presentes; tant de bouche comme par leurs Lettres, Seaux & signes de leurs propres mains, lesquelles sont demeurées, par devers nous, rapportées & submis plainement & entierement en nostredit Ordinance & Jugement. Sçavoir faisons, Que venës lesdites querelles, demandes, defenses, replicques & suppliques, & toutes les raisons y servans; En sur icelles grande & meure deliberation de Conseil avec plusieurs grands Seigneurs, Chevaliers, Gentilshommes & Notables Clercs & Sages. Consideré ce que y fait à considerer & qui nous peut & doit mouvoir en cette partie, Avons, apres ce que nosdits Cousins en nostre presence, ont verbalement ratifié & en agreable lesdites submissions, ordonné & déclaré, ordonnons & déclarons par ces presentes, de & sur lesdites querelles, questions & demandes en la maniere que s'enluit. Premièrement, quant aux questions & querelles que nostredit Cousin le Comte de Vaudemont fait audit nostre Cousin le Duc de Bar, de ce qu'il maintient que feu le Comte FERRY son Pere avoit esté deceu en son partage fait de la succession de feu le Duc JEAN de Lorraine Pere de feu le Duc CHARLES de Lorraine, & dudit feu le Comte FERRY, tant en Heritage comme en biens meubles, & aussi de sa Guerre & des dommages que iceluy nostre Cousin de Vaudemont dit avoir esté fait à luy & à ses servans, Sujets & Pays de la partie de nostredit Cousin le Duc de Bar, Nous qui desirons de toute nostre affection metre bonne Paix & Concorde entre lesdites Parties & faire cesser ladite Guerre. Ouyes sur ce lesdites Parties d'un costé & d'autre bien au long, Avons advisé un Mariage estre fait de FERRY aîné Fils de nostredit Cousin de Vaudemont, & de Damoiselle YOLAND aînée Fille de nostredit Cousin de Bar. Item, que en faveur dudit Mariage & pour l'avancement d'iceluy, & pour parvenir à ladite Paix, ledit nostre Cousin de Bar donnera à ladite Damoiselle YOLAND sa Fille pour une fois, la somme de dix-huict mille Florins de Rhin, dont la moitié sera mise en achat de Heritage au profit desdits mariés & de leurs Hoirs descendants de leurs Corps; & procerés en leur Mariage. Et se ladite Damoiselle alloit de vie à trespas, sans enfans dudit Mariage, lesdits Heritages seroient & demeureroient audit aîné Fils de Vaudemont & à ses Hoirs & ayans cause, & en ce cas, supposé que ledit aîné Fils mourut paravant icelle Damoiselle; y viendront lesdits Heritages aux Hoirs ou ayans cause d'iceluy Fils. Et l'autre moitié de ladite somme sera convertie en biens meubles au profit d'icieux mariés, & de leurs Hoirs descendants de leurs Corps. Et se icelle Damoiselle trespasloit sans lignée dudit Mariage, icelle moitié avec tous les biens meubles; qui seroient communs au jour dudit trespas; entre lesdits mariés, apparrieroient & demeureroient audit aîné Fils de Vaudemont ou à ses Hoirs ou ayans cause. Et moyennant ce sera chargé de payer les debtes qui auront esté faites par eux durant ledit Mariage. Mais se icelle Damoiselle survivoit fondit Mary, tous lesdits biens meubles, quels qu'ils fussent, seroient departis entre elle & les Hoirs de fondit Mary selon la Coustume du Pays, en payant chacun sa portion desdites debtes, selon ladite Coustume: Et sera ladite somme de dix-huict mil Florins de Rhin payez par la maniere cy apres e-crite. Item, en outre ledit nostre Cousin de Bar baillera & assignera au jour des Finances desdits FERRY & Damoiselle YOLAND bien & seurement à ladite Damoiselle sa Fille, sur toutes les Terres, rentes & revenus du Duché de Lorraine, la somme de douze cens Florins de Rhin de rente heritable par an. Par telle condition que se ledit nostre Cousin de Bar, ses Hoirs & ayans causes, le voulieroient rachapter, faire le pourroit en payant pour une fois pour ledit rachapt la somme de douze mille Florins de Rhin; Laquelle somme de douze mille Florins de Rhin, sera employée en achat de rente heritable pour lesdits mariés & leurs Hoirs venans de leurdit Mariage. Et s'il avenoit qu'il n'y eut nuls Hoirs comme dit est, ladite rente de douze cens Florins de Rhin par an, ou celle qui desdits douze cens Florins seroit achetée, retourneroit à la lignée de ladite Damoiselle; & commencera à avoir cours la moitié de l'assignation de ladite rente au jour desdites Finances, & au jour de la solemnisation d'iceluy Mariage, & de là en avant ladite rente aura son plein & entier cours. Toutefois apres le trespas desdits Ducs ou Duchesse de Bar, representation au regard des Hoirs de ladite Damoiselle yfians dudit Mariage aura lieu en succession de Pere &

ANNO
1432.

ANNO 1432. & de Mere. Item, nostre avantdit Cousin de Bar vestra & enjouellera ladite Damoiselle sa Fille, ainsi que en tel cas appartient, & à son bon plaisir, & quant à faire les nocces, il en fera fait par l'avis & plaisir des Parties. Item, se feront les fiançailles desdits FERRY aîné Fils de Vaudemont, & Damoiselle YOLAND aînée Fille de Bar dedans la Saint Jean Baptiste prochain venant, & adonc elle sera baillée & delivrée en tel estat qu'il appartiendra par nostredit Cousin de Bar, en la Ville de Neuchâtel en Lorraine es mains de nostredit Cousin de Vaudemont ou de ses Commis, pour la gouverner jusques à ce qu'elle sera en age competent pour faire la solemnisation & conformation dudit Mariage. Item, nostredit Cousin de Bar baillera & delivrera ou fera bailier ou delivrer en deniers comptant audit nostre Cousin de Vaudemont ou à son commandement, pour le premier payement desdits dix-huit mille Florins de Rhin, quatre mille & cinq cens Florins au jour desdites Fiançailles. Autres quatre mille & cinq cens Florins dedans huit mois apres ensuivant, & le demeurant qui restera de ladite somme se payera semblablement & par telle portion de huit mois en huit mois, lesquels payemens se feront en la Ville de Vaudemont, aux perils, cousts, & frais de nostredit Cousin de Bar. Et au cas que faute auroit esdits payemens par la maniere avant dite, iceluy nostre Cousin de Bar sera tenu dedans un mois apres chacun terme où il auroit faute de payement, d'envoyer à ses propres frais & despens en nostre Ville de Bruxelles en l'Hôtel du Miroir, en la rue des Mons, quatre Gentilshommes de nom & d'Armes de ses Pays, chacun luy troisieme de personnes & trois chevaux, lesquels tiendront illec hontage sans en departir, jusques à ce que ledit payement sera fait, & restitution faite des despens, cousts & dommages que par défaut dudit payement non fait, ledit nostre Cousin de Vaudemont auroit encouru, & se en tenant ledit hontage aucuns desdits Gentilshommes ou de leurs gens trespassoient ou aucuns de leurs chevaux mouraient ou qu'il les convenait vendre pour leur despense ou autrement. En ce cas ledit nostre Cousin de Bar sera tenu de y envoyer autant d'autres nouvelles Gens de semblable condition, & d'autres chevaux que faudroient du nombre. Et se l'un des termes venoit sur l'autre nostredit Cousin de Bar sera tenu de doubler pour le second terme le nombre desdits hontages, & pour le tiers tripler, & pour le quart quadrupler. Et de ce faire & accomplir iceluy nostre Cousin de Bar baillera audit nostre Cousin de Vaudemont ses Lettres scellées de son Seel; & de six des plus notables estans presentement en sa Compagnie qui scelleront avec luy à sa requête en témoignage de verité. Item, autant que touche la part de nostredit Cousin de Vaudemont, dès maintenant pour faveure & contemplation dudit Mariage, il declarera & constituera son vray Heritier & Successeur en la Comté de Vaudemont apres son trespas fondit aîné Fils, & non autre, & les Enfants qui viendront dudit Mariage. Et ne pourra iceluy nostre Cousin de Vaudemont, vendre, engager ny aliéner icelle Comté au prejudice de fondit Fils, ne de ses enfans yssans dudit Mariage. Item, s'il advenoit que ledit aîné Fils allât de vie au trespas paravant ladite Damoiselle, nostredit Cousin de Vaudemont baillera & assignera à icelle Damoiselle pour son Dotiaire mille & cinq cens Florins de Rhin de rente par an pour en jouir par la maniere que s'ensuit. C'est assavoir, que apres le trespas d'iceluy nostre Cousin de Vaudemont & de fondit Fils, elle aura & prendra ledit Dotiaire entier. Mais se ledit nostre Cousin de Vaudemont survivroit fondit Fils, elle n'aura & prendra en ce cas durant la vie d'iceluy nostre Cousin de Vaudemont pour ledit Dotiaire que douze cens Florins par an. Toutefois se ledit Fils trespassoit paravant la conformation dudit Mariage, ledit Dotiaire n'auroit point de lieu. Item, seront tenus nosdits Cousins de Bar & de Vaudemont de jurer & promettre l'un à l'autre par leur foy, & sur leurs honneurs, & eux obliger par Lettres scellées de leurs Seaux de faire chacun de la part sollempniel & accomplir ledit Mariage si tost que ledit Fils & Damoiselle seront en age competent, moyennant & obtenu par ce dispensation de nostre Saint Pere, laquelle iceux nos Cousins seront tenus de faire conjointement & à communs despens, & tout sans fraude & malengin. Item, moyennant ledit Mariage fait par les manieres dessusdites, & principalement pour reverence de Dieu, & eschevir les meschiefs & inconveniens que pour occasion desdits debars & questions s'ils duroient, se pourroient multiplier de plus

en plus à la destruction du pauvre Peuple, tous dommages, homicides, feus boutez, demolitions de Villages, Forteresses & Eglises, injures, prinées, courtes, & pertes fais d'un costé & d'autre, seront remis quites & compensés, sans ce que jamais en puisse estre rien querellé, demandé, ny poursuivy par voye de Justice, en quelque maniere que ce soit. Item, autant que touche la querelle que nostredit Cousin de Vaudemont pretend avoir en la Duché & Marchié de Lorraine, par les moyens & raisons par luy alleguées ou qu'il pourroit pretendre & alleguer. Nous ordonnons & appointons que ledit nostre Cousin de Vaudemont, ses Hoirs & ayans cause, ne pourront jamais à l'occasion de ce faire Guerre, mais baillera nostredit Cousin de Vaudemont par escrit dedans le jour de Noël prochainement venant, ses demandes, raisons & moyens. Et ce fait dedans un an apres iceluy nostre Cousin de Vaudemont, sebon luy semble, baillera en nos mains, appelé le Procureur de nostredit Cousin de Bar à ce, toutes Lettres, Tiltres, Munimens & Enseignemens, & administrera & produira Tesmoins qui à ce luy pourront valloir, & fera au surplus tout ce que de son costé faire devra, jusques à la conclusion de procès inclusivement. Et dedans un autre an apres ensuivant, Nous, eu sur tout avis & conseil de Sages, donnerons nostre Jugement & Sentence sur ce, ainsi que de bonne equité & Justice semblera estre à faire. Et se iceluy nostre Cousin de Vaudemont estoit en default ou negligence de bailler fessides demandes, raisons & moyens, dedans ledit jour de Noël prochain venant, luy & ses Hoirs ou ayans causes seront forcos en ce cas du droict qu'il pretend avoir esdites Duché & Marchié de Lorraine. Item, quant à la demande que fait nostredit Cousin de Vaudemont audit nostre Cousin de Bar de six vingts Florins de rente par an qu'il maintient à luy appartenir chacun au heritablement sur les Salines de Rothers, laquelle rente luy est empeschée par nostre avant dit Cousin de Bar, & luy en font deus, comme il dit, les arrerages de plusieurs années, ledit empeschement luy sera osté par ledit nostre Cousin de Bar, & jouira d'oresnavant nostre iceluy Cousin de Vaudemont d'icelle rente pleinement & paisiblement sans empeschement, en faisant les devoirs y appartenans. Et au regard des arrerages qui en sont deus du temps passé jusques aujourd'hui, nostredit Cousin de Bar en fera & demeurera quitte & delivré. Item, au regard de l'Hommage que ledit nostre Cousin de Bar maintient luy devoir estre fait par ledit nostre Cousin de Vaudemont à cause de sa Comté de Vaudemont, laquelle chose iceluy nostre Cousin de Vaudemont luy denie par les raisons par luy alleguées & pretendues, Nous nous informerons du droict des Parties, & par l'avis & deliberation des Seigneurs, Chevaliers & Nobles, & autres Notables de nostre Conseil, ordonnerons & appointerons sommairement & de plain de la question dudit Hommage dedans Pasques, qui prochainement viendront en un an. Item, que tous Prisonniers prins en Guerre d'un costé & d'autre depuis le jour de Magdelaine mil quatre cens trente-un, jusques aujourd'hui, & qui pourroit avoir esté prins depuis l'expiration des Abhincences de Trefves prinées & accordées entre lesdits nos Cousins par nostre moyen le douzieme jour de Janvier derrain passé en nostre Ville de Grand jusques au jour de la publication de celle presente Paix inclut par nosdits Cousins de Bar & de Vaudemont, leurs Vassaux, Soudoyers, Familiars & Serviteurs, qui sont à la delivrance & charge d'iceux nos Cousins, seront pleinement & entierement delivrez en leur quitant foy, & toutes obligations de finances non payées. Et au regard de ceux qui sont ou auront esté prins en Guerre d'un costé & d'autre par les temps dessus declarés, par les servans, aidans, Soudoyers, Familiars & Subjets d'iceux nos Cousins qui servent à leurs memes perils & avantures, dont il apperra par Lettres ou témoignages suffisans desdits nos Cousins, sans fraude & malengin, seront & demeureront aux Maistres desquels ils sont prisonniers, lesquels les delivreront & mettront à finance honorable selon les facultez d'iceux Prisonniers, le plus brièvement que faire se pourra. Item, toutes autres querelles, actions ou demandes que ledit nostre Cousin de Vaudemont a faites ou pourroit faire audit nostre Cousin de Bar, à nos tres-Cheres & tres-Amées Cousines la Duchesse de Bar sa femme, & à la Duchesse de Lorraine la Doiayriere ou à leurs Hoirs. Et semblablement que ledit nostre Cousin de Bar, nos Cousins sa femme & la Doiayriere de Lorraine pourroit faire audit nostre Cousin de Vaudemont, ses Hoirs ou ayans causes, pour quelconques causes ou oc-

ANNO
1432.

caison que ce soit jusques au jour de ce present Traicté, seront & demeureront d'un costé & d'autre quittes, abolies, annulées & esteintes, & par ce moyen toutes manieres de gens d'un costé & d'autre de quelque condition qu'ils soient retourneront à leurs Heritages donnés ou non donnés pour en jouir ainsi qu'ils ont fait au temps passé. Item, & moyennant ledit Mariage, & les autres choses dessusdites, Nous declérons & prononçons bonne Paix, Concorde, Amitié & bienveillance dès maintenant & pour tousjoursmais, estre entre lesdits nos Cousins de Bar & de Vandemont & leurs Vassaux, Subjets, Pays, aidans, confortans & bien veillans, & tous ceux qui se sont armez avec eux d'un costé & d'autre en leurs Guerres. Laquelle Paix iceux nos Cousins, attendra la distance qui est du lieu où ceste prononciation se fait à leur Pays, seront publier, chacun en son Pays & Seigneuries, en dedans le vingt-deuxiesme de ce present mois de Fevrier. Et afin que ceste dite Paix, Concorde, Amitié & Bienveillance soit fermement gardée & entretenue entre nos Cousins dessusdits & ceux de leur partie, Nous ordonnons & declérons, que se aucun d'eux faisoit, consentoit, ou feroit faire au contraire, il sera reproché de foy, honneur, & bonne renommée, ennemy & infacteur de Paix en toutes Cours de Princes & autres lieux solempnels & notables. Item, s'il advenoit que entre nos devants nommez Cousins de Bar & de Vandemont ou leurs Gens, Servans, Subjets, Pays, aidans, confortans & bien-veillans, s'ourdoyent cy apres aucunes nouvelles querelles ou dissensions, ou que à l'occasion d'icelles, ou des choses qui pourroient toucher ceste presente Paix, par les Gens, Servans, Subjets, aidans, confortans & bien veillans de nosdits Cousins, ou d'aucuns d'eux, fussent faits aucunes entreprises ou nouveleitez, pourtant ne seroit point icelle Paix rompue ne enfraincte, mais sera & demeurera valable & en sa vertu, & ne pourront les Parties sur qui le dommage auroit esté fait, ny aucuns pour eux ne leurs Hoirs, proceder par voye de fait, que sommation suffisante ne fust faite trois mois paravant ladite voye de fait. Et toutes ces choses promettront lesdits nos Cousins sur leur foy & honneur en nostre presence, tenir & accomplir, & tout sans fraude & malengin. Et voulons & ordonnons pourtant que nostredit Cousin de Bar est presentement nostre prisonnier, que tantost que iceluy nostre Cousin de Bar sera pleinement delivré de prison en sa liberté. Que encorcs adonc, derechef & d'abondant, il ratifie & approuve ceste presente Paix, & la face aussi ratifier & approuver par nosdites Cousines, la Duchesse de Bar sa Femme, & la Duchesse de Lorraine la Doiayriere, & en baillie Lettres de Juy & d'icelles nos Cousines, telles qu'il appartient. Laquelle nostre Ordonnance & Jugement, nos devants Cousins de Bar & de Vandemont & chacun d'eux par foy ont emologuée, ratifiée & acceptée, & promis leurs mains touchées aux nôtres, & les unes aux autres, la tenir & accomplir, & faire tenir & accomplir de point en point & par la forme & maniere que dessus est narrée & déclarée, sans jamais venir ne souffrir venir au contraire, par eux, leurs Hoirs, ne autres, en quelque maniere ne pour quelconques causes ou occasion que ce soit ou puisse estre. En tesmoyn de ce nous avons fait mettre à ces presentes nostre Seel de secret en l'absence du grand. Donné en nostre Ville de Bruxelles le treiziesme jour de Fevrier l'an de grace mil quatre cens trente-deux. Ainsi signé, Par Monsieur le Duc en son grand Conseil. Auquel les Comtes de Meurs & de Fribourg, l'Evesque de Trente, l'Archidiacre de Venguechin, le Chancelier de Brabant, le Prevost de Saint Omer, les Seigneurs de Channy, de Cregui, de Ternant, de Saintes, Messire Roland de Dunkerke, Messire Jean de Croues Seneschal de Brabant, les Seigneurs de Roland, d'Arcy & Wellierval, Messire Simon de Lalaing, le Bastard de Saint Pol, Antoine de Rochebaren, Guy Guilbaut, Jehan le Gros, & plusieurs autres estoient.

Et d'autant que par nostredit Cousin de Bourgogne est dit & sentencié entre autres choses, que tantost apres que nous serons pleinement delivré de prison, là où estions en sa main, & en nostre liberté devions ratifier & approuver ladite Sentence, & Lettres dessus transcrittes, Lesquelles, incontinent qu'elles furent prononcées en nostre presence, emologuées & ratifiées. Scavoir faisons, Que nous qui voulons loyalement & de bonne foy tenir, fournir & accomplir de point en point selon ses termes ladite Sentence. Icele apres ce que de la main & bouche de nostredit Cousin de Bourgogne, Avons esté & sommes quitte de sa pri-

son, & en nostre franche liberté; Avons tant en nostre nom comme Mary & Bail nous portant & faisant fort en ceste partie de nostredit Femme & Compagne. Derechef ladite Sentence & Ordonnance & tout le contenu en icelle en la maniere qu'elle est cy dessus transcritte, sans rien reserver ny excepter. Loé confirmé, gréé, ratifié, emologué & approuvé, & par la teneur de ces presentes Lettres, loons, confirmons, greons, ratifions, emologuons & approuvons. Prometians par cesdites presentes la tenir pour ferme & stable sans jamais aller par nous, nos Hoirs ou ayans cause au contraire en aucune maniere. Et icelle faire ratifier & approuver pareillement par nostredit Femme & Compagne, renonçans à toutes choses generalles & specialles qui aider ou valoir nous pourroient pour aller contre la teneur des presentes Lettres. En tesmoyn de ce nous avons fait mettre nostre Seel à ces presentes. Donné à l'Isle en Flandres, le quatriesme jour de Fevrier l'an de grace mil quatre cens trente & six, & de nos regnes le tiers. Ainsi signé, CENÉ. Sur le reply est escrit, Par le Roy en son Conseil. Et pour Secrétaire ALLAIN. Scellées d'un grand Seel de cire rouge sur double queue.

CLIV.

DECRETUM Concilii Basiliensis de Superioritate Concilii generalis supra Papam, & de obedientia à quibuscunque, etiam si Papali Dignitate presulgent, ei debita. Datum in Sessione publica XV. Kalendas Martii Anno Domini 1432. [Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXX. pag. 49. PHILIPPI LABBEI Concil. Collectio, Tom. XIII. Col. 477.]

Sacro-Sancta Synodus Basiliensis, Ecclesiam militantem representans, ad persolvendam rem memoriam.

Ad laudem Dei Omnipotentis, ac Benedictæ Individuæ Trinitatis gloriam & honorem, pro hæresum atque errorum extirpatione, morum in Capite & in Membris Ecclesiæ Dei reformatione, ac Regum, & Regnorum ceterorumque Christianissimorum ad invicem, auctore discordiarum procurante, diffidentium pacificatione, in Spiritu Sancto legitime congregata, decrevit, statuit, destituit, declarat & ordinat, ut sequitur.

Quod Concilium Basiliense est legitime convocatum.

Et primo, quod eadem Sacra Basiliensis Synodus, Sacris Constantiensis & Senensis Conciliis Generalibus decernentibus, atque ordinantibus, & auctoritate Apostolica interveniente, fuit & est in hoc Loco Basiliensi debite legitimeque ac rite initiata & congregata. Et ne de ejusdem Sacra Basiliensis Synodi potestate a quoquam dubitetur, ipsa eadem Synodus has Declarationes ex Decretis Synodi Constantiensis, in present Sessione, aliis suis Decretis editis seu edendis inferendis, ordinat & decrevit, quarum quidem Declarationum tenor prima sequitur & est talis.

Quod Concilium Generale est super Papam in his quæ Fidei & Schismatis sunt.

Et primo declarat, quod ipsa Synodus in Spiritu Sancto legitime congregata, Generale Concilium faciens, & Ecclesiam militantem representans, potestatem immediate à Christo habet, cui quilibet cujuscunque status vel Dignitatis, etiam si Papalis existat, obedire tenetur in his quæ pertinent ad Fidem, & extirpationem dicti Schismatis, & ad generalem reformationem Ecclesiæ Dei, in Capite & in Membris. Alterius vero tenor sequitur in hæc verba.

Quod inobedientes Concilio puniuntur.

Item, declarat quod quicunque cujuscunque status, vel Dignitatis, etiam si Papalis existat, qui Mandatis, Statutis, seu Ordinationibus, aut Præceptis, hujus Sacra Synodi, & cujuscunque alterius Concilii Generalis legitime congregati, super præmissis seu ad ea pertinentibus, factis vel faciendis, obedire contumaciter contempserit, nisi respuerit, condigne penitentia subiacitur, & debite puniatur; etiam ad aia Juris subsidia, si opus fuerit, recurrendo. Præmissis igitur & nonnullis aliis Constantiensis Concilii, præsertim Capituli

ANNO
1432.

ANNO
1432.

tuli quodd incipit, *Frequens*, in priori hujus Sacre Synodi Basileensis Sessione recitati, Decretis attentis, prælibata Synodus Basileensis decernit & declarat, quod ipsa pro hæresum extirpatione, ac morum generali reformatione Ecclesiæ in Capite & in Membris, nec non Pace inter Christianos procuranda, ut premititur, in Spiritu Sancto legitime congregata, per nulum, quavis auctoritate, etiam si Papali Dignitate præfulgeat, dissolvi, aut ad alium Locum transferri, seu ad aliud tempus prorogari debuit, aut potuit, debet aut potest, debet aut poterit in futurum, absque ejusdem Synodi Basileensis deliberatione, & consensu.

Quod Personæ Concilii non debeant extra Concilium trahi.

Item, desinit, ordinat, & decernit, hæc Sancta Synodus, quod nulla Persona, cujuscunque status, Dignitatis seu conditionis fuit, in eadem Synodo actu existens aut futura, eidem incorporata, vel incorporanda, a tempore arrepti itineris ad ipsam Sanctam Synodum, sine fraude continuati, ad recedendum ab eadem a quoquam quavis auctoritate, etiam si Papali Dignitate præfulgeat, directe vel indirecte, in læsionem seu perturbacionem dicte Sanctæ Synodi, invita sine deliberatione & consensu ipsius Synodi requiri, moneri, compelli, citari, evocari, ad alium Locum, etiam Curiam Romanam valeat, seu ne ad eandem Sanctam Synodum veniat, possit aut debeat quomodolibet impediri. Si autem a quoquam quavis auctoritate, etiam si Papali Dignitate præfulgeat, ut premititur, in contrarium attentatum fuerit, seu attentaretur in futurum, aut Processus penales, vel Mandata, etiam Censuras Ecclesiasticas, seu translationes Prælatorum innotum, vel privationes aut inhabilitationes eorumdem seu aliorum Beneficiatorum quoruncunque, aliisque quascunque poenas continentes, ut ab eadem Sancta Synodo recedant, vel non accedant ad eandem, aut eidem non adherant, fulminati fuerint, fulminentur, aut fulminarentur in futurum, totum sit irritum & inane, nec eisdem Processibus, Censuris ac poenis tanquam irritis & sanibus quomodolibet obediendum fore, prædictosque Processus & Censuras, cum omnibus inde secutis & inde secuturis, quatenus de facto processissent, aut procederent in futurum, cassat & irritat, & annullat, & pro cassis, irritis, atque nullis, habendos decernit, desinit, ordinat & declarat.

Quod hi qui tenentur interesse Concilio non recedant sine licentia.

Item, Decretis Sacri Concilii Constantiensis inhaerendo, statuit, ordinat, & decernit, quod Prælati, & alii qui tenentur huic Sacro Concilio interesse, ab hoc Loco ante finitum Concilium, nisi ex causa rationabili, per Deputatos seu ab hoc Sacro Concilio deputandos examinanda, non recedant; Qua quidem causa examinata & legitime approbata, possint recedere de licentia illius vel illorum, qui pro tempore habent vel habebunt auctoritatem. Et tunc taliter recedens teneatur dimittere aliis in Loco remanentibus, suam potestatem sub poenis Juris per hoc Sacrum Concilium indicendis, & in facientes contrarium exequendis.

Item, quia plures Promotores in eadem Sancta Synodo, & etiam Notarii ad conscribendum Acta ejusdem sunt necessarii, citra aliorum per ipsam Sanctam Synodum in ipsius prima Sessione Deputatorum revocationem, Magistris Ademarum de Rossilione, Licentiatum in Decretis, Archiepiscopum Vivariensem, & Canonicum Lugdunensem, Henricum de Behenheym, Licentiatum in Decretis, Officialem Basileensem, Promotores, & Petrum Brunet, Baccalaureum in Decretis, Canonicum Atrebatensem, Notarium ejusdem ordinat & deputat.

Datum in Sessione publica ejusdem Sanctæ Synodi in Ecclesia Majore Basileensi solenniter celebrata, decimo quinto Kalendas Martii, Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo trigésimo secundo.

CLV.

Ejusdem Concilii Basileensis DECRETUM alterum, innovans & confirmans Decretum Concilii Constantiensis in puncto Superioritatis Conciliorum generalium supra Papam. Datum in Sessione publica sexto Kalendas Julii Anno Domini 1434.
[Conciliorum Collect. Regia Tom. XXX.
Tom. II. PART. II.]

pag. 148. PHILIPPI LABBEI Collect. ANNO
Conciliorum. Tom. XIII. Col. 1540.] 1432.

Sacro-Sancta generalis Synodus Basileensis, in Spiritu Sancto legitime congregata, Universalem Ecclesiam representans, ad perpetuam rei memoriam.

AD magnam Ecclesiæ Catholicæ utilitatem pertinere dignoscitur, ut ipsius auctoritas (cui omnes subesse tenentur) in Sacro olim Constantiensis Concilio declarata, sapienter manifestetur, & ad omnium notitiam perducat. Et quemadmodum nonnulla Concilia præcedentium Synodorum salubres Institutiones & declarationes renovare consueverunt, ita & hæc Sancta Synodus necessariam illam declarationem de Generalium Conciliorum auctoritate, in dicto Constantiensis Concilio promulgatam sub eodem qui sequitur tenore innovat. Primo quod Generalis Synodus in Spiritu Sancto legitime congregata, Generale Concilium faciens, Ecclesiæ Catholicæ militanter representans, potestatem à Christo immediate habet, cui quilibet cujuscunque status vel Dignitatis, etiam si Papalis existat, obedire tenetur, in his quæ pertinent ad fidem, & extirpationem Schismatis, & ad generalem reformationem Ecclesiæ in Capite & in Membris. Item, declarat quod quicumque cujuscunque status vel Dignitatis, etiam si Papalis existat, qui Mandatis, Statutis five Ordinationibus, aut Præceptis hujus Sanctæ Synodi, aut cujuscunque alterius Concilii Generalis legitime congregati, super præmissis, seu ad alia pertinentibus factis vel faciendis, obedire contumaciter contemserit, nisi respuerit, condignæ poenitentiae subjiciatur, & debite puniatur, etiam ad alia Juris subdita, si opus fuerit, recurrendo. Datum in Sessione publica ipsius Sanctæ Synodi, in Ecclesia Majori Basileensi solenniter celebrata, sexto Calendas Julii, Anno Domini millesimo quadringentesimo trigésimo quarto.

CLVI.

Ereclio Civitatis Mantuæ cum ejus Territorio, & 6. Maj. Districtus in Marchionatum ac Principatum per SIGISMUNDUM Romanorum Regem in gratiam Domini JOANNIS FRANCISCI DE GONZAGA & ipsius Heredum Masculorum legitimorum. Datum Parme Anno Domini 1432. die 6. Mensis Maji. [Pièce authentique tirée des Archives Archiducates de Mantoue.]

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Ungarie, Bohemie, Dalmatiæ, Croaciæ &c. Rex, Illustri Johanni Francisco de Gonzaga Mantuæ ejusque Territorii Dyocesis, & Districtus, nec non & infra scriptorum Locorum, Terrarum, Castellorum, & Pertinentiarum Marchioni nostro Sacriæ Romani Imperii fideli Principi gratiam Regiam, & omne bonum. Sicut summus ille Monarcha, & Imperator eternus Dominus Jesus Christus de Beatiorum suorum magnitudine, & Electorum pluralitate letatur, Ita Romani Imperatores, & Reges Monarchæ terrestres ab eo digna quidem estimatione trahentes exemplum, non aliunde Cæsareum culmen augere, decorum facere visum sunt quam ex Celorum summo, micantissima Sidera trahentes in Terras, ipsum Imperiale Fastigium densis undequaque Procerum stipare catervis coruscantibusque semper magnorum Heroum agminibus illustrare. Tunc Romanam Rempublicam supra universum Orbem felicioribus auspiciis extollescentes siquid sibi concessum est capiti bene valentia idemque sapientia membra conjungerent. Quid enim Regna, quid barbaras Nationes, quid diversa Mundi Climata, subgeffice proficeret, si deficerent, vel quibus semel subdita fidelissime subderentur vel quorum providentia, sumpta frena debitum fortiter moderarentur in girum. Hi sunt enim quibus omnis Imperialis rutilat decor, floret Victoria, Gloria sublimatur. Hi Cæsareas laudes efferrunt, sustinent arma, & quam suis texunt quotidie manibus quam proprio rubrant roseo sanguine victoriosius divos crines premuunt lancea triumphali. Sane attendentes multiplicia merita probatis, ac preclara devotionis insignia quibus tu, ac laudabilis memorie Progenitores

ANNO
1432.

tui Ingenue Domus de Gonzaga Predecessores nostros
diva recordationis Romanorum Imperatores, & Reges,
ac ipsum Sacrum Romanum Imperium, dignis quidem
studitis honoribus venerari, illum etiam fervidum tue
mentis ardorem quo nostros, & ejusdem Imperii pro-
curandos honores inclinaris attentius Regie considera-
tionis intuitu limpidius intuentis, animo deliberato, sa-
no etiam Principum, Comitum, Baronum, Procerum,
& Nobilium nostrorum, fideliū dilectorum acceden-
te consilio, Te prefatum Johannem Franciscum, cum
hæc tuæ Nobilitatis origo, latitudoque tui Domini,
ac ampla subiecta tuæ Ditioni spacia, nec non inteme-
rata fides tua, ac Progenitorum tuorum, quo vetusto
jam tempore cum maxima fælicitatis exhibitione Sa-
crum Romanum honorabilis Imperium, non immerito
requiebant & requireant; Hæc in nomine Domini
Salvatoris nostri, à quo omnis Principatus, & honor
provenire consuevit, illis rebus, & imperiis, in
verumque Principem, atque Maronem M. de feli-
citate, crevimus, & decoravimus, ac illi statim,
insignimus, sumimus, erigimus, de Romano Re-
gia potestatis plenitudine, ac de certa nostra scientia
motuque proprio cedamus. Decernentes, & volentes
expressè quod in hiis, & Successores tui legiti-
mi filii, & M. etque perpetuis inantea temporibus
omni dignitate, prebenditione, Nobilitate; jure, po-
testate, libertate, honore, & consuetudine gaudere, ac
frui continuo debeatis, quibus alii nostri, & Sacri Ro-
mani Imperii Principes, ac nominatim Marchiones Il-
lustres fruii sunt hæcenus, & quotidie possuntur. Ci-
vitatem quoque Mantuæ ejusque Territorium, Diocesi-
& Districum cum omnibus suis Juribus, Honori-
bus, Jurisdictionibus, ac Pertinentiis quibuscunque
in inferiore Lombardia constitunt, prout hæcenus per
Commune Mantuæ, sive Predecessores nostros sive
tenta, & possessa est, ac teneant, & possidentur ad pre-
sens cum infra scriptis Castris, Locis, ac Terris, Villis,
Juribus, Regalibus, Honoribus; Jurisdictionibus, &
Pertinentiis quibuscunque; videlicet Castro Sernedi cum
tota Curia sua atque cum omnibus, & quibuscunque
suis Villis, Locis, Terris, Vallibus, Pasquis, Ne-
moribus, Piscariis, Camalibus, Aquis, Aqueductibus;
Aquarumque decursibus, & cum omnibus suis
ultra citraque ripis riparumque Jurbus, & cum toto
mero & mixto Imperio superius, & inferius usque in
Buranam vivam. Item, cum Castro Reveri & cum
sua Insula & Curia. Item, & cum Castro Quistelli
cumque ejus Curia, & cum Flumine Strale ab utraque
ripa prout labitur & se extendit superius, & inferius
per Territorium, Diocesim, & Districum Mantuæ,
& per omnia alia Loca tibi tuisque Predecessoribus à
nostris Predecessoribus in Vicariatum, sive Titulo alio
concessa. Item, & cum Castro Luzaria cum tota sua
Curia, & Territorio, ac mero & mixto Imperio.
Item, & cum Castro Suzzaria cum tota sua Curia.
Item, & cum Castro Marchegie cum tota sua Curia,
& Territorio citra utraque Flumen Uti, & cum ipso
Flumine Uti ab utraque ripa ipse prout labitur, & ac-
currit à superiori parte per totum Territorium Mantua-
num usque in Padum. Item, cum toto libero Flumine
Padi cum omnibus suis ultra citraque ripis, Castris,
Fortificis atque Locis, prout laeditur, & decurrit, à
Fluminibus, sive Cannalibus sive Aquis Tabate Zarie
& Uti usque in Buranam vivam, & usque Vesunum
cum omnibus & singulis Vallibus, Paludibus, Pas-
cuis, Piscinis & Piscariis ultra citraque dictum Flumen
Padi quantumcumque dilatentur, prout hæcenus per
Commune Mantuæ, sive te, sive Predecessores tuos, ten-
te fuerunt & posside vel teneant & possidentur rite
ad presens. Et generatim cum omnibus, & singulis
Castris, Rochis, Fortificis, Fluminibus, Vallibus, Vil-
lis, & Terris, Juribus, Regalibus, Jurisdictionibus,
& Pertinentiis dictæ Civitatis, Diocesis, & Territorii
Mantuæ dictorumque Castrorum, nominatim cum toto Flu-
mine Marti, & suis adjacentiis ab utraque ipsius ripa,
prout se extendit, & labitur à Valegio usque in Padum,
ex certa nostra scientia, & Imperiali plenitudine pote-
statis in vocam Marchiam, & Marchionatum erigimus,
facimus, & creamus. Decernentes, & hoc nostro Im-
periali, sive Romano Regio statuentis Edicto, ut de
cetero dicta Civitas Mantuæ cum toto ejus Territorio
Diocesis, & Districtu, cumque predictis Castris, Lo-
cis, & Terris earumque omnium, & singulorum Juri-
bus, Regalibus & Jurisdictionibus quibuscunque Mar-
chia & Marchionatus, & pro Marchia & Marchionatu
nuncupetur, vocetur, habeatur, ac ab omnibus teneat-
ur, tibi Illustri Johanni Franciscus nisque Filiis, & He-
redibus legitimis masculis, ac Successoribus infra scripto

ordine successuris predictam Civitatem Mantuæ ejusque
Territorium, Diocesim, & Districum cum supra scrip-
tis Terris, Locis, & Castris, cumque omnibus, &
singulis dictæ Civitatis Terrarum, Locorum, & Cas-
torum Juribus, Honoribus, Jurisdictionibus, mero &
mixto Imperio, omnimodaque Jurisdictione, & Co-
herione; Aquis; Stagis, Torrentibus, Lacubus,
Fluminibus, & Piscariis, Molendinis, & Jurbus na-
vigandi; Silvis; Nemoribus, Pratis, Pascuis, Piscinis,
Thelonis, Condicionibus, & Potestate fabricandi Mo-
neram auream, argenteam, vel eam, & quam om-
nemque assam legalem tamen, & dotivam; Vallibus, Ve-
nationibus, & Feudis, Feudatilis, Vassalis, Vassa-
lagis, Baronis, Militibus, Judicibus; Plebeis, Rusti-
cis, Agricollis, Judeis, & omnibus, quæ tam de Jure
quam alia quocunque speciali Consuetudine vel Lege
dictæ Civitatis, ac predictorum Locorum, Terrarum,
& Castrorum latitudo concernit in Marchionatum, &
Feudum honorabile, atque perpetuum Imperiali aucto-
ritate, & de benigntate Cæsare, ab initio deliberato, &
ex certa scientia concedentes, & gratissimos contentes:
Decernentes, & hoc Edicti Constitutione func-
tioneque tuæ & Hæredes, & Successores tui legiti-
mi perpetui Marchiones Mantuæ nominari, appellari, & de-
tis in antea, & tamquam ceteri Imperii Sacri Marchio-
nes, & Principes teneri, & honorari, ac ubique Lo-
corum ab omnibus reputari, omnibusque Jure, Privi-
legio, Honore, & gratia, ac Dignitate, & Immuni-
tate absque omni impedimento perfrui quibus alii Sa-
cro sancti Romani Imperii Marchiones, & Principes in
standis, & recipiendis Juribus, in confectendis, seu
fascipiendis Feudis, & in omnibus, & singulis aliis il-
lustri statu, conditionem Marchionum, seu Prin-
cipum concernentibus fruii sunt hæcenus, seu quomo-
dolibet possuntur. Affrangentem Johannem Franciscum
Hæredesque legitimis, & modo infra scriptis Succes-
sore tuos ut in Marchionatu vestro predicto Pacem &
Justitiam omnibus & singulis, æque pauperibus & di-
vitiis, efficaciter & fideliter, juxta posse vestrum, pro-
curare debeatis. Quodque Marchionatum Mantuæ
cum omnibus suis pertinentiis, sicut superius expre-
ssatur à nobis, nec non à Serenissimis Imperatoribus, sive
Regibus Successoribus nostris & ab Imperio ipso
Romano, quotiens debuit fuerit, solemniter hono-
re debito cum Vexillis, & Benderis, ut moris est,
solita quoque reverentia suscipere debeatis, ac nobis,
ac eisdem nostris Successoribus, in casibus premis-
sibus, sicut alii Imperiales Marchiones, & Principes, pre-
stare, & facere fidelitatem Homagii, ocedentis, &
subjectionis debite, corporalia Juramenta que etiam
in manibus Spectabilium Ambasciatorum nostrorum
quos ad te subito pro impositione Bireti, & Annuli, ut
in talibus solemnitatibus fieri solent esse; transmi-
temus, in debita forma prebisti. Ceterum ad declara-
tionem sepe nominatum supra Successorum, utque de
eam ordiue à posteris omnis ambiguitas auferatur &
tollatur omnis materia questionis confusionisque omnis
possibilis dubietas extirpetur, deur autem porius clarus
& determinatus succedendi in predicta Marchionali
Dignitate, ac omnibus supra concessis filiis, & ordo
hic presenti nostro Imperiali, sive Romano Regio E-
dicto in perpetuo valituro, juberimus, statimus, &
dicimus & sancimus quæ Primogenitus tuus, Illustris Mar-
chio Johannes Franciscus, masculus; ex vero & legitimo
Matrimonio ex te natus in Marchionatu; & Marchio-
nali Dignitate, & Feudo præfatis, ac cæteris omnibus;
& singulis supra concessis & indultis, tibi succedat a-
liisque Fratribus suis; & tuis Filiis legitimis præferatur.
Et quod dicto Primogenito tuo decedente, etiam te
viventem, Filius Primogenitus masculus ex legitimo Ma-
trimonio ortus dicti Primogeniti, præferatur Patris, &
aliis quibuscunque in Successione Marchionatus præ-
scripti Feudi, & aliorum superius concessorum, quod;
quo ad predictam Successionem in singulis Primogenitis
masculis ex legitimo susceptis Matrimonio descendenti-
um à Primogenitis legitimis ut supra descendentiis,
voluimus observari. Deficientibus autem Primogenitis
Primogenitorum descendentiis, ut supra; à Primogeni-
tis, tunc secundogenitis masculis ex legitimo Matri-
monio ex te ortus sive Primogenitis ab ipso ordi-
nate, & secundum rectam lineam masculinam descen-
dens, ut supra, in dicto Marchionatu, Feudo, & cæte-
ris supra concessis successor existat; quod in cæteris ab
ipso descendentiis per rectam lineam masculinam,
prout de Successione supra Primogeniti dictum est, in
omnibus observetur. Illud idem intelligendo de tuis
tertio, & quartogenitis, & sic deinceps. Intelligendo
tamen quod illi Primogeniti succedentes ad regimen
Mar-

ANNO
1432.

ANNO 1432. Marchionatus prefati sunt habiles, & idonei, sani mente, & ratione. Alioquin reperti illis Primogenitis, & his qui ordine suprascripto successuri sunt in defectu rationis, & mentis, aut aliis defectibus legitimis, & iustis, successio in proximiorum post eos, sanum mente, & indefectuosum, ut premititur, ordine suprascripto transferatur. Ad perpetuam autem conservationem caritatis, & zeli tue prefate Domus Inguene de Gonzaga, jubemus, volumus, & facimus quod is Primogenitus legitimus qui tibi in dicto Marchionatu, Feudo, & aliis suprascriptis successurus est juxta ordinem pretaxatum secundo tuo genito legitimo, si illum solum habuerit Fratrem, annuatim dare, & solvere teneatur efficaciter pro provisione, & expensa sua quatuor milia Ducatorum auri. Si autem prefatus tuus Primogenitus Marchio duos ex te Fratres habuerit legitimos, unicuique ipsorum duo milia Ducatorum quatuor milia in totum, scilicet annuatim pro provisione utriusque ipsorum exolvere teneatur. Tribus autem extantibus tibi ex te Fratribus legitimis, tunc dabit, & solvet ipse tuus Successor Primogenitus ipsorum unicum mille, & quinquies Ducatos auri. Si vero quatuor Fratres legitimos habuerit ex te ortos, tunc inter ipsos communiter, & equaliter solvet, & dividet Ducatos auri quinquies mille. Supra ex crescentibus autem Fratribus ex te tuis legitimis quantumcumque excederint numerum à quatuor supra volumus ut idem tuus Successor Marchio eisdem annuatim det, & solvat, quare inter eos communiter, & equo numero dividat Ducatorum auri sex milia. Quod in ceteris in dicto Marchionatu, & Feudo & ceteris succedentibus ordine suprascripto ad quolibet Fratres suos, & Filios Fratrum legitimis statui-mus observari. Quia provisione superius pretaxata à nobis, & nostro arbitrio Regio Romano edita, & facta decernimus ipsos omnes & singulos suprascriptos & venientes ab eis esse tactos, & contentos. Ipsis super ceteris, quæ Hereditatem illam contingere perpetuum silentium imponentes. Et ne aliquibus in antea super premissa Illustratione, erectione, & sublimatione Status tui, Heredum, & posterorum tuorum, valeat aliquod dubium suboriri, nos de abundantiori plenitudine gratiæ simplicis ad maiorem tui gloriam, & honorem, & pro confirmatione hujusmodi Illustrationis tue, Heredum, & Posterorum tuorum signum armaturæ tibi, Hæredibus, & Posteris tuis legitimis, ac Marchionati Mantuæ ad usum armorum perpetuam tali colorum differentia distinctum quod videlicet in ipsius elipei campo albo cruce rubicam ad una superficie ad aliam, & in quolibet quatuor angulorum elipei unam Aquilam nigram alis extensis, & flammeis pennis, prout hæc omnia Magistralis Pictoris artificio sunt distinctus depingenda concedimus, & largimur taliter, videlicet quod eadem Insignia, ut prescribitur, gestare possitis more aliorum Sacri Imperii Principum & ipsi uti in Prelis, Torneamentis, Hastiliis, & generaliter in omni exercicio Militari. Gaudeas igitur favore Regio; & de tanto pietatis munere etiam tua Proles exulet; & tanto fideliori studio ad honorem Sacri Imperii tua Intentio solidetur quanto ampliori te perventum conspicias muneri-bus gratiarum. Omnem vero defectum; siquis in premis ratione solemnitate omisit dubia interpretatione sententiarum, aut verborum, seu alio quovis modo compertus fuerit, Supplentes de certa nostra scientia, & de plenitudine Romanæ Regiæ Potestatis, nostris tamen & Imperii Sacri ac omnium Prelatorum; & quarum-cunque Ecclesiarum aliorumque quorumlibet Homi-num Juribus in premis omnibus semper salvis. Nulli ergo omnino Hominum liceat hanc nostræ Illustrationis, Erectionis, Insignitionis, Decorationis, Collationis, & Suppletionis paginam infringere, aut ei ausu quovis temerario contraire sub nostra, & Imperii Sacri Indignatione gravissima, & sub pena mille Marcharum auri puri, quas ab eo qui contravenire presumpserit irremissibiliter exigimus, & earum medietatem nostræ Regaliæ Cameræ Fisco; residuam vero partem injuriam passorum usibus applicari. Hujus rei testes sunt Reverendissimi in Christo Pater Dominus Branda, Cardinalis Piacentinus nuncupatus Amicus noster Carissimus, Jacobus Archiepiscopus Ebrodenensis; Princeps, & Consiliarius noster, & Zahonus, Episcopus Bayocensis, ac Magnifici Brunioris de la Scala pro nobis, & Imperio, Verona, & Vincenzæ Vitaris generalis; & Comes Sancti Montis, Stephanus, Comes Segnie, & Modrusiæ, Willelmus, Comes de Montefort; ac Matinello de Tallini, &c. Comes Berrineh. ac alii quo plures Notabiles Viri, & fide digni. Presentium sub Bulla aurea typario Majestatis nostre impressa Testimonio Litterarum. Darum Parmæ Anno Domini

millesimo, quadringentesimo, trigésimo secundo, die sexta mensis Maii. Regnorum nostrorum, Anno Ungariæ &c. quadragesimo sexto, Romanorum vigésimo secundo, Bohemiæ vero duodecimo.

A tergo R^a.

MARQUARDUS BRISACHER.

Externis. Ad Mandatum D. Regis

GASPAR GLIGH &c.

Ex Libro intituleto, Transumptorum; in Carta membranacea conscripto, coræo rubro coberto, in Archiducali secretorio Archivio Mantuæ adseruato haberi Fol. primo extractum de verbo ad verbum supradictam Privilegiū, attestor



Ego LUDOVICUS Nob. olim H. OCTAVII DE MAZZIIS Filius, Cæcis, publicæque Imperiali auctoritate Mantuæ Notarius, ac dicti Archiducalis secretorii Archivii Cancellarius. In quorum fidem hæc me scripsi cum attestatione subscripti, hæc die 13. Decembris 1719.

Ita verum esse affirmo

Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUS ejusdem Archivii Prefectus, hæc die 14. Decembris 1719.



CLVII.

SIGISMUNDI Romanorum Regis Litteræ pro 7. Maii. Transmissione Privilegii Marchionatus Mantuæ, Domino JOANNI FRANCISCO DE GONZAGA, unâ cum Formula Juramenti per eundem de GONZAGA faciendi. Dat. Parmæ Anno Domini 1432. die 7. Mensis Maii. [Pièce authentique tirée des Archives Archiduciales de Mantoue.]

SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Ungariæ, Bohemiæ, Dalmaciæ; Croatiae &c. Rex, Illustri Johanni Francisco Marchioni Mantuæ, Principi nostro Carissimo, & Imperii Sacri fideli dilecto gratiam Regiam, & omne bonum. Illustris Princeps noster dilecte, pro amore singulari, quem ad te semper gerimus, & gerimus tibi, Privilegium Marchionatus tui transmittimus Birretumque, ac Annulum mississimos si in Domo propria assaues. Dum autem tempus adveniet; & tu à Majestate nostra requirendum duxeris, ipsum Birretum, & Annulum destinabimus; & sic pollicemur facere per Spectabiles nostros Oratores, in quorum manibus nobis in forma tibi prius transmissa fidelitatis Sacramenta prestabis. Dat. Parmæ Anno Domini millesimo, quadringentesimo trigésimo secundo die septima mensis Maii Regnorum nostrorum Anno Ungariæ &c. XLVI, Romanorum vigésimo secundo, & Bohemiæ duodecimo &c.

Ad mandatum Domini Regis

GASPAR GLIGH.

Ego Joannes Franciscus Marchio Mantuæ, promitto, & juro per hæc Sancta Dei Evangelia quæ hic corporaliter tango: Quod ex nunc in antea fidelis, & obediens ero esseque debeo, & volo, Serenissimo, & Invisissimo Principi, Domino Sigismundo, Romanorum Imperatori, semper Augusto Domino meo gratiosissimo, & post decessum Serenitatis suæ, Successoribus Romanorum Imperatoribus, & Regibus, Sacro & Romano Imperio contra omnes, & quoscunque Homines, scienter & nunquam volo, aut esse debeo

ANNO
1432.

in Consilio ubi quicquam tractabitur, aut intendetur contra Serenitatis suae Personam, Honorem, Dignitatem, sive Statum, neque in his aliqua via contentiam, quinimo debeat, & volo honorem, & utilitatem Personae, Serenitatis suae, ac etiam Sacri Imperii pro omni possibilitate mea procurare, & promovere, & si unquam intelligam quicquam contra Serenitatis suae Personam aut contra Imperialem Majestatem intendi aut tractari huic fideliter occurrere, & Serenitatem suam sine dilatione avilabo. Et praeterea omnia, & singula facere debeo, & volo, quae Serenitatis suae Sacrique Imperii Principi, Fidelique Vassallo de Jure vel consuetudine fideliter faciendi incumbunt, dolo & fraude prorsus amotis. Ita me Deus adjuvet, & haec Sancta Evangelia.

Supra scriptas Litteras extractas ex Libro intitulo Transumptorum in Carta membrana conscripto, coram rubro coperto, & in Archiducali secretarii Archivio Mantuae aservato, fuisse à Fol. secundo de verbo ad verbum, nil addito, vel diminuto quod sensum variet, aut mutet attestor.



Ego LUDOVICUS Nob. olim H. OCTAVII DE MAZZIIS Filius Crois publicusque Imperiali auctoritate Mantuae Notarius, ac dicti Archiducalis secretarii Archivii Cancellarius, in quorum fidem hic me, solita cum attestatione, subscripsi hac die 13. Decembris 1719.



Ita verum esse affirmo

Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUSEJUSDEM Archivii Praefectus, hac die 14. Decembris 1719.

CLVIII.

31. Août. *Contrat de Mariage entre LOUIS Roi de Sicile & de Jerusalem, & MARGUERITE DE SAVOYE, fait au Château de Thonon, le 31. Août, 1432. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye, Preuves. pag. 346.]*

In nomine Domini, Amen.

PER hoc publicum Instrumentum cunctis fiat manifestum, Quod cum pridem Matrimonium per verba de futuro contractum fuerit in facie Sanctae Matris Ecclesiae, solemnizandum inter Serenissimum Principem Dominum LUDOVICUM Tertium Dei gratia Jerusalem & Sicilia Regem, Ducem Andegaviae, Comitatumque Provincie, Forcalquerii, Cenomaniae Comitum, Magnifico Domino Petro Domino Bellevallis primo Cambellano, in Provincia Regio Gubernatore, ac Procuratore ad hac specialiter constituto pro eo agente ex una; Et Inclitum Domicellam MARGARETAM DE SABAUDIA Filiam naturalem & legitimam Illustrissimi Principis Domini nostri Domini Amedei Ducis Sabaudiae, Chablaisti & Augustae Principis, Marchionis in Italia, Comitum Pedemontium & Gubernarum, Valentiniensiumque & Dyensis, ipso Illustrissimo Domino nostro Duce Patre per ea contrahente partibus ex altera. Constante publico Instrumento dato Thononi die vigesima secunda mensis Julii Anni millesimi quatercentiesimi trigessimis primi, nonae Indictionis. Hinc est quod ipsa Inclita Domicella Margarita ad Annos pubertatis perventa, desiderantes predictae Partes hujusmodi Matrimonii Contractum, ut convenit, solemnizare, constituti propterea in Testium subscriptorum & mei Notarii subscripti praesentia, ac Procerum, Peritorum & aliorum Nobilium multitudinem copiosa coram Reverendissimo in Christo Patre Domino Joanne de Betarandis miseratione Divi-

na Archiepiscopo Tarentensi, ad Divina celebrandum Officia in Pontificalibus existente; Videlicet memoratus Magnificus Dominus Petrus Dominus Bellevallis Procurator ipius Serenissimi Domini Regis Ludovici ad hujusmodi Matrimonium per verba de praesenti contrahendum, ipsamque Inclitam Domicellam desponsandum de novo specialiter constitutus, ut edocebat per alias ipius Domini Regis Patentes Litteras ejus propria manu signatas, suoque Sigillo cera rubra impendenti sigillatas, quarum etiam tenor de verbo ad verbum inferius est insertus, tunc assistentibus secum Spectabilibus & Egreis Regis Consiliariis, qui in dicto Matrimonii Contractu cum eo affuerunt, ac etiam pluribus aliis Notabilibus Militibus & Scutiferis, tam per ipsum Dominum Regem, quam etiam Serenissimam Principissam Dominam Violandam Jerusalem & Sicilia Reginam ipsius Domini Regis Genitricem, ad hujusmodi solemnia Matrimonii auspiciis decoranda destinatis ex una parte; Et supradicta Inclita Domicella Margarita de & cum autoritate, jussu & licentia praefati Illustrissimi Domini Ducis ejus Patris, cum multorum Principum, Praetorum, Baronum, & aliorum Procerum praesentium Comitiva, affantibus jumentisque & autorizantibus ex altera parte, & ibidem visis ac solerti indagine prospectis per ipsum Dominum Archiepiscopum praedictis tam Dispensationibus quam novae Regiae Procuratoris Litteris, & aliis necessariis ambabus Partibus mutuis consentibus Matrimonium fieri applaudentibus, ipse idem Regius Procurator, nomine praefati Serenissimi Domini Regis Ludovici, per formalium verborum de praesenti ad hac necessariorum expressionem, Annulique sacra Benedictione infusi in digito appositionem, praefatam Inclitam Domicellam Margaritam Uxorem legitimam ipsius Domini Regis recipit; & vice mutua ipsa Inclita Margarita de autoritate & consensu praefati Illustrissimi Domini Ducis dictum Dominum Regem Ludovicum in ejus verum & legitimum Virum in Personam memorati ejus Procuratoris recipit, subsequenter etiam Missarum solemnis Benedictionisque munere. Pro quorum indubia firmitate & perpetua observantia, ipse Regius Procurator promittit, sub suorum omnium bonorum expressa obligatione, praemissa omnia laudari & ratificari facere per dictum Dominum Serenissimum Regem infra tres menses proximos, &c. Acta in Platea magnarum Logearum Castri Thononi, die ultima mensis Augusti, M. CCCC. XXXII. Indict. 10. Praesentibus Illustr. Ludovico Comite Gebenn. & Philippo de Sabaudia Fratribus Reverend. Patribus Dominis Francisco de Crilla Abbate Filiaci; Joanne de Arcis Praeposito Montis-Jovis; nec non Magnificis, Spectabilibus & Egreis Dominis Joanne de Balma Comite Montis-Revelii, Urbano Domino Cameræ, Antonio de Levis Domino Vallis-vididis; Joanne de Grimaldis Barone Bolli; Joanne de Belloforti Cancellario; Humberto Balthardo de Sabaudia; Manfredo ex Marchionibus Salutarum Marefcallo Sabaudiae, Richardo de Terniaco Domino Montis Canuti; Joanne de Montelpello Domino Choutagnia; Henrico Domino Mentonis; Antonio Domino Grolez; Ludovico Bastardo Achaye; Guillemo de Luyriaco Domino Cuillae; Amedeo de Chalan Domino Varet; Henrico de Colomberio Domino de Vouffians; Nycodo de Mentone Domino Chouyfici; Joanne de Compeycho Domino Grusiaci; Rodalphe de Alyngis Domino Coudrea; Aymone Domino Caltriveteris; Jacobo Orioli Judice Bressiae; Roberto de Montevagnardo Magistro Hospitalis, Petro de Mentone Bailivo Gebennesi; Guygone Gerbasi & Guigone de Rovore, &c.

CLIX.

Recognitionis Litterae SIGISMUNDI Magni Li- 17. O&.
thuanie Ducis, quod Oppidum Hrodio supra Fluvium Bugitum ad Coronam Poloniae spectet, neque à se ullatenus impeti debeat. Dato in Grodno (1) Feria quarta in die S. Hedwigis Anno 1432. [JOANNIS LUDOVICI Historiae Polonicae Lib. XI. Col. 617.]

In Nomine Domini, Amen.

AD perpetuam rei memoriam. Ne ea, quae aguntur in tempore evanescent cum lapsu temporis, taga-

(1) Il y a quelque chose à dire à cette Date. Le jour de S. Hedwiges, qui est le 17. Octobre, tombe en 1432. sur un Vendredi qui est une Fête, & non quarte, [D. M.]

ANNO
1432.

ANNO
1432.

facilis humane naturæ discretio, confuevit gesta mortalium Scripti patrocinio roborare. Proinde nos Sigismundus Dei gratia Magnus Dux Lithuaniae, Russiæ &c. Recognoscimus & fatemur per præsentem, quod Oppidum & Districtus Hrodlo, supra Fluvium Bug situm, cum omnibus & singulis Villis, Granitiis, Gadibus, Limitibus: & signanter cum omnibus Appenditiis, & Adherentiis universis, prout in se longe, late, ab antiquo consistit, ad Coronam Poloniæ spectabat, pertinebat, spectatque & pertinet, ac spectare & pertinere debet, nunc & in ævum; & omnibus temporibus perpetuo duraturis. Propter quod nos Sigismundus, Magnus Dux Lithuaniae supradictus, spondemus, promittimus, & pollicemur, præsentibus Scriptis nostris, quod pro dicto Oppido, & omnibus suis attinentiis supradictis, Serenissimum Principem Dominum Wladislaum Regem Poloniæ, & ipsum Successores, & Coronam Regni Poloniæ, nullatenus impetemus, neque inquietabimus, vel molestabimus quacunque ratione, negotio, modo, ingenio, vel coloribus exquisitis, Testimonio harum Literarum, quibus nostra Sigilla, Prælatorumque, Principum, & Baronum infra scriptorum, sunt appensa, videlicet Reverendissimorum in Christo Patrum; Dominorum; Matthiæ Vilnensis, Andræ Luceensis, Episcoporum, nec non Alexandri, Joannis Palatini Trocensis, Zimwy Kraterkiewicz, Rumpoldi Marchaldi, Petrassii Montigardowicz, Castoldi Schedibori, Radziwili Hosikowicz, Emidigiti Jurga, Naczucz Gumbilowicz, Olechno Dovoynowicz, Schak Dnagal, Vexilliferorum, Goyillin Nagodowicz. Actum & datum in Grodno; feria quarta in die S. Hedwigis. Anno Domini, millesimo quadringentesimo trigesimo secundo.

CLX.

17. Oâ. *Litteræ Federis SIGISMUNDI Lithuaniae Ducis, quibus stabilem assistentiam WLADISLAO Poloniæ Regi contra insultus quorumlibet Hominum stipulatur, porro etiam Ducatum Lithuaniae post decessum suum ad præfatum Regem devolvi debere, nec non Terram Podoliæ ad eundem pertinere proficitur, nec impostum pro dicta Terra Regnum Poloniæ & se imponi debere pollicetur. Datæ in Grodno in die (1) S. Hedwigis Anno 1432. [JOHANNIS DLUGOSI Historia Polonica Lib. XI. Col. 613.]*

In Nomine Domini, Amen.

AD perpetuam rei memoriam. Quia tunc multis errorum & dubiorum prudenter occurrimus incommodis, dum gesta ætatis nostræ Literarum apicibus, & testium annotatione perennamus. Proinde nos Sigismundus Dei gratia Magnus Dux Lithuaniae, Russiæ &c. ad universorum notitiam tam præsentium quam futurorum, per hæc Scripta deducimus. Quomodo eo tempore, quo Principes, Prælati, Nobiles, & Regnicolæ Regni Poloniæ, Serenissimum Principem Dominum Wladislaum, Regem Poloniæ; Dominum nostrum & Fratrem Charissimum, ad Regnum Poloniæ invitantes, assumpserunt, & eum, nutu Divino, almi Spiritus inspiratione, de Gentilitatis tenebris educentes, ad Fidei Catholicæ gremium; per regenerationem Baptismatis, attulerunt, eidem Domino Wladislaô Regi Poloniæ, Coronæque & Regno; & Regnicolis ipsius Regni Poloniæ, & irremediabili animo, famaque, & inviolabili sponione, ex certa nostra Scientia, maturæ deliberatione, voluntateque ultionæ, non compulsi, nec coacti, seu aliquo errore seducti, promissimus, & Literis nostris firmavimus; quod ipsum Dominum Wladislaum Regem; Regnum; & Coronam ac Regnicolas Regni Poloniæ, non debemus deserere, sed eis toto posse & viribus constanter assistere, & eos, contra insultus quorumlibet Hominum viventium, cuiuscunque status; conditionis, gradus, vel emicentiæ fuerint, adjuvare. Nos quoque & Successores nostri non debemus prædictum Regem & suos Successores, ratione hujusmodi subsidii, pro quibuscunque damnis, admonere, exceptis Victualibus, & eorumque pabulis necessariis & opportunis. Demum quia idem Serenissimus Princeps Dominus Wladislaus Rex Poloniæ prænotatus, nos in partem sollicitudinis sue assumpsit, magnæque Ducatum Terrarum suarum Lithuaniae & Russiæ, cæterarumque Dominiorum Ducatus præ-

dicti, & Bona sua Paterna, videlicet Vilnam, & alia Bona, ad ipsum Patrimonium spectantia, de manu sua, deliberatione habita, circa nostrum Electionem, Principum, Prælatorum, & Baronum, utrumque Dominiorum, videlicet Regni Poloniæ, & Ducatus magni Lithuaniae, juxta continentiam Literarum, super hujusmodi Electione fienda, confederarum, nobis dedit & contulit, ad tempora vite nostræ, Titulo supremi Principatus Lithuaniae, quo uti consuevit, pro se & suis Successoribus reservato, cum omnibus Terris, Civitatibus, Castris, Districtibus, Curis, Villis, & omnibus utilitatibus ad ea spectantibus, firmiter, & inviolabiliter, sub eisdem limitibus, & gadiibus, sicut eundem pie memoriæ Dominus Alexander, Magnus Dux, tenebat. Et si inter Subditos, super hujusmodi limitibus, vel aliis causis, Regni Poloniæ, ac magni Ducatus Lithuaniae, aliqua quæstio, sive dubietas, oriretur, quemadmodum in vita præfati Ducis fuerant exorta, ad Literas & legitima Documenta recurratur, ex utraque parte producenda, & secundum illorum determinationem, finis prædictis quæstionibus & dubiis imponatur. Nos autem debemus & promittimus Serenitatem suam tenere & honorare sicut Dominum, & Fratrem nostram seniore. Pro quo etiam ipsum, Coronam, Regnum, & Regnicolas Regni Poloniæ prædicti, constantiori fiducia prosequi cupientes, & prout justum est, reddere certiores, promittimus; pollicemur, & spondemus, Domino Wladislaô Regi Poloniæ, inclytis Natis suis, Wladislaô & Casimiro, Coronæ, Regno, & Regnicolis Regni Poloniæ, sub fide & honore, absque dolo, fraude, & sub onere præstiti juramenti corporalis, stabilem assistentiam, ex tunc prout ex nunc, & ex nunc prout ex tunc, tenere firma fide. Ita, quod post decessum nostrum, Ducatus Magnus Lithuaniae, cum Terris & Dominis omnibus, etiam Russiæ, quibuscunque nunc subiectis, & virtute nostra subiectendis, ad ipsum Dominum Wladislaum Regem, & inclytos Natos suos, scilicet Wladislaum & Casimiro, & suos Successores, & ad Coronam & Regnum Poloniæ, debent vera & hæreditaria Successione devolvi: quemadmodum patentibus prioribus Literis nostris de super confectis, est firmatum, quarum tenorem hic habere volumus pro insertis. Exceptis Bonis nostris paternis, videlicet Troky, & aliis Bonis, ad prædictum Patrimonium spectantibus: quæ per nostrum decessum, ad Filium nostrum Michaelæm Ducem, seu ad alios Filios legitimos & futuros, devolventur. De quibus nihilominus, præfatus Dux Michael & alii Filii futuri, ipsi Domino Regi, Filiis suis, & eorum Successoribus, ac Coronæ & Regno, cum suis succedaneis, perpetuis temporibus, prout ceteri Principes Terrarum Lithuaniae, & Russiæ, seu Duces Magni; per utramque Partem pro tempore eligendi, obsequi, obedire, subijci tenebuntur & servire. Quos si, non habita Prole, ab hæc luce contingerit decedere, ex tunc prædicta Bona paterna, ad præfatum Dominum Regem, Natos, & Successores suos, & Coronam Regni Poloniæ devolventur. Præterea tenore præsentium profitemur quod Terra Podoliæ, cum omnibus Civitatibus, Castris, Oppidis, Villis, & Districtibus, plene & ex integro, in omnibus suis limitibus, sicut ab antiquo spectat & pertinet ad Regnum Poloniæ, perpetuo & in ævum. Neque deinceps per nos & Successores nostros, per Ducatus magni incolæ, Regnum & Coronam impetetur pro eadem Terra; quibuscunque modis aut coloribus exquisitis. Item, quia stantibus inter nos Tractatibus, Castrum Oleschko, de quo plurima damna hostiliter Regno, & ipsius Subditis inferbantur, per Gentes Regias est vallatum, in casu, quo ad manus Regias per deviationem, aut quibuscunque aliis modis devolvetur, hoc ipsum Castrum, cum Bonis ad illud spectantibus, præfatus Dominus Rex & Corona tenebit, possidebit, pacifice & quiete, nisi illud nobis dare, vel pro se retinere vellet, quod stabit in sua libera voluntate. Alia vero, sicut Luckzo, Wladimiria, & alia Castra, Civitates, & Districtus, ad ipsa spectantia, quæ Frater noster post memoriæ Dominus Alexander, alias Vitholdus, olim Dux Magnus Lithuaniae, possidebat, præter Castra ad Terram Podoliæ spectantia, etiam medio tempore ad possessionem Domini Regis, aut Coronæ devenirent, nobis ad ipsius vite nostre tempora, tenenda & possidenda dari debent & assignari. Que quidem Castra nulli ad tenendum dare promittimus, nisi prius in manibus nostris corporale præstet juramentum, & suis Literis Parentibus se inscribat, quod ea pro nobis fideliter tenebit, & post decessum nostrum, nulli ea, nisi præfato Fratri nostro, Domino Regi, aut Filiis suis,

ANNO
1432.

AUE

(1) Voyez la Note sur la Date de la Fière précédente. [D. M.]

ANNO
1432.

aut Coronæ Regni Poloniæ, assignabit. Item, Rathno, Vethli, Lopaczin, cum Bonis ad prædictos Districus spectantibus, Dominus Rex & Corona, perpetuo possidebit. Præterea sub fide & honore, absque fraude & dolo, ac onere præfati juramenti, omnes Ligas, Inscriptiões, Uniones, siquas unquam in damnum, periculum, aut contemptum fecerimus ejusdem Domini Regis, Filiorum suorum, & Regni, & quorumvis Dominiorum suorum, cum cujuscunque status, aut conditionis hominibus, fecissimus, & specialiter Ligas & Inscriptiões, per impressionem, & importunitatem Ducis Switrigal, per nos, Principes, Bojarios, & Nobiles, cum Cruciferis de Prussia, & Livonia factas, & firmatas, abolentes, & in nihilum redigentes, promittimus & spondemus, quod nulli Hominum, cum quibus federati fuimus, & uniti, favoribus, subsidii, & quibuscumque prærogativis, suæ Majestati, Filiis suis, & Coronæ, præferre volumus, nec unquam contra ipsos esse: quinimo ipsam, Filios suos, & Coronam ejus, supra & ultra, & contra omnes, & specialiter contra præfatos Cruciferos, de Prussia & Livonia, nostris auxiliis, consiliis, favoribus, & quibusvis subsidii, & vita, ac rebus etiam, quotiescunque, & contra quoscunque inimicos, opportunum fuerit, tota nostra potentia & viribus cum omnibus nostris Subditis adjuvare, & ad hæc firmiter obligamur. Nec unquam ipsam Dominum Regem Poloniæ, Filios suos, aut Coronam, aliquibus exquirit coloribus, volumus deserere, & aliis adhaerere; sed secum stare in prosperis & adversis, & eum, Filios suos, & Coronam, ab omnibus adversitatibus & periculis, pure, constanter, & fideliter præmunire. Item promittimus, pollicemur & spondemus, ut supra, quod nos, aut nostri Successores, prædictam magnam Ducatam tenentes, ut præfertur, non aspirabimus, ad cujuscunque suggestionem, aut inductionem, ad recipiendum Regale fastigium, videlicet Coronam, contra præfati Domini Regis, Successorumque suorum, & Coronæ Regni Poloniæ scientiam, voluntatem, & consensum. Et hæc omnia & singula præmissa superius contenta, ut majorem roboris obtineant firmitatem; Nos Matthias Vilnensis, Andreas Luceoricensis, Episcopi; Alexander Juan Wladimirovitch, Syemyon Iwanowicz, Phedor Cortachowicz, Duces, Hoszak Castellanus Vilnensis, Michael alias Kenzgal Capitanus Samogithia, Joannes alias Jawnus Palatius Trocensis, Zimwy Kraterlezicz, Emdigidi Jurga, Naczucz Gambilowicz, Olechno Dulwolsonowicz, Schak Dnagal, Vexilliferi; Goyllin Nadagowicz, Prælati, Duces, Bojari, & Nobiles Terrarum Lithuanie & Russiæ, de certa scientia, Mandatis, Ratihabitione, & consensu aliorum omnium, Fratrum, Amicorum, consanguineorum nostrorum, Boiarorum & Nobilium, promittimus pura fide, absque fraude & dolo, & sub onere corporaliter, super ligno Crucis vivifica, præstiti juramenti, quod præfatus Dominus Sigismundus, Magnus Dux Lithuanie, noster Dominus gratiosus, tenebit, attendet, & servabit, nosque cum ipso tenebimus & servabimus inviolabiliter, ipsamque & Successores suos, Dominos nostros, Magnos Duces Lithuanie futuros, inducemus ad tenendum & servandum fideliter & constanter suprascripta, Testimonio harum Literarum; quibus Sigilla nostra, Prælatorum, Ducum, Boiarorum, & Nobilium suprascriptorum sunt appensa. Actum & datum in Grodno, feria quarta in die Sanctæ Hedwigis, millesimo quadringentesimo trigesimo secundo.

CLXI.

1433. Brief Herzog Heinrichs zu Braunschweig und Lüneburg; wodurch er dem Rath und der Stadt Braunschweig das Schloß Ampleve mit allen Zugehörungen/Recht und Gerechtigkeiten vor zwölffhundert gute Rheinische Gulden verkauft. Geben am St. Gertruden-Tag Anno 1433. [LUNIG, Teutsches Reichs. Archiv. Part. Spec. Continuatur. II. Abfag IV. pag. 257.]

C'est-à-dire,

Lettres de HENRI Duc de Brunswick-Lünebourg, par lesquelles il déclare qu'il a vendu & qu'il vend

an Magistras de la Ville de BRUNSWICK le Château d'Ampleve avec toute sa Jurisdiction, & ses Appartenances pour la Somme de 1200 Florins du Rhyn, le Jour de Ste. Gertrude 1433.

ANNO
1433.

U ppe dat de Handelinghe der Dinge / de dar sehein van den Lüden / de da gegenwärtich syn / den nakomenden Lüden ock wirtlich worden / und iste sieder unde vasser gehalten werden / So ist des Behoeff / dat me daraff make Schrifte und Breve de besegelt syn / Hierumme van Gddes Gnaden we Hinrick Hertoge tho Brunschwick unde Lüneborg / befeanen openbare in deseme Breve der Uns / Unse Erben unde Nachkomelinge der Hertschop tho Brunschwick / dat we angesein unde betrachtet hebben alle solche Lunde unde willige Denste / also de Rade unde Börgere tho Brunschwick Unse leben Getruwen / Uns unde der der Hertschop tho Brunschwick vaden unde vele dan hebben / esse don mögen in tho kommende Tyden / unde also se mit Hülpe dyher Grunde in Beiden Hertwige van Bge dem Jungeren umme Dones willen der Käyserlichen Stratten / assgewunnen hebben dat Slot Ampleve mit seiner thobehöringe / unde dat Slot vorstret / unde uppe dat darvan dat Landt unde de Ectere uppe de egge Landes nicht all vorwisset werde / unde in weseinde beholden werde / So hebbe we dorch redelicker Zache / de Uns dartho bewegen hebben / dem Rade unde Börgern tho Brunschwick Unsen leben Getruwen vorstret / richtiges unde redliches Kopes gelaten unde verlaten / unde verkopen mit Krafft dykes Breves alle de Richtigkeit / de we hadden oder hebben möchten tho dem Geistlichen Lehen der Dorpkirchen tho Ampleve mit dyren Thobehöringe / unde dat tho dem Slotte Ampleve hört unde gehöret hadde / an Slot / Dorpe / Achere / Holte / Wische / Weyde / und Bünne dat dartho benömen mach / so se dat Hertwige vorschreiben / in Beiden assgewunnen / unde dyne daran gebreuen hebben / so dat tho ewigen Tyden beholden mögen / unde seck des gebreuen unde Rute maken / von on dat beque / me duchte / vor twöfshundert gude Rheinische Guldene / de uns van one genlicken unde all betaler sind / Unde de we in Unfere Hertschop nutte und Noth wirtlichen gekart hebben / duffer vorgeschreiben Richtigkeit / Gudere unde Slotas Thobehöringe / waz we daran gehadt hebben / wisse we und Unse Erben deme vor geredem Rade unde Börgern warende wesen / und se entlesten und entledigen van aller Rechten Ansprache / wir undo wannne dyne des behoeff worde / unde dat von Uns escher worde.

Dat alle dässe vorgeschreiben Dinge und Juwelck besundern / van uns / Unsen Erben Jewelckene sieder vast und unverbrotten gehalten werden tho ewigen Tyden / des tho Erkunde ist desse Brieffe wirtlichen besegelt mit unsere anhangende Ingelegelt / de gegeben ist / na Christi Gebordt vetein hundert Jar / darina in deine dre unde drittegigen Jare / in Sante Gertrudis Tage der S. Jungtrewen.

CLXII.

Juramentum in Consistorio publico, nomine SIGIS. 7. Avril. MUNDI Romanorum Regis, per Ambasciatores & Procuratores ejus præstitum, de Confirmatione, Renovatione, & Observatione omnium Privilegiorum, Donationum, & Concessionum à Predecessoribus suis Imperatoribus Sanctæ Sedi, & Romanæ Ecclesiæ factarum. Actum Rome, die 7 Aprilis 1433. [Collectio Regia Conciliorum Tom. XXX. in Append pag. 819. PHILIPPI LABBEI Collectio Conciliorum Tom. XII. col. 566. GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. III. pag. 431. d'où l'on a tiré cette Piece.]

Nos Matiko de Callonz, Comes Kewinenfis & Capitanus Mandorlabensis, & Caspar Slyck Vice-

can-

ANNO
1433.

cancellarius & Capitaneus terrarum Egræ, Ambassadors & Procuratores Invisissimi Principis & Domini Sigismundi Romanorum Regis semper Auguli, ac Hungariæ, Bohemiæ &c. Regis gloriosissimi, ad Sanctissimum & clementissimum Dominum nostrum Papam Eugenium IV. destinati, recognoscimus, tenore presentium, universis, quod nos de mandato & licentia præfati Serenissimi Domini nostri Regis, cujus pleno & sufficienti mandato fultus sumus, quodque sigillatum in manus Sanctissimi Domini nostri disposuimus hodie dato Litera nostra præsentis in Consistorio Apostolico generali in manus sue Sanctitatis præstitimus in forma, quæ est infra :

1. Nos Comes Matiko & Gaspar Slick Vicecancellarius, Procuratorio nomine, quo supra, promittimus, & tactis Evangelis Sacrosanctis Juramentum firmamus Sanctitati præfati Domini nostri, suo & Ecclesiæ nomine hujusmodi Juramentum accipienti, quod Serenissimus Dominus Rex Sigismundus Ecclesiam & Fidem Catholicam pura fide totis viribus conservabit reverenter, & etiam defendat, omnemque Hæresim, Schisma & Hæreticos quoslibet, Factoresque, & Receptatores & Defensores eorum exterminabit pro posse, ac nunquam cum Saraceno, Pagano Schismatico, seu alio quolibet communionem Catholicæ Fidei non habente, aut cum aliquo alio præfate Ecclesiæ inimico vel rebeli, seu eadem manifeste suspecto, unionem quamlibet, parentalem, aut confederationem inibit : Sed tam vestram, quam Successorum vestrorum Personas, honorem & statum manutenebit, & defendet ac conservabit contra omnes homines, cujuscumque essent præminentiæ, dignitatis aut status.

2. Eidem adiacentes Juramento, quod eadem Majestas manutenebit semper atque servabit privilegia omnia, per Prædecessores suos Reges ac Imperatores Romanos, præfate Romanæ Ecclesiæ ac aliis quibuslibet Ecclesiis quocumque concessa tempore, & continentia cujuscumque, ipsaque omnia, & specialiter ac præcipue præclaræ memoriæ Constantium, Carolum, Henricum, Othonem IV. Fredericum Secundum, atque Rudolphum, Prædecessores ipsius, præsertim super concessione, recognitione, advocacione, quitacione ac libera admisione Terrarum & Provinciarum Romanæ Ecclesiæ ubilibet positarum, quarum etiam multas nominatim expressit, Sedi Apostolicæ Romanisque Pontificibus sub quocumque tenore concessa, recognoscet, confirmabit, & ex certa scientia innovabit, ac etiam de novo concedet, & Terras ipsas atque Provincias recognoscat ad jus & proprietatem ipsius Ecclesiæ plenissime pertinere, easque nihilominus ex abundantia de novo Ecclesiæ præfate donabit sub prædicto se obligans Juramento, quod ipsas vel aliquam ipsarum partem nullo unquam tempore occupabit, seu quantum in eo erit, occupari permittet, possessiones, seu feras habeat, seu quomodolibet possideat, nec in eis etiam potestatis, seu cujusvis Capitaneus Officiam aut Jurisdictionem quancumque per se vel alium exercebit : quodque, ut Princeps Catholicus spei Ecclesiæ Advocatus atque Defensor, ipsam juvabit de consiliis & auxiliis illi assidet opportunis, contra quoscumque inobedientes & rebelles eidem, & præcipue contra occupantes & turbantes Terras prædictas vel Provincias vel partem quamlibet earundem.

3. Sub eodem etiam Juramento promittimus, quod tam ipsam Romanam quam alias Ecclesias, libertatem Ecclesiasticam, bona, jura, Prælatos, & Ministros Ecclesiarum ipsarum ipse Dominus Rex manutenebit, conservabit ac defenderet suo posse.

4. Et quod Ecclesiæ Romanæ Vassallos contra justitiam nullatenus offendet, devotos & fideles etiam in Imperio constitutos benigne tractabit, nec eos opprimere contra justitiam, aut quantum in eo erit, per alium opprimi sustinebit, sed in suis potius Juribus & Justitiis conservabit. Sic enim Deus adjuvet, & Sancta Dei Evangelia. Et sic nos Procuratores, nomine præfati, recognoscimus, confirmamus, innovamus, concedimus, donamus, & cætera facimus secundum tenorem, qui superius continetur : promittentes insuper, quod præfatus Serenissimus Dominus noster Rex, hoc quoque Juramentum per nos (ut præmittitur) præstitum, in manus sue Sanctitatis, vel Legatorum ejusdem Sanctitatis, si illos præmittere decreverit, personaliter innovabit, suas Regias patentes Literas & Sigilla consueta super illis tradendo. In cujus rei testimonium, Sigilla nostra propria præfentibus sunt appensa. Datum Romæ, Anno MCCCXXXIII. die VI. mensis Aprilis.

TOM. II. PART. II.

CLXIII.

Capitula inita, & conclusa inter EUGENIUM Papam, & SIGISMUNDUM Romanorum Regem, ante Coronationem ejus ; quibus Rex Papam Viterbium visitare, & omnia ad quæ tenetur, præstare promittit. [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXX. pag. 784. LABBEI Concilior. Collectio Tom. XII. pag. 943. GOLDASTI Constit. Imperiales, Tom. III. pag. 432.]

In Dei Nomine Amen.

INFRAScripta sunt Capitula, Conventiones & Pacta, inita & firmata inter Sanctissimum Dominum nostrum Eugenium Papam IV. ex parte una, & Magnificos Viros Consiliarios, Procuratores, Legatos, ac Ambassadors Serenissimi Principis & Domini Sigismundi Romanorum Regis semper Auguli, ex parte altera : De quorum Mandato publico bene constat per Literas Regias, suo pendente Sigillo sigillatas, videlicet Magnificos, Matikonem, Comitum, Recomensem & Capitaneum Norderabensem, ac Casparem Slik Vicecancellarium dicti Domini Regis, & Capitaneum Terrarum Egræ. Anno Domini 1433 die (1) 8. mensis Aprilis, Indictione II. Pontificatus Sanctissimi Domini nostri prædicti Domini Eugenii Papæ IV. Anno tertio.

In primis dictus Comes Matiko & Gaspar prædicti Procuratores, & Procuratorio nomine dicti Domini Regis Sigismundi, promiserunt dicto Domino nostro Eugenio, stipulanti & recipienti tam suo nomine quam Ecclesiæ, quod ipse Serenissimus Rex Sigismundus per totum præsentem mensem Aprilis veniet Viterbium, ubi ipse inveniet Sanctissimum Dominum nostrum Eugenium, & ut verus ejus spiritualis Filius dicto tempore ibidem ipsum visitabit.

Item promiserunt Procuratores, Procuratorio nomine quo supra, ipsi Sanctissimo Domino nostro Eugenio stipulanti, & recipienti ut supra, quod ipse Dominus Rex præstabit personaliter Papæ omnia illa Juramenta, & alia faciet, ad quæ tenetur tam de consuetudine quam de Jure, sive etiam ejus Legato aut Legatis, per suam Sanctitatem specialiter destinandis.

Item promiserunt dicti Procuratores, quod ipsura Juramentum, per ipsos Procuratores hodie in generali Consistorio præstitum, in propria Persona & personaliter iterum ipse Rex præstabit, Sanctissimo Domino nostro Eugenio, vel ejus Legato, seu Legatis, specialiter destinando, seu destinandis, non obstante dicta præstatione Juramenti per Procuratores ipsos ante facta.

Item promiserunt, dicto nomine quo supra, quod Dominus Rex veniet ad visitandum Sanctitatem Domini nostri Viterbium, vel ad Urbem solum, & dumtaxat cum Comitibus & Familia sua, quam in presenti habet in Senis, dummodo nullum scienter ducat hostem vel inimicum Ecclesiæ, vel Domini nostri Eugenii Papæ quarti, vel Rebellem Romani Populi. Et si ex inadvertentia aliquem secum duxerit, vel aliquos, illos sua Majestas ad inquisitionem Domini nostri Papæ illico licentiet, & remittat.

Sequitur Tenor Mandati, seu Plenipotentiæ SIGISMUNDI pro suis Ambasatoribus & Procuratoribus. Datum Senis die 16 Martii 1433. [Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXX. in Append. pag. 818. PHILIP. LABBEI & GABR. COSSARTII Conciliorum Collectio, Tom. XII. col. 965. GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. III. pag. 431.]

VOTUM facimus tenore presentium universis, quod quamvis inter Sanctitatem beatissimi Domini nostri Papæ Eugenii atque Majestatem nostram fuerit semper & sit per Dei gratiam bona concordia &

(1) Cette Date ne s'accorde pas avec celle du Serment des Ambassadeurs qui est du sept. L'un & l'autre furent faits en un même jour. Le troisieme item du Paragraphe le dit en termes exprès. La Copie de Goldast marque ici du septième mois d'Avril; ce qui pourroit servir à lever la difficulté; mais lui-même se contredit, en datant l'acte du Serment du VI. mois. (D. M.)

ANNO
1433.
8. Avril.

ANNO

1433.

& perfecta sinceritas animorum, nihilominus quia per multos aliquando quam plurima inconflata hinc inde relata sunt, sicut plerique mortalium prompti sunt ad zizaniam inter Principes seminandam & imprimendas suspiciones, quo nihil periculosius esse potest; ne forte de claritate mentium utriusque dubium, quod huc usque volavit, amplius perleveret, Considerantes etiam ex nostra integra conjunctione bonum publicum secuturum, deliberavimus de proximo visitare Sanctitatem præfati Domini nostri, & Urbem Romanam pro suscipiendis Imperialibus nostris Coronis, & aliis rebus præardis tangentibus Rempubliam Christianam & Pacem Italie, pertractandis : quæ ut perfectius & plenius pertractari possint, mittimus ad Sanctitatem præfati Domini nostri Papæ Eugenii dilectos Consiliarios & Ambasiatores nostros Magnificos Matikonem Comitum Reconnem & Capitaneum Nanderabenensem, & Gasparem Silek Vicecellarium nostrum & Capitaneum Terrarum Egræ, constituentes, creantes, ordinantes, & facientes ipsos, tenore præsentium ac auctoritate Regia, nostros veros & legitimos Procuratores, & Factores & Nuntios speciales, & quid melius esset, vel dici potest : dantesque eisdem plenariam & omnimodam potestatem, plenam licentiam & facultatem exponendi suam Sanctitatem pro nobis devotionem & reverentiam filialem, quam ad suam Sanctitatem & Romanam Ecclesiam sincero affectu gerimus, nec non petendi & impetrandi à sua Sanctitate favorem & gratiam consuetos : Offerendo quoque eidem suam Sanctitatem Fidelitatis & ejuslibet alterius generis Juramentum simul vel successivè : & nihilominus petendi à sua Sanctitate nobis per manus suas impendendam unionem, consecrationem, & Romani Imperii Diadema, ac promittendi quod illa, dum apud Sanctitatem suam fuerimus, in propria Persona, si opus fuerit, innovabimus ac omnia & singula alia peragendi & concludendi, promittendi & spondendi quæ mutuam unionem, caritatem & concordiam vite, Sanctitatem suam & Majestatem nostram & supereminentiæ & Dignitatis Principes, qui super alios à Domino constituti sumus, facere & conservare possunt : ut etiam à Sanctitate sua, si opus fuerit, obligationes quascunque acceptandi, ceteraque omnia faciendi, finiendi & concludendi quæ nos facere possimus, si personaliter adestemus : ratum & gratem habentes, & habere promittentes verbo nostro Regio quidquid per præfatos Oratores & Procuratores nostros actum, factum fuisse getum fuerit, ac si illud in Persona propria fecissemus : volentes illa omnia nostris Regis Literis & Sigillis, si opus fuerit, denuo roborare præsentium sub nostræ Majestatis Sigillo Testimonio Literarum.

Datum Senis Anno Domini millesimo quadringentesimo trigesimo tertio die 16. mensis Martii, Regnorum nostrorum Anno Hungariæ, &c. 46. Romanorum 23. Bohemias vero 13.

CLXIV.

15. Avril. *Litteræ Regis Romanorum SIGISMUNDI ad Synodum universalem Basilicæ congregatam, quibus significat, Concordiam inter se & Papam EUGENIUM IV. non nisi bonis respectibus factam & initam fuisse, brevique fore, ut à Sanctitate sua coronetur, quo facto se statim Concilium visitaturum esse. Insimul certificat, quod, nisi Papa Concilium approbasset, ipse sine Coronatione ad propria redisset. Dat. Senis 15. Aprilis 1433. [Collect. Reg. Concilior. Tom. XXX. pag. 81. PHILIPPE LABBEI Conciliorum Collectio, Tom. XII. col. 961.]*

SIGISMUNDUS, Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Bohemias &c. Rex, Reverendissimi in Christo Patribus ac Venerabilibus Dominis, Sacrosanctæ generali Basilicensi Synodo, in Spiritu Sancto legitime congregatæ, universalem Ecclesiam representantibus, Amicis nostris Carissimis, ac græte & sincere nobis dilectis.

REVERENDISSIMI in Christo Patres & Domini ac venerabiles & egregii, sincere græteque dilecti, ad requisitionem & continuam instantiam vestrarum Paternitatum, ut ad sacrum Concilium nos quantocius transferremus, satis constavimus operas nostras atque studium, ut consiliis vestris nos conformare possimus,

quemadmodum profecto ipsi Concilio & rebus peragendis per præsentiam nostram non modicum commoventur speravimus, siquæ res nostras aptavimus, ut five per Terram five per Mare disponeremus recedere, omnibus periculis & discriminiibus parvipensis. Verumtamen, approbante Domino summo Pontifice Sacro Concilio, ad persuasionem nonnullorum notabilium Virorum, & etiam Oratorum nostrorum, & Imperii facii Principum Electorum, qui nobis hujusmodi Bullas exhibebant, nobisque recessum nostrum sine Imperialibus insulis penitus dissuadebant, cum Sanctitate sua remansimus concordem in desicis licitis & honestis. Sicque per totum istum mensem Aprilis cum Sanctitate sua in Viterbio constituemur, & usque medium Junii vel prius in Urbe Romana à Sanctitate sua coronabimur, præstabilimusque & innovabimus sibi illa Juramenta quæ nostri Prædecessores Romanis Pontificibus præstiterunt. Istudque adjecimus, quod ipsum manutenebimus, quantum cum Deo poterimus, quoniam nos usquequaque ad alia obligari non permittimus, nec permittemus. Et hæc vestris Paternitatibus ideo describimus, ut si aliquis hanc Concordiam fuisse initam, forsitan interpretari veller, illud à vestris Paternitatibus non credatur : quoniam hæc Concordia bonis respectibus facta est, dispositioque sumus semper ipsi Concilio juxta Bullam per nos traditam, in prosecutione illorum pro quibus ipsa Synodus est congregata, plenarie favere, & constanter adhaerere. Certificantes vos, quod ipsi Sanctitas sua sepe dictum Concilium approbasset, indubie sine nostris Coronis, quas propter facta ipsius Concilii tanto tempore prætermissimus, ad propria redissemus : quemadmodum de his omnibus illustris Princeps & Locumtenens noster Dux Wilhelmus vestras Paternitates poterit clarius informare, cui in dicendis vestris credere tamquam nobis.

Datum Senis die decimo quinto mensis Aprilis Regnorum nostrorum Anno Hungariæ, &c. quadragesimo octavo, Romanorum vigesimo tertio, & Bohemias decimo tertio.

CLXV.

Compromissum in NICOLAUM Marchionem Estensem, & LUDOVICUM Marchionem Salutarum, de Pace sancienda, atque per eorum Arbitramentum sententianda, inter Dominum VENETORUM, & Communitem FLORENTIÆ ab una, & PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani ab altera parte. Actum Ferrarie die 26 Aprilis Anno Nativitatis 1433. Cum ARBITRAMENTO Pacis præfato inter supra memoratas Partes sententiato, Ferrarie die 26 Aprilis 1433. [Pièce Authentique, tirée des Archives Royales de la Ville de Milan. Regist. R.]

In Christi Nomine Amen.

ANNO ejusdem Nativitatis millesimo quadringentesimo trigesimo tertio, Indictione undecima, die vigesimo sexto mensis Aprilis, hora nona a. t. e. ortum Solis, Ferrarie in Contrata Sanctæ Justine, in Domo Nobilis Viri Nicolai Bergamini Camerarii infrascripti Illustris Domini Marchionis Estensis, præsentibus testibus vocatis, & rogatis Illustri Leonello Estensis præfati Domini Marchionis Nato, Magnifico Domino Valeriano de Salutis, Spectabili & egregio Viro Domino Francisco Bonohomine Vicedomino in Ferraria, Magnifico Ugocione de Contrariis, Spectabili Viro Jacobo Ziliolo Referendario, & Consiliario præfati Domini Marchionis Estensis, eximiiis Juris utriusque Doctoribus Domino Prosdocio de Comitibus de Padua, Domino Floriano de Sancto Petro, Domino Johanne Francisco de Capitibus Litte, Domino Joanne de Fornicibus, Egregio Legum Doctore Domino Andrea de Ecclesia, infrascripti Ill. Domini Marchionis Salutarium Vicario generali, Nobili Viro Tancabalo de Broyolo Familiari Ill. Domini Marchionis Mantue, Nobili Viro Honofrio Domini Pale de Strotis infrascripti Horatoris, Egregio Viro Constantino de Lardis Cancellario infrascripti Domini Marchionis Estensis, & Circumpectis Viris Nicolao quondam Ser Jacobini, ac Jacobo de Bonaventura quondam Johannis de Venetis, Magnifico Gabriele de Canturio Aurifice, & Simone de Ruffinis de Mediolano habitatoribus Civita-

ANNO
1433.

tatis Ferrarie, Guiniford de Galinis de Papia, Loyfio de Sancto Petro Cive Mediolanensi, & aliis pluribus. Cum inter Partes infrascriptas nonnulla differentie orta essent, & discordia propter quas deveniret ad Bellum, & offensiones hinc inde, & Partes ipse pacis amatrices evitare volentes dubios fortune & Bellorum eventus, ac pro eorum Populorum, & suorum Subditorum, ac totius Italiae quiete, bono, & tranquillitate, ad veram, sinceram, & inviolabilem Pacem, & bonam Concordiam pervenire desiderent, idcirco Magnificus Vir Dominus Favianus Michael Nobilis Venetiarum, ac Procurator Sancti Marci, Commisarius, & Orator, ac Syndicus, & Procurator Illustrissimum Domini Venetiarum, ac Communis, & Hominum ejusdem inelucta Civitatis, ad infrascripta & alia habens plena & sufficientia Mandata Procure, & Syndicatus, unum videlicet rogatum per David Jacobi de Tebaldis quondam Antoni de Venetis Notarium Venetum stipulatam de Anno millesimo quadringentesimo trigesimo secundo, Indictione decima, die vigesima secunda mensis Septembris, & alterum rogatum per Franciscum Terratio Ser Johannis publicum Imperiali auctoritate, & Ducatus Venetiarum Notarium stipulatam Anno Nativitatis Domini Nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo trigesimo tertio, Indictione undecima, die trigesimo mensis Martii à Nobis Notariis infrascriptis visa, & lecta, & sigillata Sigillis pluribus pendentibus prefati Domini Domini pro prefato Illustrissimo Ducali Dominio ac Communi, & Hominibus predictis, ac pro ipsius Domini Colligatis, Adherentibus, & Subditis fidelibus, Complicibus, & Recomendatis, ac Terris, Castris, & Locis suis, & Magnificis, & Generosis Miles Dominus Palla quondam Honorarii Pallae de Strotis de Florentia Commisarius, & Orator, ac Syndicus, & Procurator Magnificæ Communitatis Florentiæ ac Populi, & Communis ejusdem ad infrascripta, & ad alia specialiter constitutus, pro ut de ejus Syndicatu & Mandato constat publico, & authenticis Instrumentis Syndicatus, & Procure ambobus rogatis per Pierum Ser Simonis Berti Civem, & Notarium Florentinum stipulantibus in millesimo quadringentesimo trigesimo tertio, Indictione novidecima, die vero prima presentis mensis Aprilis à Nobis infrascriptis visis, & lectis pro se, dicto nomine, & prefate Magnificæ Communitatis Florentiæ simul ligatis, & confederatis cum prefato Illustrissimo Domino Venetiarum, Colligatis, Adherentibus, Complicibus, fidelibus, & Recomendatis, & Subditis, ac Terris, Castris, & Locis suis parte una, & pro Liga eorum, & pro quolibet eorum, & Spectabiles, & Egregii Viri Domini Joannes Franciscus Gallina Consiliarius, & Secretarius, & Petrus Cotta hon. familiaris Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, & quilibet ipsorum pro se, & in solidum Oratores, & Procuratores, & Procuratorio nomine Illustrissimi Domini Filippi Mariæ Angeli Ducis Mediolani &c. Papia Anglerque Comitatus, ac Januæ Domini, ad infrascripta, & ad alia habentes plena, & sufficientia Mandata ab eodem Domino Duce, de quibus constat publicis, & authenticis Instrumentis rogatis, uno videlicet, in Personam dicti Domini Johannis Francisci Galine per Egregium Virum Franciscum de Bartavaris, quondam Domini Jacobi Notarium publicum, & Ducalem Secretarium in millesimo quadringentesimo trigesimo secundo, Indictione undecima secundo cursum Civitatis Mediolani, die nono mensis Septembris, & alterum in Personam dicti Petri Cotta per Egregium Virum Urbanum de Jacoppo quondam Domini Bertolomei Habitorem Mediolani Notarium, & Ducalem Secretarium in millesimo quadringentesimo trigesimo tertio, Indictione undecima secundo cursum Civitatis Mediolani, die decimo septimo mensis Februarii, à Nobis Notariis ut supra, visis, & lectis pro prefato Domino Duce, & ejus Adherentibus, Colligatis, Complicibus, fidelibus, & Recomendatis, ac Locis, Terris, & Castris suis parte altera. Predictæ Partes & utraque ipsarum, dictis nominibus, sponte, & ex certa scientia, & non per errorem, compromiserunt, & compromittunt se de Jure & de facto, & de Jure tantum, & de facto tantum, conjunctim & divisim, in Illustres, & Excellentes Dominos Dominum Nicolaum Marchionem Estensem &c. & Dominum Ludovicum Marchionem Salutarum &c. electos, assumptos, & nominatos per & inter dictas Partes dictis nominibus presentes, & acceptantes, tanquam in eorum Arbitros, & Arbitratores, & amicabile Compositores, & bonos, veros, & communes Amicos Partium predictarum, tanquam de omnibus differentis dictarum Partium bene informatos.

TOM. II. PART. II.

Cum jam per septem menses continuos, & ultra, hæc materia omnium differentiarum dictarum Partium per Oratores dictarum Partium tractata, & ventilata sic coram eis, specialiter, & expressè ad videndum, cognoscendum, terminandum, sententiandum, laudandum, arbitrandum, arbitramentandum, componendum, diffiniendum, absolvendum, & condemnandum omnes, & singulas differentias, debata, lites, & questiones, ac controversias ortas, & quæ oriri possent inter dictas Partes, vigore & occasione Guerra præsentis vigentis inter dictas Partes, & connexorum, & dependentium & occasionatarum ab eadem, & generaliter ab omnibus, & singulis aliis litibus, causis, & questionibus, discordiis, debatis, & controversiis, quæ oriri, & moveri sperarentur, & esse possent inter dictas Partes, dictis nominibus, tam predictorum occasione quam qualibet alia ratione, vel causa, & quocunque, & qualescunque, usque in presentem diem intelligendo lites, & differentias inter dictas Partes veritas, & in presenti Compromisso venisse de, & super quibus laudari contingerit ac si de eis in presenti Contractu facta foret mentio specialis, quibus Dominis Arbitris, & Arbitratoribus, & amicabilibus Compositoribus, ut supra electis, dictæ Partes, & utraque ipsarum, dictis nominibus, dederunt, contulerunt, & attribuerunt licentiam, & liberam potestatem, ac plenum, merum, liberum, speciale, & generale mandatum videndi, cognoscendi, laudandi, componendi, terminandi, sententiandi, pronuntiandi, arbitrandi, arbitramentandi, condemnandi, & absolvendi, semel & pluries, eodem tempore, vel diverso, inter ipsas Partes super ipsiis litibus & differentiis, de jure & de facto solum, quæ de jure solum, mixtum & divisim, summarie, simpliciter, & de plano, sine strepitu & figura iudicii, sine libelli datione, litis contestatione, & tam sine scriptura, quam cum scriptura, & de parte unius accipiendi, & altera dandi in magna vel maxima quantitate, & prout & sicut ipsi Domini Arbitris, & Arbitratoribus, & amicabilibus Compositoribus, sic ut supra electis, melius visum fuerit, & placuerit pro bono pacis, & concordie ipsarum Partium, & etiam interpretandi, declarandi omnia, & quæcumque dubia occurrentia, vel quæ occurrere possent super aliquibus in Laudo per eos ferendo contentis, & tam etiam Partibus citatis quam non citatis, vel una citata, & altera non citata, tam ipsi presentibus, quam non presentibus, vel una Parte presente, & altera absente, tam diebus feriatis, quam non feriatis, feriis aliquibus non obstantibus, quibus ex nunc, pro ut ex tunc, dictæ Partes, & utraque ipsarum, dictis nominibus, pacto speciali renuntiaverunt expresse, & tam eundo, quam itando, & ubique locorum pro eorum libito voluntatis, & pro ut & sicut ipsi Domini Arbitris, & Arbitratoribus, & amicabilibus Compositoribus, ut supra electis, melius videbitur, & placuerit, cum potestate etiam sibi reservandi potestatem declarandi, & interpretandi, semel & pluries, super eodem Capitulo, vel diversis Capitulis dubiis, pro ut dictis Dominis Arbitris, & Arbitratoribus visum fuerit, & placuerit. Et promiserunt dictæ Partes, dictis nominibus, sibi invicem & vicissim, solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus, stare, & integraliter obedire omni Laudo, Sententiæ, diffinitioni, terminationi, precepto, condemnationi, absolutioni, & arbitrio, seu arbitramento, quæ, quas, & quod dicti Domini Arbitri, & Arbitratores, & amicabile Compositores electi, assumpti, & nominati, ut supra, laudaverint, diffinierint, condemnaverint, & absolverint inter dictas Partes, de, & supra predictis omnibus, & singulis, & per Pactum solemnem stipulatione vallatum promiserunt dictæ Partes sibi invicem, & vicissim, presentibus, & stipulantibus nominibus quibus supra, se non appellare ab aliquibus Sententiæ, Arbitrio, seu Arbitramiento, laudo seu diffinitione, terminatione, condemnatione, & precepto, quæ, quæ, seu quod prefati Domini Arbitri, Arbitratores, & Amicabiles Compositores, sic ut supra electi, fecerint, & tulerint in predictis, & quolibet predictorum, & non dicere Sententiam sive Laudum, Arbitrium, seu Arbitramentum, terminationem, diffinitionem, seu pronuntiationem, & mandatum esse nullam, sive nullum. Nec eam, vel id petere in melius reformari, corrigi, vel emendari, nec ad arbitrium boni Viri reduci petere, nec aliquod Rescriptum, vel remedium Juris vel facti interrompere, vel impetrare contra predicta, vel aliquod predictorum; Adeo quod sententiata, laudata, arbitrata, seu arbitramentata, diffinita, terminata, condemnata, & pronuntiata tunc per dictos Dominos Arbitros, Arbitratores, & amicabile Compositores, ut supra electos, an-

ANNO
1433.

ANNO

1433.

annulari, corrigi, seu emendari quomodolibet valeant, vel infringi, nec etiam pettere, nec uti aliquo beneficio restitutionis in integrum occasione alicujus lesionis modicæ, magnæ, vel enormis, vel etiam enormissime, nec etiam uti aliquo juris remedio, & colore, vel beneficio Legis canonice, vel civilis, vel aliquo, five aliqua Statuto, five Consuetudine alicujus conditionis, quo, seu qua, vel quibus præsens Compromissum, Laudum, Arbitrium, seu Arbitramentum in toto, vel in parte, five ex Personis Compromittentium, five ex Personis Arbitrorum, & Arbitramentorum, ut supra, electorum, five etiam ex forma Compromissi, Arbitrii, five ex rebus, vel aliis causis, de quibus est compromissum, five quacunque alia ratione vel causa possit viciari, aut annullari, vel aliquo modo infringi. Renuntiantes expresse dictæ Partes, dictis nominibus, per Pactum solemni stipulatione valatum, omnibus Legibus Civilibus, Canonicis, vel Municipalibus, tractantibus de reductione ad Arbitrium boni Viri, ac si de ipsis in præfati Compromisso facta foret mentio specialis, quas hic pro expressis haberi, & intelligi voluerunt, & si nullam five nullum dixerint, opposuerint, vel appellaverint, vel eam, five ea, vel id ad arbitrium boni Viri reduci, five in melius reformari, vel corrigi petierint, voluerunt, & mandaverunt per Pactum solemni stipulatione valatum ipsas appellationem, & nullitatem, oppositionem, vel ad arbitrium boni viri reductionem ac etiam in melius reformari petitionem, in totum esse cassas, vanas, nulliusque valoris, roboris vel momenti. Quæ omnia, & singula in præfati Instrumento contenta dictus Dominus Fantinus, Syndicus & Procurator antedictus, Syndicatorio & Procuratorio nomine antedicto, obligando præfatum Illustrissimum Ducale Dominium Venetiarum, & Commune & Homines dictæ Civitatis, & eorum bona, præsentia & futura, & dictus Dominus Palla, etiam Syndicus & Procurator prædictus, Syndicatorio & Procuratorio nomine prædicto, obligando dictam Magnificam Communitatem Florentiæ, & Commune, & Homines ipsius Civitatis, & eorum bona præsentia & futura, & dicti Domini Johannes Franciscus Galina, & Petrus Cotta Procuratores antedicti, Procuratorio nomine prædicto, obligando præfatum Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani, & ejus bona præsentia & futura, promiserunt, & sibi invicem & vicissim, præsentibus, & stipulantibus, nominibus quibus supra, firma, rata, & grata perpetuo habere, tenere, attendere, & observare, & in nullo contrariare, vel venire per se vel alium, seu alios, earum Partium nominibus, vel nomine, modo aliis, ratione vel causa, de jure vel de facto, sub pena solemni, stipulatione præmissa, Ducatorum centum milium aut boni & iusti ponderis, cum refectione damnorum, & expensarum litis, & extra, & obligatione omnium honorum præfati Illustrissimi Domini Venetiarum, & Communis dictæ Civitatis, & Communis præfate Magnificæ Communitatis Florentiæ, & præfati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, præsentium & futurorum, qua pena soluta, vel non, nihilominus prædicta omnia, & singula firma perdurent, & inviolabiliter observentur. Et ad maiorem firmitatem omnium prædictorum, dicti Syndici & Procuratores sponte, corporaliter manibus tacitis Scripturis, ad Sancta Dei Evangelia juraverunt in animas, & super animas dictorum suorum Principalium, prædicta omnia & singula firma, rata, & grata perpetuo habere, tenere, attendere, observare, & in aliquo non contrariare vel venire, per se vel alium, modo aliquo, ratione vel causa, de jure, vel de facto, quo dici, vel excogitari possit, & absolutionem dicti Juramenti non petere & concessa non uti.

Ego Zanonus de Ugiono Filius Domini Johannis, Imperiali auctoritate publicus ac Illustrissimi Domini mei Domini Ducis Mediolani &c. Papie, Angliæque Comitatus, ac Januæ Domini Notarius, prædictis omnibus, & singulis præfens fui, & rogatus, una pariter, & in solidum cum supra scriptis Egregiis Viris Petro de Girondis Notario, ac præfatis Illustris Domini Marchionis Estensis Cancellario, Antonio Martino de Dragoneto præfati Illust. Domini Marchionis Salutarium Secretario, Petro Entio Ser. Marfani, ac Michael de Grassis quondam Ser. Bertolomei præfati Illustrissimi Ducalis Domini Venetiarum archiepiscopi Notariis, & Jacobo Dominici de Vincio Florentino Notario, scribere, scripsi, & in idem, robor, & Testimonium omnium præmissorum hic propria manu me subscripsi, Signumque meum in capite meo nominis apposui consuetum.

In Christi Nomine Amen. Nos Nicolaus Marchio

Estensis &c., & Ludovicus Marchio Salutarium &c. Arbitri, Arbitratores, & Amicabiles Compositores ac Amici Communes Partium infra scriptarum electi, assumpti, & nominati per, & inter Illustrissimum Dominum Venetiarum, & Magnificam Communitatem Florentiæ parte una, & Illustrissimum Dominum Dominum Philippum Mariam Anglum Ducem Mediolani &c. Papie, Angliæque Comitatus, ac Januæ Dominum parte altera, & earum Partium Syndicos, & Procuratores, ad videndum, cognoscendum, terminandum, sententiandum, & occasionis ab eisdem, arbitrandum, arbitramentandum, condemnandum, & absolvendum inter dictas Partes in, de, & super contentis in quibusdam Petitionibus, tam in scriptis, quam oretenus coram nobis per dictas Partes, vel earum legitimos Procuratores, & Oratores productis, & factis, & super connexis, dependentibus, & occasionalibus ab eisdem, unde visio Compromisso in nos facto, & potestate, & balla per dictas Partes nobis data, & attributa, de quibus apparet publicum, & autenticum Instrumentum rogatum per Egregios Viros Perrum de Girondis Notarium Ferrariensem, ac Cancellarium nostri Marchionis Estensis, Antonium Martine nostri Marchionis Salutarium Notarium, & Secretarium, Perrum Entio, & Michael de Grassis præfati Illustrissimi Domini Venetiarum Notarios, Jacobum Dominici de Vincio Notarium Florentinum, & Zanonum de Ugiono D. Johannis Notarium Mediolanensem, & visis, & auditis Juribus, & Petitionibus dictarum Partium coram nobis, tam in scriptis, quam oretenus productis, expositis, & narratis, & pluries auditis responsionibus factis per dictas Partes, & quolibet earum, & tanquam de omnibus differentis dictarum Partium plenissime informati, cum jam per septem menses continuos, & ultra, hæc materia omnium differentiarum dictarum Partium per Oratores ipsarum Partium, coram nobis tractata, & ventilata fuerit, habitaque super præmissis, & super omnibus, & singulis, quæ dicte Partes, & quolibet earum dicere, facere, alegare, & probare coram nobis voluerint, plena, ac matura deliberatione monitisque dictis Partibus pronunc, & ista hora, & in isto Loco ad hanc nostram Sententiam, Laudum, & Arbitramentum audiendum. Christi igitur ejusque Matris gloriose Virginis Mariæ, Evangelistæ Marci, & utriusque Johannis, Baptiste & Evangelistæ, & Beati Ambrosii Confessoris, totiusque Cælestis Curie triumphantis Nominibus invocatis, pro Tribunali sedentes Ferrarie in Domo Nobilis Viri Nicolai Bergamini Camerarii nostri Marchionis Estensis in Camera inferiori dictæ Domus in Contrata Sanctæ Justine, quem Locum elegimus, & eligimus pro nostro Tribunali, & Loco ydoneo, & honesto ad hoc nostrum Laudum, & Arbitramentum profectum in his scriptis potius sequentes viam Arbitratorum, & amicabiliu Compositorum, quam Arbitrorum inter dictas Partes pro bono pacis, & concordie Partium prædictarum omni modo, jure, via, & forma, ratione & causa, quibus magis, & melius possumus. Christi, ejusque Matris nominibus repetitis dicimus, sententiamus, arbitramur, arbitramentum, componimus, laudamus, pronuntiamus, declaramus, terminamus, absolvimus, & condemnamus per infra scriptum modum, videlicet

1. Primo dicimus, & finaliter terminamus, quod bona, sincera, stabili, perpetua, & gratiosa Pax sit inter dictas Partes pro ipsis, & earum Territoriis, & Dominis, & pro iis, quæ tenent, & tenebunt, nec non pro eorum Adherentibus, Colligatis, Recomendatis, Complicibus, Sequacibus, ac Civibus, & Subditis suis, Terris, Catris, Locis, & bonis earum, & per quolibet Partium debeat observari, & nullo modo contrariari possit, hæc aliqua Partium possit aliam Partem vel alterius earum Adherentes, Complices, & Sequaces, Subditos, & eorum bona, & Loca quæcumque quovismodo, directe vel indirecte, vel aliquo quæsto colore, molestare nec impetere, nec Querram facere in aliquo, quod altera Partium in quovis loco, modo, vel forma tenent ubicunque sit, falsis semper infra scriptis, imo fraternæ, & amice vivere teneantur recto corde, & bona fide, & quod hinc inde remissa sint, & esse intelligantur omnes injuriæ, damna, penæ, & interesse in quibus vicissim dictæ Partes incurrit, culpabiles, & obligate essent, aut dici possent, una versus aliam aliquo modo. Declarantes insuper, quod si aliquis Colligatur, Adherentium, Recommandatorum, & Sequacium alicujus dictarum Partium contra infra scripta faceret, per hoc non intelligatur Pax rupta, quo ad alios non contrariantes, & pacem observare volentes

2. Item

ANNO

1433.

ANNO
1433.

2. Item quod cum petum fuerit à Liga quod omnia que tenet Illustrissimus Dominus Dux Mediolani à Flumine Abduæ citra essent, & esse deberent prefati Illustrissimi Domini Venetiarum, & ei Dominio libere, & in perpetuum relaxari per prædictum Dominum Ducem Mediolani, ut constata inter ipsam Dominum Ducem Mediolani, & præfatum Illustrissimum Dominum Ducem Venetiarum, ut constata inter ipsam Dominum Ducem Mediolani fuit ita certa & clara, quod aliqua dubietas aut differentia nunquam orti posset inter eos, & pro parte dicti Domini Ducis responsum fuit quod non vult, nec debet aliquo modo relaxare aliquas Civitates, Terras, Loca, Castra, seu bona, neque aliqua alia, quæ ipse Dominus Dux tenet citra Abduam, cum ad hoc de jure non teneatur: ideo dicimus, & finaliter terminamus, & finaliter per hanc nostram arbitramentalem Sententiam absolvimus, & absolutum libere declaramus dictum Dominum Ducem à dicta petitione, & contentis in ea eidem Liga & Dominio Venetiarum super prædictis silentium perpetuum imponendo, salvo quæ infra dicuntur de Castris, Locis, & Terris suis in Territorio Pergamenis restituendis, & relaxandis Illustrissimo Domino Venetiarum.

3. Item dicimus, & finaliter terminamus, & declaramus, quod utraque Partium prædictarum, & earum, & cujuslibet earum Adherentes, Colligati, & Recomendati tenere debeant, & pacifice possidere, sine molestia, & impedimento alterius Partis, omnia alia Loca, Terras, & Castra, quæ, & quæ de presenti tenent, & possident cum Juribus, & pertinentiis suis, salvo semper ipsis, in quibus in hac nostra Sententia reperitur aliter fuisse prorsum.

4. Item cum petum fuerit à prefata Liga quod prefatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani restituere, & libere relaxare deberet, absque ulla contradictione vel exceptione, præfato Illustrissimo Domino Venetiarum, omnia alia Loca, & Castra, & omnes Terras Territorii Pergamenis, quæ per ipsum Dominum Ducem, aut ejus Gentes à principio hujus Guærræ citra capta, & occupata fuissent, dicimus, & finaliter terminamus, quod per præfatum Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani libere, & absque ulla contradictione vel exceptione, infra terminum novem dierum inchoandum à die præsentis latæ nostre Sententie, restituantur Illustrissimo Domino Venetiarum omnes Terre, Fortilitia, Castra, & Loca quæ per ipsum Dominum Ducem, aut ejus Gentes, seu per quemcumque alium, ejus nomine, vel favore, ipsi Illustrissimo Domino aut ejus Subditis ablata fuissent in Territorio Pergamenis à principio Tractatus Pacis præsentis citra, & precipue Terra Morengii, & Terra Bariate cum omnium dictarum Terrarum, Fortilitiorum, Castrorum, & Locorum, Territoris, & Jurisdictionibus, de possessionibus autem, & bonis immobilibus Gentilium Soardi reservamus nobis usque ad viginti dies proxime venturos declarare, & terminare ad quem remanere debebant seu cujus esse debebant. De reliquis autem privatorem bonis in eisdem locis intelligatur Jus suum esse reservatum, salvo infra scripto Capitulo, in quo fit mentio de bonis rebellium, & eorum qui ausugissent ab una parte ad alteram.

5. Item quod præfatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani teneatur, & debeat, infra terminum unius mensis à die latæ præsentis nostre Sententie computandi, libere, & expedite restituere, & relaxare ac relaxari, ac restitui facere Illustri Domino Marchioni Montisferrati omnes Terras, Castra, Fortilitia, & Loca quæ per eum, seu ejus Colligatos, & Adherentes, Recomendatos, Complices, & Sequaces, ac Gentes, & Subditos suos fuerint præfato Domino Marchioni, Adherentibus, Recomendatis, Feudatariis, Complicibus, & Subditis suis ablata, & ablata à principio hujus Guærræ citra usque in diem præsentis latæ nostre Sententie. Pro Terris autem, & Locis ejusdem Domini Marchionis Montisferrati, quæ tenentur per Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudie, vel Subditos, Feudatarios, aut Complices suos, præfatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani ad eorum restitutionem minime teneatur, sed teneatur, & obligatus sit omni possibili prece, & affectione idem Dominus Dux Mediolani intercedere, & rogare præfatum Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudie, ut debeat restituere libere, & relaxare ipso Domino Marchioni Montisferrati omnes ipsas Terras & Loca ejusdem Domini Marchionis Montisferrati, & quæ olim possidebantur per eum, seu eos Adherentes, Recomendatos, Feudatarios, Complices, & Subditos suos à principio hujus Guærræ citra, remanendo ipso Domino Marchione Montisferrati Colligato Liga, & in aliquo non obligato Domino Du-

ci Mediolani aliqua ratione vel causa.

6. Item dicimus, & finaliter terminamus, quod Rolandus Palavicinus remaneat, & remanere debeat in parte, & ad partem Domini Ducis Mediolani, & in nullo sit, & remaneat præfata Liga obligatus aliqua ratione vel causa, & etiam pro damnis illatis per ipsum Rolandum Nobili viro Tadeo Justiniano Illustrissimi Domini Venetiarum Oratori, ac strenuis Viris Bernardo Moraceno, & Petro de Testis, & Sociis suis armigeris, dicimus, & terminamus eundem Rolandum esse libere absolurum.

7. Item dicimus, & finaliter terminamus quod dictus Dominus Dux Mediolani realiter, & sincere, ac libere teneatur, & debeat restituere, & relaxare Magnificæ Communitati Florentiæ totum Comitatum Pisarum hoc modo, videlicet infra terminum triginta dierum à die præsentis latæ Sententie nostre computandorum infra scriptas quinque Terras, videlicet: Terram Martis, Terram Pallay, Terram Pezoli, Terram Pontis de Sacco, & Terram Laris, & residui dicti Comitatus Pisari in præfenti Guerra capti, & ablati à quocumque, & per quemcumque teneretur, Communitati Florentiæ prædictæ infra alios triginta dies à fine dictorum primorum triginta dierum computandos. Et si aliquo impedimento occurrere accideret, quod ipso Domino Duce Mediolani perseverante, & procedente realiter ad dictam restitutionem dicti residui, quæ restituta non forent, & videremus hoc evenire sine dolo, & culpa ipsius Domini Ducis Mediolani, reservamus nobis Arbitrium, & reservatum esse intelligatur posse prolongare tempus aliorum quindecim dierum tunc proxime futurorum post dictos secundos triginta dies, ne defectu termini remanere possit dicta restitutio quin fiat, & fieri possit integraliter, ac etiam prædictus Dominus Dux Mediolani realiter, & sincere, & cum effecta teneatur & debeat restituere, & relaxare Magnificæ Communitati Florentiæ prædictæ, infra unum mensem à die latæ præsentis nostre Sententie computando, omnes Terras, Castra, Fortilitia, & Loca capta, occupata, & ablata in præfenti Guerra dictæ Communitati, & ejus Recomendatis per ipsum Dominum Ducem aut, ejus nomine, per ejus Gentes seu Recomendatos, Complices, & sequaces in Lunilana, & partibus Lanefane, salvo eo quod de Pontremulo, & Pontremulensi, quæ remanere debent ipsi Domino Duci, ut ipsa dicetur. Nec non dicimus, & finaliter terminamus quod teneatur, & debeat ipse Dominus Dux realiter, & sincere infra dictum terminum unius mensis restituere, & libere relaxare dictæ Communitati Florentiæ omnes alias Terras, Fortilitia, & Loca capta, occupata, & ablata in præfenti Guerra dictæ Communitati, aut ejus Recomendatis per ipsum Dominum Ducem aut ejus nomine per ejus Gentes seu ejus Recomendatos in Tuscia, exceptis illis quæ Senesles vel aliquis eorum Adherens, vel Recomendatus, preterquam in Territorio Pisano, Communitas Luca, Dominus Piombini, & Dominus Thomas de Campo Fregosio, vel aliquis eorum restituere habent vigore præsentis nostre Sententie.

Item, dicimus, & finaliter terminamus, quod dictæ Communitati Florentiæ per Magnificam Communitatem Senarum infra terminum triginta quinque dierum, à die latæ præsentis nostre Sententie computandorum, libere, & sine ulla exceptione, ac cum effectu relaxentur, ac realiter, & sincere restituantur omnes Terre, Castra, Fortilitia, & Loca quæ ipsi Communitati Florentiæ, aut ejus Recomendatis capta, occupata, & ablata fuerunt in præfenti Guerra per Senesles prædictos, & eorum Gentes, & Recomendatos, Adherentes, & Sequaces, aut per Gentes ipsius Domini Ducis, quæ essent in manibus ipsorum Senensium vel eorum Recomendatorum, Adherentium, vel Sequatum, & è converso ipsi Senensibus, infra dictum terminum triginta quinque dierum ut supra computandorum, libere, & sine ulla exceptione, ac cum effectu relaxentur, & realiter, ac sincere restituantur per Magnificam Communitatem Florentiæ omnes Civitates, Terras, Castra, Fortilitia, & Loca, quæ ipsi Senensibus, aut eorum Recomendatis capta, occupata, & ablata fuerant in præfenti Guerra per dictam Communitatem Florentiæ, & ejus Gentes, & quod dicti Senesles cum eorum Terris, Subditis, Recomendatis, Complicibus, & Hominiibus includantur, & inclusi esse intelligantur, & remanere debeant in præfenti Pace, & ipsa Pace gaudeat, & frui debeant, & in sua libertate remanere. Teneantur tamen, & obligati sint præsentem nostram Sententiam ac Pacem approbasse, & ratificasse solemniter infra terminum viginti quinque dierum à die latæ

K k 3

præ-

ANNO
1433.

ANNO
1433.

presentis nostre Sententie computandorum. Si vero Florentinis restituentibus, seu velle restituere cum effectu se offerentibus infra dictum terminum trigintaquinque dierum, ipsi Senesces aut nolent, aut recusarent vel non facerent dictam Ratificationem intra terminum predictum viginti quinque dierum, vel non facerent totalem, & integram restitutionem predictam infra dictum terminum triginta quinque dierum, singula singulis referendo, liceat ipsis Florentinis eo casu in se retinere, & non restituere Senesces restituenda, & ultra hoc liceat ipsis Florentinis impune facere Guerram ipsis Senesces, & contra ipsos Senesces procedere, sicut ipsis Florentinis videbitur, & eo etiam casu liceat ipsis Dominis Duci dare omne auxilium, & favorem ipsis Florentinis contra dictam Communitatem Senarum pro recuperatione dictarum Terrarum restituendarum, absque eo quod dici possit huic Paci contrarium. Et hoc casu prefatus Dominus Dux Mediolani non possit predictis Senesces auxiliari, & favore, palam vel occulte, Gentibus, Pecunia vel Victualibus, etiam per causationem Gentium factam in fraudem, vel alio quovis quæsto colore, imo teneatur bona fide, & possibili opera instare minis, intercessionibus, & rogationibus apud prefatos Senesces, quod predictarum faciant restitutionem, & quod plus est, teneatur, & debeat prefatus Dominus Dux revocare omnes ejus Gentes equestres, & pedestres existentibus in partibus Senarum, aut in partibus illis dicte Communitati Florentie suspectis Quodque Gentes ipsæ non venient in favorem dicte Communitatis Senarum, aut aliter non erunt contra ipsam Communitatem Florentie effectualiter providere, quod diu se reperirent esse in partibus predictis Senarum, durante dicto tempore viginti quinque dierum Ratificationis faciendæ. Si tamen dicte Gentes aliquam offensam facerent durante tempore revocationis offensarum, teneatur ipse Dominus Dux ejus Gentes revocare de partibus predictis Senarum infra dies octo immediate sequentes post dictum terminum, seu quod diu se reperirent esse in partibus predictis Senarum, durante dicto termino triginta quinque dierum restitutionis fiende per dictos Senesces, si ratificaverint, quo termino elapso teneatur prefatus Dominus Dux revocare ipsas Gentes de partibus Senarum predictis infra octo dies immediate, ut supra dictum est, sequentes, nec non ipso Domino Duce faciente predictam restitutionem totius Comitatus Pisani predicti, ut in supra proximo precedenti Capitulo continetur, teneatur ipse Dominus Dux, & obligatus sit immediate, facta dicta restitutione, revocare dictas ejus Gentes de toto Territorio Pisano, & de Tuscia infra octo dies immediate sequentes, ut supra dictum est, & realiter, & sincere providere, omni possibili opera, quod, durantibus terminis restitutionis totius dicti Comitatus Pisani, ut supra dictum est, faciendæ, non portabuntur aliquæ Munitiones, seu Victualia, excepto quod pro eorum victu, nec detur occasio tardationi restitutionis faciendæ totius dicti Comitatus Pisani, ut supra. Dicta vero Communitas Florentie teneatur, & debeat ipsis Gentibus, sic ut supra revocatis, dare, & dari facere tutum, & securum transitum per omnes ejus Terras, & ejus Recomendatarum, atque Victualia pro competenti pretio, & versa vice ratificantibus dictis Senesces infra dictum terminum viginti quinque dierum, ut supra dictum est, & restituendis Senesces predictis, seu velle cum effectu restituere se offerentibus dicte Communitati Florentie, ut dictum est, infra dictum terminum, ipsi Florentini aut nolent aut recusarent vel non facerent totalem, & integram restitutionem Senesces infra dictum terminum, tunc, elapso dicto termino, liceat ipsis Senesces impune facere Guerram dicte Communitati Florentie, & contra ipsam Communitatem Florentie procedere, sicut ipsis Senesces videbitur & eo etiam casu liceat ipsis Dominis Duci dare omne auxilium, & favorem ipsis Senesces contra dictam Communitatem Florentie pro recuperatione dictarum Terrarum restituendarum, absque eo quod dici possit Paci huic esse contrarium.

Item, dicimus, & finaliter terminamus, quod Magnifica Communitati Florentie, realiter, & sincere per Magnificam Communitatem Lucæ restituantur, & sine ulla exceptione, & cum effectu relaxentur omnes Terræ, Castra, Fortilitia, & Loca quæ ipsi Communitati Florentie capta, & ablata, & occupata fuerunt in presenti Guerra per dictam Communitatem Lucæ, & ejus Gentes aut per Gentes ipsius Domini Ducis, quæ essent

in manibus suis, & è converso ipsi Magnifica Communitati Lucæ realiter, & sincere restituantur, & sine ulla exceptione, & cum effectu libere relaxentur per dictam Communitatem Florentie omnes Terræ, Castra, & Loca, ac Fortilitia, quæ ipsi Communitati Lucæ, sive olim ejus Domino Paulo Guinigio capta, occupata, & ablata fuerunt in presenti Guerra per dictam Communitatem Florentie, sive ejus nomine, & per ejus Gentes. Quæ restitutio hinc inde, & mutuo fiat, & fieri debeat infra quindecim dies immediate sequentes, cum, & quodocunque dicte Communitati Florentie facta fuerit totalis, & integra restitutio per ipsum Dominum Ducem Mediolani, per Dominum Plumbini, & per Dominum Thomam de Campo Fregosio, prout in presenti nostra Sententia declaratur, & quod dicte Communitas Lucæ cum ejus Terris, Subditis, & Homines, Colligatis, & Adherentibus Incindatur, & inclusa esse intelligatur, ac remanere debeat in presenti Pace, & ipsa Pace gaudere, & frui debeat, & in sua libertate remanere. Teneatur tamen, & obligata sit Pacem istam, & presentem nostram Sententiam solemniter ratificasse, & approbasse infra terminum viginti quinque dierum, & die latæ presentis nostre Sententie computandorum. Si vero Florentinis restituentibus, seu velle restituere cum effectu se offerentibus infra dictum terminum dictorum quindecim dierum, ipsa Communitas Lucæ non faceret predictam Ratificationem infra terminum predictum viginti quinque dierum, vel non faceret predictam restitutionem infra dictum terminum dictorum quindecim dierum, & versa vice ratificante dicte Communitate Lucæ infra dictum terminum dierum viginti quinque, ut supra dictum est, & restituente, seu velle cum effectu restituere se offerente infra dictum terminum dictorum quindecim dierum, ut supra dictum est, ipsi Florentini aut nolent, aut recusarent, vel non facerent totalem, & integram restitutionem dicte Communitati Lucæ infra dictum terminum dictorum quindecim dierum; tunc, elapsis dictis terminis, hinc inde & vicissim, ut supra dictum est, singula singulis referendo, sit, fiat, & fieri debeat in omnibus, & per omnia contra Partem non restituentem, sicut in Capitulo super proxime posito de Senesces dictum est.

Item, dicimus, & finaliter terminamus, quod Magnifica Communitati Florentie per Magnificum Dominum Plumbini, & per Magnificum Dominum Thomam de Campo Fregosio, infra terminum triginta quinque dierum, ut supra, computandorum, libere, & sine ulla exceptione, & cum effectu restituantur, & effectualiter relaxentur omnes Terræ, Fortilitia, Castra, & Loca quæ ipsi Communitati Florentie aut ejus Recomendatis capta, occupata, & ablata fuerunt in presenti Guerra per eos vel alterum eorum, vel quomodocunque ad eorum manus, vel alterius eorum pervenerunt, & è converso ipsi Domino Plumbini, & Domino Thomæ, & utrique ipsorum infra dictum terminum triginta quinque dierum, libere, & sine ulla exceptione relaxentur per dictam Communitatem Florentie omnes Terræ, Castra, Fortilitia, & Loca quæ ipsi Domino Plumbini, & ipsi Domino Thomæ capta, occupata, & ablata fuerunt in presenti Guerra per dictam Communitatem Florentie, & ejus Gentes, dictique Dominus Plumbini, & Dominus Thomas de Campo Fregosio teneantur, & debeant Pacem presentem, & hanc nostram Sententiam, infra terminum dierum triginta dictus Dominus Plumbini, & Dominus Thomas viginti quinque dierum, ut supra computandorum, ratificasse, & approbasse solemniter. Qui Dominus Plumbini, & Dominus Thomas sint, & esse intelligatur inclusi in presenti Pace, & ipsa Pace gaudeant, & in eorum libertate remaneant, salvis semper superscriptis, & infrascriptis, & ipso Domino Plumbini, & predicto Domino Thomæ, vel altero eorum non ratificantibus, & non restituendis, ut supra dictum est, & versa vice dicte Communitate Florentie non restituente, sit, & fiat, prout in Capitulo de Senesces scriptum est, singula singulis referendo; nec possit dictus Dominus Plumbini prefato Domino Duci, nec Ducis Adherentibus, vel Recomendatis, nec Civitati Januæ aliquo modo, nec Lucæ, nec Senarum in prejudicium Communitatis Florentie vel Adherentium, vel Colligatorum suorum se recomendare, nec adherere post presentem Pacem; possit autem ipse Dominus Plumbini post Pacem presentem impune, si voluerit, adherere se, & recomendare Magnificæ Communitati Florentie, non tamen in prejudicium Domini Ducis vel Recomendatarum, vel Adherentium suorum, ipsaque Magnifica Communitas Florentie possit ipsum Dominum Plumbini in

ANNO
1433.

ANNO
1433.

Adherentem, & Recomendatum suum acceptare, ut supra, absque eo quod dici possit Paci huic, & presenti nostræ Sententiæ esse contra actum. Dicitur vero Dominus Plumbini remaneat neutralis, hoc est quod non possit se adherere vel recomendare alicui dictarum Partium, nec alicui Recomendatorum vel Complicum, vel Subditorum ipsarum Partium nec Civitati Januæ, nec Lucæ, nec Senarum in præjudicium alicujus dictarum Partium, non obstante aliqua Confédération, Adherentia, vel Colligantia, quam dictus Dominus Plumbini, & Dominus Thomas habereant, vel haberet alter eorum aut cum aliqua ipsarum Partium, a qua, & a quibus dictos Dominos ex nunc liberamus, & absolutos esse, & intelligi volumus.

Item, dicimus, & finaliter terminamus, quod præfatus Dominus Dux Mediolani nullo unquam tempore, nullaque ratione, vel causa, nulloque questio colore, nullis tamen remanentibus superscriptis, & infra-scriptis, possit se impedire, & intrinsece de Tuscia, & de aliquibus ejus partibus, nec de aliis Terris, & Locis dictæ Communitatis ubicunque sint à Pontremulo, & Pontremulensi, tam ultra quam extra Macram, & à Macra exclusive versus Florentiam, directe vel indirecte, & hoc, Communitate Florentiæ servante Pacem, intellectu tamen quod Pontremulum cum Pontremulensi remanere debeat Domino Duci ut infra dicitur; Et è converso, ipso Domino Duce servante Pacem, ipsa Communitas Florentiæ, nullo unquam tempore, nullaque ratione vel causa, nulloque questio colore, nullis tamen remanentibus superscriptis, & infra-scriptis, possit se impedire & intrinsece in Lombardia, nec de aliis Terris, & Fortilibus, & Locis ipsius Domini Ducis, ubicunque sint, à Pontremulo, & Pontremulensi, tam ultra, quam extra Macram, & à Macra inclusive, versus Januam, nec de Janua, & Januensi, nec de Terris Januæ suppositis.

Item, dicimus, & finaliter terminamus, quod Pontremulum cum Pontremulensi, tam extra Macram, quam ultra, & omnia, & singula Castra, & Loca quæ erant illorum de Filisco, & de Campo Fregosio, acquisita per ipsum Dominum Ducem, sint & esse debeant ipsius Domini Ducis, & libere ipsi Domino Duci remaneant sine aliqua exceptione, vel molestia, quæ ipsi Domino Duci modo aliquo inferri vel moveri possit.

Item, dicimus, & finaliter terminamus, quod Incole, & Homines Terrarum restituendarum hinc inde, tam in Tuscia, quam in Monteferrato, & alibi, & ipsæ Terræ restituendæ, ac bona omnia ipsorum sint & esse intelligentur impunes, & absoluti & integre liberati in omnibus, & per omnia, ac si nunquam aliquid commississet contra Magnificam Communitatem Florentiæ, seu Marchionem Montisferrati, seu contra eos arma non movisset in presenti Guerra in favorem dicti Domini Ducis Mediolani, vel ejus Colligatorum, & Adherentium, siquæ, & esse intelligentur ad famam, & eorum bona restituti & similiter dictus de Terris restituendis per Dominos Florentinos.

Item, dicimus, & finaliter terminamus, quod utraque Pars, & omnes nominati in presenti Laudo aliquas Terras, Castra, vel Loca restituere debentes ex forma hujus nostræ Sententiæ possideant, & ex nunc possidere intelligentur omnia per eos restituenda Procuratorio nomine illorum quibus restitutio fieri debet vigore hujus nostræ Sententiæ, & quod liceat Parti cui restitutio fieri debet, si infra terminos in nostra Sententiæ expressos non fuerit facta restitutio, propria auctoritate, per omnem modum possibilem ad liberam voluntatem suam possessionem dictorum Locorum restituendorum acquirere, & apprehendere, nec propterea intelligatur Pax esse rupta, salvis etiam remanentibus aliis dispositis in aliis Capitulis hujus nostræ Sententiæ.

Item, dicimus, & finaliter terminamus, quod aliqua Partium, directe vel indirecte, nullo unquam tempore, nullaque causa, & ratione, salvis semper superscriptis & infra-scriptis, possit se impedire, nec aliqua eorum possit se intrinsece contra prædictam Communitatem Senarum, aut contra prædictam Communitatem Lucæ, aut contra dictum Dominum Plumbini, aut contra dictum Dominum Thomam de Campo Fregosio, vel contra eorum aut alicujus eorum Terras, vel possessionem eorum, Recomendatos, & Subditos, pacem, quietem, & libertatem eorum aut alicujus eorum turbando, eosque, aut aliquem eorum offendendo, aut contra ipsos, seu aliquem eorum, Guerram faciendo vel Dominium, vel Statum eorum, vel eorum possessionem perturbando. Nec in ipsis, vel aliquo ipsorum, vel in Terris, Castris, & Locis eorum, vel alicujus eorum habere possint Dominium vel superio-

ritatem. Nec cum eis, vel aliquo ipsorum Confédérationem vel Ligam, vel Recommendationem habere, salvo semper quod dictum est de dicto Domino Plumbini, & si aliqua Partium prædictarum, salvis semper prædictis & infra-scriptis, contrafaceret, tunc liceat alteri Parti defensionem eorum, vel alicujus eorum assumere, & auxiliari atque favere posse prædictis aut alicui prædictorum turbatis, guerrezatis, & offensis, aut turbato, offenso, & guerrezato contra Partem offendentem, turbantem aut guerrezantem, & se intrinsece contra Partem intrinsecentem, singula singulis sano intellectu referendo, absque eo quod dici possit Paci esse contrafactum.

Item, cum petium esset à Liga Capitulum infra-scripti tenoris, videlicet: Quod spectabilis Aluysius de Verone, nec non omnes Conducterii, Capitanei, Stipendiarii, Cives, Subditi, Adherentes, Complices, & Sequaces Illustrissimi Ducalis Domini Venetorum, cujuscunque conditionis, & status existant, libere, & sine aliquo impedimento habeant, teneant, & possideant omnia Castra, Loca, possessiones, & bona sua immobilia, quæ aliquo tempore habere, tenere, & possidere, vel quasi, consueverant in Terris & Locis Illustrissimi Domini Ducis Mediolani post conclusionem Pacis in Ferraria celebratæ millesimo quadringentesimo vigesimo octavo, & possint libere conducere fructus eorum, & redditus ad Terras, & Loca ipsius Domini, solventibus ipsis Data consueta, ita tamen quod in presenti Capitulo non comprehendantur Banniti, vel Rebelles ante presentem Guerram, qui fuissent publicati, vel habiti, & tractati pro Bannitis, & Rebellibus, nec etiam comprehendantur ii, qui à principio hujus Guerræ citra aufugissent ab aliqua Partium ad aliam cujuscunque conditionis existant, & è converso cum per Oratores Illustrissimi Domini Ducis Mediolani petium esset quod Spectabiles Dominus Franciscus de Castilione, & Joannes de Areto Duces Consiliiarii, nec non omnes Conducterii, Capitanei, Stipendiarii, Cives, Subditi, Adherentes, Complices, & Sequaces ipsius Domini Ducis Mediolani, cujuscunque conditionis, & status existant, libere, & sine aliquo impedimento habeant, teneant, & possideant omnia Castra, Loca, possessiones, & bona sua immobilia, quæ aliquo tempore habere, tenere, & possidere, vel quasi consueverant in Terris, & Locis Domini Venetorum post conclusionem Pacis celebratæ Ferrariæ, in millesimo quadringentesimo vigesimo octavo, & possint libere conducere eorum fructus & redditus ad Terras, & Loca ipsius Domini Ducis Mediolani, solventibus ipsis Data consueta, ita tamen quod in presenti Capitulo non comprehendantur Banniti, vel Rebelles ante presentem Guerram, qui fuissent publicati, vel habiti, & tractati pro Bannitis, vel Rebellibus, nec etiam comprehendantur hi qui à principio hujus Guerræ citra aufugissent ab aliqua Partium ad aliam cujuscunque conditionis existant. Reservamus nobis potestatem, & arbitrium super his omnibus pronuntiandi, terminandi, & declarandi usque ad dies viginti proxime venturos.

Item, dicimus, & finaliter terminamus, quod Captivi Partium hinc inde libere relaxentur, reservantes nobis potestatem, & arbitrium declarandi hinc ad viginti dies proxime venturos, qui & cujus qualitatibus, & conditionibus Captivi debeant relaxari.

Item, dicimus, & finaliter terminamus, quod à die presenti in Lombardia usque ad sex dies, & in Monteferrato usque ad decem dies, & in Tuscia usque ad duodecim dies revocentur, & revocate esse intelligentur per dictas Partes, & utranque seu quamlibet earum offensiones, & injuriæ, & si infra dictum tempus aliqua Partium alteri Parti auferret, caperet, & occuparet aliqua immobilia, quod Pars capiens, auferens, & occupans teneatur, & debeat alteri Parti restituere ipsi ablata, capta, & occupata, excepto si essent de bonis, quæ venissent restituenda vigore presentis nostræ Sententiæ, quo casu liceat ipsa in se retinere, & reputare teneatur, & debeat, quod restituta fuerint juxta terminata per nos in presenti nostra Sententiæ, & si Senenses nolent revocare offensiones contra Florentinos, & velent in ipsis perseverare, usque ad tempus Ratificationis faciendæ per ipsos, liceat quoque ipsi Dominis Florentinis posse perseverare in offensionibus contra ipsos Senenses per idem tempus, & similiter si infra dictum tempus aliqua Partium caperet aliquos Homines ex Homnibus alterius Partis, quod Pars capiens teneatur, & debeat eos liberare, & sine solatione relaxare.

Item, quod dictæ Partes infra terminum duorum mensium à die latæ presentis nostræ Sententiæ computando,

ANNO
1433.

ANNO 1433. tandorum, nobis Arbitris, vel alteri nostrum altero absente dare teneantur, & debeant in Scriptis omnes eorum Recomendatos, Adherentes, Colligatos, Complices vel Sequaces, quos voluerint poni, & includi in presenti Pace, qui sic nominati, & in Scriptis dati infra terminum aliorum duorum mensium dictos primos duos menses sequentium teneantur, & debeant per publica Instrumenta, seu Litteras eorum Sigillo sigillatas ad nos, seu alterum nostrum destinandas præsentem Pacem, & omnia in hac nostra Sententia contenta approbare, & ratificare, si in ea includi voluerint, & ejus beneficio gaudere; qui si ratificaverint comprehendantur in presenti Pace, & ejus beneficio gaudeant, alias si non ratificaverint in dicto termino, beneficio presentis Pacis sint publicati, & habeantur proinde ac si nominati non fuissent, ita tamen quod neutra Partium possit, aut debeat dare Colligatos, Recomendatos, Adherentes, Complices, & Sequaces, de, & in Territorio alterius Partis.

Item, dicimus, & finaliter terminamus quod Pax præfens debeat publicari per Partes, & quamlibet earum in suis principalibus Civitatibus die decima mensis Maii proxime venturi.

Item, quod ex nunc præfens Pax, & omnia, & singula in presenti nostra Sententia Pacis contenta habeantur, & sint valida, & firma, sed tamen ad majorem cautelam Partes prædictæ principales, & earum quælibet teneantur, & debeant ipsam Pacem, & omnia, & singula in presenti nostra Sententia contenta ratificare, approbare, & emolegare in valida, & solemniori forma, quam ratificationem, & emolegationem prædictæ Partes, & quælibet earum debeant vicissim infra viginti dies à die presentis nostræ Sententiæ computandos, videlicet una Pars alteri, & altera alteri, omnino misisse, & præsentasse, vel præsentasse fecisse.

Item, dicimus, & finaliter terminamus, quod prædicta, & infrascripta omnia, & singula intelligantur ad bonum, verum, & rectum intellectum, & sincerum sensum, & quod si aliquod dubium oriretur inter Partes, ita quod ab utraque Parte daretur varius sensus, & intellectus verbis hujus nostræ Sententiæ, reservamus nobis, & reservatum esse volumus arbitrium hujusmodi dubium interpretandi, & declarandi. Ab omnibus autem aliis hinc inde petitis, & quæ peti potuissent per dictas Partes, & quælibet ipsarum, occasione presentis Guærræ & dependentium, & connexorum ab eadem utraque Partem abolvimus, & reddimus absolutam, firmis tamen & ratis manentibus omnibus, & singulis infrascriptis, & quæ in futurum per nos, vigore Potestatis, & Arbitrii nostri contigerint pronuntiare, & declarari: mandantes insuper dictis Partibus, & cuilibet earum nominibus infrascriptis quatenus hoc præfens nostrum Laudum & Arbitramentum debeant approbasse, & emolegasse infra tres dies proxime venturos, ac insuper mandantes dictis Partibus omnia, & singula contenta in presenti nostra Sententia per easdem Partes, & quamlibet earum observari debere, sub poena in dicto Compromisso contenta, quæ poena soluta vel non, tamen prædicta firma remaneant, & inviolabiliter observentur.

Actum & publicatum per me Petrum de Girondis, Notarium infrascriptorum de Mandato infrascriptorum Dominorum Arbitrorum, & latum, datum, & in his Scriptis substantialiter pronuntiatum, & promulgatum fuit hoc præfens infrascriptum Laudum, & Arbitramentum per præfatos Illustres Dominos Arbitros, & Arbitratores, ut supra, per dictas Partes assumptos, & nominatos pro Tribunali sedentes in loco infrascripto, quem locum sibi pro suo Tribunali, & Loco idoneo, juridico, & honesto ad hunc actum specialiter eligerunt præfati Domini Arbitri, & sic esse pronuntiaverunt in millesimo quadringentesimo trigésimo tertio, Indictione undecima, die vigesimo sexto mensis Aprilis, hora undecima, præsentibus Testibus vocatis, & rogatis, Illustri Leonello Estense, præfati Domini Marchionis Estensis Nato, Magnifico Domino Valerano de Salustis, Spectabili, & Egregio Viro Jacobo Zilioli Referendario, & Consiliario præfati Domini Marchionis Estensis, Spectabili, & Egregio Viro Francisco Bononome Vice-Domino in Ferraria, Magnifico Ugutione de Contrariis, Exhilibis utriusque Juris Doctoribus Domino Prosdocimo de Comitibus de Padua, Domino Floridiano de Comitibus de Padua, Domino Francisco de Capitibus Littere, Domino Johanne Franciscus Egregio Legum Doctore, Domino Andrea de Laetitia præfati Illustri Domini Marchionis Salutarium Vicario Generali, Nobili Viro Zanebaldo de Broyolet Familiari Illustri Domini Marchionis Man-

tue, Nobili Viro Honorario Domini Pallé de Strotis infrascripti Oratoris, Egregio Viro Constantino de Lardis Cancellario præfati Domini Marchionis Estensis, & circumpectis Viris Nicolao quondam Domini Antonii de Comitibus, & Ser Manfredo de Curtili quondam Ser Jacobi, ac Jacobo de Bonaventura quondam Johannis de Venetiis, Magnifico Gabriele Cantorio Aurifrice, & Symone de Ruffinis, de Mediolano Habitatoribus Civitatis Ferrariæ, Guiniforto de Galinis de Pavia, Luyfio de Sancto Petro Cive Mediolani, & aliis pluribus, & hoc præfente Magnifico Viro Domino Fantino Michael Nobile Venetiarum, & Procuratore Sancti Marci ac Oratore, Syndico, & Procuratore præfati Illustri Domini Domini Venetiarum, & præfente etiam Magnifico Milite Domino Palla de Strotis Oratore, Syndico, & Procuratore præfati Magnificæ Communitatis Florentiæ, & præfentibus etiam Spectabilibus, & Egregiis Viris Domino Johanne Francisco Galina, & Petro Cotta Oratoribus, & Procuratoribus præfati Illustri Domini Ducis Mediolani, audientibus, & intelligentibus ac approbantibus, consentientibus, & emolegantibus, nominibus antedictis, infrascriptum Laudum, & Arbitramentum & omnia, & singula in eo contenta, appolita, & descripta. Quam quidem Pacem, Laudum, & Sententiam, & omnia, & singula infrascripta, ac omnia singula contenta in singulis Capitulis ipsius solemnii stipulatione promiserunt dicti Sindici, & Procuratores, dictis modis, & nominibus in Compromisso contentis, sibi ad invicem singula singulis congrue referendo, & nobis Notariis infrascriptis uti publicis personis stipulantibus, & recipientibus, nomine omnium, & singulorum quorum interest, seu interesse poterit in futurum, firma, rata, & grata perpetuo habere, & tenere, & inviolabiliter observare, & adimplere, & nunquam contrahere, dicere vel venire, de jure vel de facto, per se vel aliquos seu alios, directe vel indirecte, tacite vel expresse, quovis modo, causa vel ingenio, nec aliquo quæsto colore, sub poena in Compromisso posita, solemnii stipulatione promissa, cum refectione omnium, & singulorum damnorum, expensarum, interesse litis, & extra, in quam poenam incidat quælibet dictarum Partium, & quælibet ex eis, qui vel quæ contraxerint & prædicta integraliter non observaverint, & ab alio contrahente exigi possit, & debeat, & applicari Pari vel illi observanti, contra quam, vel quem esset contrahendum, & poena soluta, vel non, prædicta omnia, & singula firma perdurent, & inviolabiliter observentur.

Renuntiantes dicti Sindici, & Procuratores in prædictis omnibus, & singulis, nominibus quibus supra, exceptioni non sit, vel alter celebrata dicta Pacis sive Sententiæ, non sit vel alter factorum Capitulorum, Declarationum, & Conventionum, non sit vel alter celebrati Contractus vel gesta rei, exceptioni doli mali, conditioni sine causa vel ex iniusta causa, in factum actioni, & exceptioni, quod metus causa, privilegio fori, & omni, & cuilibet alii Juri, Legum, & Constitutionum auxilio, eisdem dictis modis, & nominibus, vel dictis principalibus vel alicui ipsorum quomodolibet competentium, vel competitorum, & Legi dicentem generalem renuntiationem non valere. Et insuper præfati Syndici, & Procuratores, dictis modis & nominibus, ad majorem omnium prædictorum firmitatem, sponte & ex certa scientia juraverunt ad Sancta Dei Evangelia, tactis Sacris Scripturis, in animas suorum Constituentium, infrascripta omnia, & singula, & quodlibet ipsorum attendere, observare, & adimplere perpetuo, bona fide, & ad sanum, bonum, & purum sensum, & intellectum, omni cavillatione, absurditate, mala interpretatione, dolo, fraude, & exceptione cessantibus, & remotis, & hæc omnia sub hypotheca, & obligatione omnium bonorum presentium, & futurorum prædictarum Partium principalium, & cuilibet earum, voluerunt etiam, & mandaverunt, & rogaverunt sepedicti Syndici, & Procuratores, dictis nominibus, de prædictis omnibus & singulis per nos Petrum de Girondis Illustri Domini Marchionis Estensis Cancellarium, Antonium Martine Illustri Domini Marchionis Salutarium Secretarium, Petrum Enrico Illustri Domini Ducis Mediolani Venetiarum Notarium, Michaelem de Grassis quondam Ser Bertolomei, Jacobum Filium Domini de Vincio, & Zanonum de Uglio Filium Domini Johannis de Mediolano Notarios publicos fieri, & confici debere publicum, & autenticum Instrumentum.

Ego Zanonus de Uglio Filius Domini Johannis Imperiali auctoritate publicus, ac Illustri Domini mei Domini Ducis Mediolani &c. Pavia, Angleria, que Comitibus, ac Janæ Domini Notarius prædictis omni-

ANNO
1433.

omnibus, & singulis præsens fui, & rogatus una pariter, & infolidum cum suprascriptis Egregiis Viris Petro de Girandis Notario, ac prælibatis Illustribus Domini Marchionis Eitenis Cancellario, Antonio Martine de Dragonerio præfatis Illustribus Domini Marchionis Salutarium Secretario, Petro Entio Ser Marini, & Michael de Grassis quondam Ser Bertolomei præfatis Illustribus Ducalis Domini Venetiarum ambobus Notariis, & Jacobo Dominici de Vincio Florentino Notario scribere, scripti, & in fidem, robur, & Testimonium omnium premifforum ibi propria manu me subscripsi, Signumque meum in capite mei nominis appofui confectum.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELIUS Regii Archivi Officialis.

CLXVI.

10. Mai. **Entscheid** zwischen Conrad Erzbischoffen zu Mayntz/ dann Ludwig Pfalz-Graffen bey Rhein und Herzogen in Bayern/ wegen des Reichs- Stadthalter- Amtes durch die Erzbischoffe Dionem zu Trier und Dietrich zu Cöllen beschien/ daß sohanes Ambt dem Pfalz-Graffen bey Rhein gebühre. Geben zu Bopparten dem 10. Maii 1433. Sambt Revers-Driff besagten Erzbischoffen Conrad/ daß er sich des Stadthalter- Amtes nicht mehr unterwinden wolle. [LUNIG, Teutsches Reichs- Archiv. Part. Special. Contin. II. Abſag I. pag. 147.]

C'est - à - dire,

Sentence Arbitrale rendue, entre CONRAD Archevêque de Mayence, & LOUIS Comte Palatin du Rhyn & Duc de Baviere, par OTTON & DIETRICK Archevêques de Treves & de Cologne, sur le VICARIAT de l'Empire, & par laquelle cet Office est adjugé au Comte Palatin. A Boparten le 10. de Mai 1433. Avec Un REVERS y inséré dudit Archevêque de Mayence, par lequel il s'oblige à ne plus rien prétendre audit VICARIAT.

Wir Otto von Gottes Gnaden Erzbischoff zu Trier/ des Heiligen Römischen Rihs durch Betschland und das Königreich von Arelat Erzbischoff/ und wir Dietrich von denselben Gnaden der Heiligen Kirchen zu Cöln Erzbischoff/ des izegegnanten Römischen Rihs durch Italien Erzbischoff. Bekennen öffentlich mit diesem Brief/ als der Ehrwürdig Unser lieber Nere/ Herr Conrad Erzbischoff zu Meins 2c. und der Hochgebohrne Fürst/ Herr Ludwig/ Pfalz-Grave by Rin/ und Herzog zu Bayern 2c. Unser lieber Oheim/ tegund einen glühlichen Tag vor Uns zu Bopparten mit einander gelaist hand von Speen und Zueyung wegen/ die zwischen in waren und des willen/ daß der Alldurchleuchtigste Fürst und Herr/ Herr Sigmund/ Römischer König/ Unser gnädiger lieber Herr/ den obgenannten Unsern Neren von Meins zu sinen Fürwiser und Stadthalter des Rihs in Teutschen Landen gesezt und gemacht/ und im das zu versehen und uszurichten befohlen hat/ daß sie auch von beyden Seiten in der Frindschafft und Gütlichkeit sie darum zu entscheiden/ an Uns gesezt und gestelt hand/ des haben wir/ nachdem Wir der obgenannten Unser Neren und Oheimen Red und Wiederred/ und auch Brief und Nrkund gein einander verhöret hand/ sie um die vorgeannten ihre Speen und Ziwagung gütlich entscheiden/ und zwischen inen darumb usgesprochen/ als hernach geschrieben stat:

Zu wissen/ daß der vorgeannte Unser Nere von Meins von dem vorgeannten Fürwiser- und Stadthalter- Amte abtreten/ und sich des tegund oder her-

TOM. II. PART. II.

nach nit unterwinden oder gebuechen soll/ und er soll dem obgenannten Unsern Oheim Herzog Ludwig sin besiegelten Brief davon geben/ von Wort zu Wort lutende/ als hernach geschrieben stat:

Wir Conrad von Gottes Gnaden Erzbischoff des Heiligen Stuls zu Meins/ des Heiligen Römischen Rihs in Teutschen Landen Erzbischoff/ bekennen und thun kund offendbare mit diesem Brief: Als der Alldurchleuchtigste Fürst und Herr/ Herr Sigmund, Römischer König 2c. Unser gnädiger lieber Herr/ Uns zu sinen/ und des Rihs Fürwiser und Stadthalter in Teutschen Landen zehn ganze Jahr die nächsten nacheinander folgend gesezt und gemacht/ und Uns sin Brief mit siner Königl. Majest. Ingesiegel versiegelt daruber geben hat/ und Uns aber der Hochgebohrne Fürst/ Herr Ludwig, Pfalz-Grave by Rin/ und Herzog in Bayern/ Unser lieber Oheim mit Nrkunden und Briefen unterwiesen hat/ daß es nit sin soll/ so haben wir Uns von solcher des obgenannten Unsern Oheims Herzogs Ludwigs Unterweisung/ und auch um siner Wegen und Beth willen/ des vorgeannten Fürwiser- und Stadthalter- Amtes entschlagen/ und wir versprechen/ gereden und geloben auch mit guten Erwen in kraft dieß Briefs/ daß wir Uns des furab nit me annehmen/ unterwinden/ oder gebuechen sollen/ in kein Weise/ ohn alle Geberd. Nrkund dieß Briefs versiegelt mit Unserm anhangenden Ingesiegel/ geben 2c.

Und wir obgenannten Ott und Dietrich bekennen/ daß wir diese Nrkund und Entschaidung in aller der massen/ als hievor geschrieben stat/ zwischen den obgenannten Unsern Neren und Oheimen Erzbischoff Conraden und Herzogen Ludwig in der Gütlichkeit begriffen und gemacht han/ und daß es auch dabey verblieben und gehalten werden soll/ ohn alle Geberd. Und daß zu Nrkund so hat Unser jeglicher sin Ingesiegel thun henden an diesen Brief/ der geben ist zu Bopparten/ da man schraid nach Christi Geburt XIVC. XXXIII. Jahr des Xden Tages in den Mayen.

CLXVII.

EUGENII Papæ IV. prima Bulla annullationis & cassationis CONCILII BASILEENSIS. Datum Romæ quarto Calendas Augusti Anno 1433. [Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXX. pag. 131. PHILIPPI LABBEI Concilior. Collect. Tom. XII. pag. 529.]

EUGENIUS Episcopus Servus Servorum Dei ad futuram rei memoriam.

INSCRUTABILIS Divinae providentiæ altitudo, ad hoc nos maxime potestatis desuper plenitudine nobis tradita super universum Gregem Dominicum in Præsulem constituit, ut ad removendum atque extirpandum de agro Dominico vepes, ex quibus possent Ecclesiæ sue Sanctæ & Christianæ Reipublice dissensiones, & scandala provenire, cura assidua & pervigili intendamus. Sane cum dadum ex certis & rationabilibus causis Concilium nonnulli Basileæ congregatum esse dicebant, dissolventes, illud ad Civitatem nostram Bononiensem duxerimus commutandum, postmodum, cessantibus dictis causis, præfatum Concilium in ipsa Civitate Basileensi decrevimus per nostros Legatos, qui ibidem nostro nomine præsidere, continuari debere, prout in diversis desuper confectis nostris Literis plenius continetur. Cum autem qui Basileæ congregati erant, prout sunt, etiam post dissolutionem & decretum hujusmodi, ac etiam ante adventum didorum Legatorum non ad communem utilitatem, sed ad privatas passionis intenti, nullaque auctoritate Sedis Apostolicæ suffulti, multa & gravia, etiam præter illa tria propter quæ fuerat ibi principaliter Concilium à principio constitutum, tamquam habere generalis Synodi, nobis etiam contra dicentibus, potestatem, disponere, ordinare, statuere, sancire, declarare, & mandare præ-

L 1

ANNO
1432.

ANNO
1433.

sumpserint, in nostrum & Sedis Apostolicæ ac Venerabilium Fratrum nostrorum Cardinalium & aliorum nobis adhaerentium grave præjudicium, præter & contra Sanctorum Patrum Decreta & Canonicas Sanctiones: Nos attendentes quod ea, quæ per eos sic perperam statuta, facta & ordinata existunt, si sub dissimulatione & silentio præterierint, in magnum atque evidens præjudicium Ecclesiæ atque Apostolicæ Sedis, & grave scandalum plurimorum verifimiliter redundare possent, cum non ad reformationem, sed ad deformationem, non ad unitatem, sed scissuram Ecclesiæ, non ad hæreses tollendas, sed utriendas; non ad pacem fidelium, sed discordiam seminandam spectare videantur: ac propterea volentes, prout ex debito pastoralis officii tenemur, quantum Altissimus permiserit, futuris scandalis celeri remedio providere, omnia & singula gesta, facta & ordinata, sancta, decreta & declarata per præfatos Basilicenses congregatos & existentes, videlicet Citationes, Processus & sententias, statuta & Decreta, quæ de nobis seu contra nos, Jura & libertatem nostram & Sedis Apostolicæ vel Venerabilis Fratres nostros Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, seu ipsorum aliquem, aut Prælatos quoscumque sive Curiales aut Romanam Curiam sequentes, usque ad præsentem diem facere, statuere, attentare & ordinare nimium præsumpserunt. Ex quo usque ad accessum ipsorum Legatorum ad supra scriptam Civitatem Basileensem, & in ipso Concilio prædictum, quomodolibet per eos in futurum fient, agerent, ordinabuntur, faciantur & statuantur, attentantur, & mandabuntur, exceptis his in quibus eis per nostras Literas facultatem concessimus, irrita esse & inania, nullumque effectum debuisse aut debere fortiri, auctoritate Apostolica, de consilio & assensu præfatorum Fratrum nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, tenore presentium declaramus, decernimus, & pro infectis haberi volumus & mandamus. Ipsaque & maxime Legationes in Terris Ecclesiæ, creationes & ordinationes Officialium, Beneficiorum collationes, ac omnia & singula inde secuta, vel quæ in posterum sequi possent, ex nunc præfata auctoritate, cum de facto processerint, de Apostolica potestatis plenitudine cassamus, irritamus, & annullamus ac nullius esse decernimus roboris vel momenti, districtius inhibentes universis Christi fidelibus, ne Decretis, Ordinationibus, Mandatis, factis & gestis hujusmodi aliquo modo pareant vel intendant, aut pro talibus reputent: Declarantes omnes & singulos, cujuscumque status, gradus & præminentie existant, etiam Imperiales, Regales, Cardinales, sive quacumque alia Ecclesiastica sive Saculari præfulgeant Dignitate, nullo vinculo juramenti, promissionis, facti aut conventionis prædictis factæ, quomodolibet se teneri. Nulli ergo omnino Hominum liceat hanc paginam nostræ Declarationis, Constitutionis, voluntatis, mandati, cassationis, irritationis, annulationis & inhibitionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Apostolorum Petri & Pauli ejus se noverit incursum. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicæ millesimo quadringentesimo trigésimo tertio, quarto Kalendas Augusti, Pontificatus nostri Anno tertio.

CLXVIII.

1. Août, **EUGENII Pape IV. Bulla, per quam, non obstante Commutatione CONCILII BASILEENSIS ad Civitatem Bononiensem ab ipso non ita pridem decreta, præfatum generale Concilium Basileense à tempore Incarnationis sue continuatur, quinimo Pontifex præfatus Commutationem & Translationem revocans, idem Concilium Basileense pure, simpliciter, & cum effectu amplectitur.** Dat. Romæ Kalendis Augusti Anno Incarnationis 1433. [Collectio Conciliorum Regia, Tom. XXX. in App. pag. 786. **PHILIPPI LABBEI Collectio Concil. Tom XII. Col. 945. RINALDI Continuatio Annalium Cæs. BARONII Tom. XVIII. Anno 1433.**]

DUDUM sacrum Generale Basileense Concilium pro reformatione morum, extirpatione hæresum, & pace populi Christiani, per Generalium Constantien-

sis, & Senensis Conciliorum Statuta, Ordinationemque felicis recordationis Martini Pape V. Prædecessoris nostri, ac nostram inchoatum ex certis causis in Literis nostris tunc expressis, ad Civitatem Bononiensem, de Fratrum nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium consilio, & assensu cum Subscriptione commutavimus. Verum cum ex dicta commutatione nonnullæ dissensiones suborta videantur ac nonnullæ ex dictis causis, quibus ad hujusmodi commutationem, seu dissolutionem faciendam principaliter moti fuimus, aliter jam se habere cognoscamus, nihilque aliud optemus, quam ut, sublatâ omni materia dissensionis, ad hæreses, bella & morum deformitates de populo Christiano extirpandas salubriter intendatur, ad consilium etiam, & ad instantiam Charissimi in Christo Filii nostri Sigismundi Romanorum Imperatoris semper Augusti, ac Hungariæ, Bohemiæ &c. Regis Illustris, de Fratrum nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium consilio, volumus, & contentamur; præfatum Generale Basileense Concilium, à tempore inchoationis sue continuatum fuisse, & esse, prosecutionemque semper habuisse, & continuari; prosecutionemque ad prædicta habere debere, perinde ac si nulla commutatio, translatio, seu dissolutio facta fuisset: Quinimo præfatum commutationem, translationem, seu dissolutionem revocans, ipsum Concilium Basileense pure, simpliciter, cum effectu, ac omni charitate amplectimur, pro viribusque illud promoveré, ac omni favore prosequi intendimus, ita tamen quod Præsidentes nostri ad præfati Concilii Præsidentiam admittantur cum, effectu ac omnia, & singula contra Personam, auctoritatem, ac libertatem nostram, & Sedis Apostolicæ, ac Venerabilium Fratrum nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, & aliorum quorumcumque nobis adhaerentium in dicto Concilio facta & gesta, per dictum Concilium, prius omnino tollantur, & in pristinum statum reducantur. Sicque una mente, & uno Spiritu cum charitate, & puritate ad ea quæ præmissa sunt in dicto Concilio procedatur. Nulli ergo &c. siquis &c.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum, Kalendis Augusti, Anno Incarnationis &c. Dominicæ, millesimo quadringentesimo trigésimo tertio.

Ego ANTONIUS Tituli Sancti Marcelli manu propria subscripsi.

Ego JORDANUS Episcopus Sabinensis ad fidem manu propria subscripsi.

Ego LUCIDUS Sanctæ Mariæ in Cosmedin Diaconus Cardinalis subscripsi.

CLXIX.

EUGENII Pape IV. secunda Bulla annullationis, & cassationis CONCILII BASILEENSIS. Datum Romæ Idibus Septembris, Anno 1433. [Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXX. pag. 133. **PHILIPPI LABBEI Conc. Collect. Tom. XII. pag. 531.**]

EUGENIUS Episcopus Servus Servorum Dei ad futuram rei memoriam.

IN arcano nostræ mentis sæpissime cogitantes, quod nisi superinvalescenti Hominum malitia, qui Ecclesiam Dei variis quæstibus coloribus perturbare conati sunt, auctoritas Romanorum Pontificum resistisset, diversa in Ecclesia Dei scandala emerisissent, non solum debitum, sed etiam necessarium reputamus, ut nos quoque ea quæ in Ecclesiæ scandalum, nostrumque & Sedis Apostolicæ contemptum & dedecus fieri conspiciamus, debitis remediis comprimamus. Sane cum ad nostram notitiam nuper pervenisset, quoddam præfatum Decretum, datum tertio Idus Julii Anno Domini 1433. emanasse, in quo inter cetera contineri videbatur, nos infra sexaginta dierum spatium dictis congregatis pure & simpliciter adherere debere: venerabilibus autem Fratribus nostris Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus nec non quibuscumque in Romana Curia existentibus mandari dicebatur, ut post ipsum terminum lapsum infra viginti dies proxime sequentes, sub pena privationis omnium Beneficiorum suorum, Commendarum, Pensionum, Officiorum, & gratiarum quarumcumque, quam incurrerent ipso facto, Romanam Curiam relinquerent, omnes insuper Causas in ipsa Curia pendentes ad se eo casu advocant, prout hæc & nonnulla alia in ipso præfato Decreto dicuntur plenius contineri: Nos ex incumbenti nobis cura Officii Pastoralis

ANNO
1433.

ralls adftricti ad tuendam noſtram Sedisque Apoſtolice auctoritatem, Cardinalium quoque, Patriarcharum, Archiepiſcoporum, Episcoporum, Prælatorum, Officiorum & aliorum Curialium prædictorum aſſertum iſpius Decreti, ex deſectû potestatis condendum ac in hac parte ſupplicantium, ut ſuper præmiſſis providere vellemus, gravi quærela commoti, auctoritate Domini noſtri Jeſu Chriſti, qui nos ſuum in Terris Vicarium conſtituit, ac de potestatis noſtræ plenitudine, pronuntiamus & decernimus ac etiam declaramus, præmiſſum aſſertum Decretum, ac omnia & ſingula in eo contenta, nullum & inane penitus extiſſe, & exiſtere nulliusque auctoritatis, valoris vel momenti, ipſumque & quæcumque in eo comprehenſa eadem auctoritate revocamus, caſſamus, irritamus, & pro inſectis haberi volumus, & mandamus. Decernentes inſuper & etiam ſtatuentes, Proceſſus omnium, Beneficiorum, Officiorum Dignitatum, Penſionum, Commendarum, ſeu Titulorum quorumcumque collationes & diſpoſitiones quæcumque, in vim ejusdem Decreti, quomodocumque, & qualitercumque factas & fiendas, & omnia inde ſecuta notorie, nullius exiſtiſſe, vel exiſtere ſimilitas. Mandamus inſuper omnibus & ſingulis Chriſti fidelibus, Eccleſiaſticis & Secularibus, cujuscumque dignitatis, ſtatus ſeu conditionis exiſtant, etiamſi Imperiali, Regali, Reginali, Cardinalatus, Patriarchali vel quavis alia præfulgent dignitate, ſub anathematis pena & privationis quam contravenientes incurrere volumus ipſo facto, Dignitatum, Officiorum & Beneficiorum ſuorum quorumcumque, & inhabitationis, ad illa ſeu alia in poſterum obtinenda, ne Cardinales, Patriarchas, Archiepiſcopos, Episcopos, Prælatos, Officiarios, Clericos, ſeu alios Romanam Curiam ſequentes, in eorum perſonis, ſeu rebus Eccleſiaſticis, Beneficialibus, Spiritualibus vel profanis, occasione præſati Decreti, turbent quomodolibet, vel moleſtant, nec ea facientibus præſent auxilium, conſilium vel favorem, Præſent quoque penes illos, qui auctoritate ſue occasione quæcumque, ea aut eorum aliqua auſu fuerint attentare, volumus ſubiacere, inhabilitantes eos ad quæcumque Dignitates, Honores, Officia & Beneficia in poſterum obtinenda, ſupplentes ex eadem potestatis plenitudine omnes deſectus, ſi qui forſan interveniant in præmiſſis. Nulli ergo omnino Homini liceat hanc paginam noſtræ pronuntiationis, Conſtitutionis, Declarationis, Revocationis, Caſſationis, Irrotationis, voluntatis, Mandati, Statuti, inhabilitationis, & ſuppletionis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus ſe noverit incurſurum.

Datum Romæ apud Sanctum Laurentinum in Damaso, Anno Incarnationis Domini millefimo quadringenteſimo trigefimo tertio. Idibus Septembris, Pontificatus noſtri Anno tertio.

CLXX.

13. Sept. EUGENII Pape IV. *tertia Bulla revocata atque denegata, annullationis & caſſationis CONCILII BASILEENSIS. Datum Romæ Idibus Septembris Anno 1433.* [Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXX. pag. 135. PHILIPPI LABBEI Concil. Collectio, Tom. XII. pag. 532.]

EUGENIUS Episcopus Servus Servorum Dei universis Chriſti fidelibus ſalutem & Apoſolicam Benedictionem.

DEUS novit ſecretorum omnium optimus perſervator, quod uſque adeo ſummopere atque diligenti ſtudio procuravimus, ne ſacrilegum Schisma in Dei Eccleſia nasceretur, quod pauci etiam Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Cardinales Baſilæ convenientes ipſum poſſent veriſimiliter, ſi ab inceptis non deſiſſerent, inducere, nos etiam ad illa humiliando, ut ſcandala viderentur, ac ipſis plurima permittendo, ad quæ de jure minime tenebamur, credentes, ut exinde pacati, pax & tranquillitas inter nos & ipſos, imo verſus in Chriſtiana Religione oriretur. Sed non proſuerunt, ſive prodeſſe poſſunt, per nos pie, manſue ac modeſte cum ipſis dicta & geſta, ut poſſet notorie animadvertere Chriſticola quilibet orthodoxus, quin ipſi velint ſe à Sancta Sede Apoſtolica ſcindere, & Divinum Corpus Dominicum, id eſt Sanctam Matrem Eccleſiam Chriſti,

TOM. II. PART. II.

tunicam inconſutilem lacerare ac ſciſſuram peſſimam in ipſa conficere, noſque Petri Succẽſſorem legitimum licet immeritum, pro poſſe conſtituere, quas res hactenus Chriſtiane Religionis Principibus pateſcere non curavimus, ſperantes noſtra cum manſuetudine & patientia omnia ad debitæ Juſtitie ſemitas poſſe deducere, ac ipſos ab eorum conatibus & erroribus revocare. Sed pro dolor! nimium iſte morbus eorum canceroſus invaluit, & quotidie convaleſcit, quia noſtra clementia & nimia benignitas ipſos contra nos quotidie reddit magis elatos. Et quamvis eorum deſideriis condeſcendentes mandaverimus iterum debere Baſilæ Concilium celebrari, ipſi tamen, quoniam nobis oppido ſunt inſecti, & quos toleraſſe, & ipſis ſuarum contra Sedem Apoſtolicam rebellionum indulgentiam obtuliſſe, non proſuit, eorum tamen intentionem executioni gaudere & cupiunt præcipue demandare, nos falſo de variis criminibus impetentes, ut valeant inhumaniter omni Pontificali potestate nos protrubare: quorum calide dicta & geſta opus eſt reſellere, ne falſis detractionibus de nobis conſectis valeant Chriſtianam circumvenire Religionem, ac omnibus Chriſti fidelibus eorum geſta, dicta & facta horrenda ſapere poſſe in futurum Schisma, & peſſimam Hereſim offendamus, noſtris hiſ Literis ſingulariter eorum obiectis reſpondentes. Obijciunt igitur primum, de nobis obloquentes, quod ſcandali, & perturbationis cauſa in Eccleſia Dei introducendi perperam conati ſumus Sacram Baſileenſem diſſolvere Concilium, quodque ex hoc univerſalem Eccleſiam conturbavimus, nec ſine conſenſu Concilii diſſolutionem illam facere valuimus: quæ cuncta veritati Juris & facti penitus ſunt adverſa, quoniam primum noſtra nunquam fuit aut erit intentio, Sacrum diſſolvendo exinſare Concilium, ac nolle ſecundum Conſtantienſis & Senenſis Statuta Conciliorum ipſam Sacram Synodum celebrari, in qua perſidæ Hereſes evellerentur & Deo militantium in Eccleſia reformatorum mores improbi, ac alta Pax & dulcis tranquillitas Chriſtiano Populo traderetur: quin poſtus hoc tam ſalubre negotium ſemper inſedit, & reſidet cordi noſtro. Et hiſ de rebus cupientes ut ipſum, per Apoſtolicæ noſtræ ſolertia ſtudium, ſinem debitem conſequeretur, in noſtra aſſumptionis principio ad ſummum Apoſtolorum apicem mandavimus per dilectum Filium Julianum Sanctæ Romanæ Eccleſiæ Sancti Angeli Diaconum Cardinalem ibidem Baſilæ Sanctam Synodum celebrari. Verum quoniam poſtmodum, ut aliis noſtris Literis curavimus Chriſticolis palam facere, juſtis de cauſis ex parte ipſius Juliani, & nonnullorum tunc Baſilæ convenientium, per dilectum Filium Joannem Pulcrisipatis ipſorum Oratorem, ad nos ſpecialiter Deputatum, nos informati veridica relatione perceperimus, quod Baſilæ pro tunc, ſine magno temporis intervallo, ipſe Sanctæ Synodi celebratio non eſſet poſſibilis, Concilium ipſum penitus non diſſolvimus, ut ipſi non bene interpretati ſunt, ſed ad noſtram Bononiensem Civitatem commutavimus, ſic quod ipſum in ſua eſſentia conſiſtere volumus, ac à Baſileenſi Civitate ſolum exolvimus: quare nos indebite criminantur, quod ſcandala in Eccleſia Dei introducendi cauſa Concilium diſſipavimus, cum ipſum à Baſilæ commutare, neceſſitatibus urgentibus, coacti fuerimus. Et quamvis nunc nobis ipſas cauſas per præſatum Oratorem intimatas inſiciari non vereantur, Orbi tamen toti noſtiſſimum eſt illas cauſas celebrandi Concilii impeditivas extiſſe veras. Nam fere octo meſes effluxerant poſtquam ipſa initiari debuit Sancta Synodus, nec adhuc Baſilæ conveniſſent tres Episcopi, aut alii in toto numero decem Prælati, Regniſque & Principum Procuratores ſive Nuntii pauci ſive nulli aderant, cum quibus de Chriſtianorum pacatione ſive concordia poſſent aliqua pertractari, ut in Conciliis primum eſt decens inquire. Doctores & Magiſtrorum ſere nulli intererant, qui Hæreticorum verſutis reſiſtere poſſent, ac argumenta eorum ſophiſtica ſciſcent reſellere, & confutare. Locum etiam ipſe Baſileenſis Civitatis minime tutus videbatur, tum propter armatam finitimam Hæreſim Bohemorum, tum propter ſubortam Guerram inter dilectos Filios Viros Illuſtres Burgundiæ & Auſtriæ Duces. Hiſ igitur & aliis juſtis & legitimis de cauſis, non ſcandalizandi Clerum ſive errores ſtudio conficiendi, de ipſorum Cardinalium plurimorum conſilio & aſſenſu, qui nunc Baſilæ conveniſſent & hanc commutationem damnant, illam ſecum, præſertim hiſ etiam de cauſis moti, quia ſperabamus quod in Italia conſiſtente cariliſſimo in Chriſto Filio noſtro Sigismundo Romanorum tunc Rege, nos facilius ambo poſſiſſemus Bononiæ convenire, adſenſuque ibidem Bononiæ tunc celeriter Prælati & Principes in numero

ANNO
1433.

L 1 A

mero

ANNO
1433.

mero copioso sive ipsorum Procuratores & Nuntii, cum quibus melius & gravius maturitate singula in Conciliis agenda expedirentur, & majori cum reverentia ab omnibus Christi fidelibus reciperetur, quam illa quæ per paucos Basilæ convenientes fieri forsitan contigissent. Nescimus ergo quomodo ipsam auctoritatem commutationem reprobare, cuius ipsi plurimi fuerunt auctores precipui, damnant namque eorum gesta non nostra, quia tunc eramus gravissima corporali infirmitate gravati, cum ipsi dissolutionem & translationem ipsam promovebant, fudebant, & efficere studuerant, nobis præcipue ad memoriam reducentes & his rationibus compellentes, quod dum eramus in minoribus constituti, una cum ipsis & aliis Fratribus nostris Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, voto & juramento nos adstrinximus, & quod illo in Loco Concilium teneremus, in quo majori partem Cardinalium magis expedire videretur, cum Basilæ non speraretur posse Concilium celeberrimè temporibus à Jure decretis, jam sine temporis instante, & impediendis subsistentibus antea enarratis, si ne ipsi mutationem sive translationem necessarium esse dicentes, & ut alio in Loco transferremus sedulo requirerent. Tandem fuit causa finalis, ut ipsam translationem sive commutationem faceremus, quam tamen & ipsam fuisse, & nobis illi cum venerabilibus Fratribus nostris Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus facere licuisse, prout egimus, etiam absque alterius consensu Concilii, nemo sane mentis, ambigere debet. Nam est Canon Constantiensis Concilii qui incipit, *Frequenter*, ab ipso Concilio editus, & à felicis recordationis Martino Prædecessore nostro non improbatum, locum mutare vel tempus inceptionis Concilii prorogare nobis sine Concilii consensu prohibere videatur, non tamen debet sic abusive interpretari, ut causa imminente nobis etiam soli adempta fuerit circa loci mutationem, temporis prorogationem, dispensandi facultas, cum, etiam si à Martino editus existisset, illa non fuisset, fide esse debuisset prohibendi intentio, quæ Successoribus suis nullum potuit in hac parte prejudicium generare, pari post ipsam, quinimo eadem, potestate functuris & infertur, prout est secundum omnia jura, in hac parte Concilium inferius summo Pontifici Papæque ipsis prioriter nequeunt solvere vel ligare, sed nos in his Concilio superiores ipsum possimus pro libitu regulare. Nam hoc de jure notissimum est quod possimus quæcumque statuta, decreta, declarari sine sanctorum per quoscunque Prædecessores nostros vel per quoscunque Concilia, dummodo in ipsis fidelè fundamenta non existant, sive ex hoc universalis Ecclesiæ bonum principaliter non turbetur, ut Vicarius Christi & irreprehensibiliter pro nostro amovere & corrumpere libitu voluntatis, & contra sentire non efficit longævum ab hæresi. Velle ligare manus Vicarii Jesu Christi & in Terris Dei Legati, sive ipsius gesta judicare vel improbare, quod Sacriligii crimen habet? Sed, quæsumus, nobis dicant qui nobis detrahunt, quæ Hæresis, quæ universalis Ecclesiæ turbatio, ex hac translatione Locum surgere poterat, si nos Sanctam Synodum Bononiæ commutavimus, ut ejus bonum non frustraretur ulterius, quod jam mensibus octo sine fructu aliquo extiterat prorogatum & ipsius instanti postmodum Basilæ vestigia comoda nulla videbantur? Profecto nullus per juris tramite ambulans, & non passione seductus afferret, quod Ecclesiæ fecerimus perturbationem, sed salutem: nec celebrationem Concilii frustravimus, sed id accelerare concupivimus. Taceant ergo hi qui sic nobis inhumaniter detrahunt, quoniam non ad Christianorum & Ecclesiæ noxam commutationem fecimus, sed pro salute tutissima, ut citius quæ in Concilio forent agenda finem debitum forentur. Fuit igitur à Basiliensi Civitate legitima pro tunc nostra Concilii dissolutio ac ipsius ad Bononiam iustissima translatio, & afferentes contra sunt penitus ab omni veritate ac fide Catholica alieni. Nos insuper criminantur, & diffamant, quod Sacro Concilio pure & simpliciter non adheremus, sed quotidie magis & magis contemnimus & despiciamus, quodque nos modeste & mansuete monere curaverunt in scandalosam dissolutionem & Ecclesiæ Christi perturbationem amovere debere, cum quæ res iniquitas, nos pertinaciter recusare, & tandem, quod est deterius, si eorum vota infra sexaginta dies non adimpleverimus, nos ab omni Pontificatu omnia sint divina jura pariter & humana, ac Hæresim manifeste nutrituriam, breviter ostendimus: nam dissolutionem, quam scandalosam & Ecclesiæ perturbantem esse dicunt, legitimis de causis & necessariis

jure fecimus, ut ante retulimus. Quod igitur scandalum, quod iuste, honeste & urgente necessitate factum exstitit, potuit generare? Profecto nullum, cum omnia quæ ad salutem Christianæ Religionis debuissent in Basiliensi Concilio expediri, & quæ pro tunc, cum ipsam Sanctam Synodum commutavimus, ibidem Basilæ fieri non poterant, melius, celerius, & commodius in ipsa Bononiensi Synodo perfici valuisse. Quam etiam Ecclesiæ turbationem fecimus, cum, ut paulo ante narravimus, illo in tempore quo Concilium commutavimus fere nulli Prælati convenirent? Non poterant igitur perturbari qui non aderant, quia quod Concilium Basilæ fieret non curabant. Nam si adessent, ibidem in tempore convenissent. Nec quo ad illos qui convenirent, quia ita pauci numero erant, quod sine nostra auctoritate Ecclesiam universalem representare non poterant, quavis ipsi etiam repræsentare se dicerent. Concilio igitur ad ipsam Bononiam Civitatem legitime transito ibidem postmodum Basilæ convenientes velut locustæ accephali Canonicum sine nostris Præsentibus non fecerit Concilium, cum auctoritate careret Apostolica Sedis. Nec verò sunt quas faciunt excusationes, quod Constantiensis benedictusque, atque felix recordationis Martinus ac iusta auctoritate ipsorum Concilium vires habuerit & hæret. Nam prædictis veris causis subsistentibus, & nostram & pie memorie Martini & ipsorum Conciliorum auctoritates, ut jure fecimus, revocare potuimus, ut patule supra insinuavimus: quare post ipsam Canonicam dissolutionem & auctoritatem prædictam revocationem, absque ulla Apostolica auctoritate conveniebant sive conveniant. Unde verum non est dicere eorum Canonicum post nostram dissolutionem & sine nostris Præsentibus fuisse vel esse Concilium, quoniam nulla rata est vel unquam erit Synodus generalis, quæ summi Pontificis non fuerit auctoritate confirmata. Nec etiam eorum Spiritus Sanctus & Caput, cum miseris Jesus Christus super omnia h. m. m. Pontificem Ecclesiæ post transitum Verbi ad Patrem Caput & Principem ab ipso Christo & Ecclesiæ constitutum Ecclesiæ instituerit, hos videlicet qui locum retinimus ipsius Vicarii Jesu Christi, quavis immeriti. Sacilegem igitur à nobis postulant, & hæreticum, ut declarare velimus retroactis temporibus Basilæ continuò fuisse Concilium, cum post nostram dissolutionem sine nostris Præsentibus regulare non faceret Concilium: quia eorum dicta, gesta & facta omnia contra divina jura pariter & humana perperam sunt confecta, & quæ per nos nullatenus sunt debita comprobata. Et in hoc est quod Christianam Religionem circumvenire cupiant, ut sub colore, quod continuo Basilæ Concilium fuisse declaramus, omnia eorum gesta & facta comprobemus, quæ adeo sunt minus bene composita, ut etiam ab habentibus potestatem promulgata fuissent, essent irratione, annullatione, & revocatione dignissima. Nam, quod nunquam est lectum; ipsi in Civitate nostra Avinionensi, & contra nostram voluntatem constituit Legatum aucti sunt, illam Tyrannidi unius Cardinalis nuper cum eis convenientis subiungendo, spreto vero Legato de latere per nos & Sedem Apostolicam constituto, unde tot Guerrarum strages, tot rapinæ, tot homicidia, tot incendia suborta sunt. Sed tandem Clementissimus Deus sua misericordia favit Parti justiorum causam habenti, quia nostro vero Dominio, & sub nostro Legato ipsa Civitas est subiecta. Ipsi insuper de singulis Romanæ Curie Officiis inter se ipsos disponere non sunt veriti, Præsidentes ad præsidendum in eorum Generali Concilio deputando; nostris penitus Præsidentibus spreto, cum quibus potuissent ac debuissent Canonicam Synodum facere & firmare. Causarum etiam Auditores à se ipsis constituerunt, quod nusquam visum est, Pontifice summo Romanam Curiam tenente, dum ad ipsam extirpationem Hæresium, reformationem morum Pacemque Christianicorum universam intenti esse deberent, singulorum causas particulares studenter ventilare. Exercerunt etiam Vicecancelariatus Officiis uni ex ipsis, contra nostram voluntatem tribuere præsumperunt, ac etiam generalia sive publica Consistoria celebrare, omniaque attentare non solum, quæ tantum sunt nobis & Sedi Apostolicæ specialiter reservata, perinde ac si universæ carnis viam essent ingressi, vel si omnis Pontificalis summæ Dignitatis potestas esset nobis adhuc viventibus & in Peri Sede legitime constitutis apud ipsos devoluta, quod asseverare est hæreticum & profanum, cum potestas apud nos & ipsos, & sic duos, in solidum esse non possit, quia imaginari non possumus quæ auctoritate, quo jure, nobis in Sede Apostolica constitutis, Beneficia con-

ANNO
1433.

ANNO
1433.

ferant, nisi quod usurpant contra iustitiam jura nostra, & quod detestabilis est, illa, quæ in nostris Prædecessoribus malefacta damnant, Monasteriorum Religiosorum Sæcularibus Clericis Administrationes concessas, ipsi ad instantiam ejusdem Principis Sæcularis fecerunt. Nam Officium Generalis Humiliorum & illius Ordinis principale Monasterium, cuiusdam Sæculari Clerico in Commendam sive administrationem concesserunt: quam rem exemplo veluti perniciosam, nos antea facere recusavimus. Ipsi vero ut Episcopos habeant, continuo cognita contraria voluntate facere tentaverunt, & sub tali eorum colorato Titulo Clericus ante dictus in dicta Administratione introitus est, ita ut dici possit, quod fere eorum Monasteria Regularia, quæ sub Officio Generalis dicti Ordinis regulari debuissent, sub unius Clerici Sæcularis sine Administratione supposita, quæ quantum juri, quantum honestati, quantum bonis moribus conveniant, quisque prudens animadvertere potest. Postremo tandem ultra aliud, quod nos & plurimos Fratres nostros Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales citare conati sunt, etiam postquam decrevimus iterum ibidem Basilæ debere Concilium agitari, nos etiam ab Administratione summi Pontificatus suspendere fecerunt, ut ad ipsos possent, saltem de facto, ipsam nostram summi Pontificis potestatem advocare, & ejus Administrationem exercere, conferendo Beneficia vel Officia, & alia faciundo quæ nobis tantum sunt à jure concessa sive permissa. Ista sunt ergo causæ quare continuo Basilæ fuisse Concilium per nos declarari cupimus. Ipsi sunt qui, quoniam eorum vota pati non volumus, de nobis tot mendacia confingunt. Ista sunt Hæreses quas extirpare cupimus. Ista sunt reformationes debite quas in Ecclesiâ Dei introducunt, & Pax & tranquillitas, quas universis Christi fidelibus disponent, quia inter se ipsos potestatem nostram dividunt, & sibi ipsis adscribere cupiunt, ut quæ Beneficia vel Officia sive Honores, quos à nobis consequi non valuerunt, scindendo Dei Ecclesiâ consecrantur. Absit igitur à nobis, absit ut talem declarationem faciamus, & quod talia gesta comprobemus. Prius est enim ut non solum Pontificatum vel partem ejus, sed animam tollant, quam fidem Catholicam nobis auferant. De hoc autem vero ad offendendam nostram sinceram, & purissimam intentionem quam habemus ut Concilium fiat, & quod omnia ad finem debitum perducantur, contenti sumus & volumus pure & simpliciter continuo fuisse Concilium, ita tamen quod omnia gesta & attentata contra nos sive Sedis Apostolicæ libertatem vel Privilegia, Sanctæque Romanæ Ecclesiæ Cardinales ac nobis adherentes, prout de facto fecerunt, sic de facto ante omnia revocent, nostrosque Legatos juxta Juris regulas Præsidentes admittant. Obijciunt etiam nobis & admirari videntur, quod Basilæ iustum Sacram Synodum celebrari; ac mandavimus cum Concilii consilio agenda per Præsidentes perfici. Dicimus quod Concilium domtaxat potens est, ipsos autem Præsidentes sequi necesse est, & ideo si Concilium dicaret sive consulere aliquid Ecclesiæ expedire, Præsidentibus vero non placeret, hoc ipsum minime fieri posset, sic quod de Iudice Concilium Consiliarius formaretur. Sed hi sic dicentes, si nulla jura vidissent, satis esset. Nam si ipsi omnia Mundi jura percontentur, omnia volunt quod quæ Concilio statuuntur, declarantur, seu faciuntur, à Papa vel ejus Legato constituantur atque promulgentur, Sacro Concilio consulente, sive etiam approbante. Nam si Papa vel Legatus ejusdem nollet disponere aliquid, contra Concilium affectaret, Papa Sententia, vel ejus Legati personam Summi Pontificis representantis, non Concilii voluntas sequenda foret, cum super omnia Concilia habet potestatem Papa, nisi forte quæ statuenda forent Catholicam fidem respectant, vel si non fierent, statum universis Ecclesiis principaliter perturbarent, quia tunc Concilii Sententia esset potius attendenda. Verba igitur nostrarum Litterarum secundum Juris formam interpretanda sunt, ut quæ ad solum Concilium spectarent, quæ sunt numero plurima, cum Concilio expediantur & fiant, alii vero Juris tramitem imitentur. Et hoc est in quo potissime falluntur, qui Basilæ conveniunt. Nam credant in singulis agendis esse Iudices supra Pontificem, quod eorum actiones demonstrent. Nam in singulis se nobis superiores reputant; quod tamen asseverare est hæreticum & profanum. Obmutescant igitur, & noscant, quod etiam sic cum Concilio fieri mandavit felix recordationis Martinus noster proximus Prædecessor, nec velint nostram puram intentionem, in singulis lacerare, quam etiam cum aliis lacerare conantur, asseverantes nostram ad summi Apostolatus apicem non fuisse Ca-

nonicam Electionem. Sed ô misericors Deus, cur oculos tue pie Justitiæ contra præstatos non convertis? Nam plurimi ex his qui talia proferunt sunt qui nos in Petri Cathedram dirigentes intromissaverunt, isti nos consecraverunt, isti nos coronaverunt & aliqui ex eis, ut à vero Christi Vicario Pontificatus insigni susceperunt, alii vero ex eis, tere omnes, gratias sive Beneficia plurima sunt acceperunt, & nos Annus, primus per nos vero Pontifice venerati sumus. Igitur imaginari non possumus qua fronte, qua audacia, quo colore, possint nostram Catholicam Electionem in dubium revocare, præsertim cum ipsorum allegent maximam, in iudicem. Quare Principes Christiani Religiosi, & quæ alii Christicolæ Orthodoxi, per videra iudiciorum Jesu Christi præstatos Basilæ convenientes adhortemur ut desistentes ab inceptis velint nostros Præsidentes admittere, ut Canonicam Synodum facientes; per bona illa, propter quæ Sacrum Concilium est institutum, debite executioni demandare. Quod si quod absit, fecerint & Dei Ecclesiâ scindere, tenus sunt conati, concupiverint, nec Præsidentes reformationi Ecclesiæ studuerint, Christicolæ Principes iterum per ejusdem diam obsecramus, qui pro nobis mortem sortalem, ut velitis eorum improbis consiliis resistere, præsertim ne Scismus perinde in Ecclesiâ oriatur. Nam hoc ad Principes pertinet Christianos, ut eorum temporibus pacem vel Matrem Ecclesiâ, unde sunt spiritualiter pasci. Psalmographi verbum ostendit, cum Reges intelligite, exultant qui in Domino, & c. Sed quomodo serviant Principes in Domino, & c. quæ contra Sanctam Matrem Ecclesiâ & ipsam Ecclesiâ sunt, religiosa severitate prohibenda. Agite igitur viriliter, agite adversus Christi vicinam & agrum Dominicum devastare cupientes, nec pariter velitis, quod sine auctoritate Pontificis Concilia non Concilia sunt: quomodo in futurum possit esse exemplum perniciosissimum, ut decem vice plures adhiberent sine Sedis Apostolicæ auctoritate aliqui in Legato Præsidentes convenirent, scandalizarentque Populum Christianum orthodoxum, ac contra Christi Vicarium pro libitu resisterent, ut resistentes malis actionibus æternam gloriam mereamini. Datum Romæ apud Sanctum Laurentium in Damaso, Anno Incarnationis Domini 1433. Idibus Septembris, Pontificatus nostri Anno tertio.

CLXXI.

Civitatis MANTUÆ cum ejus Territorio, Diocesi & Districtu iterata solemnique Erectio in Marchionatum atque Principatum per SIGISMUNDUM Romanorum Imperatorem in Solio Cæsareo sedentem in eadem Civitate. Datum Mantuæ Anno Domini 1433, die 22. mensis Septembris. [Pièce authentique tirée des Archives Archiduciales de Mantouë.]

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

SIGISMUNDUS Divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus, ac Ungariæ, Bohemiæ, Dalmaciæ, Croaciæ &c. Rex. Ad perpetuam rei memoriam Illustri Johanni Francisco de Gonzaga Mantuæ, ejusque Territorii, Diocesis, & Districtus, nec non & infra scriptorum Locorum, Terrarum, Castellorum & pertinentiarum Marchioni nostro Sacri Romani Fidelis Principi, gratiam Cæsaream, & omne bonum. Sicut summus ille Monarcha, & Imperator æternus Dominus Jesus Christus de Beatorum sanctorum magnitudine relictorum pluralitate lætatur; Ita Romani Imperatores, & Reges Monarchæ terrestres ab eo digna quidem estimatione trahentes exemplum non ad dignum Cæsarem culmen augere, decorum facere visi sunt, quam cum Celorum summo michantisissima Sidera trahentes in Terras ipsam Imperiale fastigium, densis undequaque Procerum, stipare chæteribus cornuicantibusque semper magnorum Heroum agminibus illustrare, tunc Romanam Rempublicam supra universum Orbem felicioribus Auspiciis exolentes, si, quod sibi concessum est, Capiti bene valentia nemine sapientia membra conjungerent. Quid enim Reges, quid Barbaras Nationes, quid diversa Mundi Climata

ANNO

1433.

subegisse proficeret, si deficeret vel quibus semel subdita fidelissime subderentur, vel quorum providentia sumpta frena debitu fortiter moderarentur in girum; si sunt enim quibus omnis Imperialis rutilat decor, floret Victoria, Gloria sublimatur; Hi Cæsareas laudes effusit, subfinit arma, & quod suis textus quotidie manibus qua proprio rubrant roseo sanguine victoriosos, divos crines premunt laurea triumphali. Sane licet alias, dum Romano Regio nomine fungemur, te & Hæredes tuos legitimos in Marchiones Mantuæ & Sacri Romani Imperii Illustres Principes creaverimus, & sublimaverimus, prout Litteræ Majestatis nostre desuper in Civitate Parmæ emanate clarius attestantur; tamen attendentes multiplicia merita probatis, ac preclara devotionis insignia quibus tu, ac laudabiles memorie Progenitores tui ingenue Domus de Gonzaga Predecessores nostros dive recordationis Romanorum Imperatores, & Reges, ac ipsum Sacrum Romanum Imperium, dignis quidem studiis honoribus venerari, illum etiam fervidum tue mentis ardorem quo nostros, & ejusdem Imperii procurandos honores inclinari, attentius Imperialis considerationis intuitu limpidius intuentes, animo deliberato, sano etiam Principum, Comitum, Baronum, Procerum, & Nobilium nostrorum Fidelium dilectorum accedente consilio, Te prefatum Johannem Franciscum, cum hec tue nobilitatis origo, latitudoque tui Domini ac ampla subiecta tue diditionis spatia, necnon inemerata fides tua, ac Progenitorum tuorum, quo vetusto jam tempore cum maxima Fidelitatis exhibitione Sacrum Romanum honorasti Imperium non immerito requirebant, & requirunt, Denno & ex superabundanti, sedentibus nobis in Apparatu, & Cerimoniis Imperialibus ac solemnitate debita in Sôlo Cæsareo, per Biretti, Mantelli, & Annulli impositionem, & Banderium concessione ac aliorum insigniorum collatione, Hodie in nomine Domini Salvatoris nostri, à quo omnis Principatus, & honor provenire dinoscitur, Auctoritate Cæsarea, illustravimus, & insignivimus in verum Principem, acque Marchionem Mantuæ sublimavimus, ereximus, & decoravimus, ac recepto à te in manibus propriis subjectionis, obedientiæ, & fidelitatis debito Sacramento, illustramus, insignimus, sublimamus, errigimus de Imperiali plenitudine potestatis, ac decreta nostri scientia motuque proprio decoramus, Decernentes, & volentes expresse Quod tu, ac Hæredes, & Successores tui legitimi Marchiones Mantuæ perpetuis in antea temporibus omni dignitate, preheminentia, nobilitate, Jure, potestate, licentia, honore, & consuetudine gaudere, ac sui continuo debeatis, quibus alii nostri, & Sacri Romani Imperii Principes ac nominativi Marchiones Illustres fruii sunt hæcenus, & quotidie potiuntur; Civitatemque Mantuæ ejusque Territorium, Diocesim, & Districtum cum omnibus suis Juribus, Honoribus, Jurisdictionibus, ac Pertinentiis quibuscumque in inferiori Lombardia constitutam, prout hæcenus per Commune Mantuæ, sive Predecessores nostros, sive te, tenent, & potestatem est, ac tenetur, & possidet ad presens, cum infra-scriptis Caltris, Locis, ac Terris, Villibus, Juribus, Regalibus, Honoribus, Jurisdictionibus, & Pertinentiis quibuscumque, videlicet, *Castro Sermidi cum tota Curia sua, atque cum omnibus, & quibuscumque suis Villis, Locis, Terris, Vallibus, Pascuis, Nemoribus Piscariis, Canalibus, Aquis, Aqueeductibus, Aquarumque decurribus, & cum omnibus suis ultra citraque Ripis Riparumque Juribus, & cum toto, mero & mixto Imperio superius, & inferius usque in Buranum vivam; Item & cum Castro Reveri, & cum sua Insula, & Curia; Item & cum Castro Quistelli cumque ejus Curia & cum Flumine Setule ab utraque Ripa, prout labitur, & se extendit superius, & inferius per totum Territorium, Diocesim, & Districtum Mantuæ & per omnia alia Loca tibi tuisque Predecessoribus à nostris Predecessoribus in Vicariatum, sive alio titulo concessa; Item & cum Castro Lazzaria cum tota sua Curia, & Territorio, ac mero & mixto Imperio; Item & cum Castro Suzaria cum tota sua Curia, Item & cum Castro Marchegia, cum tota sua Curia & Territorio extra ultraque Flumen Olii, & cum ipso Flumine Olii ab utraque ipsius Ripa, prout labitur, & decurrit à superiori parte per totum Tertitium Mantuanum usque in Padum; Item & cum toto libero Flumine Padi, cum omnibus suis ultra citraque Ripis, Caltris, Forficulis atque Locis, prout labitur, & decurrit à Fluminibus, sive Canalibus, sive Aquis Tabate Zarie, & Olii usque in Buranum vivam, & usque Veslanum cum omnibus, & singulis Vallibus, Paludibus, Pascuis, Piscinis, & Piscariis ultra citraque dictum*

Flumen Padi, quantumcumque dilatentur, prout hæcenus per Commune Mantuæ, sive te, sive Predecessores tuos tene fuerint & possesse, vel tenentur, & possidentur ritè ad presens, & generaliter cum omnibus, & singulis Caltris, Rochis, Fortificis, Fluminibus, Vallibus, Villis, & Terris, Juribus, Regalibus, Jurisdictionibus, ac Pertinentiis dictæ Civitatis, Diocesis, & Territorii Mantuæ dictorumque Castrorum nominatim cum toto Flumine Mincii, & suis adjacentiis ab utraque ipsius Ripa, prout se extendit, & labitur à Veggio usque in Padum; ex certa nostra scientia, & Imperiali plenitudine potestatis, in novam Marchiam, & Marchionatum errigimus, facimus, & creamus; decernentes, & hoc nostro Imperiali statuente Edicto, ut de cetero dicta Civitas Mantuæ cum toto ejus Territorio, Diocesis, & Districtum, cumque predictis Caltris, Locis, & Terris, earumque omnium, & singularum Juribus, Regalibus, & Jurisdictionibus quibuscumque, Marchia & Marchionatus, & pro Marchia, & Marchionatu noncupetur, vocetur, habeatur, & ab omnibus teneatur; Tibi Illustri Johanni Francisco tuique Filii, & Hæredibus legitimis masculis, ac Successoribus infra-scripto ordine successuris, predictam Civitatem Mantuæ ejusque Territorium, Diocesim, & Districtum cum supra-scriptis Terris, Locis, & Caltris, cumque omnibus, & singulis dictæ Civitatis, Terrarum, Locorum, & Castrorum Juribus, Honoribus, Jurisdictionibus, mero & mixto Imperio, omnimodaque Jurisdictione, & coheretione, Aquis, Stagnis, Torrentibus, Lacubus, Fluminibus, & Piscariis, Molendinis, & Juribus navigandi, Silvris, Nemoribus, Pratis, Paschuis, Piscinis, Theionis, Conduclibus, & potestate fabricandi Monetam auream, argentam vel eam, & quæcumque aliam, legalem tamen & dativam, Vallibus, Venationibus, & Pheudis, Pheudatariis, Vassallis, Vassalagis, Baronis, Militibus, Judicibus, Plebeis, Rusticis, Agriculis, Judeis, & omnibus, quæ tam de Jure, quam alia quæcumque speciali Consuetudine, vel Lege dictæ Civitatis, ac predictorum Locorum, Terrarum, & Castrorum latitudine concernunt, in Marchionatum, & Pheudum honorabile, æque perpetuum Imperiali auctoritate, & de benignitate Cæsarea, animo deliberato, & ex certa scientia, concedentes, & gratiosis conferentes decernentesque, & hoc Edictali Constitutione facientes Quod tu, & Filii, ac Successores tui legitimi perpetuo Marchiones Mantuæ nominari, & appellari debeatis inantea, & tanquam ceteri Imperii Sacri Marchiones, & Principes teneri, & honorari, ac ubique locorum ab omnibus reputari omnibusque Jure, Privilegio, honore & gratia, ac Dignitate, & Immunitate, absque omni impedimento, perfrii, Quibus alii Sacrosancti Romani Imperii Marchiones, & Principes in dandis, & recipiendis Juribus, in conferendis, seu suscipiendis Pheudis, & in omnibus, & singulis aliis Illustrem statum, & conditionem Marchionum, seu Principum concernentibus fruii sunt, hæcenus, seu quolibet potiuntur; attingentes te Johannem Franciscum Hæredesque legitimos, & modo infra-scripto Successores nostros, ut Marchionatu vestro prædicto pacem, & Justiciam omnibus & singulis, eque pauperibus, & divitibus, efficaciter, & fideliter, juxta posse vestrum, procurare debeatis, Quodque Marchionatum Mantuæ cum omnibus suis Pertinentiis sicut superius expressatur, à nobis, nec non à Serenissimis Imperatoribus sive Regibus Successoribus nostris, & ab Imperio Romano, quoties debitum fuerit, sole imitatis honore debito cum Vexillis, & Banderiis, ut moris est, solita quoque reverentia, suscipere debeatis, ac nobis, & eisdem nostris Successoribus, in casibus premissis, sicut alii Imperiales Marchiones, & Principes prestant, & facere Fidelitatis, Homagii, Obedientiæ, & subjectionis debita corporalia Juramenta. Ceterum ad declarationem sepe nominatarum supra successorum utque de earum ordine à posteris omnis ambiguitas auferratur & tollatur, omnis materia quæstionis confusioque, omnis possibilis dubietas extirpetur; Detur autem potius clarus, & determinatus succedenti in predicta Marchionali Dignitate, ac omnibus supra concessis titulus, & ordo, hoc presenti nostro Imperiali Edicto in perpetuum vulturo jubemus, statuimus, & sancimus Quod Primogenitus tuus Illustris Marchio Joannes Franciscus Masculus ex vero, & legitimo Matrimonio ex te natus, in Marchionatu, & Marchionali Dignitate, & Pheudo prefatis, ac ceteris omnibus & singulis supra concessis, & indultis, tibi succedat aliusque Fratribus suis, & tuis Filiis legitimis preferatur, Et quod dicto Primogenito tuo decedente, etiam te vivente, Filius primogenitus Masculus ex legitimo Matrimonio ortus

ANNO

1433.

di di

ANNO

1433.

dicti Primogeniti preferatur Patris, & aliisque quibus-
cumque in successione Marchionatus, prescripti Phen-
di, & aliorum superius concessorum; Quod quo ad
predictam successione in singulis primogeniti Masculis
ex legitimo successu Matrimonio descendendum à
Primogenitis legitimis, ut supra, descendentibus, vo-
luntus observari. Deficientibus autem Primogenitis
Primogenitorum descendendum, ut supra, à Primoge-
nitis, tunc secundogenitis Masculis ex legitimo Ma-
trimonio ex te ortus, five ipse Primogenitus ab ipso or-
dinate, & secundum rectam lineam masculinam descen-
dens, ut supra, in dicto Marchionatu, Fendo, & ceteris
supra concessis Successor existat, quod in ceteris ab
ipso descendentibus per rectam lineam masculinam,
prout de successione supra Primogeniti dictum est, in
omnibus observetur. Illud item intelligendo de tuis
tercio, & quarto genitis, & sic deinceps; intelligendo
tamen quod illi Primogeniti succedentes ad regimen
Marchionatus prefati sint habiles, & idonei, sani men-
te, & ratione; Alioquin reperitis illis Primogenitis, &
his, qui ordine superscripto succeduri sunt in defectu
rationis, & mentis, aut aliis defectibus legitimis, &
iustis, Successio in proximorem post eos sanum men-
te, indefectuosum, ut premititur, ordine superscripto,
transferatur; volentes ut ejus rei videlicet Dementis,
& aliis defectibus legitimis declaratio, ad ipsum Mar-
chionem, cui succedi habet spectare debeat, ac pertine-
re. Ad perpetuam autem conservationem caritatis, &
zeli tui prestat Domus Ingenue de Gonzaga conce-
dimus tibi, & impartimur Quod tu, Joannes Franciscus
Marchio prelibatus, vales relinquere cuilibet ex duobus
aliis tuis Filiis legitimis usque ad numerum Castorum
quatuor de Castris dicti Marchionatus, cum hoc tamen
quod prelibati duo teneantur illa recognoscere per In-
vestituram à Primogenito & sic quilibet futurus Mar-
chio ceteris ejus Filiis de certis Castris ipsius Marchio-
natus secundum videre suum providere valeat; ita ta-
men quod semper à Primogenito recognoscantur, ut
supra: Quibus quidem sic relicti decernimus ipsos
omnes, & singulos superscriptos, & venientes ab eis
esse tactos, & contentos, ipsis super ceteris, que he-
reditatem illam contingenter, perpetuum silentium im-
ponentes; Et ne aliquibus inantea super premissa illu-
stratione, erectione, & sublimatione status tui, Here-
dum, & posterorum tuorum valeat aliquod dubium
suboriri, Nos de abundantiori plenitudine gratia specia-
lis ad majorem tui gloriam, & honorem, & pro con-
firmatione hujusmodi Illustrationis tue, Heredum, &
Posterorum tuorum, Signum armaturæ tibi, Filiis, ac
Filiabus, & Posteris tuis legitimis ad usum armorum
perpetuæ tali colorum differentia distinctum, quod
videlicet in ipsius Clipei campo albo crucem rubeam ab
una superficie ad aliam, & in quolibet quatuor angu-
lorum Clipei unam Aquilam nigram alis extensis, &
flammeis penis, prout hec omnia magistralis Pictoris ar-
tificio sunt distinctius depingenda, concedimus, & lar-
gimur taliter, videlicet quod eadem Insignia, ut prescri-
bitur, gestare possitis more aliorum Sacri Imperii Prin-
cipum, & ipsius uti in Prelis, Torneamentis, Asilu-
diis, & generaliter in omni Exercitio Militari. Gaudes
igitur favore Cæsareo, & de tanto pietatis munere
etiam tua proles exultet & tanto fideli studio ad ho-
norem Sacri Imperii tua intentio solidetur quanto am-
pliori te perventum conspicis numeribus gratiarum,
omnem vero defectum, siquis in premissis, ratione so-
lemnitate omisistis, dubia interpretatione sententiarum,
aut verborum, seu alio quovis modo, compertus fuerit,
Supplices de certa nostra scientia, & de plenitudine
Romane Cæsareæ potestatis Nostræ, tamen etiam Impe-
rii Sacri, ac omnium Prelatorum, & quorumcumque
Ecclesiarum aliorumque quorumlibet hominum Juribus
in premissis semper salvis. Preterea ex certa nostra
scientia, & Imperatorie potestatis plenitudine prefato
Joanni Franciscus Hereditibusque suis legitimis confir-
mamus, ratificamus, roboramus, & tenore presentium
innovamus omnia Privilegia antiqua & nova, five suis
Antecessoribus, five sibi per divos Romanorum Impe-
ratores, & Reges ritè concessa & data super quibus-
cumque aliis Terris, Locis, Juribus, Jurisdictionibus,
Graciis, ac Dignitatibus, Decernentes, & hoc Imperia-
li statuentis Edicto, volentesque ut illa in omnibus
suis presentibus clausulis, sententiis, perpetuam firmita-
tem obtineant, & valeant, ac si presentibus de verbo ad
verbum essent inserta: Quodque ipse Marchio, Here-
desque sui legitimi illisque uti debeant, gaudere sine
impedimento, & contradictione cujuscumque. Nulli
ergo omnino hominum liceat hanc nostræ Illustrationis,
Erectionis, Insignationis, Decorationis, Collationis,

Suppletionis, & Confirmationis paginam infringere, aut
ei ausu quovis temerario contraire, sub nostra etiam
Imperii Sacri indignatione gravissima & sub pena mille
Marcharum auri pari, quas ab eo, qui contravenire pre-
sumpserit inreversibiliter exigi volumus & earum medietatem
nostræ Imperialis Camere Phisco, residuam vero
partem in injuriam passorum usibus applicari. Hu-
jus rei testes sunt Illust. Johannes Jacobus Marchio
Montisferati Princeps noster, ac Magnifici Manfredus
Krolus, & Victor Comes Colasti, & Sancti Salva-
toris, Steffanus Comes Segnie, & Modruſie, Vielmus
Comes de Montefort ac alii quam plures notabiles
Viri, & fide digni, presentium sub Bulla aurea Tipario
Majestatis nostræ impressa Testimonio Litterarum.
Dat. Mantuæ Anno Domini millesimo quadringente-
esimo trigesimo tercio, die vigesima secunda mensis
Septembris, Regnorum nostrorum Anno Ungariæ &c.
quadragesimo septimo, Romanorum vigesimo quarto,
Bohemie quarto decimo, Imperii vero primo.

ANNO

1433.

Ad Mandatum D. Imperatoris, GASPAR SLICK.
Miles, & Cancellarius, ac Capitaneus Tertiarum
Egre.

R. MARCUS ANDREAS BRISACHET.

Premissi Diplomatis Copiam ex Libro intitulado,
Transumptorum, in Carta membrana conscripto; cored
rubro coboperto, & in secretorii Archiducali Archivio
Mantuæ adservato, descriptum fuisse à Fol. 3. de ver-
bo ad verbum, attestor



Ego LUDOVICUS Nob. olim H.
OCTAVII DE MAZZIIS Filius,
Civis, publicusque Imperiali auctorita-
te Mantuæ Notarius, ac dicti Archidu-
calis secretorii Archiduci Cancellarius.
In quorum fidem hic me scripsit cum
attestatione subscripsi, hac die 13. De-
cembrii 1719.

Ita verum esse affirmo



Ego JOSEPH MARIA CAS-
TILIONUS ejusdem Archi-
duci Præfatus, hac die 24.
Decembrii 1719.

CLXXII.

COMPACTATA PRAGENSIA inter Legatos 30. Nov.
CONCILII BASILEENSIS, & Generalem
Congregationem Incliti Regni BOHEMIÆ &
Marchionatus MORAVIÆ. Actum in Civitate
Pragensi Anno Domini 1433. Indictione 12. men-
se Novembris. [MULLERI Reichs-Tags
Theatrum Vorstellung IV. Cap. XXXVII.
pag. 234. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui
se trouve aussi dans LEIBNITZII Man-
tissa Codicis Jur. Gent. Diplom. Part. II.
pag. 138. & dans LUNIG, Teutsches Reichs-
Archiv. Part. Special. Abtheilung I. Abſag I.
von Böhmen pag. 73.]

In nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

Hæc quæ infrascripta sunt, per gratiam Sancti Spi-
ritus concordata sunt inter Legatos Sancti Concilii
Basilienſis, & Generalem Congregationem Incliti Re-
gni Bohemiæ & Marchionatus Moraviæ, in Civitate Pra-
genſi.

Primo dicta Congregatio, nomine dictorum Regni &
Marchionatus, & pro ipso Regno & Marchionatu, om-
nibusque & singulis, eorundem Regni & Marchiona-
tus, qui sunt de parte ipsorum, recipient & accepta-
bunt,

ANNO
1433.

bunt, & facient bonam & firmam, & perpetuam Pacem & Ecclesiasticam unitatem, quam profitebuntur & firmabunt debito modo. Quo facto, dicti Legati, auctoritate dicti sacri Concilii, admittent & recipient dictam Pacem & unitatem, & pronuntiabunt Pacem generalem universo Populo Christiano, cum Incolis & Habitatoribus dictorum Regni & Marchionatus. Tollent omnes Sententias censuræ, & plenariam abolitionem facient, & mandabunt universis & singulis Christi fidelibus, quod nemo deinceps dictum Regnum & Marchionatum propter præterita infamare præsumat, nec ipsa aut eorum Incolas invadere aut offendere; sed eis Christianam pacem observent, ipsosque tanquam Fratres eorum, sanctæ videlicet Matris Ecclesiæ Filios reverentes & obediētes habeant, & firma dilectione contrectent.

Circa materiam *primi Articuli*, quem Ambasiatores dictorum Regni & Marchionatus obtulerunt sacro Concilio sub hac forma: *Quod communio divinissima Eucharistia utilis & salubris, sub utraque specie, scilicet panis & vini, universis Christi fidelibus in Regno Bohemie & Marchionatu Moravia, & locis eis in hac parte adherentium constitutis, per Sacerdotes libere ministratur, est hoc modo concordatum: Quod dicti Bohemi & Moravi, suscipiētes Ecclesiasticam unitatem & pacem realiter & cum effectu, & in omnibus aliis, quam in usu communis utriusque speciei, fidei & ritui universalis Ecclesiæ conformibus, illi & illa, qui talem usum habent, communicabunt sub duplici specie cum auctoritate Domini vestri Jesu Christi & Ecclesiæ sponse ejus. Et articulus ille in sacro Concilio discutietur, quoad materiam de præcepto ad plenum, & videbitur quid circa illum articulum pro veritate Catholica sit tenendum, & agendum pro utilitate & salute Populi Christiani & omnibus mature & digeste pertractatis, nihilominus si in desiderio habendi dictam communionem sub duplici specie perseveraverint, hoc eorum Ambasiatoribus indicantibus, sacrum Concilium Sacerdotibus dictorum Regni & Marchionatus, communicandi sub utraque specie Populum, eas videlicet Personas quæ in annis discretionis constitutæ reverenter & devotè postulaverint, facultatem in Domino pro eorum utilitate & salute largietur. Hoc semper observato, quod Sacerdotes sic communicantibus semper dicant, quod ipsi debeant firmiter credere, quod non sub specie panis caro tantum, nec sub specie vini sanguis tantum, sed sub quolibet specie est integer & totus Christus. Ac Legati sacri Concilii per suas Litteras, auctoritate sacri Concilii mandabunt universis & singulis, cujuscunque status aut conditionis existant, ut dictis Bohemis & Moravi, utentibus dicta communione sub duplici specie, nemo audeat impropetare aut eorum famæ aut honori detrudere. Et hoc idem faciet sacrum Concilium, quando concessionem liberationis faciet memoratam.*

Circa materiam *trium Articulorum sequentium*, per præfatos Legatos sacri Concilii dictum est in forma sequenti. Quoniam circa doctrinam Catholicæ Veritatis sic sobriè & cautè incedendum est, maxime à sacro Concilio Generali, ut veritas declaratur verbis sic ordinatè conceptis, ut nulli sit in futurum offendiculum ubi possit impingere & habere occasionem erroris. Et ut verbis utamur *Beati Isthori*, ne aliquid per obscuritatem in captionem contingat.

Circa materiam de *cobibitione & correptione peccatorum*, in quo posuisti Articulum super his verbis: *omnia peccata mortalia & præsertim publica, per eos, quorum interest, rationabiliter & secundum Legem Dei cobibentur, corrigantur & eliminantur. Ecce verbum, sed esse offendiculum. Et iuxta Scripturæ sententiam; Non debemus ponere offendiculum ante cæcum; Et claudenda sunt fovee, ne bœ vicini ibi lædatur: omnis talis occasio tollenda est. Dicimus ergo, quod secundum Sacra Scripturæ sententiam, sanctorumque Documenta Doctorum, sic Catholicè est tenendum. Quod omnia peccata mortalia, præsertim publica, quantum rationabiliter fieri potest, secundum Legem Dei & Sanctorum Patrum Instituta sunt cobibenda, corripienda & eliminanda. Potestas autem puniendi criminosis, non ad privatas personas, sed ad eos tantummodo pertinet, qui jurisdictionem habent in eos Fori distinctione, juris & iustitiæ ordine observatis.*

Circa materiam de *predicatione verbi Dei*, in qua posuisti Articulum hoc tenore, *Quod verbum Dei à Sacerdotibus Domini & Levitis idoneis, libere & fideliter prædicetur. Ne ex verbo liberi sumeretur occasio vagæ & dispendiosæ libertatis, quam nec vos (ut sæpe dixisti) intenditis, circumstantionandum est, dicimusque quod*

secundum Scripturæ Sacre sententiam, sanctorumque Documenta Doctorum, sic Catholicè est tenendum: Quod verbum Dei à Sacerdotibus Domini & Levitis ad hoc idoneis & per superiores (ad quos pertinet) approbatis & missis, libere, non tamen passim, sed ordinate & fideliter prædicetur, salva auctoritate Pontificis, qui est præordinator in cunctis, juxta sanctorum Patrum instituta.

Circa materiam *ultimi Articuli* sub his verbis expresso: *Non licet Clero, tempore Legis gratia, super bonis temporalibus seculariter dominari. Meminimus, quod dum in sacro Concilio super hoc disputatio ageretur publica & solennis; ille qui ad disputandum per sacrum Concilium extitit deputatus, duas conclusiones posuit, scilicet his verbis: Prima, quod Clerici non religiosi, sed qui voto se ad hoc non obligaverunt, licite possunt habere & possidere quacunque bona temporalia, hereditates paternas, aut aliorum, si eis relinquuntur, & alia bona iuste acquisita, ex causa donationis, vel alterius liciti contractus, vel ante licita. Secunda, quod Ecclesia potest licite habere & possidere bona temporalia, mobilia & immobilia, domos, prædia, Villas, Oppida, Castra, Civitates, & in eis habere privatum & civile dominium. Ille siquidem ex vestris Ambasiatoribus qui disputabat, concessit easdem, dicens: Illas sensus sui Articulis bene intellectas non contradicere, cum ipse Articulum suum intellexerit de Domino civili formaliter intellecto. Ex quo & aliis, satis posset intelligi, quod verba, seculariter dominari, in præferto Articulo posita, ad aliquem specialem dominandi modum vel usum videantur referri; sed quoniam doctrina Ecclesiæ non est verbis ambigua pertractanda sed plene, propterea illud, quod secundum Legem Dei & sanctorum Documenta Doctorum Catholicè tenendum est, diximus exprimentum, videlicet, præmissas duas conclusiones esse veras, quodque Ecclesiastici Viri bona Ecclesiæ, quorum sunt administratores debent fideliter administrare: juxta Sanctorum Patrum salubria instituta. Ipsaque bona Ecclesiæ ab aliis injustè non debent detineri vel occupari. Dicta vero Congregatio declarationem dictorum trium Articulorum, quæ veritati Scripturæ innititur, suscipit & accipit.*

Verum, quia circa ipsorum trium Articulorum materias, nonnullis videntur abusu plures & deordinationes aliquas currere, est intentionis ipsius Congregationis, quod super reformatione dictorum abusu & deordinationum intendit in sacro Concilio per suos Ambasiatores instantiam & sollicitudinem adhibere. Et quod si quæ etiam singulares Personæ, tales reformationes vellet in sacro Concilio promovere modo debito & honesto, quod hoc eis liceat, & sit concessa facultas. Præfatis verò Legatis sacri Concilii hoc placuit, quoniam sacrum Concilium ad morum reformationem intendit & vult, (præstante Domino) studium & sollicitudinem adhibere: Ipsique Legati, cum omnem bonam reformationem in Ecclesia Dei fieri toto desiderio cupiant: ad omnia quæ bonam reformationem Ecclesiæ concernunt, adiutores & cooperatores esse volunt & pollicentur.

Tandem, postquam per Dei gratiam pro causis fidei cessavit omne Bellum, & erit Pax bona, pro cujus conservatione debet adhereri omnis diligentia; videtur valere expediens, quod etiam pro causis aliis, non contentibus fidem, si quas habent cum circumstantiis vicinis, cessent omnes Partes ab omni via facti; & de ipsis controversiis per Dilectas placiti, vel alias in sacro Concilio vel extra, concordia, amabili compositione vel iudicio terminentur.

Pro firmitate & observantia Pacis, per dictos Legatos sacri Concilii, dabitur omnino firma & procurabitur Bulla Concilii & Mandata ipsius sacri Concilii ad omnes Principes & Communitates circumstantes, & alia quæ necessaria fuerint & opportuna. Pro parte verò dictorum Regni & Marchionatus, dabuntur Littere Sigillis firmis & munimentis opportunit. Procurabitur Pax, & servari mandabitur, & omnia alia sicut, quæ pro observatione dictæ Pacis & Unitatis necessaria fuerint & opportuna.

Concordata & firmata fuerunt præmissa & supra scripta, per plures Magistros & Sacerdotes, à Generali Congregatione Regni Bohemie & Marchionatus Moraviae Deputatos, ipsius Congregationis nomine & Mandato speciali inter supra nominatos Dominos Legatos sacri Concilii parte ex una, & dictam generalem Congregationem parte ex altera, & per manuum stipulationem parte ex utraque, cum verbalis promissione super præmissis facta. In Civitate Prageni, in Collegio quod dicitur *Collegium Caroli*, anno Domini M. CCCC.

XXXIII.

ANNO
1433.

ANNO XXXIII. Indictione XII. Mensis vero Novembris die ultima; Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Eugenii divina providentia. Papae IV. Anno tertio, praesentibus ad haec providis & honestis Viris.

ANNO 1433.

CLXXIII.

15. Dec. EUGENII IV. Papae Bulla revocationis, annullationis, & irritationis, trium (1) praecedentium Bullarum in dissolutionem CONCILII BASILEENSIS datarum, cum Declaratione quod his non obstantibus, praefatum Generale Concilium Basileense a tempore inchoationis suae legitime continuatum fuerit & sit, ac prosecutionem habere debeat, perinde ac si nulla dissolutio facta fuisset. &c. Quantum verò ad Bullam quae dicitur incipere, Deus novit, Sanctissimus Papa negat eam a se emanatam fuisse, attamen quia petium est, ipsam etiam revocat, & annullat. Datum Romae Anno Incarnationis Dominicae 1433. 18 Kalendas Januarii. [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXX. pag. 135.]

EUGENIUS Episcopus Servus Servorum Dei ad perpetuam rei memoriam.

DUDUM Sacrum generale Basileense Concilium, per Generalium Constantiensis & Senensis Conciliorum Statuta, Ordinationesque felices recordationis Martini Papae quinti, ac nostras, pro extirpatione Haereticum, pace Populi Christiani, ac generali Reformatione Ecclesiae in capite & in membris & pertinentibus ad ea, legitime inchoatum, ex certis causis in aliis nostris Literis expressis, de Fratribus nostrorum Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium consilio & assensu, dissolvimus. Verum cum ex dicta dissolutione orta sint graves dissensiones & graviores oriri possent nihilque magis optemus, quam quod praedicta sancta opera debitum fortiantur effectum, de consilio & assensu venerabilis Fratris Jordani Episcopi Sabiniensis & dilectorum Filiorum nostrorum Antonii Sancti Marcelli, Francisci Sancti Clementis, Angeloti Tituli Sancti Marci Praebitorum ac Lucidi Sanctae Mariae in Cosmedin, & Ardecini Sanctorum Cosmae & Damiani Diaconorum Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalium, decernimus & declaramus, praefatum Generale Concilium Basileense a tempore praedictae inchoationis suae legitime continuatum fuisse & esse, prosecutionemque semper habuisse, continuari, ac prosecutionem habere debere ad praedicta & pertinentia ad ea, perinde ac si nulla dissolutio facta fuisset. Quinimo praefatam dissolutionem irritam & inane, de consilio & assensu simili, declarantes, ipsum Sacrum Generale Concilium Basileense pure, simpliciter & cum effectu ac omni devotione & favore prosequimur, & prosequi intendimus.

Præterea ut mentis nostrae integritas ac devotio, quam ad universalem Ecclesiam & Sacrum Generale Concilium Basileense gerimus omnibus conflet evidenter, duas nostras Literas pridem in Palatio Apostolico promulgatas, nam tertias, quarum tenor de verbo ad verbum inferius describitur, quae dicuntur incipere, *Deus novit*, cum a nobis aut de seculo nostro nunquam emanarint, licet superfluum videatur quod non extat revocare, tamen quia petium est, & ad cautelam, si ullo unquam tempore apperiret & alias quascumque, & quidquid per nos aut nostrum nomine in praedictum aut derogationem praedicti Sacri Concilii Basileensis seu contra ejus auctoritatem, factum & attentatum; seu assertum est, cassamus, revocamus, irritamus, & annullamus, nullas & irritas fuisse & esse declaramus.

Item revocamus quoscunque Processus quarumcunque censurarum, privationum & suspensionum, factos contra Supposita hujus Sacri Concilii Basileensis, & Adherentes eidem, necnon omnia gesta & facta in praedictum. Insuper de derogationem eorumdem, eis non legitime citatis nec legitime defensis, de quibuscumque Dignitatibus, Beneficiis, Commendis & Officiis, etiam Cardinalatus, Patriarchatus, Archiepiscopatus, Episcopatus, Abatis &c. existant Juribus & bonis

quibuscumque & specialiter contra Cardinales de Cypro, Sancti Sixti & Firmanum, ac omnia in praesentium statum, perinde ac si non emanassent, cum clausulis opportunis. Mandantes sub penis formidabilibus omnibus, qui de dictis Dignitatibus, Beneficiis, Commendis, Officiis, Juribus & bonis intromississent, vel ratione dictarum privationum, seu nostrarum Ordinationum quarumcunque se vellet intromittere, ut ab ipsa intromissione & omni molestia penitus desistant. Utrum autem fuerit legitima citatio, & defensio, stabit iudicio ipsius Sacri Concilii. Nos autem deinceps a novitatibus, & gravaminibus seu praedictis inferendis ipsi Sacro Concilio, vel Suppositis ejus & Adherentibus eidem realiter & cum effectu desistimus. Tenor verò praefatarum Literarum sequitur & est talis.

Fiat Inscriptio.

Nulli ergo hominum liceat hanc paginam nostrae Constitutionis, Declarationis, Prosecutionis, Intentionis, Cassationis, Revocationis, Irritationis, Annullationis, voluntatis, reductionis, & Mandati infringere; vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attulerit praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Romae apud Sanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicae 1433. XVIII. Kalendas Januarii, Pontificatus nostri anno tertio.

Ego JORDANUS Episcopus Sabiniensis manu propria subscripsi.

Ego LUCIDUS Cardinalis de Comite manu propria subscripsi.

Ego ANTONIUS tituli Sancti Marcelli manu propria subscripsi.

JOANNES DE NURSIA.

POGGIUS.

CLXXIV.

Traité d'Alliance entre CHARLES VII. Roi de France & JEAN II. Roi de Castille, par lequel on confirme les anciens Traitez entre CHARLES V. Ayuel de CHARLES VII. & JEAN I. & HENRI II. Rois de Castille, &c. & dans lequel est inséré le Traité de Vailladolid du 7. Décembre 1407. entre CHARLES VII. & CATHERINE Mere de JEAN II. & FERDINAND son Oncle, Tuteurs dudit JEAN. Fais à Madrid, le 29. Janvier, 1434. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 374.]

JOANNES, Dei gratia, Castellae & Legionis Rex. Universis & singulis has nostras Literas inspecturis, tam praesentibus quam futuris, salutem & gratiam in Domino. Cum abundantia tranquillitatis & pacis aeterni Regis providentia disponente, inter Serenissimum & Christianissimum Principem, charissimum Fratrem & Consanguineum nostrum, CAROLUM nunc Franciae Regem, ac Procuratores & Ambaxiatores & Nuncios suos, ac sui nomine; ad hoc speciale potestatem habentes, pro ipso carissimo Rege Fratre nostro, ac Primogenito suo, nato vel nascituro, vel primo Regnorum suorum Haerede, Terris & Subditis ac Ditionibus, Dominis & Adherentibus suis ex parte una; & Nos & nonnullis Procuratores nostros, nostri vice & nomine, ad hoc specialiter & plenè cum potestate deputatos pro nobis & Primogenito nostro, nato vel nascituro, vel primo Regnorum nostrorum Haerede, Terris, Regnis & Subditis, Dominis, Ditionibus & Adherentibus nostris ex parte altera; ordinatae, conceptae, & confirmatae fuerint, certa Lige, Amicitiae, Confederationis, Compositionis, Conventiones & Pacta ad exterminium malorum, & utriusque Republicae pacificum incrementum; eaque & eorum singula, sibi praepositis, radicibus Sacrosanctis Evangelii, & venerabili signo Crucis, nostri nomine, & in animam nostram, semper & omni tempore custodire, manutene & inviolabiliter observare, pro nobis & Primogenito nostro, nato vel nascituro, & pro Regnorum nostrorum Haerede, Regnis, Terris & Subditis, Dominis, Ditionibus, & Adherentibus, nostris, promiserunt & firmiter juraverunt; & nos nunquam contra facere vel venire, per nos vel alium seu alios, aliqua ratione vel causa, publice

(1) Les trois Bullas revocées par celle-ci sont celle du 29 Juillet dernière de même providence, celle du 13 Sept. In arcano nostra mentis, & celle du même jour Deus novit. On les trouve sous leurs propres Dates. (Ducl.)

ANNO
1434.

274

CORPS DIPLOMATIQUE

blicè vel occultè, sub hypotheca & obligatione Regnorum & omnium bonorum nostrorum, & certa sub pœnâ prout hac & alia per suas hinc inde patentes Litteras, suis nominibus roboratas, ac Sigillis suis communibus, & per Fernandum Didaci de Toledo Decretorum Doctorem, & auctoritate Apostolica Notarium publicum, Auditorem, Referendarium, Celsatorem & Secretarium nostrum confectas, & manu sua propria signatas, plenissimè constat: Tenor vero Litterarum per dictos nostros Procuratores, vice & nomine nostri, initarum, concessarum & firmatarum sequitur, & est talis.

2. *In Dei Nomine, Amen.* Alvarus de Luna Connetabellarius Castellæ, Comesque Sancti Stephani, Joannes miseratione divina Archiepiscopus Hispalensis, & Rodericus Pimentel, Comes de Benavento, Consiliarii Serenissimi ac Christianissimi Principis & Domini, Domini nostri Joannis, Dei gratia Castellæ & Legionis Regis ejusque Procuratores ad infra scripta potestatem & mandatum speciale habentes, sicut per Litteras ejusdem Domini nostri Regis præsentibus insertas constat evidenter.

3. Notum facimus universis presentibus & futuris, quod cum æterna providente clementia, multis evolutis annorum curriculum, inter incitissima recordationis defunctos Serenissimum & Christianissimum Dominum Henricum primum, quondam Regem Castellæ & Legionis, Proavum præfati Domini nostri Regis Castellæ & Legionis moderni; & incitissima recordationis Serenissimum & Christianissimum Regem, Dominum Carolum quintum, quondam Regem Francorum, Avum Serenissimi Principis & Domini, Domini Caroli Regis Francorum moderni, certæ Considerationes, Pactiones, Ligæ, Conventiones & Amicitie fuerint initæ, conceptæ, ordinatæ & firmatæ: & postmodum per clarissimam memoriæ defunctum Serenissimum & Christianissimum Dominum Joannem Avum, ac etiam per consimilis memoriæ Serenissimum Dominum Henricum secundum, Genitorem dicti Domini nostri Joannis secundi Regis Castellæ & Legionis moderni, pro se & ipso Domino nostro Joanne, Primogenito suo, Castellæ & Legionis Rege moderno, ex una parte; & per clarissimam memoriæ defunctum, Serenissimum & Christianissimum, Dominum Carolum sextum, tunc Regem Francorum Filium præfati Domini Caroli quinti, Genitoremque præfati Serenissimi Principis, Domini Regis Francorum moderni, pro se & Primogenito suo vel primo Regni sui Hærede, ex alia parte; approbatæ, confirmatæ, renovatæ, & roboratæ, prout per eorum patentes Litteras potest apparere, quarum quidem Litterarum tenores hic haberi volumus pro expressis & insertis.

4. Et consequenter ipse Dominus noster Rex Castellæ & Legionis modernus, nec non recolende memoriæ defuncta Domina Catharina Genitrix sua, ac ejusdem memoriæ defunctus Dominus Ferdinandus, Infans Castellæ, Patruus suus, ejusdem Domini nostri Regis Castellæ & Legionis moderni, suorumque Regnorum tunc tutelam, curam & regimen habentes, ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus Primogenito, aut Hærede, ac Regnis, Terris & Subditis suis, existentibus in ejusdem Serenissimi nostri Castellæ & Legionis Regis, Majestatis præsentia, nec non dictorum Matris Patrisque sui bonæ memoriæ, defuncto Domino Gerardo tunc Episcopo sancti Flori, Domino Roberto de Bracquamonte Milite, Consiliarii, & Magistro Huonis Secretario, Ambaxiatoribus & Procuratoribus dicti defuncti Domini Caroli sexti tunc Francorum Regis, pro ipsum ad dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis modernum destinatis; ipsique virtute potestatis eis propter hæc specialiter attributæ & concessæ, per Litteras dicti defuncti Domini Caroli sexti, tunc Regis Francorum, ac prænominati sui Procuratoribus & Ambaxiatoribus, ejus nomine & vice, & pro eo, proque ejus Primogenito aut Hærede ac Regno, Terris & Subditis suis; Confederationes, Tractatus, Compositiones, Pactiones, Ligas & Amicitias confirmaverint, innovaverint, inserint & fecerint, modo & forma contentis in Litteris præfati Domini Joannis Regis Castellæ & Legionis, quarum tenor talis est.

5. *JOANNES* Dei gratia Rex Castellæ & Legionis, universis & singulis Christi fidelibus præsentium seriem inspecturis & auditoris, salutem & gratiam in Domino, cum abundanti tranquillitatis & pacis &c. Notum facimus & cunctis fieri volumus manifestum, quod cum æterna providente clementia, multis jam evolutis annorum curriculum, inter præclaræ memoriæ defunc-

tos Reges, Carolum quondam Franciæ & Henricum quondam Castellæ & Legionis Regem Proavum nostrum, quorum gesta magnifica per universa Mundi climata solemniter divulgantur; certæ Confederationes, Pactiones, Ligæ, Conventiones, Amicitie, initæ, conceptæ & ordinatæ fuerint & firmatæ, & postmodum per Serenissimum & Christianissimum Principem Carolum Regem Franciæ modernum præclarissimum Fratrem nostrum pro ipso & Primogenito suo, vel primo Regni sui Hærede ex una parte; & tam per incitæ recordationis Serenissimum Principem Joannem Avum, quam Henricum Genitorem nostros Reges Castellæ, pro ipso Genitore nostro & nobis ex parte altera; approbatæ, renovatæ, confirmatæ & roboratæ, sicut per eorum Litteras patentes & autenticas suis magnis Sigillis debite communitas, potest inclementibus apparere: quorum quidem Litterarum Originalia in Archivis utriusque Partis non immerito, debite conservantur, ipsorumque tenores hic haberi volumus, pro expressis & insertis.

6. Nos revolentes in animo, quam laudabile, quam salubre, quamque dulce semper extitit, in unitatis amore, vinculum charitatis observare, quæ sui virtutis efficacia Ecclesiæ membra fortiter ligat, & ad invicem, & cum Christo, qui non permittit eos, quos perfectè semel junxerit, ab invicem separari, neque consilium & auxilium sibi mutuo denegari; cum potius eorum omnia facit esse communia, & insuper operatur in ipsis identitatem voluntatum; nostraque considerationis aciem dirigentes ad utilitates innumeras & inenarrabilia beneficia, quæ vero, lapsis temporibus, Regibus & Regnicolis utriusque Regnorum, ex Amicitii hujusmodi pervenerunt bona; cupientes & desiderabiliter affectantes memoratam fraternæ charitatis unionem; quæ tam diu permansit illibata, non diminutionem nostris temporibus recipere, sed crescere semper & proficere potius in augmentum; omnemque cujuslibet occasionem amputare materiamque, quæ tam ex verborum, quam sententiarum dictarum Litterarum antiquorum obscuritate, ambiguitate, aut forsitan inæqualitate, vel alio quovis modo causam asserere posset dissensionis, alterationis seu contentiosis in futurum.

7. Constitutis, in nostræ Majestatis præsentia, nec non præclarissimæ Genitricis nostræ Catharinæ Reginæ, & Illustris Patruî nostri Ferdinandi Infantis Castellæ, gerentium ad præsens nostri Regnorumque nostrorum Regimen, curam & tutelam, Ambaxiatoribus, Procuratoribus & Nuntiis prædicti charissimi Germani nostri Regis Franciæ ad nos propter hoc specialiter destinati, videlicet Reverendo Patre Gerardo Dei gratia Episcopo sancti Flori; nec non Domino Roberto de Bracquamonte Domino de Vinvilla Milite, & Magistro Joanni Huonis Archidiacono Amaloniensi; ipsique virtute potestatis eis attributæ, per Litteras præfati Germani nostri Regis Franciæ, pro majori Sigillo roboratas, quarum tenor inferius inferetur; nomine præfati Germani nostri & pro eo, proque Filio suo Primogenito, nato vel nascituro, aut primo Regni sui Hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, Subditis & Adherentibus suis & aliis & singulis, quorum interest vel interesse poterit quomodolibet in futurum; recipientibus, acceptantibus & solemniter stipulantibus, Confederationes, Tractatus, Compositiones, Pactiones, Ligas & Amicitias: Tam ex nostra certa scientia, quam de prædictorum Genitricis & Patruî Tutorum nostrorum, nec non aliorum Prælatorum, Baronum, Magnatum, & Peritorum Regni & Consilii nostri propter hoc specialiter & personaliter vocatorum, consilio, voluntate pariter & assensu; tractamus, inimus, facimus & firmamus sub formis & modis infra scriptis.

8. Primum quod nos Joannes Castellæ & Legionis Rex prædictus, Filiusque noster Primogenitus nasciturus, five primus Regnorum nostrorum Hæres, Regina, Tertia, Patriæ, Dominiæ & Subditi nostri, sumus ex nunc & erimus de cætero, unâ cum dicto Carolo Franciæ Rege Fratre nostro charissimo, Filioque Primogenito, nato aut nascituro, seu primo Regni sui Hærede, Regno, Terris, Patriis, Dominiis & Subditis suis; boni, veri, fideles, Confederati & Adherentes Amici, tanquam nostro vero Patruî naturali & germano: tali modo videbunt, quod nos & Filius noster Primogenitus nasciturus, seu primus Regnorum nostrorum Hæres, damnum, vituperium, detrimentum aut dedecus dicti Patris nostri charissimi Regis Franciæ, Filii Primogeniti, nati aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, Regni, Terrarum, Patriarum, Dominiorum & Subditorum suorum, non procurabimus ullo modo

ANNO
1434.

ANNO
1434.

modo, nec cuiquam Persona viventi, ejuscunque status, conditionis, præminentia aut dignitatis existat, etiam Persona fuerit Regalis, aut alia quævis, quæ dicto Fratri nostro charissimo Regi Francorum, Filio Primogenito nato aut nascituro, seu primo Regni sui Hæredi, Regno, Terris, Patriis, Dominis, & Subditis suis Guerram, dampnum, viuperium, detrimentum aut dedecus facere, perpetrare voluerit vel voluerint, aut iussere; consilium, auxilium præstabimus seu favorem.

9. Quæ quidem Lige seu Confœderationes, Pacta, Amicitia, Conventions, Tractatus supra, & infra scriptæ, durabunt quoad vitam Fratris nostri charissimi Regis Franciæ, Filii Primogeniti nati aut nascituri & primi Regni sui Hæredis, nostrique Regis Castellæ & Legionis præfati Filii Primogeniti nascituri, sive primi Regnorum nostrorum Hæredis prædictorum, & quamdiu ipsi & nos vitam duxerint seu duxerimus in humanis.

10. Item prædictum Fratrem nostrum charissimum Regem Franciæ, Filium Primogenitum natum aut nasciturum, sive primum Regni sui Hæredem, tam per Mare, quam per Terram, contra quascunque Personas, quæ possunt vivere five mori, ejuscunque status, conditionis, præminentia aut dignitatis existant, etiam Persona fuerit Regalis, aut alia quævis, quæ dicto Fratri nostro charissimo Regi Franciæ, Filio Primogenito nato aut nascituro, sive primo Regni sui Hæredi, Regno, Terris, Patriis, Dominis & Subditis suis, Guerram, dampnum, viuperium, detrimentum aut dedecus facere, perpetrare voluerint aut inferre; bonâ fide juvabimus & juvare tenebimur, absque fraude; nosque Guerram dicti Fratris nostri charissimi Regis, Filii Primogeniti nati aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, in nos & in Personam nostram, tanquam propriam nostram, recipiemus, & ut caput Guerræ recipere tenebimus; ac in Regnis & Dominis nostris, tanquam nostram propriam, cum per Literas patentis, Sigillo dicti Regis Franciæ Fratris nostri charissimi, aut Filii sui Primogeniti nati aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis sigillatis certificati fuerimus, quod Guerra fuerit aperta, & in Regno Franciæ præconizata, sicut eundem Regem Franciæ, aut Filium suum Primogenitum natum five nasciturum, sive primum Regni sui Hæredem, & una parte; & Regem Angliæ, seu quemcumque alium, ex parte altera, infra decem dies, à die prædictæ Certificationis nobis factæ, facere præconizari jubere tenebimur.

11. Sic tamen, quod si dictus Frater noster charissimus Rex Franciæ, Filiusque Primogenitus, natus aut nasciturus, seu primus Regni sui Hæres, sive alter eorundem, nos aut Primogenitum nostrum, natum five nasciturum, seu primum Regnorum Hæredem requirerit, seu per eos, aut eorum alterum, fuerimus de juvamine Subditorum nostrorum armatorum seu Galearum, aut aliorum Navigiorum ad opus dictæ Guerræ subvenire requisiti; nos, Primogenitus noster, nasciturus, seu primus Regnorum Hæres, hoc facere, Galeasque & alia Navigia, & Gentes armorum, tam per Terram, quam per Mare, ad servitium & juvamen dicti Fratris nostri charissimi Regis Franciæ, Filii Primogeniti, nati aut nascituri, & primi Regni sui Hæredis prædictorum, ejus tamen vel eorum sumptibus & expensis, fideliter & efficaciter, omni fraude cessante,mittere tenebimur. Jurabuntque Capitanei armatorum hujusmodi, tam per Terram quam per Mare sint, Adversarij vel alij quicunque, & facient juramentum solemne coram Persona vel Personis, per dictum Fratrem nostrum ad hoc deputata vel deputatis, quod amborum Partium honorem, utilitatem & commodum diligenter observabunt, ac totis viribus fideliter procurabunt.

12. Item poterunt Vasalli & Subditi nostri liberè & absque offensa quolibet per eos incurrenda ad servitium & juvamen dicti Fratris nostri charissimi, Filii Primogeniti, nati aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, tam per Terram, quam per Mare, ad opus dictæ Guerræ nostræ, tamen Regnorum nostrorum necessitate cessante, quoties eis placuerit, se transferre.

13. Item Guerri, nomine Fratris nostri charissimi Regis Francorum prædicti, Filiique Primogeniti, nati aut nascituri, sive primi Regni sui Hæredis, seu nomine nostro, sive Primogeniti nostri, nascituri, aut primi Regnorum nostrorum Hæredis contra quemcumque, incepta five incipienda; nos, Primogenitus noster nasciturus, aut Regnorum nostrorum primus Hæres ex parte adversa, Pactum, Tractatum, Accordum,

TOM. II. PART. II.

Teugram seu Pacem facere, tractare, accordare absque consensu & voluntate expressis prædicti Fratris charissimi, seu Primogeniti, nati aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, firmare non poterimus, seu poterit quomodolibet, aut inire.

14. Poterit tamen prædictus Germanus noster, Filius Primogenitus, natus aut nasciturus, sive primus Regni sui Hæres, causis exigentibus, Teugas particulares ad annum vel ad aliud breve tempus, citra præsentium offensam tractare & inire, si & quando sibi videbitur expedire; proviso, quod dictas Teugas particulares nobis, aut Primogenito nascituro, vel Hæredi nostro significare teneatur, & quod in eisdem nos, Primogenitus nasciturus vel Hæres, cum Patriis & Subditis nostris comprehendamus, si nobis placuerit comprehendere; quodque prædictæ Teuge particulares unius anni vel temporis brevioris, nequeant ad longius tempus sine expresso consensu nostro, Primogeniti nascituri, aut primi Regnorum nostrorum Hæredis, prorogari vel extendi; cessantibus in præmissis, & ceteris sequentibus universis, omni fraude atque dolo.

15. Item Castra, Civitates, Villæ, Fortalitia five Loca, quæ & quas nos, Primogenitus aut Hæres, sive Gentes nostræ, tam in Regno & Terra Angliæ & Ducatu Aquitanie, quam in aliis Regnis; Terris & Dominis, contra quæ & quas dictus Frater noster, Primogenitus, natus aut nasciturus, sive primus Regni sui Hæres Guerram inceptam habuerit vel inceperit, acquisiverimus, occupaverimus, acquisiverit seu occupavit, per Mare vel per Terram, dicto Fratri nostro charissimo Regi Franciæ, ejusque Primogenito, nato five nascituro, aut primo Regni sui Hæredi, seu suo certo Nuntio aut Mandato, nos & Gentes nostræ prædictæ, & Filius noster Primogenitus, nasciturus, sive primus Hæres Regnorum nostrorum liberè dare & restituere tenebimur, ac etiam tenebuntur. Bona tamen mobilia capta vel occupata efficiantur capientis, & eidem concedentur secundum morem & consuetudinem Regnorum Franciæ & Castellæ prædictorum.

16. Item volumus, quod si Rex Angliæ, aut suus Primogenitus, quicunque Regni sui Hæres, aut Ducatus Aquitanie; aut aliquis alius de sanguine Regali Angliæ fuerit captus, per nos, Primogenitum, nasciturum, aut primum Regnorum nostrorum Hæredem, sive per Gentes nostras, tam per Mare, quam per Terram, vel quicunque alius, Rex, Dux, sive Comes contra quem principaliter dictus Frater noster, Rex Franciæ, ejusque Primogenitus, natus aut nasciturus, primus Regni sui Hæres, Guerram inceptam habuerit, vel inceperit; ad arbitrium, voluntatem & ordinationem dicti Fratris nostri charissimi Regis Franciæ, vel ejus Primogeniti, nati aut nascituri, sive primi Regni sui Hæredis, nostrique vel Primogeniti nostri nascituri, aut primi Regnorum nostrorum Hæredis, teneatur captus & captivus: infirmulque poterimus, una cum dicto Fratre nostro charissimo, super expeditione dicti Capti five Captivi ordinare, prout ambarum Partium placuerit voluntati. Quicunque vero alius ex prædictis Captus five Captivus exstiterit, consentimus & volumus, quod sit & efficiatur capientis, & eidem concedatur.

17. Super quibus & eorum quolibet; tam super Guerra, quam Personis supra dictis, & omnibus aliis ad hoc necessariis factum Guerræ utilitatem & commodum dicti Fratris nostri charissimi Regis Franciæ, Primogeniti, nati aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, Regni, Terrarum & Subditorum suorum concernentibus; nos aut Primogenitus noster nasciturus, sive primus nostrorum Regnorum Hæres relationi simplici & assertioni, per dictum Fratrem nostrum Regem Franciæ, aut Primogenitum natum five nasciturum, sive Literis super hoc, aut certo suo Nuntio, ad hoc speciale potestatem habentibus, nobis aut Primogenito nostro nascituro, seu primo Regnorum nostrorum Hæredi, factis absque alia probatione seu informatione quacunque, per dictum Fratrem nostrum charissimum Regem Francorum, aut Primogenitum, natum seu nasciturum, sive primum Regni sui Hæredem, faciendis fidem indubiam tenebimur & tenebitur adhibere: intimationeque, prout prædictum, nobis facta; nos & Primogenitus nasciturus, aut primus Regnorum nostrorum Hæres, prædictum Fratrem nostrum charissimum Regem Franciæ, Primogenitum suum, natum aut nasciturum, seu primum Regni sui Hæredem; tam de jure quam de facto tenebimur & tenebitur utiliter adjuvare.

18. Sanè à Ligis, Confœderationibus, Pactis, Conventionibus & Tractatibus prædictis, excipimus & excipimus volumus

ANNO
1434.

ANNO
1434.

volumus Personam Sanctissimi in Christo Patris Romani Pontificis, nec non similiter Regem Arragonum, & Filium suum Primogenitum, qui nunc sunt; dum tamen idem Rex Arragonum & Filius suus Primogenitus, eorumque alter, contra dictum Fratrem nostrum charissimum Regem Franciæ, Primogenitum, natum, aut nasciturum, seu primum Regni sui Hæredem, Regnum, Terras, Dominiæ & Subditos suos, sive nos, Primogenitum nasciturum, aut primum Regnorum nostrorum Hæredem, Regna, Terras, Dominiæ & Subditos nostros, nullam Guerram, damnum, vituperium aut dedecus sive detrimentum faciat, inferat aut procuret, sive fieri, inferri, aut procurari faciant per alium quovis modo. Quod si, quod absit, idem Rex Arragonum, aut suus Primogenitus contrarium facerent, cessabit prædicta exceptio, & nos, Primogenitus noster nasciturus, aut primus Regnorum nostrorum Hæres, cum dicto Fratre nostro charissimo Rege Franciæ, ejus Primogenito, nato vel nascituro, seu primo Regni sui Hærede, erimus, prout sumus, unanimiter Confoederati contra Regem Arragonum, & suum Primogenitum prælibatos.

19. Quia omnia prædicta & singula, nos prædictus Rex Joannes, seria & provisa deliberatione consilii super hæc habita pro nobis, Primogenito nascituro, & primo Regnorum nostrorum Hærede, Terris, Dominiis & Subditis nostris, promittimus & juramus in animam nostram, promissurumque, & jurarunt prænominati Genitrix & Patruus nostro tutelæque nostræ nomine super imaginem & memoriam Domini nostri Jesu Christi Crucifixi, Evangelicæ suæ Sanctæ, per nos & ipsos corporaliter tactam & tacta: promittimusque verbo Regio, bona fide, fidemque & Homagium eidem præfato charissimo Fratri nostro Carolo Francorum Regi, Primogenito, nato aut nascituro, seu primo Regni sui Hæredi, præstando, tenere, facere, & de puncto ad punctum, fraude & malo ingenio cessantibus quibuscumque, adimplere & inviolabilitè observare; & hoc sub hypotheca & obligatione omnium bonorum nostrorum, Hæredum & Successorum nostrorum, præsentium & futurorum, nec non & sub pena perjurii, quam Rex potest incurrere tali casu; insuper sub pena centum millium Marcharum auri. In quibus obligationibus & penis nos dictus Rex Castellæ & Legionis, interveniente dictorum Tutorum nostrorum auctoritate & consensu, Regna & omnia bona nostra, Hæredum & Successorum nostrorum, dicto Fratri nostro charissimo Regi Franciæ, ejusque Primogenito, nato sive nascituro, seu primo Regni sui Hæredi (a) applicandi, tanquam pro judicato, condemnato, confessato; & in ipsas penas, si contra prædicta nos aut Primogenitus, nasciturus, sive primus Regnorum nostrorum Hæres fecerimus aut fecerit, consistemus nos & Primogenitum nasciturum, primumque Regnorum nostrorum Hæredem incurrisse, & tam de jure, quam de facto adjudicamus totaliter incidisse, & nos ipsos de auctoritate & consensu prædictorum, Primogenitum nasciturum, Regnorumque nostrorum Hæredes & Successores, Regna, Dominiæ, Terras & Bona nostra, Hæredum & Successorum nostrorum, præsentia & futura, pro præmissis firmiter adimplendis, supponimus & supplicimus prohibitioni & compulsioni Cameræ Sedis Apostolicæ.

20. Volumusque & consentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum, Litteras Apostolicas super ipso fortiores dicto sapientum, substantia non mutata, nos & dictus Primogenitus nasciturus, primusque Regnorum nostrorum Hæres, dicto Fratri nostro charissimo Regi Franciæ, ejusque Primogenito, nato aut nascituro, primoque Hæredi Regni sui facere & concedere teneatur, ac etiam teneatur, quoties per dictum Regem Franciæ, Fratrem nostrum charissimum, seu Primogenitum, natum aut nasciturum, sive primum Hæredem Regni sui, nos aut Primogenitus noster nasciturus, sive primus Regnorum nostrorum Hæres, fuerimus ac fuerint requisiti.

21. Cetera verò alia omnia & singula inter utriusque nostrorum Prædecessores ipsumque Fratrem nostrum charissimum Francorum Regem, & nostros Progenitores hæcenus hinc inde, per quæcumque Instrumenta, Litteras & Tractatus publicos vel privatos, conjunctim vel divisim, qualitercumque inita, firmata, ratificata seu declarata, etiam si juramentis & promissionibus sint vallata, quæ iis in Tractatibus non sint inserta, volumus deinceps esse nulla, irrita, & cassata; & cassamus, irritamus, revocamus, & penitus annullamus. In quorum omnium fidem & Testimonium

præsentem Litteras, Sigilli nostri munimine, nec non ad amplioris certitudinis firmitatem, præfatorum Genitricis & Patris nominum Subscriptionem, Sigillique, unâ cum Notarij publici fecimus & justissimus communi. Datum in Valleolei die septima Decembris, Anno Domini 1408.

22. Nos verò supra nominati Alvarus Connestabularius, Joannes Archiepiscopus, Rodericus Alfonso Pimentel, Comes de Benavento, Procuratores præfati Serenissimi & Christianissimi Principis & Domini nostri, Domini Joannis Regis Castellæ & Legionis moderni; sperantes, prædictas Ligas, Confoederationes, Amicitias, Compositiones, Conventiones, Tractatus & Promissiones inter dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis moderni, pro se & pro suo Primogenito, vel Hærede, Regnis, Terris, & Subditis suis ex una: & dictum defunctum Dominum Carolum Sextum tunc Regem Francorum, Genitoremque ejusdem Domini Regis Francorum, pro se & pro suo Primogenito, vel Hærede ac Regno, Terris & Subditis suis ex altera, partibus, sicut præmittitur, initas, conceptas & firmatas, fore ac futuras ad Dei laudem, malorumque exterminium, & utriusque prædictorum Regum ac Regnorum Republice prosperum incrementum, præsentibus unâ & pariter convenientibus: videlicet ex unâ parte nobis, pro dicto nostro Rege Castellæ & Legionis, & ex alia Reverendissimo in Christo Patre Domino Dionysio Archiepiscopo Tolosano, nec non Nobili & Spectabili Domino Joanne de Bonny Milite Senescalco Tolosæ, Theodorico le Comte Militibus & Consiliariis, ac Henrico de Frenoy Secretario, Ambaxiatoribus & Nuntis ac Procuratoribus dicti Domini Franciæ Regis moderni, pro & ad hoc specialiter constitutis & ordinatis per Litteras ipsius Domini Regis Francorum moderni, & pro eo proque suo Primogenito, nato aut nascituro, aut primo Regni sui Hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, Subditis & Adhærentibus suis, aliisque omnibus & singulis, quorum interest, aut interesse poterit, quomodolibet in futurum; recipientibus, acceptantibus & solemniter stipulantibus, virtute potestatis nobis, ut supradictum est, attributa, & concessa, per dictum Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis, vice & nomine ejus, & pro eo, proque Filio suo Primogenito, nato sive nascituro, aut primo Regnorum suorum Hærede, ac pro Regno, Terris, Dominiis, Subditis & Adhærentibus suis, ceterisque omnibus & singulis, quorum interest vel interesse poterit, quomodolibet in futurum: Confoederationes, Tractatus, Compositiones, Pactiones, Ligas & Amicitias, & omnia alia & singula in prædictis, & circa prædicta per Dominum nostrum Regem Castellæ & Legionis modernum, per ejusque supradictos Tutores, ejus nomine & vice, unâ cum dicto Domino defuncto Carolo Sexto tunc Rege Francorum, Genitore dicti Regis Franciæ moderni, & a supra nominatis Ambaxiatoribus & Procuratoribus suis, ejus vice & nomine, ut præmittitur, acta, gesta, habita, conventa, prout in superius insertis Litteris suis contenta & expressa sunt, laudamus, ratificamus, approbamus, acceptamus, ac etiam validamus; interimque de novo tractamus, inimus, fatimur & firmamus sub penis, forma, modis, obligationibus & qualitatibus supra scriptis, pro dicto Domino nostro Rege Castellæ & Legionis moderni, proque Primogenito suo, nato vel nascituro, ac primo Regnorum suorum Hærede, Regnis, Terris, Dominiis, Subditis & Adhærentibus suis, & omnibus aliis, quorum interest vel interesse poterit in futurum, unâ cum dictis Consiliariis, Ambaxiatoribus & Procuratoribus dicti Domini Regis Franciæ, ejus vice & nomine agentibus, ac pro eo & Filio suo Primogenito, nato aut nascituro, ac Regnorum suorum Hærede, proque Regnis, Terris, Dominiis, Subditis & Adhærentibus suis, & aliis omnibus, quorum interest aut interesse poterit quomodolibet in futurum, & conformes Pactiones, Conventiones, Obligationes & Submissiones, contententibus & facientibus, nobis stipulantibus & recipientibus, pro & vice dicti Domini nostri Regis Castellæ & Legionis, ejusque Primogeniti nati aut nascituri, aut primi Regnorum suorum Hæredis, ac pro Regnis, Terris, Dominiis, Subditis, Adhærentibus & aliis supra tactis, prout continentur in eorum Litteris consimilibus & conformibus istis, quas nobis tradiderunt.

23. Verum tamen non intendimus in præmissis comprehendi clausulam contentam in superius insertis Litteris, facientem mentionem de exceptione incluxæ memoriæ defuncti Domini Martini tunc Regis Arragonum, & sui Primogeniti, qui tunc erant, sed hinc inde

ANNO
1434.

(a) sicut obligamus.

ANNO

1434.

inde tolli & abjici, & pro nulla haberi: cum etiam sit supervacua, quia ipse Martinus & ejus Filius ab hoc feculo dudum, sicut Domino placuit, migraverunt.

24. Promittimus insuper & juramus in animam dicti Domini Regis Castellæ & Legionis, super insignem & representationem Crucifixi Domini nostri Jesu Christi ac sua Sancta Evangelia, per nos corporaliter tactam & tacta, bonâ fide, cessantibus fraude & malo ingenio quibuscunque; omnia & singula præmissa, prout & quemadmodum per nos, quibus supra, vice & nomine firmata, gesta & facta sunt teneri & tenenda, & de puncto ad punctum adimpleri & adimplenda, & inviolabiliter observari & observanda; per dictum Dominum Regem Castellæ & Legionis, pro se & pro suo Primogenito, nato vel nascituro, aut primo Regnorum suorum Hærede & Regno, Terris, Dominis, Subditis & Adherentibus suis; ac etiam per eum, & per ejus Patentes Litteras supra & infra scriptas, acceptanda & confirmanda, easque Litteras dandas & tradendas dicto Domino Regi Franciæ, quamprimum per ejusdem Regis Franciæ Litteras aut Nuntios requirerit; similes seu conformes ac ejusdem virtutis & efficaciæ dicti Domini Regis Franciæ recipiendo; & hæc sub hypotheca & obligatione omnium bonorum, Hæredum, suorumque Successorum, præsentium & futurorum, nec non sub pœna perjurii, quam Rex potest incurrere tali casu, ac etiam sub pœna centum millium Marcharum auri: in quibus obligationibus & pœnis nos eundem Dominum nostrum Castellæ & Legionis Regem, sua Regna pariter, & sua suorumque Hæredum & Successorum bona quæcunque eidem Domino Regi Francorum, ejusque Primogenito, nato five nascituro, aut primo Regni sui Hæredi, & erga eum, tanquam pro confesso, judicato & condemnato teneri, & ipsas pœnas, si contra prædicta idem Dominus noster Castellæ & Legionis Rex, seu Primogenitus suus, natus aut nasciturus, seu primus Regnorum suorum Hæres fecerit, aut fecerint, confitemur ipsum Dominum nostrum Castellæ & Legionis Regem, Primogenitumque suum, natum aut nasciturum, five primum Regnorum suorum Hæredem incurrissæ, & tam de jure quam de facto adjudicamus totaliter incidisse; & ipsum Primogenitumque suum, natum vel nasciturum, five primum Regnorum suorum Hæredem, & Successores suos, ejusque Regnum, Domina, Terras & Bona, ac Hæredum, & Successorum suorum, præsentia & futura, pro præmissis firmiter adimplendis, suppositum & supponimus coertioni & compulsioni Cameræ Sedis Apostolicæ. Volumusque & consentimus, quod ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum Litterarum Apostolicarum super ipsis fortiores & meliores, dicto sapientum, substantia non mutata, idem Dominus noster Castellæ & Legionis Rex, aut Primogenitus suus natus aut nasciturus, five primus Regnorum suorum Hæres, dicto Domino Regi Francorum, ejusque Primogenito nato aut nascituro, aut primo Regni sui Hæredi facere & concedere teneatur, ac etiam teneatur; quoties per ipsum Dominum Regem Francorum, vel ejus Primogenitum natum seu nasciturum, aut primum Regni sui Hæredem, idem Dominus noster Castellæ & Legionis Rex, aut Primogenitus suus, natus aut nasciturus, five primus Regnorum suorum Hæres, fuerit aut fuerint requisiti.

25. In quorum omnium robur & Testimonium præsentibus Litteris nomina nostra propriis manibus subscripsimus, & Sigilla nostra fecimus apponi, unâ cum signo & subscriptione Notarii publici infra scripti. Datum & actum in Oppido de Majorito Tolitanæ Diocesis, vigesima nona die Januarii, Anno à Nativitate Domini secundum morem Ecclesiæ Hispaniæ millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, Yo el Condestable, Joannes Archiepiscopus Ispalensis, Electus Ecclesiæ Tolitanæ. El Conde, & ego Ferdinandus Didaci de Toledo Decretorum Doctor Publicus Apostolica auctoritate Notarius, ac dicti Serenissimi ac Christianissimi Domini nostri Castellæ & Legionis Regis Auditor Referendarius acque Secretarius, præmissis omnibus & singulis dum sic, ut præmittitur, agerentur & fierent, unâ cum infra scriptis Testibus, ad hæc vocatis specialiter & rogatis, videlicet Egregiis & Spectabilibus Viris, Petro Nugno Comite de Guelva, Roderico Didaci de Mendoza Majordomo, & Petro Alvari de Otorio Custode Majori nostri Corporis, Petro Manuel Avunculo, præfati Serenissimi Domini nostri Regis Consiliariis, ac nobilibus, Bartholomæo de Montesquin Milite, Joanne de Breizaigne Armigero; Magistro Sequino de Courchardis, Magistro in Artibus &

ANNO

1434.

Baccalaureo in Medicina, Petro Normani Presbytero Tolosana, Rhemenfis, Cenomanensis & Senonensis Diocesis, præfens interfui, eaque sic fieri vidi & audiui, & de Mandato dictorum Dominorum Comitum Stabularii, Archiepiscopi Ispalensis ac Comitum de Benavento, præfati Serenissimi ac Christianissimi Domini nostri Regis Castellæ & Legionis Procuratorum hoc præfens publicum Instrumentum, me aliis arduis occupato negotiis, per alium scribi feci, & in publicam formam redigi. Signoque meo, unâ cum nominibus, & Sigillorum appensione ipsorum dicti Domini nostri Regis Procuratorum solito signari, rogatus pariter & requisitus in fidem & Testimonium omnium singulorum præmissorum. FERDINANDUS Doctor & Referendarius, Notarius Apostolicus.

CLXXV.

Traité de Ligue & de Consideration entre PHILIPPE Duc de Bourgogne, & AMÉ VIII. Duc de Savoie contre le Duc de Bourbon. Fait à Chamberi, le 12. Février 1434. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 288.]

PHILIPPE par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant & de Lembourg, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgogne, Palatin de Haynault, de Hollande, de Zelande & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise, de Salins & de Malines; & AMÉ Duc de Savoie, de Chablais & d'Onsue, Prince, Marquis d'Italie, Comte de Piémont, de Geneve, de Valentinois & Dyois, Baron de Vuand & de Foucigny, Seigneur de Nice & de Verfeil: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme au jourd'huy entre nous aient esté accordés & passés certains Points & Articles contenus en une Cedulle signée de nos propres mains, de laquelle Cedulle la teneur de mot à mot s'ensuit. Philippe Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant & de Lembourg, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgogne, Palatin de Haynault, de Hollande, de Zelande & de Namur, Seigneur de Frise, de Salins & de Malines; & AMÉ Duc de Savoie, de Chablais & d'Onsue, Prince, Marquis d'Italie, Comte de Piémont, de Geneve, de Valentinois & Dyois, Baron de Vuand & de Foucigny, Seigneur de Nice & de Verfeil: A tous ceux qui ces Lettres verront, savor faisons; que pour toujours entretenir, continuer & augmenter la bonne Amour, Affinité & Alliance qui sont, & tant longuement ont esté entre les Maisons, & Seigneurs de Bourgogne & de Savoie, & plus convenablement pouvoir demander, pourvoir & obtenir les Droits que chacun de nous a sur les Terres, Villes, Châteaux, Souverainetés, & Ressorts des Baronies de Beaujolois & de Villars; scitués tant delà que deçà la Souane, à l'encontre du Duc de Bourbon, & de tous autres qui les occuperoient. Nous, d'un commun accord, pour nous, nos Hoirs & Successeurs Ducs de Bourgogne, & de Savoie, avons fait & faisons par ces presentes, bonne, ferme & stable Alliance, Ligue & Convention en la maniere qui s'ensuyt, sans aucunement déroger es autres Alliances qui jâ sont entre nous. Premièrement, que pour obvier es maux & innumérables inconveniens qui entretiennent de Guerre, & à mettre Dieu & Justice de nos Parties, serons d'un commun accord, quant & ainsi qu'en semble mieux nous apparra de faire, somner & requérir ledit Duc de Bourbon, & tous autres qui lesdites Terres, Fiefs, Reresiefs, Souverainetés, & Ressorts occuperoient, de faire leur devoir envers un chacun de nous. C'est assavoir, à nous Duc de Bourgogne, des Fiefs, Hommages, Souveraineté, & Ressorts des Châteaux, Villes, Chastellenies, & Mandement de Thify, Belleville, & autres qui se trouveront mouvoir de nous en Fiefs, Reresiefs, Souverainetés, ou Ressort; & à nous Duc de Savoie, des Châteaux, Villes, Chastellenies, & Mandemens de Charlemont, Lant, Villeneuve, Toysley, Montmerle, Beauregard, Treux, Chastellard, Amberieu, en la Terre de Dombes, & autres qui se trouveront mouvoir de nous en Fief, Reresief, Souveraineté & Ressort; & en outre à nous deux, des autres querelles que chacun de nous pourroit avoir contre ledit Duc de Bourbon, qui seront déclarées en la sommation qu'il y apres mentionnée, & ou temps d'icelle seront trouvées justes & loictes de pourvoir conjointement par nous deux; &

ANNO
1434.

s'il advient qu'ilz veuillent faire envers chacun de nous leur devoir, les recevrons, selon Dieu & Justice, mutuellement chacun pour la partie qui luy devra appartenir, sans anticiper ne obmettre l'un le fait & honneur de l'autre. Item que s'il advenoit, que Dieu ne veuille, qu'ilz ne voulsissent, ou refusoient de faire leur devoir envers un chacun de nous pour sa partie mutuellement, & ensemble comme dit est; en celuy cas faites premierement, & nous rapportées lesdites formations, contradictions & refus; nous d'un commun accord procederons, & serons tenus de proceder contre le non faisant dellement envers un chacun de nous, ce dont conjointement aura esté sommé, & requis par voye de Guerre, à toute puissance, ou autrement es Pays, Places, & ainsi que entre nous, ou nos à ce commis sera communement convenu & accordé, ayant regard à secourir l'un l'autre loyalement, & de bonne foy. Item, que tout ce qui s'en conquerrera par nous, & chacun de nous delà la Riviere de Souise de toute la Terre de Beajeullois, demeure & soit delivré à nous Duc de Bourgogne, pour en faire à nostre disposition & volenté: & semblablement, tout ce qui se conquerra deçà ladite Riviere de Souise, demeure & soit delivré à nous Duc de Savoye, pour en faire nostre volenté & plaisir, sans demander l'un à l'autre pour les choses qui luy seront acquises, comme dit est, aucune restitution de despens. Item s'il advenoit que faisant chescun son effort & devoir, l'un de nous avoit plustost prins & recouvert ses Droits & portion, que l'autre; en celuy cas sera tenu de ayder & soulever à l'autre, à avoir & conquieser ses Droits, & portion, de mil combats durant quatre moys aus despens de celuy qui en sera requis. Item, que aucun de nous ne puisse des querelles que dessus, & de la depence qui par nous s'en feroit, non excedant par chacun de nous la somme de cinquante mille Ducats, faire Paix ne Trêve generale ne particuliere, sans le sceu & exprès consentement de l'autre; ne aussy recevoir ne accepter aucun Traité particulier, ains les rebouter, & signifier l'un à l'autre loyalement, & de bonne foy: & le Traité general se mouvoit, chescun de nous le pourra recevoir, & demener par devant lequel sera ouvert; c'est assavoir, nous Duc de Bourgogne en nos Pays de Bourgogne, & Lieux convenables, & nous Duc de Savoye aussy en Lieux convenables de nos Pays deçà les Monts, signifiant encontinent à l'autre, lequel soit tenu d'y envoyer, & tenir ses Gens pour y entendre sans fraude ne mal engin. Lesquelles Conventions & Alliances avons juré, convenu & promis l'un à l'autre, pour nous, nos Hoirs & Successeurs: en parolles de Princes, & sur l'obligation de tous nos biens, avoir fermes & agreables, & les entretenir en rons leurs Points & Articles, sans faire ne venir au contraire. En tesmoins desquelles, avons signé ces presentes de nos mains propres, à Chambéry, le douzième jour de Fevrier, mil quatre cents trente quatre. Ainsi signé, PHILIPPE & AMÉ. Et il soit ainsi, que pour plus grand seurté, fermé & entretènement des chousfes contenues en ladite Cedulle, ait esté advisé, conclud & promis entre nous d'ung costé d'autre, que de & sur les chousfes exprimées en la Cedulle devandite, se feroient de par nous Lettres Patentes sceillées de nos Seaux; scavoir faisons que nous, & chacun de nous, ayant ladite Cedulle, & tout le contenu en icelle agreable par la maniere qu'il est cy dessus escript; & le voulans de nostre part entretenir, & faire entretenir par nos Hoirs, & Successeurs & ayans cause, promettons en parole de Prince, & chacun de nous en son

endroit, & pour tant que touchier luy puet sur les foy & ferment de nos Corps, & l'obligation de tous nos biens presens & avenir; pour nous & chacun de nous, nosdits Hoirs, Successeurs & ayans cause, & de chacun de nous, avoir, tenir, observer & accomplir, & faire tenir, observer & accomplir inviolablement, toutes & singulieres les chousfes contenues, déclarées & spécifiées en ladite Cedulle, ainsi incorporée & transcritte cy dessus, sans presentement ne au temps advenir aller ne sere, ou souffrir aller à l'encontre en aucune maniere, pour quelque cause, couleux, ou occasion que ce soit, & tout sans fraude, barat, deception ou mal engin, & iceux du tout cessans. En tesmoing & approbation de verité, des choses dessusdites, Nous & chacun de nous, avons fait mettre nos Seaulx à ces presentes Lettres tacites, & accordées doubles, dont chacun de nous aura un Original par devers luy. Donné à Chambéry, le douzième jour de Fevrier, l'An de Grâce mille quatre cents trente-quatre. Signé par Monseigneur le Duc de Savoye, BOLOMIE; & sceillées de Seaux en cire verte en laz de foye rouge & verte, au Seau du Duc de Bourgogne; & en cordons de foye verte en celui du Duc de Savoye.

CLXXVI.

Mandatum SIGISMUNDI Romanorum Regis, 26. Febr. quo ANTONIO Comiti Vaudemontis terminum coram se comparandi, atque de jure suo, si quod ei in Ducatu & Marchia Lotharingie competierit, informandi, assignat. Datum 26. Februarii. [Veritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine & d'Autriche &c. aux Preuves. pag. 204. Tiré des Archives de Lorraine]

SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus ac Hungaria, Bohemia, Dalmacia, Croatia, &c. Rex Magnifico ANTONIO Comiti Vaudemontis nostro & Imperii Sacri Fidei Dilecto. Gratiam Cæsarem & omne Bonum. Magnifice, Fidelis, Dilecte, Egregios Ordines, tua obnixæ supplicationis instantiam pro concedendis tibi Regalibus in Ducatu & Marchia Lotharingie à nobis, & Imperio Sacro dependentibus, nobis discrete ac prudenter asperientes, manifestudine Cæsarea gratiosè audivimus & intelleximus laculenter. Et quia Illustris Dux Barenfis Princeps & Consanguineus noster, prætenit in eisdem Ducatu & Marchia sibi jus competere, instituit antea apud nostrum Celibitudinem pro similibus Regalibus, sibi super ea concedendis; non volumus ad præsens alieni Juris præjudicio, preces tuas hujusmodi exaudire. Sed quia dicto Duci certum terminum; videlicet diem Sancti Ambrosii proximè assistorum prædictis ad constitucum se coram nobis, & super re ipsa de jure suo nos plenius informandi; vocamus & te pariter, qui nunc in hac causa prætenid interesse in dicto die apud nostram Majestatem hic aut alibi, ubi nos forsitan eo tunc contingeret constitui, velis comparere nos de Jure tuo, si quod tibi in dictis Ducatu & Marchia competierit, informaturus. Dignabimur etenim eo tunc dictum Ducem ac te audire benivole; ac auditis vobis, cuilibet vestrum id quod sibi de Jure competet concedere animo gratiofo. Datum Basilæ die XXVI. Februarii, Regnorum nostrorum Anno Hungarie, &c. XLVII. Romanorum XXIV. Bohemie XIV. Imperii vero primo. Plus bas est escript, Ad Mandatum Domini Imperatoris GASP. SLIG Miles Cancellarius. Sceillées en placart d'un Seel de cire rouge.

CLXXVII.

Traité fait entre PHILIPPE Duc de Bourgogne, 28. Fev. Comte de Hollande &c. & RODOLPHE DE DIEPHOUT Evêque d'Utrecht, en date du dernier Fevrier 1434. [Dans le Grand Recueil des Placards. Tom. III. pag. 391. & dans AMPLE Tom. II. pag. 1151.]

28. Fev. Traetaet gemaect tusschen Hertogh PHILIPS van Bourgondien, Grave van Hollandt, &c. ende RUDOLPH VAN DIEPHOUT, Bisschop van Utrecht. In date den laetsten Februarii 1434. [Groet Placart-Boeck van de H. M. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden. Tom. III. pag. 391. ende in AMPLE, Tom. II. pag. 1151.]

RUDOLPH VAN DIEPHOUT, by der geiaden Gods Bisschop tot Utrecht. Doen kondt allen luyden, dat onse lieve geminde Heere, die Hertoge

(a) RODOLPHE DE DIEPHOUT par la grace de Dieu Evêque d'Utrecht, à tous scavoir faisons, le 6. Septembr que nûre cher aîné Seigneur, le Duc de Bourgogne, bise, 1434. Comte

BOURGO-
GNE ET
UTRACHTBOURGO-
GNE ET
UTRACHT

ANNO 1434. toge van Bourgouenien, Grave van Hollandt, Ons doen thoonen, ende te kennen gegeven heeft dat sijn Onderlaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieslandt, dagelijcs leere beswaert ende belast worden, met Onser Geestelijcker Jurisdicdien; ende sonderlinge van den Proviforen ende Diecken in den voornoemden Lande weseude, 't welck wy immer niet gehengen en willen, Wy en willen daer in voorsien, soo dat Ons liefs Heeren Onderlaten, Onser ende Onser Dienaren immer niet beklaegen en sullen, ende dat overmits die groote gunste en liefde die Wy dragen tot Onsen lieven genadigen Heere, den Hertoge voorschreue, ende tot sijnen Landen, Luyden ende Onderlaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieslandt; maer hebben minnelijck overgedragen ende gesloten by goeden rypen raede, ende by goetduncken van Onser beyder Raeden, sulcke punten als hier nae geschreven staen, om Onse Geestelijcke Jurisdicdie Onser Kercken van Utrecht, voortaan daer na te regeren op sijnen Onderlaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrieslandt.

Item, den eersten soo sal men die Dekenie; ende Proviforie, al inder voorschreven Lande regeren, alleen mit eenen notabelen ende redelijken Man, in elcken Proviforie ende Dekenie, die hem des Geestelijcks Rechts versiet; ende daer nutte toe sijn.

Item, soo en sal geen Man der vryheyt van der Clerckschap genieten, die geen Cnyu noch Clerck-habijt en draget, als behoorlijck is; noch die niet en leest als een Clerck schuldigh is; noch die niet en leest als een Clerck schuldigh is; noch die niet en leest als een Clerck schuldigh is; Ende waert dat eenigh Pape, ofte Clerck, overdaer bedreue binnen der Graeflijckheyt van Hollandt, Zeelandt ende Vrieslandt, 't ware in vredebracke, in wechelijck, in dronckenschap, of in enigen onaedelijcke saecken, die geen redelijken Clerck toe en behoorden, die sal Onse lieve Heere den Hertoge van Bourgouenien, Grave van Hollandt, vangen by sijnen Baluewen ofte Rechteren, en dien leveren Onse Diecken of Provifor; daer die saecke geschiet ware, in dien dat sy Clerck waren, ende die misdadige Pape of Clerck, en sullen Wy, noch die Provifor of Diecken niet uytlaten, eer sy onsen lieven Heere, den Hertoge van Bourgouenien, Grave van Hollandt, van der breucken die sy binnen sijnen Landen misdaen hadden, ghebetert hebben.

Item, soo en sal men die Onderlaten van Hollandt, Zeelandt en Vrieslandt niet dagen 't Utrecht te rechte te komen om eenigen saecken wille, alsoo verre als die gene die men daga wilde, te recht staen wille voor den Geestelijken ofte Werelijken Rechter daer hy Onderzaet is, ende die saecke alsoo is, dat die Geestelijke Rechter daer van kennen mach, ende oock dat die Rechteren haer rechten mit vreden vorderen sullen mogen.

Item, soo en sal men niemant moeyen, met moeven of midt bannen, ten zy dat sy eerst ghedaecht sijn, ende dat men bewysen mach proefelijck, dat die daeginge totter geene kennisse gekomen zy, die men moeven of bannen souden, en die Diecken of Provifor en sullen om geen misdaden wille, die eenigh Persoon gedaen hadde, by Sententien van Jurisdicdien, sulmueren sonder kennisse der saecke.

Item, of yemant om eniger misdaden wille, die hy misdaen hadde, in der Kercken, of op het Kerckhof, die der vryheyt van der Kercken niet en souden mogen beschutten, volkomenlijck nae beschreven rechten; die Misdadige sal Onse lieve genijde Heere die Hertoghe van Bourgouenien, Grave van Hollandt, mogen doen nemen van den Kerck-Hove, sonder daeromme dat te violeren, of interdijt te wesen. Oock mede sal de vryheyt van der Kercken niet te bate komen, die met ingeseter lide yemant doot sloegh, dat kennelijck op hem beproeft waer, noch oock den genen die van Onsen lieven Heere, den Hertoge voortz, of van den Gerechte in den Lande gebannen sijn, om onaedelijcke seyen, als misdaen te hebben teghen den Prince van den Lande, of tegen sijnen Lande dat men hiet mach *Crimen lesa Majestatis*, of anders diergelijcke, maer onse lieve Heere, die Hertog voortz, sal die moghen doen nemen van den Kerck of Kerckhove, sonder die Kerke of Kerck-hove, daer mede beslagen te wesen, of interdijt te komen.

Item, soo en sullen die Diecken en Proviforen niemant moeyen, overmits dat sy op Heylige daghen ghewrocht hadden, eenigh werck dat hem nootdruftigh waer, daer sy den Vierdag mede gebroocken hadden, dat is te versien van noods wegen, op den Dijk ende Waterfchap, of in der Oest den Coorn sijn

ANNO 1434. Comte de Hollande, nous ayant fait remontrer & connoître, que ses Sujets de Hollande, Zelande & Frise sont journellement grevez par notre Jurisdiction Ecclesiastique & particulièrement par les Proviseurs & Doyens qui sont dans les susdits Pais, ce que pourtant ne voulons souffrir, & y voulant pourvoir, afin que les Sujets de notre cher Seigneur ne s'en plaignent plus à nous ni à nos Serviteurs; & en consideration de la grande affection & Amistie que nous portons à notre cher & gracieux Seigneur le Duc susdit & à ses Pais, Gens & Sujets de Hollande, Zelande & Frise, sommes convenus & avons conclu amiablement par bonne & meure deliberation & par l'avis de nos deux Conseils les Points cy dessous specifiez, pour regler ladessus à l'avenir notre Jurisdiction Ecclesiastique de l'Eglise d'Utrecht à l'égard des Sujets de Hollande, Zelande, & Westfrise.

Premierement on gouvernera le Doyenné & le Proviforat dans les susdits Pais seulement par un Homme notable & raisonnable qui sera mis dans chaque Proviforat & Doyenné qui entende le Droit Canon, dont il est de besoin.

Item, nul Homme ne jouira de l'immunité de la Clericature qu'il ne porte la couronne & l'habit, comme il est convenable, non plus que celui qui ne vit pas comme un Ecclesiastique doit vivre; & s'il arrivoit que quelque Prêtre ou Clerc fit quelque insolence dans la Comté de Hollande, Zelande & Frise, soit en troublant la Paix, se battant ou s'environant, ou en faisant d'autres choses qui ne fussent à faire, & qui ne conviennent pas à un Ecclesiastique raisonnable, notre cher Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande le fera prendre par ses Baillifs ou Juges, & le remettra entre les mains de notre Doyen ou Proviseur, où le fait aura été perpetré, & nous ne laisserons aller, non plus que lesdits Proviseurs & Doyens, lesdits Prêtres ou Clercs, qu'au préalable, ils n'aient donné satisfaction à notre cher Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande, pour la peine encourue dans ses Pais.

Item, on s'ajournera point les Sujets de Hollande, Zelande, & Frise à comparoir en Justice à Utrecht, pour quelque cause que ce soit, tant que ceux, qu'on voudroit ajourner, voudront être mis en cause pardevant le Juge Ecclesiastique, ou Seculier du lieu où il est Sujet, & la chose étant telle que le Juge Ecclesiastique en puisse connoître, il y procedera sans y pouvoir être troublé.

Item, l'on ne pourra molester personne, soit par exil ou bannissement, à moins d'avoir été auparavant ajourné, & que l'on ne puisse prouver que l'ajournement est venu à la connoissance de ceux qu'on voudroit exiler ou bannir, & le Doyen ou Proviseur, pour quelque crime que ce soit, qu'une Personne auroit fait, ne pourra fulminer de Sentence de Jurisdiction, sans connoissance de cause.

Item, si quelqu'un, pour quelque crime qu'il auroit commis & dont le privilege de l'Eglise ne pourroit pas le mettre à couvert, selon le Droit écrit, venoit à se réfugier dans l'Eglise ou dans le Cimetière, notre cher ami Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande, pourra le faire prendre des mains de la Cour Ecclesiastique sans la violer & sans pouvoir être interdit. Comme la liberté des Eglises ne servira de rien à ceux qui de guet à pens auroient commis quelque assassinat, & qui pourra être prouvé tel; non plus qu'à ceux qui ont été bannis par notre cher Seigneur le Duc susdit, ou par la Justice du Pais, pour faits ou crimes perpechez contre le Prince du Pais ou contre ledit Pais, que l'on nomme crimes *lesa Majestatis*, ou autres semblables, mais notre cher Seigneur le Duc susdit les fera prendre dans l'Eglise ou d'entre les mains de la Cour Ecclesiastique, sans que ni l'une ni l'autre puissent être excommuniées ni interdites.

Item, les Doyens ou Proviseurs n'inquiéteront personne, pour avoir travaillé un jour de Fête, en quelque ouvrage qui lui aura été nécessaire, par où ledit jour auroit été violé, bien entendu si c'est pour cause de nécessité, comme d'avoir travaillé aux Dignités, ou à la Moisson, ou autre besoin profitable.

Item,

ANNO zijn oorbaer te doen, of ander gemeyn noot oorbaer, hoe dat gebeuren sal.

1434. Item, van den genen die in Overspel sitten, of in fornication, ende dergelyke andere dingen, daer of sal men houden die manier ende gewoonte, als zy tot hier toe gehouden zijn, niet beschaemen, of daarom moeyen en sal, ten zy dat sy in openbaer Overspel sitten, of dat sy daer in souden beschuldigt zijn.

Item, soo en sullen die Deken en of Proviforen, die Onderfaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrielandt, niet vorder belasten, in gelde te nemen, van Citation, van Sententie, ende van andere saecken in den rechten dienende, maer sy sullen hem daer in ghelijcken, ende conformeren den Hove van Utrecht, ende wat men in Zeelandt dat voorst recht pleget veel, soo en sullen die Deken en of Proviforen, aldaer van den Onderfaten van daegh-Brieven te schryven en te zegelen, niet meer nemen dan een Ingelsche sulcx payments als men nu munt in Vlaenderen, en gelijck in Hollandt; ende alsoo voort van Maen-brieven, van Ban-brieven, ende andere Brieven, nae beloop als daer toe behoort. Ende waer yemant die storve, ende in den Ban ware van schulden, of van andere saecken, dat men kennelijck ende openbaer proeven mocht, dat hy wel beteren foude mogen, ende dat hy dat gelaten hadde in vermadensse der Heyliger Kercken midt wille, midt dien sal die Deeken of Provifoor om gaen redelijcke ende bescheydlijck nae onder ghewoonten; maer armen Luyden die storven, ende in den Ban wese voor schulden, ende anders dies niet beteren en mochten, daer of sullen die Deken en of Proviforen nemen van haren Erfigenamen dubbelt contumacie gelt, dats te verstaen, twee-werf alsoo veel als sy levendigh gegeven fouden hebben, gelijck van oudts ghewoonelijck plagh te wesen, van correctien, van contumacie, eer men hem geahfolveert soude hebben, ende dat sferen gelijck als in elcken Landen, Proviforien ende Dekenien plach te zijn, nae onder gewoonten.

Item, want vele Luyden in Hollandt, Zeelandt ende Vrielandt hylicken ende malkanderen trouwen, eer dat sy haer geboden hebben in der Heyliger Kercken, soo en sullen die Deeken of Provifoor niet meer nemen van den absolutien, van eenen Man ende Wijs, die alsoo malkander trouwen sullen, by haren Vrienden ende Magen, of midt haren moedt wille, dat die tot haren muidigen Jaren gekomen zijn, ten hooghten een Engelsche Nobel, ende daer beneden ende voort bescheydlijck nae den state der Personen die trouwen sullen inder maniere voorfchreven: maer met deser Ordonnantien en sullen niet beswaert wesen die Onderfaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrielandt, die seckere Ordonnantie ende Costume hebben, dat sy mijn hier of te geven plegen, die sullen haer oude gewoonten en heerconten gebruycken.

Item, soo en sullen die Deeken of Provifoor, geen absolutie geven, die Vrouwe of Maegden ontvoeren, buyten haren of haren naefien Maegen of Vrienden wille, ten zy datter haren naefien of Vrienden te wille zy; noch oock geen Papen en sullen die trouwen, ten ware dat sy des beyde midt hare wille begeerden, sonder allen bedwangh wese, ende hier op sullen Wy gebodt doen, allen Proviforen, Deeken en Papen, ende waer eenigh Provifoor, Deeken ofte Pape, die hier boven dede, die Provifoor, Deeken ofte Pape, sullen Wy of onse Naecomelingen, of Onse Official, daer of alsoo openbaerlijck corrigeren ende puneren, dat sy anderen een exempel wesen sullen, tot alre tijdt als Wy, of Onsen Official des vermaent sullen wesen.

Item, soo en sullen Wy noch Onsen Dienaers, van den Onderfaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrielandt, niet meer nemen van institutien, proclamatie, absentien, officiatien, permutatie, dan gewoonlijck plagh te wesen, over twintigh of vijf-en-twintigh Jaren.

Item, soo waer men Onsen Suffragan ergent behoeven sal, in Hollandt, Zeelandt ende Vrielandt, om Kercken, Kerck-hoven, ende Outaren te wyen, ende anders, soo sal Onse Suffragan aldaer komen, opter geenre koste die hem behoeven sal, ende hy sal hem voor synen dienst ende arbeyt genoege met eenen redelijcken hoeshydt die hem gegeven sal werden, by den gemeen die des behouwen nae gelegenthyt der saecken.

Item, soo sullen die Deeken en of Proviforen, die Onderfaten van Hollandt, Zeelandt ende Vrielandt niet moeyen, om dat yemant sijn Kinderen by ongevallen

Item, pour ceux qui seront atteints d'adultere, paillardise ou choses semblables, on observera la maniere & coutume qui a été observée jusques à present en pareille matiere, excepté qu'on ne diffamera pas les Femmes mariées, & même qu'on ne les inquitiera point, à moins d'être convaincus d'adultere public, on d'en être accusés.

Item, les Doyens & Proviseurs ne surchargeront pas les Sujets de Hollande, Zelande & Frise, en prenant d'eux de l'argent, des Citations, Sentences, & autres choses servant en justice; mais ils se conformeront à la Cour d'Utrecht; & comme ce Droit est fort ordinaire en Zelande, les Doyens & Proviseurs n'y prendront pas davantage pour les Exploits écrits & scellés qu'un Anglois, monnoye qu'on bat presentement en Flandres, & de même en Hollande, & ainsi de ce qu'on appelle Maen-brieven, Lettres d'exil & autres, selon le cours que de raison. Et s'il y avoit quelqu'un qui mourût étant banni pour dettes, ou pour autre chose, & que l'on pût prouver qu'il pouvoit y satisfaire, & qu'il ne l'eût pas fait au mépris de l'Eglise, & à dessein, les Doyens & Proviseurs en useroient avec discretion & raison, comme de coutume ancienne; quant aux pauvres qui mourroient étant bannis pour dettes, & auxquelles ils ne pouvoient satisfaire, les Doyens & Proviseurs en prendront de leurs Heritiers double contumacie gelt, c'est à dire deux fois autant qu'ils auroient donné étant vivans, comme d'ancienmet on étoit accoustumé de faire, pour correction & contumace, avant qu'on eût pu être absous, & comme en usent dans chaque Pais les Proviseurs & Doyens, selon l'ancienne coutume.

Item, comme plusieurs en Hollande, Zelande, & Frise se marient ensemble avant que d'avoir leurs bans dans la Sainte Eglise, les Doyens & Proviseurs ne prendront plus, pour les absolutiens d'un Homme & d'une Femme qui se seront ainsi mariez par leurs amis & parens, & de leur franche volenté, qu'un Noble Anglois ait plus des Majestés & en vienne différemment selon l'état des Personnes qui se marieront de la maniere susdite, mais à cette Ordonnance ne seront point assujettis les Sujets de Hollande, Zelande & Frise qui ont certaines Ordonnances & Coutumes, & ils suivront en cela leurs anciennes Coutumes & Privilèges.

Item, les Doyens & Proviseurs ne donneront point d'absolution aux Femmes ni aux Filles enlevées sans leur consentement, & sans celui de leurs Parens & Amis, à moins que leurs dits Parens & Amis n'y consentent, qu'ainsi nul Prêtre ne les mariera, à moins qu'ils n'y soient consentans l'un & l'autre sans contrainte, & sur ce nous donnerons nos Mandemens à tous Proviseurs, Doyens ou Prêtres; & s'il y avoit quelque Proviseur, Doyen ou Prêtre qui fit au contraire, nous ou nos Successeurs, ou nos Fiscaux les corrigerons & punirons publiquement, pour servir d'exemple aux autres, & ce toutes les fois que nous, ou nos Fiscaux en serons avertis.

Item, nous ni nos Officiers ne prendrons des Sujets de Hollande, Zelande, & Frise pour institutien, proclamations, absenties, permutations, que ce qui étoit accoustumé, il y a vingt, ou vingt cinq Ans.

Item, si l'on a besoin de notre Suffragan en quelque lieu de Hollande, Zelande & Frise pour consacrer quelque Eglise, Cimetiere, & Autel & autres, notre Suffragan s'y rendra aux depens de qui il aparliendra; & il sera satisfait pour son service & travail par une direction raisonnable qui lui sera donnée par ceux qui l'auront requis, suivans les circonstances des affaires.

Item, les Doyens ou Proviseurs n'inquitieront point les Sujets de Hollande, Zelande & Frise, pour avoir perdu leurs Enfants par accident ou negligence d'eau, du

ANNO 1434. valle of versuymenisse van water, of van vuur, of anders verloren hadde. Ende want noch veele andere saecken zijn Onser Geestelijcker Jurisdiction aengaende, daer die Onderlaten van Hollandt, Zeeland ende Vrieland mede bewaert zijn, ofte bewaert mochten worden, die men nu niet wel en weet te noemen; soo zijn Wy overdragen met Oasen lieven geminden Heere den Hertoge van Bourgouenien, Grave van Hollandt, waer dat in den voorsz. Puncten, ofte in eenige andere puncten Onser Geestelijcker Jurisdiction aengaende, eenige questie ofte geschille gevielt, soo sal Onse lieve Heere, die Hertoge van Bourgouenien, Grave van Hollandt, daer toe nemen ende seuten twee van synen Raede, ende Wy twee van den Onsen, omme Onse voorsz. Jurisdiction te modereren; ende die vier niet eens en konden werden, soo sullen sy kiesen Onse liefs Heeren des Hertogen Cancellier van Bourgouenien, na ter tijdt wensende, tot een Overman, ende waert dat by afwyg geworden waer, soo sullen dan die vier kiesen eenen gelijcken Overman, ende wes sy dan met den voorschreven Overman ordonneren ende modereren sullen in der voorsz. Jurisdiction, dat sullen Onsen lieven Heere die Hertoge voorsz., ende Wy van waerden houden, ende met dese overdracht en sullen niet vermindert weeten die onse zoene ghemaect tuschen der Graeffelijckheit van Hollandt, ende Ons Bisdum van Utrecht, maer sullen alle in haren volkomen macht blyven, gelijck sy voortijds bedinget ende bedrieft zijn, ende want Wy desen voorsz. overdracht in allen puncten, gelijck voorsz. staet, geloofst hebben Onsen lieven Heere den Hertoge van Bourgouenien, Grave van Hollandt, ende syne Naecomelingen, ende oock syne Lande van Hollandt, Zeelandt ende Vrielandt, vasse, stade, ende onverbreeckelijck te houden, ende doen houden, behoudelijck in allen anderen saecken hier boven niet begrepen, Ons Bede die Wy den Stoel van Romen, en der Heyliger Kercken gedaen hebben: Soo hebben Wy des tot eenen oorkonde Onsen Zegel hier aen doen hangen, gegeven op den lesten dagh van Februario, in 't Jaer Ons Heeren duyssent vier hondert vier-ent-dertich, nae's cours van Utrecht.

CLXXVIII.

8. Avril. Juramentum per Ambassatores Domini Pape Eugenii IV. praestitum in plena Congregatione Concilii Basileensis, de Potestate Concilii, supra quoscunque etiamsi Papalis Dignitatis existerent, celebrati. Actum die 8. Aprilis 1434. [Conciliorum Collectio Regia, Tom. XXX. in Append. pag. 589. PHILIPPI LABBEI Concilior. Collectio Tom. XIII. Col. 820.]

ANNO Domini 1434. octava mensis Aprilis, videlicet die Sabbathi, in plena Congregatione Sacri Concilii, Ambassatores Sanctissimi Domini nostri Papae moderni fuerunt recepti in Sacro Concilio & juraverunt secundum schedulam quae sequitur propriis nominibus, Scilicet fideliter laborare pro statu & honore Concilii Basileensis & ejus Decreta defendere & manutenerent, & specialiter Decretum Concilii Constantiensis, cujus tenor sequitur & est talis: Primo quod Generalis Synodus Constantiensis nec non quaecunque alia Synodus in Spiritu Sancto legitime congregata, Generale Concilium faciens, Ecclesiam militantem representans, potestatem & Christo immediate habet, cui quilibet ejuscunque status & dignitatis, etiamsi Papalis existat, obedire tenetur in his quae pertinent ad fidem, extirpationem dicti Schismatis & ad generalem Reformationem Ecclesiae Dei in capite & in membris.

Item, declarat, quod quicumque ejuscunque status & dignitatis, etiamsi Papalis existat, qui Mandatis, Statutis seu Ordinationibus aut Praeceptis hujus Sanctae Synodi & ejuscunque alterius Concilii Generalis legitime congregati, super praemissis, seu ad ea pertinentibus, factis vel fiendis; obedire contumaciter contempserit, nisi respuerit, condigne poenitentiae subijciatur, & debite puniatur, etiam ad alia juris subsidia, si opus fuerit, recurrendo.

Item, dare fasium & salubre consilium secundum Deum & conscientias suas, & non revelare vota singulorum, in quantum ex hujusmodi revelatione verius sit possit oriri aliquod odium vel scandalum, & non recedere a loco hujus Concilii sine licentia obtenta a Deputatis ejusdem.

TOM. II. PART. II.

de feu ou autrement. Et comme il y a encore plusieurs autres choses concernant notre Jurisdiction Ecclesiastique par où les Sujets de Hollande, Zelande, & Frise sont ou pourroient être lésés, & lesquelles on ne peut pas bien nommer à présent; nous sommes convenus avec notre cher Amé Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande, que s'il arrivoit quelque différent à l'égard des susdits Points ou quelques autres concernant notre Jurisdiction Ecclesiastique; notre cher Seigneur le Duc de Bourgogne Comte de Hollande mettra deux de ses Conseillers, & nous deux des nôtres pour moderer notre susdite Jurisdiction; & si les quatre ne pouvoient tomber d'accord, ils choisiroient le Chancelier de notre cher Seigneur le Duc de Bourgogne qui est présentement en charge, pour Sur-arbitre, & s'il arrivoit qu'il mourût, les autres quatre choisiroient un semblable Sur-Arbitre, & ce qu'enx & le susdit Sur-Arbitre ordonneront & modereront dans la susdite Jurisdiction notre cher Seigneur le Duc susdit & nous le tiendrons pour valable, & ce Traité ne donnera point d'atteinte à l'ancienne Reconciliation faite entre la Comté de Hollande & nous Evêque d'Utrecht; mais toutes choses demeureront en leur force & vertu comme elles ont été conçues & redigées auparavant. Lequel présent Traité dans tous les Points qui y sont contenus; nous avons promis à notre cher Seigneur le Duc de Bourgogne, Comte de Hollande, & à ses Successeurs, & aussi à ses Peirs de Hollande, Zelande, & Frise de le tenir & faire tenir ferme, stable & inviolable, sans dans les autres choses non exprimées cy dessus, les serments par nous prêtés au Siege de Rome & à la Sainte Eglise; en témoin dequoy nous avons fait sceller ces présentes; données le dernier jour de Fevrier l'An de notre Seigneur 1434. selonc le stile d'Utrecht.

CLXXIX.

Instrumentum publicum de Comparitione ANTONII 23. Aprilis. Comitibus de l'audement per Deputatos suos coram SIGISMUNDO Romanorum Imperatore, & de propositione & justificatione boni Juris sui, tanquam primi & legitimi Heredis masculi, in Ducatu & Marchia Lotharingae, contra DUCEM BARRENSEM eundem Ducatum vero Feminarum pretendente. **Actum 23. Aprilis 1434. [Véritable Origine des Maïsons d'Alsace; de Lorraine, d'Autriche &c. aux Preuves pag. 205. Tiré des Archives de Lorraine.]**

In Nomine Domini; Amen.

PER hoc praesens publicum Instrumentum, cunctis pateat evidenter & sit notum. Quod Anno à Nativitate ejusdem Domini millesimo quadringentesimo trigesimo quarto, Indictione duodecima, die vero Veneris vigesima tertia mensis Aprilis, hora quarta, vel quasi, post meridiem illius diei; Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Eugenii divina providentia, Papae quarti, Anno quarto. Coram Serenissimo ac Illustrissimo Principe Domino, Domino Sigismundo; divina favente clementia, Romanorum Imperatore semper Augusto, ac Hungariae, Bohemiae, &c. Rege, assistentibus sibi Reverendissimis Reverendisque in Christo Patribus & Dominis, Dominis Robano miferatione divina Archiepiscopo Treverensi, ac Leonardo Patamensi, & Conrado Metensi Episcopis; ac Jacobo de Strick Sanctae Sedis Apostolice Pronotorio; necnon Illustribus & Potentibus Dominis Wilhelmo Duce Bavariae, Ludovico Comite de Oetinghen Imperiali Hospitii Magistro, Frederico Marchione Brandenburgensi ac Baptista Chicala Legum Doctore & ipsius Serenissimi Domini Imperatoris Consiliario, necnon pluribus aliis Dominis Episcopis, Ducibus, Comitibus, Militibus, ac aliis diversis Tualis insignitis, ita meque Notariis publicis & Testibus infra scriptorum ad hoc vocatorum specialiter & rogatorum, praesentia, personaliter constitutus Illustris Princeps Dominus ANTONIUS de Lotharinga Haeres, ut asseruit, & jus ha-

Nn bere

ANNO
1434.

bere prætendens in Regalibus Terrisque & Dominio Ducatus Lotharingie, necnon ejus nomine & pro ipso venerabiles & circumpecti Viri Domini, Simon de Theranio & Stephanus de Novoria Decretorum Doctores Sacri Consistorii publici Advocati ac Magistri, Johannes de Galoys Sacre Theologie Professor, Canonicus Rothomagensis, & Johannes Leodegarii Procuratores, & Procuratorio nomine ipsius Illustris Domini ANTONII Comitis, prout de eorundem Magistrorum Johannis de Galoys & Johannis Leodegarii Procuratoris Mandato legitime constitit atque constat. Per organum ipsius Magistri Johannis Leodegarii Procuratoris dixerunt & proposuerunt in modum & formam subsequentes, videlicet quod nuper postquam ipse Illustris Princeps Dominus ANTONIUS de Lotharingia Comes Vaudemontis ac Hæres, imo verus Lotharingie Dux, ut asserbat, Mandatum ipsius Serenissimi Domini Imperatoris de comparando coram eo in hac præsentis Civitatis Basileensis in certo ad hoc statuto & præfixo termino sibi intimatum, & ad ejus notitiam deducum fuerit, die ad hoc sibi assignata coram eodem Domino Imperatore ipsius Mandatis, ut dicebat, obtinere volens, personaliter se præsentavit, sperans ab ipso Serenissimo Domino Imperatore bonum & breve consequi Justitiæ complementum, verum cum præfatus Dominus ANTONIUS Comes & Hæres, &c. timeat de relatu aliquorum, Casaream Majestatem finitè informatam existisse, & propterea ipsam Majestatem bono Juri dicti Domini ANTONII, ipso nec ejus Procuratoribus auditis, neque ejus foribus examinatis, derogare, ac in ejus præjudicium quidquam disponere seu ordinare aut disponi mandare possit. Quapropter eandem Majestatem instantè requisierunt nomine quo supra, quatenus pro Parte sibi in hac causa adversa informationes aliquæ sive in Scriptis sive aliis per testes datæ seu factæ fuissent, vel quovis modo emanassent, ipsorum iurium & munimentorum productorum ac attestatorum Testium copiam sibi dari & concedi. Si vero alias per testes aliquæ emanavissent informatio, ipsorum testium attestations ac eorum dicta & depositiones, per ipsam Domineam Imperatorem publicari, quoniam de bono Jure ipsius Domini ANTONII, & non Jure Adversarii sui in hac parte docere ac testes ex adverso productos & producendos, ac eorum dicta, tamquam falsa, mendosa ac omni veritate carentia reprobare intendebat, etiam cum instantia postulaverunt. Et tunc præfatus Serenissimus Princeps Dominus Imperator sub his verbis vel in effecta consimilibus respondit, videlicet: Nos audivimus illa quæ proposuistis, nos habemus consilium super hoc cum Principibus nostris & dabitur postea vobis responsum in hospitio vestro. Præfatus autem Magister Johannes Leodegarii, Procurator, nomine Procuratorio quo supra, se plurā alia in hujusmodi causa dicere & proponere velle dixit, & ad id se instantè admitti petiit & requisivit. Et nihilominus quod contra præfatum Illustrē Dominum ANTONIUM Comitem & Hæredem &c. & in sui Juris præjudicium nihil innovetur seu attemptetur solemniter & expresse existit protestatus. Præfatus tunc Dominus Imperator Serenissimus tres Dominos, videlicet Reverendum in Christo Patrem Dominum Episcopum Patmensensem, necnon Nobiles & Magnificos Dominos, Ludovicum Comitem de Oetinghen Hospitiū Imperialis Magistrum, ac Baptistam Cichala Consiliarium antedictos, ad audiendum ea quæ tunc ulterius in causa hujusmodi dicere seu quomodolibet proponere volebant, delegavit specialiter & deputavit. Qui quidem Domini Episcopus Patmentis, Ludovicus Comes, & Baptista Consiliarius statim Cameram ipsius Domini Imperatoris exeuntes, Aulam majorem Domus ipsius Domini Imperatoris accesserunt, coram quibus, per organum præfatorum Dominorum Symonis & Stephanii Advocatorum, ulterius subsecutivè propositum extitit pro justificatione, ut asserabant, boni Juris ipsius Domini ANTONII veri Ducis & Hæredis Lotharingie in ipso Ducatu & ejus regalibus, cum ipse primus & legitimus Hæres masculinus recta linea descendens debeat in dicto Ducatu succedere, prout de jure succedebat, dictusque Ducatus ad ipsum Dominum ANTONIUM & nullum alium spectabat & pertinebat, prout spectat & pertinet, ut dicebat, nec Muiter quoquo modo ad illum Ducatum, & ipsius regalia de jure succedere, propter plures causas tunc allegatas, & alias loco & tempore proponendas, illa regere sive gubernare poterat prout nec debebat. Et si aliquo casu fieret (quod non creditur) quod regalia hujusmodi Parti sibi in hac causa adversæ adjudicarentur, vel ipsa Pars adversa illis quovis modo inesset, hoc cederet in præjudicium

Casareæ Majestatis semper Augustæ quæ ab AUGUSTO dicta per præmissa magis Dominum diminueret quam augere videretur. Ex eoque Ducatus Lotharingie ab illo nunc Duce Barrensis detentus, nomen proprium Lotharingie, propter nomen Barrensis & etiam arma propria ipsius Ducatus Lotharingie propter illa Barrensis Ducatus perderent, (Cujus quidem Ducatus Barrensis nomen, Pars ipsi in hac causa adversa sibi sumpsisse notum est) & totaliter subversa viderentur, & etiam subverterentur. Quod si ita eveniret, esset destructio & diminutio Dominiorum Casareæ Majestati Subditorum, quæ per ipsam Casaream Majestatem augeri & non diminui deberent, maxime in favorem illius qui potissimum jus habet in ipso Ducatu Lotharingie, ut asseruit, videlicet, in favorem Domini ANTONII Comitis & Hæredis antedicti; Et nihilominus sibi copiam iurium & munimentorum Partis adversæ in hujusmodi causa productorum dari & concedi, dictaque & depositiones testium, si qui forsitan producti & examinati fuerint, publicari, siquæ terminum ad dicendum & excipiendum quicquid verbo vel in scriptis contra hujusmodi jura, & munimenta, necnon in dicta & depositiones testium dicere, sive excipere vellent, statui præfixum & assignari per eandem Casaream Majestatem iterum instantè postularunt. Quibus auditis præfati Domini Deputati, animo & intentione super illis deliberando, se modicum ad partem traxerunt, & tandem inter ipsos aliqua præhabita deliberatione, per organum ipsius Domini Baptistæ Consiliarii responderent se habuisse Commissionem a Serenissimo Domino Imperatore audiendi solum proponenda in hac materia, & referendi quodque de omnibus propositis hujusmodi, intendendi Serenissimum Dominum Imperatorem informare, & super his hospitio ipsius Illustris Domini ANTONII Comitis sibi fieret breviter responso. Et ideo præfatus Dominus ANTONIUS Comes poterat ad hujusmodi suum hospitium reverti, de & super quibus omnibus & singulis præmissis, præfatus Magister Johannes Leodegarii Procurator, quo supra nomine Procuratorio, petiit sibi à me Notario publico infra scripto unum vel plura, publicum seu publica, fieri atque confici Instrumentum & Instrumenta. Acta fuerunt hac Basilea apud Domum Fratrum Ordinis Sancti Johannis Hierosolimitani, locum tunc residentie ipsius Domini Imperatoris sub Anno, Indictione, mense, die & Pontificatu quibus supra. Præfidentibus ibidem Nobilibus & strenuis Viris ac Dominis Johanne de Chardoyne, Petro de Clermont, Milibus, Henrico de Fauconcuria, Guillemo de S. Loup, Scutiferis, Gablilonensis, & Tullensis Diocesis testibus ad præmissa vocatis, specialiter & rogatis. Et ego Johannes Dieulest Clemeus Abrincensis Diocesis Bacallareus in Decretis publicus Apostolica auctoritate Notarius Sacrosanctique Basileensis Consilii Scriba, præmissis omnibus & singulis, dum & sicut præmittitur agerentur & fierent, una cum prænotatis testibus præsens interfui, eaque sic fieri vidi & audivi, ideo huc præfenti publico Instrumento manu mea propria fideliter scripto, Signum meum solitum & consuetum apud requisitus & rogatus in fidem & Testimonium omnium & singulorum præmissorum.

CLXXX.

Instrumentum publicum de Sententia per Imperatorem SIGISMUNDUM inter ANTONIUM Comitem de Vaudemont, & DUCEM de Ducatu Lotharingie contententes, in favorem præfati Ducis Barrensis provisionaliter lata, sine præjudicio tamen dicti Comitis de Vaudemont, ejusque juris semper salvo. Actum die 24. Aprilis Anno 1434. [Véritable Origine des Mattons d'Alace, de Lorraine, d'Autriche &c. aux Preuves pag. 207. Tiré des Archives de Lorraine.]

In nomine Domini, Amen.

PER hoc præfens publicum Instrumentum, cunctis pateat evidenter & sit notum. Quod Anno à Nativitate Domini, M. CCCC. XXXIV. Indictione XII. die Sabbati XXIV. mensis Aprilis, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Eugenii divina providentia Papæ quarti Anno IV. Coram Serenissimo & Illustrissimo Principe ac Domi-

ANNO
1434.

ANNO 1434. no Domino Sigismundo, divina favente clementia Romanorum Imperatore semper Augusto, ac Hungariae, Bohemiae, &c. Rege, ab equo descendente & gradus Solii Imperialis in hinc Platea Burgi autem majorem Ecclesiam, in quo ipse Dominus Imperator, pro recipiendo tunc à Principibus & Dominis sibi subditis, Hungaria & alia Jura concessa, federe consuevit, ascendere volente.

In mei Notarii publici testiumque infra scriptorum ad hac vocatorum, specialiter & rogatorum praesentia, personae constituit Dominis & Magistris Johanne de Galois Sacrae Theologiae Professore, & Johanne Leodegarii Canonici Rothomagensibus, Procuratoribus, nominibus quibus supra. Cum idem Magister Johannes Leodegarii eidem Domino Imperatori super materia dictis Johanni de Galois & Johanni Leodegarii, Procuratoribus, dixit se eos superius in dicto suo Solio velle super dicta materia Lotharingie audire; eodemque statim dictum Solium ascendere debere. Et deinde coram praefato Domino Imperatore in Solio praedicto & in Cathedra alta & insigni, cum vestibus & indumentis Imperialibus, Imperiali Majestati tempore recipiendorum Homagiorum & aliorum Actuum solemnium incumbitur propter decebat, ac ad infra scripta & alia peragenda pro Tribunali sedente, praefatus Magister Johannes Leodegarii, Procurator nomine ipsius Domini ANTONII Comitissae Vaudemontani veri & indubitati Heredis Ducatus Lotharingae ac Regalium ad ipsum Ducatum pertinentium, ut asserbat, dixit & solemniter proposuit, qualiter praefatus Dominus ANTONIUS Comes & Haeres nuper ad ipsius Domini Imperatoris praesentiam accessisset, sperans juxta verbum ipsius Imperatoris super hoc emissum, de & super Ducatu Lotharingae & Regalibus antedictis, contra suum, in hac causa Adversarium talem Justitiam consequi, quod sua Majestas in Christianitatem, sive apud omnes, etiam Reges & Principes, merito de hoc deberet commendari. Et quia ad praefatum Dominum ANTONIUM, Haerem, ac verum & indubitatum Successorem Ducatus Lotharingae ac Regalium & Jurium antedictorum, Ducatus ac Regalia & Jura hujusmodi spectabant ac pertinebant, prout adhuc de jure spectant & pertineant, ut asserbat. Ideo praefatum Dominum ANTONIUM Comitem dicto Ducatu Lotharingae, ejusque praefatis Regalibus & Juribus per Caesarem Majestatem investiri, debita cum instantia, requisivit, & supplicavit. Et quia praefatus Dominus Serenissimus Imperator, prout ad ipsius Illustrissimi Domini ANTONII Comitissae, imo verius etiam veri & indubitati Ducis Lotharingae notitiam devenit, in hujusmodi causa per amicos & adversarios ipsius Domini ANTONII ac alios, minus debuit & contra omnimodam rei veritatem informatur, aliter quam de jure decreet, procedere intendebat. Dictus Magister Johannes Leodegarii tria in effectu petivit instanter & requisivit. Primo quod antequam ad ultiora procederetur, decerneretur & darentur sibi Copiae praefatorum Jurium Partis adversae, si quae in hac causa producta fuerint, & sibi praesentetur terminus ad dicendum contra illa. Secundo quod publicarentur sibi attestaciones, fide dicta & depositiones testium ex adverso productorum, & sibi assignaretur terminus ad dicendum, & opponendum contra personas & dicta ipsorum testium. Quia, prout ipse Dominus Comes intellexerat & superius jam dictum est, ipse Dominus Imperator habuerat consilium cum adversariis & inimicis suis, & quia aliqui fuerunt ad consulendum dictam causam, qui ipsius adversarii existunt, & fuerunt in Bello contra eum. Tercio ipse Magister Johannes Leodegarii, Procurator antedictus, Caesarem Majestati praedictis humiliter supplicabat, quatenus placeret deputare Praelatos & Doctores in hoc Sacro Concilio existentes, cum inibi plures essent neutri Parti suspecti, qui viderent & examinerent materiam, & postmodum fieret Justitia Partibus, & si secus fieret, idem Procurator, nomine quo supra, cum omni humilitate & reverentia qua decebat, de nullitate Processus actorumque & agendorum, ac etiam de multis alibus gravaminibus solemniter protestabatur. Protestatur ulterius nomine praedicto, de recurrendo ad Deum & ejus Vicarium in Terris, videlicet Sanctissimum Dominum nostrum Papam, necnon ad praesens & futura cetera Concilia, ac etiam de recurrendo ad Christianos Principes saeculi, & de querendo omnia remedia licita & honesta, secundum quod Deus sibi ministrabit. Quibus auditis, praefatus Serenissimus Imperator per organum Domini Baptiste Chicala Militis & Consiliarii, ipso Domino Imperatore audiente & approbante, respondit in his verbis, vel in effectu consimilibus.

TOM. II. PART. II.

Caesarea Majestas auditit constanter illa quae proposuisti, & ipsa aliis Partibus contententibus notificavit se infra praesentem diem suam ordinationem velle notificare. Idcirco informationibus debitis & requisitis interventibus; de Principum suorum & aliorum peritissimorum Dominorum consilio, decrevit Illustrissimum Principem Dominum Ducem BARRENSSEM, quem possessorum repperit de Regalibus Ducatus Lotharingae investire, sine tamen praedictio dicti Comitissae Vaudemontis, ejusque Juribus semper salvis. De quibus quidem propositionibus, petitionibus, & requisitionibus & ceteris promissis Magister Johannes Leodegarii. Procurator praedictus, petiit & requisivit per me Notarium publicum infra scriptum unum vel plura, publicum seu publica, sibi fieri atque confici Instrumentum seu Instrumenta. Anno, Indictione, die, mense, Pontificatu & loco supra dictis, praesentibus ibidem Reverendis in Christo Patribus & Dominis, Dominis Patamienis & Metensis Episcopis, Guillelmo Duce Bavariae, Marchione Brandenburgensi, Jacobo de Sirk Prototario, nominibus quibus supra, una cum pluribus aliis Episcopis, Praelatis, Principibus, Militibus & aliis testibus fide dignis ad praesentia vocatis, specialiter & rogatis, Et ego Johannes Diaconus Fisk Clericus Abrincensis Diocesis Baccalaureus in Decretis, publicus Apostolicus auctoritate Notarius, Sacrosanctae Basilensis Concilii Scriba, praemis omnibus & singulis, dum sic ut praemittitur agerentur & fierent, una cum praenominatis testibus praesens interfui, & sic fieri vidi & audivi. Ideo huic praesenti publico Instrumento, aliena manu fideliter scripto, signum meum solitum & consuetum apposui requisitis in fidem & Testimonium omnium & singulorum praemissorum.

CLXXXI.

Confirmatio Privilegiorum ADOLPHI Ducis Gu- 8. Juil.
tiacensis a CONCILIO BASILENSI facta
8. Id. Jul. 1434. [DITTMARI Codex
Diplomaticus, TESCHENMACHERI Ana-
nalibus Cliviae, Juliae &c. additus pag. 223.]

SACROSANCTA generalis Synodus Basiliensis, in Spiritu Sancto legitime congregata, Universalem Ecclesiam representans, Dilecto Ecclesiae Filio Adolpho Juliacensi, Montensi Duci, ac Zuphanie & Ravenpergii Comitum Salutem & Omnipotentis Dei benignitatem. Cum à nobis petitur quod iustum & honestum, tam rigor aequitatis quam ordo exigit rationis ut id per sollicitudinem nostram ad debitum perducatur effectum. Eapropter, Dilecte in Domino Fili, tuis iustis postulationibus grato concurrentes assensu, omnes libertates, gratias, immunitates, praerogativas, indulgentias & privilegia ac indulta à Romanis Pontificibus per Literas Apostolicas tibi & tuis Ducatibus ac Dominis tuis praedictis, necnon libertates, exemptiones ac Salvaguardias & praedictarum Terrarum, Hereditates, infestationis Literas & Mandata Imperialia desuper sub quacunque verborum forma subsecuta & secularium executionum Gabella quaecunque fide Telonia, tam per Aquam, quam per Terram à quibuscunque Divis Imperatoribus, Principibus vel aliis Christi Fidelibus rationabiliter tibi & eisdem Ducatibus, Civitatibus, Dominisque tuis quomodolibet dimissas & concessas & concessas, auctoritate nostra confirmamus, & renovamus ac praesentis Scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnium Hominum liceat, hanc paginam nostrae confirmationis & communitionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit, indignationem Omnipotentis Dei & universalis Ecclesiae se noverit incursum. Datum Basileae VIII. Id. Jul. Anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo trigesimo quarto.

In plica habetur

R. a gratis

M. Graunberg.

CLXXXII.

Herrn Ludwigs und Herrn Ulrichs Gebrüdern 24. Juil.
Graffen zu Württemberg Wundtins auff
dem Landfrieden mit des H. Reichs Städten
Eßlingen / Kettlingen und Will / zu Bes-
chirmung Land und Leuten / zu dem ende sie sich
Nä 20
eines

ANNO
1434.

einer reciprocalischen hilffe vergleichen. Geben zu Stuttgart am St. Jacobs Tag Anno 1434. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen Rerum Germanicarum Novum Lib. I. Cap. XII. pag. 90. §. 13.]

C'est - à - dire,

Traité de Paix publique conclu entre les Freres LOUIS & ULRICH Comtes de Wirtemberg d'une part, & les Villes d'ESLINGEN, de REUTLINGEN, & de WEIL d'autre part, pour la protection & défense de leurs Terres & Sujets; à quel effet ils se promettent une Assistance reciproque. Fait à Sturgard la Vigile de St. Jacques. 1434.

Wir Ludwig und wir Ulrich Gebrüder Grafen zu Wirtemberg ic. bekennen und tun kund offenbar mit diesem brief / wann das ist / daß uszer der tugend des freyen ander tugent wachsen und flühen / dadurch Gott manigfaltiglich gelobt / land und lüt beschirmet werden / und daß allermenglich unbekumbert belibet / und daß auch der Bilgrin / Lantföher / Kaufman / und Kaufmanschaft und alle ander erber und unversprochen lüt / sie syen geistlich oder weltlich / besser sicher gewandelt indigen / darumb so haben wir gar beratentlich mit guten fürsagen / wolbedachten mutz und rechter wizen / dem allmechtigen Gott / einer lieben Mutter Marien zu lob / dem heiligen Römischen Rych zu wurde / und zu erez / und gemeinem Land zu nuz / zu freiden und zu gemache / uns mit Unser beider landen / lüten und den Unsern / und die uns zuversprechen sten / sie syen geistlich oder weltlich / zu den Erfamen / wysen / Burgermeistern / Räten und allen burgern gemeinlich dieser nachbenannten des heiligen Römischen Rychs Stetten / mit Namen / Eslingen / Reutlingen und Weile / in solcher maß / als hernach geschriben stet / vereint / und verbunden : by dem ersten / so haben wir in versprochen und verbiß / an ob jemand / wer der were / die vorgenannten Rychs Stette gemeinlich oder Ir eine / oder mer / besunder / oder ir burger / diener / oder ander die Irn geistlich oder weltlich personen / Edel oder unedel / die in zuversprechen sten / angrieffe / oder beschidige / mit mord / mit robe / mit brande / mit unrechtem vaben / oder mit unrecht / widerlegen / oder sie von Irn guten gewonheiten / Freyheiten / rechten / gnaden / oder brieden / die sie von Römischen Kaysern oder Königen bißher bracht / erlangt und erworben hant / treiben oder tringen wölte : oder / es were an Irn slossen / lüten oder guten / mit gewalt oder widerrecht / uf wasser oder uf land / das dann wir mit Unsern landen und lüten / und wer zu uns gehort / In dörzu getrunchen sollen und wöllen beraten und beholffen sin / als bald wir / Unser amptlute / oder die Unsern des inen oder gewar werden / oder von In oder von den / den der schad widersaren und geschehen wöl / oder von Jemand andere von Irn wegen darumb zu freischer getat gemant werden / mit nachslen / mit zurüffen und mit allen andern sachen die daz zu gehören / nach allem irem besten / von einem mittentag bis zu dem andern / zu gleicher wize und in aller der maß / als ob uns das selbs angien / und uns das selbs geschehen und widerfaren were / one alle geberde. Auch wollich Herren / Ritter und knechte / oder ander Unser diener / die dan lant oder lüt hand / dieser ernung von manung und plens wegen zu freischer getat von den vorgenannten Rychs Stetten gemessen / und zu den Irn worten wöllen / die solent geloben und sweren / in einem halben Jauze dem nechsten / nach angang dieser ernung In und den Irn widerum solcher manung und nachplens zu freischer getat / als

vorgeschriben stet / auch stat zu tunbe / und den so lichts plens zu freischer getat von den egenannten Rychs Stetten und den Irn geworren um ir selbs eigen sachen / als die von Kassen / oder der Unsern wegen dorrtären. Doch ob sie yemands andere helfere weren / oder wurden / als umb fremdb sachen / das nit ir eigen ding were / dorrtären / und dorinne sie in of fenen kriegen und angelaßen vintschaften begriffen weren / oder wurden / darumb und darinne solent In die egenannten Rychs Stette / noch die Irn / als vor begriffen ist / sollich plens zu freischer getat / nicht schuldig / noch pflichtig sin / in dehein wiß / ane alle geberde. Alber wollich Herren / Ritter und knecht / oder ander Unser diener sich des begeben / und sollich plens zu freischer getat / weder gemessen / noch entgehen wölten : gegen denselben sol es umb ander hilf und puncten Unser und Unser diener / und die Unsern antretfende / beliben / nach usweisung diser vereynung / ane geberde. Were es aber sach / daß sollich obgenant geschicht und angrieff also geschafften / und gestalt weren / daß sie zu freischer getat / nit soltent / noch inchtent erobert und usgetragen werden / und die vorgenannten Rychs Stett meinent / daß wir In fürbaß hilflich sin soltent / und wir meinent / daß sich der oder die / die dieselben Rychs Stett bekriegen wölten / so vollentlichen erhaben / daß wir in der hilf nit pflichtig wereint / so solent wir einen gemeinen nemten / uf der egenannten Rychs Stett reiten / zu dem soll recht teil dreye seyen / und nit darunder / und erkennen sich die oder der merertheil under In / daß wir In solcher hilf / nach lüt dieser ernung pflichtig sin / So solent wir In fürbaß helfen und vier mit glenen zu roß / erber und wolerzgeter lüte / on all geberd schicken und senden / und solich erkennen soll geschehen in vierzeihen tagen den nechsten / nach dem und wir von den egenannten Rychsstetten / von In selb oder Irn gewiszen betten oder brieden und solich hilf gemant werden : So solent auch die vier mit glenen nach sollichem erkennen in acht tagen / den nechsten / von huse usferten und och fürderlich volle ritten an die stet / die Uns von den vorgenannten Rychs Stetten benennet und veründet werden / und iren Hauptluten die in von der Stett wegen zugegeben werden / uf die Wad zurten / und sie zubeschidigen gehorsam sin / ungerlich : und dieselben völet mit glenen / die in also zu dienst geschickt werdent / solent auch das tun auf Unser selbs kosten / schaden und verlust : als lang bis sollicher schad widerkert und abgeleit wirdet / ane alle geberde. Beschree es aber / daß die sach als hefftig und mechtig wurde / oder were / daß man sie mit der zal des obgenannten volkes nit erobren / noch usgetragen inchtet / und daß die vorgenannten Rychs Stette meinent daß sie Unser hilf fürbaß und uber die obgenannten Sinnen glenen bedürffen / und notturfirig weren / und Uns dorumb mantent / So sol von Uns aber ein gemeine uf der egenannten Rychs Stett Reiten genommen und dörzu von beidentheilm gesetzt werden / inmaßen als vorgeschriben stet / und wie sich die oder der merertheil under In uf ere und eyde erkennen / was hilf man fürbaß dörzu notturfirig sye / nachdem und dan dieselb sach an ir selbs gestalt und geschafften were / dieselb hilf sol auch dan in einem Monat dem nechsten darnach volgen und beschreiben und sollen wir auch damit zugihen und zuferen / und auch in beraten und beholffen sin / in aller der wize / so vorgeschriben stet / und als ob das Unser eigen sach were / als lang bis daß sollich angrieff und beschidigung aber erobert und abgeleit wirdet / ane alle geberde. Und were es daß man also von der vorgenannten geschicht wegen zu verde ligen / und beschiben wurde / were dan das die vorgenannten Rychs Stett / oder die Irn / als vorgeschriben stet / mit der vorgenannten hilf / so die manung ir were / und von

ANNO
1434.

ANNO 1434. von Iren wegen dannen giengel/ ycht Sloss oder ge-
 bangen genummen/ oder ubereinent/ mit denselben
 Slossen und gebangen mogen sie gefaren und tun
 wie sie wollen/ an unsrer und der unsren Irenung
 und widerrede/ doch also/ was gebangner mit soli-
 cher unser hilf/ als obgeschriben stet/ von den un-
 sern in redlicher vindschafft niderlegen und geban-
 gen wurden/ dieselben gebangen sollent sie halten nach
 kriegsgewohnheit/ und doch auch also/ das sie ver-
 sorgen sulcent/ so sie best moegent/ one alle geverde/
 das uns und den unsren dehein schad davon mer
 userstand/ noch widerfar/ an alle geverde/ doch das
 die vorgeannten Rychs Stett und die Iren/ als vor-
 geschriben stet/ was kosten und schaden daruber gien-
 ge und wachsen wurde/ von gezeuge oder werckheit
 wegen dorgeben/ usrichten und bezalen sulcent/ uns
 und den unsren on unsren schaden/ doch also beschei-
 denlich/ ob das were/ das sie unsers oder der un-
 sern/ welch den sachen allerbas gelegen weren/
 gezeugt/ werck oder wercklate dorzu bederffen wurdent/
 vns uns dorumb beten und mantent/ das wir in
 dan den ober die dorzu fuerderlich lihen sollen/ und
 den auch sie helen und wider an die stette/ da sie in
 helen/ antwurten sulcent on unser und der unsren
 schaden/ ungeberlich. Wan auch wir von den vor-
 genannten Rychsstetten oder den iren/ als vorgeschri-
 ben stet/ umb hilf gemant werden/ ee das in von
 uns umb hilf zugesprochen were/ so sollen wir in
 doch mit der egenanten hilff getruemlichen beraten und
 behoffen sin und auch in die schicken und senden/
 wie doch das were/ das wir uf dieselben zit selbs zu
 schaffen hetten/ also das mit Namen die erst man-
 nung allerweg vorgeen und der gang geschehen sol/ one
 alle geverde/ und doch mit sollichem underschid/
 wiewol das were/ das die erst mannung unser were/
 were dan/ ob jemand die vorgeannten Rychs Stette/
 die Iren/ oder die in zuversprechen stet/ mit gewalt
 oder widerrechtz ueberziehen oder beslegern wolte/ das
 dan wir/ ob wir von in darumb ermant werdent/
 mit unser ganzen macht dorzu ziehen sulcent/ dem
 heissen ge widersteen/ gleicher wijs/ as ob es unser
 eigen sach were/ und uns selbs angienge. Were
 auch ob jemand/ in/ den Iren und die in zuver-
 sprechen stet/ unredlich vindschafft oder schaden/
 zugeue oder zugiehen wurde/ wan dan wir von in
 ermant wurdent/ so sollen wir derselben vinde und
 Ir helffer wider sie werden/ und denselben vintlichen
 tun/ mit allen sachen/ die darzu gehdren/ zu gli-
 cher wijs/ als ob es uns selbs angienge. Were
 aber/ das wir meinent/ das sich die vorgeannten
 Rychs Stette gegen den/ die sie also betriegentent/
 oder in vindschafft zugugent/ nit so volletlichen zu
 recht erbittent/ das wir in der hilf pflichtig sin sol-
 lent/ nach/ut diser eynung/ so sollent wir einen
 gemeinen nemen/ us der egenanten Rychs Stett
 Reten/ zu dem sol Jeglich teyl dreye setzen/ und nit
 dorunder/ und erkennen sich die ober der meretheil
 under in uf ere und ege/ das wir in der hilf/ nach
 tur diser eynung/ pflichtig sin/ so sollent wir auch zu
 stund von irentwegen denselben entfangen/ und ir
 helffer wider sie werden und in helffen/ inmassen als
 vorgeschriben stet/ also doch/ das allerweg der ersten
 mannung/ als vorgeschriben stet/ gang geschehen/ und
 der nachgenden mannung auch nachgezogen werden
 soll/ in der maass/ als vor erlut bat/ alles getruemlich/
 one alle geverde/ und das erkennen sal auch gesche-
 hen in vorsehen tagen den nechsten und nachdem
 und die mannung umb die hilf geschehen ist. Doch
 wenn die vorgeannten Stett und hilf/ als vorge-
 schriben stet/ gemant hond/ und sie denne zumal
 hauptlate des kriegs sin/ so sollent sie/ als dicke es
 sich geburt versorgen/ so sie best moegend/ ungedo-
 lich/ das niemand/ der des kriegs nit sy/ beschedigt
 werde. Es sollent auch den vorgeannten Rychs Stett

ANNO 1434. ten/ und den Iren/ als vorgeschriben stet/ als un-
 ser Stett/ Besten/ und Sloss und all vorgeschriben
 sachen/ darumb in hilf erkennen wurdet/ offen sin/
 sich daruf und darinne zubehelfen one alle geverde.
 Dorzu sollen wir/ unser ampelit/ noch die unsren
 der vorgeannten Rychs Stett/ noch der Iren vintsel
 und die sie wider diss vorgeschriben veyernung an-
 griffen/ in unsern Stetten/ Besten/ Slossen und
 gebieten nit enthalten/ huten noch hofen/ weder spi-
 sen/ essen/ noch trencken/ noch deheinen gezug wi-
 der sie lihen noch geben/ noch sust geberlich han-
 haben/ noch hinschieben in dehein wijs/ one alle ge-
 verde. Were es auch/ das die vorgeannten Rychs
 Stette und wir mit in/ mit Jemand zu krieg ko-
 ment/ als vorgeschriben ist/ so sollen wir in und
 den Iren nach dieser veyernung uffgenge dannoch
 berathen und behoffen sin/ in aller der wijs/ so vor-
 geschriben stet bis das der krieg geniglich berichtigt
 und geslunet wurdet/ one alle geverde. Doch sollen
 wir vorgeannten Ludwig und Ulrich Graven zu
 Wirtemberg/ und die zu uns gehdren/ als vorge-
 schriben stet/ uns umb dehein sach/ die sich von
 dieser verapnung wegen verlouffen wurde/ mit nie-
 mand uffsinnen/ fridein/ noch sachverorten/ in dehein
 wijs/ one der obgenannten Rychs Stett willen/ one
 alle geverde. Und umb das diese veyernung von bei-
 den siten/ in gutem willen und on zwiung deste das
 beliben und besten moege/ So haben wir den vorge-
 nanten Rychsstetten das auch versprochen und ver-
 heissen/ was wir oder unser diener/ es weren Gra-
 ven/ Herren/ Ritter oder Knecht/ Burger oder an-
 der die unsren/ sie weren Edel oder unedel/ und die
 uns zuversprechen stunden/ zu der vorgeannten Rychs
 Stetten burgern oder dienern/ oder zu iren armen-
 luten/ oder andern den Iren/ und die in zuverspre-
 chen stunden/ und die doch in guten alten bezeugten
 gestornen Gerichten gesessen sint/ zu sprechen/ zu
 clagen oder zu vordern hetten oder gewannen/ was
 oder worumb das were/ das wir und wer zu uns
 gehdret/ als vorgeschriben stet/ in dorumb nachsaren
 sollen/ an die Stett und in die Gericht/ darin sie
 dan gesessen sint/ oder darin sie gehdrent/ und da
 recht von in suchen und nemen/ vor iren Schultzei-
 sen oder Amptluten/ und wir sollen uns auch dez
 rechten da/ und was uns nit uregt und recht da
 ertheilt wurde/ wol benigen lassen/ also doch/ das
 die vorgeannten Stett und die Iren/ mit denselben
 iren Schultzeisen/ Amptluten und Richtern/ schaf-
 fen sollent/ das uns und den unsren/ als vorge-
 schriben stet/ fuerderlich gerichte und recht nit ver-
 zogen werde/ one alle geverde. Besehe es aber/ das
 wir vorgeannte Ludwig und Ulrich Graven zu
 Wirtemberg/ oder dehein unser diener/ burger oder
 ander die unsren/ sie weren geistlich oder weltlich/
 oder die uns zuversprechen stunden/ Jchzit zu den
 vorgeannten Rychsstetten/ Ir einer oder mer/ sel-
 ber/ oder das ein gang Commun und Stett ge-
 meinlich angienge/ oder zu iren dienern/ oder andern
 den Iren/ und die nit in bezeugten gestornen gerich-
 ten gesessen weren/ zu sprechen/ zu clagen oder zu
 vordern hetten oder gewannen/ umb das haben wir
 uns/ fur uns und die unsren/ die uns zugehdren
 und zu versprechen stet/ mit den egenanten Rychs
 Stetten vereinet/ verschriften und verbunden/ das
 wir und auch die unsren/ welch das dan angendet
 oder nottuerftig wurde/ darumb zu gemeinen luten
 us der egenanten Rychs Stett Reten/ welch wir
 oder die unsren/ als vorgeschriben stet/ wollen/
 oder die dan den sachen allerbas gesessen und gelegen
 sint/ wol nemen moegen/ und mit dem oder densel-
 ben sollent auch dan die Ryt derselben Stett oder
 Stett schaffen/ und bestellen/ das sich die des an-
 nemen. Und beiden theiln darumb tag bescheiden/ in
 aller der maass/ so hienach geschriben ist/ Es were

ANNO
1434.

dann ob der beheimert / die also zu gemeinen genom-
men werden / das ungeuerlich vor verlobt oder ver-
worfen hettend / nit zu tunde / und sol auch dan die-
selb sach zu gelegnen tagen berechtigt werden / auch in
der wif / so hernach geschriben stet. Also were das
die sach uns vorgenanten Lubewigen und Urtichen
oder welschen den Unfern das angen und berühren
wird / so sollen wir oder die Unfern / als vorgeschri-
ben stet / das der vorgenant gemeinen Manne ein-
nem / welschem wir dan wollen / und der dan den sa-
chen uf die zit allerbest geschehen ist / verkunden / und
den bitten und manen / das er uns des tag bescheide:
so sol auch dan derselb gemein Man by dem aide /
nach der manung / in vierzehnen tagen den nachsten
beiden theilen unverzogenlich tag bescheiden / in ein
Statt / sie sye dan Unfer oder der egenant Rychs-
stette / und die dan den sachen aller best gelegen ist:
und uf dieselben zit mag dan Jettweder theil / einen /
zwen / oder drei schman zu dem gemeinen Man
setzen und geben / und die sollent dan von einander
nit kommen / ee das sie die Sach da ufrichtend /
und entscheident / ob sie moget / mit minne / und
mit fruntschafft mit beidertheil willen / oder ob das
mit der minne nit sein moget / mit einem fruntli-
chen rechten / nach beidertheil Elag / red. und wider-
red / und des sol auch dan beid theil wol benügen:
also doch / das der gemein und die schidlate / die zu
ine gesetzt werdent / das recht darum sprechen sollent /
uf ir eyde / an alle geberde. Und sol man auch
beiden theilen und wer mit iglichem teil titer / fert
oder gat / zu denselben tagen und in dieselben Clof /
frib und geleit geben / dar und dannen / one alle ge-
werde. Und doch aber also / ob der teil beheimert /
den die Sach angen oder anrüren wurde / in aucht
oder in banne werent / das in das an dem rechten
zu beheimert schaden komen und nit fargezogen wer-
den sol. Und das auch der gemein Man noch die
schidlat / uf aucht / noch uf Ban nit urteilen sollent:
und welscher oder welsch also / unnder der vorgenan-
ten Rychs-Stetten / Steten / der oder die das vor
nit verschworn hettend / als vor begriffen ist / zu ge-
meinen genommen und erloet werden / der oder die
sollent sich des nit sperren noch widern / by den ap-
den ungeuerlich. Wolt aber Ir beheimert / der das
vor nit verschworn oder verlobt hett / sich des widern
und sperren / so sollent doch die Ret der Stett
oder Stat / den derselb / der also zu gemeinen er-
korn wurde / zugehorte / mit dem oder denselben
schaffen / das sie das thun / in der wif / so vor und
nach geschriben stet / one alle geberde. Were es
aber ob der oder die / die also von uns oder den Un-
fern zu gemeinen genommen wurden / uf solich zit
von ehafter not wegen zu solichen sachen nicht ge-
kommen mochten: So sollen und moget wir oder
die unsen alle zit / ob wir wollen / wol einen an-
dern / oder ander ufer der egenanten Rychs-Stet-
te nemen / an der oder des stat / in der wif / so vor-
begriffen ist / welschen oder welsch wir wollen / mit
dem oder denselben auch denn die obenante Rychs-
Stette aber schaffen / und uftragen sollent / das sich
der oder die des annehmen und das tun in allem vor-
geschriben Rechten / one alle geberde. Doch ist be-
redt umb angebalne Erb und gut / und die entwe-
der teil in gewer gehadet hat / das sie sollen berechtigt
werden / an den Stetten / da dan die / von den sie
gefallen sint / gesessen und burger gewesen sint / one
geberde. Dorzu sollent die vorgenanten Rychs-
Stett und all die Jren / die in zuversprechen sin /
gen uns obenanten Lubewigen und Urtichen Ge-
brudern / Graven zu Wirtemberg und gen allen un-
sern dienern / Es syen Graven / Herren / Ritter oder
Knecht / Stett / burger / oder ander die Unfern /
und auch wir und die Unfern / und die uns zuver-
sprechen sind / gen in widerumb / jettweder theil von

ANNO
1434.
beiden siten / gen dem andern / by siner geruuesten
sitten ausgleichen gewer / als er die bis uf diesen be-
stigten tag ingehabt / herbracht und besessen hat /
geruuechlich beliben / und sol jettweder teil von bei-
den syten under uns den andern davon nit dringen /
oder treiben / dan mit einem fruntlichen Rechten /
in aller der wise so vorgeschriben stet / an alle ge-
werde. Doch were / das ein theil dem andern / oder
jemad uf welschem theil das were / dem andern uf
dem andern theil / toer der were / zuspreche umb gut /
das er meinte innegehabt haben / oder das er inne
hette / und derselb theil meinte / das er dieselben gut
innen hette / und das sin inabend gut were /
also das jesslich teil meinte / der ander solle im nach-
saren nach der eynung Sag / sollicher span / als
dich das zu schulden kommet / soll uf einem gemei-
nen mit glichem zusatz gelutert werden: welscher
theil dem andern nachsaren soll / zum rechten / nach
der eynung Sag / und uf das sollen auch wir mit
uns selbs und mit allen den Unfern / die uns zuver-
sprechen sin / schaffen und sigen / das den vorge-
nanten Rychs-Stetten / noch den Jren / als vorgeschri-
ben stet / beheim ubergrieff darüber widerfar / noch be-
schee / one alle geberde. Beschee es aber darüber /
so sollen wir denselben ubergrieff unverzogenlich schaf-
fen widerfert und wider getan werden / und das man
dan darnach zu dem rechten kom / in der wif so
vorgeschriben stet / an alle geberde: doch ufz genom-
men aller verbristeter schuld / und unlougenbar ghit
und auch hubgelt / vogtrecht / Stur und zins / dar-
zu sollent jedwedern theil von beiden syten alle Ir
recht behalten und ufgesetzt sin / das das nit ubergrieff
sollent heissen / noch sin: also doch / das die /
die von sollicher sachen wegen angriffen oder pfen-
den wurden / mit denselben pfanden pfantlich ge-
farn sollen / one alle geberde. Wir haben auch den
vorgenanten Rychs-Stetten verheissen / das wir noch
die Unfern beheimerten derselben Rychs-Stette / noch irer
diener noch burger: Es syen Graven / Herren / Rit-
ter / oder Knecht / noch beheim Jren Stett / noch
Jren burger / und wer in zuversprechen stet / an
late ab dem lande / in der zit dieser vereynung zu
Pfalzburgen nit innehmen noch empfangen sollen / one
geberde. Wir noch die Unfern / als vorgeschriben
stet / sollen auch die vorgeschriben zit der vorgenan-
ten Stett / noch der Jren / als vorgeschriben stet /
unverrechnet Anpeltate / oder die in suchtsam ver-
sworn oder verbürgt hettent / zu burger auch nit in-
nehmen noch empfangen / one alle geberde. Beschee es
aber darüber / was dan der oder die / der dieselben
gewesen werent / das usbringent und erloset / in
der Statt / da sie dan zu burger empfangen werent /
in solicher maß / das ein Grabe oder Herr / den oder
die / mit sinem Anpeltman / der uf die zit von sinen
wegen / besetzt und entsetzt / bestellen mag / also
das er siwere einen geleerten apde / zu den heiligen
mit pfgebotnen vingern / das der man sinen Herrn
underrechner Anpeltman sye / der oder dieselb per-
son / es sye dan sinen oder Mannes namen / si-
nem Herrn suchtsam ver sworn oder verbürgt habet
ein Ritter oder Knecht / oder ein ander erber Man
mit sin selbs eyde / und noch Ir geglichem zwen er-
ber undersprochen Man / die desz auch schworen ge-
leert eyde / und das in das kumb und wissend sye / das
auch dan damit der besatzung genug bescheen sye / und
sollicher bestellung sollen wir und die Unfern den vor-
genanten Rychs-Stetten und den Jren verbergen
und gestatten / an alle geberde: doch das die erwi-
sung beschee in Jours ritt / dem nachsten / nachdem /
als die zu burgern empfangen weren / one alle geber-
de. Und welscher underrechter Anpeltman ver-
sworn oder verbürgt person / also besetzt wider / als
vorgeschriben stet / und den / oder die / sollen noch
wollen / darnach / wir noch die Unfern / uns furbaz
nicht

ANNO nicht mehr annehmen / und wir sollen auch / den / oder
1434 die / nicht leuger by uns enthalten / weder husen /
noch hoven / dan einen Monat den nächsten darnach
an all geberde : Es were dan / ob dieselben personen
ain genant Summ geltz versuorn oder verbürgt her-
tend / wen sie denn die gericht und bezalt hertend / die
mögen wir / und die Unsren dan fürbasz wol zu
burgern schirmen und enthalten : Besunder so haben
wir den vorgenanten Rychssetten versprochen / wo-
re / ob wir oder beheim der Unsren jemand zu burger
oder zu diener inneinen oder empfangen / in der zit
dieser vereynung / mit den die vorgenanten Ertz / Tr
eine oder mehrl offen stöß / oder krieg hertend / oder
den sie gelt schuldig werent / und dasz sich vor datum
diz briefs verlossen hette / angehangen oder gemacht
were / dasz wir der beheimen darumb wider die vor-
genante Stett nit schirmen / noch in beholffen sin
sollen / alsz lang die vorgenant vereynung weret /
ane alle geberde. Were es aber dasz jemand der zu
unsz geböret / oder unsz zuversprechen stet / by dem
Rychen nit beiben / noch disen vorgeschriben stucken
und sachen genug tun wolten / so sollen wir den vor-
genanten Rychssetten und den Tzen / gen dem /
oder denselben mit ganzen truwen beholffen sin / nach
dieser vereynung sag / bisz dasz die darzu gebracht
werdent / dasz die den dingen gung tuent / one alle
geberde. Sult sollen wir vorgenant Ludewig und
Ulrich gebrüder Graben zu Wirtemberg und all
Unser diener / es sin Graben / Herren / Ritter
oder Knechte / Ertz / burger oder ander die Unsren /
sie sin geistlich oder weltlich und die uns zuverspre-
chen sin / gen den vorgenanten Rychs / Ertzen / und
gen allen den Tzen / die in zuversprechen stend / be-
liben by allen Unsen Ertzen / frheiten / brieven /
vogtzen / guren gewonheiten / gericht und rechten /
alsz wir / Unsere diener und die Unsren / alsz vorge-
schriben stet / die bisshero bracht und genossen haben /
one alle geberde : usgenommen alleine der stuck
und artikel die diser brif wißt und begriffen hat / die
sollent getrulich von unsz und den unsen gehalten
werden / one alle geberde. Und soll auch diese ver-
eynung uf Sant Mathias tag / des heiligen zwelf
boten nächst kompt / anbahen und zwischenz Uns
beyderseit weren / und auch macht haben von dem-
selben Sant Mathis tag dru ganzen Jazr die nach-
sten nach einander folgende / ane alle geberde. We-
re aber / dasz wir mit jemand anders / wer der were
mehr eynung machen / dasz sollen wir doch thun / in
sollicher maß / dasz die vereynung dorinne usgenom-
men und vorbehalten sol werden / an alle geberde.
Doch so nemen wir obgenanten Ludewig und Ulrich
gebrüder / Graben zu Wirtemberg in dieser vereyn-
ung usz / den allerdurchsüchtigsten Fürsten und
Herren / Herrn Sigmunden Römischen Kaysern /
zu allen ziten Merer des Rychs / und zu Ungern /
Beheim / Dalmacien / Croatia zc. Kunig / Unsren
allergenädigsten Herren / und die hochgebornen Für-
sten / Herrn Ludewigen Pfalzgraben by Rhine / des
heiligen Römischen Rychs Erbschutzen und Her-
zogen in Meyern / Unsren lieben Herrn und Schwö-
here / Unsren Herrn den Herzogen von Burgundien /
Herrn Otten auch Pfalzgraben by Rhine und Her-
zogen in Meyern / Herrn Fridrichen Herzogen zu
Pörrich zc. Herrn Ludewigen Pfalzgraben by
Rhine und Herzogen in Meyern und Graben zu
Mortany : und Herrn Heinrichen Pfalzgraben by
Rhine und Herzogen in Meyern. Und die Ersam-
men wissen / die Stat Rhine und ander Rychssette
in Swaben / die zu in gebörent / und mit uns in
eynung sint. Und also geloben wir vorgenant Lu-
dewig und Ulrich gebrüder / Graben zu Wirtemberg /
uf die eyde / die wir herum gesuorn haben / disz ver-
eynung und all und jeglich vorgeschriben sachen die
eegschriben zit und Jazr usz war / best und stet ge-

truwelichen zu halten / und zuwolsen / nach dis
briefs sag / alle argelst und geberde gang usgeslozen /
und sollen auch darzu schaffen mit allen Unsen
Vogten und Hauptleuten / in allen Unsen Ertzen /
Stetten und Dörffern da besetzt Gericht sind / dasz
sie disz vereynung von Unsen wegen auch suorn
zuhalten / als vorgeschriben stet / an all geberde.
Und wenne oder wie dick ir jeglicher usfreyen und
uszuwandern wärde / dasz der iglicher by sinem eyd
mit etwam bestelle und verlassz / ob es darzwischen
not / ald von der egenanten Rychssette oder der
Tzen wegen / als vorbegeiffen ist / gemant wurde /
dasz der und die der vereynung an Tr Statt mit
nachlyn zu frischer getat und andern nachgangen
und gung tun / glich als ob der oder dieselben Ertz-
sette anheimlich weren / und darinne beheim sin-
nusze besche / ungerlich zc. Alßz dieß auch der
selben unser Vögte und Hauptleut einer oder mehr
entsetzt wüderet / oder von tod abgingen / welich
dann an ir stat gesetzt werdent / dasz die desz dan auch
suorn / als vorgeschriben stet an alle geberde. Und
desz zu wahrem erkunde / so haben wir vorgenante
Ludewig und Ulrich gebrüder Graben zu Wirtem-
berg / unsere eigne Ingesigel offentlich von henden
an disen brief / der geben ist zu Stutgart an sant
Jacobs auhent / desz heiligen zwölff boten / nach
Christi geburt / alsz man zelt vierzehnhundert /
dreißig und vier Jazre.

CLXXXIII.

Testament de MARGUERITE de Baviere, Veuve de CHARLES Duc de Lorraine, l'24. Août. 1434. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, & d'Autriche. Aux Preuves. pag. 187. Tiré des Archives de Lorraine.]

En nom de la benoite Trinité le Pere, le Fils, & le Saint Esprit, Amen.

NOUS MARGUERITE de Baviere Duchesse Douairiere de Lorraine & Marchise, en bon sens, memoire & entendement, combien que soyens une femme de nostre persone, Considerans que toutes choses tendent à fin & corruption, & qu'il n'est chose si certaine comme la mort, ne moins certaine que fuir d'icelle, Ayant memoire du Salut de nostre ame, en doubans Dieu nostre Createur, Car c'est, comme dit l'Escripture, le commencement de Sapience de doubter Dieu, en ensuiuant les Saints Peres anciens que nous ont donné voye, chemin & sentier de bien faire & fuir le mal : Car icy n'avons mie Citei durable, mais aultre nous fault acquerir en laquelle yeulx ne vit, oreille n'oyt, ne cuer ne pensa ce que Dieu a promis à ceulx qui l'aiment : Avons fait, ordonné & par ces presentes faisons & ordonnons nostre Testament, Devis, Ordonnance & darrenne volunté, des biens que Dieu nous a prestez en cette mortelle vie par la maniere qui s'en suit. Premièrement, nous rendons & recommandons nostre ame au benoist Fils de Dieu qui l'a creé, à la benoite Vierge glorieuse la Mere, & à tous Saints & toutes Saintes, & luy prions devotement qu'il la vueille receivoir en son saint Paradis. Item, nous voulons & ordonnons que toutes nos debtes soient payées & satisfaites, nos forsaits, villenies & injures plainement amendez. Item, nous efflions nostre sepulture en l'Englise Monseigneur sanct George de Nancey, & donnons pour Dieu & en aumosne au Prevost & Chapitre de ladite Englise dix frans le jour de nostre enterrement pour distribuer entre eulx, & pour faire ung service ledit jour, & voulons que on donne à tous pauvres qui seront prestens à chacun quatre deniers, & à treize des plus pauvres cinq aulnes de drap pour une robe pour Dieu & en aumosne, & pour prier pour l'ame de nous. Item, nous donnons encor à ladite Englise cent francs douze gros pour franc, pour acquerir cinq francs de cens pour faire chacun an dous services solennels, à tousjours en icelle à la maniere accoustumée pour le remedes & salut de nostre ame & de tous ceulx à cui nous pourrons estre tenué.

ANNO
1434.

ANNO
1434.

tenue. Item, voulons encore & ordonnons pour le remede de nostre ame, que on face dire & celebrer en ladite Englise dous annuels de basses Messes, & ordonnons pour ce faire aux Prestres qui les diront pour chacun desdits annuels trente francs tels que dis sont, & seront tenus iceulx Prestres d'aller apres leurs Messes sur nostre fosse, & dire *Miserere & de Profundis & Fidei*. Item, voulons encore & ordonnons que pour le remede, on face dire & celebrer en ladite Englise ung trentel. C'est assavoir, trente hautes Messes & trente hautes Vigiles pour les trespasses, & pour ce faire donnons trente francs tels que dis sont: Voulons encore & ordonnons en oultre à chacune desdites Messes dudit trentel un cierge de demy Livre de Cire, pour quatre deniers de pain, & dous quarts de vin. Item, nous donnons à nostre Dame de Nancey deux francs pour dire & celebrer en ladite Englise dix hautes Messes & dix hautes Vigiles pour le salut & remede de nostre ame. Item, à sainte Eglise de ladite Nancey quarante francs pour acquerir dous francs de cens annuel, & perpetuel pour faire à tousjoursmais dous fois chacun an nostre anniversaire. Item, nous donnons à l'Abbeffe & Monastere de Bouxieres vingt cinq francs pour faire celebrer & dire en leur Englise trente hautes Messes & trente hautes Vigiles. Item, nous donnons comme dessus aux Suers Pracherelles de Nancey trente francs, pour faire & celebrer en leur Englise trente hautes Messes & trente hautes Vigiles. Item, leur donnons encor cent francs pour acquerir Terre annuelle & perpetuelle pour faire chacun an en leurdite Englise à tousjoursmais quatre fois l'an nostre anniversaire aux quatre temps. Item, nous donnons à l'Hospital dudit Nancey cinq francs pour une fois pour faire pitances aux pauvres de leans. Item, nous donnons à l'Abbe & Convent de Luneville quarante francs pour acquerir Terre annuelle & perpetuelle pour faire chacun an à tousjours en leur Englise dous anniversaires pour nostre ame. Item, nous donnons à la Cure d'Eninville quarante francs pareillement pour acquerir Terre pour faire chacun an en ladite Englise à tousjours dous anniversaires: encor au Curé & Vicaire de ladite Englise trois francs pour une fois pour faire ung Service le jour de nostre obit en icelle Englise. Item, nous donnons aux Cordeliers du Neuchastel trente francs pour convertir en habits afin d'estre tenus de prier Dieu pour nous & à nostre intention. Item, nous donnons aux Religieux Abbé & Convent de Clerlieu apres soixante francs que n'aiquieries leur avons donnez par ung menement, la somme de quarante francs pour asseoir cent pour acquerir Terre annuelle & perpetuelle pour faire en leur Englise quatre Services chacun an à tousjoursmais, aux quatre temps, pour le remede de nostre ame & de tous nos biensfaisces. Item, nous donnons aux Freres du Saint Mont emprès Remiremont trente francs pour faire dire & celebrer en leur Englise trente hautes Messes & trente hautes Vigiles à nostre intention. Item, leur donnons encor trente francs pour un annuel de basses Messes, faire dire & celebrer en leur Englise pour le remede de nostre ame. Item, donnons aux Chartreux de Clerques dous cent francs pour mettre & convertir en leur Englise à l'Euvre d'icelle pour prier pour nous & pour les ames de cui nous sommes tenues de prier. Item, nous donnons à tous Hospitals de ce Pays où sont pauvres malades gisus, à chacun desdits Hospitals cinq francs pour une fois pour eux faire faire pitance, & afin qu'ils soient tenus de prier nostre Seigneur pour nous. Item, nous donnons à nos dous Filles nos joyaux & tous nos Livres. Item, nous donnons à nos Damoiselles, c'est assavoir, Catheligne & Barbeline, à chacune trois cens francs en recompensation de leurs services & pour prier pour nous, & aux autres cinq, c'est assavoir, Catherine & Odette de Thieulieres Suers, Catherine de Barbaix, Lourette de Gerberviller & Marguerite la Gallarde, à chacune d'elles dous cens francs en recompensation de leurs services, & pour prier pour nous, &c. Item, nous prions tres-humblement à nostre tres-chier & tres-amez Fils le Duc de Bar & Lorraine, & qu'il vueille avoir nostre Hospital pour recommandé & qu'il le vueille aider à fonder ainsi que nous en avons parlé à luy autresfois, & qu'il vueille avoir le fait de nostre Receveur qui bien & loyalement nous a servy pour recommandé, ou rendre de ses comptes, pource que nous savons bien que nous li debverons & il le redoit aux bonnes gens. Item, nous voulons que tous les legals & donations dessusdites avec nos autres debtes de-

hument congneus soient prins sur tous nos biens meubles, & ou cas que nousdits biens meubles ne le pourroient faire, nous prions à nostre Fils & à nostre Fille tres-affectionnement qu'il leur plaist consentir & agreer que le surplus & demourant à asseoir soit prins & assevy des premiers deniers que venroient à lever sur la Terre de nostre Douaire, en plus prochains termes du premier an de nostre trespassement, & ainsi & tellement faire comme nous y avons cure parfaite, fiance & assurance, & que s'ils ont amé le corps & la vie, qu'ils veuillent monstrer qu'ils aiment l'ame. Item, nous renonçons tous autres Testaments, devix, ordonnance & darrenne volonte fait avant le datum de ces presentes. Nous nommons & eslisons pour nos Excouteurs ledit nostre tres cher Fils le Duc, nos chers & bien amez Messire Paspregaire Chevallier, & Robert de Harowelt eulx ensemble, l'un ou les deux d'iceulx, lesquels quant ad ce avons ordonné & député, ordonnons & deputons par Lettres en leur donnant plain pouvoir, autorité & puissance de faire, entretenir & accomplir toutes les choses contenues & declarées en ces presentes Lettres, & leur mettons dès maintenant tous nosdits biens meubles en mains, pour faire asseoir & accomplir cest present nostre Testament, devis & darrenne volonte, & toutes les choses contenues & declarées en iceluy. En signe de verité avons fait mettre Seal pendant à ces presentes, que furent faites le Mardy viugt-quatriemes jour du mois d'Aoust, l'an mil quatre cens trente & quatre. *Es au dessous est escript*, Par Madame la Duchesse Douairiere. *Es ainsi signé*, HOLTONT. *Seilles d'ung Seal de cire rouge sur double queue.*

CLXXXIV.

Capitula & Conventiones inter CONCILIUM BASILEENSE & Ambasiatores IMPERATORIS GRÆCORUM, atque PATRIARCHÆ CONSTANTINOPOLITANI de Loco eligendo, quo Universalis Synodus ad efficiendam inter Romanam & Græcam Ecclesiam unionem celebrari possit; uti & de impensis ad tale opus necessariis. Actum in Ecclesia majori Basileensis VII. Idus Septembris Anno 1434. Cum MANDATIS prefatorum Imperatoris & Patriarchæ necnon Altiis & Gestis per Ambasiatores Concilii Constantinopolitani. [Collectio Regia Conciliorum, Tom. XXX. pag. 149. PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collect. Tom. XII. col. 541.]

ANNO
1434.

Sacrosancta generalis SYNODUS BASILEENSIS, in Spiritu Sancto legitime congregata, universalem Ecclesiam representans, ad perpetuam rei memoriam.

SICUT pia Mater pro Filiorum Salute semper anxia est, nec unquam quiescit, donec, si qua inter ipsos dissensio sit, sopita fuerit; sic & multo amplius Sancta Mater Ecclesia, quæ Filios ad perpetuam vitam regenerat, omni conatu laborare consuevit, ut omnes qui Christiano nomine censentur, sublato omni dissidio, eandem Fidei unitatem, sine qua salus esse non potest, Fraterna Caritate custodiant. Quamobrem hujus Sanctæ Synodi ab initio sua Congregationis præcipua cura fuit, illud recens Bohemorum antiquique Græcorum dissidium prorsus extinguere, & eos nobiscum in eodem fidei & caritatis vinculo perpetuo copulare. Bohemos igitur viciniore primo, deinde Græcos per nostras Literas & Oratores pro sancta unione faciendâ, cum omni caritate ad hoc Sacrum Concilium vocavimus. Et quamquam Bohemorum negotium multum ab initio non solum difficile, sed pene impossibile aestimarent, nostrisque tanquam supervacuis & inutilibus judicarent labores, atamen Dominus noster Jesus Christus, cui nihil impossibile est, sic salubriter rem ipsam usque ad hanc diem direxit, ut multo amplius hæc ipsa Bohemorum vocatio Ecclesiæ Sanctæ profuerit, quam multi potentissimi Exercitus, qui sæpe Bohemiam armata manu ingressi sunt. Quæ res eo amplius sperni nobis prebet, ut hanc Græcorum unionem cum omni fiducia & constantia prosequamur. Quod quidem eo libentius aggredimur, quo ipsos ad hanc unionem plurimum affectos conspiciamus. Ut primum enim

ANNO
1434.

placuerit ad dictum Portum ultimum, Sacrum Concilium se transferat ad unum de prædictis Locis nominatis per ipsum Sacrum Concilium (ut supra dictum est) eligendum. Item quod in omnem eventum prædicta omnia utrimque adimpleantur. Item quod prædicta omnia fient firmiter modo, & cum maiori robore & securitate, quo fieri possunt per Sacrum Concilium: videlicet per Decretum, & sub Bulla. Item quod prædictis omnibus conclusis & concordatis, ac (ut præmittitur) firmiter roboratis, summus Pontifex expressum præbeat assensum per suas patentes Bullas. Et quod prædicta omnia & singula intelligi debeant bona fide, sine dolo & fraude, & absque impedimento legitimo & manifesto. His omnibus adimpletis, dicunt supradicti Ambasciatores Græcorum, & promittunt quod omnino venient, etiamsi Bellum foret & instaret Civitatis. Et ob earum omnium rerum confirmationem tradent Mandatum præfati Imperatoris sub Bulla aurea Sacro Concilio, & pro prædicto Imperatore ipsi & alii iurabunt, scribendo & subscribendo propter firmam & veram fidem, quod fieri debeat cum Deo Universalis Sancta Synodus, si mors Imperatoris non intervenierit, aut impedimentum aliquod manifestum & verum, quod fugi vitareque non possit.

Postremo petiit est ab ipsis Ambasciatoribus Græcorum, ut exponerent quædam nomina, in eorum Instructionibus contenta. Et primo quid intelligunt per verbum Synodus universalis: responderunt quod Papa & Patriarcha sint in dicta Synodo per se vel Procuratores suos; similiter & alii Prælati sint ibidem vere vel representantive, promittentes (ut supra) quod Dominus Imperator Græcorum & Patriarcha Constantinopolitani intererunt personaliter (a) liberi & inviolenti, hoc est, quod unicuique liceat libere dicere iudicium suum sine cuiusquam impedimento vel violentia: sine contentione, hoc est sine contentione rixola & contumeliosa: non tamen excluduntur Disputationes & Collationes necessariæ, pacificæ, honestæ, & caritative. Apostolica & canonica hæc omnia quomodo intelligi debeant, & de modo procedendi in Synodo, remittunt se ad ea quæ ipsa universalis Synodus declarabit & ordinabit. Item quod Imperator Græcorum & eorum Ecclesia habeant honores suos, hoc est quos habebat tempore exortis præsentis Schismatis, salvis semper Juribus, Honoribus, Privilegiis & Dignitatibus summæ Pontificis, & Romane Ecclesiæ, & Imperatoris Romanorum. Et quod si qua dubitatio oritur, deat declarationi universalis Concilii præfati.

Sequitur tenor Mandati dicti Imperatoris sub Bulla aurea de Græco in Latinum translata.

Quoniam missi fuerunt ad Sacrosanctum Concilium generale Basiliense nostrum & Imperii nostri Ambasciatores, familiares nostri (b) Protonotarius Demetrius Palæologus Meotide, & honorandissimus in sacris Monachis Abbas sacri Monasterii Sancti Demetrii, & familiaris noster Joannes Dissipatus, ad Constitutionem à nobis solliciti Generalis & Oecumenici Concilii, pro unione præmeditata Ecclesiarum Christi, & dedimus eis Ambasciatoribus perfectam & plenam potestatem & balliam super & in prædictis, mandat, diffinit & ordinat Imperium nostrum per præsentem Chrysobolum suum, quod omnia & singula ista quæ ordinaverint, promiserint, iuraverint, fecerint, & constituerint per scripturam sive scripturas super prædictis præfati nostri Ambasciatores, reputentur à nostro Imperio, & affirmata sint, tamquam si à Persona nostra præsentialiter facta, ordinata, promissa & jurata forent. Et si contingeret impedimentum aliquod vel mors in aliquo dictorum Ambasciatorum, tunc quod factum est, & promissum erit per duos ex eis, firmum & validum sit, tamquam si per omnes tres factum foret. Et in robur & firmitatem prædictorum, iurat Imperium nostrum per Juramentum debitum & condecens nobis, tamquam Christiano fideli Imperatori, & per orationem & benedictionem Sancti mei Imperatoris Domini & Patris nostri felicitis memorie, & per animam meam. Factumque est præsentem Chrysobolum Imperii nostri à Mundi creatione sexies millesimo nongentesimo quadagesimo secundo, & à Domini nostri Jesu Christi nativitate millesimo quadringentesimo trigésimo tertio, die undecimo Novembris Constantinopoli in Palatio nostro Imperiali. Et subscriptum Literis rubris manu nostra propria more imperiali, cum pendenti aurea Bulla.

Litera Domini Patriarchæ Constantinopolitani de Græco in Latinum translata sub Bulla plumbea, & est talis:

JOSEPH Dei gratia Archiepiscopus Constantinopolitanus, novæ Romæ universalis Patriarcha, Reverendissimis Cardinalibus Romane Ecclesiæ & Reverendis Episcopis & omnibus aliis devotis congregatis in Synodo Basiliensi, condignam & condecentem mitto vobis omnibus ea quæ theore caritate & amicitia spiritali salutem.

ANNO
1434.

LITERAS Reverentia vestre recepimus per Reverendum Antonium Episcopum Sudeensem, & Fratrem Albertum de Crispis, Sacræ Theologiæ Magistrum, Oratores vestros, ex quibus & etiam relationibus præfatorum bene notavimus optimam dispositionem atque intentionem Deo amabilem, quam vestra Reverentia pro rota Christianitate gerit, & specialiter pro nobis, id est pro unitate Ecclesiæ Sanctæ Christi, & super hoc letati sumus maxime, quoniam hortamini nos pro illis, pro quibus & nos jam diu hortati fuimus instanter Ecclesiam Romanam. Multoties enim scripsimus, & missimus illuc per unitate prædicta, ut omnibus patet. Tantis autem Legationibus ex parte nostra factis, & tanta sollicitudine ostensa, non permisit tamen circumstantia rerum ut finem acciperet nostra voluntas & tractatus. Ad præsentem igitur de istis & eisdem, & consimili & eadem dispositione, vestras Reverentia scribimus, quærentes fieri Concilium Oecumenicum sub præsentia omnium Personarum debitum necessario adesse, secundum antiquum ordinem & consuetudinem, & tale Concilium fieri Canonicum, liberum, inviolatum, & simpliciter secundum formas antiquorum Oecumenicorum Conciliorum: & illud omne, quod Deo dante in tali Concilio unanimiter & concorditer concilium fuerit, hoc firmum haberi insubstantem & sine contradictione & lite quæcumque. Quæ omnia dicta fuerunt & concessa, & confirmata à Sancta Romana Ecclesia per plures Legationes ad eam nostra parte factas. Impedita vero fuit istorum conclusio & effectus propter temporales circumstantias, ut supra dictum est, sed quoniam vestra Reverentia in præsentem tempore tantam promptitudinem super istis ostendit, per Legationem specialem quam fecit pro istis, & horata fuit nos Literis & Relationibus suorum Oratorum, propter hoc & nos mittimus Ambasciatores nostros familiares Imperii (c) Protonotarium Demetrium Palæologum Meotide, & Honorandissimum in sacris Monachis Abbatem sacri Monasterii Sancti Demetrii Idoratum, & Joannem Dissipatum, per quos petimus & rogamus vestram Reverentiam, quod ad hoc Deo amabile opus unionis conferatis omnem curam & sollicitudinem, ut fiat & concludatur dictum laudabile opus, vestris studio & diligentia nostris correspondentibus. Cum vero sint aliqua necessaria ad hoc & ejus operis executivis, commisimus de istis prædictis nostris Ambasciatoribus, qui vestra Reverentia latius, & clarius omnia referent & manifestabunt, placeatque vestra Reverentia eisdem plenam fidem adhibere.

Datum in Urbe Constantinopoli, millesimo quadringentesimo trigésimo tertio, die decimo quinto mensis Octobris.

Sequitur Confirmatio supradictorum Capitaliorum.

Suprascripta igitur Capitula & Conventiones hæc Sancta Synodus auctoritate universalis Ecclesiæ præsentis Decreto approbat, ratificat & confirmat, statuitque ac decernit, & pollicetur ea & eorum quodlibet servare & inconcussa tenere, ut præmittitur. Que cum ad incrementum Fidei orthodoxæ, utilitatemque Ecclesiæ Catholicæ, & totius Populi Christiani pertinent, omnibus fidem Christi diligentibus grata plurimum & accepta esse debent. Et quoniam (ut præscriptum est) ipsi Græci propter nonnullas causas postulant, ut Sanctissimus Dominus Eugenius Papa quartus, dictis Capitalibus & Conventionibus expresse consentiat, ne propter hoc tantum bonum negligatur, ipsum Eugenium hæc Sancta Synodus cum omni caritate obsecrat & deprecatur, ac per viscera Misericordiæ Jesu Christi, cum quanta potest instantia exorat ac requirit, ut in favorem Fidei & Ecclesiasticæ Unitatis præfatis Capitalibus & Conventionibus Synodali Decreto approbatis & ratificatis per suas Literas more Romanæ Curie bullatas expressum assensum præbeat.

Datum in Sessione publica, in Ecclesia majori Basiliensi solenniter celebrata, septimo idus Septembris, Anno à nativitate Domini millesimo quadringentesimo trigésimo quarto.

Sequitur

ANNO
1434.

Sequuntur Acta & Gestis per Ambafatores Concilii BASILEENSIS Constantinopoli cum GRÆCORUM IMPERATORE super Pacis Basileæ conventis, conclusa. [Collectio Conciliorum Reg. Tom. XXX. pag. 637. 638. 640. & 650.]

ARTICULI ab Imperatore Ambafatoribus dati quibus Exceptiones & Refervationes sue declarantur.

PRIMò dicimus & volumus, ut Proœmium Decreti alias lectum & intellectum totaliter tollatur, vel ad minus corrigatur tali modo, ut possimus remanere in hoc contenti, & omnis mala & scandalosa suspicio removeatur, quæ poterit per illud Proœmium in animis quorundam exoriri.

Secundo, si (quod absit) unio & concordia Ecclesiarum Christi non sortitur effectum, sed recedamus ex illis partibus discordes & divisi, sicuti nunc sumus, quod non affertur nobis propter hoc aliquod impedimentum, dampnum, vel aliquod hostile quovis modo ex parte Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, imò ut fiat reditus noster ad has partes cum iisdem honoribus, dispositionibus, favoribus, cum quibus illuc accessuri sumus. Et faciat nobis Pars Sanctæ Romanæ Ecclesiæ omnia, quæ pertinent ad reversionem nostram in tali etiam casu, sicut si fieremus concordēs & uniti, ut in Deo speramus.

Tertio, si contigerit aliquos Dominos Reges & Principes non adfuisse tali Synodo, nec vere nec repræsentative, propter aliquas causas, tam ex partibus nostris, quam Occidentalibus, quod hoc non intelligatur, nec habeatur pro defectu aut reversione conventorum & conclusorum, vel ipsius rei, & sollicitandæ sanctissimæ Unionis.

Quarto, quod in Civitate vel Regione, in quibus debeat, Deo auctore, dictum Oecumenicum Concilium celebrari & in aliis Civitatibus ac Regionibus Romanæ Ecclesiæ subiectis veniendo, stando, redeundo, nos & omnes nostri nullum habeamus impedimentum, gravamen, nocumentum, vel quodcumque malum ab aliqua Persona, tam Ecclesiastica, quam Sæculari, propterea vel communiter, palam vel occulte, ex quacumque occasione.

Quinto & ultimo, quod si aliquis vel aliqui de quacumque Natione, & cujuscumque fortune & qualitatis, ex illis qui ex parte nostræ Ecclesiæ ibidem accessuri sunt, in aliquo peccaverit, iudicium illius peccati spectet ad nos & nostram partem : & pœna etiam illius determinetur nostra discretione : nec habeat super hoc, nec possit aliquid facere, Pars Occidentalis Ecclesiæ Subiectorum nostrorum.

ARTICULI Responsorum Ambafatorum Concilii.

Ad primum dicimus, quod nunquam fuit de intentione per Proœmium Decreti injuriari aliquo modo Ecclesiæ Orientali, nec ex ipso sane intellectu (ut declaratum est) potest vel debet aliquis iuste scandalizari.

Item dicimus, quod si Ambafatores ipsorum vel ante promulgationem Decreti, vel post, aut in recessu ipsorum fecissent aliquam difficultatem de dicto Proœmio, per Sacrum Concilium debitum fuisset appositum remedium.

Dicimus ulterius quod non est in potestate nostra, dictum Proœmium tollere, aut corrigere, sive mutare, aut aliud facere, tum quia non habemus Sigillum aut Plumbum Concilii, tum quia illius est tollere, corrigere, sive mutare, cujus est condere. Postremo quod hunc primum Articulum dicimus, quod propter prædictum Proœmium nullo modo tantum bonum est omittendum, aut aliquo modo differendum. Et offerimus nos ad omnia remedia rationabilia nobis possibilia.

Ad secundum dicimus, quod si loquatur Articulus de expensis honestis, clarum est ex tertio & decimo Capitulis ipsius Decreti. Et si ampliori declaratione indigeret, parati sumus ad declarandum, &c. Si autem de securitate loquatur, providetur per Salvum Conductum.

Ad tertium quod de Regibus, Principibus ac Dominis & Principalibus Ecclesiæ Prælati consentire non possimus, quin saltem interstit representative, ut patet ex primo Capitulo Decreti, & ex declaratione: *Quid est Synodus Universalis & Oecumenica.* Nam inter alia dicitur in primo Capitulo : *Similiter venient ex omnibus Regibus & Dominis quæ subiacent Ecclesiæ*

TOM. II. PART. II.

Græcorum, cum plena Potestate & Mandato vallato Juramento & aliis Clausulis opportunis, tam ex parte Sæcularium Dominorum, quam Prælatorum.

PROMISSIONES per Ambafatores Sacri Concilii factæ.

Nos, &c. Sacrosanctæ Generalis Synodi Basileensis in Spiritu Sancto legitime congregatæ, Universalem Ecclesiam repræsentantis, ad Serenissimum Imperatorem Romanorum & Reverendissimum Patriarcham Constantinopolitanum Ambafatores & Nuntii, ad ea, quæ in dicta Sancta Synodo pro unione Ecclesiarum Christi perficienda conclusa sunt, exequendum specialiter destinati, ejusdem Sanctæ Synodi ad ea quæ pacis sunt & unitatis, firmum propositum cognoscendum, vice & nomine ejusdem, tenore præsentium Literarum, promittimus dare & cum effectu exhibere, quam citius fieri poterit, vel saltem per Galeas, quæ ventura sunt, pro recipiendo ad Concilium venientes Serenissimum Imperatorem & Reverendissimum Patriarcham, præfata Capitula, quæ in eadem Basileensi Synodo pro pace & unione Ecclesiarum Christi hinc inde conclusa sunt & firmata sub Bulla plumbea consuetæ dictæ Sanctæ Synodi, & sub tenore de verbo ad verbum, qui sequitur & est talis : *Sacrosanctæ, &c. Quia Ambafatores nostri, &c.*

Item promittimus, nomine ut supra, dare præfatis Serenissimo Imperatori & Reverendissimo Patriarchæ quam citius poterimus, vel saltem per præfatas Galeas Salvum Conductum sub Bulla (ut præmittitur) & sub tenore de verbo ad verbum, qui sequitur : *Sacrosanctæ &c. Quia auctore Domino, &c.*

Item promittimus, quod dicta Sancta Synodus procurabit Salvos Conductus similiter per Galeas destinando præfatis Serenissimo Imperatori & Reverendissimo Patriarchæ à Dominis Civitatis & Patriæ, in quibus futura Universalis & Oecumenica Synodus, Deo auctore, celebrabitur. Et similiter ab omnibus Dominis & Territoriis obedientibus Ecclesiæ nostræ Occidentalis, per quæ sive eundo, sive redeundo transiituri sunt, munitos & roboratos modo consueto Patriarum & Dominorum firmiter modo, quo fieri poterit, tenoris qui sequitur, & est talis, &c.

Item promittimus, quod dicta Sancta Synodus Basileensis sub Bulla sive in Bulla Salvi Conductus, dandi (ut præmittitur) per eandem Sanctam Synodum, declarabit decem Capitulis contentum in Decreto, ubi dicitur, *Item quod in omnem eventum prædicta omnia usque adimpleantur, debere intelligi, vel intelligendum fore, sive Unio sequatur, sive non, in dicta Sancta Synodo Oecumenica &c. In quorum omnium, &c.*

Datum Constantinopoli in Monasterio Sancti Georgii pro tunc habitatione nostra, XXV. Novembr. Anno à Nativitate Domini 1435.

Eorundem Ambafatorum alia PROMISSIO.

Nos Frater Johannes de Ragusio, Ordinis Fratrum Prædicatorum, Professor, & in sacra Pagina Magister, Henricus Menger Decretorum Doctor, Canonicus Constantiensis, unus ex Ambafatoribus Sacrosanctæ Generalis Concilii Basileensis, & Simon Fieron in Sacra Theologia Baccalaureus, Canonici Aurelianiensis, circa Proœmium dicimus, quod nunquam fuit de intentione Sacri Concilii per aliqua verba in dicto Proœmio posita diminueri honorem Ecclesiæ Orientalis aliquo modo : nec ex aliquibus verbis in eo positis debet aliquis scandalizari. Dicimus ulterius, quod si Ambafatores ipsorum, vel ante promulgationem Decreti vel post, aut in recessu eorum, fecissent aliquam mentionem de dicto Proœmio vel de aliquibus in eo contentis, per Sacrum Concilium debitum fuisset appositum remedium. Verumtamen, quia non placuit dictum Proœmium nec placet Dominis Ecclesiæ Orientalis, nos cognoscentes ferventissimum desiderium & promississimam voluntatem, sanctamque intentionem dictæ Sanctæ Synodi ad unionem & pacem Ecclesiarum Christi, contenti sumus & promittimus, Capitula in eadem Sancta Synodo conclusa dare & exhibere sub Bulla plumbea Sacri Concilii & sub tenore, prout in Literis nostræ Promissionis continetur.

Ego JOHANNES DE RAGUSIO, &c. subscripsi me manu propria.

Ego HENRICUS MENDER, &c. subscripsi me manu propria.

Ego SIMON FREIRON, &c. subscripsi me manu propria.

ANNO
1434.

ANNO

1434.

7. OCT.

CLXXXV.

Fœdus renovatum & reformatum inter PHILIPPUM MARIAM Ducem Mediolani, & Inclytum POPULUM ROMANUM, pro tuitione & defensione mutua eorum Statuum, atque pro recuperatione Castrorum, Terrarum & Locorum præfati Inclyti Populi Romani &c. Actum in Civitate Mediolani die 7 Octobris Anno Nativitatis 1434. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales de la Ville de Milan, Registre O.]

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

ANNO à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo trigesimo quarto, tertia decima Indictione secundum cursum Civitatis Mediolani, die Jovis septima mensis Octobris in Civitate Mediolani, videlicet in Camera in qua celebratur Magnificum Consilium Illustrissimi Domini Domini Ducis Mediolani infra scripti sita in Porta Vercellina in Parochiâ Sancti Protasii in Campo intus, ibique cum hoc sit, quod ab anno presenti in inclita Urbe Romana contracta fuerint certa Capitula inter Inclytum, & Excelsum Populum Romanum, seu agentes pro eo, parte una, & spectabilem Urbanum de Sancto Alosio Consiliarium & Egregium Dominum Benedictum de Forlino familiarem Illustrissimi Principis & Excellentissimi Domini Domini Filippi Marle Angli Ducis Mediolani &c. Papie Angliæque Comitæ, ac Januæ Domini, nomine ipsius Illustrissimi Domini Domini Ducis Mediolani, parte altera, cumque prædictæ Partes deliberaverint eadem Capitula in aliquibus modis reformare, videlicet modo infra scripto, & inferius aannotato, pro tanto spectabilis Vir Aluysius Crotus Consiliarius & Procurator, & Procuratorio nomine præfati Illustrissimi Domini Domini Ducis Mediolani habens ad hoc plenum Mandatum à præfato Illustrissimo Domino Duce per ejus Litteras patentes in membrana sigillo præfati Domini Ducis sigillatas, signatas Urbanas, datas Mediolani die primo mensis præsentis per nos Notarios infra scriptos visum, & lectum ex una, & pro una parte, & spectabilis, & insignis iurisperitus juris Doctor Dominus Joannes de Varoncellis honorabilis Civis Romanus, Syndicus, & Procurator, Syndicarius, & Procuratorio nomine præfati Inclyti Populi Romani, habens ad hoc à dicto Populo Romano plenum Mandatum per Instrumentum publicum rogatum per me Petram Milium Scribam Sacri Senatus & Secretarium infra scriptum & Leonardum de Buccamatis Notarios Romanos, sub die vigesimo quinto mensis Augusti proximè præteriti per Nos Notarios infra scriptos visum & lectum ex alia, & pro alia parte, spontè, deliberatè & ex certa scientia, nullo metu, nulloque juris, vel facti errore ducti cum interventu quarumcumque solemnitarum in talibus, & similibus tam à jure quam à consuetudine requisitarum, omnibus jure, modo, via, causa, & forma, quibus melius potuerunt, & possunt, In Dei nomine prædicta Capitula modo infra scripto ratificantes, & reformantes conveniunt, & conveniunt, dictis nominibus, in omnibus, & per omnia, prout infra continetur, videlicet. In primis quod præfatus Illustrissimus Princeps Dominus Dux teneatur & debeat præfatum Inclytum Populum Romanum, præfatum Rempublicam Romanorum & eorum felicem Libertatem ipsorumque Terras, Subditos, Recomendatos, Complices, & Sequaces quoscumque juvare, fovere, & defendere contra omnes singulos Dominos, Communitates, Capitaneos, Potentias, & Personas quoscumque, cujuscumque præminentie, status, conditionis, & dignitatis existant, tam per Mare, quam per Terram, secundum suam possibilitatem, & præbere auxilia, & favorem juxta posse pro recuperatione Castrorum, Terrarum, & Locorum præfati Inclyti Populi Romani, & pro ipso Romano Populo, præter quam contra Adherentes, & sequaces ipsius Domini Ducis, & eorum bona, & generaliter, habere, tenere, tractare, & reputare amicos ipsius Populi Romani præsentis, & futuros, cujuscumque gradus, & conditionis existant, pro Amicis, & Inimicis pro Inimicis. Item versa vice præfatus Inclytus Romanus Populus teneatur, & debeat bona dictæ intelligitur condacere, & manutene- re continuis, durante præsentis Liga, Gentes armorum,

Equites, & Pedites Romanos, & Forenses ad ipsius Populi Romani beneplacitum quotquot poterint secundum introitum quoruncumque provenientium Camera alme Urbis præsentium, & futurorum, ante omnia deducendis salariis & expensis aliis necessariis incumbendis ipsi Populo nunc, & in futurum pro tuitione, & augmento, ac defensione Status præfati Illustrissimi Ducis suorumque Adherentium, Colligatorum, Sequacium, & Complicium, & Inclyti Populi Romani, feliciusque Libertatis Reipublicæ Romanorum, & suorum Adherentium ut supra, dum tamen Forenses conducendi sint fidei præfato Illustrissimo Principi, & ipsi Populo Romano, & præstare præfato Illustrissimo Domino Duci & ejus Adherentibus, Colligatis & Sequacibus omne illud auxilium, consilium, & favorem juxta possibilitatem ipsius Populi, excepto quod per prædicta præfatus Romanus Populus non teneatur expendere ultra præfatos introitus, ut supra dictum est, & sine eundo ad exercitum, & generaliter habere, tenere, tractare, & reputare Amicos præfati Illustrissimi Principis Domini Ducis, cujuscumque gradus, præminentie, status, & conditionis vel dignitatis existant, præsentis & futuros, pro Amicis, & Inimicis quoscumque pro Inimicis ut supra. Item quod liceat dicto Inclyto Populo Romano in Alma Urbe ejusque Territorio, & Districu recipere, defendere, & conservare, & salvos facere omnes, & singulos Prælatos, & Clericos, cujuscumque gradus, status, & præminentie, & dignitatis, eorumque bona, & libertatem Ecclesiasticam, & quacumque Jura Ecclesiastica spiritualia pro sua libito voluntatis; Item Illustrissimus Dominus Dux requirit Barones de Districu Urbis, quos Illustrissima Dominationi suæ requirere placuerit, quod Populum Romanum, & ejus felicem Libertatem, Terras, Adherentes, Subditos, & Sequaces, præsentis & futuros, & eorum bona non offendere, nec offendi facere, nec permittere, directè vel indirectè, publicè vel occultè, solemniter promittunt, sed potius conservare, defendere, & manutene- re, si contrafecerint habeat eos pro Inimicis. Illos autem Barones de Districu Urbis, qui per Illustrissimam Dominationem suam non fuerint requisiti, & fuerint de prædictis à Populo Romano requisiti, & contrafecerint, si Populus Romanus vollet habeat etiam Illustrissima Dominationi suæ pro Inimicis. Item præfatus Illustrissimus Dominus Dux procurabit effectualiter juxta posse quod Magnificus Nicolaus de Forbetracis relaxabit Civitatem Tiburtinam præfato Inclyto Populo Romano, & quod prædicta Civitas Tiburtina recipiet Officiales Romanos, & solvet censum consuetum, & alia faciet more solito. Item quod omnia & singula damna, offensæ, & injuriæ cujuscumque generis, & conditionis dictæ, factæ, & illatæ contra Romanum Populum, vel aliam specialem Personam suppositam ipsi Populo Romano, quacumque occasione vel quocumque modo, per quoscumque Barones, Capitaneos, & Subditos ipsorum Baronum, Armigeros & Pedites, tempore Guerræ usque in præsentem diem, sint cassæ, & nulla, & pro ipsis nulla fieri possit quoquo modo molestia, & sic versa vice per ipsum Romanum Populum, vel Subditos facta ipsis Baronibus vel alijs ut supra. Item quod omnes, & singuli Mediolanenses habitare volentes in Urbe Romana, vel etiam transiitum facientes cum eorum bonis traçtentur, & reputentur pro Civibus Romanis in ipsa Civitate, & ejus Districu, & vice versa, omnes Romani habitantes Civitatem Mediolani, vel habitare volentes ac transeuntes cum eorum bonis traçtentur, & reputentur pro Civibus Mediolani in ipsa Civitate, & ejus Districu. Item quod hæc Liga & Confederatio intelligitur contracta, & observari debeat ab utraque Parte, bona fide, omni dolo, & fraude remotis, & quod duret, & durare debeat per annos quinque proxime futuros; Volentes & convenientes dicti Procuratores, dictis nominibus, Quod si in prædictis primis Capitulis Romæ contractis aliquid adesse plus, vel minus, aut aliter quod sit in præsentibus Instrumentis, totum id cassum, & cancellatum, additum, & minutum in ipsis sit, & pro casso & cancellato, addito, & minuto habeatur, & maxime Capitulum faciens mentionem quod Illustrissimus Dominus Dux ratificabit dicta Capitula infra tres menses, quod Capitulum pro non apposto habeatur, & conclusivè omnia in eis scripta redacta sint, & esse intelligantur ad formam præsentis Instrumenti, ut supra continetur in totum, & omnino. Et insuper convenientes, & conveniunt dicti Procuratores, dictis nominibus, quod ex aliquibus contentis in eis, & in præsentibus eorum reformatione non intelligatur præjudicium fieri aut derogari quoquo modo auctoritati, neque superioribus Sacri Concilii,

ANNO

1434.

ANNO
1434.

Conciliis, & Universalis Ecclesie. Ad cujus amplitudinem, decus, & commodum intendunt Partes Intelligentiam istam firmare, non etiam summi Pontificis legitime, & canonice electi aut eligendi, non denique alterius cuiusvis, qui dicta Universalitatis Ecclesie legitimam potestatem habere. Promittentes denique omnia, & singula in dictis Capitulis contenta reformatis, ac in præsentis Instrumento, modo quo supra, attendere, adimplere, servare, & executioni mandare, omni exceptione, contradictione, & excusatione cessante, & contra ea vel aliquid ex eis ullo tempore, directe vel indirecte, palam vel occulte, aut alio qualito colore, non facere, nec venire sub obligatione omnium bonorum præfati Illustrissimi Domini Ducis, & dicti incliti Populi Romani. Renuntiantes, & renuntiaverunt, & renuntiant dicti Procuratores, dictis nominibus, vicissim exceptioni non facturum dictarum Conventionum, & Reformationum, exceptioni prædictorum non sic actorum, & gestorum, exceptioni doli mali, actionique, & exceptioni in factum, & generaliter omnibus probationibus, & productionibus testium, Jurium, & Instrumentorum, quibus dictæ Partes se tueri possent contra prædicta, vel aliquid prædictorum, & inde dictus Spectabilis Aluifius, Procurator nomine præfati Illustrissimi Domini Ducis, & præfatus Spectabilis, & insignis Dominus Joannes Syndicus, & Procurator, Syndicario, & Procuratorio nomine præfati incliti, & excelli Populi Romani iusserunt, & jubent, & rogaverunt, & rogant de prædictis publicum confici debere Instrumentum unum, & plura eisdem tenoris per nos Petrum Millium de Millinis Scribam Sacri Senatus, & Secretarium præfati incliti Populi Romani, & Joannem Franciscum Gallianum Secretarium, & Notarium præfati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, Præsentibus Spectabilibus, & Egregiis Nicolao Guetierro de Cortis, Armorum Conductore Filio quondam Magnifici Militis Domini Othoboni, Domino Franchino de Castilione Legum Doctore Insigne, Lancelotto Crotto Filio quondam Domini Lucio Consiliarii, Urbano de Jacopo Secretario, Marcolino Barbavaria Filio quondam Domini Jacobi familiare Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, & Egregiis Viris Matheo Pauli de Baronellis de Urbe, & Thoma Paulucci Castate de Fuschis, inde testibus notis, vocatis, & specialiter ad prædicta rogatis.

CLXXXVI.

14. Oct. *Traité de Ligue & de Confédération entre Am^{te} VIII. Duc de Savoie & PHILIPPE MARIE Duc de Milan, fait à Milan le 14. Octobre, 1434. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoie. Preuves. pag. 291.]*

IN nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis perenniter triumphantis, laudem & gloriam Beatorum, Victoriosissimi Martiris Mauriti Thebeorum Ducis, & Ambrosii Confessoris, hujus publici Instrumenti tenore, cunctis modernis & posteris patens esse voluit Illustrissimi Principes & Excellentissimi Domini, AMEDEUS Dux Sabaudie, Chablais & Angusta Principes, Magistro in Italia, Comes Pedemontium & Gebennarum, Valentiniensisque & Dyensis, fides, & PHILIPPUS MARIA Anglus, Dux Mediolani &c. Papie, Anglerique Comes, ac Janus Dominus, ejus gener. Quod cum dudum de Anno Domini millesimo quadringentesimo vigesimo septimo, die secunda mensis Decembris, in Civitate Taurinensi, per ipsorum Dominorum Ducum Ambasciatores solemnes, cum auctoritate, consensu & exhortatione, quinimo, etiam ex mandato peripse reitatorum Serenissimi Principis eorum Communis Domini Domini Sigismundi, Divina favente Clementia, tunc Regis & nunc Romanorum Imperatoris, simpliciter & generaliter sine ulla limitatione volentis, consentientis atque mandantis, Ligam firmissimam & Fraternali Unionem inter ipsos Dominos Duces fieri debere, etiam ad observationem Pacis inter ipsos Dominos & eorum Colligatos tunc Venetiis de proximo initæ, & à ipsa ipsi Domini Duces Sabaudie & Mediolani, debito & honore suis exigentibus, nusquam invicem descendere voluerunt, licet Pax illa inter ipsum Dominum Ducem Mediolani, Illustrissimum Dominum Venetorum & Magnificam Communitatem Florentiæ non fuerit observata; post quam Pacem subsequuta sunt Italia, ex quibus non remanet idem Illus-

trissimus Dominus Dux Sabaudie obligatus ad faciendum contra Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani, vigore Ligæ ante ipsam Pacem cum dicto Dominio Venetorum initæ & contractæ, solemnes Confederationes & Uniones, perpetuis temporibus inter præfatos Dominos Duces Sabaudie & Mediolani duraturas, modis & formis seriosis descriptis quibusdam publicis Instrumentis per me Joannem Franciscum Gallianum, & Berardum Matherii, quondam Notarios publicos, ipsorum Dominorum Ducum Secretarios, receptis, & confectis quo pro interitis habentur: Cumque novissimè inter ipsos Dominos Duces, ad vivandam quæcumque futura diffidia reinciendam aut alias quomodolibet oriunda, resolidandamque & majoribus vinculis roborandum amorem & necessitudinem unitatem inter eos indissolubiler existentem, per nonnullos eorum intimos Servitores, utriusque ipsorum status & honoris zelatores, tractatum fuerit de ipsis Confederationibus & Ligis repetendis, & majoribus administrandis. Hinc est quod propter infra scriptam peragenda, constituit in testium & nostrum Notariorum publicarum infra scriptorum presentia, Spectabiles Domini Petrus Marchandi Miles & Legum Doctor Præsides Concilii Taurinensis, & Guillelmus Bolomerii Secretarius, Consiliarii & Legum Doctor ipsius Illustrissimi Domini Ducis Sabaudie, & ab eo ad infra scripta omnia plenum & expressum mandatum habentes, cum potestate libera, ut dicebant, per ipsos Domini Ducis Patentes Literas, ejus Sigillo impendenti sigillatas, datas Thononi die duodecima Septembris, Anno Domini millesimo quadringentesimo trigesimo quarto; & per Franciscum Fabri ejus Secretarium signatas ex una. Et Magnificus Dominus Gaspar Vicecomes, Miles, Consanguineus & Consiliarius Illustrissimi Principis Domini Ducis Mediolani, & ab eo similiter ad infra scripta omnia plenum & expressum Mandatum habens, cum potestate libera, ut dicebat, per ipsos Domini Ducis Literas Patentes, ejus Sigillo cera alba in illorum sinem extra medium affixa sigillatas, datas Abatiæ die XII. Octobris Anni præsentis, per Aluifium Crotum ejus Secretarium signatas, partibus ex altera. Quæ siquidem Partes, nominibus prædictis, scienter nulloque errore aut metu causa lapsæ, ad perpetuam securitatem Statum utriusque, unionemque earum ac ipsarum Heredum & Successorum, Patriarum & Subditorum, aliisque laudabilibus motu causis, mutuis & sollemnibus stipulationibus utrobique intervenientibus, reformaverunt & contraxerunt, repetuntque & contrahunt hujus publici Instrumenti serie bonas, veras, stabiles & indissolubiles Ligas, Confederationes & Uniones, ad & pro octuaginta Annis proximis continuis & integris hodie inchoandis duraturas, sub Capitulis, Descriptionibusque modis & formis infra scriptis, videlicet dictus Dominus Dux Sabaudie pro se & suis Filiis, Heredibus naturalibus & legitimis, Ducibus Sabaudie & Principibus Pedemontium quodcumque fuerint, nec non pro quibuscumque aliis Filiis ejus, ut præmittitur, naturalibus & legitimis, & ad eis naturaliter & legitime descendentibus, Jurisdictionem, Territorium, aut Dominium in tota Italia & alibi habentibus, atque pro universo Territorio & Dominio suo quod habet & tenet, in futurumque habebit & tenebit, suisque Subditis & Vassallis, & ulterius pro suis Adherentibus, Colligatis & Recommendatis veris quos habet de præsent, nominandis & verificandis infra terminum duorum mensium à die celebrati præsentis Contractus inchoandorum. Dictus verò Dominus Dux Mediolani pro se & suis Filiis Heredibus Ducibus Mediolani & Comitibus Papie, quodcumque fuerint, & pro quibuscumque aliis Filiis suis, ut præmittitur, naturalibus & legitimis, Jurisdictionem, Territorium aut Dominium in tota Italia & alibi habentibus, atque pro universo Territorio & Dominio suo, quod ad præsens habet & tenet, in futurumque habebit & tenebit, suisque Subditis & Vassallis, & ulterius pro suis Adherentibus, Colligatis & Recommendatis veris quos habet de præsent, nominandis infra tempus dictorum duorum mensium, à die celebrati Contractus hujusmodi inchoandorum; qui sic Colligati, Adherentes & Recommendati veri, utrobique nominandi, infra quatuor mensium spatium à die celebrati Contractus hujusmodi inchoandorum, teneantur & debeant nominationem de ipsis factam ratificare, in quantum beneficio hujusmodi Ligæ voluerint congaudere; ubi autem non ratificaverint respectu nominantis, & per eum habeantur prout ante hujusmodi initam Ligam habebantur.

In primis conveniunt & polliciti sunt ipse Partes quibus supra nominatis, bona fide, omni subdola machina

ANNO
1434.

ANNO

1434.

chinatione, se deinceps perpetuo mutuo diligere, honorare & fovere alter alterius personam, statum, honorem & commodum in quibuscumque querere & procurare; iacturam verò & aliud quodcumque detrimentum toto posse vitare, illaque alter alteri cum primam noverit, sine mora dispendio, veraciter, prout fenserit, perceperit aut alias cognoverit, notificare eis, fide & mentis sinceritate, quibus inter bonos & manifestos Socerum & Generum, Amicos, Parentes, Confederatos & tantis unitatis vinculis conjunctos fieri debet; & insuper quòd ipsi Domini Duces & ipsorum prædicti Filii Successores, nullo unquam tempore dabunt, patientur, tolerabunt, aut alias qualitercumque præbeant, per se aut eorum Subditos, transitum, ingressum, reditum, receptum, stanciam, Victualia, armigeros aut alia quæcumque suffragia, auxilia vel favores aliquibus Inimicis alterius, nec etiam aliquos Armigeros cassabant, aut alias cassatis transitum dabunt, ex quibus damnum, invasio, iactura aut aliud quodcumque detrimentum verisimiliter fieri vel inferri possit alteri Statui, Territoriis, & Subditis; quinimo rebelles si qui ei aut ipsorum alteri supervenerint qualitercumque in futurum, pro rebellibus communibus reputabunt confestim post notificationem de ipsis rebellibus alteri factam per illum cujus fuerint rebelles; & ex nunc pro rebellibus reputat præfatus Dominus Dux Sabaudie illos, qui notoriè machinati fuerint in mortem inclytæ memoriæ Domini Joannis-Marie Ducis Mediolani, ejus Consanguinei, Fratris dicti Domini Ducis Mediolani moderni; Rebelles verò alii esse intelligantur illi, qui machinati fuerint in personam vel statum illius cujus Rebelles esse dicuntur; in quorum tamen Rebellionum numero Januenses non comprehendantur, quando contigerit, quod ab sit Civitatem Januensem aliud Dominium, quam Dominium dicti Domini Ducis Mediolani mutare, sed Domino Duce Mediolani Januam tenente, idem de ipsis Januensibus, quod de aliis intelligatur.

Item, quòd si in futurum evenierit, quod Deus avertat, alterum prædictorum Dominorum per ejus Inimicos in aliqua Civitate, Villa, Castro vel Oppido personaliter obsessum esse; tunc & eo casu alter dictorum Dominorum non obsessus teneatur & debeat eum cum toto suo exortio ipsi tali obsessio omnibus viribus suis dare & præbere omnem favorem, auxilium & operam sibi possibiles, adversus Inimicos dicti obsessi, & ad ipsius obsessi liberationem & juvamen.

Item, quòd si tunc & ullo unquam tempore alicui dictarum Partium Guerra aliqua moveretur, tunc & eo casu altera Pars in quacumque nova Guerra, in & pro defensione Status Partis cui talis Guerra moveretur, & adversus moventem seu moventes Guerram hujusmodi, dare teneatur favorem & auxilium alteri Parti adversus quam talis Guerra moveretur; sibi que subvenire ad primam requisitionem ipsius Partis offensæ, & infra quadraginta dies ipsam requisitionem immediate sequentes, de mille Equitibus & totidem Peditibus bonarum Gentium armigerarum, & hoc, per spatium trium mensium continuorum propriis sumptibus impendens; quod quidem spatium trium mensium incipere debeat, quotiescumque præfatus D. Dux Sabaudie dictum Præsidium haberet præbere ipsi Domino Duci Mediolani de Gentibus armigeris Ultramontanis; dum & quando dictæ Gentes armigeræ applicerint in Loco Secusæ. Si verò de Gentibus armigeris Citramontanis tale subsidium præberetur, tunc spatium dictorum trium mensium incipere debeat, dum & quando prædictæ Gentes armigeræ applicerint in & super Territorio dicti Domini Ducis Mediolani; & versa vice, quotiescumque prædictum Subsidium per præfatum Dominum Ducem Mediolani ipsi Domino Duci Sabaudie ad partes Ultramonanas præberetur; tunc & eo casu spatium dictorum trium mensium incipere debeat, dum & quando prædictæ Gentes armigeræ ipsius Domini Ducis Mediolani Lanenburgum applicerint; quòd si contingeret ipsum subsidium in partibus Citramontanis præbere, tunc spatium dictorum trium mensium incipere debeat, dum & quando prædictæ Gentes armigeræ prædicti Domini Ducis Mediolani Territorium ipsius Domini Ducis Sabaudie applicerint. Si verò Pars subsidium requirens ultra spatium dictorum trium mensium prædictum auxilium habere requisiverit usque ad consummationem totalem dictæ Guere, tunc altera Pars requisita teneatur Parti requiritæ dictum subsidium & auxilium præstare, sumptibus tamen Partis requiritæ, & non Partis requisitæ, usque ad consummationem totalem dictæ Guere. Et si forsan uno & eodem

tempore Guerra ambabus Partibus moveretur, tunc ipso casu adveniente debeat & teneatur Pars quæ minorem Guerram habuerit, dare auxilium Parti majorem Guerram habenti, de illa Gentium armigerarum quantitate quæ conveniens fuerit, quæ tamen quantitas declarari debeat & tanta sit, quanta declarabitur per tres ex Consiliariis dicti Domini Ducis Sabaudie in Consilio suo ordinariè residentibus, per præfatum Dominum Ducem Mediolani statim orta differentia eligendis; totidemque ex illis Domini Ducis Mediolani per præfatum Dominum Ducem Sabaudie similiter eligendis, qui omnes etiam esse debeant cognitores & decidores differentiarum prædictarum, quæ occasione missionis Gentium prædictarum quomodolibet oriretur inter ipsas Partes, quorum vel majoris partis eorum declarationi, decisioni ac meræ voluntati etiam extra judicium sine aliquo ordine vel solemnitate Juris & facti, omni exceptione & remedio nullitatis, appellationis, restitutionis, supplicationis & alio quocumque cessante, debeat stare Partes & remanere contentæ de illa subsidii quantitate, quam deciderint dare debere; illique decisioni, si forsan discordarent, debeat ultra prædictos esse declaratos cognitor & decisor prædictorum omnium alius communiter eligendus, qui utriusque Partis sit confidens, & quicquid ipse cum aliis prædictis vel majori aut dimidia parte eorum declaraverit & deciderit, debeat executioni mandari, quocumque remedio ut supra cessante; ita tamen, ut ex hoc non retardetur; quia in casu necessitatis & periculi subsidium prædictum & bona fide exhibetur, juxta possibilitatem Partis à quo postulabitur.

Item, conveniunt ut supra, quòd alter prædictorum Dominorum alteri in quibuscumque capiendis impressis, debeat suis periculis & expensis favores quocumque possibiles & quæcumque præstidia possibilia dare bona fide realiter, qui favores quæve subsidia dari, mitti, manuteneri, declarari & limitari debeant modis & formis in proximo præcedenti Capitulo annotatis; & dummodo faciens talem impressionem, ipsam faciat de voluntate alterius; alioquin altera Pars non teneatur aliquod subsidium præstare, nisi quantum de sua voluntate processerit, preterquam si cum Dominis Ducibus Borbonii aut Venetorum Guerra oriretur, quo casu servetur speciale Capitulum quod de ipsis infra loquitur. Item ulterius conveniunt & promittunt ipsæ Partes, quod non liceat tamen nullum omnino præbere subsidium vel favorem facto aut verbo, illi contra quem ipsa impressa capta esset, atque etiam aliquid omnino facere directè vel indirectè, per se vel alium, aut quovis quocumque colore, ex quo possit talis impressa impediri vel turbari.

Item, ut supra conveniunt ipsæ Partes, & pacto expresse promiserunt, omnia quæ Partes ipsæ acquirerent in casu Guere siendæ, tamen secundum formam dictorum Capitulum immediate præcedentium, de bonis Inimicorum suorum, debeat ambabus Partibus esse communia, & communiter dividi inter ipsas Partes; ita tamen, quòd si aliquid acquireretur magis congruum uni Parti quam alteri, debeat dimitti Parti cui tale quòd magis congruet, pro sufficienti contracambio, dando ejus loco alteri Parti etiam in loco eadem Parti magis congruenti, per Partem cui dimitteretur, & magis convenirent res hujusmodi; & ita etiam quòd illa Pars cui minus conveniret, possit ab alia Parte cui magis conveniret, petere sibi dari æquivalentem cambium talis rei acquisitæ in loco sibi magis congruenti, secundum decisionem & declarationem prædictorum ut supra nominatorum; quorum declarationi & decisioni siendæ juxta formam supra expressam, ipsæ Partes super facto hujusmodi contracambii stare debeant, omni remedio, ut supra, cessante; hoc tamen salvo, & pacto expresse specialiter reservato, quòd si quando & quotiescumque quis ipsorum Dominorum Ducum incepterit esse, & sine alio ipsorum Dominorum Ducum, aliquam impressionem seu Guerram contra quancumque Personam, Dominationem, Dominium, Commune, Collegium vel Universitatem, quo casu altera Pars non teneatur sibi aliquod subsidium præstare; & eo casu si ille qui sic de se sine alio incepterit, vel dissidendo vel invadendo, per se vel per alium, ceperit vel occupaverit aliquid de Terris, Castris, Villis, bonis seu rebus, Subditis, Adherentibus, Colligatis vel Recommendatis illius contra quem ita incepterit, seu suorum Subditorum, Vassallorum, Adherentium, Colligatosque vel Recommendatos; tunc & eo casu illud totum sic captum seu occupatum, sit & esse debeat integrè, illius ita id sic capientis seu occupantis, licet per alterum subsidium gra-

ANNO

1434.

ANNO

1434.

totum fuerit impensum. Ille autem dñorum Dominorum Ducum, qui non inceptit, non possit nec sibi liceat, ut præmittit, gratium subsidium præberit absque alterius qui ita inceptit licentia expressa, aliquid capere vel occupare de Terris, Castris, Villis, Bonis seu Subditis, Adherentibus, Colligatis vel Recommendatis, illius contra quem ita fuerit inceptum; imò si quid cepit, vel occupaverit, illud sit & esse debeat totaliter illius qui ita inceptit & suorum, & sibi tradi & expediti debeat liberè per ipsum qui cepit vel occupaverit, & suos, sine ulla oppositione aut alia difficultate quacunque.

Item, conveniunt dictæ Partes prout supra, quòd ipsæ Partes de Guerra que mota fuerit communi consensu, nullam facere possint Pacem, Concordiam, Treugam, Ligam, Intelligentiam aut Confœderationem cum aliquo Principe, Domino, Dominio, Communitate & alia quavis Mundi Persona cujusvis status, gradus & conditionis existat, nisi interveniat utriusque Partis consensus & voluntas expressa, & de communi Partium voluntate procedatur, de qua constat per authenticam Scripturam.

Item, quòd omnia & singula suprascripta intelligantur, intellige volunt dictæ Partes quantum ad alios Dominos & alia Dominia, quam contra Dominum & Communitatem Florentie, suosque Adherentes & Recommendatos, & alios Dominos & Dominia, pro Adherentibus, Colligatis & Recommendatis, ut in principio hujusmodi Liga ad nominandum reservatis; inter quos per dictum Dominum Ducem Sabaudie nominati non possint dari, haberi, vel aliter teneri pro Adherentibus, Colligatis, Sequacibus vel Recommendatis supra scriptum Illustrissimum Dominum Venetorum, illorumque Vassalli & Subditi; nec etiam intelligantur ipsum Dominum Venetorum ratione alicujus Colligationis prædictorum Dominorum Florentinorum quovismodo exceptatum: & viceversa, per dictum Dominum Ducem Mediolani non possint nominari, vel alias teneri pro Adherentibus, Colligatis & Recommendatis; seu etiam Vassalli & Subditi, Illustr. Dominus Jo. Jacobus Marchio Montisferrati, ejusque Liberi, Homines & Subditi; nec etiam possint ipsæ Dominus Dux Mediolani, & sive illorum Civitates, Castra, Villas, Loca, Territoria & Subditos, in aliquam protectionem quoddam Dominum vel tutelam recipere directè vel indirectè, quovis titulo vel colore, exceptis dumtaxat illis quæ per Dominum Ducem Mediolani pro præsentī veraciter possidentur.

Item, conveniunt & promittunt pacto expresso ipsæ Partes quibus supra nominibus, & earum quælibet prout eam tangit, sic præscriptis Capitulis non derogando, quòd Illustrissimus Dominus Dux Mediolani nullo unquam tempore, quovis casu Pacis aut Guerra, aliquo modo qui dici vel excogitari possit, per Territoria & Dominia sua, tam præsentia quam futura ubilibet consentientia, non dabit nec per quemcumque dari patietur transitum, redutum, conductum aut alud receptaculum, seu etiam Victualia aliquibus armigeris, Equestribus vel Pedestribus, quodlibetque euntibus contra Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudie ejusque Liberos & Exercitus, seu ad munitionem vel defensionem aliquorum Dominorum vel Locorum, adversus quos ipsæ Dominus Dux Sabaudie aut sui Guerram habent, aut alias facerent ubilibet; sed potius bona fide toto posse obviabit, resistit tanquam bonus & verus Filius, ad hæc tam vinculo Sanguinis quam Confœderationis hujusmodi: & viceversa, præfatus Illustrissimus Dominus Dux Sabaudie, nullo unquam quovis casu Pacis aut Guerra, aliquo modo qui dici possit, per Territoria & Dominia sua, tam præsentia quam futura ubilibet consentientia, non dabit nec dari patietur transitum, redutum, conductum vel receptaculum, seu etiam Victualia aliquibus armigeris, Equestribus & Pedibus qualitercumque euntibus, vel qui ire seu venire possent quavis ex causa contra Illustrissimum Dominum Ducem Mediolani ejusque Liberos & Exercitus; sed ad defensionem aliquorum Dominorum vel Locorum, adversus quos ipsæ Dominus Dux Mediolani aut sui Guerram habent, aut alias facerent ubilibet; sed potius bona fide & toto posse obviabit tanquam bonus & verus Pater, ad hæc tam vinculo Sanguinis quam Confœderationis hujusmodi, præ cæteris adversus quos ipsæ Confœderationes se ostendunt obligata.

Item, ulterius conveniunt & promittunt ipsæ Partes, & earum quælibet prout eam tangit, quòd in omni casu quo præfatus Illustrissimus Dominus Dux Mediolani Guerram ageret contra Venetos, Illustrissimus Domi-

nus Dux Sabaudie ejus Pater indistinctè, purè & sine quavis contradictione eidem præstabit subsidium Equitum mille & totidem Pedum, suis ipsius Domini Ducis Sabaudie propriis sumptibus & expensis, & hoc, per tres menses continuos inchoandos juxta formam tertii Capituli hujus Ligæ incipientis.

Item, quòd si nunc & ullo unquam tempore, & hoc, infra quadraginta dies postquam primum fuerit requisitus, licet Guerra ipsa absque consensu, scitu & voluntate ipsius Domini Ducis Sabaudie aliquo modo subsequeretur, procederet & quocumque casu processerit, & sive Veneri inchoaverint, seu dubium esse videretur quæ Pars inceperit, & jam sive ipsæ Dominus Dux Mediolani ad recuperationem ablatorum, seu aliam offensam contra ipsos Venetos procedere velit; & ita quòd huic Capitulo derogari non possit neque intelligatur in aliquo derogatum, propter Capitulum quod exigit consensum Partis, nec ex aliquibus aliis Capitulis in præsentī Contractu contentis; & viceversa, in omni casu quo memoratus Illustrissimus Dominus Dux Sabaudie quodcumque Guerram ageret contra Dominum Ducem Borbonii, ejusque Fratrem Comitem de Montpensier, Illustrissimus Dominus Dux Mediolani ejus Filius indistinctè, purè & sine quavis contradictione eidem præstabit subsidium Equitum mille & totidem Pedum ipsius Domini Ducis Mediolani propriis sumptibus & expensis, & hoc per tres menses continuos inchoandos juxta formam tertii Capituli hujus Ligæ, & hoc infra quadraginta dies postquam primum fuerit requisitus, licet Guerra ipsa absque consensu, scitu & voluntate ipsius Domini Ducis Mediolani aliquomodo subsequeretur, procederet, & quocumque casu processerit, & sive dicti Domini Fratres de Borbonio inchoaverint, sive dubium esse videretur quæ Pars inceperit, etiam sive ipsæ Dominus Dux Sabaudie ad recuperationem jurium suorum seu ad aliam offensam contra ipsos Fratres de Borbonio procedere vellent; & ita quòd huic Capitulo derogari non possit aut derogatum in aliquo non intelligatur, propter Capitulum quod exigit consensum Partis, nec ex aliquibus aliis Capitulis in præsentī Contractu contentis. Acta & data fuerunt præmissa in Civitate Mediolani, videlicet in Domo habitationis dicti Domini Gasparis Vicecomitis Portæ Vercellinæ, Parochiæ Sancti Prothasii, die Jovis decimo quarto mensis Octobris, Anno Domini millesimo quadringentesimo trigésimo quarto, decima tertia Indictione.

CLXXXVII.

Instrumentum publicum, quod PHILIPPUS MARIA ANGLUS Dux Mediolani personaliter coram Notariis ad hoc rogatis constituit, & Legati seu Procuratores AMADEI Sabaudie Ducis, laudant, approbant & confirmant Ligam inter eosdem Principes die 14. Octobris contraactam, atque denuo ad majorem roboris firmitatem eam teneant & contrabunt, promittentes &c. Actum in Castro Terræ Abbatie Disfridus Mediolani die 17. Octobris 1434. [Piccè authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre O.]

In Nomine Domini, Amen.

PE hoc publicum Instrumentum cunctis sit manifestum, quod cum Ligæ, Uniones, & strictissimæ Confœderationes die decima quarta præsentis mensis Octobris initæ, reformatæque fuerint, & de novo majoribus adminiculis roboratæ inter Illustrissimum Principem, & Excellentissimum Dominum Amadeum Ducem Sabaudie, Cablayssi, & Augustæ Principem, Marchionem in Italia, Comitem Pedemontium, & Gebennensis, Valentinnensisque, & Dyensis, Socerum seu Speciales ipsius Consiliarios, & Oratores ad hæc destinatos, plenaque potestate fultos, Dominum Petrum Marchiandii Militem, Legumque Doctorem, Præsidentem Consilii sui citra Montes residentem, & Guilielmum Bolomeri Secretarium, pro eo agentes ex unâ, & Illustrissimum Principem, & Excellentissimum Dominum Filippum Mariam Anglum Ducem Mediolani &c. Papæ, Angliæque Comitum, ac Januæ Dominum, seu Magnificum Consanguineum, & Consiliarium suum Dominum Gasparem Vicecomitem Militem pro eo eum omnimoda potestate agentem

ANNO

1434.

ANNO
1434.

tem partibus ex altera, modis, & formis latius contentis in duobus publicis Instrumentis ejusdem tenoris per me Johannem Franciscum Gallinam ejus Secretarium, & Discreum Virum Filibertum de Cara de Sancto Germano Vercellensem Notarios publicos receptis, confectis, & signatis. Ecce quod propter infra scripta peragenda in mei dicti Notarii, & Secretarii Testiumque infra scriptorum presentia constitutis personaliter tam prefato Illustri Domino Duce Mediolani, quam ipsis Dominis Ambassiatoribus Sabaudie, ipse idem Dominus Dux Mediolani certificatus, avifatus, & plene informatus de dictis contractibus Ligis, Reformationibus, & Confederationibus, & de omnibus, & singulis in ipsis Instrumentis contentis, quae omnia, & singula hic pro sufficienter expressis haberi voluit, & de ipsis omnibus plenam, & expressam notitiam habens, & pro majori roboratione ipsarum Ligarum merito congaudens, extimans illas Statui, Ditionique, & Subditis utriusque ipsorum Dominorum plurimum expedire, maturo super his Procerum peritorum, & altorum prudentium, fideliumque suorum, participatoque consilio, ex ejus certa scientia, & voluntate spontanea pro se, suisque Haeredibus, & Successoribus, pro quibus Ligam ipsam contraxerint quibuscunque, ipsas Ligas, Confederationes, Uniones, omniaque, & singula illarum Capitula, & generaliter universa, & singula alia in dictis Instrumentis contenta, tamquam de mente, & conscientia suis promota, tractata, & conclusa, laudavit, ratificavit, emologavit, & approbavit, laudatque, ratificat, & emologat hujus publici Instrumenti tenore, immo etiam cum ipsis Dominis Ambassiatoribus, & ipsi secum denuo ad majorem roboris firmitatem illas faciunt, & contrahunt per praesentes, promittentes, convenientes, & contrahentes, & facientes ipsas Partes, videlicet dictus Illustrissimus Dominus Dominus Dux, & dicti Procuratores prefati Illustrissimi Domini Ducis Sabaudie ipsius Domini Ducis Sabaudie nomine, in omnibus, & per omnia, prout per Procuratores ipsorum Dominorum factum est in dictis Instrumentis; Promittentes, videlicet ipse Illustrissimus Dominus Dux pro se, suisque Haeredibus, & Successoribus universis, bona fide, in verbo Principis, etiam juramento suo Evangelis tactis, & sub expressa obligatione sui, ac omnium, & singulorum bonorum suorum, mobilium & immobiliu, praesentium, & futurorum, ubicunque consistentium, etiam ipsi Domini Ambassiatores Sabaudie sub juramento, & obligationibus per eos in dicto Instrumento Ligae praestitis, & sub juramento eidem praestito in manibus mei Secretarii, & Notarii infra scripti in animam dicti Domini Ducis Sabaudie, ipsas Ligas, Uniones, Confederationes, etiam praemissa omnia in omnibus, & per omnia perpetuo rata, grata, & firma habere, tenere, adimplere, & integre observare, observarique facere, & nunquam contrahere, dicere, vel venire, neque alicui contrahere, vel venire volenti in aliquo consentire, nec auxilium praebere palam, tacite, vel expresse, quovis exquiritu explore; quin immo in verbo Principis expresse protestatur ipse Dominus Dux eidem Oratoribus Sabaudie adhuc omnia praesentibus, stipulantibus, & recipientibus, & dicti Procuratores dicti Illustrissimi Domini Ducis Sabaudie, ipsius Domini Ducis Sabaudie nomine, eidem Domino Duci Mediolani stipulanti, & recipienti, se ipsos Dominos Duces haecenus non fecisse, & imposterum nullatenus facturos quo minus praemissa omnia, & singula plenam, validam, & immutabilem fortiantur effectum, renunciantes tam ipse Dominus Dux, quam ipsi Ambassiatores, & Procuratores, dicto nomine, pacto expresse, sub vi suorum jam praestitorum juramentorum, omnibus exceptionibus, privilegiis, beneficiis, & indultis impetratis, & impetrandis, signanter, & in integrum restitutionis, absolutionisque, & dispensationis Juramenti, beneficio Patria, Locorum Consuetudinibus, Juribusque Canonice, Civilibus municipalibus, & ceteris, quibus ad veniendum contra praemissa, seu ipsorum aliqua se juvare possent quomodolibet, vel tueri, signanter juri dicenti generaliter renunciationem non valere, nisi praecesserit specialis, de quibus omnibus tam ipse Illustrissimus Dominus Dux, quam ipsi Ambassiatores jusserunt, & rogaverunt per me dictum Johannem Franciscum Secretarium, & Notarium ad opus ipsorum Contrahentium publicum confici debere Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris. Actum in Castro Terrae Abiate Ducatus Mediolani, die Dominica decima septima mensis Octobris, praesentibus Specieabilibus, & Egregiis Viris Domino Guarniero de Castiglione, Aluisio, & Lanceloto Fratribus de Crottois, Georgio de Sancto Georgio dicto

Scaramucia, Antonio de la Cruce, Brunorio de Gambaro, Marco de Puthebonello, Christophoro Mirabilia, & quampluribus aliis Camerariis, & Familiaribus prefati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, & Ugondardo Amyelinae de Camberlacho, & Amedeo Begneri de Ponzino Familiaribus praefatorum Ambassiatorum, inde testibus notis, vocatis, & specialiter ad praedicta rogatis, post quae praefatus Illustr. Dominus Dux Mediolani jussit, & juber hoc praesens publicum Instrumentum ad majorem firmitatem sui Sigilli magni impressione muniti.

Extracta sunt praesens Copia à Registro inscripto sub Litera O. Ducis PHILIPPI MARIAE ANGLIAE Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portae Jovis Mediolani, in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris Anni 1434.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLUS Regii Archivi Officialis.

CLXXXVIII.

Vereinigung Churfürst LUDWIGS, Pfalzgrafen am Rheyn mit der Stadt Speyer wegen desselben zu leistenden Verstandes und untereinander zu theilender Justiz auf 10. Jahr aussgerichtet zu Heydelberg Donnerstag vor dem Christtag 1434. | LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. XCI. pag. 828. Col. a.]

C'est - à - dire,

Traité pour dix Ans entre LOUIS Eleveur & Comte Palatin du Rhyn & la Ville de SPIRE touchant le secours qu'il devra donner à ladite Ville, & l'Administration de la Justice. A Heidelberg le Jeudi avant la Nativité de notre Seigneur 1434.

Wir Ludwig von Gottes Gnaden Pfalzgraf bey Rheyn / des H. Römischen Reichs Erbtuchtes / und Herzog in Bayern / bekennen und thun kundt offenbare mit diesem Brief allen denen die ihne sehen oder hören lesen / wann wir mit ganzer Begierd geneigt seynd zu Frieden und zu gemeinem Nutz der Lande / und auch das Witwen und Waisen / Reich und Arme / Pilgrim / Kaufleut / Landhern und Kaufmannschafft / Gotteshäuser / und alle andere unverprochene Leut / sie seyn Geistlich oder Weltlich / beschirmen werden / sicher seyn / desto daß gewandelt / und bey Gemach verbleiben mögen / darum haben wir mit wolbedachtem Muth und rechtem Wissen dem Heil. Römischen Reich zu Stärkung / zu Nutz und zu Ehren / Uns selber / den Unsern und den gemeinen Landen zu Friden und zu Gemach für Uns und den Hochgebornen Fürsten / Unsern lieben Sohn / Herzog Ludwig / mit den Ehrbaren Weisen Burgermeistern / Rath und Burgern gemeinlich der Stadt zu Speyr / Unsern besondern guten Freunden / freundlich und gütlich vereinigt / und vereinigen Uns mit ihnen in rechter Maß in Krafft diß Briefs mit Uns selbst und allen Unsern Städten / Vesten / Schloßsen / Landen und Leuten / und den Unsern / und soll dieselbe Einung uff Darum diß Briefs angebun / und uff die nächste gehen Jahr nach Darum diß Briefs nächst nach einander folgende wehren / aller der Maß hernach geschrieben steht.

Zum ersten sollen und wollen wir die vorgerähter Zeit gantz auß / die Bürger und Inwohner der vorgerihten Stadt Speyr mit guten / strecken wahren und rechten Treuen meynen / haben und halten / ehren und fűdern / ungeschicklich / und auch dieselbe Zeit mit ihnen nimmer zu kriegen noch zu Feindschafft founnen / und einigerley Sach / noch auch den Unsern / deren wir mächtig seynd / das zu gestaken / in keine Weis. Wäre

ANNO
1434.

ANNO 1434. Wäre es/ daß jemand mit Raub oder Brandt/ Gefängniß/ oder sonst anderst/ in welchen Weg das wäre/ die vorgenannte Stadt von Speyr/ ihre Burger oder Inwohner angriffe/ und beschädigte nach Dato diß Briefs/ so sollen unsere Anpfecht und die unsern solchs/ so bald sie das gewahr oder darvon ernahet werden/ mit Racheilen zu frischer Gerecht/ mit Zuruffen und Zuziehen/ wehren/ und helfen wehren/ ungefährlich/ gleicher Weise/ als ob es uns selbst geschehen wäre/ das alles ohne alle Gefehr. Und ob jemand/ wer der wäre/ die vorgenannte Stadt von Speyr mit Gewalt übertrage/ oder sie vor oder wider ihre Freyheit/ Gnade/ Rechte/ gute Gewonheit oder Brief/ die sie von unsern Herrn Bannern den Pabsten und dem Heiligen Stuhl zu Rom/ oder von Römischen Künften/ oder von Königen/ oder von dem Bischoff und Stifft zu Speyr erlangt/ erworben/ verbracht und genossen haben/ treiben/ tringen oder schädigen wolte/ so sollen und wollen wir Hertzog Ludwig obgenannt/ oder ob wir von Todts wegen abgangen wären/ unser Sohn Hertzog Ludwig/ so bald wir das gewahr und ernahet werden/ der Stadt von Speyr darwider beholfen und beraten seyn/ mit aller unser Macht/ und nach unsern besten Verindgen/ gleicher Weise als ob es uns selbst angienge/ ohne alle Gefehr.

Wir Hertzog Ludwig/ oder ob wir von Todts wegen abgangen wären/ unser Sohn Hertzog Ludwig vorgenant/ noch die unsern/ sollen auch der obgenannten Stadt zu Speyr/ offene Feinde/ oder die auf ihren Schaden unbewahrt ihrer Ehren gewest wären/ das noch nicht getheidigt/ oder gefriedet wäre/ in unsern Städten/ Schlossen/ Länden und Gebieten nicht enthalten/ ätzen oder tränden/ noch ihnen sonstigen Gleyt darinnen geben/ oder Zulegung thun/ in keine Weise/ als fer uns und den unsern solches wissentlich wäre/ oder von der obgenannten Stadt vorher verhandelt wäre worden/ ohne alle Gefehr.

Wir sollen auch den vorgenannten Bürgern und Inwohnern der Stadt zu Speyr außer allen und jeglichen unsern Städten/ Schlossen und Gebieten/ Speiß/ Rost/ und anders zu ihrer Nothdurfft ungehindert zu lassen geben/ als fer wir oder die unsern dessen nicht nothdurfftig wären/ ohn alles Gefehr.

Wäre es auch/ daß unser Hertzog Ludwig/ oder ob wir von Todts wegen abgangen wären/ unsern Sohns Hertzog Ludwigs Mann/ Burgmanne/ Räthe oder Diener/ sie wären Grafen/ Herrn/ Ritter oder Knechte/ Bürger/ oder andere die unsern/ an die vorgenannte von Speyr nach Dato diß Briefs ichts zu sprechen geobunden/ daß die gemeine Stadt/ und doch nicht ihre Freyheit/ Rechte/ Gnade/ gute Gewonheit oder Brief/ die sie von Röm. Künften oder Königen/ als vorgeschrieben steht/ erworben/ erlangt und verbracht haben/ antreffend/ darvon sollen sie dem Kläger des Rechts für uns und unsern Räten ungefährlich gehorsam seyn. Hätten oder gewinnen auch einige unsere Unterthanen/ Bürger oder Gebäre/ mit der obgenannten von Speyr Bürgern oder Gebäuren ichts zu schaffen/ oder an sie zu sprechen/ daß einerley Person antrefse/ darvon sollen jedweder Seite die Kläger durch sich selbst oder ihre Macht/ Boten/ denen/ die man also antprechen will/ nachfolgen in die Gerichte darinn sie gefessen seyn/ ob des von ihnen erfordert wird/ und Recht dafelbst von ihnen nehmen/ darzu man ihme auch zu jeglicher Zeit/ so das not seyn wird/ gerechtlich und foderlich beholfen seyn/ darin kein Verziehen seyn/ dadurch solch Recht verzogen werden möchte/ sondern dem Rechten soll nachgegangen werden/ ungefährlich an den Gerichten/ da sich das

gehört/ als vor geschrieben steht/ doch hierinnen aufgenommen verbriefte und verbürgte Schulden/ die soll man richten/ als verbriefte und verbürgt ist/ nachdem sich das gehört. Was auch Lehenädier antrifft/ das soll man vor den Lehen-Herrn aufschreiben. Was auch Egen und Erb antrifft/ soll man handeln und austragen in den Gerichten/ darin solche Güter dann gelegen seynd. Die vorgenannte Bürger und Inwohner der Stadt zu Speyr/ und alle die ihren sollen auch die vorgenannte Zeit dieser Einung gantz auß/ mit ihren Leiben und Gütern in allen und jeglichen unsern und der unsern Städten/ Schlossen/ Länden/ Dörffern/ Gerichten und Gebieten/ zu Wasser und zu Land/ für aller männiglich Fried/ Schirm und Gleyt haben/ ungefährlich/ noch auch darin auff sie/ ihre Leib und Güter/ nicht kümmern oder klagen/ sondern sie und die ihre sollen durch uns Hertzog Ludwig/ oder ob wir von Todts wegen abgangen wären/ unsern Sohn Hertzog Ludwig obgenant/ unsere Anpfechte und die unsern getreulich beschirmen/ und friedlich beschützt werden/ ohne alles Gefährde/ doch daß die vorgeschriebene Articul alle in Kräften ungeletzt seyn und bleiben sollen/ ohne alles Gefährde.

Und wir Hertzog Ludwig obgenannt sollen und wollen auch allen unsern Anpfechten gebieten und empfehlen/ die obgenante von Speyr die freuntlich Einung gantz auß also zu halten und zu thun/ inmassen wie vorhergeschrieben steht/ ohne alle Gefährde. Und in dieser Bundaus/ und Einung haben wir Hertzog Ludwig obgenant/ vor uns und unsern Sohn Hertzog Ludwig obgenant/ aufgenommen unsern gnädigen Herrn den Kayser und seine Nachkommen Röm. Käyser und Könige/ unsere Mit-Churfürsten sämptlich und besondere/ und die Hochgeborne Fürsten/ unsere liebe Bruder sämptlich/ und den Stifft zu Speyr/ so lang den der Erbw. in Gdt Vatter Herr Raban Erzbischoff zu Trier in hat/ und den Bischoff und den Stifft von Worms/ mit denen wir vor verbriefte und ver-schrieben seynd/ und auch den Bolgebornen unsern lieben Sohn Ludwigen Grafen zu Wurtemberg/ und die Stadte Mayntz/ Hespbrun und Wimpfen/ und auch die Riche-Städte/ die in die Landvogey im Elsaß gehören/ mit den allen wir vor in Einung sind. Und des zu Urkund so haben wir Hertzog Ludwig obgenant für uns/ und Hertzog Ludwig unsern Sohn/ unser Inseigel an diesen Briefthun hengen. Der geben ist zu Eridelberg/ uff den Donnerstag vor dem 5. Christtag/ in dem Jahr/ als man schrieb nach Christi Geburt tausend vierhundert dreissig und vier Jahr.

CLXXXIX.

Kayfers SIGISMUNDI esse Concordata mit den Ständen des Königreichs Böhmen aufgerichtet/ daß die ämter an keine ausländen sollen vergeben werden/ und die so den leib Christi unter einer gestalt empfangen/ allein an den orten/wo zuvor Communio sub utraque nicht im Brauch gewesen/ gelitten werden sollen. Geben Prinn Anno 1435. [MULLER] Reichs-Tage-Theatrum IV. Vorstellung pag. 236. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheilung I. pag. 9. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Premiers Concordats de l'Empereur SIGISMOND, avec les ETATS DE BOHEME, portant que les Offices du Royaume ne seront point conférés à des Etrangers & que les Communians sous une seu-

ANNO 1435. *Seulo Espèce ne seront tolerés que dans les Lieux où la Communio sub utraque n'étoit pas auparavant observée. A Brinn, Anno 1435.*

¶ Zweil Unser HERZ JESUS Christus/ GOTT und Verhöner des menschlichen Geschlechts/ aus Befehl des Allerhöchsten um der Menschen Seligkeit Sorge getragen/ dahero auch den schmehtlichen Tod erlitten/ damit er sie beyde vereinigen/ und in eines zusammen sehn möchte/ dessen als des allerbesten Meisters/ Lehrers und Führers Exempel nach nun/ ist aus Keyserlicher Uns von dem Allmächtigen vertrauten und verliehenen Hohen/ als wir Uns guten Frieden/ Einigkeit und Vertraulichkeit belieben lassen/ und man nach etlichen/ zwischen des H. ligen Baslichen Synodi Legaten/ und zwischen dem Königreich Böhmen und Marggraffthum Nähren zu Prag geschriebenen/ und auff Papier gebracht Compactaten/ das ist/ Verträgen hie-rauff verblieben. Dieweil alle unsere Sachen in guten friedlichen Stande gebracht sind/ damit auch die Aufsehung des Königreichs Böhmen/ und Marggraffthums Nähren/ durch den Heiligen Synodum zu Basel/ und unsere Keyserlichen Verstand aufs allerbeste versorget und versehen werden: und aber zwischen den Legaten des Heiligen Synodi zu Basel an einem/ dann den Wohlgebohrnen Herren und Mätern/ wie nicht weniger den Prägen/ den Bestrengen/ Ehrenvesten/ Erbaren und Weisen/ vor diesem zu Uns nach Prinn/ im Nahmen des Königreichs Böhmen abgefertigten Gesandten andern theils/ noch viel Uneinigkeit und Wider-willen gewest/ und zum offtern entstanden. Dero-wegen so haben wir unser Herz Sinn und Muth dahin gerichtet/ fleißige Müh und überaus grosse Sorge/ den Laß des Tages und der Landen auff Uns geladen/ auf daß wir auch zerrüttete Sachen vereinigen/ die Widerwärtige in willige/ die scharfsen in glatte/ und dasjenige so fern von einander in eine sammentliche Heilig- und seligmachende Einigkeit bringen möchten. Sientemahl wir nun der Ruhe und Befriedigung dieses Königreichs/ so wir allezeit geliebet und in Ehren gehalten/ von Herzen begierig/ auch des willens/ künftigen Widerwärtigkeiten und Zerrüttungen/ dadurch die Unterthanen/ es beschähe wie es wolle/ sich leichtlich entpöhen könnten/ dan etlichen noch hinterstelligen Sachen/ von denen vermeinet wird/ daß ihnen in den Compactaten bey Befriedigung des Königreichs kein rechttes Bedenken geschehen sey/ mit billigen Mitteln vorzukommen/ als sind wir hierauf entschlossen/ gemelte Gesandte des Königreichs Böhmen/ und Marggraffthums Nähren/ heylsam zu versehen. Und haben zu Gottes Lob und Ehr/ und Befriedigung bemeldten Königreichs/ so wohl aller andern umliegenden Völker/ und aller Christen Menschen/ auch zu vieler ungelieblichen Sackn Heyl und Seligkeit diesen Brief verfertigt.

In Nahmen Gottes/ Amen. Thun hiermit allen in gemein und einem jeden insonderheit kund und offenbare/ daß wir zu denen hernach beschriebenen und ingesampt beschlossenen Punkten und Articulen verwilliget/ und krafft dieser unser Verschreibung verwilligen thun. Erstlich/ daß die Kempfer und der geistlichen Würdigkeiten nicht vergeben werden sollen durch die Ausländer/ in dem Königreich Böhmen/ und Marggraffthum Nähren. Item diejenigen/ so den Leib Christi unter einerley Gestalt empfangen/ sollen in offtbemeldten Königreich und Marggraffthum/ zu Verhütung schädlicher Vermischung/ wieder ihren sonderbaren Willen und Freyheit nicht gebunden/ sondern allein an denen Orten/ wo hievorin die Communio sub utraque nicht im Brauch gewest/ gelitten werden.

Geben Prinn/ Anno 1435. Unser Reich/ Anno 1435. des Hungarischen im funffzigsten/ des Römischen im sechs- und zwanzigsten/ des Bömischen im sechs- und zwanzigsten/ und des Kayserthums in vierdten.

CXC.

Factus inter JOANNEM II. Castellæ & Legionis, 31. Janv. & CAROLUM II. Franciæ Reges. Actum in Oppido Majorito die 31. Januarii Anno 1435. [Voyez. la ci-après sous le 23. Septembre 1475. Tome III. Part. I. pag. 510. Col. 2. jusques à la pag. 514. Col. 1.]

CXCI.

Promesse & Déclaration de PHILIPPE-MARIE 17. Fevr. Duc de Milan, pour l'observation du Traité fait avec AMÉ. VIII. Duc de Savoye, & le Marquis de MONFERRAT, fait à Milan, le 17. Février 1435. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 373.]

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis, feliciter, Amen.

ANNO a Nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, tertia decima Indictione, die Jovis decimo septimo Februarii, in Castro Porta Jovis Mediolani, videlicet in Camera cubicularia infrascripti Illustrissimi Principis & Excellentissimi Domini Domini Ducis Mediolani, ibique Illustrissimi Princeps & Excellentissimus Dominus Dominus PHILIPPUS-MARIA ANGLOS Dux Mediolani, &c. Papie, Anglerique Comes, ac Janus Dominus, Filius quondam nunquam delenda memorie Illustrissimi Domini Domini Joannis Galeaz primi Ducis Mediolani, &c. certificatus spectabiles & solemnes Oratores suos, quos ipse Dominus Dux sentiens novissimis temporibus exortum esse Bellorum & Guerrarum materiam inter Illustrissimum Dominum Ducem Sabaudia Patrem suum charissimum, seu Illustrissimum Dominum Principem Pedemontium ejus Primogenitum ac ipsius Domini Ducis Mediolani Fratrem ex una parte; & Illustres Dominum Marchionem MONTISFERRATI, & Joannem ejus Primogenitum parte ex altera, occasione certorum Pastorum, alias inter ipsas Partes inferiorum, ad Pacem & compositionem instituendam & firmandam miserat (annuente aeternum omnium rerum Conditor) omnes differentias, difficultates & debata tunc subortas & vigentia inter prædictos Illustres Dominos composuisse, & per eorum sententiam emologatam per prædictos Dominos terminasse, & Partes ipsas pro securitate & firmamento conventorum invicem convenisse; quod aut Illustris Dominus Marchio remittat in manibus & potestate prædicti Illustris Domini Principis, Caltra & Fortalitia Montiscalvi, & Pontisuræ, aut caret & operam effectivalem adhibeat, quod ipse Dominus Dux promittat observantiam omnium prædictorum pro prædictis Domino Marchione & Filio, & contra eos vi & armis agere, si in prædictis conventis & compositis defecerint, aut in aliquo contra facerent; Inclinarus, & motus reiteratis precibus & in lantiss prædicti Domini Marchionis, qui ipsam Dominum Ducem Mediolani attentissime suis Literis & Nuntiis exoravit, ut pro corroboranda Compositione & Pace inter ipsos Principes sanctissime celebrata, firmandaque benevolentiam & charitatem inter ipsas Partes, dictam promissionem faciat pro ipso Domino Marchione, tenore præsentium sponte & ex certa scientia, animoque deliberato, nulloque errore ductus promittit & efficaciter promittit, & in fide sui corporis, ac Veri & Justissimi Principis pollicetur sub sui & omnium bonorum suorum obligatione, pignori & hypothece, Illustri Fratri, & Filio suo carissimo Domino Principi Pedemontium generali Locumtenenti, & Primogenito prædicti Illustris Domini Ducis Sabaudia Patris sui carissimi, & mihi Urbano de Jacopo Secretario, & Notario suo Personæ publicæ stipulant & recipienti nomine & vice præfactorum Dominorum Ducis, & Principis, ac omnium & singulorum aliorum quorum interest & intererit, ac interesse pote-

rit

ANNO
1435.

rite in futurum, quod præfati Illustres Domini Marchio & Joannes ejus Primogenitus, omnia & singula conventa, & per suos Oratores judicata & composita implebunt, servabunt ac exequentur, bona fide, integre, inviolabiliter & sine exceptione, nec in aliquo deficient aut contrafacient, & in quantum in prædictis & aliquo prædictorum deficerent, contrafacerent vel non implerent, contra ipsos Dominum Marchionem & Filium vi & armis insurgere & agere, atque ipsos ad omnimodam observantiam conventorum compellere, & cum prædicto Domino Principe esse, & ipsos Dominos Marchionem & Filium si contra fecerint debellare; & similiter promissit, ac promittit insurgere & agere contra omnes & singulos Vassallos & Subditos dicti Domini Marchionis in omnibus & per omnia, prout & secundum quod ex forma Pronunciamenti Oratorum suorum, & eorum quæ dicti Oratores judicaverunt, aut fidem dederunt, vel eorum interpositione, dictæ Partes invicem conveniunt. Renuntians exceptioni hujusmodi promissionis non factæ, & omnium præmissorum, ut præmittitur, non actorum, & cuiuscumque probationi, & defensionis in contrarium. Et inde prædictus Dominus Dux Mediolani jussit per me Urbanum Secretarium & Notarium supra scriptum, & infra scriptum de prædictis fieri debere publicum Instrumentum, idque solito ejus Sigillo muniti. Præfatis Spectabilibus & Egregiis Arasmino de Trivulzio Filio quondam Domini Antonii, Alvisio Crotto Filio quondam Domini Luce Consiliarii, Joanne Antonio de Rembaldis de Brissia Filio quondam Domini Bartholomæi, & Georgio de Carefana Filiis Jacobi, Camerariis præfati Domini Ducis, inde testibus notis, vocatis, & specialiter ad præmissa rogatis.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis feliciter. Amen. Anno à Nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo trigesimo, quinto, tertia decima Indictione die Veneris, decimo octavo Martii, in Castro Portæ Jovis Mediolani Parochia Sancti Protasii intus, videlicet in Caneria cubicularia infrascripti Illustrissimi Domini Domini Ducis, ubique Illustrissimus Princeps & Excellentissimus Dominus Dominus Philippus-Maria Anglus Dux Mediolani, &c. Papie, Angliæque Comes, ac Januæ Dominus, Filius quondam gloriose & nunquam delendæ bonæ memoriæ Illustrissimi & Excellentissimi Domini Domini Joannis Galeas primi Ducis Mediolani, &c. Tensaciter memoria retinens per publicum & authenticum Instrumentum gaditum & rogatum per me Urbanum de Jacoppo Secretarium & Notarium infra scriptum, de Anno præfati millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, tertia decima Indictione, die Jovis decimo septimo Februarii, solemniter & efficaciter promississe in fide sui corporis, & Veri ac Justissimi Principis, & sub sui & omnium bonorum suorum obligatione, pignori & hypotheca Illustri Fratri, & Filio suo carissimo Domino Principi Pedemontium Generali Locumtenenti & Primogenito Illustrissimi Domini Ducis Sabaudie Parisi sui carissimi, & mihi Urbano de Jacoppo Secretario & Notario suo Personæ publicæ stipulanti & recipienti nomine & vice prædictorum Dominorum Ducis & Principis, ac omnium & singulorum aliorum quorum interest & intererit, & interesse poterit in futurum, quod Illustris Dominus Marchio Montisferrati, & Joannes ejus Primogenitus, omnia & singula inter prædictos Dominos Ducem Sabaudie, & Principem Pedemontium, seu ipsum Principem & eodem Dominum Marchionem, & Joannem ejus Primogenitum conventa, & per Oratores prædicti Domini Ducis Mediolani judicata & composita implebunt, servabunt & exequentur bona fide, integre, inviolabiliter & sine exceptione, nec in aliquo deficient aut contrafacient; & in quantum in prædictis & aliquo prædictorum deficerent, contrafacerent vel non implerent, contra ipsos Dominum Marchionem, & Filium vi & armis insurgere & agere, atque ipsos ad omnimodam observantiam conventorum compellere, & cum prædicto Domino Principe esse; & ipsos Dominos Marchionem, & Filium si contrafacerint debellare, & in omnibus & per omnia, prout in prædicto Promissionis & Obligations Instrumento, ad quod relato habetur, & cuius tenorem & continentiam ipse Dominus Dux Mediolani haberi voluit & vult hic pro specificatis & sufficienter expressis, habetur mentio. Nunc sponte, & ex certa scientia, animoque deliberato, nulloque ductus errore, declaravit & declarat, ac solemniter protestatur intentionis sue fuisse & esse, quod non solum ipse Dominus Dux Mediolani, verum etiam omnes & singuli Heredes & Successores sui, solemniter & effi-

Tom. II. Part. II.

caciter obligati sint ad observandum, & effectualiter adimplendum omnes & singulas Promissiones & Obligaciones factas per ipsum prædicto Illustri Domino Principi Pedemontium, & mihi Urbano Secretario & Notario suo supra scripto, de quibus superius, & in dicto ipsarum Promissionum & Obligationum Instrumento habetur mentio, & non solum contra & adversus prædictos Dominum Marchionem & Joannem ejus Primogenitum, verum etiam contra quoscumque alios, Filios, Heredes, Successores, Vassallos, & Subditos ejusdem Domini Marchionis, si & quotiescumque in aliquo contra fecerint aut non servaverint & adimplerint promissa, conventa & adjudicata, prout superius dictum est; & quod prædictæ Promissiones & Obligaciones ita se extendant ad Heredes & Successores ipsius Domini Ducis Mediolani, & pariformiter eos ligent & obligent, non solum contra & adversus prædictum Dominum Marchionem, & Joannem ejus Primogenitum, sed etiam contra omnes alios ejus Filios, Heredes, Successores, Vassallos & Subditos prout supra, quemadmodum & prout si de hoc specialiter actum esset, & de prædictis in supra scripto Promissionum & Obligationum Instrumento facta fuisset sollemnitas & specialis inclusio; promittens efficaciter, & in fide sui corporis, ac Veri & Illustrissimi Principis, sub sui, & omnium bonorum suorum obligatione, pignori & hypotheca, prædicto Illustri Fratri & Filio suo carissimo Domino Principi Pedemontium, Generali Locumtenenti & Primogenito prædicti Illustris Domini Ducis Sabaudie Parisi sui carissimi, & mihi Urbano de Jacoppo Secretario & Notario suo Personæ publicæ stipulanti, & recipienti nomine & vice prædictorum Dominorum Ducis & Principis, ac omnium & singulorum aliorum, quorum interest & intererit ac interesse poterit in futurum, effectualiter observare & exequi ac inviolabiliter adimplere prædictam Declarationem & Protestationem, & omnia & singula supradicta; & contra ea, vel aliquid eorum ullo tempore quovismodo non facere nec venire; renuntians exceptioni non factæ hujusmodi Declarationis & Protestationis, & omnium præmissorum, ut præmittitur, non actorum, & cuiuscumque probationi, & defensionis in contrarium. Et inde prædictus Dominus Dux Mediolani jussit per me Urbanum Secretarium & Notarium supra scriptum & infra scriptum de prædictis fieri debere publicum Instrumentum, idque solito ejus Sigillo muniti, præfentibus Spectabilibus & Egregiis Viris Arasmino de Trivulzio Filio quondam Domini Antonii, Alvisio Crotto Filio quondam Domini Luce Consiliarii, Antonio de Serratico Filio quondam Domini Gabrielis Castellano Castri Portæ Jovis Mediolani, & Magistro Alvisio de Terzago Filio quondam Domini Luce Physico prædicti Domini Ducis, inde testibus notis, vocatis & specialiter ad præmissa rogatis.

CXCII.

Vergleich zwischen dem Stieff Corvey / und 8. Mai der Stadt Hoxar; Wodurch alle gegen einander habende unwillen aufgeben werden / und versprechen beide Theil ein ander in allem nothfall beyzustehen. Datum in Dominica Jubilate Anno 1435. [LUNIG, Teurichs Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung III. pag. 141.]

C'est - à - dire,

Accord entre l'Abbaie de CORVEY & la Ville de HOXAR sur leurs anciens Diffrents; avec promesse de s'entr'assister reciproquement dans les cas de nécessité. Fait le Dimanche Jubilate 1435.

WV Bedekindt Prior, Dieterich Probest / und dat ganze Gemeine Capittel tho Corvey / bekennen und betigen in dßßim openen Brefe / vor Uns und alle Unsere Nachkommen / dat wy samptlick und einträchtiglick mit guodem Vorbedrache / Mide uns güt. und grundlicken vergleken / verdrugen und vereiniget hebben / mit uren leben Feinden / dem Knyhde / und der Stadt tho Hoxar und alle Geschelt / Anwillen und Gebeten / dat wy to dyne / und se tho Uns / wente an düssen Dage / alle düsse Bressen gegeben is / hadden / und ireden worinne Uns

Pp 2

ein

ANNO
1435.

ANNO ein tho dem andern hebben mächten / dar nicht ufe
1435. bescheyden. Wenn wann ohn / dat wie van ehnen
und ehriken verdetiget seyn / und so wy Uns verei-
niget hebt / mit dem Hochgebohrnen Durchl. Fur-
sten / Herzog Otto / tho Brunschwig / dat mit dhyren
Werken und Willen geschehen is / so se dat nede
versegelt hebt / wente dat dhne dardon jenig Dranc
oder Anwille van wedderstände / dat queme her war
dat herqueme / des wille wy se gänzlichen by dhne
blieben / und dhne des bystahn mit aller Macht /
Wolde se och nach düssen Dagen ein Ufer Heren /
de Abbet / edder ein / als ein Abbet / edder van des
Abbetes wegen drengen / Noth und Anwillen anleg-
gen / wo se dat angebracht / wo de boven den Eih-
ne-Dress / und och andere Dreesse / de se hebbet / van
Usen Vorfahren / Abbdn und Capittel / sampt und
besonder / und och sonderlich boven den Dreesse den
ohn ein Abbt giff / wann he erst tho Unsem Stiffe
künnt / wo wy dhyr des tho Rechte mächtig sind /
so en wille wy des Uns / oft dem Abbbe / edder
Niemande meinerley Wyse bystahn / sondern wy wilt
des sammet und besunder gänzlichen by dhne blie-
ben / und dhne des bystahn und bekant syn / by
dhyr olden Freyheit und Wohnheit / nach Inthalde
dhyr Dreesse / und olden Herkommen so tho blie-
bende / sonder Intoch / und reden dat vor Uns und
Unse Nachkommen / by Usen Ehren und Ehrwür-
digkeiten / stede und veste tho holdende / sonder
arge List / jening beheylp. Und hebt des tho Kund-
schep Unses Capitels Inseigel an dussen Dreesse
wereliken gehangen. Datum Anno Domini, M.
CCCC. tricesimo quinto. Dominica Jubi-
lato.

(L. S.)

(Capituli Corbeiens.)

CXCIII.

9. Juin. CONCILII BASILEENSIS Decretum, quod
in casibus in Decreto expressis de Ecclesiis, Offi-
ciis Ecclesiasticis, Ordinibus sacris, Benedictione
et Pallio, ratione Literarum, Bullae, Sigilli,
Annatarum communium &c. nihil penitus exigi
debeat. Dat. in Ecclesia Majori Basilensi 9.
Junii 1435. [Collectio. Regiae Concilio-
rum Tom. XXX. pag. 166. PHILIPPI
LABBEI Collectio Concilior. Tom. XII.
pag. 552.]

Sacro-Sancta generalis Synodus Basilensis, in Spiritu
Sancto legitime congregata, universalem Ecclesiam
representans, ad perpetuam rei memoriam.

IN nomine Spiritus Sancti Paracleti statuit haec Sancta
Synodus, quod tam in Curia Romana quam alibi,
pro seu in confirmatione Electionum, admissione Pos-
tulationum, Praesentationum provisione, collatione,
dispositione, electione, postulatione, praesentatione,
etiam a Laicis faciendi, institutione, installatione, &
de Ecclesiis etiam Cathedralibus & Metropolitanis,
Monasteriis, Dignitatibus, Beneficiis, Officiisque Ec-
clesiasticis quocumque, nec non Ordinibus Sacris &
Benedictione ac Pallio, de cetero nihil penitus ante vel
post exigatur ratione Literarum, Bullae, Sigilli, Annata-
rum communium, & minorum servitorum, primo-
rum fructuum, deporum, aut sub quocumque alio
titulo, colore, vel nomine, praeterito cuiusvis Con-
suetudinis, Privilegii vel Statuti, aut alia quavis causa vel
occasione, directe vel indirecte, solum Scripturis
Abbreviatoribusque & Registrariis Literarum seu Mi-
nutarum, pro ipsorum labore competenti salario sol-
vendo. Huic autem Sacro Canon si quis exigendo,
dando, vel promittendo contrahe praesumpserit, premam
incurrat adversus Simoniacos inflictam, & in ipsis Di-
gnitatibus ac Beneficiis taliter obtentis nullum jus ac
titulum acquirat. Obligaciones quoque, Promissiones
& Confessores ac Mandata, & quidvis in praedictum De-
creti hujus saluberrimi fieri continget, nullas obtinere

vires atque irrita censentur. Et si (quod absit) Ro-
manus Pontifex, qui praeter ceteris universalium Conci-
liorum exequi & custodire Canones debet, adversus
hanc Sanctionem aliquid faciendi Ecclesiam scandalizet,
Generali Concilio deferatur. Ceteri vero pro modo
culpa juxta Canonicas Sanctiones per suos Superiores
digna ultione puniantur.

CXCIV.

Instrumentum publicum de Arbitramento Pacis inter
Summum Pontificem EUGENIUM IV, Domi-
nium VENETUM, & Communitatem FLO-
RENTIAE ab una, & PHILIPPUM MA-
RIAM ANGLUM Ducem Mediolani ab altera
parte; per Cardinales BRANDAM de CAS-
TILLIONO & JOANNEM Tituli S. Petri ad
Vincula, atque NICOLAUM Marchionem Es-
tensem pronuntiato. Datum die 16. Augusti An-
no 1435. Indictione XIII. Cum in scriptis RA-
TIFICATIONIBUS praefatorum Ducis Me-
diolani & Papae EUGENII. Nec non ARBI-
TRAMENTO ipso, & CONVENTIONIBUS
separatim inter eosdem initis ad firmitorem
durae Pacis observantiam. [Pièce authentique
tirée des Archives Archiduciales de Man-
touv.]

In nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

ANNO a Nativitate ejusdem 1435. Indictione XIII.
die Martis decimo sexto mensis Augusti Pontifica-
tus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Do-
mini Eugenii divina providentia Papae quarti.

Cum dulce sit verbum Pacis, & res in se ipsa salu-
taris, quod sola in humanis rebus bona simul & jucun-
da nominatur, teste Ambrosio super Beati immaculati
sic interpretante verba illa, *Ecce quam bonum, & quam
jucundum est habitare Fratres in unum*. Idcirco Spec-
tabiles & generosi Viri Domini D. Guarterius de Cas-
tillione Juris utriusque Doctor, & Lanælotus de
Crochis Consilarii, Oratores ac solemnes Procurato-
res, Mandatarii & Nuntii speciales Illustrissimi Principis,
& Excellentissimi Domini Domini Philippi Mariae
Angli Ducis Mediolani &c. Papae, Anglieriaeque Co-
mitis, ac Januae Domini sufficiens, solemne, & spe-
ciale Mandatum ad hac, & alia habentes, ut constat
publico Instrumento rogato, & tradito per Specialem
Johannem Franciscum Gallianum Ducalem Secretarium
Tabellionem publicum, & authenticum, cujus tenor
talis est.

Vigore dicti Mandati, & Potestatis ipsis attributa
per dictum Illustrissimum Principem Dominum Ducem,
& omni modo, jure, & forma, quibus magis, & meli-
us potuerunt, in praesentia Sanctissimi Domini nostri,
& Testium, & Notariorum infra scriptorum constituti,
habita prius, ut dixerant, directione & voluntate Reve-
rendissimorum Patrum, & Dominorum Domini Bran-
dae de Castillione Episcopi Portuensis, & Domini Jo-
hannis Tituli S. Petri ad Vincula Presbiteri, Sanctae
Rom. Ecclesiae Cardinalium, & Illustris Domini Ni-
colai Marchionis Estensis, per ea quae viderunt praefatos
Dominos Arbitros pronuntiasse, declarasse, & amica-
biliter composuisse inter Sanctitatem Domini nostri,
& praefatum Illustrissimum Dominum Ducem, praedicta
omnia, & singula praesertim laudata, & seu amica-
biliter composita, sponte, & ex certa scientia, & non per erro-
rem, nec vi, aut metu, animo plene & mature deli-
berato, approbaverunt, ratificaverunt, approbant, ratifi-
cant, & emolgant, ac ad abundantem cautelam,
& quatenus expediat dicto nomine de novo promissi-
runt, & promittunt nobis Notariis infra scriptis tam-
quam publicis personis stipulantibus, & recipientibus
vice & nomine Sanctissimi Domini nostri, & Cantuar.
Apostolicae, aut omnium aliorum, quorum interest,
& interesse poterit, vel posset in futurum, praedicta omnia
perpetuo habere firma, & rata, & quod Illustrissi-
mus Dominus Dux in nullo contradiciat, vel veniet
in futurum aliqua ratione vel causa, directe vel in-
directe, palam vel occulte, vel aliquo quavis colo-
re, sub pana in Instrumento sui Compromissii con-
tenta, quae pana toties committatur, ac peti & exigi possit,
quoties contradictum fuerit, ratis nihilominus reman-
entibus Promissionibus, & Ratificationibus supradictis,
ac esse juraverunt ad Sancta Dei Evangelia, corporali-
ter manibus tactis Scripturis, in animam ipsius Domini

ANNO
1435.

16. Août.

ANNO
1435.

ni Ducis Constituentis, quod prefatus Dominus Dux predicta omnia attendit, & observavit bona fide; realiter & sincere, sine ulla exceptione & omni contradictione cessante, & hæc omnia si, & in quantum Sanctitas Domini nostri Domini Eugenii Papæ quarti Sacrosanctæ Romanæ, & Universalis Ecclesiæ dignissimi Summi Pontificis, ac propter bonitatem, & Catholicam fidem Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Philippus Mariæ Angli Ducis Mediolani &c. Papie, Angliæque Comitum, ac Januæ Domini, fideiuta, facta, & firmata bona, integra, & sincera Pax inter prefatum Sanctissimum Dominum Ducem Mediolani parte altera, omnesque inter eos differentias sedatas, & totaliter semotas sint per Arbitratum, & amicabiles Compositiones inter dictas Partes pactas, & factas per Reverendissimos in Christo Patres, & Dominos Dominum Brandum de Castillione Episcopum Portuensem, & Dominum Johannem Tituli S. Petri ad Vincula Presbiterum Sanctæ Rom. Ecclesiæ Cardinales, ac Illustrum & Excellum Dominum Dominum Nicolaum Marchionem Estensem, de quorum Compromisso, & Potestate, ac de Arbitratibus, & amicabilibus Compositionibus superscriptis nobis Notariis infrascriptis plenè constat, & quæ omnia formaliter sunt inserta in Instrumentis, Ratificationis & novæ Commissionis factæ nuper per Spectabiles, & generosos Viros Dominum Guarnierum de Castillione Juris utriusque Doctorem, & Dominum Lancelotum de Croëis præfati Domini Ducis Mediolani Oratores, Procuratores, & legitimos Nuntios, quæ omnia superscripta intellecta, visa, & cognita plenarie fuere per Sanctitatem Domini nostri superscripti, & maxime per Sanctitatem suam viso, & in sui presentia intellecto quantum largitate, modestia, & bonitate Oratores, & Procuratores superscripti deventur ad ratificandum, & de novo faciendum, & promittendum, nomine præfati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, omnia, & singula ad dictos Arbitratum pertinentia, & quæ in ipsis Arbitratibus, & amicabilibus Compositionibus per dictos Arbitros factis continentur; & in Instrumento Ratificationis Procuratorum prædictorum, ut prædictum, sunt inserta, ac etiam contra Conclusiones, Conventions, Obligations, & Pacta firmata, & firmata inter Reverendissimum in Christo Patrem, & Dominum D. Franciscum Tituli S. Clementis Presbiterum Cardinalem præfati Domini nostri Papæ Camerarium, vice & nomine Sanctissimi Domini nostri prædicti, & pro ipso Sanctissimo Domino nostro, & vice, & nomine Illustrissimi Ducalis Domini Venetorum, & Magnificæ Communitatis Florentiæ & cujuslibet eorum singulariter, & de per se, pro quibus de rato promissit, & ipsum Illustrissimum Dominum Ducem ipsiusque nomine per Reverendissimos Dominos Dominum Brandum de Castillione, & Dominum Johannem Tituli S. Petri ad Vincula S. Romanæ Ecclesiæ Cardinales, ac Illustrum Dominum Nicolaum Marchionem Estensem supra nominatos, qui in præmissis pro præfato Domino Duce Mediolani fecerunt, & ratificationem promissit prout in dicto Ratificationis, & novæ Promissionis Instrumento per dictos Oratores & Procuratores factarum seriose sunt inserta. Sanctissimus Dominus noster præfatus Illustrissimus Domino Duci Mediolani in caritate & amore cumulate respondere, & bene contentus, & consolatus de omnibus superscriptis, nomine præfati Domini Ducis, factis, sua Beatitudo præfens, volens, & summa cum benignitate verba profert, sponte, libere, & ex certa scientia, animo plene & mature deliberato, nullo Juris aut facti errore ductus, approbavit, ratificavit, approbat, ratificat, & emologat tam Arbitramenta, & amicabiles Compositiones facta, & factas per Arbitros, Arbitratum & amicabiles Compositores prædictos inter suam Sanctitatem prædictam, & prælatum Dominum Ducem, quam confirmationem Pacis, omnesque Conclusiones, Conventions, & Obligations factas inter Reverendissimum Dominum Cardinalem Camerarium superscriptum, nomine suæ Sanctitatis, & pro sua Sanctitate, & Illustrissimo Do-

mino Venetorum, ac Magnificæ & Excellæ Communitate Florentiæ, & quolibet eorum singulariter, & de per se, pro quibus de rato promissit, & Reverendissimos Dominos Cardinales de Castillione, & Sancti Petri ad Vincula, ac Illustrum Dominum Dominum Marchionem Estensem, nomine ipsius Illustrissimi Domini Ducis Mediolani factas & facta, prout in Instrumento de eis Conventionibus tractatur, per Dominum Poggium de Terranova, Dominum Blondum de Folivio Notarios & Apostolicos Secretarios ac Gerardinum de Lavifano de Fulgineo rogato plenius continetur, cujus Instrumenti tenor in Instrumento Ratificationis, & novæ Promissionis factarum per Oratores & Procuratores superscriptos formaliter est insertus, & ad abundantem cautelam Sanctissimi Domini nostri prædicti etiam de novo, quatenus expedit, omnia & singula quæ in Arbitramentis, & amicabilibus Compositionibus superscriptis, ac Conventionibus, Conclusionibus, Obligacionibus, & Pactis pro pace, & securitate navantur, & continentur formaliter ad plenum, prout jacent, de novo facit, & promittit & convenit præfatis Spectabilibus, & generosis Oratoribus, & Procuratoribus in suæ Sanctitatis presentia existentibus, & nobis Notariis infrascriptis stipulantibus & recipientibus nomine ac vice præfati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, Illustrissimum Dominum Venetorum, Magnificæ & Excellæ Communitatis Florentiæ, & cujuslibet eorum ac omnium, & singulorum, quorum interest, & potest, vel possit quomodolibet interesse, omnia, & singula prædicta semper rata, grata, firma, & stabilia se habiturum, & quod nullo unquam tempore quovis modo contrahatur, directe vel indirecte, palam vel occulte, aut aliquo quæsito colore. Et omnia attendit, & observabit bona fide, realiter, & sincere sine ulla exceptione, & omni contradictione cessante.

In eadem forma ratificationum fuit per Illustrissimum Dominum Venetiarum.

In Nomine Domini, Amen.

Cum hoc sit, quod per gratiam, & Misericordiam Omnipotentis Dei facta sit, conclusa, & firmata bona, integra, & sincera Pax inter Sanctissimum, & Clementissimum Dominum nostrum Dominum Eugenium Sacrosanctæ Romanæ, & Universalis Ecclesiæ Dignissimum Pontificem parte una, & Illustrissimum Principem Dominum Philippum Mariam Angliam Ducem Mediolani &c. Papie, Angliæque Comitum & Januæ Dominum parte altera. Recipite Sanctitas Domini Domini præfatum Illustrissimum Dominum Ducem in bonum, & devotissimum, Sanctitatis suæ & Ecclesiæ Filium, & ipse Illustrissimus Dominus Dux in totum se dederit, bono animo & læto corde, Sanctitati Domini nostri prædicti pro bono suæ Sanctitatis Filio, & devoto; Cum etiam inter Illustrissimum Ducem Dominum Venetorum ac præfatum Dominum Illustrissimum Ducem Mediolani, Magnificam & Excellam Communitatem Florentiæ, jam diu Pax bona, & Concordia conclusa, & firmata fuit, quam in futurum servare intendunt, cumque liquido constet ex his, si inconcussa, & illibata permaneat, longam pacem, tranquillitatem, & quietem, ne dum prædictis Dominis, & Dominis, sed & toti Italie proveniret. Et propterea Sanctissimus Dominus noster veluti optimus Pastor, ac zelantissimus Populi sibi commissi tota mente, & affectione cupiat huic tanto bono, quantum in se est, opportune consulere, considerata optima, & sincera dispositione, quam ad eundem effectum reperit præfatum Illustrissimum Dominum Ducem habuisse, & habere ad laudem semper Omnipotentis Dei, & Gloriosissimæ Matris ejus Virginis Mariæ, Beatorum Apostolorum Petri & Pauli, omniumque Sanctorum, & Sanctorum Dei Reverendissimos in Christo Patres & Dominos Dominos Franciscum Misericordiam divina Tituli Sancti Clementis Sanctæ Rom. Ecclesiæ Presbiter Cardinales ac dicti Domini nostri Papæ Camerarius, nomine & vice præfati Sanctissimi Domini nostri, & Romanæ Ecclesiæ ac pro ipso Sanctissimo Domino nostro, & Colligatis, Vicariis, Adherentibus, Complicibus, Sequacibus, Recommendatis, & Subditis Sanctitatis suæ, & Ecclesiæ prædictæ, cujuscumque status, dignitatis, gradus, & conditionis existant, ac etiam nomine cujuslibet eorum & singulorum ex eis, & Colligatorum, Adherentium, Complicium, Sequatum, Recommendatorum, & Subditorum suorum, pro quibus, nomine Sanctissimi Domini nostri Papæ, promissit, & promittit de rato, & ratificatione, videlicet, se facturum, & curaturum ita, & taliter, quod præfatus Sanctissimus Dominus noster ratificabit, & appro-

ANNO
1435.

ANNO
1435.

CORPS DIPLOMATIQUE

302

babit, & faciet, quod Illustrissimum Dominium Venetorum, & Magnifica Communitas Florentiæ & quilibet eorum de per se ratificabunt, & approbabit infra dies quindecim a die celebrationis præsentis Contractus. Et Reverendissimi in Christo Patres, & Domini, Dominus Brandus de Castillione Portuensis Episcopus, & Dominus Johannes tituli Sti. Petri ad Vincula Presbiteri Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, ac Illustris & Eccellus Dominus Nicolaus Marchio Estensis, vice & nomine supranominati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani pro se, & suis Colligatis, Adherentibus, Sequacibus, Recomendatis, & Subditis; pro quo Domino Duce promiserunt, & promittunt de rato, & ratihabitione, & se facturos, & curaturos, quod ratificabit, & approbabit omnia suprascripta & infra scripta infra dies quindecim à die præsentis Contractus, ut præfertur, pro Pacis utriusque prædictorum observantia, firmitate, stabilitate, & securitate, & pro securitate ipsorum quatuor, & singulorum ex ipsis quatuor de per se concordēs, & unanimes remanentes deveniunt ad infra scriptas, & infra scriptas Conventiones, Conclusiones, Obligaciones, & Pacta, de quibus statim infra sequitur, scientes, volentes, & consentientes ex certa ipsorum, & cujuslibet ipsorum scientia, nullo ducti errore, & omni modo, jure, via, & forma, quibus melius & validius possunt, videlicet:

Primo tam Pax inter præfatum Sanctissimum Dominum nostrum, & dictum Illustrissimum Dominum Ducem nuper celebrata & conclusa, quam etiam Pax inter Illustrissimum Ducale Dominium Venetorum & Magnificam Communitem Florentiæ ex una, & prædictum Illustrissimum Dominum Ducem ex alia parte Ferrariæ facta, & conclusa, videlicet de Anno 1433 firmæ, stabiles, & inconcussæ remaneant, & serventur in omnibus Capitulis & securitatibus ad ipsos, & quemlibet eorum, & alios quoscunque pertinentibus, & spectantibus. Item quod si quis, aut si qui ex prædictis quatuor Dominis vel Dominis, videlicet Sanctitas Domini nostri Pape, Illustrissimum Dominum Venetorum, Illustrissimus Dominus Dux Mediolani, & Magnifica Communitas Florentiæ offenderet, vel offenderet per se, vel alium, seu alios, aliquem, seu aliquos ex aliis prædictis quatuor, taliter quod offensam manifestam apparet, præsertim prout esset si vi, tractatu, vel dolo aut etiam per Rebellionem Subditorum, seu aliquo quovis modo acciperet, seu occuparet aliquam Civitatem, Terram, Castrum, aut Fortalitium tam aliquos ex prædictis quatuor quam cujusvis Vicariorum, Colligatorum, Sequacum, Complicum, Adherentium, & seu Recomendatorum, aut aliis usurpantibus, ut præmittitur, favorem dare, si prohibere posset aut cum suis Genibus, aut per alterum Territorium excursoribus, prædationibus, aut castrametationibus insularet, aut aliter statum, vel honorem seu dignitatem aliquos prædictorum, quovis quæsto colore, per se vel alium, seu alios, manifeste læderet, aut lædi, vel diminui manifeste procuraret, tunc & eo casu omnes alii prædicti, & quilibet eorum de per se cum suis, ut præmittitur, Colligatis, Sequacibus, Complicibus, Adherentibus, Recomendatis, & Subditis teneantur insurgere contra talem, vel tales offendentem, vel offendentes ad defensionem, & conservationem offensæ, & ad offensam offendentis, vel offendentium, seu procurantis, vel procurantium, bona fide, & toto posse, absque temporis perditione, vel mora, aut exceptione, vel bene aut male facti interpretatione, aut etiam aliquis iudicii expectatione, imo simpliciter, & plane ad offensæ requisitionem per Litteras aut verba, per se, sive per Nuntium, sive Nuntios, faciendam. Si vero alia curentur discordiæ, quod futurorum scandalorum posse fieri causa viderentur, tunc & eo casu hujusmodi discordiæ, & quævis earum audiri, examinari, decidi & terminari possint & debeant per Sanctitatem Domini nostri Pape, & Sacrum Collegium Reverendorum Dominorum Cardinalium, qui infra quatuor menses à die, qua fuerit per offensum requisitum, declarare, dicere, & terminare debeant quæ Partium vis foveat. Et si qua, vel si quæ Partium prædictarum determinationi ejusmodi contradixerit, & non acquieverit, vel contradixerint, & non acquieverint, reliquæ Partes alie teneantur, & debeant Parti acquiescenti sive acquiescentibus favere, & contradicenti, vel contradicentibus resistere viribus, & potentia, si opus fuerit, & ab acquiescente, vel acquiescentibus fuerint requisita modo & forma superius annotatis; hoc tamen acto, & convento, quod, pendente hujusmodi cognitione, non possint Partes ipsæ aliquid innovare, aut per vim Armorum facere.

Item pro majori firmitate præsentium, nulla dictarum Partium accipere possit ad sua stipendia, vel aliter ad sua servitia Capitaneos, Conductores, vel aliquas alias Gentes armigeras, Equestris, vel Pedestres, quæ ab alia Parte cassarentur, vel aufigerent, vel aliquo modo recederent sine expressa licentia illius Partis, à cuius stipendiis recederet, vel recederent; de qua licentia debeat legitime constare, & occurrente casu, quod aliqua ex dictis Partibus cassaret, seu licentiarer Capitaneos, Conductores, vel aliquas alias Gentes armigeras, Equestris, vel Pedestres, bona fide & suo posse curare debeat cum effectu, quod illi tales nullatenus dampnum inferant aut jacturam alicui ex dictis Partibus, Subditis, Recomendatis, Colligatis, Adherentibus, Complicibus, & Sequacibus eorumdem.

Item quod Colligati, Recomendati, & Adherentes declarare debeant infra quatuor menses à die præsentis Contractus proxime secuturos, & ratificare debeant suis autenticis Litteris, vel publicis Instrumentis, hoc tamen intellecto, quod nulla dictarum Partium dare possit pro Colligatis, Adherentibus & Recomendatis suis, Colligatis, Adherentes, & Recomendatis cujuslibet alterius Partis quæ Declarationes, & Ratificationes; fieri debeant Dominis Cardinalibus de Castillione, & Sti. Petri ad Vincula, ac Domino Marchione Estensi, vel alicui ex ipsis, & hi, vel quis eorum dictas Declarationes, & Ratificationes recaperit, notificare debeat Partibus infra mensem, postquam recaperit.

Item quod præsentis Conventiones, & Conclusiones, Obligaciones, & Pacta durare debeant perpetuo, ut supra dictum est, & interpretari debeant ad bonum, sanum, & purum sensum, omnia in meliorem partem interpretando, & in favorem ejus cui offensæ videretur lata, si talis casus occurreret, quod Deus avertat.

In Nomine Domini nostri Jesu Christi Amen.
Cum ad salutem humani Generis nil sanctius pace, nilque salubrius fuerit à divina Clementia impetratum. Ipse Salvator noster Discipulis suis dixit, *pacem meam relinquo vobis*, per quæ verba salubre, & necessarium Documentum extitit universis Fidelibus Christianis pacem fore perpetuo querendam, omni possibili studio retinendam. Cumque ipse Salvator noster misericordiam suam in Christianis ejus effundens ad flagella Sanctæ Matris Ecclesiæ totius Italiæ & Universi Populi Christiani respiciens, disposuerit Guerras, & tribulationes Ecclesiæ suæ Sanctæ sublevare, quibus sublati, & Italiæ toti, & subsequenter universo Populo Christiano videretur, & manifeste cognoscitur pacem, & quietem verisimiliter dari sua misericordia, & benignitate, atque clementia Sanctissimi Patris & Beatissimi Domini nostri Domini Eugenii Pape Quarti Sacrosanctæ Romanæ & Universalis Ecclesiæ dignissimi Summi Pontificis & bona mente, & Catholica dispositione Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Philippi Mariæ Angli Ducis Mediolani &c. Papiæ, Angliæque Comitæ, ac Januæ Domini, ex vera rectaque ipsorum dispositione verique divina ordinatione, atque, ut prædictur, misericordia factum est; Quod Reverendissimus in Christo Pater, & Dominus Dominus Franciscus divina miseratione tituli Sti. Clementis Presbiter Cardinalis, & dicti Sanctissimi Domini nostri Pape Camerarius, ex auctoritate & potestate sibi concessa per Sanctitatem Domini nostri prædicti, ut patet per Apostolicas Litteras plumbeo, & Ponticali Sigillo munitas à nobis Notariis intrascriptis viis, & lectis parte una; Et Illustrissimus Princeps Dominus Philippus Maria Anglus Dux Mediolani &c. suprascriptis parte altera, fecerunt, & constituerunt suos Arbitros, Arbitratores, & amicabile Compositores, de jure & de facto, de jure tantum & de facto tantum, Reverendissimos in Christo Patres, & Dominos, Dominum Brandum de Castillione Episcopum Portuensem, & Dominum Johannem tituli Sti. Petri ad Vincula Presbiterum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, & Illustrissimum & Excelsum Dominum D. Nicolaum Marchionem Estensem &c. ad arbitrandum, arbitramendum, & amicabiliter componendum de & super omnibus, & singulis discordiis, differentiis, debatis, & aliis quibuscunque causis inter eos usque in præsentem diem subortis, prout de Instrumento Compromissi præfati Reverendissimi Domini Cardinales Camerarii constat, manu Domini Blondi de Fodinio Notarii publici, & Sanctitatis Domini nostri, ac præfati Domini Cardinalis Camerarii, Secretarii, Apostolicæque Camere Notarii, dicti Cardinalis Camerarii & pendenti Sigillo munito, & de Compromisso præfati Illustrissimi Domini Ducis constat publico Instrumento, dato & subscripto manu spectabilis Domini Johannis Francisci Gallinæ Papien-

ANNO
1435.

ANNO
1435.

Papiensis Secretarii prefati Illustissimi Domini Ducis Mediolani publici Notarii consueto Sigillo prefati Illustissimi Domini Ducis munito, & ex Literis patentibus prefati Domini Ducis à nobis Notariis infrascriptis visis, & lectis. Qui Reverendissimi Domini Cardinales, & Illustri Dominus Marchio, Arbitri, & Arbitratores prefati volentes eorum fungi potestate, vigore Commissionum supradictarum, declaraverunt, pronuntiaverunt, & suam Sententiam protulerunt, prout inferius continetur; videlicet:

Nos Branda de Castillione Episcopus Portuensis, & Johannes tituli S. Petri ad Vincula Presbiter, Sancte Romanæ Ecclesiæ Cardinales, & Nicolaus Marchio Estensis &c. Arbitri, & Arbitratores, ac amicales Compositores predicti, vigore Potestatis nobis à predictis Partibus per Instrumenta & Literas, de quibus supra fit mentio, datæ, concessæ, & attributæ, pro Tribunali sedentes in Camera Paramenti Sanctissimi Domini nostri Papæ, quem Locum ad hoc aptum primo & ante omnia elegimus, & eligimus; viam Arbitramentorum & amicabiliū Compositorum eligentes omni modo, & forma, quibus magis, & melius possumus, ut infrascripta subsistant, & firmitatem habeant, pronuntiamus, determinamus, & declaramus, arbitramur, & amicabiliter componimus in scriptis in hunc modum, videlicet:

In primis quod de cætero fiat Pax, & perpetuo bona voluntas inter Sanctissimum & Clementissimum Dominum nostrum Dominum Eugenium Papam IV. Sacrosanctæ Romanæ, & Universalis Ecclesiæ dignissimum Summum Pontificem parte una, & Illustissimum Principem & Excellentissimum Dominum Filippum Mariam Anglum Ducem Mediolani &c. Papie Angliæque Comitem, ac Janus Dominum parte altera, Colligatosque, Vicarios, Recomendatos & Subditos, Adhærentes, Complices, & Sequaces utriusque Partis, & quod de cætero nulla molestia, offensa ab una ad alteram, vel ab altera ad alteram Partem inferatur per se, vel alium, seu alios; & si quæ inferretur, subito debeat restitui, & emendari, omni exceptione cessante, & omnes præterita hinc inde offensa remissa intelligantur & sint puro corde, & animo; Ita quod Sanctitas Domini nostri recipiat, & perpetuo habeat præfatum Illustissimum Dominum Ducem in suum, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ bonum Filium, & devotum: Et similiter præfatus Dominus Dux perpetuo habeat præfatum Sanctissimum Dominum nostrum in suum Patrem, & Dominum, & excellentissimum Pastorem.

Item, quod præfatus Illustissimus Dominus Dux infra dies viginti à die Ratificationis, tamen facta prius Ratificatione, dare & restituere, atque consignare debeat Sanctissimo Domino nostro Papæ, vel suo legitimo Nuntio, & pro eo legitime recipienti Civitatem Imolæ cum omnibus suis Fortalitiis, & Territorio omniacque, & singula Castra, & Fortalitia quæ in Imoleni Territorio, Comitatu vel Ditione tenet ad manus suas per se vel alium, sine aliqua exceptione, aliæque dilatione, vel contradictione, libera, & expeditæ, sine aliqua pecuniarum solutione Castellorum, vel aliis pro ipsorum stipendiis, vel aliis causis quæ dici, excogitari, vel opinari possent, per Sanctitatem Domini nostri, vel Camerarium ejus Apostolicum sedens, & quod Sanctitas Domini nostri teneatur & debeat dare operam, facere, & curare, quod Illustissimum Ducale Dominium Venetorum similem configurationem, dedicationem, & restitutionem faciat suæ Sanctitati vel pro eo legitime recipienti, de Terris, quas in Territorio Bononiensi tenet, & specialiter de Castro Sandi Johannis in Pfuoto, Castro Franco, Sancta Agata, & Mancolino infra dictos viginti dies.

Item de quibuscumque aliis Terris ad Ecclesiam pertinentibus quod forte aliis essent occupatæ per ipsum Dominum Ducem tempore præsentis Guerræ, & quas ipse tenet, per se vel alium, similiter restituitio fieri debeat per præfatum Dominum Ducem Mediolani, ac etiam operam dari, fieri, & curari per Sanctitatem Domini nostri, quod fiat simile per Dominum Venetorum, ut præfertur, ac etiam teneatur Sanctissimus Dominus noster facere, & curare, quod M. Dominus Faventinus restituat Sanctitati suæ præfata omnes Terras, Castra, Fortalitia, seu Loca per eum occupatas, vel occupata tempore præsentis Guerræ de Comitatu Imolæ vel Territorio Bononiensi infra dictos dies viginti.

Item quod præfatus Dominus Dux infra dies viginti quinque à die Ratificationis, facta prius Ratifica-

tione, ut præmittitur, teneatur, & debeat revocasse in Lombardiam & intra sua Territoria reduxisse omnes, & singulas Gentes Armigeras, Equestres, & Pedestres, quæ circa Patinarium, & Mutinense Territorium reperiuntur ad sua servitia militantes omni exceptione remota, & specialiter Magnificum Capitaneum Nicolaum Piccininum, & Franciscum ejus Filium, Arasnum de Triulio, Bernardinum de Uboldinis & Petrum Jampaulum Urfinum, Antonelum de Senis, Christophorum de Lavello, Christophorum de Tortellis, Almericum de S. Severino, Comitum Leonem de Pergula, Sacramosium de Parma atque Belmamolum cum eorum Comitibus, & Sotibus, Lanceas separatas, & generaliter omnes alias Gentes, Equestres & Pedestres. Et similiter Sanctitas Domini nostri teneatur, & debeat facere curam, quod Illustissimum Dominum Venetorum revocet, & intra Territoria sua, ultra Padum reducat Gentes suas Armigeras, Equestres & Pedestres, citra Padum ad præsens existentes, infra supradictum tempus dierum viginti quinque; excepto tamen & reservato, quod si dictus Dominus noster vellet aliquas de dictis Gentibus tam Domini Ducis Mediolani, quam etiam Domini Venetorum retinere, & in suis servitiis exercere, sit in arbitrio Sanctitatis suæ, dummodo consentiant præfati Domini Dux Mediolani, & Dominum Venetorum vel is eorum, cujus Gentes retinere vellet Sanctitas sua.

Item teneatur, & debeat præfatus Illustissimus Dominus Dux se de cætero de Terris, & Vicariis, Vassalibus, aut Subditis Ecclesiæ nullo modo impedire per se, vel alium, seu alios, aut impediuntibus favorem dare, clam vel palam, tacite vel expresse, vel alio quæsito colore, nec in Regno Apulæ aliquod Dominium Civitatis, Terræ, Castrum, Terræ aut Fortalitii, vel Loca pro se vel Communitate Januæ accipere, acquirere, vel acquistas tenere quovis modo, aut quæsito colore; & teneatur Sanctitas Domini nostri dare operam, facere, & curare, quod Illustissimum Dominum Venetorum promittat solemniter Sanctitati suæ se similiter de Terris, & Vicariis Ecclesiæ & Regno Apulæ nullo modo se impedire talibus conditionibus his quæ dantur, & dicuntur in præmissis de prædicto Domino Duce Mediolani, & hæc infra dies quindecim.

Item, quod Sanctitas Domini nostri juxta solitam ejus Clementiam bene tradet, & conservet, eo modo & forma, quibus fuit declaratum per nos Arbitros, & Arbitratores, & amicales Compositores infrascriptos, eos qui pro Domino Duce fecerunt in præfata Guerra, videlicet Magnificum Comitatum Bononiæ, Baptistam de Canedolo, & Magnificum Nicolaum de Fortebrachiis, M. Dominum Forlivi, M. Dominum Fulgencium, Dominos de Columna & de Sabellis, & quod omnes, & singuli prædicti recipiantur ad gratiam Sanctissimi Domini nostri, & Romanæ Ecclesiæ, & remittantur eis omnes iniuriæ publicæ vel privatæ, ipsique, & ipsorum Subditi, & Adhærentes, tam Clerici, quam Laici, absolvantur ab omnibus penis, & censuris, in quas incurrisserint occasione præsentis Guerræ usque in præsentem diem, & remaneant cum Sanctitate Domini nostri in eo modo, & forma, quibus fuit declaratum per nos Arbitros, & Arbitratores & amicales Compositores infrascriptos.

Cum Papyris informibus adservatis in secretiori Archiducali Archivio Mantuæ præmissa Transjumpta omnino conferunt, attestor ita



Ego LUDOVICUS Nob. olim H. OCTAVII DE MAZZIIS Filius Crois publicusque Imperiali auctoritate Mantuæ Notarius, ac dicti secretioris Archiducalis Archivii Cancellarius, in quorum fidem hic me, solita cum attestazione, subscripsi hac die 29. Januarii 1720.



Ita verum esse affirmo

Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUSEJUSDEM Archiducali Præfectus, hac die 14. Februarii 1720.

CXCV.

ANNO
1435.

ANNO

CXCIV.

1435.
16. Sept.

CONCORDATA in CONCILIO BASILENSI inter quatuor DEPUTATIONES inita, contra omnes Appellationes, omnesque Litteras tam à Curia Romana, quam aliunde extra Locum Sacri Concilii emanatas. Die Veneris 16 Septembris Anno 1435. [Conciliorum Collectio Regia Tom. XXX. in Append. pag. 590. PHILIPPI LABBEI Conciliorum Collectio Tom. XII. col. 820.]

CONCORDANT tres Deputationes quod omnes Appellationes ab hoc Sacro Concilio emanatae, & quaecumque inde secuta & sequenda, cassentur, irritentur, & annullentur. Et tam Iudices, quam Commissarii, Partes, Procuratores & Notarii, qui circa praemissa culpabiles reperti fuerint, moneantur etiam per Edictum, & debite puniantur. Et ad hoc dati sunt Executores in Deputatione reformatorii, Vicarius Frisingensis; in Deputatione pro Communione, Magister Guilelmus de Constantia; in Deputatione pacis Dominus Episcopus Lectorensis, quarta vero de fide concordat cum eisdem Deputationibus, dum tamen excipiat persona Domini Ducis Sabaudiae & pro eadem Deputatione fidei datus Deputatus Dominus Praepositus Guezenensis. Quodque ex parte Sacri Concilii scribatur eidem Duci super materia huiusmodi Laufenensis. Quodque Concilium paratum est sibi & cuicumque de Suppositis Concilii querulantur iustitiam ministrare. Et si opus sit, eidem transmittentur Viri notabiles pro Tractu huiusmodi.

Item concordant quatuor Deputationes quod contra Appellantes ab hoc Sacro Concilio, seu à Iudicibus & Commissariis ab eodem Concilio deputatis, extra hoc Sacrum Concilium intimantes huiusmodi appellationes, ac illis deferentes, ac Notarios inde Instrumenta recipientes, nec non contra illos qui Litteras quascumque tam à Romana Curia quam aliunde extra Locum Sacri Concilii emanatas, contra incorporatos huic Sacro Concilio exequentur & procurant exequi. Et ad procedendum contra huiusmodi Appellantes, intimantes, & alios predictos, qui fuerint deputati pro Deputatione pacis, Dominus Episcopus Lectorensis; pro Deputatione reformatorii, Vicarius Frisingensis; pro Deputatione fidei, Praepositus Guezenensis; pro Deputatione de communibus, Dominus Patriarcha Aquilegensis, qui contra predictos procedant cum potestate citandi in Loco huius Sacri Concilii, extra & ad partes etiam personaliter & per Edictum, illosque puniendi & castigandi usque ad privationem Officiorum & Beneficiorum, atque ad in futurum obtinenda inhabilitandi, prout Iustitia & Criminis qualitas postulant & requirunt, ac eis videbitur expedire: ita tamen quod coram altero ex eis in Causis huiusmodi possit procedi & usque ad Sententiam exclusive, quae tunc consensu maioris partis intervenientis possit promulgari, & procedendi simpliciter, summarie, & de plano, sine strepitu & figura Iudicii, omni Iuris & styli solemnitate atque terminorum observatione fœmotis, sola tamen facti veritate inspecta.

Ita concordantur Domini de Duodecim, die Jovis decimo quinto Septembris, anno Domini millesimo quadringentesimo trigesimo quinto.

Die Veneris decimo sexto mensis Septembris, anno millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, in generali Congregatione, Praesidente in eadem Reverendissimo Domino Cardinali Legato, Iectis Concordatis Dominorum de Duodecim, inter quae Concordata supra dicta fuerunt, Reverendissimus Dominus Cardinalis Legatus, nomine & auctoritate Sacri Concilii, juxta concordata dictorum Dominorum de Duodecim, more solito conclusit.

CXCVI.

21. Sept. **Fœdus Offensivum & Defensivum inter RENATUM Siciliæ Regem, atque PHILIPPUM MARIAM ANGLUM Ducem Mediolani, ad mutuam Status sui protectionem, ad 60. annos sanctum Actum Mediolani die 21. Septembris, Indictione XIV. Anno 1435.** [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre O.]

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

ANNO
1435.

CONVENIT Legi tam Divinæ, quam humanæ, ut si veri Reges, Principes, & Domini, quibus ab alto Deus recte conspicies Regimen Populorum, & Gentium multitudinem tam Nobilium, quam Plebeorum iustissime committit, se se vicixim intelligant, & ligent, & confederent, quod non solum se se conferrent, & suos Subditos, sed etiam ceteri Principes reneantur contra ipsos colligatos insurgere, immo etiam intelligant ex tali unione & Liga ipsos colligatos unum, & idem esse, non tantum ad suos sibi Subditos recte gubernandos, & eis quietem præstandi, sed ad efficiendum ut ipsius Liga, & unitatis robore non subditi, freti, atque victi iustitia, virtute, ac unitate talium Regum, & Principum debite ipsorum Ditioni se subijciant, ut non, solum in pace vivant, sed illa, & amantibus fructibus ejus continue fruantur, & gaudeant. Hæc igitur aperte intelligentes, & rectissime considerantes Serenissimus Princeps, & excellentissimus Dominus Rex Renatus, Dei gratia Jerusalem, & Cilicie Rex, Andagavia, Barri, & Lotoringia Dux, & Pontis Marchio, Provincia Folcalquerii, Cenomania, & Pedemontis Comes, & Illustrissimus Princeps, & Excellentissimus Dominus Dominus Philippus Maria Anglus Dux Mediolani, & Papæ, Anglerique Comes, ac Januæ Dominus, & proinde dispositi fructu dictæ Confederationis gaudere, ad laudem Dei Omnipotentis, & ejus Gloriosæ Genitricis, totiusque Cælestis Curie feliciter triumphantis, deliberaverunt inter se se solemniter contrahere, stabilire, & firmare Ligam, Unionem, & Confederationem veram, rectam, & solemnem, non solum ad eorum Statuum conservationem, & defensionem, sed etiam argumentationem, ut hæc omnia infra scriptæ Partes attestantur vera esse. Pro tanto Magnificus Miles Dominus Lodovicus de Boloris Rellianæ, & Demontis Vicecomes, & Magnifici Dominus Vitalis de Cabanis Legum Doctor, & Carolus de Castellione Consiliarius, & fideles præfati Serenissimi Domini Regis Renati solemnes & veri Oratores, Ambassadors, Adores, Factores, & Procuratores, & ab ipso Serenissimo Domino Rege Renato habentes plenum, & amplum mandatum ad infra scripta agenda per patentes Litteras ipsius Serenissimi Domini Regis in membrana, more Curie suæ, ejus sigillo sigillatas, quarum tenor sequitur ut infra, videlicet.

RENATUS Dei gratia Jerusalem, & Cilicie Rex, Andagavia, Barri, & Lotoringia Dux, Pontis Marchio, Provincia Folcalquerii, Cenomania, & Pedemontis Comes, Nobilibus, & Egregiis Viris Lodovico de Boloris Militi, Rellianæ & Demontis Vicecomiti, Vitali de Cabanis Legum Doctori, & Carolo de Castellione Consiliariis, & fidelibus nostris dilectis gratiam, & bonam voluntatem. Cum nos veterem amicitiam inter quondam claræ memoriæ Inclytum Germanum nostrum Regem Lodovicum tertium, cujus anima quiete fruatur æterna, ac Illustrissimum Principem Philippum Mariam Anglum Ducem Mediolani, &c. Papæ, Anglerique Comitem, ac Januæ Dominum, Consanguineum nostrum præcarissimum, subortam dudum, & usque ad tempus obitus quondam Germani nostri continuatam in nostræ mentis acie recententes, favores quoque per eundem Consanguineum nostrum præfato Germano in Regno nostro Cilicie adversus Alfonso Aragonum Regem assertum liberaliter, & diversimode præstitos, obligationesque gratissimas per eundem post dicti Germani, ac Reginalis, & maternæ Majestatis obitum nobis factas placide considerantes firmiter arbitremur ejus benevolentiam in nos fore propagatam. Hinc est quod nos huiusmodi manus Amicitie, & obligationes prædictas ex sincera devotione, quam ad dictum Germanum nostrum, nosque præfatus Illustris Consanguineus noster gessit, atque gerit, ponderantes, uti decet, gratissime amplectentes, illud nedum illexum servari, de fide, prudentia, sufficientia, & legalitate vestris ab experto confixi, vos, tenore præsentium, de certa scientia, Procuratores nostros generales, & Nuntios speciales facimus, constituimus, atque creamus, vobis, & duobus vestrum, eorumdem serie plenariam potestatem, auctoritatem, facultatem, & speciale mandatum, dantes, & expresse concedentes parte nostra, coram dicto Illustrissimo Consanguineo nostro comparandi, ac cum eodem, seu deputandis ab eo plenaria potestate suffultis, nomine nostro, & pro nobis, intendi, faciendi, & concludendi quascumque Ligas, & Confederationes perpetuas, vel ad tempus, etiam pro nobis, & hæredibus,

Terris,

ANNO
1435.

Terris, Dominis, & Subditis nostris sub quibusvis modis, viis, atque formis, sub, & de quibus cum eodem Consanguineo nostro melius poteritis convenire, etiam cum promissionibus ad mutuum defensionem Status sui, atque nostri, ac etiam offensionem contra quoscunque Statum ejus, atque nostrum, seu alterius nostri inquietare, ac quovis modo turbare volentes, & de mutuis auxiliis, favoribus, & de succuribus tam per Mare, quam per Terram invicem præstandis, Guerra, atque Tregua cum suis, nostrisque, seu alterius nostrum Hostibus, & malivolis faciendis, & aliis quibuscumque Statum eorum, ipsius, & nostri, seu nostri alterius concernentibus; cum pactis, obligationibus, promissionibus, submisionibus, penarum appositionibus, Juramentis in animam nostram præstandis, & aliis quibuscumque ad validationem hujusmodi Confederationum, & Ligarum perpetuarum, vel temporalium necessariis, vel opportunis, cæteraque omnia, & singula in, & pro præmissis faciendi, gerendi, procurandi, promittendi, & contrahendi cum eodem Consanguineo nostro, seu dictis deputandis, que nos in persona propria facere, gerere, procurare, promittere, & contrahere possemus, etiam si talia sint, que mandatum exigant magis, & magis speciale, promittentes, ac firmiter, & irrevocabiler pollicentes sub verbo, & fide legalum, ac obligatione, & ipotēca omnium bonorum nostrorum quorumcumque, præsentium & futurorum, nos habere ratum, gratum, firmum, atque stabile quicquid per vos, seu duos ex vobis in, & pro præmissis cum eodem Consanguineo nostro, seu dictis deputandis ab eo actum, dictum, factum, gestum, procuratum, promissum, contrahendum fuerit, ac illud realiter, & cum effectu firmum, stabileque tenere, & attendere, nec in aliquo contradicere, vel venire, directe vel per obliquum, sed quociens requisitus fuerimus, per nostras patentes autenticas Litteras juxta hujusmodi Ligarum, & Confederationum Pacta, Conventions, & Capitula incunda, atque firmanda confirmare. In quorum omnium fidem, & testimonium præsentis Litteras exinde fieri iussimus manus nostræ propriæ subscriptione, patenti- que Sigillo, quo utimur roboratas, pariterque communitas. Date in Divisione sub dictis nostris Sigillo, & propriæ manus subscriptione, die quinta mensis Junii, tertia decima Indictione, Anno Domini millesimo quatercentesimo trigésimo quinto, Regnorum vero nostrorum anno primo. Per Regem in suo Consilio Domini Gerardo de Haravena, Tholardo de Salceyro, Conrado Persperguy Militibus, Arnulpho de Vila, & Roberto de Hayencibus præsentibus, & Procuratorio nomine præfati serenissimi Regis Renati, & pro eo, & ejus Successoribus, & Heredibus, & pro ejus Civitatibus, Terris, Villis, Castris, Districibus, & Dominis, que omnia de præfati possidet, vel tenebat, aut in futurum tenebit, vel possidebit, Subditis, Vassallis, Colligatis, Adherentibus, & Recommendatis ex una, & pro una parte, & Magnificis, & potens Miles Dominus Gaspar Vicecomes Consanguineus, Consiliarius, & Procurator præfati Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Ducis Mediolani, habens ad hoc plenum, & sufficientem mandatum à præfato Domino Duce per Instrumentum publicum, cujus tenor talis est:

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis scilicet Amen.

ILLUSTRISSIMUS Princeps, & Excellentissimus Dominus Dominus Philippus Maria Anglus Dux Mediolani &c., Papiæ, Angleriæque Comes, ac Januæ Dominus; Considerans juris utriusque dispositionem esse permittum, ea posse officio Procuratoris expleri, ad que sæpius præsentia Principum, & Dominorum adesse non potest; Confusus itaque de immanis fide comprobata jam dicta, summa prudentia, virtute immanis, experientia doctissima, & omni laude dignissima Infrascripti Domini Gaspari Vicecomitis Consanguinei, & Consilarii carissimi ipsius Domini Ducis, de quo non minus, quam de se ipso idem Dominus Dux in omni re confidit, omnibus jure, modo, via, & forma, quibus melius, & validius potuit, & potest, deliberare & ex certa scientia, cum interven- ta quoruncunque solemnitate in talibus, & similibus tam à jure, quam à consuetudine requisitam. In Dei Nomine constituit, ordinavit, & fecit, ac constituit, ordinat, & facit, per hoc publicum præfens Instrumentum, præfatum Magnificum Dominum Gasparum ipsius Domini Ducis verum, solemnem, & indubitatum Procuratorem, Commissarium, Nuntium, & quicquid melius de jure dici, & esse possit, specialiter & expresse, ad intendendum, faciendum, & concludendum quasunque Ligas, & Confederationes perpetuas, vel ad tempus,

TOM. II. PART. II.

ANNO
1435.

nomine ipsius Domini Ducis, & pro eo, suisque Successoribus, & Heredibus, Terris, Dominis, & Subditis suis cum Serenissimo Principe, & Excellentissimo Domino Domino Rege Renato Dei gratia Rege Jerusaleme, & Ciceriæ, Andagaviæ, Bari, & Lotharingie Duce, Pontis Marchione, Folcalquerii, Ceno- manie, ac Pedemontis Comite, & quibuscunque Oratoribus, & Procuratoribus præfati Serenissimi Regis Renati, & ab ipso Domino Rege sufficiens Mandatum habentibus, & ad faciendum prædicta omnia cum, & sub quibusvis modis, viis, atque formis, sub & de quibus cum eisdem Oratoribus, & Procuratori- bus præfati Domini Regis Renati melius poterit con- venire etiam cum promissionibus ad mutuum defen- sionem Statum ipsorum Dominorum Regis, & Ducis; ac etiam offensionem contra quoscunque Statum dicto- rum Dominorum Regis & Ducis, vel alterius eorum inquietare, ac quovis modo turbare volentes, & de mu- tuis auxiliis, favoribus præstandis, Pace, Guerra, ac- que Tregua cum omnibus, & singulis Hostibus, & malivolis faciendis, & aliis quibuscumque Statum commu- nem ipsorum Dominorum Regis & Ducis, seu alterius ipsorum concernentibus, cum pactis, promissioni- bus, obligationibus, submisionibus, penarum appo- sitionibus, Juramentis in animam præfati Domini Ducis præstandis, & aliis quibuscumque ad validationem hu- jusmodi Confederationum, & Ligarum perpetuarum, vel temporalium necessariis, vel opportunis, cætera- que omnia, & singula in, & pro præmissis faciendi, gerendi, procurandi, promittendi, & contrahendi cum eodem Serenissimo Domino Rege, seu Oratoribus, & Procuratoribus suis præfatis ipsius Domini Regis; quæ idem Dominus Dux in persona propria facere, gerere, procurare, promittere, & contrahere posset, etiam si talia essent, que Mandatum exigant magis speciale, promittens firmiter & irrevocabiler ipse Dominus Dux sub verbo & fide veri Principis, ac obligatione, & ipotēca omnium bonorum suorum præfatum, & futurorum, se ratum, gratum, firmum, atque stabile habinrum quicquid per dictum Dominum Gasparum Procuratorem suum actum, dictum, factum, gestum, procuratum, promissum, contrahendum fuerit, & illud realiter, & cum effectu firmum, stabileque tenere, & attendere, nec in aliquo contradicere, vel venire di- recte vel per indirectum, sed quociens requisitus fue- rit per suas patentes autenticas Litteras, juxta hujusmodi Ligarum, & Confederationum Pacta, Conventions, & Capitula intenda, atque firmanda confirmare; & inde præfatus Illustrissimus Dominus Dux jussit & roga- vit, ac jubet & rogat de prædictis publicum confici debere Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris. Actum in Castro Magno Portæ Jovis Mediolani Portæ Vercellinæ Parochiæ Sancti Protaxii, videlicet in Camera cubiculari ipsius Domini Ducis Mediolani, die Mercurii vigesima prima Septembris, anno Domini mil- leesimo quatercentesimo trigésimo quinto, decima ter- tia Indictione, secundum cursum Civitatis Mediolani, præsentibus egregiis, & famosis Medicinæ Doctoribus Magistro Johanne Francisco de Balbis Filio quondam Domini Luchini, Magistro Aluixio de Terzagio Fixi- cis, Symonino Gigliano Secretario, Antonio Rozono, & Joanne Antonio de Bripio. Camerariis præfati Do- mini Ducis, inde Testibus notis, vocatis, & special- iter ad prædicta rogatis, post que præfatus Illustrissimus Dominus Dux ad majorem firmitatem jussit hoc præ- sens Instrumentum Mandati sui Sigilli impressione ma- niri, Procuratorio nomine ipsius Illustrissimi Domini Domini Ducis pro se, & ejus Successoribus, & Hære- dibus, & ejus Civitatibus, Terris, Villis, Castris, Districibus, ac Dominis, que omnia de præfati possidet, vel tenet, aut in futurum tenebit, vel possidebit, Subditis, Vassallis, Colligatis, Adherentibus, & Reccom- mendatis pro altera parte. In Dei nomine, deli- erate & ex certa scientia, nullo errore juris, vel facti, nullo- que metu ducti, omnibus jure, modo, via, causa, & forma, quibus melius, & validius potuerunt, & pos- sunt, cum interven- ta quoruncunque solemnitate in talibus, & similibus tam à jure, quam à consuetudine requisitam, solemnititer, & cum solemnibus verbis, stipulationibus, & responsionibus necessariis, & con- suctis fecerunt, & faciunt, contraxerunt, & contra- hant, firmaverunt, & firman inter se se mutuo, & vicinim, nomine præfatorum Dominorum ut supra, bon- nam, rectam, fideliem, amabilem, & fructuosam Li- gam, Unionem, & Confederationem cum, & sub Ca- pitulis, Pactis, Conventionibus, modis, formis, obli- gationibus, clausulis, juramentis, cautionibus, ter- minis, renonitis, & aliis solemnitatibus, & securitati- bus

Qq

ANNO
1435.

bis infraſcriptis videlicet: Primò quod ambe Partes, videlicet præſatus Sereniſſimus Rex, ejus Succelliores, & Hæredes, & præſatus Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani, ejus Succelliores, & Hæredes inter ſe, & pro eorum Terris, Subditis, Vaſſallis &c. ut ſupra, Colligatis, Conſederatis, Recommendaſis, Adhærentibus, ut ſupra, mutuo & vicinim, ſemper, & inviolabiliter ſervabunt dictam Conſederacionem, & Ligam ſexaginta annis duraturam in rebus omnibus, quas ſcient, cognoscent, vel putabunt qualitercumque perſpicere commodum, & honorem ipſarum Partium, & cujuſlibet earum, & quod una Pars alteram, ejusque alterius Terras omnes, & Loca, quas, & quæ de præſenti habet, ac tenet, aut in futurum habebit, vel tenebit, mediate vel immediate, ejusque Subditos, & Vaſſallos, ac Feudatarios bene & pacifice tractabit, recolliget, & in omnibus aget, ſicuti decet, & convenit Terras, Homines, & Subditos bonorum, & verorum Colligatorum tractari. Item quod altera Pars alterius amicos præſentes & futuros pro amicis, & inimicos pro inimicis habebit, tractabit, & reputabit, quicumque illi ſint, & cujuſvis ſtatus, gradus, dignitatis, præeminentie, conditionis, generis, & ſuperioritatis exiſtant, qui vivere, & mori poſſunt, etiam ſi tales eſſent, quod de ipſis venienda fieret mentio ſpecialis, facietque inimicis ipſis offenſam quamcumque poſſibilem per quemcumque modum prohibendo, & vetando de omnibus Terris ſuis, & maxime de Regno extrahi, vel accipere, & conducere Gentes aliquas armorum Equitiles, vel Pedestres, victualia, & quælibet alia, per que poſſit altera Pars offenſam aliquam pati, vel recipere, & inſuper invadendo, capiundo, & detinendo Perſonas inimicorum, & bona quæcumque, ac aliis omnibus modis, & formis offendendo, quibus hoſtes offendi ſolent, & dampnificari, tam in deſenſione ipſorum Partium, & Perſonarum, Statuum, Terrarum, Vaſſallorum, Subditorum, ac bonorum, & rerum utriusque Partis, quam etiam in jacturam, oppreſſionem, offenſam, & dampnum ipſorum inimicorum, Papa, Eccleſia Romana, Imperatore, & Regibus Francie, & Iſpanie, ac Duce Sabaudie exceptis, cum ſequenti declaratione, & limitatione, quod ſi Papa, aut aliquis ex ſupra exceptatis contra aliquam ipſarum Partium Ligam contrahentium quovis modo, aut quavis cauſa, tacite vel expreſſe, directe vel per indirectum, aut aliquo quovis quaſito colore, Guerram movere vellet, vel moveret, ſeu faceret, vel aliquid, qui dictis Partibus, aut alteri earum Guerram moviſſet, favori, auxilium, aut conſilium daret, aut cum inimicis ipſorum contrahentium, vel alterius eorum ſe colligaret, vel amicitiam contraheret, aut contra Statum, Terras, & Perſonas ipſorum contrahentium, ſeu alterius eorum, aut Subditorum, & Vaſſallorum ſuorum aliquid attentaret, ſen faceret, quod ejus moleſtationem, turbationem, occupationem, deſtructionem, extirpationem, diminucionem, ſeu eorum, & cujuſlibet eorum Subditorum, & Vaſſallorum ſaperet, quod tunc, & in caſibus ſupradictis Papa, & Romana Eccleſia, & alii ſupra exceptati non conſentiant, nec intelligantur excepti, ſed omnia contenta in præſenti Capitulo, & omnibus ejus partibus debeant ad unquam ſervari prout jacent ſine ulla exceptione, & quavis contradicitione ceſſante. Item quod altera alterius Subditis, Gentibus armigeris, Navibus, Galeis, ac Navigiis dabit in Territoriis, & partibus ſuis receptum, reduſtum, tranſitum, paſſagium, & victualia ſtudio, & diligentia procurabit, & quæret; & ſi aliqua earum intellexerit, præſumpſerit, aut crediderit malum, ſeu dampnum aliquod tractari, aut fieri in Perſona, Statu, aut rebus alterius, id ſibi, quod citius poterit, intimabit, & hujusmodi malum, ſeu dampnum pro viribus prohibebit, & impedit ne ſequatur. Item quod altera alterius inimicis prohibebit ne victualia, equos, aut alios cujuſvis generis arma, navigia, homines armorum, equites, aut pedites habere poſſint, ſeu valeant de Terris, & Dominis ſuis, & ex nunc omnia ſint, & cenſentur interdicta; & ſi qui homines armorum, equum, aut peditem fuerint in ſervitiis inimicorum ipſorum, redire, & eorum ſervicia deſerere cogantur; & ulterius teneatur ille præſatorum Dominorum Regis, & Ducis, cujus Subditi erunt tales Stipendiarii, eos toto poſſe capere, & juſticiam contra ipſos tam inobedientes facere, & ſi capi non poſſint, teneantur & apprehendantur, & in ſe retinere omnia bona dictorum Stipendiariorum nullo umquam tempore reſtituenda, niſi de beneplacito alterius Partis preceſſerit, & prædicta in præſenti Capitulo contenta, &

ſimiliter contenta in ſupraſcripto ſecundo Capitulo, pro quanto cum ipſo concordant, intelligantur cum iſta limitatione, videlicet, quod cum ipſe Dominus Rex fuerit in Regno omnia ſupraſcripta interdicta cenſentur executioni mandari debere, exceptis victualibus, pro quibus concedi poſſint ſalviconductus, ſi, & in quantum, & pro ut declarabitur per Illuſtre Dominum Marchionem Montisſerrati confidentem ex nunc electum per & inter dictas Partes, ubi vero contingeret non ipſum Dominum Regem, ſed aliquem ex aliis contentis in ſequenti Capitulo Regnum intrare, tunc intelligantur exequenda in hoc Capitulo ſolum ad ea, quæ concernunt facta armorum, ſeu Exercitum, vel rem militarem, non quo ad alia, niſi Rege poſtea intrante ut ſupra. Item quod altera alteri requiſita ſingulis annis infra duos meſes à die ſiendæ reſquiſitionis computandos exhibebit, ac mittet, ſuis propriis ſumptibus & expenſis, ſubſidium Equitum mille quingentorum bonarum Gentium, aut tot Navium, vel Galearum armatarum, quæ æquivalent ſpendiis, & expenſis dictorum mille quingentorum Equitum, qui Equites, aut quæ Naves, vel Galeæ ſervire debeant Parti ſubſidium requirenti ſpatio ſex meſium computandorum à die, qua attingent in Territorium dictæ Partis, & ſi pro longiori tempore fuerit hoc ſubſidium opportunum, liceat ipſi Parti illud retinere, ſuis tamen ſumptibus & expenſis, hoc etiam addidit, quod Pars, quæ ſubſidium exhibere debuerit, poſſit, loco dictorum Equitum, aut Navium, vel Galearum ſolvere ſi pendium in pecunia numerata, ita tamen quod remaneat electioni Partis requiſite dictum ſubſidium exhibere, quomodoque gratius ei fuerit, videlicet aut mediandis dictis Equitibus, aut Navibus, vel Galeis armatis, aut mediante ſpencio in pecunia exhibendo, ut præſertur, & prædictum ſubſidium intelligatur utrinque dari debere, cum præſatus Dominus Rex, aut ejus Filius cum Sereniſſima Conſorte ſua, aut ejus Frater, vel aliquis eorum, vel ejus Locumtenens de conſenſu præſati Domini Ducis Regnum intraverit, & non ante. Item quod ſi contingeret fieri ſupraſcriptam reſquiſitionem tempore, quo utraque Pars haberet Guerram, pro prima vice, & pro prima Guerra, attento quod Illuſtriſſimus Dominus Dux Mediolani jam incepit hoc anno multo majora, & cum majori ſumptu ſubſidia præbere, ac præbuit præſato Domino Regi Renato, quam in præcedenti Capitulo continetur, idem Dominus Rex teneatur verſa vice pro ipſa prima vice, & Guerra prædictum ſubſidium in præcedenti Capitulo contentum ipſi Domino Duci præbere, non obſtante quod ipſe Dominus Rex Guerram haberet. Poſt primum autem vicem, contingente hoc caſu, quod uterque eodem tempore Guerram haberet, tunc illa Pars, quæ ſine ſuo periculo dictum ſubſidium præbere poſſet, ipſum præbere teneatur alteri Parti in majori periculo exiſtenti; Utraque vero exiſtente in pari periculo, aut inhabili ad præſtandum ſubſidium prædictum propter Guerram propriam, neutra Pars alteri teneatur, niſi in quantum videri poſſe auxiliari, & ſuper contentis in iſto Capitulo ſtari debeat declarationi, & judicio præſati Illuſtri. Domini Marchionis Montisſerrati confidentis Partium prædictarum; & prædictum ſubſidium intelligatur utrinque dari debere, cum præſatis Dominus Rex, aut ejus Filius cum Sereniſſima Conſorte ſua, aut ejus Frater, vel aliquis eorum, vel ejus Locumtenens de conſenſu præſati Domini Ducis inſtituendus Regnum intraverit, ut ſupra in præcedenti Capitulo continetur. Item quod ſalvo manente toto ſecundo ſupraſcripto Capitulo, ſi ultra ea contingeret, & omnibus in eo contentis, quocumque modo ſummum Pontificem, aut alium quovis modo ſuperiorem præſepere eidem Domino Regi aliquid, quod tenderet contra hunc Ligæ Contractum in totum, vel in aliqua ſui parte, quacumque ex cauſa, ipſe Dominus Rex propter tale præceptum non tamen ſtatit, quod minus totum præſentem Contractum, ac omnia, & ſingula in eo contenta obſervet ad contextum, & faciat à ſuis penitus obſervari, ſaltem donec, & quo uſque declaratum fuerit per Sacrum Concilium, vel dictum Dominum Marchionem confidentem ut ſupra, ipſum Dominum Regem teneri obſervare dicto præcepto ſummi Pontificis, vel alterius ut ſupra, tamquam juſto, & honeſto, non obſtante hac præſenti Liga, & contenta in præſenti Capitulo intelligantur locum habere cum limitatione apoſita in fine prædictorum duorum Capitulorum de introitu Regni &c. Item quod Civitas Gaietæ cum ſuis Fortificis, & pertinentiis ei Domino Duci remaneat loco pignoris pro expenſis per dictum Dominum Ducem, ac etiam Januſſes occasione conſer-

ANNO
1435.

ANNO
1435.

servationis status Regis prefati in eodem Regno, ac pro acquisitione, tuitione, & defensione ejusdem Civitatis Gaetae, & aliter prout Regni, post obitum quondam Serenissima Principissa Dominae Reginae Johanne secundae factis, ac etiam hujusmodi occasione fiendis, donec, & quousque sibi de expensis ipsis per confidentem prefatum declarandis fuerit integre satisfactum, aut pro solutione ipsarum taliter proximum super ipsius Regni introitibus, seu aliter, quod idem Dominus Dux remaneat tacitus, & securus, ac bene contentus, ita quidem quod, hujusmodi pignoratione pendente, vexilla regia in Civitate regia erigi, tenetque debeant in Locis solitis, ac Officiales majores & minores in eadem Civitate per Dominum Ducem instituendi, in manibus ejusdem Domini Ducis jurent, quod ipsam Civitatem pro ipso Domino Duce tenebunt, neque ad manus alienas, etiam Domini Regis, vel Reginae, pervenire permittunt, usque quo sibi satisfactum integre per veram solutionem fuerit de praedictis expensis, aut alter contentus ipse Dominus Dux de eisdem fuerit, jurent propterea dicti Officiales, & Communitas in manibus Domini Regis, vel suorum, ut supra, quod quodcumque Domino Duci fuerit satisfactum pro dictis expensis, vel ipse Dominus Dux de eis contentus remanserit, tunc ipsam Civitatem cum Fortificis in potestatem Domini Regis, vel suorum, ut supra, libere reassignabunt, atque tradent, cum hac additione, quod si contingeret ante satisfactionem praedictarum expensarum ipsi Domino Duci, nomine prefati Domini Regis, Subsidium praebere ipsi Domino Duci in prima vice, & prima Guerra, secundum formam supralcripti septimi Capituli incipientis: *Item quod si contingeret fieri dictam requisitionem tempore, quo utraque Pars haberet Guerram &c.* tunc, & eo casu expensa, quam ipse Dominus Rex pro tali succursu fecisset, declaranda per confidentem ut supra, debeat detrahi, & compensari in expensis ipsi Domino Duci fiendis, de quibus in praesenti Capitulo continetur; ubi vero iam ipsi Domino Duci de praedictis expensis satisfactum esset, vel ad sibi satisfaciendum non restaret tantum quantum ascenderet praedicta expensa ipsi Domino Regi bona fienda, & compensanda ut supra, tunc ipse Dominus Dux pro ea ad nihil teneatur, quando in totum foret sibi satisfactum, & ad illud solum compensandum teneatur, de quo sibi satisfieri adhuc restaret, & non ultra. Item quod altera Pars aliter impexis non impedit, nec turbabit aliquo modo, vel ingenio, nec fe de ipsis aliquo aliter intromittet, nisi fuerit de beneplacito, & consensu expreso Partis dictas impexis facientis, immo teneatur, & obligata sit ad praestandum subsidium, de quo supra fit mentio, ut Pars faciens dictas impexis facilius obtineat votum suum. Item quod in habendis communibus impexis non possit fieri, vel tractari Pax, vel Tregua quovis modo, sine voluntate & consensu utriusque Partis. Item quod rebelles Partium non possint, nec debeant per alteram Partem receptari, foveri, nec ullo pacto juvari, & intelligatur rebelles omnes Domini, & alii de Regno, qui prefato Domino Regi, vel Serenissima ejus Consorti, & Liberis, Fratri, aut Locumtenenti in dicto Regno per eundem Dominum Regem, de voluntate ipsius Domini Ducis, insinuando, seu alteri ipsorum postquam introverit, non obediunt, seu rebellabunt. Item quod Colligati, Adhaerentes, & Recommendati Partium infra quinque menses nominandi ratificent, & Ratificatio Partibus ipsis utrinque mittatur, ita ut nominatio mittatur invicem infra duos menses cum dimidio, & Ratificatio infra alios totidem, & qui nominati sic fuerint ut supra, & ratificaverint, intelligantur inclusi, quod ad hoc, ut gaudeant beneficio praesentis Lige, non quo ad praestandum eis subsidium, sed ad hoc, ut non possint offendere, nec offendi per alteram Partem, nisi dicti Colligati contra alteram Partem, aut aliqua contenta in praesenti Liga facerent, postquam Dominus Rex, seu aliquis praedictorum Regnum intraverit, & non ante, ac etiam cum hoc, quod Subditi unius Partis non possit dari Colligatus, nec Confederatus alterius, & similiter non possint dari unius Partis inimici praesentes, vel qui in praeteritum inimici fuerunt, & quinquennio citra pro Colligatis, vel Confederatis alterius. Item quod acquirenda in aliqua communis impexia illi Parti remaneant, cui melius cesset, quod tamen alteri Parti pro expensa, quam fecerit ad obtinendum acquirendorum, in pecunia numerata satisfacere teneatur, vel per alium idoneum modum bene convenientem Parti, cui satisfieri debuerit, de quibus stetur arbitrio confidentis praedicti, & praedicta non intelligantur de Terris Regni, quae omnes, ex-

TOM. II. PART. II.

cepta Gaeta, prefato Domino Regi tamquam suis remanere debeant; & similiter non intelligantur de aliquibus Terris, quae fuerint prefati Domini Ducis, aut Antecessorum suorum, quae ipsi Domino Duci remaneant. Item quod si contingeret aliquem, seu aliquos Dominos, Barones, Capitaneos, aut alios principales unius Domus, sive Proxapie, inimicari facendum formam praesentis Lige, & omnium contentorum in eisdem alicui dictarum Partium, & agere quovis modo contra ipsarum alteram, teneatur, & debeat altera Pars, cui non fieret offensa, non tantum dictos tales pro inimicis habere, tractare, & reputare, immo etiam quoscumque alios inferiores de eadem Domus, sive Proxapia, non attento quod inferiores ipsi non offenderent, sed pacificarent, aut in serviciis dictae Partis quovis modo se repererint, ita ut inferiores ipsi cum principalioribus ejusdem proxapie aequae tractentur, & detur principalibus ipsis ex malo tractamento suis fiendo materia ab offensionibus Partis, contra quam agerent, abstinendi; quod Capitulum locum indistincte habeat, & habere intelligatur quo ad illos minores de tali proxapia, & etiam quos adeo gravis, & magni precii sint, ut eorum occasione scandalum, evidensque periculum suscitari possit; si vero tales forent, quod eorum occasione scandalum, evidensque periculum suscitari posset, de quo stetur arbitrio confidentis praedicti, tunc quo ad tales praesens Capitulum hoc modo servetur, videlicet, quod altera Pars eos non possit conducere ad sua servitia, & conductos licentiae teneatur finita firma, cum hoc quod Pars ipsa spatium habeat mensium quatuor ad licentiandum post factam requisitionem de cassando, etiam si firma minori tempore duraret, non conductosque, vel ut supra, cassatos pro inimicis sicut principalem habeat ut supra; & etiam praesens Capitulum intelligatur locum habere, cum praesens Dominus Rex, seu Filii cum Serenissima Domina Consorte sua, vel Fratre, aut Locum tenens constitutus ut supra, Regnum intraverit. Item quia praesens Dominus Dux, divina favente clementia, conduxit bonum & optimum Concordium cum Sanctissimum Domino nostro Papa, cujus semper fuit, & esse intendit devotus Filius, & Sanctae Matris Ecclesiae, & etiam cum Illustri Domino Venetorum, & Magnifica Communitate Florentiae stabilit, & asseveravit Pacem, quae inter Partes ipsas vigeat, cujus rei causa necessario oportebit, ut sumptu Gentium, quas ad praesens habet ad sua stipendia, pro magna parte se exoneret, quae Gentes cassandae possint ad stipendia emulorum prefati Domini Regis Renati se conducere, & contra Majestatem suam in Regno agere, convenire dictae Partes, quod idem Dominus Rex ex Gentibus Domini Ducis assumere teneatur, & debeat ad sua stipendia Equites mille quingentos, eisque ipsam Dominum Ducem exonerare, & ipsos saltem per duos annos in suis serviciis retinere, & ex nunc ab ipso Domino Rege intelligatur firmati praedicti mille quingenti Equites per ipsam Dominum Ducem infra terminum infra scriptum eligendi & de celebrati praesentis Contractus, ita quod stipendia dictorum Equitum mille quingentorum cum praesentibus debitis incipiant, & incipiant esse intelligantur ad praedicta die praesentis Contractus, sed tamen habeat ipse Dominus Rex terminum mensium trium a praedicta die praesentis ad mittendum Mediolanum, & solvendum Conductibus dictorum Equitum pecunias proinde debitas secundum talium consuetudinem; & etiam Legge, & Conventione, quod praesens Dominus Dux possit pro libito, quando, & quocumque voluerit, permutare Conducteriam, seu Capitaneum, vel Conducterios, aut aliquem eorum, quos dedisset, & constituisset praedictis mille quingentis Equitibus dando, seu ponendo alium, vel alios Conducterios, talen vel tales, de quo vel quibus Dominus Rex praesens merito contentari debeat. Item quod prefato Domino Rege, vel ejus Filiis cum Serenissima Consorte sua, Fratre, aut Locum tenente de consensu prefati Domini Ducis instituendo, vel altero eorum in Regno existente, ubi per eundem Dominum Ducem intimatum fuerit, quod Comes Francischus Sfortia Vicecomes Curignois, & Ariani Comes &c. suos sit inimicos, ipse Comes primo instanter requiratur per Dominum Regem, ut cum Domino Duce debeat reconciliari, & viterius sibi velut personae Regis obsequi, ac etiam personaliter obedire, eo tamen existente cauto, & securo honestis, & possibilibus securitatibus declarandis per confidentem Partium praedictum, & ubi ipsum Comitum contentari contigerit, tunc liceat Domino Regi illum ad gratiam reducere, Dominusque Dux eundem recipere, & be-

Qq 2

ne

ANNO
1435.

ANNO
1435.

nè tractare teneatur; ipso autem Comite nolente ut supra facere, sed in sua duricia, & contumacia persistente, tunc idem Dominus Rex teneatur ipsum, ut hostem, inimicum, & rebellem tractare, & ad bonorum confiscationem, & annotationem procedi mandare cum effectu; nec postea aliquid restituere, nisi de beneplacito Domini Ducis processerit. Item quocienscumque per intimationem Domini Ducis Dominus Rex haberet pro inimico dictum Comitem Franciscum, ut supra, habere quoque intelligatur, sine alia intimatione omnes Fratres ejusdem Comitatus tam legitimos & naturales, quam naturales tantum, ac etiam Laurentium de Colognola, & quolibet eorum pro inimicis, & ipsos, & quolibet eorum tractare teneatur idem Dominus Rex tamquam inimicos tam in confiscatione bonorum suorum, quam in omnibus aliis, sicut ut supra tractare teneatur dictum Comitem Franciscum, reservato in hoc Magnifico Domino Michaeli de Colognola, qui presentialiter se reperit in serviciis prefati Domini Regis, in quo Domino Michaeli, & in reliquis de proxapia dicti Comitatus Francisci servetur quietum decimum Capitulum superscriptum, disponens super simili materia in genere.

Item quod si aliquis ex Dominis, & Baronis dicti Regni amicis prefati Domini Ducis, qui multos amicos habet in ipso Regno, five sint ex Capitulis novissime cum Domino Rege Aragonum, five sint alii quibus in Regno residentes, hactenus inimici fuissent, & inimiciter prefato Domino Regi Renato, vel suis, ut supra, per eum mittendis in Regnum, sine contrafectione, & contrafectione, teneatur idem Dominus Rex vel sui, ut supra, facere tales amicos Domini Ducis ad gratiam suam recipere, & bene tractare, eisque dimittere Honores, & Dignitates suas, & etiam Terras, & bona sua, quod debite sibi spectaverint, ipsi tamen omnia recognoscantibus à Majestate sua, & existentibus ei fidelibus obedientibus, & devotis, sicut decet, pro quibus contentabit idem Dominus Dux promittere prefato Domino Regi, vel suis, ut supra, quod fideles, & obedientes sibi erunt, ac versus Majestatem suam debitum suum integre facient; Item quod non liceat alicui Partium ad ejus stipendia, vel aliqua alia servitia, cujusvis modi, vel generis sint servitia, suscipere, nec tenere aliquas Gentes, vel singulares personas, cujusvis dignitatis, gradus, status, præheminentie, vel conditionis existant, à majore usque ad minorem, nisi cum consensu & voluntate alterius Partis, ad ejus stipendia, vel servitia dictæ tales Gentes, vel Personæ prius existerant. Et casu quo aliquæ Gentes, vel Personæ, cujusvis dignitatis, gradus, status, præheminentie, vel conditionis existant, ut supra, alterius Partis ab ipsis stipendiis, vel serviciis, ut supra, absque licentia, & fugitive recederent, se in aliquibus Partis territorio reducendo, tunc ea Pars, in cujus territorio, vel Dominio tales superscriptæ Gentes, vel Personæ fugitive se reduxissent, facta sibi notitia per Partem, à qua fugissent, & etiam ante factam noticiam, si Partis, in cujus territorio tales Gentes, vel Personæ fugitive se reduxissent, videretur notificari sibi non potuisse ob distantiam loci per Partem à qua ipsæ Gentes, vel Personæ fugissent, studere teneatur ipsas tales Gentes, vel Personas fugitivas in sui forciam, & potestatem habere, circa id se habendo, & agendo, ac si ab ipsamet Parte aufugissent, & ad omnem requisitionem ipsius Partis, à qua sine licentia, & fugitive recessissent, in ejus manibus, & potestate libere consignare, omni proflus dilatione, exceptione, & contradictione remotis. Item quod pro majori securitate prefati Domini Ducis, quod viginti ex majoribus Dominis, & Baronibus dicti Regni eligendis per Dominum Ducem prefatum jurent solemniter observantiam prefatis Ligæ, & promittant Domino Duci per publica Instrumenta, quod prefatus Dominus Rex, vel sui mittendi ut supra, integre servabunt, & inviolabiliter attendent dicto Domino Duci quæcumque conventa, & in presenti Contractu apposta, & contenta, atque ipsi Domini, & Barones facient quicquid sciant, & poterunt, ut promissa prefato Domino Duci observentur, etiam agere deberent contra Majestatem prefati Domini Regis, vel suos mittendos in Regnum &c. Item convenerunt prædictæ Partes, quod omnia, & singula in principio, medio, & fine prefatis Contractus, & per totum ipsum Contractum contenta intelligantur cum ista limitatione, videlicet, quod prefatus Dominus Dux propter aliqua contenta in hoc Ligæ Contractu non teneatur, neque obligatus sit agere quovis modo contra Serenissimos Dominos Reges Aragonum, & Navarra, & eorum Fratres, Regem Castellæ, Regem Portugalli, & suos

extra Regnum Neapolitanum, in ipsorumque Regnis, Terris, ac Insulis, quas de presenti tenent, ut puta, in Cathelonia, & illis suis partibus Siciliæ, Sardinia, Corsica, & aliis omnibus, Regno Neapolis duntaxat excepto, quin immo propter Conventions, quas ipse Dominus Dux cum prefato Domino Rege Aragonum habet, secundum quas ipse Dominus Rex eidem Domino Duci, & Januensis suis pacem dare promissit, possit idem Dominus Dux, & sibi liceat prefatum Dominum Regem Aragonum, & alios superscriptos extrâ prædictum Neapolitanum Regnum, & in prædictis Regnis, Insulis, & Terris juvare, & omnino defendere contra quascumque Mundi Personas, sint qui velint: Post quæ omnia dicti Procuratores, dictis nominibus, promiserunt, & solemniter sibi viciniam promittunt, quod prefati Domini Rex & Dux Mediolani, personaliter, & per Instrumentum publicum, solemnè, & validum, præsentem Ligam, & omnia & singula in presenti Contractu contenta, uti jacent, ratificabunt, & approbabit, ac promittent, & sic obligabunt, jurabunt, & facient in omnibus, & per omnia, pro ut eorum nominibus in presenti Contractu dicti Procuratores fecerunt; qua Ratificatione facta, vel non, firma tamen maneat contenta in presenti Contractu, præfatæque Ratificationis Instrumentum sibi viciniam mittent, videlicet dictus Dominus Rex, prefato Domino Duci, & dictus Dominus Dux, dicto Domino Regi, infra duos menses cum dimidio à die prefatis Contractus. Item quod prædicta omnia intelligantur bona fide, & ad sanum, rectum, & sincerum intellectum sine ulla fraude, vel cavillatione. Quæ omnia prefati Magnifici Procuratores, Procuratorio nomine prefatorum Serenissimi Domini Regis Renati, & Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, promiserunt, & promittunt sibi invicem per solemnem stipulationem, ac juraverunt, & jurant ad Sancta Dei Evangelia, manibus corporaliter tactis Scripturis, videlicet ipse Dominus Gaspar in dicti Domini Ducis antm, & dicti Procuratores, dicto Procuratorio nomine, in antm dicti Domini Regis, habere, & tenere prædicta omnia, & singula rata, grata, & firma, & nullo modo contrafacere, vel venire, ducere vel indirecere, tacite vel expresse, per se vel alium, seu alios, eorum nomine, aliquo quæsto colore; quin immo ipsa omnia & singula attendere, & observare, omni proflus exceptione, & contradictione cessante, sub pena refectionis, & restitutionis omnium & singulorum dampnorum, interesse, & expensarum ipsa occasione per ipsas Partes, vel alteram earum patendorum, & fiendarum, ac sub pena Ducatorum centum militum auri solvendum Partem attendentem, & attendere recusatam totiens quotiens in aliquo contrafactum fuerit, rato nihilominus remanente presenti Contractu sub hypotheca, & obligatione omnium bonorum presentium & futurorum prefatorum Dominorum Regis, & Ducis; renunciantes, & renunciantur, & renunciant dicti Procuratores, dictis Procuratoris nominibus viciniam, exceptioni non factæ prefatis Ligæ, & prædictorum omnium & singulorum non sic actorum, & gestorum, actionique, & exceptioni in factum, & generaliter omnibus probationibus, & productionibus Testium, Jurium, & Instrumentorum, & quibus dictæ Partes, vel altera earum se tueri, vel defendere possent contra prædicta, vel aliquod prædictorum, & inde prefati solemniter Procuratores dictorum Dominorum Regis, & Ducis jussuerunt, & jubent, & rogaverunt, & rogant de prædictis publicum confici debere Instrumentum unum, & plura ejusdem tenoris per me Johannem Franciscum Gallinam Secretarium, & Notarium prefati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani. Actum in Civitate Mediolani, videlicet in Camera cubiculari domus habitationis prefati Domini Gaspari Procuratoris Portæ Vercellinæ Parochiæ Sancti Proxii in Campo intus anno Domini millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, Indictione quarta decima, secundum cursum Mediolani Civitatis, die Mercurii vigesimo primo Septembris, hora quarta decima; presentibus Magnificis Domino Guidone Torelo Guaitalæ, & Montiscarlini Comite, Domino Franchino de Castellano, & spectabile Domino Guarnerio de Castellano Doctoribus famosissimis Consiliariis, & spectabilibus Domino Johanne de Corninis de Arezio, Domino Conradino de Vicomercato Consiliariis, & Secretariis prefati Illustrissimi Domini Ducis Mediolani, & Nobilibus Viris Isnardo de Coreis Notario de Tolono in Provincia Filio Guhermi, Autonino de Belegbia Filio Beltrami habitatore Tentali in Pedemonciam, & Aluizio de Sancto Petro Filio quondam Domini

ANNO
1435.

ANNO Domini Angustini, indè testibus notis, vocatis, & specialiter ad predicta rogatis. Postremo dicti solemnes Procuratores ad maiorem claritatem, & hujus Contractus firmitatem eorum propria nomina propriis manibus in fine hujus Instrumenti scripserunt cum appositione eorum Sigillorum.

1435.

Extracta sunt presens Copia à Registro inscripto sub Littera O Ducis PHILIPPI MARIE ANGLI Vicecomitis existente in Regio Archiepis Castri Portæ Jovis Mediolani, in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris Anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS Regii Archiepis Officialis.

CXC VII.

21. Sept. COMMISSIO Gubernatoris Regni BOHEMIÆ, Baronum, Nobilium, & Civitatum ejusdem Regni, ac Marchionatus MORAVIÆ pro complemento Compactatorum Praguenſium Anno 1433 cum SACRO CONCILIO BASILEENSI initum. Dar. Prage die Beati Mathei Apostoli & Evangeliste. 1435. [LEIBNITZ, Mantissa Codicis Jur. Gent. Diplom. Part. II. pag. 141.]

In Dei Nomine, Amen.

NOS Alzo de Rixemburg, alias de Wizeſſion, Gubernator Regni Bohemiæ, Barones, Nobiles, Milites, Clientes; Praga Civitas ac cæteræ Civitates, ac Sacerdotes generalem Congregationem Regni Bohemiæ & Marchionatus Moraviæ facientes & representantes, vigore presentium facimus & dirigimus Nuncios & Ambassadors nostros speciales, Vos, Reverendum Magistrum Wenceslaum de Drachold, Curie Archiepiscopalis Officium, honorabiles & discretos Viros Paulum de Slawikowitz, Artium liberalium Baccalaureum, Plebanum Sti. Egidii, & Correctorem Cleri ejusdem Curie Archiepiscopalis Pragensis; Wenceslaum de Lutnitz, Plebanum Ecclesiæ Sti. Nicolai antiquæ Civitatis Pragensis; & Bohinkonem de Chorzna, Rectorem Ecclesiæ Lithoum ac Decanum ejusdem, Sacerdotes in Christo Iesu dilectos, ad presentandum vos coram Reverendo in Christo Patre, Domino Philiberto Episcopo Constantiensis & Collegis ejus Legatis facri generalis Concilii Basiliensis: Pro complemento & executione Compactatorum, per vos omnes vel maiorem partem præstandum reverentiam debitam & obedientiam Canonican Sanctæ Mariæ Ecclesiæ, Sacro Generali Concilio, Romano Pontifici, & Prælati nostris Canonice intrantibus, *prout antea exstitit in Bruma*, pro omnibus spiritualibus & secularibus Personis Bohemiæ Regni & Marchionatus Moraviæ: ratum & gratum habituri bona fide, quicquid per vos actum fuerit in præmissis, in quorum omnium & singulorum fidem ac testimonium has nostras Litteras Sigillo Regni Bohemiæ fecimus communiri. Datum Prage in Collegio Caroli, ipso die B. Mathei Apostoli & Evangeliste, Anno Domini M. CCCC. XXXV.

CXC VIII.

21. Sept. Traité de Paix entre CHARLES VII. Roi de France, & PHILIPPE le Bon Duc de Bourgogne, par lequel CHARLES VII. desavoué le meurtre de JEAN Duc de Bourgogne, Pere de PHILIPPE, promet d'en faire punir les Auteurs, lui donne une somme considérable, & lui cède Macon, S. Jeugon, Bar-sur-Seine, &c. Fait à Arras dans l'Abbaye de S. Vaast, le 21. Septembre 1435. [FREDERIC LEONARD, Tom. I. pag. 1. & Placards, Ordonnances, Edits, &c. de Brabant. Tom. III. Liv. V. Tit. I. Chap. III. pag. 600. Chroniques de MONSTRELET Tom. II. Fol. 108. & en Latin par extrait & sans Date dans Collectiois Regiæ Concilior. Tom. XXX. pag. 567. & dans PHILIPPI LABBEI Collect. Concilior. Tom. XII. col. 805.]

PHILIPPE, par la grace de Dieu Duc de Bourgogne, d'Autriche, de Brabant & de Limbourg, Comte de Flandre, d'Artois & de Bourgogne, Palatin de Hainaut; de Hollande, de Zelande & de Namur, Marquis du Saint Empire, Seigneur de Frise, de Salins & de Malines. Savoir faisons à tous presents & à venir, que comme pour parvenir à Paix generale en ce Roiaume, aient été tenus plusieurs Conventions & Assemblies, & même en notre Ville & Cité d'Auxerre, en la Ville de Corbeil, & dernièrement ait été accordé de tenir en notre Ville d'Arras, certaine Journée & Convention, sur le fait de ladite Paix generale: à laquelle mon tresredouté Seigneur le Roi CHARLES ait envoyé, & y sont venus, nos treschers, & tres-amez Freres & Cousins, le Duc de Bourbon & d'Auvergne; le Comte de Richemont, Connétable de France; le Comte de Vendôme, Grand-Maître d'Hôtel; & tres-reverend Pere en Dieu l'Archeveque & Duc de Reims, Grand Chancelier de France; Christophe de Harcourt; Gilbert Seigneur de la Fayette, Maréchal de France; Maître Adam de Cambrai, Premier President en Parlement; Maître Jean Tudart, Doien de Paris, Conseiller, & Maître des Requêtes de l'Hôtel du Roi; Guillaume Chantier, Etienne Moreau, Conseillers; Jean Chastignier, & Robert Martier, Secretaires de Monditseigneur le Roi; tous ses Ambassadeurs. Et de la part de mon tres-cher Seigneur & Cousin, le Roi d'Angleterre, & y sont venus tres-reverends Peres en Dieu le Cardinal de Vincestre; l'Archeveque d'York, nos amez Cousins les Comtes de Hontindon, & de Suffolk; nos reverends en Dieu les Evêques de Norwich, de Saint-David, & de Lisleux, & plusieurs autres Gens d'Eglise, & Ambassadeurs de mon tres-cher Frere & Cousin le Roi d'Angleterre. Et aussi y sommes venus & comparus en notre personne, accompagnés de plusieurs de notre sang, & autres nos feaux & Sujets en grand nombre. A laquelle journée & convention de par Nôtre Saint Pere, ait été envoyé tres-reverend Pere en Dieu, nôtre tres-cher & special Ami, le Cardinal de Sainte-Croix, à tout bon & suffisant Pouvoir de Nôtre Saint Pere: & de par le Saint Concile de Bâle, semblablement aient été envoyés, & soient venus tres-reverend Pere en Dieu nôtre tres-cher & tres-aimé Cousin le Cardinal de Chypre; tres-reverends Peres en Dieu, les Evêques de Veronne, d'Albique; Nicolas Prevost, & Calconie Huiche, Archidiacre de Metz en Lorraine, Ambassadeurs d'icelui Concile, & aians Pouvoir suffisant sur ce, dudit Concile. Pardevant lesquels Cardinaux, Legats, & Ambassadeurs de Nôtre Saint Pere & du Saint Concile, sont venus & comparus lesdits Ambassadeurs de France, d'une part; & ceux d'Angleterre, d'autre; & nous aussi en notre Personne toutes les fois qu'il a été besoin: & par iceux Ambassadeurs aient été faites plusieurs ouvertures, & oblations d'un côté & d'autre. Et combien, que finalement de la part de Monditseigneur le Roi, par lesdits Ambassadeurs, aient été faites aux Gens & Ambassadeurs d'Angleterre, grandes & notables offres, afin de parvenir à ladite Paix generale; lesquelles comme il semble ausdits Cardinaux, autres Legats & Ambassadeurs de Nôtre Saint Pere & du Concile, être justes & raisonnables, & ne les pouvoient ou devoient raisonnablement refuser lesdits Ambassadeurs d'Angleterre: & que lesdits Cardinaux de Sainte-Croix, de Chypre, & autres Ambassadeurs dudit Saint Concile, eussent prié & requis à iceux Ambassadeurs d'Angleterre, de les accepter, en leur disant, & remontrant qu'autrement & au cas qu'ils ne voudroient entendre à l'effet de ladite Paix generale, ils avoient charge & commandement de Nôtre Saint Pere le Pape, & du Concile, de nous exhorter, requérir, & sommer d'entendre avec Monditseigneur le Roi à Paix particuliere, & reunion avec lui en tant que toucher nous pouvoit. Toutefois lesdits Ambassadeurs d'Angleterre n'ont voulu accepter lesdites offres à eux faites, mais les ont départis de notre Ville d'Arras, sans aucune conclusion, & sans vouloir prendre ni accepter jour certain, ni competent de retourner. Pourquoy après leur parlement par lesdits Cardinaux, Legats, & Ambassadeurs de nôtre Saint Pere, & du Concile aions été exhortés, requis & sommés de vouloir entendre par effet à ladite Paix particuliere, & reunion avec Monditseigneur le Roi; moiennant que par le cas de la mort de feu Nôtre tres-cher Seigneur & Pere, que Dieu pardonne, & pour Nôtre intérêt en cette partie, nous seroient par Monditseigneur le Roi, & par ses Ambassadeurs dessus nommez, à ce suffisamment fondez pour lui, & en son nom, fait offres raisonnables, à fin de satis-

ANNO
1435.

ANNO
1435.

310

CORPS DIPLOMATIQUE

façon, recompensation, & autrement qu'en devrions être contents; lesquelles offres faites par lesdits Ambassadeurs de Monseigneur le Roi, aient été baillées par écrit en un rolle de papier ausdits Cardinaux, & Ambassadeur de Nôtre dit Saint Pere, & du Concile, & par eux à nous présentées, duquel rolle la teneur s'ensuit.

Ce sont les offres, que nous Charles de Bourbon, & d'Auvergne; Artus, Comte de Richemont, Connétable de France; Louis de Bourbon, Comte de Vendôme, Regnant de Chartres, Archevêque, & Duc de Reims, Grand Chancelier de France; Gilbert Seigneur de la Fayette, Maréchal de France; Adam de Cambray, Premier Président en Parlement; Jean Tudart, Doien de Paris, Conseiller, & Maître des Requêtes de l'Hôtel du Roi; Guillaume Chartier, & Etienne Moreau, Conseillers; Jean Chastignier & Robert Marlier, Secretaires, & tous Ambassadeurs de Charles, Roi de France nôtre Souverain Seigneur, étans présentement en la Ville d'Arras; faisons pour & au nom dudit Roi à Monseigneur le Duc de Bourgogne & de Brabant, pour son interest, & querelle qu'il a & peut avoir à l'encontre du Roi, tant à la cause de la (1) mort de feu Monseigneur le Duc Jean de Bourgogne, son Pere, comme autrement, afin de parvenir à Traité de Paix, & concorde.

Premierement. (2) Que le Roi dira, ou par ses gens notables suffisamment fondez, fera dire à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, que la mort de feu Monseigneur le Duc Jean son Pere (que Dieu absolve) fut iniquement, & malicieusement faite par ceux, qui perpetrerent ledit cas & par mauvais conseil, & lui en a toujours déplaî, & à présent déplaît de tout son cœur; & que s'il eût sçu ledit cas, & eût tel âge & entendement qu'il a de present, il y eût obvié de tout son pouvoir; mais il étoit bien jeune, & avoit pour lors petite connoissance, & ne fut point si avisé que d'y pourvoir. Et pria à mondit Seigneur de Bourgogne, que toute haine & rancune, qu'il peut avoir à l'encontre de lui à cause de ce, & il ôte de son cœur, & qu'entr'eux y ait bonne paix & amour, & se fera de ce expresse mention és Lettres, qui seront faites de l'Accord & Traité d'eux.

II. Que tous ceux qui perpetrerent ledit mauvais cas, ou furent consentans, le Roi les abandonnera, & fera toutes les diligences à lui possibles de les faire prendre & apprehender quelcun que part qu'ils pourroient estre trouvez, pour être punis en corps & en biens; & si apprehendez ne peuvent être, il les bannira à toujours, & sans rapel hors du Roiaume & du Dauphiné, avec confiscation de tous leurs biens, & seront hors de tous Traitez.

III. Ne souffrira le Roi aucuns d'eux être reçus, ou favorisez en aucun lieu de son obéissance & puissance, & sera crier & publier par tous les lieux des Roiaume, & Dauphiné, accoutumés à faire cris & proclamations, qu'aucun ne les receive ou favorise, sur peine de confiscation de corps & de biens.

IV. Et que mondit Seigneur de Bourgogne, le plûtôt qu'il pourra bonnement après ledit Accord passé, nommera ceux dont il est, ou fera lors informé, qui perpetrerent ledit mauvais cas ou en furent consentans, afin qu'incontinent & diligemment soit procédé contre eux de la part du Roi, comme dit est. Et en outre pour ce que mondit Seigneur le Duc de Bourgogne n'a encore pu avoir connoissance vraie de ceux, qui perpetrerent ledit mauvais cas, ou en furent consentans, toutes les fois que ci-après en sera informé dûement d'aucuns autres, il les pourra nommer & signifier par ses Lettres Patentes, ou autrement suffisamment au Roi, lequel en ce cas sera tenu de faire proceder tantôt & diligemment à l'encontre d'eux par la maniere dessusdite.

V. Que pour l'ame de feu Monseigneur le Duc Jean de Bourgogne, de feu Messire Archambault de Foix, Comte de Noailles, qui fut mort avec lui, & de tous les autres trépassés, à cause des divisions & Guerres de ce Roiaume, seront faites les fondations & édifices, qui s'ensuivent. C'est à savoir, en l'Eglise

de Montreau, en laquelle fut premierement enterré le corps de mondit feu Seigneur le Duc Jean, sera fondée une Chapelle & Chapellenie d'une Messe basse de Requiem chacun jour perpétuellement, laquelle sera rentée & doüée convenablement de rentes amorties, jusqu'à soixante livres parisis par chacun an, & aussi garnie de calices & d'ornemens d'Eglise bien & suffisamment, & tout aux dépens du Roi; & laquelle Chapelle sera à la collation de mondit Seigneur de Bourgogne, & de ses Successeurs Ducs de Bourgogne à toujours.

VI. Qu'en ladite Ville de Montreau, ou au plus près d'icelle, que faire ce pourra bonnement, sera fait, construit & insinué par ledit Roi, & à ses frais & dépens, une Eglise, Couvent & Monastere de Chartreux; c'est à savoir, pour un Prieur & douze Religieux, avec les Cloîtres, Salles & Refectoires, Grange, & autres Edifices, qui lui seront nécessaires & convenables; & lesquels Chartreux, c'est à savoir, le Prieur & douze Religieux, seront fondez par le Roi, & de bonnes rentes annuelles & perpétuelles, & bien amorties suffisamment & convenablement, tant pour le vivre desdits Religieux, & entretenement du divin service, comme pour les soutenemens des Edifices dudit Monastere, & autrement jusqu'à la somme de huit cens livres parisis par an de revenu, à l'Ordonance, & par l'avis de tres-Reverend Pere en Dieu Monseigneur le Cardinal de Sainte Croix, ou de celui ou ceux qu'il voudra à ce commettre.

VII. Que sur le Pont de Montreau au lieu où fut fait ledit mauvais cas, sera faite, edifiée & bien entaillée, & entretenue à toujours aux dépens du Roi, une belle Croix de belle façon, & ainsi qu'il sera divisé par ledit Monseigneur de Sainte Croix, ou ses Commis.

VIII. Qu'en l'Eglise des Chartreux liés Dijon, en laquelle gît & repose à present le corps dudit feu Monseigneur le Duc Jean, sera fondée par le Roi, & ses descendants, une haute Messe de Requiem qui se dira chacun jour perpétuellement au grand Autel de ladite Eglise, à telle heure qui sera divisée. Et laquelle fondation sera donnée & assignée de bonnes rentes amorties, jusqu'à la somme de cent livres parisis de revenu par an, & aussi garnie de calices & ornemens, comme dessus.

IX. Que lesdites fondations & édifices, seront commencez à faire le plutôt que bonnement faire le pourra. En special commencera-t-on à dire & celebrer lesdites Messes, incontinent après ledit Accord passé. Et au regard des édifices qui se doivent en ladite Ville de Montreau, ou plus près d'icelle faire, on y commencera à ouvrir dedans trois mois après que ladite Ville sera reduite en l'obéissance du Roi, & continuera-t-on diligemment sans interruption, que iceux édifices feroient tous parfaits & achevez dedans cinq ans après ensuivans: & quant aux dessusdites fondations on y besognera sans delay le plutôt que faire se pourra. Et pour ces causes tantôt après ledit Accord passé, sera faite & assignée la haute Messe aux Chartreux de Dijon, dont dessus est faite mention, avec ce qui en dépend; c'est à savoir, de livres, calices, & autres choses à ce nécessaires, & aussi y sera dite & celebrée aux dépens du Roi, la basse Messe quotidienne, qui doit être fondée en l'Eglise de Montreau, si-tôt qu'elle sera reduite en l'obéissance du Roi; & au surplus touchant les édifices & fondations, qui se doivent faire en la Ville de Montreau, & auprès d'icelle, de la part du Roi sera mise dedans lesdits trois jours après qu'elle Ville sera reduite en l'obéissance du Roi & mains d'icelui, ou ceux qui y vaudra commettre Monseigneur le Cardinal de Sainte Croix, certaine somme d'argent suffisant pour commencer à faire lesdites ouvrages & édifices, & acheter les calices, livres, & ornemens, & autres choses à ce nécessaires & convenables. Et d'autre part seront lors aussi avisées, assises & délivrées les rentes dessus déclarées, montans pour ledit lieu de Montreau huit cens livres parisis par an, bien revenans, surement, amorties & assises au plus près que bonnement faire se pourra dudit lieu de Montreau, sans y comprendre les cent livres parisis de rente qui doivent être assises pour la fondation de ladite haute Messe des Chartreux de Dijon.

X. Que pour & en recompensation des joiaux, & autres biens meubles qu'avoit feu mondit Seigneur le Duc Jean au temps de son décès, qui furent pris & perdus; & pour en avoir & acheter d'autres, & en lieu d'iceux le Roi paiera & fera réellement paier, & de fait

ANNO
1435.

(1) Charles VII. n'étant encore que Dauphin le fit tuer en 1419. à une Conférence où il l'attira sur le Pont de Montreau-Eux-Yonne. Ce fut Tanguy du Chastel, ancien Domestique du Duc d'Orléans qui fit le coup. Jean de Bourgogne avoit fait assassiner ce Duc à Paris en 1407. M. ZERAI, Hist. de France, Tom. II. in fol. Liv. IV. Hist. de Charles VII. sur les années 1407, & 1419.

(2) On ne doit pas être surpris de voir que ce Traité fut si avantageux au Duc de Bourgogne. Charles VII. avoit donné la carte blanche à ses Deputez, pour arreter la Paix avec lui à quelque condition que ce fût, pourvu qu'ils le renouvellerent de l'Alliance avec l'Angleterre; en quoi ils eurent le bonheur de réussir. M. ZERAI, Hist. de France, Tom. II. in fol. Liv. IV. Hist. de Charles VII. sur l'année 1435.

ANNO
1435.

fait à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, la somme de cinquante mille Ecus d'or vieux de poids de soixante-quatre au marc de Troyes, huit onces pour le marc, & à vingt-quatre Karats d'aloï, ou autre monnoie d'or courante de la valeur aux termes qui s'ensuivent; c'est à savoir quinze mille au terme de Pâques prochain venant en un an, qui commencera l'An 1437. & 15000. aux Pâques ensuivans, qui sera l'An 1438. & les vingt mille qui resteront aux Pâques ensuivans, qui sera l'An 1439. Et avec ce sera sauvé & réservé à mondit Seigneur de Bourgogne son action, & poursuite au regard du beau collier de feu mondit Seigneur son Pere, contre ceux qui Pont eu, & Pont, pour l'avoir & recouvrer, & pareillement autres joiaux à son profit, en outre & par dessus lesdits cinquante mille Ecus.

XI. Et que de la part du Roi à mondit Seigneur de Bourgogne pour partie de son interst, seront délaisées, & avec ce baillées & transportées de nouveau pour lui, ses Hoirs procréés de son Corps, & les Hoirs de ses Hoirs & descendants toujours de droite ligne, soit mâles ou femelles, les Terres & Seigneuries qui s'ensuivent; c'est à savoir, la Cité & Comté de Mâcon, & S. Jangon & les mettes d'iceux, & avec ce ensemble toutes les Villes, Villages, Terres, Censés, Rentres & Revenus quelconques, qui sont & appartiennent, & doivent competer & appartenir en Domaine au Roi, & à la Couronne de France, & par tous les Villages Roiaux de Mâcon & de S. Jangon, & mettes d'iceux, avec toutes les appartenances d'icelle Comté de Mâcon, & autres Seigneuries que tient & doit tenir le Roi en Domaine ancien, en & par tout lesdits Villages de Mâcon & de S. Jangon, tant en Fief, Arrièrefief, Consecrations, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices, comme en autres Droits & profits quelconques, sans y rien retenir de la part du Roi de ce qui touche & peut toucher le Domaine, la Seigneurie, la Jurisdiction ordinaire des Comtez & Lieux dessusdits, & est sauvé & réservé au Roi semblablement les Fiefs & Hommages des chofes dessusdites, & le Ressort & Souveraineté des Eglises, & Sujets d'icelles de fondations Roiaux, & dans aussidits Baillages & és mettes enclavées en iceux, & le Droit de Regale, là où il a lieu, & autres Droits Roiaux appartenans d'ancienneté à la Couronne de France & Baillages dessusdits; pour à ladite Comté de Mâcon, ensemble des Villes, Villages, Terres & Domaines dessusdites, jouir & user par mondit Seigneur de Bourgogne, & sesdits Hoirs & Successeurs à toujours, & les tenir en foi & Hommage du Roi, & de la Couronne de France, & en Pairie sous le ressort du Roi & de sa Cour de Parlement sans moien, pareillement & en telles Franchises, Droits & Prerogatives comme les autres Pairs de France. Avec ce, de la part du Roi seront transportées & baillées à mondit Seigneur de Bourgogne, & celui de sesdits Hoirs & Successeurs légitimes procréés de son Corps, auxquels il délaissera après son décès & trepas, ladite Comté de Mâcon, tous les profits & émolumens quelconques, qui écherront esdits Villages Roiaux de Mâcon & Saint-Jangon, à cause des Droits Roiaux & de Souveraineté appartenans au Roi, & en iceux Baillages seront par le moien de la garde & Souveraineté des Eglises qui sont de fondation Royale, & des Sujets d'icelle, Droits de Roialle, ou autrement, tant en confiscations pour quelque cas que ce soit, amendes, Droits, exploits de Justices, & les profits & émolumens de la Monnoye, comme autres profits quelconques, pour en jouir par mondit Seigneur de Bourgogne & fondit Hoir durant leurs vies, & du survivant d'eux tant seulement, en & par la manière qui s'ensuit; c'est à savoir, qu'à la nomination de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de fondit Hoir après lui, le Roi commettra & ordonnera à celui qui sera Bailly de Mâcon pour mondit Seigneur de Bourgogne, Juge Roial & commis de par lui, de connoître de tous cas Roiaux, & autres chofes procédans des Baillages des Pairs & Lieux, & enclavées dessusdites, aussi avant, & tout en la manière & forme que Pont fait, & accoutumé de faire les Baillifs Roiaux de Mâcon, & de Saint-Jangon, qui ont été le tems passé; lequel Bailliage de Saint-Jangon est & sera aboli par ce moien. Et semblablement seront commis de par le Roi, à la nomination de par mondit Seigneur de Bourgogne, & de fondit Hoir, tous autres Officiers nécessaires pour ladite Jurisdiction, & Droits Roiaux, tant Capitaines, Châtelains, Prevôts, Seigneurs, comme Receveurs, & autres qui exerceront leurs Offices au nom du Roi, au profit de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son

Hoir après lui, comme dit est dessus.

XII. Semblablement de la part du Roi, seront transportez & bailliez à mondit Seigneur, & à son Hoir dessusdit après lui, tous les profits des Aydes; C'est à savoir, des Greniers à Sel, quatriemes de Vins vendus à détail, impositions de toutes Denrées, Tailles, Foïages, Aydes, & Subventions quelconques, qui ont ou auront cours, & qui sont ou seront imposées és Elections de Mâcon, Châlon, Autun, & Langres, ci-avant qu'icelles Elections s'étendent, en & par le Pais & Duché de Bourgogne, & la Comté de Charolois, & ladite Comté de Mâcon, tout le Pais de Mâconnois, & és Villes & Terres quelconques enclavées en icelle Duché, Comté & Pais, pour jouir de la part de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de son Hoir après lui, de toutes lesdites Aydes, Tailles, & autres Subventions, en avoir le profit durant le cours de leurs vies, & du survivant d'eux. Quelque mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à fondit Hoir, appartiendra la nomination de tous les Officiers à ce nécessaires, soit Eleus, Clercs, Receveurs, Sergens, ou autres, & auront la commission & institution, comme dessus est dit.

XIII. Et aussi sera par le Roi à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, transporté & baillé à toujours, pour lui, ses Hoirs légitimes procréés de son Corps, & les Hoirs de ses Hoirs, soit Mâles ou Femelles descendants de droite Ligne en Heritage perpétuel, la Cité & Comté d'Auxerre, avec toutes les appartenances & dépendances quelconques, tant Justice, Domaine, Fiefs, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices, comme autrement, à les tenir du Roi, de la Couronne de France, & de sa Cour de Parlement sans moien, & en telles Franchises & Droits & Prerogatives comme les autres Pairs de France.

XIV. Et avec ce seront transportées & baillées par le Roi à mondit Seigneur de Bourgogne, & à celui de ses Hoirs, à qui il délaissera après son décès ladite Comté d'Auxerre, tous les profits & émolumens quelconques qui écherront en ladite Comté & Cité d'Auxerre, & en toutes les Villes & Terres enclavées en icelles, qui ne sont point en ladite Comté, soit Eglises ou autres, à cause des Droits Roiaux, en quelle manière que ce soit, tant en regales, confiscations, amendes, & exploits de Justice, le profit & émolumens de la Monnoye, comme autrement durant leurs vies, & du survivant d'eux tant seulement, en & par la manière dessus déclarée: C'est à savoir, qu'à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & son Hoir après lui, le Roi commettra & ordonnera celui qui sera Bailly d'Auxerre pour mondit Seigneur de Bourgogne, Juge Roial & commis de par lui, à connoître tous cas Roiaux, & autres chofes, & mettes de la Comté d'Auxerre, & és enclavemens d'icelle, aussi avant, & tout en la même forme & manière que l'ont fait & accoutumé faire par ci-devant les Baillifs de Sens audit lieu d'Auxerre: & lequel Bailly de Sens ne s'entre-meta aucunement durant les vies de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de son Hoir; mais on en laissera convenir ledit Bailly d'Auxerre, qui sera commis de par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de fondit Hoir. Et semblablement seront commis par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de fondit Hoir, tous autres Officiers nécessaires pour l'exercice de ladite Jurisdiction & Droits Roiaux en ladite Comté d'Auxerre, tous Châtelains, Capitaines, Prevôts, & autres, comme Sergens & Receveurs qui exerceront leurs Offices au nom du Roi, au profit de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son Hoir après lui.

XV. D'autre part, de la part du Roi seront transportez & bailliez à mondit Seigneur de Bourgogne, & à fondit Hoir après lui, tous les profits des Aydes; C'est à savoir, de Grenier à Sel, Quatriemes de vins vendus à détail, Impositions de toutes denrées, Tailles, Foïages, & autres Aydes & Subventions quelconques qui ont ou auront cours, & qui sont & seront en ladite Cité, Comté, & Election d'Auxerre, ci-avant que icelle Election s'étend en la dessusdite Comté, & au Pais d'Auxerrois, & és Villes enclavées en iceux, pour en jouir par mondit Seigneur de Bourgogne, & fondit Hoir après lui, & en avoir les profits le cours de leur vie durant, & du survivant d'eux tant seulement. Ausquels mondit Seigneur de Bourgogne, & à fondit Hoir, lui appartiendra la nomination de tous les Officiers à ce nécessaires, soit Eleus, Clercs, Sergens, & autres, & au Roi la commission & institution comme dessus est dit.

XVI.

ANNO
1435.

ANNO

1435.

XVI. Et aussi feront par le Roi baillées & transportées à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, pour lui & ses Hoirs légitimes procréés de son Corps, & les Hoirs de ses Hoirs, soit mâles, & femelles descendants en directe ligne, à toujours, & en héritage à perpétuité, les Châtel, Ville & Châtellenie de Bar sur Seine, ensemble toutes les appartenances, & dépendances d'icelle Châtellenie, tant en Domaine, Justice, Jurisdiction, Fief, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices, & comme autres profits & émolumens quelconques, à les tenir en foi & en Hommage du Roi & en Pairie de France, sous le ressort de la Souveraineté du Roi, & de la Cour de Parlement sans moyen. Et avec ce appartiendra à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de la partie du Roi lui seront baillées & transportées par lui, & ceux de ses Hoirs à qui il délaissera après son décès ladite Seigneurie de Bar, tous les profits des Aydes, tant du Grenier au Sel, si Grenier y a accordé avoir, & Quatrièmes des vins vendus à détail, Impositions de toutes denrées, Tailles, Foitages, & autres Aydes & Subventions quelconques qui ont & auront cours, on font & seront imposées en la Ville & Châtellenie de Bar sur Seine, & es Villes & Villages sujets & ressortissants à icelle Châtellenie, pour jouir de la part de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de fondit Hoir après lui, d'icelles Tailles & Subventions, & avoir les profits de la main des Grenetiers & Receveurs Roiaux qui seront à ce commis par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, durant les vies de lui, & de fondit Hoir après lui, & les survivans d'eux.

XVII. Et aussi de la partie du Roi, sera transportée & baillée à mondit Seigneur de Bourgogne, pour lui & ses Hoirs, la Comté de Bourgogne pour toujours, en héritage perpétuel; la Garde de l'Eglise & Abbaye de Luxeuil, ensemble tous les Droits, profits, & émolumens quelconques appartenant à la dessudite Garde, laquelle comme Comté, à cause de sa Comté de Champagne, dit & maintient à lui appartenir, combien que les Comtes de Bourgogne predecesseurs à mondit Seigneur, aient par ci-devant prétendu en quelle au contraire, disant & maintenant icelle Abbaye, qui est hors du Roiaume, & mettes de la Comté de Bourgogne, devoit estre de leur Garde. Et pour ce, pour le bien, utilité, & profit du Pais, & pour obvier à tous débats & noises, sera délaissé par le Roi à mondit Seigneur de Bourgogne, & lui en demeurera ladite Garde toute entièrement.

XVIII. Aussi feront par le Roi transportées à mondit Seigneur de Bourgogne, pour lui & ses Hoirs mâles légitimes, procréés de son Corps, & les Hoirs de ses Hoirs mâles tant seulement, procréés de leur Corps, & descendants d'eux en ligne directe, à toujours & Héritage perpétuel, les Châteaux, Villes, Châtellenies & Prevôtes foraines de Peronne, Montdidier, & Roye, avec toutes les appartenances & dépendances quelconques, tant en Domaines, Justices, & Jurisdicions, Fiefs & Arrierfiefs, Patronages d'Eglises, Collations de Benefices, comme autres Droits, profits, & émolumens quelconques, à les tenir du Roi & de la Couronne de France, en foi & en Hommage, & en Pairie de France, sous le Ressort & Souveraineté de sa Cour de Parlement sans moyen. Et avec ce baillera & transportera le Roi à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à celui de ses Hoirs dessusdits mâles, auquel il délaissera après son décès lesdites Villes & Châtellenies de Peronne, Montdidier & Roye, tous les profits & émolumens quelconques, qui écherront en icelles Villes, Châtellenies & Prevôtes Foraines, à cause des Droits Roiaux, en quelque maniere que ce soit, tant en regales, confiscations, amendes, exploits de Justice, comme autrement, pour en jouir par mondit Seigneur le Duc de Bourgogne & fondit Hoir après leurs vies, & du survivant d'eux, tant seulement & par la maniere dessus déclarée; c'est à savoir, qu'à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne & de son Hoir mâle après lui, le Roi commettra & ordonnera celui qui sera Gouverneur & Baillif desdites Villes, & Châtellenies, pour mondit Seigneur le Duc de Bourgogne Juge Roial, & commis de par lui à connoître de tous cas, & autres choses procédans desdites Villes, Châtellenies & Prevôtes Foraines, & es Villes sujettes & ressortissans à icelles, aussi avant & par la maniere que l'ont fait, & accoutumé de faire par ci-devant les Baillifs Roiaux de Vermandois & d'Amiens. Et en outre seront commis, si métier est, par le Roi, à la nomination de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son Hoir mâle, tous autres Officiers nécessaires pour

l'exercice de ladite Jurisdiction & Droits Roiaux, comme Châtelains, Capitaines, Prevôts, Sergens, Receveurs, & autres qui exerceront leurs Offices au nom du Roi, & au profit de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & de fondit Hoir mâle après lui, comme dit est dessus. Et semblablement par le Roi seront transportés & baillés à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & fondit Hoir mâle après lui, tous les profits des Aydes; c'est à savoir, du Grenier à Sel, Quatrièmes des vins vendus en détail, Impositions de toutes Denrées, Tailles, Foitages, & autres Aydes & Subventions quelconques, qui ont ou auront cours, & qui font ou seront imposés esdites Villes, Châtellenies & Prevôtes foraines de Peronne, Montdidier, & Roye, & es Villages & Terres sujettes, ressortissans à icelles Villes, Châtellenies & Prevôtes foraines, pour en jouir par mondit Seigneur de Bourgogne & fondit Hoir mâle, durant le cours de leurs vies, & du survivant d'eux. Auquel mondit Seigneur de Bourgogne, & fondit Hoir mâle après lui, appartiendra la nomination de tous les Officiers à ce nécessaires, soit Eueux, Clercs, Receveurs, Sergens, ou autres, & au Roi leur commission & institution comme dessus.

XIX. En outre de la part du Roi sera délaissé à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ou à celui de ses Heritiers, auquel après son décès il laissera la Comté d'Artois, la compensation des Aydes en ladite Comté d'Artois, ressorts & enclavemens d'icelle, montans à present icelles compensations à quatorze mille francs par an ou environ, sans ce que mondit Seigneur le Duc ou fondit Hoir après lui durant leurs vies, soient atteints d'en avoir autre don, ni octroi du Roi, ni de ses Successeurs. Et nommeront mondit Seigneur, & fondit Hoir après lui, tels Officiers que bon leur semblera, pour le fait de ladite composition, tant Eueux, Receveurs, Sergens que autres; lesquels ainsi nommez le Roi fera tenu d'instituer & commettre lesdits Officiers, & leur en faire bailler les Lettres.

XX. Que le Roi baillera & transportera à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne pour lui, ses Hoirs & aians cause à toujours, toutes les Citez, Villes, Forteresses, Terres, & Seigneuries appartenans à la Couronne de France dessus la Riviere de Somme de l'un côté & de l'autre, comme S. Quentin, Corbie, Amiens, Abbeville, & autres, ensemble toute la Comté de Ponthieu, deçà & delà la dessudite Riviere de Somme, Dourlens, S. Riquier, Crevecoeur, Arleux, Mortaigne, avec les appartenances & dépendances quelconques, & toutes autres Terres qui peuvent appartenir à ladite Couronne de France, depuis ladite Riviere de Somme inclusivement; comprenant aussi au regard des Villes entrans du côté d'Artois, de Flandres, & de Hainaut, tant du Roiaume, comme de l'Empire, en y comprenant aussi au regard des Villes sans fur ladite Riviere de Somme du côté de France, les Banlieues & Echaumaiges d'icelles Villes, pour en jouir par mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, sesdits Hoirs & aians cause à toujours, desdites Citez, Villes & Forteresses, Terres & Seigneuries, en tous profits & revenus, tant en Domaine comme des Aydes ordonnées par la Guerre, & aussi Tailles & émolumens quelconques, & sans y retenir de la part du Roi, fors les foi & Hommages de Souveraineté. Et lequel transport & bail se fera, comme dit est, par le Roi au rachat de la somme de quatre cens mille Ecus d'or vieux de soixante-quatre au marc de Troyes, huit onces pour le marc, & d'aloi à vingt-quatre karas, & un quart de karat de remède, & autre Monnoie d'or courant; à la valeur duquel rachat de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, seront baillés Lettres bonnes & suffisantes, par lesquelles il promettra pour lui & les siens, que toutes & quantes fois qu'il plait au Roi, & aux siens faire ledit rachat, mondit Seigneur de Bourgogne & les siens, seront tenus, en recevant ladite somme d'Or, de rendre & laisser au Roi, & aux siens, toutes lesdites Citez, Villes, Forteresses, & Seigneuries comprises en ce present Traité tant seulement. Et sera content en outre mondit Seigneur le Duc de Bourgogne de recevoir le paiement de quatre-cens mille Ecus d'or à deux fois; c'est à savoir, à chacune fois la moitié, pourvu qu'il ne fera tenu rendre lesdites Villes, Citez, Forteresses, Terres, & Seigneuries ni aucunes d'icelles, jusqu'à ce que ledit paiement soit accompli, & qu'il ait reçu le dernier des quatre-cens mille Ecus d'or. Et cependant seront à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne les frais siens de toutes lesdites Citez, Villes, Forteresses & Seigneuries, tant des Domaines comme des Aydes, & autrement, sans en rien dedui-

ANNO

1435.

ANNO

1435.

re ni rabatre du principal. Et est à entendre que audit transport & bail que fera le Roi (comme dit est) ne seront point compris les Citez de Tournay, Tournellis & S. Amand; mais demeureront es mains du Roi réservé Mortaigne qui est comprise, & demeure es mains & gouvernement de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ainsi que dessus est dit. Et combien que ladite Cité de Tournay ne doit point être baillée à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, ce nonobstant est réservé à mond. Seigneur de Bourgogne, l'argent à lui accordé par ceux de Tournay, par certain Traité & Accord qu'il a avec eux, durant jusqu'à certain tems & années avenir, & lequel argent lesdits de Tournay paieront pleinement à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne.

XXI. Et pour ce que mondit Seigneur le Duc de Bourgogne pretend avoir Droit en la Comté de Bourgogne sur la Mer, laquelle il tient & possède, & pour bien de Paix, icelle Comté de Bourgogne sera & demeurera à mondit Seigneur de Bourgogne, & en jouira & possèdera en tous profits, & emolumens quelconques, pour lui, ses enfans & Hoirs mâles procréés de son Corps seulement, & en après demeurera icelle Comté à ceux, qui Droit y ont ou auront, & sera tenu le Roi d'apaiser & contenter lesdites Parties pretendans avoir Droit en icelle Comté, tellement qu'en cependant ils ne demandent, ni quierent rien, ni fassent aucune poursuite à l'encontre de mondit Seigneur de Bourgogne & sesdits Enfans.

XXII. Que les Châtel, Ville, Comté & Seigneurie de Gien sur Loire, qu'on dit avoir été données & transportées avec la Comté d'Estampes, & la Seigneurie de Dourdan, par feu Monseigneur le Duc de Berry, & feu Monseigneur le Duc Jean, Pere de mondit Seigneur de Bourgogne, seront de la part du Roi mis & baillées realement, & de fait es mains de nous Duc de Bourbonnois & d'Auvergne. Et tantôt après ledit Accord passé pour tenir & gouverner l'espace d'un an ensuivant, & jusqu'à ce que durant ledit an Jean de Bourgogne, Comte d'Estampes, ou mondit Seigneur pour lui, auront montré ou fait montrer au Roi ou à son Conseil, les Lettres dudit Don fait à mondit Seigneur de Bourgogne par feu mondit Seigneur de Berry; lesquelles vûes, si elles sont trouvées suffisantes & valables, sommairement & de plein, & sans quelconque procès, nous Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, serons tenus de les bailler & délivrer aud. Comte d'Estampes, ou à mondit Seigneur de Bourgogne pour lui, lesdites Ville & Châtel de Gien sur Loire, comme à lui appartenans par le molen & transport que lui a fait mondit Seigneur de Bourgogne, sans ce que de la part du Roi l'on puisse ni doive alleguer au contraire aucune prescription, ou laps depuis le décès de feu mondit Seigneur de Berry, & aussi nonobstant quelconques conditions ou oppositions d'autres, qui voudront prendre Droit en ladite Comté de Gien, ausquels, si aucuns y en a, sera réservé leur Droit pour le pourlèvre par Droit de Justice, quand bon leur semblera, contre ledit Comte d'Estampes.

XXIII. Que par le Roi sera restitué & païé à mondit Seigneur le Comte d'Estampes, la somme de trente-deux mille deux cens Ecus d'or, que feu le Roi Charles dernièrement trépassé, fait, comme on dit, prendre en l'Eglise de Rouen, où icelle somme étoit en dépôt, comme deniers de Mariage appartenans à feu Madame Bonne d'Artois Mere desdits Seigneurs, au cas qu'on en feroit directement apparoir que telle somme soit & ait été allouée au compte, & au profit dudit Roi Charles, à payer icelle somme de trente-deux mille deux cens Ecus à tels termes comme raisonnables, qui seront avisez après le paiement fait & accompli à mondit Seigneur de cinquante mille Ecus, dont dessus est faite mention. Et au regard des dettes que mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, dit & maintient à lui être tenues, & d'ées par feu ledit Roi Charles, tant à cause des dons, pensions, comme autrement, montant à mont grande somme de deniers, son Droit, tel qu'il a, & doit avoir pour la recouvrance d'icelles dettes, lui demeurera sauf & entier.

XXIV. Que mondit Seigneur de Bourgogne ne fera tenir faire foi, ni hommage ni service au Roi, des Terres & Seigneuries qu'il tient à présent au Roiaume de France, ni de celles qui lui pourroient échoir ci-après par successions audit Roiaume; mais sera & demeurera exempt de la personne en tous cas de Subventions, Hommages, Résorts, Souverainetez, & autres du Roiaume durant la vie de lui; mais après le décès

du Roi, mondit Seigneur de Bourgogne fera à son Fils & Successeurs en la Couronne de France, les Hommages, fidelitez & services qui à ce font appartenans. Et aussi si mondit Seigneur de Bourgogne alloit de vie à trépas devant le Roi, ses Heritiers & aïans caufs seront au Roi lesdits Hommages, & fidelitez & services, ainsi qu'il apartiendra. Et pour ce que ci-après mondit Seigneur de Bourgogne, tant es Lettres qui le feront de la Paix, comme es autres Lettres & Escritures, & aussi de bouche reconnoitra & nommera, & pourra nommer & reconnoître le Roi son Souverain, offrant & présentant lesdits Ambassadeurs du Roi, que lesdites nominations & reconnoissances, tant par écrit comme de bouche, ne portent aucun préjudice à ladite exemption personnelle de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne sa vie durant, & que ladite exemption demeure en sa vertu, selon le contenu en l'Article precedent; & aussi qu'icelle nomination & reconnoissance ne s'étende que aux Terres & Seigneuries qu'il eut Monseigneur de Bourgogne tient, & tiendra en ce Roiaume.

XXV. Et au regard des feaux & Sujets de mondit Seigneur de Bourgogne des Seigneuries qu'il tient & doit avoir par ce présent Traité, & qui lui pourroient en échoir par succession au Roiaume de France durant les vies du Roi, & de lui, ils ne seront point contraints d'eux armer au commandement du Roi, ni de ses Officiers, supposé ores qu'ils tiennent avec ce du Roi aucunes Seigneuries & Terres; mais est content le Roi, que toutes les fois qu'il plaira à mondit Seigneur de Bourgogne, mander les feaux & Sujets pour ses Guerres, soit au Roiaume ou dehors, ils seront contraints d'y aller sans pouvoir, ni vouloir venir au mandement du Roi, si lors il les mandoit. Et pareillement sera fait au regard des serviteurs de mondit Seigneur de Bourgogne, qui sont ses familiers & serviteurs de son Hôtel, supposé qu'ils ne soient point ses Sujets. Et toutefois s'il avenoit, que les Anglois ou autres leurs Alliez fassent Guerre ci-après à mondit Seigneur de Bourgogne, ou à ses Pais & Sujets à l'occasion de ce présent Traité, ou autrement, le Roi sera tenu de secourir & aider mondit Seigneur de Bourgogne, & ses Pais & Sujets ausquels on feroit Guerre, soit par Mer ou par Terre, à toute puissance, ou autrement, selon que le cas requerra, & tout ainsi comme pour son propre fait. Et de la part du Roi & de ses Successeurs Rois de France, ne sera faite, ni promise, ni souffert faire par les Princes & Seigneurs dessusdits, aucune Paix, Traité ou Accord avec son Adversaire, & ceux de la part d'Angleterre, sans le signifier & faire à savoir à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à son Heritier principal après lui, & sans leur exprès consentement, & les y appeler & comprendre, si compris y veulent être, pourvu que pareillement soit fait du côté de mondit Seigneur de Bourgogne, & de son Heritier principal au regard, & en tant que lui touche la Guerre d'Angleterre.

XXVI. Et que mondit Seigneur de Bourgogne, & tous ses feaux & Sujets, & autres qui par ci-devant ont porté en armes l'Enseigne de mondit Seigneur; c'est à savoir, la Croix S. Andrieu, ne seront point contraints de prendre autre Enseigne en quelconque mandement ou armée, qu'ils soient en ce Roiaume ou dehors, soit en la présence du Roi, ou de ses Conétables, & soient à ses gages ou soldoier, ou autrement. Que le Roi fera restituer & dedommager de leurs pertes raisonnables, & aussi de leurs rançons ceux qui furent pris le jour de la mort dudit feu Monseigneur le Duc Jean, à qui Dieu pardonne, & qui y perdirent leurs biens, & furent grandement rançonnez.

XXVII. Qu'au surplus abolition generale soit faite de tous cas avenus, & de toutes choses dites, passées & faites à l'occasion des divisions de ce Roiaume, excepté ceux qui perpétueront ledit mauvais cas, ou qui furent consentans de la mort dudit feu Monseigneur le Duc Jean de Bourgogne, lesquels seront & demeureront hors de tout Traité, & qu'au surplus chacun de côté & d'autre retourne au sien; c'est à savoir, les gens d'Eglise à leurs Eglises & Benefices, & les Seculiers à leurs Terres, Rentes, Heritages, Possessions & Biens immeubles en l'état qu'ils sont, réservé les Terres & Seigneuries étans en la Comté de Bourgogne; lesquelles mondit Seigneur de Bourgogne, ou feu Monseigneur son Pere ont eues & retenues; & ont données à autrui, comme confiscations & conquises à eux à cause desdites Guerres & divisions, lesquelles seront & demeureront, nonobstant ladite abolition & Accord

ANNO

1435.

Accord à ceux qui les tiennent & possèdent; mais par tout ailleurs chacun reviendra à ses Terres & Heritages, comme dit est, sans ce que pour demolition & empiemens, gardes des Places, ou reparations quelconques, ou pour rien demander l'un à l'autre, & fera chacun tout qu'ilte de rentes, décharges échuees du tems qu'il n'aura jouté de ses Terres & Heritages; mais au regard des meubles pris, ou eux d'un côté & d'autre, jamais n'en pourra estre aucune chose, pour suite, quelle ni question faite d'un côté ni d'autre. Et qu'en ce present Traité soient altraites & abolies toutes injures, malveillances & rancunes, tant de paroles & de fait, comme autrement avenues ci-devant à l'occasion des divisions, partialitez & Guerres, tant d'une part comme d'autre, sans ce que aucun en puisse aucune chose demander, ni faire question ni poursuite par prochaineté, ni autrement, ni le reprocher, ni donner le blâme pour avoir tenu aucun parti; & que ceux qui seront ou diront le contraire, soient punis comme transgresseurs de fait selon la qualité du fait.

XXXVII. Et en ce present Traité seront compris de la part de mondit Seigneur de Bourgogne, toutes les Gens d'Eglise, Nobles, bonnes Villes, & autres de quelque état qu'ils soient, qui ont tenu son parti & de feu Monseigneur son Pere, & jouiront du benefice de ce present Traité, tant au regard de l'abolition comme de recouvrer, & avoir tous leurs Heritages & Biens immeubles à eux empêchez, tant au Roiaume qu'au Dauphiné à l'occasion desdites divisions, pourvu qu'ils acceptent ce present Traité, & qu'ils en veuillent jouir. Et renoncera le Roi à l'Alliance qu'il a faite avec l'Empereur contre mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, & à toutes autres Alliances par lui faites avec quelconques autres Princes, ou Seigneurs, quels qu'ils soient, à l'encontre de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, pourvu que mondit Seigneur de Bourgogne le fasse pareillement: & sera tenu en outre, & le promettra à mondit Seigneur de Bourgogne de le soutenir & aider à l'encontre de tous ceux qui le foudroient guerrier, ou faire dommage par voie de Guerre ou autrement: & pareillement le fera & promettra à mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, fauvé toutefois à l'exception de sa personne à sa vie, comme dessus est déclaré.

XXXIX. Et consentira le Roi & baillera ses Lettres, que s'il arrivoit ci-après que de sa part fut enfreint ce present Traité, ses Vassaux, Feaux & Sujets presens & avenir, ne soient plus tenus de l'obeir & servir; mais soient tenus dehors de servir mondit Seigneur de Bourgogne, & ses Successeurs à l'encontre de lui; & qu'audit cas tous lesdits Feaux, Vassaux, Sujets & Serviteurs, soient absous & quittes de tous sermens de fidelité, & autres, & de toutes promesses & obligations de services, en quoi ils pourroient estre tenus par avant envers le Roi Charles, sans ce que pour le tems après à venir il leur pût être imputé à charge, & qu'on leur pût rien demander, & que dès maintenant pour lors le Roi Charles leur commande de ainsi faire, & les quite & décharge de toutes obligations, & sermens au cas dessusdit: & que pareillement soit fait & consenti au côté de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne, au regard de ses Vassaux, Feaux, Sujets & Serviteurs.

XXX. Et seront de la part du Roi Charles faites les promesses, obligations, & soumissions touchant l'entretenement de ce present Traité, & mains de Monseigneur le Cardinal de Sainte Croix, Legat de notre Saint Pere le Pape, & de Monseigneur le Cardinal de Chipre, & autres Ambassadeurs du Saint Concile de Bâle, le plus ample que l'on pourra aviser. Et sur les peines d'excommunication, aggravation, reaggravation, interdit en ses Terres & Seigneuries, & autrement le plus avant que la censure de l'Eglise pourra étendre en cette partie, selon la puissance & pouvoir qu'ont mesdits Seigneurs les Cardinaux de notre Saint Pere le Pape & du S. Concile, pourvu que pareillement soit fait du côté de mondit Seigneur le Duc de Bourgogne. Avec ce sera le Roi avec son Scellé bailler à mondit Seigneur de Bourgogne les Scellés des Princes & Seigneurs de son Sang de son obeissance, comme Monseigneur le Duc d'Anjou, Charles son Frere, Monseigneur le Duc de Bourbon, Monseigneur le Comte de Richemont, Monseigneur le Comte de Vendosme, le Comte de Poix, le Comte d'Auvergne, le Comte de Perdig, & autres qu'on aviserà; esquelz Scellés desdits Princes & Seigneurs sera incorporé le Scellé du Roi. Et promettront d'entretenir & maintenir de leur part le contenu dudit Scellé, & s'il

étoit enfreint de la part du Roi d'en ce cas être aidans, & confortans mondit Seigneur de Bourgogne & les siens à l'encontre du Roi, & pareillement sera fait du côté de mondit Seigneur de Bourgogne. Et que pareillement le Roi fera bailler semblables Scellés de gens d'Eglise, & autres Nobles & bonnes Villes de ce Roiaume de son obeissance & appartenances; c'est à savoir, ceux desdites gens d'Eglise & bonnes Villes que mondit Seigneur voudra nommer, avec seureté de peines corporelles & pecunielles, & autres seuretez que Messieurs les Cardinaux, & autres Prelats envoieront de par notre dit Saint Pere le Pape & le Concile, y aviseront appartenir.

XXXI. Et s'il venoit ci-après qu'il y eût aucune faute ou omission, ou aucune infraction ou attentats faits sur le contenu desdits Articles d'une part & d'autre, ce nonobstant, cette presente Paix, Traité & Accord, seront & demeureront veritables, & en leur pleine force, vertu & vigueur, & ne sera pourtant icelle Paix réputée cassée ni annulée, mais les attentats seront reparez & amendez, & aussi les défauts & omissions accomplies & executez deient, selon ce que dessus est écrit, & à ce contraindre ce qu'il appartient par la forme & maniere que dit est. Comme aions de rechef été tres-inflamment exhortez, requis & sommes par lesdits Cardinaux, Ambassadeurs, & Messieurs du Saint Concile, ne vouloir entendre, & de nous incliner & condescendre, moienant les sommes desdites, qui leur semblent être raisonnables & suffisantes, & ne les pouvoient ni devoient par raison refuser, ainsi qu'ils nous ont dit, à Paix & réunion avec mondit Seigneur le Roi Charles, en nous disant & remontrant en outre, que ainsi le devoient faire selon Dieu & raison, & tout honneur, nonobstant les Sermens, Alliances & Promesses pieça faites entre feu mon tres-cher & tres-aimé Seigneur le Roi d'Angleterre dernier trépassé, & nous, pour plusieurs causes & raisons à nous remoustrées & alleguées par lesdits Cardinaux, & autres Ambassadeurs desdits de par notre Saint Pere & du Concile: Nous pour reverence de Dieu principalement pour la pitié & grande compassion que nous avons du pauvre Peuple de cedit Roiaume, qui tant a souffert en tous états, & aux prieres, requêtes & sommations à nous faites par lesdits Cardinaux & Ambassadeurs de notre dit Saint Pere le Pape & le S. Concile de Bâle, que nous tenons & reputons pour commandement, & comme Prince Catholique & obeissant Fils de l'Eglise, en sur ce grands avis & deliberation de Conseil avec plusieurs grands Seigneurs de notre Sang & lignage, & autres nos Feaux, Vassaux, Sujets, & autres gens de Conseil en grand nombre, avons pour nous & nos Successeurs, Feaux, Vassaux, Sujets, & autres gens de Conseil adhérens en cette partie, fait & fait, bonne & loiale, ferme, sûre, & tres-endure Paix & réunion avec mondit Seigneur le Roi, & ses Successeurs, moienant les offres, & autres choses dessus écrites, qui de la part de mondit Seigneur le Roi & ses Successeurs, nous doivent être faites & accomplies; & lesquelles offres de notre part, & en tant qu'il nous touche, tenons agreables & les acceptons, & dès maintenant consentons & faisons les renonciations, promesses, soumissions, & autres promesses & choses dessus déclarées, qui sont à faire de notre part, & reconnoissons mondit Seigneur le Roi Charles de France notre Souverain Seigneur au regard des Terres & Seigneuries, que avons en ce Roiaume; promettons pour nous, & nos Hoirs par la foi & serment de notre Corps, en parole de Prince, sur notre honneur, & l'obligation de tous nos biens presens & avenir quelconques, ladite Paix & réunion en toutes & singulieres choses ci-dessus transcrites, tenir de notre part, & en tant que toucher nous peut, foyablement & à tousjours, de point en point tout par la forme & maniere dessus écrite, sans faire ou venir, ou souffrir faire au contraire, convertement ou en appert, ou autrement, en quelque maniere ou façon que ce soit. Et pour les choses dessusdites & à chacune d'icelles, tenir, entretenir & accomplir, nous soumettons à la coercion, conclusion & contrainte de notre dit Saint Pere le Pape, dudit S. Concile & des desdits Cardinaux; lesquels & autres Ambassadeurs du Concile, & à toutes Cours, tant Eglise comme Seculiers, velleins & ostroians icelles, & chacune d'icelles, être contrainct & compellé par la censure de l'Eglise, tant & avant qu'il semblera expedient ausdits Cardinaux, & Ambassadeurs de notre dit Saint Pere le Pape & du S. Concile; au cas que faite y auroit de notre part & des choses dessusdites ou aucuns d'icelles, renonçons à toutes

ANNO

1435.

ANNO
1435.

toutes allegations & exemptions, tant de Droit comme de fait, que pourrions dire ou alleguer au contraire, & par special au droit, disant que generale renonciation ne vaut ni l'especial ne precede, & tout sans fraude, barat, ou mal-engin. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre notre Scel à ces presentes. Donné en notre Ville d'Arras le 21. jour du mois de Septembre l'an 1435. *Ainsi signés*, par Monseigneur le Duc de Bourgogne en son Conseil.

Protestation & Declaration faite par PHILIPPE, Duc de Bourgogne, en presence des Ambassadeurs du Roi CHARLES VII. qu'il n'entendait avoir compris dans le Traité de Paix, fait à Arras, RENE Duc d'Anjou & de Bar, son prisonnier, à Arras le 21. Septembre 1435.

In nomine Domini, Amen.

TENORE presentis publici Instrumenti cunctis pateat evidenter & sit notum, quod Anno à Nativitate Domini ejusdem millesimo quadringentesimo tricesimo quinto, Indictione 13. die vero Mercurii vicesima prima mensis Septembris, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Eugenii, Divina providentia Papæ quarti, Anno quinto, Sacroque Basilienfi Concilio vigente, Illustrissimis ac Illustribus Principibus ac Dominis Dominis Philipo Burgundie, Brabantie, &c. Duce ex una, necnon Carolo, Duce Borbonii; Arturo Richemondie, Connestabulario Francie; L. Vendomie, Comitibus; & Reverendo Domino Parte Reginaldo Remensi Archiepiscopo, Cancellario Francie, Nunciis & Ambasiatoribus Serenissimi & Christianissimi Principis Domini Caroli Francorum Regis in Choro Ecclesie Monasterii Sancti Vedasti Atrebatensis Ordinis Sancti Benedicti, pro Missa de Sancto Spiritu audienda, deinde Tractatu Pacis inter prefatum Dominum Carolum Regem, & eundem Dominum Ducem Burgundie inito publicando & iuramentis ad hoc per Partes hinc inde prestantis, videlicet juxta Oratorium prefati Domini Ducis Burgundie ad dextrum latus Chori ipsius Ecclesie positum & apostatum constitutis, & congregatis Partibus ex altera, in nostrum Notariorum publicorum & Dominorum testimonium ad hoc vocatorum & rogatorum presentia, ipse Illustrissimus Princeps Dominus Dux Burgundie coram prefatis Dominis Duce Borbonii, Richemondie, & Vendomie Comitibus, ac Domino Archiepiscopo Remensi Cancellario Francie, Ambasiatoribus prefatis ibidem, ut prefatur, constitutis, per organum Nobilis ac strenui Militis Domini N. Raulini Cancellarii prefati Illustrissimi Domini Ducis Burgundie, dixit & expressit protestatus fuit, quod non intendit, nec fuit intentionis fuit, nec est, Illustrum Principum Dominum Renatum Ducem Andegavensem & Barrensem sumum nunc prisionarium nullatenus in dicto Tractu Pacis, ut prefatur, inter prefatum Dominum Regem Carolum & eundem Dominum Ducem Burgundie inito, ac de proximo firmando & publicando debere comprehendi; nec per eundem Dominum Ducem Burgundie de manibus ejusdem Domini Ducis fore liberatum, sed ipsum Dominum Ducem Andegavensem & Barrensem in statu quo erat ante dictum Tractatum debere remanere, qua quidem protestatione, sicut prefatur, per Illustrissimum Principem Ducem Burgundie per organum cuius supra facta, prefati Domini Dux Borbonii & Comes Richemondie & Vendomie, ac Dominus Archiepiscopus Remensis Cancellarius Francie, Ambasiatores, & alii eorum Collegæ, in hac parte initi, presentes, nominibus Ambasiatoribus quibus supra, per organum eorundem Dominorum Ducis Borbonii & Archiepiscopi responderunt & quilibet eorum respondit, quod eo modo quo prefatus Illustrissimus Princeps Dominus Dux Burgundie factum concernens dictum Dominum Ducem Andegavensem & Barrensem intelligebat, etiam ipsi Domini Ambasiatores prefati Domini Caroli Francorum Regis eo modo intelligebant, & eorum quilibet intelligebat, videlicet eundem Dominum Ducem Andegavensem & Barrensem non debere in hujusmodi Tractu Pacis comprehendi fuit includi, nec de manibus prefateque ejusdem Domini Ducis Burgundie liberatum fore, de quibus omnibus & singulis premissis prefatus Illustrissimus Princeps Dominus Burgundie, &c. Dux, nomine suo privato, petit à nobis Notariis publicis sibi & omnibus, quorum interest, fieri & tradi unum & plura Instrumentum & Instrumenta publi-

cum & publica. Acta fuerunt hæc Atrebat in predicto Monasterio Sancti Vedasti sub Anno, Indictione, die, mense, Pontificatu, & loco quibus supra, Presentibus ibidem venerabilibus ac circumspicuis Viris Dominis & Magistris Johanne Caprioli, Archidiacono de Unequettin in Ecclesia Rothomagensi, Quintino Menardi Præposito Sancti Audomari de Sancto Audomaro Morinensis Diocesis, Nobili Viro Johanne de Brème Domino de Humbercourt, & Philippo Maugart Licentiatum in Legibus Atrebatensis Diocesis, testibus ad premissa vocatis specialiter & rogatis. *Sic signatum.* Et me Petro Brimeti, Baccalario in Decretis, Canonico Atrebatensi, publico Apostolica & Imperiali auctoritatibus, Sacro-Sanctique Concilii Generalis Basilienfis Notario & Scriba jurato, qui premissis omnibus & singulis, dum sic, ut premititur, per prefatum Illustrissimum Dominum Ducem Burgundie fierent & agerentur, unâ cum prenomminatis Dominis testibus, & Notario infra scripto prefens interfuit; eaque sic fieri vidi & audivi, ideoque huic prefenti publico Instrumento, manu aliena fideliter scripto hic me propria manu subscribentem una cum signo & subscriptione Notarii subscripti signum meum apposui confectum requisitus & rogatus in fidem & Testimonium premissorum. Et me Thoma Gauquerii Accolito Cameracensis Diocesis, Baccalario in Decretis, Litterarum Apostolicarum Abreviatore publico, Apostolica & Imperiali auctoritatibus Notario, qui premissis omnibus & singulis, dum, sicut premititur, per prefatum Illustrissimum Dominum Ducem Burgundie, aliosque Dominos Ambasiatores Serenissimi Domini Caroli Francorum Regis dicerentur & fierent, unâ cum prenomminatis Dominis Testibus & Notario supra scripto prefens interfuit eaque sic fieri vidi & audivi, ideo huic publico Instrumento inde confecto, manu aliena fideliter scripto, me subscribentem unâ cum signo & subscriptione dicti Notarii signum meum apposui confectum in fidem & Testimonium premissorum requisitus & rogatus. *Plus bas.* Collatio facta est de prefenti Copia cum Literis originalibus superius transcriptis per me, DE GLAMANDRE.

Confirmation du Traité d'Arras acordée par le Concile de Bâle du 5. Novembre 1435.

In Nomine Domini, Amen.

TENORE presentis publici Instrumenti cunctis pateat evidenter, & sit notum, quod Anno à Nativitate ejusdem 1435. Indictione XIII. die vero Sabbati quinta mensis Novembris, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris ac Domini nostri Domini Eugenii divina Providentia Papæ IV. Anno quinto, Reverendissimus in Christo Patribus ac Dominis Juliano Tituli Sanctæ Sabine, Sanctæ Sedis Apostolicæ in Germania Legato, Ludovico Tituli Sanctæ Cæcilie Arelatenfis Presbyteris, Prospero Sancti Georgii ad velum aureum Diacono de Coloma, Sanctæ Romane Ecclesie Cardinalibus vulgariter nuncupatis, Joanne Archiepiscopo Tarentino, Petro Episcopo Padavano, Joanne Anthonio, Ludovico Aquilensi Patriarchis, Amedeo Lugdunensi, Henrico Bituricensi Francie, Reverendis Patribus Dominis Bernardo Aquisani Anglie, Alvaro Conchenfi, Alphonsio Borgensi Castellæ & Legionis, Nicolao Vexionensi Dacie, &c. Petro Digenis Sicilia, &c. venerabili Viro Domino Nicolao Præposito Cracoviensi Polonie Regum Serenissimorum, Dominis Joanne Nivernensi Burgundie, Matthæo Albigenensi Episcopis, Mediolani Ducem Illustrissimum, Joanne Cisterciensi, Alexandro Viriliacensi, Ordinis Sancti Benedicti Cabillonensi & Edivensi Dioceseon, Monasteriorum Abbatibus, Joanne Pulcriparis, Dionysio Sambrenays in Sacra pagina Doctoribus Almæ Universitatis Studii Parisiensis, in Sacro Basilienfi Concilio Nuntis & Ambasiatoribus, aliisque Reverendissimis & Reverendis Patribus & Dominis Dominis Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Doctoribus, & Magistris in magna multitudine & numero copioso Sacrum Basilienfe Concilium representantibus & celebrantibus, in generali Congregatione de mane in Majori Ecclesia Basilienfi more solito congregatis prefatis Reverendissimis Patribus Dominis, Cardinali Legato, Archiepiscopo Tarentino, & Episcopo Padavano, pro & nomine Sanctissimi Domini nostri Papæ prefidentibus in eadem, in Dominorum Testium, & nostrorum Notariorum publicorum infra scriptorum presentia, lectis primitus deliberationibus sacrum Deputationum pro dicta generali Congregatione hac die de mane celebra-

ANNO
1435.

da, ad audiendum Reverendissimi Patris Domini Hugonis Episcopi Praenestini Cardinalis de Cypro, Legati cum potestate de latere, ac Reverendorum Patrum & venerabilium Virorum Dominorum Nicolai Vexionensis, Mathaei Albenganensis, Episcoporum, Nicolai Praepositi Cracoviensis, & Guillelmi Hugonis Archidiaconi Metensis, Sacri Concilii Ambasiatorum, missorum ad Conventionem Atrebatensem, pro Pace Christianissimi Regni Francie tractanda, & de eadem Conventione redeuntium, de gestis per eos circa huiusmodi Pacem relationem faciendam. Conclusioque per Reverendissimum Dominum Cardinalem Legatum, alterum dictorum Praesidentium, nomine & auctoritate Sacri Concilii, super huiusmodi generali Congregatione celebranda, praefati Domini Legatus & Ambasiatores accesserunt ad dictam Pacem & Congregationem pro huiusmodi sua relatione faciendam. Et sedentibus ipsis Dominis Legato & Ambasiatoribus in altiori banca, in qua Reverendissimi Patres Domini Cardinales & Praesidentes Sanctissimi Domini nostri Papae in generalibus Congregationibus sedere consueverunt, requisitisque & exhortatis Dominis & Patribus de Sacro Concilio per eundem Reverendissimum Dominum Cardinalem de Cypro Legatum, ut ipsi haberent eundem Dominum Cardinalem & alios Dominos Ambasiatores in huiusmodi sua relatione faciendi patienter & benigne audire. Deinde facta prius per dictum Dominum Episcopum Vexionensem solenni collatione sub themate, *Gaudium est letitia invenitur in ea, gratiarum actio est vox laudis*, &c. praefatus venerabilis & circumspexus Vir Dominus Archidiaconus Metensis dixit eorum Instructiones fuisse tripartitas. Primo instruebantur Episcopi Partes contententes exhortari tam in genere quam in specie ad Pacem & Concordiam per omnia media possibilia. Secundo eis committeretur Pacis & Concordiae praefatae specialis prosecutio facto & opere. Tercio eis dabatur facultas singula bene gesta interpretandi, roborandi, ac penitis & censuris validandi, dicebantque quod ex harum Instructionum directione, quantum fieri posset, eis commissa fideliter pergerant: ipsaque gesta per eos secundum ordinem Instructionum suarum, specificè & articulatum recitavit; Primo juxta primam partem earum declaravit, qualiter post adventum Partium in Civitate Atrebatensi coram Illustrissimo Domino Burgundiae proposuit solemniter Dominus Nicolaus de Polonia, persuadendo sibi Pacem & Concordiam. Deinde ad idem coram Ambasiatoribus Christianissimi Domini Regis Francie Dominus Episcopus Albenganensis: postremo Dominus Vexionensis coram Ambasiatoribus Serenissimi Domini Regis Angliae, ipsos ad Pacem mediis & viis possibilibus inducendo. Recitavit ulterius dictus Dominus Archidiaconus quomodo Tractatum ipsius Pacis & Concordiae specialiter iterum prosecuti. Juxta secundam partem suarum Instructionum, aperiendo & declarando articulatum & successivè omnes oblationes factas hinc inde inter Gallicos & Anglicos, quarum ultima finales, & in quibus Partes ipsae immutabiliter persistebant, fuerunt haec: pro parte Ambasiatorum Christianissimi Regis Francie oblatum est Anglicis omne Dominium quod tenent & occupant in Ducatu Aquitaniae, nec non totus Ducatus Nortmanniae, modo & forma contentis in quadam Litera Sigillis omnium dictorum Ambasiatorum sigillata, & Illustrissimo Domino Duci Burgundiae tradita. Pro parte Anglicorum fuit oblatum Regi Christianissimo Francie totum id quod tenet & possidet in Francia tam citra Ligerim quam ultra: hoc adjecto, quod Terrae, Domina & Oppida unius Obedientiae, inclusa seu inclusa in Dominis alterius Obedientiae, commutabuntur ad alias Terras & alia Oppida, sita seu inclavata inter Dominia alterius Obedientiae, secundum commodiorem usum alterutrius Partium. Item hoc mediante, offerebant Matrimonium sui Regis sine alio onere Dotis, etiam liberationem Domini Ducis Aurelianensis mediante finantia competenti. Narravit postmodum, quod finaliter Legati & Oratores Sacri Concilii & Sedis Apostolicae, diverunt Dominis Ambasiatoribus Angliae, attento quod Pater modernus Regis Francie Christianissimi, Avus, & per tantum tempus, cujus principii memoria non existit, fuerunt in possessione quietae & pacificae Coronae generalis, summos Pontifices, Imperatores, & alios omnes Principes Orbis sic nominati verbo & Literis. Certe propterea eis videbatur, quod ipsius Re-

gis oblationes erant rationabiles pro Pace & Concordia, & nullo modo per Anglicos resutande, sed omnino acceptanda. Et casu quo eas non acceptarent, volebant adire praefatum Dominum Ducem Burgundiae, ipsum exhortando, ut Regno Francie, quantum in eo erat, daret pacem & tranquillitatem, pacem cum Rege faciendo, prout etiam in mandatis haberent. Deinde dixit idem Dominus Archidiaconus, quod quia ipsi Domini Ambasiatores Angliae recesserant absque conclusione vel acceptance oblationum Gallicorum, quae (ut supra) eidem Dominis Legatis rationabiles quamplurimum videbantur, adiverunt realiter praefatum Dominum Ducem Burgundiae, ipsique tam auctoritate Sacri Concilii, quam Sanctissimi Domini nostri Papae exhortati sunt, & requisierunt omnibus melioribus modis & viis quibus poterunt, ad huiusmodi Pacem & Concordiam cum Christianissimo Domino Rege Francie, de qua Domo ipse Dominus Dux & sui Progenitores traxerunt originem, intendam & faciendam. Tandem datis & oblati per Dominos Ambasiatores Domini Francorum Regis certis oblationibus, quae iustae & rationabiles videbantur, dicto Domino Duci Burgundiae pro suo interesse, ipse Dominus Dux volens parere exhortationibus, requisitionibus, imò verius mandatis Sacri Concilii & Sanctissimi Domini nostri Papae, declarato prius per praefatos Dominos Legatos & Ambasiatores, auctoritate qua supra, quod licet & sine nota seu iactura honoris ipsius Domini Ducis praefatus Illustrissimus Dominus Dux, non oblationibus praesentis Conventionibus, per eundem Dominum Ducem, alias divae memoriae Progenitori moderni Regis Angliae, & Regi Angliae moderno initis & factis poterat & debebat Pacem & Concordiam cum Rege Francie facere & inire. Respondit se velle parere & obedire. De qua quidem declaratione & aliis praemissis praebat Domini Legati & Ambasiatores, auctoritate qua supra, Literas opportunas eorum Sigillis sigillatas praefato Illustrissimo Domino Duci illas postulant dederunt & obtulerunt. Qua quidem relatione sic (ut praefatur) facta, praefati Domini Legati & Ambasiatores per organum ipsius Domini Archidiaconi petierunt & requisierunt a Sacro Concilio, quatenus dignaretur omnia acta & gesta per eos circa huiusmodi Tractatum Pacis habere rata & grata, ac illa approbare, deservisque, si in huiusmodi Tractatu intervenissent, supplere. Hoc idem venerabiles Viri Magistri Aimarus de Roussillon, Hugo Barardi, & Bartholomaeus de Fraxino, Promotores Sacri Concilii, nomine Promotorio eiusdem, petierunt & requisierunt, & quilibet eorum petit & requirit. Super quo per Sacrum Concilium & Dominos & Patres ipsius Sacri Concilii, nemine discrepante, responsum extitit per verbum, placeat. Quibus sic actis, Reverendissimus Pater Dominus Cardinalis Legatus & Praesidens, nomine & auctoritate Sacri Concilii, de huiusmodi sanctissima Pace inter praefatos Dominos Regem Francie & Ducem Burgundiae reformata, dedit laudes Sanctissimae Trinitati, gratiando Sanctissimo Domino nostro summo Pontifici, praefatis Dominis Legatis & Ambasiatoribus, de laboribus per eos in huiusmodi sancto negotio assumptis, exhortatusque est Dominos de Sacro Concilio, ut huiusmodi Paci generali velint operam dare usque ad consummationem eadem. Adjiciens contra detrahentes Sacro Concilio, quod si Concilium durasset per viginti annos, & non fuisset aliud agitatum, nisi de illa benedicta Pace Francie, adhuc non deberet Sacrum Concilium diffamare, imò illud laudare & benedicere. De & super quibus omnibus singulis praemissis praefati Domini Promotores, nomine Promotorio, quo supra, petierunt, & quilibet eorum petit, a nobis Notariis Publicis & dicti Sacri Concilii Scriptis inscriptis, sibi & omnibus quorum interest fieri atque tradi unum, vel plura, publicum & publicis, Instrumentum & Instrumenta. Acta fuerunt haec Basileae in dicta generali Congregatione, sub Anno, Indictione, die, mense & Pontificatu quibus supra, praesentibus ibidem venerabilibus & circumspexis Viris Dominis & Magistris Joanne Pulcipharis, Dionysio Sambrenays, Radulpho de Porta, in sacra pagina Doctoribus, & Guidone de Verceilis Magistro in Artibus Parisiensis, una cum pluribus aliis Testibus ad praemissa adstantibus.

ANNO
1435.

ANNO
1435.

Lettres de Confirmation par LOUIS Dauphin de Viennois, depuis Roi Louis XI. Fils aîné de CHARLES VII. Roi de France, du Traité de Paix qui avoit été conclu à Arras le 21. Septembre 1435. entre le Roi son Pere, & PHILIPPE LE BON Duc de Bourgogne. Donné à Bruxelles, où le Dauphin s'étoit retiré du vivant du Roi son Pere, le 28 Janvier 1436. [FREDERIC LEONARD. Tom. I. pag. 20.]

LOUIS aîné-fils du Roi de France, Dauphin de Viennois ; savoir faisons à tous presens & avenir nous avoir vu & fait voir & visiter par les Gens de nostre Conseil à grande & mûre deliberation les Lettres Patentes de Monseigneur sur le fait de la Paix & réunion faite de nostre tres-cher & tres-ami Oncle & Cousin Philippe Duc de Bourgogne & de Brabant, avec mondit Seigneur, desquelles la teneur s'ensuit.

CHARLES par la grace de Dieu Roi de France, le tres-glorieux Roi des Rois Dieu notre Créateur, par lequel nous vivons & regnons, & duquel seulement nous tenons notre Roiaume, nous enseigné & donne exemple par soi-même à avoir comme vrai pasteur, le salut & le repos de notre peuple, & le preserver des tres-grans & innombrables maux & dommages de Guerre, laquelle chose nous avons toujours desirée de tout notre cœur, & procurée à tres-soigneuse diligence, connoissant que par le bien de Paix est élevée & exercée justice, par laquelle les Rois regnent, & les tems passez notre Roiaume a été exhaussé & conservé. Et comme nous toujours portant à tres-amere déplaisance les divisions & Guerres de notre Roiaume, lesquelles paravant notre avènement à la Roiale Majesté, étoient commencées, & jusques à ores ont duré à la tres-grande affliction, oppression & destruction de nôtredit peuple, avons, dès qu'il a plu à Dieu nous donner âge & tems de discretion, vagué, entendu, & travaillé, & fait par plusieurs de nos parens, gens & Officiers, vaquer, entendre & travailler à trouver l'apaisement desdites divisions & Guerres, & mettre Paix & union en notre Roiaume, & reconcilier & réunir avec nous notre tres-cher & tres-ami Frere & Cousin Philippe Duc de Bourgogne. Sur quoi aient été tenues plusieurs Conventions & Journées en divers lieux de nôtredit Roiaume, avec les Anglois nos anciens ennemis, & nôtredit Frere & Cousin de Bourgogne, & entre autres en la Ville de Nevers, en laquelle eût été prise, accordée & acceptée autre Journée & Convention en la Ville d'Arras. Ausquels Lieu & Journée d'Arras aions euvoyé pour nous nos tres-chers & tres-amés Cousins le Duc de Bourbon, le Comte de Richemont, notre Connétable, le Comte de Vendôme Grand-Maître de notre Hôtel, & nos amés & féaux l'Archevêque de Reims Chancelier, Christofle de Harcourt notre Cousin, & le Sire de la Fayette Maréchal de France, Maître Adam de Cambrai Premier President en notre Parlement, Maître Jean Tudert Maître des Requêtes de notre Hôtel, Maître Guillaume Chartier Docteur en Droit Canon & Civil, Etienne Bernard dit Moreau, nos Conseillers, & Maître Jean Chastelier & Robert Mailhere nos Secretaires, & tous nos Ambassadeurs ; & à iceux Lieu & Convention d'Arras aient été de par notre Saint-Pere le Pape, notre tres-cher & special ami le Cardinal de Sainte-Croix, & de par le Saint Concile de Basse, notre tres-cher Cousin le Cardinal de Chypre, & autres plusieurs Prelats & Gens d'Eglise, notables ; par le moien desquels Cardinaux & Gens d'Eglise aient été pourparlées & avancées plusieurs voyes & ouvertures des Paix generale & particuliere, tant avec lesdits Anglois, comme avec nôtredit Frere & Cousin de Bourgogne. Et finalement par le moien d'iceux Cardinaux & autres Gens d'Eglise, ait été conclu & fermée par nousdits Cousins & Ambassadeurs, pour & au nom de nous & icelui notre Frere & Cousin, bonne Paix, Concorde, & réunion de lui avec nous, & fait, consenti, promis & accordé les choses declarées & contenues es Articles qui de mot à mot s'ensuivent.

Ce sont les offres, &c.
Lesquelles choses contenues es Articles dessus écrits, nousdits Cousins & Ambassadeurs aient promis faire consentir, approuver, ratifier, & confirmer par Nous & en bailler nos Lettres confirmatoires & Patentes en forme due à nôtredit Frere & Cousin de Bourgogne, & sur ce aient baillé leurs Lettres à icelui notre Frere

& Cousin, lequel a fait & juré bonne, loiale, feure, ferme, & entiere Paix & réunion avec nous, & a consenti & fait Lettres, Renonciations, Proimeffes, Submissions, & autres choses dessus declarées, qu'il doit & est tenu faire de la part, & nous a reconnu son Souverain Seigneur.

Savoir faisons à tous presens & avenir, que nous ont à plein nousdits Cousins & Ambassadeurs sur les choses dessusdites, & icelles bien considerées, & tout ce que par eux y a esté fait & passé pour nous & en nostre nom, à l'honneur & pour reverence principalement de Notre Sauveur Jesus-Christ, tous d'estre de honneurs mondains & biens temporels arriere mis, & pour ethener l'effusion du sang humain, & pour pitié & compassion de notre Peuple, & afin qu'ils puissent vivre tous nous en paix & tranquillité ; pour l'honneur aussi & contemplation de notre Saint-Pere, dudit Concile, & desdits Cardinaux, & pour certaines autres causes & considerations à ce nous mouvans, ledit Traité de Paix accordée & réunion de nôtredit Frere & Cousin Philippe Duc de Bourgogne avec nous, contentions, ratifions, approuvons & confirmons, & ; se métier est, faisons de nouvel, tout ainsi & par la forme & maniere qu'il est contenu es Articles dessus transcrits, & qu'il a esté promis & passé par nousdits Cousins & Ambassadeurs. Promettans de bonne foi & en parole de Roi, & sous l'obligation de tous nos biens presens & avenir, pour nous, nos Hoirs & Successeurs, tenir, garder, entretenir & accomplir à notre loial pouvoir, sans fraude, deception ou malengin, ladite Paix & réunion, & toutes les choses dessus transcrits, & chacune d'icelles de notre part, & en tant qu'il nous touche & peut toucher à toujours, tout par la forme & maniere dessus écrite inviolablement & sans enfreindre, sans faire ne venir, ne souffrir faire ou venir au contraire, covertement ou en appert, en quelque maniere que ce soit. Nous soumettant quant à ce à la censure, coherction, compulsion, & contrainte de nôtredit Saint-Pere, dudit saint Concile, & desdits Cardinaux, & de toutes autres Cours tant d'Eglise que Seculieres ; Vouloit & oïroient par icelles estre contraints & compellez tant & si ayant comme faire le peut en tel cas, le faire y avoit de notre part : & renonçons à toutes allegations & exceptions tant de droit que de fait que pourrions dire ou alleguer au contraire : En especial au droit disant que generale renonciation ne vaut le especial ne precede, & tout sans fraude, deception & malengin.

Et afin que ce soit chose ferme & estable à toujours, nous avons fait mettre notre Scel à ces presentes. Donné à Tours le dixième jour de Decembre l'an de grace mil quatre cens trente-cinq, & de notre Regne le quatorzième. Par le Roi en son Grand-Conseil, PRES-

NOUS ayant agreable comme bien raison est, &c. que par mondit Seigneur fait a été en cette partie, ledit Traité de paix accordée, & réunion de notre dit Oncle & Cousin avec mondit Seigneur, & tout le contenu es Letres ci-dessus transcrits, avons loué, gréé, ratifié & approuvé, loions, gréons, ratifions, approuvons & confirmons, tout ainsi & par la maniere qu'il est contenu esd. Lettres dessus incorporées. Promettant par les foi & serment de notre corps, & en parole de fils de Roi, & sous l'obligation de tous nos biens presens & avenir, pour nous, nos Hoirs & Successeurs, tenir, garder, entretenir, & accomplir, & faire tenir, garder, entretenir & accomplir de point en point, sans fraude, deception, ou malengin, lad. Paix & réunion, & toutes les choses contenues esd. Lettres dessus transcrits, & chacune d'icelles à toujours, tant par la forme & maniere esdites Lettres contenues, inviolablement & sans enfreindre, sans faire ne venir, ne souffrir faire ou venir au contraire, covertement ou en appert, en quelque maniere que ce soit : Nous soumettant quant à ce, à la censure, coherction, compulsion & contrainte de nôtredit Saint-Pere, dudit saint Concile, & desdits Cardinaux, & de toutes autres Cours, tant d'Eglise que Seculieres, veillant & oïroient par icelles, & même par notre dit Saint-Pere, être contraints & compellez tant & si ayant comme faire le peut, le faire y avoit de notre part, & renonçons à toutes allegations & exceptions, tant de droit que de fait, que pourrions dire ou alleguer au contraire, en special au droit disant que generale renonciation ne vaut, le l'especial ne precede, & tout sans fraude, barat, deception ou malengin. Et afin que ce soit chose ferme & estable à toujours ; nous avons fait mettre à ces presentes notre Scel de secret en l'absence du grand. Donné à Bruxelles le vingt-huitième jour du mois de Janvier l'an de
R: 3 grace

ANNO
1435.

ANNO
1435.

grace mille quatre-cens (1) cinquante & six. *Au dessous est écrit de la main du Dauphin.* Beaulx Oncle Phelipe Duc de Bourgogne, Nous vous prometons par la foi & serment de notre corps, d'entretenir & garder de point en point le Traité & Apoinement de la Paix fait entre Monseigneur & vous, tout ainsi qu'il est ci-dessus écrit, sans aucunement faire ne venir à l'encontre, & quand il plaira à Dieu que parvenions à la Couronne de France, vous prometons encore baillier nos Lettres Patentes de telle substance que ces présentes. Ecrit de ma main. *Signé, LOYS. Scellé du Sceau secret du Dauphin de cire verte pendant en lats de soye rouge & verte.*

(1) Au lieu de, cinquante six, il faut lire, trente six. La Date du Traité qui précède le montre, & le Concile de Bâle, à la coercion duquel le Dauphin le leuait, ne dura que jusqu'au mois de Mai 1442. (D. U. M.)

CXCIX.

8. Oct. b. Capitula, Conventiones, & Pacta inter ALPHONSUM Regem Aragonum ejusque Fratres ab una, & PHILIPPUM MARIAM Ducem Mediolani à parte altera; in Castro Porte Jovis Mediolani 8. Octobris 1435. inita, quibus dictus Rex & Fratres ejus promittunt, se dicto Duci, quotiescunque ab eo requisiti fuerint, auxilia-turos fore, eo quod mirā ejus liberalitate & beneficentia à captione Januensium erepti & liberati sint. [Pièce authentique, tirée du Registre R. des Archives Royales de la Ville de Milan.]

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis, Amen.

CUM omnibus virtutibus Principes ornatos esse conveniat, nihil tamen est, quod magis Principem debeat, & extollat, quam quod pro liberalitate collata gratus, & memor existat, cum, ut ait Cicero, gratitudo non solum virtutum maxima sit, sed alienarum virtutum mater habeatur, qua ratione fretus Serenissimus Princeps, & Excellentissimus Dominus Alphonsus Dei gratia Rex Aragonum, Siciliæ citrà, & ultrà Farum, Valentie, Ungarie, Jerusalem, Majoricarum, Sardinie, & Corsicæ, Comes Barchinonæ, Dux Athenarum, & Neopatriæ, ac etiam Comes Rossilonis, & Ceritanie cum Serenissimo Principe, & Excellentissimo Domino Joanne Dei gratia Rege Navarræ &c. ac Illustris, & Excellentissimo Domino Infante Don Henricho Dei gratia Magistro Ordinis, & Militie Sancti Jacobi suis Fratribus à Januensibus captis, maximisque periculis personarum, perditionisque Terrarum & bonorum suppositis, omni alio remedio, & spe destitutus, mira liberalitate, & beneficentia Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Philippi Maria Angli Ducis Mediolani &c. Papiæ, Angliæque Comitris, ac Januæ Domini, magna cura, difficultate, & expensâ de Januensium manibus ereptus, redemptus, liberatus, honoratus, & adjutus extitit, & successively præfatorum Dominorum Regum, & Infantis Don Henrici Fratrum protectionibus, & juramentis declaratum fuit ipsos præfato Domino Duci fidem dedisse, & ejus captivos fore, idem Dominus Dux periculum præfatorum Dominorum Regum, & Infantis, pro suo periculo commutavit, & Ductoribus Chassis pro redemptione, & recompensatione abunde satisfecit, & ita præfati Domini Rex Aragonum, & Fratres vitam, animum, Statum, & ipsam, quæ nullo pretio æstimari potest, libertatem talem à præfato Domino Duce consecuti sunt, ut propriis vocibus clare recognoscant nunquam ex eorum memoria tam grande, & inestimabile beneficium deleri, nec digne recompensari posse, nisi in hac eorum vita, donec corde, & Spiritu contineretur, pro omnibus favoribus, præsidis, ac requisitionibus dicti Domini Ducis usque quaque Personæ, Statum, animum, & vires exponant, eorumque posteritas præfatum Dominum Ducem semper tueatur, & foveat, & laudibus hanc liberalitatem ad cælum efferat; Idcirco præfati Serenissimi Domini Reges, & Illustris Dominus Infans Don Henricus, & quilibet eorum singulariter, & principaliter, de per se, sponte, libere, ac omni modo, jure, via, & forma, quibus melius, & efficacius potuerunt, & possunt infra-scriptas Promissiones, Obligationes, & Capitula sequentia contraxerunt, fecerunt, & solemniter celebrarunt cum

spectabili, & Clarissimo Juris utriusque Doctore Domino Guarnerio de Castilione Consiliario, Commis-sario, & Procuratore legitime constituto pro præfatum Dominum Ducem Mediolani &c., prout constat publico Instrumento tradito, & rogato per me Urbanum de Jacoppo Secretarium, & Notarium ejusdem Domini Ducis infra-scriptum, recipienti, & stipulanti nomine, & vice præfati Domini Ducis Mediolani &c. infra-scripta omnia, & singula inviolabiliter servanda, & adimplenda.

Imprimis præfati Serenissimi Domini Reges Aragonum, & Navarræ, ac Illustris Dominus Infans Don Henricus Magister Sancti Jacobi, & quilibet eorum singulariter, & principaliter, de per se, solemniter stipulatione, præcedente interrogatione, & subsequente Responsione promiserunt, & fidem suorum corporum sponte, libenter, & animo deliberato dederunt dicto Domino Guarnerio Procuratori speciali præfati Domini Ducis ut supra, quod totiens, quotiens idem Dominus Dux Mediolani requiret, vel require faciet, per Nuntium, aut Literas, præfatum Serenissimum Dominum Regem Aragonum, aut præfatum Serenissimum Dominum Regem Navarræ, aut Illustrissimum Dominum Infantem Henricum, ille eorum requisitus statim, omni mora posthabita, rejiciis quibuscunque excusationibus, & exceptionibus, insistanter, & personaliter veniet ad ipsam Dominum Ducem, ubicunque erit, ad erigendum, faciendum, & adjuvandum disponere, & ordinare negotia, & Statum ejusdem Domini Ducis, & ad proseguendum, & sustinendum impensis communibus, aut solius præfati Domini Ducis, & simul cum ipso Domino Duce personaliter continuabit, & ibi perseverabit, donec eidem Domino Duci videbitur opportunum pro rebus melius dirigendis, & componendis, nec in hoc ullam difficultatem, dubitationem, aut exceptionem ipsi, vel eorum aliquis faciant, allegabunt, aut prætendent, sed sine duplicitate, aut alia interpretatione servabunt, implebunt, & indistincte venient ut supra, non intendentes prædicti Contrahentes, nec contentientes in hoc præfatos Dominos Regem, & Infantem liberos esse, sed obligatos ad hoc totaliter remanere vigore fidei datæ, & ad hoc servandum, implendum, & attendendum ex abundanti cautela iterum, & de novo tactis manibus Scripturis astrixerunt, & dederunt eorum singuli fidem ei spectabili Domino Guarnerio Procuratori Domini Ducis ad hoc recipiendum etiam constituto recipienti nomine præfati Domini Ducis Mediolani in presentia nostrum Notariorum, & Testium infra-scriptorum. Et hoc principaliter, & expresse promiserunt ea lege, & mente, ut firmiter, & inviolabiliter valeant, non obstantibus quibuscunque aliis Capitulis, Clausulis, aut Derogationibus generalibus vel specialibus, & specialiter non obstante aliqua dubitatione, vel allegatione, quæ fieri possit, vel prætendi quavis occasione, vel causa, & maxime ratione Intelligentiæ, aut Ligæ, aut alicujus Clausulæ in ea positi.

Item quod præfati Domini Reges, & Infans Don Henricus vere captivi præfati Domini Ducis, cui soli se reddiderunt, & fidem dederunt, ut sponte protestati sunt, ab hac hora in antea liberi sint, & esse intelligantur, quanvis etiam prius à præfato Domino Duce effectualiter in libertate positi fuerint, sive ut liberi tractati sint; salvis tamen semper, & firmis manentibus omnibus contentis in præcedenti Capitulo, quod obligat personas eorum ad veniendum ad præfatum Dominum Ducem, cui nullo modo præjudicare, nec derogare intendunt ex aliquibus dictis, & factis, seu dicendis, & fiendis in futurum, & firmis manentibus omnibus, & singulis Capitulis Intelligentiæ, & Ligæ invicem contractæ, & supra-scripto Capitulo.

Et omnia supra-scripta præfati Serenissimi Principes, & Domini Reges, & ac Illustris Dominus Infans Don Henricus, & quilibet eorum de per se, nec non præfatos Dominos Guarnerios, Procuratores nomine præfati Domini Ducis Mediolani, promiserunt unus alteri, & alter alteri attendere, observare, & adimplere bona fide, realiter, & sincere, omni dolo, & machinatione cessantibus, & in nullo unquam contravenire de jure, vel de facto, nec sub aliqua excusatione etiam quovis jure concessa, nec ex aliquo præsenso colore, nec ex aliqua causa præterita, presenti, vel futura, quæ dici, vel excogitari possit, quæ in specie cogitata non fuisset, vel quæ in genere cogitata non fuisset, nec cogitari potuisset; volentes etiam hoc ad inexcogitata trahi, & omnes excusationes rejici, & vias omnes, causas, & rationes remotas, & rejectas esse, per quas prædicta, aut ex eis aliqua in dubium quovis modo revocari possent, etiam si talia forent, quæ in generali cennatione

ANNO
1435.

ANNO
1435.

ANNO
1435.

Nonne non venient, vel aliter juxta terrent, aut
 lacerent; intendentes de his omnibus commercium,
 & conventionem inter se habere posse, & inter se servari,
 ac implere omnino debere, si unquam fides in aliquo
 servanda esset. Et ad majorem roboris firmitatem, ac
 firmissimum prædictorum omnium observantiam, & ir-
 revocabilem validitatem præfati Serenissimi Principes,
 & Domini Reges, & Illustris Domini Infans, ac e-
 eorum singuli, & prædictus Dominus Guarnierus, Procu-
 ratorio nomine ejusdem Illustrissimi Domini Ducis
 in, & super animis eorum, & singulorum ex eis tacitis
 Sacris Evangelicis juraverunt prædicta omnia, & singu-
 la attendere, observare, & nunquam in aliquo con-
 trarietate de jure, vel de facto, aut aliquo prætextu,
 colore, vel causa, nec ex aliquo mandato, vel ius-
 sione, nec propter aliquod privatum, aut publicum in-
 teresse, & ad augendam suam obligationem, qua
 Christianus aliquis Deo, vel mundo obligari possit, aut
 aliquo fortissimo vinculo ligari, præfati Domini Reges,
 & Infans Don Henricus, & eorum singuli, dic-
 tusque Dominus Guarnierus, Procuratorio nomine ejus-
 dem Domini Ducis Mediolani, voverunt æterno Deo,
 & omnibus Sanctis prædicta omnia, & singula adimple-
 re, & servare ut supra; Et in quantum illo unquam
 tempore contravenient, aut contrarietatem in aliquo,
 ex nunc prout ex tunc, præfati Domini Reges, & Do-
 minus Infans, & eorum singuli, ac dicti Dominus
 Guarnierus, Procuratorio nomine ejusdem Domini Ducis,
 congne ad contrarietatem referant, protestantur,
 confitentur, & se propria voce damnant, & iudicant,
 quod ab omnibus hominibus dici, appellari, tractari, &
 neri, reputari, nominari, & iudicari possint, ac de-
 beant, ut vere, & totaliter discedat, infames, perjuri,
 detestabiles, omni fide, humanitate, gratitudine, & vir-
 tute, ac honore carentes, & quicquid detulerit, ac op-
 probriosis dici, & excogitari possit; sed amplius ad
 tollendum omne remedium in contrarium, & ut auser-
 atur omnis cogitatio excusationum, præfati Domini Reges,
 & Dominus Infans, ac eorum singuli, & Dominus
 Guarnierus de Castillio Procurator, ut supra, promiserunt,
 juraverunt, & voverunt ut supra, quod à prædictis
 promissionibus, juramentis, & votis ut supra, nec ab isto
 juramento unquam impetrabunt aliquam absolutionem;
 remissionem; & annulationem ab aliquo summo Pontifice,
 Episcopo, vel alio, nec alicui impetranti, aut impetrare
 tentanti consentient, vel assistent, sed totaliter, ac omni
 ingenio, ac exhortio resistent, & prohibebunt; Et in
 quantum absoluti, vel remissi quovis modo impetraverunt;
 aut fieret, vel motu proprio concederetur, promiserunt,
 & juraverunt, quod tali absolutione nunquam utentur, nec ex illa se
 liberos, aut absolutos reputabunt, sed eam pro irrita,
 & nulla tenebunt, nec prædictis modis, vel aliis etiam
 non expressis, aut cogitatis in præmissis ullo modo de-
 ficient, nec contravenient per se, vel alium, aut alios,
 directe vel indirecte, palam vel occulte, quovis modo,
 causa, vel ingenio, Renuntiantes omnibus excep-
 tionibus non sic, vel aliter celebrati Contractus, non

de factorum Capitulorum, vel rei gestis, exceptioni do-
lli mali, conditioni lile causa, vel eis inijuncta causa, &
exceptioni quod mens causa, fori privilegio, exceptio-
ni subjectionis, & culietur Juris, & Legum, Canonum,
& Contrituum, & amulio quommodolibet competen-
ti, vel competitori. Legi decenti generales renuntia-
tiones non valent, & omnibus illi privilegis, &
exceptionibus quibuscumque. Et hæc omnia sub hypothe-
ca, & obligatione ortationum bonorum præsentium
& futurorum Partium predictarum, & cæusietur ea-
rum; Et inde præfati Domini Reges, & Dominus
Infans Don Henricus, ac eorum singuli, & dictus
Dominus Guarnerius, Procurator, nomine Domini
Ducis prelati, iussurunt, & jubent, rogaverunt, &
rogant de predictis fieri debere unum, & plura Instru-
mentum eisdem tenoris per nos Joannem, & plura Instru-
mentarium præfati Domini Regis Aragonum, & Notarium
infraascriptum, ac Urbanum de Jacobis, & Nota-
rium eisdem Domini Ducis Mediolani, & Nota-

Adum in Castro Porte Jovis Mediolani in Camera nostra predicti Domini Ducis Mediolani, in qua praesentialiter habitant praefati Serenissimi Domini Reges, & Domini Infans antea Domini millesimo quadringentesimo trigesimo quinto, die octavo praefatis mensis Octobris; Praesentibus Illustribus, ac Magnificis, & Spectabilibus Domino Joanne Antonio de Banco de Urflinis Principe Tarenti &c. Domino Joanne Antonio de Marzano Duce Suesse, Domino Vitali Castellandoro Filio Vitalis de Bienes, Domino Fernando Davolos Filio Rodolci, Loris Davolos, nec non Domino Franchino de Castiflono Filio quondam Domini Petri Confiliario, Jacobo de Abiate Filio quondam Domini Georgii Filici, Simonino Ghilino Filio quondam Domini Andreae, & Petro Cotta Filio quondam Domini Sernandi Secretararis Ducalibus, testibus notis, idoneis, & rogatis.

Rex ALFONSUS-NOS Rex, & rogatus.
 Signum me Joannis Olizina Secretarii Serenissimi Regis
 Aragonum fupradicti, Imperialique auctoritate Notarii
 publici, qui una cum p[re]nominato, ac fubfcripto Spec-
 tabili Urbano de Jaccopo Ducali Secretario, p[re]mis-
 sis omnibus, dum fe agerent, interfui, & p[re]fens
 publicum Inftrumentum rogatus tradidi, & fubfcripsi
 folitumque meum fignum Tabellionatus appofui in fidem
 & teflimonium omnium p[re]mifforum.

Subscriptus Ego Urbanus de Jacopo Filius quondam Domini Bartholomei Ducalis Secretarius, publicusque Imperiali auctoritate Notarius, una cum prænominato Joanne Olzina Secretario Regio, præmissis omnibus, dum sic ageretur, interfui, & præsens publicum Instrumentum rogatus tradidi, & subscripsi, totumque meum signum Tabellionarius apposui in fidem, & testimonium omnium præmissorum.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIVS Regii Archivii Officialis.





